



C/2024/2550

30.5.2024

Euro-Wechselkurs ⁽¹⁾
29. Mai 2024
(C/2024/2550)

1 Euro =

Währung			Kurs	Währung			Kurs
USD	US-Dollar		1,0857	CAD	Kanadischer Dollar		1,4838
JPY	Japanischer Yen		170,74	HKD	Hongkong-Dollar		8,4811
DKK	Dänische Krone		7,4607	NZD	Neuseeländischer Dollar		1,7716
GBP	Pfund Sterling		0,85130	SGD	Singapur-Dollar		1,4652
SEK	Schwedische Krone		11,5215	KRW	Südkoreanischer Won		1 484,62
CHF	Schweizer Franken		0,9907	ZAR	Südafrikanischer Rand		19,9000
ISK	Isländische Krone		149,10	CNY	Chinesischer Renminbi Yuan		7,8706
NOK	Norwegische Krone		11,4170	IDR	Indonesische Rupiah		17 580,25
BGN	Bulgarischer Lew		1,9558	MYR	Malaysischer Ringgit		5,1066
CZK	Tschechische Krone		24,731	PHP	Philippinischer Peso		63,481
HUF	Ungarischer Forint		387,08	RUB	Russischer Rubel		
PLN	Polnischer Zloty		4,2640	THB	Thailändischer Baht		39,948
RON	Rumänischer Leu		4,9768	BRL	Brasilianischer Real		5,6149
TRY	Türkische Lira		34,9889	MXN	Mexikanischer Peso		18,2588
AUD	Australischer Dollar		1,6370	INR	Indische Rupie		90,5290

⁽¹⁾ Quelle: Von der Europäischen Zentralbank veröffentlichter Referenz-Wechselkurs.



AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 28. MAI 2018

(C/2024/3369)

EUROPÄISCHES PARLAMENT

SITZUNGSPERIODE 2018-2019

Sitzungen vom 28. bis 31. Mai 2018

STRASSBURG

Inhalt	Seite
1. Wiederaufnahme der Sitzungsperiode	4
2. Eröffnung der Sitzung	4
3. Nachruf	4
4. Erklärung des Präsidenten	6
5. Genehmigung der Protokolle der vorangegangenen Sitzungen: siehe Protokoll	6
6. Zusammensetzung des Parlaments: siehe Protokoll	6
7. Zusammensetzung der Fraktionen: siehe Protokoll	6
8. Prüfung von Mandaten: siehe Protokoll	6
9. Zusammensetzung der Ausschüsse und Delegationen: siehe Protokoll	7
10. Antrag auf Aufhebung der Immunität: siehe Protokoll	7
11. Abschluss eines Verfahrens zur Aufhebung der Immunität: siehe Protokoll	7
12. Verhandlungen vor der ersten Lesung des Parlaments (Artikel 69c GO): siehe Protokoll	7

Inhalt	Seite
13. Berichtigung (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll	7
14. Antrag auf Anhörung des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses (Artikel 137 Absatz 2 GO) (Billigung): siehe Protokoll	7
15. Unterzeichnung von nach dem ordentlichen Gesetzgebungsverfahren angenommenen Rechtsakten (Artikel 78 GO): siehe Protokoll	7
16. Große Anfragen (Artikel 130b GO) (Einreichung): siehe Protokoll	7
17. Anfragen zur mündlichen Beantwortung (Einreichung): siehe Protokoll	7
18. Weiterbehandlung der Entschlüssen des Parlaments: siehe Protokoll	7
19. Übermittlung von Abkommenstexten durch den Rat: siehe Protokoll	7
20. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll	7
21. Arbeitsplan	7
22. Annahme des Beschlusses der Kommission über das Dritte Mobilitätspaket (Aussprache)	12
23. Mehrjahresplan für Grundfischbestände in der Nordsee und für die Fischereien, die diese Bestände befischen (Aussprache)	23
24. Optimierung der Wertschöpfungskette in der EU-Fischereibranche – Übereinstimmung von Fischereierzeugnissen mit den Kriterien für den Zugang zum EU-Markt (Aussprache)	30
25. Ernährung und Landwirtschaft der Zukunft (Aussprache)	38
26. Umsetzung der GAP-Instrumente für Junglandwirte in der EU nach der Reform im Jahr 2013 (Aussprache)	53
27. Berichtigung (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll	62
28. Fazilität „Connecting Europe“ nach 2020 (Aussprache)	62
29. Auslegung und Umsetzung der Interinstitutionellen Vereinbarung über bessere Rechtsetzung (kurze Darstellung)	68
30. Nachhaltiges Finanzwesen (kurze Darstellung)	72
31. EU-Justizbarometer 2017 (kurze Darstellung)	76
32. Ausführungen von einer Minute zu Fragen von politischer Bedeutung	78
33. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll	82

Inhalt	Seite
34. Schluss der Sitzung	82

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 28. MAI 2018

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Presidente

1. Wiederaufnahme der Sitzungsperiode

Presidente. – Dichiaro ripresa la sessione del Parlamento europeo interrotta giovedì 3 maggio 2018.

2. Eröffnung der Sitzung

(La seduta è aperta alle 17.05)

3. Nachruf

Le Président. – Mesdames et Messieurs les députés, c'est avec beaucoup d'émotion qu'au nom du Parlement européen, je veux adresser aujourd'hui une pensée affectueuse à Nicole Fontaine, qui nous a quittés il y a quelques jours, après une longue vie politique consacrée à la société et au combat pour les idéaux qui étaient les siens. Un souvenir plein de reconnaissance et de gratitude.

Élue pour la première fois en 1984, elle fut membre éminente de notre Assemblée pendant vingt-trois ans, avec une interruption de deux ans pendant laquelle elle fut ministre en France. Pendant ces longues années, elle a acquis une connaissance profonde du Parlement et de l'environnement politique et institutionnel de l'Union et a œuvré sans relâche au renforcement de notre institution.

En tant que vice-présidente chargée de la conciliation, elle travailla avec passion à la consolidation de la procédure de codécision et au renforcement du rôle du Parlement. Nous lui devons beaucoup.

Le 20 juillet 1999, vingt ans après une autre femme, Simone Veil, elle fut élue présidente de notre Assemblée. «In varietate concordia», Unie dans la diversité. Cette devise, qui était la sienne et qui est devenue la nôtre, a été adoptée il y a dix-huit ans, durant sa présidence. J'évoque cette page de notre histoire parce qu'au-delà du symbole, il y a la force d'un engagement. Cette devise exprime toute la pensée et représente le fil conducteur de son action politique. Bien sûr, nous sommes différents, mais nos diversités nous enrichissent. Elles ne sont que la déclinaison d'une culture européenne commune, vieille de trois mille ans. Oui, parfois, nous avons des intérêts différents, mais nous partageons les mêmes valeurs fondamentales: unis, nous pourrions les défendre et les faire prospérer sur la scène mondiale.

Tel était l'état d'esprit de Nicole Fontaine lorsqu'elle a signé, au nom du Parlement, la charte des droits fondamentaux, il y a dix-huit ans. Elle était convaincue qu'il appartient à notre Assemblée de porter nos valeurs partout dans le monde, en particulier dans les zones où la démocratie est bafouée ou peine à s'affirmer. Dans cette perspective, elle portait un regard particulier sur l'Afrique.

Nous sommes la seule région du monde où la peine de mort n'est plus appliquée. C'est vers nous que le monde se tourne quand des journalistes sont emprisonnés, quand des femmes subissent des violences et voient leurs droits bafoués, quand des opposants politiques sont menacés ou privés de liberté. Nous avons l'obligation de demeurer un repère, un phare pour les droits fondamentaux. Telle était la conviction de Nicole Fontaine.

Lors de son élection à la présidence de cette Assemblée, en 1999, Nicole Fontaine affirma également la nécessité d'une plus grande proximité avec les citoyens européens. Je veux rendre hommage à son œuvre incessante, qui s'exprime tant par ses nombreux ouvrages que par sa présence régulière et intense sur le terrain, au plus près des citoyens. Pendant sa présidence, elle ira dans tous les milieux pour donner plus d'une centaine de conférences et d'interventions. Cette présence, cette proximité avec les gens, qui étaient vitales pour Nicole Fontaine, s'accompagnaient d'une extraordinaire capacité d'écoute et de persuasion qui fut décisive à bien des égards, notamment au moment historique de l'adoption de la monnaie unique, alors que l'euro suscitait de très fortes appréhensions auprès des Européens.

Je veux rappeler également le rapport Fontaine, avec lequel on décida d'octroyer une aide financière au jumelage entre les villes européennes. Un petit geste concret qui a contribué à rapprocher des millions de citoyens européens. Cet impératif de proximité est, aujourd'hui, plus que jamais essentiel.

Nicole Fontaine fut une présidente courageuse et clairvoyante. Alors que la folie des talibans ravageait l'Afghanistan, elle invitait au Parlement européen le commandant Massoud et ce, contre l'avis de tous et en dépit des réticences des chancelleries occidentales.

Un an plus tôt, elle reçut conjointement dans notre hémicycle le président du conseil législatif palestinien et le président de la Knesset. Ce fut un grand moment pour notre Assemblée. Au sommet de Nice, le 7 décembre 2000, elle parvint à convaincre Tony Blair de la nécessité de signer la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Dans son discours d'ouverture, en 1999, elle affirmait: «Il y a aujourd'hui urgence à redonner du sens à l'Union». Les choses n'ont guère changé de ce point de vue. Maintenant, c'est à nous de continuer l'œuvre de notre éminente collègue qui savait parler aux gens.

Il nous appartient de réveiller les enthousiasmes et de faire renaître ce sentiment d'appartenance à un grand projet qui nous transcende.

Au nom du Parlement européen, je vous remercie, Madame la Présidente, chère Nicole, pour ce que vous avez été, pour la passion, le courage et la cohérence qui ont marqué votre travail au service des citoyens tout au long de votre vie. Comme vous le disiez souvent, pour conclure une réunion qui s'éternisait: «Tout est dit. Merci.»

(Applaudissements)

Manfred Weber, *on behalf of the PPE Group*. – Mr President, as the EPP, we are deeply saddened about the loss of Nicole Fontaine. My most sincere condolences go first of all to her family and friends. The EPP family lost one of its greatest members, and we lost also a true friend who was by our side in this House for almost 23 years.

Throughout her career, Nicole Fontaine was very active in education policies. She knew that our societies need values, and she knew the key to values is education. This is a fundamental idea of Christian democracy. Nicole Fontaine was a great Christian Democrat. And Nicole Fontaine was a convinced European. She was the EPP Group's first woman to become President of the European Parliament, and she was such a strong woman. Just recently, Nicole Fontaine called upon us to relaunch Europe. She told us to turn Europe once again into a project that the people can dream of. Let us take up this call of Nicole Fontaine in memory of a great Christian Democrat, in memory of a strong woman, and in memory of a convinced European.

(Applause)

Presidente. – È ovvio che il Presidente Weber ha ricordato, a nome di tutti i gruppi politici, la figura di Nicole Fontaine, così come quando accadde per Simone Veil la ricordò Guy Verhofstadt. Ora vi prego di associarvi per un minuto di silenzio per ricordare la nostra amica Nicole.

(L'Assemblea, in piedi, osserva un minuto di silenzio)

4. Erklärung des Präsidenten

Presidente. – Onorevoli colleghi, a partire da venerdì i nostri dati personali e la nostra vita privata sono protetti meglio da abusi e manipolazioni. Questo avviene grazie all'entrata in vigore di nuove regole sulla protezione dei dati promosse dal Parlamento europeo.

Ringrazio tutti i colleghi che hanno lavorato a questo importante regolamento, e in particolare il relatore Jan Philipp Albrecht, che ci lascerà tra breve per diventare ministro in Germania e a cui faccio i nostri migliori auguri.

Il regolamento generale sulla protezione dei dati è la più grande riforma della legislazione sulla privacy sin dalla nascita di Internet. È un passo decisivo per garantire che i cittadini utilizzino la rete Internet con serenità in Europa, ma anche nel resto del mondo.

Con questo regolamento abbiamo dimostrato di poter stabilire standard globali sulla privacy e l'Unione europea è all'avanguardia a livello mondiale per la tutela dei cittadini. D'ora in poi le aziende e le piattaforme online a cui affidiamo i nostri dati dovranno rendere note le loro intenzioni quando li usano. Dovranno ottenere il nostro consenso esplicito, indipendentemente dal paese in cui operano. Niente più consenso tacito, zone d'ombra o scorciatoie che consentano l'elusione delle regole.

Queste regole aiuteranno a prevenire il ripetersi di scandali, di dati di milioni di utenti utilizzati per influenzare i risultati elettorali. Ad esempio, qualsiasi forma di utilizzo non autorizzato dei dati dovrà essere notificata entro 72 ore. Si prevedono pesanti sanzioni per coloro che non rispettano le nuove regole, fino al 4 % del fatturato totale annuo. Per i giganti del web questo potrebbe ammontare a multe fino a miliardi di dollari.

Il Parlamento europeo ha svolto un ruolo centrale nella definizione di standard all'avanguardia in materia di privacy, ma anche nel chiedere che le piattaforme online siano responsabili nei confronti dei cittadini europei. Sono lieto che le grandi piattaforme digitali mondiali si siano impegnate a rispettare le nostre regole.

Ma il nostro compito non è finito, la nostra priorità è il raggiungimento di una vera governance della rivoluzione tecnologica mediante l'introduzione di un quadro di regole adeguato. Dobbiamo garantire il corretto funzionamento del mercato digitale con responsabilità chiare per gli operatori online. Ciò include, oltre alla protezione dei dati personali, un sistema fiscale equo e la protezione dei diritti d'autore e dei diritti dei consumatori.

5. Genehmigung der Protokolle der vorangegangenen Sitzungen: siehe Protokoll

6. Zusammensetzung des Parlaments: siehe Protokoll

7. Zusammensetzung der Fraktionen: siehe Protokoll

8. Prüfung von Mandaten: siehe Protokoll

9. **Zusammensetzung der Ausschüsse und Delegationen: siehe Protokoll**
10. **Antrag auf Aufhebung der Immunität: siehe Protokoll**
11. **Abschluss eines Verfahrens zur Aufhebung der Immunität: siehe Protokoll**
12. **Verhandlungen vor der ersten Lesung des Parlaments (Artikel 69c GO): siehe Protokoll**
13. **Berichtigung (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll**
14. **Antrag auf Anhörung des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses (Artikel 137 Absatz 2 GO) (Billigung): siehe Protokoll**
15. **Unterzeichnung von nach dem ordentlichen Gesetzgebungsverfahren angenommenen Rechtsakten (Artikel 78 GO): siehe Protokoll**
16. **Große Anfragen (Artikel 130b GO) (Einreichung): siehe Protokoll**
17. **Anfragen zur mündlichen Beantwortung (Einreichung): siehe Protokoll**
18. **Weiterbehandlung der Entschließungen des Parlaments: siehe Protokoll**
19. **Übermittlung von Abkommenstexten durch den Rat: siehe Protokoll**
20. **Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll**
21. **Arbeitsplan**

Presidente. – Il progetto definitivo di ordine del giorno, fissato dalla Conferenza dei presidenti, ai sensi dell'articolo 149 del regolamento, nella riunione di giovedì 24 maggio 2018, è stato distribuito. Sono state presentate le seguenti proposte di modifica:

Lunedì

Non sono proposte modifiche.

Martedì

La Conferenza dei presidenti ha approvato la richiesta della commissione speciale sul terrorismo volta a prorogare il mandato della commissione speciale di altri due mesi. La commissione sul terrorismo ritiene che tale proroga sia necessaria affinché essa possa adempiere al suo mandato e ai suoi compiti. La decisione della Conferenza dei presidenti sarà aggiunta alle votazioni di martedì e si considererà approvata se non saranno sollevate obiezioni.

Sempre per martedì, il gruppo PPE ha chiesto che il voto sulla relazione dell'on. Svoboda e dell'on. Corbett sull'interpretazione e applicazione dell'accordo interistituzionale «Legiferare meglio» attualmente previsto per martedì sia rinviato a mercoledì. Do la parola all'on. Svoboda per presentare la richiesta a nome del suo gruppo.

Pavel Svoboda, on behalf of the PPE Group. – Mr President, pursuant to Rule 149a of the Rules of Procedure, I would like to propose, on behalf of the European People's Party (EPP) Group that the vote on the report on the interpretation and implementation of the interinstitutional agreement on better law-making takes place on Wednesday instead of Tuesday. Ms Hübner, Chair of the Committee on Constitutional Affairs (AFCO), as well as Richard Corbett, my co-rapporteur for this report, have indicated that they agree with this request.

The report contains some paragraphs on the ongoing interinstitutional negotiations on improved practical arrangements for cooperation and information-sharing regarding the negotiation and conclusion of international agreements. On Wednesday morning a new round of negotiations will take place and the paragraphs in the report may need to be updated by means of oral amendments to take account of the outcome of this meeting.

Elmar Brok and Bernd Lange, who were nominated by the Conference of Presidents as Parliament negotiators, therefore made this request for a postponement, and I hope that our colleagues will agree to this request.

(Il Parlamento accoglie la richiesta)

Presidente. – Il gruppo dei Verdi ha chiesto che la discussione sulla dichiarazione della Commissione relativa ai dazi imposti dagli Stati Uniti sull'acciaio e l'alluminio e la risposta dell'Unione si concluda con una risoluzione che sarà votata giovedì.

Do la parola all'on. Ska Keller, per presentare la richiesta del suo gruppo. Prego, onorevole.

Ska Keller, on behalf of the Verts/ALE Group. – Mr President, the reason why we would like to propose a resolution is very simple: on 1 June, there will be some sort of decision about whether tariffs will be applied to EU products, and the Commission is already in negotiation with the US side about that, but as with every trade negotiation, it is really important that Parliament takes a decision and does not just hold a debate. Debates are very important, but Parliament must also make clear what its position is on the matter: what we want the Commission to do and what we don't want the Commission to do, or else we don't have any voice at all as the European Parliament. Therefore, we would like to propose a resolution and we hope that we can count on your support.

Alessia Maria Mosca, (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il nostro gruppo è contrario a questa proposta di risoluzione per una semplice ragione di efficacia della nostra azione.

Come è stato ricordato, il termine per questa fase transitoria dell'esenzione dei dazi da parte degli Stati Uniti verso l'Unione europea è il 1° giugno, e fino ad allora non sappiamo esattamente quale sarà la linea da tenere. In parallelo la commissione INTA è impegnata a contribuire all'opinione sulla complessiva natura dei rapporti commerciali tra Unione europea e Stati Uniti, e quindi riteniamo che sia più efficace fare il dibattito domani perché, ovviamente, è un tema che ci toccherà, e poi eventualmente decidere che posizione tenere in una risoluzione tra due settimane.

(Il Parlamento respinge la richiesta)

Presidente. – Il gruppo GUE/NGL per martedì ha chiesto di aggiungere come terzo punto all'ordine del giorno, nel pomeriggio, le dichiarazioni del Consiglio della Commissione sulle misure per implementare e preservare il piano d'azione congiunto globale. Do la parola all'on. Ernst per formulare la richiesta.

Cornelia Ernst, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Ich denke, es ist wichtig, dass wir uns zu dem Ausstieg der Vereinigten Staaten aus dem Atomabkommen mit dem Iran verständigen. Wenn man sich das insgesamt anschaut, muss man sagen, dass mit diesem Ausstieg auch die Kriegsgefahr in dieser Region gefördert wird. Ich glaube, es ist wichtig, dass wir uns als Parlament verständigen.

Es gibt noch einen Punkt, den man hier benennen muss: dass wir zugleich auch eine Krise des Vertrauens in internationale Verträge, die wir als EU ja mitgetragen haben, sichtbar wird – Verträge, aus denen man einfach mal austritt, wie es der amerikanische Präsident macht, und damit zur Eskalation und nicht zur Deeskalation beiträgt. Ich sage ganz offen: Wir drängen deswegen darauf, jetzt darüber zu diskutieren, weil es im Iran wirklich die Hoffnung gegeben hat, mit diesem Abkommen auch Veränderungen herbeizuführen, die Gesellschaft zu öffnen. Und diejenigen, die jetzt durch den Ausstieg der Vereinigten Staaten aus diesem Abkommen getroffen werden, sind gerade die, die auf Hoffnung gesetzt haben. Wir denken, dass es wichtig ist, jetzt darüber zu sprechen, sich zu verständigen, welche Maßnahmen wir unternehmen, um das Abkommen zu retten, hier etwas zu tun, und nicht diejenigen im Iran, die darauf gesetzt haben, praktisch hängenzulassen – erneut hängenzulassen, es wäre nicht das erste Mal.

Wir bitten auch unabhängig davon, ob Frau Mogherini jetzt unbedingt da sein kann, um diese Aussprache. Die Aussprache ist notwendig, und wir werden nicht zum letzten Mal über den Iran gesprochen haben, wenn es dann auch um konkrete Maßnahmen geht.

Also wir bitten wirklich sehr herzlich darum. Es ist wichtig, als Parlament dieses Zeichen zu setzen.

Victor Boştinaru (S&D). – Mr President, no-one challenged the importance of the nuclear deal with Iran and the historical role played by our Union, but for the effectiveness of the debate, I will invite you all to think first. Such a debate can be beneficial when having a real contribution from the Commission and the Council, with the High Representative in the Plenary. And secondly, we have already decided to have a debate on Iran in June. This is why I warmly invite you to think of the possibility of having a debate with the High Representative in June.

(Il Parlamento respinge la richiesta)

Presidente. – Il gruppo della Sinistra unitaria europea ha chiesto di aggiungere come quinto punto all'ordine giorno di martedì pomeriggio un'interrogazione orale al Consiglio relativa al trattato sull'interdizione delle armi nucleari. Do la parola all'onorevole João Pimenta Lopez per formulare la richiesta del gruppo, prego.

João Pimenta Lopes, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhor Presidente, vivem-se tempos de crescente tensão internacional que tornam reais os riscos de um confronto nuclear que, a suceder, teria consequências inimagináveis.

Decorreram quase quatro meses desde que o representante da Campanha Internacional para a Abolição de Armas Nucleares, a ICAN, Prémio Nobel da Paz 2017, aqui esteve, neste plenário, aludindo precisamente a esta discussão, pedindo, no final, que se levantasse pela proibição e eliminação das armas nucleares, palavras que aqui foram aplaudidas de pé por todo o hemiciclo.

Desde dezembro que propomos, através de uma pergunta oral que, de resto, recolheu subscrição de vários grupos, que esta discussão possa ser tida, que se faça um debate que é premente e necessário em torno da abolição do arsenal nuclear e do tratado de proibição de armas nucleares, aprovado pelas Nações Unidas em 2017, antecipando a conferência de alto nível que aquele organismo está a preparar.

Esta é a segunda vez que aqui colocamos este pedido e solicitamos que os aplausos que aqui se tiveram de pé se traduzam nesta necessária discussão, amanhã, terça-feira, como quinto ponto, e pedimos também que a votação se proceda com voto nominal.

Presidente. – Allora metto ai voti per appello nominale la proposta del gruppo della Sinistra unitaria europea per aggiungere all'ormai quinto punto all'ordine giorno di martedì pomeriggio un'interrogazione al Consiglio sul trattato sull'interdizione delle armi nucleari.

(Il Parlamento respinge la richiesta)

Mercoledì

Il gruppo GUE ha chiesto di aggiungere come secondo punto all'ordine del giorno del pomeriggio una dichiarazione del Consiglio e della Commissione sull'uso eccessivo della forza nei confronti dei rifugiati ed emigrati nel caso Mawda. Do la parola all'onorevole Zimmer per formulare la richiesta del gruppo.

Gabriele Zimmer, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident! Wie Sie eben schon ansagten: Es geht um eine Erklärung von Rat und Kommission zum übermäßigen Einsatz gegen Flüchtlinge und Migrantinnen und zwar vor dem Hintergrund des Falles Mafda. Um den Kollegen das hier noch einmal zu vergegenwärtigen: Mafda ist ein zweijähriges Mädchen aus dem kurdischen Teil des Iraks, das vor kurzem während einer Verfolgungsjagd auf der Autobahn in Belgien erschossen worden ist. Obwohl die Untersuchungen noch laufen, hat die Staatsanwaltschaft klargestellt, dass es eindeutig ist, dass das Mädchen durch eine Kugel durch die Polizei gestorben ist und dass in dem Kleintransporter, der verfolgt worden ist, keine Waffen gefunden wurden.

Mir ist natürlich klar, dass es hier zum einen um eine Frage geht, die in Belgien geklärt werden muss. Zum anderen macht aber insbesondere auch der Umgang mit den sogenannten „Transmigranten“ deutlich, dass die Fragestellungen viel weitergehen. Für uns stellt sich einerseits die Frage: Wie kann es sein, dass ein Auto 70 Kilometer verfolgt wird, um dann auch noch beschossen zu werden, obwohl klar ist, dass dort Flüchtlinge drin sind, die um ihr Leben bangen?

Zweitens geht es für uns um die Fragestellung, wie generell mit sogenannten „Transmigranten“ umgegangen wird. Und das ist ja letztendlich auch eine Folge der Dublin-Verordnung – wir haben uns hier als Parlament mehrheitlich und ganz klar für eine Reform ausgesprochen. Wir brauchen diese Debatte erneut, um das anzustoßen und klarzumachen, dass es eben genau solche Folgen haben können, wenn letztendlich nicht klare Verhältnisse hier geschaffen werden. Und wir verweisen darauf, dass die repressive Asylpolitik Schlepperbanden verstärkt, die von dieser Verzweiflung, insbesondere natürlich von Flüchtlingen und Migranten, profitieren. Ohne legale und sichere Wege, um Asyl zu beantragen, werden wir unserer Verantwortung auch hier im Europäischen Parlament nicht gerecht. Wir müssen dieses Recht durchsetzen, dass es möglich ist: Wer legal Asyl beantragen will, muss das auch tun können – er muss das tun können, ohne Gefahr zu laufen, dabei sein Leben zu verlieren.

Tomáš Zdechovský (PPE). – Pane předsedající, jistě je tento případ velice politováníhodný a myslím si, že ten, kdo někdy strávil nějaký čas prací jako policista, nám určitě potvrdí, že vždycky každý policista velmi pečlivě zvažuje, zda použít zbraň proti prchajícímu vozidlu.

Myslím si, že většina policistů, kteří někdy zbraň použili, si to do konce života vyčítají. Nicméně sama jste, kolegyně, řekla: „Případ není vyšetřen.“ My politici bychom neměli zneužívat případy k tomu, abychom do nich zasahovali. Proto vás prosím, nechme tento případ vyšetřit příslušné orgány a v současné době do toho případu nezasahujme.

(Il Parlamento respinge la richiesta)

Presidente. – Il gruppo S&D ha chiesto che sia aggiunta un'interrogazione orale alla Commissione sul tema «Ampliamento del campo di applicazione del capo I del regolamento Bruxelles II bis al fine di includere le unioni registrate», quale terzo punto dopo la relazione dell'on. Ertug sul tema «Manipolazione del contachilometri nei veicoli a motore: revisione del quadro giuridico dell'UE». Do la parola all'on. Gebhardt per presentare la richiesta del gruppo socialista.

Evelyne Gebhardt, *im Namen der S&D-Fraktion*. – Herr Präsident! In der Tat haben wir hier im letzten Januar eine sehr gute Verordnung – Brüssel IIa – verabschiedet. Diese Verordnung hat allerdings einen ganz enormen Nachteil: Sie gilt nur für verheiratete Paare. In unserer Gesellschaft gibt es mehr und mehr Menschen, die in eingetragenen Partnerschaften leben. Und das trifft auch und insbesondere sehr viele Menschen aus dem Bereich LGBTI. Das ist schlicht und einfach unerträglich, eine Diskriminierung von vielen Menschen.

Wir wollen wissen, warum sich denn die Europäische Kommission bisher dagegen gewehrt hat, auch diesen Menschen die gleichen Rechte zu geben und zu akzeptieren, dass hier eine Diskriminierung gemacht wird, obwohl es ein ganz klares Antidiskriminierungsgebot in den Verträgen der Europäischen Union gibt.

(Il Parlamento accoglie la richiesta)

Presidente. – Il gruppo PPE ha chiesto che sia aggiunta una discussione sulla relazione dell'on. Gardini sul meccanismo di protezione civile dell'Unione, come secondo punto nel pomeriggio, dopo la discussione su tematiche di attualità. Do la parola all'on. Gardini presentare la richiesta del gruppo.

Elisabetta Gardini, a nome del gruppo PPE. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la Protezione civile è un qualcosa che piace ai nostri concittadini. L'Eurobarometro ci dà con costanza questo dato: circa il 90 % dei cittadini europei vede con favore un aiuto dall'Europa nel momento in cui i vari livelli, fino a quello nazionale, non fossero stati in grado di rispondere all'emergenza.

Ma dobbiamo fare molto anche sulla prevenzione del rischio, sulla formazione e sulla capacità di rafforzare la nostra risposta. Con la relazione che possiamo votare questa settimana, noi andiamo a fare un ulteriore passo in avanti per rafforzare il meccanismo a livello europeo, riuscendo a coniugare la solidarietà con la sussidiarietà declinata in tutte le sue sfaccettature, perché questo è molto importante ed è bene che sia sottolineato e sempre presente.

Allora, abbiamo lavorato molto bene: ringrazio tutti i colleghi nelle varie commissioni per le opinioni, tutti i gruppi, i relatori ombra, i relatori dell'opinione, perché abbiamo fatto un buon lavoro, abbiamo ottenuto già nelle commissioni delle maggioranze a favore, e saremmo anche potuti andare al negoziato direttamente. Però abbiamo preferito portarlo in Aula perché tutti possano partecipare a questo risultato importante che i cittadini aspettano.

Allora ci dispiace – dopo aver lavorato tanto bene, anche con un'agenda così serrata, per arrivare pronti a questa Plenaria – vedere di perdere altre due settimane, quando noi sappiamo che con la Protezione civile la velocità è una delle caratteristiche più importanti. Per questo io chiedo ai colleghi di inserire la Protezione civile in questa Plenaria senza aspettare altre due settimane, perché penso che d'altronde non è che il lavoro cambierebbe. Quindi chiedo davvero il voto favorevole.

(Il Parlamento accoglie la richiesta)

Giovedì

Non sono proposte modifiche.

(L'ordine dei lavori è così fissato)

* * *

Edouard Martin (S&D). – Monsieur le Président, le 26 octobre dernier, ici même, nous avons adopté une résolution contre le harcèlement sexuel au sein du Parlement européen. Nous sommes le 28 mai et la feuille de route n'est toujours pas connue. Apparemment, trois points posent problème, qui pourraient ne pas être dans la feuille de route: la formation des députés, la composition du comité et l'audit externe. Je rappelle que cette résolution a été adoptée à une très large majorité, et même quasiment à l'unanimité.

Monsieur le Président, je me permets de vous rappeler, avec tout le respect qui vous est dû, qu'il faut respecter le vote en plénière de ce Parlement. J'aimerais donc, s'il vous plaît, avoir une réponse, puisque la dernière fois, quand je vous ai interpellé, vous ne m'avez pas répondu. Pouvez-vous nous dire où nous en sommes aujourd'hui quant à l'application et à la mise en œuvre de cette feuille de route?

Presidente. – On. Martin, l'Ufficio di presidenza sta lavorando intensamente e la commissione presieduta dall'on. Morin-Chartier è impegnata in un'azione forte contro l'harassment, ne ripareremo anche oggi, questa sera per fare il punto della situazione, ma mi pare che la decisione sia andata nella direzione richiesta dalla Plenaria.

22. Annahme des Beschlusses der Kommission über das Dritte Mobilitätspaket (Aussprache)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la dichiarazione della Commissione sulla decisione della Commissione adottata sul terzo pacchetto sulla mobilità (2018/2601(RSP)).

Maroš Šefčovič, Vice-President of the Commission. – Mr President, I would like to address you on the first plenary since we adopted the first Mobility Package. This was the last set of proposals under the Energy Union, and I am proud that we managed to deliver on this ambitious project well ahead of the end of the mandate. This should leave us enough time to negotiate the entire Energy Union into law and leave it as a significant legacy of this mandate.

Miguel and Violeta will explain the Third Mobility Package in detail, but allow me to set the tone and the context. I am sure that, whichever constituency or political party you come from, you will appreciate the main objectives: road safety, clean mobility, inclusion and boosting of our industrial competitiveness.

First, on safety. The number of fatalities on EU roads has been, unfortunately, still the same for some years already. It is simply too high. 26 000 fatalities per year or 70 fatalities per day is simply too many, and we know that today we can definitely save more lives, and it is our duty to do so. That is why we propose infrastructure improvements, and we will have new advanced safety features which will become obligatory in three years. These include automatic emergency braking, lane-keeping assist and distraction recognition or technology facilitating the use of alcohol interlocks. This is also one of the reasons why we are paving the way for connected and automated driving. Of course, the advantages are numerous: serving to increase the inclusion of people who cannot drive or have no access to a car, boosting Europe's competitive advantage and creating new, quality jobs. By 2025 we expect automated mobility to generate revenues of EUR 620 billion for the EU automotive industry and EUR 180 billion for our electronic sector.

The majority of Europe's population is in favour of trying driverless cars, but of course there are still legitimate concerns. Surely, a lot of work remains until we can rely on this technology. Significant investments will be needed to develop and deploy the key technologies and to create the necessary infrastructure support. That is why we need a joined-up EU strategy.

From safety to connectivity. Let me move on to sustainability. Transport is responsible for almost a quarter of Europe's greenhouse gas emissions, and this share is growing, as opposed to other sectors. That is why, for the first time, the EU is proposing CO₂ standards for new heavy-duty vehicles. Other major economies like the US, Canada, Japan and China already have them, so it's about time we caught up.

Our proposals for 2025 and 2030 are both realistic and ambitious, and they incentivise the trade users to catch the low-hanging fruit of existing solutions, but they also leave enough time for new technologies to be developed.

This brings me to the strategic action plan on batteries. I think by now we all realise that battery production is a strategic imperative, and we have to move fast in this global race. It has huge potential for investment and jobs – we are talking about EUR 250 billion per year as of 2025. With this Action Plan we put forward a robust set of measures, for example ensuring access to critical raw materials and limiting their use; stepping-up EU research and innovation to better link it with industry's future needs; establishing robust regulatory requirements for safe and sustainable battery production to comply when placed on EU markets; developing the skills we need in Europe to deploy the next generation of high-performing, sustainable battery technology.

As you might know, we are already working with Member States, the European Investment Bank (EIB) and industrial consortia to support large-scale manufacturing projects in Europe as a part of the EU battery alliance, and I would like to thank the honourable Members of this House for setting up the 'Friends of Batteries' group, because I am sure in the future months and years it will have a lot to discuss.

To conclude, I would like to underline that this is the last time a legislative package will be proposed under the Energy Union strategy. It is clear that the Energy Union and its transition to clean energy will have a strong, long-term positive impact on all of us and on the future of our mobility. Together, with my colleagues, we are looking forward to discussing with you this package in greater detail, and I hope we can accelerate the legislative adoption of the Energy Union files.

We now rely on you to make sure that you transform these proposals into binding laws.

PRZEWODNICTWO: BOGUSŁAW LIBERADZKI

Wiceprzewodniczący

Miguel Arias Cañete, *Member of the Commission*. – Mr President, this is the first time ever a proposal has been made to set CO₂ standards for heavy-duty vehicles. We need this new legislation for three key reasons. First, we need to tackle the growing emissions of this sector, which are set to increase by almost 10% by 2030. Second, we want to support transport operators and help them to reduce their fuel costs. Third, we want to keep Europe's industrial leadership, as other key countries such as the United States, China and Japan have already regulated this sector.

To address these challenges, we propose ambitious and realistic targets: a mandatory target of -15% for 2025 and an aspirational target of at least -30% for 2030 compared to 2019. The European Commission is convinced that the targets proposed strike the right balance. The 2025 target can be achieved with technologies which are already available on the market but are not yet widely deployed, even though their costs are low. Furthermore, an early review is foreseen in 2022 to set the 2030 target based on additional information on the new technologies needed to meet this target. The proposal will apply initially to the four most representative categories of vehicles, which are responsible for almost 10% of heavy-duty vehicle emissions.

The review will also be the occasion to expand the scope of the proposal to all remaining categories of heavy-duty vehicles, including buses and coaches. The package also contains additional policy measures to help us meet these targets. Manufacturers will be able to put on the market more rounded and aerodynamic heavy-duty vehicles, reducing emissions and improving road safety. Tyre labelling will be improved and extended to heavy-duty vehicles generating significant annual fuel savings for consumers and transport operators.

Besides the targets, the proposal includes an incentive system to speed up our transition to zero- and low-emission heavy-duty vehicles. Today around 98% of our trucks rely on diesel. There are virtually no large zero-emission trucks on European roads, and few zero-emission buses in cities. We want to support these technologies and foster innovation by proposing an incentive scheme. This system of super credits will reward those manufacturers who will invest more in innovative technologies while preserving the environmental integrity of the CO₂ targets. It also includes zero-emission buses, which are needed for cleaner air in cities.

In conclusion, the key benefits of these proposals are that we will fight climate change and improve air quality; transport operators, mainly small and medium-sized enterprises, will save money at the pump – this proposal will help them save EUR 25 000 in fuel costs in the first five years of the use of a new truck; we will keep and create new jobs here in Europe; we will use and import less oil, and the proposal will in total save more than 200 million tonnes of oil up to 2040; and last but not least we will set the right conditions to invest and innovate here in Europe. I look forward to continuing our fruitful cooperation with the rapporteur Mr Turmes, the shadow rapporteurs and the whole Parliament, to ensure swift progress and the adoption of this proposal before the end of the mandate of this Parliament.

Violeta Bulc, *Member of the Commission*. – Mr President, I am really pleased to be here with colleagues to present to you yet another set of important mobility reforms, the third and final package of its kind by the Commission. As the Vice-President already highlighted, the objective of the Third Mobility Package is to let all Europeans benefit from safer traffic, less polluting vehicles and more advanced transport technologies, while simultaneously supporting EU industrial competences and competitiveness. Concretely, the package sets out measures to support the transition to mobility that is safe, clean, connected, automated and inclusive.

Let me first say a couple of words on safety. Safety is always our top priority. I am a firm believer in Vision Zero, our ambition to reduce death and serious injuries on European roads to zero by 2050. We have made some progress lately: we recorded the lowest fatality rate ever last year, roughly a 2% decrease compared to 2016. But still, last year, 25 300 - Europeans lost their lives on EU roads. All these lives lost are irreplaceable. And this comes with an enormous cost to society, emotional and financial.

This is why the EU needs a fresh approach, and this is what we are delivering. With the Third Mobility Package, we set out principles for a new road safety framework for the next decade based on the so-called Safe System. This idea is to build a number of protective layers that protect all road users. It takes into account all factors: infrastructure, vehicle safety and design, and people's behaviour. In this framework, we are setting new targets on the way to Vision Zero. Between 2020 and 2030 we want to cut the number of deaths and serious injuries by half.

There is an action plan in which you can see all the measures that we are planning. The first two elements that are already part of the package are legislative proposals on infrastructure and vehicles. We are proposing to make a number of new vehicle safety technologies mandatory, and the Vice-President has already mentioned many of them so I will not repeat them. This will make sure that all road users will be able to benefit from the latest developments in technology. This will bring important benefits and pave the way to automated mobility.

We are also proposing to improve the rules on infrastructure safety management, not only applying these rules to the roads of the TEN-T networks, which are already by far the safest ones – only 8% of fatalities happen on the core corridors – but also extending them to other main roads where 39% of all fatalities happen. This is the largest share of all, and that is why we are introducing network-wide risk mapping which will show us which EU roads are the safest and which ones are less so. But more importantly, that will set priorities for our future investments in infrastructure.

Second, let me say a couple of words on autonomous mobility. With the Third Mobility Package we are proposing a strategy to make the EU an engaging global leader in autonomous mobility systems. Autonomous mobility holds the enormous promise of making transport safer, more accessible, inclusive and sustainable, and on cooperative, connected and automated mobility the Commission sets out a clear forward-looking and ambitious European agenda based on three core pillars. First, a legal framework that creates a single market for autonomous mobility covering road safety, cyber security, access to data and data protection. Second, financial support to establish a new partnership for a sector-wide approach towards research and development. And the third pillar is an in-depth assessment of the socio-economic and ethical aspects of autonomous mobility.

We are also proposing to digitalise and simplify the communication from business to administration, and from administration to administration in freight transport. The regulation on electronic freight transport information will ensure the wide use and acceptance of electronic documents and information exchange among all players involved in cargo transport operation. For example, e-consignment notes will now follow the cargo from source to final destination regardless of the transport mode used. The potential for efficiency gains in all transport modes over 2018 to 2040 are estimated at EUR 20-27 billion.

The regulation on the European Maritime Single Window environment will establish harmonised reporting interfaces, procedures and data formats for ships calling at EU ports. This will cut red tape and contribute to multimodal solutions even further.

Very quickly, on clean mobility, it has been really well described already by my colleague Mr Arias Cañete, but let me add that to facilitate further CO₂ reductions, the Commission also proposes to allow manufacturers to bring new heavy goods vehicles earlier onto the market with more rounded and aerodynamic-effect cabs and help reach the future CO₂ standards for trucks. Such cabins will also be safer, give better visibility to drivers, as well as improved comfort. We also propose improved labelling for tyres.

Last but not least, investments and infrastructure. Infrastructure is a vital tool for the deployment of clean, safe, digital and connected solutions in transport systems. To make sure we deliver the core trans-European transport network on time by 2030, the package proposes a regulation on streamlining measures for advancing the implementation of the trans-European transport core network, the so-called Smart TEN-T Regulation. It aims to simplify permit granting, cross-border public procurement and other procedures, with a view to delivering better administrative efficiency. Our initiative will significantly reduce delays as permits should be granted within three years and cut the related costs.

I am also pleased to announce that the Commission's proposals in the Mobility Package are accompanied by an additional EUR 450 million of CEF funds to support safe mobility and digitalisation across transport modes. The outcome of this CEF Transport call should be announced in the first quarter of 2019.

I hope for your strong support for these ambitious measures and look forward to working with you on all these proposals.

Przewodniczący. – Dziękuję bardzo, Pani Komisarz. Panie i Panowie! Rzadko się zdarza, żeby Komisja w postaci wystąpień trzech komisarzy promowała nam swoje propozycje. Zatem Państwo zwróciliście się do nas, a teraz, bardzo proszę, wysłuchajcie, co na ten temat na tej sali my mamy do powiedzenia.

Tradycyjnie w imieniu grupy Europejskiej Partii Ludowej zabierze głos pan Wim van de Camp.

Wim van de Camp, namens de PPE-Fractie. – Voorzitter, ik wil allereerst mijn oprechte felicitaties uitbrengen aan de drie commissarissen. Ik weet dat het met drie commissarissen en misschien wel 20 DG's heel moeilijk is om een dergelijk pakket samen te stellen. Dat is ook mijn enige kritiekpunt: ik vind dat het pakket te laat is gekomen, zeker als je kijkt in deze legislatuur.

Van de andere kant, als wij dit pakket kunnen realiseren, dan zal het Europese transport, maar ook de energie, schoner, veiliger en beter gedigitaliseerd worden, een betere infrastructuur krijgen en meer belangen opleveren voor de Europese industrie.

Wie het gelezen heeft, weet dat er een enorm pakket ligt en we moeten kijken hoe ver we komen in deze periode. Afronden met mobiliteitspakket 1 en 2 zal moeilijk zijn, maar ik beloof de Europese Commissie: wij doen ons best.

İsmail Ertug, im Namen der S&D-Fraktion. – Herr Präsident, sehr geehrter Herr Kommissar, Frau Kommissarin! Zunächst einmal meinen Dank auch im Namen der Sozialistischen Fraktion für dieses dritte Paket. Tatsächlich sind sehr, sehr viele zukunftsweisende Themen darin. Das ist sehr erfreulich.

Wenn ich die Themen kurz durchgehen darf: In Bezug auf die Fahrsicherheit hat mich ganz besonders gefreut, dass wir bei der Erkennung von Fußgängern und Radfahrern in Zukunft endlich diesen toten Winkel verbessern oder auflösen können. Jährlich sterben immer noch viel zu viele Fahrradfahrer und Menschen im Straßenverkehr eben wegen diesem Fehlen dieser Technologien.

Zur Batteriestrategie: Das ist, glaube ich, mit das Beste und das Weitreichendste, was in den letzten Jahren vorgelegt worden ist. Herzlichen Dank, Herr Šešćović, für diese Thematik, auch deshalb, weil Sie die komplette Wertschöpfungskette von den Rohstoffen bis hin zum Recycling berücksichtigt haben und den Fokus auf Forschung und Entwicklung legen. Meine Frage ist: Wie kann das Parlament Sie dabei unterstützen? Denn es ist noch sehr allgemein gehalten, und wir haben noch keinen konkreten Zeitplan, nach dem wir vorgehen können.

Abschließend zum autonomen Fahren: Sehr geehrter Herr Kommissar! Die Weichen sind auch dort, Frau Kommissarin, in die richtige Richtung gestellt. Was ganz entscheidend ist: Wir müssen nun zeitnah Gesetzgebung vorlegen und sicherstellen, dass sie in der gesamten Europäischen Union funktioniert und gleich umgesetzt wird, damit das für alle in der Europäischen Union Wirklichkeit wird.

Herzlichen Dank nochmal an die Kommission.

Pavel Telička, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, I would also like to express my appreciation for the efforts made by the Commission because the Mobility Package is – even with some difficulties, maybe some disagreements – quite impressive, and this is something that businesses will feel, industries will feel, our citizens will feel and consumers will feel. I think that this needs to be said.

I especially appreciate that on the Third Mobility Package, we might be short on time, but still the emphasis is on safety. This is an element which is clearly new, an element where the Commission has made a real effort and which I think, in the past, has been left aside.

On emissions, I will leave the figures aside, but I do appreciate what Commissioner Cañete has said on the question of incentives. I think that without incentives, we will not manage. Another issue in this respect is that we could over-emphasise just one source of energy, and that is electricity – not in the proposal, but in general. We know that we've got hydrogen, we've got a synthetic, and if we want to make a real change then we need to manage with those vehicles which are on the market, and this is not primarily about electricity.

It is complex. Let's treat it that way. Good luck, we will work with you on that.

Karima Delli, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, Madame et Messieurs les commissaires, chers collègues, on nous présente un peu tard ce paquet, qui rassemble une série de mesures un peu fourre-tout pour le secteur routier. Vous avez raison, on peut avoir des accords sur la sécurité routière et cela sera une priorité, mais je voudrais insister sur deux grands points.

D'abord sur la question du climat: la norme CO₂ est trop faible pour les camions. Vous dites moins 30 % pour 2030, alors qu'on s'était tous mis d'accord lors de la COP 21 – et vous y étiez – sur un objectif minimum de moins 40 %. De plus, selon la feuille de route, les camions de moins de 16 tonnes ne seront pas concernés, alors que c'est tout le secteur routier qui doit faire des efforts contre le réchauffement climatique.

Deuxième point: Madame Bulc, vous avez raison sur la question de la voiture autonome. On ne peut pas la voir arriver sur nos routes tant qu'il n'y a pas de législation spécifique. Ces véhicules doivent être encadrés dès l'expérimentation, parce qu'ils posent des vraies questions, en particulier sur la cybersécurité, sur l'accès aux données et sur la responsabilité en cas d'accident. Leur contrôle ne peut pas être confié au système européen actuel, très largement défaillant ??, qui n'a pas vu venir le «dieseldgate». C'est donc à ces conditions qu'on pourra aborder sereinement l'avenir du véhicule autonome, qui remplacera la mobilité individuelle par la mobilité partagée.

Kateřina Konečná, *za skupinu GUE/NGL*. – Pane předsedající, s velkým očekáváním přistupujeme k debatě o třetím a posledním balíčku opatření v oblasti mobility. Jsem ráda, že Komise reaguje na podnět ze strany Evropského parlamentu a věnuje se bezpečnosti našich občanů.

Jenom za rok 2017 zemřelo na evropských silnicích přes 25 tisíc osob a 135 tisíc utrážilo těžká zranění. Nová doba poskytuje možnost nových bezpečnostních prvků, které by měly být cenově dostupné a zachraňovat životy všech Evropanů. A v tomto smyslu, doufám, že Komise své návrhy připravila. Evropa se také musí připravit na budoucnost autonomních vozidel a stát se průkopníkem v této oblasti.

Z hlediska České republiky však velmi oceňuji iniciativu ke zjednodušení postupu pro udělování povolení pro projekty transevropské dopravní sítě. Kde však Komise tragicky zaspala, byly standardy CO₂ u nákladních vozidel. To, že nám je Komise představuje až nyní, je trestuhodné a zcela nepochopitelné.

Λάμπρος Φουντούλης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, τα έργα υποδομής είναι ένα βασικό μέσο ανάπτυξης για όλα τα κράτη μέλη της Ενώσεως. Η απόφαση αυτή της Επιτροπής οφείλω να ομολογήσω πως έχει ορισμένα θετικά στοιχεία. Υπάρχουν προβλήματα για την προστασία του περιβάλλοντος, αν και όχι στον βαθμό που θα θέλαμε. Επίσης δεν μπορεί να αμφισβητήσει κανείς τον ιδιαίτερο θετικό αντίκτυπο που θα έχουν ορισμένα από τα έργα αυτά κυρίως στα κράτη που υστερούν στον τομέα των υποδομών. Επιπλέον, η έμφαση που δίνεται στους σιδηροδρόμους εξασφαλίζει πιο καθαρές και με περισσότερη ασφάλεια μεταφορές εμπορευμάτων. Αναγνωρίζουμε πως η ασφάλεια στις μεταφορές γενικά είναι εξόχως σημαντική. Χιλιάδες άνθρωποι χάνουν κάθε χρόνο τη ζωή στους ευρωπαϊκούς δρόμους, πρέπει όμως τα μέτρα που θα ληφθούν να έχουν πραγματικό αντίκτυπο και να μην είναι απλώς εμπόδια που δεν θα προσφέρουν τίποτα στους πολίτες. Επιπλέον, χρειάζονται ακόμη μεγαλύτερες προσπάθειες για την προστασία του περιβάλλοντος. Πρέπει όμως όλες οι δράσεις να είναι ορθά σχεδιασμένες και να υπολογιστεί και ο πιθανός αρνητικός αντίκτυπος που μπορεί να έχουν και να μην βλάψουν την ανταγωνιστικότητα των οικονομιών των κρατών, καθώς επίσης και να μην δημιουργούν υπερβολικά βάρη στις μικρότερες ή και ατομικές επιχειρήσεις που δραστηριοποιούνται στις μεταφορές.

Dieter-Lebrecht Koch (PPE). – Herr Präsident! Verehrte Kommissare, ich begrüße den dritten Teil Ihres Mobilitätspakets außerordentlich. Er ist für mich – ohne die anderen abschwächen zu wollen – der allerwichtigste, denn er dient unmittelbar der Rettung von Menschenleben. Die Überarbeitung der Verordnung zur allgemeinen Fahrzeugsicherheit ist von immenser Bedeutung für die Straßenverkehrssicherheit, welche mir seit vielen Jahren ganz besonders am Herzen liegt. Sogar 92 % aller Unfälle sind auf menschliches Fehlverhalten zurückzuführen. Da ist der verpflichtende Einbau von sicherheitsrelevanten Fahrerassistenzsystemen wie dem Notbremsassistenten mit Fahrradfahrer- und Fußgängererkennung bei allen Neufahrzeugen oder dem Abbiegeassistenten bei Lkw und Bussen geradezu eine Notwendigkeit. Wir brauchen diese stillen Beifahrer, die uns in Gefahrensituationen nicht nur warnen, sondern auch eingreifen können, um einen Unfall zu verhindern oder um Unfälle zu minimieren.

Ich will alles tun, damit wir bis zum Ende dieser Legislaturperiode die Gesetzgebung verabschieden können. Wir sind es den 25 300 Getöteten und 135 000 Schwerverletzten, die jährlich auf den europäischen Straßen zu verbuchen sind, schuldig.

Miriam Dalli (S&D). – Fil-fatt, kwalunkwe policy ghandha mhux biss tindirizza l-isfidi tal-lum imma trid tara kif thejji l-ahjar triq ghall-futur biex verament ingawdu minn trasport modern, sigur u li ma jniggiex; u se niffoka fuq aspett ewlieni tal-proposti: it-tnaqqis fl-emissjonijiet minn karożzi kbar bhalma huma t-trakkijiet.

Dawn it-targets biex inaqqsu l-emissjonijiet huma pass pożittiv 'il quddiem meta tqis li sal-ġurnata tal-lum m'għandna l-ebda standards simili għal dak li għandhom pajjizi oħra, anki f'kontinenti oħra.

Veru li t-trakkijiet u l-*heavy duty vehicles* jammontaw għal anqas minn hamsa fil-mija tal-vetturi fit-toroq Ewropej imma huma responsabbli għal kważi hamsa u ghoxrin fil-mija tal-*Greenhouse Gas Emissions* fit-toroq tagħna u ma nistghux ma naghmlu xejn għaliex inkella ser jibqgħu jiżdiedu.

Issa, jekk verament irridu naħdmu favur kwalità ta' arja ahjar, allura rridu nnaqqsu mhux biss l-emissjonijiet ta' karożzi żgħar imma anki l-emissjonijiet ta' trakkijiet kbar; u dan huwa settur iehor fejn il-kompetizzjoni minn barra l-Ewropa hija b'saħħitha bil-produzzjoni ta' trakkijiet u buses elettrici.

Nittama li dawn il-proposti jwasslu biex il-produtturi Ewropej jahdmu ferm aktar biex nimxu lejn karożzi aktar nodfa b'teknoloġija aktar moderna u biex ikollna l-infrastruttura adegwata mal-Unjoni Ewropea kollha kemm hi.

Gesine Meissner (ALDE). – Herr Präsident, liebes Kommissariat, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich finde es klasse, dass gleich drei Kommissare hier sind und das vorstellen, das zeigt die Bedeutung dieses Pakets, und eine vierte Kommissarin, Frau Bieńkowska, hat sogar die Pressemitteilung mit herausgegeben. Dies ist tatsächlich eine tolle Sache – es kommt ziemlich spät, das stimmt –, aber wenn wir uns anstrengen, schaffen wir es noch, dieses Mobilitätspaket durchzubekommen.

Sie haben gesagt: Europa soll tatsächlich führend in der Welt sein für einen automatisierten und verbundenen Verkehr. Die Chance dazu haben wir, das wäre gut für Europa. Erprobt haben wir das schon bei U-Bahnen, bei Platooning zum Beispiel im LKW-Bereich. Das ist umweltfreundlicher, es ist sicherer – gerade was die Toten angeht zum Beispiel –, es ist effizienter. Es wäre auch gut für Leute mit reduzierter Mobilität. Es wäre auch gut für den ländlichen Raum, der wird oft vergessen, aber der hat da auch eine Chance. Es ist die letzte Meile der Lieferkette, wahrscheinlich sehr stark verändert in Zukunft.

Das Problem ist tatsächlich: Wir sollten einmal technologieoffen darangehen, das ist auch besser für die Emissionen. Nur Elektromobilität, sagte mein Kollege Pavel Telička schon, ist nicht das allein Seligmachende. Wir müssen wirklich vorankommen mit der Digitalisierung und mit der *Connecting Europe Facility*. Wir brauchen eine Infrastruktur für alternative Energien und für digitale Dinge und auch eine Verkehrsinfrastruktur. Daran müssen wir entscheidend arbeiten, dann können wir es auch schaffen, in Europa führend zu sein.

Andor Deli (PPE). – Mr President, first I would like to congratulate the Commissioners for achieving this great deal for delivering all parts of the Mobility Package. Let me give you three short remarks.

First I would like to commend your efforts to increase the overall road safety by the initiative to include new advanced safety features into cars and trucks. Now we must make sure that they are going to be accessible to every future car owner, because safety must not become a privilege of luxury-car owners.

Secondly, while I fully agree that heavy-duty vehicles' (HDV) CO₂ emissions should be decreased, I must say that, if we really want to make a change, we must not focus only on tailpipe CO₂ emissions. Instead we have to use a broader well-to-wheels analysis for tackling emissions.

Thirdly and finally, I do regret that your proposal for a regulation on electronic freight transport information did not come a little bit earlier, in the first mobility package, because it could have served as a solid legal base for the enforcement part of the lex specialis on posting or for the Cabotage Directive. This way we might end up creating legal discrepancies which may hamper efficient enforcement in practice.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, domnilor comisari, sigur și eu o felicit că, iată, avem o armonizare între trei comisari care s-au gând să ne ofere, să ne pună pe masa al treilea pachet pentru mobilitate. Așa cum a rezultat și din cele spuse de doamna comisar Bulc, sigur, dorim o mobilitate sigură, curată și conectată, însă, sigur, aceste lucruri țin de niște condiții: în primul rând de calitatea infrastructurii. Pentru a avea securitatea transportului avem nevoie de o infrastructură – la nivel european, la nivel național- pe care pot circula autovehiculele. Apoi avem nevoie de o industrie constructoare de mașini performantă, care să poată să ofere modele noi. Avem nevoie de cercetare și inovare în industria constructoare de mașini și, nu în ultimul rând, sigur, avem nevoie de a susține potențialul IMM-urilor de a intra în această industrie și a putea să producă la nivel european și, de ce nu, să fim pionieri în autovehiculele cu combustibil alternativ.

Recent am participat la un test cu mașini cu hidrogen în țara mea și am putut să beau apa de la evacuare, curată. Deci iată că putem să atingem și această problemă a aerului curat pe care îl respirăm!

Claudia Schmidt (PPE). – Herr Präsident! Ich sehe das mit dem Lob leider ein bisschen anders. Die Automobilproduzenten samt ihrer Zulieferindustrie sind ja das industrielle Rückgrat Europas. Hier sind wir immer noch der tonangebende Kontinent. Über 50 % der weltweiten Patente zum autonomen Fahren kommen entweder aus München, Ingolstadt oder Stuttgart. Und gleichzeitig ist es der einzige IT-Bereich, wo Europa das Maß der Dinge ist. Wir wissen, dass autonomes Fahren unsere Gesellschaft massiv verändern wird. Und dann sollte man doch meinen, dass der Bereich Priorität hat. Er ist ja auch für Arbeitsplätze, Handels-, Energie-, Umweltpolitik und Forschung nicht wirklich unwesentlich.

Von der Kommission kam aber lange Zeit nichts, und jetzt, wo der Hut brennt, wird schnell hier oder da etwas hinzugeflickt, wie bei Platooning, oder zumindest einmal eine Strategie verkündet. Flapsig wird angemerkt, dass die Daten der Autos auch für die Behörden interessant wären oder auch für Drittfirmen. Ja, natürlich! Aber es reicht nicht aus, dass das im Hintergrund verschiedene Stakeholder feststellen, die Kommission es verkündet, und der Autoverkäufer muss die Weisheit dann einfach schlucken. Das ist genau jene Bevormundung, jene Hinterzimmerpolitik, die selbst für überzeugte Europäer schwer zu schlucken ist. *Better lawmaking* geht anders, und die Vorgangsweise grenzt meiner Meinung nach an Missachtung des Parlaments.

Pavel Poc (S&D). – Pane předsedající, k této třetí části balíčku mobility mám pouze tři konkrétní poznámky. Za prvé, smysluplná elektromobilita je podmíněna využitím elektřiny z obnovitelných zdrojů. Elektromobilita, která využívá elektřinu produkovanou z fosilních zdrojů, řeší jenom lokální problém, a to ještě za cenu velkých ztrát účinnosti způsobených během konverzí a přenosu energie.

Za druhé, pokud chceme mluvit o nulových emisích, je třeba brát v úvahu celý produkční řetězec, celou uhlíkovou stopu, včetně výroby, nejenom samotný provoz vozidla.

Za třetí, široké využívání energie z obnovitelných zdrojů není možné bez jejího účinného, technicky vyspělého ukládání. Musíme podporovat evropské inovátory, omezit únik nových technologií do třetích zemí a rozvíjet celý produkční řetězec baterií. Děkuji v této souvislosti panu místopředsedovi Šefčovičovi za aktivní přístup k této problematice a vítám iniciativu Evropské komise *EU Battery Alliance*. V Evropském parlamentu se této konkrétní oblasti bude věnovat pracovní skupina *Friends of Batteries*, kterou jsem inicioval, a já se velice těším na další spolupráci.

Karoline Graswander-Hainz (S&D). – Herr Präsident! Vom Klimaschutz reden alle gern. Aber gleichzeitig ist es eine Tatsache, dass der CO₂-Ausstoß im Verkehrssektor weiter ansteigt, weil immer mehr Waren auf der Straße transportiert werden. Nur über den Klimaschutz zu sprechen, wird nicht ausreichen, um den Klimaschutz voranzutreiben und die Emissionen zu senken. Es braucht endlich Taten!

Mit der Vorlage des Vorschlags hat die Kommission das erkannt und kommt vom Reden endlich ins Handeln. Strenge Emissionsvorgaben für schwere Nutzfahrzeuge und eine Industrieinitiative für eine saubere Batterieproduktion in Europa sind längst überfällig. Es ist höchste Zeit, dass Sie nicht länger vor den Interessen der Autoindustrie in die Knie gehen, die die europäischen Konsumentinnen und Konsumenten über Jahrzehnte hinweg belogen hat.

Die ökologische Verkehrswende muss kommen, daran führt kein Weg vorbei. Die Vorschläge der Kommission richten ihren Fokus auf die Reduktion von Treibhausgasen im Verkehrssektor. Das stimmt mich positiv und optimistisch, dass wir die Wende schaffen können.

Carlos Zorrinho (S&D). – Senhor Presidente, Senhores Comissários, este pacote que visa que, neste sector industrial, que é estratégico, a União Europeia se mantenha na fronteira tecnológica, é positivo, responde a questões chave de segurança, normalização e regulação de automação e intercâmbio de dados, alarga os objetivos da redução de emissões de gases com efeito de estufa aos camiões.

São, portanto, linhas de ações muito importantes, mas cuja eficácia depende do sucesso obtido nos dois quadros estruturantes deste pacote.

Em primeiro lugar, o Plano Estratégico para as baterias e, em segundo lugar, a harmonização de procedimentos de autorização de projetos na rede transeuropeia.

Os 450 milhões de euros, que vão ser investidos através do mecanismo Interligar a Europa, vão ser disponibilizados para que os Estados-Membros promovam a segurança rodoviária, a digitalização e a multimodalidade, e por isso não podem ser esgotados em projetos avulso.

Espero que seja esse o significado de estarem aqui três comissários. Temos que ter projetos conjuntos para ajudar a catapultar de novo a União Europeia para a liderança num domínio industrial e tecnológico chave, que já liderámos, mas em que nos últimos dois anos temos vindo a perder a liderança em relação aos principais competidores.

Przewodniczący. – Dziękuję bardzo panu Zorrinho. Niech mi wolno będzie przy okazji złożyć Panu najlepsze życzenia urodzinowe: Happy Birthday!

Zgłoszenia z sali

Henna Virkkunen (PPE). – Arvoisa puhemies, on erittäin hyvä, että komissio on nyt viimeinkin tarttunut tanakasti tähän liikenteen päästöjen vähentämiseen, koska tiedämme, että liikenne on ainoa sektori, jossa päästöt ovat vain kasvaneet, ja kun liikennemäärät kasvavat jatkuvasti, se merkitsee sitä, että nyt tarvitaan todella suuria uudistuksia koko liikennesektorille.

Tämä ehdotus, jossa myös rekoille ehdotetaan päästönormeja, on tervetullut ja täydentää aikaisempia esityksiä ja on varmasti osaltaan vauhdittamassa alan innovaatioita. Tiedämme, että autoteollisuus on Euroopan merkittävien teollisuudenala ja kaikkein suurin tutkimus- ja tuotekehittäjä ja investori Euroopassa. On hyvin tärkeää, että se pysyy mukana globaalissa kilpailussa, koska edelleenkin Eurooppa voi olla puhtaan liikenteen edelläkävijä maailmassa.

Samaan aikaan, kun kehitämme ajoneuvoteknologiaa, on tärkeä edelleenkin edistää uusiutuvia, vaihtoehtoisia polttoaineita. Niillä on erittäin merkittävä rooli, samoin kuin koko logistisella ketjulla. Tässä sekä jäsenvaltiot että alueet tarvitsevat tukea omille innovaatioilleen, koska nämä logistiset haasteet ratkaistaan hyvin pitkälti paikallistasolla.

PREȘEDINȚIA: IOAN MIRCEA PAȘCU*Vicepreședinte*

José Blanco López (S&D). – Señor presidente, la descarbonización de nuestra economía, si queremos cumplir los objetivos de París, tiene un objetivo fundamental, que es conseguir que el 94 % de los combustibles fósiles, que es lo que consume el transporte, avance de una forma decidida en su descarbonización.

Por eso, es importante el paquete que nos acaba de anunciar la Comisión. Este paquete se une al otro con el que estamos trabajando, el paquete de invierno, y, en concreto, a la Directiva sobre energías renovables, que se va a fijar también un objetivo de descarbonización del sector del transporte para impulsar una movilidad limpia y conseguir una mayor penetración de renovables. Creo que es el camino por el que tiene que continuar la Unión Europea.

Todos los europeos debemos beneficiarnos de un tráfico más seguro, menos contaminante, y de soluciones tecnológicas más avanzadas, al tiempo que apoyamos la competitividad de nuestra industria, de la industria del automóvil, tan importante en países como el mío, España.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η τρίτη δέσμη μέτρων για την κινητικότητα περιέχει προτάσεις με ιδιαίτερο ενδιαφέρον. Χρειάζονται όμως εξειδίκευση και χρειάζεται και συγκεκριμένο χρονοδιάγραμμα εφαρμογής. Θεωρώ το θέμα της οδικής ασφάλειας το πιο σημαντικό ζήτημα αυτή τη στιγμή. Όπως αναφέρθηκε, 25 300 συμπολίτες μας στην Ευρώπη κάθε χρόνο πεθαίνουν λόγω των τροχαίων δυστυχημάτων. Φυσικά πρέπει να ληφθούν μέτρα, κυρίως για τα δυστυχήματα που προκαλούνται από τα φορτηγά. Αυτό σημαίνει ότι θα πρέπει να ληφθούν και μέτρα για τα φορτηγά τρίτων χωρών. Ιδίως αυτή τη στιγμή τα φορτηγά που προέρχονται από την Τουρκία λειτουργούν μέσα στην Ευρωπαϊκή Ένωση και στην Ελλάδα, κυρίως στην Εγνατία, κυκλοφορούν με φθαρμένα λάστιχα, με προβλήματα μηχανικής κατάστασης, και οι οδηγοί τους δεν έχουν τα προσόντα. Έχω ζητήσει και από την ελληνική κυβέρνηση να λάβει συγκεκριμένα μέτρα. Θα πρέπει να ληφθούν συγκεκριμένα μέτρα ούτως ώστε τα φορτηγά τρίτων χωρών να έχουν πραγματικά τις προδιαγραφές ασφαλούς κυκλοφορίας.

João Pimenta Lopes (GUE/NGL). – Senhor Presidente, sejamos sérios. O pacote de mobilidade prossegue os objetivos de consolidação do mercado único, de acelerar o processo de privatização do que ainda persiste no controlo público, de comprometer ainda mais as capacidades de decisão soberana dos Estados na definição das suas políticas de transportes, de beneficiar processos de concentração de capital ao mesmo tempo que aumenta a exploração dos trabalhadores.

As propostas em discussão não promovem a melhoria das condições laborais ou de segurança. Pelo contrário, ao aumentarem os períodos de trabalho entre períodos de descanso contribuem para o aumento da fadiga. A exigência de condições de descanso dignas é negligenciada.

O aumento ilimitado das operações de cabotagem alimentam e legitimam a exploração laboral, baseada em baixos salários e larguíssimas e desreguladas jornadas de trabalho, quantas vezes pagas ao quilómetro e sob pressão inaceitável do operador.

O grande objetivo deste pacote não é a melhoria das condições laborais e sociais. É agravá-las em nome do lucro, fornecendo serviços e mão de obra barata de países como Portugal às grandes empresas e potências europeias.

Michael Cramer (Verts/ALE). – Herr Präsident! Der Verkehr ist der einzige Sektor, in dem die Emissionen seit 1990 gestiegen sind – um 28 %! In der Industrie haben wir es erreicht, sie um 35 % zu senken. Der Verkehr frisst also all das auf, was mit Milliarden unserer Steuergelder in den anderen Sektoren erreicht wurde. Und innerhalb des Verkehrs macht der Straßenverkehr 72 % aus. Deshalb brauchen wir eine Verlagerung, eine Vermeidung und eine Verbesserung.

Da müssen wir aber auch sehen: Wo kommt der Strom her? Der kommt nicht aus der Steckdose, sondern wir müssen den ganzen Zyklus anschauen – die Produktion, die Nutzung und das Recycling. Da müssen wir hingehen. Und vor allen Dingen brauchen wir einen fairen Wettbewerb – das wurde ja schon gesagt –, denn wenn wir praktisch den Schienenverkehr, der umweltfreundlich ist, permanent teuer machen und den Straßenverkehr, der klimaschädlich ist, permanent verbilligen, erreichen wir unsere Ziele nicht. Ohne eine Veränderung der Mobilität werden wir den Klimawandel nicht stoppen. Wir müssen ihn aber stoppen, damit unsere Kinder und deren Kinder eine Perspektive haben, auf diesem Planeten zu leben.

Nicola Caputo (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il terzo pacchetto sulla mobilità è fondamentale per consentire a tutti i cittadini di beneficiare dei vantaggi della mobilità sicura, di veicoli meno inquinanti e di soluzioni tecnologiche avanzate.

Sebbene il numero delle vittime sulla strada si sia più che dimezzato, 25 300 persone hanno perso la vita nel 2017 e ben 135 000 sono rimaste gravemente ferite. Ne discende, dunque, l'importanza dell'equipaggiamento dei veicoli con dispositivi di sicurezza avanzati, come ad esempio quelli di frenata d'emergenza automatica.

Fondamentali sono le norme sulla mobilità pulita, in particolare quelle relative alla qualità dei carburanti e alla riduzione delle emissioni dei nuovi veicoli pesanti, a mio avviso necessari per consentirci di raggiungere gli obiettivi dell'accordo di Parigi. Utile al riguardo è il piano d'azione per le batterie per facilitare la diffusione dell'auto elettrica.

Per consentire all'Europa di diventare però effettivamente leader mondiale per i sistemi di mobilità connessa e automatizzata, dovremmo riuscire ad implementare in tempi brevi un ambiente interamente digitale per lo scambio di informazioni nel trasporto merci.

Ruža Tomašić (ECR). – Poštovani predsjedavajući, treći paket za mobilnost nudi niz mjera koje će promet po europskim cestama učiniti sigurnijim, čistim i ugodnijim. Zajednički naponi u osmišljavanju i provedbi ovih mjera iznimno su važni jer je kretanje ljudi i roba danas u Europi lakše nego ikada prije i ostvaruje značajne prekogranične učinke.

U tom kontekstu treba promatrati i presudu njemačkog upravnog saveznog suda iz Leipziga iz veljače ove godine kojom je njemačkim gradovima omogućeno da zabrane prometovanje starijim dizelašima. Zabrana bi se odnosila na sva dizel vozila do ekološke norme Euro6.

Počnu li njemački gradovi doista zabranjivati prometovanje starijim dizel vozilima, u Hrvatskoj i drugim slabije razvijenim članicama može se zbog pada cijena takvih vozila očekivati značajan porast njihova uvoza iz Njemačke.

To bi bilo protivno ciljevima trećeg paketa i Komisija mora u suradnji s nacionalnim tijelima nešto poduzeti kako pojedine članice ne bi postale svojevrсна skladišta za vozila koja ne udovoljavaju ekološkim standardima.

(Înceierea intervențiilor la cerere)

Maroš Šefčovič, Vice-President of the Commission. – Mr President, first I really would like to thank you for the positive reaction and what I feel was overall support. You are right, there are three of us here to demonstrate how important the mobility issues and all the packages we presented to you are for the Commission, and you are also right that it was a collective effort and the result of very good Energy Union team spirit. I would like to assure you that we are ready to use this positive spirit to work with you, day and night, and if you are talking about trilogies, you're speaking mostly about the night sessions. But we are ready to work with you to make sure that we use every single day. We still have almost a one year ahead of us to make sure that all the proposals we put to you for the area of modernising mobility will be approved. So we can really start the next decade to be the new framework with all the efforts which are necessary to make sure the citizens are safer, our roads are better and our industry is much more competitive.

If you allow, Mr President, I know that we are running out of time, so I just wanted to save some time for my colleagues, for Miguel and Violeta, also to contribute to the debate with their responses.

Miguel Arias Cañete, Member of the Commission. – Mr President, I would like to thank all of you for your contributions in the debate on your support for the Commission proposals. Following the intervention of Ms Dalli regarding the achievement of our target of reducing greenhouse gas emissions by at least 40% compared with 1990 by 2030, let me start with some clarifications and explain how the transport sector will contribute. For sure, the Commission is putting forward a different set of proposals in order to achieve those targets, but in the new Effort Sharing Regulation, we set out binding national greenhouse gas emission targets for the period 2021-2030 for Member States. These targets cover all the sectors of the economy that fall outside the scope of the European Union Emissions Trading System, including road transport. No sectoral targets are set under the Effort Sharing regulation. Nevertheless, the analytical work underpinning the Effort Sharing Regulation proposals shows the cost-effectiveness of a European Union-wide emission reduction of 25% compared with 2005 for road transport by 2030. Under the baseline, emission reductions are around 70%, so there is an eight percentage point difference.

With our 2017 proposals for post-2020 emissions standards for cars and vans, this difference gets significantly smaller – it shrinks to four percentage points, and the gap could be progressively closed by one percentage point with the implementation of the proposed CO₂ standards for lorries, which have to reduce their emissions by 30% compared with 2019 by 2030. The remaining gap will be addressed through other additional policies with impact on road transport greenhouse gas emissions. These concern, for example, the minimum share of renewable fuels in transport, which is proposed by the Commission in the revision of the Renewable Energy Directive as well as the proposals for the Eurovignette, Clean Vehicles and Combined Transport Directives.

With all this legislation, we will make sure that transport also contributes to achieving our 40% minimum reduced emissions target by 2030.

To conclude, let me stress that the Commission has tabled ambitious and realistic proposals which we think strike the right balance between environmental, consumer and employment objectives. That is why the Commission would like to call on our colleagues later and all the stakeholders to work closely together to ensure the swift adoption and implementation of the proposal for CO₂ emissions standards for lorries – so that the benefits for European Union industry, businesses and citizens can be maximised and generated as soon as possible.

Violeta Bulc, *Member of the Commission*. – Mr President, honourable Members, thank you very much for all your comments and the real support for the Mobility Package. I take on board your criticism that we might have introduced this package a little bit late into our mandate but, believe me, it was done in a very systematic and comprehensive way, so I do believe that together we can really deliver on it, with the confidence that we will also deliver on the results, and we are all really looking forward to those results.

I am very much in favour of removing silent killers from European society, and transport is contributing a few of them, so please give your full support to three very clear vision zeros. Zero fatalities on European roads, zero pollution from European transport and zero red tape in mobility solutions by 2050.

I know it's ambitious, but it is achievable if we join our forces and we are really serious about delivering on this objective. For that reason, I'm very much looking forward to engaging immediately with you and seeing how far we can get under our mandate, and I'm sure that the Commission and the Commissioner that will come after me will be equally devoted to these goals and we will deliver on those so badly needed objectives by 2050.

Președintele. – Acest punct de pe ordinea de zi a fost închinat.

Declarații scrise (articolul 162)

Ivo Belet (PPE), *schriftelijk*. – Met het derde mobiliteitspakket dat de Europese Commissie op 17 mei heeft voorgesteld, zetten we een belangrijke stap om het aantal verkeersslachtoffers drastisch te verminderen. In 2017 waren er in de Europese Unie 25 300 dodelijke slachtoffers in het verkeer. Dat zijn er 25 300 te veel.

Met de aangekondigde maatregelen zullen auto's, vrachtwagens en bussen in de komende jaren, te beginnen vanaf eind 2021, worden uitgerust met onder andere een noodremsysteem ter bescherming van zwakke weggebruikers, een zwarte doos in elke wagen, een intelligente snelheidsassistent en achteruitrijcamera. Ook het in kaart brengen van gevaarlijke verkeerspunten en bijkomende investeringen in infrastructuur moeten het aantal slachtoffers drastisch verminderen. We moeten echt alles op alles zetten om het aantal verkeersslachtoffers zo snel mogelijk tot nul te herleiden.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – I welcome the adoption of the third set of measures for a cleaner and safer transport system in Europe. The new package puts forward CO₂ targets for heavy-duty vehicles for the first time and an action plan on batteries, which commits to the ethical use of resources, pursuant to the re-use and recycle logic of the circular economy, as well as a forward-looking strategy on connected and automated mobility. Furthermore, the measures also include proposals on passenger and road user safety, which will contribute to diminish fatalities and severe injuries in road accidents, as they envisage that new models of vehicles are equipped with advanced safety features. These initiatives, along with the circular economy and recent legislation on energy efficiency and renewables pave the way for a sustainable and healthier economic model. The objective is to ensure safer traffic, less polluting vehicles and provide more advanced technological solutions, while upholding the competitiveness of the EU industry. Indeed, I believe that the proposed measures lay the ground for a new model, but, in order for the latter to bring the expected benefits, I share the opinion that it has to be matched by appropriate financial incentives and investments.

Olga Sehnalová (S&D), písemně. – Vítám předložené návrhy Evropské komise, která svou iniciativu v třetí části balíčku mobility zaměřuje i na zlepšení bezpečnosti na silnicích. Navržená opatření jsou podle mého názoru důležitá, abychom se posunuli o krok blíže k dlouhodobě stanoveným cílům snížení počtu obětí a vážných zranění v dopravních nehodách. K tomu také přispěje představený strategický akční plán bezpečnosti silničního provozu obsahující další návrhy opatření a stanovení cílů pro následující dekádu. Téměř polovinu obětí tvoří nejzranitelnější účastníci dopravních nehod, jako jsou motocyklisté, cyklisté nebo chodci. Proto je nutné, aby nová legislativní opatření zlepšila jejich ochranu a zvýšila bezpečnost vozidel. To může přispět ke snížení následků dopravních nehod, které končí fatálními následky nebo vážným zraněním.

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. – O pacote de mobilidade prossegue os objetivos de consolidação do mercado único, de acelerar o processo de privatização do que ainda persiste no controlo público, de comprometer ainda mais as capacidades de decisão soberana dos Estados na definição das suas políticas de transportes e beneficiar processos de concentração de capital, ao mesmo tempo que aumentam a exploração dos trabalhadores.

As propostas em discussão não promovem a melhoria das condições laborais ou de segurança. Pelo contrário. Ao aumentarem os períodos de trabalho entre períodos de descanso, contribuem para o aumento da fadiga. A justa exigência das condições de descanso dignas são negligenciadas. O aumento ilimitado das operações de cabotagem alimentam e legitimam a exploração laboral baseada em baixos salários e larguíssimas e desreguladas jornadas de trabalho, quantas vezes pagas ao km e sob pressão inaceitável dos operadores.

O grande objetivo deste pacote não é a melhoria das condições laborais e sociais, é agravá-las em nome do lucro, fornecendo serviços e mão-de-obra barata de países como Portugal às grandes empresas e potências europeias.

23. Mehrjahresplan für Grundfischbestände in der Nordsee und für die Fischereien, die diese Bestände befischen (Aussprache)

Președintele. – Următorul punct de pe ordinea de zi este dezbateră privind: raportul Ulrikei Rodust, în numele Comisiei pentru pescuit, referitor la propunerea de regulament al Parlamentului European și al Consiliului de stabilire a unui plan multianual pentru stocurile demersale din Marea Nordului și pentru activitățile de pescuit care exploatează stocurile respective și de abrogare a Regulamentului (CE) 676/2007 al Consiliului și a Regulamentului (CE) 1342/2008 al Consiliului (COM(2016)0493 - C8-0336/2016 - 2016/0238(COD) (A8-0263/2017))

Ulrike Rodust, Berichtsteratterin. – Herr Präsident, Herr Kommissar Vella, liebe Kolleginnen und Kollegen! Morgen stimmt das Parlament über den Trilog zum Mehrjahresplan für die Nordsee ab. Mit vier Trilogen waren wir recht schnell. Das heißt aber nicht, dass die Verhandlungen leicht waren. In Bezug auf die im letzten Jahr abgestimmte EP-Position mussten wir einige Abstriche machen und Kompromisse eingehen. Und ja: Kompromisse können wehtun. Nichtsdestotrotz ist dieser zweite Mehrjahresplan nach dem Ostseemanagementplan ein sehr wichtiger Schritt zur richtigen Zeit.

Wie wir alle wissen, erstreckt sich die Nordsee zwischen Großbritannien und dem europäischen Festland. Ein Mehrjahresplan für die Grundfischbestände in der Nordsee und für die Fischereien, die diese Bestände befischen, ist automatisch mit dem Brexit an sich und seinen verschiedenen Verhandlungsphasen zu verbinden beziehungsweise vor diesem Hintergrund zu sehen. Mir als Berichtsteratterin war es wichtig, für die entsprechenden Brexit-Verhandlungen eine Grundlage für das Management zu schaffen. Eine Grundlage, die nur über Kompromisse sowohl zwischen den politischen Fraktionen hier im Haus als auch zwischen Rat und Europäischem Parlament möglich war und ermöglicht wurde.

Was die Beziehungen zu Drittländern betrifft, haben wir nun im Plan verankert, dass bei Vereinbarungen über die gemeinsam befischten Bestände die Vorgaben der gemeinsamen Fischereipolitik das Primat sein sollten. Hier spielen die Bestände herein, die mit Norwegen geteilt werden, aber eben bald auch diejenigen, die mit Großbritannien zusammen befischt werden. Was ich momentan über die Position der Briten zu ihrer angedachten zukünftigen eigenen Fischereipolitik weiß, möchte das Vereinigte Königreich am MSY-Prinzip und an Wertebereichen, die auf internationalen und wissenschaftlichen Gutachten basieren, festhalten. Rückwurfpraktiken sollen auch dort der Vergangenheit angehören. Viel hängt nun von der Ausgestaltung der künftigen fischereipolitischen Zusammenarbeit zwischen dem Vereinigten Königreich und der Europäischen Union ab. Ich wünsche mir für ein nachhaltiges Management eine dauerhafte Lösung für Quotenverteilung und Zugangsrechte.

Zurück zum Thema Kompromisse: Bei den Fischereien, die Grundfischbestände befischen, handelt es sich in der Nordsee um sogenannte gemischte Fischereien. Hier muss ich doch sagen, dass bei den Verhandlungen einiges neu gemischt – ich muss sogar sagen: vermischt wurde. Letztendlich haben wir wie im Ostseeplan die sogenannten MSY Fupper-Obergrenze beinhalten. Dies ist für einige ein richtig rotes Tuch, eine rote Linie, die überschritten wurde. Umwelt-NGOs haben deshalb auch aufgerufen, gegen dieses Trilog-Ergebnis zu stimmen. Zwei Fraktionen haben hierzu Änderungsanträge gestellt. Ich werde morgen gegen diese Änderungsanträge stimmen. Ja, wir hatten etwas anderes im EP-Bericht im Juli 2017 stehen, und ja, ich würde mit einem anderen Ergebnis in dieser Hinsicht besser leben können. Aber es gibt Mehrheiten, und diese Mehrheiten inklusive Kommission und Rat waren starke Befürworter dieser Obergrenzen.

Das Risiko, dass es zu keinem Nordseemanagementplan kommt, war sehr groß. Dies konnte ich weder den Fischen noch den Fischern gegenüber verantworten. Immer wieder wurde in diesem Kontext von Kommission und Rat das Argument der sogenannten limitierten Arten angeführt. Die Integration von „MSY Fupper“ wäre unbedingt notwendig, um Effekte für limitierte Arten abzufedern. Dieses Argument spukte mir letztes im Ausschuss die ganze Zeit im Kopf herum, als ich während des Workshops zu Anlande Verpflichtung und limitierten Arten zu hören bekam, dass limitierte Situationen de facto noch gar nicht aufgetreten sind. Eine klare Antwort, wie verschiedene Instrumente aus dem Werkzeugkasten der GFP wie Selektivmaßnahmen, Interartenflexibilität und so weiter wirken, steht für mich auch noch aus.

Aber nochmal zurück zu den Zielen eines Mehrjahresplans gemäß der Grundverordnung. Diese sollen auf wissenschaftlichen, technischen und wirtschaftlichen Gutachten basieren. Eine Definition von besten verfügbaren wissenschaftlichen Gutachten sollten weder Rat noch Kommission im verfügbaren Teil akzeptieren. Warum war und ist dem Parlament eine Definition so wichtig gewesen? Auch hier geht es wie so oft um Quoten, insbesondere darum, wie diese ausgehandelt werden. Der Anreiz scheint beim Rat groß, die Obergrenzen in Anspruch zu nehmen. Hierzu gibt es drei Bedingungen – drei Bedingungen, die wir, wenn überhaupt, lediglich auf der Basis von besten verfügbaren wissenschaftlichen Gutachten in Anspruch genommen sehen wollen.

Ein eindeutiger Bezug beziehungsweise ein eindeutiges Verständnis von zu verwendenden Gutachten, ist ebenfalls essenziell vor dem Hintergrund, dass wir nur das Prinzip statt definierten Zahlen bei den Wertebereichen vorsehen. Die Wertebereiche können durchaus regelmäßig an beste verfügbare wissenschaftliche Gutachten angepasst werden. Im Klartext heißt dies hier an Gutachten des ICES. Einen Kompromiss mussten wir auch eingehen, was die Beifangarten angeht, spielten doch auch bei diesem Thema die berüchtigten limitierten Situationen eine entscheidende Rolle.

Was steckt noch im Plan: die Freizeitfischerei. Hier hat sich der Rat aus Kontrollgründen lange gesträubt. Der entsprechende Passus des Plans besagt, dass bei erheblichen Auswirkungen der Freizeitfischerei auf die fischereiliche Sterblichkeit der Rat die Freizeitfischerei bei den Fangmöglichkeiten berücksichtigen und deren Fangmöglichkeiten beschränken kann. Also, im Plan steckt einiges Gutes drin. Eine Ablehnung des Plans betrachte ich vor dem Hintergrund der Brexit-Verhandlungen als das absolut falsche Signal.

Karmenu Vella, *Member of the Commission*. – Mr President, I would like first and foremost to thank the rapporteur, Ulrike Rodust, and also to thank the shadow rapporteurs for their dedicated work. The agreement that you have reached in the trilogues together with the Council is a very good result, and I would like to thank you all for working tirelessly to ensure a solid, sustainable result that works in practice.

I also want to thank the rapporteur for ensuring a timely adaptation ahead of the full implementation of the landing obligation. We have used the Baltic Sea plan as the blueprint for the North Sea plan, but where improvements were necessary, the co-legislators wisely agreed to find new approaches. For example, by introducing flexibility through the concept of ranges, which allows us to quickly adapt, following the most up-to-date scientific advice to the benefit of stakeholders and also to the benefit of sustainable stocks. The North Sea plan is very important, as it provides for reaching MSY for the demersal fisheries in the sea basin, and it also paves the way for the next multiannual plans yet to come.

Let me highlight that the landing obligation enters fully into force in less than one year, and we are all aware of the challenges it entails for our fishing industry. The North Sea plan contains a range of tools to help towards this transition, and I would like to call on all Member States to use the flexibilities which exist in order to ensure smooth implementation. We need to ensure that fishermen have the tools to sustain sustainable fishing practices; for example, by adapting their gears so that they can alleviate choke situations in mixed demersal fisheries in a way that is in line with the CFP objectives.

It is now for the stakeholders of the North Sea to put these tools into practice and also to ensure tailor-made solutions to the specific challenges in the different fisheries of the North Sea.

Jens Gieseke, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Kommissar Vella, Frau Kollegin Rodust, liebe Schattenberichterstatter! Vielen Dank für die gute Zusammenarbeit. 21 Monate Verhandlungen liegen hinter uns, und man kann heute feststellen: Insgesamt haben wir ein gutes und ausgewogenes Verhandlungsergebnis. Für unsere Fischer haben wir einfache und unbürokratische Regeln nach dem Vorbild des Ostseeplans. Es wird eine nachhaltige Befischung nach neuesten wissenschaftlichen Erkenntnissen auch in Zukunft möglich sein. Und – Frau Rodust hat es gerade gesagt – für die weiteren Brexit-Verhandlungen bietet dieser Plan jetzt eine gute Grundlage. Das ist sehr wichtig.

Es gibt leider – und das ist angesprochen worden – jetzt von sehr einseitig argumentierenden Umweltverbänden den Aufruf, gegen diesen Plan zu stimmen. Ich halte diesen Aufruf für extrem fahrlässig. Wir als EVP können dem Verhandlungsergebnis zustimmen. Es sind viele Kompromisse gemacht worden, aber im Ergebnis können wir diesem Plan jetzt zustimmen, und deshalb werden wir dem Plan auch zustimmen.

Vielen Dank für die gute Zusammenarbeit.

Ricardo Serrão Santos, *em nome do Grupo S&D*. – Senhor Presidente, Senhor Comissário, antes de mais também eu quero realçar o empenho e o trabalho dos relatores, em particular da minha colega, a deputada Ulrike Rodust, neste documento determinante para implementar a Política Comum de Pescas, e também fazer eco das palavras dos anteriores oradores e do Sr. Comissário.

Quero realçar o reforço da importância da informação científica mais atualizada, assim como a inclusão dos dados de pesca recreativa na informação científica a ser tida em conta nos conselhos científicos do Conselho Internacional para a Exploração dos Mares e do Conselho Científico Técnico e Económico das Pescas da Comissão Europeia.

É importante aprovarmos o plano plurianual e pô-lo em ação, apesar de reconhecer que saiu do tríplice diminuído de algumas disposições aprovadas no Parlamento Europeu na data em que foi aprovado.

Um dos *handicaps* que me parece um tanto problemático é que o acordo político alcançado diminuiu a capacidade de manter os limites de pesca abaixo de pontos de referência do FMSY. Um outro é a falta de ênfase na recuperação dos mananciais de espécies acessórias, ficando essa preocupação assim concentrada na espécies-alvo apenas.

Mas há que contrabalançar o ótimo com o viável, com o negociável. Após vários meses de negociação, fazer regressar atrás um plano que, não sendo perfeito, é, no entanto, um avanço muito, muito importante, seria um erro. Neste contexto, considero absolutamente fundamental que o plano plurianual prossiga nesta fase.

Parece-me que estão lançadas as bases possíveis e importantes para o plano de medidas específicas a apresentar pelas organizações regionais, tendo em atenção não só a sustentabilidade das unidades populacionais, mas também a proteção de espécies sensíveis e, claro, o rendimento das comunidades piscatórias com interesses nesta área da pesca.

Peter van Dalen, *namens de ECR-Fractie*. – Voorzitter, de Noordzee is een van de meest complexe visgronden ter wereld. We hebben te maken met bijna 100 verschillende soorten, en vloten uit acht lidstaten.

Ik ben voorstander van regionalisatie in de visserij, want de diverse visgebieden in de Europese Unie kennen verschillende soorten en omstandigheden. Je moet dus met die verschillen rekening houden en dat doen we in het nieuwe beleid. Dat begon met het Oostzeeplan: dat vormde de basis voor dit Noordzeeplan, en die basis is goed. Daarom steunen wij van harte het Noordzeeplan zoals het er nu ligt. We hebben ook veel waardering voor de opstelling en het werk van collega Rodust. We kunnen dat nu doen, want dit plan zet de ontwikkeling van een succesvoller Noordzeebeleid voort. Alle grote visbestanden in die zee zijn immers op peil.

Er is nog wel een zorg, Voorzitter, en dat betreft de hoorzitting die we vorige week in de Commissie visserij hebben gehouden. Toen zagen we dat er rondom de aanlandingsplichten nog veel vragen zijn. Die vragen moeten we wel met elkaar oplossen, anders kunnen er onhoudbare situaties ontstaan.

Nils Torvalds, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, I would like to start with a thank you to Ulrike Rodust. Once again with her good cooperation we have been able to achieve something which is acceptable, if not perfect.

The CFP clearly sets out that all fish stocks shall be fished at sustainable levels before 2020. The North Sea map, just like the previous one for the Baltic Sea, unfortunately includes provisions allowing for fishing efforts up to F upper, under certain conditions. So, even if we are not very satisfied with this, we will vote for this agreement.

Special thanks goes to my colleagues from the Greens and the GUE: they have had the good taste to reintroduce one of my amendments. I'm sorry to say I won't vote for it because that would lead to the agreement falling, but big thanks to you Ulrike, and we'll try to go further in this direction.

Linnéa Engström, *för Verts/ALE-gruppen*. – Herr talman, herr kommissionär! Jag vill börja med att tacka Ulrike Rodust för det arbete som hon och hennes team har gjort med förvaltningsplanen för Nordsjön. Det var svårt eftersom fiskebestånden i kommissionens förslag i flera fall inte överensstämde med den indelning som Ices gör i sin beståndsrådgivning.

Vårt mål inom EU är att våra fiskebestånd ska återställas och bevaras över nivåer som säkerställer maximal hållbar avkastning. Det är ett utmärkt mål för det skulle betyda mer fiskrika bestånd, långt över dagens nivåer. Våra hav är vår jords lungor och dem behöver vi förvalta för kommande generationer. Mer fisk i havet leder också till mer lönsamt fiske. Det blir lättare att fånga fisken, vi spenderar mindre tid och bränsle och på så vis tjänar vi mer pengar.

Vi är besvikna över hur kommissionen formulerade sin fråga för beståndsuppskattning till havsforskningsrådet Ices. Ices råd tillåter att vi fiskar mer intensivt än vad som stipuleras i grundförordningen. Nordsjöplanen tillåter det, och bryter alltså mot grundförordningen. Parlamentet försökte länge att hålla emot ministerrådet i förhandlingarna på just denna punkt, i både Östersjöplanen och Nordsjöplanen, men misslyckades. Positivt är att fritidsfisket i Nordsjön ska inkluderas och räknas av mot kvot, enligt förslag från oss gröna.

Problemet finns i artikel 4.4 i Nordsjöplanen, och vi gröna har lagt ett ändringsförslag om att rösta bort denna artikel. De gröna kan inte stödja en plan som tillåter så intensivt fiske och kommer därför att rösta emot planen om artikeln inte utgår.

Anja Hazekamp, *namens de GUE/NGL-Fractie*. – Voorzitter, de Noordzee is een prachtig natuurgebied. Ze is zelfs het grootste natuurgebied van Nederland, met van oorsprong een grote soortenrijkdom die bescherming verdient.

Helaas wordt de Noordzee niet als zodanig beschermd en ook met dit plan krijgen de Noordzee en de dieren die daarin leven niet de bescherming die ze verdienen. Beschermingsmaatregelen voor haaien en roggen zijn zelfs geheel uit het oorspronkelijke voorstel weggestreept en met een truc wordt het mogelijk gemaakt om te blijven overbevissen, zelfs na 2020. Dit is in strijd met het gemeenschappelijk visserijbeleid en het is in strijd met de ontwikkelingsdoelen van de Verenigde Naties. Voorzitter, dat kunnen we als Parlement niet accepteren.

In september vorig jaar stemde een ruime meerderheid van het Parlement voor het stoppen van de overbevissing. De lidstaten weigerden hierover te praten. Nu is het de beurt aan het Parlement om voet bij stuk te houden. Wij geven geen toestemming voor overbevissing.

Voorts ben ik van mening dat de Europese landbouwsubsidies en visserijsubsidies moeten worden afgeschaft.

David Coburn, *on behalf of the EFDD Group*. – Thank you, Mr President. Commissioner, I told you in committee how the UK fishermen feel abused. You replied by telling me that you did not understand this. If you were being honest, that makes you particularly ill informed and unimaginative. If you are not, then it makes you a tendentious, disingenuous politician embodying everything wrong with the EU and its political class. To be frank, I think that trying to get you, Commissioner Vella, to understand how and why British fishermen feel abused is a little like trying to explain how to ride a bike to a shark.

So let me be clear, or try to be clear: if you want Members to stay in a club when they feel abused, unhappy and invisible you first listen to them – especially the complaints about abuse; you have an honest discussion about change; you agree changes, which recognise their critique, especially when you know it is accurate and makes sense; and you make the improvements as quickly as you can. You do not: deny the validity of what they say; tell them they agreed to this and cannot question it; tell them that they have no justification for feeling abused; be unpleasant and nasty to them in the departure discussions from the EU, in the belief that it might cause them to change their minds or ‘pour encourager les autres’.

This North Sea plan exposes this place for what it is: an abuser in denial. The fishermen of Britain will no longer be oppressed; the fishermen of Britain will not be denied. We reject the plan. We reject the Common Fisheries Policy. Now the SNP in Scotland want to hand over our fishing to the EU. Ruth Davidson's remainder Conservatives want to hand fishing over to the EU as well. But UKIP wants our fishing grounds controlled by Britain and by nobody else. And I have a little book here I shall send up to my SNP colleague Mr Hudghton for his edification, I'm sure he'll enjoy it.

President. – That reminds me that some sharks have been discovered with bicycles in their bellies.

Sylvie Goddyn, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, partagée entre sept États membres et la Norvège, la mer du Nord est assez représentative des pêcheries européennes. Les espèces pêchées y sont nombreuses. On peut citer, par exemple, le cabillaud, le lieu noir, le merlan, la sole, la plie ou encore la langoustine. Et c'est cette variété des espèces qui fait de la mer du Nord une pêcherie mixte, c'est-à-dire une pêcherie où l'on capture plusieurs espèces en même temps.

Paradoxalement, cela entraîne une difficulté pour les pêcheurs, qui se heurtent à ce qu'on appelle les «quotas limitants». Cette expression technique désigne un problème pratique. Chaque fois qu'un navire relève ses engins de pêche, sa capture est constituée d'un mélange de différentes espèces. En principe, les pêcheurs doivent cesser leur campagne dès qu'un seul quota applicable à une espèce est épuisé, d'autant que l'obligation de débarquement leur interdit de rejeter toute prise dépassant le quota.

C'est pourquoi ce plan, malgré ses imperfections, sa technicité et ses contraintes, est finalement un moindre mal pour les pêcheurs. Il limite l'impact des quotas limitants en assouplissant la gestion des prises accessoires, notamment en autorisant, dans une certaine mesure, les rejets en mer, mais aussi en permettant l'échange des possibilités de pêche entre États membres, ainsi qu'avec des pays tiers.

Enfin, ce plan a bien sûr un caractère pluriannuel, ce qui devrait permettre de donner plus de stabilité et de visibilité aux pêcheurs. Il est en effet important que la fluctuation des possibilités de pêche pour tel ou tel stock ne soit pas brutale d'une année sur l'autre.

Toutes ces mesures convergent donc vers une plus grande souplesse et une plus grande visibilité au profit des pêcheurs. Nous voterons donc en faveur de ce plan.

Gabriel Mato (PPE). – Señor presidente, señor comisario, el plan del mar del Norte supone el segundo en relación con los planes multianuales después del Báltico, y la preocupación fundamental por el precedente que pudiera suponer para futuros planes del Atlántico es que no se afronta —y mucho menos se resuelve— la problemática de las pesquerías mixtas. Los pescadores de la Unión Europea tendrán que hacer frente a estas complejidades de forma prioritaria y, fundamentalmente, tras la obligación de desembarque.

Siempre teniendo en cuenta la perspectiva de estos precedentes, si consideramos el artículo 5 del mismo, que establece que otras especies demersales no objetivo se deben gestionar con base en el rendimiento máximo sostenible, o el artículo 6, según el cual otras especies acompañantes se basarán en el enfoque de precaución, el efecto conseguido es que la pesquería de la especie principal pasará a gestionarse a través de las especies más limitantes, al combinar un TAC insuficiente con la obligación de desembarque. Esto no se soluciona y se va a agravar.

En un tono más positivo, quisiera agradecer la labor de todos los que han trabajado en este tema y acoger con satisfacción el establecimiento de rangos de valores que son coherentes con el logro del rendimiento máximo sostenible y, además, considerando aspectos socioeconómicos y logrando niveles sostenibles de todas las poblaciones cubiertas por el plan.

Ian Hudghton (Verts/ALE). – Mr President, four decades of the CFP have been marked by failure, and the impact of that failure on attitudes towards the EU in our fishing communities should not be underestimated. Ironically, just as the CFP is moving, albeit slowly, towards a more regionalised and decentralised model, the UK is leaving the EU. Nonetheless, the provisional agreement on the North Sea does offer a potential improvement in the management of the EU's North Sea fisheries. But this multiannual plan will inevitably become less important when the UK leaves the EU and when the majority of North Sea stocks become shared stocks within the terms of international law.

It is therefore imperative that meaningful progress is made in planning for post-Brexit fisheries management and therefore that the UK Government makes up its mind what its attitude will be in such negotiations. But ultimately, in my view, my hope is that Scotland will choose to become a normal independent nation again, able to set and pursue our own priorities and negotiations with our neighbours.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

David Coburn (EFDD), blue-card question. – Thank you, Ian, for taking my question. We may be opponents but we always get on fairly well. But, Ian, how can you call yourself a Scottish Nationalist when you want to hand over our fishing grounds to the European Union? Surely what you really are is a Euro Nationalist, not a Scottish Nationalist? Please enlighten me.

(Interjection by the President: 'If it's possible')

Ian Hudghton (Verts/ALE), blue-card answer. – It may be useful to put some facts on record, and not for the first time. Some 20 years ago my predecessor as SNP MEP for the North East of Scotland, Allan Macartney, led in our Fisheries Committee a report calling for zonal management of fisheries. At that time the Commission and the Council, including the UK Government, failed to embrace the idea. Again, a little over 10 years ago at the previous CFP reform I voted against Parliament's position at that time, because it did not go far enough in calling for decentralised management of fisheries and therefore more input for Scotland. Again that was not embraced by the Council, including the UK Government.

One of the principal reasons that the CFP has been a failure for Scotland and indeed for many other areas is because successive UK governments have helped to construct it that way.

Mireille D'Ornano (EFDD). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, dans la mesure où la gestion des stocks halieutiques est une compétence exclusive de l'Union européenne, les actes législatifs adoptés doivent être les plus pertinents scientifiquement. Aussi, j'approuve la volonté de définir la notion de « meilleur avis scientifique disponible », en reliant celle-ci aux avis scientifiques revus par le Conseil international pour l'exploration de la mer, compétent en la matière. J'adhère également à l'idée d'une gestion des stocks concertée avec des pays tiers, tels que la Norvège ou le Royaume-Uni, qui, bientôt, quittera l'Union européenne.

En réalité, la gestion des stocks démersaux de la mer du Nord ne concerne qu'une minorité d'États membres et, dans le même temps, nécessite une gestion commune au-delà de la seule Union européenne. Aussi, l'exploitation durable des ressources biologiques marines sont la preuve que l'action concrète entre États relève de l'évidence et que l'Union européenne n'est donc pas l'alpha et l'oméga de la coopération.

Intervenții la cerere

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, το πολυετές σχέδιο για τη διαχείριση των αλιευτικών αποθεμάτων στη Βόρεια Θάλασσα είναι μία σημαντική πρωτοβουλία καθώς, βεβαίως, αφορά οκτώ κράτη, τα οποία δεν είναι όλα και κράτη μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Δεύτερον, βασίζεται και στην εμπειρία που είχαμε από το αντίστοιχο σχέδιο για τη Βαλτική. Υπάρχουν προβλήματα τεχνικά, τα οποία πρέπει να επιλυθούν, όπως είναι τα μεικτά αλιεύματα και ο περιορισμός στις εκφορτώσεις, διότι θα πρέπει να γίνει ένας διαχωρισμός ανάμεσα στα βασικά αλιεύματα και στα παρεμπίπτοντα αλιεύματα. Από κει και πέρα, υπάρχουν κατά τη γνώμη μου και πολιτικά προβλήματα τα οποία θα ανακύψουν, κυρίως, μετά το Brexit, καθώς είναι δεδομένο ότι θα πρέπει να βρεθεί μία λύση για το πώς θα γίνει η διαχείριση των αλιευτικών αποθεμάτων. Μην ξεχνούμε ότι και προ της ένταξης του Ηνωμένου Βασιλείου στην τότε ΕΟΚ είχαμε αρκετά προβλήματα και συγκρούσεις μεταξύ, κυρίως, του Ηνωμένου Βασιλείου και της Γαλλίας.

João Ferreira (GUE/NGL). – Senhor Presidente, os planos plurianuais constituem instrumentos de gestão de pescarias com indiscutíveis virtudes, capazes de fornecer alguma estabilidade temporal à atividade da pesca, por natureza marcada pela instabilidade, o que a mera adoção do sistema taxi quotas por si só não garante, mas a aprovação de mais este plano plurianual torna inevitável que, mais uma vez, se faça a constatação dos limites impostos por um quadro institucional que, erradamente, define a gestão dos recursos vivos marinhos como uma competência exclusiva da União Europeia.

Tal tem vindo a determinar, no essencial, a persistência de um sistema de gestão de pescas centralizado, desadequado face aos interesses da pesca local, particularmente da pesca de pequena escala, que privilegia a pesca industrial, a par de uma definição nem sempre solidamente sustentada do ponto de vista científico de metas de gestão.

Os proclamados objetivos de regionalização ou mesmo descentralização da política comum das pescas redundaram numa mão cheia de nada, uma realidade indissociável do aprofundamento da asfixia económica e social da pesca e das comunidades costeiras.

(Încheierea intervențiilor la cerere)

Karmenu Vella, Member of the Commission. – Mr President, honourable Members, thank you very much for your interventions and also for your valuable views. I have taken due note of this very interesting debate and also of your general overall support.

Let me reiterate: it is of utmost importance that the multiannual plans are made fit for purpose. To ensure this, they must focus on the tools to ensure a practical and sustainable management framework which also allows for flexibilities for our mixed demersal fisheries. The co-legislators have achieved this with the North Sea plan, and I didn't see any major substantial divergences.

So finally, let me express also my hope that the European Parliament would also work – and we are prepared to continue working with the European Parliament – on the other multiannual plans as well. Multiannual plans that we have proposed so that they can be adopted and also so that stakeholders can make full use of these plans as well as to agree on tailor-made decisions, for example for the multiannual plan for the Western waters.

Again, my thanks to the rapporteur, Ulrike Rodust, and also to the shadow rapporteurs.

Președintele. – Dezbaterăa a fost închisă.

Votul va avea loc mâine, 29 mai 2018.

24. Optimierung der Wertschöpfungskette in der EU-Fischereibranche – Übereinstimmung von Fischereierzeugnissen mit den Kriterien für den Zugang zum EU-Markt (Aussprache)

Președintele. – Următorul punct de pe ordinea de zi este dezbaterăa comună a rapoartelor:

— raportul Clarei Eugenia Aguilera García, în numele Comisiei pentru pescuit, referitor la optimizarea lanțului valoric în sectorul pescuitului din UE (2017/2119(INI)) (A8-0163/2018),

— raportul Linnéai Engström, în numele Comisiei pentru pescuit, referitor la punerea în aplicare a măsurilor de control pentru stabilirea conformității produselor pescărești cu criteriile de acces la piața UE (2017/2129(INI)) (A8-0156/2018).

Clara Eugenia Aguilera García, ponente. – Señor presidente, señorías, el sector pesquero de la Unión está afrontando retos cada día más difíciles y complejos, como son el estado de los recursos, el aumento de los gastos, las variaciones a la baja de las cuotas de pesca y la competencia que suponen las importaciones de productos de países terceros. Todo esto condiciona los ingresos de nuestros pescadores y hace que las comunidades pesqueras se enfrenten a situaciones complicadas.

Este informe analiza los puntos clave para optimizar la cadena de valor de los productos pesqueros en la Unión Europea, es decir, para detectar qué se puede mejorar para que procesadores y pescadores locales retengan la mayor parte del valor generado. Entre las propuestas, cabe destacar algunas de ellas.

Así, hay que señalar el importante papel que juegan las organizaciones de productores en este sector. Hay que facilitar la creación de organizaciones de productores, eliminar las trabas burocráticas y dotarlas de un mayor empoderamiento, facilitando el acceso a la ayuda financiera. Un elemento esencial es que se incluya la cadena de valor dentro de los planes de producción y comercialización de las organizaciones de productores, con el objetivo de adaptar la oferta a la demanda, garantizar a los pescadores una renta equitativa y que los consumidores europeos encuentren productos que satisfagan sus necesidades.

Otra cuestión clave es que se revise el sistema de etiquetado en un aspecto que les voy a mencionar. Por ejemplo, el de la zonificación de la FAO que se incluye en ese etiquetado. Esta zonificación se creó hace más de setenta años con el objetivo de informar sobre capturas, pero no está prevista ni diseñada para orientar al consumidor. Por lo tanto, no apunta y abunda en la información.

Por otro lado, es necesario establecer mecanismos que mejoren el precio de venta, a fin de que se beneficie a los pescadores, aumentando la remuneración por su trabajo, y se promueva una distribución justa y adecuada del valor añadido en toda la cadena de valor del sector. El sector pesquero de la Unión necesita organizaciones interprofesionales, instrumento esencial para reforzar a las organizaciones de productores y dotarlas de un mayor poder de negociación.

Otra reclamación que queremos hacer desde este Parlamento, y que este Parlamento viene haciendo desde siempre, es que, tal y como se prevé en la normativa comunitaria, se ofrezca un acceso preferencial real a las oportunidades de pesca para las embarcaciones de pequeña escala y artesanales de la Unión Europea, algo que los Estados miembros no hacen. Una lacra que tienen hoy en día los profesionales del sector pesquero, y especialmente importante para los jóvenes, es que actualmente no tienen acceso a programas de formación, y, por lo tanto, no se pueden atender las necesidades del sector.

Reclamamos asimismo que se incluya el enfoque de género de forma transversal en todas las políticas de la Unión, y en este caso, específicamente en la política pesquera común. Es esencial que se visualice el importante papel de las mujeres en el sector de la pesca de la Unión y se fortalezca de esta manera su posición.

Además, es necesario mejorar y coordinar, a nivel de la UE, la lucha contra las prácticas comerciales desleales.

Aprovecho la ocasión para denunciar, también desde aquí, el recorte de los fondos para el nuevo marco financiero que va a sufrir este sector en la Unión. Se trata de un Fondo muy pequeño— para el que está previsto un recorte de 260 millones de euros en la propuesta del marco financiero— y que espero que el comisario Vella defienda ante el resto del Colegio de Comisarios.

Quiero, finalmente, agradecer el trabajo de los ponentes alternativos y de todas aquellas personas que han trabajado para obtener un buen resultado final, que espero sea aprobado mayoritariamente.

Linnéa Engström, föredragande. – Herr talman, herr kommissionär! Fisk är en av de mest handlade råvarorna globalt, och EU utgör den största och mest lukrativa marknaden för fisk i världen. 2016 importerade vi 8,8 miljoner ton fisk- och vattenbruksprodukter, att jämföra med EU-produktionen på 6,2 miljoner ton. Vårt beroende av import är stort då 60 procent av fisken vi äter är fiskad utanför unionens vatten. EU:s stora behov av fisk- och vattenbruksprodukter har en tydlig inverkan på handelspolitiken inom EU.

EU:s fiskeflottor styrs av ett komplext regelverk; den gemensamma fiskeripolitiken med tillhörande kontrollförfordning. Dessutom måste EU:s fartyg också respektera en rad andra regelverk som arbetsnormer, krav på utbildning, fartygssäkerhet, miljölagstiftning, beskattningsregler och sanitära krav. Allt detta för att vi som konsumenter ska kunna känna oss säkra på kvaliteten hos fisk och skaldjur, men också på att fisken har fångats på ett sätt som respekterar våra arbetslagar, miljömässiga normer och andra regler som är standard inom EU.

Men i fiskdisken, där finns också produkter som har ett annat ursprung, de importerade produkterna. Det gäller både färsk och frusen fisk men också förädlade produkter som fiskpinnar, fiskgratänger eller importerade skaldjur och bläckfisk. För flera av dessa produkter är kraven för produktionen lägre, vilket gör att de kan konkurrera med ett lägre pris än vad fisk som fångats inom EU kan. Vi skapar en obalans på marknaden som i många fall missgynnar EU-fångad fisk, som dras med högre kostnader för att uppfylla alla krav och normer. En stor del av fisken som importeras kommer från länder som fiskar ansvarsfullt, men fortfarande dras branschen med stora problem med olagligt, orapporterat och oregerat fiske, och i vissa fall handlar det om produkter som bygger på ren slavverksamhet inom fiskenäringen. I ljuset av att mer än 30 procent av världens fiskbestånd är överfiskade och nästan 60 procent fiskas på gränsen till vad som är hållbart är det rimligt att vi ser över vilka krav vi måste ställa på den fisk som ska få tillträde till EU:s marknad genom import.

Detta betänkande har gjort en genomlysning av vilka krav som ställs på importen i dag och kommer med förslag för att fylla de luckor i regelverket som vi har uppmärksammat. Jag vill passa på att tacka alla kollegor som deltagit och lagt ändringsförslag för att förbättra betänkandet. De krav som EU ställer på importerad fisk är främst att den ska måste vara lagligt fångad – och det försöker vi säkerställa genom vår IUU-förordning – och att fisken uppfyller sanitära krav.

Vad gäller timmer ställer EU krav på spårbarhet och på att aktörerna i försäljningskedjan i möjligaste mån ska kunna garantera att produkten är lagligt avverkad, så kallad tillbörlig aktsamhet. Samma system ska införas för konfliktmetaller. Kommissionen borde undersöka om fiske också skulle kunna dra nytta av liknande krav på tillbörlig aktsamhet för att motverka illegalt fiske och för att EU:s konsumenter ska kunna känna sig trygga med att den fisk de köper är lagligt och hållbart fiskad.

Konsumentinformationen måste bli bättre. I dag finns det inga krav för processade, konserverade eller bearbetade produkter. Det borde till exempel vara obligatoriskt att ange flaggstat för det fartyg som fångat fisken.

Vad gäller arbetsnormer så är det fortfarande många medlemsländer så måste göra hemläxan och snarast se till att ratificera och införa olika konventioner som gäller fiskare.

Det är viktigt att kommissionen fortsätter att utöva påtryckningar på andra stater för att genomföra åtgärder som förhindrar att illegalt fångad fisk kommer in på deras marknader. Som största marknad för fisk i världen kan EU ställa krav, och det är så vi höjer standarder för förvaltning av fisk globalt.

Vi har ju kommit med en rad förslag och förbättringar i det här betänkandet, men jag hinner inte gå igenom alla dem nu. Det finns otroligt mycket att hämta här och jag hoppas verkligen att kommissionen använder sig av detta betänkande och tar dem vidare.

Karmenu Vella, *Member of the Commission*. – Mr President, honourable Members, in this joint debate let me follow your order. I would like first to thank MEP Aguilera Garcia, the rapporteur on optimisation of the value chain in the European Union fishing sector, and the Committee on Fisheries for their report on this very important issue. I fully concur with many of the points made in the report, and I would highlight three main areas where we have to continue working in order to deliver efficient value chains that allow fishermen to share the opportunities of our internal market. These three points are: first, strengthening the structuring of our sector; second, providing fishermen with adequate tools to operate in the market; and third, ensuring an adequate legal framework.

First point: strengthening the structuring of the sector. I share your opinion that producer organisations and inter-branch organisations, by increasing the bargaining power of fishermen, can help them to take the most from the fishery value chains. I believe the common market regulation has already simplified procedures for the recognition of such organisations and reduced the administrative burden significantly.

First, the minimum representativeness criteria for producer organisations are no longer set at EU level but at national level, which allows Member States to take into account local specificities.

Second, the production and marketing plans as provided under the common market regulations give full flexibility to the producer organisations concerning the tools available to improve their management and marketing activities. Support to these plans is provided under the EMFF.

Thirdly, we are also aware that more cross-border cooperation is needed, since we have an EU single market. Therefore we welcome the European Parliament's request to carry out a pilot project to promote transnational cooperation among professional organisations.

The second point: providing fishermen with adequate tools to operate in the market. I believe we should provide fishermen with the tools which allow them to choose what is best for them – but we should not make that choice for them by imposing measures. Production and marketing plans are the most flexible tool we can give to producer organisations to design better sales strategies that increase the profits of their members. I believe the flexibility of these plans should stay as it is, precisely given the complexity and variety of value chains across the EU.

I recognise that the issue of market transparency is a critical one if we are to empower small-scale fishermen to exploit the value chains. The Commission has been producing a lot of information through its market observatory for fishery and aquaculture products. But here again, we can do more.

Let me also recall that we will begin in a few days to survey EU consumer habits regarding fish products. This will allow us to detect trends in demand. And we are also planning to provide analysis on online sales strengths. Funding is also an important element. The current EMFF provides a wide array of measures to small scale fisheries to become more competitive – especially to young fishermen – and I think we should build on these positive elements.

The recent proposal for the next MFF confirms this trend in terms of simplification, and I think this is a positive development for both Member States and the sector.

The third point, which is the legal framework: as regards the need to ensure the adequacy of the existing legal framework, we have recently launched an evaluation of the marketing standards that apply to fishery products to see whether they can ensure fair competition in the EU market to improve the profitability of production, and whether they can deliver a level playing field with imported products.

We have also started to collect evidence on the labelling of fish products and in particular on the provision of information on the origin of the fish, which is an essential element for consumers to adequately value local products. However, I do not think that the Commission should create a specific logo for small-scale fisheries. Consumer demands varies significantly across the EU, and the relevance of such logos must be measured against the market that operators target.

I also do not think that we should take a more interventionist approach and impose caps on the profits that operators in the supply chain make. If these profits are the result of effective marketing activities, the operators should be rewarded for their work. If the profits derive from unfair behaviour, action is needed, and this is precisely why fishery and aquaculture products are covered by the recent Commission proposal on unfair trading practices in the food supply chain.

I believe the EU internal market offers great opportunities to fishermen. We all share the obligation to support our fishermen in making full use of these opportunities and to ensure that the conditions in which they operate are fair. The EU is the largest market for fisheries products in the world, absorbing a quarter of all imports, and that brings me to the report of MEP Engström. I would like to thank MEP Engström for the report, which touches upon a variety of important issues across different policies such as fisheries, trade, food safety and labour standards. The points addressed in your report are of great relevance today, as the EU depends on imports for almost 60% of the total consumed fisheries and aquaculture products. Plus there is a high number of non-EU vessels authorised to export fishery products directly to the EU.

Let me briefly share with you where we already concentrate our efforts to regulate imports and to ensure that imported fish products meet high standards. The fisheries control system and our policy to fight illegal, unreported and unregulated fishing play a key role in this regard. The introduction of the current control system clearly improved the control of fisheries and compliance with the CFP, but more efforts by Member States are necessary to ensure full compliance.

As you know, we are finalising the revision of the control system to improve the current rules, including in areas highlighted in this report, such as the sanctioning and enforcement system and traceability rules, as well as better use of new technologies, including for small-scale vessels. We will adopt this proposal still this week.

The Commission is also working on the development of an EU-wide database for the management of IUU catch to support Member States' risk-based controls. This should lead to a reduction in the opportunities for fraudulent imports, and it should ease the administrative burden for Member States in terms of verifications. One of the purposes of this system is to ensure that illegally-caught fish does not enter the EU market, neither at the first port of entry nor at any other port of entry subsequently.

As regards marketing standards, I take note that your report calls for an improvement in the labelling of fishery and aquaculture products, including those prepared and canned products that today are excluded from the obligation of informing consumers about where they come from.

On sanitary requirements, your report acknowledges that the system and the procedures for inspecting and authorising the placing of fish onto the EU market generally functions well. The EU system has indeed been very successful in granting a high level of consumer protection for almost 30 years. Only third countries demonstrating that the legislation on fishery products and their control system are equivalent to the EU are allowed to export to the EU.

The EU verifies the application of the EU rules in third countries via audits that are regularly carried out in the exporting countries with respect to hygiene requirements for vessels and establishments, but also their enforcement. Controls at the EU borders are very strict for all imported commodities and especially for food of animal origin. The Rapid Alert System for Food and Feed informs all Member States and third countries as regards non-conformities found at the moment of import or on the market and allows them to take the appropriate actions.

And finally, as regards labour standards, the Commission attaches high importance to the social dimension of the CFP, in particular to ensuring fair and safe working conditions in the fishing sector. The Commission welcomes the references in the report, reminding Member States of the need to ratify international conventions related to safety and working conditions and to promote ratification internationally, as well as to cooperate actively with other Commission services and with the social partners, notably in the context of the social dialogue.

I have raised this very issue with Member States at the Fisheries Council in March, and I have written, together with Commissioner Bulc, to all ministers responsible for transport and for fisheries. However, so far only one Member State has actually set the ratifications as a priority for early 2019. This lack of response and of interest gives the impression that ensuring fair and safe working conditions in the fishing sector is not a priority for Member States, and this is very disappointing. I am therefore extremely grateful for the European Parliament's support in this respect, but also for the strong support shown by stakeholders during the high-level discussions organised by the Commission at the recent Seafood Expo in Brussels where, together with key players, we managed to increase international awareness on the issue of labour standards.

PRESIDE: RAMÓN LUIS VALCÁRCEL SISO*Vicepresidente*

Francisco José Millán Mon, *en nombre del Grupo PPE*. – Señor presidente, gracias, en primer lugar, a la ponente, señora Engström, por sus esfuerzos como ponente.

Ya se ha dicho que la Unión Europea es el primer importador de productos pesqueros del mundo. Por ello, es necesario asegurar que los productos importados cumplan efectivamente unos estándares de sostenibilidad, trazabilidad y seguridad alimentaria equivalentes a los de la Unión Europea. Así protegemos a nuestros consumidores y, al mismo tiempo, evitamos que nuestra flota perciba que recibe un trato desigual o discriminatorio.

Es por ello necesario homogeneizar los controles en toda la Unión Europea veremos qué propuesta presenta, señor comisario, la semana próxima; lo que no puede suceder es que productos que se rechazan en la frontera de un país miembro sean admitidos luego en otro.

En esta línea de apoyar a nuestro sector pesquero e industria transformadora, los acuerdos de libre comercio con algunos países, sobre todo asiáticos, tienen que tratar a nuestros productos pesqueros como sensibles, y no verse arrasados por la competencia asiática. La comisaria de Comercio en estas negociaciones debe estar en estrecho contacto y coordinación con usted, señor comisario, y yo celebro que estos dos aspectos los recoja el informe que votaremos el miércoles.

Finalmente, quiero pedir el apoyo para la enmienda que he presentado con mi Grupo, que quiere poner en valor los productos de la flota de la UE que, como es sabido, cumple altos estándares. La fórmula sería, señor comisario, que la Comisión estudie la posibilidad de introducir una etiqueta específica para los productos de la UE, de forma que el consumidor conozca mejor el valor de estos productos de la Unión Europea.

Ricardo Serrão Santos, *em nome do Grupo S&D*. – Senhor Presidente, Senhor Comissário, quero também cumprimentar e felicitar as duas relatoras destes dois relatórios. Estamos, pois, neste debate, a discutir dois documentos sobre produtos de pesca, cadeia de valor, controlo e acesso a mercados. Tudo aspetos que têm particular relevância no contexto das regiões ultraperiféricas, como é o caso dos Açores de onde provenho. Como tal, as RUP são amplamente consideradas no articulado de ambos os relatórios deste Parlamento. Gostaria de reforçar que é determinante que seja devidamente apoiado o transporte de pescado das RUP até entrar nos mercados nacional e internacional, por forma a garantir uma concorrência leal com os outros produtos de pescado, quer seja ele fresco ou processado. Só assim se converge e se torna mais justo o acesso aos mercados e se mantém coesão na cadeia de valor.

Volto a realçar a possibilidade de criar um instrumento financeiro que conceda apoio específico ao setor das pescas, por exemplo, restaurando o POSEI pescas, com a capacidade de melhorar efetivamente o potencial das regiões ultraperiféricas em matéria de pesca comercial sustentável.

Peter van Dalen, *namens de ECR-Fractie*. – Voorzitter, ik denk dat het heel belangrijk is dat we de toegangscriteria voor visserijproducten tot de Europese Unie goed regelen, want de Europese Unie heeft een grote markt als het gaat om producten uit de visserij- en aquacultuurproducties. Er is al gewezen op de cijfers: met de import van deze producten vertegenwoordigen we een kwart van de totale globale markt en we zijn voor meer dan 60 % afhankelijk van de import van zeeproducten voor onze consumptie.

Daarom steun ik ook het verslag Engström, want de collega benadrukt dat geïmporteerde visserijproducten aan dezelfde eisen moeten voldoen als producten uit de Europese Unie. We moeten een gelijk speelveld creëren en dit verslag is een belangrijke stap op weg naar evenwicht tussen EU-producenten en niet-EU-producenten.

Wat de etikettering betreft, daar moeten we echt beter dan werken. Tot nu toe is slechts een kleine groep van producten geëtiketteerd, terwijl we eigenlijk de consumenten over alle producten wat visserij- een aquacultuur betreft goed moeten informeren. Dan gaat het over aanvullende eisen over waar het product vandaan komt, welke vlag er staat op het visserijvaartuig en ook moet op het etiket helder worden aangegeven of het een Europees vaartuig was of een niet-Europees vaartuig. Nou, we zijn er goed mee bezig en daarom geven we ook onze steun voor het verslag van collega Aguilera.

João Ferreira, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhor Presidente, o setor das pescas tem uma importância estratégica para o abastecimento público de pescado, para o equilíbrio da balança alimentar de vários Estados-Membros, para o desenvolvimento e o bem-estar das comunidades costeiras.

A insegurança dos rendimentos dos profissionais da pesca, decorrente da forma como é feita a comercialização no setor, do modo de formação dos preços na primeira venda e das características irregulares da atividade, implica, entre outros aspetos, a necessidade de manter um financiamento público adequado ao setor nacional e comunitário.

São necessários mecanismos que melhorem o preço de primeira venda, de modo a beneficiar os pescadores, aumentando a retribuição do seu trabalho e a promover uma justa e adequada distribuição do valor acrescentado pela cadeia de valor do setor, reduzindo as margens de intermediação, valorizando os preços pagos à produção e exercendo uma contenção dos preços pagos no consumo final.

É necessário melhorar a estabilidade dos mercados e apoiar a transformação e o desenvolvimento de novos produtos e formas de comercialização.

São propostas e contributos que o relatório acolheu e, por isso, gostaríamos de aqui o assinalar e valorizar.

Udo Voigt (NI). – Herr Präsident! Diese Entwürfe sind zum Nachteil der Küstenfischerei, der Kleinstbetriebe und der Freizeitfischerei, zugunsten des industriellen Fischfangs angelegt. Die industrielle Fischerei mit ihren Großfangflotten wühlt mit ihrem Fanggeschirr und ihren Schleppnetzen den Meeresboden bis zu einem Meter Tiefe auf. Sie vernichten gnadenlos alles, was dort lebt und wächst. In Ihrem Text, Frau García Pérez, heißt es wörtlich: „Der Plan trägt dazu bei, einen angemessenen Lebensstandard für die Menschen, die von der Fischerei abhängig sind, sicherzustellen.“ Er verschweigt aber, wie viele Existenzen bereits vernichtet wurden.

Die Küstenfischerei und deren Kleinstbetriebe gibt es seit Jahrhunderten, und sie stehen im Einklang mit dem Leben im Meer und der Natur. Gerade diese ganze Häfen und Küstenregionen prägende Fischerei hat mit einem solchen Entwurf keine Zukunft mehr. Daher lehne ich diesen Entwurf ab.

Jarosław Wałęsa (PPE). – Mr President, most importantly, a good job, Madam rapporteur, on the optimisation of the value chain. I fully support reciprocity when it comes to the trade agreements. Imported goods should fully comply with the same quality standard rules as EU fishing products. Tough competition, including from abroad, is a reality of many fishery businesses around Europe.

Secondly, we need to invest in young people, engage and empower the next generation of fishermen, but in order to achieve this, we need money for training and educational opportunities. At the same time, we need to conserve fisheries and support our coastal communities through research, education, outreach, as well as leadership development.

Lastly, I fully agree that we should expend and promote information provided by the EU Market Observatory for Fisheries and Aquaculture products (EUMOFA). Our job here is to study different dependencies and processes and to point out how best to maximise benefits for the sector.

Ruža Tomašić (ECR). – Poštovani predsjedavajući, ribarstvo je važna gospodarska grana za priobalne i otočke zajednice. Želimo li ih sačuvati, moramo osigurati uvjete da što veći udio vrijednosti stvorene u sektoru ribarstva ostane upravo ribarima i lokalnoj zajednici.

Optimizacija vrijednosnog lanca u ribarstvu važan je proces koji može osigurati održivost i tako spasiti brojne priobalne zajednice od depopulacije i odumiranja. Važno je smanjiti administrativno opterećenje te olakšati udruživanje u organizacije proizvođača i plasman ribe na tržište, ali i u javne ustanove u lokalnim sredinama.

U Hrvatskoj će sve ovo biti znatno otežano ako Komisija bude inzistirala na drastičnim kvotama za malu plavu ribu u Jadranu. Takvom bi politikom cijeli lanac bio ugrožen jer srdela i inćun, osim u izravnu preradu, idu i u preradu te tunogjilišta. Zato i ovim putem pozivam Komisiju da odustane od kvota i zajedno s Parlamentom i nacionalnim tijelima pronade bolje, održivo rješenje.

Intervenciones con arreglo al procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»)

Nicola Caputo (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la Commissione europea, gli Stati membri e i governi regionali devono mettere in campo azioni di sostegno alla pesca su piccola scala che, come noto, sta attraversando da diversi anni un periodo di grande difficoltà, incoraggiando il consumo locale, la commercializzazione diretta e i canali commerciali a chilometro zero, nonché campagne promozionali realizzate anche in cooperazione con iniziative private intese a promuovere i prodotti alimentari locali.

Va promossa l'istituzione di organizzazioni di produttori, unico modo al mondo per conferire ai pescatori un maggiore potere negoziale. Vanno individuati i meccanismi per migliorare il prezzo di vendita, per consentire un'adeguata retribuzione per il lavoro dei pescatori, riducendo i margini per gli intermediari e valorizzando i prezzi pagati al produttore.

Infine voglio ribadire la mia preoccupazione relativamente alle importazioni dei prodotti della pesca che spesso sono soggette a minori controlli. L'Unione europea, anche al fine di favorire una concorrenza equa e leale, deve assolutamente assicurare su tutti i prodotti importati il rispetto delle norme dell'Unione europea in materia di conservazione e gestione, nonché i requisiti di igiene previsti dalla legislazione.

(Fin de las intervenciones con arreglo al procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»))

Karmenu Vella, Member of the Commission. – Mr President, getting fishermen to work together in producer organisations should remain one of our primary objectives. We have very positive examples from across the EU of producer organisations bringing together small-scale fishermen which have succeeded in increasing their members' profits. These experiences can be replicated throughout the EU, and we will continue to work in this direction.

Giving fishermen the tools to understand the market in which they are operating is also crucial, but value chains across the EU are so varied and complex that an optimal exploitation of the opportunities can only be made by focusing on the specific characteristics of each chain and each destination market.

Funding to support small-scale fishermen is there and it allows them to promote their products and to improve their position in the value chains. Funding is extremely important to promote innovation, skills and community-led local development.

In terms of value and profit for the fishermen, I would highlight one key aspect which I found could be more present in your discussions. What benefits fishermen most of all is the state of the stocks upon which their livelihood depends. In order to build healthy stocks we need to have responsible fisheries, and all segments of the fleet should contribute towards that effort.

One of our key responsibilities remains to ensure that the context in which fishermen operate remains a fair and a transparent one. I have enumerated actions we have already taken or are starting at present, but we have to perform continuously.

Let me highlight that with regard to the conformity of fisheries products entering the EU market, the fight against illegal, unreported and unregulated fishing (IUU) remains one of our top priorities. We will continue to support third countries to take actions to prevent, deter and eliminate IUU fishing and to encourage other states to apply measures to prevent IUU-caught fishery products from entering their markets.

Speaking of the coordination between trade and fisheries policy, your report suggests that the EU approach to trade is frequently perceived as being counter-productive to good fisheries governance in the EU, as it opens up the EU market to fish products from countries which do not necessarily have the same standards as the EU. The EU's recent free trade agreements include provisions on sustainable fishing, and this in itself is already a great step forward. But we will continue to work to strengthen our trade partnerships by including legally binding provisions on sustainability. Those trade partners which are granted favourable access to the EU market and which are commercial fishing nations and interested in access to the EU market will have to be committed to the requirements of the EU's IUU regulation.

However, let me be clear that IUU and free trade agreements are two independent instruments, and that any decision within the IUU dialog will be taken regardless of the situation of trade negotiations.

As regards the origin of products, we are analysing what information would help consumers most to make informed choices. We will feed this analysis into the evaluation of the common market regulation which will be part of the future evaluation of the Common Fisheries Policy (CFP). The EU market is extremely dependent on imports since our demand significantly outweighs our production. Therefore our objective will always be to strike a fine balance between the requirements we set for the importing of products and the need to ensure the availability of supplies at reasonable prices for consumers.

Finally, let me welcome very much the references in the report reminding Member States of the need to ratify international conventions related, as I said in my previous speech, to safety and working conditions and also to promote ratification internationally, as well as to cooperate actively with other Commission services and with the social partners, notably in the context of the social dialogue.

Clara Eugenia Aguilera García, ponente. –Señor presidente, quiero mencionar en esta última intervención el informe de la señora Engström. Creo que se ha hecho un gran trabajo en este informe. Solo destacar una pequeña mención: este informe tiene como objetivo, claramente, llamar la atención sobre el hecho de que en la Unión Europea deben existir y se deben exigir las mismas normas para todos los productos comercializados en su territorio. Esto parece una obviedad, pero es un hecho que no se está produciendo.

Se debe exigir a todos los productos pesqueros de la Unión Europea que cumplan el mismo nivel de exigencia en relación con las medidas de gestión y conservación, así como normas de higiene y condiciones laborales. Esto ayudará a crear un mercado más justo y aumentará las normas de explotación de los recursos marinos en países terceros.

Por eso me parece un muy buen informe y lo voy a apoyar mañana en la votación.

Quisiera decir, finalmente, señor comisario, que reforzar las organizaciones de productores es, sin duda, un elemento sustancial.

Me hubiera gustado que hubiera dicho que vamos a tener esos 260 millones de euros que en la propuesta de marco financiero nos han restado para el sector, porque yo creo que, con un Fondo tan pequeño, no se debe hacer ningún recorte. Usted lo mencionaba, pero decía que el marco financiero tiene que evolucionar. Sí, evolución, sí; recorte, no.

También quisiera decir que creo que hay que hacer alguna apuesta más arriesgada en el tema del etiquetado. Yo mencionaba las zonas FAO: están hechas para otra cosa, no para dar claridad a los consumidores; yo creo que eso no contribuye a dar claridad. Por lo tanto, habrá que trabajarlo en el futuro, pero también en el etiquetado de los productos transformados de la pesca hay que hacer algunas modificaciones.

Y decir, finalmente, que lamento la noticia que usted nos ha dado hoy, aquí, sobre la necesaria ratificación de los convenios internacionales sobre seguridad y normas laborales. Es muy lamentable que la Comisión se haya dirigido a todos los Estados miembros y solo uno haya mostrado disponibilidad para contestar. Por tanto, espero que esto cambie, porque creo que es un elemento muy sustancial.

Linnéa Engström, föredragande. – Herr talman! Tack kära kollegor för all uppmuntran, och tack till kommissionär Vella också, för dina fina ord. Jag hoppas att mitt betänkande kan ge oss en översyn av vilka utmaningar vi står inför när det kommer till fiskprodukter på EU:s marknad och de dubbla standarder som fortfarande premierar importerade produkter framtagna under lägre standarder.

Det är viktigt att EU:s konsumenter känner att de kan lita på produkter på EU:s marknad, att de håller god kvalitet och att de produceras hållbart. I betänkandet finns många goda idéer som kommissionen kan arbeta vidare med för att höja standarden och kvalitetssäkra import av fiskeprodukter.

Det får inte vara så att listorna över fartyg som är godkända vad gäller EU:s hygienkrav blir en bakdörr in på EU:s marknad för mindre nogräknade fartyg som fiskar olagligt. Stämpeln från generaldirektoratet för hälsa och livsmedels-säkerhet blir indirekt en signal för EU:s tullmyndigheter att allt är i sin ordning. Tyvärr finns det i dag flera sådana exempel, särskilt för fartyg som fiskar i de fiskrika västafrikanska vattnen. Det beror på att de regionala fiskerierorganisationerna i Västafrika, Cefac och SRFC, inte för några listor över vilka fartyg som fiskar olagligt. Eftersom inte heller EU för någon lista över fartyg som fiskar olagligt i regionen kommer fisk som fångats av sådana fartyg inte att nekas tillträde till EU:s marknad om de samtidigt finns på listan över fartyg som klarar hygienkraven. Samordningen måste bli bättre för att stoppa denna typ av skeva förhållanden.

Det är också ologiskt att tredje land som varnats av EU för risken att drabbas av handelssanktioner av EU inom ramen för IUU-förordningen samtidigt förhandlar om frihandelsavtal. Detta måste samordnas bättre inom EU, mellan kommissionens olika enheter, så att det blir logiskt och sänder en tydlig signal att EU inte accepterar olaglig fisk på sin marknad.

Än en gång, stort tack för alla värdefulla kommentarer och uppmuntran. Jag hoppas att vi kan jobba vidare med idéerna i det här Engström-betänkandet på ett positivt sätt, inte minst när det kommer till kontrollförordningen.

El presidente. – Se cierra el debate conjunto.

La votación del informe de Clara Eugenia Aguilera García tendrá lugar mañana martes y la votación del informe de Linnéa Engström tendrá lugar el miércoles.

25. Ernährung und Landwirtschaft der Zukunft (Aussprache)

El presidente. – El punto siguiente en el orden del día es el debate sobre el informe de Herbert Dorfmann, en nombre de la Comisión de Agricultura y Desarrollo Rural, sobre el futuro de los alimentos y de la agricultura (2018/2037(INI)) (A8-0178/2018).

Herbert Dorfmann, Berichterstatter. – Herr Präsident, Herr Kommissar, geschätzte Kolleginnen und Kollegen! Ich möchte eingangs allen Schattenberichterstattern herzlich danken, die mir sehr geholfen haben, in den letzten Monaten in einer sehr intensiven Arbeit diesen Bericht zu machen. Der Kommissar hat ja in einem Bericht neue Ideen über die Zukunft der GAP vorgestellt und dort die Idee eines *new delivery model* vorgestellt. Er hat zu einer neuen Beziehung zwischen der Europäischen Union und den Mitgliedstaaten und den Regionen aufgerufen, wenn es um die Gemeinsame Agrarpolitik geht. Wir verschließen uns einer solchen Idee nicht vollständig. Aber ich glaube, das „G“ in GAP, also das Gemeinsame – die Tatsache, dass die Gemeinsame Agrarpolitik eine gemeinsame Politik sein muss, – muss weiterhin erhalten bleiben. Und wir müssen auch die Zuständigkeit der Regionen und der Länder im Bereich der Landwirtschaft weiterhin gewährleisten.

Aber lassen Sie mich zur ersten Säule der GAP kommen, also zu jenem Bereich, wo am meisten Geld in der Gemeinsamen Agrarpolitik ausgegeben wird. Ich denke, da sollten wir uns einfach die Frage stellen: Welche Landwirtschaft wollen wir eigentlich in Europa? Und wir sollten eine Landwirtschaft fördern, die aufbaut auf bäuerlichen Familienbetrieben, eine Landwirtschaft, die nachhaltig ist, eine Landwirtschaft, die auch innovativ ist, die unsere Kulturlandschaft prägt, und auch eine Landwirtschaft, die attraktiv ist für junge Menschen, welche morgen Landwirtschaft in Europa weitermachen können.

Wenn wir eine solche Landwirtschaft wollen, dann müssen wir über ein paar Dinge in der ersten Säule nachdenken, dann brauchen wir eine gerechte Verteilung der Geldmittel zwischen den Mitgliedstaaten. Und gerecht kann nicht unbedingt bedeuten, dass alle gleich viel bekommen, aber die Bezahlungen müssen mindestens gleichwertig sein. Wir brauchen eine gerechtere Verteilung der Geldmittel in den Mitgliedstaaten, vor allem dort, wo bei der Berechnung der Zahlungsansprüche noch ein historischer Ansatz besteht. Wir müssen dafür sorgen, dass das Geld effektiv bei den Bäuerinnen und Bauern ankommt und nicht bei jenen, die Zahlungsansprüche in der Hand haben und damit ihre Rendite schaffen. Wir brauchen gekoppelte Zahlungen, die nicht wettbewerbsverzerrend sind. Hier haben wir einiges zu tun, wenn wir schauen, was derzeit passiert.

Und wir brauchen auch – und das gefällt nicht allen – eine klare Degressivität, und wir brauchen auch eine effiziente Deckelung. Und eine effiziente Deckelung bedeutet, dass sie auch wirken muss, dass es also nicht nur auf dem Papier steht, so wie es heute ist. Wir brauchen eine neue grüne Architektur. Eine neue grüne Architektur bedeutet, dass wir in der ersten Säule eine klare Konditionalität, also klare Umweltauflagen brauchen und dass wir starke Agrarumweltprogramme in der zweiten Säule brauchen. Die grüne Architektur, die Nachhaltigkeit darf nicht weniger werden, aber sie muss effizienter und sie muss einfacher werden.

Zwei Worte zur zweiten Säule: Die zweite Säule ist wichtig, und wir müssen die zweite Säule deutlich entbürokratisieren, verschlanken und einfacher machen. Wir müssen in der zweiten Säule Anreize für nachhaltige Landwirtschaft schaffen, also für wirkliche, gute Agrarumweltprogramme, und wir müssen auch schauen, dass benachteiligte Gebiete ihre Rolle spielen können und aus der zweiten Säule die Geldmittel bekommen, die sie brauchen.

Einige Worte noch zur Marktpolitik: Wir haben heute noch gemeinsame Marktverordnungen in wenigen Sektoren: im Bereich Wein und im Bereich Obst und Gemüse. Die sollten wir weiterführen, und wir sollten sogar darüber nachdenken, ob wir zum Beispiel das Modell im Bereich Obst und Gemüse auch auf andere Sektoren ausdehnen könnten, zum Beispiel auf den Bereich Milch im Berggebiet.

Lassen Sie mich zwei Worte noch über die Finanzierung dieser ganzen Politik sagen: Selbstverständlich braucht diese Politik Geld, und das, was derzeit auf dem Tisch liegt – der Vorschlag des Haushaltskommissars –, kann aus landwirtschaftlicher Sicht nicht akzeptiert werden. Vor allem kann nicht akzeptiert werden, dass die zweite Säule deutlich stärker gekürzt wird als die erste Säule. Ich glaube, das ist nicht innovativ, und es ist nicht zukunftsträchtig. Es kann auch nicht sein, dass die Bauern jetzt die Rechnung für den Brexit bezahlen. Sie werden ja auch die sein, die, wenn es wirklich zu Marktverzerrungen kommt, am meisten unter dem Brexit leiden werden.

Insgesamt, glaube ich, ist es uns schon gelungen, hier eine gute Vorlage zu liefern. Ich hoffe, Herr Kommissar, dass Sie in Ihren Legislativvorschlägen, die wir in wenigen Tagen bekommen werden, dann unsere Vorschläge auch berücksichtigen werden.

Phil Hogan, Member of the Commission. – Mr President, I wish to thank the rapporteur, Mr Herbert Dorfmann, for this report, which is the outcome of a very intensive debate that you have been having over the last number of months, pointing to the importance of the future of EU agriculture and the Common Agricultural Policy (CAP) as an enabling framework.

I also want to complement Mr Dorfmann and all of the shadow rapporteurs and the membership of the Committee on Agriculture, and Rural Development (AGRI) for the efficiency with which they have gone about their work, culminating in what I hope will be a very strong endorsement of this report when you vote here on Wednesday.

There is much that we could say in detailed response to the report, not least at this evening's debate, which comes in the same week that the Commission, hopefully, is going to adopt and indeed publish the long-awaited legislative proposals on the future of the CAP. I do not want to pre-empt those proposals, which the Commission will publish; however, what I can say is that we have been following very carefully and listening very carefully to the views of the AGRI Committee, to the views of Mr Dorfmann and the shadow rapporteurs in the context of this report. We have met regularly and frequently. When you see the Commission's proposals on publication, you will see very strong similarities between the content of this report and the recommendations contained in the proposals that will be published.

The background against which all of us are operating is the budgetary one, which has been referred to by Mr Dorfmann. It is one in which one of the largest net contributors, the United Kingdom, is leaving the European Union. Against this reality, the Multiannual Financial Framework (MFF) is set at a level of 1.11% of gross national income of the remaining EU27. The Commission, which cannot run a deficit – like any Member State – has to propose a budget in the context of this reality. We have proposed a budget of EUR 365 billion for the 2021-2027 CAP, which is a cut of less than 5%. The cut for direct payments is less than 4%. For rural development, the proposal is to rebalance EU and national support in the context of the co-financing rates. If Member States, of course, choose to increase their level of co-funding, there is no reason why public support to rural areas cannot be maintained at current levels. Alternatively, of course, if all Member States agree by unanimity to provide more finance to the European Union budget in various ways, then improvements to the agricultural funding can be made possible.

A key feature of the Commission's proposals and one I have flagged clearly in the communication which was published on the future of food and farming in November is the new delivery model, and I want to thank Mr Dorfmann and the shadow rapporteurs and the AGRI Committee for supporting this new initiative. It is a new relationship between the European Union and Member States. The motivation behind this delivery model is to take better account of EU diversity, to better target and simplify the support and to ensure performance-orientation and a result-oriented CAP.

At European Union level we will maintain and define a strong and common framework to ensure the achievement of common objectives, and Member States will make the detailed choices and operational definitions, in line with their needs and integrated into a single and streamlined CAP strategic plan which will cover interventions in both pillars.

An area of obvious common interest is our shared objective for a viable and resilient EU agriculture throughout Europe. Direct payments play a key role in this regard, and they must – and will – remain an essential part of the future common agricultural policy. We must also look at these payments through the lens of fairness and, in the context of the Multiannual Financial Framework, the Commission has made a number of important steps towards convergence between Member States. For all Member States with direct payments below 90% of the EU27 average, the gap between current level and 90% of that average will be closed by half over a six-year period.

Without prejudice to the precise contents of the forthcoming proposals, they will offer various possibilities to better target support towards the needs of our small and medium-sized farmers. These are the foundation of European Union agriculture. These are our family farmers.

As I think we can all agree, EU agriculture needs to better manage our natural resources, to limit our greenhouse gas emissions and to adapt to climate change. We have to bolster environmental care and climate action and contribute to the environmental and climate objectives of the European Union, which are already agreed by this Parliament.

The CAP will therefore have to reflect the higher levels of ambition and focus more on results, based on these objectives and the legislation that is already in force and the contribution that agriculture must make to these objectives. The current green architecture will be replaced by a new one that is based on the new delivery model, with environmental and climate objectives which will be set at European Union level, not at Member State level.

In preparing their CAP strategic plans, Member States will take into account their local conditions and can devise a mixture of mandatory and voluntary measures in Pillar 1 and Pillar 2 that are appropriate to those conditions.

There are a number of other areas identified in Mr Dorfmann's report where the Commission and the European Parliament have similar views. Support for young farmers should continue and be improved. Attracting new farmers and facilitating generational renewal will be one of the main priorities of the CAP post-2020. We will have the opportunity for a further exchange on this important matter later on this evening with MEP Caputo.

Innovation and knowledge-sharing is a key issue for the future CAP, with benefits in terms of competitiveness, sustainability and simplification. We will continue to support farmers in areas where agriculture is constrained by specific conditions, for example in mountain areas, and the new delivery model will enable Member States and regions to address these and other important issues in line with their needs within a strong and common European Union framework.

The Commission will present its legal proposals for the CAP shortly and I will be meeting Parliament's committee on 11 June to discuss these proposals in detail. In respect of the MFF, I can only urge you to make every possible effort to conclude your work within the current parliamentary mandate, though I am under no illusions about the challenge that such a timetable presents. However, what you would be doing in doing so is providing security and certainty for our stakeholders, farmers and our people living in rural areas, particularly our young farmers. You can be assured, of course, of my constructive cooperation and that of my services in trying to make this a reality.

In conclusion, can I thank Mr Dorfmann and his colleagues for this report, which is an invaluable contribution to the work of reforming, modernising and simplifying our common agricultural policy.

Seán Kelly, *rapporteur for the opinion of the Committee on International Trade*. – Mr President, on behalf of the Committee on International Trade (INTA), I want to say that I am very proud of our farmers and the food they produce in the European Union. Indeed as the trade committee, the INTA committee, we are very pleased also to note that we have had a positive trade balance in relation to the products we have produced for eight years in a row now. This is because of the standards which are applied within Europe and which are set and monitored by the Commission, and they deserve great credit for that. And, of course, because of the high standards of our food, the safety of our food, there is growing demand for it worldwide. I would like to compliment Commissioner Hogan in particular on his efforts to grow new markets, especially in places like China which is growing rapidly, and here again, standards is what will be the key issue.

I think this is a very positive story where we are concerned. One point, though, that I would make is that we need to continue to have research and innovation in Europe because that way we will maintain our leadership.

Angélique Delahaye, *rapporteuse pour avis, commission ENVI*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, ce rapport est primordial. Les politiques européennes engendrent une volatilité des prix sur les marchés. Il est donc important d'intégrer dans la PAC des outils permettant d'assurer notre souveraineté alimentaire et de protéger le revenu des agriculteurs.

Je remercie mon collègue Herbert Dorfmann d'avoir intégré dans son rapport mes propositions adoptées en commission ENVI.

La proposition de la Commission laisse entrevoir la renationalisation de la PAC. Il est du devoir du Parlement européen de rappeler que cette politique doit rester une politique commune, faute de quoi nous allons générer des distorsions de concurrence au sein même du marché unique. La PAC doit avoir une ambition environnementale harmonisée sur le plan européen et ainsi aider les agriculteurs souhaitant aller plus loin dans les pratiques plus respectueuses de l'environnement. Nous devons promouvoir la double performance environnementale et économique, et reconnaître le rôle essentiel des agriculteurs: ce sont les premiers écologistes.

J'invite donc le commissaire à prendre en compte nos remarques et nos recommandations, faites dans un calendrier très contraint, et ne pas précipiter une énième réforme qui serait bâclée. Les agriculteurs européens méritent mieux.

Maria Noichl, *Verfasserin der Stellungnahme des mitberatenden Entwicklungsausschusses*. – Herr Präsident! Ich möchte auch mit einem Dank an Herrn Dorfmann und an die Schattenberichterstatter beginnen. Ich persönlich bin der Meinung: Es ist ein kleiner Schritt in die richtige Richtung, ein kleiner Schritt. Es ist gut, dass man sich Gedanken macht, die Kappung unbedingt einzuführen. Es ist richtig, die Degression unbedingt auf den Tisch zu legen. Es ist wichtig, eine Konditionalität herzustellen, dass es öffentliche Gelder für öffentliche Leistungen gibt. Diese Dinge sind richtig.

Ich möchte aber schon sagen, dass mir persönlich schon ein bisschen auch der Mut gefehlt hat, über diese Dinge hinauszugehen. Man hätte ganz konkret Zahlungen ohne Gegenleistungen klar verneinen müssen. Man hätte deutlich machen müssen, dass eine Einkommensstützung für Landwirte eigentlich eine Sozialleistung ist und auf einem ganz anderen Papier steht.

Ich möchte aber aus dem Blick der DEVE-Gruppe noch einen Punkt benennen: Es war die Frage, ob man nicht ein weiteres Kapitel mit aufnehmen soll, um die spezielle Verantwortung der europäischen Agrarpolitik für den entwicklungspolitischen Bereich deutlich zu machen. Und das passiert leider nicht. Das bedauere ich sehr, denn unsere Agrarpolitik hat Auswirkungen auf Afrika, unsere Agrarpolitik mit dem Sojaimport hat Auswirkungen auf Brasilien, unsere Agrarpolitik und unsere Fischereipolitik haben Auswirkungen darauf, ob es auf der anderen Seite der Welt Fluchtbewegungen gibt oder nicht. Und hier aus dem Blick der DEVE-Gruppe, aus dem Blick der Entwicklungshilfegruppe ist der Bericht leider, leider nicht weitgreifend. Es ist eine vertane Chance, deutlich zu machen, dass Agrarpolitik in Europa eng verbunden ist mit Fluchtbewegungen auf der Welt.

Nedzhmi Ali, *rapporteur for the opinion of the Committee on Budgets*. – Mr President, among the most important sectors within the EU are food and farming, employing more than 60 million people and providing the food security for all of the Union's citizens.

Rural areas, including remotely-located mountainous areas, are not only used for production of food but are also home to a substantial number of Europeans and support the recreation and tourism industries. We should also not forget the environment protection measures. Having regard to the aforesaid, in order to deliver the objectives of the common agricultural policy in the future, there are some important aspects which should be underlined. Firstly, provision of an adequate level of funding within the next MFF, thus ensuring sufficient resources for the sector. Secondly, simplification and modernisation of the CAP should be done while at the same time, the financial and performance control and audit functions should be performed to the same standard and under the same criteria across all Member States. Finally, a fair distribution of direct payments among Member States will allow faster closing of the gaps between the different regions of the Union. Supporting the small farms and increasing efficiency of farming is essential.

Albert Deß, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident! Vielen Dank an Herbert Dorfmann und alle Kolleginnen und Kollegen, Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die an diesem Bericht mitgewirkt haben, für die schnelle und zuverlässige Arbeit. Der Bericht ist eine erste Wegmarkierung für die Zukunft der gemeinsamen Agrarpolitik. Er fordert eine Beibehaltung der Zweisäulenstruktur und lehnt eine weitere Renationalisierung eindeutig ab. Meine Fraktion und ich persönlich, Herr Kommissar, sind sehr skeptisch, ob die angedachten Vorschläge zu weniger Bürokratie führen. Ich habe mehr die Sorge, dass die Bürokratie nur von der europäischen auf die nationale Ebene verlagert wird. Aber wir werden Ihre Vorschläge prüfen, und dann werden wir weitersehen, wie wir mit diesen Vorschlägen umgehen.

Aufgabe der gemeinsamen Agrarpolitik ist es, Wettbewerbsverzerrungen zu vermeiden, und deshalb ist es notwendig, dass nicht nur die Zahlungen zwischen den Mitgliedstaaten, sondern auch in den Mitgliedstaaten angeglichen werden. Ich habe mit Kolleginnen und Kollegen einen Antrag dafür eingebracht, dass nicht nur die Zahlungen pro Betrieb sondern auch pro Hektar begrenzt werden. Ich hoffe, dass wir gute Voraussetzungen dafür finden, dass auch in Zukunft die Agrarpolitik auf europäischer Ebene solide finanziert wird.

Clara Eugenia Aguilera García, *en nombre del Grupo S&D*. – Señor presidente, señor comisario, quiero, en primer lugar, agradecer al señor Dorfmann y a todos los que han colaborado en este informe el resultado y el trabajo realizado en muy poco tiempo.

Quiero destacar, en mi intervención, la respuesta común que hemos dado desde el Grupo de los Socialistas y Demócratas a la Comunicación de la Comisión Europea. Hemos trabajado mucho para ello, aunque con escaso convencimiento de que este informe de propia iniciativa del Parlamento sea tenido en cuenta, ya que se presentan las propuestas legislativas en esta misma semana. No obstante, nuestro trabajo ha sido arduo y quisiera destacar alguna de las propuestas presentadas y apoyadas por mi Grupo.

Debe defenderse el carácter común de la política agrícola comunitaria y rechazarse la renacionalización de esta política. La flexibilidad otorgada a los Estados miembros no debe llevar a distorsiones en la competencia, ni a nivel económico ni a nivel medioambiental. El nuevo modelo de aplicación plantea muchas incógnitas al respecto, señorías, ya que, aunque la Comisión insista en negarlo, las incógnitas están sobre la mesa.

Debe haber una financiación cien por cien de la Unión Europea de los pagos directos, y mantenerse los pagos acoplados. Nos parece importante para producciones y sectores en riesgo.

Es necesario un presupuesto adecuado para la PAC, como mínimo del mismo nivel que el actual, en euros constantes, señor comisario. Eso es lo que queremos, así como un «capping» obligatorio europeo y modulado en función de los puestos de trabajo, el apoyo al relevo generacional y, finalmente, una PAC que apoye a los agricultores en la transición hacia una agricultura más sostenible.

James Nicholson, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, I would also like to pass on my congratulations to the rapporteur for a very efficient and effective job that he carried out in an excellent way. The CAP is first and foremost about supporting agricultural production. EU farmers proudly produce food to some of the highest standards globally and they must be able to continue to do so in the future. The sector has faced a number of challenges from all angles in recent times, such as volatility in domestic and international markets, climate and weather conditions, food supply chain issues and, of course, the decision taken by the people in the UK to leave the EU.

The next CAP needs to be able to give farmers the necessary tools to address these challenges so that they can support high-quality EU food production in order to keep EU farmers competitive in the international marketplace and to protect the rural economy from extreme volatility and market crises. Of course, there needs to be adequate funding and I believe – and I have made this point a number of times – the biggest challenge will be the budget, and I heard what the Commissioner had to say. A large net contributor does not leave you without having effects, but who knows, it would be a brave person tonight who would actually tell us what the final arrangements or deals may well be when the UK finally leaves the EU. But I certainly believe very strongly that farmers should not be made to pay the price, whatever price has to be paid.

Aside from Brexit, the CAP share of the market may also come under pressure as a result of spending in other areas, particularly security and migration. I would like to thank Mr Dorfmann for his work again, and I look forward to hearing what the Commissioner has to say, because the future of the CAP is going to be as important to the rest of Europe as to those of us who will remain in the United Kingdom, as it is what our future with regard to agriculture may very well be in the long term as well.

Ulrike Müller, *im Namen der ALDE-Fraktion*. – Herr Präsident! Auch ich möchte mich beim Berichterstatter recht herzlich bedanken. Dieser Bericht ist ein klares Bekenntnis zur Landwirtschaft, zur Forstwirtschaft und zur Ernährungssicherheit innerhalb Europas. Alle gemeinsam haben wir erkannt, dass eine nachhaltige Weiterentwicklung nötig ist. Aber wir brauchen Ziele und Leitplanken, Herr Kommissar. Die künftigen Strategiepläne der Mitgliedstaaten dürfen nämlich den Binnenmarkt und das Wettbewerbsgleichgewicht nicht aushebeln. Wir stehen zur gemeinsamen nachhaltigen Agrarpolitik mit zwei Säulen. Oberstes Ziel muss es für uns sein, Verwaltungsvereinfachung für Land- und Forstwirte zu erreichen und Planungssicherheit.

Wenn es zu einer Kappung bei den großen Betrieben kommen soll, muss gewährleistet sein, dass das Geld im Agrarhaushalt bleibt und den mittleren und kleineren Betrieben und den Junglandwirten zugutekommt. Wissenschaft, Innovation und Digitalisierung müssen auch von kleinen und mittleren Betrieben genutzt werden können, und, Herr Kommissar, ich bin sicher, es gibt viele gute Punkte, die wir in unserem Bericht haben, die wir umsetzen können.

Thomas Waitz, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Kommissar! Mit der neuen Agrarpolitik werden wir Einfluss haben auf uns bäuerliche Betriebe, wir werden Einfluss haben auf die Gesundheit der Lebensmittel für unsere Bürgerinnen und Bürger und auf die Umwelt. Das erste Ziel muss aber die Erhaltung unserer bäuerlichen Landwirtschaftsstrukturen sein. Dafür brauchen wir Erzeuger faire Erzeugerpreise und vernünftige Zahlungen auch für kleine und mittelständische Betriebe.

Als zweites Ziel sehe ich die Produktion von gesunden Lebensmitteln von europäischen Bäuerinnen und Bauern für europäische Bürgerinnen und Bürger. Denn wir verwenden europäisches Steuergeld, um hier Förderungen zu vergeben. So soll das Ziel auch die Produktion von Lebensmitteln für europäische Bürgerinnen und Bürger sein.

Als drittes Ziel muss im Zentrum stehen der Klimanutzen statt eines Klimaschadens, die Grundlage für sauberes Wasser zu schaffen, für gesunde Böden zu sorgen, mit einem Minimum an Pestiziden auszukommen und eine Landwirtschaft bestmöglich in Einklang mit der Natur zu führen.

Und als viertes Ziel hoffe ich auf ein Ende der Förderungen für Agrarindustrie, Massentierhaltung und für eine Wirtschaftsweise auf Kosten der nächsten Generationen. Wir haben die Böden nicht von unseren Eltern geerbt, sondern wir haben sie von unseren Enkelkindern geborgt. Das sollte das oberste Prinzip unserer Politik sein.

Ich möchte mich bei Herrn Dorfmann und meinen Ko-Berichterstattem für die konstruktive Zusammenarbeit bedanken.

Maria Lidia Senra Rodríguez, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señor presidente, gracias al señor Dorfmann por el trabajo que nos ha presentado hoy aquí. Yo quería, en primer lugar, decir, señor comisario, que resolver los graves problemas que afectan hoy al campo y a los campesinos y campesinas a nivel de la Unión Europea requiere más que un reparto de ayudas: requiere de decisiones políticas; requiere de una política agrícola pública y fuerte. Y, en ese sentido, me gustaría citar las grandes lagunas que tienen tanto la Comunicación que usted ha presentado como el informe que estamos debatiendo.

La cuestión de los precios: son necesarios precios que cubran los costes y el trabajo de producción; si no, no instalaremos a nadie en el medio rural.

En segundo lugar: la regulación de la producción es otro elemento fundamental que no puede quedarse única y exclusivamente en una cuestión de voluntariedad.

En tercer lugar: modelo de producción compatible con el medio ambiente, con la conservación del agua, el aire y los suelos.

Y, como se me termina el tiempo, no quería terminar esta intervención sin hacer referencia a otro aspecto olvidado en esta Comunicación, que es la cuestión de la igualdad entre las mujeres y los hombres en el campo. Necesitamos que la PAC reconozca la titularidad compartida y que reparta las ayudas al 50 % entre ambos cónyuges o entre ambos miembros de la pareja.

Marco Zullo, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in commissione agricoltura abbiamo lavorato per definire una posizione sulla politica agricola del futuro, e per rispetto di questo lavoro e dei cittadini che rappresentiamo mi aspetto che Lei, Commissario, prenderà in considerazione quanto fatto.

Ci preoccupano i tagli, che oggi appaiono maggiori rispetto a quanto inizialmente annunciato. Di nuovo voglio ribadire che tagli indiscriminati faranno male al settore. Ci si concentri invece sui risparmi e nel misurare i risultati delle azioni proposte.

Per quanto riguarda il passaggio al cosiddetto *new delivery model*, viene presentato come una maggiore autonomia per gli Stati membri, ma rischia di essere un passo indietro verso la nazionalizzazione del settore, dove controllato e controllore coincidono, andando così di fatto a frammentare ulteriormente il mercato e lasciando spazio a pratiche nazionali di concorrenza sleale.

Abbiamo l'occasione di disegnare una politica agricola che sia, sì, più attenta all'ambiente, ma anche che promuova un modello di produzione e di consumo del cibo più sostenibile, e soprattutto redditizio per tutti gli attori della filiera. Dobbiamo essere ambiziosi, semplificare le procedure, abbattere gli oneri burocratici, erogare i fondi secondo un regime di premialità, sostenendo quegli agricoltori la cui attività realmente contribuisce al bene pubblico.

Ribadiamo l'opportunità di un tetto per i pagamenti diretti, in modo da non incentivare le speculazioni finanziarie e la concentrazione dei terreni. Dobbiamo aiutare le aziende di piccole e medie dimensioni, e per questo gli aiuti dovrebbero essere modulati, per essere realmente un aiuto e non per drogare il mercato a favore dei grandi. Nella ripartizione dei fondi tra Stati membri vanno tenute in considerazione le circostanze socioeconomiche. Infatti, se il costo della vita è diverso, la stessa cifra concessa come aiuto può avere un impatto concreto molto diverso, e non vogliamo generare ulteriori distorsioni nel mercato unico.

Infine, non accetteremo tempistiche strette per la fretta di chiudere. Serve un dibattito approfondito affinché questa riforma possa realmente mettere il settore agroalimentare al centro dello sviluppo economico del territorio europeo.

Philippe Loiseau, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, chers collègues, Monsieur le Rapporteur, si seulement la prochaine PAC pouvait se démarquer de l'actuelle. Lorsque l'Union européenne avait présenté la PAC 2014-2020, elle s'était félicitée, auto-congratulée, et avait même envoyé un message d'espoir au monde rural: l'agriculture allait être plus verte, plus rémunératrice, plus respectueuse des territoires. La PAC permettrait même aux agriculteurs de vivre dignement de leur métier et j'en passe...

Nous voici maintenant au crépuscule de la PAC actuelle et à l'orée de la suivante. Tous ces vœux pieux se sont-ils réalisés? Demandez donc aux producteurs si leur situation s'est améliorée. Demandez aux céréaliers s'ils sont contents de vendre leurs céréales en dessous de leur coût de production. Demandez aux secteurs bovin, ovin et caprin s'ils se réjouissent des accords de libre-échange. Interrogez les paysans. Ce sont eux les utilisateurs, ils seront donc les meilleurs et les seuls juges de paix de la politique agricole commune.

Nous voterons mercredi la position du Parlement sur la future PAC. C'est un texte assez complet qui contient, à nouveau, beaucoup de belles promesses – je précise d'ailleurs qu'elles n'engagent que ceux qui y croient. Néanmoins je salue le signal envoyé à la Commission, notamment sur le maintien du budget, et donc des aides.

Le monde rural a les yeux braqués sur cette réforme de la PAC, vous le savez, aussi je profite de ce coup de projecteur pour souligner un point très inquiétant: les agriculteurs savent-ils seulement que, ces dernières années, via le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), des centaines de milliers d'euros ont financé des programmes d'aide à l'installation des migrants dans la ruralité?

Notre groupe a d'ailleurs déposé un amendement pour que la future PAC ne puisse plus spolier ainsi nos agriculteurs de ce qui leur revient en priorité.

Chers collègues, j'espère que vous prendrez vos responsabilités sur cet amendement crucial.

Czesław Adam Siekierski (PPE). – Panie Przewodniczący! Proponowane dziś rozwiązania będą miały skutki w okresie ponad dziesięcioletnim. Dla rolnictwa to wyjątkowo długi okres. Co się może zatem wydarzyć? Nastąpi upadek kolejnych tysięcy gospodarstw, zapowiadany już dziś brakiem młodych rolników i starzeniem się wsi. Jakże są tego przyczyny? Jest ich wiele: po pierwsze niskie dochody w rolnictwie, po drugie brak stabilizacji cenowej i rynkowej, po trzecie słabsza infrastruktura techniczna i społeczna na wsi oraz niski poziom usług, po czwarte duża uciążliwość pracy w rolnictwie, po piąte niekorzystne międzynarodowe umowy handlowe. To w sumie przekłada się na niższy poziom życia rolników.

Te niekorzystne procesy prowadzą do nadmiernej koncentracji i uprzemysławiania produkcji, do zaniku europejskiego modelu rolnictwa, rolnictwa zrównoważonego, przyjaznego dla środowiska. Proponowane drastyczne cięcia we wspólnej polityce rolnej – ponad 15 % – pogorszą także naszą konkurencyjność na rynku światowym, a w konsekwencji doprowadzą do naruszenia bezpieczeństwa żywnościowego, co wydaje się niewyobrażalne, a jednak jest możliwe.

Eric Andrieu (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, nous avons besoin d'une PAC ambitieuse. Nous le répétons depuis de nombreux mois.

Merci au rapporteur Herbert Dorfmann, ainsi qu'aux rapporteurs fictifs pour la qualité de leurs travaux.

Bon nombre d'éléments sont contenus dans ce rapport, qu'il s'agisse de la sécurisation du revenu des agriculteurs, de la position de l'agriculture dans les accords de libre-échange ou encore de la réorientation de l'agriculture afin qu'elle prenne en compte les aspects environnementaux et climatiques de la biodiversité. Tout y est. J'ose espérer seulement que vous aurez le temps de lire le contenu de ce rapport avant vendredi, puisqu'il semblerait que c'est vendredi que vous allez nous proposer votre texte législatif, même si je regrette que vous le proposiez d'abord à la presse, ensuite au Conseil et, enfin, au Parlement européen. Mais telle est votre vision de la démocratie.

Je tiens à vous dire qu'il s'agit d'étudier avec beaucoup de précision le contenu de ce rapport, dans un cadre budgétaire non pas de moins 5 %, comme vous nous l'avez répété, mais de moins 25 % pour le second pilier et d'au moins 14 % pour les paiements directs aux agriculteurs. Parce qu'il faut qu'on raisonne en euros constants et qu'on soit très précis sur cette question en particulier.

Zbigniew Kuźmiuk (ECR). – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! W omawianym dzisiaj sprawozdaniu znalazły się postulaty, które zasługują na uwagę, takie jak odrzucenie renacjonalizacji WPR przy jednoczesnym przekazaniu na poziom państw członkowskich decyzji w sprawie kształtu krajowych polityk rolnych, zachowanie dwufilarowości WPR, ograniczenie płatności bezpośrednich dla wielkich gospodarstw czy zagwarantowanie, że płatności bezpośrednie trafiają do rolników zajmujących się produkcją roślinną bądź zwierzęcą.

Ale mimo tych pozytywów chciałbym zwrócić uwagę na zapis zawarty w 64. punkcie sprawozdania, który mówi o niemożliwości pełnego wyrównania dopłat bezpośrednich pomiędzy nowymi i starymi państwami członkowskimi ze względu na koszty produkcji, w szczególności koszty gruntów oraz siłę nabywczą pieniądza. Moim zdaniem utrzymywanie tej nierówności po roku 2020 narazi Komisję na zarzut dyskryminacji rolnictwa w krajach Europy Środkowo-Wschodniej, a spór w tej sprawie może przenieść się do Trybunału Sprawiedliwości Unii Europejskiej.

Jan Huitema (ALDE). – Dank u wel voorzitter. Beste commissaris, ik zou graag willen dat we hier in het Europees Parlement een discussie hebben van wat we graag zouden willen met het landbouwbeleid voor de lange termijn en dat we niet verzanden in details.

Wat ik bijvoorbeeld niet wil, is dat nog steeds het landbouwbudget noodzakelijk is om een bepaald inkomen te geven voor de boer en dat het landbouwbudget besteed wordt om grondbezit te subsidiëren.

Ik wil graag dat de boeren op hun eigen benen kunnen staan, hun eigen broek op kunnen houden, en dat het geld van het landbouwbudget ook daadwerkelijk geïnvesteerd wordt in het bedrijf in de sector om de toekomst tegemoet te gaan in deze veranderende wereld. Ik wil graag dat we om kunnen gaan met prijsschommelingen, dat we om kunnen gaan met mislukte oogsten, maar ook dat de sector oplossingen kan bieden om klimaatverandering tegen te gaan, om de milieu-impact te verminderen, om biodiversiteit en landschapselementen te kunnen behouden.

De wereld om ons heen verandert. De boeren willen vooruit. Nu het Europees Parlement nog.

Franz Obermayr (ENF). – Herr Präsident! Erfreulich, dass die Reform der GAP nun endlich auch im Parlament angekommen ist. Wie wir seit Jahren betonen, ist die Erhaltung der europäischen Kulturlandschaft von großer Bedeutung, und dazu tragen vor allem die kleinen und mittleren bäuerlichen Betriebe wesentlich bei. Dass landwirtschaftlichen Großbetrieben die Möglichkeit genommen werden soll, durch das reine Brachliegen ihres Ackerlandes sechsstelligen Fördermittel pro Jahr einzustreichen, ist ebenfalls zu begrüßen. Die Politik muss die Qualität unserer heimischen Produkte wieder schätzen lernen und vor allem auch die Sicherung der Preise klarstellen.

Hervorzuheben ist auch der Gedanke einer vereinfachten Abwicklung, um als Landwirt zu den Zuschüssen zu kommen, und das, ohne einen Studienabschluss in EU-Bürokratie gemacht zu haben. Aber solange nicht sichergestellt ist, wer am Ende die Nettofinanzierer dieser GAP-Reform sowie des mehrjährigen Finanzrahmens sind, gebe ich zu bedenken, dass wir uns nicht zu früh über diese wohlgemeinten Versprechen freuen sollten.

Esther Herranz García (PPE). – Señor presidente, señor comisario, señorías, yo quiero agradecer, en primer lugar, la labor y el trabajo del señor Dorfmann, el ponente, y de todos los ponentes alternativos, que han sacado adelante este dossier en un tiempo récord para que podamos votarlo, tal y como ha dicho el comisario, antes de que nos presente, en unos días, su propuesta.

Estamos en un momento decisivo para la PAC y, por un lado, es necesario que el futuro marco financiero plurianual no suponga un recorte drástico en los fondos destinados a esta política. Desde luego, desde la Comisión de Agricultura del Parlamento Europeo, creo que nuestra intención es trabajar en esta línea.

Mi otra segunda gran preocupación, que también está presente en este informe, está vinculada directamente a la cuestión presupuestaria, porque hay que evitar que un exceso de subsidiariedad dé lugar, con el tiempo, a una renacionalización de la política agrícola común. No podemos tolerar que esta política comunitaria, que tiene un papel importantísimo para la suficiencia alimentaria de la Unión Europea, deje de ser común. Esto solo generaría desequilibrios y problemas de competencia entre productores de distintos Estados miembros.

Así pues, el informe que hoy debatimos es el primer paso del proceso de reforma en el que estaremos inmersos hasta el final de la legislatura. Y como tal, es un buen paso.

Paolo De Castro (S&D). – Signor Presidente, Commissario, onorevoli colleghi, la relazione che quest’Aula si appresta a votare manda un messaggio chiaro: il Parlamento europeo mai accetterà una rinazionalizzazione della politica agricola comune.

Avremmo sperato che questa posizione potesse essere recepita nelle proposte di riforma ormai pubbliche. Si è preferito, invece, imprimere una forte accelerazione – scavalcando le prerogative del normale dialogo interistituzionale – con una proposta da parte della Commissione che rischia di liquidare la più grande e importante esperienza di politica sovranazionale della storia dell’Unione.

Non vogliamo che questa riforma si trasformi nell’anticamera del declino della stessa politica agricola, che deve rimanere «comune», garantendo crescita, produttività, sostenibilità, competitività a tutti i nostri agricoltori, senza rischi di distorsioni di concorrenza tra Stati, o addirittura tra regioni differenti.

La sola responsabilità dei controlli all’Unione non basta, Commissario, per definirla comune.

Beata Gosiewska (ECR). – Panie Przewodniczący! W imieniu polskich rolników zgodnie z traktatem akcesyjnym oraz uchwałami polskiego parlamentu żądam, aby zakończyć proces pełnego wyrównania płatności bezpośrednich między państwami członkowskimi. Sprzeciwiam się dalszej dyskryminacji rolników z Polski, którzy muszą konkurować na nierównych zasadach, przykładowo z sąsiadami z Niemiec. Nie zgadzam się na uwarunkowanie wyrównania dopłat absurdalnymi, niesprawiedliwymi kryteriami zapisanymi w sprawozdaniu Dorfmann, które zamiast wyrównać standardy życia, zasypać przepaść pomiędzy krajami, tworzą w Unii Europejskiej rolników gorszej kategorii.

Polska – kraj, z którego pochodzę – jest członkiem Unii Europejskiej od 14 lat. Unia zapewniła polskich rolników w traktacie akcesyjnym, że w 2013 r., czyli po dziesięciu latach członkostwa, skończy się stopniowe wyrównywanie dopłat. Mamy 2018 rok, a dyskryminacja rolników z tzw. nowych państw członkowskich nadal nie ma końca. Utrzymanie obowiązującego niesprawiedliwego systemu dopłat bezpośrednich narusza art. 18 i art. 40 Traktatu o funkcjonowaniu Unii Europejskiej.

Norbert Erdős (PPE). – Elnök Úr, tisztelt Képviselőtársaim, engedjék meg, hogy a Néppárt 2. számú módosító javaslatért szólaljak föl és kérem Önöket, majd a szerdai szavazáson szavazzanak igennel. Az öntözésről van szó. Öntözésben az Európai Unió csak 9%-on áll. Az Európai Unió 6,2%-on, egész Európa 9%-on, még Amerika is 12-13%-on áll, Ázsia 41%-on, a Világ pedig 21%-on áll az öntözött területek nagyságát tekintve. Nagy probléma van. Nagyon bonyolult és nehezen hozzáférhető az uniós beruházási támogatás. Gazdaellenesek az engedélyezési eljárások, és túlzottan szigorúak az öntözésfejlesztési támogatások. Ezeket a területeken egyszerűsíteni kell, könnyen végrehajthatóvá kell tenni ezeket a szabályozókat. Kérem Biztos Urat ennek a felfozalásnak rendkívül komolyan vételére.

Tibor Szanyi (S&D). – Elnök Úr, Adrieu és De Castro kollégák gondolatát folytatva jómagam is szeretném kiemelten hangsúlyozni, hogy tiltakozunk és nem engedjük azt, hogy bárki is a mezőgazdaságra vagy a vidékfejlesztésre eddig fordított európai közösségi forrásokat megkurtítsa. Ezzel ugyanis elvész az a szolidaritás, ami ma is még tulajdonképpen hiányos, amely egyébként a városok, a nagyvárosok, a jól teljesítő nagyvárosok és a leszakadó, elszegényedő vidékek között lenne igazán észszerű. Ebben a mostani futamban viszont kiemelten meghatározó és új elemként jelenik meg – már a bizottsági javaslatban is – az okos falvak, illetve a smart technológiáknak a témaköre. Ezeket az eszközöket ez a jelentés tovább erősíti. Az okos falvak sikeres kivitelezése és a vidéki területek hatékony fejlesztése érdekében az kell, hogy a rendelkezésre álló források össze legyenek kötve. Egy integrált, több alapról finanszírozott és beruházásösztönző megközelítés szükséges, olyan második pillérre van szükségünk tehát a közös mezőgazdasági politika belüli, amely össze van kötve a többi vidéket is érintő alappal. Igenis különítsünk el más alapokból, például a regionális alapokból 5%-ot az okos falvak komplex fejlesztésére.

Marijana Petir (PPE). – Poštovani predsjedavajući, zajednička poljoprivredna politika najdugovječnija je i najuspješnija politika Europske unije. Želim da to bude i ubuduće. Stoga je moramo učiniti jednostavnijom i fleksibilnijom, ali ne na način da birokraciju spustimo s europske na nacionalnu razinu, već da poljoprivrednici osjete stvarno olakšanje i korist.

Proračun za poljoprivredu ne smije se smanjivati, a potpore treba usmjeriti na mala i srednja poljoprivredna gospodarstva koja su stvarni nositelji proizvodnje hrane i očuvanja ruralnog prostora.

Potrebno je dodatno mobilizirati financijska sredstva u okviru drugog stupa za mlade poljoprivrednike kako bi postigli generacijsku obnovu. Mladim poljoprivrednicima treba olakšati ulazak u posao otklanjanjem prepreka i uvođenjem specijaliziranih programa koji će starijim poljoprivrednicima ujedno omogućiti lakši odlazak u mirovinu.

Do sada niti jedna država članica nije uvela tematski potprogram za žene u ruralnim područjima te ih pozivam da to učine jer nam je cilj poboljšanje općeg položaja žena u ruralnim područjima i da njihov rad bude priznat i plaćen.

Intervenciones con arreglo al procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»)

Daniel Buda (PPE). – Domnul președinte, sectorul agricol are nevoie de o reformă care să țină seama de dificultățile anterioare întâmpinate de fermieri. În același timp, acesta trebuie să se adapteze noilor realități sociale și economice care să permită o viață mai bună pentru fermieri, dar și creșterea capacității acestora de a produce hrană ieftină și la prețuri accesibile pentru populație. În acest sens, dincolo de anvelopa financiară a PAC-ului, importantă și ea, apreciez că este mult mai importantă simplificarea.

Solicit Comisiei Europene să stabilească un set unic de reguli, valabil atât pentru fermierii din Vest, cât și pentru fermierii din Est, impunându-se totodată interzicerea pentru statele membre a posibilității de a veni cu reguli suplimentare pentru fermieri.

Salut menținerea plăților directe, dar, în același timp, atrag atenția asupra necesității de a sprijini în mod echitabil fermierii în funcție de nevoile fiecăruia. La fel de importantă este însă și echilibrarea plăților directe între statele membre ca urmare a faptului că suntem actori pe aceeași piață unică.

Ricardo Serrão Santos (S&D). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, Caros Colegas, com este relatório inicia-se um novo ciclo de debate e negociação sobre a PAC. Precisamos de uma política mais justa, que atenda a desafios como as alterações climáticas, mas precisamos sobretudo de uma política agrícola que persista na sua vertente comum e que atenda eficazmente às necessidades dos agricultores, porque não há agricultura nem mundo rural sem agricultores.

Os Estados-Membros devem continuar a dispor de uma margem de manobra no primeiro pilar da PAC para atribuir apoios ligados a setores com relevância particular em termos sociais, económicos e ambientais. É fundamental prosseguir com o ajustamento das dotações nacionais dos pagamentos diretos no sentido de maior convergência entre Estados-Membros.

Apelo à manutenção de um orçamento europeu robusto para a agricultura europeia, com ausência de cofinanciamento nacional no primeiro pilar da PAC. Por fim, defendo que seja tida em conta a situação particular das regiões ultraperiféricas no processo da reforma da PAC.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, κατ' αρχάς θα πρέπει να επισημάνουμε ότι η νέα ΚΠΠ πρέπει να επιστρέψει στην αρχή της κοινοτικής προτίμησης, όπως ήταν όταν ξεκίνησε, γεγονός που σημαίνει άμεση στήριξη στους ίδιους τους αγρότες της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Και όχι βέβαια να στηρίζεται στις περιφημες διεθνείς εμπορικές συμφωνίες οι οποίες διαλύουν τον αγροτικό κόσμο, ιδίως στον ευρωπαϊκό Νότο. Το δεύτερο θέμα είναι ότι δεν πρέπει να υπάρξουν μειώσεις στη νέα ΚΠΠ. Παρότι θα έχουμε το Brexit, παρότι θα έχουμε μείωση εσόδων, θα πρέπει να βρεθούν νέοι πόροι ούτως ώστε πραγματικά να μην μειωθεί καθόλου η χρηματοδότηση προς την Κοινή Γεωργική Πολιτική. Επόμενο θέμα είναι η στήριξη της γεωργίας των μικρών νήσων που πραγματικά έχουν ανάγκη, όπως επίσης και η ενίσχυση των μικρών εκμεταλλεύσεων, καθώς επίσης και η ενίσχυση των νέων αγροτών. Πρέπει να σταματήσουν οι καθυστερήσεις στις πληρωμές και να υπάρξει πρόβλεψη για χαμηλά εφόδια και χαμηλό αγροτικό πετρέλαιο.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL). – Mr President, thank you for your work Mr Dorfmann. I have to say I am worried when you look at what happened with a package that was designed at home in Ireland – GLAS. It was meant to be simple because it was designed at home and people would understand what they were at and we ended up with mayhem on it and it was anything but simple; but the biggest problem that we had with it is that when farmers then came to us and were told that they had to do x, y and z, when we brought them to the Commission, the Commission told them they could do nothing about it. They couldn't help them and they were sent back and forward and back and forward and the problem was never solved. So who will take ownership of it if there is an issue there?

There is good news definitely, the idea that farmers will not be paid for what they did decades ago – that's a good move. The idea that areas of natural constraint will get more funding – who could disagree with that? Unless of course you're on really good land. And the idea that farmers would get paid for public goods, which they are already delivering and not getting properly paid for, that's a good idea. A bit of a curate's egg.

Bronis Ropė (Verts/ALE). – Sveikinu pranešėją, kolegą H. Dorfmanną, parengusį iš tikrųjų neblogą pranešimą, bet gaila, kad nepavyko suderinti išmokų suvienodinimo nuo 2021 m. Dar 2003 m., Lietuvai stojant į Europos Sąjungą, Vadovų Taryba priėmė sprendimą iki 2013 m. suvienodinti išmokas Lietuvos žemdirbiams, tačiau iki šiol tai nepadaryta ir noriu informuoti, kad išmokos siekia tik 60 proc. Europos Sąjungos vidurkio. Noriu paklausti, kada Komisija įvykdys Vadovų Tarybos sprendimą suvienodinti išmokas visiems žemdirbiams, kad tiek ūkininkai, tiek valstybės narės būtų konkurencingi ir nesijaustų antrarūšiai?

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, το μέλλον της γεωργίας θα καθορίσει σε σημαντικό βαθμό και το μέλλον της παραγωγής των προϊόντων, τα οποία θα καλύψουν τις επισιτιστικές ανάγκες των γενεών του μέλλοντος. Γι' αυτό, πρέπει η Κοινή Γεωργική Πολιτική να είναι εύκαμπτη, ευέλικτη και να μπορέσει να αντιμετωπίσει τις προκλήσεις του μέλλοντος. Είναι αλήθεια ότι η γεωργική πολιτική πρέπει να είναι κοινή. Πρέπει, όμως, για να είναι επιτυχής και πραγματιστική, να λαμβάνει υπόψη και τις ιδιαιτερότητες κάθε κράτους μέλους. Άλλες είναι οι ανάγκες των κρατών της Βορείου Ευρώπης και άλλες εκείνων της Νοτίου Ευρώπης. Επιπλέον, πρέπει να ληφθεί υπόψη ότι οι ανάγκες δεν αντιμετωπίζονται μόνο με τις επιχορηγήσεις. Βεβαίως πρέπει να αντιμετωπιστούν οι ανάγκες των γεωργών και των μικρών επιχειρήσεων, που πρέπει να χρηματοδοτηθούν, όμως θα πρέπει να προστατεύονται τα συμφέροντα των γεωργών στην ευρεία τους έννοια. Κι αυτό θα γίνει όταν δεν εισάγουμε ανεξέλεγκτα προϊόντα από τρίτες χώρες ώστε να δημιουργούνται συνθήκες αθέμιτου ανταγωνισμού για τα γεωργικά προϊόντα της Ευρώπης.

Peter Jahr (PPE). – Herr Präsident! Vier kurze Bemerkungen – erstens: Agrarpolitik kann pünktlich liefern. Vielen Dank nochmal an den Berichterstatter, dass wir es geschafft haben, pünktlich heute im Plenum den Agrarbericht zu beraten. Zweitens: wir haben uns auf das neue sogenannte neue System „delivery“- System des Kommissars eingelassen – das ist die gute Nachricht. Herr Kommissar, Sie kennen meine Meinung. Ich bitte Sie nochmal, es geht hier nicht nur um die Beziehungen zwischen Kommission und Mitgliedstaaten. Wir müssen uns auch um die Beziehungen zu dem Landwirt kümmern, weil der Landwirt im Mittelpunkt unseres politischen Interesses steht. Und auch dort muss die Entbürokratisierung wirklich stattfinden.

Drittens: Agrarpolitik muss gerechter und erklärbarer werden, insbesondere auch für den Steuerzahler. Kappung, Degression, Mehrzahlung für die ersten Hektar – muss etwas getan werden. Aber ich bin der Meinung, die Bedingungen in den Mitgliedstaaten sind so unterschiedlich, dass wir in Brüssel quasi den Werkzeugkasten definieren müssen, und über die Anwendung muss dann in den Mitgliedstaaten entschieden werden.

Maria Gabriela Zoană (S&D). – Domnule președinte, domnule comisar Hogan, banii din bugetul Uniunii Europene destinați agriculturii au transformat Uniunea într-unul dintre cei mai mari producători de bunuri agroalimentare la nivel mondial, dovadă clară că trebuie să menținem același buget PAC și cei doi piloni.

Da, este nevoie de o finanțare orientată pentru fermele mici și mijlocii, dar și fermele mari au nevoie de o finanțare adecvată. Nu sunt de acord cu plafonarea și recomand ideea de a avea o plată redistributivă mai accentuată. Dacă majoritatea statelor membre vor vota pentru plafonare, atunci mă voi exprima ferm pentru o plafonare voluntară.

Pe partea de convergență externă trebuie să ajungem la o egalizare a plăților directe între fermierii europeni. Rațiunea care a fost avută în vedere la stabilirea cuantumului diferit al subvențiilor între fermierii europeni, respectiv costurile de producție diferite de la o țară la alta, nu mai este de actualitate. Petrolul, utilajele agricole, hrana muncitorilor, pesticidele folosite în agricultură, forța de muncă, toate acestea au acum un cost egal în toate statele membre ale Uniunii. Pentru ca fermierii europeni să aibă șanse egale pe o piață internă unică a Uniunii, trebuie ca fermierul român să aibă aceeași subvenție ca fermierul francez și nu jumătate, cum se întâmplă astăzi.

(Fin de las intervenciones con arreglo al procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye»))

Phil Hogan, *Member of the Commission*. – Mr President, Vice-President, first of all I want to reiterate my thanks to Mr Dorfmann and the shadow rapporteurs for the work that they've done. I have read the report and I think, based on your report, I can tell you that we have a lot of common ground in relation to the proposals that will emerge. Your contributions from several committees this evening, other than Agriculture, shows the wide level of interest that there is in the common agricultural policy right across this House. The CAP is, as I've said many times, an economic, environmental and social policy and the legislative proposals that we are bringing forward must reflect that. The proposals will also reflect the principles that we have identified in the communication last November.

I agree with Mr Kelly, when he expresses his pride in our farmers, and I think everybody agrees that the key role of farmers in providing high quality food in a sustainable manner is crucial from the point of view of the policy that we are trying to improve. And since we published our communication, there have been some concerns expressed about the rise of renationalisation and these have been repeated by a few Members this evening. I want to reassure you that I'm confident that you will see in the proposals that will be adopted that there is no intention whatsoever to renationalise the CAP.

Our proposals would provide for genuine subsidiarity in the implementation of the policy, while also containing sufficient safeguards to ensure that the common nature of the policy will be maintained and farmers will not be put at a competitive disadvantage as a result of our proposals. The internal market and its integrity are essential to our agricultural policy and essential to our farmers, and that will remain the case.

The budgetary situation has been mentioned by Mr Nicholson and others. It's a challenging one, based on the fact that we have 12 billion less from the fact that the United Kingdom is leaving. That is the present situation and I agree with Mr Nicholson, the end result of course nobody can predict at the moment, but we cannot predict as well whether we will have unanimity or not by the other Member States, the other 27, in relation to putting more money in various ways into the total EU budget.

So, it's a matter for the Council and the Parliament to negotiate. Madam Senra Rodríguez is right when she says that the CAP is about political decisions. I will be bringing shortly the Commission's responsibility in this regard and it will then be a matter for all of us to work together as co-legislators, particularly the Council and the Parliament, to take responsibility and we will be there to help in whatever way we can work closely with you to achieve a satisfactory outcome.

The issue of fairness and equity in payments is very important and it has been frequently raised, and one which we highlighted in the November communication, and we will be making proposals with regard to convergence. We will be making proposals in relation to capping and we will be making proposals in relation to small and medium-sized farmers. Also, we will be making proposals in relation to internal convergence.

Just to clarify issues for my friend Mr Eric Andrieu, but I don't know where you're getting your figures about 25% and 14%, you're talking to too many academics. But, anyway, the budget proposals that I have been involved in actually are generated on the same basis as the last occasion, which many people here were involved with. So, comparing like with like, I want to just reiterate that the proposal in the MFF for agriculture is less than 5% cut in direct payments and of course it is a cut in rural development, but the overall budget is less than 5% cut. So I don't know where you're getting these figures. But anyway, I'd be anxious to hear.

The average cut in direct payments as I mentioned earlier is closer to 3% than actually 14% that you have mentioned and, with envelopes increasing from a number of Member States, the figures in relation to rural development can improve. These figures represent in the same way as was agreed seven years ago, and they'll stand up to any scrutiny.

The reduced level of EU co-financing of the second pillar can be compensated by Member States or by more contributions from Member States into the budget.

I want to assure my friend Professor De Castro that he doesn't have to worry about respecting any proposals or rejecting any proposals on renationalisation because there won't be any. There is no intention to make any such proposals and I hope there'll be no amendments put down in that respect either for to do the opposite. This will be explicitly clear in the Commission's proposals that I will publish.

You don't need a straw man in order to push the haystack, we won't need to have to do that. Vice-President, the rapporteur's report is a welcome and constructive contribution to the debate about the modernisation and simplification of the CAP and I look forward to presenting the Commission's proposals to the Parliament's Agriculture Committee, and when you do, and I am confident that you will see significant similarities, as I said already. Can I say to my friend Mr Marias, who is no longer here with us, from Greece, who was against free trade agreements in relation to agriculture, and I have just approved some promotion money for feta cheese, which is a very important product in Greece and which I regularly am asked by Mr Marias and others in Greece about how we can do to promote feta cheese internationally. So should I withdraw the money that I've already approved for this promotion programme and actually eliminate any prospect of feta becoming internationally well-known and actually able to get a market share in our free trade agreements? I'm not so sure. I'm sure he didn't mean that.

In the meantime, thank you very much, ladies and gentlemen, for your support. Thank you Mr Dorfmann and your shadow rapporteurs for the great work that you have done, I think there are a lot of similarities that we have discussed on many occasions in COM AGRI and I don't think there'll be too many surprises when the proposals emerge from the Commission.

Herbert Dorfmann, Berichterstatter. – Herr Präsident, Herr Kommissar, Kolleginnen und Kollegen! Ich habe jetzt in dieser Debatte viele auch sehr übereinstimmende Wortmeldungen gehört, und ich möchte eigentlich überhaupt nicht mehr auf Inhaltliches eingehen. Die Gemeinsame Agrarpolitik ist einer der ältesten Politikbereiche, die wir in der Europäischen Union haben. Wir machen seit 1962 eine gemeinsame Politik für unsere Bäuerinnen und Bauern, und wir sollten diese Politik jetzt einfach behutsam und sinnvoll weiterentwickeln. Wir brauchen keine Revolution, sondern wir brauchen eine Weiterentwicklung dieser Politik, welche den neuen Gegebenheiten gerecht wird.

Und wir dürfen diese Weiterentwicklung nicht in Frage stellen – einerseits nicht durch eine Renationalisierung, die meiner Meinung nach nur einer Marktverzerrung in Europa Tür und Tor öffnen würde, und auch nicht durch eine Sparpolitik, die letztendlich diese Politik zugrunde spart. Herr Kommissar, Sie wissen genauso gut wie wir hier, dass man die Inflation selbstverständlich einberechnen sollte, dass man eigentlich allen Berufsgruppen eine Inflationsbereinigung ihres Einkommens auch zugesteht. Das sollte man auch den Bauern zugestehen. Und wenn man das einrechnet, dann ist die Einsparung leider etwas höher, als Sie sie hier angegeben haben. Aber auch darüber werden wir uns vor allem auch mit Ihrem Kollegen, dem Herrn Haushaltskommissar, noch deutlich aussprechen.

Ich möchte mich einfach abschließend nochmal ganz herzlich bedanken bei den Schattenberichterstattern, auch bei den Verantwortlichen der Stellungnahmen, die gemacht worden sind. Ich glaube, es liegt jetzt einfach an uns. Es ist wirklich gelungen, in diesem Bericht zu ganz wichtigen zentralen Punkten eine gemeinsame Position zu finden, und ich hoffe, dass diese gemeinsame Position auch die Abstimmung übermorgen hier im Parlament überstehen wird. Und dann, glaube ich, liegt es an uns. Uns würde es selbstverständlich freuen, mich würde es freuen, Herr Kommissar, wenn diese unsere Meinung in Ihren Vorschlag hineinkommen würde. Aber wenn nicht, dann sind wir hier Gesetzgeber und werden auch schauen müssen, dass unsere Meinungen und unsere Positionen zu verschiedenen Bereichen dann eingeführt werden und dass Ihre Vorschläge entsprechend dann vom Parlament bearbeitet werden.

Herzlichen Dank. Ich hoffe, dass wir weiterhin bei diesen Themen in den nächsten Monaten sehr effizient weiterarbeiten.

El presidente. – Se cierra el debate.

La votación tendrá lugar el miércoles.

Declaraciones por escrito (artículo 162 del Reglamento)

Krzysztof Hetman (PPE), *na piśmie*. – Debatę na temat przyszłości produkcji żywności i rolnictwa uważam za niezwykle ważną i potrzebną. Cieszę się, że w sprawozdaniu posła Dorfmana poruszono tak istotne kwestie jak konieczność zapewnienia odpowiednio wysokiego finansowania wspólnej polityki rolnej czy też sprawiedliwego podziału płatności bezpośrednich pomiędzy państwami członkowskimi.

Chciałbym jednak zwrócić uwagę na konkretne, poważne zagrożenie dla przyszłości rolnictwa, dokładniej hodowli trzody chlewnej, a mianowicie epidemię afrykańskiego pomoru świń, która od 4 lat coraz bardziej rozprzestrzenia się w krajach Europy Środkowej i Wschodniej, zagrażając również innym krajom Unii. Pragnę podkreślić, że bez zdecydowanych, solidarnych działań przyszłość hodowców trzody chlewnej w całej Unii Europejskiej będzie poważnie zagrożona, dlatego też apeluję do Komisji o zwrócenie szczególnej uwagi na ten problem.

Sandra Kalniete (PPE), *in writing*. – The strategic report represents the EP's position on the CAP's future ahead of the presentation by the Commission of legislative proposals, expected 1 June. The compromise of the last CAP reform was not satisfying yet with the new proposals, we have to go further now. It is important to ensure a level playing field and equal competition conditions for farmers across the EU single market. Hence, the Baltic States insist on convergence of the direct payments despite Brexit and the new EU priorities like defence and migration. The direct payments for the Baltic States' farmers are still among the lowest in the EU and remain considerably below the European average. This is not just and sustainable, given that we face almost the same costs and challenges across Europe. Let us change that! I support the EPP lead report which calls for the future CAP to retain funding at least at current levels and for fair distribution of direct payments between MS, is against renationalisation and for the maintenance of the Two-Pillar Structure; any new model for implementing the CAP must maintain a level-playing field within the SM, respect the different competences within MS and entail genuine simplification for farmers.

Carolina Punset (ALDE), *por escrito*. – Entre 2012 y 2016 la agricultura ecológica creció un 18,7 %. Las ventas minoristas en el mercado orgánico de la UE crecieron un 54 % entre 2010 y 2015 y el área total de agricultura ecológica en la UE aumentó en un 21 % durante el mismo período. A escala global, el sector ecológico sigue creciendo con fuerza, impulsado por un importante incremento en la demanda de los consumidores. Aunque la PAC destina a los agricultores orgánicos un pago «ecológico» y además pueden recibir apoyo para la conversión, el desafío al que se enfrenta el sector es asegurar un crecimiento constante de la oferta y la demanda. Con precios de los productos orgánicos más altos que los productos convencionales, el mercado lucha por satisfacer la demanda y la prima que los consumidores están dispuestos a pagar tiene el potencial de fomentar cierto fraude. La demanda creciente de los consumidores, la oportunidad de mercado para los productores y, sobre todo, la gran ventaja como mitigación de las emisiones de un sector que no prevé reducirlas, hacen que la ecologización de la PAC no sea suficiente, por lo que incluso se deberían establecer objetivos de producción agraria ecológica, como en otros sectores de la economía.

Laurențiu Rebegea (ECR), *în scris*. – Consider că politica agricolă comună trebuie modernizată și, mai mult decât atât, trebuie simplificată. Susțin propunerea Comisiei de a pune în funcțiune un program de elaborare, aplicare și control al unei abordări bazate pe rezultate astfel încât să fie susținută performanța. Acest program trebuie aplicat în așa fel încât să ducă la simplificare în adevăratul sens al cuvântului și să nu adauge noi sarcini administrative pentru fermieri.

Modernizarea politicii agricole comune trebuie să aibă în vedere reînnoirea generațiilor de fermieri și oferirea de stimulente pentru tinerii fermieri, care să îi determine să pătrundă în sectorul agricol, dar și să rămână în acest domeniu. În același sens, trebuie creată o ambianță favorabilă dezvoltării fermierilor prin susținerea financiară a înființării organizațiilor de producători, eliminării practicilor neloiale și adaptarea arhitecturii de mediu la nevoile locale.

Daciana Octavia Sârbu (S&D), *în scris*. – Suntem din nou în punctul în care trebuie să reformăm politica agricolă comună. Eu îmi doresc ca noua PAC să poată să răspundă mai bine provocărilor actuale. Îmi doresc să nu mai existe diferențe de plăți între statele membre sau între regiuni. Îmi doresc ca fermierii să poată avea un venit decent și acces mai bun la piață. Îmi doresc ca tinerii care vor să rămână în mediul rural sau să se stabilească acolo, să se poată bucura de un sprijin mai consistent. Îmi doresc ca întreprinderile agricole și fermele care beneficiază de subvenții să fie conștrânse să respecte mediul înconjurător și să producă într-un mod sustenabil. Îmi doresc ca sectoarele cu probleme să aibă posibilitatea să primească sprijin cuplat, iar piețele locale și lanțurile scurte de aprovizionare să fie încurajate.

Agricultura nu este doar un sector economic, este un sector vital pentru umanitate, care ne furnizează hrană de calitate și gestionează resurse limitate precum apa sau solul. De aceea, eu sper ca acest sector să se bucure de finanțare adecvată. Sper ca în viitoarele negocieri ale cadrului financiar multianual să reușim să menținem un buget semnificativ pentru PAC.

PRESIDENZA DELL'ON. FABIO MASSIMO CASTALDO

Vicepresidente

26. Umsetzung der GAP-Instrumente für Junglandwirte in der EU nach der Reform im Jahr 2013 (Aussprache)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la relazione di Nicola Caputo, a nome della commissione per l'agricoltura e lo sviluppo rurale, sull'attuazione degli strumenti della PAC a favore dei giovani agricoltori nell'UE dopo la riforma del 2013 (2017/2088(INI)) (A8-0157/2018).

Nicola Caputo, Relatore. – Signor Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, nell'Unione europea solo il 6 % del totale di quanti dirigono aziende agricole ha meno di 35 anni, mentre oltre il 50 % ha più di 55 anni. Il rinnovo generazionale nel settore agricolo ha quindi bisogno di misure politiche incisive nella nuova PAC per favorire il ricambio generazionale.

Nel testo approvato a larga maggioranza in commissione AGRI sono state formulate varie raccomandazioni politiche volte a migliorare il regime di sostegno esistente e ad assistere i giovani agricoltori nell'accesso all'attività agricola. L'accesso alla terra, come è noto, è il principale ostacolo che impedisce ai nuovi imprenditori agricoli di avviare attività nel settore dell'agricoltura in Europa. L'accesso alla terra è limitato dalla scarsa disponibilità di terreni e ovviamente anche dalla concorrenza da parte di altri agricoltori e investitori.

Il problema dell'accesso alla terra si è acuito essenzialmente come conseguenza dell'attuale struttura dei pagamenti diretti, che spesso determina aumenti dei canoni di affitto dei terreni e dei prezzi di acquisto. Troppi agricoltori proprietari o affittuari tendono a restare in attività il più a lungo possibile per poter continuare a beneficiare delle sovvenzioni, ricorrendo a prestatori di servizi per coltivare i terreni o lavorando al minimo i terreni coltivati di cui dispongono.

Vanno, a mio avviso, aumentati i livelli di attività necessari per assegnare i pagamenti destinati a sostenere il conseguimento di determinati target, così come penso sia necessario applicare un divieto di cumulo non pertinente delle sovvenzioni con la fruizione di indennità di pensioni.

Gli Stati membri devono implementare nuove misure atte a concedere ai nuovi imprenditori agricoli e ai giovani agricoltori l'accesso prioritario ai terreni agricoli, avvalendosi appieno di tutti gli strumenti normativi e prendendo spunto anche dalle *best practice* già attuate con successo in alcuni Stati membri. Si potrebbero per esempio prevedere strumenti come le banche rurali, che potrebbero facilitare ulteriormente l'accesso ai terreni, ma anche fornire un quadro completo della disponibilità dei terreni per i giovani agricoltori. Va facilitato il ricambio generazionale con normative, per esempio in materia di successione e fiscalità, norme sull'accesso ai terreni, alla pianificazione territoriale e alle strategie di successione aziendale.

L'attuale PAC non prevede incentivi per favorire il trasferimento delle aziende agricole dagli agricoltori più anziani alle generazioni più giovani. È una lacuna che va colmata, e va colmata presto, se vogliamo davvero incentivare i giovani. Lo possiamo fare introducendo, per esempio, misure che possano effettivamente motivare gli anziani a trasferire la proprietà dei terreni, quali ad esempio quelle sul regime di prepensionamento o sugli altri tipi di incentivi al pensionamento.

Relativamente al bilancio, è fondamentale continuare a fornire un sostegno al programma per i giovani agricoltori, aumentando però il livello massimo di finanziamento nazionale oltre il 2 % per i pagamenti obbligatori del primo pilastro, e incrementando la percentuale di sostegno del secondo pilastro per incoraggiare il rinnovo generazionale.

Raccomandiamo un miglioramento delle misure volte a facilitare l'accesso ai finanziamenti con tassi di interessi agevolati sui prestiti a favore dei nuovi imprenditori agricoli, anche da parte di operatori finanziari privati, implementando gli strumenti finanziari per erogare prestiti a tasso zero per gli investimenti dei giovani agricoltori. Serve una migliore cooperazione anche con la BEI e con il Fondo europeo per gli investimenti, al fine di promuovere la creazione di strumenti finanziari ad hoc dedicati ai giovani agricoltori in tutti gli Stati membri.

Un importante punto riguarda la semplificazione: la gestione complessiva dei pagamenti diretti e delle misure del programma di sviluppo rurale è considerata infatti estremamente complessa e difficile, in particolare per i nuovi imprenditori agricoli che non hanno particolare familiarità con il sistema di pagamento, e che quindi necessitano di una forte semplificazione delle procedure e della riduzione dei tempi relativi alle istruttorie di pagamento.

Sulla formazione, la Commissione e gli Stati membri dovrebbero essere in grado di offrire maggiori opportunità di formazione e di consulenza ai giovani agricoltori, sia quelli potenziali che quelli confermati, includendo la competenza per l'avvio di attività d'impresa in agricoltura e le competenze agricole e tecnologiche relative alle nuove tecnologie e imprenditoriali, quali marketing, networking, comunicazione, innovazione, multifunzionalità e diversificazione e competenze finanziarie.

L'innovazione, infine, è uno degli strumenti che maggiormente può contribuire a migliorare il ricambio generazionale. I giovani agricoltori rappresentano un grande potenziale di innovazione e di diversificazione, considerato che tendono ad avere maggiori competenze e capacità manageriali e ad essere più propensi ad accedere ai nuovi mercati, sviluppare nuovi metodi di produzione e utilizzare al meglio gli sviluppi e le innovazioni tecnologiche nel settore agricolo, in grado di consentire loro di rispondere alle sfide ambientali dell'agricoltura.

È necessario dunque prestare un sostegno deciso ai giovani che desiderano introdurre tecniche e processi di produzione innovativi, quali i sistemi dell'agricoltura di precisione e di conservazione, che sono destinati a migliorare la redditività e la sostenibilità ambientale del settore agricolo. Solo mettendo in campo queste azioni si potranno offrire ai giovani agricoltori prospettive a lungo termine in grado di impedire l'esodo rurale.

Un deciso sostegno ai giovani agricoltori è condizione *sine qua non* per assicurare il futuro delle zone rurali e va dunque individuata come priorità assoluta nel quadro della nuova PAC per il periodo successivo al 2020.

Phil Hogan, Member of the Commission. – Mr President, I would like to thank Nicola Caputo and the shadows for this report. It comes at a very important time for European agriculture, not least for our young farmers. As you are aware, the Commission will adopt and publish its legislative proposals for the future of the CAP shortly, and I am very confident that you will see clear consistency between the recommendations that you have made, and the proposal that the Commission intends to bring forward in respect of young farmers.

As Mr Caputo has pointed out, only 6% of European farmers are younger than 35 years, compared to 56% who are older than 55 years. Therefore, with an ageing agricultural community, generational renewal is increasingly important, and it needs to be accompanied by adapted policies. Currently, measures in Pillars one and two provide support to young farmers, notably the young farmer payment under Pillar one, which was introduced to provide an enhanced income support to newly-established young farmers during the initial setting-up period.

In 2016, more than 300 000 newly set-up young farmers in the EU benefitted from this additional payment, which amounted to support of about EUR 360 million. The rural development policy also makes fundamental contributions to creating the best possible environment for young farmers. According to the targets that have been brought to the attention of the Commission by Member States and the rural development programmes, specific support for 176 000 young farmers will help a new generation of farmers to develop their businesses.

So the Commission shares the views of the European Parliament that support for young farmers should continue and be improved. This is a position that I have consistently articulated over the last few years. This is why attracting new farmers and facilitating generational renewal will be an important objective of the CAP post 2020.

Young farmers will benefit from a wide range of instruments, which will include a combination of mandatory and voluntary aspects. But the Commission will not be able to do this alone, and Member States will be requested to establish a generational renewal strategy and address key issues that your report has clearly highlighted, particularly those for which the Member States and not the European Union has competence. It will be important to describe how national instruments – for example taxation, inheritance law, regulation of land markets, territorial planning – can complement EU-supported interventions, and Member States will not get approval for their plans unless they are able to have a very important package for generational renewal, which is a good example of where we will have a common agricultural policy supported and approved at EU level.

In relation to access to land and land transfer, the Commission shares the rapporteur's view that this is a major barrier to young farmers setting up. This is why we have proposed to support forms of cooperation that could encompass farm partnerships between generations of farmers; farm succession or transition-planning services; brokerage for land acquisition; innovative national or regional organisations engaged in promoting and facilitating matching services between younger and older farmers. These are some examples that we can utilise more fully.

On top of this, young farmers will benefit from investment support and knowledge transfer and training interventions, which are important to ensure the long-term sustainability of our farms. Member States will be allowed to establish financial instruments supporting working capital. This instrument can be of primary importance for young farmers and new entrants, who face more difficulties given the high investments and low returns of a start-up phase.

The Commission continues to engage with the European Investment Bank, especially through our fi-compass platform, to learn from experiences and best practices on specific schemes for young farmers and new entrants. As part of the CAP planning process, the Commission will fully engage in accompanying Member State authorities to develop sound schemes for generational renewal, depending on the specific needs, focusing on innovative approaches, best practices and knowledge-sharing.

So the Members of the House, particularly those who are members of the Committee on Agriculture and Rural Development (AGRI), who have taken a very keen interest in, and constructive approach to, the needs of young farmers, can be assured that the Commission shares this view and will be bringing forward proposals accordingly. It is essential that we have more young people involved in farming in order to develop an efficient, competitive European agriculture and food production sector in the future. This report from Mr Caputo, together with the report that we have just discussed by Mr Dorfmann, are important contributions to the Commission's policy development, and as I said at the outset, I hope that they will recognise many of the proposals and recommendations that can be seen in the Commission's forthcoming proposals.

Nuno Melo, *em nome do Grupo PPE*. – Senhor Presidente, este relatório é importante e oportuno; temos que considerar que ao nível da Europa há um agricultor com menos de 35 anos por cada nove com idade superior a 55 anos. Em alguns Estados como Portugal, Espanha, Itália, Reino Unido ou Bulgária, a proporção de jovens agricultores é muito baixa, só um agricultor por cada vinte com mais de 55 anos.

O que está em causa é obviamente a manutenção da nossa autossuficiência alimentar e os problemas residem fundamentalmente na instalação de agricultores, no acesso à terra, na transmissão de explorações dos mais antigos para os mais novos e no acesso ao crédito.

Nós, enfim, enquanto alterações que apresentamos, há várias sugestões que nos fazem sentido, como a criação de um programa à semelhança do Erasmus associado à formação profissional para melhorar as competências e a troca de experiências entre jovens agricultores, o apoio aos jovens que pretendem técnicas e processos de produção inovadores.

Enfim, ninguém questiona o carácter estratégico da agricultura, mas há um abandono das terras que é grave e é preciso dar aos jovens das zonas rurais as mesmas condições que são dadas aos jovens nas zonas urbanas. E pergunto, até terminando, se é compreensível que, por exemplo, no meu país, os agricultores recebam hoje em dia menos dinheiro pela venda dos seus produtos do que em 1986, data da adesão de Portugal à União Europeia. Certamente, quando é assim, a agricultura não é atrativa.

Eric Andrieu, *au nom du groupe S&D*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, je remercie tout d'abord Nicola Caputo pour ce très bon rapport. La population agricole européenne ne se renouvelle pas. C'est le constat qui est fait et il n'est pas nouveau, malheureusement.

Depuis plus de 50 ans, le développement agricole, appuyé par la PAC, a favorisé la concentration et l'agrandissement des exploitations et a conduit à une forte capitalisation qui a rendu certaines exploitations difficilement transmissibles. Or, la question du renouvellement des générations – on le voit aujourd'hui – est un problème crucial pour notre sécurité alimentaire et il l'est également si l'on veut maintenir des territoires vivants.

Face à ce défi majeur, nous devons mettre en place une politique volontariste, qui combine des instruments européens avec des dispositifs nationaux, afin de garantir un meilleur accès aux terres, au financement et à la formation. L'entrée de jeunes dans l'agriculture est un élément de dynamisme et d'innovation essentiel si nous voulons favoriser une mutation de nos modèles agricoles. Il faut le dire avec force, comme le fait Nicola Caputo.

Le renouvellement des générations est non seulement souhaitable, non seulement possible, mais il est essentiel, Monsieur le Commissaire. Merci d'en tenir compte dans votre proposition législative.

Jan Huitema, *namens de ALDE-Fractie*. – Voorzitter, beste commissaris, de gemiddelde leeftijd in de agrarische sector is hoog, bovengemiddeld hoog, en slechts 6 % van de mensen die werken in de agrarische sector is jonger dan 35 jaar.

Het is echter niet een doel op zich om de gemiddelde leeftijd naar beneden te halen. Ik maak me zorgen of de agrarische sector nog wel aantrekkelijk blijft voor mensen om in te gaan werken. Dat gaan we niet oplossen door jonge boeren meer directe inkomenssteun te geven, directe inkomenssteun die betaald wordt door de directe inkomenssteun van de overige boeren te korten. Is dat eerlijk? Ook oudere boeren zetten zich elke dag nog hard in om voldoende en goed voedsel te produceren.

Nee, dat kan alleen door de sector competitiever te maken, innovatiever te maken en ervoor te zorgen dat de sector met oplossingen komt voor klimaat- en milieuproblemen. Dat kan naar mijns inziens op twee manieren: door technische oplossingen – zoals big data, zonnepanelen, precisielandbouw – en ecologische innovaties – zoals bijvoorbeeld het gezonder maken van de bodem, veredeling, en het inzetten van insecten om plaaginsecten te bestrijden.

Maria Heubuch, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident! Es ist wirklich sehr wichtig und notwendig, heute über Junglandwirteförderung zu diskutieren, denn es gibt da drei große Probleme in der bestehenden Förderung. Das erste – Herr Kommissar, Herr Caputo, Sie haben es beide genannt – ist der Zugang zu Land. Das ist die größte Hürde für Neueinsteiger. Und die bestehende Junglandwirteförderung geht dieses Problem überhaupt nicht an. Hier brauchen wir wirklich eine ganz entschlossene Strategie der Europäischen Union.

Zweiter Punkt: öffentliches Geld für öffentliche Güter. Dieses Prinzip wird von der Junglandwirteförderung komplett ignoriert. Es werden nicht jene Höfe gefördert, die am meisten zu Umwelt, zu Tierschutz, zu Landschaftsschutz beitragen, sondern alle ohne Differenzierung.

Und das Dritte: Wir wollen Landwirtschaft zu einem Zukunftsort machen. Dafür braucht es faire Einkommen für bäuerliche Arbeit. Gerade Neueinsteiger sind oft Vorreiter beim biologischen Landbau, bei der Direktvermarktung, bei gemeinsamen Finanzierungsmodellen, bei handwerklicher Lebensmittelherstellung. Und diese innovativen Projekte sollten wir ganz gezielt fördern, damit sie wirtschaftlich auch besonders tragfähig sind. Das spiegelt sich im bestehenden Bericht viel zu wenig wider.

Luke Ming Flanagan, *on behalf of the GUE/NGL Group*. – Mr President, if it was any other profession, we wouldn't really be asking this question. If we were talking about a carpenter that went off to work every day and they come back with less money than they left in the morning with, you wouldn't be asking why they were leaving the profession. Likewise with a hairdresser, if they couldn't make money off it, you wouldn't be asking why they were leaving the profession – you'd know why. Likewise with an electrician, if they couldn't make a profit doing it, you wouldn't be able to get anyone to do it. But you wouldn't say the problem with the carpenter was access to wood, the problem for the hairdresser was access to scissors, or the problem for an electrician was access to copper. The problem is there's no money in it and they're not making any money out of it, and why would any young person go into a profession where they can't make a living? So how do we help them make a living? We help them make a living by paying them for their produce, by a fair distribution of the CAP and by paying them for public goods. Then you'll solve the mystery. Would any of you do a job that you didn't get anything for? No, you wouldn't. The problem is profitability.

John Stuart Agnew, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, I'd just like to remind Mr Flanagan, who has just spoken, that farming isn't a profession, it's a trade.

There are three barriers to preventing young entrants to agriculture. The first is access to land. In the UK, local councils owned small farms and rented them out to young entrants as a first step on the ladder. The problem was that there were so few opportunities for the next step that young tenants became old tenants and the system just froze. The second is bed blocking by the older generation. Public money might be used to allow such individuals to retire with dignity and let the younger generation take the reins with new ideas. The third is access to capital by young tenant farmers. This could be facilitated by government loan guarantees. The guarantee would have to reduce in time, as the tenants should be able to demonstrate a profitable enterprise to interest commercial lenders on its own merits.

The initiative by the Commission to give marginally more area aid to young farmers is fraught with bureaucratic problems and open to abuse. It won't resolve bed blocking, it won't increase access to serious capital, and on tenanted holdings, it will just roll out to the landowner.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, στο όνομα της ηλικιακής ανανέωσης και της στήριξης των νέων αγροτών, επιταχύνεται το ξεκλήρισμά τους και η συγκέντρωση της γης σε λίγα χέρια. Χαριστική βολή θα είναι η πρόταση απαγόρευσης στους αγρότες να παίρνουν ταυτόχρονα με την πενιχρή σύνταξή τους και επιδότηση. Προκλητικά πλέον προσφέρονται ευκαιρίες, λέτε, για την ενεργοποίηση ασφάλισης σε περίπτωση παγετού, ξηρασίας και πλημμύρας. Δηλαδή είναι ευκαιρία η αποζημίωση και όχι υποχρέωση του κράτους και δικαίωμα του πληγέντα μικρού και μεσαίου αγρότη. Νέο χτύπημα αποτελεί και η πρόταση ένα μέρος των επιδοτήσεων να μετατρέπεται σε σεμινάρια επιχειρηματικότητας, τα οποία θα είναι μάλιστα όρος και προϋπόθεση για την όποια επιδότηση που θα καταβάλλεται πλέον μόνο αν συνοδεύεται από αντίστοιχο επιχειρηματικό σχέδιο. Η κατεύθυνση της ΚΓΠ είναι σαφής: ευελιξία ανάλογα με τις ορέξεις της αγοράς, ομάδες παραγωγών και συγκέντρωση της παραγωγής σε λίγους. Μόνη διέξοδος για τους μικρομεσαίους αγρότες η αγωνιστική δράση ενάντια στην ΚΓΠ, την κυβέρνηση και την Ευρωπαϊκή Ένωση με κοινωνική συμμαχία ενάντια στην πολιτική που τους καταστρέφει με αιτήματα με βάση τις πραγματικές τους ανάγκες.

Albert Deß (PPE). – Herr Präsident! Ohne Junglandwirte keine Zukunft der Landwirtschaft in Europa. Ohne Junglandwirte keine Zukunft des ländlichen Raums in Europa. Ohne Junglandwirte keine Ernährungssicherung für eine halbe Milliarde Menschen in Europa. Deshalb sind wir gut beraten, Programme aufzulegen, sowohl finanzieller Art als auch gesellschaftlicher Art, damit Junglandwirte wieder bereit sind, hier tätig zu werden.

Ich stelle fest, dass die Situation in Europa sehr unterschiedlich ist. In einigen Mitgliedstaaten gibt es mehr Junglandwirte, in anderen weniger. Deshalb, Herr Kommissar, haben wir im Omnibusverfahren schon den Spielraum für die Mitgliedstaaten erweitert. Ich bin aber auch skeptisch, ob die Förderung, die wir bisher gewährt haben, nämlich einen Zuschlag pro Hektar zu geben, gerechtfertigt ist. Die Unterschiede zwischen den Betrieben sind zu groß. Ich nenne zwei Beispiele: Ein Junglandwirt kann von seinen Eltern einen Betrieb übernehmen, in dem alle Investitionen getätigt sind, und ein anderer Junglandwirt, dessen Vater vielleicht vorzeitig verstorben ist und dessen Mutter den Betrieb über Wasser gehalten hat, der muss riesige Investitionen tätigen, damit er weitermachen kann. Das heißt, wir müssen mehr auf die Investitionen abstellen und nicht unbedingt eine pauschale Förderung geben, damit junge Landwirte bereit sind, hier wieder Betriebe zu übernehmen.

Procedura «catch-the-eye»

Sofia Ribeiro (PPE). – Senhor Presidente, a renovação geracional e de conhecimentos é fundamental para a agricultura, pois assim conseguimos trazer gente nova, novas práticas, novas tecnologias e melhores formas de produzirmos produtos agrícolas com menos custos, menos riscos para o ambiente, para a saúde humana e de forma sustentável.

No entanto, esta renovação não significa tirar a uns para pôr a outros, mas sim para integrar os novos conhecimentos nas práticas seculares dos nossos agricultores mais experientes que têm contribuído, e muito, para o bem público que é a agricultura.

Não podemos também esquecer que, em muitos casos, os jovens já colaboram nas explorações familiares mas que, infelizmente, raramente conseguem ter a sua própria exploração devido às verbas envolvidas para a instalação dos novos agricultores. Por isso, considero que os jovens agricultores deveriam ter uma majoração nos apoios sempre que assumam a responsabilidade de explorações familiares, de modo a continuar esta atividade, até porque, como sabemos, os jovens têm maiores dificuldades de acesso ao capital.

Assim, é fundamental que a União Europeia permita uma retirada digna do setor dos mais experientes com apoios claros, abrindo desta forma espaço para os mais jovens.

Ricardo Serrão Santos (S&D). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, a agricultura na Europa, como qualquer outra atividade económica, carece, e foi dito aqui, de jovens que proporcionem a renovação geracional necessária à continuidade do setor com maior dinamismo e abertura a soluções inovadoras.

Para além das tendências socioeconómicas que podem justificar o envelhecimento dos campos na Europa, o acesso à terra, a vocação vocacional, o acesso a seguros e ao crédito condicionam a instalação de jovens na agricultura. É fundamental conceder aos Estados-Membros instrumentos adequados no âmbito da PAC para promover o rejuvenescimento do setor agrícola através de medidas específicas no âmbito do primeiro e segundo pilar.

É importante também, e isto é preciso realçar, que as políticas nacionais possam confortar estes mecanismos com políticas facilitadoras de acesso ao crédito, arrendamento, herança de terras e bonificações fiscais com o objetivo de atrair os jovens e requalificar o tecido rural.

Νότης Μαριιάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η λήψη μέτρων ενίσχυσης των νέων αγροτών αποτελεί μια κοινωνική αναγκαιότητα για όλους τους νέους αγρότες στην Ευρωπαϊκή Ένωση, πολύ δε περισσότερο στην Ελλάδα, η οποία έχει χτυπηθεί από την σκληρή λιτότητα, τη βίαιη δημοσιονομική προσαρμογή που έχουν επιβάλει η τρόικα και οι δανειστές. Αυτό σημαίνει ότι πρέπει να ληφθούν συγκεκριμένα μέτρα για την ενίσχυση των νέων αγροτών, ιδίως μάλιστα των νέων αγροτών που βρίσκονται σε περιοχές ιδιαίτερα απομακρυσμένες, και μιλώ κυρίως για τα νησιά του Αιγαίου. Επιπλέον πρέπει να υπάρξουν εργαλεία χρηματοδότησης και, ταυτόχρονα, μείωση του κόστους των εφοδίων, μείωση του κόστους του αγροτικού πετρελαίου, και να σταματήσουν επιτέλους οι κατασχέσεις των αγροτικών επιδοτήσεων. Κύριε Hogan, πρέπει να σταματήσουν στην Ελλάδα οι κατασχέσεις των ενισχύσεων για τους νέους αγρότες. Έχω καταγγείλει το θέμα αυτό επανειλημμένα. Η Ευρωπαϊκή Ένωση οφείλει για το θέμα αυτό να λάβει μέτρα.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, για να μπορέσει να έχει επιτυχία η Κοινή Γεωργική Πολιτική και να αυξηθεί η πρωτογενής παραγωγή, θα πρέπει να αντιμετωπιστούν τα προβλήματα της προσβάσεως των νέων αγροτών στην αγροτική απασχόληση. Είναι αλήθεια ότι έχουν περιοριστεί σημαντικά οι διατιθέμενες γαίες. Επίσης, είναι δύσκολο – διότι δεν υπάρχουν τα αντίστοιχα κίνητρα – να αποσυρθούν από τη γεωργική δραστηριότητα οι παλιές γενεές και να μεταβιβάσουν την απασχόληση στις νεότερες. Επίσης, θα πρέπει οι παροχές που δίνονται στους νέους αγρότες να έχουν κοινωνικό χαρακτήρα και να μην είναι απλά μια οικονομική ενίσχυση και επιδότηση. Με μεγάλη προσοχή θα πρέπει να αντιμετωπιστεί και το πρόβλημα που αντιμετωπίζουν οι αγρότες, και οι νέοι βεβαίως αγρότες, στην Ελλάδα, η οποία έχει καταστραφεί οικονομικά από την εφαρμογή των μέτρων των μνημονίων. Άρα, λοιπόν, είναι υποχρέωση της Ευρωπαϊκής Ενώσεως να προστατεύσει κυρίως την ελληνική αγροτική παραγωγή και τη δυνατότητα των νέων Ελλήνων αγροτών να ασχοληθούν με τις αγροτικές δραστηριότητες.

Czesław Adam Siekierski (PPE). – Panie Przewodniczący! Wprowadzenie nowej reformy WPR oraz nowoczesnego podejścia do jej wdrażania należy powierzyć w pierwszej kolejności młodym rolnikom. Oni mają lepsze kompetencje, większe umiejętności w zarządzaniu, dużą otwartość w podejściu do innowacji. Poseł sprawozdawca i komisarz mówili o barierach, jakie muszą pokonać młodzi rolnicy, szczególnie dotyczy to wielu rozwiązań krajowych związanych z liczeniem, opodatkowaniem i pozyskiwaniem ziemi. Wymagają one dobrych rozwiązań, bardziej otwartych dla rolników.

W przeszłości wiele mówiliśmy o instrumentach finansowych, ich roli w realizacji WPR. Mam nadzieję, że znajdą się one w propozycjach legislacyjnych Komisji Europejskiej i w krajowych planach strategicznych. Sądzę, że podejmą je młodzi rolnicy. Gwarancje, poręczenia ułatwiają dostęp do kapitału. Także rozwiązania związane z innowacyjnością, wprowadzaniem nowoczesnych technologii bardziej należy oprzeć na młodych rolnikach, aby wykorzystali to jako swoje szanse rozwojowe. Oni są przecież bardziej otwarci na wiedzę i inteligentny rozwój. Wreszcie młodzi rolnicy potrzebują rozwoju wsi jako miejsca ich życia.

Maria Gabriela Zoană (S&D). – Domnule președinte, domnule comisar, fermierii cu vârsta de peste 65 de ani reprezintă 31% din populația activă în agricultura europeană, în timp ce tinerii sub 35 de ani reprezintă doar șase procente. Agricultura viitorului nu poate fi sustenabilă și performantă fără ca tinerii fermieri să aibă susținere financiară și acces la mecanisme tehnologice de ultimă generație. Depopularea zonelor rurale este o realitate a cărei soluție o reprezintă măsurile concrete pentru tinerii fermieri. Pentru atragerea și menținerea fermierilor în zonele rurale, avem mare nevoie de pilonul doi, de investiții în infrastructura agricolă.

Accesul la terenuri constituie, într-adevăr, cel mai mare obstacol în calea fermierilor tineri din Europa. În acest context, găsesc foarte bun, pentru fermieri, raportul pe care-l vom vota mâine în plen, însă solicit excluderea părții finale a articolului 2.2 din raport privind restricționarea posibilității fermierilor de a beneficia, în paralel, și de pensie acordată de stat și de subvențiile agricole, în contextul în care pensia din țările din estul Europei este mult mai mică decât în alte state membre ale Uniunii Europene.

Othmar Karas (PPE). – Herr Präsident, Herr Kommissar, meine Damen und Herren! Ich bin alarmiert und besorgt, dass nur sechs Prozent aller Landwirte unter 35 Jahre alt sind. Ich bin alarmiert und besorgt, dass Junglandwirte in der EU um ein Drittel zurückgegangen sind – von 3,3 Millionen auf 2,3 Millionen. Dass die Gesamtbetriebszahl um 3,8 Millionen zurückgegangen ist, während die durchschnittliche Betriebsgröße um 36 % zugenommen hat. Für mich gehören die beiden Berichte, die wir heute diskutieren, zusammen, und wir werden Ihre Antwort durch diein den am Freitag vorzustellenden Legislativvorschlägen nach diesen beiden Berichten beurteilen, nicht umgekehrt.

Es geht bei beiden Berichten nicht um Nettozahler oder Nettoempfänger. Nutznießer einer wettbewerbsfähigen, nachhaltigen, gerechten und flächendeckenden bäuerlichen Landwirtschaft, des sozialen Zusammenhalts im ländlichen Raum, hoher Lebensmittelstandards, einer lebenswerten Kultur- und Naturlandschaft, einer jungen Generation, die mit Zuversicht gerne einen landwirtschaftlichen Betrieb betreibt, sind alle Bürgerinnen und Bürger. Daher sollten wir tun, was zu tun ist, und die Landwirtschaft nicht die Brexit-Suppe auslöffeln lassen.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D). – Señor presidente, señor comisario, señor Caputo, creo que es un buen informe, pero, en mi opinión, el problema fundamental de la falta de interés de los jóvenes por incorporarse a la actividad agraria es el precio que perciben por los productos. Y, por lo tanto, la cuestión es tener una renta digna.

Yo creo —y ya lo ha mencionado algún colega— que no es una profesión atractiva para los jóvenes actualmente y, por eso, tenemos este problema principal, porque no obtienen una renta digna. Y debemos contribuir a ello.

También me gustaría destacar que, a veces, hacemos mención a que la Comisión haga políticas para el acceso de los jóvenes agricultores. Pero no solo la Comisión: los Estados miembros con sus competencias pueden hacer mucho también; tienen competencias para permitir el acceso a esos jóvenes.

Y el problema del uso de la tierra —es verdad—. ¿Cómo es posible que obtengamos un bajo precio por los productos agrarios y, sin embargo, el valor de la tierra sea exponencialmente muy alto? ¿Qué es lo que está pasando? ¿Una gran burbuja? No sé; algo debe de estar sucediendo.

Marijana Petir (PPE). – Gospodine predsjedavajući, gospodine povjereniče, mladi ljudi diljem Europe napuštaju ruralne sredine čime se dovodi u pitanje proizvodnja hrane i opstojnost ruralnog prostora. Potrebno je ruralne sredine učiniti poželjnim mjestom za život, a poljoprivredu atraktivnim zanimanjem ukoliko doista želimo da se dogodi generacijska obnova koja je temelj budućnosti europske poljoprivrede.

Potrebna je i bolja potpora od one koju danas imaju mladi poljoprivrednici kroz dodatnu mobilizaciju finansijskih instrumenata u drugom stupu. Nemogućnost pristupa poljoprivrednom zemljištu, kasni prijenos vlasništva nad poljoprivrednim gospodarstvom, nedostupnost kredita po povoljnoj kamati i nepoštена трговачка пракса препреке су у пословању младих полјопривредника које морају бити хитно отклонјене.

Svi mladi poljoprivrednici trebali bi imati istu startnu poziciju bez obzira iz koje države članice dolaze, stoga im treba omogućiti pristup finansijskim instrumentima i kreditima pod istim uvjetima i kamatnim stopama. Uvođenjem odgovarajućih programa koji će potaknuti raniji prijenos vlasništva nad poljoprivrednim gospodarstvima može se pomoći mladima da ranije uđu u posao, a starima da imaju dostojanstvenu starost.

(Fine della procedura «catch-the-eye»)

Phil Hogan, Member of the Commission. – Mr President, I want to thank all of those who have contributed to this important debate. It is clear – and not at all surprising from the debate or indeed from the previous debate – that there is significant support for young farmers, and rightly so. We also spoke quite a lot tonight about the importance of innovation and knowledge transfer. The one idea of which we have no shortage, of course, is of innovative, knowledgeable young people who are anxious to get involved in farming, but sometimes there are many barriers in their way to doing so. The challenge is to remove those barriers and to encourage young farmers' interest. Also, the challenge is to help them to overcome the many barriers to entry by Member States or, indeed, how we can help in the European Parliament and in the European Council, through the Common Agricultural Policy (CAP).

As I have indicated in my opening remarks, there are a suite of measures available in the existing Common Agricultural Policy and often they are not being used by Member States. These measures have different but complementary objectives. Of course we need complementary measures between those which come within the competence of the EU and those which are within the competence of the Member States. We have to get the Member States to utilise more policy options than today in order to help people and encourage them to become involved in agriculture. Member States have competence, for example, on taxation, and more can and should be done in this area in order to incentivise young people into farming.

When the Commission makes its legislative proposals later, we will include proposals to support our young farmers and I hope and I know that we can rely on your support in respect of these measures, but I would also encourage you to press your national governments to provide appropriate and complementary measures at the level of the Member State.

The European Parliament, and in particular through Mr Dess, Mr De Castro and Mr Siekierski, through the Omnibus, played a very important role in highlighting and increasing the support for young farmers. The provisions in the Omnibus certainly should be implemented in full by the Member States, especially the increase in the farmers' top-up payment from 25% to 50%. Many Member States have taken advantage of increasing the top-up, but many Member States have not taken advantage of this particular new opportunity to give additional income, as Mr Flanagan has said, which is essential to ensuring that young people are, at least, given more attractiveness in terms of the support that is available through the Common Agricultural Policy. The fact that so many Member States have chosen to use the facility is encouraging, but let's hope that we can find a way where all Member States will be able to support these measures.

One of the ways in which we will be able to do so is by having a specific objective in the CAP strategic plans, which will not get approval from the Commission unless they are able to show that they have genuine proposals to encourage more young people into agriculture and the food sector. It will be very important to see the reaction of the Council and Parliament in relation to how the specific objective of generation renewal for the first time will give a clear indication, as I said earlier, of the competence of having a harmonised but also common policy in relation to the specific objective of generation renewal.

When I spoke earlier of the CAP, I referred to it as a social policy. We have a responsibility to maintain the fabric of our rural communities and that cannot be done if we don't encourage or get more young people into the heart of our rural communities through agriculture and food. Several of you have referenced the demographics of the farming population, and you are correct in doing so. Generation renewal is not only desirable but essential to secure the future of our rural areas and to create the much needed jobs for many people in the non-farming sectors in our rural areas. This is a very important objective that we must get right in the context of the co-legislative process that we are about to embark on under the CAP.

Nicola Caputo, Relatore. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, mi farò perdonare per aver superato i minuti nella mia introduzione, semplicemente per ringraziare tutti i relatori ombra e tutti coloro che hanno contribuito a questo dibattito. Voglio anche ringraziare il Commissario Hogan per le sue parole e per aver anche affermato di voler recepire nella sua proposta molte delle osservazioni che abbiamo indicato.

Penso che siamo tutti quanti d'accordo che l'agricoltura in Europa può migliorare e può decollare solo se favoriamo questo ricambio generazionale, perché i giovani sono più in grado di favorire anche l'innovazione in agricoltura. Sono certo che se riusciremo a raggiungere questo obiettivo, riusciremo anche a cogliere l'altro obiettivo che è stato evidenziato da molti colleghi, quello di migliorare la redditività delle imprese agricole. Quindi: più giovani e più agricoltura in Europa.

Presidente. – La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà martedì 29 maggio 2018.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Ignazio Corrao (EFDD), per iscritto. – La nuova regolamentazione recentemente adottata dal Consiglio, che stabilisce nuove norme in materia di agricoltura biologica, finalmente elimina l'ultimo ostacolo per la modernizzazione del settore e l'armonizzazione delle norme della produzione biologica, all'interno dell'Unione e non solo. Il settore biologico è cresciuto del 125% negli ultimi dieci anni e sta registrando una notevole parabola ascendente, acquisendo un'importanza sempre maggiore. La crescita, tuttavia, è stata fortemente ostacolata da regole che non erano più adatte allo scopo e che andavano assolutamente riviste. È per tal motivo che accolgo con favore il regolamento approvato dal Consiglio, in quanto giocherà un ruolo fondamentale sostenendo la crescita del settore e fornendo un quadro normativo adeguato allo scopo. Ritengo in generale che la Commissione e il Parlamento dovrebbero indirizzare i giovani agricoltori e i nuovi imprenditori agricoli sulla scelta delle colture su cui puntare. Molte colture infatti non offrono margini sufficienti o ragionevoli in termini di mercato, di domanda o di redditività, e questo aumenterebbe notevolmente il rischio imprenditoriale per i giovani che entrano nel settore. Fornire più strumenti ai giovani imprenditori agricoli è la direzione che si sta intraprendendo, puntando a incentivare il ricambio generazionale, ad aumentare le possibilità di accesso alle terre e ai finanziamenti, per i giovani agricoltori.

Beata Gosiewska (ECR), na piśmie. – Udział młodych rolników i odnowienie pokoleń w sektorze rolnictwa mają zasadnicze znaczenie dla utrzymania opłacalnej produkcji żywności, gdyż zapewniają zrównoważony rozwój i długoterminową konkurencyjność europejskiego rolnictwa. Ostatnia reforma WPR zwróciła szczególną uwagę na tę kwestię, zwiększając zakres środków przewidzianych w polityce rozwoju obszarów wiejskich i wprowadzając nowy program na rzecz młodych rolników jako dodatkowe wsparcie w ramach płatności bezpośrednich.

Pomimo tych wysiłków wydaje się, że obecne środki nie są wystarczające i że w przyszłości konieczne będą pewne dostosowania. W sprawozdaniu wzywa się państwa członkowskie, aby przyznały nowym podmiotom i młodym rolnikom pierwszeństwo w dostępie do gruntów rolnych. Rozwiązanie tego problemu wymaga ponownej oceny systemu płatności bezpośrednich i stworzenia zachęty dla starszych rolników do przekazywania gospodarstw młodszy pokoleniom. Zaleca się również, by skupić się na ograniczaniu dodatkowych przeszkód dla młodych rolników, tj. dostępu do kapitału, braku umiejętności biznesowych i niewystarczających planów dziedziczenia. Należałoby również zająć się zmniejszeniem barier administracyjnych. Mając na uwadze dobro młodych polskich rolników, zgłaszuję za sprawozdaniem.

Ilhan Kyuchyuk (ALDE), in writing. – The recent report on the implementation of the CAP young farmers' tools in the EU after the 2013 reform highlights key issues such as improved access to land and credit, encouraging knowledge transfer and succession planning, the setting up of more advisory services, and the reduction of administrative barriers for young farmers. Unfortunately, there are more issues, which we should address such as demographic picture in some regions of the EU that are very unbalanced, with few or no young people living there. Obviously to counter these negative trends the EU and Member States should support young farmers. Young farmers and new entrants represent important sources of innovation and entrepreneurship within agriculture, bringing benefits such as the introduction of new knowledge or techniques, the development of new business and organisational models, more sustainable farming systems (e.g. share farming, pre-financing, crowdsourcing), the increase of connections between farming and the local community, and the adaptation of traditional knowledge to develop business innovations. Therefore, EU and Member States have to provide systematically consultancy and support for young people who want to become young farmers. Because young people are capital, which EU agriculture needs in order to be sustainable and developed.

Владимир Уручев (PPE), в писмена форма. – С приемането на резолюцията относно прегледа на инструментите в ОСП за подкрепа на млади земеделски стопани, Европейският парламент още веднъж потвърди силната си ангажираност за обновяване на поколенията в селското стопанство и превръщането му в модерен и привлекателен сектор за младите хора.

Подкрепата за млади фермери по линия на ОСП следва да се запази и засили във всяка следваща реформа на политиката с цел насърчаване на младите хора към кариера в селското стопанство. Силна ОСП, насочена към младите фермери, ще спомогне и за справяне с основните предизвикателства, свързани с достъп до земя и финансиране, намаляване на административните пречки, допълнително обучение и развитие на бизнес умения.

Младите земеделски стопани с лекота възприемат новите технологии и са носител на иновации и предприемачество. Ето защо ОСП следва да насърчава ново поколение от млади земеделски стопани, които прилагат нови бизнес модели, основани на крайните потребители, и разработват интелигентни решения за устойчиви и екологосъобразни земеделски практики.

Обновяването на поколенията е от ключово значение и за поддържането на жизнеспособни селски райони. Привличането на млади хора, респективно младите фермери към селските райони, е обвързано с наличието на подходяща материална, социална и дигитална инфраструктура, както и осигуряване на условия и стандарт на живот, подобен на този в градските райони.

27. Berichtigung (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll

28. Fazilität „Connecting Europe“ nach 2020 (Aussprache)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la discussione sulla dichiarazione della Commissione sul Meccanismo per collegare l'Europa dopo il 2020 (2018/2718(RSP)).

Violeta Bulc, *Member of the Commission.* – Mr President, thank you for the opportunity to exchange views with you on the European Parliament's expectations concerning the Connecting Europe Facility after 2020. The Commission plans to adopt its proposal for the new self-regulation on 6 June. The MFF package adopted on 2 May already provides some key orientations concerning the possible design and priorities of the Connecting Europe Facility (CEF).

We all have in mind the high investment needs in transport infrastructure in Europe for the period 2021-2027. We estimate that the TEN-T Core Network development alone will require EUR 350 billion of investments. In addition, we need to tackle much more decisively the challenge of decarbonisation and digitalisation of the transport sector.

The cross-border dimension remains at the basis of the EU added value. However, efficient and interconnected mobility also needs to be smart, sustainable, inclusive, safe and secure. This is why I have proposed to modernise the Connecting European Facility.

CEF is among the very few programmes for which a reinforced budget has been proposed by the Commission. The overall CEF budget proposal amounts to EUR 42.3 billion, of which EUR 30.6 billion would be dedicated to transport.

Our proposal is thus to keep the current budget levels both for the general and for the cohesion envelope with 12.8 billion and 11.3 billion respectively. In addition, we propose to deploy a EUR 6.5 billion budget for transport infrastructure of dual use: civil and military.

I would like to refer to six points raised in the Parliament draft resolution that I consider particularly important. First, on the priorities. I fully agree that it is important to strike the right balance between the development of new infrastructure and the modernisation of the existing infrastructure. On one side, I agree that focus should be maintained on the development of the network, with particular priority on cross-border sections and missing links of the Core Network Corridors. This is clearly where continuity has to be ensured in order to complete the big projects supported by the current programme.

On the other hand, a much stronger and broader emphasis should be put on the modernisation of the existing infrastructure. We currently need to keep up the efforts as regards ERTMS and SESAR to complete the deployment, but digitalisation should also be supported further. We want to accompany the mobility transition towards connected, cooperative, automated and autonomous mobility, as well as modal integration and new mobility services. At the same time, we want to make our network safer, more secure and more resilient to climate change and natural disasters.

For these topics, the geographical differentiation between the comprehensive and Core Network is not always relevant, so we are planning to propose to also cover the comprehensive network where relevant. But this can only be achieved by a team effort – which brings me to my second point, which is synergies between the transport, energy and digital sectors. For instance, on automated mobility we will open possibilities for these synergies. Importantly, while providing a framework that is as open as possible to synergies, we should re-establish a list of areas of topics. This should be done during implementation with sufficient flexibility.

My third point concerns the cohesion envelope. Based on the first positive experience, the Commission has proposed to transfer from the Cohesion Funds an amount of EUR 11.2 billion to the CEF for implementation and direct management according to CEF rules. Of course the cohesion and co-funding rate would apply. However, we are considering a higher rate to apply to cross-border links.

Fourth, I would like briefly to mention InvestEU and blending. In order to streamline the instruments, the Commission has proposed to merge most existing financial instruments into one single investment – InvestEU. It will have a specific window for infrastructure and it will complement the CEF, which in turn will no longer have specific financial instruments. As regards blending, we should keep the possibility to blend CEF grants with InvestEU, but also to use CEF grants in combination with non-EU financial instruments, for instance from commercial or national promotional banks.

My fifth point focuses on the new component of CEF – military mobility. This is an important component of the new initiative proposed in the area of defence. The proposed budget of EUR 6.5 billion would be implemented through CEF to support civil transport infrastructure in order to adapt it to military mobility requirements. In other words, investments necessary for military mobility purposes will also have to be serving fully the needs of civilian mobility.

And finally, my sixth point, on energy. The European Union's climate commitments require an unprecedented level of investment in energy infrastructure which enables decarbonisation of energy systems. Electricity grids will need to undergo massive reinforcement. Grids will need to become even more digitalised and smarter, to allow for efficient demand management. Some gas grids may be transformed to carry synthetic gas, reduced with surpluses of renewable energy. Therefore, a targeted public financial assistance will continue to be required to deliver the necessary investments. This will be potentially important where the infrastructure includes significant positive externalities such as security of supply, solidarity or innovation.

The CEF has a very important and growing role to play here, so an ambitious financial envelope is required, as well as support for synergy costs as I mentioned before, where transport, energy and/or digital can act together. Furthermore, CEF will be needed to support some more outstanding investments in projects to ensure energy security.

So we are set for an ambitious but realistic future CEF, and I hope I can count on the support from you, the European Parliament, to move it forward.

Marian-Jean Marinescu, în numele grupului PPE. – Domnule președinte, doamnă comisar, mulțumesc pentru informațiile prezentate. Este evident că infrastructurile de transport, energie și telecomunicații stau la baza dezvoltării economice. Facilitatea de conectare a Europei acum, în acest exercițiu financiar, a fost foarte apreciată atât de statele membre, cât și de Comisie, care a considerat-o un proiect de succes. S-au făcut investiții importante în căi ferate, în SESAR, în aeroporturi. De aceea e surprinzătoare suma alocată pentru această facilitate după 2021, chiar dacă există încă ceva confuzii în cifrele prezentate, atât prin diferența între prețurile curente și prețurile în termeni reali, cât și prin adunarea la un loc a infrastructurii militare și a instrumentelor financiare. Sper ca regulamentele să clarifice acest lucru.

Însă, vreau să vă reamintesc că în 2011 Comisia a propus pentru această facilitate 50 de miliarde de euro. Suma propusă acum este mai mică decât cea din 2011 și este mai mică și decât cea din actualul exercițiu financiar, pentru transport în special. Pentru energie sau făcută ceva îmbunătățiri și, de asemenea, pentru telecomunicații. Așa că, cred că, trebuie să faceți eforturi până pe 6 iunie, când spuneți că prezentați propunerea de modificare a acestei sume în sprijinul infrastructurii de transport.

Inés Ayala Sender, *en nombre del Grupo S&D*. – Señor presidente, la verdad es que, en este ejercicio, algunos habríamos preferido poder ir todos juntos y no que el señor Marinescu saliera, digamos, en solitario. Por eso, los socialistas hemos preferido ir de la mano con el Grupo liberal y, desde luego, invitar a que sea todo el Parlamento el que tenga finalmente una posición de refuerzo y de petición de un MCE fuerte para el próximo decenio. La verdad es que el anterior, del que estamos en los últimos años, ha sido un caso de éxito en un momento de falta clamorosa de inversión en infraestructuras en Europa durante casi diez años. Precisamente, el valor añadido que ha generado nos ha supuesto una gran ayuda. También, gracias a la energía enorme de la INEA, y hay que reconocerlo.

Sin embargo, de cara al próximo período nos encontramos que hay que ser realistas. Encontramos que hay, de momento, un recorte del 12 % y del 13 %, algo que hay que reconocer y, por lo tanto, la batalla supone reponerlo. En segundo lugar, necesitaríamos unas sinergias urgentes entre transporte y energía, porque los automóviles limpios están ya saliendo de las fábricas y los compradores no saben qué hacer, por dónde y de qué manera administrarlos. Y finalmente, también necesitamos la implementación en los países cuyos programas nacionales no se corresponden con los compromisos europeos. Eso es también urgente.

Kosma Złotowski, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Bardzo się cieszę, że uznała Pani ten program Connecting Europe za bardzo ważny. Był to fundusz, który dobrze służy integracji i modernizacji infrastruktury w Unii Europejskiej. Pytanie o jego przyszłość po roku 2020 to tak naprawdę pytanie o przyszłość sieci transeuropejskich i związanych z nimi projektów regionalnych. Kluczowy element tego przedsięwzięcia – europejskie korytarze transportowe – wciąż jest nieukończony. Niezbędne jest nie tylko stabilne finansowanie tego projektu w kolejnej perspektywie budżetowej, ale także zwiększenie nakładów na inwestycje między innymi w obszarze transportu śródlądowego. Stoją przed nami też nowe wyzwania, na które potrzebne są środki: rzeczywiste a nie tylko pozorne przejście na niskoemisyjne środki transportu, rozwój autonomicznej mobilności oraz cały pakiet ambitnych celów jakie Komisja stawia sobie w trzeciej części pakietu mobilności. Connecting Europe (...) całej architektury finansowania inwestycji infrastrukturalnych, która może być poważnie zagrożona przez drastyczne cięcia w polityce spójności. Instrument „Łącząc Europę” nie może paść ofiarą tej samej polityki oszczędności. Innymi słowy: więcej pieniędzy, Pani Komisarz.

Pavel Telička, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, I am looking forward to negotiating the joint motion for a resolution with my colleagues tomorrow. I am sure that we are going to have a good paper and I hope that the Commission will take it seriously. You personally should take it as support for your efforts.

There will be a number of invitations, challenges and also negative signals. One has already been mentioned. CEF is a success story. We are doing very well and are oversubscribed, but if we look at the allocation of financial means, in constant prices we have 12 to 13, respectively, percent cuts. This is something that this House and the majorities in this House will not understand. Taking into account the question of assessment, where we could also do better from the side of the European coordinators is in really assessing the actual progress that is being made so that we can show it to our citizens. It is not a question of how much money has been allocated, but what the real result is.

I will make three brief remarks. Firstly, regarding the complex relationship with Horizon 2020 or EFSI, this has to be our focus. Secondly, yes to blending. I think we have got some positive results. Let's work on it with public money. Thirdly, I think that we need to understand that there is basically an excess of everything, that is: use it or lose it. That is the reason why this programme has been successful.

My apologies for going over my allocated time.

Νεοκλής Σουλκιώτης, εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL. – Κύριε Πρόεδρε, εάν αξιοποιηθεί σωστά το πρόγραμμα «Συνδέοντας την Ευρώπη» μπορεί πραγματικά να συμβάλει στη δημιουργία των αναγκαίων υποδομών ενέργειας και μεταφορών που είναι ζωτικής σημασίας για τους λαούς της Ευρώπης. Απαιτείται λοιπόν να πάψουν οι περικοπές και να σταματήσει να διατίθεται μέρος του κονδυλίου στο Ευρωπαϊκό Ταμείο Στρατηγικών Επενδύσεων, το οποίο, αντί να προωθεί έργα δημοσίου συμφέροντος, επενδύει εκεί που συμφέρει τους ιδιώτες επενδυτές. Το σημαντικότερο όμως είναι να μη χρησιμοποιηθεί το πρόγραμμα αυτό για την περαιτέρω στρατιωτικοποίηση της Ένωσης μέσω της χρηματοδότησης υποδομών μεταφοράς για βελτίωση της στρατιωτικής κινητικότητας, όπως έχει εξαγγείλει η Επιτροπή. Στόχος πρέπει να είναι να προωθούνται έργα που έχει πραγματικά ανάγκη η κοινωνία, τα οποία θα συμβάλουν στην ενίσχυση της περιφερειακής συνοχής, στη μακροπρόθεσμη ανάπτυξη, καθώς και στη δημιουργία νέων ποιοτικών θέσεων εργασίας, ενώ ταυτόχρονα θα πληρούν όλους τους περιβαλλοντικούς κανόνες. Μια σημαντική προτεραιότητα είναι να προωθηθούν έργα για άρση της απομόνωσης στην οποία είναι καταδικασμένα ορισμένα κράτη και περιοχές στην Ένωση.

Wim van de Camp (PPE). – Voorzitter, wij hebben vanavond te maken met een zeer succesvol programma. Het zogenaamde CEF-programma gaat niet alleen over transport, maar ook over energie en telecom. Ik denk dat we de afgelopen periode hebben bewezen dat dit een van de beste investeringsprogramma's is die de Europese Unie kent. Het gaat hier namelijk niet over subsidies of over overdrachtsuitgaven, maar puur om goede investeringen in de toekomst van diezelfde Europese Unie.

Dit debat vanavond, meneer de Voorzitter, is bedoeld om commissaris Bulc de laatste push te geven om dat CEF-programma overeind te houden en om wat mijn collega Marinescu zei zo mogelijk uit te breiden. Dit gaat echt over de toekomst van de EU en het is meer dan de moeite waard om daar vanavond op dit late tijdstip nog een debat aan te wijden.

Isabella De Monte (S&D). – Signor Presidente, gentile Commissaria, onorevoli colleghi, un discorso sui fondi destinati al meccanismo per collegare l'Europa non può che essere fatto sul lungo termine. Sappiamo bene, infatti, che quando si parla di progetti infrastrutturali, le risorse necessarie sono ingenti e gli stanziamenti necessitano di una ineccepibile pianificazione.

Per questo motivo, credo che la dotazione del CEF debba essere non solo ripristinata, ma debba essere implementata al fine di concludere almeno i progetti del *core network* del TEN-T. Serve quindi un cambio netto dopo i tagli che sono stati effettuati per finanziare l'EFSD.

Sono dell'idea che l'unificazione europea sia anche un fattore fisico, e mai come in questo momento abbiamo bisogno di una rete che ci assicuri lo sviluppo, la crescita, la connettività territoriale anche nelle zone remote.

E infine l'Europa deve mantenere, io dico, il controllo non solo sui corridoi ma sull'intera rete logistica in generale.

Massimiliano Salini (PPE). – Signor Presidente, signora Commissaria, onorevoli colleghi, la risoluzione proposta dal collega Marinescu sul CEF è realmente orientata a realizzare una delle priorità assolute dell'Unione europea: garantire connettività e garantire innovazione.

Il pregio del CEF in questi sette anni è stato quello di garantire, oltre ad una potenza di fuoco enorme sugli investimenti per le infrastrutture, garantire appunto uno spazio per l'innovazione nell'ambito della C-ITS, i carburanti alternativi, tutto quello spazio di cui abbiamo bisogno anche per la sfida della digitalizzazione e della decarbonizzazione.

Quindi un piano completo e riuscito. Quindi non si giustificano tagli alle risorse, ma io aggiungo un elemento. L'elemento riguarda non solo la quantità di risorse, ma la tipologia della struttura del meccanismo, perché anche quella ha funzionato ed è utile mantenerla. Quindi finanziamenti a fondo perduto e un *board* direttivo indipendente. Anche questi aspetti di metodo dovranno essere oggetto della nostra attenzione.

Procedura «catch-the-eye»

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señor presidente, señora comisaria, las infraestructuras de transporte son un elemento fundamental de la acción de la Unión Europea y uno de los más visibles.

El Mecanismo «Conectar Europa» (MCE) tiene un alto valor añadido europeo: las inversiones en infraestructuras mejoran la competitividad; refuerzan la cohesión económica, social y territorial; permiten la conectividad y el acceso al mercado interior de las regiones más periféricas; son un motor de crecimiento.

Por ello, el MCE tiene que reforzarse en el ámbito del transporte para poder completar la red básica en 2030.

Yo quiero subrayar especialmente la necesidad de aumentar la conectividad de las regiones y puertos de la fachada atlántica de la Unión Europea. Para ello es indispensable incorporar nuevos tramos al corredor atlántico del MCE.

Por consiguiente, yo le pido, señora comisaria, que en la revisión del MCE que está efectuando estos días, incluya las modificaciones del corredor atlántico presentadas por el Gobierno de España y que afecten al noroeste de la península ibérica.

Finalmente, espero que la dotación presupuestaria del MCE pueda estar a la altura de las necesidades de esta importantísima iniciativa.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, ο μηχανισμός «Συνδέοντας την Ευρώπη» μετά το 2020 είναι πράγματι σημαντικός. Όμως, πρώτα από όλα, απαιτεί κονδύλια. Για τον λόγο αυτό δεν πρέπει να υπάρξει καμία μείωση κονδυλίων. Πρέπει να δοθεί έμφαση στη συνδεσιμότητα και την καινοτομία. Ταυτόχρονα όμως πρέπει να υπάρξει ενίσχυση των χωρών και των περιοχών, οι οποίες είναι απομονωμένες. Αυτό ισχύει, ιδιαίτερα, για την Ελλάδα, η οποία είναι στο ακρότατο σημείο της Ευρωπαϊκής Ένωσης, αλλά επίσης και για τα νησιά του Αιγαίου, τα οποία έχουν κυριολεκτικά αποκοπεί. Στο πλαίσιο αυτό πρέπει να υπάρξει ρύθμιση για το λεγόμενο μεταφορικό ισοδύναμο και να υπάρξει χρηματοδότηση των λειτουργικών ενεργειών και δράσεων για το μεταφορικό ισοδύναμο μέσα από το πρόγραμμα Περιφερειακής Ανάπτυξης. Ταυτόχρονα, συμφωνώ με την έμφαση για νέες υποδομές ή τον εκσυγχρονισμό των υποδομών που υπάρχουν αυτή τη στιγμή.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL). – Señor presidente, podríamos llamar al Mecanismo «Conectar Europa» «el Fondo para las infraestructuras inútiles e impuestas», y explico por qué. En los últimos cuatro años, este Mecanismo ha destinado 1 200 millones de euros a infraestructuras del contaminante gas fósil. Además, la mayor inversión se destinará a la interconexión eléctrica entre España y Francia por el golfo de Bizkaia y cabe recalcar que esta interconexión ha recibido, por su lado, 578 millones de euros, pero, por parte de la ciudadanía, ha recibido 6 800 alegaciones en contra.

En Gatika y en Bizkaia numerosos colectivos se están organizando contra él. Y motivos no faltan. La interconexión tiene un alto riesgo de sobrecostes que pagarán la gente y las empresas: según un informe de los propios reguladores, con todas las infraestructuras planificadas las tarifas aumentarán un 3,5 %.

La interconexión tampoco ayudará en absoluto a las renovables: por ejemplo, con la entrada de la interconexión por Cataluña, se multiplicaron por seis las restricciones a los parques eólicos. Si quieren ayudar, de verdad, a la entrada de las renovables, plantéense el final del carbón y de la energía nuclear.

Andrey Novakov (PPE). – Mr President, I believe that we do not need a budget to advertise the European Union. It is enough to promote the results that the Connecting Europe Facility is producing, because on our European roads there is more politics than tarmac, I believe. We all agree here that the biggest cause of car accidents is bottlenecks, and at the same time, the best tool we can provide to solve bottlenecks is the Connecting Europe Facility. We all agree here that we have to complete the trans-European transport (TEN-T) core network. We all agree that we need half a trillion to complete that network, and still we do not provide a sufficient budget for the Connecting Europe Facility. I think we should do better than this. Although at the moment we have to agree that the progress made in the Connecting Europe Facility is significant, I believe we should create additional tools of influence to the Member States in order to push them to make it possible to complete the TEN-T network as soon as possible.

João Pimenta Lopes (GUE/NGL). – Senhor Presidente, a Comissão prossegue a sua estratégia de dourar a pílula das políticas que propõe. Sobram adjetivos, mas a prática não acompanha o vosso discurso. Instrumentos como o mecanismo «Interligar a Europa» ou a dita rede transeuropeia de transportes têm servido de sorvedouro de dinheiros públicos para o setor privado ou alimentado as nefastas parcerias público-privadas, estratégias políticas que promoveram a privatização da oferta pública de serviços, o desinvestimento nos equipamentos e infraestruturas, a degradação e o encarecimento do serviço prestado às populações, a precarização das relações laborais.

A Sra. Comissária falou de um pacote financeiro que permita respostas determinantes para o desenvolvimento do setor. Promessas espúrias, quando sabemos a machadada orçamental que a Comissão prepara para o próximo QFP, nomeadamente no que à coesão diz respeito que, já há muito o sabemos, nunca foi o objetivo real da União Europeia.

Exige-se o aumento dos fundos para a coesão livres de condicionalidades, permitindo a países como Portugal fortes investimentos públicos no setor, políticas e respostas públicas que sirvam as necessidades das populações e do desenvolvimento do país.

(Fine della procedura «catch-the-eye»)

Violeta Bulc, *Member of the Commission*. – Mr President, honourable Members, thank you very much for this debate, which demonstrates again the positive aspects of the current Connecting Europe Facility (CEF) and the common willingness to reinforce the instrument after 2020, both in terms of budget and priorities. The period after 2020 will be crucial to ensure the successful delivery of the TEN-T core network within the given deadline by 2030. Various improvements to CEF 2.0 will significantly contribute to achieving these goals. I have, in particular, taken note of your interests, priorities and synergies concerning the support for infrastructure projects. Let me elaborate on some of your comments.

First, regarding the CEF budget. The Multiannual Financial Framework (MFF) proposal incorporates an ambitious proposal for the future of CEF, which is among the very few programmes with a reinforced budget, amounting to a total of EUR 30.6 billion for 2021-2027, circa 20% more compared to the current period 2014-2020. Not only has the MFF proposal preserved existing elements of CEF in the general and cohesion envelope; the CEF has been further reinforced with a new pillar of military mobility. During the difficult times surrounding the withdrawal of the UK, this is an impressive achievement, showing that the CEF has been recognised by the Commission as an effective instrument, adding real value to the European single market. Let me stress here again that all the money allocated to military mobility is allocated to dual use; all the infrastructure is civil infrastructure used for civil purposes and then reinforced also for military mobility.

On synergies: synergies between transport, energy and the digital sector will be implemented through a joint work programme, jointly financed and with the possibility to apply to the highest co-funding rate in the sector concerned. We are yet to define clear criteria under which the synergies will be taking place.

Again, let me stress that the 'use it or lose it' principle will remain part of CEF. This was one of the most successful principles. It allowed us such a high level of delivery that, already in the first three years of this Commission, our deployment achieved more than 90%.

One last comment regarding the priority projects that was raised by a respectful Member. Let me say that many of the Member States proposed new sections. We could not take all on board, but many of them will be taken on board, only of course those that were aligned with the Annex of the Regulation.

Finally, thank you very much again for allowing me to introduce the initial structure of our proposal that is coming in the first week of June. Thank you very much also for your support. I will ask you to continue to demonstrate it, and I really look forward to continuing discussing it in the coming months, in close coordination with my colleagues in charge of the energy and digital sectors, to allow swift progress on this very important file.

Presidente. – La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà giovedì 31 maggio 2018.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Cristian-Silviu Buşoi (PPE), *in writing*. – The development of transport infrastructure is currently fragmented across the European Union with repercussions on territorial cohesion and economic growth. Connecting Europe Facility (CEF) is one of the main instruments that aims to address this shortage by focusing on facilitating cross-border connections, leveraging funding from both the public and the private sectors. CEF Transport triggered successfully already EUR 41.6 billion of total investments by 2017 and statistics indicates that every billion euros invested in the TEN-T core network creates up to 20 000 new jobs. Therefore, the instrument brings a massive EU value added, enhancing cohesion, long-term sustainable growth and economic competitiveness. It also contributes considerably to the EU's achievement of decarbonizing its economy in the context of the Paris Agreement. I stress the importance that Member States and the European Commission remain committed to the CEF's main policy objectives, especially with regards to

completing the TEN-T core network and the European Rail Traffic Management Systems (ERTMS). Lastly, in the context of the next Multi-annual Financial Framework 2021-2027, I underline the importance of ensuring proper investments for digital and innovative transport projects and further reinforce CEF instrument by ensuring complementarity with other programs such as the InvestEU Fund or Horizon Europe.

29. Auslegung und Umsetzung der Interinstitutionellen Vereinbarung über bessere Rechtsetzung (kurze Darstellung)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la breve presentazione delle seguenti relazioni: relazione di Pavel Svoboda e Richard Corbett, a nome della commissione giuridica e della commissione per gli affari costituzionali, sull'interpretazione e applicazione dell'accordo interistituzionale «Legiferare meglio» (2016/2018(INI)) (A8-0170/2018).

Pavel Svoboda, zpravodaj. – Pane předsedající, zpráva o výkladu a provádění interinstitucionální dohody o zdokonalení tvorby právních předpisů navazuje na činnost pracovní skupiny vytvořené z členů Výboru pro právní záležitosti a Výboru pro ústavní záležitosti, a proto mi dovolu, abych nejprve poděkoval všem kolegům, kteří se na činnosti této pracovní skupiny podíleli. Stejně tak bych chtěl poděkovat za výbornou spolupráci svému spoluzpravodaji Richardu Corbettovi.

Naším úkolem je samozřejmě vyhodnotit dosavadní interpretaci a provádění dohody, která vstoupila v platnost v dubnu roku 2016. Obecně lze konstatovat, že dosavadní aplikace dohody je uspokojivá a dohoda v zásadě plní svůj účel. Domnívám se, že u všech institucí existovala od počátku dobrá vůle k naplnění účelu dohody, a věřím, že tak tomu bude i nadále.

Jde o dohodu interinstitucionální, a proto součástí našeho hodnocení byla i snaha o zachování a posílení těch prvků spolupráce, ve kterých Evropský parlament může přispět svou expertizou. Jedním z takových témat je dodržování správného právního základu. Neodůvodněné změny právního základu jsou pro Evropský parlament samozřejmě nepřijatelné.

V této interinstitucionální rovině bych také rád zmínil otázku účasti zástupců Evropského parlamentu na jednáních pracovních skupin Rady, také jako příklad určité disproporce, která stále panuje v oblasti informovanosti o jednáních Rady v porovnání s informovaností o jednáních Evropského parlamentu a jeho orgánů. Domnívám se, že z dlouhodobého hlediska by odstranění takovéto disproporce bylo ku prospěchu.

Nicméně je třeba zdůraznit, že zpráva se netýká jen institucionálních záležitostí. Především hodnotí, nakolik se nám podařilo naplnit základní účel dohody, kterým je snaha o zlepšení přijímání právních předpisů. Rád bych tady zmínil několik prvků legislativního procesu, které jsou ve zprávě zmíněny a mohou ilustrovat, jak konkrétně lze naplňovat ony principy *better law making* – zdokonalení tvorby právních předpisů.

Myslíme si například, že Evropská komise by měla v rámci svého pracovního programu jasně uvádět právní povahu každého svého návrhu a doplnit jej jasným a realistickým harmonogramem. I to by přispělo k lepší srozumitelnosti Evropské unie u jejích občanů.

Jednou ze základních věcí je kvalitní posouzení dopadů navrhované legislativy. Osobně jsem vždy podporoval maximální možné zohlednění dopadů na malé a střední podniky, které nechápu jako jejich zvýhodnění oproti jiným subjektům nebo zaměstnancům, ale jako zohlednění reality. A realitou je, že malé a střední podniky jsou zcela zásadní pro evropskou ekonomiku.

Velkým tématem je *gold plating*. Pokládám za zjevné, že musíme do budoucna požadovat, aby v rámci implementace unijních předpisů bylo rozpoznatelné, co je ještě unijní předpis a co už je vnitrostátní iniciativa, která zavádí povinnosti nad rámec standardů přijatých na unijní úrovni. To dnes běžný občan prakticky nemá šanci zjistit.

Evropská unie je společenství práva, musí proto dbát na to, aby její právo tvořily skutečně moderní, efektivní, přehledné a srozumitelné normy.

Richard Corbett, Rapporteur. – Mr President, I would like to thank my co-rapporteur. This was very much a team effort, not just between two co-rapporteurs but between two committees and indeed among multiple political groups. Our task, of course, was to assess the implementation of this important interinstitutional agreement that we made with the Commission and the Council two years ago and, overall, our assessment is a positive one, even if there are still two strands being negotiated on international agreements and on the delimitation between implementing acts and delegated acts – they will come back to this Parliament – but what has been agreed so far has, on the whole, been well implemented.

We have moved to having greater transparency in the legislative process. We have moved towards having better legislative planning. We have moved to improve our legislative procedures. We have improved the consultation of stakeholders and we have looked at and improved the process of impact assessments, which are very important. All this, of course, is a question of getting the right balance and take impact assessments and the whole issue of what we are trying to do with them. Yes, we want to be better informed about the potential impacts of laws that we adopt in this Parliament on those who will be affected by them. Absolutely right. But it's not just how laws affect small and medium-sized enterprises as some campaigners seem to sometimes imply, it is about how the legislation affects other stakeholders – consumers, workers, third parties, government finances, the environment. It's a question of getting all of these things in balance.

Secondly, this is not about deregulation, it's about better regulation. When we adopt legislation it is usually for good reason and especially at European level. If we adopt legislation at European level, it is not, as some in the media sometimes portray, the European Commission spewing out regulations on hapless Member States who don't even know that it's being inflicted upon them. No, there is a high threshold to adopt legislation at European level. It needs the approval of this Parliament and of the Council, the Council composed of national ministers, members of national governments, accountable to their national parliaments, who need the high threshold of a qualified majority representing 65% of the population to approve anything. So the idea that we inflict legislation on hapless Member States is nonsense. We only legislate at European level where there is a high degree of consensus that it is advantageous to do so. That is an important political safeguard and I would remind those people, usually sat over there, but I see none of them are here tonight, those people who claim that the EU inflicts all this red tape and bureaucracy on small and medium-sized enterprises.

I'd add one further thing. When we get it right, European legislation is an exercise in cutting red tape for businesses, because having one set of rules instead of 28 different, divergent set of rules in a single market, makes things simpler for businesses. They don't have to adapt to every single segment of the market, adapting their product, changing it, changing the labelling, changing the marketing everywhere. They have life simplified when we get European legislation right. So it is not about deregulating it's about regulating better. At the moment we see actually an example of a Member State, my own country, beginning to discover the multiple problems that arise if you begin, as it intends to do, to diverge and its regulations from the rest of its main market, all the multiple extra costs that will arise, all the extra difficulties, all the economic problems that will ensue.

I leave you with that final thought.

Procedura «catch-the-eye»

Sirpa Pietikäinen (PPE). – Mr President, one thing that I would like to highlight, to continue what Mr Corbett has already said, is that the impact assessment needs to be developed further. This is not a question of deregulation, but of a better and adaptive regulation. Issues that are still lacking with regard to the impact assessment include a better understanding of the impact on citizens, especially on gender, which was agreed in the Beijing Declaration but is still not in the majority of the legislative action budgets.

As we are discussing sustainable finance next, what would be crucial is to add the cost of not acting and not regulating. Quite often in environmental and climate cases, people do see the cost if you have to invest or regulate or de-invest, let us say, away from diesel cars. But, then again, there is no comparison with what the huge cost of climate change will be if we do not act, and I hope this can be added in the future.

Anthea McIntyre (ECR). – Mr President, first of all, I would like to thank the co-rapporteurs for their work on this file. As the Employment Committee's draftsman, I welcome the fact that several of our proposals have been taken on board, but I want to talk about the annual burden survey (ABS), which I think is one of the most innovative elements of the Interinstitutional Agreement on Better Law-Making (IIA).

In its first annual burden survey, the Commission undertook a survey of businesses' perceptions of regulation. I am sure that was worthwhile but we must be much more ambitious in implementing the annual burden survey. The point is, we may create a simple piece of legislation at EU level, easy for businesses and others to understand and comply with, but when it is transposed into international legislation it does not always stay like that: additional, or completely unrelated, elements are added to the legislation. The ABS should identify these cases of gold-plating. Member States must always be free to adopt higher standards where only minimum standards are defined in Union law. That is not gold-plating. By using the ABS to bring transparency to the legislative process, we can ensure that legislation remains simple, clear and enforceable and we can make sure that Europe is not blamed for unpopular legislation that has, in fact, been created by Member States.

João Ferreira (GUE/NGL). – Senhor Presidente, no acordo interinstitucional «Legislar melhor» a dita competitividade passa a ser o primeiro e absoluto critério na determinação da oportunidade e conteúdo da legislação da União Europeia. Nenhuma novidade, apenas a assunção de um princípio há muito adotado, agora despedido de qualquer retórica social ou ambiental.

Não são os interesses das PME o que se pretende defender, são os interesses, sim, do grande capital, dos grandes grupos económicos, das principais potências europeias. Como se esperava, as avaliações de impacto foram e são subvertidas e menosprezadas. Confirmam-se mais gravosas limitações à democraticidade do processo legislativo e decisório, aberta que foi a porta para uma maior concentração de poder na Comissão Europeia e para a limitação da capacidade de intervenção dos legisladores, muito especialmente dos deputados.

Vejam-se as perversas alterações ao Regimento do Parlamento Europeu que limitam a capacidade de intervenção dos deputados. Também a transparência do processo legislativo foi, como convém, diminuída. É que é na sombra que os poderes fácticos se afirmam e é a eles que serve este acordo, é para eles que se quer legislar melhor.

Heidi Hautala (Verts/ALE). – Mr President, this February the General Court of the European Union in its decision *De Capitani v European Parliament* ruled that for democratic legitimacy, co-legislators – that is Parliament and the Council – must be held accountable for their actions to the public. Citizens cannot, according to the General Court, exercise their democratic rights if they are not in a position to even follow the legislative procedures and have access to relevant information, and the Court ruled that this also goes for the trilogue documents, including the four column documents on request.

The Treaty on the Functioning of the European Union obliges us to work as openly as possible. If we fail to agree to fulfil our transparency obligations to the citizens, we run the risk that the European Court of Justice will once again condemn us. Let's not make it happen. And on Wednesday we should all support the report by Mr Svoboda and Mr Corbett, and hopefully we can include an oral amendment about the importance of the implementation of the *De Capitani v European Parliament* judgment.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η έκθεση των συναδέλφων σχετικά με τη διοργανική συμφωνία για τη βελτίωση του νομοθετικού έργου θεωρώ ότι παρουσιάζει ιδιαίτερο ενδιαφέρον. Φυσικά, θα πρέπει να έχουμε υπόψη ότι η νομοθεσία πρέπει να υπηρετεί τους πολίτες και όχι, φυσικά, τα διάφορα κέντρα εξουσίας. Ταυτόχρονα, θα πρέπει να είναι μια νομοθεσία, η οποία να ενισχύει τον δημοκρατικό έλεγχο, και για αυτό θα πρέπει να υπάρχει ταυτόχρονα επιβολή της διαφάνειας. Επίσης, πρέπει να αξιοποιήσουμε και την πρωτοβουλία των πολιτών, οι οποίοι επίσης θέτουν θέματα για τα οποία πρέπει να αναληφθεί νομοθετική πρωτοβουλία εκ μέρους της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Η νομική βάση που θα επιλέγεται αποτελεί οπωσδήποτε ένα σοβαρό ζήτημα. Θεωρώ ότι υπάρχουν θέματα που πρέπει να εξεταστούν, όπως είναι η αξιολόγηση του αντικτύπου, η παρέμβαση του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου σε ζητήματα διεθνών συμφωνιών και επίσης η παρέμβαση του Κοινοβουλίου σε ζητήματα που έχουν σχέση με τις κατ' εξουσιοδότηση πράξεις.

(Fine della procedura «catch-the-eye»)

Violeta Bulc, *Member of the Commission*. – Mr President, the Commission is pleased to see the continuing interest in the better law-making agreement and welcomes the report prepared by Mr Richard Corbett and Mr Pavel Svoboda. It raises some important issues and will deepen further our interinstitutional cooperation.

In its short lifetime, the agreement has delivered some real improvements in how the institutions work together, as mentioned by Mr Corbett, for example the Joint Declaration on Legislative Priorities and the new interinstitutional register for delegated acts. We are also still busy working together on various follow-up actions such as the criteria to distinguish delegated acts from implementing acts, as mentioned already, the traceability of the legislative procedure through joined databases and the cooperation and information sharing on international agreements, as already pointed out. I hope this will also come to fruitful completion this year.

The report contains several criticisms, many of them aimed primarily at the Council. But, as you know, our agreement contains a monitoring mechanism to which the three institutions are committed. These issues will be for our next three-part, detailed stocktaking meeting, the first of which took place last December in Strasbourg and which already addressed some of the issues.

We should also recall that the agreement was a delicate compromise between the three institutions and it is important to bear this in mind as we identify how to follow up on issues where Parliament now calls for more ambition. A number of issues have indeed already been addressed. To improve transparency and predictability since 2017 the Commission Work Programme provides further information as far as available on the initiatives in its work programme. This information includes indications on the type of act, planned adoption, legal basis and whether an impact assessment will be carried out.

As a general rule, the Commission is committed to present an impact assessment in support of its legislative proposals and I can assure you that when an impact assessment is necessary, we do it. There were, of course, a limited number of cases where, typically for reasons of political urgency, we have not been able to. When this is the case, we explain the reasons why. Your resolution states that the Commission should complement its original impact assessment when deemed necessary. I want to underline that it is not an obligation, but a possibility. The Commission will launch a stocktaking of its better regulation tools in the course of this year, and this will include the regulatory scrutiny board. This will be accompanied by various consultation activities and we will, of course, be in touch with Parliament to hear your views. We intend to publish a report with findings in the first half of 2019.

Also, as stipulated by the interinstitutional agreement, I encourage Parliament to pursue the endeavours in their own impact assessment work related to the substantial amendments. The first best is that Parliament and the Council, in line with the commitments, assess their own amendments. The Commission may do this for them if it considers this appropriate. We assess in the impact assessment what kind of policy instruments we need for a specific initiative. We have to look at all the possible options and we have specific guidance for that in our better regulation toolbox. Sometimes soft law is just better to achieve the desired policy objective because it is more proportionate and better respects the principles of subsidiarity.

Let me use this opportunity to clarify that all responses to Parliament's resolution are endorsed by the College and hence are political in nature. They constitute a particular form of communication to Parliament. Own-initiative legislative resolutions receive a specific attention. As foreseen in the Treaty, if the Commission does not submit a proposal, it always informs Parliament of the reasons for such a choice.

I would like to thank the rapporteurs again for their comprehensive work and to state that the Commission is ready to engage collectively with Parliament and the Council to give even greater effect to the agreement in our regular meetings.

Presidente. – La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà mercoledì 30 maggio 2018.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Michaela Šojdrová (PPE), písemně. – Oceňuji viditelný pokrok, kterého jsme v tvorbě unijní legislativy díky této inter-institucionální dohodě dosáhli. Pozitivně vnímám především ustanovení, která přispívají ke zvýšení transparentnosti, například zřízení databáze pro delegované akty. Vítám i to, že zpráva upozorňuje na tzv. *gold plating*. Skutečnost, že členský stát do svého právního řádu provede unijní legislativu šířeji, než je nutné, není samo o sobě negativní. Členské státy mohou touto cestou například zajišťovat občanům ještě vyšší standard ochrany. Ne vždy je ale širší vnitrostátní úprava ze strany občanů vítaná a problém je v tom, že občané nedokáží rozlišit mezi tím, které změny v novém zákoně přináší EU a které stát. *Gold plating* v takových situacích přizívuje euroskepsi a má zčásti na svědomí posílení populistických nálad v EU. Proto považuji za nesmírně důležité, aby Komise monitorovala, že členské státy skutečně při transpozici směrnic či přijímání adaptačních zákonů jasně rozlišují ustanovení, která vyplývají z unijní legislativy a která jdou nad její rámec. Musíme nastolit takovou praxi, která nám umožní vyvést občany z představy, že „za všechno může EU“.

30. Nachhaltiges Finanzwesen (kurze Darstellung)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la breve presentazione della relazione di Molly Scott Cato, a nome della commissione per i problemi economici e monetari, sulla finanza sostenibile (2018/2007(INI)) (A8-0164/2018).

Molly Scott Cato, Rapporteur. – Mr President, I must begin my remarks by thanking my colleagues for their engagement and for the way they entered thoroughly into the spirit of compromise that has enabled us to have such a positive and wide-ranging report to vote on tomorrow.

As a former professor of green economics, I am delighted to see that this agenda now has almost universal support, not only in Parliament, but also from the Commission, who have made this a priority agenda, as well as from world leaders, especially President Macron of France. This indicates that the sustainable finance agenda has moved beyond the realm of partisan discussion. It is not the property of any political faction. It also shows that protecting the health and vitality of the planet we depend on is a cause that transcends normal political differences. While we may continue to debate about how banks should be regulated and what is the appropriate level of profits for enterprises, there is no longer any argument about the fact that we need to embark urgently on a transition to a sustainable economy and that finance offers a powerful tool to accelerate that transition.

The urgent need to respond to the threat from climate change has led to innovation in the field of sustainable finance in different EU Member States: the French law of disclosure, German leadership in the field of public investment in the energy transition, the Bank of England's timely action in encompassing the threat of financial stability from stranded assets, the Swedish FSA's ambitious agenda to integrate sustainability into its daily work, and the consideration of the threat to pensions and insurance from the tragedy of horizons by the Netherlands. The aim of the European Parliament should be to encourage a race to the top on sustainable development, to take the best from this innovation across our Union and to combine it into minimum standards for all, guiding investment to ensure a just and rapid transition towards a sustainable economy and society. The sustainability transition is, as its name suggests, a dynamic environment. This is true of the hugely exciting technological innovation as engineers and designers respond to the sustainability imperative, and so it needs to be in terms of how we define and measure sustainability.

This is why our report takes a different stance from the somewhat static taxonomy proposed by the Commission. Our proposal would be for something that time limits the value of different assets, based on their sustainability potential measured by already existing indicators. This would allow investors to shift their asset holdings gradually through time and would enable an orderly transition away from unsustainable investments. The systemic risk posed by stranded carbon assets could thus be avoided, an important first step towards sustainable finance, but we also need to eliminate other stranded assets from investment portfolios. My report recommends extending the stranded assets concept to include fundamental ecological systems and services, so if an investment in intensive agriculture causes soil loss or the death of pollinators, it too should be considered a stranded asset.

When it comes to sustainable finance, my report makes clear that we look to our own institutions, particularly the ECB and the European Investment Bank, to set an example and to rise to the challenge of the Paris Agreement. This must mean an end to any investment that locks us into fossil fuel infrastructure and the inclusion of ESG (environmental, social and governance) goals in the ECB's investment policy.

We welcome the excellent work of the Commission's Expert Group on Sustainable Finance and applaud its level of ambition. Our report lends political support to their recommendations and we seek to convey to the Commission and Council our firm belief that the citizens of the EU look to them to show global leadership on this agenda.

Finally, but crucially, we need to hold the line as politicians as those who will lose value as we move towards sustainability seek to undermine our resolve. Oil will always be able to move vehicles and coal will always be able to drive turbines. For this reason we, the politicians, are deciding that these fossil fuels will lose their value – because the survival of our planet depends upon it. Future generations require us to stand firm and united to ensure that we use the power of finance to protect their future.

(Applause)

Procedura «catch-the-eye»

Sirpa Pietikäinen (PPE). – Mr President, the question of sustainable finance is not the cherries on top of the cake. It is not primarily having 8% or 10% of the financial resources geared to green bonds and green investment. I dare say that this is the biggest change in financial markets since the application of general accounting and auditing principles, and indeed the auditing should take place in integrated reporting based on those indicators that go in parallel with financial reporting, having all the major environmental impacts taken into account. As our rapporteur has already mentioned, those kinds of indicators do exist, and it is only a question of putting them in place.

It is a question of having a review of financial regulation and the pervasive incentives sometimes, be it in fiduciary duty of investors, be it MiFIDs, be it the duty for credit raters to grade the environmental risks and in Basel for the banks to reserve higher capital buffers for environmentally-risky investments.

To conclude, I would just like to thank my colleagues for their excellent work. I think that this is the first step, and I hope the Commission will have the courage to follow these guidelines.

Julie Ward (S&D). – Mr President, thank you to the rapporteur. We must build a financing system that works for people and planet and not just for the market players. Sustainability, responsibility and ethics should be at the core of our finances, as should all EU policies and actions, in line with the sustainable development goals. I therefore welcome the focus of this report on green finances and the call to encourage the financing of projects which contribute to the fight against climate change. I also want to highlight the key role of collaborative economy actors such as cooperatives and social businesses, which are particularly important for women. These alternative economic models must be able to access finances in order to contribute fully to the economic development of our countries and our communities. We should not simply talk about entrepreneurship but always about social enterprise, if we want to build a fairer world.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η βιώσιμη χρηματοδότηση είναι καθοριστική, φυσικά, για την προστασία του περιβάλλοντος. Για τον λόγο αυτό, πρέπει οπωσδήποτε να υπάρξει στήριξη της πράσινης χρηματοδότησης. Φυσικά, πρέπει να αναθεωρηθούν οι όροι υπό τους οποίους γίνεται αυτή η χρηματοδότηση, ο ίδιος ο σχεδιασμός. Επιτρέψτε μου, όμως, να θέσω ένα σοβαρό θέμα που έχει σχέση με την περιφημη ποσοτική χαλάρωση, από την οποία η Ελλάδα έχει εντελώς αποκλειστεί. Όλες οι άλλες χώρες συμμετέχουν πλην της Ελλάδος. Ταυτόχρονα, η Τράπεζα της Ελλάδος, ως μέρος του ευρωσυστήματος, συμμετέχει στην ποσοτική χαλάρωση και αγοράζει ομόλογα ξένων εταιρειών, μη ελληνικών, και έχει δαπανήσει, για το 2015 και το 2016, 42 δισεκατομμύρια ευρώ. Το βλέπετε αυτό λογικό; Να επενδύει η Τράπεζα της Ελλάδος σε ομόλογα επιχειρήσεων μη ελληνικών και, ταυτόχρονα, η Ελλάδα να είναι εκτός ποσοτικής χαλάρωσης; Μπορεί να προχωρήσει έτσι αυτή η διαδικασία;

Heidi Hautala (Verts/ALE). – Mr President, there can be no sustainable finance unless there is transparency of the supply chains of the companies and here, one of the very interesting actions in the action plan on sustainable finance was to assess the need for due diligence reporting. This report of Molly Scott Cato shows that we are getting closer to a tipping point and the time has indeed come for a mandatory due diligence legislation at the European level. That legislation would finally give all companies a level playing field. It would make sure that good companies are rewarded for their actions, and that the unsustainable ones cannot just escape their responsibilities as they do now. Indeed, sustainable finance and responsible business conduct are possible, but if we want it, we just need to make decisions that are ambitious enough and we have no time to waste.

Paul Tang (S&D). – Voorzitter, 180 miljard per jaar is er nodig voor de omslag naar een duurzame economie. Ja, dat is veel geld, maar dat geld is er, alleen op de verkeerde plek. Eén miljoen verstrekken banken als lening aan de fossiele sector, nog los van de vele miljarden die verdwijnen naar de wapenindustrie, landroof en andere praktijken.

Het moet duurzaam. Dat gaat niet met kwartaalkapitalisme, waarbij alleen de winst in het volgende kwartaal telt en banken en andere financiële instellingen niet verder kijken dan hun neus lang is. Het moet anders en het kan ook anders, door spelregels radicaal te verbeteren, door goed gedrag te belonen en slecht gedrag af te straffen en door duidelijke verantwoordelijkheid te geven aan handelaren, investeerders en banken.

Ik hoop daarom dat de Commissie en de lidstaten de aanbevelingen in het verslag overnemen. Dan hebben we die 180 miljard zo bij elkaar en dan voorkomen we dat we nog eens de crisis van 2008 op een net andere manier nog een keer meemaken.

Tot slot zou ik graag de rapporteur en de schaduwrapporteurs bedanken voor de goede samenwerking en voor dit mooie verslag.

Reinhard Bütikofer (Verts/ALE). – Mr President, thank you to Molly Scott Cato. The environmental, climate and biodiversity challenges we are facing are so momentous and radical that we do, indeed, need the race to the top that you are talking about. It is a basic experience of human civilization that, at times, without radical innovation there is no survival. Today is such a time. We need social and political creativity and we must battle firmly against old thinking and old habits that tend to block the emergence of new perspectives. This is why we pursue carbon divestment together with promoting green finance. While we cherish Molly's report and applaud the work of the Commission, we also cherish the fact that a green finance leadership programme is presently being set up in China, led by academics from Tsinghua University. This is the kind of competition that we should all savour. On this front, Europe has an obligation to the whole world and in particular to future generations. Let us not fall short.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, θα ήθελα και εγώ με τη σειρά μου να συγχαρώ την εισηγήτρια. Θα ήθελα να σας συγχαρώ ειλικρινά, μαζί με τους σκιώδεις εισηγητές, για αυτή την έκθεση. Θα ήθελα να τονίσω, και ως μέλος της Επιτροπής Οικονομικής και Νομισματικής Πολιτικής, ότι η βιώσιμη χρηματοδότηση δεν αφορά μόνο οικονομικά θέματα, αλλά αφορά την ποιότητα της ευημερίας του συνόλου της Ευρωπαϊκής Ένωσης, και κατ' επέκταση, της ανθρωπότητας. Περιβάλλον, πράσινη οικονομία, κλιματικές αλλαγές. Μένω στο τελευταίο, κλιματικές αλλαγές. Οι φοβερές επιπτώσεις τους μπορούν να αντιμετωπιστούν αποτελεσματικά μόνο με μακροπρόθεσμο σχεδιασμό. Δυστυχώς, έχει λεχθεί μια μεγάλη αλήθεια: δεν μπορεί να αφεθεί ελεύθερη η οικονομία, ως έχει, να λειτουργήσει και να διασφαλίσει ότι η ποιότητα της ευημερίας θα γίνει με τον σωστό τρόπο. Για αυτό απαιτείται ρύθμιση μέσα από τον δικό μας τον σχεδιασμό. Και πάλι συγχαρητήρια!

(Fine della procedura «catch-the-eye»)

Violeta Bulc, Member of the Commission. – Mr President, I would like to congratulate the rapporteur, Ms Scott Cato, for taking the initiative to present this report. I welcome the support that the report gives to the work on sustainable finance. I also welcome the large consensus among political groups on the best way forward. This is encouraging in view of our future work and discussions on the legislative proposals on sustainable finance that the Commission presented last week. These proposals already address some of your concerns.

First, we will start the process of designing an EU classification system for sustainable economic activities which can inform future EU standards and labels for green financial products such as green bonds or investment funds. We are looking forward to the European Parliament support on this important proposal.

Second, for those who manage investments on behalf of others, we propose to clarify that their duty towards their clients includes the systemic incorporation of sustainability risks into their investment processes. They will also have to disclose how they take this risk into account and what impact they expect these risks to have on returns. In addition, for investment products that actively pursue sustainable objectives, the way these objectives are incorporated into investment decisions would also need to be disclosed.

Third, we propose to create a new category of benchmarks consisting of two specific types of benchmarks: low carbon benchmarks and positive carbon impact benchmarks. We also propose to establish minimum standards for the methodology of these benchmarks. This will increase transparency towards investors on how these benchmarks select and weigh their underlying assets and measure their carbon footprint. In addition, providers of low carbon benchmarks will have to disclose how their methodology takes into account the ESG factors.

Finally, we propose that investment firms and insurance distributors consider the sustainability preferences of retail investors when giving investment advice.

In the coming weeks we will establish a technical expert group (we're going to call it TEG) that will further work on developing an EU classification for sustainable activities or taxonomy standards for green bonds and sustainable matrix.

These are the first steps towards a more sustainable financial system. There is still some work ahead to address other concerns stated in your own initiative report. For instance, the Commission is evaluating the mandatory reporting requirements to make sure they provided the right information to market participants, enabling them to assess companies' long-term value creation and their sustainability-risk management. Of course, further clarification of the role of European supervisory authorities in this process is really important.

Let me conclude by stressing again my appreciation of the work of the European Parliament in this field. Now we count on you to move as fast as possible in the coming months to adopt these measures that will encourage sustainable and green investments in Europe.

Presidente. – La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà domani 29 maggio 2018.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Barbara Kappel (ENF), schriftlich. – Dem Bericht zufolge müssen europäische Investoren ihre Investitionen in umweltfreundliche Technologien erhöhen, um international vereinbarte Klimaziele zu erreichen. Schätzungen der Kommission zufolge sind zur Verwirklichung der Ziele für nachhaltige Entwicklung jährliche Investitionen in nachhaltige Infrastruktur in Höhe von 4,7 bis 6,7 Billionen EUR erforderlich. Derzeit ist es nicht sehr profitabel und eher risikoreich, in umweltfreundliche Technologien zu investieren. Dem Bericht zufolge unterbewerten Investoren den Lohn- und Sozialvorteil einer entkarbonisierten, grünen und nachhaltigen Wirtschaft. Der Bericht fordert die EU auf, von „Best Practices“ wie der deutschen Energiewende zu lernen und sie zu Mindeststandards für alle Mitgliedstaaten zu machen, um Investitionen zu lenken, und einen gerechten und raschen Übergang zu einer nachhaltigen Wirtschaft zu gewährleisten. Zu den Investitionsanreizen gehören Marktmechanismen wie die Offenlegung von Klimarisiken, aber auch starke öffentliche Investitionen und die Emission von grünen Anleihen. Obwohl ich einen Investitionsschub für eine grünere und nachhaltigere Wirtschaft völlig unterstütze, halte ich es für eher riskant, sich in Prognosen zur Kreditwürdigkeit und Rentabilität grüner Anlagemöglichkeiten politisch einzumischen. Solche interventionistischen Maßnahmen sind anfällig für Marktblasen. Ich teile voll und ganz die Warnungen von Dr. Elke König, Vorsitzende der Systemic Risk Boards, die sagt, dass nachhaltig nicht unbedingt risikofrei heißt.

31. EU-Justizbarometer 2017 (kurze Darstellung)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la breve presentazione della relazione di Jytte Guteland, a nome della commissione giuridica, sul quadro di valutazione UE della giustizia 2017 (2018/2009(INI)) (A8-0161/2018).

Jytte Guteland, föredragande. — Herr talman! Jag vill börja med att tacka skuggföredraganden för ett mycket bra samarbete. Detta är parlamentets svar på kommissionens resultattavla för 2017, och denna resultattavla görs varje år sedan fem år tillbaks. Det är en jämförande översikt över effektivitet, kvalitet och oberoende i medlemsländernas rättssystem.

I relation till tidigare år tog kommissionen under 2017 upp nya aspekter om rättssystemets funktion, till exempel hur konsumenter kan få tillgång till rättslig prövning och längden på medlemsländernas straffrättsliga förfaranden inom penningtvätt. Det är mycket bra att det har kommit med, men vi anser att ytterligare förbättringar skulle kunna göras så att resultattavlan blir ännu mer relevant. Exempelvis tar vi i vårt betänkande upp att ett oberoende rättsväsende utgör grunden i en demokrati, och för att säkerställa detta måste rättssystemen vara fria från påtryckningar, både politiska och ekonomiska.

Vi betonar vikten av oberoende åklagarmyndigheter och uppmanar kommissionen att ta fram rapporter för att stärka åklagarnas ställning. Detta tycker jag är väldigt viktigt. Vi beklagar också att det fortfarande råder brist på data i vissa kategorier och vi uppmanar medlemsländerna att anstränga sig mer för att tillhandahålla jämförbara uppgifter. Vi uppmanar kommissionen att utarbeta nya kriterier för att bättre utvärdera om rättssystemen överensstämmer med EU:s rättsstatsprinciper. Här har jag bland annat föreslagit att vi bör ta oss an Venedigkommissionens förteckning över rättsstatskriterier.

Vi betonar även vikten av att medborgarnas tillgång till rättslig prövning och rättshjälp ska stärkas. Det behövs informationsverktyg så att personer med funktionsnedsättning, nationella minoriteter och migranter får bättre tillgänglighet. Vi beklagar också att resultattavlan visade på att andelen kvinnliga domare inom vissa medlemsländer har minskat jämfört med tidigare år. Medlemsländerna behöver riktade åtgärder för att förbättra resultaten. Det behövs också bättre jämställdhetsarbete i rättsväsendet. Det är en viktig grund för effektivitet och oberoende rättssystem och därför föreslår vi ökade utbildningsinsatser, bland annat som domare bör erbjudas, till exempel utbildning om normer och stereotyper.

För mig som föredragande har det också varit viktigt att bredda resultattavlan för vilka typer av rättegångsprocesser jämförelsen avser. Och jag är glad att vi uppmanar kommissionen att i framtida resultattavlor ta fram en ny indikator för att mer noggrant bevaka tillgången till rättslig prövning för diskriminerade grupper. Vi vill också att kommissionen inför nästa års jämförelse tar fram en ny indikator på information om nationella förfaranden vad gäller kollektiva prövningar. Möjligheten till grupp-tal får allt större betydelse för att stärka skyddet för konsumenter, miljö och folkhälsa i hela EU. Den omfattande dieselgateskandalen vittnar exempelvis om rätten att kräva kompensation för felaktiga affärsmetoder. Den visar på behovet av att underlätta medborgarnas ställning till rättslig prövning och effektiv tvistlösning. Därför vore det rimligt och aktuellt att titta på också detta i nästa års resultattavla. Jag vill avslutningsvis ännu en gång tacka alla skuggföredragande för ett utmärkt samarbete. Vi vill så klart uppmana kommissionen att ta sig an våra rekommendationer.

Procedura «catch-the-eye»

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η ανεξαρτησία της δικαιοσύνης στα κράτη μέλη είναι οπωσδήποτε θεμελιώδους σημασίας. Όμως, ιδίως στην Ελλάδα, βάλλεται η ανεξαρτησία της δικαιοσύνης. Αυτή τη στιγμή, υπάρχει μια ρύθμιση στο μνημόνιο που λέει ότι, εάν εκδοθεί δικαστική απόφαση που ακυρώνει τα δημοσιονομικά μέτρα που επιβάλλονται από το μνημόνιο, τότε οφείλει η κυβέρνηση να προχωρήσει στη λήψη νέων δημοσιονομικών μέτρων ισοδύναμου αποτελέσματος. Δηλαδή, η ίδια η τρόικα επιβάλλει με τον τρόπο αυτό – μέσω των μνημονίων – τη μη τήρηση των αποφάσεων της ελληνικής δικαιοσύνης. Δεύτερον, η πρόσφατη παραίτηση του Προέδρου του Συμβουλίου της Επικρατείας στην Ελλάδα αποτελεί μια σοβαρή ένδειξη ότι πλέον κλονίζεται ο θεσμός της ανεξαρτησίας της δικαιοσύνης στην Ελλάδα. Οφείλει η έκθεση να εξετάσει το πώς λειτουργεί η τρόικα και το πώς επί της ουσίας διαλύει κάθε έννοια ανεξαρτησίας της δικαιοσύνης στα κράτη μέλη που βρίσκονται κάτω από την τρόικα.

Heidi Hautala (Verts/ALE). – Mr President, I want to thank our rapporteur, Ms Guteland, for her report and for the excellent cooperation through which this report was produced. This report asks the Commission to add collective redress procedures to next year's comparative exercise because it is a major legal tool in strengthening consumer, environmental and health protection in the European Union.

I am very happy to see that the Commission shares this view as it published a legislative proposal on this matter while we were working on this report. The legislative proposal by the Commission on collective redress does not, however, make the call in this report redundant. On the contrary: collective redress could provide efficient dispute resolution and the means to eliminate unreasonable barriers to access to justice in cross-border cases.

The Commission should also examine how the collective redress could be used in cases where companies or other organisations have committed or contributed to human rights violations in third countries outside European borders. Often, due to legal technicalities or underdeveloped legislation, there may be no effective ways for access to justice and remedy at all.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, θέλω και εγώ να συγχαρώ την εισηγήτρια και τους σκιώδεις εισηγητές για την έκθεσή τους, όμως θα ήθελα να κάνω δύο συγκεκριμένες παρατηρήσεις. Η πρώτη αφορά το γεγονός ότι, δυστυχώς, δεν υπάρχει ομοιογένεια στην εφαρμογή της ευρωπαϊκής νομοθεσίας, και ιδιαίτερα των κατευθυντήριων γραμμών από το Ευρωπαϊκό Δικαστήριο. Και αναφέρομαι ειδικότερα, γιατί έχω προσωπική αντίληψη, στις αποφάσεις που αφορούν τον τραπεζικό τομέα. Είναι ένα τεράστιο ζήτημα, το οποίο πρέπει να επανεξετάσουμε, διότι η ανομοιογένεια στην εφαρμογή αυτών των αποφάσεων πλήττει και την έννοια της απονομής της δικαιοσύνης, αλλά πλήττει και πολλά άλλα θέματα, όπως είναι, για παράδειγμα, ο αθέμιτος ανταγωνισμός. Το δεύτερο σημείο, και τελειώνω, είναι ότι θεωρώ πως έπρεπε να υπάρχει στην έκθεση έστω και μία πρόταση που να καταγράφει ότι στο βόρειο κατεχόμενο μέρος της Κύπρου, που είναι μέρος της Ευρωπαϊκής Ένωσης, δυστυχώς δεν εφαρμόζεται το κράτος δικαίου διότι το εμποδίζει ο τουρκικός στρατός.

(Fine della procedura «catch-the-eye»)

Violeta Bulc, Member of the Commission. – Mr President, I would like to thank the rapporteur, Ms Guteland, and the Parliament very much for their work on this file. We share the same commitment and interest to strengthen the independence and effectiveness of judicial systems in our Member States. These are essential for economic development, social peace and a secure Europe.

The 2018 Justice Scoreboard was adopted by the Commission today. I am glad that your report takes into account many of its elements. It is important to remember that the Scoreboard is a tool which is being continuously improved, and your recommendations will be considered for the future as well. Your report calls for the expansion of the EU Justice Scoreboard into the field of criminal justice. The 2018 Scoreboard expanded the coverage of money laundering and now shows, for nearly all countries, the length of court proceedings in money laundering cases. It shows that, while in about half of Member States the first instance court proceedings take up to a year on average, these proceedings take around two years on average in several Member States.

You call for covering the status of public prosecutors and their autonomy. I am pleased to say that the 2018 Scoreboard shows for the first time an overview of how prosecution services are organised in Member States. The EU Justice Scoreboard feeds into the European Semester country analysis in this respect.

With regard to judicial independence, we are assessing the effectiveness of the national legal frameworks and safeguards in close cooperation with the judicial networks. We have developed a measurement of perceived judicial independence among companies and the general public. We also fully share Parliament's prioritisation of the use of ICT tools, which is reflected in the 2018 Scoreboard, for example the use of electronic means in judicial procedures and access to judgments online. These are indicators on how the needs of specific groups of users of justice systems – for example, children, visually impaired people, non-native speakers – are being taken into account in the provision of public information on the justice system, in the training of judges and in surveys of court users. As regards judicial training, the Commission is currently evaluating the 2018 strategy, including public consultations.

Having said all this, it is important to recall that one of the key challenges for the development of information tools like the EU Justice Scoreboard is the collection of data. We would like to thank Parliament for having called on Member States to cooperate with the Commission. When considering any new area of coverage, it is important to keep in mind the objective of the Scoreboard and the ability to collect reliable data from all Member States, based on a simple and clear indicator in line with European standards.

Your resolution comes at a time when upholding the rule of law is high on the EU agenda. I am convinced that with your support the EU Justice Scoreboard will continue to evolve in order to further help the Member States improve the independence, quality and efficiency of their justice systems, which is crucial for upholding the rule of law.

Presidente. – La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà domani 29 maggio 2018.

32. Ausführungen von einer Minute zu Fragen von politischer Bedeutung

Presidente. – L'ordine del giorno reca gli interventi di un minuto (articolo 163 del regolamento).

Andrea Bocskor (PPE). – Elnök Úr, az Európai Unióban 50 millió olyan polgár él, akik nemzeti vagy nyelvi kisebbséghez tartoznak, mégis az egységes jogalkotás a védelmükben. Az őshonos nemzeti és nyelvi kisebbségek ezáltal a legkiszolgáltatottabbak a jogaik biztosításáért felelős tagországokkal szemben. A Minority SafePack polgári kezdeményezés egy EU-s szintű kisebbségvédelmi keret kialakításának igényéből indult, amit a több mint egymillió aláírás tett nyomatékossá. Remélem, az Európai Bizottság mielőbb kidolgoz egy javaslatot ennek nyomán a nemzeti kisebbségek és nyelvük fennmaradása érdekében. Egységes kisebbségvédelmi keretre, az EU társult országai tekintetében is szükség van, mivel itt is nagy veszélyt jelent az asszimiláció és a már megszerzett jogok folyamatos szűkítése.

Ukrajna 2017. szeptember 1-jétől lett társult országa az EU-nak. Sajnos pont azután szaporodtak meg a kisebbségekkel szembeni törvényi jogszűkítések, melyek közül a legsúlyosabb az oktatási törvény nyelvi cikkelye, amely megszünteti az anyanyelvi oktatást a kisebbségek középiskolaiban. Elfogadhatatlan, hogy több mint fél évvel a Velencei Bizottság javaslatai és a nemzetközi állásfoglalások ellenére sem történt eddig módosítás a cikkely tekintetében. Tisztelt Képviselők, Biztosok! Nekünk, felelős európai politikusoknak tennünk kell a kisebbségi közösségek védelme érdekében az Európai Unió tag- és társult országaiban egyaránt.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, τα εγκλήματα πολέμου και τα εγκλήματα κατά της ανθρωπότητας τα τελευταία χρόνια ήρθαν στο προσκήνιο χάρη στα φοβερά εγκλήματα των τζιχαντιστών και άλλων τρομοκρατικών οργανώσεων που δρουν έξω από το έδαφος της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Πιστεύουμε εμείς στην Ευρωπαϊκή Ένωση ότι το κράτος δικαίου εφαρμόζεται σε όλα τα κράτη μέλη τουλάχιστον σε σχέση με τέτοια ειδικά εγκλήματα. Ωστόσο, τις προάλλες στο βόρειο κατεχόμενο μέρος της Κύπρου, ένας Τουρκοκύπριος, ονόματι Τουρκοκούντ Γεναγρλί, αποκάλυψε με κομψισμό ότι συνόδευε τον τουρκικό στρατό κατά την εισβολή του 1974, ο ίδιος ως αξιωματικός, και δολοφονούσε εν ψυχρώ ανυπεράσπιστους Ελληνοκύπριους, οι οποίοι πολλές φορές ήταν δεμένοι πισθάγκωνα. Στο ίδιο μέρος, που ελέγχεται από τον τουρκικό στρατό, ζει όμως και ένας άλλος Τουρκοκύπριος, ο Σενέρ Λεβέντ, ο οποίος προασπίζεται τις αρχές της Ευρωπαϊκής Ένωσης ενάντια στον Ερντογάν. Συνάδελφοι, θεωρώ ότι πρέπει κάτι να κάνουμε για να μην υπάρξει διαγραφή των εγκλημάτων και για να προχωρήσουμε επίσης στο να εξετάσουμε το έγκλημα του εθνικισμού στο βόρειο κατεχόμενο μέρος της Κύπρου.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η αναγνώριση εκ μέρους του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου της γενοκτονίας των Ελλήνων του Πόντου από την Τουρκία αποτελεί πλέον μια ιστορική αναγκαιότητα. Πολύ δε περισσότερο καθώς το 2019 συμπληρώνονται 100 χρόνια από τη γενοκτονία των Ελλήνων του Πόντου. Το 1919, μετά την απόφαση του Κεμάλ Ατατούρκ στη Σαμψούντα του Πόντου, οι Νεότουρκοι προχώρησαν σε μαζικές σφαγές και δολοφονίες χιλιάδων Ελλήνων του Πόντου. Άνδρες, γυναίκες και παιδιά ήταν τα θύματα της γενοκτονίας των Ελλήνων του Πόντου που ξεπέρασαν τις 350 000. Εκτελέσεις, βιασμοί και καταναγκαστικά έργα στα τάγματα εργασίας, εξολοθρεύσαν τους 350 000 συμπατριώτες μας του Πόντου. Πρόκειται για γενοκτονία μια και οι Έλληνες του Πόντου εξολοθρεύτηκαν από την Τουρκία επειδή ήταν Έλληνες και χριστιανοί. Στις 21 Μαΐου — πριν λίγες μέρες — στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο στις Βρυξέλλες, διοργάνωσα, ως μέλος της Ομάδας ECR, εκδήλωση για την αναγκαιότητα αναγνώρισης εκ μέρους του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου της γενοκτονίας των Ελλήνων του Πόντου. Να πράξει, δηλαδή, επιτέλους το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο το ιστορικό του χρέος με τη συμπλήρωση, το 2019, των 100 χρόνων από τη γενοκτονία των Ελλήνων του Πόντου.

Yana Toom (ALDE). – Mr President, three days before the entry into force of the GDPR Mark Zuckerberg testified before the European Parliament. He stated that in three days' time Facebook will be fully compliant with the new regulation, but as was rightfully said, how do we know that you are telling us a truth? Is Facebook being honest with us? The question answered itself on Friday. Hours after the GDPR entered into force, a lawsuit has been filed against Facebook and two of its companies, WhatsApp and Instagram, in three countries for breaching the GDPR. It is alleged that these companies never gave the users the real choice regarding the use of their data. If you don't agree you simply cannot use your Facebook account anymore. This is unacceptable. Apologies and handshakes are not sufficient anymore to get Facebook off the hook. I welcome the lawsuits filed by digital rights activists and encourage action on a European level. It is great to see Europeans defending their own rights, but we are the ones who should be protecting them.

Matt Carthy (GUE/NGL). – Mr President, it was only this year that the people of the west of Ireland learned that, back in 2011, the then Minister for Transport, now Taoiseach, Leo Varadkar, intervened to prevent EU funding to the western and border regions of Ireland, including funding for the vital western rail corridor. That this outrageous action hardly surprised anyone living in those parts of Ireland is itself telling. The truth is that a privatisation and centralisation agenda on the part of successive Irish governments has led to huge regional imbalances, massive disparities in economic growth and job creation, and an inexistent public transport system across many parts of my constituency. The questions that the European institutions now need to ask themselves are these: do they want to be complicit in denying citizens to access to public transport, and are they going to allow Irish governments to continue to treat the trans-European transport network (TEN-T) objectives with contempt? There is massive demand for rail transport across parts of Ireland that have been ignored by Irish governments. But will the Commission now step up on their behalf or will they ignore them also?

Michaela Šojdrová (PPE). – Pane předsedající, já chci ve svém projevu upozornit na situaci v Sýrii. Tato válka totiž významně ovlivňuje politickou situaci v zemích Evropské unie a občané by měli znát pravdu o této válce.

Válku rozpoutal Bašár Asad, aby potlačil odpor demokratické opozice. Rod Asadů a strana Baas vládne v Sýrii od roku 1963, tedy padesát pět let. Byl to právě prezident Asad, kdo propustil v roce 2011 vězněné sunnitské radikály a umožnil tak vznik Islámského státu. Asad se profiluje jako bojovník proti Islámskému státu, ale *de facto* celou situaci jen využil k likvidaci těch, kteří v Sýrii požadovali svobodu a dodržování lidských práv. Po sedmi letech od vypuknutí protestů je situace alarmující. Z původních dvaadvaceti milionů obyvatel je šest a půl milionu uprchlíků za hranicemi a sedm milionů vnitřně vysídlených.

Dámy a pánové, Bašar Asad a Putin jsou ti, kteří zodpovídají za pět set tisíc mrtvých a další miliony zraněných, a měli by stát před tribunálem.

Rory Palmer (S&D). – Mr President, rail passengers in the East Midlands deserve better – better than the cancelled electrification of the Midland Main Line from Kettering to Leicester, Nottingham and Sheffield; better than the East Midlands Trains St Pancras ticket barrier shambles; better than fare increases for late, overcrowded trains; and better than bailouts to companies like Stagecoach and Virgin. When companies fail on one rail franchise, they should be banned from competing for others. Passengers want fares that are fair, trains that run on time and the promised investment in the network, like full electrification of the Midland Main Line. This is why we need stronger rail passenger rights in the European Union and in the UK. Instead of cancelled trains, it's time to cancel the failed privatisation of our railways. It's time to publish a new timetable, a new timetable for renationalising our railways – as a Labour government would – to give passengers the services they deserve.

Urszula Krupa (ECR). – Panie Przewodniczący! Ponieważ instytucje Unii Europejskiej aktywnie interesują się przestrzeganiem praworządności chcę zwrócić uwagę na kampanię nienawiści, szczególnie wobec katolików w Polsce, która polega na zniesławianiu, bazuje na oszczerstwach środowisk lewicowo-liberalno-feministycznych rozpowszechniających nieprawdziwe informacje mające prowadzić do eliminacji. Ataki nienawiści i bluźnierstw od dawna kierowane są na założyciela Radia Maryja i Telewizji Trwam oraz wielu innych dzieł służących Polsce i mojemu narodowi. Podnoszę tę kwestię w Parlamencie Europejskim, gdyż kampanie nienawiści prowadzone są w sposób niedopuszczalny, co prawda przez polskojęzyczne media, ale o całkowicie niepolskim kapitale dopuszczając się antypolskiej retoryki od dawna. Jak wiadomo z historii Francji czy walki z wiarą w sowieckiej Rosji niejednokrotnie kończyło się to powstaniem aparatu przemocy, który walcząc z religią zbiera żniwo w postaci nawet milionów ofiar zbrodni i prześladowań. Ataki nie tylko medialne o potencjalnie przestępczym charakterze bezpodstawnie dyskryminują zarówno kapłana, jak i całe środowisko wierzących rodaków, zwalczają niezależne media, nie ponosząc za to żadnych konsekwencji.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL). – Señor presidente, el pasado 3 de mayo el Consejo de Europa señaló a España como uno de los países que no han implementado de manera completa ni una sola de las recomendaciones relacionadas con la lucha contra la corrupción. Por otra parte, en las recientes recomendaciones del Consejo de Europa a España, se menciona el lastre negativo que la corrupción tiene para la recuperación económica en nuestro país.

La sentencia sobre el caso Gürtel señala directamente al Partido Popular como responsable directo y colectivo de una trama de corrupción que avergüenza a nuestro país y limita también nuestras opciones económicas. La corrupción hace un daño innegable a la economía, pero también a la democracia: saquear las arcas del Estado no es amar a España.

Pero este problema también es un problema para Europa, un problema que salpica y pone en duda la calidad democrática de las instituciones europeas y su compromiso con la transparencia. Es hora de actuar con coherencia y, sobre todo, con contundencia contra la corrupción.

Cristian Dan Preda (PPE). – Domnule președinte, România își va asuma președinția Consiliului Uniunii Europene în prima parte a anului viitor. Va fi o premieră. Pregătirea ei este însă în mare pericol. Vina aparține guvernului condus de Viorica Dăncilă, în primul rând pentru că numeroși miniștri sunt incompetenți. Și mai grav este faptul că prim-ministrul și-a abandonat prerogativele. Puterea guvernului a fost uzurpată de o persoană condamnată penal – Liviu Dragnea. Acesta conduce PSD și, în mod netransparent, dictează acțiunea guvernamentală. Deriva statului de drept este, în România, mai gravă decât în Ungaria sau în Polonia. Majoritatea PSD - ALDE nu este pregătită de asumarea președinției Consiliului Uniunii Europene.

Reamintesc faptul că în primele 6 luni din 2019 vor trebui încheiate negocierile pentru CFM și gestionată ieșirea Marii Britanii din Uniunea Europeană. Există resurse politice pentru a depăși criza de la București, dar cred că doar alegerile anticipate pot da o putere legitimă și competentă, la fel ca în Italia domnul președinte.

Alex Mayer (S&D). – Mr President, I was recently with the trade union Usdaw outside a Lidl distribution centre – outside, because the management won't let UK unions in. 'There's an unreasonable workload to achieve productivity targets'; 'Lidl have a culture of health and safety that is only important *after* something goes wrong'. These are direct quotes from worried workers.

This isn't new and there is a similar story to tell across Europe. Back in 2004, Verdi published its 'Black Book on Lidl', exposing a low-pay, high-fear culture. Lidl cannot be allowed to continue to expand at the expense of its workers. They need a voice, through an independent trade union. So my message to Lidl is: end your opposition to unions and meet with Usdaw. Talk about recognising it as the trade union for Lidl staff. Until you do that, we will keep campaigning outside your warehouses and stores. It is time for a 'Lidl' more understanding.

Branislav Škripek (ECR). – Vážený pán predsedajúci, v stredu budeme rokovať o vplyve premiestňovania výroby v súvislosti s prípadom spoločnosti Embraco, keď bola presunutá výroba z Talianska na Slovensko, za čo sme si vyslúžili medzinárodnú kritiku.

Je v takýchto prípadoch dôležité nabádať ku sociálnej zodpovednosti firiem a podporovať rozvoj priemyslu v Európskej únii. S tým súhlasím. Lenže tak, ako firmy na Slovensko prichádzajú, tak z neho aj odchádzajú a zanechávajú za sebou spúšť. Príklad: vo firme Bodet&Horst vo Vrbovom veľká časť z vyše tristo zamestnancov musela práve podať hromadné výpovede, lebo ide do konkurzu. Vyše trinásť rokov u nás vyrábala. Na rozvoj dostala až päť a pol milióna dotácií z rozpočtu Slovenskej republiky. Medzitým rozbehla výrobu aj v Rumunsku. V apríli vyhlásila, že na Slovensku končí a presúva sa do Nemecka a Rumunska. To treba v rámci voľného trhu Európskej únie akceptovať. Ale je nemysliteľné, že opúšťa Slovensko s nevypatenými mzdami a pohľadávkami. Len sociálnej a zdravotnej poisťovni dlží vyše šesťsto tisíc. Samozrejme, za jej krachom môže byť aj zlé hospodárenie, lenže nemožno súhlasiť, že firmy po sebe niekde zanechávajú dlhy, odídu a my ich podporujeme v podnikaní v inej krajine.

Preto žiadam Komisiu, aby vytvorila legislatívny nástroj, ktorý zabráni presunu firiem medzi krajinami Európskej únie, pokiaľ nebudú mať vyriešené všetky pohľadávky v pôvodnej krajine pôsobenia.

Marie-Pierre Vieu (GUE/NGL). – Monsieur le Président, ce mardi 29 mai, devant le Parlement, aura lieu une manifestation européenne des routiers, qui nous interpellent sur leur situation, alors même que le 4 juin prochain, en commission des transports et du tourisme, débiteront les votes sur le paquet mobilité. Que demandent les salariés? Dans un secteur ravagé par la mise en concurrence et précarisé à outrance, qui connaît des conditions de travail extrêmes, les routiers revendiquent une dignité qui leur est aujourd'hui niée, la reconnaissance de leurs droits et la sécurité professionnelle.

Face à cette urgence, vous leur répondez par un allongement du temps de travail, un encadrement du temps de repos qui les conduit trop souvent à ne plus quitter leur cabine, une *lex specialis* pour les travailleurs détachés de la route, qui va les priver des avancées de la directive générale sur le détachement.

Par conséquent, au final, plus de précarité et plus de dumping social. Pour paraphraser le poète Aragon, «est-ce ainsi que les hommes vivent» ou qu'ils doivent vivre? Pour ma part, je prendrai mes responsabilités lors des votes, comme dans la rue, et je lance un appel à la solidarité avec les salariés de la route.

Maria Gabriela Zoană (S&D). – Domnule președinte, doamnă comisar, dragi colegi europeni, ridicați României mecanismul de cooperare și verificare. De mai bine de 10 ani, România este monitorizată prin MCV. Cetățenii români se întreabă, și pe bună dreptate, dacă acest mecanism de cooperare și verificare nu a fost folosit, în toți acești ani, împotriva unor persoane publice, drept pretext. În același timp, România și-a îndeplinit recomandările pe care ultimul raport MCV, cel din noiembrie 2017, le făcea țării noastre. Mai mult, România este țara care urmează să preia de la 1 ianuarie 2019 președinția Consiliului Uniunii Europene, iar neridicarea mecanismului până la această dată va șubrezi puterea de negociere a Uniunii Europene în cadrul BREXIT-ului.

România a suferit destul și pe nedrept, ca imagine, din cauza acestui mecanism, care acum trebuie de urgență ridicat pentru că absolut toate condițiile tehnice ale ridicării au fost deja îndeplinite. Țări ca Olanda, Franța și Finlanda folosesc MCV-ul împotriva țării mele ca argument al neaderării României la Schengen.

Ангел Джамбазки (ECR). – Обсъждаме днес скандалния проект „Мобилност“. Скандален, защото е най-ярката проява на двоен стандарт, който тази зала е виждала. Предложенията на президента Макрон са антиевропейски и евроскептични. Те са такива, защото целят едно единствено нещо – да разорят предприемачите от Изтока и да привлечат техните работници като черноработници в своите фирми. Този проект предлага не пазарни практики, а административни такива, нарушения на свободния пазар, нарушение на свободата на придвижване, нарушение на конкуренцията и това всичко е лицемерие и двоен стандарт.

Не може да има Европейски съюз, в който ще има фирми, които ще работят на източните пазари, а източните фирми няма да работят на западните пазари. Това е нередно, несправедливо и отново казвам, антиевропейско. Тези предложения сами по себе си показват ясна тенденция за разделяне на Европа на „две скорости“, която е в ущърб на източните държави и би превърнала превозвачите от източна Европа, включително от България, от Румъния и т.н. в гастарбайтери. Това е недопустимо и неприемливо.

Уважаеми колеги, трябва да се осъзнаете и да гласувате против това.

John Howarth (S&D). – Mr President, the conflict in the north Indian state of Jammu and Kashmir goes back 70 years. The departing British left Kashmir's destiny in the gift of a king, rather than in the hands of its people, and wars between India and Pakistan followed. A settlement now in Kashmir is essential to peace and to progress in a complex region. There have been times of hope, there have been signs of progress, but in recent years and months the situation has deteriorated. The infringement of human rights by the Indian military has been widespread and systematic. Several generations of Kashmiris now have no civil experience other than conflict with the Indian state, but the iron fist has failed, and it has cost India dear. In elections in Kashmir virtually no one votes, so in developing relations with India, the European Union cannot ignore human rights abuses, and the world cannot afford to ignore this flashpoint between nuclear-armed powers.

Claudiu Ciprian Tănăsescu (S&D). – Domnule președinte, dragi colegi, proiectul nostru de a organiza o Europă unită se pare că se cam diluează, își pierde din consistență, iar cauza e una simplă: cetățeanul european, indiferent de statul membru din care face parte, nu mai simte că Bruxelles-ul lucrează pentru el. Una din modalitățile prin care cetățeanul european ar trebui adus alături de valorile europene este aceea a politicii europene din domeniul sănătății.

Prin urmare, dacă vrem o Uniune Europeană credibilă, care să aibă în spate încrederea și susținerea cetățeanului, consider că este necesar să demarăm o reformă structurală a sistemului de sănătate. Ar trebui, în pofida diferențelor naționale de abordare a acestui domeniu, să punem bazele construcției unui sistem sanitar unic, care să aibă în centrul atenției omul, cu problemele sale, nu doar profitul și rentabilitatea afacerilor din acest sistem. În acest context, rog factorii de decizie din Comisia Europeană să vină cu o inițiativă în acest sens, care să poată deveni realitate până la finalul viitoarei legislaturi.

Presidente. – La seduta è tolta.

33. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll

34. Schluss der Sitzung

(La seduta è tolta alle 23.42)

—

Legende der verwendeten Zeichen

*	Konsultationsverfahren
***	Zustimmungsverfahren
***I	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, erste Lesung
***II	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, zweite Lesung
***III	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, dritte Lesung

(Das angegebene Verfahren entspricht der von der Kommission vorgeschlagenen Rechtsgrundlage.)

Abkürzungen der Ausschüsse

AFET	Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten
DEVE	Entwicklungsausschuss
INTA	Ausschuss für internationalen Handel
BUDG	Haushaltsausschuss
CONT	Haushaltskontrollausschuss
ECON	Ausschuss für Wirtschaft und Währung
EMPL	Ausschuss für Beschäftigung und soziale Angelegenheiten
ENVI	Ausschuss für Umweltfragen, öffentliche Gesundheit und Lebensmittelsicherheit
ITRE	Ausschuss für Industrie, Forschung und Energie
IMCO	Ausschuss für Binnenmarkt und Verbraucherschutz
TRAN	Ausschuss für Verkehr und Fremdenverkehr
REGI	Ausschuss für regionale Entwicklung
AGRI	Ausschuss für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung
PECH	Fischereiausschuss
CULT	Ausschuss für Kultur und Bildung
JURI	Rechtsausschuss
LIBE	Ausschuss für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres
AFCO	Ausschuss für konstitutionelle Fragen
FEMM	Ausschuss für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter
PETI	Petitionsausschuss
DROI	Unterausschuss Menschenrechte
SEDE	Unterausschuss Sicherheit und Verteidigung

Abkürzungen der Fraktionen

PPE	Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten)
S&D	Fraktion der Progressiven Allianz der Sozialdemokraten im Europäischen Parlament
ECR	Fraktion der Europäischen Konservativen und Reformer
ALDE	Fraktion der Allianz der Liberalen und Demokraten für Europa
GUE/NGL	Konföderale Fraktion der Vereinigten Europäischen Linken/Nordische Grüne Linke
Vers/ALE	Fraktion der Grünen/Freie Europäische Allianz
EFDD	Fraktion Europa der Freiheit und der direkten Demokratie
ENF	Fraktion Europa der Nationen und der Freiheit
NI	Fraktionslos



C/2024/3370

30.5.2024

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 29. MAI 2018

(C/2024/3370)

EUROPÄISCHES PARLAMENT

SITZUNGSPERIODE 2018-2019

Sitzungen vom 28. bis 31. Mai 2018

STRASSBURG

Inhalt	Seite
1. Eröffnung der Sitzung	4
2. Mehrjähriger Finanzrahmen 2021-2027 und Eigenmittel (Aussprache)	4
3. Entsendung von Arbeitnehmern im Rahmen der Erbringung von Dienstleistungen (Aussprache)	29
4. Erklärung des Präsidenten	41
5. Feierliche Sitzung – Republik Guinea	41
6. Wiederaufnahme der Sitzung	45
7. Abstimmungsstunde	46
7.1. Verlängerung der Mandatszeit des Sonderausschusses Terrorismus (Abstimmung)	46
7.2. Spannen für die fischereiliche Sterblichkeit und Schutzniveau für bestimmte Heringsbestände in der Ostsee (A8-0149/2018 - Alain Cadec) (Abstimmung)	46
7.3. Statistik des Güterverkehrs auf Binnenwasserstraßen (kodifizierter Text) (A8-0154/2018 - Lidia Joanna Geringer de Oedenberg) (Abstimmung)	46
7.4. Abkommen zwischen der EU und der Schweiz über die Ursprungskumulierung zwischen der EU, der Schweiz, Norwegen und der Türkei im Rahmen des Allgemeinen Präferenzsystems (A8-0151/2018 - Tiziana Beghin) (Abstimmung)	46
7.5. Abkommen zwischen der EU und Norwegen über die Ursprungskumulierung zwischen der EU, der Schweiz, Norwegen und der Türkei im Rahmen des Allgemeinen Präferenzsystems (A8-0152/2018 - Tiziana Beghin) (Abstimmung)	46

Inhalt	Seite
7.6. Übereinkunft zwischen der EU und Norwegen über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden, die Betrugsbekämpfung und die Beitreibung von Forderungen auf dem Gebiet der Mehrwertsteuer (A8-0147/2018 - Miguel Viegas) (Abstimmung)	46
7.7. Optimierung der Wertschöpfungskette in der EU-Fischereibranche (A8-0163/2018 - Clara Eugenia Aguilera García) (Abstimmung)	46
7.8. Umsetzung der GAP-Instrumente für Junglandwirte in der EU nach der Reform im Jahr 2013 (A8-0157/2018 - Nicola Caputo) (Abstimmung)	46
7.9. Mehrjahresplan für Grundfischbestände in der Nordsee und für die Fischereien, die diese Bestände befischen (A8-0263/2017 - Ulrike Rodust) (Abstimmung)	46
7.10. Entsendung von Arbeitnehmern im Rahmen der Erbringung von Dienstleistungen (A8-0319/2017 - Elisabeth Morin-Chartier, Agnes Jongerius) (Abstimmung)	47
7.11. Bewirtschaftungs-, Erhaltungs- und Kontrollmaßnahmen für den Übereinkommensbereich der Regionalen Fischereiorganisation für den Südpazifik (A8-0377/2017 - Linnéa Engström) (Abstimmung)	47
7.12. Nachhaltiges Finanzwesen (A8-0164/2018 - Molly Scott Cato) (Abstimmung)	47
7.13. EU-Justizbarometer 2017 (A8-0161/2018 - Jytte Guteland) (Abstimmung)	47
8. Stimmerklärungen	48
8.1. Optimierung der Wertschöpfungskette in der EU-Fischereibranche (A8-0163/2018 - Clara Eugenia Aguilera García)	48
8.2. Umsetzung der GAP-Instrumente für Junglandwirte in der EU nach der Reform im Jahr 2013 (A8-0157/2018 - Nicola Caputo)	49
8.3. Mehrjahresplan für Grundfischbestände in der Nordsee und für die Fischereien, die diese Bestände befischen (A8-0263/2017 - Ulrike Rodust)	51
8.4. Entsendung von Arbeitnehmern im Rahmen der Erbringung von Dienstleistungen (A8-0319/2017 - Elisabeth Morin-Chartier, Agnes Jongerius)	51
8.5. EU-Justizbarometer 2017 (A8-0161/2018 - Jytte Guteland)	54
9. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll	54
10. Wiederaufnahme der Sitzung	54
11. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll	54
12. Antrag auf Anhörung des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses (Artikel 137 Absatz 2 GO): siehe Protokoll	54
13. Lage im Gazastreifen und der Status von Jerusalem (Aussprache)	54
14. Lage in Nicaragua (Aussprache)	68
15. US-Zölle in der Stahl- und Aluminiumbranche und die Reaktion der EU (Aussprache)	74

Inhalt	Seite
16. Berichtigung (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll	89
17. Empfehlung an den Rat, die Kommission und die Vizepräsidentin der Kommission und Hohe Vertreterin zu Libyen (Aussprache)	89
18. Jahresbericht über das Funktionieren des Schengen-Raums (Aussprache)	102
19. Mindeststandards für die Rechte, die Unterstützung und den Schutz von Opfern von Straftaten (Aussprache)	119
20. Zusammensetzung der Fraktionen: siehe Protokoll	130
21. Schutz gegen gedumpte und subventionierte Einfuhren aus nicht zur Europäischen Union gehörenden Ländern (Aussprache)	130
22. Jahresbericht über die Umsetzung der gemeinsamen Handelspolitik (Aussprache)	138
23. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll	146
24. Schluss der Sitzung	146

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 29. MAI 2018

VORSITZ: RAINER WIELAND

Vizepräsident

1. Eröffnung der Sitzung

(Die Sitzung wird um 9.07 Uhr eröffnet.)

2. Mehrjähriger Finanzrahmen 2021-2027 und Eigenmittel (Aussprache)

Der Präsident. – Als erster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärungen des Rates und der Kommission zum mehrjährigen Finanzrahmen 2021-2027 und Eigenmittel (2018/2714(RSP)).

Monika Panayotova, President-in-Office of the Council. – Mr President, on 2 May, the Commission tabled its long-awaited proposals for the future Multiannual Financial Framework. They represent one of the most important files we will work on in the coming months. The file is considered a top priority by this Presidency, working in close cooperation with the future Austrian and Romanian Presidencies.

As agreed in February, once all the sectoral proposals are available, the European Council will return to the issue of the MFF and the timeline for the negotiation. This discussion will take place at the June European Council meeting. In the meantime, the Presidency started working at full speed on the MFF package. After a first political discussion at the level of Ministers on 14 May, experts now meet every week to review the proposals in detail. But work doesn't stop in the Council. We are all very much aware that cooperation with Parliament will be essential to concluding this file in a timely manner.

For this reason, as soon as we receive the proposals from the Commission, my Prime Minister wrote to President Tajani to establish proper ways of communication. As you can see from the letter of Prime Minister Borissov, the Presidency and future presidencies are committed to keeping Parliament informed about the progress in the Council and to regular exchange of views between the two institutions. This will be key to making sure that we understand each other's expectations and constraints. In that spirit, we have already met twice with Parliament's negotiating team. It was very important for us to get the process off to a good start. We look forward to more frank and fruitful exchanges with your representatives in June on the margins of the next General Affairs Council.

Before I conclude, I would like to add a word on the substance of the MFF debate. The discussion will seem to be about money, but in fact it will be about shared priorities. Behind the figures, the debate will be about our policy choices and where we expect the European Union to act in the next seven years. It is already clear that we will have to find the right balance between the new priorities and the traditional policies. The policy choices will determine the structure, the size and the resources of the next financial framework. The Presidency is fully committed to giving a dynamic start to the examination and the discussion of the proposals.

Expectations are high for this Multiannual Financial Framework. This is about the future of Europe. But challenges are equally high, and let us not forget the need to achieve unanimity in the Council. The first step will be to understand what the Commission proposals really mean. For that, we need clear information from the Commission. I gather that there were questions in Parliament about the figures presented by the Commission. We had similar questions, and I am confident that today Commissioner Oettinger will provide us with further information on it.

Günther Oettinger, *Mitglied der Kommission*. – Herr Präsident, verehrte Vertreterin der Ratspräsidierenden, Damen und Herren Abgeordnete, meine sehr geehrten Damen und Herren! Nachdem wir am 2. Mai unseren Vorschlag für den Haushaltsrahmen des nächsten Jahrzehnts gemacht hatten, werden wir beginnend heute bis zum 14. Juni die Fülle der sektoralen Ausführungsvorschriften im Kollegium abschließend erarbeiten und dann Ihnen überantworten. Das heißt, ich kann heute bestätigen, dass wir am 14. Juni auf dem Tisch Ihres Hohen Hauses und im Rat alle sektoralen Regelungsvorschläge haben werden. Heute kommt zum Beispiel das Paket der Kohäsionspolitik und im Laufe der Woche dann auch das große Paket der Agrarpolitik zur abschließenden Beratung in der Kommission zum Aufruf.

Seit dem 2. Mai — wenn man die Schwerpunkte, Prioritäten, die Programme und die Ausstattung mit Geld nimmt — gab es eine Fülle von Kritik. Die einen sagen: Der Rahmen mit 1,114 ist zu gering — die anderen sagen: Er ist viel zu hoch. Die einen sagen: Die Kürzungen im Agrarbereich und bei der Kohäsion sind viel zu gering — die anderen sagen: Kürzungen sind nicht akzeptabel. Wir haben vorgeschlagen, Erasmus+ zu verdoppeln. Einige sagen: Eine Verdreifachung wäre angezeigt.

Wir erhöhen Forschungsprojekte und digitale Innovationsprojekte um bis zu 50 % — einige sagen, das sei viel zu wenig. Ich habe mir auch in zahlreichen Mitgliedstaaten die Resonanz angeschaut.

Ich will Sie, meine Damen und Herren, bitten, mir zu helfen — denn ich brauche im Rat am Ende Einstimmigkeit — und auch dort, wo der Vorschlag der Kommission bei der Verpflichtungen mit 1,114 % in der Dimension als zu hoch angesehen wird — Schweden, Dänemark, vielleicht Finnland, die Niederlande, Österreich —, mitzuhelfen. Denn dies sind zum Teil die Länder, in denen Ihre Wahlkreise sind. Nur wenn es uns gemeinsam gelingt, im Rat Eigenständigkeit zu erzielen, hat das Ganze eine Chance.

1,3 % sagen Sie, das Parlament. Der Vorschlag der Kommission ist 1,114 %. Um es vorzuschicken: Ich halte eigentlich beides für maßvoll. Hier sage ich mal in aller Deutlichkeit: Unsere europäischen Bürger erwirtschaften mit Hände- und Kopfarbeit und Vermögensanlage 100 EUR. Davon nehmen wir ihnen über Abgaben, Steuern, Gebühren und Beiträge 50 EUR ab — das ist die Staatsquote im europäischen Durchschnitt. Von den 50 EUR kommt derzeit 1 EUR nach Europa und bleiben 49 EUR in Paris, Warschau, Berlin, Rom, Stuttgart, Linz, in ländlichen Räumen und in sozialen Systemen. 1 EUR von 50 ist uns Europa wert. Deswegen sage ich: Sowohl 1,3 als auch 1,114 sprengt das Gefüge der Ebenen Europas — die europäische Ebene, die nationale Ebene, die regionale Ebene, die lokale Ebene, die soziale Ebene — nicht. Trotzdem müssen wir sehen, dass wir — da bin ich mir ganz sicher — mit 1,3 im Rat keine Chance haben.

Zweitens: Mit Ihrem Bericht vom März haben Sie vieles gefordert, was in unserem Entwurf enthalten ist: neue Prioritäten, Verteidigung, Migration, Grenzschutz, verstärkte Investitionen in Forschung, Innovation, Erasmus+. Wir haben mit unserem Vorschlag genau dies auch realisiert. Sie sagen aber: keine Kürzungen in der GAP und bei der Kohäsion.

Ich sage Ihnen ganz offen: Wenn ein großer Nettozahler — wenn die große Volkswirtschaft des Vereinigten Königreiches — geht, dann ist das ein *game changer*. Da kann man nicht so tun, als ob man alle Programme gleich hält, neue Aufgaben angeht und einige neue Schwerpunkte mit mehr Investitionen ausstatten will. Deswegen halten wir maßvolle Kürzungen, ohne die Programme zu schädigen, bei der Kohäsion und im Agrarbereich, den beiden größten Programmen, für notwendig. Nach meiner Überzeugung entbehrt alles andere des Realismus.

Nun haben wir in den letzten Wochen einen intensiven Austausch darüber gehabt, wie man zu diesen Zahlen kommt. Zunächst: Die absoluten Zahlen sind unstrittig. In Euro und Cent stehen für die Haushaltsjahre 2014 bis 2020 und für den nächsten MFR die jährlichen vorgeschlagenen Investitionen fest — ohne jeden Streit. Streit kann entstehen, wenn man Kürzungen prozentual bewerten will.

Wie sieht unsere Kalkulation aus? Wir haben den MFR 2014 bis 2020 genommen, und bei jedem Programm abgezogen, was in diesen Jahren an das Vereinigte Königreich geht – Forschungsprojekte mit Oxford, Cambridge und London, zweite Säule: GAP für den ländlichen Raum, Direktzahlungen für Farmer im Vereinigten Königreich; Kohäsionsprogramme oder auch den europäischen Sozialfond für Regionen im Vereinigten Königreich. Und so kamen wir zu einem virtuellen EU-27-Haushaltsrahmen 2014 bis 2020. Denn die Landwirte in Österreich, Polen und Deutschland können nicht erwarten, dass sie mehr bekommen, dass das Geld, das bisher in das Vereinigte Königreich ging, nun zu ihnen kommt.

Bei einigen Programmen haben wir nicht gekürzt. Bei Galileo haben wir nicht gekürzt. Denn die Investition in Satelliten für Navigationstechnologien ist gleich hoch für 27 Länder wie für 28 Ländern. Galileo wird teurer, bleibt aber wichtig – deswegen keine Kürzung hier.

Dann haben wir das letzte Jahr in diesem MFR-2020 — und das erste Jahr im nächsten MFR verglichen. Denn dies spüren unsere Partner und spüren die Menschen. Was bezahlen wir 2020 dem Landwirt an Direktzahlungen pro Hektar? Und was kann man bezahlen im Jahr danach? Und hier – 2020 und dann 2021 — kommen wir zu Kürzungen in der Agrarpolitik von exakt —4,6 %. Da der Vorschlag – wenn er so in dieser Woche beschlossen wird – etwas stärkere Kürzungen in der zweiten Säule und geringere Kürzungen in der ersten Säule „Direktzahlungen“ vorsieht, aber etwas mehr Flexibilität für unsere Mitgliedstaaten zwischen den beiden Säulen vorschlägt, kommen wir bei den Direktzahlungen 2021 zu Kürzungen von exakt -3,9 % im Vergleich zu 2020.

Bei der Kohäsion geht es jetzt um die Ausführungsvorschriften, die heute in der Kommission beraten werden. Da gibt es ein sogenanntes Berlin-Modell, das aus dem Jahre 1999 stammt. Dies wurde bei den mittlerweile drei MFR-Beratungen jedesmal aktualisiert und modernisiert. Wir halten daran aber fest. Wir wollten erreichen, dass es weiter fair zugeht, es bei der Kohäsionspolitik nicht zu große Gewinner und zu starke Verlierer gibt. Aber eines kann man sagen: Gerade die neuen Mitgliedstaaten haben die Kohäsionspolitik in den Jahren 2005 bis heute richtig eingesetzt, haben ihr BIP pro Kopf deutlich erhöht, kommen an den Durchschnitt heran. Länder wie die Slowakei oder auch die baltischen Länder oder Polen bekommen in unserem MFR-Vorschlag für die Kohäsionspolitik weniger Geld, weil sie wettbewerbsstärker geworden sind, weil sie wirtschaftlich zugelegt haben. Andere, die in den letzten Jahren länger in der Stagnation gewesen sind, wie Italien, bekommen mehr Geld.

Wir brauchen für dieses Ganze eine Formel, die noch immer den Gedanken der Solidarität und der Stärkung der Schwachen in sich trägt. Ich gehe fest davon aus, dass die neuen Mitgliedstaaten im Laufe des nächsten MFR das Pro-Kopf-BIP des europäischen Durchschnitts übersteigen werden – indirekt also auch sogenannte Nettozahler werden können. Die Kohäsionspolitik hat damit ihren Erfolg, so meine ich, gezeigt.

Sie schlagen vor, dass wir die Rabatte abschaffen – das machen wir, aber in Stufen. Wenn auch die Kollegen in diesem Hohen Hause, die Abgeordnete aus den Niederlanden sind, erschrecken würden, wenn man die Erstattung für Zoll-Einholung und für Rabatte von jetzt auf morgen streicht.

Damit komme ich zum entscheidenden letzten Punkt. Die Zahlungen der Mitgliedstaaten erhöhen sich nominal um über 30 %. Warum? Wenn Sie einen Haushalt für 2019 aufstellen und ihn mit 2018 vergleichen, haben Sie Steigerungsraten von 2 %, von 3 % – dies interessiert niemanden. Wenn Sie aber das erste Jahr des jetzigen MFR 2014 mit dem letzten Jahr des nächsten vergleichen – 2027 –, haben Sie 14 Jahre Steigerung der Gehälter für Forschung, Steigerung der Kosten für Stahl zum Bau von Gaspipelines, Steigerung der Baukosten im Hoch- und Tiefbau, für Straßen, Schienenwege und Gebäude, Steigerung der Gehälter für Kommissare und Abgeordnete. Deswegen besteht der Nachteil eines siebenjährigen Haushaltsrahmens darin, dass die Zahlen nominal – nicht real – automatisch deutlich höher sind. Sieben Jahre heißt, sieben Jahre Inflation. Macht 11 % – 12 % Nominalsteigerung ohne, dass die Kaufkraft real steigt. Sieben Jahre BNE-Steigerung heißt +16 %. Damit kommen wir automatisch nominal auf 27-28 % Steigerung im nächsten MFR zum jetzigen, ohne jede reale Kaufkraftsteigerung. Das heißt, +27 % sind automatisch die Grundvoraussetzung, wenn der Haushaltsrahmen Europas seine Bedeutung nicht verlieren soll.

Dann kommt die Brexit-Lücke, die wir zur Hälfte durch Kürzungen in den Bereichen GAP und Kohäsion schließen und zur Hälfte durch etwas höhere Einzahlungen schließen wollen. Das ist der dritte Grund für einen höheren MFR. Der vierte Grund ist der Wegfall von Rabatten, der für einige Mitgliedstaaten hinzukommt. Und der fünfte Grund sind neue Aufgaben. Wir schlagen vor, über 13 Milliarden in die Verteidigung zu investieren, weit mehr für Migration bereitzustellen, für Grenzschutz und Grenzkontrolle Frontex auf 10 000 Mitarbeiter auszubauen. Und all diese Gründe – Inflation BNE-Steigerung, keine Rabatte mehr, Brexit-Lücke und neue Aufgaben – führen dazu, dass der nächste Haushaltsrahmen nominal – nicht real – für die Mitgliedstaaten um mindestens 30 %, für einige sogar um mehr als 40 % nach oben gehen wird.

Soweit einige wenige Worte der Klarstellung. Ich bin dem Hohen Hause dankbar, wie intensiv Sie sich – Berichterstatter und andere Abgeordnete im Haushaltsausschuss, in allen Ausschüssen – sich des Themas annehmen. Denn ich will Ihnen sagen: Farmer und Forschung, Bürgermeister und Regionen, aber auch unsere Partner in der Entwicklungshilfe wollen sobald wie möglich Klarheit haben. Deswegen halte ich unverändert an dem ehrgeizigen Zeitplan von jetzt bis Ostern nächsten Jahres, wenn dieses Parlament seine Arbeit abschließt, fest.

Bei einem guten Willen des Parlaments – er ist gegeben – und im Europäischen Rat, haben wir eine Chance, im März nächsten Jahres zu zeigen: Die Briten gehen, und trotzdem zeigt Europa bei einem hochkomplexen Thema seinen Handlungswillen und seine Handlungsfähigkeit. Darum bitte ich Sie: Helfen Sie mit, dass dieses Zeichen von *Good Governance*, von europäischer Handlungsfähigkeit, am Beispiel des mehrjährigen Finanzrahmens von jetzt an bis März nächsten Jahres gezeigt werden kann.

Jan Olbrycht, *w imieniu grupy PPE*. – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Debata dotycząca wieloletnich ram finansowych jest dla Parlamentu jedną z debat kluczowych dotyczących przyszłości Unii Europejskiej. Dyskutując na temat wieloletniej perspektywy finansowej zadajemy sobie pytanie, który scenariusz przewodniczącego Junckera państwo chcecie zrealizować przy pomocy waszej propozycji? To jest pytanie, które dziś sobie zadajemy wtedy, kiedy zastanawiamy się nie nad liczbami, ale zastanawiamy się nad tym, co się kryje za tymi liczbami. Czy mamy w tej chwili do czynienia z poszerzeniem priorytetów, czy mamy do czynienia ze zmianą priorytetów, w gruncie rzeczy zmianą priorytetów Unii Europejskiej? W momencie kiedy patrzymy na liczby, które do nas przychodzą, wyraźnie widoczne jest, że jest zmiana priorytetów, że część priorytetów jest zastępowana przez inne priorytety. Mało tego, następuje zmiana polityk. To co dzisiaj zobaczymy zapewne będzie pokazywało, że następuje nie zredukowanie polityki spójności, ale następuje również zmiana polityki spójności, co zresztą potwierdziła wczoraj pani komisarz Cretū. To jest po prostu inna polityka. Oczekujemy w związku z tym od Rady poważnej debaty na temat tego, jakiej Unii oczekujemy, na czym mają polegać polityki w przyszłości, nie tylko tyle ile jest pieniędzy w budżecie, tylko na czym ma polegać polityka europejska w przyszłości i jak będziemy realizować pewne nasze zadania.

Chciałbym powiedzieć na końcu Panie Komisarzu, Pan nawołuje do naszego racjonalnego zachowania. My podtrzymujemy jeden trzy jako podstawę do rozmowy.

(Mówca zgodził się odpowiedzieć na pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki (art. 162 ust. 8 Regulaminu))

Ashley Fox (ECR), *blue-card question*. – Would Mr Olbrycht agree with me that allowing the United Kingdom to continue to participate in the Galileo system after Brexit not only improves the security of all 28, but will also allow the EU to make better use of its resources in the next financial framework? And seeing that Mr Farage is in his seat, can I ask colleagues here not to be provoked. I suspect that he has come here to annoy and provoke you and to damage the interests of the United Kingdom.

Jan Olbrycht (PPE), *odpowiedź na pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki*. – Zdajemy sobie sprawę z tego, że w interesie Unii Europejskiej leży ustalenie jak najdogodniejszych warunków współpracy z Wielką Brytanią, o ile oczywiście zostaną bardzo precyzyjnie rozliczone wzajemne zaległości. Natomiast jeśli chodzi o przyszłość, to każde rozwiązanie oparte na dobrej współpracy będzie dla nas wszystkich korzystne. Dotyczy to również Galileo.

Der Präsident. – Liebe Kolleginnen und Kollegen! Wir sind schon eine ganze Weile hinter der Zeit. Deshalb bitte ich um Verständnis dafür, dass, wenn jemand die Redezeit nicht einhält, ich dann für den betreffenden Redner auch keine blaue Karte zulasse.

Maria João Rodrigues, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, the European institutions cannot adopt a budget for the future which we will cut in cohesion and convergence. This is just unacceptable, and we need to take into account the situation we have. Of course we need to address the challenges, but we need absolutely to keep a budget which reduces social inequalities and keeps the opportunity to invest in the future. This should happen for the European Union as a whole, but also for the eurozone. And let me make a special call on the European Commission, which is adopting in two days, finally, something to equip the eurozone with fiscal capacity. You need to be bold, because the eurozone has been suffering with deep divergences for many years. Look to the situation we now have in Italy. We are on the brink of a disaster – an economic, social, political disaster. Some call for leaving the eurozone in order to leave austerity. They are wrong. Others are calling to accept to stay in the eurozone, as it deals with austerity. They are also wrong. The solution we need to have is to reform the eurozone to make it a space where people can invest in the future and have again confidence in the future, and we Social Democrats have a full plan for this, and will be criticising all those who

are opposing this necessary reform. So the Commission has this opportunity. We need to have a fiscal capacity able to support investment in the future, to support upward economic and social convergence and to protect people from shocks. This is the moment to send this message, because we cannot play with fire.

Zbigniew Kuźmiuk, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Po dzisiejszym Pana wystąpieniu można zauważyć, że z optymizmu, z którym Pan prezentował projekt ram finansowych na lata 2021-27 zostało naprawdę niewiele. Po pierwsze dlatego, że bardzo nerwowo na wzrost obciążeń zareagowali płatnicy netto, nie będą tu wymieniał premierów krajów, które zabrały zdecydowanie głos w tej sprawie. Z kolei ograniczenia wydatków w polityce spójności i we wspólnej polityce rolnej bardzo źle zostały przyjęte w krajach nowo przyłączonych do Unii Europejskiej. Jeżeli potwierdzą się te informacje, a wszystko wskazuje na to, że te cięcia dla krajów Europy Środkowo-Wschodniej w polityce spójności będą wyższe niż 20%, to w oczywisty sposób tak skonstruowany budżet nie będzie mógł zostać przyjęty.

Ja tylko przypomnę, że pierwotną ideą wpłat zamożnych krajów na Fundusz Spójności był dostęp do rynków krajów nowo przyjmowanych. Z tytułu tego dostępu kraje te uzyskały nieprawdopodobne korzyści, te korzyści trwają do tej pory. W związku z tym proponowane ograniczenia w polityce spójności mają się nijak do tej pierwotnej idei.

Wreszcie zwrócę uwagę na nierówność w rolnictwie. Ta nierówność musi być wyrównana, bo inaczej rolnictwo krajów Europy Środkowo-Wschodniej będzie mogło uznać, że jest dyskryminowane, a to jest niezgodne z traktatami

Gérard Deprez, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, tout d'abord, je veux dire qu'à nos yeux, la proposition de la Commission constitue une base sérieuse de négociation. Mais je ne peux pas cacher, devant vous et devant notre assemblée, que les débats au sein de mon groupe ont été vifs et même difficiles, tant en ce qui concerne le taux global d'accroissement des crédits qu'en ce qui concerne les coupes proposées dans la politique de cohésion et dans la PAC. Certains soutiennent fermement les coupes que vous préconisez, d'autres s'y opposent radicalement. Il y aura là, de toute évidence, un débat complexe et difficile. Je suis convaincu que le résultat final ne dépendra pas seulement du montant qui sera consacré à ces politiques mais, fondamentalement, de la qualité des nouveaux dispositifs qui seront mis en place.

Cela dit, tous les membres de mon groupe sont résolument déterminés à trouver la bonne voie pour l'avenir de l'Union. Ce n'est pas l'Europe d'hier qu'il faut maintenir, c'est l'Europe de demain qu'il faut construire. C'est dans cet esprit que nous soutenons résolument le doublement, voire le triplement, des crédits en faveur d'un Erasmus étendu aux apprentis, le doublement des programmes de soutien aux PME, l'augmentation de plus de 50 % des crédits en faveur de la recherche et de l'innovation, l'augmentation à un niveau inégalé des crédits en faveur de la gestion de nos frontières extérieures – une frontière commune se gère en commun –, la création de nouveaux moyens financiers pour le soutien des investissements et, enfin – vous n'en serez pas surpris de la part du corapporteur –, des ressources propres.

Nous soutenons la proposition de la Commission d'introduire un paquet de ressources propres, seul moyen, avec la mise en œuvre effective du principe de valeur ajoutée européenne, de diminuer les contributions des budgets nationaux au financement de l'Union et d'accroître ainsi la légitimité et l'autonomie de l'Union européenne.

Jordi Solé, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, the time was right to come forward with an ambitious budget proposal. Economic recovery, although uneven, is there as are growing challenges and new priorities. The urgent need to counter euroscepticism by showing that the EU matters and delivers is there and even some of the most influential Member States said that they were ready to put more money into the budget to fill, and even go beyond, the Brexit hole.

Instead of that, and with the exception of some limited improvements, we have a budget proposal that cuts spending in crucial EU policies and falls short of ambition both in volume and in content. I ask myself: where is the road map and what is the framework for this budget? What is the rationale behind the numbers? If we want the European Union to be the frontrunner in implementing the UN Sustainable Development Goals, why is there no clear commitment to that end in the MFF proposal? If we want the EU to lead the energy transition and the fight against climate change, why don't we set priorities and have spending goals that are more ambitious? If we actually agree that the EU should be an instrument to fight against growing social inequalities, why then reduce the European Social Fund by 6% and have more spending in military research, but less in social justice? I don't think that these are the right priorities.

Nigel Farage, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, it must be very good news for the European Commission that the Brexit hole is nowhere near as bad as you thought it was going to be. The EUR 40 billion that Ms May has agreed to pay over the course of the next few years must help and, of course, as we speak she is desperately scrambling to get us back into a whole series of EU programmes in your next budgetary period and, no doubt, will pay more for that. Perhaps what is even better news, Commissioner, is that the Prime Minister now wants a two-year extension of the transition phase. I can only assume that, if that effectively means full membership for a further two years, that EUR 40 billion would now become EUR 60 billion. I would like your confirmation that extended transition will mean a bigger bill.

But perhaps the reality is that Brexit is not the biggest problem that the European Union now faces. Italy, of course, has been mentioned, and they are net contributors to this budget; they pay in about EUR 4 billion every single year. There are signs that in Italy, voters are tiring of paying that money. They question what the euro has done to their economy, they feel they are a victim of the European Union's immigration policies and, as a result of all this, they voted in a new government, only to find that bullying and hectoring from the European Commission has been listened to by the Italian President. In the last 48 hours their democracy has been traduced. In the past, you managed to bully the Danes, you bullied the Irish, you bullied the Greeks into submission. I suspect with Italy today you have now bitten off more than you can chew. Bring on more elections and bigger eurosceptic victories.

(Applause from certain quarters)

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Lara Comi (PPE), *Domanda «cartellino blu»*. – Onorevole collega, io la ringrazio del Suo intervento, ma forse ci sono state delle distonie che non ha ricevuto bene nel suo paese. Lei sa che sia il Movimento 5 Stelle che la Lega hanno definito di non voler uscire dall'euro e di non voler uscire dall'Europa? Quindi di essere forze europeiste e pronte a cambiare l'Europa come la vogliamo cambiare tutti noi, ma rimanendo all'interno?

Nigel Farage (EFDD), *blue-card answer*. – It was said a few years ago that I was the European Union's worst nightmare because I wanted Britain to leave the European Union. I suspect that actually two Italian political parties that want to stay inside the European Union but want to change immigration rules and their ability to control their own budget are actually an even bigger problem for a centralised Europe, and as history goes on, once the British have left, you'll think, 'gosh, they were really easy compared to this Italian Government'.

Marco Zanni, *a nome del gruppo ENF*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il messaggio che la Commissione europea manda ai cittadini con questa proposta, a mio avviso, è un messaggio pericoloso, è l'evidenza di una deriva antidemocratica delle istituzioni europee. E questo rischia di essere un messaggio ancora più forte in relazione a quanto successo nel weekend in Italia, dove un ministro è stato respinto per le sue idee di cambiamento in Europa.

Connettere i fondi del bilancio europeo alle decisioni di Bruxelles, ai *diktat* di Bruxelles, è un messaggio veramente pericoloso. La rubrica II «Coesione e valori», il fondo per le riforme strutturali, altri fondi che devono essere connessi al rispetto di politiche o di riforme folli proposte da Bruxelles, non sono il messaggio corretto.

L'incapacità di risposta ai bisogni dei cittadini che ha l'Unione europea non si deve tradurre in un ricatto. La risposta che l'Unione deve dare è una risposta concreta nelle sue politiche, non può ricattare i cittadini. Spero che il prossimo governo italiano rigetti la proposta sul quadro finanziario pluriennale.

(L'oratore accetta di rispondere a un'interrogazione «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

Maria João Rodrigues (S&D), *blue-card question*. – I am afraid that you are representing the wrong choice for Italy, because you are suggesting that in the end, Italy should follow the Brexit example. We really believe that it is possible to change the eurozone for the better. So what are your plans for this?

Marco Zanni (ENF), *Risposta a una domanda «cartellino blu»*. – La prima cosa che spero farà il prossimo governo italiano è proprio rigettare questa proposta di quadro finanziario pluriennale, dove vengono chiesti più soldi ai cittadini dell'Italia, che è un contributore netto al bilancio dell'Unione europea, e dove questi fondi vengono condizionati al rispetto dei *diktat* di Bruxelles. Ad esempio, come ho detto nel mio intervento, la rubrica II «Coesione e valori»: connettere il disborso di fondi al rispetto dei *diktat* di Bruxelles è una follia che rischia una deriva antidemocratica delle istituzioni. Questo spero sarà primo passo del prossimo governo.

(Il Presidente ritira la parola all'oratore)

Steven Woolfe (NI). – Mr President, in 1976 ABBA released its famous song *Money, Money, Money*, with its lyrics 'it must be funny living in a rich man's world'. Well Mr Oettinger you and the European Union must have adopted ABBA's song as the new EU anthem, as the UK leaves the EU instead of cutting the budget you increase it by 192 billion to 1.135 trillion. It is this lack of economic sense that will bring down the EU and the euro. Instead of dealing with 25% of EU poverty and social funds, you increase an EU army budget. Instead of closing the borders in 2014, you increase now the cost of immigration and asylum to Europe by 392%. The EU's problem is that you think there is a magic money tree – there isn't. If you don't spend less maybe the EU and other countries within the EU will adopt another song by ABBA – SOS – or like the UK, *Hasta Mañana*.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

David Coburn (EFDD), *blue-card question*. – Thank you Mr Woolfe for answering my question. Would you agree with me that now the Italian President is taking his orders from the European Union and Italy is a vassal state of the European Union, would you not say it's high time the Italians – and the two parties who are now hoping to take government – that it's high time they went for Italian exit as we are? What do you think sir?

Steven Woolfe (NI), *blue-card answer*. – Thank you Mr Coburn. The Italian people spoke for themselves when they decided to vote for the Five Star Movement and Lega Nord. They made a choice of a democracy to have their own government make their decisions for them. Any institution outside of Italy that infringes their own democratic rights are wrong, but it is up to the Italian people to make the choice of what they want, and they should listen to their own government, not the President acting on others' behalves.

(Applause from certain quarters)

Janusz Lewandowski (PPE). – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Chciałbym skomentować całość propozycji w oparciu o własne doświadczenia, ale muszę ograniczyć się do kwestii dochodowej. Dobrze, że próba reformy środków własnych została podjęta. Parlament Europejski konsekwentnie do tego zachęca, wiedząc, że pamięć korporacyjna w Komisji niezbyt zachęca z uwagi na poprzednie doświadczenia. Cieszą też pozytywne sygnały płynące z Wiednia. Najwięcej bowiem zależy od prezydencji austriackiej, i są szanse, że negocjacje obejmą również kwestie dochodowe.

Propozycja jest skromniejsza, niż oczekiwaliśmy. Nowe środki własne mają dostarczyć 12 % dochodów i o tyle zmniejszy się składka członkowska. Oczywiście emocje budzi sam koszyk kandydatów na te środki własne. Wśród nich jest jeden, który ma dostarczyć zaledwie 2 % całości dochodów, czyli część dochodów z ETS. Chciałbym zasygnalizować, że być może nie warto otwierać poważnego frontu dla tych 2 %, dlatego że dla kilku krajów mogą one być bez szans, jeśli chodzi o środki własne. Nie ma też przyszłościowych kandydatów wspomnianych w poprzednich wersjach Pańskich dokumentów, czyli FTT i opodatkowania gospodarki cyfrowej. Natomiast moje zdziwienie budzi tak wczesne sygnalizowanie korekt dla pięciu krajów i obniżka składki członkowskiej, dlatego że zwykle takie sprawy zostawia się na ostatnią, gorącą noc negocjacji. Życzę powodzenia!

(Mówca zgodził się odpowiedzieć na pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki (art. 162 ust. 8 Regulaminu))

Maria Grapini (S&D), *Întrebare adresată conform procedurii „cartonașului albastru”*. – Stimată coleg, apreciez intervenția dumneavoastră, dar aș vrea să vă întreb ceva. Domnul comisar a prezentat faptul că propunerea Comisiei este de a tăia fonduri din politica de coeziune, din politica agricolă comună și din Fondul social european.

(Președintele a întrerupt vorbitorul)

Der Präsident. – Frau Kollegin Grapini! So geht das Spiel nicht. Zwischenfragen oder Fragen sind an den jeweiligen Redner zu richten. Wenn Sie Fragen an den Kommissar richten möchten, ist das ein anderes Format. Wir haben das Verfahren der spontanen Wortmeldungen.

Maria Grapini (S&D), *Întrebare adresată conform procedurii „cartonașului albastru”.* – Întrebarea era dacă sunteți de acord că s-a făcut ce trebuie tăind de la cele 3 fonduri, care, după părerea mea, țin Uniunea Europeană unită. Este nevoie de Fondul de coeziune, este nevoie de politica agricolă comună. Este normal să tăiem de la aceste fonduri? Asta era întrebarea.

Janusz Lewandowski (PPE), *odpowiedź na pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki.* – Stanowisko Parlamentu Europejskiego jest w tej materii inne, mianowicie nie można ciąć tradycyjnych działów spójności i rolnictwa na rzecz nowych wyzwań Unii Europejskiej, i będziemy tego stanowiska bronili w trudnych negocjacjach.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D). – Señor presidente, señor comisario, después de una rápida valoración de la propuesta del nuevo marco financiero el pasado 2 de mayo, hoy tenemos la oportunidad de debatir mucho más en profundidad su contenido y me gustaría hacer algunos comentarios.

Lo primero de todo es que creo que le falta un relato, una estrategia, a esta propuesta. ¿Qué es lo que queremos conseguir con este marco financiero? ¿Cuál es el mensaje que queremos mandar a los europeos? Y, sobre todo, ¿cómo vamos a responder a los desafíos y asegurar que vamos a cumplir nuestros compromisos?

Recuerdo que el señor Juncker en el último debate decía que el viento soplaba ya a favor de la Unión Europea y que había que aprovecharlo. Y después de ver esta propuesta, a mí se me viene a la cabeza otra frase que dice que «No hay viento favorable si no se sabe dónde se va». Y no hace falta que nos inventemos ningún rumbo. Tenemos los objetivos de desarrollo sostenible, diecisiete objetivos comunes a todo el planeta. Y me gustaría que la propuesta de marco financiero hubiera reflejado esta estrategia.

Porque, ¿cómo vamos a fomentar una producción responsable o luchar contra la desertificación si reducimos un 16 % los fondos de agricultura? ¿O cómo vamos a reducir las desigualdades si reducimos un 12 % los fondos de cohesión? ¿O cómo vamos a acabar con la pobreza o promover el trabajo decente si reducimos el Fondo Social Europeo? ¿O cómo vamos a conseguir la igualdad si no tenemos unos presupuestos que nos digan cuál es el impacto de nuestras políticas en la promoción de la igualdad de género o en el empoderamiento de mujeres y niñas? No hay nada de esto en esta propuesta. Yo creo que se han limitado a cuadrar las cuentas del Brexit con algún refuerzo en Erasmus y en innovación, introduciendo la seguridad como nueva prioridad y recortando los pilares de las políticas europeas.

Ya sabemos que hay reticencias por parte de ciertos Gobiernos. Ya sabemos que, además de voluntad, hacen falta recursos, y por eso les hemos hecho una propuesta revolucionaria para los ingresos de la Unión Europea: hagamos que las empresas paguen más, hagamos que los especuladores paguen y hagamos que los países paguen por su riqueza.

En el debate del estado de la Unión, Juncker se acordó de Kohl y de Delors, y decía que Europa avanza cuando exhibe su audacia, y yo no...

(El presidente retira la palabra a la oradora).

Sander Loones (ECR). – Voorzitter, hoeveel zal de Europese Unie de komende jaren gaan uitgeven en waar zullen die centen naartoe gaan? Het voorstel van de Europese Commissie is op tafel gekomen en de vraag is: verdient het voorstel een pluim of wordt u gepluimd? Want laat ons eerlijk zijn, als het op de centen aankomt, heeft de Europese Unie nog altijd geen goede reputatie. En dat is eigenlijk omdat Europa geen keuzes durft te maken.

De verschillen tussen Oost en West, tussen Noord en Zuid, die verschillen worden niet beslecht, die worden afgekocht. Ook schoon schip maken lijkt maar niet te lukken. Ja, er zijn nieuwe en belangrijke prioriteiten in de Europese Unie: migratie stoppen bijvoorbeeld, en veiligheid. Laat ons die nieuwe prioriteiten effectief gaan financieren – zelfs sterk gaan financieren – maar op een verstandige manier, door eerst achterhaalde prioriteiten te schrappen, door middelen binnen de Europese begroting echt te gaan verschuiven. Maar nee, ook die keuze durft de Europese Unie eigenlijk niet fors te maken.

Er is één keuze die Europa wel durft te maken, en dat is: meer geld gaan vragen aan de burgers en zelfs nieuwe Europese belastingen gaan invoeren. Collega's, zo werkt het niet. Als Europa er niet in slaagt om zijn meerwaarde te bewijzen, dan zullen de mensen alleen maar kritischer worden.

Ik wil dan ook afsluiten met een oproep aan de Europese Commissie, aan meneer Oettinger. Morgen, woensdag, komt u met een verklaring over het gebruik van de Europese toetredingssteun in Turkije. Maak van die verklaring een echt statement. Draai die Europese toetredingskraan naar Erdogan toe. Dan pas zult u echt een pluim verdienen en het draagvlak voor de Europese Unie versterken.

(De spreker gaat in op een "blauwe kaart"-vraag (artikel 162, lid 8, van het Reglement))

Liisa Jaakonsaari (S&D), *sinisen kortin kysymys*. – Teillä oli vähän kyyninen suhtautuminen tähän EMF:ään. Mutta oli siinä yksi valon pilkku, kun sanoitte, että uusia prioriteetteja täytyy pystyä rahoittamaan. Minä kysyisin Teiltä, mitkä ovat Teidän mielestänne ne asiat, joihin pitää suunnata lisää voimavaroja?

Sander Loones (ECR), *"blauwe kaart"-antwoord*. – In alle eerlijkheid vind ik het wat treurig dat we die vraag nog moeten stellen. Als het nu nog niet duidelijk is wat de Europese burgers willen, wanneer zal het dan wel duidelijk zijn? Natuurlijk moeten wij onze grenzen sluiten, moeten wij meer gaan investeren in onze veiligheid, moeten wij zorgen dat er een groeivriendelijk klimaat komt en zouden wij veel minder tijd moeten besteden aan dossiers inzake energie en milieu en alle andere dossiers.

Ik hoor hier debatten over van alles en nog wat, waar Europa eigenlijk niet mee bezig moet zijn. Wij moeten ons concentreren op die thema's waar de Europese samenwerking echt verschil een kan maken.

Jean Arthuis (ALDE). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, je voudrais saluer votre engagement et votre énergie, et vous assurer que nous ferons tout pour vous accompagner et donner à l'Europe un budget qui lui permette de relever les défis de la mondialisation. Mais nous nous engageons jusqu'en 2027... Pensons-nous qu'avec un budget de 1,08 % ou de 1,30 % du PIB, nous parviendrons à atteindre nos objectifs?

Nous sommes aujourd'hui confrontés à des défis majeurs que nous lance la mondialisation. En matière de migration, comment tarir les sources migratoires? Nous avons des défis dans le domaine de la sécurité, de la défense, de la protection du climat, de la prévention des cyberattaques, de l'économie du numérique. Comment se fait-il qu'il n'y ait pas de géant européen dans le secteur du numérique? On pourrait également citer la politique spatiale.

Dans ces conditions, nous ne pourrions pas continuer à demander plus d'argent aux États membres. Le temps n'est-il pas venu, Monsieur le Commissaire, de constater que, dans certains domaines, les dépenses engagées à l'échelon national n'ont plus l'efficacité requise et qu'elles ne retrouveront leur efficacité que si elles sont désormais engagées sur le plan européen?

Pouvons-nous prévoir que, si nous portons demain le budget à 2 ou 3 % du produit intérieur brut européen, il ne s'agira pas d'une augmentation de la dépense publique européenne, parce que nous cesserons d'engager certaines dépenses à l'échelon national pour les engager solidairement sur le plan européen? Nous n'augmenterons donc pas la dépense publique européenne, nous aurons une plus grande efficacité et vous aurez là l'argument pour démontrer la valeur ajoutée européenne.

Oui, Monsieur le Commissaire, nous avons besoin d'une Europe qui prépare notre avenir, d'une Europe qui nous protège, d'un budget qui soit cohérent avec nos ambitions et notre vision.

(L'orateur accepte de répondre à une question «carton bleu» (article 162, paragraphe 8, du règlement))

Paul Rübig (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Herr Präsident! Ich möchte dem Kollegen Arthuis gratulieren, weil ich glaube, er hat es gut auf den Punkt gebracht: Es geht um den europäischen Mehrwert. Eines der Themen ist natürlich auch die Arbeitslosigkeit in Europa. Ich glaube, dass hier die Programme, die die Arbeitslosigkeit bekämpfen, in den Mittelpunkt gestellt werden. Herr Arthuis, glauben Sie, dass in Zukunft diese Programme noch deutlich verstärkt werden sollten, wie zum Beispiel das COSME-Programm, das ja gerade kleinen und mittleren Betrieben die Chance gibt, hier neue Arbeitsplätze zu schaffen?

Jean Arthuis (ALDE), *réponse «carton bleu»*. – Monsieur Rübig, la zone euro ne peut pas se limiter à une politique monétaire unique avec une addition de politiques nationales. Nous avons besoin de plus de cohérence et devons dégager plus de moyens en faveur de la compétitivité des entreprises, notamment des PME.

Je voudrais aussi que l'Europe ait une ambition pour la formation professionnelle des jeunes. Nous avons un problème de chômage des jeunes en Europe: en moyenne, un jeune sur quatre est sans emploi, mais, dans certains pays, c'est pratiquement un jeune sur deux. Alors, oui, je souhaite que l'on développe un programme pour la formation professionnelle et l'apprentissage et qu'Erasmus soit multiplié par trois pour permettre aux apprentis aussi d'accéder à la mobilité longue.

Helga Trüpel (Verts/ALE). – Herr Präsident, Herr Kommissar Oettinger, meine Damen und Herren! Das Europäische Parlament hat einen um 30 % höheren Etat gefordert, die Kommission 11 %. Das ist ja kein Selbstzweck, sondern wir haben das getan, weil wir wissen, dass wir größere Aufgaben vor uns haben. Die Kollegen haben eben schon einiges erwähnt: die Klimapolitik, die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit, insbesondere der Jugendarbeitslosigkeit, innere und äußere Sicherheit, mehr für Bildung, soziale Inklusion und die Stabilisierung von Afrika, damit sich nicht so viele Menschen auf den Weg machen müssen. Wir stehen also vor großen Herausforderungen. Deswegen brauchen wir mehr Geld und nicht, weil wir verliebt sind in einen höheren Etat.

Das Entscheidende im Europäischen Rat wird jetzt sein: Werden Sie bei allen nationalen Interessen in der Lage sein, das gemeinsame europäische Interesse zu erkennen? Sonst wird es keinen ambitionierten MFR geben, und wir brauchen den unbedingt, wenn wir in der globalen Welt des 21. Jahrhunderts als Europäische Union eine verantwortliche Rolle spielen wollen.

Deswegen brauchen wir auch die Digitalsteuer. Gerade jetzt nach der Zuckerberg-Anhörung ist doch klar geworden: Die digitalen Monopole müssen wir angemessen regulieren, und das auch mit der Digitalsteuer.

Younous Omarjee (GUE/NGL). – Monsieur le Président, pour l'Europe, ce budget ne fait que mettre le cap sur l'austérité. Il sacrifie les intérêts de la France, puisque la France va continuer à payer le rabais britannique jusqu'en 2025. Incroyable! Et elle va continuer à payer le rabais sur le rabais accordé aux autres pays, dont l'Allemagne. C'est une injustice! Et cette injustice, plus rien ne peut la justifier, d'autant plus que la France est engagée dans une augmentation du budget européen. La facture, pour la France, est lourde. Elle est d'autant plus lourde que des baisses des subventions sont prévues au niveau de la PAC et de la politique de cohésion, qui vont frapper durement les agriculteurs français et les régions françaises. Vous pouvez donc maquiller ce budget comme vous voulez, ce budget est mauvais pour l'Europe, il est mauvais pour la France.

Marco Valli (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, se ci fosse stato permesso di esprimere in Italia un ministro delle Finanze che, di fatto, poco prima di essere destituito dal Presidente della Repubblica in Italia, che non ha voluto nominarlo, questo nostro candidato avrebbe proposto alla Commissione europea e al Consiglio europeo degli strumenti estremamente europeisti, come i trasferimenti fiscali o gli *eurobond*, per cercare di stabilizzare veramente la zona euro, e non questi miseri strumenti messi lì da questa proposta della Commissione, ovvero 30 miliardi che gli Stati membri dovranno mettere per avere in cambio un piccolo aiuto, con i propri stessi soldi, in cambio di riforme strutturali molto gravose in termini di svalutazione salariale, in termini di impopolarità, quello che i cittadini non hanno chiesto.

Il nostro ministro avrebbe anche chiesto che ci fosse stata una tutela, magari, anche per i piccoli agricoltori non diminuendo i fondi per l'agricoltura e anche non diminuendo la coesione che è ancora fondamentale per aiutare soprattutto le aree depresse dell'eurozona. Avete rinunciato a una grande opportunità di cambiare l'Unione europea e, con le prossime elezioni, probabilmente in Italia l'eurozona sarà...

(Il Presidente ritira la parola all'oratore)

Harald Vilimsky (ENF). – Herr Präsident, meine sehr geehrten Damen und Herren! Wenn wir heute den mehrjährigen Finanzrahmen debattieren, haben wir uns auch die Frage zu stellen, wie die europäischen Institutionen sich auf diese finanzielle Herausforderung einstellen. Aus meiner Sicht wäre der Schlüssel, wenn eine entsprechende Redimensionierung erfolgt, das heißt, dass wir auf der einen Seite bei der Kommission in Richtung Halbierung gehen. Bei 28 bzw. 27 Kommissaren fragt man sich schon, was eine derart aufgeblähte Verwaltung Effizientes bewirken kann. Und sehen Sie sich an, was hier an Richtlinien kommt: Von Duschköpfen, Traktorensitzen bis zu unterschiedlichen Bräunungsstufen bei Pommes frites – da sind wir auf einem falschen Weg.

Eine Redimensionierung wäre aus meiner Sicht auch gut, was das Europäische Parlament betrifft. Jetzt, nachdem die Briten gehen, hier nicht einfach die britischen Sitze wegzusparen, sondern sogar noch dazuzulegen, ist der falsche Weg. Auch hier könnten wir in Richtung Halbierung gehen und damit die Effizienz dieses Hauses und den parlamentarischen Diskurs auch entsprechend stärken.

Schlecht ist bei dieser Entwicklung auch eine Zentralisierung des Budgets, damit weiterzumachen, dass eine Heranführungshilfe an die Türkei bezahlt wird und damit hier ein falscher Weg beschritten wird. Ich hoffe, dass die Finanzierungspolitik dieser Europäischen Union in eine richtige Richtung geht für die kommenden Jahre.

José Manuel Fernandes (PPE). – Senhor Presidente, Caro Comissário, o Parlamento Europeu quer uma Europa coesa do ponto de vista territorial e social, quer uma Europa unida, quer uma União Europeia competitiva, segura e solidária. E esta palavra tem de se traduzir em ações concretas.

Nós não podemos dizer que a política de coesão funciona bem e tem aumentado o produto interno bruto numa série de países, e até ajuda todos os outros Estados-Membros, e depois vamos cortar essa política de coesão e, mais grave, cortamos aqueles que mais precisam, cortamos aos mais pobres.

Eu considero que é inaceitável o corte de 45 % no fundo de coesão que é destinado aos Estados-Membros que têm menos de 90 % do rendimento nacional bruto *per capita*. Aquilo que funciona bem deve continuar, a política de coesão, a política agrícola comum e, nomeadamente, o desenvolvimento rural. Um corte também de 25 % é incompreensível. Ninguém conseguirá explicar aos eleitores, por exemplo, que os Estados-Membros mais pobres terão cortes superiores aos Estados-Membros mais ricos.

Nós precisamos de que a solidariedade seja uma solidariedade de facto. O valor acrescentado do orçamento está mais do que provado: no orçamento da União Europeia, 94 % é investimento e só 6% é que são despesas correntes, ou melhor, despesas de administração e de funcionamento.

Der Präsident. – Da es gerade ein kleines Missverständnis gab, will ich das noch einmal erläutern: Wenn ich jemandem das Wort entziehe, weil er zu lange spricht, werde ich keine Gelegenheit für eine blaue Karte geben. Und ich werde auch keine blauen Karten innerhalb der gleichen Fraktion gestatten. Deshalb spricht jetzt als nächstes Frau Kollegin Thomas.

Isabelle Thomas (S&D). – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les représentants du Conseil, Monsieur le Commissaire, chers collègues, merci au Conseil d'avoir rappelé que le cadre financier pluriannuel n'est pas seulement une affaire d'argent, mais d'abord la colonne vertébrale de l'avenir de l'Union.

La résolution sur laquelle nous allons nous prononcer est la réaffirmation des exigences du Parlement quant aux moyens nécessaires pour relever nos futurs défis et donc financer le futur programme de l'Union. Elle rappelle aussi notre intention de négocier, dès maintenant, le prochain cadre financier pluriannuel. Elle rappelle enfin le lien indéfectible du CFP avec les ressources propres car, effectivement, l'argent ne pousse pas sur les arbres.

Je commence par un avertissement: il n'y a pas de temps à perdre. Mais je regrette le jeu de dupes auquel s'est livrée la Commission dans la présentation de sa proposition: des chiffres présentés abusivement sous leur meilleur jour, des coupes dissimulées, des éléments de langage, certes aiguisés, mais qui n'ont trompé personne. Soyons sérieux et responsables, comparons ce qui est comparable et validons une méthode, une seule, avec inflation et sans le Royaume-Uni.

Face aux remontrances du Parlement, la Commission s'est décidée à publier des bases de calcul avec les véritables chiffres. Quels sont-ils? Moins 15 % pour la PAC, moins 10 % pour la cohésion – première politique d'investissement –, moins 27 % pour le Fonds européen agricole pour le développement rural, moins 6 % pour le Fonds social européen – affiché pourtant comme une priorité –, et jusqu'à moins 45 % pour le Fonds de cohésion. Votre proposition réelle est donc à 1,08 %, soit une part du budget européen dans le PIB de l'Union qui, comparée à la situation actuelle, est inférieure à 1,13 % dans l'Union à 27. Et bien sûr, les politiques de solidarité sacrifiées.

Je termine en résumant la résolution du Parlement: d'une part, qui ne voit pas les nouveaux défis auxquels doit faire face l'Union européenne? Transition écologique, investissements, migration, chômage, défense, sécurité. Monsieur le Commissaire, ne mentons pas aux Européens en leur disant que l'Europe va pouvoir apporter des solutions sans augmenter le budget européen. L'Europe se meurt de cette hypocrisie et ceci fait le lit des nationalismes. Le Parlement est clair: investissons dans l'ambition européenne. Quant aux ressources propres, nous reconnaissons que la proposition de la Commission va dans le bon sens malgré, finalement, une timidité malade.

Nous interpellons une nouvelle fois le Conseil: il est temps de démarrer les négociations pour qu'on ...

(Le Président retire la parole à l'oratrice)

Anneli Jäätteenmäki (ALDE). – Arvoisa puhemies, komissio esittää entistä kestävämpää budjettia ja ilmasto- ja ympäristörahoituksen tason nostamista. Parlamentti olisi tässä suhteessa vieläkin kunnianhimoisempi. Seuraavan budjettikauden on oltava linjassa Pariisin ilmastopöytäkirjan ja YK:n kestävä kehityksen tavoitteiden kanssa. Ei vain paperilla vaan myös käytännössä.

Viljelijät ovat EU:n ilmasto- ja ympäristöpolitiikan tärkeitä toteuttajia. Tämän takia maatalouden rahoituksen leikkaaminen on hyvin ongelmallista. Vaatimusten ja paineiden kasvaessa maatalouden rahoitusta ei voida leikata ja se johtaa myös siihen, että EU:n ilmastopöytäkirjasta ei pystytä toteuttamaan. EU:n budjetin suuren kasvatamiselle ei löydy tukea. Pidänkin parlamentin esittämää 1,3 prosentin rahoitustasoa täysin epärealistisena. Se ei vastaa kansalaisten tavoitteita.

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL). – Señor presidente, la propuesta de marco financiero plurianual no nos desvela nada nuevo, por desgracia. Es la misma Unión Europea alejándose a mayor velocidad de las necesidades reales. Incrementar el nivel de gasto en un 0,08 % será insuficiente. Será incapaz de compensar las desigualdades, de revertir la desindustrialización o de impulsar la transición energética y de modelo productivo.

Pero, por si fuera poco, ustedes también recortan en política agraria común. La política agraria común necesita una reforma, y no un recorte del 15 % como ustedes plantean. Una reforma para que llegue a los agricultores, y no solo a los terratenientes y a la agroindustria. Para que llegue, en definitiva, a la soberanía alimentaria.

Sin embargo, 17 220 millones más para lo que ustedes están llamando «seguridad y defensa». Y lo pueden llamar como quieran, pero esos fondos solo van a servir para criminalizar la migración y sobredimensionar la industria militar para que acabe la sobreproducción de armamento exportada a zonas en conflicto como Yemen. La Comisión está dedicando presupuesto europeo a armamento. Eso es ilegal y les da igual y el Consejo...

(El presidente retira la palabra al orador).

Rolandas Paksas (EFDD). – Gerbiamas Pirmininke, naujas Europos Sąjungos biudžetas neturi tapti rimbu, kuriuo ketinama plakti savarankiškas, nepriklausomas Bendrijos nares. Būtent taip, o ne kitaip aš vertinu pasiūlymą Europos Sąjungos paramą susieti su pagarba euro biurokratų sugalvotiems, taip vadinamiesiems, teisės viršenybės principams. Tai pirma. Antra, negali būti mažinama parama žemės ūkiui ir regioninei politikai. Manau, kad biudžetą turi būti numatytos visiems žemdirbiams vienodos išmokos. Trečia, Europos Sąjunga privalo finansuoti Ignalinos atominės elektrinės uždarymą 100 proc., tokia buvo sutartis prieš uždarančią atominę elektrinę. Ir ketvirta – jokių naujų mokesčių Europos Sąjungos biudžeto formavime. Negalima dar labiau skurdinti Bendrijos valstybių žmonių, jų sąskaita daugiau finansuojant platesnes migrantų perkėlimo programas ir karo pramonės magnatus.

Marcus Pretzell (ENF). – Herr Präsident, meine Damen und Herren Kollegen! Über eine Billion Euro sollen es über sieben Jahre werden. Und damit glauben Sie, die politischen Probleme, in die Sie – die Kommission insbesondere – diese Europäische Union manövriert haben, zu lösen.

Die Geberländer wehren sich, abgesehen von Deutschland. Dort ist man begeistert, noch mehr Geld nach Europa, nach Brüssel überweisen zu dürfen. Die Osteuropäer und Südeuropäer – wir haben das heute gehört – verlangen noch mehr Geld, noch mehr Kohäsionspolitik. Und bei den sogenannten Liberalen überschlägt man sich dann vollends. Herr Arthuis hat da heute den Vogel abgeschossen. Liberal ist neuerdings, noch mehr staatliches Geld für alle Probleme dieser Welt zu verlangen. Herr Arthuis, liberal war einmal, dass man vor allem Lösungen der Wirtschaft überlässt, den Menschen überlässt und nicht glaubt, dass der Staat alles besser lösen kann. Sie werden damit Probleme wie in Italien, wo Sie einen Wirtschaftsminister verhindert haben, der in den Neunzigerjahren bereits mal Minister war, ...

(Der Präsident entzieht dem Redner das Wort.)

Marian-Jean Marinescu (PPE). – Domnule președinte, domnule comisar, orice entitate care vrea să se dezvolte dorește să aibă un buget pentru perioada viitoare mai mare decât bugetul din perioada trecută. Aceeași regulă trebuie să se aplice și pentru Uniunea Europeană. Poți să reduci bugetul la politicile de care nu mai ai nevoie însă nu poți, ani de zile, să lauzi anumite politici, ca de exemplu coeziunea sau transportul și apoi să vii și să propui un buget mai mic, mai ales atunci când este nevoie foarte mare de aceste politici.

Eu cred că, având în vedere discuțiile pe care ni le-ați prezentat și este real ce se întâmplă cu statele membre, aveți două posibilități: ori aplicați propunerea Parlamentului European, cu 1,3%, care cred că este o propunere decentă, ori aduceți politicile de succes la nivelul, cel puțin, al acestui exercițiu financiar și tăiați din noile propunerile, noile politici pe care statele membre trebuie să le susțină singure.

Daniele Viotti (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sono costretto a dedicare la prima parte del mio intervento a difendere l'onore dell'Italia e l'onore del nostro Presidente Mattarella, che è stato attaccato in quest'Aula in modo scomposto dai colleghi, soprattutto, della Lega e del Movimento 5 Stelle.

Bisogna raccontare la verità a quest'Aula su quello che è successo, perché il Presidente Mattarella ha evitato, in queste settimane e negli ultimi giorni, ha evitato che si insediassero un governo antieuropeo che di nascosto voleva portare l'Italia fuori dall'euro e fuori dall'Europa, senza avere raccontato nulla in campagna elettorale e senza averlo scritto nel programma elettorale.

Signor Commissario, se l'Italia avesse avuto quel governo, questo quadro finanziario, che pure deve essere corretto, noi ce lo saremmo sognato, non avremmo avuto una sola lira. I colleghi che hanno parlato prima di me, i colleghi che parlano in Italia a proposito di quadro finanziario pluriennale eccetera, non hanno letto nulla di quello che Lei sta scrivendo.

Io credo che sia molto corretto e sono d'accordo con i colleghi che hanno parlato prima di me rispetto al bisogno di intensificare la politica di coesione e l'agricoltura. Ma la riforma che Lei ha proposto – dovrebbero sapere i nostri colleghi – che avrebbe portato all'Italia e che porterà l'Italia più 6 % dei fondi di coesione per le politiche che voi state stabilendo, come riportato dal «Financial Times».

Questo dovevo dire a quest'Aula, perché non si possono ascoltare le parole che sono state ascoltate, perché siamo molto vicini al vilipendio al Capo dello Stato.

Marie-Pierre Vieu (GUE/NGL). – Monsieur le Président, il y a une vertu dans la cohérence de ce budget, celle de l'austérité: moins 15 % pour la PAC, moins 10 % pour la cohésion sociale et, dans le même temps, la priorité à Frontex et à la défense.

Certes, à budget constant, il est difficile de couvrir tous les défis. Par conséquent, en parallèle, on trouve un autre manquement durable: l'abandon d'un projet de taxe sur les transactions financières qui, a minima, rapporterait 60 milliards d'euros par an. Idem pour l'instauration d'une véritable taxe carbone, alors même que le «peu progressiste» président américain n'hésite pas, lui, à protéger l'économie de son pays.

Un proverbe anglais dit qu'un petit oiseau est content avec un petit nid. Eh bien, Monsieur le Président, le nôtre est petit, tout petit.

Jörg Meuthen (EFDD). – Herr Präsident, verehrte Kollegen! Der Haushaltsentwurf der Kommission ist ein Schlag ins Gesicht der europäischen Steuerzahler. Die EU verliert mit Großbritannien einen Nettozahler, der etwa 14 % des aktuellen EU-Budgets aufbringt. Dieser drastische Verlust auf der Einnahmenseite scheint die Mehrheit hier gar nicht zu interessieren. Anstatt den Etat der EU mindestens um den Betrag zu kürzen, den die Briten nicht mehr finanzieren werden, fordern Sie gar eine Aufstockung des Budgets um fast 18 % gegenüber dem laufenden mehrjährigen Finanzrahmen. Die eh schon viel zu fette EU wird gemästet, während die Steuerzahler auf Diät gesetzt werden. Das ist dreiste Fiskalkleptokratie ohne jegliches Augenmaß, es ist auch ein europapolitisches Harakiri.

Sie haben immer noch nicht kapiert, was Sie mit Ihrer Politik bewirken: Sie stärken die Fliehkräfte mit Ihrem Größenwahn. Die Briten sind bald weg, Italien wird diesen Haushalt ablehnen, und Sie lernen einfach nichts dazu.

Françoise Grossetête (PPE). – Monsieur le Président, le président Jacques Chirac le disait à propos de l'urgence environnementale: «Notre maison brûle et nous regardons ailleurs!». Cela s'applique à notre budget, puisque la Commission nous propose des seaux d'eau pour éteindre un brasier, alors qu'il nous faudrait une lance à incendie.

Certes, on note des augmentations et un effort notable sur les politiques de soutien à l'innovation, le numérique, les politiques communautaires telles qu'Erasmus, la protection des frontières et la défense, et c'est tant mieux. Ce sont des attentes majeures de nos concitoyens auxquelles l'Europe doit être capable d'apporter des réponses. Mais le Brexit était l'occasion de déclencher un véritable «big-bang budgétaire», et la montagne accouche d'une souris. Le Parlement réclamait une hausse atteignant 1,3 % du revenu national brut, mais on sait très bien qu'après les coups de rabot des États membres, nous arriverons à la situation actuelle.

Alors, quand on parle de valeur ajoutée de l'Union européenne, j'ai envie de vous parler de politique de santé. C'est toujours la variable d'ajustement de notre budget. Aussi, quand on voit que ce programme santé est à nouveau noyé parmi d'autres sujets, tels que l'intégration des migrants, cela est inacceptable.

(Le Président retire la parole à l'oratrice)

Jens Geier (S&D). – Herr Präsident, lieber Kommissar Oettinger, verehrte Frau Ministerin Panayotova! Die Kolleginnen und Kollegen haben sich bereits ausreichend mit der Frage beschäftigt, wie klar oder auch unklar das Zahlenwerk gewesen ist, das die Kommission uns vorgelegt hat. Ich möchte mich in meinem kurzen Beitrag auf die Mitteilung aus dem Rat konzentrieren.

Frau Ministerin Panayotova! Bei allem Vergnügen, eine Ex-Kollegin hier auf den Bänken des Rates zu sehen – die Mitteilung, dass der Rat arbeitet, dazu kann ich mit einiger Ironie nur sagen: Vielen Dank für diese Information. Wo sind denn die Konfliktlinien im Rat? Mich würde interessieren, wie sich der Rat die Finanzierung des nächsten MFR vorstellt, wenn er uns immer wieder nach seinen Tagungen berechtigterweise Forderungen nach neuen Leistungen der EU mitteilt. Was sind denn die Vorschläge des Rates, wie das Geld dafür erbracht werden soll? Wie ist denn die Haltung der Mitgliedstaaten zum Eigenmittelvorschlag der Europäischen Kommission? Das ist ebenfalls eine wichtige Frage, die uns umtreibt. Und ganz zuletzt: Wie steht denn der Rat zu dem engagierten Zeitplan, den Kommission und Parlament vorgelegt haben?

Frau Ministerin, hier ist der Ort der europäischen Öffentlichkeit. Sie erleben an dieser Debatte, dass dieses Parlament mit den Zukunftsfragen ringt. Von Ihnen hören wir: Der Rat arbeitet. Ich würde mich freuen, wenn sich der Rat an dieser Debatte mehr beteiligen würde als mit dieser Information.

Ingeborg Gräßle (PPE). – Herr Präsident, Herr Kommissar, Frau Ratspräsidentin! Vielen Dank. Das ist ein mühsamer Morgen, finde ich, weil es nicht um den Haushalt, nicht um die Perspektiven der EU geht, sondern jeder hier so sein Süppchen kocht: In Italien ist Wahlkampf, und die Antieuropäer reden das, was sie immer reden. Ich habe mich gefragt, was denn die Kommission und der Rat aus dieser Debatte mit nach Hause nehmen, und möchte schon auf einige Dinge nochmal zurückkommen.

Zum einen finde ich den MFR-Vorschlag beachtlich, weil er neue Aufgaben einschließt. Wir schaffen es, alte Aufgaben wirklich zu verändern, aber nicht dramatisch zu verändern, und neue Aufgaben zu ermöglichen, die Tür aufzumachen. Ich finde das beachtlich, und ich möchte mich dafür ausdrücklich bedanken.

Ich finde es großartig, dass die alte Forderung des Parlaments nach einer Integration des Entwicklungsfonds endlich erfüllt ist. Und ich finde es großartig, dass die Kommission einen Verordnungsentwurf zum Schutz des EU-Haushalts bei Rechtsstaatlichkeitsproblemen in den Mitgliedstaaten vorgelegt hat. Das ist ein Meilenstein, der uns wirklich voranbringt. Und leider, leider hat dies hier noch niemand unterstrichen. Ich glaube, dass wir gute Materialien auf dem Tisch haben und damit etwas anfangen können.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE). – Κύριε Πρόεδρε, δεν υπάρχει καμιά αμφιβολία ότι το Πολυετές Δημοσιονομικό Πλαίσιο θα καθορίσει το μέλλον της Ευρώπης και της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Είναι για αυτό που εμείς έχουμε ξεκάθαρο όραμα. Θέλουμε μια Ευρώπη πιο ισχυρή, πιο κοινωνική, πιο ασφαλή, μια καλύτερη Ευρώπη. Για να το πετύχουμε αυτό, πρέπει πρώτα από όλα και πάνω από όλα να ενισχύσουμε την απασχόληση των νέων μας. Είναι ντροπή για μια σύγχρονη Ευρώπη να έχουμε νέους ανέργους. Δεν μπορούμε και δεν πρέπει να εγκαταλείψουμε την ύπαιθρο και τους αγρότες μας. Πρέπει να ενισχύσουμε ακόμα περισσότερο το Ταμείο Κοινωνικής Συνοχής και όχι να το αποδυναμώσουμε. Δεν μπορούμε να εγκαταλείψουμε την άμυνα και την ασφάλεια. Χαιρετίζουμε και τασσόμαστε αναφανδόν υπέρ της ενίσχυσης της άμυνας και της ασφάλειας, γιατί επιτέλους η Ευρωπαϊκή Ένωση πρέπει να διασφαλίζει την εδαφική ακεραιότητα και την κυριαρχία των χωρών μελών. Θέλουμε να στηριχθούν και να ενισχυθούν μικρές χώρες, όπως η Κύπρος και η Μάλτα. Όμως, κύριε Επίτροπε, η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν είναι μόνο μια οικονομική ένωση. Εδράζεται σε αρχές και αξίες και δεν μπορούν να χρηματοδοτούνται μέσα από το Πολυετές Δημοσιονομικό Πλαίσιο χώρες που παραβιάζουν τις αρχές και τις αξίες, όπως η Τουρκία. Πιστεύω ότι είναι η ώρα, κύριε Oettinger, να παγώσουμε τα κονδύλια στον προϋπολογισμό του 2019 και, αν δεν συμμορφωθεί η Τουρκία με αρχές και αξίες, να παγώσουμε και τα κονδύλια του Πολυετούς Δημοσιονομικού Πλαισίου για την Τουρκία.

Albert Deß (PPE). – Herr Präsident, Herr Kommissar, Frau Ratspräsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Mit Sicherheit war ich in diesem Haus der erste Agrarpolitiker, der in einem Brief an den EU-Präsidenten angeboten hat, auf einige Milliarden Agrargelder zu verzichten, wenn dafür eine gravierende Entbürokratisierung der EU-Agrarpolitik erfolgt. Leider ist der Vorschlag nicht aufgegriffen worden. Auch in dieser Wahlperiode hat die bürokratische Belastung für unsere bäuerlichen Familien wieder massiv zugenommen.

Was den Anteil der Landwirtschaft am EU-Haushalt anbelangt, möchte ich doch eines klarstellen: Wenn alle öffentlichen Gelder in Europa so wie der Agrarbereich über Brüssel abgerechnet würden, dann würde der Anteil der Landwirtschaft 1 % betragen – 1 % öffentliche Gelder für über zehn Millionen bäuerliche Familien, die für 40 Millionen Arbeitsplätze in Europa verantwortlich sind und jeden Tag eine halbe Milliarde Menschen mit genügend Nahrungsmitteln versorgen, ist ein verschwindend geringer Anteil. Lieber Günther, ich bitte Dich, die Landwirtschaft hier fair zu behandeln, und ich bin mir sicher, das wirst Du auch tun.

Krišjānis Kariņš (PPE). – Priekšsēdētāja kungs, komisāra kungs! Eiropa konkurē pasaules tirgū. Un tāpēc ir pilnīgi pareizi, ka nākamajā daudzgadu budžetā ir paredzēts krietni palielināt Eiropas finansējumu zinātnei. Jo, protams, mēs spējam konkurēt nevis ar lētu darbaspēku, bet ar labiem, dārgiem, vērtīgiem izgudrojumiem.

Bet ir izaicinājums! Šobrīd no visiem zinātnes fondiem Austrumeiropas valstīs saņem kopumā tikai ap 3 %. 3 %! 97 % aiziet uz turīgo Eiropu.

Kolēģi, Austrumeiropas valstis ir nabadzīgākas nekā Rietumeiropas valstis, bet to zinātnieki nav mazāk zinīgi. Tātad, ieguldot vairāk naudas zinātnei, ir arī šī ačgārnība jāmaina, lai Austrumeiropas zinātnieki varētu strādāt mājās, lai viņi nebūtu spiesti doties uz kādu turīgāku valsti.

Izlabosim šo kļūdu, piešķirot vairāk naudu zinātnei!

Roberta Metsola (PPE). – Mr President, one of the criticisms in our countries is that Europe is too bureaucratic and too rigid, so it is important that we are able to illustrate what EU funds do for people every day. Take migration and asylum. We are dealing with an issue that has, in many quarters, been hijacked by a populist narrative. We have to be proactive – throwing money alone will not solve anything. We need to see real political will to move forward – but funds are needed. The tripling in budget is an important sign that we stand ready to address this challenge. It will help to both manage our borders, with an additional 10 000 border guards, and respond to those in need of protection. More flexibility means being able to respond effectively to unpredictable geopolitical realities. This was badly needed.

On regionality, we have to make sure no citizens are left behind. I am referring specifically to islands like Gozo, where economic growth has not matched Malta's. This cannot be ignored when it comes to EU funds.

And finally on Erasmus. Doubling the funds is good, but it's still not enough for our flagship programme that shapes hearts, minds and futures of young Europeans. Let's be bold and reaffirm our European ideas – and there's no better place to do that and start than from Erasmus.

PRÉSIDENTE: SYLVIE GUILLAUME

Vice-présidente

Elisabetta Gardini (PPE). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, non c'è dubbio che ci sono alcune cose positive, però ovviamente ci soffermiamo su quello che non funziona.

Io voglio sottolineare con forza che siamo contrari alla riduzione dei fondi destinati alla PAC, e abbiamo anche dei dubbi sulle basi di calcolo della Commissione. Per questo aspettiamo di leggere il contenuto dei regolamenti settoriali per capire, ma non c'è dubbio che i tagli saranno molto più alti di quanto Lei oggi abbia detto. Non mi soffermo – l'hanno già detto alcuni colleghi – si arriva a cifre molto molto più alte.

Ma parlando, per esempio, anche delle risorse proprie, io vorrei sottolineare una incoerenza della Commissione. Si ricorderà che nel corso del negoziato sulla revisione della direttiva ETS, la Commissione si è fortemente opposta all'utilizzo di questi fondi per la compensazione dei costi indiretti, che avrebbe dato un po' di fiato ad alcuni paesi, togliendo un *dumping* interno che è inaccettabile!

Ecco, e adesso invece questi fondi possono essere utilizzati per cose completamente diverse, per il budget e non per la decarbonizzazione. Non mi sembra coerente.

Czesław Adam Siekierski (PPE). – Pani Przewodnicząca! Wspólna polityka rolna jest nie tylko dla rolników. Korzystają z niej też konsumenci – my wszyscy. Dzięki WPR jest tańsza żywność. Zapewniona jest jej jakość i dostępność. Korzystają również przedsiębiorcy, dostawcy środków produkcji, a także usługodawcy. WPR to miejsca pracy na obszarach wiejskich. Rolnictwo tworzy odnawialne źródła energii. Dostarcza surowców dla przemysłu. Wreszcie rolnictwo to żywność. Żywność to wyżywienie, a wyżywienie to zdrowie. Rolnictwo ma również wymiar środowiskowy i klimatyczny. Można więc powiedzieć, że jest to polityka rolno-środowiskowo-żywnościowa. A więc środki przeznaczone na WPR służą wielu celom. Z drugiej strony trzeba pamiętać o braku młodych rolników i starzeniu się wsi.

Jak w takiej sytuacji można było zaproponować obniżenie budżetu WPR nawet o 15 %? Udział WPR w całym budżecie ma się zmniejszyć z obecnych 37 % do 28% pod koniec okresu 2021-2027. Mówiłem to wielokrotnie i powtórzę po raz kolejny: dochody rolnicze są na poziomie 50 % dochodów innych grup zawodowych i są w połowie finansowane ze środków unijnych. Międzynarodowe umowy handlowe są w większości niekorzystne dla obecnego rolnictwa. Zatem jaka jest perspektywa dla rolników? Co mamy im powiedzieć? Bardzo się dziwimy, że wielu z nich głosuje na Europę, a wspiera populistów. Co powiemy rolnikom w trakcie kampanii do Parlamentu Europejskiego?

Tomáš Zdechovský (PPE). – Paní předsedající, protože jsem poslední řečník, dovolím si udělat za těmito vystoupeními takovou sladkou tečku. V úvodu chci vyzdvihnout vaše vystoupení i návrh víceletého finančního rámce, přijde mi, že je poměrně dost vyvážený. Je tam i poměrně větší míra flexibility, i když já osobně bych si představoval daleko větší, abychom mohli flexibilně reagovat na případné problémy, které se mohou během těch sedmi let udát.

Víceletý rámec je také poměrně blízko reality, a to si myslím, že je také důležité. Evropská unie by měla hrát větší roli v oblasti bezpečnosti, stability, ochrany vnějších hranic, digitalizace, ale také nezapomínat na tradiční politiky.

Poslední poznámka, kterou bych chtěl mít, se týká kontroly. Pane komisaři, je potřeba opravdu od začátku finančního rámce zdůraznit větší kontrolu a větší důraz na to, aby peníze evropských daňových poplatníků byly efektivně využívány.

Interventions à la demande

Γεώργιος Κύρτσος (PPE). – Κυρία Πρόεδρε, το νέο δημοσιονομικό πλαίσιο είναι καλύτερο από αυτό που ισχύει και αυτό δείχνει ότι γίνεται καλή δουλειά. Όμως δεν πρέπει να συγκρίνουμε την Ευρωπαϊκή Ένωση με το παρελθόν της αλλά με βάση τις ανάγκες της και τον σύγχρονο κόσμο. Οι μεγάλες προκλήσεις παραμένουν αναπάντητες και οι ισχυροί της Ευρωπαϊκής Ένωσης, κυρίως η Μέρκελ και ο Μακρόν, πρέπει να κάνουν κάτι για να βελτιωθεί η στρατηγική. Διαφορετικά, και με το νέο δημοσιονομικό πλαίσιο θα συνεχίσουμε να χάνουμε στον οικονομικό και ψηφιακό ανταγωνισμό με τις ΗΠΑ και την Κίνα. Δεν θα μπορούμε να αντιμετωπίσουμε τις συνέπειες του Brexit, τη μεγάλη ιταλική κρίση, τις δυσκολίες συνεννόησης με την Πολωνία και την Ουγγαρία, τις συνεχιζόμενες μεγάλες δυσκολίες στην Ελλάδα. Κατά την άποψή μου, είμαστε υποχρεωμένοι να γίνουμε φιλόδοξοι, γιατί οι μικρές βελτιώσεις δεν δίνουν πια λύσεις.

John Howarth (S&D). – Madam President, when the Commission came to Parliament on 2 May, it announced with a great fanfare that funds for Horizon Europe would be increased by 50% and that the funds for Erasmus would be doubled. These are programmes that the UK Government has indicated that it may well wish to participate in in the future, and therefore I welcome those increases – if they are indeed increases. Because the problem we have here is that an independent analysis of those figures by the Parliament has suggested that the figures presented by the Commission are not in fact the case, and I don't think we've had any kind of response to that yet.

Now I regard this as very serious, because when you come to a parliament, you need to be confident that the figures you're presenting are accurate, and there are only two reasons why they wouldn't be – one is mendacity (it's deliberate) and one is incompetence, and we need to know which is which, because we deserve better than that.

Ruža Tomašić (ECR). – Poštovana predsjedavajuća, proračunska rupa koja nastaje odlaskom Ujedinjene Kraljevine dovodi Uniju u poziciju da mora evaluirati dosadašnje politike, preraspodijeliti sredstva i odrediti prave prioritete.

Pritom, naravno, treba voditi računa o budućem razvoju i stabilnosti Unije. Budućnost ove zajednice nije blistava ne smanjimo li razlike između najrazvijenijih članica i onih koje zaostaju. Nažalost, novi višegodišnji financijski okvir podbacuje upravo u tom segmentu jer oduzima sredstva kohezijskoj politici koja je ključna za ujedinjeni razvoj.

Projekti financirani iz kohezijskih fondova predstavljaju pravu dodanu vrijednost, oni su ono nešto opipljivo i stvarno što građani asociraju s Europskom unijom. Centralizacija i fragmentiranje kohezijske politike stoga bi nedvojbeno negativno utjecali na reputaciju Unije kod građana, o čemu Komisija mora voditi računa.

Jan Huitema (ALDE). – Voorzitter, de wereld om ons heen verandert en daarom is het goed dat de Europese Unie investeert in nieuwe prioriteiten, zoals het bewaken van de buitengrenzen, het aanvallen of verzachten van de klimaatverandering, het zorgen voor meer veiligheid, cyberveiligheid.

Maar zoals geldt voor elke begroting: bij het opstellen daarvan moet je keuzes maken. Dus als je ergens meer geld voor nodig hebt, moet je ergens anders gaan bezuinigen. Ik vind het heel belangrijk dat we kritisch gaan kijken naar de oude prioriteiten, die gaan hervormen, en zo geld kunnen vrijmaken om weer te gaan investeren in de nieuwe prioriteiten.

Wat ik ook belangrijk vind is dat we gaan kijken hoe het geld besteed wordt en of het daadwerkelijk resultaat oplevert. Ik vind het echt een gemiste kans dat in deze resolutie van het Europees Parlement die twee aspecten totaal genegeerd worden.

De door de Europese Commissie voorgestelde bezuinigingen worden teruggedraaid. Alles moet zoveel mogelijk bij het oude gelaten worden, en er wordt domweg gevraagd om extra geld. Dat is misschien de gemakkelijkste weg, maar dat is niet mijn politiek en dat zal ik niet steunen.

Liadh Ní Riada (GUE/NGL). – A Uachtaráin, caithfidh mé a rá go bhfuilim an-bhuartha mar gheall ar an tslí chun tosaigh atá léirithe ag an gCoimisiún don Aontas Eorpach leis an togra don chéad bhuiséad fadtéarmach eile. Tá tosaíochtaí an Choimisiúin soiléir. Ciorruithe dosna cláir le torthaí sóisialta – an Ciste Comhtháthaithe agus maoiniú i dtaobh forbairt tuaithe, mar shampla; agus méaduithe ar chláir mhíleata agus athchóirithe struchtúracha.

Cuireann an buiséad fad-téarmach seo béim ar bhagairtí seachtracha agus molann sé caiteachas míleata gan fasach roimhe seo. Bogadh a chuirfidh deireadh le neodracht na mBallstát ar nós Éire, agus a chuirfidh ceann de phrionsabail bunaithe an Aontais Eorpaigh bunoscionn. Tá an Eoraip faoi bhagairt, áfach. Tá an Eoraip faoi bhagairt ón éagothroime atá ag ardú, ó sheirbhísí sóisialta tearcmhainithe, ó dhífhostaíocht, ó éigeandálaí daonnúla, agus gan amhras, ó athrú aeráide.

Go bunúsach, a Choimisinéir, is aistriú níos faide ó Eoraip atá bunaithe go sóisialta, a chuireann síocháin agus slándáil eacnamaíochta chun cinn, atá le feiscint insan mbuiséad fadtéarmach seo. Is é fíis an Choimisiúin don Eoraip ná Eoraip ina mbeidh níos lú maoinithe dhíriú, agus níos mó ionstraimí airgeadais. Níos lú tacaíochta, níos lú dlúthpháirtíochta, agus níos mó dár n-airgead caite ar ábhair mhíleata. Mínigh é seo dár bhfeirmeoirí, a Choimisinéir.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señora presidenta, la financiación europea es necesaria para seguir reforzando la cohesión económica, territorial y social entre los Estados miembros y entre las regiones. También es imprescindible para nuestra agricultura.

Comprendo, desde luego, las dificultades que supone el Brexit. Sé que también hay necesidades nuevas —fronteras, inmigración, defensa—. Me preocupa, sin embargo, que la cohesión y los agricultores puedan verse perjudicados ahora, cuando ascienden el populismo y el euroescepticismo.

Quiero destacar especialmente el problema del declive demográfico, es decir, la baja natalidad y el envejecimiento de la población. También, desde la Unión Europea, debemos afrontar este gravísimo reto. En toda Europa, la tasa de fertilidad es ya inferior al 2 % por mujer, lo que no asegura el relevo generacional. En Galicia —en España—, por ejemplo, es un gravísimo problema.

Por eso, al establecer los criterios para repartir los fondos entre las regiones, creo que el criterio del PIB regional per cápita debe ser complementado con otros, como, por ejemplo, el declive demográfico. También con el paro.

Y me parece evidente que las regiones más afectadas por la crisis deben ser objeto de especial atención.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, με το πρόσχημα της καλύψεως του οικονομικού κενού που θα δημιουργήσει η αποχώρηση της Μεγάλης Βρετανίας από την Ευρωπαϊκή Ένωση, το νέο Πολυετές Δημοσιονομικό Πλαίσιο προβλέπει μεγάλες περικοπές και μάλιστα περικοπές σε κίριους τομείς, όπως είναι η Κοινή Γεωργική Πολιτική και οι κοινωνικές παροχές. Άρα, η οικονομική ζωή των Ευρωπαίων θα επηρεαστεί αρνητικά. Υπό την έννοια αυτή, είναι αδιανόητο να γίνονται περικοπές στους Έλληνες, οι οποίοι υποφέρουν από τα μέτρα λιτότητας που τους έχουν επιβληθεί, και να προβλέπεται επένδυση 13 δισεκατομμυρίων στην άμυνα προκειμένου να αντιμετωπιστεί ένας ανύπαρκτος, ένας φανταστικός εχθρός, ο οποίος υποτίθεται ότι μας απειλεί. Επίσης είναι αδιανόητο να αυξάνονται τα κονδύλια για την αντιμετώπιση της μεταναστεύσεως, από την οποία και πάλι οι Έλληνες έχουν υποφέρει περισσότερο από οποιονδήποτε άλλο λαό της Ευρώπης, αντί να ανατεθεί στις ελληνικές ένοπλες δυνάμεις η αποστολή να προστατεύσουν τα σύνορα της χώρας, που είναι και σύνορα της Ευρωπαϊκής Ενώσεως, από την ανεξέλεγκτη εισροή λαθρομεταναστών. Τέλος, είναι απαράδεκτο να χρηματοδοτείται η Τουρκία, μία χώρα η οποία έχει τόσο προκλητική και απαράδεκτη συμπεριφορά απέναντι στην Ευρωπαϊκή Ένωση και παραβιάζει κάθε έννοια διεθνούς δικαίου.

Nicola Caputo (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, i dati del prossimo quadro finanziario pluriennale post 2020, che la Commissione ha ufficialmente rilasciato lo scorso 18 maggio, rivelano evidenti discrepanze rispetto agli annunci. Gli aumenti annunciati per diversi programmi dell'Unione europea sono in realtà significativamente più bassi, mentre i tagli per altri programmi sono più alti di quelli originariamente presentati.

Solo per fare due esempi: la politica agricola comune e le politiche di coesione subirebbero un taglio rispettivamente del 15 e del 10 %, impattando negativamente sulla natura stessa e sugli obiettivi di tali politiche. Deludente anche il livello di finanziamento globale proposto, inferiore in termini reali rispetto al livello dell'attuale QFP, e questo nonostante l'introduzione di ben tre fonti di risorse proprie, per le quali andrebbero peraltro chiariti i tempi e i modi.

Il QFP post 2020 dovrà essere in grado di rispondere realmente ai bisogni e alle aspettative dei cittadini europei, e questo Parlamento dovrà lavorare sodo per ottenere il livello necessario di finanziamento delle politiche chiave dell'Unione, innanzitutto PAC e politiche di coesione.

Marek Jurek (ECR). – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Otrzymaliśmy bardzo pozorną logikę od Komisji. No, jeżeli będziemy mieli mniej pieniędzy dlatego, że Wielka Brytania odchodzi, to przede wszystkim nie należy uruchamiać nowych wydatków, tym bardziej, że są to wydatki niepotrzebne. Chcemy silniejszego, większego bezpieczeństwa Europy, chcemy silniejszej obrony. Zamiast fikcji wspólnej polityki obronnej proszę przypomnieć trzem czwartym naszych państw, które są sprzymierzone w NATO, o realizacji 2-procentowych nakładów na narodową politykę bezpieczeństwa w ramach naszej atlantyckiej solidarności. Pański kraj tych dwóch procent nie realizuje.

Chcemy bezpiecznych granic Europy. Udzielmy przynajmniej politycznego poparcia Węgrom, Chorwacji, Bułgarii i Słowenii, które bronią granic Europy. Tymczasem te państwa są atakowane. A co Państwo chcecie robić? Zwiększać zatrudnienie w Agencji. Tylko nasuwa się pytanie, czy jej celem będzie ochrona naszych granic czy pilnowanie, żeby nie były chronione?

Ivana Maletić (PPE). – Poštovana predsjedavajuća, možemo se svi složiti da izlaskom Velike Britanije iz EU-a proračun mora biti manji i rezanja su neophodna. Međutim, problem je što u ovome prijedlogu proračuna s jedne strane određene politike režemo, a druge značajno jačamo. Ne možemo potpuno uništiti Kohezijski fond, a posebno ne Fond za ruralni razvoj u uvjetima potpunog propadanja sela. Smanjenja od 45 % i 25 % nikako nisu prihvatljiva i mi time uništavamo ciljeve i pozitivne učinke ovih fondova.

S druge strane jačaju se i povećavaju programi za koje se natječu sve države, i one najrazvijenije i najmanje razvijene i naravno da veći dio sredstava ide u najrazvijenije jer imaju bolje i konkurentnije projekte.

Što je nama zapravo cilj? Je li nam cilj povećati razlike i umjesto zajedništva i jačanja jedinstva jačati podjele i razlike? To nikako ne smiju biti poruke proračuna. Znam da ga je bilo teško u ovim uvjetima sastaviti, ali poruke moraju biti drugačije.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κυρία Πρόεδρε, δεν θα καταφύγω στον λαϊκισμό, γιατί θεωρούμε ότι το κοινό μας μέλλον είναι όντως η ιστορική πρόκληση της εποχής μας. Η αντιμετώπιση της κλιματικής αλλαγής, η συνδρομή στη γεωργία και πολλά άλλα είναι θετικά. Η σύγκλιση της πραγματικής οικονομίας είναι το κριτήριο της επιτυχίας ή της αποτυχίας μας. Ωστόσο, καθώς οι νέοι φεύγουν από την ευρωπαϊκή περιφέρεια αναζητώντας δουλειά σε άλλα κράτη μέλη εντός της ηπειρωτικής Ευρώπης, καθώς η Τουρκία συνεχίζει να απολαμβάνει ευρωπαϊκά κονδύλια ενώ παραβιάζει τα πολιτικά κριτήρια της Κοπεγχάγης – και θα μπορούσα να πω και άλλα πολλά τέτοια – δυστυχώς, δεν θα πείσετε ότι αυτό το Πολυετές Δημοσιονομικό Πλαίσιο είναι οι κοινές μας προτεραιότητες. Δεν είναι μόνο όσα λέμε και κάνουμε είναι και όσα δεν κάνουμε. Συμφωνήσαμε τους τρεις πυλώνες για την Ευρωπαϊκή Τραπεζική Ένωση, έγιναν οι δύο και ο τρίτος που θα έφερνε δίκαιο ανταγωνισμό και θα ενδυνάμωνε τον Νότο δεν έγινε ποτέ.

Lara Comi (PPE). – Signora Presidente, signor Commissario, ringrazio anche i colleghi impegnati nei negoziati. Da italiana sono preoccupata perché l'instabilità di governo non ci permette di partecipare in modo incisivo e determinante a questi negoziati.

Sono preoccupata anche per la riduzione della PAC, quindi penso e spero che si possano trovare delle compensazioni assolutamente utili e necessarie per i nostri agricoltori con dei finanziamenti diretti. Molto bene, sicuramente, l'aumento per l'innovazione, per le piccole e medie imprese e anche per l'Erasmus, perché rivolto alle nuove generazioni è sicuramente importante.

Vede, a volte c'è un controsenso, si dice – alcuni colleghi italiani dicono – che il bilancio europeo non va bene, che i fondi di coesione non vanno bene, però, vede, io a questi colleghi dico che magari l'Italia deve spendere tutti i soldi che l'Unione europea dà. Perché per ora, su molti fondi di coesione e strutturali, noi spendiamo solo il 60 % di quello che l'Europa ci offre.

E allora, prima di criticare, forse conviene che l'Italia li spenda, e sicuramente delle variazioni dovranno essere fatte sul tema dell'agricoltura.

Jean-Paul Denanot (S&D). – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, j'ai toujours regretté que l'Union européenne joue petit bras sur les questions budgétaires et fiscales. Le fait que ces questions nécessitent en général l'unanimité au Conseil est, sans doute, l'un des défauts majeurs de notre organisation européenne car, en bonne démocratie, ce devrait être le Parlement qui statue sur ces questions, puisqu'il est le représentant des peuples.

La conséquence qu'engendrerait la prédominance du Parlement européen serait naturellement l'institution de ressources propres indépendantes du bon vouloir des États. Ces ressources propres sont possibles. Une fiscalité européenne qui s'attaquerait aux transactions financières, à l'ajustement carbone aux frontières, aux GAFA et, bien sûr, à la fraude fiscale ne toucherait pas le portefeuille des citoyens européens et permettrait de ne pas chicaner sur 1 %, 1,3 %, un pourcentage x.

Peut-être suis-je en train de rêver... Si seulement nous prenions l'initiative de faire les poches des passagers clandestins de l'économie numérique, nous ferions un grand pas vers une Europe de la confiance pour les citoyens.

(Fin des interventions à la demande)

Günther Oettinger, Mitglied der Kommission. – Frau Präsidentin, Damen und Herren Abgeordnete, meine Damen und Herren! Ich habe gemeinsam mit meinen Mitarbeitern Ihre Wortmeldungen, Ihre Erwartungen, Ihre Vorschläge aufgenommen. Wir werden sie im Laufe der nächsten Tage auswerten, und sie werden mit Sicherheit eine ergänzende Grundlage für die Kommissionsposition und die Arbeit der Kommission sein.

Es gab von sehr wenigen Abgeordneten Lob für unseren Vorschlag – besten Dank dafür. Es gab von vielen aus allen Richtungen Kritik – aus allen Richtungen. Und wenn ich diese Kritik analysiere, komme ich zu dem Ergebnis: In der Mitte der Kritik ist der Vorschlag der Kommission, in der Mitte Ihrer kritischen Wortmeldungen, Enttäuschungen, Erwartungen oder Darlegungen, dass es ungerecht sei, steht der Vorschlag der Kommission. Wenn ich mir jetzt noch vorstellen würde, dass neben der Ratspräsidenten 26 weitere Minister für Finanzen oder für Europa hier säßen und zu Wort kämen, dann – behaupte ich – wäre das Bild noch bunter. Die Kritik wäre noch vielfältiger, und wiederum wäre der Vorschlag der Kommission in der Mitte aller kritischen Erwartungen.

Ich will mich kurz dem Thema Rechtsstaatlichkeit zuwenden. Meine Damen und Herren, wir sind als Kommission bei allen Programmen, bei allen Investitionen und bei allen Fördermaßnahmen verpflichtet, das Interesse unserer Bürger und Steuerzahler im Auge zu haben und Betrug, Untreue und Korruption am Haushalt abzuwehren – durch OLAF, durch EPPO, durch eigene Kontrollen, durch enge Kooperation mit dem Haushaltskontrollausschuss und mit dem Europäischen Rechnungshof.

Und wenn es dann zum Streit kommen kann und man wegen falscher Abrechnungen oder wegen Betrugs oder weil ein Projekt falsch beschrieben wurde, Mittel auch zurückfordern muss, dann ist man auf die Unabhängigkeit der Gerichte, auf eine unabhängige dritte Gewalt angewiesen. Und wenn diese gegebenenfalls in Mitgliedstaaten oder Regionen nicht gewahrt sein sollte, wenn die Unabhängigkeit der Gerichtsbarkeit von der Gesetzgebung oder der Regierung nicht gegeben sein sollte, dann hätten wir mangelndes Vertrauen in gerechte Entscheidungen. Deswegen ist die Rechtsstaatlichkeit untrennbar verbunden mit einem europäischen Haushalt und dem Ziel, Korruption, Betrug und Untreue an europäischen Steuergeldern zu vermeiden. Deswegen werben wir für den Vorschlag der Konditionalität in Sachen Rechtsstaatlichkeit.

Zweitens: Aus Ihren Wortmeldungen kam zum Teil heraus, was im Rat viel stärker betont wird: *I want my money back* – das Thema der sogenannten Nettozahler. Das mag zu einem Zeitpunkt früherer Haushaltsrahmen, als der Agrarbereich und die Kohäsion über 80 % aller Ausgaben ausmachten und man dort den Mittelrückfluss zum Landwirt, in den ländlichen Raum, in Strukturprogramme, in Regionen, in Kommunen relativ eindeutig nachverfolgen konnte, noch ein nachvollziehbares Mittel der Politik gewesen sein. Mit unserem Vorschlag machen aber die Kohäsion und der Agrarbereich nur noch knapp 60 % des Haushaltsrahmens aus. Aufgaben wie Grenzschutz, wie Entwicklungshilfe, wie Migration, wie Forschung sind gemeinsam größer als der Agrarbereich oder die Kohäsion alleine. Wenn ich aber Grenzschutz betreibe in Bulgarien, in Griechenland, in Italien, in Spanien, auf Malta, auf Zypern, fließt kein Geld nach Paris und Berlin zurück. Aber Außengrenzschutz ist im gemeinsamen europäischen Interesse. Wenn ich die Entwicklungshilfe für Afrika verstärke, wenn ich Menschen in Not in der Türkei Menschenwürde finanziere, fließt kein Cent zurück, aber wir haben, glaube ich, unseren christlichen Verpflichtungen Rechnung getragen, Menschenwürde gebracht und vielleicht auch die Zahl derer, die aus Not über Schlepper oder auch alleine zu uns kommen wollen, verringert. Deswegen ist diese Rechnung des sogenannten Nettozahlers zunehmend ein *fake*. Ich lehne sie deswegen entschieden ab. Oder wenn

ein Forschungsprojekt für Philips, Siemens oder Bosch stattfindet, und die haben ihr Forschungszentrum in Budapest, und nicht in Amsterdam oder in München oder Stuttgart – ist dieses Geld dann ein Rückfluss nach Ungarn, nach Deutschland, in die Niederlande? Man kann bei diesen Global Playern überhaupt nicht mehr darstellen, ob das Geld für die Forschung zu dem Mitgliedstaat zurückkommt, in dem das Unternehmen seinen aktienrechtlichen Sitz hat. Es geht oftmals in andere Standorte innerhalb der Europäischen Union.

Drittens: Wir haben uns darauf konzentriert, nur Programme vorzuschlagen, nur Projekte zu finanzieren, nur Geld auszugeben, wenn ein Mehrwert stattfindet. Ein Beispiel: Verteidigung. Wir wollen nicht mehr Militär, wir wollen das Geld des Steuerzahlers für unsere äußere Sicherheit effizienter einsetzen. Wir können nachweisen, dass manche Ausschreibung für eine Waffe, für einen Panzer, für eine Drohne, um unsere äußere Sicherheit zu wahren, besser europäisch stattfindet als 27 Mal in einzelnen Silos. Das heißt: Die Milliarden, die wir im europäischen Haushalt vorschlagen, können nationale Etats entlasten. Der Vorschlag lautet also: Gebt uns einen Euro aus eurem Budget, wir legen die 27 - Beträge zusammen, schreiben gemeinsam auf, haben Skaleneffekte, sparen im Interesse des Steuerzahlers. Es geht nicht um mehr Militär, es geht um effizientere Investitionen für die Verteidigung auf europäischer Ebene.

Dann zur Frage des Ehrgeizes, die Herr Kollege Arthuis angesprochen hat, also nicht 1,3 %, 1,114 %, sondern 2 % oder 3 %, die auch von Frau Grossetête, Herrn Rübig und Frau Trüpel unterstützt wurde. Ich stehe dem gar nicht weit entgegen. Nur mal ganz konkret, lieber Herr Arthuis: Bei den Haushaltsberatungen für das Jahr 2018 war Frankreich der härteste Vertreter von Kürzungen, war es Frankreich, das um jeden Euro und jede Million an Kürzungen gekämpft hat. Meine Bitte ist also: Lassen Sie uns nicht nur in Strasbourg über einen ehrgeizigen Haushalt sprechen, lassen Sie uns im Rahmen unserer eingeschränkten Möglichkeiten in Paris und Berlin für die entsprechenden Einnahmen kämpfen. Das gilt für den Kollegen Rübig und die ÖVP-geführte Regierung in Österreich genauso. Was ich nicht mag, ist, dass man hier stark auftritt und zu Hause entweder seine Autorität nicht wahrnimmt oder keine Autorität hat.

Ich spreche die deutsche Regierung an. Ein neuer Aufbruch für Europa, von Martin Schulz ko-formuliert. Ich begrüße das ausdrücklich. Aber mein Freund Olaf Scholz sagt öffentlich: „Mehr als 1,0 des BNE gibt Deutschland nicht.“ Das ist ein eklatanter Widerspruch. Und sich damit in Berlin zu befassen, als Sozialdemokrat, als SPD-Abgeordneter, als S&D-Mitglied, halte ich für zwingend geboten. Zum Teil unterscheiden uns Welten zwischen diesem Hohen Haus und unserer Autorität in Berlin, Paris oder Wien, in den Hauptstädten der Europäischen Union.

Es wurde von Frau Gardiazabal Rubial gefragt: Was sind denn die Leitlinien des Haushaltsentwurfs? Ich nenne abschließend vier: Es geht um wirtschaftliche Stärke und Wettbewerbsfähigkeit. Wenn man wirtschaftlich stark ist, geht es zweitens um Solidarität. Denn der, der wirtschaftlich stark ist, kann auch teilen, muss auch teilen, muss Solidarität mit Schwächeren in Europa, mit schwächeren Mitgliedstaaten und Bürgern beweisen. Es geht drittens um Nachhaltigkeit und viertens um innere und äußere Sicherheit. Wirtschaftliche Stärke und Wettbewerbsfähigkeit, Solidarität, Nachhaltigkeit und Sicherheit sind für mich vier Leitlinien, denen dieser Entwurf, so glaube ich, durchaus gerecht wird. Deswegen bin ich an einer kritischen, aber intensiven Beratung mit Ihnen allen in den nächsten Wochen sehr interessiert.

La Présidente. – Monsieur Arthuis, on va laisser M^{me} Panayotova conclure. Il n'y a pas de carton bleu sur les interventions des commissaires.

Monika Panayotova, President-in-Office of the Council. – Madam President, thank you for your remarks and comments. I have taken good note of them. I have received three questions from my former respected colleague, Mr Geier, and I will try to be very brief. He had three questions concerning the communication with Parliament and the Council concerning the system of own resources and also the timeline regarding the forthcoming negotiations.

As I already said during my intervention, I can assure you that the Bulgarian Presidency, as well as the future Presidencies, are committed to regular and frank talks with Parliament. The Bulgarian, Austrian and Romanian Presidencies have a clear mandate to meet and brief the representatives of Parliament before and after each session of the General Affairs Council (GAC) when the Multiannual Financial Framework (MFF) is discussed, in line with the Treaty provisions. We have already had such meetings on 14 May, before the start of the General Affairs Council (GAC) meeting at high political level, and afterwards with a follow-up meeting at ambassador level on 22 May.

Furthermore, when the Multiannual Financial Framework is on the agenda of the European Council, the President of the European Parliament also will be given the opportunity to contribute to the discussion by addressing the Heads of State or Government at the beginning of their meeting, as is actually the case generally. After each meeting of the European Council, its President will present a report also for your kind attention.

Concerning the question about the system of own resources, I have to say that the discussions in the Council's Working Party are beginning today, so you will understand that the work at technical level is just beginning. It would therefore be premature from the side of the Presidency to express itself on this issue.

Concerning the timeline, I have to underline that the leaders discussed the calendar of negotiations at their informal meeting in February. They decided that we would advance as fast as possible with this file, but it was also clear from the discussion that the possibility of an early agreement was very much dependent on the proposals put forward. They will return to the issue of timing once again, at the earliest in June. In this context, the Presidency has started work immediately on the Commission proposal so as to advance work as much as possible, and the next Presidencies are committed to working intensively as well.

I think that I have succeeded in responding to the three questions and, in conclusion, I have to say that in the weeks and months to come we will have a lot to talk about. It won't be easy, it won't be simple but I trust that we share the same objective – that of a good agreement that delivers the best result for our citizens.

The Council looks forward to working with you in the spirit of mutual, sincere cooperation for a timely adoption of the next Multiannual Financial Framework.

La Présidente. – Monsieur Arthuis, je vous donne la parole pour trente secondes mais, s'il vous plaît, on ne refait pas le débat.

Jean Arthuis (ALDE). – Madame la Présidente, je vous remercie infiniment. Monsieur le Commissaire, ne nous méprenons pas. J'ai conscience qu'il peut y avoir par moment un écart entre les paroles et les actes. Pour ma part, j'essaie de les mettre au même niveau. Pardonnez-moi, mais avec 1,08 %, nous sommes quand même dans un budget de misère et les beaux discours de nos chefs d'État et de gouvernement ne tiennent pas avec un tel budget. Je ne vous propose pas d'augmenter la dépense publique, je dis simplement que certaines dépenses engagées sur le plan national n'ont plus l'efficacité requise et que, par conséquent, l'urgence, c'est de transférer des crédits du budget national vers le budget européen pour atteindre la pleine efficacité et démontrer ce que peut être la valeur ajoutée européenne. Faute de quoi...

(La Présidente coupe le micro de l'orateur)

La Présidente. – J'ai coupé votre micro, Monsieur. J'avais indiqué qu'on ne recommence pas le débat. Vous êtes intervenu sur le fond, donc j'arrête là.

Le débat est clos.

Le vote aura lieu mercredi 30 mai 2018.

Déclarations écrites (article 162)

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), raštu. – Turime kuo daugiau dėmesio skirti socialiniams reikalams, nes tik taip galėsime prisidėti prie jaunimo nedarbo problemos sprendimo. Kuo efektyviau kovoti su vaikų skurdu ir su pajamų nelygybe. Europos Parlamentas ragina Komisiją ir Tarybą jau nuo 2014 m. sukurti Europos vaikų garantiją, pagal kurią kiekvienam vaikui būtų užtikrintos nemokamos sveikatos ir vaikų priežiūros, ugdymo, deramo apgyvendinimo ir tinkamos mitybos paslaugos. Europos vaikų garantija būtų priemonė užtikrinti, kad visi vaikai turėtų vienodas galimybes nuo mažens, ir nė vienas vaikas nestokotų dažnai tokių gyvybiškai svarbių dalykų, kaip saugūs namai, tinkama mityba, užtikrinta sveikatos apsauga ir ugdymas. Kad galėtume sumažinti vaikų skurdą, turime tam sutelkti ES biudžetą ir nuspręsti, kad tie pinigai būtų skirti tik vaikams ir jokiems kitiems prioritetams. Europa ir šalys narės turi suvokti, kad investicijos į vaikus – tai yra svarbiausia investicija į mūsų visų ateitį. Šiuo metu turime skirtingų priemonių, kurios, be kita ko, gali būti panaudotos ir vaikų skurdo mažinimui valstybės narėse, tačiau jos nėra suderintos ir dažniausiai pinigai iš fondų visgi yra skiriami kitoms sritims, o investicijoms į vaikus pinigų tiesiog nebėlieka. Todėl naujajame biudžete turi būti numatytas finansavimas kovai su vaikų skurdu. Antra, siekiant veiksmingai remti jaunus žmones, kurie ieško darbo ir nori įsitvirtinti darbo rinkoje, Europos jaunimo garantijos biudžetas turi būti gerokai padidintas po 2020 m.

Tamás Deutsch (PPE), írásban. – Jelenlegi formájában elfogadhatatlan az Európai Bizottság javaslata a 2020 utáni uniós forrásokra vonatkozóan. Nem növelné, hanem csökkentené az uniós költségvetést, annak ellenére, hogy számos tagállam, így Magyarország is jelezte, kész növelni befizetéseit. Nem engedhető meg, hogy a regionális fejlesztések és a közös agrárpolitika forrásai lássák kárát a Bizottság elképzeléseinek, meg kell védenünk a magyar gazdák, vállalkozások és polgárok érdekeit. A magyar régiók, a magyar vállalatok az elmúlt években bizonyították: jól és sikeresen használták fel a rendelkezésre álló forrásokat. Kiemelkedő növekedési mutatók, folyamatosan javuló költségvetési helyzet, csökkenő munkanélküliség, növekvő foglalkoztatottság mind azt mutatják, 2010 óta a magyar régiók a gazdasági fejlődés pályájára álltak. Magyarországnak sikerült kihevernie a korábbi szocialista kormányok elhibázott gazdaságpolitikájának következményeit.

Elfogadhatatlan, hogy most az Európai Bizottság javaslata ezeket az uniós mércével számítva jól teljesítő, sikeres régiókat büntetné azzal, hogy forrásokat von el tőlük. Az uniós fejlesztési pénzek nem könyöradományok. A magyar régiók objektív feltételek alapján jogosultak ezekre a forrásokra. Most az Európai Bizottság szubjektív, úgynevezett jogállamisági kritériumokat társítana az EU-s források lehívásához. Magyarország az elmúlt években folyamatosan bizonyította: minden szempontból megfelel az európai értékeknek, bármely mutatót vizsgálják is, az Unió élmezőnyébe tartozunk. Ugyanakkor, egyik uniós intézmény számára sem megengedhető, hogy a politikai nyomásgyakorlás eszközeként tekintsen a fejlesztési forrásokra.

João Ferreira (GUE/NGL), por escrito. – Esta proposta de Quadro Financeiro Plurianual assume como elementos estratégicos as orientações que estão na base do desenvolvimento desigual, injusto e assimétrico entre os diferentes países na União Europeia. As orientações que em lugar da prometida convergência apenas têm trazido divergência.

O tempo e a vida demonstraram que os fundos da União Europeia nunca compensaram (nem podiam compensar) a destruição dos sistemas produtivos da periferia, as perdas de soberania, o impacto assimétrico do mercado único, do Euro e das políticas comuns. Apesar disso, o que agora propõe a Comissão Europeia é cortar nos instrumentos que supostamente se destinariam a mitigar a divergência. Cortar na política de coesão.

Repare-se que, nem que ficasse como está, não chegava – como está bem à vista! Cortar nos envelopes nacionais dos países com maiores dificuldades. Cortar na agricultura e nas pescas. Mas aumentam as despesas militares. Aumentam as verbas para o aparelho repressivo e securitário. Aumentam as dotações dos programas que aproveitam sobretudo às grandes potências. Tudo é feito à medida dos seus interesses, demonstrando bem a verdadeira natureza da União Europeia. Inaceitável.

Kinga Gál (PPE), írásban. – Az Európai Bizottság május 2-án mutatta be a 2020 utáni többéves pénzügyi keretre (MFF) vonatkozó javaslatát. Fikció az uniós támogatások jogállamisághoz kötése, mivel a szubjektív kritériumok bevezetése ellentétes lenne az uniós szerződésekkel, egyértelműen egy zsarolási potenciállal bíró eszköz létrehozásának a célja húzódik meg ezen javaslat mögött. Az EU tervei arra vonatkozólag, hogy átcsoportosítson 37 milliárd euró forrást az új uniós tagállamokból ugyancsak elfogadhatatlan. A közép-európai, valamint a balti tagállamok felzárkóztatása a nyugati tagállamokhoz még messze nem fejeződött be. Ezzel pusztán annyit fog elérni az Európai Bizottság, hogy tovább tüzelje a kelet-nyugat feszültségeket az EU-ban. Ezek a források járnak Közép- és Kelet-Európának, miután megnyitottuk saját piacainkat a nyugati cégek előtt, amelyek óriási nyereségeket termeltek országainkban. Ehelyett a helyes megközelítés az lenne, ha növelnék azon tagállamok forrásait, amelyek megvédik a schengeni külső határokat és így az egész Unió biztonságát.

Maria Grapini (S&D), în scris. – Domnule comisar, ne-ați prezentat poziția Comisiei privind noul cadru financiar multianual, care este într-un conflict major cu poziția majorității Parlamentului European! Ne-ați spus nonșalant că ați făcut ce trebuie, tînd fonduri din politica de coeziune, politica agricolă comună și din Fondul social european! Cum să faceți ce trebuie cînd cele trei fonduri sunt pilonii de dezvoltare ai UE, de competitivitate și unitate?

Ați spus că nu sunt suficienți bani pentru că pleacă Marea Britanie, dar nu ați vorbit nimic despre noi măsuri prin care ați putea aduce bani la buget din evaziunea fiscală enormă, din pierderile imense din evaziunea la TVA transfrontalier, din neimpozitarea profiturilor scoase în zone neimpozitate! Avem nevoie de subvenții pentru agricultori! Încă sunt subvenții mai mici în est decît în vest și trebuie să le egalăm! Avem nevoie de fonduri de coeziune pentru că avem încă disparități regionale privind calitatea vieții! Găsiți domnule comisar surse, nu tăiați fondurile care țin Europa unită!

Csaba Molnár (S&D), írásban. – Mint azt a közétett adatok alapján láthatjuk, Magyarország akár 24%-kal kevesebb uniós forrástól eshet el a 2021-2027 közötti költségvetési ciklusban. Egyetértek azzal, hogy az Orbán-kormány oligarcháit ne uniós pénzből finanszírozzák, ugyanakkor úgy gondolom, hogy nem a magyar polgárokat kell megbüntetni a Fidesz által alkalmazott korrupció és csalás miatt. Teljes mértékben elutasítom a Magyarországnak szánt uniós források csökkentését, helyette azok ellopását kell megakadályozni. Arra pedig a jó módszer az lenne, ha uniós testületek döntenének az Orbán-kormány helyett az országnak járó uniós pénzek elosztásáról. Ez jó lenne mind az országnak, mind a magyar embereknek, vállalkozásoknak és mind pedig az Európai Uniónak.

Jelenleg az uniós támogatások csak egy kis hányada jut el a magyar állampolgárokig, hiszen az Orbán-kormány ellopja azt. Abban az esetben, ha az uniós források csökkentését alkalmazzák majd, a magyar állampolgárok még kevesebb pénzhez fognak tudni hozzájutni, ezáltal rosszabb lesz Magyarországnak. Nem véletlen, hogy az Orbán-kormány nem csatlakozott az Európai Ügyészséghez, hiszen pontosan tudja, hogy a csatlakozást követően a Fidesz holdudvarának jelentős része börtönbe kerülne az elcsalt közbeszerzések miatt. Ha a támogatásokat a jövőben az EU osztaná szét, fel sem merülnek a közpénzek elcsalásának lehetősége. Pártom, a Demokratikus Koalíció írásban is benyújtja ezt a javaslatot, tisztelettel kérem Önöket, hogy vegyék fontolóra.

Luigi Morgano (S&D), per iscritto. – La proposta della commissione UE per il bilancio fino al 2027 è oggettivamente insufficiente. Per finanziare anche solo le iniziative su cui si sono impegnati gli Stati membri in seno al Consiglio europeo, e rispondere ad esigenze concrete dei nostri concittadini, servirebbe all'incirca 1,3 % del PIL UE, il 20 % in più di quanto proposto dalla commissione. Ci sono anche elementi interessanti nella proposta, a cominciare da nuove risorse proprie, in linea con la posizione adottata dalla commissione affari economici nel parere di cui sono stato relatore, e poi integrato dalla commissione bilanci. È inoltre certamente positiva la scelta di proporre aumenti per i programmi più in vista del bilancio comunitario: quasi raddoppiati i fondi per Erasmus+; almeno 200 milioni di euro in più per Europa Creativa; più di 90 miliardi totali per la ricerca nel nuovo programma Horizon Europe; un programma europeo per mobilitare circa 600 miliardi in investimenti; e due strumenti di bilancio per rafforzare l'Eurozona. Scelte positive, anche se meno ambiziose di quanto auspicato da questo Parlamento... «eppur (qualcosa) si muove». Sarà nostro impegno cercare un compromesso tra quest'Aula e gli Stati membri per rispondere efficacemente alle sfide che ci attendono.

Pavel Poc (S&D), písemně. – Značně mě znepokojuje, jakým způsobem Evropská komise přistoupila k návrhu víceletého finančního rámce na roky 2021-2027 a jeho komunikaci. Jsem přesvědčen o tom, že Evropská unie by i s novými cíli a prioritami neměla upouštět od principu solidarity, který je zakotven i v zakládajících Smlouvách. Považuji za nešťastné, že orgán mající v krédu blaho všech Evropanů navrhne plán, o němž vyjde najevo, že vůbec není tak pozitivní, jak ho původně prezentoval. Dle analýzy výzkumné služby Evropského parlamentu je zjevné, že oznamované navýšení prostředků pro klíčové programy je reálně nižší a škrtý jsou naopak vyšší. Jsem zklamán, že se Evropská komise nesnažila držet pokynů, které před několika měsíci schválil Parlament, a které v ambicióznosti šly ne o jeden, ale o několik kroků dále. Co se výdajové stránky týče, Komise nezvládla předložit dostatečně dobrý dokument. Všichni totiž víme, kterým směrem budou částky tlačit členské země, až dojde k jejich vyjednávání. Nahoru to jistě nebude a bude to ke škodě všech studentů, kteří by chtěli studovat v zahraničí, všech matek, které by se chtěly znovu integrovat na trhu práce, všech vědců, kteří se marně snaží sehnat finance na svůj výzkum, a mnohých jiných. Pozitivně hodnotím zrušení rabatů a navržení nových rozpočtových zdrojů.

Evelyn Regner (S&D), schriftlich. – Wenn wir über das neue EU-Budget reden, dann sollten wir zuerst darüber reden, welche Prioritäten wir setzen wollen. Für uns SozialdemokratInnen liegen diese auf der Hand: Investitionen in die Zukunft, in die Jugendbeschäftigung und in die Forschung müssen Vorrang gegenüber der industriellen Agrarproduktion haben. Das Geld für die zukünftigen Herausforderungen soll von den Konzernen geholt werden. Wir müssen also die Eigenmittel erhöhen, und das durch ein Emissionshandelssystem, die EU-Körperschaftsteuer, eine europäische Plastiksteuer und genauso durch eine Besteuerung der digitalen Wirtschaft und von Finanztransaktionen! Während sich viele Mitgliedstaaten von vornherein querstellen, entgegen den europäischen Finanzministerien durch ihr zögerliches Handeln gegen legale Steuertricks der Großkonzerne Milliarden an Steuereinnahmen. Würden wir die Steuerfluchttrouten endlich schließen, wäre der europäische Haushalt mit Leichtigkeit ausfinanziert.

Theodor Dumitru Stolojan (PPE), *în scris*. – Din păcate, mulți deputați din Parlamentul European și politicieni din statele membre continuă să subestimeze efectul ieșirii Marii Britanii din Uniunea Europeană și să insiste pentru creșterea bugetului UE. Acum, avem nevoie să se ajungă cât mai repede la un compromis pe cifrele de buget 2021-2027. În lipsa acestui compromis, nu vom putea avea negocieri eficiente nici pe proiectele de regulamente cu privire la diferitele programe europene, inclusiv acelea pentru coeziune și politica agricolă comună. Trebuie să acceptăm realitatea pierderii celui de-al doilea mare contribuitor net la bugetul UE și să găsim compromisul necesar pentru a parcurge primul pas: nivelul bugetului 2012-2027. Avem nevoie de flexibilitate și pragmatism în abordări.

Tibor Szanyi (S&D), *in writing*. – Despite the financial impact of Brexit, we must ensure the same level of financing for the CAP after 2021. The cuts proposed in the new MFF is jeopardising the future of food and farming in the EU, while both the agricultural policy (CAP) and the cohesion policy are supposed to be reduced significantly. We are still in time to avoid major damage, to focus on solidarity and progressive financial investments, and to be able to implement new and integrated solutions, such as the Smart Villages. The CAP needs a smart investment approach and technological innovation to create new business models, based on end-users and digital farming technology. These actions can ensure generational renewal, training and skills development and environmental benefits. Contrary to the first pillar, which is entirely financed by the EU, the second pillar programmes are co-financed by EU funds and by Member States. We should avoid renationalising the CAP, while we should improve the own resources. I call on the Commission to strengthen the second pillar of the CAP and interconnect it with the other funds for the rural areas. Let's be conscious that choices taken in the coming months will shape the Union for decades to come.

Indrek Tarand (Verts/ALE), *in writing*. – The *Financial Times* is spreading panic that Poland and other Eastern European countries are being stripped of their funds to finance the Mediterranean fiesta. The people who believe this should read the documents released by the Commission and the documents this Parliament has produced. And for the ones who sit in the Plenary of the European Parliament and still believe it, I would suggest reading the documents twice and getting their homework done before the 'bell' rings. This is not the time for cultivating the art of madness or illiteracy, but it is rather a time to understand the sense of ownership in every policy we undertake. Therefore, I urge my colleagues to heavily engage in getting the Multiannual Financial Framework post-2020 adopted during the mandate of this Parliament.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE), *na piśmie*. – Po przedstawionych wnioskach KE ws. WRF na lata 2021-2027 oraz systemu zasobów własnych UE stoimy u progu kluczowych negocjacji nad najbliższą przyszłością Unii. Kolejne ramy finansowe muszą odzwierciedlać wyraźną i pozytywną wizję przyszłości Unii i odpowiadać na potrzeby, obawy i oczekiwania obywateli europejskich. Co więcej, decyzja w sprawie WRF bezsprzecznie będzie musiała zapewnić Unii środki finansowe niezbędne do sprostania najważniejszym wyzwaniom oraz do realizacji jej priorytetów politycznych w kolejnym siedmioletnim okresie.

W tym kontekście uznaję za fundamentalne podtrzymanie twardego stanowiska PE w sprawie niezbędnego poziomu finansowania kluczowych strategii politycznych UE, aby umożliwić im realizację ich celów. Podkreślam w szczególności apel o utrzymanie finansowania polityki spójności w UE-27 co najmniej na takim poziomie, jak w budżecie na lata 2014-2020 w liczbach rzeczywistych, przy jednoczesnym poszanowaniu ogólnej struktury tych strategii politycznych, a także o trzykrotne zwiększenie obecnego budżetu programu Erasmus+, podwojenie specjalnych środków finansowych dla MŚP i na rzecz walki z bezrobociem ludzi młodych. Podkreślam z całą mocą, że następne WRF muszą opierać się na ugruntowanych politykach Unii, których celem powinno być wspieranie pokoju, demokracji i bezpieczeństwa, a także długofalowego i zrównoważonego wzrostu gospodarczego, badań naukowych i innowacyjności oraz zapewnianie wysokiej jakości zatrudnienia i wzmacnianie spójności gospodarczej, społecznej i terytorialnej.

Carlos Zorrinho (S&D), *por escrito*. – A proposta apresentada pela Comissão Europeia (CE) em 2 de Maio de 2018 relativa ao Quadro Financeiro Plurianual 2021-2027 está longe da ambição realista e ponderada expressa na resolução aprovada pelo Parlamento Europeu em 17 de Março. A resolução hoje em debate constitui um alerta forte dos representantes diretos dos cidadãos europeus às instituições.

No momento político que a União Europeia (UE) está a viver, com indicadores económicos positivos e sinais políticos preocupantes, é determinante que o quadro financeiro plurianual traduza uma visão mobilizadora e de proximidade, capaz de fomentar a convergência, reforçar a coesão e aumentar a competitividade nos mercados globais. A falta de consistência na forma como foram apresentados algumas das prioridades e das afetações financeiras constantes da proposta da CE causa também forte dano à credibilidade do exercício.

A proposta da CE pode ser o embrião de uma nova etapa na consolidação do projeto europeu, mas para isso tem que ser garantida a robustez da abordagem, a salvaguarda dos valores europeus e a adequada dotação financeira. Ainda é possível chegar a bom porto, mas é preciso corrigir trajetórias e opções. Espero que este debate e a resolução que dele sairá contribuam para isso.

3. Entsendung von Arbeitnehmern im Rahmen der Erbringung von Dienstleistungen (Aussprache)

La Présidente. – L'ordre du jour appelle le débat sur le rapport d'Élisabeth Morin-Chartier et Agnes Jongerius, au nom de la commission de l'emploi et des affaires sociales, sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (COM(2016)0128 — C8-0114/2016 — 2016/0070(COD)) (A8-0319/2017).

Je vais être obligée de prendre une précaution oratoire pour ce débat. À midi, nous avons le discours du Président de la République de Guinée, M. Alpha Condé, suivi des votes à 12 h 30. Je suis donc dans l'obligation de nous concentrer sur le débat, sans accepter de cartons bleus et avec une série d'interventions à la demande très courte, de manière à ce que nous respections notre horaire.

Elisabeth Morin-Chartier, rapporteure. – Madame la Présidente, Madame la Commissaire, Madame la Représentante du Conseil, je vais vous le dire franchement, cet instant, j'en ai rêvé ardemment et intensément. Arriver à la conclusion de ce travail qui était tellement difficile, c'était pour moi pendant longtemps, pendant vingt-sept mois, un rêve. C'était une mission impossible et, tous ensemble, nous l'avons rendue possible. C'est du moins ce que je souhaite que nous concrétisions aujourd'hui.

Nous voulions mettre en place une ligne politique tout à fait claire: à travail égal, salaire égal, sur le même lieu de travail. C'est finalement cette égalité entre les citoyens européens, cette justice européenne que nous avons souhaité concrétiser. Elle est le fruit d'une collaboration sans précédent entre la Commission, le Conseil et le Parlement. Je tiens à saluer ma collègue corapporteuse, mon amie, Agnes Jongerius. Nous avons travaillé ensemble, la main dans la main, et parfois en serrant les dents pour y arriver. Nous avons voulu cet accord!

Pour autant, cette détermination s'est accompagnée d'une méthode d'écoute, de dialogue, de respect des positions des uns et des autres, parce que je sais combien, dans les travées de cet hémicycle, il y a des positions différentes. Il y a les positions des groupes politiques, il y a les positions différentes des États membres mais, entre nous, ici, et c'est le rôle du Parlement européen, nous devons pouvoir parvenir à un consensus, trouver un moyen d'entente, et nous avons respecté l'ensemble des rapporteurs fictifs pour y arriver.

Nous partions de loin, d'une fracture, carrément. Une fracture Est-Ouest. Est-ce que c'est ce que nous voulions? Nous partions d'une fracture de onze États membres qui refusaient la réouverture de la révision de cette directive. Est-ce que nous allions rester les bras ballants et ne rien faire? Non, il nous fallait donner une nouvelle envergure à la libre circulation des services, en finir avec tous les discours qui, peu ou prou, veulent que les uns et les autres, nous nous replions dans un espace national. Il a fallu pour cela construire un équilibre. C'est ce que nous avons fait, ici, au Parlement européen, en proposant au Conseil et, toujours avec votre présence, Madame la Commissaire, comme avec la présence de M^{me} la ministre Rousinova, qui a toujours été extrêmement engagée, comme avec la présidence estonienne qui vous a précédée, cet engagement profond, parce que nous voulions, pour les citoyens européens, sortir d'une situation malsaine politiquement, malsaine économiquement et malsaine socialement.

Le dumping social n'est pas notre objectif, la concurrence déloyale entre les entreprises n'est pas notre objectif. Notre objectif, c'est de conforter une Europe sociale, une Europe économique saine, forte, avec des valeurs fondamentales. C'est ce à quoi nous sommes arrivés dans cet accord. C'est cet accord que vous aurez à soutenir tout à l'heure.

En tous les cas, je voulais dire merci aux parties prenantes et je n'oublie aucun des membres de nos équipes, chère Agnes. Nous en connaissons tous les prénoms: François, Yann, Lara, Alena... C'est à eux que je dis merci.

Agnes Jongerius, Rapporteur. – Madam President, after 27 months of hard work we are here today to vote on the revision of the Posting of Workers Directive, and therefore we are voting on a very important value for Europe, that all workers deserve equal treatment and that there are no first and second class workers in Europe anymore. Up to this day, we see colleagues on construction sites, in agriculture, in shipyards, and many more sectors, being turned into competitors, not because they want to be, but because some are less expensive for their employers than others. With this new posting directive this will change. We will put an end to both the undercutting of wages and the inhumane situations we sometimes see when it comes to lodging, and we can put an end to unfair competition between those companies that play by the rules and those who bend the rules to their own benefit.

Therefore, I am grateful for the courage and the political will of so many, because otherwise we would not have ended up here today.

First of all, I want to mention Commissioner Thyssen. I think she feels in her bones that the situation that workers are currently facing is unfair. Secondly, I would like to thank all ministers of the Member States who really aimed at reaching a fair compromise during the concluding negotiations under the Bulgarian Presidency, and if you allow me, I would like to single out my colleague and former Dutch Social Affairs Minister Lodewijk Asscher.

But without the good cooperation of Elisabeth Morin-Chartier, without the shadow rapporteurs, without the Committee on Employment and Social Affairs, without all the MEPs involved, and of course without all the staff, we would not have made these steps towards a fairer European labour market. It is only together that we can curb the race to the bottom when it comes to wages, working conditions and social security systems. Undercutting wages and unfair competition leads to resentment from citizens, and this has to stop. I think the revision is beneficial not only to all European workers and to all honest companies, but it is also good for the European project as a whole.

The freedom of movement of workers should become a right of workers again, and with this new directive we accomplish this. Workers' rights are explicitly protected. So instead of being competitors, colleagues can become colleagues again when today we vote in favour. We can ensure a fairer labour market and we can turn the slogan 'Equal pay for equal work at the same workplace' into reality. With this step I think we are also taking a big leap towards a social Europe, to which we are committed under the social pillar. Today it is up to us to put an end to the exploitation of posted workers and to ensure equal pay for equal work at the same workplace for all.

Marianne Thyssen, Member of the Commission. – Madam President, honourable Members of Parliament, the importance of this agreement cannot be underestimated. The revision of the Posting of Workers Directive goes to the heart of the internal market. The European project has been built around the internal market, which is the European Union's major achievement. But the internal market is not only about goods and services but also about Europe's work force. In order for the European project to be successful, the internal market has to be fair and also perceived as fair by our citizens. Fairness means equal rules for workers when moving across borders and fair competition between companies.

Following the commitments made by President Juncker to this House, we came in March 2016 with a proposal implementing the principle of equal pay for equal work at the same place. I would like today to pay tribute to the two co-rapporteurs, Elisabeth Morin-Chartier and Agnes Jongerius. With their clear understanding of the challenges, their determination and their spirit of compromise, they made it possible to reach an agreement with the Council on our proposal. Also, thanks to the shadows and to the Employment Committee, its Chair and staff.

The text you adopt today is a substantive improvement of the rules set out in the 1996 Directive, both for posted workers and for companies. Posted workers will be guaranteed equal pay for equal work carried out at the same place. Companies will benefit from a level playing field that will stop a race to the bottom on working conditions. The revised Directive will tackle fraud and abuses. I will be very clear: this Directive is indeed protecting workers' rights, but it does so without introducing any discrimination of cross-border service providers. The Directive ensures that undertakings provide services in another Member State under the same conditions as imposed by that state on its own nationals.

To dissipate all doubts, I tell you that this Directive is not protectionist; its aim is to preserve fairness on the internal market, in order to preserve our citizens' confidence in the internal market. That is why the importance of this Directive should not be underestimated. We need it to prevent Member States from having recourse to protectionist measures that would undermine our internal market and, finally, our welfare. This is the reason why in the Council this text has gained support from a large majority of Member States across Europe, from east to west and from north to south. For the same reason, I count on this House to vote in favour of this Directive with a large majority and to demonstrate to European citizens that the Union's legislative institutions can overcome political differences to effectively make decisions that matter to them.

Richard Sulík, *Verfasser der Stellungnahme des mitberatenden Ausschusses für Binnenmarkt und Verbraucherschutz*. – Frau Präsidentin! Sehr geehrte Frau Kommissarin Thyssen, am heutigen Tag zeigt sich in aller Deutlichkeit, dass alle Ihre Bekundungen zum gemeinsamen Markt und zur Abschaffung von Barrieren Sonntagsreden sind. Wenn es um die eigenen Interessen geht, vergessen Sie, dass Sie große Europäer sein wollen. „Gleicher Lohn für gleiche Arbeit“ klingt zwar gerecht, doch in Wirklichkeit setzen Sie damit den wichtigsten Marktfaktor außer Kraft – den Preis. Mehr noch: Sie benachteiligen direkt und bewusst die Dienstleister aus den osteuropäischen Ländern, weil diese außer dem gleichen Lohn auch noch die Entsendekosten tragen müssen. Sie dürfen nicht Teil des Lohns sein, so steht es in Artikel 3 Absatz 7. Ich frage Sie: Wie sollen die osteuropäischen Dienstleister mit den westeuropäischen Dienstleistern konkurrieren?

Jean-Marie Cavada, *rapporteur pour avis de la commission des affaires juridiques*. – Madame la Présidente, cet accord, qui a été négocié durant vingt-sept mois, est un très bon accord et marque un premier pas fondamental dans la suppression des inégalités, d'une part, et, d'autre part, dans la lutte contre les délocalisations intracommunautaires. C'est pourquoi je voudrais remercier particulièrement les deux rapporteures et saluer le travail accompli par la Commission et le Conseil.

Je dirai une deuxième chose: cet accord n'est pas uniquement social, il est aussi une façon de désamorcer à minima les protestations des extrémistes qui se sont appuyés sur cet argument pour essayer de freiner la construction européenne.

Enfin, une dernière chose: des amendements ont été déposés. J'appelle mes collègues à voter contre ces amendements, de façon à ce que ce premier pas, qui est extrêmement important, ne se trouve pas déformé et que nous puissions entamer une application qui soit vraiment intéressante et utile pour l'Union. Merci pour ce travail.

David Casa, *fisem il-grupp PPE*. – Grazzi Sinjura President, anki jiena rrid nibda billi nesprimi s-sodisfazzjon tiegħi għall-eżitu tan-negozjati li tmexxew minn Elisabeth Morin-Chartier u minn Agnes Jongerius. Naturalment kellna eżerċizzju diffiċli. Bdejna b'firxa ta' pożizzjonijiet però, wara dawn ix-xhur kollha, il-Parlament irnexxielu, flimkien mal-Kunsill, jaasal għal dan il-kompromess li ha jkun kompromess tajjeb biex naturalment ikollna direttiva li se tikkontribwixxi bil-qawwa għas-suq tax-xogħol iżjed liberu u ġust.

Dan huwa mument li lkoll kemm ahna ilna nistennew. Għaliex, kif għedt qabel, ilkoll kemm ahna xtaqna li jkollna regolament li jagħmel il-hajja aktar faċli kemm għas-suq kif ukoll għall-haddiema tagħna. U hemm bżonn li jkollna suq liberu, u allura llum għandna responsabilità, fuq kull wiehied u kull wahda minna, li nara li dak li tant hdimna għalih, illum jiġi aċċettat u jiġi aċċettat b'suċċess.

Marita Ulvskog, *för S&D-gruppen*. – Fru talman, fru kommissionär! I dag är en av de allra viktigaste dagarna under den här mandatperioden. Det är ett roligt beslut vi ska ta, något som kommer att betyda väldigt mycket för vår förmåga att överhuvudtaget hålla ihop i fortsättningen. Vi ska rösta om avgörande steg på arbetsmarknaden och därmed alltså också om vår förmåga att inte konflikta sönder oss utan göra något tillsammans. Vi ska rösta om huruvida vi accepterar social dumpning och konkurrens med dåliga villkor på arbetsmarknaden, A- och B-lag, öst och väst, eller om vi ska konkurrera med hög kvalitet och lika lön för lika arbete på samma plats, oberoende av var vi befinner oss i EU. Detta förslag är ett avgörande steg i kampen mot social dumpning. Lön ska nu sättas enligt värdlandets nationella lagstiftning eller praxis. Strejkrätten har stärkts. Detta direktiv är oerhört avgörande för EU:s framtid.

Anthea McIntyre, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, first, I really want to thank both rapporteurs for their inclusive and constructive work on this file. I may not have agreed with them, but both the rapporteurs conducted negotiations in a spirit of really good cooperation and I want to acknowledge that here today.

My Group felt that we should wait until the Enforcement Directive was fully implemented before bringing further legislation. Nevertheless, we have tried to be constructive, and our priorities have been clear: we must avoid dividing Europe between east and west, we must strike a good balance between the freedom to provide services across the EU and the protection of workers, and we must avoid creating legal ambiguity and uncertainty. Unfortunately, the trilogue agreement has failed in these areas. Even all references to Rome I, the law applicable to contractual obligations, have been removed, so we are in danger of undermining the competitive position of companies, especially SMEs, providing services in EU Member States other than their own. Some provisions in the final text exceed the scope of the Directive and cause legal uncertainty, so the European Conservatives and Reformists (ECR) Group has tabled an amendment to try and bring some clarity to businesses who are lawfully trying to provide a cross-border service. I fear that by making lawful postings very difficult, this proposal may cause the unintended consequence of increasing undeclared work and bogus self-employment and other illegal practices, so the ECR Group cannot support the final agreement.

Martina Dlabajová, *za skupinu ALDE*. – Paní předsedající, revize směrnice o vysílání pracovníků otevřela téma, které se v Evropě dlouhodobě drželo pod pokličkou, a to citlivou otázku rozdílů mezi mzdovými hladinami členských zemí. Populární heslo „stejná mzda za stejnou práci na stejném místě“, které směrnicí zviditelnilo napříč státy, mělo najednou, ze dne na den, všechno narovnat. Opravdu si někdo myslí, že tímto postupem zázračně vyřešíme veškeré problémy na trhu práce? Já si to nemyslím.

Už přes dva roky tady diskutujeme o tom, zda bude mít řidič kamionu nebo dělník na stavbě vyslaný do zahraničí mzdu takovou nebo makovou. O mzdy ale v jádru problému vůbec nejde. Jde o budoucnost Evropy a jejích hodnot. Je to debata o tom, jakou Evropu vlastně chceme.

Já se vás nyní ptám: Chceme v Evropě zachovat volný pohyb osob, zboží a služeb? Nebo chceme dopustit, aby se z Evropy stal ochránářský trh, kde bude možné se pohybovat už jen v „jednosměrce“? Nová pravidla značně omezí přeshraniční poskytování služeb a podkopávají jednu ze základních hodnot Evropské unie.

Můj postoj rozhodně neznamená, že našim pracovníkům nechci dopřát lepší mzdu a že hájím nekalé praktiky firem. Přesně naopak. Zkuste se ale alespoň na chvíli podívat na reálnou situaci na trhu práce očima těch, kteří jsou skutečnými tvůrci pracovních míst. Co doopravdy potřebují? Jsou to další nařízení, která jim budou ještě více svazovat ruce? Nebo jednoduchá a efektivní řešení, která půjde jednoduše aplikovat v praxi? Musíme přece brát v potaz ekonomické možnosti a zvážit dopad našich rozhodnutí na všechny, tedy i na podniky, na zaměstnavatele, kteří jsou páteří evropského trhu práce.

Obzvláště v sektoru dopravy je situace opravdu kritická a upřímně mne mrzí, že někteří kolegové velmi rychle zapomněli na slib o nastavení specifických pravidel dopravy, na kterých jsme se v trialogu jasně dohodli.

Mým cílem jako stínové zpravodajky této zprávy bylo od začátku dosažení potřebné vyváženosti mezi zachováním volného pohybu služeb a ochranou práv pracovníků. To se bohužel nestalo. Z těchto důvodů já osobně nemohu směrnici podpořit. Hlasovat pro směrnici pro mě znamená hlasovat proti jedné ze základních hodnot, na kterých je Evropská unie postavena.

Terry Reintke, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen, liebe Kollegen, liebe Bürgerinnen und Bürger der Europäischen Union! Bevor wir das Ergebnis der Trilogverhandlung bewerten, sollten wir uns in die Lage von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern in der EU versetzen. Stell dir vor, du hast jahrelang eine Ausbildung gemacht, stell dir vor, du machst einen guten Job, aber dein Lohn stagniert. Du brauchst aber mehr Geld, weil deine Miete teurer geworden ist. Stell dir dann vor, du sitzt mit deinem Chef in der Gehaltsverhandlung, und er sagt zu dir: Ich zahle dir nicht mehr Lohn, und im Zweifel hole ich halt entsandte ArbeitnehmerInnen, die machen das für ein Drittel weniger. Oder stellen Sie sich vor, du arbeitest auf einer Baustelle, du hast die gleiche Ausbildung wie deine Kolleginnen und Kollegen gemacht, du schufst genauso hart wie die, aber trotzdem kriegst du ein Drittel weniger Lohn.

Das kann doch nicht wahr sein! Da wundern wir uns, dass es knarzt in der Europäischen Union? Da wundern wir uns, dass in Großbritannien, gerade in den Regionen, wo die negativen Auswirkungen der Globalisierung am meisten zu spüren sind, am stärksten für den Brexit gestimmt worden ist? Wir haben das Ausspielen von Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmern in den letzten Jahren viel zu leicht gemacht. Wir haben es den Rechten viel zu leicht gemacht, Hass und Missgunst zu schüren. Und, verdammt nochmal, es ist unsere Aufgabe als Gesetzgeber in der Europäischen Union, dem endlich einen Riegel vorzuschieben!

Deshalb brauchen wir gute und faire Mindeststandards, und dieses Ergebnis ist ein Durchbruch in diesem Bereich. Es gibt der Europäischen Union ein sozialeres Gesicht, und das ist so bitter nötig – nicht nur für die entsandten Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, sondern für alle Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in der Europäischen Union. Wir brauchen einen sozialen europäischen Arbeitsmarkt. Und heute gehen wir einen wichtigen Schritt genau in diese Richtung.

Rina Ronja Kari, *for GUE/NGL-Gruppen*. – Fru Formand! Først og fremmest vil jeg gerne sige tak til kollegerne. Tak for et godt samarbejde. Tak til ordførerne for et inkluderende samarbejde. Vi har aldrig været helt enige, eller vi har været uenige om mange ting, men vi har respekteret hinanden, vi har lyttet til hinanden, og vi har forhandlet, så tak for det.

Lad mig starte med at sige det helt klart: Løser det nye direktiv spørgsmålet om social dumping? Nej. Sikrer det nye direktiv lige løn for lige arbejde på samme arbejdsplads? Nej, det gør det heller ikke. Vi må være helt ærlige over for borgerne. Et arbejdsmarked, hvor arbejdstagere og arbejdsgivere forhandler overenskomster frivilligt på den ene side, og på den anden side et indre marked, hvor arbejdsgiverne flytter arbejdstagerne rundt og bruger lønnen som et konkurrenceelement – de to ting passer rigtig dårligt sammen. Derfor er det et spørgsmål om, hvorvidt man vil støtte det indre marked, eller man vil støtte arbejdstagerne og solidaritet og ligeværd. Det nye direktiv tager stadigvæk udgangspunkt i det indre marked og den frie bevægelighed, og derfor kommer vi ikke langt nok.

Der er imidlertid også gode elementer i direktivet: Vi får fjernet nogle af de værste tidsler fra det gamle direktiv, vi får sikret bedre muligheder for at skabe lige løn, vi får sikret bedre muligheder for fagforeningerne og for medlemslandene til at kæmpe for lige vilkår for alle arbejdstagere. Den frihed til arbejdstagerne, den frihed til fagforeningerne, den håber jeg virkelig, de vil gribe nu, for der er så mange konsekvenser af social dumping.

Rosa D'Amato, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, fino ad oggi in Europa ci sono stati troppi furbetti che aggiravano le norme sui lavoratori distaccati in un altro Stato membro per calpestarne i diritti fondamentali. Per troppe persone, quella che doveva essere una bella esperienza professionale e formativa all'estero si è trasformata in un incubo, con salari assolutamente inadeguati ai nuovi costi della vita.

Ora basta! Finalmente dopo due anni di trattative serrate stiamo raggiungendo una revisione della direttiva equilibrata quanto ambiziosa, in grado di assicurare salari più giusti e protezione sociale, tutela delle nostre piccole e medie imprese dalla concorrenza sleale. Riusciremo ad assicurare ai lavoratori il principio della parità di retribuzione per uno stesso lavoro nello stesso posto. Il salario verrà stabilito caso per caso da accordi di categoria o da leggi nazionali. Il lavoro distaccato potrà durare fino a un massimo di 18 mesi: superato questo periodo si applicheranno automaticamente le regole del paese in cui si svolge la prestazione.

Il nostro lavoro – e ringrazio le colleghe – ha permesso di fare un netto passo in avanti nella tutela dei diritti dei lavoratori europei.

Dominique Martin, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, que dire de la révision de la directive sur les travailleurs détachés visant à diminuer le dumping social est-ouest, dumping que vous avez institué, partis de droite comme de gauche, au sein même de votre Union européenne?

516 000 travailleurs détachés en France en 2017, ce sont 516 000 emplois en moins pour les Français. Il y a quelques bonnes initiatives que nous soutenons: égalité de rémunération et de défraiement ou, encore, encadrement de la durée. Mais, malheureusement, vous vous rendez complice de cette concurrence déloyale: aucune disposition spécifique sur le taux horaire – les travailleurs détachés seront donc rémunérés sur la base des 35 heures, même s'ils en font 60. Aucune disposition n'est prévue sur la sous-traitance et l'intérim qui recrutent dans le monde entier, comme ces Équatoriens engagés en Espagne pour travailler en France. De même, on ne trouve aucune disposition sur la responsabilité des entreprises donneuses d'ordre en cas de fraude. Or, ces fraudes sont nombreuses, sans parler des problèmes du détachement en cascade.

Enfin, on pourrait qualifier cette réformette de mensongère, car les différences de charges sociales ne sont toujours pas prises en compte, comme d'ailleurs le secteur du transport. Les travailleurs détachés des pays de l'Est seront toujours moins chers que nos travailleurs nationaux. Nous avions proposé ce qui suit: mêmes salaires et mêmes charges sociales pour tous, dès le premier jour, ce qui nous semble plus simple et plus équitable. Pour toutes ces raisons, nous allons nous abstenir.

Σωτήριος Ζαριανόπουλος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, η έκθεση για τους αποσπασμένους εργαζομένους ισχυρίζεται ότι βελτιώνει τη θέση τους. Δεν πήρε, βέβαια, ο πόνος την Ευρωπαϊκή Ένωση για τα εργατικά δικαιώματα. Αν ενδιαφερόταν για αυτά, μόνος δρόμος θα ήταν να ισχύει για τους αποσπασμένους η ευνοϊκότερη ρύθμιση χωρίς προϋποθέσεις. Αλλά την Ένωση την ενδιαφέρει μόνο η ελευθερία εγκατάστασης επιχειρήσεων, η κατάπτυστη «οδηγία Μπολκεστάιν», η κινητικότητα εργαζομένων με ενιαία ένταση της εκμετάλλευσης ντόπιων και αποσπασμένων, και η γενικευμένη συμπίεση μισθών και δικαιωμάτων προς τα κάτω. Η Ένωση, με δήθεν κοινωνικό πρόσωπο, απλά επιλέγει πλευρά στον ανταγωνισμό των επιχειρήσεων, των αστικών τάξεων, των ισχυρότερων ή των λιγότερο ισχυρών κρατών. Ποιος θα ηγηθεί στην κούρσα για ανταγωνιστικότητα με ακόμα φτηνότερους εργαζομένους; Οι εμφανιζόμενες σαν βελτιώσεις της κατάστασης των αποσπασμένων αφήνονται στην ευχέρεια εργοδοτών και εργολάβων, πνίγονται κυριολεκτικά στη γενικευμένη κατάργηση των εργασιακών δικαιωμάτων, των συλλογικών συμβάσεων, του δικαιώματος στην κοινωνική ασφάλιση και στην απεργία σε όλα τα κράτη μέλη. Οι ντόπιοι και οι αποσπασμένοι εργαζόμενοι με κοινή πάλη να διεκδικήσουν συλλογικές συμβάσεις, μισθούς, ασφάλιση και δικαιώματα με κριτήριο τις σύγχρονες ανάγκες τους.

Jeroen Lenaers (PPE). – Voorzitter, ik wil een eerlijke Europese arbeidsmarkt. Een arbeidsmarkt waar mensen die de grens overgaan niet uitgebuit worden, maar krijgen waar ze recht op hebben. Een arbeidsmarkt waar malafide bedrijven die via schijnconstructies en brievenbusfirma's misbruik maken van het vrij verkeer ook echt aangepakt worden. En een arbeidsmarkt waar we een einde maken aan oneerlijke concurrentie en verdringing. Daar hebben we twee dingen voor nodig: strenge, eerlijke regels en goede handhaving.

Op het gebied van die strenge, eerlijke regels zetten we vandaag een hele belangrijke stap, want voor het eerst leggen we duidelijk in wetgeving vast dat het verlenen van een dienst altijd tijdelijk en altijd van korte duur is, dat cao's op alle werknemers van toepassing zijn en dat draaideurdetachering onacceptabel is.

Er is nog een hoop werk te verrichten, maar de wetgeving die we hier vandaag aannemen is een hele goede stap op weg naar een echte, eerlijke Europese arbeidsmarkt.

Guillaume Balas (S&D). – Madame la Présidente, les avancées concrètes sont là: application pleine et entière des conventions collectives, versement d'un treizième mois quand il existe, paiement des primes, majoration salariale en cas d'heures supplémentaires. Mieux encore – et c'était très important –, les frais de transport, d'hébergement, de restauration, seront pris en charge par l'entreprise et non plus retirés de la rémunération des travailleurs. Cela, nous le devons à Agnes Jongerius et à Élisabeth Morin-Chartier, que je salue pour les avancées qui ont été obtenues.

Pour autant, cela suffira-t-il à mettre fin au dumping social? Personne ne le dit, et on voit bien aujourd'hui qu'il y a de grands risques pour le secteur des transports, que les États ont décidé de mettre de côté dans le débat sur le dumping social.

La réglementation est également lacunaire, on le sait, notamment pour ce qui concerne la sous-traitance. Alors que faire au niveau européen pour défendre les travailleurs, leurs droits et harmoniser les droits sociaux? Nous devons prendre nos responsabilités, appuyer ces avancées et voter pour ce qui est présenté aujourd'hui, et continuer à nous battre pour faire en sorte que nous puissions, à l'avenir, encore mieux faire pour les travailleurs européens.

Ulrike Trebesius (ECR). – Frau Präsidentin! Die innereuropäische Migration ist weit größer, als in allen Prognosen angenommen wurde. Arbeitsmigration sorgte für erheblichen Druck auf die Arbeitsmärkte. Die Schweizer Initiative gegen die Masseneinwanderung oder der Brexit waren direkte Reaktionen der Bürger auf eine als zu hoch empfundene Migration. Diese Entsenderichtlinie soll dazu dienen, Arbeitsmigration einzudämmen. Dabei ist sie unehrlich, denn sie spricht das zentrale Problem nicht an, sondern schafft stattdessen ein Übermaß an Regulierungen und Vorschriften, die für Unternehmen nicht praktikabel sind.

Manche Teile stehen sogar im Gegensatz zu bestehenden Gesetzen: Der Rom-I-Verordnung, die bestehendes Recht darstellt, wird einfach ein anderes Gesetz entgegengesetzt. Andere Teile versuchen, die Kompetenzen der EU auf soziale Belange auszudehnen, und stehen damit im Gegensatz zu Artikel 9 des Vertrages über die Arbeitsweise der EU. Hier findet der Versuch statt, europäisches Recht auf der politischen Absichtserklärung – Säule der sozialen Rechte – aufzubauen. Dieses Gesetz sorgt für eine weitere Überregulierung aus Brüssel.

Karima Delli (Verts/ALE). – Madame la Présidente, chers collègues, l'Europe sociale est en route. La directive sur les travailleurs détachés protège désormais ces travailleurs, qui étaient le plus souvent des travailleurs vulnérables, loin de chez eux, soumis à des conditions d'hébergement et de salaire parfois indignes. C'est terminé. Désormais, sur un même lieu de travail, la rémunération sera égale entre un travailleur détaché et un travailleur local et l'hébergement sera pris en compte. Cette directive luttera aussi contre les risques du dumping social, grâce à de meilleurs outils de lutte contre la fraude et les abus.

Malgré tout, cette nouvelle législation porte un coup au secteur des transports. Je rappelle que les transporteurs routiers ont été exclus de cette directive et leur sort est désormais soumis à une autre législation spécifique. Nous prenons un risque immense: celui de traiter les routiers comme des sous-salariés, avec moins de droits, moins de revenus et donc moins de protection. C'est la raison pour laquelle, en tant que présidente de la commission des transports et du tourisme au sein du Parlement européen, j'estime que nous devons corriger cette faute inacceptable en réinstaurant de bonnes conditions de travail pour les salariés des transporteurs routiers.

Dobromir Sośnierz (NI) . – Pani Przewodnicząca! Toczy się tutaj spór między rządami o to, które z tych rządów mają prawo do narzucania pracownikom i pracodawcom warunków umowy. Pozwolę sobie ten spór rozstrzygnąć. Żaden z rządów nie ma takiego prawa. Umowy między pracownikami a pracodawcami są sprawą tylko między nimi i żadne rządy, żadni panowie w garniturach, tylko dlatego że siedzą sobie na niebieskich siedzeniach w tej sali, nie mają prawa wtrącać się w umowy zawierane między nieznanymi sobie osobami.

Wycieracie sobie usta dobrem pracowników, ale nie macie do tego prawa, bo pracownicy delegowani wcale Was o to nie prosili. Wręcz przeciwnie – oni właśnie chcą konkurować ceną. Bo czym mają konkurować pracownicy z Polski we Francji? Przecież nikt nie zatrudni ich, dlatego że lepiej mówią po francusku, tylko właśnie dlatego że są tańsi. Po co miałby ktoś przywozić pracownika z jednego kraju do drugiego, żeby pracował drożej albo w tej samej cenie? Dlatego odbieram Wam prawo wypowiedziania się w imieniu tych pracowników.

Danuta Jazłowiecka (PPE). – Pani Przewodnicząca! Nie ma bardziej złych rozwiązań psujących rynek wewnętrzny Europy od rewizji dyrektywy o delegowaniu pracowników. W całej Europie szczególnie dzisiaj brakuje rąk do pracy. Stąd też pracownicy są delegowani do krajów, gdzie na lokalnym rynku brakuje wykwalifikowanych pracowników, bądź lokalni nie są zainteresowani danym rodzajem pracy, a my skracając delegowanie do 12 miesięcy, obciążając firmy wszystkimi formami układów zbiorowych niszczymy rynek wewnętrzny. Rewizja miała służyć wyeliminowaniu nieuczciwych firm stosujących tzw. *social dumping*. W dokumencie nie ma tych rozwiązań. W rewizji mamy chaos, multum biurokracji, którą obciążymy wszystkie firmy delegujące czy to z Niemiec, Francji, Polski, Holandii, Belgii czy Bułgarii. To z tych krajów małe i średnie firmy będą upadały pod nałożoną na nie biurokracją. Dodam, uczciwe firmy, bo na firmy-przykrywki (*letterbox companies*) nie znaleźliśmy rozwiązań, te nadal będą kwitły. Tylko jasne prawo rynek będzie respektował. Czy naprawdę Europejczycy muszą ponosić koszty pomysłów jednego polityka? Czy musimy być więźniami populizmu?

Emilian Pavel (S&D). – Doamnă președintă, doamnă comisar, dragi colegi, această directivă a stârnit multe dezbateri, generând clivaje politice, dar și geografice, pe bună dreptate. După părerea mea, misiunea acestui dosar de a proteja drepturile cetățenilor mobili din Uniunea Europeană este una extrem de importantă. Cu toate acestea, mi-aș fi dorit să fim mai ambițioși. Avem nevoie de soluții eficiente pentru probleme reale, care afectează acești cetățeni. Aș menționa aici combaterea firmelor de tip cutie poștală, dar și modificarea practicilor unor companii multinaționale, mai ales din vechile state membre, care aleg metode de mutare a profitului din statele membre unde s-a obținut acest profit în cele de proveniență.

Haideți să ne luptăm împreună pentru egalizarea nivelului de trai și, implicit, a salariilor în întreaga Uniune Europeană! Cetățenii din Europa de Est sau de Sud trebuie plătiți la același nivel ca cei din restul Europei, după principiul plată egală la muncă egală, indiferent unde ne aflăm în Uniunea Europeană. Și aici, colega mea care a plecat ar trebui să știe că în România un muncitor care face aceeași muncă, care are o pregătire adecvată, la fel ca și cel din Vest, este plătit la 30-40% din cât este plătit celălalt.

Czesław Hoc (ECR). – Pani Przewodnicząca! Analizując całościowo, rewizja dyrektywy w sprawie delegowania pracowników wydaje się potwierdzać opinię, że Unia Europejska to swoisty klub imienia Karola Darwina. W tej pseudorówności wygrywa większy i silniejszy. I choć nieco złagodzone pierwotne zapisy dyrektywy, to końcowy wynik nadal odczytuję jako uderzenie w przedsiębiorczość państw Europy Środkowo-Wschodniej, a szczególnie w Polskę, która ma największą flotę transportową w Europie i dość liczną grupę pracowników delegowanych. To na pewno nie służy integracji europejskiej i konkurencyjności gospodarki europejskiej. W konsekwencji może doprowadzić do upadku mikro- i małych przedsiębiorstw tej branży oraz do obniżenia konkurencyjności całej gospodarki Unii Europejskiej. Nasz projekt europejski opiera się na zasadach wspólnego rynku, swobody świadczenia usług, swobody przemieszczania się pracowników, a nie na zasadach protekcyjizmu ze strony silniejszych państw. Zatem silniejsi w Unii Europejskiej nie zgodzili się na dwudziestoczwemiesięczny okres delegowania długoterminowego, walcząc z dumpingiem socjalnym, którego nawet nie zdefiniowano. I tak dalej, i tak dalej.

Igor Šoltes (Verts/ALE). – Gospa predsednica, torej, namen te direktive je zagotovitev več pravičnosti na trgu dela napotnih delavcev. Ker izkoriščanje delavcev in kratenje delavskih pravic znotraj enotnega evropskega trga je absolutno nesprejemljivo. Vendar, žal, je to dejstvo in kruta resničnost. In ravno zato pozdravljam to direktivo, ki vsaj z – če lahko temu rečem – minimalnimi standardi, minimalnimi pogoji ureja to načelo enako plačilo za enako delo.

Tisto, kar pa lahko skrbi, pa je, ali bo ta direktiva resnično zaživela v praksi in ali bo do realizacije res prišlo.

Zato poleg te, tega namena direktive – boljši pravičnosti na trgu dela – potrebujemo tudi strog nadzor. In pa seveda preganjanje tistih škodljivih praks in goljufivih praks, ki postavljajo delavce v tako nezavidljiv položaj. Spomnimo se samo tistih slik napotnih delavcev, ki potem seveda bivajo v nemogočih razmerah. In če kršitve ne bodo sankcionirane, ne bomo dosegli veliko.

Thomas Mann (PPE). – Frau Präsidentin! Der Trilogkompromiss enthält sehr ambitionierte Vorschläge. Positiv ist, dass sowohl Lohndumping als auch Sozialdumping fast unmöglich sind. Deutschland gehört zu den Ländern, die am stärksten entsenden. Unsere Unternehmen stehen doch kaum im Verdacht, Dumping zu betreiben. Bei der Revision der Entsendung als Herzstück des Binnenmarktes hatten wir im EP auf eine ausgewogene Lösung gesetzt. Erstens: Wir hatten gefordert, dass die Entsendung für 24 Monate möglich sein soll. Jetzt werden nur 12 Monate festgeschrieben, mit einer Verlängerung von 6 Monaten.

Zweitens: Anstatt einer längeren Übergangsfrist – damit sich Akteure gut vorbereiten können – sollen Veränderungen bereits in zwei Jahren durchgeführt werden. Und drittens: Unklar sind die Folgen bei kurzen Dienstreisen. Praktiker beklagen Rechtsunsicherheit und mehr Bürokratie, die Ermittlung der unterschiedlichen Meldepflichten, die Zusammenstellung detaillierter Unterlagen für jeden Entsandten. Ich hätte mir gewünscht, dass kurze Dienstreisen völlig ausgeschlossen werden, deshalb werde ich mich der Stimme enthalten.

Michael Detjen (S&D). – Frau Präsidentin, liebe Kommissarin, verehrte Kolleginnen und Kollegen! Nach über zwei Jahren sind wir nun auf der Zielgeraden. Gleicher Lohn für gleiche Arbeit am gleichen Ort ist ein guter Einstieg in die weitere Angleichung der Lebensverhältnisse in Europa. Die Neufassung führt zu mehr Rechtssicherheit und respektiert nicht nur Tarifstandards, sondern insbesondere auch die Menschen. Sie schützt entsendete Arbeitnehmer, aber genauso auch kleine und mittlere Unternehmen vor Lohndumping und unfairer Wettbewerb. Und, lieber Thomas Mann, eine Dienstreise – das weiß jeder Praktiker, jeder Betriebsrat in Deutschland – ist keine Entsendung und wird auch nie eine Entsendung sein. Im Übrigen hat die Kommission dir das, glaube ich, auch schon mitgeteilt. Das alte Recht war so gestrickt, dass Dienstreisen keine Entsendungen sind, und das neue bleibt genauso gestrickt.

Libérale und Konservative stehen heute in der Pflicht, mit uns gemeinsam für ein neues, soziales Europa einzustehen. Wir wollen einen sozialen Binnenmarkt, der nicht mehr ausschließlich auf die Wirtschaft schaut, sondern auf die Menschen.

Zdzisław Krasnodębski (ECR). – Pani Przewodnicząca! Jestem przekonany, że nowelizacja dyrektywy negatywnie wpłynie na zasady leżące u podstaw funkcjonowania rynku wewnętrznego, przede wszystkim na swobodę świadczenia usług. Zrewidowany tekst dyrektywy nie gwarantuje właściwej równowagi między ochroną praw pracowniczych, a swobodą świadczenia usług. Zamiast być narzędziem chroniącym pracowników stanie się w rzeczywistości narzędziem chroniącym gospodarki bogatszych państw członkowskich przed bardziej konkurencyjnymi przedsiębiorstwami, głównie z Europy Środkowo-Wschodniej, ale także z Portugalii, Hiszpanii.

Szczególne zdziwienie budzi fakt, że za takimi zmianami opowiadają się szczególnie te państwa członkowskie, które na co dzień chętnie posługują się retoryką europejską. Tutaj też słyszeliśmy dużo o dumpingu społecznym (*social dumping*), ale tak naprawdę widzimy wszyscy, jaki to jest podział, ta dyrektywa zamiast łączyć dzieli Europę, dzieli Europę Środkowo-Wschodnią od krajów zachodnich, i widzimy obronę interesów a nie ochronę pracowników.

Javi López (S&D). – Señora presidenta, actualizamos la Directiva sobre los trabajadores desplazados, una Directiva que data del año 1996, con el objetivo de proteger mejor a este tipo de trabajadores —que hay que recordar que son más de dos millones en Europa— y de prevenir la competencia desleal, porque, de alguna forma, reconocemos que se había convertido en un mecanismo para el abuso y la explotación y que podía distorsionar, a veces, el conjunto del mercado laboral. Detrás de esta actualización, de esta nueva norma, hay un largo trabajo del conjunto de las instituciones europeas y, también, hay mucho trabajo y mucha presión del Grupo socialista, que ha empujado en esta dirección.

Después de hoy estaremos más cerca de una Europa que protege a los trabajadores, vengan del lugar del que vengan, y de una Europa donde los trabajadores tienen el mismo salario, la misma protección social y están cubiertos por el mismo convenio colectivo en el mismo lugar. Una Europa que protege más a sus trabajadores y que reclama legitimidad a sus ciudadanos.

Siôn Simon (S&D). – Madam President, I would like to send a message this morning from this Chamber to progressive politicians and progressive people in the United Kingdom. It might have seemed over the last decade that the pace of progressive reform here was slow. Well, the response to Brexit here is that it's speeding up and it's deepening. This is progressive reform. This is tackling precisely the kind of undercutting of local workers by foreign workers that many people in Britain would like to have seen long ago. It's tackling the exploitation of those foreign workers too.

Progressive legislation, which we in the UK will not benefit from, partly because of Brexit and partly because our labour market is not structured in a way that would enable us to take advantage of these reforms anyway.

The answer in both cases is the same, and it's the only answer – labour government.

Evelyn Regner (S&D). – Frau Präsidentin! Gleicher Lohn für gleiche Arbeit am gleichen Ort – das ist ein Meilenstein für ein soziales Europa. Warum? Konzernen, windigen Unternehmen wird ihre Geschäftsgrundlage entzogen, die auf Ausbeutung von Beschäftigten, auf unfairem Wettbewerb, auf Lohndumping beruht. Der ungarische Erntehelfer muss endlich nicht mehr zum Hungerlohn von drei Euro im österreichischen Burgenland arbeiten. Als nächstes müssen wir im Europäischen Parlament dafür sorgen, dass auch die LKW-Fahrer von der Entsenderichtlinie erfasst bleiben, dass es nicht möglich ist, dass zu einem Lohn von zwei Euro LKW-Fahrer wochenlang durch Europa pendeln müssen. Europa wird sozial sein, oder es wird nicht sein. Einen wesentlichen Schritt, einen wesentlichen Beitrag können wir heute dazu leisten.

Nun zur österreichischen Regierung: Von der erwarte ich mir mehr beim Ratsvorsitz, wenn sie drankommt. Einen Sozialdumpingrabatt hat diese Regierung jetzt erlassen, das ist zynisch, das ist nicht sozial und gegen eine Entsenderichtlinie, wie wir sie hoffentlich heute beschließen.

Interventions à la demande

Tom Vandenkendelaere (PPE). – Voorzitter, ik kan niet genoeg benadrukken hoe belangrijk deze herziening is. Proficiat aan de rapporteurs.

Het is geen geheim dat de detacheringsrichtlijn voor zowel werkgevers als werknemers tot veel frustratie heeft geleid. Sterker nog, die wetgeving is voor velen het symbool van een Unie die op de verkeerde manier werkte. Herziening was dus meer dan nodig.

Het belangrijkste is dat de kwestie van de tijdelijkheid van de detachering eindelijk wordt aangepakt. Twaalf maanden met een mogelijke verlenging tot achttien maanden: niet kort, maar tenminste duidelijk.

Maar dat is niet alles. De buitenlandse werknemer heeft nu, naast het loon, ook recht op de vergoedingen waar een binnenlandse werknemer recht op heeft. En dat is niet alleen het geval voor de bouwsector, maar voor alle sectoren. Met die beslissing zorgen we ervoor dat de binnenlandse werkrachten minder snel uit de markt worden geprijsd en de buitenlandse werkrachten niet langer worden uitgebuit.

De herziening van de detacheringsrichtlijn heeft letterlijk bloed, zweet en tranen gekost. Als land- en partijgenoot lijkt dit voor mij misschien wat makkelijk, maar ik denk dat niemand kan ontkennen dat commissaris Thyssen een huzarenstuk heeft neergezet. Het is een moedig werkstuk dat zorgt voor minder fraude, eerlijker werk en een rechtvaardiger Europa.

Jude Kirton-Darling (S&D). – Madam President, the lack of fair rules and enforcement protecting workers from wage undercutting exploitation has given unscrupulous employers a dividend for too long, and it was used to great effect by the Leave campaign in June 2016. Today's reform of the rules on the posting of workers is a crucial step in addressing the legitimate concerns that many have, by ensuring that equal pay for equal work in the same workplace is guaranteed in law for the first time.

While the Tories have tried to undermine these improved workers' rights at every stage, Labour MEPs have been pressing for them for a long time to ensure that the single market is fairer for workers, especially in the construction sector. And now my call is to the UK Government to stop dragging its feet and to ensure that these rules are implemented as quickly as possible, to ensure that British workers and their foreign co-workers can benefit from a fairer single market as colleagues and not as competitors.

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, η οδηγία για την απόσπαση των εργαζομένων στο πλαίσιο παροχής υπηρεσιών αξιοποιήθηκε επί της ουσίας για να νομιμοποιήσει το κοινωνικό ντάμπινγκ. Απαιτείται αυτή τη στιγμή σε όλη την Ευρωπαϊκή Ένωση να έχουμε ίση αμοιβή για ίση εργασία, ισότητα, εφαρμογή των συλλογικών συμβάσεων εργασίας, καμιά εξαίρεση και επίσης καταβολή των ίδιων επιδομάτων και εφαρμογή των συλλογικών συμβάσεων εργασίας. Αυτή πρέπει να είναι η βασική αρχή που ισχύει σε όλη την Ευρωπαϊκή Ένωση. Το trik να έχουμε εργαζομένους αποσπασμένους, οι οποίοι να πληρώνονται όχι με βάση τις αμοιβές που ισχύουν στη χώρα που δουλεύουν αλλά με βάση τις αμοιβές που ισχύουν στη χώρα καταγωγής τους, πρέπει να σταματήσει. Διότι δεν βοηθάει ούτε την ανάπτυξη της κοινωνίας ούτε την ανάπτυξη της οικονομίας και, φυσικά, οδηγεί σε αθέμιτο ανταγωνισμό και ταυτόχρονα σε ένα τεράστιο κοινωνικό ντάμπινγκ. Κατά την άποψή μου, πρέπει να ισχύσουν οι ίδιοι όροι για όλους τους εργαζομένους και να καταργηθεί τελείως αυτή η απαράδεκτη οδηγία περί δήθεν απόσπασης των εργαζομένων.

João Pimenta Lopes (GUE/NGL). – Senhora Presidente, a revisão da diretiva de destacamento de trabalhadores, acenada como grande bandeira de pendor social, é, pelo contrário, bem demonstrativa de como a valorização dos direitos laborais e sociais não faz parte das prioridades da Comissão, tão pouco da maioria do Parlamento Europeu.

Rejeitamos a visão negociada entre o Conselho e o Parlamento que, na prática, possibilita um período de destacamento interminável em função das necessidades do patrão. Sejam claros: quem está dois anos ou mais a trabalhar noutro país não está destacado, está emigrado.

A proposta retira às empresas a responsabilidade da aplicação dos direitos laborais. A não aplicação explícita do princípio de salário igual para trabalho igual implica a não garantia do princípio da igualdade remuneratória, escancara a porta explicitamente ao recurso às empresas de trabalho temporário que, sabemos bem, subsistem na base de baixos salários e condições de trabalho precárias, ou seja, procuram manter e garantir um exército móvel de mão-de-obra barata de países, como Portugal, que alimentem os lucros das grandes empresas transnacionais europeias.

(Fin des interventions à la demande)

Marianne Thyssen, *Member of the Commission*. – Madam President, I would like to thank all the Members of the European Parliament for their interventions.

Dear Members of Parliament, I started my intervention by highlighting the importance that this text has for workers, for companies and, ultimately, for European citizens. Once adopted by this House and the Council, this text will ensure fair labour mobility and, together with the Enforcement Directive, will contribute to strengthening the cross-border provision of services.

I told you that this Directive is necessary to preserve the internal market. This is not about needless administrative burden for companies. Nothing in the revised rules requires companies to change their treatment of business trips. It is about ensuring equal pay for work carried out when companies provide a service cross-border, so that posted workers are paid according to the same rules as local workers and companies benefit from a level playing field.

Dear Members of Parliament, labour mobility is a good thing. Free movement is the right that European citizens cherish most, but it must be organised. The internal market cannot be a jungle but needs clear, fair and enforceable rules. Today you have the chance to allow us to take an important step further in this direction. Please do not miss the chance. Citizens expect us to act.

Elisabeth Morin-Chartier, *rapporteure*. – Madame la Présidente, comme vous le disiez à l'instant, Madame la Commissaire, oui, les citoyens nous attendent, oui, les citoyens nous regardent ce matin. C'est le vote de chacun d'entre nous qui sera lu par chacun de nos concitoyens.

Je sais qu'il y a plein de rumeurs qui circulent, je sais que des pressions ont été exercées, mais un vote, c'est être, en son âme et conscience, clair sur ses objectifs politiques. C'est ce que je demande à chacun d'entre vous ici. Notre objectif politique, c'est l'Europe, c'est de rapprocher l'Europe de nos concitoyens, c'est de tuer le ver qui est dans le fruit, avec l'exploitation de ce travail détaché par les populistes contre l'Europe, c'est ce qui sera au cœur de la campagne des élections européennes en 2019, c'est ce que je vous demande d'avoir en pleine conscience, ce matin, quand vous allez voter.

Nous n'avons pas le droit de nous tromper. Le Parlement peut montrer qu'il est grand, qu'il aide à faire avancer l'Europe. C'est cela qui est sur notre table ce matin.

Agnes Jongerius, *Rapporteur*. – Voorzitter, ik denk dat het goed is om hier nog één keer te benadrukken dat het vrije verkeer van werknemers ook een werknemersrecht is. Werknemers hebben het recht om op zoek te gaan naar een economische toekomst als ze die in hun eigen omgeving niet rechtstreeks kunnen vinden.

Maar werknemers hebben ook het recht om gelijk behandeld en niet uitgebuit te worden. Werknemers hebben het recht om te kunnen werken bij bedrijven die inderdaad de regels van het spel in acht willen nemen. En als ik nu blij ben met dit voorstel, dan is dat onder andere omdat we in het begin van het voorstel al vastleggen dat de regels ook dienen om de werknemers te beschermen.

Het gaat over de vrije markt en ook over de bescherming van werknemers. Ik denk dat we geprobeerd hebben met alle verschillende belangen rekening te houden en een gebalanceerd voorstel op tafel te leggen.

Er zijn mensen die in het debat gezegd hebben: er zijn nog meer problemen op de arbeidsmarkt. Ja, dat is waar, er zijn meer problemen op de arbeidsmarkt. Maar er zijn ook nog meer voorstellen die hier in het Parlement behandeld worden. Ik noem de coördinatie van de sociale zekerheid. Ik noem de Europese Arbeidsautoriteit. Ik noem de discussie over het arbeidscontract.

We hebben nog heel wat op ons bord tot de nieuwe verkiezingen. Maar *first things first*, laten we nu met deze stemming hier een belangrijk signaal afgeven: gelijk loon voor gelijk werk op dezelfde werkplek. Europa kent geen eerste- en tweedeklas werknemers. Iedereen verdient gelijke behandeling.

La Présidente. – Chers collègues, permettez-moi juste de regretter que deux débats aussi importants, avec autant de demandes de parole, aient été groupés en une matinée si courte. Je le regrette parce que nous aurions pu prendre beaucoup d'autres interventions.

Le débat est clos.

Le vote aura lieu ce mardi à 12h30.

Déclarations écrites (article 162)

Adam Gierek (S&D), na piśmie. – Sprawozdanie dotyczące dyrektywy w sprawie delegowania pracowników w ramach świadczenia usług proponuje nowelizację dotychczasowej dyrektywy w tej sprawie z 1996 roku w duchu korzystniejszego zrównania płac tych pracowników z płacami stosowanymi dla krajów ich zatrudniających. Polskie firmy delegują aktualnie ok. 500 tysięcy swoich pracowników, głównie z branży budowlanej, do realizacji rozlicznych zadań, przy czym ich dotychczasowe zarobki daleko odbiegają od tych oferowanych miejscowym pracownikom. Chodzi o to, by byli oni traktowani nie gorzej od miejscowych i by nie byli eksploatowani zarówno przez stronę delegującą, jak i przyjmującą w wyniku ich zatrudniania po najniższych stawkach godzinowych. Polska wprowadziła już dla pracowników z Ukrainy tę samą zasadę, tj. zasadę równouprawnienia ich w prawach i obowiązkach z pracownikami polskimi.

Niewątpliwie wprowadzenie nowych regulacji dotyczących pracowników delegowanych spowoduje powrót części z tej licznej półmilionowej rzeszy obywateli do kraju, gdzie winni szybko znaleźć godziwą pracę za zbliżoną jak w kraju delegowania płacę. Kraj nasz odczuwa przecież dotkliwie brak fachowców na wewnętrznym rynku pracy, a to winno spowodować stopniowe wyrównywanie płacy za tę samą pracę.

Popieram nowe regulacje unijne, które są korzystne głównie dla pracobiorców.

József Nagy (PPE), írásban. – A külföldre kiküldött dolgozókra vonatkozó javasolt EU-s szabályzást korlátozónak, diszkriminatívnak tartom főképp a kis-és középvállalkozókkal szemben. Különösen komoly teher az egyes országok jogrendjének és kollektív szerződéseinek elvárt nyomon követése. Nem szavaztam az irányelv mellett, mert ahelyett, hogy legalább a teher-és személyforgalomban dolgozók, vállalkozók kivételt kaptak volna (ez volt az eredeti kompromisszum), külön jogszabályt helyez számukra kilátásba, amely várhatóan azonos eszközökkel csökkentené a hazai fuvarozók versenyképességét nyugaton.

Artis Pabriks (PPE), rakstiski. – Uzskatu, ka šī direktīva nav viennozīmīgi vērtējams solis. Lai gan direktīvā ir ietvertas saprātīgas normas, kas nosaka, ka, piemēram, darba devējs ceļā un uzturēšanās izdevumus nevar iekasēt no darbinieka algas, kamēr šis darbinieks ir norīkots strādāt citā ES valstī, prasība par darba algas pielīdzināšanu vietējai darba samaksai patiesībā ierobežos “jaunās” Eiropas uzņēmumu konkurētspēju “vecajā” Eiropā. Rezultātā it kā šāds labi domāts administratīvs solis ar mērķi radīt taisnīgāku darba samaksu patiesībā izskatās pēc atsevišķu valstu mēģinājumiem pasargāt savus pakalpojumu sniedzējus un darbiniekus. Tas praktiski ierobežo brīvo tirgu darba spēkam. Piemēram, uzņēmums no Latvijas, kurš ir uzvarējis konkursā Vācijā, jo spējis piedāvāt labāku cenu, arī pateicoties zemākām darba spēka izmaksām un augstai kvalitāti, to vairs nevarēs izdarīt, jo šim uzņēmumam ar Latvijas ienākumiem un Latvijā gūtu peļņu būs jāmaksā Vācijas līmeņa atalgojums. Tās ir divas pilnīgi atšķirīgas kategorijas, kā rezultātā šis uzņēmums no Latvijas vairs nebūs spējīgs konkurēt Vācijā.

Sirpa Pietikäinen (PPE), kirjallinen. – Lähetettyjä työntekijöitä koskeva direktiiviehdotus on tarpeellinen ja arvokas pyrkimyksessään edistää sitä, että lähetettyjä työntekijöitä ja kohdemaan työntekijöitä kohdellaan tasavertaisesti ja että lähetettyjä työntekijöitä suojataan tehokkaammin petoksilta ja hyväksikäytöltä. Lähetettyjen työntekijöiden oikeuksien vahvistamisella on merkitystä: lähetettyjen työntekijöiden määrä EU:ssa on kasvanut huomattavasti viime vuosina. Parempi sääntely ei ole vain työntekijöiden vaan myös yritysten etu. Sääntelyllä varmistetaan tasaisempi kilpailutilanne yritysten välillä. Samapalkkaisuuden periaatteen vahvistaminen on tärkeä askel eteenpäin. Osaavalle työvoimalle on maksettava kunnon korvaukset eikä työntekijöiden oikeuksia tule kilpailla alas.

Monika Smolková (S&D), písomne. – Smernica, ktorou sme odsúhlasili zavádzanie rovnakej mzdy za rovnakú prácu na rovnakom mieste, sa pripravovala dlho a priniesla rôznorodé názory a diskusie. Pracovníci dočasne vyslaní do iného členského štátu EÚ by na základe tejto legislatívy mali za rovnakú prácu dostávať aj rovnakú odmenu. Teda takú ako domáci pracovníci v tom ktorom štáte. Tiež náklady súvisiace s cestovaním, stravou a ubytovaním by mal hradiť vyslanému pracovníkovi zamestnávateľ a nemal by im to strhávať z ich plátov. Vysielanie by nemalo trvať dlhšie ako dvanásť mesiacov, s možným predĺžením o ďalších šesť mesiacov. Po tomto termíne, ak ostane zamestnanec v danom členskom štáte, budú sa naňho vzťahovať všetky predpisy pracovného práva hostiteľskej krajiny. Myslím si, že obavy, že cudzí zamestnávateľia už nebudú mať záujem o vysielajúcich pracovníkov, sú neopodstatnené, pretože vyspelé členské štáty už dnes trpia nedostatkom pracovnej sily a vždy bude dopyt po pracovníkoch z iných členských štátov. Princíp rovnakej mzdy za rovnakú prácu na rovnakom mieste považujem za správny a podporila som ho.

(La séance est suspendue à 12 h 05)

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Presidente

4. Erklärung des Präsidenten

Le Président. – Avant mon allocution de bienvenue au Président de la Guinée, je dois vous informer de ce qui s'est passé à Liège, en Belgique. Un homme a tué deux policiers belges et un citoyen belge. L'homme a été abattu par la police. Nous ne savons pas s'il s'agit d'une attaque terroriste ou non, mais nous sommes aux côtés du Royaume de Belgique, aux côtés des citoyens belges, aux côtés des familles de ces deux policiers et de ce citoyen belges tués ce matin à Liège.

Je remercie aussi le Président de la Guinée, qui nous a fait part de ses condoléances à la suite de cet attentat.

Nous ne connaissons pas la raison de cette fusillade, nous ne savons pas si son auteur est un terroriste ou non, mais malheureusement, encore une fois, en Europe et en Belgique, nous avons eu des morts à cause d'une violence incompréhensible.

5. Feierliche Sitzung – Republik Guinea

Le Président. – Chers collègues, nous avons le plaisir de recevoir aujourd'hui, dans cet hémicycle, le Président de la République de Guinée, M. Alpha Condé.

Vous êtes, Monsieur le Président, le troisième dirigeant africain à prendre la parole devant cette assemblée en l'espace d'un an. Votre venue s'inscrit dans un cadre de rapprochement et de renforcement de notre partenariat avec, d'une part, l'Union africaine, et de l'autre, les États membres qui la composent.

Je tiens tout d'abord à saluer le travail extraordinaire que vous avez accompli dans votre pays au cours des dernières années: la sortie de «la pire crise sanitaire du monde moderne», comme le définissait l'OMS en parlant d'Ebola, la consolidation démocratique et les droits de l'homme, notamment avec l'abolition de la peine de mort, le développement économique, avec un taux de croissance de plus de 6 %, qui fait de la Guinée l'une des économies les plus dynamiques du continent africain.

Cependant, de nombreux défis subsistent: la lutte contre la corruption, le manque d'infrastructures, l'amélioration du climat des affaires, le chômage des jeunes, qui pousse beaucoup de Guinéens à émigrer vers l'Europe.

L'Union européenne a ici un rôle à jouer, car l'insécurité, le changement climatique, le chômage et la migration sont des défis communs. Nous devons donc nous donner les moyens de nos ambitions. Voilà pourquoi nous plaçons pour une diplomatie économique, pour plus d'investissements du secteur privé. Dans le prochain cadre financier pluriannuel, le Parlement européen demande plus de fonds afin de disposer d'un vrai plan pour l'Afrique, un nouveau «plan Marshall». Celui-ci devra contribuer à la diversification économique et à la création d'une base manufacturière pour permettre l'absorption des nouveaux arrivants sur le marché du travail. Nous soutenons donc un vrai plan national de développement allant dans ce sens.

Je souhaite aussi vous remercier pour le travail remarquable que vous avez accompli à la tête de l'Union africaine. Des succès importants et concrets ont marqué votre présidence: le retour du Maroc dans l'Union africaine, l'impulsion pour la création d'une zone africaine de libre-échange commercial, pilier indispensable vers l'intégration du continent, sans oublier l'organisation du sommet d'Abidjan, qui a marqué un tournant décisif dans nos relations.

Monsieur le Président, nous nous réjouissons de vous avoir parmi nous.

Alpha Condé, *président de la République de Guinée*. – Excellences, Monsieur le Président du Parlement européen, Mesdames et Messieurs les députés, Mesdames et Messieurs, c'est pour moi un grand plaisir de prendre la parole devant vous ce jour.

Je voudrais d'emblée vous exprimer toute ma reconnaissance pour l'honneur que vous me faites en m'accueillant en visite officielle dans votre prestigieuse institution, où je suis venu une première fois pour recevoir le passeport des libertés.

Votre Assemblée a su, au fil des ans et des investissements de l'Union européenne, s'affirmer comme un organe législatif capable de répondre efficacement aux préoccupations légitimes des citoyens européens et de contribuer à la recherche de solutions aux défis auxquels le monde est confronté. Il me plaît à cet égard de vous témoigner notre gratitude pour votre soutien constant aux efforts déployés par les pays en développement, notamment en matière de renforcement de l'État de droit, de bonne gouvernance, ainsi que dans la lutte contre les migrations irrégulières et les changements climatiques.

Excellences, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, Mesdames et Messieurs, comme vous le savez, depuis mon accession à la magistrature suprême de mon pays en décembre 2010, la Guinée a renforcé son processus démocratique, notamment à travers la mise en place des institutions régaliennes que sont l'Assemblée nationale, la Cour constitutionnelle, la Cour des comptes, le Conseil supérieur de la magistrature, le Conseil économique et social et la Haute autorité de la communication. Ces institutions, aujourd'hui pleinement opérationnelles, fonctionnent en toute indépendance et dans le strict respect des principes et des valeurs démocratiques. Nous avons également instauré un dialogue politique constant, avec la participation de l'ensemble des partis politiques, de la société civile, de l'administration et des partenaires du développement.

Ce climat de dialogue a fortement contribué à l'apaisement de l'espace sociopolitique et à la construction de la paix et de la stabilité. Tout ceci contribue à la préservation des nombreux acquis démocratiques enregistrés par la Guinée au cours des dernières années.

Nous entretenons également une relation permanente avec l'Union européenne, conformément à l'article 8 de l'accord de Cotonou, auquel mon pays est partie. Ainsi, la deuxième session du cadre de concertation tenue à Conakry, en mars 2017, a abordé les sujets liés à la conservation de la démocratie, à la lutte contre la corruption et l'impunité, à la migration et à l'aide publique au développement que l'Union européenne apporte à notre pays. Nous nous félicitons de ce cadre d'échanges entre notre pays et l'Union européenne, qui favorise la compréhension mutuelle au sein de notre coopération politique, économique et sociale. Celle-ci facilite la définition des priorités et des principes communs et renforce les liens existant entre les différents domaines de coopération inscrits dans l'accord de Cotonou.

Excellences, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, Mesdames et Messieurs, durant mon mandat à la tête de l'Union africaine en 2017, notre organisation continentale s'est employée à relever des défis allant des questions de paix et de sécurité sur le continent, jusqu'à la réforme institutionnelle et au financement de l'organisation, en vue de renforcer notre crédibilité et notre dignité dans la gestion des problèmes internationaux.

La réforme en cours devrait nous permettre, à terme, de rendre notre organisation plus performante, de promouvoir et de consolider notre autonomie financière, que ce soit pour le fonctionnement de l'institution ou pour le financement des projets et programmes inscrits dans le plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063.

Je demeure convaincu que l'Afrique est plus forte lorsqu'elle parle d'une seule voix. Aussi ai-je désigné des chefs d'États champions, chargés d'être les porte-parole de notre union pour toutes les questions spécifiques de portée continentale. Par ailleurs, l'intégration africaine qui figure au cœur de l'Agenda 2063 de notre union a pris une dynamique irréversible avec le lancement du marché unique du transport aérien en Afrique et plus récemment, le lancement de l'accord créant la zone de libre-échange continentale africaine.

En effet, à terme, nous voulons bâtir une Afrique stable, paisible et sécurisée, composée d'États ayant des économies inclusives, performantes et compétitives sur le marché mondial et dont la croissance profite à l'ensemble des citoyens.

Nous souhaitons faire de l'Afrique un continent émergent, avec un marché unique disposant de structures performantes tout en évitant une concurrence entre ses États. Pour ce faire, nous voulons nécessairement investir substantiellement dans les infrastructures, notamment dans le secteur des transports, des télécommunications et de l'énergie en vue d'accélérer la transformation de nos économies.

C'est pourquoi nous avons lancé en 2015, lors de la COP21, l'initiative africaine pour les énergies renouvelables, avec pour objectif de doter notre continent de 300 gigawatts de capacité de production énergétique d'ici 2030 et d'augmenter sensiblement l'utilisation des énergies renouvelables.

Je voudrais remercier l'Union européenne pour l'appui précieux qu'elle continue de nous apporter en vue de concrétiser cette initiative, que j'ai l'honneur de coordonner au nom de l'Afrique et dont j'assume la présidence du conseil d'administration.

Excellences, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, Mesdames et Messieurs, l'Union européenne est un partenaire stratégique pour l'Afrique, en raison non seulement de sa proximité géographique avec notre continent, mais aussi de la qualité de ses relations de coopération avec l'Afrique sur les plans sécuritaire, économique et humanitaire.

Les relations étroites de coopération entre l'Union africaine et l'Union européenne méritent d'être soulignées.

Le troisième sommet Union africaine-Union européenne, tenu à Abidjan en novembre 2017, sous ma coprésidence, autour du thème «Investir dans la jeunesse pour une croissance inclusive accélérée et un développement durable», a marqué la volonté des dirigeants de nos continents d'évoluer davantage vers l'harmonisation des relations en faveur de la jeunesse. Ce sommet a permis non seulement de revoir en profondeur notre partenariat, mais également de fixer nos priorités communes dans les quatre domaines stratégiques, à savoir: la paix et la sécurité, la coopération dans le domaine de la gouvernance, la mobilité et la migration, ainsi que les perspectives économiques pour les jeunes africains et européens.

Notre coopération avec l'Europe en matière de migration et de mobilité sera renforcée en mettant l'accent sur la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière, à savoir les questions de développement et la traite des êtres humains. Nous nous félicitons de l'adoption, lors du sommet de La Valette, en novembre 2015, du Fonds fiduciaire d'urgence d'un montant initial de 1,800 milliard de dollars pour appuyer les efforts de nos États en vue de stabiliser nos jeunes sur le continent africain. Nous nous félicitons surtout du lancement du plan Marshall, par M^{me} Merkel, lors de notre dernière réunion à Berlin, et sommes convaincus que ce plan Marshall favorisera la coopération gagnant-gagnant. Bien sûr, nous avons dit que pour qu'il y ait un véritable plan Marshall, il faut que l'Union européenne consacre une part de son PIB comparable à celle que les États-Unis ont consacrée jadis à l'Europe.

Aussi, le nouveau plan d'investissement externe de l'Union européenne, mis en place et adopté par le Parlement européen en 2017 et disposant de ressources mobilisables à hauteur de 44 milliards d'euros d'ici 2020, viendra appuyer nos efforts de développement durable et la création de nouveaux débouchés pour la jeunesse.

Dans le même esprit, je me félicite de la contribution de l'Union européenne au financement, en Guinée, du programme Integra à hauteur de 65 millions d'euros via les ressources du Fonds fiduciaire pour la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière.

Ce programme permettra de soutenir les efforts du gouvernement guinéen pour l'intégration socio-économique des jeunes dans les différents secteurs économiques de la Guinée à travers la création de nouvelles perspectives d'emploi.

Excellences, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, Mesdames et Messieurs, la coopération entre l'Union européenne la République de Guinée, au cours de ces dernières années, s'est accélérée et diversifiée dans différents domaines, ce qui a contribué à l'amélioration de la gouvernance, au développement des infrastructures et du capital humain, à la préservation de l'environnement ou encore à l'amélioration de la gestion du secteur de la pêche.

Cette aide nous a déjà permis de relever les défis de taille en matière de développement économique et social et de renforcement de l'État de droit, avec notamment la réforme du secteur de la justice et les efforts de défense et de sécurité, ainsi que la transformation de notre administration en vue de la rendre plus efficace, plus moderne et plus performante. Je ne saurais passer sous silence l'aide précieuse que les différents États de l'Union européenne nous ont apportée lors de la terrible épreuve que nous avons eu à traverser avec l'épidémie d'Ebola.

Je remercie encore le Parlement européen et tous les pays membres pour cette aide.

Je voudrais, à travers vous, exprimer à l'Union européenne et à ses institutions notre profonde gratitude pour le soutien précieux et constant apporté à notre pays.

Je demeure convaincu que le partenariat entre l'Union européenne et la Guinée va se renforcer et se diversifier, notamment au profit de la mise en œuvre du plan national de développement économique et social PNDES 2007-2020, qui a été présenté à l'ensemble de nos partenaires de développement en novembre dernier à Paris, lors de la réunion du groupe consultatif.

Ce programme, qui constitue le cadre unique d'intervention de nos partenaires, repose sur quatre piliers: la promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable, la transformation économique durable et inclusive, le développement inclusif du capital humain, la gestion durable du capital naturel.

Malgré les progrès incontestables sur le terrain de la démocratie, mon pays reste encore victime de l'image de son passé. Nous comptons une fois de plus sur l'appui de l'Union européenne pour nous permettre de réaliser les objectifs contenus dans notre PNDES, qui vise à mettre définitivement la Guinée sur le chemin du développement durable.

Vive la coopération entre la Guinée et l'Union européenne, vive la coopération entre l'Union africaine et l'Union européenne, vive la coopération internationale!

(Applaudissements)

Le Président. – Monsieur le Président, nous vous remercions pour votre intervention. J'espère que la réunion d'aujourd'hui nous permettra d'entrer dans une nouvelle phase de coopération, une coopération plus étroite. Pour nous, travailler avec l'Afrique est très important. Dans le prochain budget de l'Union, nous voulons prévoir plus d'argent pour la coopération entre nous et vous. Nous essayons de lire la situation africaine avec des lunettes africaines et non avec des lunettes européennes.

Nous comptons également sur cette coopération pour relever les défis du changement climatique, du terrorisme et de l'immigration illégale. Nous ne pourrions atteindre ce but que si nous sommes capables de travailler ensemble. Voilà pourquoi, Monsieur le Président, je vous remercie pour votre discours et pour votre présence ici, à Strasbourg, à la plénière du Parlement européen.

(Applaudissements)

PŘEDSEDNICTVÍ: PAN PAVEL TELIČKA

místopředseda

6. Wiederaufnahme der Sitzung

(The sitting resumed at 12.30)

Bruno Gollnisch (NI). – Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, mon rappel au règlement se fonde sur l'article 212 de celui-ci, relatif à la composition des délégations parlementaires, et aussi sur la résolution du Bureau du 25 octobre 2015, qui en fixe les règles. Elle prévoit que lorsqu'une délégation part pour l'étranger afin de rencontrer nos homologues des parlements étrangers, il doit être tenu compte particulièrement de la participation aux réunions des délégations.

Au cours de ce mois de mai, la délégation chargée des relations avec le Japon était composée de dix membres. Sur ces dix membres, trois n'ont participé à aucune réunion sur les dix-huit qui se sont tenues depuis le début de la mandature, un a participé à une réunion sur dix-huit, et quatre ont participé à moins d'une réunion sur deux.

Je n'ai pas du tout l'intention de stigmatiser ces collègues, mais je dis que la règle majoritaire ne saurait couvrir le tourisme parlementaire qui règne dans cette assemblée.

President. – Mr Gollnisch, your point is taken and we will look into it.

László Tóké (PPE). – Mr President, on the 200th anniversary of the birth of Karl Marx, Jean-Claude Juncker held a festive speech...

(The President cut off the speaker)

President. – Colleague, no, I will not accept that, it is not a point of order. Under Article 184, if I am not mistaken, Part A, on points of order this does not comply with our own Rules of Procedure. So I have to take the floor away from you. Unless there are other requests, we will now proceed with the votes.

Ignazio Corrao (EFDD). – Yes Mr President, it is a point of order on Rule 135.

'Discussioni su democrazia e Stato di diritto'. Noi, colleghi, ci siamo occupati tantissime volte di democrazia e Stato di diritto, è vero, in tutto il mondo. Allora credo sia importante spiegarvi cosa è successo in Italia. Dove, cosa è successo in Italia...

(Proteste in Aula)

(Il Presidente ritira la parola all'oratore)

President. – Mr Corrao, please take your seat. This is a final request, take your seat, your micro is off ...

(Uproar in the Chamber)

We will now proceed with the extension of the term of office of the Special Committee on Terrorism. It's a decision of the Conference of Presidents...

(Disturbance continues)

7. Abstimmungsstunde

President. – The next item is the vote.

(For the results and other details of the vote: see Minutes)

7.1. Verlängerung der Mandatszeit des Sonderausschusses Terrorismus (Abstimmung)

7.2. Spannen für die fischereiliche Sterblichkeit und Schutzniveau für bestimmte Heringsbestände in der Ostsee (A8-0149/2018 - Alain Cadec) (Abstimmung)

7.3. Statistik des Güterverkehrs auf Binnenwasserstraßen (kodifizierter Text) (A8-0154/2018 - Lidia Joanna Geringer de Oedenberg) (Abstimmung)

7.4. Abkommen zwischen der EU und der Schweiz über die Ursprungskumulierung zwischen der EU, der Schweiz, Norwegen und der Türkei im Rahmen des Allgemeinen Präferenzsystems (A8-0151/2018 - Tiziana Beghin) (Abstimmung)

7.5. Abkommen zwischen der EU und Norwegen über die Ursprungskumulierung zwischen der EU, der Schweiz, Norwegen und der Türkei im Rahmen des Allgemeinen Präferenzsystems (A8-0152/2018 - Tiziana Beghin) (Abstimmung)

7.6. Übereinkunft zwischen der EU und Norwegen über die Zusammenarbeit der Verwaltungsbehörden, die Betrugsbekämpfung und die Beitreibung von Forderungen auf dem Gebiet der Mehrwertsteuer (A8-0147/2018 - Miguel Viegas) (Abstimmung)

7.7. Optimierung der Wertschöpfungskette in der EU-Fischereibranche (A8-0163/2018 - Clara Eugenia Aguilera García) (Abstimmung)

7.8. Umsetzung der GAP-Instrumente für Junglandwirte in der EU nach der Reform im Jahr 2013 (A8-0157/2018 - Nicola Caputo) (Abstimmung)

7.9. Mehrjahresplan für Grundfischbestände in der Nordsee und für die Fischereien, die diese Bestände befischen (A8-0263/2017 - Ulrike Rodust) (Abstimmung)

— *Before the vote on the provisional agreement:*

Anja Hazekamp, namens de GUE/NGL-Fractie. – Voorzitter, ik doe een beroep op regel 59.3 om nu over de ingediende plenaire amendementen te stemmen, voordat de compromistekst in stemming wordt gebracht. Over dit verzoek wil mijn fractie graag een hoofdelijke stemming.

De tekst van het Noordzeeplan maakt overbevissing mogelijk en is daarmee in strijd met de ontwikkelingsdoelen van de Verenigde Naties. Het plan ligt veel te ver af van het mandaat dat het Parlement heeft gegeven in september. Internationale milieuorganisaties roepen zelfs op om tegen dit plan te stemmen. Collega's, ik vraag uw steun om dit visserijplan te redden en vooral om de soorten van de Noordzee te redden. Zeg nee tegen overbevissing.

(The request to vote on the amendments was rejected)

7.10. Entsendung von Arbeitnehmern im Rahmen der Erbringung von Dienstleistungen (A8-0319/2017 - Elisabeth Morin-Chartier, Agnes Jongerius) (Abstimmung)

— *Before the vote on the provisional agreement:*

Dominique Martin (ENF). – Monsieur le Président, nous contestons les rapports du trilogue et nous demandons un vote sur tous les amendements, s'il vous plaît.

(The request to vote on the amendments was rejected)

7.11. Bewirtschaftungs-, Erhaltungs- und Kontrollmaßnahmen für den Übereinkommensbereich der Regionalen Fischereiorganisation für den Südpazifik (A8-0377/2017 - Linnéa Engström) (Abstimmung)

7.12. Nachhaltiges Finanzwesen (A8-0164/2018 - Molly Scott Cato) (Abstimmung)

— *After the vote:*

Danuta Jazłowiecka (PPE). – Panie Przewodniczący! Ponieważ dwa ostatnie dossier były przekazane nam w bardzo skomplikowany sposób, większość posłów była zdezorientowana, kiedy głosowaliśmy nad końcową wersją dyrektywy w sprawie delegowania pracowników. Pan nie powiedział, nad czym głosujemy, powiedział Pan tylko, że głosujemy. Proszę zapowiadać wyraźnie, nad czym głosujemy i proszę, byśmy to głosowanie powtórzyli (...).

(Przewodniczący odebrał mówczyni głos)

President. – Ms Jazłowiecka, that is not correct. When I put it to the vote, I did say whose report it was. I think it was clear, we took a vote, and there was a vast majority.

7.13. EU-Justizbarometer 2017 (A8-0161/2018 - Jytte Guteland) (Abstimmung)

President. – That concludes the vote.

Patrizia Toia (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sull'ordine dei lavori noi abbiamo assistito a inizio di seduta a uno show con parole gravissime su quella che è la situazione di un paese, autorevole membro di questa Unione europea. Ho rispetto di quest'Aula, dunque penso che qui non si possano dire parole inappropriate.

Abbiamo sentito affermazioni gravissime. Voglio ribadire qui, signor Presidente, che il mio paese è un paese che ha una Costituzione, un Presidente della Repubblica che ha garantito il rispetto dalla Costituzione a fronte di attacchi di chi voleva mettere sotto i piedi questa Costituzione. Noi siamo per lo Stato di diritto, e anche in questi giorni l'Italia si è rivelata un paese capace di difendere lo Stato di diritto da attacchi politici inaccettabili...

(Il Presidente ritira la parola all'oratrice)

President. – Ms Toia, your point is taken. May I just remind you that I have taken the floor away. That was not a point of order so I have cut the microphone and whatever was on the microphone we might look into, but the microphone was cut off and unfortunately, with no interpretation, I could not get the meaning in Italian. But your point is taken, and that was considered to be a remark that was inadmissible, and that is why I have taken the floor away.

8. Stimmerklärungen

8.1. Optimierung der Wertschöpfungskette in der EU-Fischereibranche (A8-0163/2018 - Clara Eugenia Aguilera García)

Oral explanations of vote

Rosa D'Amato, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, con il suo lavoro, la collega Aguilera García ha accolto molte delle istanze del Movimento 5 Stelle qui in Europa.

Quando si difendono gli interessi della pesca artigianale, difatti, l'ottimizzazione della filiera ittica rappresenta una battaglia cruciale. La concentrazione generale del mercato e l'ascesa dei supermercati, che costituiscono i sistemi di distribuzione più utilizzati dai consumatori, hanno un impatto negativo sulla pesca artigianale che – ricordiamolo – dà lavoro a quasi 78 000 pescatori in tutta Europa, di cui più della metà solo in Italia.

I pescatori artigianali sono sempre più spesso vittime dell'apprezzamento del pesce di prima vendita e dell'aumento del costo del carburante, ma anche della pesca non sempre uniforme e regolare, a fronte dell'agguerrita concorrenza delle aziende ittiche straniere.

Pertanto, per inserirsi nei nuovi segmenti di mercato, necessitano di forme di aiuto e sostegno finanziario. Necessitano che si velocizzino i tempi del processo di assegnazione dei fondi: ad esempio, se per lo Stato membro l'operatore della pesca è abilitato all'esercizio dell'attività, dovrebbe essere automaticamente idoneo ad accedere ai fondi senza doverlo dimostrare ogni volta.

Inoltre, con questa relazione abbiamo chiesto di potenziare la vendita diretta e i canali di commercializzazione come i mercati agricoli a chilometro zero, i mercati delle comunità e le mense scolastiche. Infine, abbiamo proposto di aumentare l'assistenza all'attività di rete, così da creare collegamenti tra le imprese che intervengono nei diversi momenti della fiera.

Il nostro voto è stato quindi a favore.

Daniel Hannan (ECR). – Mr President, the world abounds with examples of countries that have managed to treat their fish stocks as renewable resources: Norway, Iceland, New Zealand or the Falkland Islands. All of them manage to combine sensible bilateral arrangements and licensing out to overseas vessels with a preservation of stocks based on a quota system that incentivises ownership.

The outlier among developed countries is the European Union because of the tragedy of the commons: because of a fisheries policy that defines fish stocks as a common resource to which all members have equal access. After Brexit, the United Kingdom will resume control of its great renewable resource. And I hope we will have sensible bilateral arrangements with friendly countries, but on the basis of ownership, so that we can allow the recovery of what used to be a great natural resource.

Maria Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL). – Señor presidente, he votado a favor de este informe sobre la optimización de la cadena de valor en el sector pesquero porque me parece que avanza en el reconocimiento de la importancia que tiene la pesca artesanal y local en el marco de la Unión Europea.

Me parece también que es positiva la mención que hace a la necesidad de garantizar cuotas dignas para la flota artesanal y, en este sentido, me gustaría hacer un llamamiento a la Comisión para que ponga fin a la discriminación que se está haciendo de las flotas artesanales en el reparto de las cuotas.

También me parece importante reconocer la necesidad de que los establecimientos públicos, como escuelas y hospitales, consuman y compren productos procedentes de la pesca artesanal y local, así como que en las estrategias de comercialización adaptadas a las especificidades locales se incluya la posibilidad de venta directa.

Todo ello me ha inclinado a votar a favor de este informe.

8.2. Umsetzung der GAP-Instrumente für Junglandwirte in der EU nach der Reform im Jahr 2013 (A8-0157/2018 - Nicola Caputo)

Oral explanations of vote

Marco Zullo (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sappiamo che il settore dell'agricoltura è afflitto da un crescente e allarmante invecchiamento della forza lavoro: appena il 6 % del totale di quanti dirigono aziende agricole nell'Unione europea ha meno di 35 anni, mentre più del 50 % ha superato i 55 anni.

È necessario favorire il passaggio generazionale all'interno delle aziende e agevolare l'inserimento in questo ambito di giovani provenienti soprattutto da altri contesti familiari. Uno dei problemi principali è la disponibilità e il prezzo dei terreni agricoli: la concentrazione della proprietà e la speculazione fondiaria stanno infatti rendendo sempre più difficile l'accesso.

Servono adeguati strumenti finanziari, che sono certamente utili misure: prestiti agevolati, tassi di cofinanziamento più alti, a condizione che si verifichi però con scrupolo che questi aiuti vadano a sostenere gli agricoltori attivi.

Il sostegno finanziario deve essere anche accompagnato dalla formazione dei nuovi imprenditori agricoli. Devono essere formati in gestione aziendale e competenze finanziarie, e devono essere agevolati anche la modernizzazione e l'utilizzo di tecnologie digitali.

Miguel Viegas (GUE/NGL). – Senhor Presidente, em Portugal, apenas 2,5 % dos agricultores têm menos de 35 anos e, em contrapartida, mais de 50 % dos nossos agricultores têm mais de 65 anos. Isto é resultado da Política Agrícola Comum que levou ao abandono de milhares e milhares de agricultores em Portugal, agravando o nosso défice agroalimentar.

Nós defendemos, naturalmente, maiores apoios aos jovens agricultores, mas, deixemo-nos de hipocrisias, esta discussão não pode ser desligada da PAC, porque temos uma PAC que paga para não produzir, que liberalizou por completo a agricultura, abrindo a concorrência mundial e esmagando o rendimento dos agricultores.

Por isso, se queremos os jovens na agricultura, então temos que criar uma nova PAC, assente na defesa da pequena e média agricultura e com instrumentos públicos de regulamentação da produção, que permita efetivamente que os jovens agricultores possam viver da sua atividade e não de esmolas da União Europeia.

Francis Zammit Dimech (PPE). – Sur President, jekk irridu nitkellmu dwar futur għall-agrikoltura, ma jistax ikun li ma naghmlux enfasi dwar il-bdiewa żgħażaġh u r-rahala żgħażaġh. F'pajjiżi membri li huma żgħar, bħal Malta, il-problema tal-art hi wahda akbar. Jiena jkellmuni diversi bdiewa żgħażaġh jew nies li jixtiequ jidhlu fl-agrikoltura, u jtkellmu preċiżament fuq dak li jindika r-rapport – li hemm studji li juru li l-akbar ostakolu għal min irid jidhol f'dan is-settur huwa n-nuqqas ta' art; u f'pajjiż żgħir in-nuqqas ta' art huwa anki akbar.

Kien hemm filmat, dan l-aħhar, dwar bidwi żagħżuġh minn Ghawdex li tkellem dwar kemm hu jixtieq li jkabbar aktar is-settur – it-trobbija tan-nagħaġ f'dan il-każ – però għandu bżonn aċċess iktar faċli għall-fondi, inkluż il-fondi Ewropej. Għalhekk, jekk tasew irridu l-futur għal dan is-settur, ejja nnehhu l-burokrazija, ejja nipprovdv iktar fondi, ejja norbtu l-futur kollu tal-agrikoltura maż-żgħażaġh u nies godda f'dan is-settur.

Момчил Неков (S&D). – Г-н Председател, европейското селско стопанство е на ръба на криза – демографска и поколенческа. Мярката „млад земеделски производител“ е инструмент в правилната посока, но за съжаление негативните тенденции на напускане от селските райони не са се променили. Повече гъвкавост както за младите, така и за начинаещите фермери, са от критична важност за поддържане на живи и активни селски райони. Ако не се въведе по-гъвкав и специфичен подход, в най-кратки срокове още повече села ще изчезнат.

Изключително трудният достъп до земя, която остава концентрирана в ръцете на малко производители, особено в страни като моята – България, е една от най-сериозните причини за невъзможността младите хора да видят в селското стопанство потенциален поминък и занимание, особено в необлагодетелстваните региони като планинските.

Призовавам националните власти да въведат коефициент на усилване две, който да вземе под внимание броя на реколтите на година или видовете култури при определянето на помощта за младите производители в планинските региони, както призовахмe с гласуването на доклада днес.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL). – Señor presidente, en la próxima década seis de cada diez agricultores españoles entrarán en la edad de jubilación. El relevo generacional es cierto que es uno de los principales retos del sector. Muchas personas jubiladas se ven abocadas a seguir cobrando de la PAC debido a los bajos ingresos que tienen. Por eso, para garantizar el relevo también es fundamental garantizar unas pensiones dignas. Además, la PAC destina solo un 2 % del presupuesto nacional a la incorporación de jóvenes agricultores. No habrá más apoyo a los jóvenes agricultores si no somos capaces de garantizar mayor dotación presupuestaria.

Tampoco se puede hablar de la volatilidad de los precios simplemente para hablar de instrumentos financieros. Hay que enfrentar el debate real. ¿Cómo vamos a proteger a los jóvenes agricultores frente a un mercado mundial que deja pudrir cosechas enteras solamente para que los precios de la comida suban?

En 2007, cuando los alimentos comenzaron a cotizar en bolsa se cometió un crimen contra la humanidad. El futuro de la agricultura va a pintar negro si la Unión Europea no abandona esa hoja de ruta en la que está ciega de continuar con los tratados de libre comercio.

Debemos apostar por las explotaciones de pequeño tamaño, apostar por la producción local y por los circuitos cortos. Solo así vamos a defender a nuestros agricultores y nuestra comida.

Daniel Hannan (ECR). – Mr President, if we truly wanted to help young farmers, we would amend the subsidy system that disincentivises land sales and raises barriers to entry – a subsidy system which, in any case, has been overtaken by events. When the CAP was launched in 1960, hunger was a recent memory and people believed that it was necessary to artificially have self-sufficiency of food in Europe. But we have moved from a world where hunger was common to a world where malnutrition has become rare, exceptional and now almost always caused by human action, precisely because countries have stopped trying to be self-sufficient and have realised that the route to actual food security is having a diversity of different points of supply: whenever there is a localised shortage somewhere, there will be abundance somewhere else. The best thing we could do is to remove the protectionist Common Agricultural Policy and integrate with the rest of the world economy.

Zoltán Balczó (NI). – Elnök Úr, a fiatal mezőgazdasági termelők támogatása kulcskérdés a vidék népességmegtartó erejének megőrzése vagy visszaállítása szempontjából. A jelentés világosan megfogalmazza a legnagyobb akadályokat, amiket el kell hárítani. Ide tartozik a földhözjutás, ide tartozik a tőkéhez való hozzájutás, és kulcskérdés az adminisztratív terhek csökkentése is. Nagyobb rugalmasságra van szükség az üzleti tervekben, hogy a változó piachoz a fiatal gazdák alkalmazkodni tudjanak. Egyet lehet érteni a jelentésnek azzal a határozott fellépésével, hogy a finanszírozást a KAP-on belül biztosítani kell, azonban ez kétséges, látva azt, hogy a következő hétéves költségvetésben az agrária finanszírozását 15%-kal csökkenteni kívánják.

Csaba Sógor (PPE). – Elnök Úr, a fiatal mezőgazdasági termelők támogatása kulcsfontosságú a KAP céljainak elérése szempontjából, a jelentés ajánlásaival egyetértve azonban hangsúlyoznunk kell, hogy a földhözjutás komoly akadályt képez az új belépők előtt. Ugyanakkor az adminisztratív akadályok sok esetben elérhetetlenné teszik a fiatal termelők számára a támogatáshoz való hozzájutást, a fiatalok tőkehiánya pedig szintén a nagyobb termelőket hozza kedvezőbb helyzetbe. Ezen a téren az új tagállamok rosszabb helyzetben vannak, mint a régiók, hiszen ott ezek a problémák fokozottan érvényesek és sokkal nagyobb akadályt képeznek a fiatalok termelésbe való belépése előtt. Az egész szabályozás rugalmasabbá tételére van szükség, hiszen a mezőgazdaságban – már csak az időjárás szerepe, de a piaci viszonyok gyors változása miatt is – nem mindig tartható egy üzleti terv pontról pontra több éven keresztül, a jó gazda alkalmazkodik a természet változásaihoz és az igényekhez.

Seán Kelly (PPE). – Mr President, this topic was discussed here in Parliament last night. And rightly so, because young people – be it in agriculture or any other walk of life – are the future of their sectors. Unfortunately, in farming the figures are alarming. According to Agriland, the number of young farmers declined from one million in 2005 to 600 000 in 2013.

Access to land is a major issue, and I'm very pleased that Commissioner Hogan is giving this great emphasis in his proposals on the next CAP. But hand-in-hand with that must go an incentive for all farmers to be able to retire profitably and hand over the land to young people.

The young farmers' organisations, such as the European Council of Young Farmers (CEJA) in Europe and Macra na Feirme in my own country, are doing fantastic work in promoting the interests of young farmers and doing charitable and social work, and indeed widening the base of agriculture. I think their views on the next CAP must certainly be taken on board, and that will go a long way to solving this difficulty.

Branislav Škripek (ECR). – Vážený pán predsedajúci, k tejto téme chcem povedať, že iba 6 % všetkých farmárov hospodáriacich v Európskej únii je vo veku do 35 rokov. Tento stav je alarmujúci, pretože je výsledkom klesajúceho trendu posledných rokov. Je zodpovednosťou predovšetkým národných vlád a potom aj politík Európskej únie, aby podnikli kroky na zlepšenie tohto stavu. Veď ide o našu výrobu potravín, o našu potravinovú sebestačnosť a dokonca konkurencieschopnosť nášho agrosektoru. Predovšetkým treba zlepšiť prístup mladých farmárov k pôde, lebo to je naozaj problematické. Možnosť kúpiť si alebo prenajať pôdu musí byť jednoduchšia. Po druhé, poskytnúť výhodnejšie programy pre financovanie a kúpu poľnohospodárskych strojov. A po tretie, zvýhodniť mladých farmárov pri čerpaní a hlavne splácaní úverov, napríklad odkladom splátky až po prvej úrode. A v neposlednom rade prehodnotiť systém priamych platieb za pôdu, lebo tie sa stávajú až príliš často, napríklad na Slovensku, zdrojom špekulatívneho podnikania namiesto podpory hospodárenia. Podporil som túto správu, lebo ide o podporu generáčnej výmeny a naštartovanie podpory pre segment.

8.3. Mehrjahresplan für Grundfischbestände in der Nordsee und für die Fischereien, die diese Bestände befischen (A8-0263/2017 - Ulrike Rodust)

Oral explanations of vote

Sander Loones (ECR). – Voorzitter, leve onze Vlaamse vissers. Stoere mannen, sterke karakters ook, maar bovenal ondernemers die eerlijk hun boterham willen verdienen.

Ik was vorige week in Nieuwpoort, 's ochtends vroeg, voor een bezoek aan de vismijn. Fenomenaal, de vissersboten die 's ochtends vroeg binnenvaren met een vangst dagverse vis en natuurlijk ook onze heerlijke grijze garnalen. Ik sprak er met Rudy Beuckels. Hij is een van onze sterkste vissers en je voelt zijn liefde voor het vak, de passie voor de zee. Tegelijk voel je ook bezorgdheid.

De vissers doen grote inspanningen. Als je bijvoorbeeld kijkt naar Rudy op zijn boot, dan zie je dat er geïnvesteerd wordt in efficiëntere motoren, in aangepaste netten, in de SumWing, in een boomkor met rolsloffen. Met welk doel? Om te komen tot meer duurzame visserij.

Onze vissers verwachten dat daar ook iets tegenover staat, en terecht. Zij verdienen een duidelijk toekomstperspectief. Dit Noordzeeplan is daarom belangrijk, maar daarnaast is er meer nodig.

Brexit, de pulskor, de aanlandplicht: allemaal dossiers die onze visserij bedreigen. Laat ons die óók aanpakken en onze kleine visserij koesteren.

8.4. Entsendung von Arbeitnehmern im Rahmen der Erbringung von Dienstleistungen (A8-0319/2017 - Elisabeth Morin-Chartier, Agnes Jongerius)

Oral explanations of vote

Younous Omarjee (GUE/NGL). – Monsieur le Président, on nous avait promis que cette nouvelle réforme de la directive sur les travailleurs détachés réglerait tout. Balivernes, il n'en est rien! Cette directive continuera d'organiser en Europe la mise en concurrence des travailleurs entre eux, les cotisations sociales resteront payées dans le pays d'origine, la question des sous-traitants n'est pas réglée, un détachement pourra durer jusqu'à 18 mois quand la moyenne en France est de quatre mois, les indemnités de logement et de repas dépendront désormais des règles du pays d'origine, et les sociétés boîtes aux lettres ont encore de beaux jours devant elles.

Aujourd'hui, 29 mai, anniversaire du «non» au traité constitutionnel, si le vote des peuples avait été respecté à l'époque, nous n'en serions pas là et l'harmonisation sociale par le haut aurait pu prévaloir sur le dumping social.

Marie-Pierre Vieu (GUE/NGL). – Monsieur le Président, cette nouvelle directive ne saisit pas l'occasion historique de la lutte antidumping et antifraude. Dans les faits, elle fixe à 18 mois la limite du détachement, alors que la moyenne actuelle en France est de 47 jours. Les transports routiers et les transports en général, secteurs des plus soumis au détachement, sont exclus de cette directive et encore plus fragilisés. Cette directive omet la protection des travailleurs pour ne retenir que la liberté de prestation de services. Elle omet encore la chaîne de sous-traitance. Enfin, jusqu'ici, les indemnités de voyage et de subsistance et les autres dépenses étaient calculées sur la base de la législation du pays d'accueil. Ce sera maintenant sur celle du pays d'origine, ce qui signifie une course au moins-disant social pour les uns et pour les autres.

J'ai voté contre cette directive et je le regrette, malheureusement.

Michaela Šojdrová (PPE). – Pane předsedající, já jsem hlasovala proti této dohodě z dialogu a domnívám se, že to není dobrá dohoda, protože místo zlepšení pohybu služeb na vnitřním trhu budujeme nové bariéry, novou administrativu a větší byrokracii. Není to dobrá zpráva ani pro zaměstnavatele, kterým se komplikuje poskytování služeb na vnitřním trhu, ale jsem přesvědčena, že to není dobrá zpráva ani pro zaměstnance.

My chceme samozřejmě, aby se zvyšovala konvergence odměn, mezd mezi Východem a Západem, aby se snižovaly rozdíly mezi sociálními standardy mezi Východem a Západem. Ale domnívám se, že je tak třeba činit, aniž bychom využívali protekcionismus a byrokracii, čili měli jsme raději zlepšit vymahatelnost stávajících pravidel a pomoci podnikatelům, aby dokázali konkurovat a zvyšovat svoji konkurenceschopnost, místo administrativních bariér a byrokracie.

Rory Palmer (S&D). – Mr President, I voted for these measures. When I came to this Parliament, I said that protecting the rights of workers would be one of my top priorities. I also said I would be honest and pragmatic in talking about some of the challenges the European Union faces. These measures adopted today do both of those things. In places and at times recently, because of the undercutting of local wages and the exploitation of posted workers, it has become difficult, if not impossible, to defend freedom of movement to those who have become sceptical and opposed to it. Now, these measures won't go all the way to remedying that scepticism, but they will take us a long way to fairer labour markets, labour markets which have become too unfair in the eyes of many. The onus is now on Member States to adopt these measures, and today is a test for Theresa May and the Tory Government in Westminster. Brexit cannot be a race to the bottom for workers' rights. Adopting these measures will be crucial to protecting workers across the European Union and in the UK. I urge the UK Government to do so.

Jasenko Selimovic (ALDE). – Herr talman! Hela denna idé om att inskränka rörelsefriheten genom att inskränka utstationeringsdirektivet kommer från en övertygelse som socialdemokraterna och vissa partier till och med från höger har: att färre polska rörmokare kommer att göra att extrema partier minskar i Västeuropa. Problemet är att det är fel. Inskränker man möjligheter för polska rörmokare att komma, så kommer de att hitta någon annan att bli arga på. Tiggare, inskränker man tiggare så kommer lastbilschaufförer. Inskränker man lastbilschaufförer så kommer det att bli någon annan. På detta sätt: de som är arga, de kommer bli arga. De kommer alltid att hitta någon att bli arga på. Fortsätter vi så här, kommer vi att få ett både stängt och isolerat Europa som skadar sig självt, och dessa partier till höger kommer inte att minska. Det är sorgligt att vi har kommit hit och jag kan verkligen inte rösta på det här.

Jiří Pospíšil (PPE). – Pane předsedající, já jsem nepodpořil tuto směrnici o vysílání pracovníků, protože jsem přesvědčen, že to je regulace, která poškozuje principy vnitřního trhu Evropské unie, je podle mého názoru v rozporu s principy volného pohybu služeb.

Problémy výše mezd nelze podle mého názoru odstranit administrativním omezením a administrativní regulací. Jsem přesvědčen, že mzdy mají odpovídat síle jednotlivých ekonomik. Tato regulace, která dnes byla přijata, poškozuje jednotlivé firmy, zatěžuje je administrativou a může se do budoucna stát, že povede naopak ke zvýšení nezaměstnanosti. To znamená, že zasahujeme do liberální ekonomiky, zasahujeme do volného trhu, zasahujeme do principů, na kterých stojí evropská ekonomická integrace, čtyři svobody vnitřního trhu. Myslím si, že to opatření je velmi nešťastné a je to projev lobbingu těch, kteří se bojí konkurenceschopnosti a levnější a efektivnější pracovní síly.

Adam Szejnfeld (PPE). – Panie Przewodniczący! Wyobraźmy sobie, że my tu siedzący na tej sali wysyłamy do innego państwa swojego pracownika, asystenta z biura. Inne państwo w Europie, inny język, inne prawo pracy, inny cały system prawny. Mało tego, w tym innym państwie o innym systemie prawa i innym języku mamy do czynienia z układami zbiorowymi pracy: krajowymi, regionalnymi i zakładowymi. A teraz jeszcze wyobraźmy sobie, że taki układ zbiorowy pracy w miejscu, gdzie wysyłamy naszego pracownika, ma 700 stron w obcym języku odnoszących się nie tylko do obcego prawa pracy, ale także do obcego całego systemu prawa. Jestem przekonany, że większość z nas tu siedzących zrezygnuje z wysłania na krótko swojego asystenta do tej pracy za granicą. Tak samo poczynią wszystkie czy większość małych i średnich przedsiębiorstw w Unii Europejskiej. Ta dyrektywa zabija gospodarkę Unii Europejskiej i konkurencję na naszym kontynencie.

Ангел Джамбазки (ECR). – Господин председател, гласувах срещу този документ, защото той всъщност задушава и убива предприемачите в Централна и Източна Европа. Този документ е ярко доказателство за двоен стандарт и за лицемерие. От една страна нашите партньори и съседи от Западна Европа казват „Ние искаме свободен пазар, искаме да работим на вашите пазари, искаме да можем да продаваме на вашите пазари.“, от друга страна обаче казват „Вашите фирми не трябва да идват на нашите пазари, защото ще вземат работата на нашите работници.“ Това днес беше споделено в залата от колеги от Франция.

Няма как да се съгласим с такава идея, след като френски фирми работят на българска територия. Има разлика. Когато казвате „Искаме равно заплащане“, дали в Източна Европа западните фирми плащат заплатите, които плащат в Западна Европа? Не, цялата тази идея е съборка. Тя убива свободния пазар, тя убива конкуренцията, тя убива свободната инициатива, тя убива придвижването и разделя Европейския съюз на две. Тази идея е антиевропейска и евроскептична, затова гласувах против нея.

Jan Zahradil (ECR). – Pane předsedající, tady v tom sále a speciálně v tomto parlamentu slyšíme mnoho o tom, jak bychom se měli více integrovat, že potřebujeme více Evropy, že potřebujeme více jednotného trhu, že potřebujeme více spolupracovat, a přitom tento návrh, tato prozatímní dohoda jde právě proti těmto principům. Protože ruší jednotný trh a jeho principy, vytváří protekcionistické bariéry a je produktem lobbismu některých států, které si prostě nezvykly ani po patnácti letech, že tady došlo k rozšíření o střední a východní Evropu. Jak je vidět, tak proti této prozatímní dohodě vystupují právě poslanci ze střední a východní Evropy, protože cítí, že to ohrožuje volný pohyb pracovních sil z jejich zemí. Jestliže staré členské země proti nám přijímají tato opatření, tak prosím, ale potom necht' si zvyknou na to, že i my budeme hájit své národní zájmy adekvátním způsobem, třeba v případě kvót na přerozdělování migrantů. Děkuji a samozřejmě jsem pro to hlasovat nemohl.

Csaba Sógor (PPE). – Mr President, two years ago, when we had our first discussion here on this topic, I already expressed my doubts about whether the revision of this directive was really the solution to fighting abuses and fraud in the area of labour mobility that it was claimed to be. Today, after a great amount of political capital invested in this file from all sides, I am still not convinced.

Labour mobility is a force for good. It allows a timely and effectively response to labour market needs, it stimulates innovation and development and is a vehicle for transferring and upgrading skills. To properly function it needs public support. This is why it is so important to address legitimate concerns and to tackle abuse, but this can also be done without falling into the trap of simplistic slogans, creating red tape, shocking cost competition and jeopardising the single market. We should bear in mind that the administrative burdens we create today will primarily affect SMEs that abide by the rules and leave bogus self-employment, social security fraud and undeclared work unaddressed.

Dobromir Sośnierz (NI). – Panie Przewodniczący! Ci, którzy coś produkują drogo i nieefektywnie i przegrywają konkurencję, często próbują siłą zmieniać wyniki gry i odwołują się do rządów o pomoc. I mamy wiele przykładów na to, jak taksówkarze robią nagonkę na Ubera, a drogie linie na Ryanair, czy jak kiedyś niszczone maszyny, żeby nie robiły ludziom konkurencji. Zatem jest to nic innego jak po prostu lobbing drogich pracowników z krajów zachodnich wymierzony w tanich pracowników z krajów wschodnich.

Ale z drugiej strony może dobrze, że Państwo, mając w perspektywie nieuchronny rozpad Unii Europejskiej, wybierają drogę na skróty, bo dzięki takim posunięciom poexit czy wyjście innych krajów Europy Wschodniej z Unii Europejskiej wydaje się coraz bliższe. A Wy sobie nabierzcie do Waszych krajów muzułmańskich imigrantów i zobaczmy, jak za parę lat będzie Wam się fajnie mieszało w islamskim kalifacie.

8.5. EU-Justizbarometer 2017 (A8-0161/2018 - Jytte Guteland)

Oral explanations of vote

Jiří Pospíšil (PPE). – Pane předsedající, já velmi vítám tuto zprávu, která monitoruje stav výkonu justice v jednotlivých národních státech. I když justiční politika, podle mě je to tak správně, patří do působnosti jednotlivých národních států, přeci jen vytváření vnitřního trhu, obhajoba hodnoty právního státu by měly vést k tomu, že by Evropská komise a evropské orgány měly sledovat, jak fungují justice v jednotlivých členských státech a měli bychom dávat doporučení a případně výměnu informací mezi jednotlivými národními státy tak, abychom postupně došli k tomu, že podobné kauzy budou v jednotlivých členských státech rozhodovány podobně. Je to základ právní jistoty pro občany Evropské unie, aby jednotlivá soudní rozhodování, ať už nastanou kdekoli v rámci Evropské unie, byla předvídatelná. Pokud tomu tento způsob monitoringu přispěje, pak jsem jedině rád, ale myslím si, že to nemůže být jediná aktivita ze strany Evropské komise. Měli bychom se zamyslet do budoucna, jak více přispět k tomu, aby v Evropské unii jednotlivé justiční soustavy fungovaly obdobně a rozhodovaly podobně, pokud vyznáváme principy právního státu.

9. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll

(The sitting was suspended at 13.17)

IN THE CHAIR: MAIREAD McGUINNESS

Vice-President

10. Wiederaufnahme der Sitzung

(The sitting resumed at 15.00)

11. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll

12. Antrag auf Anhörung des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses (Artikel 137 Absatz 2 GO): siehe Protokoll

13. Lage im Gazastreifen und der Status von Jerusalem (Aussprache)

President. – The next item is the debate on the statement by the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy on the situation in the Gaza Strip and the status of Jerusalem (2018/2719(RSP)).

Johannes Hahn, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. – Madam President, these have been tragic weeks. Well over a hundred Palestinians have been killed since March, including several minors, several thousands have been injured, and hundreds will suffer life-long disabilities. Today, we have seen heavy mortar fire from Gaza that reached an Israeli kibbutz.

No one can be indifferent to this tragedy. We need a political solution that stops the violence. Israel has the right to defend its legitimate security interests and its sovereignty. But every response should be proportionate and the High Representative has called on the Israelis to avoid the use of live fire against unarmed protesters unless there is a real and immediate threat to life.

The Palestinians have the full right to protest peacefully. At the same time, we have also stressed that Hamas and those leading demonstrations in Gaza must ensure that they remain strictly non-violent, and they must not exploit the protests for other means.

In five public statements we have urged all parties to refrain from actions that would lead to the loss of life. We have also engaged through our diplomatic channels. We heard different versions of the facts and different narratives about what was happening from Israelis and Palestinians. Our judgment should always be defined by facts, not emotions. That is why we have said since the beginning that an independent and transparent investigation is needed to shed light on events and possible violations by all parties.

The priority right now is for all parties to avoid any action that could spark new violence and lead to further loss of life. The first step to reduce tensions is to mitigate the dire humanitarian situation in Gaza, where there is record unemployment and an economy on the brink of collapse. Gaza's health system is under extreme pressure in treating the injured. Humanitarian access to Gaza and medical referrals to hospitals elsewhere must be allowed to save lives. The Commission has allocated an additional EUR 3 million for an emergency aid package for Gaza and the health, water and sanitation sectors.

Second, we must speed up investments in infrastructure and job creation, as discussed in the two recent meetings of the ad hoc liaison committee. This is key to countering despair and frustration. There has not yet been the progress we had wanted and hoped to see in Gaza.

Israel has to do its part. Real progress requires progress on movement and access and the possibility of trading. Removing Israeli restrictions would be more helpful than any increase in aid. The Paris Protocol agreed between the parties should be fully implemented, indeed updated. The Palestinian Authority must also play its part and fully live up to its responsibilities for the people in Gaza. This means working actively for reconciliation, under Egyptian auspices, to reunite Gaza and the West Bank under one legitimate Palestinian authority.

The only realistic perspective for peace, security and growth in the region remains the two-state solution, and the two states can only be achieved through meaningful negotiations on the basis of the 1967 borders, with West Jerusalem as the capital of the state of Israel and East Jerusalem as the capital of the state of Palestine.

No one can deny the historic ties of the Jewish people to Jerusalem, and the same is true for the ties of the Palestinian people to the city. Precisely because of Jerusalem's unique history, its status can only be solved through negotiations between the parties.

This is what we have repeated to our American counterparts since President Trump's decision to move the US Embassy to Jerusalem. No one but the two parties can take Jerusalem off the table. We in the European Union have also said that we will continue to respect the international consensus on Jerusalem embodied in UN Security Council Resolution 478, including on the location of diplomatic representations, until the status of Jerusalem is agreed by the parties.

What has happened near the Gaza fence and in Jerusalem in the past weeks reminds us that what we urgently need is to reopen a path that may eventually lead to peace and security for all people in the region. As Europeans we have a duty to play our part in this, however we can, and we will.

Cristian Dan Preda, *au nom du groupe PPE*. – Madame la Présidente, je suis un peu mal à l'aise avec l'intitulé de notre débat, qui juxtapose deux questions distinctes. En effet, on ne peut pas attribuer la violence instiguée par le Hamas à la décision des États-Unis d'inaugurer leur ambassade à Jérusalem. Dans notre résolution du mois dernier, nous avons reconnu clairement que les protestations qui ont démarré le 30 mars ont été orchestrées par le Hamas, organisation terroriste reconnue comme telle par l'Europe. Aujourd'hui même, trente roquettes ont visé Israël depuis Gaza, et c'est toujours le Hamas.

Parmi les personnes qui ont été tuées lors des protestations il y a deux semaines, cinquante ont été reconnues par le Hamas comme ses agents et des récompenses ont été offertes pour la participation à ces protestations violentes. Or, dans notre résolution, nous avons rejeté clairement les actes terroristes et l'incitation à la violence comme incompatibles avec les avancées vers la solution à deux États.

Sur la question de Jérusalem, il ne faudra pas rechercher la clarté à l'Est de l'Europe, dans la position de la Roumanie. Nous avons eu, non pas une, mais deux réponses différentes de la part des autorités. Partant, le conflit interne au sujet de la localisation de notre ambassade a déçu tant les Israéliens que les Palestiniens. La Roumanie – je le rappelle – était un des sept États membres à avoir reconnu l'État palestinien. Il y avait une attente pour qu'on continue de regarder Jérusalem comme capitale des deux États. On a aussi déçu les Israéliens – avec lesquels nous avons d'excellentes relations bilatérales –, qui s'attendaient à ce qu'on reconnaisse Jérusalem, qui est leur capitale depuis 1949.

Elena Valenciano, *en nombre del Grupo S&D*. – Señora presidenta, nunca el ejército israelí había causado tanto daño en Gaza. Y, lamentablemente y a pesar de ese daño, la respuesta europea ha sido muy débil. Ciento diecisiete muertos, entre ellos trece niños, y trece mil heridos. No todos eran de Hamás, señor Preda. Todos heridos por munición explosiva, que destroza los cuerpos.

Gaza está afrontando un desastre humano de proporciones inhumanas, así que queremos una comisión independiente que investigue lo que ha sucedido. Y afirmamos que Israel tiene derecho a su seguridad; por supuesto. Israel es un país amigo, pero el Gobierno de Netanyahu está claramente incumpliendo una parte del Acuerdo que Israel mantiene con la Unión Europea. Y lo que nosotros queremos es que la Comisión Europea cite a Israel y evalúe si Israel está cumpliendo la cláusula de derechos humanos y el respeto de la ley internacional que el Acuerdo contiene. Porque, si una parte del Acuerdo se está incumpliendo, la Unión Europea debe levantar la voz.

Por supuesto, hay que tratar de ayudar a Gaza. Hay que tratar de volver a poner en la agenda un proceso de paz. Porque, señorías, la agenda del presidente Trump coincide con la agenda del presidente Netanyahu. Y ese es el gran cambio que se ha producido en la relación entre Israel y Palestina. Nosotros ya no tenemos un aliado en los Estados Unidos para poder conducir un proceso de paz como el que todos hemos defendido siempre. Ni siquiera tenemos un aliado en los Estados Unidos que vaya a respetar las Resoluciones del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas.

Y tenemos que tomar nota de eso como europeos, porque el escenario político ha cambiado radicalmente desde que Trump está en la Casa Blanca. El mundo es muchísimo más inseguro, todo es mucho más peligroso; justamente porque la agenda del presidente Trump coincide con la agenda del presidente Netanyahu. Israel tiene derecho a su seguridad y los palestinos también tienen derecho a su seguridad y a su dignidad.

Geoffrey Van Orden, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, we all lament the loss of young lives in Gaza. Israel, of course, has the right to defend its borders but, particularly in the face of deliberate provocation, it must show restraint. Apart from the loss of life involved, the international reputation of Israel has again been damaged. This, of course, was precisely the intention of those that set these tragic events in train.

In 2007, two years after Israel had handed control of Gaza to the Palestine Authority, Hamas seized control of Gaza in a civil war between Palestinians in which over a hundred people died. Hamas is designated by the European Union as a terrorist organisation. It ruthlessly oppresses the people of Gaza. It murders its political opponents and abducts, tortures and kills those it defines as collaborators. The only media allowed is under Hamas control. It seeks to blame Israel for all the suffering of the people of Gaza and fills the minds of its people with hatred of Israel and the Jews. It does not believe in the right of Israel to exist, but in Gaza there is no democracy and no regard for human rights. The only demonstrations allowed are those under Hamas direction. The border areas are exclusion zones controlled by Hamas for their purposes, including the use as a base for rocket attacks on civilian communities in Israel.

There is no democracy in Gaza. It was the Palestine Authority that imposed sanctions on Hamas-ruled Gaza in 2017, affecting salaries of civil servants, as well as medical and electricity supply. The Palestine Authority, Madame President, needs to take full control of Gaza and return to the negotiating table.

Hilde Vautmans, *namens de ALDE-Fractie*. – Voorzitter, de opening van de Amerikaanse ambassade in Jeruzalem was weer de zoveelste eenzijdige beslissing van president Trump. Zoals we hadden voorspeld, betekende dit alleen maar olie op het vuur. Terwijl aan de ene kant de champagne rijkelijk vloeide bij de opening, vielen aan de andere kant honderden doden, waaronder ook veel kinderen.

Het is goed, commissaris, dat we dit debat hier vandaag opnieuw voeren. Vorige maand hadden we een uitstekend debat met een goede resolutie. Maar ik denk dat we door vandaag dit debat te voeren het duidelijke en krachtige signaal afgeven dat we dit niet langer tolereren.

Hoeveel bloed moet er nog vloeien? Hoeveel kinderen moeten er nog sterven?

Ik denk dat het duidelijk is wat er moet gebeuren. Eerst en vooral – en ik sluit mij dus aan bij wat mijn collega heeft gezegd – moet er een onafhankelijk onderzoek komen. Het moet voor eens en voor altijd duidelijk worden wie daar de schuldigen zijn.

Ten tweede moeten we de rol van Hamas niet onderschatten. Ook hun daden moeten we krachtig durven veroordelen. U heeft het zelf gezegd: de humanitaire situatie in Gaza, eigenlijk durven we de feiten bijna niet meer op te sommen. Maand na maand herhalen we het hier.

Laten we er nu eens voor zorgen dat die humanitaire hulp tot daar doorstroomt. Het leveren van medische en humanitaire steun.

Tot slot, meneer de commissaris, u heeft erop gewezen: we moeten niet langer op Amerika rekenen om daar een belangrijke rol te spelen. Ik denk dat het duidelijk is dat Europa zijn rol duidelijker moet spelen. U heeft gezegd: we moeten de weg openen naar vrede. Ja, dat moeten we doen. Maar ik denk dat we onze diplomatieke inspanningen moeten opvoeren. Ik denk dat wij moeten zeggen: die tweestatenoplossing, kom aan tafel, [...] aan de tafel. Ik denk, meneer de commissaris, dat Europa hierbij de trekker moet zijn en daarom reken ik op u.

Keith Taylor, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Madam President, I am a member of Parliament's delegation to Palestine and have visited Gaza myself, and for that reason I'll restrict the comments I am making to Gaza. I observed the living conditions of Gazans and the repressive nature of the Israeli blockades with their far-reaching effects on employment, infrastructure and any semblance of normal life. I met with Palestinian politicians who are losing faith with the two-state solution and Israel's obvious lack of good faith in seeking that outcome. I talked to community groups and to the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA), who highlight illegal land grabs, and families who talk of their husbands, sons and children held in Israeli detention without charge. This – and so much more – is the reality of the repressive, disproportionate and illegal acts of the Israeli state when what we need is true equality for all the people of the Middle East.

But when I read Federica Mogherini's newsletter, I saw the same old tired repetition of our positions and preferences, which have so far singularly failed to prompt Israeli government action of any sort. I would like to see our Vice-President flex our economic muscles and review the EU-Israel Association Agreement, because it is not unreasonable for us to expect the people that we trade with to act responsibly, proportionately and within the law.

Νεοκλής Συλικιώτης, *εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL*. – Κυρία Πρόεδρε, το ψήφισμα 181 του ΟΗΕ ξεκαθαρίζει πως όλες οι ενέργειες της κατοχικής δύναμης του Ισραήλ, οι οποίες μεταβάλλουν τον χαρακτήρα και το καθεστώς της Ιερουσαλήμ, είναι παράνομες και πρέπει να αρθούν. Στο πλαίσιο αυτό, καταδικάζουμε απερίφραστα και την απόφαση των ΗΠΑ να αναγνωρίσουν την Ιερουσαλήμ ως πρωτεύουσα του Ισραήλ. Η πράξη τους συνιστά κατάφωρη παραβίαση του διεθνούς δικαίου, υπηρετεί τη διαιώνιση της κατοχής, καταστρατηγεί τις προσπάθειες για επίτευξη λύσης δύο κρατών, και, το χειρότερο, πυροδοτεί νέο κύκλο αιματοχυσίας σε βάρος του άμαχου παλαιστινιακού λαού. Η ισραηλινή κρατική τρομοκρατία, με απάνθρωπη βία σε βάρος ειρηνικών διαδηλωτών, δολοφόνησε 117 και τραυμάτισε σοβαρά χιλιάδες Παλαιστίνιους αμάχους, μεταξύ των οποίων και παιδιά. 128 κράτη της Γενικής Συνέλευσης του ΟΗΕ έχουν καταδικάσει τη μεταφορά της αμερικανικής πρεσβείας στην Ιερουσαλήμ και ζητούν να ακυρωθεί. Εμείς θεωρούμε ότι ήταν θετική η δήλωση της Ευρωπαϊκής Ένωσης, η οποία απέρριψε την απόφαση του Προέδρου Trump. Ωστόσο, τονίζουμε ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση οφείλει να παύσει την πολιτική των ίσων αποστάσεων και της εξίσωσης του θύτη με το θύμα. Πρέπει να ασκήσει πιέσεις στο Ισραήλ ώστε να τερματίσει τον εγκληματικό αποκλεισμό της Γάζας, η οποία έχει καταστεί ανοιχτή φυλακή με σχεδόν δύο εκατομμύρια ανθρώπους εγκλωβισμένους σε 365 τετραγωνικά χιλιόμετρα χωρίς επαρκή πρόσβαση σε ρεύμα και νερό και με πολλές ελλείψεις στα φαρμακεία και στα

τρόφιμα. Ως Ομάδα GUE, εκφράζουμε την αλληλεγγύη μας στον παλαιστινιακό λαό για λύση δύο κρατών και την αναγνώριση ανεξάρτητου, κυρίαρχου, βιώσιμου παλαιστινιακού κράτους στα σύνορα του 1967 με πρωτεύουσα την Ανατολική Ιερουσαλήμ.

(Ο ομιλητής δέχεται να απαντήσει σε ερώτηση με γαλάζια κάρτα (άρθρο 162 παράγραφος 8 του Κανονισμού.)

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), blue-card question. – Dear colleague, you mentioned Resolution 181, the Partition Plan from November 1947. But do you remember that this Partition Plan was rejected by the Arab states? At the same time, as you know, after President Trump decided to move the Embassy, which was a decision of Congress from 1995, this does not preclude future negotiations between the two sides on the future status of Jerusalem. What is your opinion on this?

Νεοκλής Σουλκιώτης (GUE/NGL), απάντηση σε ερώτηση με γαλάζια κάρτα. – Αγαπητέ συνάδελφε, πρώτα-πρώτα πρέπει να πούμε ότι εμείς πρέπει να σεβόμαστε τις αποφάσεις του ΟΗΕ και της Γενικής Συνέλευσης και του Συμβουλίου Ασφαλείας. Εμείς ως Ευρωπαϊκή Ένωση πρέπει να υπερασπιζόμαστε πάντοτε το διεθνές δίκαιο και τις αποφάσεις του διεθνούς οργανισμού. Είναι μέσα σε αυτά τα πλαίσια που πρέπει να απορρίψουμε αυτή την πολιτική του Trump η οποία, επαναλαμβάνω, διαιωνίζει την κατοχή και τερματίζει την πολιτική ειρήνευσης για την επιδίωξη της λύσης δύο κρατών. Η ειρήνευση στη Μέση Ανατολή και στην Παλαιστίνη μόνο με την ύπαρξη δύο ανεξάρτητων κρατών τα οποία να ζουν δίπλα-δίπλα μπορεί να επιτευχθεί.

Mario Borghezio, a nome del gruppo ENF. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sul dramma del popolo palestinese va ad insistere qualche cosa di terribile, e cioè il ruolo di Hamas. Hamas che manda in prima linea, in prossimità della frontiera israeliana, con tutto quello che si può immaginare, donne e bambini anche in tenera età, con le conseguenze molto gravi che abbiamo visto.

Un grande dramma, su cui abbiamo l'intervento positivo dell'Egitto, che svolge un ruolo di moderatore, ma un ruolo pessimo e pericoloso del solito Erdoğan, chi si erge a sobillatore, a soffiare ancora sul fuoco.

Io a nome di un delegazione che ha sempre difeso l'integrità di Israele, non mi sento però esonerato dal denunciare la gravità della situazione anche umanitaria di Gaza, e lo stato d'animo profondamente scosso e umiliato di un popolo che si percepisce solo, indifeso, senza via d'uscita, abbandonato da tutti, senza sovranità.

Anche in Europa si corre il rischio che un altro popolo, grazie a Dio non in una situazione così difficile, si senta umiliato e offeso e senza sovranità, che viene trattato dall'Unione europea come un paese coloniale. Non vorrei che si scatenasse una intifada politica contro i responsabili di questo golpe, di questo intervento indecoroso dell'Unione europea contro un popolo libero, che ha votato per avere il suo governo!

President. – Could I suggest – and yes please, put on your headset – that if you have a vital point to make with respect to our time, please make it first so that you speak within your time.

Zoltán Balczó (NI). – Elnök Asszony, Donald Trump áthelyezte az USA nagykövetségét Jeruzsálembe, ezzel közvetve elismerve azt a zsidó állam egy és oszthatatlan fővárosának. Ez a lépés kritikus helyzetet idézett elő a békefolyamatban, amelynek eddig elfogadott célja volt a kétállami megoldás, melyben Kelet-Jeruzsálem a lehetséges Palesztin állam fővárosa lenne. Helyes, hogy a főképviselő asszony elítélte az amerikai döntést, maga mögött tudva a tagországok többségét, sajnos, hogy az egységes fellépést nem sikerült elérni. Az USA-nak volt egy másik döntése is, amely hátrányosan érintette a békefolyamatot, nevezetesen az Iránnal megkötött atommegállapodás fölmondása. Helyes, hogy az EU továbbra is kiáll a szerződés mellett. Az euroatlanti együttműködés nem jelentheti azt, hogy az EU elfogadjja Amerika domináns szerepét. Önálló európai külpolitikára van szükség.

José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra (PPE). – Señora presidenta, señor comisario, señorías, cuando los Estados Unidos anunciaron el traslado de su embajada de Tel Aviv a Jerusalén, la alta representante, en nombre de los Veintiocho, expresó su preocupación por esta decisión.

Hoy, algunos meses después, tenemos que constatar que esa preocupación era una preocupación fundada y tenemos que manifestar también nuestra consternación por el elevado número de personas muertas y heridas —incluidos niños— y hacer un llamamiento desde este Parlamento para evitar que se vuelvan a producir nuevas víctimas entre la población civil.

El comisario se ha referido a la petición que han hecho la Unión Europea y alguno de sus Estados miembros para constituir un mecanismo de investigación en el ámbito del Consejo de Derechos Humanos de las Naciones Unidas.

Me gustaría, señora presidenta, recordar los términos de la Resolución aprobada el 19 de abril, en la que este Parlamento pedía que se evitase una escalada en la región y que se respetasen los derechos humanos, incluido el derecho a la manifestación pacífica, así como el derecho de Israel a vivir dentro de unas fronteras seguras; y se señalaba también el hecho de que las dos partes de este conflicto tienen aspiraciones legítimas que se pueden concretar en una manifestación muy clara, que es la fórmula de dos Estados que vivan en paz, que coexistan pacíficamente dentro de unas fronteras seguras. Y, para ello, es importante resolver el estatuto de Jerusalén, en el sentido en que se ha referido el comisario, sobre la base de la Resolución 478 de las Naciones Unidas.

Termino, señora presidenta, diciendo que, en estos tiempos difíciles que nos toca vivir, es importante que la Unión Europea y la comunidad internacional se conduzcan con coraje y determinación para alcanzar una paz justa y duradera en Palestina.

Pier Antonio Panzeri (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, il 14 maggio scorso è stata una giornata nera: più di 60 morti e oltre 2 000 feriti nella Striscia di Gaza, anche per effetto della scelta sbagliata dell'Amministrazione americana di spostare l'ambasciata a Gerusalemme.

Il forte biasimo suscitato, anche a livello diplomatico, dall'inaugurazione dell'ambasciata USA era doveroso, ma è riduttivo relegare la questione israelo-palestinese a tutto questo. Di fatto, il trasloco statunitense a Gerusalemme è solo uno dei motivi che ha riaperto gli scontri. Non si possono dimenticare gli effetti dell'embargo decennale di Israele verso la Striscia di Gaza, ma soprattutto il desiderio di ritorno a casa che i palestinesi attendono da settant'anni.

Serve infine inquadrare la questione in uno scacchiere geopolitico più ampio. La mia impressione è che Netanyahu, il re saudita e Trump costituiscano una miscellanea davvero pericolosa per tutta quella regione. È importante quindi che l'Unione europea sia ferma nell'opporsi a queste derive, continuando a far sentire la propria pressione e a sfruttare i rapporti, anche economici, con Israele per spingere Netanyahu a intraprendere un percorso di pace.

In questo contesto, colgo anche l'occasione per chiedere con forza alla Corte suprema israeliana di rivedere la sua sentenza e di non procedere al trasferimento forzato del villaggio beduino di Khan al-Ahmar e alla demolizione della scuola di Gomme, realizzata dall'ONG italiana «Vento di terra», che ha 160 bambini provenienti da 5 comunità.

La Commissione intervenga anche su questo.

Anders Primdahl Vistisen (ECR). – Fru formand! Hykleriet i denne sag, når det drejer sig om Israel/Palæstina-konflikten, vil ingen ende tage.

Det er ret bemærkelsesværdigt, at det samme parlament uden nogen betingelser for en fredsaftale godkendte en palæstinensisk stat – en handling der er mindst lige så aggressiv set med israelske øjne, som amerikanernes ambassadeflytning set med andres øjne – og det gjorde man med den forudsætning, at det skulle bare accepteres fra israelsk side. Nu har man så den modsatte situation, hvor amerikanerne har taget en beslutning, som vi finder det rimeligt, at vi gør os til moralske overdommere over. I øvrigt hænger den sammen med situationen med Hamas, hvor Israel trak sig ud, og vi ser endda i dag konsekvenserne.

Konsekvenserne er, at en terrororganisation har taget magten. Den udnytter lokalbefolkningen, den udfører terrorangreb mod staten Israel, og alligevel er der mange i denne sal, der insisterer på at gå dens ærinde ved at acceptere, at den vold, den udøver, er ofrenes egen skyld. Lad mig gøre det klart, slå helt fast: Terror er ene og alene de personers ansvar, der begår den. Terror er aldrig ofrets ansvar. Længere er den ikke.

Frédérique Ries (ALDE). – Madame la Présidente, les sirènes ont retenti ce matin en Israël autour de Sdérot, à une heure à peine de Tel Aviv. Trente obus ont été tirés depuis Gaza, l'un d'eux sur un jardin d'enfants. Il n'y avait pas d'enfants, heureusement, il était trop tôt. C'est en réalité l'attaque la plus grave depuis 2014. Ces images-là, on ne les verra pas à la une, cette vérité-là, on ne la dira pas.

Le Hamas poursuit donc sa stratégie d'ultraviolence. C'est lui qui est le premier responsable de la tragédie du peuple de Gaza. Depuis 12 ans, ce peuple vit dans le dénuement économique, sanitaire et culturel. La population est prise en tenaille entre le blocus israélo-égyptien et le Hamas, qui persiste, qui revendique comme combattants 50 des 62 personnes mortes le 14 mai, qui poursuit les bombardements et annonce une nouvelle étape encore de la marche dite du retour, le mardi 5 juin.

Alors même qu'en ce moment des tractations devraient avoir lieu en coulisses, parrainées par le Qatar et l'Égypte, pour une paix froide, une trêve où certains préalables, intangibles jusqu'ici, devraient être gelés, j'espère, comme l'a dit M. le commissaire, que cet espoir-là ne se transformera pas en nouvelle escalade.

Pascal Durand (Verts/ALE). – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, les terribles événements de Gaza et la provocation de Jérusalem ne sont rien d'autre que la partie tragique, émergée, d'un iceberg.

En réalité, contrairement à ce que veut nous faire croire M. Benyamin Netanyahu, le gouvernement israélien n'est pas l'ami de l'Union européenne, de la démocratie et de la paix. Il ne connaît que la répression et l'humiliation. C'est un gouvernement qui veut la force et c'est un gouvernement de combat.

M. Steinitz, membre du Likoud, donc du parti majoritaire actuellement au gouvernement, disait le 23 mai dans Haaretz, à propos de M^{me} Mogherini et de l'Union européenne, que l'Union européenne peut aller en enfer. On ne parle pas ainsi à ses amis. Les mots sont là, le débat est posé. L'Union européenne doit être forte et fière de ses valeurs, elle doit continuer à œuvrer, comme elle le fait sans cesse, pour la paix.

Enfin, l'Union européenne doit sanctionner ceux qui méprisent impunément, à ce stade, le droit international et les valeurs de paix et de dignité humaine que nous défendons.

Patrick Le Hyaric (GUE/NGL). – Madame la Présidente, les mêmes mots sempiternellement répétés ici doivent cesser de camoufler l'impunité dont bénéficie le gouvernement israélien, dont je rappelle qu'il occupe un autre peuple. Il vient d'abattre comme des chiens 117 femmes, hommes et enfants de Palestine et d'en blesser 13 000. Ce sont des crimes, et ils relèvent des tribunaux internationaux.

Voilà pourquoi, Monsieur le Commissaire, il est temps maintenant de produire des actes clairs s'appuyant sur le droit international. Nous pouvons suspendre nos accords de partenariat avec Israël tant que ce pays ne respecte pas le droit international. Nous pouvons reconnaître l'État de Palestine avec Jérusalem-Est comme capitale. Enfin, il est temps d'engager un travail diplomatique pour obtenir une protection internationale du peuple palestinien et aider à renforcer considérablement le système de santé à Gaza, car il en a bien besoin, c'est une urgence.

Marcus Pretzell (ENF). – Frau Präsidentin, meine sehr geehrten Damen und Herren! Die Hamas ruft dazu auf, die israelische Grenze zu stürmen und Israelis zu töten. Als Konsequenz daraus hat Israel am 14. Mai 62 Gewalttäter erschossen. 50 davon sind sicher als Terroristen identifiziert worden. Während Trump und Netanjahu handeln und Realitäten schaffen, wiederholen Sie hier quartalsweise ihre Phrasen. Jerusalem ist die Hauptstadt Israels. Eine Zweistaatenlösung wird es nicht geben – das ist Realität. Und je eher die Menschen verstehen, dass das die Realität ist, desto eher hört das Sterben auf, desto eher hört auf, dass die Hamas die Menschen – ganz in dem Sinne, wie Sie es hier leider auch immer wieder seit Jahrzehnten behaupten – für ihre Zwecke vor ihren Karren spannen kann. Meine Damen und Herren, erkennen Sie die Realitäten an – alles andere ist europäisches Maulheldentum, wohlfeil seit 50 Jahren.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten)

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), ερώτηση με γαλάζια κάρτα. – Συνάδελφε, δύο ερωτήσεις θα ήθελα να θέσω. Αν έχεις την καλосύννη, θέλω να μου πεις αν βλέπεις οποιοδήποτε όφελος προς την κατεύθυνση επίλυσης του ζητήματος εκεί των δύο κρατών από τη μετακίνηση της πρεσβείας από το Τελ Αβίβ στην Ιερουσαλήμ. Δεύτερον, θα ήθελα να σε ρωτήσω είσαι απόλυτα βέβαιος ότι το Ισραήλ θέλει οποιαδήποτε λύση;

Marcus Pretzell (ENF), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Also ich kann Ihnen sagen, dass zum Beispiel die Bundesrepublik Deutschland, als Deutschland noch ein geteilter Staat war, in Ostberlin die Ständige Vertretung hatte. Ostberlin unterlag dem Vier-Mächte-Status – durchaus vergleichbar mit dem, was wir heute in Jerusalem haben. Insofern hat Deutschland da immer eine sehr pragmatische Position bezogen, zumindest in eigener Sache. Ich wünschte mir das für Israel auch. Und ich glaube, dass Israel vor allem an einer Lösung ganz gewaltig interessiert ist: Israel möchte leben. Die Palästinenser, und ich sage insbesondere die Hamas – soweit muss man das einschränken – möchte vor allem Israelis töten.

Σωτήριος Ζαριανόπουλος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, ερώτηση: «γιατί σκοτώνετε Παλαιστίνιους;», απάντηση: «γιατί δεν μπορούμε να τους βάλουμε όλους στη φυλακή». Δεν πρόκειται για παραλήρημα κάποιου φανατικού ισραηλινού έποικου. Είναι επίσημη δήλωση της εκπροσώπου του Υπουργείου Εξωτερικών του Ισραήλ. Άρα, λοιπόν, ναι ή όχι; Το Ισραήλ είναι κράτος-δολοφόνος ή όχι; Μόνο το τελευταίο διάστημα δολοφόνησε πάνω από 100 και μικρά παιδιά, και τραυμάτισε πάνω από 10 000 άοπλους διαδηλωτές που διαμαρτύρονταν για τη μετακίνηση της αμερικάνικης πρεσβείας στην Ιερουσαλήμ. Ανακοίνωσε άλλους 200 εποικισμούς. Επεκτείνει το άθλιο τείχος και στη θάλασσα, μετατρέποντας τη Γάζα στο μεγαλύτερο στρατόπεδο συγκέντρωσης. Η Ευρωπαϊκή Ένωση και οι κυβερνήσεις που συνεχίζουν να επεκτείνουν τις σχέσεις με το Ισραήλ, όπως η κυβέρνηση ΣΥΡΙΖΑ-ΑΝΕΛ στην Ελλάδα, αρνούμενες να αναγνωρίσουν το παλαιστινιακό κράτος, καλώντας σε αυτοσυγκράτηση θύτες και θύματα εξισώνοντάς τους, χύνοντας κροκοδείλια δάκρυα για τη δυσανάλογη βία, ουσιαστικά νομιμοποιούν την ισραηλινή βαρβαρότητα. Εβδομήντα χρόνια θυσιών δεν γονάτισαν τον παλαιστινιακό λαό. Συνεχίζει να παλεύει για νέο ανεξάρτητο κράτος με πρωτεύουσα την Ανατολική Ιερουσαλήμ και είναι σίγουρο ότι ο παλαιστινιακός λαός θα νικήσει.

Gunnar Hökmark (PPE). – Madam President, all over the Middle East there is a tragic situation developing in a dangerous and an alarming way. Brutality, atrocities, warfare, the warfare of the Syrian regime versus its own people, the Iranians threatening to eliminate the only democracy in the region, Iran present in Lebanon and Syria, Daesh, Hezbollah, Hamas. All these forces of violence and hate are the main reason for all the conflicts we see in the Middle East and all the losses of life we're seeing. It's all the time, in every case, a tragedy.

But let's be very clear about one thing. Those who are advocating hate, those who are advocating terrorism, must always bear the responsibility for the acts of terrorism and hate. Hamas, Hezbollah, Daesh, the Syrian Government, Iran: they are responsible for the atrocities done in their name and in the name of the anti-Semitism we face. We have reasons to criticise Israel when they use military force in a disproportionate manner, but we must recognise their right to defend their borders and blame those who are advocating violence.

Marita Ulvskog (S&D). – Fru talman! Jag tror att det är viktigt att vi står fast vid vår hållning från EU:s sida. Grundhållningen att en tvåstatslösning är det enda möjliga, med Jerusalem som huvudstad för både Palestina och Israel, eftersom Jerusalem tillhör kristna, muslimer och judar och därmed både palestinier och israeler. Vi kan inte kliva av från den grundhållningen. Däremot måste vi börja ställa kritiska frågor om vad vi faktiskt kan åstadkomma och vad vi kan göra. Vad kan vi göra för skillnad?

Till exempel har vi EU:s associeringsavtal med Israel. Det har setts som att det skulle vara ett steg mot en rättvis fred. Har det verkligen varit det? Har vi sett något av det? Har det kanske till och med varit precis tvärtom, att det har gynnat en expansiv bosättningspolitik? Alla EU:s associeringsavtal är villkorade för att de mänskliga rättigheterna ska respekteras. Har vi verkligen kunnat hävda det på ett tydligt sätt? I kapitel två i avtalet med Israel står det tydligt att de mänskliga rättigheterna måste respekteras. Om det inte sker, kan avtalet hävas av EU. Kanske skulle vi bli lite tuffare, även om vi inte släpper vår grundhållning.

Europeiska unionen är en av de största biståndsgivarna till palestinierna. Vi investerar; Israel förstör dessa investeringar hela tiden. Det kan handla om vattenförsörjning, det kan handla om vägar, det kan handla om allt möjligt. Vi måste börja visa att vi inte accepterar att våra investeringar, våra insatser, faktiskt krossas, förstörs av USA.

(Talaren godtog att besvara en fråga ("blått kort") i enlighet med artikel 162.8 i arbetsordningen.)

Gunnar Hökmark (PPE), fråga ("blått kort"). – Gaza är under Hamas styre. Hamas är en terrororganisation som också tillämpar sharialagstiftning, som är direkt brutal och förtryckande mot oliktankande och som använder sig av terroris-
mens alla olika medel. Idag såg vi raketer som skjuts från Gaza mot Israel. Vi har sett tunnlar byggas för militära
attacker. Vi har sett att biståndspengar används för terrorism. Jag undrar, hur ser Marita Ulvskog på Hamas styre?

Marita Ulvskog (S&D), svar ("blått kort"). – Jag tror att det som göder organisationer som Hamas är vårt passiva
agerande. Det är omvärldens passiva agerande, att vi inte ser till det som är grunden för hela denna dystra, hemska
konflikt, att palestinierna kan få sitt eget land också och att man kan ha ett delat ansvarstagande för Jerusalem. Varenda
gång vi inte klarar av att stötta en sådan utgång, en sådan utveckling, stärks Hamas och våldet segrar.

Ivo Vajgl (ALDE). – Gospa predsednica, najbolj ekstremen minister v izraelski vladi – Liberman – je te dni napovedal
gradnjo več sto milijonov evrov dragega zidu, ki naj bi praktično zaprl Palestince, ki živijo v z vseh strani zazidani
enklavi, pot do morja. Vse to naj bi okrepilo varnost države Izrael in njenih prebivalcev.

Medtem njegovi vojaki z neproporcionalnim nasiljem okrutno obračunavajo z mladimi Palestinci, ki protestirajo nahuj-
kani od Hamasa ali pa samo izražajoč svoje ogorčenje in nemoč zaradi brezperspektivnosti svojega življenja v tem
prostoru, ki najbolj ustreza pojmu koncentracijskega taborišča. Izrael prisvaja palestinska ozemlja in arogantno sporoča
svetu, da priznava samo svoj interes in svojo resnico.

Tudi novi zid, najsi bo zgrajen na kopnem, na morju ali v zraku, Izraelu ne bo zagotovil miru. Pot tja vodi samo preko
mostu, ki ga gradiš z razumevanjem in s spoštovanjem svojih sosedov, mednarodnega prava in pravice do življenja
mladih Palestincev.

Florent Marcellesi (Verts/ALE). – Señora presidenta, sigo horrorizado por lo ocurrido estos últimos meses en Gaza.
El ejército israelí ya ha matado a más de cien palestinos y herido a miles de ellos. Ante esos crímenes, que no pueden
quedar impunes, ante la política irresponsable de Trump y ante la política continua e ilegal de colonización del
Gobierno israelí, la Unión Europea necesita dejar atrás la ambigüedad: por un lado, criticar la ocupación, pero, por
otro, tolerarla.

Hagamos desde aquí que Israel respete el Derecho internacional, ponga fin al bloqueo de Gaza, a la ocupación de
Palestina y permita dos Estados viables, con un embargo de las armas, de la venta de armas a Israel; con la suspensión
de nuestro Acuerdo de Asociación con Israel mientras no se respeten los derechos humanos; con una política de
diferenciación efectiva, prohibiendo la importación de los productos de las colonias.

Es hora de resetear la política de la Unión con Israel. La ocupación, la colonización y la represión tienen que tener un
coste económico y político.

Σοφία Σακοράφα (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, Κύριε Επίτροπε, μετά την επική μάχη που έδωσαν τα ηρωικά ισραηλινά
στρατεύματα για να αποκρούσουν την απαράδεκτη επίθεση χιλιάδων πεινασμένων, ξυπόλητων, αναπήρων, παιδιών και γερόντων
Παλαιστινίων, κατοίκων της πανίσχυρης στρατιωτικής δύναμης της Γάζας, πιστεύω ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν πρέπει να μείνει
απαθής και ουδέτερη, αλλά να αναλάβει αποτελεσματικές πρωτοβουλίες προκειμένου να αποτρέψει το ενδεχόμενο εκδήλωσης
μιας παρόμοιας επίθεσης εναντίον του ανυπεράσπιστου Ισραήλ! Χαιρετίζω με ιδιαίτερη ικανοποίηση την πρόοδο των εργασιών
του υποθαλάσσιου τείχους – μοναδικό στον κόσμο όπως είπε ο Lieberman – αλλά και την κατασκευή του υπόγειου τείχους
γύρω από τα σύνορα της Γάζας, ώστε να μην απειλείται το Ισραήλ ούτε από τα ψάρια ούτε από ποντίκια που θα έρχονται από
τη Γάζα και θα είναι σίγουρα μέλη της τρομοκρατικής οργάνωσης της Χαμάς! Σας προτείνω η Ευρωπαϊκή Ένωση να
χρηματοδοτήσει αυτό το έργο και να προταθούν οι εμπνευστές του για το Βραβείο Ζαχάρωφ! Κύριοι συνάδελφοι, δυστυχώς
και η σημερινή συζήτησή μας αποδεικνύεται προσβλητικά ειρωνική πάνω στα χιλιάδες μνήματα αμάχων απάτριδων Παλαιστινίων
και σας καλώ να ξαναθυμηθούμε όλοι μέσα σε αυτή την αίθουσα τι σημαίνει κατοχή και τι σημαίνει αντίσταση.

Michaela Šojdrová (PPE). – Pane předsedající, na minulém plenárním zasedání jsme přijali usnesení o situaci v Gaze, a
i když to bylo před nedávnými nepokoji, tak se domnívám, že se o toto usnesení můžeme opřít. Evropský parlament
zdůrazňuje právo Izraele bránit se proti útokům a apeluje na něj, aby k tomu účelu nepoužíval nepřiměřených pros-
ředků.

Bohužel nedávný incident a nedávnou reakci Izraele považujeme za nepřiměřenou. Samozřejmě litujeme šedesátí obyvatel Gazy, kteří zahynuli. Těchto obětí litujeme, ale vidíme to také jako následek provokace Hamásu. Čili ten, kdo provokoval, ten nese odpovědnost. A je třeba říci, že Hamás je teroristická organizace. Nemůžeme postavit Izrael za toho, který vyprovokoval tento útok.

Rezoluce z roku 1947 předjímá určitý status Jeruzaléma. My samozřejmě vnímáme právo každé země na to, aby si stanovila, které město bude jejím hlavním městem. Pro nás křesťany je Jeruzalém svatým městem a víme, že je stejně tak důležitý jak pro judaismus, tak pro islám. Práli bychom si, aby toto město bylo městem míru a duchovního rozjímání, nikoliv konfliktů a válek.

Enrique Guerrero Salom (S&D). – Señora presidenta, mucha gente considera con razón que Gaza no es una franja de tierra, sino una cárcel a cielo abierto. En esta cárcel a cielo abierto se suceden las crisis, y cada nueva crisis trae no una suma de efectos devastadores, sino una multiplicación sobre la situación anterior.

Antes de los últimos hechos, que han traído tantos muertos y heridos, ya sufría una crisis de alimentación provocada por el corte de financiación del Gobierno Trump a la Agencia de las Naciones Unidas para los Refugiados de Palestina, hasta el punto de que el 1 de julio pueden suspenderse las provisiones de alimentos a más de un millón de personas, el 70 % de la población de Gaza, que depende de esta ayuda.

Ahora se suma la crisis del sistema sanitario: cómo atender a trece mil heridos en un sistema sanitario ya falto de provisiones.

Damos la bienvenida a la ayuda de tres millones de la Comisión, pero hay que hacer un esfuerzo mayor no solamente para la ayuda, sino también para la consecución de la paz.

Mirosław Piotrowski (ECR). – Pani Przewodnicząca! Po decyzji prezydenta USA uznającej Jerozolimę za stolicą Izraela oraz liderów Organizacji Współpracy Islamskiej o uznaniu Jerozolimy za stolicę Palestyny doszło do zamieszek, zginęli ludzie. Niewątpliwie były to decyzje polityczne. Jednak Jerozolima jest świętym miastem trzech religii: judaizmu, chrześcijaństwa i islamu. Musimy więc brać pod uwagę stanowiska ich najwyższych przedstawicieli. Zaraz po deklaracji USA papież Franciszek zaapelował o utrzymanie i respektowanie wyjątkowego statusu Jerozolimy. Kościół katolicki w tej kwestii nie zmienia swojego stanowiska od dziesięcioleci. Apelowali o to papieże: Paweł VI, a także Jan Paweł II, który wielokrotnie podkreślał potrzebę utrzymania międzynarodowego i ponadreligijnego statusu tego miasta. Wszyscy papieże apelowali o pokój na Bliskim Wschodzie. Unia Europejska, która otrzymała Pokojową Nagrodę Nobla, powinna kontynuować swoje zaangażowanie na zasadzie pomocy i dialogu w celu znalezienia rozwiązania akceptowanego przez strony konfliktu.

Ángela Vallina (GUE/NGL). – Señora presidenta, desde el pasado 30 de marzo Israel ha asesinado a ciento veintiuno palestinos —sesenta y uno el mismo día del traslado de la embajada de los Estados Unidos—. Cero israelíes han muerto. Creo que basta ya de equiparar a víctimas y verdugos. La señora Mogherini ha cuestionado en un comunicado que Israel esté respetando el derecho a la protesta pacífica y el principio de proporcionalidad en el uso de la fuerza. La respuesta del ministro de Energía israelí es que los europeos se vayan mil veces al infierno. Esa ha sido su respuesta.

Israel es la fuerza ocupante, según la Convención de Ginebra. No respeta los acuerdos de Naciones Unidas, ni tampoco los acuerdos de paz que firmó en su día, por ejemplo, los de Oslo. Israel tiene un Acuerdo con la Unión Europea y sus Estados desde 1994. Y, efectivamente, como ya se dijo, el artículo 2 habla precisamente del respeto de los derechos humanos. De lo contrario, el Acuerdo decae.

Yo no sé, señores del Consejo, cuántos muertos palestinos más hay que poner encima de la mesa, cuánta limpieza étnica más es necesaria para que ustedes empiecen a actuar y no tengan la hipocresía que están teniendo.

Eugen Freund (S&D). – Frau Präsidentin! Reden wir nicht um den heißen Brei herum: Gaza ist ein Gefängnis – und das seit zehn Jahren – für zwei Millionen Menschen. Die Gefängniswärter sind Israel, Ägypten und die Hamas. Wie reagieren nun Menschen, vor allem, wenn sie sich unschuldig und unterdrückt fühlen? Sie revoltieren, sie versuchen auszubrechen. Wenn sie das tun, wird auf sie geschossen, dann gibt es Tote – Dutzende, Verletzte – Tausende. In Gaza waren darunter auch Frauen und Kinder. Gibt es einen Ausweg? Tom Friedman, der bekannte Kolumnist der New York Times, hat einen Vorschlag. Wie wäre es, schreibt er, wenn alle zwei Millionen Einwohner mit Lorbeerzweigen zur Grenze gingen und riefen: „Wir wollen Frieden!“ Würde das die Hamas wollen? Was würde Israel dann machen? Der jetzige Zustand passt eher in das Konzept von Ministerpräsident Netanjahu: kein Fortschritt im Friedensprozess und alle Schuld den Palästinensern zuschieben. Aber könnte die EU da nicht vielleicht ...? Nun, darauf warten wir – hoffentlich nicht vergeblich.

Branislav Škripek (ECR). – Madam President, the Gaza population is in a miserable condition, which also means that we could not find a better environment for manipulation and the rise of extremism. I am sorry to say – probably some colleagues will be passionately opposed here – but it is the Palestinian Authority that has for years been consciously abusing the people of Gaza for their despicable political gain. The latest incident where almost 60 Palestinians died is another proof of that. The death of each one of them is a tragedy, of course, but it has to be said that Hamas planned the violent events way in advance. Most of the Palestinians killed during the violent riots on the Israel-Gaza borders were members of a terror organisation. A Hamas official, Salah Al-Bardawil, admitted in an interview to a local TV station that 50 out of the 62 Palestinians killed were Hamas terrorists. Also, Hamas orchestrated the violent riots with the purpose of breaching the Israel-Gaza border and threatening the communities located near the fence. This was published on YouTube, so I think it was prepared to create violence.

Martina Michels (GUE/NGL). – Frau Präsidentin, Herr Kommissar, liebe Kollegen! Letzte Woche war ich in Israel und besuchte unter anderem die Knesset und NGOs. Die Eskalation in und um Gaza wird, genau wie die Siedlungspolitik auch, innerhalb Israels kritisch gesehen. Ein Rückkehrmarsch für Palästinenser ist für die einen nachvollziehbar, für die anderen eine Provokation. Aber auf jeden Fall ist es kein Grund, um tödliche Munition gegen wütende Demonstranten und Journalisten einzusetzen. Netanjahu sollte sich einer unabhängigen Untersuchung zur Eskalation im Gazastreifen stellen. Damit würde auch die Verantwortung der Hamas öffentlich.

Der Fraktionschef der *joint list* aus Israel sagte mir letzte Woche: Innerisraelische Konflikte löst man nicht von außen, dazu braucht es die israelische Opposition. Die US-Botschaftsverlegung war kontraproduktiv. Sie entfernt immer weiter von der dringenden Zweistaatenlösung. Stärken wir also auch die friedlichen, kritischen und oppositionellen Israelis, um der Garantie von Menschenrechten in der Region mehr Chancen zu geben. Nicht Israel ist unser Feind, sondern die Regierung Netanjahus.

Zdzisław Krasnodębski (ECR) . – Pani Przewodnicząca! Śmierć dziesiątków Palestyńczyków i rany odniesione przez tysiące to niezaprzeczalnie tragiczne wydarzenie. Powinniśmy wyrazić żal i złożyć szczerze kondolencje rodzinom zmarłych. Natomiast powinniśmy jednocześnie dokładnie zastanowić się nad przyczynami i nie formułować wniosków tylko na podstawie doniesień medialnych albo faktów takich jak grudniowa decyzja Waszyngtonu. Otóż konieczne jest uwzględnienie czynników wewnętrznych – tu zgadzam się z kolegą z ECR – które odgrywają zasadniczą rolę w tym konflikcie. Mam na myśli przede wszystkim walkę polityczną między Hamasem a władzami Autonomii Palestyńskiej, która przybrała na sile w ostatnim roku. Decyzja Ramallah o zaprzestaniu opłacania prądu w Strefie Gazy, obcięcie pensji urzędników Gazy o 30 %, celowe wstrzymanie wypłat w kwietniu, oskarżenie Hamasu o próbę zabicia premiera Autonomii Ramiego Hamd Allaha – bez tych faktów nie da się zrozumieć całości intencji organizatorów wielkiego marszu powrotu oraz jego gwałtownego przebiegu.

Bas Belder (ECR). – Voorzitter, ik miste mijn tijd omdat ik in een schaduwvergadering zat over mijn verslag EU-China, dus fijn dat u me nog even de tijd geeft.

Ik sta hier met een bezwaard hart vanwege het Europese beleid in het Midden-Oosten: een beleid dat ik rationeel, maar ook moreel volstrekt verwerp.

Rationeel wijs ik vooral de Europese jacht naar goede betrekkingen met de Islamitische Republiek Iran af. Zie de destabiliserende militaire opmars van Teheran in het Midden-Oosten, zie ook de nauwe banden van Teheran met terreurorganisaties Hezbollah en Hamas. Wat in Gaza is gebeurd, krijgt applaus in Teheran. Dienen die soms de Europese veiligheidsbelangen in de regio, zoals de hoge vertegenwoordiger zegt?

Moreel distantieer ik mij volledig van het Europese beleid dat de internationale legitimiteit van Israël's naakte bestaan niet ten volle laat gelden tegenover het Ayatollah-regime, dat niet alleen retorisch, maar met de daad de Joodse staat en zijn burgers naar het leven staat.

Op 20 juni komen de ouders en broer van de door Hamas omgebrachte Israëlische soldaat Hadar Goldin naar Brussel. Hun hartenwens: terugkeer van zijn lichaam naar Israël voor een waardige begrafenis. Ik reken op Europese humanitaire steun.

Catch-the-eye procedure

Laima Liucija Andrikiienė (PPE). – Madam President, just this morning, militants fired rounds of heavy mortar from Gaza into southern Israel, alarming the Israeli air and land defences and, in the end, strongly jeopardising any chances of improving the situation in the region. The opening of the US Embassy in Jerusalem ignited the fire in the region and resulted only in clashes. Thousands were killed and thousands wounded.

After these weeks of protests at the Israeli border what, if anything, has been accomplished? Hamas has gained more publicity in the international press and Israel was condemned for disproportionate use of force against mostly unarmed protesters. If President Trump had the intention to mobilise and inflame Islamic fundamentalists and radicals, then he has achieved his goal.

Being a true friend of Israel, we, the European Union, should refrain from such political actions as moving embassies.

(The President cut off the speaker)

Ana Gomes (S&D). – Senhora Presidente, Israel comete crimes contra a humanidade ao assassinar homens, mulheres e crianças que, em desespero, protestam contra continuar a vegetar na opressão da maior prisão do mundo, Gaza.

Israel ajudou a criar o Hamas para legitimar a Fatah e hoje recolhe a amarga paga não apenas nos 30 rockets desferidos sobre as suas cidades, mas no bloqueio da solução de dois Estados. Bloqueio que efetivamente ameaça a existência de Israel.

Israel deslegitima-se ao violar as Convenções de Genebra, as resoluções da ONU, e ao negar as condições de um Estado palestino viável. E a União Europeia trabalha contra si própria, contra a sua segurança, desrespeita-se quando se refugia em paliativos humanitários e brandas palavras face a tudo o que atíça o conflito no Médio Oriente, como a transferência da embaixada americana para Jerusalém, e se abstém de agir para fazer Israel parar de pôr em causa a paz e a segurança regional e global.

Jussi Halla-aho (ECR). – Arvoisa puhemies, konflikti Israelin ja palestiinalaisten välillä jatkuu osin siksi, että rauhanprosessi perustuu epärealistisiin tavoitteisiin. Israel ei tule evakuoimaan puolta miljoonaa juutalaista niin sanotulta miehityltä alueelta, eikä se varsinkaan tule luopumaan Itä-Jerusalemista. Tähän on historialliset ja psykologiset syyt, mutta myös legitiimit, turvallisuuteen liittyvät syyt. Kahden valtion malli on utopistinen.

Niin kauan kuin kansainvälinen yhteisö pitää kiinni näistä epärealistisista vaatimuksista, rauhanprosessi pysyy siinä patitilanteessa, jossa se on ollut jo yli kaksikymmentä vuotta. Yhdysvaltain päätös suurlähetystön siirtämisestä Jerusalemiin on toki osittain Trumpin sisäpolitiikkaa, mutta se on myös tosiasioiden tunnustamista. Se on siis tavallaan askel eteenpäin.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, θέλω να προσθέσω μια καινούργια εικόνα στη συζήτηση. Υπάρχουν δημοσιογραφικές πληροφορίες, αυτό το απόγευμα, ότι στολίσκος που μεταφέρει Παλαιστίνιους φεύγει από τη Γάζα με κατεύθυνση, κατά τις δημοσιογραφικές πληροφορίες, προς την Κύπρο. Νομίζω, κύριε Hahn, ότι πρέπει να δούμε άμεσα εάν αυτό θα προκαλέσει καινούργια βία και καινούργιες δολοφονίες από το Ισραήλ και σε ποιες ενέργειες μπορεί να προβεί η Ευρωπαϊκή Ένωση έτσι ώστε να αποφευχθεί καινούργια αιματοχυσία. Το δεύτερο που έχω να πω είναι ότι καταλαβαίνω ότι δεν υπάρχει κανένας εδώ μέσα που είναι υπέρ της τρομοκρατίας και εγώ, πολύ περισσότερο από οποιονδήποτε άλλο, θέλω να υψώσω τη φωνή μου ενάντια στην τρομοκρατία. Όμως διερωτώμαι τι θα έκανε οποιοσδήποτε από μας αν ήταν φυλακισμένος σε μια ανοιχτή φυλακή για τόσα πολλά χρόνια. Πρέπει να δούμε κάποτε και τις αιτίες που προκαλούν αυτή τη βία.

Rosa D'Amato (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, tra la scorsa plenaria e questa ci sono state altre manifestazioni con 62 morti e circa 2 000 feriti. Tra le vittime probabilmente alcuni militanti di Hamas, ma sicuramente anche molti civili.

In questo momento delicatissimo, oltre alle legittime denunce contro l'uso sproporzionato della forza da parte dell'esercito israeliano, c'è bisogno anche di una *pars costruens*. Mi sento dunque di accogliere in pieno le proposte dell'inviato speciale dell'ONU per la pace nel Medio Oriente, Nicolay Mladenov, che nel ribadire come quasi tutte le infrastrutture principali di Gaza, in particolare quelle elettriche, sanitarie e relative all'acqua, siano sull'orlo del collasso.

Egli propone un piano, e quindi l'adozione di un sistema rapido, che consenta la gestione e l'implementazione dei progetti ONU sul campo, il rafforzamento e il coordinamento tra autorità palestinese, Israele ed Egitto per il superamento dei predetti ostacoli, il richiamo di tutte le parti coinvolte ad impegnarsi ad un cessate il fuoco duraturo, come stabilito nel 2014, l'identificazione delle priorità progettuali a Gaza per i prossimi due anni.

Udo Voigt (NI). – Frau Präsidentin, werte Kollegen! Ich war in den letzten Wochen im Libanon, ich bin letzte Woche aus dem Iran zurückgekommen, und ich empfinde es als einen Skandal, wie hier über Terrorismus gesprochen wird und das Einzelorganisationen zugestanden wird. Denn Terror hat immer eine Ursache, und diese Ursache liegt siebzig Jahre zurück. Man stelle sich vor: Dort in den Lagern leben heute drei Generationen von Palästinensern, die alle erlebt haben, wie sie vertrieben worden sind aus ihren Häusern, wie Bulldozer ihre Häuser niedergewalzt haben, wie dort israelische Siedlungen entstanden sind. Sie erlebten, dass ihre Väter nicht zurückkamen von Demonstrationen, ihre Mütter, ihre Brüder, ihre Schwestern. Und wenn sie dann beginnen, sich zu wehren und einen Freiheitskampf für ihr Volk zu führen, werden sie hier als Terroristen disqualifiziert. Mit dem gleichen Recht kann man auch die Angriffe der Luftwaffe der Israelis auf friedliche Siedlungen und Lager als Terrorangriffe bezeichnen.

Marijana Petir (PPE). – Gospođo predsjedavajuća, gospodine povjereniče, jug Izraela jutros se probudio u zvuku i dimu najvećeg raketnog napada od 2014. godine, pri čemu je jedna od raketa pala neposredno pokraj dječjeg vrtića nekoliko trenutaka prije njegova otvaranja.

Hamas, koji upravlja pojasom Gaze više od deset godina, neprekinutim napadima na Izrael iz dana u dan čini život stanovnika južnog Izraela opasnim i nesigurnim stavljajući ih neprestano u središte ratne zone. Hamas je teroristička organizacija koja ugrožava civilno stanovništvo s obje strane granice pri čemu ljudi svakodnevno žive u strahu.

Sigurnost tako postaje sve veći izazov na Bliskom Istoku. Izrael je jedina stabilna demokracija na tom prostoru koja ove godine slavi sedamdeset godina neovisnosti.

Jeruzalem nije samo glavni grad Izraela, već i sveto mjesto za vjernike triju velikih religija. Njegov status je kroz cjelokupnu povijest bio predmet rasprava. Ono što je važno jest da sigurnost u gradu i sloboda prakticiranja svih vjera nikada nije dovedena u pitanje i to tako treba i ostati.

Julie Ward (S&D). – Madam President, the blockade of Gaza continues to create an unbearable situation for the people living there, and Europe's indifference is both shameful and unacceptable. Meanwhile, President Trump's disrespect for human dignity grows more and more appalling. His condoning of Israel's policies towards the Palestinians is extremely worrying. I fear that the violence in Gaza will continue as long as the blockade exists. Palestinians will continue to protest their fundamental rights, and it is likely that the Israeli army will continue to use lethal violence against them.

The situation in the West Bank is also worrying, and I wish particularly to mention the situation of Khan al-Ahmar Bedouin school, which is facing imminent demolition against an international outcry. The only viable scenario for peace is for the EU to step in and take a strong leadership role in the Middle East. The High Representative and the Member States should condemn, in the strongest terms, Israel's hostile policy towards the Palestinians alongside the condemnation of Hamas.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, Fathi Harb è un ragazzo di vent'anni, non ha soldi né lavoro, e sua moglie aspetta il primo figlio. Così, la notte del 19 maggio scorso, Fathi ha tentato il suicidio dandosi fuoco.

Fathi è solo uno dei tanti giovani palestinesi della Striscia intrappolati nella povertà dilagante di una prigione a cielo aperto, una prigione dove la totale mancanza di cibo e medicine si somma a una disoccupazione del 45 %.

E così cominciano le proteste di massa. E se da un lato vi sono sassi, bottiglie e bombe Molotov, dall'altro il fuoco vivo dei proiettili delle forze armate israeliane pronte a colpire senza esitazione. Il bilancio ci dice che ci sono stati 60 morti e 2 800 feriti. L'unica giustificazione: l'ombra minacciosa di Hamas.

Il diritto a difendersi non legittima la liceità di un tale orribile bagno di sangue. Chiediamo a Israele di attenersi ai valori di una democrazia, di esercitare autocontrollo e fermare questa inutile perdita di vite. L'Alto rappresentante riconduca alla ragione tutti quanti intorno a un tavolo. Il primo nemico della pace è proprio questo inaccettabile status quo.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señora presidenta, señor comisario, este Parlamento Europeo no tiene la capacidad ejecutiva de intervenir en un conflicto que dura setenta años, pero sí de exigirle a la Comisión que sea coherente con las cuestiones señaladas en las resoluciones que hemos aprobado en esta Cámara.

La primera, que Israel tiene derecho a su existencia y a su seguridad, pero también el pueblo palestino tiene derecho a un Estado propio en una solución de dos Estados; la segunda, que no es admisible un uso desproporcionado de la fuerza que ha costado más de cien muertos en Gaza y miles y miles de heridos y que, por tanto, eso merece condena; la tercera, que debe ser apoyada la investigación promovida en el Consejo de Derechos Humanos de las Naciones Unidas; y la cuarta, la que nos dice con claridad que es no solamente un error la decisión unilateral de la Administración Trump de trasladar la embajada que ha dado origen a este terrible baño de sangre, sino que también es contraria al Derecho internacional —Resolución 478 de las Naciones Unidas— y que, por tanto, no hay futuro ni solución aceptable para la Unión Europea que no deba ser respetuosa con el Derecho internacional y con el Derecho humanitario.

(End of catch-the-eye procedure)

Johannes Hahn, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy.* – Madam President, this has been a very useful, timely and necessary exchange, and I thank all of you for your interventions.

From this debate, I have concluded that we all share a common interest in using EU diplomatic power and EU instruments to their full potential in support of the Middle East peace process and with the objective of a negotiated two-state solution. Our priority at the moment is for all sides to avoid any actions that could lead to further violence or loss of life. Further escalation of an already tense and complex situation would only cause more suffering and will make the prospects for peace and security even more remote. It would be a gift to the extremists and to those who are not interested in peace and security and living together but are, in fact, opposed to it.

Ensuring humanitarian access to Gaza is also urgent in order to avoid the number of casualties rising further. Certainly, there is a need for an independent and transparent investigation into the incidents, not least focused on the use of live ammunition, so that we can understand what has happened and why.

Finally, it remains essential to restore a political horizon and hope for people on the ground. Wisdom and courage are needed in order to go back to the negotiations for a lasting political solution for the sake of both Israelis and Palestinians. Only the two-state solution will realistically allow both sides to fulfil their aspirations and put an end to the conflict. The Union is ready to play its role and fully supports the resumption of a meaningful peace process, together with regional and international partners.

President. – The debate is closed.

Written statements (Rule 162)

Péter Niedermüller (S&D), *in writing.* – We were all shocked by the news about clashes in Gaza, about the dead and injured people. Meanwhile, we know the power of images often re-writes the truth. Recordings of the injured, dead protesters overshadow the fact that the violent demonstrations didn't explode on their own but were organised by Hamas, which the EU lists as terrorist organisation. Hamas encouraged protesters to break through the border fence and to carry weapons, including home-made explosive devices; Hamas sent women and children near the border fence and didn't allow Israeli aid transport in Gaza on 11 May and on 16 May. Hamas didn't do anything to keep the demonstrations peaceful but rather agitated for violence. So to place responsibility on Israel's shoulders alone is more than an error, it is a serious political mistake. As all states, Israel has the right to defend its borders. If there were abuses or unjustified use of firearms, the military will investigate it, the same way they've been doing all this time. If we conduct a one-sided policy in judging the situation, it will not contribute to Middle Eastern peace. We need to stop one-sidedly condemning Israel and we need to stand firmly against Palestinian terrorism.

Kati Piri (S&D), schriftelijk. – Een Brussels plein vol met lege schoenen – 4 500 in totaal – symboliseerde maandagmiddag het aantal slachtoffers in de Gazastrook, sinds 2008. De hele wereld kijkt weer even naar Israël en Palestina, inclusief de Europese Buitenlandministers die die dag samenkwamen om te spreken over de opgelaaide spanningen.

Dat er in de aanloop naar de 70e verjaardag van de staat Israël protesten zouden uitbreken, lag in de lijn der verwachting. En zonder afbreuk te doen aan de lange geschiedenis en complexiteit van de problematiek, is het buitenproportionele geweld van Israëlische zijde ongehoord. Schieten op demonstranten die geen acute dreiging vormen, is onacceptabel en werkt bovendien een verdere escalatie in de hand. Een onafhankelijk onderzoek naar de geweldplegingen is gewenst.

Beide partijen zijn het verplicht aan hun burgers om (terug) plaats te nemen aan de onderhandelingstafel, want alleen een tweestatenoplossing kan een einde maken aan dit decennialange conflict. Dat betekent een stopzetting van het nederzettingenbeleid, het veroorzaken van geweld en zich onthouden van eenzijdige stappen.

Soraya Post (S&D), in writing. – The humanitarian situation in Gaza is unsustainable. The Israeli blockade of the Gaza Strip is a form of collective punishment, like an open-air prison. The blockade is preventing the entry of building materials and spare parts that enable the rebuilding of Gaza's bombed hospitals, schools and infrastructure. It forces the Palestinians in Gaza to live without equal access to healthcare, medicine, food, water, electricity and education.

I condemn the US government's recognition of Jerusalem as Israel's capital. The EU has a clear, consolidated position on Jerusalem: the EU will continue to respect the international consensus on Jerusalem embodied in, inter alia, UN Security Council Resolution 478, including on the location of diplomatic representations until the final status of Jerusalem is resolved.

On Tuesday, Gaza militants launched rockets across the border and Israel hit back with air strikes. The EU has to stop this escalating violence immediately. No more time for silent observers! Now is the moment for the EU to speed up the process towards the two-state solution, the only way to secure a peaceful and fair future for both people.

14. Lage in Nicaragua (Aussprache)

President. – The next item is the debate on the statement by the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy on the situation in Nicaragua (2018/2711(RSP)).

The Vice-President is replaced in the debate and will be represented by Commissioner Stylianides.

Christos Stylianides, Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. – Madam President, above all, the violence in Nicaragua should stop immediately. What is needed to start again is a genuine dialogue: this is the only way to see peace and prosperity in this country.

It has been over a month since the announced reform of the social security system, the first protests and the first violence against protesters. Tens of people have been killed since then, many of them students. Let me start by conveying again our sincere condolences to the families of the victims, and expressing hopes for a quick recovery to all those who were injured.

Immediately after the unrest began, we reacted publicly and condemned the violence. The people of Nicaragua have the full right to protest peacefully and to freely express their disagreement. It is vital that the police forces act with maximum restraint, that armed groups are reined in, and that all perpetrators of violence are brought to justice.

Over the last weekend, violence unfortunately escalated again: we have seen reports of more casualties among peaceful protesters, resulting from attacks by armed and organised mobs. Yesterday two universities were attacked, as well as a pro-government radio station. Participants in the national dialogue – be they students, private sector representatives or bishops – continue to endure threats and intimidation. These threats must immediately stop, as must violence in the country.

The Nicaraguan authorities agreed to invite the Inter-American Commission on Human Rights to the country, and this was a really positive development. It is now essential that the 15 recommendations by the Commission are followed up. Yesterday's meeting of the 'three plus three' mixed commission, with government and opposition representatives, has agreed to start implementing the first three recommendations: first, a halt to repression and arbitrary detentions; second, respect for the right to protest peacefully; and, third, an independent, international investigation into the violence to guarantee truth and justice. This is an important first step and we hope this decision will be implemented with no delay. We also consider it important that the government authorises a visit by the United Nations High Commissioner for Human Rights to the country. Meanwhile, all efforts must be made to push the national dialogue forward, and let me thank the Conference of Bishops for the important and crucial role it played in these very difficult circumstances.

After three sessions, last week the dialogue was unfortunately suspended due to a lack of progress. Yesterday's meeting of the mixed commission has agreed to restart the dialogue later this week, and this is another positive sign and surely very positive news. We very much hope that dialogue will indeed restart as announced: it is the best hope to find a way out of the current crisis. To achieve this objective, several guarantees should be provided to build trust among participants in the dialogue. The first step should be to ensure the necessary security to all those who take part in this dialogue.

On another front, the European Union is also following very closely the dialogue between the Organisation of American States and Nicaragua on political and electoral reforms, which was initiated after the 2017 municipal elections. This process should take into account the demands presented by civil society at the national dialogue, as well as the latest recommendations issued by the Inter-American Commission on Human Rights.

The people of Nicaragua are asking for greater social justice and increased political accountability, and they have the right to have their voice heard. On our side, as the European Union, we are ready to support a broad dialogue on democracy and justice between all sectors of society and the Government in Nicaragua. We care about Nicaragua and its people and we are already engaged in the country in support of human rights, education, economic growth and in the fight against climate change. Our Latin American friends know we are a partner for peace and for reconciliation, and we have already accompanied several peace dialogues in the continent. If our help is requested, we are ready to step up our engagement to help overcome the crisis. Let us help Nicaragua end this crisis through dialogue and mediation, before more blood is unfortunately spilt.

Luis de Grandes Pascual, *en nombre del Grupo PPE*. – Señora presidenta, señor comisario, permítanme antes de empezar mi análisis expresar mi solidaridad con los dos periodistas de la Agencia Efe que acaban de ser agredidos y maltratados por la policía represora del régimen.

La historia, señorías, se repite. La revolución sandinista que legitimó su lucha contra el dictador Somoza ha ido paulatinamente reconvirtiéndose en un poder autoritario. El modelo, Cuba. Se quita un dictador y se crea una dictadura de nuevo cuño.

La situación actual de Nicaragua está originando una crisis democrática ante el desvío dictatorial que sufre el país.

La correlación de fuerzas creada por la revuelta social obligó al régimen a aceptar la posibilidad de un diálogo y la mediación de la Iglesia, después de 76 muertos, 868 heridos, 438 detenidos e innumerables heridos y desaparecidos.

Tristemente, el Gobierno actual se negó a aceptar las condiciones de diálogo, por lo que incluso los obispos decidieron dar por suspendidas indefinidamente las negociaciones.

La respuesta popular fue inmediata.

El problema de los posibles escenarios de salida de la crisis está por resolverse y no está claro el tipo de salida.

Señorías, el presidente está intentando mantenerse en el poder, desviando o enviando un mensaje de fuerza para acallar la presión popular. Esto resulta inaceptable.

La salida implica elaborar un itinerario y las medidas concretas para avanzar hacia la expresión de la voluntad mayoritaria. Esto implica, señorías, cambio. Significa cambio de régimen.

El Parlamento Europeo, señorías, puede y debe pronunciarse y la propuesta de Resolución que apoyamos es razonable y proporcional a la gravedad de los hechos.

Ramón Jáuregui Atondo, *en nombre del Grupo S&D*. – Señora presidenta, señorías, las protestas que han tenido lugar en Nicaragua han puesto de manifiesto un descontento social, una crisis democrática muy profunda.

No se trata solo de una respuesta a las medidas sobre la seguridad social; lo que se ha puesto de manifiesto es que hay una ciudadanía harta, cansada de un sistema democrático que no lo es, que no funciona como tal: concentración del poder mediático y económico en un clan familiar —por poner un ejemplo—; una oposición poco construida; falta de una justicia independiente; corrupción...

Había una necesidad de protestar y el pueblo ha salido a la calle.

Lo cierto es que las manifestaciones han sido respondidas con una represión enorme, con una represión que ha provocado más de ochenta muertos y centenares de heridos, una represión totalitaria considerada propia de un sistema casi dictatorial.

Yo me pregunto, señorías, en nombre de qué revolución cabe responder así a las demandas populares. Yo me pregunto, señorías, cómo es posible defender una propuesta que aborta las libertades y la democracia en nombre del socialismo. Yo quiero decirles —yo soy socialista— que no hay socialismo sin libertad y sin democracia.

Es por eso que el Parlamento Europeo mañana va a pedir cuatro cosas que me parecen fundamentales: condenar al Gobierno, porque ha actuado represivamente y merece una condena; abrazar a las familias de las víctimas; exigir al Gobierno el cese de la represión —no puede haber represión cuando hay una manifestación y una demanda de libertad como esta—; y que continúe el diálogo, que el diálogo incluya reformas políticas importantes y que esas reformas puedan incorporar una reforma de la ley electoral y, probablemente, unas elecciones que permitan al pueblo hablar y decidir.

Charles Tannock, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, the momentum behind the political unrest that has been on-going in Nicaragua for over a month now seems to be slowing, but nevertheless, what started out as a low-key protest about social welfare cuts has escalated into a vicious cycle of government brutal crack-downs, heightening anti-Government feelings. I too welcome the decision of the Government to invite the Inter-American Commission on Human Rights to observe the situation regarding human rights, as well as the setting up of a specific commission to look into the deaths of protesters.

Freedom of expression and of assembly is an essential element of a democratic society. However, protests need to be conducted peacefully, and of course it is unacceptable to incite further violence. But the authoritarian Government of Nicaragua should also act with maximum restraint. Tragically, this does not seem to be the case recently, and I too would like to send my sincere condolences to all those mourning their loved ones who have been lost during this troubled month in Nicaragua's rather painful history.

Dita Charanzová, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señora presidenta, señor comisario, un país que silencia la libertad de expresión no es una democracia. Unas fuerzas de seguridad que hieren a sus ciudadanos no son las protectoras legítimas de una nación. Un presidente que viola los derechos humanos de su pueblo no es su representante. Cualquier país que asesine a manifestantes desarmados es una dictadura.

Mientras muchos en el exterior se sorprenden por el giro repentino de los acontecimientos en la brutal represión que se ve en las noticias, seamos claros: Nicaragua no ha sido una democracia desde hace mucho tiempo. La represión en el último mes es la culminación de años de autoritarismo, represión y fragmentación de los procesos e instituciones democráticas.

Las autoridades deben cesar de forma inmediata cualquier tipo de violencia contra los manifestantes y liberar a todos los presos detenidos arbitrariamente. Las negociaciones deben producir un cambio real; un cambio que todos los nicaragüenses anhelan; un cambio que solo se logrará a través de elecciones libres y justas.

Lo que Nicaragua necesita es el fin del régimen autoritario actual y la reconciliación nacional. El primer paso es convocar nuevas elecciones libres y establecer una Comisión de la Verdad equilibrada y con miembros independientes.

La Unión Europea debe estar preparada para ayudar de cualquier forma posible.

Javier Couso Permuy, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora presidenta, es curioso cómo se trata la violencia en este Parlamento: si es un gobierno amigo de las mayorías, solidaridad y condenas; si no lo es, se tolera —hasta llegar muchas veces al aliento— lo que en otros lugares calificamos como terrorismo callejero.

Nicaragua vive hoy una situación de violencia que debe parar, ilegítima. Desde el Grupo GUE/NGL hemos lamentado y condenado la pérdida de vidas humanas, hemos pedido que los responsables comparezcan ante los tribunales y que el Gobierno investigue y juzgue cualquier uso desproporcionado de la fuerza.

Lo positivo es la puesta en marcha de un diálogo nacional con mediación de la Iglesia que se reanudó ayer, la incorporación de recomendaciones de derechos humanos o el lanzamiento de un mecanismo internacional de investigación.

Pero esta violencia debe cesar. Ayer, los manifestantes pacíficos quemaron un medio de comunicación; hoy ha muerto un joven y un policía. No se puede tolerar que por medios violentos se trate de derrocar a un Gobierno electo y legítimo.

Este Parlamento y la Unión Europea deben acompañar el diálogo y condenar la violencia y la desestabilización de Nicaragua.

Tunne Kelam (PPE). – Madam President, I fully agree with my Socialist colleague Atondo that there could be No - Socialism without democratic liberties. The crisis of democracy in Nicaragua has resulted in massive repressions by the Government, accompanied by attacks on civil liberties and silencing journalists. I would like especially to remember Ángel Gahona, an investigative journalist who was shot dead on 21 April. Tomorrow will mark six weeks of such brutal repressions, and that is really enough.

I would suggest four priorities. First, we demand that the Nicaraguan Government immediately stop violence against their own citizens. Second, these violent acts need an independent international investigation to bring to accountability those responsible for the deaths of demonstrators. Third, the functioning of civil liberties and freedom of the press must be fully restored, and we call for an electoral reform which will provide for fair and credible elections under international standards. Early elections would be a sensible short- term compromise in such a dramatic standoff, offering both sides a democratic solution. People in Nicaragua are entitled to express their voice now, and it is really alarming that the Government has so far refused the solution, and we call on the European Commission and the Member States to exercise coordinated pressure on the Nicaraguan authorities to make them follow the priorities presented by the European Parliament.

Elena Valenciano (S&D). – Señora presidenta, nuestro papel, en efecto, es pedir que cese la violencia y la represión y que se mantenga una vía de diálogo —que se inició y se ha enfriado— entre el régimen de Ortega y la oposición, la sociedad civil y las organizaciones representantes de los derechos humanos.

Nuestro papel es pedir diálogo. Porque ya será la historia o la psicología la que se encargue de explicar cómo un comandante de la revolución, que valientemente libró a su país de un régimen sangriento como era el de Somoza, se ha convertido en alguien que defiende los intereses de la oligarquía y que reprime a su pueblo. Eso no es a la política a quien le corresponde explicarlo.

Pero la Comisión Interamericana de Derechos Humanos ha hecho recomendaciones que Ortega debe escuchar; la Conferencia Episcopal, también; y la sociedad civil, reunida en esa mesa de diálogo, también. Si Ortega escucha, entonces será posible, probablemente, abrir un camino nuevo en Nicaragua, y serán los nicaragüenses quienes decidan por dónde transita.

Nuestro papel es pedir diálogo, que cese la represión y que se reinicie un nuevo tiempo en Nicaragua.

VORSITZ: RAINER WIELAND

Vizepräsident

Javier Nart (ALDE). – Señor presidente, el honorable movimiento sandinista ha sido traicionado por un régimen corrupto, que es el régimen de Daniel Ortega y su esposa doña Rosario, y que hoy reproduce la misma represión por la que y contra la que el pueblo sandinista, el pueblo nicaragüense luchó heroicamente en 1978.

Hoy el régimen oligárquico sandinista, el régimen oligárquico de Daniel Ortega es una vergüenza para Nicaragua y para el mundo occidental. Y no le estoy hablando de algo ajeno: en junio de 1978 yo tuve el honor de participar con el Frente Sandinista en la lucha contra el régimen genocida de Somoza y fui herido en el frente sur.

Y, a propósito, en aquel lugar y entonces, cuando luchábamos contra Somoza, no había ningún miembro de ninguno de los partidos políticos que ahora apoyan a Daniel Ortega.

Σοφία Σακοράφα (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, από την πρώτη στιγμή και σαν πρόεδρος της Αντιπροσωπείας για τις σχέσεις με τις χώρες της Κεντρικής Αμερικής, καταδίκασα τη βία που είχε σαν αποτέλεσμα την απώλεια ανθρώπινων ζωών στη Νικαράγουα. Η βία δεν αποτελεί λύση και σε καμία περίπτωση δεν μπορεί να γίνει αποδεκτή. Ο ανοικτός και συμπεριληπτικός διάλογος, με πλήρη σεβασμό των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, αποτελεί για μένα τη μόνη λύση. Η κυβέρνηση της Νικαράγουα είναι υποχρεωμένη να πράξει το αυτονόητο, δηλαδή ενδελεχή έλεγχο για τις συνθήκες των θανάτων και λογοδοσία των υπευθύνων, και σε αυτό η Διαμερικανική Επιτροπή Ανθρωπίνων Δικαιωμάτων πρέπει να συμβάλει καταλυτικά. Παράλληλα, όμως, είμαστε υποχρεωμένοι να καταδικάσουμε τις απόπειρες όσων, εντός και εκτός της χώρας, εκμεταλλεύονται τα τραγικά αυτά γεγονότα για να αποσταθεροποιήσουν τη χώρα στον βωμό μικροπολιτικών συμφερόντων, και να πιάσουμε ο διάλογος που ξεκίνησε με πρωτοβουλία της κυβέρνησης να συνεχιστεί για να καταλήξει θετικά προς όφελος των πολιτών. Είναι χρέος μας, κύριοι συνάδελφοι, να συμβάλουμε ώστε να επικρατήσει πνεύμα ειρήνης και συναίνεσης μεταξύ όλων των πολιτών της χώρας. Οποιαδήποτε άλλη μονομερής ατζέντα θεωρώ ότι πρέπει να μας βρει απέναντί της.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señor presidente, los hechos ocurridos en Nicaragua desde el 18 de abril son gravísimos. A fecha de hoy, han fallecido 84 personas, unas 860 han sido heridas y son más de 400 los detenidos.

La represión violenta efectuada por las fuerzas de seguridad y por grupos irregulares armados fue realmente inaceptable. Obviamente, era necesario que hechos de esta gravedad fueran investigados y celebro que una delegación de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos pudiera visitar el país.

Ayer empezó el seguimiento parcial de las recomendaciones del informe de esta comisión, pero también ayer hubo que lamentar que se produjeran graves actos de violencia en el centro de Managua con un muerto y docenas de heridos. Lamentablemente también —como ha dicho Luis de Grandes—, dos periodistas de la agencia española Efe fueron agredidos por la policía.

Por otra parte, es necesario que avance el llamado «diálogo nacional» que la Conferencia Episcopal ha impulsado firmemente, diálogo iniciado el 16 de mayo, pero interrumpido el día 22.

Por ello, celebro que ayer mismo también tuviera lugar una reunión de la comisión mixta de este diálogo: es muy importante que progrese en la conocida como «agenda de democratización».

Y termino.

Tenemos que seguir con atención la evolución de la situación. Nicaragua es un país amigo y socio de la Unión Europea en el marco del Acuerdo de Asociación con los países de América Central. Pero este Acuerdo tiene como fundamento la llamada «cláusula democrática», que obliga al respeto de los principios del Estado de Derecho, de la democracia y de los derechos humanos.

Francisco Assis (S&D). – Senhor Presidente, um Governo, mesmo que eleito democraticamente, perde toda a legitimidade quando entra em conflito com o Estado de direito. Infelizmente, é isso que se tem vindo a verificar na Nicarágua e, na verdade, não é só de agora. Uma repressão clara das liberdades fundamentais, uma concentração inadmissível de todos os poderes, uma tendência para práticas corruptas. Isto é, o atual governo da Nicarágua merece e deve merecer, desde logo, da parte do Parlamento Europeu, uma profunda e clara condenação.

Em segundo lugar, evidentemente, temos que fazer um apelo ao diálogo. Apesar de tudo, não estão fechadas as portas para que, sob a mediação da Igreja Católica, se proceda a um diálogo entre as várias partes envolvidas neste confronto e, nessa perspectiva, nós devemos não só apelar a esse mesmo diálogo como manifestar toda a nossa disponibilidade para participarmos no mesmo, se porventura ele se vier a revelar útil, tendo em vista a reconstituição das condições para que a Nicarágua viva uma democracia liberal em toda a sua plenitude.

Caterina Chinnici (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ci preoccupano gli episodi di violenza che stanno avvenendo in Nicaragua e che hanno causato la morte di almeno 76 manifestanti, oltre a numerosi feriti che si opponevano alla riforma della previdenza sociale.

Il Consiglio interamericano per i diritti umani, che ha svolto una visita nel paese, ha denunciato l'uso indiscriminato delle armi da fuoco da parte delle forze dell'ordine, oltre ad arresti arbitrari, maltrattamenti di detenuti e intimidazioni contro i giornalisti, e sono numerose le ONG che chiedono che il governo del Nicaragua faccia cessare immediatamente repressioni e violenze, promuovendo un serio dialogo nazionale per la pace e disponga indagini indipendenti per individuare e processare gli autori degli atti di violenza.

È necessario, quindi, signor Commissario, che l'Unione europea intervenga presso le autorità del Nicaragua, affinché venga garantito il pieno rispetto dei diritti umani ed in particolare la libertà di espressione e di manifestare le proprie idee in modo pacifico.

Spontane Wortmeldungen

Julie Ward (S&D). – Mr President, as a human rights campaigner, I would like to express my solidarity with the protesters against Daniel Ortega's oppressive regime. The Nicaraguan people's struggle has been continuing for a long time, as they believed that the end of the Somoza rule would mean freedom in their country. The women, in particular, have been fighting for their rights on the ground, but have never been truly heard. For instance, abortion laws are extremely restrictive as they do not allow women to terminate pregnancy under any circumstances.

The European Union should be playing a much more active role in finding a solution to the crisis that the country is currently facing. An inclusive and transparent dialogue bringing an end to the violence, led by a strong European Union, offers a viable solution.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, Κύριε Επίτροπε, θέλω καταρχήν να συγχαρώ εσάς και όσους άλλους συνάδελφους βέβαια έπραξαν το ίδιο, για την αναφορά σας στο ότι πρέπει να αναζητηθούν ευθύνες και να προσαχθούν ενώπιον των δικαστηρίων όσοι εκτέλεσαν αθώους διαδηλωτές. Επιτρέψτε μου, όμως, να πω ότι βλέπω μία αντίφαση σε σχέση με την προηγούμενη συζήτηση για τις εκτελέσεις αθώων Παλαιστινίων, όπου δεν ζητήθηκε κάτι ανάλογο από το συνάδελφό σας, τον κύριο Hahn. Δεν μπορώ να καταλάβω αυτή τη διαφοροποίηση, όχι μόνο εκ μέρους της Επιτροπής αλλά και εκ μέρους συναδέλφων. Προηγούμενος, βρήκαν και τρόπο να δικαιολογήσουν τις δολοφονίες των Παλαιστινίων, την ώρα που τώρα ζητούν τις ευθύνες – σωστά, υπογραμμίζω και εγώ, το απαιτώ – και για την περίπτωση των παλαιστινίων και για την περίπτωση των νικαραγουανών διαδηλωτών. Αγόμεθα από τις πολιτικές μας απόψεις και όχι από την πίστη μας στην ελευθερία και στην ειρήνη, και αυτό δεν μας καθιστά αποτελεσματικούς.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, è bastata una scintilla – la proposta di riforma del sistema sociale – per far scoppiare l'inferno in Nicaragua.

Da allora sono morte 76 persone negli scontri. Le motivazioni profonde della protesta sono molte, ma alla base vi è l'accusa di Ortega, al suo terzo mandato, di tentare di creare una dittatura nel paese.

Prima gli studenti e poi sempre più persone sono dunque scesi in strada per protestare, ognuno con le proprie richieste, ognuno con la propria storia. La reazione è stata violenta ed è stata inaccettabile: le forze dell'ordine, come evidenziato dalla Commissione interamericana dei diritti umani, hanno risposto con un uso sproporzionato e indiscriminato della forza.

Credo fermamente che l'unica soluzione possibile a ogni crisi sia il dialogo. Le parti devono tornare il prima possibile al tavolo negoziale del dialogo nazionale e come Unione dobbiamo sostenere in ogni modo il processo e il rafforzamento della democrazia.

Ma ho un invito per il presidente Ortega: se davvero ami il tuo popolo, come credo, ferma la violenza verso i tuoi cittadini, siediti, ascolta, parla con loro, negozia. Sii pronto a un passo indietro, se necessario. Questa è la cosa giusta da fare, l'unica.

(Ende der spontanen Wortmeldungen)

Christos Stylianides, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy.* – Mr President, it has been a very fruitful exchange, and I thank the honourable Members in the European Parliament for their interventions. From the discussion, I can conclude that we all have a common interest in promoting peace and dialogue for sustainable development for the benefit of, and in respect of, the will of all Nicaraguans. What is at stake is not only the stability of the country, but also the stability of the Central American region. As the European Union, we have historic ties with this region: not only political and economic ties, but also cultural ties. We will continue to follow the situation closely and make sure that our political capital and all available instruments – all available European instruments – can be used to support Nicaragua at this very difficult juncture for the Nicaraguan people.

I would like to close this discussion by signalling once again my personal appreciation of the European Parliament's role in keeping this important issue on the agenda. As you already underlined, the only way is to focus on this issue and to prevent it from becoming a forgotten crisis.

Der Präsident. – Gemäß Artikel 123 Absatz 2 der Geschäftsordnung wurden sieben Entschließungsanträge eingereicht.

Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet am Donnerstag, 31. Mai 2018, statt.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Urmas Paet (ALDE), *kirjalikult.* – Nicaraguas toimuv on kahetsusväärne. Rahumeelsete avaldajate represseerimine ja hirmutamine tuleb viivitamatult lõpetada, Nicaragua julgeolekujõudude kohustus on kodanike kaitsmine, mitte nende kaitseta jätmine või tapmine. Samuti tuleb läbi viia põhjalik uurimine, et tuvastada vägivallategude toimepanijad ning võtta nad vastutusele. Vägivalla lõpetamiseks ning kriisi lahendamiseks on vaja, et mõlemad pooled naaseksid uuesti läbirääkimiste laua taha. Kahjuks on lohkav korruptsioon riigis tõsiselt kahjustamas riigi institutsioonide toimimist ning piirab välisinvesteeringuid. Ka president Ortega ametiaja pidev pikendamine on vastuolus kohtusüsteemiga ja ebaseaduslik, rikkudes selgelt õigust demokraatlikele valimistele. EL peab tõsiselt jälgima olukorda Nicaraguas ning vajadusel võtma vastavaid meetmeid.

15. US-Zölle in der Stahl- und Aluminiumbranche und die Reaktion der EU (Aussprache)

Der Präsident. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärung der Kommission zu US-Zöllen in der Stahl- und Aluminiumbranche und die Reaktion der EU (2018/2697(RSP)).

Cecilia Malmström, *Member of the Commission*. – Mr President, our trade and investment relationship with the US is becoming increasingly complex and it will require careful political management in the weeks ahead. We are very concerned from the Commission side about the US unilateral initiatives that are undermining the multilateral trading system. The temporary exemption for the EU from US measures on steel and aluminium runs until 31 May. In the absence of a new decision by the President of the United States, tariffs of 25% for steel and 10% for aluminium will apply to EU exports as from 1 June. That is on Friday.

I have stayed in regular contact with the US Secretary of Commerce, Secretary Ross. We have spoken numerous times over the phone and we will meet in Paris later this week – tomorrow, in fact – on the margins of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) Ministerial Council Meeting. This will be an important moment, but it is clear that the final decision will be made by President Trump himself.

The Commission has continued to argue for a full, permanent and unconditional exemption from these tariffs while the US has sought to use the threat of trade restrictions as leverage to obtain not only a cap on future EU exports on steel and aluminium but also assurances on the content and goals of a future bilateral agenda to address market access irritants.

As you know, in their meeting in Sofia last week, EU leaders gave clear guidance saying that if there was an unlimited exemption for the EU from the US Section 232 measures on steel and aluminium, the Commission would be encouraged to explore a potential positive agenda with the US. Such an agenda would be based on four tracks: first, a deeper relationship on energy issues, notably in the field of trade in liquefied natural gas; second, voluntary regulatory cooperation between selected regulatory authorities on an ad hoc basis; third, joint work towards World Trade Organisation (WTO) reform to level the playing field and towards mutually acceptable solutions to lift the current blockage of the WTO upload body nomination; and fourth, discussions for reciprocal improvements in market access for industrial products, including cars and car parts, and liberalisation of goods in public procurement. This is the positive agenda that we are offering the United States.

Realistically, if the US decides to refrain from applying duties, I expect them, nonetheless, to want impose some sort of cap on EU exports. The question is whether that would be a hard cap, meaning volume limits above which no further EU exports would be possible, or a soft cap, under which further exports would be possible, but under duties. A soft cap of this nature would be less damaging than a strict hard cap. The volume of any tradable immigration quotas (TIQs) as well as their management and administration are also very important aspects to take into consideration.

Our future course of action will depend on the nature and the severity of the measures imposed on our exports by the United States and on the harm that they cause our industry. If the United States imposes restrictive quotas, the Commission will prepare a fresh implementing regulation that will include some immediate rebalancing on imports from the US, based on the list that you are familiar with it, but still at a level significantly lower than would be the case if they were to impose duties rather than quotas. We are also ready to launch a WTO settlement case.

The Commission is ready to take an appropriate safeguard action to protect our own steel market if it is shown to be justified by the investigation that is underway already. We have put in a prior surveillance system in place on aluminium so that we have a strong information basis in case action becomes called for in that section too.

I would like to thank the European Parliament for the strong support you have given to the Commission so far. The importance of your outreach vis-à-vis US counterparts through legislative dialogue is not to be underestimated. With midterm elections approaching, I wish to encourage you to continue to meet with and to convey our concerns on US trade policy to our US interlocutors. It is important at this moment that the European Union stands united and, I think, so far we have done so, and I'll be looking forward to coming back and reporting to you the outcome of the coming days. Hopefully, it will be a positive agenda that we can see, with no tariffs or quotas but, realistically, I don't think we can expect that.

Godelieve Quisthoudt-Rowohl, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, Frau Kommissarin! Grundsätzlich unterstützt die EVP den Ansatz der Kommission, dass die EU zunächst einmal auf einer dauerhaften Ausnahme von Importbeschränkungen für Stahl und Aluminium besteht, bevor die EU sich dann eventuell in einem zweiten Schritt zu möglichen Handelsgesprächen an den Verhandlungstisch setzt. Gleichzeitig sollte jedem trotz aller tagespolitischen Verwerfungen klar sein, dass der Abbau von Zöllen und anderen Hürden im transatlantischen Handel weiter das übergeordnete Ziel von allen Verhandlungen sein muss.

Donald Trumps protektionistische Strategie kann nicht aufgehen, denn – so zeigt es die langjährige Erfahrung – Zölle helfen nur ineffizienten Produzenten. Sie verschleppen und verschlimmern de facto nur die Probleme und bedrohen dadurch Arbeitsplätze im eigenen Land, wie wir schon mehrmals gesehen haben. Das eigentliche Problem auf dem internationalen Stahlmarkt liegt ja de facto nicht in Europa, sondern es liegt in Asien, dessen Überkapazitäten die Preise zerstören. Hier wäre es sowohl im Interesse der USA als auch im Interesse der EU, ein gemeinsames Vorgehen zu vereinbaren. Eine Zeitlang schien die US-Seite dazu bereit zu sein, anstatt teure und nutzlose Handelsschirmhützel zu führen. Frau Kommissarin, wir stehen auf Ihrer Seite und freuen uns auf die weitere Zusammenarbeit.

Bernd Lange, im Namen der S&D-Fraktion. – Herr Präsident! Was wir zurzeit sehen, ist ein Angriff auf das regelbasierte Handelssystem. Das trifft ja nicht nur die EU, sondern auch 163 andere Staaten der Welthandelsorganisation. Hier werden willkürlich Abschottungszölle eingesetzt, um den heimischen Stahlmarkt zu schützen. Das widerspricht eindeutig den WTO-Regeln. Außerdem greift Herr Trump auf ein Gesetz aus dem Kalten Krieg von 1963 zurück, wo man über die nationale Sicherheit zu diskutieren hat. Es ist völlig klar, dass Stahl in diesem Zusammenhang nichts mit nationaler Sicherheit zu tun hat. Es gibt ja auch die ersten Klagen in den USA gegen dieses Vorgehen des Präsidenten. Wir müssen eine klare Position der Europäischen Union zeigen, und da unterstützen wir die Kommissarin eindeutig: keine Aufweichung der Positionierung. Wir können über Reformen reden, aber nicht unter Druck. Unter Druck wird es keine *dirty deals* geben. Es hat nichts mit der nationalen Sicherheit zu tun, vielmehr ist durch das Handeln des amerikanischen Präsidenten die internationale Sicherheit gefährdet.

Emma McClarkin, on behalf of the ECR Group. – Mr President, three months after President Trump announced that he would impose tariffs on steel and aluminium, I regret that we are still debating the issue and the EU hasn't got a permanent exclusion from these tariffs. I consider this to be a misguided action that will mostly affect strategic trading partners such as the UK and the EU, both long-standing and key security allies of the US and who are also affected by the same unfair practices. I have stressed before that the UK and the EU's exports are not the cause of difficulties facing steel and aluminium producers in the US. The main pressures arise from overcapacity that is rooted in market distortive practices. Therefore it is not fair that our industries pay the price for something that they have not created, and it is important that the US recognises this and grants the EU a permanent exception.

I reiterate that it is important to avoid a trade conflict, and the EU is prepared to exercise its rights within the framework of the WTO. We must use the multilateral trading system and dispute settlement as a vehicle to ensure third-country compliance with international commitments. We have heard about negotiations on trade concessions in order to secure a permanent exemption from these tariffs. As a free trade advocate, I would welcome any effort to liberalise trade, but it is important that it is done in a proportionate and transparent fashion. In case of an agreement, it is fundamental to clarify whether these concessions will be permanent or just temporary relief.

Nadja Hirsch, im Namen der ALDE-Fraktion. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Der Zollstreit mit den USA geht in die nächste Runde. Am Freitag läuft die nächste Trump-Frist aus, und die Antwort unserer Handelskommissarin war und ist und bleibt richtig: Gesprächsbereitschaft mit den USA, aber klare Kante gegen schädlichen, ideologisierten Protektionismus. Natürlich wollen wir weiterhin dauerhafte Ausnahmeregelungen für die EU. Die deutsche Bundeskanzlerin Merkel bietet dem US-Präsidenten hinter vorgehaltener Hand allerlei handelspolitische Zugeständnisse, aber ohne einen echten Plan zu haben. Doch damit machen wir uns erpressbar und vor allem auch abhängig von Trumps Launen. Diese Zugeständnisse können zum Anfang vom Ende des freien Handels führen. Deshalb müssen wir gemeinsam als EU, als Handels- und Verhandlungsblock auch stehen. Was wir jetzt brauchen, ist ein neuer Anlauf für ein echtes neues transatlantisches Abkommen, das auch – aber nicht nur – Handelsfragen umschließt, und vor allem einen gemeinsamen Kampf mit den USA gegen subventionierte Überkapazitäten. Nur so können wir wirklich ein Fundament für künftige gute Handelsbeziehungen legen.

(Die Rednerin ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Christian Ehler (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Ich würde gerne die privilegierten Kenntnisse der Kollegin Hirsch – in Deutschland ist die FDP in der Opposition – nutzen, um nochmal zu erfahren, was für tiefergehende Angebote denn angeblich von der Bundesregierung gemacht worden sind.

Nadja Hirsch (ALDE), *Antwort nach dem Verfahren der blauen Karte*. – Wie Sie sicherlich noch besser als wir wissen, sind hier durchaus Gespräche sowohl mit dem Wirtschaftsminister als auch mit der Kanzlerin selbst in den USA geführt worden – auch darüber, ob Zugeständnisse hinsichtlich bestimmter Kontingente und dergleichen eine Möglichkeit bieten, auch um natürlich den deutschen Automobilmarkt zu sichern. Aber ich glaube, dass das unsere Position als Europäische Union einfach schwächen würde.

Ska Keller, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, with the strategy that we've seen from Trump, *America First* or something else, it does not only just attack the EU or China or whoever might be the ultimate target (there's some speculation around that); what it's actually doing – and it's also not really about exemptions here – is that Trump is attacking the multilateral system. He's attacking a rules-based system. That's what it's about and that's what is really making the danger in this situation.

I think this is what we as the EU need to fight to preserve. We need to preserve the multilateral system. It has imperfections, sure, and needs to be reformed, but it's there and it needs to be safeguarded. That's why we should bring this case to the WTO. It's very laudable that we join China in the case, but we also need to be a bit more proactive on that matter. That doesn't mean we need to sit idle while the WTO decides in a couple of years or longer about what to do. We can act now.

But of course, trade measures are only part of the answer. The other thing that we need to look at is how we become more independent from the moods of a US president or the moods of someone else. For that, I think the question to ask is, why it is so threatening to our European economy – or should I rather say economies? Because that's one of the problems: that we have 28, soon 27, different European economies that are trying to out-compete one another. That is part of the problem. We miss a strategy for economy and industry that goes beyond export, export, export. It cannot work like this. We are really, really independent. So we need to have a common European industrial policy that looks to protect our workers but that also supports a move to a low-carbon economy. Then we can also really outshine others. We also have to find answers to an unfair globalisation and make it fair and make it better for people in Europe – but also in the rest of the world – in order to defeat Trump and other like-minded people. For that, we also need to have a strong role in the European Parliament. It is very important that we are not shying away here from making statements as well in the Parliament.

Helmut Scholz, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident! Frau Kommissarin, ich stimme Ihnen zu: Jawohl, wir brauchen eine ganz klare Strategie gegenüber Präsident Trump, der ja offensichtlich vor dem Hintergrund der bevorstehenden US-Kongresswahlen – und ihm werden schlechte Prognosen vorausgesagt – alle Versuche unternimmt, sich erneut als starker Präsident zu präsentieren, entsprechend der Strategie „America First“. Wir müssen deutlich machen: „America First“ darf nicht heißen, dass danach kein anderer mehr kommt.

Ich stimme auch zu, dass die Europäische Union sein Spiel nicht mitspielen darf und lediglich um Ausnahmen für sich selbst betteln darf. Trump handelt illegal, und wir müssen uns jetzt offen zum Grundsatz der Gleichheit vor dem Recht bekennen. Das heißt auch, Strafzölle gegen Indien oder China durch die USA sind von uns abzulehnen, denn wir können nicht zulassen, dass das regelbasierte multilaterale Handelssystem durch diese Schritte weiter ausgehöhlt wird. Es geht um Überkapazitäten, es geht um Kapazität, es geht um Produktionsumfang, um solche Fragen, mit denen wir uns gemeinsam zum Beispiel im Forum zum Stahl im Rahmen der G20 oder der OECD auseinandersetzen müssen – Chinesen, Amerikaner, Europäer, Stahl erzeugende Staaten und Aluminium erzeugende Staaten –, um zu sehen, wie wir die Produktion von heute so organisieren können, dass dabei Arbeitsplätze, nachhaltige Entwicklung, Umweltstandards gewahrt bleiben können – perspektivreich. Das steht zur Stunde an. Ich hoffe, Frau Malmström, dass wir mit einem verstärkten Engagement auch der Kommission in dieser Richtung rechnen dürfen.

Tiziana Beghin, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, i dazi che gli americani vogliono imporre sull'acciaio europeo e sull'alluminio europeo non sono soltanto immotivati, sono soprattutto un sotterfugio per ottenere qualcos'altro. Perché tutte le concessioni che hanno richiesto all'Europa per risparmiarla dalle sanzioni commerciali sono le peggiori richieste che già erano presenti nel TTIP.

Riduzione dei dazi su alcuni prodotti, ma non solo: aumenti delle quote di carne bovina importata, accesso facilitato ai nostri appalti pubblici, senza nessuna garanzia per i nostri imprenditori in America, esportazione di gas di scisto, cooperazione regolamentare su vari settori decisi di volta in volta, ovvero lasciare che i nostri standard vengano messi in discussione su settori che interessano alle grandi industrie e alle lobby americane.

Sembra che gli Stati Uniti utilizzino le sanzioni per arrivare ad un accordo unilaterale ancora peggiore del TTIP. E questo, francamente, è inaccettabile. Come se non bastasse, anche se trovassimo un accordo, gli americani introdurranno comunque una quota per le materie prime, mettendo un limite a quanto acciaio e alluminio europeo potremo esportare da loro.

Signora Commissaria, capisco che non è facile trovare una via d'uscita e capisco che alcune concessioni non sono evitabili, però vorrei che fosse chiaro che noi non accetteremo che il TTIP ritorni dalla porta sul retro, e soprattutto non accetteremo compromessi sulla pelle dei cittadini europei e sulla loro salute.

Nicolas Bay, au nom du groupe ENF. – Monsieur le Président, depuis l'élection de Donald Trump, il souffle un vent d'anti-américanisme primaire sur ce Parlement. Si je suis moi-même réservé, et même critique, quant aux choix géopolitiques du président américain, sa politique intérieure me paraît pertinente et conforme à ses engagements électoraux, en particulier s'agissant de la lutte contre la concurrence déloyale. On est bien loin des demi-mesures de l'Union européenne, qui seront d'ailleurs approuvées demain sans vote.

Si le protectionnisme de Trump vous défrise, on peut prendre d'autres exemples. Il y a quinze ans, la Côte d'Ivoire importait la plupart de ses volailles, mais en 2005, le pays a imposé des barrières douanières qui lui ont permis de développer sa propre filière, avec une taxe de 1,50 euro sur chaque kilo de poulet importé. Le poulet ivoirien est redevenu compétitif et même beaucoup moins cher. Résultat: plus de 50 000 emplois ont été créés, de l'élevage à l'abattage, mais aussi des contrôles sanitaires plus faciles à effectuer et une réduction des émissions de gaz à effet de serre, puisqu'on est dans la production locale.

Chers collègues, des États-Unis à la Côte d'Ivoire, on pourrait citer beaucoup d'autres pays, l'avenir est aux circuits courts en matière agricole et en matière industrielle. Seul un protectionnisme intelligent permet de concilier nos impératifs économiques...

(Le président retire la parole à l'orateur)

Bruno Gollnisch (NI). – Monsieur le Président, feu le président Mitterrand avait confié à un journaliste, à la fin de sa vie, que nous étions en guerre avec les États-Unis d'Amérique, en guerre économique, mais en guerre à mort. Je suis beaucoup plus préoccupé par la prétention insupportable à l'universalité des sanctions américaines décidées contre l'Iran que par les mesures protectionnistes relativement à l'acier ou à l'aluminium. Sur ce premier sujet, en effet, la réaction du Conseil et de la Commission est tout à fait insuffisante. D'ores et déjà, Total a renoncé à son projet d'exploitation du gisement considérable de gaz de South Pars. Les banques ont le souvenir des 7 milliards d'euros qui ont été volés, extorqués, à BNP Paribas. Airbus va devoir renoncer à une commande de 100 avions. Air France suspend ses vols entre Paris et Téhéran. Bouygues et l'aéroport de Paris ont renoncé à la gestion des aéroports iraniens.

Il faut une politique autrement plus ferme et il faut être prêt à placer sous séquestre une quantité de biens et de fonds américains équivalente à ceux dont nous serions spoliés. Ceci aurait beaucoup plus de signification que nos débats.

Alessia Maria Mosca (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, da mesi l'Unione europea e altri alleati degli Stati Uniti ricevono minacce sull'imposizione di dazi. Per quanto assurdo, il destino di milioni di lavoratori dipende a scadenza mensile dai tweet di Trump.

L'Unione europea, nel suo ruolo guida, non può soggiogarsi a questo gioco perverso. Ci tengo quindi a ringraziare la Commissione per i suoi sforzi che fino a oggi hanno permesso l'esclusione dell'Europa da queste tariffe commerciali.

Il risultato, per quanto fragile e temporaneo, è l'ennesima dimostrazione di quanto l'Unione europea, se unita, possa proteggere i suoi cittadini. Non basta: bene ha fatto la Commissione ad annunciare contromisure e l'attivazione di clausole contro un aumento delle importazioni. I nostri lavoratori non devono aver paura, e le Istituzioni europee devono essere pronte a proteggerli a ogni costo.

Oggi, signora Commissaria, si trova sulle spalle una responsabilità grandissima; faremo di tutto per aiutarla a portarla a termine. A Trump voglio rivolgere questo messaggio: una relazione fra partner è costruttiva solo se basata sul dialogo. Non accetteremo la logica delle minacce, né ora né in futuro.

Evžen Tošenovský (ECR). – Pane předsedající, počátkem června bychom se od prezidenta Spojených států amerických měli dozvědět, zda můžeme počítat s bezpodmínečnou výjimkou z uvalení cla pro ocel a hliník, či nikoliv. Zavedení samotných cel by při srovnání dovozu těchto komodit z jiných částí světa nemělo mít výrazné následky pro evropskou ekonomiku – přebytek je obrovský. Mnohem větším problémem by mohla být odvetná opatření Evropské unie vůči Spojeným státům americkým. Nejvyšší představitelé Evropské unie by se proto měli snažit situaci uklidnit a nepřijímat okamžitá dramatická opatření. Cílem by mělo být přátelské, oboustranně rozumné řešení podporující transatlantickou spolupráci a nastolení nových obchodních parametrů. Spíše než na odvetu by se měla Evropa soustředit na zabezpečení evropského trhu pro případ, že dojde k přesměrování oceli z třetích zemí určené původně pro americký trh, tedy z těch států, které se se Spojenými státy americkými nakonec nedohodly. Jen nadprodukce oceli v Číně je více než dvakrát větší než celková roční produkce Evropské unie.

Mariette Shake (ALDE). – Mr President, Commissioner and colleagues, at the moment we most need to strengthen rules-based trade in the multilateral system, our friends across the Atlantic are breaking with American and Transatlantic trends, making the US an unpredictable partner, and this plays into the hands of those who are seeking governance and trade models contrary to those of liberal democracies. So where we would ideally cooperate to address steel dumping onto the global market, the Trump administration has used the illegitimate argument of national security to slap tariffs on European steel and aluminium. It has pulled section 232 from the Cold War era at a time that no one should long to return to. Not only does the invoking of this section hurt our shared ability to solve problems, it also hurts the Transatlantic relation. I share the Commissioner's assessment that these US measures are against WTO rules. We need to push for permanent exemption and support you in imposing rebalancing measures if the EU is forced to do so. What is certainly not appropriate is to pressure the EU into negotiations with the US on broader trade arrangements and to defrost TTIP under these circumstances. Sure there's a lot we can talk about, but not with these tariffs hanging over our heads or with a metaphorically loaded gun pointed at us. This is the moment for strong, united European leadership – that means including all Member States – leadership towards trade that benefits all, and of course, this means standing against unfair trade practices, and I'm glad to hear some colleagues in this House who used to want to blow up the trade rules themselves now standing here to defend them. So there might be a little bit of a silver lining in all of this very, very troubling situation.

Molly Scott Cato (Verts/ALE). – Mr President, the objective of Trump's tariffs on steel is not primarily to support the US steel industry, but to launch a trade war and smash the multilateral system of trade negotiation. It would be a very serious mistake for the EU to respond by appeasing this global bully.

Trump's reaction is ignorant and indiscriminate, but it offers us an opportunity to rethink our trade policy in a situation where the EU imports around 24% of its steel. If we import steel from countries that flout human rights and climate commitments, then we are destroying jobs at home while colluding in a race to the bottom.

The Greens fought hard for the inclusion of social and environmental standards in the modernisation of the anti-dumping instruments, and we urge the Commission to make use of these instruments. To respond to Trump's decision to pull the US out of the Paris Agreement, we need to make progress on the idea of an import tariff on climate-busting steel. This can ensure that taking action on the climate does not damage energy-intensive industries here, but it must be balanced by a meaningful and rising carbon price floor across the EU. Such a border adjustment mechanism would be acceptable to the WTO, since domestic and imported products would be treated alike.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Bill Etheridge (EFDD), blue-card question. – Thank you for taking the question. You speak about imposing tariffs on imports from around the world, and particularly those you consider to be nations that manufacture in a way that damages the climate. Have you considered in this thought the fact – and I know this from having worked in steel stockholding myself for many years – that by doing this, you will drive up the prices all across the EU and the end-user price will go through the roof as well and effectively, there is a huge risk to employment and jobs across the EU by taking these measures rather than allowing people to buy competitively?

Molly Scott Cato (Verts/ALE), blue-card answer. – In my view, if we want to maintain high standards in Europe, then we have to require other countries to keep those standards as well. If we don't do that, we're simply involved in a race to the bottom. So the ideal is that we set high standards here in Europe, we protect them when it is possible to do that by a tariff at our border, and therefore we enable the rest of the world to rise to our higher standards. For me, that's what a constructive trade policy would look like in the case of steel, but for other products as well. If we're going to have high standards in Europe, then we must require the rest of the world to rise to those standards.

Patrick O'Flynn (EFDD). – Mr President, the most curious aspect of the EU's trade dispute with the Trump administration is its enthusiasm for claiming the moral high ground, because the European Union is itself built on the ideology of barriers to trade. You are a customs union, so it is hardly logical to berate the United States of Europe for being one too. Indeed, it was recently admitted by the German think-tank, the IFO Centre for International Economics, that the EU has a significantly worse record on tariff barriers than does the US. The EU unweighted customs duty is on average 5.2%, while in the US it is just 3.5%. President Trump sees that America is running a USD 90 billion trade deficit with the EU and thinks he can force a better deal, so he is exerting leverage in the area of steel and aluminium, protecting his own producers.

It will be interesting to see whether ultimately the EU takes a kinder stance towards him than it has so far taken towards Theresa May, who presides over a much larger UK trade deficit with the EU but who has bent over backwards to be accommodating in Brexit negotiations, not only begging for a frictionless trade deal in such circumstances, but she is also paying up 40 billion of UK taxpayers' money to further sweeten things. She not only says she won't have a hard border in Ireland, but she seems to be saying she must avoid doing anything that leads you to think you must impose a hard border in Ireland either, yet still you kick sand in her face. In such circumstances, can anyone blame Mr Trump for believing that the way to get a better deal for his country with the EU is to put the thumbscrews on you? I am sad to say I believe his tactics ultimately will bear a lot more fruit than Mrs May's desperation to please has done thus far.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Christian Ehler (PPE), Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Herr Kollege O'Flynn, ich hätte nur die Bitte: Sie haben vorhin erwähnt, dass die Europäische Union darauf beruht, dass sie eine Zollunion sei. Ich glaube, es liegt sozusagen nicht nur dem Brexit und Ihrer zum Teil obskuren Argumentation der Irrtum zugrunde, dass die Europäische Union nicht geschlossen wurde, um Zölle zu erhöhen, sondern das erfolgreichste Modell ist, dass eine Vielzahl von Mitgliedstaaten Zölle vollkommen eliminiert haben. Insofern scheint mir da volkswirtschaftlich bei Ihnen etwas durcheinandergelassen zu sein.

Patrick O'Flynn (EFDD), blue-card answer. – Thank you for that question. As far as I am aware, the United States of America is not yet a member of the European Union and nor are more than 100 other countries around the world, and they have to trade with the European Union on the basis of external tariff barriers. The point I am making is that it ill behoves the EU and everyone in this assembly to get on the moral high horse and berate other countries for imposing tariffs when the whole ideology that brought the forerunner of the EU into being was one of external tariff barriers.

Jean-Luc Schaffhauser (ENF). – Monsieur le Président, Madame Malmström, vous connaissez les chiffres, du moins je l'espère. L'Union européenne a 120 milliards d'excédents par rapport aux États-Unis et 170 milliards de déficit par rapport à la Chine, et, globalement, nous avons 30 milliards d'excédents. Sauf si vous considérez que l'économie doit être prédatrice, appauvrir les uns ou enrichir les autres, vous devriez vous demander chaque matin, quand vous vous levez: que dois-je faire pour ne pas appauvrir les États-Unis et que dois-je faire pour ne pas enrichir la Chine? Comment mettre en place une politique pour diminuer mes excédents par rapport aux États-Unis et comment mettre en place une politique pour diminuer mes déficits par rapport à la Chine?

Cette politique, vous ne la ferez pas, parce que, fondamentalement, la politique actuelle sert la finance et sert la dette.

José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra (PPE). – Señor presidente, señorías, como nos ha recordado la señora Malmström, el próximo sábado expira el plazo de exoneración que ha dado el presidente de los Estados Unidos para las exportaciones de acero y aluminio.

Desgraciadamente, esta política se ha practicado en otros tableros, como el acuerdo de comercio e inversión con la Unión, el acuerdo transpacífico, el acuerdo con México y Canadá, el acuerdo sobre el cambio climático de París o el acuerdo nuclear con Irán, al que se acaban de referir.

Se ha pedido, hace un momento, un liderazgo de la Unión Europea en estos tiempos de proteccionismos.

Pues bien, yo quiero decir que la comisaria Malmström y la Comisión Europea en momentos muy difíciles han dado prueba de visión, se han movido con rapidez y han iniciado o concluido importantes acuerdos comerciales con Vietnam, con Singapur, con Canadá, con Japón y con México. Y esperamos, señora comisaria, que concluya rápidamente el acuerdo con el Mercosur.

Es evidente que usted se ha conducido de forma prudente, mesurada. Pero se recordaba aquí que el presidente de los Estados Unidos ha dado instrucciones para hacer un estudio, sobre la base de la sección 232 de la Ley de 1962, acerca de si la importación de automóviles podría afectar a la seguridad de los Estados Unidos.

Pedimos, señora comisaria, que la Unión Europea actúe a través de esa agenda positiva y constructiva pero que, al mismo tiempo, actúe con arreglo a sus convicciones, con determinación, en el caso de que los intereses legítimos de la Unión Europea se vean afectados.

Victor Boştinaru (S&D). – Mr President, Madam Commissioner, we are living uncertain moments which might impact not only the future of the EU-US trade relations and the decades of governed global trade system, but also the future of the international rule-based multilateral system as a whole, in which the cornerstone of a peaceful and stable liberal order was represented, among others by the trade relations between our continent and the United States. Yes, President Trump's demands are deepening policy differences between the transatlantic allies on issues ranging from trade to foreign policy. The requested tariffs on steel and aluminium could seriously harm the interests of both sides and can unleash retaliations in the reciprocal protectionism around the world. Without hesitation, I can only affirm today the most clear positioning of the Socialists and Democrats: we support and we wish to consolidate the multilateral system and work together with all our partners for ensuring free and fair trade. The worst we can have is an economic war (*inaudible*).

Joachim Starbatty (ECR). – Herr Präsident, Frau Kommissarin! Die Strategie der Kommission scheint zu sein: „Wie du mir, so ich dir“. Wenn die Amerikaner nett sind, sind wir auch nett, und wenn sie nicht nett sind, dann haben wir die richtigen Antworten darauf. Das ist der Beginn jedes Zyklus in den Protektionismus – das hat die Geschichte gezeigt. Wenn wir so fortfahren, einfach sozusagen Schlechtes mit Schlechtem vergelten, werden wir in den Protektionismus kommen. Herr Trump kann nicht belehrt werden. Er ist einfach der Auffassung, dass er am stärkeren Hebel sitzt, und er lässt sich auch nicht von den Argumenten von Frau Quisthoudt-Rowohl überzeugen, wonach jeder Protektionismus zur Wettbewerbsunfähigkeit führt – er macht nicht sein Land groß, sondern klein damit.

Deswegen jetzt der Vorschlag: Die EU sollte von sich aus eine Freihandelsinitiative starten. Die Welt schaut auf die EU. Wir sollten ein Freihandelsacker sein, und wenn es richtig ist, dass Protektionismus einem Land schadet, so ist es so, dass Freihandel einem Kontinent nutzt!

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Daniel Caspary (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Herr Starbatty! Stimmen Sie mir zu, dass die Europäische Kommission eben genau nicht „Wie du mir, so ich dir“ macht, sondern dass die Vorschläge, die auf dem Tisch liegen, ganz bewusst eben nur ungefähr die Hälfte von dem ausschöpfen, was nach WTO-Recht möglich wäre?

Zweitens: Stimmen Sie mir zu, dass sich die Partei, über deren Liste Sie in dieses Parlament gewählt wurden, ausdrücklich gegen Freihandel und gegen ein Handelsabkommen mit den USA ausgesprochen hat und Ihre Argumentation von daher etwas zwiespältig ist?

Und drittens: Stimmen Sie mir zu, dass die Kommissarin für eine massive Außenhandelsstrategie steht, viele Handelsabkommen jetzt zum Glück erfolgreich abgeschlossen hat, und jetzt wir im Parlament ...

(Der Präsident entzieht dem Redner das Wort.)

Der Präsident. – Vielen Dank, Herr Kollege Caspary! Wir haben 30 Sekunden für eine Frage und 30 Sekunden für eine Antwort. Bei drei Fragen wird es ohnehin ein bisschen knapp in 30 Sekunden.

Joachim Starbatty (ECR), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Herr Caspary! Ich höre nur, was die Kommissarin gesagt hat und was hier in diesem Hause gesagt wird, und das ist der Beginn einer Protektionismusspirale. Und wenn Sie sagen: „Sie vertreten eine andere Meinung als die Partei, für die Sie hier in das Parlament gekommen sind“: Ich vertrete immer die Meinung eines Ökonomen, nämlich dass Freihandel allen nutzt. Davon bringt mich niemand ab, auch Sie nicht, Herr Caspary.

Bill Etheridge (EFDD). – Mr President, I come at this debate from a somewhat different view to many colleagues here. It is one of the few debates since I've been here that I can speak from the perspective of pure personal experience. I was in the steel industry, stainless steel and aluminium, for twenty years. I worked in the service and stock-holding sector during that time. I started off with British Steel Stainless and then moved on to a variety of companies across Europe, Avesta and Thyssenkrupp being most notable amongst them.

What I noticed during that time was the importance of the variety of areas you can import from to be able to service your customers correctly. Tariffs and a trade war with the United States would be absolutely devastating to this market sector. What we have to think about is that it would not just make it difficult to import – sometimes – qualities of steel that you can't always get domestically or from within the EU, but also the situation is that domestic mills will grow in power and grow in size.

Now you might think that that's a good thing, but when competition is beaten away by a huge giant then you lose price competition, you lose quality competition, you lose many of the aspects that made steel stock-holding and service centres such an integral part of the manufacturing economy in the UK and across Europe.

When you look at the tariff and counter-tariff argument, all the end result will be is an endless spiral of unemployment and of industry crashing down. I understand what President Trump is doing. There are cases of dumping on the market, most notably from China, which is tantamount to trade war. It's an effort to destroy domestic production: wipe them out so that they can then control the market. It's obvious. There must be measures against dumping, I think many of us would agree. But to take it on to a tariff war would be a catastrophic error. This is not just me speaking. This is coming from voices within the steel industry.

We are concerned – many people – about the devastating and paralysing impact of these tariffs because all it would seem you're hearing is the lobby voice of the big manufacturer, the big mill. Think about the service sector, the stockholder, the medium-sized business who actually look after the end users, who are the people who have to provide the skill and the technological information that goes into it. We must be fighting hard for tariff-free trade across the world, and certainly with the USA.

I hope an independent UK will be able to do a tariff-free trade deal with the United States of America. But also, for the sake of the world economy, I hope the EU can do the same because I don't want to see people losing their jobs and their livelihoods anywhere. Let's forget the political differences and focus on the reality of jobs and employment in our economies.

(The speaker agreed to take a blue-card question under rule 162(8))

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *pregunta de «tarjeta azul»*. – Señor Etheridge, acaba de señalar la importancia de poder tener un acuerdo comercial —el Reino Unido con los Estados Unidos— para evitar la guerra comercial.

Supongo que reconocerá que Canadá y México han sido países igualmente amenazados por los Estados Unidos aun teniendo un acuerdo de libre comercio y renegociando otro acuerdo mejor de libre comercio, lo que no ha servido de nada.

En ese sentido, si definitivamente los Estados Unidos imponen aranceles a la Unión Europea, a pesar de que la Unión Europea, la Comisión está criticando cualquier guerra comercial, ¿cómo lo valoraría? ¿Cuál es la respuesta que usted plantea?

Bill Etheridge (EFDD), *blue-card answer*. – I believe that one of the main roles of politicians – the Commission for the EU, the politicians for the UK, wherever you talk about – is to facilitate free trade so that we can all get wealthier. We want all to get wealthier. I understand what you are saying and understand that Mr Trump's actions have sparked much of this. I don't agree with tariffs; I want a world free of tariffs so that we can all trade freely and compete.

In the short term, what we must do is speak to each other and stop this devastating trade war. It benefits nobody, and we must work together to stop this by organising free trade and having discussions.

Adam Szejnfeld (PPE). – Panie Przewodniczący! Wielokrotnie w ostatnich latach słyszeliśmy tu na tej sali, ale także w państwach członkowskich, głosy krytyki dotyczące umów handlowych, usługowych, inwestycyjnych, na przykład właśnie umowy TTIP ze Stanami Zjednoczonymi czy umowy handlowej CETA z Kanadą, która przecież właściwie o włos tylko przeszła. Ci sami ludzie często, albo te same środowiska teraz podnoszą głosy krytyki wobec prezydenta Donalda Trumpa i stanowiska Stanów Zjednoczonych w sprawie cel, które wiążą handel między innymi między Unią Europejską a Stanami Zjednoczonymi. No przecież to jest wspaniały przykład na to właśnie, czym się kończy taki nacjonalizm, szowinizm, zamykanie swoich narodów i państw przed innymi, ograniczanie handlu. Czyli jeśli handel miałby być otwarty dla Unii Europejskiej – to jest dobrze, jeżeli miałby być zamykany dla nas – to to jest złe.

Chcę powiedzieć, że przeżywamy dobrą szkołę na to, jakim świat powinien być. Ja chcę pochwalić Komisję Europejską właśnie za stanowisko, które prezentuje, za stanowisko, które jest działaniem na rzecz otwarcia i otwierania się na inne państwa, na inne rejony ekonomiczne świata i tą polityką możemy doprowadzić także do zamknięcia konfliktu ze Stanami Zjednoczonymi, a nie odwrotnie.

Jeppe Kofod (S&D). – Mr President, first of all I don't understand the right wing of this Chamber arguing that when the US is imposing tariffs on steel and aluminium on Europe as a response to China, then we shouldn't react. It's okay to face China, who are actually violating the principles of WTO and doing unfair practices, but why is the US imposing tariffs on Europe? This is in violation of WTO rules and also the multilateral trade order.

So we should be very strict here. People are talking about retaliation; no, it is a reaction. We need to use and protect our own workers our own industries against unfair trade practices vis-à-vis China or the US, as is the case now with Trump.

Secondly, I just want to say we live in an integrated economy. So it is little absurd in 2018 to talk about this as if it would resolve any problems. And thirdly, I'm very preoccupied with how to defend the rights of workers in a time of globalisation. So we should start a dialogue with the US on how to implement ILO conventions, how to ensure collective bargaining and how to ensure that the things we get from trade agreements also benefit the people. That's a real discussion.

Laima Liucija Andrikienė (PPE). – Mr President, the United States is without any doubt our most important strategic partner. Together, we foster our strategic interest in mutual prosperity and security, but the international system is undergoing a transition period and everyone faces challenges. Even with the frozen TTIP negotiations, we have to use the momentum to harness globalisation together and to continue working together to fight excessive capacities in key sectors and tackle trade issues of mutual interest. Instead of acting against each other, we should search for solutions together. Therefore I consider imposing import tariffs on EU steel and aluminium as an inappropriate redress to cover the actual problems of over-capacity. Steel and aluminium imports from the EU should be permanently exempted from tariffs.

US threats of punitive tariffs are jeopardising the transatlantic relations and the global trade and investment system under WTO rules. I strongly support the Commission in its engagement with the United States in order to avoid a trade war and to improve our trade relations. We all have to obey the rules and keep to the standards, otherwise we only produce chaos, and nobody can foresee which consequences this will have for the world.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D). – Señor presidente, Trump pone en peligro la estabilidad mundial.

La Unión Europea es un aliado fiable de los Estados Unidos que cumple las normas y, desde luego, no puede estar expuesta a las amenazas permanentes de subida de aranceles aludiendo a razones injustificadas de seguridad nacional.

Por ello, debe quedar definitivamente excluida de tales medidas y seguir liderando la defensa de la gobernanza mundial, porque es precisamente en el marco de la OMC y en los foros internacionales donde debemos afrontar conjuntamente —la Unión Europea y los Estados Unidos— los retos que compartimos frente al exceso de sobrecapacidad industrial, frente a la competencia desleal y a los desequilibrios comerciales.

Por ello, considero también que es inaceptable el bloqueo que están haciendo los Estados Unidos al nombramiento de los jueces en el Órgano de Apelación de la OMC.

Es preciso reconducir la situación y apoyar la estrategia de la Unión Europea, de la comisaria: inteligente, proporcionada, basada en la coordinación con nuestros socios y en la Unión.

Y le pido también ayuda para defender los intereses de la aceituna española de mesa.

Christian Ehler (PPE). – Herr Präsident! Zunächst freut mich, dass wir eine kluge, besonnene Kommissarin an der Spitze haben, dass klar ist, dass die europäische Reaktion wertebasiert ist, dass wir die Stimme der Vernunft für den freien Handel, für ein WTO-System sind. Ich freue mich auch, dass Frau Keller, die ja einen Sturmangriff für die Grünen und die Linken gegen den Freihandel und wertebasierte Handelsabkommen geführt hat, jetzt in den Hafen der Vernunft zurückkehrt. Sie hat zwar kurz und etwas verwirrt ihre ökonomischen Vorstellungen vorgetragen, aber sich doch für ein wertebasiertes und strukturiertes Handelssystem ausgesprochen.

Also, in Zeiten der Krise finden die Europäer zusammen. Und es gilt auch, den Europäern zu sagen – und ich sage das zu Hause, bei meinen Stahlarbeitern, bei den Menschen, die hier leben: In einer Situation der Krise, wo nicht Amerika unser Feind ist, sondern eine verwirrte Trump-Administration im Moment den Versuch unternimmt, Feuer an das Welthandelssystem zu legen, ist Europa die besonnene Stimme, die reagiert, wo den Menschen Schutz gegeben wird, weil wir in der Europäischen Union gemeinsam eine Stimme haben, ernst genommen werden und in der Lage sind, vernünftige Maßnahmen zu ergreifen, um auf der einen Seite die Krise zu entschärfen und uns auf der anderen Seite nicht von Dritten abhängig zu machen.

Ich möchte auch nochmal hinzufügen, dass diese Gemeinsamkeit zwischen der Mehrheit des Parlaments und der Kommission in Amerika ja nicht gegeben ist. Wir werden jetzt in diesem Monat unsere Kollegen aus dem amerikanischen Kongress treffen, und ich wage zu bezweifeln, dass der amerikanische Kongress diese exotische Politik des Präsidenten unterstützen wird. Es ist im Grunde genommen unamerikanisch, und das müssen wir auch unseren Kollegen im amerikanischen Kongress vermitteln.

David Martin (S&D). – Mr President, the only thing I agree on with the people on the right is that no sensible person wants a trade war, but the best way to avoid such a trade war is by strong action and strong words against the illegal measures that President Trump is proposing. Our response, as laid out by the Commissioner, is WTO compatible, it is lawful and it is the right course of action. If we can stick to this, if we can stay strong as the EU, we will be demonstrating to our trading partners beyond the United States that we are ready to stand up for the global system, we are ready to stand up for free and fair trade and we're ready to stand up for a rules-based system. Only by demonstrating that we are ready to stand up for a rules-based system can we avoid a downward spiral in terms of open and free trade. If the EU stands firm, we will find allies across the globe and possibly in some strange places like China, which also depends on a globalised trading system. This is not about starting a trade war; this is defending the global free trade system.

Massimiliano Salini (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ringrazio la signora Commissaria, noi abbiamo l'abitudine da qualche tempo a questa parte in Parlamento di occuparci di dazi e di tariffe.

Non sono un amante dei sistemi di protezione del mercato, tuttavia sono fortemente consapevole che sia legittimo, anzi doveroso, che chi come noi rispetta le normali regole del mercato decida ad un certo punto – e lo abbiamo fatto modificando le regole anti-dumping con la relazione dell'onorevole Cicu – decida di proteggersi da chi il mercato non lo rispetta.

Bene, in questo caso siamo in un contesto totalmente differente. Lo abbiamo detto e Lei lo ha ripetuto: i dazi che gli Stati Uniti intenderebbero imporre all'Unione europea rispondono ad una logica totalmente diversa: addirittura è nel mercato che si dimostra la loro iniziale inutilità.

Si pensi – molti di noi lo sanno – che gli importatori statunitensi oggi hanno un prezzo del mercato dell'acciaio statunitense molto alto, al punto tale che non smetterebbero di comprare acciaio europeo nemmeno se aumentato del 25 %, in una prima fase. Questo dimostra che si tratta di dazi totalmente privi di giustificazione, e sono dazi che rispondono a un'altra logica.

Su quella logica, giustamente, Lei e l'Unione europea decidono di negoziare ad un alto livello, che è un livello innanzitutto politico, affinché gli Stati Uniti accettino di continuare ad essere il nostro più importante partner commerciale.

Karoline Graswander-Hainz (S&D). – Herr Präsident! Präsident Trump betreibt rücksichtslosen Protektionismus. Gerade jetzt muss sich Europa besonders für fortschrittlichen und fairen Handel stark machen. Protektionismus und Nationalismus – das sind doch Gespenster der Vergangenheit und sind keine richtigen Antworten auf die aktuellen Herausforderungen. Wenn Trump der EU unfaire Handelspraktiken vorwirft, hat er das einfach nicht verstanden. Wir wollen den Binnenmarkt und die europäischen Arbeitsplätze vor unfairen Wettbewerbsbedingungen schützen. Bei den geplanten Strafzöllen muss die EU eine bedingungslose Ausnahme erreichen. Am Argument der nationalen Sicherheit ist für die europäische Seite wenig dran. In Wirklichkeit handelt es sich um verdeckte Schutzmaßnahmen, die nicht WTO-kompatibel sind. Falls es zu Strafzöllen kommt, werden wir mit Ausgleichsmaßnahmen reagieren, um das Gleichgewicht wieder herzustellen. Ich erwarte, dass Europa seine Stärke nutzt und geeint gegenüber Trump und den USA auftritt.

Andreas Schwab (PPE). – Herr Präsident, Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen! Zunächst einmal freue ich mich, dass wir hier im Parlament bisher eine gemeinsame Haltung zu den angedrohten Zöllen der Amerikaner eingenommen haben, und ich finde, Frau Kommissarin, Sie haben es auch sehr deutlich in ihrer Einführung gesagt: Wir wollen die Offenheit, aber auch die Einheitlichkeit des europäischen Binnenmarktes verteidigen, weil wir glauben, dass wir in der Welt, im globalen Welthandelssystem Regeln brauchen, an die sich alle halten – auch wir. Und weil wir glauben, dass wir diese Regeln weiterentwickeln wollen – insbesondere mit den Handelspartnern, mit denen wir eng zusammenarbeiten –, haben wir ja vor einigen Jahren auch die Gespräche über TTIP begonnen, die von niemand anderem abgebrochen wurden als von unserem momentanen amerikanischen Gegenpart, und deswegen sollten wir darauf achten, dass wir unsere Offenheit, den internationalen Welthandel zu entwickeln und den Binnenmarkt offen zu halten, nicht aufgeben.

Zum Zweiten teile ich aber die Einschätzung, die hier vorgetragen wurde, dass die von den Amerikanern jetzt einseitig an uns herangetragenen Strafzölle nicht mit den Regeln der Welthandelsorganisation vereinbar sind. Wenn wir die internationalen Regeln verteidigen wollen, dann müssen wir hier auch sagen, dass wir das amerikanische Vorgehen an dieser Stelle nicht akzeptieren können. Mir wäre daran gelegen, Frau Kommissarin, dass es uns gelingt, diesen Streit konstruktiv zu lösen, und es am Ende vielleicht so hinzubekommen, wie es bei George Bush vor einigen Jahrzehnten auch der Fall war. Damals sind auch Strafzölle angedroht worden, die am Ende aber nicht das gebracht haben, was die amerikanische Seite sich davon versprochen hat. Das wäre die Möglichkeit, mit TTIP wieder von vorne anzufangen. Der

Welthandel nutzt allen, auch wenn die Bewohnerinnen und Bewohner der USA das momentan vielleicht nicht so genau sehen.

Salvatore Cicu (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissaria, credo che, così come Lei ha rilevato, i prossimi giorni saranno importanti per decidere e stabilire quali nuove relazioni tra l'Unione europea e gli USA.

Io credo che dovremmo condividere molti obiettivi, perché sappiamo che parliamo di sovraccapacità, sappiamo che parliamo di regole all'interno dell'OMC che debbono realizzare un livello di parità di condizione. Abbiamo lavorato tanto con Lei all'interno del sistema dell'Unione europea, nel rispetto di queste regole, soprattutto perché la tutela di queste regole faccia derivare una capacità di difendere i nostri lavoratori, la nostra industria e la nostra impresa.

Però credo anche che Trump, come Lei più volte ha rilevato, faccia un ragionamento di ricentralizzazione strategica di una dimensione.

Ecco, sono contento che ci sia unità e sono contento del suo operato strategico, che porterà sicuramente ad obiettivi importanti.

Jan Zahradil (ECR). – Pane předsedající, to je samozřejmě velmi nepřijemná situace, kterou jsme my nezpůsobili, ale máme teď možnost jako Evropská unie prokázat, že jsme skutečně pozitivní globální síla a že protekcionismus nesmí být a nebude naším nástrojem. My, pokud nedojde k nějaké dohodě, budeme muset na americká opatření odpovědět, ale já bych se velmi přimlouval, aby ta opatření byla umírněná, aby byla přiměřená, aby byla omezená v čase a samozřejmě, aby byla v souladu s pravidly Světové obchodní organizace (WTO).

Musíme tam spolupracovat s ostatními partnery, jako například s Japonskem, které už nám dalo najevo, že je ochotné se postavit proti těm zdůvodněním, které americká administrativa, zejména v oblasti národní bezpečnosti, použila. Musíme se ale v tom případě, když použijeme arbitráže nebo apelu vůči Světové obchodní organizaci, připravit na to, že to bude velmi dlouhý proces. Máme ale možnost se k tomu postavit pozitivně.

Der Präsident. – Es ist ja sehr schön, dass Herr Kollege Zahradil Fans auf der Tribüne hat. Ich möchte Sie trotzdem darauf hinweisen, dass es parlamentarisch nicht üblich ist, dass man Zustimmungs- oder Missfallensäußerungen von der Tribüne gibt.

Spontane Wortmeldungen

Krzysztof Hetman (PPE). – Panie Przewodniczący! Wejście Stanów Zjednoczonych na ścieżkę protekcjonizmu w odniesieniu do przemysłu stali i aluminium jest niewątpliwie informacją niepokojącą i smutną. Historia pokazuje bowiem, że taka polityka nigdy nie kończy się happy endem, zaś Europa i Stany Zjednoczone zawsze większe korzyści osiągały współpracując ze sobą. Decyzja Stanów Zjednoczonych wymusza jednak na Unii konieczność reakcji. W moim przekonaniu musi ona być trzyetapowa. Po pierwsze musimy negocjować ze Stanami stałe przedłużenie funkcjonującego obecnie do końca czerwca wyłączenia państw unijnych z nałożonych ceł oraz zaproponowanie współpracy nad rozwiązaniem światowego problemu, jakim jest nadprodukcja stali. Jeżeli nie uda się tego osiągnąć, Unia powinna złożyć skargę do Światowej Organizacji Handlu, a następnie podjąć również dodatkowe działania zabezpieczające przemysł europejski.

Nicola Caputo (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la decisione dell'amministrazione americana di concedere, dopo la scadenza del 1° maggio, altri 30 giorni di esenzione all'Unione europea dai dazi su acciaio e alluminio lascia in vita la speranza che una guerra commerciale globale possa ancora essere scongiurata.

Siamo all'inizio di una settimana decisiva, in cui è ancora possibile trattare. Ho apprezzato molto la posizione della Commissaria Malmström di non accettare negoziati finché l'Unione non avrà ricevuto una proroga incondizionata delle tariffe, in modo da poter prendere decisioni sufficientemente ponderate per evitare un conflitto commerciale che porterebbe scompensi a tutti, europei e americani.

Ma su alcune cose l'Europa non può tornare indietro. In campagna elettorale il Presidente Trump ha affermato che l'Europa ha molte altre barriere all'importazione di prodotti americani, tra le quali gli standard qualitativi dei nostri prodotti alimentari e la nostra legislazione ambientale. Le garanzie di sicurezza alimentare che assicuriamo ai nostri cittadini e gli impegni assunti a livello internazionale con l'accordo di Parigi non devono assolutamente essere al tavolo dei negoziati.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, έχουμε επανειλημμένα ασχοληθεί με τα προβλήματα που αντιμετωπίζει η ευρωπαϊκή χαλυβουργία και εδώ, σε αυτή την αίθουσα, είχαμε ζητήσει τη λήψη μέτρων για να προστατευθεί η ευρωπαϊκή χαλυβουργία. Διότι αντιμετωπίζει τεράστιο πρόβλημα και, κυρίως, αντιμετωπίζει αθέμιτο ανταγωνισμό από την Κίνα. Πέρασε τόσο χρονικό διάστημα! Επί δύο ή τρία χρόνια συζητούσαμε και μέτρα δεν βλέπαμε! Ταυτόχρονα, οι Ηνωμένες Πολιτείες προχωρούν αποφασιστικά στη διαμόρφωση μιας στρατηγικής προστατευτισμού. Φυσικά, το επιχείρημα περί εθνικής ασφάλειας δεν ισχύει. Είναι διάτρητο και δεν μπορεί να το λείει ο κύριος Trump απέναντι στην Ευρωπαϊκή Ένωση, που υποτίθεται ότι τα περισσότερα μέλη της είναι μέλη του NATO και άρα έχουν έναν κύριο σκοπό. Από εκεί και πέρα, προφανώς, εάν προχωρήσουν οι Ηνωμένες Πολιτείες στη λήψη προστατευτικών μέτρων κατά των ευρωπαϊκών βιομηχανιών του χάλυβα, πρέπει και εμείς, προφανώς, να αντιδράσουμε παίρνοντας αντίστοιχα μέτρα.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, νομίζω πως η συζήτηση έχει εξαντληθεί. Νομίζω και εγώ ότι δεν υπάρχει άλλος δρόμος από τη συζήτηση με την αμερικανική κυβέρνηση και τον κύριο Trump μέσω του Παγκόσμιου Οργανισμού Εμπορίου. Θα θυμίσω όμως ότι, πέρα από τις συζητήσεις, υποχώρησε κάπως στα μέτρα που έβαλε στο εμπόριο με την Κίνα, δεδομένων κάποιων αντίμετρων από τη χώρα αυτή. Άρα, πέρα από τη συζήτηση ή μέσα από τη συζήτηση, πρέπει να φανεί καθαρά ποια βλάβη μπορεί να υποστεί από αντίμετρα δικά μας. Θέλω όμως να κλείσω με το εξής: νομίζω ότι το Ηνωμένο Βασίλειο μπορεί να τείνει να θέλει να εκμεταλλευθεί αυτή τη διαφορά προς όφελός του. Άρα, οι συζητήσεις μας με το Ηνωμένο Βασίλειο για το Brexit πρέπει να λάβουν υπόψη τους το γεγονός ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση θέλει και μπορεί να είναι συμπαγής απέναντι στην κυβέρνηση της Αμερικής για αυτό το ζήτημα.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, εφόσον υλοποιηθεί η απόφαση του Προέδρου των Ηνωμένων Πολιτειών να επιβάλει δασμούς στις ευρωπαϊκές εξαγωγές χάλυβα και αλουμινίου, θα υπάρξουν – προκειμένου να προστατεύσει την αμερικανική οικονομία – συνέπειες όχι μόνο στις ευρωπαϊκές βιομηχανίες αλλά και στις αντίστοιχες βιομηχανίες πολλών άλλων χωρών. Για τον λόγο αυτό, πρέπει η Ευρωπαϊκή Ένωση να διαπραγματευτεί ούτως ώστε να μην ισχύσει αυτή η απόφαση. Άλλωστε, η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν είναι υπεύθυνη για την παγκόσμια αύξηση παραγωγής προϊόντων χάλυβα και αλουμινίου. Επιπλέον, ως σύμμαχος των Ηνωμένων Πολιτειών δεν απειλεί την οικονομία ή τα συμφέροντά τους. Από την άλλη πλευρά, εάν αποτύχουν αυτές οι προσπάθειες και οι διαπραγματεύσεις, τότε είμαστε υποχρεωμένοι να λάβουμε μέτρα προστασίας των προϊόντων χάλυβα και αλουμινίου που παράγονται στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Εάν αυτή η προσπάθεια αποτύχει, τότε θα έχουμε μια επιδείνωση του ήδη υφισταμένου οικονομικού πολέμου μεταξύ Ινδίας, Κίνας, Ευρωπαϊκής Ένωσης και Ηνωμένων Πολιτειών, που θα προκαλέσει πολιτική κρίση.

Daniel Caspary (PPE). – Herr Präsident! Strafzölle, das ist ein Wort, das wir heute sehr oft gehört haben. Wir sollten aufpassen, dass wir den Amerikanern da nicht auf den Leim gehen. Wir reden hier de facto nicht über Strafzölle, sondern wir reden hier über illegale, ungerechtfertigte protektionistische Zölle, die da in den Vereinigten Staaten diskutiert werden, und genau so sollten wir sie bitte auch in der Öffentlichkeit nennen.

Ich bin entsetzt, wenn etliche Kollegen in der Debatte angeführt haben, dass wir höhere Durchschnittszölle haben als die Amerikaner. Ja, das stimmt, aber die Amerikaner haben viel, viel höhere nichttarifäre Handelshemmnisse gegen unsere Produkte. Wir haben Schwierigkeiten, in den Markt für das öffentliche Beschaffungswesen reinzukommen. Wir haben den Buy American Act in den Vereinigten Staaten, der unseren Unternehmen das Leben schwer macht. Und genau deswegen wollte doch eine breite Mehrheit hier im Europäischen Parlament immer ein umfassendes Abkommen, um diese Dinge zu klären. Leider ist es ja an den Amerikanern gescheitert.

Die Amerikaner machen durch die Maßnahmen auch nicht ihre Wirtschaft stark. Wer Stahl teurer macht, der macht die amerikanischen Produkte teurer. Ich bin mal gespannt, was mit all den Autos passiert, die im Moment aus Amerika heraus in die Weltmärkte exportiert werden, ob das in Zukunft noch so möglich ist oder ob nicht doch die Arbeitslosigkeit in Amerika durch so etwas steigt.

Der Präsident. – *Colleague Zoană, could you please put on your earphones?* Frau Kollegin Zoană! Sie sind jetzt gerade eben eingetroffen. Ich erteile Ihnen jetzt noch das Wort zum Verfahren der spontanen Wortmeldungen. Aber ich will Sie darauf hinweisen, dass schriftliche Anmeldungen – wir sind heute gut in der Zeit – zum Verfahren der spontanen Wortmeldungen nicht mehr akzeptiert werden. So geht das nicht. Wir gehen davon aus, dass jemand, der sich im Verfahren der spontanen Wortmeldungen zu Wort meldet, auch an der Debatte teilnimmt.

Maria Gabriela Zoană (S&D). – Domnule președinte, m-am înscris deja.

Europa face eforturi pentru a proteja statele membre împotriva importurilor de produse care fac obiectul unui *dumping* și a unor subvenții naționale în țările non-UE. Măsurile sunt necesare pentru a asigura o concurență loială pe piața Uniunii Europene și a proteja companiile europene de efectele concurenței neloiale practicate de unii exportatori din țările terțe.

România este producător, dar și procesator de oțel și a depus eforturi considerabile pentru a menține industria siderurgică, dar și pentru îndeplinirea unor obiective legate de mediu. Nu trebuie să pierdem din vedere faptul că oțelul nu este orice fel de marfă, ci este un produs strategic. Statele membre ar deveni vulnerabile dacă s-ar închide sau dacă s-ar restrânge semnificativ producția siderurgică în Europa, devenind astfel dependentă de importuri din țări terțe, mai ales în contextul în care sectorul construcțiilor este în continuare în extindere. În condițiile în care nicio clădire nu poate fi construită fără oțel, ar fi greșit ca Uniunea Europeană să depindă doar de oțelul din țările terțe și consider că astfel de dependențe nu sunt de bun augur pentru economia europeană.

Der Präsident. – Vielen Dank, Frau Kollegin Zoană. Genau das habe ich gemeint. Dieses Verfahren heißt „*Catch the eye*“ of the President, und nicht „*Catch the postman*“ of the President. Also, vorherige schriftliche Anmeldungen gehen nicht mehr, jedenfalls nicht, wenn ich den Vorsitz führe.

(Ende der spontanen Wortmeldungen)

Cecilia Malmström, Member of the Commission. – Mr President, there is a steel and aluminium problem in the world, notably an overcapacity in China due to heavily subsidising their own industry and thereby dumping the global market. But the EU is not the source of this. On the contrary, we have also suffered – our own, notably steel, but also aluminium, have suffered from this. We have put in place a lot of anti-dumping and anti-subsidy issues, we have reformed our trade defence instrument, and we should seek to address this problem globally with partners such as the US in the WTO, in the Global Forum on Steel and continuing the tri-party cooperation that we have started with Japan and the US.

The EU and the United States are strategic allies and partners. We should work together to address this and other issues in the global trading system. But it has to be done within the rules. The WTO is not perfect, but it is the best system we have. The 164 members have set up global rules that have served us well – us and the United States. Today we offer a positive agenda to the United States: a positive agenda where we can discuss issues such as liquid gas; where we can discuss voluntary regulatory cooperation, where appropriate; where we can discuss issues related to WTO, including ending the blockage of the Appellate Body system; and where we could start to exploit and discuss a mutually-beneficial agreement addressing issues in industrial goods. It would have to be mutually beneficial and it would have to be explored – and, of course, were we to enter negotiations, it would have to be on a mandate given to the Commission by the Council. There are no secret negotiations going on on this.

This would be a positive agenda, a mutually beneficial agenda. If this were rejected in the coming days, we would have no other choice than to go to the WTO to show that we must respect the global trading system and the rules we have set up together. We will take rebalancing measures in a proportionate way in full compliance with the WTO, and we will continue the safeguard actions on steel and aluminium, as we have already prepared. In the meantime, we will also continue to work for an open rule-based trade system in the world, together with allies, through free trade agreements and through the reform efforts that we are doing in the WTO.

Thank you very much for the support and thank you for initiating this very timely debate.

Der Präsident. – Die Aussprache ist geschlossen.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Dominique Bilde (ENF), par écrit. – Il est regrettable que les droits de douane américains affectent les exportations européennes d'acier et d'aluminium, mais cette décision souveraine est en grande partie une riposte à la concurrence déloyale chinoise dans le secteur sidérurgique. La Commission avait d'ailleurs introduit en 2017 des mesures anti-dumping contre la Chine. Dans une communication du 11 juin 2013, elle dénonçait le «comportement commercial prédateur» de cet État qui, fort de sa surproduction de 400 millions de tonnes annuelles (2017), a contribué à la perte de 80 000 emplois européens en sept ans – un désastre industriel qui a frappé de plein fouet ma région natale de Lorraine. La décision de retrait de l'accord sur le nucléaire iranien aura, en revanche, des répercussions considérables. Total, par exemple, serait évincé d'un contrat gazier majeur, une nouvelle fois au profit de la Chine. À plus forte raison,

les sanctions russes lèsent gravement nos intérêts, la dernière salve de rétorsions américaines visant certaines entreprises européennes et compromettant le projet Nord Stream II. Sur ces points, la Commission n'apporte aucune réponse efficace, pire, s'agissant de la Russie, elle persiste dans l'erreur, révélant par là même la relation de quasi-vassalité entretenue avec les États-Unis.

16. Berichtigung (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll

17. Empfehlung an den Rat, die Kommission und die Vizepräsidentin der Kommission und Hohe Vertreterin zu Libyen (Aussprache)

Der Präsident. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über den Bericht von Pier Antonio Panzeri im Namen des Ausschusses für auswärtige Angelegenheiten über die Empfehlung des Europäischen Parlaments an den Rat, die Kommission und die Vizepräsidentin der Kommission und Hohe Vertreterin der Union für Außen- und Sicherheitspolitik zu Libyen (2018/2017(INI)) (A8-0159/2018).

Pier Antonio Panzeri, Rapporteur. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in queste ore la questione libica è tornata con forza all'ordine del giorno, anche per l'incontro di oggi organizzato dal Presidente francese Macron a Parigi, con una pluralità di soggetti e personalità libiche e di altri paesi, al quale tra l'altro era presente anche la signora Mogherini, l'Alto rappresentante.

La volontà di perseguire l'obiettivo di una stabilizzazione del paese credo possa essere un obiettivo comune, un obiettivo ambizioso, e penso che ciò possa essere maggiormente raggiunto se si lavora in un quadro europeo unitario, l'unico che può assicurare una riuscita positiva al progetto. Perché il buon senso è importante, ma da solo non basta a risolvere i problemi che abbiamo dinanzi.

La situazione in Libia è caratterizzata purtroppo ancora da fattori di forte instabilità, anche perché la continua influenza dei gruppi armati sulla politica e sull'economia è pericolosa, e se adesso non si oppone un po' di resistenza, rischia di aumentare.

Del resto dovrebbe essere evidente a tutti che, senza una stabilizzazione politica e istituzionale, molti dei problemi che vorremmo affrontare non troveranno soluzione, a partire da quelli migratori.

Per questo non ho dubbi, anche se so esserci un dibattito aperto sul tema elettorale, se prima bisogna avere una base costituzionale o se invece si può votare prima della base costituzionale. Io penso che una delle tappe fondamentali del progetto, del piano d'azione, sia l'organizzazione delle prossime consultazioni elettorali, che possano garantire la piena e condivisa partecipazione di tutte le componenti libiche. È scaturita, questa ipotesi, dal vertice di Parigi del 10 dicembre. Questo appuntamento costituisce un passaggio indispensabile per superare la fase di stallo e per giungere a condizioni minime di governabilità e sicurezza del paese, ponendo le basi per una successiva graduale stabilità.

La raccomandazione che proponiamo ha questi obiettivi. È frutto di una approfondita discussione, non semplice, non solo perché la Libia richiama su di sé un interesse molto alto, ma anche perché ci sono opinioni alquanto diverse sulle strategie da adottare per fornire un contributo alla stabilizzazione e alla democratizzazione del paese.

Nel redigere la raccomandazione abbiamo seguito alcuni criteri politici. Innanzitutto quello di fornire una coerenza con la politica estera europea interpretata dall'Alto rappresentante. Il secondo, sostenere l'azione dell'ONU, rappresentata da Salamé, che appare oggi, seppur tra mille difficoltà, l'unica strada percorribile per la Libia. La terza, garantire un sostegno a tutte quelle forze libiche interessate a trovare una soluzione politica per la Libia, con un'operazione di vera e propria conciliazione nazionale. Il quarto principio, ascoltare le richieste e le esortazioni che provengono dagli Stati membri che si affacciano sul Mediterraneo – in particolar modo l'Italia – che soffrono le conseguenze di una mancata stabilità del paese. E, infine, affrontare con realistica determinazione la questione dei migranti, inquadrandola in una strategia di più ampio respiro, che sia capace di coinvolgere più soggetti e che permetta di rispondere a temi per noi importantissimi, riguardanti i diritti delle persone e i diritti umani.

Ecco, l'obiettivo della raccomandazione sembra dunque abbastanza chiaro: mettere in campo tutte le iniziative necessarie perché attorno all'azione delle Nazioni Unite si realizzi il consenso più largo per assicurare un futuro di stabilità alla Libia nei suoi assetti politici, istituzionali e costituzionali.

Federica Mogherini, *vicepresidente della Commissione/alto rappresentante dell'Unione per gli affari esteri e la politica di sicurezza*.
– Signor Presidente, onorevoli deputati, vorrei iniziare con un ringraziamento a Pier Antonio Panzeri, al vicepresidente Castaldo, alla presidente della delegazione per il Maghreb Ayala Sender e al presidente della commissione LIBE Claude Moraes per aver condotto questa importante visita a Tunisi e a Tripoli la scorsa settimana.

Per la prima volta da più di sei anni, il Parlamento europeo è tornato in Libia, e questo è un segno importantissimo dell'unità, di cui parlava l'onorevole Panzeri, dell'unità degli europei e delle istituzioni europee, innanzitutto nell'attenzione che prestiamo a ciò che succede in Libia e alla volontà di farlo, questo lavoro di sostegno e di attenzione alla Libia, innanzitutto con un ascolto a ciò che i nostri interlocutori libici stanno facendo e ci stanno dicendo e con una volontà di unire gli sforzi europei e dare un quadro unitario coerente dell'azione dell'Unione europea, dei propri Stati membri, delle proprie istituzioni a sostegno di un processo di transizione in Libia.

C'è questa determinazione forte e io vengo proprio in questo momento da Parigi, dove ho partecipato alla conferenza internazionale ospitata dal Presidente Macron e dove ho potuto portare questo impegno, questa determinazione europea di tutti gli europei e di tutte le istituzioni europee ad accompagnare questo momento particolarmente importante per un paese così vicino a noi come la Libia.

I believe both the recommendations and your visit are inspired by this attitude towards Libya, recognising that Libya is first of all, an important, vital, crucial country, not only for Africa and not only for the Mediterranean, but for Europe as well, and also that Libya is a rich country that would not need any help if it had not been transitioning for so long.

It is a rich country not only in terms of national resources, but, first and foremost, of human capital. It is home to millions of smart, diverse people who have had enough of the current instability and of this endless transition.

So we cannot make – and I am happy to say that we are not making – the mistake of looking at Libya and focusing on one issue only, be it migration or even security. Because the first duty we have – the first responsibility and even the first interest we have as Europeans – is to support Libya with Libyans and for the Libyans. Because there would be no other way to have a successful end to this instability in the country.

Libya needs reconciliation, it needs a clear, legitimate framework and it needs inclusive dialogue. It also needs economic investments, nationwide, strong legitimate institutions and job opportunities for the people. This is the spirit of the work you are currently doing, looking at the broad spectrum of issues that are on the table, dealing with the country. And this has always been our approach to Libya.

This was also the spirit of our meeting in Paris this morning. Hosted by President Macron, as I said, together with all the major Libyan players, for the first time gathered together we pledged, and they committed, to support a constitutional process leading to elections ideally during this year – you mentioned the date we agreed today of mid-December – and to unite Libya's security forces, another aspect that is not at all irrelevant.

So we need to contribute now, in a united manner – Europeans, Arabs, Africans and neighbouring countries, under the umbrella of the United Nations – to this process, helping Libya to come out of this long transition. This is what the Libyans want, it is what they are asking for and what they deserve. I would add that it is also the responsibility of the Libyan leaders to respond and to deliver on this demand from the Libyan people.

The security situation in the country is improving slightly. The number of those killed in political violence has decreased sharply. There is a precarious, but real, calm in most of the country including Tripoli, even if in recent hours we have seen worrying events in Derna.

Terrorism has not been defeated yet. Last week, a car bomb killed seven people and injured 20 in Benghazi and at the beginning of the month terrorists struck the High National Elections Commission in Tripoli, killing 13 people, and it was an attack against all the Libyans committed to the democratic process. We have to make sure that this does not become an attack on the democratic process itself. And here international European support is essential because we have been working with the Libyan authorities to prepare and to accompany this democratic process.

We have been working with the Libyan authorities to help, first and foremost, to ensure that their security forces unite under civilian control and that they fully respect human rights. We have a long way to go, but I see the commitment there and I see some movement happening. Some militias will have to be integrated in the security forces through a proper vetting process. Others will have to lay down their weapons and Special Representative Salamé will soon present a strategy to this end to the UN Security Council.

We, as the European Union, can and must continue to support the United Nations in this respect, including through our civilian border assistance mission – EUBAM – that is now permanently established in Tripoli so is best placed to work with the Libyans on law enforcement, criminal justice and border management. I heard today from our Libyan interlocutors – all of them – words of gratitude and praise for the work the European Union is doing in this sector and others.

Uniting the security apparatus is not enough. Bolder action is also needed to enforce the UN arms and oil embargo and, as you know, Operation Sofia also plays an important role in this sector. The mandate of the operation is currently under review. By the end of this year we hope to reach a Council decision to extend and strengthen this mandate, where necessary.

But security is only one part of the picture, and our cooperation with the Libyans goes beyond that. The political process is probably priority number one and is also what we discussed in more depth this morning in Paris. As the European Union, we are currently working with the High National Elections Commission to prepare the electoral process.

It is thanks to the EU-UN partnership that the steps of preparing this process have been put in place so far and we intend to continue in this way. Technical preparations are ongoing. Voter registration has been completed with 2.5 million registered voters out of four, if I am not wrong, so it is a very encouraging starting point.

Libyans want – and deserve – to exercise their fundamental rights and choose their country's future, but there are two points I also raised very clearly today in Paris with our Libyan interlocutors, all of them. First of all, the Libyans have to know what they are voting for. The powers of all institutions will have to be clarified in time. A president elected in a legal vacuum could be dangerous, and also because it is the first time the Libyans will elect a president. So its powers and its relations with the other branches of the power, including and first of all, the executive branch, have to be defined. This is why adopting the Constitution before the elections is essential to give clarity to the electoral process.

I know that in your visit to Tripoli you conveyed these messages to both the High Council of State and the House of Representatives and I know that you received assurances about the strong commitment. I have today heard encouraging voices in this respect.

The other thing that I made very clear today – and I know this is also a reflection of your work – is that elections need to take place in an environment that ensures and guarantees that the day after the election all those involved recognise the result. Elections that might be contested or disputed the day after might be counterproductive or, in any case and the best case, not let the country to move forward. This is why today – this morning in Paris – I asked all four Libyan leaders present to commit and engage in an electoral process, but also taking the responsibility of accepting the electoral results the day afterwards. I believe that this is the basis for a transparent, open and credible electoral process.

Libyans want an end to the transition. They made this very clear. They had more than 40 town hall meetings all over the country. We supported the organisation of these meetings. This is part of the work towards a national conference that should meet after the end of Ramadan. The initiative has come from the United Nations, the process is led on the ground by some NGOs, and the European Union is supporting – including financially – this process.

For the first time since the revolution, Libyans from all walks of life, all backgrounds and all different parts of the country have the opportunity to discuss their aspirations and the future of their country. We also support mediation activities between the tribes at community level, for example to ease the return home. I know that your delegation met, for instance, with the Mayor of Tawergha, who expressed his gratitude to the European Union.

As these processes move on, the economy is also slowly picking up, this was also confirmed by our Libyan interlocutors today. But conditions for ordinary people in Libya remain dire. Public services such as health care have been badly affected, and we have to make sure that the benefits of an economy that might restart, starting from the oil production, gets to the Libyan people on the ground.

So, in parallel to the work on security and for reconciliation, we are also engaged on the ground to revive local economies and create good jobs. We are working with the World Bank in particular to improve public finance management and with Expertise France to create new business opportunities. We are also supporting 22 municipalities across the country – I believe municipalities are key in this process – to help them rebuild their infrastructure and deliver better services. A new and ambitious project with EUR 50 million dedicated to it is under preparation in coordination with the Italian Cooperation.

We care about Libya, as you said, because we care about the people of Libya, but also because we know that caring about Libya is also the best investment in our own security and stability. I know that I taken too long, so I will probably stop here and leave other comments for the other parts of our debates. I thank you very much, but, first and foremost, thank you for the excellent work you have been doing together with other colleagues.

Puhetta johti HEIDI HAUTALA

varapuhemies

Jaromír Štětina, *za skupinu PPE*. – Paní předsedající, Libye je výzva. Je testem pro maximální koordinaci různých nástrojů evropské politiky. Ta zahrnuje rozvoj, bezpečnost, migrační politiku, humanitární pomoc či boj proti terorismu.

Evropská unie je největším donorem v oblasti. Finančně se například podílí na všech projektech, které UNHCR na území provádí. Reálný vliv i povědomí o našem úsilí je však malé jak u obyčejných Libyjců, tak u našich občanů. Je třeba tuto situaci změnit. Jedním z kroků, které by tomu napomohly, je ve zprávě doporučované přesunutí delegace Evropské unie směrem do samotné Libye.

Evropská unie by měla nadále podporovat úsilí zvláštního zástupce Organizace spojených národů Ghassana Salamého v jeho úsilí stabilizovat zemi a proces národního usmíření. Je však třeba brát daleko více v potaz reálnou dynamiku v zemi. Pro stabilitu Libye je nutné pokračovat v podpoře misí a operací společné zahraniční a bezpečnostní politiky. Ty napomáhají nejen v boji proti převaděčství, obchodování s lidmi, v monitoringu zbrojního embarga Organizace spojených národů. Mise spolupracují s libyjskou stranou při vytváření komplexní strategie řízení hranic, těch mořských i jižních.

Pro provádění vyjmenovaných politik musí Evropská unie vyčlenit dostatečné zdroje, a to včetně příštího víceletého finančního rámce.

Knut Fleckenstein, *im Namen der S&D-Fraktion*. – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Die EU muss sich weiterhin bemühen, die Stabilität, die wirtschaftliche Entwicklung und die Sicherheit in Libyen für die Menschen vor Ort spürbar zu verbessern – beziehungsweise unseren Beitrag dazu zu leisten. Wir brauchen in Libyen vor allem politische Stabilität. Sie ist die Grundvoraussetzung für wirtschaftliche Entwicklung und bessere Lebensumstände für die Menschen vor Ort. Politische Stabilität kann aber nur erreicht werden, wenn ein inklusiver Aussöhnungsprozess in Gang gebracht wird. Daher ist es für uns wichtig, den UN-Aktionsplan für Libyen ohne Einschränkung zu unterstützen und unsere diplomatischen Bemühungen weiter zu vertiefen.

Wir kennen alle – und auch das gehört dazu – die Bilder von den Flüchtlingslagern in Libyen, die Bilder von Gewalt und Armut und Zerstörung. Wir verurteilen diese schlimme Menschenrechtsverletzungen zutiefst und wollen diese Bilder nicht mehr hinnehmen. Die weitreichenden Bemühungen der Hohen Vertreterin zusammen mit den Vereinten Nationen und der Afrikanischen Union haben es bereits ermöglicht, einige Flüchtlingslager in Libyen aufzulösen und über 15 000 Migranten aus Libyen in ihre Heimat zurückkehren zu lassen. Diese positive Entwicklung wollen wir auch mit Hilfe der libyschen Autoritäten fortsetzen.

Charles Tannock, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, Madam High Representative, as we speak today, rival factions in Libya and their supporters are meeting in Paris for renewed talks at finding a road map for peace. One year on since President Macron also launched similar talks, we do hope on this occasion that there will be a more positive outcome.

The Panzeri report underlines that jointly, the Libya Political Agreement and the UN action plan remain the only credible solution to this crisis. Elections by the end of this year lie at the heart of those plans, and I welcome that this will be the key point under discussion in Paris. Ensuring that these elections are accepted by all in advance will be vital to preventing a repeat of the 2012 elections, which resulted bizarrely in rival competing administrations.

We need now to reach a point whereby an internationally recognised government reflects the situation on the ground, and not merely western aspirations. In this regard, we must take account of voter registration, which remains sadly at around only 50%, a figure that in my mind is insufficient to deliver a true legitimacy and credibility to any elected government. Providing a lateral support and assistance, therefore, is a practical EU measure that could be taken to ensure that the provisions are in place for any political solution that is eventually reached.

Secondly, I also note that Saif al-Islam Gaddafi has made a stated intention now to run in any elections. Given the ICC's renewed calls this month for his arrest, such a presidential bid could pose genuine problems for ending impunity for war crimes committed by his family.

Javier Nart, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señora presidenta, yo creo que Libia es el perfecto paradigma de la irrelevancia del Parlamento y de la Unión Europea.

Nos hemos pasado años trabajando sobre la idealidad metafísica, el Gobierno de Faye al-Sarrach, al que desconocen y no reconoce nadie en Libia, excepto en Nueva York y en Bruselas, y desconociendo la realidad sobre el terreno.

Yo recomendaría a cualquier diputado de este Parlamento que intentara caminar desde la sede de presidencia de Faye al-Sarrach, por ejemplo, a la calle al-Baladia, en Trípoli: seguramente tendrá la ocasión de ser secuestrado diez veces cada cien metros por cualquiera de las milicias.

También le recomendaría, por ejemplo, que viajara de noche, sin guarda, sin protección, entre Tobruk y Bengasi, y se encontrará que no hay ningún problema, porque puede hacerlo. Yo lo hice sin problemas, sin dificultad.

¿Qué es lo que hemos hecho en el Parlamento Europeo? Hemos reconocido a quien desconocen en Libia —que es Faye al-Sarrach— y lo hemos convertido en nuestro único actor. Y, claro, cuando uno trata de resolver un problema serio —porque se trata de muertos— simplemente pensando que la legalidad y la metafísica es lo que importa, la realidad es mucho más importante que nuestras propias ideas.

Hay una frase en español que dice: «Si la realidad contradice nuestras ideas, tanto peor para la realidad». El problema es que la realidad son muertos.

Y cuando yo escucho que existe un Gobierno en Libia, digo: y qué pasó con el acuerdo de Tauerga, adonde los africanos libios que allí vivían no pudieron volver, a pesar del acuerdo del Gobierno de Faye al-Sarrach con sus propias milicias, que dicen que le obedecen y, en realidad, no le obedecen —las milicias de Misrata—, y que no se puede hacer.

¿Y qué nos cuentan de la batalla de Sebha entre las tribus aulad Suleimán, apoyadas por batallones de las milicias de Misrata, contra los tubús hace nada, hace unas pocas semanas?

El Gobierno de Fayed al-Sarrach es una ficción y el Parlamento Europeo ha trabajado con ficciones y la Comisión Europea ha trabajado con ficciones y la Guardia Costera no son más que los gánsteres locales reconvertidos en guardia costera, porque son las mismas personas que antes se dedicaban al tráfico de los propios inmigrantes.

Trabajemos con la realidad y dejemos de hacer metapolítica.

Barbara Lochbihler, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Sie, Frau Hohe Vertreterin Mogherini, haben uns jetzt gerade von der Konferenz in Paris berichtet. Es soll eine gemeinsame Armee aufgebaut werden, es soll ein Verfassungsreferendum geben und man bereitet sich auf gemeinsame Wahlen – wahrscheinlich schon im Herbst – vor. Selbstverständlich begrüße ich diese jüngsten Entwicklungen. Doch aufgrund der instabilen Lage in Libyen ist es sehr schwierig, dass man hier zu schnellen Veränderungen oder Verbesserungen kommen kann. Ich denke da nur an diese mafiösen Milizen in Tripolis, die sich auch den Zugang verschafft haben durch die vielen schwachen staatlichen Institutionen. Werden sie wohl bereit sein, das leicht wieder aufzugeben? Ich hoffe es, aber ich habe meine Zweifel, dass es schnell gehen wird.

Klar ist auch, dass die Umsetzung der Pariser Vorschläge nur mit Hilfe der UNO gelingen kann. So ist auch in unserer Entschliessung die UNO für den libyschen Friedensprozess ganz zentral, und wir heben das hervor. Wir fordern aber auch weiterhin eine aktive Rolle der EU, insbesondere in der Demokratieförderung und der Stärkung der Zivilgesellschaft. Allerdings enthält der Entschliessungstext auch Positionen zur EU-Kooperation in Migrations- und Flüchtlingsfragen, denen wir als Grüne nicht zustimmen. So soll die Zusammenarbeit mit der libyschen Küstenwache verstärkt werden. Wir dürfen ja nicht vergessen, dass von der Küstenwache nach Libyen zurückgebrachte Menschen in Camps landen, wo sie nachweislich misshandelt und gefoltert werden. Derzeit ist sogar eine Klage gegen Italien am Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte anhängig wegen der Verletzung der Pflicht zum Schutz vor Folter durch die Zusammenarbeit mit der libyschen Küstenwache.

Javier Couso Permuy, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora presidenta, esta Recomendación acerca de la situación en Libia recoge cuestiones que compartimos, como el hecho de que no hay una solución militar o que la estabilización vendrá de un acuerdo inclusivo nacional y regional.

Pero uno de los problemas es la no asunción del pecado original, el no entender que la crisis en Libia no es un fenómeno natural, sino que es fruto de una gestión nefasta tras una intervención criminal de la OTAN. El resultado: un Estado fallido donde reina el caos. De un país donante en África a un país cuya población necesita ayuda humanitaria; de un país seguro a un laberinto donde se asientan los grupos terroristas que se expanden por todo el Sahel.

Nos oponemos totalmente a la misión EUBAM, que supone armar a una pandilla de piratas y criminales para impedir la llegada de refugiados a Europa. El enfoque securitario no solucionará nada mientras no abordemos los problemas políticos, sociales y regionales que propició la intervención occidental que destruyó al Estado libio.

Fabio Massimo Castaldo, *a nome del gruppo EFDD*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, Alto rappresentante, parlare di Libia è nel contempo complicato e necessario. Necessario perché nel nostro vicinato esiste un paese che dal 2011 è completamente destabilizzato, e cioè foriero di minacce che ci toccano direttamente. Complicato non solo per il quadro istituzionale disfunzionale e i numerosi attori interni ed esterni presenti, ma anche perché il contesto è in continuo divenire.

Per questo voglio esprimere le mie perplessità sia sulla forma che sui contenuti del vertice di Parigi, voluto dal Presidente Macron, replica rinforzata del quello tenutosi, con scarsi risultati, nel luglio 2017. Credo fermamente che nessun paese, nemmeno tra i più influenti geopoliticamente, possa avere la presunzione e arrogarsi il diritto di imporre una soluzione per una crisi attraverso iniziative unilaterali.

Piuttosto che nuovi piani e proposte, credo che sia necessaria più che mai una posizione bilanciata e negoziata, una posizione soprattutto europea, che dia impulso a una *road map* che esiste già, ovvero quella delle Nazioni Unite. E questo messaggio, io e i miei colleghi lo abbiamo dato quando ci siamo recati a Tripoli. Fughe in avanti di singoli paesi rischiano solamente di complicare ulteriormente la situazione, fragilizzando i già precari equilibri esistenti.

Reintegrare, per quanto possibile, i singoli miliziani e non le milizie in un esercito unico e unificare gli esecutivi è la priorità, ma sull'opportunità di nuove elezioni entro il 2018, concordo con quanto detto dall'ambasciatore italiano in Libia e soprattutto ripetuto anche da tante ONG: prima di qualsiasi consultazione è fondamentale che vi sia l'approvazione di una nuova legge elettorale e di una Costituzione condivisa, oltre che condizioni di sicurezza migliori e certezza giuridica, se non vogliamo che tali elezioni moltiplichino le tensioni più che aiutare il paese.

La posta in gioco è altissima: solo nell'ultimo mese ci sono stati due attentati, uno a Tripoli e uno a Bengasi. E mentre parliamo sta emergendo una nuova minaccia, quella del gruppo radicale salafita dei madkhalisti, sempre più potente e trasversalmente radicato sul territorio.

Dobbiamo agire, ma dobbiamo farlo assieme e senza i soliti sotterfugi. Quello che è la Libia oggi e quanto successo nel 2011 dovrebbero essere un chiaro monito a non ripetere gli errori del passato.

Marie-Christine Arnautu, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, l'intervention criminelle en Libye, lancée à l'initiative de Nicolas Sarkozy, a eu une triple conséquence: la chute du régime Kadhafi, garant de l'unité libyenne, l'émergence de groupes proches de Daech, d'Al-Qaida ou des Frères musulmans, et l'invasion migratoire de l'Europe, accompagnée de ses morts en Méditerranée. Triste bilan pour une action menée au nom des droits de l'homme!

Les chancelleries occidentales ont entretenu ce chaos en jouant la carte du gouvernement d'entente nationale, soutenu par des milices mafieuses, contre le maréchal Haftar, pourtant reconnu par le parlement élu de Tobrouk.

À l'issue des pourparlers qui viennent de se tenir à Paris, plutôt que de formuler des vœux pieux, les autorités européennes devraient intensifier la lutte contre l'immigration clandestine sans se soucier des états d'âme de l'ONU et des activistes pro-migrants, avec un objectif clair: immigration zéro. Elles devraient coopérer avec les gardes-côtes libyens, sanctionner sévèrement les ONG complices des passeurs et, enfin, lever l'embargo sur les armes afin de donner à l'Armée nationale libyenne les moyens de sécuriser ce pays, condition préalable à la tenue des élections.

David McAllister (PPE). – Frau Präsidentin, sehr verehrte Frau Hohe Vertreterin, meine sehr geehrten Damen und Herren! Viele der Vorrednerinnen und Vorredner haben bereits auf die katastrophale Lage in Libyen hingewiesen. Dem ist nichts hinzuzufügen. Aber es geht heute um die Frage, was wir als Europäische Union tun können. Dabei sind mir zwei Punkte wichtig. Ich möchte auch das aufgreifen, was die Hohe Vertreterin gesagt hat.

Erstens: Wir sollten als Europäische Union die Friedensbemühungen der Vereinten Nationen weiterhin vollumfänglich unterstützen. Es ist vor allen Dingen der Aktionsplan, der den Weg weist zu einer politischen nationalen Aussöhnung unter Einbeziehung aller wichtigen Akteure im Land. Und zweitens: Wir sollten als Europäische Union auch weiterhin unseren humanitären Verpflichtungen nachkommen. Im Februar dieses Jahres haben wir als Europäische Union drei neue Programme verabschiedet, um die Lage der Migranten vor allem in Libyen zu verbessern. Sie sind mit 150 Millionen Euro ausgestattet. Das ist ein wichtiger Schritt, wenn auch nur ein kleiner Schritt von vielen, um das Leben der Menschen in Libyen zu verbessern und das Land zu stabilisieren.

Liebe Federica Mogherini, ich glaube, wir alle, die hier anwesend sind, freuen uns über die Ergebnisse der Tagung heute in Paris, darüber, dass sich die einflussreichen politischen Kräfte im Land auf erste notwendige Reformschritte verständigt haben, und vor allen Dingen auf die Parlamentswahlen, die nach meinen Informationen am 10. Dezember stattfinden sollen. Die Kollegin Lochbihler sprach vom September, ich denke, es ist der 10. Dezember — wie auch immer. Wenn diesen Worten nun auch Taten folgen, könnte die heutige Einigung ein entscheidender Schritt zur Versöhnung der Konfliktparteien sein.

Abschließend im Namen des gesamten Ausschusses ein herzliches Dankeschön an unseren Berichtersteller Herrn Panzeri für diesen umfassenden und aus meiner Sicht gut gelungenen Bericht.

Claude Moraes (S&D). – Madam President, I would like to thank Ms Mogherini for her comments on the visits of myself, Ms Ayala Sender and Mr Castaldo to Libya. What this visit very much underlined is the central focus of my colleague Mr Panzeri's report, which was, as we saw for ourselves, that the international community and the EU in particular must step up its efforts to support stabilisation in Libya. This is the central focus: it was what you said, it's what Mr Panzeri is saying in his report. And this process is about peaceful elections and good governance. We heard repeatedly in our visit that people must accept the eventual outcome of those elections, and it really focuses on what everyone is saying and our colleagues from the Committee on Foreign Affairs have been working on – this holistic approach. Of course, the dominant media images and suffering that we saw in the Tariq al-Sika detention camps were

very disturbing, but it is very, very obvious that there is a holistic approach required to solving many of these problems, and I wish everyone involved in this the very best.

I want to say from my committee very quickly that the question of arbitrary detention and human rights abuses are very obvious and detention must end. The whole question of the Libyan coast guard was one that we investigated very thoroughly: the question of the 'do not harm' principles; the question of access to services for migrant women and children; the question of Libyan authorities facilitating the regularisation of migrants living and working in Libya. This dominant issue is not going away. Yes, security is improving – I agree with what the High Commissioner has said. But this is a long-term battle and this element must be absolutely central.

I will say this finally: Libyans are suffering too and are leaving too, and this was a very sobering visit. Thank you all for the help, and I hope Mr Panzeri's report is read most widely.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). – Madam President, I wish Libya all the best, although taking into account the complexity of its problems, I am not very optimistic. I would like to raise one issue: Libya is also a rich country in terms of its sovereign wealth, which was frozen in 2011. The obligation of the international community is to reinvest the interest and dividends in a proper way, enabling us to return them in proper shape when time allows.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL). – Madame la Présidente, je partage en grande partie l'analyse du rapport Panzeri. Seule une approche inclusive associant tous les acteurs, sans oublier les acteurs locaux, peut aboutir à une solution en Libye. Il serait bien que les gouvernements européens, certains gouvernements européens, cessent leurs initiatives intempestives pouvant saper le travail de l'ONU. Mais le soutien au seul gouvernement d'entente nationale ne peut aboutir à une solution. Quelle partie du territoire contrôle-t-il? Qui représente-t-il, tout comme les quatre principaux acteurs du conflit libyen réunis à Paris?

Toute mesure passant par les quelques gardes-côtes de ce gouvernement, qui ne sont que ceux de Tripoli, est vouée à l'échec et risque de déboucher sur de nouvelles violations des droits de l'homme. On l'a vu le 6 novembre 2017, lors d'une opération de sauvetage menée par Sea Watch. Vingt personnes seraient mortes à la suite de leur intervention et les survivants, à leur retour en Libye, auraient été placés en détention, torturés et vendus. La Cour européenne des droits de l'homme a été saisie de cette affaire.

Il faut donc geler les financements européens dans ce domaine tant qu'aucune évaluation sérieuse n'aura pas été effectuée, geler le projet SAR et refuser tout refoulement vers la Libye, y compris, Madame la haute représentante, depuis le Niger, comme cela vient d'être fait pour 145 Darfouriens. J'ai déposé des amendements en ce sens et je remercie mes collègues de bien vouloir les soutenir.

Jörg Meuthen (EFDD). – Frau Präsidentin, verehrte Kollegen! Libyen ist das Paradebeispiel für die gescheiterte europäische Außen- und Migrationspolitik. Seit der militärischen Intervention 2011 ist Libyen im Chaos versunken und wurde afrikanisches Tor in die EU. Dieses Tor müssen wir schließen. Wir brauchen die Festung Europa. Wir müssen erstens unsere Zugbrücke hochziehen, wir müssen zweitens die Migranten nach Libyen zurückbringen, welche die EU von dort aus erreichen.

An beiden Aufgaben ist die Europäische Union gescheitert. Italien hat selbst ein Abkommen mit Libyen geschlossen. Beitrag der EU: null. So auch bei Rückführungen nach Libyen – die finden faktisch nicht statt. Und das größte Versagen: Die EU schützt ihre Grenzen immer noch nicht selbst. Der Grenzschutz ist an Libyen und nordafrikanische Staaten ausgelagert. Noch immer – nach Jahren der Krise – gilt: Wer es aus dem Mittelmeer schafft, hat einen Freifahrtschein in die Mitgliedstaaten der EU und deren Sozialsysteme. Das ist schier unglaublich!

Андрей Ковачев (PPE). – Г-жо Председател, г-жо Върховен представител, установяването на мирна и стабилна ситуация в Либия е въпрос от изключителна важност както за самата Либия, така и за нашата собствена сигурност. Ето защо е крайно необходимо да продължим да подпомагаме стабилизирането на страната чрез предоставяне както на икономическа, така и на институционална помощ, и, разбира се, да подкрепяме плана за действие на ООН за Либия. Нужно е помирение между различните враждуващи страни в държавата. Днес е един ден на надежда за Либия. Основата за провеждането на тези парламентарни и президентски избори, които според договорките от днес трябва да са на десети декември, трябва да бъде един конституционен референдум и избирателен закон, но най-важното е да се спазват договорките между враждуващите страни.

За нас е важно, разбира се, и южната граница на нашия Европейски съюз да бъде добре охранявана. Тероризмът няма граници, така и борбата с тероризма не може да има също граници. Най-добрите инструменти срещу тероризма, срещу насилието, срещу екстремизма, това са помирието и икономическият просперитет за младите хора, особено в Африка и особено в Либия. Трябва да се надяваме, че това, което се постигна днес в Париж, ще бъде не само оставено на хартия, но ще се случи и в действителност. Европейският съюз, и аз съм убеден, Вие ще продължите да работите в тази насока. Желая ви успех, желая успех държавността в Либия да бъде отново възстановена и разбира се, сигурността за европейските граждани.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señora presidenta, señora Mogherini, gracias también por la información que nos acaba de dar, y felicito al señor Panzeri por su informe.

Libia es un país muy importante envuelto en una gravísima crisis política y de seguridad que, además, afecta a la región mediterránea, al Sahel —vecino del sur— y a la propia Unión Europea. Son numerosos los diversos tráfico ilícitos que transcurren por ese enorme territorio, en el que son tan escasas las estructuras estatales eficientes, y esos tráfico luego se proyectan más allá de Libia.

La Unión Europea tiene que contribuir lo más posible a encontrar soluciones. Tenemos que seguir apoyando los esfuerzos del representante especial del secretario general, el señor Salamé. Es necesaria una solución política, no parece haber solución militar.

Pero hay que ser realistas, contar con las realidades existentes sobre el terreno, conducir un proceso político inclusivo y poner en pie las estructuras del Estado.

Ya sé que hay un proceso de diálogo político funcionando desde la base en distintos lugares de la geografía del país en el marco de la llamada Conferencia Nacional. También hay algunas elecciones locales exitosas como en Zauya, la cuarta ciudad del país, que serán seguidas por consultas en otros municipios.

Pero cuando leí el *briefing* que el pasado 21 de mayo el representante especial, el señor Salamé, hizo al Consejo de Seguridad sobre la situación en Libia, me quedó claro que junto a algunas luces subsisten todavía demasiadas sombras, muchos problemas sin resolver.

Vuelve usted de París, señora Mogherini, de la Conferencia allí con cierto optimismo. Es cierto que los acuerdos de la reunión, en especial lo que nos ha contado sobre el compromiso de elecciones presidenciales y legislativas en diciembre —tres meses antes, creo, habrá una ley electoral—, permiten abrigar una cierta esperanza.

Lo cierto es que todos tenemos que contribuir a buscar una solución para este país, incluidos también los otros países árabes involucrados en esta crisis.

Željana Zovko (PPE). – Poštovana predsjedavajuća, Libija i njezina geostrateška pozicija ključna je za stabilnost cijele sjeverne Afrike i Mediterana. Nisu problem samo njezine granice prema Mediteranu nego i granice prema zemljama s institucijama u raspadu koje su izvor migrantskih valova. U tom pogledu, s ciljem rješavanja krize, tražimo jači angažman Europske unije uz učinkovitiju mobilizaciju sredstava za vanjsko financiranje u pomoći obnovi institucija, infrastrukture i civilnog društva te rješavanje ključnih uzroka migracija koji preko te zemlje stižu u Europu.

Europa mora osigurati bezrezervnu potporu u provedbi Akcijskog plana UN-a za Libiju s ciljem postizanja nacionalnog pomirenja. Prioritet je uspostava funkcionalne vlade s policijom i vojskom kako bi zaštitili svoje granice. Europa se ne čuva samo na granicama Schengena nego i na granicama Libije. Moramo jačati borbu protiv krijumčarskih skupina i trgovaca robljem kao ključna rješenja za smanjenje migrantskih pritiska na Europu.

Otklanjanje uzroka iregularnih migracija i budućih nestabilnosti u Europi počinju u stabilnoj Libiji, kao i na stabilnom Balkanu preko kojeg se, vidimo ovih dana, otvara nova migrantska ruta prema Europi.

Mi smo najveći kontributor razvojne pomoći, kako u svijetu tako u Libiji i Siriji. Moramo biti ambiciozniji protagonist u donošenju rješenja za stabilnost ovih zemalja, iz kojih se izvozi nestabilnost prema Europi. Vrijeme je za jasnije artikuliranje i zauzimanje stava po ovom pitanju na međunarodnoj sceni kako bi i našim građanima bilo jasnije što se čini u njihovo ime.

Емил Радев (PPE). – Г-жо Председател, уважаема г-жо Върховен представител, близо осем години след започване на революцията в Либия страната все още е разделена и нейните граждани дават ежедневни жертви заради нападенията на враждуващите фракции. Време е Европейският съюз да има ясна, последователна и най-вече проактивна политика спрямо Либия, като окаже безрезервна подкрепа на признатото от ООН правителство на Файез ал-Сараж с цел възстановяване на държавността в страната.

На правителството трябва да бъде оказана продължителна техническа и финансова помощ в борбата срещу Ислямска държава, както и срещу трафикантите на хора. За целта Европейският съюз и държавите членки следва да увеличат действията си за гарантиране на сигурността на либийските граници, особено морските такива, чрез предоставяне на необходимата техника и чрез обучителни програми за либийските гранични служители.

Исключително е важно мандатът на европейската мисия EUBAM в Либия да бъде продължен и след 31 декември 2018 г., и при първа възможност мисията да бъде преместена обратно в Либия, за да бъде по-ефективна. Дами и господа, нужно е впрягане на всички ресурси, с които разполага Европейският съюз, за да помогне на официалното правителство да върне Либия сред мирните държави.

Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, já bych chtěla především poděkovat panu Panzerimu, našemu kolegovi, za jeho zprávu, která je skutečně komplexní a velmi dobře popisuje současný stav i vývoj v Libyi.

Paní vysoká představitelko, chci vám také poděkovat za aktuální zprávu z jednání z Paříže. Samozřejmě potřebujeme, aby Libye byla stabilním partnerem a měla demokratickou vládu. Libye je klíčová pro zadržení migrantů. Je důležité, aby se s uprchlíky v této zemi zacházelo lidsky a aby nevznikali noví uprchlíci, aby se zde bojovalo proti překupníkům lidí.

V nepřehledné situaci je tedy důležité podpořit akční plán Organizace spojených národů pro Libyi z roku 2017. Jak jste sama řekla, Libye je bohatá země, a proto je potřeba zapojit mladé lidi do obnovy této společnosti, bránit tomu, aby byli manipulováni, aby byli zapojeni do trestné činnosti a terorismu. Je v zájmu všech podpořit znovuoobnovení této země a demokratické volby.

Jiří Pospíšil (PPE). – Paní předsedající, já jsem velmi pozorně poslouchal celou debatu a vystoupení paní Mogheriniové. Děkuji za tu zprávu, kterou jsme dnes dostali o aktuálním vývoji v Paříži. Nicméně je třeba tady říci, že zatím se situace v Libyi příliš dobře nevyvíjí. Příslib předčasných voleb je skvělý, ale k samotným volbám je velmi daleko, bude třeba podpořit aktéry, aby proces přípravy voleb proběhl objektivně, aby volby proběhly nezávisle a hlavně, jak už jste řekla sama, paní Mogheriniová, aby jednotliví aktéři volební výsledek uznali.

Tedy to dnešní jednání je dobrým příslibem, ale prosím, buďme nyní velmi aktivní v rámci celého procesu k svobodným volbám v Libyi a neponechejme to pouze na jednotlivých aktérech občanské války v Libyi.

Musím říci, jak vnímám atmosféru v České republice, mnoho občanů České republiky, Evropanů, má pocit, že Evropská unie v situaci v Libyi může být aktivnější a mohli jsme udělat už více pro to, aby se atmosféra a situace v této zemi vyřešila.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, η στρατιωτική επέμβαση της Δύσης το 2011 στη Λιβύη διέλυσε κυριολεκτικά τη χώρα αυτή. Επικρατεί πλέον εμφύλιος πόλεμος, δρουν δουλεμπόροι, έχουμε μια περιοχή από όπου ξεκινούν τεράστιες μεταναστευτικές ροές, παραβίαση ανθρωπίνων δικαιωμάτων, δουλεμπόριο, διάλυση κάθε ειρηνικής διαδικασίας. Θεωρώ σημαντικές τις πρωτοβουλίες και του ΟΗΕ και της Ευρωπαϊκής Ένωσης και, βεβαίως, τη Διάσκεψη των Παρισίων για τη διαμόρφωση μιας λύσης στα θέματα της Λιβύης. Να υπάρξει εθνική συμφιλίωση, να υπάρξει ένα μήνυμα ότι οι πλουτοπαραγωγικές πηγές της χώρας θα αξιοποιηθούν από τους ίδιους τους κατοίκους της χώρας, ότι θα υπάρξει διάλογος χωρίς αποκλεισμούς, επενδύσεις, δουλειές για τη νέα γενιά και, φυσικά, αποκατάσταση των θεσμών, κοινοβούλιο, κεντρική τράπεζα και όλοι οι αναγκαίοι θεσμοί για τη λειτουργία ενός δημοκρατικού καθεστώτος και, φυσικά, ελεύθερες εκλογές.

Patricia Lalonde (ALDE). – Madame la Présidente, Madame la Haute représentante, chers collègues, le rapport de M. - Panzeri arrive à point nommé, au moment même où le président français réunit aujourd'hui les deux hommes forts du pays, Favez Al-Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar, les principales forces politiques du pays et, bien évidemment, les Nations unies.

Cette initiative est bienvenue, car il est temps de trouver une sortie de crise en Libye pour mettre fin au chaos qui règne depuis 2011 et l'Europe doit en être le moteur. Une feuille de route engageant les parties en Libye sur l'organisation d'élections générales, libres et crédibles, devrait être signée. Des signes encourageants existent concernant, notamment, le processus d'enregistrement sur les listes électorales, malgré les derniers attentats. Il ne faut pas contraindre le calendrier des élections pour la fin de l'année, car la priorité est de faire en sorte que celles-ci se déroulent dans de bonnes conditions de sécurité, qu'elles soient transparentes et que tout le monde accepte leur résultat. Il faut que la participation soit élevée, qu'une commission électorale en fixe les règles, et surtout qu'une constitution soit adoptée par référendum, afin qu'elle puisse être en place au moins pour les élections présidentielles.

Il faut faire vite et il faut faire bien, car la population libyenne s'appauvrit et toute la Libye est en proie à une multiplication de milices ou de groupes œuvrant pour la criminalité internationale.

Ana Gomes (S&D). – Senhora Presidente, a catástrofe na Líbia não tem fim à vista enquanto a União Europeia insistir numa política mistificadora, financiando supostas guardas costeiras líbias, que mais não são do que milícias armadas, as mesmas que traficam e torturam migrantes e oprimem a população. Não existem guardas costeiras, nem forças de segurança sob controlo de um governo que não governa ou de um criminoso como Haftar.

A segurança e a defesa europeias e o alívio do sofrimento do povo líbio passam por investirmos no que até aqui negligenciámos: a reforma do sector de segurança que implica desmobilização e desarmamento das milícias. Sem isto, não haverá governação, nem estratégia de transição que leve a eleições na Líbia, nem travaremos terroristas do Daesh e da Al-Qaeda ou os salafistas Madkhali cada vez mais entrincheirados na Líbia.

É indispensável abrir canais de migração controlados, seguros, legais, para não continuarmos a alimentar o negócio das máfias traficantes. É preciso que ONU, ACNUR e AOM reforcem a sua intervenção na Líbia, com o apoio de forças militares que têm que integrar contribuições europeias e africanas.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, θέλω και εγώ να ευχαριστήσω τον κύριο Panzeri για την πολλή και σημαντική δουλειά του. Αγαπητή κυρία Mogherini, δεν ξέρω τι άλλο μπορεί να προσθέσει κανείς στις γνώσεις σας. Νομίζω ότι, δυστυχώς, ξέρετε πολύ περισσότερα και έχετε δει πολύ περισσότερα για τη Λιβύη από όσα όλοι μαζί εδώ μέσα. Όμως, θέλω να προσθέσω μια δυο ιδέες που ίσως σε κάποιο βαθμό ακούστηκαν. Αν θέλει και αν μπορεί να βοηθήσει η Ευρωπαϊκή Ένωση είναι με την παρουσία της εκεί. Όχι μόνο με τις επισκέψεις. Επίμονη παρουσία προς την κατεύθυνση της παιδείας, προς την κατεύθυνση του να έρθουν κοντά αντιμαχόμενες φατρίες, πολιτικές και στρατιωτικές, προς την κατεύθυνση των επενδύσεων. Αν δεν επαναδραστηριοποιηθεί η οικονομία, αν δεν έρθουν κοντά έντονα διαφορετικές απόψεις μέσα στη χώρα, νομίζω, και το ξέρετε και η ίδια, αυτό θα πάρει ακόμα πάρα πολλά χρόνια. Επιμονή στο θέμα της συμφιλίωσης μέσα στη χώρα, στις επενδύσεις, στην παιδεία.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, ο εσφαλμένος τρόπος με τον οποίον επενέβη στρατιωτικά αρχικά η γαλλική η κυβέρνηση του Προέδρου Σαρκοζί στη Λιβύη και στη συνέχεια και άλλες χώρες της Ευρωπαϊκής Ενώσεως, όπως η Αγγλία, η Γερμανία αλλά και οι ΗΠΑ, αποτέλεσαν τη βασική αιτία για την οποία υπάρχει αυτή η χαώδης κατάσταση αυτή τη στιγμή στη χώρα. Η Λιβύη ήταν και εξακολουθεί να είναι μία πλούσια χώρα, η οποία προσπαδούσε να έρθει σε διαπραγματεύσεις με την Ευρωπαϊκή Ένωση. Όμως, αυτή τη στιγμή έχει εξελιχθεί στην κύρια εισοδο λαθρομεταναστών από την αφρικανική ήπειρο στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Παράλληλα, η αδυναμία να συνεργαστούν μεταξύ τους οι πολλές ένοπλες ομάδες που υπάρχουν, οι διαμάχες μεταξύ των φυλών, η αδυναμία να καταπολεμηθεί η τρομοκρατία, και η κατάσταση η οποία επικρατεί αυτή τη στιγμή δεν αφήνουν περιθώρια για να βελτιωθούν τα πράγματα. Είναι ουτοπία να πιστεύουμε ότι θα μπορέσουμε να επιλύσουμε το πρόβλημα της Λιβύης. Είναι καλή η παρέμβαση του ΟΗΕ και της Ευρωπαϊκής Ενώσεως και ας συνεχιστεί τουλάχιστον για να μη χειροτερεύσει η κατάσταση.

(Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot päättyvät)

Federica Mogherini, *Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. – Madam President, I think that for once Mr Panzeri has performed a sort of miracle in uniting the chamber around not only his report, but also the common work with Libya, for Libya.

I will touch upon a few specific points that were raised either in comments or questions, and specify, maybe in a better way than I've done previously, the sequencing and the meaning of the Paris meeting in relation to the overall work we are doing in the international community.

First of all, the specific points that were raised: transfer of the EU delegation to Tripoli. We have been working on that constantly over the last months and I would hope and expect, to be able to give you good news in the coming weeks. In the meantime, some of you asked for EUBAM to be present in Libya. As I said in my opening remarks, EUBAM is present in Libya, and has been operating now from Tripoli for several weeks. This is a major asset we have, because day-to-day work, especially with the border management agency and the criminal justice sector, is much more effective on the ground than from Tunis.

Second, some of you referred to the role of the militias. As I said, but I want to underline this, it is clear to all that some of the members of the militias will need to be disarmed. This is an effort that is always complicated at the end of a transition of a conflict. It is also an aspect in which the European Union and the Member States have relevant know-how and competence. We have been working on this with several different conflict areas and crisis areas in the world. Tomorrow this chamber will be listening to President Santos, and he might tell us something interesting about how a disarmament process can be conducted, and we have also supported and helped there, so there is a way of doing this.

It is not easy. It is never easy. On top of that, we are talking about Libya, which I hope everybody understands is different to talking about Norway. It is a different kind of country. Some of the militia members will need to be integrated in one security force under civilian responsibility. This is also what has been discussed in Paris and this is mainly what the UN Special Representative is working on with our active accompanying role and support because, as I said, we have a specific competence and know-how in this.

The third point that was mentioned and that I intentionally didn't touch upon in my opening remarks is the issue of migration. I didn't touch upon this because we have discussed several times the situation of migrants inside Libya, and I believe that for once Libya deserved a discussion on Libya and Libyans, and not purely focused on the situation of migrants in the country. Even if we know very well that solving the Libyan crisis would also be the best possible way to fight the traffickers' networks, to save lives, and to guarantee a sustainable, manageable, humane approach to this.

But as many of you said, we have now established, for the first time ever, a good pattern of work. Thanks to the task force we – the European Union, the African Union and, the United Nations – established last November, the three of us have managed in a few months, working on the ground, to help save 26 000 people from the detention centres. They have been able to return to their home countries voluntarily in an accompanied manner through the IOM, with European Union support.

And another 1 600 people who were in the detention centres and who have been assessed as in need of international protection, with the status of refugees, through the UNHCR, have been evacuated with a view to their resettlement. And as you know, we have also been providing resettlement opportunities inside the European Union and helping the UNHCR to find other resettlement opportunities around the world.

It is the first time ever that work like this has accomplished, and this has been possible over the last few months thanks to an unprecedented partnership between the European Union, the United Nations and the African Union. And just last week in Brussels, when we had the college-to-college meeting between the European Commission and the African Union Commission, we decided to extend the work of this task force, so we will continue working together on the ground in Libya. And this is something we also discussed today with our Libyan interlocutors in Paris.

Last but not least, two points, one on the elections. It is clear, first of all, as Mr Castaldo mentioned, that elections need to take place in the context of a constitution and constitutional clarity under electoral law. I made it very clear not only in Paris, but also in my opening remarks here. And the EU is now already providing supporting for the elections. It is the European Union that is supporting the UN's work on the ground to prepare this road.

As you know better than anyone else, we have a certain experience in accompanying countries in difficult situations to build up their way to credible elections. We have also committed to increasing our support for the organisation of the elections and, eventually, if the conditions are in place, we will contribute by sending an electoral observation mission to Libya.

The last point but not the least, the most important one. Some of you referred to a Paris agenda; let me be very clear on this. The reason for the meeting this morning in Paris – very clearly specified and laid down by President Macron – is to support the UN work and to support the UN road map. There is no competition between agendas here.

It's a matter of uniting forces for a coherent, regional and international accompanying work to the UN, because we realised that if the regional organisations, the neighbouring countries, starting from the European Union, the African Union, the Arab League, all the neighbouring countries in Africa but also in Europe, do not join forces to accompany every single step of the work done by the UN and by the Libyans, the entire agenda of the UN road map risks slowing down. And Libyan partners risk referring to one interlocutor or the other to take a slightly different path. So the unity of the international forces and the unity of the regional actors – starting from the European Union, the Arab League and the African Union – is essential to support the work of Salamé and of the United Nations.

This is the sense of the meeting that I had this morning and this road map leading to elections hopefully – inshallah as we would say – on 10 December, can work only if there is: commitment and responsibility by the Libyans and their country's various institutions and leaders; unity of international and regional actors to accompany and support this work; and all of this converging under the UN umbrella and leadership. If we have these three conditions in place, I believe that commitments can turn into concrete steps that would help lift the country out of the crisis.

In all of this, the role of the European Parliament will continue to be essential, so the praise for the excellent report and recommendations of Mr Panzeri should turn into a plea to continue the work actively supporting this process, especially as Libya heads, hopefully, towards elections. The role of the European Parliament in accompanying this process will continue to be key, it will actually become even more essential, so we count on you.

Pier Antonio Panzeri, Relatore. –Signor Presidente, onorevoli colleghi, ringrazio l'Alto rappresentante Federica Mogherini e sono completamente d'accordo con le sue conclusioni.

Mi fermo solo brevemente su tre considerazioni. Confesso che trovo sempre suggestive le narrazioni dell'on. Nart e questo suo richiamare alla realtà sul campo lo considero sempre importante e da condividere, ma credo che sia d'accordo con me che proprio questa realtà ci impone di accelerare il processo di riconciliazione e di predisporre rapidamente una *road map* in grado di favorire una stabilizzazione del paese, ed è quello che indichiamo in qualche modo in questa raccomandazione.

Seconda considerazione sulle elezioni, lo dico a Castaldo, non perdiamoci attorno al fatto se è nato prima l'uovo o la gallina. Sono d'accordo che è necessaria assolutamente una legge elettorale senza la quale è difficile avere una base, ma sulla Costituzione possiamo anche lavorare per avere solo una prima lettura generale e poi avere una conferma dopo. Il voto e il riconoscimento dell'esito è, per quanto mi riguarda, essenziale per assicurare minime condizioni di governabilità alla Libia.

Infine, la questione migratoria è un problema molto serio che è stato anche accertato dalla visita della delegazione del Parlamento europeo, e so che c'è questa discussione intorno alla Guardia costiera e alla missione dell'Unione europea, tra l'altro vi è un impegno di revisione strategica entro l'anno della missione EUBAM e Sophia, e lì discuteremo effettivamente su cosa va aggiornato e cambiato.

Alcuni emendamenti sono stati accolti sul tema dell'immigrazione, anche se, e lo dico con molta serietà, non possiamo caricare sulla Libia e sui paesi mediterranei, in particolar modo l'Italia, l'assenza di una politica comune europea sull'immigrazione, che mi auguro il prossimo Consiglio del 28 e 29 affronti adeguatamente.

In definitiva, sono convinto che abbiamo tutte le condizioni, come diceva l'Alto rappresentante, con questa raccomandazione per portare il nostro contributo, il contributo del Parlamento europeo al processo di stabilizzazione della Libia.

Puhemies. – Keskustelu on päättynyt.

Äänestys toimitetaan keskiviikkona 30.5.2018.

Kirjalliset lausumat (työjärjestyksen 162 artikla)

Andrea Bocskor (PPE), írásban. – Tisztelt Elnök Asszony/Úr! Líbia kapcsán támogatom az ENSZ-vezette rendezési folyamatot, Salamé különmegbízott tevékenységét és terveit. Egyetértek, hogy segítséget kell nyújtani a líbiai kormánynak a politikai egyetértés megteremtésére és a biztonság garantálására. Fontosnak tartom, hogy a jelentés hangsúlyozza a regionális szereplőkkel és a szomszédos országokkal kapcsolatos diplomáciai erőfeszítések fokozását annak biztosítására, hogy ezek hozzájáruljanak a líbiai válság pozitív rendezéséhez. Egyetértek a líbiai válság tágabb, regionális és pánafrikai összefüggésben történő vizsgálatával is, szem előtt tartva Líbia kulcsfontosságú szerepét Észak-Afrika, a Száhel-övezet és a Földközi-tenger térségének stabilitása szempontjából.

Magyarország bizakodó Líbia politikai rendezésének kérdésében, ezt mi sem mutatja jobban, mint hogy a múlt évben mi újranyitottuk tripoli nagykövetségünket is! Az EU-tagállamok többségének nagykövetsége évek óta nem tért vissza a térségbe. Emellett Magyarország szerint Líbia déli határainak a védelmére komoly figyelmet kell fordítani. Azonban a migrációt illetően sarkalatos pontnak tartom, hogy a jelentés abban látja a Líbián keresztül és Líbiából induló irreguláris migráció hosszú távú megoldását, hogy a Tanács, a Bizottság és Mogherini Asszony határozza meg a közvetlen áttelepítéseken alapuló nemzetközi migrációs folyamatok jogalapját. Véleményem szerint a jövőben a menedékkérők Unión kívülről történő áttelepítése továbbra is csak önkéntes alapon történhet. Többek közt ezért nem találok elfogadhatónak a jelentést.

Jarosław Wałęsa (PPE), na piśmie. – Sytuacja polityczna i społeczno-gospodarcza w Libii jest bardzo trudna oraz skomplikowana. Dlatego Parlament Europejski zgodnie z omawianym zaleceniem zamierza udzielić Europejskiej Służbie Działań Zewnętrznych, Komisji Europejskiej i Radzie Europejskiej wskazówek dotyczących sposobu postępowania w zakresie omawianego tematu.

Unia Europejska pomaga w politycznej transformacji Libii w kierunku utworzenia stabilnego i dobrze działającego państwa oraz zapewnia pomoc w celu przywrócenia skutecznego zarządzania państwem oraz poprawy warunków społeczno-gospodarczych. Dzięki partnerom działającym w ramach wyżej wymienionego obszaru, takim jak Międzynarodowa Organizacja ds. Migracji (IOM) i Wysoki Komisarz Narodów Zjednoczonych ds. Uchodźców (UNHCR), UE regularnie zwiększa pomoc humanitarną, aby sprostać także wyzwaniom migracyjnym w Libii.

W związku z powyższym na marginesie szczytu Unii Europejskiej i Unii Afrykańskiej w listopadzie 2017 r. UE wraz z UA i Organizacją Narodów Zjednoczonych utworzyły wspólną grupę zadaniową, aby przyspieszyć zarówno program Międzynarodowej Organizacji ds. Migracji (IOM) w zakresie wspomaganych dobrowolnych powrotów, jak i mechanizm awaryjnego tranzytu Wysokiego Komisarza ONZ ds. Uchodźców (UNHCR). UE przeznaczyła z budżetu 182 mln EUR na projekty związane z migracją, 162 mln EUR w ramach unijnego funduszu powierniczego dla Afryki (EUTF) oraz 20 mln EUR w ramach pomocy dwustronnej.

18. Jahresbericht über das Funktionieren des Schengen-Raums (Aussprache)

Puhemies. – Esityslistalla on seuraavana Carlos Coelho kansalaisvapauksien sekä oikeus- ja sisäasioiden valiokunnan puolesta laatima mietintö Schengen-alueen toimintaa koskevasta vuosikertomuksesta (2017/2256(INI)) (A8-0160/2018).

Carlos Coelho, Relator. – Senhora Presidente, Senhor Comissário, Caros Colegas, em 1990, numa pequena localidade do Luxemburgo que ficaria na História, assinava-se a convenção de aplicação do Acordo de Schengen. O mais tarde Presidente do Parlamento Europeu, Pieter Dankert, perguntou na altura quem é que há quarenta anos poderia ter imaginado que a França, a Alemanha, quase reunificada, e o Benelux assinariam um acordo aqui em Schengen. Permitam-me que adapte aos dias de hoje estas palavras históricas. Quem imaginaria, há vinte anos, que o espaço de livre circulação incluiria vinte e seis países, quatrocentos milhões de pessoas e cinquenta mil quilómetros de fronteiras externas? Quem imaginaria que o Parlamento Europeu estaria, pela primeira vez, hoje a debater o seu relatório sobre o estado de Schengen?

Em 1990, Pieter Dankert respondia à sua pergunta com um resolutivo «Conseguimos». Hoje, sabemos, porém, que Schengen nunca está concluído, nem garantido. A entrada plena da Bulgária e da Roménia permanece por cumprir. É inaceitável que, sete anos depois de cumprirem todos os requisitos para beneficiarem da liberdade de circulação, búlgaros e romenos continuem a ser tratados pelo Conselho como cidadãos de segunda. Espero que, amanhã, o Parlamento Europeu reafirme, uma vez mais, que a Bulgária e a Roménia devem, de pleno direito, ser membros de Schengen.

Caros colegas, Schengen nunca está concluído nem garantido, de facto, e trinta e três anos depois da assinatura do Acordo de Schengen enfrentamos novos perigos e desafios. Os últimos três anos foram dramáticos. Uma aparente nova normalidade emergiu. Controlos nas fronteiras internas voltaram a fazer parte do quotidiano de milhões de europeus. Os governos nacionais, a par das franjas mais populistas do nosso espectro político, transformaram Schengen no bode expiatório para as falhas nas políticas de segurança e para as fragilidades do sistema europeu comum de asilo. Colocaram Schengen em coma, a carregar males que não são os seus. Para espiar culpas e ganhar eleições, os Estados-Membros estão a utilizar de forma leviana a bomba atómica de Schengen e fazem-no ilegalmente. O período máximo acordado pelos próprios Estados-Membros foi largamente ultrapassado e os motivos vagos e apresentados a contragosto não encontram reflexo na realidade. Se Schengen perecer, o impacto económico poderá alcançar os cinquenta mil milhões de euros, mas desaparece, sobretudo, a maior expressão da Europa dos cidadãos.

Sr. Presidente, o Sistema de Informação de Schengen é o maior sistema europeu no combate ao crime e no controlo das nossas fronteiras. No entanto, há Estados-Membros que continuam a desrespeitar as normas relativas à sua utilização. O Reino Unido, não sendo único, é particularmente grave neste domínio. Já após a aprovação deste relatório da Comissão, o grupo de trabalho para Schengen a que presido foi informado dos graves problemas na utilização do SIS pelo Reino Unido. O acesso deste Estado é provisório pela circunstância de não ser membro de Schengen e é, portanto, independente do seu processo de saída. Esta avaliação já não é a primeira com resultados graves. No entanto, causa particular preocupação neste momento, porque o Reino Unido está em processo de saída mas pretende manter uma relação com a União também no âmbito da segurança. Também aqui o Conselho e a Comissão deverão trabalhar com o Parlamento no sentido de encontrar uma solução.

Sr. Comissário Avramopoulos, precisamos de devolver Schengen aos cidadãos. A Comissão não pode temer utilizar todos os instrumentos à sua disposição e pode contar com o apoio deste Parlamento. Com este relatório, damos um passo significativo no exercício do escrutínio democrático de Schengen, aumentamos a transparência e, com isso, uma discussão mais séria e, caros colegas, o problema do combate ao terrorismo não se resolve com mais fronteiras, resolve-se com mais cooperação. Se os governos nacionais não têm a coragem de resgatar Schengen, tenhamos nós a coragem de salvar a liberdade dos cidadãos europeus.

Dimitris Avramopoulos, Member of the Commission. – Madam President, I don't need to repeat how important economically, politically and, in particular, symbolically Schengen is. We all know.

I would like to express my thanks to the Members of the Schengen Working Group for their continuous work and in particular the European Parliament's 'Mr Schengen', Mr Carlos Coelho. Thank you for your report and this very timely debate. It comes at the moment where we are reflecting a lot on the future of our common external border management but also on how to enhance our internal security and free movement in the Schengen Area.

The thing is, we need to be pragmatic but without ever forsaking our values and fundamental principles. This is why one of our concerns is how to better make use of the existing tools at our disposal to fully implement the legislative measures we have recently adopted and to conclude pending legislation. But we also look to the future. How do we see the future as regards borders management but also as regards the free movement of European citizens in an area without border controls?

My answer to this is clear and simple. We need to take joint responsibility for the management of our common external borders but also ensure mutual trust among Member States and everything that is implied by this.

During the last three years, as we all know, we have been working together intensively in order to safeguard Schengen. During the last three years Schengen has been confronted with the most important challenges since its conception. Several Member States have reintroduced temporary internal border controls to address irregular migration flows and secondary movements and also in reaction to the multiple terrorist attacks. But temporary internal border controls cannot and should not become permanent ones. That is why it is so important to preserve the right balance between ensuring mobility, on the one hand, whilst guaranteeing security on the other hand.

It is important to use, but also to improve, all the tools we have at our disposal to ensure high standards of security. It is precisely to maintain this balance that the Commission has proposed, among others, to amend the Schengen Borders Code, which is also one of our priorities.

Member States retain the main responsibility when it comes to security. The temporary reintroduction of border controls is a legitimate measure available to Member States confronted with a serious threat to internal security or public policy in exceptional cases. We should never forget this essential point: that internal border controls are, and should indeed remain, exceptional.

Our proposal does not intend to make controls at internal borders easier or permanent. On the contrary, we have proposed reinforcing the procedural safeguards. The reintroduction of border controls should only be a measure of last resort, with the Council having the last word. And the views of the other Member States affected by such decisions must be duly taken into account. Alternative solutions, such as police checks and cross-border cooperation must always take priority.

I would also like to stress the Schengen Borders Code amendment, which aims to adapt the rules for the reintroduction of temporary internal border controls to the current needs to respond to evolving and persistent serious threats to public policy or internal security.

In the meantime, the Commission is in contact with the Member States concerned on lifting internal border controls as soon as possible, allowing them to maintain the same level of security by using other tools, such as reinforced police checks and increased cross-border cooperation. We all agree that we should return to the full, normal functioning of the Schengen Area as soon as possible. I made this very clear in all my recent contacts with the countries that have done it.

Mobility inside our Schengen Area requires secure external borders. This is exactly why since 2015 we have made significant progress in our external borders management. A key element has been the establishment of the European Border and Coast Guard Agency, bringing together the national border guard authorities of the Member State and the European Borders and Coast Guard Agency, which now operates along the European borders.

As part of our proposal for the next Multiannual Financial Framework which we put forward on 2 May 2018, we proposed to almost triple the expenditure for external borders management, migration and asylum, which could fund 10 000 border guards by 2027 for the European Borders and Coast Guard Agency.

The EU budget for the management of external borders, migration and asylum would reach more than EUR 34.9 billion overall, compared to EUR 13 billion for the period 2014-2020. A new integrated border management fund will help to guarantee a high level of security in the European Union by ensuring strong and effective border management, while safeguarding the free movement of persons.

If adopted, it will reinforce financial and operational support given to Member States in securing the European Union's common external borders. We equally need to know who is crossing our borders and be able to stop those who pose a threat whilst ensuring mobility for bona fide travellers.

We have already made substantial progress. The development of the entry/exit system is starting. We have also reached a political agreement on the European travel information and authorisation system (ETIAS). I would like to thank you for your work on this file too.

We also have proposals on the table to strengthen existing systems, such as the Schengen Information System where negotiations are about to close, and the European Criminal Records Information System in respect to third country nationals convicted in the European Union by creating this centralised system on third-country nationals. Again, we need to reach swift agreements on these files.

We also aim to improve the exchange of information and to make our systems interoperable to help us counter terrorism and serious crime and secure our borders, with full respect for data protection. Our proposal on interoperability will be a game-changer in this respect, and we need to complete the work on it by the end of this year.

As you can see, we have many building blocks in place to strengthen our external borders, but we need to make yet further efforts to preserve Schengen, to make it even stronger and more resilient.

Finally, let me repeat: the absence of internal border controls constitutes the very essence of Schengen, but in a common area without border controls, security concerns are common too. This is why we must do everything to preserve the careful balance between free movement and mobility, on the one hand, and security on the other. This is also what our citizens expect from us, and we can only achieve this through a coordinated and united Schengen framework, which brings me to my last point.

Schengen should include Romania and Bulgaria too, because a more inclusive Schengen is a more secure Schengen. We call on the Council to finally decide on Bulgaria and Romania to join the Schengen family and Croatia too, once all criteria are met.

Agustín Díaz de Mera García Consuegra, *en nombre del Grupo PPE*. – Señora presidenta, señor comisario, felicito al señor Coelho por su trabajo y por su compromiso. El espacio Schengen y la libre circulación de personas están amenazados. El restablecimiento de fronteras interiores por parte de algunos Estados miembros ha mermado los principios de solidaridad, cooperación y confianza mutua. Restablecer los controles en las fronteras interiores ha demostrado ser más sencillo que eliminarlos. Los nuevos controles para regular los movimientos de nacionales han sido la respuesta de algunos Estados ante la llegada de solicitantes de asilo y refugiados y el terrorismo.

Las causas no remiten a la esencia de Schengen, sino a ámbitos conexos, como las deficiencias del SECA. Por esto, resulta muy necesario seguir trabajando en el paquete de migración y asilo presentado en el año 2016. Hay que utilizar al máximo los sistemas actuales y seguir impulsando la cooperación policial y judicial, entre Estados y con Europol, Eurojust y Frontex. También la reforma en curso del SIS II es indispensable. Además, los sistemas SIS y VIS deben estar siempre operativos en los puestos fronterizos.

Las nuevas propuestas legislativas sobre interoperabilidad de las bases de datos son necesarias para optimizar el rol de eu-LISA con el Sistema de Entradas y Salidas. La voluntad política, la solidaridad con países de primera entrada, el refuerzo de los sistemas existentes y la interoperabilidad son herramientas esenciales para fortalecer el espacio Schengen. Y sí, yo también digo «Bulgaria y Rumanía, dentro».

Sylvie Guillaume, *au nom du groupe S&D*. – Madame la Présidente, l'espace Schengen de libre circulation est une des plus grandes avancées de l'Union européenne. Cette phrase, qui témoigne de la fierté des progrès réalisés, résonne aussi comme une banalité à laquelle on se serait presque habitué. Mais il nous faut atterrir et se pincer pour croire que c'est encore vrai et que cela fait encore la force de l'Union européenne dans le monde.

Pourtant, tout avait si bien commencé quand, en 1995, les citoyens européens de 22 États membres, d'Islande, du Liechtenstein, de Norvège et de Suisse obtiennent la possibilité de circuler librement d'un pays à l'autre, ce qui a largement amélioré les échanges sociaux, culturels et économiques. Pour garantir cela, nos prédécesseurs ont édicté une règle commune, finalement assez simple dans son élaboration: des contrôles harmonisés aux frontières extérieures en contrepartie de la liberté de circuler à l'intérieur de l'espace ainsi créé.

Je parle au présent, mais beaucoup de choses ont changé depuis quelques années. C'est parce que nous ne nous résignons pas à cette lente dégradation que le Parlement européen affirme dans ce premier rapport annuel son attachement à l'espace Schengen et à la libre circulation. Il souligne les failles dans la mise en œuvre des politiques de l'espace Schengen et il émet des recommandations. La plus importante d'entre elles est partagée par la grande majorité du Parlement. Alors que plusieurs États membres ont rétabli les contrôles à leurs frontières nationales, parfois depuis plus de deux ans, et bien que ces contrôles soient autorisés par les règles du code frontières Schengen, ils sont contraires à l'esprit de la libre circulation. Ils doivent donc être limités dans le temps et justifiés, par exemple, en raison de risques sécuritaires.

Or, alors que des législations pour renforcer la sécurité à nos frontières extérieures s'empilent – réforme de Frontex, vérification systématique des Européens et des ressortissants de pays tiers, nouvelles bases de données –, la contrepartie de Schengen n'existe plus et plusieurs États membres continuent à mener ces contrôles à leurs frontières nationales, parfois en contravention avec les règles. Nous dénonçons ce non-respect des règles communes.

En tant que rapporteure fictive pour les socialistes et démocrates sur ce texte, j'ai voulu insister aussi pour que d'autres recommandations y figurent, car l'espace Schengen interagit avec d'autres politiques communes, notamment la gestion des flux migratoires. Je m'astreins à ne citer que deux exemples.

L'accueil des personnes qui tentent de rejoindre l'espace Schengen. Trop de migrants ont perdu la vie en Méditerranée. Il faut augmenter les opérations de recherche et de sauvetage en mer avec Frontex, qui est tenu de participer pleinement à ces opérations, et les États membres peuvent s'accorder sur un système d'asile européen solide, des voies d'accès légales à l'Union et un accueil solidaire et partagé des demandeurs d'asile entre les États membres.

Au moment où les négociations sur l'asile sont bloquées au Conseil, nous, nous voulons une politique courageuse et progressiste pour aider à renforcer la gestion de l'accueil aux frontières extérieures et la stabilité de l'espace Schengen.

PRZEWODNICTWO: BOGUSŁAW LIBERADZKI

Wiceprzewodniczący

Anders Primdahl Vistisen, *for ECR-Gruppen*. – Hr. Formand! Hele Schengenprojektet har i høj grad mistet europæernes tillid, og det er med god grund, for Schengenprojektet har fejlet i alt det, som er essensen af en grænse. Det har fejlet i forhold til bekæmpelsen af den organiserede kriminalitet, det har fejlet i forhold til at holde den ukontrollable migration ude af Europa, og det har fejlet i forhold til at bekæmpe terrorisme.

Den største tragedie i Schengensystemets fejlslagne historie har været, at man endnu engang har implementeret et europæisk prestigeprojekt uden at have de underliggende strukturer på plads. Man fjernede simpelthen de interne grænser uden at have et tilstrækkelig robust og komplet system af ekstern grænsekontrol i orden, og det har vist sig at have helt fatale konsekvenser for borgernes sikkerhed i de europæiske lande.

Derfor står det klart, at vi må gøre to ting: For det første skal den ydre grænse være langt mere robust, langt mere sikker og langt mere uigennemtrængelig for folk, der forsøger at komme til Europa. For det andet må vi sige, at så længe der ikke er helt fundamentalt styr på de ydre grænser, på den ydre sikkerhed i EU, er det enhver medlemsstats prerogativ at opretholde en intern grænsekontrol og sikre, at borgerne i vores medlemslande er så sikre, som det er muligt.

Derfor er vi langt fra i mål endnu for så vidt angår Schengensamarbejdet, og derfor må den interne grænsekontrol have lov at fortsætte, indtil det er opnået.

Cecilia Wikström, för ALDE-gruppen. – Herr talman! En av de första, största och viktigaste framgångarna med EU-samarbetet är rätten för oss EU-medborgare att röra oss fritt över nationsgränserna, men sedan 2015 har den här rättigheten dessvärre begränsats i land efter land. Flera medlemsländer, bland annat Sverige, har återinfört gränskontroller som skulle vara tillfälliga men tyvärr verkar ha permanentats mer eller mindre.

Idag är flyktingsituationen inom EU under kontroll. Den yttre gränsen är stärkt. Många åtgärder har vidtagits för att trygga säkerheten. Gränskontrollerna har spelat ut sin roll, men de slår i dag mycket, mycket hårt mot ekonomi och välbefinnande för oss medborgare. De är dessutom varken proportionerliga eller nödvändiga och borde ha avskaffats för länge sedan.

Jag vill tacka föredraganden Carlos Coelho för ett välbalanserat, mycket viktigt betänkande som är nödvändigt eftersom det visar sig att alla medlemsländer inte lever upp till de grundläggande krav som ställs. För två år sedan presenterade kommissionen en färdplan för att återgå till ett fullt och fast Schengen. Två år senare är det en avlägsen dröm. Förlängda gränskontroller innebär en påfrestning på den inre marknaden och det är inte en nationell fråga. Det är en fråga som måste få ett europeiskt och internationellt svar.

Jag tycker att det är väldigt viktigt att vi nu återgår till ett fullt Schengen, och jag tycker, precis som kommissionären, föredraganden och många kollegor här, att det är hög tid för Rumänien och Bulgarien att finnas med i ett fullt fungerande Schengensamarbete.

Bodil Valero, för Verts/ALE-gruppen. – Herr talman! Schengensamarbetet är nog det som många medborgare uppskattar allra mest i EU-samarbetet, och det har gett betydande fördelar för såväl EU-medborgare som näringslivet. Detta är något som vi alla vill värna, men det har satts på hårt prov de senaste åren och särskilt i samband med flyktingsituationen 2015 då flera medlemsländer återinförde gränskontroller.

Även om situationen ser annorlunda ut i dag fortsätter medlemsländer att förlänga kontrollerna med hänvisning till hot om terrorism och säkerhet. Jag skulle vilja påstå att det är medlemslänternas upplevda känsla av hot snarare än den faktiska förekomsten av hot som styr i det här fallet. Det svar som vi i EU vanligtvis ger på den otrygghetskänslan är att vi ska stärka våra yttre gränser och hindra människor från att komma hit, både migranter och potentiella terrorister, trots att de senare i de allra flesta fall är uppvuxna i våra länder. Jag tycker att det är synd att även dagens betänkande alltför mycket kommer in på den tankebanan, men jag kommer att tala om det som för mig är viktigast i betänkandet, det vill säga parlamentets starka kritik mot att medlemsländer fortsätter att införa de interna kontrollerna, i synnerhet eftersom flera av dem inte är i linje med de befintliga reglerna när det gäller omfattning, behov och proportionalitet. De är enligt parlamentet alltså inte lagliga.

Vi i parlamentet menar också att det inte finns någon proportion mellan åtgärder som antagits för att stärka de yttre gränserna och åtgärder för att kunna avskaffa de inre. Vi menar att det finns andra och bättre metoder att förhindra bland annat gränsöverskridande brottslighet än id-kontroller vid de inre gränserna.

Marie-Christine Vergiat, au nom du groupe GUE/NGL. – Monsieur le Président, l'espace Schengen est, ou était, un des principaux acquis de la construction européenne pour les citoyens européens. Il était le symbole de la libre circulation. Or, il est devenu le symbole de l'échec des gouvernements européens à se montrer solidaires. Plus on met en place des outils pour lutter contre la criminalité organisée, les trafics en tout genre, le blanchiment des capitaux, la lutte contre le terrorisme, plus certains États mettent en cause Schengen pour masquer leurs carences et leur absence de volonté à partager des informations touchant leurs compétences régaliennes.

L'obsession est la lutte contre l'immigration dite irrégulière. On multiplie les fichages, on confond «contrôle des frontières» et «objectifs de police», on oublie les principes de nécessité et de proportionnalité, tandis que l'équilibre entre sécurité et droits fondamentaux est rompu. La France est en première ligne de ces défaillances majeures et, pire, elle a osé utiliser la lutte contre le terrorisme pour mettre en place des contrôles au faciès à la frontière franco-italienne. C'est un dévoiement des règles de Schengen.

Je voudrais terminer en remerciant M. Coelho pour son travail, pour sa volonté d'avoir une approche inclusive sur ce rapport. Je partage son inquiétude sur ce qui se passe au Royaume-Uni et je soutiens son amendement sur ce point, comme je soutiens l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie sans exclusive à l'espace Schengen.

Laura Ferrara, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, gli accordi di Schengen rappresentano un pilastro del progetto europeo.

Parliamo della libera circolazione dei cittadini senza controlli alle frontiere interne, ma anche di rafforzamento alla lotta contro la criminalità organizzata, con controlli alle frontiere esterne. Bene, il funzionamento di Schengen è strettamente legato a dei punti basilari, ovvero la fiducia reciproca tra gli Stati membri, la cooperazione, lo scambio di informazioni, elementi tutti che sono stati messi duramente alla prova dagli ingenti flussi migratori degli ultimi anni, con la conseguenza, da un lato, di arrivare all'insano binomio tra migrazioni e terrorismo e, dall'altro, di vedere soli e in difficoltà i paesi di frontiera, messi anche sotto accusa.

Le debolezze dello spazio Schengen sono allora le debolezze dell'intera Unione europea ed è quanto mai vitale trovare tra tutti gli Stati membri una volontà politica per rinsaldare il progetto europeo, in modo tale da arrivare ad una reale cooperazione tra tutti gli Stati membri e soprattutto per arrivare ad un'equa ripartizione delle responsabilità, tutelando la libertà dei cittadini, da un lato, la sicurezza, dall'altro, e non sospendere Schengen per evitare i movimenti secondari dei migranti.

Auke Zijlstra, namens de ENF-Fractie. – Voorzitter, in het verslag over Schengen kiest het Europees Parlement vóór open grenzen en dus tegen veiligheid. Net als de Europese Commissie wil het Parlement kritiek op illegale grensoverschrijding niet horen en is het blind voor de criminele gevolgen ervan. Zelfs de 1200 aanrandingen op één avond heeft het Parlement de ogen niet geopend.

De komst van enorme aantallen illegale migranten heeft geleid tot de herinvoering van grenscontroles, ook in Duitsland, en terecht. Zelfs mevrouw Merkel – toch de akela van de multiculti – lijkt van de verkrachtingen en de criminaliteit geschrokken, en de grenscontroles zijn niet weer afgeschaft.

Als zelfs Merkel minder illegalen wil, hoe kan het dan dat dit Europees Parlement blind is voor de ellende die de open grenzen met zich hebben meegebracht en geen enkel mededogen toont met de getroffen vrouwen?

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, όταν δημιουργήθηκε για πρώτη φορά ο χώρος Σένγκεν, πολλοί πίστεψαν ότι ήταν ένα από τα μεγαλύτερα επιτεύγματα της Ευρωπαϊκής Ενώσεως. Είναι αλήθεια ότι η ελεύθερη μετακίνηση ανθρώπων, μέσω των οδικών μεταξών των χωρών της Ευρωπαϊκής Ενώσεως είναι μία ιδιαίτερα ελκυστική και επιθυμητή από όλους εξέλιξη. Βασική, όμως, προϋπόθεση για να ισχύσει η Συνθήκη Σένγκεν είναι η ασφάλεια των εξωτερικών συνόρων. Αυτή τη βασική προϋπόθεση οι σοφοί της Ευρωπαϊκής Ενώσεως δεν την έλαβαν υπόψη, αφαίρεσαν την αρμοδιότητα της ασφαλείας των συνόρων από τις χώρες των εξωτερικών συνόρων και ανέθεσαν αυτή τη λεπτή αποστολή σε έναν εντελώς ανίκανο, άχρηστο και, όπως απεδείχθη στην πράξη, επικίνδυνο οργανισμό, ο οποίος ακούει στο όνομα Frontex. Μοιραίο επακόλουθο της αδυναμίας του Frontex ήταν να πλημμυρίσουν με λαθρομετανάστες η Ιταλία και, κυρίως, η Ελλάδα. Επιπλέον, η Ελλάδα αυτή τη στιγμή έχει μετατραπεί σε ένα στρατόπεδο συγκεντρώσεως δυστυχισμένων και εξαντλημένων ψυχών. Εάν, λοιπόν, η Ευρωπαϊκή Ένωση θέλει να διασώσει τη Συνθήκη Σένγκεν, θα πρέπει να κάνει δύο πράγματα: πρώτον, να επιβάλει στην Τουρκία να μην στέλνει λαθρομετανάστες στην Ελλάδα και, δεύτερον, να αναθέσει και πάλι την ασφάλεια των εξωτερικών συνόρων στις αρμόδιες χώρες.

Kinga Gál (PPE). – Elnök Úr, Biztos Úr, az európai polgárok ma az Unió legnagyobb vívmányának a belső határelőőrzések nélküli szabad mozgást tartják. Ha azt akarjuk, hogy a polgáraink számára fontos maradjon az Unió, akkor a schengeni rendszer megőőrzése prioritás kell legyen. Ugyanakkor mára egyértelmű, hogy a belső határmentességnek feltétele, hogy a külső határok teljes ellenőőrzés alatt legyenek, hogy valamennyi külső határral rendelkező tagállam maradéktalanul betartsa a meglévő schengeni szabályozást, ahogyan Magyarország is teszi. Ezt a külső határra fordított energiát és költséget pedig a szolidaritás részévé kell nyilvánítani, ezért növelni kell azon tagállamok forrásait, amelyek megvédik a schengeni külső határokat, és így az egész Unió biztonságát. Egy sikeres migrációs politika csakis a külső határok teljes védelmével valósulhat meg. Sajnos az Európai Unió migrációs válságra adott rossz, kötelező betelepítési kvótán alapuló válasza, és ennek következményei miatt számos tagállam visszaállította a határelőőrzést az Unió belső határainál. Ez gyakorlatilag veszélyezteti a schengeni térség működését. Ezeket az ideiglenes határelőőrzéseket haladéktalanul meg kell szüntetni, ugyanis a belső határok nélküli Európa jelenti a polgárok számára a kézzel fogható Uniót, és itt az ideje, hogy ez jelentse végre Románia és Bulgária lakosai számára is.

Péter Niedermüller (S&D). – Elnök Úr, Coelho úr jelentése, azt gondolom, hogy egy pontos, találó és felelősségteljes láttelet a schengeni térség jelenlegi állapotáról, és ezért külön köszönet illeti a jelentéstevőt. Az egyes tagállamokban megfogalmazódó populistá érvelésekkel szemben fontos hangsúlyozni, hogy a schengeni térség védelme érdekében fogasított intézkedések részeként igenis megerősítésre került az Európai Unió külső határainak a védelme, és a megfelelő adatbázisokon alapuló ellenőrzések bevezetése. Ugyanakkor önmagában értelmetlen a belső határellenőrzések fenntartása. Messzemenően egyetértek a jelentéstevővel abban a tekintetben, hogy a schengeni kódexnek a módosítása nem jelenthet további lehetőséget a belső határellenőrzések fenntartására. Kell reagálni az új kihívásokra, de ez a reakció nem vezethet a schengeni térségen belüli szabad mozgás korlátozásához, és még kevésbé az olyan szélsőséges tervekhez, mint valamely ország határainak a lezárása, vagy az azzal való fenyegetőzés.

Abban is egyetértek a jelentéstevővel, hogy a schengeni rendszer, a schengeni térség jelenlegi rendszere nem a térség struktúrájával és szabályaival kapcsolatos problémák, hanem elsősorban a közös európai menekültügyi rendszer hiányosságai miatt alakult így. Ezért további elzárkózás helyett a menekültek és bevándorlók számára legális utakat kell teremteni, és a Tanácsnak pedig el kell szánnia magát arra, hogy tárgyalásokat kezdjen a dublini rendelettel kapcsolatban, és hagyja végre jóvá az új Európai Menekültügyi Ügynökséget.

Helga Stevens (ECR). – Voorzitter, binnen het Schengengebied kunnen wij zonder paspoortcontrole vrij reizen. Maar dit wederzijds vertrouwen tussen de landen kan niet zonder een sterke gezamenlijke bescherming van de EU-buitengrenzen.

Helaas zijn deze buitengrenzen nog steeds poreus, aangezien Europese rechters pushbacks verbieden. Bootjes worden nog steeds overgebracht naar Europa, naar redding in plaats van naar het laatste veilige doorreisland.

Het lijkt me daarom perfect verdedigbaar dat lidstaten de mogelijkheid hebben om interne grenscontroles tijdelijk opnieuw in te voeren. Dit verslag veroordeelt echter die aanpak. Ook is het kritisch over de systematische controle van EU-onderdanen, die van buiten de EU komen, waaronder ook terugkerende Syriëstrijders, op bijvoorbeeld de luchthaven van Zaventem.

Wij vinden die kritiek zeer misplaatst vanuit veiligheidsoogpunt. Het herinvoeren van grenscontroles binnen de EU brengt inderdaad economische kosten met zich mee. Maar het is juist doordat de EU te weinig doet om deze buitengrenzen te versterken, dat lidstaten willen weten wie er binnen en buiten gaat. Grenscontroles zijn, net zoals gerichte politieacties, soms nodig.

Филиз Хюсменова (ALDE). – Г-н Председател, ежегодният доклад относно функционирането на Шенгенското пространство отново констатира, че България и Румъния вече преди 7 години изпълниха критериите за прием. Готовността за присъединяването беше удостоверена многократно и от Европейския парламент, и от председателя на Комисията, и заключенията на Съвета. Напълно подкрепям становището на доклада, че „цялостното прилагане на Шенгенското право в държавите членки, които са изпълнили критериите, е от съществено значение за координирана и надеждна рамка за правна сигурност“.

Ако вътрешните граници бъдат премахнати, ще бъде подобрена оперативната съвместимост на граничните схеми. Шенген наистина би бил по-силен, ако България и Румъния са част от него, както преди време заяви комисар Аврамопулос. Аргументите против са изцяло и само политически. Ето защо подкрепям настоящия доклад, но и настоявам Съветът да приеме отдавна нужните действия по приемане на България и Румъния в Шенген.

Kristina Winberg (EFDD). – Herr talman! Alla imperier faller förr eller senare. Den första brickan som föll för EU var då brexit startade. Nu kan nästa bricka vara på väg att falla för att den inte längre tjänar sitt syfte. Jag talar naturligtvis om Schengensamarbetet. Tanken med Schengen var i grunden bra; det skulle underlätta för EU-medborgare att kunna röra sig fritt och smidigt inom Europa. Detta gjorde att många, i varje fall i mitt land Sverige, valde att rösta för ett EU-medlemskap. Tänk vad smidigt att kunna åka runt i Europa utan att behöva pass- eller gränskontroller.

För att detta skulle fungera och vara möjligt förutsatte man att EU:s yttre gränsskydd skulle fungera. Det vet vi ju att det inte gör, även om vi har mutat Turkiet med 60 miljarder för att stoppa migranterna från att ta sig över Medelhavet. På senare tid har vi även bistått Libyen med hjälp för att stoppa migrantströmmarna till Italien. Under denna tid har vi även trefaldigt anslagen till Frontex som ska bevaka och säkra våra yttre gränser. Resultatet blir i det stora hela ett större uppdrag för dem att söka och rädda människor till havs som de sedan transporterar till Grekland och Italien. Cirka 80 procent av deras verksamhet består av detta uppdrag.

Med facit i hand, och med den förändring vi ser i dag, håller det inte längre. Vi har sett en illegal migration utan dess like. Vapen och droger har också i princip haft fri rörlighet, för att inte tala om terrorister, hur de organiserat sig och begått terrordåd i våra medlemsstater.

Angelo Ciocca (ENF). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in questi minuti mi stanno davvero chiamando e scrivendo tantissimi cittadini italiani, chiedendomi di difenderli dentro questi palazzi e chiedono di essere difesi da questi palazzi e questo ci deve far riflettere, è pazzesco pensare di aver trasformato i palazzi europei nel primo fronte di difesa dei cittadini italiani.

Oggi c'è un cittadino italiano, vede una bandiera europea, non vede il futuro, non vede speranza, non vede opportunità. Purtroppo oggi se un cittadino italiano vede questa Europa vede la guerra europea «4.0» e di questo sono estremamente preoccupato, una guerra politica, una guerra di speculazione finanziaria, come assistiamo in queste ore.

Questa Europa ha tolto al popolo italiano sovranità monetaria, ha tolto la sovranità del controllo dei confini, ha portato come causa appunto di questa guerra europea 4.0 povertà, clandestinità, disoccupazione, insicurezza, meno nascite e quindi morte.

E allora noi chiediamo a questa Europa di non entrare nel voto italiano, chiediamo a questa Europa di lasciare libero il popolo italiano nel scegliere i ministri, nel scegliere i programmi, nel scegliere la speranza e il nostro paese. La Lega e tanti cittadini italiani oggi chiedono in modo forte e chiaro di restare liberi da questa Europa, altrimenti diventerà un'Europa che farà schifo all'Italia.

Асим Адемов (PPE). – Г-н Председател, поздравявам г-н Куелю за този обективен доклад, който дава реална оценка за състоянието на Шенгенското пространство днес, изтъква плюсовете и минусите, както и действията, които трябва да се предприемат. Шенгенското пространство през последните години беше под голямо напрежение и именно такива периоди изискват от Европейския парламент по-сериозно да играе роля за съхраняването на това пространство.

Европейският парламент е длъжен да защитава правата на гражданите, като активно се бори за опазването на Шенгенското пространство. За съжаление обаче, не може да се каже, че функционирането на Шенген днес дава оптимални резултати. Въвеждането отново на граничен контрол сериозно уронва доверието на гражданите в европейската интеграция. Поради това се налага да се вземат мерки за възстановяването на ползите за гражданите, за да не пострада основната идея за свободно движение.

Пред Европейския съюз има нови предизвикателства – заплахи от атентати и тероризъм. Всички тези заплахи изискват подобър обмен на информация, по-добра координация, по-тесно сътрудничество и повече европейска солидарност. Ефективното функциониране на Шенгенското пространство зависи от това, доколко страните ще бъдат единни и солидарни една с друга. Именно тази солидарност изисква България и Румъния да бъдат приети незабавно в Шенген. Приемането на България и Румъния в Шенген ще допринесе за повече сигурност и стабилност в Европейския съюз. Съюзът незабавно трябва да вземе решение за присъединяването на България и Румъния към Шенгенското пространство, защото двете държави защитават надеждно външните граници и затова трябва да бъдат пълноправни членове на това пространство.

Josef Weidenholzer (S&D). – Herr Präsident! Der Schengen-Raum ist eine wesentliche Voraussetzung für den Binnenmarkt. Wer an diesem Fundament rüttelt, der gefährdet unseren Wohlstand und setzt die europäische Zukunft aufs Spiel. Deshalb ist es wichtig, regelmäßig und selbstkritisch zu überprüfen, was man verbessern kann. Der jährliche Fortschrittsbericht, wie er heute von Carlos Coelho vorgelegt wird, ist dazu eine gute Gelegenheit. Er zeigt vor allem: Schengen ist eine Erfolgsstory, allen Unkenrufen zum Trotz. Die Wiedereinführung von Grenzkontrollen würde immensen Schaden nach sich ziehen. Daher sind Schwachstellen schonungslos zu identifizieren. Ich sehe da drei Bereiche: Der ungenügende Schutz der Außengrenzen, der auch im Pochen mancher Mitgliedstaaten auf ihre nationale Souveränität begründet ist, und vor allem das von Anfang an nicht funktionierende Dublin-Regime haben viel zur Glaubwürdigkeitskrise beigetragen. Zu beiden gibt es klare Vorstellungen unseres Hauses. Und in der Tat könnte mehr Europa die Sicherheitslage verbessern.

Ein ernstzunehmendes Problem stellen auch die symbolpolitisch motivierten permanenten Grenzkontrollen dar. Wir erleben das jedes Mal am Straßburger Flughafen, wenn wir zur Plenartagung reisen. Worin besteht da der Sicherheitsgewinn? Oder wenn im österreichisch-bayrischen Grenzgebiet die Autobahnübergänge kontrolliert werden, aber die anderen Grenzübertretsstellen nicht. Da kann man sich des Eindrucks nicht erwehren, dass so manches innenpolitisch motiviert ist.

Jussi Halla-aho (ECR). – Arvoisa puhemies, monet ihmiset ovat huolissaan Schengen-järjestelmän romahtamisesta. Todellinen ongelma ei kuitenkaan ole se, että osa jäsenmaista on palauttanut valvonnan sisärajoille. Todellinen ongelma on se, että rajavalvonnan puute on mahdollistanut laittoman siirtolaisuuden ja turvapaikkashoppailun. Jos tätä ongelmaa ei ratkaista, me menetämme vapaan liikkuvuuden.

Tiukka ulkoraja- ja turvapaikkapolitiikka on paras ja ainoa keino puolustaa Schengen-järjestelmää. Jäsenmailla tulee olla mahdollisuus palauttaa valvonta sisärajoille joustavasti ja niin pitkäksi aikaa kuin tilanne edellyttää. Tämä mahdollisuus kannustaa ulkorajavaltioita ja Euroopan unionia huolehtimaan ulkorajasta. Me voimme valita vuotavat ulkorajat tai vapaan liikkuvuuden Schengen-alueella, mutta me emme voi valita molempia.

Patrick O'Flynn (EFDD). – Mr President, in the age of ISIS and mass migratory waves, the Schengen area is pie-in-the-sky utopian student politics. It is a concept that is out of time. If an external border is porous – as it has been with the EU for many years – then the absence of internal borders becomes still more critical. When Ms Merkel invited everyone in who claimed to be displaced by wars in the Middle East, she invited them in not just on behalf of Germany, but on behalf of 25 other Schengen members and, to a large extent, on behalf of the EU's six non-Schengen members too. So no wonder internal border checks are creeping back within Schengen – in the case of France, for wholly understandable security reasons, and for some other countries, to cope with the sheer volume of Merkel migrants.

Social and cultural cohesion is a precious and fragile thing. When it exists, it enhances the life of almost everyone in a community, but allow the pace of population change to run too fast or be careless as to the character of people moving from one country to another and you will ignite the indignation of indigenous populations. Italians want to control their own borders; Hungarians want to control their own borders; one of the big reasons for Brexit was the desire of the British to control their own borders again. The European political class is insulated from the downsides of uncontrolled mass migration. Instead of empathising with European populations who feel overrun, far too many European politicians show contempt for their electorates – even branding them as racist just for wanting a degree of social stability. If you were wise you would make the Schengen area the second item thrown into the dustbin of history – hard on the heels of the eurozone – but we know you won't do that, and so the confrontation between Europe's citizens and its elites is set to intensify.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Tomáš Zdechovský (PPE), otázka položená zvednutím modré karty. – Pane kolego, vy jste tady zmínil, že členské státy chtějí převzít odpovědnost za hlídání hranic, jmenoval jste Maďarsko, jmenoval jste Itálii. Tak bych se vás rád zeptal, proč Itálie už tu odpovědnost nepřevzala?

Patrick O'Flynn (EFDD), blue-card answer. – I think I said – or I certainly meant to say – Italians and Hungarians and the British. It's the people who want to take back control of the borders. To some degree the governments of some countries do as well, but they are forbidden from doing so by the rules of the European Union, as you must well know. I am simply pointing out that the European elite and its rules are on a collision course with the popular will in many countries which are members of this Union.

Dubravka Šuica (PPE). – Gospodine predsjedavajući, postavlja se pitanje kako povećati unutarnju sigurnost, a istovremeno zaštititi naše vanjske granice. Kao što je poznato, u području slobodnog kretanja, vanjske granice postaju zajedničke pa tako dijelimo više od 50 000 kilometara zajedničkih granica, što znači da sigurnosni problem u jednoj državi ili na njezinoj vanjskoj granici, može utjecati na sve.

Ali, postoji pravna stečevina na kojoj se temelji uzajamno povjerenje iz čega bi se trebalo razviti područje slobode, sigurnosti i pravde. Šteta je što države članice što češće podižu zidove na vanjskim i unutarnjim granicama kao mjeru odvratanja od ulaska u Europsku uniju. Zamislite podatak da su europske države izgradile više od 1 200 kilometara zidova i granica, na što su utrošile oko 500 milijuna eura. A sve to protivno je duhu schengena.

Stoga se nadam da će se stvari promijeniti, da će Bugarska i Rumunjska koje ste svi ovdje spomenuli vrlo uskoro ući u schengen, a vama se zahvaljujem gospodine Avramopoulos koji ste spomenuli i Hrvatsku jer je Hrvatska na najboljem putu, potrošila je oko 117 milijuna eura za uspostavljanje tehničkih uvjeta iz omoćnice. Nadamo se da ćemo 2019. godine biti spremni. Znamo da se Hrvatska sama pridružila Europskoj uniji 2013. godine, tako se nadam da će sama ući i u schengenski prostor.

Samo želim još jedan podatak reći da je schengenski informacijski sustav u Hrvatskoj pokazao svu opravdanost primjene – u sedam mjeseci zabilježeno je 168 milijuna pregleda s 8 000 identificiranih automobila ili ljudi koji su bili zanimljivi sa sigurnosnog aspekta.

Stoga sam čvrsto uvjerena da je schengenski prostor dio rješenja, a ne problema. Ako on prestane postojati, a to se nadam da neće, dogodilo bi se to i s Europom građana u kojoj danas živimo.

Ana Gomes (S&D). – Senhor Presidente, agradeço ao relator Carlos Coelho e apoio tudo o que aqui sublinhou, incluindo sobre o uso do SIS pelo Reino Unido e a inclusão da Roménia e Bulgária. Neste relatório mostramos que os principais problemas no funcionamento do sistema de Schengen resultam da tacañez política, do egoísmo e da falta de solidariedade entre Estados-Membros na resposta a desafios de segurança transnacionais, em especial o terrorismo, que pedem mais Europa e mais Europa passa por Schengen.

Também a Comissão Europeia, Sr. Avramopoulos, não pode continuar a assobiar para o ar, ignorando violações de Schengen que comprometem a integridade do sistema e põem em causa a segurança coletiva. Dos vistos gold em que competem perversamente diversos Estados-Membros, incluindo o meu país, Portugal, ao caso de Malta, onde há testemunhos alarmantes de esquemas organizados de venda massiva de vistos Schengen a libios e argelinos, para não falar da vergonha que é o *dirty deal* ilegal feito pela União Europeia com a Turquia.

Quando vai a União Europeia cumprir Schengen e não deixar mais que sejam as máfias traficantes a gerir os fluxos migratórios, como denunciou o Secretário-Geral das Nações Unidas António Guterres? Quando vai o Conselho desbloquear a revisão do sistema europeu comum de asilo e abrir vias legais e controladas, seguras, para que requerentes de asilo e refugiados não tenham que pôr as vidas à mercê dos traficantes que a falta de gestão europeia vem, de facto, alimentando?

Lara Comi (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Commissario, mi permetta di ringraziare e di complimentarmi con l'on. Coelho per l'ottimo lavoro svolto.

Devo dire che ho sentito tante volte citare l'Italia oggi e quindi mi permetto di fare una riflessione concentrata sull'Italia e sull'area Schengen. E allora la riflessione è questa: sentendo i cittadini, sentendo gli artigiani, sentendo i commercianti, sentendo la base e quindi gli italiani, vedete Schengen è una grande conquista, sicuramente va gestita bene, va gestita al meglio, però io pongo una questione: con che controlli?

L'Italia andrebbe bene o andrebbe male? L'Italia otterrebbe di più o otterrebbe di meno? Secondo un'analisi, primo, otterrebbe più problemi e quindi già ne abbiamo abbastanza. Per quanto riguarda l'immigrazione: caso Ventimiglia. Nel momento in cui la Francia ha ampliato i controlli ce li siamo tenuti tutti in casa. Noi abbiamo un problema di frontiere esterne, li dobbiamo effettuare i blocchi, non di frontiere interne.

Secondo: caso Brennero. Bene, l'Austria ha deciso di aumentare i controlli e abbiamo avuto 70 chilometri di coda, perché in questo caso abbiamo danneggiato il commercio di import ed export degli italiani. E allora vede, io penso che siano le frontiere esterne da controllare, quelle che è difficile costruire muri come il mare, e lo sa bene anche il Commissario, vista la sua origine, e anche altri colleghi del Mediterraneo. E permettetemi, questo lo chiedono i cittadini italiani di rimanere nell'Europa, ma in un'Europa diversa. Non di uscire né dall'euro, né dall'Europa.

Emilian Pavel (S&D). – Domnule președinte, domnule comisar, dragi colegi, acest prim raport anual al Parlamentul European privind funcționarea spațiului Schengen stabilește un precedent pentru anii următori, fiind așadar esențial să ne asigurăm de faptul că drepturile și libertățile cetățenilor noștri sunt respectate. Spațiul Schengen nu funcționează atâta timp cât unele țări mențin controlul la granițele interne. Astfel, șase state membre Schengen sunt în ilegalitate încă din noiembrie 2017. Mai mult, în loc să le sancționeze, Comisia Europeană încearcă să le legalizeze practicile.

În tot acest timp, din 2011 încoace, România aplică dispozițiile aquis-ului Schengen și acționează ca un membru de facto prin gestionarea peste 2 000 de kilometri de frontieră externă a Uniunii Europene, fără a beneficia însă de avantajele liberei circulații. De aceea am solicitat în cadrul acestui raport lărgirea spațiului Schengen, primind astfel și România și Bulgaria. Fiecare zi în afara acestui spațiu reprezintă o discriminare clară a cetățenilor români și bulgari, dar și o înfrângere și o rușine pentru proiect european. Vă mulțumesc, dragi colegi, domnule comisar, pentru că a-ți susținut acest demers și sper că mâine o majoritate clară va vota pentru această aderare, care este prea întârziată.

Frank Engel (PPE). – Monsieur le Président, au moment où la France, il y a quelques années, pour de bonnes raisons à l'époque, a décidé de réintroduire les contrôles aux frontières, je me souviens que les 100 000 citoyens français qui avaient un emploi à Luxembourg, parce que chez eux il n'y en avait pas – et qui, malgré tout, votaient Front national parce que cela doit être bon pour la protection des frontières –, passaient chaque matin et chaque soir trois à quatre heures dans leur voiture pour se rendre à leur travail. Ceux-là étaient guéris de ce souhait bête et stupide de voir les frontières rétablies pour le bien de nous tous.

J'ai entendu le collègue anglophone tout à l'heure. Il me semble que le gouvernement britannique n'est pas du tout en faveur de la réintroduction d'une frontière dure en Irlande, entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord, parce que cela signifierait la catastrophe, la débâcle économique pour l'Irlande et pour les gens qui vivent des deux côtés de cette frontière.

C'est lamentable, Monsieur le Président, et je le dis en pesant mes mots, c'est lamentable que des motifs politiques strictement internes en Autriche, en Bavière, en France et ailleurs, justifient le maintien d'une chose qui devrait être abolie depuis des décennies, et abolie pour de bon. Je suis heureux qu'en face de Schengen – c'est un village du Luxembourg pour ceux qui ne s'en souviendraient pas –, il y ait le Land allemand de la Sarre, parce que les Sarrois sont encore assez raisonnables pour ne pas y réintroduire de frontières. Si c'était la Bavière, on aurait bientôt une troupe régionale de protection des frontières pour les besoins d'une campagne d'un homme politique qui veut être réélu en septembre.

Cela n'est pas normal. Nous ne pouvons plus continuer à faire dépendre le bon fonctionnement de l'une des très grandes réalisations de l'Union européenne des lubies politiques de certains qui croient qu'avec la sécurité, on justifie toute mauvaise politique qui puisse être imaginée. C'est faux et cela doit cesser.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señor presidente, señor comisario Avramopoulos, es evidente en este debate como en tantos anteriores que si los antieuropeos y los eurófobos, que cada vez son más numerosos en esta Cámara, odian Schengen es exactamente porque Schengen es el activo máspreciado de la ciudadanía europea, lo que los ciudadanos europeos más y mejor identifican con lo mejor de la historia de Europa como la hemos construido.

Exactamente por eso, cuando Schengen entra en crisis, como consecuencia de lo que se llamó la crisis migratoria, la presión sobre las fronteras exteriores, y se suspendió la efectividad de Schengen durante casi tres años, el Parlamento Europeo, a través de la Comisión de Libertades Civiles, hizo lo correcto constituyendo un grupo de trabajo, informando para evaluar cómo podemos ser más eficaces y garantes de la cooperación leal y de la solidaridad de la gestión de las fronteras exteriores, manteniendo al mismo tiempo la libre circulación de personas en la Unión.

Por eso apoyamos este informe. Por eso queremos, contra lo que opinan los eurófobos, que, cuanto antes, Schengen vuelva a la normalidad y se restablezca plenamente la circulación de personas en el interior de la Unión Europea.

Y la objeción que ponemos a este informe tiene que ver con el sesgo securitario que pretende imponer en Schengen un marchamo sobre controles biométricos e interoperabilidad, además de una política de retornos que nada tiene que ver con la libre de circulación entre fronteras.

(El orador acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento interno)).

Marek Jurek (ECR), pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki. – Czy nie uważa Pan jednak, że to nie partie polityczne, które wyrażają obawy przed niekontrolowaną imigracją, ale właśnie polityka władz Unii Europejskiej zachęcająca do nielegalnej imigracji, bagatelizująca ten problem doprowadziła do tego najpoważniejszego kryzysu strefy Schengen? Czy to nie opanowanie tego zjawiska jest najlepszą metodą, żeby ona miała zaufanie i działała dobrze? Tymczasem w naszym sprawozdaniu znowu pojawiają się postulaty legalizacji nielegalnej imigracji. Czy naprawdę to jest droga do zagwarantowania dobrego funkcjonowania naszych granic zewnętrznych?

Juan Fernando López Aguilar (S&D), respuesta de «tarjeta azul». – Con el debido respeto, querido colega Jurek, no ha manifestado usted una pregunta, sino su opinión. Y lo primero que hice cuando llegué al Parlamento Europeo fue leerme el Tratado de Lisboa, que mandata precisamente a la Unión Europea construir juntos, de manera solidaria y cooperativa, una política de libre circulación de personas, al mismo tiempo que una gestión integrada de las fronteras exteriores de la Unión.

Y debe hacerse cuanto antes más europea, para que tengamos más y mejor Europa, incluyendo a Bulgaria y Rumanía en el espacio de libre circulación de personas. Ese es el objetivo que prometía el Tratado de Lisboa y, en la medida en que tengamos contradicción contra este activo, que era el máspreciado de la Unión Europea, la Unión Europea continuará fallando a su promesa.

Tomáš Zdechovský (PPE). – Pane předsedající, chtěl bych zpravodaji poděkovat za tuto zprávu. Myslím si, že ten dokument vychází z velmi dobrého základu. Myslím si, že vedle toho, že tam popisuje reálně situaci, tak navrhuje některé nápady na zlepšení toho systému.

Zaznělo zde mnohokrát, my nejsme spokojeni s tím, jak funguje. Pokaždé, když jezdíme do Francie, tak je poměrně trapná kontrola pasů tady ve Štrasburku. Myslím si, že každý, kdo jí prochází, si musí ťukat na hlavu, protože to není způsob, jak zabránit útoku nebo zvýšit bezpečnost občanů. Myslím si, že nikdo si nemyslí, že tato kontrola zabráni jakémukoliv teroristovi, aby se do Štrasburku dostal.

Já si myslím, že v rámci schengenského prostoru nám chybí vymahatelnost práva, a to je i to, co je v té zprávě popsáno. To, aby opravdu všechny členské státy skutečně dodržovaly to, co mají, a aby to opravdu neobcházely, ať už formou zmiňovaných zlatých víz nebo formou různých pasů, které dávají občanům třetích zemí. To je to, co vede ke skepticismu nad fungováním schengenského prostoru.

Schengenský prostor sám o sobě je výborná myšlenka a věřte mi, že jako student Papežské univerzity jsem zažil to, co znamená být out of Schengen, a zažil jsem ty kontroly na hranicích a už bych nikdy nechtěl, aby se tyto kontroly vrátily zpátky do Evropy.

Miriam Dalli (S&D). – Grazzi President, Kummissarju, nibda billi nirringrazzja lir-rapporteur ta' dan ir-rapport u llum qeghdin nisimgħu hafna varjanzi, b'mod partikolari jiena ngħid ċertu anki estremiżmu żejjed. Qeghdin nitkellmu dwar immigrazzjoni bla kontrolli ta' xejn, meta fir-realtà, illum il-ġurnata, aktar minn qatt qabel, qeghdin naħdmu biex verament ikollna bilanċ.

Jiena nirreferi għal dak li għamilna matul din is-sena, flimkien mal-MEP Coelho, fejn qeghdin fuq ir-riforma tal-Kummissjoni Ewropea dwar is-Sistema ta' Informazzjoni ta' Schengen. Għaliex din hija riforma li permezz tagħha rridu niżguraw kooperazzjoni akbar bejn l-Istati Membri biex, iwa, nassiguraw is-sigurtà tal-Unjoni Ewropea kollha kemm hi. U hemmhekk ninsabu fl-aħħar stadji biex nikkonkludu leġiżlazzjoni mmirata biex tiżgura l-iskambju ta' informazzjoni dwar theddid li jista' jkun hemm.

Imma, u din hija xi haġa li għet enfasizzata anki fir-rapport, biex din il-leġiżlazzjoni taħdem, neħtieġu li l-Istati Membri jimplimentaw kif suppost l-acquis ta' Schengen.

Għaliex, wara kollox, iċ-ċittadini tagħna jridu jkunu siguri però jridu wkoll ikunu hielisa.

Għandna pjan, għandna r-regoli u s-sistemi konkreti li, jekk implimentati sew, iwa jistgħu jaħdmu u għandna l-ghodod necessarji biex liċ-ċittadini tagħna nagħtuhom il-libertà li jeħtieġu.

Емил Радев (PPE). – Г-н Председател, през последните години Шенгенското пространство е изправено през редица изпитания – миграционната криза и терористичната заплаха. И станахме свидетели на въвеждане на вътрешен граничен контрол между държави, които от четвърт век нямат граница помежду си. Това е опасна тенденция, защото реално Европейският съюз би функционирал много трудно без Шенген. Дори можем да кажем, че Шенген и Европейският съюз са неделими. Ето защо е важно всички държави членки да бъдат част от общото пространство без граници, след като са изпълнили необходимите законово установени критерии.

България и Румъния са сторили това още преди седем години. Ние използваме активно Шенгенската информационна система, като се надявам Съветът да вземе решение за стопроцентов достъп до системата за двете страни в съвсем скоро време. Част сме от европейската гранична и брегова охрана, ползваме се от Единния калкулатор на новата система „Вход-изход“, имаме достъп до визовата информационна система, прилагаме Шенгенското законодателство изцяло, пазим най-трудната и най-натоварена външна граница – тази с Турция, както от престъпници, така и от нелегални мигранти.

България реално е част от Шенген. Време е това да бъде отразено и чрез политическо решение за вдигане на вътрешния граничен контрол и за присъединяване на страната към Шенген. България в Шенген означава по-сигурен Европейски съюз.

Cristian-Silviu Buşoi (PPE). – Domnule preşedinte, stimaţi colegi, felicit grupul de lucru Schengen instituit de Comisia LIBE şi raportorul, domnul Coelho, pentru munca la acest raport şi viziunea cuprinzătoare asupra funcţionării Schengen. Raportul arată foarte clar care ar trebui să fie acţiunile prioritare ale instituţiilor europene şi ale statelor membre pentru a întări siguranţa, securitatea şi integritatea liberei circulaţii a persoanelor, a bunurilor, a serviciilor şi a capitalului în spaţiul Schengen. Avem în mod clar nevoie de o mai strânsă colaborare a ţărilor în reformarea şi îmbunătăţirea sistemului de informaţii Schengen, cât şi de întărirea cooperării transfrontaliere între autorităţile poliţieneşti, sistemul judiciar, autorităţile de vamă şi de viză. Statele membre ale spaţiului Schengen trebuie să implementeze recomandările privind evaluarea vulnerabilităţilor ale Agenţiei Europene pentru Poliţia de Frontieră şi Garda de Coastă.

Susţin recomandarea din raport care condamna reintroducerea continuă a controalelor la frontierele interne. Verificările sistematice trebuie să се трансформират в проверки периодични. Din păcate şi в някои държави не-Schengen, ака cum este şi ăara mea, s-au introdus в ultimii 2 ani unele мăсuri непропорционални de control la graniă, care вngreunează nejustificat circulaţia persoanelor.

În mod special, salut reiterarea sprijinului pentru aderarea imediată a Bulgariei şi a României la spaţiul Schengen. România este complet pregătită din punct de vedere tehnic şi al securităţii frontierelor şi doar motive care ăin de politica internă şi de unele discursuri facile, populiste, вn unele state membre s-au opus aderării României şi Bulgariei şi au făcut acest lucru imposibil până acum.

Jaromír Štětina (PPE). – Pane předsedající, schengenský prostor je jedním z největších úspěchů Evropské unie. Je zásadní součástí projektu evropské integrace. Schengenský prostor se v posledních letech ocitl pod tlakem a přestávají fungovat jeho základní pravidla a úmluvy. Mám na mysli zavádění opětovných kontrol na vnitřních hranicích Evropské unie či budování hraničních plotů uvnitř Evropské unie. Poprvé byl aktivován článek 29 schengenského kodexu, objevují se nové hraniční kontroly. To je velmi nebezpečné. Zanikne-li schengenský prostor, zmizí Evropská unie tak, jak ji známe dnes.

Zachování schengenského prostoru zůstává klíčovým nástrojem rozšíření hospodářského a sociálního přínosu, volného pohybu osob, zboží a kapitálu. A nejen zachování. Usilujme, dámy a pánové, o rozšíření schengenského prostoru. Rumunsko a Bulharsko například o vstup do schengenského prostoru profesionálně usilují. Své hranice se snaží ochránit, aby si svůj vstup do prostoru odůvodnily. Nedávno jsem navštívil bulharsko-tureckou pozemní hranici, kde Bulhaři vybudovali asi 300 km dlouhý plot. Dali tak prakticky najevo, že dokážou vnější hranice Evropské unie ochránit. Příspěli k úsilí zabránit vnitřním hranicím v Evropské unii. Díky za to Bulharsku!

Zgłoszenia z sali

Claudia ăapardel (S&D). – Domnule preşedinte, dragi colegi, domnule comisar, Comisia LIBE a aprobat primul raport privind funcţionarea spaţiului Schengen вn care a fost reiterat foarte clar faptul că România şi Bulgaria sunt pregătite pentru o intrare imediată в Schengen. În calitate de reprezentant al României в Parlamentul European, apreciez evaluarea corectă şi echitabilă a Comisiei LIBE, precum şi a raportorului şi consider că suntem pregătiţi din toate punctele de vedere pentru acest demers.

Astfel, dacă acest lucru este recunoscut inclusiv de către Comisia Europeană și de către Parlamentul European, e timpul ca și anumite state membre să recunoască acest fapt și să susțină aderarea României la Schengen. Totodată, doresc să evidențiez faptul că spațiul Schengen s-a creat în baza unei abordări tehnice, acesta nefiind un acord de natură politică. Le reamintesc încă o dată tuturor colegilor faptul că România îndeplinește integral, încă din anul 2011, toate criteriile pentru a deveni parte a acestui spațiu. Este inacceptabil faptul că până în acest moment România nu este parte a spațiului Schengen și sunt ferm convinsă că orice amânare în acest sens nu este justificabilă, reprezentând o veritabilă discriminare a unui număr considerabil de cetățeni europeni. Din punctul meu de vedere, orice nelămuriri pe acest subiect țin de poziții strict politice și e timpul să admitem la nivel european faptul că locul României este în spațiul Schengen.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, Κύριε Αβραμόπουλε, είναι προφανές ότι η λειτουργία του Σένγκεν παρουσιάζει αρκετά προβλήματα. Στο εξωτερικό πεδίο, ο Frontex δεν λειτουργεί σωστά. Αυτή τη στιγμή, σύμφωνα με σημερινά στοιχεία, 16 627 άτομα βρίσκονται στα νησιά του Αιγαίου, 3 274 εξ αυτών στη Σάμο. Υπάρχει Frontex σε όλα τα νησιά και είναι προφανές ότι δεν μπορεί να διασφαλίσει τη φύλαξη των συνόρων. Θα πείτε ότι τα θαλάσσια σύνορα έχουν προβλήματα. Συμφωνώ. Στον Έβρο, που είναι χερσαία τα σύνορα, έχουμε μία τεράστια αύξηση εισροών. Επομένως, πρέπει να υπάρξουν πολύ συγκεκριμένα μέτρα. Δεύτερον, υπάρχει επανεισαγωγή στα εσωτερικά σύνορα. Τι θα γίνει με τους ελέγχους εδώ στο αεροδρόμιο του Στρασβούργου; Υπάρχουν τρία χρόνια. Έλεγχος διαβατηρίων σε όλους τους ευρωβουλευτές. Θα συνεχιστεί αυτή η κατάσταση; Απαράδεκτη κατάσταση επίσης: γερμανική και βελγική καραντίνα κατά των ελλήνων επιβατών που φτάνουν στα αεροδρόμια της Γερμανίας και στις Βρυξέλλες. Θα συνεχιστεί αυτή η κατάσταση; Είναι απαράδεκτο.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, Κύριε Αβραμόπουλε, έχετε ακούσει τα πάντα και δεν χρειάζεται καν να επαναλάβω πόσο θετικό πράγμα είναι η ελεύθερη διακίνηση ανθρώπων. Ξέρετε και εσείς καλύτερα από μένα πόσες δυσκολίες υπάρχουν στην εφαρμογή της, έτσι ώστε να λειτουργεί με τον τρόπο που θέλουμε. Έχω μόνο μία ερώτηση και, παρακαλώ, δείτε πώς μπορείτε να μου την απαντήσετε. Όταν χώρες μέλη, με το πρόσχημα ότι βάζουν προσωρινά κάποια μέτρα, παραβιάζουν ουσιαστικά τη Συνθήκη, και η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν μπορεί να τους πει και κάτι, τότε οι κανόνες πάνε στον βρόντο. Τι προτιμάτε ή τι μπορούμε να κάνουμε ή τι μπορείτε να κάνετε, έτσι ώστε, αν μελλοντικά επαναληφθεί η παραβίαση κανόνων που έχουν υπογραφεί, να το αντιμετωπίσετε με έναν τρόπο αποτελεσματικό; Διαφορετικά, αποδεικνύουμε ότι λέμε απλώς λόγια.

Ελευθέριος Συναδινός (NI). – Κύριε Πρόεδρε, η ζώνη Σένγκεν έχει ουσιαστικά καταλυθεί και εκκρεμεί μόνο η τυπική διαπίστωση, ενώ πύλες εισόδου και χώρες-προστάτες των εξωτερικών συνόρων, όπως η Ελλάδα, επιβαρύνονται υπέρμετρα από την αιθρία εισροή λαθρομεταναστών παρά τις σκανδαλώδεις ικανοποιήσεις της παράλογης Τουρκίας από την Ένωση. Όμως, συγχέονται βασικές έννοιες. Η ελεύθερη κυκλοφορία αφορά στο δικαίωμα που έχει αποδοθεί προς τους πολίτες. Ο έλεγχος δε των συνόρων υπάγεται στην αρμοδιότητα των κρατών, αποτελώντας υποχρέωση της πολιτείας να επιτυγχάνει και να συντηρεί την ασφάλεια και το αίσθημα της ασφαλείας εντός της επικράτειάς της. Η διενέργεια ενδελεχών και συστηματικών ελέγχων, λοιπόν, δεν καταλύει την ελευθερία διέλευσης. Αντιθέτως, απαιτούνται κανόνες, ώστε να διασφαλίζεται πως τα διερχόμενα πρόσωπα έχουν το αντίστοιχο δικαίωμα. Απαιτείται, λοιπόν, συνολογραφική ανθεκτική προς κάθε εξωτερική επιβολή ή παρείσφρηση, μεταρρύθμιση των βάσεων δεδομένων και προσαρμογή της χρήσης τους, ισχυρό θεσμικό πλαίσιο και ταχεία επιστροφή όσων παρανόμως εισήλθαν.

Michaela Šojdrová (PPE). – Pane předsedající, děkuji za porozumění a udělení slova. Nesouhlasím s kritikou dočasné obnovy kontroly na vnitřních hranicích ze strany některých členských států. Ta kritika tady poměrně často zaznívá.

V době propuknutí uprchlické krize se ukázalo, že Evropská unie zatím nedokáže zabezpečit své vnější hranice, a tedy taková opatření byla samozřejmě legitimní a myslím, že i na místě. Podmínky se změnily a Evropská unie zřídila evropskou pobřežní a pohraniční stráž a přijala řadu dalších opatření, která vnější hranici zabezpečují. Je tedy načas, aby byla přijata taková verze schengenského hraničního kodexu, která stanoví objektivnější podmínky pro obnovu vnitřních hranic a zamezí nadměrnému užívání tohoto opatření. Současně ale nesmíme polevit v úsilí ještě více chránit naše vnější hranice.

Tonino Picula (S&D). – Gospodine predsjedavajući, zahvaljujem izjavitelju na dobrom izvješću i prihvatanju svih amandmana koje sam podnio; posebno onog gdje Europski parlament potvrđuje potporu za primanje Hrvatske u schengen čim zadovolji potrebne kriterije.

Ipak, ne smijemo zanemariti vanjske i unutarnje izazove schengenu kao jedinstvenom sustavu slobodnog kretanja ljudi i roba između čak 26 zemalja. Manjak političke volje i boljeg pravnog okvira da zajednički rješavamo sigurnosne prijetnje i migrantske krize doveli su do ponovnog uvođenja graničnih kontrola među nekim članicama schengenskog prostora.

Dolazim iz zemlje članice koja je gotovo ispunila kriterije za ulazak u schengen, uspješno kontrolira vanjsku granicu, ali je svejedno od ostatka Europske unije ograđena bodljikavom žicom.

Schengen, kao veliko postignuće europskih integracija ne smije biti kolateralna žrtva deficita naših sigurnosnih politika. Rješenja nisu podizanje ograda i zatvaranje granica među članicama, kao ni političke blokade. Schengen možemo nado-graditi samo zajedničkim djelovanjem i uvažavanjem članica koje ispunjavanjem svih kriterija zaslužuju biti njegovim dijelom.

Csaba Sógor (PPE). – Elnök Úr, a schengeni rendszer működése terén valóban súlyos rendellenességek merültek fel az elmúlt években és sajnos látnunk kell, hogy a megoldás irányába csak nagyon lassú léptekkel haladunk. Azért is súlyos probléma ez, mert a belső határellenőrzés nélküli övezet léte az egyik legkomolyabb európai vívmány, a polgárok pedig ezt eddig egyértelműen az Európai Unió egyik legkézzelfoghatóbb pozitívumaként élték meg. Nekünk azonban tudomásul kell vennünk, hogy ameddig nem lesz megfelelő védelem az övezet külső határain, addig sajnos teljesen jogos a tagállamok aggodalma és a belső határellenőrzés fenntartása nem csak ideiglenes jelleggel képzelhető el. Olyan tagállamból jövök, amelyet a többi tagállam nem tartott alkalmasnak arra, hogy a schengeni térség tagjává váljon, miközben több Schengen-állam képtelen fenntartani saját határának – ami egyben a schengeni határ – védelmét. A román és bolgár polgárok – akik uniós állampolgárok – azt látják, hogy még ma sem lehetnek részesei a schengeni térségnek, miközben nem ebbe a két országba érkeznek százezerszámra ellenőrizhetetlenül és illegális módon a bevándorlók.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, domnule comisar, vreau să vă mulțumesc dumneavoastră că ați reamintit încă o dată că România și Bulgaria trebuie să fie în Schengen. Vreau să-i mulțumesc colegului Coelho, care a făcut un raport excelent și tutoror colegilor care au subliniat importanța zonei Schengen și nevoia ca România și Bulgaria să fie acolo. Domnule comisar, după piața unică, zona Schengen este cea mai importantă. Cum să avem competitivitate? Sunt costuri suplimentare. Cum să avem granițe în interiorul Uniunii Europene? Care mai este scopul Uniunii Europene?

Vă rog frumos, domnule comisar, încercați să insistați la Consiliu ca România și Bulgaria se între în Schengen, iar așa cum spunea raportorul și cum e cuprins în raport, să se respecte de către toate statele membre zona Schengen și, fără granițe, vom putea împreună, cu solidaritate și comunicare, să apărăm mai bine granița Uniunii Europene, o singură graniță.

Marijana Petir (PPE). – Gospodine predsjedavajući, schengenski se prostor s punim pravom smatra jednim od najvećih postignuća Europske unije budući da omogućuje slobodu kretanja unutar njenog jedinstvenog teritorija.

I Republika Hrvatska kao najmlađa članica europske obitelji teži postati dio tog jedinstvenog prostora bez unutarnjih graničnih kontrola.

Zahvaljujem kolegi izvijestitelju Coelho na izraženoj potpori pristupanju Hrvatske schengenskom prostoru.

Kao hrvatska zastupnica vjerujem da će tehnički uvjeti koji moraju biti zadovoljeni biti ispunjeni do kraja ove godine te da će Hrvatska, koja uskoro slavi petu godišnjicu pridruživanja Uniji, za mandata ove Komisije pristupiti i schengenskom prostoru.

Ovo nije važno samo za Republiku Hrvatsku, već je važno za sigurnost cijele regije i Europske unije u cjelini. Kako je hrvatska granica u većini vanjska granica Unije, ulaskom u schengen će se ojačati i nadzor vanjskih granica što je posebice važno u ovim vremenima kada smo, s jedne strane, suočeni sa sigurnosnim prijetnjama, a s druge strane, s migracijama.

Dimitris Avramopoulos, Member of the Commission. – Mr President, thank you for this interesting debate. I can assure you that I have taken note of all your remarks.

The first thing I would like to say is that almost all of us are on the same side. We share the will to return to a fully-fledged Schengen area, but also a unified one, including all the Member States from the moment they are, or will be, technically ready. We should continue turning the crisis of the last three years into opportunities for stronger and more effective cooperation. We should keep on learning from our experiences, fully follow up on our joint evaluations and use the tools at our disposal to the maximum.

As I said, I took good note of all your interventions that are feeding the current reflection about the future of our border management, and I am sure that we will soon have more opportunities to follow up on this debate. We have to continue working together on all parts of our comprehensive approach on migration, security and border management, in a spirit of solidarity, joint responsibility and trust. Yes, Schengen is the greatest achievement of all times, and we have to uphold and defend it. And this is what we share in this room today.

Together we have to strengthen and preserve this great achievement as the core symbol of our unity. Europe can only exist if it is united: united politically, economically, socially and geographically. And Schengen is the guarantee and also the symbol of a geographically united Europe, ensuring the unity of our nations and of all European citizens.

Let me now reply in Greek to the question raised by Mr Hadjigeorgiou.

Όσον αφορά στους εσωτερικούς ελέγχους που αυτή τη στιγμή έξι κράτη μέλη συνεχίζουν, τόνισα και το επαναλαμβάνω ότι πρέπει σύντομα να λήξουν και να προτιμηθούν – και είμαστε σε θέση να προτείνουμε – εναλλακτικές λύσεις και μέτρα αστυνομικής συνεργασίας που θα εξασφαλίζουν ένα υψηλό επίπεδο ασφάλειας. Αυτό το έχω επαναλάβει τον τελευταίο καιρό σε όλες τις συναντήσεις που είχα με τους Υπουργούς Εσωτερικών των έξι αυτών χωρών. Θα πρέπει να σας πω ότι σε γενικές γραμμές όλοι συμφωνούν μαζί μας ότι πρέπει να επανέλθουμε σε μία ομαλή λειτουργία της ζώνης του Σένγκεν. Η Επιτροπή είναι πάντα πρόθυμη και έτοιμη να συνεισφέρει με τις προτάσεις της σε αυτήν την κατεύθυνση.

Carlos Coelho, Relator. – Senhor Presidente, palavras finais, primeiro, para agradecer a todos os *shadow* relatores que ajudaram a construir este relatório e a todos aqueles que, ao longo deste tempo, têm trabalhado no Schengen Working Group; segundo, para recordar que aquilo que temos de proteger é a liberdade de circulação e que as fronteiras internas, e que os controlos nas fronteiras internas, são um regresso ao passado. Destruir Schengen é demolir a Europa dos cidadãos. Temos, portanto, todos a obrigação de salvar Schengen e creio que amanhã se tornará evidente que há nesta Casa uma maioria clara para defender este património.

Sr. Comissário Avramopoulos, todos temos uma responsabilidade, mas a Comissão também. Tem de exercer os seus poderes e não duvide do apoio deste Parlamento para este efeito, porque há dificuldade em fazer que o Conselho compreenda o que está em causa. Hoje foi sensível a ausência do Conselho neste debate. Não pudemos ouvir as suas opiniões e não lhe pudemos transmitir as nossas mensagens, mas como disse, e bem, o Conselho é essencial porque há responsabilidades próprias dos Estados-Membros não apenas relativamente às fronteiras, mas relativamente à confusão em que todos estamos envolvidos.

Sr. Comissário, todos nós, Comissão, Parlamento e Conselho, temos a mesma obrigação: a obrigação de devolver Schengen aos cidadãos europeus.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w środę 30 maja 2018 r.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Marian-Jean Marinescu (PPE), în scris. – Prin acest raport, PE a reiterat sprijinul său pentru aderarea imediată a Bulgariei și a României la spațiul Schengen, pentru că și-au îndeplinit condițiile și ca să nu mai fie considerate țări de mână a doua. Și Comisia Europeană solicită Consiliului să ia o decizie în ceea ce privește Bulgaria și România, spațiul Schengen devenind mai sigur o dată cu includerea acestor două țări.

Parlamentul European trebuie să sprijine controlul democratic al spațiului Schengen. Anumite state membre au instituit controale temporare la frontierele interne, lucru care nu trebuie să devină ceva permanent. Guvernele naționale au adesea tendința de a transfera acordului Schengen unele responsabilități, dând astfel vina pe el de ceea ce se întâmplă la granițe. De aceea, trebuie găsit un echilibru între securitatea internă și circulația cetățenilor.

Trebuie modificat Codul Schengen, așa cum a propus și Comisia, printr-o readaptare a controalelor interne la frontiere la un nivel actual, pentru a răspunde cererilor de securitate și pentru a sprijini zona.

Eva Maydell (PPE), *in writing*. – I congratulate the rapporteur, Mr Coelho, for his diligent work on the report and his dedication throughout the years of defending the principles and merits of Schengen as one of EU's brightest achievements. I consider Schengen indeed to be a space of not only security and open borders, but also a space of solidarity and recognition of the trust between our economies and societies. In that relation I highly value the acknowledgements of the rapporteur for the role of countries like Bulgaria and Romania, who are at the forefront in protecting our common borders and ensuring high-levels of control by allocating the necessary financial, technical and human resources to those tasks.

I would like to reiterate the rapporteur's conviction that Bulgaria and Romania should be granted immediate accession to the Schengen area as fully-fledged members, as this has already been announced in the European Parliament's resolution from June 2011. Those conclusions in the report are based on proven facts that both countries comply and fulfil all criteria for conclusion of their Schengen accession. This will reinforce citizen's trust in the credibility of European institutions and will foster further cohesion including the full benefits related to the freedom of movement.

Eleni Theocharous (ECR), *in writing*. – I would like to stress out that Turkey violates the EU's external borders and the question of the Schengen zone and the security of the external borders, which is the core subject of the Annual Report on the functioning of the Schengen area, is not just about the implementation of Schengen under normal circumstances, and even in countries with no land borders such as Cyprus and Malta, but also about the unacceptable situation in a Member State which is under occupation, such as the Republic of Cyprus. Cyprus does not belong to the Schengen zone because, due to the occupation, it cannot exercise effective control over its occupied part. This issue is not only our problem but also the EU's one, whose borders are being violated by Turkey, while security issues are being raised for which Ankara has sole responsibility.

Maria Gabriela Zoană (S&D), *în scris*. – Săptămâna trecută s-a mai făcut un pas pentru ca România să fie acceptată ca membru în spațiul Schengen. În Comisia LIBE am votat un raport pentru punerea în aplicare a dispozițiilor rămase neaplicate ale acquis-ului Schengen referitoare la Sistemul de informații Schengen (SIS) în România și în Bulgaria. Ca deputat european, observ că lucrurile se mișcă extrem de încet, iar faptul că o țară membră a Uniunii Europene este privată de acces în Spațiul Schengen în anul 2018, deși toate documentele oficiale consfințesc faptul că îndeplineam condițiile impuse încă din 2011, denotă nu numai dedesubturi și calcule politice interne ale țărilor care se opun, ci și o distanțare de principiile egalității între membrii Uniunii Europene.

La 9 iunie 2011, Consiliul a concluzionat că Romania a îndeplinit toate condițiile în domeniile acquis-ului Schengen referitoare la frontierele aeriene, maritime, terestre, cooperarea polițienească, protecția datelor, Sistemul de informații Schengen și vize. România merită și trebuie să fie primită ACUM în Spațiul Schengen! Nu mai tergiversați, stimați colegi europeni. Consiliul, prin amânarea aderării României la spațiul Schengen, nu face altceva decât să alimenteze sentimente anti-europene de genul celor care au început deja să escaladeze în unele state membre.

19. Mindeststandards für die Rechte, die Unterstützung und den Schutz von Opfern von Straftaten (Aussprache)

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest sprawozdanie sporządzone przez Teresę Jiménez-Becerril Barrio i Angelikę Mlinar w imieniu Komisji Wolności Obywatelskich, Sprawiedliwości i Spraw Wewnętrznych oraz Komisji Praw Kobiet i Równouprawnienia w sprawie wdrożenia dyrektywy 2012/29/UE ustanawiającej normy minimalne w zakresie praw, wsparcia i ochrony ofiar przestępstw (2016/2328(INI)) (A8-0168/2018).

Teresa Jiménez-Becerril Barrio, *ponente*. – Señor presidente, aprovecho este debate sobre víctimas para dar mi más sentido pésame a las familias de los asesinados hoy en Lieja. Quiero decirles que aquí no estamos dando solo las palabras, quiero darles también hechos, porque esta Directiva defiende a todas las víctimas y también a las víctimas del terrorismo.

Quiero agradecer también a la coponente, la señora Mlinar, su trabajo, al igual que a todos los ponentes alternativos y la Secretaría que han trabajado con nosotros.

Desde que llegué a este Parlamento comprobé la carencia de leyes sobre víctimas y animé a la Comisión a presentar una directiva de apoyo, derecho y protección de víctimas de delitos. Hoy, siete años después, estoy aquí de nuevo para debatir cómo podemos mejorar esa Directiva, porque lo que tenemos ahora no es suficiente.

La Directiva de 2011 abrió el camino para una armonización de los derechos de las víctimas, pero no todos los Estados miembros han hecho bien los deberes: algunos países no la han aplicado bien. Por eso damos recomendaciones en este nuevo informe a los Estados para que cumplan lo que ya dijimos en 2012.

Además, introducimos nuevas directrices para mejorar la vida de las víctimas. Algunos temas relevantes son el papel de las víctimas durante los procesos penales, particularmente los testigos, porque muchas veces sufren una victimización secundaria.

También hemos destacado la importancia del Convenio de Estambul en la lucha contra la violencia de género. Por ejemplo, es importante armonizar el delito de acoso porque todavía hay muchos países que no lo tienen. También hemos querido puntualizar que, independientemente del Estado donde se cometa el delito, la víctima tenga garantizados sus derechos.

Otra parte importante de este informe es la protección de los niños. En la mayoría de los casos, los niños son víctimas de violencia de género y son los más vulnerables.

Uno de los principales fallos que hemos visto en la aplicación de esta Directiva es que ni los profesionales, ni los jueces, ni los policías han recibido el entrenamiento y la formación suficientes para explicar a las víctimas que tenían estos derechos. También hemos incluido en el informe la importancia de las campañas de sensibilización para informar a las víctimas y a la sociedad de cómo disfrutar de estos derechos.

Quizás el logro más significativo de la Directiva, de la que yo fui ponente en 2012, fue lo que se llamaba la «evaluación individual» y, lamentablemente, no todos los Estados miembros han sabido llevarla a cabo: una evaluación individual es fundamental para saber las necesidades específicas que tiene una víctima.

La falta de implementación del artículo 22 ha creado muchos problemas, por ejemplo, a las víctimas del terrorismo. Por ello, he trabajado para que estuvieran representadas, ya que en la Directiva de 2012 no lo estaban —había solo una pequeña referencia—.

Los últimos ataques de Europa —París, Bruselas, Niza, Berlín, Barcelona, Lieja— han causado muchísimas víctimas. Esas víctimas no han recibido los derechos y ayudas que se mencionaban en la Directiva de 2012.

Ya en diversas audiencias que hemos organizado en este Parlamento se quejaban de cómo habían sido tratadas, y en este informe señalamos las necesidades que estas víctimas del terrorismo nos han dicho durante estos meses. Deberíamos garantizarles no solo sus derechos económicos, sino también su derecho a la memoria, a la justicia y a la dignidad.

También este informe insta a los Estados a establecer mecanismos legales para criminalizar la glorificación de un acto de terrorismo si esto humilla a las víctimas, porque puede causar una segunda victimización.

Y, finalmente, termino, señor presidente, pidiendo un reglamento o una directiva para las víctimas del terrorismo.

Angelika Mlinar, Rapporteur. – Mr President, I would like to begin by thanking my co-rapporteur, Ms Jiménez-Becerril Barrio, and all the shadow rapporteurs for an excellent cooperation on this report. By assessing the implementation of the Victims' Directive, we focused on the many areas that still need to be improved in order to fully protect and support victims of crime. By strengthening these areas, we want to make sure that any victim, no matter where in the European Union, receives the same level of rights, support and access to justice. We should leave no one behind.

We welcome that some Member States have successfully implemented certain actions, but much more needs to be done. We must give visibility to the victims. The justice systems in the Member States must give priority to those who suffered, give them a voice and provide them with the support in order for them to rebuild their lives, such as access to shelters and to justice. We must build trust and help victims to report the crime. Too many crimes go unreported, and this is very much linked to fear, embarrassment and social stigma. This is, of course, especially in cases of crimes related to domestic and gender-based violence, trafficking and forced labour.

This report is one step forward in our commitment to fight gender-based violence. Therefore, I call on the Member States to set up specific support programmes targeting, in particular, some of the most vulnerable victims of gender-based violence, such as refugees and migrants, people with disabilities, Roma, persons belonging to national ethnic or religious minorities, LGBTIQI, elderly women and homeless women.

We all know that we have to do much more to respond to the cries for justice of women who have suffered violence. We have to do much more to end these horrible abuses and the impunity that allows these human rights violations to continue. The effects of violence can remain with women and girls for a lifetime and can pass from one generation to the next. This violence against women has tremendous costs to communities, nations and societies for public wellbeing, health and safety, law enforcement and public programmes and budgets.

For an effective response to these crimes, a holistic approach is necessary. All of society has to join forces and work together. Police officers, lawyers, medical practitioners and social workers must be trained to address the needs of victims in an adequate manner. We must remember that these professionals are often the first point of contact for vulnerable victims.

Finally, this speech could not be held without stressing the importance of the Istanbul Convention, as already mentioned by my co-rapporteur. A crucial tool to prevent and to combat violence against women: a wave of opposition to the so-called gender ideology has emerged, and I urge the remaining ten Member States who have not yet ratified the Convention to do so. This is your chance to stand on the right side of history.

Dimitris Avramopoulos, Member of the Commission. – Mr President, I would like to start by expressing my condolences to the families of the victims of today's attack in the city of Liège in Belgium, as well as to the injured officers. We stand by them, the city, and the Belgian police that lost two policewomen on duty.

The Commission welcomes this discussion on the correct implementation of the Victims' Rights Directive. I would therefore like to thank you for putting this point on the agenda of the plenary today. The Victims' Rights Directive is the core EU instrument for our policy on victims' rights across the board, ranging from women who are victims of violence, to victims of terrorism, to victims of hate crime, and children suffering sexual abuse. We all have a duty to do more to protect their rights. Where specific EU rules are in place in these policy areas, the Victims' Rights Directive applies in tandem and complements them.

Where no specific EU rules apply, it is this directive that fills the gap. It is this directive that ensures that all victims of crime in Europe, regardless of nationality and their family members, must receive proper support, protection and access to justice. First and foremost, they must be treated with dignity and respect. This directive is also about how we strengthen victims' procedural rights in criminal proceedings and about how we ensure that EU countries provide training on victims' needs to officials that come into contact with them.

It is therefore crucial that Member States transpose and apply this instrument fully and correctly. As you know, we have already initiated infringement proceedings against those Member States which have not notified the transposition of this important instrument, and next year we will publish a report assessing whether the Member States have taken the necessary measures in order to comply with the Victims' Rights Directive.

We are continuing to raise awareness of the Victims' Rights Directive through a constructive dialogue with our Member States. Cooperation among our Member States is facilitated by our funding for the European Network of Victims' Rights. This is an area in which we will, of course, continue to work with Parliament, and I look forward to listening to your views.

Iratxe García Pérez, en nombre del Grupo S&D. – Señor presidente, me uno, como han hecho el resto de señorías y el comisario a las condolencias a las familias de las víctimas del acto terrorista ocurrido hoy en Lieja. Por supuesto, este Parlamento siempre, siempre tiene que estar del lado de las víctimas y de las familias que están en estos momentos sufriendo una situación realmente difícil de sostener. Por lo tanto, me uno a esas condolencias, y además en un debate como el que tenemos ahora sobre la implementación de la Directiva de 2012 sobre la protección de las víctimas.

Creo que es importante, en primer lugar, poner encima de la mesa la importancia que tiene la Directiva en sí y el impulso que se dio al hecho de que en Europa tenemos que ser conscientes de que la ciudadanía necesita establecer ese marco jurídico de protección a las víctimas en toda la Unión Europea.

Y quiero también señalar que, en el momento en el que este Parlamento debatió el contenido de esta Directiva, hizo un trabajo muy importante para incorporar la perspectiva de género y para incorporar dentro de las víctimas a las víctimas de la violencia de género. Es una cuestión fundamental, porque estamos hablando posiblemente de la mayor lacra que existe en estos momentos en Europa y en el mundo. Y, por lo tanto, la perspectiva de género no podía ser olvidada.

También tenemos que tener en cuenta ahora de qué manera se está implementando y se está poniendo en marcha esta Directiva a través de las transposiciones judiciales en cada uno de los Estados. Y realmente, seis años después, es preocupante ver cómo no todos los países, no todos los Estados miembros han hecho la transposición legal de esta Directiva. Y, por lo tanto, no podemos decir que hoy en Europa se esté garantizando la protección a las víctimas en todos y cada uno de los territorios de la Unión Europea. Es una cuestión sobre la cual se tiene ya que actuar.

También se ha hablado aquí sobre la importancia —y en el informe se hace referencia a ello— del Convenio de Estambul, donde se hace también esta referencia a las víctimas de la violencia de género; a las víctimas y a sus hijos e hijas, a quienes no podemos olvidar. Y, por lo tanto, creo que es fundamental tener en cuenta que este informe hace referencia a cómo se puede mejorar la actual situación y este informe hace referencia a la necesidad de apoyar los sistemas judiciales con más medios para que puedan avanzar en los trabajos relativos a la sensibilización sobre las víctimas de la violencia de género.

Hablamos de este informe sobre la Directiva, pero esta misma semana, en el informe de la señora Guteland sobre los indicadores de la justicia, también se hace referencia a ello: la necesidad de que la justicia tenga los recursos suficientes para avanzar en esa perspectiva de género, que es fundamental en la formación de los jueces y que es fundamental para garantizar que las mujeres víctimas de la violencia se sientan protegidas.

Por lo tanto, tenemos que seguir trabajando, tenemos que seguir insistiendo y este Parlamento va a continuar defendiendo a las víctimas de la violencia de género y defendiendo la necesidad de acabar con la mayor lacra social que tiene en estos momentos Europa.

(La oradora acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento interno)).

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL), ερώτηση με γαλάζια κάρτα. – Για να πω την αλήθεια, ήθελα να υποβάλω το ερώτημα στους εισηγητές, αλλά νομίζω ότι κάθε ευρωβουλευτής και η κυρία Pérez μπορούν να απαντήσουν. Πρόσφατα στην Κύπρο ένας Τουρκοκύπριος, 84 ετών σήμερα, δήλωσε περήφανα στην τηλεόραση ότι σκότωσε δεκάδες Ελληνοκύπριους άοπλους και άμαχους και δήλωσε μάλιστα ότι «καίγεται» για το γεγονός ότι του γλίτωσαν κάποιοι! Έχω ένα συγκεκριμένο ερώτημα: δικαιούμαστε και υποχρεούμαστε να φέρουμε ενώπιον της δικαιοσύνης ανθρώπους που παραβίασαν τόσο βάνανυα το ανθρώπινο δικαίωμα της ζωής, έστω και αν έχουν περάσει 44 χρόνια; Υποστηρίζω ακόμα ότι αυτό ισχύει και για Ελληνοκύπριους εγκληματίες. Το ερώτημα, λοιπόν, παραμένει και προς τους εισηγητές, εάν μετά από την πάροδο τόσων ετών δικαιούμεθα και υποχρεούμεθα να τους φέρουμε μπροστά στο δικαστήριο.

Iratxe García Pérez (S&D), *respuesta de «tarjeta azul»*. – Señor Hadjigeorgiou, me parece que la pregunta no iba dirigida tanto a mí como a las ponentes. Pero, en cualquier caso, yo le respondo que este Parlamento tiene que ser sensible sobre todas las víctimas.

En cada una de las circunstancias, que serán difíciles, habrá que ver las situaciones, pero, en cualquier caso, yo le invito a leer este informe y a que podamos unir nuestras fuerzas para trabajar por la protección de los derechos de las víctimas.

Helga Stevens, *namens de ECR-Fractie*. – Voorzitter, allereerst wil ik mijn medeleven betuigen aan de slachtoffers van de aanslag in Luik vandaag, alsook aan hun familie.

Deze resolutie bevat veel interessante ideeën die nuttig zijn voor mijn verslag in de Bijzondere Commissie terrorisme.

Slachtoffers van terrorisme of hun familieleden die voor het leven getekend zijn, moeten een ingewikkeld pijnlijk en langzaam proces doorlopen om aanspraak te maken op hun rechten. Maar al te vaak belanden ze in een administratieve mallempot van verzekeringspapieren, waarbij ze steeds opnieuw hun traumatische verhaal moeten vertellen en onder tusschen geconfronteerd worden met allerlei hoog oplopende kosten. Twee keer slachtoffer dus.

Ik kan evenwel niet akkoord gaan met de bepalingen rond pro-Deobijstand. De resolutie lijkt het systeem te willen uitbreiden en legt de nadruk op financiële hulp voor en juridische bijstand aan illegalen. Ter informatie: de totale kosten van het pro-Deostelsel bedroegen in 2016 in België 73 miljoen euro. Tot een derde van alle pro-Deoprocedures betrof Vreemdelingenzaken, oftewel 21 miljoen om mensen bij te staan die illegaal in het land verblijven.

Op nationaal niveau pakte mijn regering het misbruik inzake asielaanvragen aan. Opeenvolgende asielaanvragen werden moeilijker gemaakt en er kwam een nieuw puntensysteem voor pro-Deoadvocaten. Dat nieuwe pro-Deovergoedingssysteem stemt vergoedingen beter af op de werkelijke prestaties en moet roekeloos procederen tegengaan.

Komaf maken met lucratieve asiel- en migratiebusiness, ook via het pro-Deostelsel, zou ook een Europese topprioriteit moeten zijn. Ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat in dit verslag voor het tegendeel wordt gepleit.

PŘEDSEDNICTVÍ: PAN PAVEL TELIČKA

místopředseda

Nathalie Griesbeck, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, à mon tour, je voudrais exprimer tout mon soutien, ma solidarité et mes condoléances attristées aux familles des victimes de ce nouvel attentat, aujourd'hui, à Liège, qui touche bien sûr tous les Belges, mais qui nous touche tous en tant qu'Européens. S'il reste beaucoup de batailles à mener, celle concernant les droits des victimes doit vraiment être au centre du système de justice pénale et de coopération en Europe.

Je voudrais féliciter et remercier Teresa Jiménez-Becerril Barrio et Angelika Mlinar pour l'extraordinaire travail qu'elles ont mené et consacrer le peu de temps qui m'est accordé aux victimes les plus vulnérables que sont les enfants. Dans l'intergroupe «Droits de l'enfant», nous nous battons pour protéger au maximum les enfants dans tous les textes européens, car – les rapports le montrent tous les jours – les violences envers les enfants sont omniprésentes dans notre société, pourtant démocratique, souvent sur l'internet, très souvent à l'école et extrêmement souvent aussi dans leur lieu familial et leur lieu de vie.

C'est pour cela que nous devons nous battre, dans tous les États membres, afin que les enfants aient accès à des mesures qui soient spécifiques, à des suivis particuliers, à un véritable système d'aides et, comme l'ont dit les collègues, à une évaluation individuelle ainsi qu'à une information compréhensible, bref à un véritable système d'accompagnement des enfants: une aide sociale et psychologique, des personnes et des acteurs formés, par exemple pour les enfants qui sont témoins de violences intrafamiliales. Il importe aussi d'accorder, comme notre collègue Caterina Chinnici l'a proposé et l'a fait adopter dans le rapport sur les garanties procédurales, dans la directive, une attention particulière au risque de double victimisation.

Les enfants sont notre avenir. Protégeons-les à la lumière de nos valeurs européennes.

Florent Marcellesi, *en nombre del Grupo Verts/ALE*. – Señor presidente, primero quiero expresar mis condolencias y pésame a las familias de las víctimas de Lieja.

En la Unión Europea una de cada tres mujeres sufre violencia en algún momento de su vida. Miles de mujeres han salido a las calles en las ciudades europeas, pidiendo más acción contra la violencia machista. Y también esto se tiene que hacer realidad, realidad también para todas las personas que son víctimas de un delito fuera del país de origen, ya sean trabajadoras, estudiantes, turistas, migrantes legales y, también, indocumentadas.

Por ello, pedimos una ampliación de los servicios de apoyo a las víctimas y una mayor formación para los profesionales, con especial atención a las víctimas de la violencia de género, mujeres y niñas y también personas LGTBI. Necesitamos más centros de acogida disponibles las veinticuatro horas del día, con asesoramiento judicial para las mujeres víctimas de la violencia machista y sus hijos. Es nuestra obligación hacer que toda mujer que se encuentre dentro de la Unión Europea pueda sentirse segura para denunciar la violencia machista y acabar con lo que, para nosotras y nosotros, es una verdadera lacra social.

Malin Björk, *för GUE/NGL-gruppen*. – Herr talman! Det här betänkandet har ett brett anslag, men jag skulle vilja ägna mitt inlägg till att synliggöra alla de eldsjälar, hjältinnor, tigrinnor till och med, som arbetar för att göra vår värld och vår tillvaro fri från könsbaserat våld. Jag tänker på alla er som jobbar outtröttligt vid kvinnojourer och i jourtelefoner och på er som ser till att kvinnor och barn har någonstans att ta vägen när det behövs. Ni tar inte bara hand om kvinnor som utsätts –ni bygger upp expertis och kunskap för att förebygga. Utan er hade vi inte kommit någon vart när det gäller att bekämpa våld mot kvinnor och flickor. I den här texten har vi fått igenom krav på att stötta ert arbete. Vi säger att EU och medlemsstaterna måste utöka antalet, och tillgängligheten till, kvinnojourer runt om i EU. Vi säger att EU och medlemsstaterna måste finansiera er verksamhet. Det är viktiga rekommendationer från parlamentet.

Jag vill också i det här sammanhanget lyfta Istanbulkonventionen som ett verktyg för att bekämpa våld mot kvinnor. Vilken skam det är att inte alla medlemsstater har ratificerat den och att de dessutom blockerar i rådet så att EU inte kan ansluta sig. Jag undrar vad kommissionen kommer att göra åt det här?

Andra viktiga rekommendationer som ingår i vårt gemensamma betänkande är till exempel stöd till brottsoffer som är papperslösa, till migranter och asylsökande, stöd till hbtq-personer som också utsätts för hatbrott och för könsbaserat våld, stöd till minoriteter. Sammantaget: det finns mycket kvar att göra. Det måste bli verkstad nu!

Mylène Troszczynski, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, je tiens aussi à apporter tout mon soutien aux familles des victimes de ce nouvel attentat survenu à Liège aujourd'hui.

À la lecture du titre de votre rapport, les citoyens européens pourraient légitimement, voire peut-être naïvement, s'attendre à des recommandations pleines de bon sens de votre part, mais en poursuivant leur lecture, ils déchanteraient bien vite.

Vous demandez, encore une fois et comme toujours, la ratification par les États membres de la convention d'Istanbul, ouvertement promotrice de l'idéologie du genre, et vous demandez que l'ensemble du personnel s'occupant des victimes soit formé à cette idéologie. Vous proposez de criminaliser la glorification d'actes terroristes mais, à vous lire, seulement s'il y a une humiliation des victimes. Enfin, vous évoquez la situation affreuse dans laquelle vivent les migrants en Europe, eux qui risqueraient davantage d'être victimes d'infractions ou de crimes que le reste de la population. Je laisse les citoyens juges de vos propos.

Finalement, avec ce texte, vous desservez ceux que vous prétendez défendre, à savoir les victimes. Les criminels ne font pas la différence entre l'orientation sexuelle, la couleur de peau, le statut d'immigré ou de réfugié. Ils s'en prennent, avant tout, à des innocents, et c'est à eux que nous devons penser, ce sont eux que nous devons défendre.

Diane Dodds (NI). – Mr President, I would like to thank our rapporteur. Yet again she, as always, is a strong voice for all victims across the European Union. The report makes it clear that the different definitions of a victim are a barrier to support. In Northern Ireland, the perverse definition of a victim of terrorism places the bomber and the gunman on a par with those whose lives they've claimed or changed unalterably. Our work in this Chamber should benefit the victim, and not the victim-maker.

The border dimension is also important, and today I am calling on the Irish Government to properly address the case of Ian Sproule, a young man gunned down 26 years ago, where there is suspicion that rogue garda officers leaked information on him to IRA members. We hear much in this Chamber about the Irish border, yet nothing about the victims of terrorism in border communities in Northern Ireland. Every Democrat in this Chamber should be outraged.

Lara Comi (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, mi associo alla vicinanza e alle condoglianze che sono state espresse già dai colleghi alle vittime di Liegi. E la miglior risposta al terrorismo è proprio il lavoro che è stato svolto dalle colleghe Teresa e Angelica e l'approvazione di questo che avverrà, proprio perché la necessità di riconoscere l'interesse legittimo delle vittime e far sentire la loro voce e i loro interessi è molto importante, proprio perché abbiamo l'ingiustizia che le persone sono già vittime di un reato sia, in secondo luogo, vittime di un sistema a causa di una protezione inadeguata e inesistente. Questa è di per sé una forma di vittimizzazione secondaria.

Vedete, la riparazione dei danni causati alle vittime di reati deve essere immediata, integrale ed effettiva, che rispetti la dignità personale e l'integrità psicologica, che non consideri solo il danno alla salute, ma anche il dolore e la sofferenza subita. Sofferenze e disagio delle vittime, che per certi versi ancora alcuni Stati faticano a riconoscere nei propri codici penali, ne abbiamo discusso anche poco fa, per quanto riguarda il tema dello *stalking*, un reato che non è riconosciuto in tutti gli Stati membri all'interno dell'Unione.

E proprio all'interno del tema dello *stalking* si accentua sempre di più il problema della *cyber-security* e di quelli che sono i *cyber-crime*. Quindi siamo sempre pronti a un'innovazione, ma vogliamo anche una tutela a 360 gradi dei nostri diritti e dei nostri doveri.

Josef Weidenholzer (S&D). – Herr Präsident! Europa ist nicht nur ein Binnenmarkt, es ist auch ein gemeinsamer Raum der Sicherheit und des Rechts. Neben der Prävention von Straftaten und der gerichtlichen Verfolgung der Täter sollte vor allem der Schutz der Opfer im Zentrum stehen. Sowohl die Europäische Menschenrechtskommission als auch die Grundrechtecharta sehen eine besondere Schutzbedürftigkeit vor. Vor mehr als fünf Jahren waren wir sehr stolz darauf, dass wir hier in diesem Haus eine Opferschutz-Richtlinie, die europäischen Mindeststandards feststellt, verabschieden konnten.

Niemand hat damals geglaubt, dass diese wichtige Maßnahme von manchen Mitgliedstaaten einfach nicht ernst genommen wird. Das ist skandalös, und es ist überhaupt nicht nachvollziehbar, wenn die politisch Verantwortlichen für die Probleme und die Not unschuldiger Menschen nichts übrig haben. Die Bemühungen der Kommission, diesen Schandfleck zu beseitigen, sind zu begrüßen und verdienen daher unsere uneingeschränkte Unterstützung.

Jadwiga Wiśniewska (ECR). – Panie Przewodniczący! Rozszerzenie unijnej integracji, a co za tym idzie, zwiększenie swobody przemieszczania, stworzyły potrzebę zadbania o prawa ofiar przestępstw oraz zapewnienia im należytego wsparcia na poziomie Unii Europejskiej. Dyrektywa, o której dziś dyskutujemy ustanowiła ważne przepisy, takie jak prawo do bycia wysłuchanym, prawo składania skarg i dostęp do usług wsparcia. Ma ona przede wszystkim przeciwdziałać niewłaściwemu traktowaniu i lekceważeniu ofiar.

Zakres dyrektywy obejmuje również ofiary handlu ludźmi, który jest trzecią po handlu bronią i narkotykami, najbardziej dochodową formą przestępczości. Jego ofiary są wykorzystywane do prostytucji, pracy przymusowej i żebractwa. Polska implementowała tę dyrektywę i zrobiła bardzo wiele dla ochrony ofiar przemocy.

Z treścią sprawozdania nie mogę się jednak do końca zgodzić. Tradycyjnie już Parlament Europejski dodaje wiele elementów kontrowersyjnych, to jest praw seksualnych, reprodukcyjnych czy uprawnienia dla mniejszości seksualnych, co powoduje, że sprawozdanie wykracza poza swój przedmiotowy zakres.

Michaela Šojdrová (PPE). – Pane předsedající, já jsem přesvědčena o tom, že pro lepší ochranu obětí je nezbytné poskytování včasných a jasných informací a citlivé zacházení. Skutečnost, že několik členských států směrnici stále neprovedlo, stěžuje její hodnocení, ale zpráva přesto upozorňuje na hlavní úskalí v implementaci směrnice.

Jsem ráda, že mohu říci, že Česká republika nyní patří mezi státy, které směrnici plně transponují, a to od přijetí novely, která nabyla účinnosti v roce 2017. Stále je však samozřejmě na čem pracovat a především zlepšovat individuální přístup k obětem. Mohu se ztotožnit s některými doporučeními zprávy. Myslím si proto, aby ochrana obětí byla co nejefektivnější a v rámci Evropské unie pokud možno jednotná, měly by členské státy koordinovat definici pojmu „oběť“ a jiných stěžejních pojmů. Podporuji potřebu linek pomoci, ale zastávám názor, že efektivnější je existence jedné univerzální linky, v rámci které může dojít na připojení mezi odborníky. Je to lepší než zřizovat nové specializované linky, kvůli kterým bude roztržena informace. Takže oceňuji některé nové návrhy týkající se obětí terorismu, jako například zřízení zvláštních internetových stránek. Ale nemyslím si, že je potřeba přijímat novou specifickou směrnici. Je možné zajistit tuto novelizaci přidáním ustanovení do stávající směrnice.

Anna Hedh (S&D). – Herr talman! Jag beklagar å det kraftigaste att brottsoffer har svårt att få tillgång till stöd och att det i vissa medlemsländer saknas stödverksamhet för brottsoffer. Detta borde vara en rättighet för alla medborgare i EU och därför är den här lagstiftningen så viktig och bra.

De mest utsatta brottsoffren – barn, personer utan utbildning, personer med funktionsnedsättning, äldre och offer för människohandel – har ofta svårt att förstå den information som myndigheterna ger. Därför är jag glad över att se skrivningar om att en expert ska finnas på plats för att bistå offren. Det är extra viktigt att det finns tillgång till skyddade boenden och kvinnojourer. Kvinnor som har överlevt våld får aldrig nekas plats i ett skyddat boende. Medlemsländerna måste också stärka rättigheterna för offer för hatbrott. Brott mot hbtq-personer och brott med rasistiskt motiv måste också få ett större fokus av medlemsländerna.

Viktigast är dock att påminna om den mycket utsatta situation som barn som är offer för brott befinner sig i, särskilt barn som faller offer för människohandel, sexuellt exponering samt könsrelaterat våld. Inget barn ska behöva utsättas för våld, inget, men de som gör det ska alltid prioriteras.

Tomáš Zdechovský (PPE). – Pane předsedající, já myslím, že je potřeba na začátku říci, že to, že se práva obětí trestných činů výrazným způsobem proměnila, zlepšila a zesílila, je i zásluhou Evropské unie.

Cílem této zprávy je provádění sekundární legislativy a jak víme, stav této legislativy není v Evropské unii ideální. Stále jsou oběti vnímány pouze jako pramen důkazů a je s nimi podobným způsobem i zacházeno. Málokdo zohledňuje, že oběť trestného činu mnohdy prožila velmi traumatickou situaci, a ne vždy je v našich právních systémech zakotven postup, jakým způsobem máme k těmto citlivým osobám přistupovat.

Dámy a pánové, tady je velmi důležité vědět, že je i řada obětí trestných činů, které nemají způsobilost k tomu, aby byly vyslýchány normálním způsobem. Je proto potřeba, abychom se věnovali právě těmto osobám a zlepšili přístup těchto osob k tomu, jak zmiňovala moje předřečnice, aby měly dostatečně vysvětlena svoje práva a věděly také, jakým způsobem mohou tato práva uplatňovat. Z mého pohledu je nejproblematictější samotný pojem „oběť“. Myslím si, že tam jako Evropská unie máme ještě co dohánět.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señor presidente, señor comisario Avramopoulos, este debate es esclarecedor acerca de la situación de la protección de las víctimas de los delitos en la Unión Europea, porque este Parlamento aprobó en 2012 legislación para reforzar esa protección y, seis años después, los incumplimientos son tan clamorosos como dolorosos.

La Agencia de los Derechos Fundamentales de la Unión Europea pone de manifiesto el crecimiento de las víctimas de delitos sexuales, de violencia sobre las mujeres, de discriminación y de odio, de tráfico ilícito de personas, además de delitos de terrorismo. Y, por eso, hoy, hay que condenar ese acto terrorista en Lieja y expresar solidaridad plena con sus víctimas.

Pero, al mismo tiempo, hay que exigir a la Comisión que haga de este informe una herramienta para corregir los defectos de coordinación, de información, de financiación adecuada, de sensibilización, de coordinación de medidas entre los Estados miembros para evitar que las lagunas y las diferencias entre las legislaciones penales de los Estados miembros continúen dando pábulo a ese crecimiento de las víctimas, de los delitos.

Esa es la tarea de la Comisión y esa es la lección que se extrae de este informe, que hay que saludar tan favorablemente.

Caterina Chinnici (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, esprimo la mia solidarietà ai familiari delle vittime dell'attentato di oggi a Liegi, ed esprimo però il mio rammarico nel constatare come nell'Unione europea diversi Stati membri non abbiano ancora recepito, o comunque dato piena attuazione, alla direttiva sulle vittime di reato.

Sebbene stabilisca norme minime, la direttiva sottolinea l'importanza di una risposta sociale alla sofferenza delle vittime, e richiama gli Stati membri a fare molto di più per sostenere le vittime di reato, operando una valutazione individuale dei loro bisogni in base al tipo e alle circostanze del crimine subito, formando adeguatamente il personale chiamato ad assisterle nelle diverse fasi, processuali e non, ed assicurandone tutti i diritti in sede giudiziaria.

Sono inoltre necessarie campagne di sensibilizzazione per promuovere un reale cambiamento culturale dell'opinione pubblica, onde evitare situazioni di vittimizzazione secondaria, di diffidenza, di rimprovero, nei confronti delle vittime di specifici reati, quali i reati di genere o di natura sessuale, che creano particolare sofferenza nelle vittime, soprattutto se giovani o giovanissime.

Cécile Kashetu Kyenge (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Commissario, anch'io mi associo a tutti quelli che hanno parlato prima di me, facendo le mie condoglianze alle famiglie delle vittime di Liegi.

Il mancato recepimento di una direttiva nell'ordinamento nazionale rappresenta non solo una violazione palese del diritto comunitario, ma comporta anche che i cittadini degli Stati membri inadempienti saranno discriminati quando si tratterà di difendere i loro diritti come cittadini europei.

Le vittime di reato devono poter godere degli stessi diritti, dello stesso sostegno e protezione in tutta l'Unione europea, indipendentemente dal loro status di residenza. È inaccettabile che le vittime sprovviste di documenti regolari non possano denunciare insicurezza e situazioni di violenza senza rischiare di incorrere in pene connesse al loro status di migranti. Stiamo parlando di donne, uomini, spesso minori, vittime di lavoro forzato, della tratta, della violenza di genere, che non possono godere dei diritti, del sostegno e della protezione offerta da questa direttiva.

L'inadempienza degli Stati membri non può e non deve creare forme odiose di discriminazione. Le vittime di reato, tutte le vittime di reato, devono essere al centro del sistema di giustizia penale.

Pina Picierno (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, anch'io mi associo alla vicinanza e al cordoglio al Belgio e naturalmente alle famiglie di chi è stato colpito dall'ennesimo vile attentato.

Io credo che sia nostro compito – lo hanno già detto i colleghi, ma voglio qui ribadirlo – evitare che le vittime di reato si sentano ancora più sole, e credo che il lavoro che stiamo svolgendo stasera, colleghi, vada in qualche modo in questa direzione, perché essere vittima di reato è un'esperienza difficile da superare, un'esperienza spesso traumatica, che naturalmente accompagna la vittima per molti anni.

E allora io credo che la direttiva di cui stiamo discutendo sia uno strumento valido, come è stato già detto, per far questo, per accompagnare queste persone, per evitare che si sentono ancora più sole, ma ha bisogno di essere applicata in maniera migliore, ha bisogno soprattutto, come veniva detto un attimo fa, di essere recepita da tutti quegli Stati che ancora drammaticamente – voglio dirlo – non l'hanno fatto.

E credo – mi lasci dire, Presidente – che in particolare sul tema della protezione delle donne che sono vittime di violenza di genere, noi dobbiamo continuare la nostra battaglia per la ratifica, sia a livello di Stati membri che a livello europeo, della convenzione di Istanbul, perché purtroppo rimane una battaglia ancora da fare, che è indispensabile per tutte le donne che sono vittime di violenza.

Catch-the-eye procedure

Jiří Pospíšil (PPE). – Pane předsedající, já se chci na úvod také připojit ke svým kolegům, kteří vyjadřují soustrast obětem dnešního teroristického útoku.

Nyní dovolu k samotnému textu směrnice. Pamatuji si dobu, kdy jsem za Českou republiku před více než devíti lety vyjednával text tohoto právního předpisu. Tehdy byla velká podpora toho, aby se opravil minimální právní standard pro oběti trestných činů v Evropě. Je pro mě šokující a nepochopitelné, že po více než osmi letech jsou zde členské státy, které tato pravidla dosud nepřenesly do své národní legislativy. Ukazuje to bohužel problém evropského práva, kdy pak můžeme těžko vysvětlit našim občanům, proč Evropská unie ne vždy efektivně reguluje a funguje, když členské státy nejsou ochotny plnit své závazky.

Já vás tedy prosím, pane komisaři, vyvíňte maximální tlak na členské státy, aby závazky, které přijaly před osmi lety, naplnily a aby tak pomohly tomu, že oběti trestných činů budou mít v celé Evropě stejné právní standardy.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, καταρχάς, θερμά συγχαρητήρια στις δύο εισηγήτριες, την Teresa Jiménez-Becerril Barrio και την Angelika Mlinar. Πρόκειται για μια έκθεση που θεωρώ ότι είναι μια μάχη για τα δικαιώματα των θυμάτων εγκληματικότητας, και ιδιαίτερα των πλέον ευάλωτων, τα οποία έχουν ήδη αναφερθεί: ανήλικα παιδιά, ανεκπαίδευτοι, άτομα με αναπηρία, ηλικιωμένοι, θύματα εμπορίας ανθρώπων, διακινούμενοι εργαζόμενοι, και ούτω καθεξής. Θα επικεντρωθώ, όμως, σε ένα σημείο. Η αντιμετώπιση από τη δικαστική διαδικασία των θυμάτων όντως μπορεί να αποτελέσει από μόνη της θυματοποίηση των ίδιων των θυμάτων για δεύτερη φορά. Γι' αυτό, η απονομή της δικαιοσύνης, δυστυχώς, επηρεάζεται καθοριστικά από το κατά πόσον το θύμα έχει αποφασιστικότητα να προασπιστεί μέχρι τέλους το δικαίωμά του να τιμωρηθεί ο ένοχος. Δυστυχώς, όμως, στην περίπτωση της Κύπρου μια κουβέντα μόνο θα πω: τα αγνοούμενα πρόσωπα από το 1974, με τα σημάδια της εν ψυχρώ εκτέλεσής τους, παραδίδονται στους συγγενείς χωρίς να καταγράφεται η αιτία θανάτου.

Julie Ward (S&D). – Mr President, this report highlights progress made by Member States in the field of victims' rights. The Victims' Rights Directive is an important tool in order to provide for better assistance for victims, and particularly for women's access to justice. Many women's groups in my country, such as Women for Europe, are currently campaigning to keep Britain in the EU. They know that women's rights are threatened by Brexit, and I stand in solidarity with them.

I am happy to see that the report also recommends the reinforcement of the rights of victims of hate crimes, including racist crimes and crimes against LGBTIQ+ people. This is crucial, especially since the UK's EU referendum, which triggered a huge rise in hate crimes. The Victims' Rights Directive is a crucial piece of EU law which establishes minimum standards on the rights, support and protection of victims of crime and ensures that people who have fallen victim to crime are recognised and treated with respect. We need this kind of safeguard after Brexit.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η οδηγία για τα δικαιώματα των θυμάτων αποτελεί μια σημαντική θεσμική κατάκτηση, διότι υπάρχει προστασία των δικαιωμάτων των ίδιων των θυμάτων, υπάρχουν ειδικοί κανόνες και, βεβαίως, συγκεκριμένα δικονομικά δικαιώματα, όπως είναι η πρόσβαση στη δικαιοσύνη. Ταυτόχρονα, όμως, θεωρώ ότι απαιτείται και η αυστηρή τιμωρία των ενόχων, διότι αυτό είναι βασικό, επίσης, δικαίωμα των θυμάτων. Στο πλαίσιο αυτό λοιπόν, όπως περιγράφεται στην οδηγία αλλά και στις εισηγήσεις που έγιναν, πρέπει να ληφθούν μέτρα συγκεκριμένα για την προστασία των θυμάτων της εμπορίας ανθρώπων. Πρέπει να υπάρξει προστασία των ανηλίκων και πρέπει να επιβληθούν σκληρές ποινές στους διάφορους δουλεμπόρους. Ταυτόχρονα, να υπάρξει προστασία των θυμάτων έμφυλης βίας, ιδίως των θυμάτων της οικογενειακής βίας, και στο πλαίσιο αυτό η σύμβαση της Κωνσταντινούπολης μπορεί να δώσει συγκεκριμένες απαντήσεις. Παραδειγματική, λοιπόν, τιμωρία των ενόχων είναι το βασικό στοιχείο που πρέπει να προκύψει στην εφαρμογή της οδηγίας.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). – Señor presidente, quiero empezar expresando mi solidaridad con las víctimas del atentado de Lieja y mi apoyo a las autoridades belgas. Quiero, además, agradecer a Angelika Mlinar y Teresa Jiménez-Becerril el clima de trabajo creado en torno a este informe, que va a permitir mejorar la asistencia a las víctimas de delitos en toda Europa.

Las enmiendas presentadas y aceptadas han permitido concretar procedimientos, mecanismos y recursos para solventar dos de los problemas fundamentales que padecen las víctimas, especialmente ante ataques indiscriminados y masivos como los que suele protagonizar el terrorismo: la falta de información certera y práctica para encontrar ayuda y la necesidad de acceder a ella a través de una sola instancia, evitando un peregrinaje largo y complejo por distintos servicios y niveles de la Administración.

Tras años de interlocución y trabajo directo con víctimas, mis enmiendas —la mayor parte de ellas aceptadas— recogían estas reivindicaciones repetidas y compartidas. Atenderlas obliga a reconocer el conocimiento y el esfuerzo e integrar en la planificación de estas políticas a la Administración local y regional que presta la mayoría de los servicios que asisten a las víctimas.

(End of catch-the-eye procedure)

Cecilia Malmström, Member of the Commission. – Mr President, this was indeed an interesting situation: Commissioner Avramopoulos listened on behalf of Commissioner Jourová, who should have been here, but sometimes agendas clash. So, of course, on behalf of the whole of the Commission we want to thank the co-rapporteurs for this very important debate and very important report indeed, and we will also share all the comments with the responsible Commissioner, Ms Jourová.

The rights of victims are, of course – as you point out – the cornerstone of many of the EU's policies, and we will continue to ensure that they are fully protected in our Member States.

Teresa Jiménez-Becerril Barrio, ponente. – Señor presidente, he escuchado todos los comentarios y todos nos van a servir para seguir insistiendo, porque aquí no termina nuestro trabajo, no termina el trabajo de la defensa de las víctimas; este es un paso más que estamos dando, pero nos queda mucho camino por recorrer.

Este fue un instrumento que se creó para todas las víctimas, para que tuvieran el mismo nivel de protección en toda la Unión Europea. Hablamos de 75 millones de víctimas de delitos al año —*serious crime/petty crime*—, hablamos de víctimas de trata de personas, de delincuencia organizada, de niños, de personas con discapacidad, de víctimas del terrorismo, de víctimas de violencia de género. Todo esto se ha escuchado aquí.

Y no creo que este informe —como se ha oído también— vaya más allá de sus atribuciones. No. Si hay que defender a una víctima que es transexual, víctima de delitos de odio, lo hacemos. No hay que tener ideología cuando se habla de víctimas; a todas las víctimas les une un hilo conductor que es el que estamos defendiendo aquí.

Y sí, señora Dodds, estoy de acuerdo con usted cuando ha hablado de Irlanda: es repugnante que se trate a una víctima de terrorismo igual que a su verdugo. Eso lo tenemos que sufrir en el País Vasco, donde quien asesinó a mi hermano y a su mujer recibe homenajes por haber dejado a tres niños de 4, 7 y 8 años huérfanos. Pero así es, desgraciadamente.

Quiero dar las gracias al señor comisario —que ya se ha ido, pero, señora comisaria Malmström, transmítaselo—. Me tranquiliza saber que existen sanciones y que va a haber acciones judiciales contra quien no cumpla esta Directiva. Le pido que sea de verdad y que insistan en ello.

Y no tengo más que decir, salvo agradecer a todos los que nos han llevado hasta aquí y nos han ayudado en nuestro trabajo.

Angelika Mlinar, Rapporteur. – Mr President, I would like to thank all those colleagues who expressed their views. I think from this debate it became clear that there is a real need for a common standard and a protection for victims of crime all over the European Union. I think we all expressed a plea to the Member States to implement the directive and our recommendations. I would like to express my big hope that we will have a good result tomorrow at the vote; I count on your support, and thank you all very much in advance.

President. – The debate is closed.

The vote will take place on Wednesday, 30 May 2018.

Written statements (Rule 162)

Csaba Sógor (PPE), írásban. – A legtöbb esetben a bűncselekmények áldozatainak jogaira vonatkozó minimumszabályoknak nem a léte a kérdéses, hanem a vonatkozó rendelkezések megfelelő alkalmazása. Az államok sok esetben a saját állampolgáraik vonatkozásában sem felelnek meg az irányelv rendelkezéseinek, a más állampolgárságú áldozatok egyes jogainak biztosítását – például a tájékoztatáshoz való jog vagy a tolmácsoláshoz való hozzáférés – pedig nem tekintik prioritásnak. Az irányelvnek pedig éppen az az egyik célja, hogy az uniós állampolgárok az EU bármely tagállamában ugyanazokat a jogokat élvezzék, ha egy bűncselekmény áldozataivá válnak.

Mivel az egyes tagállamok bűnüldözési rendszerei és rendőrségi gyakorlata is meglehetősen nagy eltéréseket mutat, ezért ma még nagyon sok a tennivaló annak érdekében, hogy ez megvalósuljon és a polgárok legalább megközelítőleg ugyanolyan jogokkal tudjanak élni ebben a tekintetben, bármely tagállamban váljanak is bűncselekmény áldozataivá.

Ελισάβετ Βόζεμπεργκ-Βρυωνίδη (PPE), γραπτώς. – Καθημερινά στην Ευρώπη πολλοί συμπολίτες μας πέφτουν θύματα σοβαρών εγκληματικών ενεργειών, ωστόσο μόνο ένας μικρός αριθμός τέτοιου είδους εγκλημάτων, με εξαίρεση αδικήματα ήσσονος σημασίας, καταγγέλλονται στην αστυνομία. Η σωστή εφαρμογή της ευρωπαϊκής Οδηγίας που ορίζει τις δεσμευτικές υποχρεώσεις των κρατών μελών για τα θύματα βίας, τρομοκρατίας, εγκλημάτων μίσους, σεξουαλικής κακοποίησης και εμπορίας ανθρώπων δεν αποτελεί παρά την ελάχιστη αναγκαία αντίδραση κάθε δημοκρατικής κοινωνίας για τη θωράκιση των δικαιωμάτων όχι μόνο των ιδίων των θυμάτων αλλά και των οικογενειών τους. Επιπλέον, η προστασία των δικαιωμάτων των θυμάτων της εγκληματικότητας δεν πρέπει να περιορίζεται μόνο στα αυστηρά χρονικά πλαίσια μίας ποινικής δίκης αλλά είναι απαραίτητο να παρέχεται εφ' όρου ζωής.

Ως εκ τούτου, απαιτείται μια καθολική προσέγγιση σε ολόκληρη την Ευρωπαϊκή Ένωση, ώστε τα θύματα τέτοιους είδους απάνθρωπων ενεργειών να τοποθετηθούν στο επίκεντρο του συστήματος ποινικής δικαιοσύνης και να ενισχυθούν τα δικαιώματά τους, απολαμβάνοντας το ίδιο επίπεδο προστασίας ανεξάρτητα από τον τόπο όπου διαπράχθηκε η αξιόποινη πράξη. Πρέπει να οικοδομήσουμε εμπιστοσύνη και να βοηθήσουμε τα θύματα να αναφέρουν το έγκλημα, ενώ παράλληλα τόσο τα συστήματα ποινικής δικαιοσύνης όσο και οι φορείς της κοινωνίας πρέπει να συνεργαστούν, ώστε να παράσχουν υποστήριξη στα θύματα, προκειμένου να ξαναφτάσουν τη ζωή τους.

20. Zusammensetzung der Fraktionen: siehe Protokoll

21. Schutz gegen gedumpte und subventionierte Einfuhren aus nicht zur Europäischen Union gehörenden Ländern (Aussprache)

President. – The next item is the recommendation for second reading from the Committee on International Trade on the Council position at first reading with a view to the adoption of a Regulation of the European Parliament and of the Council amending Regulation (EU) 2016/1036 on protection against dumped imports from countries not members of the European Union and Regulation (EU) 2016/1037 on protection against subsidised imports from countries not members of the European Union (05700/1/2018 – C8-0168/2018 – 2013/0103(COD)) (Rapporteur: Christofer Fjellner (A8-0182/2018))

Christofer Fjellner, Rapporteur. – Mr President, I must say that this is a rather special moment for me: I have been living with European trade defence legislation for rather a long time now. Back in 2006, when Peter Mandelson first presented his green paper, I started writing my first report on behalf of this House on how to reform the trade defence instrument. That wasn't really a success, either for me or for Peter Mandelson, I must say. But here we are now, just about to vote on the ghost proposal that we have been working on and waiting for a vote on for more than five years now. This is actually the first major reform of European trade defence instruments in 25 years. A lot has changed in the world during those 25 years – global supply chains, the rise of China – so this is long overdue, and it feels good to be able to close the books on this thing.

I would like to start by thanking all my shadows, who have worked on this for all this time, and I'd like to thank the Commission and both the Maltese and Estonian presidencies in the Council for their hard work finding a compromise, because this is truly a compromise. This is what needs to be a compromise, in what might be one of the most controversial areas of trade policy, where different interests so clearly stand against each other: European producers on the one hand, who want tariff protection from what they see as unfair trading practices; on the other hand, importers and consumers who, in the end, have to bear the cost of these tariffs. For every job protected by anti-dumping duties, we always run the risk of potentially threatening some job in another part of the economy. But we have to recognise that these instruments are the second best option when we don't have international rules for competition. They should be a safety valve for us, giving us the possibility to push for further trade liberalisation, and not – as the US is using these tools today – as a tool for protectionism to stop liberalisation.

The three important things that we have done in this report involve trying to give something to all stakeholders. The first is to see to it that it's possible to have higher tariffs under certain circumstances – something I know that producers appreciate. We also added predictability as the second point: we guarantee that you get prior notice three weeks before tariffs are introduced, so that anybody that imports something knows it won't be more expensive when it arrives compared to when they bought it, and that's important for importers. Third – something that's important for all stakeholders – is that the investigation periods are shorter, because the mere threat of tariffs will affect trade and cost money.

Now we leave this in the hands of the Commission, and you will have to implement this. I will just make some pleas: first, obey the WTO rules in every detail when implementing this, because we cannot, at a time when others don't respect the WTO, follow that example. We have to play by the rules. Second, don't target the environment with these tools: too many duties today are targeted at environmentally friendly goods such as biodiesel, ethanol, solar panels and, soon, electrical bicycles. Third, don't target value-added goods produced in Europe. Think about the global value chains. Sometimes we might earn more with 'designed in Europe' than with 'made in Europe'. Last but not least, think about the overall interests of the European economy: it might be more important to do a good Union interests test to see that everyone wins than to do just one thing. Finally, I have never met anybody that has claimed to be a protectionist in this process, but I have met a lot of people that want to protect XYZ. Be careful: don't listen to the sirens; never use these tools for protectionism.

Cecilia Malmström, *Member of the Commission*. – Mr President, I wish to thank Mr Fjellner very much for his kind advice. Thank you also, Mr Fjellner, for the work that you have done together with the shadow rapporteurs on this very important piece of legislation. As you alluded to, there have been long and numerous negotiations. The co-legislators have now finally found a way to deal on the modernisation of trade defence instruments that far exceeds expectations. I think it is a good outcome. There have been many contributions, and these will now be part of our new legislation.

The Council has also, together with the European Parliament, played an important part. You thanked the Estonian Presidency and the Maltese Presidency. I would like to add the Slovak Presidency, which actually did some work there as well, to bring us all together.

This modernisation is a success. We have managed to find concrete improvements for all stakeholders – producing industry, importers and downstream users of imported merchandise alike. Also, thanks to the European Parliament, workers can now be represented by their trade unions in investigations and the position of SMEs has been strengthened.

I see three key messages in this modernisation. First, it will be more economically effective. The primary purpose of TDI measures is to remove the injury that the EU industry encounters due to unfair trade. The new rules enable us to do that better because we can factor in elements such as necessary investment, research and development. Moreover, there will be a minimum target profit of 6% and this ensures that the calculations reflect economic reality.

The EU will take a more assertive stance against trade distortive measures by our trading partners. If they maintain raw material distortions or provide subsidies that go against the WTO, we can respond with higher duties – and I fully agree that the European Union has a specific responsibility always to follow WTO rules, not least in times like now.

The EU industry should have access to trade defence instruments without fear of retaliation in other markets. In such special circumstances, with a threat of retaliation, the Commission can start an investigation on its own initiative. However, according to the new rules, the industry is then requested to cooperate with the proceeding.

Secondly, this is good for EU business. The modernisation has significantly increased transparency and predictability. From now on, the Commission will announce duties three weeks before they enter into force. This gives the markets time to adapt to the new situation, and at the same time the law ensures that this possibility to adapt cannot be abused for stockpiling.

The new anti-dumping investigations will indeed, as the rapporteur said, be faster. Provisional measures will normally apply seven months after initiation, and that is two months earlier than today. We will facilitate the access of SMEs in the form of a TDI helpdesk that provides information but also addresses language barriers and we will reimburse importers where they have paid duties during an expiry review that results in terminating the measures.

Third, thanks to the modernisation, we have strengthened our EU values in our trade defence. We are committed, as you know, to an open rule-based trading system. Trade has to be fair; the role of TDI is to ensure this. Trade defence measures are not a punishment, but they should re-establish fair competition. At the same time, such measures should be balanced and proportionate. I think this has all been strengthened in our proposal.

We have in the European Union high environmental and social standards and we are committed to further improvement. The TDI modernisation ensures that the potential higher costs which EU business incurs by applying these high standards are fully taken into account, and this includes future costs that will occur during the lifetime of measures such as the one resulting from our strengthened emission trading system.

The Commission will consider third countries' action on multilateral environmental agreements and core ILO Conventions before accepting undertakings by exporting producers. Unfair trade is threatening jobs in the European Union. Trade unions representing these workers now have full access to the investigation as interested parties and can prepare complaints jointly with our industry.

All these elements are concrete improvements of our current TDI system. Together with the new calculation methodology, we have done our homework. We stand united to defend our common interests at all levels in the light of external challenges, and we can do so thanks very much to the work that you have done.

Tokia Saïfi, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, chers collègues, je voudrais tout d'abord remercier mon collègue Christofer Fjellner pour le travail qu'il a effectué sur ce sujet extrêmement important.

La concurrence internationale a fortement évolué ces vingt dernières années sans que nous n'adaptions nos instruments de défense commerciale. Il était donc plus qu'urgent de renforcer l'arsenal de nos entreprises pour défendre une concurrence juste et loyale.

La modernisation à laquelle nous sommes parvenus représente une avancée et contribuera à la mise en place d'instruments de défense commerciale plus forts, plus rapides et plus accessibles, notamment pour que nos PME puissent les utiliser.

Je tiens également à saluer la prise en compte des critères environnementaux et sociaux dans l'utilisation des nouveaux instruments. Par contre, je regrette que, malgré notre demande, la règle du droit moindre soit maintenue de manière générale. Seules certaines exceptions permettront d'imposer des taxes plus importantes en cas de dumping.

Nous attendons désormais une entrée en vigueur rapide de cette réforme et nous serons attentifs à sa mise en œuvre.

Cet accord arrive d'ailleurs à point nommé. Il accompagnera la nouvelle méthode antidumping que nous avons adoptée il y a quelques mois.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández, *en nombre del Grupo S&D*. – Señor presidente, señora comisaria, mis felicitaciones al ponente de este informe. El sistema de defensa comercial de la Unión se basa en las reglas de la OMC, que permiten a sus miembros responder ante prácticas desleales de países exportadores, restableciendo la igualdad de condiciones y evitando las distorsiones del mercado que producen. Pero el mundo —es verdad— ha cambiado mucho y el tiempo ha demostrado que las normas actuales son insuficientes e ineficaces.

Tras años de bloqueo por parte del Consejo, la verdad es que es una excelente noticia que la Unión Europea modernice sus instrumentos de defensa comercial, aunque sinceramente, a los socialistas nos hubiera gustado ir más lejos. Pero es verdad, nunca fue tan necesario contar con instrumentos eficaces para hacer frente a las prácticas comerciales desleales que atentan contra nuestra industria y provocan importantes pérdidas de empleo que no se justifican por una menor competitividad, sino por prácticas desleales que existen —no lo olvidemos— porque se consienten.

Y la política está para cambiar las cosas. Por eso es tan importante la reforma que mañana aprobaremos y que nos permitirá contar con unos instrumentos más eficaces, al imponer unos derechos antidumping y antisubvenciones más elevados, incorporar el margen mínimo de beneficio del 6 % —que me parece un elemento muy importante— y agilizar los procedimientos, aunque creo que en esto se debería conseguir avanzar más. También es importante lo que ha señalado la comisaria: reforzar la transparencia y la predictibilidad.

Y valoro muy positivamente que, gracias a la posición que hemos defendido en nuestro Grupo y que ha sido apoyada por todos y defendida por la Comisión, se incorporen en los nuevos reglamentos los mayores costes sociales, medioambientales y laborales que soportan nuestras empresas —o que afortunadamente tenemos en ellas— y que se tengan en cuenta a la hora de calcular el dumping. Y también me parece muy importante que los sindicatos adquieran la condición de parte interesada y puedan solicitar la iniciativa. En lugar de guerras comerciales, reglas justas y leales para evitar la competencia.

Sander Loones, *namens de ECR-Fractie*. – Voorzitter, we zien dat er in een razend tempo nieuwe, innovatieve producten worden ontwikkeld. In de Europese Unie zijn we daar soms te zelfverzekerd over. We voelen ons soms onkwetsbaar, alsof alles in Europa wordt uitgevonden. Dat is natuurlijk niet juist. Dat is niet zo.

Bovendien kunnen we zien dat het tempo zelfs nog hoger kan. Dat is zeker het geval. In een aantal autoritair geleide regimes met expansiedrang zie je dat het tempo van productie nog kunstmatig kan worden opgedreven. Het is dus echt naïef te denken dat iedereen de spelregels respecteert. Daarom moeten wij ons wapenen tegen die globale uitdagingen.

En hoe, is dan de vraag. Ik zie twee manieren. Eén, door in gevoelige sectoren directe buitenlandse investeringen tegen het licht te houden. We hebben daarover gisteren gestemd in de Commissie internationale handel.

Twee, door wat wij hier vanavond bediscussiëren: door onze handelsbeschermingsinstrumenten te gaan moderniseren. Dat is echt nodig om onze Europese industrie te gaan beschermen tegen oneerlijke handelspraktijken en tegen zwaar verlies van banen en welvaart. Laat ons daarbij niet vervallen in plat protectionisme, maar de uitdaging wel aangaan.

Marietje Schaake, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, after dramatic changes in global developments as well as trade flows, it is high time our trade defence instruments are reformed to be fit for purpose. As Christofer Fjellner said, it has been a long time coming. We, in Europe, remain open for business and committed to rules-based trade without being naive or defenceless vis-a-vis blatant violations that cheat our citizens. We need one method to assess substantial market distortions, whoever may be suspected of engaging in such unfair practices. Of course, we must be WTO compliant and lead by example in the trade measures that we apply ourselves, and I'm glad we have positioned the EU properly by this modernisation. This house has focused on the transparency, predictability and efficiency of the new rules, and has zoomed in on the particular needs of small and medium-sized enterprises. Yes, we have considered importers and exporters and not just listened to the voices that shouted the loudest. It's essential that Europe leads in promoting rules-based trade globally, ensuring that trade rules and trade flows benefit everyone – again, without being naive. This package fits well with the discussion about screening foreign direct investments; it's really the other side of trade defence instruments. We need protection without protectionism, and I think we show how it can be done.

Molly Scott Cato, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, even a few years ago, it seemed impossible that the EU would use trading measures to penalise those who are damaging the environment and exploiting workers. Today, we are delighted to say that the EU will include social and environmental standards within its anti-dumping measures. This is a huge win for the Greens and our supporters after years of campaigning and a historic step by the EU as the first member of the WTO to do this.

This will now mean that goods produced with low labour standards or those that are harmful to the environment, such as the mining industry, will face investigation of their environmental impacts. If they have cut standards to cut costs, this will affect their ability to export. The next step is for the Commission to adopt a clear and transparent method for measuring these impacts so that the anti-dumping policy can come into effect. While the EU is making progress on trade policy, Brexit Britain looks weaker and more isolated than ever. As we saw with the Trump steel tariffs fiasco, two visits by Trade Minister Fox to the US left him empty handed. The US and other trading giants would laugh in the face of a lone United Kingdom that tries to protect its industry from tariffs or dumping.

We need to stay part of a strong and democratic trading bloc if we are to have any hope of using trade as a tool to protect our workers and the natural world around us.

Helmut Scholz, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident! Vielen Dank, Christofer! Ich meine, mit unserem Antidumpinginstrumentarium haben wir wirklich einen wichtigen neuen Durchbruch in der EU-Gesetzgebung erreicht. Die Europäische Union ist jetzt der erste große Akteur weltweit, der bei der Festlegung eines fairen Preisniveaus im internationalen Vergleich auch die sozialen und ökologischen Kosten berücksichtigt. Sicherlich ein Kompromiss, nicht alles ist aufgegangen, aber ein entscheidender Schritt ist getan. Damit kann nun endlich gegen Sozialdumping und gegen Umweltdumping vorgegangen werden. Ursprünglich war das eine zentrale Forderung vor allem von Linken und Gewerkschaftern. In der globalisierten Wirtschaft von heute ist das nun aber auch zur Forderung Nummer eins in der Unternehmenswelt geworden – ich finde, eine wichtige Erfahrung.

Jetzt müssen wir als Europäische Union aktiv und energisch auf unsere internationalen Partner zugehen, um dieses Thema erfolgreich in die multilateralen Foren zu tragen. Aufgabe bleibt es, im Welthandel den Regulierungsrahmen zu entwickeln, um Ausbeutung von Arbeitskräften und Raubbau an der Natur und unserem Klima zu verhindern. Und dazu ist auch die bereits erwähnte Transparenz und Vorhersehbarkeit der Positionen und internationalen Regeln notwendig. Zu diesem Zweck hoffe ich, Frau Kommissarin, dass es mit der Erfahrung der EU-Gesetzgebung nun auch gemeinsam gelingt, das WTO-Recht entsprechend zu modernisieren und auf die Höhe der Anforderungen des einundzwanzigsten Jahrhundert zu heben.

France Jamet, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, mes chers collègues, face aux politiques commerciales agressives, en particulier de la part de la Chine, dont nous venons de parler, dans un monde où l'ultralibéralisme globalisé prime toute forme de protectionnisme raisonné, la nécessité d'une procédure antidumping était évidemment indispensable de la part de l'Europe. Sur ce point, je crois que les États-Unis nous ont clairement démontré que la défense commerciale doit être déterminée, sans crainte de froisser ses concurrents.

Ce n'est pas le message véhiculé par ces mesures. L'absence de fermeté à l'égard d'éventuels auteurs d'infraction n'aura aucun effet dissuasif. Aucun pays ne se montrerait aussi bienveillant à notre égard dans la situation inverse. Enfin, ce texte, vous l'avez dit, est adossé aux règles de l'OMC que plus personne, hors Bruxelles, ne semble vouloir respecter, que ce soit les États-Unis, que ce soit la Chine ou encore l'Inde.

Pour s'affirmer sur la scène internationale, pour une véritable politique en faveur de la souveraineté des économies nationales, face à l'agressivité commerciale grandissante de certains pays, la meilleure des défenses reste la voie que M^{me} Malmström qualifie de facile, c'est la voie courageuse du protectionnisme.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, τα μέτρα εμπορικού προστατευτισμού της Ευρωπαϊκής Ένωσης είναι εργαλεία εξασφάλισης πλεονεκτημάτων στους μονοπωλιακούς ομίλους που εκπροσωπεί, στην αντιπαράθεσή της με τους ανταγωνιστές τους, ιδίως, τις Ηνωμένες Πολιτείες, την Κίνα και την Ρωσία. Απελευθέρωση του εμπορίου και προστατευτισμός συνυπάρχουν. Χρησιμοποιούνται εναλλάξ, τότε σαν όπλο κατά των ανταγωνιστών, ποτέ σαν όχημα διείσδυσης στις αγορές, στις πλουτοπαραγωγικές πηγές, στους δρόμους μεταφοράς τους. Πρόσφατα επεισόδια αυτού του ανταγωνισμού οι δασμοί από τις ΗΠΑ στην Κίνα και αντίστροφα, οι νέες κυρώσεις κατά της Ρωσίας, οι δασμοί των Ηνωμένων Πολιτειών, το Brexit και οι διαπραγματεύσεις, η συμφωνία με το Ιράν και τα αντίμετρα της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Όσο οξύνεται ο οικονομικός πόλεμος, μεγαλώνει και ο κίνδυνος συνέχισης του σε πεδία στρατιωτικών μαχών. Μεγάλοι χαμένοι είναι οι λαοί που πληρώνουν με σκληρή εκμετάλλευση και αιματοκύλισμα τους ιμπεριαλιστικούς ανταγωνισμούς για τα κέρδη. Το συμφέρον τους δεν είναι να διαλέξουν ιμπεριαλιστή, είναι η ανατροπή της καπιταλιστικής βαρβαρότητας για να πάρουν την οικονομία και την εξουσία στα χέρια τους.

Salvatore Cicu (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ringrazio la signora Commissaria e il relatore. Sono passati cinque anni dalla proposta della Commissione, e io dico che finalmente siamo arrivati alla conclusione con il voto di domani. Un dossier che finalmente vede la luce e questo perché è stato voluto fortemente dal Parlamento, dalla stessa Commissione, e tenuto conto appunto dei veti che sono stati posti soprattutto dal Consiglio, credo che sia un risultato centrale e importante.

Soprattutto nel contesto in cui viviamo, le difficoltà di un sistema internazionale globale, ma soprattutto facendo rilevare che l'Unione europea si pone come riferimento, come modello che realizza delle regole che sono conformi all'interno dell'Organizzazione mondiale del commercio e che realizzano aspetti straordinariamente rilevanti.

La tutela sì, la difesa sì, ma in un processo di liberalizzazione, ma anche, soprattutto, dedicato a un interesse, quello dei piccoli e medi imprenditori, quello della piccola industria, un accesso più facilitato, tempi ridotti, l'applicazione del dazio minimo anche in alcuni casi, c'è una percentuale del 6 % che viene realizzata rispetto all'applicazione dei costi che si realizzano.

Insomma, un quadro complessivamente straordinario ed efficace, quindi ringrazio il lavoro del relatore e della Commissione.

Emmanuel Maurel (S&D). – Monsieur le Président, il ne s'agit pas ce soir d'un débat de type «protectionnisme contre libre-échange», mais plutôt d'une discussion sur la nature loyale ou déloyale de la concurrence internationale et de la façon dont nous, Européens, nous nous faisons respecter dans les échanges commerciaux, car c'est bien de cela qu'il s'agit: se faire respecter dans les échanges commerciaux.

Jusqu'à présent, notamment avec la législation de 1995 et la timide et craintive règle du droit moindre, cela n'était pas totalement le cas, au point que nous laissions penser que nous étions prêts à des accommodements raisonnables avec des partenaires qui, eux, n'hésitaient pas à recourir à des sanctions très dures face à des pratiques abusives.

Le texte actuel améliore la règle du droit moindre, parce que soit on l'écarte, soit on revoit le mode de calcul ou son assiette. Il améliore aussi la situation parce qu'il intègre dans notre législation les engagements internationaux en matière sociale et environnementale. Enfin, le rapporteur l'a dit, le texte améliore les conditions en place, notamment les délais dans lesquels la Commission peut ouvrir une enquête antidumping.

Ce texte est donc un progrès, modeste, mais un progrès quand même, que nous prenons comme tel.

Bronis Ropė (Verts/ALE). – Gerbiamas Pirmininke, šiandieną svarstoma antidempingo ir subsidijų reglamentų peržiūra gali tapti kokybinio Europos Sąjungos išorės politikų virsmo pradžia. Pagaliau turime teisės aktą, reikalaujantį skaičiuojant antidempingo mokesčius įvertinti socialinius ir aplinkosauginius standartus. Ne paslaptis, kad kai kurios trečiosios šalys pigesnę produkciją gali pasiūlyti vien dėl to, kad moka elgetiškus atlyginimus, o gamybos atliekomis teršia mūsų bendrus namus – žemę. Nuo to kenčia ne tik aplinka ar sąžiningų atlyginimų negaunantys darbuotojai trečiojoje šalyje, nuo to kenčiame ir mes, europiečiai, tiek dėl prastėjančios aplinkos, įskaitant klimato kaitą, tiek dėl vis labiau besitraukiančios Europos pramonės ir iš nuolatinės krizės būsenos neišbrendančio žemės ūkio. Esu įsitikinęs, kad priėmus šias taisykles ir jas tinkamai įgyvendinus mes žengsime esminį žingsnį link kokybiškai geresnės, švaresnės ir sąžiningesnės pasaulio ekonomikos.

Danilo Oscar Lancini (ENF). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, dichiarare l'imposizione di nuovi dazi con tre settimane di anticipo è un vantaggio eccessivo perché viola la concorrenza.

Questa riforma poco coraggiosa è pure fuori contesto storico. Oggi gli Stati Uniti d'America, con Trump, ci danno una visione concreta e reale: per combattere chi attua la concorrenza sleale occorrono sanzioni severe. Questa Europa piegata alle lobby delle grandi multinazionali ha dimostrato ancora una volta di temere la democrazia. Questo allarme viene da chi subisce la concorrenza di chi sfrutta il lavoro, non essendo soggetto né alla nostra tassazione né alle nostre rigide e costose norme ambientali e sociali.

Questo è uno dei grandi fallimenti dell'Unione. La scelta che avete intrapreso è chiara: privilegiare i grandi operatori che scelgono di produrre lontano, licenziando a casa nostra, rispetto a chi dà lavoro e sviluppo ai nostri territori. Mi sarei aspettato, inoltre, che il nostro rispettabile Presidente della Repubblica, con un gesto d'orgoglio, avesse alzato la testa, anziché porsi prono a questa Europa impicciona. Il popolo italiano non accetterà più la slealtà di questa Europa, e con la democrazia vi ripagherà di queste ingiustizie.

Dobromir Sośnierz (NI). – Panie Przewodniczący! Ta bitwa z dumpingiem to jest zbędna walka z pozornym problemem. Jeśli ktoś chce nam sprzedawać coś poniżej kosztów, czyli ze stratą, a my będziemy mu sprzedawać z zyskiem, to po prostu my w ten sposób się bogacimy, a on pracuje dla nas za darmo. To jest dla nas czysty zysk. Jeśli ktoś będzie tak robił przez dłuższy czas, to po prostu się nie dorobi.

W dłuższej perspektywie bilans handlu międzynarodowego musi bowiem wyjść na zero, ponieważ żeby coś komuś sprzedać, to trzeba tyle samo mniej więcej od niego kupić. W przeciwnym przypadku taki handel międzynarodowy szybko by się skończył. Jeśli więc ktoś chce również niszczyć swoje środowisko po to, żeby dać nam tanie towary, to powinniśmy się z tego cieszyć, bo my nie musimy dzięki temu niszczyć naszego środowiska. My jesteśmy parlamentem Europy, a nie całego świata, i powinniśmy dbać przede wszystkim o nasze środowisko. To jest tak samo niemądry pomysł, jak odmawianie sobie darmowego obiadu po to, żeby chronić swoje miejsce pracy w kuchni.

Jarosław Wałęsa (PPE). – Mr President, the European Union was slightly ahead of global developments with respect to trade tensions between liberals and protectionists. The debate we had dealt with the very same tensions – how to accommodate the two competing forces and interests – but I think we struck the right balance. In exchange for a number of importer-friendly provisions, we also strengthened protection against dumped imports.

The key provision in this package is mainly the removal of the lesser duty rule in the event of structural raw material distortions. The European Union needs to do more to combat dual pricing, regulated prices and subsidisation on third markets. Removing the lesser duty rule in such a situation is the first step in a more muscular policy. There are a number of on-going proceedings that involve such distortions, and I do hope that the European Commission will seek to use these rules for making sure that our policies are properly implemented.

Karoline Graswander-Hainz (S&D). – Herr Präsident! Es ist höchste Zeit, dass die europäische Seite auf die Bedrohung von gedumpten Produkten angemessen reagiert. Erfreulich ist, dass sich auch der Rat nach jahrelangen Diskussionen endlich einigen konnte. Im Europäischen Parlament haben wir ja bereits 2014 eine Position dazu verabschiedet. Dass auch umwelt- und arbeitsrechtliche Standards sowie freie Lohnverhandlungen und die ILO-Kernarbeitsnormen in Zukunft bei der Kalkulierung von Dumping berücksichtigt werden, ist vor allem auf den Druck der Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten zurückzuführen. Unsere Aufgabe ist es, den besten Schutz für die europäische Industrie und den europäischen Arbeitsmarkt zu garantieren, denn immerhin geht es um 200 000 Jobs von Stahlarbeiterinnen und Stahlarbeitern in Europa, die durch gedumpte Importe aus China bedroht sind.

Wir müssen den wettbewerbsverzerrenden Billigimporten rasch ein Ende setzen. Mit dieser Gesetzgebung ist dies nun möglich. Herzlichen Glückwunsch an das Verhandlungsteam!

Steeve Briois (ENF). – Monsieur le Président, l'Union européenne, qui était présentée comme un bouclier pour défendre nos intérêts commerciaux, s'avère impuissante dans cette tâche. Comme en témoigne ce texte, qui n'apporte qu'une solution minimaliste pour se protéger de la concurrence déloyale, la seule nouveauté, c'est la possibilité d'appliquer des droits de douane pour compenser le préjudice subi, et encore, seulement sur les matières premières, et seulement si la distorsion entraîne un écart de coût de production de plus de 17 %. Autant dire que cela est totalement inefficace pour corriger les dégâts de la mondialisation sauvage que vous nous avez imposée.

Comment pouvez-vous d'ailleurs affirmer vouloir lutter contre le dumping social si, dans le même temps, vous ouvrez grandes les portes de l'Europe aux importations massives par le biais du CETA ou encore de l'accord de libre-échange avec le Mercosur?

Pour lutter contre la concurrence déloyale, vous devez stopper immédiatement les négociations avec le Mercosur et vous devez surtout redonner aux nations la liberté de fixer souverainement leurs droits de douane ainsi que leurs quotas d'importations.

Jude Kirton-Darling (S&D). – Mr President, this is a bittersweet moment for me. Finally, tomorrow we will vote on this all-important reform of EU trade defence instruments that will help protect thousands of jobs all across Europe. Bittersweet, because we had to wait five years to get here, because my home Member State did everything that it could to block the reform. Bittersweet, because Tory ministers stood on the beach in Redcar wringing their hands and claiming that they were blocked by EU rules from protecting our steelworkers from dumped under-priced steal, while they blocked this legislation which could have helped. Bittersweet, because the EU was blamed in the referendum, leading to high leave votes from all our steel communities. Bittersweet, because now we have a job to get anything near as good in our UK trade remedies legislation post-Brexit. This is a bittersweet moment for Labour MEPs in the European Parliament.

Neena Gill (S&D). – Mr President, I just wanted to say that this is a very timely report, given the global debate and tensions we have on trade issues. Having effective trade defence instruments (TDIs) is imperative because not only do we have an aggressive approach from China, which appears to be playing a global monopoly game in acquiring infrastructure and energy plants at strategic locations, but we also have an unpredictable President in the White House who changes global trade rules on a whim.

For me, the TDIs should have been more ambitious, but I recognise that they are a first step that factors in social and environmental standards when determining trade dumping. This is exactly what industry in my region, the West Midlands, wants.

The second want is that the EU duties should be higher because, at the moment, they have said that they're not high enough to be a deterrent when it comes to dumping steel or ceramics. Therefore, it's regrettable that the UK Government voted against this deal in the Council and the vote goes against what UK industry has been lobbying for.

Catch-the-eye procedure

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, θα είμαι στην ώρα μου αυτή τη φορά. Συγχαρητήρια στον εισηγητή και στους σκώδεις εισηγητές. Δεν πρέπει να ξεχνάμε ότι αυτό είναι ένα συμβιβαστικό κείμενο, αλλά ο στόχος υπήρξε εξαρχής φιλόδοξος: ένα ισχυρό εμπορικό σύστημα που βασίζεται σε κανόνες που προωθούν το θεμιτό εμπόριο και η Ευρωπαϊκή Ένωση να μιλά με μία φωνή. Άλλωστε, όπως γράφτηκε στο κείμενο, η κοινή εμπορική πολιτική, όπως προτείνεται από τη στρατηγική «Εμπόριο για όλους», είναι μια πολιτική που βασίζεται σε αξίες. Ως εδώ πολύ καλά. Δυστυχώς, όμως, η εφαρμογή των κανόνων διεθνούς εμπορίου μέσω δικαστικών μηχανισμών του Παγκόσμιου Οργανισμού Εμπορίου δεν υπήρξε πάντα αμερόληπτη ούτε αποτελεσματική. Για παράδειγμα, η Τουρκία συνεχίζει να παραβιάζει τους κανόνες διεθνούς εμπορίου εναντίον συγκεκριμένου κράτους μέλους της Ευρωπαϊκής Ένωσης, και το γνωρίζετε, κυρία Επίτροπε, πολύ καλά.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, επιτέλους η Ευρωπαϊκή Ένωση αποφάσισε να ξυπνήσει από τον λήθαργο, αποφάσισε να ενεργοποιήσει εργαλεία εμπορικής άμυνας. Γιατί αυτή τη στιγμή γίνεται, βεβαίως, μια στρέβλωση του ανταγωνισμού. Υπάρχουν συγκεκριμένες χώρες – η Κίνα, η Ινδία, η Τουρκία – οι οποίες κυριολεκτικά στρεβλώνουν τον ανταγωνισμό, ακολουθούν αθέμιτες πρακτικές, ακολουθούν πρακτικές ντάμπινγκ. Φυσικά, υπάρχουν και πάρα πολλές χώρες οι οποίες δεν τηρούν τα συγκεκριμένα κριτήρια που έχουν σχέση με την περιβαλλοντική προστασία, με την εφαρμογή της εργατικής νομοθεσίας, με την εφαρμογή της προστασίας της υγιεινής και ασφάλειας των εργαζομένων. Επιπλέον, πρέπει να υπάρξουν μέτρα προκειμένου να μην μπορούν να γίνονται ξένες επενδύσεις σε τομείς στρατηγικής σημασίας μέσα στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Εάν όλα αυτά πραγματικά εφαρμοστούν, τότε μπορούμε να ελπίζουμε ότι κάτι, ενδεχόμενα, θα γίνει.

(End of catch-the-eye procedure)

Cecilia Malmström, *Member of the Commission*. – Mr President, honourable Members, thank you for this debate. I think it is a reflection of the very constructive approach that the rapporteur and all the shadows have had in this very long journey. I have listened very carefully and I hope that we will continue to engage on this, for instance, in our exchange on the annual Trade Defence Instrument (TDI) report with the International Trade (INTA) Committee. The debate has pointed out many of the improvements to our trade defence instruments, and if you vote yes tomorrow – which I sincerely hope you will – this will now enter into force on 8 June, and we will thereby be much better equipped for future challenges.

The European Union pursues a free and fair trade agenda. We want to have open markets at home and abroad. This work is reflected in the work we do in our free trade agreements and also in our work to try to strengthen and to reform the World Trade Organization (WTO). That is why we need these tools: to make sure that we can compete on a fair basis. We stand committed, as I said, to a rule-based system and we will continue to pursue an update of the WTO rulebooks in order to ensure that continued effectiveness of the WTO rules against fair trade – notably in the area of subsidies – is addressed as well. So thank you very much for this debate.

Christofer Fjellner, *Rapporteur*. – Mr President, I would like to thank Commissioner Malmström and my colleagues for their kind words. I hope that colleagues who know where I come from politically on this question can appreciate that I have tried to be an honest broker in this process. I don't like tariffs – any tariffs at all – and let me just personally leave you with a scenario to ponder upon, because it might be 25 years until the next time we discuss this here, so we will have the time to ponder upon a response. Imagine that the Chinese leave us with 500 million tons of steel at the European border for free, just for us to pick up. What is the rational European reaction to that? Is it to say, 'Wow, great, let's build cheap cars for our citizens and maybe even export them at a profit to China'? Or is it the Russian reaction, which is to get angry, send it back and say, 'If you try to sell us more steel, we will charge ourselves even more for that steel'? I know what my response would have been if I were a European steel producer. I would have gone for the first option, but if the responsibility had been jobs and wealth in Europe, I am not so sure. Until the next time we discuss this topic, I hope everybody has thought carefully about what would be best for Europe in that case.

President. – The debate is closed.

The vote will take place on Wednesday, 30 May 2018.

22. Jahresbericht über die Umsetzung der gemeinsamen Handelspolitik (Aussprache)

President. – The next item is the report by Tokia Saïfi, on behalf of the Committee on International Trade, on the Annual report on the implementation of the Common Commercial Policy (2017/2070(INI)) (A8-0166/2018).

Tokia Saïfi, *rapporteure*. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, chers collègues, je souhaite tout d'abord remercier l'ensemble des rapporteurs fictifs pour notre bonne coopération sur ce dossier ainsi que vous, Madame la Commissaire, pour les échanges réguliers que vous avez avec le Parlement européen.

Le commerce international contribue à la croissance et à la création d'emplois. En ce sens, la politique commerciale européenne est centrale, et nous devons travailler à son amélioration.

Ce rapport dresse un bilan à mi-parcours de la mise en œuvre de la stratégie commerciale de l'Union européenne, qui date de 2015. Le contexte international en matière de commerce ne cesse d'évoluer. Le continent asiatique poursuit sa montée en puissance. L'irresponsabilité, voire l'agressivité de Donald Trump crée de l'incertitude, y compris vis-à-vis de ses alliés. Le commerce en ligne se développe à un rythme très rapide et les Britanniques ont voté le Brexit sans avoir une vision claire de leur avenir.

Ce sont autant d'exemples qui démontrent qu'il est fondamental que l'Union fasse preuve de réactivité et de fermeté sur ses principes.

Nous défendons un commerce juste, équilibré et basé sur des règles. C'est pour cela que les négociations doivent être menées dans un esprit de réciprocité et de bénéfices mutuels, que les normes européennes ne peuvent être modifiées, que la sensibilité de certains produits, notamment les produits agricoles, doit être prise en compte et que les services publics doivent être exclus.

En parallèle de ces négociations, nous soutenons le système multilatéral et nous sommes préoccupés par l'échec de Buenos Aires et le blocage par les États-Unis du renouvellement de l'organe d'appel.

Au-delà des principes de négociation, la mise en œuvre concrète des accords et des législations doit faire partie intégrante de notre stratégie commerciale.

Les entreprises européennes n'utilisent les préférences commerciales disponibles dans les accords commerciaux qu'à hauteur de 70 %, alors que les entreprises des pays partenaires le font à hauteur de 90 %. Il faut donc déterminer au plus vite les causes de ce déséquilibre et y remédier afin que nos entreprises profitent pleinement de ces accords.

Quant aux PME, aux marchés publics et aux indications géographiques, il s'agit de priorités pour notre politique commerciale. L'Union doit continuer à négocier des dispositions spécifiques pour nos PME, qui représentent 90 % des emplois en Europe.

Concernant les marchés publics, la Commission estime que plus de la moitié des marchés mondiaux sont actuellement fermés du fait de mesures protectionnistes, alors que les marchés publics européens sont ouverts. Une plus grande réciprocité doit être exigée.

En parallèle, une véritable stratégie de communication est nécessaire: nous devons utiliser davantage les outils numériques.

Je souhaite également souligner un point plus technique mais non moins important: les règles d'origine actuelles sont trop complexes. L'Union doit procéder à leur modernisation pour les rendre plus facilement utilisables.

En ce qui concerne le commerce et la promotion des valeurs européennes, des outils existent, comme les systèmes SPG et les chapitres sur le développement durable dans les accords. Nous devons continuer à travailler avec les entreprises et la société civile, notamment pour une gestion responsable des chaînes de valeur mondiale.

Enfin, nous demandons plus de transparence. C'est cette transparence qui contribuera au développement d'un débat public qui apporte des réponses concrètes aux citoyens, tient compte de leurs préoccupations et ne nourrit pas uniquement leurs peurs.

Dans ce cadre, nous rappelons notre demande relative à la publication des mandats de négociations.

Cecilia Malmström, *Member of the Commission*. – Mr President, honourable Members, let me thank the rapporteur for the very important work that you have done on the implementation of the Common Commercial Policy. We welcome the very detailed look that the European Parliament has taken at the Trade for All Communication and the implementation of our Free Trade Agreement (FTA) reports. I appreciate in particular, Madam Rapporteur, the way that you also highlighted the fact that you share our assessment of the quick-changing environment for EU trade policy, protectionism, changing positions on the US and China, on what open, free and fair global trade based on WTO obligations actually means in practice, as well as the growing economic political weight of Asia, the digital economy and Brexit.

The report highlights the importance of revitalising the multilateral trading system, boosting trade in services, protecting and promoting EU values and standards, and the need for transparency in our negotiations. In this regard, the report recognises the Commission's efforts to ensure that our trade policy meets our overarching economic and political objectives, as was seen in the package of proposals aiming for a balanced and progressive EU trade policy that we presented here in 2017.

We would like to underline the importance of implementing free trade agreements. All the institutions, business, stakeholders and the Member States need to work together to make sure that EU operators and consumers can fully benefit from the opportunities offered by our trade agreements. Parliament's orientation will be important here when it comes to guiding the work on the Enhanced Partnership on Implementation. This is, as I said, a shared responsibility. We are working with Member States and all stakeholders to forge a strong network of implementation to improve the coordination of outreach activities and the information flows. This is crucial. The Enhanced Partnership will also allow us to represent the EU's interests more effectively, to spot problems at an early stage and to identify possible solutions.

We are working on several items mentioned in the report to make sure that our free trade agreements deliver benefits. For instance, we are conducting comprehensive implementation studies on partner countries' legal and administrative frameworks to ensure that the FTAs function properly. We are also working together with the External Action Service to deploy EU economic diplomacy that aims at improving the way we promote our economic interests abroad with regard to trade agreements, in cooperation with our Member States' embassies and business organisations.

We are also working to extend the Market Access Database and looking to create tools to help small and medium-sized enterprises (SMEs) to benefit more from our trade agreements. In the latest agreements with Japan and Mexico, there is a specific chapter for SMEs to help them to take advantage of the agreement. As suggested in the report, we are also working to improve data availability. We take note of the requests to place figures in context and provide additional explanations to help Parliament to assess the impact of our FTAs.

The implementation of the trade and sustainable development chapters is one of our top priorities. We will be working on the 15-point action plan and, here, stepping up the support to civil society groups and reinforcing cooperation with international bodies such as the International Labour Organisation (ILO), the United Nations Environment Programme (UNEP) and other civil societies.

Thank you very much to Madam Rapporteur, Ms Saïfi, and the different shadow rapporteurs for this very important report.

Doru-Claudian Frunzulică, *rapporteur pour avis de la commission du développement*. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, chers collègues, comme le souligne le rapport, depuis la publication de la stratégie intitulée «Le commerce pour tous», le contexte international a été marqué par l'émergence de nouveaux défis et, face à la recrudescence des pratiques protectionnistes, nous devons renforcer notre soutien à un système commercial ouvert, juste, équilibré, durable, fondé sur des valeurs qui offrent des débouchés économiques aux citoyens de l'Union européenne et à nos partenaires commerciaux.

En tant que rapporteur pour avis de la commission du développement, je tiens à rappeler le rôle du commerce comme vecteur majeur de développement et de croissance. Il faut souligner que le commerce ne constitue pas une fin en soi, mais qu'une politique commerciale solidaire et équitable, menée conformément aux objectifs de développement durable et de promotion des droits de l'homme, joue un rôle clé dans l'éradication de la pauvreté.

Par conséquent, il est essentiel de rester déterminé à engager les pays partenaires dans un processus de coopération et de prévoir, dans les accords commerciaux, des dispositions complètes, notamment en ce qui concerne les normes sociales, de travail et environnementales.

Christofer Fjellner, *för PPE-gruppen*. – Herr talman! Jag skulle först vilja tacka Tokia Saïfi för ett väldigt bra och balanserat betänkande som ger en ärlig utvärdering av kommissionens politik, men om jag skulle ge mitt eget personliga perspektiv på kommissionens strategi i frihandelspolitiken skulle jag egentligen vilja säga att det viktigaste i kommissionens strategi kanske inte är vad vi gör utan vad vi inte gör. Att vi i en tid när allt fler vänder sig mot protektionism inte följer den vägen; att Europa står fast vid frihandel och står fast vid att spela i enlighet med internationella handelsregler. Vi utmanar inte, vi bryter inte, som till exempel USA gör. Vi måste nog använda det här vakuumet i världen – som USA lämnar efter sig när de drar sig tillbaka från den globala handeln – och fylla det med ett värdefullt europeiskt innehåll.

Då har jag fyra saker som jag vill peka på. Det första är att det tar för lång tid med våra frihandelsavtal. Frihandelsavtalen med Kanada och Singapore har tagit åtta år! Så kan vi inte ha det i framtiden. För det andra måste vi ha en handelspolitik för den nya ekonomin, för den digitala ekonomin, och då måste vi ha handelsavtal med dataflöden, inte utan. För det tredje: globala värdekedjor måste vara en central del av vår handelspolitik, att möjliggöra dem, och då kan vi inte ha krångliga ursprungsregler utan vi måste ha flexibla ursprungsregler som gör att våra företag kan använda globaliseringen. Och sist men inte minst: investeringspolitik. Vi behöver ett skydd för europeiska investeringar och måste återupprätta den europeiska investeringspolitiken. Det tror jag är det viktigaste kommissionen kan göra framgent.

Jude Kirton-Darling, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, I'd like to thank Ms Saïfi, the rapporteur, and the other shadows on the good work that we did on this report.

In recent years EU trade policy has been challenged like never before, and I think that we are united in this House in the objective to rebuild public trust. This means that we need to be honest about what's working and what isn't, and I welcome, in this spirit, the publication of the Commission's first implementation report on the EU's common commercial policy.

Now it's our turn as Parliament to do our job and hold the Commission to account. There are many things missing from the Commission's report, but most importantly, an honest analysis of what our trade policy does for our people and planet. I suspect the answer is actually not very much so far. Although now the tone is changing around EU trade policy, with recognition of the negative consequences of globalisation and the need for a values-based trade policy, there's still little interest in concrete measures to address the shortcomings. The toolbox to address these consequences is inadequate, and the Commission's implementation report offered little analysis of how those limited tools have been used in practice. The Commission simply can't go on without giving us a detailed assessment of the impact of labour and environmental provisions in EU trade deals in particular.

I'd like to emphasise the importance of enforcement in terms of labour and environmental protections. Rightly, we're critical of the unilateral closure of the Commission's consultation on the use of sanctions to enforce these provisions. In other Parliament reports, notably on the EU-Korea Agreement, Parliament's shown in detail why the current approach is inadequate. The Commission has closed down debate far too early, and it reminds me of the debate about investment protection just a few years ago, in which the Commission resisted change until the public opposition to the EU's approach threatened whole Free Trade Agreements (FTAs).

I would encourage the Commission to heed this criticism in this report and engage on enforcement of trade and sustainable development chapters in a more constructive manner.

We also need to take an honest look at what our free trade deals deliver concretely on the ground. The Commission report is full of success stories, but what about the losers – the regions and the sectors? One thing is clear from the report: our companies, unlike our partners, do not take the most advantage of EU trade deals, and we need to know why this is. I suspect that one of the reasons may be austerity policies and cuts in national trade promotion budgets, which have played a big part in that. That's why I think that a values-based trade policy cannot only be about talk. We also need to walk the walk. And that means we need to do much more on implementation.

Dita Charanzová, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, I cannot help but imagine how different this report would have been if we were discussing it three years ago. Just think of how much has changed in global trade since the Trade for All strategy was published. I am happy that, despite setbacks to global trade today, the EU is moving forward and not letting itself be tempted by protectionist tendencies in the world. But we still need to deliver: we need to speed up the processes of negotiating quality agreements and make sure they work in practice. We need to make sure that European businesses – in particular our SMEs and consumers – can take full advantage of the benefits from these agreements. We need an EU that takes delight in cementing a free and rules-based system on a global level.

Effective implementation and monitoring of trade agreements is key to achieving all of this: it is key to making sure that all European actors have the information and assistance they need to thrive via our trade relations, and it is key to identifying areas where we have potential, and we should focus on these areas. As I mentioned at the beginning, a lot has changed in three years. Now is the perfect time to reflect on these changes, and not just how we should adapt to them – but how we can lead and drive these changes.

Klaus Buchner, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident! Der Bericht des Parlaments über die Handelspolitik der EU ist mit Recht sehr kritisch. Ich begrüße ihn, und möchte der Berichterstatterin Frau Saïfi von Herzen für die gute Zusammenarbeit danken. Trotzdem ein paar Anmerkungen dazu: Die öffentliche Debatte hat ja gezeigt, dass durch die sogenannten modernen Handelsabkommen unsere demokratischen Rechte eingeschränkt werden. Es kommt aber noch schlimmer: Die Menschenrechte spielen immer weniger eine Rolle.

Ein Beispiel: Im sogenannten Mercosur-Abkommen, das gerade verhandelt wird, soll der Import von Hähnchenfleisch angekurbelt werden. Dieses Hähnchenfleisch wird mit Hilfe von 160 000 Sklaven erzeugt – ich wiederhole, Sie haben sich nicht verhöhrt: mit Hilfe von 160 000 Sklaven. Ist das mit den Menschenrechten vereinbar?

Ein anderes Beispiel: Marokko hält den wirtschaftlich interessanten Teil der Westsahara besetzt. Deshalb hat der Europäische Gerichtshof geurteilt, dass Handelsabkommen mit Marokko sich nicht auf Produkte aus diesen Bereichen beziehen dürfen. Die EU-Kommission hat offen gesagt, sie will dieses Urteil umgehen. Auch hier werden Menschenrechte ganz massiv verletzt. Wir sehen also: Bei unseren Handelsabkommen, bei unserer Politik ist viel Nachbesserung nötig.

Helmut Scholz, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident! Ich möchte der Berichterstatterin Tokia Saïfi ausdrücklich meine Anerkennung aussprechen. Ihr Bericht ist ein kritischer bilanzierender Jahresbericht, der die Komplexität aktueller handelspolitischer Herausforderungen bei der Umsetzung der EU-Handelsstrategie *trade for all* ein gutes Jahr vor den Europawahlen verdeutlicht und dabei auch Akteure, Inhalte, Widersprüche und die Transparenznotwendigkeit eindeutig benennt. Besonders wichtig ist mir, Frau Saïfi, die Einigung, von der EU und den Mitgliedstaaten ein stärkeres Engagement bei den Beratungen im Rahmen der Vereinten Nationen über einen verbindlichen Vertrag zur Unternehmensverantwortung für Menschenrechte und Wirtschaft einzufordern. Bei anderen Aspekten, zu denen grundsätzliche Divergenzen in der politischen Sicht auf die Dinge bestehen, wir aber bei den Verhandlungen fair miteinander umgegangen sind, werden wir zu der Abstimmung einige Änderungsanträge einbringen. Ich hoffe, dass meine Kolleginnen und Kollegen sich ihnen anschließen können.

Aus gegebenem Anlass möchte ich schließlich noch die Kommission auffordern, Frau Malmström, eine Nachhaltigkeitsprüfung für vertragliche Optionen der künftigen Handelsbeziehungen mit Großbritannien in Auftrag zu geben.

France Jamet, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, chers collègues, je me demande ce que nous sommes en train de faire ici quand nous parlons de rapports. Alors que l'opposition grandit et que le Conseil a signifié, la semaine dernière, son ambition de conclure les accords commerciaux sans l'accord ni la validation des parlements nationaux et régionaux, vous n'évoquez à aucun moment cette question. C'est pourtant un sujet grave et important.

La Commission a-t-elle l'ambition de gouverner sans les peuples? Droits de l'homme, vous dites? Eh bien, moi, je me souviens de M. Juncker en 2015, qui déclarait: «Il n'y a pas de choix démocratique contre les traités commerciaux». Aujourd'hui, alors que l'Italie a fait le choix d'une nouvelle politique, Bruxelles, par la voix de son commissaire européen au budget, a déclaré: «Les marchés enseigneront aux Italiens à voter de manière juste». C'est une menace directe à l'encontre des Italiens, c'est une menace directe à l'encontre de la démocratie.

La Commission fait visiblement le choix de gouverner cette Europe contre les peuples, au bénéfice des puissances financières qui, désormais, nous dirigent. Nous avons fait un autre choix, celui de défendre et de respecter la volonté des peuples.

José Ignacio Salafrañca Sánchez-Neyra (PPE). – Señor presidente, señora comisaria, señorías, quisiera en primer lugar felicitar a la ponente de este informe, la señora Saïfi, por su excelente contribución analizando la evaluación y el impacto de la política comercial de la Unión Europea.

Como han subrayado la comisaria y otros diputados, evidentemente las circunstancias en las que se aprobó la estrategia «Comercio para todos» difieren sustancialmente de las presentes tanto en la dimensión interna —con la decisión del Reino Unido de abandonar nuestro proyecto, que tendrá importantes consecuencias en el ámbito comercial— como en la proyección externa —por el retraimiento de los Estados Unidos y el ascenso de otras potencias—.

Más que en este análisis, me interesa incidir en la versión que nos propone la ponente de cara al futuro y, en ese sentido, creo que lo importante —como hemos hecho en el debate sobre las medidas de protección adoptadas por los Estados Unidos— es animar a la Comisión a profundizar en la red de acuerdos comerciales, dejarse de demagogias y defender los intereses de las empresas y de nuestros ciudadanos.

Creo que debemos poner el acento en los principios —como señala el informe claramente—, en un comercio que sea justo, que sea equitativo y que se base en principios.

Me parece importante también subrayar uno de los datos del informe y es el hecho de que nuestras empresas se benefician en mucha menor medida que las empresas de nuestros socios. Habrá que poner coto a esta situación y poner el acento también en los principios que deben realmente ser un instrumento, el que debe servir a nuestra política comercial.

Los tiempos son importantes y, como ha observado el señor Fjellner, en la era digital no podemos movernos a tiempo lento.

Karoline Graswander-Hainz (S&D). – Herr Präsident, wertete Kommissarin, wertete Kolleginnen und Kollegen! Wir wissen, dass die Implementierung von Handelsabkommen nicht zufriedenstellend funktioniert. Vor allem nach Abschluss der Abkommen müssen wir noch genauer überwachen, ob die Bestimmungen eingehalten werden und welche Auswirkungen das jeweilige Abkommen auf die Wirtschaft und auf die Gesellschaft hat.

Wir müssen die Probleme, die mit der Implementierung einhergehen, erkennen und Lösungen finden. Es braucht daher ein starkes Monitoring nach Inkrafttreten der Verträge. In diesem Zusammenhang ist auch eine Stärkung und Aufwertung der Zivilgesellschaft und der *Domestic Advisory Groups* bei der Implementierung von Handelsabkommen sowie eine bessere Ausstattung ihrer Ressourcen unabdingbar.

Ebenso müssen ein verpflichtendes und durchsetzbares Nachhaltigkeitskapitel mit der Möglichkeit von Sanktionen bei Verstößen sowie eine verbindliche Sorgfaltspflicht in der Lieferkette und *Corporate Social Responsibility* endlich Realität werden. Wenn wir es mit dem „Handel für alle“ ernst meinen, dann muss Nachhaltigkeit, dem Schutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer und dem Schutz der Umweltstandards derselbe Stellenwert eingeräumt werden wie zum Beispiel der Liberalisierung von Zöllen. Es braucht auf jeden Fall auch mehr Transparenz. Insbesondere die Veröffentlichung des Verhandlungsmandats möchte ich hier hervorheben.

Wenn wir jetzt nicht handeln, dann wird die Ungleichheit nur noch größer werden, und es werden nie alle gleichermaßen von den Abkommen profitieren.

Laima Liucija Andrikiienė (PPE). – Mr President, the EU is a front runner in the world for free and fair trade, and trade liberalisation. Trade within the global value chains opens markets, creates growth and jobs and strengthens our relations with third countries, illustrated by various of our Economic Partnership Agreements (EPAs) and Free Trade Agreements (FTAs) worldwide.

However, we want to have a values— and principles-based trade policy. That is why we need more than TDAs, in order to prevent unfair trading practices in our markets and an increase in transparency within the processes of global value chain instruments. For example, bilateral investment agreements (BIAs) are very effective instruments to protect our investors against unfair practices. That is why I am calling on the Commission to complete the preparatory work and to start negotiations with Taiwan on an EU-Taiwan BIA, including an impact assessment. Taiwan could serve as an ideal springboard to the Chinese market as we, of course, want a level playing field with China, which still imposes unjustified non-tariff measures and technical barriers.

Furthermore, one should not overlook our economic relationships and the positive advances that have been made with FTAs conducted by the EU so far, and should speed up progress in the ongoing negotiations, especially our economic cooperation under the European Neighbourhood policy. Our DCFTAs under implementation help to create a stable, democratic and prosperous EU neighbourhood.

Finally, we should actively reach out to our partners, pursuing an ambitious trade agenda in a global context, especially keeping up the framework of the WTO for free and fair trade on a global basis and in compliance with all WTO obligations.

Finally, I would like to thank our rapporteur, Ms Saïfi, for her work.

Aleksander Gabelic (S&D). – Herr talman! Jag börjar med att tacka alla som har bidragit till detta betänkande. Handelspolitiken är en grundbult i vår ekonomi. Tillsammans med god politik skapar den tillväxt, sysselsättning och ökat välbefinnande. Det är därför extra viktigt att vi följer upp den förda politiken och ser vad som kan göras bättre.

Egentligen är ett färdigförhandlat avtal bara början. Vi måste bli bättre på att se till att våra företag kan ta del av de förmåner som avtalen faktiskt erbjuder. Vi måste bli bättre på att öka medverkan från civilsamhället och arbetsmarknadens parter. För att uppnå FN:s agenda 2030 måste vi också bli ännu bättre på att främja grundläggande värden som mänskliga rättigheter i handelspolitiken. Genomförandet av hållbarhetskapitlet är viktigt, och även att inte sluta utvärdera hur detta görs bäst.

Vi håller inte med varandra om allt, vilket gör att det är värdefullt och viktigt att vi kan kompromissa. Jag tycker att vi alltid bör ha som utgångspunkt att verka för progressiva och schysta handelsavtal och komma ihåg att ett färdigförhandlat avtal bara är början.

Jarosław Wałęsa (PPE). – Mr President, the world – including European trade policy – is changing, and we need to adapt. Brexit, China's market economy status (MES) or even, as we discussed a couple of hours ago, the US trade tariffs in the steel and aluminium sector are examples of challenges to be addressed. Public debate about international trade has also become more vivid, and we need to supply clear and precise answers in order to demonstrate that EU commercial policy brings benefits to companies and citizens. This report on the common commercial policy is therefore badly needed. Challenges are also opportunities for the EU worldwide, and we should be able to take advantage of these new opportunities. Madam Rapporteur, you did a very good job. It wasn't an easy job, but you managed to accommodate different positions and find compromises on such sensitive issues as trade and sustainable development (TSD) chapters, global value chains and corporate social responsibility. Congratulations.

Catch-the-eye procedure

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, το διεθνές εμπόριο μπορεί να συμβάλει στην ανάπτυξη και την απασχόληση όταν είναι δίκαιο, όταν στηρίζεται στο αμοιβαίο όφελος και όταν δεν ακολουθούνται αθέμιτες πρακτικές. Με τις πολυμερείς συμφωνίες, συμφωνίες ελευθέρων συναλλαγών τις οποίες έχει υπογράψει η Ευρωπαϊκή Ένωση, στην πράξη, αυτό που έχουμε δει είναι να διαλύεται η αγροτική οικονομία της Ευρωπαϊκής Ένωσης, να μην υπάρχει προστασία στα προϊόντα ονομασίας προέλευσης και γεωγραφικών ενδείξεων. Ταυτόχρονα, να διακυβεύεται το μέλλον των δημοσίων επιχειρήσεων. Επιπλέον, έχουμε δει διάφορες χώρες να επιδιώκουν να διαμορφώσουν την εμπορική πολιτική χωρίς να τηρούν τα περιβαλλοντικά πρότυπα, και ταυτόχρονα, τις υποχρεώσεις που έχουν από την νομοθεσία για την προστασία των ιδίων των εργαζομένων. Έχουμε δει, επίσης, προσπάθεια να περάσουν στην Ευρωπαϊκή Ένωση τα μεταλλαγμένα. Αντιλαμβάνεστε ότι υπό αυτούς τους όρους δεν μπορεί να προχωρήσει η εμπορική πολιτική.

(End of catch-the-eye procedure)

Cecilia Malmström, Member of the Commission. – Mr President, the world is changing rapidly and so is our trade policy. We have in recent years focused very much on trying to bring trade policy into line with these changes age by making it much more efficient, making sure that it responds to the demands of our consumers, of our companies, and making sure that it includes digital trade services, that it is efficient and that it is implemented.

We have increased transparency considerably; you can now find information on all on-going and concluded trade negotiations and detailed – sometimes regional – examples of how it works in practice. There really is a lot of information on our website. It has become even more value-based, emphasising the values of the European Union when it comes to labour rights, the environment and human rights, but also to the value of open rule-based trade. We are doing this through our trade agreements, which are mutually beneficial, sustainable and fully in line with multilateral global rules. It is true that they sometimes take time – and there are some examples that have been absolutely too lengthy – but we are trying to do our best. The Mexican agreement was concluded in two years. I think that is quite an achievement. But also, all the time, we have to take substance into account vis-à-vis speed, and you and many other stakeholders are putting increasing demands on what should be in a modern trade agreement and that of course also makes it take a lot of time, as we have listened carefully to these as well.

Implementation is key. We need to do much more there. We have focused on working with Member States, on working with business associations, on working with civil society, on working with Chambers of Commerce and what have you, and on trying to reach out and to explain the benefits of a trade agreement, but it is simply not good enough yet, and we need to do much more to reach out to SMEs. Lots has been done, but we can do more here as well.

The same goes for evaluation and for enforcement, especially on the sustainable development chapters where we have this 15-point action programme where we will focus on much stronger enforcement and cooperation with the different stakeholders.

We will be discussing with you this year's edition of the annual FTA implementation report. We will try to cover important developments, both when it comes to hard data and qualitative assessment, and also give analysis of our major FTAs, our deep and comprehensive trade agreements and our economic partnership agreements, and take a closer look at some of the areas and sectors you are raising.

Free trade agreements cannot solve all the problems of the world, that is important to underline, but they are a very important tool, not only to contribute to growth, jobs and investment, but also as a way to promote our values and to connect with our partners – on a personal level as well – building bridges and not walls.

Thank you very much, Mrs Saïfi, for your report.

Tokia Saïfi, rapporteure. – Monsieur le Président, chers collègues, Madame la Commissaire, les interventions de chacun montrent l'importance du sujet et la nécessité, désormais, de renforcer le suivi de la politique commerciale commune et d'assurer sa bonne mise en œuvre.

En tant que première puissance commerciale du monde, l'Union européenne doit continuer à affirmer sa position, défendre ses intérêts et faire respecter les engagements commerciaux qui ont été pris. Vous l'avez dit, Madame la Commissaire, il est important que tous les acteurs économiques, et notamment les PME, aient accès à une meilleure information et connaissent les préférences commerciales auxquelles elles peuvent souscrire. Une meilleure utilisation de nos réglementations et accords commerciaux est désormais une priorité.

Dans le rapport, nous demandons aussi la création d'un service spécifique au sein de la Commission, en charge du suivi de la politique commerciale, et nous rappelons que les délégations de l'Union jouent un rôle crucial et sont en première ligne pour contacter nos partenaires.

Enfin, je souhaite insister une nouvelle fois sur l'importance et la nécessité de développer un débat public sur la politique commerciale européenne, qui inclue tous les acteurs, que ce soit les entreprises, les citoyens, la société civile ou encore les autorités publiques. À ce titre, la création d'un groupe consultatif sur les négociations commerciales est une bonne nouvelle, et nous suivrons avec attention cette initiative.

J'espère que le Parlement européen pourra envoyer un message fort en matière de commerce international lors du vote qui aura lieu demain, et je remercie une nouvelle fois l'ensemble de mes collègues.

President. – The debate is closed.

The vote will take place on Wednesday, 30 May 2018.

Written statements (Rule 162)

Vladimír Maňka (S&D), *písomne*. – Vystúpenie Spojeného kráľovstva z Únie, zmeny postupov svetových veľmocí v oblasti medzinárodného obchodu a politiky a posilňovanie obchodného vplyvu Ázie vyžadujú, aby sa Únia viac sústredila na podmienky vykonávania a monitorovania svojej obchodnej politiky. Dôsledná analytická činnosť musí byť pomocou pre európskych výrobcov a obchodníkov a musí byť trvalou súčasťou obchodnej stratégie Únie. Jej výsledky môžu byť zároveň dobrým podkladom naprehodnocovanie existujúcich bilaterálnych aj multilaterálnych zmlúv a na pružné zavádzanie nových pravidiel a postupov, ktoré zohľadnia potreby a možnosti Únie v oblasti medzinárodného obchodu.

23. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll

24. Schluss der Sitzung

(The sitting closed at 22.56)

Legende der verwendeten Zeichen

*	Konsultationsverfahren
***	Zustimmungsverfahren
***I	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, erste Lesung
***II	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, zweite Lesung
***III	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, dritte Lesung

(Das angegebene Verfahren entspricht der von der Kommission vorgeschlagenen Rechtsgrundlage.)

Abkürzungen der Ausschüsse

AFET	Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten
DEVE	Entwicklungsausschuss
INTA	Ausschuss für internationalen Handel
BUDG	Haushaltsausschuss
CONT	Haushaltskontrollausschuss
ECON	Ausschuss für Wirtschaft und Währung
EMPL	Ausschuss für Beschäftigung und soziale Angelegenheiten
ENVI	Ausschuss für Umweltfragen, öffentliche Gesundheit und Lebensmittelsicherheit
ITRE	Ausschuss für Industrie, Forschung und Energie
IMCO	Ausschuss für Binnenmarkt und Verbraucherschutz
TRAN	Ausschuss für Verkehr und Fremdenverkehr
REGI	Ausschuss für regionale Entwicklung
AGRI	Ausschuss für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung
PECH	Fischereiausschuss
CULT	Ausschuss für Kultur und Bildung
JURI	Rechtsausschuss
LIBE	Ausschuss für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres
AFCO	Ausschuss für konstitutionelle Fragen
FEMM	Ausschuss für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter
PETI	Petitionsausschuss
DROI	Unterausschuss Menschenrechte
SEDE	Unterausschuss Sicherheit und Verteidigung

Abkürzungen der Fraktionen

PPE	Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten)
S&D	Fraktion der Progressiven Allianz der Sozialdemokraten im Europäischen Parlament
ECR	Fraktion der Europäischen Konservativen und Reformer
ALDE	Fraktion der Allianz der Liberalen und Demokraten für Europa
GUE/NGL	Konföderale Fraktion der Vereinigten Europäischen Linken/Nordische Grüne Linke
Vers/ALE	Fraktion der Grünen/Freie Europäische Allianz
EFDD	Fraktion Europa der Freiheit und der direkten Demokratie
ENF	Fraktion Europa der Nationen und der Freiheit
NI	Fraktionslos



AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 30. MAI 2018

(C/2024/3371)

EUROPÄISCHES PARLAMENT

SITZUNGSPERIODE 2018-2019

Sitzungen vom 28. bis 31. Mai 2018

STRASSBURG

Inhalt	Seite
1. Eröffnung der Sitzung	4
2. Aussprache über Fälle von Verletzungen der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll	4
3. Anfragen zur mündlichen Beantwortung (Einreichung): siehe Protokoll	4
4. Durchführungsmaßnahmen (Artikel 106 GO): siehe Protokoll	4
5. Delegierte Rechtsakte (Artikel 105 Absatz 6 GO): siehe Protokoll	4
6. Mittelübertragungen und Haushaltsbeschlüsse: siehe Protokoll	4
7. Debatte mit dem Premierminister von Luxemburg, Xavier Bettel, über die Zukunft Europas (Aussprache) . .	4
8. Wiederaufnahme der Sitzung	35
9. Erklärungen des Präsidenten	35
10. Feierliche Sitzung – Kolumbien	36
11. Wiederaufnahme der Sitzung	41
12. Verhandlungen vor der ersten Lesung des Parlaments (Billigung) (Artikel 69c GO)	41

Inhalt	Seite
13. Abstimmungsstunde	42
13.1. Inanspruchnahme des Solidaritätsfonds der EU zur Unterstützung von Griechenland, Spanien, Frankreich und Portugal (A8-0175/2018 - José Manuel Fernandes) (Abstimmung)	42
13.2. Entwurf des Berichtigungshaushaltsplans Nr. 1/2018 für den Vorschlag zur Inanspruchnahme des Solidaritätsfonds der EU zwecks Hilfeleistung für Griechenland, Spanien, Frankreich und Portugal (C8-0181/2018) (Abstimmung)	43
13.3. Schutz gegen gedumpte und subventionierte Einfuhren aus nicht zur Europäischen Union gehörenden Ländern (A8-0182/2018 - Christofer Fjellner) (Abstimmung)	43
13.4. Inanspruchnahme des Europäischen Fonds für die Anpassung an die Globalisierung: Antrag EGF/2018/000 TA 2018 — Technische Unterstützung auf Initiative der Kommission (A8-0172/2018 - Eider Gardiazabal Rubial) (Abstimmung)	43
13.5. Einwand gemäß Artikel 106 GO: genetisch veränderter Mais der Sorte GA21 (MON-ØØØ21-9) (D056125) (B8-0232/2018) (Abstimmung)	43
13.6. Einwand gemäß Artikel 106 GO: genetisch veränderter Mais der Sorte 1507 × 59122 × MON 810 × NK603 und genetisch veränderte Maissorten, in denen zwei oder drei der Sorten 1507, 59122, MON 810 und NK603 (D056123) kombiniert werden (B8-0233/2018) (Abstimmung)	43
13.7. Übereinstimmung von Fischereierzeugnissen mit den Kriterien für den Zugang zum EU-Markt (A8-0156/2018 - Linnéa Engström) (Abstimmung)	43
13.8. Ernährung und Landwirtschaft der Zukunft (A8-0178/2018 - Herbert Dorfmann) (Abstimmung)	43
13.9. Auslegung und Umsetzung der Interinstitutionellen Vereinbarung über bessere Rechtsetzung (A8-0170/2018 - Pavel Svoboda, Richard Corbett) (Abstimmung)	43
13.10. Mehrjähriger Finanzrahmen 2021-2027 und Eigenmittel (B8-0239/2018, B8-0240/2018, B8-0241/2018) (Abstimmung)	44
13.11. Empfehlung an den Rat, die Kommission und die Vizepräsidentin der Kommission und Hohe Vertreterin zu Libyen (A8-0159/2018 - Pier Antonio Panzeri) (Abstimmung)	44
13.12. Jahresbericht über das Funktionieren des Schengen-Raums (A8-0160/2018 - Carlos Coelho) (Abstimmung)	44
13.13. Mindeststandards für die Rechte, die Unterstützung und den Schutz von Opfern von Straftaten (A8-0168/2018 - Teresa Jiménez-Becerril Barrio, Angelika Mlinar) (Abstimmung)	44
13.14. Jahresbericht über die Umsetzung der gemeinsamen Handelspolitik (A8-0166/2018 - Tokia Saïfi) (Abstimmung)	44
14. Stimmerklärungen	45
14.1. Schutz gegen gedumpte und subventionierte Einfuhren aus nicht zur Europäischen Union gehörenden Ländern (A8-0182/2018 - Christofer Fjellner)	45
14.2. Übereinstimmung von Fischereierzeugnissen mit den Kriterien für den Zugang zum EU-Markt (A8-0156/2018 - Linnéa Engström)	45
14.3. Ernährung und Landwirtschaft der Zukunft (A8-0178/2018 - Herbert Dorfmann)	46
14.4. Auslegung und Umsetzung der Interinstitutionellen Vereinbarung über bessere Rechtsetzung (A8-0170/2018 - Pavel Svoboda, Richard Corbett)	49
14.5. Mehrjähriger Finanzrahmen 2021-2027 und Eigenmittel (B8-0239/2018, B8-0240/2018, B8-0241/2018)	49

Inhalt	Seite
14.6. Empfehlung an den Rat, die Kommission und die Vizepräsidentin der Kommission und Hohe Vertreterin zu Libyen (A8-0159/2018 - Pier Antonio Panzeri)	52
14.7. Jahresbericht über das Funktionieren des Schengen-Raums (A8-0160/2018 - Carlos Coelho) . . .	52
14.8. Mindeststandards für die Rechte, die Unterstützung und den Schutz von Opfern von Straftaten (A8-0168/2018 - Teresa Jiménez-Becerril Barrio, Angelika Mlinar)	53
14.9. Jahresbericht über die Umsetzung der gemeinsamen Handelspolitik (A8-0166/2018 - Tokia Saïfi)	54
15. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll	55
16. Wiederaufnahme der Sitzung	55
17. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll	55
18. Antrag auf Anhörung des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses (Artikel 137 Absatz 2 GO) (Billigung): siehe Protokoll	55
19. Die Werte der EU und die Zunahme von Korruption und Kriminalität aufgrund von „goldenen Visa“ (Aussprache über ein aktuelles Thema)	55
20. Wiederaufnahme der Sitzung	68
21. Die Werte der EU und die Zunahme von Korruption und Kriminalität aufgrund von „goldenen Visa“ (Fortsetzung der Aussprache)	68
22. Katastrophenschutzverfahren der Union (Aussprache)	72
23. Manipulation des Kilometerzählers in Kraftfahrzeugen: Überarbeitung des EU-Rechtsrahmens (Aussprache) .	83
24. Ausweitung des Geltungsbereichs von Kapitel I der Brüssel-IIa-Verordnung auf eingetragene Partnerschaften (Neufassung) (Aussprache)	94
25. Die Auswirkungen der Verlagerung von Arbeitsplätzen auf Arbeitnehmer und Regionen (Aussprache)	99
26. Die Verwendung von Mitteln des Instruments für Heranführungshilfe in der Türkei (Aussprache)	107
27. Gleichstellung der Geschlechter und Stärkung der Rolle von Frauen: Veränderung des Lebens von Mädchen und Frauen mithilfe der EU-Außenbeziehungen (2016-2020) (Aussprache)	118
28. Durchführung der EU-Strategie für die Jugend (Aussprache)	129
29. Umsetzung der Ökodesign-Richtlinie (Aussprache)	141
30. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll	149
31. Schluss der Sitzung	149

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 30. MAI 2018

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Presidente

1. Eröffnung der Sitzung

(La seduta è aperta alle 9.07)

2. Aussprache über Fälle von Verletzungen der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll

3. Anfragen zur mündlichen Beantwortung (Einreichung): siehe Protokoll

4. Durchführungsmaßnahmen (Artikel 106 GO): siehe Protokoll

5. Delegierte Rechtsakte (Artikel 105 Absatz 6 GO): siehe Protokoll

6. Mittelübertragungen und Haushaltsbeschlüsse: siehe Protokoll

7. Debatte mit dem Premierminister von Luxemburg, Xavier Bettel, über die Zukunft Europas (Aussprache)

Presidente. – L'ordine del giorno reca il dibattito con il Primo ministro lussemburghese Xavier Bettel sul futuro dell'Europa (2018/2622(RSP)).

Prima di salutare il Primo ministro, prima di dargli la parola, vi ricordo che è possibile richiedere il «*catch the eye*» usando l'apparecchio per il voto elettronico. Per introdurre la vostra richiesta, inserite la carta di voto e utilizzate uno qualsiasi dei bottoni per il voto elettronico. Procedo da subito all'apertura del sistema che resterà aperto durante tutto l'intervento del Primo ministro Bettel.

Monsieur le Premier ministre, je suis heureux de vous accueillir parmi nous. Comme vous le savez, le Parlement européen a décidé d'inviter tous les Premiers ministres de l'Union européenne pour débattre de l'avenir de l'Europe.

C'est, selon nous, une bonne façon de mettre le Parlement au cœur du débat politique. C'est aussi une façon de renforcer le dialogue entre le Parlement et les gouvernements, c'est-à-dire avec le Conseil. Cet échange d'idées sera comme une partie de ping-pong avec vous mais, je le sais, vous aimez ce système, car vous êtes un Premier ministre très actif. Cette formule donne la possibilité aux députés de discuter avec plusieurs Premiers ministres.

Il en ira ainsi jusqu'à la fin de cette législature. Par conséquent, je pense qu'il sera très intéressant de connaître la position du gouvernement du Luxembourg, qui est également le pays du président de la Commission européenne, M. Juncker, que je salue.

Il sera très intéressant de connaître vos idées, car le Luxembourg est un des pays qui figure au cœur de l'Europe et qui est européen depuis le début de l'histoire de notre Union. Nous sommes donc très heureux de vous avoir parmi nous. Je pense que ce débat sera très intéressant. Encore une fois, un grand merci, Monsieur le Premier ministre.

Xavier Bettel, *Premier ministre du Luxembourg*. – Monsieur le Président du Parlement européen, Monsieur le Président de la Commission européenne, Mesdames et Messieurs les députés européens, Mesdames et Messieurs, je suis très honoré de figurer aujourd'hui parmi les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne qui s'adressent à la plénière du Parlement européen pour débattre de l'avenir de l'Europe.

M'adresser à vous ici, à Strasbourg, m'est d'autant plus cher que cette ville occupe une place particulière dans l'histoire de l'intégration européenne. J'ai la chance de faire partie d'une génération qui n'a pas connu la Seconde Guerre mondiale et les années de l'après-guerre. L'Union européenne a apporté à nos pays la plus longue période de paix jamais connue sur notre continent. Vivre en paix peut paraître banal, mais croyez-moi, la paix n'est jamais banale.

L'Europe est un vieux continent composé de pays et de régions riches en culture et en histoire. La diversité de son patrimoine fait la beauté de cette Europe. Et l'architecture politique européenne doit tenir compte de cette diversité. Le fait que le Parlement européen se réunisse en plénière à Strasbourg, l'une des trois capitales de l'Europe, à côté de Luxembourg et de Bruxelles, est aussi symbolique à cet égard.

C'est d'ailleurs lors du Conseil européen de Strasbourg en décembre 1989, quelques semaines après la chute du mur de Berlin, que les dirigeants de l'époque, comme Helmut Kohl, François Mitterrand ou encore Hans-Dietrich Genscher, ont pris en main le destin de l'Europe de la guerre froide, en jetant les bases d'une réunification européenne, allant de pair avec la réunification allemande.

Je renvoie à cette période de la fin des années 80, une époque où le monde a connu de grands bouleversements. Lors dudit Conseil de Strasbourg, l'appel fut lancé pour nous mettre en marche vers l'Union européenne.

Cet appel me semble toujours d'actualité, surtout à un moment où le monde connaît à nouveau de grands changements. Je pense notamment à l'imprévisibilité de certains de nos partenaires, mais aussi au risque d'une perte de compétitivité européenne dans un monde globalisé.

Notre continent doit être plus uni pour pouvoir protéger les citoyens et tracer son avenir. Les conclusions de décembre 1989 me semblent toujours valables. J'en cite cet extrait: «Il est dans l'intérêt de tous les États européens que la Communauté se renforce et accélère sa marche vers l'Union européenne».

Trente ans plus tard, accélérons donc à nouveau notre marche vers l'Union européenne. Et accélérons-la surtout en tenant compte des attentes de nos citoyens. Rendons notre Union plus forte et capable de répondre aux défis que nous connaissons aujourd'hui.

Dans ce contexte, le dialogue citoyen doit être cultivé. Les consultations citoyennes, proposées par le président Macron, sont de précieuses occasions d'associer les citoyens et de cerner leurs préoccupations, leurs espoirs et aussi leurs attentes. Le Luxembourg figure parmi les premiers pays à avoir adhéré à cette initiative. J'y ai moi-même lancé les premières consultations le 20 avril dernier.

Je préconise une action de l'ensemble des États membres pour répondre aux attentes de nos citoyens. Mais si cette unité ne peut être trouvée quand l'action est requise, je rappelle que nous disposons également dans les traités d'outils qui nous permettent d'avancer à plusieurs, à savoir la possibilité d'agir dans le cadre de la coopération renforcée.

Tout comme la chute du mur de Berlin a donné le coup d'envoi pour accueillir des nations européennes dont nous étions artificiellement séparés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la crise des réfugiés en 2015 et le référendum britannique organisé quelques mois plus tard sont des événements qui demandent à tous un nouvel élan.

Je suis convaincu que les événements successifs survenus au cours de ces dernières années – le printemps arabe, la guerre en Libye, la crise des réfugiés, l'insécurité croissante dans la région du Sahel et, surtout, la guerre en Syrie, sans oublier les actes terroristes dans nos villes – marquent un tournant qui nécessite un renforcement de l'action de l'Union européenne.

Comme nos prédécesseurs, nous devons nous armer de courage et prendre les décisions qui s'imposent face à ces défis, afin de maintenir une Europe politiquement et économiquement forte, libre et ouverte sur le monde.

Au lendemain du dernier conflit mondial causé par les nationalismes exacerbés, mon pays a choisi, avec ses voisins, de faire partie des pays fondateurs de l'Union européenne. Cette chance historique nous a permis d'avoir une perspective sur l'Europe qui est celle d'un État qui a participé à l'évolution de l'Union européenne au fil du temps.

Pour nous, le choix de l'Europe a été, à chaque étape, dicté par nos convictions: le choix d'un État européen qui définit sa souveraineté nationale aussi à travers – voire grâce à – son appartenance à l'Union. Et je suis très fier que les derniers sondages ont montré que les Luxembourgeois sont ceux qui aiment le plus l'Europe.

Aujourd'hui, paradoxalement, des forces populistes invoquent la seule souveraineté nationale pour assurer le salut de l'Europe. Or, c'est justement l'Union européenne qui protège plus que jamais notre souveraineté dans un monde globalisé.

Mr President, honourable Members, the European Union provides added value to European citizens, in countless instances improving their daily lives. However, one of the greatest challenges the Union faces today is the fact that these advantages resulting from a country's membership of the Union are simply taken for granted. It is therefore not a coincidence, in my view, that so many UK citizens living in my country have been applying for Luxembourg citizenship since the Brexit referendum. Many others have apparently been doing the same in other Member States. These applications for citizenship by British citizens are proof of the huge added value of the public goods and services created by the European Union, which these citizens do not want to abandon: most obviously, the four freedoms.

Sehr geehrter Herr Präsident! Unsere Bürger verlangen ein weltoffenes und tolerantes Europa, in dem jede Frau und jeder Mann die gleichen Chancen hat, unabhängig von Religion, Hautfarbe oder sexueller Orientierung. Nur so wird auch die Europäische Union dazu beitragen können, Lösungen für die globalen Probleme unserer Zeit zu finden – Probleme, welche die europäischen Nationalstaaten alleine nicht mehr schultern können. Ich denke hier unter anderem an den Klimawandel. Die Verhandlungen zum Pariser Klimaschutzabkommen haben gezeigt, dass die EU eine treibende Kraft sein kann bei der Suche nach Lösungen zu globalen Problemen.

Auch bei globalen Fragen der Nichtverbreitung von Massenvernichtungswaffen kann die EU eine tragende Rolle einnehmen, wie die letzten Wochen gezeigt haben. Genauso verlangt die sich weltweit ändernde Demografie sowohl globale als auch europäische Antworten. Fragen der Migration des 21. Jahrhunderts sind keine nationalen Fragen. Ich bin davon überzeugt, dass die Europäische Union eine, ja sogar die Antwort auf diese globalen Herausforderungen darstellt. Nur eine europäische Antwort kann die Sicherheit und das Allgemeinwohl unserer Bürger auch im 21. Jahrhundert gewährleisten.

An dieser Stelle möchte ich auch ausdrücklich den Einsatz der Europäischen Kommission und insbesondere von Kommissarin Malmström für einen freien und offenen Welthandel im Einklang mit den Regeln der Welthandelsorganisation begrüßen. Unsere Bürger wollen teilhaben am Wirtschaftswachstum und auch am Wohlstand. Die Weltwirtschaftslage ist im Moment positiv, das Wachstum hat sich in allen EU-Mitgliedstaaten eingefunden. Deshalb ist jetzt auch der richtige Zeitpunkt, um die Wettbewerbsfähigkeit Europas zu stärken.

Der europäische Binnenmarkt ist in diesem Zusammenhang eine Grundvoraussetzung, damit unsere Unternehmen global wettbewerbsfähig sind und das vor allem auch noch bleiben. Der Euro ist wiederum eine Grundvoraussetzung für einen gut funktionierenden EU-Binnenmarkt. Deshalb ist es auch von strategischer Bedeutung, die Vertiefung der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion weiterhin voranzutreiben.

Am letzten Freitag haben die Finanzminister der EU, mit proaktivem Einsatz auch von Luxemburg, zur Verstärkung der Bankenunion eine Übereinstimmung gefunden und so die richtigen Weichen gestellt zur Vertiefung der Wirtschafts- und Währungsunion, zu der sich die Staats- und Regierungschefs im nächsten Juni verpflichtet haben. Der Euro und der Binnenmarkt bedingen sich gegenseitig, und in gleichem Maße bedingen sich auch die Wirtschafts- und Währungsunion als zwei Seiten der gleichen Medaille.

Die Vertiefung des EU-Binnenmarktes ist deshalb auch weiterhin eines unserer Hauptanliegen. Hierbei denke ich vor allem an die Schaffung eines digitalen EU-Binnenmarktes. Es wäre inkohärent, auf der einen Seite eine europäische Umsatzsteuer für Internetunternehmen anzustreben, wenn wir andererseits noch nicht einmal über einen einheitlichen digitalen EU-Binnenmarkt verfügen. Ebenfalls sollten wir kurzfristige Zwischenlösungen vermeiden, die dauerhafte Beschlüsse noch schwieriger machen. Um Missverständnissen vorzubeugen: Ich befürworte eine faire Besteuerung der Profite von Internetunternehmen. Nur sollte eine solche Besteuerung auch im Einklang mit der Notwendigkeit der Erhaltung und der Verstärkung der globalen Wettbewerbsfähigkeit der EU sein. Deswegen scheint mir hier die Zusammenarbeit mit der OECD sehr wichtig zu sein.

Was mir bei der Diskussion zur Besteuerung von digitalen Unternehmen, den sogenannten GAFAs, auch zu denken gibt, ist der Umstand, dass eine große Anzahl dieser Unternehmen ihren technologischen Ursprung in Ländern außerhalb der EU haben. Wir reden übrigens oft über steuerliche Harmonisierung in der Europäischen Union. Der Binnenmarkt benötigt sicher eine gewisse Harmonisierung, auch im steuerlichen Bereich. Was mich sorgt, ist allerdings der Eindruck, dass das Wort «Steuerharmonisierung» seit Jahren und für Gesprächspartner oft gleichlautend mit dem Wort «Steuererhöhung» ist. Sollten wir im Steuerbereich – wenn wir schon harmonisieren wollen – nicht im Interesse der globalen Wettbewerbsfähigkeit und der Steuerzahler der Europäischen Union auch mal über Steuersenkungen reden können?

(Beifall)

Und glauben Sie mir, ich rede hier keinem Steuerdumping das Wort, aber die globale Wettbewerbsfähigkeit der Europäischen Union liegt mir sehr am Herzen.

Die augenblickliche Diskussion der Besteuerung von Internetunternehmen zeigt aber auch, dass wir mehr in Innovation und in die Finanzierung von Start-ups investieren müssen. Volkswirtschaftlich gesehen sind in einem gemeinsamen und offenen europäischen Binnenmarkt die Defizite der einen die Überschüsse der anderen. Ich befürworte keine Vergemeinschaftung der Schulden oder notleidender Kredite, aber ich bin mir in einem gemeinsamen Markt unserer Verantwortung für das Allgemeinwohl auf europäischer Ebene bewusst. Zu starke Ungleichheiten zwischen den einzelnen Partnern im Binnenmarkt sind auf Dauer der notwendigen volkswirtschaftlichen Stabilität in Europa auch nicht förderlich.

Monsieur le Président, je rappelle que l'Europe ne se limite pas à son marché commun. Pour paraphraser Jacques Delors, «on ne tombe pas amoureux du marché commun». Nous devons aussi, parallèlement, œuvrer en faveur d'un modèle social européen, qui favorise une convergence sociale vers le haut parmi les États membres.

À ce titre, je salue le vote de la plénière d'hier, à la suite de l'accord intervenu en mars dernier entre le Parlement et le Conseil sur la révision de la directive concernant le détachement des travailleurs dans le marché intérieur. Il s'agit d'un pas important dans la lutte contre le dumping social.

De même, j'espère qu'un accord sur la législation sociale pour le secteur du transport routier – législation qui permet une convergence sociale vers le haut tout en tenant compte des spécificités de ce secteur –, pourra être trouvé avant la fin de cette législature.

Je salue aussi la proposition du président de la Commission de créer une autorité européenne du travail en vue de renforcer la coopération transfrontalière et la lutte contre les fraudes et les abus.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, seules une économie et une union monétaire européennes fortes peuvent générer des emplois et des recettes fiscales pour financer des modèles européens modernes de protection sociale. L'approfondissement de l'Union économique et monétaire ne doit cependant pas se limiter aux seuls aspects budgétaires. Le renforcement de la compétitivité et de la productivité au niveau européen, ainsi que la mise en place d'un véritable espace européen de l'innovation, sont des facteurs de convergence qui faciliteront, à terme, j'en suis convaincu, la gestion commune en matière budgétaire. Une Europe compétitive, prospère et ouverte sur le monde sera le meilleur garant de la protection du modèle social européen.

Tout approfondissement de l'Union économique et monétaire passera tôt ou tard aussi par l'élargissement de la zone euro. Les traités de l'Union prévoient une adhésion de tous les États membres à l'euro, à l'exception de deux d'entre eux. L'adoption de la monnaie commune est donc un principe juridique incontournable dans la mise en œuvre des traités.

Toutefois, nous devons agir sans précipitation, en tirant notamment les enseignements de l'expérience des dernières années, et veiller à la productivité et à la compétitivité de l'ensemble des pays membres de la zone euro.

Le prochain cadre financier pluriannuel devra donc refléter le besoin de convergence économique en se focalisant davantage, entre autres, sur l'innovation. À cet égard, je salue les propositions de la Commission, qui constituent une bonne base de discussion.

Je suis aussi heureux de l'attention accordée au programme Erasmus. Monsieur le Président, j'ai la chance de faire partie de cette «génération Erasmus»: quand j'étais étudiant à la faculté de droit de Nancy, j'ai effectué un séjour Erasmus à l'université Aristote de Thessalonique. J'ai ainsi pu découvrir des matières que je ne connaissais pas auparavant, mais ce séjour Erasmus m'a surtout ouvert les yeux sur l'apport de l'Europe dans le quotidien de chacun d'entre nous. Je ne peux que recommander à chaque étudiant d'effectuer un séjour Erasmus, car c'est vraiment un échange et une expérience qui valent la peine.

Dans un même ordre d'idées, sans vouloir entrer dans le détail, je crois aussi à la valeur ajoutée des fonds de cohésion. Le moment me semble venu pour mener une réflexion dans un esprit de solidarité sur le meilleur usage qui peut être fait de ces fonds. Il me semble important de veiller à ce que les fonds de cohésion soient utilisés de façon encore plus transparente, dans le respect de l'état de droit.

Monsieur le Président, avant d'aborder les attentes de nos concitoyens en matière d'action extérieure de l'Union, permettez-moi une parenthèse concernant son organisation interne. Il est évidemment légitime de discuter de cette organisation interne, d'une Europe fédérale, d'une Europe des partis et de la répartition des pouvoirs entre les institutions.

Je ne vous cache pas que je suis un peu perplexe à l'égard des débats institutionnels. Ces discussions, aussi importantes qu'elles soient, n'enthousiasment guère nos concitoyens. Et si nous avons l'impression que c'est ce qui les passionne à l'extérieur, nous nous trompons.

Le changement institutionnel doit être lié à la poursuite d'objectifs politiques concrets, qui répondent aux besoins des citoyens et aussi à leurs aspirations. C'est précisément cette valeur ajoutée concrète qui doit constituer le fil rouge en matière de changement institutionnel.

Ici, permettez-moi de le dire, j'ai des difficultés à comprendre – et j'en ai discuté hier soir encore avec un de vos représentants – la position des «Spitzenkandidaten», des candidats têtes de liste, sans avoir de listes transnationales. Je connais votre décision, Monsieur le Président, mais j'espère que vous y reviendrez un jour.

(Applaudissements)

Pour moi, on a commencé à l'envers: nous avons des «Spitzenkandidaten» sans listes transnationales, alors que le «Spitzenkandidat» devrait être le «Spitzenkandidat» d'une liste transnationale.

Mr President, the citizens that you and I represent expect the Union to contribute to their safety and security from internal and external threats.

Notwithstanding our internal challenges in numerous policy domains, it seems to me that the largest crises were imported from outside the European Union. The refugee crisis was triggered by a worsening security situation in the Middle East and the Sahel region, to which the wars in Libya and Syria have contributed.

The dramatic events of summer and autumn 2015, when hundreds of thousands of refugees have been fleeing war on a scale not seen in Europe since 1945, are obvious evidence that no European nation state is able to cope with such tragedies on its own. In that respect, I deeply regret the opposition by some EU Member States to carrying their share of the burden in a spirit of solidarity. In the age of globalisation, European solidarity is even more important than it was before.

By the way, in any relationship, solidarity is a concept that should not be qualified. We need to stand together in solidarity and not try to introduce concepts like flexible solidarity, which at the end of the day will result in a reciprocal lack of solidarity.

(Applause)

Denn, wie heißt es doch so schön in Goethes Faust: «Nichts Bessers weiß ich mir an Sonn- und Feiertagen, Als ein Gespräch von Krieg und Kriegsgeschrei, Wenn hinten, weit, in der Türkei, Die Völker aufeinander schlagen. Man steht am Fenster, trinkt sein Gläschen aus, Und sieht den Fluss hinab die bunten Schiffe gleiten; Dann kehrt man abends froh nach Haus, Und segnet Fried und Friedenszeiten.»

Diese faustische Passage illustriert den Wandel der Zeit. Die Türkei, Syrien, Libyen, der gesamte südliche Mittelmeerraum sowie Russland oder die Ukraine sind in der heutigen globalisierten Welt unsere direkten Nachbarn. Diese Länder sind weder «hinten» noch «weit weg». Es sind unsere Nachbarn, und nur eine globale, einheitlich aufgestellte Außenpolitik der Europäischen Union kann hier auch Einfluss nehmen. Nationalgrenzen verlieren in diesem Zusammenhang ihren Sinn, oder anders ausgedrückt: Eine nationale luxemburgische Grenze kann nur an den EU-Außengrenzen geschützt werden. Die Bürger verlangen zu Recht Taten.

Frontex ist von größter Bedeutung – nicht, weil ich die EU-Außengrenzen schließen will, sondern weil ein starker europäischer Grenzschutz zur Sicherheit der Europäischen Union und der Wahrung unserer Werte unabdingbar ist. Auch hier begrüße ich die Finanzierungsvorschläge der Kommission. Ich bin überzeugt, dass die europäischen Bürger bereit sind, eine europäisch garantierte Sicherheit an den Außengrenzen auch mitzufinanzieren. Sicherheit ist genauso wie die Reisefreiheit und die Freizügigkeit ein gewichtiges europäisches Gut. Reisefreiheit à la Schengen und der Schutz der Außengrenzen bedingen sich gegenseitig.

Mehr Europa und größere EU-Budgets, welche auch die nationalen Budgets entlasten, sind hier stark vonnöten. Hier an dieser Stelle begrüße ich auch ausdrücklich, dass jeder EU-Bürger überall auf der Welt den konsularischen Schutz aller anwesenden europäischen Konsulate genießt.

Monsieur le Président, la crise migratoire de 2015 a montré que l'Union européenne doit redoubler d'efforts, non seulement pour sécuriser ses frontières extérieures, mais aussi, de façon générale, pour renforcer ses politiques dans la dimension extérieure, comme les affaires étrangères, la défense, la coopération au développement, sans oublier une politique commune en matière d'asile et d'immigration. Ce ne sera qu'à travers la mise en œuvre en commun des souverainetés nationales que nous saurons aussi assurer notre propre souveraineté.

Ayons le même courage que nos prédécesseurs en 1989, lorsqu'ils se sont mis en marche pour réunifier l'Europe, et assurons en commun notre sécurité et celle de nos frontières.

Je suis aussi convaincu que nous dépenserons moins tous ensemble si nous mettons nos efforts en commun, en raison des gains d'efficacité et des synergies que nous arriverons à réaliser.

Le même principe vaut pour la défense. Le Luxembourg est un pays qui a la chance d'être entouré aujourd'hui par des pays amis, desquels n'émane aucune menace pour sa sécurité, bien au contraire. De par son histoire, le Grand-Duché de Luxembourg ne saurait être soupçonné de vouloir pousser l'Union dans une direction autre que celle de soutenir la paix. Nous croyons aux vertus du multilatéralisme et du droit international, de la diplomatie et de la coopération au développement.

Comme les autres pays, le Luxembourg aussi a connu des périodes budgétaires plus difficiles ces derniers temps. Certains ont tout de suite dit que l'on pourrait réduire le budget de la coopération. Pourquoi vouloir aider à l'extérieur quand on a encore des problèmes à l'intérieur? Mon gouvernement a décidé, comme le gouvernement précédent déjà, que même en période plus difficile, le budget de la coopération, ce pour cent que l'on dépense pour les plus pauvres au monde, est un pour cent qui est bien investi. Quand nous nous demandons si nous allons manger chaud ou froid, certaines mères se demandent ce qu'elles vont pouvoir servir à manger à leurs enfants pendant une semaine. Pendant que nous nous demandons ce que nous allons faire, certains aimeraient avoir tout simplement un avenir et des perspectives. Ce pour cent permet à des jeunes qui, aujourd'hui ou hier peut-être, n'ont ou n'avaient pas de perspective d'avenir, d'avoir un emploi et d'avoir de l'optimisme pour demain. Donc, cette politique du développement, nous la défendons, et je regrette qu'au niveau international, et aussi parfois au niveau européen, quand le «Bic» rouge doit être sorti, le budget de la coopération est le premier visé. C'est populaire, mais croyez-moi, ce n'est pas bien.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, croyez aussi que je suis convaincu qu'il est dans l'intérêt des citoyens des États de l'Union de faire davantage pour arriver à une coopération plus étroite dans le domaine des relations extérieures. Dans ce contexte, je plaide notamment en faveur d'une mise en œuvre rapide de la coopération structurée permanente lancée en marge du Conseil européen du 14 décembre 2017.

Dans le même ordre d'idées, j'estime que la coopération devrait être approfondie dans le domaine de la politique extérieure. L'Union européenne doit avoir pour objectif de parler d'une voix plus forte au profit de la paix, qui est une valeur fondamentale, car la guerre est la négation des droits de l'homme.

À cause de son histoire, l'Europe doit être un rempart contre la dictature et contre la barbarie. Les valeurs européennes, telles que nous les avons consacrées dans les traités, constituent d'ailleurs le consensus fondamental entre les États membres. Elles sont notre socle dans nos relations avec le reste du monde.

Finalement, je demeure intimement convaincu que la coopération reste aussi un rempart contre les causes profondes de l'insécurité. Un concept large de la sécurité européenne doit inclure le volet de la coopération et du développement.

J'ai parlé de nos valeurs communes, mais je ne peux pas terminer mon intervention, Monsieur le Président, sans mentionner l'importance que j'attache à la liberté de la presse, une composante essentielle de nos démocraties. Au cours de l'année écoulée, plusieurs dizaines de journalistes ont été assassinés, deux d'entre eux au sein même de notre Union. C'est une situation qui me préoccupe au plus haut degré. Il importe que l'Union européenne continue à défendre et à promouvoir la liberté de la presse.

Monsieur le Président, permettez-moi – vous avez vu, je vous ai parlé en français, en allemand, en anglais –

(L'orateur s'exprime en luxembourgeois)

Je viens juste de parler l'autre langue que nous parlons au Grand-Duché de Luxembourg, qui est notre langue nationale, le luxembourgeois, pour remercier les six députés européens luxembourgeois qui défendent la position du Grand-Duché de Luxembourg dans cette Europe. Nous ne sommes pas le plus grand État membre, mais, croyez-moi, nous croyons en notre Europe.

En conclusion, accélérons notre marche vers l'Europe avec confiance et audace. Notre monde est en mutation et l'Union européenne constitue la meilleure garantie pour notre souveraineté collective et l'épanouissement de tous nos citoyens.

(Applaudissements)

Jean-Claude Juncker, *président de la Commission*. – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les députés.

Once again, I would like to congratulate your President for having taken the initiative to invite one Prime Minister after the other to this plenary in order to discuss major issues in Europe with the colleagues of the European Parliament. That's something which has to be welcomed, because the dialogue between governments and the European Parliament is as important as the dialogue between the Commission and the European Parliament.

I'm invited each and every time to respond to the Prime Minister visiting us, and I must repeat myself by saying that the differences are not as deep as they seem.

Würde ich in diesem konkreten Fall dem Premierminister Luxemburgs, den ich sehr herzlich hier begrüße, widersprechen, würde ich mir selbst widersprechen müssen, weil er in der Substanz genau das gesagt hat, was die Kommission und auch der Präsident denkt. Es tut gut, zu sehen, dass die luxemburgische Regierung voller Begeisterung hinter den Aktionsplänen der Europäischen Kommission steht. Das musste mal deutlich gesagt werden, das ist heute passiert.

(Beifall)

Je ne peux donc pas contredire le Premier ministre de mon pays parce que, en substance, il a dit devant vous ce que la Commission essaie de transmettre comme message. Par conséquent, je serai très bref.

Oui, d'ici un an, les Européens auront élu un nouveau Parlement européen, dont personne, évidemment, ne connaît encore la composition. Elle sera différente de celle d'aujourd'hui, ce qui nourrit chez moi quelques inquiétudes. Aussi, je voudrais que nous nous inscrivions ensemble en faux – et je sais que Xavier le fait avec moi – contre le populisme galopant auquel nous assistons en Europe et dans tous les pays, y compris dans le mien. Mais les Luxembourgeois étant des hommes et des femmes sages, le mouvement n'est pas un mouvement en marche, mais un mouvement contenu et «contenable».

Ich würde gerne einige Punkte hier erwähnen. Weil wir uns heute in einem Jahr mit einem neuen Europäischen Parlament auseinanderzusetzen haben, denke ich, dass jetzt der Moment gekommen ist, wo die Regierungen auch klar und deutlich Farbe bekennen müssen. Wir haben im Juni einen Europäischen Rat; dort wird es um die Vertiefung der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion gehen. Ich hätte gern, dass die Regierungschefs sich etwas deutlicher zu Wort melden, wenn es um diese Vertiefungselemente der europäischen Wirtschafts- und Währungsunion geht.

Der luxemburgische Premierminister hat dies heute getan – aber nicht flächendeckend und nicht vollumfänglich. Die Frage ist: Wollen wir – ja oder nein – ein europäisches Einlagensicherungssystem in Etappen einführen? Ich bin überhaupt nicht der Meinung, dass dies hopplahop von heute auf morgen geht, aber man muss sich prinzipiell in diese Richtung bewegen.

(Beifall)

In Sachen Steuern: Ja, ich bin auch für Steuersenkungen. Man sollte das im Übrigen auch in Luxemburg tun.

(Heiterkeit)

Ja ja, ich habe das mehrfach gemacht! Ich habe 19 Jahre gebraucht, um Fehler zu machen, andere haben kürzere Zeit zur Verfügung. Aber in Sachen Steuerpolitik und was die Internetriesen anbelangt, geht es ja nicht um Steuersenkung oder Steuererhöhung, es geht um Steuergerechtigkeit. Es kann nicht so bleiben, dass die Internetriesen 8 % Steuern bezahlen, während die kleinen und mittleren Unternehmen im Schnitt 30 % bezahlen. Das ist eine ungerechte Steuerlandschaft, und die muss korrigiert werden.

(Beifall)

Pour ce qui est de la politique étrangère, je suis largement d'accord avec le Premier ministre. Mais je voudrais tout de même que les gouvernements, à la suite des événements récents, se mettent d'accord sur un principe simple.

En matière de politique extérieure, pour être efficace – et Xavier a plaidé pour l'efficacité de l'Europe –, nous devons absolument prendre nos décisions à la majorité qualifiée. On ne peut pas diriger le monde si on reste sur le principe de l'unanimité. Cela ne fonctionnera pas. Au nom de la Commission, nous avons proposé de demander au Conseil européen de décider dorénavant, dans certains secteurs, à la majorité qualifiée. Si un seul État membre se met en travers de la route diplomatique de l'Europe, l'Europe est bloquée et nous sommes alors ridicules lorsqu'au niveau des Nations unies et dans d'autres enceintes internationales, nous prétendons vouloir jouer un rôle dirigeant.

J'exige la majorité qualifiée en matière de politique étrangère et je ne doute pas un seul instant que le gouvernement luxembourgeois, pour les raisons que Xavier a avancées, nous accompagnera sur ce chemin, dont je sais qu'il n'est pas facile.

Monsieur le Président, voilà quelques éléments que je voulais ajouter aux propos du Premier ministre. Je voudrais dire, en tant que Luxembourgeois que je suis, que je reste et que je serai éternellement, que le Luxembourg a joué en Europe un rôle pacificateur. Il n'a pas les moyens de faire autrement, mais l'Europe fait partie de la raison d'État du Grand-Duché et je suis reconnaissant au Premier ministre de poursuivre sur cette route.

Manfred Weber, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Meine Herren Präsidenten, sehr geehrter Herr Premierminister! Willkommen im Europäischen Parlament. Es ist gut, die Luxemburger Stimme hier zu haben. Luxemburg ist ein starker Anwalt der europäischen Integration, Gründungsmitglied, und man kann sagen: ein kleines Land, aber ein großer Europäer. Das ist Luxemburg. Und deswegen: Willkommen.

Luxemburg hatte auch in der Geschichte der Europäischen Union gehabt und hat auch heute viel Einfluss. Sie haben sich bei den sechs Europaabgeordneten bedankt. Ich möchte noch Jean-Claude Juncker mit dazu nehmen, der ja immerhin an der Spitze Europas steht als Kommissionspräsident. Auch die früheren Spitzenvertreter wie einer der Gründer Europas, Joseph Bech, und Jacques Santer natürlich sind starke Persönlichkeiten gewesen, die Europa vorangebracht haben. Und Luxemburg lebt natürlich Europa: Mit über 40 % Bürgern aus anderen Mitgliedstaaten, die in Luxemburg leben, ist es wohl das europäischste Land, das wir heute in Europa haben. Deswegen: Willkommen!

Einen Punkt möchte ich aus Ihrer Rede direkt herausgreifen, den auch Jean-Claude Juncker aufgegriffen hat: Wir reden von Steuersenkungen, und da klatschen die Liberalen typischerweise, aber wir haben nur Steuersenkungsdebatten bei Unternehmen. Das diskutieren wir, weil es da einen Steuerwettbewerb gibt, weil Unternehmen heute danach entscheiden, wo sie die geringsten Steuern zahlen, und deswegen in den Staat gehen, wo sie die geringsten Steuern zahlen. Aber die Menschen, die nicht die Mobilität des Binnenmarktes so stark in Anspruch nehmen, die Arbeiter und diejenigen, die die Mehrwertsteuer zahlen, die in die Supermärkte gehen, die können leider von diesen Steuersenkungen nicht profitieren. Deswegen ist der Punkt, den Jean-Claude Juncker gemacht hat, absolut richtig: Es geht nicht um allgemeine Steuersenkungen, sondern es geht um Steuerfairness. Es geht um die Frage, dass die Konzerne genau den gleichen Beitrag zu unserem Staat zahlen wie andere.

(Beifall)

Ich möchte heute zwei Themen herausgreifen. Herr Premierminister, wir diskutieren ja jede Woche mit Staats- und Regierungschefs. Deswegen habe ich mir vorgenommen, immer zwei Sachen zu akzentuieren in dieser Debatte. Ich möchte heute, weil Sie als Luxemburger da sind, zunächst über den Rechtsstaat reden, weil sie ja Heimat unseres Europäischen Gerichtshofs sind. Walter Hallstein hat gesagt: Die europäische Integration wurde nicht durch militärische Stärke oder politischen Druck geschaffen, sondern durch eine verbindliche Rechtsidee. Europa ist eine Rechtsgemeinschaft. Wir sollten uns einmal vergegenwärtigen, welche revolutionäre Idee dahinter steht, dass nicht das Recht des Stärkeren gilt, so wie es über Jahrhunderte auf diesem Kontinent normal war, sondern dass das Versprechen gilt, dass die europäischen Staatsbürger auf der Grundlage des Rechtsstaats ihr Leben praktizieren und leben dürfen. Dieser Rechtsstaat begründet auch Wohlstand, ist Teil unseres *European way of life*, und er ist heute herausgefordert durch die langen Verfahrensdauern, die wir teilweise haben, durch die Wirtschaft, die eigene Regeln setzt – wir haben das letzte Woche bei Facebook vorgeführt bekommen –, durch den Entzug von Verantwortung von Reichen – Schlagwort Steuervermeidung –, durch die Frage, dass manchmal schwache politische Rückendeckung für die Rechtsinstitute da ist, und natürlich auch das Problem Korruption. Recht darf niemals der Macht folgen, sondern muss immer Macht begrenzen. Das ist das Prinzip, das dahintersteht, und wir müssen uns wieder stärker um unseren Rechtsstaat kümmern. Wir brauchen eventuell gemeinsame Überlegungen, wie wir Juristen ausbilden, ein gemeinsames Verständnis. Wir müssen

darüber nachdenken, dass die Konditionalität, die die Kommission vorschlägt, ein richtiger Schritt in die richtige Richtung ist. Rechtsstaatlichkeit muss in der Zukunft einen Preis haben, wenn sie nicht eingehalten wird. Und Rechtsstaatlichkeit darf kein politisches Thema zwischen Parteien werden, sondern muss neutral, beispielsweise vom EuGH, überwacht werden.

Das zweite Thema, das ich heute herausgreifen will, ist ein Thema, das auch Sie angesprochen haben – ein Thema, das uns allen sehr viel Sorgen machen muss, nämlich die Arbeit unserer Medien. Die Pressefreiheit im Staat, die Medien, sind genauso existenziell notwendig für die Zukunft Europas wie die Justiz. Deswegen müssen wir uns die Dramatik der Situation vergegenwärtigen. Es ist unerträglich, dass im 21. Jahrhundert Daphne Caruana Galizia, Ján Kuciak und gestern in der Ukraine Arkadi Babtschenko ermordet worden sind, offensichtlich in Ausübung ihres Dienstes, nämlich der Aufgabe, die freien Medien hochzuhalten.

Wir stehen vor gewaltigen Herausforderungen. Ich möchte nur zwei herausgreifen. Das eine ist die digitale Herausforderung. Wir müssen uns wappnen, auch unsere Dienste, die staatlichen Strukturen stärken, um in den sozialen Medien den Kampf gegen die *fake news* und gegen die Desinformation und gegen den Hass, den wir dort erleben, aufzunehmen. Wir sind dort noch zu schwach ausgestattet, wir müssen Transparenz schaffen. Ich möchte die Algorithmen kennen, die Facebook, Twitter und andere anwenden, um Nachrichten zu priorisieren oder nach hinten zu *raten*. Und wir müssen darüber diskutieren, wie wir die Meinungsvielfalt sicherstellen. Im Fernsehen, in den Zeitungen und im Radio gibt es Gesetze, die regeln, dass im Wahlkampf alle Parteien einen ordentlichen Platz bekommen. Warum haben wir diese Gesetze heute für die digitalen Medien nicht? Auch dort muss geregelt werden, dass jeder eine faire Chance hat, in Kontakt mit Bürgern zu kommen, wenn Wahlkampf stattfindet. Und eventuell brauchen wir auch Regulierungen, dass in Krisenzeiten die Bürger durch den Staat informiert werden.

Zu guter Letzt: Die klassischen Medien, die Verlage verschwinden, sie verlieren immer mehr an Kraft, an finanzieller Kraft, sie werden übernommen durch russische Investoren, durch andere, die politische Interessen haben und nicht Verlagsinteressen haben. Und deswegen müssen wir über die Transparenz von Besitzverhältnissen bei Medien diskutieren. Wir brauchen einen jährlichen Bericht über die Medienunabhängigkeit – auch in Ungarn, damit da kein Zweifel aufkommt, in allen Staaten der Europäischen Union brauchen wir diese Stärkung. Wir brauchen gemeinsame Standards und vielleicht auch die Überlegung, ob wir die öffentlichen Medien noch mehr stärken können. Diese beiden Punkte sind notwendig, sie unterstreichen das heutige Prinzip Europas. Aber wir müssen sie wieder stärken, damit die Zukunft Europas garantiert ist.

(Beifall)

Maria João Rodrigues, *au nom du groupe S&D*. – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, soyez le bienvenu.

Je suis portugaise et je pourrais vous parler d'une histoire heureuse, qui est celle des relations entre nos deux peuples, mais je suis ici pour parler au nom du groupe socialiste et démocrate.

J'aimerais vous dire, tout d'abord, que votre engagement et l'engagement du Luxembourg en faveur du projet européen sont hautement appréciés. Vous venez de nouveau de le démontrer d'une manière très claire. Le Luxembourg n'est pas seulement au carrefour de l'Europe, il est aussi la clé de voûte de l'intégration européenne. Cette vocation est connue, respectée et hautement appréciée.

J'aimerais profiter de cette occasion pour attirer votre attention sur l'état de l'Europe et sur son avenir. C'est vrai que nous avons connu une période difficile, une période de crise, et qu'aujourd'hui, nous avons un sentiment plus positif. Mais ce qui se passe actuellement en Italie montre la fragilité de notre situation et montre que l'Europe, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, présente des défaillances graves. C'est la situation que connaît l'Italie, en manque d'espoir dans l'avenir, avec un sentiment d'asphyxie, parce que nous n'avons pas pu gérer ensemble la crise migratoire et parce que nous n'avons pas vraiment surmonté la crise de la zone euro. Cela a abouti à une combinaison explosive, avec des régions qui subissent une grande pression migratoire et, en même temps, une hausse très élevée du chômage.

Par conséquent, l'Italie est face à un choix très difficile: accepter l'Europe telle qu'elle est, avec ses lacunes, ou faire un pas vers le précipice, autrement dit sortir de la zone euro, voire de l'Union européenne. Or, on ne peut pas mettre un pays devant un choix impossible. La seule solution pour sortir de cette impasse, c'est de faire en sorte que l'Europe fonctionne beaucoup mieux en faveur de ses citoyens. Tel est l'enjeu.

Monsieur le Premier ministre, il y aura bientôt un Conseil européen décisif. Tout le monde le sait. Il y aura sur la table à la fois la réforme de la politique migratoire européenne et la réponse à apporter à la crise de la zone euro.

Par conséquent, la première question que je vous pose est de savoir si nous pouvons compter sur vous pour être à la hauteur de la situation. Parce que, dans deux jours, la Commission européenne présentera une proposition qui vise à compléter l'Union économique et monétaire sur le pilier budgétaire. Certes, c'est bien de progresser sur le pilier de l'Union bancaire, mais ce n'est pas suffisant, parce qu'il faut doter l'Union économique et monétaire d'un vrai pilier budgétaire qui soutienne l'investissement, qui soutienne la convergence économique et sociale. On ne peut pas continuer dans une situation où, d'un côté, une partie des membres de la zone euro n'ont pas une vraie chance d'investir dans l'avenir et où, de l'autre, l'Europe dans son ensemble a un problème de sous-investissement dans l'avenir.

Ma question est donc la suivante: pouvons-nous compter sur vous pour avancer sur ce dossier, tout en sachant qu'il ne faut pas seulement créer un embryon de capacité budgétaire, mais aussi jouer avec le levier financier du mécanisme européen de stabilité, qui devait être mis dans un cadre communautaire? C'est notre préférence.

J'ai une autre question. S'il est vrai que l'Europe se trouve face à une situation de sous-investissement, elle a besoin d'une stratégie d'investissement ambitieuse entraînée par les objectifs de développement durable et par l'engagement vers le pilier social. Mais cela demande un budget communautaire à la hauteur. Or, on risque de ne pas l'avoir, faute de ressources.

Voici donc ma dernière question: en ce qui concerne les ressources, le moment n'est-il pas venu de faire un pas vers des ressources propres qui devraient comprendre, non seulement les propositions de la Commission mais, à notre avis, une vraie taxe sur le numérique? Il faut avancer sur ce point. Nous ne pouvons plus accepter que notre marché intérieur soit utilisé par les grandes entreprises, sans engagement fiscal.

Par conséquent, Monsieur le Premier ministre, nous attendons de vous un pas courageux, parce que sans une Europe qui fonctionne mieux, le cas italien risque de faire tache d'huile. C'est notre préoccupation.

Hans-Olaf Henkel, im Namen der ECR-Fraktion. – Herr Präsident, meine Damen und Herren! So gut, wie hier Europa dargestellt wird, ist es nicht. Der europäische Patient ist krank, und bevor ein Arzt eine Therapie empfiehlt, erstellt er doch erst einmal eine Diagnose – und das ist heute Morgen nicht geschehen. Ich fürchte, dass das heute Morgen verabschiedete Rezept von mehr Europa dem europäischen Patienten noch den Rest geben wird.

Der dramatische Zuwachs an rechtspopulistischen, rechtsextremen Parteien ist auch das Resultat von zu viel Europa. Und der Brexit – für mich die größte Katastrophe der letzten Jahre – ist eben auch, zumindest indirekt, ein Resultat von zu viel Europa. Es ist ja gut, dass Sie darauf hinweisen, dass die Briten jetzt alle Luxemburger werden wollen – aber, Herr Ministerpräsident, ich hätte schon erwartet, dass Sie mal darauf hinweisen, was das für Europa bedeutet, dass hier ein Land geht, das so groß ist, als würden 9-10 andere europäische Länder auf einmal Europa verlassen.

Auch die Staatskrise in Italien ist unter anderem eine Folge von zu viel Europa – zumindest vom Euro. Sie haben ja darauf hingewiesen, dass der Binnenmarkt irgendwie mit dem Euro zusammenhängt. Es tut mir leid, das ist Unsinn. Die wirtschaftliche Entwicklung der Nicht-Euro-Länder in den letzten 20 Jahren in der EU war viel besser als die Entwicklung der Länder, die den Euro haben. „Buongiorno“, kann man dazu nur sagen.

Es gibt überhaupt kein Land in Europa, das so unter einer *one-size-fits-all*-Währung leidet wie Italien. Vor der Einführung des Euro war Italien noch ein Land mit einem Weltmarktanteil von 6 %. Heute ist dieser Anteil auf 3 % geschrumpft. Das Land ist überschuldet, und die Jugendarbeitslosigkeit in Italien ist eine absolute Katastrophe. Während Italien unter einer aus seiner Sicht viel zu starken Währung leidet, erzielt die deutsche Industrie aufgrund einer aus ihrer Sicht viel zu schwachen Währung einen gewaltigen Exportüberschuss.

Herr Ministerpräsident, Sie haben zu Recht darauf hingewiesen, dass Sie ja glücklicherweise nicht von den Kriegs- und Nachkriegswirren beeinflusst wurden – beziehungsweise Sie mussten sie nicht erleben. Bei mir war das anders: Mein Vater ist im Krieg geblieben, wir wurden zweimal ausgebombt, und ich bin froh, dass wir seit über 70 Jahren Frieden in Europa haben. Aber das hat mit dem Euro nichts zu tun. Das liegt an den Demokratien! Es hat noch nie eine Demokratie gegeben, die eine andere angegriffen hat. Das ist das, was wir pflegen müssen – aber doch nicht den Euro. Also mal ganz davon abgesehen, dass Deutschland sich auch mit den Nicht-Euro-Ländern nicht im Kriegszustand befindet, möchte ich mal darauf hinweisen, was der Euro im Augenblick anrichtet: Gerade in Italien wird derzeit mit antideutschen Parolen Stimmung gemacht. Warum? Ist doch ganz klar: Weil hier der Euro den potenziell größten Gläubiger – nämlich Deutschland – immer wieder dazu zwingt, dem potenziell größten Schuldner – nämlich Italien – dauernd Vorschriften zu machen. Dabei ist doch Frau Merkel nicht von den Italienern gewählt worden.

Nach Griechenland zeigt nun auch Italien überdeutlich: Statt unterschiedliche ökonomische Kulturen den Bedürfnissen einer Einheitswährung unterzuordnen, sollten wir dafür sorgen, dass eine Währung den unterschiedlichen Kulturen entspricht. Statt den Italienern dauernd vorschreiben zu wollen, wie sie im Weltmarkt wettbewerbsfähig bleiben können, sollten wir es ihnen selbst überlassen, ob sie es mit Arbeitsmarktreformen machen, mit Abwertung oder mit einer Kombination von beiden. Die letzten Wahlen in Italien zeigen deutlich, dass immer mehr Italiener das auch so sehen.

Auf die Anfrage der beiden italienischen Abgeordneten dieses Hauses; Marco Valli und Marco Zanni, hatte EZB-Präsident Mario Draghi darauf hingewiesen – und ich zitiere jetzt: „Im Falle eines Austritts aus der Währungsunion hat Italien vorher alle Verbindlichkeiten bei der EZB auszugleichen.“ Hier weist Draghi zwar auf eine große Hürde für einen Ausstieg Italiens aus der Währungsunion hin, aber er deutet auch gleichzeitig damit eine Lösung des italienischen Problems an: Bei einem Austritt aus der Währungsunion – und das sage ich auch als Deutscher – sollte Italien auch finanziell unterstützt werden, und das wäre für uns eine längst fällige Bilanzbereinigung. Hier komme ich zum Schluss: Ein krankes Italien in der Währungsunion ist für alle nicht so gut wie ein gesundes Italien mit einer eigenen Währung.

Presidente. – Vi ricordo che dobbiamo concludere il dibattito alle 11.30. Vi prego di rispettare i tempi a voi assegnati perché più parlate meno parlano gli altri colleghi, grazie.

A nome del gruppo dell'Alleanza dei Democratici e dei Liberali per l'Europa la parola all'on. Verhofstadt.

Guy Verhofstadt, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, first of all I want to say to Mr Henkel that when he says democracy is important, naturally democracy is important, and democracy is important just because of Europe. When there was No European Union, there was authoritarianism, despotism in Europe, fascism in Europe, Nazism in Europe between the two World Wars. And it is since we have the European Union that we have guaranteed democracy in the European Union. That is what we have achieved. That we have achieved.

(Applause)

Et je suis très content que le Premier ministre ait parlé de la liberté de la presse et des valeurs parce que, pour le moment, il y a un problème en Europe, disons-le: les valeurs sont menacées. On s'indigne de l'assassinat de journalistes à Malte ou en Slovaquie, mais alors il faut être conséquent, Manfred, il faut oser réagir contre des États comme la Hongrie de M. Orbán, comme la Pologne de Kaczynski et comme Malte et son système politique corrompu. Il faut oser dire que c'est assez, que ce n'est pas ça, être Européen! C'est là que se trouve la source de nos problèmes. Il faut avoir le courage de le dire, d'arrêter les Orbán de ce monde, les Kaczynski de ce monde et ceux qui pensent qu'un système corrompu, comme à Malte, est un bon système pour alimenter les revenus d'un pays.

Merci donc pour cette vision, Monsieur Bettel, qu'on entend de temps à autre, mais pas suffisamment, dans cette enceinte. Surtout, merci pour le rôle que joue le Luxembourg, parce que chaque fois qu'il faut trouver un compromis à trouver, le Luxembourg est là, avec mon pays et d'autres, pour essayer de trouver les solutions pour aller de l'avant, tandis que, parfois, ce sont les grands pays qui posent des problèmes, disons-le aussi.

M. Henkel a parlé de l'Italie. Ce n'est pas que la crise italienne soit exceptionnelle. En tout cas, ce n'est pas la première fois qu'il y a une crise en Italie, Monsieur Henkel, elle existait déjà avant l'euro, la crise politique en Italie. Il existe aussi des crises politiques dans d'autres pays. Voyez la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne. La formation d'un gouvernement dans ces pays a tout de même pris du temps dans le passé plus ou moins récent.

Le vrai problème que je veux souligner ici est que chaque fois qu'une crise politique touche un État membre important de notre zone euro, elle se transforme tout de suite en une crise de toute la zone euro. Les écarts de taux d'intérêt se creusent, les déficits grimpent, les banques sont en difficulté et, finalement, l'économie et la confiance s'effondrent.

Pourquoi? Pourquoi, quand il y a un problème dans un des États membres de la zone euro, en particulier s'il s'agit d'un grand État membre, pourquoi y a-t-il des problèmes au niveau de la zone euro en général? Mais pour la simple raison que notre monnaie unique, notre union monétaire est inachevée! C'est cela la réalité, Monsieur Henkel: l'union monétaire est inachevée. En effet, l'euro est la seule monnaie au monde derrière laquelle il existe seulement une autorité monétaire, la Banque centrale européenne, mais pas d'autorité politique et pas d'autorité budgétaire. C'est là le vrai problème! C'est sous cet angle, Monsieur Henkel, qu'il faut analyser la crise italienne.

La réalité est que nous gérons l'union monétaire avec un contrat intergouvernemental entre les 19 États membres de la zone euro, et quand il y a des problèmes politiques dans un de ces États membres, tous les autres États membres de la zone euro sont automatiquement touchés.

Il faut donc casser cette logique, et pour casser cette logique, il ne faut pas retourner en arrière, Monsieur Henkel, il faut aller de l'avant! Et aller de l'avant, cela veut dire qu'il faut exécuter et mettre en pratique ce que recommandent tous les rapports de l'OCDE, du FMI, de la Banque centrale européenne, de la Commission européenne et du Parlement européen, à savoir qu'il faut un gouvernement pour la zone euro, une capacité budgétaire pour la zone euro, un ministre des finances pour la zone euro et qu'il faut une union bancaire complète et un parlement.

And that is my second message, Mr Henkel: why we don't have it; it is absolutely needed now, and I ask Prime Minister Bettel and the President of the Commission to make that the first priority. That does not mean that the Member States do not have to do their homework. What you are saying is true. Between 1970 and 1996, in fact the competitiveness of Italy was as good as that of Germany, and their export figures were as good as those of Germany. But it is not because they entered into the euro, because they did not make the reforms that were necessary, because in the past they could do devaluations of their own currency – and that is no longer possible.

Are you defending devaluation as the way to avoid reforms in a country? Who is paying? Mr Henkel has no problem with it – his income is sufficiently high, he has no problem – but ordinary people with pensions, with savings: their income is reduced and they are paying the price for devaluations. So that is not the solution. The solution is reform, and what Italy has to do is what France has started to do – reforms, reforms, reforms – and then Italy will be saved.

That also means solidarity in the European Union, from north to south. Germany has to accept the proposals of Emmanuel Macron and of the Commission on the reform of the eurozone. Mr Scholz, your Minister of Finance, has to follow Mr Schulz and not Mr Schäuble, if I can say it in one sentence, and there also has to be solidarity from the south with the north. If tomorrow there is a trade war with Trump, we have to be behind German industry, even German cars. When I was young I preferred Alfa Romeo, I have to tell you, to BMW, but nevertheless I think we have to stand in solidarity.

That is my message, and that is also the message, dear Xavier, that we want to hear from the Council. Start – this is the most important thing – the reform of the governance of the eurozone, certainly now that the problems have also started in Italy.

(Applause)

Philippe Lamberts, au nom du groupe Verts/ALE. – Monsieur le Premier ministre, bienvenue dans notre Assemblée. Le Grand-Duché de Luxembourg a toujours fait preuve d'un engagement marqué envers l'Union européenne, et le discours que vous venez de prononcer ici confirme cet engagement. En particulier, nous partageons votre idée que la paix n'est pas banale et qu'elle n'est jamais définitivement acquise. Nous partageons vraiment cette idée selon laquelle la définition de notre souveraineté se construit de plus en plus à travers et grâce à l'Union européenne. Nous partageons aussi cette idée d'une Union européenne libre, forte et ouverte et votre volonté d'accélérer sa construction plutôt que de la ralentir.

Quelques jours après l'entrée en vigueur du fameux règlement général sur la protection des données, je veux rappeler à tous que c'est sous la présidence luxembourgeoise qu'un accord a été trouvé sur ce texte pionnier qui, de surcroît, a été mis sur les rails par l'ex-commissaire Viviane Reding, luxembourgeoise, elle aussi. Et vous me permettrez de revendiquer la fierté que ce soit un ministre vert de votre gouvernement, Félix Braz, qui a conclu la négociation avec le rapporteur vert de ce Parlement, notre collègue Jan Philipp Albrecht.

Nous sommes également heureux de constater qu'à l'instar de votre collègue irlandais qui, en janvier, a inauguré ce cycle de débats, votre gouvernement a fait progresser les valeurs d'égalité et, en particulier, les droits des femmes. Ceci est d'autant plus remarquable qu'au sein de l'Union européenne, certains États membres veulent revenir en arrière dans ce domaine.

Je me réjouis aussi que votre gouvernement ait donné à la transition écologique une plus grande place dans les politiques publiques. Je tiens à souligner le rôle positif joué par Carole DIESCHBOURG lors de la conférence de Paris sur le climat. Très logiquement, sur le front climatique, votre gouvernement soutient la position du Parlement européen, beaucoup plus ambitieuse que celle du Conseil et de la Commission. Sur ce terrain, vous engagez le Luxembourg dans les énergies renouvelables, mais aussi dans une politique d'aménagement du territoire qui respecte nos biens communs: le sol, l'air et l'eau.

De même, si le Grand-Duché a été le protagoniste peu glorieux de la saga *LuxLeaks*, je me réjouis qu'il soutienne à présent le projet de directive européenne sur la protection des lanceurs d'alerte, qui sont tellement essentiels à notre démocratie.

Et vous voyez où je veux en venir car, si, comme écologistes européens, nous sommes globalement fiers des réalisations européennes et nationales du gouvernement au sein duquel travaillent nos amis luxembourgeois, il reste un gros point noir qui nous sépare: la fiscalité.

Depuis les révélations de l'*Offshore Leaks* en 2013, une litanie de scandales ont révélé la manière dont les plus grandes entreprises et les plus grandes fortunes du monde entier éludent et fraudent l'impôt. Certes, le Grand-Duché n'est pas le seul acteur de cette concurrence fiscale insensée qui oppose les États membres entre eux et l'Europe au reste du monde. Mais on peut difficilement nier la part de responsabilité de votre pays, aux côtés notamment de ses voisins du Benelux.

La Commission européenne ne s'est d'ailleurs pas trompée en épinglant récemment le Luxembourg pour ses pratiques fiscales agressives. Nos familles belges fortunées en savent quelque chose, qui ont logé dans votre pays pas moins de 48 milliards d'euros en y créant des sociétés boîtes aux lettres. Et plusieurs de nos Diables rouges, nos footballeurs, n'ont pas hésité à transférer une large partie de leurs revenus publicitaires au Luxembourg pour bénéficier de votre régime, bien trop laxiste, en matière de protection de la propriété intellectuelle.

L'action européenne du Grand-Duché sur le plan fiscal est aussi largement décevante. Quand votre ministre des finances ne joue pas la montre pour retarder l'instauration d'une taxe sur les géants du numérique, il bloque sans état d'âme les initiatives favorables aux intérêts du contribuable européen – ces contribuables, comme le disait Manfred, qui n'ont pas le loisir de jouer un État contre l'autre –, en particulier l'instauration d'un reporting public, pays par pays, pour les multinationales ou la mise en œuvre d'une assiette commune et consolidée pour l'impôt des sociétés.

Bref, votre opposition de principe à toute forme d'harmonisation fiscale, en invoquant le fait que cela voudrait dire une réduction des impôts, au moment où les multinationales n'en paient presque pas – on parle bien d'une augmentation des impôts, en effet, et elle est nécessaire et justifiée – est indigne d'un pays qui prétend défendre le projet européen. Je dirai que de la part du pays qui affiche le plus haut revenu par habitant de toute l'Union européenne, je pense que les Européens pourraient attendre une main tendue plutôt qu'un poing fermé.

Monsieur le Premier ministre, je voudrais conclure en dédiant mon intervention à Camille Gira, votre secrétaire d'État au développement durable, décédé le 16 mai. Il a été dans votre pays un pionnier de l'écologie politique, notamment en transformant son village de Beckerich en vitrine de l'écologie, avec 100 % d'énergies renouvelables, mais surtout avec une participation citoyenne sans précédent. Son modèle de transition écologique par les citoyens a inspiré beaucoup de mandataires verts partout en Europe. Il manquera à l'écologie et il nous manquera. C'était un des nôtres.

Dennis de Jong, *namens de GUE/NGL-Fractie*. – Voorzitter, een hartelijk welkom, ook namens onze fractie, aan de minister-president van Luxemburg, de heer Bettel.

Ik moet wel zeggen dat ik redelijk teleurgesteld ben door uw superliberale toespraak, want de echte vraag van mensen is echt niet hoe goed het gaat met multinationals. De echte vraag van mensen is: wie hebben in Europa de macht? Zijn dat inderdaad de regeringsleiders, is dat het Parlement of zijn dat de multinationals en de grote financiële instellingen?

Als je kijkt naar de ontwikkelingen van de afgelopen dagen, weken, in Italië, dan zie je dat de financiële markten ook heel veel politieke invloed hebben. Als u zegt “belasting verlagen”, dan zien we dat de multinationals dagelijks nog heel veel invloed op u hebben. En het is toch wel verwonderlijk dat we juist van de Commissievoorzitter, de heer Juncker, op het terrein van belastingontwijking nu de goede adviezen krijgen, want gelet op de eerdere discussies – en de persoonlijke betrokkenheid van de heer Juncker – hadden we een andere verwachting.

Maar hij heeft gelijk. Juist op dit punt zijn de burgers in Europa uiterst ongerust. Als u zich als regeringsleiders helemaal laat leiden door multinationals, door grote financiële instellingen, door banken, wat kunt u dan verwachten? Dan gaan mensen angstig worden, dan worden ze inderdaad slachtoffer van extreme groeperingen, vooral ter rechterzijde.

Ik denk dat daar een factor bij komt waar ik u eigenlijk helemaal niet echt over gehoord heb. Dat is de toenemende ongelijkheid in Europa. Oké, in Luxemburg is het inkomen hoog. Maar ik kan u zeggen dat in een heleboel lidstaten de ongelijkheid tussen de *haves* en de *havenots* dagelijks toeneemt, en dat ze daar zien dat in de Europese Unie verhalen – zoals dat van u – de ronde doen dat we de belastingen voor de multinationals moeten verlagen. Hoe denkt u dat dat overkomt in de moeilijke wijken, in de steden? Hoe denkt u dat dat overkomt bij de jongeren in Zuid-Europa die geen werk hebben? Hoe denkt u dat dat overkomt bij ouderen in Griekenland die nauwelijks pensioen meer hebben?

Dat is harde taal, dat is een taal die ongetwijfeld populist in Europa in de kaart speelt. De Europese Unie heeft hier een taak: ongelijkheid tegengaan, zoals organisaties als de OESO zeggen, zoals organisaties als het IMF zeggen. Als u dat doet, als u als regeringsleiders daar uw verantwoordelijkheid pakt, dan doet u het beste, ook met het oog op de Europese verkiezingen.

Ik denk dat daar nog het een en ander bijkomt. U bent niet de enige. Wij hebben in Nederland een minister-president, Mark Rutte, ongetwijfeld een goede vriend van u, die heeft moeten toegeven dat onder druk van de multinationals de dividendbelasting wordt afgeschaft. Een maatregel die niemand begrijpt, die de economie geen goed doet, maar die wel de vriendjes elders in de wereld van de aandeelhouders en van de multinationals die daarvan de vertegenwoordiger zijn ten goede komt. Dat betekent dat de gewone mensen met een hogere btw zitten en weinig en minder sociale voorzieningen hebben. En dan zegt de heer Rutte, net als u: belastingen verlagen.

Ik zou willen dat dit een thema wordt in de Raad van de regeringsleiders en dat, in plaats van de multinationals en de banken te bedienen, de burgers in Europa en met name zij die het moeilijk hebben weer centraal komen te staan. Dan bent u een Europeaan, en anders bent u gewoon een verlengstuk van de multinationals.

Laura Agea, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Primo ministro, Presidente Juncker, questa serie di dibattiti sul futuro dell'Europa rischia di diventare un'altra cosa, un dibattito sul passato, sui fallimenti e sugli errori che hanno portato l'Unione europea a collassare. Se andiamo avanti così, se andrete avanti così, non ci sarà più nulla di cui dibattere.

Una cosa è certa: il futuro dell'Europa dovrà essere molto diverso dal presente. Proprio in questi giorni un paese fondatore, l'Italia, sta vivendo momenti drammatici. Eravamo vicini alla realizzazione di un sogno, ma potremmo svegliarci dentro un incubo.

Quasi venti milioni di italiani, alle elezioni del 4 marzo, hanno premiato due forze politiche che avrebbero dato vita al governo del cambiamento. I nostri obiettivi sono una legge contro la corruzione, mettere mano alle pensioni d'oro, togliere il potere alle lobby, eliminare i privilegi, mettere al centro i cittadini. Ma questo sembra non essere possibile: una manovra ben orchestrata di palazzo, con la complicità di molti, dalla finanza ai poteri forti, sta impedendo la nascita del governo, e proprio in queste ore lo vorrebbe sostituire con un governo non votato, non eletto, e che non avrà nemmeno la fiducia del Parlamento.

Vi chiedo: è questa democrazia? E tutto questo è avvenuto con la complicità dell'Unione europea. Ci avete provato in tutti i modi e a tutti i livelli. Come non ricordare gli avvertimenti e le minacce dei Commissari europei? Che vergogna! Che miseria! Ancora ieri il Commissario Oettinger ha dichiarato a una TV tedesca, salvo poi scusarsi, che i mercati insegneranno agli italiani come votare per la cosa giusta.

Avete capito bene: i mercati insegneranno come votare. Noi siamo indignati e sconvolti, e non deve essere un Commissario tedesco a dire come gli italiani o altri cittadini europei devono votare, né oggi né mai. Lo ripeto, che vergogna e che miseria!

Ma vedete, non siamo neanche sorpresi. D'altronde questa Commissione europea ha fatto di tutto tranne che gli interessi dei cittadini, come ben dimostra, Presidente Juncker, la sua storia. Ci avete fatto passare come moderni barbari dentro le mura di Roma, come quelli che vogliono distruggere l'Unione europea, uscire dall'euro, affossare i mercati. No, non è così! Eppure, mi rivolgo a voi, colleghi deputati, il nostro lavoro qui a Strasburgo e a Bruxelles è chiaro ed evidente agli occhi di tutti. Ve lo diciamo chiaramente, ancora una volta: non vogliamo distruggere l'Unione europea, né l'euro, né i mercati.

Il futuro dell'Europa è a rischio? Sì, e non è per colpa nostra, ma per colpa di questo fallimentare presente che voi avete costruito. E uscite da questi palazzi, ascoltate il grido dei cittadini, non siate sordi, tocca a voi fare i compiti a casa. Dove sono gli *eurobond*? Dove sono i trasferimenti fiscali tra paesi in surplus e quelli in deficit? E il surplus inaccettabile sulle partite correnti di Germania e Olanda.

Approfitto della presenza del Primo ministro del Lussemburgo, Bettel. Perché ci sono ancora i paradisi fiscali nell'eurozona? Il presente che non funziona ce lo chiede l'Europa, ma il futuro dovrà essere – ve lo chiedono i cittadini – il futuro sarà dell'Europa se rimetteremo in discussione quei trattati che la vedono soccombere, se ridiscutiamo l'austerità, la gestione folle dell'immigrazione, i grandi accordi commerciali che danneggiano i cittadini a favore delle multinazionali. L'Europa del futuro non è quella che con una mano taglia le pensioni dei cittadini e con l'altra aumenta del 6 % quelle delle istituzioni europee. L'Europa del futuro rispetta la volontà popolare e non permette che il voto dei cittadini venga calpestato dalle agenzie di rating, dalle banche o dagli interessi particolari di qualche Stato.

Sì, è vero, avete vinto ancora voi oggi. Godetevi questi momenti! Coraggio, liberisti, andate pure a festeggiare col ghigno e l'ignoranza dei primi della classe. Vedete, è questione solo di tempo, e poi il governo del cambiamento nascerà in Italia, e poi ne nasceranno altri in tutta l'Europa. Ecco l'unico grande futuro che noi immaginiamo per l'Europa: il cambiamento, non esiste altro, nient'altro che il cambiamento.

Marcel de Graaff, on behalf of the ENF Group. – Mr President, the future of Europe will be bright after the collapse of the EU, and we are now witnessing the death struggle of this failed project. We see it in the elimination of the freedom of speech and the demonisation of political opponents and the acceleration with regard to the EU army. We see it in the acceptance of state violence against the people of Catalonia and the opposition against democratic governments of Poland and Hungary and the sabotage of Brexit. We see it in the creation of an enemy image of Russia and of the United States of America, a long-standing ally. These are all rearguard actions of a union which already failed.

Turning the EU into a Soviet-style empire will not avert its inevitable end, and it's already showing widening cracks. It's a union that consists of irresponsible liberals in the west and of realists in the east; of dictating money-suppliers in the north and suppressed receivers in the south. It's a union of happy migrants that profit from our welfare state and miserable citizens who are just good enough to pay the bill but are silenced about their grievances.

This union creates more problems than it solves. We have seen a debt crisis, a migrant crisis and now a crisis in political freedoms. What started as a project to progress peace through trade has deranged into a suppressive, totalitarian instrument of a globalist elite.

The last fundament off this bankrupt union is the unlimited printing of money by the European Central Bank. Imagine the shock when Italy was about to install a eurosceptic government, and there again the EU showed its ugly face of dictatorship. It denied the Italian people their rightful government.

This union that has sold his soul to investors in the Middle East cannot last and should not last. Turkey is turning into an Islamic society and Erdogan is overturning the achievements towards a secular state. Journalists, professors, military personnel are being jailed. Christian property is being seized. Genocide is being committed on the poorest part of the population. And firmly stands the EU to protect? No, not the values of human life, not the freedom of the secular state and rule of law. No, it stands firmly to let Turkey become a member of the EU.

In the UK, Muslim grooming gangs have abused hundreds of children. They were abused, raped, some even killed, and although the authorities knew about it, they were reluctant to act – and when it finally blew out in the open, they tried to cover it up. In Germany, Sweden, the Netherlands, hundreds of young girls are victim of grooming gangs – and where is the protection of our children? Where is the outrage in the EU? It's not there. The EU does not and will not protect our children; instead it sacrifices them. The EU elite welcomes these child rapists and still does. Honest and strong men like Tommy Robinson are silenced and thrown in jail to be murdered by inmates. That is the true character of the EU.

The EU has no right to a future. The EU has no future. The future of Europe is to the nation states and its people.

Λάμπρος Φουντούλης (ΝΙ). – Κύριε Πρωθυπουργέ, το μέλλον της Ευρωπαϊκής Ενώσεως προδιαγράφεται αβέβαιο όσο επικρατούν απόψεις σαν και αυτές που ακούμε εδώ σήμερα και, κυρίως, όσο διαπράττονται ενέργειες σαν και αυτές που παρακολουθούμε τα τελευταία χρόνια. Η Ευρωπαϊκή Ένωση προσπαθεί να πνίξει κάθε διαφορετική άποψη που στηρίζει εθνικές πολιτικές, βαφτίζοντάς τις λαϊκιστικές, ευρωσκεπτικιστικές και ακραίες. Αυτό που συνέβη πριν από λίγες ημέρες στην Ιταλία είναι ουσιαστικά πραξικόπημα με τη στήριξη, εάν όχι την καθοδήγηση, του Βερολίνου και των Βρυξελλών και διέλυσε τα τελευταία προσχήματα που προσπαθούσε η κυρίαρχη μέχρι σήμερα πολιτική τάξη να κρατήσει. Όχι, κύριε Επίτροπε Oettinger, δεν θα μάθουν οι αγορές στους Ιταλούς πώς να ψηφίζουν. Εσείς, που είστε διορισμένος και όχι εκλεγμένος, πρέπει να μάτετε να σέβεστε την ετυμηγορία των ευρωπαίων πολιτών. Φαίνεται πως η δημοκρατία είναι καλή μόνο όταν οι πολίτες δεν αποφασίζουν να στραφούν ενάντια στις επιθυμίες σας. Η Ιταλία σήμερα είναι απλά ο τελευταίος κρίκος σε αυτή τη μακρά αλυσίδα αντιδημοκρατικών επεμβάσεων της Ενώσεως. Θυμόμαστε όλοι την απαράδεκτη και ξεκάθαρα εκβιαστική στάση των θεσμών εναντίον της Ελλάδος, παρά τη θέληση του ελληνικού λαού, όπως αυτή εκφράστηκε με το δημοψήφισμα του Ιουλίου του 2015. Θυμόμαστε επίσης τη συνεχιζόμενη μέχρι σήμερα προσπάθεια ανατροπής του Brexit, καθώς και τις πιέσεις που πολλοί προσπαθούν να μετατρέψουν σε κυρώσεις εναντίον της Πολωνίας και της Ουγγαρίας, απλά και μόνο γιατί οι λαοί αποφασίζουν διαφορετικά από τα σχέδια της νομενκλατούρας των Βρυξελλών. Με συμπεριφορές σαν και αυτή, να είστε σίγουρος πως οι ημέρες της Ευρωπαϊκής Ενώσεως με τη σημερινή της μορφή είναι μετρημένες και θα φέρετε το βάρος της ευθύνης που σας αναλογεί. Τέλος, κύριε Πρωθυπουργέ, αν έχετε την καλοσύνη, θα ήθελα να με πληροφορήσετε, στο πλαίσιο πάντα της ευρωπαϊκής αλληλεγγύης, πότε θα μετατραπεί το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου σε μια κανονική χώρα και θα πάψει να είναι ένας φορολογικός παράδεισος, καταφύγιο για τα κέρδη των μεγάλων πολυεθνικών εις βάρος των υπόλοιπων λαών της Ευρώπης;

Xavier Bettel, Premier ministre du Luxembourg. – Monsieur le Président, je tiens à remercier tous les intervenants de ce premier tour de table

Premier constat, sur lequel je me permets d'insister: certains disent que l'Europe va mal, qu'elle a déjà connu des temps meilleurs. Oui, nous avons déjà connu des époques plus glorieuses, et je dois vous dire que le Brexit représente un coût pour nous tous. Quant à vouloir condamner les électeurs pour le choix qu'ils ont fait – et c'est la même chose pour l'Italie –, ce serait une deuxième erreur de notre part.

Les Britanniques ont choisi le Brexit. Je le regrette, mais je dois respecter ce choix. Les Italiens ont voté pour ce qu'ils ont voté, ce n'était pas mon choix préféré, mais je dois le respecter. Vouloir condamner ce choix et dire qu'ils se sont trompés, qu'on veut leur apprendre et que nous, en tant que chefs d'État ou chefs de gouvernement, vous en tant que Parlement européen ou en tant que Commission, nous devons leur dire ce qu'ils ont à faire, ce serait ne pas les comprendre et les pousser encore plus vers les extrémités, alors que c'est vers le centre qu'il faut essayer de les ramener.

Oui, en tant que Premier ministre luxembourgeois – poste qui a une durée de vie plus longue qu'en Italie, qui va avoir son quatrième Premier ministre en cinq ans, alors que Jean-Claude Juncker a occupé ce poste pendant 19 ans –, je pense que nous avons tout simplement une obligation de montrer ce qui marche aussi. J'ai connu le Brexit, j'ai connu la situation avec la Grèce, j'ai connu la crise des réfugiés, j'ai connu des situations pour lesquelles, il est vrai, on n'a pas réussi à trouver tout de suite des solutions.

Quelqu'un l'a dit dans cette enceinte, à propos de la crise des immigrés et des réfugiés: oui, nous avons besoin d'une solution commune, nous avons besoin d'une politique d'immigration commune. Nous ne trouverons pas de solution tant que nous pensons que chacun doit faire son calcul individuel et régler ce problème individuellement. Nous devons le faire en commun. Certains disent que l'Europe, c'est terminé. Arrêtons de faire les sirènes du national en pensant qu'on arrivera à une solution. On n'y arrivera pas au niveau national, ce n'est qu'ensemble que nous pourrons le faire.

Monsieur Henkel a évoqué le fait qu'il n'y a jamais eu de guerre. Aujourd'hui, en Ukraine, nous avons une situation conflictuelle qui est toujours tendue. Celui qui croit que l'Ukraine, c'est réglé, se trompe. Mais le seul document, le seul texte, le seul engagement que j'ai aujourd'hui, c'est celui du format Normandie, élaboré par les dirigeants européens autour de la table. Ce sont eux qui ont obtenu des engagements du côté ukrainien et du côté russe. Sans l'Union européenne, je ne sais pas où en serait l'Ukraine aujourd'hui. Donc, arrêtons de dire que sans l'Europe, il n'y aurait pas de paix. À l'époque, en 1945, qui aurait cru que 12 ans plus tard, en 1957, on serait autour d'une table et qu'on créerait quelque chose ou qu'on aurait envie de construire quelque chose ensemble? Je tiens à vous rappeler que l'Ukraine est juste à côté de l'Union européenne et ne connaît pas la paix.

Monsieur Lamberts, permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour l'hommage que vous avez rendu à Camille Gira – c'est vrai que cela a été un choc pour nous tous –, qui était secrétaire d'État dans mon gouvernement, qui a fait une crise cardiaque alors qu'il présentait son texte le plus important de sa législature, qui était la protection de l'environnement. Pour ceux qui ne le savaient pas encore, je précise que le choix des Verts pour remplacer Camille Gira s'est porté sur votre voisin, qui quittera votre assemblée et avec qui je me réjouis déjà de travailler au sein de mon gouvernement.

Vous et d'autres personnes ici présentes avez parlé du Luxembourg comme d'un paradis fiscal. Avez-vous vu les textes législatifs qui ont été élaborés ces quatre dernières années? Avez-vous lu les rapports de l'OCDE? Avez-vous lu les rapports de la Commission européenne? Regardez les textes en face et vous constaterez que le Luxembourg d'aujourd'hui n'est plus sur aucune liste noire d'institutions internationales, que le Luxembourg est considéré comme *compliant*, que nous avons fait ce que nous avons le devoir de faire et que les directives qui devaient être transposées en matière de transparence, d'échange, de collaboration ont été transposées.

Pour ceux qui ne le savent pas, je veux bien leur faire parvenir une note avec tous les textes et tous les efforts que le Luxembourg a fournis. Et permettez-moi aussi de citer les dernières études réalisées par la Commission européenne:

«The Commission takes note of the positive step taken by Luxembourg».

À ce titre, on peut mentionner la prochaine transposition d'une directive qui permettra, le cas échéant, d'augmenter encore l'efficacité dans la lutte contre les structures agressives de planification fiscale, etc. Si vous pensez que ce sont des boîtes aux lettres, venez voir les sociétés au Luxembourg, notamment celles de plus de 2 000 ou 3 000 personnes qui travaillent dans le secteur du numérique.

Monsieur le Président, je crois que c'est M. Lamberts qui a dit que le ministre des finances luxembourgeois bloquait certaines avancées. On ne bloque pas pour bloquer, croyez-moi! Les GAFA, ce n'est pas un dossier luxembourgeois, loin de là! N'oublions pas que demain la Grande-Bretagne ne sera plus dans l'Union européenne. C'est très bien, aujourd'hui, de faire des calculs à court terme et de se dire que oui, c'est top, telle entreprise quitte Londres et va s'installer à Paris, à Francfort, à Berlin, à Amsterdam, à Dublin ou à Luxembourg. On s'en réjouit. Mais je n'ai pas envie que, demain, la Grande-Bretagne, ou déjà aujourd'hui les États-Unis, l'Asie ou Hong Kong deviennent des refuges pour les sociétés qui quittent ou quitteront l'Europe, parce que l'Europe applique des taxes qui n'existent pas ailleurs. Par conséquent, agissons au niveau de l'OCDE. Nous savons que l'OCDE travaille là-dessus, alors dotons-nous des outils que nous voulons, mais au niveau le plus large possible.

Personne n'a parlé de la taxe sur les transactions financières. Personne n'a abordé ce sujet aujourd'hui. Si certains veulent cette taxe, qu'ils l'appliquent. Au Luxembourg, nous ne sommes pas contre cette taxe, mais appliquons-la à un niveau international. Arrêtons de vouloir pénaliser notre propre continent! L'Europe est entre l'Asie et les États-Unis, deux blocs qui sont nos concurrents directs. Alors, faisons quelque chose aussi de notre côté pour notre attractivité, pour notre industrie, pour notre économie, pour nos finances.

Par conséquent, je tiens à vous dire que le Luxembourg est tout à fait d'accord – et tout le monde l'a dit ici, que ce soit Jean-Claude Juncker, que ce soit vous – pour imposer les GAFA. Il n'est pas acceptable que des sociétés ne paient pas de taxes. Nous sommes les premiers à dire qu'elles doivent en payer, mais essayons d'éviter que demain elles aillent ailleurs sur notre continent pour échapper à l'impôt et que notre pays perde des emplois et des recettes fiscales.

M. Weber a parlé de l'état droit et de la liberté de la presse. Ce sont des éléments fondamentaux de notre Union européenne. Si nous estimons que la liberté de la presse ou l'état de droit sont accessoires, ce serait réduire l'Europe à quoi? Juste à la finance? Juste à l'économie? Juste au libre-échange? En 1957, la base de l'Union européenne, que je vous ai décrite tout à l'heure, c'était celle de vouloir mettre les peuples ensemble, de se rapprocher, d'avoir des valeurs à partager. Ces valeurs, elles n'étaient pas pécuniaires, elles étaient aussi humaines.

Je sais qu'il y a des discussions au niveau du Conseil européen et vous allez sûrement en avoir ici concernant les Fonds structurels. Faut-il lier les Fonds structurels aussi en ce qui concerne ce point? Je veux juste vous mettre en garde. Si on ne le fait que dans un certain pays, son dirigeant dira: «Je n'ai plus de bourses Erasmus, je n'ai plus d'aides pour les agriculteurs, c'est Bruxelles qui a décidé». Ne risquons-nous pas de provoquer une réaction qui sera contraire à celle que nous voulons? C'est-à-dire que le dirigeant de ce pays aura encore plus de facilité, dans sa capitale, à expliquer à son agriculteur et à son étudiant, à celui qui, jusque-là, bénéficiait d'aides européennes, qu'il ne les aura plus parce que «Bruxelles» a décidé qu'il n'était pas conforme à ce que eux, ces Bruxellois, ces gens avec lesquels il n'a rien à voir, ont en tête, parce que tel ou tel bénéficiaire ne rentre pas dans le schéma que «Bruxelles» a imposé.

Je suis partisan d'autres systèmes. Quand quelque chose ne fonctionne, c'est que nos règles ne sont pas bonnes. On voit aujourd'hui que l'article 7 ne fonctionne pas parce qu'il faut l'unanimité. S'ils sont deux, il y en aura toujours un qui soutiendra l'autre. Je suis d'avis qu'il vaut mieux, dans ce cas, dire au politicien qui arrive à Bruxelles qu'il n'aura pas le droit de vote lors du prochain Conseil européen. Ou alors, nous devons trouver des règles qui fassent mal aux politiques, aux responsables, pour qu'ils disent eux-mêmes que, vu leurs décisions, vu l'état de la situation dans leur pays, qu'on les sanctionne eux, mais pas leur population directement, car nous risquons de renforcer le sentiment anti-européen parmi cette population.

En ce qui concerne l'état de droit, je sais que la Commission européenne a menacé de saisir le Tribunal et la Cour. J'espère qu'on ne va pas en arriver là, et je fais confiance à Frans Timmermans pour continuer à expliquer aux pays concernés que l'état de droit est quelque chose de très important pour nous.

Un certain nombre de parlementaires ont parlé de l'Europe sociale. On n'en parle pas assez, de l'Europe sociale. C'est un libéral qui vous le dit. On ne parle pas assez de l'Europe sociale. Une des causes du Brexit, une des causes de la montée de certains partis anti-européens, c'est que les citoyens ont l'impression que l'Europe ne les touche pas. C'est pour cela que nous devons expliquer aujourd'hui que grâce à la directive sur le détachement des travailleurs, grâce à un certain nombre de points, nous essayons de mettre en place une Europe plus sociale.

Vous savez que le président Juncker est très engagé en faveur de l'Europe sociale. Je suis très content qu'à Göteborg, nous avons eu une réunion avec les dirigeants européens pour avancer dans ce dossier. Oublier l'Europe sociale serait aussi grave qu'oublier que nous avons une Europe des valeurs. Il faut une Europe sociale autant qu'il faut une Europe des valeurs, une Europe démocratique.

Quelqu'un a aussi parlé tout à l'heure de la politique étrangère. L'Europe doit avoir une politique étrangère si elle ne veut pas perdre sa place sur la scène internationale. En tant que continent, elle représente la force économique la plus importante au monde. Or, j'ai l'impression que nous avons des complexes. Si un continent dit quelque chose, nous, en tant que continent européen, en sommes réduits à réagir. Nous n'anticipons pas. La politique étrangère européenne est indispensable si nous avons l'ambition de nous faire entendre sur la scène internationale dans ce domaine. Je pense que le passage au vote majoritaire sera nécessaire. Aujourd'hui, n'importe quel pays peut bloquer toute avancée. Si nous n'arrive pas à nous mettre d'accord, ce n'est pas possible que 500 millions de citoyens soient privés de position commune parce qu'un pays a décidé de faire blocage.

Aujourd'hui, nous sommes pris en étau. La plus grande crainte de nos citoyens, c'est l'insécurité, c'est l'Iran, c'est ce qui se passe en Syrie, c'est ce qui se passe autour de nous. Si nous-mêmes, nous n'arrivons pas à avoir une position commune et à dire ce que nous voulons faire, nous avons déjà perdu d'avance toute place que nous ambitionnons d'avoir, dans un débat traitant d'une stabilisation des relations internationales.

En ce qui concerne les investissements et la réforme de la zone euro, nous pensons qu'il est important que le Parlement joue un rôle central, en particulier dans la refonte de la zone euro. Mais dire dès maintenant qu'il faut un ministre de la zone euro ou qu'il n'en faut pas, c'est la même chose que les questions institutionnelles, personne ne m'a questionné à ce sujet. Ce qui importe actuellement, c'est d'avoir un euro qui fonctionne. M. Henkel a critiqué l'euro, mais je pense que sans l'euro, notre situation, aujourd'hui, serait plus délicate. Mais nous sommes d'accord sur une analyse, Monsieur Henkel. Si l'Italie se porte bien économiquement, c'est bien pour nous tous. Si l'Italie ne se porte pas bien économiquement, ce n'est pas bien pour ce pays, mais ce n'est pas bien non plus pour aucun d'entre nous.

Je tiens en tout cas à vous remercier pour ce premier jet de questions. Encore une fois, ceux qui pensent qu'ils ont devant eux un europhile qui trouve que tout est parfait, qui vit dans un rêve ou qui s'imagine que tout va bien se trompent.

J'ai des origines très diverses. La plupart d'entre vous ne le savent pas. J'ai une grand-mère russe qui était orthodoxe, j'ai un grand-père polonais qui était juif, j'ai un grand-père luxembourgeois qui était catholique et une grand-mère française qui était athée. Aujourd'hui, mon mari est belge et je suis libre de parler devant vous. Sans l'Europe, je ne le serais peut-être pas.

Guy Verhofstadt (ALDE). – Mr President, I want to raise a point of order, not about the debate, and I would like to thank the Prime Minister.

I want to ask you to prepare a statement for the plenary at 12.00, as President of the Parliament, on the arrest of Bill Browder in Spain on a Russian arrest warrant. I think that Europe has to react to this immediately. An American citizen, who is in fact fighting for justice in Russia, cannot be arrested in Europe based on a Russian arrest warrant. We as Europeans were always at Bill Browder's side from day one in this case, the Magnitsky case. Mr President, I would like to ask if you could prepare something for 12.00. It is better to ask this now than at 12.00.

(Applause)

Presidente. – Grazie per la proposta. Passiamo ora al dibattito. Vi prego di rispettare il tempo previsto, un minuto per ogni deputato, per il *catch the eye*. On. Gardini.

Procedura «catch the eye»

Elisabetta Gardini (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ringrazio il Primo ministro del Lussemburgo, ha fatto discorsi in parte molto condivisibili, ha espresso anche vicinanza all'Italia e comprensione per il momento che passa.

Io condivido quanto Lei dice rispetto alla necessità di un'Europa più forte, più competitiva rispetto ai paesi e alle sfide che altre grandi economie ci lanciano. Però io volevo chiederle: non crede che la crisi economica del 2008 abbia messo in evidenza la necessità che questa Unione europea, che a suo tempo ha abbandonato in qualche modo un progetto di armonizzazione fiscale, per limitarsi invece al coordinamento delle politiche sia fiscali che sociali, e che si è limitata quindi ad un governo delle differenze, abbia in qualche modo posto le premesse per tanta insoddisfazione, diffidenza, ma soprattutto sofferenza di tanti cittadini, imprese e famiglie?

Non crede che sia arrivato il momento di porre rimedio a questi effetti negativi che questa *tax competition* crea, di correggere le distorsioni esistenti, che proprio questa competizione fiscale all'interno dell'Unione europea provoca? Lo vediamo un po' tutti i giorni.

Mady Delvaux (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, vous êtes à la tête, un pays qui est traditionnellement pro-européen. Le Luxembourg sait ce que nous devons à l'Union européenne, la paix, la sécurité et la prospérité et, en tant que petit pays, nous avons besoin de faire partie d'un ensemble plus grand pour défendre nos valeurs et nos intérêts dans un monde globalisé. Il est donc logique que vous lanciez un appel à plus d'union et à la solidarité, et je vous soutiens dans cet appel. La solidarité est, en effet, le liant de l'Union européenne. C'est à ce prix que nous pouvons avancer pour réduire les inégalités entre les pays, les États membres et les régions.

Mais je pense qu'il faut aussi mettre en cohérence les paroles et les actes. La solidarité devrait donc aussi s'exprimer dans les dossiers de tous les jours, autres que ceux de la migration.

Les États membres, et donc aussi le Luxembourg, placés devant le choix, ne doivent-ils pas, le cas échéant, placer les intérêts européens avant les intérêts nationaux?

Mirosław Piotrowski (ECR). – Panie Przewodniczący! Po zapowiedzianym wyjściu Wielkiej Brytanii z Unii Europejskiej w Parlamencie Europejskim w Strasburgu odbywamy cykl debat na temat przyszłości Europy z udziałem prezydentów i premierów państw członkowskich. Słyszymy o wielu pomysłach na sanowanie naszej organizacji – najczęściej technicznych. Trzeba jednak zwrócić uwagę na podstawę, czyli fundament Unii Europejskiej. To bez wątpienia chrześcijaństwo, do którego nawiązywali ojcowie założyciele – Robert Schuman, Alcide De Gasperi, Konrad Adenauer. Dziś słyszymy jedynie o komunizmie Altiero Spinellim, który domagał się likwidacji państw narodowych.

I druga sprawa – demokracja. Mowa była o koncernach internetowych. Jeśli wpisujemy w wyszukiwarce internetowej hasło „deficyt demokracji” to wyskakuje nam Unia Europejska. Nawet George Soros, przyjaciel komisarzy, pana Junckera i Timmermansa, po referendum w Wielkiej Brytanii publicznie stwierdził, że Unia Europejska to konstrukcja wadliwa. Trzeba więc naprawiać, oddając głos obywatelom krajów członkowskich, którzy nie będą krępowani, a nawet terroryzowani przez brukselskich urzędników.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Monsieur le Président, Monsieur Bettel, vous avez parlé de la génération Erasmus. Il y a beaucoup de députés qui ont aussi été en Erasmus.

Je vais vous poser aussi une question européenne qui concerne la lutte contre l'évasion fiscale des multinationales et la concurrence déloyale. Après les révélations de *LuxLeaks* qui ont dévoilé certains accords fiscaux très avantageux, la polémique sur les avantages fiscaux accordés à certaines entreprises était centrale. À l'époque où M. Juncker était Premier ministre, le Luxembourg faisait systématiquement obstruction aux avancées du groupe de travail sur la fiscalité au sein de Conseil européen. Quelle est votre position aujourd'hui?

Je vous rappelle aussi le rôle fondamental de la commission TAXE du Parlement européen, qui a émis une recommandation sur la protection des lanceurs d'alerte. Vous avez parlé de la liberté d'expression, mais les deux lanceurs d'alerte jugés au Luxembourg sont les symboles du manque de protection des lanceurs d'alerte en Europe.

En avril 2018, la Commission a publié son projet de directive sur la protection des lanceurs d'alerte. Quelle sera votre proposition au sein de l'Union européenne?

Martin Schirdewan (GUE/NGL). – Herr Präsident! Geehrter Herr Premierminister, ich habe Ihren Ausführungen und Ideen zur Zukunft Europas mit großer Aufmerksamkeit zugehört, und es klingt ja auch alles erstmal schön und gut, aber es ist trotzdem sehr sehr widersprüchlich. Einerseits sprechen Sie von Steuergerechtigkeit, andererseits wissen wir, dass Luxemburg mit seiner Unternehmenssteuerepolitik einen gewaltigen Steuerdumpingwettbewerb in der EU befeuert. Und auch, wenn Sie dieses Wort nicht mögen – dieses Steuerdumping hat in seiner Konsequenz negative Auswirkungen auf die tagtäglichen Lebensbedingungen der Mehrheit der Menschen in Europa, denn in deren Alltag fehlt das Geld für Investitionen in Schulen, Kindergärten, Bildung, Forschung und Gesundheit.

Sie sprechen davon, dass Luxemburg seine Hausaufgaben in Steuerfragen gemacht habe. Doch Luxemburg hat sich bei der schwarzen Liste – um Ihnen einige Beispiele zu geben, dass dem nicht so ist – gegen das Null-Prozent-Kriterium ausgesprochen, hat sich gegen das öffentliche Register im Kampf gegen Geldwäsche gewandt und ist gegen die öffentliche Land-zu-Land-Berichterstattung vorgegangen, die Steuervermeidung unterbinden soll. Ich frage mich und ich frage Sie, wie dieses widersprüchliche Verhalten zu den von ihnen vorgestellten Zukunftserwartungen von Europa passen soll.

Jiří Payne (EFDD). – Pane předsedající, pane premiére, vyjmenoval jste několik věcí, o kterých se domníváte, že jsou hlavními v Evropské unii. Já opakovaně upozorňuji na to, že už desítky let – 60 až 70 let – se Evropská unie potýká s demokratickým deficitem. A to je hlavní problém Evropské unie. To je důvod, proč lidé nechodí k volbám, proč se nemohou s Evropskou unií identifikovat. Je nejvyšší čas, abychom začali uvažovat o alternativě, o jiném uspořádání evropského kontinentu, kde nebude demokratický deficit, o uspořádání, se kterým se mohou identifikovat občané, a je to další alternativa vedle pěti variant, které představila Evropská komise, o kterých bychom mohli diskutovat, ale které všechny pokračují v budoucnosti s demokratickým deficitem.

Je nutné zahájit debatu o skutečné alternativě. Já jsem před několika měsíci rozeslal takový text, kde jsem jednu variantu, jak by mohla vypadat Evropa v alternativním uspořádání, popsal. Chtěl jsem poděkovat, protože vaše ministerstvo zahraničí mně na moji iniciativu odpovědělo a alespoň naznačilo, že vlastně v Lucembursku je největší ochota bavit se o alternativním uspořádání evropského kontinentu, kde by nebyl demokratický deficit, kde by nebyla ohrožována demokracie, práva občanů, jejich demokratické právo volit právě instituci, jako je Evropská unie, která jim znemožňuje demokraticky ovlivňovat to, co se v Evropské unii děje.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρωθυπουργέ, καλώς ήρθατε στο Κοινοβούλιο! Αναφέρατε κατά τη διάρκεια της ομιλίας σας ότι η εθνική κυριαρχία εντάσσεται στην παγκοσμιοποίηση. Με δεδομένο ότι η παγκοσμιοποίηση στηρίζεται στη διάλυση των κρατών και των εθνών, θεωρώ ως αντιφατική αυτή την τοποθέτησή σας. Θεωρείτε ότι στο μέλλον θα πρέπει τα ευρωπαϊκά κράτη να γίνουν υποτελείς και διεκπεραιωτές θεμάτων μιας παγκοσμίου κυβερνήσεως ή κάτι διαφορετικό; Είπατε επίσης, πολύ σωστά, ότι πρέπει να υπάρχει ασφάλεια στα εξωτερικά σύνορα. Πώς όμως είναι δυνατόν αυτό να υλοποιηθεί, όταν έχει αφαιρεθεί η αρμοδιότητα αυτή από τα κράτη των εξωτερικών συνόρων και έχει ανατεθεί στον Frontex, του οποίου η αποστολή έχει αποτύχει παταγωδώς, όπως έχουν αποδείξει τα μέχρι τώρα δεδομένα; Πώς θεωρείτε ότι πρέπει η Ευρωπαϊκή Ένωση να αντιμετωπίσει συνολικά το θέμα της παράνομης μεταναστεύσεως, ούτως ώστε να πάψει η Ελλάδα να αποτελεί χώρο συγκεντρώσεως και μονίμου εγκαταστάσεως παράνομων μεταναστών; Αλήθεια, το Λουξεμβούργο πόσους παράνομους μετανάστες φιλοξενεί; Πώς θεωρείτε ότι θα είναι το μέλλον της Ευρώπης, όταν καταργηθεί η αρχή της ομοφωνίας και η Ευρώπη μετατραπεί σε Ευρώπη δύο, τριών ή περισσότερων ταχυτήτων; Τέλος, ποιες είναι οι σχέσεις της Ευρώπης του μέλλοντος με μία ισλαμική Τουρκία;

Viviane Reding (PPE). – Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord dire que le Premier ministre luxembourgeois s'est montré très engagé dans les réponses qu'il a données aux parlementaires. Merci.

Oui, le Luxembourg a toujours été le moteur de l'Union européenne depuis les fondements. Oui, le Luxembourg a été un pionnier quand on pense à l'euro, quand on pense à Schengen. Le Luxembourg a toujours été ce lien indispensable pour créer un pont entre les idées allemandes et les demandes françaises. Alors, je me pose la question: «L'est-il encore?». Parce que nous aurons besoin qu'il le soit.

Le Premier ministre a beaucoup parlé des avancées du passé – elles sont remarquables –, mais il nous faut aussi des avancées concrètes dès à présent. On a dit ici, en plénière, «Action, action, action». Donc, il ne s'agit pas de ce que nous avons bien fait dans le passé, mais de ce que nous allons faire concrètement à l'avenir. Là, j'aimerais bien entendre de la part du Luxembourg – qui, dans le passé, a toujours mis en avant des idées avant-gardistes –, ce qu'il propose pour concilier des propositions contradictoires.

Le Luxembourg en tant que moteur, nous en avons de nouveau besoin aujourd'hui.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señor presidente, señor primer ministro, en primer lugar, gracias por comparecer hoy ante nosotros.

Como este es un debate sobre el futuro, quiero referirme esencialmente a los jóvenes y celebro, en primer lugar, su compromiso con el programa Erasmus, que usted mismo ha vivido. Yo me alegro también de que el marco financiero plurianual que nos presentó el presidente Juncker a comienzos de mes contemple un importante incremento en los fondos para este programa.

Pero también creo necesario que los jóvenes conozcan mejor, en los centros educativos, los antecedentes, los objetivos y el funcionamiento de las instituciones de la Unión. No se puede valorar aquello que no se conoce. Y, por eso, celebro mucho que el pasado 22 de mayo el Consejo aprobara la recomendación de la Comisión sobre la promoción de los valores comunes, la educación inclusiva y la dimensión europea en la enseñanza. Esta asignatura europea, por así llamarla, me parece muy conveniente y celebro mucho esta iniciativa del comisario Navracsics.

En segundo lugar, quisiera señalar un grave problema que hoy afecta ya a toda Europa: la baja tasa de natalidad, el envejecimiento y, por consiguiente, un futuro con menos jóvenes. Tenemos ante nosotros un invierno demográfico, que en algunas regiones ya es un presente, y lo que me habría gustado es que en el marco financiero plurianual la cuestión demográfica hubiera tenido un peso un poco mayor a la hora de repartir los fondos entre las regiones.

Me gustaría, señor primer ministro, que usted compartiera con nosotros algunas reflexiones sobre estos temas vinculados a los jóvenes y al declive demográfico.

Richard Corbett (S&D). – Mr President, it is excellent that this Parliament is discussing the future of Europe. Whether we like it or not, our countries are interdependent. We have to find common solutions to common problems. But there is one government that is conspicuously absent from this debate – that from my own country. There is not even a single Conservative MEP in this debate today, and that is a shame. It is also striking that in the Brexit negotiations, two years after the referendum, the British Government still has no opening position on what it wants to secure in terms of customs relationships. We have a White Paper that is promised for next month – two years after the referendum. Frankly, what is happening is that the Government is discovering that you cannot distance yourself from your neighbours and your main economic partners without paying a terrible economic price. But if you remain close, then of course, you have to play by the same rules as everybody else – without, if you are no longer a member, having a say on those rules. This Government, with its deep ideological divisions, is incapable of finding a solution to this dilemma. It is time it made way for a government that will be constructive and find a solution.

Ruža Tomašić (ECR). – Gospodine predsjedavajući, poštovani gospodine premijeru Bettel, hvala vam na doprinosu važnoj raspravi o budućnosti Europe. Drago mi je da odlučno zagovarate uključivanje građana u ovaj dijalog. Vjerujem da je ta ambicija koju dijelite s francuskim predsjednikom Macronom doista iskrena i da će se građane sve više pitati o smjeru u kojem se Europska unija kreće.

Nažalost, da to nije tako, pokazuju i reakcije na izbore u Italiji na kojima su europska pitanja bila u fokusu. Demokratsku volju talijanskog naroda ponovno se želi suspendirati, a pojedini visoki europski dužnosnici to otvoreno podržavaju. Takvo, neodgovorno ponašanje stvara dodatno nepovjerenje građana u državne i europske institucije, što će naposljetku dovesti do urušavanja cijelog sustava.

Taj naš sustav parlamentarne demokracije, dame i gospodo, bez građana i njihova povjerenja ne može postojati, ma koliko neki to priželjkivali. Imajmo to uvijek na umu!

Marisa Matias (GUE/NGL). – Senhor Presidente, Senhor Primeiro-Ministro, separa-nos a política fiscal do seu país: pode dizer que não é um paraíso fiscal mas, na verdade, atrai multinacionais que retiram recursos a muitos países para equilibrar as suas contas públicas, investir nos seus serviços públicos e, por isso, é uma questão de justiça fiscal. Separa-nos a não proteção dos lançadores de alerta: não é justo que Raphael Halet e Antoine Deltour sejam perseguidos pela justiça. Defendeu aqui muito bem a liberdade de imprensa. Deve defender também quem arrisca a sua vida em nome do interesse comum.

Aproxima-nos a sua visão sobre as migrações. O seu país é o que mais emigrantes acolhe na União Europeia. A maior dessas comunidades é do meu país, Portugal. Nos últimos anos enfrentaram muitas dificuldades, nomeadamente no acesso ao ensino e na questão da língua portuguesa nas escolas. O seu Governo procurou uma solução para esse problema. Peço-lhe que mantenha esse compromisso. Sabe bem como a comunidade portuguesa é importante para a economia do Luxemburgo.

Cristian-Silviu Buşoi (PPE). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, félicitations pour votre discours. Vous êtes un des plus jeunes chefs de gouvernement de l'Union européenne et le représentant d'un pays influent, un des pays fondateurs de l'Union, et votre soutien pour la construction européenne est très important. Je vous ai vu déjà, depuis des années, aux réunions du LYMEC, et je sais que votre attachement aux valeurs européennes est sincère et fort.

J'ai apprécié d'entendre votre soutien en faveur de la politique de cohésion. Cette politique a apporté des résultats concrets pour les citoyens européens. La proposition de la Commission est bonne et équilibrée, et pour mon pays, la Roumanie, elle restera un outil très efficace pour gommer les différences entre les régions les plus pauvres et les régions les plus développées de notre Union.

Concerning tax, tax avoidance is compromising the future of our European Union. It is about tax fairness. As President Juncker and Manfred Weber, Chair of the European People's Party (EPP), stated, it is about contributing to the national budget in a fair way, so I would like to ask Prime Minister Bettel if European citizens can count on his support in moving Europe forward to a fair, sustainable and modern tax system.

Arndt Kohn (S&D). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen, lieber Herr Ministerpräsident! Ich mag Luxemburg, nicht wegen der vielen Tankstellen oder der günstigen Zigaretten – Luxemburg ist ein schönes Land, und die Luxemburger sind ein offenes, ein freundliches Volk. Aber warum stimmen viele Schlagzeilen über Luxemburg die Menschen in Europa nicht so freundlich? Ich zitiere Herrn Kommissar Moscovici, der hat noch im März gesagt, dass die steuerlichen Praktiken in Luxemburg die Gerechtigkeit und gleiche Wettbewerbsbedingungen auf unserem Binnenmarkt untergraben. Und laut Le Soir parken die hundert reichsten Belgier 48 Milliarden Euro in Ihrem *jardin fiscal*. Diese Widersprüche stellen bei vielen Menschen unser gemeinsames Europa insgesamt in Frage. Daher lautet meine Frage an Sie: Wie wollen Sie, wie wollen Sie in Ihrem Land zu mehr Gerechtigkeit, zu einer fairen Besteuerung in Europa beitragen, zu einem besseren Leben für alle in Europa und nicht nur für wenige Besserverdienende?

Und ganz konkret: Unterstützen Sie den Vorschlag der Kommission zu einer gemeinsamen Bemessungsgrundlage und zu länderspezifischer Berichterstattung im Rat, damit wir innerhalb der EU endlich auch in diesem Punkt an einem Strang ziehen können?

Marijana Petir (PPE). – Gospodine predsjedavajući, iako se pozivamo na europske vrijednosti, čini se da ih ne baštimo svi na isti način. Postoje značajne razlike između novih i starih država članica, i u pravima i u standardu.

Hrvatska, Rumunjska i Bugarska još uvijek čekaju ulazak u schengen i za naše građane nije ostvareno pravo slobode kretanja. Na naše tržište stižu proizvodi lošije kvalitete pa bi se moglo pomisliti da se na nas gleda kao na građane drugog reda. To je opasno i ponižavajuće jer ono što nije dobro za vas, nije dobro niti za nas.

Veliki izazov za cijelu Europu su migracije i sigurnosna situacija, no nitko ne poduzima ništa kako bi se zaustavila radikalizacija koja se događa u srcu Europe. Naše europske vrijednosti ozbiljno su dovedene u pitanje, a najviše smo za to odgovorni sami jer donošenjem zakona protiv života, protiv obitelji, protiv naših kršćanskih korijena ne doprinosimo vlastitom napretku nego baš suprotno.

José Blanco López (S&D). – Señor presidente, siendo la lucha contra el cambio climático un gran desafío que tiene el conjunto del mundo, pero también la Unión Europea, creo que el liderazgo que está ejerciendo Luxemburgo en el Consejo de Ministros para impulsar una transición energética hacia una energía limpia es muy positivo y se podrá ver reforzado con la incorporación de Claude Turmes al Consejo de Ministros. Le animo a seguir en esta dirección para conseguir una mayor penetración de las renovables en la próxima Directiva.

Pero es verdad que, conocido el marco financiero plurianual y, ayer, las propuestas en relación con el Fondo de Cohesión, y siendo precisamente el declive demográfico uno de los desafíos importantes que tiene la Unión Europea, no logro comprender cómo el criterio de despoblación no forma parte de los criterios para redistribuir los recursos y así poner el punto de mira en un desafío importante.

Desde luego, señor primer ministro, le invito a que tengan en cuenta este criterio: refuercen, por lo tanto, el objetivo de despoblación como objetivo también prioritario en el Consejo de Ministros de la Unión Europea.

Sirpa Pietikäinen (PPE). – Mr President, I would like to thank Prime Minister Bettel for his very constructive speech. Prime Minister, I would like to ask you very directly: are you are willing, and what are you going to do inside the Council? Because the Member States are quite often the most difficult part of the integration process to work towards a better and faster integration of the EMU area, including monetary union, banking union and economic governance. Are you willing to act in favour of the social dimension to be included in the EU competencies, as proposed? And are you willing to work to include better taxation governance, including the common corporate tax base and also the proposals of unfair tax competition between the countries? Last but not least, is of course the refugee politics.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρωθυπουργέ, καλώς ορίσате! Θα σας κάνω ένα ερώτημα που έκανα και στους προηγούμενους ηγέτες που είχαμε εδώ ενώπιόν μας. Αφορά το μέλλον της Ευρώπης και μάλιστα το θίξατε στην αρχική σας παρέμβαση. Μιλήσατε για την ενεργειακή ασφάλεια. Στην Ανατολική Μεσόγειο, η Ευρωπαϊκή Ένωση διαμορφώνει μια ενεργειακή στρατηγική. Είναι εδώ και ο αρμόδιος Επίτροπος, παρόλο που μιλά με μια συνάδελφό του. Η ενεργειακή στρατηγική της Ευρωπαϊκής Ένωσης στην Ανατολική Μεσόγειο έχει επίκεντρο την Κυπριακή Δημοκρατία και η Τουρκία έχει παρέμβει με στόλο της και παρεμποδίζει τους ενεργειακούς σχεδιασμούς της Κύπρου και της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Θέλω να ακούσω τη θέση σας. Τι πρέπει να κάνουμε; Θα προχωρήσουμε σε κυρώσεις; Σας παρακαλώ, μην προσποιηθείτε ότι δεν ακούσατε την ερώτηση. Οι ηγέτες διαφέρουν από τους πολιτικούς γιατί έχουν θέσεις και στα δύσκολα.

Salvatore Cicu (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Presidente Juncker, Primo ministro Bettel, tra i tanti temi che sono stati affrontati, e condividendo il fatto che l'Europa debba essere sì riformata, ma rafforzata nella sua costruzione, credo che ci sia un tema centrale, quello sicuramente della politica di coesione, ma anche e soprattutto quello della politica commerciale.

Abbiamo approvato in questa legislatura, in questa stagione, due provvedimenti straordinariamente rilevanti e centrali per la nostra industria, per la nostra piccola e media impresa, per la tutela e la difesa di migliaia di posti di lavoro. Io sono convinto che si debba rafforzare meglio e di più questo processo in un concetto di liberalizzazione, ma di pluralismo, ma sicuramente, anche e soprattutto, di regole che all'interno dell'OMC devono essere salvaguardate.

Stiamo attraversando una stagione di dazi che partono da Trump, con la concorrenza sleale della Cina. I nostri lavoratori, la nostra piccola e media impresa vogliono risposte concrete, vogliono cioè che questa Europa sia vicina a loro con i fatti. Io non credo al demagogismo, non credo al populismo, credo ai contenuti, credo alla qualità di un'azione di governo, ma credo anche e soprattutto in un'Europa che superi gli egoismi degli Stati membri.

Ramón Jáuregui Atondo (S&D). – Señor presidente, señor primer ministro, yo comparto con usted la idea de que la unanimidad es imprescindible para una política exterior eficaz. Usted ha dicho que la política por la paz de Europa es una política débil por la unanimidad.

Le pregunto si no cree que esa misma unanimidad es un obstáculo insalvable para una fiscalidad justa en la Unión Europea, para una fiscalidad sostenible con el mercado interior. ¿No cree usted que es necesario superar la unanimidad para poder conseguir en materia fiscal mecanismos que permitan superar la deslealtad existente entre los Estados en materia de fiscalidad, en materia de armonización de la fiscalidad?

Usted dice que hay que esperar a que el mundo avance en esta materia. Pero entonces no avanzaremos nunca, porque justamente la construcción del Estado del bienestar es la consecuencia de que algunos países inician como vanguardias, como hicimos con la seguridad social, el avance hacia la justicia. Hoy tenemos una seguridad social justa porque hace cien años hicimos justamente ese avance vanguardista.

Francis Zammit Dimech (PPE). – Sur President, fadal issa anqas minn sena fejn iċ-ċittadini kollha fil-pajjiżi tal-Unjoni Ewropea jkunu qed jivvutaw għall-elezzjoni ta' dan il-Parlament Ewropew. U hemmhekk tkun qed issir mistoqsija wahda: kif il-futur tal-Unjoni Ewropea jorbot mal-futur ta' kull wiehed u wahda minna?

Għalhekk, ma nistax ma nilqax ir-referenza li għamel il-Prim Ministru tal-Lussemburgu għad-dimensjoni soċjali. Kif qieghda l-Unjoni Ewropea mhux biss tikkrea x-xogħol, imma anki tiggarrantixxi l-kondizzjonijiet adegwati tax-xogħol? Kif qieghda l-Unjoni Ewropea thares lejn iż-żgħażaġh, li għaliya mhumix biss il-futur tal-Unjoni Ewropea imma il-preżent tal-Unjoni Ewropea? U hawnhekk meta nitkellmu, Sur President, dwar il-futur, il-futur irid ikun marbut ma' vizjoni, u l-vizjoni bilfors hija bbażata wkoll fuq il-valuri tagħna, li huma r-ruh tagħna. U għalhekk ir-referenza, iva, għat-twemmin tagħna fis-saltna tad-dritt, il-libertà tal-istampa li wkoll hija l-garanzija ta' kif nikkomunikaw b'mod hieles ma' xulxin.

Ana Gomes (S&D). – Mr President, foreign direct investment in your country is worth trillions, much more than what the rest of the world's governments together state that their citizens own in Luxembourg.

In Luxembourg, cash is king. Over the years, EUR 500 bills were printed as much as in Belgium, Ireland, Netherlands and Spain combined, until printing was stopped this year, but the bills are still circulating. So, don't you worry that your country is seen – and it may be working – as a world centre for money laundering and tax evasion, namely for tax dodgers from other EU Member States? Will you then stop the race to the bottom in taxation, will you stop blocking tax harmonisation in the EU and will you support CCCTB? Why is your Government delaying the VAT reform proposed by the Commission to stop carousel fraud, which shifts EUR 50 billion per year into organised crime, including terrorist groups? Why do you continue to obstruct media in your country from finding out what is going on in Freeport Luxembourg?

Franck Proust (PPE). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, j'ai bien compris que vous partagez cette ambition pour que l'Union européenne s'affirme davantage dans la mondialisation.

Bien qu'elle ait toujours été actrice des échanges commerciaux, certains signes récents montrent cependant que l'Europe pourrait devenir simple spectatrice. Il faut donc un soutien fort des États membres, et je dis bien de tous les États membres, quels que soient leurs intérêts, car notre intérêt commun est d'agir pour que l'Europe soit le moteur d'une mondialisation contrôlée et plus juste.

Sur le filtrage des investissements étrangers, par exemple, que nous avons voté avant-hier, ici, en commission parlementaire, nous sommes prêts à discuter avec le Conseil avec pragmatisme et efficacité. J'espère que le sérieux du Parlement européen sur ce sujet technique, mais avant tout politique, permettra d'entraîner les États membres qui restent à convaincre de l'utilité de mieux cerner ce qui se passe sur le plan des investissements sur notre continent.

Monsieur le Premier ministre, profitez de cette occasion pour doter l'Europe d'un outil qui comblera un vide au sein de son marché intérieur, d'un outil qui, tout simplement, protégera nos filières stratégiques, nos entreprises et, bien entendu, nos emplois.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, que pensez-vous de la proposition de diminuer les aides accordées dans le cadre de la politique agricole commune et de la politique de cohésion pour les pays d'Europe centrale et orientale?

Le Luxembourg est un pays fondateur de l'Union européenne, c'est un pays important. Ne croyez-vous pas que cela va créer une fracture entre l'Europe occidentale et l'Europe centrale et orientale?

Quelle est, par ailleurs, votre politique concernant l'espace Schengen? Parce que nous, les Roumains, nous attendons depuis dix ans. Nous avons dépensé 500 millions d'euros pour sécuriser nos frontières et nous ne sommes toujours pas admis dans l'espace Schengen.

Ivo Belet (PPE). – Voorzitter, meneer de eerste minister, goeiemiddag. Ik ben zo vrij u aan te spreken in het Nederlands als Beneluxer, en ik mag zeggen dat u weinig of niets gezegd hebt waarmee ik het niet eens ben om te bewijzen dat de Benelux-alliantie hechter is dan ooit.

U hebt verwezen naar de sociale dimensie, die moet worden versterkt als een van de instrumenten om duidelijk te maken dat wij, de Europese Unie, ook de mensen beschermen. Dat staat centraal in uw betoog, respect daarvoor. U hebt gewezen op het belang van het versterken van de Europese defensie, kleine lidstaten – Luxemburg, België, Nederland, andere – dus ik denk dat wij daar ook achter moeten staan.

Dan de digitale interne markt. Ik raak het even aan, omdat mevrouw Vestager nog in de zaal is. We hebben onlangs een ontmoeting gehad met de CEO van Facebook. Die heeft een wrange nasmaak achtergelaten en duidelijk gemaakt dat er eigenlijk – onze voorzitter Weber heeft het toen ook gezegd in dat onderhoud met meneer Zuckerberg – een einde moet komen aan dat monopolie van Facebook. Ik verwijs naar mevrouw Vestager: zij heeft de macht, zij heeft de competentie, zij heeft ook de guts om dat te doen. Ik vraag mij af of u – als zij van plan is dat monopolie aan te pakken – daarachter zou staan.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, domnule prim-ministru, mă bucură intervenția dumneavoastră și răspunsurile pe care le-ați dat. Vreau să mă refer la o afirmație: „cetățenii cer o Europă deschisă și tolerantă”. Eu aș adăuga și „echitabilă”. Sigur, cetățenii din țara mea ar vrea să trăiască ca în Luxemburg. Problema este și întrebarea către dumneavoastră este: credeți că fondurile de coeziune și fondul strategic de investiție au avut cele mai bune criterii și s-a ajuns la o coeziune socială? Ce facem cu aceste disparități? Cum să avem o Europă unită, despre care dumneavoastră ați vorbit și o doresc și eu, atât timp cât avem atâta diferență în calitatea vieții oamenilor? Oamenii sunt dezamăgiți. Trebuie să le dăm un mesaj, așa cum spuneți dumneavoastră, că putem să avem un sprijin social și pentru asta trebuie multă echitate.

Doriți să nu mai fie unanimitate în Consiliul? Vrea un răspuns foarte clar, pentru că, iată, România și Bulgaria nu sunt în Schengen tocmai pentru că o țară sau două se opun și nu este normal să avem într-o piață unică două piețe Schengen.

Seán Kelly (PPE). – Mr President, personally I am sick to death of listening to leaders of groups, parties and governments laying all their ills at Europe's door, when they themselves haven't the courage of a mouse or the common sense of an imbecile. Thankfully, Prime Minister Bettel is not one of those, and I commend him on his courage and his good sense here today.

He made one very important statement. He said 'shared sovereignty guarantees our own sovereignty', and I want to ask him how come the smallest Member State can have that attitude when a big Member State like the United Kingdom has to say that they are losing sovereignty and they must 'take back control'? Have you not lost control by being involved in the European Union? What is the secret, when the smallest country can feel empowered and enriched, and the big countries, with all their influence and all their MEPs, feel the opposite. There must be a secret. Can you tell it to us, please?

Patrizia Toia (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, vorrei dire al Presidente lussemburghese, di cui ho ascoltato con grande impegno e interesse l'intervento, che il dibattito sul futuro dell'Europa in questi giorni, nel mio paese, l'Italia, è rovente. Non è solo caldo, è rovente.

E su questa idea di Europa si può giocare il destino non solo italiano, ma europeo. Come europeisti, noi democratici siamo convinti che non c'è futuro per l'Italia se non dentro questo contesto, di cui ci sentiamo protagonisti, non parte laterale. Però è chiaro che per essere veramente europei bisogna costruire giorno per giorno, con coerenza, l'Europa. Non è possibile un giorno dichiararsi europeisti e il giorno dopo essere antieuropeisti, antisistema, antieuro, «antitutto», e accendere fuochi.

Ecco perché voglio ribadire qui che l'Italia, di cui teniamo fermo il fondamento costituzionale e la chiarezza della nostra posizione dentro questa Europa, è un paese che giorno per giorno lavorerà per rafforzare questa istituzione, per renderla più vicina ai cittadini, non ai mercati, ai cittadini, ai loro bisogni, e per questo vogliamo un'Europa più unita, più solidale e più sociale.

Ma questo lo facciamo ogni giorno, con coerenza, come altre forze politiche d'Italia, ma non come quelle che un giorno abbattano il sistema e il giorno dopo dicono di volerlo costruire. No, con quelli non andremo avanti, né in Europa né in Italia.

Paulo Rangel (PPE). – Mr President, I would like to congratulate Prime Minister Bettel and Luxembourg for this very constructive approach. I am sorry to disappoint you, but transnational lists are not the solution for integration. I am a federalist and I can tell you that there is no federation where there is a global constituency, so this would be something against federalism, instead of the contrary.

I saw with some optimism that you defended tax harmonisation and tax convergence here. I would like to ask you if the Luxembourg Government is prepared to take a major step on this issue because Luxembourg, together with two or four more Member States, is a country that is really responsible for blocking and paralysing any tax convergence. Let me tell you that tax convergence and tax harmonisation are much more important for European integration than transnational lists.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señor presidente, señor primer ministro Bettel, ha escuchado usted en este debate sobre el futuro de Europa palabras de reconocimiento a Luxemburgo, un país fundador de la Unión Europea del que han provenido grandes figuras de su construcción.

Un país pequeño, de los más pequeños; pero no he escuchado una sola palabra acerca de los estragos de la desigualdad, no precisamente entre grandes y pequeños —causados por la crisis—, sino entre ricos y empobrecidos, entre acreedores y endeudados.

Y es imprescindible, ante la desigualdad, que, cuando usted hable de fiscalidad, no nos hable de rebajar los impuestos, sino de asegurar y no parar hasta que Luxemburgo no pueda ser el depósito de las fortunas ilícitamente adquiridas de los corruptos de media Europa; y que, cuando hable de recursos para la Unión Europea, manifieste su voluntad de contribuir más —como país rico— a la construcción de una Europa mejor que esta, porque esa será la clave para poder combatir el malestar y el populismo que han redefinido el paisaje político de los más empobrecidos por la crisis —Italia, Grecia, España—; porque, sin atajar ese problema, no habrá futuro para Europa.

Presidente. – Il gruppo dei Verdi ha esaurito tutto il tempo di parola perché è stato preso dal presidente del gruppo Verhofstadt, però siccome cerco di essere flessibile, se il Primo ministro lussemburghese ha pazienza, ora darei la parola ancora a tre deputati, uno del gruppo dei Verdi e uno del PPE che erano rimasti fuori, allora l'on. Goerens, l'on. in 't Veld e l'on. Virkkunen, e poi rispondiamo, però sappiate che avevate esaurito tutto il vostro tempo. È una questione che riguarda il gruppo dei liberali, scegliere a chi affidare la parola, quindi questa è una concessione che vi fanno anche gli altri gruppi, due minuti in più. Prego on. in 't Veld.

Sophia in 't Veld (ALDE). – Mr President, indeed, Mr Verhofstadt will be slapped on the wrist. Mr Bettel, thank you very much for your speech. I agreed with a lot of it, but not everything. You said that institutional talks are boring. I actually fundamentally disagree because institutional talks are about who has the power. How can citizens influence and decide in the European Union? How can they hold their representatives to account? But it also determines the ability of the European Union to act, and we have seen that intergovernmental Europe is dead. Intergovernmental Europe is not able to respond to migration flows, to Trump, to the financial crisis, to conflicts in the world, and it is not able to ensure that the rule of law and fundamental rights are upheld in all the Member States.

One final remark. Please ask your colleagues to understand one thing. Yes, there are eurosceptics or anti-EU people in Europe, but there is also a vast majority of people who are actually supportive of the European Union. Let's stop serving only the eurosceptic voices and also represent the people who wholeheartedly support European integration and make their voices heard in the debate as well.

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID-MARIA SASSOLI

Vicepresidente

Henna Virkkunen (PPE). – Arvoisa puhemies; pääministeri, on helppoa olla kanssanne samaa mieltä siitä, että meidän on vahvistettava Euroopan kilpailukykyä, talouskasvua ja sisämarkkinoita, koska vain vahvalla taloudella pystymme turvaamaan ihmisten hyvinvoinnin ja tulevaisuuden Euroopassa.

Varmasti yksi Euroopan suurimmista, ellei suurin saavutus on se, että meillä on yhteinen 500 miljoonan ihmisen sisämarkkina-alue, joka perustuu yhteisiin demokraattisiin arvoihin. Olen hyvin iloinen siitä, että puolustitte näitä demokraattisia arvoja, mutta tosiasia on, että valitettavasti osa EU:n jäsenmaista on viime vuosina alkanut liukua pois yhteisesti sovituista arvoistamme – ihmisoikeuksista, vapaudesta, kansanvallasta, tasa-arvosta ja oikeusvaltiosta, johon kaikki EU:n jäsenmaat ovat sitoutuneet.

Meillä ei ole ollut riittävästi välineitä puuttua tähän kehitykseen. Nyt komissio aivan oikein ehdottaa osana tulevaa budjettia, että jatkossa EU-rahoitus voitaisiin sitoa oikeusvaltioperiaatteen kunnioittamiseen. Puhuitte tästä hiukan epäroiden. Olisi hyvä saada nyt selvästi kuulla siitä, tukeeko Luxemburg sitä linjaa, että EU-rahoituksen ehtona tulisi olla EU:n yhteisten arvojen noudattaminen. Eikö vähimmäisvaatimus näiden valtioiden rahoittamiselle ole se, että siellä noudatetaan lainsäädäntöä, yhteisiä periaatteita ja arvoja?

Charles Goerens (ALDE). – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, vous avez, à juste titre, préconisé une action de la part de l'ensemble des États membres pour faire avancer l'Union européenne. En effet, nous sommes vingt-huit à engranger les fruits de la construction européenne, les citoyens des vingt-huit États membres ont bénéficié du marché intérieur, mais nous sommes à peine une demi-douzaine d'États membres à partager les charges relatives à l'accueil des réfugiés. Par contre, nous sommes très nombreux à laisser seules l'Italie, la Grèce ou l'Allemagne lorsqu'il s'agit de respecter les engagements pris par tous les États membres dans le cadre des conventions de Genève sur les réfugiés. Nous sommes également loin de l'unanimité lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins de financement de notre Union européenne pour les années à venir. Ce constat est déconcertant.

Toujours est-il que nous sommes vingt-huit à endurer un président américain qui s'attaque à tous les acquis du multilatéralisme, à la sécurité commune, au commerce extérieur et à nombre d'accords internationaux. Nous ne pouvons pas rester dans l'inaction, sinon nous nous marginalisons. J'espère que le 30 mars prochain, au lendemain de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, les vingt-sept chefs d'État et de gouvernement pourront jeter les bases d'un projet intégrant les valeurs de solidarité, que vous avez appelées de vos vœux au cours de votre remarquable discours.

(Fine della procedura «catch the eye»)

Xavier Bettel, Premier ministre du Luxembourg. – Monsieur le Président, si j'ai bien compris, il me reste 27 secondes pour répondre à 60 questions, donc cela va être un peu limité.

Monsieur le Président, tout d'abord je tiens à remercier les nombreux orateurs qui ont posé des questions à propos du Luxembourg et je me permettrai dans certains cas de leur répondre en style télégraphique. Mais un sujet m'a manqué, car très peu de députés l'ont soulevé, c'est le numérique. Certains ont parlé du futur ou se sont interrogés sur les défis du futur, mais très peu m'ont posé des questions sur la stratégie numérique au niveau européen.

Or, ce sera un défi, qui aujourd'hui est économique, mais qui sera un défi social demain, si nous ne sommes pas prêts à faire des efforts au niveau du marché unique du numérique et si nous ne réduisons pas la fracture du marché numérique au niveau européen avec 28 législations, 28 régulateurs et un marché commun inexistant à ce niveau. Demain sera numérique. Je me rappelle, quand j'ai eu la présidence, certains députés européens m'ont demandé si c'était une chance à saisir ou un danger. C'est une chance si nous sommes prêts et c'est un danger si nous ne le sommes pas. Et nous serons prêts seulement si nous parvenons à faire ce marché à vingt-huit, ensemble.

Monsieur le Président, certains députés m'ont parlé de Schengen et de la situation de leur pays à cet égard. Je les soutiens dans leur effort de vouloir adhérer à l'espace Schengen. Je pense qu'ils ont la volonté d'accéder à la libre circulation. Mais d'autre part, je dois dire qu'actuellement, nous avons – tant au niveau de l'élargissement qu'au niveau de Schengen –, des conditions préalables qui doivent nous pousser à avancer rapidement, afin que ces pays arrivent dans un espace où les règles que nous nous donnons fonctionnent.

Aujourd'hui, nous n'avons pas de politique commune en matière de migration. Pour quelqu'un qui est dans l'espace Schengen, nous n'avons pas de règle, chacun a ses propres règles. J'aimerais donc qu'on arrive rapidement à avoir des règles qui fonctionnent pour expliquer aux gens que cet espace Schengen fonctionne. Parce que si le message est juste, on agrandit Schengen, on agrandit l'Union européenne, mais si on n'essaie pas que ça fonctionne mieux, je ne sais pas si le message sera bien compris. Mais nous devons, le plus rapidement possible, ouvrir l'espace Schengen à ces pays, comme je viens de le dire.

M^{me} in't Veld a parlé des questions institutionnelles. Ne le prenez pas mal, Madame in't Veld, mais croyez-moi, les citoyens se moquent de savoir si nous avons un ministre des finances ou de savoir si le président du Conseil et de la Commission européenne est le même. Ils s'en moquent! Aujourd'hui, ils veulent savoir comment marche la sécurité, si demain ils pourront avoir un emploi, s'ils ont des droits dans leur pays, la liberté de la presse, la liberté d'expression. Mais les questions institutionnelles, savoir si on a des listes transnationales ou pas, c'est une bulle bruxelloise, strasbourgeoise, luxembourgeoise. Sachez que ce n'est vraiment pas la préoccupation au quotidien de la plupart des citoyens et qu'ils ont d'autres questions, d'autres attentes vis-à-vis des institutions européennes que de se demander comment elles fonctionneront demain. Nous devons le faire. Et je pense que si nous sommes plus efficaces, nous fonctionnerons mieux. Mais faire croire que c'est une priorité n'est, à mon avis, pas la bonne direction.

Nous avons parlé de l'état de droit et une députée européenne a aussi parlé des Fonds structurels. Je l'ai dit tout à l'heure, je pense que lier l'état de droit aux Fonds structurels risque de provoquer un effet contraire. En affirmant que si l'état de droit n'est pas respecté, les Fonds structurels seront coupés, nous risquons d'avoir sur le dos les agriculteurs, les étudiants, les industries et les ouvriers qui travaillent et qui, aujourd'hui, peuvent profiter des Fonds structurels. Si on leur dit «On va vous les couper demain», on va les pousser vers les extrêmes, qui vont dire «C'est Bruxelles et Strasbourg qui ont décidé qu'on ne recevra plus rien». Je pense donc que nous devons trouver des mécanismes plus efficaces, qui fonctionnent, et, en fait, surtout sanctionner le politique plutôt qu'à la fin, le citoyen, car nous ne ferions que le conforter dans son idée que Bruxelles et Strasbourg décident pour lui.

Vous avez parlé du Brexit. Pour le Brexit, j'espère qu'on avance. J'avais fait une petite description pour expliquer comment fonctionnait le Brexit, en commençant par rappeler qu'à l'époque ils étaient dans la famille,

They were in but they wanted to have a lot of opt-outs. Now they are out and they want a lot of opt-ins.

C'est la réalité. Je pense que ce qui est important, c'est surtout de garder un *level playing field*. Ce n'est pas qu'on veuille sanctionner la Grande-Bretagne, mais si aujourd'hui on tolère le *cherry picking* et que la Grande-Bretagne peut choisir les avantages sans avoir les contraintes, sans avoir certaines obligations, nous favoriserons une situation dans laquelle chaque État pourra se dire: moi aussi, je veux une Europe comme la Grande-Bretagne. Par conséquent, nous devons avoir des règles communes et nous devons dire à la Grande-Bretagne qu'on ne peut pas avoir juste l'un sans avoir l'autre.

Les lanceurs d'alerte, on en a parlé. Le Luxembourg est un des premiers pays à s'être doté d'une législation sur les lanceurs d'alerte – c'était en 2011, déjà –, et l'arrêt récent de la Cour de cassation confirme la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

Certains ont évoqué la fiscalité. Je vous l'ai dit, le Luxembourg a fait des efforts considérables et les négociations sur l'assiette commune – certains aussi ont posé la question de l'impôt des sociétés – au sein du Conseil sont encore très loin d'être terminées. De nombreuses questions techniques restent à clarifier et nous participons de façon constructive aussi à ces travaux, en particulier en vue de déterminer l'impact de ces deux propositions sur les budgets nationaux. On ne peut pas dire «On le fait» sans savoir quel en sera l'impact. Nous devons avoir toutes les informations nécessaires. Mais ce qui a été pour moi très important, c'est de savoir qu'on a fait des progrès substantiels dans la lutte contre la planification fiscale agressive également au niveau du marché intérieur.

On parle du dumping social en Europe, mais il faut aussi parler du dumping fiscal. Je suis le premier à vouloir freiner une course vers le bas où l'enjeu serait de savoir qui aura le taux le plus bas en Europe. Comment voulez-vous qu'on explique à nos concitoyens que certaines entreprises paient toujours moins d'impôts? Tout à l'heure, M. Weber a parlé des citoyens. Bien sûr, si on donne l'impression aux citoyens qu'une société ne paie pas d'impôts alors qu'eux doivent en payer, on va encore une fois les provoquer. Il en résultera un ras-le-bol de la politique, ce qui engendrera des crises politiques que nous aurons nous-mêmes provoquées en acceptant un dumping fiscal.

Par ailleurs, un dumping dont on parle très peu, c'est le dumping environnemental. Il existe aujourd'hui, avec les États-Unis, qui ont décidé de quitter l'accord de Paris. Il serait peut-être utile, un jour, de discuter des critères à retenir pour les listes relatives à l'environnement et de dresser une liste noire des États qui, chez eux, ne respectent pas les critères qui sont notre patrimoine à tous. Certains l'ont d'ailleurs dit dans cette enceinte – je crois que c'était M. - Lamberts –, le patrimoine ne s'achète pas dans un supermarché. C'est un patrimoine commun. On parle «social», on parle «fiscal», mais on oublie très souvent qu'il y a aujourd'hui un dumping environnemental, parce que certains pays ne veulent pas respecter certaines règles pour des raisons économiques.

Certains ont demandé quelles étaient mes visions pour la jeunesse. Je vous l'ai dit tout à l'heure, on a l'impression que tout est acquis. On a un problème au niveau politique. J'entends souvent nombre de politiques dire que tout ce qui va bien, c'est grâce à eux, mais quand quelque chose ne va pas, c'est de la faute de Bruxelles, alors qu'ils oublient que Bruxelles, c'est eux-mêmes. Ce sont eux qui siègent au Conseil, c'est leur pays qui siège à la Commission, ce sont leurs députés européens qui siègent dans l'hémicycle. Ils oublient que, depuis le traité de Lisbonne, les parlements nationaux ont plus de pouvoir. C'est tellement facile de dire, quand ça ne va pas, «c'est de la faute de...», c'est une directive, c'est un règlement, c'est Bruxelles qui nous l'impose», alors que Bruxelles, c'est M^{me} Merkel, M. Macron, ou encore moi-même, ce sont les députés européens de leur pays et ce sont les commissaires. Mais il est facile de raisonner comme si Bruxelles était un peu comme un extraterrestre avec lequel nous n'avons rien à voir, et que c'est Bruxelles qui décide pour nous. Vous savez, sans vouloir critiquer les collègues de Grande-Bretagne, c'est très dur, quand on fait circuler du lundi au samedi un message disant qu'on n'aime pas l'Europe, de demander aux gens, le dimanche, de voter pour l'Union européenne.

Je reviens sur la question des jeunes. Ils sont la clé de voûte de l'Union européenne. Nous devons faire en sorte que les jeunes se passionnent de nouveau pour l'Europe. Erasmus est un élément important. Quand je vais dans une école et que je parle d'Europe, j'explique que j'ai connu les frontières quand j'étais étudiant à Thessalonique et que je partais en Turquie, ou dans le pays dont la capitale est Skopje, ou encore en Bulgarie. Il y avait à l'époque des frontières que je ne connaissais pas en tant que Luxembourgeois. En tant que Luxembourgeois, je prenais ma voiture, je ne savais même pas si j'étais en Allemagne, en France ou en Belgique. Je ne me posais pas cette question. Aujourd'hui, un jeune ne sait plus qu'il y avait des postes-frontières. Il n'a connu que l'euro. Il voyage sans passeport. Il part sans avoir besoin du formulaire E 411, ce formulaire qu'on avait à l'époque pour bénéficier de soins médicaux. Aujourd'hui, j'ai des droits à l'étranger, je peux aller étudier dans un autre pays, je peux aller m'y marier, je peux donner naissance, voter, travailler, partir à la retraite, je peux aller habiter dans un autre État membre que le mien. Je ne paie plus de frais d'itinérance quand je suis à l'étranger. Tout cela, ce sont des acquis. Aujourd'hui, les jeunes ne se rendent pas compte que ce sont des gens qui sont à l'origine de tout cela. La reconnaissance des diplômes est aussi un de ces acquis. Alors, rappelons-nous de ce que nous avons réussi à construire depuis 1957.

Aujourd'hui, permettez-moi de le redire, le projet européen – que certains, ici, ont critiqué – est avant tout un projet de paix. Qui aurait cru en 1957 qu'on arriverait à mettre des Français et des Allemands côte à côte? Que ceux qui s'entretuaient encore quelques années auparavant auraient envie de construire un projet commun?

Alors, Monsieur le Président, je mettrai toute mon énergie au service de cet idéal européen. Nous avons l'impression que tout est acquis mais, croyez-moi, les droits, les libertés, la paix n'ont rien d'évident, rien de facile et rien d'acquis.

(Applaudissements)

Presidente. – Grazie al Primo ministro Bettel di essere stato questa mattina con noi. La discussione è chiusa.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

László Tókes (PPE), írásban. – Több éve tartó előítéletes és célzatos gyakorlata folytatásaképpen az Európai Parlament, kiváltképpen pedig a LIBE bizottság jelenleg is valóságos hadjáratot folytat Magyarország ellen, az EU-alapszerződés 7. cikke szerinti eljárás beindításával fenyegetve. A támadások háttérében mindenekelőtt a migránsügy húzódik meg. Mit gondol, Miniszterelnök Úr, fennen hangoztatott európai értékeinket valójában ki sérti meg? Az, aki a saját állampolgárait és országhatárait, keresztény kultúráját és hagyományait védelmezi – vagy pedig azok, akik európai választópolgáraik jogos érdekvédelme helyett az illegálisan beözönlő muszlimok térhódításának elősegítésében jeleskednek?

És mit gondolnak Önök, luxemburgiak és a többi nyugati demokraták Jean-Claude Juncker elnök botrányos szerepléséről a tömeggyilkos kommunista ideológia szellemi atyjának, Karl Marxnak a jubileumi évfordulóján? A kommunista diktatúra százmilliónyi áldozata és többször százmillió elnyomottja nevében kérdezem: Marx Kína elvtársi adományából származó, hatalmas szobrával is Európa értékvilágát és jövőjét kívánják szolgálni? Kérem, foglaljon állást ebben a szégyenletes ügyben, még mielőtt Juncker elnök úr személyesen megkövetné a marxizmus kelet-közép-európai kárvallottjait!

(La seduta è sospesa alle 11.40 in attesa della seduta solenne)

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Presidente

8. Wiederaufnahme der Sitzung

(La seduta è ripresa alle 12)

9. Erklärungen des Präsidenten

Presidente. – Ieri il giornalista e scrittore russo Arkadij Babčenko è stato ucciso a colpi d'arma da fuoco nella sua casa a Kiev. Babčenko è stato tra i più importanti corrispondenti di guerra russi, ha dovuto lasciare il suo paese nel 2017. Era stato vittima di minacce di morte e di una campagna di odio sui social media, scatenata contro di lui a causa del suo lavoro di giornalista e delle sue opinioni politiche. Questo vile assassinio è un nuovo, inaccettabile attacco alla libertà di stampa e ai giornalisti che vegliano sui nostri valori e sulle nostre democrazie.

Questo Parlamento chiede che venga fatta piena luce sulla morte di Babčenko e che vengano assicurati alla giustizia non solo gli esecutori materiali, ma anche i mandanti di questo feroce omicidio. È nostro dovere sostenere gli sforzi dei media in favore della libertà, anche onorando la memoria dei giornalisti che hanno pagato con la vita la loro sete di verità, come Anna Politkovskaja, Daphne Caruana Galizia e Ján Kuciak. Finché non scopriremo chi sono i mandanti degli omicidi di questi due ultimi giornalisti, non rimarremo in silenzio.

Per quanto riguarda il fermo e il successivo rilascio in Spagna di Bill Browder, abbiamo ricevuto informazioni, come richiesto dall'on. Verhofstadt, ma abbiamo avuto anche notizie positive, è stato fermato e poi rilasciato da parte delle autorità spagnole questo attivista di nazionalità britannica. Le notizie che sono disponibili al momento indicano che Bill Browder era stato fermato in un primo momento dalla polizia spagnola sulla base di un mandato di arresto internazionale, il fermo non è stato successivamente convalidato e Bill Browder è stato rimesso in libertà. Ricordo che Bill Browder è il cofondatore della società di gestione di capitali russa Hermitage, il cui avvocato Sergej Magnitskij è stato assassinato in un carcere russo nel 2009.

Nel 2014 questo Parlamento ha adottato una risoluzione per chiedere sanzioni contro trentadue cittadini russi coinvolti a vario titolo nell'omicidio Magnitskij. Seguiamo con attenzione gli sviluppi della vicenda e siamo in contatto con le autorità spagnole per avere informazioni più dettagliate su quanto accaduto.

10. Feierliche Sitzung – Kolumbien

El presidente. – Señorías, es un honor recibir al presidente de Colombia, Juan Manuel Santos, hoy, en Estrasburgo: el primer líder de América Latina en hablar ante el Pleno en los últimos seis años.

Hay que poner de nuevo a América Latina en el centro de nuestra agenda de política exterior.

Colombia ha atravesado bajo su presidencia un momento único e histórico con logros muy importantes.

Me refiero a la entrada de Colombia en la OTAN —único país latinoamericano en lograrlo—, al acuerdo comercial concluido con la Unión Europea, pero, sobre todo, al histórico acuerdo de paz que usted, presidente Santos, logró concluir con las FARC después de más de medio siglo de conflicto. Esto le valió el Premio Nobel de la Paz en 2016.

La Unión Europea, desde siempre, ha apoyado políticamente y económicamente el proceso de paz. Esto seguirá así en el futuro.

La primera ronda de las elecciones presidenciales, celebrada el domingo pasado, ocurrió por primera vez sin violencia. Esto es muy positivo.

La Unión Europea debe estar más presente y contribuir con inversiones y con una diplomacia económica para que no se den pasos atrás, para seguir en el camino de la paz, del crecimiento económico y de la reducción de la pobreza, porque los esfuerzos de estabilidad hechos por el Gobierno Santos y los colombianos están en riesgo por la preocupante situación en Venezuela.

Colombia, como otros países de la región, se enfrenta al desplazamiento de personas más numeroso jamás registrado en América Latina; hay riesgo de que la situación empeore y se llegue a una verdadera crisis de refugiados.

Por eso, el Parlamento Europeo pide que se otorgue urgentemente asistencia a los países afectados y anuncia que enviará una delegación a los puestos fronterizos para evaluar la situación.

Gracias, señor presidente, por su trabajo.

Ahora tiene usted la palabra.

(Aplausos)

Juan Manuel Santos Calderón, *presidente de la República de Colombia*. – Señor presidente Antonio Tajani y honorables diputados al Parlamento Europeo, me siento muy honrado al dirigirme a este cuerpo legislativo internacional, representante por excelencia de la democracia europea, para hablar de la paz y sus desafíos.

El domingo pasado, hace apenas tres días, se celebraron en Colombia las elecciones de primera vuelta para escoger a mi sucesor en la presidencia de la República.

Allá estuvieron acompañándonos una comisión multipartidista del Parlamento Europeo —conformada por ocho eurodiputados— y una misión de expertos electorales de la Unión Europea, quienes pudieron verificar la vitalidad, la pluralidad y la transparencia que hoy caracterizan a la democracia colombiana.

Dos candidatos obtuvieron la mayoría de los votos, y entre ellos decidirán los colombianos el próximo 17 de junio quién presidirá los destinos de la nación hasta el 7 de agosto del año 2022.

Estas no han sido unas elecciones ordinarias, como no lo fueron los comicios parlamentarios del pasado mes de marzo.

Estas son las primeras elecciones, después de más de medio siglo, que tenemos sin la amenaza y la interferencia que representa el conflicto armado interno con la guerrilla de las FARC, la más grande y más antigua del continente americano.

Fueron, además, las elecciones más seguras, más transparentes, con mayores garantías, con más observadores, y lo que es más importante, con la mayor participación de nuestra historia. Lo dicen hasta mis más acérrimos opositores.

Ver a Rodrigo Londoño, antes alias «Timochenko», excomandante de las FARC y hoy jefe de su partido político, votando por primera vez lo dice todo.

(Aplausos)

Eso, señores diputados, hace la gran diferencia, y por eso esta vez las discusiones de los candidatos se centraron en temas como la educación, la salud, las pensiones, la seguridad ciudadana o los impuestos, y ya no —como había ocurrido por tantos y tantos años— en la guerra absurda que sufríamos.

No vengo a decirles que Colombia ha alcanzado ya la paz completa, porque no es así.

Sigue vigente la amenaza de una última guerrilla, mucho más pequeña que las FARC, el ELN, con la cual sostenemos actualmente diálogos de paz en La Habana, y también subsisten grupos del crimen organizado dedicados al nefasto negocio del narcotráfico.

Pero el logro de la desmovilización y el desarme de las FARC, y su constitución como un partido político —sin perjuicio de que sus líderes y principales responsables deban someterse a un proceso de justicia transicional— ha cambiado el panorama y la perspectiva de nuestro país de manera fundamental.

Y, sea quien sea mi sucesor, este avance hacia la paz es definitivo. Es irreversible. No solo porque así lo dispuso nuestra propia Corte Constitucional, sino porque es la palabra empeñada del Estado colombiano. Es también un compromiso con la comunidad internacional. Nunca en la historia de las Naciones Unidas, por ejemplo, el Consejo de Seguridad había aprobado por unanimidad tantas resoluciones a favor de un proceso. Porque, como lo dijo el secretario general Guterres en la última asamblea, Colombia es la única buena noticia que tenía hoy el mundo.

Pero es irreversible sobre todo porque nadie quiere volver al horror de la guerra.

Señores diputados, en un mundo en el que la intolerancia y la confrontación entre sociedades y naciones sigue siendo una constante, es una gran noticia que en Colombia —un país con más de 50 millones de habitantes y todo el potencial para aportar positivamente a la humanidad— se haya logrado terminar un conflicto armado que dejó más de 8 millones de víctimas y más de 270 000 muertos.

En un mundo en el que algunos siguen privilegiando la opción armamentista sobre el diálogo y la convivencia, es bueno poder contarles que las armas que empuñaron tantos colombianos contra colombianos están siendo hoy convertidas en monumentos a la paz.

Porque sin paz no hay sociedad que pueda alcanzar un verdadero desarrollo.

Hace algo más de dos semanas, en el convento de Asís, en su país, señor presidente, en Italia, tuve la grata oportunidad de entregar a la canciller alemana Angela Merkel la lámpara de la paz que le otorgó la comunidad franciscana, la que protege a San Francisco de Asís, el patrón de la paz de la Iglesia católica. Un reconocimiento de alto simbolismo que también tuve el honor de recibir el año 2016.

Y ese día recordé —como quiero recordar hoy aquí— el legado de convivencia que representa la Unión Europea para el mundo.

Y bien lo resumió el Comité noruego cuando les concedió a ustedes, a los europeos, en el año 2012 el Premio Nobel de la Paz: dijo que su más importante logro —el de ustedes— ha sido la exitosa lucha por la paz y la reconciliación, y por la democracia y los derechos humanos.

En esto Europa ha sido un ejemplo, y ese ejemplo debe seguir iluminando el camino de la humanidad.

Porque solo la paz y la reconciliación, solo la democracia y el respeto por los derechos humanos pueden contrarrestar la dañina influencia del nacionalismo, del fundamentalismo, del racismo, del populismo y la intolerancia.

(Aplausos)

Y no imagino mejor escenario que este para agradecer a la Unión Europea y a las naciones que la conforman por su apoyo decidido y permanente a nuestro proceso de paz, y a esta fase compleja que ahora enfrentamos, que es la del posconflicto.

Nos sentimos acompañados por la Unión Europea en la búsqueda del bien supremo de cualquier sociedad, como es la paz.

Y apreciamos mucho el trabajo de su enviado especial Eamon Gilmore, no solo durante el proceso de negociación sino también ahora, en la fase de implementación del acuerdo.

Hace año y medio, en Bruselas, se creó el Fondo Fiduciario de la Unión Europea para apoyar el posconflicto en Colombia, con un capital inicial de 95 millones de euros.

Ya se han comprometido cerca de 62 millones de euros en diversos proyectos, como el caso, por ejemplo, de la comunidad indígena nasa, al sur del país, que ya exportó, gracias a este aporte, su primer contenedor de café a Europa.

U otro proyecto, por ejemplo, para pequeños agricultores en zonas recuperadas del conflicto, que han podido lograr la biocertificación de sus productos, con lo que sus ingresos se han incrementado en por lo menos un 15 %.

La Unión Europea, además, ha ofrecido 400 millones de euros de cooperación reembolsable a través del Banco Europeo de Inversiones.

Y ha comprometido otros 85 millones de euros en programas de cooperación para el desminado humanitario, para el desarrollo sostenible, para la lucha contra el cambio climático, la innovación, la tecnología, la educación, los derechos humanos...

Miren este dato tan alentador: gracias al fin del conflicto armado con las FARC, y a la cooperación internacional que ustedes nos están brindando, Colombia pasó de ser el segundo país con más víctimas causadas por minas antipersonal a ser hoy ya el décimo. Y vamos para abajo.

Tenemos 673 municipios sembrados con minas antipersonal y ya hemos podido declarar a 225 —la tercera parte— como libres de sospecha de minas. ¡No se imaginan ustedes lo que esto significa para los campesinos de esas veredas, que ahora pueden recorrer su tierra y trabajar sus parcelas sin miedo!

Y esperamos llegar al año 2021 siendo un país totalmente libre de minas.

Así vamos avanzando —con dificultades, por supuesto, pero con paso firme y de la mano de la Unión Europea— en la construcción de la paz que sigue a la firma del acuerdo de paz.

Porque una cosa es acallar los fusiles y frenar el desangre y frenar las muertes derivadas del conflicto. Y otra tarea, aún de mayor envergadura, es la reconciliación de los corazones y garantizar oportunidades de progreso a millones de familias que sufrieron las consecuencias de la violencia.

Solo así se puede consolidar una paz estable y duradera. Y en este propósito han sido un gran aliado de Colombia ustedes, Europa. ¡Gracias por su acompañamiento! ¡Gracias por su respaldo!

Nuestro país ofrece a la comunidad internacional, en retribución, un modelo exitoso de proceso de paz.

En un mundo lleno de conflictos sin resolver, el proceso de paz de Colombia se ha convertido en un laboratorio que puede ser útil para intentar soluciones en otros escenarios.

El nuestro fue un proceso sui géneris porque no se limitó a establecer las condiciones para la terminación del enfrentamiento armado —como es lo usual—, sino que se enfocó en hacer valer los derechos de las víctimas, los derechos a la verdad, a la justicia, a la reparación y a la no repetición, y en implementar —y esto es muy importante— planes de desarrollo en las zonas más afectadas por el conflicto.

Es decir, más que un pacto de fin de la guerra, fue un pacto de humanidad y de desarrollo, un desarrollo más justo, más inclusivo, que se centró en las víctimas de esa guerra.

El acuerdo de paz establece un sistema integral para la satisfacción de los derechos de las víctimas que incluye una Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, una Unidad de Búsqueda de Desaparecidos y un sistema de justicia transicional que —los expertos dicen— es modelo para el mundo, siendo la primera vez que se hace un arreglo de paz bajo el paraguas del Estatuto de Roma.

Y, en todo proceso de paz, uno de los aspectos más difíciles es armonizar la exigencia de la sociedad para que haya justicia —es decir, sanción— con el anhelo de la misma sociedad de que se detenga la confrontación. ¡El eterno dilema entre justicia y paz!

Nuestro reto era lograr un sistema de justicia transicional que garantizara el máximo de justicia sin sacrificar la paz, respetando nuestra Constitución, respetando nuestros tratados internacionales, como el Estatuto de Roma. Y creo que lo hemos logrado.

Ahora Colombia avizora un nuevo amanecer, un futuro mucho mejor sin el lastre del conflicto armado. Pero sabemos que es apenas el principio de un largo camino.

Además de la implementación del acuerdo de terminación del conflicto con las FARC —que de por sí es larga y compleja—, tenemos por delante otro reto, un reto inmenso: construir paz en las mentes y en los corazones de los colombianos, acostumbrados por tanto tiempo a odiar y a descalificar al adversario.

Nos duelen los asesinatos de líderes sociales, de defensores de derechos humanos, de representantes de las víctimas, de excombatientes, que han ocurrido luego de la firma del acuerdo de paz, y quiero aquí asegurarles que el Estado colombiano está comprometido en aclarar estos casos y en frenar esta situación.

Creamos —y está funcionando— una Comisión Nacional de Garantías, que yo mismo presido, para coordinar entre las diversas instituciones las acciones de protección a las comunidades y a sus líderes.

Se han esclarecido ya el 40 % de los casos denunciados ante la Fiscalía General de la Nación y estamos decididos a seguir avanzando para que se castigue a los responsables y para que no se produzcan más asesinatos.

Ese es hoy nuestro mayor desafío como sociedad: aprender a reconocer al otro, aprender a convivir dentro de la diferencia, aprender a procesar las disputas sin violencia, algo en lo que ustedes —en Europa— han avanzado positivamente.

Yo soy optimista, porque sé que los valores de la unidad, del amor, de la tolerancia, de la compasión son más poderosos que los contravalores del miedo, del odio, de la venganza, de la exclusión.

Esta es una verdad universal, aplicable no solo en Colombia, sino en todo el mundo, por ejemplo, frente al combate al terrorismo o el manejo de la crisis de los migrantes.

Lo dije cuando recibí el Premio Nobel de la Paz y hoy quiero repetirlo en este auditorio emblemático de un continente que ha dado al mundo una lección de unidad dentro de la diversidad.

Los seres humanos tenemos que comprender que, más allá de todas las diferencias, más allá de todos los matices, al final somos un solo pueblo y una sola raza: de todos los colores, de todas las creencias y de todas las preferencias.

Nuestro pueblo, señores diputados, se llama el mundo.

Y nuestra raza se llama... ¡humanidad!

(Aplausos)

No puedo dejar de hacer referencia a un problema que nos concierne a todos: el narcotráfico.

El conflicto colombiano hubiera terminado mucho antes sin el combustible que significó el negocio de las drogas ilícitas.

Este negocio maldito está detrás de la violencia, la corrupción y el crimen en casi todo el planeta, y tenemos que reconocer que la llamada «guerra contra las drogas» —que lleva más de medio siglo declarada en las propias Naciones Unidas— no la hemos ganado ni la estamos ganando.

Lo digo como representante de una nación que ha sido tal vez la mayor víctima de este negocio sangriento, que nos arrebató a nuestros mejores soldados y policías, a nuestros mejores jueces y periodistas, a grandes líderes políticos.

La forma como se está librando la guerra contra las drogas es igual o incluso más dañina que todas las guerras juntas que hoy se libran en el mundo. Por eso no solo es indispensable, sino que es razonable cambiar nuestra estrategia.

Tenemos que buscar la forma de golpear con mayor eficacia a los eslabones más fuertes de la cadena del narcotráfico, a las grandes mafias, a los que lavan activos, a los que producen insumos, en lugar de seguir persiguiendo a los campesinos cultivadores o a los mismos adictos.

Hay más personas en las cárceles de los Estados Unidos por delitos relacionados con el narcotráfico que todas las que forman la población carcelaria de Europa.

La política antidrogas con un enfoque exclusivamente punitivo y represivo ha fracasado.

Mientras no encontremos estrategias comunes más efectivas, el negocio de las drogas seguirá minando la salud de nuestros jóvenes, la moral de nuestras sociedades y la gobernabilidad de nuestros países.

Señor presidente, apreciados diputados, he venido a Estrasburgo, a la sede del Parlamento Europeo, a compartir con ustedes la realidad de Colombia y a agradecerles, de corazón, por su apoyo a nuestro presente y a nuestro futuro.

Entre Europa y Colombia, entre Europa y América Latina hay cada vez más lazos y menos barreras.

En agosto se cumplirán cinco años de la aplicación del Acuerdo de Libre Comercio entre la Unión Europea y Colombia, que ha beneficiado a nuestras economías y ha fortalecido nuestros lazos comerciales y de inversión.

Y también quiero agradecer y reconocer el gran paso que se dio al eximir a los colombianos del requisito de la visa Schengen, lo cual ha contribuido a que haya más turismo, más negocios, más integración entre Colombia y Europa, y más dignidad para los colombianos.

Les doy solo este dato: mientras en el año 2015 viajaron 340 000 colombianos a países del espacio Schengen, el año pasado lo hicieron más de 550 000.

Ese es el mundo que queremos: un mundo con más puentes y menos muros, un mundo solidario donde florezca la amistad, donde florezca la cooperación, un mundo de brazos y corazones abiertos.

Y hablando de cooperación e integración, esta misma tarde, en París, firmaré con el secretario general de la OCDE, delante del presidente Macron, el acuerdo que protocoliza la decisión de esta organización de admitir a Colombia como su miembro número treinta y siete.

(Aplausos)

Este es un logro muy importante, que comparto con las naciones europeas que avalaron y apoyaron nuestro ingreso, y que garantizará que nuestro país cumpla los más altos estándares en prácticas de gobierno, en políticas económicas y sociales.

Somos además el primer Estado de América Latina en convertirse en esa categoría que se llama «socio global de la OTAN», que mañana mismo también voy a formalizar en Bruselas.

Y entrego a mi sucesor, en algo más de dos meses, un país sin conflicto armado con las FARC; un país con menos pobreza, con más igualdad, con más empleos, con más y mejor educación, con un sistema de salud que ahora tiene cobertura universal, con mucha mejor infraestructura, y un país comprometido con el cuidado de nuestra extraordinaria biodiversidad. ¡Y qué bueno poder dejar este legado!

Y termino recordando las palabras de Robert Schuman en su famosa declaración de 1950:

«La paz mundial no puede salvaguardarse sin unos esfuerzos creadores equiparables a los peligros que la amenazan».

En Colombia y en Europa estamos haciendo esos «esfuerzos creadores» y por eso hoy estoy aquí, ante ustedes, para ratificar nuestra voluntad de trabajar, de trabajar por la paz, pero, sobre todo, para decirle gracias, ¡muchas gracias!, al generoso pueblo europeo.

(Aplausos prolongados)

El presidente. – Muchas gracias, señor presidente. Cuando los diputados se levantan, el mensaje es muy claro.

¡Gracias por estar con nosotros!

(Se suspende la sesión durante unos instantes).

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID-MARIA SASSOLI

Vicepresidente

11. Wiederaufnahme der Sitzung

(La seduta è ripresa alle 12.33)

Malin Björk (GUE/NGL). – Mr President, I would like to ask for a minute's silence.

Je vais demander une minute de silence, car aujourd'hui est le jour des funérailles de la petite Mawda, qui a été tuée par une balle tirée par un policier en Belgique le jeudi 17 mai. Toute la lumière doit être faite sur cette atrocité, les responsabilités doivent être établies et justice doit être faite. Mais aujourd'hui, je pense que nous devons prendre part à ce deuil et montrer notre respect aux parents de Mawda par une minute de silence. En ce moment, en Belgique, une marche blanche est organisée pour accompagner la famille dans son deuil, la mère, le père, le frère de Mawda. Nous ne pouvons pas être avec eux, mais je propose que nous montrions notre respect à cette famille par une minute de silence.

Presidente. – Come di consuetudine, prendo nota della Sua richiesta e anche del consenso che una parte dell'Aula ha dato alla Sua richiesta e la trasmetto al Presidente del Parlamento, perché così è la consuetudine.

12. Verhandlungen vor der ersten Lesung des Parlaments (Billigung) (Artikel 69c GO)

Presidente. – In relazione alle decisioni di diverse commissioni di avviare negoziati interistituzionali a norma dell'articolo 69 quater, paragrafo 1, annunciate in apertura della seduta di lunedì 28 maggio, non ho ricevuto richieste di votazione in Aula da parte di un numero di deputati o di uno o più gruppi politici pari almeno alla soglia media del 10 per cento. Tali commissioni possono pertanto iniziare i negoziati.

Richard Sulík (ECR). – Vážený pán predsedajúci, pri včerajšom hlasovaní o návrhu na revíziu smernice o vysielaných zamestnancoch nebolo zrejme, o čom sa presne hlasuje. Preto chcem v súlade s článkom 184a vzniesť procedurálnu námietku voči včerajšiemu hlasovaniu o revízii smernice o vysielaných zamestnancoch. Predsedajúci zmätočne indikoval hlasovanie spôsobom, ktorý viedol k zatiaľ 37 opravám v hlasovaní od kolegov naprieč politickými frakciami, čo je bezprecedentné číslo korekcií. Aj napriek kontroverznosti návrhu a upozorneniu od kolegyne z EPP bezprostredne po hlasovaní svoj postoj nezmenil a hlasovanie nezopakoval. Tak, myslím si, bolo by veľmi dobré toto hlasovanie zopakovať.

Presidente. – Grazie, però caro collega Le devo far presente che il voto sulla relazione Morin-Chartier e Jongerius si è svolto nella più totale trasparenza e nel rispetto dell'articolo 59 del regolamento del Parlamento, che prevede che l'accordo provvisorio ha la precedenza nella votazione ed è oggetto di una votazione unica, a meno che il Parlamento, su richiesta di un gruppo politico o un numero di deputati pari almeno alla soglia bassa, cioè il 5 per cento, decida invece di procedere alla votazione sugli altri emendamenti in conformità del paragrafo 4. La richiesta del gruppo ENF di votare su altri emendamenti è stata posta al voto, questa richiesta è stata respinta e quindi il Presidente ha messo al voto l'accordo provvisorio, come prevede il regolamento.

Procediamo ora con le votazioni.

13. Abstimmungsstunde

Presidente. – L'ordine del giorno reca il turno di votazioni.

(Per i risultati delle votazioni e altri dettagli che le riguardano: vedasi processo verbale)

13.1. Inanspruchnahme des Solidaritätsfonds der EU zur Unterstützung von Griechenland, Spanien, Frankreich und Portugal (A8-0175/2018 - José Manuel Fernandes) (Abstimmung)

— Prima della votazione:

José Manuel Fernandes, Relator. – Senhor Presidente, serei muito rápido. Neste relatório, propomos a mobilização de 104 milhões de euros para Portugal, Espanha, França e Grécia, para fazer face aos prejuízos de catástrofes naturais, mas também neste mesmo relatório pedimos aos Estados-Membros para tudo fazerem, para utilizarem todos os meios e os fundos à sua disposição para atuarem no sentido da prevenção. A prevenção é a melhor solução.

No meu país, em 2017, perderam a vida mais de 100 pessoas em incêndios. Esta situação não se pode repetir e todos temos de colaborar para que tal não volte a acontecer.

Também nesta resolução pedimos para que os Estados-Membros que recebem estes montantes do Fundo de Solidariedade, que são uma prova de uma solidariedade, de facto, os utilizem de forma justa, transparente e qualitativa.

— Dopo la votazione:

Danuta Jazłowiecka (PPE). – Panie Przewodniczący! Dossier dotyczące delegowania pracowników jest jednym z najważniejszych dossier tego Parlamentu, tej kadencji. Wielu polityków budowało swoje kampanie wyborcze na tym dossier. Nie można lekceważyć naszych głosów, z których wynika, że przez pomyłkę, przez złe prowadzenie głosowania źle zagłosowaliśmy. Nasze korekty, których do dzisiaj, do wczoraj właściwie, wpłynęło 37, i wpływają one dalej, są poważnym akcentem przemawiającym za tym, że powinniśmy dokonać reasumpcji tego głosowania. Ja bardzo Pana Przewodniczącego proszę o to, aby tak się stało.

Presidente. – Io La ringrazio per la Sua osservazione, però l'Ufficio di presidenza si è già espresso su questo.

- 13.2. Entwurf des Berichtigungshaushaltsplans Nr. 1/2018 für den Vorschlag zur Inanspruchnahme des Solidaritätsfonds der EU zwecks Hilfeleistung für Griechenland, Spanien, Frankreich und Portugal (C8-0181/2018) (Abstimmung)
- 13.3. Schutz gegen gedumpte und subventionierte Einfuhren aus nicht zur Europäischen Union gehörenden Ländern (A8-0182/2018 - Christofer Fjellner) (Abstimmung)
- 13.4. Inanspruchnahme des Europäischen Fonds für die Anpassung an die Globalisierung: Antrag EGF/2018/000 TA 2018 — Technische Unterstützung auf Initiative der Kommission (A8-0172/2018 - Eider Gardiazabal Rubial) (Abstimmung)
- 13.5. Einwand gemäß Artikel 106 GO: genetisch veränderter Mais der Sorte GA21 (MON-ØØØ21-9) (D056125) (B8-0232/2018) (Abstimmung)
- 13.6. Einwand gemäß Artikel 106 GO: genetisch veränderter Mais der Sorte 1507 × 59122 × MON 810 × NK603 und genetisch veränderte Maissorten, in denen zwei oder drei der Sorten 1507, 59122, MON 810 und NK603 (D056123) kombiniert werden (B8-0233/2018) (Abstimmung)
- 13.7. Übereinstimmung von Fischereierzeugnissen mit den Kriterien für den Zugang zum EU-Markt (A8-0156/2018 - Linnéa Engström) (Abstimmung)
- 13.8. Ernährung und Landwirtschaft der Zukunft (A8-0178/2018 - Herbert Dorfmann) (Abstimmung)

— *Prima della votazione:*

Miguel Viegas (GUE/NGL). – Quería apenas assinalar que uma parte substancial das alterações ao relatório não se encontra traduzida, pelo que uma parte significativa desta Assembleia, na prática, não pode pronunciar-se em consciência sobre a sua substância.

Quería assinalar mais uma vez este protesto que decorre naturalmente, digo eu, dos cortes nos serviços de tradução e que revela a necessidade de manter este princípio fundamental de tradução de todos os documentos para que a democracia efetivamente funcione neste hemiciclo.

Presidente. – Guardi on. Viegas che i documenti sono stati tradotti, sono tutti disponibili, quindi prendiamo atto della Sua osservazione, ma andiamo avanti con le votazioni.

— *Prima della votazione sull'emendamento 41:*

Herbert Dorfmann (PPE). – Signor Presidente, ho capito bene che Lei ha detto sul 170, prima parte, respinto? Se fosse così, volevo chiedere un *check*.

Presidente. – Non è che l' ho detto io, è la verifica, diciamo, delle mani che si sono alzate, adesso sulla prima parte del 170, io sono disponibile a fare una verifica. Allora, riprendiamo dal 170, prima parte, la votazione è aperta.

- 13.9. Auslegung und Umsetzung der Interinstitutionellen Vereinbarung über bessere Rechtsetzung (A8-0170/2018 - Pavel Svoboda, Richard Corbett) (Abstimmung)

— *Prima della votazione sul considerando W:*

Pavel Svoboda (PPE). – Mr President, the purpose of the three oral amendments which I am going to present now is to keep the report up to date and to reflect what has been negotiated this morning in the area of cooperation and information sharing as regards the negotiation and conclusion of international agreements. I am doing so on behalf of the two co-rapporteurs, myself and Mr Corbett. The first concerns paragraph 71, where the word 'two' is to be replaced by the word 'three'. At the end of paragraph 71, once again, the following sentence should be added: 'Notes the progress made so far and strongly insists that these negotiations should be concluded still under the Bulgarian Presidency'. The third is to delete the whole of paragraph 74.

(Gli emendamenti orali sono stati accolti)

— *Prima della votazione sul considerando W:*

Heidi Hautala (Verts/ALE). – Mr President, first let me congratulate you on your birthday.

(Applause)

I would like to propose an oral amendment, paragraph 86(a) (new). I will read it and I hope it's self-explanatory: 'takes due note of the Judgment T-540/15, *De Capitani v European Parliament*, which reaffirms that the principles of publicity and transparency are inherent to the EU legislative process and that no general presumption of non-disclosure can be upheld as regards legislative documents, including trilogue documents'.

Presidente. – Grazie on. Hautala, grazie anche per l'affetto, c'è opposizione a questa richiesta? Non si alza nessuno, allora mettiamola in votazione.

(L'emendamento orale è accolto)

13.10. Mehrjähriger Finanzrahmen 2021-2027 und Eigenmittel (B8-0239/2018, B8-0240/2018, B8-0241/2018) (Abstimmung)

— *Prima della votazione sull'emendamento 14:*

Nuno Melo (PPE). – Senhor presidente, rapidamente, apenas para dizer que o meu mecanismo de voto não funciona muitas vezes e portanto eu pedia que alguém pudesse vir aqui.

Presidente. – Chiediamo ai servizi di verificare, grazie della segnalazione.

13.11. Empfehlung an den Rat, die Kommission und die Vizepräsidentin der Kommission und Hohe Vertreterin zu Libyen (A8-0159/2018 - Pier Antonio Panzeri) (Abstimmung)

13.12. Jahresbericht über das Funktionieren des Schengen-Raums (A8-0160/2018 - Carlos Coelho) (Abstimmung)

13.13. Mindeststandards für die Rechte, die Unterstützung und den Schutz von Opfern von Straftaten (A8-0168/2018 - Teresa Jiménez-Becerril Barrio, Angelika Mlinar) (Abstimmung)

13.14. Jahresbericht über die Umsetzung der gemeinsamen Handelspolitik (A8-0166/2018 - Tokia Saïfi) (Abstimmung)

Presidente. – Con questo si conclude il turno di votazioni.

(La seduta è sospesa per alcuni istanti)

14. Stimmerklärungen

Presidente. – Allora colleghi, iniziamo con le dichiarazioni di voto, ne abbiamo ricevute numerose, la seduta può proseguire fino alle 14.45, per consentire poi la ripresa della seduta alle ore 15. Tutte le restanti dichiarazioni di voto che non potranno essere accolte saranno esaminate domani dopo le votazioni. Altre eventuali dichiarazioni di voto potranno essere presentate per iscritto.

14.1. Schutz gegen gedumpte und subventionierte Einfuhren aus nicht zur Europäischen Union gehörenden Ländern (A8-0182/2018 - Christofer Fjellner)

Dichiarazioni di voto orali

Xabier Benito Ziluaga (GUE/NGL). – Señor presidente, la tónica general de la Comisión Europea ante los problemas de desempleo o de la industria, como en la sobreproducción mundial de acero y aluminio, ha sido no hacer nada. En España, en 2009 la Dirección General de Trabajo aprobó un expediente de regulación de empleo de ArcelorMittal para doce mil empleados que se ha prorrogado hasta finales de 2018. Y todo ello, a pesar de los beneficios globales de esta multinacional: 3 670 millones de euros en 2017.

La posición de la Unión Europea debería ser la defensa de las personas trabajadoras y no de los beneficios de las multinacionales. Deberíamos protegernos de las importaciones para tener la capacidad de construir un modelo productivo alternativo y sostenible. Sin embargo, para la comisaria de Comercio no hay mal que por bien no venga. Ustedes están aprovechando la situación para negociar nuevamente con el Gobierno de los Estados Unidos políticas neoliberales, un nuevo TTIP zombi. Y sin ninguna transparencia. Y sin ningún mandato negociador del Consejo. Porque lo único que quieren defender son los intereses de la industria automovilística alemana y de las multinacionales.

14.2. Übereinstimmung von Fischereierzeugnissen mit den Kriterien für den Zugang zum EU-Markt (A8-0156/2018 - Linnéa Engström)

Dichiarazioni di voto orali

Rosa D'Amato, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Unione europea costituisce il più grande mercato di prodotti ittici al mondo, alimentato in buona parte dalle importazioni da paesi terzi. In questi continui scambi le organizzazioni di produttori svolgono un ruolo essenziale attraverso i loro piani di produzione e commercializzazione.

Prendiamo un esempio: l'Italia. L'Italia è uno dei paesi con il maggior numero di organizzazioni di produttori costituite da pescatori artigianali. Per paesi come l'Italia, quindi, la creazione di misure mirate di controllo all'accesso del mercato europeo rappresenta un'ottima opportunità per i piccoli pescatori di competere con successo con i prodotti della pesca importati o industriali.

Bisogna stabilire requisiti uniformi per i prodotti della pesca venduti nell'Unione europea, e il lavoro dell'on. Engström va in questa direzione, con l'obiettivo di permettere ai consumatori di compiere scelte informate e di non essere più vittime di etichettature scorrette, come dimostrato da vari studi.

Per questo motivo sono necessarie misure mirate: ad esempio, norme di commercializzazione e controllo comuni, con relative sanzioni, applicate anche alle misure di conservazione, allo scopo di promuovere un mercato trasparente e di qualità. È necessaria l'adozione di misure di mercato che aumentino la tracciabilità del pesce pescato, e premi e incentivi per le pratiche di pesca sostenibili. Si tratta quindi di priorità ben accolte nella relazione che noi abbiamo supportato.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Senhor Presidente, este relatório é muito importante porque devemos saber de onde vem o peixe. No meu país, a Galiza, a pesca enlatada é muito importante na representação do volume de produção. No que respeita à rotulagem, é muito importante que apareça a espécie, a zona, o método de produção e também a arte de pesca.

Não se pode continuar a permitir a concorrência desleal, mas chamo também a atenção deste Parlamento para as condições de trabalho. Segundo este relatório, a União Europeia tem claramente pouca credibilidade no que respeita às normas laborais para os pescadores noutros países, uma vez que não assume a suas responsabilidades internacionais dentro das suas fronteiras.

Muitos parabéns à relatora por este relatório também muito importante para o meu país.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, οι αλιείς στην Ελλάδα αντιμετωπίζουν πάρα πολλά προβλήματα, κυρίως λόγω της αντιλαϊκής πολιτικής των μνημονίων και, φυσικά, έχουν πλέον φτωχοποιηθεί. Ταυτόχρονα, όμως, αντιμετωπίζουν και άλλες προκλήσεις, καθώς τουρκικά αλιευτικά, κυριολεκτικά, διεξάγουν πειρατεία. Μαζί με την προστασία της τουρκικής ακτοφυλακής, εισέρχονται παράνομα στα ελληνικά χωρικά ύδατα και αλιεύουν παράνομα. Αυτό συμβαίνει σε όλη την έκταση του Αιγαίου. Συμβαίνει με μεγάλη έμφαση στην περιοχή των Ιμίων, αλλά και στην περιοχή της Θάσου. Επιπλέον, ένα άλλο σοβαρό πρόβλημα είναι η εισαγωγή τουρκικών αλιευτικών προϊόντων, τα οποία αλιεύονται παράνομα, καθώς τα τουρκικά αλιευτικά δεν τηρούν τις προδιαγραφές και τις απαγορεύσεις που υπάρχουν για τα θέματα αλιείας. Έτσι, τα αλιεύματα αυτά εισέρχονται στην ελληνική αγορά και στην ευρωπαϊκή αγορά. Είναι κάτι το απαράδεκτο, το παράνομο και πρέπει να σταματήσει.

14.3. Ernährung und Landwirtschaft der Zukunft (A8-0178/2018 - Herbert Dorfmann)

Dichiarazioni di voto orali

Igor Šoltes (Verts/ALE). – Predloga poročila glede prihodnosti kmetijstva seveda nisem mogel podpreti. Predvsem zaradi razlogov, ker je premalo ambiciozen, ker se še vedno preveč prostora pusti zastrupljanju v kmetijstvu z različnimi pesticidi in ker tukaj nismo naredili odločnega koraka naprej.

Druga zelo pomembna stvar, ki me je prepričala o tem, da ne podprem tega reporta, je predvsem ta, da ne ščitimo dovolj male in srednje kmete, ki so pravzaprav ključni za ohranjanje našega podeželja. In če bomo favorizirali samo velike, potem bomo seveda zelo oslabili ta trg kmetijstva.

Ravno mali kmetje so tisti, ki dajo dodano vrednost, ki skrbijo, da seveda lokalna hrana najde svoje pravo mesto. In ravno lokalna hrana je tista, ki jo moramo pripeljati na krožnike najbolj ranljivi skupini, tako otrok, kot bolnikom, kot starejših.

Miguel Viegas (GUE/NGL). – Senhor Presidente, este relatório representa mais uma tentativa de resolver a quadratura do círculo. Defende coisas importantes que nós apontamos, como ser contra a nacionalização dos custos da PAC, a manutenção do seu orçamento, o reforço do POSEI, a defesa dos pequenos e médios agricultores.

Agora, sejamos sérios, sem colocar os fundamentos da PAC em questão, isto é mais um exercício de hipocrisia, porque este modelo da PAC, com a sua orientação liberal, é que suporta este modelo de produção intensiva virado para a exportação, para o agronegócio, e este modelo é que esmaga os preços e o rendimento dos agricultores.

O que nós pretendemos é, de facto, uma rutura com esta PAC, com instrumentos públicos de regulação da oferta e que permita a defesa da soberania alimentar de cada país e, por sua vez, garantir rendimentos justos e dignos a quem produz, os nossos agricultores.

Francis Zammit Dimech (PPE). – Sur President, meta nitkellmu dwar il-futur tal-agrikoltura u r-rabta anki mal-ikel, nafu, u hawn enfasi dwar, il-htieġa li jkun hemm remunerazzjoni xierqa u adegwata għall-bdiewa. Għalhekk qed niehu din l-opportunità biex nagħmel appell lill-gvern ta' pajjiżi, ta' Malta, biex kull fejn jista', jara li l-prodott lokali, kif qed nirreferu għalih fir-rapport, u l-prodott frisk jintuża. Mhux kif sar dan l-aħħar, fl-iskema tat-tqassim tal-frott u l-haxix lit-tfal tal-iskejjel, fejn il-gvern, għal raġunijiet li jaf hu biss, flok mar għall-prodott lokali u frisk, għażel mod iehor. U dan kien anki b'detriment għall-istess tfal fl-iskejjel, u b'detriment għall-bdiewa, li kellhom prodotti u trakkijiet shah ta' prodotti li kellhom jarmuhom.

Irridu niftakru dwar il-htigijiet ta' pajjiżi żgħar, irridu niftakru dwar pajjiżi żgħar fejn l-art agrikola dejjem tonqos u allura rridu nagħmlu anki incentivi biex ikun hemm aktar użu tal-art għal skop agrikolu.

Момчил Неков (S&D). – Общата селскостопанска политика е най-старата общоевропейска политика. Имайки предвид турбулентните времена, през които преминава европейското селско стопанство и несигурността на европейските, и в частност на българските земеделски производители, намирам предложението за намаляване на бюджета на общата селскостопанска политика за опасно. В тази връзка смятам, че българското правителство трябва да настоява поне за запазване на бюджета за България през този програмен период и го призовавам най-накрая да направи това по примера на други държави членки.

Време е, обаче, да се промени моделът на българското земеделие. Разпределението на субсидии не е справедливо. Не е логично зърнопроизводството и зеленчукопроизводството да се субсидират диспропорционално, както е в момента. Земеделието става монокултурно, секторът не е достатъчно привлекателен за младите, няма целенасочена политика към планинските райони. Проблемът с концентрацията на земята става все по-остър. На фона на всичко това, намаленият бюджет в следващия програмен период не е решение и е безотговорно да се примиряваме с това.

Ricardo Serrão Santos (S&D). – Senhor Presidente, a atividade económica das regiões ultraperiféricas depende fortemente da agricultura. Por esta razão, na posição do Parlamento Europeu sobre o futuro da PAC, que hoje votamos, merece destaque a salvaguarda do orçamento do POSEI, bem como dos seus dispositivos regulamentares.

De destacar ainda o reconhecimento de que regiões ultraperiféricas que merecem um tratamento diferenciado também no que diz respeito ao funcionamento do mercado do leite, solicitando-se à Comissão que tenha em conta indicadores adaptados à realidade das regiões ultraperiféricas para a monitorização dos preços do leite e a definição da crise do setor.

Para concluir, defendo uma maior convergência externa dos pagamentos diretos entre Estados-Membros no primeiro pilar da PAC, cuja lógica deve excluir os montantes por eles recebidos no âmbito do II Pilar, e assim votei.

Nicola Caputo (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, pur riconoscendo la necessità che ogni Stato membro adatti la politica agricola comune alle proprie esigenze, sono nettamente contrario all'idea di una nazionalizzazione della PAC.

Va mantenuta l'attuale architettura a due pilastri, ritenendo però che il sistema esistente per il calcolo dei pagamenti diretti nel primo pilastro vada modernizzato e sostituito da un metodo di calcolo dei pagamenti a livello europeo.

La nuova PAC deve darsi obiettivi ambiziosi, deve garantire che il cibo prodotto sia sufficiente e sicuro, tutelarne la competitività sui mercati internazionali, proteggere gli agricoltori dalla volatilità dei prezzi e dalle crisi di mercato, sostenere la dimensione familiare dell'agricoltura europea e soprattutto le nuove generazioni di agricoltori.

E tra le priorità della futura PAC dovrà figurare, a mio avviso, anche la necessità di rendere le aziende agricole più sostenibili e pienamente coinvolte nell'economia circolare e nella promozione dell'innovazione, della ricerca e delle pratiche intelligenti. Obiettivi che però potranno essere raggiunti solo con una PAC sufficientemente finanziata e quindi senza tagli al bilancio.

Stefano Maullu (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, io credo che vada detto con chiarezza che i tagli all'agricoltura, i tagli alla PAC, sono una grande delusione. Sono una delusione rispetto agli obiettivi che l'Unione europea deve avere, ovvero un'agricoltura forte e coesa che possa tutelare la filiera agroalimentare, che ha un valore aggiunto assolutamente straordinario, in particolare nel nostro paese, in Italia.

E credo che questi tagli non giovino soprattutto a un'agricoltura di qualità, a un'agricoltura che deve vedere una nuova frontiera, quella dei giovani, i giovani legati a un'identità territoriale, ma soprattutto a un'identità di marchio, di marchio di garanzia che porti al chilometro zero, quello che abbiamo sempre auspicato.

Quindi questa Europa non va nella giusta direzione, soprattutto per ciò che accade, ovvero le importazioni, in particolare di prodotti agroalimentari che hanno bisogno di barriere, di dazi, penso al riso che arriva dal Sudest asiatico, che rischia di compromettere le tradizionali colture che, in particolare in Lombardia, hanno una tradizione centenaria.

E tutto questo si accompagna poi a una serie di, direi, contrapposizioni particolarmente dannose, tipo le dichiarazioni del commissario Oettinger che mirano a creare ancor più disaffezione in uno Stato come il nostro paese, l'Italia.

Mairead McGuinness (PPE). – Mr President, for many of us the detail in this report is important, but for farmers it is the budget to support the common agricultural policy which is vital. I quote figures from Irish agriculture from last year, where cattle and sheep farmers were entirely reliant on the payment for their income. What that means is that if they didn't have the payment they would be working for nothing. It's a very stark reality, and therefore we do have to press that the budget for agriculture is not slashed in the coming review of the Multiannual Financial Framework.

Added to that, we want to support young farmers. One of my concerns is that the young farmer payment goes to the landowner from whom the land is rented and not directly to the young farmer. That is something we will have to address.

On the issue of moving away from historic payments, which started in 2013, I expect the proposals due on Friday to continue that process and I look forward to the details.

Andrejs Mamikins (S&D). – Mr President, the common agricultural policy should be truly common. When I say this I do not only mean further integration and harmonisation of the rules, but also that the European Commission should overcome the silo approach.

Agriculture is also part of our development and cohesion, commerce and international trade. This is why I am very glad the report includes the opinions of numerous parliamentary committees. I wish the European Commission had a similar holistic approach to the goal of achieving the revitalisation of our farms. We must make farming attractive to young people.

In recent years there has been an extreme decrease in the share of young people in rural areas. Personally, I am particularly worried about this negative trend in Latvia. The poor quality of professional education is a big obstacle. In addition, agriculture is considered to be low prestige and inferior to other sectors, and our young farmers do not feel that they have priority in public support programmes. That is why I voted in favour.

Seán Kelly (PPE). – A Uachtarán, dár ndóigh vótáil mé i bhfabhar na tuarascála seo agus, mar Rapóirtéir don Choiste Trádála, bhí mé páirteach sa díospóireacht a bhí againn oíche Dé Luain in éineacht leis an gCoimisinéir Ó hÓgáin agus an Rapóirtéir Dorfmann. Caithfidh mé a rá go bhfuil mé dóchasach go bhfuil todhchaí mhaith dár bhfeirmeoirí agus dár mbia san Aontas. Ach, ba mhaith liom dhá rud a rá faoi.

An chéad rud, má táimid ag déanamh comhaontú saorthrádála, caithfidh a chinntiú go mbeidh an bia a bheidh ag teacht isteach san Aontas ar chomhchaighdeán leis an mbia atá á sholáthar san Aontas féin.

Agus an dara rud, caithfidh a chinntiú freisin nach mbeidh an tionscal talmhaíochta thíos leis ar mhaithe le tionscail eile agus sinn ag déanamh comhaontú saorthrádála cosúil le Mercosur. Sin a bhfuil.

Dobromir Sośnierz (NI). – Panie Przewodniczący! Doszło tutaj dzisiaj do rzeczy niebywalej: w tej rezolucji przegłosowaliśmy zdanie, które mówi: mając na uwadze, że spożycie tłuszczów nasyconych i czerwonego mięsa w Unii znacznie przekracza zalecane poziomy zapotrzebowania na wartości odżywcze... itd. Podczas zeszłej sesji w Brukseli przegłosowali Państwo coś odwrotnego. Mianowicie uważa się, że należy przeciwstawić się przeświadczeniu, że jagnięcina jest trudna do przyrządzenia i odwrócić obecną tendencję do unikania czerwonego mięsa. Traktujecie dane wyrywkowo, wypowiadacie się na tematy, na których się nie znacie, nie wiecie nad czym głosujecie i robicie z prawa unijnego burdel. Co to w ogóle jest? Przegłosowujecie dwie sprzeczne ustawy w odstępie dwóch tygodni.

14.4. Auslegung und Umsetzung der Interinstitutionellen Vereinbarung über bessere Rechtsetzung (A8-0170/2018 - Pavel Svoboda, Richard Corbett)

Dichiarazioni di voto orali

Adam Szejnfeld (PPE). – Panie Przewodniczący! Sprawozdanie dotyczy bardzo technicznych spraw z zakresu prawa i legislacji, ale warto przy tej okazji przypomnieć, że złe prawo nie jest szanowane, że prawo przeregulowane, trudne i kosztowne w realizacji nie jest przez obywateli przestrzegane, jest omijane. Natomiast prawo stosowane źle, prawo źle stosowane przez państwo i jego instytucje na korzyść państwa, a przeciwko obywatelom, zniechęca ich natomiast do instytucji państwa, a także Unii Europejskiej. Dlatego powinniśmy dbać o to, aby tworzyć prawo dobre, proste, przejrzyste, zrozumiałe dla obywateli, prawo tworzone wraz z obywatelami i dla obywateli.

Chciałbym też powiedzieć, że te uwagi kieruję przede wszystkim do prawodawstwa i legislacji w państwach członkowskich, ponieważ przez złe prawo, które tworzy się bardzo często w państwach członkowskich, potem źle postrzega się Unię Europejską jako taką. Powinniśmy tutaj jako politycy, parlamentarzyści unijni i krajowi, współpracować na rzecz dobrego, lepszego prawa.

Andrejs Mamikins (S&D). – Mr President, the way of lawmaking in the EU is known to be highly complex and slow. This is one of the things our international partners notice with regret. At the same time, our legislation is the most inclusive and most respectful of the will of our citizens, and we need our people to know that their voices have been heard. We organise consultations and collect opinions before the legislative process, but we lack the citizens' assessment during the implementation.

For this reason, I welcome the call for a dedicated joint database on the state of play on legislative files. Transparency must be our key word and efficiency must be our testing criteria. We need a politically intelligent approach to gain the support of our people for the laws we do. Our laws must be something that these people can be proud of, and I am convinced that our S&D Group is politically and ideologically equipped to lead such a battle. If we want to have well-informed and supportive EU voters tomorrow, we need to share more information with them and get more feedback from them.

14.5. Mehrjähriger Finanzrahmen 2021-2027 und Eigenmittel (B8-0239/2018, B8-0240/2018, B8-0241/2018)

Dichiarazioni di voto orali

Jasenko Selimovic (ALDE). – Mr President, even under the Treaty of Rome, the so-called European Economic Community was to be financed by national contributions for the transitional period only and subsequently by a system of own resources. Today, in the light of Brexit, we come back to the same discussions. Probably somewhere between 14% and 19% of the EU budget will be lacking when the UK exits the European Union and we need to finance the EU, especially in times when actions at EU level are more and more demanded by our citizens and we are taking on more and more tasks.

Therefore, I strongly support that we follow one single, simple and transparent principle: that EU resources flowing from EU policies should flow to the EU budget. It will ease the burden borne by the Member States through their national contributions and ensure the proper financing of EU policies with clear European added value.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Panie Przewodniczący! Trudno było nie poprzeć tego kompromisu. Bez wątpienia nie jest to rozwiązanie optymalne, ale wypracowane w dużym trudzie, przy niesprzyjających sytuacjach związanych między innymi z brexitem. Na co chcę jednak zwrócić uwagę? Przede wszystkim na trzy wątpliwości. Pierwsza dotyczy zmniejszenia środków Europejskiego Funduszu Społecznego o około sześć procent. Według mojej oceny, w obecnej sytuacji, jest to rzecz wręcz niedopuszczalna. Druga rzecz – pomimo licznych zapowiedzi nie zwiększono w sposób wystarczający, wręcz odwrotnie nawet, realnie zmniejszono środki finansowe na rzecz nasilenia programów związanych z badaniami i innowacjami. Cieszy mnie, że zwiększono środki na Erasmus+, czyli program stypendialny, który jest niezwykle istotny z punktu widzenia młodego pokolenia. Ale przypomnę, że zapowiadano, iż to zwiększenie będzie prawie trzykrotne. Zredukowano to zwiększenie – na co także zwracam uwagę.

Miguel Viegas (GUE/NGL). – Senhor Presidente, nós já conhecíamos a orientação geral deste Quadro Financeiro Plurianual: menos coesão, menos política agrícola e mais segurança e defesa. Ontem, a Comissão Europeia confirmou esta orientação, anunciando um corte de 7 % nos fundos estruturais para Portugal e a manutenção da condicionalidade macroeconómica.

Para nós, é inaceitável ligar a aplicação dos Fundos Estruturais ao Semestre Europeu e às recomendações por país, porque isso limita a capacidade de decisão dos Estados nacionais sobre o seu próprio modelo de desenvolvimento.

Esta proposta da Comissão Europeia não só corta nos Fundos Estruturais como cria novos mecanismos de chantagem, visando impor a sua agenda neoliberal aos Estados nacionais. A cada dia que passa, fica absolutamente mais claro que não será esta Comissão Europeia, nem este quadro, a promover a coesão social e territorial que tanto apregoa.

Petras Auštrevičius (ALDE). – Mr President, I welcome the Commission's proposal for the new Multiannual Financial Framework for 2021-2027, as well as the flexibility introduced by the own-resources proposal for the financing of the EU budget. The proposal well reflects the key European Union priorities and goals in the context of increased external challenges and the budget hole which will be left by Brexit.

I support the increases foreseen for the security, defence and such flagship programmes as, for example, Erasmus. However, I strongly believe that we should continue the current support level for such traditional policies as the common agricultural policy and the cohesion policy. We all benefit from these policy areas, and any decrease can only be gradual and with compensation mechanisms in place. Thus I hope during the negotiation process we can ensure adequate financing, quality and effectiveness of these policies.

Jan Zahradil (ECR). – Pane předsedající, já jsem pro tento návrh nehlasoval a mám k němu dvě poznámky. Jedna se týká těch vlastních zdrojů. Nezahráváme si s vlastními zdroji. Evropská unie je unie národních států, a proto by měla být prováděna a její rozpočet také s odvody, které přicházejí primárně z národních států. Jestliže budeme vytvářet další a další vlastní zdroje, budeme Evropskou unii odšťihávat od jejích základních stavebních kamenů a stavět ji někde do vzduchoprázdna a hlavně, budeme muset vymýšlet nějaké nové celoevropské daně a poplatky. Já v tom žádnou logiku nevidím.

Druhá poznámka se týká změny struktury rozpočtu. Já rozumím tomu, že má být omezena politika soudržnosti, že třeba země střední a východní Evropy mají dostat o něco méně, zatímco hraniční země Evropské unie o něco více na boj s nelegální migrací. Dobrá, ale v tom případě to nám ze střední a východní Evropy musí být nějak vykompenzováno. Takže, prosím, přestaňte nás obtěžovat s kvótami na uprchlíky a pak s tím možná budeme souhlasit.

Jadwiga Wiśniewska (ECR). – Panie Przewodniczący! Jedną z poważniejszych kwestii zawartych w projekcie budżetu zaproponowanym przez Komisję jest planowana redukcja wydatków na wspólną politykę rolną oraz politykę spójności. To nie jest dobre rozwiązanie, są to bowiem kluczowe unijne strategie i należy sprzeciwić się takim radykalnym cięciom.

Szanowni Państwo! Jeśli chodzi o spadek funduszy dla rolnictwa, rolnicy są ewidentnie uzależnieni od płatności i budżet na rolnictwo nie powinien być pomniejszany. Powinniśmy dołożyć wszelkich starań, by wspierać unijne, europejskie rolnictwo. Wspólna polityka europejska powinna być realnie wspólna, dlatego opowiadam się przeciwko cięciom na rolnictwo, a także postuluję wyrównanie dopłat dla polskich rolników.

Adam Szejnfeld (PPE). – Panie Przewodniczący! Mówimy o budżecie na przyszłe lata i tworzymy go w zupełnie innych warunkach niż w latach minionych – musimy brać to pod uwagę. Często podczas wystąpień przypomina się kwestię brexitu, ale pamiętajmy, że za nami jest największy w ostatnich stu latach kryzys finansowy, za nami też pewnie największy kryzys migracyjny. Te wszystkie czynniki musimy brać pod uwagę, wyciągać z nich wnioski i tak kształtować budżet, żeby on służył także niedopuszczeniu do podobnych kryzysów w przyszłości.

Jest jeszcze jeden – czwarty – bardzo poważny czynnik, który powinniśmy brać pod uwagę. Mianowicie w całej Europie, w większym czy w mniejszym stopniu w różnych państwach oczywiście, szerzy się nacjonalizm, partykularyzm, rosną w siłę ruchy antyunijne, tworzą się partie, które mają swoją siłę w określonych państwach, partie populistyczne, ba – nawet zdobywają władzę, jak ostatnio we Włoszech. Te kwestie musimy brać pod uwagę także po to, żeby zapewnić środki finansowe w budżecie na walkę z tymi złymi zjawiskami.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, σε σχέση με το Πολυετές Δημοσιονομικό Πλαίσιο 2021-2027 και τους ίδιους πόρους, θα πρέπει να επισημάνουμε ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση θέτει όλο και πιο φιλόδοξους στόχους. Αυτό σημαίνει ότι τα κράτη του σκληρού πυρήνα, τα οποία κερδίζουν δισεκατομμύρια από τη λειτουργία της Ευρωπαϊκής Ένωσης και της ευρωζώνης, πρέπει να βάλουν βαθιά το χέρι στην τσέπη. Πρέπει να ενισχυθεί ο προϋπολογισμός της Ευρωπαϊκής Ένωσης και να ξεπεράσει το 2% του ΑΕΠ της Ένωσης. Να ενισχυθεί με ευρωμόλογα και να υπάρξουν γενναίες δημοσιονομικές μεταβιβάσεις στις χώρες του ευρωπαϊκού Νότου. Να υπάρξουν αυξημένα κονδύλια για την ΚΓΠ και να μη γίνει μείωση. Να υπάρξει στήριξη της συνοχής και μέτρα για το μεταναστευτικό και την απασχόληση των νέων. Ταυτόχρονα, σε αυτούς που θέλουν περικοπές, τους λέμε περικόψτε τα κονδύλια για την Τουρκία. Πλήρη διακοπή της χρηματοδότησης της Τουρκίας, η οποία απειλεί την Ελλάδα και την Κύπρο, η οποία αυτή τη στιγμή έχει φυλακισμένους δύο Έλληνες στρατιωτικούς. Κανένα ευρώ στην Τουρκία.

Marek Jurek (ECR). – Panie Przewodniczący! Komisarz Günther Oettinger po raz kolejny wrócił do fatalnego pomysłu dokonywania ocen politycznych pod pretekstem kontroli praworządności przez Komisję w czasie przygotowywania projektu wieloletniego budżetu. Na jakiej podstawie? Jak można mówić o rządach prawa i uzurpować dla organu o charakterze administracyjno-koordynacyjnym kompetencje, które należą do rządów Unii Europejskiej, które zawarły naszą Unię? Traktaty mówią wyraźnie o kompetencjach Rady Europejskiej i Komisja powinna o tym pamiętać.

Powinna również pamiętać o prawach nabytych, które ten budżet musi realizować. Polskie rolnictwo na połowie obszaru Europy okupowanej przez Związek Sowiecki było fenomenem ze względu na zachowanie indywidualnej własności i swojej rodzinnej struktury. Przez całe dziesięciolecia nie korzystało z żadnej pomocy, dziś ma zwyczajnie po prostu do niej prawo.

Luke Ming Flanagan (GUE/NGL). – *(start of speech off mike)* ... Mr President, the powers that be have already made up their minds. The future of Europe is set out in how we spend the budget up until 2027. The priorities are clear: fighting before feeding. What is proposed is a larger budget than we currently have – this in spite of the UK leaving. The hole is to be filled by an increase in contributions from Member States through a variety of means, yet we're being told that funding to the two most important areas – agriculture and cohesion – must be cut. So the cake is bigger, but still we have less for the two most important areas.

So why? Well, the answer is that priorities are changing. What used to be core common policy – feeding the population – has been replaced with a common policy on defence. The budget Commissioner, Gunter Oettinger, was at least open as to why agriculture was to be cut when he said that there are more important areas.

So here we are, with the EU, which touts itself as the 'biggest peace project of our time', and we're told there has not been in a war in Europe since the foundation of this institution, and yet, after all these years of peace, we are now to become a war machine and we are to sacrifice our ability to feed ourselves to do it. Madness! I voted against this rubbish.

John Howarth (S&D). – Mr President, there are many good things to support in this resolution, which largely reiterates the position of Parliament some months ago, particularly the support for those areas that increase scientific research programmes, and so on, are there to be welcomed, and we are happy as Labour MEPs to support those aspects of the resolution. However, only aspects relating to own resources.

First of all, the United Kingdom has a derogation from changes to these systems between now and the end of the MFF and, of course, the UK intends to leave before this new MFF, so it would be inappropriate to express a view on those points.

Finally, on the question of the rebates, many of which flow from by far the largest rebate – the UK's, it seems to us that it is important for UK citizens to understand that that will continue to the end of this MFF and the end of the UK's membership, and the time to discuss those rebates is perhaps once the UK has left, rather than before.

14.6. Empfehlung an den Rat, die Kommission und die Vizepräsidentin der Kommission und Hohe Vertreterin zu Libyen (A8-0159/2018 - Pier Antonio Panzeri)

Dichiarazioni di voto orali

Jadwiga Wiśniewska (ECR). – Panie Przewodniczący! Sytuacja wewnętrzna w Libii jest bardzo skomplikowana. Co więcej, trwający od kilku lat kryzys ma znaczący wpływ również na inne kraje Afryki. Ma także wpływ na Unię Europejską. Widać to wyraźnie na przykładzie nielegalnych migrantów. Wiele osób przemierza Libię tranzytem lub ucieka z niej, próbując dostać się do Europy przez Morze Śródziemne. Dobrze, że sprawozdanie wzywa do wprowadzenia długoterminowych i realistycznych rozwiązań dotyczących pierwotnych przyczyn migracji. Priorytetem Unii Europejskiej powinno być zapewnienie skutecznej pomocy społecznościom lokalnym, zarówno w Libii, jak i w innych państwach Afryki Północnej, w taki sposób, by poprawiać standard życia na miejscu. Ten kierunek wskazywał już ponad dwa lata temu lider Prawa i Sprawiedliwości, pan Jarosław Kaczyński. Za pozytywne również należy uznać, że Unia Europejska chce wspomagać organy libijskie w zapewnianiu powrotu do domu osób wewnętrznie przesiedlonych oraz wspierać wdrożenie skutecznych środków zwalczania handlu ludźmi i przemytu migrantów. Dlatego zdecydowałam się poprzeć to sprawozdanie.

14.7. Jahresbericht über das Funktionieren des Schengen-Raums (A8-0160/2018 - Carlos Coelho)

Dichiarazioni di voto orali

Monica Macovei (ECR). – Domnule președinte, am adus România și Bulgaria mult mai aproape de Schengen. Ele pot acum să folosească informațiile introduse de alte state membre în baza de date Schengen și, de asemenea, toate statele membre pot vedea informațiile introduse de România și Bulgaria în această bază de informații. Ca atare, vor putea colabora perfect și în timp real. Când ai informații, ai știință, ai putere și poți să previi terorismul, migrația ilegală, criminalitatea transfrontalieră. De asemenea, poți să-i identifice și să-i prinzi pe cei care se pregătesc să comită astfel de infracțiuni sau pe cei care deja le-au comis și se plimbă dintr-o țară în alta sau, în fine, se ascund pe undeva.

Aplicarea acestor lucruri, care sunt deja în lege, stau în viziunea, în știință, în capacitatea politică a conducătorilor, a politicianilor care ne conduc și a instituțiilor judiciare, polițienești, de frontieră și așa mai departe. Nu mai avem nici o secundă de pierdut.

Petras Auštrevičius (ALDE). – Mr President, to begin with, I want to emphasise that the Schengen agreement is a fundamental part of the European Union's project, and the benefits it brings to the citizens' daily lives and businesses are undeniable. However, during recent years, due to the ongoing migration crisis and influx of unregulated migrants caused by the failure to protect common external borders, the Schengen area experienced serious challenges, including some Member States even changing their legislation. I believe that this is very alarming, and we need to guarantee the free movement of people and services, as this comprises a crucial part of European Union.

I fully support the rapporteur's call on the Member States to swiftly implement the Commission's roadmap on bringing back the Schengen.

Diane James (NI). – Mr President, I did not support the adoption of this report. It is the duty of every sovereign nation to keep its borders safe and intact and to ensure the safety of its people. The Schengen agreement has undermined this principle fundamentally, and if I could change a key sentence in the report, it would actually say that the Schengen agreement has been one of the greatest failures of the European Union, not an achievement.

The enormous number of migrants who have been able to vanish within the Schengen area has actually led to one of the most significant threats to the European continent, and by reintroducing border controls, certain Member States have been able to fulfil their primary duty to help keep their people safe. The United Kingdom never signed up to Schengen, and with very good reason, and we will continue to support those countries who assert their right to say who can, and who cannot, cross their borders.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η λειτουργία της Συνθήκης Σένγκεν έχει αποτύχει πλήρως. Η Γερμανία, η Γαλλία, η Αυστρία, η Δανία και το Βέλγιο έχουν επαναφέρει τους εσωτερικούς ελέγχους. Στα γερμανικά αεροδρόμια και στο αεροδρόμιο των Βρυξελλών επιβάλλεται καραντίνα σε όσους επιβάτες προέρχονται από αεροπορικές πτήσεις από την Ελλάδα. Μάλιστα, υπάρχει και πλήρης νομιμοποίηση από την Επιτροπή, μια και στις συνεχείς διαμαρτυρίες μας και στις ερωτήσεις που έχουμε υποβάλει η Επιτροπή θεωρεί ότι αυτό είναι μια δίδεν νόμιμη διαδικασία. Για ποια λειτουργία της Σένγκεν μιλούμε; Ακόμη και εδώ στο Στρασβούργο, επί τρία χρόνια, όλοι, ακόμη και οι ευρωβουλευτές, υποβάλλονται σε έλεγχο διαβατηρίων. Αποδεικνύεται, λοιπόν, πλήρης η αποτυχία της λειτουργίας της Σένγκεν. Ταυτόχρονα, η περίφημη Frontex δεν κάνει τίποτε. Τα νησιά του Αιγαίου έχουν γεμίσει από προσφυγές και παράνομους μετανάστες και η Frontex απλά παρακολουθεί. Βρίσκεται εκεί με όλες της τις δυνάμεις. Δεκαεξίμιση χιλιάδες είναι αυτή τη στιγμή οι πρόσφυγες και οι παράνομοι μετανάστες στα νησιά του Αιγαίου. Δεν αντέχουν άλλο τα νησιά του Αιγαίου.

Marek Jurek (ECR). – Zasadniczym, a w istocie rzeczy jedynym źródłem kryzysu systemu Schengen – systemu otwartych granic – jest nielegalna imigracja. To sprawozdanie zamiast mówić o tym wyraźnie, postuluje po pierwsze starą już ideę, powtarzaną przez Komisję Europejską, tj. legalizację nielegalnej imigracji, a co więcej, niestety w tym sprawozdaniu znalazły się tak kuriozalne sformułowania, jak branie określenia „nielegalna imigracja” w cudzysłów albo mówienie o „tak zwanej nielegalnej imigracji”. No jak można kwestionować jej nielegalny charakter, a jednocześnie opowiadać bez przerwy o rządach prawa?

Ochrona granic jest obowiązkiem wszystkich państw, obowiązkiem potrójnym: wobec własnych obywateli, wobec prawa, które to nakazuje, ale również – jeżeli chodzi o zewnętrzne granice Unii – wobec naszych zgodnych ustaleń. I pora najwyższa, żeby to władze Unii Europejskiej zaczęły prawo Unii szanować.

14.8. Mindeststandards für die Rechte, die Unterstützung und den Schutz von Opfern von Straftaten (A8-0168/2018 - Teresa Jiménez-Becerril Barrio, Angelika Mlinar)

Dichiarazioni di voto orali

Monica Macovei (ECR). – Domnule președinte, numeroase persoane sunt victime ale infracțiunilor în Uniune în fiecare an. În România, în 2016, au fost înregistrate peste 1 800 de victime ale violenței în familie, mai mult de jumătate fiind minori. Autoritățile trebuie să garanteze victimelor proceduri rapide, eficiente și orientate către nevoile acestora, în primul rând, și, în al doilea rând, informarea despre eliberarea unui infractor, tocmai pentru a le proteja pe victime și a le permite lor să-și ia măsuri de protecție.

Cooperarea dintre statele membre, din acest punct de vedere, este esențială, pentru că și infractori și victimele circulă ca orice cetățean european în Uniunea Europeană. Ca atare, această cooperare este foarte necesară. De asemenea, pentru traficul de ființe umane, de exemplu, este necesar să protejăm victimele, chiar, uneori, să le ascundem identitatea, pentru că altfel nu vom prinde infractorul, nu vom prinde traficanții, nu vom avea dovezi și vom pune și în pericol viața victimelor, care sunt persoanele traficate.

Urszula Krupa (ECR). – Panie Przewodniczący! Sprawozdanie z wdrożenia dyrektywy ustanawiającej minimalne normy w zakresie praw, wsparcia i ochrony ofiar przestępstw ma uzasadnione zalecenia, jednak dokument koncentruje się na ofiarach, pomijając zapobieganie przestępczości. W większości państw członkowskich pojęcie rodziny jest znane i opisane w ustawach zasadniczych, dlatego trudno dociec, o jakie rozszerzenia tego pojęcia chodzi. Chociaż dokument opiera się na zasadzie niedyskryminacji, podkreśla on konieczność niesienia szczególnej pomocy ofiarom przestępstw seksualnych i osobom LGBT, co oznacza po prostu ich faworyzowanie. Przemoc na tle seksualnym czy nienawiść jako naruszenie prawa występuje w każdym europejskim kodeksie karnym, a w dokumencie zwraca się na to szczególną uwagę, zwłaszcza, że pomija się przestępstwa godzące w ludzkie życie. Jako osoby przestrzegające zasad etycznych, zwłaszcza katolicy, nie możemy popierać zapisów, w których zabicie dziecka poczętego jest traktowane jako prawo człowieka, pod zasłoną niezbyt godnie brzmiących praw reprodukcyjnych i seksualnych – to powód, dla którego zagłosowałam przeciwko temu sprawozdaniu.

Diane James (NI). – Mr President, I abstained on this vote, for the simple and justifiable reason that this report highlights the inadequacies of European Union regulation. The Directive has failed in virtually every sense, so it was absolutely unsupportable. Victims of crime need their rights protected, and this is best done at a Member State level, whereby local considerations are not only understandable but they are also applied. The one-size-fits-all approach taken by the European Union simply does not work, as has been demonstrated most admirably by this report, and there were major failings in the detail. When that happens, No MEP in this Chamber should have supported such directives or reports.

Jadwiga Wiśniewska (ECR). – Panie Przewodniczący! Polska implementowała dyrektywę dotyczącą ochrony i wsparcia ofiar przestępstw na terenie Unii Europejskiej. Uważam, że takie działanie jest jednym z naszych wspólnych priorytetów. Jeśli zaś chodzi o dzisiejszą rezolucję, to w finalnym głosowaniu wstrzymałam się jednak od głosu, ponieważ w sprawozdaniu znalazło się wiele kontrowersyjnych treści, odnoszących się do praw reprodukcyjnych, mniejszości seksualnych czy ratyfikacji konwencji stambulskiej.

Szanowni Państwo! Czy wszystkie dokumenty Unii Europejskiej muszą być skażone lewicową ideologią? Przecież zdrowie reprodukcyjne nie ma żadnego związku z tematyką tego sprawozdania, a ideologiczny charakter niektórych przepisów konwencji stambulskiej nie pozwala traktować jej jako spójnych, europejskich ram prawnych. Traktowanie aborcji jako podstawowego prawa człowieka uważam za niesłuszne i niegodne.

14.9. Jahresbericht über die Umsetzung der gemeinsamen Handelspolitik (A8-0166/2018 - Tokia Saïfi)

Dichiarazioni di voto orali

Petras Auštrevičius (ALDE). – Mr President, in the past few years the trade environment in the world has changed dramatically. We see strong protectionist tendencies enforced by the United States, insecurity caused by Brexit and growing trade with Asian countries. This means that consistent monitoring and assessment of the policy should become an integral part of the EU trade strategy so that the best trading opportunities can be created.

I support the report's view that the EU, as the biggest trading power, should continue to pursue common trade policy which reflects the interests of the EU citizens and companies and at the same time guarantees a fair playing field for the partner countries.

Finally, the trade agreement should always adhere to the European values, ensuring responsible management and value chain, and their implementation and negotiations should become much more transparent.

Andrejs Mamikins (S&D). – Mr President, our common commercial policy is the main instrument to fight against the challenges of globalisation. In a context where China and the US rearrange the trade order according to their individual agenda, we need to be stronger and more united. The withdrawal of the USA from the international trade and multi-lateral system is a threat to democracy. We need to create commercial security mechanisms to protect our businesses and industries from such shifts.

I appreciate the spirit of this report and the assessment of the achievements that have been made, and I have of course voted in favour. I regret, however, seeing that European companies are not making sufficient use of the benefits available under free-trade areas. The reason for this is lack of open data and expert support. This is why I support the call to make the implementation of the common commercial policy more transparent, particularly during the negotiation of trade agreements.

15. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll

(La seduta è sospesa alle 14.35)

VORSITZ: RAINER WIELAND

Vizepräsident

16. Wiederaufnahme der Sitzung

(Die Sitzung wird um 15.01 Uhr wieder aufgenommen.)

17. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll

18. Antrag auf Anhörung des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses (Artikel 137 Absatz 2 GO) (Billigung): siehe Protokoll

19. Die Werte der EU und die Zunahme von Korruption und Kriminalität aufgrund von „goldenen Visa“ (Aussprache über ein aktuelles Thema)

Der Präsident. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über ein aktuelles Thema (Artikel 153a der Geschäftsordnung) über die Werte der EU und die Zunahme von Korruption und Kriminalität aufgrund von „goldenen Visa“ (2018/2676(RSP)).

Ich weise darauf hin, dass es bei dieser Aussprache keine spontanen Wortmeldungen gibt und keine blauen Karten zulässig sind.

Monika Panayotova, President-in-Office of the Council. – Mr President, you have invited the Presidency to speak on behalf of the Council on the topic of the proliferation of corruption and crime through golden visas. This is an important issue which concerns not only visas and residence permits, but also the broader issue of European citizenship. The granting of citizenship and long-stay visas by a Member State falls under national competences, and as a consequence, these matters are not governed by EU law. However, the consequences deriving from decisions by one or more EU Member States frequently have an impact on all the others. Therefore, I would like to thank you for drawing the attention to this topic.

Third-country nationals who benefit from a citizenship or residence-by-investment scheme, commonly referred to...

(Disturbance in the Chamber)

...as golden visas, are usually entitled to reside, live and work in the territory of the European Union Member State granting the permit. At the same time, they can also benefit from the Schengen area residence permit and the citizenship of the Member State.

Fundamental privileges and rights are attached to the European Union citizenship and residency permits in an EU Member State. The golden visa programmes matter because they might offer the possibility of misuse or are sometimes perceived as potentially weakening the fight against corruption in the European Union and its neighbouring countries. For this reason, when defining national legislation, each Member State should not only take into account international and Union law but also the essence of EU citizenship and its inherent value.

The protection of European Union citizenship is our joint responsibility, shared among all Member States and institutions. The European Union, the European Parliament, the Council and the Commission have already expressed their views about these developments. In your resolution of 16 January 2014 on EU citizenship for sale, you called on Member States to recognise and live up to the responsibilities they hold in safeguarding the values and objectives of the Union.

Let me also recall that, in its conclusions on the EU citizenship report of 2017, the Council addressed this issue. It invited all Member States to act in accordance with the principle of sincere cooperation and respect the limits set out by the Court of Justice when granting or removing nationality. It is also very relevant that the Commission announced its intention to produce a report on national schemes granting EU citizenship to investors. The Commission is expected to describe current national law and practices as well as its action in this area and provide some guidance for Member States. This report could help us to have a better overview and understanding about existing practices. It will also help the Council to revert to this issue if necessary. I am looking forward to hearing from Commissioner Bulc on the subject.

Let me conclude by restating the obvious. Member States are solely responsible for defining the applicable rules in this area, but because of the rights conferred by EU citizenship, we all care. EU citizenship is not and should not become a tradable commodity.

Violeta Bulc, *Member of the Commission*. – Mr President, I would like to thank you for tabling this debate today. It covers issues that go to the core of EU values, of EU citizenship, and of the duty of sincere cooperation inside our Union. The Commission takes seriously the need to safeguard the essence of EU citizenship. While it is for each Member State to lay down the conditions for the acquisition and loss of its nationality, this must be done in full respect of Union law.

Member States should award citizenship in a spirit of sincere cooperation with other Member States. This involves fully recognising that the conferral of their nationality means conferral of EU citizenship and the rights and advantages this brings with it.

EU citizenship is the entry door for the internal market. If one Member State does not apply the necessary security and criminality checks, then this can affect all of us. It is for Member States to ensure that the necessary steps are taken to counter security risks. They must also apply rigorous criteria to identify and then combat criminality and corruption.

With these points in mind, I can assure you that the Commission is closely monitoring citizenship investor schemes in the EU and their applicants.

In the 2017 EU Citizenship Report, the Commission announced that it would publish a report on national schemes granting EU citizenship to investors in 2018, and we will do so in autumn.

As regards golden visas, in the absence of harmonisation at EU level, the Commission has no competence on the issuing of residence permits or long-stay visas for investors. Member States are competent to set the procedures and conditions of entry and stay for third-country nationals who wish to invest in the country and stay for longer than 90 days.

The effects of such residence permits are largely confined in the granting Member State. They do not entitle the holder to reside outside the issuing Member State, and the short-term travel possibilities are limited to up to 90 days in any 180-day period, in line with Schengen rules. The issue is, however, being analysed in the context of the Commission's fitness check of the legal migration legislation. The results should be made available in the second half of 2018.

Where allegations of fraud and criminal activities arise, it is for the national competent authorities to investigate, be they law enforcement authorities or judicial authorities. The Commission has no competence to intervene directly on allegations of fraud or criminal activities, except in cases where the EU budget is affected.

Member States must diligently conduct those investigations, including by applying the provisions of EU law on the prevention of the use of the Union financial system for the purpose of laundering money. I know that many of you are concerned about the possible link between citizenship-for-sale golden visa schemes and money laundering. These schemes indeed may be a factor that facilitates the injection of illicit money into the licit economy of the Member State.

Thanks to the efforts of Parliament, the new Anti-Money Laundering Directive includes a specific provision addressing the need for better screening of applicants to national schemes for granting long-term residence or citizenship to investors. This specific provision requires all obliged entities, including banks, members of the professions or wealth managers, to pay close attention and perform enhanced due diligence checks when they are dealing with a third-country national who applies for residence rights or citizenship in exchange for capital transfer, purchase of property or government bonds or investment in corporate entities in that Member State.

The Commission now expects all Member States to comply with the new rules as soon as possible and will monitor the implementation of the Directive.

Integrity and the fight against corruption in Member States are key priorities for the Commission. As I have already set out, while the Commission has no competence to intervene directly on allegations of fraud or criminal activities, we expect national authorities, be they law enforcement or judicial bodies, to tackle this vigorously.

National anti-corruption policies are monitored at EU level. In the framework of the European Semester, the Commission is closely following the functioning of the Member States' judicial systems, their fight against money laundering and their fight against corruption. All Member States are subject to an ongoing assessment of their general anti-corruption policy landscape and anti-corruption efforts.

In March 2018, corruption was indeed identified in several countries. In the Country-Specific Recommendations published on 23 May, recommendations on corruption-related issues were proposed for the following countries: the Czech Republic, Malta, Slovakia, Hungary, Italy and Latvia.

Roberta Metsola, f'isem il-grupp PPE. – Il-popli li nirrappreżentaw huma mhassba dwar in-nuqqas ta' sigurtà, il-kriminalità u l-hasil tal-flus. Bir-raġun jistennew azzjoni, jistennew protezzjoni u serhan il-mohh. Dak li qed niddiskutu llum ser ikollu impatt fuq dan kollu. Hawnhekk mhux qed nitkellmu dwar *golden visas* jew ċittadinanza biss. Hawn qed nitkellmu dwar hwejjeġ li ghandhom implikazzjonijiet hafna akbar.

Qed niddiskutu kif jidhlu n-nies fl-Ewropa billi jakkwistaw passaport jew ċittadinanza Ewropea – u jagħmlu hekk mhux ghalix ghandhom xi rabta ġenwina mal-Unjoni Ewropea imma ghalix johorġu l-flus, ghalix ihallsu.

L-identità u ċ-ċittadinanza ma tistax tkun ridotta qisha xi prodott li tixtriha minn fuq l-ixkaffa.

Ahna rridu lil min ghandu interess ġenwin li jinvesti, li johloq ix-xoghol, li jkattar l-impjegi f'kull pajjiż tal-Unjoni Ewropea, isib il-mezz kif jagħmel dan, imma li tinxtara ċ-ċittadinanza minghajr kontroll: dan mhuwiex sew.

Jien ġeġja minn pajjiż li tul is-snin, minbarra li ta importanza qawwija lill-investment lokali, jiġifieri tal-Maltin u l-Ghawdxin li investew hinhom u flushom f'pajjiżhom ghal rashom f'negozji żgħar u medji jew bhala *self-employed*, tajna importanza wkoll lill-investment barrani.

Dejjem tajna valur lill-kontribut ekonomiku li kien hemm min ta b'mod ġenwin fl-ekonomija tagħna, imma li xi pajjiż Ewropew jintuża ghal skopijiet dubjużi, bhall-hasil ta' flus u korruzzjoni qatt ma ghandu jkun aċċettat.

U nagħlaq b'din: fl-istituzzjoni u f'pajjiżi ahna hdimna fuq is-sigurtà, is-sigurtà fil-fruntieri, hdimna fuq liġijiet kontra l-hasil tal-flus. Ma jistax ikun li dak li hdimna fuq jintilef f'qasir żmien. Ma nistghux nagħlqu għajnejna. La ahna, la l-Kummissjoni Ewropea, la hadd. Iċ-ċittadinanza titlob li jkun hemm rabta ġenwina, u dan hu dak li jistennew iċ-ċittadini minghandna.

Tanja Fajon, on behalf of the S&D Group. – Mr President, golden visa schemes allow certain third-country nationals to obtain citizenships or permanent residence of a Member State, and with that they have access to the Schengen area and the internal market. They are very often highly corrupt individuals who have not been properly vetted and who may well be criminals. According to Transparency International, such practices are carried out by at least 11 Member States of the EU, and that is of great concern.

Golden visa programmes are not exclusively a national matter, but an EU matter too. We talk about the safety of the Schengen area and our citizens. How can our Member States justify on the one hand refusing to accept a single refugee fleeing war or persecution, whilst on the other being more than willing to give citizenships to potential criminals who bring a lot of money through investments, without knowing what their real background is? EU citizenships should not be for sale. Most systems for obtaining golden visas lack transparency and accountability, especially in the decision-making process. Lack of control risks potential money laundering practices and links to criminal financing for such investments. The EU must ensure that residency and citizenship by investment schemes do not undermine the EU core values of freedom, security and justice, nor threaten the principle of sincere cooperation between the Member States.

We strongly call on the European Commission to prepare proper legislation on obligatory reviews of investors and provide very clear criteria for obtaining such golden visas.

Roberts Zīle, ECR grupas vārdā. – Priekšsēdētāja kungs, godātā Padomes pārstāve un komisāres kundze! Kas īsti nolobēja šajās valstīs šādu Šengenas tā saucamo zelta vīzu vai termiņuzturēšanās atļauju, vai pasu izsniegšanu? To parasti nolobē samērā šaurs loks cilvēku, kas saistīti ar finanšu pasauli šajās valstīs, lai arī ar nekustamā īpašuma attīstību, un viņi nopelna īstenībā virsvērtību — virsvērtību, kas nepieder viņiem, jo tiek pārdota ne tikai manta investīciju sakarā, bet arī ieeja Šengenas teritorijā vai britu *Commonwealth*. Un šī ir tas, ko daudziem šeit, šajā ēkā, patīk klasiskais Markss, kurš to sauc par virsvērtību, tātad lietu, vērtību, kas īstenībā nepieder šiem uzņēmējiem.

Savukārt tie investori, kas nāk iekšā Eiropas Savienībā ar šiem, būdami gan īpašnieki šai naudai, gan bieži vien arī tikai pārstāv vai pilnvarnieki, nenāk ar tīriem nolūkiem. Un tas viss kopumā veicina Eiropas Savienībā gan naudas atmazgāšanas iespējas, gan arī korupciju, un visi šie procesi, kas ir šai starpā, nav vēlami Eiropas Savienībā.

Īpaši gadījumi ir tad, ka jūs pārdodat pilsonību. Tas ne tikai izmaina attieksmi pret Eiropas Savienības pilsonību kā tādu, kā vērtību, bet arī faktiski ļauj nonākt situācijā, kad mēs pēkšņi uzzinām, ka ir Maltas vai Kipras pilsoņi, kas īstenībā nokļūst ASV sankciju sarakstos un rada mums problēmas, arī attīstot biznesu citā Eiropas Savienības valstī. Un visbeidzot — patīk mums vai nepatīk —, manuprāt, ASV vairāk ietekmē šajā gadījumā šos procesus Eiropas Savienībā un attīra mūs no nevēlamas naudas nekā Eiropas Savienība gan Latvijā — manā valstī —, gan Kiprā.

Der Präsident. – Frau Kollegin in 't Veld, wenn ich Sie kurz ansprechen darf. Wir hatten leider eine kleine Konfusion. Sie wären eigentlich als erste Rednerin dran gewesen, und bei mir wurden hier 2 Minuten Redezeit ausgewiesen, aber Sie haben als Autorin ja zusätzliche 2 Minuten. Also haben Sie 4 Minuten Redezeit. Wir sind ein bisschen mit den Redezeiten durcheinandergekommen. Bitte, Frau Kollegin in 't Veld!

Sophia in 't Veld, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, that is very generous and that's good, because I've got a lot to say and I was trying to squeeze it all into two minutes. The first thing I was going to say was that if I were – let's take a random example – a Russian oligarch and I had some criminal money that I would like to park somewhere, then I would be really delighted to hear the response of the Council and the Commission here today. Because while we are very busy building 'Fortress Europe' for people who want to come here to work, we're actually rolling out the red carpet for certain other people who want to come here, get residency permits and citizenship for themselves and for their family. This is not just about state facilitated corruption and money-laundering, and I repeat that – state facilitated corruption and money-laundering – as that's what we're talking about, but we're also talking about importing a security risk. I don't even need to mention what's going on in Moscow-on-Thames, where Russian oligarchs are bumping each other off apparently, but we've also seen that there is a very real risk for people who are investigating this, like the journalist Daphne Caruana Galizia, and also like whistle-blowers who are exposing these practices, because – let's be honest – this is just a big scam.

This is not just in some countries that were mentioned by you, Madam Commissioner, which got a red flag near their names. Even in a country like mine, we have so-called investor schemes and it all looks nice at the front door. But if you look at the back door there's one big weak spot and that's the screening of the applicants, because we know that we are dealing with countries of origin which are known for their corrupt systems. How are we going to verify if the candidates are legit, if we can trust them, if the money is not criminal money? How are we going to verify that this is not serious?

Therefore I very much agree with the proposals by Tanja Fajon. We do need European standards, European rules. We need a common scheme. And we do need the European Commission to bring forward legislative proposals, because I don't want to hear anymore 'we have no competence'. You know, you're legislating in all sorts of areas, concluding agreements where there is no legal basis either. And this is a very serious matter because there are people here who buy passports, not on the black market but legally from governments.

I'm very curious to hear from the European Commission, because you say you are closely monitoring the situation and there will be a report in full, but I really would like to hear a little bit more about it, because it's become a very, very urgent matter since the situation in Malta last year.

We also need more transparency from the Member States because it's just not acceptable anymore, with everything that's going on, that Member States are saying 'oh no, this is a national matter, we're not giving out any information on this'. This is about people coming into our European Union, getting EU citizenship, benefiting from all the rights that EU citizens and EU residents have. We have a right to know. So the argument that this is a national competence to cover up criminal activities is simply not good enough anymore.

We need harmonised rules. We need harmonised standards for the screening procedures. We need more transparency. We need more information. But, finally, I also think that we need to stop applying double standards because, as I already mentioned, people who want to come to the European Union to work are treated like criminals, and those who want to come here and park their criminal money are received like kings. If you're an EU citizen affected by Brexit, for example, because you happen to live in a country that you do not have the citizenship of, then you're in big difficulty, but if you're a Russian oligarch, or a Chinese oligarch, then you're fine, if you have money.

We need to stop applying double standards. This is something that we cannot explain to our citizens anymore. Our citizens don't care about national competence or EU competence. They want to know that EU citizenship is for EU citizens and not for criminals.

(Applause)

Sven Giegold, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Wenn wir uns im Internet umsehen, dann werden dort angeboten Luxusuhren, Luxusjachten, sehr schöne Villas und genau in der gleichen Art und Sprache die Bürgerschaft in Staaten der Europäischen Union und genauso auch unbegrenzte Aufenthaltsrechte. Ich bin völlig bei Kollegin in 't Veld: Das ist nicht nur ein Problem einiger Staaten.

Jüngst bekam ein Investor aus der Ukraine im südwestlichen Niedersachsen unbegrenztes Aufenthaltsrecht, nur weil er genug investiert hat. Wurde da jemals genau hingeschaut, woher das Geld eigentlich kam? Nein! Aber wir dürfen eines nicht tun: Staatsbürgerschaft und Aufenthaltsrechte erwirbt man dadurch, dass man in einem Land etwas tut, sich integriert, dort alle Anstrengungen unternimmt, und nicht, weil es eine Ware ist, die man für Geld erwerben kann, denn dann verliert man jeden Respekt. Deshalb brauchen wir von Rat und Kommission hier heute klare Vorschläge, wie sie dieses Problems Herr werden wollen. Die Kommission sollte nicht nur einen Bericht verfassen über den Status, sondern auch eine Analyse ihrer Vorschläge vorlegen, was sie denn jetzt bitte tun will.

Matt Carthy, *on behalf of the GUE/NGL Group*. – Mr President, it is not an accident that various golden visa schemes in the EU have been surrounded by corruption scandals. Golden visa schemes in the EU are designed to facilitate money laundering – they actually invite it. They allow dirty money to be entered into a clean economy, often through real estate with minimal checks. The basic fact that explains why the existing due diligence procedures for the ultra-rich applicants are failing so badly is because they are not designed to work. These schemes worsen inequality within states and between them. So we urgently need strict and enforceable due diligence procedures to determine the origin of the money flowing into the EU through these schemes.

But do we really want simply to regulate these commodity schemes? They foster corruption and inequality, as we know, and we should be preventing and abolishing them entirely. Selling citizenship to the highest bidder when millions of refugees in need are being turned away at the gates of the EU is the scandal of our time. Rights should not be for sale, full stop.

Laura Ferrara, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il business dei visti d'oro, secondo una serie di inchieste giornalistiche, sta alimentando nell'Unione europea un mercato riservato a ricchi cittadini stranieri che vengono ad investire in assenza di regole standard di controllo e trasparenza.

Cittadinanza e diritti d'ingresso e di soggiorno sono diventati la merce di scambio per ottenere consistenti investimenti. C'è un alto rischio che i programmi nazionali che legano alla ricchezza la concessione di permessi di soggiorno, la possibilità di vivere e lavorare in Europa, di avere la cittadinanza e darle persino un prezzo, favoriscano corruzione e riciclaggio di fondi di dubbia provenienza, indebolendo il contrasto a tali fenomeni. Vi sono programmi che prevedrebbero il segreto sui destinatari dei visti d'oro, e sarebbero scarsi i dettagli sugli investimenti e su chi ne trae vantaggio.

L'Unione europea deve rendere efficace la lotta alla corruzione e al riciclaggio, monitorando a fondo e costantemente i programmi relativi ai visti d'oro, affinché preservi i propri confini da soggetti criminali con disponibilità finanziaria e da corrotti.

Gilles Lebreton, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, la pratique des visas dorés est scandaleuse. Elle consiste, pour certains États membres de l'Union européenne, à vendre très cher à des étrangers fortunés des permis de séjour assortis d'une promesse de nationalité qui leur donne accès à la zone Schengen.

Qui sont les acheteurs? Souvent des Russes et des Chinois, soucieux d'obtenir un second passeport pour se mettre à l'abri en cas de danger ou tout simplement pour pratiquer l'évasion fiscale, voire le blanchiment d'argent.

Quels sont les pays vendeurs? On en recense une dizaine au sein de l'Union, notamment le Portugal, tarif 1 000 000 euros, Malte, tarif 1 200 000 euros et, la crème de la crème, Chypre, tarif 2 000 000 euros.

La Commission de Bruxelles était parfaitement au courant de cette pratique, mais elle est longtemps restée silencieuse, preuve s'il en était besoin, qu'elle sert les intérêts des affairistes. Devant l'ampleur du scandale, elle nous promet un rapport sur les visas dorés pour la fin de l'année. Gageons qu'une fois de plus, la montagne accouchera d'une souris.

Diane James (NI). – Mr President, the golden visa programme is operated in a significant number of European Member States, and quite frankly, shame on them for actually being in a position and even feeling they have got the right to offer that.

A number of my colleagues have kept on about Russia and China – but what about some of the countries on the European continent that are seeking membership of this European Union, such as Albania? We have had stories in the United Kingdom of individuals there using the golden visa programme who are known criminals, already guilty of corruption and other awful crimes against humanity, and yet they are making use of this particular system. We have also heard this afternoon – but I am going to reiterate – the dangers that the Schengen system actually presents. It allows these individuals, once they are inside the European Union with their golden visa, to go where the hell they want and export their criminality and other actions of ill repute everywhere and anywhere.

This whole process needs fundamental reform, and this report does not include any seemingly reasonable or justifiable ideas or concepts as to how to address the problems.

Dariusz Rosati (PPE). – Mr President, I am very happy to see this broad agreement in this House. This is very unusual but very reassuring.

Indeed, in many cases these golden visa schemes are abused and simply allow EU passports to be bought by wealthy third-country nationals, who use this possibility to escape sanctions, avoid taxes or launder money. Many examples connected to illicit financing, especially coming from Russia, certainly support this claim. Moreover, the golden visa schemes clearly discriminate against ordinary third-country nationals who live and work in the EU and yet have to wait for many years until they are eligible for naturalisation.

The standard granting of citizenship permits is a competence of Member States. I nevertheless see an urgent need for more coordination and cooperation between Member States in this field. Firstly, golden visas should be restricted to granting residence status to foreign investors, but they should not automatically offer citizenship. EU passports should only be issued to applicants who have spent sufficient time in a Member State and can demonstrate that they are integrated in its society. We should not treat the EU like a supermarket, where passports can simply be purchased.

Secondly, the national procedures for granting residence permits and citizenship should include standardised background checks on all applicants, involving the exchange between Member States of all available information on the applicant. I encourage the Commission to take the initiative in order to help Member States to regulate this area more efficiently.

Josef Weidenholzer (S&D). – Herr Präsident! Ich begrüße es außerordentlich, dass wir heute diese Debatte führen. Sie ist überfällig, und das ist der richtige Moment dafür.

Der Besitz einer Staatsbürgerschaft entscheidet zunehmend darüber, welches Leben ein Mensch führen kann. Wer Angehöriger einer Nation sein soll, das ist mittlerweile zum Bestandteil oft beschämender politischer Debatten geworden. Aus unterschiedlichen Gründen wird Menschen die Möglichkeit geraubt, in anderen Staaten einen dauernden Aufenthalt zu finden, auch wenn dies aus Gründen politischer Verfolgung oder wirtschaftlicher Not notwendig wäre. Lautstark wird diese Debatte geführt. Ja, in manchen Mitgliedstaaten wurde die Abwehr Schutzsuchender zum politischen Geschäftsmodell.

Gleichzeitig etablierte sich still und leise eine andere Praktik: Menschen können sehr wohl dauernden Aufenthalt finden, Sie brauchen nur über die nötigen finanziellen Mittel zu verfügen. In fast der Hälfte der Mitgliedstaaten gibt es solche Programme. Der Zuschnitt ist unterschiedlich, aber überall gilt der Grundsatz: Nicht die Bedürftigkeit entscheidet, sondern die finanzielle Leistungsfähigkeit. Alle Barrieren, die einzelne Mitgliedstaaten gegen Zuwanderung errichtet haben, sind plötzlich gegenstandslos, und die Prinzipien, die dafür beschworen wurden, gelten auf einmal nichts mehr. Das ist skandalös. Dass die meisten Staaten diese Angelegenheit auch noch offensiv betreiben, macht die Sache nur noch schlimmer.

Diese Praktiken verdienen die europäische Aufmerksamkeit. Wir dürfen es keineswegs den einzelnen Mitgliedstaaten überlassen, darüber zu entscheiden, wen sie als Staatsbürger anwerben – einmal, weil diese mit der Staatsbürgerschaft auch die Unionsbürgerschaft erwerben und damit in den Genuss der Personenfreizügigkeit kommen, und zum anderen, weil dieses Geschäftsmodell gerade dazu einlädt, Geld zu waschen, und kriminelle Praktiken fördert. Das zeigen die bisherigen Erfahrungen. Die Kommission gut tut daran, einen entsprechenden legislativen Vorschlag vorzubereiten.

Bernd Lucke (ECR). – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Ich freue mich, dass ich so viele Redebeiträge habe hören können, mit denen ich voll und ganz übereinstimme. Es gibt überhaupt keinen Dissens hier im Haus, und ich kann das alles nochmal wiederholen und bestätigen, was Kollegen bereits gesagt haben: Es ist ein Skandal, wenn Staatsbürgerschaften einfach verkauft werden, und es ist unmöglich und widerspricht EU-Werten, wenn dadurch kriminelle Aktivitäten gefördert und in der EU verbreitet werden, wenn Geldwäsche gefördert wird und wenn Korruption sich in der EU ausbreitet – darin sind wir uns ja alle einig. Aber ich habe mit Ausnahme von dem, was Herr Rosati gesagt hat, keinen einzigen praktikablen Vorschlag gehört, wie man denn nun eigentlich mit diesem Problem umgeht.

Deshalb denke ich, müssen wir darüber sprechen. Herr Rosati hat völlig recht: Wir müssen sagen, dass, wenn käuflich wegen Investitionsvorhaben ein Aufenthaltsrecht gewährt wird, dann darf das nicht an die Staatsbürgerschaften geknüpft sein. Wir müssen unterscheiden zwischen Aufenthaltsrecht und Staatsbürgerschaft. Wenn Staatsbürgerschaft gewährt werden, dann müssen wir möglicherweise auch mal einen Unterschied machen zwischen der nationalen Staatsbürgerschaft und der Unionsbürgerschaft und müssen sagen: Eine schnell gewährte Staatsbürgerschaft verschafft eben noch nicht Zutritt zur Unionsbürgerschaft. Die Unionsbürgerschaft gibt es erst, wenn man lange hier ist und wenn man wirklich in die Europäische Union und ihre Werte integriert ist.

Cecilia Wikström (ALDE). – Herr talman! Avslöjandena kring dessa tolv länder som säljer medborgarskap i sitt eget land och därmed till hela EU, det är helt enkelt skandalöst. Det är också orättvist eftersom det bara är väldigt rika personer från tredjeländer som kan använda sig av det här, medan de fattiga hela tiden fortsätter att riskera sina liv på livsfarliga resor över Medelhavet och är i händerna på människosmugglare i sökandet efter nya chanser till liv. De gyllene viseringarna som vi diskuterar i dag underminerar också allt vårt arbete för att bekämpa korruption eftersom de premierar skatteflykt och penningtvätt.

Det är dags att sluta med det här ovärdiga beteendet. Det är dags att stå upp för EU:s grundläggande värderingar om alla människors lika värde och att bekämpa korruption och annat elände. För att bibehålla säkerheten i vårt EU kräver jag nu att kommissionen faktiskt ser över hur de här programmen fungerar och hur de används. Transparensen måste öka, och nu är det faktiskt dags att ni handlar.

Molly Scott Cato (Verts/ALE). – Mr President, do you need to move swiftly to acquire a different citizenship for business purposes? Are you suspected of money-laundering and facing a little local difficulty? No problem. For a few hundred thousand euros, you can become a citizen of an EU Member State. New Zealand-born billionaire Christopher Chandler bought EU citizenship from Malta, while British citizens are losing theirs thanks to the Brexit campaign backed by his Legatum Institute. When Putin's mate Oleg Deripaska found EU sanctions too hot to handle, he found an easy way out. He paid to become a Cypriot and was free to do business as a European citizen.

The global kleptocrats disdain national governments. When those governments sell them the precious rights of citizenship, they are undermining the rule of law. Both Malta and Britain have come to regret inviting such people into their countries. Selling freedom of movement to the wealthy may seem attractive, but in terms of social cohesion and public safety, the price may be higher than you thought.

Raymond Finch (EFDD). – Mr President, the absolute zero point on this issue is under what circumstances a sovereign nation allows residence of foreign nationals. At bottom, it's a question of sovereignty. Presently in the UK, our government gives a so-called golden visa if the applicant makes an investment of at least GBP 2 million in government bonds, share capital or loan capital. This gives an open goal towards securing a British passport.

In 2017, the UK granted 355 of these visas. The majority of them were Chinese or Russian nationals. Given the present geo-political situation, we have to look at whether this selling England by the pound is really in the national interest or fairness to other applicants. The absolute minimum any responsible government selling – a phrase, by the way, which just sounds wrong – visas is to fully investigate where this money came from. Surely it's incumbent upon any nation state to ensure that applicants are people of high moral character? Otherwise we are opening ourselves up to the charge of being accomplices to money laundering, slave labour; of being accessories to the possible undermining of our own national sovereignty.

Our governments should treat all applicants equally and fairly. The ability to loan a government GBP 2 million pound, or however much it may be, should never, ever be part of that equation.

Barbara Kappel (ENF). – Herr Präsident, Frau Kommissarin, Frau Ministerin! Eine ganze Reihe von Mitgliedstaaten der EU bietet Staatsangehörigkeiten und Aufenthaltsgenehmigungen, die sogenannten „goldenen Visa“, an. Und einige davon – Malta, Zypern oder Portugal – wurden in Berichten dieses Hauses, insbesondere vom Sonderausschuss TAXE sowie vom PANA-Untersuchungsausschuss, auch schon exemplarisch genannt und dafür kritisiert. Dabei ist diese Vergabe von „goldenen Visa“ für die Mitgliedstaaten ein durchaus lukratives Geschäft. Allein Zypern hat in den letzten zehn Jahren 4,8 Milliarden Euro an Einnahmen für die Vergabe von Staatsbürgerschaften an 1685 ausländische Investoren erzielt, gerade zuletzt sehr prominent: Oleg Deripaska.

Auch mein Heimatland Österreich wird in diesem Zusammenhang immer genannt – ich glaube, völlig zu Unrecht, denn der sogenannte Superparagraf, der Paragraph 10 Artikel 6 des österreichischen Staatsbürgerschaftsrechts, sieht „goldene Visa“ explizit nicht vor. Vielmehr bedarf es der Genehmigung des österreichischen Ministerrates für die Erteilung der Staatsbürgerschaft, und die wird wirklich nur in Ausnahmefällen gewährt, nämlich in den letzten zehn Jahren an 300 Personen. Das sind in erster Linie Künstler, wie zum Beispiel die Opernsängerin Anna Netrebko, Sportler oder verdiente Persönlichkeiten.

„Goldene-Visa“-Regelungen machen sich aber natürlich durch einen Mangel an Transparenz bemerkbar – Verdachtsmomente der Korruption und der Umgehung der gemeinsamen Rechnungslegungsstandards, und das muss vermieden werden. Hier ist der Fitnesscheck ...

(Der Präsident entzieht der Rednerin das Wort.)

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, πολλοί στην Ευρωπαϊκή Ένωση, οι οποίοι με τις πράξεις και τις παραλείψεις τους ευθύνονται για τη μετατροπή πολλών χωρών της Ευρωπαϊκής Ενώσεως σε φορολογικούς παραδείσους, καθώς επίσης και σε «πλυντήρια καθαρισμού» μεγάλων ποσών παρανόμου χρήματος, έρχονται με περισσή υποκρισία να κατηγορήσουν κάποιες άλλες χώρες ότι προάγουν τη διαφθορά, επειδή χορηγούν σε αλλοδαπούς χρυσές θεωρήσεις. Ένας πολύ ωραίος τρόπος για να αποποιηθούν τις ευθύνες τους! Το αναφέρω αυτό διότι χαρακτηριστικό παράδειγμα είναι η πατρίδα μου, η Ελλάδα. Η χώρα, ο λαός της οποίας υποφέρει από τη λιτότητα που του έχουν επιβάλει με τα μνημόνια, αναγκάζεται να πουλήσει τα σπίτια του σε πολύ χαμηλές τιμές, ακόμη και στο ήμισυ της πραγματικής τους αξίας. Κάποιοι άλλοι χάνουν τα σπίτια τους, διότι δεν έχουν τη δυνατότητα να αποπληρώσουν τα δάνειά τους και όλα αυτά τα σπίτια έρχονται και τα αγοράζουν πλούσιοι αλλοδαποί. Κινέζοι, πρωτίστως, Ρώσοι, ακόμη και Τούρκοι. Αντιλαμβάνεστε, λοιπόν, την τεράστια ευθύνη που έχει για αυτή την κατάσταση η Ευρωπαϊκή Ένωση και έρχεται τώρα να μας κατηγορήσει ότι προωθούμε τη διαφθορά. Επιπλέον, έρχεται να κατηγορήσει τη χώρα ότι πρέπει να εκχωρήσει το δικαίωμα που έχει να ελέγχει τη διαφθορά και να την ελέγχει

(Ο Πρόεδρος αφαιρεί τον λόγο από τον ομιλητή.)

Nuno Melo (PPE). – Senhor Presidente, a autorização de residência, para começar, é temporária, pelo menos no meu país, e pode ser uma coisa boa como pode ser uma coisa má. Depende da sua de fiscalização e o que acontece num país não é necessariamente replicável em todos os outros.

No meu caso, exige-se, do meu país, uma transferência de capitais iguais ou superiores a um milhão de euros, criação de dez postos de trabalho como mínimo e imóveis comprados de pelo menos 500 mil euros. Desde 2012, implicou uma receita para Portugal de 3,5 mil milhões de euros e investimentos superiores a 84 milhões de euros.

Obviamente que se exige um controle da segurança, uma verificação de cada candidatura e, perante cada condenação, a expulsão e a revogação do benefício. Mas se o regime for cumprido, perante a lei não será necessariamente mau desde que quem viola seja implacavelmente condenado e julgado.

Péter Niedermüller (S&D). – Elnök Úr, már többen elmondták, hogy Európa hány országában lehet pénzért vagy beruházásért állampolgársághoz jutni. Azt gondolom, látni kell az állampolgársággal való üzletelés mára egy több milliárdos globális piaccá vált, amely fölött lényegében senkinek nincs ellenőrzése. Ha valaki ilyen módon például uniós állampolgársághoz jut, akkor értelemszerűen vonatkozik rá a schengeni térségen belüli szabad mozgás. De a kormányok ígérek adókedvezményt, európai belső piachoz való hozzáférést, szociális ellátást is. Ugyanakkor azok, akik ilyen módon jutnak uniós állampolgársághoz, semmiféle komolyabb nemzetbiztonsági átvilágításon nem esnek át. Így megnyílik az út az Európai Unióba olyan emberek számára is, akik például azért akarják elhagyni a hazájukat, mert pénzmegosztásba, adócsalásokba vagy korrupciós ügyletekbe keveredtek, vagy éppen az Európai Unión belül akarnak ilyen tevékenységet űzni.

Mivel itt egy összetett és érzékeny kérdésről van szó, az S&D már korábban is sürgette a Bizottságot, hogy ezt a problémát horizontálisan, összefüggéseiben és ne csak egy-egy tagállamra koncentrálni vizsgálja. Az persze igaz, hogy az egyes tagállamok között vannak eljárásbeli különbségek. Az érintett tagállamok döntő többségében maga az állam bonyolítja le ezt az eljárást, de például Magyarországon erre szakosodott kormányközeli magánvállalkozások kezébe adták az üzletet, ami jelentős mértékben növelte a korrupciós veszélyt és a biztonságpolitikai fenyegetéseket. Különösen visszatetsző ez egy olyan ország esetében, amely egyetlen menekültet sem akar befogadni, miközben majd húszezer letelepedési kötvényt adott el. Meggyőződésem, hogy az állampolgársággal való üzletelést be kell fejezni, ez sem politikailag, sem morálisan nem tartható fenn. A letelepedési kötvényeknek nincs tényleges gazdasági vagy politikai hasznuk, csak tovább növelik a korrupciós és biztonságpolitikai veszélyeket. Éppen ezért a Bizottságnak és a Parlamentnek közösen kell fellépnie e gyakorlat megszüntetése érdekében.

Monica Macovei (ECR). – Domnule președinte, Golden Visa este primirea imediată a cetățeniei sau a reședinței într-un alt stat, dacă ai o suma mare de bani la dispoziție. În peste 12 țări din Uniune, un pașaport sau un permis de reședință costă între 250 000 de euro și 10 milioane de euro. Printre ele sunt: Ungaria, Regatul Unit al Marii Britanii și Irlandei de Nord, Cipru sau Grecia. Sursa fondurilor investite și profiturile aplicanților sunt verificate superficial și, astfel, oligarhii ruși, ucrainieni sau din alte părți pot să se stabilească definitiv în Uniunea Europeană.

Prin această modalitate, statele din UE se transformă în adevărate paradisuri fiscale ale corupției, crimei organizate sau spălării de bani. Pe lângă o viață de lux, aceștia scapă de justiția de acasă. Migrația de lux a corupților trebuie oprită prin închiderea acestor programe.

Gérard Deprez (ALDE). – Monsieur le Président, avec les visas dorés, nous sommes vraiment devant une mécanique qui ne sent pas bon, je dirais même qui sent mauvais. C'est une honte que la citoyenneté européenne puisse s'acheter, y compris avec de l'argent sale.

En plus, dans de nombreux cas, le permis de séjour octroyé ne sert pas à résider effectivement dans le pays qui l'a délivré, mais à circuler impunément à l'intérieur de l'Union européenne et d'y faire des affaires. C'est une rente privée obtenue par la vente d'un bien commun européen.

Troisièmement, et c'est peut-être le point le plus dangereux, on est davantage contrôlé dans le système européen pour obtenir un visa de court séjour que pour obtenir un visa de long séjour, qui va permettre de faire des affaires indéfiniment sur le territoire de l'Union. Face à cela, on entend le Conseil et la Commission qui disent: «On va rappeler aux États membres le principe de la coopération loyale». Vous croyez que les États membres vous écoutent? Vous voyez bien qu'ils ne vous écoutent pas.

Alors, il y a une seule chose à faire: il faut faire en sorte que les visas de long séjour deviennent une responsabilité collective, comme c'est le cas pour les visas de court séjour.

Der Präsident. – Ich darf noch einmal darauf hinweisen, dass Zustimmungs- oder Missfallensbekundungen von der Tribüne nicht zu den Gepflogenheiten eines Parlaments gehören.

Eva Joly (Verts/ALE). – Monsieur le Président, plus de douze États membres ont mis en place des programmes d'acquisition de la citoyenneté en échange d'investissements. En réalité, ces programmes permettent aux criminels et aux fraudeurs de blanchir leur argent, de se refaire une virginité et d'importer leur trafic au sein de l'espace Schengen.

Au Portugal, les visas dorés sont au cœur d'un immense scandale de corruption. À Malte, en Lituanie et à Chypre, ils permettent aux oligarques russes d'échapper aux sanctions. Ils peuvent aussi permettre aux citoyens français d'échapper aux radars du fisc. Oui, les États sont souverains en matière d'attribution de la nationalité, mais quand l'espace européen de liberté, de justice et de sécurité est menacé, l'Union européenne se doit d'agir.

Il est inacceptable de laisser des investisseurs se déplacer librement dans l'espace Schengen, alors que le contrôle de l'origine de leur argent est souvent insuffisant. L'espace Schengen nécessite confiance et solidarité. Les visas dorés le compromettent. C'est pourquoi la Commission doit, sinon les interdire, au moins les encadrer.

Luděk Niedermayer (PPE). – Mr President, let me start by saying that I am a proud Czech as well as a proud European. Europe for me means history, values and principles. They can help us to build a better future together, so we should not lose them, we should keep them. The selling of passports or residency for thousands of euros is surely not consistent with these values at all. I firmly believe that such a policy undermines the fairness of our society, creates a lot of economic problems, and downgrades, relativises or seriously undermines the achievements of our Europe. Sometimes it is associated with financial wrongdoings, criminal risk or at least an increase in real estate prices for residents.

If you put into your computer search engine a question about the best passports for sale, you can be almost sure that among the top ten countries, you will find two, three or four EU Member States, not excluding our Presidency. Some passports and residencies in the EU are cheap and some of them are expensive but very beneficial. As has been said, this is not a national matter – because whoever gets them has access to the Schengen area. There are very strong reasons to reconsider this practice, so I believe that if the Council acts in a sincere way, we will move forward and the situation where we are at the top of the list of passport sales will be in the past.

Alfred Sant (S&D). – Mr President, whatever one may think, whether for or against, 'golden' schemes by governments to grant citizenship, residence permits or visas constitute legitimate tools of policy. Under globalisation, direct investment is being sucked away from the smaller peripheral economies towards the centre of the larger economic systems. Through 'golden' schemes, smaller economies seek to attract investment to their territory by giving a personal stake in it to agents having some control over investment flows. Obviously these persons will have their reasons for joining 'golden' schemes – some acceptable and others not.

We have hysterical claims even here by some who, whiter than snow, insist that this is an abuse of European citizenship and that it promotes criminality. The truth is that most states have practised, or now practise, some form of 'golden' scheme. Most do it in a non-programmed way, at least on the outside: the schemes lack rules; decisions are informal and announcements are hidden, so nobody protests. Do-gooders and parts of the international media attack only those countries like Malta and Cyprus which have open, advertised programmes.

Speaking for Malta, the process of assessing applicants for its 'golden' scheme is extremely rigorous. I asked to see how it is done and I was impressed – and still am – by its rigour. Yes, mistakes may be made. When detected they are corrected. Whoever here knows to the contrary, let him or her submit cases, not wild accusations. Argue for reasonable parameters to define golden schemes, both formal and informal, plus due diligence in implementation; argue for total transparency applicable to all schemes, formal and informal; but do not create scapegoats. If money laundering is really the problem that upsets you ...

(The President cut off the speaker)

Pirkko Ruohonen-Lerner (ECR). – Arvoisa puhemies, kultaistet viisumit eli rahaa ja investointeja vastaan myönnettyt passit ja oleskeluluvat ovat muodostuneet monelle EU-maalle miljardiluokan bisnekseksi. Niihin liittyy kuitenkin myös suuri korruption ja rahanpesun riski. Hakijoille tehtyjen puutteellisten taustaselvitysten johdosta turvallisuusuhatkin ovat mahdollisia.

On moraalisesti ongelmallista, että ihmiset asetetaan eriarvoiseen asemaan varallisuuden perusteella. Kultaisten viisumien avulla varakkaat sijoittajat saavat oleskeluluvan tavallista työviisumin hakijaa huomattavasti helpommin. Hakijoiden taustat ja investoitavien varojen alkuperä olisi aina voitava selvittää hyvin tarkasti, jotta voidaan varmistua siitä, ettei järjestelmää käytetä rikollisen toiminnan edistämiseen, kuten rahanpesuun, veronkiertoon tai terrorismin rahoittamiseen.

Kultaisten viisumien kaltaiset järjestelyt vaikuttavat vapaan liikkuvuuden johdosta koko Schengen-alueeseen. Siksi toivon komissiolta tiukkaa otetta järjestelmän ongelmiin puuttumisessa.

Ernest Urtasun (Verts/ALE). – Señor presidente, los regímenes de concesión de residencia a cambio de inversiones son un auténtico escándalo, porque no tenemos control de dónde viene el dinero. Básicamente, es una política que lo que hace es que a gente que quiere venir a la Unión Europea a ganarse el pan honradamente no la dejamos entrar, y a gente que trae el dinero que no sabemos de dónde les damos permisos de residencia.

Además, tengo que decir que en España, donde desde 2013 hemos dado hasta treinta mil visados, estamos liderando esta cuestión con dos problemas identificados muy graves. El primero es el impacto en el mercado inmobiliario. Se ha permitido que entre dinero en el mercado inmobiliario, favoreciendo a las promotoras, pero con una incidencia en el precio de la vivienda muy, muy negativo para la mayoría de la ciudadanía. Y luego, en el tema de la procedencia del dinero, en el caso español, el primer país de procedencia del dinero es China. Y en China está prohibido sacar más de cincuenta mil dólares del país. ¿Cómo es posible que vengan después inversores chinos a España a invertir, a cambio de residencia, quinientos mil, un millón de euros?

Es un auténtico escándalo y, por eso, le pedimos a la Comisión, por favor, que actúe y elabore un marco legal europeo para atajar esta cuestión.

Agustín Díaz de Mera García Consuegra (PPE). – Señor presidente, como se sabe, hay Estados que ofrecen «visados de oro» a cambio de una inversión económica que oscila entre doscientos cincuenta mil y diez millones de euros. De este modo, ciudadanos de terceros países obtienen un permiso de residencia que, dependiendo del Estado miembro que lo concede, otorga libertad de circulación, ventajas fiscales, acceso al mercado único o ciudadanía.

Pero han sido investigados por la OCDE. Lo han sido por posible abuso con el propósito de evadir impuestos. Estas investigaciones han detallado cómo los «visados de oro» se utilizan para debilitar la lucha contra la corrupción en la Unión Europea y sus países vecinos. El fenómeno se ha incrementado en los últimos seis años, impulsado sobre todo por millonarios de China, Rusia, Libia, Irán o Venezuela ansiosos por hallar un lugar seguro para su dinero y un pasaporte que les ahorre trámites en caso de tener que abandonar raudos sus países de origen.

Los «visados de oro» que se conceden a cambio de una inversión determinada han resultado estar ligados, en muchos casos, al blanqueo, a la corrupción y a la delincuencia organizada. Y, por lo tanto, a la financiación de todo tipo de actividades ilícitas, como el narcotráfico y el terrorismo. Pues bien, yo, junto con otros diputados, digo: «A ciudadanía europea, legislación europea». Soy el ponente para el Reglamento (CE) n.º 539/2001 del Consejo, que se refiere a la concesión de visados. En este sentido, señora comisaria, le propongo que lancen una iniciativa legislativa modificando puntualmente ese Reglamento y subordinando a todos los Estados miembros al cumplimiento del mismo.

Ana Gomes (S&D). – Senhor Presidente, preocupações securitárias dominam a gestão das fronteiras da União Europeia, mas apenas quanto a migrantes e refugiados, das pessoas mais vulneráveis do mundo. Para ricos e poderosos, criminosos e corruptos, vários Estados-Membros, incluindo o meu, abriram vergonhosamente canais seguros para acederem à residência e à cidadania da União Europeia através de vistos *gold* e venda direta de nacionalidade.

Nos últimos cinco anos, tenho alertado autoridades nacionais e europeias de que esses esquemas incentivam o abuso de corrupção de funcionários políticos e todo o tipo de intermediários, como o julgamento em Portugal de um ministro e outros altos quadros do Estado o demonstra. São uma ameaça à organização, à integridade do sistema financeiro e à segurança dos nossos cidadãos, atraem cleptocratas, organizações criminosas que procuram abrigo na União Europeia para branquear capitais.

As our inquiry into the Panama Papers demonstrated, due diligence about big applicants is perfunctory. Banks even offer credits to obfuscate the origin of the money transfers involved. These schemes also exacerbate the gulf between the «haves» and the «have nots». Transnational networks that market such schemes to Russian, Chinese and other rich people that they designate as global citizens, such as Henley and Partners, the Arton Group that hires Mr Durão Barroso for promotional events, the Big 4, and so on, need to be scrutinised in their activities, profits, processes and contracts binding EU governments, that even compel prime ministers to go on roadshows selling European citizenship, as does the Prime Minister of Malta. This race to the bottom has to end. The Commission and the Council must act.

Ruža Tomašić (ECR). – Poštovani predsjedavajući, u temelju državljanstva nalaze se zajednički identitet i vrijednosti koje se svaki državljanin obvezuje poštivati i čuvati. Nisam pobornica trgovine državljanstvom i tzv. zlatnih viza, ali poštujem pravo članica da ih kao suverene države dodijele kome god žele.

Budući da su zlatne vize i državljanstva dodijeljena raznim inozemnim dužnosnicima i investitorima često način da oni izbjegnu kazneni progon u matičnoj zemlji, a nerijetko predstavljaju i sigurnosnu prijetnju jer olakšavaju sponzoriranje terorizma, kontrola mora postojati.

Pravo pojedine države da dodijeli državljanstvo ili zlatnu vizu ne smije ugrožavati vladavinu prava i interese drugih članica. Zato smatram da se o ovakvim državljanstvima i vizama, naravno uz zaštitu osobnih podataka, mora obavijestiti sve ostale članice i partnerske države s kojima imamo bezvizni režim.

Tom Vandenkendelaere (PPE). – Voorzitter, elf lidstaten in de Europese Unie hebben programma's die verblijfsvergunningen verlenen aan buitenlandse investeerders. Laat me duidelijk stellen dat ik dat niet per se een slechte zaak vind. Integendeel, dergelijke programma's kunnen een manier zijn om waardevolle investeringen aan te trekken en ondernemerschap aan te moedigen.

Maar het verlenen van burgerschap kan niet met twee maten en gewichten, en daarom zijn we hier vanmiddag. Als het uittrekken van deze visa niet gepaard gaat met afdoende integriteitscontroles, dan lopen we het risico criminelen en witwasarrousels vrij spel te geven. Dan is het zuiver verkopen aan de hoogste bidder.

Ik ben me er ten volle van bewust dat het verlenen van staatsburgerschap een exclusieve zaak van een lidstaat is, maar toch heeft Europa het recht om zich hierover uit te spreken. Wat één lidstaat beslist, heeft gevolgen voor ons allemaal. Met het staatsburgerschap verkrijgt men namelijk automatisch toegang tot de interne markt en kan men genieten van onze vrijheden.

Dit is natuurlijk niet toevallig het ultieme verkoopargument bij dergelijke constructies. En daar wringt net de schoen. Het is compleet absurd dat we geen flauw idee hebben aan wie en op welke manier het Europees burgerschap wordt uitgereikt.

Dus laat me duidelijk zijn. Er is in principe niets verkeerd met een gouden visumprogramma, maar lidstaten moeten hun verantwoordelijkheid in deze nemen. Criminelen die met geld staan te zwaaien zo een vrijgeleide geven om via die programma's hun fondsen wit te wassen, dat kan echt niet door de beugel.

Binnen de Commissie financiële misdrijven, belastingontduiking en belastingontwijking moeten we deze programma's grondig tegen het licht te houden. We moeten weten wie die visa krijgen, volgens welke criteria dat gebeurt en hoe het voorafgaand onderzoek hierover precies verloopt. Dat zijn we aan de Europese burgers verschuldigd.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Mr President, golden visas, residence and citizenship look like issues which belong to the national legislation of the Member States. But they are not – and they never have been since the Lisbon Treaty entered into force – because they fall under a common European visa policy and European legislation. Golden visas have a negative impact on the status of EU residence and citizenship. They have a negative impact on the common fight against corruption, money laundering and fiscal unfairness. European residence or citizenship should not be bought in a black market or sold out by Member States' governments. Finally, they have a negative impact on equal rights, equality before the law, because they benefit the rich, and they are an offence against most fundamental EU values.

My conclusion is clear, crystal clear. A new European visa code and a common European strategy are needed in order to fight against not only corruption but also tax evasion, fraud, fiscal fairness and fairness for all.

(Die Sitzung wird um 16.06 Uhr wegen eines Feueralarms unterbrochen.)

PRZEWODNICTWO: ZDZISŁAW KRASNODEBSKI*Wiceprzewodniczący***20. Wiederaufnahme der Sitzung***(Posiedzenie zostało wznowione o godz. 16.49)***21. Die Werte der EU und die Zunahme von Korruption und Kriminalität aufgrund von „goldenen Visa“ (Fortsetzung der Aussprache)**

Przewodniczący. – Powracamy do debaty na aktualny temat (art. 153a Regulaminu) na temat wartości UE a szerzenie się korupcji i przestępczości w związku ze „złotymi wizami” (2018/2676(RSP).

Frank Engel (PPE). – Mr President, I fear that it must have been my potentially incendiary remarks earlier that led to a fire alarm – one of the most successful fire alarms ever, Mr President, because I want to have it put on record that next time the House tries to organise one, it should at least make sure that the gates are not closed to people who do not have badges. Had there been a fire this time, I would probably not be talking to you now, nor would you be here for me to talk to you.

Let's try and do better next time!

I was going to say that it is all very funny to talk about legitimate reasons for throwing passports around – which, in the good old days, were a sacred sovereign prerogative of Member States to attribute, passports being the material reflection of citizenship. Then came a time when we sold out, and we did so for the basest of reasons, notably for money.

We call it 'citizenship by investment' but, please, what sort of investment is that? Investment like the Pilatus bank in Valletta, whereby a sovereign country in the Mediterranean turns itself into an Azeri colony just in order to service a few corrupt Azeri businessmen and the whole regime with it? That's called investment? I'm sorry!

In Hungary, I suppose that in the good old days, when they were still running newspaper ads in order to sell their passports, the money had to be transferred into an offshore account that apparently belonged to the Government. That tells you about the transparency and the legitimacy of the investment that was supposed to be behind it! There is no passport and no citizenship by investment. There is citizenship by identification, integration, merit, and belief in what we stand for as nations and as the European Union.

Madam Commissioner, I know that the Commission has limited means of action in this regard, but please condemn the practice, as clearly and as unequivocally as this House does, because only then are we going to get the more reluctant Member States to realise that what they are doing is wrong.

Miriam Dalli (S&D). – Fil-fatt, hemm tlettax-il programm fl-Unjoni Ewropea, hafna minnhom iwasslu ghal cittadinanza f'xi pajjizi tal-Unjoni Ewropea. U nifhem it-thassib li ssemma f'din il-Kamra. Min huma l-persuni li ghandhom access ghall-Unjoni Ewropea? Se ndahhlu, fl-Unjoni Ewropea, riskju ghas-sigurtà? Kien hemm minn qal li ma jsirx screening, li jidhlu persuni li jwettqu reati kontra l-umanità, li nifthu l-bieb ghall-kriminali.

Issemma wkoll il-bżonn li jkollna linji ċari. Ha nsemmi lil Malta, għaliex f'din il-Kamra thobb tissemma hafna Malta. Għandna erba' livelli ta' "due diligence process". Kull applikant huwa vvetjtat individwalment. Il-proċess jinvolvi lill-pulizija, lill-Europol u lill-Interpol bħala l-ewwel check. Apparti, imbagħad, li jsiru investigazzjonijiet u checks ohra f'livelli ohra, inkluż – u l-aktar importanti – minn fejn gejjin il-flus. Malta biss għandha din is-sistema. Malta qiegħda minn ta' quddiem nett biex iddahhal miżuri halli timmitiga dawn ir-riskji. Hafna programmi ohra huma għalkollox oskuri. Għaliex ma għandux ikun hemm dan it-tip ta' standards għal dan it-tip ta' programmi?

Issemmiet hafna drabi r-rilokazzjoni, u ha nsemmi r-rilokazzjoni għaliex issemma, u sar il-paragun ma', min hu f'qir u jipprova jfittex rifuġju fl-Unjoni Ewropea. Taf kemm pajjiżi li dahlu għall-impenn li jirrilokaw lill-immigranti fil-fatt imxew ma' dak l-impenn u anki hadu aktar mill-commitments li hadu? Żewġ pajjiżi biss: Malta u l-Irlanda. Jiena nifhem, iva, li għandu jkun hemm standards, għandu jkun hemm due diligence u l-istakeholders kollha għandhom jaraw li jkun hemm due diligence kif suppost.

Jeroen Lenaers (PPE). – Voorzitter, EU-burgerschap is in de woorden van de Commissie de essentie van het gemeenschappelijke Europese project. Dan moet het u, mevrouw de commissaris, net als mij toch pijn doen dat dat burgerschap in sommige lidstaten simpelweg in de uitverkoop wordt gedaan. Dat rijke Russen en Chinezen wat geld geven – vaak met een dubieuze achtergrond – zich registreren op een tankstation, bijvoorbeeld in Malta, en vervolgens Europese burgers zijn.

Dat gaat lijnrecht in tegen alles waar Europa voor staat. Al jaren vragen wij er aandacht voor. Het wordt nu echt tijd om een keer in actie te komen. Er zijn drie zaken die moeten gebeuren. Allereerst, een verbod op het verkopen van paspoorten. Ten tweede, een echt onderzoek naar hoeveel van dit soort verblijfsvergunningen er worden verkocht, onder welke voorwaarden ze worden verkocht en hoe de herkomst van dat geld wordt gecontroleerd. Ten derde, naar aanleiding van dat onderzoek, heldere, strenge Europese minimumregels voor het afgeven van verblijfsvergunningen aan buitenlandse investeerders. Verblijfsvergunningen en Europese paspoorten zijn een voorrecht en geen handelswaar.

Paulo Rangel (PPE). – Senhor Presidente, eu gostaria de dizer que é preciso neste debate distinguir bem, por um lado, o que é a autorização de residência, por outro, o que é a concessão da nacionalidade. E depois é fundamental que a autorização de residência esteja, ela própria, sujeita a critérios exigentes, designadamente sob o ponto de vista de analisar o registo criminal e, obviamente, os antecedentes das pessoas que a pedem. Feito isto, também a comunicação à União Europeia.

Mas, a partir daí, nós não podemos entrar nesta deriva de que tudo o que é concessão de uma autorização de residência e mesmo, em determinados casos, de nacionalidade, cumpridos os requisitos e pressupostos comuns, é uma coisa que não pode ser feita pelos Estados.

É interessante verificar que muitos Estados que não estão a fazer nada para acolherem os refugiados estão aqui a invocar os refugiados para serem contra estes programas. É o caso da Holanda, Sra. In't Veld, onde estão registadas 20 das maiores empresas portuguesas, que depois não quer que o Estado português tenha programas para atrair investimento, quando o investimento foge todo para a Holanda que nos prega a austeridade. Se houvesse também harmonização fiscal talvez não tivesse que haver este tipo de diferenciações.

Violeta Bulc, Member of the Commission. – Mr President, I would like to thank the honourable Members for their views. I fully understand their position and frustration and, again, thank you for your comments, but let me remind you that what the Commission can and cannot do on this topic is defined in the EU Treaty. Before I conclude, however, let me share with you some comments, and replies to your comments.

First, on the corruption and security risks linked to citizenship-for-sale schemes, as I said, the Commission is currently working on a report on investor schemes, which includes all Member States. Let me repeat: all Member States will be included. It will describe the Commission's action in this area. Let me be even more precise: the report will be based on a fact-finding study, detailed work for which is now underway. The study will look at both investor citizenship and investments residence, so-called 'golden visa' schemes. The contractor undertaking the study has been asked to look at the legislative framework, the security and due-diligence checks, the numbers of people involved and the schemes' implementation in practice.

On the topic of guidance for Member States, the Commission will issue some guidance to Member States on the question of citizenship for sale, together with the 2018 report on investor schemes.

On the topic of legislative initiatives by the Commission, let me re-stress the following. First, the concept of residence has already been harmonised at EU level, following a sector-based approach, and covers the following categories: high-skilled workers, seasonal workers, students and researchers, family members through family reunification, intra-corporate transfers and long-term residence. Second, as competence on the matter is shared between the EU and the Member States, Member States currently remain free to regulate admission conditions and rights for categories of persons not covered under EU law, including self-employed persons, entrepreneurs and investors.

So, what I am promising to you, honourable Members, is that I will share all of your concerns and positions with my colleagues responsible for this sensitive area. Thank you very much for all of your comments.

Monika Panayotova, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, thank you for giving me the floor. I have listened to this debate with great interest. On Ms in 't Veld's call for more transparency and monitoring, I would like to say that there is No EU monitoring, *strictu sensu*, since the monitoring of agencies which offer assistance in granting EU citizenship or residence permits relates clearly to a national competence. However, in January 2009, the so-called EUDO Citizenship, an observatory within the European Union Observatory on Democracy, was launched. This observatory analyses citizenship laws and policies in Europe. It is hosted by the Robert Schuman Centre of the European University Institute in Florence and funded by the European Fund for the Integration of Non-EU Immigrants.

Secondly, we expect a report from the Commission, which will describe current national laws and practices, giving us a better overview and understanding of this issue, as well as providing some guidance for Member States.

Concerning the view expressed by Mr Deprez, I would like to reassure you: *'Les États Membres vous écoutent, la Présidence du Conseil vous écoute.'*

In the field of legal migration, only the conditions of entry and residence of certain categories of third-country nationals have been regulated at EU level. It is for the Commission to see whether there is a need to propose EU-level legislation also for other categories of third-country nationals.

In conclusion, as I have already emphasised, the protection of EU citizenship is about our joint responsibility, shared among all Member States and the European institutions. I am convinced that this issue of granting EU citizenship or residence permits should continue to be followed, in order to raise awareness and possibly to curb practices that could be problematic. I'm sure that we all share this view.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), *por escrito*. – Con la crisis algunos Estados miembros de la UE vieron la posibilidad de mejorar sus ingresos mediante el otorgamiento de la ciudadanía y la residencia a los solicitantes que aporten dinero al país por la compra de bienes inmuebles o la inversión en una empresa. Esto tiene repercusiones sobre el resto de la Unión, especialmente en el caso de la ciudadanía, pues los titulares de la ciudadanía de un Estado miembro obtienen automáticamente la ciudadanía de la Unión y varios de sus derechos y privilegios por lo que puede convertirse en una forma de parasitismo de los activos en común de la Unión. Al menos la mitad de los Estados miembros permitan la concesión de «Golden Visas». El PE ha expresado su preocupación ya que los beneficiarios de estos programas no tienen que cumplir las mismas condiciones que el resto de solicitantes. Su concesión puede resultar injusta ya que ofrecen oportunidades a los ricos que son denegadas a las personas sin dinero. Ofrecen oportunidades para la corrupción y la delincuencia, ya que los segundos pasaportes son útiles para los delincuentes, los evasores de impuestos y los blanqueadores de capitales, que pueden necesitar nuevas identidades y lugares a los que escapar.

José Blanco López (S&D), *por escrito*. – Con la crisis algunos Estados miembros de la UE vieron la posibilidad de mejorar sus ingresos mediante el otorgamiento de la ciudadanía y la residencia a los solicitantes que aporten dinero al país por la compra de bienes inmuebles o la inversión en una empresa. Esto tiene repercusiones sobre el resto de la Unión, especialmente en el caso de la ciudadanía, pues los titulares de la ciudadanía de un Estado miembro obtienen automáticamente la ciudadanía de la Unión y varios de sus derechos y privilegios por lo que puede convertirse en una forma de parasitismo de los activos en común de la Unión. Al menos la mitad de los Estados miembros permitan la concesión de «Golden Visas». El PE ha expresado su preocupación ya que los beneficiarios de estos programas no tienen que cumplir las mismas condiciones que el resto de solicitantes. Su concesión puede resultar injusta ya que ofrecen oportunidades a los ricos que son denegadas a las personas sin dinero. Ofrecen oportunidades para la corrupción y la delincuencia, ya que los segundos pasaportes son útiles para los delincuentes, los evasores de impuestos y los blanqueadores de capitales, que pueden necesitar nuevas identidades y lugares a los que escapar.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), *por escrito*. – Con la crisis algunos Estados miembros de la UE vieron la posibilidad de mejorar sus ingresos mediante el otorgamiento de la ciudadanía y la residencia a los solicitantes que aporten dinero al país por la compra de bienes inmuebles o la inversión en una empresa. Esto tiene repercusiones sobre el resto de la Unión, especialmente en el caso de la ciudadanía, pues los titulares de la ciudadanía de un Estado miembro obtienen automáticamente la ciudadanía de la Unión y varios de sus derechos y privilegios por lo que puede convertirse en una forma de parasitismo de los activos en común de la Unión. Al menos la mitad de los Estados miembros permitan la concesión de «Golden Visas». El PE ha expresado su preocupación ya que los beneficiarios de estos programas no tienen que cumplir las mismas condiciones que el resto de solicitantes. Su concesión puede resultar injusta ya que ofrecen oportunidades a los ricos que son denegadas a las personas sin dinero. Ofrecen oportunidades para la corrupción y la delincuencia, ya que los segundos pasaportes son útiles para los delincuentes, los evasores de impuestos y los blanqueadores de capitales, que pueden necesitar nuevas identidades y lugares a los que escapar.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito*. – Con la crisis algunos Estados miembros de la UE vieron la posibilidad de mejorar sus ingresos mediante el otorgamiento de la ciudadanía y la residencia a los solicitantes que aporten dinero al país por la compra de bienes inmuebles o la inversión en una empresa. Esto tiene repercusiones sobre el resto de la Unión, especialmente en el caso de la ciudadanía, pues los titulares de la ciudadanía de un Estado miembro obtienen automáticamente la ciudadanía de la Unión y varios de sus derechos y privilegios por lo que puede convertirse en una forma de parasitismo de los activos en común de la Unión. Al menos la mitad de los Estados miembros permitan la concesión de «Golden Visas». El PE ha expresado su preocupación ya que los beneficiarios de estos programas no tienen que cumplir las mismas condiciones que el resto de solicitantes. Su concesión puede resultar injusta ya que ofrecen oportunidades a los ricos que son denegadas a las personas sin dinero. Ofrecen oportunidades para la corrupción y la delincuencia, ya que los segundos pasaportes son útiles para los delincuentes, los evasores de impuestos y los blanqueadores de capitales, que pueden necesitar nuevas identidades y lugares a los que escapar.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *por escrito*. – Con la crisis algunos Estados miembros de la UE vieron la posibilidad de mejorar sus ingresos mediante el otorgamiento de la ciudadanía y la residencia a los solicitantes que aporten dinero al país por la compra de bienes inmuebles o la inversión en una empresa. Esto tiene repercusiones sobre el resto de la Unión, especialmente en el caso de la ciudadanía, pues los titulares de la ciudadanía de un Estado miembro obtienen automáticamente la ciudadanía de la Unión y varios de sus derechos y privilegios por lo que puede convertirse en una forma de parasitismo de los activos en común de la Unión. Al menos la mitad de los Estados miembros permitan la concesión de «Golden Visas». El PE ha expresado su preocupación ya que los beneficiarios de estos programas no tienen que cumplir las mismas condiciones que el resto de solicitantes. Su concesión puede resultar injusta ya que ofrecen oportunidades a los ricos que son denegadas a las personas sin dinero. Ofrecen oportunidades para la corrupción y la delincuencia, ya que los segundos pasaportes son útiles para los delincuentes, los evasores de impuestos y los blanqueadores de capitales, que pueden necesitar nuevas identidades y lugares a los que escapar.

Benedek Jávor (Verts/ALE), *írásban*. – Az aranyvízumok, és közöttük a magyar letelepedési kötvény, óriási kockázatot jelentenek: külföldi bűnözők, korrupt politikusok kaphatnak belépőt és letelepedést az EU tagországaiba, valamint olyan harmadik országokban, ahova egyébként nem juthatnának el. Mindeközben az így befolyó pénzek felhasználásának pedig jelentős korrupciós kockázata van. Nem véletlen, hogy az aranyvízumokra az olyan országokban van a legnagyobb kereslet, ahol a korrupció miatt nagy a politikai instabilitás, és a pénzmozgások is nehezen követhetőek, pl. Oroszországban vagy Kínában. A korrupt politikusok és bűnözők szabad mozgása nemcsak nemzetbiztonsági kockázat, hanem pénzügyi kockázat is és segíti a demokratikus érdekek erodálását. Ezért szükségesnek tartom a jelenleginél erősebb uniós fellépést.

Az EU-intézményeknek fokozott figyelemmel kell kísérniük a tagországok letelepedési, befogadási gyakorlatát. A magyar letelepedési kötvényeknek ráadásul megvan az a sajátosságuk is az aranyvízumokhoz képest, hogy a letelepedni szándékozók nem az államnak, hanem többnyire offshore cégeknek fizették be a letelepedés díját. Magyarország az egyetlen olyan ország, ahol a letelepedési „üzlet” veszteséges, mert a haszon nagy része ismeretlen – vélhetően politikaközei – magánszemélyekhez kerül. A Bizottságnak és a tagországok nagy részének is be kell látnia, hogy noha az állampolgárság kérdése tagállami hatáskör, az aranyvízumok gyakorlata miatt nagy feladat hárul az Unióra is.

22. Katastrophenschutzverfahren der Union (Aussprache)

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest sprawozdanie sporządzone przez Elisabetę Gardini w imieniu Komisji Ochrony Środowiska, Zdrowia Publicznego i Bezpieczeństwa Żywności w sprawie wniosku dotyczącego decyzji Parlamentu Europejskiego i Rady zmieniającej decyzję nr 1313/2013/UE w sprawie Unijnego Mechanizmu Ochrony Ludności (COM(2017/0772/2) – C8-0409/2017 – 2017/0309(COD))(A-0180/2018).

Elisabetta Gardini, Relatore. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, devo dire che sono davvero felice per il dibattito di oggi sulla Protezione civile perché vuol dire che abbiamo rispettato i tempi e i tempi che ci eravamo dati.

Abbiamo lavorato bene e velocemente, ma soprattutto bene nonostante i tempi serrati e devo dire un grazie davvero a tutti i colleghi che nelle varie commissioni, a partire dalla commissione ambiente e a tutte le altre commissioni per le opinioni, hanno lavorato con un grande spirito di collaborazione costruttivo per dare una risposta rapida ai nostri cittadini e abbiamo raggiunto gli obiettivi prefissati. Un grazie di cuore davvero a tutti quanti.

D'altronde, la Protezione civile è un mondo appassionante. Una volta che uno entra in contatto con questo mondo non può non può dimenticarsene, non può lasciarlo, perché Protezione civile vuol dire passione, vuol dire competenza, formazione, generosità, umanità. Ci sono tantissimi volontari, migliaia e migliaia, centinaia di migliaia, se guardiamo in tutti i paesi europei i volontari che ne fanno parte.

Dobbiamo riconoscere che un grande salto di qualità era stato fatto rispetto alla Protezione civile già nella scorsa legislatura, quando eravamo passati da un meccanismo ad hoc a questo meccanismo che conosciamo ora di mezzi e di capacità preimpegnate, perché avevamo imparato la lezione dal Giappone. Sappiamo, e non ce lo dobbiamo mai dimenticare, che anche il paese più preparato com'era il Giappone potrebbe diventare, per il livello di catastrofe che si trova ad affrontare, un paese non preparato.

E adesso siamo qui proprio per rafforzare il meccanismo che ha dimostrato alcune debolezze e di questo devo ringraziare particolarmente il Commissario Christos Stylianides che, non appena è uscita l'analisi che ha messo in evidenza le debolezze e i margini di miglioramento, è subito passato all'azione con questa proposta, per cui noi adesso avremo la capacità di reagire con più efficacia, con l'obiettivo principale di salvare vite umane.

E dobbiamo dire davvero basta tragedie come quelle che abbiamo visto nello scorso anno in Portogallo, dove 100 persone hanno perso la vita, perché abbiamo dovuto riconoscere che, quando diversi Stati membri si trovano ad affrontare nello stesso momento un'emergenza, la solidarietà tra paesi che esiste adesso non basta. La capacità collettiva dell'Unione europea si è trovata a dover rispondere a 17 richieste contemporanee di aiuto, a poter rispondere soltanto a dieci e in alcuni casi anche con dei ritardi. Adesso, grazie a Rescue, al lavoro fatto tutti insieme, potremo evitare che situazioni come questa si ripetano.

Primo obiettivo ho detto salvare vite umane, ma i nostri obiettivi sono tanti perché vogliamo prevenire le perdite economiche, i danni ambientali, proteggere il nostro patrimonio artistico, la biodiversità. Ecco il nostro lavoro, poi bisogna sempre sottolinearlo, è fatto nel rispetto del principio di sussidiarietà, perché la responsabilità resta in capo agli Stati membri a tutti i livelli. Proprio per questo abbiamo sottolineato, in molti punti, l'importanza delle autorità locali e regionali. Non dimentichiamo mai che i primi responsabili per la protezione civile sono proprio i sindaci.

La Protezione civile non è solo risposta, sempre più anche prevenzione, quindi formazione, linguaggio comune, questo già esiste e lo abbiamo visto nell'esercitazione che è stata fatta, poco fa, qui al Parlamento europeo. La prossima settimana nella mia regione, il Veneto, e in una regione confinante, il Friuli Venezia Giulia, ci saranno proprio delle esercitazioni di Protezione civile europea e, come Parlamento, su questa linea abbiamo proposto credo una cosa molto bella, un Erasmus dedicato proprio alla Protezione civile. Sarebbero tanti i punti, lo snellimento della burocrazia e tante altre cose, ma qui mi fermo, lascia la parola agli altri colleghi.

Željana Zovko, *izvjestiteljica za mišljenje Odbora DEVE*. – Gospodine predsjedavajući, poštovani povjereniče Stylianides, na početku bih željela čestitati kolegici Elisabetti Gardini na izvrsno pripremljenom izvješću koje ima za cilj jačati nacionalne kapacitete civilne zaštite u državama članicama, a da ih postojeći instrumenti na razini Europske unije nadopunjuju.

Prošlogodišnji požari na jugu Europe uz veliki broj žrtava i materijalnu štetu otkrili su nedostatke u postojećim mehanizmima za borbu protiv katastrofa velikih razmjera. U tom kontekstu pozdravljam usvajanje odredbi koje Komisiji omogućuju zadržavanje ovlasti, raspoređivanje kapaciteta sustava rescEU, a da operativna kontrola u kriznim područjima ostane pod kontrolom država članica.

Nadalje, ono što smatram iznimno bitnim jest omogućavanje stope sufinanciranja ne veće od 55 % prihvatljivih troškova za transport, za države članice Europske unije koje nisu u mogućnosti sudjelovati u udruženim kapacitetima za civilnu zaštitu, što je iznimno važno za Republiku Hrvatsku.

U svojstvu izvjestiteljice, u ime Odbora za razvoj pozdravljam i usvajanje odredbe koja će omogućiti povećanje kapaciteta za osposobljavanje i pojačane razmjene znanja i iskustava u području civilne zaštite, s međunarodnim organizacijama i trećim zemljama, kako bi se pridonijelo smanjenju rizika od katastrofa u kontekstu Okvira iz Sendaija.

Ovaj unaprijeđeni mehanizam Unije za civilnu zaštitu bit će u službi europskih građana ma gdje oni bili u trenucima kad je Europa najpozvanija da pokaže solidarnost na djelu, bez suvišne birokracije i odlaganja kad vrijeme znači život.

Christos Stylianides, *Member of the Commission*. – Mr President, I am very grateful for your initiative to debate and vote on your position on the European Mechanism. It proves this Parliament's commitment to the better protection of EU citizens, and a strong civil protection mechanism – a European mechanism – is our common priority. As I said when I presented this proposal six months ago, time is of the essence. There is no time to lose. The next disaster, unfortunately, is just around the corner. Thank you very much for your commitment.

The Commission's proposal aims to make the Civil Protection Mechanism better prepared and more responsive to protect European citizens, their livelihoods and our environment. Why do we want to do this? Because, unfortunately, the current system has reached its limits. We, of course, have achieved a lot through the current system, and I am deeply thankful to all the countries that have shown real, practical solidarity to others in times of emergencies. But disasters can strike at any time, with high frequency and high intensity. They can strike simultaneously in several of our Member States due to climate change. Climate change is making the challenge even bigger and more unpredictable. This is why we need to improve our collective preparedness and response. So, dear colleagues, climate change is not fake news.

Recent deadly natural disasters, such as the forest fires in Portugal last October — Ms Gardini has already mentioned this — proved that voluntary assistance is sometimes impossible. What is our suggested solution? It is to create rescEU to strengthen the existing solidarity mechanism and to combine it with stronger responsibilities of each Member State. So it is not a revolution; it is an evolution of the current system.

Prevention also begins at home. We need to support Member States in their efforts for better prevention, and the European Union solidarity element is strengthened by higher co-financing from the EU budget from the existing voluntary pool. At the same time, as a last-resort safety net, we create a well-defined set of EU capacities like forest fire-fighting planes and medical teams, hospitals, and so on.

You have seen our proposal and worked on its details. I would like to thank in particular the rapporteur, Elisabetta Gardini, for leading discussions between various responsible committees, across different political groups, to come up with Parliament's position – thank you so much Elisabetta – and, of course, also all the shadow rapporteurs and also the rapporteur from the Committee on Development (DEVE), Ms Zovko.

My presence here today gives me the opportunity to thank you in person for your work, all of you. I am particularly grateful that you recognise the importance of the prevention and preparedness pillar – the second pillar of this excellent proposal. We need stronger prevention and preparedness activities if we want to address natural disasters in a comprehensive way. We need solid risk assessment and risk mitigation planning; flexible, innovative and adaptable risk management plans; and also even some corrective measures.

I agree that the response mechanism must be efficient and workable in practice. It is therefore important that the Commission has a role of strategic coordination. This coordination is key. In an emergency time lost is lives lost. When disasters strikes, we need the authority to take rapid decisions on deployment of rescue capacities, in particular in cases of competing requests – and this is the most critical time. But when it comes to action on the ground, the Member State affected must be in control of operations on its territory. So there is no problem about subsidiarity regarding command and control.

I know many of you have already expressed your support on other provisions, which are even more ambitious than the original text. Your report and interest in raising the point today in plenary demonstrate our shared objective of a strong 'Europe that protects'. Thank you once again for your collaboration and your support in this very critical proposal.

José Manuel Fernandes, *relator de parecer da Comissão dos Orçamentos*. – Senhor Presidente, Caro Comissário, em primeiro lugar, parabéns pela proposta da Comissão que vem ao encontro dos nossos anseios. Como todos sabemos, Portugal viveu uma tragédia em 2017 em virtude dos incêndios que ocorreram. Foram mais de 100 vidas humanas perdidas, uma tragédia que não se pode repetir.

Se este mecanismo estivesse em ação, poderíamos ter poupado estas vidas e essa é uma nossa obrigação, salvar vidas humanas. Por isso, congratulo-me com esta proposta, com este novo mecanismo, e também lhe quero dizer que vou ver qual será a solidariedade dos Estados-Membros quando discutirmos as questões orçamentais.

Para 2019 e 2020, precisamos de 280 milhões de euros. Para novas prioridades são necessários também novos recursos financeiros e por isso aquilo que o Parlamento defende é que os 280 milhões de euros sejam adicionais e não resultem de cortes de outras políticas. É esta a nossa defesa e contamos também com o apoio da Comissão para este objetivo. Um mecanismo que não pode esquecer a prevenção e que obviamente é supletivo e não se substitui aos Estados-Membros. Termino, dando os parabéns às duas relatoras por este trabalho.

Daniel Buda, *Raportor pentru aviz, Comisia pentru dezvoltare regională*. – Domnule președinte, în primul rând salut propunerea Comisiei, îl felicit pe domnul comisar Stylianides pentru munca depusă și, în același timp, adresez mulțumiri doamnei raportoare Gardini, precum și tuturor celor care au lucrat la acest raport. Instrumentele existente, prevăzute de mecanismul de protecție civilă, trebuiau adaptate la noile realități generate de crizele actuale.

Incendiile de vegetație, valurile de refugiați, amenințările teroriste, dar și uraganele și cutremurele nu cunosc granițe naționale. Acest lucru determină necesitatea consolidării mecanismelor europene, astfel încât să permită un răspuns prompt și adecvat. Statele membre și, implicit, autoritățile locale și regionale au însă principala responsabilitate de a lua toate măsurile necesare, în primul rând de prevenire, de intervenție, dar și de pregătire a populației pentru a face față oricăror situații limită. Comisia Europeană trebuie să-și păstreze competența de gestionare a capacităților de protecție civilă la nivel european însă cu respectarea principiilor subsidiarității.

În final, apreciez că se impune o mai bună coordonare între Mecanismul de protecție civilă și Fondul de solidaritate al Uniunii Europene pentru prevenirea dezastrelor.

Angelika Mlinar, *rapporteur for the opinion of the Committee on Women's Rights and Gender Equality*. – Mr President, I would like to thank Ms Gardini for her excellent work on this report. People often seemed surprised. What does gender equality have to do with the Union's Civil Protection Mechanism? Well, in fact, a lot. Gender equality is a fundamental value of the European Union and therefore, in the context of the Union's Civil Protection Mechanism, Member States must consider gender in all phases, from prevention to preparedness and response processes, because natural and human-made disasters, as well as environmental policies, affect men and women differently.

Colleagues, you will also be voting on this very important issue. I urge you to support the view that money should not be taken from funds allocated to the key European policies, such as those promoting rights, equality and citizenship, including all the funds allocated to gender equality and women's empowerment programmes and projects. Instead, any additional funding necessary should be mobilised using the flexibility provisions of the MFF Regulation.

Pilar Ayuso, *en nombre del Grupo PPE*. – Señor presidente, en primer lugar, quiero decir que este es un informe muy importante, porque durante los últimos años la Unión Europea ha tenido que enfrentarse a varias catástrofes en forma de incendios, inundaciones, vendavales, terremotos o crisis migratorias.

Estas situaciones de emergencia han puesto de manifiesto que los medios disponibles en la Unión Europea no son suficientes cuando un desastre alcanza unas dimensiones muy grandes o afecta a varios Estados, y el ejemplo lo tenemos en los incendios forestales en las épocas cálidas de sequía.

La Unión Europea requiere de mecanismos de cooperación adaptados a esta realidad y a las nuevas circunstancias que nos pueden acarrear los conflictos o el cambio climático.

Apoyamos, por tanto, la creación de una reserva europea adicional a los medios de los Estados miembros, pero sin sustituirlos y siempre que sea bajo la coordinación de la Unión Europea.

También hay que tener en cuenta que algunos Estados miembros afectados por la crisis no pueden estar en condiciones de aportar los medios previamente comprometidos para el Mecanismo de la Unión Europea. Igualmente deben reforzarse las labores de prevención por parte de los Estados miembros y su control por parte de la Comisión.

La existencia de este Mecanismo no debe permitir que se baje la guardia en los Estados miembros, ni en los medios ni en la prevención.

Quiero felicitar a la ponente, señora Gardini, por el trabajo tan eficaz y equilibrado que ha hecho en relación con este informe que vamos a votar mañana. Y, finalmente, quiero aplaudir el aumento de presupuesto propuesto por la Comisión, que es coherente con un aumento de las capacidades del Mecanismo de Protección Civil.

Νίκος Ανδρουλάκης, *εξ ονόματος της ομάδας S&D*. – Κύριε Πρόεδρε, ο ευρωπαϊκός μηχανισμός πολιτικής προστασίας είναι από τα πιο σημαντικά προγράμματα στην Ευρωπαϊκή Ένωση και αποτελεί χαρακτηριστικό παράδειγμα έμπρακτης αλληλεγγύης τόσο μεταξύ των κρατών μελών της Ένωσης όσο και προς τρίτες χώρες. Δυστυχώς όμως, υπό την παρούσα του μορφή, δεν μπορεί να ανταποκριθεί στις προκλήσεις των ολοένα και αυξανόμενων φυσικών καταστροφών λόγω της κλιματικής αλλαγής. Ήδη σε αυτόν τον αιώνα έχουμε ζήσει δυο φορές τις χειρότερες πλημμύρες των τελευταίων ετών. Μόνο το 2017, πάνω από 200 άνθρωποι έχασαν τη ζωή τους από φυσικές καταστροφές. Πάνω από τους μισούς πέθαναν κατά τη διάρκεια φονικών πυρκαγιών στην Πορτογαλία, όπου καμία χώρα της Ένωσης δεν μπορούσε να στείλει βοήθεια. Σήμερα, κατά τραγική ειρωνεία, ψηφίσουμε την ενεργοποίηση του Ταμείου Αλληλεγγύης για την αποκατάσταση των ζημιών. Δεν μπορεί ο ρόλος της Ευρωπαϊκής Ένωσης να περιορίζεται, όμως, μόνο εκεί. Οι πολίτες χρειάζονται στήριξη της Ένωσης όταν κινδυνεύουν, και όχι μόνο μετά. Για αυτόν τον λόγο, καλωσορίζουμε την πρόταση της Ευρωπαϊκής Επιτροπής για την ενίσχυση του μηχανισμού, με τη δημιουργία του rescEU, μιας δεξαμενής δυνατοτήτων τελευταίας καταφυγής, που θα ενεργοποιείται όταν όλα τα εθνικά μέσα έχουν εξαντληθεί και τα υπόλοιπα κράτη μέλη να αδύνατο να βοηθήσουν. Τα εναέρια μέσα δασοπυρόσβεσης, όπως τα Canadair, που τόσο έλειπαν τα τελευταία χρόνια, είναι μόνο μία από τις μεγάλες δυνατότητες που θα πρέπει να έχει ο μηχανισμός. Συγχρόνως, η δημιουργία του rescEU είναι μια ευκαιρία να προετοιμαστούμε για μελλοντικούς κινδύνους. Παράλληλα, θα πρέπει να βοηθήσουμε τα κράτη μέλη να ενισχύσουν τις υποδομές τους στον τομέα της πρόληψης, συγκροτώντας αξιόπιστα σχέδια αντιμετώπισης. Επίσης, πρέπει να δώσουμε τα απαραίτητα κίνητρα για να ενισχύσουν τα μέσα που ήδη διαθέτουν. Ο ευρωπαϊκός μηχανισμός πολιτικής προστασίας και το rescEU δεν έρχονται για να υποκαταστήσουν τις εθνικές αρχές πολιτικής προστασίας, αλλά για να διασφαλίσουν ότι, ακόμα και σε ακραίες καταστάσεις, όπου εθνικές δυνατότητες δεν είναι αρκετές, η Ευρωπαϊκή Ένωση θα είναι εκεί για να προστατεύει τους πολίτες της. Τέλος, θα ήθελα να ευχαριστήσω πολύ την κυρία Gardini για τη συνεργασία που είχαμε.

Arne Gericke, *im Namen der ECR-Fraktion*. – Herr Präsident! Sehr geehrte Frau Gardini, sehr geehrter Herr Kommissar Stylianides! Erinnern Sie sich noch an das verheerende Hochwasser in Rumänien 2010? Haben Sie die Bilder der Munitionsexplosionen auf Zypern noch vor Augen? Oder haben Sie schon vom gemeinsamen mobilen Labor der EU gehört, das wir unter anderem bei der Ebola-Epidemie 2016 in Westafrika im Einsatz hatten und das – wenn wir die Nachrichten verfolgen – wohl auch bald wieder zum Einsatz kommt?

Bei all diesen Katastrophen haben wir unseren europäischen Katastrophenschutzmechanismus aktiviert, haben in großer Solidarität grenzübergreifend geholfen. Damit das künftig noch besser geht, modernisieren wir den gemeinsamen Mechanismus mit rescEU. Als Schattenberichterstatter meiner Fraktion war ich in den vergangenen Monaten viel bei Technischem Hilfswerk, Feuerwehren und Rettungsdiensten unterwegs, immer mit der gleichen Frage: Was können wir tun, damit rescEU für euch im Ernstfall besser und anwendbar wird?

Diese Vorschläge habe ich eingebracht und darf der Berichterstatterin, Frau Gardini, ausdrücklich für die sehr gute Zusammenarbeit danken. Gemeinsam haben wir dem Vorschlag der Kommission die bürokratischen Zähne gezogen. Wir haben Doppelstrukturen vermieden und lassen das *command and control* dort, wo es hingehört: bei den Einsatzkräften vor Ort. Das ist wichtig, das ist gut. So sprechen wir heute über einen Bericht, der den Kommissionsvorschlag deutlich verbessert, der ihn anwendbar macht. rescEU kann so ein starkes Instrument sein für ein Europa, das ganz konkret liefert und hilft.

Anneli Jäätteenmäki, *ALDE-ryhmän puolesta*. – Arvoisa puhemies, olen iloinen, että tämän mietinnön mukaisesti kansalliset pelastusvoimavarat on käytettävä täysimääräisesti ennen kuin tämä rescEU-mekanismi käynnistetään. Tämä uusi eurooppalainen pelastuspalvelu voi tuoda säästöjä jäsenvaltioille, kun kallista pelastuskalustoa esimerkiksi kemiallisten tai säteilyonnettomuuksien torjuntaan voidaan hankkia yhteisesti eikä jokaisen maan tarvitse hankkia kaikkea erikseen.

Mutta uuden mekanismin luominen ei todellakaan saa tarkoittaa kansalaisten ja kansallisten pelastuspalvelumekanismien vesittämistä. Tämä jäsenmaiden oma velvollisuus on erityisen painava ennalta arvattavissa kriiseissä, kuten metsäpaloissa, joista tiedetään, milloin niitä yleensä tapahtuu, tai tulvissa. Ne eivät tule aivan yllätyksenä.

Arvoisa puhemies, olen kuitenkin pettynyt, että komission esitys EU:n pelastuspalvelumekanismiin luomisesta ja uudistamisesta ei pohjautu asianmukaiseen vaikutustenarviointiin.

Ei ole hyvää lainsäädännön valmistelua, ettei ennalta ole tehty minkäänlaista vaikutustenarviointia vaan halutaan pikavoittoa. Tästä syystä haluan poistaa yksityiskohtaisen listauksen rescEU-mekanismista tai mekanismiin hankittavista resursseista.

Mekanismiin kuuluvan kaluston hankintapäätös on jätettävä päätettäväksi asiantuntijoille perusteellisen riskin- ja vaikutustenarvioinnin pohjalta. Itse en olisi valmis täällä täysistunnossa päättämään siitä, mitä kalustoa pitää hankkia. Katson, että minulla ei ole pätevyyttä siihen varsinkaan, kun tätä vaikutustenarviointia ja perusteellista esittelyä ei ole tehty.

Bas Eickhout, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, I would like to thank the Commission for the proposal in which rescEU is placed at the core. We all realise that this might be necessary when there is a cross-border natural disaster like a forest fire. Think of Portugal and Spain. At that moment, Spain might have been reluctant to jump into Portugal, so there is a need for European action; that is very clear. Therefore, we are very happy with the proposal and that is what we will support.

The slight problem with what we are doing now in Parliament – and that is why we were critical in the Committee on the Environment, Public Health and Food Safety (ENVI) – is that for the rescEU, we are now broadening the scope on what it should work towards, even going into the locations of terrorist attacks, etc. I find that dangerous, not because I am against it necessarily, but we know that this is going to be a tough discussion with the Council, especially with more northern European countries. Where I come from, they will be critical of this proposal. If you are starting to broaden the scope of rescEU now, they will see this as a hidden agenda to create a European task force, which is not the case. We are trying to plug a gap that exists.

Keep it restricted to natural disasters for now. Let's make this happen so that we can see that it works. That is why we have put in some split votes in order to get the stuff about terrorist attacks out of it, because that takes the focus away from where it should be, and that is making sure that rescEU can function.

Estefanía Torres Martínez, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señor presidente, ya era hora de que hablásemos de la prevención de incendios. Hizo falta que ardiese media península ibérica para ello, pero por fin estamos aquí. De eso se trata. De que hablemos de la prevención de las catástrofes, de adelantarnos a ellas en lugar de poner parches a sus consecuencias.

Porque, efectivamente, señorías, los ataques terroristas son una amenaza, pero no tenemos la certeza sobre cuándo ni cómo ni dónde se van a producir. Sin embargo, sobre los efectos del cambio climático sí que tenemos algunas certezas. Resulta que las Naciones Unidas estiman que el 60 % de las migraciones se producen como consecuencia de huracanes, sequías e inundaciones. Estiman también que, en 2050, alrededor de doscientos cincuenta millones de personas serán consideradas refugiadas climáticas, palabras que ustedes se negaron a utilizar.

Nosotros insistimos en la necesidad de establecer un observatorio de cambio climático a nivel europeo que también sirva para reconocer el estatuto de protección de quienes vienen desplazados de sus territorios como consecuencia de las decisiones que tomamos desde aquí de manera absolutamente irresponsable.

La Comisión celebra logros en materia de ayuda humanitaria. Sin embargo, mientras tanto, las condiciones difíciles de los refugiados se mantienen en los campos y no deberíamos olvidarnos jamás de las mujeres, que son las principales víctimas. Porque sus cuerpos son los principales campos de batalla, porque sufren trata y violencia sexual tanto en los campos de refugiados como a lo largo de todo su recorrido por Europa.

¿Vamos a seguir mirando para otro lado en esta cuestión tan sumamente dolorosa o seremos capaces de afrontar el problema con valentía, con honestidad y con altura de miras de una buena vez?

Franz Obermayr, *im Namen der ENF-Fraktion*. – Herr Präsident! Prinzipiell ist ja jede koordinierende und unterstützende Maßnahme der Union im Katastrophenfall zu befürworten. Glücklicherweise ist auch die Berichterstatterin der Ansicht, dass die Entscheidung über den Einsatz der nationalen Kapazitäten durch den Entsendestaat getätigt werden sollte. Dennoch ergeben sich einige Probleme. Der Abzug einmal entsandter Kapazitäten könnte sich als juristisch streitbar herausstellen, da die Kommission zuerst konsultiert werden muss und nicht der Mitgliedstaat allein darüber entscheiden darf. Aus der unterstützenden Koordinierung wird da für mich eine klare Steuerung.

Auch, dass die geplanten eigenen EU-Kapazitäten durch rescEU mithilfe delegierter Rechtsakte nach Gutdünken vergrößert werden könnten, ist mehr als problematisch. Eine europäische Parallelstruktur und Kommerzialisierung des Katastrophenschutzes wäre dann nicht mehr zu verhindern. Daher ein klares Ja zu einer unterstützenden Kommission, aber ein klares Nein zu Parallelstrukturen der Kommission und keine weiteren Eingriffe in die Souveränität der Mitgliedstaaten.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, η Ευρωπαϊκή Ένωση και οι κυβερνήσεις στήνουν τον «rescEU» πάνω στη γύμνια προσωπικού, εξοπλισμού, υποδομών, για την αντιμετώπιση των φυσικών καταστροφών στα κράτη και κάνετε και περίεργες αναφορές για την καταπολέμηση της λεγόμενης τρομοκρατίας και για το προσφυγικό. Ο στόλος συγκροτείται δεσμεύοντας από τις ελάχιστες υπάρχουσες υποδομές και αεροσκάφη στα κράτη μέλη, που θα είναι πλέον στη διάθεση της Ευρωπαϊκής Ένωσης και όχι του κάθε κράτους, διευρύνοντας τις τεράστιες ελλείψεις, όπως αυτές στην Ελλάδα, που οδηγούν σε τραγωδίες με νεκρούς. Είναι γνωστό όμως, για παράδειγμα, ότι οι δασικές πυρκαγιές σβήνουν από καλά οργανωμένες, εκπαιδευμένες, και επαρκείς επίγειες δυνάμεις, ενώ η αεροπυρόσβεση απαιτείται για να περιορίσει την πυρκαγιά, μέχρι να φτάσουν οι επίγειες δυνάμεις. Πραγματική προστασία τις φυσικές καταστροφές, από το να δοθούν δάση και άλλες κρίσιμες υποδομές βορά στα μεγάλα συμφέροντα, μπορεί να υπάρξει μόνο με μέτρα και έργα αντιπυρικής, αντιπλημμυρικής και αντισεισμικής θωράκισης, που δεν είναι προτεραιότητα χρηματοδότηση της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Για αυτό διεκδικούμε, με ευθύνη του κράτους, να δοθεί επαρκής χρηματοδότηση με προσλήψεις μόνιμου προσωπικού, με πλήρη δικαιώματα και άρτιο εξοπλισμό για την κάλυψη όλων των πραγματικών αναγκών.

Lukas Mandl (PPE). – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Sicherheit gehört zu den Themen, die die Bürgerinnen und Bürger von der Europäischen Union verlangen in einem großen Konzert mit den Kommunen, mit den Regionen, mit den Mitgliedstaaten, und der Katastrophenschutz gehört zu den Themen der Sicherheit. Deshalb bin ich froh, dass wir es in einem parlamentarischen Prozess geschafft haben, ein Katastrophenschutzmodell auf die Beine zu stellen, das einerseits dem Prinzip der Subsidiarität die Ehre gibt, aber auch dem Prinzip der Solidarität. Ich danke der Berichterstatterin Elisabetta Gardini und auch Kommissar Stylianides für die Offenheit in diesem gesamten Prozess.

Die Europäische Union braucht einen besseren Katastrophenschutz. Das hat sich nicht zuletzt gezeigt, als bei den Waldbränden in Portugal die Hilfe aus anderen Teilen der Welt zum Teil schneller war als aus der Europäischen Union.

Um danach zu suchen, wie besserer Katastrophenschutz funktionieren kann, kann man zuerst dort nachschauen, wo er jetzt schon gut funktioniert. Ich bin daher froh, dass aus meinem Heimatstaat Österreich Spitzenvertreter vom Feuerwehrverband, vom Roten Kreuz und seitens der Rettungsorganisationen im Europäischen Parlament in Brüssel waren und darüber berichtet haben, wie das bei uns funktioniert. Auf dieser Basis habe ich als einer, der heute genau seit einem halben Jahr dem Europäischen Parlament angehört, festgestellt, dass ein parlamentarischer Prozess an einem eigentlich zentralistischen Kommissionsvorschlag vieles ändern kann und wir jetzt einen Vorschlag haben, dem wir aus vollem Herzen zustimmen können, weil er den Regionen, den Freiwilligen wirklich das einräumt, was sie tun können, und den Katastrophenschutz auf EU-Ebene, wo wir ihn auf größerer Ebene brauchen, auch möglich macht.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Franz Obermayr (ENF), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“.* – Ich bin den Ausführungen des Kollegen aus Österreich sehr interessiert gefolgt und kann vieles unterstreichen, was der Kollege gesagt hat. Ich darf nur eine Frage an Sie richten, Herr Kollege: Kennen Sie die Stellungnahme des Landes Oberösterreich zum Vorschlag? Und kennen Sie auch die Stellungnahme des Landes Vorarlberg zu den vorliegenden Vorschlägen?

Lukas Mandl (PPE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“.* – Lieber Herr Kollege Obermayer, wir haben die rot-weiß-roten Stellungnahmen geprüft und eingearbeitet. Worauf Sie möglicherweise Bezug nehmen, ist der alte Kommissionsvorschlag. Worauf ich Bezug nehme, ist das, was wir im parlamentarischen Prozess in den Vorbesprechungen im Ausschuss erarbeitet haben, was wir hier im Plenum morgen beschließen können. Und das ist eben nicht der zentralistische und bürokratische Kommissionsvorschlag – mit Verlaub gesagt –, sondern ein Vorschlag, der der Subsidiarität und den Freiheiten die Ehre gibt, über den wir auch gemeinsam mit den Freiwilligenorganisationen in Österreich immer wieder Überlegungen angestellt haben und den wir auf dieser Basis erarbeitet haben, zu dem wir voll stehen können.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D). – Señor presidente, enhorabuena a la Comisión y también a la ponente —la señora Gardini— y a los ponentes alternativos por este trabajo. Un trabajo que viene a contribuir a crear la Unión Europea, a hacer más Europa.

Responder y proteger a la ciudadanía desde la solidaridad y la coordinación ante los desastres es una de las grandes iniciativas que hoy debatimos aquí.

El cambio climático supone uno de los grandes retos a los que nos enfrentamos en un futuro inmediato y ya podríamos decir que estamos combatiéndolo, pero necesitamos conocer de antemano y poder prevenir las consecuencias.

Todos los años tenemos ejemplos de desastre; el año pasado, Doñana, Portugal —con incluso vidas humanas que perecieron—. Por lo tanto, tenemos que trabajar desde esta unidad y coordinación para evitarlo.

Estos desastres también han puesto de manifiesto la necesidad de trabajar desde una mayor eficacia y una mayor eficiencia. Los Estados miembros por sí solos no son capaces o no pueden combatirlos de la forma necesaria. Por lo tanto, celebro esta iniciativa y me gustaría subrayar dos puntos especialmente.

Soy consciente de que el Observatorio del Cambio Climático no ha salido y creo que sería una iniciativa importante, pero se recogen otras iniciativas que pueden hacernos avanzar y que espero que mañana tengan el respaldo necesario.

Necesitamos un mapa de riesgo que nos permita diferenciar qué zonas se enfrentan a unos riesgos concretos y así poderlos prevenir mejor, ya sean riesgos sísmicos o falta de recursos hídricos, etc. En definitiva, podemos adelantar a las circunstancias de cada una de las regiones, y también adaptar y coordinar esto con otros mecanismos como el Fondo de Solidaridad.

Tenemos que hacer que ese fondo pueda adaptarse a la necesidad y que sea más justo, que se adapte mejor a la riqueza per cápita de la zona, pero muy especialmente también que incluya el valor del medio ambiente. El medio ambiente cuando sufre también tiene que ser reparado y, por lo tanto, este fondo tiene que incorporar el valor económico que el medio ambiente también tiene.

João Ferreira (GUE/NGL). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, defendemos a cooperação entre Estados na resposta a situações de catástrofe, sobretudo as de grandes dimensões. Essa cooperação pode envolver coordenação de esforços, empréstimo ou mesmo partilha de meios, mas não devemos esquecer alguns aspetos importantes.

A proteção das pessoas, das infraestruturas, dos bens, a proteção do território, da Natureza, é uma obrigação dos Estados, uma função que toca no âmago da sua soberania. Para ser convenientemente exercida, são necessários meios próprios robustos e adequados aos riscos em presença. Os serviços de proteção civil, pela sua própria natureza, exigem uma forte ligação ao território e exigem um profundo conhecimento do território e das populações. Tal tem implicações, também, nas cadeias de comando, que mesmo em situações de cooperação ou de auxílio devem manter-se no plano nacional.

A União Europeia, que não tem feito tudo o que podia, por exemplo, no domínio do apoio aos Estados-Membros no desenvolvimento de capacidades próprias, desde logo na prevenção, quer agora fazer mais do que deve. A usurpação de cadeias de comando para um plano supranacional, por exemplo, suscita riscos não despidiendos para além de fundada objeção política.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE). – Senhor Presidente, quero agradecer aqui ao Senhor Comissário e também o excelente trabalho feito pela relatora Gardini, porque daqui sai, efetivamente, uma proposta para um mecanismo de proteção civil com capacidade operacional reforçada e com referências específicas ao apoio que é dado às regiões ultra-periféricas em caso de catástrofes naturais.

É fulcral que este apoio se traduza numa articulação entre este mecanismo, os Fundos Estruturais, bem como o Fundo de Solidariedade.

O Sr. Comissário aqui falou e alguns colegas que, efetivamente, os Estados-Membros têm que ter o controlo e a responsabilidade dos seus territórios. Cooperação e solidariedade têm que começar também dentro do próprio território e, por isso, é de lamentar que o Governo socialista português se tenha comprometido, em novembro de 2016, a reforçar em trinta milhões de euros o Fundo de Coesão para a recuperação da Madeira, após os incêndios de agosto e que, até hoje, esse reforço, esse apoio, essa solidariedade não tenham ainda sido vertidos e não tenham passado de palavras vãs.

A prevenção, a gestão de risco, a implementação dos sistemas de alertas e reposição de equipamentos de combate aos incêndios podem estar em risco e, por isso, esta solidariedade tem que ser vertida e tem que ter também o apoio da União.

Enrique Guerrero Salom (S&D). – Señor presidente, es una evidencia incontestable que en las últimas décadas han aumentado en frecuencia y en intensidad las catástrofes naturales, llevándose por delante muchas vidas humanas y destruyendo muchas infraestructuras y formas de vida. Pero también se está produciendo la recurrencia de estas catástrofes naturales, y eso significa que tenemos la capacidad de aprender y de prevenir y de tratar de dar una respuesta anticipada a lo que previsiblemente nos va a suceder. Esta ha sido la lección fundamental del Marco de Sendai y de la Plataforma Global de Cancún, que tenemos que aplicar dentro de la Unión Europea.

Creo que es una buena propuesta intensificar las capacidades y los recursos de acción de la Unión Europea, porque a la vez que mantenemos la subsidiariedad tenemos que incrementar la solidaridad. Tenemos que dar respuesta europea a catástrofes que afectan a ciudadanos europeos.

Bogdan Brunon Wenta (PPE). – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Jak Pan widzi, zgadzamy się wszyscy, że Unijny Mechanizm Ochrony Ludności jest skutecznym instrumentem, i było to ważne, że w 2001 roku, kiedy zaczął funkcjonować już na terenie Unii Europejskiej, a także podczas epidemii Eboli, tajfunu na Filipinach czy trzęsienia ziemi w Nepalu, był on przydatny. Dlatego moje gratulacje dla Pani sprawozdawczynie za tak dobrą pracę nad tym sprawozdaniem. I ponieważ – o czym Enrique w tej chwili powiedział – częściowo uzupełnia on unijną pomoc humanitarną, wszelkie działania tego mechanizmu powinny wpisywać się w przyjęte przez Unię porozumienie z Sendai dotyczące zmniejszenia ryzyka związanego z klęskami żywiołowymi w latach 2015-2030.

Sądzę, że ważnym elementem przeglądu tego mechanizmu jest potrzeba wzmocnienia w zakresie szkoleń i wymiany dobrych praktyk z państwami partnerskimi, aby uniknąć m.in. takich historii, jak pożary w Portugalii; istotna jest także definicja zakresu jego funkcjonowania w przypadku katastrof złożonych, spowodowanych przez człowieka, czy konfliktów, a zwłaszcza w kontekście stosowania zróżnicowanych instrumentów pomocowych i finansowych w zależności od sytuacji w danym kraju.

Liliana Rodrigues (S&D). – Senhor Presidente, as alterações ao mecanismo de proteção civil criaram uma preciosa reserva de recursos materiais e humanos. É bom que os cidadãos e os governos europeus percebam que este mecanismo não se fará substituir às responsabilidades próprias dos Estados-Membros e que qualquer intervenção terá sempre que ser pré-autorizada.

O que é que muda? O investimento na formação e na investigação, a criação de grupos locais de intervenção, o programa Erasmus de Proteção Civil, o reforço da cooperação com países terceiros e um papel bem mais ativo das regiões ultraperiféricas.

O reforço deste mecanismo significa, pois, darmos um sentido real à palavra solidariedade nos momentos mais difíceis que um Estado-Membro pode passar. Significa também aumentar e dar mais proteção aos cidadãos que fazem parte desta União. Não há nada mais importante do que a certeza de que, em caso de necessidade, o dever de auxílio caberá a todos os membros desta família, desta União.

Sr. Comissário, não posso deixar de agradecer por ter avançado em boa hora com esta proposta. Ninguém, nem nenhum país, está livre da imprevisibilidade de uma catástrofe.

Paulo Rangel (PPE). – Senhor Presidente, queria naturalmente saudar o Senhor Comissário e queria saudar também a relatora Gardini pelo trabalho que têm vindo a desenvolver e que permite, de facto, a criação, no fundo, deste primeiro sistema, digamos assim, verdadeiramente integrado de proteção civil.

Devo dizer que há muito tempo que defendo uma força europeia proteção civil e, portanto, não estou satisfeito ainda com o grau a que chegámos. Digamos que acho que este é um avanço muito grande, tendo em conta a situação que tínhamos anteriormente, mas que nós, União Europeia, devemos caminhar para um sistema ainda mais integrado e mais avançado, com um verdadeiro corpo de proteção civil para as grandes catástrofes. Isso significa, portanto, incêndios, inundações, acidentes ambientais, como acidentes nucleares ou químicos, tremores de terra e outro tipo de eventos. Para isso, acho que devemos olhar essencialmente para este ponto. Nenhum Estado, em particular os pequenos e médios, tem recursos para poder, por si só, ter todos os meios que são necessários para catástrofes de grande dimensão e, por isso, é absolutamente necessário que tenhamos a capacidade de partilhar recursos, porque, como sabemos, é muito pouco provável que uma onda de catástrofes desta natureza possa replicar-se ao mesmo tempo em todos os lados e, portanto, isto permitirá poupanças à União Europeia, aos cidadãos europeus, aos Estados europeus e, ao mesmo tempo, as vantagens de terem *skills* e conhecimento e *expertise* nesta área.

Zgłoszenia z sali

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Panie Przewodniczący! Przeżyłem powódź, i to nie jako mieszkaniec, ale jako prezydent Wrocławia, miasta o ponad 600 000 mieszkańców, i pamiętam, że w czasie powodzi pomocy nie było. Natomiast po jej zakończeniu w ciągu bardzo krótkiego czasu otrzymaliśmy pomoc z Berlina, Wiednia, Budapesztu, Pragi. Była ona niezwykle istotna. Mam doświadczenie po tej katastrofie wynikające z uczestnictwa w wielu europejskich konferencjach dotyczących pożarów, trzęsień ziemi, a także powodzi. I wiem, że wielkie miasta są w stanie zabezpieczyć się dość dobrze w sposób samodzielny. Duże, średnie, a tym bardziej małe miasta – w żadnym wypadku nie.

Chcę Pani pogratulować tego sprawozdania, bo uważam, że solidarność przy katastrofach to najważniejszy barometr naszej europejskiej wrażliwości, oraz że ważne jest, aby posiadać sprzęt i mieć warunki niesienia pomocy oraz szybkiego reagowania na sytuacje dramatyczne, bo chodzi wówczas o ludzkie życie, o środowisko, ale także o dziedzictwo narodowe.

Nicola Caputo (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, alla luce delle recenti catastrofi che hanno devastato l'Europa, molte delle quali legate al cambiamento climatico, una modifica della decisione su un meccanismo unionale di Protezione civile era auspicabile.

Il meccanismo si è rivelato uno strumento utile per mobilitare e coordinare l'assistenza fornita dagli Stati partecipanti, in risposta alla crisi, ma l'esperienza ha dimostrato che le offerte volontarie di assistenza reciproca non sempre sono bastate a garantire la disponibilità di mezzi, e potrei citare come esempi i casi di Portogallo e Italia della scorsa estate, paesi devastati da numerosi incendi.

La revisione servirà a colmare le lacune ricorrenti ed emergenti, in termini di mezzi, in particolare istituendo una riserva specifica di mezzi di risposta a livello europeo, e a rassicurare l'agilità ed efficacia delle procedure amministrative del meccanismo unionale a sostegno delle operazioni di emergenza. Va da sé che il meccanismo per funzionare dovrà ricevere adeguati stanziamenti di bilancio e gli Stati membri dovranno svolgere azioni preventive per mantenere mezzi nazionali sufficienti ad affrontare le catastrofi in modo efficace. Mi complimento con la relatrice Gardini, che ha fatto davvero un gran lavoro.

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η συζήτηση για τον ευρωπαϊκό μηχανισμό πολιτικής προστασίας είναι ιδιαίτερα επίκαιρη, ιδίως σε μια φάση που η κλιματική αλλαγή οδηγεί σε θεομηνίες, πλημμύρες και πυρκαγιές. Η Ελλάδα, βεβαίως, έχει κακή εμπειρία από τις θεομηνίες. Πρώτα από όλα, πλήττεται από σεισμούς. Όπως γνωρίζετε, τον Ιούνιο του 2017, είχαμε καταστροφικούς σεισμούς στη Λέσβο και, φυσικά, σήμερα μπορεί να πει το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο προς τους κατοίκους της Λέσβου ότι, με τη σημερινή του απόφαση, διαθέτει 1,3 εκατομμύρια ευρώ, προκειμένου να στηρίξει την επισκευή των κατοικιών, να στηρίξει τις επιχειρήσεις και τις υποδομές του νησιού. Δεν ισχύει το ίδιο, βέβαια, για τα 23 θύματα που πνίγηκαν στις πλημμύρες της Μάνδρας. Είναι, λοιπόν, προφανές ότι χρειάζεται συντονισμός, χρειάζεται στήριξη του μηχανισμού πολιτικής προστασίας, με παράλληλη, βεβαίως, διατήρηση της κυριαρχίας των κρατών μελών. Ένας μηχανισμός που θα πρέπει να διαθέτει επιπλέον χρήματα και όχι αυτά τα 200 εκατομμύρια που παίρνει από τον ίδιον τον προϋπολογισμό. Χρειάζεται, λοιπόν, παρέμβαση και στη βάση αυτή στηρίζουμε την προσπάθεια αυτή.

Kateřina Konečná (GUE/NGL). – Pane předsedající, osobně nemám samozřejmě nic proti tomu, aby mezi evropskými státy fungovala solidarita napříč ve chvíli, kdy je jeden ze členských států postižen ničivými požáry. Obávám se však, že návrh Evropské komise byl šit velmi rychlou jehlou, jelikož v něm chybí i hodnocení dopadů, což nepovažuji za standardní a rozumné.

Návrh Evropské komise také například uznává, že je klíčové zaměřit se na prevenci katastrof. Přitom na opatření týkající se prevence bude vynaloženo v letech 2018 až 2020 pouze 10 % celkové navýšené částky, a to prostě považuji za výsměch. Návrh Evropské komise je plný nezodpovězených otázek. Zvyšuje administrativní zátěž pro členské státy, jeví se jako finančně nákladný a dává příliš velkou pravomoc do rukou Evropské komise.

Úmysly mohou být dobré, ale značné nedostatky v návrhu se mohou odrazit ve ztrátách na životech u vyslaných expertů a tomu prostě musíme zabránit.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, domnule comisar, vreau de la bun început să felicit Comisia pentru propunere și, evident, raportarea și îmbunătățirile care s-au adus. Cine nu ar fi de acord să avem un sistem integrat de protecție civilă. Știm bine, fiecare din țările noastre s-au confruntat cu probleme, cu catastrofe. Colegul dădea exemplu țara mea cu inundațiile din 2010. Eu am trăit un cutremur în România în 1977, unde mii de oameni au murit.

Cred că e un prim pas. Trebuie să cooperăm. Dumneavoastră spuneți, domnule comisar, că protecția civilă începe acasă și colega raportoare spunea că la nivel local există subsidiaritate (primăriile), dar în anumite situații avem nevoie de acest mecanism integrat. Cred că trebuie să ne mai gândim și cum putem să alocăm fonduri, pentru că în fața cutremurelor foarte multe clădiri, mai ales în țările din est, sunt neconsolidate și, practic, degeaba intervenim după ce clădirile s-au prăbușit. Poate și informarea cetățenilor pentru a ști cum să prevină și cum să acționeze în situația unei calamități. Cred că mai avem încă pași de făcut, dar felicit Comisia și raportoarea și sper să fie un raport votat.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, η βασική αιτία αυτών των μεγάλων καταστροφών που στοιχίζουν τη ζωή σε εκατοντάδες ανθρώπους οφείλεται κυρίως στην κλιματική αλλαγή και, βεβαίως, στην αδυναμία των κρατών να υπερασπιστούν τους πολίτες τους. Σε τριάντα χρόνια από τώρα, αγαπητοί συνάδελφοι – πάρα πολλοί το ξέρουν αυτό σε αυτή την αίθουσα – η γη δεν θα είναι αυτό που ξέρουμε σήμερα. Η Ευρωπαϊκή Ένωση κάνει αρκετά προς την κατεύθυνση της υπεράσπισης του κλίματος στον πλανήτη, αλλά φαίνεται ότι δεν καταφέραμε ακόμα, σαν παγκόσμια κοινότητα, να δούμε τα μεγάλα προβλήματα που έπονται, είτε από ξηρασίες είτε από πλημμύρες, ένεκεν της κλιματικής αλλαγής. Τούτου λεχθέντος, και υποστηρίζοντας και εγώ την κρατική κυριαρχία, δεν δέχομαι την άποψη ότι θα πρέπει να καίγονται τα δάση στην Πορτογαλία, με τόσους εκατοντάδες νεκρούς, και να μην μπορεί να υπάρξει ένας μηχανισμός στήριξης και πυρόσβεσης από ένα γειτονικό κράτος που ίσως έχει αυτή τη δυνατότητα. Ο συντονισμός, λοιπόν, σε προβλήματα που υπερβαίνουν τα σύνορά μας είναι κάτι που πρέπει να υφίσταται.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Christos Stylianides, Member of the Commission. – Mr President, dear colleagues, thank you so much for your reflections and remarks. I completely agree with the vast majority of your remarks and, above all, thank you for your commitment to taking action as soon and as far as possible. This is quite important. But let me repeat once again that recent natural disasters and emergencies have taught us two important lessons.

Firstly, the need for more European solidarity in practice: tangible solidarity. That means enhanced response capacity where the European Union can add value. This is also quite important. Secondly – many of you focused on this – without proper prevention and preparedness, Member States will continue to suffer the consequences of natural disasters and emergencies. There is a clear need for more responsibility, and with my services and my colleagues here, we use this as a sort of slogan. Solidarity comes with responsibility. I think we have to focus on this.

Self-reliance should not be taken for granted. We need unity in effort, and we need to be ready to act quickly and decisively. The European Parliament now has a key role in the process of adopting the revised Decision. I am happy to know that we are all working towards an ambitious solution. The European Parliament is delivering today on its commitment to move fast and decisively towards more protection for European Union citizens.

I count on your continuous support and am looking forward to starting trilogues as soon as possible. I can assure you that the Commission will do its best to facilitate the discussions to reach agreement with Parliament and the Council as soon as possible.

My final point. I heard some misunderstandings, so I am ready, with Elisabetta Gardini, to have many personal meetings in order to clarify these misunderstandings and to explain to you in detail what the proposal is.

PREȘEDINȚIA: IOAN MIRCEA PAȘCU*Vicepreședinte*

Elisabetta Gardini, *Relatore*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sono veramente felice e anche un po' emozionata perché tutti gli interventi credo siano andati nella stessa direzione.

Ha ragione, alcuni dettagli forse vanno meglio spiegati perché ci sono delle preoccupazioni che veramente non dovrebbero esistere, perché questo lavoro è stato fatto in quella direzione per rispondere a queste preoccupazioni.

Mi dispiace che non ci sia Eickhout, perché per esempio non abbiamo assolutamente allargato lo scopo dei possibili attacchi terroristici, si parla proprio esplicitamente nello scopo del meccanismo votato nel 2013, quindi abbiamo, nonostante questo, voluto mettere in campo una proposta snella perché potesse essere rapidamente votata. Io sono sicura che il futuro della Protezione civile europea andrà ben oltre, perché il mondo cambia, ci sono esigenze sempre nuove e, purtroppo, le catastrofi non solo naturali ma anche quelle procurate dall'uomo continueranno ad essere una minaccia per la sicurezza dei nostri cittadini.

Sendai, bene, l'abbiamo anche citata perché dobbiamo creare dei territori sempre più resilienti e quindi la prevenzione è un capitolo fondamentale che anche qui è molto sottolineato. Per cui il Commissario ha detto spesso che dobbiamo creare anche nuovi strumenti finanziari, facilitare, sburocratizzare quelli che già esistono proprio perché noi dobbiamo prima di tutto prevenire. Protezione civile deve essere sempre più prevenzione. Laddove la prevenzione ha fallito dobbiamo essere pronti a reagire.

Poi ha ragione la collega Cabezón Ruiz, questo è fare più Europa, ma fare quella Europa che piace ai cittadini e quindi io mi auguro davvero, come ha detto il Commissario, che il Consiglio ci permetta di continuare a lavorare con questi ritmi rapidi, in modo da avere in campo subito questo strumento perché, come ha detto Lei all'inizio, la prossima catastrofe potrebbe essere dietro l'angolo. Quindi, grazie ancora tutti, nessun paese deve essere lasciato solo ad affrontare nessuna catastrofe, buon lavoro.

Președintele. – Dezbateră a fost închisă.

Votul va avea loc mâine, 31 mai 2018.

23. Manipulation des Kilometerzählers in Kraftfahrzeugen: Überarbeitung des EU-Rechtsrahmens (Aussprache)

Președintele. – Următorul punct de pe ordinea de zi este dezbateră privind raportul lui Ismail Ertug, în numele Comisia pentru transport și turism, conținând recomandări adresate Comisiei privind manipularea odometrelor în autovehicule: revizuirea cadrului juridic al UE (2017/2064(INL)) (A8-0155/2018).

Ismail Ertug, *Berichterstatter*. – Herr Präsident, sehr geehrte Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Es geht heute tatsächlich um die Tachomanipulation, sozusagen um den Betrug am Kilometerzähler, was eine vorsätzliche und unerlaubte Änderung des Kilometerstandes ist. Dieses Phänomen ist innerhalb der Europäischen Union weiter verbreitet, als wir meinen. Warum ist das so? Erstens, weil es technisch sehr einfach ist. Zweitens, weil es sehr günstig ist und weil es auch in vielen Mitgliedstaaten gerade mal als Kavaliersdelikt angesehen wird, also nicht als Betrug. Und das führt eben dazu, dass auf den nationalen Märkten bis zu 12 % aller Gebrauchtwagen manipuliert sind, und im grenzüberschreitenden Handel sogar zwischen 30 und 50 % manipuliert sind.

Das bringt einen wirtschaftlichen Schaden für die europäische Volkswirtschaft, für die Verbraucherinnen und Verbraucher, zwischen sechs und neun Milliarden Euro mit sich. Neben diesem wirtschaftlichen Schaden haben wir natürlich auch zu beklagen, dass es auf Kosten der Verkehrssicherheit, aber auch auf Kosten der Umwelt geht. Warum wir als Parlament hier ziemlich gemeinschaftlich stehen und das im Verkehrsausschuss auch mit einer großen Mehrheit abgestimmt haben, liegt daran, dass es ganz einfach wäre, eben diese Situation europaweit zu verändern und auszumerzen. Es gibt *best practice*, es gibt gute Beispiele, zum Beispiel in Belgien das sogenannte *car pass system*, oder auch in den Niederlanden diesen nationalen Autopass. Dort werden nämlich bei jedem Werkstattbesuch, bei jeder Hauptuntersuchung, bei jedem Service die Kilometerstände notiert und in diese nationale Datenbank überführt, was letztendlich dazu führt, dass jeder Gebrauchtwagenkäufer in Belgien ein Zertifikat verlangen darf, das letztendlich Aufschluss über die Kilometer-

stände gibt. So etwas wäre natürlich, wenn es grenzüberschreitend erfolgen würde, tatsächlich das beste Mittel, um hier das Problem europaweit an der Wurzel zu packen.

Was wollen wir machen? Ursprünglich wollten wir eine europäische Datenbanklösung. Aber davon sind wir abgerückt. Und nun ist es so, dass wir eben nationale Datenbanken in den Mitgliedstaaten haben wollen, die wir dann auch grenzüberschreitend – das ist das Wichtigste bei dieser Frage, an dieser Thematik – vernetzen wollen. Und dann geht es darum, dass wir erwarten, dass ein rechtlicher Rahmen gesetzt wird, wie welche Daten wann erhoben und gespeichert werden und wie der Zugriff darauf erfolgen soll. Nochmal: Es sollte dann so sein, dass bei jedem Werkstattbesuch der Kilometerstand erfasst wird. Dieses Modell ist einfach, es ist kostengünstig und schnell umzusetzen und würde den Verbraucherinnen und Verbrauchern auf einen Schlag acht Milliarden Euro sparen.

Wir wollen an dieser Stelle auch an die technischen Verbesserungen denken. Die technischen Verbesserungen liegen auf der Hand. Selbst heute haben die Hersteller schon die Möglichkeit, eine sichere Technologie einzusetzen. Es gibt sogenannte *hardware security modules*, die letztendlich genau dahingehend wirken könnten. Sie kosten auch nicht viel. Die Studie zeigt, dass es ungefähr einen Euro pro Fahrzeug kosten würde. Auch in der Typzulassungsverordnung haben wir bereits die Verpflichtung, dass jetzt schon bei den neueren Wagen die Daten an die Hersteller übermittelt werden müssen.

Frau Kommissarin, wir erwarten nun von der Europäischen Kommission – und da gibt es für mich und für viele in diesem Haus auch überhaupt keine Ausrede, es gibt keinen *pretext* dafür, warum man das nicht machen soll, – und von den Mitgliedstaaten auf Ihre Initiative hin eine gesetzliche Maßnahme, die letztendlich die Tachomanipulation als Betrug anerkennt, und dass letztlich auch eine europaweit vergleichbare Gesetzgebung geschaffen wird, um dieses Problems Herr zu werden.

Ich bedanke mich nochmal abschließend bei all meinen Schattenberichterstattem für die konstruktive Arbeit in den letzten Wochen und freue mich nun auf die Debatte.

(Beifall)

Violeta Bulc, *Member of the Commission*. – Mr President, I would like to thank the Committee on Transport and Tourism (TRAN), and particularly the rapporteur, Mr Ertug, for taking the initiative of drawing up this important report. I absolutely agree with you. Odometer fraud is a long-lasting problem, and we need more effective solutions to fight it. It is also clear that we need to continue to work at all levels to protect our consumers and honest businesses from becoming victims of this fraud.

Let me pick up on a number of issues in the report that are of particular importance for our current and future work. First, on the roadworthiness aspect. I agree with you that the cross-border exchange of odometer data is a must to enhance the measures against odometer fraud. Let me be very clear: we are ready to propose the necessary amendments to the relevant legislation as soon as possible.

I am very pleased that your report also recognises the key role of Member States when it comes to additional occasions to check the odometer data. Indeed, the current roadworthiness regime has its limitations when providing means against odometer fraud. For example, the first test is four years after the first registration. More frequent checks are likely to reduce the possibility to cheat. However, going beyond regular inspections exceeds what is possible within the roadworthiness framework.

The good example of Belgium and the Netherlands shows how important it is that Member States use their competences to introduce additional measures. The Car-Pass system, for example, seems a good example that others may consider following. The roadworthiness legislation has been in application only for ten days as I speak, and it is the very first European legislation to introduce measures which can fight against odometer fraud. Obviously, it is too early to evaluate the impact that this legislation has.

On the second topic – the type approval aspect: EU legislation in force since 21 July 2017 includes already requirements for the manufacturer to effectively deter reprogramming of odometer readings. This has to be done by introducing systematic tamper-protection strategies and right-protection features. With the new developments on connected cars it will be even easier for manufacturers or independent operators to keep and provide information on odometer readings.

While you can never entirely exclude the possibility of odometer tampering, the Commission will explore amendments to the legal framework to further reduce this risk as part of the monitoring of the implementation of this legislation.

The third topic: as regards the consumer protection aspect, odometer fraud or tampering is a problem for buyers of cars in general. This means companies, especially SMEs and also other businesses, such as insurers and car-hire operators. It is also a risk for a very large number of consumers. About 25% of consumers in the Union bought a second-hand car in the last three years. In the European Union, consumers are protected against criminal fraud by specific national laws, and odometer fraud is usually committed by criminal gangs. However, we know that it is very difficult to prevent such fraud, and when the car has changed hands, often with payment in cash, it is too late. Consumers will most probably not get redress, because the vendor will have disappeared – even more in the case of cross-border transactions.

On the other hand, when the car has been bought from a retailer, the consumer is protected by EU legislation on unfair commercial practices. However, it has to be enforced by the national consumer authorities. Therefore, it is vitally important that these authorities regularly monitor the practices of economic operators in the second-hand car market.

Every two years the Commission publishes a consumer market scoreboard, which shows that this market is one of the least performing for consumers. The last reported that we issued stressed the importance of enforcement and awareness-raising of consumers. The Commission regularly reminds consumer authorities of odometer tampering, and the Commission also funds the network of European consumer centres, and the centres regularly issue guidance on second-car buying and assisting consumers with cross-border problems in all Member States.

Georges Bach, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, sehr geehrte Frau Kommissarin, liebe Kollegen! Ich freue mich, liebe Frau Kommissarin, dass Sie das Problem erkannt haben, das heißt, Sie haben ganz richtig geschildert, dass ein milliardenschwerer Schaden für die Wirtschaft entsteht. Sie haben auf die Bedeutung und den Betrug hingewiesen – Verbraucher werden um tausende Euros geprellt, und die Straßenverkehrssicherheit ist sehr stark gefährdet. Diese illegalen Machenschaften werden eigentlich nur selten bestraft, in drei Mitgliedstaaten gilt der Tachobetrug nicht einmal als illegal.

Sie haben das Problem erkannt, aber ich spüre so ein bisschen, das eigentlich kein Wille von Ihrer Seite vorhanden ist. Ich verstehe Sie nicht, auch viele Bürger und viele Mitglieder hier im Haus verstehen Sie nicht. Sie sagen, es wäre noch zu früh, um die vorgeschlagenen Maßnahmen zu evaluieren. Ich würde sagen: Es ist zu wenig! Wir müssen uns auf das belgische System konzentrieren, wo wirklich jeder Werkstattbesuch, jeder Reifenwechsel, jede Intervention am Fahrzeug erfasst werden muss. Belgien zeigt, dass die Zahl der Tachometermanipulationen um 95 % gesunken ist.

Wir fordern deshalb die Verwendung von Hardwarelösungen gleich zu Beginn, aber

auch einen Rechtsrahmen, der dringend notwendig ist, um den Datenaustausch länderübergreifend sicherzustellen. Und es muss endlich bei jedem Werkstattbesuch eine regelmäßige Erfassung stattfinden. Es muss endlich eine Ahndung der Fälschungen erfolgen, und es müssen EU-weit Strafen verhängt werden – die Manipulation des Kilometerzählers darf kein Kavaliersdelikt mehr sein.

Claudia Țapardel, *în numele grupului S&D*. – Domnule președinte, dragi colegi, doamnă comisar, fraudarea odometrelui pentru a crea falsa impresie că vehiculele sunt mai puțin uzate este un fenomen foarte larg răspândit pe teritoriul Uniunii Europene. Astfel, se influențează evaluarea corectă a stării tehnice a autovehiculului, fapt ce creează costuri suplimentare injuste consumatorilor, comercianților de autoturisme, companiilor de leasing și asigurări, dar și producătorilor.

De asemenea, este îngrijorător să constatăm că acest fenomen are implicații serioase asupra siguranței traficului rutier, deoarece este o cauză care contribuie semnificativ la creșterea numărului de accidente. Practic, evaluarea incorectă a stării tehnice a unui automobil poate avea consecințe grave pentru participanții la trafic, punându-le acestora viața în pericol.

În calitate de reprezentant al României în Parlamentul European, consider că trebuie găsită o soluție rapidă pentru rezolvarea acestei probleme, cu atât mai mult cu cât România, țara mea de origine, a devenit o piață profitabilă pentru comercializarea mașinilor second-hand.

Având în vedere că un număr ridicat dintre mașinile uzate comercializate transfrontalier au odometrul manipulat, consider că acest fenomen contribuie semnificativ la numărul crescut de accidente rutiere din țara mea. În aceste condiții, Comisia Europeană trebuie să vină cu măsuri ferme pentru a proteja viața cetățenilor europeni. În calitate de for legislator, dar și în contextul privind dezbaterea pe marginea pachetului de mobilitate, trebuie să întreprindem tot ce ne stă în putință pentru a stopa un fenomen care periclitează vieți omenești.

(Vorbitoarea a acceptat să răspundă unei întrebări adresate în conformitate cu procedura „cartonașului albastru” (articolul 162 alineatul (8) din Regulamentul de procedură)

Tomáš Zdechovský (PPE), otázka položená zvednutím modré karty. – Paní kolegyně, mám na vás dotaz: Proč si myslíte, že Evropská komise, která tak velmi vehementně brání různé záležitosti týkající se spotřebitelů, je v případě automobilů a v případě šmejdů, kteří přetáčejí tachometry, v tomto tak líná? Proč si myslíte, že Evropská komise přes čtyřletou – nebo možná ještě delší dobu trvající – kritiku nepodnikne akci a neudělá něco s tímto fenoménem, který ničí evropský trh s ojetými vozidly?

Claudia Țapardel (S&D), Răspuns la o întrebare adresată în conformitate cu procedura „cartonașului albastru”. – Într-adevăr, este o întrebare adresată comisiei. Ceea ce vă pot spune în calitate de membru al Comisiei pentru transport din Parlamentul European este că, împreună cu colegii mei, am ridicat această problemă și susținem ferm faptul că este necesar ca Comisia să vină, cât mai curând posibil, cu o propunere legislativă în acest sens și am încrederea, în baza bunei cooperări pe care o avem cu Comisia Europeană și a faptului că discutăm și a treia parte a pachetului privind mobilitatea, care conține și elemente de siguranță și securitatea traficului, că va veni cu o propunere în acest sens.

Mark Demesmaeker, namens de ECR-Fractie. – Commissaris Bulc, u zit of verschijnt hier alleen als eurocommissaris voor Vervoer en dat geeft al voor een groot deel het probleem in dit dossier aan. De fraude met kilometertellers blijft de Europese tweedehandsmarkt voor auto's teisteren met jaarlijkse economische kosten van maar liefst 8,77 miljard euro. U kunt dit niet alleen oplossen, want de manipulatie van kilometertellers is niet uitsluitend een probleem van het Europese vervoer: het raakt ook aan de interne markt en aan consumentenrechten. Toch blijven uw collega's ook vandaag afwezig.

Toch ligt de oplossing voor de hand. Samen met uw collega's zou u een realistisch raamwerk kunnen voorstellen, waarbij kilometerstanden worden geregistreerd en informatie wordt gedeeld met de lidstaten en consumenten. Er is terecht verwezen naar België en Nederland. Bij ons heeft de introductie van de eenvoudige Car Pass de fraudegevallen met 97 % doen verminderen. U hoort het, in het Parlement is er eensgezindheid over de urgentie en de oplossing. Nu nog eensgezindheid bij de Commissie, waar de verschillende commissarissen de hete aardappel blijven doorschuiven.

Ik heb goed naar u geluisterd en u hebt de paraplu een klein beetje geopend door te verwijzen naar de bestaande instrumenten, zoals de richtlijn over de rijwaardigheidstests. Besef wel dat u het probleem met de miljardenfraude daarmee niet oplost, mevrouw de commissaris. Er zijn meer frequente registraties nodig en de consument moet ook toegang krijgen tot de gegevens. Dit is niet zozeer een technisch dossier, dit gaat in de eerste plaats over consumenten en de burgers. Het goede nieuws is: we kunnen het probleem oplossen zonder bemoeienis, regelneverij of ingewikkelde procedures.

Dominique Riquet, au nom du groupe ALDE. – Monsieur le Président, Madame la Commissaire, les choses sont simples. Elles ont été exposées par mes collègues. Premièrement, il est facile de trafiquer un compteur; deuxièmement, c'est un vol; troisièmement, ce vol non seulement spolie l'argent des consommateurs, mais met en jeu leur sécurité et a des incidences sur le marché tant du neuf que de l'occasion. Or, les solutions semblent simples et peu coûteuses, en tout cas sur le plan technique, puisqu'elles ont déjà été éprouvées, notamment – cela a été dit – en Belgique, avec le Car-Pass, et aux Pays-Bas.

Neuf milliards, c'est un volume considérable, compte non tenu, d'ailleurs, des effets secondaires que j'ai évoqués sur la sécurité sur le marché du neuf et même sur le marché de l'entretien automobile. On a donc un très gros problème, qui est absolument établi, dont la solution paraît simple, et face auquel, assez curieusement, les États membres qui, eux, pour la plupart, ne sont pas concernés, ne réagissent pas. C'est quand même extraordinaire, parce que c'est un des seuls délits qui ne soit pas caractérisé par un certain nombre de juridictions des États membres.

On peut donc être assez surpris de cette position des États membres et, pour une fois, la Commission a l'occasion d'apporter une solution à l'ensemble des citoyens européens. Les moyens pour l'Europe de briller ne sont pas si fréquents auprès de nos citoyens.

Je pense, Madame la Commissaire, qu'il y a des solutions simples. On pourrait demander aux constructeurs automobiles de faire mieux, mais on sait que cela ne sera pas une solution définitive et qu'on ne sera jamais assuré de l'inviolabilité des compteurs.

Je pense, Madame la Commissaire, que tous les passages en garage, comme pour le Car-Pass, permettent effectivement de relever les compteurs et qu'il n'est nul besoin d'un dispositif administratif complémentaire, qui soit incitativement obligatoire. Je dirais simplement que la Commission devrait mettre en place un nouvel instrument et ne pas chercher à améliorer les instruments existants, et que cet instrument est d'une simplicité biblique.

Je vous propose, Madame la Commissaire, de faire un règlement qui tienne en deux articles.

(L'orateur accepte de répondre à une question «carton bleu» (article 162, paragraphe 8, du règlement))

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE), pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki. – Powiedział Pan dwie bardzo ważne rzeczy, które mnie zaintrygowały. Po pierwsze, że efektem przekręcania liczników jest zagrożenie dotyczące bezpieczeństwa, życia, zdrowia. Interesuje mnie, czy to jest w jakimś sensie oszacowane i czy mieści się w tej kwocie, o której mówiła też m.in. Pani komisarz.

A drugi element troszeczkę mnie przstraszył: narzucenie producentom konieczności produkowania liczników, których nie da się przerobić, przekręcić, może wywołać dużo większy koszt niż ewentualne redukcje, o które dzisiaj występujemy. Czy to też można oszacować?

Dominique Riquet (ALDE), réponse «carton bleu». – Je pense effectivement qu'il y a des moyens d'améliorer grandement la sécurité des compteurs kilométriques électroniques – puisque maintenant ils sont électroniques –, néanmoins, il n'y a pas de moyen absolu qui puisse garantir qu'ils sont inviolables, puisqu'on sait que c'est une course – d'ailleurs dans le numérique, c'est permanent – entre les capacités d'attaque et défense.

En revanche, comme l'a évoqué d'ailleurs la commissaire, le fait que les véhicules soient connectés permettra d'avoir en quelque sorte un rapport en temps réel auprès des constructeurs, auprès des services d'entretien, ce qui permettrait d'avoir une surveillance en temps réel des compteurs kilométriques.

Par conséquent, l'inviolabilité est peu probable, la surveillance à distance, par exemple, serait très probablement possible.

Kateřina Konečná, za skupinu GUE/NGL. – Pane předsedající, bylo mi velkou ctí pracovat na dokumentu s názvem „Manipulace s počítadlem ujetých kilometrů u motorových vozidel: revize právního rámce Evropské unie“. Jsem ráda, že mnoho mých pozměňovacích návrhů bylo přijato a podařilo se najít řešení situace.

Manipulace s tachometry u motorových vozidel prostě musí skončit, jelikož míří především proti spotřebitelům – tedy nám všem. V tuto chvíli má až 50 % aut prodávaných přeshraničně přetočený tachometr. Tato problematika bude pro země střední a východní Evropy stále aktuálnější, jelikož právě sem poputují již vládami nepodporovaná dieselová auta ze zemí západní Evropy. Manipulací s tachometry tak nebude ubývat, a je proto třeba vzít si co nejrychleji inspiraci z již dlouhodobě fungujících systémů, jako je například dnes již několikrát zmiňovaný Car-Pass v Belgii či Holandsku.

Není na co čekat, když se tolik občanů stává oběťmi podvodů, kterým lze lehce zabránit. Musíme se za ně umět postavit a ukončit tuto hanebnou praxi.

Rolandas Paksas, EFDD frakcijos vardu. – Visuomet pasisakau už rezoliucijas, kurios sudaro galimybes apginti visų valstybių, na ir mano Lietuvos piliečių interesus ir jų teises. Kai sąmoningai neteisėtai pakeičiami tikrieji transporto priemonės odometro rodomi ridos duomenys, tai yra rimta problema visoje Europos Sąjungoje. Ridos duomenys turi didelę įtaką transporto priemonės vertei, juos suklastoti, kaip čia ir buvo kalbama, nėra sudėtinga, todėl palaikau pasiūlymą odometro duomenų klastojimą laikyti nusikaltimu, kurį vykdo tiek tokį klastojimą užsakantis asmuo, tiek duomenis pakeičiantis asmuo. Už tai turėtų būti skiriamos veiksmingos, proporcingos, atgrasančios ir nediskriminacinės baudos visoje Europos Sąjungoje laikantis panašaus standarto. Europos Sąjungoje pritaikius elektroninę transporto priemonių informacinę sistemą prie vartotojų poreikių būtų įgyvendinta galimybė pirkėjui žinoti tikrą automobilio istoriją, įvertinti jo patirtus auto įvykius, automobilio sugadinimo laipsnį iki remonto.

André Elissen, namens de ENF-Fractie. – Voorzitter, ieder jaar vindt er massale fraude plaats met het terugdraaien van kilometerstanden van voertuigen. Vooral in Oost- en Zuid-Europa lijkt fraude met de kilometerteller eerder regel dan uitzondering.

Nederland heeft al een aantal jaren een eigen systeem om deze fraude terug te dringen, en met succes. Bij de verkoop van voertuigen in Nederland is er nauwelijks nog sprake van het terugdraaien van de teller.

Wij hebben geen behoefte aan nog meer Europese bemoeizucht. Het is aan de lidstaten zelf om dit probleem op te lossen. Nederland heeft bewezen dat het kan. Waarom moeten er dan vanuit dit Parlement nieuwe richtlijnen worden opgedrongen aan de Nederlandse automobilist? Typisch weer zo'n voorbeeld van overbodige Europese regeldrift.

Ik zou het Parlement en ook de Europese Commissie willen oproepen om de lidstaten met rust te laten. Vaak is meer Europese bemoeienis niet de oplossing voor een probleem, maar juist een onderdeel van het probleem.

Deirdre Clune (PPE). – Mr President, I think we need to deal with this issue, to protect consumers in their own national country but also on a cross-border basis, because it is fundamentally an issue of fraud, an issue of safety. Fraud, because of the economic cost to the economy – and those who are purchasing second-hand cars don't have the same information as the vendor, and it is cheating and the cost will be more expensive for a car that is not what they think they're buying.

Of course there is the safety issue. We know that there are regular checks in terms of maintenance of the car, and if the mileage has been tampered with, those checks won't be administered, leaving those who have purchased the car in a very dangerous situation.

I want to thank Mr Ertug for his report. It's had strong support in the Committee on Transport and Tourism. Something needs to be done, and we have pointed out how that can be done, pointed to the success of the Europass system and how that works, and indeed technology today can certainly help us in ensuring we have a solution for consumers across Europe.

Janusz Zemke (S&D). – Panie Przewodniczący! Tytuł sprawozdania brzmi bardzo elegancko. Przypomnę – otóż są to zalecenia dotyczące manipulowania i najważniejsze słowo to jest słowo o manipulowaniu. A rzeczywistość jest tutaj znacznie gorsza i bezwzględna i trzeba by to nazwać tak, jak to w istocie jest. Otóż mamy do czynienia w Europie ze świadomymi oszustwami na dużą skalę przy sprzedaży samochodów używanych. Oszustwo to uderza przede wszystkim w nabywców, bo to oni w końcu płacą wyższe ceny, to w końcu oni ponoszą koszty wynikające ze złego stanu jeśli chodzi o bezpieczeństwo. W Polsce ocenia się, że nawet do osiemdziesięciu procent sprowadzanych używanych samochodów ma zmniejszony przebieg na liczniku. Popieram z całą mocą walkę z tymi przestępstwami, gdyż to naganne zjawisko należy nazwać takim, jakim ono jest.

Kosma Złotowski (ECR). – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Manipulowanie stanem licznika samochodu to praktyka, która nie tylko jest nielegalna, ale powinna być surowo karana. Polska znajduje się w grupie państw, w których tego typu manipulacje są zabronione i podejmowane są działania służące zmniejszeniu skali dokonywania oszustw. Za pomocą witryny internetowej możliwe jest uzyskanie bezpłatnego raportu o pojeździe zarejestrowanym w Polsce, w tym uzyskanie informacji dotyczących stanu licznika pojazdu, który był odnotowany podczas ostatniego badania technicznego.

Uważam, że tego typu rozwiązanie powinno być standardem obowiązującym w całej Unii. Tylko w ten sposób będziemy mogli chronić kupujących i użytkowników samochodów przed skutkami oszustw i manipulowania historią eksploatacji pojazdów. Panie pośle Ertug, w pełni popieramy pańskie sprawozdanie.

Jill Seymour (EFDD). – Mr President, from time to time there are problems which need cross-border solutions and the issue of odometer tampering is one of those times. If 30% of cars sold across borders in the European market are having their odometers tampered with, then we are dealing with a massive problem costing innocent citizens billions of euros.

Clearly this cannot continue and people must be protected from the criminal activities of a few unscrupulous crooks. A database containing the mileage details of every vehicle would be helpful, but how would this be maintained and checked for accuracy? Where would the mileage details come from, and who would be inputting that data? It is all very well having more and more data kept on our citizens, but criminals don't care. Our citizens do need strong and effective enforcement of existing laws designed to tackle this issue. Make this a priority and make the penalties far more severe. Anyone found deliberately tampering with vehicle odometers for financial gain should face lengthy prison sentences and hefty fines.

(The speaker refused to take a blue-card question under Rule 162(8))

Andor Deli (PPE). – Mr President, first of all I would like to congratulate my colleague Ismail Ertug. But I will turn now to Hungarian.

Elnök Úr, a futásteljesítménnyel kapcsolatos csalás széles körű jelenség. Nem túlzok, ha azt mondom, hogy használt autó vásárlása esetén mindenkinek eszébe jut, hogy talán trükköztek a kilométer-számlálóval. Amellett, hogy a fogyasztókat ezzel jelentős kár éri, ez az elterjedt jelenség veszélyezteti a közúti közlekedésbiztonságot is. A visszaállítást lehetővé tevő eszközökhöz való nagyon könnyű hozzáférés és az aránylag könnyű használatuk miatt a nemzeti piacokon az autók 5-12%-a, a nemzetközi adás-vétel során pedig az általunk ismert adatok szerint majdnem minden második autó kilométer-számlálója hamis adatokat, hamis számokat mutat. Így a csalásnak köszönhetően akár 2000-tól 5000 euró között is növekedhet egy-egy jármű piaci értéke, ami leginkább azokat érint, akik kis összegekből szeretnék autót vásárolni.

A helyzet a nyugat-európai átlaghoz képest még lesújtóbb a 2004 után csatlakozó tagállamok esetében. Nem hagyhatjuk, hogy a térségünk a nyugaton már leselejtezett és ráadásul hamis számokat mutató autók lerakatává váljon. Meg kell tennünk mindent annak érdekében, hogy ez a gyakorlat megszűnjön. Jogi és műszaki akadályokra van szükség és létre kell hoznunk egy olyan adatbázist, amely lehetővé teszi a gépjárművek futásteljesítményének határon átnyúló követését.

Olga Sehnalová (S&D). – Pane předsedající, chci v první řadě poděkovat panu zpravodaji Ertugovi za zprávu, která nejenže popisuje závažný problém na trhu ojetin v Evropské unii, ale také se podrobně zabývá řešením. Plně jeho návrhy podporuji.

Osvědčené metody, které už zavedly některé členské země, jsou delší dobu známé i Evropské komisi, proto nechápu, na co se čeká. V minulém volebním období jsem pracovala jako jedna ze zpravodajů balíčku technické způsobilosti vozidel. Už tehdy jsme vyzvali, aby stav ujetých kilometrů byl zaznamenáván během technických kontrol a Evropská komise prozkoumala možnost výměny těchto údajů mezi členskými státy. Od té doby uplynuly další čtyři roky a tachometry se vesele stáčí dál. Že to způsobuje nejen spotřebitelům obrovské škody, nemusím opakovat. Je to nepřijatelné. Evropská komise musí skutečně co nejdříve přijít s konkrétním návrhem řešení. Evropský parlament svou představu má a jistě vás, paní komisařko, podpoří.

Peter van Dalen (ECR). – Voorzitter, auto's waarvan met de kilometerstand is geknoeid benadelen consumenten, handelaren en het milieu. Onacceptabel. We verliezen met elkaar ongeveer 9 miljard euro in Europa aan deze fraude. Dat is een letterlijk grensoverschrijdend probleem, omdat steeds meer auto's uit het buitenland worden verhandeld.

Het is fijn dat de commissaris heeft geluisterd naar de voorstellen van dit Parlement, maar gaat u alstublieft niet het wiel opnieuw uitvinden. Er bestaan goede systemen in Nederland en België. Die zijn effectief en bewezen. Zorg er nou voor dat die worden gekopieerd en ingevoerd in heel Europa. Laten we geen extra Brusselse regels verzinnen, maar kopieer gewoon een bewezen systeem en zorg er met uw collega's die over de interne markt gaan voor dat een van deze systemen zo snel mogelijk in heel Europa wordt toegepast. Klaar is Kees.

Daniela Aiuto (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, proprio due giorni fa, qui in Aula discutevamo sul terzo pacchetto mobilità, con cui la Commissione ritiene di poter concludere le proprie azioni legislative nel settore dei trasporti, ma come possiamo considerare concluso il nostro lavoro, quando nonostante ben tre pacchetti sulla mobilità e numerosi atti legislativi volti a prevenire le frodi, i due terzi del mercato delle automobili usate continua a crescere nella piena illegalità, senza ritegno per i nostri sforzi di assicurare trasparenza per i consumatori?

Finché non ci sarà armonizzazione del diritto nazionale degli Stati membri, tutti i nostri sforzi saranno incompleti. Come possiamo sperare nell'efficacia dei regolamenti europei se ogni Stato membro mantiene regimi di sanzione completamente contrastanti gli uni dagli altri? Per quale motivo la manomissione di un contachilometri è punibile con il carcere in Francia, mentre è sanzionata solo con una multa di 220 euro in Slovacchia? Per non parlare di situazioni nazionali ancora più improbabili, dove lo stesso reato non viene nemmeno considerato tale.

Markus Ferber (PPE). – Herr Präsident, Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen, liebe Kollegen! Mit unseren Empfehlungen an die Kommission zur Bekämpfung von Tachometermanipulationen unternehmen wir einen wichtigen Schritt, um den Schutz für europäische Autofahrer zu erhöhen und ein langfristiges Problem anzugehen.

Bei solchen Manipulationen handelt es sich ja nicht um Einzelfälle. Der ADAC, Europas größter Verkehrsclub, weist darauf hin, dass in Deutschland jeder dritte Gebrauchtwagen von Tachomanipulationen betroffen ist. Daher ist ein solcher gesetzlicher Rahmen, wie wir ihn heute diskutieren, von entscheidender Bedeutung, um mehr Transparenz und Verbraucherschutz zu gewährleisten.

Es geht auch nicht nur um den wirtschaftlichen Schaden. Damit gehen ja auch Informationen verloren, was Wartungsintervalle, was Kontrollintervalle betrifft, und damit wird auch die Verkehrssicherheit auf unseren Straßen gefährdet. Technologien stehen zur Verfügung, wir haben Mitgliedstaaten, die schon Systeme eingeführt haben. Allein eine Verschlüsselungstechnik wie Hardwaresicherheitsmodule kann hier einen Beitrag leisten. Das wäre eine Investition von nur einem Euro pro Auto. Mit dieser Investition wäre es leichter möglich, solche Manipulationen zu verhindern.

Ich kann die Kommissarin nur auffordern, unseren Willen, den wir morgen auch mit einer überwältigenden Mehrheit für unseren Kollegen Ertug zum Ausdruck bringen werden, aufzugreifen und möglichst schnell einen Gesetzgebungsvorschlag vorzulegen.

Răzvan Popa (S&D). – Domnule președinte, doamnă comisar, raportul prezentat astăzi confirmă că piața europeană a mașinilor second-hand include o serie de riscuri pentru consumatori și că este absolut obligatoriu să fie luate măsuri pentru a proteja interesele cumpărătorilor de autoturisme. Deși acest raport se concentrează doar pe o problemă, și anume manipularea kilometrajelor, în realitate suntem toți conștienți că sunt mult mai multe date falsificate, care țin de istoricul autoturismelor uzate și care sunt puse în vânzare. Falsificarea acestor date nu duce doar la situația în care cumpărătorii sunt păcăliți din punct de vedere financiar, ci și la una în care integritatea fizică a acestora este direct amenințată.

Este oportun, la nivelul statelor membre, să fie implementat un mecanism tehnic și juridic care prevede istoricul tuturor mașinilor de pe piața europeană, în așa fel încât acestea să fie înregistrate într-o bază de date comună. Vă propun, doamna comisar, realizarea unei platforme de identificare și a acestei baze de date comune, care să ofere consumatorilor informații gratuite despre istoricul unui autoturism. Salut acesta raport care propune soluții similare și cred că este important ca discuțiile în sensul introducerii unei astfel de măsuri să aibă loc cât mai repede la nivelul instituțiilor europene, dar și la nivelul guvernelor statelor membre.

Henna Virkkunen (PPE). – Arvoisa puhemies, saattaa tuntua hiukan erikoiselta, että täällä parlamentin täysistunnossa keskustellaan autojen matkamittareiden manipuloinnista. Mutta kuten näemme tästä informaatiosta, kyseessä on erittäin laaja ongelma: käytettyjen autojen kauppa on jopa kaksi tai kolme kertaa suurempaa kuin uusien autojen kauppa, ja kuten tiedämme, varsinkin rajat ylittävissä kaupassa on erittäin tavallista, että matkamittareita on manipuloitu jopa joka kolmannessa tai toisessa autossa.

Kuluttajien kannalta tämä on ilman muuta iso talouteen ja myös turvallisuuteen liittyvä ongelma, koska tavalliselle kuluttajalle yleensä juuri tuo autolla ajettu kilometrimäärä on se tärkein kriteeri, jonka perusteella arvioidaan auton kuntoa. Tällä on isot vaikutukset ilman muuta siihen, millaisia ostopäätöksiä kuluttajat tekevät, ja tiedämme, että se vaikuttaa kielteisesti myös turvallisuuteen. Auton hinta on luonnollisesti sidottu siihen, minkä verran autolla on ajettu.

On tietenkin mietittävä, että tässä mietinnössä esitetyillä toimilla ei luoda ylimääräistä byrokratiaa, mutta meillä on hyviä esimerkkejä siitä, että rekistereitä, joista auton historia voidaan luotettavasti tarkistaa, on pyritty järjestämään kansallisesti joko vapaaehtoisesti tai viranomaisvoimin. Mielestäni on tärkeä miettiä nyt, miten voisimme luoda Euroopan laajuisesti tällaisen rekisterijärjestelmän. Tällä on viitattu muun muassa lohkoketjuteknologian – block chain – tuomiin mahdollisuuksiin, mutta siihen menee luonnollisesti aikaa. Mutta tämä on erittäin tärkeä asia sisämarkkinoidemme toiminnan ja kuluttajien luottamuksen kannalta.

Ева Майдел (PPE). – Измамите с одометър струват на европейците милиарди всяка година. Това е проблем добре познат в България, която има една от най-високите стойности на внасяне на употребявани автомобили в Европа. Проучванията сочат, че между 40% и 80% от автомобилите в моята страна са манипулирани. Това е сериозен проблем и не само проблем на пазара, но и на конкуренцията. Това е и икономическа загуба от 8 милиарда евро за целия Европейски съюз. Затова съм доволна, че предлагаме европейско решение на европейски проблем и се надявам Комисията да се придържа към мерките и решенията в този доклад.

Случаите на манипулиране на одометъра на колите имат пряко отражение и върху самочувствието на европейските потребители, и върху доверието на нашите избиратели и потребители. Манипулациите могат да бъдат спрени. Съществуват такива решения, както решения са намерили Холандия и Белгия, и са довели до край на фалшифицирането на километража на автомобилите. Нека не караме нашите европейски потребители да съжаляват за своята покупка. Нека направим така, че те да бъдат по-добре защитени.

Adam Szejnfeld (PPE). – Panie Przewodniczący! Być może obiorę tutaj choćby trochę rolę adwokata diabła, czyli kogoś, kto chciałby bronić Komisji i Pani komisarz, bo słyszę o takim jednostronnym kierowaniu zarzutów wobec Pani komisarz i Komisji.

Proceder, o którym mówimy, jest absolutnie karygodny. To jest po prostu przestępstwo. Sam padłem kiedyś ofiarą takiego przestępstwa. Praktycznie rzecz biorąc straciłem samochód, który kupiłem, bowiem on się już w ogóle nie nadawał do użytku. Ale chcę powiedzieć, że przecież to jest jedno z wielu przestępstw, których wobec konsumentów nabywających samochody się dokonuje. A na przykład kwestia napraw powypadkowych? Przecież, praktycznie rzecz biorąc, większość tych samochodów w drugim obiegu jest po wypadku, ale wszystkie są sprzedawane jako bezwypadkowe. Będziemy też budować bazę informatyczną danych dotyczącą tego, czy samochody te uczestniczyły kiedyś w wypadkach, czy też nie.

Chcę powiedzieć, że niewątpliwie słuszne jest oczekiwanie wobec Komisji, ale także rządów państw członkowskich, by znaleźć skuteczny sposób na ściganie przestępców. Natomiast proponuje się sposoby, które będą kierowane do uczciwych właścicieli pojazdów, bo to oni będą inwigilowani, badani, na przykład pod względem swojej mobilności. Poszukajmy sposobu, który będzie racjonalny.

Interventii la cerere

Francis Zammit Dimech (PPE). – Sur President, hafna cittadini fl-Unjoni Ewropea, fil-fatt, speċjalment dawk li jkunu żgħażaġh, jispicċaw jagħzlu li jixtru karozza second-hand. Dan huwa suq li, anki f'dak il-livell, huwa kkalkulat li huwa madwar tliet darbiet aktar minn dak tas-suq ta' karożzi godda. U għalhekk hemm bżonn il-protezzjoni għaliex hawn qed nitkellmu fuq is-sigurtà fuq it-toroq, qed nitkellmu wkoll fuq spejjeż żejda li persuna li mingħaliha ffrankat biex xrat dik il-karozza jkollha tagħmel għaliex ma jkollhiex ir-record preċiż ta' kemm-il mili kienet instaġet għalihom dik il-karozza.

Jiena, matul il-gimgha li għaddiet, anki qabel dan id-dibattitu, iltqajt ma' xi dealers ta' karożzi second-hand f'Malta, u qaluli li lilhom regoli ċari u sodi f'dan ir-rigward joġġbuhom. Għaliex? Għaliex huma l-mod kif ikollok iktar il-kompetizzjoni ġusta, kif ikun hemm is-serhan il-moħh. U allura huwa tajjeb li dan isir.

Dan huwa wkoll il-mod kif il-Parlament Ewropew jagħmel differenza vera fil-ħajja tan-nies.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, doamnă comisar, vreau să-l felicit pe colegul Ertug pentru raport. Cred că v-ați dat seama că poziția majoritară a Parlamentului este pentru susținerea raportului, așadar Comisia trebuie să se apuce de lucru. În Comisia TRAN nu a fost decât un vot împotrivă, a fost aproape unanimitate. Este clar, nu mai revin asupra efectelor, asupra consumatorilor, asupra vieții oamenilor, fraudă. Toate lucrurile s-au spus.

Vreau să adaug însă, să țineți cont că cei mai vulnerabili sunt oamenii cu venituri mai mici. Ei cumpără, de regulă, mașină la mâna a doua. Pot fi puși în pericol copiii, familia lor. Până la urmă este o inechitate și nu se poate rezolva decât transfrontalier. Nu putem rezolva așa, fiecare țară să aibă altă regulă, pentru că, doamna comisar, vorbim de conectivitate, de digitalizare, de piață unică. De ce nu am avea și aici reguli, atunci când avem atâtea efecte negative economice, viața oamenilor, evident, accidente pe drumurile din Uniunea Europeană. Vă rog doamna comisar, poate ne dați în răspunsul dvs. și un termen de timp, legat de ceea ce aveți de gând să faceți cu această propunere.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η παραποίηση του μετρητή διανυθέντων χιλιομέτρων αυτοκινήτου είναι μια καραμπινάτη απάτη. Δημιουργεί τεράστια ζημιά στους ιδίους τους καταναλωτές, αλλά και στους εμπόρους. Έχουμε, όπως αναφέρεται, μια ζημιά της τάξης των εννέα δισεκατομμυρίων ευρώ περίπου. Είναι πολύ επικίνδυνη διότι έχει σχέση με την οδική ασφάλεια και δημιουργεί προβλήματα στην προστασία του περιβάλλοντος. Επιβάλλεται παραδειγματική τιμωρία όσων παραποιούν το κοντέρ. Αυτό πρέπει να ισχύει για όλα τα κράτη μέλη. Αν υπήρχαν παραδειγματικές τιμωρίες, αν υπήρχε, εν προκειμένω, ρύθμιση για ποινικό αδίκημα, είναι προφανές ότι ελάχιστοι θα το επιχειρούσαν. Αν, μάλιστα, είχαμε και ως παρεπόμενη ποινή τη δέσμευση και τη δήμευση του οχήματος, πιστεύω ότι κανείς δεν θα τολμούσε να προχωρήσει σε αυτή τη διαδικασία. Απαιτούνται, λοιπόν, σκληρές ποινές και, βεβαίως, η αξιοποίηση των καλών πρακτικών, όπως αυτές που αναφέρθηκε ότι ισχύουν στο Βέλγιο και στις Κάτω Χώρες. Χρειάζεται, λοιπόν, η αξιοποίηση των καλών πρακτικών σε όλα τα κράτη της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, πρώτα απ' όλα, θέλω να συγχαρώ τον συνάδελφο Ismael Ertug, όχι μόνο γιατί έφερε ένα σημαντικό ζήτημα ενώπιον της ολομέλειας, αλλά και επειδή κατάφερε να ενώσει, ίσως ολοκληρωτικά, όλη την ολομέλεια υπέρ των απόψεων που έχει τοποθετήσει και οι οποίες, βεβαίως, έχουν αναφερθεί και από την Επίτροπο. Υποστηρίζω και εγώ ότι αυτό το πράγμα πρέπει να θεωρείται σοβαρό αδίκημα, να θεωρείται απάτη. Πρέπει να κοιτάξουμε, όμως, ότι αυτή η απάτη δημιουργεί και πολλά δυστυχήματα. Αυτό είναι ένα πολύ πιο τεράστιο ζήτημα από το ίδιο το ζήτημα της οικονομικής ζημιάς που υφίστανται είτε το κράτος μέλος είτε οι ίδιοι οι πολίτες. Τα δυστυχήματα και οι νεκροί που πολλές φορές είναι αποτέλεσμα του γεγονότος το οποίο καταγγέλλεται σε αυτή τη συζήτηση. Συμφωνώ, λοιπόν, ότι οι πληροφορίες και οι σωστές καταγραφές πρέπει να μεταδίδονται από το ένα κράτος στο άλλο, έτσι ώστε να έχει γνώση ο αγοραστής, και να δημιουργηθεί το απαραίτητο νομικό πλαίσιο προς αυτή την κατεύθυνση.

(Încheierea intervențiilor la cerere)

Violeta Bulc, Member of the Commission. – Mr President, honourable Members, thank you very much for this most engaging and important debate. I have taken good note of all your comments.

Odometer fraud is indeed a major problem, and we clearly need even more effective solutions to fight it in the future, but please acknowledge all that we have done already up to now. I am sure that that will have a very positive effect on the market. Please inform all of your voters of the activities that have been done. Let me go through the major points again.

We now have new roadworthiness rules which oblige inspectors to collect odometer data, and they have been in force for only 10 days. I hope everybody in Europe knows that. We will assess the implementation, as required by the legislation, by 2020 and propose additional measures if we find that they are necessary.

Secondly, we have new type-approval rules that were set and adopted last year with new obligations for manufacturers to address the odometer fraud issue. The Commission plans to review their application and then decide on future steps if necessary.

Thirdly, cross-border data exchange is the next step. As I said before, we will now use the budget allocated by Parliament in pilot projects to prepare a proposal going in this direction. Beyond legislation, awareness-raising is essential. Member States must exchange experience and good practices, and this is what we promote in the Commission's roadworthiness committee, which pays special attention to automotive topics.

So as you can see, there were four clear actions that we have taken just in the last few years. We will be very much directly engaged with you to take the next steps, but let's see how far we get through the implementation of these four elements.

Ismail Ertug, *Berichterstatter*. – Herr Präsident, Frau Kommissarin! Zunächst einmal herzlichen Dank für die breite Unterstützung hier im Haus für diesen Vorschlag.

Frau Kommissarin, lassen Sie mich noch mal klarstellen: Ja, die letzten Regulierungen, die wir in den letzten Jahren vollzogen haben, sind ein richtiger Schritt in die richtige Richtung. Nur, das wird das Problem der Tachomanipulation nicht lösen. In dem *road worthiness package* zum Beispiel steht in Artikel 16, dass die Kommission die Durchführbarkeit, Kosten und Nutzen der Einrichtung einer elektronischen Plattform für Fahrzeuginformationen und den Austausch von Informationen prüfen soll. Das ist eine Richtlinie von 2014. Was ist bislang geschehen? Nichts! Und auch das, was Sie beschrieben haben, wird nicht helfen, wenn wir es nicht schaffen, das, was wir als nächsten Schritt beschrieben haben, eben den *exchange*, die Vernetzung zwischen den Mitgliedstaaten hinzubekommen.

Was hilft all das, was in den jetzigen Regulierungen steht, wenn die Daten irgendwo auf Halde liegen? Nein, sie müssen miteinander vernetzt sein, sodass jeder vor Ort die Möglichkeit hat, auf diese Daten zuzugreifen. Sonst ist das alles, was wir gemacht haben, eine gute Übung, aber es wird nicht zum Ziel führen. Deswegen gibt es auch keinen Grund, das nicht zu tun, auch ökonomisch nicht. Diese manipulationssichere Software kostet der Studie zufolge gerade mal einen Euro pro Auto. Also, das kann nicht das Problem sein.

Nochmal: Es sei klargestellt, dass wir keine neuen Regeln wollen. Wir wollen lediglich die bisherigen Systeme, die sich bewährt haben, auf europäischer Ebene zusammenführen. Dazu brauchen wir die Europäische Kommission. Es hat überhaupt keinen Sinn, bis 2020 zu warten, weil jetzt – das ist eine *low-hanging fruit* – also das sind Dinge, die man sofort erledigen kann, wenn die Europäische Kommission sich intern einigt, wer zuständig ist. Und wenn dieser Schritt gemacht wird, dann wird das alles in allem eine gute Lösung sein. Aber nur zu warten bis 2020, ist keine Lösung. Wie ich es beschrieben habe: Die *best practice* liegt auf dem Tisch, lasst uns die nationalen Datenbanken aufbauen, lasst sie uns vernetzen, dann wird das Problem relativ schnell gelöst!

Danke nochmals an das Parlament.

Președintele. – Dezbaterăa a fost închisă.

Votul va avea loc mâine, 31 mai 2018.

Declaratii scrise (articolul 162)

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – La frode relativa al contachilometri rappresenta un fenomeno diffuso che mette gravemente a rischio la sicurezza stradale, distorce il corretto funzionamento del mercato interno e impone costi indebiti aggiuntivi ai consumatori, agli assicuratori, ai rivenditori di autovetture usate, alle società di leasing e anche ai costruttori. Secondo le stime, il danno economico che ne deriva per l'intera Unione è compreso tra 5,6 e 9,6 miliardi di euro. Oltre agli effetti economici, vi sono anche gravi ripercussioni negative sulla sicurezza stradale. Il problema della frode sui contachilometri dovrebbe essere affrontato adottando un approccio a più livelli. Obbligare i costruttori a proteggere specificamente i contachilometri dalla manipolazione rappresenta un primo passo che salvaguarderà meglio tutte le nuove autovetture immesse sul mercato. Servirebbe inoltre una soluzione basata su una banca dati europea uniforme che, tramite il sistema EUCARIS e una rete blockchain europea, raccoglierebbe tutte le registrazioni del chilometraggio effettuate nell'UE durante i controlli tecnici periodici e gli interventi di manutenzione e controllo nelle officine, consentendo lo scambio transfrontaliero di informazioni.

Karol Karski (ECR), *na piśmie*. – Manipulowanie licznikami kilometrów w pojazdach silnikowych to jedno z poważniejszych przestępstw zwiększające zagrożenie dla bezpieczeństwa ruchu drogowego, a także narażające na wysokie, dodatkowe koszty obywateli biedniejszych regionów o niskich dochodach. To nie tylko masowe oszustwo powodujące straty w najbiedniejszych rodzinach, ale również przestępstwo rujnujące zaufanie do rynku samochodów używanych, które jest dzisiaj najniższe spośród wszystkich rynków towarowych Unii Europejskiej.

Niestety fałszowanie przebiegu pojazdów to nadal bardzo powszechne zjawisko zakłócające właściwe funkcjonowanie rynku wewnętrznego i generujące obciążenia dla konsumentów, ubezpieczycieli i dealerów samochodów na rynku wtórnym. Szacuje się, iż 80 % aut importowanych np. do Polski ma zmniejszony przebieg. Nielegalne zmniejszenie liczby przejechanych kilometrów zwiększa wartość auta średnio o 3 tys. euro. Nie możemy nadal tolerować bezkarności i narażać na straty obywateli.

Mój kraj, Polska, znajduje się dzisiaj w grupie państw, w których tego typu manipulacje są zabronione i podejmowane są działania służące dalszemu zmniejszeniu skali dokonywanych oszustw. Planujemy, by manipulacja przebiegiem całkowitym pojazdu była wkrótce traktowana jako przestępstwo zagrożone karą pozbawienia wolności od 3 miesięcy do 5 lat. Życzyłbym sobie, aby tak wysokie standardy obowiązywały powszechnie we wszystkich krajach UE. Stworzenie prawnych, technicznych i operacyjnych przeszkód, które uczynią cofanie liczników niemożliwym, powinno być dzisiaj naszym priorytetem.

Jaromír Kohlíček (GUE/NGL), písemně. – Manipulace se záznamy stavu počítadel kilometrů je pravděpodobně tak stará jako samotná počítadla. Člověk neznalý věci by se mohl domnívat, že se nejedná o žádný zásadní problém. Vždyť přece jde o to, v jakém technickém stavu automobil je. Při bližší diskusi si dále každý začne uvědomovat, že pneumatiky, nejruznější těsnění a třeba i plasty s věkem stárnou. To je sice pravda, ale při pohledu na ceny ojetých vozidel zjistíme, že existují dva takřka rovnocenné faktory, které cenu vozu určují, to je jeho věk a počet ujetých kilometrů. S ohledem na současné odhady počtu vozidel, která jsou předmětem vnitrostátního či přeshraničního obchodování, je tzv. stáčení kilometrů naprosto zásadním problémem. Jestliže až 12 % vozidel na vnitrostátním trhu a celých 50 % vozidel dovezených prošlo manipulací počítadla kilometrů, potom se jedná o zásadní problém, který si zaslouží řešení na úrovni EU. Proto podporuji návrhy směřující k vytvoření propojené databáze všech vozidel provozovaných v rámci EU. A dále pak i zavedení systému automatického předávání informací o počtu jejich ujetých kilometrů, jehož předpokládanou cenu, 1 EUR na vůz, považuji za impozantní. Po propojení databází kradených vozidel a jejich dokladů se jedná o další významný krok vedoucí k odstranění nekalých obchodů a klamání zákazníků.

Elżbieta Katarzyna Łukacijewska (PPE), na piśmie. – Fałszowanie przebiegu liczników samochodowych jest obecnie powszechnym zjawiskiem, które ma bezwzględnie negatywny wpływ na funkcjonowanie rynku samochodów używanych w Europie. Według aktualnych statystyk proceder ten, tylko w przypadku Polski, dotyczy ok. 80% aut sprowadzanych do naszego kraju, tym samym wpływając na zmniejszenie bezpieczeństwa w ruchu drogowym oraz sprawiając, że decyzje osób kupujących samochody na rynku wtórnym podejmowane są na podstawie nieprawdziwych informacji przekazanych przez nieuczciwych sprzedających, którzy z premedytacją zaniżają wskazanie licznika po to, aby uzyskać wyższą, bardziej korzystną dla siebie cenę. Same tylko straty finansowe z tym związane, to ok. 9,5 mld EUR.

Dlatego też nie możemy dopuszczać do sytuacji, w której konsumenci podczas kupna samochodu są jawnie oszukiwani i tracą swoje ciężko zarobione pieniądze. Ważne, abyśmy oprócz rachunku finansowego mieli również na uwadze względy bezpieczeństwa. Załóżmy, że ktoś kupując kilkunastoletnie auto, którego przebieg zaniżony jest nawet o 100 tys. kilometrów, najzwyczajniej nie zdaje sobie sprawy, że stan techniczny tego pojazdu pozostawiać może wiele do życzenia i co najważniejsze stanowić może zagrożenie dla bezpieczeństwa ruchu drogowego.

Cieszę się, że Parlament Europejski dał jasny sygnał, że w UE nie ma miejsca na tego typu nielegalne praktyki i że wspólnie poczyniliśmy kroki zmierzające do walki z tym nielegalnym procederem.

24. Ausweitung des Geltungsbereichs von Kapitel I der Brüssel-IIa-Verordnung auf eingetragene Partnerschaften (Neufassung) (Aussprache)

Președintele. – Următorul punct de pe ordinea de zi este dezbaterea privind întrebarea cu solicitare de răspuns oral referitoare la extinderea domeniului de aplicare a Capitolului I din Regulamentul Bruxelles IIa pentru a include parteneriatele înregistrate (reformare), adresată Comisiei de Lidia Joanna Geringer de Oedenberg, în numele Comisiei pentru afaceri juridice (O-000027/2018 - B8-0023/2018) (2018/2551(RSP)).

Evelyne Gebhardt, *stellvertretende Verfasserin*. – Herr Präsident, liebe Kollegen und liebe Kolleginnen! Am 18. Januar diesen Jahres haben wir eine sehr gute Entscheidung getroffen, auf einer sehr guten Grundlage der Europäischen Kommission zur Anerkennung und Vollstreckung von Entscheidungen in Ehesachen und elterlicher Verantwortung. Ich war sehr froh über diesen Gesetzesvorschlag, der gemacht wurde, zumal auch einige der Vorschläge, die ich in einem früheren Bericht gemacht habe, aufgenommen worden waren.

Das ist ein gutes Gesetz. Da besteht mehr Rechtssicherheit, schnellere Entscheidungen werden getroffen, und das ist ganz wichtig, insbesondere, wenn es um Sorgerechtsfragen geht. Allerdings hat der Vorschlag der Europäischen Kommission einen ganz wesentlichen Haken, nämlich: Er gilt nur für verheiratete Paare. Eingetragene Partnerschaften bleiben außen vor. Und das ist einfach unerträglich. Unerträglich, sehr geehrter Herr Kommissar, weil immer mehr eingetragene Partnerschaften in der Europäischen Union existieren, immer weniger Menschen eine Ehe schließen.

Die Gesellschaft verändert sich, die Lebensweisen in der Europäischen Union verändern sich – allerdings hat die Europäische Kommission die Augen schlicht und einfach davor verschlossen. Das ist nicht zu begreifen, und leider ist es ja ein *recast*. Für die Bürger und Bürgerinnen, die nicht wissen, was das ist: das heißt, dass das Europäische Parlament nur die Artikel ändern kann, die die Europäische Kommission auch geändert hat. Das heißt, wir durften keine Änderungsanträge für den Anwendungsbereich stellen. Wir konnten nicht als Europäisches Parlament dafür sorgen, dass eben dieses Gesetz auch auf die eingetragenen Partnerschaften ausgeweitet wird. Und das ist, denke ich, sehr rückschrittlich, sehr rückschrittlich von der Europäischen Kommission. Und schauen Sie sich doch die eigenen Zahlen an! Schauen Sie sich die Zahlen von Eurostat an, die ja von der Europäischen Kommission erhoben werden: Es gibt nun mal immer weniger Eheschließungen. Immer mehr Menschen leben in eingetragenen Partnerschaften. Warum sollen diese Menschen, die sich für eine eingetragene Partnerschaft entscheiden, nicht die gleichen Rechte, nicht die gleichen Zugangsmöglichkeiten haben wie Ehepartner? Warum sind die Menschen, die in 19 Staaten der Europäischen Union immerhin schon von dem Recht auf eingetragene Partnerschaften Gebrauch machen können und in vielen Fällen sogar auch für Adoptionen anerkannt werden, von diesem Recht ausgeschlossen, das sehr gut ist?

Deswegen frage ich auch die Europäische Kommission: Warum haben Sie die eingetragenen Partnerschaften nicht in Ihren Vorschlag zu Brüssel II aufgenommen? Sieht die Europäische Kommission keinen Regelungsbedarf bei eingetragenen Partnerschaften in Bezug auf Brüssel IIa? Sieht die Europäische Kommission in der Ausgrenzung eingetragener Partnerschaften keine Diskriminierung? Ich sage: Ja, das ist eine Diskriminierung, und Sie sind eigentlich die Hüterin der Verträge der Europäischen Union. In den Verträgen ist die Nichtdiskriminierung einer der ganz wesentlichen Punkte, über die wir immer wieder diskutieren.

Will die Europäische Kommission dieses Versäumnis, eingetragene Partnerschaften auszugrenzen, in absehbarer Zeit nachholen? Wenn nein, warum? Wenn ja, wann? Denn das ist auch eine wichtige Frage, leider wurde eine große Chance verpasst. Ich bin auch sehr gespannt auf die Äußerungen meiner Kollegen und Kolleginnen aus der rechten Seite dieses Europäischen Parlaments, die bis zuletzt versucht haben, zu verhindern, dass diese Anfrage an die Europäische Kommission ins Plenum kommt. Und das finde ich auch unerträglich: Warum akzeptieren Sie nicht, dass Menschen, die sich für eingetragene Partnerschaften entschieden haben, nicht die gleichen Rechte haben, obwohl es in unserer Gesellschaft schon so ist.

Herr Kommissar, Sie gelten in dem Bereich der Digitalisierung als einer der Progressiven, als einer der Weltoffenen, als einer, der sagt: Ja, wir müssen unsere gesellschaftliche Ordnung den Gegebenheiten der heutigen Zeit anpassen. Da bin ich jetzt sehr gespannt, wie Sie auf diese Anfrage antworten, weil das, was wir in dieser Frage erleben, schlicht und einfach rückständig und nicht akzeptabel ist.

Andrus Ansip, *Vice-President of the Commission*. – Mr President, I would like to thank the European Parliament for raising the issue of registered partnerships in connection with the Commission's proposal for a recast Brussels IIa Regulation. This proposal facilitates the resolution of cross-border legal issues in family matters and provides protection to children. Our proposal focuses on the shortcomings regarding parental responsibility matters. Parliament has also flagged these up in the past. They now require our urgent action.

As Parliament has noted, we did not propose changes to the provision on matrimonial matters by addressing, for example, the possibility for couples to choose a court for divorce, or extending the regulation's scope to same-sex couples or registered partnerships. The results of the public consultation undertaken by the Commission did not provide sufficient evidence to justify making urgent changes in the area of matrimonial matters. Our assessment was that it is not the right time to change these rules. The key objective of the Brussels IIa revision is to propose significant improvements for children facing difficult situations. These need to be addressed urgently.

I am happy that Parliament and the Commission have a common goal. In cross-border cases we want to prevent children from ending up as hostages of long legal disputes. We also want to facilitate cross-border legal proceedings for families by various means, including by reducing the length and cost of procedures. Very importantly, both Parliament and the Commission want to provide the same level of protection to all children.

I would like to stress that, in our proposal, we have ensured that the improved protection of children applies to all children, irrespective of the civil status of their parents: that is, regardless of whether or not they are married or in a registered partnership.

A prompt agreement on this proposal, requiring unanimity in the Council, is within reach. The Commission is committed to engaging closely in the negotiations with a view to finding a good outcome for the benefit of children.

Rosa Estaràs Ferragut, *en nombre del Grupo PPE*. – Señor presidente, efectivamente, el objetivo principal de la Unión Europea es mantener el espacio de libertad, de seguridad y de justicia, y es fundamental para esto poder tener cooperación judicial, sobre todo en materia familiar, en la Unión Europea.

Por eso, esa refundición que en enero presentamos con el ponente, nuestro compañero Tadeusz Zwiefka, como un compendio, una refundición de toda esa cooperación en materia de Derecho de familia, suponía un paso adelante para tener mayor seguridad jurídica, para no tener muchos vacíos y muchos retrasos innecesarios y muchas confusiones y, sobre todo, se convertía en la piedra angular de esa cooperación judicial.

Se establecían procedimientos uniformes por lo que hace a la separación, al divorcio, a las nulidades matrimoniales y también a las responsabilidades parentales en situaciones transfronterizas —que, como saben, van en aumento—. Se conseguía así, pues, una libre circulación de resoluciones, de sentencias, de documentos, y también que no hubiera retrasos que perjudican siempre al menor, que ha de ser el objeto principal de esa regulación.

Es verdad —lo ha dicho la Comisión— que hay diecinueve Estados miembros que tienen reguladas las parejas de hecho, pero en Europa hay nueve Estados que no lo tienen. Y es verdad que es una realidad creciente: cada vez hay más niños nacidos de parejas que no están casadas y cada vez hay más parejas de hecho.

Y, por eso, la pregunta que lanzamos a la Comisión es: ¿cree que la regulación de esa realidad pondría en peligro ese acuerdo que es necesario para poder tener esa cooperación? Y siempre que el objetivo sea proteger al menor.

Daniele Viotti, *a nome del gruppo S&D*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, grazie signor Commissario, questa interrogazione ha un rilievo particolarissimo e importantissimo per i cittadini europei.

Sono veramente poche le materie e le possibilità che ha l'Unione europea per intervenire sulle leggi dello Stato civile dei singoli paesi. Una di queste è il regolamento di «Bruxelles bis», cioè il regolamento che riguarda la giurisdizione, il riconoscimento e l'attuazione delle decisioni giuridiche su temi matrimoniali e di responsabilità genitoriali.

Bene, io penso che aver eliminato e non voler ricomprendere all'interno di questa giurisdizione, all'interno del regolamento «Bruxelles bis», le coppie non sposate o le coppie che non hanno contratto un matrimonio perché lo hanno scelto o perché non è possibile nel loro paese contrarre un matrimonio – penso alle coppie omosessuali, alle coppie dello stesso sesso – sia un'idea da Stato etico.

Noi non possiamo permetterci di avere un'Europa che legifera come uno Stato etico, noi abbiamo bisogno di un'Europa che invece protegge i suoi cittadini e in particolare, come ha detto anche Lei, protegge soprattutto i bambini e i figli che sono in queste coppie. Ci sono ancora troppe discriminazioni nel nostro continente, Commissario, e noi dobbiamo discutere e combattere queste discriminazioni.

Parliamo spesso, sempre, di Stato di diritto in quest'Aula. Ne abbiamo parlato e ne parliamo a ogni seduta plenaria, e questa è una di quelle occasioni in cui l'Europa può fare veramente qualcosa. Lei ha detto, Commissario – e chiudo con questo – che non è ancora il momento di discutere di questo riconoscimento. Guardi, Commissario, che il momento giusto per riconoscere un diritto è sempre ieri, non è mai domani.

Marek Jurek, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Rodzina oparta na monogamicznym małżeństwie nastawionym na rodzicielstwo to fundament społeczeństwa, jego trwania fizycznego, moralnego i kulturowego. Państwo nie powinno stawiać tej instytucji społecznej obok związków nastawionych wyłącznie na indywidualną satysfakcję. Takie związki z natury rzeczy mają charakter prywatny. Wierność tej prawdzie to kwestia zachowania dobra wspólnego i przyszłości naszych narodów.

Oczekuję od Komisji jasnej deklaracji, że Komisja nie będzie angażować polityki Unii Europejskiej przeciwko krajom zachowującym te zasady, że będzie szanować decyzje wyrażone bezpośrednio przez społeczeństwa Chorwacji czy Słowacji – decyzje, które są zresztą zbieżne z prawodawstwem, które funkcjonuje w bardzo wielu naszych państwach. Unia Europejska zapewniała nasze narody, że nie angażuje się w kontestację etyki życia rodzinnego i oczekujemy od władz Unii Europejskiej wierności temu zobowiązaniu.

Heidi Hautala, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, I would like to add my voice to the point made by my colleague Mr Viotti that now is the right time: we have to practice what we preach. We are so concerned about the rule of law and the rights of citizens: we cannot waste time. And I would say that the Commission has artificially bound Parliament's hands by using the so-called recast technique. This absolutely forbids us to solve this problem, and I think that is not fair.

The Brussels IIa Regulation is outdated. It is supposed to help the free movement of judgments in matrimonial law, but it's 15 years old. Is it not time to modernise it, in accordance with the changes that we have seen in our societies? Registered partnerships may not have been a big deal in 2003, but now they are an established part of matrimonial law. So let's act. The EU must protect the rights of registered partners too.

Jytte Guteland (S&D). – Herr talman! Ett barnvänligt EU är ett bra EU för oss alla. Att omarbeta Bryssel II-förordningen är oerhört viktigt så att familjerätten i EU tar hänsyn till barnens bästa vid tvister om äktenskapsfrågor och vårdnadsfrågor, framför allt med tanke på att fler medborgare i dag skaffar barn över nationsgränserna.

Vi måste komma ihåg att antalet barn till ogifta eller samkönade par fortsätter att öka i EU. Det är beklämmande att se hur EPP och också de konservativa, svenska politikerna i den här församlingen gång på gång kämpar emot förslag som skulle stärka dessa barns rättigheter. I måndags röstade de till och med emot den här debatten. Tyvärr omfattar inte den nya förordningen registrerade partnerskap, trots att 19 av EU:s medlemsländer, inklusive Sverige, redan tillåter sådana här partnerskap eller, som i Sveriges fall, äktenskap. På grund av att äktenskap ofta definieras uteslutande som ett förbund mellan motsatta kön blir rättsläget oklart för barn inom registrerade partnerskap. Men så här kan vi inte ha det!

Mot bakgrund av det här undrar jag vad kommissionen avser göra när det gäller registrerade partnerskap? Hur ska man se till att barn skyddas? Tänker kommissionen utvidga tillämpningsområdet till registrerade partnerskap för att öka medborgarnas tillgång till rättslig prövning i EU? Och i sådana fall, när? Barnen kan inte vänta.

Terry Reintke (Verts/ALE). – Mr President, I must say that, unfortunately, still today, not all Member States of the European Union have introduced equal marriage for same-sex couples, and it's true that we are not to legislate on this. But until the time comes when we have full equality between same-sex couples and couples of different sexes, civil partnerships and registered partnerships should be treated as equal in European Union legislation. Mr Commissioner, none of the arguments that you have given now rule out including registered partnerships in this legislation. Actually, the only real argument that I can see that is on the table right now is that the Commission is backing off vis-à-vis right-wing governments who do not want registered partnerships to be included, and I can only agree with the colleagues speaking about this. We stand up for the rule of law, we stand up for equality, we stand up for freedom in this European

Union. Now would be the time for the Commission to actually show this commitment in real terms. So introduce registered partnerships, because they should be equal, because all citizens deserve the same rights.

Intervenții la cerere

Marijana Petir (PPE). – Gospodine predsjedavajući, odluka Komisije da se pristupi parcijalnoj izmjeni Uredbe jedina je prihvatljiva državama članicama i građanima Europske unije jer se pokazalo da postojeći domet Uredbe u obiteljskom pravu na zadovoljavajući način uređuje ta osjetljiva pitanja.

Budući da Uredba Bruxelles II.a u svom sadržaju određuje i priznanje sudskih presuda jedne države članice u drugoj, proširivanje područja primjene na registrirana partnerstva koja nisu poznata svim pravnim sustavima država članica Vijeće neće moći odobriti jer bi se na taj način izravno utjecalo na nacionalna zakonodavstva u području definicije obitelji i braka što bi predstavljalo presedansko kršenje načela supsidijarnosti i pravnog povjerenja spram Europske unije.

Pozivam Komisiju da ne pristupa proširenju područja primjene Uredbe, jer bi se time stvorila dvojaka regulacija i proširio jaz između država koje reguliraju i onih koje ne poznaju institut registriranog partnerstva, a osobito po pitanju posvajanja djece.

Europskoj je uniji potrebna harmonizacija pravnog sustava, a ne dodatna podijeljenost, dvostrukost pravnih odredbi ili politički pritisak jednih na druge.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, domnule comisar, vreau să o felicit pe doamna Gebhardt care a prezentat argumente solide privind întrebarea la care așteptăm un răspuns. Lucrurile, până la urmă, sunt în mișcare, societatea evoluează. Avem, și cunosc și eu în țara mea, foarte multe parteneriate, familii care s-au creat, mai ales în generația tânără, acum, și care nu oficializează căsătoria, însă rezultă copii. Până la urmă noi trebuie să ne gândim ce se întâmplă cu acei copii, pentru că sunt situații în care după 5 ani, 6 ani, 10 ani se despart și copiii rămân într-o situație neclară.

Domnule comisar, voiam să vă întreb – ați argumentat că nu v-ați gândit la modificarea regulamentului pentru că dintr-un studiu a rezultat că nu e necesar. Putem să ne prezentăm în Parlament un studiu de impact legat de această situație? Câte parteneriate avem în Uniunea Europeană? Care-i ponderea între căsătorii? Câți copii sunt în aceste parteneriate? Adică, să avem un fundament la ceea ce susțineți, că așa puteți să veniți să ne spuneți că niciodată nu e nevoie de schimbare.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, καταρχάς θέλω να ευχαριστήσω και εγώ την κυρία Gebhardt, διότι έφερε στο Κοινοβούλιο ένα πάρα πολύ ευαίσθητο ζήτημα. Πραγματικά άκουσα με έκπληξη ότι δεν ρυθμίζεται στην Ευρωπαϊκή Ένωση το νομικό στάτους των παιδιών που μεγαλώνουν με γονείς με σύμφωνο συμβίωσης. Αλλά μου προκάλεσε πολύ μεγαλύτερη έκπληξη η απάντηση της Επιτροπής, που οφείλω να πω ότι δεν την κατανόησα πλήρως. Σαν να έλεγε ο Επίτροπος ότι δεν ισχύει αυτό, διότι συμπεριλαμβάνονται και τα παιδιά από σύμφωνο συμβίωσης, αλλά στη συνέχεια σαν κάτι να άκουσα περί συμφωνίας όλων των κρατών μελών. Νομίζω ότι αυτό χρειάζεται μια καθαρή διευκρίνιση και δεν χρειάζεται, τέλος, να επαναλάβω και εγώ ότι χιλιάδες πλέον παιδιά γεννιούνται χωρίς οι γονείς τους να είναι παντρεμένοι με τον καθιερωμένο τρόπο.

Anna Záborská (PPE). – Vážený pán predsedajúci, vieme, že tak, ako v roku 2015, ani dnes v Rade neexistuje jednoladná podpora pre rozšírenie pôsobnosti nariadenia o spolupráci členských štátov v rodinných veciach a registrované partnerstvá. Zopakujem zdôvodnenie štátov, ktoré boli proti, citujem: žiadna iniciatíva Únie v tejto oblasti by nemala byť v konflikte, a to ani nepriamo, so základnými princípmi rodinného práva v členských štátoch. Dôvod, pre ktorý sa dnes zaoberáme touto otázkou, je zrejmy: vytvoriť politický tlak na tie členské štáty, ktoré svoju predstavu o manželstve a rodine nechcú prispôbiť módnym trendom. Našťastie, tento parlament nemá v tejto otázke žiadnu právomoc. Preto sa čudujem, že dávame priestor takýmto rozprávam.

(Încheierea intervențiilor la cerere)

Andrus Ansip, Vice-President of the Commission. – Mr President, let me say thank you to the House again for your continued support for the Commission's proposal and for raising significant points about its contents.

At this stage the Commission does not have sufficient evidence to justify making a proposal to amend the provisions of the Brussels IIa Regulation on matrimonial matters. However, we have ensured that all its provisions that aim at improving the protection of children will apply equally to all children, regardless of the situation of the family where they live. Children are at the heart of this reform. The separation of their parents is difficult enough. They deserve proceedings that clarify their situation as quickly as possible and take their best interests into account. So we need to speed up cross-border cases, and we need these new rules quickly for the sake of children's welfare.

To be absolutely clear: I was among the initiators of the civil partnership law in Estonia and, of course, I voted in favour of this law in Estonia. But now our aim is to help our children as quickly as possible, because they are in a difficult situation and, as has already been said by Members of the Parliament and as I said in the very beginning, in order to help our children unanimity in the Council is needed. Knowing that it is quite hard to reach that unanimity in extending our proposal, why do we have to put our children in a very difficult situation? This is my question.

However, we have to work with these issues. I fully agree with you: we have to respect same-sex marriages too.

Președintele. – Dezbaterile s-au încheiat.

Declarații scrise (articolul 162)

Tadeusz Zwiefka (PPE), *na piśmie*. – Pytanie złożone do Komisji Europejskiej, bez podważania jego zasadności, niestety może mieć tylko jedną odpowiedź. Rozporządzenie Bruksela IIa o jurysdykcji, uznawaniu i wykonywaniu orzeczeń w sprawach małżeńskich i sprawach dotyczących opieki rodzicielskiej oraz w sprawie uprowadzenia dziecka za granicę to rozporządzenie stosowane bezpośrednio we wszystkich państwach członkowskich. Oznacza to, że orzeczenie wydane w jednym kraju jest stosowane we wszystkich krajach Unii.

Ponieważ nie wszystkie kraje UE mają w swoich systemach prawnych instytucję zarejestrowanego związku partnerskiego, z prawnego, ale także z politycznego punktu widzenia nie jest w tej chwili możliwe poszerzanie stosowania tego rozporządzenia na związki partnerskie. Mamy już instrumenty prawa unijnego, które zajmują się kwestią podziału majątku par, które zawarły związek partnerski, ale jest to specyficzna formuła wzmocnionej współpracy, do której przystąpiła tylko część państw członkowskich.

Gdyby KE przychyliła się do postulatów postawionych w pytaniu, uważam, że niestety państwa członkowskie nie doszłyby nigdy do porozumienia. Przy prawie rodzinnym wymagana jest jednomyslność. Już teraz widzimy, że przy – wydawałoby się – ważnych i popieranych przez wszystkich zmianach Rada bardzo powoli wypracowuje swoje stanowisko. Nie jestem zwolennikiem zachęcania do stosowania instrumentu wzmocnionej współpracy, ale może w takich przypadkach KE powinna taki krok przemyśleć, by nie blokować współpracy na polu prawa rodzinnego między państwami członkowskimi.

25. Die Auswirkungen der Verlagerung von Arbeitsplätzen auf Arbeitnehmer und Regionen (Aussprache)

Președintele. – Următorul punct de pe ordinea de zi este dezbaterile privind Declarația Comisiei referitoare la impactul relocalizării asupra lucrătorilor și a regiunilor (2018/2674(RSP)).

Miguel Arias Cañete, *Member of the Commission*. – Mr President, we are gathered here today to talk about the impact of delocalisation on workers and regions. It is clear that our policies are geared towards the creation of jobs in the European regions. The Commission has presented an industrial policy strategy to help our industries to stay, or become, strong on innovation, digitisation and decarbonisation.

Some regions benefit from globalisation and demographic change but others are struggling with this industrial transition process. The need to strengthen the abilities of local communities to cope with and adapt to social or economic change was also emphasised in our renewed industrial policy strategy. It is at regional level that the effect of the industrial transformation is greatest. That is why our industrial policy aims at empowering regions to benefit from the opportunities of industrial transition.

In a single market, companies are free to establish factories anywhere in the European Union. Freedom of establishment is a basic principle of the Treaty and the Commission cannot interfere in such investment or disinvestment decisions by private companies. When it comes to location, it is also the role of the regions to provide an attractive environment for investment and growth. However, we are, of course, very vigilant if relocation decisions involve public funds. We are aware of the high political sensitivity of the few cases in which public funds are used to move an economic activity to another Member State, causing substantial job losses.

That is why in the 2014-2020 period, we have strengthened the rules in the fields where the Commission can act: state aid and the European Union funds. We react immediately whenever we are alerted. The Commission has no power to interfere in companies' reorganisation plans. Nevertheless, we urge companies to follow good practices on the anticipation and socially responsible management of restructuring. The European Union state aid rules provide safeguards to prevent Member States from using public money to incentivise the relocation of existing jobs from one European Union country to another.

In addition, the European Union has several instruments to support workers' employability in order to mitigate the adverse social consequences of restructuring, for example the European Globalisation Adjustment Fund. There is a strict regulatory framework that imposes obligations on companies concerning the provision of information to, and consultation of, workers, in particular with regard to the opening of social dialogue in order to mitigate the consequences of reorganisation. Even more importantly, cohesion policy support from the European Social Fund and the European Regional Development Fund is available in all European Union regions to mitigate its potential negative effects, and in the context of cohesion policy we have included additional safeguards to avoid those funds being used for delocalisation. I can assure you that, in the proposal for the new post-2020 regulations, we will include prevention of the use of funds to support delocalisation.

Cohesion policy support can also be used for industrial transition, training and skills development as well as other measures to mitigate negative effects. The Commission has also launched pilot actions in order to work with a selected number of interested regions to master the challenges of industrial transition. One of these regions is the Piedmont region, the home region of Embraco. Other examples are Hauts-de-France and Wallonia. You surely remember the Caterpillar and other similar restructuring cases in these regions. We will support these regions with the aim of accelerating innovation uptake, removing investment barriers and facilitating reskilling and preparing for industrial and societal change.

Danuta Jazłowiecka, w imieniu grupy PPE. – Panie Przewodniczący! Jednym z największych europejskich osiągnięć po II wojnie światowej było stworzenie w ramach Unii jednolitego rynku opartego na swobodzie przepływu pracowników, towarów, usług, kapitału oraz przedsiębiorczości. W ten sposób powstał jeden z największych rynków na świecie, w ramach którego budujemy naszą wspólną przewagę konkurencyjną.

Państwa członkowskie różnią się poziomem rozwoju społeczno-gospodarczego, który ma przełożenie na poziom wynagrodzeń i otoczenie prawne. W tej sytuacji nie unikniemy przypadków delokalizacji w Unii. Oczywiście delokalizacje niosą także za sobą negatywne skutki, głównie dla pracowników i ich rodzin. Tym problemem powinniśmy się zająć w pierwszej kolejności: ważne jest, aby decyzja o delegalizacji została ogłoszona odpowiednio wcześniej i aby pracownicy mieli szansę na nowe zatrudnienie. W Unii Europejskiej mamy fundusze, które temu służą: Europejski Fundusz Społeczny oraz Europejski Fundusz Dostosowania do Globalizacji.

Co zatem zrobić, aby delokalizacji było mniej? Przede wszystkim powinniśmy wyrównać poziom rozwoju w Unii Europejskiej, za czym pójdzie zrównanie wynagrodzeń. Możemy to osiągnąć poprzez większą integrację wspólnego rynku, większą wymianę towarów i usług oraz rozsądne inwestowanie funduszy europejskich. Państwa członkowskie powinny też stworzyć przedsiębiorcom warunki odpowiednie do funkcjonowania, sprawiedliwą i zrównoważoną politykę społeczną, przyjazne otoczenie prawne, przewidywalne i łatwe procedury, dostęp do finansowania i możliwości rozwoju.

Pamiętajmy także, że naszymi głównymi konkurentami są Chiny, Rosja czy też Stany Zjednoczone. Musimy uczynić wszystko, aby wyeliminować delokalizację do krajów trzecich. Jedynie w ten sposób będziemy w stanie utrzymać swoją pozycję w światowej gospodarce, a tym samym wysoki poziom życia naszych obywateli.

Puhetta johti HEIDI HAUTALA*varapuhemies*

Daniele Viotti, *a nome del gruppo S&D*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, tre osservazioni molto veloci.

Intanto io credo che quest'Aula debba chiedere scusa ai lavoratori della Embraco, perché questa discussione sulla responsabilità sociale delle imprese non nasce per caso, ma nasce da un fatto concreto che è stato il rischio del licenziamento e della chiusura di un'impresa che funzionava, che faceva utili, i cui proprietari volevano delocalizzare in un altro paese dell'Unione europea soltanto per fare ancora più utili.

Mentre noi siamo stati a discutere in questo Parlamento, per colpa del PPE che non ha voluto arrivare a una risoluzione, per mesi, il governo italiano per fortuna ha avviato delle procedure per cui oggi questi lavoratori e queste lavoratrici sono in sicurezza.

Ma sul tema specifico, bisogna aggiungere altre due velocissime cose. Uno: noi abbiamo un'Europa che fa molto per le industrie, ma non ha una propria politica industriale, e soprattutto non riesce a dare una politica industriale con una responsabilità sociale delle aziende.

In secondo luogo, noi queste imprese dobbiamo aiutarle, naturalmente, ma dobbiamo prima di tutto esprimere solidarietà, essere vicini e avere a cuore il futuro dei lavoratori e delle lavoratrici, e non delle multinazionali che vogliono fare soltanto maggiori profitti.

Richard Sulík, *za skupinu ECR*. – Vážená pani predsedajúca, skutočnosť, že nejaká fabrika plánuje presunúť výrobu z Talianska na Slovensko nie je príčina choroby, ale iba jej dôsledok. Je to logické vyústenie toho, že výrobcovia v Taliansku majú omnoho horšie podmienky k podnikaniu ako na Slovensku.

Riešením preto nie je obviňovať Slovensko, ale zamyslieť sa nad konkurencieschopnosťou Talianska, nad obrovskou regulačnou záťažou, nad daňami, nad stabilitou, ku ktorej neprispieva každý rok nová vláda. A samozrejme nad verejným dlhom, ktorý je druhý najvyšší v Európskej únii. Toto sú skutočné príčiny odchodu výrobcov z Talianska. A otvorene treba pomenovať ešte jeden negatívny faktor, a tým je pre Taliansko príliš silné euro a nemožnosť vyrovnávať nedostatky v konkurencieschopnosti devalváciou vlastnej meny.

Taliansko je jedna z najbohatších krajín v Európe, no už dve desaťročia prešľapuje na mieste kvôli členstvu v eurozóne a súčasnej nechote robiť takzvanú vnútornú devalváciu.

Enrique Calvet Chambon, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señora presidenta, muchas gracias, señor comisario, desde el Grupo ALDE nos gustaría recobrar algunas ideas fundamentales y no andar a una greña más o menos demagógica.

Vamos a ver, que haya desplazamiento de empresas dentro de Europa, si somos europeos, si creemos en el mercado único, es como si lo hay dentro de un Estado miembro. En mi caso es como si una de Asturias se va a Málaga, y en el caso de Italia, como si una de Turín, donde nació mi abuela, se va a Sicilia. Seamos serios. O creemos en el mercado único o no.

Dicho esto, la movilidad de las empresas y de los trabajadores es un derecho inalienable y un instrumento absoluto para la prosperidad y la cohesión. Si intentamos parar esto, si intentamos poner barreras interiores, señores míos, se acabó Europa. Que se sepa. Dicho esto, la característica de la sociedad europea, de las democracias europeas es que, en esa dinámica absolutamente libre, evidentemente hay momentos de hueco para los trabajadores, para las empresas, etcétera. A diferencia de otras sociedades, nosotros creemos en la cohesión y en la solidaridad y, por lo tanto, hacemos todo lo posible para proteger a esos trabajadores, ayudarles en esos malos momentos a volver a salir adelante. Ese es el modelo europeo, no poniendo barreras interiores. Que conste.

Una última cosa que quiero decir: hay que respetar la asignación de recursos. Si no, no funcionará Europa ni nunca será competitiva. Por fin, se habla de Embraco. Pero es que Embraco es un modelo de los beneficios de la movilidad europea. Hemos creado puestos de trabajo de calidad en una zona más desfavorecida, que era Eslovaquia, sin que, por la protección de los trabajadores, se haya dañado a los que estaban en una zona más favorecida que era Turín. La movilidad funciona en Europa. Con solidaridad.

(El orador acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Ana Miranda (Verts/ALE), pregunta de «tarjeta azul». – Señor Calvet, yo no sé cuál es su origen ni tampoco dónde ha trabajado antes, pero si usted fuese un trabajador del sector del automóvil de Vigo o del sector textil de Ordes que se ha quedado sin trabajo por la deslocalización de empresas y se tuviera que desplazar o ir a otro Estado miembro con toda su familia, quizás el comentario sería diferente.

Es decir, no se puede encubrir con los efectos de la neoliberalización económica lo que significa también desplazamiento de trabajadores.

La movilidad está muy bien, pero no para destruir empleos, y por eso quería también aclarar, desde el punto de vista de una zona que está muy afectada por la globalización económica y por la deslocalización de empresas en servicios, en automóvil, en textil, esta consideración.

Enrique Calvet Chambon (ALDE), respuesta de «tarjeta azul». – He trabajado en el sector minero, pero también en el sector naval, y he ido mucho tiempo a Vigo por los problemas del sector naval.

Vamos a ver: por supuesto que desplazarse no es fácil, aunque es la historia de la humanidad, y que hay que ayudar, o bien reciclar, como hacíamos con lo naval, recurriendo a otras empresas adjuntas. Lo que no se puede es construir Europa diciendo «yo quiero mi empresa, mi universidad, mi hospital a la puerta de casa». Y, por lo tanto, lo que hay que hacer es ayudar a las personas cuando no tienen más remedio que utilizar la movilidad, y yo la he utilizado muchas veces en mi vida.

Patrick Le Hyaric, au nom du groupe GUE/NGL. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, je dois vous dire que vous nous avez servi une infâme soupe à faire se révolter tous les travailleurs européens. Les délocalisations ne font pas la prospérité que des grandes entreprises, pas celle des travailleurs, qui, eux, vivent dans la souffrance et le malheur, dès lors qu'ils la subissent. Ceci est inhérent à votre politique européenne, qui sanctifie, dans les traités, la libre circulation du capital et la concurrence libre.

Une autre logique doit voir le jour et ce serait possible, en progressant vers une harmonisation fiscale sur le capital par le haut, en harmonisant vers le haut les rémunérations du travail avec une politique volontariste de rattrapage pour les salariés des pays de l'Europe orientale et du Sud, en inventant pour tous les salariés européens un système totalement innovant, une sécurité sociale du travail et de l'activité, combinée avec la formation permanente, tout au long de la vie des salariés, et, enfin, une politique commerciale incluant le combat contre le dumping social et environnemental et permettant le renouveau de l'industrie et de l'agriculture, ainsi que des services publics.

Tiziana Beghin, a nome del gruppo EFDD. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, in un mondo globalizzato e interconnesso diventa sempre più facile per le grandi aziende delocalizzare dove il costo del lavoro è minore. Questo avviene dentro l'Europa e fuori da essa, grazie ad accordi e trattati. Ed io che mi occupo di commercio internazionale lo so bene, purtroppo.

Non bisogna però opporsi al commercio, bisogna essere capaci di gestire la globalizzazione, si deve sostenere con un reddito di cittadinanza chi perde il lavoro, formarlo ad un nuovo impiego e investire in quei settori che generano nuovi posti di lavoro, ovviamente nei posti dove le persone vivono, e non costringerle a fare migliaia di chilometri.

I nostri partner commerciali più avanzati lo fanno da tempo, e proprio questo li aiuta a rendere il commercio internazionale più giusto ed accettabile. Perché è normale che il commercio crei vincitori e vinti, ma non è normale abbandonare i vinti a loro stessi, come si fa qui in Europa.

Soprattutto, però, si deve impedire ai paesi europei di farsi concorrenza fiscale ed economica tra loro, attirando le imprese di altri Stati sul proprio territorio. Siamo già in concorrenza con il resto del mondo, non abbiamo bisogno di una guerra fratricida.

Mario Borghesio, a nome del gruppo ENF. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, questa vicenda dell'Embraco ci dà la possibilità di mettere la Commissione europea di fronte alle sue pesanti responsabilità, perché non ha vigilato – contrariamente a quello che ci dice nelle risposte alle nostre interrogazioni – per evitare che i fondi, i fondi di coesione in particolare, venissero utilizzati dalle multinazionali per trasferire il lavoro fuori dalla sede naturale.

Il caso Embraco è un caso di scuola, e noi dobbiamo rispettare questa grande battaglia che hanno fatto i lavoratori, non molto sostenuti in realtà, perché vi è una storia di disinteresse delle forze sindacali, almeno italiane. Devo elogiare invece il ruolo dell'UGL, che ne ha sostenute tante in tutta Italia.

È una vergogna che in dieci anni 27 000 aziende italiane si siano dovute trasferire col miraggio, per le multinazionali e anche per altre motivazioni, di trovare in Europa – perché si sono trasferite il 90 % in Europa – delle condizioni più vantaggiose, magari sul piano fiscale. L'Europa dove stava, dove vigilava? È una grande colpa perché c'è stato furto di lavoro, furto di lavoro! Ed è colpa esclusivamente vostra.

Adam Szejnfeld (PPE). – Pani Przewodnicząca! Najlepszą regulacją jest brak regulacji. My natomiast – i w Unii Europejskiej, i w państwach członkowskich – idziemy w zupełnie odwrotnym kierunku. Niemalże każdego dnia tworzy się nowe prawo, nowe procedury, nowe zasady, nowe obowiązki. Poprzez to nie tworzymy środowiska przyjaznego dla prowadzenia działalności gospodarczej. Skutek jest taki, że Europa jako kontynent, Unia Europejska jako organizacja tracą konkurencyjność na świecie. Już nie tylko wobec Ameryki, ale także wobec Azji. Innym skutkiem jest właśnie temat, o którym wspominamy, a więc delokalizacja. I to nie tylko w granicach Unii Europejskiej, ale i poza granice Unii Europejskiej.

Walczyć z tym trzeba, ale odpowiednimi środkami. Przede wszystkim deregulacją, przede wszystkim zmniejszaniem obciążeń – i finansowych, i biurokratycznych – dla przedsiębiorców. Jeżeli będziemy tworzyć przyjazne warunki dla inwestowania, a potem prowadzenia działalności gospodarczej, to nikt nie będzie się wyprowadzał ani do sąsiedniego państwa w Unii Europejskiej, ani poza Unię Europejską. I to jest klucz, którego musimy użyć, aby osiągnąć właściwy cel – nie tylko dla przedsiębiorców, ale także dla obywateli, także dla pracowników tych firm. Wszystkie czy prawie wszystkie głosy, które dzisiaj tutaj padły, były głosami za przyjęciem rozwiązań przeciwnych do tych, które są potrzebne i konieczne.

Sergio Gaetano Cofferati (S&D). – Signora Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, credo che sia necessario evitare di discutere astrattamente di mobilità del capitale e del lavoro, bisogna partire dai dati concreti.

Il caso Embraco, che è stato ricordato non casualmente più volte nella discussione che stiamo facendo, è uno di questi. Non si è trattato dello spostamento di un'attività nell'interesse collettivo, ma semplicemente nell'interesse dell'azienda a danno dei lavoratori. Per il momento si è risolto e si è stabilizzato, per una serie di coincidenze positive che si sono verificate.

Ma la mobilità delle imprese in Europa nasce dal dumping sociale e dal dumping fiscale. Bisogna correggere queste storture, bisogna far sì che le condizioni fiscali per le imprese siano le stesse ovunque e non che un paese possa dire ad un'impresa: «vieni da me perché non ti farò pagare le tasse dovute». E lo stesso vale per il lavoro, vale per la garanzia sociale e la protezione che deve essere data alle condizioni del lavoro e vale per i salari.

Questo è il lavoro che dobbiamo fare, dobbiamo imporre regole che consentano a tutti di affrontare il domani senza le angosce di chi si trova in un'azienda che improvvisamente decide di andare da un'altra parte.

(L'oratore accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu», ai sensi dell'articolo 162, paragrafo 8, del regolamento)

Adam Szejnfeld (PPE), *pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki*. – Chciałem zapytać: wobec tak postawionej sprawy, że mamy ujednolicać wszystko w Unii Europejskiej, czy oznacza to, że chce Pan ujednolicać warunki prowadzenia działalności gospodarczej na bardzo wysokich kosztach, na bardzo wysokiej biurokracji, na bardzo wysokim poziomie obowiązków, czy też odwrotnie – na zasadzie deregulacji, zmniejszenia biurokracji, zmniejszenia fiskalizmu, zmniejszenia obowiązków, lepszego tworzenia prawa i przyjaznych warunków dla przedsiębiorczości? To ciekawe, jaką ma Pan odpowiedź na własną właściwie tezę.

Sergio Gaetano Cofferati (S&D), *Risposta a una domanda «cartellino blu»*. – Io credo che sia molto importante dare uniformità a condizioni che sono: i diritti delle persone, che devono essere considerati inalienabili, qualunque sia il paese nel quale lavorano; alle condizioni materiali, che devono essere uniformi e che devono rispondere alla loro capacità professionale e non alle condizioni di mercato del periodo breve; alle condizioni ambientali, che sono fondamentali per chi lavora, ma per chi vive nei paesi europei. Li considero processi di uniformità verso l'alto, poi l'eliminazione della burocrazia non è un'ipotesi di uniformità bassa, anzi ci fosse la volontà di semplificare e di cancellare burocrazia, avremmo un sistema molto più produttivo e competitivo nel mercato globale.

Ruža Tomašić (ECR). – Gospođo predsjedavajuća, slobode na kojima je Unija utemeljena imaju svoju cijenu. Olakšana selidba tvrtki, kapitala i radnika po Europi ostavlja ozbiljne društvene posljedice u onim lokalnim zajednicama i državama koje gube, dok neke druge zbog toga prosperiraju.

Proces nije nepovratan pa države mogu provođenjem reformi i stvaranjem pozitivne investicijske klime obrnuti negativne trendove. Nažalost, politika često izbjegava reforme. Zatvaranje radnih mjesta na političare se negativno odražava i oni bi rado prisilili poduzetnike da bespogovorno poslušaju pod njihovim uvjetima. To srećom nije moguće.

Članstvo u Uniji znatno otežava takvu samovolju i prisiljava nacionalne političare da rade kako bi privukli radnike i kapital. To međusobno natjecanje neki žele onemogućiti uvođenjem zajedničkih poreznih stopa i dodatnim regulacijama, a ja smatram da bi to uništilo Europu kakvu poznajemo i slabije razvijene članice ostavilo u trajnom zaostajanju.

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, in primo luogo voglio ribadire la mia solidarietà alle famiglie dei lavoratori e delle lavoratrici che per giorni sono stati in una condizione di angoscia e sotto minaccia di licenziamento, e chiedere scusa per il ritardo con cui questo Parlamento affronta questa discussione.

È già stato detto: la Commissione dovrebbe rispondere a fronte del fatto che il Parlamento ha già votato nel 2006 una risoluzione contro le delocalizzazioni, dovrebbe rispondere di non aver evitato nell'Unione europea forme di dumping sociale e dumping fiscale, di non aver difeso e costruito standard sociali e salariali a difesa del lavoro.

Guardate, il caso Embraco è soltanto uno dei tanti casi di cui dovremmo discutere. Dovremmo discutere di un'Unione europea fondata sul neoliberismo, sulla libertà di movimento dei capitali e delle aziende, ma che non difende i diritti dei lavoratori e delle lavoratrici, anche il diritto dei lavoratori e delle lavoratrici di poter restare nel loro paese.

Qualcuno ha detto che non conosceremo più l'Unione europea così com'è, se intervenissimo su questo. Ecco, forse sarebbe un bene.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, tato debata je vyvolaná především případem firmy Embraco vyrábějící komponenty spotřebičů, což už tady bylo řečeno, jejíž vedení se rozhodlo přesunout výrobu postupně na Slovensko. Výroba v Itálii se této firmě zkrátka již delší dobu nevyplácela navzdory, a to chci zdůraznit, finanční pomoci od regionální i národní vlády. Proto se tato firma rozhodla svou továrnu v Itálii uzavřít a přesunout na Slovensko.

V první řadě bychom si měli uvědomit, že jde o projev fungování vnitřního trhu Evropské unie, to znamená svobody usazování, která je základním pilířem evropské integrace. Je přirozené, že pokud se firma rozhodne podnikat tam, kde má k tomu vytvořené lepší podmínky – a výše mzdových nákladů je jedním z těchto legitimních aspektů –, tak taková firma přesune svoji výrobu v rámci vnitřního trhu Evropské unie do jiné země. Je to její svobodné rozhodnutí. Rozhodnutí o přesunutí výroby do jiného členského státu je strategickým a manažerským rozhodnutím této dané firmy, do kterého by stát, a tím spíše evropské instituce, neměly nějakým způsobem výrazněji zasahovat. Státy nepo-
chybně mohou firmám nabízet různé pobídky, aby jejich rozhodnutí odvrátily, ale konečné rozhodnutí musí být na těch firmách samotných. Tyto pobídky musí být samozřejmě v souladu s politikou hospodářské soutěže Evropské unie, a to bych chtěl podtrhnout, přičemž na dohlížení na tuto politiku má ostatně výsadní kompetenci právě i Komise.

Má-li rozhodnutí firmy o přemístění výroby do jiného členského státu Evropské unie negativní dopad na zaměstnanost v regionu nebo na rozvoj regionu jako takového, tak je na vládě, případně regionálních autoritách, aby tuto pomoc realizovaly v rámci politiky zaměstnanosti.

Martin Schirdewan (GUE/NGL). – Frau Präsidentin, wertee Kolleginnen und Kollegen! Ich bin sehr froh, dass es das Thema von Werkschließungen und Umverlagerungen von Betriebsstätten multinationaler Unternehmen auf die Tagesordnung geschafft hat. Endlich, möchte ich hinzufügen, wurde doch noch im Januar ein entsprechender Antrag meiner Fraktion von der Mehrheit des Hauses abgewiesen. Nun diskutieren wir also am Beispiel von Embraco. Wir könnten hier genauso gut über die Fälle von Coca-Cola, Siemens, Opel, Bombardier, Caterpillar, und wie sie alle heißen mögen, reden. Das Prinzip ist im Grunde genommen immer das gleiche: Häufig werden profitabel arbeitende Werke von multinationalen Unternehmen geschlossen, um Gewinne auf Kosten der Arbeitnehmerschaft zu steigern. Die Beschäftigten werden auf die Straße gesetzt, und den Regionen wird die Existenzgrundlage entzogen. Hauptsache, die Kasse klingelt, und nach den Multis die Sintflut.

Deshalb fordern wir als Linke ein Verbot von Massenentlassungen bei profitablen Unternehmen. Wir fordern zudem, dass die Unternehmen öffentliche Fördergelder im Falle von Werkschließungen zurückzahlen haben. Beide Maßnahmen dürften die Lust der Multis, ihren Reibach auf Kosten der Beschäftigten und der Zukunftsperspektiven ganzer europäischer Regionen zu machen, ordentlich abkühlen lassen.

Brando Benifei (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, oggi ci troviamo a discutere dell'impatto della delocalizzazione su lavoratori e regioni europee, perché esiste all'interno dell'Unione europea una cornice normativa che continua a favorire eccessivamente le libertà economiche, in particolare quella di stabilimento e di libera circolazione dei servizi e dei capitali, a scapito dei diritti fondamentali dei suoi cittadini.

Siamo qui a discutere, anche grazie alla straordinaria mobilitazione da parte dei lavoratori, dei sindacati e delle forze politiche che hanno reagito alla chiusura dello stabilimento Embraco a Riva di Chieri. Una chiusura decisa dalla multinazionale brasiliana esclusivamente allo scopo di abbattere i costi del lavoro.

Le soluzioni non possono essere meramente nazionali, l'Unione europea deve farsi promotrice di un'ambiziosa proposta di legge sulla responsabilità sociale delle imprese, deve istituire strumenti adeguati a sostegno dei lavoratori che subiscono conseguenze negative da decisioni spregiudicate.

L'Europa deve riportare i diritti sociali al cuore del suo progetto, si deve impedire tassativamente di usare risorse europee per favorire le delocalizzazioni. Bisogna fare una scelta di campo netta a favore del lavoro per dare un futuro all'integrazione europea.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL). – Señora presidenta, los principales afectados por las deslocalizaciones son los trabajadores y las trabajadoras y las regiones que sufren la despoblación ante la falta de futuro.

Dicen ustedes que no pueden interferir en las empresas y, sin embargo, interfieren permanentemente en las condiciones laborales de los trabajadores haciendo recomendaciones sobre reformas laborales, salarios, pensiones, etcétera.

Si de verdad quieren hacer algo por la industria y el desarrollo regional, lo que tienen que hacer es adoptar medidas fiscales que eviten la competencia desleal entre los Estados, armonizar las condiciones laborales para evitar y poner freno a las ansias desmedidas de las empresas por los beneficios, donde el trabajo ha pasado a ser exclusivamente un producto más.

Pero, sobre todo, apuesten por modelos productivos, por la innovación, por que los Estados tengan precisamente presupuestos en esta materia, que consoliden la industria en nuestras regiones y, desde luego, que eliminen los desequilibrios industriales que existen en Europa y que son los que nos están llevando lamentablemente a este fracaso en la Unión Europea.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, συζητούμε τις επιπτώσεις των μετεγκαταστάσεων των επιχειρήσεων, επιπτώσεις δυσμενείς για τους εργαζόμενους και τις περιφέρειες. Θα πρέπει να επισημάνω ότι όλες οι περιπτώσεις τις οποίες συζητήσαμε δεν έχουν σχέση με μεταφορά επιχειρήσεων λόγω των φυσικών όρων παραγωγής. Στην πράξη, οι μετεγκαταστάσεις γίνονται διότι υπάρχει κοινωνικό ντάμπινγκ, φορολογικό ντάμπινγκ και περιβαλλοντικό ντάμπινγκ. Για αυτό κυρίως οι πολυεθνικές φεύγουν από συγκεκριμένες περιοχές και περιφέρειες ορισμένων κρατών μελών και πηγαίνουν αλλού. Επειδή εκεί θα βρουν είτε φορολογικά κίνητρα είτε αποφάσεις «tax ruling», δηλαδή συγκεκριμένες αποφάσεις που τους δίνουν τη δυνατότητα να μην πληρώσουν φόρους. Αυτή είναι η πραγματικότητα. Ταυτόχρονα, οι επιχειρήσεις αυτές – συνήθως πολυεθνικές – αξιοποιούν και τα ευρωπαϊκά κονδύλια, είτε έχουν πάρει ευρωπαϊκά κονδύλια για να εγκατασταθούν στην πρώτη χώρα και εν συνεχεία, αξιοποιώντας αυτά τα κονδύλια, φεύγουν και πηγαίνουν σε άλλες περιοχές όπου έχουν καλύτερη φορολογική μεταχείριση. Να σταματήσει το ντάμπινγκ κάθε είδους.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, είναι γνωστό ότι συζητάμε τη δυνατότητα μετεγκατάστασης μιας εταιρείας από μια χώρα σε άλλη, από μια περιοχή περιοχής της Ευρώπης σε άλλη. Μου προκαλεί, όμως, πραγματικά αλγεινή εντύπωση το ότι εφευρίσκονται επιχειρήματα να υπερασπιστούμε την άποψη ότι, μαζί με την εταιρεία, πρέπει και οι εργαζόμενοι να παίρνουν τα συμπράγκαλά τους ως εργαλεία, ως μηχανήματα, ως κτίρια, και να μετακινούνται εκεί που θέλει η εταιρεία. Οι εργαζόμενοι είναι άνθρωποι, δεν είναι εργαλεία. Η δυνατότητα μετακίνησης από ένα κράτος σε άλλο, η ελευθερία διακίνησης, είναι δικαίωμα. Δεν μπορεί να αποτελεί υποχρέωση. Και πολύ περισσότερο, ίσως, και κάτω από συνθήκες πολύ χειρότερες από τις συνθήκες κάτω από τις οποίες εργαζόταν στο κράτος που εργαζόταν προηγουμένως. Νομίζω ότι οι ευρωβουλευτές, αν έχουν ένα καθήκον, είναι να υπερασπιστούν τους εργαζόμενους.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Señora presidenta, señor Arias Cañete, aprovechando que está usted aquí, quisiera decirle que las gallegas y los gallegos sabemos mucho de deslocalizaciones laborales. Bajo estas palabras del mercado global, la Comisión esconde el dumping social, la competencia desleal en lo laboral, pero también en lo fiscal, de muchas multinacionales que no tienen ninguna piedad en irse adonde mejor les convenga.

Esta deslocalización hacia una desprotección social es la norma de muchas empresas de la industria automovilística —el caso de Vigo—, de telefonía, de suministro de agua, de electricidad y de gas, o del sector textil, también en el caso gallego. Y además —se lo digo con conocimiento de causa—, porque no tienen alternativa.

Esta deslocalización es la cara visible del neoliberalismo económico del que es tan amiga la Comisión. El problema no es solo la deslocalización en términos efectivos, sino también la amenaza permanente de muchas multinacionales en deslocalizarse, muchas veces para cobrar las ayudas económicas de la Comisión Europea.

Porque resulta muy sorprendente que se den ciertas limosnas, como el Fondo Europeo de Adaptación a la Globalización. ¡Qué curioso! Primero se permite deslocalizar y luego se paga por ello, ¿no?

Entonces, es muy importante que la Comisión legisle sobre el impacto económico, social, territorial y el impacto humano de esta deslocalización.

(Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot päättyvät)

Miguel Arias Cañete, Member of the Commission. – Madam President, first of all, I would like to thank all the Members who have participated in this important debate for their different contributions. Reorganisation of companies can always mean that jobs are relocated from one region to another. This is normal in a market economy and the Commission has no competence to interfere with such company decisions, but we do care about the regional impact of such issues, and the European structural funds and state aid should never be used to support delocalisation.

At the same time, we will work to continue the process of building economic, social and territorial cohesion in Europe for the benefit of our companies and citizens. This is what we are doing with the work on smart specialisation and industrial policy to strengthen the economic resilience of regions, empower regions to adapt to industrial change and provide the framework so that no region and no citizen is left behind.

Puhemies. – Keskustelu on päättynyt.

Kirjalliset lausumat (työjärjestyksen 162 artikla)

Danilo Oscar Lancini (ENF), *per iscritto*. – Embraco: azienda di Torino a rischio chiusura per delocalizzare in Slovacchia. Se si verifica il significato della parola delocalizzare (Trasferimento del processo produttivo, o di alcune fasi di esso, in aree geografiche o paesi in cui esistono vantaggi competitivi, che consistono generalmente nel minore costo dei fattori produttivi e in particolare della manodopera.) ci si accorge che è proprio il contrario di ciò che vogliamo attuare nel nostro paese, attraverso le politiche socioeconomiche. Visto e considerato inoltre che tra i paesi europei vi è già una forte disparità di trattamento fiscale, dovuta dalle diverse politiche socioeconomiche dei singoli paesi membri e che, ad aggravare la situazione di ineguaglianza, la stessa comunità europea elargisce in aiuto a quegli stessi Stati (in questo caso proprio la Slovacchia che ha ricevuto dalla UE nel 2018 fondi per circa 20 miliardi) incrementando il dumping salariale, chiedo che la Commissione europea, si impegni a vincolare gli Stati membri che ricevono i fondi in aiuto, ad investirli direttamente per l'eliminazione di queste disuguaglianze e non per incrementare situazioni di concorrenza sleale, partendo da condizioni salariali e fiscali favorevoli. Spiace constatare come nell'emiciclo fosse presente alla discussione un solo onorevole del Partito Democratico a difendere i lavoratori italiani.

Alfred Sant (S&D), *in writing*. – It is true that free establishment and the free movement of capital and workers are key pillars of our European Single Market. But where is this leading? In a competitive single market, the best-endowed regions in terms of infrastructure, geographical and natural characteristics, and institutions attract companies which become European champions and thus attract new enterprises. These areas will continue to grow and new companies will be established. When discussing delocalisation of companies we focus too often on its impact on workers, their families and the region of destination. What happens to the region of departure, its social class and industrial fabric? There is an impoverishment in all sectors. In a single currency area, countries and regions have very few tools to change this trend. Ultimately, other workers and enterprises will relocate from these regions and the process continues, increasing the asymmetries across the EU. New redistributive policy tools are needed, such as a European unemployment insurance. Structures that have been established to ensure the competitiveness of countries are too complicated and bureaucratic and should be adapted to globalisation, without abandoning the European social model. In its industrial policy, the Commission should also strengthen the way to provide technical assistance to help local and regional communities to adapt to social, economic and environmental changes.

26. Die Verwendung von Mitteln des Instruments für Heranführungshilfe in der Türkei (Aussprache)

Puhemies. – Esityslistalla on seuraavana komission julkilausuma IPA-välineen varojen käytöstä Turkissa (2018/2716(RSP)).

Johannes Hahn, *Member of the Commission*. – Madam President, I would like to thank the honourable Members for this opportunity to discuss the use of Instrument for Pre-accession Assistance (IPA) funds in Turkey following the strategic dialogue on the mid-term review that was held on 20 March in the Committee on Foreign Affairs.

Over the past years, our relationship with Turkey has faced many challenges, especially with the continued backsliding on the rule of law, democracy and human rights, particularly in the aftermath of the attempted coup in July 2016. The analysis in the Commission's annual report on Turkey shows that the country continues to move further away from Europe. In the context of the mid-term review of IPA, we have proposed significantly to reduce IPA funding for Turkey on the basis of objective criteria, in particular the country's lack of progress towards the EU and its low absorption capacity.

I thank honourable Members for their support on this. We will reorient our assistance even more towards areas of higher priority – democracy and governance, the empowerment of civil society, the rule of law and fundamental rights. We look forward to the formal endorsement of this proposal by the Member States in the IPA Committee in July.

In this current debate, it is important to emphasise that IPA funding remains a valuable instrument for the EU with which to underpin its relations with a breadth of stakeholders in Turkey. Turkey is a key partner and it is in our interest that this partner is stable and democratic. Recent thematic evaluations have also confirmed the relevance of IPA for longer-term reforms, despite important challenges in Turkey. IPA funds aim to improve Turkey's modernisation and development and to provide support for a wide range of crucial segments of Turkish society and its development. We must use these funds in the most effective way.

In its special report on Turkey, the European Court of Auditors concluded that assistance to Turkey is generally well designed and that projects deliver outputs. Nevertheless, it has also been rightly pointed out that there is much room for improvement. We take these issues very seriously and have already acted to address many of the report's recommendations. We are focusing more on conditionality in our approach. For example, in the area of the judiciary we have halted several projects with the Council of Judges and Prosecutors due to serious concerns about the independence of that body. We have also taken steps to increase the share of funds managed directly by the Commission.

Lastly, let me point to the fact that cooperation on home affairs and migration remains a top priority for both the EU and Turkey. This includes support for the development of an integrated border-management framework in line with EU standards and with full respect for fundamental rights and international law. The objective here is to prevent and combat cross-border crime. This involves the provision of effective tools for modern border surveillance systems. Let me reassure you that any equipment delivered for civilian purposes is used only for civilian activities and it is clearly defined and closely monitored.

Therefore, concerning the armoured (the word in German is *gepanzert*) vehicles, some of the excitement seems to stem from the fact that they are referred to in the press as military vehicles, and are sometimes even confused with armed vehicles, which they are absolutely not. The fact is that, for example, any EU officials visiting the Syrian border drive around in armoured vehicles: so the Turkish authorities can do so, and I think this is understandable. This false debate also casually overlooks the fact that some EU Member States actually continue to sell arms to Turkey.

Michaela Šojdrová, za skupinu PPE. – Paní předsedající, Turecko je náš strategický partner, a právě proto jsme zneklidnění vládní politikou a vývojem situace, kdy tisíce lidí, novinářů, akademiků jsou stále ve vězení.

Turecko je největším příjemcem naší finanční pomoci. Auditoři Evropského účetního dvora konstatují nedostatečný pokrok v podporovaných oblastech, jako je nezávislá justice, boj proti organizovanému zločinu nebo svoboda tisku. Hlavním důvodem je nedostatek politické vůle ze strany Turecka. Komise musí dát jasný signál prezidentu Erdoganovi, že Evropská unie nebude podporovat jeho diktaturu. Naši pomoc musíme důsledně podmiňovat dodržováním lidských práv a zásad právního státu. Musíme ji směřovat do podpory nevládních organizací a svobody médií.

Evropská unie musí Turecku dát jasné podmínky našeho partnerství. Pane komisaři, máte v Evropském parlamentu spojení. Obnovili jsme konečně po dvou letech jednání s poslanci tureckého parlamentu a očekáváme, že po červnových volbách by mohlo dojít k mnohem intenzivnější spolupráci.

Kati Piri, on behalf of the S&D Group. – Madam President, I would like to thank the Commissioner for his introduction. I have to say that, looking at the severity of this topic, I do hope in your answers that we will get more specific. I also want to say to the EPP that this is not a debate generally on Turkey. This is a very specific debate on IPA funds that were used, and we are very concerned about what happened to those funds. Let me continue in Dutch.

Voorzitter, bijna 36 miljoen euro: dat is het bedrag dat de EU in 2011 bijdroeg aan de koop van pantservoertuigen in Turkije voor een effectievere grensbewaking. Laat ik vooropstellen dat Turkije voldoende redenen heeft om haar buitengrenzen goed te monitoren. We kunnen het ons allemaal voorstellen. Maar toen de Cobra II-voertuigen in 2011 werden geleverd, waren ze voorzien om ingezet te worden aan de oostgrens. De oorlog in Syrië was nog niet begonnen, er was nog geen muur gebouwd aan de zuidgrens.

Anno 2018 is die situatie drastisch veranderd. De afgelopen maanden zijn er verschillende berichten gekomen van zowel mensenrechtenorganisaties als journalisten, dat mede met de inzet van de pantservoertuigen tientallen vluchtelingen zijn beschoten – soms met de dood tot gevolg – tijdens een poging de Turkse grens over te steken.

(De Voorzitter onderbreekt de spreker door een probleem met de vertolking)

In het contract dat in 2011 is gesloten, staat dat de pantservoertuigen enkel ingezet mogen worden voor surveillance. Mocht Turkije daarvan af willen wijken, dan dient zij daarvoor schriftelijk toestemming te vragen aan de Europese Commissie. Vandaar dan ook de vragen aan commissaris Hahn, met de schokkende verhalen van onder andere Human Rights Watch in de hand: heeft Turkije de Commissie om toestemming gevraagd om de pantservoertuigen te voorzien van warmtegevoelige camera's? Heeft de EU een eigen onafhankelijk onderzoek gestart naar de bevindingen? Ik hoor dat niet. En zo niet: bent u van plan om dat alsnog onmiddellijk te doen? De pijnlijke conclusie zou namelijk weleens kunnen zijn dat de EU impliciet medeverantwoordelijk is voor zeer ernstige mensenrechtenschendingen aan de Turks-Syrische grens.

Het feit dat alle fracties in het Parlement op verzoek van mijn collega Schaake en mijzelf hebben ingestemd met een debat over dit onderwerp toont aan hoe serieus wij dit nemen in het Parlement. Dit moet echt tot op de bodem worden uitgezocht. De middelen van het Instrument voor pretoetredingssteun (IPA) zijn bedoeld ter ondersteuning van een kandidaat-lidstaat om EU-normen op allerlei terreinen over te nemen. Van EU-geld pantservoertuigen financieren – zelfs als het geen militaire doelen heeft – vind ik op zich al dubieus, maar als dan óók nog eens blijkt dat de Cobra II worden gebruikt om met grof geweld te voorkomen dat vluchtelingen een grens kunnen oversteken, dan gaan bij mij alle alarmbellen af.

(De spreker gaat in op een 'blauwe kaart'-vraag (artikel 162, lid 8, van het Reglement))

Stanislav Polčák (PPE), otázka položená zvednutím modré karty. – Já bych se chtěl pouze zeptat: Vy jste hovořila o tom, aby si skupina Evropské lidové strany nepletla obecnou politickou debatu, asi v narážce na vystoupení paní kolegyně Šojdrové. Já si ale myslím, že ona skutečně mluvila o tom, že tyto aktivity Turecka rozhodně nepodporuje, ale mluvila i obecně o situaci v Turecku. Chci se vás zeptat, jestli tedy souhlasíte s tím, že situace v Turecku je krajně znepokojivá, vlastně jak o ní hovořila právě paní kolegyně Šojdrová?

Kati Piri (S&D), blue-card answer. – I think, as rapporteur on Turkey, having drafted a report every year, which your Group supported with a large majority, I think it's clear that we are concerned about the situation in Turkey. But I just want to make clear that we have here an oral question asking the Commission about investigating its responsibility about how EU-financed money was spent in Turkey. The conclusion could be that actually we are implicitly co-responsible for very serious human rights violations in the country. I just hope that in this debate we don't turn it into a general debate on Turkey, but we ask the Commission to answer specifically the various serious allegations that are in the media and reported by human rights organisations.

Charles Tannock, on behalf of the ECR Group. – Madam President, Turkey's prospects of joining the EU anytime soon now seem all but impossible. Erdogan's continued drift towards authoritarianism has seen the rule of law, a free media environment and Turkey's role as a reliable NATO ally undermined. Nevertheless, Turkey remains an important partner, and despite some calls in certain quarters to do away with IPA funding altogether, I believe that this would be a step too far for now. But it must be kept under review, as also is the case with suspending accession negotiations for EU accession – that also must be kept under review, particularly in the way Turkey chooses to treat Cyprus.

IPA II allocated about 40% of its budget to Turkey. I hope that IPA III will see a greater share given to the Western Balkans,

(The President interrupted the speaker)

which are in greater need and are much closer to EU accession. As was highlighted in the recent audit report of IPA funding to Turkey, there are mechanisms, such as the recourse to greater oversight of the distribution of funds, that are currently under-used. So I sincerely hope that such mechanisms will be used in future to avoid any potential alleged misuse of IPA monies by Turkey, because that is a very serious allegation indeed.

Marietje Schaake, on behalf of the ALDE Group. – Madam President, firstly, we are here today to discuss the EU pre-accession funding to Turkey and how it was used. So I am interested to learn from the Commission how much money the EU has, from 2014 until today, provided to Turkey, not just under IPA II, but basically broadly during those years. This would provide important context to the amount of money we spent.

Secondly, we requested this debate because it was reported that the Turkish military has used EU-funded Cobra vehicles to shoot at and forcefully push Syrian refugees back across the border. Now, if confirmed, EU funds would have been illegally used and the EU could be indirectly complicit in human rights violations. So has an independent investigation into these allegations been undertaken and, if confirmed, what will be the consequences? Would Turkey only have to pay back the money or would parts of the accession funding to Turkey be suspended as a result? In other words, what kind of accountability mechanisms are there? Because what we know is that the Commission has often been hesitant to use conditionality. It took amendments from us in this House to the 2017 budget to make sure that funds to Turkey were decreased as a direct response to the significant backsliding of the rule of law and democracy. Freezing and redirecting funds should be a proper policy option.

What is also clear is that there is a lack of transparency, monitoring and clarity on objectives when we look at funding. No one seems to know exactly how much money is spent, where, why and to what effect. The Court of Auditors – and our colleague mentioned this – drew similar conclusions in its May report and I am actually still waiting for answers to my written questions about this report.

The Commissioner is proposing new plans for EU pre-accession funding on 14 June as part of the broader budget package and of course we are happy in this House to push for making EU spending more transparent, accountable and effective. So we need to learn how funds will be governed and how Parliament can apply its scrutiny. We certainly will not want to see a repetition of the statements on migration and the hastily assembled trust funds over which this scrutiny is lacking.

Bodil Valero, för Verts/ALE-gruppen. – Fru talman! I går pratade vi om gränskontroller vid de inre gränserna. Kontentan av diskussionen var: för att återgå till öppna gränser inom EU måste vi skydda de yttre gränserna mot migranter och potentiella terrorister. Även om inte vi gröna håller med om den slutsatsen, är vi alla här i huset ense om att skyddet av gränserna inte får ske på bekostnad av de mänskliga rättigheterna.

Vi har också ett stort problem med att kandidatlandet Turkiet får stort ekonomiskt stöd av EU för att anpassa landet till EU:s regelverk och Turkiet har också fått stöd för att kunna ta hand om de oerhört många flyktingar som tagit sig från kriget i Syrien, och som EU vill stoppa från att nå Grekland. Så långt är allt okej – att pengarna kommer till – men när EU-sponsrade militära fordon används till att i stället med våld stoppa migranter från att ta sig in i Turkiet, och när flyktingar till och med skjuts när de försöker korsa gränsen, är det snarare så att vi i EU kan anklagas för att ha bidragit till att begå allvarliga brott mot de mänskliga rättigheterna. Kommissionen anser att Turkiet-överenskommelsen har varit lyckosam; jag ser att den bidragit till kränkningar av de mänskliga rättigheterna och att människor skjutits ihjäl. Det är oerhört allvarligt och vi vill ha svar på våra frågor.

Τάκης Χατζηγεωργίου, εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL. – Κυρία Πρόεδρε, είναι πάντα μεγάλη πρόκληση και πειρασμός, όταν μιλάς για την Τουρκία, να διευρύνεις το ζήτημα. Εγώ δεν θα το κάνω. Θα σταθώ πάνω στο θέμα που συζητάμε και που είναι η προενταξιακή βοήθεια προς την Τουρκία, η οποία δίνεται για πάρα πολύ συγκεκριμένους στόχους, δηλαδή να εναρμονίζεται η χώρα προς τα ευρωπαϊκά ζητήματα. Εδώ, όμως, υπάρχουν οι πληροφορίες που ήδη έχουν ληφθεί από μερικούς συναδέλφους ως τώρα – θα συνεχιστεί, νομίζω, στη συνέχεια και αυτό – ότι αυτή η προενταξιακή βοήθεια χρησιμοποιείται από την Τουρκία για αγορά αρμάτων, τα οποία στη συνέχεια καταπολεμούν, ουσιαστικά, τις δυνατότητες των προσφύγων να μπουν στη χώρα. Εάν δε ισχύουν και οι πληροφορίες ότι αυτά τα άρματα, που αγοράστηκαν με λεφτά της Ευρωπαϊκής Ένωσης, έχουν χρησιμοποιηθεί για να δολοφονήσουν ανθρώπους, τότε νομίζω ότι και εμείς είμαστε συνυπεύθυνοι σε μια κατάσταση στην οποία δεν έπρεπε σε καμιά περίπτωση να βρεθούμε. Ο κύριος Επίτροπος έχει πει κάτι διαφορετικό – το έχω ακούσει – ότι δεν είναι αυτά τα άρματα, είναι κάτι άλλο, αλλά υπάρχουν και οι πληροφορίες στις οποίες αναφέρθηκα και εγώ και συνάδελφοι, και νομίζω ότι έχετε κάθε δικαίωμα και υποχρέωση να διευκρινίσετε ποια πληροφορία έχετε εσείς συγκεκριμένα επί των καταγγελιών ότι δολοφονήθηκαν πρόσφυγες με λεφτά της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Fabio Massimo Castaldo, a nome del gruppo EFDD. – Signora Presidente, signor Commissario, onorevoli colleghi, la Turchia è oggi il principale beneficiario di fondi di assistenza preadesione, oltre 9 miliardi con cui finanziamo parte del *facility for refugees*, figlio dell'accordo illegittimo firmato due anni fa.

Questi soldi sarebbero serviti anche per l'acquisto di mezzi militari e blindati, apparecchi di sorveglianza e navi, utilizzati per pattugliare quei 900 chilometri di muro che la dividono dalla Siria: tre metri e mezzo di barre di cemento per smettere di pensare al problema dell'immigrazione, violando i diritti umani. Non finisce qui: secondo la Corte dei conti europea, i fondi sono inefficaci per mancanza di volontà politica e per un uso estremamente limitato della condizionalità.

Quanto ancora continueremo a farci prendere in giro dalla Turchia, sempre più lontana e sempre più autoritaria, dove le repressioni interne e le violazioni dei diritti umani non conoscono tregua?

Dalla Commissione deve arrivare un'indagine, una risposta chiara e precisa, non il solito silenzio assordante e quindi connivente. Altrimenti sacrifichiamo non solo i nostri valori, ma anche il coraggio della società civile turca. Il «business as usual» ci rende complici.

Marco Zanni, a nome del gruppo ENF. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, quasi 10 miliardi di euro negli ultimi due quadri finanziari pluriennali dei soldi dei cittadini europei sono finiti nelle tasche di un regime autoritario, che fa di questi fondi quello che vuole.

Io credo che l'Europa debba dare una risposta forte e di protezione dei cittadini alla Turchia e al regime di Erdoğan. Se l'Unione europea impone sanzioni alla Russia, impone sanzioni alla Siria e propone di legare il disborso di alcuni fondi a paesi dell'Europa dell'Est soprattutto al rispetto della *rule of law*, credo che allora un ragionamento profondo e un'azione concreta sui fondi IPA alla Turchia vada fatta.

Non più un euro dei soldi dei cittadini europei deve finire nelle tasche di un regime che non rispetta le regole e che non ha fatto alcun passo in avanti nel suo percorso verso l'Europa.

Ελευθέριος Συναδινός (NI). – Κυρία Πρόεδρε, σύμφωνα με το Ευρωπαϊκό Ελεγκτικό Συνέδριο, τα δισεκατομμύρια ευρώ προενταξιακής χρηματοδοτικής βοήθειας στην Τουρκία είχαν περιορισμένα αποτελέσματα. Εξαιτίας του «σουλτάνου» Ερντογάν, τα χορηγηθέντα κονδύλια δεν ικανοποίησαν θεμελιώδεις ανάγκες, όπως η ανεξαρτησία και η αμεροληψία του δικαστικού συστήματος, η καταπολέμηση της διαφθοράς υψηλού επιπέδου και του οργανωμένου εγκλήματος, η ελευθερία του τύπου και η πρόληψη των συγκρούσεων συμφερόντων. Το ελάχιστο που οφείλει η Επιτροπή είναι η υιοθέτηση ρήτρας διακοπής της προενταξιακής βοήθειας όσο η Τουρκία παραβιάζει ανοιχτά τις αρχές της δημοκρατίας και του κράτους δικαίου. Η πολιτική του κατευνασμού και της εκχώρησης αρμοδιοτήτων επί πληρωμή σε χώρες όπως η Τουρκία απέτυχε. Η ειρήνη και η ασφάλεια δεν εξαγοράζονται με χρήματα. Δεν λειτούργησε στο παρελθόν και δεν λειτουργεί και σήμερα. Οι αγαθοί σκοποί και η ήπια ισχύς των ανθρωπιστικών αξιών δεν αποτελούν ανάχωμα έναντι της σκληρής φυσικής βίας, όταν τα σύνορα και η κυριαρχία καταλύονται και οι λαθρομετανάστες προωθούνται ως άλλος δούρειος ίππος. Απαιτείται πυγμή και ευθεία απάντηση με τετελεσμένα και πράξεις έναντι κάθε απειλής και όχι υποτακτική συμμόρφωση σε κάθε λογής απαιτήσεις.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE). – Κυρία Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, είναι αποδεδειγμένο καθημερινά ότι όσο συνεχίζει η Ευρωπαϊκή Ένωση να ανέχεται και να χρηματοδοτεί την Τουρκία, η Τουρκία θα συνεχίσει να αποθρασύνεται, να προκαλεί, να πολλαπλασιάζει προβλήματα και να αφήνει εκτεθειμένη και την Ευρωπαϊκή Ένωση. Κύριε Επίτροπε, η χρηματοδότηση της Τουρκίας προέρχεται αποκλειστικά και μόνον από τις τσέπες των φορολογούμενων ευρωπαίων πολιτών. Ρωτήσατε τους ευρωπαίους πολίτες εάν σήμερα θέλουν να δίνουν έστω και ένα ευρώ για να χρηματοδοτούν την Τουρκία; Σας διαβεβαιώνω, αν τους ρωτήσατε, η απάντηση θα είναι ξεκάθαρη: καμία χρηματοδότηση στην Τουρκία γιατί οι ευρωπαίοι πολίτες πιστεύουν ακράδαντα στις αρχές και τις αξίες της Ευρωπαϊκής Ένωσης και αυτές τις αρχές και τις αξίες τις παραβιάζει και τις καταπατεί καθημερινά η Τουρκία. Είναι σχήμα οξύμωρο να χρηματοδοτούμε και να επιβραβεύουμε μια χώρα που ουσιαστικά περιφρονεί, καταπατεί κάθε ανθρώπινο δικαίωμα, προκαλεί και απειλεί χώρες μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Πού είναι η ευρωπαϊκή αλληλεγγύη στην Ελλάδα και στην Κύπρο, όταν απειλούνται από τη χώρα που χρηματοδοτείται, όταν απειλούνται από μια χώρα η οποία συνεχίζει να παίρνει χρηματοδότηση; Πολύ ορθά αναφέρατε ότι χώρες μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης συνεχίζουν να πωλούν όπλα στην Τουρκία. Η αμερικανική Βουλή πήρε απόφαση κατά πλειοψηφία να σταματήσει την πώληση όπλων στην Τουρκία γιατί δεν σέβεται η Τουρκία αρχές και αξίες, γιατί παραβιάζει κανόνες. Η Ευρωπαϊκή Ένωση θα πάρει τέτοια απόφαση να απαγορεύσει στις χώρες μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης την πώληση όπλων, όταν Αμερική η ίδια το σταμάτησε ενώ η Ευρωπαϊκή Ένωση είχε χίλιους λόγους για να απαγορεύσει στις χώρες μέλη την πώληση όπλων στην Τουρκία. Κύριε Επίτροπε, επιτέλους σε αυτή τη συνεδρίαση, και τελειώνω, πρέπει σε αυτή την Ολομέλεια, στον χώρο του Ευρωκοινοβουλίου, να απαντήσετε σήμερα ξεκάθαρα για την Τουρκία.

Θέλουμε μια τέτοια χώρα να συνεχίζουμε να την επιβραβεύουμε και να την χρηματοδοτούμε ή όχι...

(Η Πρόεδρος αφαιρεί τον λόγο από τον ομιλητή.)

Μιλτιάδης Κύρκος (S&D). – Κυρία Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, θα ήθελα να υπενθυμίσω τα λόγια του προέδρου Juncker: η ενταξιακή πορεία μιας χώρας δεν είναι κάτι απλό, είναι μια απόφαση που παίρνεται για μια ολόκληρη γενιά. Αγαπητοί φίλοι, η στάση μας ως προς μια χώρα δεν είναι διακόπτης να τον ανοιγοκλείνουμε όποτε θέλουμε. Μια τέτοια στιγμή, πριν από κρίσιμες επερχόμενες εκλογές, δεν μιλάνε για χρήματα. Αυτό που προέχει είναι να ζητήσουμε από την τουρκική κυβέρνηση ισότιμες και απρόσκοπτες εκλογές. Ένας σημαντικός τούρκος πολιτικός δήλωσε χθες (ο ομιλητής μιλάει τουρκικά) ή για να το πω ευρωπαϊκά: «Προς τα πού; Προς την Ευρώπη. Πώς; Με δημοκρατία και προσωπικές ελευθερίες». Θα ήθελα να το ακούσω αυτό από όλους τους τούρκους πολίτες ή πολιτικούς και να προσθέσω δίπλα σε αυτό το «ειρήνη και ασφάλεια στην περιοχή μας». Στους τούρκους πολίτες, αυτό το 79% που διεκδικεί την ευρωπαϊκή προοπτική της χώρας τους, πρέπει να δηλώσουμε καθαρά πως δεν εγκαταλείπουμε αυτούς που προσβλέπουν σε εμάς για βοήθεια. Η Ευρωπαϊκή Ένωση οφείλει να δηλώσει παρούσα.

Ангел Джамбазки (ECR). – Г-жо председател, за никого не е тайна, че Турция не е демократична държава, напротив. За никого не е тайна, че турският президент е диктатор, нарушава свободата на словото, свободата на изразяване, на журналистиката в собствената си държава. За никого не е тайна, че тази държава се меси недопустимо във вътрешните работи на съседните си държави и е заплаха за тях. За никого не е тайна, че тази държава намира и си купува поддръжка навсякъде по света. За никого не е тайна, че тук и в тази зала има колеги, които работят за каузата на Турция – недемократична, неевропейска държава.

Разбира се, че Турция използва парите, които ѝ се дават, за да купува техника и да machka всички, които не са съгласни с нея (т.е. военна техника, всички ние го знаем). И е крайно време да престанем да си заравяме главата в пясъка. За никого не е тайна, че тази държава не е европейска, няма да бъде европейска и не може да бъде част от Европейския съюз. Затова, уважаеми колеги, е крайно време да се сложи край на лицемерието. Време е да се спре плашането от парите на европейските данъкоплатци за един диктатор. Затова е време преговорите да бъдат прекъснати и нещата да бъдат казани честно.

Nadja Hirsch (ALDE). – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Als offizieller Beitrittskandidat wird die Türkei finanziell unterstützt, um politische, wirtschaftliche und zivilgesellschaftliche Reformen voranzutreiben, und das mindestens mit neun Milliarden Euro im Zeitraum 2007-2020. Anlass der heutigen Debatte ist der aktuell noch mutmaßliche Missbrauch von EU-Geldern durch die türkische Regierung. Es geht uns hier weniger um die Anschaffung von Material zur Sicherung der Außengrenzen, sondern vielmehr um den menschenverachtenden Einsatz gegen Flüchtlinge an der türkisch-syrischen Grenze. Wir brauchen hier eine vollständige Aufklärung und Untersuchung, damit die Glaubwürdigkeit nicht infrage gestellt wird.

Der Fall zeigt ein weiteres Grundproblem: Die EU-Beitrittsilfe an Kandidatenländer fließt auch dann weiter, wenn der Prozess de facto schon längst auf Eis liegt. Diese Abhängigkeit vom formalen Beitrittsstatus muss geändert werden. Verlässt ein Land wie die Türkei den Weg der europäischen Werte, müssen Mittel gekürzt oder ganz gestrichen werden können. Das ist auch eine Frage der Glaubwürdigkeit.

Judith Sargentini (Verts/ALE). – Voorzitter, ik ben de veertiende spreker. In het begin leverde de commissaris een bijdrage waarin hij zei dat dit debat eigenlijk op een misverstand gestoeld was. Ik vraag me nog steeds af waarom dat misverstand dan nog niet opgeklaard is als de Europese Commissie Turkije financiert voor het aanschaffen van twee Cobra-voertuigen, een soort lichte tanks die ook heel erg eenvoudig kunnen worden uitgerust met een raketwerper.

Overigens zijn die Cobra's gemaakt door een Turks defensiebedrijf, dus we financieren een Turks defensiebedrijf voor Turkse lichte tanks die kunnen worden uitgerust met raketwerpers.

Waar zit dan het misverstand? Zat het misverstand in 2011 toen we dat deden, of was het een misverstand toen de raketwerpers er ook echt opgezet werden?

Als we weten dat Turkije aan de grens vluchtelingen beschiet en terugduwt naar Syrië, dan denk ik inderdaad dat we hier een joekel van een misverstand hebben. Maar dat zit hem niet in die tanks alleen.

Κώστας Χρυσόγονος (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, κοινή διαπίστωση των αρμόδιων οργάνων της Ευρωπαϊκής Ένωσης, όπως το Ευρωπαϊκό Ελεγκτικό Συνέδριο, η Επιτροπή και άλλα, είναι ότι ο Μηχανισμός Προενταξιακής Βοήθειας προς την Τουρκία δεν αποδίδει τα αναμενόμενα αποτελέσματα. Αντί για πρόοδο, υπάρχει σοβαρή οπισθοδρόμηση στη χώρα αυτή σε ό,τι αφορά την ανεξαρτησία και αμεροληψία της δικαιοσύνης, την ελευθερία του Τύπου, την πολιτική διαφθορά κ.λπ. Πολλά δισεκατομμύρια ευρώ βοήθειας της Ένωσης προς την Τουρκία έχουν κατασπαταληθεί την τελευταία δεκαετία. Μοναδικό αποτέλεσμα είναι να αποθρασύνεται ολοένα και περισσότερο το καθεστώς Ερντογάν και να ακολουθεί πλέον πρακτικές τρομοκρατικής οργάνωσης, όπως συνέβη στην περίπτωση της αρπαγής, ουσιαστικά, ως ομήρων των δύο Ελλήνων στρατιωτικών με στόχο την ανταλλαγή τους με τούρκους φυγάδες. Η Ευρωπαϊκή Ένωση πρέπει να διακόψει την καταβολή χρηματοδοτικής βοήθειας προς την Τουρκία προκειμένου να αντιληφθούν οι τούρκοι ιθύνοντες ότι δεν μπορούν να μας εμπαίζουν ατιμωρητί.

Gilles Lebreton (ENF). – Madame la Présidente, l'Union européenne a décidé de verser plusieurs milliards d'euros à la Turquie sur la période 2014-2020 pour préparer son adhésion. L'adhésion de la Turquie à l'Union est une mauvaise idée depuis le départ car, historiquement et culturellement, la Turquie n'est pas un État européen, c'est au contraire un adversaire traditionnel de l'Europe, qui continue d'ailleurs à occuper une partie de Chypre en violation du droit international.

Depuis juillet 2016, le président Erdogan a en outre pris prétexte d'une tentative de coup d'État pour violer la liberté de la presse, le droit à la sûreté et l'ensemble des valeurs européennes. Enfin, la Cour des comptes européenne a révélé en 2018 que la Turquie n'a jamais utilisé l'argent versé par l'Union pour rapprocher sa législation des normes européennes.

Dans ces conditions, continuer à verser de l'argent à la Turquie n'a aucun sens. Je demande à l'Union européenne de mettre fin au processus d'adhésion de la Turquie et d'arrêter de verser l'aide à la préadhésion de ce pays.

Νίκος Ανδρουλάκης (S&D). – Κυρία Πρόεδρε, πριν από τρεις μήνες ανέδειξα με γραπτή μου ερώτηση το θέμα το οποίο συζητάμε σήμερα. Ακόμα όμως, αγαπητέ κύριε Επίτροπε, δεν έχω λάβει απάντηση. Η χρήση ευρωπαϊκών κονδυλίων για τη χρηματοδότηση αγοράς τεθωρακισμένων οχημάτων ανανώρισης από την τουρκική κυβέρνηση παραβιάζει και το πνεύμα των ευρωπαϊκών συνθηκών και την κοινή λογική. Η Τουρκία είναι μία χώρα που τα ανθρώπινα δικαιώματα παραβιάζονται συνεχώς. Τέτοια οχήματα μπορεί να χρησιμοποιηθούν σε επιχειρήσεις εσωτερικής ασφάλειας κατά των πολιτών της. Επίσης, εξυπηρετούν ανάγκες αναγνώρισης σχηματισμών ελιγμού σε πολεμικές επιχειρήσεις, όπως αυτές που διεξάγονται αυτή τη στιγμή στη Συρία. Είναι ακατανόητο, αυτή τη στιγμή που η Τουρκία συνεχίζει να κρατά φυλακισμένους παράνομα δύο Έλληνες στρατιώτες, παραβιάζει τα κυριαρχικά δικαιώματα της Κύπρου και έχει εισβάλει παράνομα στη Συρία, να χρηματοδοτούμε την αγορά τέτοιων οχημάτων. Δεν μπορεί η Τουρκία να χρησιμοποιεί με αυτό τον τρόπο τα προενταξιακά κονδύλια με την ανοχή σας. Αυτό πρέπει να σταματήσει. Σε άλλη περίπτωση, θα είστε συνυπεύθυνοι για την τουρκική προκλητικότητα. Τα χρήματα αυτά πρέπει να χρησιμοποιούνται μόνο για κοινωνικούς σκοπούς.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, η Τουρκία έχει βρει μια αゲλάδα την οποία αρμέγει. Έχει βρει την Ευρωπαϊκή Ένωση και παίρνει έξι δισεκατομμύρια ευρώ για το προσφυγικό, ενώ υποθάλπει το δουλεμπόριο και γεμίζει την Ελλάδα με χιλιάδες πρόσφυγες και παράνομους μετανάστες. Αξιοποιεί τα χαμηλότοκα δάνεια της Ευρωπαϊκής Τράπεζας Επενδύσεων παίρνοντας για το 2016 2,3 δισεκατομμύρια ευρώ. Αξιοποιεί τα κονδύλια της προενταξιακής διαδικασίας και χρησιμοποιεί αυτά τα κονδύλια για τεθωρακισμένα οχήματα σε σκοπούς μη πολιτικούς. Από και πέρα, τα κάνει όλα αυτά τη στιγμή που απειλεί την Ελλάδα, απειλεί την Κύπρο, συνεχίζει μέχρι αυτή τη στιγμή να έχει φυλακισμένους τους δύο Έλληνες στρατιωτικούς. Θα τα ανεχόμαστε αυτά όλα; Για αυτό, λοιπόν, λέμε: διακοπή εδώ και τώρα των ενταξιακών διαπραγματεύσεων, διακοπή εδώ και τώρα της καταβολής των κονδυλίων της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Κυρώσεις κατά του «σουλτάνου» και της παρέας του. Απαγόρευση πώλησης όπλων προς την Τουρκία.

Ali Nedzhmi (ALDE). – Madam President, the IPA funds are investments which contribute to both the accession countries and to the Union. While these funds help our partners to implement political and economic reforms, they also help the EU to reach its objectives regarding a sustainable economic recovery, energy supply, transport, environment and climate change. The modal sector approach of IPA II promotes structural reform that helps to transform a given sector and reach the EU standards. The ECA assessment of the pre-accession assistance to Turkey shows that it has been well designed but encountered difficulties in supporting sector-wide reforms. Assessing the implementation in three priority sectors – the rule of law, governance and human resources – reveals a mixed picture. Despite the difficulties in the implementation of IPA in Turkey, it is indisputable that, without this programme for our partners, it would be more difficult to fulfil EU membership obligations and support the political reforms, economic, social and territorial development. Concerning the use of conditionality related to the implementation of IPA, there is a need to assess what would be the impact of the pre-accession fund if negotiations are suspended. In this case, under IPA2 there are no explicit provisions for suspensions of the funds.

Georg Mayer (ENF). – Frau Präsidentin! Die Unentschlossenheit und die Trägheit in der Türkeifrage sind schon besonders bemerkenswert. Entweder verfolgt die Kommission hier eine besonders ausgeklügelte Strategie, oder es ist einfach blanke Hilflosigkeit. Denn wir sind hier – und das zieht sich ja durch das gesamte Haus – ständig besorgt über die Lage in der Türkei, und wir diskutieren zum x-ten Mal darüber. Die Zustände in der Türkei sind auch wirklich unhaltbar, sowohl was die demokratischen Rechte und die Bürgerrechte als auch die Pressefreiheit betrifft. Gehandelt wird nie. Es werden leere Worte hier im Haus geschwungen.

Wir haben das schon mehrfach gehört: Insgesamt werden neun Milliarden Euro als Heranführungshilfe an die Türkei bezahlt. Und was passiert mit diesem Geld? Keinerlei Kontrolle! Wir hätten auf der anderen Seite gut die Möglichkeit, die Lücke im Budget, die die Briten hinterlassen, mit diesen neun Milliarden zu füllen. Es bleibt nur eines zu sagen: Die Forderung, die wir stellen, bleibt: sofortige Beendigung der Beitrittsverhandlungen und sofortige Aussetzung der Zahlung europäischer Steuergelder an die Türkei.

Elly Schlein (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, secondo un'inchiesta a cui hanno partecipato diverse testate giornalistiche, la Turchia avrebbe utilizzato dei veicoli blindati finanziati dall'Unione europea per compiere respingimenti forzati di rifugiati verso il territorio siriano. È gravissimo. Non bastava il cinico accordo che ha bloccato 14 000 persone in condizioni inumane sulle isole greche, ma si forniscono strumenti militari che possono essere utilizzati contro le persone.

Sappiamo che secondo l'accordo dovevano essere usati solo per controllare le frontiere, ma, Commissario, come potete controllare il reale utilizzo di questi mezzi? Siete disposti a interrompere, a sospendere questi fondi? E come potete mettere noi in condizione di verificare come vengono spesi i soldi dei cittadini europei?

Questo Parlamento è stufo di vedere calpestate le sue prerogative, così come è successo sull'accordo in aperta violazione dei trattati.

Ana Gomes (S&D). – Senhora Presidente, o relatório de 2018 sobre a Turquia expõe os problemas profundos, de fundo, na aplicação dos fundos ao abrigo do instrumento de assistência de pré-adesão destinada ao reforço da capacidade da sociedade civil e à promoção do diálogo social da Turquia. Nada de surpreendente. Nenhum destes objetivos é do interesse de Erdogan, demasiado ocupado a destruir a democracia e o Estado de Direito e a reprimir violentamente a minoria curda, a oposição e todos os que ousem fazer-lhe frente.

A Comissão e o Conselho não podem deixar-se chantagear por aquilo que, desgraçadamente, dizem ser bom trabalho de Ancara quanto a fluxos migratórios, como se sublinha no relatório, e não podem pôr uma pedra sobre Afrin e o esmagamento de sírios e afegãos pelo exército turco na fronteira, alegadamente através do recurso a veículos militares Cobra II financiados pela União Europeia. Se isto se confirma, é uma vergonha, é uma desgraça para todos nós. A Comissão e o Conselho têm de responder sobre estas gravíssimas alegações.

Não existem condições para continuar o processo de adesão da Turquia à União Europeia, mas a União Europeia tem, mais do que nunca, a continuar a apoiar a corajosa sociedade civil turca. Para isso, o apoio IPA ou outro tem de proteger quem é apoiado, mas também tem de ser profundamente escrutinado. Para quem estão hoje a ir os fundos dos contribuintes europeus?

Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já chci vyslovit své obavy o budoucnost Turecka a připojit se ke svým kolegům, pokud jde o to vážné podezření o neodpuštělném, nelegálním použití evropských prostředků. Já si myslím, že tato věc se musí důkladně vyšetřit.

Každý stát má samozřejmě právo chránit své hranice, ale musí se tak dít způsobem slučitelným s ochranou lidských práv. Zároveň bych chtěl říci, že si přeji pokračování dohod právě s Tureckem, ale musí je chtít plnit i ta druhá strana podle sjednaných podmínek. Já mám opravdu velmi vážné obavy o budoucnost Turecka a o to, zdali zde skutečně nevidíme zrod nového autoritářského režimu nebo dokonce diktatury, ale zdali tomu také tak trochu nepomáháme.

Byl bych velmi rád, když se bude někdy historie ptát, co dělala Evropská unie právě v tomto rozhodném okamžiku pro Turecko, abychom se nemuseli stydět.

Δημήτρης Παπαδάκης (S&D). – Κυρία Πρόεδρε, το θέμα το οποίο συζητούμε σήμερα αναδεικνύει συνολικά τη στάση της Τουρκίας απέναντι στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Δίνονται χρήματα για τη φύλαξη των συνόρων και χρησιμοποιούνται αυτά τα χρήματα για να δολοφονούνται άοπλοι και άμαχοι στα σύνορά της. Δίνονται χρήματα στην Τουρκία για να προσεγγίσει τις ευρωπαϊκές αρχές και αξίες και την ίδια στιγμή βλέπουμε να απομακρύνεται όλο και περισσότερο. Δίνονται χρήματα στην Τουρκία με την ελπίδα ότι θα γίνει μία δημοκρατική χώρα και θα ακολουθήσει τον δρόμο της Ευρώπης και, αντίθετα, βλέπουμε έναν ανταγωνισμό μεταξύ του κυρίου Ερντογάν, που δεν είναι το μοναδικό πρόβλημα, και της αντιπολίτευσης στον δρόμο του εθνικισμού. Μήπως ήρθε η ώρα να ακολουθήσουμε έναν άλλο δρόμο; Τον δρόμο των κυρώσεων κατά της Τουρκίας κατ' αντίστοιχο τρόπο όπως ακολουθείται με τη Ρωσία; Η απάντηση νομίζω πρέπει να δοθεί άμεσα.

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, credo che dovrebbe essere chiaro al Commissario che questo Parlamento rigetta l'idea che si possa continuare ad erogare i fondi di preadesione.

Se non bastano al Commissario i massacri di Afrin, i massacri ai danni del popolo curdo, quello che avviene costantemente nella repressione di insegnanti e giornalisti, quello che avviene, segnalato dalle ONG, a danno dei profughi, in primo luogo siriani, forse potrebbe svegliare la memoria del Commissario quello che ha detto la Corte dei conti dell'Unione europea su come Erdoğan utilizza questi fondi.

Ecco, io credo che sia una vergogna, una vergogna, i soldi che diamo a Erdoğan, ormai più di 6 miliardi per bloccare i flussi migratori, che sia un vero e proprio crimine contro l'umanità. E aggiungo, si è parlato di democratizzazione: perché il Parlamento europeo non invia, perché Erdoğan non ha invitato osservatori del Parlamento europeo alle prossime elezioni?

Io mi recherò in Turchia per osservare le elezioni, ma ci andrò senza la possibilità della copertura di questo Parlamento. Questa è la Turchia democratica.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Madam President, I would like to say to the Commissioner that we need to put democratic conditionality in all the agreements with Turkey. The abuse of power in Turkey is really a scandal. Journalists, teachers, human rights defenders and politicians like the HDP leader, Mr Demirtas, are in jail, as are MPs. I am a member of the parliamentary delegation to Turkey in the European Parliament and we are very worried. The bad use of European money to suppress human rights is a scandal. Trapping millions of refugees to stop them from entering the European Union is terrible. We cannot have this complicity in the possible violation of the international rights of refugees. We cannot pay to kill.

Seán Kelly (PPE). – Madam President, MEPs from all across the House have expressed their concern at the misuse of funding from IPA funds in Turkey, and that is understandable because funds should be used for proper purposes and especially not for military purposes. However, I would like to ask Commissioner Hahn, in his regard, especially in relation to migration, when Jean-Claude Junker first announced funding here in Parliament we were almost overwhelmed in Europe by the migration crisis. It threatened to bring down Europe. Have things stabilised since? They seem to have and how much is that attributable to funding with Turkey?

I know that we have to be hugely concerned about the disrespect for the rule of law, the lack of freedom of the press, judiciary, etc., in Turkey and I can safely say as a result of that that nobody in this House will be here the day that Turkey walks in here as Members of the European Parliament.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κυρία Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, μπορείτε να αγνοείτε την άποψη των ευρωπαίων πολιτών. Θα συμφωνήσετε μαζί μου, όμως, ότι δεν μπορεί κανένας μας, ούτε και εσείς, να αγνοείτε τις ευρωπαϊκές συνθήκες, οι οποίες προνοούν ότι, για να είναι ένα κράτος μέλος σε ενταξιακό καθεστώς, πρέπει να πληροί τα γνωστά κριτήρια της Κοπεγχάγης, όπως ονομάστηκαν. Θα σας διαβάσω μόνο το ένα, το πρώτο κριτήριο, το οποίο αναφέρεται στις συνθήκες: «για να ξεκινήσουν οι διαπραγματεύσεις προσχώρησης, πρέπει η χώρα να πληροί το πρώτο κριτήριο», «σταθερότητα των θεσμών που εγγυώνται τη δημοκρατία, το κράτος δικαίου, τα δικαιώματα του ανθρώπου και τον σεβασμό και την προστασία των μειονοτήτων». Αν πιστεύετε ότι η σημερινή Τουρκία τα πληροί, να μας το πείτε, αν όχι, πείτε μας πώς θα πάρουμε πίσω – όχι μόνο να τερματίσουμε την παραχώρηση νέων κονδυλίων, αλλά πώς θα πάρουμε πίσω – εκείνα που καταχρηστικά το καθεστώς Ερντογάν χρησιμοποιεί εναντίον των πολιτών της Τουρκίας και εναντίον των μειονοτήτων, πρωτίστως, εναντίον των Κούρδων.

Julie Ward (S&D). – Madam President, regarding Turkey's journey on the European path, it's important to talk about ongoing Turkish attacks on the Kurds, including recent attacks on the peaceful citizens of Afrin, which have resulted in mass displacement and many deaths.

One body that still lies under the rubble is that of Anna Campbell, a young fair-minded British woman who was moved to join the Kurdish Women's Protection Unit last year. Anna was killed 11 weeks ago whilst helping to evacuate civilians. Her bereaved family are suffering immensely. Meanwhile, the Turkish authorities refuse to give access to Anna's body, and Theresa May shakes hands with President Erdogan.

I visited Kurdistan many times, recently with the Women's Delegation for Peace in northern Syria. I have met with bereaved Kurdish families, and I know that Turkey frequently refuses to allow them to give the victims a proper burial. I therefore urge the High Representative to take diplomatic action to help Anna's family and demand an end to the vicious Turkish attacks on peaceful Kurds.

Νεοκλής Συλικιώτης (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, η κατάσταση στην Τουρκία οξύνεται. Η διάλυση του κράτους δικαίου, η καταπάτηση ανθρωπίνων δικαιωμάτων και βασικών ελευθεριών, η όξυνση εναντίον των Κούρδων και η φήμωση των δημοσιογράφων συνθέτουν τις απάνθρωπες συνθήκες που επικρατούν. Ο κύριος Ερντογάν, με το πρόσχημα της απόπειρας πραξικοπήματος, η κρατική τρομοκρατία που συνεχίζει να φυλακίζει και να βασανίζει παράνομες χιλιάδες ανθρώπους, ενώ η Τουρκία συνεχίζει να καταπατά το διεθνές δίκαιο και να κατέχει παράνομα και δια της βίας των όπλων κράτος μέλος της Ευρωπαϊκής Ένωσης και, πέραν αυτού, με πειρατικές επιθετικές ενέργειες να αμφισβητεί τα κυριαρχικά δικαιώματα της Κύπρου στην κυπριακή ΑΟΖ. Δεν μπορεί, λοιπόν, να δικαιολογηθεί καμιά χορήγηση κονδυλίων από τον Μηχανισμό Προενταξιακής Βοήθειας. Η προενταξιακή βοήθεια δίνεται για να στηρίζει η Ευρωπαϊκή Ένωση τις χώρες να υλοποιήσουν μεταρρυθμίσεις, ώστε να εναρμονιστούν με το ευρωπαϊκό κεκτημένο. Είναι απαράδεκτο να ζητείται να δοθεί οποιαδήποτε οικονομική στήριξη στην Τουρκία όταν, όχι μόνο δεν εργάζεται για την υλοποίηση των συμβατικών της υποχρεώσεων, ως υποψήφια προς ένταξη χώρα, αλλά καταστρατηγεί βάναντα τις αρχές και τις αξίες τις οποίες διακηρύσσει η Ένωση.

(Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot päättyvät)

Johannes Hahn, Mitglied der Kommission. – Frau Präsidentin! Danke für die zahlreichen Wortmeldungen, die mir auch die Möglichkeit geben, verschiedene Dinge klarzustellen. Ob ich damit erfolgreich bin, weiß ich nicht.

Zunächst einmal: Diese IPA-Mittel. Es ist eine Fehleinschätzung oder ein nicht vollständiges Wissen, wenn man glaubt, dass das bedeutet, dass ein bestimmter Betrag an die Türkei überwiesen wird, und das ist es. Nein, Vorbeitrittshilfen basieren auf Programmen, auf bestimmten Projekten, die mit uns vereinbart werden, die finanziert werden und die erst bezahlt werden, wenn abgerechnet wird. Nur damit das einmal klargestellt ist. Es wird auch immer wieder vom Europäischen Rechnungshof und von anderen Kontrollinstitutionen bestätigt, dass hier die Dinge ordentlich vonstatten gehen. Nur als grundsätzliches Verständnis einmal.

Zum Zweiten: Ich habe jetzt, glaube ich, etwas über 30 Rednerinnen und Redner gehört, die sich überwiegend kritisch bis ablehnend geäußert haben, was Vorbeitrittshilfen an die Türkei angeht, und gesagt haben, dass diese Vorbeitrittshilfen gestoppt gehören. Ich darf Ihnen sagen: Es gibt gegenwärtig 26 Mitgliedstaaten von 28, die für die Beibehaltung des Status quo – aussetzen oder nichtweiterverfolgen der Verhandlungen – und eine entsprechende Anpassung der Vorbeitrittshilfen eintreten. Von den Rednerinnen und Rednern, die sich heute zu Wort gemeldet haben, war ein einziger aus Österreich, einem der Länder – Österreich und Dänemark sind die beiden –, die für die Beendigung des Beitrittsverfahrens sind. Alle 26 anderen sind für den von mir eben beschriebenen Status quo. Und solange es diesen Status quo gibt, gibt es auch Vorbeitrittshilfen. Was ich gemacht habe, ist, dass ich entsprechend der Aufforderung des Europäischen Rates einen Vorschlag unterbreitet habe, diese Vorbeitrittshilfen den Gegebenheiten anzupassen. Und ich darf Ihnen sagen, dass ich in diesem Vorschlag viel weiter gegangen bin als das Budget, das dieses Haus gemeinsam mit dem Europäischen Rat für 2018 für die Türkei beschlossen hat. Dieses Haus hat eine weitaus geringere Kürzung ver-

einbart mit dem Rat, als ich vorgeschlagen habe. Und ich hoffe, dass mein Vorschlag für die Kürzung von 2018-2020 auch Ihre Unterstützung findet. Wenn ich Ihren Wortmeldungen folgen darf, kann ich wohl davon ausgehen.

Wir haben in diesem Haus auch öfters darüber diskutiert, dass es in der Türkei einen erheblichen Teil der Gesellschaft gibt – und wenn wir das Ergebnis des Referendums zur Verfassungsänderung heranziehen, ist das ungefähr die Hälfte der Gesellschaft –, der eine andere Auffassung vertritt als Erdoğan und seine Partei. Es war immer wieder auch hier im Haus die Auffassung, dass dieser Teil der Gesellschaft unterstützt gehört, nicht zuletzt auch durch entsprechende Maßnahmen der Europäischen Union, etwa im Rahmen der Vorbeitrittshilfen. In diesem Sinne versuchen wir auch – und haben es schon getan –, die Mittel umzulenken, und zwar massiv in den Beitrag zur Förderung der Zivilgesellschaft und hier auch auf die Art und Weise, dass wir vom indirekten Management zu einem direkten Management gehen, dass eben die Gelder von unserer Delegation direkt verwaltet werden, dass wir direkt mit den Zivilgesellschaften zusammenarbeiten, um hier sicherzustellen, dass die Mittel ordentlich verwendet werden.

Nun vielleicht zum eigentlichen Anlassfall dieser Debatte: Ich habe schon in meinem einleitenden Statement gesagt: Es war auch immer wieder – auch hier im Haus – die Auffassung: Die Türkei gehört unterstützt, wenn es darum geht, die externen Grenzen zu schützen, um eben illegale Immigration hintanzuhalten beziehungsweise um einfach die Grenzen zu kontrollieren. Für diesen Zweck hat es eine finanzielle Unterstützung gegeben, was den Ankauf gepanzerter, aber nicht bewaffneter Fahrzeuge anbelangt. Im Englischen klingt das ähnlich, und möglicherweise hat das auch zu dieser Konfusion geführt. Wir sind aufgrund der Vorwürfe den Dingen nachgegangen, und ich kann Ihnen hier heute sagen: Wir haben keine Evidenz, dass Geräte, die von uns finanziert wurden, dazu verwendet wurden, auf Flüchtlinge zu schießen. Wenn Sie mir Evidenzmaterial dazu zur Verfügung stellen können, bin ich sehr froh. Unsere Recherchen, unsere Kontrollen haben keinen Beleg erbracht.

Ich kann natürlich nicht ausschließen, dass aus einem dieser Fahrzeuge auch geschossen wurde. Es kann auch aus einem nicht gepanzerten Fahrzeug geschossen werden. Aber was ich festhalten möchte, ist: Wir haben mit EU-Geldern keine Panzer finanziert, sondern gepanzerte Fahrzeuge, die auch den Schutz von Zivilpersonal bei der Grenzsicherung bieten, genauso wie es von unserem Personal verwendet wurde. Ich bitte Sie, das einmal zur Kenntnis zu nehmen. Und ich darf nochmals dazu einladen: Wenn Sie konkrete Belege, Beweise haben, bin ich mehr als dankbar, denn ich habe genauso wie Sie ein Interesse, Dinge aufzuklären und ein für allemal sicherzustellen, dass Dinge korrekt verwendet wurden. Zum jetzigen Zeitpunkt, mit heutigem Wissensstand kann ich festhalten, dass es diesbezüglich keine missbräuchlichen Verwendungen gegeben hat.

Wie gesagt, wir haben jetzt diesen Status, was die Vorbeitrittshilfe anbelangt. Ich habe vorgeschlagen, sie insgesamt für die verbleibende Periode 2018-2020 um etwa 40 % zu kürzen. Ein Großteil geht eben in zivilgesellschaftliche Projekte bzw. auch in die Vollendung gewisser Infrastrukturprojekte, wie eben eine Eisenbahnverbindung etwa nach Bulgarien. Das wollte ich gesagt haben, und ich bedanke mich nochmals für die Debatte.

VORSITZ: EVELYNE GEBHARDT

Vizepräsidentin

Die Präsidentin. – Danke schön, Herr Kommissar! Ich bin sicher, dass meine Kollegen und Kolleginnen, falls sie Beweise haben, sie Ihnen auch weitergeben werden.

Die Aussprache ist geschlossen.

27. Gleichstellung der Geschlechter und Stärkung der Rolle von Frauen: Veränderung des Lebens von Mädchen und Frauen mithilfe der EU-Außenbeziehungen (2016-2020) (Aussprache)

Die Präsidentin. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über den Bericht von Linda McAvan und Dubravka Šuica im Namen des Entwicklungsausschusses und des Ausschusses für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter über die Umsetzung der gemeinsamen Arbeitsunterlage (SWD(2015)0182) zum Thema „Gleichstellung der Geschlechter und Stärkung der Rolle von Frauen: Veränderung des Lebens von Mädchen und Frauen mithilfe der EU-Außenbeziehungen (2016-2020)“ (2017/2012(INI)) (A8-0167/2018).

Linda McAvan, Rapporteur. – Madam President, the report that we are debating tonight is an implementation report on the EU's Gender Action Plan for external relations 2016-2020 — the so-called GAP II report. What we are looking at is whether or not we are delivering on the pledges we signed up to. What we are not debating tonight is whether or not we need gender action in our external relations. We had that debate two years ago and we agreed we needed a much stronger focus in this new programme, not just in development policy like the last Gender Action Plan, but right across our external relations: in trade, in our neighbourhood policy and in our global strategy. That is why I am pleased, Commissioner Hahn, that you are here tonight as well, because it is not just Commissioner Mimica who is involved, it is all our Commissioners, in external action.

What did we find when we looked at how we are doing so far? It is, of course, early days. We based our work on year one of the Gender Action Plan, but I think so far, we are seeing some very positive progress. It is never easy to engineer cultural change, and to get gender action taken more seriously, that is what we need. We need to move away from the days when the gender responsibility was given to the youngest, newest member – often female – of our delegations in our partner countries. What we are seeing now is that it is now the clear responsibility of the ambassadors in our delegation, and of senior officials in our services, who are responsible for gender action, and they have to give an annual report to make sure that they can be held to account. So far, 81% of delegations of our embassies have submitted their gender reports, as have 22 Member States, because our Member States have also signed up to this plan.

We have seen an increase in the number of projects specifically aimed at women, and we are also seeing that all projects have to have some form of gender screening. We have seen the creation of gender focal points and gender champions in our delegations, but I would like to see further progress inside the Commission's headquarter services in Brussels as well, to see them focus more actively on this. We have seen some good practice in some embassies in some of our delegations, and we need a platform, a mechanism, to make sure the good practice and the good projects are exchanged.

Of course, the real point of the Gender Action Plan is not about collecting data or nominating gender focal points; it is really about making positive changes to the lives of women and girls in our partner countries, many of which are some of the poorest countries on our planet. I saw one of these projects a couple of weeks ago in Uganda, where we met women and girl refugees from South Sudan living in refugee settlements, and they were receiving psychological support because they have been victims of conflict and victims of appalling sexual violence. I have seen the work we are supporting in the Panzi Hospital in eastern Congo, which is run by Dr Denis Mukwege, our Sakharov Laureate. It is also about supporting women's political voice, like in Kenya, where I met a group of women – local councillors – who were receiving funding and training, funded by the EU. Yes, it is about giving women control of their own fertility, about our sexual and reproductive health rights, and allowing women and girls to make their own choices about what happens to their bodies. I think that women in our partner countries deserve the same access to family planning services as we expect in our own countries, and when I meet the women who are victims of sexual violence, and the girls – often 12, 10, 11 years old – they in particular need our support in this respect.

Thank you, and I will come back with further comments later.

(Applause)

Dubravka Šuica, izvijestiteljica. – Gospodo predsjedavajuća, poštovani gospodine Hahn, drage kolegice i kolege, danas mi je velika čast predstaviti vam implementacijsko izvješće o provedbi ovog akcijskog plana za ravnopravnost spolova 2016. – 2020.

Želim se na početku zahvaliti suizvjestiteljici, gospođi Lindi McAvan, na vrijednom radu i podršci tijekom izrade ovog izvješća, kao i svim izvjestiteljima u sjeni.

Drage kolegice i kolege, svi znamo da je načelo jednakosti žena i muškaraca jedna od temeljnih vrijednosti Europske unije koja je ugrađena u ugovore o Uniji i Povelju Europske unije o temeljnim pravima i mi svakodnevno u Parlamentu radimo na osnaživanju uloge žena i ostvarivanju jednakosti između žena i muškaraca. Ovaj akcijski plan za ravnopravnost spolova nastao je na temelju preporuka Parlamenta s naglaskom na promjeni institucijske kulture Europske unije na razini sjedišta i delegacija kako bi se postigla sistemska promjena u načinu na koji Europska unija pristupa rodnim pitanjima kao i s naglaskom na preobrazbu života žena i djevojčica kroz četiri ključna područja.

U prvoj godini djelovanja akcijskog plana zabilježen je niz pozitivnih trendova. Pozdravljam izbor četiri tematska stupa, posebno osiguravanje fizičkog i psihološkog integriteta djevojčica i žena, promicanje gospodarskih i socijalnih prava, osnaživanje žena i djevojčica, jačanje njihovog glasa i sudjelovanje, kao i preobrazbu institucijske kulture Europske službe za vanjsko djelovanje.

Ovo izvješće ističe kako je veće sudjelovanje i javnog i privatnog sektora ključno za unapređenje prava žena i njihovog ekonomskog osnaživanja u gospodarskim sektorima kao i potrebu za uključenjem žena i prisutnošću u novim gospodarskim sektorima koji su važni za održivi razvoj. Također smo naglasili kako je važno tijekom političkog dijaloga poboljšati sudjelovanje žena u obrazovanju, gospodarskim aktivnostima, zapošljavanju.

S obzirom na ranu fazu provedbe plana, podupirem preporuke usmjerene na njegovo daljnje poboljšanje, no primjećujem da je još prerano da bi se donijela cjelovita ocjena učinka ili uputile kritike Komisiji. Nadalje, uvjeren sam da bi izvješće Europskog parlamenta trebalo biti strogo usmjereno na praktične aspekte njegove provedbe.

Na razini odbora, kao suizvjestiteljica odlučila sam uložiti *minority report* ili mišljenje manjine, upravo zato što u vlastitom izvješću nisam mogla podržati izmjene ideološke naravi koje u velikoj mjeri nadilaze područje primjene i svrhu ovog izvješća, kao i nerealne zahtjeve u pogledu razvojne suradnje Europske unije s trećim zemljama ili pak prekomjerne proračunske zahtjeve.

Kao izvjestiteljica iz Europske pučke stranke i kao snažna zagovarateljica prava žena i djevojčica osjetila sam odgovornost uložiti alternativnu rezoluciju kojom još jednom pozdravljamo pozitivne trendove akcijskog plana u prvoj godini provedbe, pružamo potporu i dajemo preporuke Komisiji i Službi za vanjsko djelovanje za daljnji napredak i potrebne korake.

Tekst alternativne rezolucije pokriva sva područja primjene kao izvorni tekst izvješća i ne zanemaruje probleme koje imamo na terenu, ali istovremeno ne kritizira Komisiju samo godinu dana nakon akcijskog plana za ravnopravnost spolova, stavljajući teret poreznim obveznicima Europske unije s opsežnim proračunskim zahtjevima, ideološkim aspektima koji nisu izravno povezani s provedbom akcijskog plana.

Drage kolegice i kolege, ovo izvješće ne bi smjelo biti mjesto za ideološke sukobe, ovo izvješće je snažna poruka Europskog parlamenta da Unija može i mora svojim vanjskim djelovanjem svakodnevno utjecati na preobrazbu života žena i djevojčica.

Stojim na raspolaganju za daljnje odgovore na pitanja tijekom rasprave.

Johannes Hahn, *Member of the Commission*. – Madam President, let me first thank, on behalf of my colleague Neven Mimica, the rapporteurs Ms Linda McAvan and Ms Dubravka Šuica, for their joint work and welcome Parliament's report on the first year of implementation of the second EU Gender Action Plan in external relations 2016-2020.

Our evaluation of the first Gender Action Plan had been a useful guidance in the preparation of the second plan. Based on lessons learned, we wanted to address all the identified weaknesses, such as limited capacities to tackle gender equality and women's empowerment issues in external actions, limited high level political support and coordination among the services and on the ground. This learning process will also continue in the implementation of our second Gender Action Plan.

The annual reporting requirement by all external relations services is an important tool in this regard and an opportunity to do things better together and more efficiently. Let me stress here that our second Gender Action Plan, covering not only development but also all external actions more widely, is mandatory for all Commission services working with partner countries, the European External Action Service, as well as EU Member States. The management's commitment and ownership of the second Gender Action Plan is therefore crucial. This would be facilitated by the requirement that each report has to be endorsed by either the Head of Delegation or the relevant Director and headquarters.

We also need a strong political buy-in from the highest level, including Parliament. This is about understanding that gender is fundamental and a key driver in all sectors when it comes to sustainable development. All our staff must also be more sensitive to this across the board.

We also need adequate funding. The recent midterm review of the external financing instruments has been, as you suggest, a great opportunity to measure the scope of gender-sensitive initiatives in our development cooperation. Following this analysis, EUR 50 million has been reallocated to provide additional funding to this key priority in the period 2018-2020.

Our overall financial support to gender equality is increasing. From the data already available for the 2017 report, around 65% of EU Official Development Assistance (ODA) has been committed in gender-sensitive ways. This covers all sectors, from education and health, to agriculture, transport, justice and employment. This is a visible increase from 2016 when the percentage was 58% of EU ODA.

With regard to data collection and targets, it is now mandatory to measure the impact on gender equality of all EU-funded actions. A big effort has also been made to align the monitoring framework with the 2030 Agenda. The 2016 Gender Action Plan Report provided us with a solid basis for measuring quantitative progress made. The ensuing 2017 report will allow us to go even deeper in the analyses, also from a qualitative perspective.

Overall, gender analyses are increasingly informing our new initiatives. Awareness raising and training of Commission staff have also been promoted.

Finally, let me recall that last September, together with the United Nations, we launched an unprecedented Spotlight Initiative to eliminate violence against women and girls. The Initiative focuses on particular forms of violence against women and girls that are prevalent in specific world regions: femicide in Latin America, trafficking and economic exploitation in Asia, sexual and gender-based violence, including harmful practices, in sub-Saharan Africa, domestic violence in the Pacific and the Caribbean. Despite the large amount the EU has dedicated to this initiative – EUR 500 million – it will not be sufficient to tackle all forms of violence. So we have invited other donors to join forces with us.

With regards to the women, peace and security field, let me just underline that it is highly important when working in conflict prevention and peace building processes to integrate effectively a gender perspective in all operations and missions from the inception phase. This year we have been making an effort to harmonise reporting requirements and leverage as much as possible the coordinating mechanism at the country level.

I hope you will agree that we still have a lot of work ahead of us to deliver and I sincerely hope that together, by using all our voices, policy tools and financing instruments, we can indeed make a lasting difference.

Beatriz Becerra Basterrechea, *ponente de opinión de la Comisión de Asuntos Exteriores*. – Señora presidenta, señor comisario, Nadia Murad recibió en 2016, junto a su compatriota Lamiya Aji Bashar, el Premio Sájarov que otorga esta Cámara a la libertad de conciencia. Los terroristas del Dáesh arrasaron la región en la que vivían, Sinyar, y llevaron a cabo un genocidio contra la comunidad yazidí. Nadia fue tomada como esclava sexual. Secuestrada, torturada. Pero logró escapar y desde entonces lucha por lograr justicia para su pueblo.

Hablo de Nadia porque su ejemplo ilumina lo que Europa debe hacer en la materia que nos ocupa, en ese cruce de caminos entre el desarrollo, los derechos humanos y la igualdad de género. La Unión no puede ocuparse solo de sus propios problemas. Tenemos la obligación de usar nuestra influencia para defender lo que nos diferencia: nuestros valores. Si concedimos el Premio Sájarov a Nadia fue porque hemos hecho que su causa sea también la nuestra.

Pero no basta con hacer justicia. Nuestro primer deber es evitar que se produzcan las injusticias que sufren las mujeres en todo el mundo. Y de eso trata este informe, señora Šuica, no de ideología. Por supuesto, debemos dar ejemplo, y para ello es imprescindible que todos los Estados miembros ratifiquen el Convenio de Estambul e incorporen sus disposiciones a la legislación.

Pero implicarse también significa proveer de fondos, porque sin dinero todo lo que digamos serán palabras huecas. Un ejemplo de lo que debemos hacer es la Iniciativa Spotlight, por la que la Unión, junto con Naciones Unidas, destina un presupuesto específico contra la violencia de género. Y añadiría algo más. Necesitamos una política exterior y de defensa común fuerte, que nos permita asegurar la estabilidad de aquellas regiones donde las mujeres son más vulnerables.

Los valores sobre los que se funda Europa son universales, y nuestro papel aquí consiste en exportarlos a todo el mundo para prevenir, para evitar que lo que ha sufrido Nadia Murad vuelva a repetirse.

Agnieszka Kozłowska-Rajewicz, w imieniu grupy PPE. – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzy! Szanowni Państwo! Pragnę podziękować obu sprawozdawczyniom za to sprawozdanie o wdrażaniu programu działań na rzecz równości płci przez politykę zewnętrzną. W naszych codziennych pracach w Parlamencie rozmawiamy dość często o niezłatwionych problemach kobiet w Unii Europejskiej, o luce płacowej i o luce emerytalnej, tempie awansów, o przemocy wobec kobiet. Znając problemy obywaterek Unii, które występują mimo kilkudziesięciu lat równościowej legislacji i mimo przerw równościowych deklaracji znakomitej większości polityków europejskich, tym wyraźniej widzimy i rozumiemy tragedię dziewcząt i kobiet z krajów rozwijających się, w których agendy równościowe są lekceważone lub w ogóle nie istnieją, a kobiety traktowane są jak obywatele drugiej kategorii. Nie tylko ich prawa, ale często ich życie bywa bezpośrednio zagrożone.

Unia Europejska, będąc najbogatszą i najbardziej równościową organizacją polityczną, ma obowiązek wykorzystać wszystkie dostępne narzędzia do inicjowania i wspierania polityki równościowej także w krajach trzecich – i robi to poprzez oceniane dziś programy. Moim zdaniem warunkiem ich powodzenia jest pełna integracja celów równościowych w polityce zagranicznej przez wszystkich jej wykonawców, a więc polityków, dyplomatów, urzędników, ich współpracowników, doradców i konsultantów. Istotą skutecznego wdrażania celów równościowych jest wola polityczna i rzeczywiste zaangażowanie wszystkich aktorów procesu na wszystkich szczeblach. Inaczej ta zmiana pojawia się i pozostaje jedynie na papierze.

Liliana Rodrigues, em nome do Grupo S&D. – Senhora Presidente, a mudança na cultura institucional da União Europeia face à igualdade de género e ao empoderamento das mulheres nas suas relações externas é importante, mas também é importante que a Comissão se comprometa com a elaboração de uma futura comunicação sobre este tema.

O relatório aprovado na Comissão do Desenvolvimento e na Comissão das Mulheres inclui importantes recomendações para a melhoria do segundo Plano de Ação para o Género no que diz respeito aos direitos sexuais e reprodutivos como condição para a igualdade e o empoderamento das mulheres, à possibilidade de recorrer ao aborto para as vítimas de violação em situação de conflito, aos direitos das pessoas LGBT e ao Global Gag Rule, entre outras.

Temos de ter objetivos e atividades concretos, vinculados a um cronograma rigoroso, bem como uma avaliação qualitativa de dados que demonstrem o impacto real das medidas implementadas nos países beneficiários. Caso contrário, este plano de ação para o género será uma mera ferramenta para a elaboração de relatórios internos. Tudo aquilo que aqui defendemos reafirma a posição de uma década do Parlamento Europeu. Por isso, não compreendo a apresentação de uma resolução minoritária por parte do PPE, que elimina muitas destas recomendações.

O PPE acusa o relatório de ser demasiado ideológico no plano da ação. Mas o conservadorismo no plano da ação não é também ele ideológico? Não é contra a igualdade? Não se torna uma ferramenta contra os direitos das mulheres? Não se torna outra ferramenta contra os direitos das pessoas LGBT? Qual é a posição do PPE sobre o aborto em caso violação? Não creio que todos os deputados do PPE se revejam nesta posição, até porque a igualdade de género, como muito bem disse a senhora relatora do PPE, é um dos pilares que sustentam esta União.

Para nós, defender a igualdade e o empoderamento das mulheres no mundo é uma questão de justiça. Amanhã, o nosso objetivo será manter o texto tal como aprovado em comissão. Por isso, peço aos colegas que votem contra a proposta minoritária apresentada pelo Grupo Popular Europeu.

Jadwiga Wiśniewska, *w imieniu grupy ECR*. – Pani Przewodnicząca! Minął ponad rok od wprowadzenia w życie drugiego unijnego planu na rzecz równości płci, co nie pozwala na dokonanie rzetelnej analizy skutków jego funkcjonowania. W związku z tym, że na ocenę jest za wcześnie, przedstawione sprawozdanie jest dokumentem skrajnie ideologicznym, który w niemal każdym punkcie traktuje o prawach reprodukcyjnych, konwencji stambulskiej czy mniejszościach seksualnych.

Moja przedmówczyni mówiła o wprowadzeniu zasad reprodukcyjnych jako o warunku równouprawnienia. O czym my mówimy? O tym, że aborcja ma być dostępna w każdym momencie? Czy panie naprawdę uważacie, że podstawowym warunkiem równouprawnienia jest wprowadzenie dostępności do aborcji? Nie w tym kierunku i nie przez pryzmat ideologii gender wspólnie jako Unia powinniśmy wspierać równość płci i wzmocnienie pozycji kobiet.

Kobiety naprawdę potrzebują realnego wsparcia, potrzebują być słyszane i móc działać w ten sposób, żeby wspierać je przez edukację, odmieniać ich los, ale na pewno nie przez systemową zmianę podejścia w kwestiach płci.

Izaskun Bilbao Barandica, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señora presidenta, promover la igualdad desde las actividades de cooperación y diplomáticas del Servicio Europeo de Acción Exterior es una obligación y la mejor contribución que podemos hacer para que arraiguen y tengan éxito muchas de las actividades que impulsamos para promover en el exterior otros paradigmas de desarrollo. Me alegro igualmente de que se señalen medidas concretas para promover un cambio cultural en los gestores europeos de los programas. Pero, sobre todo, celebro que este informe sea una apuesta profunda, horizontal y completa por la gestión en femenino. Está comprobado que las mujeres empoderadas y con las mismas condiciones de acceso a la financiación y el emprendimiento son capaces de promover un desarrollo estable, abierto y justo mucho más difícil de alcanzar en situaciones de desigualdad.

Por eso, destaco mi acuerdo con este informe y coincido en que garantizar la integridad física de niñas y mujeres, promover sus derechos y empoderarlas como agentes cívicos, económicos, sociales y políticos son claves para transformar la vida de mujeres y niñas en el mundo a través de la acción exterior de la Unión. Esa es una gran aportación para hacer del mundo un lugar mucho más justo, menos desigual y, en definitiva, más humano. Porque nada hay más inhumano que despreciar o, lo que es peor, mantener sometidas al 50 % de las personas.

Jordi Solé, *en nombre del Grupo Verts/ALE*. – Señora presidenta, el Plan de Acción en materia de género es una herramienta fundamental para garantizar la contribución de la Unión al fortalecimiento de los derechos de las mujeres en todo el mundo. Como reconoce el documento de trabajo de la Comisión sobre igualdad de género, la Comisión y el Servicio Europeo de Acción Exterior pueden y deben hacer más para situar los derechos de las niñas y las mujeres en el centro de las acciones externas de la Unión y conseguir así mejorar sus vidas.

En el informe preliminar del documento que estamos debatiendo, identificamos diferentes puntos de mejora, como, por ejemplo, la escasa comprensión del concepto de integración de perspectiva de género y la necesidad de una formación específica sobre esta perspectiva; el hecho de que las prioridades relacionadas con la salud y los derechos sexuales y reproductivos queden relegadas sistemáticamente en términos de financiación y de programas; la situación de las mujeres en las zonas de conflicto; la falta de informes cualitativos o la falta de financiación. Nos complace haber introducido estas mejoras en el texto final y agradezco a los otros ponentes haberlo hecho posible.

Pero sí que tengo que lamentar que, a pesar de un amplio consenso en la Comisión FEMM, y a pesar de largas negociaciones sobre este informe, el Partido Popular Europeo no apoye la Resolución —de la cual, de hecho, debería ser coautor—, ya que, en su opinión, contiene lenguaje problemático en materia de derechos sexuales y reproductivos.

Lamento ver, una vez más, que los cuerpos de las mujeres y las niñas siguen siendo un campo de batalla ideológico.

Lola Sánchez Caldentey, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora presidenta, déjenme dar algunos datos que nos van a ayudar a saber de qué hablamos y lo mucho que hay en juego. Al menos una de cada tres mujeres hemos sufrido o sufriremos violencia física y sexual. Catorce millones de mujeres son obligadas a casarse cada año. Muchas son menores de edad. Y hoy hay en el mundo al menos doscientos millones de mujeres y niñas cuyos genitales han sido mutilados.

Somos la mitad de la humanidad, y la perspectiva de género debe integrarse y promoverse en todas, absolutamente todas las actividades políticas de la Unión. De lo contrario, nos están dando la espalda a la mitad del mundo. Celebramos, por eso, que el Plan de Acción en materia de género II recoja aspectos que llevan ya años siendo una prioridad para nosotras. Por ejemplo, fomentar la salud y los derechos sexuales y reproductivos es un requisito previo y necesario para la igualdad de género. Y esto implica prestar toda la ayuda médica necesaria. Y voy a decirlo claramente: esto incluye el acceso al aborto seguro, tal y como prevé el Derecho internacional humanitario.

La igualdad de género no es una ideología. Es justicia.

(La oradora acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento)).

Michaela Šojdrová (PPE), *otázka položená zvednutím modré karty*. – Paní kolegyně, jste už další v pořadí, která volá po tom, abychom ženám umožnili potrat jako řešení znásilnění. Skutečně se domníváte, že potrat je tím nejlepším řešením, které zabrání dalším znásilněním? Není snad jiné řešení, jak zabránit tomu, aby ženy byly znásilňovány? Nebylo by to lepší řešení?

Lola Sánchez Caldentey (GUE/NGL), *respuesta de «tarjeta azul»*. – Sí, claro, esa prevención debería estar dedicada a los hombres que violan y, a lo mejor, a tener eyaculaciones controladas, ¿no?

Entonces, si el hombre no puede controlarse y sigue violando a las mujeres, habrá que actuar sobre eso, ¿no?

Margot Parker, *on behalf of the EFDD Group*. – Madam President, this report discusses many aspects that I wholeheartedly support: gender equality; access to education; eradicating discrimination; and the prevention of violence against women. But more importantly, what this report touches on – which I definitely condemn – is the absolutely horrific human rights violations which take place in Libyan detention centres. Women at the hands of Libyan coastal guards are subjected to gang rapes, men are beaten to death, there is no food, no basic amenities, and appalling unimaginable living conditions.

These are the same coastal guards that the EU are training. One cannot begin to imagine the fear, terror and despair of these victims. This is despite prior warnings from human rights organisations that warned of the exacerbation of such crimes. The UN human rights chief stated that the EU's policy of assisting the Libyan coast guard was inhumane and that increasing interventions by the EU have done nothing to reduce the level of abuse suffered by migrants. What checks does the EU have in place to oversee this operation? Has the Commission investigated this, and what are they doing about it? Are they reassessing the collaboration with the Libyan coast guard?

Mylène Troszczynski, *au nom du groupe ENF*. – Madame le Président, ce rapport est une longue suite de conditions que vous ériguez en alpha et oméga de l'action de l'Union européenne dans ses relations extérieures.

L'Union ne doit pas pouvoir mener sa propre politique étrangère et elle peut encore moins conditionner son aide ou ses actions aux délires idéologiques qui sont les vôtres en commission des droits de la femme et de l'égalité des genres.

Vous voulez appliquer dans les pays partenaires de l'Union les mêmes règles qui détruisent petit à petit notre civilisation: quotas, opposition systématique entre l'homme et la femme, autonomisation des femmes à des fins strictement économiques et j'en passe. Mais, plus grave, vous demandez à ces peuples de changer de culture et appelez à leur rééducation trop versée – je vous cite – «dans des structures patriarcales, le sexisme, l'homophobie, la transphobie, la normativité de genre et encore – et c'est là le meilleur – l'hétéronormativité.»

Mon groupe soutiendra votre position minoritaire, M^{me} Šuica, et votera même contre ce rapport. Vous auriez pu aider de manière pratique les femmes de ces pays, mais le virage idéologique que le texte a subi lors de sa rédaction le rend inopérant et dangereux.

Bogdan Brunon Wenta (PPE). – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Także ja gratuluję sprawozdawczyniom Dubravce Šuicy i Lindzie McAvan tego sprawozdania – jak widzimy po tej dyskusji temat nie jest wcale taki łatwy. Jak podkreślono w sprawozdaniu, zapewnienie równości płci jest szczególnie ważne w kontekście unijnych stosunków zewnętrznych. Instytucje, agencje, delegatury Unii powinny promować silniejszą rolę kobiet w krajach rozwijających się poprzez odpowiednie programy i działania społeczne. Jednocześnie muszą one utrzymywać kulturę organizacyjną gwarantującą równe szanse żeńskim i męskim pracownikom, stanowiąc w ten sposób przykład do naśladowania.

Co bardzo istotne, kryteria oceny postępu zawarte w drugim planie działania w sprawie równości płci na lata 2016-2020 są jasno powiązane z odpowiadającymi im wskaźnikami w ramach celów zrównoważonego rozwoju. Rozwiązanie to pozwala na zachowanie spójności wysiłków Unii z Agendą 2030, także zgodnie z zaleceniami nowego Konsensusu europejskiego w sprawie rozwoju.

Także w założeniu oryginalny projekt sprawozdania w sposób rzeczowy ocenił postępy realizacji drugiego planu działania i mimo pewnych zmian w tekście, które odciągają uwagę od meritum dokumentu, na pewno z uwagą będziemy śledzić postępy w realizacji drugiego planu działania. Promocja równości płci jest bowiem kluczowa, by zrównoważony rozwój odbywał się z udziałem i na korzyść każdego.

Julie Ward (S&D). – Madam President, in all my parliamentary work I speak up for women's rights and true gender equality. As a member of the delegations to Bosnia and Herzegovina, Kosovo and ACP countries, I know how important this is. Women, girls and LGBTIQ+ people suffer disproportionately because of inequality and if we truly want to stand shoulder to shoulder with our sisters, then we need to be bold and inclusive. As someone who was recently awarded a Master's in Education and International Development at Newcastle University, with world-class experts teaching me, I know that including an efficient gender perspective in foreign policy is crucial if girls are to succeed.

This report highlights some progress that has been achieved, but underlines many shortcomings that must be addressed. The report calls for greater consideration of the gender dimension in conflict and post-conflict situations. Women, girls and trans people are likely to be the victims of sexual violence as a weapon of war and our policies must address this issue specifically.

Linnéa Engström (Verts/ALE). – Fru ordförande, herr kommissionär! Efter att jag besökt fiskesektorn i Västafrika är jag ännu mer engagerad i arbetet för att EU:s sektorsstöd i fiskeavtalen också ska gå till kvinnor. Kvinnor i fiskesektorn är mycket utsatta. De måste ofta ha med sig sina barn när de röker fisken, och hela dagen andas de in en giftig rök vid eldstäderna som ger dem stora hälsoproblem, som skador på lungor och andningsorgan. För att få tillgång till råvara tvingas kvinnor att sälja sina kroppar då haven i väldigt snabb takt har blivit utfiskade och priset på fisken har stigit.

I dag debatterar vi kvinnors roll och villkor i EU:s externa relationer, som utvecklingsarbete och handel, och betänkandet uppmanar oss verkligen att bli bättre på jämställdhet. Vi behöver skifta kultur. Vi lever fortfarande i en värld där kvinnors liv, erfarenheter och ledarskap nedprioriteras och osynliggörs. Att kunna försörja sig själv, få bestämma över den egna kroppen – det är en fundamental rättighet.

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, come relatrice, insieme alla collega Malin Björk, della relazione che è stata approvata da questo Parlamento sull'uguaglianza di genere nella politica commerciale dell'Unione europea, sono assolutamente consapevole e convinta dell'importanza di quello che stiamo discutendo oggi. E duole davvero sentire in quest'Aula, nel 2018, ancora negare diritti umani fondamentali, diritti umani delle donne, e tra questi il diritto alla salute sessuale e riproduttiva.

Io credo che non dovrebbe esserci bisogno del Parlamento europeo per difendere ancora l'autodeterminazione delle donne. Purtroppo questo è ancora necessario, quindi non voglio sottrarmi.

Difendo l'autodeterminazione delle donne italiane che hanno manifestato a quarant'anni dall'approvazione della legge 194, difendo l'autodeterminazione delle donne irlandesi che hanno vinto uno storico referendum in Irlanda pochi giorni orsono, e ne approfitto per congratularmi con loro, l'autodeterminazione delle donne argentine che stanno manifestando per la legalizzazione dell'aborto in questi giorni, e sono con loro. Autodeterminazione sempre.

Anna Záborská (PPE). – Vážená pani predsedajúca, vážim si snahu pani Šuica predložiť alternatívnu rezolúciu, mám však k nej aj výhrady. Svetová zdravotnícka organizácia zaraďuje medicínsky potrat medzi služby reprodukčného zdravia. Inými slovami, vždy, keď hovoríme o reprodukčnom zdraví, hovoríme aj o ukončení tehotenstva, ktoré je vykonané na žiadosť ženy. Reprodukčné zdravie spomínajú obidva návrhy v uznesení. Líšia sa v tom, že návrh schválený vo výbore ho spomína deväťkrát, zatiaľ čo alternatívny návrh päťkrát. Obidva texty venujú veľkú pozornosť aj ochrane práv LGBTI osôb. Lenže témou uznesenia má byť zlepšenie postavenia žien a dievčat bez ohľadu na ich sexuálnu preferenciu. Oba texty obsahujú ideologické pasáže. Idú nad rámec toho, k čomu by sa mali vyjadrovať. Preto nebudem môcť podporiť ani jeden z nich.

Cécile Kshetu Kyenge (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, nessuna strategia di sviluppo sarà efficace se le donne e le ragazze non svolgono a pieno titolo un ruolo centrale nella società. Che esso sia di natura politica, economica o sociale, la parità di genere, l'emancipazione e l'autodeterminazione delle donne sono essenziali per realizzare i traguardi e gli obiettivi di sviluppo sostenibile.

Questa parità passa attraverso ambiti che sono strettamente correlati. Innanzitutto l'integrità fisica e psicologica delle donne e delle ragazze, e da qui la nostra più forte condanna contro ogni forma di violenza di genere. In seguito, attraverso la promozione dei diritti economici e sociali, nonché la maggiore partecipazione delle donne e delle ragazze ai processi decisionali, come la parità elettiva. Infine, il cambiamento della cultura istituzionale, per far sì che gli impegni dell'Unione europea siano rispettati in maniera più efficace.

Non dimentichiamoci mai che il principio di parità tra donne e uomini è un valore cardine dell'Unione europea. Noi siamo qui anche per difenderlo.

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, myslím, že se shodujeme v tom, že podpora žen a ochrana před násilím je důležitou součástí aktivit vnějších vztahů. Prosím, abychom respektovali, že na některé dílčí otázky máme jiné názory. Souhlasím s tím, aby vnější služba byla aktivní a finančně podporovala vzdělávání žen, zajištění práv žen, jejich důstojnosti, jejich zdravotní péče, jejich zaměstnávání, samozřejmě s tím vším můžeme jen souhlasit. Ale v návrhu zprávy vidím více ideologie spíše než konkrétních návrhů pomoci ženám.

Společnosti, které neuznávají lidská práva, kde převažuje nevzdělanost, tam musíme především bojovat za lidská práva a bezpečí pro všechny lidi. Tam, kde násilí a znásilňování je součástí každodenního života, paní kolegyně to zmiňovala, můžeme říct Súdán, Sýrie, tam podpora potratů opravdu není řešením. Řešením je boj proti násilí, mír a ochrana každého života. Řešením je změna vlád, které se udržují násilím, jako například vláda Bašára Asada.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, chers collègues, je souhaiterais souligner qu'aucune stratégie de développement ne peut être efficace sans que les femmes et les filles y jouent un rôle important, et que le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes, valeur fondamentale de l'Union, doit être pleinement intégré dans l'ensemble de nos activités politiques.

Tout en rappelant que l'égalité et l'émancipation des femmes constituent des objectifs autonomes en matière de droits de l'homme, je tiens à mettre en exergue que celles-ci sont indispensables à l'accomplissement des objectifs de développement durable et je me permets d'insister notamment le cinquième objectif de développement durable qui vise à parvenir à l'égalité des sexes et à autonomiser toutes les femmes et les filles dans le monde entier.

Le rapport, dont je salue le contenu – je félicite d'ailleurs les deux corapporteuses –, fait le point sur plusieurs évolutions positives observées après la première année de fonctionnement du plan d'action, ainsi que sur l'égalité des sexes, tout en mettant en lumière diverses pistes d'amélioration.

Je partage l'opinion selon laquelle que le plan d'action devrait prévoir un programme exhaustif visant à agir sur les principaux facteurs et causes de discriminations.

Clare Moody (S&D). – Madam President, importantly, this report recognises what the EU has already achieved to change societies by supporting and involving women. But there is so much more to be done. We are not doing enough to explicitly involve women in peace negotiations, and the gender dimension is frequently sidelined in crisis situations or difficult conflicts. The report also recommends significant actions in relation to sexual and reproductive health and rights, including in conflict situations, specific regions and combating the consequences of the deeply damaging global gag rule.

Commissioner, please also take note of the need to empower women in our political work in our neighbourhood countries. The EU is already delivering change through this programme. Delivering the considered recommendation in the full report will deepen that change long into the future.

Spontane Wortmeldungen

Sirpa Pietikäinen (PPE). – Madam President, indeed, all gender rights start with girls' and women's physical and psychological integrity: the right to determine what to do with their bodies, the right to be educated, the right to have sexual and reproductive counselling, and the right to economic and social rights as part of their human rights, and this is highlighted in this report. Yes, it means that gay girls and women's voices and their participation have to be strengthened, not for them, but by them. We have to listen. There has been a lot of discussion about LGBTI rights. Yes indeed, girls and women can be LGBT and I, and they do have rights as well, and we should respect them.

Last but not least, I am very happy to hear that EEAS has the principal adviser on gender in the field.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κυρία Πρόεδρε, καταρχάς να συγχαρούμε την εισηγήτρια και τους σκιώδεις εισηγητές για αυτή την έκθεσή τους. Όλοι κάναμε μια διαπίστωση σήμερα: κορίτσια και γυναίκες συνεχίζουν συστηματικά να καταπιέζονται και τα δικαιώματά τους να καταπατώνται ανά την υφήλιο. Δεν μπορεί να είμαστε ικανοποιημένοι εάν ο μισός πληθυσμός μένει πίσω. Υπήρξε πρόοδος όντως, αλλά σε ορισμένα μέρη, δυστυχώς, η κατάσταση έχει χειροτερεύσει. Ήδη έχει αναφερθεί κάτι το οποίο όλοι ζήσαμε και δεν μπορούμε να λησμονήσουμε: το τι υπέφεραν τα κορίτσια της κοινότητας των Γεζίντι στα χέρια των αδίστακτων τζιχαντιστών. Χθες βράδυ, μάλιστα, μιλήσαμε για την προστασία των θυμάτων εγκληματικότητας, και εντός της Ευρωπαϊκής Ένωσης, για αυτό και θεωρώ ότι, αν θέλουμε να λειτουργήσουμε ως υπόδειγμα, δεν μπορεί να αποδεχόμαστε συμβιβασμούς σε θέματα κράτους δικαίου εντός της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, η ισότητα των φύλων και η χειραφέτηση των γυναικών μπορεί πραγματικά να στηριχθούν από την Ευρωπαϊκή Ένωση στο πλαίσιο των εξωτερικών της σχέσεων. Αυτό σημαίνει ξεκάθαρα ότι θα πρέπει να στείλει ένα μήνυμα σε διάφορες χώρες με τις οποίες διατηρεί εμπορικές σχέσεις, φέρ' ειπείν στο Πακιστάν και στο Μπανγκλαντές. Εκεί δεν τηρούνται τα εργασιακά δικαιώματα. Εκεί γυναίκες, ακόμη και μικρά κορίτσια, δουλεύουν. Δουλεύουν στα εργοστάσια των πολυεθνικών. Όμως, αν θέλει η Ευρωπαϊκή Ένωση να στείλει ένα μήνυμα, πρέπει να απαγορεύσει τις εισαγωγές στην Ευρωπαϊκή Ένωση των προϊόντων που παράγονται εκεί. Δεύτερον, έχουμε αλιευτικές συμφωνίες της Ευρωπαϊκής Ένωσης με τρίτες χώρες, στις οποίες υπάρχει ουσιαστικά δουλεία των γυναικών. Για ποιον λόγο θα πρέπει να επιβραβεύονται αυτές οι χώρες; Η αναπτυξιακή βοήθεια σε χώρες που παραβιάζουν τα δικαιώματα των γυναικών να σταματήσει. Πρακτικά μέτρα και όχι πολύ θεωρία.

(Ο ομιλητής δέχεται να απαντήσει σε ερώτηση με γαλάζια κάρτα (άρθρο 162 παράγραφος 8 του Κανονισμού.))

Dobromir Sośnierz (NI), pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki. – Ja mam pytanie. Jak Pan myśli, co będą robiły te kobiety i dziewczyny pracujące w fabrykach w Bangladeszu, kiedy Pan zakaże przywożenia towarów, które one produkują? Co się stanie z tymi fabrykami i co one będą dalej robiły? Niech się Pan zastanowi przez chwilę, co Pan mówi.

Νότης Μαρίας (ECR), απάντηση σε ερώτηση με γαλάζια κάρτα. – Αγαπητέ συνάδελφε, πρακτικά, τι μου λέτε; Ότι πρέπει να επιτρέψουμε την παραβίαση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, να δεχτούμε να υπάρχει παιδική εργασία στο Μπανγκλαντές στο όνομα, δηλαδή, του να παίρνουν ένα «ξεροκόμματο», να παίρνουν μισθούς πείνας. Αυτή η αντίληψη είναι απαράδεκτη. Δεν πρέπει να δεχτούμε να υπάρχει παραβίαση των εργασιακών δικαιωμάτων και παιδική εργασία. Αυτό είναι άποψη κάθετη. Εσείς θέλετε, λοιπόν, παιδική εργασία στο όνομα του, δηλαδή, αυτά τα παιδιά να παίρνουν ένα «ξεροκόμματο» για να ζήσουν;

Ana Miranda (Verts/ALE). – Señora presidenta, felicito a las ponentes por este importante informe que empodera o que tratará de empoderar a las mujeres en las relaciones exteriores de la Unión Europea.

¿Cómo ser impasibles ante el feminicidio, ante mujeres violadas, ante defensoras de derechos humanos en zonas de conflicto asenadas y desplazadas, ante mujeres obligadas a casarse, ante mujeres sin recursos económicos o niñas que no pueden ir a la escuela!?

No hay ideología cuando se trata de la vida humana y cuando se trata de la vida de las mujeres.

Cuento el caso recientemente vivido en Colombia. Con motivo de la visita de una delegación de este Parlamento a las elecciones de Colombia, tuvimos la ocasión de visitar un proyecto financiado por el Parlamento Europeo, un proyecto piloto en la zona de Popayán, en el Cauca. Mujeres cafeteras que no tendrían, en ningún momento, acceso a crear proyectos y que sí se financiaron con estos apoyos. Pero, sobre todo, que les dieron la posibilidad de empoderarse, como decían.

Ese seguimiento que hicimos ese grupo de diputados y diputadas nos dio la razón de que invertir en género es un valor y es, además, una inversión para los derechos humanos.

(Ende der spontanen Wortmeldungen)

Johannes Hahn, *Member of the Commission*. – Madam President, I am very pleased to see the genuine commitment, joint contributions and collaboration in the implementation of our second gender action plan. So far, good progress has been made, but we cannot forget that changing social norms and gender power relations require long-term efforts and continuous high-level engagement. A lot of work still lies ahead of us, and the results of all our efforts will only be fully visible at a later stage.

Finally, let me recall that in less than a week we will have the European Development Days under the main topic of ‘Women and Girls at the Forefront of Sustainable Development: protect, empower, invest’, and I hope many of you will be there, because putting women, girls and gender equality at the forefront of sustainable development is key for ensuring a brighter, more inclusive and more prosperous future, and we fully count on your support.

Linda McAvan, *Rapporteur*. – Madam President, Commissioner Hahn said this is the beginning of the process. Indeed it is, and we suggested that this Parliament comes back to this in about two years’ time and looks again. Of course it’s not just the Commission that should be doing things – we should do things as well. When we go on missions, for example, we should ask the Commission for their gender analysis of the country, and we should be asking questions as well, and also in our work, taking this very seriously and showing our partners that we take it seriously.

It’s getting late, colleagues. I just want to thank everybody, thank Ms Šuica in particular for her work on this. I know there are some difficult issues where we disagree. When we have disagreed we have done so in a good spirit. I know there are some areas where some colleagues disagree on bits of this report. But please don’t use that as an excuse to reject it tomorrow. It’s got some very important elements in this report, and I hope that as many colleagues as possible will support it in the vote.

Dubravka Šuica, *izvjestiteljica*. – Gospođo predsjedavajuća, želim se svima zahvaliti koji su sudjelovali u izradi ovog izvješća i ovoj večerašnjoj raspravi. Shvaćam da postoje neke razlike među nama, međutim, s obzirom na to da se radi o samo jednoj godini evaluacije ovog akcijskog plana, smatram da nismo trebali biti previše kritični jer vjerujem iz ovog izlaganja gospodina Hahna da Komisija ulaže maksimalne napore. Svi smo svjesni da su to dugoročni procesi i da nije jednostavno mijenjati navike.

Žao mi je što su neke ideološke teme trebale postati dominantne u ovom izvješću i to je razlog zašto se mi otklanjamo, ne od izvješća nego od tih ideoloških pitanja – ne mislimo da im je tu mjesto, ali u svakom slučaju većinu ove rezolucije prihvaćamo i stoga smo sve njezine točke izrazili u alternativnoj rezoluciji. Nadam se da ćete sutra o tome malo razmisliti, da ćete je prihvatiti jer u svakom slučaju treba nastaviti s ovim naporima, treba nastaviti raditi na ravnopravnosti spolova i sigurna sam da ćemo mi našim radom ovdje u Parlamentu, našim misijama osnažiti život djevojčica i žena u trećim zemljama i da će se uz vanjsko djelovanje Europske komisije sigurno poboljšati status žena i djevojčica u ona četiri stupa koja i spominjemo u ovom izvješću.

U svakom slučaju, nadam se da su naša razmišljanja pozitivna, a te male razlike sigurno ćemo, nadam se, u budućnosti nadići.

Die Präsidentin. – Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet morgen, Donnerstag, 31. Mai 2018, statt.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE), γραπτώς. – Έχω τοποθετηθεί και στο παρελθόν στην ολομέλεια ξεκάθαρα επί τούτου: είναι ώρα όλοι μας εδώ στο Ευρωκοινοβούλιο να πούμε τέρμα στις διακηρύξεις, τέρμα στα λόγια και να αναλάβουμε άμεσα δράση. Ο ρόλος που μπορεί να διαδραματίσει η ΕΕ στην ισότητα των φύλων μπορεί και πρέπει να είναι καίριος. Η ισότητα ανδρών και γυναικών αποτελεί μια από τις βασικές Αρχές και Αξίες πάνω στις οποίες θεμελιώθηκε το ευρωπαϊκό οικοδόμημα. Οφείλει λοιπόν να υλοποιείται και να ενσωματώνεται σε όλες τις δραστηριότητες και τις πολιτικές της ΕΕ. Ως εκ τούτου, καλούμε την Ευρωπαϊκή Επιτροπή να προτείνει στοχευμένες δράσεις. Κλείνοντας, θα ήθελα να επαναλάβω τον αμέριστο σεβασμό, εκτίμηση και θαυμασμό μου σε κάθε γυναίκα, εργαζόμενη, μάνα, αγωνίστρια.

Agnes Jongerius (S&D), schriftelijk. – Onlangs ging het verhaal van de Keniaanse Nice Leng'ete viraal in de media. Zij wist een einde te maken aan het ritueel van vrouwenbesnijdenis in de Masaïgemeenschap in Kenia en Tanzania. Echter, deze en andere vrouwonterende praktijken zijn in de wereld nog alom aanwezig. In de Europese Unie moet er ook nog veel gebeuren wat betreft gendergelijkheid, zoals het dichten van de loonkloof. Desalniettemin doen we het wereldwijd niet slecht wat betreft gelijkheid tussen man en vrouw.

In plaats van achterover te leunen, moeten we echter de rechten van vrouwen en meisjes in andere werelddelen niet vergeten. Geweld tegen vrouwen moet stoppen. Zij moeten niet al als kind worden uitgehuwelijkt aan een ongekozen man. Zij moeten de kans krijgen dezelfde posities te bekleden als mannen. Alleen dan kunnen zij zich volop ontwikkelen en hun talenten benutten. Daarom is het van groot belang dat we zowel binnen als buiten de Unie vrouwenrechten actief blijven promoten.

Henna Virkkunen (PPE), kirjallinen. – Arvoisa puhemies, GAP II-toimintasuunnitelma sukupuolten tasa-arvon edistämissä kattaa tärkeät kolme pilaria – tyttöjen ja naisten fyysisen ja psyykkisen koskemattomuuden edistämisen, taloudellisten ja sosiaalisten oikeuksien edistämisen, vaikutusmahdollisuuksien edistämisen – sekä lisäksi horisontaalisen pilarin komission yksiköiden ja EUH:n institutionaalisen kulttuurin muuttamiseksi, jotta naisten aseman parantaminen otetaan paremmin ja kattavammin huomioon niiden toiminnassa. On olennaista, että ulkosuhdehallinto pyrkii johdonmukaisesti edistämään näitä osa-alueita jokapäiväisessä toiminnassaan.

Naisten ja tyttöjen kulutusmahdollisuuksien ja työmarkkinoille osallistumisen parantaminen on avainasemassa heidän terveytensä ja taloudellisen aseman parantamisessa. Naisten osallistuminen taloudelliseen toimintaan on tärkeää kestäväen talouskasvun kannalta.

EU:n tulisi aktiivisesti pyrkiä kehittämään välineitä naisten aseman parantamiseksi kolmansissa maissa. Kauppasopimusneuvottelut ovat yksi tällainen tärkeä väline. Aihetta täytyy pitää esillä poliittisessa vuoropuhelussa, jotta löydetään maakohtaisia keinoja lisätä naisten ja tyttöjen osallistumista koulutukseen, työelämään, liiketoimintaan ja muuhun taloudelliseen toimintaan.

Pk-yrityksiä ja naisyrittäjiä tulisi tukea enemmän muun muassa mikrolainojen kautta. EU:n ulkosuhdehallinto on tässä avainasemassa ja yhtenäiset toimintaperiaatteet ovat tarpeen.

28. Durchführung der EU-Strategie für die Jugend (Aussprache)

Die Präsidentin. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über den Bericht von Eider Gardiazabal Rubial im Namen des Ausschusses für Kultur und Bildung über die Durchführung der EU-Strategie für die Jugend (2017/2259(INI)) (A8-0162/2018).

Eider Gardiazabal Rubial, ponente. – Señora presidenta, señor comisario, los jóvenes representan alrededor del 17 % de la población de la Unión. Uno de cada tres corre el riesgo de caer en la pobreza o en la exclusión social. Más del 11 %, entre 15 y 24 años, no está en la educación, en empleo o en formación. La tasa de desempleo sigue siendo de media superior al 15 % y en algunos países, como en el nuestro, supera el 30 %. Y por primera vez desde la Segunda Guerra Mundial existe un riesgo real de que los jóvenes de hoy en día vivan peor que sus padres.

Y yo me niego a aceptar que esto tenga que ser así. La semana pasada la OCDE publicaba un informe en el que alertaba de la creciente frustración de los jóvenes europeos y de que esta se traducía en un rechazo a las instituciones, lo que ya estamos viendo en varios países. Son demasiados los universitarios que no encuentran empleo o que encadenan un trabajo precario tras otro, sin un futuro claro. Las medidas de austeridad adoptadas en el contexto de la crisis han tenido una repercusión negativa en la ciudadanía en general, pero, sobre todo, en los más jóvenes, que han sido los más perjudicados por los recortes en educación, en cultura y en servicios sociales.

Europa no puede permitirse la desconexión de sus jóvenes ni su exclusión social. Ni, por supuesto, desperdiciar su talento. No podemos pasar por alto el potencial y la creatividad de noventa millones de jóvenes europeos. No podemos permitirnos el lujo de que una generación tan preparada no participe activamente en la vida social y política. Es imprescindible que los jóvenes se sientan escuchados y que estén comprometidos para fortalecer el proyecto europeo. Es imprescindible que tengan espacios de participación.

Esta es una de las principales reivindicaciones de la juventud europea, y, por lo tanto, también lo es en mi informe. En él he querido resaltar positivamente la cooperación europea en el ámbito de la juventud, la implementación del diálogo estructurado para garantizar la participación de los jóvenes, el método de coordinación abierto y, por supuesto, alguna de las propuestas e iniciativas políticas como, por ejemplo, la iniciativa «Invertir en la juventud europea», el nuevo Cuerpo Europeo de Solidaridad y la Iniciativa de Empleo Juvenil.

Sin embargo, queda mucho por hacer. Y, por ejemplo, necesitamos vínculos más claros entre la implementación de la política de juventud y todos los programas europeos; un marco mejorado de transparencia y seguimiento de las políticas de juventud; una coordinación central que involucre a todos los actores relevantes de los diferentes sectores; una estrategia con mejores herramientas de comunicación y participación y, por supuesto, un mayor apoyo financiero de todos los programas.

Y, para lograrlo, hemos establecido en este informe cuatro recomendaciones clave.

La primera es dar la voz a los jóvenes, facilitarles la participación en la toma de decisiones y en el desarrollo de las políticas, de modo que se reflejen sus necesidades y sus ambiciones y tengamos en cuenta también la diversidad que existe en la juventud europea; debemos explorar formas alternativas de participación tanto individual como colectiva.

La segunda recomendación es reducir las desigualdades, garantizar una inclusión sostenible en el mercado laboral y asegurar una vida digna y autónoma de los jóvenes; hay que seguir trabajando para que las ofertas de empleo sean de calidad y acordes a su formación.

La tercera recomendación es que tenemos que prestar atención a todas las áreas clave para asegurar un futuro sostenible, desde la modernización de la educación hasta prestar una especial atención a la salud mental de los jóvenes.

Y, por último, por supuesto, un compromiso financiero; no podemos aumentar la participación en programas como Erasmus o reforzar la Garantía Juvenil europea si no ponemos los fondos necesarios; no podemos financiar unos programas si tenemos que recortar otros; y por supuesto, no podemos aceptar un recorte en el Fondo Social Europeo, que es clave para la adquisición de nuevas competencias para las personas desempleadas y, sobre todo, en la lucha contra la exclusión social.

Señor comisario, este futuro sombrío del que yo hablaba al principio no es inevitable. Todos los que estamos aquí tenemos la responsabilidad de cambiar las cosas. Espero que la nueva estrategia europea para la juventud contribuya a construir un futuro mejor para ellos.

Si aceptamos que nuestra juventud tiene que ser una de nuestras prioridades, pongamos todos los medios que tenemos a nuestro alcance para que esta generación no viva peor que las anteriores. Es solo una cuestión de voluntad.

Miguel Arias Cañete, *Member of the Commission*. – Madam President, honourable Members, I am happy to be here today to discuss your report on the European Union Youth Strategy. Only last week, the Commission adopted its proposal for a renewed youth strategy, and you will be pleased to see that the key elements of the Commission's proposal correspond closely to the recommendations made in your report.

Let me first of all thank Ms Gardiazabal Rubial and the other Members of the Committee on Culture and Education, but also the Committee on Employment and Social Affairs. We are grateful for your hard work on the report and your constructive recommendations.

To prepare our proposal for the new Youth Strategy, the Commission spent a full year listening to young people to better understand their views on Europe. We held stakeholder consultations and carried out an in-depth evaluation of the current strategy. We also engaged in an open dialogue with you to make sure we could take your ideas into account. The Commission proposal is therefore solidly based on stakeholder opinions and evidence.

The Commission proposes three main areas of action for our future cooperation in the field of youth. They are captured by the words 'engage', 'connect' and 'empower'. First, 'engage' is about fostering young people's participation in civic and democratic life. The biggest priority for me will be to reform the dialogue with young people. We want to make sure we make it more open and inclusive, less formal and rigid.

The current format has achieved positive results. Since 2010, we have reached over 250 000 young people. But we agree with you that we need to reach out to a broader range of young people, including at the local level, and that we have to focus more on those young people with fewer opportunities. Young people who are struggling with disadvantages tend to be less active citizens and to have less trust in institutions. Let us try to change that.

Second, the word 'connect' underlines our intention to bring together young people across the European Union and beyond. The Commission wants to foster volunteering, learning mobility, solidarity and intercultural understanding. For example, we want to build a policy framework for volunteering and solidarity activities, which will underpin the activities funded through the European Solidarity Corps.

The Commission also agrees with you on the need to clarify and reinforce the link between European Union youth policy and the related European Union spending programmes. Indeed, we are proud that the Commission proposal for the next Multiannual Financial Framework places a strong focus on youth – the Commission is proposing to more than double the budget of Erasmus and the European Solidarity Corps. This is a clear sign. We are committed to investing in youth. We must be ambitious in this area: our young people deserve nothing less. We count on you to defend our proposals in the tough negotiations ahead.

Third, the word 'empower' is about supporting young people through a youth work agenda. The focus is on quality, innovation, digitalisation and recognition of youth work and non-formal learning. We must ensure that the youth sector is ready to fulfil its potential in times of change.

But this is not all. We want to ensure that young people are heard when decisions are taken across policy areas. We have taken on board your recommendation to better coordinate the different youth-related initiatives in order to make our youth activities more visible and improve their outreach. The Commission is therefore proposing to create the position of an EU Youth Coordinator inside the European Commission. This person will be a contact and reference point for young people across the continent. This unique position will be an important signal of the importance we attach to the young generation and help us enhance coordination and coherence.

We also want to be much more transparent about what the European Union does for young people. To this end, we propose to track how much funding from the European Union budget is devoted to youth, looking at a wide range of programmes.

Finally, we also want to introduce more flexibility. That is why the Commission proposal suggests that Member States set 'national action plans', translating European Union-level youth priorities into their own plans. Young people face quite different challenges in each Member State. National action plans can be most helpful in fitting specific national contexts.

These are just some highlights of the Commission proposal for the new Youth Strategy. I am now looking forward to hearing your views and to discussing how we can best make this Strategy a reality as of 2019. Let us work together to make it as effective as possible, because we owe it to our young people.

Светослав Христов Малинов, *от името на групата PPE*. – Едно от най-често срещаните клишета, когато се говори за младежта е, че бъдещето принадлежи на младите хора. Това клише е много по-мъдро отколкото изглежда, защото в него се съдържа скритата истина, че настоящето изглежда не принадлежи на младите хора, и наистина е така. Голяма част от решенията, които се вземат в настоящето, решават бъдещето на младите хора, но те не могат да участват във вземането на тези решения.

Смятам, че едно от основните достойнства на този доклад е, че той в максимална степен се вслуша и отрази максимално количество гласове на млади хора, на техните организации в Европейския съюз. И мисля, че трябва да бъдем честни с тези млади хора и открито да им кажем: „Голяма част от ключовите политики, които засягат вашето бъдеще, които по същество са младежки политики, свързани с образованието, реформите необходими за нови форми на обучение, всичко свързано с успешна социална интеграция, противодействие на младежката безработица, всъщност зависят от вашите национални правителства. Ние, на нивото на европейските институции обобщаваме опита, даваме най-добрите практики, вдигаме летвата, задаваме високи стандарти. Не допускайте вашите правителства да пренебрегват тези стандарти, не допускайте те небрежно да минават под летвата.“ И дай Боже колкото се може повече европейски правителства да надскочат тези стандарти.

Silvia Costa, *a nome del gruppo S&D*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, credo che oggi noi possiamo dire una cosa: che oggi le nuove generazioni possono essere i più grandi alleati dell'Europa, perché i giovani europei non sono euroscettici ma «euroimpazienti», e hanno ragione.

Loro chiedono più opportunità, più dialogo sociale, più possibilità di partecipare alle decisioni politiche e più volontà di partecipazione. Ma sappiamo anche che è cresciuta la disuguaglianza, è cresciuta la povertà fra i giovani e sono cresciute anche le difficoltà di accesso al lavoro.

Penso che avere inserito nella nostra relazione, di cui ringrazio molto la collega Eider, di avere dato degli input che sono stati in parte recepiti, lo riconosco, nella nuova strategia, sia il senso di questa nostra azione, quella cioè di ritenere i giovani più centrali nel pilastro sociale, più centrali nelle opportunità che saranno offerte nelle varie politiche in modo trasversale, avere un referente di coordinamento sulle politiche per i giovani, e prevedere anche dei piani nazionali per verificarne l'avanzamento.

Ma penso che ci sia anche altro che possiamo offrire: il senso di una partecipazione maggiore, anche solidale, come quella offerta dal corpo di solidarietà, e ringrazio anche per aver inserito la e-card per gli studenti che accompagna l'esperienza di Erasmus...

(Il Presidente ritira la parola all'oratrice)

Ilhan Kyuchyuk, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, I would like to congratulate the rapporteur for all his efforts in the preparation of this report. Young people in Europe face numerous challenges in the fields of education, the labour market and more. Their status has recently come under pressure with new developments in the EU, such as the ongoing Brexit negotiations, discussions on the next Multiannual Financial Framework (MFF) and the future generation of Erasmus+, for example.

As a liberal, I strongly support encouraging young people to take an active role in public life. The structured dialogue between youth organisations and institutions in the EU and at national level needs to be continued and reinforced. It is very important to focus on improvement of the status of young people. In addition, we have to improve the quality of offers under the Youth Guarantee scheme, defining standards and improving the Member States' monitoring, reporting and performing systems, to ensure that the funds from the European Youth Employment Initiative are being used as a supplement to national funds and not as a replacement for them.

Lastly, the Member States must continue their efforts on national implementation and validation of the system and provide adequate funding for youth to acquire skills, including through non-formal education and training. We need to step up our efforts and make the necessary changes in the labour world in order not only to facilitate young people's transition from education to internship and employment, but also to welcome innovation on the labour market.

Miroslavs Mitrofanovs, *Verts/ALE grupas vārdā*. – Priekšsēdētājas kundze, godātie kolēģi! Šoreiz es runāšu latviski un pausto savu viedokli vairāk nekā frakcijas viedokli. Rīt mēs balsosim par ziņojumu par Eiropas Savienības jaunatnes stratēģijas īstenošanu, bet parīt, 1. jūnijā, tiks atzīmēta Starptautiskā bērnu aizsardzības diena. Varbūt tā ir sakritība, bet varbūt arī ne, bet 2. jūnijā Latvijas galvaspilsētā Rīgā notiks masu gājiens, kurš ir veltīts Starptautiskajai bērnu aizsardzības dienai. Es arī piedalīšos.

Mēs plānojam izteikt protestu pret Latvijas valdošo partiju lēmumu liegt Latvijas mazākumtautību bērniem mācīties mācības vidusskolās dzimtajā valodā. Izglītības pieejamība un kvalitāte ir ārkārtīgi svarīgi priekšnoteikumi, runājot par veiksmīgu jaunatnes stratēģiju Eiropas Savienībā.

Ziņojumā par Eiropas Savienības jaunatnes stratēģijas īstenošanu ir teikts, ka sociāli ekonomiskā krīze, kura Eiropā turpinās kopš 2008. gada, visvairāk skar tādas nelabvēlīgākā situācijā esošās iedzīvotāju grupās kā etniskās minoritātes, kas saskaras ar šķēršļiem ienākšanai darba tirgū un piekļuvei kultūrai, sociālajiem pakalpojumiem un izglītībai.

Arī jaunais ziņojums ir balstīts uz 2016. gada 19. janvāra rezolūcijas par kultūru dialogā, kultūras daudzveidības un izglītības lomu Eiropas Savienības pamatvērtību veicināšanā principiem. Varu droši apgalvot ka, iznīcinot mazākumtautību izglītības sistēmu, Latvijas valdošās partijas rīkojas pret Eiropas Savienības garu.

Paldies par uzmanību!

Liadh Ní Riada, *thar ceann an Ghrúpa GUE/NGL*. – A Uachtaráin, in ainneoin go bhfuil Rialtas na hÉireann ag rá linn go bhfuil cúrsaí ag dul i bhfeabhas, tá ráta ár n-aos óg atá dífhostaithe, gan traenáil nó oideachas, ag 20 %. Geall le dúbailt na bhfigiúirí roimh an gcúlú eacnamaíochta.

Bheadh sé seo fiú níos measa mura mbeadh an méid sin imirce agus clár gníomhachtaíthe fostaíochta san áireamh, gan trácht ar phoist ar phá íseal gan aon gheallúint ar phoist bhuana. Is mór an náire é go bhfuil Éire ar cheann de na tíortha is measa i dtaobh úsáid a bhaint as an YEI. Is deacair a chreidiúint nach bhfuil ach €8 milliún as €136 mhilliún tarraingthe síos ag an Rialtas, agus níor úsáid siad an t-airgead ar fad a bhí ar fáil dóibh leis na ceithre bliana deireanaigh anuas.

Tá sé seo scannalach nuair atá an oiread sin dár n-aos óg ag streachailt chun maireachtaint ó thaobh costais oideachais agus costais chíos, agus fiú costais phrintíseachta, agus dóibh siúd nach bhfuil ábalta deontas oideachais a fháil. Níl tuismitheoirí ábalta na costais ollmhóra seo a iompar.

Bhí agus tá seans ag an Rialtas éileamh ar an YEI, níl aon leithscéal acu, ní raibh leithscéal acu le ceithre bliana anuas agus táim ag glaoch anois ar an Rialtas geallúint a thabhairt chun todhchaí dhearfach a chruthú dár ndaoine óga agus stop a chur leis an tseafóid. Tá sé náireach.

Dominique Bilde, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, 854 000 jeunes adultes et 1,5 million de mineurs pauvres en France et tant d'autres en Europe, ballottés d'emplois précaires en logements de fortune et privés de tout espoir de promotion sociale...

À cette situation, dont une conséquence prévisible est l'effondrement de la natalité, l'Europe n'a répondu que par des pis-aller, des emplois aidés au volontariat sans lendemain. Encore, ceux-ci sont-ils détournés au profit de migrants, au mépris de l'hostilité de l'opinion publique. Même un programme à succès comme Erasmus+, qui peine toutefois à assurer un accès équitable aux Européens, s'en trouve ainsi dévoyé.

«Nous devons avoir une plus grande charité pour ceux qui nous sont unis par le sang», disait saint Thomas d'Aquin, et, ajouterai-je, «par l'amour de la patrie».

Puissent ces paroles nous rappeler qu'à l'heure où une génération entière risque de subir un déclassement inédit dans l'histoire récente, la priorité donnée aux siens est un devoir chrétien, patriotique et moral.

Σωτήριος Ζαριανόπουλος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, η Ευρωπαϊκή Ένωση εκατομμυρίων φτωχών, κοινωνικά αποκλεισμένων νέων που αυξάνονται, όπως η ίδια ομολογεί, επιταχύνει την επίθεσή της με τον ευρωπαϊκό πυλώνα δήθεν κοινωνικών δικαιωμάτων και αντιδραστικά προγράμματα για τη νεολαία. Στόχος η εθελοντική, συμμετοχική ενσωμάτωσή της στη βαρβαρότητα που της επιβάλλουν με κοινωνικό διάλογο, το δηλητήριο της επιχειρηματικής και ευρωμεσογειακής συνειδήσης. Φθηνή ελαστική εργασία εφ' όρου ζωής, ευκαιρίες, και όχι δουλειά με δικαιώματα. Μοίρασμα ανεργίας, αναγκαστική μετάβαση παλιών εργαζομένων στη μερική απασχόληση σαν εκπαιδευτές των νέων, όπως αναφέρει η έκθεση. Αντί εκπαίδευση, ψευδοκατάρτιση, άτυπη μαθητεία εφήμερων δεξιοτήτων σχεδιασμένη από τους ίδιους τους βιομήχανους για τις ανάγκες τους, όπως απαίτησε χθες ο σύνδεσμός τους στην Ελλάδα, και κινητικότητα-περιπλάνηση, εναλλάσσοντας ανεργία, κατάρτιση με λίγη δουλειά, εναλλάσσοντας, επιχειρήσεις, επαγγέλματα και χώρα. Δηλαδή ξεριζωμένος μετανάστης κι όχι κοσμοπολίτης Ευρωπαίος, όπως λέτε. Διέξοδο για μόνιμη δουλειά με δικαιώματα και σύγχρονη εκπαίδευση για τις ανάγκες τους δεν θα βρουν οι νέοι στον κόσμο της αγοράς της Ευρωπαϊκής Ένωσης και της εκμετάλλευσης, παρά μόνο στον οργανωμένο αγώνα τους για την ανατροπή τους.

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, mám to štěstí, že se zabývám politikami, které souvisí s mládeží. Mladí lidé jsou velmi kritičtí, ale také upřímní a já jim velmi ráda naslouchám. Děláme tady politiku, kterou bychom měli dělat právě po konzultaci s mladými lidmi. Víím, že jim přinesl velkou radost návrh víceletého finančního rámce na příští období, a to zdvojnásobení programu Erasmus+. Myslím, že tím jsme opravdu u mladých lidí zabodovali. A já doufám, že se také podaří schválit dobrý rámec pro Evropský sbor solidarity, který by měl být především nástrojem pro dobrovolnictví. Očekávají také, že zlepšíme implementaci záruk pro mladé v členských státech, neměli bychom nástroj, jako je Evropský sbor solidarity, a záruky za mladé překrývat, zaměňovat.

Bohužel ta zpráva, kterou budeme schvalovat, obsahuje věci, se kterými nemohu souhlasit. Já totiž nevím, jak se strategii pro mládež souvisí zavádění sexuální výchovy. Myslím, že to tam nepatří. Stejně tak bychom neměli požadovat, aby Evropská unie ručila za sociální standard každého dítěte, to je ta záruka za dítě. To máme požadovat po členských státech, členské státy by se měly zasadit o bezplatné vzdělání, kvalitní zdravotní péči, ale nemůže to udělat Evropská unie.

Момчил Неков (S&D). – Г-жо председател, г-н Канете, искам тази вечер да ви представя една по-различна гледна точка. Непрестанно чуваме, че младите хора са бъдещето на Европа, че трябва да инвестираме в тях, че те са приоритет на Европейския съюз. Опасявам се обаче, че тези красиви приказки на практика нямат никакво реално покритие. Реалността е коренно различна. Младежката безработица продължава да бъде много висока, а голяма част от младите хора приемат работни позиции, които са под нивото на квалификацията им, само и само, за да свържат двата края. Те продължават да бъдат и първите потърпевши от икономическата криза.

В същото време Европейският съюз, който претендира, че младите хора са приоритет, предлага насочени към младите програми като Еразъм+, които програми, обаче, са достъпни само за младежите, които разполагат със съответните финансови възможности. Моят въпрос е какво правим за тези млади хора, които мечтаят да заминат на студентски обмен по Еразъм+, но не могат да си позволят по простата причина, че стипендиите са малки, а родителите им не могат да поемат такава финансова тежест.

Непрестанно се хвалим с това, че Еразъм+ е най-успешната програма на Европейския съюз, но за съжаление тя остава недостъпна за голяма част от младите европейци. Тук пак говорим за двойни стандарти, а не за равни възможности. В същия ред на мисли, оценката на настоящата европейска стратегия за младежта показва, че Европейският съюз прави политики за младите хора без участието на самите млади хора.

Г-н Канете, вие казахте, че през последната година тази европейска стратегия е изготвена с участието на младите хора, но те казват, че мнението на 56% от тях изобщо не се взема предвид. Вярвам, че за да имаме един добре функциониращ и демократичен Съюз, младите хора трябва да вземат участие и техните политики и техният глас да бъде чути. Вместо да насърчаваме тяхното активно участие, обаче – това, което стана с Европейския младежки форум в България беше, че тези млади европейци бяха карани да ръкопляскаят по команда. Затова в България младите са апатични към политиката.

Karima Delli (Verts/ALE). – Madame la Présidente, l'heure est grave pour notre jeunesse européenne. Les chiffres sont éloquentes. Le taux chômage des 18-24 ans est passé de 15 à 19 % depuis 2008. Le décrochage scolaire a augmenté de deux points. Un jeune sur trois est menacé de pauvreté. Nous sommes dix ans après la crise. On peut le dire maintenant, c'est une génération tout entière qui a été sacrifiée au dogme de l'austérité.

En 2008, nous avons su sauver les banques. En 2018, allons-nous sauver la jeunesse européenne? Tous les indicateurs sont au rouge et la seule réponse qu'on offre à la jeunesse, c'est le pessimisme, c'est la défiance aux politiques, c'est la porosité au populisme avec les conséquences qu'on connaît, sans oublier le désintérêt croissant envers nos institutions.

Rappelez-vous, seuls 28 % des jeunes ont voté en 2014. Alors, écoutons enfin la jeunesse. La jeunesse, ce n'est pas qu'un mot, la jeunesse, c'est notre avenir. Secouez les États membres et la Commission! Essayez de comprendre que notre priorité est là, en face de nous. Notre priorité, c'est la jeunesse et en tout cas, il va falloir investir en elle.

Dobromir Sośnierz (NI). – Pani Przewodnicząca! Postaram się Państwu coś wytłumaczyć na prostym przykładzie. Jeśli ustalimy taką zasadę, że małżeństwo należy zawrzeć od razu po pierwszej randce albo w ogóle, to czy będziemy mieli więcej małżeństw czy mniej? Chyba nawet zdolności przeciętnego socjalisty nie przekracza zrozumienie, że będziemy mieli wtedy mniej małżeństw. I teraz proszę sobie wyobrazić analogicznie, że jeśli młodzi ludzie są zatrudniani na bardziej elastycznych warunkach niż przeciętnie w populacji, to właśnie dlatego, że dla pracodawców są niesprawdzeni, mniej pewni, niedoświadczeni i pracodawcy nie chcą takiego małżeństwa po pierwszej randce. Jeśli zakażemy im zatrudniania ludzi młodych w sposób elastyczny, to będziemy mieli mniej pracy dla młodych czy więcej? Będziemy mieli mniej pracy dla młodych, bo będą jeszcze mniej konkurencyjni wobec ludzi starszych i doświadczonych. Z jakiegoś powodu w państwach europejskich coraz łatwiej jest wziąć rozwód z żoną, a coraz trudniej zwolnić pracownika. Myślę, że już w tej chwili w niektórych krajach łatwiej jest wziąć rozwód niż zwolnić pracownika.

Anna Záborská (PPE). – Vážená pani predsedajúca, správa ma oslovila a pozorne som si ju preštudovala. Pri jej čítaní som narazila na odsek 8, v ktorom Parlament, citujem, vyzýva Komisiu, aby vytvorila účinné nástroje na koordináciu medzi útvarmi a pridelila zodpovednosť za uplatňovanie hľadiska mládeže súborne podpredsedovi Európskej komisie. Ak existujú dôvody na to, aby sme v európskych politikách a nástrojoch začali uplatňovať hľadisko mládeže, potom by sme mali začať uplatňovať aj takzvané rodinné hľadisko. Sledovať, ako európske politiky vplyvajú na rodinu v Európskej únii. Je to rodina, ktorej záujem by mal mať v portfóliu jeden z podpredsedov Komisie. Sú to opatrenia na podporu rodiny, pri ktorých by mala Únia podporovať členské štáty v súlade so zásadou subsidiarity. Prečo to hovorím? Mládež totiž nepadá zo stromu. Vyrastá v rodine, v rodine buduje svoj ľudský kapitál, v rodine prijíma základné hodnoty, na ktorých stojí celá naša spoločnosť.

Julie Ward (S&D). – Madam President, this is a very timely debate ahead of this weekend's European Youth Event or Yo!Fest, when 8 000 young people will take over Parliament, filling it with their ideas, energy and hopes for the future. Indeed, this report recommends concrete measures to strengthen and improve the future EU youth strategy, in particular, the inclusion in the labour market of all young people through equal opportunities and also enabling measures to grant young people the right to live in a healthy environment with access to education and culture, which should be considered fundamental rights.

As a Socialist Member, I welcome the focus on the need to always guarantee that employment, training and learning opportunities respect good working conditions and social rights, in line with the International Labour Organisation (ILO) Decent Work Agenda. Colleagues, young people are not cheap labour.

I also welcome the reiteration that the Commission and Member States must promptly adopt a child guarantee. Twenty-five million children in the EU are in a situation of poverty, which is simply unacceptable. Importantly, the report calls for young people and youth organisations to be involved in policy making. Yo!Fest offers such a model...

(The President cut off the speaker)

Jeroen Lenaers (PPE). – Voorzitter, de jeugd heeft de toekomst. Het is een spreekwoord dat we in bijna alle Europese landen kennen. Maar is dat spreekwoord vandaag de dag nog actueel? De jeugdwerkloosheid is in veel Europese landen nog steeds schrikbarend hoog. Het aantal jongeren dat in armoede of sociale uitsluiting leeft, is toegenomen. In het Verenigd Koninkrijk is een hele generatie een Europese toekomst tegen hun zin ontzegd.

Daarom is het debat vanavond zo belangrijk. Daarom ben ik ook blij dat de Europese Commissie heeft voorgesteld om de begroting voor het Erasmusprogramma te verdubbelen. Heel goed dat jongeren een prioriteit zijn en dat we ons daarbij richten op alle jongeren.

Het is ook goed dat we vanuit dit Parlement uitspreken dat grensoverschrijdende samenwerking en grensoverschrijdende kansen een wezenlijk onderdeel uitmaken van jeugdbeleid. Ik kom zelf uit een prachtige grensregio en ik weet zeker dat daar ook voor jongeren ontzettend veel kansen liggen; kansen die nu nog te vaak gemist worden. We moeten ervoor zorgen dat werk en vaardigheden beter op elkaar aansluiten en daarbij ook over grenzen heen durven kijken. Want waar een jonge werkloze soms moeite heeft om werk te vinden in zijn eigen land, liggen er aan de andere kant van de grens altijd mogelijkheden.

We moeten onze buurlanden weer willen leren. We moeten nog beter en nauwer samenwerken in grensregio's en we moeten ervoor zorgen dat jongeren toegang hebben tot informatie, financiering en professionele begeleiding. Daar ligt een taak voor jongeren zelf, voor scholen, voor stagebegeleiders, voor lokale en nationale overheden, maar zeker ook voor ons hier in Europa.

Ivari Padar (S&D). – Lugupeetud kolleegid! Majanduslanguse negatiivsed mõjud on noorte jaoks endiselt kägatsutavad ning on mõjutanud nende tööturu- ja õpivõimalusi. Me kõik tahame, et noored oleksid iseseisvad ja ambitsioonikad, et ei tekiks arutelu, nagu tehtaks ka nende eest kõik ära. Aga selleks, et nad saaksid oma tulevikku eest ise seista ja oma elu planeerida, tuleb anda võimalused ning seepärast on noortestrategia äärmiselt oluline. Sellises konkurentsitingimustes ning majanduslikult keerulises olukorras on noored tihti nõus tegema praktikaid praktika järel ning seepärast on lihtne noori ära kasutada, pakkudes neile töökogemust, kuid samal ajal ebasoodsaid või isegi mitte-eksisteerivaid kompenseerimisvõimalusi, ebarealistlikke tööaegu ja tingimusi ja nii edasi. See praktika ei soosi meie noorte tulevikku ning praktikavõimalused peavad olema kvaliteetsed, kindlate töötüüpidega ja hüvitistega. Noorte tulevikku eest muretsimine ei peaks olema teema mitte ainult riiklikul tasemel, vaid noortepoliitikasse tuleb kaasata aktiivselt piirkondlikud ja kohalikud omavalitsused. Oleks eriti tervitatav, kui omavalitsused pakuksid oma noortele individuaalset tuge, olenevalt nende majanduslikust ja sotsiaalsest olukorrast, kuid ka eelistustest, millega nad soovivad tegeleda ja kus kaasatud olla.

Agnieszka Kozłowska-Rajewicz (PPE). – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Strategia dla młodych, o wdrożeniu której dzisiaj rozmawiamy, ma pomóc w odnalezieniu się młodych ludzi w świecie, który staje się coraz bardziej skomplikowany i nieprzewidywalny. Jednym z namacalnych dowodów działania tego programu, jednym z tych rezultatów, których szukamy, jest zatrudnienie, samodzielność ekonomiczna, czyli konieczny warunek do życia i do rozwoju. Z uwagą więc śledzimy wskaźniki, które pomagają ocenić sytuację, np. poziom bezrobocia ludzi młodych.

Za jeszcze ważniejszy wskaźnik uważam wielkość grupy tzw. NEET, czyli tych młodych ludzi, którzy nie pracują, nie uczą się, nie szkolą. Obecnie jest ich w Europie 6 milionów i chociaż ta liczba powoli spada, wciąż jest o wiele za duża. Kluczowe jest, żeby zrozumieć to zjawisko. Programy dla młodych ludzi kosztują miliardy euro i zdaje się, że wydajemy je nieco po omacku. Mamy narzędzia, mamy pieniądze, ale żeby je odpowiedzialnie stosować, musimy lepiej poznać źródła najpoważniejszego zagrożenia dla młodzieży i dla przyszłości, jakim jest bierność młodych ludzi.

A więc apeluję o pogłębioną debatę o grupie NEET, o badania i wymianę dobrych praktyk i uzyskanie na tym polu realnego postępu.

Brando Benifei (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, vogliamo subito un nuovo patto generazionale che cancelli l'ipoteca sul futuro dei giovani. La loro esclusione economica mette a rischio la coesione sociale: oggi un giovane su tre in Europa è a rischio povertà.

L'Unione europea ha varato in questi anni iniziative per contrastare la disoccupazione giovanile, accrescere la partecipazione dei giovani, favorire l'inclusione, promuovere il volontariato, spesso scontrandosi con il disinteresse di molti governi nazionali. Ci sono risultati positivi, ma ancora insufficienti, e comunque troppo disomogenei.

Allora occorre una strategia più ambiziosa e più inclusiva, con un bilancio adeguato. Istruzione, cultura, salute, posti di lavoro di qualità, sistemi di protezione sociale, servizi più accessibili, cittadinanza attiva, solidarietà: queste sono le nostre priorità per la nuova strategia, per i prossimi programmi europei e per il prossimo bilancio.

Le autorità nazionali devono accelerare la cooperazione sotto l'egida della strategia per rispondere a queste sfide, assieme ai giovani e alle loro organizzazioni, che è necessario e urgente coinvolgere stabilmente per i processi decisionali, a tutti i livelli.

Senza un investimento massiccio sulle generazioni più giovani, l'Europa non avrà un futuro.

Danuta Jazłowiecka (PPE). – Pani Przewodnicząca! Po kryzysie finansowym wyniki dotyczące bezrobocia w całej Unii Europejskiej były bardzo negatywne. Wysokie bezrobocie dotyczyło nie tylko osób młodych, ale także pracowników z większym stażem. Dzisiaj sytuacja na rynku pracy jest o wiele lepsza. Bezrobocie w niektórych krajach sięga poziomu poniżej pięciu procent, a nawet brakuje rąk do pracy.

Niestety ta znacząca poprawa w niewielkim stopniu dotyczy osób młodych. Niepokojące jest to, że nadal blisko jedna trzecia młodych Europejczyków zagrożona jest ubóstwem lub wykluczeniem społecznym. Wśród nich stopa bezrobocia w niektórych krajach jest dwucyfrowa.

Od 2010 r. wdrażana jest strategia Unii Europejskiej na rzecz młodzieży, która jest kontynuacją działań z poprzednich lat. Widać jednak, że musimy podnieść efektywność podejmowanych działań. Moment ku temu jest odpowiedni. Obecna strategia obejmuje okres do roku 2018. Dodatkowo jesteśmy na etapie tworzenia priorytetów w ramach wieloletnich ram finansowych. Niezmiernie cieszę się, że jest szansa, aby w nowym unijnym budżecie położyć większy nacisk na problemy osób młodych oraz zwiększyć finansowanie takich programów jak Erasmus+.

Jestem przekonana, że w nowej strategii trzeba postawić na realne i określone cele. Przede wszystkim powinniśmy skupić się na edukacji, rozwijaniu umiejętności interdyscyplinarnych, tworzeniu stabilnych miejsc pracy dla osób młodych, rozwijaniu przedsiębiorczości i wspieraniu rozwoju osobistego.

Odpowiedzialność za politykę dla młodych ponoszą kraje Unii Europejskiej, dlatego też ważne jest wspieranie administracji krajowych. Nadal brak jest faktycznej wymiany dobrych praktyk, która – w mojej ocenie – jest kluczowa. Państwa powinny czerpać z doświadczeń innych i dostosowywać je do krajowych realiów.

Sofia Ribeiro (PPE). – Senhora Presidente, a estratégia para a juventude não pode reduzir-se a um mecanismo de assistencialismo social ineficaz no combate à precariedade. É, portanto, necessário exigir mais resultados.

O primeiro objetivo desta estratégia tem de ser a criação de emprego efetivo para os jovens. Este tem de ser o foco principal, combatendo a precariedade. É necessário exponenciar a implementação de programas-chave da União Europeia, como a Iniciativa para o Emprego dos Jovens, os programas Erasmus ou o Corpo Europeu de Solidariedade, minimizando as assimetrias entre as regiões europeias.

É necessária mais fiscalização contra abusos, em que temos, por exemplo, estágios que estão a encapotar contratos de trabalho. Necessitamos de mecanismos de denúncia à escala europeia, com a colaboração de instâncias locais, que protejam o anonimato dos jovens. É necessária mais monitorização dos efeitos reais destes programas. Os jovens não podem estar a saltar de estágio em estágio, sem nunca terem uma entrada efetiva no mercado de trabalho.

É necessário integrar nesta estratégia os trabalhadores mais experientes, que desempenham um papel importante na formação dos jovens no local de trabalho, numa fase de transição até à sua aposentação, para uma efetiva renovação geracional.

Senhor Comissário, as metas desta estratégia não se coadunam com um corte de 6 % no Fundo Social Europeu, conforme proposto pela Comissão. Esta situação ainda se vai agravar mais no caso dos Estados-Membros e das regiões mais desfavorecidas. É preciso combater esta proposta.

Spontane Wortmeldungen

Sirpa Pietikäinen (PPE). – Arvoisa puhemies, olen erittäin iloinen siitä, että komissio on panostanut ennen kaikkea nuorten kuulemiseen ja opiskelu- ja harjoittelumahdollisuuksiin, joita nyt myös Erasmusessa lisätään, sekä siihen, että nuoret voivat tutustua toisiinsa ympäri Eurooppaa.

Olennaista on se, että nuoret tuntevat Euroopan omaksi kodikseen, tuntevat Euroopan politiikan omaksi politiikakseen ja kokevat, että tämä on paikka, jossa he voivat vaikuttaa omaan ja koko maailman tulevaisuuteen. Olemme ehdottomasti oikealla tiellä, mutta lisätoimenpiteitä tarvitaan.

Rory Palmer (S&D). – Madam President, one of the key themes through this report is the importance of listening to young people, and that is what I have been doing: holding a series of discussions in recent weeks with young people in my region at the Outward Academy in Worksop, the Leicester Young People's Council, students at Uppingham School and young people in Buxton in Derbyshire, and I will be publishing a report in the next few weeks on what they have to say about Brexit. Because there is a specific context in the UK for listening to young people, and two early conclusions from my report on what they have said to me is this: on participation and empowerment, young people want to be formally empowered, and I agree with those young people who have told me that the voting age should be 16 and not 18 in the UK. And secondly, young people want to be listened to throughout this Brexit process. So the Commission, the UK Government and the Parliament steering group should find ways to engage young people throughout the next few months.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, η Ευρωπαϊκή Ένωση έχει γεμίσει στρατιές φτωχών και ανέργων νέων. Τα στοιχεία της Eurostat, του Φεβρουαρίου 2018, δείχνουν ανεργία των νέων στην Ελλάδα 45%, στην Ισπανία 35,5%, στην Ιταλία 32,8%. Αντίθετα, ανεργία των νέων στη Γερμανία 6,2% και στην Ολλανδία 7,2%. Ταυτόχρονα, στη Γερμανία αναζητούνται 1,6 εκατομμύρια εργαζόμενοι, μια και υπάρχουν κενές θέσεις εργασίας. Τι αποδεικνύει αυτό; Ότι η λειτουργία της ευρωζώνης, επί της ουσίας, οδηγεί σε αφαίμαξη του ευρωπαϊκού Νότου και σε εμπορικά πλεονάσματα στον σκληρό πυρήνα. Αν θέλουμε να έχουμε πραγματικά στήριξη των νέων και δημιουργία θέσεων εργασίας, πρέπει να εγκαταλειφθεί η λιτότητα και η βίαιη δημοσιονομική προσαρμογή. Πρέπει να αλλάξει δομή η ευρωζώνη και να πάψει να υπηρετεί τη γερμανική Ευρώπη. Πρέπει να αξιοποιηθεί η ποσοτική χαλάρωση για τη στήριξη επενδύσεων και δημιουργία θέσεων εργασίας στον ευρωπαϊκό Νότο και στην Ελλάδα. Γενναία αύξηση κονδυλίων για τη νεολαία.

Kateřina Konečná (GUE/NGL). – Paní předsedající, s velkým zájmem jsem si přečetla zprávu o provádění strategie Evropské unie pro mládež. Opět musím pochválit ochotu sebekritiky ze strany zástupců pravice, kteří jsou již dnes ochotni přiznat, že mladí Evropané se stávají prvními oběťmi nedostatečných investic do vzdělání a kultury, nezaměstnanosti a škrtů v sociálních službách. V důsledku toho se většina z nich obává o svoji budoucnost a cítí se obětována ekonomických zájmům. Sice jim to levice říká už v době krize, ale pravice to akceptuje až nyní a ohromně se diví, že roste podpora extrémistických uskupení.

Pravdou je, že i Frankenstein se divil, když stvořil monstrum. Každopádně člověku jde mráz po zádech, když čte, že téměř každému třetímu mladému člověku ve věku mezi osmnácti a dvaceti čtyřmi lety hrozí v Evropské unii chudoba nebo sociální vyloučení. Smutná bilance politiky škrtů, smutná bilance politiky pravice.

Seán Kelly (PPE). – Madam President, I have great faith in young people and actually, I think that young people have great faith in the European Union – contrary to what some people have said tonight. How else can you explain the fact that the majority of young people voted to remain in the European Union in the Brexit vote? The old fogies have taken them out. Also, in my own country, in a recent survey a whopping 97% of young people were in favour of the European Union, because they have enough intelligence to distinguish between populist rhetoric and facts. They see roaming. They see data protection. They see youth employment. They see Erasmus+. They see equality between young women and men, and they see the priority that has been given to young farmers in the next common agricultural policy (CAP).

Young people are not fools. There are issues: dropouts, ok; unemployment; social exclusion. But in a rising economy, with the Member States, they can be solved. I see a good future for the youth, and I see a great future for the European Union.

(Ende der spontanen Wortmeldungen)

Miguel Arias Cañete, Member of the Commission. – Madam President, I would like to thank the honourable Members for this constructive debate. The European Union Youth Strategy has played a crucial role in coordinating youth-related policies at Union level. But I agree that there is room for improvement. Today's debate showed that we often share the same vision regarding what needs to be done next.

This is very good news, as an important element of the strategy's success is to ensure everybody is on board. That is why we propose enhancing coordination at all levels, through the establishment of a European Union Youth Coordinator and the design of National Action Plans. But most importantly, we need to promote, facilitate and cherish the active involvement and participation of young people themselves through a more open, inclusive and constructive dialogue. We have to do policy with them, not about them.

Commissioner Navracsics, and all of us, are happy to count on your support in taking the next steps.

Eider Gardiazabal Rubial, ponente. – Señora presidenta, en mi primera intervención solo me ha dado tiempo a explicar nuestro informe y no he podido hacer una valoración de la estrategia que presentaba la Comisión: la de comprometer, conectar y empoderar. Pero yo creo que va muy en la línea de lo que hemos debatido hoy en este Pleno —y de lo que, mañana, espero que aprobemos en el informe— porque, al final, va en la línea de las demandas sobre todo de la gente joven, que es con la que han estado trabajando, aunque siempre hay que mejorar ese trabajo y, sobre todo, la participación de los jóvenes en la toma de decisiones.

Quería destacar una idea que me parece muy interesante, que es la del seguimiento exhaustivo del gasto en todos los programas de la Unión, porque así podremos saber exactamente cuánto dinero invierte la Unión Europea en las políticas de juventud.

Y sobre el tema del coordinador de la Juventud dentro de la Comisión, yo creo que es una propuesta que tenemos que explorar en el futuro, pero lo importante es que cada política y cada decisión que se tome tenga siempre esa perspectiva de juventud.

La de la juventud tiene que ser una política transversal y no puede residir solo en un coordinador que esté pendiente de que las políticas tengan esa perspectiva, sino que tiene que ser algo muchísimo más transversal. Pero bueno, me alegro de que la Comisión esté dispuesta a seguir trabajando.

Señora presidenta, para acabar, solo quiero agradecer el trabajo de todos los ponentes del resto de los grupos, porque la verdad es que ha sido fácil trabajar. Todas las aportaciones y todas las enmiendas han ido a construir el informe y a añadir nuevas ideas a este informe. Así que yo creo que tenemos un gran resultado y espero que mañana el voto sea ampliamente positivo para este informe.

Die Präsidentin. – Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet morgen, Donnerstag, 31. Mai 2018, statt.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Isabella Adinolfi (EFDD), *per iscritto*. – La presente relazione analizza in modo abbastanza appropriato l'efficacia della strategia dell'UE per la gioventù, nel raggiungimento degli obiettivi prefissati. Così, da un lato, vengono evidenziate le criticità, quali la disomogeneità dei risultati ottenuti e la mancanza di una comunicazione sistematica e di informazioni affidabili sull'attuazione della strategia, e dall'altro si forniscono raccomandazioni alla Commissione e agli Stati membri. In specie, si chiede di intensificare gli sforzi per incrementare la partecipazione dei giovani a rischio di discriminazione, di agevolare la partecipazione attiva dei giovani anche attraverso strumenti di nuove tecnologie, di garantire maggiore rappresentatività da parte delle organizzazioni giovanili, di sviluppare e implementare politiche di alfabetizzazione funzionale, mediatica e digitale, di porre in essere maggiori sforzi per garantire l'accesso alla cultura e alla vita pubblica ai giovani più svantaggiati o con disabilità. Infine, per quanto riguarda Garanzia giovani, grazie ad un nostro emendamento, si è evidenziato come gli Stati membri debbano dotarsi di efficaci sistemi di monitoraggio allo scopo di contrastare abusi. Si tratta quindi di una relazione contenente delle buone indicazioni che dovrebbero essere implementate prontamente per rispondere ai problemi e alle necessità delle nuove generazioni in modo più efficace.

María Teresa Giménez Barbat (ALDE), *por escrito*. – La estrategia europea para la juventud ambiciona dar voz a las ideas y demandas de los jóvenes europeos, intentando facilitar un mejor acceso al mercado de trabajo y fomentando la movilidad de los estudiantes a través de programas de formación y voluntariado. El apartado 13 de este informe — según el cual «[la Unión] reconoce [...] la importancia del asociacionismo juvenil como espacio de crecimiento de la persona y de desarrollo del sentido de ciudadanía activa»— me hace reflexionar sobre la situación de los jóvenes en Cataluña, como el hecho de que asociaciones de estudiantes que no simpatizan con la independencia sean víctimas de agresiones y campañas difamatorias. La Universidad Autónoma de Barcelona pretende incluso eliminar al colectivo de jóvenes de la asociación Societat Civil Catalana del directorio de asociaciones, impidiendo así que lleven a cabo sus actividades en la universidad. Se trata esencialmente de una persecución política contra los jóvenes, en razón de su «posición pública sobre determinados asuntos de actualidad política», según ha reconocido la propia Fiscalía de Cataluña. Si aspiramos a que los jóvenes europeos se sientan verdaderamente representados por la Unión, es preciso escucharlos, pero también proteger su libertad de asociación y expresión, muy especialmente en las instituciones educativas y culturales.

Antanas Guoga (PPE), *in writing*. – The EU Youth Strategy was a long-needed document which could clearly define EU priorities and goals for young people in the European Union. The MFF presented by the European Commission at the beginning of May emphasised programmes related to youth engagement as one of the key priorities, such as more funding for the Erasmus programme, which I strongly support. It is the best way to share best educational practice between Member States, and introduce young people to potential new skills. Also, it helps to fight youth unemployment as well as strengthen a common EU culture. The focus on education should be the key priority of EU Youth Strategy, with a special emphasis on the promotion of digital skills. I have already talked about this many times. We need to engage young people to learn about the potential of digital skills through formal as well as non-formal educational programmes such as Coder Dojo. In this way, we will help young people to choose wisely their future career paths that will meet the needs of the EU job market.

Ivan Jakovčić (ALDE), *napisan*. – Svjesni smo da je gospodarska kriza imala negativan učinak na europske građane, posebno na mladu populaciju Europljana, koji su prve su žrtve nezaposlenosti i nedostatka ulaganja u obrazovanje i kulturu. Zbog toga ih se većina boji budućnosti i osjeća žrtvovano za gospodarske interese. Izvješće o provedbi Strategije EU-a za mlade navodi da bi Strategiju za mlade trebalo poboljšati i ojačati, iako su rezultati pozitivni, ali ciljevi nisu ni izbliza ostvareni.

Brojke pokazuju da danas u EU-u gotovo 1 od 3 mladih osoba u dobi od 18 do 24 godine prijeti rizik od siromaštva ili socijalne isključenosti. Stopa nezaposlenosti mladih u europodručju i dalje je viša od 20 %. Zaposleni mladi se suočavaju s izazovima kao što su nesigurni uvjeti rada u smislu plaća, stresa i trajanja ugovora. Ponekad im je vrlo teško osjećati se dijelom društva. Bili zaposleni ili ne, nedostatak povjerenja u mlade dovodi do, primjerice, odbijanja davanja kredita.

Kao posljedica navedenog dolazi do porasta frustracija te se mladi osjećaju isključenima, a to ima ozbiljne negativne učinke na životne uvjete, građansko sudjelovanje, emocionalni život i zdravlje mladih. Stoga je cilj ovog izvješća o provedbi osigurati elemente za snažnu, dugoročnu i dobro koordiniranu strategiju u interesu mladih Europljana.

Krystyna Łybacka (S&D), *na piśmie*. – Podkreślam znaczenie modernizacji edukacji dla zapewnienia osobom młodym odpowiedniej wiedzy, umiejętności i kompetencji niezbędnych do życia w coraz szybciej rozwijającej się rzeczywistości ekonomiczno-społecznej. Niezbędna jest zmiana paradygmatu uczenia na bardziej skierowany na uczącego się. Instytucje edukacyjne powinny być centrami krytycznego i kreatywnego myślenia, nastawionymi na personalizację kształcenia w celu zwiększenia jego jakości i efektywności.

W związku z powyższym i w ślad za rezolucją podkreślam konieczność priorytetowego podejścia i zagwarantowania odpowiedniego wsparcia kształcenia i szkolenia w nowym okresie programowania WRF na lata 2021-2027. Młodzi ludzie muszą mieć możliwość rozwoju przez całe życie. Dlatego niezwykle istotna jest realizacja strategii na rzecz kształcenia ustawicznego oraz zwiększenie i dostosowanie oferty edukacyjnej na każdym poziomie do potrzeb poszczególnych grup społecznych. Bardzo ważna jest w tym kontekście rola kształcenia pozaformalnego i nieformalnego. Musimy także pamiętać o młodych migrantach: zapewnienie im wysokiej jakości edukacji jest niezbędne dla ich integracji oraz zapobiegania zjawiskom dyskryminacji oraz wykluczenia społecznego.

João Pimenta Lopes (GUE/NGL), *por escrito*. – Os elevados índices de desemprego jovem traduzem uma realidade que não pode ser desligada do que têm sido as políticas da UE que têm promovido a precariedade e a desregulamentação laborais, ou o desinvestimento em serviços e prestações sociais. Políticas cujas consequências estão bem expressas no aumento dos jovens que hoje vivem em situação de pobreza e exclusão social.

As respostas criadas no âmbito desta estratégia, apesar de paliativas, poderiam ter um impacto positivo que está por atingir. Para que tal fosse possível, além do necessário reforço de verbas, competências e abrangência dos programas, seria imperativo que rejeitassem formulações de uma «flexibilidade» que apenas traduz a desregulação do horário de trabalho e dos vínculos laborais ou qualquer lógica de criação de estágios não remunerados, de trabalho em condições precárias ou da substituição de empregos permanentes por temporários ou estágios.

Uma política de juventude orientada para a criação de emprego e a inclusão social é indissociável da defesa de emprego com direitos, assente na contratação coletiva, na rejeição de qualquer vínculo precário, na garantia de salários justos e dignos e horários regulados. Mas também é indissociável de políticas que promovam serviços públicos, gratuitos, universais e de qualidade ou de investimento público, que dinamizem a economia e os sectores produtivos e estratégicos.

Dubravka Šuica (PPE), *napisan*. – Gospodarska kriza koja je pogodila Europu 2008. godine ostavila je puno posljedica iza sebe, naročito na mlade. Nakon početka krize bilo je potrebno napraviti rezove i početi provoditi restriktivnu monetarnu politiku. Prve mjere štednje odnosile su se upravo na politiku mladih, odnosno na smanjenje ulaganja u socijalne službe, obrazovanje, nezaposlenost i kulturu. Rezultati istraživanja govore da svakoj trećoj mladoj osobi u Europskoj uniji, od 18-24 godine, prijete rizik siromaštva ili socijalne isključenosti. Stopa nezaposlenosti mladih je i dalje viša nego što je bila prije krize pa smo tako 2016. imali stopu nezaposlenosti od 18,7%, dok je 2008. stopa nezaposlenosti iznosila 15,6%.

Obzirom na to da su mladi jedan od glavnih prioriteta Europske unije, pokrenuta je Strategija EU-a za mlade. Cilj ove inicijative je omogućiti što više mogućnosti istih za sve mlade, promicati socijalnu uključenost i solidarnost mladih. Dosadašnju Strategiju možemo napraviti efikasnijom i bolje koordiniranom tako da mladi budu prvi sugovornici kod kreiranja politika, odnosno, da slušamo njihove prijedloge i njihove savjete.

Mladima je potrebna perspektiva i mogućnost da na temelju svojih kvalifikacija kroje karijeru i život, a ne da strepe hoće li imati dostatnu mirovinu. Mladi su prioritet EU-a i zato čvrsto stojim iza Strategije EU-a za mlade.

Valdemar Tomaševski (ECR), *raštu*. – Dabartinėje ES jaunimo strategijoje numatyta labai daug siūlomų iniciatyvų, susijusių su įvairiomis veiklos sritimis, kuriomis, atsižvelgiant į gana sudėtingą politinių prioritetų nustatymo mechanizmą, neužtikrinamas aiškus tikslų nustatymas, tuo pačiu metu bendro pobūdžio tikslai išlieka abstrakčiais šūkiais. Verta paminėti, kad Europos Sąjungos jaunimo politikoje trūksta aiškiai nustatytos lyginamosios analizės. Todėl keitimasis gerąja patirtimi vis dar vyksta informuojant kolegas apie veiksmų, kurių mastas ribotas dėl atskirose šalyse susiklosčiusių konkrečių aplinkybių, pavyzdžius. Taigi požiūrį, kuriuo nustatomos atskiros veiklos sritys, turėtų tvirtai papildyti kompleksinis, visapusiškas požiūris, nes su jaunimo politikos formavimu susiję klausimai (švietimas, užimtumas, inovacijos, savanoriška veikla) yra tarpusavyje glaudžiai susiję, kaip tai nuolat matyti iš konkrečių politinių dokumentų ir Jaunimo strategijos klausimus nagrinėjančių ekspertų grupių veiklos. Norėdami įtraukti visus jaunus žmones į darbo rinką ir suteikti jiems kokybiškus darbus, turėtume stiprinti savo pastangas suteikti jaunimui vienodas galimybes užtikrinti ilgą

laikę integraciją į darbo rinką ir ilgalaikius darbus. Jiems turėtų būti suteikta galimybė valdyti savo karjeros pokyčius atsižvelgiant į savo kvalifikaciją ir profesinius interesus. Jauniems europiečiams reiktų sudaryti geresnes perspektyvas dėl jų būsimos profesinės karjeros ir pensijos.

29. Umsetzung der Ökodesign-Richtlinie (Aussprache)

Die Präsidentin. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über den Bericht von Frédérique Ries im Namen des Ausschusses für Umweltfragen, öffentliche Gesundheit und Lebensmittelsicherheit über die Umsetzung der Ökodesign-Richtlinie (2009/125/EG) (2017/2087(INI)) (A8-0165/2018).

Frédérique Ries, rapporteure. — Madame la Présidente, l'Europe est entrée dans une nouvelle dynamique, celle de l'économie circulaire, celle de la préservation de nos matières premières, devenues si rares déjà. L'écoconception, dont nous allons parler ce soir, en est un socle essentiel. Il s'agit de la prise en compte de l'ensemble des impacts environnementaux sur la biodiversité, sur l'eau, sur les sols, sur l'air, sur le bruit et, bien entendu, sur l'énergie consommée lors de la conception du produit. Logique, je dirais, puisque cette phase de fabrication des produits est à l'origine de 80 % des nuisances environnementales et de 90 % des coûts pour les producteurs.

En 2005 — j'étais déjà rapporteure sur la première directive-cadre sur le sujet —, l'objectif à l'époque était limité et visait la seule réduction des émissions de gaz à effet de serre par l'amélioration de l'efficacité énergétique. Aujourd'hui, on ne peut plus se focaliser seulement sur cette question d'efficacité énergétique. L'Europe doit changer de paradigme et agir pour une meilleure utilisation des ressources et sur la recyclabilité des produits, une ambition qui a été très largement partagée par les membres de la commission de l'environnement, qui ont adopté à la quasi-unanimité, le 25 avril dernier, mon rapport sur la mise en œuvre de la directive de 2009.

Je voudrais d'ailleurs remercier l'ensemble des membres de la commission, et tout particulièrement les rapporteurs fictifs, avec lesquels j'ai eu une excellente collaboration: Francesc Gambús pour le PPE, Massimo Paolucci pour le S&D, Nikolay Brekov pour ECR, Kateřina Konečná pour la GUE/NGL, Margrete Auken pour les Verts, Eleonora Evi pour l'EFDD et Sylvie Goddyn pour ENF.

Je rappelle qu'il s'agit ici d'un état des lieux, d'un rapport de mise en œuvre. Les exigences d'écoconception qui s'appliquent à toute une gamme de produits consommateurs d'énergie ont porté leurs fruits: je pense aux appareils de chauffage à air, aux chaudières, aux ordinateurs, aux lampes, aux téléviseurs et au matériel électroménager au sens large.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La politique d'écoconception, couplée aussi, il faut le dire, à la législation sur l'étiquetage énergétique, génère des économies qui sont supérieures à la consommation d'énergie annuelle de l'Italie, rien de moins, soit 175 millions de tonnes équivalent pétrole. Si l'on ramène l'analyse à un niveau plus proche de nous, c'est-à-dire des consommateurs que nous sommes, cela représente une économie de 490 euros par ménage et par an sur les factures d'énergie. Plusieurs études des autorités britanniques confirment ce succès, notamment une étude publiée en 2015, qui a conclu que chaque livre sterling investie dans l'écoconception rapportait 3,8 fois plus à l'économie britannique et que, donc, il s'agit bel et bien d'une politique rentable.

Toutefois, ce ciel bleu que je suis en train de dessiner ici, est tout de même parsemé de quelques nuages. On perçoit en effet quelques bémols, notamment des critiques unanimes face aux retards persistants dans le processus de décision. La Commission doit donc, Monsieur le Commissaire, remédier à cette situation, et c'est ce que nous précisons aux points 7 à 14 de notre rapport. Les fabricants européens doivent pouvoir se fier à des échéances claires quant aux mesures d'exécution. C'est important pour leur stratégie et pour maintenir une concurrence loyale avec les entreprises non européennes.

Mais dans l'ensemble, les motifs de satisfaction sont là et nous conduisent, évidemment, à voir plus loin et à vouloir, premièrement, élargir les mesures d'écoconception aux produits liés à l'énergie, qui recèlent le plus grand potentiel d'économie, comme les panneaux solaires, les conteneurs réfrigérés et les sèche-mains. Deuxièmement, nous entendons miser sur d'autres critères, des critères différents, supplémentaires, pour fixer nos exigences. Cela pourrait être la durabilité pour nos lave-vaisselle, nos réfrigérateurs, la réparabilité – nous avons beaucoup insisté sur ce point – et la disponibilité des pièces de rechange, par exemple pour les téléviseurs et les imprimantes dites *all-in-one*.

Toujours sur cette question de la sélection des critères, nous estimons indispensable que, dans son plan de travail, la Commission trouve une solution – cela a été une partie essentielle de nos débats – pour les téléphones portables. Je sais que ce n'est pas facile au vu de la durée de vie des portables, en moyenne de 6 mois à 2 ans d'utilisation selon qu'ils meurent, tout simplement, ou selon qu'ils se démodent. Leur bilan environnemental doit aussi être amélioré. En effet, je suis convaincue – je parle ici en tant qu'utilisatrice –, que les smartphones devraient être fabriqués avec des composants démontables, la batterie notamment, et devraient être accompagnés d'informations claires sur leurs possibilités de réutilisation et de recyclage.

Il faut aussi améliorer la surveillance du marché. La Commission estime qu'entre 10 et 25 % des produits réglementés par la directive ne sont pas conformes aux exigences d'écoconception. La responsabilité en cette matière incombe aux États membres. Au niveau de l'Union européenne, ...

(La Présidente retire la parole à l'oratrice)

Die Präsidentin. – Frau Berichtstersterin! Sie haben fünf Minuten jetzt und am Ende eine Minute. Sie haben es so aufgeteilt. Und nun haben Sie schon mehr als fünfeinhalb Minuten gesprochen. Wenn Sie natürlich ganz darauf verzichten wollen, am Ende zu reden, dann dürfen Sie gerne weitermachen. Ist das so? Wollen Sie Ihre sechs Minuten jetzt ganz ausschöpfen? Bitte sehr!

Frédérique Ries, rapporteure. – J'étais à 5'30, Madame, si vous me donnez dix secondes ici pour terminer ma phrase, j'aurais vingt secondes pour conclure, cela me paraît bien.

Je disais donc à ce sujet que l'idée de créer un passeport pour les produits numériques me paraît excellente. Elle a d'ailleurs été suggérée dans les conclusions du Conseil de décembre 2017 sur l'éco-innovation.

Die Präsidentin. – Danke schön, Frau Berichtstersterin! Ich stelle fest, dass Sie Ihre letzte Minute auch hier verarbeitet haben.

Miguel Arias Cañete, Member of the Commission. – Madam President, for more than 10 years now, the Union's ecodesign policy has proven to be an effective instrument for improving the environmental performance of energy-related products.

One of the success factors of this policy framework is the way we go about establishing the requirements; through a robust and transparent process, with the close involvement of all stakeholders along the way. This has resulted in broad support for ecodesign and energy labelling from Member States, businesses, consumer organisations and environmental NGOs.

The Commission is very pleased to see that also in this House there is strong support for a continued, and strengthened, implementation of this policy. Let me outline briefly what the Commission is already doing to improve its implementation.

Firstly, as regards the decision-making process we are aware that the development of measures takes time. This time is needed to ensure a robust technical analysis and have a transparent process where stakeholders have many opportunities to comment on our work. Moreover, given the sensitivity of this policy in some quarters, the College has decided to strengthen political oversight. This includes, amongst others, political level scrutiny at different stages of the process and the adoption of measures in packages to underline the added value of this policy in terms of monetary and energy savings.

As regards market surveillance, Member States clearly need to do more to ensure compliance of products with ecodesign and energy labelling requirements. The Commission is assisting national authorities with this task, in particular by funding joint surveillance projects and facilitating exchange of information. The product registration database that we are establishing for energy labelling will also help in this respect.

Another important way to strengthen ecodesign implementation is in its contribution to the objectives of the circular economy. In fact, our current ecodesign regulations already tackle reparability, durability and end-of-life aspects of certain products in support of circular economy objectives. But more can be done and your own-initiative report indicates many areas where improvements could be made.

The Commission is keen to explore various possibilities, and in fact the current Ecodesign Working Plan 2016-2019 makes a strong commitment to contribute to the objectives of the circular economy. Issues such as durability, reparability and recyclability will be examined in a more systematic way when proposing new regulations and when reviewing the existing ones. For example, we are investigating whether a reparability score for domestic appliances could be included in energy labels in the future. The core idea is to provide incentives to make products last longer and be easier to upgrade, repair and recycle.

This is not an easy discussion: for example, while a more energy efficient product directly leads to money saved for consumers, a product that is easier to disassemble does not necessarily have such direct benefits. Also, if there are circular economy requirements, it needs to be possible to check them. It is one thing to check how a product performs. It is quite another thing to check how it was produced, for example using recycled materials.

The Commission is however convinced that these challenges can be overcome and that, together, we can enhance our existing policy framework to drive our markets towards more sustainable products and a truly low-emission, energy efficient and circular economy.

Francesc Gambús, *en nombre del Grupo PPE*. – Señora presidenta, señor comisario, el ecodiseño es un paso fundamental para continuar avanzando hacia el nuevo modelo europeo de economía circular y bajo en emisiones.

Reglamentar mejor la fase de diseño y fabricación de los productos es esencial. Gracias a ello se facilitará la reutilización de los productos, serán más fáciles de desmontar, más sencillos de reparar y podremos combatir mejor la obsolescencia programada. De esta manera ahorraremos daños al medio ambiente y disminuirémos los costes de fabricación.

La importancia del ecodiseño ha hecho que la gran mayoría de grupos del Parlamento nos hayamos puesto de acuerdo en las medidas a adoptar. Hemos sido conscientes de que, para avanzar hacia una nueva manera de producción y de consumir, es primordial regular todas las etapas del ciclo de vida de un producto.

Este informe se ocupa de la Directiva aprobada ya en 2009 con este título. Sin embargo, casi diez años después de su aprobación, no podemos estar completamente satisfechos de su implementación.

Debemos aprender de errores y aportar soluciones más firmes y concretas, que a su vez sean un instrumento potente contra el cambio climático. Por este motivo, estamos convencidos de que el informe que hoy se presenta representa un avance y un progreso hacia el modelo de economía circular, aquel que nos permitirá contaminar menos y crear más y mejor empleo en Europa.

Termino agradeciendo el trabajo de la señora ponente y la buena disposición al trabajo conjunto también del resto de ponentes alternativos.

Rory Palmer, *on behalf of the S&D Group*. – Madam President, can I first of all thank the rapporteur and congratulate her for bringing forward this report. Designing products that are more sustainable, that use less energy, is clearly common sense. Therefore it is difficult to mount an argument against the concept of ecodesign, as I am sure some will try to do because if you look at some headlines on this you would think that this was all needless EU red tape, Brussels bureaucrats trying to tell us what sort of vacuum cleaners we can and can't buy. Of course, it is not that. It is about helping people make better choices as consumers to buy products, whether they be televisions, whether they be coffee machines, whether they be laptops, that are more energy efficient, that are more sustainable, that been made in a more sustainable way.

It is key therefore that we make sure the most sustainable products on the market are also the most affordable products on the market. This must also be an issue of social justice as well as environmental justice. Key to this is the implementation, of course, and that is where I feel we need to see the balance of ambition with pragmatism. Whilst not directly referenced in this report, let me take the case of lights used in music venues and theatres.

If a specific exemption is removed, we will see energy usage of certain lamps. It would mean an immediate waste of existing equipment if that exemption was removed. Whole lighting rigs would need to be replaced, whole lighting rigs becoming obsolete when they could be used for many years. Data from UK Music shows that 35% of live music venues in the UK have closed in the last 10 years. Those venues face many challenges: business rates going up, rents going up, planning regulations. Any further increasing costs will present a real threat to music venues in the UK and across the EU.

So I appeal to the goodwill and willingness of the Commission to work positively to reach a sensible compromise on this specific issue, and a way forward, so we can find a low waste, low energy and more sustainable economy and protect live music and arts venues at the same time, because that would represent good, positive, cooperative policy-making and I know that it would be music to the ears of venues across the UK and other Member States.

Jadwiga Wiśniewska, *w imieniu grupy ECR*. – Pani Przewodnicząca! Chciałabym podziękować pani Ries za dobrą współpracę nad sprawozdaniem. Cieszę się, że sprawozdawczyni była otwarta na argumenty dotyczące m.in. uwzględnienia szczególnej roli małych i średnich przedsiębiorstw, które mają mniejsze możliwości dostosowania się do nowych wymogów niż więksi producenci.

Dziękuję również za zaakceptowanie mojego postulatu, by każde rozszerzenie zakresu dyrektywy było poprzedzone dogłębną oceną wpływu, która powinna wykazać, jakie ewentualne korzyści wynikną z objęcia tymi przepisami nowych kategorii produktów.

Wprowadzenie wymogów związanych z ekoprojektowaniem to ruch w dobrym kierunku i uważam, że Parlament powinien wspierać tę inicjatywę, pozwala bowiem ono na bardziej efektywne wykorzystanie energii. Przekłada się to nie tylko na ograniczenie szkodliwych emisji, ale również na zwiększenie bezpieczeństwa energetycznego.

Niestety, niektóre zapisy proponowane w projekcie sprawozdania nie są dobrym rozwiązaniem. Aspekty etyczne są oczywiście istotne, ale uważam, że dyrektywa dotycząca ekoprojektu nie jest odpowiednim miejscem, aby poruszać te tematy. Z kolei postanowienia mówiące o odpowiedzialności producentów za cały cykl życia produktów są zbyt daleko idące. Dlatego też zaproponowałam poprawkę, która zbliża je do ustaleń pakietu odpadowego.

Pavel Telička, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, first of all I need to applaud Frédérique Ries, not because she is a member of my Group but because I think we have a very good report in front of us and, of course, I know that all the shadows have contributed.

I think ecodesign proves that it is a useful tool. We definitely see that in terms of the reduction in energy consumption and, of course, it also has a positive impact on fuel imports and in reducing emissions. So the policy delivers. I think that that is clear. Consumers also profit and I think that has also been underlined, even though we hear all the time that this is yet another dictate from Brussels. This also shows that we still have a bit of a problem with the mind-set. We hear that in the political debates, campaigns, and I think we need to reinforce and sharpen up a little bit our communication.

Ecodesign criteria should also, in my opinion, be broadened. So far, ecodesign primarily focuses on energy consumption, but that should not be the only criterion. I would say that we have to focus on our resource efficiency and therefore criteria like recyclability, upgradability, durability, reparability all have to be taken into account.

The scope of ecodesign should be extended. The sole scope of the Ecodesign Directive covers energy and energy-related products, but what about other product groups, for example ICT products, which contain a number of precious elements, or furniture, which definitely creates a large part of our landfill? Composition of products has the same relevance as energy consumption, in my opinion, and therefore ecodesign should be considered as a part of the circular economy, and that has been underlined.

A last remark: priority, in my opinion, should be given to those product groups which have the highest potential. So there is work to be done, and I am sure that we will progress on that.

Linnéa Engström, för Verts/ALE-gruppen. – Fru ordförande, herr kommissionär! Vi måste säkerställa att produkter på vår marknad designas så att vi sparar både energi och råvaror. Produkter behöver bli mer återanvändbara, kunna repareras och återvinnas, och inbyggt åldrande måste förbjudas. Vi måste snarast komma till rätta med problemen med kemikalier och mikroplast i våra hav och i vår vardag. Det är viktigt att produkter som tvättmaskiner och mobiltelefoner inkluderas i det här direktivet. Vi har smarta tvättmaskiner. Kan vi stoppa mikroplast från kläder som utsöndras i vårt avloppsvatten och som är svåra att rena bort? En enkel, billig och effektiv åtgärd.

Vi vet att våra mobiltelefoner innehåller värdefulla och sällsynta mineraler som ofta utvinns under hemska förhållanden i fattigare länder, så nästa steg är att introducera etiska och miljömässiga kriterier, som ursprungsmärkning och utvinning av råvaror som används i våra produkter. Mänskliga rättigheter och miljö måste stå i fokus för vår lagstiftning inom EU.

Kateřina Konečná, za skupinu GUE/NGL. – Paní předsedající, v první řadě mi dovoluji poděkovat paní zpravodajce za skvělou spolupráci při přípravě zprávy. Ekodesign přinesl skutečnou přidanou hodnotu, co se týče úspor energie i zdrojů. Což ostatně uznávají jak dotčené průmyslové sektory, tak i nevládní organizace a odborníci z členských států.

Potenciál, který nabízí současná směrnice, by měl být plně využíván. Vždy by měly být zváženy všechny environmentální dopady daných výrobků s ohledem na jejich složení, trvanlivost, demontáž, opravitelnost a recyklovatelnost, a to již ve fázi návrhu. To již však nestačí naší vzrůstající spotřebě a z toho vyplývajícím problémům. Je čas více přemýšlet nad předměty, které denně používáme. Tato potřeba se ukazuje dnes a denně. Podívejme se na to, jakou krizi v současnosti prožíváme, co se týče plastů. Přitom by stačilo tak málo.

Dlouhodobě zde prosazují, že právě nová reforma, posílení a zásadní rozšíření ekodesignu je tím pravým klíčem k rozvoji oběhového hospodářství. Nové znění by se mělo vztahovat na daleko širší portfolium výrobků, mělo by být řádně provázáno s legislativou týkající se odpadů a chemických látek a příslušné orgány by měly mít více pravomocí, co se týče dodržování pravidel zpracovateli i výrobci. To očekávám od dalšího návrhu Evropské komise, když ne této, tak alespoň té nové.

Julia Reid, on behalf of the EFDD Group. – Madam President, I and many of my constituents are extremely concerned about the content of the EU Ecodesign Directive and I have received many emails and letters about it. Of greatest concern is the effect that the directive will have on theatres and similar venues across the United Kingdom and Europe.

Since 2009, retailers have been banned from selling tungsten lighting for domestic use, but they were still permitted to sell it for use in theatres and concert halls, which were exempted from the ban. Over the years, people working in the entertainment industry have approached manufacturers who were still making this type of light bulb, requesting that they continue production. However, the supply of tungsten lamps will now cease as the Ecodesign Directive will end this exemption. Not only that: the legislation will also affect most of the lighting used in this field.

The effect of this legislation will be that, by 2020, theatres and other venues in the entertainment industry will no longer be able to purchase new tungsten lamps, while at the same time no suitable alternative will be available. This directive will have a negative impact on theatres and similar venues, especially smaller establishments that would be disproportionately affected.

Consequently, we in UKIP believe that the creative industries should be exempted from this legislation.

Sylvie Goddyn, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, la mise en œuvre de la directive sur l'écoconception a pris du retard, et pour cause, la Commission a très peu ou mal accompagné les États membres pour répondre à ces exigences. Les consommateurs, les ménages et l'environnement sont les premiers à en payer le prix.

Les États membres et les entreprises doivent recevoir davantage de moyens afin de pouvoir répondre à la double exigence de qualité de fabrication et de qualité environnementale et sanitaire lors de la conception des produits.

Un bond qualitatif résultera d'une mise en conformité accrue des produits disponibles sur le marché européen et devrait endiguer l'arrivée de produits non conformes, notamment en provenance d'Asie. Pour les smartphones et les technologies de l'information et de la communication, l'urgence, c'est de réduire notre dépendance aux terres et aux métaux rares. L'écoconception peut nous y aider.

Aussi, je soutiendrai et voterai en faveur de ce rapport équilibré, qui vient compléter d'autres dossiers cruciaux, mais aussi et surtout parce qu'il permettra d'envisager une consommation plus frugale et respectueuse de l'environnement.

Sirpa Pietikäinen (PPE). – Madam President, 80% of the environmental impact of products is decided by design. So already, when the first Ecodesign Directive was launched, there was a great debate that it should not be only energy but it should cover all product classes and all impacts on the environment. This need is even highlighted now that we have the programme on the circular economy and the need to make products more upgradable, repairable, reusable, disassemblable, modular and recyclable as a material at the highest level.

This is important because through the Ecodesign Directive, we can have an impact also on all goods that are imported into the EU. Think, for example, of plastics. You cannot ban single-use plastics in packaging, for example, if you don't put that in the Ecodesign Directive so that it is compliant with WTO rules and it has an impact on all the goods that are imported as well.

This is a crucial change and I am very happy to see that the Commission is ready to consider changing the scope so that it would cover all products and it would be horizontal, having these demands in different classes. Next comes surveillance: that the goods and products are really compatible with the Regulation also on the markets.

Claudiu Ciprian Tănăsescu (S&D). – Doamnă președintă, stimați colegi, suntem de acord cu faptul că Directiva privind proiectarea ecologică a fost un instrument eficient, raportul de punere în aplicare confirmând acest lucru. Exploatarea întregului potențial al proiectării ecologice contribuie la îmbunătățirea gestionării energiei și a materiilor prime și la accelerarea tranziției către o economie mai durabilă și cu emisii reduse de carbon.

Însă, legislația Uniunii Europene privind proiectarea ecologică trebuie să fie deschisă, pentru a acoperi o gamă mai largă de produse de zi cu zi, trebuie să fie coerentă cu reglementările conexe ale Uniunii și mai bine înțeleasă de cetățenii Uniunii Europene, iar inovația în domeniul proiectării ecologice a produselor trebuie să fie stimulată. Acest lucru va contribui la reducerea a milioane de tone de deșeuri care intră în depozitele de deșeuri și la incinerare și, ulterior, la reducerea emisiilor de gaze cu efect de seră. De asemenea, supravegherea pieței trebuie consolidată printr-o serie de măsuri, îmbunătățirea sistemului de supraveghere a pieței necesitând o finanțare adecvată din partea statelor membre.

Arne Gericke (ECR). – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen, liebe Kollegen! Ich war vor kurzem in einem Kindertheater: Pippi Langstrumpf – richtig schön. Nervös standen die Kinder auf der Schulbühne im Rampenlicht. Stichwort „Rampenlicht“ – schon sind wir bei einem Thema, das im Zuge der Ökodesign-Richtlinie wichtig wird. Die Bühnenbeleuchtung für Fachleute: Licht nach EN60598217. Bühnenleuchten setzen Kunst und Kultur ins rechte Licht – glitzernd, bunt, dynamisch. All das dürfen wir nicht einem fadenscheinigen Energiespardiktat unterwerfen. Wir dürfen es nicht, weil wir das Licht der Kunst unnötig einschränken, dem Spot den Saft abdrehen.

Und wir sollten das nicht tun, weil wir kleine Bühnen, Verein und kommunale Träger damit überfordern. Es stimmt: Keiner muss wegen der Richtlinie alte Leuchten von den Traversen nehmen. Trotzdem, wann immer sie einzelne Leuchten auswechseln, kommt lichttechnisch das ganze System aus dem Gleichgewicht. Es gibt viele Lampen und Lichteffekte, die es nach der neuen Regel dann gar nicht mehr gäbe. Herr Kommissar Cañete, lassen Sie uns einen Weg finden, um das Rampenlicht zu retten, nicht nur für die Kinder. Auch Senioren lieben das Rampenlicht.

Eleonora Evi (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, le piccole e grandi rivoluzioni che stanno già accadendo fuori da qui ci testimoniano un mondo che ha voglia di cambiare, che ha voglia di passare dal modello economico del consumo sfrenato di prodotti a quello basato sui servizi e sulla collaborazione, dove le relazioni tra le persone sono la vera fonte di valore. Il mondo dell'innovazione sociale, delle economie collaborative, dei *makers*, sono una fonte incredibile di nuove idee e soluzioni per la nostra vita quotidiana.

Venendo alla relazione sull'attuazione della direttiva sulla progettazione ecocompatibile, per la quale io ringrazio sinceramente la relatrice Ries per l'ottimo lavoro, mi auguro anche io che questa direttiva possa essere estesa a sempre più categorie di prodotti. Perché la corretta progettazione di prodotti e servizi, nel loro intero ciclo di vita, porta innumerevoli benefici sul piano dell'uso sia dell'energia che della materia – e lo hanno ricordato molto bene anche i colleghi – e quindi direttamente anche sull'ambiente e sul clima, ma porta anche ad incredibili risultati in termini di occupazione e opportunità per le imprese.

C'è uno studio dell'EPA, l'agenzia ambientale statunitense, che è illuminante, che ci dice che per 10 000 tonnellate di rifiuti si creano un posto di lavoro nell'incenerimento, 6 posti di lavoro nelle discariche, 36 posti di lavoro nei centri di riciclo e ben 296 posti di lavoro nel settore del riuso, recupero e riparazione.

La domanda è: la politica è pronta a dare spazio e sostegno a queste nuove idee, a queste nuove soluzioni? La politica, soprattutto, è pronta ad agire per la durabilità, la riparabilità, la possibilità di aggiornamento e riutilizzo, il contrasto all'obsolescenza programmata? Questa Europa saprà cogliere appieno le opportunità per diventare una società resiliente e sostenibile? I segnali sono incoraggianti. Io, da italiana ed europea, mi auguro proprio di sì.

Seán Kelly (PPE). – Madam President, I fully support the report on the implementation of the Ecodesign Directive. The directive has been instrumental in improving energy efficiency across Europe, which everybody must welcome. It has significantly reduced greenhouse gas emissions, has led to economic benefits for consumers, thanks to increased competition amongst manufacturers, and has provided opportunities for sustainable growth and jobs, including in the small and medium-sized enterprises (SME) sector.

It is helping to eliminate the least-performing products in the market, significantly contributing to the EU's 2020 energy-efficiency objectives. This is an area which is extremely important both to me, as rapporteur on the Renewable Energy Directive, and to my constituents. And, incidentally, both Commissioner Cañete and I will be back here at 8 o'clock in the morning for a four-hour trilogue on the same Renewable Energy Directive. Have a good night's sleep, Commissioner!

When inefficient incandescent light bulbs were phased out across Ireland, beginning in 2008, this saw significant reductions in energy usage and gradually lowered spending on light bulbs for our citizens. This has considerably helped low-income households who are at risk of energy poverty. I look forward to a time when products such as smartphones, which are sold in large numbers and replaced frequently, can be more efficient, and I support the Commission's recommendations on this.

This is a topic of major importance to everybody: increasing transparency and ensuring that Irish and European citizens embrace energy efficiency as soon as possible.

Spontane Wortmeldungen

Νότης Μαριάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, και οδηγία για τον οικολογικό σχεδιασμό, σε μια πρώτη φάση βεβαίως, αφορούσε μόνο τα ζητήματα της ενέργειας. Νομίζω, όμως, ότι πολύ σωστά επεκτείνεται και αφορά πλέον όλη την κυκλική οικονομία. Αυτό είναι πάρα πολύ σημαντικό, διότι έχουμε τις εξής θετικές δράσεις. Πρώτα από όλα, αυξημένη προστασία του περιβάλλοντος. Δεύτερον, δημιουργία νέων θέσεων εργασίας. Τρίτον, απαλλαγή μας από τα διάφορα σκουπίδια. Αντιλαμβάνεται κανείς ότι, όταν έχουμε ανακύκλωση πρώτων υλών, ανακύκλωση προϊόντων, οδηγούμαστε σε μια διαφορετική εποχή, μια εποχή η οποία διαδέχεται πραγματικά ζητήματα σε σχέση και με τον έλεγχο αυτών καθαυτών των προϊόντων, με την επισκευασιμότητα και την αποδοτικότητα τους. Φυσικά, όλα αυτά χρειάζονται ετικετοποίηση, χρειάζεται ενημέρωση του ίδιου του καναλιού καταναλωτή και, μέσα από την σήμανση, μπορεί κανείς να κάνει τις σωστές επιλογές. Ταυτόχρονα, όμως, χρειάζεται και διαβούλευση, διότι

το στάδιο της μετάβασης δεν είναι εύκολο. Πρέπει να λάβουμε υπόψη πολλές πλευρές της ίδιας της οικονομίας και πολλές πλευρές της λειτουργίας των επιχειρήσεων και των εργοστασίων. Σε κάθε περίπτωση, πρόκειται για ένα θετικό βήμα, το οποίο πρέπει να υποστηριχθεί. Θα περίμενα, όμως, και μια απάντηση, κύριε Επίτροπε, στα θέματα που έθεσαν οι συνάδελφοι για τις λάμπες πυράκτωσης οι οποίες υπάρχουν στα θέατρα.

(Ende der spontanen Wortmeldungen)

Miguel Arias Cañete, *Member of the Commission*. – Madam President, thank you for your contributions to this debate. I would like to address two specific issues that were raised in the debate. Let me start with the problems of theatre lighting, which has been raised by many Members: Mr Palmer, Ms Reid, Mr Gericke, Mr Marias, amongst others. I would say that for two years the Commission has been reviewing the ecodesign legislation for lighting. This also covers the application of exemptions, as well as the existence of suitable replacements available on the market.

In December 2017, revision proposals were discussed in the Ecodesign Consultation Forum, consisting of representatives from Member States, industry, civil society and other partners. The Commission is receiving and analysing comments, including those we received in the context of the Public Consultation, which ran until 7 May this year.

The Commission also met with representatives from the theatre and entertainment sector to discuss their concerns. The outcome of those consultations will inform the further development of the ecodesign requirements, including whether a specific exemption for theatre lighting continues to be necessary.

Ms Reid, Mr Telička and Mr Kelly also raised the issue of ICT products. I would say that in the Ecodesign Working Plan 2016-2019 the Commission announced a more in-depth assessment of several ICT products with a view to their possible inclusion in the working plan, including gateways, base stations and mobile smart phones. The main reason for a specific assessment of ICT products is that it has proven very difficult to make a reliable estimate of their energy savings potential, given the uncertainty about future market developments. Moreover, for fast-moving product sectors such as mobile phones, questions have arisen as to the suitability of the ecodesign process for establishing minimum energy and resource efficiency criteria, because, as this process takes on average around four years, the risk is that requirements would be updated by the time they enter into force. The Commission has started this assessment, for example with a study that looks specifically at the material efficiency aspect of smart phones. Based on the outcomes of this assessment, the Commission will determine the best policy approach for improving the energy efficiency and wider circular economy aspects of mobile phones and other ICT products.

I will conclude by saying that I look forward to continue working with the European Parliament to improve the implementation of this policy framework.

La Présidente. – Madame Ries, vous avez certes déjà utilisé vos six minutes au début du débat mais j'ai décidé de vous donner encore trente secondes pour conclure le débat. Je vous en prie.

Frédérique Ries, *rapporteure*. – Madame la Présidente, je serai très brève. Je voudrais remercier M. le Commissaire de bien vouloir prendre en considération les deux chantiers qui ont été évoqués ici, à savoir la question des éclairages de théâtre. Les États membres voteront au mois d'octobre. Je pense que, politiquement, la Commission pourrait aller dans le sens des remarques qui ont été faites. Elle devrait aussi s'atteler au chantier énorme des téléphones portables. Un milliard de téléphones portables dorment dans les tiroirs en Europe, c'est dire l'ampleur de ce chantier.

Pour le reste, je crois que nos discussions ont prouvé à quel point prendre en compte les impacts environnementaux tout au long du cycle de vie des produits, c'est répondre à nos besoins du présent, sans compromettre la capacité de nos enfants à répondre à leurs besoins de demain. C'est dire à quel point notre travail est essentiel, et aussi le fait d'y associer les citoyens d'Europe.

Die Präsidentin. – Die Aussprache ist geschlossen.

Die Abstimmung findet morgen, Donnerstag, 31. Mai 2018, statt.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Kathleen Van Brempt (S&D), *schriftelijk*. – Ecologisch ontwerp en energie-etikettering worden door eurosceptici erg graag afgeschilderd als “absurde, zinloze Europese inmenging”. “Europa moet zich niet bezighouden met welke stofzuiger wij kopen!” Maar met deze twee regelgevingen kunnen we de helft van onze energiebesparingsdoelstelling tegen 2020 halen, elk jaar de CO₂-uitstoot met 320 miljoen ton en de rekeningen van elk Europees gezin met 500 euro doen dalen, voor onze industrie 55 miljard euro genereren en 800 000 nieuwe jobs creëren.

Het is dus duidelijk dat Europa zich hier wél mee bezig moet houden. En wel met prioriteit. Ecologisch ontwerp moet meer producten én meer criteria opnemen. De focus ligt nu op energieverbruik alleen. Dit willen we uitbreiden met duurzaamheidsaspecten zoals recyclebaarheid, gebruik van gerecycleerd materiaal, herstelbaarheid, makkelijke ontmanteling, beschikbaarheid van reserveonderdelen en regelgeving inzake zeldzame of schadelijke grondstoffen. De minimale levensduur van producten en garantieperiodes moeten ook de hoogte in.

Maar de eerste stap is het correct toepassen van de regels, en daar wringt alweer de schoen. De niet-naleving wordt momenteel geschat op 10 tot 25 % van de producten op de markt. Hierdoor gaat 10 % van de mogelijke besparingen verloren. Dit komt overeen met de volledige energieproductie van het Belgische nucleaire park. Dit kunnen we niet langer ongestraft toelaten.

30. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll

31. Schluss der Sitzung

(Die Sitzung wird um 23.26 Uhr geschlossen.)

Legende der verwendeten Zeichen

*	Konsultationsverfahren
***	Zustimmungsverfahren
***I	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, erste Lesung
***II	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, zweite Lesung
***III	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, dritte Lesung

(Das angegebene Verfahren entspricht der von der Kommission vorgeschlagenen Rechtsgrundlage.)

Abkürzungen der Ausschüsse

AFET	Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten
DEVE	Entwicklungsausschuss
INTA	Ausschuss für internationalen Handel
BUDG	Haushaltsausschuss
CONT	Haushaltskontrollausschuss
ECON	Ausschuss für Wirtschaft und Währung
EMPL	Ausschuss für Beschäftigung und soziale Angelegenheiten
ENVI	Ausschuss für Umweltfragen, öffentliche Gesundheit und Lebensmittelsicherheit
ITRE	Ausschuss für Industrie, Forschung und Energie
IMCO	Ausschuss für Binnenmarkt und Verbraucherschutz
TRAN	Ausschuss für Verkehr und Fremdenverkehr
REGI	Ausschuss für regionale Entwicklung
AGRI	Ausschuss für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung
PECH	Fischereiausschuss
CULT	Ausschuss für Kultur und Bildung
JURI	Rechtsausschuss
LIBE	Ausschuss für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres
AFCO	Ausschuss für konstitutionelle Fragen
FEMM	Ausschuss für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter
PETI	Petitionsausschuss
DROI	Unterausschuss Menschenrechte
SEDE	Unterausschuss Sicherheit und Verteidigung

Abkürzungen der Fraktionen

PPE	Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten)
S&D	Fraktion der Progressiven Allianz der Sozialdemokraten im Europäischen Parlament
ECR	Fraktion der Europäischen Konservativen und Reformer
ALDE	Fraktion der Allianz der Liberalen und Demokraten für Europa
GUE/NGL	Konföderale Fraktion der Vereinigten Europäischen Linken/Nordische Grüne Linke
Verts/ALE	Fraktion der Grünen/Freie Europäische Allianz
EFDD	Fraktion Europa der Freiheit und der direkten Demokratie
ENF	Fraktion Europa der Nationen und der Freiheit
NI	Fraktionslos



C/2024/3372

30.5.2024

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 31. MAI 2018

(C/2024/3372)

EUROPÄISCHES PARLAMENT

SITZUNGSPERIODE 2018-2019

Sitzungen vom 28. bis 31. Mai 2018

STRASSBURG

Inhalt	Seite
1. Eröffnung der Sitzung	4
2. Fazilität „Connecting Europe“ nach 2020 (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll	4
3. Lage in Nicaragua (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll	4
4. Antworten auf Petitionen betreffend prekäre Beschäftigungsverhältnisse und die missbräuchliche Verwendung befristeter Arbeitsverträge (Aussprache)	4
5. Aussprache über Fälle von Verletzungen der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit (Aussprache)	15
5.1. Lage von inhaftierten Personen mit doppelter Staatsangehörigkeit (EU/Iran) im Iran	15
5.2. Frauenrechtsaktivisten in Saudi-Arabien	24
5.3. Sudan, insbesondere die Situation von Noura Hussein Hamad	30
6. Wiederaufnahme der Sitzung	35
7. Abstimmungsstunde	37
7.1. Lage von inhaftierten Personen mit doppelter Staatsangehörigkeit (EU/Iran) im Iran (RC-B8-0254/2018, B8-0254/2018, B8-0255/2018, B8-0256/2018, B8-0257/2018, B8-0258/2018) (Abstimmung)	37
7.2. Frauenrechtsaktivisten in Saudi-Arabien (RC-B8-0259/2018, B8-0259/2018, B8-0260/2018, B8-0261/2018, B8-0262/2018, B8-0263/2018, B8-0264/2018, B8-0268/2018) (Abstimmung)	37

Inhalt	Seite
7.3. Sudan, insbesondere die Situation von Noura Hussein Hamad (RC-B8-0265/2018, B8-0265/2018, B8-0266/2018, B8-0267/2018, B8-0269/2018, B8-0270/2018, B8-0271/2018) (Abstimmung)	37
7.4. Ernennung eines Mitglieds des Auswahlausschusses für die Europäische Staatsanwaltschaft (B8-0237/2018) (Abstimmung)	37
7.5. Manipulation des Kilometerzählers in Kraftfahrzeugen: Überarbeitung des EU-Rechtsrahmens (A8-0155/2018 - Ismail Ertug) (Abstimmung)	37
7.6. Katastrophenschutzverfahren der Union (A8-0180/2018 - Elisabetta Gardini) (Abstimmung) ...	37
7.7. Fazilität „Connecting Europe“ nach 2020 (RC-B8-0242/2018, B8-0242/2018, B8-0243/2018, B8-0245/2018, B8-0246/2018, B8-0247/2018) (Abstimmung)	37
7.8. Lage in Nicaragua (RC-B8-0244/2018, B8-0244/2018, B8-0248/2018, B8-0249/2018, B8-0250/2018, B8-0251/2018, B8-0252/2018, B8-0253/2018) (Abstimmung)	38
7.9. Gleichstellung der Geschlechter und Stärkung der Rolle von Frauen: Veränderung des Lebens von Mädchen und Frauen mithilfe der EU-Außenbeziehungen (2016-2020) (A8-0167/2018 - Linda McAvan, Dubravka Šuica) (Abstimmung)	38
7.10. Durchführung der EU-Strategie für die Jugend (A8-0162/2018 - Eider Gardiazabal Rubial) (Abstimmung)	38
7.11. Umsetzung der Ökodesign-Richtlinie (A8-0165/2018 - Frédérique Ries) (Abstimmung)	38
7.12. Antworten auf Petitionen betreffend prekäre Beschäftigungsverhältnisse und die missbräuchliche Verwendung befristeter Arbeitsverträge (B8-0238/2018) (Abstimmung)	38
8. Stimmerkklärungen	38
8.1. Manipulation des Kilometerzählers in Kraftfahrzeugen: Überarbeitung des EU-Rechtsrahmens (A8-0155/2018 - Ismail Ertug)	38
8.2. Katastrophenschutzverfahren der Union (A8-0180/2018 - Elisabetta Gardini)	39
8.3. Fazilität „Connecting Europe“ nach 2020 (RC-B8-0242/2018, B8-0242/2018, B8-0243/2018, B8-0245/2018, B8-0246/2018, B8-0247/2018)	40
8.4. Lage in Nicaragua (RC-B8-0244/2018, B8-0244/2018, B8-0248/2018, B8-0249/2018, B8-0250/2018, B8-0251/2018, B8-0252/2018, B8-0253/2018)	41
8.5. Gleichstellung der Geschlechter und Stärkung der Rolle von Frauen: Veränderung des Lebens von Mädchen und Frauen mithilfe der EU-Außenbeziehungen (2016-2020) (A8-0167/2018 - Linda McAvan, Dubravka Šuica)	41
8.6. Durchführung der EU-Strategie für die Jugend (A8-0162/2018 - Eider Gardiazabal Rubial)	42
8.7. Umsetzung der Ökodesign-Richtlinie (A8-0165/2018 - Frédérique Ries)	43
8.8. Antworten auf Petitionen betreffend prekäre Beschäftigungsverhältnisse und die missbräuchliche Verwendung befristeter Arbeitsverträge (B8-0238/2018)	44
9. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll	44
10. Wiederaufnahme der Sitzung	45

Inhalt	Seite
11. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll	45
12. Große Anfragen (Aussprache)	45
12.1. Reaktion der EU auf sexuelles Fehlverhalten bei Hilfsorganisationen	45
12.2. Begehung des Internationalen Tages der Familie (15. Mai)	51
13. Beschlüsse über bestimmte Dokumente: siehe Protokoll	56
14. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll	56
15. Petitionen: siehe Protokoll	56
16. Übermittlung der in dieser Sitzung angenommenen Texte: siehe Protokoll	56
17. Zeitpunkt der nächsten Sitzungen: siehe Protokoll	56
18. Schluss der Sitzung	56
19. Unterbrechung der Sitzungsperiode	56

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 31. MAI 2018

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΠΑΠΑΔΗΜΟΥΛΗΣ

Αντιπρόεδρος

1. Eröffnung der Sitzung

(Η συνεδρίαση αρχίζει στις 9.00)

2. Fazilität „Connecting Europe“ nach 2020 (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll

3. Lage in Nicaragua (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll

4. Antworten auf Petitionen betreffend prekäre Beschäftigungsverhältnisse und die missbräuchliche Verwendung befristeter Arbeitsverträge (Aussprache)

Πρόεδρος. – Το πρώτο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η συζήτηση επί της ερώτησης με αίτημα προφορικής απάντησης προς την Επιτροπή σχετικά με την απάντηση στις αναφορές σχετικά με την αντιμετώπιση της επισφάλειας και της καταχρηστικής χρησιμοποίησης συμβάσεων ορισμένου χρόνου, που κατέθεσε η Cecilia Wikström, εξ ονόματος της Επιτροπής Αναφορών (O-000054/2018 - B8-0022/2018) (2018/2600(RSP))

Cecilia Wikström, author. – Mr President, in the name of my committee – the Committee on Petitions – I am very proud to present the oral question and the resolution responding to petitions on tackling precariousness and the abusive use of fixed-term contracts.

My committee has received, during the past few years, 80-plus petitions on the use of fixed-term contracts, zero-hours contracts and temporary contracts from different Member States (actually 10 different Member States) and therefore the committee decided in November to organise a hearing under the title 'Protection of the rights of workers in temporary or precarious employment'. The hearing looked in detail at all the issues raised in these petitions. A study on temporary contracts was also commissioned by Policy department C, and was presented during the hearing. It focused on two broad areas: first, atypical forms of employment and franchising; and, second, recommendations on adopting a holistic, comprehensive approach to address these problems.

In January of this year, the committee coordinators unanimously decided, as a follow-up to these two activities, to draft an oral question and a motion for a resolution responding to petitions. In May this year, we also adopted the oral question and the amended draft for a motion. So the oral question tabled by the committee focuses on the correct implementation of EU law regarding the protection of workers in the EU, and on the compatibility of some specific types of contract, such as the currently much-talked-of zero-hours contracts, with European legislation – i.e. whether there is compatibility or not.

Thirdly, action is needed to address the abusive use of fixed-term contracts and precarious forms of employment. We want to ensure proper implementation of employment directives in the public and private sectors. We have also highlighted the legislation proposed by the Commission and the need to ensure the predictability and sustainability of employment. And, lastly, we want to ask the Commission about the state of play in current infringement procedures for violation of EU labour legislation.

When you look at the text of the resolution, you should bear in mind the increase in the number of workers with fixed-term and part-time contracts and the significant increase in temporary employment contracts and atypical contracts, in both the public and private sectors. In the light of this large number of petitions that we have received, we consider there is a need for a debate on the situation of workers in the European Union. We would have liked to do this together with the Committee on Employment and Social Affairs, but it takes two to tango and we were simply turned down. Nevertheless, we, as the Petitions Committee, need to address all those citizens everywhere in the Member States who actually came to us pointing out their difficulties.

We must not forget that petitions are a reflection of citizens and their situation, and are an important signalling mechanism to the legislative committees of this House and to the Commission. These petitions reveal gaps in the legislation, or in the implementation of legislation, and the petitions sent to my committee regarding precarious employment should therefore be taken extremely seriously. We would like – and I am talking here on behalf of all the political groups in the Committee – to invite the Commission not only to review the legal instrument but also to think of how, in future, to avoid the harmful situations of which all these people are victims.

We should find ways to ease the life of EU citizens who are suffering from precariousness, and the oral question and the resolution have been put on the plenary agenda in order to draw attention to the concrete problems faced by European citizens. We are – and I personally am – now expecting the Commission not only to reply to the specific points in the oral question but also to commit to making all the necessary efforts to ensure the best possible protection of all workers in the European Union. They deserve it.

Christos Stylianides, *Member of the Commission*. – Mr President, addressing precarious work remains high on the Commission's agenda. I referred to the debate which took place in July 2017 when Parliament adopted its resolution on working conditions and precarious employment. The Commission has provided comprehensive answers to your resolution and has also proposed new initiatives.

Our priority now is to ensure that the prosperity generated by the recovering European economy benefits society fairly. We made huge efforts and the economy is growing again. But we are not done yet; we must ensure that no one is left behind. This is the essence of the European Pillar of Social Rights, jointly proclaimed in November last year.

Today's debate is essentially about our ability to bring the Pillar agenda forward together – in the Commission, Parliament and the Council. On the Commission side, in recent years we have set milestones in the social area. Before the end of this mandate, we must show EU citizens, in a very tangible way, our determination to make the Union fairer and more inclusive. We should not ignore the fact that precarious work has a toll, not only on individuals but on our societies and economies as a whole.

The Union has developed and extended its response to this issue over the years. It has done so through specific EU directives on non-standard forms of work and through enhanced cooperation and coordination with the Member States. This cooperation includes the European Platform on Undeclared Work. This year we issued country-specific recommendations in the European Semester on tackling the informal and shadow economy for Bulgaria and Italy. The European Social Fund provides financial support for disadvantaged youth or the long-term unemployed.

Let me assure you that the Commission is strongly committed to ensuring compliance across the EU. Where necessary, we initiate infringement proceedings, which may ultimately lead the Commission to refer the matter to the Court. The work undertaken by the Committee on Petitions strongly supports and influences our efforts to ensure effective action is undertaken. Thank you so much for this support.

We took concrete actions and put forward a comprehensive set of proposals: firstly, for a directive on predictable and transparent working conditions; secondly, for a Council Recommendation on access to social protection for workers and the self-employed; and thirdly, for a regulation establishing a European labour authority.

Through these initiatives, we want to prevent EU workers from being subjected to unfair and precarious working conditions by guaranteeing basic standards for all workers, including workers subject to particularly flexible forms of employment, such as on-demand work or zero-hour contracts; by ensuring social protection coverage regardless of the employment status; and by supporting administrative cooperation and better information to enforce existing rules.

All workers in non-standard forms of employment must benefit from these basic standards. Current EU rules often leave their scope to be determined by national law, which has left out too many workers from protection. It is essential for our initiatives on working conditions that all workers are covered.

This legislative work must be pursued with utmost celerity so that we make these further steps towards fairness and inclusiveness in employment together before the elections.

Jarosław Wałęsa, *on behalf of the PPE Group*. – Mr President, I would like to start by underlining the importance of petitions. This is the way that citizens communicate with us directly and inform us about breaches of EU law. For us, the EPP Group, precarious employment means employment that does not respect European and national law. We want to guarantee flexibility for employers but, at the same time, proper social security for all types of workers.

Now, I need to point out a few facts about this resolution. First of all, I would like to remind you that the conversion of a fixed-term contract into an indefinite one is not an obligation for Member States, but an exclusive national competence. We should not mix EU and national competences regarding labour and social policies. Secondly, when we speak about different directives, we have to recall the fact that they are in place especially to prevent abuses. Thirdly, when we refer to specific cases, we have to take into account all the observations of the Court of Justice of the European Union.

In addition to the current legislation, the Commission issued in December a proposal for a directive on transparent and predictable working conditions in the EU and adopted proposals for a European labour authority and for better access to social protection. I welcome these proposals aimed at improving the existing legislation.

Jude Kirton-Darling, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, in my home region of the North East of England, unemployment reached an all-time low this year, falling below 5%, a figure that would appeal to many economy ministers across Europe. But there's a catch, because, in the North East, we are the capital for zero-hours contracts in the UK. One out of ten workers has a precarious job, most of them in the form of a zero-hours contract.

Not only does a zero-hours contract come with job insecurity but precariousness at work also leads to inadequate access to social protection, such as benefits and protection from unfair dismissal. It impinges on career development and training and therefore results in precariousness in life more generally.

We, as the Committee on Petitions in this Parliament, have received a large number of petitions calling for European action. In 2016, the Committee on Petitions received submissions from McDonald's workers who testified that some of their most basic rights, such as the right to maternity leave, paid holidays and redundancy rights, were being withheld because of zero-hours contracts. We have taken this up in Parliament, and I'm proud to support McDonald's workers – including those brave people who have taken industrial action in the struggle for their rights at work – as well as all the other precarious workers across Europe with the resolution that we're putting on the table today.

We now need the Commission to act. Commissioner, your representatives confirmed in our Committee on Petitions' hearing that zero-hours contracts fall within the remit of the EU Part-Time Workers' Directive, which guarantees the same employment protection for part-time workers as for full-time workers. What will you now do to enforce these rules and give McDonald's workers across Europe all of the rights that they deserve at work?

Νότης Μαρίας, *εξ ονόματος της ομάδας ECR*. – Κύριε Πρόεδρε, η λιτότητα και η βίαιη δημοσιονομική προσαρμογή γέμισαν την Ευρώπη με στρατιές και εκατομμύρια φτωχών και ανέργων. Ταυτόχρονα, οδήγησαν στη μείωση των μισθών και στη διάλυση των εργασιακών σχέσεων. Οι περίφημοι στόχοι της μεταπολεμικής Ευρώπης για πλήρη απασχόληση έγιναν πλέον στόχοι και εφαρμογή στο πεδίο της μερικής απασχόλησης, των άτυπων μορφών εργασίας, της επισφαλούς εργασίας, της εργασίας ορισμένου χρόνου, των συμβάσεων μηδενικών ωρών. Έτσι, λοιπόν, έχουμε μια πλήρη καταχρηστική λειτουργία και της οδηγίας 1999/70/ΕΚ για τις συμβάσεις ορισμένου χρόνου αλλά και, συνολικά, της εργασιακής νομοθεσίας στην Ευρώπη. Στην Ελλάδα επικρατεί πλέον εργασιακή ζούγκλα, μια και η τρόικα και οι μνημονιακές κυβερνήσεις έχουν διαλύσει τις εργασιακές σχέσεις και έχουν καταργήσει τις συλλογικές συμβάσεις εργασίας. Χαιρετίζουμε τη χθεσινή μεγαλειώδη απεργία στην Ελλάδα και τις κινητοποιήσεις των εργαζομένων που έστειλαν αποφασιστικό μήνυμα στην κυβέρνηση ΣΥΡΙΖΑ-ΑΝΕΛ ότι δεν πάει άλλο και στο θέμα των εργασιακών σχέσεων. Οι στρατιές των συμβασιούχων στην Ελλάδα και το πρόβλημα με τους χιλιάδες εργαζόμενους σε προγράμματα stage καταδεικνύουν το τεράστιο πρόβλημα που υπάρχει. Ειδικότερα, κύριε Επίτροπε, το θέμα με τους χιλιάδες εργαζόμενους σε προγράμματα stage, οι οποίοι πλέον έμειναν εκτός εργασίας, είναι μια κλασική περίπτωση παραβίασης της κοινοτικής νομοθεσίας. Σας καλούμε από το βήμα αυτό να λάβετε συγκεκριμένα μέτρα και να παραπέμψετε την Ελλάδα, διότι έχει παραβιάσει τη νομοθεσία της Ευρωπαϊκής Ένωσης και να δικαιωθούν έτσι οι χιλιάδες απασχολούμενοι ή πρώην απασχολούμενοι στα προγράμματα stage. Εμείς στην Επιτροπή Αναφορών στηρίξαμε, ως Ομάδα ECR και εγώ ως συντονιστής, αυτή την πρωτοβουλία για ερώτηση και συζήτηση της υπόθεσης η οποία μας απασχολεί. Δεν πρέπει να επιτρέψουμε την κατάχρηση της λειτουργίας των συμβάσεων ορισμένου χρόνου. Όχι στην εργασιακή ζούγκλα.

Yana Toom, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, petitions are an important signal for this Parliament. They show the concerns of Europeans and reflect the situation on the ground. In this case they showed problems regarding precarious work.

During this mandate the Committee on Petitions has received over 80 petitions from 10 different Member States on precariousness and abusive use of fixed-term contracts. As a response, the Committee organised hearings on these issues and now we have an oral question and a resolution.

This resolution sends a powerful message. It sends a message to the petitioners that we have heard them. It sends a message to those who are in precarious employment that we care, and it sends a message to the Commission and Member States that we all need to act.

In the last few years the labour market has been changing. There is a trend to move away from traditional contracts and to move towards more flexibility – flexibility for the employer and the employee. But this shift was not foreseen in the current EU labour laws. Therefore, it sometimes happens that these more flexible workers are less protected. As the labour market changes, we need to adapt.

The gaps in current laws should be closed to guarantee inclusive labour standards. But it is not only the EU which needs to act. The Member States have the most important task: they need to implement the laws to protect the workers. Incorrect implementation leads to insecurity. Infringement proceedings started by the Commission take a long time, even years, and during that entire period the workers suffer.

There are also occasions when Member States can do more, by introducing, for example, better safeguards against abusive use of fixed-term contracts. Member States have the competence and power and should definitely use it. I am therefore happy to see that this resolution covers these issues.

People in precarious working conditions are always in the weaker position. They need us to stand up for them and ensure that they are protected.

Ana Miranda, *em nome do Grupo Verts/ALE*. – Senhor Presidente, estamos muito preocupados, na nossa Comissão das Petições, com a precariedade no trabalho, como acaba de dizer a presidente. Esta pergunta é a resposta a muitas petições realizadas sobre a precariedade e o abuso nos contratos de trabalho.

O perfil do trabalhador mudou na Europa. Há uma nova categoria de trabalhadores. Ter um trabalho não é ter uma vida. Ter um trabalho, agora, significa muitas vezes ser pobre. Tens trabalho, és pobre. Esta é a nossa realidade.

A maior precariedade laboral da Europa está na Espanha, o Estado onde mais se trabalha com contratos precários, não por vontade, porque já é impossível ter um contrato indefinido. 91,4% dos trabalhos na Espanha são precários. A origem está na estrutura do mercado de trabalho. A eventualidade implica que ter um emprego é estar em situação de pobreza. Na Galiza, o meu país, um em cada 4 empregados tem um contrato a termo, um contrato precário e temporário, registando-se uma das taxas mais altas da União Europeia, de 26,8 %.

Relativamente à juventude, 3 em cada 4 jovens, ou 73,3 %, têm um contrato temporário, seguidos da Eslovénia, da Polónia, de Portugal, da Itália e da Croácia. Ademais, Espanha também lidera na precariedade.

Este é um risco social para a Europa, um risco social, Sr. Comissário. É por isso que dia 19, na Galiza, vamos fazer greve. É por isso também que temos de fazer uma moção de censura à precariedade no trabalho.

Τάκης Χατζηγεωργίου, εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL. – Κύριε Πρόεδρε, είμαστε λίγοι σήμερα το πρωί στην αίθουσα, όμως λίγα μέτρα έξω από αυτούς τους τοίχους, λίγα χιλιόμετρα μακριά από εμάς, εκατοντάδες χιλιάδες άνθρωποι αποτελούν μια θλιβερή στρατιά ανθρώπων που ζουν κάτω από τις τραυματικές εμπειρίες της επισφαλούς εργασίας, για να μην αναφερθώ στην ανεργία. Εκατοντάδες χιλιάδες άνθρωποι που υποφέρουν έχοντας μια εργασία δύο ωρών την ημέρα, διότι δήθεν δεν μπορεί να τους προσφερθεί περισσότερο, ή τεσσάρων ή έξι ωρών, και πληρώνονται ίσως και πολύ λιγότερο από αυτό. Εκατοντάδες χιλιάδες άνθρωποι για να μην πω εκατομμύρια στις χώρες του Νότου, αλλά και στις χώρες της Βόρειας Ευρώπης, ζουν αυτό το απίστευτο τραύμα του να ζουν κάτω από συνθήκες που δεν επιτρέπονται στη σύγχρονη Ευρωπαϊκή Ένωση. Χθες συζητούσαμε εδώ τη δυνατότητα εργοστασίων εταιρειών να μετακινούνται από κράτος σε κράτος. Δικαίωμά τους να μεταφέρουν την εταιρεία τους όπου θέλουν, όπως και τα εργαλεία τους, τα αυτοκίνητά τους, τα κτίριά τους. Οι άνθρωποι δεν είναι εργαλεία να τα πάρεις να τα μετακινήσεις από ένα κράτος σε άλλο. Συνδέονται τα δύο στα οποία αναφέρομαι, και η επισφαλής εργασία και η υποχρέωση να μετακινηθείς χρησιμοποιώντας μάλιστα το φοβερό επιχείρημα του δικαιώματος της ελεύθερης διακίνησης. Αυτό είναι δικαίωμα, δεν είναι υποχρέωση. Κλείνω λέγοντας ότι το θέμα που συζητούμε σήμερα αφορά πολλά αδέρφια μας, συγγενείς μας, ανθρώπους έξω από αυτή την αίθουσα, αλλά είμαστε εμείς οι ίδιοι που οφείλουμε να τους εκπροσωπήσουμε.

Eleonora Evi, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il precariato è una piaga che espone chi ne è vittima ad un'enorme vulnerabilità sul piano socioeconomico. E questo è ciò che dice questa risoluzione, che prende forma e sostanza dalle numerosissime petizioni inviate dai lavoratori precari, lavoratori precari della scuola, della sanità, della pubblica amministrazione in genere, ma anche del settore privato.

È un dato inequivocabile che nell'Unione europea i precari siano aumentati esponenzialmente, e che tale numero sia stato aggravato dalla evidente incidenza delle politiche di austerità. È chiaro, inoltre, il collegamento diretto tra le condizioni di lavoro precario e l'assenza di misure legislative efficaci per prevenire e sanzionare le discriminazioni e gli abusi in materia di contratti a termine, come nel caso dell'Italia.

La Commissione europea ha una responsabilità diretta in questo perché ha perso tempo, ha accumulato ritardi e ha di fatto quindi consentito l'uso reiterato e abusivo dei contratti a termine in violazione dei diritti dei lavoratori.

È da anni, infatti, che la Corte di giustizia europea afferma che la normativa dell'Unione prevede che i contratti di lavoro a tempo indeterminato debbano costituire la forma comune dei rapporti di lavoro, e che i contratti a tempo determinato siano riconducibili solo alle specificità di alcuni settori e per determinate occupazioni ed attività.

Collegli e Commissario, in Italia siamo arrivati addirittura al caso limite in cui un lavoratore che ha visto una sentenza favorevole da parte del giudice del lavoro, che lo riconosce come vittima dell'uso abusivo e reiterato dei contratti a termine, viene licenziato.

Questo ovviamente è inaccettabile, dobbiamo rimettere al centro del lavoro la stabilità, la dignità e misure di protezione sociale efficaci.

Dominique Martin, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, la lutte contre la précarité et le recours abusif aux contrats à durée déterminée devient l'un des nombreux serpents de mer de ce Parlement et une énième résolution ne fera rien à l'affaire.

On rejoint là l'impossible défi de la convergence sociale, comme cette harmonisation fiscale tant évoquée. À croire finalement qu'on en parle tout en souhaitant que cela n'arrive jamais, le dumping social étant l'un des moteurs des économies des pays de l'Est comme de l'Ouest, mais pour des intérêts divergents.

Rappelons ici l'évidence. La précarisation des emplois cessera quand et seulement quand nos économies respectives auront retrouvé une croissance réelle qui générera mécaniquement de l'emploi. Il est indispensable de se protéger de la mondialisation par un protectionnisme intelligent, accompagné d'un patriotisme économique. Dans l'Union, il faut acheter ce que produit l'Union, d'abord.

De plus, il est urgent de lutter contre le dumping social organisé par nos propres directives. Malheureusement, la révision de la directive sur les travailleurs détachés, votée ce mardi, montre qu'on est très loin du compte. Loin de ces objectifs qui devraient être prioritaires, votre projet de résolution devient un véritable fourre-tout, où l'on retrouve les désormais inévitables notions de travail inclusif, d'égalité entre les sexes, d'emplois atypiques et non standard, j'en passe et des pires...

Parlons également des nombreuses contradictions de cette proposition. Vous souhaitez trouver des solutions à l'échelon européen alors que, dans votre considérant B, vous énoncez, je cite: «la politique sociale et du travail de l'UE est fondée sur le principe de subsidiarité». Dans votre article 3, vous souhaitez promouvoir les emplois de qualité sûrs et bien rémunérés et renforcer les inspections du travail, alors que, dans votre article 6, vous défendez le droit de chercher un emploi supplémentaire, ce qui justement est de l'emploi précaire.

Ce qui est véritablement grave, c'est le retour de la vulnérabilité des travailleurs pauvres, qui ne peuvent plus se loger, des caissières à temps partiel forcé, des mini-contrats dans les services publics renouvelés à l'infini, des contrats «zéro heure» à la protection sociale incertaine, voire inexistante. Pire, vous parlez de la directive 1999/70/CE et vous espérez une action de la Commission, mais la Commission elle-même viole ce texte, avec les contrats temporaires de certains de ses agents, alors que ce sont des postes permanents. Manifestement, il vous reste bien du chemin à faire.

Σωτήριος Ζαριανόπουλος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, όταν η απαίτηση του κεφαλαίου για γενίκευση ελαστικής και προσωρινής απασχόλησης είναι η ψυχή της πολιτικής της Ευρωπαϊκής Ένωσης, είναι μύθος το περί προστασίας των επισφαλών εργαζόμενων, όπως η οδηγία που στο όνομα αποφυγής κατάχρησής τους, οι συμβάσεις ορισμένου χρόνου δεν ανανεώνονται και απολύονται οι συμβασιούχοι. Η οδηγία δεν υπόσχεται μόνιμη δουλειά. Είναι μύθος. Αντίθετα, απειλεί και τιμωρεί με υποτιθέμενη υποχρέωση μονιμοποίησης όποιον δεν ανακυκλώνει τακτικά περισσότερους άνεργους. Η συντριπτική πλειοψηφία των νέων προσλήψεων είναι προσωρινής απασχόλησης. Ο ΣΥΡΙΖΑ σαν αντιπολίτευση θεωρούσε παράδεισο μονιμοποίησης την οδηγία αυτή. Σαν κυβέρνηση τη χρησιμοποιεί απολύοντας χιλιάδες συμβασιούχους στους δήμους. Η Επιτροπή, απαντώντας σε ερωτήσεις του ΚΚΕ ξεκαθαρίζει: η οδηγία δεν προβλέπει μετατροπή συμβάσεων ορισμένου χρόνου σε αορίστου. Η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν αναγνωρίζει δικαίωμα στη μόνιμη και σταθερή δουλειά. Μάλιστα, το ίδιο το ψήφισμα μιλάει για μη επιβάρυνση των εργοδοτών, των οποίων ο ρόλος αναβαθμίζεται, και διατήρηση της προσαρμοστικότητας της αγοράς εργασίας. Τέλος λοιπόν, οι μύθοι. Πανεργατικός αγώνας για μόνιμη δουλειά με δικαιώματα, και κατάργηση κάθε μορφής ελαστικής απασχόλησης.

Deirdre Clune (PPE). – Mr President, I think it's important as well, as others have said this morning, to recognise that when we have petitions from citizens, we need to pay attention and approach them with the correct attitude and in the spirit that they were meant. Actually, working conditions are a combination of EU and national competences, and I think we should recognise that and that there are differences, but I also think the European Union can play a very strong role in this area – and has done. The transparent and predictable working conditions currently in Parliament ... We've had a hearing recently in the Employment Committee and the European Labour Authority recognises that workers across Europe need to be protected. In my own country, in Ireland, we recently introduced legislation to ban zero-hours contracts and to address insecure contracts and for those who are working variable hours in precarious situations. All of that is there to prevent the exploitation of workers.

I'd say to employers that it is in their interest to ensure that their workers are committed to their job and to their employment and that, in turn, will create loyalty. We know well that if you exploit workers, you will not get committed workers in that area. But I'd also say to all of us who are consumers as well, and I know a colleague here earlier in the chamber mentioned a particular fast food chain, we have a voice to speak with if we are not content with the way those workers have been treated with regard to the unpredictability of their hours. The fast food chains can certainly predict their hours. They know their hours of opening, so they can certainly give more certainty in that area. I think as consumers we should use our voices as well because the world of work is changing, but at the same time, as consumers we will race to the bottom of the lowest price, but yet we want the best of standards, and we're willing to buy online and neglect local retailers. I think we all have to play a role in this, but the most important thing is that we do recognise that workers are being exploited and can be exploited, and we need to work together to ensure that adequate protection is put in place to prevent precarious work, particularly zero-hours contracts, which are really giving our workers across the EU no certainty in terms of social commitments or commitments to their families.

Siôn Simon (S&D). – Mr President, there are literally millions of workers in the United Kingdom on zero hours and other exploitative contracts, and the highest proportion of them is in my constituency in the West Midlands, which is the capital of zero-hours contracts in the United Kingdom.

It will seem surprising to some here that a very large number of those people being exploited on those contracts in the United Kingdom – maybe even most of them, but certainly a very large number of those millions – will have voted for Brexit, and it is therefore the right answer that has been sent out from these institutions since the referendum that here, these institutions will deepen and re-double the efforts to tackle those abuses. That is the right answer to send to those people.

However, in order for it to be a real answer, it has to be meaningful legislation, and this petition reflects the voice of our citizens. I did an INI report on this, which was great, but we have to say to the Commission that INI reports and petitions are no longer enough; we need real legislation, we need a recognition of this in the Written Statement Directive. The time for action has come.

Enrique Calvet Chambon (ALDE). – Señor presidente, señor comisario, quiero hablar aquí como coordinador de empleo de ALDE y como ponente del informe sobre la Directiva sobre previsión y transparencia de los contratos de trabajo.

No estamos hablando aquí del problema de las «cero horas»: eso lo tendrá que tratar la Comisión EMPL en su momento. Estamos hablando de contestar a una serie de ciudadanos que han manifestado su preocupación por su situación laboral y por las situaciones laborales, lo cual en época de crisis es absolutamente normal y, de hecho, me extraña que haya tan pocas peticiones. Tendría que haber más, porque todos estamos descontentos en una situación de crisis.

Lo que quiero decir es que hay dos tipos de preguntas. Los que dicen que la ley no se ha desarrollado en su país, etcétera: que vayan a los jueces. Y todas las que nos solicitan que hagamos mejor las cosas. Y desde luego, quiero decirles que el Parlamento está en ello, y que precisamente la Directiva sobre previsión y transparencia de los contratos de trabajo y la forma de trabajo, junto con el *work-life balance*, junto con el número de la seguridad social, es una andanada, una ofensiva del Parlamento, junto con la Comisión, para atender esas peticiones y mejorar los mercados de trabajo para los trabajadores.

Igor Šoltes (Verts/ALE). – Prihajam iz Slovenije, kjer je stopnja prekarnosti med višjimi v Evropi. Žal prekarno delo predstavlja in postaja nova oblika sužnjelastniških razmerij 21. stoletja. In prekarost je za mnoge – žal – edina izbira in je tudi sinonim za kruto negotovost in stanje, kjer delavske in socialne pravice v resnici ne obstajajo. In ta fleksibilnost, popolna fleksibilnost, ki se zahteva od delavca, pomeni, da se mora za to odreči praktično vsemu, tudi lastnemu dostojanstvu. To je žal naša praksa.

Vendar ne smemo pozabiti, ne na evropski ravni, ne v državah članicah, da je pravica do dela temeljna človekova pravica, kar pomeni, da gre za pravico najvišjega pravnega ranga, ki jo zagotavlja seveda tudi mednarodno pravo, tudi ustave, in da tukaj ne gre za pravico, do katerega koli dela, pač pa za pravico do dostojnega dela. In mislim, da smo dolžni prihodnjim in tudi zdajšnjim generacijam ponuditi prihodnost, vredne človeka.

Κωνσταντίνα Κούνεβα (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, κάθε φορά που βρίσκομαι στην Ελλάδα αντιμετωπίζω την απελπισία των εργαζομένων σε συνθήκες επισφάλειας. Γυναίκες πάνω από 50 ετών με προσωρινές συμβάσεις έργου πάνω από 15 χρόνια. Απλήρωτοι καθηγητές με εννεάμηνες συμβάσεις. Άλλοι με συμβάσεις 2 μόνο ημερών την εβδομάδα. Έχουμε και τους εργαζόμενους οι οποίοι προσλαμβάνονται το πρωί και απολύονται το απόγευμα. Αυτό συμβαίνει και αλλού. Σε χώρες που δεν είχαν μνημόνια, το ξέρουμε. Όμως, οι αντοχές τελειώνουν. Πρέπει να υπάρξει πειστική απάντηση. Το ευρωβαρόμετρο μας λέει ότι το 75% των πολιτών δεν είναι ευχαριστημένο από τις προοπτικές στην Ευρώπη. Ο κόσμος δεν αντέχει άλλο να περιμένει. Θα το συναντήσετε μπροστά σας, αν δεν αλλάξετε πολιτική. Σας ερωτώ, λοιπόν, τι κάνουν οι θεσμοί της Ευρωπαϊκής Ένωσης στην πράξη για τους απροστάτευτους εργαζόμενους;

Laura Agea (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, i nostri cittadini oggi stanno pagando, ed evidentemente a caro prezzo, gli ultimi dieci anni di riforme strutturali che l'Europa ci ha chiesto, e che hanno provocato soltanto l'aumento del precariato, delle disuguaglianze e della povertà.

In Italia due milioni e mezzo di lavoratori hanno un contratto a tempo determinato. Negli ultimi tre anni gli occupati precari sono cresciuti dell'8,5 % a causa dei danni provocati dal «jobs act» e dalla «buona scuola». Solo nell'ultimo anno è stato creato un milione di contratti di lavoro, ma solo 27 000 sono a tempo indeterminato. Il resto appartiene alla giungla dei contratti non standard, come quelli a zero ore, che sono addirittura aumentati del 124,7 %.

Queste nuove forme di occupazione stanno inoltre rendendo meno netti i confini tra lavoro dipendente e lavoro autonomo, portando a un peggioramento della qualità del lavoro e all'aumento del lavoro autonomo fittizio. Oggi abbiamo sentenze che certificano l'assenza di tutele efficaci per chi è vittima di abusi della contrattazione a termine, in violazione della normativa europea sul lavoro a tempo determinato.

Oggi, in buona sostanza, certifichiamo il fallimento delle riforme attuate nel nostro paese, su richiesta dell'Europa, poiché, come sempre ricordiamo, imporre riforme strutturali senza una valutazione *ex ante* è veramente deleterio.

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, já bych chtěl podtrhnout důležitost této petice, protože Evropský parlament by měl reagovat na množství těchto petic a porušování směrnice o pracovních poměrech na dobu určitou ve veřejném sektoru, zároveň také na nejisté pracovní podmínky pracovníků se smlouvami na nulový počet pracovních hodin a problémy zastupování odborů a rozdílnosti v systémech sociálního zabezpečení.

Já bych chtěl říci, že Česká republika například změnila svoji pracovní legislativu právě po vstupu do Evropské unie nebo pod vlivem vstupu do Evropské unie a že ten vliv evropského práva byl na pracovní trh jednoznačně pozitivní. Chtěl bych zdůraznit, že souhlasím s tím, že by měly státy a samozřejmě evropské instituce bojovat proti nejistému zaměstnávání, jakým jsou například právě smlouvy na nulový počet pracovních hodin, zajištěním toho, že budou respektovány právě evropské právní předpisy, a zejména také judikatura Soudního dvora, jak už na ni poukázali moji kolegové. Myslím si, že by zároveň Evropská komise měla uvažovat o legislativě, kterou by byl právě účinně řešen problém zaměstnavatelských praktik vedoucích k nejistým pracovním podmínkám.

Na druhou stranu chci zdůraznit, že i pro zaměstnavatele jsou podmínky na trhu volné soutěže také poměrně nejisté, a proto jsem přesvědčen, že jeden opakovaný pracovní poměr na dobu určitou je přípustný. Souhlasím s tím, že jistota pracovníků by měla být ovšem také posílena. Chtěl bych zároveň závěrem odsoudit prodlužování pracovních smluv na dobu určitou s cílem pokrýt potřeby, které nejsou svou povahou dočasné, to znamená vlastně obcházení legislativy, kdy zaměstnavatel zneužije možnosti případného opakovaného uzavření tohoto pracovního poměru.

Marlene Mizzi (S&D). – Grazzi Sur President, Sur Kummissarju. Mill-bidu ta' din il-legiżlatura, il-Kumitat tal-PETI rċieva numru kbir ta' petizzjonijiet dwar it-thassib tač-ċittadini fuq il-kuntratt tax-xoghol taghhom, fuq bażi temporanja jew b'kundizzjonijiet prekarji. Huwa allarmanti verament li l-impjeggi prekarji qeghdin jiżjiedu madwar l-Ewropa, b'aktar u aktar haddiema jispiċċaw mingħajr sigurtà fuq il-post tax-xoghol, mingħajr hlas suffiċjenti jew protezzjoni soċjali.

Il-kundizzjonijiet tax-xogħol, l-impjiegi diċenti u d-drittijiet tal-haddiema m'humiex biss indispensabbli għall-gustizzja soċjali u għal ekonomija xierqa tas-suq imma wkoll għall-politika ta' koeżjoni u għall-integrazzjoni ekonomika u soċjali bla xkiel fl-Istati Membri tal-Unjoni Ewropea u r-reġjuni tagħha.

Importanti li nifhmu li l-Unjoni Ewropea għandha bżonn *road map* ċara u ambizzjuża kontra l-inugwaljanzi biex tegħleb il-prekarjat fis-suq tax-xogħol. Il-haddiema kollha, jghid x'ghid il-kuntratt tagħhom, irid ikollhom il-garanzija ta' żewġ drittijiet bażiċi: kuntratt tax-xogħol ċar u diċenti u l-aċċess shih għall-protezzjoni soċjali.

Ángela Vallina (GUE/NGL). – Señor presidente, hoy, desde luego, traemos a debate y votación esta propuesta de Resolución de este Parlamento condenando la precariedad laboral en un contexto en el que los contratos a tiempo parcial y por tiempo determinado se han multiplicado en toda la Unión en los últimos quince años.

En opinión de nuestro Grupo, hemos entrado en una carrera a la baja de las condiciones laborales de las trabajadoras y los trabajadores en toda Europa y en mi país, España, desde luego de manera exponencial.

La crisis económica y financiera ha sido la tormenta perfecta para que los mercados de inversión, las agencias de calificación de deuda, el Banco Central Europeo y la derecha neoliberal en general ataquen las condiciones de vida de las clases trabajadoras.

Estamos, señor comisario, en un punto crítico, volviendo a niveles de precarización del trabajo que no se veían en Europa desde el final de la Segunda Guerra Mundial. El escenario es terrible y la respuesta, por tanto, debe ser, ante todo, también ideológica.

Deben reforzarse las Directivas que regulan la contratación, la protección laboral en la legislación estatal y el diálogo social como marco de regulación de las condiciones de trabajo. No puede haber justicia social si avanzamos hacia nuevas formas de esclavitud encubiertas.

Sofia Ribeiro (PPE). – Senhor Presidente, a resposta aos cidadãos que se dirigem massivamente por petições à União Europeia requer o máximo respeito, que tem de estar expresso na qualidade da resposta, que tem de ser célere e não pode ser evasiva nem desfasada das realidades político-administrativas regionais, nacionais e comunitárias.

Estamos perante cidadãos que confiam na União Europeia e a nós recorrem na expectativa de que resolvamos os seus problemas, mesmo contra poderes instalados.

Senhor Comissário, é muito grave recebermos inúmeras petições de cidadãos europeus sobre situações de precariedade e utilização abusiva de contratos de trabalho a termo, violando uma diretiva europeia, o que sucede quer no setor privado quer no setor público.

Os números são assustadores. Em Portugal, 82 % dos trabalhadores temporários são-no involuntariamente, situação que afeta essencialmente os jovens, o que, de acordo com uma avaliação da Comissão, evidencia uma elevada segregação laboral que urge corrigir. São situações em que, contrariamente à sua expectativa, os trabalhadores são forçados a aceitar trabalho a tempo parcial, sazonal, com um horário indefinido ou falso trabalho independente.

Já no que concerne ao abuso de contratos sucessivos a termo, são os próprios governos dos Estados-Membros os primeiros a violar a diretiva europeia, quando deviam ser os primeiros a dar o exemplo ao setor empresarial. Isto também sucede no meu país e na minha região, em especial na classe docente.

Enquanto isto, a Comissão ignora o amontoado de queixas e arranja subterfúgios burocráticos para adiar ou evitar respostas que vão contra os governos nacionais. Há uma duplicidade de critérios que é inaceitável. Se, por um lado, estamos a exigir ao setor privado – e muito bem – mecanismos de proteção dos trabalhadores, não podemos, por outro lado, fechar os olhos à ação dos governos nacionais.

Senhor Comissário, é necessário dar respostas céleres, adequadas e sem receios dos poderes instalados, defendendo uma verdadeira Europa Social.

Soledad Cabezón Ruiz (S&D). – Señor presidente, señor comisario, realmente lo que debatimos aquí, hoy, son las consecuencias del tratamiento de la crisis, tratamiento que optó por la austeridad para mejorar la competitividad y que lo que nos trajo es disminución de los derechos sociales, disminución de los salarios, disminución de los estándares laborales —al fin y al cabo— de los trabajadores, inseguridad y precariedad laboral, que muy especialmente afectan a las mujeres y a los jóvenes, y que lastrarán el futuro de la Unión Europea.

Eso es lo que debatimos hoy, el resultado de este tratamiento de la crisis.

Pero llama la atención que existe una amplia normativa europea y llama la atención que, mientras esto ocurre, la Unión Europea está mirando para otro lado. Y mira para otro lado cuando los peticionarios se quejan incluso de que no se contestan sus peticiones a tiempo o no se les llega a contestar. Y es cierto.

Desde aquí se han exigido reformas, se han exigido medidas, pero no se ha exigido que, al mismo tiempo, se garantice lo que la Directiva en materia laboral exigía.

Por lo tanto, eso es lo que le pido a la Comisión que exija ese seguimiento, ese cumplimiento y que abra los expedientes por infracción que se tengan que abrir, y que aquellos que están abiertos se concluyan; pero muy especialmente que las políticas del Semestre Europeo exijan el cumplimiento de los estándares laborales.

También le pido, de forma muy específica, que se tomen medidas para que se elimine y se acabe, de una vez por todas, con el encadenamiento sucesivo de contratos temporales que realmente son indefinidos —esto ocurre en toda la Unión Europea y debe terminarse— y que se regulen los contratos de cero horas.

Por lo tanto, la Comisión Europea tiene un papel muy importante que ejercer para garantizar los derechos de los trabajadores y acabar con este lastre que es la precariedad laboral de los ciudadanos europeos.

Tania González Peñas (GUE/NGL). – Señor presidente, la Directiva 1999/70/CE del Consejo indica que los contratos indefinidos deben ser la forma general de relación laboral. Sin embargo, vivimos en el *boom* del empleo atípico, temporal y a tiempo parcial no deseado. Hay Estados que incumplen de manera sistemática esa legislación, pero la Comisión sigue retrasando la tramitación de procedimientos de infracción, de la misma manera que sigue sin dar respuesta al aumento de nuevas peticiones sobre la materia.

Existen muchos colectivos afectados por la trampa de la precariedad: trabajadores en prácticas, falsos autónomos, repartidores de Amazon y Deliveroo, las *kellys* —las camareras de piso de los hoteles—, las cuidadoras profesionales —en su gran mayoría, mujeres inmigrantes— o, por ejemplo, las empleadas de hogar, a quienes, en España, lejos de mejorar sus condiciones, una enmienda del Partido Popular y Ciudadanos va a retrasarles cinco años más su incorporación al Régimen General de la Seguridad Social, prolongando, de manera insostenible, su precarización.

La Comisión debe tomar medidas para acabar con las cláusulas abusivas y apostar por una legislación garantista y, además, tenemos que tomarnos en serio una reordenación del tiempo para pensar la relación entre el trabajo y la vida que ponga en el centro a los cuidados y a las personas.

Agnes Jongerius (S&D). – Voorzitter, geen garantie of je je huur morgen kan betalen. Geen garantie ook of je morgen kan werken en onzekerheid over de verzekering voor pech tijdens het werk. Niemand wil onzekerheid en toch zijn er werkgevers – in mijn land, Nederland, voorop – die steeds meer verslaafd zijn aan flexibele arbeid.

Aan de ene kant zien we de geldberg van multinationals als McDonald's en Uber en die van hun aandeelhouders groeien, en anderzijds betalen ze niet mee aan de collectieve voorzieningen en zadelen zij hun personeel op met onzekere contracten. Daarmee worden de Deliveroo's van deze wereld de Dagobert Ducks van Europa.

Werk lijkt geen garantie meer te zijn om niet arm te zijn en daarom moet de economische koek anders en eerlijker verdeeld worden. Verhoog de belasting op kapitaal, verhoog de lonen, zoals ook het IMF bepleit, en maak ten slotte een einde aan de onzekere contracten, want een baan met onzekerheid, dat vreet aan mensen.

Διαδικασία «catch the eye»

Peter Jahr (PPE). – Herr Präsident! Ich möchte in Ergänzung zu meinem Koordinatorkollegen Wałęsa noch ein paar ergänzende Bemerkungen machen. Erstens: prekäre Beschäftigungsverhältnisse, das ist ein Thema – selbstverständlich, könnte ich sagen, sonst hätten wir ja auch nicht die Petitionen im Petitionsausschuss, die vorliegen. Zweitens: Besteht Handlungsbedarf? Ja, es besteht Handlungsbedarf! Wo ist nun das eigentliche Problem? Das eigentliche Problem ist, dass wir aufpassen müssen, dass wir dann zum Schluss nicht zu viel wollen. Es geht im Prinzip um die Problematik, den scheinbaren Konflikt aufzulösen zwischen fair und Vertragsfreiheit, und ich denke, wir können diesen Konflikt auflösen, denn für mich gibt es immer eine Grenze zwischen anständig und unanständig.

Genau diese Grenze müssen wir aus europäischer Sicht formulieren, und deshalb auch meine Bitte an die Kolleginnen und Kollegen: Wir sollten uns auf diese wichtige Aufgabe konzentrieren. Manchmal wollen wir zu viel, und wir machen die Europäische Union auch nicht besser, wenn wir hier Dinge verabschieden, die dann wirklich in den Mitgliedstaaten nicht umsetzbar sind. Deshalb arbeiten wir zusammen, um diese prekären, unanständigen Arbeitsverhältnisse aufzulösen, etwas Ordnung in das System zu bringen und natürlich die Vertragsfreiheit damit nicht zu töten.

Tonino Picula (S&D). – Gospodine predsjedavajući, gospodine povjereniče, potpuno podržavam inicijative Odbora za predstavke. Kapital i tržišta su se globalizirali zadnjih tridesetak godina, veoma snažno. Nažalost, nisu se istodobno globalizirala i radna prava po kojima je europska država blagostanja (*welfare state*) bila poznata u globalnim razmjerima.

Negativne posljedice globalizacije dovele su do pojave prekarijata, koji je na putu da zamijeni proletarijat, čak i u nekim razvijenim dijelovima svijeta. Mladi, žene i stariji radnici uvelike su pridonijeli redefiniranju zaposlenosti. Podaci pokazuju da je svaka generacija manje zastupljena u trajnom zapošljavanju od prethodne. U analizu treba uključiti radne i prisilne migracije, kao i demografske promjene. Na primjer, moja domovina, Republika Hrvatska, jedna je od zemalja s najvišim postotkom stanovništva starijim od 60 godina, a čak 25 % radnika radi u prekarnim uvjetima.

Ovo je vrijeme rasprava o budućnosti Europske unije. One moraju ponuditi odgovore na ovaj ozbiljan problem jer se vremenom pokazalo da je europsko integriranje jednostrano. Previše se inzistiralo na tržištu i monetarnoj integraciji, a uvelike su se zanemarile socijalne i politike zapošljavanja.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, ο τομέας εργασίας είναι ένας από εκείνους στους οποίους η Ευρωπαϊκή Ένωση έχει αποτύχει. Αντί να προστατεύει τα δικαιώματα των εργαζομένων, προσπαθεί να τα περιορίσει. Πριν μερικά χρόνια, θέματα όπως της επισφάλειας στην εργασία, καταχρηστική χρησιμοποίηση συμβάσεων ορισμένου χρόνου εργασίας, συμβάσεις μηδενικών χρόνων εργασίας ήταν άγνωστα. Τώρα, όχι μόνο είναι γνωστά, αλλά αποτελούν και τη βάση της λειτουργίας του συστήματος εργασίας έχοντας δημιουργήσει έναν εργασιακό μεσαίωνα, στον οποίον υποφέρουν, ταλαιπωρούνται και εξευτελίζονται οι ευρωπαίοι εργαζόμενοι, κυρίως οι νέοι ιδιαίτερα δε οι νέοι της καθημαγμένης από τα μνημόνια Ελλάδος. Όλα αυτά γίνονται για να μειωθούν οι μισθοί και οι συντάξεις και να υποχρεωθούν οι ευρωπαίοι εργαζόμενοι να αποδεχθούν τις απαιτήσεις ενός αντεργατικού και αντιλαϊκού εργασιακού συστήματος. Αυτός, άλλωστε, είναι και ο λόγος για τον οποίον επιτρέπεται η πρόσβαση νέων από τρίτες χώρες στην Ευρώπη και νομιμοποιούνται κατά χιλιάδες νέοι παράνομοι μετανάστες. Όλοι αυτοί δημιουργούν την πίεση στους ευρωπαίους νέους είτε να δεχθούν την κατάσταση που υπάρχει είτε να παραμένουν άγνωστοι. Θέλω να πιστεύω ότι στις επόμενες ευρωεκλογές οι εγκέφαλοι αυτής της απαράδεκτης καταστάσεως θα λάβουν την αρμόζουσα απάντηση.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, οι παραβιάσεις των όρων εργασίας μιας αξιοπρεπούς θέσης προϋπήρχαν της οικονομικής κρίσης. Ωστόσο, η ισορροπία ανάμεσα στους εργοδότες και στους εργαζόμενους έχει διασαλευθεί προς το χειρότερο μετά την οικονομική κρίση είτε με την απειλή της οικονομικής κρίσης. Για να επανέλθουμε πίσω σε ένα επίπεδο ισορροπίας που προϋπήρχε με τις συλλογικές συμβάσεις, αυτό θα πάρει χρόνο. Επομένως, το ερώτημα που όλοι αντιμετωπίζουμε είναι πώς περιορίζουμε τις καταχρηστικές συμπεριφορές των εργοδοτών απέναντι στους εργαζόμενους. Νομίζω ότι δύο είναι τα εργαλεία. Είτε με νέα νομοθεσία είτε πρωτίστως με αποτελεσματική εφαρμογή της υφιστάμενης και νέας νομοθεσίας και προτείνω δύο πράγματα. Το ένα το έχει πει ο κύριος Juncker: νέα αρχή εφαρμογής της νομοθεσίας σε πανευρωπαϊκό επίπεδο που να περιλαμβάνει και τις δικαστικές αποφάσεις. Το δεύτερο: γρήγορους εξωδικαστικούς μηχανισμούς. Εδώ και η Κύπρος μπορεί να δείξει ένα σωστό παράδειγμα. Για παράδειγμα, εννοώ με αποφυγή των καταχρηστικών όρων εργασίας.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, le large soutien que les pétitions ont recueilli envoie un message fort sur la nécessité d'un changement immédiat. L'abus de droits de MacDonald's ou d'autres entreprises dans le secteur public ou privé doit prendre fin immédiatement. Les travailleurs ayant un emploi précaire sont encore plus exposés à la vulnérabilité socio-économique et risquent davantage de ne pas disposer des ressources suffisantes pour mener une vie décente.

Comme le souligne la résolution, il faut «ajuster les politiques de lutte contre la précarité au caractère dynamique de celle-ci, tout passant par des trains de mesures à tous les niveaux et intégrés, qui soutiennent des normes inclusives et concrètes en matière de travail, couplées à des mesures efficaces permettant de veiller au respect du principe d'égalité».

En outre, je partage l'opinion selon laquelle la Commission et les États membres doivent lutter contre l'emploi précaire, tel que les contrats «zéro heure», en s'appuyant sur de nouveaux instruments et en assurant le respect cohérent de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, ainsi que l'application concrète de la législation nationale et européenne au niveau national, afin de lutter contre la pénurie d'emplois décents et de mettre en œuvre une stratégie basée sur les droits.

(Λήξη της διαδικασίας «catch-the-eye»)

Christos Stylianides, Member of the Commission. – Mr President, this debate shows once more the relevance and the urgency of our initiatives to tackle precarious work.

The Commission has tabled some proposals that specifically target precariousness in employment. No doubt new challenges are developing continuously in today's labour market. There is a growing risk of lack of protection of workers, especially those in new and non-standard forms of employment. This is the situation on the ground.

Therefore, our efforts must be sustained and intensified. As the Commission, we count on your support to rapidly translate the Commission's recent proposals into reality, and with the degree of ambition and protection that EU citizens expect from the EU. We have to meet the expectations of our citizens.

Πρόεδρος. – Έχω λάβει, σύμφωνα με το άρθρο 128 παράγραφος 5 του Κανονισμού, μία πρόταση ψηφίσματος.

Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί την Πέμπτη 31 Μαΐου.

5. Aussprache über Fälle von Verletzungen der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit (Aussprache)

5.1. Lage von inhaftierten Personen mit doppelter Staatsangehörigkeit (EU/Iran) im Iran

Πρόεδρος. – Το επόμενο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η συζήτηση επί πέντε προτάσεων ψηφίσματος σχετικά με την κατάσταση των φυλακισμένων ατόμων που έχουν διπλή ιθαγένεια (ΕΕ-Ιράν) στο Ιράν (2018/2717(RSP))

Charles Tannock, author. –Mr President, Iran's detention of a number of dual nationals continues to place a strain on relations between it and EU Member States. Today's resolution topic is sometimes lost in the midst of broader issues such as the unrelated JCPOA on the nuclear deal. Iran, sadly, continues to support terrorist groups and does indeed practice internal repression and human rights abuses at home. Many of these EU dual nationals, including Mrs Nazanin Zaghari-Ratcliffe, a British citizen, have been detained on spurious charges without any recognised due process by international standards and are often denied access to consular assistance, as Iran doesn't recognise their second EU nationality. Whilst detained, many are reported to face solitary confinement and cruel treatment during interrogation.

So I today support the call for the release of all those detained solely for exercising their right to freedom of expression and peaceful assembly, but also for those, such as Zaghari-Ratcliffe, who are being detained on spurious charges invoking bogus national security concerns.

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID-MARIA SASSOLI

Vicepresidente

Klaus Buchner, Verfasser. – Herr Präsident! Unsere Beziehung mit dem Iran ist durch die Kündigung des Atomvertrags durch die USA einer besonderen Belastung ausgesetzt. Wir müssen alles dafür unternehmen, dass dieser Vertrag bestehen bleibt, damit mit ihm die nukleare Aufrüstung in der ganzen Region verhindert wird. Das kann aber keinesfalls bedeuten, dass wir unsere Grundsätze aufgeben. Natürlich sind uns die Menschenrechte dabei besonders wichtig.

Wir werden heute eine Entschließung beschließen, in der wir den Iran bitten, die Urteile gegen Personen zu überprüfen beziehungsweise aufzuheben, die die doppelte Staatsangehörigkeit besitzen – die der EU und die des Iran. Das muss auch in dieser schwierigen Situation möglich sein. Denn gerade unter Freunden kann man Wünsche und Bitten äußern. Alles andere wäre doch ein Zeichen mangelnden Vertrauens.

Unsere iranischen Partner wissen, dass wir in einigen Bereichen – und gerade bei der Rechtsprechung – völlig andere, entgegengesetzte Auffassungen haben. Unsere Auffassungen haben wir uns in jahrhundertlangem Ringen erkämpft. Wir können davon nicht abrücken. So bitte ich die iranischen Behörden herzlich, die vier Personen, die in den Entschließungen genannt sind, nach Europa zurückkehren zu lassen. Das gilt in ganz besonderem Maß für Herrn Doktor Ahmadreza Djalali.

Soraya Post, author. – Mr President, I demand the release of unfairly-jailed persons and jailed human rights defenders, and that the EU must remain determined to put human rights concerns with Iran as a priority on every possible occasion. The arrests of dual nationals are part of a wider crackdown on human rights in Iran. Also, women are facing prosecution for protesting against Iran's compulsory dress code. I am very worried about the reports of recent deaths in detention, especially as no Iranian official has ever been held accountable for the violations of human rights of persons in state custody. Cases where imprisoned individuals are sentenced to death are also extremely worrying. The EU is committed to the universal abolition and an immediate stop of the death penalty, and I am committed to seeing the stop of all state killings.

Lars Adaktusson, författare. – Herr talman! Sedan april 2016 är den svensk-iranske forskaren Ahmadreza Djalali fängslad i Iran. Amnesty International och oberoende FN-experter anser att anklagelserna som riktas mot honom är grundlösa. Trots det är han dömd till döden. Detta är ett övergrepp mot en enskild EU-medborgare, och det är också en skymf mot människovärde och mot demokratiska värderingar. Trots förhoppningar om förändring i Iran blir situationen allt värre. Regimens stöd till terrorismen ökar; avrättningarna blir fler liksom brotten mot mänskliga rättigheter.

För att inte störa relationerna till regimen hävdar vissa att tyst diplomati ska tillämpas i fallet Djalali. Denna tysta diplomati är fram till i dag resultatlös. Därför är den resolution som vi i dag ska behandla så viktig. Från Europaparlamentet säger vi direkt till den iranska regimen: frigge Ahmadreza Djalali, respektera mänskliga rättigheter, avskaffa dödsstraffet.

Marietje Schaake, author. – Mr President, while human rights in Iran are systematically violated, European leaders have most attention for the rescue of the JCPOA. Preserving the nuclear deal is important, but we must be able to address human rights as well as Iran's toxic role in the Middle East.

Dual nationals are used by Iran's rulers as political pawns. They suffer in prisons without access to lawyers, doctors and EU diplomats. Often they are forced into confessions, after which torture and possibly the death penalty can follow. The fact that EU citizens are seen as only Iranians when they still have that nationality tells us all we need to know about the countless Iranians and how they are treated unjustly in prisons. We call for their release, and we appeal to High Representative / Vice-President Mogherini and Member State leaders not to allow talks on the nuclear agreement to overshadow our responsibility to address the grave human rights violations in the Islamic Republic of Iran.

Janusz Lewandowski, *w imieniu grupy PPE*. – Panie Przewodniczący! Dziś omawiamy i głosujemy nad rezolucją nietypową, która ma bardzo personalny charakter – upominamy się o uwiecznione osoby posiadające podwójne obywatelstwo unijno-irańskie. Na początku był to tylko pan Djalali, o którego upominaliśmy się wielokrotnie, teraz są tam cztery nazwiska. Kwestia praw człowieka była, jest i będzie na agendzie delegacji do spraw Iranu, ale wiem, że nie wszystkie kraje i nie wszystkie rodziny godzą się na tak publicznie stawiane interwencje. Wyrażam nadzieję, że nasza rezolucja pomoże osobom tam wymienionym.

Ale dzieje się to w czasie szczególnym. Unia Europejska dźwiga większą odpowiedzialność za powstrzymanie nuklearnego wyścigu zbrojeń w tym najbardziej „wulkanicznym” regionie świata, niż wtedy, gdy stroną tego układu były Stany Zjednoczone. Jak podtrzymać sojusz transatlantycki w epoce prezydenta Trumpa, jak ocalić porozumienie nuklearne, nie rezygnując ze stawiania praw człowieka? Oto jest prawdziwe nasze wyzwanie.

Anna Elżbieta Fotyga, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, despite our goodwill and engagement, Iran continues to be a massive violator of human rights. According to Amnesty International, in 2017, the country was responsible for a majority of the world's executions that year. In late 2017 and January 2018, massive demonstrations happened. Then thousands of Iranian people – young people mostly – were imprisoned, including dual nationals of both EU Member States and other democracies' nationalities. A number of them have also died in the most suspicious conditions, including well-known Iranian-Canadian, Professor Emami.

We have to appeal to High Representative Mogherini to take the floor and put this topic high in the agenda in her dialogue with Iran. We have to support the role of the UN Special Rapporteur on Iran and Iran's authorities allowing him entry to the country and continuation of the report.

Frédérique Ries, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, c'est un collègue urgentiste qui a vu ces photos récentes qui le dit: Ahmad Reza Jalali est à peine reconnaissable, il a l'air mourant. En janvier dernier déjà, j'ai interpellé dans cet hémicycle la haute représentante sur le sort de ce suédo-iranien, professeur à la VUB de Bruxelles, condamné à mort après une farce de procès et sous un prétexte fallacieux, il y a deux ans. Il croupit depuis dans une cellule, dans l'attente de son exécution sans cesse repoussée, heureusement, sous la pression internationale, mais sans accès ni à un avocat ni à un médecin. De nombreux binationaux sont dans la même situation, comme le chercheur britannico-iranien Abbas Edalat, arrêté il y a un mois, sans qu'aucun chef d'accusation ne lui ait été communiqué.

Que fait-on? À l'heure où Donald Trump menace de sortir de l'accord nucléaire, l'Iran a plus que jamais besoin du partenaire européen que nous sommes. C'est là que nous disposons d'une arme, d'un levier plutôt, Monsieur le Commissaire, pour forcer l'Iran à libérer tous ces otages politiques.

Bodil Valero, *för Verts/ALE-gruppen*. – Herr talman! Under 2017 avrättades 507 personer i Iran. Det motsvarar 60 procent av alla bekräftade avrättningar i Mellanöstern och Nordafrika. Iran kommer som vanligt god tvåa efter Kina i antal utdömda dödsstraff. Iran är ett land där det är väl känt att mänskliga rättigheter inte respekteras av den persiska regimen. Det är ett land där yttrandefrihet, religionsfrihet, föreningsfrihet men även miljöengagemang kan leda till att oskyldiga människor torteras och döms till döden på allehanda oklara grunder.

Under de senaste åren har landet intensifierat gripandet av civila samhällsaktivister, människorättsförsvarare, miljöaktivister och politiska aktivister. Många är de fall som Amnesty med flera uppmärksammat under åren. Idag vill jag särskilt uppmärksamma den svenska forskaren Ahmadreza Djalali, som suttit fängslad i två år i ett av världens farligaste fängelser, Evinfängelset. Det är ett fängelse som är okänt för sina tortyrliknande metoder och där det rapporterats om att flera fångar torterats till döds. I två år har Djalali varit borta från sin familj och haft knapp kontakt med omvärlden. I januari i år dömdes han till döden anklagad för spioneri, något som många personer med dubbelt medborgarskap drabbas av. Djalali har under det senaste halvåret förlorat uppemot 25 kilo. Hans hälsa har drastiskt försämrats men han nekas sjukvård, och jag väddar därför till de persiska myndigheterna att garantera Djalali rätt till sin advokat och medicinsk behandling – förutom att dödsdomen omedelbart måste upphävas och att han ska släppas fri och få möjlighet att resa hem till Sverige.

Det finns inga dödsstraff som kan rättfärdigas. Dödsstraffet är snarare ett brott i sig. Det är ett brott som vi här i parlamentet har en skyldighet att uppmärksamma, för alla dem vars röster redan har tystats eller riskerar att tystas.

Cornelia Ernst, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident! Wie der Iran mit doppelten Staatsbürgern, den sogenannten EU-Iranern, umgeht, ist ein Riesenskandal. Wie wir jetzt wissen gibt es zahlreiche Fälle, wo Leute inhaftiert sind, gefoltert werden, mit dem Tode bedroht werden, keinerlei Rechtsbeistand haben. Wir müssen ganz klar sagen, dass Menschen- und Bürgerrechte damit mit Füßen getreten werden. Auch wenn die EU in der Anti-Atomfrage natürlich an der iranischen Seite steht und diese unterstützt, weil es um nukleare Abrüstung in dieser Region gehen muss, dürfen wir die massenhafte Verletzung von Menschenrechten nicht zur zweitrangigen Frage machen.

Deshalb fordern wir als Fraktion Frau Mogherini auf, unverzüglich tätig zu werden. Zunächst einmal ist festzustellen, wie viele Leute das wirklich betrifft, die hier inhaftiert sind, und es müssen Wege gefunden werden, diese Inhaftierten endlich freizulassen. Die EU muss dafür sorgen, dass ihre Staatsbürger auch sicher sind, und zwar egal wo.

Wenn der Iran normale Beziehungen zur EU herstellen will – Wirtschaftskontakte beispielsweise –, dann muss die auch Sicherheit unserer Bürgerinnen und Bürger gewährleistet sein. Man kann nicht das Eine ohne das Andere haben. Die brutale und menschenrechtswidrige Justiz im Iran muss beendet werden. Der Menschenrechtsdialog mit dem Iran braucht Konsequenzen – wir werden nicht lockerlassen.

Bill Etheridge, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, I wish to draw attention to two British citizens in particular held in Iran: Nazanin Zaghari-Ratcliffe and Kamal Foroughi. I will not discuss details of the cases due to the sensitivity. I would just say that Iran must start behaving in a more reasonable way, with respect for other countries and their citizens, if it wishes to be taken seriously and treated with respect by the rest of the world. The release of these British citizens would be a very welcome first step in that direction towards re-engagement with the world and a more sensible, reasonable approach.

Eduard Kukan (PPE). – Vážený pán predsedajúci, nie je to prvý raz, čo vyjadrujeme znepokojenie nad stavom ľudských práv v Iráne. Je nepripustné, že pokračujú prípady nespravodlivých súdnych procesov, ktoré postihujú občanov s dvojítm EU-iránskym občianstvom. Tieto prípady porušujú medzinárodné dohody a podkopávajú dôveru v rozvíjanie spoločných vzťahov. Musíme žiadať iránske authority, aby zabezpečili spravodlivé procesy a prepustili nespravodlivo odsúdených a väznených. Pri tejto príležitosti treba zopakovať, že Irán by mal čo najskôr umožniť návštevu špeciálneho spravodajcu OSN. Som znepokojený správami od ľudsko-právnych organizácií. O týchto prípadoch máme málo informácií, sú však obrazom režimu, ktorý prenasleduje a oberá o základné ľudské práva vlastných občanov. Je dôležité, aby sme práve my upozorňovali na tieto prípady a naliehavo a opakovane apelovali na dodržiavanie ľudských práv v Iráne.

Jytte Guteland (S&D). – Herr talman, kommissionär Stylianides! Vi står här och kräver högt och tydligt att Ahmadreza Djalalis dödsdom upphävs, att han får komma hem till Sverige till sin familj, och att Kamran Ghaderi, Nazanin Zaghari-Ratcliffe, Abbas Edalat omedelbart frigges. Ett till mycket brådskanie fall är Ramin Hossein Panahi, endast 22 år gammal, dömd till döden i en grovt orättvis rättegång. Släpp honom och de andra fria omedelbart.

Situationen för mänskliga rättigheter i Iran är mycket allvarlig. Som part i den internationella konventionen om medborgerliga och politiska rättigheter har Iran skyldigheter. Trots det har gripanden av aktivister och människorättsförsvarare ökat under nuvarande presidentskap. EU har en viktig roll att engagera sig inte bara för det viktiga kärnenergiavtalet utan också för mänskliga rättigheter i Iran. Vi måste alltid stå upp mot dödsstraffet och vi måste alltid säkra de mänskliga rättigheterna.

Anders Primdahl Vistisen (ECR). – Hr. Formand! Iran har længe spillet et farligt spil, hvor man har brugt truslen om at udvikle atomvåben til at få verden til at se den anden vej. Det handler om den terrorisme, de begår mod deres egne borgere, det handler om den terrorisme, de spreder i regionen og i hele verden, og det handler om den generelle ustabilitet i hele Mellemøsten, som i høj grad har sit udspring i Iran.

Desværre har iranerne også i alt for høj grad og alt for længe fået os til at se den anden vej for så vidt angår menneskerettighedsovertrædelser i Iran, fordi den større trussel om en atommagt mere i verden har stået i forgrunden, så det at sætte effektivt ind imod de iranske brud på menneskerettighederne er kommet i baggrunden. Det er den situation, der bringer os frem til vores debat i dag, der i min optik har et alt for snævret fokus, men trods alt stadigvæk har et meget centralt og vigtig fokus, nemlig spørgsmålet omkring de personer med dobbeltstatsborgerskab, som sidder fængslet under fuldstændig frygtelige forhold i iranske fængsler.

Jeg synes godt, man kunne have udvidet det til også at omhandle alle de iranske statsborgere, som bliver retsforfulgt hver eneste dag på grund af deres politiske overbevisning eller politiske holdninger eller endda deres seksualitet, men vi har taget et godt første skridt på vejen. Jeg håber, at vi her i Europa-Parlamentet vil begynde at sætte et mere kritisk fokus på Iran og landets ageren i verden og ikke kun fokusere på Irans atomaftale.

Gérard Deprez (ALDE). – Monsieur le Président, aujourd'hui, au moins quatorze ressortissants binationaux et étrangers sont emprisonnés en Iran. Certains – vous l'avez dit – sont condamnés à mort. Je pense en particulier à Ahmad Reza Jalali, qui est bien connu et apprécié dans notre pays, mais aussi à tous les autres. Qu'ont-ils fait? Personne ne le sait. Les procès en Iran sont des simulacres, les aveux sont le plus souvent obtenus sous la torture et sur la base d'accusations invérifiables. En réalité, en Iran, la justice n'est rien d'autre qu'un instrument répressif de la dictature théocratique des mollahs.

L'Union européenne essaie, à bon droit – et je soutiens ses efforts –, de sauver l'accord international sur le nucléaire avec l'Iran. Ce n'est pas une raison pour fermer les yeux sur les violations perpétrées en permanence dans ce pays, non seulement contre les binationaux, mais aussi contre tous les citoyens iraniens qui sont en désaccord avec la dictature cléricale en place.

Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les binationaux injustement détenus et nous exigeons la libération de tous les citoyens iraniens injustement condamnés et emprisonnés. Ne pas le faire, c'est se rendre complice des abus d'une dictature.

Pavel Svoboda (PPE). – Pane předsedající, jak bylo řečeno, snaha o záchranu jaderné dohody nemůže zastínit ochranu lidských práv, protože tato ochrana patří k ústavním základům Evropské unie. S lidskými právy se neobchoduje. Jak můžeme věřit v respektování jaderné dohody s Evropskou unií, když Írán nerespektuje občany Evropské unie. Írán jenom bohužel potvrzuje, že je zemí, která nechce dodržovat základní lidská práva, popravuje stovky lidí ročně, přechod ke křesťanství se tam trestá deseti až patnácti lety vězení. Občané Evropské unie jsou v Íránu odsuzováni na základě vynucených doznání. Paní Zaghariová-Ratcliffeová je v íránském vězení držena již více než dva roky. V případě občanů Evropské unie vězněných Íránem musí Evropská unie využít všechny možnosti a dosáhnout propuštění nejen paní Zaghariové-Ratcliffeové, ale všech dalších.

Flavio Zanonato (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la situazione dei molteplici casi di detenzione dei cittadini con doppia nazionalità, già descritta da molti miei colleghi anche con casi specifici, in Iran è davvero molto allarmante.

Le gravi condizioni di queste detenzioni e i trattamenti durante gli interrogatori sono qualcosa di assolutamente inaccettabile. È fondamentale che le autorità iraniane agiscano con urgenza e in collaborazione con le ambasciate degli Stati membri dell'Unione europea e con tutte le altre istituzioni europee a Teheran, per trattare tutti questi casi, i casi di questi detenuti, con l'obiettivo di liberarli.

Va ribadito che, in accordo con il diritto internazionale, è necessario garantire una difesa in cui l'imputato possa scegliere il proprio avvocato, e garantire soprattutto un processo giusto ed equo. Ritengo inoltre fondamentale che il dialogo tra l'Unione europea e l'Iran sul rispetto dei diritti umani vada portato avanti in tutte le sedi possibili, e che si continui ad affrontare questioni cruciali come la pena di morte e la libertà di espressione.

Per questo ritengo basilare che gli impegni presi con l'accordo sul piano congiunto di azione globale vengano portati avanti e rispettati, soprattutto alla luce del possibile impatto della cooperazione internazionale sulla situazione interna e sulla situazione dei diritti umani in Iran.

Mark Demesmaeker (ECR). – Voorzitter, commissaris, collega's, kijkt u even mee. Dit is Ahmadreza Djalali, gastdocent aan de Vrije Universiteit Brussel. Een echtgenoot en een vader van twee die zich altijd heeft ingezet voor mens en wetenschap. Twee foto's van dezelfde man: na twee jaar in een Iraanse cel nauwelijks te herkennen, een schim van zichzelf, en hij rekent op onze hulp.

Uit angst voor economische represailles houden de Iraanse leiders Ahmadreza en andere Europese gedetineerden in leven, maar hen vrijlaten zou deze leiders intern gezichtsverlies opleveren. Deze hypocrisie zorgt voor een uitzichtloze lijdensweg voor Ahmadreza en zijn familie.

Als Europese Unie mogen we niet blind zijn voor deze duistere realiteit. Iran is en blijft een theocratie die flirt met het Westen, maar niet van plan is af te wijken van zijn dictatoriale koers.

De aspiratie van de EU naar stabiliteit mag ons niet de andere kant doen uitkijken als het over mensenrechten gaat, ook niet in de nasleep van de terugtrekking van de Verenigde Staten uit het nucleair akkoord.

Ik roep alle Europese leiders op om bij élk overleg, élk contact met het land de mishandeling van Europese gedetineerden scherp te veroordelen en hun vrijlating te vragen.

Jozo Radoš (ALDE). – Gospodine predsjedavajući, gospodine povjereniče, stanje sa zatvorenima u Iranu koji imaju i europsko državljanstvo najbolji je pokazatelj općeg stanja ljudskih prava i stanja u iranskim zatvorima. I nije teško pretpostaviti da je stanje sa zatvorenima koji nemaju dvostruko državljanstvo, a takvih je većina, još puno teže.

Nakon velikih protesta u siječnju, kada je 5 000 ljudi uhapšeno, a 14 umrlo u zatvorima pod sumnjivim okolnostima, nemiri u Iranu se nastavljaju. Proteklih mjeseci svoje su nezadovoljstvo položajem u Iranu iskazali profesori, vozači kamiona, prosvjednici prilikom proslave prvoga maja, a u gradu Kazerunu, u trećem mjesecu ove godine, prilikom prosvjeda ubijena su tri prosvjednika, a više njih je ozlijeđeno i zatvoreno.

Stoga svako produbljivanje i proširivanje odnosa s Iranom, razvijanje tih odnosa, mora biti praćeno poboljšanjem stanja zatvorenika i stanja u iranskim zatvorima i generalno, stanja ljudskih prava u Iranu.

Tunne Kelam (PPE). – Mr President, Commissioner, of special concern today is the Swedish-Iranian researcher Ahmadreza Djalali, sentenced to death. There at least 14 other persons of dual citizenship who have been persecuted. In fact, Iran has intensified arrests of civil society activists, human rights defenders and journalists. We call for the immediate release of all of them – but calling is not enough. On Iran, I think we need a similar approach to that proposed in our next resolution on Saudi Arabia. First, introduction of targeted measures against individuals responsible for grave human rights violations, and second, providing active support for civil society groups and defenders of human rights. I would like here to extend our sympathy and support for the Iranian people who have, since the end of last year, repeatedly demonstrated for social and political rights. If we are serious about our own values, it is our first duty to be actively on their side in their quest for civil liberties, human dignity and democracy.

(Applause)

Procedura «catch the eye»

Jean-Paul Denanot (S&D). – Monsieur le Président, l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, que nous souhaitons voir maintenu malgré l'attitude des États-Unis, n'autorise pas tout. Sur la question des droits de l'homme, le comportement du gouvernement iranien n'est pas en accord avec le pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont il est pourtant partie prenante.

La question qui nous préoccupe aujourd'hui est celle des binationaux. L'Union européenne ne peut accepter que six ressortissants binationaux n'aient pas accès à l'ambassade du pays européen dont ils dépendent ou à l'ambassade d'un autre pays européen. Elle ne peut accepter non plus qu'ils n'aient pas accès à un avocat, qu'ils soient emprisonnés sans preuve et sans procès parce qu'ils sont simplement militants des droits de l'homme, de l'écologie ou qu'ils sont militants politiques.

Nous devons donc exiger la libération des binationaux incarcérés et demander davantage de coopération de l'Iran au mécanisme de protection des droits de l'homme, notamment dans le cadre du dialogue de haut niveau entre l'Union européenne et ce pays.

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, situace v Íránu je podle mého názoru naprosto neúnosná. Írán podporuje teroristické skupiny, soustavně hromadně porušuje lidská práva. Množstvím poprav svých vlastních občanů se ocitá na špičce světového žebříčku. Vidíme občany, jak protestují v Íránu a následně mizí a už se nikdy neobjeví. Já si myslím, že tento režim zasluhuje jednoznačné odsouzení a tlak mezinárodního společenství.

Dvojitá státní příslušnost musí Írán respektovat a my se musíme ozvat, zejména v této situaci, kdy Spojené státy americké odstoupily od jaderné dohody. Situace je pro nás do jisté míry výhodnější, můžeme to využít jako páku. Prosím, ozvěme se důsledně k ochraně lidských práv, vyzvěme instituce Evropské unie, aby tato lidská práva hájily v jednání s Íránem. Samozřejmě vyzývám k propuštění nespravedlivě trestaných.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señor presidente, señor comisario Stylianides, con enormes dificultades y forzada por la dramática posición adoptada en el cambio de guardia de la Casa Blanca por los Estados Unidos, la Unión Europea ha hecho lo correcto, sosteniendo diplomáticamente el acuerdo nuclear con Irán, del que forman parte Estados miembros de la Unión Europea. Pero, al mismo tiempo, tiene que redoblar sus esfuerzos diplomáticos para dar la cara por los ciudadanos europeos con doble nacionalidad —tres británicos, dos suecos, un austriaco— que están padeciendo ese infierno en Irán: condenados en juicios secretos sin asistencia consular, sin asistencia médica, sin la asistencia ni la presencia de las organizaciones no gubernamentales que podrían estar prestando ayuda, ignorando por completo la vinculación de la Convención de Viena, Derecho internacional en lo relativo a la situación de los presos.

La Unión Europea tiene que garantizar diplomáticamente la liberación de los ciudadanos europeos con doble nacionalidad. Esa tiene que ser la contrapartida de la política firme que está sosteniendo, incluidas la denegación de visados y restricciones a Irán adoptadas el pasado 12 de abril.

Jordi Solé (Verts/ALE). – Mr President, in recent weeks the Iranian people have bravely continued their protests and uprisings. We have seen unprecedented a workers' protest on 1 May; a teachers' protest on 10 May; the Baluchis in Zahedan on 20 May; massive protests in the city of Kazerun, where four people were shot dead by security forces on 17 May; lorry drivers who had been on a nationwide strike in more than 200 cities all over Iran for more than a week.

People are demanding their rights in Iran, but there is almost no mention of these uprisings and protests and human rights of the Iranian people by our EU institutions or our EU officials. Instead of focusing only on the nuclear deal, we need to listen to the people in Iran who are fed up with the dictatorship. They want this regime to go, and they deserve our attention.

Wajid Khan (S&D). – Mr President, many dual nationals are currently detained in Iran without due process, including two Brits: Abbas Edalat and Nazanin Zaghari-Ratcliffe. All these cases have their heart-breaking details. I want to specifically mention the case of Nazanin, who took her toddler to Iran to celebrate Nowruz with family in 2016. She was convicted of plotting to overthrow the Iranian Government and now faces new, vague charges. Nazanin is innocent, and she is missing her daughter's childhood. She is only allowed to see her daughter for 90 minutes a week. I have been in touch with her family, and they appreciate this Parliament's decision to call for the release and fair treatment of EU-Iranian dual nationals. While we debate these arrests of dual nationals, we must also highlight that these actions are part of a wider crackdown on freedom of assembly in Iran. I urge the External Action Service to firmly and collectively engage their Iranian counterparts, echoing the message of this resolution that we debate today. They must call for the release of all those arbitrarily and unfairly-detained as well as imprisoned human rights defenders. We have to do everything we can to bring Nazanin and her daughter home.

Heinz K. Becker (PPE). – Herr Präsident! Wir stehen mit dem Iran einem Regime gegenüber, das mit aller Brutalität für die Hälfte aller Todesurteile in der Welt steht – laut Amnesty International gegen alle Menschenrechte und Werte der EU.

We face a brutal dictatorship which is responsible for half of all death penalties in the whole world, against all human rights and values of the EU.

Junge Frauen und Männer protestieren in den Straßen des Iran für Freiheit und Demokratie. Es ist unsere Verpflichtung als europäische Politiker, diese Menschen zu unterstützen. Es muss damit aufgehört werden, immer nach dem Atomvertrag und Verträgen zu schielen.

We have to stop only looking for the nuclear agreement and the business we are chasing ahead. So it is clear that we have to stop our policy. We also face Iran with a regime which threatens the whole peace in the world by trying to extinguish Israel.

Wir müssen damit aufhören, dieses Regime zu unterstützen. Hisbollah und Hamas müssen von der Finanzierung durch iranische Geldmittel abgeschnitten werden. Stoppen wir das iranische Regime heute!

Julie Ward (S&D). – Mr President, the recent uprising in Iran led by women gives hope to all of us who believe in the possibility of a free Iran, including freedom for the Anglo-Iranian mother Nazanin Zaghari-Ratcliffe, who has been imprisoned in Iran for more than two years now on trumped-up charges. The complete disregard by the Iranian authorities of her right to a fair trial and to consular assistance is appalling. It is equally appalling to see how in Europe, governments – including the British Government – have failed to address her case in a proper manner. As Nazanin remains jailed and separated from her family, I urge the High Representative to act on her behalf to urge the Iranian authorities to immediately and unconditionally release her, as well as the four other EU-Iranian dual nationals. With the Iran nuclear deal now weakened by the United States, it is more important than ever to continue to fight for human rights in Iran. Normalised relations with Iran will come through upholding our highest standards in terms of human rights, as well as by standing by the deal that the European Union helped to negotiate.

(Applause)

José Inácio Faria (PPE). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, nos últimos anos, têm sido contínuos os julgamentos à porta fechada e as prisões arbitrárias de cidadãos irano-europeus no Irão, já para não falar do número excessivo de execuções. Desde 2015, a Guarda Revolucionária prendeu 30 pessoas com segundo passaporte, a maioria por suposta espionagem, sendo que, destes trinta, dezanove têm nacionalidade de países europeus, como bem sabe.

Caros colegas, o facto de o regime dos aiatolas não reconhecer o estatuto da dupla nacionalidade coloca estes cidadãos numa situação de particular vulnerabilidade, já que nem sequer têm a possibilidade de receber assistência consular. Acresce que os seus advogados e familiares alegam que a Guarda Revolucionária os está a usar como moeda de troca nas relações internacionais e como forma de desincentivar o investimento estrangeiro naquele país.

Senhor Comissário, a União Europeia, ao mesmo tempo que tenta, e bem, salvar o plano abrangente da ação conjunta de 2015 e neutralizar os efeitos extraterritoriais das sanções norte-americanas, não pode deixar de pressionar o supostamente moderado Presidente Rohani para cumprir a sua promessa eleitoral de um maior respeito pelos direitos civis e políticos dos seus cidadãos, incluindo dos que também são cidadãos europeus.

(Fine della procedura «catch the eye»)

Christos Stylianides, Member of the Commission. – Mr President, the European Union is aware of a number of cases of dual nationals imprisoned in Iran and regularly raises them with the Iranian authorities. We call for their release on humanitarian grounds, we ask for appropriate legal counselling and for adequate medical care to be provided to those in need.

Given that primary responsibility for consular protection of European Union citizens abroad lies with their Member State of origin, European Union action is always coordinated and done at the request of the Member States and/or the respective families. In this vein, we will continue to closely follow the situation on the ground and use every opportunity to discuss the issue of dual nationals with the Iranian authorities.

When in April 2016 the European Union negotiated a joint statement with Iran on the future of our relations, the High Representative / Vice-President said very clearly that human rights had to be an integral part of our engagement. We have established a high-level dialogue with Iran, which is the framework in which all issues are discussed, including human rights. I wish to underline that the European Union has never refrained from raising human rights issues in our contacts with the Iranian authorities. We have constantly called for the respect of human rights, both in public statements and in particular in private conversations.

In 2016, during the European Union-Iran High-Level Dialogue, the European Union had a first direct exchange with interlocutors from the Iranian judiciary on human rights in more than 10 years. The second meeting took place in Tehran in November 2017, and again, a number of issues were raised, including the death penalty, women's rights and conditions in the Iranian prisons.

Beyond our bilateral engagement, we have been active in multilateral for a, where we supported both the work of the UN Special Rapporteur and the UN Resolution on the situation of human rights in Iran. We have been carrying out *démarches* and issuing public statements whenever there were major violations in Iran.

We will continue to do so, and we will also continue our informal discussion on human rights to progressively address our concerns through this channel. We feel there is openness also on the Iranian side to engage constructively, even if this means discussing difficult and potentially contentious matters.

Presidente. – La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà oggi, giovedì 31 maggio 2018.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – Sono convinto che, nonostante il momento delicato, sia necessario «normalizzare» le nostre relazioni con l'Iran, il che significa trattarlo, né più né meno, nello stesso modo in cui comportiamo con tutti gli altri paesi, senza subire pressioni o influenze esterne. Non dobbiamo quindi aver timore nel confermare il nostro supporto all'accordo nucleare e nel constatare, come vi siano stati alcuni passi avanti, per quanto concerne la situazione dei diritti umani. Al contempo, non possiamo però esimerci dal condannare la repressione dei cittadini iraniani con doppia nazionalità. È emblematico il caso di Ahmadreza Djalali, cittadino svedese-iraniano, già ricercatore presso l'Università di Novara, arrestato mentre si trovava in Iran per dei seminari, obbligato a firmare una confessione e condannato a morte con l'accusa di spionaggio. Djalali è solo uno, dei molti che stanno subendo gli stessi, inaccettabili abusi. Cari amici Iranian, vi chiediamo di aiutarci ad aiutarvi: è importante che i nostri rapporti rimangano saldi in questo periodo di incertezza, ma questo non può e non deve andare a discapito del più basilare rispetto dei diritti umani. Liberate Djalali e tutti coloro che sono stati arrestati ingiustamente e prepariamoci, assieme, ad affrontare le difficili sfide che il prossimo futuro indubbiamente ci riserverà.

Svetoslav Hristov Malinov (PPE), *in writing*. – Many members of the European Parliament are concerned about the situation of human rights in Iran. More than half of the executions in the world take place in Iran. Women have been beaten up, humiliated and arrested in public for refusing to comply with strict rules on compulsory wearing of the veil (hijab). In late December 2017 and January this year, nationwide anti-government protests and uprisings shook the country and covered 142 towns and cities in all the 31 provinces of Iran. Thousands were arrested during the protests and 14 individuals have died in custody following their arrest. The top leaders of the Islamic Republic of Iran have professed a leading role for the opposition PMOI in organising the protests. The protests have continued in Iran. For example, on 16 May in the city of Kazerun, government forces opened fire on protesters, leaving 4 dead and many more wounded. Also, truck drivers all over Iran have gone on a strike since 22 May, which has paralysed the country. I believe we should make human rights a condition for our relations with Iran. Human rights and recognising the uprisings in Iran should be our priority, instead of being obsessed with the nuclear deal.

Monica Macovei (ECR), *în scris*. – Continuarea detenției persoanelor cu dublă cetățenie, europeană și iraniană, în urma unor procese incorecte trebuie să înceteze imediat, iar deținuții să fie eliberați de îndată. Autoritățile iraniene trebuie să răspundă pentru încălcarea drepturilor acestora. Este foarte grav că mai există cazuri de condamnare la pedeapsa cu moartea, care este interzisă demult în Europa, fără nicio excepție. Iranul trebuie să interzică pedeapsa cu moartea, iar până la legiferare să oprească orice execuție. De asemenea, trebuie să înceteze utilizarea detenției arbitrare în ceea ce privește persoanele cu dublă cetățenie, precum și a străinilor și să ofere garanții procedurale pentru a asigura procese corecte.

Președintele Hassan Rouhani a numit un comitet care să investigheze decesele recente înregistrate în centrele de detenție din Iran, însă, până în prezent, nu a fost făcută publică nicio informație din anchetă. Investigațiile independente ale arestărilor, precum și ale acuzațiilor de utilizare excesivă a forței în timpul protestelor recente din Iran, sunt vitale pentru ca oamenii să aibă o minimă încredere în instituțiile statului și pentru a opri încălcarea brutală a drepturilor civile și politice.

5.2. Frauenrechtsaktivisten in Saudi-Arabien

Presidente. – L'ordine del giorno reca la discussione su sette proposte di risoluzione sui difensori dei diritti delle donne in Arabia Saudita (2018/2712(RSP)).

Charles Tannock, author. – Mr President, like many around the world, I reacted with optimism to Crown Prince Mohammad bin Salman Al Saud's 'Vision 2030' reform agenda in the Kingdom of Saudi Arabia, and lifting the ban on women drivers is, of course, a very good start. Positive steps towards the protection of individual rights are being made, and I welcome these wholeheartedly.

However, if Saudi Arabia wishes to cement its position as an influential key actor in the Middle East and North Africa region, the process of judicial reform must be in line with accepted international standards. That's why it is deeply worrying that this month has seen a wave of arrests of women's rights activists whose names have not been publicised and whose rights to communication with their lawyers whilst in prison have not been upheld.

The world will be watching whether the Crown Prince will hold fast to his reform agenda and prove that his desire for greater freedom for his people is a genuine one. For all Saudi Arabian citizens, I sincerely hope that this is the case.

Barbara Lochbihler, Verfasserin. – Herr Präsident! Seit Mitte Mai sind in Saudi-Arabien sieben Frauen und vier Männer wegen ihres Engagements für die Rechte von Frauen verhaftet worden. Vier der Frauen sind vor wenigen Tagen wieder freigelassen worden. Sie haben sich gegen die extreme Diskriminierung von Frauen engagiert und die Abschaffung des Fahrverbots für Frauen gefordert, das nun am 24. Juni laut Dekret des Königs aufgehoben werden soll. Frauen in Saudi-Arabien bleiben grundlegende Menschenrechte weiterhin verwehrt. Sie sind auf die Zustimmung eines männlichen Vormunds angewiesen, wenn sie reisen, arbeiten oder heiraten wollen.

Die vorsichtigen Reformen der letzten Monate bleiben bisher Schaufensterpolitik. Die jüngsten Verhaftungen sind Ausdruck zunehmender Repression gegen Kritiker und völlig inakzeptabel. Die Aktivisten müssen unverzüglich und bedingungslos freigelassen werden. Es ist beschämend, dass die EU-Außenbeauftragte Mogherini noch nicht öffentlich deren Freilassung gefordert hat. Wenn es König Mohammed bin Salman mit seinen angekündigten Reformen ernst ist, so müssen alle inhaftierten Menschenrechtsverteidiger sofort freigelassen werden. Dazu zählt auch der zu zehn Jahren verurteilte Sacharow-Preisträger Raif Badawi.

Von der Aufhebung des Fahrverbots für Frauen in Saudi-Arabien profitieren auch die europäischen Automobilkonzerne. Ich fordere, dass auch sie sich konsequent und deutlich hörbar für die Rechte ihrer zukünftigen Kundinnen einsetzen.

Pier Antonio Panzeri, autore. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'abolizione del divieto di guida per le donne e la volontà di modificare le regole del tutoraggio maschile sono solo alcune delle promesse che il re saudita Mohammed bin Salman ha espresso di fronte ai protagonisti della diplomazia mondiale, tra i quali l'Unione europea.

Impegni importanti, certo, ma che tuttavia si sono dimostrati semplicemente specchietti per le allodole. Perché, mentre il giovane re si presenta al mondo mostrando l'Arabia Saudita come la locomotiva del progresso nella regione mediorientale, la situazione dei diritti umani e civili percorre binari che conducono in tutt'altra direzione.

Il sistema di tutoraggio regola la società saudita, impedendo alle donne di svolgere autonomamente le azioni più semplici, e la violenza di genere non è un crimine riconosciuto. Un quadro, quindi, in forte contraddizione con il paese tratteggiato dalle promesse del sovrano, ma in contraddizione anche con il ruolo che questo paese riveste in quanto membro della commissione sullo status delle donne alle Nazioni Unite.

Per tutto questo, chiedo alle autorità saudite di trasformare le parole in fatti, di non ingannare l'opinione pubblica. Chiedo che il sistema di tutoraggio maschile venga abolito affinché le donne saudite possano godere dei loro diritti, compresi quelli sessuali e riproduttivi. E rivolgo, infine, un appello al re: che sia liberato il premio Sacharov, Raif Badawi, in carcere per avere espresso le sue opinioni, e tutti gli altri difensori dei diritti umani che sono nelle stesse condizioni.

Tomáš Zdechovský, Autor. – Pane předsedající, prvně bych chtěl poděkovat, myslím si, že se nestává příliš často, že tady vyjednáváme nějakou rezoluci tak dlouze a že na ni strávíme tolik času. Myslím si, že je důležité říci, že jsme se opravdu zamýšleli nad každým paragrafem, který je v této rezoluci uveden, protože situace v Saúdské Arábii není jednoduchá a myslím si, že je potřeba ji vnímat v nějakém kontextu.

Já osobně bych se chtěl vyjádřit k porušování lidských práv žen v Saúdské Arábii, kterým se věnovala tato rezoluce. Jsem rád, že se nám podařilo vyjednat rezoluci s poměrně schůdnými kompromisy. Saúdská Arábie je hlavním aktérem ve vztazích Evropské unie a Blízkého východu, a tak nesmíme přehlížet situaci, kdy jsou porušovány mezinárodní závazky, ke kterým se sama Saúdská Arábie v ochraně lidských práv a v ochraně práv žen zavázala. Na druhé straně chci ocenit obrovský pokrok, který Saúdská Arábie v posledních měsících učinila, neboť práva žen jsou kontinuálně posilována a – z našeho pohledu – došlo k obrovským reformám.

Rezoluce vyjadřuje poměrně zásadní obavy z detence několika žen a mužů, kteří protestovali v oblasti lidských práv. Myslím si, že je důležité, aby Saúdská Arábie tyto případy důkladně prošetřila a vysvětlila a aby dala mezinárodnímu společenství jasný signál, že v oblasti dodržování lidských práv chce udělat výrazný pokrok. Právo na spravedlivý proces, právo na přístup k zákonnému soudu, právo na obhajobu a další práva musí být i v Saúdské Arábii dodržována.

Marietje Schaake, author. – Mr President, despite charm offensives by Mohammed bin Salman, Saudi Arabia is showing its true colours by arresting prominent women's rights activists, right when the driving ban that these women fought for is promised to be lifted. Then, state-linked media labelled these women as traitors, and they have since been charged with serious crimes.

This sends a chilling signal to all human rights defenders in the kingdom and beyond. It is also a wake-up call for those who still needed it. It will be unsustainable to repress the population and women in such a systematic way, as happens in Saudi Arabia every day. The promise of reforms under the 2030 strategy has been tarnished, and we should hold Saudi Arabia to its acts, not just its beautiful promises made alongside celebrities in foreign countries.

The release of women's rights activists should be the first step and would be a first important step, as we urge, to grant basic rights to all people in Saudi Arabia. We will not be impressed with some small gestures.

Ignazio Corrao, autore. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in un contesto di continua persecuzione dei difensori dei diritti umani, dal 2013 le autorità saudite continuano sistematicamente ad arrestare, prendere di mira e condannare gli attivisti della società civile, nel tentativo di limitare ulteriormente la libertà di espressione nel paese.

Nonostante l'Arabia Saudita abbia promesso una serie di tentativi di riforma volti ad allentare le restrizioni sulle donne, non si tratta di altro se non di fumo negli occhi, una sorta di illusione di libertà proveniente da un governo che agisce in base a principi e presupposti totalmente opposti. Presupposti che in realtà ostacolano o rischiano di rendere sterile l'efficacia delle riforme stesse.

Non stupisce infatti che siano proprio le blogger e le attiviste di spicco ad essere state incarcerate per essere alla guida. Non ci stupisce affatto in uno Stato come l'Arabia Saudita. Forse la paura è che le donne inizino a contare qualcosa in uno degli Stati più misogini e retrogradi del pianeta, e questa sì che sarebbe una chiara minaccia al potere in Arabia Saudita.

Soraya Post, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, in Saudi Arabia, women are treated as less than human. It is good news that women can now start to enjoy some of their most basic human rights which they have long been denied, such as launching their own business and driving. But, without a fully-functioning democracy, even these freedoms cannot be enjoyed. 11 women's rights activists are right now detained in prison – the very same who have been tirelessly campaigning against a ban on driving and the repressive and inhuman guardian system. The human rights defenders must be released immediately and the reforms in Saudi Arabia must go further and faster. Why should women wait to enjoy their basic human rights? It is time for Saudi to understand that without women, you are nothing, so please release these women from prison so they can enjoy their basic human rights.

(Applause)

Jadwiga Wiśniewska, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Arabia Saudyjska jest krajem muzułmańskim, którego prawo opiera się na szariacie. Praktykowanie innych religii niż islam jest przestępstwem. Prawa kobiet w Arabii Saudyjskiej właściwie nie istnieją. To ostatni kraj na świecie, który przyznał prawa wyborcze kobietom – dopiero w 2015 r. W Arabii Saudyjskiej kobiety będące ofiarami zbiorowego gwałtu trafiają do więzień. Niepełnoletnie dziewczynki wykorzystuje się jako swoisty środek płatniczy przy regulowaniu długów. Saudyjki same nie mogą wciąż pójść do lekarza, a za nieposłuszeństwo mogą być więzione w tzw. kobiecym pokoju przez całe życie. Ostatnie aresztowania działaczy walczących o prawa kobiet potwierdzają, że proponowane reformy są tak naprawdę tylko i wyłącznie mydleniem oczu. Upomnijmy się głośno, jako Parlament Europejski, o prawa kobiet w Arabii Saudyjskiej, bo one tak naprawdę nie istnieją.

Petras Auštrevičius, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, Commissioner, colleagues, the fact that we are again gathered here in this House to discuss the human rights situation in Saudi Arabia is appalling. We see a well-funded media campaign aimed at demonstrating as if reforms in the country were being implemented one after another. However, the reality is different. In fact, we see a crackdown on women's rights and human rights activists taking place. Since 15 May only, already 12 women's rights activists, including those promoting women's right to drive, have been arrested, defamed and labelled as traitors. The aim is to silence all of those who openly speak out. This cannot go on. Here, today, we call on the Saudi authorities to put an end to the treatment of Saudi women as second-class citizens and immediately and unconditionally release all of them. I also call for the immediate freeing of Raif Badawi, Sakharov Prize laureate, who has been imprisoned for solely exercising his right to freedom and expression.

Bill Etheridge, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, Wahhabi Saudi Arabia is undoubtedly a repressive regime. Their treatment of women and abuse of their rights is backward and uncivilised. What is worse, they seek to export their medieval values worldwide. I consider the best way to counter this is to export our values of freedom through trade. Free market capitalism has always been the gateway to free peoples, as we saw with the collapse of the Soviet Union. Any suggestion that the 6 000 UK firms exporting over GBP 7 billion worth of goods to Saudi be stopped is folly. What we must do is increase our trade and expose the Saudi people to the values of freedom through free markets. Trade sanctions and embargoes, as with other parts of the world, is merely cutting our nose off to spite our face. Freedom is an unstoppable, uncontrollable ideal. No repressive state or religious superstition can ever defeat it in the long run. Its promotion is our greatest weapon against the forces of darkness and repression, many of these forces so well highlighted by the regime in Saudi and the ideals that they export through their funding of mosques in other parts of the world. It is crucial that we stay strong, free and open, and that we expose people to our values, to our trade, to the free market. Through that, civilisation and free peoples will undoubtedly follow.

Mylène Troszczynski, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, votre proposition de résolution met en lumière les incarcérations et les condamnations arbitraires de plusieurs militants pacifiques pour les droits de l'homme et des femmes.

Vous soulignez aussi, très justement, les violences qui ciblent les minorités religieuses, et j'en profite ici pour rendre hommage aux chrétiens de ce pays qui subissent silencieusement ces violences.

Vous invitez ensuite le royaume d'Arabie saoudite à abandonner ce que vous appelez la culture du patriarcat, qui met les femmes sous tutelle. N'ayez pas peur des mots! Le problème ici, c'est la loi islamique, la charia, qui non seulement est la norme en Arabie saoudite, mais qui pointe aussi le bout de son nez en Europe et commence sérieusement à menacer nos concitoyennes. Vous vous inquiétez de ce qui se passe là-bas, mais vous ne faites jamais mention de la menace que représente l'emprise grandissante de l'Arabie saoudite en Europe et en France, notamment via les réseaux islamiques et le financement des mosquées, d'organisations ou d'associations ouvertement salafistes.

Cette résolution est donc largement incomplète et se contente de donner à l'Union européenne un rôle de vierge effarouchée devant le spectacle des exécutions ou des arrestations arbitraires.

Wajid Khan (S&D). – Mr President, Commissioner, colleagues, if Prince Mohammed bin Salman is true to his promise of modernising the country and advancing women's rights, then a major first step would be releasing all women's rights defenders and activists who have been arrested and imprisoned in the recent crackdown. Following my visit to the Kingdom last year, I praised the Saudis on the project Vision 2030 and its efforts in reforming, as well as taking positive steps with the lifting of the ban on women driving. I know the country is on a journey to modernisation, but that journey will get more difficult if it takes the regressive steps of arresting and imprisoning women while fighting discrimination. I am also aware that the male guardian system is currently being reviewed and will, hopefully, be reformed very soon, enabling women to act and participate independently in society. Women in Saudi Arabia need their basic human rights to be acknowledged, upheld and enhanced. I believe Saudi Arabia as a country will be a stronger one through its inclusivity, empowerment and participation of women. The more successful nations in the world are the ones who are true pioneers of gender equality.

Pina Picierno (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, le donne in Arabia Saudita vengono maltrattate, vengono discriminate, vengono sminuite in ogni aspetto della loro vita. È stato detto, vige un sistema di segregazione che le vuole totalmente sottoposte al controllo degli uomini, di un uomo, si tratti di un padre, di un marito, di un fratello.

E allora è compito di questo Parlamento difendere e promuovere l'autodeterminazione delle donne in ogni parte del mondo. E allora noi non possiamo non condannare quanto avviene ancora oggi in Arabia Saudita, non possiamo non chiedere il rilascio immediato delle attiviste che si battono per la difesa di queste donne, e il rilascio immediato, signor Presidente, del premio Sacharov Raif Badawi.

Non possiamo non chiedere che alle parole seguano finalmente dei fatti, e che finalmente si metta in campo una svolta che segni finalmente un miglioramento delle condizioni di queste donne.

Procedura «catch the eye»

José Inácio Faria (PPE). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, aqueles que achavam que o decreto do príncipe Mohammed bin Salman que permite que, a partir do próximo dia 24 de junho, as mulheres sauditas possam conduzir era uma prova nova de uma viragem progressista no reino saudita wahabita viram as suas ilusões rapidamente desfeitas com a campanha de intimidação contra destacadas defensoras dos direitos das mulheres. Muitas foram ameaçadas com consequências legais, caso cometessem essa decisão, e várias delas foram até detidas.

Caros colegas, importa dizer, nesta Casa, de forma clara e inequívoca, que, apesar deste decreto, a situação dos direitos destas ativistas na Arábia Saudita permanece um verdadeiro escândalo. Elas continuam, enquanto mulheres, submetidas a um regime patriarcal, que assenta na desigualdade de género, sujeitas a um sistema de tutela que as subjugam à autorização de um membro masculino da família para estudar, viajar ou exercer determinadas profissões, e enfrentam um contexto ultrarrepressivo que silencia qualquer voz dissidente.

Senhor Comissário, Caros Colegas, são estas mulheres que ousam reivindicar publicamente os direitos humanos e a sua emancipação. Termino, Senhor Presidente, dizendo que as verdadeiras reformadoras do reino são estas e não os ortodoxos e ultraconservadores sauditas.

Presidente. – Sarò rigorosissimo nei tempi, perché noi abbiamo le votazioni a mezzogiorno e abbiamo un altro dibattito, per cui mi raccomando, il rispetto dei tempi.

Jean-Paul Denanot (S&D). – Monsieur le Président, les signes positifs donnés par le prince héritier saoudien sur la scène internationale en faveur de l'émancipation des femmes en Arabie saoudite sont malheureusement contredits par le comportement de l'État à l'intérieur du pays.

La population saoudienne, que l'on sait très connectée aux réseaux sociaux, attend impatiemment une libération des mœurs et l'égalité homme-femme. Malgré cela, la presse et les médias, indispensables à l'équilibre des pouvoirs, ne sont toujours pas libres. Nous déplorons, comme beaucoup de collègues l'ont dit, que Raïf Badawi, lauréat 2015 du prix Sakharov, soit toujours emprisonné pour délit d'opinion.

Le combat pour la libération de la femme en Arabie saoudite ne fait que commencer. L'Union européenne doit peser pour une évolution effective de ce pays, soumis à un système patriarcal d'une autre époque qui méconnaît le droit des femmes à être autonomes et à décider librement de leur vie quotidienne.

Marie-Christine Vergiat (GUE/NGL). – Monsieur le Président, la différence de ton des urgences de ce matin montre combien, ici, tous les pays ne sont pas traités à la même enseigne par certains. Il y a les pays amis, partenaires et les autres.

La lettre envoyée par l'ambassade saoudienne est un morceau d'anthologie. Le pays serait dans une phase de réformes massives. Dont acte. Il y a du chemin à parcourir pour le sortir du Moyen Âge, notamment pour les femmes qui vivent encore sous l'entière tutelle des hommes. En effet, les femmes vont enfin avoir le droit de conduire. Quelle avancée en 2018! Et qu'en penser quand, quelques jours avant l'entrée en vigueur de ce droit, des militantes et des militants des droits des femmes sont arrêtés, comme Loujain al-Hathloul, pour avoir commis un crime de lèse-majesté en assistant à une réunion de la CEDAW, et sont mis au secret.

Alors, si le prince Ben Salmane a une réelle volonté de réforme, ces hommes et ces femmes, dont Raïf Badawi, notre prix Sakharov, qui ne sont pas au service d'étrangers, mais à celui de la liberté, doivent être libérés et le prince doit cesser de martyriser le peuple yéménite.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, era il 15 maggio quando Loujain al-Hathloul, attivista per i diritti delle donne, veniva brutalmente prelevata dalla sua abitazione e trascinata in carcere, essendo già stata arrestata precedentemente per aver osato mettersi al volante. In completo isolamento e senza alcun contatto con l'esterno è stata ingiustamente accusata di tradimento e cospirazione contro il paese: un'accusa grave che può portare ad anni di prigionia.

Come lei, altre lo stesso giorno. La loro unica colpa, aver lottato pacificamente per la difesa dei loro diritti. Dove sono le attesissime promesse di riforma del principe ereditario saudita, a cui tanto clamorosamente molti applaudivano? Finché questa sarà la politica saudita, finché Raif Badawi sarà ancora imprigionato, quelle del principe saudita saranno solo ed esclusivamente parole, saranno vuote e inutili parole di una retorica che, francamente, noi non accettiamo più.

Julie Ward (S&D). – Mr President, United Nations (UN) human rights officials have warned this week that allegations against six women and three men known to have been taken into custody by the Saudi authorities appear to be very serious and could lead to draconian sentences. Indeed, they could face the death penalty.

The detainees are being held by Saudi authorities at unknown locations, with one woman detained completely incommunicado. If, as it appears, their detention is related solely to their work as human rights defenders and activists on women's issues, they should be released immediately. These women have been subjected to a smear campaign in the Saudi media, being branded as traitors, which is a very worrying development for women human rights defenders and activists.

These arrests also come amid a PR push by the Saudi State, particularly targeting Western media, that attempts to sell de facto ruler Crown Prince Mohammed bin Salman as a great reformer. In reality, the Saudi authorities have increased their repression of activists at home and are continuing their British and US-backed war on Yemen.

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, my jsme zde již mnohokrát řešili otázky související s porušováním lidských práv v Saúdské Arábii, ostatně musím opětovně vyzvat k propuštění držitele Sacharovovy ceny pana Badáviho, který je neustále bohužel ve vězení.

Chtěl bych ovšem zároveň ocenit ten reformní kurz, který nastolil korunní princ, ať se týká zákazu řízení nebo omezení toho mužského poručenství. Nicméně bych chtěl říci, že podle určitého přísloví se strom pozná po ovoci. Já si nejsem jistý v tuto chvíli, jaké to ovoce v Saúdské Arábii nyní je. Myslím si, že v tomto okamžiku je důležité se ozvat a promluvit, že tuto situaci sledujeme, že ji sledujeme velmi bedlivě a vyzvat korunního prince, aby skutečně nepoužíval pouze slova, ale i konkrétní činy. I na konkrétně propuštěných lidech a na razantním zlepšení situace lidských práv v Saúdské Arábii.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, υποστηρίζω το ψήφισμα, το οποίο άλλωστε συνυπογράφω. Η παραβίαση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων στη Σαουδική Αραβία είναι στην ημερήσια διάταξη. Δεν υπάρχει ελευθερία του Τύπου, δεν μπορούν οι ακτιβιστές να εκφραστούν. Κυρίως, υπάρχει μία συστηματική καταπίεση των δικαιωμάτων των γυναικών, οι οποίες μέχρι πρόσφατα δεν μπορούσαν καν να οδηγήσουν μόνες τους αυτοκίνητο. Υπάρχει η διαδικασία της ανδρικής κηδεμονίας, όπως λέγεται. Οι γυναίκες, λοιπόν, προκειμένου να κάνουν διεθνή ταξίδια, να έχουν πρόσβαση σε υπηρεσίες περίθαλψης, να έχουν δικαίωμα επιλογής κατοικίας και να υποβάλουν καταγγελίες, πρέπει πρώτα να πάρουν την άδεια είτε του συζύγου, είτε του πατέρα, είτε του αδελφού. Είναι προφανές, λοιπόν, ότι αυτή η κατάσταση στη Σαουδική Αραβία δεν μπορεί να συνεχιστεί. Υπάρχει παραβίαση συστηματική των δικαιωμάτων των γυναικών και, φυσικά, άδικα κατηγορούνται και έχουν συλληφθεί οι εφτά ακτιβίστριες γυναίκες που αναφέρονται στο ψήφισμα. Άμεση απελευθέρωσή τους!

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Επίτροπε, στη Σαουδική Αραβία συλλαμβάνονται αντιφρονούντες και βασανίζονται όπως, δυστυχώς, συμβαίνει με τον κάτοχο του βραβείου Ζαχάρωφ, Raif Badawi. Οι καταδικασμένοι σε θανατικές ποινές εκτελούνται με συνεχώς αυξανόμενους ρυθμούς και, γενικά, παραβιάζονται τα ανθρώπινα δικαιώματα. Βεβαίως, παραβιάζονται τα ανθρώπινα δικαιώματα και των γυναικών κατά τρόπους που ήδη αναφέρθηκαν και αποτελούν προσβολή, όχι μόνο για τον πολιτισμό, αλλά κυρίως για τον ανθρωπισμό μας. Επισημώς και υποκριτικά, το καθεστώς ανακοινώνει μεταρρυθμίσεις για να χορηγήσει δικαιώματα στις γυναίκες. Από την άλλη όμως πλευρά, με τρόπους νομικιστικούς, προσπαθεί να αποφύγει την υλοποίηση αυτών των μεταρρυθμίσεων. Είναι μια απαράδεκτη κατάσταση, η οποία πρέπει να λήξει και, για αυτό ακριβώς τον λόγο, πρέπει να επέμβει και η Ευρωπαϊκή Ένωση. Εάν θελήσουμε να επιδιώξουμε και να επιτύχουμε την καταδίκη αυτής της καταστάσεως και την μεταβολή της, θα πρέπει να ληφθούν σκληρές αποφάσεις. Πρέπει να επιβληθούν σκληρά διπλωματικά οικονομικά μέτρα εναντίον της Σαουδικής Αραβίας και, κυρίως, πρέπει να απαγορευθεί στις ευρωπαϊκές χώρες να πωλούν όπλα στη χώρα αυτή.

Cristian-Silviu Bușoi (PPE). – Domnule președinte, semnale foarte contradictorii vin din Arabia Saudită. Am salutat cu toții unele deschideri ale Prințul Mohammad Bin Salman, cum ar fi ridicarea interdicției femeilor de a conduce, care va începe în 24 iunie. Dar faptul că exact activiștii care au reușit prin campaniile lor să determine ridicarea acestei interdicții au fost arestați, este un semnal foarte negativ. Se pare că cel puțin 11 activiști, cei mai mulți dintre ei fiind femei, au fost întemnițați și Parlamentul European trebuie să ceară eliberarea imediată a acestor activiști. Reformele trebuie să continue, pentru că încă situația precară a drepturilor omului și ale femeilor în Arabia Saudită este de netolerat.

Arabia Saudită trebuie să pună în aplicare angajamentele lor internaționale în domeniul drepturilor omului și Uniunea Europeană trebuie să facă uz de toate formulele diplomatice și economice, pentru a se asigura că acest lucru va fi implementat.

(Fine della procedura «catch the eye»)

Christos Stylianides, Member of the Commission. – Mr President, we started to follow, immediately after the information was made public, the situation and the developments in the specific case of the arrest of several human-right defenders, including a group of prominent women activists, in Saudi Arabia. The European Union is both surprised and disappointed by these developments. These arrests take place as Saudi Arabia has embarked on a programme of socio-economic transformation and modernisation, and against the background of recent commitments by the Saudi leadership to women's empowerment.

These activists have, for many years, been promoting women's rights and women's empowerment in line with the Saudi leadership's commitments under 'Vision 2030'. Our delegation in Riyadh was in contact with some of them because, as usual, we support on the ground the cause and the effort of people who try actively to improve human-rights standards in our partner countries. Hence our surprise and disappointment, as these arrests are in direct contradiction with the messages we have heard – and have welcomed – from the Saudi leadership in recent times.

Moreover, the arrests happened one month before the end of the female driving ban, expected to enter into effect on 24 June, a ban against which most of these women and men had campaigned. Adding to our surprise was the severity of the accusations brought against these human-rights defenders and the defamatory campaign conducted against them in the media – before any legal action had been started and therefore against the principle of presumption of innocence.

The European Union immediately sought clarification from the authorities on the circumstances around the arrests and notably on the specific accusations brought. We are waiting for a reply from the authorities and we will persist in our diplomatic engagement in order to shed some light on these arrests.

The situation is fluid and information is limited. We have noted with satisfaction the release of four of the women who had been arrested, including a 70-year-old, although we understand that new arrests of further human-rights defenders have taken place, after the first wave of arrests on 15 May — thus giving very mixed messages on the overall situation.

Recent reforms in Saudi Arabia have allowed women to attend sports events, apply for government jobs, and enjoy the country's first public cinema screening in 35 years. We are encouraged by these reforms and we hope they will indicate a new pattern in the Saudi commitments. The European Union wants to encourage the authorities to maintain that trajectory, and to continue improving the Saudi social fabric. Setbacks such as those just witnessed are therefore deplorable.

The European Union stands ready to support and accompany modernisation efforts in Saudi Arabia, notably those that aim at strengthening human rights and fundamental freedoms. This is the message that the High Representative / Vice-President transmits relentlessly to the Saudi authorities in all her contacts.

Presidente. – La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà oggi, giovedì 31 maggio 2018.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Marijana Petir (PPE), napisan. – Koncept ljudskih prava odnosi se na pravnu, filozofsku i političku ideju prema kojoj svako ljudsko biće bez obzira na spol, etničko porijeklo, državljanstvo ili vjersko uvjerenje ima stanovita prava – neotuđiva i univerzalna.

Kada je riječ o temeljnim pravima žena, Saudijska Arabija jedan je od lidera u njihovu kršenju i diskriminaciji žena i djevojčica. Iako je po svom državnom uređenju muslimanska nasljedna monarhija, temeljna ljudska prava, kao univerzalna, mora poštivati. Iako je saudijska vlada u nekoliko navrata obećavala reforme, one se provode „puževim korakom” dok su žene u Saudijskoj Arabiji tretirane kao građanke drugog reda.

Zabrana vožnje za žene ukida se u 2018. godini. Svega 38 žena nalazi se na političkim funkcijama diljem zemlje koja ima više od 32 milijuna stanovnika, a kandidatura im je dopuštena tek prije tri godina. Od 2016. godine tjelesni je odgoj za djevojčice u školama diljem zemlje zabranjen. Saudijski zakoni su rigorozni i žene u potpunosti podređuju pod tzv. sustav muškog skrbništva, budući da bez dopuštenja muškarca (supruga, oca, brata ili čak maloljetnog sina) žene ne mogu učiniti neke osnovne svakodnevne stvari.

Nedopustivo je da se borce za temeljna prava žena uhićuje jer to nije znak otvorenosti prema reformama, upravo suprotno.

5.3. Sudan, insbesondere die Situation von Noura Hussein Hamad

Presidente. – L'ordine del giorno reca la discussione su sei proposte di risoluzione sul Sudan, in particolare la situazione di Noura Hussein Hammad (2018/2713(RSP)).

Charles Tannock, author. – Mr President, Noura Hussein Hammad was just a teenage girl when she entered into a forced marriage with a man who brutally raped her. Tragically, she stabbed her husband to death in self-defence and now faces the death sentence for what the Sudanese authorities claim to be a premeditated murder. In the light of these events, I join the one million people currently petitioning for justice for Noura, calling for the rescinding of her death sentence and a free and fair retrial.

As tragic as Noura's story is, however, it is but one in an ongoing pattern of constant human rights violations, particularly against women, that happens in Sudan on a daily basis. I therefore strongly support today's resolution urging the Sudanese Government to stand by their international human rights commitments, seriously address the patterns of human rights violations in that country, and outlaw the unacceptable practices of child marriage, forced marriage and violence against women, both inside and outside of marriage.

Jordi Solé, author. – Mr President, yesterday we debated a resolution on gender equality and women's empowerment through EU external relations and today we have another horrible case of clear violation of the rights of women and girls.

The role of the European Union in Sudan raises serious concerns. It looks like the European Union is only concerned with migration flows. However, the EU and individual Member States that cooperate with Sudan have the responsibility to urge the regime to respect human rights, particularly the rights of women and girls, and to call on the Sudanese Government to reform its legal system in accordance with international human rights standards.

My Group is committed to the promotion, protection and guarantee of human rights. We therefore tabled an amendment to highlight how the EU is abandoning its core values in its relations with Sudan and I hope that all the Groups will be willing to support this justified criticism.

Soraya Post, author. – Mr President, I call on the Sudanese authorities to remove the death sentence on Noura Hussein. This is an inhuman and unjust sentencing of a girl, a child bride who was physically and psychologically abused by her family and raped by her husband. Noura was defending herself from being raped again by a man she was forced to be married to when she was only 16. In its judgment, the court did not take into account forced marriage, rape and other forms of gender-based violence as evidence, so Noura did not even get a fair trial. Marital rape is illegal, child marriage is illegal, violence against women is illegal. Noura was acting in self-defence. She is the victim. She deserves full respect for her right to a fair trial and appeal, in line with international standards, not to be judged to that sentence.

Joachim Zeller, Verfasser. – Herr Präsident! In diesem Monat erschreckte die internationale Öffentlichkeit das Schicksal von Noura Hussein Hamad, einer jungen Frau aus dem Sudan. Als Minderjährige von ihren Eltern zwangsverheiratet mit einem Mann, den sie nicht liebte, wurde sie von ihrem Mann und seinen Verwandten mehrfach vergewaltigt. Aus Notwehr verletzte sie den Mann tödlich, worauf ein Gericht in Omdurman sie zum Tode verurteilte, weil – so die Begründung – es Vergewaltigung in der Ehe nicht gebe.

Dieses Urteil und das, was Noura widerfahren ist, wirft ein grelles Schlaglicht auf die Lage vieler Mädchen und junger Frauen im Sudan, aber auch in vielen anderen Ländern, in denen Zwangsverheiratung und Gewalt gegen Frauen in der Familie gang und gäbe sind und eine mehr als fragwürdige Rechtsprechung das auch noch deckt. Es ist unsere Pflicht, Gerechtigkeit, die Achtung der Würde von Noura Hussein Hamad und die Aufhebung des Todesurteils zu verlangen. Der Sudan empfängt trotz eines fragwürdigen und repressiven Regimes viele Hilfen von der EU. Wir sollten gleichzeitig die Achtung der universalen Menschenrechte von den sudanesischen Machthabern einfordern.

Miguel Urbán Crespo, autor. – Señor presidente, Nura Huseín fue obligada a casarse con dieciséis años. Violada, maltratada y ahora condenada a muerte por matar a su marido mientras este la violaba. No es un caso aislado. En Sudán las mujeres pueden ser obligadas a casarse con diez años. Sufren violencia sexual y física, como latigazos por no vestir adecuadamente, mientras que los responsables disfrutan de una impunidad total. Y esto pasa con una Unión Europea que se dice garante de los derechos humanos y que financia proyectos por 275 millones de euros de ayuda al desarrollo, asistencia humanitaria y operaciones de control fronterizo en Sudán.

El matrimonio forzado es una de las causas más frecuentes de persecución por motivos de género que alegan las mujeres como Nura cuando solicitan asilo en Europa. Y se les deniega. Los derechos de las mujeres no pueden seguir siendo derechos de segunda división. Mientras negamos pasajes seguros para todas aquellas que huyen de la guerra, la miseria y la violencia patriarcal, pagamos a dictaduras como Sudán para que nos hagan de policía de fronteras, perpetuando la violencia estructural contra las mujeres.

Exigimos a la Unión Europea ser consecuente con sus discursos y condicionar sus fondos y relaciones comerciales al respeto de los derechos humanos. Desde aquí exigimos el indulto para Nura y la libertad para todas las Nuras que en Sudán siguen oprimidas y excluidas.

Urmas Paet, author. – Mr President, it is imperative that Sudan overturn the death sentence on Noura Hussein Hammad, ensure her safety and give her access to psychological help. Hopefully the movement 'Justice for Noura' and the international attention this case has been given will help in Noura's case, but will also spread wider knowledge in Sudanese society about the rights of women and children that need to be upheld.

The Sudanese authorities are the ones that need to review and reform the laws in Sudan as regards the rights of women and children. The age of marriage needs to be raised. All cases of gender-based violence and sexual violence need to be prosecuted and their perpetrators held liable. The implementation of laws which already exist must be enforced. Forced marriage and marital rape is a deep-rooted problem in Sudanese society and regarded as something normal. This needs to be tackled at the highest level, starting with the President of Sudan, who should also finally acknowledge the role of the ICC.

Cristian Dan Preda, în numele grupului PPE. – Domnule președinte, drepturile femeilor au fost pe agenda discuțiilor pe care le-am avut în cadrul delegației Subcomisiei pentru drepturile omului, care s-a deplasat la Khartoum în decembrie 2017. Am putut, cu această ocazie, vizita și închisoarea Omdurman. În această închisoare se află și Noura Hussein Hammad, a cărei situație a mobilizat, pe bună dreptate, publicul la nivel mondial. Așa cum au spus și colegii mei, această tânără a fost măritată cu forța la doar 16 ani și apoi violată de către soț cu ajutorul rudelor. Noura Hussein Hammad și-a apăra viața și demnitatea, motiv pentru care astăzi, iată, e condamnată la moarte.

Din păcate, justiția din Sudan nu a luat în seamă împrejurările, dea dreptul revoltătoare, pe care le-am amintit aici. Vreau să insist, așa cum au făcut și colegii mei, pentru comutarea sentinței primite de Noura Hussein Hammad. Reamintesc, în primul rând, faptul că Uniunea Europeană are o poziție fermă față de pedeapsa cu moartea. În plus, potrivit regulilor internaționale, atunci când pedeapsa capitală e pronunțată împotriva dovezilor clare de legitimă apărare, ea poate fi asimilată unei execuții arbitrare. De aceea, rog oficialitățile din Sudan să ia în seamă solicitările pe care le facem astăzi, iată, toate grupurile politice din Parlament.

Julie Ward, on behalf of the S&D Group. – Mr President, Noura Hussein Hammad was sentenced to death by the Sudanese authorities because she killed her rapist husband. She isn't the first woman to find herself in this situation, and I fear she won't be the last. The fact that Noura was forced to use deadly violence to defend herself demonstrates the appalling state of affairs regarding women's rights around the world.

Forced marriage and conjugal rape are two ways in which patriarchy operates and gives power to men over women's bodies and consciences. Noura was married at the age of 16 against her will and subjected to sexual violence and humiliation. She deserves to have access to a fair and transparent trial that gives her the opportunity to defend herself. As part of the European Union struggle for gender equality, I urge the High Representative to use all the means at her disposal to prevent the Sudanese authorities from executing Noura, who was a victim of sexual violence. She is our sister in the global struggle to end gender-based violence.

Jacques Colombier, au nom du groupe ENF. – Monsieur le Président, victime d'un mariage forcé, immobilisée par deux membres de sa belle-famille, puis violée à 19 ans par l'homme à qui on la destinait, la faute de Noura Hussein Ahmad fut de ne pas accepter cette violence, de résister et d'avoir tué son violeur. Son sort mérite notre condamnation sans appel. Nous devons la sauver, par tous les moyens, de la peine de mort que lui promet le régime soudanais. Depuis Hassan Al-Tourabi, ce régime fonde ses principes sur l'islam le plus radical qui soit.

Nombre d'européistes ne sont pas choqués de voir la charia infester nos sociétés, de Molenbeek à Birmingham, des banlieues françaises à celles de Rotterdam. À tel point qu'en 2004, il a fallu réformer le Code civil français pour faire remonter l'âge de la nubilité des femmes en France de 15 à 18 ans, pour éviter les dizaines de mariages forcés ou arrangés, désormais imposés par des mœurs totalement étrangères à notre civilisation.

Le cas de cette jeune femme n'est que l'expression la plus dramatique d'un plan que nombre d'entre vous feignent ici d'ignorer. L'islamisation à marche forcée de nos sociétés, c'est une réalité que nous devons combattre à tout prix.

Dobromir Sośnierz (NI). – Panie Przewodniczący! Będę głosował przeciwko tej rezolucji i namawiam wszystkich do tego, nie dlatego, że zgadzam się z wyrokiem na Nourę Hussein Hammad, bo jest on prawdopodobnie niesłuszny. Ale po pierwsze, Parlament Europejski ma stanowić prawo w Europie, a nie recenzować wyroki sądów w Sudanie. Jest to niedopuszczalne wychodzenie poza swoje kompetencje. Nie macie do tego wiedzy ani uprawnień.

Po drugie, wzywacie Sudan do zmiany wyroku sądowego, co jest prawdopodobnie nielegalne, jest złamaniem prawa. Jest niedopuszczalne, żeby władza wykonawcza wtrącała się w działania władzy sądowniczej.

Po trzecie, żeby zmniejszyć szanse na poważne potraktowanie, pouczenie Sudan, jak ma reformować swoje państwo. Po co?

Po czwarte: ustęp 2: „... orzekanie kary śmierci na podstawie wyraźnych dowodów na obronę konieczną stanowi arbitralne zabójstwo, zwłaszcza w przypadku kobiet.” Jak to „zwłaszcza w przypadku kobiet”? Co to znaczy? To „wszystkie zwierzęta są równe, ale świnie są równiejsze od innych”? Dlaczego wartościujecie życie ludzkie na podstawie płci? To jest oburzający seksizm. Dlatego będę głosował przeciwko.

Cécile Kashetu Kyenge (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la Costituzione del Sudan stabilisce che lo Stato protegge le donne dalle ingiustizie e promuove l'uguaglianza di genere.

Ci rivolgiamo alle autorità sudanesi affinché questo principio trovi piena applicazione, e anche nel rispetto delle disposizioni contenute nel protocollo di Maputo, anche per quelli che sono gli accordi di Cotonou che ci legano con i paesi ACP – Africa, Caraibi e Pacifico – affinché tutte le donne possano vedersi riconosciuti i loro diritti fondamentali, affinché non ci siano più casi di stupro coniugale, che è e resta una forma di violenza sessuale e di genere.

Ci aspettiamo un segnale forte da questo paese, ribadendo la nostra più ferma opposizione alla pena di morte in tutti i casi e in tutte le circostanze. Il Sudan dimostri a quest'Aula e alla comunità internazionale che lo stupro e la violenza di genere vanno contro i principi imposti dalla stessa Costituzione.

Il Sudan dia prova di clemenza, salvando la vita di una giovane donna, Noura Hussein Hammad, la cui vita è stata già peraltro distrutta dagli abusi e dalle violenze subite.

Andrejs Mamikins (S&D). – Mr President, when I heard the story of Noura Hussein Hammad, I was deeply hurt because it is not only her who has suffered such cruelty; this cruelty is part of society in Sudan.

Our resolution may raise awareness among some of the officials there and may bring to light the atrocities of women's lives in Sudan, but it will barely diminish the culture of cruelty. Hussein, a girl only 16 years old, suffered too many atrocities inflicted by society, to become a martyr. There is no honour in honour crimes. Hussein suffered extreme loneliness as nobody, not even her family, protected her. What we must do is to show our solidarity and provide assistance to such women in Muslim countries. The culture of cruelty is not a fate. We can change it with difficulty, but still we can make a small change by giving a voice and a face to such victims.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, υποστηρίζω το ψήφισμα, το οποίο άλλωστε έχω συνυπογράψει. Η τραγική υπόθεση της Noura Hussein Hammad αναδεικνύει το σοβαρό πρόβλημα των καταναγκαστικών γάμων των γυναικών, που υπάρχει στο Σουδάν και σε άλλες μουσουλμανικές και αφρικανικές χώρες. Η κινητοποίηση ενός εκατομμυρίου συμπολιτών μας, που ζητούν δίκαιη δίκη και ταυτόχρονα μη εκτέλεση της θανατικής ποινής κατά της Noura, δείχνει ένα μεγάλο κίνημα συμπαράστασης. Κίνημα συμπαράστασης, το οποίο εκτείνεται και εδώ στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο. Είναι δεδομένο ότι πρέπει αυτός ο αναχρονιστικός και καταναγκαστικός θεσμός των αναγκαστικών γάμων, που αναγκάζονται τα κορίτσια από δέκα, δώδεκα, δεκατριών ετών να παντρεύονται χωρίς καν να το επιθυμούν, πρέπει να σταματήσει και, φυσικά, να μην μπορεί να περάσει ούτε στην Ευρώπη αλλά να μην ισχύει και σε συγκεκριμένες χώρες στις οποίες εφαρμόζεται. Κύριε Επίτροπε, σταματήστε να δίνετε κονδύλια στο Σουδάν.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, povera, giovane, ma soprattutto donna. Esserlo in Sudan è un po' come una condanna, una condanna a essere considerata come schiava del proprio padre, del proprio marito, della propria tribù. Una condizione agghiacciante ma normale per le donne e le bambine sudanesi, spesso costrette dagli stessi genitori a sposarsi a partire dall'età di dieci anni.

Noura ne aveva 16 quando ha dovuto sposare Abdulrahman, un marito-padrone che, dopo averla violentata con l'aiuto dei fratelli e del cugino, avrebbe voluto abusare di lei anche una seconda volta. Ma quel giorno Noura non si è piegata alla paura del marito stupratore, ha reagito per proteggere il suo corpo, ma soprattutto la sua mente dalla minaccia dell'ennesimo sopruso. Oggi il prezzo che Noura deve pagare per una legittima difesa sfociata nella morte del suo oppressore è però molto e troppo alto: non solo la perdita della libertà, ma anche quella della vita stessa.

Chiediamo al Sudan di annullare immediatamente la sentenza di morte, tenendo conto dei fatti, di innalzare l'età del matrimonio a 18 anni e riconoscere la violenza sessuale come reato anche all'interno del matrimonio. E chiediamo all'Unione europea di sospendere immediatamente i fondi che sono erogati finché questo paese non si conformerà a quel minimo di diritti umani che dovrebbero far parte di qualsiasi comunità su questo pianeta.

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, Súdán zde probíráme skutečně rovněž opakovaně a je to neustále o tomtéž, porušování práv žen, dětské otroctví, dětská nucená práce, dětské sňatky a nyní hovoříme o trestu nejvyšším. Trest smrti za znásilnění, které bylo objektivní, ta žena řkala ne a ne je ne. Kolikrát se zde budeme ještě věnovat Súdánu?

Já jsem přesvědčen, že my musíme vyvolat opravdu diplomatický tlak na tuto zemi a naším nejzazším možným opatřením je případné omezení rozvojové podpory a věnování těchto prostředků neziskovým organizacím, které třeba v daném prostoru působí. Takže ano, prosím, zvýšme diplomatické úsilí.

V tom čase, který mi zbývá, bych chtěl hluboce odsoudit to, co tady řekl kolega Sośnierz, to je skutečně obrovská ostuda, jaká slova zde volil, a já si myslím, že je to stejně odsouzeníhodné jako postup Súdánu.

(Fine della procedura «catch the eye»)

Christos Stylianides, Member of the Commission. – Mr President, the human rights situation in Sudan remains a continuing worry for the European Union. The shrinking space for civil society organisations and restrictions on freedom of expression and assembly remain among the main areas of our concern.

I personally raised this issue during my visit to Sudan last October, but the case of Noura Hussein, who has been sentenced to death at the tender age of 19 after being forced into marriage at the age of 16 and raped, brings to the forefront many of the country's complex and interrelated human rights problems, ranging from sexual violence, child and forced marriage to the continuing use of capital punishment. Consequently, Noura's story has caused public outcry not only internationally but, more importantly, also within Sudan.

Criminal justice systems ought to offer prevention and protection for women and girls against all forms of violence. This is sadly not the case in Sudan. Rape, including by habitual or cohabiting partners, should never be tolerated under any circumstances. Moreover, Sudan's Personal Status Law, allowing for child marriage without the consent of the intending spouses, needs urgent revision.

As reiterated in the local statement issued by the EU on the case, the European Union is opposed to the death penalty under all circumstances and in all cases, with no exception, and aims at its universal abolition. The EU is also concerned at the recent news of attempts by the state security apparatus to intimidate Noura's defence team, and it calls on Sudan to allow the lawyers to work without fear of reprisals.

The EU will continue to make use of the various means at our disposal to promote and protect girls' and women's human rights in Sudan. This includes by enhancing the access of women and girls to good-quality education and healthcare services, raising awareness on girls' and women's rights among communities, in particular with a view to reducing harmful practices such as female genital mutilation (FGM), as well as supporting women's economic empowerment through relevant training and micro-credit programmes.

The EU also calls on the Government to take the necessary steps to accelerate the ratification and the full, effective and non-discriminatory implementation of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW) in order to advance the equal recognition, enjoyment and exercise of all the human rights of women. In this regard, the EU welcomes the Sudanese Government's intention to ratify the Convention, as announced by the Minister of Justice this week.

I would like to assure you that the EU will continue closely to follow the case of Noura and to raise it with the relevant authorities. We will also continue to team up with women's human-rights defenders and women's organisations to tackle the underlying causes leading to cases such as that of Noura.

Presidente. – Grazie al Commissario, anche per essere stato con noi gran parte della mattinata.

La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà oggi, giovedì 31 maggio 2018.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Rolandas Paksas (EFDD), raštu. – Manau, kad bausmė privalo būti adekvati, proporcinga padarytam nusikaltimui. Sudano valdžia turėtų imtis neatidėliotinų veiksmų, siekiant užtikrinti tinkamą žmogaus teisių standartų laikymąsi šalyje, garantuoti teisę į teisingą bylos nagrinėjimą, peržiūrėti už nusikalstamas veikas numatomas bausmes ir užtikrinti jų adekvatumą, proporcingumą padaryto nusikaltimo atžvilgiu. Nepritariu mirties bausmės taikymui visais atvejais ir visomis aplinkybėmis. Bet kokia nežmogiška prievarta, nehumaniškas, žiaurus elgesys, kankinimai yra nepateisinami. Prievarta santuokos sudarymo kontekste yra nepateisinama, asmuo privalo turėti galimybę pats apsispręsti šiuo klausimu. Ypatingą dėmesį noriu atkreipti į tarptautinius įsipareigojimus. Todėl labai svarbu, kad Sudanas ratifikuotų Konvenciją prieš kankinimą ir Konvenciją dėl visų formų diskriminacijos panaikinimo moterims ir užtikrintų visapusišką vietos įstatymų ir tarptautinių įsipareigojimų laikymąsi.

(La seduta è sospesa dalle 11.43)

IN THE CHAIR: MAIREAD McGUINNESS

Vice-President

6. Wiederaufnahme der Sitzung

(The sitting resumed at 12.04)

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signora Presidente, volevo chiedere se è ammissibile, ai sensi del regolamento del Parlamento europeo, quanto ha dichiarato il collega Markus Ferber, che la *troika* dovrebbe invadere Roma e prendere in mano il ministero delle Finanze.

Io vorrei ricordare al collega che la Repubblica italiana si fonda sulla Costituzione nata dalla Resistenza, e che se l'Unione europea fosse improntata agli stessi principi, e non all'ordoliberalismo tedesco, forse ci sarebbe meno euroscetticismo e di sicuro più giustizia sociale. Chiedo intanto alla Presidenza di prendere nota di quelle dichiarazioni.

President. – We take note of your comments and we also have a point of order from Ms García Pérez.

Iratxe García Pérez (S&D). – Señora presidenta, esta misma mañana el Tribunal de Justicia Europeo ha anulado la decisión de la Mesa de este Parlamento con respecto a las sanciones al diputado Korwin-Mikke por insultar y atacar a la dignidad de las mujeres europeas.

Quiero decir que se le podrá devolver el dinero, pero en ningún caso se le va a devolver la decencia y la dignidad; y que entre los valores de la Unión Europea está el respeto a la dignidad de las mujeres y, por lo tanto, frente a esas posiciones y frente a esas intervenciones, esta Cámara tendrá que continuar siendo firme defensora de los derechos de las mujeres.

(Applausos)

President. – The judgment has just been made as you say, and will be studied.

Dobromir Sośnierz (NI). – Pani Przewodnicząca! Ja chciałbym odpowiedzieć. Parlament Europejski przede wszystkim powinien bronić wolności słowa we własnych ławach, kiedy poucza cały świat o tym, jak powinien respektować prawa człowieka. A karanie kogoś za treść wypowiedzi w Parlamencie jest absolutnie niedopuszczalne. W związku z tym ten wyrok Trybunału jest triumfem wolności słowa i praworządności w Europie i cieszę się z niego.

Roberto Gualtieri (S&D). – Come presidente della commissione affari economici e monetari, ho letto con grande sconcerto le dichiarazioni del mio primo vicepresidente, signor Ferber, secondo cui la «Troika in Rom einmarschieren und das Finanzministerium übernehmen sollte».

Io penso che una persona con un incarico istituzionale non può dire queste cose. Le trovo inaccettabili, quindi aspettiamo...

(Applausi in Aula)

Attendiamo delle scuse formali e un ritiro di queste affermazioni inaccettabili, perché se no sarà molto difficile cooperare con il mio vicepresidente nei giorni futuri.

Markus Ferber (PPE). – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen, liebe Kollegen! Ich wurde vom deutschen Fernsehen gefragt: Was würde passieren, wenn Italien nicht mehr zahlungsfähig ist? Daraufhin habe ich korrekt geantwortet: Wenn Italien nicht mehr zahlungsfähig ist, dann müsste die Troika – wie das in der Eurozone üblich ist – sich darum kümmern.

(Zwischenrufe und Unruhe)

Wir haben uns gerade darüber gefreut, dass der Europäische Gerichtshof die Meinungsfreiheit stärkt. Ich hoffe, dass das dann auch für alle hier in diesem Haus gilt.

Die Formulierung, wie sie gerade vom Herrn Ausschussvorsitzenden gewählt wurde, war nicht meine Formulierung. Wahrscheinlich gibt es da Übersetzungsprobleme. Ich habe nur darauf hingewiesen, wie der Mechanismus ist, wie er in der Vergangenheit war. Und ich glaube, wenn Sie das in der Originalsprache nachlesen, ist es nicht so schlimm, wie es in Italien dargestellt wurde.

President. – That concludes the points of order. I would respectfully suggest that this issue is dealt with in committee. I think that is the appropriate place first.

7. Abstimmungsstunde

President. – The next item is the vote.

(For the results and other details of the vote: see Minutes)

7.1. Lage von inhaftierten Personen mit doppelter Staatsangehörigkeit (EU/Iran) im Iran (RC-B8-0254/2018, B8-0254/2018, B8-0255/2018, B8-0256/2018, B8-0257/2018, B8-0258/2018) (Abstimmung)

7.2. Frauenrechtsaktivisten in Saudi-Arabien (RC-B8-0259/2018, B8-0259/2018, B8-0260/2018, B8-0261/2018, B8-0262/2018, B8-0263/2018, B8-0264/2018, B8-0268/2018) (Abstimmung)

— *Before the vote:*

Soraya Post (S&D). – Madam President, I am absolutely shocked to find that the PPE has asked for a separate vote on paragraph 8 to eliminate the condemnation of Saudi Arabia for the male guardianship system. So my question is: who do you serve, women's rights or whom?

(Applause)

President. – I am sorry. That is not appropriate at this time.

7.3. Sudan, insbesondere die Situation von Noura Hussein Hamad (RC-B8-0265/2018, B8-0265/2018, B8-0266/2018, B8-0267/2018, B8-0269/2018, B8-0270/2018, B8-0271/2018) (Abstimmung)

7.4. Ernennung eines Mitglieds des Auswahlausschusses für die Europäische Staatsanwaltschaft (B8-0237/2018) (Abstimmung)

7.5. Manipulation des Kilometerzählers in Kraftfahrzeugen: Überarbeitung des EU-Rechtsrahmens (A8-0155/2018 - Ismail Ertug) (Abstimmung)

7.6. Katastrophenschutzverfahren der Union (A8-0180/2018 - Elisabetta Gardini) (Abstimmung)

— *Before the vote on the Commission proposal:*

Elisabetta Gardini, Relatore. – Signora Presidente, io chiedo che la nostra relazione, questa che abbiamo appena votato, sia rimandata alla commissione ENVI per essere la base del negoziato interistituzionale in conformità dell'articolo 59, paragrafo 4, dell'articolo 59 bis e dell'articolo 69 septies.

— *The request to refer the report back to committee was approved.*

7.7. Fazilität „Connecting Europe“ nach 2020 (RC-B8-0242/2018, B8-0242/2018, B8-0243/2018, B8-0245/2018, B8-0246/2018, B8-0247/2018) (Abstimmung)

7.8. Lage in Nicaragua (RC-B8-0244/2018, B8-0244/2018, B8-0248/2018, B8-0249/2018, B8-0250/2018, B8-0251/2018, B8-0252/2018, B8-0253/2018) (Abstimmung)

7.9. Gleichstellung der Geschlechter und Stärkung der Rolle von Frauen: Veränderung des Lebens von Mädchen und Frauen mithilfe der EU-Außenbeziehungen (2016-2020) (A8-0167/2018 - Linda McAvan, Dubravka Šuica) (Abstimmung)

7.10. Durchführung der EU-Strategie für die Jugend (A8-0162/2018 - Eider Gardiazabal Rubial) (Abstimmung)

7.11. Umsetzung der Ökodesign-Richtlinie (A8-0165/2018 - Frédérique Ries) (Abstimmung)

— *Before the vote on Amendment 5:*

Ashley Fox (ECR). – Madam President, I am moving this oral amendment so that Parliament has the opportunity to express its support for the current exemption for stage lighting from the ecodesign regulations. This is vital for small theatres across Europe. I propose that we add a new Recital La as follows: 'Whereas the existing exemption for stage lighting from the Commission Regulations 244/2009 and 1194/2012 has been an appropriate and effective way to respect the special needs and circumstances for theatres and the whole entertainment industry and should be continued'.

— *The oral amendment was adopted.*

7.12. Antworten auf Petitionen betreffend prekäre Beschäftigungsverhältnisse und die missbräuchliche Verwendung befristeter Arbeitsverträge (B8-0238/2018) (Abstimmung)

President. – That concludes the vote.

8. Stimmerklärungen

8.1. Manipulation des Kilometerzählers in Kraftfahrzeugen: Überarbeitung des EU-Rechtsrahmens (A8-0155/2018 - Ismail Ertug)

Oral explanations of vote

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, chci vysvětlit, proč jsem podpořila tuto zprávu, zejména se domnívám, že z tohoto opatření by měli velký prospěch spotřebitelé. Je to opatření proti podvodníkům ve všech členských státech. Věřím, že spolupráce mezi státy na trhu je nezbytná, a očekávám také, že Evropská komise bude koordinovat tuto činnost proti přeshraničním podvodům.

Přetáčení odometru a podvádění v této oblasti poškozuje spotřebitele napříč celou Evropou. Z tohoto důvodu chci vyjádřit podporu používání systému EUCARIS, který již některé státy využívají. V neposlední řadě považuji také za důležité, aby všechny členské státy uznaly, že tato manipulace s odometry je trestný čin, podobně jako to judikovali české soudy.

Tibor Szanyi (S&D). – Elnök Asszony, az Európai Parlament többségével és azon belül a szocialisták és demokraták frakciójával egyetértve szavazatommal támogattam a jelentést. Sajnos a futásteljesítménnyel kapcsolatos csalás széles körben megjelenő jelenség, amely súlyos fenyegetést jelent a közúti közlekedésbiztonságra. Emellett torzítja a belső piac megfelelő működését és méltánytalan többletköltséget jelent a fogyasztók, a biztosítók, a használtautó-kereskedők, a lízingtársaságok és a gyártók számára egyaránt. Egy csalás a nemzeti piacokon az autók 5-12%-át érinti, de a határokon átnyúló kereskedelemben az összes autó 30-50%-át érintheti. A teljes EU által elszenvedett gazdasági kár becslések szerint 5,6 és 9,6 milliárd euró között van. Jó megoldásnak tartom én is a Belgium és Hollandia által használt olyan adatbázis rendszereket, amelyek tárolják az időszakos műszaki vizsgálatok, karbantartás és más szervizelés során a futásteljesítményre vonatkozó rögzített adatokat.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já jsem tuto zprávu podpořil. Slovy českého filmu, již trochu klasického: „Rozmohl se nám tu tak trochu určitý nešvar.“ Ten nešvar je skutečně podvodné jednání – přetáčení tachometru, uvádění spotřebitelů, zákazníků, kupujících v omyl.

Jsem velmi rád, že se Evropský parlament shodl poměrně široce na potřebě nové legislativy, a je třeba tlačit další evropské instituce, především Evropskou komisi, aby se také rozhybala v této věci. Je důležité chránit naše spotřebitele, my poslanci jsme na to připraveni a teď je důležité, aby ta jednotná evropská akce byla skutečně zaštitěna těmi dobrými příklady ze zahraničí, jako je slovenský model, belgický model.

Já se chci rozhodně postavit proti tomuto podvodnému jednání ze strany podvodníků a myslím si, že máme na to provést jednoduchou, administrativně nesložitou akci po celé Evropě.

Monika Smolková (S&D). – Vážená pani predsedajúca, neoprávnené zasahovanie do počítadla kilometrov ojazdených áut výrazne prispieva k strate dôvery spotrebiteľov, predajcov ojazdených áut, a tak narúša fungovanie vnútorného trhu a spravodlivú hospodársku súťaž. Rovnako ma znepokojuje, že motorové vozidlá nie sú kontrolované na základe skutočne najazdených kilometrov a manipulácia s počítadlom najazdených kilometrov v motorových vozidlách má negatívny vplyv na bezpečnosť cestnej premávky a negatívne ovplyvňuje životné prostredie.

Podporila som uznesenie, lebo si myslím, že sa musia nájsť technické riešenia, ktoré neprofesionálom neoprávnené zasahovanie do počítadiel kilometrov sťažia. Za dôležité to považujem aj preto, že mnohé členské štáty stále neposkytujú spotrebiteľom potrebné nástroje, ktoré by im umožnili overiť históriu ojazdených vozidiel. Verím, že odstraňovanie podvodov spojených s počítadlami kilometrov zásadným spôsobom zvýši bezpečnosť a istotu pri cezhraničnom nákupe vozidiel, čím sa zníži rozsah nekalých praktík, a tiež povedie k významným prínosom pre milióny európskych spotrebiteľov.

Branislav Škripek (ECR). – Vážená pani predsedajúca, ja tiež vítam túto schválenú správu o pretáčaní kilometrov na automobiloch, pretože je to cynická, bezohľadná prax a na podvody s týmito autami najviac doplácajú ľudia s nižším príjmom a zo sociálne slabšieho prostredia, a to najmä zo strednej a východnej Európy, pretože sa stalo praxou dovážanie áut zo západnej Európy k nám do krajín strednej Európy. Odhaduje sa, že na Slovensku je až jeden milión vozidiel s pretočeným počítadlom. Akákoľvek snaha o obmedzenie tejto manipulácie je však dopredu odsúdená na neúspech, pokiaľ nedokážeme dostatočne a lepšie, účinnejšie podchytiť aj manipuláciu na vozidlách dovážaných z členských krajín Únie.

Riešením môže byť spoločná databáza – o ktorej sa tu hovorí – všetkých automobilov v Európskej únii, kde sa bude evidovať počet reálne najazdených kilometrov pri rôznych opravách alebo manipuláciách s autom. Avšak táto databáza musí spĺňať všetky štandardy na osobnú ochranu údajov, aby sa nemohli zneužiť, lebo k takým prípadom už prichádza. Je dôležité uplatniť riešenia pretáčania počítadla kilometrov na úrovni Európskej únie, keďže jednotlivé štáty nemôžu zabrániť podvodom spojeným s cezhraničným obchodovaním s ojazdenými motorovými vozidlami.

8.2. Katastrophenschutzverfahren der Union (A8-0180/2018 - Elisabetta Gardini)

Oral explanations of vote

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, všichni si přejeme Evropu, která chrání občany, a vážím si proto snahy posílit mechanismus spolupráce civilní ochrany. S ohledem na to, že v Evropě přibývají a sílí přírodní pohromy, je samozřejmě důležité, abychom posílili tento systém. Zatím je pouze dobrovolný a tato dobrovolná spolupráce nezajišťuje dostatečně účinnou pomoc. Proto vítám vytvoření systému rescEU a považuji za logické, aby o poskytnutí pomoci prostřednictvím nových kapacit rescEU rozhodovala přímo Evropská komise.

Bohužel ale návrh rozhodnutí jsem nemohla podpořit, protože zásadně nesouhlasím s tím, aby Erasmus+ byl využíván na jiné účely, než je vzdělávání a mobilita mládeže. V návrhu rozhodnutí z výboru se totiž objevilo toto doporučení a návrh na školení civilních pracovníků právě prostřednictvím tohoto programu a s tím nemohu souhlasit.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já musím úvodem říci, že jsem u této zprávy skutečně váhal i z toho důvodu, že například česká poslanecká sněmovna uplatnila vůči tomuto návrhu připomínky, nesouhlasila s tímto návrhem a namítala porušení zásady subsidiarity.

Samozřejmě, pokud jde o přírodní katastrofy s dopadem na civilní obyvatelstvo, musíme se zasazovat o zlepšení toho systému, to je nepochybné. Na druhou stranu, pokud se do tohoto rámce dávají návrhy, které skutečně nemají co do činění například se vzdělávacími aktivitami Erasmus+, tak nad tím jsem musel velmi vysoko zdvihnout obočí.

Pro mě bylo podstatné při mém rozhodování, že ta civilní ochrana a její mechanismus by se měl skutečně zlepšit a o to bychom se měli zasadit. Nakonec jsem tuto zprávu s tímto vědomím podpořil, a proto podávám i toto své ústní vysvětlení.

José Inácio Faria (PPE). – Senhora Presidente, votei a favor desta resolução, por não conseguir esquecer a vaga devastadora de incêndios que acometeu Portugal e outros países do sul da Europa no ano passado.

Ficou demonstrado que uma Proteção Civil assente apenas num sistema voluntário de assistência mútua entre Estados-Membros não chega para dar resposta à série de catástrofes naturais, ambientais ou causadas pelo homem com que nos deparamos nos últimos anos.

O sistema «rescue» levará mais longe a capacidade de interajuda com uma força de reserva da União que irá permitir suplementar os esforços dos Estados-Membros em necessidade. Precisamos de conhecer os recursos e articular as ações, não só na resposta de proteção civil aos mais vulneráveis, mas também através da aposta na prevenção, reunindo o ativo de conhecimento de cada Estado-Membro para fazer face às situações futuras.

Temos de acabar, de uma vez por todas, com as mortes evitáveis de cidadãos europeus.

Monika Smolková (S&D). – Vážená pani predsedajúca, mechanizmus Únie v oblasti civilnej ochrany je konkrétny prejav solidarity pri rôznych živelných alebo prírodných katastrofách, keď sa zachraňujú ľudské životy a materiálne hodnoty. Jednotlivé členské štáty majú vlastné mechanizmy civilnej ochrany, ale mnohokrát je potrebná pomoc viacerých členských štátov pre rýchle zvládnutie katastrof. Lepšiu kooperáciu, viac technických prostriedkov, účinnejšiu a rýchlejšiu pomoc pri lesných požiaroch, povodniach či zemetraseniach, ktorých máme každý rok skoro v každom členskom štáte, ocení každý občan, ktorému sa takejto pomoci dostane.

Sama som pred niekoľkými rokmi ako starostka mestskej časti v Košiciach bola pri evakuácii obyvateľstva pred povodňou, preto som vlastnú skúsenosť zúročila aj podaním pozmeňovacích návrhov, ktoré sme dnes aj schválili, za čo sa vám chcem, milí kolegovia, poďakovať. Týkajú sa toho, aby pri akejkoľvek záchrane ľudí sme mysleli aj na starých a hendikepovaných ľudí, aby sme materiálno-technické a ochranné prostriedky prispôbili aj ich zdravotnému stavu.

8.3. Fazilität „Connecting Europe“ nach 2020 (RC-B8-0242/2018, B8-0242/2018, B8-0243/2018, B8-0245/2018, B8-0246/2018, B8-0247/2018)

Oral explanations of vote

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Pani Przewodnicząca! Ponad dwadzieścia miliardów na instrument „Łącząc Europę” wydawałoby się satysfakcjonujące. Niestety, tak nie jest. Jesteśmy cały czas dalecy od prawidłowego realizowania bardzo ważnego celu, rzeczywiście łączącego Europę w strukturze przede wszystkim transportu. Ale to, co jest najbardziej niepokojące, to ta kolejna perspektywa. Jeżeli popatrzymy na ceny stałe, to *de facto* mamy zmniejszenie ilości środków finansowych, jak również wydłużenie projektu jeżeli chodzi o osiągnięcie tych zasadniczych celów. To musi budzić niepokój i muszę na to zwrócić uwagę.

Jasenko Selimovic (ALDE). – Gospodo predsjedavajuća, da sam putovao iz grada, vozom, u kojem sada živim, iz Stockholma, trebalo bi mi otprilike šest sati. Da sam putovao iz grada u kojem sam rođen, iz Sarajeva, koji je isto udaljen od Strasbourga kao i Stockholm, trebalo bi mi 28 sati. Zar to sve ne govori?

Ovaj *Connecting Europe Facility* je instrument za bolje povezivanje Europe i u području transporta, energije i digitalne politike te zapadni Balkan ne može biti iz toga isključen jer je zapadni Balkan već na putu priključivanja Europi. Europska unija treba da podržava ove zemlje, treba da im omogući i samopovezanost tog nekog regiona, a i povezanost regiona s Unijom. I, dakle, granične prijelaze treba napraviti, osigurati infrastrukturu željeznice i tako dalje. I time će se i povećati ekonomski razvoj i poboljšati život građana.

Zapadni Balkan je dio Europe, a onda je vjerojatno potrebno da se može i da dođe do tog zapadnog Balkana. Puno hvala.

Seán Kelly (PPE). – A Uachtaráin, vótáil mé ar son na tuarascála seo agus áthas orm é sin a dhéanamh.

I think the Connecting Europe Facility is a wonderful facility, connecting people, making it easier to take goods right across the European Union. Recently I co-hosted with Shannon Foynes Port a seminar in Limerick, where we looked at the possibilities, especially for Ireland, post-Brexit, because we are too dependent on the land bridge, and it was clear there that there is huge potential in all our ports in Ireland to connect directly with Europe. Indeed the Connecting Europe Facility is under utilised in the maritime sector; only 4% of the funds go for maritime.

So that is something I think that needs to be addressed as we go forward because it is a great opportunity to take trucks and travel off the road, put them on the sea and obviously reduce emissions and also of course, where Ireland is concerned, connect us to Europe post-Brexit.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já jsem podpořil tento návrh usnesení. Považuji tento nástroj za skutečně mimořádně důležitý. On podporuje podstatnými financemi konkrétní projekty v dopravě, v energetice, v digitálním světě. Je důležitý i pro dekarbonizaci, například pro splnění cílů Pařížské dohody.

Pro Českou republiku, která je jakýmsi srdcem Evropa z hlediska i dopravních cest, je tento nástroj také nesmírně důležitý, takže já jsem toto usnesení podpořil. Zároveň bych chtěl říci, že považuji tu částku, která má směřovat na podporu tohoto nástroje, za skutečně nedostatečnou, je třeba ji zvyšovat a i z tohoto důvodu chci, aby evropské instituce posílily tento nástroj v budoucím období. Já jsem s radostí podpořil tento návrh usnesení již teď.

8.4. Lage in Nicaragua (RC-B8-0244/2018, B8-0244/2018, B8-0248/2018, B8-0249/2018, B8-0250/2018, B8-0251/2018, B8-0252/2018, B8-0253/2018)

Oral explanations of vote

José Inácio Faria (PPE). – Senhora Presidente, votei a favor desta resolução sobre a Nicarágua, da qual fui um dos seus subscritores, porque entendo que esta Casa tem de condenar de forma clara e inequívoca a violenta repressão de que foram vítimas os milhares de nicaraguenses que pacificamente protestaram contra a gravíssima deterioração das suas condições de vida depois de três mandatos orteguistas consecutivos, ao arrepio dos princípios constitucionais da Nicarágua.

Entendo que a União Europeia deve apoiar todas as tentativas de diálogo nacional inclusivo e construtivo que permitam pôr cobro ao autoritarismo do regime repressivo sandinista e à violência naquele país. Sigamos, pois, o bom exemplo da Colômbia e envidemos todos os nossos esforços para que os coletivos armados, as fraudes eleitorais, a repressão e a censura não transformem a Nicarágua numa segunda Venezuela.

8.5. Gleichstellung der Geschlechter und Stärkung der Rolle von Frauen: Veränderung des Lebens von Mädchen und Frauen mithilfe der EU-Außenbeziehungen (2016-2020) (A8-0167/2018 - Linda McAvan, Dubravka Šuica)

Oral explanations of vote

Urszula Krupa (ECR). – Pani Przewodnicząca! Głosowałem przeciwko sprawozdaniu w sprawie wspólnego dokumentu roboczego służb pod tytułem „Równość płci i wzmocnienie pozycji kobiet: odmiana losu dziewcząt i kobiet w kontekście stosunków zewnętrznych UE w latach 2016-2020”, mimo że miało ono mieć na celu równość płci i wzmocnienie pozycji kobiet poprzez zapewnienie integralności psychofizycznej, promując gospodarkę, prawa socjalne, a także wzmacniając ich upodmiotowienie.

W dokumencie najbardziej dostrzegalnymi problemami są: edukowanie na temat zdrowia reprodukcyjnego i seksualnego, które w różnych aspektach powtarza się dwadzieścia dwa razy, odniesienie do aborcji i zabijania dziecka poczętego – dwanaście razy, a przemoc i wykorzystanie seksualne – dwadzieścia razy. Ponadto czytamy o zapobieganiu chorobom przenoszonym drogą płciową i wypełnianiu luki finansowej powstałej z powodu zaprzestania finansowania aborcji przez rząd USA.

Nasuwa się pytanie, czy zapewnienie integralności cielesnej i psychicznej kobiet i dziewcząt oraz równouprawnienie skutkujące odmianą ich losu nie powinny uwzględniać innych ważnych dla życia i zdrowia oraz rozwoju potrzeb?

Dobromir Sośnierz (NI). – Pani Przewodnicząca! Głosowałem przeciwko, ponieważ jest niedorzecznością, że Parlament Europejski rości sobie prawo do nawracania całego świata i zarażania go swoim seksizmem. To, że tutaj Państwo chcecie dzielić uprawnienia ludzi według płci, to jest jeden problem, a to, że chcecie zarażać cały świat tą ideologią – to narażacie się po prostu na śmieszność. Unia Europejska zachowuje się jak świadkowie Jehowy. Wchodzi komuś do domu i chce go przemeblowywać według swoich upodobań. Jest to niedopuszczalne i tak naprawdę śmieszne, ponieważ nikt nie będzie chciał robić interesów z państwem, które wtrąca się w wewnętrzne sprawy każdego, z kim próbuje ten interes zrobić.

8.6. Durchführung der EU-Strategie für die Jugend (A8-0162/2018 - Eider Gardiazabal Rubial)

Oral explanations of vote

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Pani Przewodnicząca! Strategia dla młodzieży ma swój finał w bieżącym roku, roku 2018. To długookresowa strategia, o której możemy powiedzieć, że nie przyniosła spodziewanego efektu. W grupie 15-24 lata mamy ponad 15-procentową grupę młodych ludzi, którzy nie pracują, nie uczą się i na rynku są traktowani jak zbędny element społeczności europejskiej. To mocne słowa, ale uważam, że strategia budowana na następny okres musi być zdecydowanie bardziej konsekwentna, zdecydowanie bardziej skuteczna, zdecydowanie bardziej konkretna i przynosić efekt w postaci poprawy sytuacji młodych ludzi na rynku – nie tylko pracy, ale także w systemie edukacji. Jest to też odpowiedź dla przeciwników programu Erasmus+. My ten program obroniliśmy, podwoiliśmy kwotę na następną perspektywę, ale widać, jak programy edukacyjne Europy są potrzebne, aby poprawić mobilność najmłodszego pokolenia.

Момчил Неков (S&D). – Г-н председател, дадох подкрепата си за доклада относно прилагането на стратегията на Европейския съюз за младежта, защото смятам, че той обръща внимание на няколко много важни аспекта.

На първо място, подкрепям тезата, че програмите и политиките, насочени към младежта като Еразъм+ и младежката гаранция, трябва да разполагат с достатъчно амбициозен бюджет в следващата многогодишна финансова рамка. Единствено чрез стабилно финансиране можем да очакваме резултати в дългосрочна перспектива.

На второ място, вярвам, че ако действително младите хора са приоритет на Европейския съюз, то програмите, насочени към тях, трябва да бъдат достъпни не само за високообразованите младежи и тези, които разполагат с финансови средства. Младежите с ниски квалификации и тези, които се намират в неравностойно положение трябва да имат равен достъп до възможности.

В заключение искам да кажа, че при изработването на следващата стратегия на Европейския съюз за младежта, трябва да дадем повече гласност на младите хора и младежките организации, които се чувстват встрани от този процес. Не можем да правим политики за младите хора без тяхното участие.

Tibor Szanyi (S&D). – Elnök Asszony, szavazatommal támogattam az Európai Unió ifjúsági stratégiájának végrehajtásáról szóló jelentést. Egyetértek azzal a megállapítással, hogy az európai ifjúsági programokat erősíteni, javítani kell, és megfelelő finanszírozást kell azokhoz biztosítani. Annál is inkább, mivel a szegénységnek és a társadalmi kirekesztettségnek leginkább kitett fiatalok jövőjének alakulása nagyban határozza meg az európai projekt jövőjét is. A társadalmi kirekesztés súlyos negatív hatással van a fiatalok életkörülményeire, polgári szerepvállalására és egészségére. Amennyiben nem teszünk ez ellen, az az Európai Unió versenyképességi mutatóiban is észlelhető lesz. Fontosnak tartom továbbá, hogy a jelentés hangsúlyozza a tagállami felelősséget is, hiszen az ifjúságpolitikának alapvető kompetenciája a tagállamokon belül helyezkedik el. Meg kell jegyeznem, hogy ez a jelenlegi magyar kormány ifjúsági és társadalompolitikájának tükrében különösen kritikus, hiszen hazánkban évek óta semmibe veszik a magyar diákok oktatáspolitikai követeléseit, elzárkóznak a párbeszédétől, és a fiatalok társadalmi szerepvállalását a kormány időnként rendőri eszközökkel igyekszik visszaszorítani.

José Inácio Faria (PPE). – Senhora Presidente, votei a favor desta resolução, porque entendo que o futuro da União tem de estar assegurado através de cidadãos europeus capacitados e que isso só se conseguirá promovendo a igualdade de oportunidades transversalmente nos Estados-Membros no que diz respeito ao acesso à educação, ao mercado de trabalho, à inclusão social e à promoção dos valores de solidariedade e cidadania ativa dos mais jovens.

Se queremos uma Europa unida em torno de valores como a responsabilidade individual e social, a tolerância, a democracia, o diálogo e o crescimento sustentável, se queremos uma Europa que possa constituir-se como um farol de boas práticas e um exemplo à escala global, é precisamente na juventude que temos de investir.

Monika Smolková (S&D). – Vážená pani predsedajúca, hlavným cieľom stratégie EÚ pre mládež je investovať do mladých ľudí, čo znamená investovanie do budúcnosti. Za pozitívne považujem, že doterajšie výsledky z pohľadu vykonávania stratégie EÚ pre mládež sú priaznivé. V Európskej únii pozorujeme pokračujúce oživovanie: európske hospodárstvo je na ceste k pomernému silnému rastu s klesajúcou nezamestnanosťou.

Mrzí ma však, že v Európskej únii je stále vysoká nerovnosť a riziko chudoby postihuje predovšetkým mladých Európanov. O nelichotivej situácii mladých ľudí svedčí aj to, že v eurozóne je ich miera nezamestnanosti stále nad 20 %. Okrem toho aj mnoho zamestnaných ľudí čelí rizikám, ako sú neisté pracovné podmienky z hľadiska miest, stresu či dĺžky trvania pracovnej zmluvy.

Podporila som uznesenie, pretože verím, že stratégia EÚ pre mládež sa v ďalšom období bude oveľa intenzívnejšie zameriavať na vytvorenie väčšieho počtu rovnakých príležitostí pre všetkých mladých ľudí, najmä v oblasti vzdelávania a trhu práce.

8.7. Umsetzung der Ökodesign-Richtlinie (A8-0165/2018 - Frédérique Ries)

Oral explanations of vote

Tibor Szanyi (S&D). – Elnök Asszony, szavazatommal támogatom a jelentést, hiszen az megfelel azon iránynak, amely szerint az EU elkötelezett, hogy az európai gazdaságot fenntarthatóbb, karbonszegény gazdasággá alakítsa. Ez nemcsak szlogenek szintjén található meg, hanem erről tanúskodnak a különböző politikák és intézkedések is. Az Unió vezető szerepet vállalt az éghajlatváltozásról szóló Párizsi Megállapodás megkötésében, az uniós költségvetésből több mint 220 millió eurót ruházott be zöld és alacsony szén-dioxid-kibocsátású projektekbe, valamint a fogyasztók jobb tájékoztatása érdekében egyértelmű jogi kereteket vezetett be az energiacímkézés tekintetében. A környezettudatos tervezésről szóló irányelvben rejlő valamennyi potenciált akkor lehet kihasználni, ha a termék teljes környezetvédelmi dimenzióját számításba vesszük. A körforgás és a gazdaság szellemében ezek az összeszerelés, a tartósság, a szétszerelés, a javíthatóság és az újrahasznosíthatóság. Ezeket és a jelentés további ajánlásait reményeim szerint a magyar kormány is megfontolja.

Sander Loones (ECR). – In onze gemeente Koksijde, Oostduinkerke, hebben wij een schitterend cultureel centrum, het Casino, gekend in de ganse regio door de uitstekende programmatie voor jong en oud. In de eerste plaats is dat natuurlijk te danken aan een fantastisch team van cultuurmedewerkers die zich dagelijks inzetten met hart en ziel. Het is jammer om te zien dat net die mensen teleurgesteld zouden worden door de Europese Unie.

Europa is namelijk van plan nieuwe regels in te voeren voor podiumverlichting in theaterproducties, maar zelfs de nieuwste verlichting zou aan die regels niet kunnen voldoen. Dat kan toch niet. Cultuurcentra die continu investeren in nieuwe, duurzame, meer groene apparatuur, die zouden wij moeten belonen in plaats van te bestraffen. Net daarom heeft mijn partij, de N-VA, en heeft onze fractie hier in het Europees Parlement een amendement ingediend om een bijzondere regelgeving te behouden voor de theaterverlichting. Ik ben alvast bijzonder blij dat dat amendement met een ruime meerderheid is goedgekeurd. Wij rekenen op evenveel gezond verstand bij de andere Europese instellingen om dit te behouden.

8.8. Antworten auf Petitionen betreffend prekäre Beschäftigungsverhältnisse und die missbräuchliche Verwendung befristeter Arbeitsverträge (B8-0238/2018)

Oral explanations of vote

Alex Mayer (S&D). – Madam President, I have spoken before in this Chamber about the brave McDonald's workers who are standing up to their bosses with the Bakers Union, one of the key players behind the original petition leading to today's resolution. Once again I praise their efforts.

McStrike is a global phenomenon and what is clear from the US's Fight for 15, the anger across Europe and from my own constituents, especially in Cambridge and Watford, is that there is now a new brand of activism. This is the fight-back of the Millennials. The workers in my constituency – predominantly young – are sick and tired of zero hours contracts, they want GBP 10 an hour and wages not based on ages. They are angry and they are rallying public support to their cause.

So I welcome today's resolution which sends an important message to government and to people like Steve Easterbrook. Now we need action as we stand in solidarity with those in poorly paid, insecure and unprotected jobs.

Rory Palmer (S&D). – Madam President, 75 000 people in the East Midlands are on zero hours contracts – that is 75 000 people who do not know from one day to the next whether they have work or whether they will bring in a pay packet at the end of the week. So I will continue to press for zero hours contracts to be banned. We need to get back to when work was about valuing people, their rights, and when work was about dignity. So in casting my vote today, I am clear that it is time to end the low pay, zero hours, precarious, unstable, dehumanising nature of work for so many people today. It is time to sack zero hours contracts.

President. – That concludes the explanations of vote.

9. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll

(The sitting was suspended at 13.10)

PRÉSIDENCE: SYLVIE GUILLAUME*Vice-présidente***10. Wiederaufnahme der Sitzung***(La séance est reprise à 15 heures)***11. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll****12. Große Anfragen (Aussprache)****12.1. Reaktion der EU auf sexuelles Fehlverhalten bei Hilfsorganisationen**

La Présidente. – L'ordre du jour appelle le débat sur la grande interpellation avec demande de réponse écrite et débat de Marietje Schaake, Eva Kaili, Hilde Vautmans, Rory Palmer, Petras Auštrevičius, Beatriz Becerra Basterrechea, Igor Šoltes, Izaskun Bilbao Barandica, Liliana Rodrigues, Monika Beňová, Dominique Martin, Jordi Solé, Merja Kyllönen, Michaela Šojdrová, Anneli Jäätteenmäki, Patricia Lalonde, Marian Harkin, Maria Gabriela Zoană, António Marinho e Pinto, Catherine Bearder, Fredrick Federley, Renate Weber, Nathalie Griesbeck, Nadja Hirsch, John Howarth, Luke Ming Flanagan, Brando Benifei, Frédérique Ries, Takis Hadjigeorgiou, Wajid Khan, Morten Helveg Petersen, Liisa Jaakonsaari, Tanja Fajon, Ana Gomes, Soraya Post, Jan Zahradil, Svetoslav Hristov Malinov, José Inácio Faria, et Monica Macovei, à la Commission (Vice-Présidente / Haute Représentante): VP/HR — Réaction de l'UE face aux comportements sexuels répréhensibles dans les organisations humanitaires (G-000003/2018 – B8-0020/2018) (2018/2723(RSP)).

Fredrick Federley, author. – Madam President, various cases of sexual abuse and misconduct within international aid organisations have recently come to light. These include the sexual exploitation of Syrian refugees by those delivering aid on behalf of the United Nations and other well-known international organisations. Several countries, including the United Kingdom and the Netherlands, have announced investigations into the funding they provide to these and other international organisations, and that they intend to make measures to prevent similar situations in the future.

Through its external financial instruments and the European Development Fund, the EU provides billions of euros in assistance to third countries through international organisations among other channels. I therefore have a few questions for the High Representative on a response from the European Union. First of all, will the Commission or the High Representative order a thorough investigation to determine whether EU funds have financed, either directly or indirectly, the organisations where sexual abuse has been established?

Secondly, what is the response by the Commission and the High Representative to the abuse cases that have recently come to light? In order to combat and prevent sexual misconduct within international aid organisations, is there room for guidelines within the EU's external financial instruments that would make funding strictly conditional upon respect for principles, oversight, guidelines accountability and regular reporting from beneficiaries on this issue?

Last but not least, will the Commission and the High Representative consider working with Member States such as the United Kingdom and the Netherlands to set up contact points in third countries including in crisis zones for victims of abuse?

Christos Stylianides, *Member of the Commission*. – Madam President, I am really grateful for your initiative to discuss the EU's response to sexual misconduct in aid organisations. Thank you so much for your questions. Let me respond also on behalf of High Representative / Vice-President Federica Mogherini and my dear colleagues, Commissioner Hahn and Commissioner Mimica.

I welcome the opportunity to inform you of developments regarding our collective response and, most importantly, to reiterate our firm position on sexual misconduct. Through our humanitarian work we save lives and through our development aid work we empower people. Our partners play a vital role in our efforts to deliver this much-needed assistance. We expect them – UN agencies, international organisations and NGOs – to abide by the strictest ethical standards, and we do not accept any misconduct that compromises our vital work on the ground. When we became aware of allegations of sexual misconduct by individual staff members in certain organisations, our message was loud and clear: zero tolerance of any form of misconduct and zero tolerance towards any organisation receiving EU funding. We take allegations of misconduct very seriously. Whenever an allegation comes to our attention, we make sure that all procedures are activated.

We have in place a number of measures to make sure that EU funding is used properly, according to the highest ethical principles, professional rules and codes of conduct.

First, our zero tolerance policy for sexual exploitation and abuse is appended to our contracts with our humanitarian partners. We demand that they have in place effective and coordinated prevention, reporting and response mechanisms. For development funding, contracts include a number of obligations on human rights, labour standards, etc. We are currently working to further reinforce this ethical process, to explicitly address sexual abuse and exploitation. So this is a new effort in order to cover the state of play on the ground, as professional misconduct can lead to suspension and termination of contracts or exclusion from further funding. Our partners are obliged to share information with us on allegations or cases of misconduct in a proactive and fully transparent way. We may of course also refer a case to OLAF for allegations of misappropriation of EU funds.

In response to the allegation of sexual misconduct, as soon as we were informed, we acted in a quick and decisive way. First, we reminded all of our partners of their duty to fully comply with the highest ethical and professional standards. This is more than two hundred organisations. We recalled their contractual, but also moral, obligations towards the European Union, and of course towards the people they serve. We asked them to inform us of the concrete measures and procedures they have in place to prevent, detect and address sexual exploitation and abuse. Nearly all partners have replied. Those who have not are informed that we will review our funding to them and even cease our funding and terminate our partnership if needed. So zero tolerance means we take action where needed. In fact, we have put on hold the signature of further contracts with certain organisations.

Secondly, we support our partners' efforts for increased accountability and more effective internal oversight mechanisms. We have strengthened our audits in this regard. The audit programme for humanitarian actions will include the assessment of mechanisms put in place by organisations to prevent, detect and handle cases of sexual abuse and exploitation.

Thirdly, we rely on the EU presence in the field in our delegations and in our network of humanitarian offices worldwide – closest, of course, to the beneficiaries, where our humanitarian and development partners operate on a daily basis.

Fourthly, we will continue raising awareness about the possibility to report sexual misconduct directly to us, anonymously and in full confidentiality.

Finally, we want to address this issue in a comprehensive manner, having everybody on board. We are engaging – since you ask, this is our answer to the question about our collaboration with our Member States. We are engaged with our Member States and other international donors for a thorough review and harmonisation of policies and practices. We want to raise standards whenever and wherever this is required and appropriate. In this context, the Commission joined the safeguarding donor working group, and this issue will be discussed at the G7 ministerial meeting on development.

There is no doubt that what has happened in a small number of organisations has tarnished the work of the aid community as a whole. Now it is up to the aid community to show the world that these issues will not be tolerated. Let me be clear: any such misconduct is an abuse of power towards the most vulnerable, the very ones that aid agencies are supposed to help. Our principle is 'do no harm', and I intend to keep on pressing this message forward to our partners in the field and at headquarters to all donors and all those in the humanitarian and development community.

Andrejs Mamikins, on behalf of the S&D Group. – Madam President, it is important to understand that, in any aid emergency, there is a risk of sexual abuse and sexual exploitation and the abuse of somebody who is in need of assistance. We are gravely concerned that the culture of silence, intimidation and abuse will continue as soon as the media spotlight on this issue begins to dim.

The European Union should reconsider funding for Oxfam, one of the largest charity organisations providing assistance in natural disasters, after reports that some of its employees paid for sex while on a mission to assist after the devastating earthquake in 2010. While the UN claims to have had no knowledge of the abusive exploitation of Syrian women, it has been as an ongoing issue for years. It was first reported three years ago by Danielle Spencer, a humanitarian adviser. Spencer was informed about the allegation by Syrian women in a refugee camp in Jordan.

Women and girls need to be protected when they are trying to receive food and basic items to live. The last thing you need is a man who you were supposed to trust and supposed to be receiving aid from asking you to have sex with him and withholding aid from you. The ongoing abuse can no longer be ignored. It is horrible enough that these women have to rely on international aid for survival. But for them to fear this aid is unacceptable.

Action must be taken to prevent the sexual exploitation of Syrian women and girls. In June 2015, the International Rescue Committee surveyed 190 women and girls from the area and found that 40% had experienced an act of sexual violence when seeking supplies at a distribution centre. This is unacceptable, colleagues. This is unacceptable.

Staff who pay for sexual services are incompatible with the values and mission of the aid organisations. This is the real problem. It is systemic, large scale, and simply ugly. We have to fix it.

Urszula Krupa, w imieniu grupy ECR. – Pani Przewodnicząca! Wbrew konwencji stambulskiej, która dotyczy zwłaszcza przemocy domowej, okazuje się, że przemoc seksualna stosowana jest przez wysokich rangą urzędników organizacji pomocowych, którzy zamiast pomocy dopuszczają się perwersji seksualnych nawet w stosunku do nieletnich wolontariuszy. Agencja do spraw przestępczości od dwudziestu lat ostrzegała o wykorzystywaniu dzieci w państwach rozwijających się, gdzie mimo istnienia przepisów karnych trudno jest je wyegzekwować w praktyce, zwłaszcza na obszarach objętych wojnami albo katastrofami.

Poza brakiem reakcji prawnej jest to dowód ogromnej patologii, jaka wynika z braku zasad moralnych. Problem nadużyć seksualnych określany jest czasem w piśmiennictwie jako czubek góry lodowej. Także organizacje takie jak Save the Children, British Red Cross, a nawet Lekarze bez Granic potwierdzały doniesienia o przestępstwach. Choć molestowanie seksualne przy okazji niesienia pomocy humanitarnej powinno być zwalczane za pomocą norm karnych prawa krajowego poszczególnych państw, Unia Europejska powinna też zaprzestać wspierania finansowego organizacji, które brały udział w takich przestępstwach, pomagając w inny sposób.

Ana Miranda, en nombre del Grupo Verts/ALE. – Señora presidenta, el comisario ha hablado con contundencia sobre el papel importante de la ayuda al desarrollo y de las misiones de observación electoral, y de la importancia que la propia Comisión le da a este tipo de enfoque político y a la necesidad de tener voz en el mundo, en el mundo más pobre, en el mundo con más violencia, en las zonas de conflicto.

Pero es evidente que estas noticias que saltaron a la prensa pero que, de algún modo, podían ser ya conocidas por comentarios de las ONG o por comentarios, incluso, de determinadas personas afectadas, pues, el hecho de que las haya recogido el *New York Times* les ha puesto un foco y una luz, y nos han preocupado muchísimo, tanto como para dirigirnos al Servicio Europeo de Acción Exterior con un tema que, desde luego, es vergonzoso. Y, por eso, también, agradecemos al comisario esas palabras de tolerancia cero. Tolerancia cero contra posibles conductas de abuso, reprobables, de observadores electorales y de cooperantes; evidentemente.

Yo creo que coincidimos todos los grupos en esto y es muy importante que haya también una señal del Parlamento para que se verifique ese tipo de actuaciones. Porque de estas conductas, en definitiva —también en esta Cámara, donde tenemos tantos personajes machistas, que hoy, por cierto, no están—, es muy bueno que se diga que responden a un modelo patriarcal. El abuso sexual, el acoso sexual, la toma de drogas, el uso excesivo del alcohol, el recurso a la prostitución son síntomas del patriarcado, del machismo existente muchas veces en conductas que se trasladan fuera de Europa a otros lugares.

Por eso tenemos que reforzar los aspectos éticos con el Código de Conducta para los Observadores y tener una tolerancia cero ante comportamientos prohibidos, totalmente prohibidos. Es verdad que pagan justos por pecadores y hay que también honrar y recordar el enorme trabajo de muchas ONG.

Pero, sobre todo, yo quisiera acabar, presidenta, diciendo que, primero, investigación por parte de la Comisión; después, sanción en el caso de que existan estas conductas reprobables, pero lo más importante es la prevención: anticiparse.

Jörg Meuthen, *im Namen der EFDD-Fraktion*. – Frau Präsidentin, Herr Kommissar, verehrte Kollegen! Wir reden heute über eine ziemlich unglaubliche Geschichte. Es sind Fälle bekannt geworden, in den Entwicklungshelfer Flüchtlinge sexuell ausgebeutet haben – es geht also um das Personal der NGOs. Es geht um Gutmenschen, die sich als das Gegenteil dessen herausgestellt haben. Betroffen sind in allererster Linie die Schutzbefohlenen, an denen sich die Entwicklungshelfer vergangen haben. Wir bedauern zutiefst, was den Opfern widerfahren ist. Ich habe Vertrauen in die Justiz, dass die Täter zur Verantwortung gezogen werden und den Opfern Gerechtigkeit widerfährt.

Wir müssen aber auch politische Konsequenzen ziehen – auch für die grundsätzliche Zusammenarbeit mit den NGOs. Denn die NGOs müssen sich das missbräuchliche Verhalten ihrer Mitarbeiter zurechnen lassen. Oxfam muss für seine Versäumnisse bei Auswahl und Überwachung der Mitarbeiter Konsequenzen spüren. Die Zusammenarbeit mit Oxfam darf also nicht auf die gleiche Weise fortgesetzt werden; hier ist auch die Kommission gefordert.

Außerdem braucht die Entwicklungshilfepolitik eine Richtungsänderung. Wir wissen, dass von jedem Spenden- und Entwicklungshilfe-Euro nur ein Bruchteil bei den wirklich Bedürftigen ankommt. Zwischen die Geldquelle und die Empfänger hat sich eine Vielzahl von Akteuren gedrängt – Bürokraten, NGOs und Entwicklungshelfer und auch eine in vielen afrikanischen Ländern anzutreffende kleptokratische politische Klasse. Die falschen Leute machen sich mit Entwicklungshilfe leider die Taschen voll. Die Lösung liegt nicht in mehr Geld und auch nicht in der staatlichen Finanzierung von NGOs. Der richtige Weg ist eine neue und bessere Handelspolitik. Wir müssen aufhören, unseren Agrarsektor zu subventionieren, und ihn stattdessen für Produkte aus den Entwicklungsländern stärker öffnen. Viel zu wenige in diesem Haus wollen sich darauf einlassen – es ist der einzige Weg. Es ist auch der einzige Weg, um Fluchtursachen, über die hier so gerne geredet wird, zu beseitigen.

André Elissen, *namens de ENF-Fractie*. – Voorzitter, vandaag spreken we over de misstanden bij hulporganisaties zoals Oxfam. De afgelopen maanden zijn er verhalen opgedoken van perverse seksfeesten op Haïti. Medewerkers van Oxfam hebben zich daar schandalig misdragen, onder andere op kosten van de Europese belastingbetaler. Sinds 2010 worden honderden miljoenen euro's naar Haïti gestuurd. Pas sinds begin dit jaar beginnen we een beeld te krijgen van hoe dat geld gespendeerd is, en dat beeld is niet fraai, kan ik u zeggen.

Het schandaal in Haïti blijkt helaas niet bepaald op zichzelf te staan. Zo blijken enkele Oxfam-medewerkers die zich in Haïti hebben misdragen zich enkele jaren eerder in Tsjaad aan dezelfde praktijken schuldig te hebben gemaakt. Schandalig en onacceptabel.

Oxfam vormt hier zeker geen uitzondering, want ook bij andere organisaties zijn schandalen schering en inslag. Neem bijvoorbeeld Greenpeace. Twee dagen geleden werd bekend dat maar liefst 44 voormalige medewerkers uit Zuid-Amerika uit de school zijn geklapt. Er zouden de afgelopen jaren verschillende gevallen van ongewenst gedrag en misbruik hebben plaatsgevonden. De klagers werden ontslagen, de daders werd de hand boven het hoofd gehouden. Schandalig.

De lijst met voorbeelden van misbruik wordt langer en langer. Zo'n beetje elke hulporganisatie heeft ermee te maken. Voorzitter, dan nog kijkt de meerderheid van dit Parlement de andere kant op en wordt er stoere tekst uitgesproken en worden er zogenaamd forse maatregelen aangekondigd. Maar als puntje bij paaltje komt, blijft alles zoals het was.

Ieder jaar wordt er vanuit Europa meer dan 75 miljard euro uitgegeven aan ontwikkelingshulp en aan aanverwante zaken. Hiervan wordt 10 miljard door het Europees Parlement weggegeven.

Voorzitter, het wordt tijd om te stoppen met het schaamteloos overmaken van miljarden, overmaken van miljarden naar corrupte, dictatoriale regimes en zogenaamde hulporganisaties. Dit terwijl die uitgaven niet of nauwelijks gecontroleerd worden en men dus eigenlijk geen idee heeft van waar het geld aan uitgegeven wordt. Dit moet stoppen. Ontwikkelingshulp en allerlei aanverwante uitgaven moeten opnieuw een exclusieve bevoegdheid worden van de lidstaten. Ieder land moet zelf kunnen bepalen of, en zo ja hoeveel geld er naar de bodemloze put die ontwikkelingshulp heet, moet worden overgemaakt.

Voorzitter, wat mij en mijn partij betreft is het helder: geen cent naar corrupte dictatoriale regimes en zogenaamde hulporganisaties. Mensen die zich misdragen hebben, moeten keihard strafrechtelijk worden aangepakt.

Interventions à la demande

Seán Kelly (PPE). – Madam President, I am sorry about the decision. I think this is an extremely important topic and the police have expressed their outrage at some of the events that have been reported in recent times.

It has been a very bad time for charities in general. I know that in my own country there were a number of scandals relating to financial misappropriation, where various charities, who had the confidence of the public, were collecting money and then it was seen not to be used for the proper purposes. They were giving themselves some very big wages, employing family members and were not 100% accountable. Then, as was pointed out here by members of the House and the Commissioner, the worst situation was where aid organisations which are very reputable and have a highly-valued reputation were seen to be doing the exact opposite to helping people and were exploiting them. I welcome the Commissioner's guarantees that there be zero tolerance for this, and I think that is the key.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Andrejs Mamikins (S&D), *zilās kartītes jautājums.* – Priekšsēdētājas kundze! Kelly kungs! Es zinu, ka, salīdzinot ar manu valsti, Latviju, Īrija ir krietni progresīvāka — es teiktu — cīnā pret sieviešu seksuālu izmantošanu, it īpaši, kad zem aizsega, zem labdarības organizācijām tiek padarīti tik nežēlīgi noziegumi. Varbūt jūs varētu padalīties ar pieredzi — burtiski nosaukt to labāko, ar ko jūs varbūt varētu lepoties kā ievēlētais deputāts no savas valsts.

Seán Kelly (PPE), *blue-card answer.* – Thank you very much, Mr Mamikins. Indeed, but, as I said, even in Ireland we had some scandals – mainly financial – and it really rocked genuine charities, because the funding for many of them, who would do wonderful work, went way down accordingly. I think the same will happen with the likes of Oxfam and many more unless we can actually prove and show people here in the European Parliament that we are on top of our game, that we know what is happening with the funding, and that, where there are any exploitative measures being taken, that we have zero tolerance. I trust the Commission to do that.

Ivan Jakovčić (ALDE). – Poštovana predsjedavajuća, uzeo sam riječ prije svega da podržim kolegu Federleya koji je predložio ovu točku dnevnog reda jer ide za tim da se nema što skrivati. Kad su skandali kakvi jesu, kao što je Oxfamov skandal, zaista nemamo što skrivati.

I tu moram reći odmah na početku da i podržavam liniju kojom ide Komisija. Mislim da je povjerenik Stylianides danas vrlo jasno rekao koje su ambicije Komisije i kojim će putem ići. Zašto? Zato što smo maloprije čuli, prije koju minutu, kolege s krajnje desnice koji bi htjeli takve avanturiste, da ne kažem nasilnike, iskoristiti da bi upravo ukidali pomoć onima kojima je najpotrebnije.

Nemojmo imati takva mjerila. Mi vrlo vrlo dobro znamo da je mnogima itekako potrebna europska pomoć. Mnogima koji pate. A ti koji rade ovakve skandale, njih treba krajnje goniti i naravno do kraja svim pravnim sredstvima kažnjavati.

(Fin des interventions à la demande)

Christos Stylianides, Member of the Commission. – Madam President, thank you so much for your remarks and for your suggestions. I completely agree with you about zero tolerance and, of course – above all – prevention. The recent cases of sexual misconduct reminded us firstly, that we need to continue to work towards a zero-tolerance culture against sexual exploitation and abuse. There is absolutely no room for relaxed efforts and lenient behaviour towards allegations of any kind of misconduct.

Secondly, we need to live up to our ethical and legal responsibilities as a leading donor of humanitarian and development assistance across the world. We need to support all our partners in their efforts to prevent, to identify at an early stage, and to respond to cases of sexual misconduct.

We also need more transparency and more accountability across the board. We need to safeguard our work. Our role is unique; saving lives and empowering people is a fair and upright duty. So our work is too important to be compromised. This is my very strict message to all our partners.

I shall now answer some specific issues, and I would like to start with Oxfam. We have collectively suspended the conclusion of any new contracts – these amount to a total of more than EUR 90 million – until we are satisfied with the new mechanisms put in place to prevent, report and respond to sexual abuse.

With regard to our support to António Guterres's efforts, as the European Union we fully apply the UN standards of behaviour in its Common Security and Defence Policy missions, and this year the Council adopted revised standards of behaviour. Of course, as António Guterres has said many times, again, no zero tolerance for sexual abuse allegations. And as regards our monitoring of the use of our funding: first, we assess the financial, operational and administrative capacities of the NGOs that apply to receive funding. Secondly, we carry out regular on-site visits during the implementation of the project on the ground. Third, audits of management and control systems are performed during the implementation of the action, and this includes visits to the project sites, implementing partners and beneficiaries. And fourth, there are audits of legality and regularity of the operations once the projects are finished. By way of example, in the humanitarian field (in my field), last year 50 projects with a value of almost EUR 500 million were audited during their implementation and no issues relating to sexual misconduct were detected during these audits. So no doubt we have to continue in order to fight against any sexual abuse, but there is also the other side of the coin, and this is why I mention our audits through 50 partners on the ground.

La Présidente. – Le débat est clos.

Déclarations écrites (article 162)

Iratxe García Pérez (S&D), por escrito. – Los socialistas europeos consideran que es indispensable tener presente que en cualquier emergencia humanitaria existe un riesgo serio de abuso y/o explotación sexual de las personas en situación de extrema vulnerabilidad. Por ello, nos preocupa gravemente que la cultura del silencio, la intimidación y el abuso continúe tan pronto como se aparte el foco mediático de este problema. La Unión Europea debería reconsiderar la financiación de organizaciones no gubernamentales como Oxfam tras haberse conocido informes que revelaban que algunos de sus empleados pagaron durante años por sexo a víctimas de desastres mientras se encontraban en misiones humanitarias. Mención aparte merecen las Naciones Unidas, que han hecho oídos sordos a las alegaciones de abusos sobre mujeres sirias que desde hace al menos tres años venían realizando algunos de sus empleados y organizaciones como el Comité Internacional de Rescate. Es necesario visibilizar este problema y garantizar la protección de mujeres y niñas a fin de impedir la explotación sexual en situaciones de guerra o en el contexto de catástrofes humanitarias de cualquier índole. No es posible continuar ignorando los abusos sistemáticos ni tolerar que las víctimas teman precisamente a aquellas organizaciones que se supone deben garantizar su bienestar y, en último término, su supervivencia.

Enrique Guerrero Salom (S&D), por escrito. – Los socialistas europeos consideran que es indispensable tener presente que en cualquier emergencia humanitaria existe un riesgo serio de abuso y/o explotación sexual de las personas en situación de extrema vulnerabilidad. Por ello, nos preocupa gravemente que la cultura del silencio, la intimidación y el abuso continúe tan pronto como se aparte el foco mediático de este problema. La Unión Europea debería reconsiderar la financiación de organizaciones no gubernamentales como Oxfam tras haberse conocido informes que revelaban que algunos de sus empleados pagaron durante años por sexo a víctimas de desastres mientras se encontraban en misiones humanitarias. Mención aparte merecen las Naciones Unidas, que han hecho oídos sordos a las alegaciones de abusos sobre mujeres sirias que desde hace al menos tres años venían realizando algunos de sus empleados y organizaciones como el Comité Internacional de Rescate. Es necesario visibilizar este problema y garantizar la protección de mujeres y niñas a fin de impedir la explotación sexual en situaciones de guerra o en el contexto de catástrofes humanitarias de cualquier índole. No es posible continuar ignorando los abusos sistemáticos ni tolerar que las víctimas teman precisamente a aquellas organizaciones que se supone deben garantizar su bienestar y, en último término, su supervivencia.

Javi López (S&D), por escrito. – Los socialistas europeos consideran que es indispensable tener presente que en cualquier emergencia humanitaria existe un riesgo serio de abuso y/o explotación sexual de las personas en situación de extrema vulnerabilidad. Por ello, nos preocupa gravemente que la cultura del silencio, la intimidación y el abuso continúe tan pronto como se aparte el foco mediático de este problema. La Unión Europea debería reconsiderar la financiación de organizaciones no gubernamentales como Oxfam tras haberse conocido informes que revelaban que algunos de sus empleados pagaron durante años por sexo a víctimas de desastres mientras se encontraban en misiones humanitarias. Mención aparte merecen las Naciones Unidas, que han hecho oídos sordos a las alegaciones de abusos sobre mujeres sirias que desde hace al menos tres años venían realizando algunos de sus empleados y organizaciones como el Comité Internacional de Rescate. Es necesario visibilizar este problema y garantizar la protección de mujeres y niñas a fin de impedir la explotación sexual en situaciones de guerra o en el contexto de catástrofes humanitarias de cualquier índole. No es posible continuar ignorando los abusos sistemáticos ni tolerar que las víctimas teman precisamente a aquellas organizaciones que se supone deben garantizar su bienestar y, en último término, su supervivencia.

12.2. Begehung des Internationalen Tages der Familie (15. Mai)

La Présidente. – L'ordre du jour appelle le débat sur la grande interpellation avec demande de réponse écrite et débat de Jörg Meuthen à la Commission: Célébration de la journée internationale des familles (15 mai) (G-000004/2018 – B8-0021/2018) (2018/2722(RSP)).

Jörg Meuthen, Verfasser. – Frau Präsidentin, Herr Kommissar, verehrte Kollegen! Wir sprechen jetzt über meine große Anfrage anlässlich des Internationalen Tags der Familie. Die für diese Politik verantwortlichen Kommissare Jourová und Timmermans bleiben dieser Aussprache fern. Herr Timmermans erholt sich womöglich vom Christopher Street Day in Brüssel. Stattdessen schickt die Selmayr-Kommission den Katastrophenschutz-Kommissar, um eine Beamtenantwort zu verlesen.

Die EU hat den Internationalen Tag der Familie der Vereinten Nationen totgeschwiegen. Alle Menschen guten Willens erkennen, dass die EU die Familie aufbauend auf der Ehe von Mann und Frau nicht wertschätzt, doch am mysteriösen Internationalen Tag gegen Homophobie, Transphobie und Biphobie flatterte die Regenbogenfahne der Gender-Ideologen an den EU-Gebäuden. So entwertet Brüssel die Hoheitssymbole der Mitgliedstaaten. Die Personalabteilungen unternahmen gewaltige Anstrengungen für transsexuelle Eurokraten am Arbeitsplatz. Das sind die Prioritäten der EU bei der Steuerung von Werten und Normen. Was die EU für Ehe und Familie tut, ist, die Scheidung binationaler Ehepaare zu vereinfachen, die grenzenlose Vielfalt der Ehe für alle zu fordern, auch dort, wo es gar niemand will, die Wertschöpfung durch Frauen ausdrücklich nur auf den formalisierten Arbeitsmarkt zu beschränken und Kinder in Ganztagesbetreuung geschlechtsneutral und identitätslos fremderziehen zu lassen. Wann erklärt die Selmayr-Kommission wohl Leihmutterchaft zur grenzüberschreitenden Dienstleistung?

Diese Europäische Union setzt alle kommunistischen Rezepte um, die Karl Marx zur Zerstörung funktionierender Familien empfohlen hat. Von christdemokratischen Parteien können Sie dabei übrigens keine Gegenwehr erhoffen. Das beweisen die Ergebnisse unserer namentlichen Abstimmung. Hierin sehe ich eine wesentliche Ursache für die selbstverschuldete Selbstverzweigung der Union. Daher danke ich ausdrücklich meiner slowakischen Kollegin Anna Záborská, die sich als Vorsitzende der Familien-Intergruppe unermüdlich dafür einsetzt, dass sich Europa aufgrund falscher politischer Prioritäten nicht eines Tages noch selbst abschafft.

Christos Stylianides, *Member of the Commission*. – Madam President, on behalf of my dear colleagues Věra Jourová and Marianne Thyssen, I am here to address this issue: the International Day of the Family. You know that it is a United Nations initiative. As UN members, EU Member States may observe this day. However, as it is not an EU initiative, as such, it does not receive any specific support from the Commission.

Family policy is primarily a Member State competence. The Commission supports Member States' efforts on family and child policies through political guidance, including in the context of the European Semester. EU financial support is also available. The EU rules can affect family law in cross-border cases affecting, for example, divorce and separation, marriage, civil partnership and property issues like succession and wills, and in this area of civil law the Commission has proposed, in the recent period, rules to better protect children in cross-border family proceedings.

The European Pillar of Social Rights, adopted on 26 April 2017, is our reference framework to screen the performance of our labour markets and social protection systems with respect to challenges and people's needs. It puts forward a new generation of rights, in particular access to social protection, thus promoting universality of support for all in need, starting with children and their families. The Pillar constitute the EU's main implementation tool for translating the UN's Sustainable Development Goals into a European context.

Concretely, the Commission put forward an initiative to support work/life balance for parents and carers. This package seeks to modernise work/life balance policies across the EU and to deliver measures that will improve the daily lives of many families. We hope that the Council will reach a political agreement on the text shortly, opening the way for constructive negotiations with the European Parliament.

The role of families is also crucial for the successful integration of migrants. For example, evidence suggests that immigrant children and natives with immigrant parents typically have worse education and labour market outcomes than their peers with native parents. Migrant parents' level of education and employment status has a significant impact on their children's outcome. Investing in integration measures for family migrants, especially for women, is key for the future well-being, prosperity and cohesion of our societies – European societies – and, of course, labour markets.

The Commission also provides important financial support to various NGOs, including Eurocarers, Eurochild and COFACE Families Europe. The action undertaken by these NGOs substantially contributes to EU policy-making in the social area and increases awareness-raising on the issues related to the work of family members.

I think it is quite important to have this discussion in Parliament, and thank you so much for your interpellation.

Anna Záborská, *za skupinu PPE*. – Vážená pani predsedajúca, tohtoročnou témou medzinárodného dňa rodiny OSN sú rodiny a inkluzívne spoločnosti. My na Slovensku sme si pre deň rodiny zvolili motto „Stojíme pri sebe“. Spoločným menovateľom týchto dvoch pohľadov je vzájomná solidarita, ktorá vzniká v rodine a odtiaľ sa prelieva do širšieho spoločenstva.

Aj v Európskej únii hovoríme veľa o inklúzii. Prává inklúzia je založená na schopnosti a ochote ľudí stáť nie vedľa seba, ale pri sebe. Silní pri slabých, zdraví pri chorých, bohatí pri chudobných, tí, ktorí žijú v prebytku, pri tých, ktorí majú nedostatok. „Stojíme pri sebe“ je vyjadrením blízkosti, ktorá umožňuje podať ruku, podporiť, utešiť, jednoducho pomôcť si navzájom vždy, keď je to potrebné.

Tejto blízkosti, tejto solidarite sa učíme v rodine. Pokiaľ ide o priame ovplyvňovanie sociálnej politiky vrátane sociálnej ochrany, Európska únia má len veľmi obmedzené právomoci. Jej úlohou, vymedzenou v zmluvách, je podporovať a dopĺňať v tejto oblasti činnosti členských štátov. Každé politické rozhodnutie na úrovni Európskej únie má však nepriamy vplyv na rodinu. Pravidlá, ktorými sa riadi jednotný európsky trh, zahraničná a bezpečnostná politika, práva a povinnosti občanov Európskej únie, dokonca aj zákaz diskriminácie, to všetko ovplyvňuje rodinný život. Pán komisár, kolegyne a kolegovia, preto je také dôležité, aby Komisia začlenila do svojich úvah aj dosah ňou navrhovanej legislatívy na rodinu.

Andrejs Mamikins, *on behalf of the S&D Group*. – Madam President, although families all over the world have transformed greatly over the past decades, in terms of their structure and as a result of global trends and demographic changes, the United Nations still recognises the family as a basic unit of society, and the International Day of Families which is observed by the UN on 15 May every year is the best proof of that.

I am convinced that, with time, everybody realises that the most important values, in life is family. No amount of money, clothes or even a good job can be compared with the family. Only relatives and loved ones, with a smile on their faces communicating with us, can bring us true joy and happiness. Only at home can we always show our true emotions and find moral support and practical advice. And the family is the main source of our inner soul power. In my opinion, every person's success in life directly depends on the relations in his or her family.

Unfortunately, there are problems which families face every day: for example, poverty, lack of social support, and an absence of equal rights among family members. In a special risk category are such vulnerable social groups as young families, migrants, ethnic minorities, and families with persons with disabilities. To resolve these issues, the European Union is developing an approach to family policies for inclusive societies. The main aim is to raise awareness of the role of families and family-oriented policies in achieving more inclusive societies. The primary emphasis is put on social inclusion and the protection of various types of families to facilitate their full inclusion in the mainstream of society.

This can be achieved through implementing the following points: for example, firstly ensuring equal justice to all family members, especially women; secondly, providing universal birth registration and legal identity for all, especially targeting vulnerable families; and lastly, developing and promoting social protection. These are key points in order to save and support such things as cohesion, unity, empathy, integrity and solidarity.

Urszula Krupa, *w imieniu grupy ECR*. – Pani Przewodnicząca! Fakt, że ONZ ogłosiło 15 maja Międzynarodowym Dniem Rodziny, ma oczywiście znaczenie, ale nie w obchodach czy proponowanych – nawet pięknie zaprojektowanych – flagach jest problem, ale w stwarzaniu odpowiednich warunków dla rozwoju i funkcjonowania rodziny, która odgrywa ogromną rolę w wychowaniu młodych pokoleń, będąc środowiskiem, w którym dzieci uczą się podstawowych wartości, miłości, szacunku czy bezinteresownej pomocy. Dzieci pozbawione dobrych wzorców mają trudności w rozwoju, we współpracy, trudności z poszanowaniem wartości moralnych.

Przyczynami problemów współczesnych rodzin są nie tylko niedostatki finansowe wskutek ogromnego rozwarstwienia społecznego z bezrobociem i niskimi płacami, ale także wzrost kosztów kształcenia, co bywa powodem zaniedbywania obowiązków wychowawczych. Poza, oczywiście, antyrodzinnymi ideologiami prowadzącymi do różnych patologii. Poważnym problemem jest także zanikanie rodzin wielopokoleniowych z izolacją osób starszych.

Ivan Jakovčić, *u ime kluba ALDE*. – Poštovana predsjedavajuća, pripadam liberalima kao što je predsjedavajuća i rekla i u osnovi mi polazimo od slobode i sreće pojedinca. Kao liberali poštujemo jedno od onih osobnih načela, a to je ljubi bližnjega svoga kakav god on bio. Da li bio homoseksualan, transseksualan ili bilo kakav drugi. Ljubi bližnjega svoga. I zato to govorim upravo kolegi koji je iznio ovu točku, koji polazi od tradicionalne obitelji. Žene su napokon ravnopravne. Shvatimo to već jednom.

Ali s druge strane, reći ću vrlo jasno: Ja poštujem i podržavam obilježavanje međunarodnog dana obitelji jer mislim da je to vrlo važno, da je to uključivo i da to sigurno doprinosi solidarnosti. Doprinosi više ljubavi, doprinosi više sreće. Ali nemojmo nikad zaboravit na one koji možda tu sreću nemaju. I ja mislim i želim misliti dalje na njih.

Ana Miranda, *en nombre del Grupo Verts/ALE*. – Señora presidenta, escuchando a algunos diputados siento un poquito de vergüenza, sinceramente: «papá, mamá, papá, papá, mamá, mamá...». Sin papá, tío, abuelo, incluso gente viviendo sola y, aun así, se sienten familias.

Hay que tener un poquito de respeto en este Parlamento por las personas, porque hay muchas personas a las que representamos y que nos votan, y que tienen el mismo derecho a tener familia y a sentirse familia con independencia de su orientación sexual.

Por lo tanto, por favor, un respeto. Porque nos hieren estas afirmaciones; nos hieren como personas, nos hieren como políticos, y lo tengo que decir así.

Familias nucleares, extensas, monoparentales, adoptivas, de padres separados, de acogida, reconstituidas... Familias. Con mayúscula. Familias.

Y, por eso, que la Comisión Europea haya decidido no celebrar este día, me parece normal. Porque la Comisión Europea tiene muchos más problemas de los que ocuparse y son problemas como, por ejemplo, hacer un Fondo Social Europeo que pueda garantizar que las personas, que las familias tengan capacidad para poder tener bienestar social, para poder tener vida digna; para que estas familias puedan tener vivienda, escuelas dignas.

No importa un día, no importa la celebración de un día. Lo que importa es hacer políticas serias para que las familias puedan tener buenas condiciones.

Y, mire, la familia, señor diputado —el autor de la interpelación mayor—, es algo más que un concepto biológico: es inclusión.

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, Mezinárodní den rodiny je pro nás příležitostí si uvědomit základ, na kterém naše životy stojí. Dovolte, abych citovala: „Rodina je prostorem, ve kterém dochází k formování osobnosti člověka. Prostorem tvorby lidského kapitálu, výchovy a růstu budoucích generací. Jako taková je bezesporu základní a nejvýznamnější jednotkou naší společnosti. Jen stabilní a prosperující rodiny jsou zárukou dobrého prostředí pro výchovu dětí, udržitelného rozvoje a společnosti, její funkčnosti a soudržnosti. Úloha rodin ve společnosti je nezastupitelná“. Kolegyně a kolegové, to není žádný archaický text. To je koncepce rodinné politiky vlády České republiky z roku 2017, tedy text velmi současný. Já jsem ráda, že jsem ji mohla přečíst, protože to je skutečně tak, my prostě rodinu potřebujeme. Ale ptám se: Jak o ni pečujeme? Evropská unie nemá přímou kompetenci k rodinné politice, ale vlastně každé naše rozhodnutí, o kterém tady hlasujeme, ovlivňuje rodiny v jejich životě. Měli bychom podporovat rodiče, oceňovat jejich péči, a měli bychom také podporovat výchovu k rodičovství. Bohužel, například dnes, místo toho jsme schválili doporučení k sociální výchově, ke garancím za děti. Místo rodin má garantovat sociální standard Evropská unie. Jsem velkou podporovatelkou Evropské unie, ale obávám se, že pokud budeme zpochybňovat rodinu, náš společný základ, pak tím rozbíjíme také základ evropského společenství.

Madame la Présidente, la dernière fois, j'avais le plaisir d'annoncer que j'étais grand-mère pour la première fois. Aujourd'hui, je suis grand-mère pour la deuxième fois et j'ai ici ma petite-fille, qui s'appelle Stella. C'est aussi ma famille, c'est la fête des familles. Alors, merci beaucoup pour votre compréhension.

La Présidente. – Bienvenue à Stella. Nous allons suivre les aventures de votre famille à chaque grande interpellation, Madame Šojdrová. Je vous souhaite de nombreux petits-enfants.

Seán Kelly (PPE). – Madam President, the idea of honouring the International Day of the Family goes back to 1993. I think it is a very good one, but of course we perhaps have a different interpretation of family now than we might have had a number of years ago. Ms Miranda is right that, regardless of their composition, given different situations, all families are very important, and the more stable they are, the more stable society is.

This year's theme was 'family and inclusive society'. I think that was a very good theme, because we do need to do more in terms of being more inclusive and welcoming in modern society. You start with the family, and that is very important. As well as that, it is often the family that is the place that you go to for real care and compassion in times of true struggle and, without a stable family, it can be very difficult to deal with issues like that. I also think that the social, economic and demographic issues are to be considered, and I know that in my own country the emphasis would have to be on mental health and homelessness. These issues are being dealt with in relation to the family and, indeed, individuals.

Finally, I just want to say that last year's theme was finding a work-life balance. In some respects I suppose that we politicians are the worst people to talk about that, because being away from home, as MEPs, and spending weekends doing our work, without a supporting family behind us – an understanding family – we just couldn't continue. So we can be very grateful for all our families, no matter what their composition is.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Andrejs Mamikins (S&D), *zilās kartītes jautājums*. – Priekšsēdētājas kundze! Godātais Kelly kungs! Man arī tagad ir atklāsmes vakars, man arī ir trīs bērni, un es zinu, ka daudz bērnu ģimenēm Latvijā atbalsts pietiekami nav tāds, ko daudz bērnu ģimenes reāli prasa. Varbūt jūs varētu padalīties ar Īrijas pieredzi. Es zinu, ka Īrijā daudz bērnu ģimenes ir it īpaši cienītas un tām tiek palīdzēts no valsts puses.

Seán Kelly (PPE), *blue-card answer*. – Mr President, indeed we have had a tradition of large families in the past: I know that from my own background in Gaelic Athletic Association football and hurling. Some families almost made up the entire team: you would have four, five or six from the one family playing in the team. But the trend in modern life, as in all advancing economies, is that the families tend to be a smaller now. Thankfully, I have four children myself: two boys and two girls – a good balance. I am very happy with them, I hope they are happy with me, even though they don't see me often enough.

Interventions à la demande

Peter Jahr (PPE). – Frau Präsidentin! Ich bin ja, wenn man so will, zufällig in die Debatte geraten. Ich könnte mich auch outen – Vater, Großvater, mehrere Kinder. Ich würde mir wünschen, so eine Debatte um die Familie zu einer besseren Sendezeit zu führen. Das wäre der erste Punkt. Denn da hat man viel zu diskutieren, und da gibt es auch Benachteiligungen. Ich räume auch ein, in der Demokratie ist das manchmal so: Man muss immer die Balance schaffen auch zwischen Mehrheit und Interesse für Minderheiten. Das gelingt manchmal nicht richtig. Wir haben auch in Deutschland immer wieder Probleme, die nachweisbar von der Benachteiligung von Familien sprechen, das ist richtig. Also gleich auch der Auftrag an die zuständigen Ausschüsse, sich noch einmal intensiv mit der Problematik zu beschäftigen.

Zweitens, was mich etwas geärgert hat: Ich musste ja einen sozialistischen Bildungsweg durchschreiten, und wahrscheinlich kann man Klassiker unterschiedlich interpretieren – was der Vorredner, Kollege Meuthen, gemacht hat. Also, es hieß immer im Sozialismus: Die Familie ist die kleinste Einheit der Gesellschaft, die muss gepflegt und gehegt werden. Da gab es auch schon Widersprüche. Meine zweite Bitte: Wir sollten den Familienbegriff nicht ideologisch-politisch missbrauchen.

Arne Gericke (ECR). – Frau Präsidentin! Ich bin mal Mitglied der Familienpartei gewesen, bin selbst zehn Jahre Vater von bis zu sieben Kindern gewesen und habe viel Freude daran gehabt in diesen zehn Jahren, in denen ich schwerpunktmäßig auch für die Kinder da sein konnte. Wenn wir hier argumentieren, sollten wir politisch argumentieren und nicht zu sehr emotional. Es wird hier im Parlament sehr, sehr viel argumentiert und erwirtschaftet, was den Eltern das Leben schwer macht. Das ist keine Gerechtigkeit. Und wenn wir andere Seiten stärken und damit Eltern schwächen, dann ist das Anti-Familienpolitik. Ich hoffe, dass wir in der zukünftigen Politik immer darauf achten, dass es eine Generationengerechtigkeit gibt – das ist Familienpolitik –, dass die Erziehungsleistungen der Eltern, vorwiegend der Mütter, anerkannt werden. Es kann nicht sein, dass Mütter von immer mehr Kindern eine immer geringere Rente kriegen. Da stimmt irgendwas im System nicht. Wir brauchen da wirklich ein Erziehungsgehalt, angepasst an das Geld, das andere für die gleiche Leistung im Kindergarten, in der Krippe und sonstigen Berufen kriegen, die im Grunde der Elternleistung entsprechen, zum Beispiel im Kinderheim. Wir brauchen nicht nur ein Ehegattensplitting, wir brauchen ein Familiensplitting, wo die Kinder mit angerechnet werden. Wir brauchen ein Familienwahlrecht – ein Recht, ein Mensch, eine Stimme. Und wenn wir das Armutsrisiko beim Kind beseitigen wollen, müssen wir auch darauf achten, dass die Eltern immer wieder herangezogen werden. Auch in der Steuer werden sie benachteiligt. Sie müssen ein Vielfaches an Steuern zahlen, weil sie eben bei der Mehrwertsteuer – *value added tax* – immer für die Kinder mitbezahlen und dadurch auch den Steuersack des entsprechenden Staates auffüllen. Solidarität ist hier gefragt. Und deswegen vielen Dank. Eine Minute reicht dafür nicht. Aber ich hoffe, dass wir hier in Zukunft wirklich auch immer die Familien bei den politischen Interessen mit an Bord haben.

(Fin des interventions à la demande)

Christos Stylianides, *Member of the Commission*. – Madam President, I would like to thank colleagues for this really interesting discussion. It was a really interesting debate. I can promise you that your interventions are carefully noted and I shall be conveying them to my dear colleagues, the responsible members and services of the Commission. I am sure that we will have new opportunities to discuss this really interesting issue of the International Day of the Family in more detail, but also, in a broader manner, the role of the family in our societies.

(Applause)

La Présidente. – Le débat est clos.

13. Beschlüsse über bestimmte Dokumente: siehe Protokoll

14. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll

15. Petitionen: siehe Protokoll

16. Übermittlung der in dieser Sitzung angenommenen Texte: siehe Protokoll

17. Zeitpunkt der nächsten Sitzungen: siehe Protokoll

18. Schluss der Sitzung

(La séance est levée à 16 heures)

19. Unterbrechung der Sitzungsperiode

La Présidente. – Je déclare interrompue la session du Parlement européen.

Legende der verwendeten Zeichen

*	Konsultationsverfahren
***	Zustimmungsverfahren
***I	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, erste Lesung
***II	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, zweite Lesung
***III	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, dritte Lesung

(Das angegebene Verfahren entspricht der von der Kommission vorgeschlagenen Rechtsgrundlage.)

Abkürzungen der Ausschüsse

AFET	Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten
DEVE	Entwicklungsausschuss
INTA	Ausschuss für internationalen Handel
BUDG	Haushaltsausschuss
CONT	Haushaltskontrollausschuss
ECON	Ausschuss für Wirtschaft und Währung
EMPL	Ausschuss für Beschäftigung und soziale Angelegenheiten
ENVI	Ausschuss für Umweltfragen, öffentliche Gesundheit und Lebensmittelsicherheit
ITRE	Ausschuss für Industrie, Forschung und Energie
IMCO	Ausschuss für Binnenmarkt und Verbraucherschutz
TRAN	Ausschuss für Verkehr und Fremdenverkehr
REGI	Ausschuss für regionale Entwicklung
AGRI	Ausschuss für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung
PECH	Fischereiausschuss
CULT	Ausschuss für Kultur und Bildung
JURI	Rechtsausschuss
LIBE	Ausschuss für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres
AFCO	Ausschuss für konstitutionelle Fragen
FEMM	Ausschuss für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter
PETI	Petitionsausschuss
DROI	Unterausschuss Menschenrechte
SEDE	Unterausschuss Sicherheit und Verteidigung

Abkürzungen der Fraktionen

PPE	Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten)
S&D	Fraktion der Progressiven Allianz der Sozialdemokraten im Europäischen Parlament
ECR	Fraktion der Europäischen Konservativen und Reformer
ALDE	Fraktion der Allianz der Liberalen und Demokraten für Europa
GUE/NGL	Konföderale Fraktion der Vereinigten Europäischen Linken/Nordische Grüne Linke
Vers/ALE	Fraktion der Grünen/Freie Europäische Allianz
EFDD	Fraktion Europa der Freiheit und der direkten Demokratie
ENF	Fraktion Europa der Nationen und der Freiheit
NI	Fraktionslos



AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 11. JUNI 2018

(C/2024/3373)

EUROPÄISCHES PARLAMENT

SITZUNGSPERIODE 2018-2019

Sitzungen vom 11. bis 14. Juni 2018

STRASSBURG

Inhalt	Seite
1. Wiederaufnahme der Sitzungsperiode	3
2. Eröffnung der Sitzung	3
3. Erklärung des Präsidenten	3
4. Mitteilung des Präsidenten	3
5. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll	4
6. Zusammensetzung des Parlaments: siehe Protokoll	4
7. Verhandlungen vor der ersten Lesung des Parlaments (Artikel 69c GO): siehe Protokoll	4
8. Berichtigung (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll	4
9. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll	4
10. Anfragen zur mündlichen Beantwortung (Einreichung): siehe Protokoll	4
11. Große Anfragen (Artikel 130b GO) (Einreichung): siehe Protokoll	4
12. Weiterbehandlung der Standpunkte und Entschlüsse des Parlaments: siehe Protokoll	4

Inhalt	Seite
13. Arbeitsplan	4
14. Zusammensetzung der Ausschüsse und der Delegationen: siehe Protokoll	8
15. Clearingpflicht, Meldepflichten, Risikominderungstechniken und Transaktionsregister (Aussprache)	8
16. Gemeinsame Vorschriften für die Zivilluftfahrt und Agentur der Europäischen Union für Flugsicherheit (Aussprache)	14
17. CO ₂ -Emissionen und Kraftstoffverbrauch neuer schwerer Nutzfahrzeuge (Aussprache)	23
18. Modernisierung des Bildungswesens in der EU (Aussprache)	35
19. Entwicklung einer nachhaltigen und wettbewerbsfähigen europäischen Aquakulturbranche (kurze Darstellung)	51
20. Sachstand der Freizeitfischerei in der EU (kurze Darstellung)	55
21. Ausführungen von einer Minute zu wichtigen politischen Fragen	58
22. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll	63
23. Schluss der Sitzung	64

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 11. JUNI 2018

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Presidente

1. Wiederaufnahme der Sitzungsperiode

Presidente. – Dichiaro ripresa la sessione del Parlamento europeo interrotta giovedì 31 maggio 2018.

2. Eröffnung der Sitzung

(La seduta è aperta alle 17.01)

3. Erklärung des Präsidenten

El presidente. – Quiero, al principio de este Pleno, mandar un mensaje de solidaridad con Guatemala. Hemos visto imágenes terribles sobre el volcán en erupción. El drama ha empezado la semana pasada y el volcán sigue todavía activo.

Las autoridades de Guatemala han anunciado que la cifra de muertos supera las cien personas. El número de desaparecidos es también muy elevado. Casi dos millones de personas se han visto afectadas por el volcán, lo que es más del 10 % de la población total del país.

Sé que los satélites de Copérnico están siendo utilizados para ayudar en los rescates. También está llegando ayuda humanitaria por parte de la Unión Europea; pero, por encima de todo, quiero expresar, en nombre del Parlamento Europeo, nuestro afecto y apoyo al pueblo de Guatemala en estos momentos tan difíciles.

4. Mitteilung des Präsidenten

Presidente. – Lo scorso 31 maggio il tribunale dell'Unione europea ha annullato due decisioni dell'Ufficio di presidenza del Parlamento europeo, con le quali si irrogava una sanzione all'eurodeputato Korwin-Mikke per le dichiarazioni rilasciate nel corso di due sessioni plenarie.

Nella sessione del 7 giugno 2016, l'onorevole aveva definito i migranti «spazzatura umana che non ha voglia di lavorare». Nella seduta del 1° marzo 2017, durante la discussione sul divario retributivo tra uomini e donne, l'onorevole Korwin-Mikke aveva sostenuto «che le donne dovrebbero guadagnare meno degli uomini in quanto più deboli, più piccole e meno intelligenti».

Rispetto le decisioni dei tribunali. Tuttavia, credo fermamente che sia mio dovere, sempre, sanzionare chi afferma che le donne sono esseri inferiori.

(Applausi)

Non rinuncerò mai a difendere l'uguaglianza tra donne e uomini. Lo devo a tutte le donne che, a prezzo di enormi sacrifici, hanno conquistato nei secoli i loro diritti e che, nonostante questo, rimangono ancora oggi vittime di discriminazioni e violenze in ogni paese dell'Unione europea.

Ho chiesto al Servizio giuridico del Parlamento di valutare la possibilità di presentare ricorso contro la decisione presso la Corte di giustizia. Ne discuteremo, anche questa sera, all'Ufficio di presidenza.

(Applausi)

Lo devo a mia madre, che non c'è più, ma anche a mia moglie, a mia figlia e a tutte quante voi.

- 5. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll**
- 6. Zusammensetzung des Parlaments: siehe Protokoll**
- 7. Verhandlungen vor der ersten Lesung des Parlaments (Artikel 69c GO): siehe Protokoll**
- 8. Berichtigung (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll**
- 9. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll**
- 10. Anfragen zur mündlichen Beantwortung (Einreichung): siehe Protokoll**
- 11. Große Anfragen (Artikel 130b GO) (Einreichung): siehe Protokoll**
- 12. Weiterbehandlung der Standpunkte und Entschlüsse des Parlaments: siehe Protokoll**
- 13. Arbeitsplan**

Presidente. – Il progetto definitivo di ordine del giorno, fissato dalla Conferenza dei presidenti, ai sensi dell'articolo 149 del regolamento, nella riunione di giovedì 7 giugno 2018, è stato distribuito. Sono state presentate le seguenti proposte di modifica:

Lunedì

Non sono proposte modifiche.

Martedì

Il gruppo GUE ha chiesto che il titolo della dichiarazione del vicepresidente della Commissione/alto rappresentante dell'Unione per gli affari esteri e la politica di sicurezza sui «Territori georgiani occupati a dieci anni dall'invasione russa» sia modificato in «Regioni separatiste della Georgia a dieci anni dalla guerra con la Russia».

Helmut Scholz, *on behalf of the GUE/NGL Group*. – Mr President, I guess we are all still under the impression of the G7 controversial messages, decisions and developments, and therefore I think we should stick to the historical rules, to the facts. Therefore, I would propose, on behalf of our Group, that we change the title of the debate on Tuesday to the new version. I will read it out: 'Georgia's breakaway regions ten years after the war with Russia'. This is much closer to the facts which happened – and what are the facts? How we can deal with the responsibility of the European Union in contributing to finding solutions to this very complicated and controversial situation should be the matter of the debate.

Anna Elżbieta Fotyga, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, the security situation in Georgia has frequently been debated in the Subcommittee on Security and Defence. We were usually in agreement that the territories of South Ossetia and Abkhazia were not voluntarily breaking away from Georgia, but that the situation in these regions is due to high pressure from their neighbour, namely the Russian Federation. Georgia did not declare war on those territories or any other, particularly Russia. It was a Russian invasion of the integral territories of Georgia. Therefore I am against.

(Applause)

(Il Parlamento respinge la richiesta)

Presidente. – Passiamo ora alle proposte di modifica per la giornata di mercoledì.

Mercoledì

Il gruppo dei Verdi ha proposto di aggiungere come secondo punto all'ordine del giorno del pomeriggio le dichiarazioni del Consiglio e della Commissione sulla «Situazione dopo la chiusura dei porti del Mediterraneo, le emergenze umanitarie e la solidarietà nell'Unione europea».

La discussione dovrebbe concludersi con una risoluzione da votare a luglio.

Philippe Lamberts, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, chers collègues, d'abord je voudrais vous dire que je suis fier de faire partie d'un Parlement qui a su, en décembre dernier, trouver une large majorité pour réformer le système de Dublin.

Je pense que si les solutions que nous avons adoptées ici devenaient réalité, nous ne serions pas dans la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui – une situation où un navire avec plus de 600 personnes à bord, dont plus de 130 mineurs, est ballotté d'un endroit à l'autre de la Méditerranée parce que deux pays ont décidé de lui fermer leurs ports, en violation, d'ailleurs, de leurs obligations légales. Alors, je comprends la frustration de l'Italie, de Malte, de la Grèce, de la Bulgarie ou encore de l'Espagne, que trop souvent la règle de Dublin laisse seuls pour faire face au défi de l'immigration. C'est évident, nous ne pouvons pas les laisser seuls. Ceci dit, cela n'excuse pas ce qui est en train de se passer et nous pensons qu'il faut mettre ce point à l'ordre du jour.

Nous avons tenté de trouver un titre de compromis. Je comprends bien que nos collègues socialistes, ne voulant pas se désolidariser du Premier ministre maltais, voudraient qu'on ne parle pas de fermeture des ports – ce qui, à la limite, ne me pose pas de problème, même si c'est bien cela l'élément déclencheur –, alors on pourrait reformuler le titre. Je vais le dire en anglais puisque c'est le titre que nous avons trouvé:

«Council and Commission statement on humanitarian emergencies in the Mediterranean and solidarity in the European Union.»

Nous pourrions être d'accord avec ce titre de compromis, j'espère qu'il pourra trouver une large majorité au sein de cette assemblée.

Presidente. –Lamberts?

Monsieur le Président, on m'informe que la commission des libertés publiques prépare une résolution sur un sujet tout à fait connexe qui sera à l'ordre du jour du mois de juillet.

Je pense qu'on peut donc se passer d'une résolution à ce stade et se contenter d'un débat.

Maria João Rodrigues, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, the real solution for the situation we have is for the next European Council to endorse the reform of the Dublin system, as we in the European Parliament endorsed it with a clear majority. This is the real solution. In the meantime, it is important to highlight that in the face of the conservative xenophobic behaviour of the Italian Government, we now have a bold position coming from a Socialist government: the newly elected government in Spain. That is why we, the S&D Group, would like to have a debate on the Council and Commission statements on humanitarian emergencies in the Mediterranean. This is exactly our purpose, and we would also like to add 'solidarity in the European Union' in the title. We do not need a resolution, because good work is being undertaken in Libya on how exactly to deal with this situation.

(Interjection from the floor: 'That is exactly what I said.')

Yes, you changed your minds at the right time. Thank you again for joining something that we shall get a majority for in this Parliament.

Guy Verhofstadt, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, I ask myself why we have to wait until Wednesday. We have a European Council debate tomorrow. This European Council debate will be about migration, so I am telling you that I am going to intervene about this scandal tomorrow. I am not going to wait until Wednesday, because the Commission and the Council will be there.

So my request to you is that we don't wait until Wednesday and that we add it to the debate on the European Council tomorrow, as it will be one of the points. In my proposal, Mrs Rodrigues, it's not a question of pointing the finger at one or other country and saying: 'Oh how good we are when the socialists are in the government; how bad we are...'. I think in Malta you are in the government, aren't you? So don't start this little political game on the backbone of migrants. I don't like it and nobody likes it.

(Applause)

My request is very simple: please, Mr President, put it as an additional point tomorrow with the Commission and the Council. I think the scandal is so great that we cannot wait for a separate debate on Wednesday afternoon.

(Applause)

Mario Borghezio, *a nome del gruppo ENF*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, *nulla quaestio* da parte nostra che si discuta su questo argomento. Vorrei solo, sommessamente, osservare che sono quasi dieci anni che da questi banchi chiediamo di riformulare queste regole e di non lasciare l'Italia da sola.

C'è voluto il gesto coraggioso di un governo che, come ha sottolineato il vicepresidente del Consiglio Di Maio, si è preoccupato, anzitutto, della situazione e dell'emergenza sanitaria e umanitaria. Io vorrei sapere quali dei vostri paesi fa altrettanto nel Mediterraneo, e ringrazio la Spagna, per aver, con un gesto coraggioso, risolto in extremis questo governo, mentre il resto dell'Europa ci lasciava da soli, come sempre! Povera Italia! È cambiata: la pacchia è finita! È cambiata l'aria!

Presidente. – Onorevole Borghezio, quindi, se ho capito bene, stava esprimendo la sua posizione a favore di un dibattito sull'argomento?

Mario Borghezio, *a nome del gruppo ENF*. – Più esattamente, non ci opponiamo.

Barbara Spinelli, *a nome del gruppo GUE/NGL*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, io vorrei spiegare perché sono favorevole a una discussione a parte sulla questione degli sbarchi. So benissimo che alle radici delle decisioni italiane c'è una persistente mancanza di solidarietà europea, a cominciare dalla paralisi dei negoziati su Dublino IV, ma la legge internazionale fissa priorità ineludibili: prima viene il dovere di disimbarcare centinaia di migranti in condizioni di sofferenza.

L'inviato speciale dell'ONU Vincent Cochetel chiede al governo italiano lo sbarco immediato e il rispetto di un imperativo umanitario urgente e aggiunge che questioni più vaste concernenti la suddivisione di responsabilità nell'Unione potranno essere discusse più tardi tra gli Stati membri. In questione sono le priorità, e dunque ben venga un dibattito sulla crisi umanitaria dei migranti in Italia.

Le Président. – Monsieur Verhofstadt, si j'ai bien compris, vous demandez d'ajouter dans le débat de demain, une ligne avec un titre: «le titre ajouté au débat de demain».

Sur le texte, vous êtes d'accord? Sur le titre du débat? Vous êtes d'accord avec les socialistes? Alors il faut décider si nous le faisons demain ou mercredi.

Monsieur Lamberts, s'il-vous-plait.

Philippe Lamberts, *au nom du groupe Verts/ALE.* – Monsieur le Président, je comprends la logique de la proposition du collègue Verhofstadt. L'avantage est qu'il n'y a pas d'attente, puisque cela se passe demain matin, mais l'inconvénient est qu'il y a de nombreux sujets à l'ordre du jour du Conseil. Je pense notamment à l'avenir de l'Union économique et monétaire, au Brexit ou encore à la question migratoire. Nous craignons que le point dont nous voulons discuter ici soit dilué dans un débat qui parlera de plein de choses et que tout cela ne soit finalement très clair.

Donc a priori nous sommes... *(interruption inaudible)* est-ce que je peux encore parler? *(Le Président interrompt l'orateur)* Notre option privilégiée est un débat séparé et, en solution de repli, s'il n'y a pas de majorité pour cette option, on rajoute en effet le titre au... *(Le Président retire la parole à l'orateur).*

Le Président. – J'ai bien compris. M. Verhofstadt soutient qu'il faut faire tout de suite le débat et l'insérer dans les débats de demain.

Vous, vous dites que c'est mieux d'avoir un débat séparé, après-demain, car le sujet est très important.

Maria João Rodrigues, *on behalf of the S&D Group.* – Mr President, in fact I have exactly the same argument, which is that European Council will deal with this and, of course, will make the point. But there are many other points for the next European Council, therefore we'd like to keep this proposal of a separate debate on this refugee case, along with the debate – a proper debate – in the European Council tomorrow.

Le Président. – Il faut voter et décider si le débat aura lieu demain ou mercredi. Je commence avec la proposition de M. Lamberts, qui est aussi celle de M^{me} Rodrigues.

Λάμπρος Φουντούλης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, κατ' αρχάς δεν αποφασίσαμε εάν θέλουμε να γίνει αυτή η συζήτηση. Εσείς θέτετε δύο ζητήματα: αν η συζήτηση θα εγγραφεί στη ημερήσια διάταξη της αυριανής συνεδρίασης ή στην ημερήσια διάταξη της μεθαυριανής συνεδρίασης. Κατ' αρχάς πρέπει να ψηφίσουμε αν θέλουμε να γίνει αυτή η συζήτηση, γιατί κάποιος εδώ θέλουν να απαξιώσουν το δικαίωμα της κυβέρνησης της Ιταλίας να απαγορεύσει σε κάποιες ΜΚΟ να μεταφέρουν λαθραία μετανάστες στην Ιταλία. Θεωρώ λοιπόν ότι πρώτα πρέπει να ψηφίσουμε εάν θέλουμε να γίνει αυτή η συζήτηση.

Presidente. – *(rivolgendosi all'onorevole Fountoulis)* Sono due proposte differenti.

Prima voteremo la proposta degli onorevoli Lamberts e Rodrigues. Se uno non vuole il dibattito, vota contro. Non è una scelta tra un giorno e un altro. Si può votare contro la proposta Lamberts-Rodrigues. Poi si voterà la proposta dell'onorevole Verhofstadt. Se entrambe le proposte vengono bocciate non si farà il dibattito.

Quindi: se viene approvata la proposta Lamberts-Rodrigues si farà dopodomani; se viene bocciata e poi viene approvata quella dell'onorevole Verhofstadt, si farà domani; se viene bocciata anche quest'ultima, non si fa né domani né dopodomani.

Passiamo alla votazione della proposta Rodrigues-Lamberts.

(Il Parlamento accoglie la richiesta)

Giovedì

Non sono proposte modifiché.

(L'ordine dei lavori è così fissato)

(La seduta è sospesa per pochi istanti)

14. Zusammensetzung der Ausschüsse und der Delegationen: siehe Protokoll

PREȘEDINȚIA: IOAN MIRCEA PAȘCU

Vicepreședinte

15. Clearingpflicht, Meldepflichten, Risikominderungstechniken und Transaktionsregister (Aussprache)

Președintele. – Următorul punct de pe ordinea de zi este dezbateră privind raportul lui Werner Langen, în numele Comisiei pentru afaceri economice și monetare, referitor la propunerea de regulament al Parlamentului European și al Consiliului de modificare a Regulamentului (UE) nr. 648/2012 în ceea ce privește obligația de compensare, suspendarea obligației de compensare, cerințele de raportare, tehnicile de atenuare a riscurilor pentru contractele derivate extrabursiere care nu sunt compensate de o contraparte centrală, înregistrarea și supravegherea registrelor centrale de tranzacții și cerințele aplicabile registrelor centrale de tranzacții (COM(2017)0208 - C8-0147/2017 - 2017/0090(COD)) (A8-0181/2018).

Werner Langen, Berichterstatler. – Herr Präsident! Ich habe eine laute Stimme, wäre aber trotzdem dankbar, wenn die Lärmkulisse etwas kleiner wäre.

(Der Präsident ruft zur Ruhe im Saal auf.)

Wir beraten heute, zehn Jahre nach dem Beginn der Finanzmarktkrise und fünf Jahre nach der Verabschiedung von EMIR, der Europäischen Marktinfrastruktur-Verordnung, über Vorschläge, die die Kommission gemacht hat, um dieses wichtige Instrument zur Bewältigung der Finanzmarktkrise und zur Abmilderung der Risiken an die Erfordernisse und die Erfahrungen der vergangenen Jahre anzupassen. Seit 2012 ist EMIR in Kraft. Die letzte internationale Vereinbarung mit den USA auf der Grundlage des Dodd-Frank Act ist am 17. Februar 2017 in Kraft getreten, sodass wir hier weltweit vergleichbare äquivalente Vorschriften haben. Die Anpassung ergibt sich durch die Erfahrungen insbesondere mit kleineren Marktteilnehmern, mit nichtfinanziellen Marktteilnehmern, die natürlich ein weitaus geringeres Risiko haben als die großen Akteure am Markt, und deshalb haben wir die Meldepflichten vereinfacht. Die Kommission hat das vorgeschlagen, wir haben es etwas modifiziert. Wir haben die Berichtspflichten mit einer klaren Haftung versehen. Wir wollen nichtfinanzielle kleine Gegenparteien weitgehend freistellen, und wir haben Ungereimtheiten der ersten Verordnung ausbügeln wollen.

Der zuständige Wirtschaftsausschuss hat den Vorschlag auf der Grundlage der ausgehandelten Kompromisse mit den anderen Fraktionen mit 46 Stimmen bei 5 Gegenstimmen und 4 Enthaltungen angenommen. Das ist eine sehr gute Grundlage, um nach dem Votum des Parlaments in Verhandlungen mit dem Rat zu treten.

Ich möchte gleichzeitig auch drei Ratspräsidentschaften Dank sagen: der estnischen, die relativ früh angefangen hat, den Vorschlag zu beraten, der bulgarischen, die ihn weiterentwickelt hat, und wir werden die Verhandlungen, so hoffe ich, in wenigen Runden mit der österreichischen Ratspräsidentschaft vollenden können und damit ein modernes Regelwerk beschließen, das geeignet ist, die Risikominderung im Bereich der Derivate deutlich zu verbessern.

Zur Erinnerung: Im Jahre 2009 war das Nennvolumen der weltweiten Derivate 720 Billionen US-Dollar; das war damals exakt das Zwölfwache des Weltsozialprodukts aller 7,5 Milliarden Menschen. Das Volumen ist leicht gesunken, vor allen Dingen sind die Risikowerte deutlich verbessert worden. Wir haben Vorschriften und Vorschläge gemacht, die über die der Kommission hinausgehen, die der Ausschuss gebilligt hat. Wir haben einen wirklich strittigen Punkt auch im Parlament diskutiert, den wir auch mit dem Rat weiterdiskutieren werden: das ist die Verlängerung der Befreiung von der Clearingpflicht für Pensionsfonds, die OTC-Derivate zur Reduktion von Anlagerisiken nutzen.

Nun haben wir die Ausnahme bisher viermal verlängert, die Kommission hat erneut drei Jahre und am Ende zwei Jahre vorgeschlagen. Wenn man bedenkt, dass das Volumen in den Pensionsfonds in der Europäischen Union immerhin 3,6 Millionen Euro beträgt, dann ist das ein gewaltiger Batzen. Ich bin dem Kommissar, dem Vizepräsidenten Dombrovskis ausdrücklich dankbar, dass er zu dieser Frage eine Runde eingerichtet hat, die die Debatte führt, einen runden Tisch, der Lösungsvorschläge erarbeitet. Und das Parlament möchte diese Fristen verlängern, jedenfalls keine dauerhafte Ausnahme. Und deshalb, Herr Dombrovskis, sind wir äußerst dankbar. Ich habe das Protokoll der ersten Runde gelesen, und dort haben auch die Stakeholder gesagt: Jawohl, wir halten eine Lösung für machbar.

In diesem Sinne möchte ich mich bei allen Beteiligten – den Schattenberichterstatern, der Kommission, den Akteuren am Markt – für ihre guten Beiträge bedanken. Ich hoffe, dass diese Änderung morgen mit einem klaren Votum des Plenums verabschiedet werden kann.

Valdis Dombrovskis, Vice-President of the Commission. – Mr President, first of all I would like to thank the rapporteur and the shadows for the excellent work they put into preparing the committee report.

Your vote tomorrow concerns the first of the two proposals we put forward on the European Market Infrastructure Regulation, or EMIR, in 2017. This proposal is about simplifying EMIR, reducing costs and burdens where possible without calling into question the core objectives of EMIR: financial stability, risk mitigation and transparency.

The proposal is part of the Commission's Regulatory Fitness and Performance programme. It emphasises the need for cost reduction and a simplification. The need to revise some of EMIR's requirements became evident from the responses we got to the Commission's general call for evidence on financial services legislation in 2016.

Our proposal is technical but important. Its savings potential is big. The estimated cost reductions are up to EUR 6.9 billion in fixed or one-off costs, and up to EUR 2.6 billion in annual operational costs. Our proposal includes a more professional clearing obligation for non-financial firms: it exempts the smallest financial counterparties from the clearing obligation altogether; it introduces a new mechanism to suspend clearing in exceptional circumstances; it incentivises clearing and improves access to it; and it simplifies reporting requirements, in particular for businesses without compromising the quality of data.

Companies, market participants, regulators and supervisors all agree on the need for this proposal and largely support it. I am very pleased that the debate and the vote takes place now as the adoption of the proposal is urgent.

As Mr Langen outlined, pension funds currently benefit from an exemption from central clearing which expires very soon. Without legislative change this exemption cannot continue, but we still need this exemption for a limited time. While the market has progressed, it has not yet adopted viable solutions for pension funds to centrally clear their derivatives.

In recent months the Commission has brought together all stakeholders to discuss progress towards a clearing solution for pension funds, and last week I hosted a high-level meeting with those stakeholders and I was happy that some of you joined us for this. I was glad to see that industry stakeholders all committed to design and implement a solution. We need a bit of time to put this commitment into practice, but let me be clear, we are not giving a *carte blanche*. Progress during this extended exemption period must be monitored, and the Commission will set up a monitoring group for this purpose.

Finally, let me highlight again that the purpose of this proposal is to introduce some targeted amendments to simplify and to make EMIR requirements more proportionate. But these amendments need to uphold the fundamental objectives of EMIR. For example, when it comes to reducing requirements to report or exchange bilateral margins for derivatives: if we go too far, supervisors will no longer be able to supervise and monitor over-the-counter derivatives and mitigate systemic risks.

We must keep in mind that this piece of legislation is one of the cornerstones of the new system we put in place after the crisis in agreement with the G20. It's our collective responsibility to ensure that it remains effective.

Brian Hayes, *on behalf of the PPE Group*. – Mr President, I want to congratulate my colleague, Mr Werner Langen, for his report. It is a very sensible approach and there is strong support in the Committee on Economic and Monetary Affairs (ECON) for this report. In particular, the rapporteur's proposal to extend the intra-group exemption to a global basis and to introduce full, single-sided reporting for non-financial corporations is welcomed. This will significantly reduce costs for most small companies, which can then be reinvested in the real economy.

When the Commission published their proposal last May, the idea was to eliminate disproportionate costs and burdens on small companies and to simplify rules without compromising financial stability. The Parliament has taken this approach and has stuck to the argument produced by the Commission. By applying single-sided reporting as opposed to the current dual-sided regime, it would bring Europe in line with other jurisdictions and make the EU more attractive destination for corporate treasury functions, which is an important aspect.

Parliament's position reduces the proposed three-plus-two-year exemption for pension funds to comply with the clearing obligations to two-plus-one-year exemption, with very small pension funds exempted. I understand the compromises that were reached on behalf of my colleague and his colleagues in ECON, but at the end of the day we do need to be careful about this. Whether European pension funds will be able to comply with the requirements over a very short period of time is a serious issue.

I was the rapporteur for the IORP II Directive; I am aware that pension funds are fundamentally different to other financial entities when it comes to clearing, as they have a long-term investment profile and low liquidity needs. We really need to be sure that pension funds will be able to manage a new clearing obligation in such a short space of time, especially given the difficult position that many pension funds find themselves in right now with the low interest rate environment and the difficulty of making returns for existing members and beneficiaries. We have to find a solution to this; I like the idea of a round table. The exemption cannot continue forever but we need to be cautious in how we respond to the pension issue.

Jakob von Weizsäcker, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, I would first like to thank the rapporteur, Werner Langen, and all shadow rapporteurs for the excellent spirit of cooperation that produced a good report, building on a sensible Commission proposal to streamline EMIR in a number of areas. It has been our priority, in working on this file, to safeguard financial stability and to expand central clearing, while allowing some simplification in areas where reduction of requirements has little influence on systemic risk and helps to reduce cost.

A notable improvement is the introduction of a specific clearing threshold for financial counterparties. However, perhaps most notable in this report – and it has been mentioned by previous speakers – are the credible arrangements to bring pension funds into the scope of the clearing obligation somewhat sooner than was envisaged, against the backdrop of a number of extensions that have already taken place. Here I am particularly grateful to the Vice-President for having invited me, among others, to the round table that you organised with stakeholders – not least in view of the realism of the two-plus-one solution that we are envisaging.

So I am confident that it is absolutely possible to implement the necessary steps, especially for bigger pension funds, within the timeframes that we have put forward. Indeed, on 16 May a large majority in the Committee on Economic and Monetary Affairs (ECON) voted for those particular deadlines. This measure stands to improve financial stability – that is bringing in pension funds and the safety of pensions – while giving all stakeholders enough time to prepare. I am looking forward to continuing our work in the forthcoming dialogues and would be delighted if this House were to vote with a large majority to enter into interinstitutional negotiations.

Stanisław Ożóg, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Dzięki decyzji o włączeniu rozporządzenia EMIR do systemu REFIT udało się stwierdzić, że w niektórych obszarach EMIR wygeneruje nieproporcjonalnie wysokie koszty i obciążenia.

Dzisiaj dzięki pracy pana sprawozdawcy i kontrsprawozdawców mamy do zaoferowania propozycje, które w konkretny sposób upraszczają przepisy EMIR oraz zwiększają ich przejrzystość bez wzrostu ryzyka dla stabilności finansowej.

Delegacja Prawa i Sprawiedliwości zdecydowanie popiera obecny projekt również w kwestii najbardziej nas dzielącej chyba, czyli kompromisu co do tymczasowego wyłączenia z obowiązku rozliczania systemów programów emerytalnych, zarówno w odniesieniu do tych dużych, jak i małych. Wierzymy, że obecna propozycja pozwoli uniknąć małym kontrahentom finansowym kosztów operacyjnych, według szacunku może być to nawet rzędu 1,5 mld euro.

Gratuluje Panie Pośle Sprawozdawco, przyjmujemy dobry dokument.

Petr Ježek, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, the original EMIR entered into force in 2012 and it is rightly considered the gold standard worldwide, but since the entry into force of EMIR it has been possible to identify areas where further attention is needed, or indeed where there is a risk of duplicative requirements which can add costs for firms dealing in derivatives. In particular, it is right that we are streamlining the reporting requirements by moving toward single-sided reporting. It is also positive that there will be exemptions for intra-group transactions and the removal of the backloading obligation. Furthermore, it is made clear in the EP report that data quality is more important than quantity.

We must also bear in mind the practical aspects of implementation of EMIR. Through the EMIR REFIT, we have been able to identify areas which can be further streamlined in the regulation. For example, an exemption for certain small financial counterparties from the clearing obligation, and it will now be possible for the Commission to suspend the clearing obligation in cases of instability in the markets.

Finally, I am glad that the rapporteur has included a proposal to bridge the limbo period for pension funds. We must ensure that the pension funds are able to continue to make use of the exemption in the period between August of this year and the entry into force of the EMIR REFIT Regulation. This will be one of the key priorities for my Group as we move towards our negotiations with the Council. My thanks to the rapporteur and to the shadows.

Philippe Lamberts (Verts/ALE), *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, after the financial crisis, when the European Market Infrastructure Regulation (EMIR) was put in place, it resulted – and we welcomed that – not only in more transparency on the derivatives market, but also in more central clearing, which is a welcome development. There is still progress to be made, and the first positive aspect of the text that we are going to adopt is that we insist that central clearing should go up; the share of the market that should be centrally cleared cannot go down, it has to go up.

Second, this idea of having more conservative methods to decide whether small financial counterparties are below the clearing threshold is also welcome. On these pension funds: I remember the study carried out by the European Securities and Markets Authority (ESMA) showing how badly pension funds were funded. When pension funds have to resort not only to derivatives, but to over-the-counter derivatives to run their business, then something is probably badly wrong. They made promises that they cannot possibly hold. I do not think that this is a reason to exclude them from the obligation of central clearing. The two-plus-one is welcome, and they cannot complain about that; they have to run their businesses in a sustainable way.

We are going to vote on this report, but I would finish by saying this: Warren Buffett mentioned these derivatives as weapons of mass financial destruction. This was not by chance. These products are used in such volumes that they dwarf the real economy. 30 or 40 years ago, we had a working economy and we did not have this mass of derivatives. There are probably a lot of these derivatives that are unneeded and dangerous, and this is still a work in progress. Secondly, central clearing houses are becoming 'too big to fail' institution. They are systemic, and we should better regulate on how we deal with them in case of crisis.

Matt Carthy, *on behalf of the GUE/NGL Group*. – Mr President, as we all know – and indeed as the G20 leaders themselves acknowledged in Pittsburgh – derivatives were at the very heart of the global financial crisis. When we're talking about the regulation of a market worth more than USD 500 trillion, we need to get it right. EMIR, the post-crisis framework for the regulation of over-the-counter derivatives, has its problems certainly, but it is a crucial instrument for ensuring financial stability.

This review proposal bends over backwards in my view to meet the demands of the industry, an industry – let's not forget – that just a decade ago brought our economies and societies to the brink of collapse. I share the concerns that this move reflects a more general effort by this House to roll back and unpick the financial regulations put in place after the crisis. The weakening of regulations may be targeted at the smaller market participants, but the nature of this market is that it is a chain of interdependencies that promotes risk volatility. We have a responsibility as legislators to ensure that the derivatives industry is bound by strict and high standard regulations on transparency, reporting and clearing, and this Parliament, I fear, is failing to meet that responsibility with the report in front of us.

David Coburn, on behalf of the EFDD Group. – Mr President, I suppose that it's a positive thing in revising regulations on OTC derivatives – the trend is to make reporting requirements slightly less complicated and burden slightly fewer firms with them. Even these modest changes will, by the Commission's own estimates, save billions of pounds every year. But how many more billions could be saved by scrapping the attempt to micromanage the markets completely? The volume of data collected is so vast that there is no way to analyse it in a timely fashion, if at all. And what will the regulators do once the data tells them that the OTC horse has bolted? Close the stable door? All that will be achieved is to discover that a white elephant preceded the horse.

And if proof were needed that the EU has not learnt the lesson of the euro crisis and wants to let sleeping dogs lie, look no further than the Italian banks, dramatically increasing their use of securitisation – the same financial engineering as in the American sub-prime bubble. Who can forget that? Certainly not those who lost their homes. Italian banks have been falling over themselves to bundle up packages of their non-performing loans, wrap them up as CDOs, and sell them to other banks at a pace almost twice that seen last year. 25 billion – I repeat, 25 billion – has been sold like this in the first half of 2018, with some senior tranches guaranteed by – guess who? – the Italian Government.

This is simply making the debt contagious all over again: a wolf in sheep's clothing. All it does is create a new debt death-loop between Italian banks and their government. Italy's debt still stands at 132% of GDP, and over 150% of GDP if you include TARGET2 liabilities. Unable to devalue its currency, public debt is like a snake eating its own tail. I can tell you: bolting horses, white elephants, sleeping dogs – a financial dog's dinner, ladies and gentlemen, a financial dog's dinner.

Thomas Mann (PPE). – Herr Präsident! Nach Herrn Coburn zu reden, ist immer ein Vergnügen, weil seine schlichte Sprache zwar ankommt, aber weit weg von Inhalten ist. Das Kernziel von EMIR ist die Stärkung der Stabilität der Finanzmärkte in der EU durch höhere Anforderungen bei Meldung und bei der Transparenz. Der Bericht der EU-Kommission kam zu dem Schluss, dass vor allem bei den nichtfinanziellen Gegenparteien hohe Hürden abgebaut werden müssen. Die Reformvorschläge beabsichtigen eine verbesserte, möglichst effiziente Verwendung der Mittel. Zahlreiche Industrie- und Finanzunternehmen sind unmittelbar von EMIR betroffen. Die Absicherung der Geschäftsrisiken durch Reporting-Pflichten verursacht Kosten. Ja, richtig aber ist, sie dort zu senken, wo die Finanzstabilität nicht geschwächt wird, um auf diese Weise unverhältnismäßig hohen Mehraufwand zu unterbinden, etwa die doppelte Mehrheit. Sie sollte beim finanziellen Unternehmen verbleiben.

Mit breiter Mehrheit haben wir den ausgezeichneten Bericht meines Kollegen Werner Langen unterstützt. Ich bin ihm ausgesprochen dankbar dafür, dass wir heute, lieber Werner, darüber debattieren, bevor solche Verhandlungen im Trilog geführt werden. Das nenne ich absolute Möglichkeit an demokratischer Partizipation. Er schlägt vor, die deutlichen Verbesserungen bei den Berichtspflichten zu unterstützen – in der Risikovorsorge, beim Bürokratieabbau. Auch wird der Aspekt der bislang nicht geregelten Risikobewertung von Pensionsfonds angegangen – sein Stichwort war „Runder Tisch“, wirklich als eine große Chance für gemeinsame Ergebnisse. Wir stehen zu diesen Schritten eines modernen Regelwerkes für mehr Stabilität auf den Finanzmärkten. Lieber Werner, herzlichen Dank – ein Bericht, der eine riesengroße Chance hat, breite Mehrheitsunterstützung zu bekommen.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, je soutiens la proposition EMIR REFIT, à savoir la révision du règlement sur l'infrastructure du marché européen au titre du programme pour une réglementation affûtée et performante, qui révisé le règlement original EMIR de 2012 en simplifiant certaines règles pour les contreparties financières et non financières sur le marché des dérivés, le rendant plus proportionnel et, je cite, plus simple, plus léger, plus efficace et moins coûteux.

Tout en soulignant que la proposition EMIR REFIT apporte plusieurs améliorations, notamment en ce qui concerne la suspension de la compensation et le calcul du seuil de compensation ainsi que le traitement des régimes de retraite, je considère que les régimes de retraite devraient être encouragés à mettre en œuvre des solutions et des compensations centralisées en temps opportun.

Enfin, je voudrais saluer, en particulier, l'objectif de la proposition de préserver la stabilité financière et d'élargir la compensation centrale.

Caroline Nagtegaal (ALDE). – Voorzitter, een goede, eerlijke en betrouwbare pensioenvoorziening is een van de pijlers van onze moderne welvaartstaat. Dat gaat verder dan alleen maar een overheid die na de pensioengerechtigde leeftijd een uitkering geeft. Dat betekent namelijk ook dat burgers zelf geld inleggen voor een goed inkomen op hun oude dag.

De verantwoordelijkheid van de overheid bestaat erin te zorgen voor een goed stelsel waarbij zo veel mogelijk geld dat voor het pensioen bestemd is, daar ook daadwerkelijk terecht komt. Onnodig geld aan de administratieve strijkstok laten hangen zonder voor een efficiënte oplossing zorgen, is juist niet hoe het moet.

Ik betreur dan ook oprecht dat de rapporteur, samen met het onderhandelingsteam, ervoor heeft gekozen om de pensioenfonds en de clearinghuizen maar twee jaar te geven om een oplossing te vinden voor de clearingverplichting. Om het namelijk goed te doen is er meer tijd nodig. Die tijd niet nemen, zal er helaas toe leiden dat een goede, deugdelijke en eerlijke pensioenvoorziening in het gedrang komt.

Ik ben dan ook blij dat dit slechts een parlamentspositie is: niet het eindpunt, maar een tussenstap in het uiteindelijke akkoord van het Parlement met de Raad. Ik hoop en verwacht eigenlijk ook dat in de dialoogonderhandelingen over deze wetgeving de misser van dit Parlement uiteindelijk wordt gerepareerd. Dank u wel.

Intervenții la cerere

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Panie Przewodniczący! Nie mam zastrzeżeń do sprawozdania, do pracy wykonanej przez kolegę Langego, natomiast zwrócę uwagę na dwa elementy, które mnie niepokoją. Otóż cały czas coraz lepiej radzimy sobie z kryzysami, które miały miejsce, i potrafimy zastosować określone procedury, aby uprzedzić ewentualny kryzys, który znamy z przeszłości. Natomiast bardzo słabo funkcjonujemy, jeżeli chodzi o antycypowanie kryzysów z użyciem innych narzędzi, innych technik, innych sposobów.

I muszę powiedzieć, że ochrona funduszy emerytalnych w tej materii powinna być przedmiotem naszej szczególnej troski i powinniśmy pamiętać także o tych pojedynczych sygnałach, które pojawiają się już w chwili obecnej, a nawet o przenoszeniu indywidualnymi decyzjami części zasobów emerytalnych, np. poprzez ich lokowanie w kryptowalutach. Według mojej oceny musimy mieć więcej wyobraźni i szybciej wyprzedzać sytuacje kryzysowe, które mogą się zdarzyć.

(Încheierea intervențiilor la cerere)

Valdis Dombrovskis, Vice-President of the Commission. – Mr President, we have done important work to make the derivatives market safe and efficient, and this file continues our work. I would like to use this opportunity to thank the European Parliament, and in particular the rapporteur, Mr Werner Langen, and the shadow rapporteurs, but also the Committee Chair, Mr Roberto Gualtieri, for their excellent work on this file.

I very much look forward to working further on this file and I would finish by reiterating the hope expressed by Werner Langen that we will be able to conclude this file after a few rounds within the Austrian Presidency.

Werner Langen, Berichterstatter. – Herr Präsident! Ich möchte ebenfalls allen Rednern für ihre positiven Beiträge danken. Mit der Kommission und den Mitarbeitern haben wir seit 2010 die Debatte geführt. Sie war intensiv, sie war kontrovers, sie war mehr oder weniger der Benchmark, die europäische Regelung weltweit. Und wir sind jetzt, nach den Erfahrungen von fünf Jahren, in der Lage, das anzupassen. Das ist eigentlich der richtige Weg, um Kosten zu sparen, wie der Kommissar gesagt hat, um Vereinfachung zu erreichen, Bürokratie abzubauen und die Risikobewertung für kleinere Marktteilnehmer neu zu gewichten. Das ist die Hauptsache.

Das zweite wichtige Thema sind die Pensionsfonds. Ich habe nochmal nachgeschaut: Den größten Anteil an OTC-Derivaten haben die Pensionsfonds in Italien mit 1,8 Billionen Euro, dann kommen die Niederlande mit 1,2 Billionen und dann mehrere andere Mitgliedstaaten mit kleineren Beträgen. Insgesamt hat die Kommission ja Vorschläge gemacht, nicht nur im Rahmen des REFIT-Programms, sondern auch zur *location policy* – der Bericht von Frau Hübner, der bereits in den Verhandlungen ist –, und wir haben die Aufsicht verstärkt durch den Vorschlag, die ESMA stärker zu beteiligen und die EZB dort einzubeziehen.

Ein geschlossenes Paket, von dem ich hoffe, dass wir es relativ schnell zu Ende bringen können, damit keine Übergangszeiten ohne Regelung entstehen, wie der Kollege Ježek gesagt hat. Insofern möchte ich mich ausdrücklich bedanken. Ich glaube, es ist und war richtig, dass wir ein so wichtiges Thema der Finanzmarktregulierung nicht nur im Ausschuss, sondern auch im Plenum debattieren und im Endeffekt darüber abstimmen, sodass jeder Kollege die Möglichkeit hat, sich durch die internen Beratungen zu informieren und zu beteiligen. Vielen Dank an alle!

Președintele. – Dezbateră a fost închisă.

Votul va avea loc marți, 12 iunie 2018.

16. Gemeinsame Vorschriften für die Zivilluftfahrt und Agentur der Europäischen Union für Flugsicherheit (Aussprache)

Președintele. – Următorul punct de pe ordinea de zi este dezbateră privind raportul lui Marian-Jean Marinescu, în numele Comisiei pentru transport și turism, referitor la propunerea de regulament al Parlamentului European și al Consiliului privind normele comune în domeniul aviației civile și de înființare a Agenției Uniunii Europene pentru Siguranța Aviației, precum și de abrogare a Regulamentului (CE) nr. 216/2008 al Parlamentului European și al Consiliului (COM(2015)0613 - C8-0389/2015 - 2015/0277(COD)) (A8-0364/2018).

Marian-Jean Marinescu, Rapporteur. – Domnule președinte, doamna comisar, stimați colegi, discutăm astăzi despre un regulament extrem de important pentru industria aviației, un regulament care stabilește toate normele de certificare pentru toate categoriile pe care le are în domeniul de aplicare. Cred că rezultatul negocierilor este echilibrat, ține cont atât de pasageri, cât și de toate componentele industriei: transportatori, producători, muncitori, personal, management de trafic, administrație. Se propun reguli pentru asigurarea siguranței aeriene, dar și pentru asigurarea flexibilității necesare în producția de avioane și echipamente, necesară în contextul progresului rapid al tehnologiilor.

Regulamentul se referă pentru prima dată la toate componentele industriei, simplificând în acest fel activitatea administrației și a beneficiarilor. Se precizează foarte clar competențele AESA și competențele autorităților naționale. Elaborarea specificațiilor de certificare se bazează pe principiul evaluării nivelului de risc. DG MOVE este obligată să updateze toată legislația secundară, datorită acestui principiu, într-o perioadă de cinci ani. Acest principiu va permite, de exemplu, adaptarea normelor la diversele categorii de avioane în funcție de complexitate și utilitate și va permite zborul *cross-border* al avioanelor de mici dimensiuni. Se introduc în premieră reguli referitoare la securitate și, în special, la securitatea cibernetică. Este inclus, de asemenea, un mecanism european de avertizare pentru survolarea zonelor de conflict. Se asigură libertatea de decizie a beneficiarilor privind autoritatea de certificare și, în același timp, posibilitatea transferului de responsabilitate în cazul în care activitatea unei autorități pune în pericol siguranța pasagerilor.

Comisia are o responsabilitate viitoare destul de importantă în elaborarea legislației secundare, care acoperă aspecte extrem de importante pentru siguranța pasagerilor și dezvoltarea industriei, accesul rapid la datele de zbor în cazul zborurilor în dificultate, asigurarea controlului de trafic în cazul întreruperilor neprevăzute, integrarea în traficul aerian a aparatelor de zbor fără pilot. Acest ultim punct este extrem de important. Industria dronelor se dezvoltă foarte mult în ultima perioadă. Este nevoie de norme pentru asigurarea nu numai a siguranței zborurilor, dar și a vieții private și a securității. Este evident că, în perioada următoare, numărul mare de drone și numărul de aplicații pentru aceste drone vor crea destul de multe probleme din acest punct de vedere și este nevoie de niște reguli foarte clare în această direcție.

Parlamentul așteaptă oricum cu mare interes această legislație secundară. Vreau să mulțumesc raportorilor din umbră, raportorilor grupurilor politice, pentru că am lucrat foarte bine împreună. Mulțumesc și doamnei comisar pentru sprijinul acordat și mulțumesc președinției Estoniei pentru efortul mare pe care l-a făcut pentru a ajunge la acest acord.

Violeta Bulc, *Member of the Commission*. – Mr President, I would like to thank you for all the work that you have put into this file and for the continued support of Parliament, especially Mr Marinescu and his colleagues from the Committee on Transport and Tourism (TRAN), for the Commission's proposal.

Parliament has played a major role in these negotiations. Now it is for plenary to confirm the compromise text that has been reached with Council last December. This will contribute to our common strategic objective of achieving a deeper and fairer internal market while fostering innovation, with a strong positive impact on jobs and growth.

A safe and competitive European aviation industry needs an effective and balanced legislation such as the one which you will vote on tomorrow. This new regulation is also a centrepiece of the Commission's 2015 aviation strategy for Europe, ensuring safe, secure and environmentally-friendly aviation for EU citizens. It does so through a better use of resources, the enforcement of risk- and performance-based requirements, and by eliminating unnecessary administrative burdens.

In practical terms, we are changing the certification process to be more tuned in for innovation, which means shortening time-to-market and keeping our industry more competitive. This regulation closes the existing gap in the regulatory system and introduces effective, cooperative safety management processes. Importantly, it includes a system of pooling and sharing of resources between the Member States and EASA and establishes better governance for our aviation agency.

Allow me to underline other key benefits of the new regulation. It takes into account new technologies and market developments to ensure that they are efficiently integrated into the aviation system as well as subject to effective and proportionate oversights. This is in particular the case for the safe operation of drones, with new provisions regarding registration of drones and drones' operations. I wish to thank again Parliament, and particularly Mr Marinescu, for the strong support on this important topic. It is worth pointing out that we are going to get, for the first time EU-wide, a regulatory framework for drones.

This regulation also takes into account the interdependencies between aviation safety and aviation security. In the future, EASA will play a role in aviation security, including cybersecurity, and contribute upon request with its expertise to the implementation of rules in this area.

Another very important point for Parliament was the establishment of an oversight support mechanism. This objective has been achieved. This new mechanism will represent an important instrument for a high and uniform aviation safety in Europe.

Let me finally mention that the Commission has prepared a declaration concerning the Global Navigation Satellite System (GNSS), as previously announced during the negotiations. The declaration should be attached to the plenary minutes and transmitted to the Council.

With your positive vote tomorrow, the new EASA Regulation could enter into force in the second half of this year. The Commission is ready for this and has already started to prepare the implementation of this new regulation.

Commission Statement

(in writing)

In the view of the Commission, services consisting of the emission of signals by satellites of core constellations of global navigation satellite systems (GNSS), such as the system established under the Galileo programme and other similar systems, are as such not to be considered as air traffic management and air navigation services (ATM/ANS) as defined in Article 3, read in conjunction with the corresponding recital, of new Regulation of the European Parliament and of the Council on common rules in the field of civil aviation and establishing a European Union Aviation Safety Agency and repealing Regulation (EC) No 216/2008 of the European Parliament and of the Council. This view is based, in particular, on the fact that those signals are not primarily or exclusively emitted for the purpose of air navigation, but are used for that purpose only through services that augment those signals, which are expressly covered by the definition of ATM/ANS.

Wim van de Camp, *namens de PPE-Fractie*. – Voorzitter, ik dank de rapporteur en de commissaris voor de inleidende opmerkingen. Maar ik denk dat een speciaal woord van dank vandaag past aan mijn partijgenoot Marian Marinescu. Dit was een heel pittig dossier en hij heeft met de schaduwrapporteurs verschillende moeilijke discussies tot een goed einde gebracht.

Veiligheid in de luchtvaart is een van de belangrijkste thema's die het Europees Parlement hier vandaag kan behandelen. Op 17 mei ben ik zelf, samen met collega Marinescu en andere EP-leden, nog op bezoek geweest bij EASA in Keulen. Ik ben onder de indruk van de huidige taakopvatting van het agentschap en meer nog van de taken die het in de toekomst zal krijgen.

EASA heeft ook internationaal een hele goede naam. Het gaat immers niet alleen om de EU maar ook om de relaties met de VS, China en Zuid-Amerika inzake luchtvaartveiligheid. Ik denk dat wij als Europees Parlement trots mogen zijn dat wij een dergelijk agentschap hebben.

Nu komt er een taakuitbreiding. Het zal niet alleen meer gaan over vliegtuigen en certificering, maar ook over drones en binnenkort ook over de apparatuur op vliegvelden. Dat zijn allemaal onderwerpen die de luchtvaartveiligheid compleet maken.

Interessant wordt natuurlijk de vraag: "Blijft het Verenigd Koninkrijk of niet?". Het VK kan natuurlijk niet alleen doorgaan met luchtvaartveiligheid. We zullen dus moeten zien hoe een en ander zich ontwikkelt. Dank u zeer.

Gabriele Preuß, *im Namen der S&D-Fraktion*. – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Sie alle fliegen als Mitglieder dieses Hauses wahrscheinlich deutlich häufiger als der EU- Durchschnittsbürger. Haben Sie sich aber schon einmal Gedanken darüber gemacht, wie fit und gesund beziehungsweise ausgeruht Pilot und Crew sind? Wie viele Flugstunden der Pilot vorweisen kann oder ob er die Kosten seiner Ausbildung noch abfliegen muss, egal ob er müde oder krank ist? Dass wir heute entspannter als je zuvor ins Flugzeug steigen, hat auch damit zu tun, dass es nie so sicher war zu fliegen wie heute. Und nirgendwo ist es sicherer als hier bei uns in der EU.

Daher lohnt es sich, ab und zu hinter die Kulissen zu schauen und sich immer wieder klarzumachen, dass das Niveau an Sicherheit und Service, welches wir genießen, keine Selbstverständlichkeit ist. In der Luftfahrt setzt sich mit einiger Verzögerung zunehmend etwas durch, das wir aus anderen Verkehrssektoren wie Schifffahrt und Straßentransport kennen: Profitmacherei auf Kosten der Arbeitnehmer. Das führt langfristig immer zu schlechteren Dienstleistungen, und – davon sind wir überzeugt – das ist nicht gut für die Sicherheit. Denn Sicherheit ist eine schwierige und detailreiche Arbeit, nicht nur im technischen Bereich. Wer im Bereich Flugsicherheit tätig ist, muss seine Aufgaben frei von unternehmerischem Druck ausüben können, muss optimal aus- und fortgebildet werden und selbstverständlich alle wichtigen Informationen erhalten.

Um dem besorgniserregenden Trend des Sozialdumpings entgegenzutreten, haben wir den Artikel 76a der neuen EASA-Verordnung durchgesetzt. Die EASA wird nun die Möglichkeit haben, sich windige Geschäftskonstruktionen, in denen keiner mehr nachvollziehen kann, wer eigentlich zuständig ist, unter dem Aspekt der eindeutigen Verantwortlichkeit anzuschauen. Das gleiche gilt für Beschäftigungsmodelle, bei denen Piloten quasi dazu gedrängt werden, permanent zu fliegen und auf Teufel komm raus die Kosten zu senken. Darüber hinaus bin ich davon überzeugt, dass wir die richtigen Weichen für unsere Luftfahrt gestellt haben. Wir brauchen mehr internationale Präsenz der EASA, um die Sicherheit weltweit zu verbessern.

Es waren wirklich denkwürdige Verhandlungen, die wir geführt haben, und daher möchte ich Herrn Marinescu als Berichterstatter und der Kommission ganz herzlich danken, dass wir so einen ausgewogenen Bericht zur Abstimmung stellen.

Mark Demesmaeker, *namens de ECR-Fractie*. – Collega's, we nemen hier niet alleen een beslissing voor de ontwerpers, de producenten en de operatoren van luchtvaartuigen, maar voor alle Europese burgers.

De zomervakantie staat voor de deur. Vele vakantiegangers stappen binnenkort weer op het vliegtuig richting hun favoriete reisbestemming en die willen dat op een veilige en comfortabele manier doen. Misschien gaan anderen deze zomer wel over tot de aankoop van hun eerste drone of zorgt een Europese ondernemer voor de volgende innovatie in de sector.

Steeds meer mensen raken betrokken bij de luchtvaart en de cijfers tonen dat ook. In 2035 zullen 14,4 miljoen passagiersvluchten worden uitgevoerd in Europa. Dat is 50 % meer dan in 2012. Die steile vlucht zien we ook in de drone-sector, die de komende twintig jaar 100 000 jobs zal creëren.

Een goede zaak voor de economie, de werkgelegenheid en de concurrentiekracht van de Europese Unie. Maar laten we natuurlijk ook de veiligheid van de passagiers en de impact op de mens en het milieu niet uit het oog verliezen.

Vandaag zetten we alvast een belangrijke stap in de goede richting. We omarmen beloftevolle innovaties, maar zorgen ook voor het noodzakelijke veiligheidskader. Proportionaliteit, minder administratieve rompslomp en realiteitszin staan daarbij centraal. Op die manier faciliteren we innovatieve ideeën en besparen we de recreatieve luchtvaart een hoop kopzorgen.

Daarnaast zorgen we inderdaad ook voor specifieke regels voor drones. Een essentiële stap om deze onbemande toestellen op een veilige manier in ons luchtruim te integreren. Net zoals voor andere toestellen zullen producenten en operatoren in de toekomst aandacht moeten hebben voor veiligheid, privacy en bescherming van persoonsgegevens. Een maatregel die zowel de gebruikers van drones als de mensen op de grond ten goede komt.

Tot slot vraag ik het Europees Agentschap voor de veiligheid van de luchtvaart om zijn goede werking voort te zetten en zijn nieuwe takenpakket plichtsbewust uit te voeren.

Matthijs van Miltenburg, *namens de ALDE-Fractie*. – Voorzitter, Europa bereikt weer een nieuwe mijlpaal om vliegen nog veiliger te maken: met nieuwe Europese regels voor het gebruik en de registratie van drones, met nieuwe kansen om de specifieke kennis van luchtvaartinspecteurs overal in Europa in te zetten, en met nieuwe taken voor het Agentschap voor de veiligheid van de luchtvaart (EASA), om in te kunnen grijpen als de veiligheid van de luchtvaart in het geding is.

Maar nieuwe regels, nieuwe kansen en nieuwe taken vragen om samenwerking tussen EASA en verschillende autoriteiten in de Europese lidstaten. Zo ben ik verheugd dat er een Europees systeem komt om Europese luchtvaartmaatschappijen te waarschuwen voor gevaarlijke vliegroutes. Rampen als die met vlucht MH17 kunnen op die manier in de toekomst mogelijk worden voorkomen. Maar dat vergt een goed samenspel tussen nationale inlichtingendiensten, luchtvaartautoriteiten, de Europese Commissie en EASA. Inlichtingendiensten gaan informatie verzamelen en delen over risico's bij het vliegen over conflictgebieden. Gezamenlijke risicoanalyses worden opgesteld, zodat EASA de Europese luchtvaartsector tijdig kan waarschuwen voor gevaar.

Voorzitter, dat vraagt om onderling vertrouwen en samenwerking. Dat vergt dat papieren regels worden omgezet in werkbare oplossingen. Ik roep de lidstaten dan ook op om eensgezind en krachtig samen te gaan werken met EASA en de Europese Commissie.

Morgen brengen we de nieuwe EASA-verordening in stemming, maar de veiligheid vraagt vandaag en elke komende dag om actie. Want met de veiligheid van passagiers mag niet gesold worden. Nooit.

Karima Delli, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, merci Madame la Commissaire et merci à notre rapporteur, M. Marinescu. Parfois, ce n'est pas facile de trouver des accords, mais nous y sommes arrivés.

Je dois vous dire que nous avons en Europe l'un des espaces aériens les plus performants du monde en matière de sécurité et c'est grâce à l'EASA, c'est grâce à l'harmonisation européenne des normes de l'aviation civile, que nous avons aujourd'hui ce ciel unique européen.

Mais l'aérien est un secteur qui est en pleine mutation et qui doit s'adapter. D'un côté, des mutations technologiques, avec l'arrivée en masse des drones. Il est vrai que nous – les Verts – avons demandé un contrôle des drones dès 250 grammes, une immatriculation européenne et un permis de conduire pour tous les utilisateurs. Nous avons eu moins, mais les catégories de drones les plus dangereuses semblent au moins bien encadrées.

Nous resterons quand même très vigilants sur les actes délégués à venir et les retours d'expérience du programme U-space mené par SESAR, pour bien comprendre comment le trafic aérien des drones peut être géré d'une manière qui soit à 100 % sûre et sans nuisance.

De l'autre côté, l'aérien vit des mutations sociales. Ce secteur est très exposé aux emplois précaires dans des modèles comme les low-cost ou certaines compagnies régulières. Nous dénonçons depuis longtemps certaines pratiques autorisées en Europe, comme les contrats zéro heure, le «pay-to-fly» ou les statuts de faux indépendants. La législation, enfin, fait le lien entre sécurité et conditions sociales des travailleurs de l'aérien pour que plus jamais un drame comme celui de la Germanwings ne puisse arriver.

Enfin, nous vivons aussi une accélération du trafic: + 50 % d'ici 2030, x 3 d'ici 2050, les prévisions montrent une accélération du secteur complètement incompatible avec les accords sur le climat et c'est là où l'EASA a une plus-value, puisqu'elle a des compétences environnementales, pour que des progrès soient faits en matière d'allègement des matériaux, d'utilisation d'hydrocarbures et d'électrification des sols. C'est pourquoi nous voterons demain en faveur de votre rapport, M. Marinescu.

Merja Kyllönen, *on behalf of the GUE/NGL Group*. – Mr Chairman, dear colleagues, my greatest thanks to my dear colleague, Marian-Jean Marinescu. It was tough, but there was very good cooperation with all of us shadow rapporteurs. I like that we find stricter social, physical and psychological health standards for the personnel and that we have also included environmental and climate protection in the annexes to this regulation, as are social standards. Ground handling could be stricter, but it's a compromise. Regarding higher civil risk with drone operations, it is very important that we use this time for this area. I'm totally happy to support this work which we are doing together.

Daniela Aiuto, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, innanzitutto volevo ringraziare l'onorevole Marinescu per l'impegno profuso per portare avanti questo impegnativo dossier.

Noi accogliamo con favore molti aspetti positivi contenuti all'interno del testo, relativi alle procedure di certificazione dei requisiti di aeronavigabilità, delle condizioni di volo, della sicurezza, delle componenti, dei requisiti ambientali e degli aeroporti. Assolutamente importante è anche la previsione di licenze per i piloti e i controllori del traffico aereo e di attestati per gli equipaggi di cabina con relativa idoneità sanitaria.

Per la prima volta avremo un quadro regolatorio europeo per le norme sui droni, assolutamente necessario e impellente. Sicuramente ci sono un po' di perplessità, perché ci sarà un impegno notevole per rendere performante un ente unico che accentra poteri e competenze. Quindi su questo noi monitoreremo, così come monitoreremo con attenzione anche sul rilascio dei numerosi atti implementativi, che in un settore così delicato come quello della sicurezza aerea potranno fare la differenza in positivo o in negativo.

Λάμπρος Φουντούλης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, χιλιάδες πτήσεις πραγματοποιούνται καθημερινά στον ουρανό των κρατών μελών της Ενώσεως με εκατομμύρια επιβάτες. Η σημασία των πτήσεων αυτών, είτε επιβατικών είτε εμπορικών, για τις οικονομίες των χωρών είναι τεράστια και φυσικά αναντικατάστατη. Πρέπει όμως να διασφαλίσουμε ότι όλες αυτές οι διαδρομές θα γίνονται με το μέγιστο δυνατό επίπεδο ασφαλείας τόσο για τους επιβάτες όσο και για τα πληρώματα των αεροσκαφών.

Πρέπει να τονίσω πως είμαι ξεκάθαρα υπέρ του συντονισμού των διαφόρων υπηρεσιών πολιτικής αεροπορίας των κρατών, καθώς ο συντονισμός αυτός μπορεί να σώσει ζωές. Συνεπώς βλέπω θετικά την ίδρυση ενός πανευρωπαϊκού οργανισμού που θα συντονίζει τους αντίστοιχους εθνικούς. Όμως αυτός θα πρέπει να έχει καθαρά συντονιστικό ρόλο και σε καμία περίπτωση δεν θα πρέπει να είναι αρμόδιος για τον ίδιο τον έλεγχο των εναέριων χώρων, καθώς αυτοί αποτελούν τμήμα της επικράτειας του κάθε κράτους μέλους και η παραχώρηση του ελέγχου συνιστά ξεκάθαρη παραχώρηση εθνικής κυριαρχίας. Ειδικά δε σε περιπτώσεις όπως η Ελλάδα, όπου η Τουρκία αμφισβητεί την κυριαρχία της χώρας μου, η παραχώρηση του ελέγχου θα οδηγούσε μαθηματικά σε απώλεια εθνικής επικράτειας.

Τέλος, σχετικά με τα μη επανδρωμένα αεροσκάφη: αν και είναι γεγονός πως πρέπει να δημιουργηθεί ένα ρυθμιστικό πλαίσιο, εντούτοις το προτεινόμενο πλαίσιο είναι εκτός πραγματικότητας, γιατί τα drones δεν είναι μόνο παιχνίδια και εργαλεία, αλλά και πολεμικές μηχανές.

Elżbieta Katarzyna Łukacijewska (PPE). – Panie Przewodniczący! Jak pokazują prognozy, w przeciągu najbliższych 20 lat ruch powietrzny zwiększy się o 50 procent w stosunku do dzisiejszego poziomu. Dlatego oczywiście nadrzędnym celem staje się bezpieczeństwo pasażerów, którego nie można zwiększyć bez inwestycji w innowacje i nowe technologie. Nie da się osiągnąć długotrwałego postępu, nie biorąc pod uwagę megatrendów w branży rozwoju technologii dronów, współpracy z sektorem kosmicznym czy satelitarnymi systemami nawigacji. Kluczowe jest zapewnienie firmom właściwych warunków do prowadzenia dalszych badań w zakresie innowacji oraz udoskonalenia istniejących już technologii.

Dlatego z zadowoleniem przyjmuję zapisy dotyczące współpracy z przemysłem w tej dziedzinie. Ważne jest, że w sprawozdaniu znalazły się przepisy udoskonalające przeloty nad strefami konfliktów zbrojnych oraz że ustanowiono ramy prawne w odniesieniu do bezpiecznego korzystania z dronów. Jasne przepisy pozwolą firmom zaangażowanym w produkcję dronów spokojnie przygotowywać strategie i plany rozwoju na najbliższe lata, a, jak wskazują dane, tylko w tym sektorze będzie zatrudnionych w przyszłości około 100 tysięcy osób.

Propozycje, o której dzisiaj mówimy, przewidują lepsze wykorzystanie dostępnych zasobów, lepszą certyfikację, a także, co bardzo ważne, zwiększenie konkurencyjności europejskiego sektora lotniczego. Z pewnością niełatwo było pogodzić wszystkie oczekiwania, a zwłaszcza zwiększenie bezpieczeństwa pasażerów z ochroną danych osobowych. Dlatego tym bardziej gratuluję posłowi sprawozdawcy, a także wszystkim osobom, które prowadziły to dossier i przyczyniły się do uzyskania jak najlepszych propozycji i rozwiązań.

Isabella De Monte (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissario, finalmente dopo due anni di negoziati abbiamo l'opportunità di votare questo importante regolamento. La sicurezza nel campo dell'aviazione è di vitale importanza.

Mantenere sempre aggiornata la lista nera delle compagnie aeree però non basta. Evitare che le stesse possano volare nei cieli europei grazie al *wet lease* è una vera vittoria. Anche le condizioni dei piloti e dei membri dell'equipaggio di alcune compagnie *low cost* possono influire sulla sicurezza del volo e per questo motivo ritengo importante che tali aspetti vengano presi in considerazione.

Infine, mi compiaccio del nuovo ruolo dell'agenzia e della possibilità della stessa di aprire uffici regionali in paesi terzi per fornire sostegno alle attività di certificazione e per lavorare su aspetti tecnici. Questo nuovo ruolo internazionale aiuterà a promuovere l'industria europea dell'aviazione e gli altri standard europei in materia di sicurezza.

Gesine Meissner (ALDE). – Herr Präsident, Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Wenn wir morgen darüber abstimmen – und wir sollten alle dafür sein –, dann haben wir eine gute neue Regelung für die Sicherheit in Europas Luftraum. Die EASA hat vorher schon sehr gute Arbeit geleistet und hat jetzt eben wirklich eine aktualisierte Aufgabe bekommen, die auch noch teilweise erweitert ist.

Ich möchte nur mal fünf Punkte benennen. Das eine ist – das ist nur eine Kleinigkeit, die war mir aber wichtig –, dass man durchaus eben auch im Annex Ausnahmen hat: bei Einsitzern bis 300 Kilogramm, bei Zweisitzern bis 450 Kilogramm, damit eben teilweise auch die bürokratische Belastung geringer ist.

Wichtig ist aber vor allen Dingen: Wir haben eine Regulierung für Drohnen – das ist ganz entscheidend. Es gibt immer mehr unbemannte Flugobjekte, die müssen jetzt registriert sein. Das muss also national ausgetauscht sein, es muss digital verfügbar sein – sehr, sehr wichtig. Wir versuchen, die bürokratischen Belastungen zu reduzieren, das ist eine kleine Sache.

Weiter ist aber ganz wichtig, dass die militärischen Überflugzonen geregelt sind. Und mir als Deutscher ganz wichtig nach dem Absturz der Germanwings-Maschine: Es kann nicht sein, dass ein Pilot lebensmüde ist und andere Leute in den Tod reißt. Auch dafür haben wir jetzt Dinge vorgesehen, die in Zukunft etwas in dieser Richtung verhindern können. Und darum freue ich mich auf die Abstimmung morgen, die positiv sein wird.

João Pimenta Lopes (GUE/NGL). – Senhor Presidente, a complexidade e o alcance do Regulamento não alteram, antes prosseguem os objetivos de sempre: o estabelecimento de um maior grau de harmonização das regras comuns do domínio da aviação ao nível da UE, o aprofundamento do céu único europeu, o agravamento da liberalização do sector do transporte e navegação aérea, com consequentes fenómenos de concentração.

Uma liberalização que, em nome da rentabilidade financeira, tem posto em causa direitos laborais, promovendo a precarização generalizada das relações laborais no sector, mas que tem aberto portas também para a degradação da qualidade dos serviços e até dos níveis de segurança de operação e manutenção.

Nessa estratégia, integra-se a Agência Europeia de Segurança na Aviação, um símbolo do assalto à soberania estratégica dos povos, com a transferência de competências dos Estados para a União Europeia. O que se deve aprofundar e desenvolver é a cooperação entre Estados através das suas autoridades nacionais, salvaguardando a soberania de cada país e o respeito pelos direitos dos trabalhadores e dos utentes de serviços.

Alojz Peterle (PPE). – Spoštovana gospa komisarka, dragi kolegi, jaz pozdravljam rezultat trialoga z velikim veseljem tudi v imenu mojih kolegov pilotov, ki so veseli, da je zakonodaja bila – oziroma, da je evropska zveza pozorna na njihove potrebe, na razvoj.

V tem smislu je prišlo do pomembne prilagoditve in dvig maksimalne vzletne mase za ultralahka letala pomeni resnično korak naprej in to pomeni tudi nove obete za razvoj tega zelo hitro razvijajočega se sektorja evropskega letalstva, tudi kar zadeva inovacije.

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΠΑΠΑΔΗΜΟΥΛΗΣ

Αντιπρόεδρος

Janusz Zemke (S&D). – Panie Przewodniczący! Dzisiejsza dyskusja dotyczy przepisów, które mają nam zapewnić bezpieczeństwo za 15 lat. Rozmawiamy tu zatem o wyzwaniach, jakie wystąpią w przyszłości. Najważniejsze wyzwanie, przed którym staniemy, to duży przyrost ruchu lotniczego. Przewiduje się, że za 15 lat w skali roku będziemy mieli aż 15 milionów lotów. To będzie oznaczało ogrom nowych problemów.

Jednak w tym rozporządzeniu porusza się też dwie inne kwestie, które budzą moje zastrzeżenia, bo wydaje mi się, że propozycje są tu zbyt ogólnikowe. Pierwszy problem to narastające ryzyko kolizji samolotów z bezzałogowymi statkami powietrznymi. Podkreślę jeszcze raz: propozycje w tej materii są chyba jednak zbyt ogólnikowe. Drugi problem, o którym jest jeszcze mniej w tym akcie, to konieczność zwiększenia odporności na możliwość ataków cybernetycznych. Te ataki będą i trzeba się na to przygotować.

Jaromír Kohlíček (GUE/NGL). – Pane předsedající, civilní letecký provoz zemí Evropské unie a USA tvoří v současné době více než 60 % světového civilního letectví. Agentura EASA poměrně spolehlivě plní úkoly, kvůli kterým byla vytvořena. Je logické, že v průběhu let se v leteckém průmyslu objevily nové jevy a že v době, kdy se dynamicky rozvíjí letecká doprava, je nezbytné, aby na stav reagovaly i nové úkoly agentury.

Tato novelizace zahrnuje např. novou kapitolu týkající se řízení bezpečnosti letectví. Pro rozvoj lehkých letadel, tedy ultralightů a LSA, je pozitivním momentem kompromis dosažený u jejich parametrů. Přesto věřím, že dříve nebo později přejdeme k jiným definicím užitečného zatížení. Již řadu let probíhají bouřlivé diskuse na téma definice pro činnosti leteckých modelářů na jedné straně a na straně druhé regulace v oboru bezpilotních letadel, takzvaných dronů.

Současný tvar nařízení považuji za dobrý kompromis. Jako u každého kompromisu ovšem samozřejmě vidím možnosti zlepšení. Přesto budu hlasovat pro jeho přijetí v předkládané formě bez zásadních změn.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE). – Κύριε Πρόεδρε, χαιρετίζουμε την ίδρυση Οργανισμού Αεροπορικής Ασφάλειας της Ευρωπαϊκής Ένωσης και στηρίζουμε τη δέσμη μέτρων για ισχυροποίηση της ασφάλειας των αεροπορικών μεταφορών. Ως προς τούτο οφείλουμε εύφημη μνεία εις τον αγαπητό συνάδελφο Marian-Jean Marinescu, ο οποίος πραγματικά δημιούργησε αυτό το πολύ ορθό και ισχυρό πλαίσιο. Όπως ορθά τόνισε και εκείνος, θέλουμε ισχυροποιημένη αεροπορική ασφάλεια των αεροπορικών μεταφορών.

Μέσα σε αυτό το πνεύμα όμως οφείλω να τονίσω ότι υπάρχει μία χώρα, η Τουρκία, η οποία συνεχίζει να παραβιάζει τους διεθνείς κανόνες αεροπλοΐας σε βαθμό που πραγματικά δημιουργεί προβλήματα και για την ασφάλεια. Οφείλω να επισημάνω στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο αλλά και στην Ευρωπαϊκή Επιτροπή ότι η Τουρκία με πολιτικά και πολεμικά αεροσκάφη παραβιάζει διαρκώς τον εναέριο χώρο και το FIR της Κυπριακής Δημοκρατίας. Οφείλω να τονίσω στον υπερθετικό βαθμό ότι τουρκικές αεροπορικές εταιρείες συνεχίζουν να βρίσκονται παράνομα στο παράνομο αεροδρόμιο της Τύμπου, να το χρησιμοποιούν και να μην εφαρμόζουν κανέναν κανόνα αεροπλοΐας με ό,τι αυτό συνεπάγεται για την ασφάλεια.

Πέραν τούτου πρέπει να υπογραμμιστεί ότι η Τουρκία παραβιάζει συλλήβδην όλους αυτούς τους κανόνες που εμείς θέλουμε να θωρακίσουμε. Κυρία Επίτροπε, γνωρίζετε πολύ καλά ότι η Τουρκία δεν εφάρμοσε και δεν υλοποίησε το Πρωτόκολλο της Αγκυρας και αυτή τη στιγμή απαγορεύει σε ευρωπαϊκά αεροσκάφη, αεροσκάφη της Κυπριακής Δημοκρατίας, να διέρχονται από τον εναέριο χώρο της Τουρκίας, καθώς και πλοία με κυπριακή σημαία, με ευρωπαϊκή σημαία, να προσαράζουν στα τουρκικά λιμάνια. Αυτό είναι απαράδεκτο και αναμένουμε από εσάς μια ξεκάθαρη απάντηση. Μέσα σε αυτά τα πλαίσια τι θα κάνει η Ευρωπαϊκή Επιτροπή για να επιλυθεί αυτό το ζήτημα και να δοθούν πραγματικές απαντήσεις όσον αφορά την Τουρκία;

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, doamnă comisar, stimați colegi, eu cred că am avut o propunere necesară din partea Comisiei, propunerea unui nou regulament. Vreau să-l felicit și eu pe raportor și pe raportori și pe toți colegii din TRAN care și-au adus contribuția. Cred că se înregistrează această propunere de regulament și acest raport pe care mâine îl vom vota – sunt sigură că va trece la vot – în strategia de îmbunătățire a competitivității sectorului aviației al Uniunii Europene.

Am citit cu atenție propunerea Comisiei și raportul. S-a ținut cont de toate părțile interesate. Comisia a prezentat un rezultat al consultării. Cred că s-au atins toate subiectele. Consider că este necesar să avem un sistem de certificare și de supraveghere unic în Uniunea Europeană.

Este foarte important, doamna comisar, ce veți face, agenția vă sprijină în monitorizarea aplicării acestui regulament în statele membre și cred că aici este cheia succesului acestui regulament. De asemenea, așa cum spunea și domnul Marinescu, raportorul, este foarte important cu ce veniți, cu legislația ulterioară, pentru că regulamentul trebuie să răspundă la două lucruri extrem de importante: siguranța pasagerilor și protecția mediului.

Claudia Schmidt (PPE). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Vor zehn Jahren haben wir nicht gewusst, was ein Smartphone alles kann. Wir haben nicht gewusst, dass die Flüchtlinge sich auf Flüchtlingsrouten damit verständigen. Wir haben nicht geahnt, dass sechs nordafrikanische Diktaturen wegen dieses Smartphones fallen, und wir haben nicht gewusst, dass wir ein Drittel unserer Wachzeit mit diesem Telefon verbringen.

Warum sage ich das? Wir beschließen morgen eine Gesetzgebung für Drohnen. Drohnen werden ein *game changer* sein. Wir wissen nicht, wie sich die Geschichte mit den Drohnen entwickeln wird, aber wir haben einen mutigen Schritt getan – und das sage ich ganz bewusst, wo ich doch sonst öfter mal etwas kritisiere, was im legislativen Bereich ist: Wir beschließen morgen eine einheitliche europäische Zulassung für die Drohnen, und wir beschließen auch, dass die Drohnenführer eine einheitliche europäische Ausbildung haben. Das ist wunderbar. Und wir geben den Mitgliedstaaten die Möglichkeit, subsidiär zu agieren – die entscheiden nämlich, wann, wieso, wo diese Drohnen dann auch fliegen dürfen und wer das Ganze kontrolliert.

Das ist eine Vorgangsweise, die wirklich wichtig ist für alle Europäer und auch für das Ansehen Europas in der ganzen Welt. Ich begrüße das außerordentlich und freue mich – denn so muss Europa!

Διαδικασία «Catch-the-Eye»

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Panie Przewodniczący! Przedmiotem mojego zainteresowania czy też troski jest bezpieczeństwo. Bezpieczeństwo nie tylko tych, którzy latają, ale także tych, którzy na ziemi mogą być przedmiotem ataków ze strony właśnie pojazdów latających.

Przypomnę, że cztery lata temu, będąc zwolennikiem tworzenia centralnego rejestru pasażerów, byłem, z pewną grupą oczywiście, w mniejszości. Ataki terrorystyczne zmieniły te proporcje. Trzy lata temu udało mi się przekonać Podkomisję Bezpieczeństwa i Obrony, aby objęła swoimi kompetencjami także systemy satelitarne Galileo i Copernicus. Także wówczas postulowałem zmianę kryteriów wagowych, jeżeli chodzi o drony.

Dziś mogę powiedzieć z dużą satysfakcją, że wiele tych elementów, które były przedmiotem naszej troski, zostało w sprawozdaniu kolegi Marinescu uwzględnionych, ale chcę dopowiedzieć – jesteśmy 5 lat spóźnieni, jeżeli chodzi o regulacje europejskie. Musimy zwracać uwagę na konieczność rozwijania systemów identyfikacji obiektów latających, zwłaszcza tych małych, ale także rozwijać możliwości ich neutralizacji. To dziś jest podstawowe wyzwanie instytucji europejskich.

(Λήξη της διαδικασίας «Catch-the-Eye»)

Violeta Bulc, *Member of the Commission*. – Mr President, I would like to thank honourable Members for this very positive and engaging debate. I have taken good note of your comments. I believe that we have a common understanding in considering this compromise as the right answer to the need to maintain a high level of civil aviation safety under the current challenges of growing traffic, while ensuring the competitiveness of European aviation.

Before I conclude, allow me to make some comments on the topics that you raised. First, on social conditions, this topic has not been forgotten during negotiations. There are indeed new provisions in the regulation to make sure that interdependencies between social and safety aspects are adequately addressed by EASA. Let me also inform you that the Commission will continue to work on this during the year. In the second part of the year, we intend to issue reports on social issues in the aviation sector.

On the question of oversight, let me say that the proposal includes a balanced and effective oversight support mechanism. This mechanism enhances the cooperative nature of the oversight system in Europe. It is driven by a clear timeline and planning of the activities and reserves the possibility to take further measures to ensure safety if necessary.

I will make another comment on safety itself. Let me stress again that in Europe we have one of the highest – if not the highest – level of aviation safety, and it continues to improve year after year. This is clear evidence that the single European aviation market functions well and thus in no way compromises safety. On the contrary.

I will make one quick comment on drones. EASA will ensure the safe coexistence of commercial aviation and drone activity for professional or recreational use. This implies, among others, an adequate design and use of our air space. The agency is already working on those issues, including in urban areas through the so-called urban aviation space or 'U-Space' as we normally call it. I have to say that this is a very important EU innovation.

Before concluding, allow me to draw your attention to another crucial piece of legislation for the future of European aviation on which the European Parliament will be called upon to play a major role in the coming months, namely our proposal of safeguarding competition in air aviation, better known as the revision of Regulation 868. It is a priority to equip Europe with an efficient and credible instrument for the benefit of our industry, passengers and regions. Please bear in mind that the Council, under the Bulgarian Presidency, reached a general approach on this topic. I know that discussions with the Council will not be easy but, thanks to your support, I am confident that we will succeed.

Marian-Jean Marinescu, *Rapporteur*. – Domnule președinte, repet mulțumirile mele adresate colegilor pentru această colaborare foarte, foarte bună, doamnei președintă, pentru că a stat în permanență cu noi la negocieri. Doamnă comisar, trebuie să îmi exprim regretul privind declarația referitoare la Galileo – nu era necesară, după părerea mea, pentru că rezolasem subiectul în textul regulamentului. Sper ca această declarație să nu pună în umbră performanțele sistemului Galileo, care este un sistem extrem de important.

Repet rugămintea mea: aveți o responsabilitate foarte mare în ceea ce privește viitorul acestui regulament prin legislația secundară. Sunt foarte multe lucruri pe care puteți să le rezolvați prin această legislație, lucruri care sunt așteptate de industrie și sunt așteptate – unele dintre ele – foarte mult de pasageri, pentru că, până la urmă, pasagerul este cel mai important în această industrie și trebuie să avem foarte mare grijă de el.

Commissioner, tomorrow we shall vote on EASA. It is a very important step forward, but you know very well that it is not enough. We also need the Single European Sky. We need a new regulation; we need to unblock the negotiations for SES II+. For sure, Ms Karima Delli will be very happy, because the Single European Sky will bring a decrease in emissions without any effort and without any cost, only political, and this is not a big cost. I know that you can do it. It is in your power to discuss this with the Ministers and to convince them to start negotiations with Parliament on SES II+.

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

Η ψηφοφορία θα διεξαχθεί αύριο, Τρίτη 12 Ιουνίου 2018.

17. CO₂-Emissionen und Kraftstoffverbrauch neuer schwerer Nutzfahrzeuge (Aussprache)

Πρόεδρος. – Το επόμενο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η έκθεση του κυρίου Damiano Zoffoli, εξ ονόματος της Επιτροπής Περιβάλλοντος, Δημόσιας Υγείας και Ασφάλειας των Τροφίμων, σχετικά με τις εκπομπές CO₂ και την κατανάλωση καυσίμου από τα νέα βαρέα οχήματα (COM(2017)0279 - C8-0168/2017 - 2017/0111(COD)) (A8-0010/2018)

Damiano Zoffoli, relatore. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la proposta di regolamento in esame colma una grave lacuna: la mancanza, ad oggi, di un sistema di monitoraggio, comunicazione e verifica dei dati sulle emissioni di anidride carbonica e dei consumi di carburante dei mezzi pesanti immatricolati e immessi sul mercato dell'Unione europea. Manca una banca dati comune contenente tutti i dati di monitoraggio degli Stati membri. Questi dati, ad ora, non erano né certificati, né monitorati, né comunicati in maniera oggettiva e comparabile, come avviene invece per automobili e furgoni.

Questa mancanza di informazioni ha determinato innanzitutto una ridotta concorrenza fra i costruttori europei di veicoli pesanti, con scarsi stimoli all'innovazione e all'implementazione di tecnologie efficienti dal punto di vista energetico. Ha determinato inoltre l'impossibilità degli operatori di trasporto, che sono principalmente piccole e medie imprese, oltre 500 000, di scegliere i veicoli più efficienti in termini di consumo di carburante e di risparmiare quindi sui costi del carburante stesso, costi che rappresentano un terzo dei costi di esercizio.

Inoltre, questa mancanza di informazione ha rappresentato un freno all'azione a livello nazionale di Unione europea in materia di riduzione delle emissioni dei veicoli pesanti, tenendo conto che il 25 % delle emissioni di CO₂ del settore dei trasporti su strada proviene da camion, autobus e pullman, responsabili del 5 % delle emissioni totali. Una percentuale peraltro destinata ad aumentare, in assenza di interventi, fino a stimare al 10 %, quindi raddoppia addirittura al 2030.

Grazie a questo regolamento, nell'arco di due anni, sul sito dell'Agenzia europea dell'Ambiente saranno disponibili i dati sulle emissioni di anidride carbonica e sui consumi di tutte le categorie di mezzi pesanti di nuova produzione. La proposta della Commissione europea era già un buon punto di partenza e il lavoro di confronto con i colleghi della commissione per l'ambiente, la sanità pubblica e la sicurezza alimentare e con la Presidenza bulgara del Consiglio e la stessa Commissione ci ha permesso di raggiungere un compromesso ancora più ambizioso.

In particolare, abbiamo migliorato la quantità e la qualità delle informazioni che saranno rese pubbliche, aumentando la trasparenza, per esempio per quel che riguarda le prestazioni dei motori. Le uniche eccezioni riguarderanno i casi giustificati dalla necessità di proteggere dati privati sensibili e assicurare una leale concorrenza fra i costruttori. Abbiamo poi inserito con le verifiche obbligatorie, la previsione delle relative sanzioni amministrative, previsione che era assente nella proposta dalla Commissione.

Un altro dei punti qualificanti su cui abbiamo insistito come Parlamento riguarda l'inserimento del risultato dei test su strada nella pubblicazione annuale dei dati per comparare i dati Vector misurati in laboratorio con le emissioni in condizioni reali di guida. Ora si può procedere a fissare standard obbligatori sulle emissioni di CO₂, che già esistono per le auto e furgoni, anche per tutti i mezzi pesanti.

Mi auguro che questo avvenga in tempi non troppo lunghi, sulla base della proposta di regolamento già licenziata dalla Commissione. Grazie a questo regolamento, avremo nelle nostre città aria più pulita e i nostri sindaci avranno a disposizione autobus verdi per i trasporti scolastici.

L'Europa è movimento. L'Europa è in movimento verso un'economia più competitiva e a basse emissioni di anidride carbonica rispetto alla situazione attuale che vede il settore dei trasporti dipendere ancora per il 94 % dal petrolio. Oggi facciamo un altro passo in avanti nella direzione di una nuova alleanza fra industria e ambiente, un'alleanza capace di creare nuova e buona occupazione. Facciamo un passo in avanti verso un modello di sviluppo più intelligente e rispettoso della salute e della qualità della vita delle persone.

Violeta Bulc, *Member of the Commission*. – Mr President, honourable Members, I am glad we are meeting today to finalise the adoption of the Regulation on monitoring and reporting of CO₂ emissions from heavy-duty vehicles. This is the first piece of legislation on CO₂ emissions from lorries, buses and coaches. A swift agreement on this Regulation has been possible, thanks to the constructive efforts and spirit of compromise of the negotiators from both institutions. The agreement strikes a good balance between the need for transparency and the need to protect commercially-sensitive data, ensuring a robust and reliable monitoring and reporting system.

I would like to thank the rapporteur, Mr Zoffoli, and his team and congratulate them on the quick result. This regulation is a crucial instrument to close the current knowledge gap on the CO₂ emissions and fuel consumption from heavy-duty vehicles put on the European Union market. The information made available with the publication of the reported data will be especially important for transport operators. In addition, the regulation paves the way for the CO₂ emissions standards for lorries proposed by the Commission last month, which will need to rely on the data reported for its compliance processes. The support and steering of the rapporteur, Mr Zoffoli, as well as the active engagement of all shadow rapporteurs really paved the way to this good result.

The European Parliament has strongly contributed to the final shape of the legal text. I would like to offer you two major examples: the introduction of administrative fines if manufacturers do not report the data or if the data reported deviates from their type-approval values, and the extension of the monitoring system to the results of future on-road verification tests. The Commission invites you to support this motion and continue the work with a swift negotiation of the CO₂ emissions standards for lorries already on the table at both the European Parliament and the Council.

Peter Liese, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ganz herzlichen Dank an Herrn Zoffoli und alle anderen, die mitgeholfen haben, zu diesem Ergebnis zu kommen! Für unsere Fraktion war das Christofer Fjellner, der heute leider entschuldigt ist.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, jetzt sind wir uns einig. Das war bei der Abstimmung im Ausschuss und auch in der ersten Lesung im Plenum nicht der Fall. Die EVP-Fraktion war unzufrieden, weil die Regelungen den Schutz des geistigen Eigentums nicht ausreichend berücksichtigten. Wir hatten nach dem Mandat des Umweltausschusses die Sorge, dass die Daten dann doch in die Hände von anderen Herstellern kommen und diese anderen Hersteller außerhalb Europas, zum Beispiel in China, daraus Vorteile ziehen. Das kann nicht der Sinn von europäischer Gesetzgebung sein, dass wir Konkurrenz in China und anderswo unterstützen.

Zum Glück ist das dann im Trilog durch den Rat geändert worden, und deswegen können wir zustimmen. Das Ziel ist wichtig. Um das Pariser Klimaschutzabkommen umzusetzen, müssen wir alle Potenziale nutzen. Die gibt es nicht nur bei Pkw und leichten Nutzfahrzeugen, sondern auch bei schweren Nutzfahrzeugen. Wir werden zum Beispiel in der Debatte um die Gesetzgebung – konkret beim Bericht Dalli und den anderen Berichten – dann sehen, dass das 40 %-Ziel schon durchaus ambitioniert ist, wenn es an die Umsetzung geht. Deswegen müssen wir da genau überlegen und schauen, wie wir dann zum Ziel kommen.

Für uns ist es in all diesen Fragen wichtig, dass man nicht pauschal reduziert, sondern auch mal schaut, was transportiert wird. Miriam Dalli hat ihren Berichtsentwurf für die leichten Nutzfahrzeuge und für Pkw schon vorgelegt. Da ist völlig unabhängig von der Frage, wie groß ein Auto ist und was damit transportiert wird, ein gleiches Kriterium angesetzt; das Gewichtskriterium wird ersatzlos gestrichen. Es kann aber nicht sein, dass man, wenn man eine Familie mit sechs Personen transportiert, die gleichen Reduktionsziele hat, wie wenn man nur einen Zweisitzer fährt. Da muss man nochmal nachschärfen, damit wir uns in diesem Verfahren ein bisschen früher einig sind und nicht erst nach den Verhandlungen mit dem Rat.

Christel Schaldemose, *for S&D-Gruppen*. – Hr. formand! Tusind tak til ordfører Zoffoli for en fremragende betænkning og et rigtigt godt resultat. Hvorfor er dette så et godt resultat? Jo, jeg tror, at de fleste af os har prøvet at køre en tur på motorvejene i EU, og der ser vi den ene lastbil efter den anden køre på vejene. Der er simpelthen så mange lastbiler, og det er sådan set godt for vores handel, men det er ikke særligt godt for klimaet, hvis vores lastbiler og andre tunge køretøjer bliver ved med at udlede så meget CO₂, som de gøre. Cirka en fjerdedel af al den CO₂, der kommer fra transportsektoren, kommer fra lastbiler og andre tunge køretøjer. Det har vi brug for at få gjort noget ved.

Den lovgivning, vi nu skal til at stemme om, er lige præcis et skridt i den rigtige retning. Det er den første lovgivning, som kommer til at medvirke til, at vi overvåger og får afrapporteret lastbilers og andre tunge køretøjers CO₂-udledning. Det er helt afgørende for, at vi kan få at se, hvordan det ser ud, og få skabt en konkurrencesituation på EU's indre marked. Vi har brug for, at dem, der producerer lastbilerne, sørger for, at de bliver mere miljøvenlige, og en af de måder, vi kan gøre det på, er ved at sikre, at vi ved, hvor meget de udleder, og hvor meget brændstof de bruger. Vi mener i den socialdemokratiske gruppe ikke, at det er nok, men at vi skal videre endnu. Men denne lovgivning er trods alt et skridt i den rigtige retning, så vi hilser det varmt velkomment, at vi nu får en lovgivning, som gør, at vi kan gøre det her. Det er også læren fra dieselgate: Vi ved, at der er brug for mere gennemsigtighed i disse data. Hvis vi har den gennemsigtighed i dataene, så ved vi også, at vi kan lægge pres på for at få skabt en udvikling, så vi kan få nogen renere og bedre køretøjer.

Vi er også rigtig glade for, at det er lykkedes at få givet EU-Kommissionen redskaber, så de kan udskrive bøder, hvis producenterne ikke får givet de informationer, de skal give. Igen fordi vi ved, det er så vigtigt – denne gennemsigtighed i vores data er et afgørende redskab til at sikre, at vi får en mere klimavenlig transportsektor. Til sidst er det også vigtigt at sige tak for, at vi nu også får mulighed for at gennemføre test på vejene. Vi ved, at det ikke er nok at teste vores tunge køretøjer i laboratorierne. De skal også testes ude på vejene, så vi ved, om de overholder de regler, vi får. Så tusind tak til Zoffoli for et rigtigt godt resultat, og dette er et skridt i den rigtige retning for at gøre EU mere miljøvenlig og for at efterleve Parisaftalens målsætninger.

Bolesław G. Piecha, *w imieniu grupy ECR*. – Panie Przewodniczący! Pani Komisarz! Na wstępie chciałbym podziękować posłowi sprawozdawcy za dobrze i solidnie wykonaną pracę. Wiemy z danych z 2014 r., że emisja gazów cieplarnianych z ciężkich pojazdów drogowych to 5% całkowitej emisji gazów cieplarnianych w Unii Europejskiej, aż 20% emisji gazów cieplarnianych całego transportu (morskiego, lotniczego i oczywiście drogowego) i 25%, czyli jedna czwarta, emisji CO₂ z transportu drogowego.

Grupa ECR uważa, że należy ustanowić odpowiedni system certyfikacji i monitoringu oraz wprowadzić odpowiednio wysokie standardy dotyczące ciężkich pojazdów drogowych. Istotnym jest, aby rozporządzenie wyszczególniało różne punkty, które zobowiązują producentów do monitorowania i konsekwentnego raportowania określonych informacji, tzw. parametrów monitorujących (przypomnę, że w ponad 70 obszarach te dane nie są do dzisiaj zharmonizowane). Musimy wziąć pod uwagę bardzo szczegółowe parametry techniczne, dotyczące skrzyni biegów, mocy silnika czy wreszcie zużycia paliwa. Takie szczegółowe podejście jest konieczne do ścisłej współpracy z różnymi organizacjami międzynarodowymi, aby efektywnie przyczynić się do monitorowania i raportowania emisji CO₂ przez ciężkie pojazdy drogowe, a następnie móc wyciągać odpowiednie wnioski i konsekwencje.

Grupa ECR uważa, że zaproponowane rozporządzenie bardzo ściśle wiąże się z regułami przede wszystkim przejrzystości, lecz także dostępu do informacji. Przypomnę, że naszym zdaniem informacje powinny być jawne i – nie ukrywam – również publiczne. Bardzo zależy nam na utrzymaniu kompromisu, który brałby pod uwagę dobrze znane nam obawy dotyczące z jednej strony ochrony środowiska, a z drugiej strony własności intelektualnej i międzynarodowych aspektów konkurencyjności. Ostatecznie ECR uważa, że zaproponowany kształt rozporządzenia jest satysfakcjonujący.

Nils Torvalds, för ALDE-gruppen. – Herr talman! Ett stort tack till föredraganden Zoffoli för ett gott arbete med den här frågan. Det har funnits många underligheter i europeisk bilpolitik. Man mäter inte de verkliga avgaserna eller tillåter att man fifflar lite med utrustningen. Till raden av underligheter hör den fråga vi nu talar om: för lastbilar, tung transport, har det inte funnits regler överhuvudtaget.

När den här diskussionen började utgick man ifrån att parlamentets krav på en mer miljövänlig politik egentligen bara var ett sätt att förhindra bilindustrins framfart. Så småningom har bilindustrin lärt sig – det tog visserligen alldeles onödigt lång tid – att man genom att motsätta sig en reglering av de olika bilsektorerna egentligen försatte sig i en mycket besvärlig situation, det vill säga man blev teknologiskt på efterkälken och överlämnade en stor del av initiativet åt konkurrenter.

Nu håller vi som bäst på med slutfasen av vårt arbete att åstadkomma de praktiska reglerna för hur det här ska se ut för personbilar. Nästa steg på den vägen, utgående från de förslag vi har fått från kommissionen, blir att ta hand också om tunga transporter. Det kommer att vara speciellt intressant av den orsaken att vi vet att det sätt på vilket vi ska fördela bördan mellan till exempel jordbruket och tunga transporter kan ställa jordbruket inför allvarliga utmaningar. Jordbrukets produktivitet är naturligtvis mycket lägre om vi inte sköter om att den tunga transporten tar sin andel av Paris-kraven, genom COP21. I så fall försätter vi jordbruket samtidigt i en sämre situation. Vi har alltså tagit ett stort steg framåt. Vi kan ta ännu större steg i framtiden och det kommer också att vara nödvändigt.

Karima Delli, au nom du groupe Verts/ALE. – Monsieur le Président, mes chers collègues, si on compte sur les routes européennes, on trouve seulement 5 % de camions parmi tous les véhicules en circulation. Et pourtant, ces camions produisent environ 25 %, soit un quart, des émissions de gaz à effet de serre du transport routier dans l'Union européenne.

Il est plus que temps qu'on en finisse avec ce déséquilibre si l'on veut respecter un jour les engagements de la COP 21 pour sauver le climat et la planète, mais aussi pour que les citoyens puissent respirer.

Mettre en place une surveillance en matière d'émissions de CO₂ et de consommation de carburant des camions, c'est une bonne nouvelle.

Jusqu'à récemment, les émissions de CO₂ et la consommation de carburant des poids lourds n'étaient ni signalées, ni surveillées de manière objective et comparable dans l'Union européenne.

Désormais, les entreprises opératrices de transport pourront choisir les véhicules les moins consommateurs et émetteurs: cela permettra de dépenser moins et de polluer moins.

Ne nous arrêtons pas là, le secteur routier de marchandises doit faire plus et mieux pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre.

L'étape que nous franchissons aujourd'hui, évidemment, est nécessaire, mais elle doit surtout servir de base pour le futur proche, c'est-à-dire pour établir des limites d'émission de CO₂ obligatoires pour tous les camions dans l'Union européenne.

La Commission a fait des propositions dans ce sens récemment en vue d'une réelle décarbonisation complète du secteur d'ici 2050. J'ose espérer que, là aussi, nous serons au rendez-vous, mes chers collègues, pour donner plus de force, de concret et d'ambition à cette proposition afin que le secteur routier de marchandises émette 50 % de gaz à effet de serre en moins d'ici 2030 et plus en 2050.

Donc, si on y tient, alors nous avons une chance de respecter nos accords, notamment de la COP 21, parce que nous dansons tous sur le même volcan face aux dérèglements climatiques, donc saisissons cette opportunité.

Merja Kyllönen, *GUE/NGL-ryhmän puolesta*. – Arvoisa puhemies, hyvät kollegat, erityiskiitos kollega Zoffolille ja koko neuvottelutiimille ja tietysti myös komission ja neuvoston joukkueelle yhteisestä lopputulemasta.

Raskaan liikenteen polttoaineenkulutuksen ja hiilidioksidipäästöjen luotettava seuranta on ollut ennen tätä lakiehdotusta hakusessa. Nyt meillä on mahdollisuus saada tietoa sekä polttoaineen kulutuksesta että hiilidioksidipäästöistä. Kun tämä vielä yhdistetään kunnalliseen tyyppihyväksyntään ja ajonaikaisiin todellisiin päästöihin, voimme todeta, että meillä on työkaluja ilmastomuutoksen torjumiseen.

Rahoitus on mielestäni avain niihin parhaisiin keinoihin, miten saavutamme ilmastotavoitteet. Toivoisinkin, että EU-liikennerahoituksen kriteeriksi pystyttäisiin asettamaan arviointi, jossa katsottaisiin, miten hankkeet edistävät päästövähennystavoitteiden saavuttamista, ja rahoitusta kohdennettaisiin ensisijaisesti tällaisiin hankkeisiin, joissa päästövähennykset ovat riittävän korkeita.

Eleonora Evi, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, fino a ieri non avevamo dati sulle emissioni e neanche sul consumo del carburante. Oggi, finalmente, con questo regolamento introduciamo un monitoraggio e una comunicazione dei dati sulle emissioni di CO₂ e sul consumo di carburante dei veicoli pesanti nuovi. Di questo mi rallegro e faccio i miei complimenti al relatore per aver guidato il Parlamento nelle negoziazioni.

Questo regolamento va a colmare una lacuna, perché finalmente la comparazione dei dati ricavati grazie al software di simulazione Vector e raccolti nel registro pubblico che viene istituito permetterà alle piccole e medie imprese e alle amministrazioni pubbliche di compiere delle scelte di acquisto informate, orientandole – si spera appunto – verso dei modelli che generano i maggiori risparmi di carburante e non solo, ovviamente si parla anche di emissioni.

Sono particolarmente soddisfatta anche dell'accordo raggiunto nei negoziati interistituzionali per quanto riguarda la trasparenza e la pubblicità dei dati raccolti, soprattutto per quanto riguarda le prestazioni dei motori dei veicoli pesanti e dei cicli di prova. Era uno dei nostri emendamenti, che inizialmente il Parlamento non aveva sostenuto, ma fortunatamente nell'accordo finale questo aspetto è contemplato.

Non dimentichiamoci però che la battaglia più importante si giocherà nei prossimi mesi, con la definizione dei target di riduzione di CO₂ per questi veicoli che sono responsabili da soli del 30 % delle emissioni complessive del traffico stradale con preoccupanti proiezioni di crescita.

Chiudo dicendo che dobbiamo ascoltare le imprese e gli autotrasportatori virtuosi, che già oggi ci chiedono di tagliare le emissioni almeno del 24 % già dal 2025 e di spingere con decisione verso l'elettrificazione dei veicoli pesanti.

Joëlle Mélin, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, c'est en partant du constat que les émissions de gaz à effet de serre proviennent à 38 % du transport routier que la Commission présentait en 2017 un système de surveillance et de communication des données relatives aux émissions de CO₂ des véhicules utilitaires lourds neufs. Ce faisant, la Commission prend le risque d'être incohérente.

En effet, parallèlement à ce souhait de baisse des émissions de CO₂ ayant conduit la France à promouvoir le moteur diesel, ce qui lui permet d'afficher des émissions de CO₂ plus de 10 % inférieure à la moyenne européenne, la Commission, elle, s'est lancée dans la chasse au diesel au profit de l'essence. Or, force est de constater que les moteurs essence, consommant davantage que les moteurs diesel, émettent in fine 25 % de CO₂ de plus que les moteurs diesel. C'est donc un cercle vicieux et les constructeurs ne savent plus à quoi s'en tenir. D'un côté, la chasse au CO₂, de l'autre, la chasse au diesel.

Une fois de plus, il s'agira d'une écologie punitive, avec des amendes administratives qui iront directement dans les poches de l'Europe, qui va venir frapper l'industrie des poids lourds au détriment d'une politique encourageant les bonnes pratiques en matière d'écoconduite et d'accompagnement des constructeurs et équipementiers vers des objectifs environnementaux viables économiquement.

Cette proposition de la Commission est d'autant plus déraisonnable qu'elle ne prend absolument pas en compte la réalité du processus de fabrication et d'utilisation des camions. En effet, les constructeurs fabriquent des châssis nus qui sont ensuite destinés à différents types de transport selon la caisse sous la remorque choisie pour l'utilisation finale. Les données du constructeur deviennent ainsi des données d'usine inutilisables et de facto inutiles, mais qui viendront effectivement faire grimper la facture du produit fini.

Alors la seule option dont disposent les constructeurs actuellement est de se tourner vers les carburants alternatifs émettant moins de CO₂, comme le GNL ou l'électricité. C'est ce que font déjà de nombreux constructeurs; mais les technocrates à l'origine de ce texte oublient simplement que ces différents types de carburant, s'ils sont adaptés à certains trajets courts, sont – à ce jour et pour un certain temps encore – relativement inutilisables sur des trajets de longue durée.

Alors dans ce contexte, il serait plutôt dans l'intérêt de la Commission de s'atteler à encourager le développement de points de recharge et de distribution de carburants alternatifs avant de venir s'attaquer aux constructeurs qui se contentent de répondre à une demande d'un type précis de véhicule et correspondant aux besoins et aux possibilités actuelles.

Wim van de Camp (PPE). – Voorzitter, dank u zeer. In Nederland hebben wij het prachtige spreekwoord: “zonder transport staat alles stil”. Het wegtransport in de Europese Unie is een economische factor van groot belang. Onze economie draait nog steeds voor een heel groot gedeelte op wegtransport. Als je kijkt naar de discussies over het mobiliteitspakket deze week, dan weet je dat wegtransport voor de Europese economie zeer belangrijk is.

Maar wij hebben allemaal in december 2015 COP21 ondertekend en wij willen dat ook de transportsector schoner wordt. Dat mag niet te lang duren. In dat opzicht ben ik het met mevrouw Bulc eens. Tegelijkertijd brengen schone vrachtauto's ook innovatie met zich mee. Het is helemaal niet zo slecht dat de politiek hier en daar een duwtje geeft om die innovatie te versnellen.

In dat opzicht vraag ik nog even aandacht voor de stad. Als ik het goed heb begrepen, vallen ook onze bussen onder deze zware voertuigen, en vervuiling door bussen is echt een heel groot thema in verschillende steden.

Tot slot, Voorzitter, ben ik blij dat men in de dialoog ook het debat over de gegevens en industriële eigendom heeft kunnen oplossen. De Europese industrie was, denk ik, terecht bang dat al te grote inzage in de gegevens tot industrieel stelen zou kunnen leiden. Ik heb begrepen dat dat in de dialoog tot een goed einde is gebracht.

Tiemo Wölken (S&D). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Tatsächlich stellen wir uns hier im Europäischen Parlament ja fast täglich die Frage, wie wir es denn hinbekommen wollen, dass wir als Europäische Union die Pariser Klimaziele einhalten. Wir wissen, wie wichtig es sein wird, dass wir die Paris-Ziele erreichen, und anders als transatlantische Partner sind wir davon überzeugt, dass dieses Agreement dafür sorgen wird, dass wir in Europa unseren fairen Anteil an der Reduktion der Treibhausgase tragen werden.

Das bedeutet aber auch, dass wir uns anschauen müssen, was an Treibhausgasemissionen in dem Verkehrssektor der Lkw emittiert wird. Wir wissen, dass 5 % aller Treibhausgasemissionen in Europa aus dem Sektor der Nutzfahrzeuge kommen, und deswegen ist es doch niemandem zu erklären – den Bürgerinnen und Bürgern nicht, aber auch den Unternehmen nicht, die Lkw kaufen –, dass die CO₂-Emissionen noch nicht überwacht wurden, noch nicht zertifiziert wurden. Es ist daher an der Zeit, und es ist richtig – und deswegen möchte ich meinem Kollegen Damiano auch danken, dass er diese Verhandlungen so gut geführt hat –, dass wir endlich einen Vorschlag auf dem Tisch haben, der dafür sorgen wird, dass wir in diesem so wichtigen Bereich Transparenz bekommen. Es ist gut, dass wir Sanktionen in dieses Papier hineinverhandelt haben, sodass wir Hersteller, die sich nicht an die Transparenzpflichten halten, auch in die Pflicht nehmen, sanktionieren können, denn wir alle arbeiten ja Tag für Tag daran, dass CO₂-Emissionen reduziert werden, und das müssen auch die Hersteller von schweren Lkw tun.

Es ist auch wichtig, dass wir den Käufern von Lkw die Möglichkeit geben, ihre Kaufentscheidung daran zu orientieren, wie viel CO₂ ein Lkw ausstößt. Denn wir sehen immer noch, dass der Lkw-Verkehr innerhalb der Europäischen Union zunimmt, dass der Verkehr der Güter auf der Schiene hingegen abnimmt, obwohl der Verkehr auf der Schiene sehr viel klimafreundlicher wäre. Insofern ist diese Regel, ist dieser Vorschlag auch ein Ansatz, mehr Transparenz und mehr Marktgerechtigkeit zu schaffen und mehr Güter von der Straße auf die Schiene zu bekommen.

Ein letzter Punkt: Wir alle wissen, dass Hersteller von Verbrennungsmotoren dazu neigen, unsere Vorgaben zu umgehen. Deswegen ist es ein großer Erfolg, ein wichtiger Schritt, dass wir Tests eingeführt haben, die die realen Emissionen messen.

Insgesamt glaube ich, dass dieses Paket ein guter und wichtiger Schritt für die Bürgerinnen und Bürger ist.

Gesine Meissner (ALDE). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen, liebe Frau Kommissarin! Zunächst mal herzlichen Dank an den Berichtersteller: Das ist wirklich ein gutes Gesetz geworden. Ich könnte mich ja, lieber Tiemo Wölken, sofort anschließen und sagen, ich stimme dir voll zu. Darum geht es hier aber nicht, ich soll ja meine eigene Rede halten. Es ist tatsächlich so: Wenn es auch nur 5 % der CO₂ Emissionen sind, die die Lkw und die schweren Nutzfahrzeuge ausstoßen – es sind 25 % vom Straßenverkehr, und wir müssen dringend etwas verbessern. Wir brauchen eben auch viel Verkehr, die Verbraucher wollen Produkte kaufen, die müssen transportiert werden.

Es kann aber wirklich nicht sein, dass wir noch keine Standards hatten. Darum ist es unwahrscheinlich wichtig, dass wir tatsächlich jetzt erstmals Standards für diese Emissionen und für die Effizienzmessung haben. Es ist doch verrückt: die USA, China – sogar China! –, Japan, Kanada, die haben das alle und wir noch nicht. Das messen wir jetzt im realen Straßenverkehr. Das ist auch eine ganz wichtige Geschichte, dass wir das jetzt so machen und nicht irgendwo im Labor. Und wir veröffentlichen die Daten – da ist mir besonders wichtig, dass wir sensible Daten und geistiges Eigentum schützen.

Aber insgesamt sind wir in einer sehr guten Richtung unterwegs für die Karbonisierung des Transports. Was wir jetzt haben, ist gut für die Umwelt, gut für die Transparenz und bringt uns weiter nach vorne.

Julia Reid (EFDD). – Mr President, this report states that global warming is a real problem requiring clear and courageous decision-making, and yet there has been no discernible increase in global temperature since the late 1990s, despite an increase in atmospheric carbon dioxide. It would appear that initial climate models have been too pessimistic, with empirical data temperatures diverging from those forecast 10 years ago and climate scientists now admitting that previous forecasting models had exaggerated the amount by which temperatures would rise.

What we are experiencing is a relatively inactive sun. Sunspot activity has been decreasing since 1996, with the sun being completely blank for 25% of last year, and to date, 2018 appears to be no different. In fact, solar scientists are predicting another Maunder Minimum. In my opinion, it would be best to adopt a wait and see attitude rather than to continue with current unilateral EU energy and climate policies that are profoundly damaging to the European economy, causing industry closures and job losses.

Claudia Schmidt (PPE). – Herr Präsident, geschätzte Kolleginnen und Kollegen! Es ist natürlich überhaupt keine Frage: Wir haben Handlungsbedarf! Ich bin, wie wahrscheinlich jeder hier, gespannt, wie sich gerade die aktuellen Ereignisse bei Daimler weiterentwickeln werden.

Nimmt man das Lkw-Kartell noch zur Volkswagen-Geschichte dazu, dann muss man feststellen, dass die Branche absolut Regeln und Kontrollen braucht. Strengere Regeln und Überprüfungen sind nötig, nicht nur aufgrund des eingeschränkten Vertrauens, sondern auch, damit wir überprüfen können, wie unsere Entscheidungen in der Praxis funktionieren.

Ich bezweifle ausdrücklich, dass Steuern auf Treibstoffe auch nur einen Funken CO₂ eingespart haben. Straßenverkehr wird dadurch nur teurer für die Nutzer und für die Konsumenten. Ich glaube aus vollem Herzen: Die Mehrheit dieses Hauses und Europas teilt das gleiche Ziel. Die Umweltbelastung soll sinken, der Sektor soll seinen Beitrag zum Klimaschutz leisten, und wir sollten – auch aus geopolitischen Überlegungen heraus – weg vom Erdöl. Synthetische Treibstoffe schonen dabei nicht nur die Umwelt, sondern sie reduzieren unsere Abhängigkeit und holen die Wertschöpfungskette zurück nach Europa. Die Batterien lösen dieses Problem nicht, sondern schaffen eigentlich neue.

Ich möchte daher warnen, angesichts der aktuellen Ereignisse nachzugeben und den Fokus ausschließlich auf die Straße und den Verbrennungsmotor zu richten. Wenn man Lkw verpflichtet, pro Kilometer eine gewisse Abgabe wegen Lärms, Schadstoffen und CO₂-Emissionen zu zahlen, dann hilft das weder Mensch noch Tier noch der Umwelt. Lediglich der Finanzminister freut sich. Weiterentwicklung von Motoren- und Abgastechnologie hilft, wie die Euro-Normen eindrucksvoll bewiesen haben. Die Kosten können nicht einfach auf den Konsumenten überwältzt werden, sondern man drängt die Hersteller in die richtige Richtung.

Noch einmal gesagt: Es braucht Überwachung, aber den Öko-Ablasshandel brauchen wir ganz sicher nicht.

Carlos Zorrinho (S&D). – Senhor Presidente, o aquecimento global tem que ser combatido com decisões claras e corajosas.

A União Europeia fixou uma meta vinculativa e ambiciosa de, pelo menos, 40 % de redução das emissões de gases com efeito de estufa em todos os setores da economia até 2030 e é óbvio que, para cumprir este objetivo, o setor dos transportes tem um contributo muito importante e, em particular, os transportes de pesados, dado que um quarto das emissões de CO₂ é devido a este tipo de transporte rodoviários.

As emissões de CO₂ e o consumo de combustível dos veículos pesados novos, colocados na União Europeia, não é, como todos sabemos, objeto de certificação, nem de vigilância, nem de comunicação dos dados, como já acontece, de forma contrária, com os veículos ligeiros de passageiros e comerciais.

E por isso esta proposta de regulamento é bem-vinda, porque corrige uma lacuna. Só com dados robustos e fiáveis se pode fazer boa legislação. Tenho-me, aliás, batido por isso, como relator-sombra, no grupo que está neste momento a trabalhar nos trilogos das negociações do regulamento da governação da União da Energia. Uma abordagem integrada de todos os setores para podermos atingir os objetivos pretendidos.

Nesta proposta, são estabelecidos requisitos precisos em matéria de vigilância e comunicação das emissões, o que vai permitir a constituição de uma base de dados, algo muito positivo, transparente, gerida pela Agência Europeia do Ambiente e importante será também o relatório anual da Comissão Europeia.

Este regulamento integra-se na Estratégia Europeia de Mobilidade Hipocarbónica e é um passo importante para a descarbonização dos transportes, mas não podemos perder de vista, como já foi aqui dito, que, num futuro tão breve quanto possível, temos que ter modelos limpos e inteligentes de mobilidade e que esses modelos limpos e inteligentes de mobilidade também têm que ser aplicados aos veículos pesados.

Esta é, aliás, mais uma área em que, em nome da saúde, da sustentabilidade e da competitividade da indústria europeia, a União Europeia tem que reassumir um papel de liderança à escala global. Muito obrigado.

Elżbieta Katarzyna Łukacijewska (PPE). – Panie Przewodniczący! Ambitne cele, kolejny krok Unii Europejskiej w kierunku gospodarki niskoemisyjnej. Jak wiemy, samochody ciężarowe to 5 % pojazdów na drogach, ale 25 % zanieczyszczeń i emisji dwutlenku węgla. Dlatego nie możemy nie reagować, nie działać, bo mówimy o zdrowiu i życiu ludzkim, i olbrzymich kosztach z tym związanych. Patrząc na poziomy ograniczeń, musimy zastosować takie progi, aby one były możliwe do osiągnięcia. Również pomiary, kontrole i testy muszą być rzetelne, aby z jednej strony wyeliminować z rynku nieuczciwe podmioty, ale z drugiej strony, aby wyeliminować sytuacje, taką jaką miała miejsce z aferą Diesel Gate.

Rozwój gospodarczy, wszyscy wiemy, że wymaga zwiększenia zapotrzebowania na transport drogowy i siłą rzeczy związane są z tym emisje CO₂, więc oczywiście przejście na inną formę silników, napędów jest bardzo istotne, bardzo ważne, ale patrząc na te ograniczenia, nie zapominajmy, że to są również miejsca pracy, to są również koszty dla konsumentów. Myślę, że wszyscy zrobili dużo, aby tych kosztów nie przerzucać na naszych wyborców. To jest bardzo istotne, ale też ważne jest, aby ci, którzy produkują silniki spalinowe czy części do silników spalinowych, firmy czy podmioty, które tworzą tysiące miejsc pracy, aby mieli czas na zmianę technologii i ochronę miejsc pracy.

Przy tym wszystkim, Pani Komisarz mam jedno pytanie, co zrobimy z samochodami, które będą przyjeżdżały spoza Unii Europejskiej, z Bułgarii, z przepraszam z Białorusi, Ukrainy, jeżeli nie spełniają norm, czy będą wpuszczane do Europy, bo inaczej nasze ograniczenia, jeżeli zależą nas samochody, które nie spełniają norm, nie zdadzą żadnego egzaminu, nie osiągniemy żadnych ograniczeń emisji.

Adam Szejnfeld (PPE). – Panie Przewodniczący! Rozmawiamy oczywiście na bardzo ważny temat, dlatego że wiąże się on z ochroną klimatu i powietrza, a to jest niezwykle istotne w dzisiejszych czasach. Ma to wpływ na zdrowie ludzi, ale gdy mówimy o ludziach, to musimy pamiętać także o tych, którzy pracują w fabrykach, gdzie produkuje się pojazdy, i w przedsiębiorstwach wykorzystujących te pojazdy. Chcę przez to powiedzieć, że należy zachować pewną równowagę między potrzebami a możliwościami.

Istotne jest też, żebyśmy poziom oczekiwanej redukcji CO₂ i wszystkich innych szkodliwych dla powietrza i naszego zdrowia składników podnosili wprost proporcjonalnie do postępu technicznego. Bo oczywiście bardzo łatwo na pstryknięcie palców wymyślić sobie, że do tego i tego roku należy obniżyć emisje o 15%, 30%, 50%, 70% – tak sobie można rzucać – natomiast pozostaje pytanie, czy jest to technicznie możliwe.

Dlatego też apelowałbym, żeby równoległe do tego rodzaju projektów Komisja przewidywała również działania wspierające naukę, badania i rozwój w kierunku tworzenia nowych rozwiązań technicznych i technologicznych, które ułatwią osiągnięcie tych celów.

Isabella De Monte (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissario, vorrei innanzitutto ringraziare il collega Damiano Zoffoli, per la commissione per l'ambiente, la sanità pubblica e la sicurezza alimentare, e il collega Nicola Caputo, per la commissione per i trasporti e il turismo, per il loro lavoro su questo importante dossier.

Il settore dei trasporti contribuisce in maniera significativa al totale delle emissioni nell'Unione europea e i veicoli pesanti giocano un ruolo predominante. Gli obiettivi che l'Europa si è prefissata per quanto riguarda la riduzione delle emissioni sono ambiziosi e credo che questi saranno difficili però da raggiungere se non siamo in grado di monitorare e confrontare i dati relativi ai veicoli pesanti, così come già facciamo per le auto e i veicoli leggeri.

Se vogliamo ridurre le emissioni di gas ad effetto serra nei trasporti su strada del 60 % entro il 2050, dobbiamo dotarci di un sistema di monitoraggio delle emissioni e dei consumi anche per i veicoli pesanti. Del resto, ciò è proposto dalla strategia europea 2016 per una mobilità a basse emissioni. Finalmente, anche per tali veicoli quindi sarà possibile avere dati affidabili, sia relativi ai consumi di carburante sia relativi alle emissioni.

Dopo lo scandalo Dieseldgate, infatti, è sempre più necessario raccogliere e diffondere dati sulle emissioni reali di guida, e non quelli calcolati in laboratorio. I dati raccolti saranno gestiti in una banca dati dall'Agenzia dell'ambiente, ma mai come ora sono convinta che vi sia bisogno anche di un'agenzia per il trasporto stradale, la quale potrebbe non solo assicurare che tali informazioni siano accessibili al pubblico, ma altresì che dati sensibili e commerciali siano protetti.

La cosa più importante, comunque, è l'effetto per i cittadini, che vogliamo possano respirare un'aria più pulita, con indubbi benefici per la salute, ma ci sarà un effetto positivo anche per gli autotrasportatori, che avranno risparmi sui consumi.

Seán Kelly (PPE). – Mr President, I'm glad I made it, just in from Strasbourg, three and a half hours on the bus, so it's good to make my speaking time. I am pleased to support this proposal, which looks to put in place an EU-wide system for monitoring and reporting of CO₂ emissions and fuel consumption for manufacturers' heavy-duty vehicles, or HGVs. As part of this mandatory system, the findings would be cross-checked against new vehicle registration data as provided by Member States.

At present, HGVs account for approximately a quarter of the EU's CO₂ emissions from road transport – a very high sum. It is anticipated that this will increase significantly, along with growing levels of road transport in the coming years, unfortunately. Thus it is imperative that we take action as soon as possible to ensure a sizeable reduction in new HGV CO₂ emissions in the 2020-2030 period.

The primary aspects of the proposal include introducing administrative fines where there is infringement in clearly-defined cases; making public certain data reported under the regulation, including air drag value in a range format; provisions to monitor and report results of on-road verification tests; measures to verify and correct other measures adopted by implementing acts. These are all important inclusions, and I think they will certainly help the situation. I am encouraged by this proposal and the opportunities it will create, as well as enabling fleet buyers to make more informed purchase decisions in order to boost competition between manufacturers and stimulate fuel efficiency and lower emissions in the freight sector.

We depend heavily on innovation to sufficiently reduce our transport emissions, and I am certain there is a great potential to make significant strides forward in this regard. We will need to make real cuts in transport by 2030 if we are to comply with the commitments on the recently adopted effort-sharing regulation, and as rapporteur for the renewable energy file which we are completing, hopefully, this week, I think this is a positive step.

PRZEWODNICTWO: ZDZISŁAW KRASNODEBSKI

Wiceprzewodniczący

Christofer Fjellner (PPE). – Herr talman! Jag vill passa på att tacka föredragande Zoffoli och även kommissionen och det bulgariska ordförandeskapet för ett gott samarbete här. Jag har ju själv varit ansvarig för frågan i EPP-gruppen.

Utan lastbilen stannar Europa. Vi klarar oss helt enkelt inte utan den, och det är därför vi måste göra det vi kan för att bekämpa utsläppen från lastbilarna. De står för en betydande del av utsläppen. Bara i Sverige till exempel står vägtrafiken för ungefär 30 procent av utsläppen och lastbilarna för 20 procent av den andelen.

Det sprids en myt om att lastbilar inte blir mer och mer effektiva. Det är inte sant; de blir mer effektiva. Bara i Sverige minskade utsläppen från tunga lastbilar med 11 procent förra året. Det inte så konstigt; den som köper en lastbil vill framför allt ha en lastbil som är bränslesnål, för det är den största kostnaden när du köper lastbil. Marknadskrafterna fungerar här väldigt bra för att hjälpa miljön. Problemet är bara att det inte minskar snabbt nog, och det är det vi måste göra något åt. Det är därför vi nu har en lagstiftning som ska se till att vi mäter koldioxidutsläppen från våra tunga lastbilar på ett bättre sätt, och snart ska vi tillsammans även hitta en lagstiftning för att begränsa utsläppen från de tunga lastbilarna.

Den stora frågan vi har debatterat här, och haft konflikter om, är ju vilken information som ska bli offentlig. Jag har haft en viktig princip om att den information som tillverkarna ska vara tvungna att offentliggöra om sina produkter är den information som vi behöver för att mäta utsläppen, men vissa här verkar ha principen att all information om allt möjligt ska bli tillgänglig för alla. Nästan som om målet vore att våra produkter ska kopieras av andra. Europa är världsledande när det gäller att producera lastbilar och så ska det förbli, men då ska vi exportera miljövänliga lastbilar, inte känslig information om hur vi producerar våra lastbilar. Det är därför jag tycker att den avvägning vi har gjort här – att se till att vi publicerar information som minskar utsläppen, inte som gör att andra kan kopiera våra lastbilar – är det som är viktigt. För gör vi det, då exporterar vi känslig information, vi exporterar jobb och tillväxt från Europa.

Zgłoszenia z sali

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Panie Przewodniczący! Dzisiejsza sesja w Strasburgu to trzy tematy: po pierwsze instrumenty finansowe, zagrożenia przede wszystkim dla ewentualnych kryzysów, drony, zagrożenia w ruchu pasażerskim; ale także dla tych, którzy funkcjonują na ziemi, i oczywiście CO₂, czyli sprzęt ciężki. Co łączy te tematy? Przede wszystkim pogoń, niezwykle trudna reakcja Parlamentu Europejskiego, Komisji na zjawiska, które na tej sali wszyscy identycznie oceniają.

Niech pewną ilustracją do tego będzie moja obserwacja sprzed zaledwie dwóch tygodni. Duża, wielka ciężarówka, chłodnia, z dwiema funkcjonującymi sprężarkami, z włączonymi silnikami przy przedszkolu rozładowuje, krótko mówiąc towar. Dzieci, które przechodzą do tego przedszkola, wdychają te spaliny, które jak zwróciłem uwagę, funkcjonowały prawie przez godzinę. Z mojego punktu widzenia właśnie takie obserwacje, takie obrazki powinny nas lepiej i mocniej mobilizować do tego, żeby szybciej wdrażać takie przepisy, nad jakimi dzisiaj debatujemy.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, doamna comisar, stimați colegi, sigur, ne lipsea acest sistem de monitorizare și de măsurare a emisiilor, dar și a consumului de combustibil pentru vehiculele grele. Eu vreau să felicit Comisia pentru că s-a ținut de cuvânt. În 2017 în pachetul pentru mobilitate spuneți, doamna comisar, că în prima jumătate a anului 2018 veți veni cu o propunere. Este foarte bine. Vreau să felicit și raportorii și colegii care au lucrat. Avem nevoie de măsurarea emisiilor, până la urmă, sigur, avem interesul siguranței, dar și al protecției mediului.

Însă am două îngrijorări și vă rog, doamnă comisar, să țineți cont de ele, au mai ridicat colegii acest lucru. În primul rând, ce facem dacă îi protejăm totuși pe constructorii de vehicule grele din Europa față de importurile din celelalte state, să fie supuse acelorași teste și verificări. Și, în al doilea rând, sigur că trebuie să ținem cont de cum pot să țină constructorii ritmul în construcția de noi autovehicule cu emisii scăzute pentru a nu bloca construcția de mașini și a nu bloca, până la urmă, transportul rutier.

Sper să se țină cont de acest lucru și, sigur, sper că veți monitoriza corect transportul în toate statele membre și că va fi un sistem echitabil cu protecția datelor.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Violeta Bulc, Member of the Commission. – Mr President, thank you for this debate which confirms the importance to act on CO₂ emissions from heavy-duty vehicles. Together we can be proud of the result of our joint effort to agree on this new piece of legislation. But before I conclude, allow me to respond to some of your comments.

On transparency of data: the agreed text strikes the right balance between the need for increased transparency in the heavy-duty vehicle market and the need to protect commercially sensitive information. This approached, agreed for the publication, does strike such a balance considering the high influence of this parameter to the fuel consumption performance and hence CO₂ emissions of vehicles. Of course I am referring to the air-drag values.

On in-service conformity tests, this provision has the objective of ensuring that consumers get what they pay for and that the cars that are produced are as clean as the ones that are tested.

The Commission had already included this provision in the context of the type approval reform, and the European Parliament had strongly backed this position during trilogues. Unfortunately, the final compromise for type approval did not manage to keep this provision. This is why we included it again in this legislation. Hopefully this time we will succeed.

On alternative fuels, the Commission issued, in its second mobility package last November, a detailed action plan to accelerate the deployment of alternative fuels infrastructure throughout the EU. This also includes fast charging points for electrical vehicles, and the Commission dedicated EUR 450 million of cofinancing in its November 2017 CEF call to support these efforts. So the projects are now in the deployment phase.

On diesel cars the Commission sees a need for accelerating the uptake of zero and low-emission vehicles in an effort to improve air quality and lower CO₂ emissions, while following an approach of technological neutrality. While the proposal will speed up the market uptake of zero and low-emission vehicles, accelerating innovation and reaching economies of scale, the change in the fleet composition will be gradual. It is expected that at least 80% of new car fleets in 2030 will contain an internal combustion engine.

So I do hope that additional innovation will be introduced, for use in combustion engines to qualify for at least low-emission vehicles.

On imported vehicles: there is no doubt that all vehicles placed on the European market are subject to the same standards, either being manufactured here in Europe or imported from third countries.

Finally, let me again stress the benefits of addressing HDV emissions, very quickly. First, transport operators, mainly SMEs, will save money at the pump. Second, we will keep and create new jobs here in Europe, up to 25 000 more jobs in 2025 are estimated. Third, we will invest and innovate here in Europe. Fourth, we will use and import less oil. And fifth, we will fight against climate change and improve the air we breathe, in particular in EU cities.

So, as a next step, the Commission counts on the co-legislators to replicate the success of this file when negotiating the CO₂ emissions standards for lorries.

Damiano Zoffoli, *relatore*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, solo pochi minuti per ringraziare tutti gli intervenuti. Mi pare che ci sia un ampio consenso sulla proposta di regolamento. Un ringraziamento per la proficua collaborazione va al Commissario Cañete, con cui ci siamo intesi, abbiamo discusso e abbiamo trovato un giusto punto di equilibrio, a tutta la struttura della DG Clima, alla Presidenza bulgara e naturalmente ai colleghi relatori ombra della commissione per l'ambiente, la sanità pubblica e la sicurezza alimentare.

Abbiamo dimostrato che si può fare presto e bene. Si può fare, si può fare presto e bene. I tempi sono importanti e, in un tempo ragionevole, il risultato di oggi mi pare soddisfacente per tutti i cittadini europei.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się we wtorek 12 czerwca 2018 r.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Carolina Punset (ALDE), *por escrito*. – El transporte es el responsable de una cuarta parte de emisiones de GEI de la UE. Desde 2013, y a pesar de las advertencias de la comunidad científica, las emisiones de este sector no paran de crecer, amenazando el cumplimiento de los objetivos del Acuerdo de París sobre el clima. Al no estar sujeto al comercio de emisiones, son los Estados los que tienen que desarrollar políticas en el transporte para la reducción de emisiones, pero poco o nada puede hacerse con unas economías enormemente condicionadas por la industria del automóvil, de las que depende hasta el 10 % del PIB. Así, el sector sigue produciendo vehículos contaminantes, con un modelo más que amortizado, y no se plantea cambios ni siquiera ante una elevada demanda real de vehículos eléctricos, hasta tal punto que empresas de reparto alemanas han tenido que fabricarse sus propios furgones. Sin penalizaciones en Europa por falsear las emisiones y con Gobiernos y Comisión amedrentados ante la pérdida de empleo o deslocalización, se aleja incluso el cumplimiento de los objetivos menos ambiciosos. De nada servirán las nuevas medidas adoptadas para emisiones de motores de combustión sin una verdadera apuesta por la electrificación del transporte de mercancías en todo su sentido.

Claudiu Ciprian Tănăsescu (S&D), *în scris*. – Economia circulară cu emisii scăzute de dioxid de carbon reprezintă un obiectiv major al UE. Atingerea acestui obiectiv este susținută de un plan de investiții care vizează reindustrializarea Europei pe baza unor noi modele de afaceri și tehnologii de vârf. Așa cum se cunoaște, în vederea tranziției către o energie curată pentru toți europenii, UE și-a stabilit obiective ambițioase de reducere a emisiilor până în 2030, la care trebuie să contribuie și sectorul transporturilor. Însă, până în prezent, emisiile de CO₂ și consumul de combustibil al vehiculelor grele noi introduse pe piața UE nu au fost certificate și nici nu sunt monitorizate și raportate, ceea ce generează o barieră în calea instituirii de politici de reducere a emisiilor de gaze cu efect de seră în sectorul vehiculelor grele.

Prin urmare, sistemul de monitorizare și de raportare pentru noile vehicule grele propus la nivelul Uniunii, va contribui la crearea unei piețe pe deplin transparentă a vehiculelor grele noi, care le va permite cumpărătorilor să ia cele mai bune decizii de cumpărare în cunoștință de cauză, oferind producătorilor un stimulente mai puternic de a inova și de a dezvolta vehicule mai eficiente din punct de vedere energetic.

18. Modernisierung des Bildungswesens in der EU (Aussprache)

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest sprawozdanie sporządzone przez Krystynę Łybacką w imieniu Komisji Kultury i Edukacji w sprawie modernizacji edukacji w UE (2017/2224(INI)) (A8-0173/2018).

Krystyna Łybacka, *sprawozdawczyni*. – Panie Przewodniczący! Przede wszystkim chcę bardzo gorąco podziękować wszystkim osobom zaangażowanym w powstanie tego sprawozdania. Dziękuję kontrsprawozdawcom za doskonałą współpracę, dziękuję Komisji Zatrudnienia i Komisji Praw Kobiet za ich cenne opinie, dziękuję Panu Komisarzowi za aktywną współpracę i Komisji za liczne komunikaty. Specjalne podziękowania kieruję do ekspertów z dziedziny edukacji, nauczycieli, studentów, uczniów i organizacji pozarządowych za ich bezcenne uwagi.

Pracując nad sprawozdaniem, przyjąłem trzy główne założenia. Po pierwsze, tradycyjne miejsce zdobywania wiedzy, czyli szkoła, jest dziś zastąpione wieloma innymi dostępnymi źródłami. Współczesne technologie uwolniły edukację, tworząc przestrzeń edukacyjną. Ogromnym wyzwaniem dla nas jest stworzenie szkoły jako najciekawszego miejsca tej przestrzeni.

Po drugie, doceniamy rolę szkolnictwa zawodowego, podkreślamy w sprawozdaniu konieczność utworzenia zestawu kluczowych kompetencji, umiejętności, ale przypominamy, że rolą systemów edukacji jest wykształcenie wielowymiarowego człowieka realizującego się nie tylko zawodowo, ale także kulturowo, społecznie i obywatelsko.

I wreszcie po trzecie, uważamy, że warunkiem koniecznym wszelkiego rozwoju jest ustanowienie paktu cywilizacyjnego opartego na dobrze finansowanych wysokiej jakości systemach edukacji. Dlatego postulujemy zarówno zwiększenie nakładów, jak i uzyskanie większej synergii pomiędzy funduszami strukturalnymi, funduszami inwestycyjnymi a edukacją.

Sprawozdanie rozpatruje wszystkie poziomy edukacji. Podkreślamy znaczenie edukacji przedszkolnej i wczesnoszkolnej. Wspieramy ustanowienie europejskich ram kształcenia przedszkolnego, aby zadbać o holistyczny rozwój dziecka. Szkoły widzimy jako centra krytycznego i twórczego myślenia. To oczywiście wymaga zmiany paradygmatu kształcenia, odejścia od werbalnego przekazu i mechanicznego zapamiętywania na rzecz rozumienia, dyskusji, rozwiązywania problemów, ale także indywidualizacji procesu kształcenia.

Szkolnictwo wyższe pełni kluczową rolę w rozwoju potencjału intelektualnego i konkurencyjności gospodarki europejskiej. Z dużym zainteresowaniem przyjmujemy zapowiedź utworzenia europejskiego obszaru edukacji, ale podkreślamy, że musi być on skorelowany z europejską przestrzenią szkolnictwa wyższego i z europejskim obszarem badawczym, aby wzmocnić trójkąt wiedzy i uzyskać u absolwentów postawy proinnowacyjne. Wspieramy również utworzenie europejskiej sieci uniwersytetów, zakładając jednak, że powinna to być oddolna inicjatywa samych uczelni.

Nie będzie żadnych zmian w edukacji bez nauczycieli, dlatego zwracamy uwagę na konieczność pozyskania silnie zmotywowanych, doskonale wykształconych i mentalnie przygotowanych nauczycieli. Wymaga to jednak zarówno zmiany sposobu ich kształcenia, jak i ogromnej troski o podniesienie ich statusu zawodowego i materialnego. Z dużym zainteresowaniem przyjęliśmy zapowiedź utworzenia Europejskiej Akademii Nauczyciela, szczególnie po ewidentnym sukcesie styczniowego szczytu edukacyjnego. Pamiętajmy o słowach brytyjskiego pedagoga Johna Dewey'a: „Jeśli uczymy tak, jak uczyliśmy wczoraj, zabieramy naszym dzieciom jutro”.

Agnieszka Kozłowska-Rajewicz, autorka projektu opinii Komisji Zatrudnienia i Spraw Socjalnych. – Panie Przewodniczący! Przede wszystkim chciałabym pogratulować pani poseł Krystynie Łybackiej znakomitego sprawozdania. Ja jestem odpowiedzialna za przygotowanie opinii Komisji Zatrudnienia i Spraw Socjalnych i w tej opinii podkreślamy, że edukacja wysokiej jakości jest prawem każdego Europejczyka, a cele edukacji wykraczają daleko poza przygotowanie absolwentów do odnalezienia się na rynku pracy, choć ten cel w postaci rynku pracy jest oczywiście bardzo istotny.

Zauważamy też, że digitalizacja i automatyzacja rynku pracy zmieniają rodzaj potrzebnych na rynku umiejętności. Zwiększa się zapotrzebowanie na zaawansowane umiejętności i zawody, w tym umiejętności cyfrowe, matematyczne, inżynierskie, a zmniejsza na proste prace niewymagające kwalifikacji. Ten fakt państwa członkowskie powinny w końcu uwzględnić w swoich politykach edukacyjnych, które muszą skutecznie zwalczać zjawisko wtórnego analfabetyzmu i porzucania nauki, a także lepiej kształcić studentów szkół wyższych.

Podkreślamy również, że na rynku pracy rośnie zapotrzebowanie na umiejętności miękkie, które wymagają kształcenia praktycznego, otwartego, powiązanego z otoczeniem, oraz że kluczem do dobrej jakości edukacji są nauczyciele, jakość ich wykształcenia oraz wolność w wyborze programu i metod nauczania.

Tibor Navracsics, Member of the Commission. – Mr President, honourable Members, Madam Łybacka, I'm very pleased to have this debate with you today. You underline in your report the crucial role of education in shaping the future of Europe. I couldn't agree more. The transformation of our societies and economies creates changing education realities that need urgent responses if we want to offer bright futures to all our young people. In fact, over the last year or so the topic of education has visibly moved up on the EU's agenda.

In March 2017, the Rome Declaration called for a Union where young people receive the best education and training and can study and find jobs across the continent. In November last year, EU leaders debated education at the Gothenburg Social Summit and adopted conclusions on the topic at the December European Council.

With this mandate, the Commission has recently outlined its vision for a European education area where people can move freely to study, learn and train, and where we can offer high quality and innovative education for all our citizens. I thank you for your explicit support for the European education area.

This project is based on three objectives. Firstly, to promote cross-border mobility and cooperation in education and training. Secondly, to remove unjustified obstacles that make it difficult to learn, train or work abroad. Our aim is to make the free movement of learners possible and to create a genuine European learning space. Thirdly, to support Member States in making their education and training systems more inclusive and innovative and to base them on the idea of lifelong learning.

On 22 May 2018, we proposed a second set of concrete steps towards turning the vision of a European education area into reality following a first batch of proposals we tabled in January. In May, the Commission presented three proposals for Council recommendations.

First, a recommendation on the automatic mutual recognition of higher education and upper secondary education diplomas and the outcomes of learning periods abroad. I firmly believe that we can only succeed in building a strong European identity if young people are free to study and learn in another EU country, unimpeded by administrative hurdles. Let us remove the recognition obstacle, at least inside the EU, once and for all.

Second, we want a comprehensive approach to the teaching and learning of languages. Our societies, our economy and the European project itself depend on our citizens being able to communicate with each other. Alas, multilingualism is far from being a reality in the EU. It is high time we stepped up our efforts to be a truly multilingual Europe.

Third, high-quality early childhood education and care systems. Evidence shows that if learning opportunities are missed at an early age, it takes much greater efforts to make up the deficit later. The Commission proposal aims to create a quality framework for early childhood education and care with the aim of giving all children the best possible start in life.

We have outlined some key initiatives in support of the European education area. Let me mention just some of them. First, the European universities. These will boost cross-border cooperation between higher education institutions. Higher education institutions which share the same vision and values will develop long-term institutional strategies for top quality education, research and innovation. The Commission aims to launch pilot projects in 2019 and 2020 under the Erasmus+ programme.

Second, the European student card will simplify learning mobility by reducing administrative burdens and costs for students and educational institutions. The aim is to make it available to all Erasmus students by 2021 as a visible symbol of European student identity.

Third, with the graduate tracking initiative, we have launched the first ever European survey of graduates in eight pilot countries, with initial results expected by the end of 2019.

All these initiatives build on the first proposals on the European education area we put forward in January. Back then, the Commission had launched an ambitious digital education action plan. This promotes digitalisation and innovation-driven approaches in education. A new European framework of key competences reminds us that we have to invest more in developing basic and digital skills, civic competencies and entrepreneurial attitudes, and we have to encourage more young people to study science, technology, engineering and mathematics.

Finally, the Council recommendation on promoting common values, inclusive education and the European dimension of teaching was also tabled in January and adopted by ministers in May. Never before has the EU said so clearly how important it is to promote our common values, to create a sense of belonging, to teach about the functioning values and origins of the European Union and, most importantly, to learn about the cultural and historical diversity of Member States.

Madam Łybacka your excellent report and its constructive recommendations come at just the right moment. On 30 May, we presented our proposals for the future Erasmus programme, which will continue to play a key role in delivering the objectives of the European education area.

Let me take this opportunity to warmly thank this House for your unwavering support for an ambitious Erasmus programme post 2020, with an increased budget that is proportionate to the size of our ambition. I agree that we need to make the programme more inclusive and accessible. Our proposal will allow 12 million people, more than ever before, to participate in different types of exchanges while reaching out to more people of all social backgrounds. In order to reach new groups of learners, the Commission proposes to increase support for school pupil mobility, mobility of learners in vocational education and training, and youth mobility.

Furthermore, the Commission wants to provide more flexible formats for learning mobility, such as short-term and group activities and virtual mobility. We also want to make it easier for smaller and grassroots organisations to take part, in particular community-based organisations that work with disadvantaged learners of all ages.

I would like to thank you, Madam Łybacka, for your excellent cooperation in drawing up this report. All of you are a key partner for us in supporting Member States in improving and modernising Europe's education systems.

Anna Záborská, *Spravodajkyňa Výboru pre práva žien a rodovú rovnosť požiadaneho o stanovisko*. – Vážený pán predsedajúci, európske vzdelávanie sa musí usilovať predovšetkým o rozvoj uvažovania a premýšľania. Táto veta zo správy kolegyne Łybackej by mala byť vytesaná do kameňa. S mnohými návrhmi v správe súhlasím, ale rovnako ako navrhovateľka stanoviska vo výbore FEMM, pani Šojdrová, s niektorými som sa nestotožnila.

Podporujem dôraz na učiteľov a ich odmeny vrátane problému feminizácie školstva, či otázky rovnakých príležitostí pre chlapcov a dievčatá a motiváciu dievčat pre niektoré odbory. Správa tiež kladie dôraz na tak potrebnú mediálnu gramotnosť, ktorá je najlepším dlhodobým prostriedkom, ako bojovať proti falošným správam a dezinformáciám a zvyšovať bezpečnosť detí na internete.

V tejto správe teda správne vyzývame Komisiu a členské štáty, aby vytvorili zvláštne opatrenia na podporu projektov mediálnej a digitálnej gramotnosti.

Andrea Bocskor, a PPE képviselőcsoport nevében. – Elnök Úr! Először is szeretném megköszönni Krystyna Łybackának a kiváló együttműködést a jelentés elkészítése során, egy nagyon jó és tartalmas jelentés született, gratulálok az elvégzett munkához. A jelentés hangsúlyozza az oktatás fontosságát, gazdasági és társadalmi szempontjait a megváltozott információs társadalomban. A fiatalok munkanélkülisége mértéke több tagországban továbbra is aggasztó, azonban a tudás és a képzettség még mindig a legnagyobb érték, a diplomások körében még mindig kisebb a munkanélküliek aránya, mint a képzés nélküliek között.

Ezért fontos, hogy a tagállamok a jelenlegi kihívásoknak megfelelően beruházzanak az oktatási rendszerek és infrastruktúra minőségének javításába, aktualizálják a tanterveket, hogy a diákok hasznos, alkalmazható és gyakorlatias tudást szerezhessenek. A jelentés hangsúlyozza a szakképzés és a duális képzés fontosságát, az oktatási intézmények és tartalmak összehangolását a munka világával, a munkaerőpiaci és jelenlegi szükségletekkel, illetve a szakmunka presztízsének a növelését.

Örülök annak, hogy a jelentésbe bekerült a nemzeti kisebbségek anyanyelvű oktatásának témaköre is, hisz az anyanyelv használatának joga az oktatás folyamatában a kisebbségek számára létkérdés. A jelentés kimondja, hogy a tagállamoknak nagyobb erőfeszítést kell tenniük annak érdekében, hogy az őshonos kisebbségekhez tartozó tanulók hozzáférjenek az oktatás valamennyi szintjéhez anyanyelvükön, és a kisebbségi nyelveken oktató intézmények kiemelt támogatásban részesüljenek.

Az ajánlásokba bekerültek a kulcskompetenciák teljes körének elsajátítása, mint az idegen nyelvek, digitális készségek, valamint a vállalkozói készségek, és nem utolsósorban az egész életen át tartó tanulásnak a kompetenciája. A jelentés kiemelt figyelmet szentel a pedagógusoknak: a tagállamoknak ösztönözni kell a fiatalokat, hogy a pedagógiai szakmát válasszák, hogy újra vonzóvá és presztízsesse váljon a tanári szakma, és ebben a pedagógusképzésnek van kiemelt szerepe. A magyarországi jó példát követve, a jelentés ajánlásai közé bekerült, hogy a tagállamok tegyenek nagyobb erőfeszítést a korai, és kisgyermekkor oktatás hozzáférése érdekében, tehát a tagállamok több óvodai és bölcsődei helyet biztosítsanak, főleg a hátrányos helyzetű családok gyermekei számára.

A magyar kormány 2010-től számos kezdeményezést indított a kisgyermekkor nevelés és közoktatás területén, ingyenes iskolai étkeztetést, tankönyveket biztosít a diákok számára. Ez jó példa a korai felzárkóztatásra, amire sok államban szükség lenne. Remélem, a tisztelt Ház nagy többséggel fogja megszavazni ezt a jelentést!

Момчил Неков, от името на групата S&D. – Уважаеми г-н Наврачич, Подкрепих доклада на Кристина Либацка, защото смятам, че модернизирването на образованието е нещо, което не можем да продължаваме да отлагаме. Живеем във време, в което новите технологии и дигитализацията се развиват с бързи темпове и образователните системи трябва да бъдат в крак с тези развития. В противен случай нашите учебни заведения ще продължават да произвеждат бъдещи безработни и кадри, които не владеят уменията на XXI век.

Когато говорим за модернизирване на образованието, това не трябва да се разбира като обновяване само на материалната база на учебните заведения и закупуване на модерна техника. Важно е да сме в крак с новите технологии, но те не гарантират на подрастващите, че ще могат да усвоят по-добре знания, умения и компетентности. Резултатите от международното изследване „Пиза“ показват, че наличието на модерна дигитална инфраструктура не повишава резултатите на учениците и това не е изненадващо.

Проблемът с функционалната грамотност е добре познат и на българската система. Нашите ученици биват затрупани с огромни количества теоретични знания, което е за сметка на стимулирането на критично мислене. Нужен е холистичен подход, който да взема под внимание и нуждите на нашите учители, защото без тях нито една реформа не може да бъде успешна. Отношението към тях е показателно за отношението към цялата образователна система.

Повишаването на техните възнаграждения няма да реши проблемите с магическа пръчка. Те трябва да имат повече автономия и достъп до възможности за професионално развитие. За тази цел, обаче, не трябва да се разчита само на възможностите, предоставени от европейските програми. Не можем да очакваме от Брюксел да реши всичките ни проблеми. Нужна е национална политика в сферата на образованието. За съжаление у нас такава липсва, други са управленските приоритети в България. Жалкото е, че потърпевшите ще бъдат нашите деца.

Remo Sernagiotto, *a nome del gruppo ECR*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, grazie ai colleghi ma soprattutto grazie alla relatrice che ci ha permesso di lavorare con serenità su un tema così importante: la modernizzazione dell'educazione. Noi crediamo di aver centrato quei punti che erano necessari, ma sono necessari nei paesi, nei nostri paesi, perché siamo paesi e siamo Europa.

Io credo che questa modernizzazione, che guarda con interesse le competenze linguistiche, guarda con grande interesse le competenze digitali e le competenze mediatiche, considerando che il contenitore scuola non è l'unico luogo dove si possono formare le persone, e guarda anche alla formazione permanente e all'istruzione permanente, sia il centro di tutto il nostro ragionamento.

Voi sapete che come gruppo dell'ECR abbiamo presentato degli emendamenti e abbiamo confermato molti emendamenti su un tema a noi molto caro: la libertà e la scelta educativa, la famiglia – quella grande risorsa che forse per un periodo ci siamo dimenticati – e la comunità, capaci di partecipare in modo attivo.

È chiaro che di fronte alla possibilità di insegnanti che possono formarsi e proporsi costantemente, non sotto il profilo della capacità di essere insegnanti e della capacità economica, ma di quella di partecipazione attiva, sono centrali nella formazione e nello sviluppo della nostra comunità. Ecco perché io credo che quando noi diciamo che la libertà e la scelta educativa competono alla famiglia, vuol dire che competono alla comunità. Non parlo delle comunità nazionali, ma oggi parlo della Comunità europea, che forse è la strada migliore per evitare quello che vediamo quotidianamente e quello che abbiamo visto soprattutto negli ultimi anni.

Allora, un grande impegno dell'Europa e questa è una relazione – grazie alla relatrice e a tutti quelli che hanno partecipato – importante e che guarda al futuro.

Izaskun Bilbao Barandica, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señor presidente, el paradigma de desarrollo que hemos elegido para mantener nuestras señas de identidad como Unión, para mantener nuestro liderazgo mundial y nuestro modelo social, se basa en un crecimiento sostenible, inteligente e integrador. Estas tres características se fabrican con conocimiento y valores. Por eso necesitan el respaldo de un sistema educativo flexible, en permanente transformación y centrado en ofrecer a las personas la formación que van a necesitar para incorporarse a la vida adulta en las mejores condiciones.

Creo que hay que subrayar más que todas las mejoras en materia educativa que exijamos a lo institucional, a lo público, solo funcionarán si asumimos lo que nos toca a cada uno como ciudadanos, como progenitores. No podemos dar por supuesto que cumplimos, y no hacerlo nos deslegitima para exigir nada a maestros, a profesores y al sistema en el que trabajan.

Necesitamos una educación en igualdad. Sin estereotipos. Necesitamos capacitación digital, dominio del lenguaje visual, capacidad para desarrollar el pensamiento crítico y creativo y hábito para trabajar en equipo, combinando capacidades, aptitudes y conocimiento.

Tenemos que enseñar la diversidad como una fuente de valor que hay que respetar. Y, por supuesto, fomentar el pluralismo y la solidaridad. Porque esta es la base del crecimiento integrador que es la base de la estabilidad y la justicia social.

El reto de alcanzar estos objetivos requiere invertir, para empezar, en las y los profesionales del ramo, revisar las herramientas que les ofrecemos para formarse y adaptarse a los cambios. Y ofrecerles la tecnología no como un fin sino como una herramienta al servicio de una profesión, de una inteligencia que nunca podrá ser artificial. Organizar todo el sistema pensando en la igualdad de oportunidades.

Por eso estoy plenamente de acuerdo con extender el principio en que se basa el espacio europeo de educación superior al resto de los niveles educativos. Esa es la base del espacio educativo europeo al que se refiere este informe: facilitar la movilidad, el reconocimiento mutuo. Fomentar los intercambios de personas, profesores y estudiantes, y de buenas prácticas. Creo que este proceso permitiría avanzar hacia un concepto que necesitamos: el de talento europeo.

Jill Evans, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, I would like to congratulate the rapporteur and express our support for this report. Quality education creates active and engaged citizens and increases the employability and mobility of young people, as well as contributing to building the economy as a whole.

The modernisation of education systems across Europe is a pressing need, and one that must address deep structural challenges. It is the responsibility of Member States and devolved governments – such as we have in Wales, where full powers over education are devolved – to implement reforms, but the EU can assist their efforts. This report presents excellent recommendations on how to do that.

One point that I especially welcome, and one that has been mentioned by several colleagues, is the importance given to the teacher as a guarantor of quality teaching. Earlier this year, I went with some others here on a study visit to Finland. Teachers there are highly trained and highly respected. To become a teacher, candidates must have passed at least a master's degree, and many students try to be accepted on training courses for teachers and fail. It was clear that the status of teachers within society also changed the view of the value of education itself.

So I am very glad that this report calls for measures to raise the status of the teacher. With the creation of the European Education Area under way, this is a crucial period where cooperation across the EU must be a priority. I hope that Wales, the country that I represent, will play its full part in these developments, and I will work towards that aim.

Νικόλαος Χουντής, *εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL*. – Κύριε Πρόεδρε, Κύριε Επίτροπε, σήμερα στον τομέα της παιδείας, ως αποτέλεσμα των αντιλαϊκών και αντικοινωνικών πολιτικών που εφαρμόζονταν και εφαρμόζονται στην Ευρωπαϊκή Ένωση αλλά και στα κράτη μέλη, παρατηρούμε τα εξής: γενική υποβάθμιση των πολιτικών εκπαίδευσης και υποχρηματοδότηση της δημόσιας παιδείας, συρρίκνωση των εργασιακών δικαιωμάτων των δασκάλων και των καθηγητών, αύξηση του ποσοστού των κοινωνικά αποκλεισμένων πολιτών και διόγκωση του φαινομένου του brain drain από την Ελλάδα και τις άλλες χώρες του Νότου, προώθηση του ατομικισμού σε βάρος της συλλογικής συνείδησης, εκπαιδευτικά συστήματα με κυρίαρχο σκοπό την εξυπηρέτηση των αναγκών της αγοράς εργασίας, συμμετέχοντες γεμάτους άγχος και ανησυχία λόγω της πολύ δύσκολης κατάστασης που θα αντιμετωπίσουν μετά τις σπουδές.

Αυτές οι πολιτικές στο πλαίσιο των νεοφιλελεύθερων πολιτικών και των πολιτικών λιτότητας στοχεύουν στη δημιουργία ακόμα μεγαλύτερων ανισοτήτων και στην ακόμα μεγαλύτερη συγκέντρωση του πλούτου στα χέρια ολίγων. Ο εκσυγχρονισμός της εκπαίδευσης, για να είναι προς το συμφέρον των πολλών, πρέπει να έχει ως απαραίτητες προϋποθέσεις: γενναία αύξηση των δημόσιων δαπανών για τις πολιτικές εκπαίδευσης, εξασφάλιση πρόσβασης για όλους σε όλες τις βαθμίδες της εκπαίδευσης, εκπαιδευτικά συστήματα με επίκεντρο τους μαθητές και σπουδαστές και όχι τις επιταγές των αγορών και ενίσχυση των πολιτικών για την καταπολέμηση της ανεργίας των νέων.

Isabella Adinolfi, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario vorrei ringraziare la relatrice e i colleghi per l'ottimo lavoro svolto. Il testo finale rappresenta un buon compromesso politico su un tema che è cruciale per il futuro della nostra società, quello della modernizzazione dell'istruzione in Europa, dove il tasso di analfabetismo funzionale registra ancora un livello drammaticamente alto.

Sono principalmente tre gli aspetti delle raccomandazioni rivolte alla Commissione e agli Stati membri che vorrei sottolineare in questa sede. Il primo riguarda il ruolo fondamentale degli investimenti pubblici. Senza un sistema di istruzione e formazione di qualità e all'avanguardia, infatti, non ci può essere un reale cambiamento che oggi, come non mai, è necessario per affrontare al meglio le sfide che il mondo globalizzato, gli avanzamenti tecnologici e le crisi economica e politica pongono.

Di pari passo con gli investimenti pubblici va anche la lotta al precariato degli insegnanti, che sono i pilastri del sistema, ai quali vanno garantite condizioni di lavoro dignitose che non mortifichino più la loro decisiva attività che accompagna gli studenti dalla scuola preprimaria fino all'università e che garantisce che si formino cittadini critici e consapevoli.

Il terzo aspetto, infine, concerne l'incremento di politiche di alfabetizzazione funzionale e mediatica. Si tratta di un aspetto di cui troppo poco si parla e che invece è cruciale. Sono convinta che serva una risposta comune nonché un serio piano di medio e lungo periodo e il testo approvato, a questo proposito, affronta la questione in modo appropriato, delineando delle buone soluzioni.

Voglio chiudere dicendo che l'aspetto che mi rende maggiormente orgogliosa del lavoro svolto è il riconoscimento del diritto all'istruzione come diritto umano fondamentale, che va garantito a tutti, specialmente a coloro che si trovano in situazioni di difficoltà o di svantaggio, come per esempio i disabili o le persone che provengono da *background* difficili. Vorrei, cari colleghi, che a tutti fosse chiaro che nessuno deve rimanere indietro. Veramente nessuno.

Dominique Bilde, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, en 2000, la stratégie de Lisbonne prétendait hisser l'Union européenne au rang d'espace le plus compétitif, dynamique et basé sur la connaissance. Quatorze ans plus tard, la Commission fixait à 2020 l'âge d'or auquel 40 % d'une génération se verraient dotés d'un diplôme du supérieur et 85 % maîtriseraient les savoirs fondamentaux.

Las, les classements internationaux se suivent et se ressemblent et les chiffres sont têtus. Ainsi, le classement QS, publié le 6 juin dernier, ravale la première université d'Europe continentale – en excluant la Suisse – à la 50e place en se fondant sur l'opinion de quelque 42 000 employeurs. On peut certes s'insurger contre les critères utilisés, un peu comme face à la défaite d'un grand sportif – il est de bon ton de maudire la météo, la fraîcheur du gazon ou la partialité de l'arbitre. Reste que des tests Pisa, qui voient certaines régions européennes rivaliser avec des pays en développement, au délabrement de notre recherche, dont témoigne l'exode massif des chercheurs, tout confirme que, dans une concurrence mondiale féroce, l'Europe semble avoir rendu les armes. Comment pourrait-il en être autrement alors qu'à coup de lignes directrices, l'Union européenne n'a de cesse d'abreuver les États membres de lubies pédagogiques éculées sapant les fondements des traditions nationales séculaires.

Je pense au totem des nouvelles technologies à l'école, alors que, de l'OCDE à l'Académie américaine de pédiatrie, tous reconnaissent désormais leur effet délétère sur les résultats scolaires et la santé mentale. Sans parler de la surconsommation de contenus en ligne pornographiques et violents ou des risques associés au cyber-harcèlement, dont les conséquences sur le développement psychique, émotionnel et affectif des jeunes sont parfois irréversibles.

Je pense également au mépris pour la hiérarchie entre le professeur et l'élève, qui résonne d'un écho cruel à l'heure où la peur est devenue un compagnon familier pour tant d'enseignants des banlieues perdues de la République française.

Mais le plus frappant est la contradiction flagrante entre l'aspiration à l'excellence et à la diversité. Ainsi, alors que plus de 15 % des chefs d'établissements défavorisés en France et en Belgique considèrent la diversité d'origine comme un obstacle à l'apprentissage, l'arrivée d'un nombre exponentiel de migrants dans les systèmes scolaires exsangues sera d'autant plus calamiteuse qu'elle n'a pour corollaire aucun effort d'assimilation, l'exigence de maîtrise de la langue cédant le pas à celle du multilinguisme. Les enseignants sont désormais enjoins d'encourager chez l'élève migrant la connaissance de sa langue maternelle. Il est loin le temps où venus des confins de Pologne ou d'Italie, des cohortes d'immigrés sacrifiaient leur langue et leur identité sur l'autel d'une nouvelle patrie porteuse d'espoir et de promotion sociale.

Entre fracture scolaire et identitaire, l'école inclusive rêvée par Bruxelles sèmera les ferments du nivellement par le bas, du communautarisme et de la division.

Dobromir Sośnierz (NI). – Panie Przewodniczący! Ubolewacie Państwo, że brakuje w wielu dziedzinach wykształconych specjalistów. Deklarujecie, że troską Unii jest to, żeby edukacja nadążała za potrzebami rynku pracy, a nie produkowała bezrobotnych. No i cóż w związku z tym w tej rezolucji proponujemy? No oczywiście zwalczanie stereotypów dotyczących płci, LGBT, zdrowie reprodukcyjne i seksualne, co wiemy, co to w waszej nowomowie oznacza, ale to jest najlepsze, pkt. 35, włączenie do programów szkolnych, nauczania i treści edukacyjnych wiedzy o historii emancypacji kobiet, w szczególności praw wyborczych dla kobiet.

Nie wiem, z jakiej planety nadaje do nas autor tego tekstu, ale: Halo, tutaj Ziemia. Tutaj na Ziemi nie pytamy ludzi na rozmowach kwalifikacyjnych, co wiedzą o emancypacji kobiet i w szczególności o historii praw wyborczych. Tutaj pytamy o kompetencje. To nie jest żadna wiedza, to jest wasza propaganda, wasza lewicowa hagiografia, którą chcecie włączyć na siłę ludziom, którzy w wielu przypadkach nie będą podzielali waszych poglądów.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Panie Przewodniczący! Edukacja wymaga modernizacji. Zaczynam od tego stwierdzenia, bo samo sprawozdanie brzmi „w sprawie modernizacji edukacji”. Tak, jakby to była kwestia otwarta. Nie, ona jest w sprawozdaniu przesądzona, po to abyśmy mogli być konkurencyjni, mogli być bogatsi, mogli być sprawniejsi i mieli pokolenie, które samo się realizuje – musi być modernizacja systemów edukacyjnych, samej edukacji.

Nie wiem, czy jest to najbardziej adekwatne pojęcie, najbardziej właściwe słowo, ale bez wątpienia edukacja odpowiada na kluczowe wyzwania, nie tylko Europy, nie tylko społeczeństwa Europy, ale także świata. Trzeba pamiętać, że niedawno debatując tu na posiedzeniu właśnie Parlamentu w Strasburgu, mówiliśmy, że blisko 30 procent młodych ludzi do 25 roku życia jest albo bez pracy, albo bez edukacji, albo bez jednego i drugiego razem. To jest wyzwanie dla nas wszystkich, jak dojść do tej sytuacji, o której mówi sprawozdawczyni? No przede wszystkim łącząc programy modernizacyjne w tych grupach, które są wymienione w samym sprawozdaniu, to jest szkolnictwo wyższe, to są sami nauczyciele, to jest umiejętność także wykorzystywania zmian cywilizacyjnych, czyli także technologii, ale to także badania naukowe, jak i również lepsze reagowanie na zmieniające się potrzeby rynku.

Bardzo się cieszę, że podjęliśmy temat kluczowy z punktu widzenia wyzwań. To, co dla mnie jest najistotniejsze, to żeby te modele edukacyjne nie były wciśnięte w zbyt silną twardą matrycę – tak powinno być w naukach ścisłych, ale w humanistyce, w programach internetowych, tam, gdzie potrzeba jest kreatywności i twórczości, potrzeba także większej swobody.

Luigi Morgano (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, mi associo ai complimenti già espressi per l'eccellente relazione della collega Krystyna Łybacka. La sua relazione di iniziativa è sicuramente una delle più importanti di questa legislatura per il tema che affronta. Le cose che hanno detto i colleghi e anche il Commissario danno ragione a questa mia affermazione.

I cambiamenti in corso li conosciamo. Si tratta di prendere questi cambiamenti non come problemi, ma come sfide, e di affrontarli con un approccio davvero globale, coinvolgendo tutta la politica dell'istruzione.

Se vogliamo creare uno Spazio europeo dell'istruzione e della formazione, nel rispetto del principio di sussidiarietà, è irrinunciabile un'istruzione universale di alta qualità. Questo però deve diventare anche una reale priorità politica degli Stati membri. È altresì fondamentale fornire un forte sostegno finanziario ad ogni livello, quindi alle scuole di ogni ordine e grado, sia pubbliche che private no profit, nella consapevolezza che investire nell'istruzione non è solo e non può essere solo un imperativo economico, ma che in un mondo peraltro globalizzato è uno dei fattori essenziali per il pieno sviluppo di ogni persona, in tutte le sue dimensioni.

È giusto quindi, da un lato, ribadire i fondamentali, il diritto alla libertà di scelta educativa dei genitori, garantire a tutti i cittadini dell'Unione l'apprendimento delle competenze di base, comprese ovviamente quelle digitali, la parità di accesso a un'istruzione inclusiva e di qualità e anche come ascensore sociale e, dall'altro lato, porre l'accento sulle componenti invece cosiddette di modernizzazione, che riassumo brevemente: risorse didattiche e metodi di insegnamento che utilizzino le nuove opportunità, il tema dei disabili, fin dall'infanzia e non solo chi è stato trattato come elemento essenziale, il cosiddetto triangolo della conoscenza e il miglioramento del legame tra ricerca e insegnamento.

Ci sarebbero varie cose da aggiungere. Mi permetto di concludere ricordando la centralità della figura dell'insegnante che deve essere da un lato garante e pietra angolare per il cambiamento del sistema di istruzione. Credo però che quello che è già emerso oggi dice di una forte volontà di tutto il Parlamento di procedere per la propria strada per arrivare ad una conclusione il più condivisa possibile.

Arne Gericke (ECR). – Herr Präsident! Es geht um die Modernisierung der Bildung! Ich darf der Kollegin für den hervorragenden Bericht danken – wohl wissend, dass Bildungspolitik in nationaler, für uns in Deutschland sogar in regionaler Hand ist. Und dort soll sie auch bleiben. Das nur als Randnotiz an all die linken und liberalen Kollegen, die nun schon wieder meinen, Europa könnte nach allem greifen.

Ich sage ihnen: „Schuster, bleib bei deinen Leisten!“ und danke schon mal allen Dolmetschern, deren hervorragende Bildung es möglich macht, dieses geflügelte Wort binnen Sekunden in dreiundzwanzig Sprachen zu dolmetschen – danke schön! Und gleichzeitig, Vorsicht: Verlieren wir uns nicht im Wolkenkuckucksheim, wir, die wir über den Bericht abstimmen und gleichzeitig im Büro, im Saal modernste Technik haben! Das ist nicht unbedingt die Realität an Europas Schulen.

Moderner Unterricht, auch der digitale, funktioniert nur im gegebenen Rahmen. Hinzu kommt: Eine Maschine allein macht keine Bildung. Nehmen wir unsere Lehrkräfte mit, bilden wir sie fort, überfordern wir sie nicht mit Schnapsideen à la Digi-Doro die in jedem Hausmeister den Programmierer sieht und am liebsten im Flugtaxi zur Schule düst. Bleiben wir mit beiden Beinen auf dem Boden! Das sage ich hier auch im Namen aller Bürgermeister. Ideen kosten nichts, ihre Umsetzung sehr wohl! Das müssen die Kommunen schultern, und dafür brauchen sie volle Unterstützung von Bund, Land und Europa.

Jasenko Selimovic (ALDE). – Herr talman! Ungdomsarbetslösheten är ett av de största problemen vi har i alla europeiska samhällen. Ungdomarna hör till dem som har drabbats hårdast av den finansiella och ekonomiska krisen och har fallit ut först från arbetsmarknaden med sina tillfälliga kontrakt. De har drabbats mest av det sociala utanförskapet och nu börjar de till och med att rösta på de partier som vi inte vill se i våra samhällen. Anledningen till det är väldigt ofta att de har bristfällig utbildning som inte tillåter att de får fäste på arbetsmarknaden, och det är enligt Pisa-studien alldeles drastiskt: en av fem ungdomar har svårigheter att läsa och förstå text. Därför är det nödvändigt att vi åtminstone tar tag i problemet på europeisk nivå och försöker hjälpa nationalstaterna att göra någonting åt det, även om de är de som måste göra det. Annars kommer vi att förlora en hel generation och det har vi inte råd med.

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, esprimo soddisfazione per questa relazione che riporta la parola modernizzazione al suo corretto significato.

Io vengo da un paese, l'Italia, in cui la parola modernizzazione associata a educazione ha avuto il sapore di un incubo negli ultimi vent'anni: le tre «i» di Letizia Moratti, per non parlare della buona scuola di Matteo Renzi. Modernizzazione ha significato distruzione del sistema pubblico di istruzione, ha significato dequalificazione degli insegnanti, ha significato tagli alla spesa pubblica per la scuola e la scuola come educazione allo sfruttamento.

Io credo che invece occorra parlare di modernizzazione dell'istruzione, esattamente appunto come educazione alla sessualità, come educazione alle differenze, e utilizzare una prospettiva di genere in tutte le materie di insegnamento. Occorre rimettere gli insegnanti al centro della scuola, come sta facendo ad esempio la LIP, la legge di iniziativa popolare per le scuole. Occorre finanziare un sistema d'istruzione libero, gratuito, laico e di massa.

Csaba Sógor (PPE). – Mr President, despite ever-faster changes in economic and social life, one truth has remained constant over the years: quality education is as crucial as ever for the well-being of individuals and for society as a whole. Providing for it is one of the best investments a society can make.

Member States are primarily responsible for their education, and there are wide disparities among them. According to a recent World Bank document, Romania's education system is failing: 40% of Romanian students are functionally illiterate, and one in five children drop out of school. Adding to this, the skills of the workforce have not kept up with the increasing sophistication of the economy and the switch in exports from labour-intensive to high-technology sectors.

To advance from situations such as this, Member States will need EU support to drive reforms in their social and education systems. I am hopeful that through pushes from the Semester process, and with instruments such as the ESF and the SRSP, we will be able to move on together. In this drive, it is essential that we insist on education systems that are truly inclusive and accessible to all people, irrespective of their social, ethnic or linguistic background.

I fully agree with the report's recommendation for Member States to ensure access to mother-tongue education at all levels for pupils from autochthonous minorities. The EU used to request this before accession; it should continue to do so today, especially because we see that many Member States currently pursue policies in full contradiction of their pre-accession promises.

Γιώργος Γραμματικάκης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, σήμερα συζητάμε για το μέλλον της παιδείας και για το πώς μπορεί η Ευρώπη να ενισχύσει τον υποστηρικτικό της ρόλο. Χαίρομαι πολύ γιατί η συνάδελφός μου κυρία Łybacka στην Επιτροπή Πολιτισμού και Παιδείας είδε με βάθος και τόλμη τα προβλήματα της παιδείας και έδωσε τις σωστές κατευθύνσεις για το μέγιστο αυτό ευρωπαϊκό θέμα.

Πέρα από τα συνηθισμένα αλλά σημαντικά θέματα, όπως είναι η στενότερη συνεργασία των Πανεπιστημίων αλλά και η κινητικότητα καθηγητών και σπουδαστών, θα μου επιτρέψετε να δώσω ιδιαίτερη έμφαση στους στόχους χρηματοδότησης που πρέπει να ανέρχεται τουλάχιστον στο 5% του ΑΕΠ των κρατών μελών μέχρι το 2025. Η Ευρώπη χρειάζεται τον στόχο αυτό αν θέλουμε να μιλήσουμε σοβαρά για τη σύγκλιση και για την οικονομική ανάπτυξη παντού χωρίς αποκλεισμούς. Τα στοιχεία μπορούν να εξηγήσουν πολύ πειστικά γιατί χρειάζεται ο στόχος αυτός: από τη Ρουμανία που δαπανά μόνο το 3% και την Ελλάδα που μόλις ξεπερνάει το 4% – και αυτό με επιφυλάξεις – είναι τεράστια η απόσταση μέχρι το 6,5% του Βελγίου και το 7% της Δανίας και συγχάιρω τις χώρες αυτές.

Είναι λοιπόν σαφές ότι σε μια ενιαία αγορά οι ισορροπίες αυτές πλήττουν τους πιο αδύναμους. Καθώς η συζήτηση για τον επόμενο πολυετή προϋπολογισμό της Ένωσης έχει ξεκινήσει, πρέπει να διεκδικήσουμε τα επενδυτικά εργαλεία της επόμενης περιόδου, τα οποία πρέπει να είναι επαρκώς προσανατολισμένα στον μέγιστο στόχο της παιδείας. Πολύ σωστά η εισηγήτρια δίνει έμφαση και ιδιαίτερη προσοχή στην προσχολική αγωγή. Στα σχολεία τα προγράμματα πρέπει να εστιάζουν στις ανάγκες του μαθητή και όχι του δασκάλου. Επίσης είναι αξιολογή η πρόταση της εισηγήτριας, την οποία και στηρίζω, για τη δημιουργία ενός ευρωπαϊκού δικτύου πανεπιστημίων, ώστε να καταστεί ο ευρωπαϊκός χώρος εκπαίδευσης καινοτόμος, ζωτικός και ελκυστικός, όπως αρμόζει στη σωστή παιδεία.

Νεοκλής Συλικιώτης (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, χαιρετίζουμε την προσέγγιση της έκθεσης, η οποία αντιλαμβάνεται τα σχολεία ως αυτόνομα κέντρα τόνωσης της κριτικής και δημιουργικής σκέψης και προώθησης των δημοκρατικών αξιών και της ενεργού συμμετοχής στα κοινά. Είναι θέση μας πως η εκπαίδευση πρέπει να παραμένει ευθύνη του κράτους και να είναι ανθρωποκεντρική. Το σχολείο θα πρέπει να παραμείνει ένα θεμελιώδες μαθησιακό περιβάλλον ανάπτυξης των δυνατοτήτων των νέων, που θα παρέχει ίσες ευκαιρίες και εξίσωση των δυνατοτήτων επιτυχίας για όλα τα παιδιά και τους νέους.

Την ίδια ώρα πρέπει να προστατευτεί η εκπαίδευση από την επιβολή των κανόνων της αγοράς και των συμφερόντων των πολυεθνικών εταιρειών που θεσμοθετούν την επισφάλεια στην εργασία και προωθούν τη διάλυση των εργασιακών σχέσεων. Απάντηση στην τεράστια ανεργία των νέων παραμένει η ρήξη με τις νεοφιλελεύθερες πολιτικές. Χρειαζόμαστε αύξηση των δαπανών για την παιδεία και αύξηση των δημόσιων επενδύσεων οι οποίες θα εντάξουν τους νέους απόφοιτους ομαλά στον κόσμο της εργασίας και θα τους διασφαλίζουν αξιοπρεπείς θέσεις εργασίας με πλήρη εργασιακά δικαιώματα.

Pál Csáky (PPE). – Elnök úr, biztos úr! Az oktatás uniósbeli korszerűsítésének kérdését nagyon fontos dokumentumnak tartom, és egyértelműen támogatom. Látnunk kell, hogy az oktatás felkarolása, az oktatásügyi kihívások prioritásként kezelése egy olyan pillér, amelyre Európa versenyképessége a jövőben is épülhet. A dokumentum alaptéziseivel teljesen azonosulni tudok. Ezek a következők: a minőségi oktatás szükségességének hangsúlyozása, az ehhez szükséges feltételek megteremtése és összehangolása uniós és tagállami szinten, a felsőoktatási intézmények közötti együttműködés különböző elemeinek támogatása, a nyelvi és intézményi kompetenciák növelésének lehetősége, az egész életen át való tanulás fontosságának hangsúlyozása, valamint számos modern és innovatív elem bevonása az oktatási folyamatokba.

Örülök annak is, hogy a dokumentum odafigyel a kisebbségek soraiból származó diákok anyanyelven történő oktatására is. Ez az elem azért is fontos, mert ebben az évben ez már a második dokumentum, amely a kisebbségek oktatásával is hangsúlyosan foglalkozik az Európai Parlament szintjén. Emlékeztetni szeretnék rá, hogy az Európai Parlament idén február hetedikén megszavazta „a kisebbségek védelme és hátrányos megkülönböztetésük tiltása az EU tagállamaiban” című határozatot, amely szintén hangsúlyozza, hogy a kisebbségek védelme európai szintű felelősség is.

Méltányolom, hogy az egyébként nagyon komplex felépítésű jelentés támogatja a regionális és kisebbségi nyelvek oktatásának és használatának előmozdítását is. Mivel magam is egy őshonos európai kisebbségi közösségből jövök, tudom, hogy ez kiemelten fontos, és remélem, hogy országom, Szlovákia is megfogadja majd ennek a dokumentumnak az ajánlásait, a kisebbségi intézmények és a kisebbségi pedagógusok plusz anyagi támogatására is.

Liliana Rodrigues (S&D). – Senhor Presidente, o nosso compromisso neste relatório – desde já os parabéns à minha colega – é o compromisso com o desenvolvimento do raciocínio, da reflexão e da curiosidade científica dos nossos jovens.

É um compromisso com orientação para a vida profissional tendo como horizonte a entrada no mundo do trabalho. É uma educação que defendemos, que se deve preocupar em informar a partir da realidade concreta da vida local, do país, mas também da comunidade internacional.

A modernização da educação na Europa não pode ser induzida de fora. Ela consiste num processo de dentro, o que implica reflexão e crítica. A verdadeira inovação da educação não está em termos somente de «mais tecnologia», mas está em termos capazes de mudar as práticas pedagógicas e isto não se faz sem os professores. São eles que podem fazer da educação uma ferramenta de combate à discriminação, nomeadamente à de género.

A educação foi quem mais pagou a crise. Por isso, o apoio financeiro público contínuo deve ser acrescido. Daí que não compreenda os cortes, os presentes cortes, no Fundo Social Europeu.

Acima de tudo devemos garantir um ensino que seja livre, público e gratuito. Modernizar a educação é livrarmo-nos do modelo fabril e das linhas de montagem que marcaram a escola do século XIX. Sabemos que a escola ainda é, ou ainda pode ser, o lugar onde não se certificam apenas conhecimentos, mas posições de classe e de género.

A igualdade não é, por isso, um tema menor na educação, é uma questão de justiça, é uma questão de democracia, é uma questão de liberdade. Se assumirmos que a escola pode ser um lugar de reprodução social, e isso acontece de facto, então estaremos em posição de perseguir aquilo que mais nos une: a igualdade de existir e de ser quem somos.

É urgente a União Europeia repensar a educação. Essa modernização da educação europeia será tão mais célere quanto mais formos capazes de refletir sobre a função social da escola e sobre a democracia.

(A oradora aceita responder a uma pergunta formulada ao abrigo do procedimento «cartão azul» (artigo 162.º, n.º 8, do Regimento))

Dobromir Sośnierz (NI), pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki. – Mówiła Pani, że musimy pomóc dzieciom w przyszłości przygotować się do wejścia na rynek pracy, ale moje pytanie jest takie: a skąd Pani wie jakie umiejętności będą za 10 lat potrzebne ludziom do wejścia na rynek pracy? Czy ktokolwiek na tej sali to wie? I czy ktokolwiek z tych osób, które będą o tym decydować to wie? Skąd macie taką wiedzę? Nikt nie wie, co będzie za 10 lat potrzebne. I proszę nie mówić, że naszym celem jest równość, to Pani celem jest równość. Moim celem jest równouprawnienie. I edukacja nie ma prawa narzucać poglądów jednej strony sali drugiej stronie sali.

Liliana Rodrigues (S&D), Resposta segundo o procedimento «cartão azul». – Senhor Deputado, lamento que não saiba quais são as competências que se espera para os jovens da União Europeia daqui a dez anos. Isso está muito bem plasmado, por exemplo, nos objetivos da OCDE e da própria União, e portanto não é difícil, através da educação profissional, imaginar quais serão as saídas de mercado de trabalho para os jovens europeus.

Em relação à questão que põe da igualdade, só quem não percebe de educação é que julga que a educação para os valores, nomeadamente a igualdade, não pode ser concebida na sala de aula.

Sirpa Pietikäinen (PPE). – Arvoisa puhemies, jos haluamme vahvistaa ihmisten hyvinvointia Euroopassa, rakentaa vakaata yhteiskuntaa eri jäsenmaihin ja taata taloudellisesti menestyvän Euroopan, meidän tulee vahvistaa komission toimivaltaa ja kompetenssia ja yhteistä koordinaatiota koulutuspolitiikan alueella, koska tarvitsemme merkittävästi lisää resursseja ja lisää laatua koulutukseen. Tämä tarkoittaa, että on lähdettävä liikkeelle opettajien koulutuksesta. Peruskoulutuksen tasoa on nostettava kaikissa jäsenmaissa, kuten myös ammatillisen koulutuksen ja yliopistokoulutuksen tasoa, ja on lisättävä resursseja.

Tämä on kansainvälisestikin jatkuva juoksu, jossa on kirittävä tahtia, jotta pysyttäisiin kärjessä. Tämän ja myös yhteisten työmarkkinoiden toteuttamiseksi tarvitsemme nykyistä parempaa elinikäisen oppimisen mallia, parempaa koulutuksen harmonisaatiota ja myös mittarit eurooppalaiseen lukukauteen siitä, kuinka eri jäsenmaat ovat koulutuspolitiikassaan onnistuneet ja miten tähän on suunnattu resursseja.

Rory Palmer (S&D). – Mr President, I am pleased that this report does not overlook the importance of early childhood education. The evidence is clear that access to high-quality pre-school and early years provision has a positive impact on educational progression and life chances, and that is why it is such a scandal that in the UK the Conservative Government has cut the Early Years budget by GBP 500 million, meaning the door is closing to hundreds of Sure Start children's centres. Properly funded high-quality early years provision should be the bedrock of our education systems.

We also need to see a continued focus on apprenticeships and vocational learning. Those routes are not second-class. They are as important for our economic competitiveness in the future as degrees and PhDs. On Friday, I was at Silverstone, the iconic home of British motor sports, but also the home of the Silverstone University Technical College, equipping young people with the skills and ambition to graduate to high-level apprenticeships at Formula 1 racing teams.

Finally, this report rightly acknowledges that education is also about broadening horizons and encouraging a positive sense of global citizenship. De Montfort University in my constituency is a trailblazer in this, giving its students once in a lifetime opportunities to learn and engage with communities right across the world through its unique DMU Global programme. Let's not ever forget in this Parliament, our national parliaments, or indeed in regional local government as well, that every young person everywhere has the right, regardless of their background, to achieve their full potential and their aspirations.

Emilian Pavel (S&D). – Domnule președinte, domnule comisar, dragi colegi, în primul rând aș dori să o felicit pe colega mea, doamna Lybacka, pentru acest raport excelent și pentru munca depusă. Alături de Noua agendă europeană pentru competențe, acest raport reprezintă o viziune completă asupra educației și formării în Europa. Da, stimate coleg, toate statele membre au competențe depline asupra implementării și dezvoltării sistemelor educaționale în țările lor. Însă cred că putem cădea cu toții de acord că un set de principii sănătoase și ancorate în realitate pentru o piață unică europeană sunt de mare folos. Susțin pe deplin prioritatea-cheie a Pilonului european al drepturilor sociale de a asigura o educație, o formare profesională și o învățare pe tot parcursul vieții incluzive și de înaltă calitate.

Însă, ca membru al Comisiei pentru ocuparea forței de muncă și afaceri sociale, aș dori să subliniez faptul că formarea profesională nu a primit aceeași atenție și aceleași investiții ca educația superioară în multe state membre. De aceea, aș vrea, cu această ocazie, să atrag încă un semnal de alarmă pentru a remedia acest lucru de urgență. Mai mult, ca un mare susținător al sinergiilor între educația formală, non-formală și informală, rog statele membre să accelereze eforturile de a pune în aplicare Recomandarea Consiliului privind validarea învățării non-formale și informale până la finalul anului 2018.

Susțin, de asemenea, crearea unui spațiu european al educației, dar și al unui spațiu al învățământului superior, astfel cum a fost prezentat la summitul social din Göteborg în anul 2017. Însă insist ca propunerile europene să stimuleze cooperarea și să evite orice clivaje interregionale. Nu în ultimul rând, vă rog să susțineți recunoașterea perioadelor de studiu în străinătate, așa cum am propus alături de mulți colegi din acest Parlament.

Milan Zver (PPE). – Najprej zahvale in pa čestitke Krystyni Lybacki za tako dobro pripravljeno poročilo. Tudi sam sem v zadnjih letih v svojih poročilih, začeniši z Mladi in mobilnost in drugimi, zelo poudarjal ta zelo ključen pomen, to je modernizacija evropskih izobraževalnih sistemov.

Vesel sem tudi, da vse bolj prihaja naprej spoznanje, da je kakovost izobraževanja ključna, ne samo pri ohranjanju in dvigovanju gospodarske rasti in drugih gospodarskih kazalcev, ampak tudi in predvsem za ... ključna pri ohranjanju načina življenja – evropskega, njene kulture in pa vrednot. Vesel sem tudi, da evropske institucije polagajo zadnja leta veliko več pozornosti, tako z denarjem, izobraževanju – tako z denarjem kakor tudi z mehanizmi, ki vplivajo na modernizacijo izobraževalnih sistemov v državah članicah.

In ne nazadnje veselim se že sodelovanja pri snovanju novega programa za leto 2021 do 2027.

Julie Ward (S&D). – Mr President, a future-proofed education system should ensure the right of people of all ages and backgrounds, including refugees and migrants, to access quality education in a variety of indoor and outdoor learning environments, in informal, non-formal and lifelong learning, and including subjects such as learning for sustainability, social entrepreneurship and media literacy. In a fast-changing world we are asked to equip learners with skills which do not yet exist, and that's why transferable and social skills are absolutely key in order to encourage and develop lifelong learning.

We also need a strong commitment to training the trainers. The education agenda must not only look at training future workers, but also future active, responsible and open citizens. I believe education must be part of a broader reflection on occupational literacy in the context of growing digitisation and robotisation of European societies. We must focus not only on economic growth, but on learners' personal development, improved health and well-being, including sex and relationship education for healthy relationships.

João Pimenta Lopes (GUE/NGL). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, a modernização da educação não se faz de meras intenções e teorizações.

Não é possível uma escola moderna com o desinvestimento público que os senhores impõem desde o semestre europeu e reformas estruturais orientadas para a privatização e a liquidação do ensino e resultando na dramática degradação do parque escolar.

Não é possível uma escola moderna onde se eclipsa a pedagogia enfiando 30 alunos por turma em nome da racionalização dos recursos financeiros.

Não é possível uma escola moderna no desprezo e desrespeito pelos professores sem as dezenas de milhares que em Portugal foram despedidos durante a troika que vocês impuseram ou fazendo desaparecer 9 anos, 4 meses e 2 dias de carreira para cumprir metas economicistas.

Uma escola moderna só poderá existir alavancada na escola pública gratuita e de qualidade como garante da igualdade e da superação das barreiras económicas, a par do respeito pelos profissionais do sector e das suas condições laborais valorizando salários e reduzindo horários de trabalho.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, η εκπαίδευση των νέων αποτελούσε ήδη από την αρχαιότητα βασική μέριμνα όλων των κρατών που ήθελαν να δημιουργήσουν μορφωμένους νέους, με ήθος και με δυνατότητες, ούτως ώστε να μπορέσουν να εξασφαλίσουν την επιβίωση του κράτους και του έθνους. Αυτή η ανάγκη υπάρχει και στη σημερινή εποχή. Βεβαίως έχουν μεταβληθεί οι απαιτήσεις και οι νέες απαιτήσεις επιβάλλουν και αλλαγή πολιτικής στο θέμα της εκπαίδευσης αλλά και βέβαια εκσυγχρονισμό της εκπαίδευσης.

Βλέπουμε ότι λόγω της αύξησης των δαπανών και των διδάκτρων είναι πολύ περιορισμένη η δυνατότητα πρόσβασης των φοιτητών στην τριτοβάθμια εκπαίδευση σε όλη την Ευρώπη και κυρίως στη Νότιο Ευρώπη και στην Ελλάδα. Επίσης στην πράξη έχει απαξιωθεί οποιαδήποτε γνώση των νέων. Οι νέοι υποχρεούνται να επιλέξουν εργασίες διαφορετικές από τις σπουδές που έκαναν, να επιλέξουν θέσεις απασχόλησης με απαξιωτικές συνθήκες εργασίας και αποδοχές ή να μείνουν άνεργοι. Όλα αυτά πρέπει να αντιμετωπιστούν. Το κάθε κράτος οφείλει να μεθοδεύσει την εκπαίδευση των νέων του, να διαθέσει τα απαραίτητα κονδύλια και στο τέλος να υπάρξει και μια συνεργασία σε πανευρωπαϊκό επίπεδο. Αν δεν γίνει αυτό, κινδυνεύουμε να καταστρέψουμε και την παρούσα γενεά αλλά και τις επόμενες.

Livia Járóka (PPE). – Elnök Úr! Meg szeretném dicsérni mind a jelentéstevőt, mind a Bizottságnak a hozzáállását, az elmúlt években volt előre mozdulás, hisz Európa jövőjének a munkásait legszegényebb családokból érkező gyerekek fogják adni, ezért a digitalizáció, a korai gyermekfejlesztés, amiről biztos úr beszélt, és a szolgáltatások kibővítése és a szegregáció megszüntetése mind a Bizottságnak a céljai közé tartozik, ez pedig nagyon-nagyon üdvözlendő. Ezekben a közösségekben a gyerekek nem beszélnek nyelveket, nem tudnak írni és olvasni még sokszor 15 éves korukban sem, és számolni sem.

Ezért Magyarországon olyan új programokat próbáltunk elindítani, amik igenis bent tartják a leszakadókát, és most már a kutatások azt mutatják 15 éves gyerekeknél, hogy hat-hét éves korban eltűnnek a különbözőségek, hogyha tényleg az az oktatási és bölcsőderendszer, amiről biztos úr és a Bizottság beszélt, megvalósul. Egyetlenegy pont van, amit még hozzá szeretnék tenni, ha megengedik, most a középiskolai oktatásnál, a duális képzésnél azt tapasztaljuk, hogy a cégeknek, akiknek ezek a gyerekek a munkásaik lesznek, sokkal inkább részt kell, hogy vegyenek mind a finanszírozás, mind a tehetséggondozásban.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, domnule comisar, în primul rând și eu vreau să o felicit pe raportoare și pe Comisie. Este un subiect extrem de important. Cine poate contesta că educația nu are legătură cu societatea noastră, cu modernizarea societății, cu pacea, până la urmă, cu comportamentul cetățenilor în societate? De aceea, cred că trebuie să ne gândim – și știm că este subsidiaritate, dar trebuie să ne gândim și la nivel de Uniune Europeană – cum putem să modernizăm educația.

Avem metode de multe ori învechite. Nu trebuie să ne mai bazăm pe memorare, trebuie să ne bazăm pe vocație, să identificăm încă din clasele primare ce abilități au copiii, să dezvoltăm dragostea pentru meserie și, sigur, trebuie să ne gândim la mediul rural, domnule comisar. Ce facem acolo? Pentru că profesorii nu prea merg în mediul rural, nu avem profesori, avem suplinitori, de fapt necalificați. Cum să facă educație la copii? Iar în facultate este deja târziu. Și mai este foarte important să ne gândim cum corelăm educația cu nevoia din economie, pentru că suntem într-o dezvoltare economică și trebuie să ținem cont de noile meserii de care avem nevoie.

Francis Zammit Dimech (PPE). – Sur President, la qed nitkellmu fuq il-modernizzazzjoni tal-edukazzjoni, nahseb li ghandna wkoll nirriflettu fuq ir-realtajiet li qed nghixu fihom illum. Realtà importanti hu dwar il-metodu kif in-nies jikkomunikaw ma' xulxin. In-nies qed jikkomunikaw iktar permezz tal-istampi, aktar metodi viżwali. U ghalhekk illi jien ipproponejt rigward dan ir-rapport, li naghmlu enfaži dwar il-hiliet viżwali, jiġifieri li nitkellmu dwar il-litteriżmu viżwali, ghaliex dan huwa kunċett li qed jinghata hafna importanza, anke f'ċerti pajjiżi oħra bħall-Istati Uniti tal-Amerika u nemmen li huwa importanti fl-Ewropa wkoll.

Qed insemmu wkoll l-edukazzjoni bikrija, hawnhekk mhux biss hemm bżonn edukazzjoni bikrija b'xejn imma li tkun ta' kwalità, ghaliex huma l-fażi ta' formazzjoni. Ghalliema, il-htieġa ta' opportunitajiet, ta' kundizzjonijiet adegwati, ghaliex minghajr ghalliema lanqas biss ikollok edukazzjoni, ahseb u ara kemm ikollok il-modernizzazzjoni tagħha. U fl-aħhar nett, irridu ngħinu liż-żgħażaġh jagħmlu dak it-traġitt, anke mill-qasam vokazzjonali għal dak professjonali.

Seán Kelly (PPE). – Mr President, first I would like to congratulate the Commissioner for his good work in this area. It is obviously crucial for us. As everybody knows, education is the way to the future and, if we want to be competitive in Europe, we will have the highest standard of education in the world. As some speakers have said, we have to start with the young, but above all we must start with teachers. As a former teacher myself, I realise how important teaching is.

One area where we need to put more emphasis is allowing teachers to have access to continuing professional development (CPD). There is not enough opportunity for them to do that on a professional basis, as distinct from a voluntary basis, and that will make a huge difference. As well as that, we have been putting emphasis in Ireland on the STEM subjects in recent times, and that needs to continue. We especially need to encourage girls into the STEM subjects, and bodies like the voluntary group, CoderDojo, are doing tremendous work to encourage people at a very young age with skills in that area to develop them. So education is the way to the future. The more we can do, the better.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Tibor Navracsics, *Member of the Commission*. – Mr President, it was very good to hear during the debate that there was broad and strong consensus on the future of education. We share the same ideas and the same objectives. It is a very good starting point for a future collaboration. Digital skills, critical thinking, lifelong learning, skills-oriented education, the role of teachers in the future of education, the quality of education and the role of preschool education – these are the pillars of the future vision of education, and this is a very solid foundation for our future collaboration.

This consensus bears fruit, because we have experienced a spectacular development at European level in education since 2014. Education is now at the top of the EU's political agenda, and decision-makers and politicians share the ideas of the future European Education Area and the European Universities project. I thank you for your support. I really think that we have to continue this cooperation in the future. I thank Ms Łybacka for this report, and I look forward to working with you in the future.

PRÉSIDENTE: SYLVIE GUILLAUME

Vice-présidente

Krystyna Łybacka, *Rapporteur*. – Pani Przewodnicząca! Edukacja to prawo podstawowe. Edukacja to klucz do wszelkiego rozwoju. Ale dzisiejsza dyskusja pokazała, że edukacja ma jeszcze jeden ogromny walor. Edukacja potrafi łączyć nas wszystkich niezależnie od różnic politycznych. Tak, ponieważ odpowiedzialność za wychowanie przyszłego pokolenia spoczywa na każdym z nas niezależnie, z jakiej jesteśmy opcji, niezależnie z jakiego pochodzimy kraju, przy oczywiście wolności edukacyjnej, przy zachowaniu wręcz indywidualnego procesu kształcenia.

Bardzo za tę dyskusję dziękuję. Dziękuję wszystkim koleżankom i kolegom. Dziękuję Panie Komisarzu za Pańską aktywność proedukacyjną. Bardzo dziękuję Komisji za tę dużą liczbę komunikatów i nam wszystkim życzę, aby europejscy nauczyciele odpowiedzieli tak jak w ostatnim badaniu nauczyciele chińscy na pytanie młodych ludzi: kim chcesz zostać w przyszłości? Odpowiedź pierwsza brzmiała: nauczycielem. A kim chciałbyś zostać gdybyś nie mógł zostać nauczycielem? Odpowiedź brzmiała: nauczycielem. A więc dbajmy o przyszłość edukacji.

La Présidente. – Le débat est clos.

Le vote aura lieu mardi 12 juin 2018.

Déclarations écrites (article 162)

Vilija Blinkevičiūtė (S&D), *raštu*. – Pirmiausia, norėčiau pabrėžti, jog demografiniai ir socialiniai Europos iššūkiai, darbo rinkos reikalavimai, naujosios technologijos, asmeniniai prioritetai ir mokymosi poreikiai lemia švietimo pokyčių tendencijas. Svarbu, kad švietimo sistemos atsižvelgtų į šiuos veiksnius ne tik siekdamos pasiūlyti kokybiškų žinių, bet ir atitinkamų kompetencijų, įskaitant sėkmingo mokymosi visą gyvenimą įgūdžius. Technologijų plėtra ir globalizacijos procesai kelia naujų iššūkių. Jie taip pat apima švietimo sistemas. Švietimo sistemų užduotis informacinėje visuomenėje – ne tik žinių ir jų taikymo įgūdžių perdavimas, bet ir mokymas kurti žinias, kurios yra konkurencingumo ir piliečių gerovės šaltinis bei svarbiausias ekonominis išteklis. Pritariu Komisijos sumanymui sukurti Europos švietimo erdvę. Vis dėlto reikia pažymėti, kad ši erdvė turi derėti su iki šiol pasiektais Europos aukštojo mokslo erdvės ir Europos mokslinių tyrimų ir inovacijų erdvės rezultatais. Be to, Europos švietimo erdvei turi būti skirta tvirta politinė parama iš valstybių narių, kurių bendros pastangos suteiks naują paskatą švietimo plėtrai, kartu užtikrinant subsidiarumo principo laikymąsi, švietimo laisvę ir institucijų savarankiškumą. Taigi, ragina valstybes nares ir regionines valdžios institucijas daugiau investuoti į švietimą, panaudojant Europos Sąjungos struktūrinius ir investicinius fondus, tai pat teikti mokytojams ir mokyklų vadovams paramą šiuolaikinių technologijų srityje ir rengiant į mokinį orientuotus mokymo metodus, užtikrinančius aukštą švietimo kokybę, matuojamą sukauptomis žiniomis ir įgytais įgūdžiais, kūrybiškumu ir gebėjimu mokytis visą gyvenimą.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *in writing*. – I would like to reiterate the vital importance of education, not just for nowadays society but also for building a better future for the generations to come. Sustainable development cannot be reached without a solid educational base, adapted to the current framework in order to provide the necessary knowledge and skills to address the contemporary challenges. Digitalisation and common educational platforms have a huge potential, by contributing to the establishment of a modern education, more accessible, available and inclusive, but in order to benefit from their full potential, prevention programmes and awareness raising campaigns on the new issues of cyber-bullying must be also integrated within this project. The European education area should be focused on achieving common goals, including ensuring quality education for all. I strongly believe that internal and external collaboration must be enhanced, and the rights of the most vulnerable groups must be promoted, including women's and girls' rights. Therefore, a notable increase in the founding of the ERASMUS + programme is essential in order to provide the same opportunities also to students from disfavoured environments and to include more students and teachers, which will result in a better inclusion and more qualified workforce at the European level.

María Teresa Giménez Barbat (ALDE), *por escrito*. – No es posible afrontar los retos que se presentan a la Unión sin un sistema educativo mejor adaptado a un entorno global, cambiante y competitivo. Cuando hablamos de «modernizar» la educación, sin embargo, no nos referimos únicamente a un mejor uso de las nuevas oportunidades tecnológicas y digitales. También se trata de actualizar los métodos educativos de acuerdo con la mejor evidencia científica. Sabemos que las escuelas no son meras «cadenas de montaje» de resultados educativos, sino que las personas, sus habilidades y preferencias, cuentan. El sistema educativo no trabaja con materiales brutos y dóciles, sino con cerebros humanos diversos, moldeados por milenios de evolución biológica y expuestos a diferentes influencias sociales y culturales. Identificar tempranamente tanto el talento como las dificultades en el aprendizaje de los estudiantes, resulta crucial para conciliar igualdad y excelencia. En este sentido las diferencias individuales en las capacidades de los alumnos europeos deben ser estudiadas y tomadas en cuenta. La educación debe estar en el centro de la agenda política europea. Una educación de calidad es fundamental para el desarrollo de una Europa fuerte y unida, con una ciudadanía activa que participe en la construcción del proyecto europeo.

Ева Майдел (PPE), *в писмена форма*. – Приветствам доклада относно модернизирането на образованието в ЕС и смятам, че той е стъпка напред в гарантирането на качествено образование за всички европейци, но и в задаването на още по-амбициозни общи цели за системни промени на национално ниво. Образователните реформи, които трябва да отговорят не само на настоящето, но и на бъдещето, изискват политическа воля и силна обществена подкрепа – от съвместното им изготвяне до ефективното им прилагане с участието на всички заинтересовани страни.

Често акцентираме върху ключовата роля на участието на всички заинтересовани страни, но аз бих отишла дори по-далеч – да насърчим създаването на Национални алианси за качествено образование на територията на ЕС. Такъв пример в България е неправителствената организация „Образование България 2030“ – застъпническо обединение на граждански, бизнес и публичен сектор, чиято мисия е повишаване качеството на образованието в страната до 2030 г. Мрежата от над 40 организации и експерти работи активно по постигането на измерими цели чрез мониторинг на напредъка по ключови индикатори, информирание на обществеността за предизвикателства и възможни решения и превръщането им в образователни политики чрез застъпничество. Подобни обединения са жизненоважни за модернизирането на образованието на национално ниво и за конструктивния и резултатен диалог между заинтересованите страни в общата визия за качествено образование за всички.

Claudia Tapardel (S&D), *in writing*. – Education is a key element for fulfilling the economic potential, and a crucial factor for development in the information society. It is vital that education systems take into account the rising social and demographic challenges, as well as Europe's requirements of the labour market, new technologies, personal preferences and educational needs, which are determining the current directions of changes in education. I strongly believe that in order to deliver high-quality knowledge, while ensuring adequate competences, it is necessary to adapt to these rapid changes. Data has shown that modern technologies can improve the interaction between teachers and students, making the teaching process more effective. This is why I fully endorse this report, which calls for a paradigm shift in teaching. I firmly believe the idea that learning by rote is obsolete and no longer responds to the current needs of society, and this is why it must be replaced by developing skills such as critical and analytical thinking. Moreover, I strongly support that EU Member States must invest at least 2% of their GDP in higher education and give priority to educational programmes, when in cooperation with regional authorities, use national and regional resources and allocate European structural funds.

19. Entwicklung einer nachhaltigen und wettbewerbsfähigen europäischen Aquakulturbranche (kurze Darstellung)

La Présidente. – L'ordre du jour appelle la brève présentation du rapport de Carlos Iturgaiz, au nom de la commission de la pêche, intitulé «Vers un secteur européen de l'aquaculture durable et compétitif» 2017/2118(INI) (A8-0186/2018).

Carlos Iturgaiz, *ponente*. – Señora presidenta, me gustaría dar las gracias a mis compañeros, en primer lugar, de la Comisión de Pesca por la aportación de todos ellos a este informe.

Señorías, la acuicultura en la Unión Europea proporciona productos sostenibles y de alta calidad al consumidor, y de nuestro sector europeo solo podemos estar orgullosos. Sin embargo, aunque la acuicultura mantiene a nivel mundial y desde hace medio siglo un ritmo de crecimiento sostenido, en la Unión Europea no acaba de desplegar todo su potencial.

El crecimiento del sector tropieza a veces con varios problemas. Entre ellos, la falta de espacio marítimo disponible para sus actividades o los obstáculos administrativos, particularmente los derivados de los procedimientos para la concesión de licencias, o la competencia que existe en el mercado mundial, combinada con la insuficiente información al consumidor sobre productos de la acuicultura de terceros países, en cuanto a su calidad, huella ambiental, condiciones sociales, bienestar de los peces... o la mala imagen preconcebida que de la acuicultura tienen a veces los ciudadanos, etcétera, etcétera.

Es cierto que las buenas iniciativas e intenciones abundan. La Comisión Europea publicó en el año 2009 un comunicado enfocado en construir un futuro sostenible para la acuicultura. Y en 2013 publicó otro sobre las directrices de estrategia para el desarrollo sostenible de la acuicultura en la Unión Europea. La nueva política pesquera común apunta también, entre otras cosas, a dar nuevos impulsos a la acuicultura en la Unión Europea, asignando para su difusión una financiación de 1,2 billones de euros para el periodo comprendido entre 2014 y 2020.

Sin embargo, la implementación no se correspondía con las expectativas del sector, y el entusiasmo inicial pronto se transformó en decepción y en derrotismo. ¿Qué es lo que necesitamos hacer, entonces? Pues bien, las estrategias propuestas por la Comisión Europea continúan siendo muy relevantes en la actualidad. Debemos simplificar los procedimientos administrativos, asegurando el desarrollo sostenible y el crecimiento de la acuicultura a través de la planificación de la coordinación espacial, realizando las competencias de la acuicultura en la Unión Europea o promoviendo la igualdad de condiciones para los operadores de la Unión Europea y explotando sus ventajas competitivas. Y todo ello continúa siendo un desafío que se debe afrontar.

Un gran grupo de científicos consejeros han emitido recientemente, en una petición por el comisario Vella, un informe titulado «Alimentos de los océanos: ¿Cómo se puede obtener más comida y biomasa de los océanos sin privar a las futuras generaciones de sus beneficios?». Sus recomendaciones, señorías, son muy relevantes, y yo las comparto todas ellas por completo. Hay que integrar un paradigma —como dicen ellos— de cultura responsable sobre los alimentos del océano en las agendas generales de política a nivel de sistemas europeos y mundiales. Y también, como se dice en ese informe, hay que llevar el desarrollo de la maricultura en Europa a un nivel superior y más estratégico, mediante una estrategia política completa y coordinada.

Pues bien, en resumen: los problemas han sido identificados, el diagnóstico es bueno y las soluciones propuestas hasta el momento son muy relevantes. Lo que se necesita es un impulso político dentro de un contexto de respeto mutuo del papel de cada uno entre las instituciones de la Unión Europea y las administraciones locales y regionales de los Estados miembros. Así, las dosis necesarias de subsidiariedad para la gestión de la acuicultura en la Unión Europea deben mezclarse con una acción reforzada a nivel de la Unión Europea, estableciendo objetivos a nivel de esta Unión Europea, mientras se opta por objetivos regionalizados adaptados a las particularidades de cada rama de la acuicultura a nivel local y regional.

Termino ya, señorías. No deberíamos olvidar que el Parlamento Europeo es, desde el año 2009, colegislador y que cualquier futura política tendrá que ser elaborada conjuntamente por el Consejo y el Parlamento Europeo. Y estoy particularmente orgulloso de estos logros. Termino diciendo que existen inminentes oportunidades y nombramientos que no debemos perdernos para poder dar a la acuicultura de agua salada y de agua dulce de la Unión Europea el sitio que merece. Y debemos también aprovechar la oportunidad que se nos brinda con este informe.

Interventions à la demande

Seán Kelly (PPE). – Madam President, I think this is a vital sector and it had great promise, as has been said by the rapporteur, until recently, when some issues rose and people aren't as enthusiastic about it now. But the facts are that the growing demand for fish, both in Europe and worldwide, cannot be met by naturally-produced fish. In fact in some cases, the stock is going down, and that has to be managed properly. So aquaculture, managed properly and properly efficient, has a huge role to play. I've spoken to people in my own constituency and they're concerned about lice in relation to aquaculture and its effect on other fish and so forth. So innovation and research has to be done, and then, as a result of that, we should be able to move, to have far more aquaculture than we have now, and that would help to meet the demand that's there without impacting on other fish resources.

Ricardo Serrão Santos (S&D). – Senhora Presidente, Senhor Comissário, quero começar por felicitar o meu colega Carlos Iturza pelo relatório consistente que produziu e para as reflexões que aqui expôs. As atividades da economia azul, tal como a aquicultura, são, de facto, uma prioridade e o seu desenvolvimento deverá ser potenciado, em particular nas regiões ultraperiféricas da União Europeia muito dependentes do mar e onde a maior parte das vezes não está ainda desenvolvida.

Nos Açores, de onde provenho, com os apoios dos fundos do FEAMP, estão a ser desenvolvidos projetos em aquicultura. Estes projetos estão a envolver os pescadores e pretende-se que seja uma atividade complementar à pesca, reduzindo-se desta forma a pressão sobre os recursos encontrando alternativas para os pescadores.

A procura de proteínas provenientes do mar e o aumento da produção agrícola terá que ter em conta que não se deverá aumentar a pressão sobre os recursos selvagens. A produção da aquicultura não poderá ser sustentada no aumento cego da captura de recursos selvagens, como os pequenos pelágicos e o *krill*, que sirvam de alimento para a produção de espécies em aquicultura.

João Ferreira (GUE/NGL). – Senhora Presidente, o desenvolvimento da aquicultura comporta um potencial considerável ainda por explorar. Fazê-lo de forma sustentável exige um forte apoio à investigação científica e ao desenvolvimento tecnológico, uma exigência distante da realidade quotidiana dos laboratórios de Estado e das demais instituições públicas asfixiadas financeiramente.

A diminuição da dependência face ao pescado selvagem para alimentação das espécies cultivadas, a melhoria do rendimento da atividade, o incremento da conversão alimentar, o cultivo de espécies autóctones, incluindo espécies de água doce, algas e espécies herbívoras, a par da diminuição dos impactos ambientais da atividade, são linhas a prosseguir no desenvolvimento da aquacultura.

Os apoios ao investimento são igualmente bem-vindos e necessários. O desenvolvimento da aquacultura deve ser encarado numa lógica de complementaridade com a pesca, que deve salvaguardar especialmente a pesca de pequena escala, costeira e artesanal, e privilegiar as pequenas e médias empresas.

Digo *complementaridade* e não *substituição* ou *alternativa*, nem sequer *competição*, como alguns parecem erradamente sugerir ou apontar.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Senhora Presidente, a complexidade administrativa e a falta de transparência dos processos de concessão de licenças de que fala o relatório Senhor Iturgaiz pode ser uma desculpa para implementar processos, desculpa da complementaridade, que substituam a pesca de pequena escala e mesmo a aquicultura sustentável.

Eu venho de um país, a Galiza, que vive de forma sustentável da pesca e que, além disso, tem competências próprias no interior das rias tanto em matéria de pescas como de cultivo do marisco e também na aquacultura. A complexidade administrativa de que fala o relatório, dificultado pelas exigências da sociedade, implica que o meu povo se levantou contra o plano galego da aquicultura que o partido do Senhor Iturgaiz queria impulsar e levantou-se porque ia substituir a nossa atividade produtiva e, portanto, não queremos grandes indústrias marinhas, mas sim uma pesca sustentável. Por isso votarei contra este relatório.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, děkuji za udělení slova. Já bych chtěl poděkovat zpravodaji za předložení velmi kvalitní zprávy. On ve své řeči několikrát zdůraznil odpovědnou akvakulturu. Ta zpráva obsahuje rovněž pojem jako udržitelnost a já si myslím, že to je pro naši budoucnost skutečně klíčové v jakémkoli odvětví, ale samozřejmě i v akvakultuře.

Když vidíme průmyslový rybolov, který doslova drancuje naše oceány, a mnohé pobřežní oblasti už vlastně neobsahují žádný život, tak o to více je naše budoucnost a akvakultura důležitá. Potřebujeme podpořit inovace a výzkum, vědu v této oblasti a podporovat ji právě z evropských fondů.

Myślím si, że to ma wysoki potencjał a także se mi lubiło, pokud kolega zpravodaj zdůraznil i důležitost regionálních cílů právě v tomto tématu. Subsidiarita je nutná, ale podpora EU právě v těchto oblastech je skutečně klíčová pro naši budoucnost, to podtrhuji znovu.

Norbert Erdős (PPE). – Elnök Asszony! Sajnos az akvakultúra ritkán kerül a politika középpontjába, pedig egy kiemelten fontos ágazat, hiszen már a jövőben egyre jobban pótolnia kell a tengeri halászati fogások szigorodása és csökkenése miatt kieső halmennyiséget. Az EU-nak ezért kiemelten támogatnia kellene mind a tengeri, mind az édesvízi akvakultúra ágazatot. A képviselőtársakkal együtt kérem biztos urat, hogy tegyen meg mindent, hogy 2020 után az uniós támogatások szintje a lehető legkisebb mértékben csökkenjen ezen a területen.

Szeretném felhívni a figyelmét, hogy az édesvízi akvakultúra teljesítménye az egész ágazat egyötödét teszi ki. Ezért úgy igazságos, ha az akvakultúrára szánt uniós támogatások egyötödét az édesvízi ágazat kapja meg. Továbbá, az édesvízi akvakultúra lényegében különbözik a tengeri akvakultúrától. Ebben az ágazatban az állománymegőrzés, a takarmányozás vagy a szaporodás teljesen más gyakorlatot igényel. Ezért a vonatkozó környezeti fenntarthatósági normáknak is megfelelően figyelembe kell venniük e különbségeket, külön szabályok kellenek az édesvízi haltenyésztésre. Közös sikerünk, hogy az Európai Parlament az Iturgaiz-jelentéssel támogatja ezeket a célkitűzéseket.

(Fin des interventions à la demande)

Tibor Navracsics, Member of the Commission. – Madam President, honourable Members, I would like to congratulate the rapporteur, Mr Iturgaiz, and the Committee on Fisheries (PECH) for their work on this comprehensive report. I welcome the fact that your report recognises the importance of developing a sustainable and competitive European aquaculture sector. This report builds on the momentum of the 'Food from the oceans' report submitted by the Commission's High Level Scientific Advice Mechanism. It highlights the fact that aquaculture can and must grow in the future to feed a planet with 10 billion inhabitants.

First of all, let me recall that we have already done a lot to create a positive environment for the sustainable development of EU aquaculture. Together with Member States, industry and other stakeholders, the Commission first identified in 2013 the main barriers to growth for EU aquaculture and has been working since to help Member States address them and stimulate growth. The main blueprints for development are the Member States' multi-annual strategic plans for aquaculture, on which they have made good progress, in particular by developing maritime spatial planning and reforming overly-complicated national laws. The Commission is currently undertaking a mid-term review of the EU's and Member States' progress on aquaculture since these plans were established. Our review will be finalised in mid-2019.

We are meeting regularly with Member States in the context of the open method of coordination and with stakeholders through the Advisory Aquaculture Council. We have a constructive dialogue with the key players at national level and those involved in production. Your report gives this work an additional political impetus, especially through the links you have established with key players, such as regional authorities and developers, during its preparation. At the initiative of this House, the Commission is also starting a pilot project on trans-national producer organisations, which will hopefully foster cross-border cooperation and increase interactions within the sector.

I am proud of the significant funding the EU invests in research and innovation: around EUR 20 million per year under Horizon 2020, as well as in communication to promote sustainable aquaculture in the EU. Under the current EMFF, EUR 1.2 billion, which is approximately 21% of the total EMFF budget, have been allocated directly to the promotion of aquaculture.

Your report rightly stresses the need for imported aquaculture products to meet the same standards that EU operators must meet. Let me recall that imported aquaculture products are already subject to strict sanitary requirements and that the European Commission is carrying out regular inspections in third countries to control compliance with EU legislation.

Despite the important successes we have already reached together thanks to hard work and commitment, we are fully aware that more has to be done. We need to see even more improvements at administrative level: more reduction of red tape when it comes to licensing new farms – a number of Member States have made clear moves in this direction. More need to follow, and a commitment to simplification and adequate support needs to be taken by the regional authorities who ultimately take the relevant decisions.

I share your opinion that support to innovation is needed, and we will support smart ideas and approaches that make the sector more sustainable and more competitive. One way we are working on this is through the launch of a Blue Bioeconomy Forum, which should be operational in the third quarter of 2018, and which will help identify a project pipeline, draft a roadmap for the development of the sector and find new markets and value chains.

We are also working on a Blue Economy Investment Platform to support innovative business ideas in the blue economy that have reached the post-research stage, but are not yet ready for full-scale investment. This platform will help mobilise funding from both private and public resources, including the European Fund for Strategic Investment. And of course, there is continued support for aquaculture development in the current and the new EMFF, as well as funding for research through the Horizon 2020 programme.

I'm looking forward to continuing to work with you on further promoting aquaculture and developing a competitive and sustainable aquaculture sector in the EU.

La Présidente. – Le débat est clos.

Le vote aura lieu mardi 12 juin 2018.

Déclarations écrites (article 162)

Mike Hookem (EFDD), in writing. – This report proposes greater harmonisation in aquaculture and bemoans the uncompetitiveness of EU based producers blaming a lack of financial prospects and stability for a lack of growth. I would suggest that growth needs light touch local regulation rather than this proposal which is nothing short of a Soviet style five year plan. The EU is in-competent so should not try to coordinate this and the Commission should not oversee Member States plans. This is just duplication of bureaucracy not a blueprint for growth. The reason the sector is struggling is the existing level of EU regulation making it uncompetitive. The fact that there are two minority opinions is nothing less than a gooey mess. The larger Group obviously being miffed that somebody pointed out the ecological failings contained in the original report. As it happens, I largely support the second minority report as this highlights the destructive nature of battery-farmed fish on the local environment and the impact on inshore fisheries. There is a

reason farmed fish have such a bad reputation with consumers! Finally, I can save the Commission some time by explaining what will happen after Brexit. The UK will put its house in order. Maybe you can copy us later?

Maria Gabriela Zoană (S&D), în scris. – Constatăm că, în ultimii ani, sectorul european al acvaculturii stagnează, spre deosebire de acvacultura din alte zone care înregistrează o creștere constantă. O dovadă în acest sens este faptul că producția acvicolă din UE acoperă doar 10 % din cererea internă de pește, iar mai mult de jumătate din produsele de acest gen sunt importate din țări terțe. Consider că, pentru a reduce presiunea asupra locurilor de pescuit naturale, ar fi benefic ca UE să își mărească producția în sectorul acvaculturii.

Uniunea are nevoie, totodată, să dezvolte acvacultura de apă dulce și acvacultura interioară în ape împrejmuite, sectoare care reprezintă o oportunitate pentru îmbunătățirea securității alimentare și dezvoltarea zonelor rurale, furnizând locuri de muncă în zonele rurale cele mai sărace și având un rol ecologic în menținerea unor zone umede valoroase și în furnizarea unei game vaste de servicii ecosistemice.

Nu în ultimul rând, este nevoie de simplificarea și armonizarea procedurii la nivel european de obținere a documentelor necesare acestei activități, pentru a încuraja investițiile în afaceri și a reduce astfel importurile din țări terțe.

20. Sachstand der Freizeitfischerei in der EU (kurze Darstellung)

La Présidente. – L'ordre du jour appelle la brève présentation du rapport de Norica Nicolai, au nom de la commission de la pêche, sur l'état des lieux de la pêche de loisir dans l'Union européenne 2017/2120(INI) (A8-0191/2018).

Norica Nicolai, raportoare. – Doamna președintă, domnule comisar, este o bucurie pentru mine să prezint în plenul Parlamentului European primul raport dedicat pescuitului recreativ. Sigur, pescuitul recreativ este considerat un hobby, dar este un hobby care ține de patrimoniul cultural, de tradițiile multor comunități din zonele costiere și insulare. Este o activitate care are o influență economică din păcate ușor ignorată în politicile noastre comune de pescuit. Numai în ceea ce privește pescuitul recreativ marin, nouă milioane de oameni sunt implicați, iar impactul economic al acestei activități este de peste zece miliarde de euro anual. Iar în ceea ce privește pescuitul în ape dulci, care se întâmplă în marea majoritate a statelor europene, peste 25 de milioane de cetățeni europeni sunt implicați, iar industria aferentă acestei activități de pescuit o reprezintă circa 25 de miliarde de euro.

Sigur, este un domeniu care ține de subsidiaritate, dar este un domeniu care va avea un rol important în ceea ce numim noi „economia albastră” și în economia circulară. Din păcate, datele științifice în momentul de față sunt insuficiente pentru câteva specii de pește. Ele sunt prezente, dar este nevoie, pentru o definiție coerentă a acestei activități, să avem un suport științific solid. Și fac apel la Comisie să sprijine și să impulsioneze colectarea de date științifice cu privire la pescuitul recreativ în statele membre pentru a avea o viziune foarte clară asupra acestei activități, pentru a avea o definiție relativ unitară pe întreg teritoriul Uniunii Europene.

Pescuitul recreativ este diferit în fiecare stat, așa cum spuneam, face parte dintr-un dat cultural al multor comunități, dar, adesea, pentru foarte multe comunități, este un pescuit de subzistență și unica sursă de hrană pentru comunitățile din zonele periferice în special. Activitatea economică care se poate desfășura și care poate aduce foarte multe locuri de muncă în Uniunea Europeană trebuie, de asemenea, susținută și fac apel la Comisia Europeană să includă pescuitul recreativ printre temele anului aferente proiectului EDEN pentru un turism sustenabil și să ne inițieze în fondul COSME proiecte pentru promovarea turismului generat de pescuitul recreativ. Este foarte important să dăm o șansă de diversificare a opțiunilor economice în comunitățile care sunt marginalizate și sunt dependente ca mediu înconjurător de acest tip de pescuit.

Cerem, de asemenea, Comisiei Europene ca, în baza definiției din 2013 a Consiliului Internațional pentru Exploatarea Apelor Maritime, să încercăm o definire clară a acestei activități în viitoarea politică de pescuit; cerem, de asemenea, un suport financiar pentru activitatea științifică de cercetare în domeniu, pentru colectarea de date în vederea stabilirii nivelului stocurilor de pește. Cu siguranță, toate acestea vor contura un rol al pescuitului recreativ în politica comună de pescuit. Credem că fondurile din FEPAM trebuie să fie destinate și acestei activități pentru că, într-o perioadă în schimbare, cu provocări climatice, cu provocări care țin de chestiunile de hrană, pescuitul recreativ este o șansă nu numai de recreere, dar și de viață.

Interventions à la demande

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já bych chtěl poděkovat opět na úvod paní zpravodajce, protože se pustila do nelehkého tématu. Je to první zpráva o rekreačním rybolovu, jak bylo již řečeno.

Na úvod bych chtěl říci, že já nejsem příznivcem žádné nové legislativy v tomto oboru a myslím, že o to ani zpravodajka nežádala, že k tomu nehovořila. Pro mne je důležité, pokud neexistuje jednotná definice, tak je možné samozřejmě k ní určitým postupem dospět, ale je důležité, abychom rekreační rybolov skutečně podporovali tam, kde plní především tu samozásobitelskou funkci, tzn. zejména v těch přímořských pobřežních oblastech. Je asi dobré i podporovat určité finanční projekty, které souvisí s tímto rekreačním rybolovem.

Pochopil jsem, že je důležité, abychom docílili rovněž určitých statistických dat a vědeckých údajů o tomto rybolovu, na druhou stranu mám pocit, že to je někde na pomezí mezi koníčkem a řekněme rekreační činností, která by asi neměla být nadále více regulována, resp. neměla by být předmětem našeho dramatického zájmu.

Ricardo Serrão Santos (S&D). – Senhora Presidente, antes de mais quero também felicitar a nossa colega Norica Nikolai pelo relatório que produziu. A pesca recreativa é uma atividade importante em toda a União Europeia, não apenas pelo número de pessoas envolvidas ou pelo impacto económico, mas também no contexto da gestão dos recursos.

A recolha de dados da pesca criativa tem que ser efetiva para se poder avaliar o real impacto da mesma. Só desta forma se melhoram os aconselhamentos científicos que apoiam os planos multianuais e a gestão dos recursos haliêuticos em geral.

A pesca recreativa, como atividade da economia azul, tem de ser devidamente desenvolvida e muito acompanhada, em particular também nas regiões ultraperiféricas como os Açores, de onde provenho. Esta atividade tem um impacto social e económico relevante em muitos portos e áreas costeiras, no entanto há espaço para melhorar o seu enquadramento em locais onde há necessidade de reorientar pescadores para outras atividades.

A pesca recreativa ligada ao turismo pode ser uma excelente alternativa e uma complementaridade dando prioridade aos pescadores tradicionais. A pesca turística tem de respeitar a tradição das pescas artesanais.

João Ferreira (GUE/NGL). – Senhora Presidente, a pesca recreativa entendida como a pesca destinada ao consumo próprio ou lazer pode tomar várias formas e utilizar várias artes sendo as mais comuns a pesca à linha, arpão, apanha, existindo também métodos passivos incluindo redes, armadilhas, nassas e palangres.

Estando cada vez mais disseminada importa conhecer melhor em que condições esta atividade é exercida, obter mais dados de caracterização, incluindo sobre o número de pescadores e as artes mais utilizadas, importa avaliar o impacto da atividade, o impacto ambiental sobre os recursos haliêuticos e sobre o meio marinho em geral, o impacto socioeconómico em particular sobre a pesca profissional de pequena escala, costeira e artesanal.

Importa também perceber em que medida não estamos perante situações de pesca profissional dissimulada. A proteção da pesca de pequena escala e dos seus profissionais, a criação de condições que garantam a sua viabilidade e renovação geracional deve constituir uma preocupação central e uma prioridade.

Francis Zammit Dimech (PPE). – Sur President, qed nitkellmu fuq qasam tas-sajd rikreattiv u interessanti hafna li anki f'pajjiz zghir bhal Malta ghandek erba' ghaqdiet u federazzjoni ddedikati ghal dan l-isport.

Jien, fil-granet li ghaddew, kelli l-okkazjoni anki niltaqa' ma' diversi persuni li jipprattikaw is-sajd rikreattiv u rrid naqsam maghkom dak li qed jolqot lilhom. Qed jolqot lilhom pereżempju l-fatt li mhux dejjem ikollhom il-postijiet mehtieġa biex jipprattikaw l-isport taghhom, anki permezz ta' kompetizzjonijiet, ghaliex il-mollijiet jittiehdu hafna drabi ghal skopijiet purament kummerċjali. Ibatu wkoll mill-problema, pereżempju tal-ghost fishing, fejn jithallew xbieki fil-bahar li dawk imbagħad inaqqsu l-hut li huma jistgħu jaqbd u b'mod sostenibbli.

Nahseb li dan huwa settur li ghandna nipromwovuh, anki ghaliex jista' jorbot ma' qasam kummerċjali bhal turizmu sostenibbli. Meta rajthom jipprattikaw l-isport, huma jahdmu verament b'mod li jirrispetta l-ambjent, b'mod partikolari permezz tal-proċedura tal-catch and release.

John Howarth (S&D). – Madam President, debate over the use of the seas and the right of the common people to fish is hardly new. In the UK alone, two million people fish the seas each year, and this report is a welcome development, not least for the context it provides recognising the economic and social contribution of recreational fishing.

I want to make three very brief points. First and most importantly, I welcome that this report recognises that the management of the seas exclusively to serve the interests of commercial fishing is both economically and environmentally outdated. Secondly, involving the recreational angling sector's stakeholders can only lead to better outcomes. Robust processes for dialogue with stakeholders should be developed and enhanced. And thirdly – and I say this with great regret – whatever process is developed for the collective management of the seas that include UK waters after 2020, it would be a great mistake for that process to replicate the mistakes of the past and exclude the recreational angling sector.

(Fin des interventions à la demande)

Tibor Navracsics, Member of the Commission. – Madam President, honourable Members, first I would like to congratulate the rapporteur, Ms Nicolai, and the Committee on Fisheries for their report on this very important issue. Providing a comprehensive overview of the state of play of recreational fisheries in the EU and drawing public attention to this topic is extremely useful and necessary.

Scientific advice increasingly suggests that recreational fisheries can have an important impact on the state of some stocks. This is, for instance, the case with cod in the Baltic, sea bass in the Atlantic, and eels. In some of these cases, recreational catches could actually be more important than commercial catches.

The Commission is monitoring this situation closely and proposes measures for recreational fisheries on a case-by-case basis when science advises that these are needed. To give you some examples: for eels, the EU regulation requires Member States to make estimates of recreational fishing licenses and their catches. For Western Baltic cod and sea bass in the Bay of Biscay, bag limits currently apply to recreational fisheries. For the northern stock of sea bass, only the catch-and-release practice is allowed.

Let me mention here the pilot project proposed by Parliament to reinforce the control schemes for recreational catches of sea bass in the Atlantic. The study will evaluate existing control measures and tools, identify the strengths and weaknesses of available solutions, assess the costs and benefits of different options, explore good practices and propose recommendations or guidelines to improve control schemes. More generally, the control regulation requires Member States to monitor recreational catches of stocks, subject to recovery plans, excluding fishing from shore. This implies the establishment of sampling plans and biannual reporting to the Commission. This provision is intended to ensure the appropriate monitoring of recreational fisheries of depleted stocks.

Our proposal for the revision of the control regulation, adopted only two weeks ago, goes even further. It acknowledges that recreational fishing can have a significant impact on certain stocks and provides for specific tools allowing an effective control of recreational fisheries by the Member States. For example, we are proposing that Member States establish a registration or licensing system to monitor the number of natural and legal persons involved in recreational fisheries and also to collect data on catches from such fisheries through catch reporting or other appropriate data collection mechanisms. Furthermore, for stocks where EU conservation measures apply to recreational fisheries, the Commission proposes that Member States ensure that all persons involved in recreational fisheries record and send catch declarations electronically to the competent authorities on a daily basis or after each fishing trip. To make this happen, we need solid databases, in particular for stock assessment purposes.

The ICES Working Group on Recreational Fisheries Surveys highlighted that data from Member States are still missing, in particular in the Mediterranean. To remedy this, we have now made it compulsory for Member States to provide such data and conduct validation pilot projects within two years of the entry into force of the new EU multiannual programme for data collection. This deadline of two years will expire on 31 December 2018. This is a big step forward, as the conservation of some marine biological resources might indeed require measures on recreational fisheries, and these cannot be properly shaped without reliable data.

This being said, the one-size-fits-all approach cannot be applied regarding recreational fisheries. This is an issue that we need to look into on a case-by-case basis, stock by stock, also when preparing proposals for multiannual management plans. While the Baltic MAP does not include provisions on recreational fisheries, both the Western Waters MAP and the MAP for demersal fisheries in the western Mediterranean cover recreational fisheries for stocks, where these have an important impact. This shows that the Commission is actively engaging in the discussion around the impact of recreational fisheries.

We are open to your ideas and views to further address this issue with a view to ensuring the sustainability of stocks for future generations and the long-term viability of this segment of the sector. Your report provides precious information and guidance in this respect. Once again, thank you for your efforts and input.

La Présidente. – Le débat est clos.

Le vote aura lieu mardi 12 juin 2018.

21. Ausführungen von einer Minute zu wichtigen politischen Fragen

La Présidente. – L'ordre du jour appelle les interventions d'une minute sur des questions politiques importantes (article 163 du règlement intérieur).

Iuliu Winkler (PPE). – Elnök Asszony! Az Európa Tanács 47 országának az önkormányzati képviselői ülészek a Székelyföldön, az RMDSZ meghívására. Megállapítottuk, hogy szorosabbra kell fűzzük az Európa Tanács és az Európai Unió közötti kapcsolatot, ugyanis azt látjuk, hogy az EU nem vállalja fel a nemzeti kisebbségek jogaira vonatkozó ET-standardokat. Annak ellenére, hogy számtalanszor felvetettük itt, az Európai Parlamentben, a koppenhágai dilemmát nem sikerült feloldani.

Az EU-csatlakozás feltétele, hogy a tagjelölt államok biztosítsák az őshonos kisebbségek védelmét, de a csatlakozást követően ez a kötelezettség megszűnik. A mi esetünkben ez azt eredményezte, hogy tizenegy évvel az uniós csatlakozást követően romlott a romániai magyarság helyzete, gyakoribbak a jogtiprások, felerősödött a magyarellenesség. El akarjuk érni, hogy az ET kisebbségvédelmi gyakorlata kerüljön be az EU joganyagába, ezért a két szervezet között sokkal szorosabb együttműködést szorgalmazunk.

Giuseppe Ferrandino (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, in Italia sono stati finanziati 1,6 miliardi per 183 interventi per la depurazione delle acque nelle regioni del Mezzogiorno d'Italia. Il 15 giugno incontrerò il commissario Enrico Rolle per elaborare un piano che possa portare nel minor tempo possibile ad una proposta per superare le procedure d'infrazione comminate all'Italia.

Credo che questo Parlamento e la Commissione debbano però discutere meglio anche sui parametri inquinanti tra scarichi urbani e scarichi industriali. Una mancata revisione rischia di penalizzare i comuni del Mezzogiorno, schiacciati da vincoli di bilancio che non permettono nemmeno la gestione dell'ordinario.

Non possiamo consentire che le inadempienze delle istituzioni ricadano sulle spalle dei cittadini europei. Un'ipotesi del genere rischierebbe di aumentare ancor di più il divario con le regioni più sviluppate, senza suggerire alcuna soluzione per colmare il ritardo.

Mi impegnerò nelle prossime settimane con interpellanze alla Commissione europea per dare ai cittadini le risposte che essi chiedono con sempre maggior forza.

Thierry Cornillet (ALDE). – Madame la Présidente, je souhaitais attirer l'attention du Parlement européen sur le cas des enfants fantômes. L'Unicef les estime à 230 millions, dont 95 millions en Afrique subsaharienne, c'est-à-dire dans des pays partenaires de l'Union européenne.

Qu'est-ce qu'un enfant fantôme? C'est un enfant dont la naissance n'a pas été déclarée à l'état civil, et donc il n'existe pas. Il ne peut pas aller à l'école, il ne peut pas avoir de couverture, il ne peut pas avoir de travail officiel et donc naturellement il est soit exploité, soit mendiant.

Alors naturellement, il ne s'agit pas de le faire à la place des pays, puisque la prérogative régaliennne de l'état civil leur appartient, mais nous pourrions aider un grand nombre d'entre eux à trouver des solutions et à les mettre en œuvre, par exemple un meilleur recours au numérique, des campagnes de sensibilisation de la population ou des bureaux d'état civil ambulants.

Avec un certain nombre de collègues qui ont bien voulu me rejoindre, nous avons écrit au commissaire au développement et à l'action humanitaire et au président de la Commission pour leur demander de mobiliser les crédits non utilisés du FED ou de l'ICD (instrument de coopération au développement) afin qu'ils puissent aider ces pays.

Jordi Solé (Verts/ALE). – Señora presidenta, ofrecer un puerto seguro a las más de 600 personas que navegan en el Aquarius es una obligación del Derecho internacional y una obligación humanitaria. Querer demostrar mano dura ante estas situaciones dramáticas es irresponsable, además de incoherente, porque 400 de los 629 rescatados lo han sido por parte de la Guardia Costera italiana, a las órdenes del mismo Gobierno que les ha denegado el desembarque en sus costas.

Italia tiene razón cuando pide la implicación de todos los Estados miembros, pero no la tiene cuando niega atención a víctimas de naufragio. Celebrar como una victoria alargar la agonía de estas personas es inaceptable. La victoria es salvar vidas. Hoy evidenciamos una vez más el fracaso de la política europea de migración y asilo. Es urgente consensuar nuevas reglas que nos alejen de esta imagen egoísta, prepotente y descoordinada que estamos dando de Europa.

Por suerte, hoy tenemos Valencia que, como Barcelona y Cataluña, queremos ser y somos tierras mediterráneas de acogida. Por eso, el Gobierno de Cataluña ya se ha ofrecido a acoger a los 600 refugiados del Aquarius.

João Ferreira (GUE/NGL). – Senhora Presidente, Senhor Comissário, a Comissão Europeia está apostada em entregar ao colosso financeiro norte-americano BlackRock as pensões de milhares de europeus, milhões de europeus. No linguajar da burocracia europeia diz que o objetivo é triplicar o mercado interno dos fundos de pensões até aos 2,1 biliões de euros. Traduzindo, trata-se de um ataque aos sistemas públicos de segurança social universais visando o seu desmantelamento.

Descobrimos agora que altos quadros da Comissão Europeia e mesmo comissários europeus, como o vice-presidente Dombrovskis, mantiveram comprometedoras reuniões com altos responsáveis da BlackRock. São os mesmos senhores que, nas recomendações por país do Semestre Europeu, não se cansam de alertar para a insustentabilidade dos sistemas públicos de segurança social e de pensões, que defendem e impõem cortes nas pensões, como fizeram em Portugal. Percebemos agora porquê. Até os argumentos utilizados aparecem decalcados do argumentário da BlackRock. Uma empresa que tem sido muito generosa com ex responsáveis políticos europeus aos quais reconhece os bons ofícios. Mais do que explicações exigimos que retirem a proposta que apresentaram. As vossas mãos fora das nossas pensões.

John Stuart Agnew (EFDD). – Madam President, I wish to draw to the attention of Parliament a fraud by Russian groups targeting EU citizens in Bulgaria and to the inaction of the Bulgarian legal system. EU citizens own flats in the Nestinarka holiday condominium which they use during the holiday season. Last year, Russian nationals exploited gaps in Bulgarian law to set up a property fraud. That law allows formal meetings of owners to set community rules. Some Russian owners convened a non-quorate meeting out of season when most owners were absent. They elected themselves as the new condominium management and imposed a new regime of rules on all owners that enable flats to be seized. After 11 months' litigation, the Bulgarian courts continue to empower the Russians, even after determining that the claimed meeting was invalid.

It is the Commissioners' responsibility to ensure that justice systems are fit for purpose before and after EU accession. Bulgaria, which holds the presidency, is failing to meet its Treaty obligations. Instead of censure, it will be rewarded with EUR 1.9 billion from the EU budget.

Dobromir Sośnierz (NI). – Pani Przewodnicząca! Odwiedziłem w tym weekend Londyn i chciałem zwrócić uwagę na to, co dzieje się w tej chwili w Wielkiej Brytanii w związku ze sprawą Tommy'ego Robinsona. Nie chodzi o to, żeby Parlament wtrącał się w indywidualne postępowanie, bo to jest oczywiście niedopuszczalne, jakkolwiek skandaliczne się ono nie wydaje. Natomiast w tym przypadku władza sądownicza wyszła poza swoje uprawnienia. Próbuje ograniczyć prawo do wolności słowa osób postronnych, niebiorących udziału w postępowaniu. Został wydany zakaz informowania o tym procesie, co jest pogwałceniem wolności słowa, swobód obywatelskich, jawności i przejrzystości procesu. I co gorsza, oni tego posłuchali. Brytyjskie media nabrały wody w usta i nie informują o tym procesie. To już tylko czekam, aż Putin wykorzystają okazję, żeby strofować Europę w kwestii stosowania praw człowieka i wolności słowa. Libertarianie w Wielkiej Brytanii czują się zastraszeni przez lewicowe bojówki i boją się przyznać w pracy do swoich poglądów. Kiedy rozmawialiśmy o możliwości otwarcia mojego biura poselskiego w Londynie, okazało się, że ludzie boją się

wynając sali w obawie przed bojówkami. To jest Wielka Brytania w roku 2018.

Livia Járóka (PPE). – Elnök Asszony! A múlt héten a Nemzeti Osztag elnevezésű, ukrán nacionalista szervezet tagjai szétverték egy illegálisan létesített roma tábort Kijev egyik parkjában, baltákkal és kalapáccsokkal, és ezt a Facebook oldalukon előre meg is hirdették, majd pedig az atrocitást ki is tették a Facebookra. Ez nem az első ilyen eset volt, sem Ukrajnában, sem Európa többi országában. Vannak olyan tagállamok, például Szlovákia, ahol a rendőrség lép fel túl erőszakosan, és vannak olyan országok ma, például Svédország, ahol a neonácik menetelhetnek.

Kérem a Bizottságot, hogy Ukrajna kapcsán ne csak a nyelvtörvénynél, és az összes többi tagállamnál is, a kisebbségek biztonsága érdekében, védelme érdekében is lépjenek fel, és ennek az ügynek kapcsán szeretném elmondani, hogy az új európai romastratégiában nagyon fontos, hogy ezzel a típusú gyűlölettel vegyük fel a versenyt. Munkahelyekkel, a közös helyek megteremtése, a közös történelem ismerése, ezek az emberek, akik támadnak, és akiket támadnak, a rasszisták és a romák is munkanélküli, elkeseredett emberek, akiknek a közönyét az egymás elleni utálatát csak munkahelyekkel, oktatással lehet ellene felvenni a versenyt.

Julie Ward (S&D). – Madam President, 30 June will be Armed Forces Day in the UK. The men and women who serve in our armed forces across the EU are a crucial part of the Union's defence and security, as well as playing a vital role in peacekeeping around the world. Many British military personnel have been stationed in EU Member States, becoming part of the local community. Some fell in love and married their new-found neighbours. They've got children and grandchildren and some have moved back to the UK, taking advantage of European citizenship for their spouses and dependents.

But now their right to family life is threatened by Brexit. The UK Government's careless approach to negotiations has failed to give our service personnel the respect they deserve. People are not bargaining chips. Veterans have served to protect the fundamental values that underpin the European Union. The EU and the UK must now repay that debt and work together to guarantee citizens' rights to a family life, regardless of the outcome of negotiations.

Илхан Кючюк (ALDE). – Взимам думата в тревожен момент за състоянието на демокрацията в моята родина, Република България. Поводът за днешното ми изказване е смяната на имената на 800 местности, носещи турско-арабски имена в община Стара Загора. Нека Ви илюстрирам с един пример за какво говоря. „Ахмед баир“ става „Антонов рид“. Баир може да се смени с рид, но не и Ахмед с Антон. Въпросът е за какво се прави това? За да звучат по-благозвучно? Едва ли.

Истинската причина е да се припомни на турците и мюсюлманите в България за последиците от мракобесната политика на комунистическия режим, оставил рани в душите на стотици хиляди български граждани. И ако за този период е отговорен озверелият комунистически режим, то днешните действия носят отпечатъка на овластения краен национализъм, облечен с държавна власт, който стои рамо до рамо с ГЕРБ – политическа партия, членуваша в Европейската народна партия. Ваши колеги членуват в тази политическа партия.

Това не може да бъде европейско поведение, още по-малко на страна, председателстваща Съвета на Европейския съюз, и то в европейската година на културното наследство. Само каква ирония. Моята партия „Движение за права и свободи“ ще продължава да бъде стожер на демокрацията и правата на човека от всяка една трибуна.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Obrigada, Senhora Presidente. Existe na Alemanha a Fundação Hitler? *Nein!* Existe em Portugal a Fundação Salazar? *Não!* Existe em Itália a Fundação Mussolini? *Non signore!* Mas na Espanha, sim, existe a Fundação Franco e essa fundação faz a apologia do fascismo e da ditadura espanhola.

Olhem para esta fotografia, é o *Pazo de Meirás*, património roubado ao povo galego, residência de verão do ditador. Esse *Pazo* foi tomado por 19 pacifistas que entraram pacificamente para pedir que seja retornado ao povo galego porque agora é da família do ditador, a família Franco. A mesma que, juntamente com a Fundação Franco, acaba de denunciar os 19 ativistas por delito de ódio, entre outros. É o mundo ao contrário.

É intolerável que na Europa se realize ainda a apologia do fascismo. O atual presidente Sánchez tem a oportunidade histórica de ilegalizar a Fundação Franco....

(A Senhora Presidente retira a palavra à oradora.)

Liadh Ní Riada (GUE/NGL). – A Uachtaráin, tá deacrachtaí an-bhunúsacha againn leis an gcóras oideachais in Éirinn agus ní mór dúinn é a athrú ó bhun go barr. Is léir nach bhfuil an rialtas ag tabhairt tosaíocht dár ndaoine óga maidir le hoideachas. Feicimid páistí gan aon tacaíocht ar fáil dóibh, páistí le riachtanais speisialta, páistí a bhfuil deacrachtaí foghlama acu agus páistí as cúlra bocht, agus cén saghas todhchaí atá i ndán dóibh? Tá ciníochas go forleathan agus easpa múinteoirí cáilithe chun déileáil leis. Gan amhras nuair nach bhfuil an stát ag tabhairt ach pingíní suaracha do mhúinteoirí nua-cháilithe, ní haon ionadh nach bhfuil scoláirí ag iarraidh cáilíochtaí múinteoireachta a bhaint amach. Tá easpa múinteoirí Gaeilge ann atá ag déanamh fíor-dhamáiste dár dteanga dhúchasach mar nach bhfuil na múinteoirí sin ar fáil. Mura dtabharfar aghaidh ar infheistíocht cheart a dhéanamh insan gcóras oideachais beidh costas i bhfad níos mó ar an stát amach anseo agus mar sin táim ag glaoch ar an rialtas anois chun an rud ceart a dhéanamh agus an infheistíocht cheart a dhéanamh ionas go bhfuil todhchaí dhearfach ar fáil dár scoláirí anseo amach.

Gerard Batten (EFDD). – Madam President, a group of people are being unjustly persecuted in the UK. These are British ex-servicemen who served in Northern Ireland. Men in their 60s and 70s are now in danger of being charged with serious criminal offences because of allegations made against them concerning their service decades ago. These men defended us against the cowardly terrorists and murderers of the IRA and sometimes they had to make split-second life and death decisions. The IRA terrorists received an amnesty under the Good Friday Agreement and were able to walk away from their crimes. One now sits in this House.

I want to join those calling for an act of Parliament for an amnesty for these ex-servicemen for their alleged historical offences. I also call on anyone who can, to show their support for these men by attending a protest rally at Parliament Square at 11a.m. this Friday, 15 June.

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, za 3 dny začne svátek všech fotbalistů a fanoušků tohoto sportu, v Moskvě bude zahájen světový šampionát.

Fotbal je krásný sport – spojuje, překonává bariéry. Znáte to heslo „Respect – no to racism“, říkají Messi i Ronaldo. Je škoda, že sportovní funkcionáři nepovažují lidská práva za podmínku pro konání vrcholových sportovních akcí. Za to nemůžou ani fotbalisté, ani my fanoušci, ale já osobně bohužel musím tento šampionát bojkotovat, nebudu se na něj dívat. Po olympiádě v Soči následovala anexe Krymu, co máme očekávat po šampionátu v Moskvě?

Dámy a pánové, já doufám, že se šampionát přesto vydaří, že zvítězí v rámci *fair play* ti nejlepší fotbalisté, a věřím také, že i v Rusku jednou zavládne svoboda a demokracie.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κυρία Πρόεδρε, οι ευρωπαϊκές οδηγίες συντάσσονται για να εφαρμόζονται από τα κράτη μέλη και υπερτερούν παντός εσωτερικού δικαίου. Σε αρκετές όμως περιπτώσεις η Ευρωπαϊκή Επιτροπή διαπιστώνει αναποτελεσματική εφαρμογή της νομοθεσίας σε σχέση ειδικά με πιστωτικά και τραπεζικά ιδρύματα. Η συνεχιζόμενη αναποτελεσματικότητα στην εφαρμογή των ευρωπαϊκών οδηγιών συνιστά ελλειπή απονομή της δικαιοσύνης. Για παράδειγμα, η Ευρωπαϊκή Ένωση απαιτεί όπως κάθε κράτος μέλος μεριμνά ώστε στις συμβάσεις που συνάπτονται με τους καταναλωτές να μην περιλαμβάνονται καταχρηστικές ρήτρες. Και οι τράπεζες έχουν υποχρέωση, αλλά και το κράτος μέλος οφείλει να μεριμνά για να εξαλείφονται με αποτελεσματικό τρόπο. Δυστυχώς αν δεν υπάρχει δεσμευτικός μηχανισμός, όπως στην περίπτωση της Κύπρου, δεν εφαρμόζεται η ευρωπαϊκή οδηγία για τις καταχρηστικές ρήτρες.

Jasenکو Selimovic (ALDE). – Madam President, reaction to the enlargement strategy at the Council meeting in Sofia has made it perfectly clear that there is enlargement fatigue in the EU. My question is the following. Let's imagine that we have 'abracadabra power' and can make all these countries fulfil the criteria immediately: everything, even more than that. Would they be accepted tomorrow as EU members? If the answer to that question is 'no', then the problem is on our side, not on theirs. Therefore, I believe we have to start working in parallel: we, the Commissioner and the others, pushing them to fulfil the criteria simultaneously to shape opinion in the European Union. We have to start talking about what we gain from enlargement: about the well-educated regions, the new markets, creating stability, creating lasting peace, etc. – what our citizens will gain. We have to remind everybody else how the opposition to Spain and Portugal was, and how today these countries are regarded seriously and are respected. So if we do not shape this opinion, we will have serious problems very soon.

Josep-Maria Terricabras (Verts/ALE). – Señora presidenta, el pasado 1 de junio una moción de censura echó del Gobierno de España a Mariano Rajoy. Los casos de corrupción en el PP español se habían acumulado, y había habido sentencia condenatoria. Hoy mismo ha habido otra en la que se dice que el PP ha delinquido. Un juez dictaminó hace meses que el PP era una organización criminal.

Este ha sido el Gobierno que hasta ahora ha sido aplaudido casi con entusiasmo por las instituciones europeas cuando ha perseguido y encarcelado a dirigentes catalanes.

La corrupción, el abandono de los refugiados están sumiendo a la Unión en un descrédito espectacular, mientras en España hay presos políticos y hay exiliados que son políticos electos o artistas o simples ciudadanos que ejercen sus derechos democráticos.

El escándalo es mayúsculo. O bien la Unión Europea reacciona, o bien sus lamentos contra las dictaduras y las injusticias en el mundo no serán más que alaridos cínicos de quienes comparten, pero no combaten, los principios antidemocráticos del fascismo y de la extrema derecha antidemocrática. Ahora nos jugamos esto: la libertad, la justicia y la democracia.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL). – Señora presidenta, las trabajadoras de Gestipack, subcontrata de la multinacional alemana DHL, denunciaron ante la Inspección de Trabajo que la empresa estaba pagándoles un salario por debajo del establecido en el convenio colectivo. La inspección comprobó la actuación fraudulenta y ordenó a la empresa cumplir con el convenio. Sin embargo, el empresario decidió despedir a toda la plantilla. Mientras, la empresa principal —DHL— se ha desentendido y ha optado por cambiar la contrata sin garantizar la subrogación de las trabajadoras.

Este es un claro ejemplo de discriminación laboral por género, causante de las brechas salariales que sufren las mujeres, consentida y ampliada por reformas laborales regresivas que facilitan a empresarios sin escrúpulos explotar a las trabajadoras y posteriormente despedirlas sin apenas coste. La contrata y la empresa principal deben asumir su responsabilidad laboral y social, y corregir inmediatamente esta situación.

No debemos mirar hacia otro lado y no lo vamos a hacer si creemos en la igualdad real. Por eso, desde aquí, toda nuestra solidaridad y apoyo con las trabajadoras de Gestipack.

Anna Záborská (PPE). – Vážená pani predsedajúca, je pochopiteľné, že Súdny dvor Európskej únie v prípade Coman potvrdil, že občania všetkých členských štátov EÚ sú si rovní v právach, ktoré im dávajú európske zmluvy. No fakt, že pojem manželský partner si vyžadoval výklad súdu, je veľmi zlým vysvedčením pre tento parlament ako spolutvorcu práva Únie.

Každý dvojznačný termín, ktorý sa kvôli našej snahe o kompromis za každú cenu ocitne v smerniciach a nariadeniach, je zlyhaním parlamentarizmu. Je pozvaním pre sudcov, aby robili prácu poslancov, hoci na to nedostali mandát od voličov a nemusia sa im za svoje rozhodnutia zodpovedať.

Radi hovoríme, že hlas každého občana je v Európe dôležitý. To však musí platiť len vtedy, to však bude platiť len vtedy, ak smernice a nariadenia budú používať jasne definované pojmy.

Răzvan Popa (S&D). – Doamna președintă, România este o susținătoare clară a existenței spațiului Schengen. Totuși, nu a primit statutul de membru deși, conform tuturor evaluărilor, îndeplinește criteriile de aderare. În mod repetat, Comisia Europeană și Parlamentul European și-au exprimat susținerea pentru aderarea României la spațiul Schengen. România este una dintre țările care pot întări securitatea la granițele Uniunii Europene, iar acesta este unul dintre motivele clare pentru care ar trebui să fie cât mai rapid parte a zonei Schengen. De asemenea, faptul că România îndeplinește criteriile de aderare în urma unor eforturi costisitoare și de durată îndreptățește cetățenii români și economia românească să beneficieze de avantajele apartenenței la spațiul Schengen.

Miercuri, Parlamentul va vota o propunere de rezoluție privind proiectul de decizie al Consiliului European care arată că România și Bulgaria sunt pregătite din toate punctele de vedere pentru aderarea la spațiul Schengen. De aceea, fac apel la colegii deputați să susțină proiectul de rezoluție, acest lucru reprezentând un pas în plus pentru ca România și Bulgaria să devină cât mai rapid membre ale spațiului Schengen, așa cum este corect.

Lynn Boylan (GUE/NGL). – Madam President, this month we mark LGBT Pride, an important reminder of the constant struggles of the LGBT+ community. Pride is a time for solidarity against discrimination and against violence, an assertion of dignity and equality rights of LGBT persons. It is a celebration, but most importantly, Pride is political and Pride is protest. Pride should not be a marketing opportunity for multinationals. We cannot afford to have it trivialised and commercialised, especially not when we still have so much unfinished work to do for the LGBT+ community.

Trans people suffer from the highest rates of repetitive violence and hate motivated crimes. Ireland has the second highest prevalence in the EU of hate motivated violence against trans people. Between 2014 and 2016, 62 transgender hate crimes took place on the island of Ireland. So this year, let's not celebrate Pride by patting ourselves on the back for marriage equality. Let's make Pride the political struggle it ought to be. Instead of visibility of billion dollar social media networks, let's have visibility of trans identities.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já bych se chtěl dnes vyjádřit k otázce evropské solidarity, solidarity mezi členskými státy EU.

Považuji tuto zásadu za stěžejní, dokonce bych si troufl označit, že tato zásada byla u zrodu EU, a právě na tomto zrodu a na principu fungování EU, na této zásadě bych chtěl ilustrovat přístup české vlády, která naopak zdůrazňuje pouze hledisko evropské jednomyslnosti a evropskou solidaritu zcela přehlíží. My potřebujeme evropskou solidaritu v okamžiku, kdy je nám těžce, ve všech členských státech, může dojít k přírodním katastrofám, určitým tragédiím, nedej bože k terorismu. Právě tam všude má evropská solidarita své místo.

Chtěl bych také vyzvat českou vládu, aby tedy nebazírovala pouze na otázce evropské jednomyslnosti, ale rovněž dávala více důraz na evropskou solidaritu, která jí tedy skutečně chybí.

Rory Palmer (S&D). – Madam President, in a few weeks' time the UK's National Health Service will celebrate its 70th anniversary, and I take this opportunity here in the European Parliament to say thank you. Thank you to the 62 000 NHS staff from other European nations, and indeed all those from across the world. Doctors, nurses, support staff all help make the NHS what it is through their professionalism and skill and their care and compassion every single day, and with Brexit now causing so much uncertainty, it's now vital that the rights of those EU nationals working in the NHS are protected for the future. So in the 70th year of the NHS, thank you. Thank you to the brilliant NHS staff from the UK, from across Europe, and from right across the world.

John Howarth (S&D). – Madam President, the notice issued by the Commission on 27 February this year sets out measures that must be met to ensure continued interoperability of passenger and freight services through the Channel Tunnel after 29 March 2019. The document recently issued by the UK government, in the course of the BREXIT negotiations, gives us some hope that a sensible conclusion might be reached.

However, it would be hard to blame people in the UK for having no confidence in the current UK Government to get anything right on the railways. My constituents who use Thames Link and those who use northern rail services in other parts of the country, have seen, since the end of May, hundreds of trains cancelled daily – a total and utter failure to reorganise the timetable.

The UK transport Secretary doesn't seem to accept responsibility and won't resign. I urge those in the EU who think franchise in UK-style provides any model for how rail should be run, to think again.

La Présidente. – Ce point de l'ordre du jour est clos.

22. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll

23. Schluss der Sitzung

(La séance est levée à 22 h 11)

Legende der verwendeten Zeichen

*	Konsultationsverfahren
***	Zustimmungsverfahren
***I	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, erste Lesung
***II	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, zweite Lesung
***III	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, dritte Lesung

(Das angegebene Verfahren entspricht der von der Kommission vorgeschlagenen Rechtsgrundlage.)

Abkürzungen der Ausschüsse

AFET	Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten
DEVE	Entwicklungsausschuss
INTA	Ausschuss für internationalen Handel
BUDG	Haushaltsausschuss
CONT	Haushaltskontrollausschuss
ECON	Ausschuss für Wirtschaft und Währung
EMPL	Ausschuss für Beschäftigung und soziale Angelegenheiten
ENVI	Ausschuss für Umweltfragen, öffentliche Gesundheit und Lebensmittelsicherheit
ITRE	Ausschuss für Industrie, Forschung und Energie
IMCO	Ausschuss für Binnenmarkt und Verbraucherschutz
TRAN	Ausschuss für Verkehr und Fremdenverkehr
REGI	Ausschuss für regionale Entwicklung
AGRI	Ausschuss für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung
PECH	Fischereiausschuss
CULT	Ausschuss für Kultur und Bildung
JURI	Rechtsausschuss
LIBE	Ausschuss für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres
AFCO	Ausschuss für konstitutionelle Fragen
FEMM	Ausschuss für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter
PETI	Petitionsausschuss
DROI	Unterausschuss Menschenrechte
SEDE	Unterausschuss Sicherheit und Verteidigung

Abkürzungen der Fraktionen

PPE	Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten)
S&D	Fraktion der Progressiven Allianz der Sozialdemokraten im Europäischen Parlament
ECR	Fraktion der Europäischen Konservativen und Reformer
ALDE	Fraktion der Allianz der Liberalen und Demokraten für Europa
GUE/NGL	Konföderale Fraktion der Vereinigten Europäischen Linken/Nordische Grüne Linke
Vers/ALE	Fraktion der Grünen/Freie Europäische Allianz
EFDD	Fraktion Europa der Freiheit und der direkten Demokratie
ENF	Fraktion Europa der Nationen und der Freiheit
NI	Fraktionslos



C/2024/3374

30.5.2024

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 12. JUNI 2018

(C/2024/3374)

EUROPÄISCHES PARLAMENT

SITZUNGSPERIODE 2018-2019

Sitzungen vom 11. bis 14. Juni 2018

STRASSBURG

Inhalt	Seite
1. Eröffnung der Sitzung	3
2. Vorbereitung der Tagung des Europäischen Rates am 28./29. Juni 2018 (Aussprache)	3
3. Paket zur Wirtschafts- und Währungsunion (Aussprache)	31
4. Wiederaufnahme der Sitzung	47
5. Abstimmungsstunde	48
5.1. Sachstand der Freizeitfischerei in der EU (A8-0191/2018 - Norica Nicolai) (Abstimmung)	48
5.2. Clearingpflicht, Meldepflichten und Risikominderungstechniken für OTC-Derivate und Transaktionsregister (A8-0181/2018 - Werner Langen) (Abstimmung)	48
5.3. Gemeinsame Vorschriften für die Zivilluftfahrt und Agentur der Europäischen Union für Flugsicherheit (A8-0364/2016 - Marian-Jean Marinescu) (Abstimmung)	48
5.4. CO ₂ -Emissionen und Kraftstoffverbrauch neuer schwerer Nutzfahrzeuge (A8-0010/2018 - Damiano Zoffoli) (Abstimmung)	48
5.5. Modernisierung des Bildungswesens in der EU (A8-0173/2018 - Krystyna Łybacka) (Abstimmung)	48
5.6. Entwicklung einer nachhaltigen und wettbewerbsfähigen europäischen Aquakulturbranche (A8-0186/2018 - Carlos Iturgaiz) (Abstimmung)	48
6. Stimmerkklärungen	49

Inhalt	Seite
6.1. Sachstand der Freizeitfischerei in der EU (A8-0191/2018 - Norica Nicolai)	49
6.2. Clearingpflicht, Meldepflichten und Risikominderungstechniken für OTC-Derivate und Transaktionsregister (A8-0181/2018 - Werner Langen)	51
6.3. Gemeinsame Vorschriften für die Zivilluftfahrt und Agentur der Europäischen Union für Flugsicherheit (A8-0364/2016 - Marian-Jean Marinescu)	52
6.4. CO ₂ -Emissionen und Kraftstoffverbrauch neuer schwerer Nutzfahrzeuge (A8-0010/2018 - Damiano Zoffoli)	52
6.5. Modernisierung des Bildungswesens in der EU (A8-0173/2018 - Krystyna Łybacka)	53
6.6. Entwicklung einer nachhaltigen und wettbewerbsfähigen europäischen Aquakulturbranche (A8-0186/2018 - Carlos Iturgaiz)	56
7. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll	58
8. Wiederaufnahme der Sitzung	58
9. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll	58
10. Atomabkommen mit dem Iran (Aussprache)	59
11. Verhandlungen über die Neufassung des Assoziierungsabkommens EU/Chile (Aussprache)	80
12. Vorstellung des Jahresberichts über Menschenrechte und Demokratie in der Welt 2017 und die Politik der EU in diesem Bereich (Aussprache)	89
13. Berichtigung (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll	100
14. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll	100
15. Besetzte Gebiete in Georgien zehn Jahre nach der Invasion durch Russland (Aussprache)	100
16. Beziehungen zwischen der EU und der NATO (Aussprache)	112
17. Weitere Makrofinanzhilfe für die Ukraine (Aussprache)	126
18. Cyberabwehr (Aussprache)	134
19. Kohäsionspolitik und Kreislaufwirtschaft (Aussprache)	143
20. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll	155
21. Schluss der Sitzung	155

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 12. JUNI 2018

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Presidente

1. Eröffnung der Sitzung

(La seduta è aperta alle 9.02)

2. Vorbereitung der Tagung des Europäischen Rates am 28./29. Juni 2018 (Aussprache)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la discussione sulle dichiarazioni del Consiglio e della Commissione sulla preparazione del Consiglio europeo del 28 e 29 giugno 2018 (2018/2590(RSP)).

Monika Panayotova, President-in-Office of the Council. – Mr President, in June, leaders will take a strategic look at several important issues that will affect Europe in the coming years. A first topic is how, in today's world, we as Europeans do more for our own security. The European Council will take stock of progress in a number of areas where we are deepening cooperation in security and defence.

The agreement we reached together on the European Defence Industrial Development Programme will allow the European Union to fund, for the first time, a programme on defence capabilities. We are also in favour of making headway on improving military mobility, and working to strengthen our resilience to chemical, biological, radiological and nuclear-related risks and our capabilities to address hybrid threats. The European Council will also assess progress in the field of civilian CSDP, and leaders will provide further guidance on PESCO and our important cooperation with NATO.

As you know, migration is also on the agenda. Much has been achieved over the past years in terms of strengthening our overall migration policy, with tangible results on the ground. There is broad agreement on most elements of our migration policy, including better protecting our external borders and controlling illegal migration.

As the Presidency, we have worked diligently on the reform of the Common European Asylum System to help bridge differences in approaches and develop concrete solutions. Intensive negotiations have taken place in the Council on the various proposals of this package. The Dublin reform remains difficult, but in most other files good progress has been made. The European Council will now look at the broader picture. To this end, President Tusk is currently conducting consultations with his peers.

The June European Council will also be the opportunity to spell out our vision for an innovative and digital Europe in the years ahead, following the leaders' debate in Sofia. Technology-driven innovation is increasingly shaping our lives. The pace and scope of change that the next waves of innovation will bring are unprecedented.

To play an active part in this global transformation, we in Europe need to do better when it comes to the way we generate ideas, turn them into business and help businesses grow on the global stage. We need to deepen Europe's innovation capability and nurture, in particular, breakthrough and disruptive innovation.

As we reinvent the way we do things, we should also stay true to ourselves and to our values. This is not only true with respect to innovation, but also in relation to our digital endeavours. By creating an environment where innovation can thrive while guaranteeing high standards for the protection of users, we will foster high levels of trust in technology.

The next Multiannual Financial Framework is a key tool to shape our common future. The European Council will discuss the future handling of the proposals concerning the MFF, including the timeline.

Turning to jobs and growth, the European Council will conclude the European Semester for 2018. It will also take stock of the leaders' discussion on taxation held in March under the Leaders' Agenda process. The European Council will also have the opportunity to address international developments, including the latest trade issues. As you know, the European Council is also expected formally to adopt the decision on the composition of the European Parliament, on which you will be voting tomorrow.

Finally, the European Council, in terms of Article 50, will meet on the next day to review the state of the negotiations with the United Kingdom.

In the margins, the Euro Summit will meet in an inclusive format. It will discuss measures on the Banking Union and to further develop the European Stability Mechanism, and will provide additional guidance on the way forward.

Presidente. – Prima di dare la parola al Vicepresidente Timmermans, volevo ricordare al Consiglio che il Parlamento europeo, già da mesi, ha approvato una proposta di riforma di Dublino.

Dopo i risultati dell'ultimo Consiglio «Giustizia e Affari interni», credo che sia giusto affrontare ed esaminare attentamente il testo approvato da parte di uno dei colegislatori qual è il Parlamento europeo.

Io ho sottolineato, in tutte le riunioni del Consiglio, l'importanza di affrontare la questione di Dublino e l'importanza di esaminare come testo base quello del Parlamento europeo, che coniuga contemporaneamente fermezza e solidarietà.

Lancio un appello al Consiglio affinché non venga sottovalutata o ignorata la proposta seria che ha avuto un grande consenso da parte di questa Aula per una riforma di Dublino, cosa che mi pare, fino ad oggi, non sia stata fatta da parte degli Stati membri.

Frans Timmermans, First Vice-President of the Commission. – Mr President, it's an honour to address this House, this time on behalf of President Juncker, who is returning from G7 duty in Canada. I think I would be remiss if I did not start with what happened in Charlevoix. I'm not one to declare that the rules-based international system so carefully built up after the Second World War is now collapsing before our very eyes. However, it is the first time since 1945 that an American President has not seen it as an American strategic interest to work hard to ensure a vibrant and unified Europe and a robust transatlantic relationship.

This means that the EU needs to take its destiny more into its own hands and we should be confident about our ability to do so, because our foundations are strong. Our Union is built upon Member States that voluntarily and democratically decided to link their destinies and shape the future together. The basis for the shared destiny is a tripod of democracy, the rule of law and the respect for human rights. This is how one creates unity between big and small, how one creates unity in full respect of our diversity. It is in turn our unity that gives us strength globally to pursue better and more sustainable standards for everyone; to defend global trading rules; to boldly address climate change; to protect our citizens against geopolitical and/or geoeconomic challenges, and to better grasp the opportunities that globalisation has to offer.

And so, this month's European Council comes at an auspicious time, and it is a good opportunity to show political will, decisiveness and unity. But we should look beyond the daily Twitter feed and also keep our eyes on the ball with regard to the work that lies ahead of us. Last December, leaders agreed to come back to a number of issues in March. In March, they agreed to come back to the same issues in June. While important decisions take time, we cannot postpone decisions indefinitely. The situation in the Mediterranean is a stark reminder that we cannot wish problems away. No fence is high enough and no sea is wide enough to render our countries immune to the greatest pull factor there is – the freedom, the prosperity and the stability of our Union.

In recent months, under the guidance of the Bulgarian Presidency, the European Union has shown what is possible when we are united and committed to finding European solutions. We agreed, for instance, on the difficult issue of the Posted Workers Directive, thanks in large part to this House. Equal pay for equal work in the same place will now become a reality for all Europeans. We made substantial progress on our digital single market with regard to the abolition of roaming and on clarifying and strengthening audiovisual media services or telecoms rules.

With regard to Brexit too, the EU is united. Our goal is to ensure we, together with our British partners, do as little harm as possible to either side and to work together towards an orderly process in the interest of all citizens in the EU and in the United Kingdom.

The European Council of June will take stock on a number of issues, in particular the question of Ireland and Northern Ireland, as well as the future relationship between the UK and the EU. We still have three more weeks to go, and it is important to use this time to achieve real progress in the interests of all. Parliament, Council and Commission are working together to deliver.

In the next months, we also have to deliver on the legislative files we identified as our common priorities under the two joint declarations. From plastics to migration, from energy to transport, from the European Solidarity Corps to the European Citizens' Initiative. We've promised this to the European citizens before the next elections. It will be our collective achievement. The joint declarations guide our work, so let's stick to our commitments.

As we approach the June European Council, this then is the spirit and the approach that all leaders must take. United by our values, linked by our interests and concerted in our actions.

Das gilt auch für die Wirtschafts- und Währungsunion. Denn je stärker diese ist, umso mehr verleiht sie der Union als Ganzes Kraft, was sich wiederum positiv auf den Lebensstandard der Europäerinnen und Europäer auswirkt. Deshalb ist es unsere Pflicht, den Euro zu stärken. Die Kommission hat bereits im Dezember ein umfassendes Paket vorgelegt, um unserer Gemeinschaftswährung zusätzliche Stärke und Handlungsfähigkeit zu verleihen. Wir haben außerdem vor wenigen Wochen konkrete Haushaltsinstrumente vorgeschlagen, um Reformen zu fördern und Investitionen im Euro-Raum selbst in Zeiten asymmetrischer Schocks zu gewährleisten.

Dass die Mitgliedstaaten die Vorschläge der Kommission diskutieren, ist ein erster wichtiger Schritt. Doch es reicht nicht, wenn wir lediglich feststellen, was notwendig und geboten ist. Wir haben zwar bereits Fortschritte gemacht und Lehren aus der Krise gezogen – sei es bei der Reduzierung notleidender Kredite im europäischen Bankensektor, beim Aufbau der Kapitalmarktunion oder bei der Einigung im ECOFIN-Rat im Mai, als wir Maßnahmen ergriffen haben, um die Risiken im Bankensektor weiter zu reduzieren. Das war ein wichtiger Schritt hin zur Vollendung der Bankenunion.

Der Gipfel im Juni – die *Leaders' Agenda* – ist der Moment, die Ideen und den politischen Willen endlich auch in konkrete Entscheidungen und Taten umzusetzen. Wir müssen uns endlich darauf einigen, dass der Europäische Stabilitätsmechanismus die Letztsicherung für den einheitlichen Abwicklungsfonds übernehmen kann. Und dafür müssen wir endlich auch beim Einheitlichen Europäischen Einlagensicherungssystem weiterkommen, das nicht nur über Nacht aufgebaut werden kann, sondern für das Vorbereitungen, Vorbedingungen zu erfüllen sind.

Gestatten Sie mir, auch den mehrjährigen Finanzrahmen zu erwähnen. Ich glaube, dass wir uns vor den nächsten Wahlen unbedingt einigen müssen.

En ce qui concerne la gestion des migrations, la situation n'est en rien comparable à ce qu'elle était il y a trois ans, mais ici également, nous avons encore du travail à faire pour compléter la mise en place d'une politique migratoire fondée sur la responsabilité et la solidarité, tout en assurant une meilleure protection de nos frontières extérieures. Les négociations ont déjà bien avancé sur une bonne partie des éléments proposés par la Commission pour réformer notre régime d'asile européen commun, notamment sur l'harmonisation des conditions d'accueil et les conditions standard de protection ainsi que sur un cadre commun de réinstallation pour renforcer les voies d'entrées légales.

Nous avons également accompli des progrès sur le renforcement d'Eurodac – la base de données de l'Union européenne contenant les empreintes digitales des demandeurs d'asile – et nous avons déjà un accord politique sur le renforcement de l'agent de l'Union européenne pour l'Asie.

Le Parlement s'est engagé dans toutes ces négociations avec détermination et a réussi à améliorer la qualité du texte et je voudrais saluer les efforts considérables accomplis par la présidence bulgare dans ce domaine. Mais pour finaliser un accord sur l'ensemble de la réforme de notre politique d'asile, il faut maintenant trouver un compromis sur le mécanisme de Dublin et je veux soutenir, avec tout l'appui de la Commission, les propos du président du Parlement à cet égard.

Là aussi, on peut noter des avancées, en particulier la création d'un volet préventif de ce mécanisme. Prévenir la crise future est aussi important que la gestion de la crise elle-même. Mais évidemment, il faut reconnaître et respecter les différentes positions et sensibilités qui existent dans nos pays sur ces questions très délicates.

Il est temps de résoudre ce problème. Tous les éléments sont sur la table, il est temps d'agir, je suis en parfait accord avec le président du Parlement européen. Ainsi, la Commission attend des chefs d'État et de gouvernement qu'ils se penchent sérieusement sur la question de Dublin et esquissent les orientations nécessaires pour parvenir à des solutions équilibrées qui aient l'appui de tous et qui soient des solutions solides et durables fondées sur nos valeurs communes. Nous risquons non seulement de perdre nos valeurs mais aussi de porter atteinte à notre humanité même si nous ne trouvons pas des solutions qui permettent de voir des personnes en crise comme des êtres humains qui ont besoin de notre aide.

(Applaudissements)

Étant donné l'importance de ce défi – existentiel, je crois, pour l'Union européenne –, la Commission proposera cet après-midi un renforcement ambitieux et important des moyens financiers pour soutenir notre politique commune au cours des prochaines années.

Manfred Weber, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Vizepräsident der Kommission, liebe Kolleginnen und Kollegen! Die heutige Debatte wird angesichts des G7-Gipfels sicher von Unsicherheit und Instabilität geprägt sein. Deswegen möchte ich zunächst mit der positiven Meldung beginnen: Gerade erreichen uns alle auf unseren Mobiltelefonen die Meldungen aus Singapur. Wenn sich Kim und Trump darauf verständigen, dass es eine große Chance für ein nuklearwaffenfreies Korea gibt, für eine koreanische Halbinsel, die nuklearwaffenfrei ist, dann ist das ein großer Erfolg, und wir sollten froh sein darüber, dass es diese Ergebnisse gibt. Diplomatie wirkt, auch Sanktionen wirken. Aber ich hoffe, dass in Washington erkannt wird, dass Diplomatie nicht nur dann gut ist, wenn Donald Trump sie unterschreibt. Wir haben nämlich mit dem Iran-Abkommen bereits einmal ein sehr positives diplomatisches Ergebnis erzielt. Damals hat Obama unterschrieben, und das war genauso gut wie das jetzige Ergebnis, das uns für Korea vorliegt.

Wenn wir jetzt auf den Gipfel, auf den Europäischen Rat blicken, dann besteht vielleicht wieder die Gefahr, dass wir große Ziele beschreiben und am Ende vielleicht wieder mit wenigen Ergebnissen dastehen. Deswegen möchte ich mich darauf konzentrieren, zwei konkrete Punkte herauszugreifen, wo wir als EVP-Fraktion jetzt Klarheit und Ergebnisse einfordern und wo auch die Chance dazu besteht: Das erste sind die Handelsfragen – ein Thema, das viele umtreibt, die derzeit um ihre Jobs bangen. Da muss Europa der Europäischen Kommission volle Rückendeckung geben. Die Zölle auf Aluminium und Stahl sind ohne Grund verhängt worden. Und deswegen sind geschlossene Gegenmaßnahmen, so wie die Kommission sie angestoßen hat, der richtige Weg. Wir erwarten vom Rat, dass das voll unterstützt wird. Und wir sind auch der Meinung, dass das Gespräch richtig ist. Wenn Jean-Claude Juncker jetzt den Arbeitsauftrag bekommen hat, nach Washington zu fahren und über eine Welt ohne Zölle zu reden, dann ist das der richtige Ansatz.

Ich möchte noch ergänzen, dass derzeit für uns Europäer durch die Problematik mit Amerika auch eine Reihe von Chancen entstehen. Es ist so, dass wir in Kanada erlebt haben, dass es sechs zu eins steht. Wir haben also viele Partner, die nach wie vor für den regelbasierten Handel eintreten. Mit denen sollten wir reden, ins Gespräch kommen und schnellstens mit Japan, mit Mexiko, mit dem Mercosur die Verträge abschließen, die jetzt realistisch sind.

Ich möchte im Rückblick nochmal daran erinnern: Wir hatten ja hier im Parlament viel Streit über die Frage CETA – ich möchte das nochmal in Erinnerung rufen –, und wir spüren in der jetzigen Lage, wie dankbar wir sind, dass wir zumindest mit Kanada, mit einem Land, das unseren Werten verpflichtet ist, in der Lage sind, solche Verträge abzuschließen. CETA ist für uns nach wie vor ein Vorbild für die zukünftige Gestaltung der Handelspolitik.

Zu guter Letzt ein zweiter Punkt, nämlich die Euro-Diskussion: Auch hier reicht die Debatte. Wir können jetzt, glaube ich, zu Ergebnissen kommen. Der Europäische Währungsfonds ist zum Greifen nahe, damit wir zukünftig die Unabhängigkeit von internationalen Strukturen bekommen. Der *backstop* ist nahe. Wir werden die Parlamente stärker beteiligen können mit den Strukturen, die jetzt angedacht sind. Das heißt, diesen Schritt sollte man tun, genauso wie den Schritt, den die Kommission bereits im Dezember vorgeschlagen hat, mit dem Investitionsbudget jetzt voranzukommen. Nach dem Aspekt Reformen und nach dem Aspekt Budgetstabilisierung liegt jetzt der Schwerpunkt auf den Investitionen. Da sollten wir vorankommen.

Deswegen: Jetzt handeln, in diesen beiden Punkten! Rückenwind sollte uns geben, dass wir beim Euro große Erfolge haben. Seit Beginn der Krise haben wir in der Euro-Zone zehn Millionen neue Arbeitsplätze geschaffen und haben ein Wachstum von 2,5 % – deutlich stärker als die Amerikaner und übrigens auch die britischen Freunde. Deswegen sollte uns die Reformpolitik, die wir bisher praktiziert haben, dafür Rückenwind geben.

Ich wünsche mir, dass beim Rat jetzt nicht mehr geredet wird, sondern bei diesen beiden Punkten gehandelt wird!

Udo Bullmann, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, this is the House of the European people and, having said that, I cannot avoid raising again and again the situation in the Mediterranean Sea. There is a boat in the middle of the sea. Many of those people – children, pregnant women – are in a disastrous situation, not for the first time and, unfortunately, perhaps not for the last time.

We have a general idea. Those who disembark in one of our countries disembark in the European Union. This is our principle. Article 80 of this Treaty speaks about responsibility and about solidarity. Yes, it is true that Italy has taken the lion's share of the responsibility in the past, but – forgive me, dear colleagues, this is to Mr Salvini – if you need to demonstrate what you think is your strength at the expense of pregnant women and children, you have no idea how poor you are.

(Applause)

This is a change in Italian politics which is by no means defensible.

And let us talk about the re-emergence of the Spanish people and the Spanish Government. Yes, Pedro Sanchez, thank you. You gave grace to the European Union again and what you did was marvellous. This is the new style of the Spanish people and of Spanish politics and we appreciate that. Thank you to the new government and all those who support it.

But since this is not an isolated situation – and now we come to the Council – no, you don't have time to postpone the issue of migration. No you cannot stay sleeping. No, there is no excuse for not doing anything and this is one of the major issues that have to be discussed in the next European Council. And this is also to Mr Kurz's incoming Presidency. Mr Kurz, ask yourself whether you are happy. Are you still proud that you closed – this is one of your favourites – the Balkan route without any alternative? Are you still proud of your comradeship with Mr Orban, demonstrating it in each and every situation? No, we will not let him pass into this House of the People when he arrives in the second half of this year with a stance like that! This will not be the policy of my group, the Socialists and Democrats, and this will not be the policy of the European Parliament, dear friends. What we have to make clear ...

Und das bezieht sich auch auf meine Kolleginnen und Kollegen der Europäischen Volkspartei in Deutschland, lieber, verehrter Kollege Weber: Nein, das ist nicht drin! Wir können hier nicht pro-europäisch reden und zu Hause mit Orbán schäkern und die Europäische Union in einer zentralen Frage ohne Perspektive lassen. Das werden wir nicht tolerieren!

Und das müssen wir auch an Frau Merkel adressieren: Nein, Frau Merkel, der Enthusiasmus, den Sie zeigen, der Enthusiasmus in Lösungen der Probleme – man kann nicht weiche Knie kriegen, nur weil Trump mit dem Handelskrieg droht. Der Wirtschaftsminister in Deutschland muss das kapieren: Das reicht nicht, was da geliefert wird!

Und das gleiche gilt für unser Engagement, mit dem wir insgesamt die Europäische Union stark machen müssen. Auch Frau Merkel muss kapieren: Nur eine vereinte Europäische Union, nur eine starke Europäische Union wird in der Lage sein, unsere Gesellschaft in eine erfolgreiche Zukunft zu führen. Dafür steht meine Fraktion, dafür werden wir arbeiten. Und wir freuen uns auf die Diskussionen, die in diesem Haus zu dem Thema noch anstehen.

Roberts Zīle, on behalf of the ECR Group. – Mr President, I will increase the number of languages used here so I will ask you to use the headphones, and also to symbolically extend the core of the European Union, I will speak Latvian.

Priekšsēdētāj! Protams, nav nekāds jaunums, ka nacionālo politisko uzvaru dēļ Eiropas Savienība un citas dalībvalstis bieži vien tiek izmantotas kā ringa pretinieks, un pēc šīm saldaļām uzvarām tiek kronēts nacionālais čempions. Taču pēdējā laikā šī situācija sasniedz jaunu intensitāti, un uzvarām noder gan viesstrādnieku uzvaras — kaut gan īstenībā tie ir tikai pāris procentu no darbaspēka tirgus —, gan arī migrācijas jautājums un Dublinas konvencijas pārskatīšana. Tagad, gatavojoties Padomes sēdei, es faktiski pieskaršos tikai pāris punktiem No Eiropadomes dienas kārtības.

Pirmkārt, par migrāciju, Dublinas pārskatīšanu un kvotām kā sastāvdaļu no tām. Trīs gadu laikā, kopš Eiropas Komisija nāca klajā ar šo kvotu priekšlikumu, es domāju, ka visiem ir skaidrs, ka šī sistēma nevar un nevarēs strādāt arī nākotnē, jo faktiski migrantu un arī kontrabandas organizētāju kartē ir tikai dažas Eiropas Savienības dalībvalstis, kas ir galamērķis, kur šiem migrantiem nokļūt. Visas pārējās valstis ir vai nu tranzītvalstis, vai tādas, kuras vispār nav kartē, kā, teiksim, tās valstis, kas ir pārāk nabadzīgas, lai tur kādreiz kāds vispār nokļūtu. Teiksim, manā valstī, Latvijā, tika uzbūvēts simts vietu migrācijai — labas, iekārtotas, — patversmes bāze, kura parasti ir aizpildīta labi, ja ar vienu trešdaļu. Izpildot mūsu brīvprātīgās kvotas, cilvēki, kas tur nejauši nokļūst, pazūd ar dokumentiem vai bez dokumentiem jau burtiski nākošajās dienās. Tas nozīmē, ka šāda sistēma faktiski nedarbojas, un mēs joprojām trīs gadu laikā neesam atraduši citus risinājumus.

Otrs jautājums — daudzgadu finanšu budžets, par ko arī tiks runāts Padomē. Manuprāt, ir ārkārtīgi svarīgi akcentēt to, ka Eiropas Komisijas priekšlikums, neskatoties uz *Brexit* naudas iztrūkumu, tomēr rada lielākas iespējas kopumā šajā finanšu daļā, tajā pašā laikā ļoti mērķēts kohēzijas politikas samazinājums atkarībā no konkrētās dalībvalsts. Šajā gadījumā kāda ziņa tā ir paaudzēm, kas ir jaunā paaudze šajās valstīs? Mēs runājam par periodu No 2020. gada līdz 2027. gadam, kas faktiski nozīmē 10 gadu garumā daudzām jaunākām dalībvalstīm tā ir ziņa jaunajai paaudzei: 'Jums nākotne ir vēl sliktāka nekā pašlaik šajās dalībvalstīs, un tas nozīmē, ka jums ir jābrauc prom uz tām valstīm, kuras ir turīgākas, jo tām pat subsidēs darbvietas jaunatnes nodarbinātībai'. Nav gan skaidrs, vai arī iebraucošajiem jauniešiem no citām valstīm vai tikai vietējiem jauniešiem.

Jāatceras tas, ka dažās valstīs t. s. universālā 'universal income base' bāze ir augstāka nekā vidējā alga citās Eiropas Savienības dalībvalstīs, un visā šajā kopējā mērcē mums ir ļoti grūti uzrunāt Eiropas Savienības pilsoņus, ka ir kopīgas vērtības, kā *Timmermans* kungs teica, ka ir kopīga vienota izpratne par Eiropas vērtībām. Ir grūti un gandrīz neiespējami paskaidrot šādu valstu, Eiropas Savienības valstu, pilsoņiem, ka tā ir.

Guy Verhofstadt, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, I have to say to you that if I hear Mr Weber and then Mr Bullmann afterwards, I ask myself whether there is a government in Berlin or have I missed something? I have not the impression that there is – in any way, on a number of issues – a common German position for the moment and that is one of the problems for the moment in the European Union, but that is not my item. Ms Panayotova, the next European Council can talk and talk and talk and discuss and write conclusions on whatever issue that you want, and there is a long list of issues – Brexit, the governance of the eurozone, the defence union, the Multiannual Financial Framework, the Trump and Kim Summit – you name it, but in my opinion – and Mr Bullmann has already said it – there is one item, one crisis, which I urge you not just to talk about this time, but to act on now, and it is this ongoing migration crisis in the Mediterranean Sea.

I think we all agree on this – you, the Commission, the whole Parliament, all the political groups – that what is happening there is a disgrace, it is a scandal, and already for years now. I am contradicting Mr Timmermans a little bit now when he says yes, it is not the same as in the past. No, it is not the same as in the past, but since the start of this mandate, Mr Timmermans, there will be more than 10 000 people who will have died in the Mediterranean Sea. And since the beginning of this year, there are 800 people, men, women and children, who have drowned in the Mediterranean Sea. And now it is the same with this boat – 600 people, seven pregnant women, pushed from country to country. It is a disgrace, it is a scandal.

I will not point my finger in this debate at one individual country, not at Malta, not at Italy. I do not think we have to point a finger at Mr Muscat and say it's your fault, or at Mr Salvini even. I reject completely the ideas of Mr Salvini, but I think we have to point the finger not at you personally, so don't take it personally, but at all of you, at the whole of the European Council which is not capable until this moment to take a position on this migration issue and on the reform of the Dublin system. It is a collective responsibility. I am always asking myself why we made the European Council an official institution of the European Union under the Lisbon Treaty. In the Lisbon Treaty we said, yes, the European Council has to become an official institution of the European Union, to take decisions, to steer the Union, and what we see today is exactly the opposite, the incapacity of the European Council to take a decision on this. So my question to you – I have only one simple question – is: when for God's sake will the European Council take a decision on this migration issue, and when will you take responsibility?

I want also to urge you to do two things at the next European Council. I think there are two things you need to do. The first is to have this common position of Dublin; Mr Bullmann and others have already recalled this. But the second thing in my opinion is to do another thing, and that is to create as fast as possible, very urgently, what I call European reception centres in the transit countries so that we take our responsibility in these transit countries to give decent protection to these people, and that these people can ask in these reception centres for asylum, for protection, so that it is not necessary for them to jump into the arms and into the hands of these criminal gangs in Libya or in these gangs of human traffickers – because that is what needs doing at the moment.

And to media colleagues, the picture of the year – because everybody is talking today about what will be the picture of the year – will it be six European leaders humouring Mr Trump in Canada, or will the picture of the year be the handshake between Trump and Kim? I think, unfortunately, and to our disgrace, the picture of the year could be again another little Alan who is the victim of our bad policies on migration. I say to you Mr Tajani, I support you fully in what you said at the beginning of the debate. If the Council fails again at its next meeting, in my opinion we should really put the question if we have to invite Mr Tusk to our next meeting in July. Or more, I think we have to consider going to court under Article 265 of the Treaty. Article 265 of the Treaty will give the Commission and the European Parliament the possibility to go against the Council if the Council fails to act, which is the case here today.

Ska Keller, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, the expectations for this summit were indeed rather high. A lot of things are to be decided at the summit. The eurozone reforms have been mentioned – and this would be high time because we have been having a kind of eurozone crisis since 2010, so it is not really early – and also Brexit. While this is a newer topic than 2010, it is also one with a very tight deadline just around the corner and a lot of problems to solve.

Then, of course, there is the migration issue that has already been addressed by many colleagues. We all know that the current Dublin rules don't work. We have been saying this for years here in Parliament. We have been making proposals for years about how to fix it and it hasn't been getting better. We all know the pictures of overcrowded camps in Greece. We all know about the refugees living on the streets in Italy. We all know this constant blame game between different countries – whichever it is at the moment – and it is outrageous how this is going. It is always countries trying to say that they want the lowest number of refugees possible so the only thing they can ever do is close the borders, but that is not a policy that we can carry out as the European Union if we value anything of our own and if we stand at all for the human rights that we tell other countries that they should adhere to.

So Dublin urgently needs to be reformed. This Parliament has shown how it can be done. The thing about this Parliament is that we are not some sort of weird extra-territorial something parliament, but we are the same parties, the same countries, present here as are present in the Council and as are going to be present at the summit. So I wonder why it is that if we – same country, same parties – can come to an agreement, why can't the Heads of State and Government do that? I really don't see any reason, except for lack of political will and a lack of will to lead somewhere, to help people and to really go to the heart of the matter.

Without solidarity, our common European asylum policy is bound to fail, and Member States are already engaged in this vicious circle of deterrence and responsibility shifting. So yes, it is outrageous that Italy cannot follow the principle – the most basic humanitarian and sea law – but also, Malta has not wanted to open its port for years. We didn't hear anything from France. So I'm really thankful to Spain, but this cannot be the only solution. We also see in other countries – Austria, Denmark, Germany – that everyone is closing their borders; everyone is settling on deterrence.

So human rights have become a matter of campaigning in the European Union. We are doing politics – pretty much all parties are doing politics – on the back of those most vulnerable. I think that this is totally unacceptable in a European Union that is worth any of what Mr Timmermans mentioned before. It is also very interesting that the approaching Austrian Presidency has told the Bulgarian Presidency that 'Dublin is dead'. That is probably also quite unprecedented.

On the eurozone reform – thank you for reminding us of that – it is urgent that we fix the problems there. The problems are known. There are solutions on the table and, while we Greens don't agree with all the details of what Mr Macron has put forward, at least there is someone who has put proposals forward. So we should finally get somewhere and the German Government cannot hide any longer. They also need to get their act together, finally get real and offer something, because this is something that all Member States should understand. They should not hide behind what they call their national interests. Actually it is in their national interests to have a strong and functioning European Union and a strong and functioning eurozone. This is something that is in all of our interests. The world is turning less and less predictable. All the Member States should be so happy that they have a reliable and strong Union that they are part of and a strong partnership that they are part of, but they need to do something for it and they might even need to pay euro or two for it, but I think it is worth it.

Gabriele Zimmer, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident! Wir reden hier im Europäischen Parlament wieder wenige Tage vor dem nächsten Gipfel miteinander, mit der Kommission und mit der gegenwärtigen Ratspräsidentschaft. Wir können eigentlich nur festhalten, dass es inzwischen eine ritualisierte Form ist, wir uns jedes Mal hier treffen, anschließend nach dem Gipfel wieder ein Treffen haben und konstatieren: Wir sind keinen Schritt weitergekommen!

Ich denke, das hat auch etwas damit zu tun, wie Politik sich sowohl in den Mitgliedstaaten, aber auch in den EU-Institutionen gegenwärtig darstellt. Wir nehmen viel zu wenig zur Kenntnis, was sich in unseren Gesellschaften, in den Mitgliedstaaten, in der EU tut und was sich auch außerhalb der EU tut. Ein Großteil der Menschen ist von außerhalb unserer Politikangebote, die wir unterbreiten. Und wir lassen es zu, dass letztendlich die gesamte Problematik, auch die der Migrations-, der Asylkrise, innerhalb der Europäischen Union, die Unfähigkeit, wirklich gemeinsame Solidarität zu entwickeln und sich verantwortlich zu fühlen, dazu führt, dass wir Rechten, Rechtspopulisten, Rechtsextremen, Nationalisten den roten Teppich ausrollen und sie letztendlich einladen, den Menschen, die in Armut leben, etwas weiszumachen, sie zu missbrauchen, ihre Not zu missbrauchen, um letztendlich zu sagen: Diese Gesellschaften sind gespalten, und wir müssen uns gegen den Solidaritätsgedanken zur Wehr setzen. Ich denke das kann und darf nicht so bleiben. Wir haben hier eine gemeinsame Verantwortung.

Und mit Blick auf das Schiff, die Aquarius: Ja, Dank an Spanien und auch – wie ich zwischenzeitlich gehört hatte – an die Landesregierung von Korsika, hier helfen zu wollen. Aber eines wird wirklich deutlich: Wir können nicht glauben, dass wir tatsächlich mit nur spontanen Rettungsaktionen in der Lage sind, eine nachhaltige Politik der Europäischen Union zu entwickeln, die sich dem weltweiten Problem der Migration überhaupt stellt. Wir können auch – da sehe ich durchaus auch Unterschiede zwischen uns –, wir können doch nicht glauben, dass wir im Zuge der Dublin-Verhandlungen meinen, ein Abschottungssystem aufzubauen, das auch die pauschale Ablehnung von Asylbewerbern, von Flüchtlingen aus sogenannten „sicheren Drittstaaten“ umfasst, z. B. aus den Maghreb-Staaten. Wir müssen ebenfalls zur Kenntnis nehmen, dass offensichtlich die Deals mit der Türkei und mit Libyen auch weiter sehr problematisch bleiben.

Herr Verhofstadt, Sie haben vorhin eine ganze Reihe von Zahlen genannt. Ich möchte eine hinzufügen: Seitdem wir diese Deals haben, sind 3000 Menschen im Mittelmeer ertrunken beziehungsweise gestorben. Das gehört genauso zu einer realistischen Einschätzung, was wir können, was wir tun müssen, wozu wir verpflichtet sind.

Die bulgarische Präsidentschaft hat versucht, einen Vorschlag zu erarbeiten, den ich ebenfalls für nicht gelungen halte. Ich glaube nicht, dass es funktionieren wird, in einem dreistufigen Verfahren zu sagen: Nur in bestimmten Situationen kann man von anderen Ländern erwarten, dass sie sich mehr beteiligen sollen oder dass sie stärkere finanzielle Leistungen übernehmen sollen.

Das Kernproblem wird weiter bleiben. Sind die Mitgliedsstaaten bereit, eine Mindestzahl von Flüchtlingen gemeinsam aufzunehmen und dafür zu sorgen, dass man in Krisensituationen gemeinsam und solidarisch miteinander handelt? Das muss unser Punkt sein! Dafür werden wir streiten! Dazu fordern wir alle auf! Wir brauchen die Lösung jetzt, nicht irgendwann! Wir können nicht noch weiter darauf warten, dass irgendwie eine Regierung sich erbarmt, ein Schiff aufzunehmen.

Wir haben grundsätzliche Regeln zu schaffen, und wir sollten Abstand davon nehmen, dass wir glauben, wenn wir Mauern errichten, dann richten sich diese Mauern nur nach außen – die richten sich auch nach innen. Was wir den einen nicht gestatten, ist auch eine Einschränkung von Freiheit in unserer Europäischen Union, in unseren Mitgliedsstaaten.

Gerard Batten, on behalf of the EFDD Group. – Mr President, one big problem facing the Council is, of course, Brexit and the big hole that it's going to leave in the EU budget. But we're not really any closer to leaving the European Union than we were the day after the referendum. Mrs May is a remainer who doesn't really want to leave and, of course, as you found out, she couldn't negotiate her way out of a wet paper bag. The whole process for the last two years has been about to delay and impede in the hope of eventually overturning the result of the referendum. This week the Commons votes on the Withdrawal Bill, and that's entirely dependent upon this House voting on the Withdrawal Agreement later this year. Of course, you could vote against it. The whole thing then reverts to square one, like a game of political snakes and ladders.

But it doesn't have to be that way. Under the right leadership, Britain could leave the European Union quickly and decisively, and this is how it should be done. First of all, forget Article 50 – that's your device, not ours. Parliament should repeal the European Communities Act of 1973 as a first step, and then we would have left under our law, not your law. We can offer you a free trade agreement with everything except the free movement of people, or trade on WTO terms. It's going to be your choice anyway: take it or leave it, one way or the other.

And we could easily reach an agreement on the reciprocal rights of citizens. Parliament can then repeal or amend all the EU-derived law in accordance with its own timescales and priorities, and I'm sure that can be done in a spirit of friendly cooperation with our good friends here in Europe.

Her Majesty's government shouldn't be asking the European Union how it can leave; it should be telling you how it's going to work. But, of course, that is never going to happen under Mrs May. Mrs May should go now and make way for a prime minister who actually wants to leave the European Union. That would be good for us, but it would actually be good for you as well.

Nicolas Bay, au nom du groupe ENF. – Monsieur le Président, en Italie, après le discours, voilà les actes!

Dimanche, le ministre de l'intérieur et vice-Premier ministre italien, notre ex-collègue Matteo Salvini, a pris une première mesure forte. Souverainement, au nom de son pays, il a décidé d'interdire l'accès aux ports italiens à un navire en provenance de Libye et gagné son bras de fer avec les autorités maltaises.

Affrété par une ONG soi-disant humanitaire, ce navire transportait plus de 600 migrants clandestins.

Les mafias de passeurs qui prospèrent sur le trafic d'êtres humains, encouragés par les discours irresponsables de certains dirigeants européens, M^{me} Merkel en tête, avaient promis à ces migrants un Eldorado européen qui n'existe pas, qui n'existe plus!

La seule solution face au défi migratoire, la seule solution véritablement humaine, juste et responsable, c'est la fermeté qui consiste à refuser cette espèce de chantage permanent aux droits de l'homme!

Trop, c'est trop! Nous ne pouvons plus accueillir de «migrants». *Basta! No way!*

Matteo Salvini applique ainsi la même méthode que l'Australie qui a permis d'assécher totalement les flux d'immigration clandestine à destination de ce pays.

Mais alors qu'attendez-vous? Qu'attendez-vous donc pour entendre enfin nos peuples qui vous demandent de mettre fin, une bonne fois pour toutes, à ces flux migratoires totalement anarchiques?

Il est urgent de protéger nos frontières nationales et de mettre en œuvre une véritable coopération européenne pour défendre efficacement les frontières extérieures en s'inspirant de l'action de la Hongrie hier et de l'Italie aujourd'hui.

Les moyens, qu'ils soient législatifs, technologiques, financiers ou humains, nous les avons! Ce qu'il nous manque, ce qu'il vous manque, c'est une réelle volonté politique.

Diane Dodds (NI). – Mr President, the June European Council should be an opportunity to make strides towards the United Kingdom's amicable and orderly exit from the European Union. Those who claim it is a last-chance saloon for a deal on the border limit what can be achieved. They fail to realise that agreeing future trade and avoiding friction on the border go hand in hand.

Yet, Mr Barnier continues to disrespect the integrity of the United Kingdom. The United Kingdom Government's proposal on the backstop would apply to the entire United Kingdom. The Commission response has been to revert to the annexation of Northern Ireland as part of specific customs or regulatory arrangements. Let me be clear once again in this House: not only is this damaging to the economy of Northern Ireland, it is a position that the Prime Minister has said No British Prime Minister could ever agree to. Furthermore, it is damaging to community relations in Northern Ireland.

If a Brexit border solution is to succeed, it must find peace with both communities, and that includes the unionist community as well. This reflects a practical reality and is in line with the consent principle of the Belfast Agreement. We want to see a sensible solution without the infection of a political dogma, but our relationship must be about respect and reflect the realities of open trade.

Presidente. – Signora Panayotova – mi rivolgo a Lei in quanto rappresentante del Consiglio ovviamente –, dopo aver ascoltato le parole di tutti i gruppi politici, visto anche quello accade con la vicenda della nave Aquarius, con i contrasti tra Italia e Malta, se il Consiglio avesse risolto il problema della riforma di Dublino, non ci sarebbe tutto quello che sta accadendo oggi. L'egoismo degli Stati rischia di far peggiorare la situazione invece di farla migliorare. Così non risolviamo né il problema dell'immigrazione, né il problema dell'Africa.

Come Lei sa, il Parlamento europeo ha anche approvato, in una delle ultime risoluzioni, un testo dove si insiste per avere più investimenti nel prossimo bilancio comunitario per l'Africa. Il problema dell'immigrazione è il problema dei problemi. C'è un forte ritardo.

Le chiedo, a nome di tutto il Parlamento, di fare in modo che il prossimo Consiglio non sia soltanto un Consiglio dove si discute formalmente della questione Dublino e migrazione. Mezzo miliardo di cittadini europei hanno bisogno di risposte e queste risposte purtroppo non sono arrivate e non stanno arrivando. Noi continueremo a far ascoltare la nostra voce finché non sarà risolta la questione immigrazione, finché non sarà risolto il problema della riforma di Dublino.

Angelika Niebler (PPE). – Herr Präsident, Herr Vizepräsident der Europäischen Kommission, Frau Ratsvertreterin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich kann nahtlos an das anschließen, was unser Parlamentspräsident gerade sagte: Wir brauchen bei zwei Themen einen Durchbruch beim Europäischen Rat, beim Gipfel: Das ist das Asylthema, und das ist die Vertiefung der Wirtschafts- und Währungsunion. Beim Asylthema kann ich nur sagen: Wir brauchen gemeinsame Regeln, die die Zuwanderung steuern und begrenzen. Wir können nicht den Schleppern die Entscheidung überlassen, wer nach Europa kommen darf oder nicht. Ich hoffe sehr, dass jetzt dann beim Gipfel Fortschritte erzielt werden.

Ich möchte meine Redezeit dafür nutzen, um über die Vertiefung der Wirtschafts- und Währungsunion zu sprechen. Lassen Sie mich vielleicht damit beginnen, dass ich finde – zurückblickend –, dass die Väter des Euro vor über 25 Jahren mit dem Maastrichter Vertrag und mit dem Stabilitäts- und Wachstumspakt eigentlich gute Arbeit geleistet haben, dass wir eigentlich einen funktionsfähigen, festen Rahmen geschaffen haben, dass vernünftige Regeln und Mechanismen entwickelt wurden, um den Euro stabil zu halten. Nach der Finanz- und Wirtschaftskrise 2007 ist das weiterentwickelt worden. Aber ich glaube, der Rahmen, der damals gesetzt wurde, gilt noch heute, nämlich dass die Mitgliedstaaten auch für ihre Finanzen eigenverantwortlich sind. Das heißt, dass wir nicht übergehen sollten in eine Schuldenunion, in eine Risiko- oder Haftungsverlagerung. Ich glaube, wir sollten bei den Grundwerten der Wirtschafts- und Währungsunion bleiben. Für mich ist immer noch das Wichtigste, dass die Stabilitätsregeln eingehalten werden. Das ist der beste Schutz vor Krisen.

Wenn ich das vorausschicke, dann glaube ich, liebe Kolleginnen und Kollegen, können Sie verstehen, dass ich den Vorschlägen zur Vertiefung der Wirtschafts- und Währungsunion nur in Einzelbereichen etwas abgewinnen kann. Ich finde es gut, wenn wir einen Europäischen Währungsfonds ins Leben rufen. Aber auch hier finde ich wichtig, dass Konditionalität gilt. Konditionalität ist für mich das A und O. Das heißt: Hilfen ja, aber eben gegen Strukturreformen, sonst funktioniert das einfach nicht. Wir müssen endlich mal an die enorme Reduzierung der Risiken bei den Banken herangehen. Ich möchte dazu einfach auch nochmal anregen und vielleicht auch die Kommission nochmal fragen, warum wir nicht endlich mal anfangen, wegzugehen von der Nullgewichtung der Staatsanleihen. Also ich verstehe bis heute nicht, warum wir hier die Kredite und die Staatsanleihen nicht entsprechend ihrem Risiko auch in Bilanzen gewichten.

IN THE CHAIR: MAIREAD McGUINNESS

Vice-President

Maria João Rodrigues (S&D). – Madam President, the European Parliament is being very clear – the next European Council can no longer delay key decisions and must make very clear choices. The world is changing, it is so clear, and it is also clear that we need a strong Europe, a united Europe, to protect people. The solution is certainly not closing the borders, but neither is the solution to keep open borders without protecting people. We need to have a Europe which is open but protecting people.

This is the case when we organise the European border. Of course we need to ensure that we have a proper European asylum system to protect refugees who are looking for our help, but when we negotiate trade agreements we need to ensure we are open to the world but we need to protect our people and our standards.

If we want a Europe that protects, the next European Council must push the negotiations on the European budget also for a budget which will be there to protect people. I am concerned, on behalf of my group, that the current proposal on the Community budget does not ensure the proper level of economic and social vision of cohesion. This is too weak to ensure our unity. The same applies to the proposals to reform the eurozone, because we don't have proposals to ensure strong investment to converge, to ensure that the social pillar is really applied everywhere. So this is missing, and we want to strengthen European unity on the internal front, with a united Europe, for us to be able to cope with external challenges. This is the solution the next European Council should adopt without any kind of hesitation.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). – Pani Przewodnicząca! Według danych Eurostatu za 2016 rok Unia przyjęła średnio 4,6 imigranta na każdy 1000 mieszkańców. W Polsce było to 5,5 – Ukraińców, Białorusinów, Gruzinów i innych narodowości. Nie uzyskano zgody w sprawie przymusowego mechanizmu relokacji w Radzie. Pani Minister to nie powinno zostać wpisane do projektu konkluzji Rady.

I jeszcze jedno, budowa gazociągu Nord Stream I pozwoliła Rosji na aneksję Krymu. Co możemy spowodować, budując Nord Stream II?

Cecilia Wikström (ALDE). – Madam President, we have been getting used to seeing the failures of summits lately. I regret it very much that the EU Heads of State have consistently failed to show leadership on asylum reforms, and only last week we saw President Trump crash the G7 Summit.

Leadership should now be exercised and the tyranny of low expectations should be left behind. It is now high time for Heads of State to rise above national egoism and show citizens all over the EU that we can deliver substantial, meaningful reforms of the Dublin Regulation, for which I happen to be the rapporteur. I know that some Member States – and also Members of this House – are tempted to declare the Dublin reform process dead and suggest instead some form of externalisation of responsibilities in the field of asylum, pretending that we can wave a magic wand and send the asylum seekers to faraway camps, which would of course be an enormous error for the simple reason that it would never work. Even if you ignore the obvious moral issues, there are still practical and legal issues. It would be a waste of time.

Instead, what we need today are practical solutions, not castles in the sky. It is now high time for the Council to join the European Parliament at the Dublin Regulation negotiating table. I can promise you that this House – and I, myself – stand ready for discussions. No more excuses and delays. It is high time to deliver. We owe it to the citizens of Europe.

Molly Scott Cato (Verts/ALE). – Madam President, I'm sure I was not alone in feeling a cold shiver down my spine when I saw that chilling photograph of the world leaders at the G7. For those of us who believe in a rules-based international system, Trump's deliberately disruptive behaviour in Quebec and at the United Nations, the World Trade Organization and now in Singapore is deeply disturbing. Trump's treatment of Canadian Prime Minister Trudeau was despicable but typical of his bullying style. He doesn't want to be isolated in a room-ful of cooperative world leaders, he wants to corner them one by one, so that he can make America great again at their expense.

If the UK does go ahead with leaving the EU at a time when the global rules-based system is being shredded by Trump faster than the promises made by Brexiteers, we face a very dangerous future. That's why I will be marching twice in London in the next few months: first on 23 June to demand a people's vote on the Brexit deal, and then again on 13 July to oppose the visit of President Trump to the UK.

Those of us who believe in democracy and the rule of law know that Brexit and Trump are two sides of the same coin – a coordinated attack on the global system that has ensured peace and prosperity since the Second World War. Both must be confronted and both must be overcome.

Martina Anderson (GUE/NGL). – Madam President, we have perfidious Albion. The British Foreign Minister believes that worrying about Ireland is a folly. If Boris Johnson has his way then the border in Ireland will be hardened and strengthened. Positive and constructive proposals accepted by the British Government in December are rejected by them within days. Fantasy proposals are put in place instead. Perfidious Albion. And to buy a bit more time for the coalition agreement by the British Government and their allies in the Democratic Unionist Party – the Jurassic Party – agreements are torn up, and rights are denied.

Enough is enough.

The whole of the EU and Europe knows what needs to be done, and it is up to the Dublin government and to all of the EU Council Member to stand up to perfidious Albion in June and not to be persuaded by the disgraceful *Irish Times* editorial of yesterday, or by the nonsense by Diane Dodds MEP. The DUP do not speak for the people of the North on Brexit. The British Government does not care, unfortunately, about the people of Ireland – north or south – having to salvage ourselves from the Brexit wreckage.

Laura Ferrara (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, in vista del prossimo Consiglio europeo, il mio pensiero non può che andare alla situazione del Mediterraneo, dove sta naufragando l'idea di riformare il sistema comune europeo di asilo, dove sta naufragando l'idea di riformare il regolamento di Dublino, che è profondamente iniquo rispetto ai paesi transfrontalieri, dove sta naufragando l'idea di rivedere radicalmente il progetto europeo e di dimostrare che nell'Unione europea esiste l'Unione.

Abbiamo i paesi transfrontalieri, come l'Italia, che continuano ad essere lasciati completamente soli. In Italia devono avvenire gli sbarchi, in Italia devono avvenire le identificazioni e le registrazioni. L'Italia deve farsi carico della prima accoglienza. Scatta il regolamento di Dublino: l'Italia deve essere responsabile per l'esame della domanda di protezione internazionale.

Cosa fanno gli altri paesi? Gli altri paesi sospendono Schengen, gli altri paesi reintroducono i controlli alle frontiere interne in modo da blindare tutti in Italia. Allora cosa c'è di più penoso in tutto questo dibattito? È il puntarsi il dito l'uno contro l'altro, senza capire che se siamo preoccupati dei sentimenti di odio, se siamo preoccupati dal deflagrare del progetto dell'Unione europea, allora dobbiamo dimostrare che l'Unione europea esiste e che c'è ancora tanto da fare.

(L'oratrice accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

Nicola Danti (S&D), domanda «cartellino blu». – Io credo che la retorica non abbia fine in quest'Aula. Abbiamo ascoltato ora la rappresentante del governo italiano – quelli che adesso sono al potere in Italia, quelli che in quest'Aula hanno votato contro la riforma del sistema di Dublino, quelli che la settimana scorsa con il loro Ministro Salvini hanno affossato definitivamente in Consiglio la riforma di Dublino – dirci che è un problema dell'immigrazione in Italia.

Cara Presidente, io chiederei alla collega Ferrara quali solo le intenzioni del governo italiano la prossima settimana? Avete affossato Dublino la settimana scorsa, pensate di resuscitarlo questa settimana? Vergogna!

Laura Ferrara (EFDD), risposta a una domanda «cartellino blu». – Ringrazio il collega Danti e restituisco immediatamente al mittente la vergogna, perché fossi in lei mi vergognerei molto nel non sapere quale sia stata la proposta del Consiglio europeo che penalizzava ulteriormente l'Italia e il motivo per il quale il Movimento 5 Stelle ha votato contro la posizione invece del Parlamento europeo. Una soluzione di compromesso che non vedeva un ricollocamento dei richiedenti asilo automatico, ma era un ricollocamento filtrato, filtrato da procedure di verifica sulla sicurezza e sul merito della domanda.

Noi invece vogliamo un ricollocamento automatico ed obbligatorio. Quindi stia tranquillo che noi le idee le abbiamo ben chiare, probabilmente siete voi che non le avete chiare e lo avete dimostrato con i vostri anni di governo finora in Italia.

Mario Borghezio (ENF). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, bisognerebbe fare un monumento al Ministro degli interni Salvini e a tutto il governo italiano per aver gettato un sasso nello stagno, visto che finalmente ha provocato questa discussione e l'invito del nostro Presidente – al quale mi associo – perché il Consiglio adotti finalmente una decisione e si decida ad affrontare seriamente in fondo il problema dell'immigrazione.

Un monumento perché ha svegliato quest'Europa assente, disattenta e anche ipocrita, ipocrita perché siete per l'accoglienza, ma l'accoglienza da fare nelle case degli italiani, e gli italiani hanno ripreso la loro sovranità con questo governo, che non è né razzista né xenofobo visto che assiste i minori e le donne incinte molto meglio di quello, cioè niente, che avete fatto voi fino adesso.

Allora non facciamo il solito pateracchio nel prossimo Consiglio, ma esaminiamo delle soluzioni di decisione per non lasciare nessun paese come l'Italia nel dramma dell'immigrazione, esaminando per esempio la proposta che è stata formulata – a cui mi associo – di creare dei centri di accoglienza fuori dai confini dell'Europa per assicurare un filtro di coloro che meritano di essere accolti perché hanno diritto all'asilo e respingere quell'immigrazione economica che non è nell'interesse dell'Europa e che interessa forse solo a grandi interessi dei vostri amici...

(Il Presidente interrompe l'oratore)

Bruno Gollnisch (NI). – Madame la Présidente, la hausse unilatérale des droits de douane sur l'acier et l'aluminium et le camouflet du président Trump au G7 vous ramènent enfin aux réalités. Enfin on entend dire ici qu'il faut nous affranchir de la tutelle américaine, jusqu'ici considérée par beaucoup comme bien confortable. Mais j'y croirai quand nous quitterons enfin l'OTAN, dont l'existence ne se justifie plus. J'y croirai surtout quand vous renoncerez au libre-échange négocié avec le monde entier pour revenir au principe de réciprocité inclus dans la charte de La Havane de 1948.

Quant à votre politique migratoire, j'y croirai quand l'examen des demandes d'asile se fera exclusivement à partir des pays d'origine et non dans nos pays, où toutes les mesures prises jusqu'ici ont eu l'effet d'un appel d'air pour de nouveaux flux d'arrivants. M. Bullmann et d'autres orateurs nous parlent des femmes enceintes et des enfants qui errent sur un bateau en Méditerranée; ce n'est pas M. Salvini qui est responsable de cette situation, ce sont plutôt les propos de M^{me} Merkel et les vôtres qui les incitent à risquer leur vie.

Quant au discours sur les droits de l'homme, j'y croirai quand les vrais réfugiés politiques, comme Edward Snowden ou Julian Assange, seront bienvenus dans l'Union européenne.

Elisabetta Gardini (PPE). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, non mi voglio soffermare sul Mediterraneo perché abbiamo domani il dibattito su questo, ma vorrei soltanto dire che resto un po' sorpresa quando mi sembra di vedere tanto entusiasmo nel proteggere il diritto all'immigrazione, che è un sacrosanto diritto, ma molta reticenza quando qualcuno invece vorrebbe proteggere il primario diritto di ogni persona a vivere nella sua patria e a non emigrare. Quindi qui mi nasce qualche sospetto.

Detto questo, io penso davvero che il Consiglio debba fare una seria riflessione su come sta procedendo su tanti aspetti. Noi qui in Parlamento facciamo tanto lavoro e riusciamo a trovare delle sintesi, riusciamo a trovare delle soluzioni che spesso naufragano, quelle si affogano, all'interno delle discussioni di un Consiglio che è bloccato nelle posizioni rigide di paesi che non riescono invece a trovare altrettanto una sintesi.

Io vedo tante cose che non funzionano. Qui abbiamo lavorato tanto per il PNR. PNR che però, anche se verrà attuato, con i buchi che ci sono nei vari paesi, sarà una coperta piena di buchi. Abbiamo lavorato per mettere in piedi qualcosa che costa al contribuente e che sarà una coperta piena di buchi. Stessa cosa per la interoperabilità tra le varie banche dati. Inutile avere tante banche dati, se poi non parlano tra di loro e anche qui tanti soldi del contribuente che forse non sono messi così a frutto.

La sicurezza è il primo tema per i cittadini, ma se vogliamo davvero coniugarlo con i nostri valori ascolti quanto ha detto prima il Presidente del Parlamento Tajani: date attuazione alla riforma del regolamento di Dublino votata dal Parlamento, miglioratela casomai, ma non fate quei passi indietro indecenti, indecorosi, che umiliano l'Unione europea e tutti i suoi cittadini.

Lei ha anche accennato alla protezione civile. Abbiamo lavorato a spron battuto, con un'agenda fitta, lei lo sa, per rafforzare la protezione civile e dare sicurezza ai nostri cittadini anche su questo fronte. Sembra che il Consiglio ancora non sia pronto per il negoziato. Ancora una volta, noi lavoriamo e voi rallentate. Non ve lo potete permettere.

Josef Weidenholzer (S&D). – Frau Präsidentin! In den letzten Jahren gab es kaum einen Gipfel, der sich nicht mit dem Thema Flucht und Migration beschäftigt hätte. Das könnte man grundsätzlich als Indiz dafür betrachten, wie wichtig den Mitgliedstaaten eine Lösung der Frage ist. Wenn dem aber so wäre, dann müsste jedem Gipfel eine Serie von Maßnahmen folgen. Das ist leider nicht der Fall. Die ungelösten Probleme werden von Mal zu Mal mehr. Und wenn einmal etwas geschieht, dann wird es noch dazu schlecht kommuniziert.

Das alles hat bei der Bevölkerung ein Gefühl der Unsicherheit entstehen lassen, und viele Menschen fühlen sich von Europa im Stich gelassen. Es hat den Anschein, dass dieser Zustand manchen Regierenden gar nicht so unrecht ist, weil das Spiel mit der Angst schon längst zum erfolgreichen politischen Geschäftsmodell geworden ist. Das gefährdet aber langfristig die Existenz des europäischen Projekts, und es ist daher notwendig, dass die Staats- und Regierungschefs endlich diesen unerträglichen Lähmungszustand überwinden und sich mit uns auf konstruktive Verhandlungen über das Asylpaket einlassen. Wenn das wieder nicht passiert, dann sollten wir zu rechtlichen Schritten greifen.

Bernd Kölmel (ECR). – Frau Präsidentin! Die nächste Ratssitzung sollte sich unbedingt mit der Eurokrise beschäftigen. Wir hören jetzt seit Jahren von unverantwortlichen Politikern, der Euro sei gerettet, der Euro sei eine Erfolgsgeschichte. Das ist glatt gelogen! Die Bürger Europas werden hier angelogen: Die Eurokrise ist mehr denn je da. Wir sehen das ganz aktuell an den Vorgängen in Italien, wo man sich zu Recht dagegen wehrt, dass der Euro ein Korsett anlegt, dem Italien nicht gewachsen ist. Der Euro wird derzeit künstlich am Leben gehalten durch eine Nullzinspolitik der Europäischen Zentralbank und Anleihekäufe. Das ist ein Betrug an den Sparern. Die Sparer werden um ihre Zinsen betrogen.

In diesem Parlament beschäftigen wir uns sehr intensiv und mit Recht damit, dass wir eine Million da oder dort ausgeben wollen. In dem sogenannten Verrechnungssystem TARGET2 im Euro werden jeden Monat Dutzende von Milliarden Euro an Garantien fällig, und kein Mensch beschäftigt sich damit. Dafür werden überhaupt keine Entscheidungen getroffen. Das ist nicht in Ordnung. Wir müssen uns endlich dieser Frage stellen und Ausstiegsszenarien schaffen, damit Länder den Euro geordnet verlassen können.

Josep-Maria Terricabras (Verts/ALE). – Madam President, in the meeting of the Council at the end of the month, I hope that the Member States will take a more firm position on migration than they have done so far. Have they, for instance, the political will to effectively reform Dublin? We don't need nice words with no real political content. What happened two days ago, against international law, with the boat in Italy and Malta is just the latest scandal in which the EU must intervene, if it still has the capacity of speaking on its own and wishes to be taken into account.

The reaction of Valencia or of Barcelona or of Corsica, offering themselves to receive those migrants in danger, is a good example of humanity and decent politics. I hope you will talk in your meeting about these things. I hope you will explicitly mention those who are not living up to their responsibilities and that you will mention those who feel responsible for the needs of others. Something is now clear and urgent. To talk about the future of Europe means to talk about the Europe of the future.

Barbara Spinelli (GUE/NGL). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, premetto che concordo con l'inviato dell'ONU Cochetel: la solidarietà europea non va discussa mentre arriva una nave di migranti sofferenti; la priorità è dar loro subito il porto più sicuro, non farlo è illegale.

Al tempo stesso dobbiamo riconoscere che l'Italia resta il paese che per primo registra gli arrivi e che nessuna riforma di questa regola iniqua è in vista. Il blocco delle navi è frutto velenoso del blocco negoziale su Dublino IV e usa i migranti come ostaggi. Se il Consiglio europeo cercherà l'unanimità su Dublino, confermerà che c'è del marcio nell'Unione.

Al mio governo vorrei dire: fate propria la riforma del Parlamento; ha difetti, è vero, ma è la più avanzata possibile. Gran parte del Consiglio vuole ucciderla, guardatevi da alleati come Orban: non accetterà redistribuzione di quote, non è amico del governo italiano.

Rolandas Paksas (EFDD). – Lyg skrajojantis olandas po Viduržemio jūrą blaškosi laivas nuo Libijos krantų. Jis ilgai negali plaukti į Europos Sąjungos uostus, nes nei viena Bendrijos šalis nebenori spręsti svetimų problemų, savų per akis. Kaip indėnų tamahaukas ore kasdien švytuoja kirvis, skelbiantis prekybos karą tarp Amerikos ir Europos Sąjungos. Vadinamąją teisės viršenybės politika nepatenkintos šalys savo „nesutinku“ reiškia vis garsiau. Laukia nesutarimai dėl naujojo Europos Sąjungos biudžeto po dvidešimtųjų. Apie visa tai bus kalbama, diskutuojama Tarybos posėdyje, tačiau vėl tik padiskutuota, nusifotografuota, ir vėl iki kito posėdžio. Lietuvos ir, manau, kitų Europos valstybių piliečiams reikia ne fotografijų, reikia gerų, ryžtingų sprendimų, o ne diskusijos dėl diskusijos.

Janice Atkinson (ENF). – Madam President, you lot had better wake up. The world is moving on while you still sit there and discuss the same old thing, month after month after month. Trump and Kim: let's celebrate it. Austria, Italy, Hungary, Poland, Slovenia: they're all moving on. Your regime has become more and more irrelevant.

In London on Saturday, 20 000 people attended a rally to free political prisoner Tommy Robinson, and those 20 000 people supported Brexit. In May, another 10 000 people marched in support of free speech. They too support Brexit. 17.4 million people voted for Brexit. They still support Brexit. The majority of the people want the government to get on with Brexit.

You people entertain UK remoaners – the modern-day devil, George Soros: a foreigner kicked out of his own country, an open-borders billionaire who openly fights democracy. He openly pays MEPs to dance to his tune. You're all suffering from DDD – democracy deficit disorder – and that's why we're marching again in London on 23 June. We want our country back.

President. – Ms Atkinson, you are going too fast.

Janice Atkinson (ENF). – Don't cut me off.

President. – Could I just ask – can you listen? Because I think we can both speak English, so we can be very clear. What I was trying to do was help you communicate. You are going far too fast for the interpreters.

Janice Atkinson (ENF). – Yes, but do you know, I'm not speaking to all of them in here; I'm speaking to the UK. I'm speaking to Mrs May. I wasn't sent here to talk to any of you. I was sent here to defend the British people.

Most of you understand English. English is the language of the world. English is the language of this Parliament.

President. – Ok, let's calm down. Could I ask you, Madam, to sit down, with respect, and could I just say to you, as somebody who speaks very clear English: in this Chamber we are all elected by citizens, and the one remark that I had some concern about was your opening line, where you said 'You lot'. Because, as far as I am concerned, we are all elected by citizens to represent our citizens' many points of view. Thank you for your contribution.

Colleagues, please, there's no need for this. Stay calm. Madam is leaving the Chamber. Thank you and good morning.

Steven Woolfe (NI). – Madam President, a class war is being waged across the United Kingdom and Europe, a class war that pits the snobbish sect of the upper classes against the working and unemployed masses. A snobbish sect that thinks the lower classes are too thick, too dumb, too stupid, for voting for populists and Brexit. A snobbish sect that pits the young against the old, the rich against the poor, the university-educated against those that didn't go to university. A snobbish sect that have bribed and cajoled academics to support the EU with grants and awards, that have bribed lobbyist think-tanks and corporations with EU funding and subsidies and provided politicians with money and positions. A snobbish sect that today will unleash their crony cohorts of politicians in the UK Parliament to overthrow the Brexit bill. Well I hope those crony MPs and MEPs enjoy their 50 pieces of euro silver as they dump on the face of democracy and seek to deny Brexit.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), blue-card question. – Madam President, it seems that Mr Woolfe and Ms Atkinson are speaking only to the UK, to Mrs May and to the British people. Why are you here within the European Parliament? You should have to go home to speak, because here you speak to the Europeans, you speak to all the European Union countries and people. Why don't you go home? Probably, it might be time.

Steven Woolfe (NI), blue-card answer. – Madam President, I will be going home at the end of March 2019, thanks to the 17.4 million people that decided Brexit was a brighter future for Britain outside of the European Union. But I also do speak for those people up there who understand that there is a class war going on in Europe as well. A class war that is seeking to deny those who have been voted in in Poland and Hungary, in Slovenia. Those people who have voted for those in Germany in the AfD; for those in Holland, those in France, those who seek a different future for Europe, not an [...]orientated future...

(Microphone suddenly cuts out)

... that you, and many MEPs in this Chamber, support.

Paulo Rangel (PPE). – Senhora Presidente do Conselho, Senhor Vice-Presidente da Comissão, primeiro queria registar a forma como lamento aquilo que se está a passar no Mar Mediterrâneo. É absolutamente inaceitável aquilo a que assistimos. Não ouvimos da minha parte uma condenação da Itália ou de Malta porque eu considero que os países – em particular a Grécia, a Itália, Malta, a Espanha – têm sido muito abandonados pela União Europeia no tratamento da questão da migração e, portanto, isso é uma responsabilidade coletiva dos 28. Nós não podemos deixar morrer seres humanos no Mar Mediterrâneo, nós temos de resolver esta questão de uma vez por todas.

Segundo ponto, queria chamar a atenção para que é essencial que o Conselho dê um sinal no avanço da reforma da zona euro para consolidar o projeto do euro, nomeadamente avançando definitivamente com a união bancária e avançando com um outro conjunto de reformas tendentes essencialmente a que haja um orçamento para a zona euro que permitam tornar esta moeda uma moeda amigável para todas as economias que fazem parte da moeda única.

Queria também dizer que é fundamental ser bastante firme na questão do Brexit e, nomeadamente na questão da fronteira irlandesa. Este é um ponto essencial que terá, aliás, desenvolvimentos esta semana, mesmo hoje no parlamento britânico.

Finalmente, já que o Sr. Vice-Presidente tocou no assunto, permita-me falar sobre as perspetivas financeiras. É inaceitável que haja uma política de coesão e convergência em que um país como a Lituânia perde 23% dos fundos e um país como a Finlândia recebe 5, um país como a Itália sobe 6 e um país como a Croácia perde 6. Isto não é convergência, isto não é coesão, isto é o contrário da convergência e da coesão, isto não pode ser aceite.

President. – Apologies to Mr Jurek: you had indicated during the speaking time, so you have the floor for a point of order.

Marek Jurek (ECR). – Pani Przewodnicząca! Artykuł 11 ustęp 3 Regulaminu zobowiązuje nas do wzajemnego szacunku posłów wobec posłów, ale tym bardziej do szacunku dla naszych wyborców.

Pani Przewodnicząca zwróciła uwagę pani poseł Atkinson, ale pan poseł Frunzulić, reagując na wystąpienie naszego kolegi posła Woolfe'a, zakwestionował legitymizm posłów reprezentujących wyborców brytyjskich, którzy głosowali za brexitem. Oni są dzisiaj ciągle takimi samymi obywatelami państwa Unii Europejskiej jak każdy. Jeżeli odmawiamy im prawa do reprezentacji, negujemy demokratyczny charakter Unii Europejskiej. Dlatego proszę Panią Przewodniczącą o reagowanie na tego typu antydemokratyczne wypowiedzi nacechowane zresztą brakiem szacunku, do którego zobowiązuje nas regulamin.

President. – Mr Jurek, thank you for your point. The question allowed the speaker, Mr Woolfe, to respond, and he did so in due time. So I think we had quite a frank exchange, but thank you for your point.

Elena Valenciano (S&D). – Señora presidenta, hemos llegado a un punto tan bajo en la gestión de la migración en Europa que una decisión humana, solidaria, inteligente y acorde con el Derecho internacional, como es la que ha adoptado el presidente del Gobierno de España, Pedro Sánchez, es una excepción que nos llena de esperanza.

Es verdad, como decían otros colegas, que en Italia, España, Grecia y Malta estamos solos en la gestión de la migración. Eso es cierto, pero al señor Salvini le decimos que la crueldad con otros seres humanos nunca puede ser una victoria.

Necesitamos hacer una política coordinada, y llevamos diciéndolo en este Parlamento años. Y al Consejo tenemos que decirle: «No hacen ustedes nada». Sí, hacen una cosa: darle gasolina a los xenófobos en Europa. La inacción del Consejo está convirtiendo la xenofobia en una galopada política incesante.

Hagan algo. Este Parlamento les ha dicho cómo tienen que reformar el Reglamento de Dublín. Hagan algo, porque este está siendo el principal problema de Europa: están socavando la credibilidad del proyecto y dándoles alas a todos los xenófobos y antieuropeos. Hagan algo, y felicitemos al Gobierno español por haber sido capaz de conectar con el sentimiento de muchos europeos solidarios.

(La oradora se niega a que se le formule una pregunta con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Sander Loones (ECR). – Dank u wel, mevrouw de Voorzitter. Anderhalf jaar is een lange tijd in de Europese politiek. Anderhalf jaar geleden was meneer Verhofstadt aan het onderhandelen met meneer Beppe Grillo. Hij wilde de Italiaanse Vijfsterrenbeweging in zijn ALDE-fractie. Intussen lijkt de liefde wat te zijn bekoeld.

Anderhalf jaar geleden ging het alleen over spreiden, spreiden, spreiden van migranten, alsof dat dé oplossing zou zijn voor de asiel- en migratiecrisis. Intussen praten we ook over wat anders, praten wij over sterkere Europese grenzen, praten wij over *push backs*, praten wij over meer en betere opvang in de regio. Stukje bij beetje komen de inzichten, komt het gezond verstand, ziet men in dat dit de enige manier is om massamigratie te controleren, om mensenhandelaars te kraken, en om die verdrinkingen in de Middellandse Zee eindelijk te stoppen.

Dat inzicht komt er, bij de lidstaten tenminste, maar bij dit Europees Parlement helaas nog altijd veel te weinig. Daarom worden de volgende zes maanden zo cruciaal. Dan zit Oostenrijk de Europese Raad voor. Ik wens meneer Kurz alvast bijzonder veel succes om deze realistische agenda verder door te duwen in de toekomst.

Νεοκλής Σουλκιώτης (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, παρ' όλες τις κατά καιρούς διακηρύξεις για κοινωνική Ευρώπη, για θέσεις απασχόλησης, για καταπολέμηση της ανεργίας, για ανάπτυξη, η Επιτροπή και το Συμβούλιο ακολουθούν πιστά την άγηση και αδιέξοδη νεοφιλελεύθερη πολιτική της λιτότητας και της απορρύθμισης των εργασιακών σχέσεων, τις πολιτικές που οδηγούν στη διάλυση του κοινωνικού κράτους, στη διεύρυνση των κοινωνικών και περιφερειακών ανισοτήτων, στη φτωχοποίηση και τη στρατιωτικοποίηση.

Περικόπτονται συνεχώς κονδύλια από προγράμματα στήριξης της αειφόρου ανάπτυξης και της κοινωνικής συνοχής, χρηματοδοτούνται μόνιμοι μηχανισμοί εσωτερικής τρόικας στα κράτη μέλη, χρηματοδοτείται το νέο ειδικό ταμείο για την άμυνα προς όφελος της κερδοφορίας των στρατιωτικών μονοπωλίων. Επίσης χρηματοδοτούνται νέοι φραγμοί στα σύνορα στην πορεία για την Ευρώπη-φρούριο.

Ως Ομάδα GUE επιμένουμε ότι για να επιτευχθεί ανάπτυξη και να δημιουργηθούν νέες θέσεις εργασίας χρειάζεται επενδυτική στροφή προς κοινωνικές επενδύσεις και προγράμματα, χρειάζονται δημόσιες μακροχρόνιες επενδύσεις που να δημιουργούν μόνιμες και αξιοπρεπείς θέσεις εργασίας, επενδύσεις στην πραγματική οικονομία για επαναβιομηχανοποίηση των περιοχών που έχουν ανάγκη, επενδύσεις που να προωθούν την κοινωνική ανάπτυξη και την αλληλεγγύη μεταξύ των λαών.

Peter Lundgren (EFDD). – Fru talman! Brexit är en av punkterna i dag, och det för mig osökt in på budgeten där man totalt ignorerar det inkomstbortfall som uppstår när Storbritannien lämnar detta hus. Istället ska höga avgifter tas ut från kvarvarande medlemsländer och egna inkomster ska skapas i form av tullar och dylikt. För Sverige föreslås en höjning med 15 miljarder svenska kronor. Låt mig vara mycket tydlig när jag nu säger att svenska skattebetalare inte är intresserade av att betala ytterligare avgifter till detta hus. Vi kräver att EU tar ansvar för skattebetalarnas pengar och vi kräver att ni tar hänsyn till inkomstbortfallet som uppstår när Storbritannien lämnar. Görs inte det är det den svenska regeringens skyldighet och ansvar inför svenska folket att begära en omförhandling av avtalet då vi nu mest blir utnyttjade som en kassako av EU.

(Talaren godtog att besvara en fråga ("blått kort") i enlighet med artikel 162.8 i arbetsordningen.)

Maria Grapini (S&D), Întrebare adresată conform procedurii „cartonașului albastru”. – Stimate coleg, în intervenția dumneavoastră, ați spus că după Brexit vom avea un buget mai mic – și așa este – și ați făcut referire la faptul că statele membre, cetățenii, ar trebui să contribuie mai mult. Nu credeți că s-ar putea ca, prin măsuri foarte coerente, Comisia să găsească alte resurse pentru suplinirea bugetului pe ieșirea Brexit? De exemplu, evaziunea din TVA și evaziunea din neplata taxelor în cadrul pieței interne? Mulțumesc.

Peter Lundgren (EFDD), svar ("blått kort"). – Tack för frågan. Nej, det anser jag inte. Vad gäller moms och skatter är det en klar och tydlig nationell kompetens; det är ingenting som ska ligga på detta huset. Och EU ska inte ens söka möjligheterna att ha egna inkomstkällor; EU ska förhålla sig till de pengar de får in via medlemsavgifter. Vad gäller Sveriges fall har vi alltid varit en nettobetalare. Jag anser inte att vi får ut vad vi ska av det avtalet och därför bör det omförhandlas.

Harald Vilimsky (ENF). – Frau Präsidentin, meine sehr geehrten Damen und Herren! Ich darf zunächst meiner Freude Ausdruck verleihen, dass seit über fünf Monaten – mit einer stark steigenden Zustimmung aus der Bevölkerung – in Österreich eine Regierung am Arbeiten ist, die den illegalen Migrationsströmen endlich Einhalt gebietet, die Islamismus bekämpft, die Kriminalität bekämpft und diesen Migrationsströmen, die seit 2015 Richtung Europa unterwegs sind, von österreichischer Seite Einhalt gebietet.

Vor diesem Hintergrund ist es eine hervorragende Sache, dass auch in Italien eine Person aus unserem Parteienbündnis, Matteo Salvini, als Innenminister am Werk ist. Und Recht hat Matteo Salvini, wenn er den über 600 Personen auf der Aquarius, diesem Schiff, endlich Einhalt gebieten möchte und ihnen die Einreise nach Italien verwehrt. Schlüssel kann doch nur sein, dass die Menschen, die hier nach Europa strömen, vor Ort Hilfe erhalten. Und wenn Schiffe versuchen, nach Europa zu kommen, den Menschen zu helfen, ihnen Lebensmittel zu geben, Medikamente angedeihen zu lassen, aber sie wieder heimzubringen in den Ursprungshafen und dort in ihren Regionen Hilfe angedeihen zu lassen und nicht alle nach Europa zu holen. Das ist der falsche Weg.

Ελευθέριος Συναδινός (NI). – Κυρία Πρόεδρε, η Ευρωπαϊκή Ένωση έχει καταστήσει ουραγός των εξελίξεων, τις οποίες περισσότερο ακολουθεί παρά διαμορφώνει. Αποδεικνύεται από την αναμενόμενη, αλλά ελλιπώς προετοιμασμένη σύγκρουση με τις ΗΠΑ, στη σύνοδο των G7, τις άστοχες και καταστροφικές αντιδράσεις της στην περίπτωση της προσάρτησης της Κριμαίας από τη Ρωσία, τον χειρισμό της Τουρκίας στον εκβιασμό της με όπλο τη λαθρομετανάστευση, την αντιμετώπιση του Daesh με αποτέλεσμα την αύξηση της τρομοκρατίας.

Σε όλα αυτά έρχεται να προστεθεί και ο υπόγειος εκβιασμός μιας ανύπαρκτης πολιτικά, εγκληματικής εθνικά, αριστερίζουσας ελληνικής κυβέρνησης, που λέει σε όλους «ναι», μόνο και μόνο για να κρατηθεί στην εξουσία. Ένας εκβιασμός από πλευράς της Ένωσης μέσω της Γερμανίας όσον αφορά στο θέμα της ονομασίας των Σκοπίων, που προωθείται χωρίς να υπολογίζεται ότι οποιαδήποτε οικειοποίηση του ελληνικού ονόματος της Μακεδονίας ενδέχεται να πυροδοτήσει ένοπλες συγκρούσεις και αστάθεια στα Βαλκάνια.

Αν επιθυμούμε μια ενωμένη Ευρώπη δεν θα πρέπει να στηρίζομαστε στην αρχή «διαίρει και βασίλευε» προς όφελος οικονομικών συμφερόντων συγκεκριμένων χωρών, αλλά στις ανάγκες και απαιτήσεις των πολιτών μας.

Dubravka Šuica (PPE). – Gospodo predsjedavajuća, puno je tema na sljedećem summitu, od Brexita, višegodišnjeg financijskog okvira, obrambene unije. Ali, ipak mi se čini da tema koja će dominirati tom sjednicom jest tema migracija. Migracije nas najviše trebaju zanimati i ja sam uvjerena da se niti jedna zemlja ne može nositi sama s tim problemom i stoga s ovog mjesta apeliram na Europsko vijeće da se konačno upusti u donošenje Dublinske reforme i pravila za azil.

Veliki se problemi, to smo svi vidjeli, pojavljuju u Italiji, ali imate probleme ponovno i na tzv. balkanskoj ruti, imate probleme kroz Bosnu i Hercegovinu, gdje se događaju nove migracije i dolaze na granice Hrvatske. Vi znate da je Hrvatska država s 1300 kilometara vanjske granice Europske unije, a istovremeno imamo žicu na mađarskoj granici, na austrijskoj granici, na slovenskoj granici. Mi mislimo da žica nije rješenje, stoga je potrebno da zajedno rješavamo taj problem putem sistema azila.

Isto tako mi se čini da je Schengen jako poljuljan. Ako mi stavljamo provjere unutar schengenskih granica, onda je istovremeno poljuljana cijela Unija. Stoga mislim da je rješenje da konačno i Hrvatska dobije političku privolu zajedno s Rumunjskom i Bugarskom da uđe u schengenski prostor i da na taj način zajedno rješavamo probleme. U svakom slučaju migracije će biti dominantna tema, ali se očekuje puno jači angažman od strane Vijeća i da se konačno Dublinska pravila donesu u skladu s onim što je Parlament već prije donio.

Patrizia Toia (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, dico al Consiglio, con modo molto accorato: se non siete completamente incoscienti – e lo dico anche alla Commissione – voi avete il dovere, al vertice di giugno, di dare qualche risposta concreta per quanto riguarda almeno l'immigrazione, prendete una decisione.

Volete dare risposte – e il Parlamento in questo senso ha posto un punto fermo con la riforma del vertice di Dublino – o volete aspettare che tutti i governi populistici come in Italia reggano i loro conti, facciano campagna elettorale permanente, senza badare a un minimo di civiltà, a un minimo di valori, e prendendo in ostaggio la vita delle persone nel Mediterraneo, come stanno facendo, o portando persone a 1 400 chilometri di distanza? Guardate la cartina geografica: dove dista la località della nave al porto di Valencia?

È possibile questo? E di chi è anche la responsabilità? Loro, di quelli che fanno questa finta politica, queste vittorie di Pirro, ma è anche vostra. Se continuerete a non guardare la realtà, se non avete dato risposta agli appelli che abbiamo fatto, alle azioni parlamentari, alle azioni politiche che il precedente governo e noi parlamentari italiani abbiamo fatto, voi soccomberete sotto questa durezza, sotto chi usa gli esseri umani come pressione, vorrei dire come pallottole umane, con una pistola puntata contro l'Europa, quell'Europa in cui crediamo.

Noi non soccomberemo a questa deriva culturale e sociale. Però bisogna che questa Europa si metta in moto e che il Consiglio faccia la sua parte adesso, a giugno, e nella giusta direzione.

Jussi Halla-aho (ECR). – Madam President, the Dublin reform should be forgotten. Distributing asylum seekers hasn't worked and will not work. It only encourages more migration from sub-Saharan Africa and elsewhere.

Recently, Italy refused entry to an NGO boat full of migrants. That was the right thing to do. In the Mediterranean, we are seeing a repetition of what happened at land borders in 2015. First, one Member State finds the courage to do the right thing and close the border, next that Member State is heavily criticised by everyone else. Finally, other Member States do exactly the same thing.

Systematic pushbacks at external borders, better returns policy and strict adherence to the first safe country principle are the only realistic way forward. Our obsession with relocation only postpones decisions that are both necessary and inevitable.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE). – Κυρία Πρόεδρε, εμείς πιστεύουμε συνειδητά στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Πιστεύουμε στη δύναμη, στις δυνατότητες, στις αξίες της Ευρωπαϊκής Ένωσης και θεωρούμε ότι χωρίς την Ευρωπαϊκή Ένωση η Ευρώπη δεν έχει μέλλον, δεν έχουν μέλλον ούτε οι λαοί ούτε οι χώρες μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Εμείς πιστεύουμε ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση είναι το παρόν και το μέλλον όλων μας, γι' αυτό την προασπιζόμαστε με όλες μας τις δυνάμεις. Όμως απαραίτητη προϋπόθεση για να συνεχίσουμε να έχουμε ισχυρή, δυνατή, αλληλέγγυη, αξιόπιστη Ευρωπαϊκή Ένωση είναι να σέβεται η ίδια η Ευρωπαϊκή Ένωση τις αρχές και τις αξίες της.

Πολύ ορθά η Ευρωπαϊκή Ένωση επέβαλε κυρώσεις σε χώρες που δεν εφαρμόζουν τις αρχές, τις αξίες και τους κανόνες της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Την ίδια στιγμή, όμως, από το 2005 χρηματοδοτεί με δισεκατομμύρια ευρώ μια χώρα η οποία παραβιάζει όλες τις αρχές του διεθνούς και ευρωπαϊκού δικαίου, μια χώρα που δεν αναγνωρίζει χώρα μέλος της Ευρωπαϊκής Ένωσης, την Κυπριακή Δημοκρατία, μια χώρα που σήμερα που ομιλούμε παραβιάζει ανθρώπινα δικαιώματα, απειλεί χώρες μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης, την Ελλάδα και την Κύπρο, ενώ πρόσφατα απείλησε την Αυστρία αλλά και όλη την Ευρώπη με θρησκευτικό πόλεμο. Και εμείς συνεχίζουμε να την επιβραβεύουμε. Με αυτό τον τρόπο όμως η Ευρωπαϊκή Ένωση χάνει ουσιαστικά την αξιοπιστία της, τη δύναμή της, τις αρχές και τις αξίες της.

Αγαπητέ φίλε, αντιπρόεδρε της Ευρωπαϊκής Επιτροπής, κύριε Timmermans, εσείς ζήσατε την τουρκική αδιαλλαξία και προκλητικότητα και στο Crans-Montana, όπου εκεί πολύ ορθά υπερασπιστήκατε τις θέσεις του Προέδρου της Κυπριακής Δημοκρατίας Νίκου Αναστασιάδη ότι στην Κύπρο πρέπει να εφαρμοστεί το ευρωπαϊκό κεκτημένο, να αποχωρήσουν τα στρατεύματα, να καταργηθούν οι εγγυήσεις και τα επεμβατικά δικαιώματα. Μπορεί η Ευρωπαϊκή Ένωση να συνεχίζει να ανέχεται αυτή τη στάση και τη συμπεριφορά της Τουρκίας; Το ίδιο ερώτημα θέλω να απευθύνω και στο Ευρωπαϊκό Συμβούλιο, το οποίο επιτέλους πρέπει να αναλάβει την ευθύνη του και να διασφαλίσει στην Ευρωπαϊκή Ένωση τον σεβασμό των αρχών και των αξιών της, εφαρμόζοντας τους νόμους και τους κανόνες για όλες τις χώρες.

Sylvie Guillaume (S&D). – Madame la Présidente, tous les Conseils européens sont importants, mais celui de juin présente un caractère particulier. Il s'agit de l'ultime occasion de démontrer que l'Europe refuse de rester paralysée face à la question migratoire. C'est une question de crédibilité pour les 28, c'est leur responsabilité.

Le sujet sur lequel le Conseil doit sortir de l'ornière est la révision du règlement Dublin, tout le monde en a convenu aujourd'hui.

Nous y sommes parvenus au Parlement, alors que nous sommes bien plus nombreux et quelquefois bien plus divers, donc cela n'est pas une mission impossible. Mais pour cela, il faut que les chefs d'État cessent de se voiler la face. Les migrations ne vont pas s'arrêter du jour au lendemain, et ils sont dans l'obligation de trouver une solution partagée, sinon ce qui va se passer est assez simple: chaque État membre proche d'une route migratoire va continuer de dépenser son énergie à repousser les personnes de l'autre côté de la frontière ou bien en mer, sans trouver – ni même chercher, d'ailleurs – de réponse structurelle.

Dans ce contexte, il est assez clair que les élections européennes de 2019 seront le théâtre d'une exploitation politique hystérique du sujet de l'immigration, au détriment de tous les autres, et d'une certaine manière, je suis désolée, c'est aussi ce qui s'est passé aujourd'hui.

Birgit Sippel (S&D). – Frau Präsidentin! Wie privat, wie geschützt ist unsere Kommunikation? Die Vertraulichkeit von Kommunikation ist ein Grundrecht, und mit der sogenannten – anderes Thema – *ePrivacy*-Verordnung soll dies endlich auch im digitalen Umfeld gelten. Das Parlament ist seit Herbst 2017 startklar, doch die Mitgliedstaaten im Rat stehen auf der Bremse, auch nach den Enthüllungen um Cambridge Analytica und millionenfachen Datenmissbrauch. Ein Termin letzten Freitag brachte wieder kein Ergebnis.

Der Rat lässt sich von den großen Konzernen beeinflussen und verhindert damit klare Regelungen auch für Plattformen wie Facebook. Privatsphäre und Grundrechte für die Bürgerinnen und Bürger scheinen für den Rat nicht von Bedeutung. Deshalb meine klare Aufforderung an die Regierungen: Bevor Sie sich in immer neue andere Gesetzgebungen stürzen, liefern Sie endlich auch Ergebnisse zu *ePrivacy*, zum Schutz von Kommunikation und letztlich Demokratie!

Iratxe García Pérez (S&D). – Señora presidenta, hoy la vida de más de 600 personas corre peligro: niños y niñas — más de 120 menores no acompañados—, mujeres y hombres que llaman a las puertas de Europa huyendo de la guerra y del hambre. Y, ante esta realidad, la actitud del Gobierno italiano, negándose al rescate, muestra la cara más oscura de Europa: la que mira a otro lado, la que hace del populismo y de la xenofobia un peligro para Europa. Al señor Salvini habrá que recordarle que, por mucha victoria que cante, hay algo que no podrá recuperar y es la decencia y la dignidad.

Pero hay un espacio para la esperanza, y el Gobierno de España se ofrece a acoger a estas personas, cumpliendo compromisos internacionales y respondiendo ante una crisis humanitaria. Y con ello se gana la autoridad moral de exigir en el Consejo más política europea al respecto.

Hay quien se siente patriota por envolverse en una bandera. Hoy somos muchos más los que sentimos orgullo de país, orgullo de una España solidaria que atiende a quien más lo necesita.

Richard Corbett (S&D). – Madam President, there are only three weeks to go to the next European Council, but there is no sign that the British will be at all ready for the discussion that will take place there on Brexit. Two years after the referendum, it does not even have a starting position for the negotiations as regards a key issue such as what kind of customs arrangements we might have for a future. It has now promised a white paper to set out its vision for the future, which will only be published after the European Council, well after two years after the referendum.

Only yesterday, Theresa May was forced to plead with her own Conservative MPs not to vote against her in the key votes that will take place today in the British House of Commons and tomorrow. She is desperately trying to avoid defeat at the hands of her own MPs. Personally, I hope enough of them will put country before career, patriotism before party and Britain before a bad Brexit.

Elly Schlein (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, cari governi, sono due anni che avete la riforma di Dublino sul tavolo, è vergognoso che ancora non troviate accordo sulla solidarietà interna. I vostri egoismi tengono in ostaggio l'Unione. Il 28 giugno al Consiglio prendete esempio da questo Parlamento che, dopo un lungo negoziato, ha votato con una maggioranza storica per cancellare il criterio del primo paese di accesso e sostituirlo con il ricollocamento automatico che obblighi tutti i paesi europei a fare la propria parte.

La solidarietà finanziaria non basta e non accetteremo di negoziare i dossier che volete, senza cambiare Dublino. La vostra inerzia ha aperto le porte al rigurgito nazionalista e fascista nei nostri paesi. Presidente Macron, Cancelliera Merkel, se non volete che il vostro europeismo sia solo di facciata, sostenete la nostra proposta al Consiglio, l'unica davvero europea. Presidente Orban, non si possono volere solo i benefici di far parte dell'Unione senza mai condividere le responsabilità.

E il governo italiano la smetta di essere vigliacco: la battaglia si fa al Consiglio e non sulla pelle delle persone in mare. È il momento di dare sostanza alla solidarietà. Il tempo è scaduto e vi ricordo che tutti avete firmato i trattati che implicano il principio di solidarietà e di equa condivisione delle responsabilità.

Knut Fleckenstein (S&D). – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Themenwechsel: Der Rat wird sich auch mit dem westlichen Balkan beschäftigen, und wir sollten von hier aus noch einmal deutlich machen: Unserer Meinung nach ist es Zeit zum Handeln. In Mazedonien weht ein neuer Wind – der Vertrag mit Bulgarien hat es gezeigt –, und wir sollten uns anerkennend zeigen gegenüber dem, was die Regierung Tsipras und die Regierung Zaev an ernsthaftem Bemühen zeigen, um die Namensfrage zu lösen. In Albanien gibt es deutliche Fortschritte, und wenn es um Rechtsstaatlichkeit geht, entwickelt sich hier einiges besser als anderswo, auch in der EU.

Jetzt liegt es an uns, Wort zu halten. Eröffnen Sie die Verhandlungen mit diesen beiden Staaten! Eröffnen Sie neue Kapitel mit Serbien und Montenegro! Und denken Sie in diesem Sommer auch daran, dass Kosovo seine Bedingungen erfüllt hat, um Visafreiheit zu bekommen.

Parallel dazu müssen wir die EU reformieren – das wissen wir alle. Aber man kann es parallel tun, weil der Start von Verhandlungen ja nicht bedeutet, dass man automatisch hineinkommt und dass das sehr kurz sein wird. Der Rat muss jetzt beweisen, dass wir es ernst meinen, dass wir die Menschen aus dem westlichen Balkan wollen. Sie haben es verdient. Alle 15 Jahre ein Balkangipfel reicht auf jeden Fall nicht.

Mercedes Bresso (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, il problema dell'Unione europea è la lentezza nel decidere. Occorre che gli Stati membri se ne rendano conto e accettino di votare sempre a maggioranza, quando ciò è già possibile, e che utilizzino la clausola passerella, cioè il passaggio al voto a maggioranza in tutte le materie per le quali oggi si applica la regola dell'unanimità. Altrimenti non si riuscirà mai a decidere e noi abbiamo bisogno di un'Europa capace di decidere.

I temi sono molti. Prima di tutto, lo hanno ricordato quasi tutti i colleghi, il nuovo regolamento di Dublino. In secondo luogo, abbiamo bisogno che si decida sulle risorse proprie, che non sono sufficienti – la proposta della Commissione, peraltro avversata, non è sufficiente – e su un livello adeguato per il bilancio dell'Unione. Abbiamo bisogno che si decida su un pacchetto di politiche per la zona euro e, infine, vorremmo sapere, lo chiedo soprattutto al Vicepresidente Timmermans, i tempi e i modi per realizzare in modo il più possibile completo la *roadmap* sul futuro dell'Unione.

Pier Antonio Panzeri (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, un grande pensatore moderno, Antonio Gramsci, nel 1930 dal carcere, descrivendo ciò che stava avvenendo in Italia e in Europa, scriveva che, quando il vecchio mondo muore e quello nuovo tarda a comparire, è proprio in questo chiaroscuro che nascono i mostri. Ed è un po' quello che sta avvenendo, e non per caso, in questo nostro vecchio continente e non ce ne stiamo accorgendo a sufficienza.

Mi preoccupa la cecità della classe dirigente europea, mi preoccupa l'indifferenza della politica europea, mi preoccupa la disarmante normalità dell'azione del Consiglio dinanzi a questi cambiamenti straordinari.

Cara rappresentante del Consiglio, Aquarius è semplicemente la punta dell'iceberg verso il quale sta puntando il Titanic europeo. Non c'è molto tempo per cambiare rotta e non farlo vi renderà storicamente responsabili di questa pericolosa deriva europea.

Pervenche Berès (S&D). – Madame la Présidente, Monsieur le vice-Président, Madame la représentante du Conseil, le Parlement européen respecte l'existence du Conseil européen, de fait, mais j'ai l'impression que la réciproque n'est pas toujours vraie.

Vu l'enjeu de ce Conseil européen, je m'étonne quand même que M. Donald Tusk ne juge jamais utile de venir échanger avec la représentation parlementaire.

Car dans quel contexte sommes-nous? Nous venons de vivre un G7 où le président Trump semble ignorer ce qu'est la solidarité transatlantique ou même la bonne coopération transatlantique. Nous sommes dans un contexte où M^{me} Theresa May, après avoir pris la tête d'un gouvernement chargé d'organiser le Brexit, est incapable de dire ce qu'elle veut pour le futur de son pays. Tout cela fait peser sur l'avenir européen une responsabilité immense alors que ce Conseil devra traiter à la fois des questions de migration, de la question de la réforme de la zone euro et de la question de la défense.

Nous souhaiterions donc savoir comment M. Tusk compte proposer une feuille de route sur le futur de l'Union européenne pour obtenir un bon accord au regard de ces trois éléments indispensables, pour que chacun de nos concitoyens puisse continuer à avoir confiance en l'Union européenne et ne lui tourne pas le dos, comme nous venons de le voir en Italie.

Catch-the-eye procedure

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, Rada má na svém programu několik témat, ale já se domnívám, že by se především měla věnovat otázce řešení migrace. Pokud skutečně chceme zastavit nárůst populismu a nárůst extremismu v členských státech.

Chci se tedy zeptat, EP přehlasoval menšinu, která nesouhlasila se zprávou LIBE v otázce společného azylového systému, tzv. Dublinu IV. Já se chci zeptat, kam míří Rada, jestli i Rada hodlá hlasovat o této otázce kvalifikovanou většinou. Jestli i Rada hodlá přehlasovat ty, kteří nesouhlasí a jsou v této věci zatím v menšině a chtějí stanovisko, které bude konsensuální, které nebude nátlakové a které bude řešit otázku migrace tak, aby zde byla flexibilní solidarita.

Nicola Caputo (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, il nuovo governo italiano ha chiuso i porti e non ha permesso l'attracco di una nave, l'Aquarius, con 630 persone a bordo, tra cui donne incinte e bambini, speculando politicamente sulla pelle degli ultimi e degli indifesi. Ringrazio sentitamente la Spagna e il suo nuovo Premier Pedro Sánchez per il suo gesto.

Ma l'Italia è stata lasciata da sola per troppo tempo a far fronte al flusso migratorio dal resto degli Stati membri, raccogliendo solo belle parole. Anche l'aumento dei fondi destinati all'immigrazione nel prossimo bilancio non servirà a nulla in queste condizioni. Sempre più spesso sentiamo dire che la colpa è dell'Europa, che l'Europa deve fare qualcosa, che l'Europa ha lasciato soli i paesi del Mediterraneo, ma sappiamo bene che non è così. Sono gli Stati membri che, per interessi politici, paralizzano l'Europa di Schuman, di Adenauer e di De Gasperi.

Questo Parlamento ha approvato la riforma di Dublino da mesi. Il Consiglio deve rispondere subito e concretamente, perché nel frattempo esseri umani muoiono e le forze populiste avanzano.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, οι τελευταίες εξελίξεις με αφορμή το πλοίο Aquarius έδειξαν ότι το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο οφείλει να δράσει άμεσα για την αντιμετώπιση των αυξημένων μεταναστευτικών ροών. Και αυτό σημαίνει ότι πρέπει να καταργηθεί εδώ και τώρα το Δουβλίνο III, που έχει μετατρέψει την Ελλάδα και την Ιταλία σε μια απέραντη αποθήκη ψυχών.

Η Ελλάδα δεν αντέχει άλλους πρόσφυγες και παράνομους μετανάστες. Τα νησιά του Αιγαίου και ο Έβρος έχουν πλημμυρίσει από χιλιάδες παράνομους μετανάστες. Όμως μέχρις ότου αποφασίσει να δράσει το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο, η Ελλάδα πρέπει να ενεργοποιήσει το άρθρο 72 της Συνθήκης Λειτουργίας της Ευρωπαϊκής Ένωσης για λόγους δημόσιας τάξης και ασφάλειας και να αναστείλει τη λειτουργία του Δουβλίνου III, καθώς και τη λειτουργία της Συμφωνίας Σένγκεν, για να πάψει επιτέλους η Ελλάδα να αποτελεί μαγνήτη για τους χιλιάδες πρόσφυγες και παράνομους μετανάστες τους οποίους ο Ερντογάν και οι δολέμποροι διοχετεύουν στην πατρίδα μας.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). – Señora presidenta, el Consejo Europeo y los Estados deben responder a las peticiones de solidaridad de la inmensa mayoría de la ciudadanía europea, que no acepta que dejemos morir a la gente en la mar. El Gobierno español ha decidido recibir al «Aquarius», y el lehendakari vasco se ha ofrecido a acoger en el País Vasco al 10 % de esas personas por dignidad y respeto a los derechos fundamentales.

Euskadi es un país pequeño. La solidaridad acogió a los vascos cuando buscamos protección o quisimos superar la pobreza, y se la debemos a quienes ahora necesitan lo mismo. Por eso, cuando se efectuaron los primeros repartos de cuotas, el País Vasco ya organizó una respuesta interinstitucional operativa y efectiva para asumir nuestra parte. No ha podido aprovecharse hasta hoy porque nuestro Estado miembro, sencillamente, había incumplido sus obligaciones en esta materia.

Señora Panayotova: hay medios para resolver este problema, solo hay que movilizarlos. Falta decisión y coraje político para enfrentar con humanidad y solidaridad la xenofobia y el antieuropeísmo. Señor Timmermans: abrir las fronteras europeas es una decisión global, pero acoger e integrar a los inmigrantes es un desafío al que responden las comunidades locales y regionales. ¿Para cuándo cree usted que debe integrarse plenamente este nivel en el diseño de la solución a la inmigración?

(La presidenta retira la palabra a la oradora)

João Ferreira (GUE/NGL). – Senhora Presidente, Senhor Comissário, a União Europeia demonstra a sua verdadeira natureza. Os migrantes que se afundam no Mediterrâneo, embarcações em risco com mulheres grávidas e crianças embatem na fria desumanidade de quem opta por criminalizar as organizações humanitárias envolvidas nas operações de busca e salvamento.

Faltam recursos para a coesão, para apoiar o investimento nos países que dela mais necessitam, para apoiar o emprego com direitos e o combate às desigualdades e assimetrias, mas como o vai demonstrar o próximo Conselho Europeu não faltam recursos para o complexo militar industrial europeu, para reprimir as migrações e os migrantes, não faltam recursos para insuflar ainda mais os lucros das multinacionais das principais potências europeias, nem faltam as ditas *reformas estruturais*. Outra forma de dizer: retirada de direitos e privatização das funções sociais do Estado.

A anunciada reforma do euro não é senão outra forma de apertar mais as amarras que impedem o desenvolvimento soberano dos povos. Derrotar a UE para salvar a Europa é uma exigência com reforçada atualidade.

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID-MARIA SASSOLI

Vicepresidente

Henna Virkkunen (PPE). – Arvoisa puhemies, edessä oleva kokous on erittäin tärkeä. Vuosi ennen EU-vaaleja on tärkeää, että pystytään edistämään kaikkia niitä asioita, joista olemme viime vuodet keskustelleet ja jotka ovat välttämättömiä Euroopan tulevaisuuden kannalta.

Olemme edistyneet hyvin joillakin sektoreilla, kuten EU:n puolustus- ja turvallisuusalalla. Siihen on nyt esitetty myös rahoituskehityksessä entistä enemmän varoja, ja tiedämme, että monet toimet tällä alalla ovat edenneet erittäin positiivisesti. On tarpeen, että Eurooppa ottaa enemmän itse vastuuta omasta puolustuksestaan, ja turvallisuus on yksi tärkeimmistä sektoreista, joilla meidän on edistytävä.

Sen sijaan toivon, että tulevassa huippukokouksessa puhutaan myös hyvin vakavasti eurooppalaisesta arvopohjasta eli siitä, että unioniin liittyessämme olemme kaikki sitoutuneet Eurooppaan ja puolustamaan yhteisiä demokraattisia arvoja. Nyt osa jäsenmaista on liukumassa näistä huolestuttavasti pois. Tämä asia on otettava nyt vakavasti esille myös päämiesten huippukokouksessa.

On erittäin hyvä, että tulevaisuudessa myös jäsenmaiden rahoitus aiotaan sitoa oikeusvaltioperiaatteen noudattamiseen. Se on erittäin keskeistä Euroopan tulevaisuuden kannalta.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, domnule comisar, trebuie să vă spun că sunt de acord cu tot ceea ce ați specificat aici. Uniunea Europeană se află la o răscruce de drumuri. Dumneavoastră ați prezentat că, pentru prima dată din 1945, avem un președinte american care ignoră relația cu Uniunea Europeană. De asemenea, ați spus Consiliului că trebuie să fie hotărât. Suntem de acord aici.

Problema este că, dacă Consiliul își pune pe ordinea de zi – și am fost foarte atentă la ce ne-a prezentat reprezentantul Consiliului – atât de multe subiecte și toate foarte importante, nu cred că se poate lua vreo decizie. Și este important să luăm decizii.

Dumneavoastră ați anunțat că s-au amânat anumite lucruri. Membrii, reprezentanții statelor membre trebuie să țină cont de interesul Uniunii Europene dacă vrem să o mai avem, dacă vrem să nu avem eurosceptici, nu de interese naționale. Și cred că aici este cheia succesului în reglementările pe care le luăm. Pentru că, da, noi aici ajungem la un consens și suntem 751. Nu înțeleg cum nu pot 28 de state, 27 de state să ajungă la un consens în ceea ce privește un interes al Uniunii, al pieței interne, al comerțului nostru, al protecției lucrătorilor și tot ceea ce am discutat astăzi aici.

Miriam Dalli (S&D). – Mr President, here I respectfully address Council. I for one have had enough of meaningless speeches about addressing the immigration issue during Council summits – but then you do nothing. Frustration is understandable, and I place the blame on those Member States who want to do nothing about the immigration issue. No Member State – except two, Malta and Ireland – fulfilled their allocation of quotas from Italy and Greece. With all due respect, where are the others? What solidarity do you believe in?

I commend Spain's decision to step in in the MV Aquarius situation, but that ended only this particular situation. Because boat crossings from Libya will not stop, particularly in the summer, and they will most likely increase. So let's see how interested the Member States are in actually addressing this issue and not continuing to put it on the back burner, because so far they have not been prioritising this at all, and instead they preferred to pass the buck from one to the other.

Marek Jurek (ECR). – Panie Przewodniczący! Wiceprzewodniczący Komisji, pan Timmermans, przewodniczący grup, panowie Weber i Verhofstadt, wymieniali długie listy problemów stojących przed Unią, które należy omówić na posiedzeniu Rady Europejskiej. Była mowa o imigracji, o euro, o handlu, tylko nikt nie powiedział – być może z wyjątkiem naszej koleżanki Anny Fotygi – o Nord Stream 2 i o agresywnej polityce energetycznej wobec co najmniej jednej czwartej państw leżących na wschodzie Unii Europejskiej. Kiedy Amerykanie wypowiedzieli umowę nuklearną z Iranem, przedsiębiorstwa europejskie zaczęły się martwić, czy nie powinny brać pod uwagę stanowiska rządu Stanów Zjednoczonych. Natomiast Unia Europejska dużo mówi o solidarności, a nie potrafi w najmniejszym stopniu nakłonić niemieckich przedsiębiorstw do tego, żeby respektowały politykę naszych niestety dosyć fikcyjnych sankcji.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Senhor Presidente, a Europa está à deriva porque é um navio que representa a vergonha, é um barco que leva à singradura na indiferença do poder. Quero dizer ao Conselho e à Comissão que demonstrem humanidade ao ouvirem os xenófobos e racistas deste parlamento. Querem ser cúmplices destas políticas desumanizadas? Querem ser cúmplices de Estados que olham para o outro lado enquanto 600 seres humanos podem morrer no meio do mar? Mulheres grávidas e crianças que poderiam ser nossos filhos? Queremos ser um cemitério no mar?

Acelerem o Regulamento de Dublin. Precisamos de regras comuns para os requerentes de asilo. É necessário dar uma ordem humanitária na Europa para salvar vidas.

É tão difícil entendê-lo quando esta câmara está cheia de xenófobos e racistas que não têm humanidade – e isso há que dizê-lo! E devemos ajudar precisamente por razões humanitárias, para evitar uma catástrofe e para devolver à Europa um mínimo de dignidade, um mínimo de dignidade!

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le vice-Président de la Commission, chers collègues, tout d'abord en ce qui concerne la discussion autour de la coopération Union européenne/OTAN et des orientations pour la poursuite des travaux sur la défense, je souhaiterais souligner que le partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'OTAN est fondamental pour relever les défis de sécurité et que les actions de ces deux organisations devraient être davantage complémentaires sur le plan de la sécurité afin de mieux faire face aux nouveaux défis sans précédent et multiformes en la matière, à l'est et au sud.

Enfin, je souhaiterais rappeler, pour ce qui est des aspects liés à l'emploi, à la croissance et à la compétitivité, l'engagement de renforcer les efforts afin de faire aboutir, à la fin du cycle législatif actuel, la stratégie pour le marché unique, la stratégie pour un marché unique numérique, le plan d'action pour un marché des capitaux et l'union de l'énergie.

L'Union européenne doit continuer d'œuvrer à l'achèvement d'un marché unique pérenne et équitable adapté à l'ère numérique et facilitant la compétitivité, l'innovation, la durabilité et la cohésion européenne, car c'est assez important pour les pays de l'Europe centrale et orientale.

Elmar Brok (PPE). – Herr Präsident, Kolleginnen und Kollegen! Ich bin etwas erstaunt über diese Debatte. Angesichts der Tatsache, dass wir durch die chinesische Politik und deren klare strategische, politische und wirtschaftliche Interessen weiter zurückgedrängt werden, der Kriegspolitik Putins, des Verhaltens von Trump reden die Rechten über die Auflösung der Europäischen Union, und die Linken haben auch kein Konzept.

Wir brauchen auf diesem Europäischen Rat Entscheidungen, wie es mit der Verteilungspolitik weitergeht, wie wir das Asylrecht hinbekommen, wie wir eine anständige Afrikapolitik hinbekommen und dass wir dies alles mit Geld bezahlen müssen; dass man hier eine klare Regelung bekommt. Und wir brauchen auch eine krisenfestere Europäische Wirtschafts- und Währungsunion.

Das sind Aufgaben, die wir im Reformprogramm lösen müssen, um den Themen zu begegnen und gleichzeitig in der Lage zu sein, unsere Bürger für dieses Europa zurückzugewinnen. Und diejenigen, die dieser Linie nicht folgen, rechts und ganz links, müssen wissen, dass sie ihre eigenen Völker an die Amerikaner, an die Russen und an die Chinesen verkaufen.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, αναμένεται ότι και αυτή τη φορά το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο δεν θα λάβει ουσιαστικές αποφάσεις. Άλλωστε μας έχει συνηθίσει να προσεγγίζει τα σοβαρά θέματα όχι πραγματιστικά, αλλά με μια φιλοσοφική διάθεση και με ευχολόγια. Το ίδιο κάνει και με το σοβαρό θέμα της παράνομης μεταναστεύσεως. Αντί να λάβει αποφάσεις και μέτρα ώστε να πάψουν οι συνεχιζόμενες ροές κυρίως προς την Ιταλία και την Ελλάδα, παρακολουθεί με απάθεια την κατάσταση, βλέπει ορισμένα κράτη να κλείνουν τα σύνορά τους και αφήνει τις χώρες εισόδου να αντιμετωπίσουν μόνες τους το πρόβλημα.

Τώρα οι περισσότερες χώρες στην Ευρωπαϊκή Ένωση κατηγορούν την Ιταλία διότι έκανε το αυτονόητο για να προστατεύσει τη χώρα. Πριν τρεις ημέρες, όμως, όταν ο Ερντογάν κατήγγειλε τη συμφωνία με την Ελλάδα για την επιστροφή κάποιων παρανόμων μεταναστών, ουδείς αντέδρασε. Ποιος έχει το δικαίωμα να μετατρέψει την Ελλάδα σε ένα απέραντο στρατόπεδο εξάθλιωμένων, παρανόμων μεταναστών; Και αν κάποια στιγμή η Ελλάδα λάβει μέτρα και κλείσει και αυτή τα σύνορά της, τότε τι θα συμβεί; Θα κατηγορηθεί η Ελλάδα ως ξενοφοβική;

Mairead McGuinness (PPE). – Mr President, there's a lot of talk about borders this morning in this debate, and – rightly so – around migration. I want to talk about a border that isn't a border, much closer to my home in the Republic of Ireland, as it borders invisibly with Northern Ireland.

I have to say that, while I welcome a paper from the United Kingdom on their proposals for a temporary customs arrangement, it is, to say the least of it, insufficient and incomplete, and I am really troubled that time is marching on. But we have to have faith in politics, and we will watch the UK House of Commons with great interest this week.

I listened very carefully to the exchanges on Ms Dodds, and can I say to her very directly: there is no disrespect to her position; there is no annexation of Northern Ireland; and indeed to Martina Anderson, both of whom have left this Chamber: could they please sit down in an assembly in Northern Ireland and properly represent the people of Northern Ireland, so that their voices can be heard in this vital debate?

(Fine della procedura «catch the eye»)

Frans Timmermans, First Vice-President of the Commission. – Mr President, I have been listening very carefully to the debate on migration, and having dealt with this issue over the last four years, I try to formulate for myself why it has been impossible to find a solution so far at the European level. I think the answer lies in the concept of moral hazard. There is a lack of confidence between the Member States that the other state will do what they agreed to do to find a solution. Indeed, Italy and Greece for a very long time complained and said 'you're leaving us alone; we need to find a solution; Dublin doesn't work; we're swamped; we're overwhelmed by the numbers of refugees arriving'. And then for too long they got the answer 'that's Dublin, deal with it. It's your task'.

And then of course, we arrived at a situation of waving through, and this led to a lot of suspicion in other Member States: they're not doing their job; they're waving through refugees in large numbers. So there is no state that can claim to be completely innocent in the situation we have found ourselves now.

I also believe there is some criticism possible if people in Italy keep saying 'we were left completely alone; we were completely abandoned'. Yes, for a long time that was true, but I find it difficult to explain that when I go to Germany. Look at the numbers of refugees that were taken in in Germany. Look at the number of refugees that were taken in in Sweden. An incredibly vast problem is now the integration of these refugees in many countries.

As long as we keep refusing the idea that we have a collective problem that can only be tackled with collective solutions, we will not find a solution. As long as Member States just stick to their own solution and say 'we are the only ones who are right' and as long as the rest of the Union does not do what we do, we will not find a solution. And we will fail collectively.

Given the size of the migration challenge the world faces, not just Europe, given the developments in Africa, do you really think that building walls and fences and refusing to accept ships is going to bring a solution? Will that stop the pressure? Do you really think that if we do not stick together on this, individual Member States will be able to reach agreements with the states of origin to take back their migrants if they do not have the right to asylum? Do you really think that, individually, we can create a prospect for Africa that will allow young Africans to see a future in their own countries instead of feeling the need to come to Europe? Do you really think that if we take away a bit of the humanity of people on ships and say these are just migrants, that we will continue our policy on the basis of our values and human rights? Don't you agree that by denying other people's humanity, we take away part of our own humanity? Doesn't that kill us morally if we continue like that?

I am not saying everyone who wants to come to Europe should be welcomed, but I am saying we need to put an end to the dying in the Mediterranean. This can only be done if Europe collectively devises stronger protection of our external borders; if we finally devise a common European asylum policy; if we finally make headway in having agreements with the countries of origin so that they take back the citizens; if we finally have a realistic plan of investment in Africa so that Africa develops in a way that makes people want to stay in Africa; and if we finally come to terms with the fact that in a time of crisis, and one or two or three of our Member States are overwhelmed, they should be able to count on the solidarity of all Member States.

The only way we will find a sustainable solution for the migration issue – which will not go away, whatever we do – is if we do all these things at the same time. According to your political preferences, you have a preference for one or other of the solutions, but none of you can close your eyes to the fact that you can only deal with it if all these solutions are part of our approach. And if we do not do this as Europeans, who else will? Member States will not be able to do it on their own, whatever their policies are.

Let me end on one point. We are at a risk, in this time of turbulence and huge challenges, of falling into the trap of entering into Faustian deals. To handle the migration issue, perhaps we should not have as much of the rule of law or the respect for human rights as is good for us. Please, please, stay away from that Faustian deal, because you will lose on all scores.

What is the price of unity of the European Union? Should the price of unity of the European Union be 'let's not make a point of the rule of law and human rights just so we can have unity'? I can guarantee you if respect for the rule of law and human rights is no longer a quintessential element of our Union, we will lose human rights, the rule of law and the European Union. That is a price that is far too high to pay.

(Applause)

Monika Panayotova, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, I am here today to intervene on the state of play of the preparations for the European Council and to listen to your proposals, ideas, comments and remarks. I will bring all of them to the attention of the President of the European Council. I would like to thank the President of the European Parliament, Mr Tajani, for his remarks with regard to the important input made by the European Parliament in the discussion on the Common European Asylum System, in particular on the Dublin Regulation. I will bring his message to the attention of President Tusk.

You will also have heard that President Tajani will have the opportunity to express the views of the European Parliament to the Heads of State and Government at the opening of the European Council. Tomorrow, we will have a further opportunity to discuss the humanitarian emergencies in the Mediterranean and solidarity in the European Union.

All of you underlined that reform of the asylum system needs to strike the right balance between responsibility and solidarity. I can assure you that the Presidency also shares your sense of urgency. I would like to share with you that the Bulgarian Presidency has taken as its point of departure not only the conclusions of the European Council of October 2017, which tasked us with seeking consensus and with looking for ways to keep the right balance between responsibility and solidarity in order to ensure resilience to future crises, but also the results of the negotiations under the previous Presidencies, which called for a comprehensive approach to the whole area of asylum reform.

Based on this, we have built into the Dublin Regulation a new approach and a new crisis mechanism for managing the migration and asylum systems in the Union when under pressure. It tries to strike a balance between responsibility and solidarity by including clear criteria for determining the responsibility for asylum applicants which don't shift or seize easily. The amended rules make the procedure more efficient so that pull factors and secondary movements are effectively prevented.

We believe that the text of the Dublin Regulation, resulting from the discussions led by our Presidency in the last five months, offers a good and fair basis for striking the requested balance between responsibility and solidarity. The process is now being led by the President of the European Council, and it will be up to him and the leaders to look for further compromises that will help reach a consensus in view of the meeting of the Heads of State and Government at the end of June. I am confident that the Council will make every effort to find a solution and an agreement on a mandate for negotiations with the Parliament, as we all agree that Dublin III needs to be revised.

In terms of the trade questions, I would like to say that the European Union is sending a strong message on its ambition for an open, rule-based trading system, and all trade and external relations are on the agenda. But I cannot prejudge the outcome of the leaders' discussion.

In terms of the eurozone and the completion of the banking union, we also cannot prejudge what the leaders will decide at the June Euro summit, but I would like to say that the Presidency worked hard so that the Council could finally agree on a general approach on the banking package last month. The Council certainly looks forward to working with the Parliament to bring this file to implementation, hopefully still in the coming months.

Progress on the banking package gives me reason to be optimistic that the leaders can, later this month, reach concrete results around the issue of the common backstop to the Single Resolution Fund, likely in the context of the broader and not yet finalised work on the European Stability Mechanism. Progress on the European Deposit Insurance Scheme will take more time, but it has not been ruled out that the political discussions could still start in the coming months.

In terms of Brexit, I would like to say that unity among our institutions is paramount, and we value the contributions that the European Parliament is making through its resolutions. We expect this to continue until the end of the negotiations. We attach the utmost importance to safeguarding the rights of European Union citizens in the United Kingdom and vice versa, and to those citizens being able to effectively enforce their rights. The UK has given credible guarantees to this effect, as now translated in the text of the Withdrawal Agreement. It remains to ensure that this is implemented in a faithful and enforceable way.

There are actually many other important issues on the table for the leaders in June, and it would be really naive to expect that they can all be solved easily and rapidly. Some will require further time and effort, but it's important to continue to build common ground. In accordance with well-established practice, President Tusk will be in plenary on 3 July 2018 for an open debate with you on the progress achieved on those topics, for, in the face of global turbulence, we should make sure not only that we remain united in dealing with the immediate consequences of instability, but that we – the three institutions together – also continue to work to shape the course of the years ahead in the interests of our citizens.

Presidente. – La discussione è chiusa.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Birgit Collin-Langen (PPE), schriftlich. – Zur Vorbereitung des Europäischen Rates ist es mir wichtig, dass wir uns auf die wichtigsten Punkte konzentrieren. Europa ist umzingelt von Krisen und Problemen. Umso wichtiger ist es, dass wir auf dem Europäischen Rat keine großen Ziele beschreiben, sondern konzentriert an wichtigen Punkten arbeiten. Wir sind auf dem Weg in einen Handelskrieg. Hier brauchen wir eine klare europäische Linie. Die geschlossenen Gegenmaßnahmen der Kommission sind in meinen Augen der richtige Weg, das muss vom Rat bekräftigt werden. Wir müssen uns auf die Kernaufgaben konzentrieren. Im Moment ist nicht die Zeit für Visionen, sondern für pragmatische und solidarische Lösungen.

Laurențiu Rebega (ECR), în scris. – Ce preferați să mâncați: o porție mică preparată de șefi bucătari de prestigiu, din ingrediente naturale proaspete, sau un castron uriaș de *junk food*? Unde preferați să locuiți: într-o casă proiectată de un arhitect strălucit sau într-un Turn Babel ridicat de o mulțime de muncitori necalificați? Pe scurt: vrem calitate sau cantitate? Vrem o Uniune mai bună sau o Uniune mai mare?

În acest moment istoric, răspunsul e unul singur! Trebuie să ne întoarcem la ceea ce ne unește fără compromisuri și să lăsăm chestiunile divergente pentru mai târziu. Susțin cu tărie ideea ca Parlamentul European să transmită Consiliului un mesaj clar: deciziile privind viitorul Uniunii trebuie luate prin consens! Orice decizie importantă luată prin majoritate calificată slăbește unitatea, crește inegalitățile și corupția, subminează democrația și ne compromite viitorul.

3. Paket zur Wirtschafts- und Währungsunion (Aussprache)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la discussione sull'interrogazione con richiesta di risposta orale alla Commissione sul pacchetto sull'Unione economica e monetaria, presentata da Roberto Gualtieri, a nome della commissione per i problemi economici e monetari (000047/2018 — B8-0027/2018) (2018/2724(RSP)).

Roberto Gualtieri, autore. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, questo nostro dibattito si svolge in un passaggio decisivo per il futuro dell'Europa e dell'area euro. Noi diamo atto alla Commissione di aver messo sul tavolo un ampio ventaglio di proposte che delineano i pilastri di un'Unione economica e monetaria più completa e meglio in grado di generare crescita, occupazione, coesione, resistenza agli shock. Notiamo però che alcune di queste proposte definiscono più un embrione degli strumenti di cui abbiamo bisogno che una loro compiuta realizzazione e che permangano criticità.

La proposta più rilevante è senza dubbio l'introduzione di uno strumento di stabilizzazione macroeconomica, attraverso un fondo per la protezione degli investimenti, durante le fasi avverse del ciclo. Si tratta di una funzione decisiva perché l'assorbimento degli shock asimmetrici non può essere svolto in modo efficace dalla politica monetaria né dai bilanci nazionali. Se avessimo già avuto questo strumento durante la crisi, probabilmente ci saremmo risparmiati la seconda recessione e tutte le sue conseguenze economiche, sociali e politiche.

A chi parla di *moral hazard* facciamo notare che, al contrario, questo strumento determinerebbe un incentivo alla condotta di politiche di bilancio responsabili e alla correzione di squilibri macroeconomici. Bene quindi che ci sia una proposta, anche se essa appare insufficiente sul piano delle dimensioni, e un'indennità di disoccupazione rappresenterebbe uno stabilizzatore automatico più efficace e più trasparente.

In linea con le raccomandazioni di questo Parlamento è anche il programma di sostegno alle riforme. Qui è importante che il concetto di riforme strutturali sia adeguato alle vere sfide del mondo di oggi, che non richiedono una svalutazione del lavoro e una competitività di prezzo, ma una capacità d'innovazione e di sviluppo che si fonda anche su una società coesa.

Per quanto riguarda la gestione delle crisi, è positiva la proposta di rafforzamento del Meccanismo europeo di stabilità, che lo renda indipendente dal Fondo monetario internazionale e ampli la gamma degli strumenti a sua disposizione, a partire anche da quella di *backstop* per il Fondo di risoluzione delle banche.

Su questo vorrei però esprimere la frustrazione di questo Parlamento per l'evidente intenzione degli Stati membri di non seguire la proposta della Commissione d'integrazione del fondo nel quadro giuridico dell'Unione. Vorrei chiarire una volta per tutte che la giustificazione utilizzata per questa scelta, e cioè che altrimenti verrebbe meno il potere di controllo dei parlamenti nazionali, non corrisponde al vero, è una. Nulla cambierebbe, da questo punto di vista, se si seguisse la strada proposta dalla Commissione. Come già detto molte volte, il Parlamento europeo non userebbe il suo diritto di consenso per alterare gli equilibri istituzionali di un organismo che utilizza risorse degli Stati membri.

Infine, vorrei consigliare alcuni Stati membri di evitare formulazioni su meccanismi per la ristrutturazione di debiti sovrani non solo controproducenti per la stabilità finanziaria ma che farebbero anche venir meno la necessaria unanimità per la riforma dell'ESM. Circa l'attribuzione al nuovo fondo di compiti di sorveglianza delle politiche di bilancio, ribadisco che sarebbe non solo sbagliata, ma violerebbe chiaramente i trattati europei, e non è infatti, giustamente, nella proposta della Commissione.

Del pacchetto della Commissione fa parte anche l'integrazione dell'articolo 3 del *Fiscal Compact* nella legislazione europea. Qui devo dire che la Commissione ha perso un'occasione. Noi dobbiamo semplificare e migliorare le nostre regole di bilancio e ciò richiederebbe, in primo luogo, di assicurare un trattamento diverso alla spesa per investimenti e di evitare meccanismi prociclici. È evidente che la proposta presentata sul *Fiscal Compact* non andrà lontano e che occorre fare molta strada per adeguare le nostre regole di bilancio alle sfide dei tempi.

Infine, è bene ribadire a tutti, anche in questo Parlamento, che senza un meccanismo che assicuri lo stesso livello di protezione dei depositi, non solo l'Unione bancaria ma anche la stessa Unione monetaria risulta incompleta.

Signor Presidente, signor Vicepresidente della Commissione, il Parlamento cercherà di migliorare le proposte della Commissione e di assicurare coerenza tra di esse e l'MFF. Auspichiamo che tra gli Stati membri non prevalga una concezione minimalista, che rischierebbe di non farci utilizzare appieno la finestra di opportunità decisiva rappresentata da quest'ultimo scorcio di legislatura.

Valdis Dombrovskis, *Vice-President of the Commission*. – Mr President, honourable Members, let me thank you for this timely oral question on the deepening of our economic and monetary union. Democratic accountability is one of the key principles on which this work is based, and I am happy to be here to respond and to hear your views.

A well-functioning EMU is at the core of EU integration. Our economic and monetary union is more resilient now than it was before the crisis, but the work is not yet complete. A more integrated and performing euro area is needed to bring increased stability and prosperity to all Europeans. Reconciling very different views on these matters is sometimes difficult, but we are making some progress. The general approach on the 2016 banking package at the May Ecofin is a major milestone that lays the basis for further progress on the banking union, including on the risk-sharing side. We hope that at the June Summit it will be possible to take the concrete decisions which are expected, notably regarding the completion of the banking union and further development of the European Stability Mechanism. We would like to see agreement on key principles and clear milestones for future work.

Coming more specifically to Mr Gualtieri's questions on behalf of the Committee on Economic and Monetary Affairs (ECON): with regard to the integration of the ESM into the EU legal framework, regrettably the Council has not yet started legislative negotiations on the Commission's proposal, as several Member States are not in favour of anchoring the ESM in EU law. However, there is general support for the goal of converting the ESM into the European Monetary Fund. Discussions on related issues, such as the role of the ESM as a backstop for a Single Resolution Fund or the new ESM instruments, are taking place in an intergovernmental format. The Commission's position is that integration of the ESM into the EU legal framework is important to allow full accountability and democratic and judicial oversight of ESM activities, to promote the interests of the whole Union and to ensure swift and timely ESM actions under the well-defined framework.

The Commission also considers that any reforms of the ESM should not undermine the institutional prerogatives set out in the Treaties, in particular when it comes to fiscal and economic surveillance. We also remain convinced that the incorporation of ESM into the Union framework can be done by means of Article 352 of the Treaty. We also maintain that Article 126(14) is an appropriate legal basis for the directive transposing into Union law the key provisions as set out in the fiscal compact. This legal basis has also been used in the past to introduce comparable fiscal rules and obligations.

As regards the involvement of the European Parliament, let me recall that we put the community method at the centre of the EMU package precisely to increase transparency and accountability. The Community method would increase the European Parliament's and the national parliaments' oversight of EU economic governance. The Commission attaches great importance to the views of the European Parliament. In preparing our proposals we have taken into consideration the recent own-initiative reports on the budgetary capacity of the eurozone; the Böge-Berès report on the possible evolutions and adjustments of the current institutional set up of the European Union; the Verhofstadt report; and, on improving the functioning of the European Union, building on the potential of the Lisbon Treaty, the Brok-Bresso report.

We look forward to the input from the European Parliament in a formal legislative process and remain fully available to hold regular exchanges of views and debate on these topics. A first exchange of views took place in the ECON Committee on 27 March with Commissioner Moscovici and myself.

Finally, let me say a few words on the two EMU-related proposals, which we adopted on 31 May in the context of the next Multiannual Financial Framework. The European Investment Stabilisation Function will help Member States to absorb large asymmetric shocks by helping to protect public investment levels. It will work through a provision of loans of up to EUR 30 billion, guaranteed by the EU budget, and grants to cover the related interest costs. To receive this support, Member States will have to comply with strict eligibility criteria based on sound fiscal and macroeconomic policies.

The Reform Support Programme will provide financial and technical support to the structural reforms. A budget of EUR 25 billion will be divided among three instruments: a reform delivery tool providing financial support for agreed reform packages (EUR 22 billion), a technical support instrument continuing the successful experience with the current Structural Reform Support Programme (EUR 840 million), and a convergence facility to offer dedicated financial and technical support to those non-euro-area Member States that take demonstrable steps towards adopting the euro (EUR 2.16 billion). The package will complement other EU programmes and funds in support of jobs and growth, notably the Structural and Cohesion Funds and the new Invest EU Fund. An important theme of our MFF proposal is a stronger link between the EU budget and the European Semester, which is a framework for economic policy coordination.

It is now time to decide and to live up to our commitments to reform the EMU. Our end goal is to achieve better living and social standards for all Europeans. That is what matters in the end. I count on your support in this process.

Presidente. – Vi devo informare che a mezzogiorno e mezzo ci sono le votazioni, per cui non è possibile prendere indicazioni per quanto riguarda il «*catch the eye*» né utilizzare le *blue card* in questa discussione perché abbiamo una lista lunghissima di oratori.

Brian Hayes, on behalf of the PPE Group. – Mr President, I very much welcome this debate ahead of the June Summit on the Economic and Monetary Union (EMU) package. Despite all of the pain of the financial and sovereign debt crisis, Europe has come back strongly. We are living through a jobs-rich recovery. That success is based on prudent budgeting, new investment, structural reforms and a commitment to stick to the rules of the fiscal compact.

Firstly, it is absolutely useless dreaming up new ideas if we're not delivering on what we said we would do already. Let us deliver on our existing commitments. Secondly, if you're a small, big or medium-sized country, the rules apply to everyone. And thirdly, whatever change is proposed, it must be an inclusive format. That means, from our perspective, no euro-area parliament, no railroading of small or indeed any Member States.

So where do we go from now? I see five areas of potential improvement. I think we need to complete the Banking Union, to deliver on the European Deposit Insurance Scheme (EDIS). That means risk-sharing and risk reduction must go hand in hand. It means a credible resolution of the NPL problem.

Secondly, Europe must be open for business, which means more trade deals, delivering on the potential of the single market economy and freeing the EU economy of protectionism. We also need a functioning capital markets union for new finance, alongside Juncker's / the EFSI plan. Turning the ESM into a fully-fledged European Monetary Fund makes sense, but it needs to be accountable to this Parliament. We also need to be prepared to reform and turn the European budget – the Multiannual Financial Framework (MFF) – into an instrument of innovation and growth.

Could we do the impossible, colleagues? That is, agree a better budget by the time of the next European Parliament elections. We need to – it would send out a powerful signal from this House, were we to obtain that agreement.

Finally, I hope that once and for all, the idea of having an EU finance minister is dropped. It is a crazy proposal. It sends out the wrong message to national parliaments, to EU citizens. It does not have national public support. It is a weapon of euroscepticism. It is time that it was finally discarded from the technocratic dreamworld from where it came.

Pervenche Berès, *au nom du groupe S&D*. – Monsieur le Président, Monsieur le vice-Président, dans ce débat que nous menons depuis longtemps, j'ai un regret, c'est qu'au fond le débat sur le renouveau du cadre financier pluriannuel est un débat qui est lancé, qui va aboutir à un moment ou à un autre, alors même que nous n'avons pas fondamentalement d'accord sur le futur d'un budget de la zone euro. Or, il y a une articulation entre les deux et on le voit bien lorsque M^{me} Merkel nous dit: «On discutera du budget de la zone euro après avoir discuté du cadre financier pluriannuel». Alors que restera-t-il pour organiser le chemin parallèle de ces deux outils?

Ma deuxième remarque concerne la fonction de stabilisation et la façon dont la Commission européenne a mis une proposition en ce sens sur la table. Le fait que vous reconnaissiez que cette fonction doit être remplie, le fait que vous mettiez une proposition sur la table, est évidemment la bienvenue, mais reconnaissez que lorsque nous qualifions votre proposition d'embryon, nous sommes quasiment en dessous de la réalité, car ceux qui, dans cet hémicycle et ailleurs, cherchent toujours à tirer des enseignements de la conduite des affaires par le FMI n'écoutent pas suffisamment le FMI qui, de ce point de vue, nous dit que nous avons besoin d'un véritable stabilisateur automatique, comme nous l'avons dit également dans le rapport Berès-Böge que vous avez cité.

Ma troisième réflexion porte sur la transformation du Mécanisme européen de stabilité en un Fonds monétaire européen. Nous vous invitons à ne pas utiliser cette terminologie, il doit s'agir d'un fonds de stabilisation européen. Le fonds monétaire ne peut pas être décalqué au sein de l'Union européenne. Nous soutenons la Commission pour que cela ne conduise pas à détricoter vos compétences en matière budgétaire et nous sommes aussi à vos côtés pour plaider pour que la méthode communautaire soit intégralement appliquée dans ce domaine.

Sur le fond, je regretterais infiniment que ce Conseil européen n'avance pas de concert et soit une avancée radicale sur la voie de la transformation du MES en Fonds monétaire européen, et qu'il soit ridicule lorsqu'il s'agit de cette fonction de stabilisation dont nous avons tant besoin.

Sander Loones, *namens de ECR-Fractie*. – Dank u wel, Voorzitter. Vandaag debatteren wij over de invoering van een EMF, een Europees Monetair Fonds, de Europese variant van het IMF. Dat fonds zou lidstaten kunnen helpen die in slechte papieren zitten. Op zich een interessante idee, alleen is niet duidelijk wat precies met dat EMF wordt bedoeld, hoe dat zal worden ingevuld. Zal dat een EMF zijn volgens de strikte variant van meneer Schäuble, de voormalige Duitse minister van Financiën, of wordt dat de meer lakse invulling van de Europese Commissie?

Als ik kijk naar de oorsprong van dat idee van de EMF, dan kom je terecht in 2010 bij een opiniestuk in *The Economist* geschreven door Daniel Gross en Thomas Meyer. De Europese Commissie ging vervolgens aan de slag met dat idee van een EMF. Wat interessant is, is dat Gross en Meyer een half jaar geleden, in december 2017, een update geschreven hebben van hun paper waarin zij de voorstellen van de Europese Commissie beoordelen en analyseren. En wat is hun conclusie? Zij wilden een Europees Monetair Fonds dat zorgt voor meer begrotingsdiscipline en voor een sterker schuldbeheer.

Als ik kijk naar de voorstellen van de Commissie, dan lijkt zij eerder te willen aansturen op een zoveelste solidariteitsmechanisme, terwijl wij weten dat transfers onverantwoordelijk gedrag in de hand werken in plaats van dat meer verantwoordelijkheid wordt genomen. Gross en Meyer zagen het EMF bovendien als een niet-politieke instelling die neutraal en economisch kan oordelen. Ze willen ook dat er gesproken wordt over een exitscenario uit de euro, dat dat geen taboe is. Beide voorstellen opnieuw worden niet gedragen door de Europese Commissie.

Samengevat: De Commissie dreigt onverantwoordelijkheid aan te moedigen. En opeens is ze dan verbaasd dat de noordelijke lidstaten niet willen meespelen, dat de noordelijke lidstaten de touwtjes in handen willen houden en een intergouvernementele oplossing willen. Het is duidelijk wat wél moet gebeuren. Het is tijd dat de Commissie het over een andere boeg gooit.

Ramon Tremosa i Balcells, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, just a couple of ideas in two minutes. On the European Monetary Fund, I think double accountability will have to be introduced. National parliaments should continue to be in charge of accounting for their programmes and actions from the IMF, but so should the European Parliament. How can we explain to our voters that the European Parliament – the institution that wants to represent democracy in the EU – does not have a say over the conditions in bailouts? This anomaly needs to be addressed – otherwise, if MEPs cannot decide on Europe-wide important issues, why should people go to vote in the next European elections? By excluding the European Parliament from crucial decisions, the ground is ready for the next generation of eurosceptics.

The second idea: on the other hand, it is important that the fiscal compact is implemented through EU law. I think it is a good moment to check how its application has worked in different Member States, and how we can improve it. For example, in the case of Spain, the central government has arbitrarily put a much more stringent deficit objective to regional governments than to the central government. This has been a way to force cuts in welfare state and social policies. Similarly, many local governments in Spain with very low debt are not allowed by the central government to use the cash they have in the banks for investments on social policies. So control of excessive spending should not be a new excuse for recentralisation.

Philippe Lamberts, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, cela fera bientôt 150 ans que l'Allemagne est unifiée et 30 ans qu'elle est réunifiée.

Cette union politique avait été précédée par une union douanière et monétaire et, depuis, l'Allemagne n'est toujours pas économiquement homogène. Mais personne ne met en doute sa pérennité.

Qu'est-ce qui fait donc tenir l'Allemagne ensemble? Sur le plan politique, bien sûr, une langue et des institutions communes; sur le plan économique, c'est un marché unique régi par des règles fiscales et sociales largement communes.

Cette fiscalité fédérale alimente un budget fédéral de plus de 10 % du PIB qui, avec une sécurité sociale fédérale, constituent des mécanismes de solidarité économique extrêmement robustes. S'y ajoute même un système de transferts budgétaires directs entre les régions, de sorte que, à ce jour, trois régions contribuent plus à la fédération qu'elles ne reçoivent, et les treize autres c'est l'inverse.

Je prends l'Allemagne pour exemple car c'est à la fois l'État membre auquel l'Union économique et monétaire profite le plus et l'un de ceux où la résistance à tout changement de structure de l'euro est la plus forte.

L'histoire de l'Allemagne nous montre surtout comment l'Union économique et monétaire devrait évoluer si elle veut éviter de se disloquer.

Nous avons bâti un marché unique puis une monnaie unique adossée à une banque centrale fédérale, mais sur ce marché et face au reste du monde, les États membres se livrent à une concurrence fiscale, sociale et commerciale à peine régulée et le seul mécanisme de redistribution économique dont nous disposons est le très modeste budget de l'Union européenne, qui représente 1 % du PIB. Faut-il s'étonner que cet ensemble produise de la divergence plutôt que de la convergence?

Croire que l'euro a un avenir dans ce cadre relève du déni de réalité.

Si nous voulons lui donner un avenir, les solutions sont connues: union bancaire, y compris la garantie commune des dépôts; un budget commun beaucoup plus robuste abondé par des recettes propres, typiquement une fraction de l'impôt sur les sociétés ou du prix du CO₂; enfin, à défaut d'unification sociale et fiscale, nous devons à tout le moins abandonner la compétition au profit de la coopération. Sans cela, le retour aux monnaies nationales sera inéluctable.

Certains, y compris dans cette salle, le souhaitent, soit parce qu'ils pensent que la volonté politique pour accomplir les réformes nécessaires n'existera jamais, soit parce qu'ils pensent que l'État-nation est le seul espace où peut s'exercer la souveraineté démocratique.

Ce n'est pas notre choix. Nous sommes convaincus que la fin de la monnaie unique entraînerait dans son sillage l'Union européenne dans la spirale de la décomposition, décomposition qui laisserait les États membres comme des pions face aux multinationales, dans une situation où les Trump, les Poutine ou les Xi de ce monde se feraient un plaisir de monter les uns contre les autres à notre détriment commun.

Nous, Européens, seront bientôt 5 % de la population du monde. Que nous le voulions ou non, notre unité est la condition de notre souveraineté, souveraineté politique et fiscale, souveraineté sociale et économique.

Alors, je vous le demande: est-ce que Donald Trump va être le catalyseur de cette prise de conscience? Nous l'espérons, mais nous n'en voyons pas encore les signes. Au contraire, nous voyons encore trop d'États membres présenter la question sous un jour moral: les États vertueux du nord ne devraient pas subventionner les États pêcheurs du sud. À ceux-là, je voudrais rappeler que l'Allemagne, pays dans lequel ce discours moralisateur est omniprésent, Monsieur le Président, est aussi la patrie de Deutsche Bank, l'une des banques les plus pourries de la planète et d'une industrie automobile qui a sciemment trompé les citoyens depuis des décennies.

Personne, aucun pays, n'a le monopole de la vertu, ni du vice! La survie de l'euro est une question d'intérêt partagé, osons espérer que celles et ceux qui auront à en décider en prendront conscience à temps.

Miguel Viegas, *em nome do Grupo GUE/NGL*. – Senhor Presidente, o euro representou para Portugal um elemento de destruição da nossa economia. Desde que Portugal entrou no euro a sua dívida pública passou de 55 para 130% do PIB. Os salários reais baixaram 20%, 500 mil jovens tiveram que sair do país à procura de emprego no estrangeiro e a questão que colocamos é porque é que a União Europeia insiste em manter e aprofundar a União Económica Monetária com o Fundo Monetário Europeu e com esta proposta de pseudo-capacidade orçamental da zona euro?

A resposta é simples: é que o euro sempre representou e representa um instrumento político fundamental para impor as reformas estruturais aos Estados-Membros obrigando países como Portugal a privatizar os seus serviços públicos e as suas empresas estratégicas.

É óbvio para nós que o euro não correspondeu às promessas de desenvolvimento e defraudou expectativas e para nós é óbvio que Portugal deve libertar-se dos constrangimentos do euro, reconquistar a sua soberania monetária para poder escolher o seu próprio modelo de desenvolvimento.

Marco Valli, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sono passati quasi vent'anni dall'introduzione della moneta unica e non abbiamo ancora creato i meccanismi di reale condivisione e mutuo supporto tra i paesi membri in caso di crisi. La soluzione presentata in questi anni è stata la svalutazione salariale e dei diritti nel sud d'Europa, punendo i cittadini italiani, greci, spagnoli, portoghesi e francesi con riforme spesso dannose e ingiuste, mentre il surplus delle partite correnti in Germania continua a violare indisturbato le regole del Six Pack, e mi rivolgo al Commissario Dombrovskis su questo.

La stabilità e sostenibilità dell'Eurozona sono vincolate alla creazione di un'area valutaria ottimale. Abbiamo quindi bisogno di strumenti come Eurobond e trasferimenti fiscali, non di meccanismi di finta solidarietà sponsorizzati dalla Germania su modello della troika. Tutti i leader dell'Eurozona devono scegliere se seguire l'imposizione ideologica tedesca e portare l'Eurozona al collasso nella prossima crisi economica che si presenterà oppure dotarsi di veri strumenti europei ed efficaci.

Marco Zanni, *a nome del gruppo ENF*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, io credo che quando si parla di Eurozona si debba partire da due elementi. Il primo elemento fondamentale è un'analisi e una riduzione degli squilibri macroeconomici e delle asimmetrie che sono stati causati dalle folli politiche portate avanti negli ultimi anni e stanno distruggendo l'Europa.

Il secondo punto è una riflessione seria sul cambiamento del modello socioeconomico su cui si basa oggi l'Eurozona. È un modello folle, basato esclusivamente sull'export e sulla riduzione dei costi interni, ed è un modello che sta creando distruzione e che dipende troppo dalle decisioni di paesi esteri, come la guerra sui dazi sta dimostrando in questo momento.

L'Italia non affonderà per la follia di seguire uno strumento macroeconomico sbagliato. L'Italia rigetterà ogni proposta di riforma che non parta dalla volontà di ridurre questi squilibri. No al Fondo monetario europeo. I cittadini italiani non metteranno più un euro e non manderanno più un euro a Bruxelles per riceverlo indietro nel momento del bisogno con delle condizionalità imposte.

L'ultimo punto che voglio evidenziare è basta con la falsa narrativa che oggi qualcuno in Europa stia pagando per l'Italia. L'Italia, sin dalla sua partecipazione alle istituzioni europee, ha sempre dato molto di più di quello che ha ricevuto da Bruxelles. Non accetteremo più moralismo da chi oggi cerca di farci lezioni non avendo in mente i dati che sono lì per tutti da guardare. L'Italia rigetterà qualsiasi condizionalità attaccata a nuovi fondi legati all'eurozona.

Σωτήριος Ζαριανόπουλος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, την ώρα αυτή που η κυβέρνηση ΣΥΡΙΖΑ-ΑΝΕΛ, με ουσιαστική συμφωνία των άλλων αστικών κομμάτων παρά τις ανούσιες επικοινωνιακές διαφοροποιήσεις τους, ψηφίζει στην ελληνική Βουλή τέταρτο μνημόνιο μακράς πνοής, ξαναληστεύοντας τον λαό, ξαναστηρίζοντας το κεφάλαιο, η συζήτηση εδώ στο Ευρωκοινοβούλιο για εμβάθυνση της νομισματικής ένωσης αποδεικνύει ότι τα μνημόνια διαρκείας δεν είναι ελληνική ιδιαιτερότητα, αλλά γενικευμένη στρατηγική του κεφαλαίου που συντονίζει η Ευρωπαϊκή του Ένωση.

Ο ESM μετεξελίσσεται στο ίσης βαρβαρότητας Ευρωπαϊκό Νομισματικό Ταμείο. Η ενιαία οικονομική διακυβέρνηση, το Δημοσιονομικό Σύμφωνο, το Ευρωπαϊκό Εξάμηνο, το Σύμφωνο του Ευρώ, δηλαδή σιδερένιοι κανόνες επιτήρησης της αντιλαϊκής πολιτικής των κυβερνήσεων, ενσωματώνονται στο κοινοτικό δίκαιο και τις εθνικές νομοθεσίες. Στόχος είναι να συναινέσουν οι λαοί στα μνημόνια διαρκείας, να βάλουν πλάτη με αιματηρές θυσίες στα κέρδη των μονοπωλίων. Μονοπώλια, Ευρωπαϊκή Ένωση, αστικές κυβερνήσεις και μνημόνια ταυτίζονται. Για τους λαούς καθαρή έξοδος από αυτά σημαίνει οργάνωση, αντεπίθεση, αποδέσμευση από την Ευρωπαϊκή Ένωση, απαλλαγή από τα μνημόνια και την εξουσία τους.

Luděk Niedermayer (PPE). – Mr President, the euro is one of the symbols of the European Union. It is an important economic tool, supporting the efficiency of the single market and reducing costs for people and for businesses. I am glad that, despite the fact that some people wrongly blame Europe for mistakes that have nothing to do with the currency, support of the euro among Europeans is strong – actually, probably the strongest it has been since its introduction.

The Monetary Union, as well as the EU, is a work in progress. That's why the Commission has proposed that the Package be released in December. This forms a very good basis for the debate on how to improve the European Monetary Union (EMU) and the EU. But this package is by no way a replacement for responsible and good economic policy in the Member States: we can only achieve a successful, stable and growing Europe with such reforms.

Not all parts of the package have the same importance and same urgency. Let me mention just two that I consider the most important. The first is the European Monetary Fund: I believe that this proposal is a hectic way of creating the European Financial Stabilisation Mechanism (ESFM)/European Stability Mechanism (ESM), and it can incorporate other policies into the framework of this huge amount of money that is used for supporting and strengthening European policy. I guess this is a good proposal.

The second one is completion of ongoing initiatives, especially in the area of the banking union. I'm talking about single backstop and completion of the European Deposit Insurance Scheme (EDIS). I believe that a compromise can be found, and I hope it will be found soon.

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΠΑΠΑΔΗΜΟΥΛΗΣ*Αντιπρόεδρος*

Mercedes Bresso (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, grazie anche al Commissario per la citazione della relazione fatta con il collega Brok, ma vorremmo capire della riforma in senso democratico, assolutamente necessaria della zona euro, che cosa ne è. Ci fa piacere la citazione, ma dove è finita la responsabilità che il Parlamento deve avere – il Parlamento ha il potere di codecisione – su tutte le questioni che riguardano la zona euro. È inutile dire che il Parlamento europeo è il Parlamento dell'euro, se poi i poteri per quanto riguarda l'euro non gli sono attribuiti.

Ai colleghi che hanno ricordato l'eccedente commerciale della Germania vorrei ricordare che anche l'Italia ha un eccedente commerciale, quindi è inutile provare a utilizzare questi argomenti. I veri argomenti che credo dobbiamo utilizzare sono quelli del perché i cittadini europei sono sempre più diffidenti nei confronti della moneta unica. Credo che sia perché la moneta unica viene presentata essenzialmente come una gabbia, e invece non deve essere una gabbia, deve creare opportunità soprattutto per i giovani europei.

Certamente serve un bilancio della zona euro, ma serve un bilancio che aiuti i giovani europei a essere forti e competitivi in un mondo dove l'Unione europea ha sempre più bisogno di essere competitiva. Quindi non tanto per fare riforme di tipo *austerità*, ma per fare delle riforme che diano veramente ai nostri cittadini delle opportunità per contrastare fortemente la situazione difficile dal punto di vista competitivo che oggi l'Europa conosce rispetto al resto del mondo.

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID-MARIA SASSOLI*Vicepresidente*

Pirkko Ruohonen-Lerner (ECR). – Arvoisa puhemies, jälleen kerran komissio on tuottanut pitkiä tekstejä suhdannevaihteluiden tasoittamisesta tarjoamatta poliittisesti realistista ja taloudellisesti toimivaa mallia Euroopan talous- ja rahoitulle.

Velkojen ja maksuvastuiden siirtäminen euron kanssa paremmin selviävälle maille ei ratkaise euroalueen perustavanlaatuisia ongelmia, kuten kasvavia eroja kilpailukyvyssä. Professori Hans-Werner Sinnin mukaan ero eurosta on ainoa tapa estää niiden revähtäminen. Se on myös ainoa tapa estää euron hallitsematon hajoaminen.

Euroopan keskuspankki ei saa omistaa yli kolmasosaa yksittäisen maan velkakirjoista, mikä Saksan osalta on jo lähes täynnä. Seuraavassa taantumassa Euroopan keskuspankki on voimaton. Kuten kolumnisti Wolfgang Münchau on huomauttanut, jokaisen maan tulisikin varautua euron hajoamiseen.

Caroline Nagtegaal (ALDE). – Dank u wel, Voorzitter. Dank u wel, commissaris. Er wordt hard aan de Europese Commissie getrokken. En de Commissie trekt ons met volle vaart vooruit, terwijl Italië ons juist in de tijd terug wil trekken. In een hoog tempo zijn er voorstellen gelanceerd om nieuwe Europese potjes op te richten, of juist direct je schulden bij de burens neer te leggen. En soms lijkt het wel alsof dit Huis maar twee versnellingen kent: óf volle vaart vooruit óf keihard op de rem.

Maar wat mij betreft is er een derde. En dat is de optie waarbij we onszelf aan de afspraken houden die we met elkaar hebben gemaakt. Dat is de optie waarbij we onze economieën veerkrachtig maken, en we zo een groot economisch blok van de wereld blijven. Dat is de optie, wat mij betreft, waarbij we elkaar niet de rekening sturen, maar waarbij we handel met elkaar drijven.

Afspraken maken is eigenlijk heel makkelijk. Maar pas als we onszelf aan die afspraken houden, dan is er wat mij betreft de ruimte om in vertrouwen die risico's met elkaar te delen. Dat is wat mij betreft de volgorde: afspraken maken, ons aan de afspraken houden, vertrouwen zaaien en welvaart oogsten.

Martin Schirdewan (GUE/NGL). – Herr Präsident, wert Kolleginnen und Kollegen! Die Euro-Zone droht aufgrund ihrer Konstruktionsfehler, die zugleich das Erstarken nationalistischer Kräfte begünstigen, auseinanderzubrechen. Und endlich positioniert sich auch die Europäische Kommission zur Zukunft der Euro-Zone.

Allein, die vorliegenden Vorschläge gehen das Problem nicht an der Wurzel an; sie gleichen eher einem Herumdoktern an den Symptomen. Die Euro-Zone wird dann auseinanderbrechen, wenn die Handelsbilanzdefizite darin nicht abgebaut werden. Und ein Hauptproblem besteht doch am deutschen Exportüberschuss. Das heißt zuallererst aber eben nicht, im Rest Europas zu sparen und zu kürzen, das heißt dass wir in Deutschland höhere Löhne brauchen. Wir benötigen zudem öffentliche Investitionen in die Zukunftsfähigkeit der EU. Zukunft wird aber nicht über Investitionen ins Militär und mit PESCO gemacht, sie wird gemacht durch Investitionen in Köpfe und in Beton. Sparen wir uns stattdessen diese neoliberalen Betonköpfe und ihre zerstörerische Austeritätspolitik und geben wir besser Geld aus für eine moderne Wirtschafts- und Sozialstruktur, die Digitalisierung und moderne Technologien ebenso berücksichtigt wie Investitionen in Bildung, Forschung und Gesundheit!

Bernard Monot (EFDD). – Monsieur le Président, Monsieur le vice-Président, en matière d'union économique et monétaire, ne nous voilons pas la face: la Commission propose, mais l'Allemagne dispose.

M. Macron, vassal de M^{me} Merkel, a déjà fait une demi-douzaine de discours sur les vertus de l'Europe fédéraliste et la Commission européenne a proposé, le 6 décembre dernier, son train de mesures sur l'approfondissement de l'UEM.

Depuis, Macron et Juncker attendent fébrilement la réponse de la Pythie de Berlin, Angela Merkel, et cette réponse confirme mes pires craintes économiques concernant le futur Fonds monétaire européen. Ce FME version allemande, conçu par Schäuble et Goldman Sachs, représenté par M. Kukies, deviendra le gendarme budgétaire de la zone euro. Gare aux États membres qui ne respecteraient pas la discipline budgétaire allemande de cette nouvelle BCE du budget, indépendante des gouvernements élus.

M^{me} Merkel veut que le FME soit habilité à déclencher la restructuration automatique de la dette souveraine d'un État membre et que le FME ait plus de pouvoir de contrôle budgétaire de cet État. C'est donc la fin de l'indépendance financière et la mise sous tutelle potentielle d'une nation.

Inutile de vous dire que je combattrai politiquement ce totalitarisme financier de l'Union européenne. Nous ferons en sorte en France que cette aggravation de la gouvernance économique de la zone euro ne voit jamais le jour. Non à l'austérité contre les Européens!

Barbara Kappel (ENF). – Herr Präsident, Herr Vizepräsident der Kommission! Ende Juni steht ein Euro-Gipfel bevor, der die Weichenstellungen für zentrale Fragen der Vertiefung der Wirtschafts- und Währungsunion und der Stabilisierung der Euro-Zone vornehmen wird. Es geht dabei insbesondere um die Umwandlung des Europäischen Stabilitätsmechanismus in einen Europäischen Währungsfonds und um zusätzliche Finanzinstrumente zur Förderung von Investition und Innovation sowie um einen *common backstop* für die Bankenabwicklung.

Für uns geht es aber auch um demokratische Legitimität, d. h. um die angemessene Beteiligung des Europäischen Parlaments und nationaler Parlamente in Zusammenhang mit diesen Finanzinstrumenten. Die deutsche Kanzlerin hat dazu in der vergangenen Woche konkrete Vorschläge gemacht, und führende Kommentatoren sind sich einig darüber, dass sehr viel mehr als das, was Merkel in die Debatte eingebracht hat, von den Staats- und Regierungschefs Ende Juni nicht beschlossen werden wird.

Diese Vorschläge sind drei modifizierte Finanzinstrumente: erstens eine Kurzfristkreditlinie des neuen Europäischen Währungsfonds für Mitgliedstaaten, die durch äußere Umstände in Schwierigkeiten geraten sind, zweitens ein Investitionshaushalt und drittens ein zusätzliches Budget zur Implementierung von Strukturreformen.

Die Kommission wird diese Vorschläge lieben. Ich bitte Sie nur, Herr Kommissar Dombrovskis, dass Sie dem Prinzip der demokratischen Legitimität und Rechenschaftspflicht nachkommen und die nationalen Parlamente ...

(Der Präsident entzieht der Rednerin das Wort.)

Othmar Karas (PPE). – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Heute ist für Österreich ein besonderer Tag: Vor 24 Jahren haben die Österreicherinnen und Österreicher in einer Volksabstimmung mit Zwei-Drittel-Mehrheit „Ja“ zur Mitgliedschaft in der Europäischen Union gesagt und damit klargemacht, dass unsere Zukunft engstens mit der Zukunft der Europäischen Union verbunden ist und dass wir uns aktiv an jedem Integrationsschritt beteiligen.

Wir hatten wenige Jahre nach Maastricht „Ja“ gesagt. Maastricht hat den Euro geschaffen, unsere gemeinsame Währung als politisches Projekt, das eint und nicht spaltet. Und wir wussten ganz genau, dass wir derzeit nur eine gemeinsame Währung haben, aber die einzige gemeinsame Währung, die keine gemeinsame Budget-, Fiskal-, Wirtschafts- und Steuerpolitik hat. Und wir wussten, wir müssen an dieser gemeinsamen Budget-, Fiskal-, Wirtschafts-, Sozial- und Steuerpolitik arbeiten, um den Euro zu stabilisieren und eine starke gemeinsame Währung im Binnenmarkt zu schaffen. Wir sind damit noch nicht fertig, aber wir müssen Tempo aufnehmen.

Die Lehren: Wir müssen die Vollendung von Schlüsselinstrumenten für das gemeinsame Eindämmen und Schultern von Risiken sowie mehr Verhältnismäßigkeit schaffen: Bankenunion, Kapitalmarktunion. Wir müssen institutionelle Reformen durchführen und den Europäischen Stabilitätsmechanismus zu einem gemeinschaftsrechtlichen Europäischen Währungsfonds schaffen. Und wir brauchen ein Euro-Budget im Rahmen des neuen EU-Budgets und auf Basis von Eigenmitteln.

Maria João Rodrigues (S&D). – Mr President, the Commission has come with a proposal on fiscal capacity for the eurozone which we really want discussed at the next euro summit. Finally, the eurozone, which is the only monetary zone without a budget, recognised that we do indeed need a budget in order to have a future in the eurozone.

However, what should be the objectives of this budget? There should be not only stability, but also growth and upward economic and social convergence. From this viewpoint, we need to go beyond the Commission's proposals, because if we want to support convergence, we should be clearly in favour of reforms, growth, increasing the sustainability of our social welfare systems, and coupling reforms with investments. Something is missing in this instrument.

Secondly, the instrument to support investment is necessary not only to protect against shocks, but also to make sure that Member States undertaking deep rebalances of the budgets can maintain a decent level of social investment, which is not the case so far. We need to go beyond, because if we do not improve these proposals, and we have combined these with co-financing being reduced for structural funds, we can already predict that divergences will continue in the eurozone.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η ευρωζώνη έχει οδηγήσει σε συσσώρευση πλούτου στις χώρες του σκληρού πυρήνα και σε τεράστια οικονομική αφαίμαξη των χωρών της ευρωπαϊκής περιφέρειας. Γέμισε τον ευρωπαϊκό Νότο με στρατιές φτωχών και ανέργων και με υπερμεγέθη εμπορικά πλεονάσματα τη Γερμανία. Απαιτείται λοιπόν όχι μόνο εγκατάλειψη της λιτότητας και της βίαιης δημοσιονομικής προσαρμογής, αλλά και αλλαγή της δομής της ευρωζώνης και κατάργηση του δρακόντειου συμφώνου σταθερότητας.

Η Ευρωπαϊκή Κεντρική Τράπεζα πρέπει να μετατραπεί σε ύστατο δανειστή των κρατών μελών με παράλληλη πρόβλεψη έκδοσης ευρωομολόγων. Επιπλέον, το Ευρωπαϊκό Σύστημα Κεντρικών Τραπεζών πρέπει να λειτουργήσει αποκεντρωμένα και τα κράτη μέλη της Ευρωπαϊκής Ένωσης και ιδίως της ευρωζώνης πρέπει να ανακτήσουν τη νομισματική τους κυριαρχία, ούτως ώστε οι εθνικές κεντρικές τράπεζες να μπορούν να ασκούν αυτοτελή νομισματική πολιτική μέχρι του ύψους του ποσοστού συμμετοχής της κάθε εθνικής κεντρικής τράπεζας στο μετοχικό κεφάλαιο της Ευρωπαϊκής Κεντρικής Τράπεζας.

Nils Torvalds (ALDE). – Herr talman! Varje gång vi diskuterar den europeiska ekonomiska och monetära unionen tycks vi förfalla till allvarlig glömska. Ingen vill komma ihåg det tråk vi befann oss i efter det att Bretton Woods-systemet hade brutit samman. Varje valuta har sitt underliggande värde i produktiviteten. Vi kommer inte ifrån kravet på en ökande och växande produktivitet. Varje inlägg i det här huset som förnekar det här, förnekar verkligheten, men det är ju för sig ingen nytt. Vi har alltså skapat ett system – i kommissionen var man kanske lite överoptimistisk när man läste Robert Mandells artikel från 1961 och trodde att det var lösningen. När kommissionen i dag kommer ut med nya förslag på hur vi förbättrar det här systemet ska vi vara tacksamma och kritiska. Men vi ska komma ihåg att produktiviteten, den underliggande produktiviteten, under alla omständigheter är utgångspunkten.

Δημήτριος Παπαδημούλης (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Dombrovskis, όσα προτείνετε – και όπως τα ροκανίζει και τα περιορίζει ακόμη περισσότερο και τα αναβάλλει το Συμβούλιο – είναι too little too late, γιατί η εμμονή στις νεοφιλελεύθερες πολιτικές και η άρνηση των αναγκαίων αλλαγών στο περιεχόμενο της πολιτικής και στις δομές τρέφουν τις εντεινόμενες ανισότητες, κοινωνικές και περιφερειακές, και φουσκώνουν τα πανιά της άκρας Δεξιάς. Το είδατε και μέσα στην αϊδουσα.

Χρειαζόμαστε στροφή στην ανάπτυξη, εμβάθυνση της ευρωπαϊκής ενοποίησης, ισχυρό ευρωπαϊκό προϋπολογισμό, ενίσχυση της δημοκρατικής λογοδοσίας, Ευρωπαϊκό Νομισματικό Ταμείο που να λογοδοτεί στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, ευρωπαϊκό σύστημα εγγύησης καταθέσεων, που χωρίς αυτό δεν υπάρχει τραπεζική ενοποίηση. Η άρνηση αυτών των αλλαγών από τον νεοφιλελεύθερο δογματισμό και από τον εθνικό εγωισμό της δεξιόστροφης γερμανικής κυβέρνησης βλάπτουν την ανάπτυξη, την ευρωπαϊκή ενοποίηση και ωφελούν μόνο την άκρα Δεξιά.

Jörg Meuthen (EFDD). – Herr Präsident, Herr Kommissar, verehrte Kollegen! Wir reden heute über den Europäischen Währungsfonds EWF, den die Kommission und einige andere notorische Umverteiler erschaffen wollen. Sie können es drehen und wenden, wie es Ihnen beliebt: Sie haben für den EWF keine Rechtsgrundlage im Unionsrecht. Im Jahr 2010 war das freilich noch eine Sensation, wenn in der Europäischen Union ohne oder sogar contra geltendes Recht vorgegangen worden ist. Damals haben Sie im Vorbeigehen die Nichtbeistandsklausel gebrochen. Heute, im Jahr 10 der Banken- und Währungskrise, haben sich Beobachter an das rechtswidrige Verhalten offenkundig längst gewöhnt. Das ist traurig.

Ihr Vorschlag für einen EWF verstößt auch gegen das deutsche Grundgesetz, wie das Centrum für Europäische Politik letzte Woche klar analysiert hat. In dringenden Fällen darf nicht ohne den Bundestag Geld bewilligt werden.

Hören Sie auf, an der Fiktion festzuhalten, dass Staatsanleihen nicht ausfallen und Staaten nicht bankrottgehen können! Hören Sie auf mit Ihren sinn- und erfolglosen Bail-outs! Denn eine Währung, die man ständig retten muss, ist keine funktionsfähige Währung. Sie funktioniert nicht – weder für die einen noch für die anderen. Gestehen Sie sich das ein und ziehen Sie endlich die alleinrichtigen Konsequenzen!

Siegfried Mureşan (PPE). – Mr President, recent weeks have shown us all continuing high volatility on the markets. This means that markets are nervous, and this means that risks still persist. The question is: what is the origin of this nervousness? It is without any doubt due to recent political developments. That is why the key question for me is: who is stronger in Europe – populism or our currency? We have to make sure that our common currency, on which the prosperity of 500 million citizens in Europe is based, is stronger than populism, which wants to harm the euro. The question is: what do we have to do? We have to strengthen the euro to prevent the next crisis, because managing a crisis is always politically difficult, it is harmful for the people and it is expensive. The better way is, of course, to prevent the next crisis. Therefore, Vice-President Dombrovskis, my questions are: when we are looking to the European Stability Mechanism and eventually reflecting upon developing it into a European monetary fund, what goal do you foresee for a possible European monetary fund in preventing the next financial crisis?

My next question is: could you clarify how a European monetary fund would be based on the EU legal framework? What role do you foresee for the European Parliament after the possible creation of the EMF? But also before, while we decide on the creation of the EMF: what role do you foresee for Parliament to ensure democratic legitimacy for that creation?

Pedro Silva Pereira (S&D). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, a recente turbulência nos mercados causada pela crise política italiana veio mostrar uma vez mais que seria um erro, e um erro grave, adiar uma reforma ambiciosa da União Económica e Monetária. E todos sabemos o que essa reforma do euro devia ser. Um fundo monetário europeu digno desse nome, uma nova capacidade orçamental, uma união bancária completa e uma governação económica mais democrática com o reforço do Parlamento Europeu e o respeito pelos parlamentos nacionais.

A cimeira de junho é, por isso, a hora da verdade. Por isso o que queremos saber, Senhor Comissário Dombrovskis, é se podemos contar até ao último minuto com a Comissão para estar do lado certo em defesa de uma reforma ambiciosa do euro, que não continue a adiar para amanhã aquilo que tem de ser feito já hoje.

Joachim Starbatty (ECR). – Herr Präsident! Herr Kommissar Dombrovskis, Sie haben in Ihrem Reflexionspapier im letzten Jahr geschrieben: Unsere Wirtschafts- und Währungsunion ist nicht hinreichend in der Lage, das aus der Krise resultierende soziale und wirtschaftliche Auseinanderdriften zwischen den Euro-Ländern aufzuhalten oder umzukehren. Ja, genau das ist das Problem! Darüber sprechen wir ja auch hier. Und da wird ganz stolz gesagt: Die Beschäftigung steigt ja an. Wer die Zahlen kennt, weiß, dass diese zusätzliche Beschäftigung in prekären Arbeitsplätzen besteht, dass zwar mehr gearbeitet wird, aber für weniger Geld.

Weiter höre ich, dass Deutschland am meisten vom Euro profitiere. Ich will sagen, wie es ist: Für uns ist der Euro unterbewertet, wir exportieren zu viel, zu billig, und wir importieren zu wenig, wir verschenken Wohlstand. Und was ist die Konsequenz? Wir haben eine Billion Forderungen gegen Notenbanken, die nicht zahlungsfähig sind. Das ist die Realität. Sie haben völlig Recht: Der moralisierende Ton der Bundesregierung geht mir auch auf die Nerven.

Enrique Calvet Chambon (ALDE). – Señor presidente, señor vicepresidente Dombrovskis, usted ha pedido el apoyo del Parlamento para hacer un euro que esté al servicio de los ciudadanos. Mire usted, de todos los que creen en Europa, en mi circunscripción, que es toda España, o aquí en el Parlamento, de todos los que entienden que no hay futuro en una Europa dividida —entre otras cosas, porque será mucho más dependiente de las locuras de un Trump, por ejemplo— de todos ellos, usted tiene el apoyo. Pero la construcción de esa moneda única tiene que basarse en dos pivotes: reformas estructurales, sin duda —no hay que pretender que hemos alcanzado la perfección—, y solidaridad.

Por ejemplo, en mi país, ojalá llegáramos a la reforma estructural de nuestro sistema delirante de regiones, que nunca nos permite llegar a cumplir el déficit. Pero solidaridad supone mutualización de riesgos, sin ambages, y supone acabar el EDIS muy pronto. Y no tenemos tiempo que esperar. En junio tiene que darse el primer pistoletazo para que Europa vaya creando una moneda única con mucha más decisión y mucha más urgencia.

Tom Vandenkendelaere (PPE). – Voorzitter, ondertussen 16 jaar geleden werd de euro ingevoerd in 12 landen van de Europese Unie. Gedaan met de frank, de mark, de peseta, de gulden. Eén en dezelfde munt, één monetair beleid, één wisselkoersbeleid.

Het was en het is nog steeds een historisch project. Maar het was en is eveneens een project dat nog niet klaar is. De monetaire Unie kan enkel werken in samenhang met een budgettaire en een politieke Unie. Het economische beleid van de lidstaten moet op elkaar worden afgestemd. Ieder moet zijn overheidsschuld in bedwang houden.

Dat wisten we, en toch hebben we jarenlang de andere kant op gekeken, tot en met de financiële crisis van 2008. De constructie van de eurozone, die was en die is in feite nog altijd niet helemaal afgewerkt. En de zon schijnt, dames en heren. Daarom moeten we vandaag ons Huis repareren. De Europese Unie heeft er een handje van om enkel in zwaar weer herstellingen uit te voeren. Maar iedereen met een beetje gezond verstand weet dat we nú actie moeten ondernemen. Want nu schijnt de zon. Er is economische groei, de werkloosheid daalt en de investeringen nemen weer toe. Maar blijkbaar is goed weer niet alleen voldoende om het dak te repareren. We moeten ook werkelijk de ladder nemen, op het dak klauteren en aan de slag gaan.

Daarom deze oproep, collega's. De economische voorwaarden zijn er, maar wij moeten de politieke moed tonen. Laat ons van het goede weer gebruikmaken, want vroeg of laat steekt de storm weer op. Ieder van ons moet thuis gaan uitleggen waarom het zo belangrijk is dat we die bankenunie verder afwerken, waarom de eurozone nodig is en waarom de begrotingsregels geen vodge papier zijn, maar cruciaal zijn om dit project te laten slagen.

Jakob von Weizsäcker (S&D). – Mr President, in order to succeed with a more sustainable architecture of the euro area, we need to observe four kinds of logic: the logic of sensible stabilising and preventative rules that are actually observed; the logic of fair insurance contracts concluded ex ante and paying out in times of economic shock, big European unemployment insurance or banking union; the logic of crisis management by strong institutions; and, last but not least, the logic of democracy.

For the political sustainability of the common currency, it will be essential that rules, insurance contracts and strong crisis management capabilities strengthen democracy at the European and national level, rather than weaken it. In practice, this means proper accountability to the European Parliament, and it means that our architecture needs to be based on solid federalism by exception, not an attempt to micromanage policies of Member States at all times, which would only serve as a permanent support programme for populists and nationalist political parties set on destroying the European project.

Peter van Dalen (ECR). – Voorzitter, voordat we nadenken over verdieping van de EMU, moeten we eerst gemaakte afspraken nakomen. De bepalingen van het stabiliteits- en groeipact zijn inmiddels 150 keer geschonden. Absurd! Dat ondergraaft de geloofwaardigheid van de eurozone. Ik steun de positie van de Nederlandse regering die wil dat regels worden nagekomen en risico's worden afgebouwd.

En er hangt nog een donkere wolk boven de euro. De nieuwe regering-Conte wil fors meer gaan uitgeven dan er binnenkomt. Dus zal de torenhoge staatsschuld van 130 % van het BNP in Italië verder stijgen. Zo komt de positie van de euro in gevaar. De ECB en de Commissie moeten die plannen stoppen.

Tegelijk zeg ik: de Europese Unie moet solidair zijn met Italië en ook met Griekenland. Bij deze landen komen nu de meeste migranten aan en veel lidstaten kijken de andere kant op. Onaanvaardbaar! Europa moet de opvang samen gaan regelen en landen die dat niet doen, moeten gaan meebetalen aan die opvang.

Theodor Dumitru Stolojan (PPE). – Domnule președinte, salut propunerile Comisiei Europene pentru finalizarea uniunii economice și monetare. Consider, însă, că, chiar dacă vom pune la punct toate instrumentele și politicile necesare acestei uniuni, ea nu va fi completă până când statele membre care nu sunt în zona euro vor adera la euro. Și aceste state membre, în momentul în care au aderat la Uniunea Europeană, și-au luat angajamentul că vor îndeplini toate condițiile pentru a putea adera la euro. De aceea, cred că acea facilitate pentru convergență prevăzută în noul cadru financiar multianual 2021-2027 va trebui folosită pentru acele state membre care își iau angajamentul și au un plan de acțiune concret, în care să prevadă timpii exacti, măsurile pe care trebuie să le îndeplinească pentru a adera la euro.

Jonás Fernández (S&D). – Señor presidente, la crisis de ese barco repleto de refugiados, en los últimos días, llamado Aquarius nos ha recordado que no podemos tener una Unión Schengen sin una frontera, sin una gestión común de las fronteras nacionales.

En el mismo sentido, la crisis de la zona del euro nos ha recordado a su vez que no podemos tener un pilar monetario —una política monetaria común— sin una estructura fiscal, sin un instrumento fiscal que permita suavizar las crisis, que permita conducir a la zona del euro por aguas complicadas. Por eso es vital cerrar ya la unión bancaria. Este Parlamento tiene que hacer su trabajo para cerrar ya y llegar a un acuerdo con el seguro de depósitos, y necesitamos responder a las propuestas de la Comisión para construir un instrumento fiscal, un estabilizador automático, para acompañar la política monetaria. Es el momento de hacerlo.

Es el momento de que esta Europa solidaria responda a la crisis de refugiados, como ha hecho el Gobierno de España, y de que Europa responda también a la crisis de la zona del euro.

Werner Langen (PPE). – Herr Präsident! Wenn man die Diskussionen hier hört, dann kann man nicht glauben, dass die Mehrheit der Bevölkerung in Griechenland, in Frankreich, in Italien, in Spanien – also in den Staaten, die angeblich nicht davon profitieren – uneingeschränkt für den Euro ist. Der Euro ist ein Erfolg, trotz der Ungleichgewichte. Und wenn die Regeln nicht eingehalten werden, dann bewirken auch kurze und kleine Änderungen nichts. Deshalb müssen wir über die Grundstruktur nachdenken. Die Schwächen und Geburtsfehler der Währungsunion liegen auf dem Tisch, und trotz kräftiger Konjunkturerholung bleiben sie.

Ich muss in dem Fall Professor Starbatty Recht geben: Aus deutscher Sicht ist der Euro unterbewertet bzw. Deutschland ist im Euro unterbewertet. Deshalb exportieren wir Wohlstand. Die Exportüberschüsse zeigen sich in den Notenbankverpflichtungen auf der anderen Seite. Die Notenbankverpflichtungen Deutschlands betragen Ende Mai 956 Milliarden Euro, die Guthaben von Italien, Frankreich und Spanien addiert 964 Milliarden Euro. Wer das vergisst, verschweigt die Wahrheit.

Und wenn wir heute einen Europäischen Währungsfonds gründen wollen, dann muss er in nationaler Verantwortung bleiben. Denn dort, wo die Steuern herkommen, muss auch die Haftung bleiben. Ich glaube, wenn der Währungskommissar zusätzlich Durchgriffsrechte wie die Wettbewerbskommissarin bekommt, dann können wir auch endlich die Durchsetzung der Regeln verbessern.

Paul Tang (S&D). – Dank u wel, Voorzitter. Wat goed dat er zoveel leden zijn verzameld voor dit belangrijke debat over de euro. Want de euro moet veranderen om te kunnen blijven bestaan, zoveel is duidelijk. Zoveel is ook de kiezers duidelijk. Bezuinigen in slechte tijden leidt tot nog slechtere tijden, met Griekenland als meest pijnlijke voorbeeld.

Maar begin bij het begin. Schrap de domme en verschrikkelijke regels voor het tekort. Laat landen verantwoordelijkheid nemen voor de ontwikkeling van uitgaven en van schuld. Het is eenvoudig: met veel schuld is er weinig ruimte, en omgekeerd. En dan nog is er een vangnet nodig, voor landen en voor banken, een Europees Monetair Fonds. Maar laat de euro van ons zijn. Kies voor een democratische verankering van het fonds. Kies voor een Eurozone-Parlement met nationale en Europese parlementariërs. Verantwoordelijkheid, solidariteit, democratisering, die verandering is nodig om de euro te laten bestaan in het voordeel van ons allemaal.

Anne Sander (PPE). – Monsieur le Président, chers collègues, l'architecture de l'Union économique et monétaire a beaucoup évolué ces dernières années avec le développement de l'union bancaire et de l'union des marchés des capitaux, ainsi qu'avec la mise en place du Mécanisme européen de stabilité, qui a joué un rôle majeur pour garantir la stabilité de la zone euro lors de la crise des dettes souveraines en rassurant les marchés et en fournissant une aide financière à différents États membres.

Parce qu'elle est, aujourd'hui encore, vulnérable face aux risques de déstabilisation économique et financière, il convient d'aller plus loin dans la construction de l'Union économique et monétaire en transformant le Mécanisme européen de stabilité en Fonds monétaire européen.

Cette nouvelle étape doit renforcer et améliorer l'efficacité de la zone euro afin de la rendre plus résiliente et de renforcer la protection de nos épargnants. Ce fonds devra avant tout poursuivre le travail du Mécanisme européen de stabilité dans la prévention et la gestion des crises. Mais de nouvelles fonctions devront lui être attribuées pour encourager les investissements et être le filet de sécurité du fonds de sauvetage des banques.

Avancer sur l'Union économique et monétaire ne pourra se faire sans légitimité démocratique, voilà pourquoi le Parlement européen devra être pleinement associé, tout comme les parlements nationaux.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, η Οικονομική και Νομισματική Ένωση υπήρξε το οικονομικό θεμέλιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης που μας έφερε ως εδώ. Χωρίς όμως περισσότερη εμβάθυνση, αυτή δεν μπορεί να είναι λειτουργική και επ' αυτού συμφωνούμε οι πλείστοι.

Ωστόσο, στο επικείμενο Συμβούλιο θα πρέπει να ληφθούν αποφάσεις. Για παράδειγμα, έχουμε ανάγκη από ένα Ευρωπαϊκό Νομισματικό Ταμείο εδραιωμένο στη νομοθεσία της Ευρωπαϊκής Ένωσης αλλά και σύμφωνο με τις δικές μας προτεραιότητες. Για παράδειγμα, οι μεγάλες οικονομικές αποκλίσεις οδηγούν σε αύξηση των πολιτικών αποκλίσεων και των άκρων, τροφοδοτώντας επικίνδυνα τον λαϊκισμό. Χρειαζόμαστε μια ΟΝΕ η οποία θα λογοδοτεί περισσότερο, θα λογοδοτεί δημοκρατικά σε αυτό εδώ το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο. Και τέλος, κύριε Πρόεδρε, δεν μπορούμε να προχωρήσουμε αν δεν έχουμε πανευρωπαϊκή εγγύηση των καταθέσεων.

Dariusz Rosati (PPE). – Mr President, the good news is that the euro area has strongly recovered after the series of crises ten years ago, and now the euro enjoys very strong popular support among European citizens. According to Eurobarometer, two thirds of European citizens are happy to use the euro. Also No Member State wants to leave the euro area; just the opposite. There are new countries waiting for accession.

In this context, I would like to support the initiative submitted by the Commission that aims at strengthening the general institutional infrastructure of the euro area. I have no problem with the European Monetary Fund or with the incorporation of the Treaty on Stability, Coordination and Governance into Union law, but I think that the proposal to establish a budgetary instrument for the euro area, especially when it comes to its stabilisation functions, deserves more attention and more discussion. First of all, it raises the problem of moral hazard, as does every insurance instrument. Secondly, it is politically unpopular in Member States, and it would require a lot of political capital in order to introduce it. But third, and most important: there is no proof that this instrument is necessary if countries follow the rules of the Stability and Growth Pact because, in that case, it always has a sufficient fiscal space to confront the asymmetric shocks.

Sirpa Pietikäinen (PPE). – EMU:n kehittämisen jatko ei ole ravintolan buffet-pöytä, josta jokainen käy poimimassa ne elementit, jotka sillä hetkellä tuntuvat parhaiten maistuvan, vaan se on kokonaisuus, joka – samalla tavoin kuin vankurit ja pyörä – tarvitsee eri osasia toimiakseen.

Komissio on tehnyt hyvää työtä. Pohjaesitys pitää sisällään sekä eurooppalaisen valtiovarainministerin että vakausmekanismien kehittämisen eurooppalaiseksi valuuttarahastoksi ja jatkossa myös yhteisen investointimekanismin, millä voidaan tukea valtioita epäsymmetrisissä shokeissa, ja siitä muodostuu tämä kokonaisuus.

On erittäin tärkeää, että siihen liitetään myös pankkiunionin jatko, tiukemmat säännöt vakaus- ja kasvusopimuksen noudattamiseksi ja itse paketin ulkopuolelta sosiaalisen ulottuvuuden ja työelämän pelisääntöjen vahvistamista ja myös verovälttelyä, epäreilua kilpailua ja sosiaaliturva- ja verokilpailun välttämistä koskevat periaatteet ja keinot jatkossa. Vain näin Eurooppa voi olla vahva.

Seán Kelly (PPE). – Mr President, I will begin at the end – that is, the end of Commissioner Dombrovskis' speech. His final words to us today were that the EU must provide better living and social standards for our citizens; that is what matters. Indeed, that is what matters, and we must take measures to ensure that happens, because rarely do we discuss the social and living standards of our citizens when we talk about high finance. So what can be done?

Number one: the EU Banking Union must encompass a European deposit insurance scheme that would be powerful for our citizens. The Commissioner also referred to the EU Invest Fund, and I am pleased to say that I have been appointed rapporteur for that, and I look forward to working with the Commissioner and others to ensure that it benefits especially the smaller businesses right across the European Union.

I also want to mention a few points that my colleague Brian Hayes mentioned. We do not need a European finance minister. Indeed, the word 'minister' is almost an exclusive competence for Member States at this stage, and it is almost an usurpation of their right to be talking about a minister at European level. We do not want a eurozone parliament. There is one parliament – this is it. And we must agree the MFF before the next elections.

Finally, I want to say that the rules must apply to all, and it would be a good idea if we made it clear to populists when they are going for election what the consequences are for their citizens' standards of living if they break the fiscal rules. That might help to fight populism.

Danuta Maria Hübner (PPE). – Mr President, I will speak on the democratic accountability of the EMU. I think we all agree that there is a strong link between parliamentary scrutiny and democratic legitimacy; this matters today more than ever. But, when it comes to the EMU, the mechanism behind this link is far from perfect: there is a democratic accountability gap, and colleagues spoke a lot about that today.

A year ago, Parliament adopted a series of resolutions on the future of Europe, where you opted strongly for a single institutional framework, but we believe that the democratic legitimacy of the EMU can be further improved without a treaty change. We also believe that the less complex, more efficient and more transparent the governance, the more effective its scrutiny. This relationship should be an underlying principle in the ongoing reforms.

We also believe that an interinstitutional agreement between Parliament, the Council and the Commission could provide for better parliamentary scrutiny of different elements of economic governance. In particular, such an agreement could help with the better handling of the issues which require double legitimacy. We strongly support the incorporation of the ESM, the fiscal compact and the SRF into the framework of European law; I think this is the quickest way to upgrade the European Parliament to a fully-fledged participant in defining economic policy goals and improving the democratic oversight of European governance.

Valdis Dombrovskis, Vice-President of the Commission. – Mr President, as today's discussion on deepening of economic and monetary union showed once again, we will only be able to make progress if we pursue a balanced approach: an approach where solidarity and responsibility, risk-sharing and risk reduction advance hand-in-hand. This is one of the guiding principles which we have been pursuing in this work.

We had a lot of discussions on deepening the EMU during this mandate, starting with the Five Presidents' Report and with reflection papers; we put forward a package of proposals in December last year, we put forward further proposals this May, and we think it is now time to move from discussions to decisions. Therefore, we see the June summit as a critical milestone, and I am glad that I also heard a number of Members of the European Parliament call for action and concrete decisions.

It is important to strengthen democratic accountability, to improve the resilience of the euro area, to restart the process of convergence, and at the end of the day to achieve higher living standards for all Europeans. The Commission counts on your support for driving this process of deepening the EMU, and also the various dossiers still open during this mandate.

Presidente. –La discussione è chiusa.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

José Blanco López (S&D), por escrito. – La unión económica y monetaria está incompleta, como la crisis mostró. La unión bancaria ha puesto remedio, parcialmente, a esta situación, para la zona del euro, con la armonización de la regulación bancaria a través de la Autoridad Bancaria Europea, y la supervisión única establecida en el Banco Central Europeo. Sin embargo, la unión bancaria sigue sin estar terminada, al no haberse todavía implementado el seguro europeo de depósitos, ni haberse acordado que el Mecanismo Europeo de Estabilidad (MEDE) sea el respaldo fiscal del insuficientemente dotado Fondo Único de Resolución. Asimismo, ni la unión monetaria ni la unión bancaria pueden funcionar eficazmente sin un activo libre de riesgo que pueda eliminar el exceso de deuda pública nacional en los balances de los bancos y que pueda estabilizar al euro en los mercados financieros. También es necesario contar con un presupuesto anti-cíclico en la zona del euro, que pueda además otorgar credibilidad a la emisión de títulos de deuda, e integrar el MEDE en el acervo comunitario. El Consejo Europeo de junio de 2018 debe dar estos y otros pasos, de acuerdo con las propuestas de la Comisión y del presidente de Francia, para alcanzar la plena federalización de la Eurozona.

Iratxe García Pérez (S&D), por escrito. – La UEM está incompleta, tal y como demostró la crisis. La unión bancaria ha puesto remedio, parcialmente, en la zona euro, con la armonización de la regulación bancaria a través de la Autoridad Bancaria Europea y la supervisión única establecida en el Banco Central Europeo. Sin embargo, la unión bancaria permanece incompleta, al no haberse todavía implementado el seguro europeo de depósitos, ni haberse acordado que el Mecanismo Europeo de Estabilidad (MEDE) sea el respaldo fiscal del insuficientemente dotado Fondo Único de Resolución. Asimismo, ni la unión monetaria ni la unión bancaria pueden funcionar eficazmente sin un activo libre de riesgo que pueda eliminar el exceso de deuda pública nacional en los balances de los bancos y que pueda estabilizar al euro en los mercados financieros. También es necesario contar con un presupuesto anti-cíclico en la zona euro para otorgar credibilidad a la emisión de títulos de deuda e integrar el MEDE en el acervo comunitario. El Consejo Europeo de junio de 2018 debe dar estos y otros pasos, de acuerdo con las propuestas de la Comisión y del presidente de Francia, para alcanzar la plena federalización de la Eurozona.

Carlos Zorrinho (S&D), por escrito. – A conclusão da União Económica e Monetária (UEM) é uma prioridade para que a União Europeia, em geral, e a zona euro, em particular, possam enfrentar com sucesso os novos desafios colocados pelas alterações na geopolítica global e nos equilíbrios económicos delas decorrentes, respondendo em simultâneo às expectativas e às necessidades dos cidadãos europeus.

No caminho que terá que ser percorrido, o papel do Parlamento Europeu como representante direto dos povos europeus deve ser valorizado e potenciado. Em particular, é fundamental que o avanço na concretização da UEM contribua para a estabilização da zona euro, para a promoção da convergência, para o reforço do investimento e para a criação de emprego de qualidade.

A conclusão da União Bancária com um sistema sólido de garantia é um passo que deve ser dado de imediato ao mesmo tempo que o Mecanismo Europeu de Estabilização deve evoluir de forma consistente para um Fundo Europeu de Estabilização que beneficiará de forma integrada todos os Estados-Membros e reforçará a competitividade global da zona euro.

(La seduta è sospesa per pochi istanti)

PRESIDENZA DELL'ON. FABIO MASSIMO CASTALDO

Vicepresidente

4. Wiederaufnahme der Sitzung

(La seduta è ripresa alle 12.46)

Catherine Bearder (ALDE). – Mr President, on a point of order under Rule 147. Everybody can be at risk from mechanical delays, but yesterday on the special train that brought many of us from Brussels there were delays: we had the most appalling circumstances and we were kept in difficult conditions. Can I as Quaestor ask you to join me in apologising to all of those people who were stuck on that train? But it's not just that train. Many other MEPs and staff had travel delays getting to Strasbourg, and it highlights the absurdity of dragging us 500 kilometres to Strasbourg every month. There are MEPs, parliamentary staff, committee staff, Group staff, Commission staff, Council staff – they all have to come to Strasbourg. It wastes our time, it wastes money and it brings this institution into disrepute.

Mr President, please can we ask you to talk to the President of this House and ask him to bring it up again with President Tusk and look again at the Treaties to reflect the will of this House and give us a single seat in which to work?

(Applause)

Marisa Matias (GUE/NGL). – Senhor Presidente, é apenas para fazer um apelo. Eu creio que é uma vergonha para esta instituição, que é a casa da democracia, ter intérpretes a trabalhar sob sequestro. Foram-lhes impostas condições de trabalho que são draconianas, que não respeitam os seus direitos e nós estamos aqui a trabalhar todos como se nada fosse, com intérpretes requisitados atrás de nós. Defendemos a democracia, o direito à greve e, por isso, peço que o Parlamento medeie esta negociação. Nós não podemos fazer o nosso trabalho sem intérpretes e não podemos ter intérpretes a trabalhar sem direitos.

Presidente. – Grazie collega. Abbiamo affrontato la questione anche ieri all'Ufficio di presidenza e le assicuro che ci sarà un pieno impegno da parte di tutti i membri per risolverla, come auspichiamo, in modo consensuale.

Un altro richiamo al regolamento da parte dell'on. Flack.

John Flack (ECR). – Mr President, on a happier note, can I just call a point of order to invite Parliament to congratulate the Bulgarian authorities for saving Penka the cow, showing that common sense and compassion can trump EU rules?

Σωτήριος Ζαριανόπουλος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, θα αναφερθώ πάλι στο ζήτημα των διερμηνέων. Το ζήτημα δεν είναι μονάχα πού συνεδριάζει το Ευρωκοινοβούλιο. Το Ευρωκοινοβούλιο απέδειξε τη δήθεν δημοκρατική του ευαισθησία. Απαγόρευσε σε εργαζόμενους να ασκήσουν το απεργιακό τους δικαίωμα. Αυτή είναι η δημοκρατία! Εργαζόμενοι που εργάζονται σε απαράδεκτες συνθήκες, δωδεκάωρα, χωρίς διαλείμματα, μετακινούμενοι πολλά χιλιόμετρα με συμβάσεις της μιας ημέρας. Πρέπει να καταδικαστεί ομόφωνα αυτή η απόφαση! Να παρθεί τώρα πίσω η απόφαση του Ευρωκοινοβουλίου! Να αφεθούν ελεύθεροι οι εργαζόμενοι! Να καταργηθεί η επίταξη! Εκφράζουμε την αλληλεγγύη μας στους εργαζόμενους συναδέλφους στο Ευρωκοινοβούλιο.

Presidente. – C'era un richiamo anche dall'on. Coburn.

Colleghi vi prego, io cerco di essere tollerante, ma non abusate della mia tolleranza nella concessione degli interventi sul richiamo al regolamento, grazie.

David Coburn (EFDD). – Mr President, I was interested in what Ms Bearder was saying regarding the delay on the EU gravy train coming to Strasbourg. May I say: now she knows what it's like for her everyday constituents travelling by rail to work. I think she's living in another world, on another planet.

Anne Sander (PPE). – Monsieur le Président, très rapidement, je suis vraiment désolée de la panne de train qu'il y a eu hier et je comprends le désagrément pour les collègues et surtout pour l'ensemble des collaborateurs. Mais nous sommes ici au Parlement européen et nous devons respecter les traités, donc je voudrais simplement rappeler, chers collègues, que le siège de Strasbourg est aujourd'hui le siège du Parlement européen et que nous devons avoir cela à l'esprit.

Presidente. – Procediamo con le votazioni, abbiamo avuto troppi richiami al regolamento. L'articolo 184 bis parla chiaro, molti sono intervenuti senza neanche menzionare l'articolo del regolamento. Per favore procediamo, grazie.

5. Abstimmungsstunde

Presidente. – L'ordine del giorno reca il turno di votazioni.

(Per i risultati delle votazioni e altri dettagli che le riguardano: vedasi processo verbale)

5.1. Sachstand der Freizeitfischerei in der EU (A8-0191/2018 - Norica Nicolai) (Abstimmung)

5.2. Clearingpflicht, Meldepflichten und Risikominderungstechniken für OTC-Derivate und Transaktionsregister (A8-0181/2018 - Werner Langen) (Abstimmung)

— *Prima della votazione:*

Werner Langen, Berichterstatter. – Herr Präsident! Vielen Dank für das klare Votum. Ich bitte, die Schlussabstimmung zurückzustellen, damit wir in den Trilog eintreten können und keine Gesetzeslücke entsteht, und damit um die Zurücküberweisung an den Ausschuss.

Presidente. – Pongo in votazione la proposta del relatore. La questione è rinviata alla commissione competente per l'avvio dei negoziati interistituzionali.

5.3. Gemeinsame Vorschriften für die Zivilluftfahrt und Agentur der Europäischen Union für Flugsicherheit (A8-0364/2016 - Marian-Jean Marinescu) (Abstimmung)

5.4. CO₂-Emissionen und Kraftstoffverbrauch neuer schwerer Nutzfahrzeuge (A8-0010/2018 - Damiano Zoffoli) (Abstimmung)

5.5. Modernisierung des Bildungswesens in der EU (A8-0173/2018 - Krystyna Łybacka) (Abstimmung)

5.6. Entwicklung einer nachhaltigen und wettbewerbsfähigen europäischen Aquakulturbranche (A8-0186/2018 - Carlos Iturgaiz) (Abstimmung)

Presidente. – Con questo si conclude il turno di votazioni.

(La seduta è sospesa per pochi istanti in attesa delle dichiarazioni di voto)

6. Stimmerklärungen

6.1. Sachstand der Freizeitfischerei in der EU (A8-0191/2018 - Norica Nicolai)

Dichiarazioni di voto orali

Liadh Ní Riada (GUE/NGL). – A Uachtaráin, thug mé tacaíocht don tuairisc seo mar go dtugann sí aitheantas don ghéarghá atá lenár mbáid bheaga a chosaint agus a fhorbairt. Léiríonn sí go gcaithfear tuiscint a bheith ann ar an difríocht idir iascaireacht mar chaitheamh aimsire agus iascaireacht mar shlí bheatha.

Tuigimid go mbeidh fás agus borradh ar thurasóireacht atá bainteach le slatiascaireacht mar chaitheamh aimsire agus aithnímid gur rud maith é seo, ach ag an am céanna tá sé tábhachtach nach gciallódh sé seo go mbeadh aon laghdú ar dheiseanna d'iascaireacht phroifisiúnta agus nach gcuirfeadh sé isteach ar an earnáil leis na flíteanna beaga.

Bheadh sé níos deise a bheith ag caint mar gheall air seo dá mbeadh an tigh ciúin! Tá sé an-deacair a bheith ag caint nuair atá daoine ag cadráil.

Ar aon chuma, cuirim fáilte roimh an nglaoch ón gCoimisiún chun airgead a infheistiú chun an earnáil turasóireachta i dtaobh iascaireacht mar chaitheamh aimsire a fhorbairt agus ba chóir go mbeadh eolas faoi acmhainní á roinnt.

É sin ráite, caithfidh mé a rá go bhfuilim an-bhuartha faoin droch-thionchar a bheadh ar an gcóras eicea-uisce úr de bharr an baol a bheadh ann dá mbeadh speicis neamhdhúchasacha ag cur isteach ar ár n-aibhneacha, go mbeidh slatiascairí ag iascaireacht iontu i gcoitinne.

Rosa D'Amato, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, i pescatori ricreativi apportano all'economia un contributo di circa 10 miliardi e mezzo di EUR. L'impatto di questo tipo di pesca è molto importante sotto il profilo economico, sociale ed ambientale. Per questa ragione abbiamo chiesto che la Commissione valuti il ruolo della pesca ricreativa nella futura politica comune della pesca, inclusi i piani pluriennali, in modo che entrambi i tipi di pesca commerciale e ricreativa possano essere gestiti in maniera equilibrata, equa e sostenibile.

Al contempo esiste un problema legato alla carenza, o in alcuni casi alla totale assenza, di dati disponibili e aggiornati. Ricordiamo però che il FEAMP prevede finanziamenti per la raccolta di dati anche riguardo alla pesca ricreativa. Per questo abbiamo chiesto alla Commissione di ampliare il futuro ambito di applicazione del FEAMP, affinché fornisca sostegno finanziario per la ricerca e per l'analisi dei dati raccolti e quindi finanziare progetti di monitoraggio per le specie maggiormente soggette a pesca ricreativa.

Altresì abbiamo esortato la Commissione ad istituire un registro dati disponibile per i ricercatori, al fine di monitorare e valutare costantemente lo stato delle risorse ittiche. Anche in questo caso si potrebbe ricorrere a finanziamenti nell'ambito del FEAMP.

Infine, abbiamo affrontato il problema della definizione di pesca ricreativa, una definizione importante, in modo che l'attività sia differente da quella illegale, non dichiarata e non regolamentata. Questo è un nodo cruciale, poiché solo a seguito di una corretta definizione e regolamentazione sarà possibile difendere gli interessi dei pescatori commerciali e ricreativi, garantendo la tutela dell'ambiente e degli stock, perché tra i due tipi di pesca non ci deve essere un conflitto, bensì collaborazione per la difesa delle risorse. Tutte queste istanze sono state accolte dalla relatrice e quindi abbiamo supportato appieno la relazione.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, ζητώ συγγνώμη. Προηγουμένως είχα ζητήσει τον λόγο για ένα διαδικαστικό θέμα. Λυπούμαι που πρέπει να το αναφέρω τώρα. Θέλω όμως να ενημερώσω το Σώμα για το εξής: πριν από λίγες μέρες ανακοινώθηκαν τα ονόματα των βραβευθέντων Ευρωπαίων πολιτών με το Βραβείο του Ευρωπαίου Πολίτη. Ανάμεσα σε αυτούς είναι και ο Τουρκοκύπριος συνάδελφος και συναγωνιστής *Şener Levent*. Άνθρωπος τον οποίον εκτιμώ βαθύτατα, άνθρωπος που μου είναι πάρα πολύ συμπαθής, τον οποίο αγαπώ και του οποίου στηρίζω επίσης την υποψηφιότητα. Δεν θεωρώ σωστό βραβευθείς με το Βραβείο του Ευρωπαίου Πολίτη να εμφανίζεται με αρθρογραφία υπό την ιδιότητα αυτή, καταγγέλλοντας εμένα, τον συνάδελφο Νεοκλή Συλικιώτη και το Κόμμα μας ότι είμαστε υπέρ της κατοχής και της παρουσίας κατοχικών στρατευμάτων και εγγυήσεων στην Κύπρο.

Πράγμα τελείως λανθασμένο! Γνωρίζετε όλοι τους αγώνες μας εδώ και θεωρώ ότι εκ μέρους του ήταν μια άτοπη κίνηση. Όταν σου επιτίθεται ένας φίλος θέλει πολύ γενναιοψυχία για να κρατήσεις ένα επίπεδο που να συντηρεί τη σχέση. Κρατώ αυτή τη δυνατότητα, θέλω να συντηρήσω τη σχέση με τον συγκεκριμένο άνθρωπο και του εκφράζω και από εδώ την εκτίμησή μου για τους αγώνες του κατά της κατοχής. Ας επιτρέψει και σε εμάς να κρατάμε την ίδια δυνατότητα και τον ίδιο πατριωτισμό.

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, já bych vás chtěl vyzvat, abyste postupoval striktně, protože toto je část, která se věnuje vysvětlení hlasování, a *point of order* je možný pouze právě pro tuto část a myslím, že pan kolega k tomu vůbec nehovořil. Nicméně k tomu, co chci říci já.

Já jsem podpořil tuto zprávu, která se týká rekreačního rybolovu, z několika důvodů. Za prvé je jasné, že nejde o volání po nové legislativě. To je myslím, že velmi důležité sdělit na začátku, že to je zpráva z vlastní iniciativy, která popisuje problém, ale nevolá po nové legislativě.

Za druhé je zřejmé, že tento rekreační rybolov plní samozásobitelskou roli v několika regionech. Je to skutečně velmi důležité i pro regionální ekonomiku a i z tohoto důvodu jsem podpořil tuto zprávu.

Potřebujeme jednotnou definici, potřebujeme více dat pro analyzování daného problému, tudíž já jsem podpořil toto stanovisko, resp. tuto zprávu i z důvodu toho, aby byly nalezeny tyto jednotné definice a předána příslušná vědecká data.

Presidente. – Grazie on. Polčák. Per chiarire, a norma dell'articolo 184 bis, i richiami al regolamento sono possibili in qualsiasi momento e hanno sempre la precedenza su qualsiasi altro tipo di mozione e su qualsiasi altro tipo di richiesta di intervento.

Chiaramente ci sono alcuni colleghi che alle volte forzano un po' il regolamento e intervengono per richiami del regolamento che non sono strettamente afferenti a una violazione di una regola di procedura.

Io cerco di essere bilanciato e, come ha visto, quando ho visto che c'era un'eccedenza di interventi li ho fatti posticipare proprio per non turbare la procedura di voto. Proseguiamo con le richieste.

Daniel Hannan (ECR). – Mr President, it nice to see you in the Chair. Congratulations on how you handled the session.

This report is a neat symbol of how the European Union can't see anything that it doesn't want to regulate. The idea that recreational fisheries – something that has been self-regulating for as long as human civilisation has existed, or indeed longer – needs to be brought within the jurisdiction of the European Union and subjected to the strictures of the common fisheries policy is a measure of the ambition that we have in these Brussels institutions.

The European Union, I think, has learned from the bad PR of the last time that it tried to do this, when it was literally wanting to count every fish landed, even from people fishing on the rocks. It has now done what it usually does, which is to pay for a lobby group, supposedly representing the anglers, who are in fact a group created by the Commission, and then pretend that the legislation is representative of the sector. But stand back and ask the question: why does any of this need to be regulated at EU level at all? If we can't allow this kind of activity to be flourishing outside the sphere of political control, then truly we have no limits whatever to our ambition.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D). – Señor presidente, mi explicación de voto es justamente la contraria de la del colega que ha hablado anteriormente. He votado a favor de este informe sobre la pesca recreativa porque considero que va teniendo un crecimiento cada vez más relevante y que sí tiene una incidencia muy importante en los recursos marinos. Por tanto, es competencia de los países, no es una competencia de la Unión Europea; pero, debido al peso que está cogiendo, tenemos que tenerla en cuenta y es esencial para gestionar mejor nuestros recursos marinos. Por eso, creo que es conveniente que haya una regulación en el futuro dentro de la política pesquera comunitaria. También me ha resultado esencial en este informe que tengamos datos reales de este sector que no conocemos. Ahora mismo especulamos, pero no sabemos cuáles son los datos reales y, por supuesto, necesitamos definiciones claras de pesca recreativa, pesca deportiva y pesca comercial.

Mairead McGuinness (PPE). – Mr President, I support my colleague who has just spoken about the need for regulation. I think the question is: will it be effective? I know that those engaged in recreational fisheries are concerned also that the regulation we bring in will work for them.

While I have the floor in my support for this report, there is a huge voluntary effort amongst fishermen and -women, both at sea and inland, who look after our resources on a voluntary basis, who teach and encourage young people into the skill and hobby of fishing.

Lastly, those whom I know who enjoy recreational fishing tend to have a good disposition, so it does a great deal for the wellbeing of those who engage in this activity. We want it to be sustainable, we wanted it to continue. So if we are regulating (and we are), let's be effective in how we do it.

6.2. Clearingpflicht, Meldepflichten und Risikominderungstechniken für OTC-Derivate und Transaktionsregister (A8-0181/2018 - Werner Langen)

Dichiarazioni di voto orali

Catherine Stihler (S&D). – Mr President, when we were talking about clearing obligations, I want to use my time to talk about the importance of the single market. Today in the House of Commons, British MPs will begin debating amendments on the Brexit Bill.

It will come as no surprise to this House that, as a Labour MEP who has committed my time in politics to Europe, I am against Brexit and I do not support the UK leaving the European Union and thus the single market. Yet the UK could remain as part of the single market through an amendment on the EEA. I urge those who are in the House of Commons today and tomorrow and who will be voting on these issues to look at the EEA amendment to support jobs, support livelihoods and to support prosperity.

An estimated 300 000 jobs in Scotland alone rely on our access to the single market. The estimate across the UK is something in the region of 3 million. So for the future of my country, if we are no longer going to be part of the single market through the EU, we need to be part of the single market through the EEA, an option that is open to MPs. I urge them to support the amendments today in the House of Commons.

Zoltán Balczó (NI). – Elnök Úr! A rendelet összhangban van a Bizottság célravezető és hatásos szabályozási programjával, a pénzügyi stabilitás megőrzését és a kockázatok csökkentését szolgálja. Sürgős intézkedésekre van szükség a pénzügyi rendszert fenyegető veszély mérséklésére és a pénzügyi piacok átláthatóságának növelésére. A rendelet egyben a kereskedési adattárak szolgáltatását pontosítja, és lehetővé teszi a kölcsönös hozzáférést.

Az ellenőrzési jogosítványok visszatartó erővel bírnak azokra a gazdasági szereplőkre nézve, akik ki akarják használni a piacot spekulatív célokra. A bírságok szigorítása is ezt a célt szolgálja. A rendelet módosítja a nyugdíjkonstrukciós rendszerekre vonatkozó szabályokat és növeli a biztonságot. Megítélem szerint ezen a területen egységes közösségi szabályozásra szükség van, ezért a jelentés elfogadását támogattam.

6.3. Gemeinsame Vorschriften für die Zivilluftfahrt und Agentur der Europäischen Union für Flugsicherheit (A8-0364/2016 - Marian-Jean Marinescu)

Dichiarazioni di voto orali

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η Ευρωπαϊκή Ένωση συζητεί τους κοινούς κανόνες στον τομέα της πολιτικής αεροπορίας και τις διατάξεις για τον Οργανισμό Αεροπορικής Ασφάλειας της Ευρωπαϊκής Ένωσης, αλλά ταυτόχρονα κλείνει τα μάτια σε αυτό που συμβαίνει στο Αιγαίο, εκεί όπου η Τουρκία παραβιάζει τον ελληνικό εναέριο χώρο. Τα τουρκικά μαχητικά καθημερινά παραβιάζουν το FIR Αθηνών. Δεν τηρούν τους κανόνες που έχουν σχέση με τις πτήσεις. Τα πολεμικά αεροσκάφη της Τουρκίας παρενοχλούν όχι μόνο στρατιωτικά αεροσκάφη αλλά και πολιτικά αεροσκάφη τα οποία υπερίπτανται του FIR Αθηνών. Υπάρχει λοιπόν κίνδυνος ατυχήματος και πρέπει να ληφθούν μέτρα ενάντια στην Τουρκία, προκειμένου να διασφαλιστεί η ασφάλεια των πτήσεων στο Αιγαίο. Γι' αυτό λοιπόν πρέπει να σταλεί ένα αποφασιστικό μήνυμα στην Τουρκία ότι θα κινδυνεύσει με τη διακοπή των αεροπορικών πτήσεων Ευρωπαϊκής Ένωσης-Τουρκίας εάν συνεχίσει να παραβιάζει το FIR Αθηνών.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Panie Przewodniczący! To dobre sprawozdanie, i niezwykle potrzebne. Koledze Marinescu należą się podziękowania za dość szybką pracę. Podkreślam, że my dziś nadrabiamy czas, a właściwie go gonimy. Szkoda, że z pewnymi kosztami. Natomiast chcę zwrócić uwagę na jeden element, który cały czas nam umyka. Otóż musimy skoncentrować się nie tylko na regulacjach prawnych, ale także na konieczności zbudowania systemów sprawnej identyfikacji przede wszystkim dronów oraz innych pojazdów, które naruszają przestrzeń. Drugi element, również ważny, dotyczy możliwości ich neutralizacji. Nad tym powinniśmy pracować niezwykle szybko, bo to tak naprawdę będzie decydowało o bezpieczeństwie, a nie same przepisy w zakresie identyfikacji czy rejestracji pojazdów.

Alex Mayer (S&D). – Mr President, I welcome this report's new rules, so that the European Aviation Safety Agency (EASA) can collect data on links between poor working conditions and flight safety. I believe it is vital, as exploitative employment models soar at low-cost airlines. Take Ryanair pilots and first officers, based at Stansted in my constituency. Many are not directly employed by the airline but are employed as contractors, meaning that they do not have access to sick pay. Some Ryanair pilots have told me that they go into work not feeling 100%, as otherwise they won't get paid. I have yet to meet a passenger who wants their pilot to be feeling a bit under the weather. When you're hurtling through the air at 500 miles an hour at 30 000 feet, you want a pilot to be on top of their game.

Of course, currently this is all anecdotal, but thanks to this vote, now we've got the power to truly discover what price safety.

6.4. CO₂-Emissionen und Kraftstoffverbrauch neuer schwerer Nutzfahrzeuge (A8-0010/2018 - Damiano Zoffoli)

Dichiarazioni di voto orali

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL). – Señor presidente, es muy buena noticia que podamos garantizar, por fin, un sistema eficiente de monitorización y de notificación de las emisiones de vehículos pesados. Es un paso importante, aunque no sea un paso definitivo. Creemos que sería oportuno hablar también aquí del transporte de los alimentos, un tema precisamente en el que el mundo rural y el mundo urbano se encuentran de frente; porque tenemos que volver al consumo de proximidad, a conectar campo y ciudad si de verdad queremos salvar este planeta.

Hay informes que estiman que los volúmenes de mercancías transportadas por carretera aumentarán en Europa a un promedio anual de un 3 % hasta 2020; por eso, la mejora en la eficiencia de los combustibles y de los vehículos tal vez no sea suficiente. Necesitamos una legislación europea que de verdad combata la contaminación del aire, que camine hacia la práctica eliminación de los vehículos que funcionan con motor de combustión, que son, precisamente, la principal causa de este tipo de contaminación.

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, já jsem hlasoval pro návrh této zprávy, protože cílem zprávy je odstranění znalostního nedostatku a dosažení transparentnosti trhu. Díky tomuto kroku bude možné relevantní údaje vypočítané výrobci v souladu s certifikační metodikou sledovat a zpřístupňovat je veřejnosti.

Tyto údaje sdělované Komisi budou moci být také předány třetím stranám, což oceňuji, které o to tedy požádají. Tyto třetí strany, mimo jiné univerzity, regionální vlády, nevládní organizace, budou tedy mít možnost nezávisle ověřovat pravdivost těchto údajů, které výrobci poskytnou, a zabránit tak novým skandálům, jako byl např. skandál související s emisemi z naftových motorů.

Dalším navazujícím krokem je stanovení přísnějších norem pro emise CO₂ u těžkých vozidel v souladu s Pařížskou úmluvou. Tady bych chtěl říci, já samozřejmě podporuji Pařížskou úmluvu a z tohoto důvodu jsem podpořil i návrh této zprávy.

Zoltán Balczó (NI). – Elnök Úr! A nehézgépjárművek az Unió széndioxid-kibocsátásának 5 százalékáért felelősek, ezért a szabályozás indokolt ezen a területen. A jelenlegi uniós keretek nem teszik lehetővé, hogy a rendelkezésre álló információk összehasonlíthatóak legyenek. Ez a helyzet így nem ösztönzi a piaci szereplőket az energiahatékonyság fokozására és az innovációra.

A rendelet az EU-ban nyilvántartásba vett új nehézgépjárművek széndioxid-kibocsátásának és üzemanyag-fogyasztásának nyomon követését szolgálja. Az adatokat az Európai Környezetvédelmi Ügynökség fogja kezelni, amit a tagállami hatóságok és a gépjárműgyártók nyújtanak be, és ezek nyilvánosan hozzáférhetőek lesznek. A javaslat kétségtelenül pozitív eredményeket fog hozni az üzemanyag-hatékonyság növekedése, és a légszennyezés csökkentése terén. Fentiekre való tekintettel támogattam a javaslatot.

José Inácio Faria (PPE). – Votei favoravelmente este dossiê porque entendo que, para cumprir com as metas do Acordo de Paris, todos os setores de atividade têm de dar a sua contribuição e a realidade é que o mercado de veículos pesados está a demorar a adaptar-se à nova realidade, que exige uma maior eficiência do setor para podermos cumprir com a redução das emissões de CO₂.

Sem uma regulação que seja simultaneamente ambiciosa e eficaz nunca lá chegaremos. Os Estados-Membros e o setor empresarial que entendem a prioridade das alterações climáticas pedem reduções da ordem dos 24% nas emissões de CO₂ para veículos pesados. O setor precisa de medidas que obriguem ao cumprimento destes objetivos e que seja um claro sinal de que a mudança é imediata. Precisamos de mais transparência na monitorização e verificação das emissões de CO₂ e vejo com bons olhos a harmonização europeia através do sistema de testes VECTO para uma maior comparabilidade entre veículos, que se utilizem medições de tempo real e que laboratórios independentes possam verificar os dados. Espero que este seja um caminho para acabar com as culpas que tem adiado o inevitável.

Branislav Škripek (ECR). – Vážený pán predseda, ja som rád podporil toto uznesenie, pretože úsilie o postupné znižovanie emisií je správne, samozrejme. Nákladná doprava vytvára približne štvrtinu emisií v rámci cestnej dopravy a tento podiel stále rastie, a preto je dôležité motivovať výrobcov, aby vyrábali nielen bezpečnejšie, ale aj ekologickejšie vozidlá. O to viac, že Európska únia je na rozdiel od krajín, ako sú Spojené štáty, Čína, Kanada alebo Japonsko, jediným celkom, ktorý neuplatňuje limity na emisie kamiónov. Myslím si, že to je taká prekvapivá vec, pretože toto je veľmi vážne. Tie emisie kamiónov sú obrovské. Je však rovnako dôležité, aby členské štáty prichádzali s konkrétnymi riešeniami na pomoc ľuďom, ktorí stratia v budúcnosti prácu v ekologicky náročných odvetviach, pretože cestná doprava, či už nákladná či autobusová, je nie len ekologicky náročná, ale aj oblasť ohrozená robotizáciou, a to autonómnymi automobilmi. Aj preto sa musíme zamyslieť, či nové dokonalejšie automobily nepredrazia prepravné služby a nebudú vážnym zásahom do odvetvia. Predsa tu pracuje množstvo ľudí, aj na Slovensku, a majú dôležité obchodné kontrakty so zahraničím, ktoré nepriamo zamestnávajú množstvo ľudí na Slovensku.

6.5. Modernisierung des Bildungswesens in der EU (A8-0173/2018 - Krystyna Łybacka)

Dichiarazioni di voto orali

Rory Palmer (S&D). – Mr President, this report rightly sets a vision for education that is about broadening horizons and encouraging young people to have the highest possible ambition and aspiration. But that will never be fully possible while we still have universities that have admissions systems that disadvantage young people from certain backgrounds, while university fees are too high, while we have Erasmus opportunities not available to enough young people from working class backgrounds, and while we still have the outrageous scandal of unpaid internships in this House, in other political institutions and in other sectors as well. The best educational opportunities are not a luxury for the richest. They must always be for the many, and not the few.

Jeroen Lenaers (PPE). – Dank u, Voorzitter. Onderwijs is een zaak van de lidstaten en dat moet ook vooral zo blijven. Maar er is wel nog een wereld te winnen als het gaat om de samenwerking tussen de lidstaten op dit gebied. En juist lokale initiatieven kunnen het verschil maken. Als ik in mijn eigen regio kijk: uitwisselingsprojecten tussen Nederlandse en Waalse scholen, leraren die tijdelijk bij een Duitse school gaan werken om de taal te leren, grensoverschrijdende stageprojecten en ga zo maar door. Daar zit de meerwaarde van grensoverschrijdend onderwijs. En dat hoeven we niet in Brussel te regelen, maar we kunnen het wel faciliteren en aanmoedigen en ik ben blij dat dat vanuit dit Huis onderschreven wordt.

Er is wel een duidelijke Europese uitdaging als het gaat om bijvoorbeeld kinderen van reizende ouders zoals kermisondernemers of circusartiesten. Wij moeten ervoor zorgen dat deze mensen voor hun kinderen via de computer toegang hebben tot direct hoogwaardig onderwijs, waar in Europa ze ook zijn. Er is al een aantal lidstaten, waar dit een mogelijkheid is. Maar laten we er alsjeblieft voor zorgen dat dit voor alle kinderen in Europa mogelijk wordt.

Urszula Krupa (ECR). – Panie Przewodniczący! Sprawozdanie w sprawie modernizacji edukacji w Unii zawiera niektóre treści trudne do akceptacji. Dlatego głosowałam przeciwko. Edukacja w klasycznym rozumieniu obejmuje nauczanie, wychowanie z kształtowaniem postaw wobec dobra i zła oraz profilaktykę.

Brakuje definicji tożsamości człowieka, który, działając kreatywnie i pragmatycznie, dąży do kariery, samorealizacji i dobrostanu. Jednak zdrowie psychiczne opiera się w dużym stopniu na przestrzeganiu zasad moralnych. A moralność oparta na destrukcji prowadzi do zaburzeń. Wartości etyczne wynikają z rozumienia idei prawdy o transcendentnej naturze człowieka. A tak zwana etyka stanowiona, oparta jedynie na ludzkim rozumowaniu jest z natury błędna, co dotyczy także zwalczania stereotypów związanych z płcią, z wykluczeniem naturalnych różnic między kobietą a mężczyzną. Podobnie położenie nacisku na wizualizację jest ograniczające, gdyż głównym nośnikiem kształcenia jest słowo.

Stefano Maullu (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, credo che il tema sia di grandissima attualità, soprattutto nella nostra Unione europea. Sono 6,3 milioni i ragazzi che dai 14 ai 25 anni in quest'arco di età abbandonano la scuola e ciò significa un danno permanente per le generazioni che vanno a seguire, soprattutto in termini di competitività e di integrazione.

Io credo che si debba spingere chiedendo agli Stati membri uno stanziamento fisso aggiuntivo, soprattutto per poter garantire un'istruzione scolastica all'altezza della competizione che l'Unione europea ha a livello mondiale, fatta ormai per grandi aree geografiche, soprattutto per uno sviluppo tecnologico e per uno sviluppo che veda anche la possibilità di essere multilingue. Questo credo sia un gap che in alcune zone d'Europa deve essere colmato colmato con una marcia accelerata.

Poi c'è un altro aspetto che va sottolineato: la crescita del bullismo nelle strutture scolastiche che deve essere combattuto con forza, con determinazione e con approcci che consentano ai ragazzi di evitare questo genere di tendenza che è sempre più presente. Io credo che proprio su questi temi valga la pena di continuare a investire. La relazione va proprio in questa direzione, per cui l'ho votata con grande convinzione.

Danuta Jazłowiecka (PPE). – Panie Przewodniczący! Głosowałam za sprawozdaniem o modernizacji edukacji, ponieważ uważam ten temat za jeden z najważniejszych w dzisiejszej polityce. Rozwój nowych technologii przyniósł liczne wyzwania dla systemów edukacyjnych, a fala zmian nadchodzących wraz z cyfryzacją określana jest przez wielu mianem tsunami, na które nie jesteśmy gotowi. Tradycyjne miejsce zdobywania wiedzy, czyli szkoła, jest dziś uzupełnione o wiele innych dostępnych źródeł informacji, przy czym nie zawsze są one wiarygodne i rzetelne.

Zmiany zachodzące w gospodarce, w tym cyfryzacja, automatyzacja, robotyzacja rynku pracy, wywołały wzrost popytu na pracowników posiadających wysoki poziom kwalifikacji oraz określone umiejętności. Do 2020 r. w sektorach związanych z nowymi technologiami będzie ponad 750 000 stanowisk nieobsadzonych przez specjalistów, a w sektorach związanych z naukami przyrodniczymi i matematyką niedobór pracowników osiągnie w tym okresie 200 000 osób.

Największym problemem unijnego rynku pracy – również krajowych systemów edukacyjnych – jest brak siły roboczej o kwalifikacjach odpowiadających potrzebom gospodarki. Warto pamiętać, że ponad 40% Europejczyków nie posiada podstawowych umiejętności cyfrowych, co prowadzi do pojawienia się poważnych barier w ich wchodzeniu na zaawansowany technologicznie rynek pracy. Dlatego też wszelkie zmiany w systemach edukacyjnych powinny prowadzić do poprawy umiejętności cyfrowych wśród obywateli poprzez odpowiednie kształcenie już na wczesnym etapie. Zaczniemy działać, bo już jest bardzo późno.

Zoltán Balczó (NI). – Elnök Úr! A jelentés számos pozitív elemet tartalmaz, és van, amihez hozzárendeli a megvalósítási eszközt is, így például az Erasmus+ program esetében. Ennek ellenére a népszavazáskor tartózkodtam a következők miatt: minden tagországtól elvárja a jelentéstevő, hogy a középiskolai tananyagba építsen be egy egyoldalú uniós propagandát, és alakítson ki egy külön nem létező, EU-s állampolgár identitást. A migránsok oktatásának, képzésének kérdése olyan túlzott hangsúllyal szerepel, ami annak elfogadását jelenti, hogy a következő években az európai kontinens a bevándorlók kontinensévé válik. A jelentés megfogalmazása, a kötelező elvárások figyelmen kívül hagyják azt aényt, hogy az oktatás egyébként nemzeti hatáskör.

Jan Zahradil (ECR). – Pane předsedající, stalo se takovým zvykem, musím říci špatným zvykem v tomto Parlamentu, že se vyjadřuje neustále k věcem, které nejsou v jeho kompetenci nebo vůbec v kompetenci EU, a to je přesně případ této zprávy o modernizaci výuky.

Já samozřejmě mohu souhlasit s mnohými částmi této zprávy, s tím, že kladé důraz na digitalizaci, na tzv. znalostní společnost nebo na úlohu vědeckých a technických předmětů ve výuce, ale o to přeci nejde. Jde o to, že výuka nebo politika vzdělávání a vyučování není kompetencí EU, ale kompetencí členských států. Ty určují strukturu vzdělávání a požadavky, které jsou kladeny na vzdělávání. EU může samozřejmě přispět organizací a spolufinancováním různých výměnných programů, jako je třeba ERASMUS, ale neorganizuje výuku, a proto bychom neměli překračovat tyto hranice, jakkoli chápou, že někteří kolegové si těmito zprávami vylepšují parlamentní statistiku.

Já jsem proto pro tuto zprávu nehlasoval a zdržel jsem se hlasování.

Branislav Škripek (ECR). – Vážený pán predsedajúci, ak budeme dnes naše deti učiť tak, ako sa učili včera, okrádame ich o budúcnosť. Žiaľ, tento úvod uznesenia o modernizácii vzdelávania presne opisuje problém aj nášho slovenského školstva. Presne toto totiž robia naši ministri a na ich hazard doplácajú deti, ktoré nedostávajú kvalitné vzdelanie. Správa Európskeho parlamentu jasne hovorí, že učitelia musia byť zapojení do reformy nie ako pokusné králiky, ale ako spoluputovcovia. Vedenie školstva u nás však robí úplný opak a ignoruje požiadavky učiteľov o potrebných zmenách.

V dohľadnej budúcnosti nás čakajú výzvy ako robotizácia. Najlepšou možnosťou udržania konkurencieschopnosti pre Slovensko je práve investícia do školstva. Školy musia byť centrom kritického myslenia, tréningu, riešenia problémov, tímovej práce, budovania vzťahov. Mňa veľmi mrzí, že naše deti samy cítia, že jediný spôsob, ako získať kvalitné vzdelanie, je štúdium v zahraničí. A tak, ako sú rodičia zo Slovenska nútení odchádzať za prácou ďaleko od svojich rodín, tak až tridsaťtisíc mladých ľudí odchádza študovať do zahraničia, pričom polovica z nich chce po ukončení štúdia zostať v zahraničí.

Napriek tomu som toto uznesenie nemohol podporiť, nakoľko opäť úplne nezmyselne obsahuje paragraf o genderovej ideológii a zasahuje v tejto oblasti, no aj v iných, do subsidiarity členských...

(Predsedajúci rečníka prerušil.)

Момчил Неков (S&D). – Гласувах в подкрепа на доклада за модернизирани на образованието в Европейския съюз, защото смятам, че той извежда на преден план наболели проблеми в тази сфера. На първо място, напълно място подкрепям тезата, че на учителите трябва да се обърне специално внимание. Те са стожерите на всяка образователна система и без тяхното пряко участие нито една образователна реформа не може да бъде успешна. Достойното възнаграждение не е достатъчно. Учителите трябва да имат достъп до възможности за преквалификация и повишаване на квалификацията през цялата кариера, за да могат по-лесно да се приспособяват към новите предизвикателства.

На второ място, защитавам тезата, че модернизиранието на образованието не трябва да се разбира единствено като подобрене на материалната база на училищата и инвестирането в модерна дигитална инфраструктура. Наличието на модерни технологии не дава гаранция, че знанията, уменията и компетентностите се усвояват по-добре. На територията на Европейския съюз все още има 70 милиона европейци, които не разполагат с базови умения като четене, писане и смятане. Тази статистика е достатъчно красноречива.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señor presidente, quiero destacar que en el informe sobre la modernización de la educación en la Unión, aprobado hoy, se recomienda en su apartado 134 que los Estados miembros integren el aprendizaje sobre la Unión en sus planes de estudio de educación secundaria para familiarizar a los estudiantes con el funcionamiento de la Unión, su historia y los valores de la ciudadanía europea.

Me parece muy bien. Desde hace años vengo reclamando que en los centros escolares de los Estados miembros se promueva un mejor conocimiento de las instituciones de la Unión Europea, sus antecedentes, su funcionamiento y sus objetivos. Solo se valora lo que se conoce. De ahí que haya solicitado reiteradamente la creación de una especie de «asignatura europea». Y, en este sentido, quiero destacar que el mes pasado precisamente el Consejo aprobó una recomendación propuesta por el comisario Navracsics que va precisamente en esta línea.

La Unión Europea acompañará a los jóvenes europeos a lo largo de sus vidas. Conviene que la estudien con detenimiento en sus centros familiares. No se debe estudiar de forma ligera o superficial, como cualesquiera otras organizaciones internacionales. La Unión Europea es para los jóvenes europeos mucho más importante que el resto de las organizaciones internacionales nacidas tras la Segunda Guerra Mundial y, por ello, deben conocerla bien.

Mairead McGuinness (PPE). – Mr President, thanks to two very excellent programmes, I get to spend a lot of time in schools. One of them is run nationally in Ireland, and it is called the Blue Star Programme for primary school children. It does an exceptional job in telling and teaching children about culture, heritage and history, and when I go into schools I am invigorated by the little ones telling me back what they are learning, and they love it. I recommend it to you, and I will spread the word. And thank you to the wonderful teachers who promote this programme.

The second is our own programme: the Ambassador School Programme for secondary level pupils, and here again, the tremendous engagement in those schools that are part of this programme is just to behold. It roots out cynicism and ignorance about the European Union, and promotes an absolutely wonderful ideal for Europe, which we have yet to attain.

While I still have the floor for four seconds, I would say to our teachers and schools around Europe that we do value the work you do and we want to work more closely with you.

6.6. Entwicklung einer nachhaltigen und wettbewerbsfähigen europäischen Aquakulturbbranche (A8-0186/2018 - Carlos Iturgaiz)

Dichiarazioni di voto orali

Norbert Erdős (PPE). – Elnök Úr, tisztelt Ház! Első szavam az elégedettségé. Az Európai Parlament egy világos, átlátható, megvalósítható víziót rakott le az Iturgaiz-jelentésben az európai akvakultúra ágazat fejlesztésére, ezért ezt örömmel megszavaztam. Üdvözlöm, hogy a jelentésben számos javaslatomat sikerült keresztül vinni. Szeretném azonban kiemelni, hogy egy észszerű javaslatomat sajnos nem támogatta a Parlament. A haltenyésztőket jelenleg nem jutalmazták azokért az ökoszisztéma-szolgáltatásokért, amelyek természetvédelmi szempontból fontosak, mindamellett, hogy európai jelentőségű élővilágot tartanak fenn.

Az édesvízi tógazdaságok például a recirkulációs rendszereiknek köszönhetően visszaszolgáltatják az általuk használt vizet, általában jobb minőségben, mint amikor kivették azt. Ezek a halastavak a vonuló és vándormadaraknak, illetve a hazai vizekhez kötött életű faunának pihenő-, táplálkozó- és költőhelyet jelentenek. Ezért a haltenyésztők ugyanúgy megérdemelnének egy zöldítési jövedelemtámogatást, mint a gazdák. Ez a WTO zöld dobozos támogatás jelentősen stabilizálná a haltenyésztők megélhetését. Kérem az Európai Bizottságtól, hogy tegyen majd javaslatot egy ilyen támogatás bevezetésére a 2020 utáni halászati politikában.

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL). – Señor presidente, me gustaría de verdad que el ponente de este informe nos explicase cómo se compatibiliza el fomento de la economía local y de la sostenibilidad con leyes de acuicultura como la que su partido, el Partido Popular, quiso impulsar en Galicia, por ejemplo.

Que nos diga qué sostenibilidad era esa que hablaba de obtener el máximo aprovechamiento productivo, que permitía actuaciones en espacios protegidos y que, además, permitía también el cultivo de especies exóticas invasoras. Y es que la economía azul, como la economía verde, no busca fomentar, no pone el foco en la sostenibilidad de los recursos, sino que lo pone, muy al contrario, en cómo seguir haciendo negocio con ellos sin tener en cuenta que son limitados.

La acuicultura sostenible no se puede convertir bajo ningún concepto en la excusa perfecta para dar mayor coartada y favorecer a las grandes empresas. Una acuicultura sostenible significa apostar por la economía local y por las empresas familiares, fomentar el consumo responsable y reducir el desperdicio de alimentos.

La gente de la mar hace tiempo que viene denunciando que existe una clara intención de dismantelar la flota pesquera artesanal y favorecer un modelo muy determinado que va a poner en valor a las grandes empresas en detrimento de las pequeñas y a las economías de escala en detrimento del consumo de proximidad. ¿Hasta cuándo vamos a seguir fomentando este tipo de comercio y de mercado desde estas instituciones?

Rosa D'Amato, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la crescita blu colloca l'acquacoltura tra i settori con il maggiore potenziale in termini di posti di lavoro e crescita sostenibili. Tuttavia, la produzione acquicola dell'Unione europea sta attraversando una fase di recessione e, poiché il settore dà lavoro direttamente a circa 85 000 persone in Europa, soprattutto piccole e medie imprese e micro imprese, tale decrescita ha anche importanti ripercussioni sul mercato del lavoro europeo e anche italiano. Solo sul nostro territorio nazionale operano circa 800 impianti che producono 140 000 tonnellate all'anno di prodotti freschi, ovvero circa il 40 % della produzione ittica nazionale.

Nonostante questi numeri, il settore è ancora vittima di non pochi problemi, primo fra tutti lo scarso supporto finanziario all'interno del FEAMP, circa il 15 %, o ancora la poca trasparenza sulle concessioni, che spesso porta alla mancata applicazione delle norme ambientali.

Inoltre, bisogna fornire informazioni sull'utilizzo di vaccini e antibiotici in acquacoltura, in considerazione dei possibili rischi per la salute umana e anche per l'ecosistema e tenendo a mente il problema della resistenza antimicrobica e antibiotica a livello dell'intera catena.

Infine, i mangimi a base di pesce devono provenire da fonti sostenibili e non devono compromettere gli obiettivi di rendimento massimo sostenibile della politica comune della pesca, possibilmente incrementando l'utilizzo di alghe marine e altre alghe. Tutte queste istanze sono state accolte dalla collega e quindi abbiamo supportato il suo lavoro.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D). – Señor presidente, he votado a favor de este informe, que me parece importante para resaltar la importancia de la acuicultura en Europa y alguno de los problemas que tiene actualmente.

La Unión Europea es el primer mercado mundial para los productos de la pesca y de la acuicultura. Los Estados miembros actualmente están importando el 60 % del total de lo que consumimos todos los europeos. Esto indica que la acuicultura puede jugar un papel mucho más relevante, y este sector tiene, por tanto, un gran potencial en la Unión Europea.

Y, sin embargo, lo que está sucediendo no es eso. La producción mundial fuera de la Unión Europea ha crecido un 7 % anual desde el año 2000, mientras que la producción de acuicultura en Europa ha entrado en recesión en la última década. Por eso la oportunidad de este informe. Significa que tenemos potencial para seguir creciendo y, para ello, hay que hacer inversiones en innovación. La acuicultura, finalmente, aporta productos de alta calidad, con altos estándares de sostenibilidad y protección al consumidor. Por eso, es obligado que la Unión Europea apoye este sector.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señor presidente, quiero expresar mi apoyo al informe «Hacia un sector europeo de la acuicultura sostenible y competitivo» que ha elaborado mi compañero Carlos Iturgaiz. Su objetivo es que la acuicultura ocupe un lugar destacado en la economía de la Unión Europea donde, desgraciadamente, no está progresando. Si bien en los últimos diez años la acuicultura crece de forma espectacular en otras partes del mundo, en particular en Asia, la producción europea en general está estancada. En España es una actividad importante, especialmente en mi tierra —Galicia—, por ejemplo, el prestigioso sector mejillonero.

La Unión Europea constituye el primer importador mundial de productos pesqueros. Muchas de esas importaciones proceden de la acuicultura. Más de la mitad del consumo acuícola europeo es atendido por productos extraeuropeos. Por consiguiente, nuestro mercado ofrece a la acuicultura europea un amplio espacio para desarrollarse, pero nuestras empresas chocan con numerosas dificultades burocráticas y también con obstáculos para acceder a espacios adecuados.

Además, no es fácil abrirse camino por la ya importante competencia de los productos extraeuropeos. Todo ello significa pérdida de oportunidades de riqueza y también de empleo en una Europa, sobre todo la del sur, que necesita seguir creando puestos de trabajo. De ahí la necesidad, señor presidente, de impulsar firmemente la acuicultura en Europa como persigue el informe que acabamos de votar.

Dobromir Sośnierz (NI). – Panie Przewodniczący! Jak słusznie powiedział wcześniej poseł Hannan, zasięg troski Unii Europejskiej wydaje się nieograniczony. Poseł musi znać się na wszystkim i na każdy temat wypowiedzieć. Dopiero co martwiliśmy się, czym się różni sportowe wędkarstwo od rekreacyjnego, a już posłowie frasują się, jak to złowroga dorada sroży się przeciwko naszym ślimakom.

Są plusy tego sprawozdania, ono wzywa do liberalizacji wydawania licencji, żeby nie zniechęcać inwestorów, ale z drugiej strony Unia szczyci się w nim swoimi restrykcjami, restrykcyjnymi wymogami. I to działa tak, że najpierw Unia nakłada restrykcyjne wymogi, wskutek czego produkcja na miejscu staje się nieopłacalna. Konsumenci wybierają tańsze produkty importowane, wobec czego Unia zakazuje im importu, nakłada restrykcje na produkty importowane i wzywa do tego, żeby ten proces pogłębiać. A następnie poucza cały świat i pomstuje na cały świat, że wszyscy powinni robić tak, jak ona. To prowadzi tylko do tego, że konsumenci są niezadowoleni.

A na dokładkę pkt. 74, oczywiście, podkreśla się istotną rolę kobiet w sektorze akwakultury. Czy nie możemy przyjąć jednej deklaracji, w której podkreślimy istotną rolę kobiet we wszystkim po prostu i zakończymy wreszcie ten temat? Głosowałem przeciwko.

Presidente. – Prima di chiudere la seduta, ci tenevo a ringraziare di nuovo gli interpreti per aver svolto il loro importantissimo lavoro, oggi come sempre, e rinnovare l'impegno mio e degli altri membri dell'Ufficio di presidenza per una positiva risoluzione dell'attuale stallo nelle negoziazioni. Sicuramente da parte mia e da parte degli altri colleghi ci sarà il massimo impegno e la massima disponibilità per trovare una soluzione che auspichiamo essere assolutamente consensuale.

7. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll

(La seduta è sospesa alle 13.48)

PŘEDSEDNICTVÍ: PAN PAVEL TELIČKA

místopředseda

8. Wiederaufnahme der Sitzung

(Denní zasedání pokračovalo v 15:00.)

9. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll

10. Atomabkommen mit dem Iran (Aussprache)

President. – The next item is the debate on the statement by the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy on the Iran nuclear agreement (2018/2715(RSP)).

Federica Mogherini, *Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy.* – Mr President, I believe it is very timely that we are discussing the nuclear deal with Iran just today. You know that just a few hours ago the United States and the DPRK ended their summit in Singapore. Today's summit between the two proves that diplomacy and dialogue are the only way forward, in this case towards lasting peace on the Korean peninsula and beyond.

Let me say that, in more general terms, this is a clear sign of the fact that the diplomatic track is often challenging, is often the most difficult one to be followed, but it is always the rewarding one and needs to be sustained over time. It was the same track that the international community and the European Union followed for over a decade with Iran, resulting in the signing, almost exactly three years ago, of the nuclear deal. We did it because it was in our security interest – our European security interest and the global security interest. Through this deal we prevented nuclear proliferation, we avoided a regional escalation and we made sure that Iran would never acquire a nuclear weapon – ever.

Three years on, the deal is delivering. Iran abides by its nuclear-related commitments, as has been confirmed 11 times by the International Atomic Energy Agency (IAEA), the last time was just a few weeks ago. Our position as Europeans has not changed. On the contrary, we have seen the reasons why this agreement was a good agreement. We remain committed to the full and effective implementation of the nuclear deal with Iran.

What today is different is that on 8 May the United States took the unilateral decision to withdraw from the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), the nuclear deal with Iran, which is a multilateral agreement unanimously endorsed by the UN Security Council with resolution 2231.

The European Union reacted in an immediate and united manner, as also agreed at the top level by the Heads of State and Government of all European Union Member States, in Sofia, on 16 May and reconfirmed, just a couple of weeks ago, by the Foreign Ministers of the 28 Member States at our last Foreign Affairs Council. Since a month ago, the bulk of the international community has confirmed and reiterated the strong support for the nuclear agreement with Iran, simply for a very pragmatic reason – that there is no better alternative and the world cannot afford a nuclear arms race. In particular, I would add, the world cannot afford a nuclear arms race in the Middle East.

This support from the rest of the international community is something I experience every single day in my meetings, be it with the Chinese Foreign Minister or the Japanese Foreign Minister or the African Union Chairman or our colleagues from Latin America or the rest of Europe that are not part of the European Union. This features always very high on the agenda. How can we partner together and make sure that the agreement stays in place. And, let me say, here the European Union has a responsibility also to share with partners around the world, which is how to maintain one of the few functioning pillars of the nuclear non-proliferation architecture.

This support was also reiterated by the other co-signatories of the nuclear agreement – France, Germany, the United Kingdom, Russia and China. We convened and we chaired, as the European Union, the first Joint Commission without the United States on 25 May in Vienna. The work on the implementation of nuclear-related commitments continues. This is essential for security. For instance, the Arak reactor modernisation project led by China continues, as does the conversion of the Fordow facility into a Nuclear Physics and Technology Centre, a project led by Russia. A dedicated workshop on Fordow is foreseen to take place later this week.

It is essential for our own security and for the security of the region that implementation work continues and we are guaranteeing that this happens, regardless of the US withdrawal. Implementation must continue, both on the nuclear commitments and also on the economic track, because the other essential part of the nuclear deal is the lifting of sanctions and the opportunities it creates for normalised trade and economic relations. From this perspective, the US decision to withdraw from the JCPOA and to re-impose all secondary sanctions is extremely problematic and needs to be addressed, first of all by the European Union, by its Member States, and by the rest of the international community at large. Many European companies have chosen to do business with Iran after the agreement was signed and are doing so in good faith, based on commitments made by the international community, as I said, based on the implementation of the UN Security Council resolution unanimously adopted. Some of them have already announced now that they would

discontinue their engagement so as to avoid US penalties. Others have informed that they would withdraw from negotiations that had already started – leaving, by the way, the economic investment space to other players in the world, which also is not in the European interest. This has created, as you can imagine, and as you know, enormous pressure inside Iran, especially from those who have always opposed the agreement, and the credibility of the entire international community, of the multilateral system, of the UN system, is being questioned. The recent statements by Iran on uranium hexafluoride must be seen in this context. These announcements are clearly not a violation of the nuclear deal, but it is also clear they do not contribute to build confidence and they are meant to put pressure on the international community. The letter sent by President Rouhani to the Heads of State and Government of France, Germany and the UK is to be interpreted exactly in the same context.

It's clear that our strategic and security interest is to save, to preserve this nuclear deal. We have reacted in a firm, decisive and united manner to protect at the same time our security interests, and let me say, in this way, our economic sovereignty. This is also an incentive, I would say the incentive, for Iran to continue to comply with its nuclear restrictions. Any other alternative could have tragic consequences and it would make us all less secure, with no exceptions.

As a first major step, last Wednesday, the European Commission adopted two delegated acts. The first is an update of the blocking statute, which forbids EU companies to comply with US secondary sanctions. The second is an extension of the lending mandate of the European Investment Bank to support economic activities in Iran. After a period of non-objection, both acts should enter into force on 5 August, just before the first batch of US sanctions takes effect on 6 August. The support of this Parliament to conclude both processes swiftly will be of the essence and extremely important, also as a political sign.

We are also working on concrete measures aimed at sustaining our cooperation in key economic sectors, particularly on banking and finance, trade and investment, oil and transport. In this work we keep a strong focus on small and medium-sized enterprises which are less engaged in the US market.

The most important challenge now is to find solutions on banking and finance, because legitimate trade and investment need banking partners and financial models that work. These issues are being addressed through intensive expert consultations, happening basically on a daily basis, including in Brussels and in Tehran last week, but also at the political level.

As I mentioned, we worked on this with EU Member States' Foreign Ministers at the last Foreign Affairs Council. We focused in particular on the need to combine our work at EU level, with the two measures I just mentioned and the work that is ongoing at the expert level, with action from single Member States to protect national economic operators. This is the only way to be effective in this endeavour – to combine EU-level measures and national measures in a coordinated manner.

This is why we decided, and we have started to do so, to set up a network of national focal points of all EU Member States to further coordinate and intensify our work. This is essential to keep Iran in the nuclear agreement.

Of course, Iran also needs to do its part – and this is very clear – to improve its standards against money laundering and terrorist financing and step up banking reforms. These are essential steps to make Iran more attractive to European businesses and banks.

Last week, the Foreign and Finance Ministers of France, Germany and the UK, together with myself, wrote a letter to the US Secretaries of State and of the Treasury. We expressed our expectation that the extra-territorial effects of US secondary sanctions will not be enforced on EU entities and individuals, and that the United States respect the good faith of economic operators within EU legal territory, and we asked for a number of specific exemptions.

Let me be very clear. First of all, this is not an economic issue for Europe. This is a security issue for Europe, and the main thing is the nuclear non-proliferation efforts we're making. Second, our determination to preserve the deal is also in the interests of the United States, because preserving the nuclear deal is essential to our common security, both for Europe, for the United States and for the entire Middle East, which might otherwise fall into a spiral of nuclear proliferation and of an even more dangerous level of conflictuality.

Think for one moment of the scenario without the nuclear agreement in place tomorrow and you'll realise how dangerous this would be for all of us.

Preserving the nuclear deal is also essential to maintaining our unique and precious – even if difficult – channels of communication with Iran. The nuclear deal was never meant to solve or to address all issues in our relations with Iran. On the contrary, at the very beginning, meaning some 15 years ago now, that the purpose of the agreement would have been limited to only nuclear issues. Like it or not, that was the mandate the High Representative at that time received from the UN Security Council, and this is the mandate that was fulfilled.

Having a nuclear deal in place with Iran has opened up a window to address other issues that are not nuclear-related and that are there and that are our issues of concern as much as they are American issues of concern. They are outside the scope of the nuclear deal; they always have been. They need to be addressed. We believe that they can be better addressed on the basis of maintaining the nuclear deal with Iran, rather than on the basis of destroying it.

I'll give you a couple of examples of small windows that have opened up in our dialogue and political talks with Iran on issues that are not related to the nuclear ones. We have had the opportunity to discuss ballistic missiles, regional issues and human rights in the EU-Iran high level political dialogue and in other meetings – quite a unique formation, especially for the West.

I'll be very clear, we have serious issues with Iran's behaviour and stance in those fields. This is no mystery – either for us, or for them – but they are not linked to the nuclear agreement implementation and they would not be easier to deal with at all without the nuclear deal in place. On the contrary, let me say by experience that during all the years of negotiations of the nuclear deal anything else that was not nuclear-related was basically off the table. Once you keep and consolidate the nuclear deal with Iran and make its survival beyond question, then the space opens up to deal with other issues.

We are addressing these issues in their own right, in direct contacts such as on Yemen. On this, I would like to share with you that we have set up a regional dialogue with Iran, chaired by us, by the European Union, with the participation of France, Germany, Italy and the UK. So far this dialogue has focused on Yemen and it has already delivered one step that was important – helping organise the visit of the UN special envoy Mr Griffiths to Sana'a at the beginning of June, to meet with the Houthi leadership. We will discuss further steps of this work exactly with the special envoy of the United Nations at the next Foreign Affairs Council to see how we can use our channels to try and make the work to solve the Yemen crisis more effective.

If the nuclear deal collapsed, it would also be much more difficult to address our non-nuclear concerns that we have. The current tensions on the nuclear deal have already narrowed the space for discussing all the other issues and we believe it is in nobody's interest to close the channels that currently remain open. Again, the only outcome would be to give more space to those in the region, including in Iran, that argue for more radical positions.

Our position on the Iran nuclear deal is based on our principles and it is based on pragmatism. The nuclear deal makes Europe more secure and prevents a nuclear arms race in the Middle East. It brings economic benefits to the people of Iran, and it should continue to do so, and it opens precious new channels – albeit difficult ones, as I said – for diplomacy and dialogue.

This is why we are determined to preserve the nuclear deal and prevent a new escalation of tensions in an already troubled region and world, because Europe and the world cannot afford wasting all of this.

David McAllister, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, meine sehr geehrten Damen und Herren! Ich möchte zunächst Ihnen, verehrte Frau Mogherini, herzlich danken für die umfassende Darstellung der Lage und auch persönlich danken – ich glaube im Namen aller Abgeordneten, die sich für auswärtige Angelegenheiten in diesem Parlament interessieren – für Ihr ganz persönliches Engagement in dieser überaus wichtigen Frage.

Wir sind uns sicherlich alle einig in diesem Hause: Das Iran-Abkommen war nie perfekt, das muss uns allen bewusst sein. Dennoch bleibt es der richtige Weg, um einen nuklear bewaffneten Iran zu verhindern, wie Sie das eben gerade dargelegt haben. Und dass es nach Angaben der Internationalen Atomenergiebehörde „keine glaubwürdigen Hinweise“ auf ein iranisches Atomwaffenprogramm nach 2009 gibt, ist eben vor allen diesem Abkommen zu verdanken. Deshalb ist die amerikanische Entscheidung so schwer nachzuvollziehen.

Aber ich möchte noch einen Punkt machen: Die innen- und außenpolitische Rolle des Irans bleibt weiter höchst problematisch. Frau Mogherini, Sie haben das gerade eben angesprochen: Die massiven Menschenrechtsverstöße, das ballistische Raketenprogramm, die destabilisierende Rolle in Ländern wie Irak, Syrien oder Jemen, die Unterstützung der Hisbollah im Libanon und nicht zuletzt auch die aggressiven Bedrohungen gegenüber Israel sind für uns inakzeptabel, und wir wünschen uns, Frau Hohe Vertreterin, dass diese Probleme weiterhin auf allen politischen Ebenen offen und unmissverständlich angesprochen werden. Dabei haben Sie die Unterstützung des Europäischen Parlaments verdient.

Victor Boştinaru, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, I will start by saying that there is nothing strategic in dismantling our common EU-USA achievements throughout history, dismantling the multilateral rule-based system or calling into question the high value of multilateral diplomatic victories.

For the sake of clarity, the Iran deal required the country to eliminate 98% of its uranium stockpile, dismantle and seal two thirds of its centrifuges, cap uranium enrichment at levels well below weapons grade and remove the core of its plutonium reactor. Today the sweeping inspections regime of the International Atomic Energy Agency certifies that Iran is complying with all its commitments. Yes, the deal is key for nuclear non-proliferation and should be kept in place as long as possible. This is key for global peace and security and is in the interests of the international community, including the USA and Iran.

The credibility of the USA negotiating future nuclear agreements, notably the one with North Korea is now at stake. Today, after the summit between President Trump and President Kim Jong-un I can only hope that the North Korean deal will be as ambitious as the Iranian one. At the same time, this is to protect European companies in the light of the reintroduction of American sanctions.

Thus, the S&D Group welcomes the Commission proposal to activate the blocking statute. It goes without saying that the dialogue with the United States should continue. Nevertheless, in order to address separate issues, such as Iran's presence in Syria and its support for the bloody Assad regime and the development of ballistic missiles, in parallel we call on the EU to take all necessary measures to ensure tangible economic benefits for Iran.

Finally, we are living in turbulent times. It is therefore key for the European Union to stand firm and unite in the face of this challenge.

Charles Tannock, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, the signing of the JCPOA with Iran in 2015 was a breakthrough to halt the march towards nuclear proliferation in an unstable region. According to the IAEA's verification and monitoring programme, although the limits were probed and are being probed, no outright violations have been detected to date. I would like also to take the opportunity to acknowledge the role of Baroness Ashton and the role of the European External Action Service in bringing the deal to fruition back in 2015.

President Trump's decision, therefore, to pull out now and risk unravelling this finely-tuned agreement is baffling. It sends all the wrong signals to the other wannabe nuclear states, including the DPRK. The remaining EU signatories have a vital role now. On the one hand, the US must be persuaded that the deal is still our best tool against nuclear proliferation, and on the other hand, Iran must be encouraged to continue to meet all its obligations. Finding ways to financially protect the European Union companies doing business with Iran will indeed be challenging.

In Europe, of course we do not share common values with the Iranian Government. There are still other major issues of concern to be addressed, such as the Iranian ballistic missile programme, its involvement in proxy wars in the region, gross human rights violations and supporting terrorism, but we must not let one poorly-advised anti-multilateralist president destroy an agreement that has, at its heart, the desire to maintain a more peaceful world. I am very grateful that brexiting Britain is backing the European Union, not its traditional 'special relationship' partner, the United States, on this very important issue.

Marietje Schaake, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, after the G7, President Trump left not a millimetre of doubt about his opposition to his main allies. Anyone who was not yet convinced now knows the EU needs foreign and security autonomy. Our strength is tested in the process of keeping the spirit of the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) alive. The EU has chosen, with international partners, to bind and verify Iran's nuclear programme through the International Atomic Energy Agency (IAEA), and our part of the deal is lifting sanctions.

Of course, we are committed to peace, diplomatic solutions and, first and foremost, that which we ourselves have signed up for. So to have this policy autonomy is key. Certainly, to have the US choose to abandon one of the biggest diplomatic successes at times where these are few and with so much at stake is enough for us to absorb, and so we simply cannot accept that Washington spells out which sanctions our European companies are bound by. I would be interested in what is possible to mitigate US extra territoriality without pushing private-sector risks into public institutions.

At the same time, our autonomy must be clear in Tehran. Iranian leaders cannot and must not dictate what we in Europe should do. Iran itself must build confidence that they are committed to their part of the deal if they expect us to try and work hard to absorb the challenge of the US stepping back. I'm interested to learn a bit more about how conversations with China and Russia are going, because the spotlight is so much on us.

In previous debates, I have made clear that I believe that we have lost too much time focusing only on Iran's nuclear programme and not on the country's toxic role in the Middle East as well as the systematic human rights violations against the Iranian people. I urge you to make sure the EU has a broad agenda in relation to Iran and not to be trapped in the single issue of saving the deal, however important that may be.

Klaus Buchner, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident! Auch ich möchte mich sehr herzlich bei Ihnen für Ihr Engagement und für die Dinge bedanken, die Sie bereits jetzt erreicht haben, Hohe Vertreterin. Wenn Europa dem Willen von Präsident Trump folgt und ebenfalls die Sanktionen gegen den Iran wieder anwendet, dann wird der Iran die Produktion von Atomwaffen wieder aufnehmen, und ein nukleares Wettrüsten im Nahen Osten wird beginnen. Denn wenn der Iran über Atomwaffen verfügt, dann lässt sich sein Erzfeind Saudi-Arabien sicher nicht davon abhalten, ebenfalls welche zu beschaffen. Und Saudi-Arabien wäre sicher nicht das einzige Land, das einerseits nach der Bombe greift und andererseits Terroristen unterstützt. Das müssen wir mit allen Mitteln verhindern.

Europa muss sich gegen Donald Trump durchsetzen, der alle Firmen bestrafen will, die mit Iran Handel treiben. Unsere beste Maßnahme dagegen ist eine alte Verordnung, die Sie, Hohe Vertreterin, bereits erwähnt haben: die Blocking-Verordnung, die den europäischen Firmen hilft, die mit dem Iran Handel treiben wollen. Durch diese Verordnung werden alle Firmen entschädigt, die wegen ihres Handels mit dem Iran ihre Aktivitäten in den USA nicht mehr durchführen können. Es bleibt uns keine andere Wahl, als die von Ihnen vorgeschlagenen Maßnahmen zu treffen. Der Handel zwischen Europa und dem Iran darf nicht gestoppt werden. Ich erwarte, dass das Europäische Parlament und auch der Ministerrat Ihnen schon im Vorhinein zustimmen und signalisieren, dass diese Maßnahmen bestätigt werden, denn alles andere würde eine tödliche Bedrohung für uns alle bedeuten.

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Paul Rübzig (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Herr Kollege Buchner, wir alle sind daran interessiert, dass sich die Wirtschaftsbeziehungen Europas mit allen Ländern dieser Welt so positiv wie möglich entwickeln. Wir haben dafür ja auch die WTO und den Appellate Body und wir bemühen uns wirklich, nicht nur multilateral, sondern auch plurilateral die Dinge in die richtige Richtung zu bringen. Glauben Sie, dass es möglich ist, auch mit Iran hier eine dementsprechende Grundlage zu schaffen, dass unsere Betriebe, dass die Wirtschaft sich gerade dort mit den kleinen und mittleren Betrieben zusammenfinden kann und auch auf beiden Seiten für eine friedliche Lösung sein wird?

Klaus Buchner (Verts/ALE), *blue-card answer*. – Yes, I think it is possible. We have already started some business and the point is not the money transfer, which is already possible now. The point is what you, High Representative, have mentioned, namely that European banks also give loans and that the usual business with money transfers works. So the answer is yes.

Cornelia Ernst, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident! Ich habe ziemlich lange überlegt, was ich jetzt sage. Denn einerseits sendet Präsident Trump Zeichen zur Beendigung des Krieges und zur Denuklearisierung auf der koreanischen Halbinsel, was wir natürlich begrüßen, und andererseits kündigt er einen Vertrag zur Denuklearisierung mit dem Iran. Er unterzeichnet eine Erklärung des G7-Gipfels, um sich wenige Minuten später davon loszutwittern. Er tanzt vergnügt mit dem saudischen Despoten beim Staatsbesuch in Riad und beschimpft die Länder, die ihm nicht passen, als Drecksländer. Die US-amerikanische Außenpolitik ist unberechenbar geworden und damit auch beliebig. Die Vereinigten Staaten sind als seriöser Partner nur noch schemenhaft wahrnehmbar, und ihre Führungsrolle, auf die sie immer wieder pochen, haben sie längst verloren.

Wir müssen die UNO stärken und dürfen nicht wie das Kaninchen vor der Schlange hocken und hoffen, dass sie nicht zubeißt. Es ist längst der Zeitpunkt gekommen, eigene Wege konsequent zu gehen, sich auf die eigenen Kräfte zu besinnen, die Dinge zu tun, die getan werden müssen. Das Iran-Atomabkommen muss erhalten werden.

Eine weitere Eskalation im Nahen und Mittleren Osten kann in dieser wichtigen Region einen Flächenbrand auslösen und auch die Hoffnung so vieler Menschen zerstören. Das wollen wir nicht. Frieden – lassen Sie mich das abschließend sagen – und nur Frieden macht es möglich, Wirtschaft zu entwickeln, Korruption zu bekämpfen, die Lage von Menschen zu verbessern und Menschenrechte wirksam zu verteidigen. Gehen wir diesen Weg!

Fabio Massimo Castaldo, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, gentile Alto rappresentante, guardati dal nemico ma dall'amico guardati cento volte. Questo aforisma calza a pennello alla complicata situazione che si è creata a seguito della decisione americana di ritirarsi unilateralmente dall'accordo sul nucleare iraniano.

Questo ha portato la Commissione ad estendere il mandato della BEI all'Iran per supportare le nostre imprese e a rispolverare il cosiddetto statuto di blocco, che proibisce alle compagnie europee di adeguarsi alle sanzioni extraterritoriali statunitensi. Questa partita a scacchi rappresenta un problema tanto grande quanto complesso. Nonostante l'Unione e gli Stati membri abbiano a più riprese affermato il nostro supporto all'accordo, con la conferma delle sanzioni secondarie verrebbero meno gli incentivi economici per l'Iran, che infatti ha minacciato di uscire a sua volta.

Credo, che la decisione statunitense di lasciare unilateralmente l'accordo rappresenti un errore storico e sono fermamente convinto che sia nostro dovere fare tutto il possibile per salvaguardarlo, nonostante gli strumenti a disposizione forse non siano ancora sufficienti per l'arduo compito.

Voglio fare un ultimo appello al Presidente Trump: sediamoci assieme e, partendo dall'attuale base, che è appunto l'accordo stesso, un accordo che sta funzionando, cominciamo i negoziati per ampliarlo, venendo incontro alle vostre preoccupazioni. Come gesto di buona fede, però, gli Stati Uniti rinuncino quantomeno ad applicare le sanzioni secondarie alle compagnie europee.

Se dovessimo fallire assisteremo ad un precedente pericolosissimo, non solo per l'ulteriore destabilizzazione e l'escalation nella regione, ma perché si renderebbe evidente che gli Stati Uniti in primis e l'Occidente tutto non sono più partner affidabili nel mantenere la parola data. Ne va della nostra sicurezza, come lei ha detto, e non solo del nostro commercio.

Cari colleghi, la fiducia si guadagna goccia a goccia, ma si perde a litri. È essenziale che su questo dossier non ci siano spaccature tra noi, e agli alleati statunitensi dico: attenzione ad abbandonare il multilateralismo in favore di confronti bilaterali, può essere un'arma a doppio taglio anche per voi. Come dice un antico proverbio persiano, «se il gatto e il topo trovano l'accordo, il droghiere è rovinato».

Mario Borghezio, *a nome del gruppo ENF*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ho l'impressione che di fronte a una realtà oggettiva, cioè, piaccia o non piaccia, che l'accordo nucleare con l'Iran è appeso a un filo, la risposta dell'Europa appaia, come dire, opaca.

Vi è stata la lettera siglata da Francia, Germania, Gran Bretagna e dalla signora Mogherini per l'Unione europea, con la quale di fatto si è un po' supplicato gli Stati Uniti di esentare le imprese europee dalle conseguenze delle sanzioni. Ho sentito anche in quest'Aula parlare e insistere, giustamente e polemicamente, su questo concetto dell'extraterritorialità americana.

Ma quando mai è stata ostacolata in precedenza? E quando mai, nel corso delle numerose occasioni nelle quali abbiamo commentato e generalmente è stato esaltato questo accordo, si è previsto lo scenario – bisogna sempre prevedere un piano B – che improvvisamente questo accordo potesse essere vanificato? E quale sarebbe stato il risultato per le nostre imprese? Si dice che si vorranno tutelare le piccole e medie imprese, ma quelle che vanno ad affrontare i lavori e le grandi conseguenze, in un paese come l'Iran non propriamente tranquillo, sono le grandi imprese e queste stanno scappando tutte.

Quello che non si dice chiaramente, in questo dibattito, da parte della signora Mogherini, è che scappano tutte, se ne vanno via tutte, quelle dell'auto, quelle del petrolio, disegnando uno scenario molto pericoloso per l'Iran, soprattutto, e quindi per le conseguenze di geopolitica e anche di sicurezza molto pericolose per tutto il mondo.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, η συμφωνία για το πυρηνικό πρόγραμμα του Ιράν αποτελεί αναμφίβολα την μεγαλύτερη ίσως επιτυχία της εξωτερικής πολιτικής της Ευρωπαϊκής Ενώσεως, διότι, πέραν του ελέγχου του πυρηνικού προγράμματος αλλά και των δραστηριοτήτων του Ιράν, έδωσε τις βάσεις για την ειρηνική επίλυση του προβλήματος της Μέσης Ανατολής και παράλληλα έδωσε και την δυνατότητα εμπορικών σχέσεων με το Ιράν. Μεγάλες εταιρείες, όπως η Airbus και η Total, έχουν συνάψει εμπορικές συμφωνίες, αυξήθηκε και ενισχύθηκε η οικονομία της χώρας, αυξήθηκαν κατά 700 000 οι θέσεις εργασίας και το Ιράν διέθεσε ένα μέρος των κονδυλίων για την αντιμετώπιση της τρομοκρατίας.

Για όλους τους παραπάνω λόγους η απόφαση του Προέδρου Trump να αποχωρήσουν οι ΗΠΑ μονομερώς από τη συμφωνία εγκυμονεί κινδύνους. Κατ' αρχάς το Ιράν απειλεί ότι θα αποχωρήσει και αυτό μονομερώς από κάποια άλλη συμφωνία που έχει υπογράψει με άλλες χώρες και θα επαναλάβει σε εθνικό πλαίσιο το πυρηνικό πρόγραμμα, ενώ πρόσφατα ανακοίνωσε την επιθυμία του να αποκτήσει δυνατότητες για τον εμπλουτισμό ουρανίου. Επιπλέον υπάρχει κίνδυνος να επαναληφθούν οι συγκρούσεις των ναυτικών δυνάμεων των ΗΠΑ και του Ιράν στον Περσικό Κόλπο.

Cristian Dan Preda (PPE). – Monsieur le Président, Madame la Haute Représentante, l'accord nucléaire iranien est, on le sait tous, un pilier de l'architecture globale de sécurité et une réalisation importante de la diplomatie européenne que vous dirigez.

Lors de la mission AFET/DROI qui s'est rendue à Téhéran en février, j'ai pu mesurer l'inquiétude de nos interlocuteurs iraniens par rapport au changement de la politique américaine, parce que eux, à l'époque, étaient déjà convaincus que Trump allait faire ce qu'il a fait.

Nous avons essayé d'assurer à nos interlocuteurs iraniens que l'Europe allait œuvrer pour préserver cet accord et ce que vous faites et ce que les ministres des affaires étrangères font.

Mais j'ai également retenu l'insatisfaction de nos interlocuteurs iraniens quant à nous Européens. J'ai été choqué par leurs critiques, notamment pour ce qui est des retombées économiques: ils nous reprochent, ils vous reprochent qu'elles ne soient pas là, et on a dû vous défendre, Madame la Haute Représentante.

Ce qui m'inquiète, c'est qu'ils continuent à faire cela, et ils continuent à dire des choses qui ne sont pas toujours dans la philosophie politique de cet accord.

Récemment, l'ayatollah Khamenei a parlé de l'augmentation de la capacité nucléaire iranienne dans le cadre de l'accord, ce qui est tout à fait inacceptable.

Je termine en disant que je suis content de ce vous avez dit concernant la possibilité de discuter sur les droits de l'homme. Mais j'aimerais voir aussi des résultats concrets.

Nous avons discuté la dernière fois, ici, de nouveau du cas d'Ahmadreza Djalali. C'est un citoyen qui a aussi la nationalité suédoise et j'aimerais le voir libéré...

(le Président retire la parole à l'orateur)

Knut Fleckenstein (S&D). – Herr Präsident! Frau Mogherini, wir begrüßen Ihre klare Haltung und die klare Haltung der Kommission, inklusive des Mandats für die Europäische Investitionsbank und inklusive der wieder in Kraft gesetzten Blocking Verordnung. Ich will nicht alles wiederholen, was schon gesagt worden ist. Der Iran hat sich an seine Abmachungen gehalten, die Vereinigten Staaten von Amerika haben es nicht. Sie sind einseitig ausgeschieden, und falls sie die Sanktionen wirklich verhängen sollten, haben sie einen Vertragsbruch beziehungsweise Bruch internationaler Regeln in Kauf genommen.

Ich halte das nach wie vor für völlig verantwortungslos. Die Sicherheit in dieser Region hat viel mit unserer Sicherheit zu tun. Und wenn der Iran seine Vorteile nicht erhält, warum sollte er sich an seinen Teil der Abmachung halten? Das wird eine Gefahr für uns alle werden, weil Saudi-Arabien angekündigt hat, was dann geschieht; Israel hat es auch. Diese Gefahr für uns alle dürfen wir nicht einfach hinnehmen, nur weil ein Präsident der Vereinigten Staaten keinen Respekt vor seinen Alliierten mehr hat.

Lassen Sie mich eine Bemerkung machen, die mir auch sehr wichtig ist. Ich glaube, dass wir noch einmal unsere Partner im Iran drängen sollten, dass wir endlich auch eine Mission der EU im Iran aufmachen können. Es wird nicht durch uns blockiert, wenn ich das richtig verstanden habe, sondern es wird bisher durch Teheran blockiert. Wenn wir vertieft zusammenarbeiten wollen, dann muss es manchmal auch schnell gehen und auf einem direkten Wege. Und deshalb wäre eine solche Mission der EU in Teheran exakt das Richtige.

Anders Primdahl Vistisen (ECR). – Hr. formand! Atomaftalen med Iran var fra begyndelsen problematisk. Problematisk, fordi den amerikanske præsident, der indgik den, udmærket godt vidste, at den ikke kunne ratificeres demokratisk i senatet i USA. Derfor står vi nu i nøjagtig samme situation, som i forhold til Paris-klimaafalen, at det er den til enhver tid siddende præsidents prerogativ at beslutte, om man vil overholde eller forlade aftalen. Ud over det er der den helt fundamentale problemstilling omkring aftalen med Iran, at den ikke tager de mange aspekter af iransk problematisk adfærd med. Vi taler her om udvikling af ballistiske missiler, om en situation, hvor Iran spreder terror både i Mellemøsten og i Europa. Helt grundlæggende er aftalen derfor ikke god og grundig nok. Derfor kan man selvfølgelig godt sidde, som mange gør her, og beklage, at amerikanerne har trukket sig fra aftalen. Vi kunne også prøve at finde en mere konstruktiv model, hvor vi rent faktisk – sammen med amerikanerne – finder en måde til at inddæmme den skadelige iranske indflydelse, både i regionen og i resten af verden.

Javier Nart (ALDE). – Señor presidente, hago más todas las palabras de usted, señora Mogherini. Ha sido impecable, correcta y ha hecho un análisis impecable de toda la situación.

Cuando estuvimos en Teherán hablando con Ali Akbar Velayati, dijo una cosa que era muy evidente: «Nosotros respetamos el acuerdo si el acuerdo nos respeta a nosotros». Y, en consecuencia, si somos capaces de cumplir el intercambio entre la seguridad nuclear con la multiseuridad y el desarrollo. Si somos incapaces de asegurar el desarrollo porque Estados Unidos a través de su presión económica, del control estratégico que tiene de los movimientos financieros, lo bloquea, no solamente debemos acudir al Reglamento de bloqueo.

Mire, señora Mogherini, yo creo en la amistad y en la colaboración con los Estados Unidos, de la misma forma que creo que la distancia entre Washington y Bruselas es la misma distancia que entre Bruselas y Washington. Y de esa forma, para ser respetados, tenemos que ser respetables y no podemos simplemente cumplir con nuestro dinero a través del Reglamento de bloqueo. Si nos realizan las presiones económicas de las que somos víctimas, el único lenguaje que entiende ese hombre de negocios tocoso que es Trump es, sencillamente, la contradicción.

Σοφία Σακοράφα (GUE/NGL). – Κυρία Επίτροπε, είναι θετικό καταρχάς ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση εκδήλωσε την απόλυτη στήριξη της στην πυρηνική συμφωνία και μάλιστα διαφοροποιήθηκε για πρώτη φορά κάτω από τις ΗΠΑ. Φυσικά όλοι γνωρίζουμε ότι αυτή η διαφοροποίηση αφορά στη σύγκρουση ενεργειακών συμφερόντων και όχι αποκλειστικά στα πυρηνικά. Αν όμως όντως θέλουμε να παραμείνει ενεργή η συμφωνία, απαιτούνται παρεμβάσεις που θα το αποδεικνύουν σε όλα τα επίπεδα και όχι μόνο για προστασία επιχειρήσεων και επενδύσεων. Αυτό σημαίνει ενίσχυση της ευρωπαϊκής θέσης κατά των πυρηνικών, αλλά ενίσχυση με πράξεις. Το ελάχιστο πρώτο δείγμα θα ήταν να προσχωρήσουν στη Συνθήκη για την Απαγόρευση των Πυρηνικών Όπλων όλα τα κράτη μέλη της Ένωσης. Ας μην ξεχνάμε ότι μέχρι σήμερα την έχει κυρώσει μόνο η Αυστρία.

Κύριε Επίτροπε, αν πράγματι ενδιαφέρεστε για την ειρήνη στην περιοχή, ασκήστε πίεση στον σημαντικό σας εταίρο, όπως τον αποκαλείτε, το Ισραήλ, που δεν έχει προσχωρήσει ούτε καν στην πρώτη συνθήκη για τη μη διάδοση των πυρηνικών. Ας κάνουμε έστω και τα ελάχιστα που θα αποδεικνύουν την αξιοπιστία των προθέσεών μας.

Tiziana Beghin (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signora Commissario, grazie all'accordo sul nucleare e alla fine dell'embargo, l'Iran si è aperto al mondo e molte aziende italiane ed europee hanno ripreso a commerciare con questo paese, investendo in Iran miliardi di euro per creare infrastrutture e servizi.

Tramite il commercio possiamo migliorare la situazione del popolo iraniano e creare nuove opportunità di lavoro e sviluppo per le nostre imprese, non solo quelle grandi come all'inizio, ma anche per le piccole e medie imprese si apre un mercato decisamente interessante visto le dimensioni ma anche semplicemente facendo riferimento a quanto era già abbastanza rilevante per le nostre aziende prima del periodo dell'embargo.

È chiaro che le sanzioni decise oggi dagli Stati Uniti ostacoleranno questi progetti e, in base all'approccio americano, ogni impresa che commercia con l'Iran rischia di perdere l'accesso al mercato americano e la facoltà di usare il dollaro come moneta per gli scambi, in pratica la perdita di un mercato essenziale e la paralisi del credito.

È evidente che non c'è nessuna legittimità in queste sanzioni, perché l'Iran ha rispettato tutti i termini dell'accordo sul nucleare. Quindi l'Europa, come è già stato ricordato, deve farsi trovare preparata e aiutare le imprese europee. L'Unione dovrebbe negoziare delle esenzioni specifiche con gli Stati Uniti, permettendo alle nostre imprese di continuare a fare affari, ma si dovrebbe anche consentire agli Stati membri di dotarsi di fondi ad hoc per sostenere le imprese colpite dalle sanzioni ed estromesse dai canali di credito, senza che questa forma di supporto sia considerata un aiuto di Stato.

Ogni misura dovrebbe essere concordata e armonizzata tra i diversi Stati, perché proprio il mancato coordinamento tra gli Stati europei creerebbe un danno enorme alle nostre aziende. E bisogna ovviamente capire chi pagherà se queste subiranno delle perdite. Il commercio con l'Iran è sicuramente importante per gli iraniani, ma lo è anche per le nostre aziende, e se non vogliamo perderlo dobbiamo correre ai ripari e dobbiamo farlo tutti uniti.

Nicolas Bay (ENF). – Monsieur le Président, pour les entreprises françaises, l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien représentait un espoir, celui de reconquérir des parts de marché dans un grand pays avec lequel la France a longtemps eu des relations privilégiées.

PSA y a fait un retour spectaculaire avec 450 000 véhicules vendus l'année dernière et de belles perspectives dans ce pays de 82 millions d'habitants. Le constructeur français a ainsi repris la place qu'il avait dû céder à son concurrent américain General Motors après un décret signé par Barack Obama en juin 2013. Peugeot et Citroën sont implantés depuis longtemps en Iran et le marché iranien est redevenu pour eux le premier marché étranger devant la Chine.

L'Iran est également un enjeu stratégique pour un autre géant industriel français, Total, qui a signé un très gros contrat gazier en juillet 2017. Rappelons en effet que l'Iran détient les deuxièmes plus importantes réserves de gaz naturel au monde, juste après la Russie.

Au lieu de vous époumoner en vain contre la hausse des tarifs douaniers décrétée par le président Trump, dénoncez et agissez donc contre le scandale de l'extra-territorialité du droit américain, qui nuit gravement à nos intérêts économiques. Un règlement du Conseil de novembre 1996 est censé protéger les entreprises européennes mais il n'a jamais été appliqué, faute d'avoir le courage d'assumer un vrai bras de fer avec les États-Unis.

En 2014, nous aurions dû empêcher la justice américaine d'infliger à BNP une amende record de 9 milliards de dollars, déjà à cause de l'embargo américain sur l'Iran.

Les États-Unis défendent leurs intérêts, il est temps que les nations européennes défendent les leurs.

James Carver (NI). – Mr President, recently in Yemen the Houthis announced that their missiles could now reach Abu Dhabi and that Emiratis could expect similar attacks to those carried out against Saudi targets. Let me be clear: all these missiles are Iranian. The Houthis are unable to fight the legitimate authorities in Yemen without the active involvement of Iran.

Madam High Representative, if you consider the destabilisation in Lebanon, the tragedy in Syria and the resurgence of Hezbollah, there is one common denominator: Iranian regional aspirations. Why no mention of the human rights abuses against the Iranian people and the murder of Iranians speaking out against this despotic regime? Why are you not speaking about these criminal acts? Why not hold the Revolutionary Guard to account, or are drug smuggling and money laundering no longer a concern of anyone here? Are you seriously suggesting that we can trust this regime, and indeed saying that we should reward them? Perhaps you are so guided by your anti-American rhetoric that you will stubbornly take everyone down this disastrous path, although, as always, it will be others who will ultimately pay the price of your folly.

José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra (PPE). – Señor presidente, la alta representante nos ha recordado la necesidad de insistir en el mantenimiento del acuerdo nuclear con Irán por razones de seguridad, siempre que Irán cumpla sus obligaciones. Según la Agencia Internacional de Energía Atómica, dos tercios de las centrifugadoras han sido destruidas, el 95 % del uranio enriquecido está fuera del país y el reactor nuclear de Arak está inoperativo.

Sin embargo, señora alta representante, hay una pregunta que flota en el ambiente: ¿Se arriesgarán las empresas europeas con intereses en Estados Unidos a sanciones de este país? Usted lo acaba de decir: ¿Podrá la Comisión obtener exenciones? La verdad es que después de los aranceles al acero y al aluminio y de la reunión del G7, es dudoso.

Si volvemos la vista en estos momentos a Singapur, vemos que el autócrata norcoreano, sobre la base de sus sesenta bombas nucleares y más de 1 000 misiles, ha obtenido su minuto de gloria. No hay alternativa a lo que nos propone la alta representante. Es muy importante mantener este acuerdo nuclear, pero también son muy importantes los derechos humanos que se están degradando continuamente en el país.

Elena Valenciano (S&D). – Señor presidente, yo encuentro a todos mis colegas muy prudentes, la verdad.

Algunas cosas ya sabemos: que Trump ha venido a volar el sistema de relaciones internacionales, cuidadosamente construido después de la Guerra Fría, ya lo sabemos, ya ha sucedido; que el presidente Trump ha decidido tener una mala relación con sus aliados del G-7, con su vecino del norte, Canadá, con su vecino del sur, México, y con la Unión Europea también lo sabemos, eso ya ha pasado; que sus provocaciones y bandazos permanentes han convertido al mundo en un lugar más inseguro, también lo sabemos. Ahora queda por ver cómo reaccionamos nosotros ante algo que ya es una certeza: que este comportamiento es un comportamiento que hace que el mundo sea hoy más peligroso de lo que era antes de que Trump fuera el presidente de los Estados Unidos.

La manera de reaccionar a esto, sin duda ninguna, es defender nuestros intereses de manera unida. Lo que le queda a este Parlamento, por lo tanto, en esta tarde, tal y como estamos haciendo, es reforzar la posición de la Unión Europea y sostener con firmeza la acción de la alta representante en la defensa de un pacto nuclear que es, probablemente, una de las herramientas más importantes para nuestra seguridad y nuestra estabilidad.

Tenemos que saber ya que en la Casa Blanca no tenemos a un amigo, y tal vez así podamos nosotros reforzar nuestra propia amistad dentro de las fronteras europeas, hacernos más fuertes a nosotros mismos, en la medida en que lo que tenemos enfrente, desgraciadamente, es un fenómeno nuevo. Y es un inquilino de la Casa Blanca que no ha venido a ayudarnos, sino a todo lo contrario.

Y creo que el trabajo de la alta representante en estos últimos meses en la defensa del acuerdo nuclear es un excelente trabajo. Creo que estamos todos convencidos de que nuestra estabilidad y nuestra seguridad dependen en gran medida de que ese acuerdo se mantenga, y por eso hoy quiero apoyar firmemente la tarea de la alta representante.

Ангел Джамбазки (ECR). – Уважаеми г-н Председател, уважаеми колеги, уважаема г-жо Могерини,

Позволете ми първо да Ви поздравя за Вашата навременна и полезна за Европейския съюз позиция, която изразихте в първите часове на тази криза. Позицията беше правилна и тя трябва да бъде следвана и от нашите колеги.

Уважаеми колеги, споразумението с Ислямска република Иран е полезно за Европейския съюз и за неговите членове. Това споразумение работи, това споразумение може и ще създава работни места във всяка една от държавите членки. Може, е и ще бъде допълнителен гарант за сигурността на гражданите в тези държави.

Не можем и не трябва да позволяваме на трети страни да застрашават интересите на държавите-членки на Европейския съюз. Не можем и не трябва да бъдем заложници на непремерена и волунтаристична политика. Когато говорим за човешки права, трябва ясно да си даваме сметка и да знаем докъде стигат възможностите не да се месим във вътрешните работи на суверенни държави. Това е споразумение е добро, ние трябва да го уважаваме и да го развиваме.

Urmaz Paet (ALDE). – Mr President, it is very bad that we have come to a situation where allies such as the European Union and the US have such diverging opinions on Iran and how to move forward. The Iran nuclear agreement is not perfect, but to change it, the allies – meaning the US and the European Union – should work together, not act unilaterally. The unilateral actions of the US undermine this much-needed alliance and also the international legal environment.

It is also clear that some expectations that came with the Iran nuclear agreement have not been fulfilled, such as the way Iran is spending the money that it has received due to the lifting of sanctions. Instead of using this money to build up its country and help people, it is using the money to enhance its military structures and support conflicts in its neighbouring countries like Yemen, Syria and Iraq. Also, the continued threats against Israel are unacceptable and must be addressed also by the EU. Of course, the EU should think of Plan B, should Iran go ahead and resume the enrichment of uranium, as the Iranian President has threatened.

Mike Hookem (EFDD). – Mr President, the Iran deal is dying before our eyes and only Europe is still clinging on to this flawed plan. Lauded as a means of ensuring peace and security for generations, its only effects have been to potentially catalyse yet more death and destruction in the already unstable Middle East, and to drive a wedge in western diplomacy, as Trump actually follows through with his campaign pledges and ends US participation.

The USA will be re-imposing sanctions on Iran. It was also reported last week that the Iranian regime is looking at options to boost uranium enrichment in case the deal fails. So let's be clear: Iran is preparing for the failure of the nuclear deal. But what is the EU's reaction to all this? The Commission is trying to force through a delegated act to make Iran eligible for European Investment Bank funding. Not content with clinging to a dying deal, you actually want to give economic and political support to the Iranian regime. It makes sense though doesn't it? Trump pulls out of the nuclear deal and you see an opportunity to make the EU look like big players on the world stage.

This is more about EU vanity than it is about solving complicated political issues. It is almost as if the EU is trying to fight a proxy war against America in the Middle East. Our ability to influence Iran is greatly weakened without US participation. If the EU and Europe's major powers continue down this line, its only real impact will be to tilt backwards towards the anti-Americanism that seeps through the seams of these institutions.

So how will this affect potential economic projects financed by the EIB? How will this influence the deteriorating trade and diplomatic relations between the EU and USA? According to Reuters internal sources, the EIB is unhappy with the Commission proposal because the EIB raises funds on US markets. To make matters worse, a delegated act is a power the unelected Commission has to adopt legislation without any anyone who was elected having a vote. So this proposal is far from being democratic and accountable.

Whilst we will of course continue to work closely with European allies when our interests converge, this is not one of those times. May's government is too scared to fully embrace the opportunities and independence that Brexit provides, and is continuing to follow EU policies and legislation, no matter the cost to the UK. Don't get me wrong. I don't want an independent Britain to be the 51st state of America. But the British people certainly voted to stop being the EU's 28th State. This is going to be one of the first big tests for the UK to refind its place in the world as an independent nation. The whole point of Brexit was to make our own democratic rules and pursue our own interests, but like the rest of the negotiations, Ms May will surrender to the EU, following EU rules and policies as closely as possible, completely against the express will of the British people.

The UK Government, packed with remainers, could not see the benefits of Brexit before the vote and is too scared to seize them now. This is not academia or a domestic political squabble, but will have real and long-lasting effects on our standing in the world, driving a wedge between the UK and our most important strategic partner, the USA. We should not follow Mogherini's vanity project at the expense of our most important global relationship. It is time for us to follow our American allies and call it as we see it. The Iran deal is dead, and we must seek out a new style of diplomacy, one that actually gets results, as we are seeing on the current Korean Peninsula ...

(The President cut off the speaker)

President. – Colleagues, once again, I have been as tolerant as I could be as Chair, but next time I really will be cutting off the microphone within seconds of when you should finish. I think it is unfair to your colleagues.

Michał Marusik (ENF). – Panie Przewodniczący! Słuchając tej debaty, z niepokojem zauważam, że wielu mówców bardzo umiejętnie broni tezy, która niestety jest nieprawdziwa. Otóż już starożytni wiedzieli, że jeśli chce się mieć pokój, trzeba być przygotowanym do wojny. Kraje, które dysponują strategicznym potencjałem odwetowym, nie są atakowane. To nie słabość jest ostoją i gwarancją pokoju i bezpieczeństwa. Ostoją pokoju i bezpieczeństwa jest siła. Silnych nikt nie atakuje. Proszę zauważyć, że kraje Afryki Północnej nie dysponowały możliwością strategicznego odwetu i zostały zniszczone. Jeżeli więc zależy nam na światowym pokoju, to powinno nam zależeć na tym, żeby kraje miały możliwość obrony i nie były atakowane. A w ogóle kto może decydować o tym, który kraj będzie miał możliwość odwetowego działania, a który takiej możliwości mieć nie powinien? Nam chyba takie prawo nie przysługuje.

Udo Voigt (NI). – Herr Präsident, Hohe Vertreterin! Als ich vor drei Wochen im Iran war und dort auch Gespräche mit führenden Mitgliedern des Wächterrates hatte, habe ich dort Folgendes gesehen: Auf der einen Seite ist das Vertrauen in die Länder Europas groß, dass sie wenigstens Wort halten, auf der anderen Seite ist ein starkes Misstrauen da, dass letztendlich Europa wieder nach der Pfeife der USA tanzt.

Ich denke, die Hoffnung, dass auf der einen Seite die EU, Europa sich einen eigenen Weg freimacht und sich absetzt von den Vereinigten Staaten und endlich einmal die Wirtschaftskraft von fünfhundert Millionen Europäern ausspielt, diese Hoffnung ist groß und darf auf keinen Fall enttäuscht werden. Donald Trump, die USA sind out. Neuverhandeln wurde auch diskutiert – warum denn nicht? Warum nicht eine atomwaffenfreie Zone im ganzen Nahen Osten schaffen, unter Einschluss von Israel, damit der Frieden dort endgültig garantiert wird?

Elmar Brok (PPE). – Herr Präsident, Frau Vizepräsidentin, Kolleginnen und Kollegen! Es geht darum, den Atomwaffensperrvertrag zu retten. Deswegen ist es wichtig und deswegen wünsche ich Ihnen, Frau Mogherini, viel Erfolg, dass der von Ihnen ausgehandelte und von uns getragene, von den drei EU-Mitgliedsländern – die demokratisch sind – durchgesetzten Vertrag jetzt mit den anderen Partnern auch gegen die extraterritorialen Ansprüche der Vereinigten Staaten von Amerika verteidigt wird.

Gleichzeitig sollten wir darauf achten, dass es natürlich Kritikpunkte am Iran gibt: wegen der inneren Struktur, der Menschenrechtsverletzungen, des Raketenprogramms, der Beteiligung an den Kriegen im Mittleren Osten und wegen der Israelpolitik. Aber wir müssen deutlich machen, dass Präsident Trump, wenn er den Iran-Deal zerstört, keine Glaubwürdigkeit mit Nordkorea haben wird. Im Übrigen wünsche ich ihm sehr viel Erfolg für seine Verhandlungen. Wenn er die Verifizierungen mit Nordkorea herausbekommen sollte, die Sie, Frau Mogherini, im Falle Irans verhandelt haben, dann hat er ein gutes Ergebnis. Das, was heute herausgekommen ist, ist eine schöne Erklärung ohne jegliche Absicherung, dass Nordkorea sich daran hält.

Josef Weidenholzer (S&D). – Herr Präsident! Das Atomabkommen mit dem Iran wurde mit Recht als ein Triumph der Diplomatie gewürdigt. Ein schier unlösbares Problem konnte durch Gespräche und vertrauensbildende Maßnahmen gelöst werden, und ganz wesentlich für diesen Erfolg waren die Bemühungen der Hohen Beauftragten für die Außenpolitik, Federica Mogherini. Es war nicht nur ein Beweis dafür, dass europäische Außenpolitik funktionieren kann, sondern auch ein kräftiges Signal für Multilateralismus. Mit dem Abkommen wurde auch die Tür aufgestoßen für mögliche Entwicklungen in der Region, für Frieden, für mehr Wohlstand, Demokratie und Rechtsstaatlichkeit, insgesamt mehr Stabilität – das alles abhängig davon, ob sich der Iran an die Vereinbarungen hält. Die Internationale Atomenergiebehörde stellte wiederholt fest, dass die Vereinbarungen erfüllt wurden.

Die Entscheidung des amerikanischen Präsidenten, sich mutwillig über das alles hinwegzusetzen, ist unverantwortlich und stellt einen radikalen Bruch des Vertrauensgrundsatzes dar. Auf welcher Basis sollen künftig Konflikte gelöst werden, wenn man nicht mehr darauf vertrauen kann, dass Vereinbarungen eingehalten werden? Es ist daher zu begrüßen, dass wir zu unseren Vereinbarungen stehen.

Es darf aber nicht beim guten Willen allein bleiben, es braucht robuste Absicherungen – auch im Interesse der europäischen Unternehmen, die im Vertrauen auf die Gültigkeit internationaler Abkommen Entscheidungen getroffen haben. Hier ist die Europäische Investitionsbank gefragt. Alle bisherigen Projekte im gemeinsamen Interesse müssen weiter fortgeführt werden, wie der erst langsam in Fahrt kommende Menschenrechtsdialog, der sehr wesentlich ist und entscheidend sein wird, oder die gemeinsamen Anstrengungen im Kampf gegen den Drogenhandel oder die regionale Sicherheitskooperation. Und es wäre überaus hilfreich, nun endlich auch die Eröffnung einer EU-Delegation in Teheran in Angriff nehmen zu können. Nur durch intensive diplomatische Aktivitäten kann die gegenwärtige Krise gelöst werden, wie schon einmal.

Ελένη Θεοχάρους (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, Κυρία Επίτροπε, με τη συμφωνία του 2015 η Ευρωπαϊκή Ένωση δεσμεύτηκε για τον αποτελεσματικό έλεγχο του πυρηνικού προγράμματος του Ιράν με ταυτόχρονη άρση των κυρώσεων κατά της χώρας αυτής. Αναμφίβολα τασσόμαστε υπέρ της συμφωνίας, ακόμη και μετά την υπαναχώρηση των Ηνωμένων Πολιτειών που ακολουθούν αλλοπρόσαλλη πολιτική, υπό τον όρο βεβαίως ότι και το Ιράν θα τηρήσει τις υποχρεώσεις του.

Η άρση των κυρώσεων θα έχει θετικό αντίκτυπο στην επιβίωση του φτωχού λαού του Ιράν, θα βοηθήσει στην ανάπτυξη της δημοκρατίας και στην ανατροπή του καθεστώτος, αλλά ταυτόχρονα θα βοηθήσει και τις οικονομικές σχέσεις της Ένωσης με τη χώρα αυτή. Να θυμίσω ότι πολλά αεροπλάνα του Ιράν έπεσαν κατά καιρούς παρασύροντας στον θάνατο εκατοντάδες ανθρώπους, γιατί σύμφωνα με τους ισχυρισμούς της Τεχεράνης δεν πουλούσαμε εξαρτήματα για τη συντήρησή τους. Επισημαίνω ότι η εφαρμογή κυρώσεων είναι αποτελεσματική όταν δεν είναι επιλεκτική, είτε αναφορικά με το ίδιο έγκλημα, όπως για παράδειγμα για την απόκτηση και διάδοση των πυρηνικών όπλων, είτε όσον αφορά παρόμοια εγκλήματα, όπως για παράδειγμα για την κατοχή ξένων εδαφών. Εφαρμόζουμε κυρώσεις εναντίον της Ρωσίας, αλλά χαϊδεύουμε την Τουρκία.

Marcus Pretzell (ENF). – Mr President, this debate is based on a number of fake news items on the so-called Iran deal. There never was a deal. I cite the Obama Administration: ‘The Joint Comprehensive Plan of Action is not a treaty or an executive agreement, and it is not a signed document’. I cite Iranian Foreign Minister Zarif: ‘No agreement has been reached, so we do not have any obligation yet,’ and Iranian leader Ali Khamenei: ‘Nothing has happened yet’.

In the US it was a decision taken only by one person, the former President of the United States, against the articulated democratic majority of the US Congress by all of its Republican – and some of its Democrat – members. It was an agreement without any binding obligations, as the leaders of Iran very openly and precisely made clear on the very day this so-called deal was published. It was an agreement that solely stated the personal and political trust of the former President of the United States in the Iranian leadership. It signalled the trust of this utterly overrated President in a government that repeatedly announces its will to extinguish Israel; a government that supports a number of Islamic terrorist organisations all over the Middle East; a government that has shown its disrespect for most of our values for almost four decades.

This deal was established undemocratically; it was non-binding and was a clear proof of the inappropriate visions – not to say lack of visions – of Obama’s foreign policy, which the vast majority of this Parliament still follows against any intelligent understanding of the situation. Let’s go for a new deal. Let’s go for a real deal. Let’s go for a deal that respects the vital and legitimate interests of Iran’s neighbours, and especially Israel.

Bruno Gollnisch (NI). – Monsieur le Président, l'insupportable prétention des États-Unis à imposer l'universalité de leurs sanctions au monde entier, après leur dénonciation unilatérale de l'accord avec l'Iran, est totalement inacceptable.

Nous payons l'absence totale de réaction lorsque naguère, nous avons laissé la banque française BNP Paribas être rack-ettée par les États-Unis à hauteur de 7 milliards d'euros – 9 milliards de dollars – en raison du fait que sa filiale suisse avait continué à travailler avec l'Iran.

Je suis le seul député à avoir alors interpellé la Commission et le Conseil. Vos réponses ont été indigentes, comme celle du président français Hollande alors en visite dans cet hémicycle. Aujourd'hui encore, vous opposez les paroles – point de contact, poursuite des discussions, loi de blocage –, mais déjà les entreprises européennes – Total, Peugeot, Airbus – ont renoncé à leurs projets dans ce pays.

Les seules mesures efficaces seraient de nous préparer à placer sous séquestre des avoirs américains équivalents aux avoirs européens qui seraient spoliés par les autorités américaines.

Nous avons été les alliés des États-Unis d'Amérique, nous ne sommes pas leurs vassaux.

Arnaud Danjean (PPE). – Monsieur le Président, ce n'est pas par complaisance ni avec naïveté que les signataires du JCPOA (Plan d'action global commun) ont privilégié la voie diplomatique sur le nucléaire iranien, mais c'est parce que pendant 15 ans, il a été fait un constat lucide, à savoir qu'il n'existait pas d'alternative réaliste pour traiter cette menace, car c'est bien d'une menace grave dont il s'agit.

Les Européens doivent être, sur la scène internationale, un pôle de stabilité et de fiabilité. La parole d'un accord multilatéral oblige ses signataires, au-delà des querelles politiques domestiques. S'en affranchir brutalement n'offre aucune solution satisfaisante à personne.

Cet accord ne répond bien sûr pas aux problèmes posés par la politique de Téhéran dans la région ni à la préoccupation légitime quant au développement des capacités balistiques iraniennes.

Mais d'une part, nous connaissions très bien ces données lorsque nous avons négocié l'accord et d'autre part, il est incohérent de penser que ces contentieux pourront être résolus en commençant par remettre en cause l'accord sur le nucléaire, qui est un socle, même fragile, à toute négociation plus générale.

L'aventurisme militaire dans un Moyen-Orient profondément instable a déjà provoqué suffisamment de dégâts.

Ana Gomes (S&D). – Senhor Presidente, tem o meu apoio nos seus esforços para preservar o acordo nuclear com o Irão que é a pedra angular do regime global da não proliferação nuclear e, assim, absolutamente estratégico para a União Europeia, para a segurança da região e para todo o mundo.

Besides, the JCPOA can, with the lifting of sanctions, foster economic, social and people-to-people exchanges, thus enhancing political dialogue with Iran and bringing to that dialogue questions like regional issues and human rights – including in Iran. We need this channel of dialogue; it can actually encourage Iran to play a responsible role in the region, in contrast with the Wahhabism fuelling terrorism from neighbouring Saudi Arabia and proxies.

To counter those who want to destroy the JCPOA, I support the Commission's proposal to reactivate the blocking regulation, making it possible to protect legitimate EU trade with Iran, and to empower the European Investment Bank to finance trade with Iran. We must refute Trump's hypocrisy in opposing the verified JCPOA when he is trying to sell his unverified deal with the North Korean dictator, and all those who try to pretend – like Israel and the Saudis backing Trump – that Iran is the only source of trouble in the Middle East.

No doubt, I condemn many of the Iranian policies – namely violating human rights in Iran, and namely supporting the regime of Assad in Syria – but Iran is not the only troublemaker in the region. We should equally condemn all those who are fostering trouble and fuelling conflicts, like the UAE, which is now preparing an assault on the port of al Hudaydah in Yemen, which the UN has warned could lead to catastrophic humanitarian consequences. The divergence with the Trump administration over the JCPOA is actually part of a deeper problem in transatlantic relations: trade wars, withdrawal from the climate agreement, from the migration global compacts, brazen interference against our Union in European countries, supporting populist far-right policies. This is a bigger problem, and we need...

(The President cut off the speaker)

David Campbell Bannerman (ECR). – Mr President, three years ago I spoke here against the disastrous Iran nuclear agreement, the JCPOA. I have to ask Ms Mogherini: what are you celebrating by signing this deal? Is it the freeing up of USD 100 billion in frozen assets so Iran can sponsor terrorism, funding Hezbollah in Lebanon and Syria, Hamas in Gaza, Houthi rebel missiles in Yemen, annexing Iraq and destabilising Bahrain? Iran is a septic octopus with its poisonous tentacles wrapped all around the Middle East. Or are you proud that Iran lied to you about its nuclear ambitions (as secret papers released by the Israelis prove) or has engaged in five ballistic missile tests since the deal was signed? Or was it that, even if it fully complies, that regime can still have uranium enrichment? Or is it the fat contracts for Total, Airbus, Peugeot and Citroen? I fully agree with President Trump's bold decision to withdraw the US from the deal and return to sanctions. Trump is right. The EU is wrong.

Michael Gahler (PPE). – Herr Präsident, liebe Kolleginnen und Kollegen! Verehrte Hohe Beauftragte, ich unterstütze voll und ganz die Linie, die Sie hier politisch vertreten. Ich bin doch sehr überrascht über Kollegen, die die Ablehnung dieses Abkommens mit dem Iran nicht etwa damit begründen, der Iran verletze dieses Abkommen, sondern sie begründen das mit anderen kritikwürdigen politischen Aktivitäten des Iran. In der Tat, das ist alles zu kritisieren, und es ist alles aufgezählt worden, was wir am Iran nicht gut finden. Aber das hat nichts mit dem Verhandlungsgegenstand zu tun.

Als wir damals diese Dinge verhandelten – ich kann mich noch erinnern, ich war damals schon dabei –, da war die Priorität der Prioritäten die Verhinderung der iranischen Bombe. Und es war richtig, dieses Abkommen abzuschließen. Und ich frage mich schon: Ist die Sicherheit Israels zum Beispiel dann besser gewährleistet, wenn der Iran sich etwa nicht mehr an das Abkommen gebunden fühlt? Das glaube ich nicht.

Ansonsten meine Frage im Bereich der Wirtschaft: Können wir nicht unseren Handel mit dem Iran insgesamt eher auf Euro umstellen, damit wir auch von amerikanischen Banken nicht mehr so abhängig sind?

Pier Antonio Panzeri (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, questo nostro dibattito si colloca nel quadro di un profondo mutamento delle relazioni internazionali e ne è testimonianza anche l'ultimo G7. L'attuale amministrazione americana sembra aver adottato una linea disarmante nella sua semplicità nelle relazioni esterne, bene interpretata anche nel caso iraniano da Mike Pompeo.

Se vuoi essere considerato amico degli americani, allora devi accettare le condizioni che ti vengono poste, dodici nel caso iraniano, o pagare le conseguenze del rifiuto. In ciò c'è tutto l'azzardo, che magari può forse pagare nel caso nordcoreano, ma dubito funzioni con l'Iran, con il rischio di una escalation pericolosa.

Penso che non bisogna dare pretesti all'atteggiamento americano. Parliamoci chiaro: in questo momento, non c'è nulla che possa essere ragionevolmente fatto per convincere Trump, Netanyahu e Bin Salman per spingerli in direzione di una posizione di dialogo e di razionale analisi della situazione.

Se l'Europa, così come l'Iran, vuole avere una chance di uscire da questa difficile situazione, è indispensabile che questa chance venga vista soprattutto nella capacità di logorare i loro propositi attraverso il buon senso e la pazienza. Le condizioni di Pompeo, tra l'altro, rappresentano più uno strumento nelle mani dell'amministrazione israeliana che in quelle statunitensi, aprendo la porta per una legittimazione di un conflitto di fatto già iniziata da alcune settimane sul suolo siriano. Un piano ben impostato che l'Europa e l'Iran possono scardinare solo attraverso la pazienza diplomatica, nell'ottica di far chiudere quella finestra di opportunità che oggi Netanyahu sembra voler gestire in prima persona.

Per questo, signora Alto rappresentante, nel sottoscrivere la sua linea, le chiedo innanzitutto di lavorare per evitare, qui e nella regione, che venga creato un casus belli che possa produrre conseguenze difficili da gestire.

Bas Belder (ECR). – Dank u wel, Voorzitter. Ik kijk uit naar een rationeel en moreel Europees beleid versus de Islamitische Republiek Iran in geopolitiek opzicht, economisch opzicht en in moreel opzicht.

Geopolitiek, meneer de Voorzitter. Laat de Europese Unie samen met de Verenigde Staten optreden tegen de expansionistische koers van Iran en destabiliserende koers van Iran in het Midden-Oosten.

Ten tweede, economisch. Laat de EU niet zijn nauwe financiële, economische en handelsbetrekkingen met de VS op het spel zetten voor onvergelijkbaar zwakke relaties met Iran.

Bovendien, we gaan toch niet de Iraanse Revolutionaire Garde steunen met haar terroristische acties, intern en extern. Immoreel! De EU moet zich niet nucleair laten chanteren. Dat is vanaf het begin al zo geweest, vanaf het begin van de nucleaire deal met de onderhandelingen door Zarif nota bene. En bovendien, over moreel gesproken, een appeasement-politiek bedrijven tegenover een regime dat de eigen bevolking en de regio terroriseert en Israël wil vernietigen; laat de EU deze politiek laten varen, want die is immoreel.

Eduard Kukan (PPE). – Mr President, there is no doubt that the JCPOA has been an important achievement that could guarantee security in the region and bring Iran back onto the international scene. It is very unfortunate, therefore, to see the US backpedalling on this deal. The consequences for international relations and for security in the region could be dire.

The EU finds itself in a difficult situation. I agree that we should keep Iran tied to this deal. It will be tough, but in the given circumstances we have no other choice. We will have to work, moreover, out of the uncertainties around the investments that the EU made in Iran. This concerns in particular the sanctions the USA could bring to businesses interested in investing in Iran. We also have our own EIB investments in Iran. It would be very unfortunate if they were subject to US sanctions. The situation will need a diplomatic solution.

Flavio Zanonato (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, non si può negare che la decisione di Trump di ritirarsi dall'accordo sul nucleare iraniano, oltre a danneggiare la credibilità degli Stati Uniti, mette in pericolo la stabilità dell'intera regione ed è un passo indietro nel percorso di non proliferazione delle armi nucleari.

Noi europei dobbiamo salvaguardare i risultati ottenuti dalle nostre diplomazie, impedendo che si vanifichino gli sforzi di più di dodici anni di negoziato. Dobbiamo essere garanti di una piena implementazione dell'accordo, assicurandoci che l'interruzione delle sanzioni migliori le relazioni economiche con l'Iran e che ciò abbia un impatto positivo anche sulle condizioni di vita della popolazione iraniana.

Ho apprezzato e condivido fino in fondo l'intervento dell'Alto rappresentante Federica Mogherini. Dobbiamo come Parlamento europeo appoggiare fino in fondo il suo sforzo e il lavoro che finora ha fatto e dobbiamo persuadere, con tutti i mezzi che ha disposizione l'Unione europea, l'Iran a mantenere gli impegni, nonostante il ritiro statunitense. Questo favorirà anche...

(Il Presidente interrompe l'oratore)

Tunne Kelam (PPE). – Mr President, I will make three points. One element is missing here. There was not one serious word addressed to the Iranian people. You mentioned just the human rights dialogue, which has failed to produce any tangible results. I think that an issue which is no less important than the nuclear deal is the continued repression of the Iranian people by the extremist fundamentalist regime.

Second, I am worried that the EU approach has been tilted towards protecting EU companies' access to the Iranian markets rather than protecting with equal commitment human rights and civil liberties there.

And third, Ms Mogherini mentioned that the deal has avoided regional escalation. I think the opposite is true. The Iranian military expansion in the Middle East has recently reached the Israeli borders. There is a direct threat to the very existence of Israel, as Tehran has repeatedly called for the annihilation of the Jewish state. Has there been any serious reaction to that from the EU?

Jytte Guteland (S&D). – Herr talman! Utrikesrepresentant Mogherini! För mindre än två veckor sedan stod vi här och debatterade mänskliga rättigheter i Iran. Även om debatten i dag handlar om kärnteknikavtalet vill jag börja med att betona vikten av att EU står upp för de mänskliga rättigheterna och emot dödsstraffet. Jag vill upprepa ett av kraven från senast: Frige Ahmadreza Djalali, Iran! Gör det nu!

Om dagens ämne vill jag säga att det ensidiga beslutet från USA:s sida att dra sig ur avtalet är både oroande och oansvarigt. Flera har sagt det: det ökar spänningarna i regionen och det kan gynna de minst reformvänliga krafterna. Kärnteknikavtalet är inte fulländat, men det är resultatet av tolv års diplomatiska ansträngningar. Överenskommelsen har inneburit att vi haft en kontrollmekanism på plats. Det har varit viktigt för vår säkerhet och för det globala icke-spridningsarbetet. Nu måste EU sluta upp bakom Mogherini och skapa sig en helhetsbild över situationen. Parallellt med arbetet mot kärnvapen måste vi fortsätta trycka på inom de alarmerande områdena.

Lars Adaktusson (PPE). – Mr President, as Europeans we believe in political dialogue and disarmament. At the same time, the JCPOA is a deal with serious flaws, the first one being that the negotiations leading up to the deal were a missed opportunity to improve the human rights situation in the Islamic Republic.

Secondly, the deal allowed Iran to keep its nuclear infrastructure intact. It was designed to put off problems, not to deal with them once and for all. Thirdly, the revenue from lifted sanctions went into the pockets of the revolutionary guard, rather than to the country's suffering people.

The EU should now look at these failings and condition our future commitment to the JCPOA on human rights improvements, a complete stop to the sponsoring of terrorists, and the full dismantling of the Iranian nuclear infrastructure.

Neena Gill (S&D). – Mr President, while US President Trump claims to champion denuclearisation in one part of the world – signing a deal with North Korea built on shaky grounds of Twitter diplomacy and laced with vague, noncommittal wording – he abandons the strong, solid nuclear deal with Iran: the product of years of negotiations by the international community, and the effectiveness of which is attested by at least 10 International Atomic Energy Agency (IAEA) reports.

High Representative, in your address to us earlier, you stressed the importance of the joint comprehensive plan of action (JCPOA). The majority of this House agrees, but now it is vital that we ensure that the re-imposition of US sanctions does not spell an end to the deal. So my questions to you are: the EIB, as we've heard before, has been asked to extend its activities to Iran to help shield businesses from the US sanctions, but it is hesitant because it is worried about US retaliation. But as far as I'm concerned, their core mandate is to carry out our policies, and there's nothing more important than carrying out this particular deal.

Dubravka Šuica (PPE). – Gospodine predsjedavajući, točno je gospođo Morgherini, kao što ste rekli, da je nuklearni sporazum s Iranom stup sigurnosti u ovom području Bliskog istoka. Slažem se s vama. Isto tako se slažem da je uzdrman taj stup sigurnosti izlaskom Sjedinjenih Američkih Država iz tog sporazuma. Jedini put da se zaustavi stvaranje iranske nuklearne bombe bio je upravo ovaj sporazum, i stoga je on u tom dijelu pozitivan. Međutim, činjenica je da postoji veliko kršenje ljudskih prava u Iranu, koje ovdje rijetko spominjemo.

Nedavno sam imala priliku biti s delegacijom AFET-a u Iranu i osobno sam se mogla uvjeriti, iz razgovora, na koji način se taj režim tamo održava i na koji način se krše osnovna ljudska prava građana Irana. Mislim da o tome moramo razgovarati. Isto tako, nemojmo zaboraviti agresivnu politiku Irana prema Izraelu. U svakom slučaju, smatram da tamo treba osnažiti demokraciju i da treba poraditi na mijenjanju režima. To će biti jedini način da se smiri stanje na Bliskom istoku.

(Zastupnica je pristala odgovoriti na pitanje postavljeno podizanjem plave kartice (članak 162. stavak 8. Poslovnika))

Udo Voigt (NI). *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“.* – Ich wollte Sie nur fragen: Wenn Sie von Menschenrechtsverletzungen im Iran sprechen, warum schweigen Sie über Menschenrechtsverletzungen in den Vereinigten Staaten und in Israel?

Dubravka Šuica (PPE), Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Das ist eine interessante Frage.

Zanimljivo je vaše pitanje, međutim, današnja tema je upravo Iran i nuklearni sporazum. Nismo danas govorili o stanju ljudskih prava u Sjedinjenim Američkim Državama, koja je demokratska država, i tema danas nije Izrael, ali činjenica je da Iran ima agresivnu politiku u odnosu na Izrael, i to možemo i dokumentirati.

Javi López (S&D). – Señor presidente, hoy desde aquí, desde el Parlamento Europeo, queremos condenar de forma enérgica la decisión unilateral de la Administración Trump de violentar el acuerdo nuclear con Irán.

Un acuerdo que, además, tenía mecanismos de verificación, y sabíamos que se estaban cumpliendo los compromisos que de él se derivaban. Un acuerdo que para nosotros es mucho más que un acuerdo. Es una pieza fundamental para evitar una escalada nuclear en una región hoy con fortísimas tensiones. Por eso, queremos apoyar de forma decidida los esfuerzos de la alta representante y del Consejo para salvaguardar este acuerdo y enviar dos mensajes. Hoy no hablamos de Irán. Hablamos de la diplomacia y del multilateralismo como mecanismos para ordenar las relaciones internacionales —la palabra frente a la fuerza—; eso es lo que hoy Europa defiende. Y hablamos de las relaciones transatlánticas, que se están rompiendo.

La falta de confianza que hoy tenemos en la nueva Administración estadounidense tiene que tener una respuesta firme en defensa de nuestros intereses y nuestros valores desde Europa.

Catch-the-eye procedure

Marijana Petir (PPE). – Gospodine predsjedavajući, gospođo povjerenice, Iran je suočen s gospodarskom krizom, nezaposlenošću, siromaštvom, zatiranjem temeljnih ljudskih sloboda, a posebice prava žena. Ne smijemo zaboraviti niti činjenicu da je Iran u protekloj godini nakon Kine bio prva zemlja s najvećim brojem egzekucija, što je u suprotnosti s našim vrijednostima u Europskoj uniji, jer mi ne odobravamo smrtnu kaznu kao pravnu sankciju.

U Iranu postoje unutarnji prioriteti na kojima je potrebno raditi, kako bi se građanima osigurali dostojanstven život, sloboda i temeljna prava. To su problemi koje nuklearni sporazum ne može i neće riješiti. Prava iranskog naroda, svakog djeteta i svake žene, svakog političkog zatvorenika, moraju biti stavljena na prvo mjesto. Smatram kako su upravo ta prava morala biti i preduvjet za potpisivanje ugovora.

Iranski nuklearni sporazum je važan i njegova namjera je bila dobra, no on ne smije ostaviti po strani kršenje ljudskih prava i nebrigu o vlastitom narodu, te Europska unija mora na to primjereno reagirati.

José Inácio Faria (PPE). – Senhor Presidente, Senhora Alta Representante, antes de mais deixe-me felicitá-la pelo seu excelente trabalho neste dossiê que é tão difícil como todos nós sabemos. Senhora Mogherini, é um facto que o plano de ação conjunto global foi um instrumento histórico em matéria de diplomacia multilateral que deve, apesar das suas imperfeições, constituir uma pedra angular para uma solução futura de maior alcance pós 2025 que englobe o programa de mísseis balísticos Ariane iranianos e que abranja um conjunto mais vasto de atores regionais.

A incapacidade do Presidente Trump em compreender esta estratégia inovadora ratificada pelo Conselho de Segurança, constitui uma ameaça para a não proliferação de armas nucleares e para a segurança do Médio Oriente e da Europa.

Senhora Alta Representante, concordo consigo que, neste momento particularmente crítico, a União deve continuar a apostar na manutenção do acordo com o Irão reforçando a sua monitorização e verificação sem, no entanto, Senhora Alta Representante, esquecer que, ao mesmo tempo o regime dos ayatollahs pede a não aplicação dos efeitos extraterritoriais das sanções secundárias norte-americanas, continua o carácter repressivo de um regime que, apesar das promessas de reforma, continua a deter um triste recorde de violações dos direitos humanos e que é líder das execuções *per capita* do mundo.

Senhora Mogherini, peço-lhe que não se esqueça destes iranianos que todos os dias sofrem brutalmente nas mãos de um regime tão brutal.

Elnökváltás: LÍVIA JÁRÓKA*alelnök*

Jude Kirton-Darling (S&D). – Madam President, as the eyes of the world focus on the Iranian nuclear deal and Trump's unilateral decision, I ask colleagues to keep in mind the people of Iran. Human rights in Iran continue to deteriorate, with peaceful protests facing intimidation, violence, detention and torture. While we work to preserve the nuclear deal, we must never lose sight of the principles and values upon which this Parliament was built. We must never stop standing up for those without a voice and holding those with power to account. We must never stop in our efforts to promote democracy, free speech, the rule of law and the right to peaceful protest.

This House must stand in solidarity with the people of Iran, who desire these most basic of freedoms, and this House must stand in solidarity with those in Iran currently in prison, enduring torture, or those who face the death penalty for the simple belief that tomorrow may be better than today.

Branislav Škripek (ECR). – Madam President, there is a major loophole in the current nuclear deal, and that is the lack of any limits on Iranian military expansionism. Iran is directing a massive army of Shia militias in both Iraq and Syria, and in both countries has a direct military presence in the shape of the Islamic Revolutionary Guard Corps. In Syria especially this Iranian presence is very clear. It is obvious that any economic support from the EU to Iran will go directly to the companies owned by Ayatollah Khamenei and his family and to the companies owned by the Islamic Revolutionary Guard Corps. This is the very force that helped Assad drive refugees to Europe.

My question is why the EU policy towards Assad has changed so fundamentally that we plan to support the forces he is depending on. Why should the EU support the forces that are harassing the Christians in Iraq? The EU needs to consider these consequences before there is any continuation.

Patricia Lalonde (ALDE). – Madame la Présidente, Madame la Haute Représentante, Madame Mogherini, chers collègues, l'accord sur le nucléaire iranien doit être préservé en l'état malgré le retrait des États-Unis.

L'idée de vouloir y rajouter trois clauses, comme l'ont suggéré certains dirigeants des États membres européens, est irréalisable. Jamais les Iraniens ne l'accepteront et nous prenons ainsi le risque que l'Iran ne reprenne l'enrichissement d'uranium. L'Iran n'est pas la Corée du Nord. Le peuple iranien sera solidaire de ses dirigeants et toute velléité de la part des Occidentaux d'orchestrer un changement de régime risque de plonger la région dans un chaos total dont l'Europe risque d'être la première victime.

Les Iraniens réclament le droit à l'autodéfense, la guerre Iran-Iraq a fait plus d'un demi-million de morts et reste présente chez les Iraniens, comme le rappellent ces affiches des martyrs sur les façades des rues de Téhéran, comme dans toutes les villes en Iran.

Il faut que l'Europe fasse jouer la diplomatie pour obtenir des Iraniens un retrait du sud syrien. Il faut aboutir à de vraies négociations sur le Yémen avec les Houthis plutôt que d'acculer l'Iran par des menaces vaines.

Chers collègues, nous devons tout faire pour que les sanctions contre l'Iran soient levées et essayer de contourner les sanctions américaines pour que les entreprises européennes puissent rester en Iran. Il en va de l'avenir de l'Europe, je sais, Madame Mogherini, combien vous en êtes convaincue.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, κυρία Mogherini, συζητάμε και δίκαια καταγγέλλουμε τη στάση του κυρίου Trump απέναντι στη συμφωνία αποπυρηνικοποίησης του Ιράν. Δεν νομίζετε όμως ότι υποχρεούμαστε να διευρύνουμε λίγο το ζήτημα; Δεν θα βρούμε να πούμε μια λέξη με αφορμή αυτό το θέμα υπέρ της αποπυρηνικοποίησης του πλανήτη;

Πρόσφατα ήταν εδώ εκπρόσωπος οργάνωσης που βραβεύτηκε με το Βραβείο Νόμπελ και υποστήριξε πάρα πολύ σωστά, καταχειροκροτήθηκε δε από όλους, ότι, από τη στιγμή που εφευρέθηκαν τα πυρηνικά, κάποια στιγμή θα χρησιμοποιηθούν, είτε από λάθος είτε σκόπιμα. Αυτό το μεγάλο θέμα, αυτή τη μεγάλη καταστροφή πάνω από τα κεφάλια της ανθρωπότητας δεν μπορεί να την αφήνουμε έξω από τη συζήτηση, όταν μιλάμε για την αποπυρηνικοποίηση συγκεκριμένου κράτους ή συγκεκριμένης περιοχής.

Επιτρέψτε μου, κυρία Mogherini, να ανακαλέσω στη μνήμη σας – και αναφέρομαι σε προσωπικό θέμα, αλλά είμαι υποχρεωμένος να το κάνω – το μαχητικό μας παρελθόν υπέρ της αποπυρηνικοποίησης του πλανήτη.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). – Κυρία Πρόεδρε, Ιράν: άλλο ένα πεδίο σφοδρών ανταγωνισμών για τα κέρδη του κεφαλαίου. Η συμφωνία δεν χωρά τα συμφέροντα όλων των μνηστήρων για τον έλεγχο του πλούτου αυτής της χώρας. Γι' αυτό οι Ηνωμένες Πολιτείες торπιλίζουν τη συμφωνία, ενώ η Ευρωπαϊκή Ένωση, η Γερμανία, η Γαλλία και η Ρωσία, που έχουν αποσπάσει πολλά και μεγάλα συμβόλαια για τα μονοπώλιά τους, προσπαθούν να την προφυλάξουν βάζοντας ταυτόχρονα όρους κατά του Ιράν.

Ο κίνδυνος είναι μεγάλος, υπολογίζοντας επιπλέον την ένταση της επιθετικότητας του Ισραήλ, που δολοφονεί τον παλαιστινιακό λαό, βομβαρδίζει τη Συρία και εκτοξεύει απειλές κατά του ιρανικού λαού με την κάλυψη της Ευρωπαϊκής Ένωσης, των ΗΠΑ και του ΝΑΤΟ. Από αυτούς τους ανταγωνισμούς και τις λυκοσυμφωνίες οι λαοί μόνο απώλειες και αιματοχυσίες θα γνωρίζουν. Γι' αυτό πρέπει να παλέψουν ενάντια στον ιμπεριαλιστικό πόλεμο, τις συμμαχίες και τις συμφωνίες του κεφαλαίου που λυμαίνονται τον πλούτο που οι ίδιοι οι λαοί παράγουν και αυτοί πρέπει να τον καρπώνονται.

Petri Sarvamaa (PPE). – Madam President, argument number one seems to be that we, as the European Union, must cherish stability in the Gulf region by sticking unconditionally to the JCPOA. However, you only need to look into the present situation to understand that, with the Mullah regime, we are far from stability.

The reaction from Ayatollah Khamenei to the withdrawal of the United States from the agreement speaks volumes. The Tehran dictatorship is actually using the opportunity to milk the Union and keep oppressing its own people. The main issues for the Iranian people are freedom, human rights, women's rights, poverty – and not the nuclear deal. But the main thing for the Union seems to be the deal and all the other deals that come with it.

Julie Ward (S&D). – Madam President, whilst I am hugely concerned about Trump's irresponsible and dangerous foreign policy, tearing up a landmark, EU-brokered deal designed to presage a more peaceful world, I want to remind those in positions of power and influence that many people remain unfairly imprisoned in Iran, a country with an appalling human rights record.

Nazanin Zaghari-Ratcliffe is a British-Iranian dual citizen, who is currently detained in Evin prison on trumped up charges, her situation sadly made worse by Boris Johnson's ignorant and careless words. Having met Nazanin's husband, Richard, I can testify to the terrible pain being experienced by her family.

So I urgently call on the High Representative to use all the means in her power to urge the Iranian authorities to release Nazanin and others like her. I'd also like to express my solidarity with the Iranian people, who occupied the streets to protest against corruption and rising prices. Despite calling itself moderate, the current government continues to violate human rights and disregard the Iranian people's wish for a more open country.

João Pimenta Lopes (GUE/NGL). – Senhor Presidente, condenamos a decisão da Administração norte-americana de denunciar o acordo nuclear e de impor novas sanções ao Irão, desprezando a Carta das Nações Unidas e o direito internacional.

Uma provocação inserida na sua política de confrontação, configurando um risco de escalada de agressão dos Estados Unidos e dos seus aliados no Médio Oriente, nomeadamente contra o Irão ou o Líbano, sequente às guerras de agressão ao Afeganistão, ao Iraque, à Líbia, à Síria e ao Iémen.

Sublinhamos o papel belicista e de sistemático desrespeito pelo direito internacional de Israel e pela Arábia Saudita, vossos aliados, países ambos responsáveis por guerras de agressão contra povos do Médio Oriente. As reações da União Europeia e das suas principais potências não apagam a sua responsabilidade e conivência com as operações de ingerência e de agressão dos Estados Unidos, ou da NATO, na região, como recentemente na Síria, ou naquelas guerras de agressão com base em mentiras da propaganda de guerra.

A defesa da paz no Médio Oriente passa pelo fim das guerras de agressão e pela defesa dos princípios das Cartas das Nações Unidas.

(„Catch the eye” eljárás vége.)

Federica Mogherini, *Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. – Madam President, first of all, let me thank you all for having expressed quite clearly a sort of convergence and a certain unity behind the work we are doing to try to preserve the nuclear deal with Iran. It is the same unity that I have seen in the Commission, the same unity that I have seen in the European Council, in the Foreign Affairs Council, and the same unity that I have seen uniting the European Union within our Union, but also with our international partners all around the world.

Let me stress this point because we have a responsibility as Europeans at this time. The world is looking at us to try and preserve this achievement – no achievement is perfect, but it's an achievement – and it's also looking at us to find ways themselves – our international partners – to contribute to preserving these agreements.

I have heard a certain confusion on the extreme right of the Chamber. You know I never enter into these discussions, but I think I have to clarify a couple of things. One is the nature of the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) because fake news can produce fake news and can itself become fake news. Let me be very clear on this: the nuclear deal with Iran is not a treaty. It has never been a treaty. It is a multilateral agreement that was negotiated for 12 years under the mandate of the UN Security Council, which mandated the High Representative of the European Union to facilitate the negotiations between Iran, on one side, and Germany, France, the UK, the US, China and Russia, on the other side, to reach an agreement that then became a UN Security Council resolution annex. So the legal framework that legitimates the JCPOA is not in the nature of being a bilateral or multilateral treaty. This is why it has not been ratified by Parliament, but it is an annex to the UN Security Council resolution. There is a UN Security Council resolution that unanimously endorsed and approved the text of the JCPOA and if you want to see it – sorry, the colleague has disappeared, as fake news disappears from time to time – the signed version of the JCPOA is in my office. You're free to come and see it. It exists. It's 102-3 pages long – it takes some time to read it and probably a lot of time to understand it – but it exists and it's available on the website for everybody to consult it. Indeed it has a legal basis, being a UN Security Council resolution document. As such, technically speaking, the unilateral move of the United States Administration is the unilateral decision to stop complying with the UN Security Council resolution the United States itself voted. That is just to clarify what the JCPOA is.

The second element of confusion I see especially – well, only – on the extreme right part of the Chamber is this – and I understand the political dilemma that some political forces might have at this stage, namely following the Trump agenda of destroying multilateralism and going only to bilateral agreements or affirming European autonomy. In French I would say *'c'est où votre souverainisme?*', because for me protecting and preserving European interests – security interests, economic decisions – at this stage is a matter of priority. I'm surprised that some forces that have always argued for sovereignty and autonomy are now tempted to follow not Brussels but Washington. I think this is a mistake. This is a mistake that goes beyond the nuclear deal with Iran, but I leave this for political reflection in some parts of Europe.

What is at stake today? First of all, what is a stake is the risk that Iran decides to restart its process to achieve a nuclear weapon. This is what we are talking about. The agreement is not perfect. I don't know about you, but I don't know anything in diplomacy – not even in life – that is perfect. No agreement, no deal is perfect, but this agreement is working. This agreement's purpose was – and still is – to prevent Iran from developing a nuclear weapon and it is preventing Iran from developing a nuclear weapon. That's it. The risk is that, were this agreement not in place tomorrow, what would be the immediate consequence? Nuclear proliferation? Iran developing a nuclear programme that is not peaceful? The region going into a spiral of nuclear proliferation? And we know the region. We know the conflictuality of the region and some of you were perfectly right: the risk of slipping into a major scale conflict is real. It's perfectly possible.

There are two other issues at stake: the credibility of multilateralism and of international agreements – I would say of UN Security Council resolutions. The arguments that whatever is signed can be destroyed unilaterally after a few years is a dangerous one. I often gave this example in Washington. If a private company signs an agreement, when the CEO changes the agreement stays in place. If we introduce the element of uncertainty of agreements signed, the entire world collapses and the credibility of any negotiation – of any negotiation – collapses, and the international system also goes in that direction. So what is at stake is – and our responsibility is big in this – to try to maintain the credibility of diplomacy and multilateralism and, at the end of the day, bilateral agreements as well, because if you can unilaterally withdraw from a multilateral agreement, why shouldn't you do the same on a bilateral agreement if at a certain moment you change your mind?

Third, what is at stake is the autonomy of the European Union. This goes beyond the nuclear agreement with Iran. This would lead us to a different kind of debate, one that we will surely have at some point, but it is essential that the European Union, together with our international partners, is able to take decisions based on merit, based on our interests and our values, and based on what we think and decide is good for us and for the rest of the region and the world, that, by the way, was a joint analysis and a joint decision not only with our American friends, but also with the rest of international community. Otherwise, the UN Security Council resolution would not have been unanimously adopted. We didn't move from where we were, and our analysis of what is in our interest and the global interest stays the same, especially after 11 reports that the deal has worked and that Iran is compliant. I believe that we need to be able to affirm that the European Union positions are determined in Europe.

Having said that, the risk of not managing to save this agreement is real and I think we should not underestimate that we are running a risk. Even if we do all we can – and we are doing all we can – to preserve this agreement, there is a risk that this derails. I think we have the power and the instruments, together with our Member States and together with the other international partners we have, to prevent this agreement from being completely disrupted. But there is a risk that this work does not succeed. I think this is the worst case scenario because this would undermine security – nothing to do with stability – and would undermine the nuclear non-proliferation regime and the credibility of the West and of multilateralism and diplomacy. This is why I believe that, even if it's difficult – and I see all the limitations – we have the responsibility to try to achieve this result. Even if it's difficult, we must we must do all we can together to preserve this agreement, and this is exactly what we are doing because, again, the scenario of not having the agreement in place would be a disaster for Europe, for the security of the Middle East, for the proliferation of nuclear weapons, and I believe also for the United States of America.

(Applause)

Elnök. – A vitát lezárom.

11. Verhandlungen über die Neufassung des Assoziierungsabkommens EU/Chile (Aussprache)

Elnök. – A következő napirendi pont a Charles Tannock által a Külügyi Bizottság nevében benyújtott, Az EU–Chile társulási megállapodás korszerűsítéséről folyó tárgyalások című jelentésről folytatott vita (2018/2018(INI) (A8-0158/2018))

Charles Tannock, Rapporteur. – Madam President, having been around long enough in this House as an MEP to remember the first association agreement agreed between the European Union and Chile, as long ago as 2002, it is rather fitting that in my final months as a Member I find myself proudly authoring the recommendation report ahead of the ongoing negotiations for its upgrade.

As the European Union has emerged as one of the leading forces in the global free trade agenda, I welcome its attention to third-generation updated agreements such as we see today with Chile, rather than wholly pursuing new deals from scratch.

We are focused on the political operation aspects but let us not forget that these negotiations are also concerned with trade issues. Chile has re-emerged over the last three decades as a mature democracy with a strong internationalist outlook. As a member of the Pacific Alliance, the Organisation of American States and the Union of South American Nations, not to mention being a member of the OECD. Its links and areas of cooperation go well beyond its immediate region and are truly global.

Although already cooperating in EU crisis management operations– this would include in fact things like the CSDP operations, Eurofor in Bosnia – since 2014, it is also hoped that the renewed association agreement will see further cooperation being developed in the coming years.

We proposed in our recommendation an ambitious level of commitment, one that is no less wide-ranging than the similar EU agreements recently concluded with Canada, New Zealand and Australia. This includes working together in the international arena to promote democracy and the rule of law to fight climate change, particularly critical in the Pacific region, combating terrorism and tackling organised crime and corruption.

In the area of education, the European Union seeks to continue cooperation via Erasmus+, but also to work towards full mutual recognition of academic and professional qualifications and diplomas. We have also highlighted the important role the parliamentary oversight and scrutiny has in monitoring such agreements, and so we have endorsed the continued role for the Joint Parliamentary Committee which met for its 25th occasion back in January of this year.

As the negotiations progress we will hope to see continued engagement from the Commission as to the latest developments. Its decision to publish the negotiating mandate and directives in November of last year was an important precedent and one which we welcome and are very keen to see continued. Indeed, we have made reference to this in the recommendation.

With the third round of negotiations concluded in Brussels on 1 June 2018, I am confident that the talks are progressing well. The bulk of discussions are now focusing on trade rather than the political aspects, which are in my recommendation. Chile is clearly a natural partner with common democratic interests and aspirations everywhere. This was further reflected by the positive dialogue concluded with members of European civil society groups that was arranged as part of the latest talks between the EU and Chilean negotiators.

I will conclude my remarks therefore now, although I look forward to making a brief intervention at the end of the debate when I will be happy to address any issues raised, and to make a few comments regarding the two key amendments I have tabled to the resolution for a vote.

Christos Stylianides, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy.* – Madam President, on behalf of the High Representative / Vice-President, I would like to thank the European Parliament, and in particular the rapporteur, Charles Tannock, for his recommendation. It shows how much we all value our relationship with Chile, and it proves that there is strong support within Parliament for the work done throughout the negotiations.

Chile was the first country in Latin America to sign an association agreement with us. The new agreement we are now negotiating will once again be a model for other deals. This is not only about trade: it is about human rights; it is about the protection of the environment; it is about sustainable development and culture; it is about energy and workers' rights.

Europe and Chile are very far apart geographically, but we see the world with the same eyes. *Vemos el mundo con los mismos ojos.* Pronunciation in Spanish! We both believe in the UN system and in the power of multilateralism.

Chile has taken part in our CSDP mission in Bosnia, and it was the first Latin American country to sign a framework agreement for participation in our missions. We work together on scientific research, for instance under the Copernicus Programme, and when last year Chile was hit by a wave of wild fires, we sent our fire-fighting planes and our fire-fighters from many European countries to contain the emergency.

We both believe in solidarity as a driving force in international relations. Let me also thank Chile for having opened its doors to many Venezuelan refugees fleeing from their country. I saw the situation when I was in this region just two months ago.

These negotiations show the potential for cooperation between like-minded partners like us. Our updated agreement will not only aim to strengthen our economies, it will also protect our workers, our trademark products, and our environment. It will demonstrate there is no better way to protect our interests than through strong cooperation with our partners.

This is international cooperation at its best. We want to show that globalisation can be governed together, with more rights, more protections, making international trade both free and fair. The negotiations are making good progress, and we have the ambition to conclude them as soon and possible, and certainly before the end of this Commission's mandate.

On the occasion of the next round of negotiations on the political and cooperation pillar on 21 June, we will also hold an EU-Chile Association Committee, with a focus not only on bilateral issues, but also on the regional and international situation. Once negotiations are concluded, we look forward to holding an EU-Chile Association Council, which the High Representative will co-chair with Foreign Minister Ampuero.

Let me also stress that the work we are doing with Chile comes at a moment of strong engagement with the whole of Latin America and the Caribbean. Our negotiations with Mexico and Mercosur are also moving on, and by the end of the mandate we will present a new Strategy for even closer relations with Latin America and the Caribbean. I know we can count on Chile as a strong partner not only in our bilateral relations, but also in the larger context of relations between our two regions. Right now, we are working together to prepare the next EU-CELAC ministerial meeting, and we are also willing to expand our relations with the Pacific Alliance. We are currently working on a joint declaration with the four members of the Alliance, to identify precisely the fields where we could work together, in the interest of all our citizens.

We live in a complex and confused moment in the history of the world, unfortunately, when nothing seems certain and even the most basic international rules are called into question. But our relationship with Latin America is here to stay, and will only get stronger. Our peoples and our economies are tied. We share the same principles and worldview. Europe and Latin America are closer than ever, and have the strongest interest in getting even closer. Together, we can be a force for good for the people of Europe, for the people of Latin America, and for our troubled and confused world.

Željana Zovko, u ime kluba PPE. – Gospodo predsjedavajuća, poštovani povjereniče, zahvaljujem na lijepim riječima i na izuzetno inspirativnom govoru koji ste rekli o Čileu kao jednoj od najvažnijih poveznica s Latinskom Amerikom i moram reći da sam izuzetno ponosna što sam imala mogućnost da sudjelujem kao *shadow reporter* u izradi ovog izvješća, i kao Hrvat, zbog uloge hrvatske dijasporu koja je izgradila Čile, a koja je nakon rata u Hrvatskoj pomogla izgradnju i Hrvatske, i koja je očuvala mir u Bosni i Hercegovini svojim sudjelovanjem u mirovnim trupama.

Zahvaljujem kolegi Tannocku na odlično pripremljenom izvješću koji poziva na dodatno jačanje suradnje između Europske unije i Čilea, kroz novi modernizirani sporazum o pridruživanju. Čile je država koja svojom uspješnom demokratskom tranzicijom može samo biti primjer drugim državama, i jedan je od ključnih partnera Europske unije po pitanju suradnje na poljima gospodarstva, investicija, zaštite ljudskih prava i kulturne različitosti. U ovom novom sveobuhvatnom i osuvremenjenom sporazumu želi se dodatno ojačati multilateralna suradnja na polju migracija, sigurnosti, obrane (opet spominjem njihove trupe u Bosni i Hercegovini koje su bile jedan od svijetlih primjera), u borbi protiv terorizma, organiziranog kriminala i klimatskih promjena, kao poticanje redovnog dijaloga po pitanju smanjenja socioekonomskih razlika, jačanja ljudskih i temeljnih prava.

Ono što smatram izuzetno bitnim i što ću opet spomenuti, to je poziv na jačanje kulturne suradnje i jačanje uloge dijasporu kao poveznice između Latinske Amerike i Europe, a to se vidjelo na ovim primjerima koje sam na početku navela. Znači, oni koji su otišli u Južnu Ameriku, koji su izgradili jednu zemlju, vratili su se i uspješno su udarili temelje i novim zemljama u razvoju. Znači, nadam se kako će ovo izvješće poslužiti kao dobra podloga za završetak pregovora i da će omogućiti Čileu da ostane, kao i dosad, europska poveznica na kontinentu.

Francisco Assis, *em nome do Grupo S&D*. – Senhora Presidente, Senhor Comissário, começaria por saudar o relator, o senhor Charles Tannock, pela qualidade do trabalho que aqui nos apresenta. O Chile é hoje uma democracia muito sólida, o país mais avançado em vários domínios da América Latina e um parceiro fundamental para a União Europeia. É um país muito aberto ao mundo nas mais diversas dimensões. Um país com uma presença muito forte em todas as alianças regionais em que está integrado e muito aberto ao mundo no plano político, diplomático, no plano económico, no plano comercial, um defensor do multilateralismo e, por isso, pode e deve ser um parceiro muito forte de uma União Europeia que ela própria se deve abrir cada vez mais ao mundo e deve apostar cada vez mais em ter uma participação ativa na regulação política, económica e comercial do mundo.

Este processo que está agora em curso de negociações tendo em vista a modernização deste acordo de associação entre a União Europeia e o Chile está felizmente a correr muito bem e, por isso, temos todos a convicção de que ele vai ter um final feliz. Que ele sirva de exemplo para outras negociações em curso, muito em particular aquela que neste momento está a decorrer entre a União Europeia e o Mercosul tendo em vista a celebração de um acordo associação entre ambas as partes.

Javier Nart, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señora presidenta, quiero felicitar a Charles. Es una gran facilidad poder trabajar con él. Es una persona de trato sencillo, abierto y que además conoce bien los expedientes. Es fácil y es muy útil trabajar con él.

Chile es un ejemplo en Iberoamérica. Chile es un ejemplo en la democracia, en la estabilidad, en lo que significa su inclusión social, su apertura económica y la fiabilidad de sus instituciones administrativas y judiciales. Es, en ese sentido, un ejemplo para todo el resto de países en América.

También es cierto —y lo ha dicho el comisario, señor Stylianides— que es un país receptor de decenas de miles de venezolanos, en menor intensidad por su distancia geográfica, pero también con un abierto espíritu solidario.

Chile ha hecho de su reto geográfico —su excentricidad americana— una solución extraordinariamente exitosa. Y, en ese sentido, hay algo que es fundamental: la Alianza para el Pacífico.

Estamos siendo objeto de una fractura continuada, de un cambio de paradigma por parte de la Administración norteamericana. La última ha sido el desprecio, vía Twitter, el pensamiento Twitter del señor Trump, donde ha despreciado olímpicamente a sus homólogos, tanto de la Unión Europea como de otros países. Nuestra proyección tiene que ser estratégicamente con Iberoamérica, y, dentro de Iberoamérica, hay una parte fundamental, que es la parte que tiene la ventana al Pacífico.

La Alianza para el Pacífico es la asociación más importante y más efectiva de todas las que existen en América. Y, en ese sentido, es trascendente que Europa tenga allí incluso una presencia de observador en la Alianza para el Pacífico. Entiendo que nuestro proyecto de mejora con Chile es un proyecto estratégico y, desde luego, lo apoyamos.

Jordi Solé, *en nombre del Grupo Verts/ALE*. – Señora presidenta, la modernización de un acuerdo es el momento adecuado para hacer un balance de lo que ha ido bien y de lo que no y, en este caso, intentar remediarlo. No veamos la modernización tan solo como una oportunidad para alcanzar más lucro a toda costa.

En el caso del Acuerdo de Asociación Unión Europea-Chile de 2003, si bien ha propiciado avances en algunos ámbitos, vemos muy claramente cuáles son los temas pendientes. Temas que han perpetuado la clásica división norte-sur y ámbitos donde no se ha conseguido dejar atrás la nefasta herencia del pinochetismo.

Quiero mencionar algunos ejemplos. El código del agua en vigor convierte el agua en mercancía y establece derechos que se pueden vender. La consecuencia: acaparamiento de agua por parte de grandes inversores nacionales e internacionales para agricultura de exportación. Los pequeños campesinos, así como comunidades enteras, se quedan sin este bien esencial y tienen que comprar agua de camiones cisterna. Esto ocurre, por ejemplo, en Petorca, cerca de la capital, Santiago.

El informe tal y como llega al plenario reafirma el acceso al agua como derecho humano. Les pido que no apoyen la enmienda que reduce el contenido.

En cambio, sí que debemos apoyar a los que reciben amenazas en Chile por defender este derecho y pedir a la delegación de la Unión en Santiago que defienda públicamente la organización Modatima y a su presidente Mundaca.

Otra herencia fatal del pinochetismo es la discriminación de los pueblos indígenas: la justicia antiterrorista se aplica solo a los mapuche. No puede ser que se les robe sus tierras y se talen los bosques nativos para plantar eucaliptos para que nosotros tengamos papel barato; la modernización del Acuerdo tiene que contener un lenguaje muy claro al respecto. Les pido que voten en contra de la enmienda que banaliza el agudo conflicto todavía existente.

Y, finalmente, desde que entró en vigor el Acuerdo demasiado poco ha pasado en Chile para que deje de ser básicamente proveedor de productos primarios, y esto no es un efecto colateral. Este es el principal efecto del Acuerdo y tenemos que cambiar esto si queremos unas relaciones Chile-Unión Europea más equitativas.

(El orador acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), pregunta de «tarjeta azul». – En este Parlamento hemos venido defendiendo y defendemos y defenderemos el derecho a regular de cada una de las partes en cualquier acuerdo de asociación y a decidir cómo cada parte organiza y gestiona los servicios públicos. Y la pregunta que le hago es: ¿Cree usted que deben ser las instituciones europeas, a través de un acuerdo con un tercer país, quienes le digan cómo tiene que regular y organizar sus servicios? Al margen de que yo defiendo que el agua sea un servicio público, pero no es esa la cuestión. Defiendo por encima de todo el derecho de las partes a decidir y la no injerencia. Y la forma en que Chile tiene organizada la prestación del agua está recogida en su Constitución. ¿Cree que debe este acuerdo comercial cambiar la Constitución de Chile?

Jordi Solé (Verts/ALE), respuesta de «tarjeta azul». – Gracias, señora diputada, por esta pregunta. Yo lo que creo es que el agua es un bien esencial que debería ser público, y lo creo para los europeos y también para los no europeos.

Evidentemente, no vamos a decidir nosotros por ellos, pero sí que tenemos el derecho de defender nuestros ideales, nuestros principios en todas partes. Y solo recordar, como he hecho en mi intervención, que las propias Naciones Unidas dicen que el derecho al agua es un derecho básico y fundamental, y yo creo que la gestión pública de un bien esencial es la que corresponde en todas partes.

Jaromír Kohlíček, za skupinu GUE/NGL. – Paní předsedající, Chile je nesporně podle řady ukazatelů i podle indexu lidského rozvoje jednou z nejpokročilejších zemí Latinské Ameriky. Kontakty na politické i ekonomické úrovni mezi EU a Chile se dlouhodobě a rychle rozvíjejí.

Chile přispívá k rozvoji dialogu v kolumbijském mírovém procesu. Dlouhodobým problémem zůstává vztah k původnímu obyvatelstvu, který v nedávné minulosti vyvrcholil konfliktem s kmenem Mapuche. Podobně delikátní je i otázka jednání o možnosti přístupu Bolívie k Tichému oceánu. Tato se s různou intenzitou vrací od chilsko-bolívijsko-peruánské války z 80. let 19. století. Smíšený parlamentní výbor EU-Chile ve svých společných prohlášeních vyjádřil podporu modernizační dohody o přidružení, a to naposledy na svém zasedání 22. ledna 2018. Zásadní je snaha o dodržování lidských práv a základních svobod. V Chile došlo ke změně tvrdě restriktivního potratového zákona. Důležitá je i vzájemná shoda na nutnosti boje proti změně klimatu. Významným prvkem je podpora snahy, aby lidé s nejnižšími příjmy měli v Chile neomezený přístup k vysokoškolskému vzdělání, což je žádoucí propagovat i v zemích EU. Dohoda podporuje rozšiřování výměny studentů a mládeže v rámci různých programů, jako představuje např. ERASMUS+.

Přes řadu pozitivních prvků mám rezervovaný vztah k rozšíření zapojení v hospodářské a vojenské spolupráci obou partnerů, a proto v konečném hlasování se zdržím.

Georg Mayer, im Namen der ENF-Fraktion. – Frau Präsidentin! Ja, eine Modernisierung dieses Abkommens, das ja aus dem Jahr 2003 stammt, ist auch dringend notwendig. In dieser Zeit hat sich in Chile viel getan; es hat sich im Allgemeinen viel getan in Südamerika. Aber Chile nimmt hier schon eine besondere Stellung ein. Ich denke, dass wir als Union viel zu inaktiv sind, was Südamerika betrifft. Chile hat diese besondere Stellung, und das sollten wir nicht aus den Augen verlieren. Insbesondere gilt für Gesamt-Südamerika: Überall, wo wir hinkommen, sind die Chinesen oft schon da, und das müssen wir im Kopf behalten.

Meine Erfahrung, die ich vor Ort immer wieder gemacht habe, ist, dass diese Entwicklung ganz besonders in Chile seit der letzten Wahl 2017 noch einmal einen Katalysator bekommen hat. Ich habe zum Beispiel auch mit unserer Außenministerin schon darüber gesprochen, dass wir demnächst einmal als Österreicher eine Reise dorthin machen werden, um die Beziehungen zu verbessern.

Wirtschaftlich bewegt sich in diesem Land sehr viel. Das ist nicht nur aufgrund der zahlreichen Bodenschätze so, sondern dieses Land ist tatsächlich ein wohlhabendes Land. Die Menschen vor Ort sind sehr gebildet, und ich denke, es ist nur logisch, dass wir ein besonderer Partner für Chile sein können.

José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra (PPE). – Señora presidenta, señor comisario, señorías, quisiera en primer lugar felicitar al ponente, señor Tannock, por la excelente Recomendación que presenta hoy al Pleno.

Chile es un socio positivo y activo de la Unión Europea. Se encuentra ya vinculado por un Acuerdo de Asociación, que ha funcionado, en nuestra opinión, excelentemente. Yo creo que tenemos que dejar a cada país que fije cómo explota sus recursos naturales. Ya hemos tenido algunas experiencias sobre la propiedad pública o privada de los medios de producción, y lo que nos encontramos en los países de Europa Central y Oriental al levantar la alfombra.

A mí me gustaría decir que Chile es un país que participa activamente en la región; es miembro destacado de la Organización de Estados Americanos; es miembro fundador de la Alianza del Pacífico; es miembro de Unasur; es el primer país latinoamericano que ha accedido a la OCDE y es miembro también del Grupo de Lima. Por lo tanto, es un socio fiable para la Unión Europea a la hora de afrontar los retos globales y regionales.

De todas las iniciativas que sugiere el señor Tannock para reforzar la cooperación con este país, me ha llamado la atención particularmente lo que se refiere a los ámbitos de seguridad y de defensa y, en ese sentido, todo lo que se refiere a las operaciones de gestión de crisis y de mantenimiento de la paz, sobre la base de la ya experiencia positiva que hemos tenido con este país.

Señor comisario, me gustaría mandarle un mensaje para tratar de dinamizar un poco estos trabajos: la próxima ronda con la Comisión para el acceso al mercado está fijada en el mes de octubre; usted ha dicho que Chile ha sido el primer país en concluir un acuerdo asociación con la Unión Europea. No nos gustaría que fuera el último en concluirlo.

Ramón Jáuregui Atondo (S&D). – Señora presidenta, yo me sumo a las ideas que establece el comisario a favor de que América Latina y Europa tienen mucho que hacer juntas. Estoy totalmente de acuerdo. Con Chile en particular, también. Yo querría destacar dos ideas que son claves en este acuerdo.

En primer lugar, me parece importantísimo que Europa sea capaz de considerar la importancia de la plataforma de Chile hacia Asia. El mundo económico europeo y, desde luego, las empresas europeas tienen mucho que hacer en Asia a través de la Alianza del Pacífico, y el acuerdo con Chile es clave en esa dirección.

Y, en segundo lugar, yo me incorporo a la idea de que los acuerdos son buenos: los acuerdos comerciales y políticos son buenos en sí mismos y hay que fomentarlos; con países amigos como Chile, más todavía. Ahora, hay que hacerlos bien. Hay que aprovechar esta negociación para hacer un acuerdo mejor; un acuerdo que establezca condiciones en materia de derechos humanos, de estándares laborales, etcétera, favorables, avanzados, progresistas y al mismo tiempo que nos permitan que ese acuerdo sea en favor de los Estados, no de los inversionistas. Por eso hay que hacer buenos acuerdos y hay que hacerlo bien en el caso de Chile.

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, con questa risoluzione sulla modernizzazione e attualizzazione dell'accordo di associazione UE-Cile il Parlamento europeo chiede giustamente di migliorare la cooperazione in settori che riteniamo importanti, quali quelli legati ai diritti umani, all'implementazione degli accordi internazionali sul cambio climatico, delle convenzioni dell'Organizzazione internazionale del lavoro, al rispetto dei diritti sociali dei lavoratori e delle lavoratrici, delle donne, delle persone LGBTQI.

Nella recente risoluzione approvata dalla commissione per il commercio internazionale e dal Parlamento sulla parte commerciale, per la prima volta viene sostenuta la creazione di un apposito capitolo di genere. Queste note positive e in primis la conferma delle buone relazioni con il Cile non possono però esimerci dal segnalare altre parti della relazione che non condividiamo, come gli obiettivi di ulteriore liberalizzazione dei mercati.

Non è certo l'apertura alla ferocia della concorrenza a definire la bontà e l'ambizione di un accordo, le buone relazioni fra paesi. Inoltre, sono necessari grande trasparenza e coinvolgimento della società civile nelle negoziazioni. Ci sembra fra l'altro molto inopportuna la richiesta inserita nella relazione di far diventare l'UE osservatrice dell'alleanza del Pacifico. Non crediamo che spetti all'Unione europea decidere quale tipo di integrazione debbono seguire i paesi latino-americani, con i quali abbiamo iniziato un importante percorso nell'ambito dei vertici UE-CELAC. Per queste ragioni ci asterremo.

Joëlle Mélin (ENF). – Madame la Présidente, le renforcement et la modernisation de l'accord d'association Union européenne-Chili relève de l'évolution normale de toute relation bilatérale. Évoluer au gré des événements politiques locaux, régionaux et, accessoirement, de données commerciales et diplomatiques régionales comme mondiales.

Dans ce cas de figure, il nous est proposé un texte portant certes sur des domaines fondamentaux, des relations internationales qui doivent être resserrées, mais aussi sur des données parfois dérisoires qui n'intéressent qu'une minorité de Chiliens, comme des considérations sur les orientations sexuelles.

Pour le reste, la situation chilienne, même si elle semble plus stable malgré une alternance politique régulière, révèle des points de fragilité, dont la situation des étudiants, toujours non réglée, le coût des matières premières, toujours très volatil, et le cas des peuples autochtones qui attendent leurs droits.

Enfin, l'adhésion du Chili au traité transpacifique, entre autres, doit nous alerter quant à la multiplicité des accords régionaux, qui risque de créer des incohérences dans les différentes coopérations internationales. Cela doit nous inciter à cerner avec beaucoup de précautions les champs d'action de l'association avec ce pays particulièrement proche.

Luis de Grandes Pascual (PPE). – Señora presidenta, señor comisario, señorías, este informe llama a fortalecer considerablemente la cooperación entre dos socios de ideas afines, sobre la base de los valores y principios compartidos.

No debemos olvidar que es de suma importancia asegurar que el Acuerdo modernizado con Chile sea ambicioso, integral y equilibrado. La colaboración multilateral desempeña un papel importante en la promoción de la seguridad internacional y la lucha eficaz contra los desafíos regionales y mundiales, por lo que este Acuerdo debe prever la cooperación en materia de seguridad y defensa, la lucha contra la corrupción, el lavado de dinero y la evasión fiscal, entre otros temas, ya que constituye una parte importante de nuestras relaciones.

Del mismo modo, debe reflejar plenamente la naturaleza transformadora de la Agenda 2030 de Desarrollo Sostenible y el papel de la cooperación internacional al desarrollo para alcanzar los objetivos de desarrollo sostenible. Necesitábamos objetivos estratégicos que movilicen los recursos necesarios para alcanzarlos. Este Acuerdo modernizado tiene que tener el potencial para reforzar significativamente la relación existente y, además, debe basarse en una fuerte participación parlamentaria.

Aprovecho para unirme al llamamiento para que se aceleren las negociaciones sobre el Acuerdo, con el objetivo de permitir su ratificación por el Parlamento antes de que finalice la actual legislatura europea, lo que hace de él un socio clave para Europa, un país amigo. Este Acuerdo mejorado es bueno para ambas partes.

Constanze Krehl (S&D). – Frau Präsidentin! Ich habe die große Ehre, der Chile- Delegation des Europäischen Parlaments vorzustehen, und habe dabei eines sehr intensiv erlebt: Chile ist ein politisch stabiles Land, vielleicht das stabilste in ganz Lateinamerika. In den letzten Jahren hat es eine sehr gute, nicht nur wirtschaftliche, sondern auch politisch-demokratische Entwicklung genommen. Präsidentin Bachelet hat viele Reformen angestoßen, z. B. ein neues Wahlrecht, wodurch auch Frauen sich nun stärker an der aktiven Politik beteiligen können, eine Steuerrechtsreform, Reformen der Ausbildung, sie hat eine Rentenreform begonnen und eine neue Verfassung nach Pinochet in die Wege geleitet.

Ich selbst habe erlebt, dass im Zuge der Diskussion um die Modernisierung des Assoziierungsabkommens zum Beispiel Gender sehr viel stärker von den Chilenen eingebracht worden ist, der Dialog mit der Zivilgesellschaft viel stärker und viel besser funktioniert als jemals zuvor. Wir sollten als Europäisches Parlament genau diese Entwicklung unterstützen, und ich unterstütze tatsächlich die Forderung danach, dass dieses Europäische Parlament noch über diese Modernisierung des Assoziierungsabkommens entscheiden kann.

Agustín Díaz de Mera García Consuegra (PPE). – Señora presidenta, Chile es un actor clave para la Unión. Su colaboración en el proceso de paz de Colombia, su participación en las conversaciones de Santo Domingo y su implicación en la misión EUFOR Althea en Bosnia muestran su compromiso con la comunidad internacional.

Es necesario reforzar la cooperación entre la Unión Europea y Chile en todos los campos: economía, comercio, educación y en los valores compartidos de democracia y derechos humanos. Pero es necesario insistir en el refuerzo de la cooperación en seguridad, en la lucha contra el narco, el terror y el crimen organizado; la cooperación en seguridad y defensa en lo que respecta a la prevención de conflictos; la gestión de crisis; la seguridad marítima, el desarme y la no proliferación son también muy necesarios. La lucha contra la corrupción, el lavado de dinero y la evasión fiscal son también parte importante de nuestras relaciones.

Finalmente, cuando China y Rusia están penetrando tanto en América Latina, es necesario que socios que comparten valores refuercen sus relaciones y sus compromisos.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D). – Señora presidenta, Chile es un país pequeño pero muy relevante política y comercialmente y del que también tenemos muchas cosas que aprender, como el ejemplar proceso de traspaso de poderes tras unas elecciones. Compartimos vínculos y somos socios a nivel regional y global en defensa de los mismos principios y valores que hoy son precisamente más necesarios que nunca.

Mantenemos unas excelentes relaciones bilaterales, pero el mundo ha cambiado mucho desde que entró en vigor el Acuerdo actual y necesitamos modernizarlo. Pero no cualquier acuerdo, un acuerdo como pide este Parlamento, que sea ambicioso, integral y equilibrado, que fortalezca el diálogo y la cooperación ante los desafíos globales que compartimos, en cooperación científica, técnica, ante el cambio climático, en defensa de los derechos humanos, en defensa de los derechos de los pueblos indígenas y, desde luego, de la igualdad de género.

Pero creo que la negociación por parte de la modernización del pilar político y de cooperación adolece de transparencia. Este Parlamento debe tener acceso a todos los textos de la negociación, siendo fundamental el papel de la Comisión Parlamentaria conjunta en su seguimiento. Y debemos garantizar la implicación y la participación de la sociedad en todo el proceso de negociación y en su implementación. Esperamos que tengan en cuenta estas recomendaciones.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señora presidenta, Chile es un país importante que dispone de sólidas instituciones democráticas y de una economía próspera. Las relaciones de la Unión Europea con Chile no han hecho más que crecer desde la firma del Acuerdo de Asociación en 2002. Se incrementaron los intercambios comerciales y también las inversiones. Ahora se trata de modernizar y ampliar el Acuerdo. Me gustaría que en 2018 podamos terminar las negociaciones, y la Reunión Ministerial UE-Celac de julio, en Bruselas, podrá ser una ocasión para impulsarlas.

Si a los acuerdos con México, Centroamérica y Cuba y al Acuerdo Multipartes sumamos el de Chile y el posible acuerdo con Mercosur, tendríamos una vasta red de acuerdos con los países de América Latina que reforzarán las relaciones entre los dos continentes. No olvidemos que está creciendo mucho la presencia de China en América Latina.

Compartimos con Iberoamérica valores y principios. Somos aliados naturales, como ha dicho Charles Tannock con toda razón. Y termino, convendría que en la dinámica Alianza del Pacífico, donde se encuentra Chile, la Unión Europea pudiera participar como observadora, como ya hacen países europeos, entre ellos España.

(„Catch the eye” eljárs.)

Javier Couso Permuy (GUE/NGL). – Señora presidenta, la Recomendación sobre la negociación del Acuerdo de Asociación modernizado con Chile, como es habitual en este tipo de acuerdos, habla de la cooperación en materia de derechos humanos y, en particular, anima a Chile a encontrar una solución al conflicto con el pueblo nativo mapuche.

La comunidad mapuche en Chile lucha por su reivindicación como pueblo originario y por el reconocimiento de sus tierras ancestrales, frente al rechazo del Gobierno chileno al derecho fundamental, amparado por las Naciones Unidas, a la descolonización. La represión del Gobierno chileno contra los pueblos originales se ve recrudecido por el Plan Araucanía, ese llamado Acuerdo Nacional, que ahonda más en el problema al criminalizar la lucha y equipararla con el terrorismo.

La Unión Europea debería modernizar este Acuerdo, pero modernizarlo para que se respeten los derechos del pueblo mapuche y para lograr detener las abominables prácticas de algunas multinacionales europeas, que contribuyen a deforestar y a contaminar las tierras mapuches y que empujan a sus habitantes a la extrema pobreza y a la marginación.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Señora presidenta, las relaciones bilaterales entre Chile y Europa son muy importantes. Por eso queremos llamar la atención en estas negociaciones sobre los derechos del pueblo mapuche, que tiene derecho a su autodeterminación política, económica, social y cultural.

Ya se lo dijimos al señor Piñera cuando estuvo en este Parlamento. Se lo dijimos claramente y le recordamos su compromiso en materia de derechos humanos, que fue incumplido. Le queremos recordar ahora también tres cuestiones.

Primero, no se puede asociar el conflicto mapuche con el terrorismo. Esta medida criminalizante ha quedado patente en la extrema militarización de la Araucanía, en la creación de una policía especial, en la continuidad del uso de testigos protegidos y, sobre todo, en la falta del cumplimiento del compromiso de Chile con el Convenio n.º 169 sobre pueblos indígenas y tribales de la OIT.

En segundo lugar, también le recordamos que estas comunidades en resistencia precisan diálogo y respeto, y no garrote como en tiempos de la dictadura.

Y por último, ¿dónde está el plan de lucha contra la pobreza infantil y de lucha contra la pobreza en general y los compromisos en materia de educación? En un acuerdo bilateral por supuesto que nos tenemos que hacer cargo de los compromisos en materia de derechos humanos.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Señora presidenta, catorce años después de su entrada en vigor, la Unión Europea está a punto de renovar el Acuerdo de Asociación con Chile, un país amigo con el que siempre hemos compartido profundas raíces culturales y nuestro socio comercial más antiguo en América Latina.

Hoy renovar este Acuerdo significa reforzar el papel de Europa como socio clave de América Latina, en un momento en el que el liderazgo mundial de Estados Unidos es cada vez más incierto y en el que otros países, como China, están adquiriendo cada vez más influencia en la región.

Hay algunos puntos críticos: los derechos humanos y la protección de los pueblos indígenas. Me complace ver que ambos se abordan en el informe. La Unión Europea debe animar a Chile a resolver el problema mapuche, el pueblo de la Tierra, el único grupo étnico nativo de Sudamérica que ha sobrevivido extraordinariamente a la colonización europea, cuyas tierras han sido arrebatadas desde 1867 y ocupadas arbitrariamente por el Gobierno chileno, que está aún aplicando una ley de antiterrorismo de la época de Pinochet.

Por lo tanto, espero que el Acuerdo se renueve sobre esta base, que se extienda una mano amiga a este país amigo y que se establezca una relación equilibrada, que aporte beneficios tangibles a todos los ciudadanos de ambos lados del océano. Defendemos a los mapuches y su libertad.

(„Catch the eye” eljárás vége.)

Christos Stylianides, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. – Madam President, this has really been a very useful exchange and I thank so much the honourable Members for their interventions. I would also like to congratulate again Mr Tannock on his report. From this debate I conclude that we all share a common interest in ensuring we conclude an ambitious, comprehensive and progressive-oriented modernised association agreement with Chile.

I also note a wide convergence of views between what the European Parliament wants to see in the modernised agreement and what we are currently negotiating. We will continue working with our services in the Member States to ensure all concerns expressed here today are conveniently addressed.

I would like to clarify something about the rights of the indigenous people. I can indicate that the issue has been touched upon in the context of the regular annual discussions on human rights between Chile and the EU and will continue to be addressed if there are reasons for concern.

May I close by signalling once again my appreciation for Parliament's input in these negotiations, which will in turn contribute to a successful agreement.

Charles Tannock, *Rapporteur*. – Madam President, I too would like to thank the Commissioner for his kind words and in particular the words from the shadow rapporteurs and the various interventions from colleagues. I too am proud that the European Union's Member States sent firefighters to Chile to help fight fires, that Chile welcomes refugees from the Maduro Venezuelan dictatorial regime and that Chile does scientific research jointly with the European Union's Member States' scientists under the Copernicus programme. These show what kind of mature and advanced country Chile really is.

The wider EU-Latin American cooperation project is also one which is a natural fit of like-minded continents with shared history, culture, and, largely, respect for democracy, with sad exceptions like Cuba and Venezuela. But Latin America, by and large, is a democratic continent; we need to respect that and we need to work closely with it.

I would just like to briefly mention my two amendments: Amendment 1, which is to change the word 'dispute' to the word 'matters'. In my view, there is no conflict with the Mapuche people. I wish to soften the text by doing that. I hope that colleagues will support that.

In Amendment 2, I disagree with the intervention from my Green colleague. Access to water is, of course, a human right everywhere, but the economic model that is employed is a Chilean national sovereign matter, not for interference by the EU or by our report. Water companies are often privately owned within EU Member States, so it would be totally ridiculous for us to prescribe an economic model to Chile and interference in their domestic affairs. So please support Amendment 2.

Finally, thank you very much colleagues. It has been an interesting debate, and I think that Chile-EU relations will go from strength to strength.

Elnök. – A vitát lezárom.

A szavazásra holnap, szerdán kerül sor.

12. Vorstellung des Jahresberichts über Menschenrechte und Demokratie in der Welt 2017 und die Politik der EU in diesem Bereich (Aussprache)

Elnök. – A következő pont a Bizottság alelnökének és az Unió külügyi és biztonságpolitikai főképviselőjének nyilatkozata az emberi jogok és a demokrácia világbeli helyzetéről szóló 2017. évi éves jelentés és az ezzel kapcsolatos uniós politika ismertetése (2018/2751(RSP)).

Christos Stylianides, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. – Madam President, human rights are about real people, each one with their own story to tell. In the last year we have constantly tried to show this: when we talk about principles and values we talk about human beings. When we work for human rights, we work to make a real difference to millions of lives around the world. This was the main focus of the campaign we launched to celebrate the 70th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, and this is also the logic that drives the new annual report.

We live in a difficult moment for human rights around the world. In too many countries the situation has become worse, not better. This moment tells us that progress can never be taken for granted, and this is why we should continue working for positive change.

But the report also shows that our action can make a real difference. Progress can happen, and it is happening in many parts of the world – thanks also to our commitment. For every violation of human rights, there are many more good stories to tell. For every criminal, there are many more human rights defenders.

In this fight for justice, we know where we stand. And the report I am presenting today on behalf of the High Representative shows what our commitment means in practice. It maps our work firstly to strengthen democracy. Secondly, to end the death penalty. And thirdly, to support the rights of minorities. These are just a few examples.

Let me say a few words on the structure of the report. Last year you recommended making the report more readable and publishing it without delay. So this year we have decided to focus on thematic issues and use country-specific examples, rather than going through each country one by one.

Country reports now feature on our website so that the process is still transparent but also much faster. With the report we do not only want to provide a picture of the activities we do, but also to show our impact and give concrete examples, once again to show that human rights are not only about international law – the strictly legalistic approach – they are about people's lives and they are the foundation of more solid societies.

The report, for instance, mentions the cases of violence against vulnerable children in Fortaleza, Brazil, that have been cut by two thirds thanks to our support. And Federica Mogherini has just come back from Jordan, where she took part in the graduation ceremony for over 100 Syrian refugees who were able to finish university thanks to our financial support. But let me also mention the first ever election observation mission that we deployed in The Gambia to accompany the country's extraordinary path from dictatorship towards a truly inclusive democracy.

I would like to thank in particular the EU Special Representative for Human Rights, Stavros Lambrinidis, who has contributed to many of these 'good human rights stories' and for making them more visible. 'Good human rights stories' is the name of a new initiative to be launched at the UN General Assembly high level week in September. The aim is to show, together with a broad alliance of countries from across the globe, examples of where positive human rights practices have made fundamental changes to individual lives, communities and societies.

In the coming year we will be celebrating these stories. They show where strong human rights protection frameworks have been put in place, where communities have been made stronger through the work of civil society organisations and where countries have shown that poverty reduction and sustainable development can be achieved hand-in-hand with making progress in human rights.

Stavros Lambrinidis is also putting into practice one of the main ideas from our human rights action plan: the need to engage with all actors at all levels, because only through engagement can we improve the human rights' situation around the world.

Last year we published the mid-term review of the EU action plan. The review showed an encouraging trend concerning human rights dialogues, which are gaining in legitimacy and exerting a more positive impact on third countries. Again, this should only reinforce our commitment to engaging constantly with our interlocutors, particularly where and when human rights are not respected.

In this respect our European Union delegations around the world are at the forefront of our daily work. Our staff in delegations monitor and follow up on cases of human rights violations. They meet with the lawyers of jailed human rights defenders and attend trials as observers. And they lead local dialogues on human rights with the national authorities. They are very often the face of the European Union in the world, and it is also thanks to their work that we are known as a credible and reliable force for democracy and human rights.

This is not an easy moment for fundamental rights, democracy and human rights defenders. In a moment like this, it would be easy to fall into cynicism and despair. We must continue to critically assess our own approach and adjust, where necessary. The scrutiny of this Parliament is indispensable in this regard. But as we do this, we must also keep in mind all the progress we have achieved together, and all the lives that have improved thanks to the European Union's commitment.

There is always hope, even in difficult times like these. And precisely in difficult times like these we must redouble our efforts.

Cristian Dan Preda, *au nom du groupe PPE*. – Madame la Présidente, je salue le travail fait en 2017 en matière de promotion des droits de l'homme et de la démocratie dans les quatre coins du monde par les institutions de l'Union européenne.

Ce travail est résumé dans le rapport annuel adopté par le Conseil il y a quelques semaines. Je salue aussi le nouveau format du rapport, plus court et plus concis. J'ai été particulièrement satisfait, à sa lecture, du fait que la promotion de la démocratie occupe une place plus importante, tout comme du travail que les institutions européennes et nos délégations dans des pays tiers réalisent au jour le jour. J'ai milité pour cela tout au long de ce mandat et surtout quand j'ai été rapporteur du Parlement sur le rapport annuel.

En effet, j'estime que nous ne pouvons en aucun cas imaginer une situation où les droits de l'homme seraient respectés en l'absence d'un cadre démocratique bien établi.

En 2017 encore, nous avons pu constater comment des régimes autoritaires bafouent les droits les plus élémentaires de leurs citoyens. Je pense aux Vénézuéliens, dont la liberté d'expression est remise en cause et dont les droits économiques et sociaux n'existent tout simplement plus. Dans ce même sens, je pense à Cuba, mais aussi à la Corée du Nord, vers laquelle les yeux de la planète se tournent aujourd'hui en oubliant que c'est une des pires dictatures de l'histoire.

De plus, en 2017, un certain nombre de dirigeants se sont tournés vers le mirage de l'autoritarisme, comme en Turquie.

Par rapport à tous ces cas, je crois que nous devons continuer à agir et redoubler d'efforts de concert avec nos États membres.

Elena Valenciano, *en nombre del Grupo S&D*. – Señora presidenta, yo también saludo el trabajo y los esfuerzos hechos en la defensa de los derechos humanos en el mundo por las instituciones de la Unión Europea; desde luego el trabajo de la alta representante y también del señor Lambrinidis.

Yo no voy a caer en el pesimismo de decir que los derechos humanos retroceden. Es verdad que depende mucho de las regiones y que nuestro esfuerzo siempre es bienvenido fuera de las fronteras de la Unión Europea. Lo que sí digo es que tenemos un problema de coherencia. El comisario decía: no es un buen momento, no son buenos tiempos para la defensa de los derechos humanos, del derecho internacional, de los derechos fundamentales. No lo es; es verdad que no lo es y que hay regiones enteras del mundo que están cayendo en el cuestionamiento de los derechos fundamentales, de la universalidad de los derechos humanos.

Eso es así, y tenemos líderes políticos muy importantes que defienden este cuestionamiento de los valores fundamentales. Por eso la Unión Europea tiene que reforzar su trabajo; pero, claro, también nosotros enviamos mensajes muy negativos ¿no?, y estoy pensando en la última decisión del Gobierno italiano de mantener fuera de sus aguas a un barco cargado de personas que sufren y necesitan ayuda; o algunas de las actuaciones y decisiones del presidente Orban. Es decir, es muy difícil dar lecciones al resto del mundo sobre derechos humanos cuando nosotros mismos incumplimos de manera tan flagrante los principios fundamentales, como el caso de Italia ayer mismo.

Y yo no creo que sea Salvini el único responsable, ni Orban; yo creo que somos todos. Y aquellos que se sientan en el Consejo Europeo con Salvini y con Orban tienen la responsabilidad de señalar la irresponsabilidad que suponen esas actuaciones y hasta qué punto cuestionan nuestro papel en el mundo, que es un papel fundamental y que creo que la Unión Europea está haciendo bien.

Monica Macovei, *în numele grupului ECR*. – Doamna președinte, trăim o perioadă neagră pentru jurnalismul de investigație și pentru presa liberă. Sunt abuzuri, violențe, tortură, presiuni și s-a ajuns și la crimă. Daphne și Jan au fost uciși pentru că purtau această luptă împotriva corupției, criminalității și mafiei. Tocmai ca jurnalist de investigație și dezgropând toată mizeria politicianilor. Adevărul nu trebuie plătit cu viața. Adevărul trebuie aplaudat și premiat.

Un pericol împotriva acestor jurnaliști de investigație sunt procesele deschise în alte țări, în alte jurisdicții, împotriva jurnaliștilor, pentru că asta îi intimidează, costurile sunt foarte mari, nu fac față și riscă să ajungă la faliment sau să renunțe la tot ce au pentru astfel de procese. Au început să se practice aceste procese împotriva jurnalistului de investigație. Singura soluție este să modificăm și să adoptăm o legislație modernă *anti-SLAPP*, cum se numește în engleză, pentru aceste procese deschise în alte jurisdicții la nivelul Uniunii Europene, și asta cât mai repede.

Petras Auštrevičius, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, this year, while celebrating 70 years of the Universal Declaration of Human Rights, we all must admit that justice and dignity across the globe are severely threatened. Therefore, I see this Commission report as a good stock-taking exercise, which is giving us an opportunity to identify the existing loopholes in our human rights policy and adjust it accordingly so that the situation can actually be improved.

2017 was marked by ongoing conflicts and humanitarian catastrophes, terrorism and radicalisation, as well as a tighter grip of authoritarian regimes on human rights defenders, civil society and populations in many parts of the world and even in European Union's vicinity.

In addition, in the EU itself, we have seen an unprecedented flow of fake news and propaganda, which have been used by governments and populists to spread anti-human-rights narratives, manipulate electoral processes and challenge liberal values.

We urgently need to intensify our efforts to keep human rights at the centre of Europe's Global Strategy and the EU's external action. To foster civil society and stand up for human rights defenders around the world, it is crucial to build human rights alliances regionally and internationally with our United Nations partners.

To resist the regimes and governments violating human rights, all tools at the European Union's disposal must be applied with consistent resolve and determination. Real progress can only be achieved if human rights are never used as a bargaining chip in favour of EU or national economic and trade interests. Freedom and human rights are not for sale!

Barbara Lochbihler, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Der EU-Menschenrechtsbericht 2017 ist ein eindrucksvolles Dokument mit vielen sinnvollen und notwendigen Initiativen, gerade in einer Zeit des zunehmenden *backlash* bei Menschenrechtsschutz, Rechtsstaatlichkeit und Demokratieförderung. Die fortlaufenden und sich verstärkenden Angriffe auf die Unabhängigkeit und Arbeitsfähigkeit der Zivilgesellschaft und von Menschenrechtsverteidigern erfordern erhöhte Aufmerksamkeit. Gerade das *Protect Defenders Programme* sollte unbedingt weitergeführt und ausgebaut werden.

Im Hinblick auf die aktuelle Diskussion um die Finanzierung und Zusammenführung der außenpolitischen Instrumente möchte ich betonen, wie wichtig die Eigenständigkeit des Europäischen Instruments für Demokratie und Menschenrechte ist. Dessen Wirksamkeit gerade in schwierigen politischen Kontexten darf nicht gefährdet werden.

Fachkompetente Stimmen aus der Zivilgesellschaft berichten von einem schleichenden Nachlassen der EU beim Menschenrechtsschutz. Diese Kritik höre ich nicht zum ersten Mal, und sie muss vom Europäischen Auswärtigen Dienst und der Kommission ernst genommen werden. So ist es zum Beispiel nicht hinnehmbar, dass das Partnerschaftsabkommen zwischen der EU und Ägypten im Jahr 2017 unterzeichnet wurde, obwohl der ägyptische Präsident während der Verhandlungsphase ein verschärftes NGO-Gesetz unterzeichnet hat. Das ist nur ein Beispiel von vielen, bei denen die EU an Glaubwürdigkeit verliert.

Nicht nur in der Handelspolitik, sondern ganz massiv auch in der Flüchtlingspolitik sehe ich im Jahr 2017 und auch heute die größten Defizite der EU, sich mit den Doppelstandards ihrer Menschenrechtspolitik auseinanderzusetzen und konsequent das Leben und die Rechte der Flüchtlinge an unseren Außengrenzen zu schützen. Ein ganz aktuelles Beispiel ist die Weigerung eines Mitgliedstaats, in Seenot geratene Flüchtlinge an Land gehen zu lassen. Dies zeigt, mit welcher wachsenden Selbstverständlichkeit Mitgliedstaaten und die EU wegschauen, wenn es um die Menschenrechte von Flüchtlingen geht.

Marie-Christine Vergiat, *au nom du groupe GUE/NGL*. – Madame la Présidente, la lecture de ce rapport est toujours un grand moment tant il illustre «satisfecit» et «deux poids, deux mesures».

Loin de moi l'idée de dire que l'Union européenne ne fait rien, mais nous savons tous ici que globalement les droits de l'homme vont mal et que nombre d'entre eux régressent y compris, cela a été dit, dans l'Union européenne.

Quelques exemples, parlants me semble-t-il.

Entreprises et droits de l'homme: on sait combien les entreprises européennes bafouent les droits de l'homme dans le monde, combien il a été difficile pour l'UE de participer aux travaux de l'ONU sur la création d'un outil contraignant dans ce domaine, combien elle fait tout pour en minimiser la portée.

Idem pour les dialogues politiques sur ces questions avec l'Asie et l'Amérique du Sud. Ce sont les pays où les entreprises européennes sont en première ligne pour accaparer les terres et déforester. Le Brésil est cité en exemple, là où un tiers de la forêt amazonienne a été détruite, sans parler des populations locales déplacées, voire assassinées.

En quoi l'Union européenne a-t-elle fait évoluer les choses?

Il en est de même pour les efforts de soutien à la CPI. On cite une déclaration de la Haute Représentante de novembre 2017 sur la visite de M. El-Béchir en Ouganda, en Russie et au Tchad. Mais l'UE coopère avec le Soudan et le légitime au niveau international grâce au processus de Khartoum.

Et que dire du cynisme sur les politiques migratoires: on se félicite des vies humaines sauvées en oubliant les morts en Méditerranée, près de 15 000 en trois ans, dans le désert mais aussi sur le sol de l'Union européenne. Des personnes refoulées, expulsées, y compris vers des dictatures, telles que le Soudan.

Même chose encore quand on se félicite d'une déclaration de M^{me} Aung San Suu Kyi sur les Rohingyas et, plus drôle oserais-je dire, du dialogue sur les droits sociaux avec Cuba.

Tout cela manque de modestie, de réalisme et pour le moins d'un minimum de sens critique.

Marie-Christine Arnautu, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, cet attachement à la démocratie à travers le monde est remarquable, mais ici, au Parlement européen, il me semble prioritaire de nous préoccuper de la démocratie en Europe et, pour ma part a fortiori, en France.

En Europe aussi, les libertés sont bafouées. Les gouvernements hongrois et polonais, démocratiquement élus, défendent l'identité de leur peuple, vous les menacez.

Les Italiens portent au pouvoir deux partis soucieux des intérêts de leur peuple, les eurocrates appellent à ne pas respecter leur volonté.

Mais est-ce bien étonnant de la part d'une Commission présidée par M. Junker qui, pour faire plier la Grèce, affirmait qu'il ne saurait y avoir de choix démocratique contre les traités européens?

Au prétexte de lutter contre les *fake news* et les discours de haine, toute expression dissidente est censurée sur les réseaux sociaux.

En France, les identitaires notamment en ont fait l'amère expérience, tout comme Tommy Robinson en Angleterre, pour avoir dénoncé les méfaits de l'immigration.

Ce grave recul des libertés en Europe est profondément dangereux et pourtant vous le cautionnez et vous l'encouragez.

Pier Antonio Panzeri (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, se guardiamo la realtà, non possiamo non sottolineare che il movimento per i diritti umani è in crisi. Dopo decenni di conquiste, molti paesi sembrano aver fatto passi indietro. Molti leader populistici e uomini forti esprimono in modo sistematico un disprezzo totale nei confronti dei diritti umani e di chi li difende. Devo dire però che forse il movimento per i diritti umani non sembra trarre insegnamenti corretti dalle difficoltà. Oggi, nell'anno in cui ricorre il 70° della Dichiarazione universale, dobbiamo interrogarci come approcciare il tema, se intensificando le vecchie strategie o se invece allargando il campo.

Comprendiamoci: è indubbio che l'attivismo può smuovere le persone, ma se le cose che diciamo sugli obblighi morali avessero fatto la differenza il mondo oggi sarebbe in condizioni migliori. Noi che ci occupiamo e abbiamo a cuore i diritti umani dobbiamo chiederci cosa spinge così tante persone a votare uomini forti nel mondo e in Europa. A ben guardare, l'espansione delle politiche internazionali a favore dei diritti umani si è accompagnata al fenomeno economico che ha portato all'ascesa del populismo radicale e del nazionalismo. Non doveva andare così. Si presumeva che la Dichiarazione universale avrebbe avuto cura delle tutele sociali e invece la lotta per i diritti umani ha lasciato troppo sullo sfondo l'aspetto della cittadinanza sociale.

Ecco, se vogliamo indicare un campo più largo oggi, allora dobbiamo unificare sempre di più diritti umani e diritti sociali. Mentre saluto positivamente la relazione e il lavoro fatto da Federica Mogherini e da Stavros Lambrinidis, ritengo che dovremmo agire per un'agenda più ambiziosa, che sia capace di offrire valide alternative ai mali della nostra epoca.

Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE). – Señora presidenta, señor comisario, hoy es un buen día para recordar algo muy sencillo: que los derechos humanos son los derechos de los seres humanos y que la mitad de los seres humanos en el mundo son mujeres.

Hoy es un buen día para recordar que muchas mujeres, como en Arabia Saudí, reclamaron un derecho, como el de conducir, y que están ahora en la cárcel. Hoy es un buen día para recordar la represión que sufren las mujeres iraníes que se han atrevido a quitarse el velo en público o para recordar a la egipcia Amal Fathy, arrestada por las autoridades de su país por hablar del acoso sexual en Facebook.

Hoy podemos recordar que la mutilación genital femenina sigue afectando a 30 países y a más de 200 millones de mujeres y niñas. O recordar que en El Salvador el aborto se castiga en todos los casos y que hay mujeres en prisión, incluso por abortos espontáneos. Recordemos todo esto hoy y cada día, porque es nuestra función llevar esperanza y garantizar los derechos a todas las mujeres en el mundo.

Jordi Solé (Verts/ALE). – Madam President, we all want to see the state of democracy and human rights improve throughout the world and would wish the European Union could play an even stronger role in its promotion when dealing with third countries. However, there is a great need for consistency between EU internal and external actions. If we don't achieve coherence between what we do at home and what we would like others to do abroad, our capacity to achieve real change in the world is seriously hindered. Let me give you an example. Some of us will always remember that in 2017 a Member State of the European Union, Spain, used police violence to stop a vote – a democratic exercise in Catalonia and that, in the run-up to that vote and afterwards, the same Member State committed breaches of fundamental rights. And when that happened, the European Union basically looked the other way, instead of trying to defend EU's citizens' fundamental rights and Europe's core values.

It is therefore imperative for the European Union, and for the credibility of its external action, not to use double standards when it comes to democracy and human rights, whether inside or outside our borders.

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL). – Señora presidenta, en un debate sobre los derechos humanos en el mundo es importante también que hablemos de lo que está pasando en Europa. Porque aquí las políticas de austeridad han afectado a los derechos básicos de la población, como la educación, la sanidad, la Seguridad Social o la vivienda.

Además, estamos siendo testigos de cómo el populismo punitivo se utiliza con la excusa del terrorismo y de la inmigración para generar un discurso del odio. De esta forma, la extrema derecha ha conseguido que sus discursos antiinmigración, antirrefugiados e islamófobos sean adoptados en muchos países por los principales partidos y, sobre todo y más preocupante, por gobiernos como el de Hungría o ahora también como el de Italia.

Tenemos también países europeos que continúan aplicando legislaciones que permiten detenciones sin cargos ni juicios y, con la excusa de la seguridad, normalizan la represión y la restricción del derecho a la manifestación o la libertad de expresión. Estamos ante una involución autoritaria de nuestras democracias, de la cual Valtonyc o Alsasua son claros ejemplos.

No seamos hipócritas, no exijamos a terceros países lo que no cumplimos en los nuestros. Esforcémonos en respetar en Europa los derechos humanos y la libertad de expresión.

Josef Weidenholzer (S&D). – Frau Präsidentin! Es ist noch nicht lange her, da standen die Menschenrechte im Mittelpunkt der internationalen Politik, und kein Staat wagte, dagegen zu argumentieren. Heute sieht das ganz anders aus: Viele sehen das als *nice to have*, manche Staaten machen sich sogar offen lustig darüber. *Human rights* NGOs werden in ihrem Bewegungsspielraum eingeengt und ihre Aktivisten verfolgt – immer häufiger und immer dreister. In einer solchen Welt ist es wichtig, dass nicht alle diesem Zeitgeist nachgeben.

Die Europäische Union ist mittlerweile der wichtigste globale Akteur auf dem Gebiet der Menschenrechte; die europäische Außenpolitik ist auf deren Einhaltung zentriert. Wir haben eigene Instrumente entwickelt, und unsere Delegationen sind überall auf der Welt zu Hotspots für Menschenrechtskämpfer geworden. Das alles sollte uns aber nicht zur Selbstzufriedenheit verleiten. Wir müssen uns noch mehr anstrengen, wir müssen unsere Instrumente verbessern, die Mitgliedstaaten mehr einbinden, und wir müssen nach Verbündeten suchen. Vor allem aber gilt es, weltweit die Selbstheilungskräfte – und das ist die Zivilgesellschaft – zu stärken.

Marietje Schaake (ALDE). – Madam President, if not the EU, then who would lead on protecting and promoting universal human rights in the world? In this room, during this debate, I doubt anyone questions the need to uphold values and principles. But looking at the practice, a more troubling picture emerges: ‘migration management’ or ‘countering terrorism’ are increasingly blanket excuses to turn a blind eye to the rights of people. And privatised law enforcement, where private companies are filtering what people can and cannot see online without oversight, is another area to watch out for.

I think it is essential that we don’t fall into the trap of the short-term populist objectives, also with an eye on the new MFF. For Europe, interests such as security and values such as human rights protection should never be traded off because they overlap. So I urge for more political leadership that is unequivocal and that is not traded away at difficult moments.

Ana Gomes (S&D). – Senhora Presidente, o respeito pelos direitos humanos no mundo, no último ano, conheceu acabrunhantes retrocessos. Para eles também contribuíram, lamentavelmente, contradições, disfunções e políticas perversas da União Europeia, que nos descredibilizam.

Em países grandes e pequenos onde a União tem influência, como a Etiópia ou o Barém, porque se calou diante de abusos sistemáticos, incluindo tortura, prisões arbitrárias, massacres. Ou como no Sudão, ou Mianmar, porque financiou e cooperou com governos que vivem de violar os direitos humanos. Porque deixou escalar na Síria, e noutros locais, os conflitos onde chega até, é o caso da Síria, sem saber ou querer, a financiar equipamento militar do regime de Erdogan, que persegue cruelmente curdos, jornalistas e quaisquer opositores dentro e fora do país, o regime com o qual a União Europeia fez um negócio imoral sobre refugiados.

Ou na Palestina, onde a União se resigna diante da ocupação israelita, que, além de inviabilizar a solução de dois Estados, significa repressão e humilhação de todo um povo que já conta centenas de manifestantes pacíficos assassinados em Gaza só neste ano. Nestes e noutros casos, a nossa credibilidade está em causa. Como podemos ser credíveis a promover os direitos humanos no mundo se também não olhamos para dentro da União Europeia?

VORSITZ: RAINER WIELAND*Vizepräsident*

Andi Cristea (S&D). – Domnule președinte, anul 2017 a fost un an de referință în ceea ce privește activitatea globală a Uniunii Europene în domeniul drepturilor copilului, prin actualizarea liniilor directoare privind promovarea și protecția drepturilor copilului, care datează încă din 2007. Prea des, copiii sunt expuși abuzurilor specifice și, prin urmare, au nevoie de o protecție sporită. Munca în rândul copiilor, recrutarea acestora în conflicte armate și căsătoriile timpurii și forțate reprezintă în continuare probleme critice în anumite țări. De asemenea, un număr însemnat au nevoie de ajutor, în special în domeniul sănătății și al accesului la educație, apă și salubritate.

Consider că este esențial ca, la nivel european, să elaborăm un plan de acțiune pentru următorii ani prin care să acordăm prioritate drepturilor copiilor în cadrul politicilor externe ale Uniunii Europene. Uniunea Europeană are obligația morală să continue eforturile pentru a proteja copiii în fața violenței, abuzurilor și exploatării.

Francisco Assis (S&D). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, o presente relatório constitui uma útil radiografia da situação dos direitos humanos e da democracia no mundo. Dos avanços alcançados, mas também dos retrocessos verificados. Temos assistido, por exemplo, a um agudizar da repressão dos defensores dos direitos humanos com um aumento do número de homicídios destes ativistas em vários países; temos também constatado, infelizmente com grande preocupação, uma hostilização crescente da sociedade civil por parte diferentes governos, através de leis que dificultam as atividades das suas organizações ou até que as criminalizam com base em interpretações abusivas do próprio conceito de terrorismo.

O contexto internacional é exigente e as instituições europeias têm de estar à altura das suas responsabilidades. A União Europeia deve ser cada vez mais atuante e deve reforçar a exemplaridade do seu comportamento. Por exemplo, a União Europeia deve aumentar o nível de exigência no que toca às suas responsabilidades extraterritoriais quando estão em causa empresas ou investidores europeus cujas operações negligenciam os direitos humanos em países terceiros.

A verdade é que milhões de pessoas, cujos direitos humanos são desrespeitados em diversos pontos do mundo, muitas vezes vislumbram ainda na União Europeia uma última esperança de alcançarem algum apoio e alguma proteção. A nossa responsabilidade é correspondermos às expectativas dessas pessoas.

Cécile Kashetu Kyenge (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, anche nel 2017 i diritti umani sono rimasti al centro dell'azione esterna dell'Unione europea. Abbiamo lavorato per l'affermazione su scala mondiale degli stessi principi che hanno ispirato la creazione dell'Unione: democrazia, Stato di diritto, rispetto dei diritti umani e fondamentali, principi di uguaglianza e di solidarietà.

Abbiamo lavorato affinché questi principi trovassero una collocazione all'interno di tutte le politiche, soprattutto quelle con una forte dimensione esterna. Mi riferisco, in particolare, alle politiche in materia di sviluppo, commercio, migrazione. Ma il 2017 ha segnato anche una tappa molto importante per quanto riguarda il riconoscimento dei diritti dei minori, suggellata anche dalla comunicazione della Commissione sulla protezione dei minori migranti.

Se l'Unione vuole essere credibile nel suo ruolo guida di sostenitore della promozione e della protezione dei diritti umani sulla scena mondiale, deve anche essere pronta a sanzionare quegli Stati che vi si oppongono sia all'interno che all'esterno delle sue frontiere.

Wajid Khan (S&D). – Mr President, every year we evaluate the situation of human rights and democracy in the world. It is upsetting to admit that not only are we making insufficient progress, but we are also going in the opposite direction. We are witnessing a growing number of attacks against human rights defenders, as well as a reduced space for civil society organisations. Many governments have introduced repressive laws to curtail basic freedoms for citizens.

In front of an increasingly challenging international context, the EU stands as the leading human rights actor. The first review of the EU action plan has shown positive results in mainstreaming human rights in our external action. The next step is to make sure that each international agreement includes a human rights clause so that companies based in third countries, as well as in Europe, comply with international standards. In this regard, the EU has a responsibility to act and be a global leader. We cannot let non-democracies take the lead and impose their anti-rights agenda. Now, more than ever, we need to be at the forefront of the promotion of human rights and steer the wheel in the right direction. I know the Commissioner is a very passionate ambassador of human rights. I'm sure he'll do a great job.

Spontane Wortmeldungen

Csaba Sógor (PPE). – Elnök Úr! Az Európai Unió egy olyan térségként tűnik fel a világban, amely magas szinten biztosítja az emberi jogokat, és amely ezt várja el partnereitől is. Az emberi jogok mindenkit megilletnek, azokat is, akik menedéket keresnek nálunk az üldöztetés elől, és egy olyan országból jönnek, ahol nemhogy emberi jogaikat nem biztosítják, hanem az életük is veszélyben van. Ez azonban nem jelenti azt, hogy nem szeretnénk megtartani Európát annak a helynek, ahol a bőrszíne, vallása vagy etnikai származása miatt nem érhet diszkrimináció senkit sem, és ahol a nők a férfiak egyenjogúságát nem vonják kétségbe.

Az emberi jogok az európaiakat is megilletik, és ha a mi fogalmainktól eltérő társadalmi normákat valló személyek érkeznek, azoknak alkalmazkodniuk kell ahhoz a modellhez, amelynek mentén mi szervezzük az életünket, és amelyre felépítettük az Európai Uniót is. Meggyőződésem, hogy az emberi jogok biztosításához is elsősorban törvényes rendre és ennek betartására van szükség, másképpen nem maradhat Európa az emberi jogok biztosításának éllovasa.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, Κύριε Επίτροπε, αυτή η έκθεση αφορά την προστασία των ανθρωπίνων δικαιωμάτων σε τρίτες χώρες. Φυσικά η Ευρωπαϊκή Ένωση οφείλει να είναι ο θεματοφύλακας των ανθρωπίνων δικαιωμάτων χωρίς διακρίσεις, διότι εκείνο που μας διαφοροποιεί ανά την υφήλιο είναι το γεγονός ότι τα ανθρώπινα δικαιώματα είναι το θεμέλιο της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Λυπάμαι όμως να παρατηρήσω ότι, ενώ έχουμε άποψη για την Ουγκάντα, για τη Λατινική Αμερική, για τη Ρωσία, δυστυχώς κάνουμε διακρίσεις στον τρόπο που χειριζόμαστε χώρες. Και θα είμαι απόλυτα ειλικρινής με ένα συγκεκριμένο παράδειγμα: η αναξιοπιστία, για να μην πω ίσως και η υποκρισία, της Επιτροπής φαίνεται από τον τρόπο που διαχειρίζεται την Τουρκία. Δυστυχώς η Επιτροπή δεν εκπροσωπεί τα συλλογικά συμφέροντα της Ευρωπαϊκής Ένωσης με σωστό τρόπο. Για να συγκαλύψει την Τουρκία, την «πακετοποίησε» μαζί με εφτά χώρες από τα Βαλκάνια, ενώ στην πραγματικότητα βρίσκεται σε ενταξιακό καθεστώς και έπρεπε να τηρεί αυστηρά τους νόμους και τους κανονισμούς της Ευρωπαϊκής Ένωσης.

Mark Demesmaeker (ECR). – Dank u wel, Voorzitter. Wij zijn allemaal bezorgd over de toenemende mate waarin mensenrechten, rechtsstaat en democratische waarden nog altijd bedreigd worden. En de EU wil terecht de universaliteit van de mensenrechten en fundamentele vrijheden in haar extern beleid bevorderen.

Maar we hebben een probleem, commissaris. We hebben een probleem met onze geloofwaardigheid en onze slagkracht, als we intern niet toepassen wat we extern propageren. Ik was zelf getuige hoe in Catalonië brutaal en buitensporig politiegeweld werd gebruikt tegen vreedzame kiezers. Politici en leiders van de burgerbeweging zitten gevangen, ver van huis, sommigen al zeven maanden, als politieke gevangenen. De EU is een vrijhaven voor wie vervolgd wordt aan de andere kant van de aarde en dat is goed.

Maar voor Catalaanse en dus Europese burgers, wier democratische rechten repressief beknot worden, is de EU maar weinig solidair. En dat ondermijnt onze geloofwaardigheid. En het is een van de redenen waarom het vertrouwen in dit Europese verhaal ernstig onder druk staat.

Patricija Šulin (PPE). – Poročilo o človekovih pravicah in demokraciji v svetu za leto 2017 je pomembno za poglavljen pregled stanja na tem področju. Če se oddaljimo od demokracije in zavzemanja za človekove pravice, se bomo podali na napačno pot.

Akcijnski načrt za človekove pravice in demokracijo, ki ga je sprejela Evropska unija za obdobje 2015-2020, je potrebno prilagoditi učinkovitejšim politikam Evropske unije na tem področju – tudi z državami zunaj Evropske unije.

Uveljavljanje človekovih pravic žensk, otrok in manjšin mora ostati v ospredju. Želim opozoriti na trgovanje z ljudmi, ki je globalen pojav in dobiva večje razsežnosti. Na tem področju bi morali storiti več.

Za doseganje ciljev na področju človekovih pravic je zelo pomemben instrument za demokracijo in človekove pravice, ki podpira organizacije in združenja ter posameznike, ki se zavzemajo za človekove pravice in temeljne svoboščine.

Za obdobje 2014-2020 so namenjena sredstva v višini 1,3 milijarde evrov, ki bi jih morali natančneje ...

(Predsedujoči je govornico prekinil.)

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η προστασία των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και της δημοκρατίας σε όλο τον κόσμο πρέπει να γίνεται με πράξεις και όχι με λόγια. Το να υπάρχει μόνο μια έκθεση με ευχολόγια δεν λέει τίποτε. Η Ευρωπαϊκή Ένωση πρέπει να βγάλει συμπεράσματα και να επιβάλει κυρώσεις.

Kai αναφέρομαι ξεκάθαρα στην Τουρκία, η οποία παραβιάζει τα δημοκρατικά δικαιώματα, παραβιάζει τα ανθρώπινα δικαιώματα. Ο Ερντογάν έχει βάλει τη μισητή Τουρκία στη φυλακή και απλά εδώ στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο ακούγονται λόγια, χαϊδέματα προς την Τουρκία. Πρέπει να επιβληθούν μέτρα, να υπάρξουν άμεσες κυρώσεις, να απαγορευθεί η πώληση στρατιωτικού εξοπλισμού στην Τουρκία, να απαγορευθεί οποιαδήποτε δυνατότητα να δίνονται ευρωπαϊκά κονδύλια στην Τουρκία, να σταματήσει η Ευρωπαϊκή Τράπεζα Επενδύσεων να δίνει χαμηλότοκα δάνεια στην Τουρκία, να σταματήσει κάθε προενταξιακή βοήθεια. Μόνο έτσι θα καταλάβει ο σουλτάνος!

Marijana Petir (PPE). – Gospodine predsjedavajući, gospodine povjereniče, 3666 kršćana ubijeno je u prošloj godini prema podacima organizacije *Open Doors*. U 50 zemalja svijeta koje ova organizacija istražuje 250 milijuna kršćana izloženo je nekom obliku nasilja, od neprijateljstva ili diskriminacije pa do teškog fizičkog nasilja, i u konačnici ubojstva. To su strašne brojke koje govore o stvarnim prijetnjama kojima su kršćani diljem svijeta izloženi na dnevnoj bazi.

Svakodnevno razgovaramo o ljudskim pravima, no imam dojam da se prečesto bavimo temama koje izlaze izvan okvira temeljnih ljudskih prava i koje ne bi trebale biti u fokusu djelovanja Europske unije. Smatram kako bi se Europska unija trebala više baviti zaštitom ljudskih prava, posvetiti se zaštiti ljudi koji strahuju za svoj život, roditelja koji gube djecu, djece koja gube bezbrižno djetinjstvo, a pomoć drugih zemalja ne dopire do takvih područja. Pitanje jest: ako nećemo mi pomoći, tko će? I koja je naša uloga ako dopuštamo da se ljudska prava šutke krše?

(Ende der spontanen Wortmeldungen)

Christos Stylianides, Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. – Mr President, first of all I would like to thank you for this indeed very fruitful debate in this extremely demanding field. I cannot agree more with the majority of the examples you mentioned. Also, I cannot agree more that maximising the efficiency of our tools in promoting and protecting human rights and democracy is of utmost importance. No doubt about this.

To achieve our ambitious goals of improvements for democracy and human rights across the globe, we have to ensure a strategic and systematic approach. I would like to focus on this because the majority of you also emphasised this: our systematic and strategic approach.

Finally, let me express my deep appreciation for the very constructive and enhanced cooperation with this House. In this challenging global context, I find it more important than ever to ensure that we all speak with one voice in upholding democratic values and the universality of human rights. I think it is quite important to insist on this in order to be more efficient and effective on the ground. My experience in many conflict areas around the world convinces me that this is the only way to improve the situation on the ground.

Der Präsident. – Die Aussprache ist geschlossen.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), *per iscritto*. – Nella relazione si afferma che, nel 2017, la dimensione dei diritti umani, è stata integrata in tutte le aree dell'azione esterna dell'UE e che l'Europa ha giocato un ruolo leader, dei diritti umani, a livello globale. Certamente, sono stati compiuti degli sforzi, ma la situazione attuale appare tutt'altro che rassicurante. In Myanmar, una vera e propria campagna di omicidi di massa, stupri e violenze di vario genere ha costretto ben 655.500 Rohingya, a fuggire nel vicino Bangladesh, dall'agosto 2017. In Colombia, l'esercito e le imprese multinazionali, continuano a espropriare gli afro-colombiani delle loro terre, approfittando del vuoto lasciato dalla guerra civile. In Cina, le sparizioni forzate della minoranza turcofona degli Uiguri, sono drammaticamente aumentate nel 2017, con l'introduzione dei campi di «rieducazione» nella regione autonoma dello Xinjiang. Come i Rohingya, gli afro-colombiani e gli Uiguri, tanti altri popoli subiscono ancora oggi violenze, semplicemente per la loro etnia. Ma il 2017 è anche un anno da record per il numero di giornalisti incarcerati, di cui 153 solo in Turchia, e per gli attivisti uccisi: almeno 312. Un anno tragico, questo 2017. Cominciare ad ammetterlo è forse il primo passo per un approccio meno ipocrita, ma più costruttivo e realista.

Livia Járóka (PPE), *írásban*. – Ukrajnában elharapódtak az etnikai kisebbség ellenes atrocitások. Az utóbbi pár hónapban szélsőséges szervezetek több roma tábort támadtak meg lakóikkal együtt. A rendőrség senkit sem tartóztatott le. Ukrajnában több százezer roma él, legtöbbjük mélyszegénységben, és naponta szembesülnek diszkriminációval, míg igazságszolgáltatáshoz való hozzáférésük rendkívül korlátozott.

Kérem a Bizottságot és a tagállamokat, hogy gyakoroljanak nyomást Ukrajnára, hogy lépjenek fel az ilyen atrocitások ellen, ítélik el azt és tegyék meg a megfelelő lépéseket az elkövetők felelősségre vonására és az ilyen típusú nacionalista szervezetek betiltására, ahogy ez Magyarországon is már megtörtént. Kérem a Bizottságot és a tagállamokat, hogy fokozott figyelmet szenteljenek a csatlakozásra váró országokra: A volt jugoszláv tagállamokban igen kényes a romák helyzete, nincsenek megfelelő jogi keretek a diszkrimináció ellen való fellépésre.

A leszakadó kisebbségek helyzete is aggasztó. Tűrhetetlennek és elfogadhatatlannak tartom, hogy ilyen esetek megtörténjenek Európában. Gazdasági lépésekkel, akár kisebbségvédelmi jogszabályokkal, de meg kell akadályozni az ilyen eseteket. Az Anti-gipsysm kifejezést az Európai Parlament és az Európai Bizottság is elismert fogalomként tartja számon. A soron következő európai romastratégiába mindenképp szervesen be kell építeni ezt a fogalmat, és cselekvési tervvel megerősíteni az ellene való küzdelmet.

Ilhan Kyuchyuk (ALDE), *in writing*. – Unfortunately, in 2017 we continue to witness a decline of human rights and civil society worldwide. It is important to note that in 2017, the EU remained a leading player in the universal promotion and protection of human rights at multilateral level, working in particular through the Third Committee of the United Nations General Assembly (UNGA) and the United Nations Human Rights Council (HRC). The EU strongly supports civil society space and the protection of human rights defenders, focused on reversing crackdowns and new restrictive laws on non-governmental organizations in certain countries, on releasing imprisoned human rights defenders and peaceful activists and on supporting their freedom to conduct their work in numerous concrete ways. However, it is necessary to witness progress in the promotion and protection of human rights and democracy in the next 2018 human rights and democracy report. To achieve this progress, the EU should strengthen its cooperation with all international and regional organisations working in both fields. Furthermore, we must continue our full political and financial support for advocates of liberty, democracy and human rights throughout the world.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE), *na piśmie*. – W kontekście debaty na temat rocznego sprawozdania dotyczącego praw człowieka i demokracji na świecie oraz polityki UE w tym zakresie chciałbym odnieść się do konferencji grupy PPE, która miała miejsce w Parlamencie Europejskim 5 czerwca i poświęcona została sytuacji społeczeństwa obywatelskiego na Białorusi. Fotografia, która wyłania się z relacji przedstawicieli społeczeństwa obywatelskiego, uzupełniona o interwencje laureata Nagrody Sacharowa w 2006 roku, pana Aleksandra Milinkiewicza, i profesora Andrew Wilsona, autora książki „Białoruś – ostatnia dyktatura w Europie”, podkreśla, że Białoruś jest dzisiaj innym krajem niż w 2010 lub 2014 roku.

Stary, czarno-biały paradygmat przeciwstawiający sobie społeczeństwo obywatelskie i państwo staje się stopniowo nieaktualny, społeczeństwo obywatelskie staje się coraz bardziej hybrydowe, a granica między organizacjami wspierającymi i zdecydowanie odrzucającymi reżim coraz bardziej się zaciera. Najważniejsza konkluzja, która nasuwa się po spotkaniu, podkreśla, że przede wszystkim nie można zapominać o organizacjach społeczeństwa obywatelskiego, realizując politykę unijną w zakresie praw człowieka. Ich przedstawiciele stanowią cenne źródło informacji, które nie są nacechowane politycznie, a odzwierciedlają nastroje zwykłych ludzi, do których skierowane jest unijne wsparcie. Dlatego nie należy wykluczać tej perspektywy w procesie negocjacji, nie tylko tych dotyczących praw człowieka i demokracji, ale także

rozmów dotyczących współpracy sektorowej.

13. Berichtigung (Artikel 231 der Geschäftsordnung): siehe Protokoll

14. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll

15. Besetzte Gebiete in Georgien zehn Jahre nach der Invasion durch Russland (Aussprache)

Der Präsident. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärung der Vizepräsidentin der Kommission und Hohen Vertreterin der Union für Außen- und Sicherheitspolitik zum Thema „Besetzte Gebiete in Georgien zehn Jahre nach der Invasion durch Russland“ (2018/2741(RSP)).

Federica Mogherini, *Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. – Mr President, ten years after the war in 2008 in Georgia, we, as the European Union, have not stopped working for peace and for a true solution to the conflict. I thank this Parliament for having this debate today.

At the height of the war, the mediation of the European Union (you might remember that) prevented further escalation and ultimately resulted in a cessation of hostilities. Since then, the European Union has been a central actor in the process to manage the consequences of the conflict, to improve the lives of all people in the region and to find a lasting solution.

We have, as the European Union, a very special role to play, particularly because of our European Union monitoring mission to Georgia. To date, we are the only international monitoring presence in the field. The mission has fulfilled an indispensable function of stabilisation, to the benefit of all the communities afflicted by the conflict. The mission can currently count on over 200 civilian experts in areas adjacent to Georgia's breakaway regions. Its mandate is not only to monitor the stabilisation and normalisation processes but also to actively build confidence, reduce tensions and prevent new escalations.

As we work on the ground with the mission, we continue, also, to have a strong non-recognition policy. We continue to condemn Russia's recognition of Georgia's breakaway regions, and very recently the Syrian Arab Republic also announced that it would establish diplomatic relations with Abkhazia and South Ossetia, and we immediately condemned this move, together with the entire international community. It is a violation of international law and it will only make the resolution of the conflict more difficult to achieve.

We are also denouncing the steps taken by Moscow to consolidate what it calls new realities on the ground. Among other things, we do not accept Russia's military build-up in the breakaway entities and its construction of physical barriers on the dividing lines.

All our actions aim at improving the life of all people in the region. Together with the OSCE and with the United Nations, we continue to steer the Geneva international discussions to address the consequences of the conflict. The European Union special representative for the South Caucasus and the crisis in Georgia co-chairs these talks, with a focus on ensuring security and stability on the ground, as well as tackling humanitarian issues that impact on the life of the local population.

Progress in these discussions is limited, as you might know, in particular when they address improved modalities for security and stability, but also issues related to internally-displaced persons and refugees. In spite of this, the discussions have helped make the security situation on the ground relatively manageable. Above all, the discussions are an opportunity for us to remind participants – starting with the Russian authorities – that the situation is unsustainable and unacceptable. It is not only unacceptable for the violation of international law, but first and foremost for the impact it has on all the people in the two entities, elsewhere in Georgia and in the entire region.

Of course, our engagement with Georgia goes well beyond our monitoring mission and also well beyond the Geneva discussions. It is a true partnership – I would say friendship – a strong one, based on political association and development cooperation, on economic exchanges as well as on a strong friendship between our people. Our approach is to include the breakaway regions in our programmes in Georgia whenever this is possible. This is what we are doing, for instance, with our programmes on agriculture, on rural development and vocational training.

We are also assisting civil society initiatives in the entities. We support all initiatives that can help re-establish confidence between the sides, such as people-to-people contacts, dialogue processes and academic exchanges. All our actions within the two regions are fully coordinated – I would like to underline this, because I think it's a very important point – are fully coordinated and approved by the government of Georgia and in full line with the Georgian engagement policy.

In light of the recent peace initiative of the Georgian State Ministry of Reconciliation, we are now looking at the possibility of providing further support. For instance, there is a clear interest from the breakaway regions to increase trade with the rest of Georgia, but also with the rest of the region, and this would represent a major improvement for the life of local communities, and for all people in the wider region. We are also considering a mobility scheme for academics from the breakaway regions, and this could also be facilitated by the peace initiative I just mentioned.

Our policy is one of non-recognition but also of engagement with Abkhazia and South Ossetia, exactly in line with the approach of the Georgian Government. The conflict has impacted first and foremost on the people of these two regions. They're not free to explore the full economic potential of their lands; jobs and opportunities are lost, and beyond Abkhazia and South Ossetia, an entire region suffers from the consequences of the conflict.

So, ten years after the war, we do not and will not stop working: first of all for achieving a true solution, and secondly for all local communities, for their development and for their dignity.

Cristian Dan Preda, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, je suis très satisfait de la tenue de ce débat, qui vise à marquer les 10 ans de l'invasion russe du territoire géorgien.

Je suis aussi content que mon groupe, avec l'aide de quelques autres collègues, ait pu stopper les initiatives qui venaient de l'extrême-gauche et, il est vrai, de certains socialistes aussi, qui voulaient parler plutôt d'une guerre entre la Géorgie et la Russie, reprenant ainsi la rhétorique du Kremlin. Ce qui s'est passé en 2008 est bel et bien une invasion par la Russie du territoire d'un pays indépendant voisin, il faut le rappeler.

De plus, 10 ans après ces événements – il faut aussi le dire –, les Russes font tout sur le terrain pour annexer de facto l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, en violation de tous les principes du droit international. C'est bien sûr inacceptable et il faut se rappeler aussi le fait que, juste avant cette invasion, malheureusement, l'OTAN n'a pas pu prendre la décision d'inclure la Géorgie. La situation actuelle est un effet de ce manque de solidarité et d'intelligence politique.

Il faut aussi rappeler que la Russie de Poutine cherche à contrôler par la force militaire les pays qui l'entourent, comme à l'époque de l'Union soviétique. C'est pour cela qu'on a de vrais trous noirs dans la carte de l'Europe: en Transnistrie, territoire moldave, dans l'est de l'Ukraine et en Géorgie.

Victor Boştinaru, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, the occupation of the Georgian regions of Abkhazia and South Ossetia by Russia was the result of Georgia's NATO ambitions at the Bucharest Summit ten years ago. Georgia paid a high price for its aspiration but, in these ten difficult years, Georgia has managed to make incredible progress along its European integration path and, in particular, to visa liberalisation and the Association Agreement. This is the best sign that Russia did not manage to take Georgia and the Georgian people away from their dreams and will not manage to succeed with Ukraine. Ten years after, Georgia is a much stronger and more developed country, a model for the East European partners of our Union, and an example also in the way it deals with the occupied territories – especially with the initiative aimed at peace and reconciliation by the Georgian Government.

The S&D fully back the European path for Georgia and condemns all actions undertaken by Russia in undermining any prospect for peace, including the de facto integration of Abkhazia and South Ossetia into the Russian customs system, the referendum and the name change of South Ossetia and the military deals with the two regions. We also condemn Russian disinformation and hybrid war and we call on the EU to help our Georgian friends to face all these challenges and to take the lead towards a permanent solution guaranteeing Georgia's territorial integrity and sovereignty.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Γεώργιος Επιτήδειος (NI), ερώτηση «γαλάζια κάρτα». – Ευχαριστώ, κύριε συνάδελφε, που αποδέχεστε την ερώτησή μου. Είναι αλήθεια ότι καταδικάζουμε την επέμβαση της Ρωσίας στη Γεωργία. Καταδικάζετε επίσης και την επέμβαση και την εισβολή της Τουρκίας στην Κύπρο και την παράνομη κατοχή επί 44 χρόνια ενός τμήματος του νησιού;

Victor Boştinaru (S&D), *blue-card answer*. – Any violation of international law, any illegal occupation of a territory belonging to a sovereign state, should be condemned. This is why, definitely, we condemn the occupation of the northern part of Cyprus as well as we condemn any occupation, be it the two provinces of Georgia or Crimea, by Russia.

Anna Elżbieta Fotyga, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, during the Bucharest NATO summit, the future membership of Georgia was agreed. Five months later, Russia questioned this decision by the use of force and the occupation of territories of Georgia. Thanks to the rapid trip of CEE leaders, led by the late president of Poland, Lech Kaczynski, further Russian gains in Georgia were prevented.

Now we stand by Georgia. We support the country's European and transatlantic vocation, peace initiatives and the request for a sanctions list condemning and punishing the targeted killings of Russian citizens, in particular Otkhozoria and Tatunashvili. We also praise the EUMM role in Georgia. During two SEDE missions to Georgia we were also able to monitor territories adjacent to South Ossetia and Abkhazia, and we are very much concerned about the situation of people living there.

Javier Nart, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señor presidente, Georgia es el país más prometedor del Cáucaso. Es un país que camina firmemente en el camino de la democracia, sin duda. Y naturalmente que apoyo y respeto la integridad territorial de Georgia, como apoyo y respeto a la integridad territorial de Ucrania y también de Azerbaiyán.

Y este es el gran problema: todos estamos de acuerdo en respetar la integridad territorial, sin duda ninguna. Pero, ¿qué hemos hecho con el conflicto de Nagorno Karabaj? Hemos ido desde la declaración primera, que significa el respeto a la integridad territorial, a la última del mismo acuerdo de Madrid de Minsk, que habla del derecho a la autodeterminación.

Quiero recordar que las Asambleas autónomas, tanto de Osetia como de Nagorno Karabaj, aprobaron el no integrarse ni en Georgia ni en Azerbaiyán, y hemos creado un peligrosísimo dominó admitiendo en Nagorno Karabaj la deriva hacia la autodeterminación. Porque la pregunta resulta inevitable: si admitimos el derecho a la autodeterminación en Nagorno Karabaj, ¿qué ocurrirá posteriormente en Osetia o incluso en Crimea?

Todos estamos de acuerdo en declaraciones magníficas; estamos todos de acuerdo en que hubo una invasión; estamos todos de acuerdo en que hubo una agresión. Pero la realidad es que nuestra falta de concreción y de ser homogéneos en nuestras resoluciones ponen en peligro seriamente aquello que después apoyamos con declaraciones retóricas, como la misma declaración de la integración en la OTAN. En España decimos que hay amores que matan.

Heidi Hautala, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, certainly when we look back to 08.08.08 we can see that it was a turning point in the international order and it was a day when we should have realised that Russia was going to continue even more to violate countries which used to belong to the Soviet Union. We could see that in 2014 when the Crimea was illegally occupied and Russia started to support the war in the east of Ukraine. So I think we should have understood even better that 08.08.08 was a turning point and it should have been a wake-up call.

I believe that a very useful way of looking at these kinds of occupied regions in our Eastern neighbourhood is to take the human rights lens. What you see is that people living in these 'breakaway' or 'occupied' regions are denied their basic human rights. They have no chance to express their will and their wishes freely and they have no right to education in their native language. I think we have to praise the peace initiative that Georgia has undertaken, which is a step to a better future whereby they invite the people living in these occupied areas to enjoy certain human rights like health, education and so on.

Helmut Scholz, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident, Frau Hohe Vertreterin! Ich will ganz klar sein: Wer in diesem Haus den Krieg Georgiens vom Sommer 2008 negiert oder in eine russische Invasion umdeuten will, der betreibt bewusst Geschichtsrevisionismus – Kollegin Fotyga und Kollege Dan Preda –, denn er bräuchte nur in den Bericht Tagliavini zu schauen.

Bleiben wir bei den Fakten: Gleich seinem ultranationalistischen Vorgänger Gamsachurdia hatte Saakaschwili einen Waffengang gegen die Abchasen und Südosseten mit dem Ziel angezettelt, sie der Zentralgewalt zu unterwerfen und zugleich ihrer historischen Identität zu berauben – in der Tradition des Zaren und auch der russischen Realität unter Stalin. In einer Region, wo die auf engstem Raum lebenden Völker noch heute die Form eines gemeinsamen Zusammenlebens nicht finden, ein abenteuerliches Unterfangen.

Ich lege Ihnen ans Herz: Gehen Sie entspannt mit der heutigen Fragestellung um, denn die politische Lage vor Ort ist positiver als hier dargestellt. Die in Tiflis, Tchinwali, aber auch in Moskau und Suchumi regierenden Eliten arbeiten daran, den Modus operandi von vor der Rosenrevolution wieder herzustellen, Handel und wirtschaftliche Zusammenarbeit zu entwickeln, die schwierigen Lebensbedingungen der Menschen zu verbessern. Obwohl die Grundfrage, in welcher Form die hier lebenden Völker in ihrer nationalen Identität zusammen leben können, ungelöst bleibt, geht es in kleinen Schritten – durchaus nicht frei von Widersprüchen – um eine Entspannung in den Beziehungen. Darüber sollten wir debattieren, und die besten Ressourcen von EAD und Europäischem Parlament einsetzen für die Beantwortung dieser Frage, damit die EU hierbei eine friedensstiftende Rolle spielen kann, einschließlich der Forderung an Moskau, endlich dem ICC beizutreten.

Jean-Luc Schaffhauser, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, chers collègues, l'histoire de l'Ossétie du Sud est tragique. Rappelons le génocide perpétré par le pouvoir géorgien en 1920, rappelons la suppression unilatérale de l'autonomie de l'Ossétie et de l'Abkhazie par le pouvoir géorgien en 1991, la guerre et le cessez-le-feu.

La volonté américaine, celle des présidents Clinton ou Obama, de couper l'Europe de la Russie a entraîné la Géorgie dans une agression militaire contre l'Ossétie du Nord avec une déroute de son armée. Ceci est un fait, nos témoins et nos renseignements en témoignent.

Chers collègues, Madame Mogherini, la politique de la Russie en Géorgie, c'est notre politique en Serbie avec le Kosovo avec moins de justice (le Kosovo fait partie historiquement de la Serbie), avec moins de violence (les Russes n'ont pas détruit la Géorgie comme nous avons détruit la Serbie).

Sommes-nous donc hypocrites au point de ne pas voir ces faits.

Λάμπρος Φουντούλης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, ακόμη και ο τίτλος της σημερινής συζήτησης είναι εντυπωσιακός, καθώς επιτυγχάνει να χωρέσει μέσα σε μια μικρή πρόταση τόσες πολλές ανακρίβειες. Μια μικρή ιστορική αναδρομή θα βοηθήσει ώστε να αποκαλυφθεί η αλήθεια: οι Δημοκρατίες της Νότιας Οσsetίας και της Αμπχαζίας δημιουργήθηκαν κατά τη διάρκεια της πτώσης της Σοβιετικής Ενώσεως. Θεωρώ πως το δικαίωμα στην αυτοδιάθεση των λαών είναι αδιαμφισβήτητο. Όμως τότε η Κυβέρνηση της Γεωργίας επιτέθηκε εναντίον τους. Στη συνέχεια επιτεύχθηκε ανακωχή που διατηρούσε την ειρήνη υπό την επίβλεψη των ρωσικών στρατευμάτων. Όμως το 2003 οι χρηματοδοτούμενες από την Ευρωπαϊκή Ένωση ΜΚΟ οργάνωσαν πραξικόπημα με το οποίο ανέτρεψαν τη νόμιμη κυβέρνηση και στη θέση της τοποθετήθηκε ο καταδικασμένος πλέον στη Γεωργία και την Ουκρανία Saakashvili και ήταν αυτός που εισέβαλε το 2008 στη Νότια Οσsetία.

Η πραγματικότητα λοιπόν είναι τελείως διαφορετική από αυτή που θέλετε να παρουσιάζετε. Στην πραγματικότητα καμία κατοχή δεν υπάρχει στην Αμπχαζία και στη Νότια Οσsetία. Αντιθέτως πιστεύω πως έφτασε ο καιρός να υποδεχτεί η διεθνής κοινότητα αυτούς τους λαούς που τόσο άδικα έχει αποκλείσει.

Αντίθετα υπάρχει πραγματική συνεχιζόμενη κατοχή στην Κύπρο, αλλά βέβαια εκεί η Ένωση ακολουθεί διαφορετική τακτική, καθώς η Τουρκία είναι φίλος και σύμμαχος πολλών κυβερνήσεων της Ευρώπης, οπότε εκεί μπορείτε εύκολα να παραβλέψετε τα εγκλήματα πολέμου.

Sandra Kalniete (PPE). – Mr President, during the war of August 2008, I was in Georgia. Tbilisi's schools were turned into refuges for 200 000 people. I talked to the refugees and I visited the wounded. I met the human rights groups who documented the Russian war crimes. I went to Gori. In the almost deserted city, I stood next to a bombarded house and listened to an old man's painful story about his neighbours who had been killed. At the ruins of the cadet school, an old woman asked me if I felt the smell of corpses. Yes, I felt it.

Today South Ossetia and Abkhazia are still occupied territories and refugees have no place to return. The August 2008 war was a warning for Europe which was not heard at the time. Thus, we have to do everything to help Georgia to cope with the consequences of the aggression. Aggression in Ukraine and the hybrid war against the west are now a reality. I hope we have learned from our mistakes.

Clare Moody (S&D). – Mr President, 10 years have passed since the August 2008 war between Russia and Georgia. Yet the Russian Federation continues its illegal occupation of the Georgian regions of Abkhazia and Tskhinvali, South Ossetia. The regime continues to deny access to the vital and constructive EU monitoring mission, and human rights monitors from the UN, the OSCE and the Council of Europe, in the occupied regions.

Russia has intensified its military build-up in both areas including the stationing of fully operational military bases. Illegal detentions and kidnappings continue to take place, undermining international law and violating human rights. Crossing points over the so-called occupation line have been closed, aggravating the humanitarian situation and further isolating the regions.

The S&D Group strongly supports the sovereignty and territorial integrity of Georgia, while the resolution of this conflict is crucial to enhancing security and stability across Europe. We must demonstrate our solidarity with the citizens of the occupied regions and support our Georgian colleagues' peace initiative, 'A Step to a Better Future'.

I hope that despite 10 years of occupation, we can help to achieve better relations between those kept apart by the fences of the occupied regions and the rest of Georgia.

Charles Tannock (ECR). – Mr President, ten years on since the end of the war between Georgia and Russia, which left a frozen conflict over Russian occupation of Abkhazia and South Ossetia, it's clear that the two countries have taken a very distinctly different path – one a democratic one, one an authoritarian one.

As a long-standing friend of Georgia, I stand with the EU in commending the country's transition away from its Soviet past and towards a free, democratic one with Euro-Atlantic aspirations and an open state and an open society. I especially praise Georgia's dedication to modernising its defence capabilities and its close cooperation with international partners in seeking a peaceful resolution to the conflict.

Russia, by contrast, continues to undermine the international rules-based system through its actions in Georgia and, I might also add, in Crimea and in eastern Ukraine. Its breach of the 2008 EU-mediated ceasefire agreement by engaging in ethnic cleansing, placing physical borders between Georgia and the occupied territories, engaging in borderisation and more, is to be condemned in the strongest terms.

I reaffirm my Group's support for the territorial integrity of Georgia and truly hope for a peaceful resolution to this conflict. This, however, must first begin with Russia fully acknowledging and acting on its international law and human rights obligations.

Petras Auštrevičius (ALDE). – Mr President, 10 years ago, when Russia launched its invasion of Georgia, many in the free world were tempted to see it as an isolated incident. Far too many were tempted to continue business as usual with the Kremlin. The much larger invasion of Ukraine just a few years later showed the colossal price of such wishful thinking. Had we woken up in 2008, a lot of trouble could have been avoided.

Today, as we express solidarity with Georgia, I call on this House to support the Georgian Parliament's decision to sanction Russian officials directly responsible for grave human rights abuses in the occupied territories, including the recent murders of Georgian citizens – the Otkhozoria and Tatunashvili list.

Finally, Georgia too must stick to its political obligations. I therefore appeal to Tbilisi to respect fully the decision of last November of the European Court of Human Rights on the former Prime Minister, Vano Merabishvili.

Rebecca Harms (Verts/ALE). – Herr Präsident! Zuerst möchte ich hier festhalten, dass meiner Meinung nach der Wunsch nach Mitgliedschaft in der NATO oder der Wunsch nach Mitgliedschaft in der Europäischen Union keineswegs eine Rechtfertigung sein darf – nicht sein durfte, nicht sein darf, auch in Zukunft nicht sein darf –, um gegen ein Land kriegerisch vorzugehen. Die Invasion, die Georgien im Jahr 2008 erlebt hat, bleibt bis heute ein großes Trauma für die georgische Gesellschaft, das einem immer wieder begegnet.

Die Folterung und Ermordung von Archil Tatunashvili zu Beginn dieses Jahres war ein Moment, in dem man wieder sehen konnte, wie dieses Trauma immer wieder aktiviert wird, und dass Russland, das für die Besetzung der Regionen in Georgien verantwortlich ist, bisher keinen verantwortungsvollen Umgang mit diesen Regionen gefunden hat. Georgien hat heute keine Möglichkeit, eine militärische Lösung dieser Situation zu suchen. Gut ist: Georgien will das auch gar nicht. Aber da ein Drittel des Territoriums Georgiens heute besetzt ist, wäre jeder Kompromiss mit Russland zum Völkerrecht meiner Meinung nach eine Katastrophe für Georgien. Deshalb ist es gut, dass wir heute diese Entschließung so eindeutig auf dem Tisch haben. Es ist auch ein Zeichen gegen den Versuch Russlands mit Wladimir Putin an der Spitze, die Dekolonisierung der Sowjetunion und des großen sowjetischen Reiches rückgängig zu machen und in Frage zu stellen.

David McAllister (PPE). – Mr President, as we have already heard this afternoon, following the war in 2008, Russia has made deeply concerning steps towards the de facto annexation of Abkhazia and South Ossetia, thereby undermining international law and violating the EU-mediated ceasefire agreement.

As one of the initiators of this resolution, let me point out that the European Parliament should seize the opportunity to fully support Georgia's sovereignty and territorial integrity within its internationally recognised borders. In my view, three actions by Russia are required in order for the conflict to be solved. Firstly, Moscow should unconditionally fulfil all the provisions of the ceasefire agreement, especially the commitment to withdraw its military forces and guarantee the EU Monitoring Mission access to the occupied territories. Secondly, Moscow should cease the borderisation of the administrative boundary line and refrain from advancing further into Georgian territory. Thirdly, the expulsion of Georgian citizens, human rights abuses and discrimination on ethnic grounds must end. This is a frozen conflict, but it shouldn't be a forgotten conflict.

Andrejs Mamikins (S&D). – Mr President, I am deeply concerned about the situation in Abkhazia and South Ossetia and I am deeply concerned about the coercive EU measures inflicted upon these regions. The sanctions are having a direct negative impact. They lead to isolation and can lead the people of Abkhazia and South Ossetia to poverty, hopelessness and despair.

In the meantime, the EU continues to issue resolutions. For 10 years already the EU has been issuing resolutions. We politicised the issue because we couldn't resolve it, nor about negotiations nor by legal means. I suggest that we finally start seeing people on the ground, see the degradation and demographic collapse of South Ossetia and Abkhazia. Why don't we come up with a project aimed at regional development and cooperation? We could provide assistance to schools, we could equip hospitals and we could help the infrastructures.

As the standing rapporteur on Georgia in the Committee on Foreign Affairs, I have nothing against resolutions, but let's act.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Petras Auštrevičius (ALDE), *blue-card question*. – Mr Mamikins, would you agree with me that, for 50 years, the Western countries, which stood so strongly for the Baltic countries' independence and never recognised our occupation – did they make a mistake then, not recognising us and standing firm and demanding from the former USSR release and giving us independence? Would you agree that those countries were right and now we are wrong, speaking about the Georgian occupied territories?

Andrejs Mamikins (S&D), *atbilde uz zilās kartītes jautājumu*. – Augsti godātais Auštrevičius kungs! Es atbildēšu Latvijas brīvvalsts valsts valodā. Jūs laikam sajaucāt tematu, par kuru mēs debatējam. Šobrīd debates ir par Gruziju un par Gruzijā okupētajām teritorijām, nevis par jūsu fantāziju un par to, kas notika vēsturē.

Sajjad Karim (ECR). – Mr President, Madam High Representative, you speak about the realities on the ground and you say we recognise and react accordingly. The realities on the ground today mean that a body can be returned without the organs inside. The realities mean that the actions of others should dictate our thoughts, and our thoughts should become our words, and our words our actions.

I have put my name to this resolution today, as chair of the respective committee from this Parliament, because we as a parliament are absolutely clear: this is an occupation. High Representative, your words were lacking today, yet again in this regard. Follow the lead of this House, you are a sister institution. This is an occupation in South Ossetia and Abkhazia. Our sister institutions must recognise that. If you cannot do that today when you once again address this Parliament, please make sure that at least your institution starts to back up the true feelings of the ...

(The President cut off the speaker)

Ivo Vajgl (ALDE). – Spoštovana visoka predstavница, spoštovani kolegi. V regiji, ki je vse od razpada Sovjetske zveze obremenjena s problemi postsovjetskega ekspanzionizma in etničnih napetosti ter lokalnih vojn, predstavlja Gruzija primer uspešne tranzicije države, ki uveljavlja pravila demokracije in vladavine prava.

Vse to drži kljub težki hipotezi, ker Rusija ne priznava njene suverenosti nad velikim delom države in s podporo separatistom v Abhaziji in Južni Osetiji pripravlja dokončno aneksijo odcepljenih delov gruzinske države.

S celovitim asociacijskim sporazumom iz leta 2016 in ukinitvijo viz lani je Evropska unija dala razvoju Gruzije, kot stebra stabilnosti v regiji, odločilno podporo. Pomembno je, da podpiramo ozemeljsko celovitost države in da povsod v svetu, kjer so podobne situacije, denimo v Gorskem Karabahu, v Palestini, Zahodni Sahari ali Ukrajini, vztrajamo pri spoštovanju mednarodnega prava, človekovih in manjšinskih pravic in s tem prispevamo k reševanju problemov in zagotavljanju miru.

Bronis Ropė (Verts/ALE). – Lietuvoje mes turime patarlę – „nieko nėra pastovesnio už laikina“. Ji puikiai tinka iliustruoti padėtį Gruzijos valdžios nekontroliuojamose šalies teritorijose – Abchazijoje ir Pietų Osetijoje. Prieš dešimt metų Europos Sąjungos valstybių diplomatinėmis priemonėmis pavyko sustabdyti Rusijos agresiją. Deja, ta pati diplomatija, kuri padėjo sustabdyti agresiją, kartu ir išaldė padėtį, kai geras trečdalis šalies lieka per marionetinės valstybės valdomas Rusijos. Nenoriu būti blogu pranašu, tačiau, labai panašu, kad ir Rusijos faktiškai kontroliuojamose rytinėse Ukrainos teritorijose formuojasi kažkas panašaus. Esu įsitikinęs, kad jei norime rimto ir ilgalaikio sprendimo užtikrinančio taiką Europos rytuose, ateities santykių su Rusija sąlyga turime kelti marionetinių režimų Gruzijos, Moldovos ir Ukrainos teritorijose likvidavimą. Tai ne tik parodys mūsų ištikimybę vertybėms, bet ir padės pačiai Rusijai atsikratyti sovietinio imperializmo likučių.

Jaromír Štětina (PPE). – Pane předsedající, před 10 lety uloupila ruská armáda vyslaná do oblasti Vladimírem Putinem velký kus gruzínského území. Okupovaná Abcházie a Jižní Osetie tvoří dohromady pětinu gruzínského státu.

Jsem přesvědčen o tom, že pokud by nebylo vládné reakce mezinárodního společenství na agresi ruské armády v Čechě v 90. letech, nebylo by útoku na Gruzii. Pokud bychom se jasně a sebevědomě v roce 2008 postavili na stranu Gruzie, možná bychom se ani nedočkali anexe Krymu. Gruzínský konflikt není zamrzlý. V roce 2018, 10 let po okupaci Jižní Osetie, Ruská federace podniká *de facto* kroky k anexi Abcházie a Jižní Osetie a připojení k Ruské federaci.

Reagovat na agresii, křivdu a bezpráví vládně, tak jak to zde dělá Komise, se v dlouhodobém horizontu nevyplácí nikdy. Rusko je bezpečnostní riziko pro EU, paní vysoká představitelko.

Ana Gomes (S&D). – Senhor Presidente, a União Europeia tem de atender o pedido que nos chega de Tbilissi, do Governo e da oposição singularmente unidos, e aplicar a (*palavras ininteligíveis*) inspirada no «Magnitsky Act».

Com sanções direcionadas sobre os esbirros que raptam, prendem e torturam cidadãos da Geórgia na Ossétia do Sul e na Abcásia, zonas ilegalmente controladas por Moscovo, poderemos ajudar a fazer justiça às vítimas da estratégia imperialista de Putin. As sanções devem incluir proibições de entrada na União Europeia e congelamento de ativos que estes criminosos detenham em Estados-Membros, em resultado de esquemas corruptos e de branqueamento de capitais, como os expostos no caso Skripal no Reino Unido. Temos que passar a ter um «Magnitsky Act» europeu.

Passam dez anos da ocupação russa na Geórgia. Temos de passar, nós, das palavras aos atos, não só para apoiar eficazmente a integridade territorial na Geórgia, mas para combatermos estrategicamente o regime de Moscovo que, tal como interfere na Geórgia e na Ucrânia, interfere na União Europeia, fomentando e financiando forças xenófobas racistas e populistas para destruir a nossa União.

Kosma Złotowski (ECR). – Panie Przewodniczący! Rosyjska inwazja na Gruzję była przede wszystkim testem dla nas, dla naszych górnolotnych deklaracji, dla gotowości do reagowania na konflikty i dla wiarygodności wobec partnerów. Niestety podobnie jak fiasko szczytu NATO w kwietniu 2008 r. także ta agresja pokazała, jak niewiele tak naprawdę Europa chce i może zrobić, by bronić pokoju i bezpieczeństwa w starciu z Rosją.

W sierpniu 2008 r. niewielu przywódców miało odwagę mówić o tym głośno. Tylko prezydent Rzeczypospolitej Lech Kaczyński rozumiał, że brak zdecydowanej reakcji na obecność rosyjskich wojsk w Gruzji zachęci prezydenta Putina do stosowania identycznych metod w przyszłości. I prezydent Putin zastosował je. Wojna na Ukrainie, aneksja Krymu, rosyjska obecność w Syrii czy trwająca nieustannie wojna informacyjna to dzisiejsze skutki bierności Unii Europejskiej w tamtym momencie, 10 lat temu. Pan poseł Javier Nart powiedział, że miłość czasem zabija. U nas się mówi: „wśród serdecznych przyjaciół psy zająca zjadły”.

Michael Gahler (PPE). – Herr Präsident! Wenn man einen völkerrechtswidrigen Ist-Zustand nicht von heute auf morgen ändern kann, muss man wie folgt vorgehen: Man muss zunächst mal klarmachen, dass man rechtlich, völkerrechtlich diesen Zustand nicht anerkennt. Das ist der erste Schritt. Und im zweiten Schritt muss man dem Opfer einer solchen Aggression Hilfe leisten. Das tun wir in Sachen Georgien. Es ist richtig, dass wir die Politik, die wir mit dem Assoziationsabkommen und auch mit der Visumfreiheit eingeleitet haben, fortführen. In diesem Zusammenhang sollten wir auch alles unterstützen, was im Rahmen der Vereinten Nationen in Genf möglich ist.

Auch wenn es nur kleine Schritte sind, sollten die doch Russland davon überzeugen, dass es künftig seine Politik und seine Interessen besser dadurch verwirklicht, dass es versucht, mit seinen Nachbarn in Frieden und auf eine freundliche Art zu leben. Die Art, wie es bisher agiert, bewirkt nur, dass Russland sich isoliert.

Andi Cristea (S&D). – Mr President, it is now 10 years since the Russian military aggression against Georgia, and the Russian Federation still continues the illegal occupation of the Georgian regions of Abkhazia and South Ossetia, undermining basic international law. Today we reaffirm our strong support for the sovereignty and territorial integrity of Georgia within its internationally-recognised borders, and we reiterate our solidarity with the people of occupied Georgia. The EU has not forgotten what took place in 2008.

The 2008 invasion was a major Russian open attack against the European order and was followed by the annexation of Crimea and the war in Eastern Ukraine. It is time for the Russian Federation to unconditionally fulfil all the provisions of the cease-fire agreement and to withdraw all its military forces from the territory of Georgia.

The EU must continue pressure against the Russian Federation and support even further the association-agreement countries of Georgia, Moldova and Ukraine on their European path.

Othmar Karas (PPE). – Herr Präsident, Frau Vizepräsidentin! Die Probleme, die wir auf der Krim, die wir in der Ukraine, die wir in Georgien haben, haben alle eine gemeinsame Ursache: Russland hält internationale Verträge nicht ein, Russland interveniert militärisch und besetzt und Russland achtet die Souveränität der Nachbarstaaten nicht.

Wir müssen uns aber, wenn wir über die zehn Jahre sprechen, heute auch sagen: Wir haben bei Georgien weniger stark, weniger geschlossen, weniger entschlossen reagiert, als wir bei der Ukraine und nach der Kriminvasion reagiert haben. Vielleicht hätten wir in der Ukraine und auf der Krim einiges verhindern können, hätten wir bei Georgien so entschlossen und geschlossen agiert.

Daher ist die Lage eindeutig: Russland muss sich an die internationalen Verpflichtungen halten und seine Streitkräfte aus dem Territorium abziehen. Die Beobachtungsmission in den Gebieten Südossetien und Abchasien ist zuzulassen. Und das Stabilisierungsabkommen zwischen der EU und Georgien, in dem wir auch weiterhin erfolgreich zusammenarbeiten, muss ausgebaut und vertieft werden.

Elmar Brok (PPE). – Herr Präsident, Frau Vizepräsidentin, Kolleginnen und Kollegen! Als ich gerade den Kollegen Karas hörte, erinnerte ich mich daran, dass wir beide vor zehn Jahren, in Tagen des Kriegs, in Georgien unterwegs waren, auch hinter den russischen Linien waren, in Gori. Und wenn ich mir die Grenze dort heute anschau, dann ist sie gewachsen, ist sie an Lebensadern Georgiens herangewachsen, was die Pipeline angeht, was die Hauptmagistrale dort angeht. Und wenn ich das mal weiter anschau, dann geht heute die Grenze durch Dörfer. Die Menschen können ihre Friedhöfe nicht besuchen, weil dort Stacheldraht gezogen ist. Wir sollten sehen, dass dies gegenüber den Menschen unerträglich ist. Das erinnert mich ein bisschen an das geteilte Deutschland, wie da die Grenzziehungen ablaufen und wie das durch die Dörfer geht.

Zweitens muss man feststellen: Es ist russische Strategie – in Nagorny Karabach ein bisschen anders –, Georgien, Transnistrien, Krieg in der Ostukraine. In all diesen Ländern werden Konflikte geschürt, wird das aufrechterhalten, um die Länder handlungsunfähig zu machen in ihrem Entwicklungsprozess. Dies ist im gesamten Raum russische Strategie, die nicht akzeptabel ist und die völkerrechtswidrig ist.

Eduard Kukan (PPE). – Mr President, military ventures into neighbours' territory should have been a thing of the past. However, the actions in August 2008 clearly show that violations of the rule-based international system remains continue in the post-Soviet era. Georgia's territory has been compromised. Russia further continues to illegally occupy Abkhazia and South Ossetia, thus breaking the ceasefire for almost a decade.

In these difficult times we have to show our commitment to Georgia and its Euro-Atlantic aspirations. The EU has a variety of instruments which support the peaceful resolution of the conflict, including the EUSR and the EU Monitoring Mission (EUMM). The EUMM remains the only international force in the country monitoring the administrative borderline. Russia continuously violates this line. Our instruments must be coupled with clear determination against military incursions and a firm stance on subsequent undermining of Georgia's territorial integrity.

Tunne Kelam (PPE). – Mr President, today I think it is time to draw lessons from the half-hearted reaction by the EU to the Russian invasion of Georgia 10 years ago. It is crucially important that the EU unconditionally continues to stand up in support of the sovereignty and territorial integrity of Georgia. We have a clear and firm resolution on it, but it was alarming that attempts were made yesterday to define Abkhazia and South Ossetia just as self-styled breakaway territories.

The fact is that aggression is progressing. Encroachment into the Georgian territory continues from one week to another, metre by metre. Russia is reinforcing its military presence in Georgia's occupied territories. The Russian Government, as the occupying power, is directly responsible for the abnormal situation in Abkhazia and South Ossetia.

We need to show strong solidarity with the Georgian people and it is vitally important that only a consistent and firm stance against Russian aggression can assure a peaceful solution to the conflict.

Laima Liucija Andrikienė (PPE). – Mr President, almost 10 years have passed since Russian military forces invaded Georgia. Today, Russian troops still occupy Abkhazia and South Ossetia and threaten Georgia, including key transit links, railways, and pipelines connecting the region and Europe.

Although there is a ceasefire agreement in place, Russia still refuses to implement it. Instead, since 2011, Russia has implemented a policy of illegal fence and barrier constructions to move the borders forward, to separate communities and divide the Georgian population.

People also disappear in the occupied territory, and they are held in detention. The destiny of many is unknown until their dead bodies are returned to their families. Colleagues, we should never forget that Georgia is the victim of the Russian aggression, not the other way around. Georgia, which has more than 20% of its internationally-recognised territory occupied, was, is, and will remain a reliable partner of the EU and NATO.

Gunnar Hökmark (PPE). – Mr President, it was a military invasion of a free and independent country, and it is a military occupation of a free and independent country. If we can't stand up for the freedom and sovereignty of Georgia, we can't stand up for the freedom and sovereignty of other European nations and of the European Union.

It is one example of far too many of how Russia is implementing aggressive policies versus its neighbours. Military forces, warfare, support to separatist groups, disinformation, propaganda, economic blockades: Russia is responsible for all that is happening under the occupation in South Ossetia and Abkhazia regarding human rights, and all we can do is to call on Russia to withdraw its military troops and respect international law.

Асим Адемов (PPE). – Статистиката от руската инвазия през 2008 г. посочва стотици загинали, хиляди ранени и пострадали, десетки останали без домове и изселени от родните си места, които в собствената си страна се превърнаха в бежанци. Така започна дълго планираната инвазия, имаща за цел да свали правителството на Грузия и да засили контрола на Москва върху този регион. Но противно на някакви очаквания, Грузия се възроди. Демократичните институции се развиват, чуждите инвеститори се връщат и светът трябва да признае, че поведението на Русия не е приемливо.

Този развой е заплаха за всички свободни страни, които вярват, че международните граници не бива да се променят със сила. Наблюдателите бяха изгонени от тези територии, медиите биват заглушавани, а на грузинските граждани е забранено да се връщат по домовете си. В същото време Русия строи военни бази и продължава пълзящата окупация на грузински територии. Ето защо трябва да призовем другите страни да настояват за териториалната цялост на Грузия и да не признават окупираните територии.

Spontane Wortmeldungen

Jiří Pospíšil (PPE). – Pane předsedající, já se zde přihlásím k tomu, co říkají moji kolegové z PPE. Ten názor na situaci v Gruzii je jednoznačný. Jedná se o okupaci gruzínského území ze strany Ruské federace.

My k tomu nesmíme být lhostejní, zvláště my poslanci, kteří jsme z bývalých komunistických, socialistických států, víme, co je Rusko zač a bohužel Rusko dále prosazuje politickou doktrínu blízkého sousedství. V této situaci si myslím, paní vysoká představitelko, že by Evropská komise měla být mnohem aktivnější ve vztahu ke Gruzii a měli bychom nabídnout více programů a větší ekonomickou podporu této zemi.

Gruzie je klíčovým partnerem pro EU v tomto regionu. Je to země, kde se relativně rozvíjí demokracie, buduje se tam relativní právní stát a my bychom tuto zemi měli mnohem více podporovat.

Julie Ward (S&D). – Mr President, Russia's disregard for international law increases every day as it continues to impose its own unilateral and outdated agenda and to protect its own cynical interests, regardless of international condemnation. Georgia and Ukraine have been victims of this aggressive foreign policy, amongst many others. And when it comes to domestic policies, Russia also repeatedly violates international human rights law, cracking down on freedom of expression and assembly, causing its own citizens to live in fear of state-sponsored and extra-judicial reprisals.

In a global context, where the leading role cannot be played by the US anymore, it is crucial that we in the EU continue to push for international relations guided by the rule of law. It is our responsibility to uphold international law, and multilateralism is the only way forward.

Csaba Sógor (PPE). – Elnök Úr! Amikor a Kaukázus országainak biztonságpolitikai helyzetét elemezzük, nem hagyhatjuk figyelmen kívül Oroszország lépéseit és mozgását. A grúziai eseményekről már sok szó esett, ennek kapcsán fel szeretném hívni a figyelmet egy másik országra, amely nemzetközileg elismert, és területén jelen van az orosz hadsereg. Ez a Moldovai Köztársaság, amelynek történelme során gyakran kellett megküzdenie a környező nagyhatalmak bekebelezési szándékaival.

Moldova speciális kapcsolatot ápol Romániával, a lakosság nagyobbik része román anyanyelvű, és politikai elitjének jelentős része az európai integráció híve. Mégis, nem hagyható figyelmen kívül itt sem, hogy a Dnyeszter-menti Köztársaság területén állomásozik az orosz 14. hadtest, és Oroszország több alkalommal is jelét adta, hogy figyelemmel követik ennek a területnek a sorsát. Ennek a realitásnak a figyelembevételével szükséges megtervezni azokat a lépéseket, amelyek az EU keleti partnerségi politikáját alkotják Moldova vonatkozásában.

Michaela Šojdrová (PPE). – Pane předsedající, my si připomínáme 10 let od vpádu Ruska do Gruzie, Abcházie a Jižní Osetie. Tato okupace i dále pokračuje. Bohužel, v té době jsme nezaregistrovali žádnou větší odmítavou a důraznou reakci Západu. Možná i proto bylo Rusko povzbuzeno k další expanzi, protože pak jsme zažili okupaci Krymu a také části Ukrajiny. Nevyplácí se tedy mlčky přihlížet.

Jsem proto ráda za vyjádření paní představitelky Mogheriniové, za to, že EU podporuje Gruzii a také zabraná území, kde vytváří určité programy proto, aby tato území byla dále integrována ke Gruzii a k demokratické Evropě.

My si připomínáme také 50 let od okupace Československa a chci připomenout panu kolegovi Scholzovi, že tehdy se také tomuto říkalo bratrská pomoc, ale byla to okupace a v Gruzii je to okupace.

José Inácio Faria (PPE). – Senhor Presidente, Senhora Alta Representante, em Agosto de 2008, Moscovo rasgou o manual de segurança da Europa pós-guerra fria ao atacar a soberania e integridade territorial da Geórgia. Uma década depois, milhares de tropas russas continuam a ocupar a Abcásia e a Ossétia do Sul e os sobreviventes daquela guerra continuam a viver em condições precárias, a sofrer discriminações por motivos étnicos no seu dia-a-dia e a ser vítimas de rapto e detenções junto às linhas de demarcação, enquanto os responsáveis pelos crimes de guerra continuam impunes.

Senhora Alta Representante, o acordo de associação, o regime de liberalização de vistos e os apoios no quadro da assistência macrofinanceira espelham o reconhecimento da Geórgia como parceira estratégica da União Europeia na região e reiteram o nosso apoio à sua soberania e integridade territorial, pelo que devemos continuar a apoiar todo os esforços de guerra que permitam encontrar uma solução pacífica ao conflito, lembrando, ao mesmo tempo, que imperialismos expansionistas não têm lugar no século XXI. E termino dizendo que no final da década de setenta os Fischer-Z lançavam a música «Another warning, another warning. Remember Russia.» Let's not today forget the real threat, remember Russia.

(Ende der spontanen Wortmeldungen)

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. – Mr President, first of all, let me thank everyone for their support for the work we are doing together with the authorities in Georgia, to, first of all, make sure that this conflict is not forgotten. Those of you who mentioned this are perfectly right. There is that risk, because of the proliferation of crises and conflicts around us. Making sure that this is not forgotten and doesn't slip into the shadows is our priority, together with the authorities in Georgia.

Thank you for this report on the policies that we have put in place over the years and that we are determined to continue, first of all the search for a solution through our diplomatic action, through our work on the Geneva talks, the focus on people and citizens which, at the end of the day, are the reason for our work and, in particular, through our work in the monitoring mission, that I have heard many of you support, and in all the different fields of work we have in our partnership with Georgia. I would like to stress here that it is a partnership that is deep. It is a friendship that also goes beyond this work we are doing on Abkhazia and South Ossetia.

Mr President, if you allow me, I would like to take the opportunity, as I have the floor and before we start the next debate, to share with you one positive feeling that today we are lucky enough to have.

Just a few moments ago, respectively in Skopje and in Athens, Prime Minister Zoran Zaev and Prime Minister Alexis Tsipras announced that they had found a bilateral agreement, under UN auspices, on the name issue. I think they deserve all our support and our congratulations for an historic moment ...

(Applause)

... that will be important not only for the two countries, but also for the entire region, for Europe and for the world, showing – as we have mentioned several times today – that through dialogue, perseverance, leadership, courage and diplomacy, solutions are possible, including to the most difficult issues. I will be honoured to join them for the signature of this agreement in the coming days.

Thank you also for the signal of support that you showed a moment ago. I think this is very important for both of them and for the entire region.

IN THE CHAIR: MAIREAD McGUINNESS

Vice-President

President. – Colleagues, just not for now, please don't heckle. I think Ms Mogherini has finished her intervention.

The debate is closed.

The vote will take place on Thursday, 14 June 2018.

Written statements (Rule 162)

Monica Macovei (ECR), în scris. – La 10 ani de la începutul așa-numitei operațiuni de menținere a păcii a Federației Ruse în Georgia, peste 20 % din teritoriul oficial recunoscut al Georgiei încă se află sub ocupație rusească. Agenții Kremlinului continuă să avanseze în teritoriul georgian, mutând în repetate rânduri linia de demarcație. Oamenii s-au culcat azi în Georgia, iar a doua zi s-au trezit de cealaltă parte a gardului, sub ocupația Rusiei. Operațiunea din Georgia a dat tonul implementării politicii imperialiste a regimului Putin. Aici Moscova și-a testat tehnicile de anexare, folosite mai apoi în Crimeea.

Dacă noi rămânem spectatori, ne vom trezi sub dictatură. Unii uită că democrația trebuie apărută în fiecare zi. Moscova trebuie să abandoneze politica de anexare și să respecte integritatea teritorială a vecinilor săi.

Urmas Paet (ALDE), kirjalikult. – Sel aastal 100ndat sünnipäeva tähistaval Gruusial täitub augustis ka kümme aastat päevast, mil Venemaa okupeeris Abhaasia ja Lõuna-Osseetia alad.

Kahetsuväärselt ei ole Venemaa pidanud kinni 2008. aastal sõlmitud relvarahukokkuleppest. Järjepidevalt nihutab Venemaa administratiivpiiri aina sügavamale Gruusia territooriumile, keeldub andmast ELi vaatlusmissioonile ligipääsu kokku lepitud piirkondadele, jätkuvad inimõiguste rikkumised okupeeritud territooriumidel. EL ja rahvusvaheline kogukond peavad Venemaa okupatsiooni osas võtma järjepideva, kooskõlastatud ja ühise seisukoha. Jätkuvalt tuleb toetada Gruusia suveräänsust ja territoriaalset terviklikkust ning töötada konflikti rahumeelse lahenduse suunas.

Samas peab Rahvusvaheline Kriminaalkohus jätkama konflikti käigus toime pandud sõjakuritegude ja inimsusvastaste kuritegude uurimist. Mõistagi on kõige olulisem, et Venemaa lõpetaks Gruusia okupeerimise. Gruusia konflikti lahendamine on oluline kogu Euroopa julgeoleku ja stabiilsuse suurendamiseks.

Indrek Tarand (Verts/ALE), kirjalikult. – Kümme aastat tagasi, kui Venemaa ründas olümpiamängude rahuperioodi ajal oma tillukest naabrit Gruusiat, tegin koos Priit Heinsaluga ajalehes Eesti Ekspress üleskutse, et vabatahtlikud Eesti reservohvitseride seast läheksid Gruusiasse agressiooniga võitlema. Suuremat sõda sellest algatusest ei sündinud, kuid ootamatult reageeris Euroopa Parlament, mille toonane liige, Saksa kommunist Sahra Wagenknecht, esitas kirjaliku arupärimise. Et miks eestlased tahavad kogu Euroopa ja NATO sõtta kiskuda mingi tühise intsidendi pärast. Ta sai vastuse ka. Meenutan seda intsidenti ja Wagenknechti vaid seepärast, et osutada, kuivõrd ohtlik on kommunistlik naivism, „putin-versteherlus” ja arvamine, et Kremlil on õigus kõiki oma naabreid jõuga terroriseerida.

16. Beziehungen zwischen der EU und der NATO (Aussprache)

President. – The next item is the report by Mircea Pașcu, on behalf of the Committee on Foreign Affairs, on EU-NATO relations (2017/2276(INI)) (A8-0188/2018).

Ioan Mircea Pașcu, Rapporteur. – Madam President, it is no secret that in the light of a marked deterioration of Europe's security environment, the relations between the EU and NATO have got a new increased relevance. Indeed now that internal and external security are inextricably interlinked, putting together the best abilities of the two organisations in providing security in general for the European citizens becomes imperative.

Since Crimea in 2014, the basis and substance of collaboration between the EU and NATO have accelerated and enlarged, so that today we speak about no less than 74 common actions. However, as of late, the transatlantic relationship has become strained following the recent trade disputes between the US and their allies.

Under the circumstances, besides trying to manage these disputes so that they do not get out of hand, one should also attempt on the one hand to insulate the security dimension of that relationship from its commercial one, and on the other, preserve and accelerate the existing good momentum in the EU-NATO collaboration.

In general, given the existing fragile setting, what otherwise are normal differences of opinion between the two organisations today require more sensitive management so that we can overcome the difficulties of the moment. The changing atmosphere related to the topic has been felt during the consultation and writing of the present report, a fact illustrated by comparing its first draft with the version used for the vote in the Committee on Foreign Affairs.

The report is based on the premise that the EU and NATO, both confronted with the same challenges and threats, share the same values in their complementary activity devoted to preserving peace and security in a rules-based international system.

In regard to those threats and challenges, the upsurge in Russia's military assertive behaviour and activities, political manipulation and cyberattacks, as well as direct interference in European countries' internal affairs aiming at undermining their unity, are equally concerning to both the EU and NATO, a reality underlined by the fact that many of the 74 common activities mentioned above are directly devoted to countering exactly such actions.

The report is addressing, understandably, the transatlantic relations and is stressing that the EU's own increased defence and security efforts, apart from responding to US previous appeals, see for instance the 'adios' speeches of both defence secretaries Gates and Panetta, are a concrete contribution to burden-sharing, reinforcing both NATO and the security bond with Britain after Brexit.

The EU-NATO joint declaration and the subsequent implementation actions mark a new and substantive phase of the strategic partnership. In that context, the report looks forward to the new joint declaration to be adopted at the approaching Brussels NATO summit in July. As expected, special attention is given to the collaboration between the two organisations in military mobility, recently identified as a priority area of cooperation between them, and in this respect suggest that the west-east axis should be complemented with a new one running north-south, which would confer the necessary coherence to their eastern flank.

Controlling hybrid threats, countering cyberattacks, building resilience, sharing situational awareness, increased information-sharing, fighting terrorism and continuous improvement of cooperation on mission and operations at both strategic and tactical level, represent concrete domains for collaboration between the EU and NATO that were mentioned and supported in the report.

Federica Mogherini, *Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. – Madam President, let me first of all thank the rapporteur for the excellent work on one of the central issues in the work we are doing for a stronger Europe of Defence. The report wishes for 'a more substantive partnership within the European Union and NATO'. Not only do we share 22 members, we also face similar challenges and we have converging security interests. Almost 95% of citizens of the European Union live in NATO countries, so protecting these people is the first of our shared interests.

At the same time, the report is also very clear that EU-NATO cooperation should be complementary, as it is, and respectful of each other specificities, as it is. We are different organisations; we, the European Union, are not a military alliance, and we do not intend to become one. Our European way to peace and security is unique, and we are proud of the work we do and the way we do it. Our friends at NATO appreciate the specificity of what we do. Our missions, both civilian and military, carry out some very different tasks compared to NATO operations, so complementarity is in the nature of our partnership. We do different things, and this is why we are increasingly working together on the ground, taking advantage of our complementarity.

This is why the NATO leadership, starting from the Secretary-General, Jens Stoltenberg, has been so supportive of our work towards a stronger Europe of Defence. All the work we've done inside the European Union has always been done hand-in-hand with strong NATO support and with the deepening of the partnership with NATO.

On the one hand, we are working to strengthen the capabilities of our Member States, and in most cases these are also NATO allies. They have one set of forces that can be used in European missions and in NATO missions alike – and let me also add in UN missions – and in this way, a stronger European Union in the field of defence makes NATO stronger. On the other hand, we are also investing in our complementarity; for example, in our civilian capabilities.

As you know, last week, together with the Secretary-General of NATO, we presented to our respective councils, to the European Union Council and to NATO Council, the third progress report on the implementation of our joint declaration, which we signed during the last NATO summit in Warsaw.

Let me just highlight some key achievements that are mentioned in this progress report, which, by the way, will also constitute a good basis for our further work looking ahead to the next NATO summit in Brussels. First, the clearest progress is probably on military mobility. Today more than ever, rapid response has become an essential requirement for our security, getting our assets where they are needed, and doing so swiftly, is a necessity we need to ensure at all times.

But this is also about how efficient we are in our defence spending, because if we invest in the best military capabilities and the most advanced defence systems, but then they get stuck at the border for customs checks, obviously we have an efficiency issue. If we cannot move our assets rapidly, we will need to buy more of them to make sure that they are in the right place at the right time. This is clearly not an efficient way to invest the defence budgets, so it's relevant for operational reasons and for budget reasons.

A big part of the work here is going on at European Union level, where obviously we have competencies and instruments to address these issues, with a project under the permanent structured cooperation, as well as with the proposed new investment from the Commission. We are working in constant coordination with NATO; experts from NATO are taking part in our work, and NATO has shared its parameters for transport infrastructure. There is no better example of how a stronger European Union in the field of defence also makes NATO stronger.

The second field that I would mention as an example is hybrid threats. After the Salisbury attack, the European Council called for increased EU engagement on cyber security, strategic communication and counter-intelligence, as well as close cooperation with NATO on chemical, biological, radiological and nuclear issues. We are currently working to respond to this task, and our proposals will be reflected in three documents that will be presented in the European Council at the end of this month: a joint communication on the follow-up to Salisbury; a joint report on the progress of the implementation of the 22 joint EU NATO actions on hybrid threats; and the 15 Security Union progress reports.

Our European and NATO staffs are working together on hybrid threats in a number of different contexts on a daily basis. I will mention not only the European Centre of Excellence for Countering Hybrid Threats, but also our Task Force on Strategic Communications and the EU Hybrid Fusion Cell for situational awareness.

The next EU-NATO parallel and coordinated exercises are to take place next November. And similarly to last year, the exercises will be based on a hybrid scenario and will aim at synchronising our two organisations' crisis response.

The third area of cooperation is our work to build the capacities of our partners. In particular, we have intensified the exchange of information at staff level on three pilot countries: Bosnia and Herzegovina, Moldova and Tunisia, but work has also intensified on Ukraine, Georgia and Jordan. We are also working together in Ukraine on issues such as strategic communications, training and security sector reform.

Finally, the first ever EU-NATO staff-to-staff dialogue on counterterrorism took place at the end of May. It focused on cooperation against terrorist threats, collaboration on the global coalition against Daesh, capacity building of partner countries and development of scenario-based discussions. These are just few examples – still many, and I apologise for being long – that clearly demonstrate the new engagement between the two organisations. Our cooperation has never been better, it has never been wider and has never been deeper.

On our side, we Europeans have finally decided to take full responsibility for our own security, and this is also in the interest of our partners in NATO. We are autonomous, but we are partners – very good ones. We are different, but we do share the same interests and we could not afford to walk in opposite directions. It would not be efficient, it would not be safe, and it would not be smart, and this is why we do not do it and we will never do it.

As your report rightly says: it is time for a more substantial partnership between the European Union and NATO, and this is precisely what we are doing today, and we will continue to do even more in the future. Last but not least, I apologise, I just realised while I was speaking that I should have changed seats in addressing this debate. I will move to the other side of the plenary in a minute.

President. – Thank you, Madam Vice-President. I perhaps should have spotted that too so I don't think we are too concerned.

Arnaud Danjean, au nom du groupe PPE. – Madame la Présidente, Madame la Haute Représentante, nous n'allions pas vous tenir rigueur de ce placement.

Merci avant toute chose à Ioan Pașcu qui a fait un excellent travail, qui a construit ce rapport en s'appuyant sur les contributions de tous les groupes, et je voulais vraiment le remercier très solennellement de la qualité du travail qu'il a accompli pour faire un rapport très équilibré sur un sujet qui donne trop souvent lieu à des débats très idéologiques – j'allais presque dire théologiques – alors que nous avons besoin de concret.

Vous l'avez rappelé, Madame la Haute Représentante, le rapporteur l'a rappelé, nous avons besoin de travailler de façon pratique et pragmatique.

Pratique, parce qu'il y a depuis le sommet de Varsovie de 2016 plusieurs dizaines de points très concrets à mettre en œuvre. Vous avez rappelé les domaines dans lesquels les progrès sont déjà enregistrés, c'est cela qui compte.

Pragmatique, parce que c'est la complémentarité qui doit primer. Il y a trop d'enjeux de sécurité autour de nous en Europe pour qu'on perde du temps à se chamailler entre ces deux organisations.

Nous avons les moyens de travailler de façon complémentaire et efficace. Les deux bornes qui doivent guider l'engagement européen sont, d'un côté, la reconnaissance du rôle essentiel de l'OTAN dans la défense collective – et cela personne ne peut le contester – et, d'un autre côté, l'affirmation de notre ambition d'autonomie stratégique, parce que l'autonomie stratégique, ce n'est pas la solitude stratégique, ce n'est dirigé contre personne, mais c'est la capacité à décider avec qui nous faisons des choses et nous voulons faire des choses. C'est cela l'autonomie stratégique et nous devons aller dans cette direction, nous devons garder cette ambition.

Je crois que le rapport est parfaitement équilibré entre ces deux exigences qui doivent guider l'action européenne.

Tonino Picula, *u ime kluba S&D*. – Gospodo predsjedavajuća, gospodo povjerenice, čestitam kolegi Ioanu na izvrsnom izvješću jer obuhvaća čitav katalog suradnje Europske unije, NATO-a, te onih područja kojima je tek potrebna nadogradnja. Od vojnih kapaciteta, mirovnih misija, hibridnih prijetnji do pružanja pomoći partnerskim, ali i susjednim zemljama u izgradnji njihovih mogućnosti i jačanju otporosti. Prijetnje postojećem načinu funkcioniranja NATO-a politička su realnost. Rasprave odnosa Europske unije i NATO-a obuhvaćaju čak i trgovačke povlastice. Jednako tako, izlaskom Ujedinjenog Kraljevstva čak će 80% fiskalnih kapaciteta NATO-a biti izvan Europske unije.

Europska unija je nastala zbog čuvanja mira. To treba biti njena temeljna funkcija i na globalnoj razini. Međutim, Europska unija mora prihvatiti geopolitičke promjene i biti pripravna doprinostiti globalnoj sigurnosti adekvatnim vlastitim kapacitetima. Iz jačanja obrambenih sposobnosti Europske unije valja razviti djelotvornije reagiranje na krize, učvrstiti transatlanske veze i doprinostiti NATO-u. Izvješće kolege Paşcu dobro sažima poziciju Parlamenta o ovom važnom pitanju te kvalitetno doprinosi raspravama o budućnosti obrambene i sigurnosne suradnje na globalnoj razini.

Geoffrey Van Orden, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, there's much in the Paşcu report on which we can agree, in particular the final paragraph which recognises the need for the EU to ensure a close security and defence partnership with the United Kingdom after Brexit. The UK is, after all, and will remain, the pre-eminent European military power.

As referred to by Ms Mogherini, it is also right that due attention be given to the ease of mobility of allied forces across Europe, not just in times of tension but also for exercise purposes when necessary. Particularly at a time when there is some friction in transatlantic relations, and as we approach July's NATO summit, it is doubly important that European nations signal to the United States our willingness to bear more of the defence burden. The Americans, after all, have increased their European Reassurance Initiative, which further confirms US resolve to defend Europe, by some 40% to USD 4.8 billion. Just this local increase by the United States is more than the total defence spending of at least 10 - European countries.

I suggest that European burden sharing is not improved by the creation of separate defence structures, by the exclusion of major third countries from defence industrial projects or from pursuit of an elusive and ill-defined EU strategic autonomy. This is all about European political integration, not defence, and is the central weakness – I'm sorry to say – of the report.

Javier Nart, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señora presidenta, el informe tiene una permanente referencia al rol estratégico fundamental de la OTAN, y es verdad. De vez en cuando aparecen algunas tímidas referencias a lo que significa la necesidad de una defensa y de un concepto de seguridad autónomo europeo, lo cual es evidente.

Si tenemos en cuenta incluso las referencias que se hacen a la CEP y que actualmente la CEP acaba de indicar que en los planes CEP de inversión no van a participar las empresas extraeuropeas, esto es, norteamericanas, está claro que el paradigma ha cambiado, y el paradigma ha cambiado porque Trump ha dejado de ser una anécdota para ser una anécdota categórica. Y la anécdota categórica se llama: la expulsión del Tratado Atlántico de Comercio, que estábamos negociando; la ruptura del Acuerdo con Irán; la ruptura del Acuerdo contra el cambio climático... y la última han sido los desprecios intolerables en el G-7, que llegan incluso a la ofensa personal.

Estamos ante el «pensamiento twitter» del señor Trump, que es fundamental porque es el principal poder en este momento en el mundo. Y esto lo que significa es que Estados Unidos ha dejado de ser el socio fiable permanente que teníamos en la Unión Europea —y estas son palabras de la señora Merkel, que me da la impresión de que no es una extremista determinante—. Respecto a ello tenemos que responder y poder responder con nuestros propios retos.

Frente a «*American first*» tenemos que determinar que la OTAN es un pilar fundamental en la defensa y la seguridad europeas, pero ciertamente no el único; porque un día nos despertaremos cuando el señor Trump llegue a un acuerdo con el señor Putin y estaremos como aquel chiste que decimos en España que hay un pintor pintando el techo, llega alguien, le quita la escalera y le dice «agárrate a la brocha, compañero»: así quedaremos.

Tamás Meszerics, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Thank you, Madam President. This is certainly not the first time, and much less the last, that we have the chance to talk about the relationship between the European Union and NATO. And I fully agree with the rapporteur that this has been an important report: it offered the chance to clarify this rather complicated relationship.

However, I regret to say that we feel that at some crucial points the report itself has been more of a missed opportunity. Instead of clarifying, at some points it has indeed further complicated this relationship that was otherwise not very easy.

Despite the laudable work that went into the file on behalf of the rapporteur and the shadows, we are not able to support it, on many grounds. Let me start with the simplest, and the easiest one. The report makes reference and emphasises, rightly, the security, defence and political challenge that Russia poses for the European Union. However at almost all points of the text this sounds as if it is an exclusively eastern problem. We seriously disagree with that.

Just witness the political meddling in the Brexit process or a number of European general elections, so indeed this is not just an issue for the east to consider, and this is not an issue for NATO's eastern flank. This is a larger concern to that we need to deal with. The second and, probably much more important, point is that the report claims that Article 42, paragraph 7 of the Treaty contributes to a stronger NATO.

I don't think I need to remind my honourable colleagues that this particular article is not traditionally understood as an obligation for collective response. This is an obligation for a bilateral, individual response between Member States. And considered in such a way, actually many analysts think that this further complicates the issue rather than clarifying it. Much as I would like to avoid this, we cannot simply support this file as it stands now. Thank you very much.

Javier Couso Permuy, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora presidenta, alta representante, estamos ante otra oda a la sumisión europea, un verdadero panegírico a las cadenas militaristas, agresivas y expansionistas de la OTAN. Este informe sobre las relaciones Unión Europea-OTAN muestra con meridiana claridad una política exterior y de defensa encuadrada en una estrategia estadounidense organizada a través de la OTAN y que es no solo ajena, sino contraria a los intereses de la propia Europa.

Es un tiro en el pie a cualquier participación como sujeto autónomo en el tránsito a la multipolaridad que vive el mundo. Es la consolidación de una Unión Europea que, sin política exterior propia, suena como una orquesta desafinada a remolque de Estados Unidos.

Se habla de las tensiones en el Este o en la vecindad meridional, pero se ocultan muchas de sus causas. Y la participación de la OTAN, claro, como en el ataque a la República Federal de Yugoslavia —fuera de la legalidad internacional—, que echó por tierra los acuerdos de Helsinki. O la expansión de la OTAN a las fronteras rusas —que también echó por tierra la Carta de París—, o las intervenciones occidentales en Irak o de la OTAN, en particular, en Libia.

La Asociación Unión Europea-OTAN no es fundamental para la política común de seguridad y defensa, es justo lo contrario: niega una política autónoma e imita la peor política que representa la OTAN.

Frente a esta propuesta de sumisión militarista, frente al rearme y la intervención, hace falta una política de defensa verdaderamente independiente y que abogue por la distensión y la paz.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). – Κυρία Πρόεδρε, αποκαλυπτική και πολύ επικίνδυνη είναι η έκθεση για τις σχέσεις Ευρωπαϊκής Ένωσης – NATO, καθώς παραθέτει την πολεμική προετοιμασία των δύο ιμπεριαλιστικών συμμαχιών. Κυρία Mogherini, μιλήσατε για τα επιτεύγματα του NATO και της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Όμως η Ευρωπαϊκή Ένωση και το NATO είναι δυνάμεις ανασφάλειας για τους λαούς και αποσταθεροποίησης στα Βαλκάνια και την ευρύτερη περιοχή. Διέλυσαν τη Γιουγκοσλαβία και, μεταξύ πολλών άλλων, ευθύνονται για αλλαγές συνόρων και διάλυση κρατών, για μακελέματα λαών.

Η Ευρωπαϊκή Ένωση και το NATO ενισχύουν τη στρατιωτική τους ετοιμότητα στα πλαίσια του ανταγωνισμού με τη Ρωσία και την Κίνα, ενισχύουν στρατιωτικές αποστολές και ασκήσεις με γενίκευση της λεγόμενης στρατιωτικής κινητικότητας. Τι σημαίνει αυτό δηλαδή; Άρση και των τελευταίων εμποδίων, ώστε το NATO και η Ευρωπαϊκή Ένωση να αλωνίζουν ανεμπόδια με τα στρατεύματά τους ανά την Ευρώπη. PESCO, μηχανισμοί αξιολόγησης, ταμείο άμυνας θωρακίζουν τα αυτοτελή συμφέροντα των ευρωπαϊκών ομίλων στον ανταγωνισμό με τις Ηνωμένες Πολιτείες, που η έκθεση βαφτίζει με νόημα ως παρανοήσεις των Ηνωμένων Πολιτειών. Οι λαοί με την πάλη τους πρέπει να είναι σε επαγρύπνηση για καμία αλλαγή συνόρων και αποδέσμευση από αυτές τις λυκοσυμμαχίες. Με τον λαό στην εξουσία είναι ο μόνος δρόμος!

Michael Gahler (PPE). – Frau Präsidentin! Ich möchte dem Kollegen Paşcu für seinen sehr zeitgemäßen Bericht herzlich danken. Ich denke, wir stellen dort dar, wie wir die Zusammenarbeit von EU und NATO optimieren können. Es gibt Dinge, die kann die NATO besser und muss sie besser leisten, aber es gibt Dinge, die wir auf der EU-Ebene besser erledigen können.

Deswegen ist es jetzt wichtig, dass wir uns klar werden, dass wir mit einer besseren Arbeit innerhalb der EU auch den europäischen Pfeiler der NATO stärken. Wenn wir CARD, die *Defence Review*, jedes Jahr durchführen, dann wissen wir, was wir brauchen. Wenn wir dann anschließend im Bereich Verteidigungsforschung und Fähigkeiten-Entwicklung weitergehen, wenn wir den *Defence Fund* auflegen und dann auch im EU-Haushalt für Kooperationen in unseren Verteidigungsindustrien unsere Beiträge besser leisten, dann werden wir besser untereinander und auch besser im NATO-Rahmen.

Aber wichtig ist auch, dass wir dann eine strategische Autonomie dafür entwickeln, wenn andere NATO-Partner nicht wollen, dass wir agieren. Ich denke, wir müssen als Europäische Union notfalls auch unabhängig von der NATO agieren können.

Soraya Post (S&D). – Madam President, I say ‘no’ to NATO. The EU does not need to strengthen relations with NATO, but rather the opposite. I cannot accept the continuation of old-school militaristic thinking, with priority afforded to military alliances and increased spending on defence budgets and militaries globally, leading to tensions between countries.

As a feminist and a pacifist, I call for a transformation towards a feminist security policy that puts human security, personal integrity and safety from interpersonal violence at the centre of our defence and security agenda. For a safer world we need to invest in conflict-prevention and mediation. The EU is meant to be a peace project, not a military project.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). – Madam President, we hope for added value arising from cooperation between the EU and NATO. There are challenges, though, and in order to avoid them we have to fulfil certain preconditions – first to avoid duplication, and therefore well-defined modalities of cooperation that are needed. Secondly, the key importance of transatlantic cooperation, despite tensions in other areas, and cooperation with the UK after Brexit. Otherwise without these modalities we cannot fulfil the strategic autonomy of the EU. We do not have enough potential to bring greater security to the region, and therefore I am very cautious about the stressing of strategic autonomy in this report.

We look forward to cooperation in areas like cybersecurity, military mobility and tackling hybrid threats.

Bodil Valero (Verts/ALE). – Fru talman! Det här är ett betänkande som är väldigt motsägelsefullt, å ena sidan hävdas att EU och Nato har olika uppgifter, men sedan pekar allt i riktning mot en total sammanblandning, med terrorismbekämpning, kamp mot irreguljär migration etc. Trots rubriken, ett mer konkret partnerskap, så är det mesta väldigt luddigt.

Jag kommer själv från ett land som inte är Nato-medlem och ser frågan också ur det perspektivet. I punkt 33 nämns att medlemsstater som inte är Nato-medlemmar bör ha andra skyldigheter inom ramen för den europeiska försvarsunionen. Tala gärna om vilka skyldigheter som menas. I punkt 9 står det att samarbetet även ska fördjupas vid kriser, inte krig, på den europeiska kontinenten. Vilken sorts kriser? Är det stormar och översvämningar, flyktingströmmar eller terroristattacker som menas?

Betänkandet presenterar möjligheten till gemensamma EU- och Nato-insatser på EU-territorium, men talar inte om hur och under vilka omständigheter det kan ske. I praktiken skulle det kunna betyda turkiska soldater i Grekland eller Nato-styrkor i neutrala EU-länder. Vem bestämmer vem som ska göra vad, och vad som ska göras? Texten öppnar också upp för det upp det frivilliga permanenta strukturerade samarbetet för Nato innan det ens har startat, och det är också väldigt problematiskt både rent strategiskt och politiskt för oss, men kanske också juridiskt.

Dobromir Sośnierz (NI). – Pani Przewodnicząca! To jest jeszcze jedno kłopotliwe sprawozdanie. W większości jest rozsądne. Wprawdzie może niczego istotnego nie wnosi, ale przemawia przez nie świadomość rosnących zagrożeń, chociażby ze strony Rosji, i konieczności zwiększania wydatków na obronę, w przeciwieństwie do zupełnie nieodpowiedzialnych głosów jak ten, który przed chwilą słyszeliśmy ze strony pani Post. Ale zawiera ono też szalenie niebezpieczny ustęp 33, w którym podkreśla się, że państwa członkowskie UE powinny być w stanie prowadzić niezależne misje wojskowe również wówczas, gdy NATO nie chce podejmować działań lub gdy działania UE są odpowiedniejsze. To jest próba wywrócenia do góry nogami porządku bezpieczeństwa opartego na NATO. Próba ustawienia się przez Unię w kontrze do działań NATO i zapewnienia sobie swobody manewru przez mocarstwa europejskie, które starają się od Ameryki uniezależnić. Z tego powodu nie mogę poprzeć sprawozdania.

Cristian Dan Preda (PPE). – Madame la Présidente, comme mes collègues l'ont déjà fait, je voudrais saluer l'ouverture de cette nouvelle ère dans la coopération entre l'Union et l'OTAN depuis la déclaration de Varsovie de 2016.

Complémentarité, coopération opérationnelle, coordination plus efficace, ce sont des mots clés, et comme mon collègue Danjean l'a rappelé, il faut toujours avoir en tête ce couple défense collective assumée par l'OTAN et autonomie stratégique de l'Union. Je crois que c'est un bon plan à suivre. C'est comme cela d'ailleurs que l'Europe sera un partenaire crédible, surtout dans les conditions actuelles, à savoir un regain d'agressivité russe aux frontières baltes et dans les pays d'Europe de l'Est, y compris dans les Balkans occidentaux.

Je ne pouvais pas terminer sans féliciter M. Paşcu pour son rapport. Je me permets de lui suggérer aussi de transmettre ce rapport à son chef de parti à Bucarest, il a beaucoup plus à dire sur l'Union et l'OTAN que M. Dragnea, qui vient de dire que l'Union et l'OTAN ont financé ce qu'ils appellent «l'État parallèle».

Arne Lietz (S&D). – Frau Präsidentin, sehr geehrte Hohe Vertreterin! Es ist wichtig, dass das Europäische Parlament sich mit den Beziehungen zwischen EU und NATO beschäftigt, vor allem mit Blick darauf, dass die EU sich gerade in der eigenen Verteidigung neu definiert. Ich unterstütze eine gemeinsame europäische Sicherheits- und Verteidigungspolitik, die auf das Prinzip der Zusammenlegung und gemeinsamen Nutzung von Rüstungsgütern setzt. Gleichzeitig unterstütze ich eine Politik der Konversion und europäisch abgestimmter Rüstungsexporte als Instrument einer gemeinsamen Außenpolitik.

Als Mitglied der Europa-SPD fordere ich jedoch eine Revision des 2 %-Ziels der NATO in Richtung eines angemessenen Verteidigungshaushalts der EU-Mitgliedstaaten. Eine einfache Erhöhung der Ausgaben alleine ist nicht der richtige Schritt, um die Sicherheit der europäischen Bürgerinnen und Bürger zu gewährleisten. Wir brauchen eine effizientere Europäisierung der Verteidigungsindustrien aller Mitgliedstaaten, die Hand in Hand mit einer gemeinsamen Strategie geht. Deshalb habe ich beantragt, über den entsprechenden Absatz im vorliegenden Text gesondert abzustimmen. Eine Unterstützung für das 2 %-Ziel der NATO wird es mit uns Sozialdemokraten im Europäischen Parlament nicht geben.

Marek Jurek (ECR). – Pani Przewodnicząca! Pani Wysoka Przedstawiciel! Planowana współpraca obronna Unii Europejskiej służyć będzie albo bezpieczeństwu naszych państw – i wówczas musimy pamiętać, że trzy czwarte naszych państw jest sprzymierzone w Sojuszu Atlantyckim – albo wyłącznie niezależnieniu wymiaru obronnego od realnej polityki, a więc dostarczeniu władzom Unii Europejskiej kolejnego instrumentu i stopniowemu budowaniu supremacji w stosunku do naszych państw. Spytałem dzisiaj, Pani Wysoka Przedstawiciel, wiceprzewodniczącego Komisji, pana Timmermansa, o Nord Stream 2, a on długo mówił o bieżących wyzwaniach, które stoją przed Unią Europejską. Nie tylko nie odpowiedział na pytanie, ale wręcz odmówił zajęcia stanowiska, kiedy zwrócono mu uwagę. Wszyscy od czasów Clausewitza wiemy, że wymiar obronny musi służyć polityce. Jeżeli temu nie służy, to służy wyłącznie władzy.

David McAllister (PPE). – Sehr verehrte Frau Präsidentin, Frau Hohe Vertreterin, meine sehr geehrten Damen und Herren, liebe Kolleginnen und Kollegen! Mit dem Europäischen Verteidigungsfonds, mit der Ständigen Strukturierten Zusammenarbeit und mit der Koordinierten Jährlichen Überprüfung der Verteidigung hat die Europäische Union in den letzten zwei Jahren in der gemeinsamen Verteidigung vermutlich mehr erreicht als in den Jahrzehnten zuvor. Davon werden sowohl die Europäische Union als auch die NATO insgesamt profitieren.

Ich möchte ein ganz konkretes Beispiel in dieser Debatte nennen. Anfang dieses Jahres habe ich die *NATO Battle Group Lithuania* in Rukla besucht. Dort wurde mir berichtet, wie hoch der logistische und administrative Aufwand ist, um Gerät und Fahrzeuge ins Baltikum zu transportieren. Wochenlang im Voraus müssen Genehmigungen eingeholt werden und Dutzende verschiedene Formulare, die sich wiederum in jedem Land unterscheiden, ausgefüllt werden. Deshalb begrüße ich das PESCO-Projekt zur Verbesserung der *Military Mobility* ausdrücklich. Wir können es uns eben nicht leisten, dass militärische Transporte, wenn es darauf ankommt, durch bürokratische Hürden und unzureichende Transportnetze gebremst werden. Das ist ein gelungenes Beispiel für die Zusammenarbeit von Europäischer Union und NATO. Da sollten wir weitermachen.

Neena Gill (S&D). – Madam President, NATO is facing unprecedented challenges. It is forced to expand its operations for the first time since the Cold War, to extend its actions into domains of counter-terrorism and cybersecurity. Transatlantic unity is vital to NATO, but it's crumbling, as we evidenced at G7 earlier this week. That's why next month's NATO summit has to sustain the momentum in the creation of the European Defence Union. We cannot waste over EUR 25 billion a year on inefficiencies.

My questions to the High Representative are: whilst Russia is clearly a top priority, what about the world's second largest defence spender, increasingly aggressive in the South and East China Sea and spectacularly growing its military footprint in Africa – China? I do recognise that there have been talks at staff level with China that have resumed, but the EU and NATO need to engage more actively in this part of the world to avoid being behind the curve.

Secondly, regardless of Brexit, UK and EU security will remain closely entwined. What is the architecture of our future cooperation? How do we ensure unity remains the watchword for our security?

Ангел Джамбазки (ЕСР). – Позволете ми в началото да изразя своите съболезнования на семействата на двама български военни пилоти, които загинаха в катастрофа с военен хеликоптер вчера вечерта при изпълнение на тренировъчна задача.

Тази катастрофа показва колко се нуждаят нашите държави от по-тясно сътрудничество помежду си, от закупуване на нова бойна техника, която да бъде съвместима и която да изпълнява натовските стандарти. Няма съмнение, всеки един отбранителен съюз, включително НАТО, трябва да има ясна командна линия.

Да, необходимо е партньорство между Европейския съюз и НАТО. Да, необходимо е европейските държави да осъществяват засилено взаимодействие в закупуването на оръжие, във вложането на 2% от брутният си вътрешен продукт в това да обновят своите оръжейни системи и да бъдат адекватни, и да бъдат готови да отговорят на всякаква външна заплаха. Това е още по-важно за държави като България и Румъния, които се намират в черноморския регион, регион с изключително голяма несигурност.

Андрей Ковачев (РРЕ). – И аз искам да се присъединя към съболезнованията за близките на загиналите пилоти в България. Това показва още веднъж колко е важно да имаме надеждна техника, която да бъде съвместима в НАТО.

Първо искам да заявя, че НАТО е нашият отбранителен съюз. От нас зависи колко ефективен и силен е НАТО и затова Европейският съюз трябва да бъде ефективният и силен стълб на НАТО в Европа. Европейската отбранителна структура не може да бъде дублираща, а трябва да бъде допълваща към НАТО. Предизвикателствата пред нас са огромни, както тероризъм, екстремизъм, така и кибертероризъм, несигурно съседство, както от юг, така и от изток.

Общата ни цел е гарантирането на сигурността за европейските граждани. Никой няма право да разделя света на сфери, особено без да пита тези, които ще бъдат разделени. Такова нещо сме виждали след Втората световна война и това никога повече не трябва да бъде допускано. След Брексит 80% от разходите за отбрана на НАТО ще бъдат от страни извън Европейския съюз и три от четирите батальона на изток ще бъдат ръководени от държави, които не са членки на Европейския съюз.

В тази връзка наистина ние тук, в Европейския съюз, трябва да инвестираме много повече в отбранителната област, както в закупуване, така и в разходите за иновативни дейности и технологии.

Francisco José Millán Mon (РРЕ). – Señora presidenta, la Unión Europea y la OTAN son las dos grandes organizaciones internacionales que han asegurado la paz y la prosperidad en Europa después de la Segunda Guerra Mundial. Obviamente, la cooperación entre ambas, cada vez más dinámica desde 2014, es muy beneficiosa, y quiero felicitar al señor Paşcu por su informe.

Por otra parte, en la etapa actual de la construcción europea, uno de los grandes objetivos es el fortalecimiento de la Unión en el ámbito de la seguridad y defensa. Este desarrollo será también muy útil para la cooperación con la OTAN y reforzará el llamado pilar europeo.

Además, la Unión Europea y la OTAN se complementan. Esto es conveniente, por ejemplo, para las amenazas nuevas, como las híbridas, los atentados a la ciberseguridad, las crisis humanitarias y también frente al propio terrorismo. Estos desafíos y otros no se pueden afrontar solamente con medios militares. La variedad de recursos de la Unión Europea puede ser muy adecuada para afrontarlos.

Seamos pragmáticos. Estamos en un mundo complejo, interconectado, crecientemente multipolar. Por eso resulta necesario reforzar nuestras alianzas, aunque resulte difícil, y fortalecer también las relaciones entre las dos grandes organizaciones. Espero que a ello contribuya a la declaración conjunta que está prevista para el mes próximo con ocasión de la próxima cumbre de la OTAN en Bruselas.

Elmar Brok (PPE). – Frau Präsidentin, Frau Hohe Vertreterin, meine Damen und Herren! Frau Präsidentin, herzlichen Dank für die Möglichkeit, noch einmal sprechen zu können. Ich möchte sagen: Die NATO ist trotz aller Krisen, die wir haben, eine höchst erfolgreiche Verteidigungsgemeinschaft, die wir für die kollektive Sicherheit Europas brauchen. Wir sollten das nicht vermischen mit Ärger über einen bestimmten amerikanischen Präsidenten. Aber wir sollten auch deutlich machen, dass wir ein Pfeiler, ein gleichberechtigter Pfeiler der NATO sein wollen und nicht Vasallen. Aber das bedeutet, dass wir stärker sein müssen. Und deswegen sollten wir uns nicht allein auf diese 2 %-Diskussion einlassen, sondern wir sollten deutlich machen, dass die Europäische Union die Synergieeffekte schaffen muss, die in der Verteidigungsunion vom Dezember angedeutet worden sind. Wenn wir diese Synergieeffekte schaffen, werden wir mit erträglich viel Geld militärisch stärker und können eine große Rolle spielen. Deswegen ist die Frage der Europäisierung unserer Verteidigungspolitik auch ein entscheidender Ansatzpunkt, die NATO glaubwürdig zu stärken.

Jaromír Štětina (PPE). – Paní předsedající, svět kolem nás se mění. Pro zajištění bezpečnosti našich občanů musí Unie podstatně více spolupracovat s NATO. Navíc EU musí zvýšit svoji vlastní odpovědnost za svou bezpečnost a obranu. Stálá spolupráce v oblasti obrany PESCO by měla být jen prvním krokem.

NATO a EU v současnosti pojí více než 40 opatření, ve kterých rozvíjí vzájemnou spolupráci. Musíme se např. společně naučit, jak čelit hybridním hrozbám nebo spolupracovat v oblasti kybernetické obrany. Další možnost spolupráce vidím v diverzifikaci zbrojního průmyslu. Zjednodušeně řečeno, EU zbraně vyrábí, NATO zbraně v případě nutnosti obrany používá.

V současnosti je státním aktérem, který nejvíce ohrožuje mezinárodní mírové soužití, Ruská federace. Proto vítám posílení představené přítomnosti NATO na východní hranici aliance a rozmístění čtyř nadnárodních bojových skupin v Estonsku, Lotyšsku, Litvě a Polsku. Jsem rád, že zpráva říká, že je třeba posílit společný strategický přístup obou organizací vůči Rusku.

Lars Adaktusson (PPE). – Madam President, with developing instability around the world, EU cooperation on defence and security is a necessity. With this in mind, we should welcome increased European cohesion on research and development. Projects like Permanent Structured Cooperation (PESCO) and the European Defence Fund are really significant. At the same time, some EU representatives consider this the first step towards a common EU army. Therefore, let me stress that the EU is not a military alliance. The relevant and credible military structure of Europe is NATO. Since 1949 NATO has been an effective, powerful instrument for security, stability and peace. So let's spend our time and our resources efficiently. Let's not contribute to a parallel military structure in Europe.

Željana Zovko (PPE). – Gospođo predsjedavajuća, visoka povjerenice, moje čestitke izvijestitelju na odlično pripremljenom izvješću koje ima za cilj naglasiti važnost strateškog partnerstva između Europske unije i NATO-a u suzbijanju zajedničkih prijetnji i izazova na globalnoj sceni. Hibridne prijetnje, terorizam, migracijski pritisci koje danas vidimo putem balkanske rute, kibernetički napadi kao i dezinformacijske neprijateljske kampanje, samo su neki od izazova s kojima se suočavaju države članice Europske unije i NATO-a, pa sukladno tome oni zahtijevaju zajednički odgovor s ciljem njihova uklanjanja.

Isto tako, suradnja Europske unije s NATO-om predstavlja integralni stup europske stabilnosti i sigurnosti, a kao dio globalne strategije Europske unije, ta suradnja pridonosi postizanju mira i stabilnosti na globalnoj razini. Međutim, moram naglasiti važnost donošenja daljih koraka ka stvaranju vlastitih snaga Europske unije s ciljem održavanja mira, stabilnosti i sigurnosti na vlastitim granicama i u susjedstvu.

Ako uzmemo u obzir činjenicu da neke države članice NATO-a imaju ozbiljnih problema u poštivanju temeljnih ljudskih prava, onda mislim da bi slijedeći logičan korak bio stvaranje europskih kapaciteta koji bi bili garant mira i stabilnosti u regiji, a posebice na zapadnom Balkanu, uz poštivanje temeljnih ljudskih prava koja se danas tako lako gaze u nekim našim partnerskim državama.

Laima Liucija Andrikiienė (PPE). – Madam President, in the past years, the EU and NATO have achieved a remarkable degree of cooperation. With many shared members, common interests and challenges, we were working in close cooperation and have stepped up in such areas as hybrid and cyber threats, military operations and exercises, and the fight against terrorism.

Especially we, the EU, have lately shown extensive efforts on defence, with concrete steps: for example, additional investments and better capabilities to share the burden of peace, security and defence equally. The launch of PESCO shows further the potential of how we can strengthen the European contribution within NATO.

EU-NATO cooperation should be further enhanced against hybrid and conventional threats in the East and South of the EU, with NATO remaining the keystone of collective defence in Europe. I welcome these steps brought forward and included in this report. They are timely and aimed in the right direction.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Pani Przewodnicząca! Współczuję koledze Paşcu. Prowadzi jednocześnie dwa ważne sprawozdania w sprawie PESCO i w sprawie dzisiejszej debaty i muszę powiedzieć, że te 360 poprawek zgłoszonych do tego sprawozdania, wiele, wiele poprawek zgłoszonych do tego drugiego dokumentu i pojawiające się elementy sabotażu na skrajnych częściach tej sali to nie jest sabotaż pracy naszego kolegi, ale warunków bezpieczeństwa Europy w trudnych okolicznościach, w trudnych kontekstach finansowych, gospodarczych, ekonomicznych, politycznych. Z jednej strony chcę podziękować za te wypracowane kompromisy, nie jeżeli chodzi o optymalne rozwiązania bezpieczeństwa, ale o kompromisy przede wszystkim do pewnej politycznej zgody, aby na tej sali uznać stosunki Unii Europejskiej i NATO za ważne, wymagające pracy, wymagające modyfikacji, wymagające wzmocnienia. Jestem oczywiście zwolennikiem tego sprawozdania i dziękuję za wykonaną pracę.

Catch-the-eye procedure

Jiří Pospíšil (PPE). – Paní předsedající, já velmi vítám tuto zprávu a jsem připraven pro ni hlasovat.

Jsem velmi rád, že zde hovoříme o spolupráci NATO a EU a že zde se nepokoušíme hovořit o alternativních vojenských strukturách, které bychom vytvářeli a které by vůči NATO měly být konkurencí. Pro nás v ČR je toto mimořádně důležité. My, EU, nejsme vojenský obranný spolek. Máme jaksi jiná pravidla a je třeba tedy, aby ta obranná složka, obranná část byla primárně na úrovni NATO.

To nebrání tomu, abychom my, členské státy EU, více spolupracovaly v oblasti vojenského výzkumu, v oblasti vojenských zakázek, aby zde případně byla další forma spolupráce, ale neměla by zde vznikat evropská armáda. To je myslím velmi důležité a ta zpráva jde správným směrem. NATO je partnerem, nikoliv konkurentem a já ji velmi podporuji.

Ruža Tomašić (ECR). – Gospođa predsjedavajuća, NATO je ključni okvir za europsku sigurnost. Iako postoji potreba za reformom kako bismo učinkovitije odgovarali na nove sigurnosne izazove, važno je da i Europska unija i Sjedinjene Države ostanu posvećeni ovom savezu.

Legitimna je želja članica Unije za ostvarivanjem europske posebnosti u odgovorima na sigurnosne izazove. Prirodno je da svatko želi svoju sudbinu držati prvenstveno u svojim rukama i kroititi sustav za obranu prema svojim potrebama.

Suradnja s globalnim partnerima u okviru NATO-a nije prepreka tome. Dapače, poziv američkog predsjednika Trumpa na veće izdvajanje europskih država za obranu otvara priliku za jačanje europskog političkog utjecaja i naših obrambenih kapaciteta unutar saveza.

Petras Auštrevičius (ALDE). – Madam President, NATO is, and will remain for years to come, the most vital security partnership framework. In this phase of multifaceted security challenges coming both from east and south, the EU and NATO have been deepening their cooperation during recent years.

I'm very glad to see that many European Union countries, including my home country – Lithuania – have met and even exceeded their obligation to allocate 2% of GDP for national defence this year. I believe we have to ensure even better coordination of our capabilities and resources, as well as coordination at the strategic level.

However, despite these achievements of deeper integration, we still lack today tools at our disposal to guarantee the most efficient, collective defence of European citizens and NATO allies.

EU budget spending on the Union's and its partners' security must be regarded positively and will lead to an increase in public confidence.

Τάκης Χατζηγεωργίου (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, κατά την άποψή μου, εάν η Ευρωπαϊκή Ένωση ήθελε πραγματικά να γίνει ένας πόλος ειρήνης, ανεξάρτητος και διαφορετικός από άλλους στρατιωτικούς άξονες, θα έπρεπε να αναπτύξει την τάση της προς την κατεύθυνση της ειρήνης και των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, μακριά από στρατιωτικούς εξοπλισμούς.

Ταυτόχρονα υποτίθεται ότι υπάρχει αλληλεγγύη μεταξύ των κρατών που είναι ενταγμένα στο NATO. Θα ήθελα όμως να σας διαβάσω μια δήλωση του κυρίου Μπαχτσελί, βασικού υποστηρικτή του Ερντογάν, απέναντι στην Ελλάδα. Στη δήλωση αναφέρονται τα εξής: «Η Ελλάδα παίζει παιχνίδια με τα νησιά του Αιγαίου και πρέπει να γνωρίζει τα όριά της. Να μην ξεχνάνε τι πέρασαν οι παππούδες τους στον βυθό του Αιγαίου. Η θέληση του λαού της Τουρκίας, δόξα σοι ο Θεός, εξακολουθεί να υφίσταται και το Αιγαίο θα αποτελέσει τάφο των Ελλήνων». Δεν πρέπει να καταγγελλθεί αυτή τοξική δήλωση;

Επιπρόσθετα ερωτηθείς γιατί παρουσιάζει την Κύπρο σε προεκλογικό σποτ ως τουρκική είπε: «Ναι. Είναι και θα παραμείνει τουρκική». Του λέω λοιπόν ότι η Κύπρος είναι πατρίδα Ελληνοκυπρίων και Τουρκοκυπρίων και, αν σήμερα η Κύπρος είναι αιχμάλωτη της Τουρκίας, κάποια στιγμή η πολιτική της Τουρκίας θα καταστεί αιχμάλωτη της Κύπρου.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, gentile Alto rappresentante, un'importante relazione sulla cooperazione e complementarietà tra UE e NATO dovrebbe esprimersi con realismo e pragmatismo piuttosto che con approcci ideologici o dogmatici.

Una NATO che guarda quasi esclusivamente ad Est, dimenticandosi del lato balcanico dove ha operato per vent'anni, è una NATO senz'altro miope. Una relazione che accoglie con favore la continua tendenza ad aumentare la spesa per la difesa tra i membri della NATO non va in una direzione positiva, anzi. Un'eccessiva insistenza sul fianco orientale piuttosto che sul Mediterraneo è errata, dal momento che proprio in quest'area si nascondono diversi attori potenzialmente destabilizzanti per molti Stati membri, senza dimenticare le palesi criticità della Turchia che in alcun modo sono state sottolineate.

Avere un approccio bilanciato nei rapporti UE-NATO significa chiedere che in futuro i rapporti bilaterali siano a favore di alcuni obiettivi comuni e non necessariamente rivolti contro terzi. Serve un approccio bilanciato, serve un approccio che sappia valorizzare le necessità di sicurezza dei vari Stati membri delle due organizzazioni, un approccio che però sembra mancare in questa relazione e noi ci asterremo.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, το NATO και η Ευρωπαϊκή Ένωση είναι οι δύο μεγάλοι Οργανισμοί της Δύσεως που έχουν το κοινό χαρακτηριστικό ότι πολλά κράτη μέλη του ενός είναι και μέλη του άλλου. Αυτό το δεδομένο συνηγορεί υπέρ της μεταξύ τους συνεργασίας, στους τομείς όμως εκείνους που δικαιολογείται μια τέτοια συνεργασία. Το NATO είναι στρατιωτική συμμαχία και έχει ως αποστολή τη διεξαγωγή της συλλογικής άμυνας και έτσι πρέπει να παραμείνει. Η Ευρωπαϊκή Ένωση έχει να αντιμετωπίσει απειλές από την τρομοκρατία, επιθέσεις στον κυβερνοχώρο και υβριδικές επιθέσεις και η αντιμετώπιση αυτών των προβλημάτων αποτελεί κυρίως αρμοδιότητα των κρατών μελών, σε συνεργασία με την Ευρωπαϊκή Ένωση γενικότερα.

Αυτή τη στιγμή κανένα κράτος της Ευρωπαϊκής Ενώσεως δεν αντιμετωπίζει κίνδυνο απειλής και επιθέσεως από τρίτη δύναμη, με εξαίρεση την Ελλάδα και την Κύπρο που απειλούνται ευθέως από την Τουρκία. Συνεπώς δεν υπάρχει λόγος να μεταβληθεί η Ευρωπαϊκή Ένωση σε στρατιωτική συμμαχία. Εάν συμβεί κάτι τέτοιο, οι σχέσεις με το NATO θα είναι αλληλοσυγκρουόμενες, αλλά θα πρέπει να εξηγηθεί εναντίον τίνος θα στρέφεται αυτή η συμμαχία.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, συζητούμε για τις σχέσεις της Ευρωπαϊκής Ένωσης και του NATO, αλλά δεν άκουσα τίποτε ούτε από τον εισηγητή ούτε από την κυρία Mogherini σε σχέση με την επιθετικότητα της Τουρκίας απέναντι στην Ελλάδα. Διότι είναι γνωστό ότι η Τουρκία απειλεί την πατρίδα μου συνεχώς. Έχουμε δηλώσεις Τούρκων αξιωματούχων ότι θα διεξάγουν και πόλεμο κατά της Ελλάδας, έχουμε συνεχείς παραβιάσεις του ελληνικού εναέριου χώρου και των χωρικών μας υδάτων από την Τουρκία και κυρίως έχουμε δύο Έλληνες στρατιωτικούς, οι οποίοι συμπλήρωσαν πάνω από 100 ημέρες φυλακισμένοι παράνομα στις τουρκικές φυλακές υψίστης ασφαλείας. Και η Τουρκία συνεχίζει αυτή την πολιτική. Πρέπει να απαιτήσουμε την άμεση απελευθέρωση των δύο Ελλήνων στρατιωτικών και να καταγγελλθεί η Τουρκία για αυτό. Σας καλώ, κυρία Mogherini, να κάνετε εδώ μια δήλωση επί του θέματος αυτού για άμεση απελευθέρωση των δύο στρατιωτικών.

Δημήτριος Παπαδημούλης (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε θα ήθελα, όπως έκανε και η Αντιπρόεδρος της Επιτροπής Federica Mogherini, να ανακοινώσω στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο μια σημαντική συμφωνία που έγινε πριν από λίγες ώρες. Ο Πρωθυπουργός της Ελλάδας Αλέξης Τσίπρας και ο Πρωθυπουργός της Πρώην Γιουγκοσλαβικής Δημοκρατίας της Μακεδονίας Zoran Zaev με ρεαλισμό, διορατικότητα και τόλμη έκαναν μια συμφωνία που ανοίγει θετικούς δρόμους και για την Ελλάδα και για τη FYROM και για τα Βαλκάνια και για ολόκληρη την Ευρώπη. Και είμαι βέβαιος ότι και το Συμβούλιο και η Επιτροπή και το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, στη συντριπτική του πλειοψηφία από όλες τις πολιτικές ομάδες, θα χαιρετίσει και θα στηρίξει τη συμφωνία, όχι μόνο με θετικές δηλώσεις, όπως έκανε ήδη η Αντιπρόεδρος Federica Mogherini, αλλά και με έμπρακτη στήριξη των δύο λαών. Έγινε σήμερα ένα σημαντικό θετικό βήμα.

Mark Demesmaeker (ECR). – De NAVO en de Europese Unie blijven de twee hoekstenen van de Europese veiligheid-sarchitectuur. Wij steunen voluit de nauwere samenwerking tussen de EU en de NAVO. Door onze defensie-inspanningen internationaal beter op elkaar af te stemmen ontwikkelen we een meer efficiënte en slagvaardige defensie. De huidige hybride bedreigingen, cyberaanvallen, terrorisme enzovoort, zijn maar enkele van de uitdagingen die ons daartoe nopen.

Mijn delegatie is ook gewonnen voor de uitbouw van een Europese defensiegemeenschap. Specifieke samenwerkingsverbanden tussen bepaalde EU-lidstaten zijn daartoe een eerste stap. Zo werken België en Nederland nauw samen bij gezamenlijke aankopen en het onderhoud van fregatten en mijnenjagers of bij luchtbewakingsopdrachten. De permanente gestructureerde samenwerking op het vlak van defensie (PESCO) moet daarin een centrale rol spelen. Maar de verdere invulling laten we graag over aan de lidstaten, die op dat vlak exclusief bevoegd zijn.

(End of catch-the-eye procedure)

Federica Mogherini, Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. – Madam President, first of all, let me thank Mr Paşcu for an excellent report and all of you for the good support that you have provided to the work we have done in these years. Many of you reminded us of the crucial steps we've made, both in strengthening the European Union defence but also in cooperation with NATO.

I would like to use these few minutes just to reassure you on the fact that, first, we will continue having a pragmatic, realistic approach as Mr Danjean mentioned. I believe we are beyond the ideological debate and we are focusing on the practical things we can and we have an interest in doing, and that the work will continue on the European way to defence and security, which is a particular one and which sometimes implies a military component but is never exclusively military.

We will continue doing this, obviously, in the Council. Just in a couple of weeks from now, we will have another session of the Foreign and Defence Ministers together in the Council to prepare the European Council at the end of June, with further progress, especially on the Permanent Structured Cooperation (PESCO) but also on the EU-NATO partnership. That, I believe, will contribute also to the good preparation of the NATO summit for what concerns NATO issues. Then there might be other issues coming up on the agenda that do not relate to defence and security, strictly speaking.

I would also like to say that I believe that work will continue also in strong cooperation with other European institutions. I am thinking of the European Commission that is supporting this work for the first time ever, with especially the European Defence Fund and the proposed Multiannual Financial Framework (MFF), but also with the European Defence Agency, which is doing a fantastic job in supporting technically all this work.

So, thank you for the support. Thank you also for the indications. Last point: some of you mentioned the future relations with the UK. Let me say very clearly this will have nothing to do with relations between the European Union and NATO; clearly so. It has something to do with our work in the Permanent Structured Cooperation. Member States will come to that point later this year to define ways in which third countries might be invited to join some PESCO projects, but is not for now and it is not for NATO. I believe that, including our strong EU-NATO cooperation, we will find ways to have constructive work between the European Union and the UK after Brexit happens, because we share the same security objectives, and I believe that in this field we will manage to build strong cooperation in the future.

Ioan Mircea Pașcu, Rapporteur. – Madam President, I would like to start by thanking the High Representative, Ms Mogherini, because she gave us a lot of extra information in the beginning, so we now know more about the collaboration, but also because she responded to some of the problems raised by my colleagues here and makes my task easier from this point of view.

Our debate has been another example of the classical paradigm in which a bunch of blindfolded men are touching an elephant, and everyone is touching one part of that elephant and is describing a totally different animal. So although we have the same report in front of us, you saw how differently we present it.

To Mr Van Orden and I would say that, instead of still using the old the image of a half-empty and a half-full glass, I would say that we have a glass which we fill from the two faucets at the same time. This probably better indicates the reality. I did not know that I have to bring something new in this report, because I did not know that this should be considered a PhD thesis. Some colleagues would like to see the novelty and when they don't, they don't like it.

I am not a good Samaritan. My life experience up until now indicated to me that practically turning the cheek for another slap is not always the right thing to do, and that's why I support the EU's efforts in the field of security and defence. I would also say thank you to Mr Preda for his congratulations, but I'm also regretting the fact that he could not isolate himself from bringing internal politics into our discussion today.

I would like to conclude by saying thanks to all the rapporteurs. Indeed we worked very, very well. There were many amendments. We found the compromises, which are reflected in the report. At the same time I'm thanking everybody who has said good words about the report but also the critics, because it indicates that they took the effort to read the report.

President. – The debate is closed.

The vote will take place on Wednesday, 13 June 2018.

Written statements (Rule 162)

Vladimír Maňka (S&D), písomne. – Základom spolupráce medzi EÚ a NATO musia aj do budúcnosti zostať hodnoty demokracie, mieru, ľudských práv, slobôd a rešpektovanie suverenity a nezávislosti členských štátov oboch subjektov. Spolupráca a koordinácia dotknutých zložiek, posilnenie taktickej a operačnej spolupráce v oblasti bezpečnosti, obrany a ochrany pred vojenskými útokmi spolu s budovaním náležitej vojenskej techniky a nových technológií však musia zohľadňovať aj nové formy hrozieb a útokov spojené najmä s digitalizáciou a kybernetickými útokmi. Treba dbať na to, aby táto podpora nebola zneužívaná napr. na podporu terorizmu alebo na činnosti a útoky vyvolávajúce konflikty. Okrem toho netreba zabúdať, že samotné navyšovanie výdavkov na zbrojenie a koordinácia výdavkov nestačí. Je potrebné vyzvať našich partnerov, predovšetkým USA, aby viac zdrojov smerovali na rozvojovú pomoc. Bez financovania vzdelávania nedokážeme riešiť chudobu a nezamestnanosť napríklad v Afrike, ani obrovský demografický boom na tomto kontinente, ktorý v spojení s chudobou je rizikom nielen pre Afriku, ale pre nás všetkých.

Jarosław Wałęsa (PPE), na písmie. – Współpraca Unii Europejskiej z innymi międzynarodowymi organizacjami jest istotnym aspektem jej polityki zagranicznej. Na marginesie szczytu NATO, który odbył się w Warszawie w 2016 r., została podpisana wspólna deklaracja UE-NATO. W sprawozdaniu przeprowadzona została szczegółowa analiza podobieństw i różnic obu organizacji, a także zakres ich adaptacji do nowego i wciąż wymagającego ewaluacji środowiska geopolitycznego. Sprawozdanie podkreśla szeroką gamę narzędzi (twardych i miękkich), które w celu wzmocnienia wzajemnej komplementarności obu organizacji mogą zostać wdrożone w razie, gdy zajdzie taka potrzeba.

Skuteczniejsza i wydajniejsza współpraca między UE a NATO nie jest celem samym w sobie, ale oznacza osiągnięcie wspólnych priorytetów związanych z bezpieczeństwem, a także wzmacnianie wzajemnych wartości, takich jak liberalna demokracja, multilateralizm, ochrona praw człowieka i praworządność. Kooperacja pomiędzy obiema organizacjami musi być komplementarna i respektować wzajemne specyfikę, rolę i autonomię podejmowania decyzji.

W sprawozdaniu podsumowano także postęp osiągnięty w dwustronnej współpracy między UE a NATO od 2016 r. Należy podkreślić jednak, że jest to proces ciągły, który wciąż trwa. Główne obszary współpracy obejmują: bezpieczeństwo i ochronę cyberprzestrzeni, poszerzanie możliwości rozwoju dla przemysłu i badań, wysiłki na rzecz budowania solidniejszego wzajemnego partnerstwa, analizę i przeciwdziałanie zagrożeniom hybrydowym, kwestie bezpieczeństwa morskiego, walkę z terroryzmem, mobilność wojskową, pomoc dla obszarów dotkniętych konfliktami, utrzymanie pokoju i bezpieczeństwa państw członkowskich i stowarzyszonych.

17. Weitere Makrofinanzhilfe für die Ukraine (Aussprache)

President. – The next item is the report by Jarosław Wałęsa, on behalf of the Committee on International Trade, on the proposal for a decision of the European Parliament and of the Council providing further macro-financial assistance to Ukraine (COM(2018)0127 – C8-0108/2018 – 2018/0058(COD)) (A8-0183/2018).

Godelieve Quisthoudt-Rowohl, *deputising for the rapporteur*. – Madam President, I am speaking on behalf of rapporteur Jarosław Wałęsa, who is not able to be here due to family reasons (he is about to become a father, which is always I suppose a very happy thing). Macrofinancial assistance is an exceptional emergency mechanism aimed at addressing severe balance of payment difficulties in third countries. In other words, it is a financial instrument and its purpose is economic stabilisation.

This is the fourth time that the Commission proposes macrofinancial assistance (MFA) for Ukraine since the beginning of the war in 2014. This time, the Commission proposes EUR 1 billion to be dispersed as medium- and long-term loans. The assistance is also intended to trigger reforms in Ukraine, which is done by agreeing with the Ukrainian authorities a Memorandum of Understanding. This Memorandum sets out the supporting policy measures which are conditional for the disbursements of the funds.

In that context, I would like to highlight three key elements. First, the worsening conflict and casualties in the east of Ukraine and all the many socio-economic consequences of this aggression. Second, the economic recovery, which remains fragile. Third, the reform process, which has been important but is not really steady until now. Hence, the need for support for these reforms in the context where many interests can play against, especially in pre-election years. That being said, to address any doubts that may arise during this debate, the MFA is not an unconditional support. There are firm conditions to ensure that this money will serve economic stabilisation and support the reforms.

It is very important to remind that the Commission cancelled the last tranche of the third MFA programme when some of Ukraine's commitments were not fulfilled. Therefore, it is crucial that the two unfulfilled anti-corruption measures will be part of the new conditions. If corruption is not addressed drastically, MFA funds should not be delivered to Ukraine.

A step in the right direction is the adoption of the law on the high anti-corruption court this last week. In addition, the newly adopted law was signed yesterday by the President of Ukraine. The rapporteur welcomes this news with great satisfaction: it means that Ukrainians take the commitment seriously.

I believe that our common goal is to help Ukraine, but it is true that we need to closely follow the situation. If we are serious about our goal, we cannot slow down the procedures. This means that the rapporteur does not support any amendments tabled to the plenary and recommends closing the file at first reading.

To end, I would like to underline once again that this report is just a legal base for the Commission to disburse the money, but they will do so only when Ukrainians manage to fulfil all the agreed and outstanding conditions. The rapporteur is very sure that the Commission will take this role actively and will pay great attention to political evolutions in Ukraine.

Valdis Dombrovskis, *Member of the Commission*. – Madam President, let me first thank the rapporteur, Mr Wałęsa, and the Committee on International Trade (INTA) for their work on this report. I would also like to thank the Committee on Foreign Affairs (AFET) for its valuable contribution to this debate.

The partnership between Ukraine and the EU has grown deeper and stronger. Today I am seeking your support to maintain this momentum through the adoption of a further proposal for macro-financial assistance (MFA). A look at the past MFA operation from 2014 shows how important this support is for Ukraine.

First, back in 2014, the MFA was a key EU instrument to provide immediate financial assistance to Ukraine in order to stabilise its economic and financial situation. Ukraine returned to economic recovery and growth in 2016 and 2017, after two years of steep recession. It is an important success story, not only for Ukraine, but also for the EU.

Second, the MFA has played a major role in supporting reforms in Ukraine and, in particular, in stabilising Ukraine's economy in the medium term. Through this programme, the EU has supported a broad range of anti-corruption reforms, including the establishment of the anti-corruption infrastructure, spearheaded by the National Anti-Corruption Bureau. Reforms to its energy and public procurement markets also helped to eliminate major sources of corruption. It has also helped Ukraine to improve its public finance management, to clean up its banking sector and to improve its business environment, for example, by automating VAT returns and reducing red tape.

However, despite its recovery, Ukraine's economic situation remains fragile. Russia's destabilising actions in eastern Ukraine continue, and the security situation remains tense. Ukraine is paying a high price. For example, its defence spending reached 5% of GDP last year, which otherwise could be used for the development of Ukraine. Ukraine's debt repayment obligations will increase substantially in 2018 and 2019, putting a very heavy burden on the state budget. We cannot afford to let Ukraine fail. Therefore, the new MFA operation is necessary, along with other international support, in particular from the International Monetary Fund.

Having stressed the importance of this MFA proposal, let me add a clear message on the reforms in Ukraine. As always, this MFA proposal is strictly linked to reform conditions. Due to delays with the implementation of agreed anti-corruption reforms, the Commission cancelled the last disbursement under MFA III in January 2018. In order to give a clear political signal to the Ukrainian authorities that the newly proposed MFA operation will also be subject to state conditionality, Parliament, the Council and the Commission have agreed – on Parliament's initiative – to attach a joint statement to the legislative decision. I am convinced that this joint statement adequately addresses the key concerns of MEPs voiced in the committee process.

First, the joint statement recalls that the political preconditions of the MFA require Ukraine to respect democratic mechanisms, including a multi-party system, the rule of law and human rights under the scrutiny of the Commission and the European External Action Service. Second, the statement makes clear that the fight against corruption will be at the heart of the policy conditions of the memorandum of understanding to be agreed between EU and Ukraine for this MFA operation. Related issues, like money laundering and tax evasion, will also be taken into account for the conditionality of this operation. Specifically, the unmet anti-corruption conditions from the previous MFA operation should be implemented. These conditions were the establishment of the verification system for asset declarations and verification of companies' beneficial ownership data.

Further MFA assistance will be conditional on progress in setting up a well-functioning anti-corruption court. Importantly, last week the Ukrainian Parliament adopted the law on the high anti-corruption court by 315 votes. That is 88 votes more than needed for a majority. Yesterday, the law was signed by the President of Ukraine. Let me also say that, behind that, Commissioner Hahn and I have raised the issue of abolishing the obligation of e-declarations on anti-corruption activists. This remains an urgent issue to be addressed, just like the reform of the Central Election Commission.

We are at a crucial point in time in Ukraine, with the expiry of the IMF programme in March 2019 and presidential and parliamentary elections also looming next year. The window of opportunity for reforms may be closing as the election approaches, so it is important to get this MFA programme up and running in the shortest possible time. If we delay or turn our backs on Ukraine, the risk of reform reversals would be high. So I hope that we will have your full support going forward.

Michael Gahler, *rapporteur for the opinion of the Committee on Foreign Affairs*. – Thank you very much, Madam President, dear Commissioner and dear rapporteur. I am very grateful that we are where we are now. Indeed, Ukraine needs this support and it deserves this support, and it is very appropriate to have this next programme now.

As the Commissioner and the rapporteur outlined, we have attached conditions to it, and rightly so, because it is about the people in the country that expect their politicians to deliver, in particular as regards the fight against corruption. This endemic, systemic problem needs to be addressed, and I hope that, by the end of this legislature in March next year, we will see the Court working to address major violations of the rule of law in the area of corruption.

As Committee on Foreign Affairs (AFET), we were perhaps more ambitious than the Committee on International Trade (INTA). We wanted to attach real political conditions, namely the court, the abolition of e-declarations for NGO activists and the reform of the central and the other election commissions. I am grateful to the Commissioner that you – although it is not included in the joint declaration – explicitly referred to that, because that is what it is also about. We need to be very clear in this regard.

I was grateful that the President of the Parliament, when I was in Kyiv on Saturday and we were sitting together on the panel, showed me his fresh signature on this very law. He promised that he would go to the President and see to it that the President initiated the implementing law, which is still required. The Verkhovna Rada should then vote on the implementing law in the following week. We are looking forward to seeing that, and that is what we can expect.

Sandra Kalniete, *on behalf of the PPE Group*. – Madam President, our decision on the macro-financial assistance to Ukraine is a message of strong continued support for a democratic and European Ukraine. It is a message to the people of Ukraine, to its government and also to Russia.

I admire the Ukrainian civil society that has been the driving force behind many reforms in Ukraine. I commend the women and men in Ukraine's public service who work hard on implementing these reforms. I encourage all the Ukrainian politicians to follow through on their promises to fight and prevent corruption. The Ukrainian people expect it and their patience is wearing thin. Work hard not to repeat the mistakes of the past. I would also like to send a message to Russia that building a democratic, strong and independent Ukraine remains our strategic objective.

Aleksander Gabelic, *för S&D-gruppen*. – Fru talman! Kommissionsär Dombrovskis! Först vill jag tacka mina kollegor som arbetat med det här förslaget. Ukraina är en viktig granne. Det är därför av största betydelse att EU fortsätter att stödja landets utveckling åt rätt håll. Särskilt i tider av oro är det extra viktigt att vi inte ger upp. Vi kan inte överge de reformvänliga krafterna och det viktiga civilsamhället i Ukraina.

Ända sedan vi började arbeta i Europaparlamentets handelsutskott har jag varit mycket tydlig med att kommissionen inte kan förvänta sig att vi per automatik godkänner dess förslag. Vi måste ges tid att granska och debattera förslaget. Vi måste få göra vårt jobb som medlagstiftare. Vi vill därför vara lika tydliga i dag gentemot både kommissionen och Ukraina om vad som krävs för att det här makroekonomiska stödet ska göra faktisk skillnad till det bättre för hela samhället och inte bara några få.

De överenskomna villkoren om att bekämpa korruptionen måste vara omfattande och tydliga. En särskild domstol mot korruption har nyss godkänts av Ukrainas parlament, men nu måste den komma på plats och faktiskt fungera i praktiken. De överenskomna villkoren måste också främja en hållbar och socialt ansvarsfull utveckling, som skapar sysselsättning, bidrar till ökad jämlikhet och minskar fattigdomen.

Efter mycket diskussion i både handels- och utrikesutskottet tycker vi att vi har lyckats hitta en god kompromiss och en förstärkt position genom ett tydligt och starkt gemensamt uttalande från alla tre institutionerna. Nu förväntar vi oss att kommissionen och rådet fortsätter stå helt och fullt bakom vårt gemensamma uttalande. Vi förväntar oss att kommissionen fortlöpande rapporterar om det makroekonomiska stödet och uppfyllandet av villkoren. Vi förväntar oss också att kommissionen presenterar samförståndsavtalet snarast.

Petras Auštrevičius, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, I certainly welcome today's deliberations and the good speed with which we are moving towards the adoption of a new package of macrofinancial assistance to Ukraine. Let me say from the outset: the proposal on the table, as adopted by the leading committee (Committee on International Trade, INTA), is a very balanced step forward.

Just to look back a little bit: in my view, the conditions set for the previous MFA package – 21 policy measures in total – were far too many and too complicated. In all fairness, it was also the EU's mistake that the last MFA instalment to Ukraine was refused even though 17 conditions had been fulfilled. This time we are given proof: Ukraine is able to deliver once it receives clear-cut signals and expectations from our side.

Establishment of the High Anti-Corruption Court is with no doubt a very meaningful step in the creation of a future and European Ukraine. I would like to stress very clearly that, even though we are right to expect many more things to be accomplished by Ukraine on its European path, we cannot deny the truth. And the truth is that it is precisely Ukraine which is setting an example for the whole world on how a country which is in a state of war is able to progress with reforms and great transformation. Yes, implementation is that important, but there is always a stage of adoption beforehand. Let me mention just a few more acts of legislation recently approved by the Verkhovna Rada: the law on pension reform, the law on healthcare and the law on education. These are the facts.

I wish to conclude by saying that clear-cut responsibilities also remain with us, the EU: the EU's policies and conditions must be tailored in such a way that eventually help to protect Ukraine's independence and do not jeopardise the socio-economic life of its people.

Puhetta johti HEIDI HAUTALA

varapuhemies

Rebecca Harms, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Frau Präsidentin! Ich möchte mich in dieser Debatte bei meinen Kollegen Rosati, Gahler und Auštrevičius bedanken. Wir sind im letzten Jahr immer wieder zusammengekommen – in Kiew und in Brüssel. Wir haben die Vertreter der Antikorruptionsinitiativen AntAC und Transparency Ukraine getroffen. Wir haben unsere Kollegen Hrojsman, Klympusch, Marija Ionowa, Herrn Parubij und viele andere Kollegen aus der Werchowna Rada getroffen und um Schritte zur Korruptionsbekämpfung in der Ukraine regelrecht gerungen.

Die Entscheidung für die Schaffung eines Antikorruptions-Gerichtshofs ist eine Entscheidung, die in einer aktiv geführten Auseinandersetzung um eine bessere Zukunft der Ukraine getroffen worden ist. Und ich finde, dass diese Abstimmung in der Werchowna Rada wirklich ein Moment gewesen ist, den wir zusammen eigentlich feiern sollten. Ich wünschte, ich könnte hier ein Glas Champagner erheben.

Ich weiß, dass mit dieser Entscheidung nicht alles gewonnen ist. Ich weiß, dass diese Auseinandersetzung weitergeht. Die Erklärung von Herrn Dombrovskis und das aktive Engagement aller europäischen Botschafter und der EU-Botschaft und des IWF für die Reformen in der Ukraine mit den Ukrainern zusammen – das ist vielversprechend für eine erfolgreiche Reform in der Ukraine. Das wird nicht morgen zu Ende sein. Ich glaube, wir reden über einen Prozess, der über eine gesamte Generation gehen wird. Das Geld, das wir jetzt freigeben, ist gar nicht so wahnsinnig viel verglichen mit anderen Summen, die wir an andere Länder geben, auch innerhalb der EU, und das wird den Ukrainern helfen.

Helmut Scholz, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Frau Präsidentin, Herr Kommissar! Unsere Anträge, die Makrofinanzhilfe an die Ukraine direkt im Gesetz mit klaren Konditionen zu belegen, wurden von Kommission, Rat und Berichterstatte mit der Begründung zurückgewiesen, dass die Zeit dränge. So hohe Summen im Eilverfahren zu beschließen, wird jedoch weder der Sache gerecht noch der Demokratie. Wohl nicht nur meiner Fraktion drängt sich der Verdacht auf, dass es sich bei dieser Eilentscheidung genau zu diesem Zeitpunkt auch um einen sehr teuren Akt der Wahlkampfhilfe für die Regierung Poroschenko handelt.

Ich respektiere jedoch, dass Sie in dieser Situation sogar bereit waren, wichtige Forderungen, auch der Linken, zu akzeptieren, Herr Dombrovskis. Sie haben sich schriftlich verpflichtet, dass die mit der Auszahlung verbundenen Auflagen den sozialen Zusammenhalt in der Gesellschaft der Ukraine nicht gefährden. Neben ökonomischen und fiskalischen Auflagen wurde Armutsbekämpfung nun erstmals zum Ziel erhoben. Die EU-Kommission wird über die sozialen Auswirkungen der Politiken berichten müssen und – ich ergänze – auch über die Umsetzung dieser Politiken und der vielen Gesetze, die jetzt schon genannt wurden.

Spätestens hier wird klar: Wir sprechen auch über einen politischen Schritt, der weit über die Bedeutung einer Vorwahl-Situation in der Ukraine hinausgeht – auch wenn wir über die überfällige Installierung des Antikorruptionsgerichts und der Bekämpfung der endemischen Korruption sprechen.

Beweisen Sie es jetzt in der Praxis! Der IWF fordert, Energiepreise nun völlig den Marktmechanismen zu überlassen. Für alle Haushalte würde das Heizen noch einmal um vierzig Prozent teurer werden. Fragen Sie Kommissar Hahn: Ein kalter Winter droht, und die Regierung befürchtet soziale Unruhen. Reden Sie dem IWF diese Forderung aus!

William (The Earl of) Dartmouth, *on behalf of the EFDD Group*. – Madam President, to start off with, let's address corruption in Ukraine. The finance minister for Ukraine was dismissed last week. The stated reason for the dismissal was disseminating false information. One has to ask: what was this? Very simply, the now ex-finance minister revealed, exposed, spilt the beans on corruption in Ukraine.

Hopefully, everyone here will agree that we must not condone – let alone be fellow travellers to – corruption. Indeed, we must actively oppose it. Transparency International is a globally respected organisation, especially on anti-corruption. On its criteria, Ukraine is categorised as the second most corrupt country on the entire European continent. To put it another way: Ukraine rates even worse for corruption than the gangster-influenced regimes of Albania and Kosovo. Ukraine has delayed and delayed over and over again the establishment of an anti-corruption court. Vote or no vote, let us see how long it is before the president implements that vote. Worse, campaigners against corruption have been intimidated and, in some cases, imprisoned. To provide an example: on 15 March this year, one Nadia Savchenko testified on the corruption in the office of the President of Ukraine. One week later, Ms Savchenko was placed under arrest and charged with terrorism offenses. The same president had previously awarded Ms Savchenko Ukraine's highest honour for bravery against terrorists.

These practices must be deemed to be unacceptable. Every informed person – and that has to include the EU embassy in Ukraine, and therefore the Commissioner – knows about the appalling level of corruption in Ukraine. The sacking of the finance minister last week for opposing corruption should have caused the alarm bells to ring. Instead, the considered response of the Ukraine groupies in the Commission and, regrettably, in this Parliament (and there are many honourable exceptions) is simply to hand out to Ukraine – without question, without adequate audits, and without enough consideration – these very large sums of money, all paid for by the taxpayer. What we are discussing this evening with such rapidity is over EUR 1 billion. By comparison, the International Monetary Fund (IMF) is holding back on its assistance programmes to Ukraine, precisely because of well-founded concerns on corruption. On the objective criteria of the IMF, Ukraine does not pass muster as a worthy recipient of large-scale funds. The EU should follow the same course as the IMF: these payments should not be made.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Rebecca Harms (Verts/ALE), *blue-card question*. – Could you name one other single country which gets macrofinancial assistance, is fighting corruption and has created independent institutions such as a national anti-corruption office and is preparing its own high anti-corruption court? And could you please also tell me what, in London, you are supporting as measures in the city against the international money-laundering systems?

William (The Earl of) Dartmouth (EFDD), *blue-card answer*. – I'll just deal with Ukraine, and not the City of London. What Ukraine is doing is too little, too late – it's not enough. These funds should be held back. I would point you again – if I may presume to do so – to the example of the IMF: that is the view that the IMF has taken. I strongly recommend that the EU and the Commission do the self-same thing. And thank you very much for your interruption.

France Jamet, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, oui, vous avez raison M. Dartmouth! La situation en Ukraine, Mesdames et Messieurs, empire de jour en jour. La guerre du Donbass, la corruption – l'Ukraine occupe la 131^e place sur 176 à travers le monde en matière de corruption –, déni de démocratie, liberté de la presse bafouée, criminalité en hausse, y compris jusqu'au sommet de l'État; et souvenons-nous de l'affaire Babtchenko.

Non, le régime de Kiev, Madame, ne fait aucun effort et vous le savez! Nous ne voyons dans cette énième assistance macrofinancière que l'expression d'une farouche volonté de la part de Bruxelles de maintenir des tensions avec la Russie.

Mais au-delà de cette forme d'interventionnisme de la Commission à l'égard de l'Ukraine, je dénonce ici l'intention de la Commission de profiter de la situation pour accroître ses compétences et réduire ainsi le rôle de notre Parlement à celui d'une simple chambre d'enregistrement.

Enfin, Madame le Président, chers collègues, ces sommes importantes seraient bien mieux employées à soutenir nos agriculteurs pris en otage depuis 2014 à la suite des sanctions prises contre la Russie et qui paient aujourd'hui le prix fort de choix politiques ubuesques et désastreux auxquels nous sommes fermement opposés.

Dariusz Rosati (PPE). – Madam President, first of all, I would call on this House to approve the macrofinancial assistance for Ukraine tomorrow. Ukraine has made a lot of effort and has taken a lot of important steps in order to fight corruption. I very much share the concerns that have been raised by a number of colleagues here. This is not work which has been completed; this is a work in progress. But the progress has been substantial. Just a few days ago, Ukraine established an independent anti-corruption court, which had been the key pre-condition for the release of macrofinancial assistance.

Of course, there is still a lot to be done. We want Ukraine to exempt NGOs from the e-declaration obligation, and this has been promised and is under execution. We want anti-corruption court legislation to be implemented by the president, and we have had a promise that it will be done as soon as possible – within the next few days. If we don't take the decision right now, the whole thing may be postponed by several months. So I would kindly request colleagues to support this motion and open this possibility of financing to Ukraine.

Tonino Picula (S&D). – Gospodo predsjedavajuća, zahvaljujem izvijestiteljima na predstavljenim stajalištima i svima koji su pregovarali o tekstu zajedničke izjave. U proljeće 2014., Ukrajina je započela s provedbom programa reformi kako bi stabilizirala gospodarstvo i poboljšala životne uvjete građana. Ukrajina i Unija zajednički su utvrdili program reformi, poznati su podaci o prethodnim isplatama, kao i problemi s isplatom posljednje runde pomoći zbog neispunjavanja svih kriterija. To uključuje antikorupcijske reforme i transparentno trošenje dodijeljenog novca. Ti su uvjeti opravdani, ali potrebno je pozdraviti postignute rezultate u nepromijenjeno teškoj političkoj situaciji u Ukrajini, koja kao da tone na listi vanjskopolitičkih prioriteta uslijed pojave nekih novih kriza.

Pozdravljam usvajanje Zakona o antikorupcijskom sudu kao važan iskorak u traženim reformama za dobrobit građana Ukrajine, stoga sutra trebamo glasovati bez potrebe da usvojeni tekst nadograđujemo dodatnim elementima, koji bi otvorili međuinstitucionalne procese i dodatno odgodili isplatu. Međutim, podržavam i nastavak praćenja provedbe reformi, osobito kada je u pitanju ispunjavanje uvjeta povezanih s prošlim i budućim programima makrofinancijske pomoći. Radi se o jačanju neovisnog pravosuđa, sposobnog za učinkovitu borbu protiv korupcije te jamčenju poštovanja ljudskih prava, što treba biti sadržaj posebnog memoranduma o razumijevanju s Ukrajinom.

Makrofinancijska pomoć pomogla bi gospodarskoj stabilizaciji i strukturnim reformama u Ukrajini, našoj važnoj susjedi, zbog čega podržavam novu isplatu.

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, io sono una terrorista internazionale. Ovviamente non lo sono realmente, lo sono per il regime di Poroshenko, che mi ha accusato di terrorismo internazionale per essermi recata in Donbass insieme alla carovana antifascista a portare solidarietà e generi di prima necessità alle popolazioni che stanno subendo una guerra.

Io mi sono davvero stupita che questo Parlamento stia prendendo in considerazione di sostenere questa quarta tranche, perché parliamo di un governo non solo corrotto, di un governo appoggiato da forze neonaziste, di un governo che nega i più elementari diritti umani, che uccide i giornalisti, e stiamo sostenendo un colpo di Stato, come quello dell'Euro-aidan, soltanto perché è filo-Unione europea. Stiamo sostenendo un governo che viola i diritti umani, viola gli accordi di Minsk.

Io credo che, se si vuole davvero costruire un'Europa antifascista, bisognerebbe smettere di finanziare regimi come quello di Poroshenko e sostenere invece opere e azioni politiche come quelle delle carovane antifasciste, che personalmente ringrazio.

Eduard Kukan (PPE). – Madam President, I support macroeconomic assistance, and I am glad that we are going to extend our help to Ukraine. This assistance should help Ukraine to balance part of its external financing needs for late 2018 and early 2019. It is therefore important that we could agree on sending the assistance at the right time. This, however, does not mean that Ukraine has already finished with the reform agenda. We should closely follow developments and, if necessary, put pressure on the Ukraine authorities to timely implement the agreed reforms.

I think that Ukraine has made progress in its transition from an oligarchic to a more Western, liberal, democratic system. Those of us who come from behind the Iron Curtain know that there is no easy way to do it. Ukraine has enormous potential to modernise and become a leader in the reforms. It is in our interests to support it in this difficult transition.

Laima Liucija Andrikienė (PPE). – Nepaisant besitęsiančios Rusijos agresijos prieš Ukrainą, praėjusią savaitę įveiktas sunkus etapas. Ukrainos parlamentas priėmė įstatymą dėl antikorupcinio Teismo įsteigimo. Tai labai svarbus ir ilgai lauktas sprendimas. Ukrainos valstybė vykdo savo išpareigojimus, ir jai tenka veikti labai sunkiomis sąlygomis, kai beveik kasdien žūsta kariai ir civiliai, kai dalis valstybės teritorijos, Krymas yra okupuotas. Galime pasidžiaugti, kad mes ir Ukraina turime Asociacijos ir Laisvosios prekybos susitarimus bei bevizį režimą. Kita vertus, yra daugybė būtinų reformų, kurias Ukraina turi įgyvendinti. Situacija yra sudėtinga, todėl mūsų vertinimai turi būti ypatingai objektyvūs. Dėl to palaikau Komisijos pasiūlymą suteikti naują vieno milijardo eurų vertės makrofinansinę paramą Ukrainai. Ši finansinė parama padės Ukrainai žengti pirmyn, vykdyti reikalingas reformas, stabilizuoti ekonomiką ir vykdyti struktūrines reformas.

Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Pani Przewodnicząca! Państwa Partnerstwa Wschodniego oczekują od nas, po pierwsze, zainteresowania, po drugie, środków finansowych, czyli wsparcia, ale po trzecie, dzielenia się także własnymi doświadczeniami, praktyką. Stawianie warunków Ukrainie to dobry pomysł, przede wszystkim dlatego, aby środki finansowe – krótko mówiąc – nie były zmarnowane. Skoro jednak stawiamy warunki, wyznaczamy określone progi, przekazujemy sugestie dotyczące określonych rozwiązań, to te środki, które obiecaliśmy, koniec końców do tej Ukrainy powinny trafić. Powinniśmy pamiętać, że wschodnia granica Parlamentu Europejskiego Unii Europejskiej to właśnie Ukraina, Białoruś, to także Mołdawia. To także zainteresowania tymi państwami od strony ich kondycji gospodarczej, kondycji politycznej, kondycji także społeczno-politycznej. Bądźmy cały czas, z jednej strony cierpliwi, z drugiej strony – konsekwentni, ale pamiętajmy o tym, że bez tej pomocy Ukraina zostanie skazana wyłącznie na kontakty ze Wschodem.

(Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot päättyvät)

Tunne Kelam (PPE). – Madam President, macrofinancial assistance (MFA) is important for Ukraine, not only to cover its additional financial needs, but also to provide incentives for speeding up the nation's reform efforts.

We now look forward to the signing of the Memorandum of Understanding next month. The EU is standing, and continues to stand, with the Ukrainian nation and Government. By adopting last Thursday the benchmark law on a special independent court for addressing corruption, a significant step was made. However, the eternally crucial issue remains: that of the implementation. We expect an informal but radical and determined effort by the rule of law establishment to enter into the space of shady business and to take accountability of all those who distort law and justice in their own or in their group's interests.

At the same time, Putin's regime will do everything to compromise the newly opened path to transparency justice. Only by taking real control of corruption can Russian aggression and intervention be credibly depleted.

Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot

Julie Ward (S&D). – Madam President, EU macrofinancial assistance should, of course, support Ukraine's commitment to values shared with the Union, including democracy, the rule of law, good governance, respect for human rights, sustainable development and poverty reduction. As we know, this step change requires a strong civil society. So, as a long-standing friend of Ukraine, I wish to put on record that one of the things we must do is to guard against the continuation of an old boys' club. The women and youth of Ukraine are immensely talented: full of ideas and energy, and ready to step up to make the changes that are required in a 21st-century modern democracy. But such a transformation requires men to step aside and to understand that, when women take a seat at the table, everyone wins.

Mark Demesmaeker (ECR). – Het leek wel de processie van Echternach, maar na twee jaar tegensputteren krijgt Oekraïne eindelijk een anti-corruptiehof. Dit is het noodzakelijke sluitstuk in de strijd tegen de endemische plaag van corruptie en een noodzakelijke voorwaarde voor nieuwe Europese macrofinanciële bijstand, die we dan ook voluit steunen. De bevolking en het maatschappelijk middenveld in Oekraïne steunen die strijd tegen de corruptie. Het Oekraïense volk heeft daarvoor overigens zeer zware offers gebracht tijdens de Euromaidan-revolutie.

Vandaar dat het mij blijft verbazen dat Kiev, met de huidige leiders aan het stuur, zo vaak het gaspedaal indrukt en tegelijk de handrem optrekt. Op die manier blijven hervormingen al te vaak haperen, verwateren ze en kon de strijd tegen corruptie tot nu toe niet echt overtuigen. De oprichting van het anti-corruptiehof, met onafhankelijke rechters, is een stap in de goede richting. We moeten de concrete implementatie goed opvolgen, net als de hele hervormingsagenda. Die zal bijvoorbeeld ook moeten leiden tot een modernere en democratischer kieswet en een operationele rechtsstaat.

Czesław Adam Siekierski (PPE). – Pani Przewodnicząca! Szanowni Państwo! Debateremy dziś o pomocy makroekonomicznej dla Ukrainy. I nie ma wątpliwości, że bez wsparcia ze strony Unii ten kraj nie poradzi sobie z reformami. Jednakże jako przewodniczący Komisji Rolnictwa nie mogę nie odnieść się do kwestii nadużyć ze strony ukraińskiej, do jakich dochodzi w ramach umowy o wolnym handlu, o czym zaalarmowali mnie unijni producenci drobiu. Chodzi o import pewnych części kurczaka, które nie mieszczą się w kategoriach określonych w umowie handlowej. W rezultacie ukraińscy importerzy obchodzą postanowienia umowy i ustanowione tam kontyngenty na produkty wrażliwe i bezcłowo wwożą na teren Unii duże ilości niestandardowych wyrobów drobiowych, które po nieznacznym przetworzeniu na terenie Unii sprzedawane są jako tradycyjne produkty. Biorąc pod uwagę dużo niższe koszty produkcji, niższe standardy na Ukrainie, import ten poważnie zagraża unijnej branży drobiarskiej. Komisja Europejska poinformowała nas ostatnio, że zna sprawę i próbuje jej zaradzić, lecz mamy obawy, czy unijni producenci przetrwają do czasu uregulowania tej kwestii.

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já bych chtěl na úvod říci, že Ukrajina je tak trochu naše černé svědomí. Připomeňme si Budapešťské memorandum uzavřené v roce 1994, které garantovalo právě pod patronací i např. Velké Británie, USA, územní svrchovanost a nezávislost Ukrajiny. Protože jsme nemohli Ukrajině pomoci vojensky, tak musíme pomáhat alespoň tedy finančními nástroji a dalšími pomocemi právě pro Ukrajinu.

Nezávislý protikorupční soud, který byl zřízen před několika dny, je důkazem toho, že Ukrajina přeci jen postupuje v reformách, i když ten postup by měl být nepochybně razantnější. Je třeba udělat vše, nejde pouze samozřejmě jen o reformy, ale jde i o otázky osob, které plní určitou úlohu.

Já vnímám pokrok, ke kterému na Ukrajině dochází, byť bych i já přivítal razantnější postup. Myslím si, že Ukrajina potřebuje naši pomoc a já rád podpořím tento návrh usnesení.

(Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot päättyvät)

Valdis Dombrovskis, *Vice-President of the Commission*. – Madam President, I would like to thank you for the rich debate and for the support expressed to the Commission's proposal to grant further macro-financial assistance to Ukraine. The Commission shares many of the concerns expressed here today about Ukraine and its reform path. Ukraine has made a lot of progress, but progress has also been uneven across areas, and a lot remains to be done in order to make reforms irreversible. This is precisely why the MFA is so important. It is an instrument for the EU to support reform-minded forces in Ukraine and to continue to exercise EU leverage so that the still strong vested interests can be overcome.

As I said during my opening remarks, if we turn our back on Ukraine, the risk of reform reversals could be high, and a lot of the achievements that Ukraine has without doubt made since 2014 would be at risk. Our message to Ukraine through this decision and the joint statement is crystal clear: solidarity goes hand in hand with a call for taking forward the reform drive with renewed vigour. One cannot go without the other. The EU committed to stand with the people of Ukraine. We cannot let Ukraine down and we cannot allow Ukraine to fail. Therefore, I count on your support tomorrow for the decision to grant further macro-financial assistance to Ukraine without further amendments.

Laima Liucija Andrikiienė, *deputising for the rapporteur*. – Madam President, on behalf of our rapporteur, Jarosław Wałęsa, who is absent today for family reasons, I would like to thank all colleagues who participated in the debate tonight and also to thank Commissioner Dombrovskis for his statement on behalf of the Commission and for his work.

We will be voting on this file tomorrow, and I hope that Parliament will express its strong support and will give its consent to further macro-financial assistance to Ukraine.

Puhemies. – Keskustelu on päättynyt.

Äänestys toimitetaan keskiviikkona 13. kesäkuuta 2018.

Kirjalliset lausumat (työjärjestyksen 162 artikla)

Artis Pabriks (PPE), *rakstiski*. – Uzskatu, ka Eiropas Komisijas priekšlikums piešķirt Ukrainai makrofinansālo palīdzību, lai samazinātu Ukrainas šā brīža finansiālo ievainojamību, ir viennozīmīgi atbalstāms. Vēl jo vairāk — šis aizdevums viena miljarda eiro apmērā tiek piešķirts ar stingriem nosacījumiem, kā arī tas ir tiešā veidā atkarīgs no reformu īstenošanas Ukrainā, kas cita starpā sevī ietver korupcijas mazināšanu un īpašās pretkorupcijas tiesas izveidi, tādējādi Ukrainai sniedzot neaizvietojamu atbalstu ceļā uz valsts ekonomisko un demokrātisko stabilitāti. Latvija vienmēr ir atbalstījusi Ukrainu, jo Eiropas Dienvidaustrumu stabilizēšanās veicina arī Latvijas drošību, tāpēc tas ir arī mūsu valsts stratēģiskajās interesēs. Diemžēl vakar 11. jūnija Normandijas grupas sarunas Berlīnē, kurās piedalījās Vācijas, Francijas, Krievijas un Ukrainas ministri, lai runātu par iespējamo miera procesu Ukrainā, nevainagojās ar atzīstamu progresu. Tomēr arī gadījumā, ja Minskas līgums tiktu ievērots, tas nesniegtu tūlītēju stabilitāti. Tādēļ Eiropas Savienībai ir jāturpina atbalstīt Ukrainu ne tikai finansiāli, bet arī — kas ir ne mazāk svarīgi — politiski. Mēs nekādā gadījumā nedrīkstam padoties, un ir jāapzinās, ka līdz situācijas atrisinājumam vēl ir tāls ceļš ejams.

18. Cyberabwehr (Aussprache)

Puhemies. – Esityslistalla on seuraavana keskustelu Urmas Paetin ulkoasiainvaliokunnan puolesta laatimasta mietinnöstä kyberpuolustuksesta 2018/2004(INI) (A8-0189/2018).

Urmas Paet, *Rapporteur*. – Madam President, dear colleagues, cybersecurity has fast become an indivisible part of global affairs. Cybersecurity threats are real, they can be very damaging and may bring about lethal consequences.

One can only imagine the effects of a successful cyber-attack on a nuclear plant, on an air traffic control facility or on a hospital. EU Member States are often subject to cyber-attacks by either state or non-state actors for political, economic or security purposes, including attacks on critical infrastructure, cyber-espionage and disinformation campaigns.

Therefore, urgent reinforcement and development of European offensive and defensive capabilities is needed. We need to build up and improve our cyber-deterrents and defence if we are to truly modernise European defence.

While cyber-defence remains the core competence of the Member States, nevertheless, due to the borderless nature of cyberspace, it is not possible for any one state alone to tackle the threats and challenges.

Member States must cooperate closely and this is where the EU can be of help. The EU can provide a platform for European cooperation and ensure that the new endeavours are closely coordinated at an international level and within the transatlantic security architecture.

As we have all seen, with the development of the European defence policy over the last few years, so too has the cyber-defence domain been developing. PESCO and the European Defence Fund are the latest initiatives with the necessary scope to facilitate co-operative projects in the cyber domain.

We have a huge deficit of cyber-defence specialists. While there are already some initiatives in this field that need continued support, like the Military Erasmus programme and some others, we see the need to do more.

It is important to increase the availability of virtual cyber-defence training. We need to create wide-ranging technical platforms and establish a community of EU experts to develop a platform to facilitate the pooling and sharing of training and exercises.

In 2016, at the NATO Summit cyberspace was recognised as an operational domain, together with land, air and sea. This was a big step at the time. We need to broaden cooperation with NATO in cyber-defence by increasing operational cooperation and coordination and expanding capacity-building efforts, intensifying joint training for staff, building trust and conducting joint exercises. Like-minded strategic partners should also be taken into account.

As regards international norms and rules, I am glad that the UN Group of Governmental Experts would agree on some of the concepts concerning cyberspace. It was agreed that international law applies and should be enforced in cyberspace. However, it is necessary for the EU to assume a leading role in the ongoing and future debates on international norms in cyberspace.

On civilian-military cooperation, again trust is a key issue. This needs to be developed further between companies and defence and civilian end-users. Also, private companies have a great role in preventing, detecting, containing and responding to cyber-security incidents, as well as in stimulating innovation. It is therefore also imperative that there is more cooperation with the private sector.

So in conclusion, we need to continuously update European cyber-defence capabilities. We need more cooperation at the level of Member States, the EU, NATO and other like-minded countries by building trust, training more experts, having more joint exercises and improving accountability. The next attack might create far more damage than we have seen so far.

Julian King, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy.* – Madam President, honourable Members, thank you on behalf of the Commission and the High Representative. I would like to thank the rapporteur, Mr Paet, for today's report and the light he is shining on this very important subject. In recent years, as he said, the cyber-threat landscape has changed dramatically, underlining the need for a strategic approach to cyber-threats and challenges. That includes the need to look at the defence dimension.

The best way we have to face such a rapidly evolving series of challenges is to join forces and to mobilise all the resources we have. To protect our cyberspace we need better capabilities, more research, more training and exercises on how to respond to eventual attacks, and in the last few months and years I'm glad to say we have joined forces across the institutions – the European Commission and Member States, the External Action Service and the European Defence Agency – all in close coordination with our partners at NATO.

The report we are discussing today provides an excellent strategic vision and puts forward a series of very realistic recommendations. The report will help further reinforce our ongoing efforts to support Member States' capability development for cyber-defence and deterrence. Cyber-defence of CSDP missions and operations, cyber-defence education and training, international norms applicable to cyberspace, civil military cooperation, public-private partnerships and EU NATO cyber-cooperation.

We are working to build the EU's resilience to cyber-attacks, provide for better defence capabilities and to build a credible cyber-deterrence. Indeed, these were the key elements of the Commission's cyber package brought forward in September last year.

In taking this work forward, we need to remember that most cyber-infrastructure is in civilian hands, so an important part of strengthening our cyber-resilience – making ourselves harder to attack – involves strengthening civil cooperation, which is why we proposed transforming ENISA into an EU cybersecurity agency and developing an EU-wide certification framework for cybersecurity. We also need to send a clear message to those who wish to cause us harm, and in this regard we welcome the reference in the report to Europol's role in coordinating the law enforcement response to cyber-threats. I'd also like to draw your attention to the recent Commission proposals for facilitating access to e-evidence.

But we also identified the need to further invest in the development of dual use cyber-technologies and cyber-skills. Earlier this year, the European Defence Agency, led by the High Representative, set up an EU cyber-defence, education and training exercise evaluation platform. It will help advance training and educational opportunities within the Member States to cover the full range of cyber-defence training. This initiative will also bring together civilian and military training needs. The EAS and the European Defence Agency have in fact been engaged with Member States for some years now to develop capabilities for cyber-defence. In March this year, they conducted a survey of the Member States on their cyber-defence requirements in order to update the EU cyber-defence policy framework. That survey showed that some Member States are already very advanced in terms of structures and doctrine and that all of our Member States have at least minimum cyber-protection capabilities in place and are building their national cyber-defence systems.

We've identified several areas where the EU could support these efforts further, such as investment in research and technology, providing training and education opportunities and facilitating civil-military cooperation. The funding through the European Defence Fund should be focused on delivering these capability priorities. Some Member States, as has been mentioned, have also agreed to invest together in cybersecurity through the new permanent structured cooperation on defence. Member States have set up to cyber-related PESCO projects. One of them focuses on the sharing of cyber-threat intelligence through a network platform with the objective to strengthen national cyber-defence capabilities, the second aims to set up cyber rapid response teams to respond together to cyber-attacks.

In order to strengthen cyber-deterrence, we continue to step up EU response to malicious cyber-activities and incursive cyber-operations in the framework for a joint EU diplomatic response to malicious cyber-activities. This sets out several EU measures to prevent and respond to cyber-attacks by state and non-state actors.

Mr Paet's report also highlights the role of international law and cyber norms in cyberspace. In this respect, we work closely with Member States to develop a strategic framework for conflict prevention and cyber-stability, promoting adherence to existing international law and implementation of cyber-norms and confidence-building measures are, and will remain, a centrepiece of our efforts.

Finally, we are working to deepen EU-NATO cooperation on cyber-defence, including against hybrid threats. You were talking about EU-NATO cooperation earlier today. We will continue to foster interoperability through coherent cyber-defence requirements and standards, to strengthen cooperation on training exercises, to harmonise training requirements and to mainstream cyber aspects into crisis management.

The report also makes some recommendations on institutional reinforcement, such as developing cyber aspects further in a white book for security and defence, to invest more in cyber-defence in the next MFF, to strengthen the EU Intelligence and Situation Centre and set up a new cyber-defence council.

I want to assure the rapporteur that we will consider all of these ideas very closely. Further investment in cyber-defence has already been highlighted in the current discussions on the next MFF.

In conclusion, we've made considerable progress in the past few years on this range of issues connected to cyber-defence. We will continue to work to strengthen Member States' capabilities and reinforce civ-mil synergies. We will continue to strengthen deterrence by bolstering our resilience and stepping up diplomatic responses to cyber-attacks.

Thank you again for focusing on this issue and I look forward to our discussion.

Antonio López-Istúriz White, *on behalf of the PPE Group*. – Madam President, I would like to thank the rapporteur, Urmas Paet, who has done some wonderful work.

Seamos claros, el mundo de hoy es muy diferente al de ayer, es más dinámico, tiene un ritmo acelerado. También lo son las amenazas, que son múltiples y están en constante cambio. No podemos ser ingenuos. Los ciudadanos de la Unión exigen que la Unión les proteja; una Unión que lucha por mantener un ciberespacio abierto, libre y seguro.

Resulta evidente que con la digitalización de nuestras economías y sociedades estamos expuestos a muchas más amenazas, y estos ataques tienen el potencial de alterar la vida cotidiana de los ciudadanos europeos, como hemos visto desgraciadamente ya en demasiadas ocasiones.

Fortalecer la cooperación y la coordinación en el ya denominado 'quinto dominio de la guerra' —el ciberespacio— es de suma importancia. La defensa cibernética puede y debe tratarse de una forma cooperativa, puesto que su ámbito operativo no tiene fronteras, ni nacionales ni de organización, y el trabajo conjunto resuelve ineficiencias y confiere credibilidad.

Me enorgullece el hecho de que, durante los últimos veinticinco años, mi partido, el Partido Popular Europeo, haya sido un líder en políticas de seguridad y defensa. Me alegro de que ahora se sumen a nuestras preocupaciones las demás fuerzas políticas.

Agradezco el apoyo a este esfuerzo institucional viable y realista que he propuesto y que se refleja en la figura de una autoridad cibernética de la Unión Europea, autoridad que coordinará las operaciones, generando confianza entre los Estados, sirviendo como punto de enlace entre las autoridades cibernéticas de los Estados miembros y colaborando estrechamente con la OTAN.

Insisto, los ciudadanos europeos exigimos una Unión que nos proteja, y este informe, que aprobaremos mañana, es una respuesta a esta demanda con propuestas reales y tangibles que contribuirán a lograr una Europa más segura.

Clare Moody, *on behalf of the S&D Group*. – Madam President, I wish to thank the rapporteur for his excellent report. It has been a pleasure to work with him and the other shadows on this serious issue. The report recognises that cyber-security and the defence of Europe's cyberspace is one of the most important challenges that we face now. It also emphasises that there needs to be an integrated policy response with cooperation between civilian, security and military stakeholders.

The threats we face are multiple, coming from individuals, criminal gangs and states. In the UK last year our health service was severely affected by a cyber-attack launched by North Korea. That was not the only state-sponsored attack which the EU has suffered. It is essential that Europe stand united against attacks such as WannaCry and NotPetya.

Cyber-attacks, whatever their source, do not respect national boundaries, making it all the more important to work together at an EU level. In the same week that the new European Defence Fund is launched, we want to see more invested in Europe's ability to defend itself. As the report makes clear, there needs to be more investment in cyber-expertise, emphasising the need for more experts in the cyber-defence domain and the facilitation of cooperation between existing experts. We also need to develop our capabilities to ensure better attribution of cyber-attacks, enabling a stronger coordinated response to those specific attacks that impact all of us across Europe. The EU should also fulfil the role it plays so well in other areas: namely, leading the development of international laws and standards in this field. Our job as parliamentarians is to build a safer, more secure, EU. I believe the recommendations in this report are fundamental to delivering that safety and security to our citizens.

Anna Elżbieta Fotyga, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, in the rapidly-growing digital world, Urmas Paet's report helps us in understanding the complexity of cyber-threats in peace and war and the somewhat blurred border between both at a time of hybrid threats, because 'cyber' is part of this – also in the division between civilians and the military and between private and public. We have to understand that many times, the targets of cyber-attacks are civilian institutions and civilian infrastructure. Therefore we need an international legal system tackling 'cyber' and also an international humanitarian system referring to 'cyber' if we consider the cyber-domain as an operational domain, as defined by NATO.

I welcome this report, but I stress once more the necessity to cooperate between like-minded countries and societies, because the problem is so complex. I welcome cooperation between the EU and NATO. Quite rightly, cyber is the flagship of this cooperation, starting from the Declaration at the Warsaw NATO Summit.

Marietje Schaake, *on behalf of the ALDE Group*. – Madam President, the challenge to ensure safety and security involves more and more technological components. We see attacks on critical infrastructure, electoral systems, and really matters of democracy and peace at stake. With this global phenomenon, it only makes sense that we engage in the defence of the global open internet and all its users at EU level, as an integral part of our foreign and defence policies. We must certainly avoid fragmentation of steps taken between Member States. We need resilience of our networks, safety of devices, but also ways to attribute attacks when they do take place. This does not happen often enough, and if the rule of law should have meaning online there must be consequences to attacks.

Let's also look at ourselves. The cybersecurity of the internet of things, the use of software vulnerabilities, and the Commissioner mentioned the development of dual use technologies, but we are still exporting harmful ones to dictatorships and that cannot help our cybersecurity. The EU should lead on the basis of values and aspire to achieve global norms here too.

Javier Couso Permuy, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora presidenta, las nuevas tecnologías de la comunicación han mostrado su lado oscuro, al servirse de *hackers* que son capaces de introducirse en los sistemas de competidores, de empresas o instituciones para espiarlos o sabotearlos. Se ha puesto de manifiesto, igualmente, la vulnerabilidad de los usuarios de redes de comunicación y redes sociales por parte de poderosas empresas de inteligencia o que transforman nuestros datos en negocio.

Como ejemplos recientes, están los casos de Facebook o las agencias de inteligencia, como la NSA, que roban y acumulan vulnerabilidades de día cero, manteniéndolas en secreto. Este informe no protege a los ciudadanos vulnerables, a los usuarios de las redes, contra las poderosas empresas o las agencias de inteligencia que roban nuestros datos para su control o sus negocios.

El Grupo GUE/NGL votará en contra de este informe porque apoya un mercado único para la ciberseguridad, promoviendo sinergias entre mercados civiles y militares; porque insta a los Estados miembros a utilizar el marco previsto por la cooperación estructurada permanente o el Fondo Europeo de Defensa; porque apoya la cooperación de la Unión Europea y la OTAN para la defensa informática; porque apoya las políticas de seguridad y restricciones de los derechos y las libertades de los ciudadanos de los Estados miembros de la Unión Europea, o porque defiende, para la ciberdefensa, la utilización de algunos instrumentos del marco financiero plurianual.

Tunne Kelam (PPE). – Madam President, Commissioner King's presence here is very much welcomed. Essentially, cyberspace comes down to trust and cooperation. Since the very beginning of debates on cyber issues we have been calling for deeper and wider cooperation among Member States and among the EU Institutions.

Furthermore, cybersecurity and cyber-defence have been mainstreamed into common foreign and security policy. We have been calling on this continuously and we call on it again. EU-NATO cyber-cooperation is crucial. A prime practical example of that cooperation was last year's strategic high-level exercise in Estonia with the participation of the NATO Secretary-General.

Lastly, may I make a personal call on cyber-hygiene. Everything comes down to the individual user. Cyber-hygiene is essential in every domain by people who deal with critical infrastructure and information, yet we do not even have cybersecurity training for European Parliament staff, not to mention students in schools.

Let me congratulate colleague Paet for continuing this work and for proving himself a true liberal by accepting practically all the amendments to this report.

Janusz Zemke (S&D). – Pani Przewodnicząca! Obywatele Unii oczekują, że Unia weźmie znacznie większą odpowiedzialność za wspólne bezpieczeństwo. I to znajduje wyraz w całym szeregu działań, jakie są podejmowane w ostatnich czasach. Warto przypomnieć tutaj o powstaniu PESCO. Warto przypomnieć o powołaniu funduszu obronnego, ale także o tym, że w planach na lata 2021-2027 przewiduje się aż 32 mld euro na wspólne bezpieczeństwo. Jest to przyrost o 28%. Wydaje mi się, że właśnie w tych wyższych kwotach mamy także szansę na to, żeby znaleźć znacznie większe środki na cyberobronę, bowiem dzisiaj są to zagrożenia, z którymi spotykamy się, każdego dnia. Ale przecież można łatwo przewidzieć, że będzie tych zagrożeń coraz więcej. Trzeba zatem także wydawać więcej pieniędzy na cyberbezpieczeństwo.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). – Pani Przewodnicząca! W jakimś sensie cyberwojna już trwa. Chcę zwrócić na to uwagę dlatego, że przyglądając się także tym zgłoszonym poprawkom – 338, o ile dobrze pamiętam – także w nich widać niezbyt korzystne dla walki z cyberatakami propozycje zapisów. Także w ramach dyskusji widać, jak bardzo mocno w tej przestrzeni informatycznej są wpisane rozmaite interesy, aby także w procesach legislacyjnych cyberbezpieczeństwo nie było do końca zapewnione. Martwi mnie to. Ale chcę podkreślić, że wszystkie elementy, które znalazły się w wypowiedzi Pana Komisarza, są tak dobrze zbudowane, że chętnie się pod nimi podpiszę. Ważne jest, aby nie tracić czasu. Ważne jest, aby nie tracić pieniędzy. Ważne jest także, aby nie lekceważyć sygnałów, które płyną w tej chwili przede wszystkim z prywatnego biznesu, dotyczącymi: inwigilacji, zagrożeń bezpieczeństwa danych, jak również bezpośredniego zagrożenia militarnego.

Arne Lietz (S&D). – Sehr geehrte Frau Präsidentin! Cybersicherheit kann nicht nationalstaatlich, sondern nur europäisch erfolgreich angegangen werden. Wenn wir den Cyberraum für unsere Bürgerinnen und Bürger sicher machen wollen, müssen die Mitgliedstaaten noch mehr Kooperationsbereitschaft zeigen. Ich begrüße deshalb das kürzlich erweiterte Mandat für die Europäische Agentur für Netz- und Informationssicherheit ENISA.

Gerade bei Cybersicherheit ist die Grenze zwischen militärisch und zivil oft fließend. Betroffen sind nicht nur öffentliche Institutionen wie Ministerien und Parlamente sowie das Militär, sondern auch zivile Einrichtungen wie beispielsweise die Stadtwerke und die Privatwirtschaft. Wir brauchen deshalb über diesen Bericht hinaus eine breitere, ressortübergreifende Diskussion zur Cybersicherheit. Dieses Thema kann nicht nur im verteidigungspolitischen Bereich abgedeckt werden, sondern gehört vor allem auch in die Innen-, Wirtschafts- und in die Justizpolitik. Auch der außenpolitische Diskurs und die Agenda der EU muss Cyberdiplomatie stärker verankern. Die EU sollte sich als treibende Kraft dafür einsetzen, dass internationale Normen für den Cyberraum entwickelt werden.

Jaromír Štětina (PPE). – Paní předsedající, Varšavská deklarace ze summitu NATO konaného v roce 2016 uznala kyberprostor jako operační okruh, ve kterém se musí NATO bránit tak účinně, jako se brání ve vzduchu, na zemi a na moři.

Kybernetický prostor nezná hranice, nepřátelské útoky mohou být politické, bezpečnostní nebo ekonomické. Jedná se o útoky na životně důležitou infrastrukturu, kybernetickou špionáž, hromadné sledování občanů EU, dezinformační kampaně, šíření škodlivého softwaru, omezování přístupu k internetu a fungování systému IT. Původci útoků jsou nejružnější státy – Rusko, Čína a Severní Korea – a i nestátní aktéři.

Evropská agentura pro kybernetickou bezpečnost ve své zprávě z roku 2017 říká, že existují neochvějně důkazy o útocích na demokracii a o kybernetické válce. Tyto činnosti ohrožují naši bezpečnost, veřejný pořádek, demokracii a naši strategickou autonomii. Odpovědí na závažné incidenty by měla být vždy společná reakce EU, včetně restriktivních opatření.

Caterina Chinnici (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la rivoluzione digitale ha reso più facile la nostra vita ma ci ha esposto a nuove minacce, quali cibercriminalità, terrorismo informatico e ciberattacchi provenienti talvolta addirittura dagli Stati.

A fronte dei gravi rischi collegati ai potenziali attacchi provenienti dal ciberspazio, seppure gli Stati membri rimangano responsabili della sicurezza nazionale, l'Unione europea deve sviluppare una politica comune e globale di ciberdifesa.

In tale ottica, il Centro per la lotta alla criminalità informatica di Europol dovrà essere potenziato per divenire un punto focale per lo scambio di informazioni fra agenzie governative che si occupano di cibercriminalità, oltre che per fornire assistenza agli Stati membri.

La Commissione poi dovrà adoperarsi per rafforzare i partenariati pubblico-privato, per creare sinergie e soluzioni innovative fra i mercati civili e militari e per rafforzare la ciberdifesa attraverso la cooperazione internazionale e con la NATO per una più efficace difesa dai nostri paesi.

Agustín Díaz de Mera García Consuegra (PPE). – Señora presidenta, si bien las competencias en ciberdefensa recaen en los Estados miembros, es necesario que exista cooperación y coordinación entre todos ellos. Hay que reconocer los avances a través de la Agencia Europea de Defensa y de la nueva cooperación estructurada permanente (CEP). Sin embargo, la cooperación entre interlocutores dista aún de ser organizada.

Las estructuras europeas, desde el EC3 de Europol al Equipo de Respuesta de Emergencia Informática, pasando por ENISA, aún débil, carecen de un sistema de cooperación robusto y necesitan mejoras importantes.

La cooperación Unión Europea-OTAN es fundamental. Los esfuerzos y conocimientos compartidos son necesarios para poder neutralizar los ataques —4 000 diarios en 2016—. Una mejora sustancial en las capacidades de ciberdefensa repercutiría en la autonomía de la Unión, fundamental para la Estrategia Global de Seguridad 2016. Además, permitiría reducir la dependencia de nuestros socios internacionales, como es el caso de los Estados Unidos.

Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot

Sirpa Pietikäinen (PPE). – Arvoisa puhemies, sekä komissio että muut EU-elimet ja parlamentti ovat tehneet erittäin hyvää työtä ja suunnitelmia kyberturvallisuuden parantamiseksi mutta – pahoin pelkään – enemmän tämän päivän ja eilisen uhkii mitoitettuna.

Kun otamme huomioon, että informaatioteknologia kehittyy eksponentiaalisesti eli noin viiden tai kymmenen kertomella ja tulee tosiasiallisesti meidän elämämme kaikille osa-alueille, informaatioyhteiskunnan johtamisessa, big datassa, ihmisten henkilötiedoissa, terveystiedossa, itseohjautuvissa autoissa ja muussa liikenteessä jne. on kysymys siitä, miten voimme ennakoida mahdollisia tulevia uhkia torjumatta silti tätä teknologiaa ja miten voimme paremmin myös ennalta varautua sekä tuplajärjestelmillä – rinnakkaisjärjestelmillä – että myös turvallisuusohjelmilla. Sitä varten mielestäni Euroopan unioni tarvitsisikin hyvin laajan ja hyvän kyberturvallisuuskeskuksen, jossa on sekä tutkimusta että ennakkointia.

Julie Ward (S&D). – Madam President, the internet should be a force for good: a common space that promotes quality education and inspired learning, better communication, creativity and intercultural dialogue. The internet should support fair and sustainable trade and uphold human rights, and it should most definitely not be prey to those wishing to hijack democracy, such as was evidenced by the Cambridge Analytica, AIG and Facebook scandals that were behind the Trump and Brexit campaigns and the Kenyan presidential election in August 2017, which was subsequently annulled by the Supreme Court.

One way to improve cyber-defence is to improve internet governance, and the annual Internet Governance Forum (IGF) is an excellent example of multi-stakeholder engagement in a pressing issue that concerns us all. I'd like to particularly commend the work of the Youth IGF, a network of young people in developed and less-developed countries who are active in their local communities and in the online space.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, η άμυνα έναντι των κυβερνοεπιθέσεων αποτελεί πράγματι σημαντική πρόκληση στη σύγχρονη εποχή. Θα ήθελα να θέσω υπόψη της Επιτροπής και του κυρίου King τις κυβερνοεπιθέσεις που γίνονται αυτή τη στιγμή από Τούρκους χάκερς σε διάφορες ιστοσελίδες ελληνικών δημοσίων υπηρεσιών αλλά και εταιρειών.

Το διάστημα μεταξύ 30 Απριλίου και 2 Μαΐου έγιναν κυβερνοεπιθέσεις από Τούρκους χάκερς πρώτα από όλα στο Αθηναϊκό Πρακτορείο Ειδήσεων, επιπλέον σε μια εφημερίδα στην Κρήτη, επίσης στην Ομοσπονδία Χάντμπολ, επιθέσεις που συνοδεύονταν από απειλές, στις οποίες αναφέρουν, μεταξύ άλλων, οι Τούρκοι χάκερς: «Ελλάδα ξεχνάς γρήγορα. Ρίξαμε στη θάλασσα τους προγόνους σας. Θα το ξανακάνουμε!». Είναι μια απαράδεκτη κατάσταση και θα ήθελα να καταδικαστεί και από εσάς, κύριε King.

Nadja Hirsch (ALDE). – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Letzte Woche gab es am Hamburger Flughafen massive Störungen wegen eines Stromausfalls. Es war kein Cyber-Angriff, sondern nur ein ganz normaler Kurzschluss. Aber ich denke, so ein Vorfall zeigt sehr deutlich, wie verletzlich unsere kritische Infrastruktur ist. In den letzten Jahren beobachten wir immer häufiger Cyber-Angriffe aus Russland, China, Nordkorea oder auch von länderübergreifenden Akteuren.

Cyber-Spionage, Desinformationskampagnen oder auch Erpressungssoftware, Ransomware, sind inzwischen ein Teil unseres Alltags geworden. Durch die offenen Grenzen des Internets ist es unmöglich, dass sich die Staaten separieren. Deswegen ist es umso wichtiger, dass die Mitgliedstaaten der Europäischen Union zusammenarbeiten. Daher gilt es jetzt tatsächlich, einen EU-Cyber-Reaktionsdienst einzurichten und die Koordinierung viel stärker zusammenzubringen. Cyber-defence muss von vornherein beim Aufbau der Europäischen Verteidigungsunion eine ganz zentrale Rolle spielen. Das ist für uns extrem wichtig.

Kateřina Konečná (GUE/NGL). – Paní předsedající, jsem velmi ráda, že EU usiluje o posílení svých pravidel kybernetické bezpečnosti s cílem řešit narůstající hrozby. 86 % Evropanů se domnívá, že se riziko kybernetické trestné činnosti zvyšuje, a z toho důvodu je nutné se tomuto tématu věnovat a přinášet řešení.

Je třeba mít akceschopný plán reakce na kybernetické útoky velkého rozsahu, bránit evropské společnosti a hlavně naše občany. V této souvislosti nesmíme také zapomínat na vzdělávání obyvatel. Snížení rizika pomocí dostatečného uvědomění si hrozeb je metoda prevence, která se vyplatí všem členským státům. Pouze poučená populace také bude lépe rozumět výzvám, které s kybernetickou hrozbou souvisí.

I zde totiž platí, že pokud nebudeme problém řešit komplexně, může to mít negativní dopad na naši bezpečnost.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, οι επιθέσεις στον κυβερνοχώρο αποτελούν μία από τις μεγαλύτερες σύγχρονες απειλές ακόμη και κατά της ίδιας της υποστάσεως ενός κράτους. Πρέπει λοιπόν το θέμα αυτό να αντιμετωπίζεται με ιδιαίτερη προσοχή. Κάθε κράτος οφείλει να έχει τη δυνατότητα να προστατεύσει τον κυβερνοχώρο του και, για να το επιτύχει αυτό, θα πρέπει να αποκτήσει τις απαιτούμενες δυνατότητες. Πρέπει κατ' αρχάς να δημιουργήσει κατάλληλες υποδομές και να επενδύσει σε υψηλή και σύγχρονη τεχνολογία. Επιπλέον πρέπει να υπάρξει συνεργασία σε επίπεδο κράτους, Ευρωπαϊκής Ένωσης αλλά και NATO. Επίσης θα πρέπει να δημιουργηθούν εμπειρογνώμονες, να ανταλλάσσονται πληροφορίες, να γίνονται κοινές ασκήσεις και να διεξάγεται συνεχής έρευνα. Για την άμυνα στον κυβερνοχώρο, λόγω του στρατιωτικού αλλά και του μη στρατιωτικού χαρακτήρα της, επιβάλλεται να επιτευχθεί συνεργασία μεταξύ του στρατιωτικού αλλά και του ιδιωτικού φορέα. Τέλος η Ευρωπαϊκή Ένωση σε όλη αυτή την προσπάθεια πρέπει να διαδραματίζει συντονιστικό ρόλο.

(Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot päättyvät)

Julian King, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission / High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. – Madam President, I would like to thank honourable Members for this report and this debate. I agree that this is a very important subject and it is timely that we review the steps that we have taken and the work that is still required.

We will continue our work to build our cyber-resilience and cyber-deterrence, as well as to reinforce international cooperation and defence cooperation. The EU institutions together will work with the Member States, with partners and with international organisations, notably NATO, as many of you have underlined. We will work to bring together the civilian and the military dimensions of this challenge and the public and the private dimensions of this challenge. We need to develop our capabilities, and we need to continue to drive and focus our research and development to reinforce our cyber-security.

A number of you mentioned other detailed points that we can look at. Overall, I want to say how much we share the thrust of this report. We need to be ready. We need to meet the cyber and cyber-enabled threats that we face because that is indeed what our citizens expect.

Urmaz Paet, *Rapporteur*. – Madam President, I wish to thank everyone for all the comments and feedback we have heard and, of course, I especially thank all the shadow rapporteurs for the very efficient and effective cooperation we had preparing this report.

We have a responsibility at all levels to increase the security of our citizens, and this means also increasing cyber-defence at Member State level, as well as that of the EU, NATO and like-minded countries.

I want to stress that I believe it is imperative that top-level exercises are also held every now and then to bring the matter closer to the leaders of our countries to make them realise the problem is not going away. Each and every country must do their utmost, each on their own, but of course also together.

Thank you very much, and I really hope that tomorrow during the vote we can have the result which is long awaited by our citizens from our Member States.

Puhemies. – Keskustelu on päättynyt.

Äänestys toimitetaan keskiviikkona 13. kesäkuuta 2018.

Kirjalliset lausumat (työjärjestyksen 162 artikla)

Eugen Freund (S&D), *schriftlich*. – In unserer global vernetzten Welt genießen wir dank moderner technischer Möglichkeiten viele Vorteile, vieles wird uns leichter gemacht. Leider beinhaltet der Wandel hin zu einer digitalen Gesellschaft auch Gefahren und Bedrohungen. Auf diese entsprechende Antworten zu finden und passende Reaktionen zu entwickeln, ist Teil unserer politischen Verantwortung. Cyberbedrohungen sind eine Gefahr und werden immer gegenwärtiger.

Für mich besonders wichtig ist der Schutz von kritischer Energie-Infrastruktur vor Attacken aus dem Internet – ein Bereich, der erst in letzter Zeit höhere Aufmerksamkeit bekommt und in dessen Schutz man nicht genug investieren kann. Die Infrastruktur im Energiebereich bietet einen essenziellen Dienst, denn nur durch sie ist das Funktionieren einer einwandfreien modernen Gesellschaft und Wirtschaft gesichert. Gerade in diesem Bereich kann eine Cyberattacke besonders verheerende und beängstigende Auswirkungen haben. Käme es zu einem Cyberanschlag auf unsere Energieversorgung, wären wir nicht in diesem Raum, wir wären nicht in Straßburg, wir wären vermutlich eingesperrt in unseren Häusern. Lampen, Handys, Kühlschränke, unsere Wasserversorgung, Tankstellen und vieles weitere – nichts würde mehr funktionieren.

Deshalb ist auch die Debatte über eine EU-Reaktion auf sogenannte *cyberthreats* eine wichtige. Sie sollte in aller Ausführlichkeit, mit der angemessenen Ernsthaftigkeit und dem nötigen Pragmatismus geführt werden.

Antanas Guoga (PPE), *in writing*. – I want to congratulate Mr Paet on the report. This report clearly shows that cyber security has to be the top priority in the EU because it covers many areas like trade, services, and most importantly security and defence matters of the Member States. The report acknowledges the importance of coordination between Member States, which has been already emphasised in the NIS Directive. Cyber security is a cross-border matter and alone we cannot protect ourselves to the maximum level. That is also why the role of the European Defence Agency, European Union Agency for Network and Information Security (ENISA) is important. The EU agencies have to enhance Member States to help them not only to fight cyber-attacks, but most importantly to increase cyber resilience.

Dominique Martin (ENF), *par écrit*. – Le Parlement européen a voté le 12 juin 2018 une proposition de résolution sur la cyberdéfense: une bonne initiative (dans la théorie...) qui s'inscrit juridiquement dans la continuité du cadre stratégique de cyberdéfense de l'Union européenne du 18 novembre 2014 et de la résolution sur la lutte contre la cybercriminalité du 3 octobre 2017.

Nous nous félicitons que Bruxelles prenne au sérieux la menace des cyberattaques dont il n'est plus à démontrer le nombre d'incidents et les menaces tant économiques que terroristes. Malheureusement, la cyberdéfense est comme une serrure dont il ne faut pas distribuer les clés. Si chaque État membre a son propre système, c'est d'autant plus compliqué à attaquer. À l'inverse, l'uniformisation ou la coordination des systèmes les rend vulnérables: il suffit de trouver une clé pour faire tomber l'ensemble du système.

Dans le même sens, l'évolution permanente de ces techniques oblige à une grande réactivité, impossible à mettre en œuvre à 27 États membres: nous en sommes témoins... Par ailleurs, cette cyberdéfense intégrant des dimensions militaires et le cyberspace étant de plus en plus considéré comme le «cinquième domaine de la guerre», la France doit conserver son indépendance dans ce secteur particulièrement sensible.

João Pimenta Lopes (GUE/NGL), *por escrito*. – Ciberdefesa. Um dos mais atuais temas da agenda política da segurança e defesa, colocado na ordem do dia pela União Europeia, conivente e subserviente à estratégia da NATO e à sua agenda bélica e de agressão. Agora, procuram legitimar e regulamentar mais uma frente de guerra que completa o Mercado Único Digital. Trata-se, em rigor, de aumentar e ampliar capacidades de escrutínio, controlo e criminalização no espaço cibernético, fora do escrutínio judicial, a pretexto de pretensas ameaças, mas criando capacidades para intervir também sobre países terceiros, complementando a estratégia de desestabilização interna que já protagonizam em vários países.

O relatório é mais um contributo para o reforço do pilar militarista da UE, com mais orçamento e capacidades para a guerra. A Europa que defendemos é, pelo contrário, uma Europa de paz e cooperação entre Estados soberanos iguais em direitos, assente no respeito e na firme defesa dos direitos, liberdades e garantias dos cidadãos.

19. Kohäsionspolitik und Kreislaufwirtschaft (Aussprache)

Puhemies. – Esityslistalla on seuraavana Davor Škrlecin aluekehitysvaliokunnan puolesta laatima mietintö 2017/2211(INI) (A8-0184/2018).

Davor Škrlec, *izvjestitelj*. – Gospođo predsjedavajuća, drage kolegice i kolege, prije svega dopustite mi da zahvalim svim izvjestiteljima u sjeni i njihovim timovima koji su bili vrijedni i nezamjenjivi partneri u stvaranju ovog izvješća. Također, puno hvala i kolegicama i kolegama iz Odbora ENVI na doprinosima kroz njihovo mišljenje. Žao nam je što danas nije s nama gospođa Crețu, ali vjerujemo kako će naše današnje poruke doći do nje i da možemo na nju računati u borbi za jaču kružnu ekonomiju u europskim fondovima.

Izvješće o kohezijskoj politici i kružnoj ekonomiji dolazi u pravom trenutku s konkretnim prijedlozima i snažnom podrškom Odbora za regionalni razvoj. Komisija nam je predstavila nacрте Višegodišnjeg financijskog okvira, kao i nacрте Zajedničkih odredbi i strukturnih i investicijskih fondova. Pozitivno je što se u nacrtima kružna ekonomija prepoznaje kao jedna od vodećih javnih politika Europske unije, također pozdravljam prijedlog Komisije kako odlaganje nesortiranog otpada, mehaničko biološko tretiranje otpada i spaljivanje otpada bez uporabe više neće biti financirani europskim sredstvima. Trenutno se nalazimo u izazovnoj poziciji u ostvarivanju ciljeva Direktive o otpadu zato što se nismo vodili hijerarhijom gospodarenja otpadom i dugoročnim planiranjem. Ovo izvješće upozorava na navedene loše prakse te nudi rješenja kako bi kroz europske javne politike promijenili negativne trendove.

Kružna ekonomija ne smije biti nametnuta briselska politika, već politika promišljena na lokalnoj, regionalnoj i nacionalnoj razini, zbog toga predlažemo ex-ante uvjet u obliku strategije za kružnu ekonomiju kao preduvjet da na lokalnoj i nacionalnoj razini promislamo što je kružna ekonomija za naše zajednice, kako je najbolje možemo ostvariti, otvoriti nova zelena radna mjesta i ostvariti europske ciljeve na dobrobit lokalne zajednice. Kao Parlamentu, iznimno nam je bitno kako se troši europski javni novac, zato je potrebno razviti metodologiju i indikatore praćenja potrošnje novca za kružnu ekonomiju, kako bi mogli kvalitetno evaluirati potrošnju i na vrijeme reagirati.

Potencijali za naše regije i lokalne sredine su veliki, otpad većini predstavlja veliki politički problem, ali mi ga u kružnoj ekonomiji gledamo kao rješenje. Razvoj sekundarnih tržišta sirovina, korištenje zelene i kružne javne nabave, poticanje investicija u bio-ekonomiju, ulaganje u obnovljive izvore energije kao i napredne mreže te poticanje malog i srednjeg poduzetništva na inovacije i razvoj poslovnih modela u suglasju s principima kružne ekonomije samo su neki alati pred državama, regijama i lokalnim vlastima.

Kroz kohezijsku politiku i kružnu ekonomiju jačamo solidarnu, dugoročno održivu i ekonomski otpornu Europsku uniju.

Julian King, *Member of the Commission*. – Madam President, Ms Crețu sends her apologies as she cannot be with you this evening, but rest assured that she will take a close interest in the results of this work, and indeed this debate. On behalf of the Commission, I would like to welcome this debate and the opportunity to discuss cohesion policy's contribution to the circular economy.

As you know well, the Commission's Circular Economy Action Plan was adopted in 2015 when the framework for the 2014-2020 cohesion policy was already in place. Nevertheless, many priorities and principles have been key components of our cohesion policy, acting as a stimulus to local and regional development: waste prevention, recycling, eco-design and similar measures create savings, increase turnover and create local jobs in various sectors.

In the 2014-2020 period, cohesion policy invests in improved waste management with more than EUR 5.5 billion. Furthermore, we invest in resource efficiency, SME support and close-to-market innovation. Beyond funding, cohesion policy provides possibilities for capacity building, technical assistance, promoting green public procurement and cooperation across borders. To avoid lock-ins, the system of ex-ante conditionalities was introduced, as mentioned. For waste, this means that the investments are made based on waste management and prevention plans, and for innovation, on smart specialisation strategies. All of this will go forward and continue in the next MFF.

In addition, we will place more emphasis on the transition towards a circular economy. This is a broad challenge, profoundly changing our economies, which requires innovation, behavioural change, improved waste prevention and management, know-how, skills and administrative capacity, among other things. With its integrated policy framework, cohesion policy is well placed to help regions to face this challenge.

Among the priorities included in the Commission's proposal is an increased focus on the upper strategies of the waste hierarchy, excluding landfilling and the least desirable treatment operations from the scope of the funds, to adapt regional waste management systems to the new long-term targets. We also increase the focus on smart specialisation, which helps regions to promote emerging industries and new value chains and business models – leading, we hope, to breakthroughs for the circular economy transition. That is our objective. We welcome this discussion.

Stanislav Polčák, *navrhovatel Výboru pro životní prostředí, veřejné zdraví a bezpečnost potravin*. – Paní předsedající, já bych se chtěl v dnešním projevu projevit jako konkrétní, důsledný obhájce kohezní politiky a pográtulovat panu zpravodaji k velmi dobré zprávě.

Kohezní politika není důležitá pouze pro regiony, protože odstraňuje znevýhodnění, ale tím, že konkrétně pomáhá a že také vychází ze zdola. Nemusíme se tvářit, že kohezní politika je nějakou Popelkou, naopak dokáže využívat nejnovějších vědeckých postupů. Právě tím, jak kohezní politika skutečně pomáhá, tak i tím je zaměřena na nové technologie a inovace.

V kohezní politice najdeme spoustu dobrých projektů, předcházení vzniku odpadů, jejich recyklace, vrácení do oběhu, zvýšení účinnosti, snížení spotřeby, např. při energetickém využívání. Důležitá je rovněž role obcí a měst při využívání nových technologií, biologických odpadů v zemědělství.

Nemusíme se tvárit, že kohezní politika je nějaká statická veličina, naopak je velmi živá a v té zprávě je řada dobrých návrhů, konkrétních opatření. Já ji proto plně podporuji.

Franco Bogovič, v imenu skupine PPE. – Najprej čestitke poročevalcu Škrlec za poročilo in hkrati tudi za odlično sodelovanje in upoštevanje predlogov, ki smo jih podali poročevalci v senci.

Akcijski načrt za krožno gospodarstvo nadaljuje aktivnosti, ki so se v okviru kohezijske politike in tudi ostalih politik na tem področju v Evropski uniji izvajale že v prejšnjih letih. Vsekakor je teh 150 milijard, ki jih je približno predvidenih v perspektivi 2014-2020 zelo pomembnih za prehod na to področje. Politike so tako znotraj kohezijske politike, kmetijske politike, tudi na drugih področjih, kot je *Horizon*.

Predvsem pozdravljam tako imenovani *Bio-based Industries Joint Undertaking*, ki kar celo milijardo evrov namenja biogospodarstvu. S tem področjem krožne ekonomije in pa v povezavi z vsemi evropskimi fondi, zelo spodbujamo okoljske cilje, rabo virov in pa hkrati tudi zelena delovna mesta. Ta delovna mesta so običajno na podeželju, tam, kjer je težje tudi ustvariti nova delovna mesta.

Upam in zagotovo je to naša skupna naloga, da tudi v novi finančni perspektivi po letu 2020 zagotovimo znotraj kohezijske politike zadostna sredstva, kajti sredstva, ki se namenjajo v okvir krožnega gospodarstva, so sredstva za našo prihodnost.

Veselim se sodelovanja pri kohezijski politiki in pa tudi tega, da bomo skozi nove ukrepe pomagali regijam, občinam širom po Evropi.

Monika Smolková, za skupinu S&D. – Vážená pani predsedající, aj ja sa chcem poďakovať spravodajcovi a všetkým spoluspravodajcom, ktorí pracovali na uvedenej správe, pretože téma obehového hospodárstva je veľmi aktuálna a potrebná.

Pre väčšinu ľudí ostáva myšlienka obehového hospodárstva abstraktným, ak nie úplne vzdialeným pojmom. Svedčí o tom aj štatistický údaj, ktorý udáva, že viac ako 60 % odpadu sa nerecykluje. Končí na skládkach. Ľahko sme si osvojili model „urob, spotrebuj, zahod“.

Obehové hospodárstvo je model produkcie a spotreby, v rámci ktorého sa veci bezhlavo nevyhadzujú, ale sa zdieľajú, požičiavajú, opätovne využívajú, opravujú a recyklujú dovtedy, pokiaľ sa to dá. Dnes na odpad vyhadzujeme výrobky z dreva, textilu, skla, plastov, ale aj stavebný materiál, železo, prakticky všetko, čo už z akéhokoľvek dôvodu nepotrebuje pre vlastnú potrebu. Z tohto dôvodu je nanajvýš potrebné, aby budúca kohezná politika mala aj stimulačný aspekt pre obehové hospodárstvo tam, kde sa bude aj reálne uplatňovať.

To znamená, že do tohto prechodu musia byť integrálne zapojené miestne a lokálne orgány. Dnes už poznáme viacero svetlých príkladov, kde to boli práve malé obce, ktoré vytvorili vlastnú lokálnu stratégiu obehového hospodárstva a stali sa energeticky nezávislými. Chcem tým podčiarknuť fakt, že obce či miestne zastupiteľstvá majú znalosti, know-how, ktoré skutočne fungujú. Preto musia byť priamo zapojené do vytvárania stratégií udržateľného a regionálneho rozvoja a na druhej strane musia mať dostatok priestoru a finančných možností na vytváranie vlastných rozvojových stratégií obehového hospodárstva.

Obehové hospodárstvo nie je samoúčelné. Prináša výhody vo forme kvality životného prostredia, zvyšuje bezpečnosť dodávok surovín, zvyšuje konkurencieschopnosť, prináša inovácie, rast a vytváranie nových pracovných príležitostí. Spotrebiteľom ponúka trvácnejšie a kvalitnejšie výrobky, ktoré šetria ich peniaze a zvyšujú kvalitu života. To všetko by sme mali mať na pamäti, ak budeme schvaľovať rozpočet po roku 2020, aby politika súdržnosti a obehové hospodárstvo išli ruka v ruku, aby sa navzájom dopĺňali.

Ruža Tomašić, u ime kluba ECR. – Gospođo predsjedavajuća, zaštita okoliša i održivost važan su dio svih europskih politika, a kružno je gospodarstvo ključan model za ostvarivanje naših ambicija u tom području. Zato želim čestitati kolegici Škrlec na kvalitetnom izvješću i doprinosu raspravi o budućnosti ovog modela gospodarenja.

Ono što moramo imati na umu visoki su troškovi koji često prate prelazak na održivo upravljanje resursima i u tom kontekstu doista postoji veliki potencijal korištenja kohezijskih fondova kako bi se javnim i privatnim dionicima olakšala tranzicija.

Izvrješće s pravom ističe da kružno gospodarstvo ne obuhvaća samo gospodarenje otpadom, već, među ostalim, i učinkovitu uporabu resursa, obnovljivu energiju, upravljanje vodama i poboljšanje kvalitete zraka.

Upravo su to neka od važnijih pitanja koja muče građane Hrvatske. Onečišćeni zrak u Slavonskom Brodu, problem gospodarenja otpadom u Zagrebu, Splitu i drugim većim sredinama te plastični otpad u moru mogu biti kvalitetno adresirani upravo snažnijom implementacijom mjera predloženih u ovom Izvrješću.

Zato još jednom moram naglasiti da su predviđeni rezovi u sredstvima za kohezijsku politiku poslije 2020. za Hrvatsku neprihvatljivi jer će joj, između ostaloga, otežati transformaciju prema održivom gospodarstvu.

Ivan Jakovčić, u ime kluba ALDE. – Gospođo predsjedavajuća, želim odmah na početku naglasiti da su kohezijska politika i kružno gospodarstvo najbolji primjeri kako neke politike idu ruku pod ruku, kako su neke politike koje mi ovdje zagovaramo, o kojima govorimo u Europskom parlamentu, u stvari dvije strane iste medalje. Ja bih ovdje rekao zlatne medalje. Jer, ono što je kohezijska politika i što je kružno gospodarstvo zaista zaslužuje, olimpijskim rječnikom rečeno, zlatnu medalju. Zato želim iskoristiti priliku da se zahvalim i čestitam kolegi Škrlec na njegovom izvještaju i svima nama koji smo radili na ovome izvještaju, jer vjerujem da ono zaista oslikava ono što nije budućnost Europske unije, nego ono što je sadašnjost Europske unije.

Neophodna potreba za otvaranjem zelenih radnih mjesta je nešto što je potreba današnjice, a ne sutrašnjice. Upravljanje otpadom, sve ono što se zaista dešava u našem okolišu, govori koliko je prijeko potrebno investirati i novce iz kohezijske politike u kružno gospodarstvo. Imamo puno primjera na našem kontinentu, odličnih primjera, ali na žalost imamo i puno onih drugih primjera i o njima trebamo govoriti.

Želim istaknuti jednu relevantnu činjenicu – nema uspjeha u zbrinjavanju otpada, nema uspjeha u kružnom gospodarstvu, nema otvaranja zelenih mjesta, ako se snažno ne uključe lokalne i regionalne samouprave. Ima puno dokaza za to i moje osobno iskustvo vrlo jasno govori u tom pravcu i zato pozivam Komisiju da razgovaramo i o tome što su bili promašaji kada govorimo o investiranju u gospodarenje otpadom, jer i toga imamo, i što ćemo učiniti da saniramo te promašaje.

Puno je tema otvoreno ovim izvješćem i zato vjerujem da je to izvješće izneseno upravo u pravom trenutku i očekujem od Komisije da pronađe sredstva da može i financirati to izvješće.

Bronis Ropė, Verts/ALE frakcijos vardu. – Sveikinu kolegą Davorą (Davor Škrlec) parengus gerą pranešimą ir šiek tiek keista frakcijos kolegos parengtą pranešimą pradėti komentuoti neigiamais epitetais. Visgi noriu pasakyti, kad yra blogai jog svarstome žiedinės ekonomikos plėtros perspektyvas. Blogai yra tai, kad žiedinė ekonomika vis dar lieka kažkuo egzotišku ar kažkuo tokiu be ko galima ir apsieiti. Blogai yra tai, kad reikia įrodinėti, kad žiedinė ekonomika, švaistymo masto mažinimas, žaliavų perdirbimas gali būti naudingas. Manau, kad šios tezės turi būti aksioma. Taupymo, perdirbimo, atsakingo požiūrio į žaliavas ir į planetos ateitį principai ne turi, o jau senokai turėjo tapti ne tik viešosios politikos bet ir švietimo sistemos ar žmonijos sąmonės dalimi. Mes turime tik vieną planetą. Puiku, kad Europa prieš keletą metų priėmė atliekų dokumentų rinkinį. Puiku, kad ieškoma būdų kaip panaudoti atliekas ir puiku, kad kolegos Davoro (Davor Škrlec) pranešime vis daugiau dėmesio skiriama tam, kad žiedinės ekonomikos dalyviais padarytume kuo daugiau veikėjų. Ne tik pavienius piliečius ar verslą, bet ir vietas savivaldą, regionų savivaldą, bendruomenes. Ir taip padarytume atliekų perdirbimą motyvuojanti.

Δημήτριος Παπαδημούλης, εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL. – Κυρία Πρόεδρε, όταν μιλάμε για κυκλική οικονομία, εννοούμε να βρούμε τρόπους, αξιοποιώντας τη σύγχρονη τεχνολογία, την καινοτομία, όχι μόνο για να προστατεύσουμε τον περιβάλλον, αλλά και για να δημιουργήσουμε καινούργιες επιχειρήσεις και θέσεις απασχόλησης. Πρέπει να αλλάξουμε τον τρόπο με τον οποίον αντιμετωπίζουμε τα απορρίμματα. Αντί να θάβουμε το 60% των απορριμμάτων στην Ευρωπαϊκή Ένωση, να τα χρησιμοποιούμε για να εξοικονομούμε πόρους, για να κερδίζουμε χρήματα και για να δημιουργούμε εκατομμύρια θέσεις απασχόλησης.

Για αυτό χρειάζεται ώθηση από την Επιτροπή, στήριξη από τις κυβερνήσεις, αλλά και ισχυρότερο ρόλο των δήμων και των περιφερειών, που μπορούν να δημιουργήσουν πράσινη επιχειρηματικότητα και να μας βοηθήσουν να περάσουμε στη νέα εποχή. Πριν μία εβδομάδα γιορτάσαμε την Παγκόσμια Ημέρα του Περιβάλλοντος. Πρέπει να την γιορτάζουμε 365 μέρες τον χρόνο προωθώντας έμπρακτα την κυκλική οικονομία. Και προς την επίτευξη αυτού του στόχου, έστω και με καθυστέρηση, πρέπει να τρέξουμε αξιοποιώντας αυτή τη θετική έκθεση.

Isabella Adinolfi, *a nome del gruppo EFDD*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, vorrei ringraziare prima di tutto tutti i colleghi per il lavoro svolto. La relazione sull'economia circolare che ci apprestiamo a votare è molto ambiziosa e piena di significato soprattutto per chi, come me, proviene dalla Campania che, è bene ricordarlo, è stata martoriata per decenni da sodalizi criminali che, in sprezzo a qualsiasi norma, anche etica, hanno causato l'inquinamento e la distruzione di uno dei territori più belli d'Italia.

Ridurre i rifiuti che finiscono in discarica e mettere in sicurezza e bonificare le discariche, legali e illegali, è una priorità assoluta del testo che stiamo approvando. Credo che questa sia questa la direzione giusta. Alla Commissione ora si chiede un intervento e uno sforzo straordinario, volto alla bonifica di aree utilizzate per lo sversamento e l'interramento illegale di rifiuti pericolosi, che pregiudicano la salute e il benessere economico e sociale delle popolazioni coinvolte.

Come ho avuto modo di ribadire, quanto accaduto nella Terra dei Fuochi è un fenomeno che travalica i confini nazionali e quindi merita un'attenzione anche da parte dell'Unione europea. Penso che un riferimento esplicito a fenomeni di questo tipo sia un segnale positivo. Si tratta di un messaggio importante delle Istituzioni europee rivolto ai cittadini che abitano in quelle zone la cui vita è stata stravolta completamente. Mi auguro quindi che questa richiesta non rimanga lettera morta e che la Commissione agisca al più presto a tutela della salute e dei diritti dei cittadini.

Ogni volta, quando parto e prendo l'aereo e vedo il Vesuvio, penso che davvero sto ammirando uno dei paesaggi più belli che abbia mai visto. Eppure, l'uomo riesce a distruggere quello che la natura crea in maniera magnifica.

Il compito della politica è quello di dare delle risposte e delle soluzioni ai problemi delle persone e far sì che il diritto a vivere in un ambiente salubre sia rispettato. A questo proposito, ringrazio i carabinieri e tutte le forze dell'ordine che quotidianamente combattono in questo territorio. Però è giunto anche il tempo che l'Europa agisca.

Joëlle Mélin, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, le XXI^e siècle voit l'émergence d'une nouvelle économie, celle de la gestion de nos produits de consommation après usage.

Économie à part entière, elle est fondée non seulement sur un principe économique de valorisation, de profits et de création d'emplois, mais aussi sur une vision nouvelle de la consommation, car il s'agit bien entendu de l'objet lui-même de consommation, de notre alimentation quotidienne aux véhicules automobiles, en passant par nos habitations ou nos auxiliaires et robots, mais aussi de leurs emballages comme de leurs déchets.

L'idée nouvelle est de prendre en compte tous ces paramètres avant consommation, par anticipation, et non plus a posteriori. Changement radical qui peut nous éviter de disparaître sous nos propres objets et déchets.

Dès lors, le financement globalisé peut-être acceptable, surtout si à la clé, il y a de grandes économies.

Le fait que les emplois créés soient souvent peu qualifiés et locaux est une possibilité sans égale pour lutter contre le chômage qui touche les plus précaires.

Alors oui, le recyclage doit se faire au plus près de leur lieu de consommation.

Lambert van Nistelrooij (PPE). – Dank u wel voorzitter, rapporteur en commissaris. Het is goed dat we deze kwestie nog eens vanuit de regionale fondsen bekijken, want de grote winst voor mensen, groei en banen ligt inderdaad in regio's en steden, dicht bij de mensen. Daar kun je die circulaire economie organiseren.

Ik was rapporteur voor de biogebaseerde industrie. In het kaderprogramma Horizon 2020 is 1 miljard euro bestemd om die ontwikkeling aan te sturen.

(De voorzitter onderbreekt de spreker omdat er geen Finse vertolking is)

Waar ik vooral wil op aandringen is dit: begin in de circulaire economie met de natuur en niet met de fossiele bronnen. Daarom wil ik ervoor pleiten om veel meer producten, zoals plastics, uit biomaterialen te maken.

Ten tweede. Ik heb jarenlang exposities met nieuwe materialen voor het publiek georganiseerd. Vaak vragen mensen zich daar af: Waar kun je zoiets nou kopen? Bovendien, commissaris, is er daarvoor geen Europees keurmerk. In Nederland heb je bijvoorbeeld "Biobased content", in Duitsland "DIN-geprüft" of in Frankrijk "Biobased Vinçotte". Maar er is geen Europees keurmerk aan de hand waarvan burgers kunnen weten dat producten biogebaseerd zijn. Wilt u daar eens een antwoord op geven? Is het niet zo dat er gewerkt moet worden aan duidelijkheid voor de consumenten, zodat ze weten waar te kopen, maar ook wat ze precies kopen? Dat is circulair. Het heeft geen zin te praten over wat in Italië wordt weggegooid. We moeten vanuit de agrarische industrie afval voorkomen, en dat kan goed. Daar laten we een kans liggen. Ik wil graag uw mening daarover. Dank u.

Michela Giuffrida (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, nella programmazione 2014-2020 l'economia circolare non è stata inclusa tra le priorità dell'Unione europea. Oggi sappiamo quanto invece questa possa costituire uno dei punti principali per lo sviluppo sostenibile di una regione e come questa offra risposte alle sfide delle comunità locali. Se non c'è dubbio che sono auspicabili un coordinamento e una maggiore cooperazione tra regioni, piccole e medie imprese e altri soggetti pubblici e privati, è anche vero che, in osservanza ai principi stessi della coesione, vanno accompagnate e maggiormente seguite quelle regioni non ancora in grado di allinearsi alle buone pratiche.

Credo per questo che la possibilità di introdurre una nuova disposizione in materia di condizionalità ex-ante per realizzare l'economia circolare nel quadro della politica di coesione possa a volte trasformarsi in un vincolo anche insormontabile, mentre è più che opportuno il monitoraggio del contributo della politica di coesione alla realizzazione dell'economia circolare, anche alla luce dell'aumento della spesa.

È assolutamente necessario, come sostiene l'ottima relazione, un intervento straordinario di bonifica delle aree utilizzate per lo sversamento e l'interramento illegale di rifiuti pericolosi, che pregiudicano la salute e il benessere economico e sociale delle popolazioni coinvolte. Sono proprio i territori più in difficoltà quelli che maggiormente ne registrano la presenza. È proprio attraverso una maggiore collaborazione tra tutti gli attori coinvolti nei processi dell'economia circolare che si possono raggiungere gli obiettivi stabiliti dall'Unione europea.

Mirosław Piotrowski (ECR). – Pani Przewodnicząca! Przedłożone sprawozdanie o gospodarce o obiegu zamkniętym w ramach polityki spójności mimo wygłaszanych tu peanów budzi wiele kontrowersji. Dotyczy recyklingu i to o szerszym niż dotychczas zakresie. Na początku, w motywie A stwierdza się, że kluczowe znaczenie dla powodzenia proponowanej zmiany mają władze lokalne i regionalne. A skoro tak, to powstaje pytanie, czy było to wcześniej z tymi władzami konsultowane? Mówi się, że osiągnięcie celów pakietu odpadowego nie jest możliwe bez wsparcia finansowego polityki spójności, na którą obecnie Komisja Europejska chce przecież drastycznie zmniejszyć środki. Dlaczego więc w sprawozdaniu nie ma o tym mowy? W ustępie 12. dokumentu odnotowano, że surowce bazowe, czyli naturalne – mówił o nich pan van Nistelrooij – kosztują mniej niż produkty uzyskane w wyniku recyklingu. To oznacza, że ma być drożej, bo Unia podniesie ceny produktów wytwarzanych tradycyjnie. Wszystko to dowodzi, że Unia Europejska brnie dalej, próbując sztucznych regulacji oraz kontroli rynku z poziomu Brukseli.

Elsi Katainen (ALDE). – Kiitoksia puhemies, kiitoksia myös esittelijälle. Euroopan ja koko maapallon suuri kysymys on, kuinka muuttaa talouskasvu laadultaan kestäväksi ja hillitä uusiutumattomien luonnonvarojen kulutusta.

Kiertotalouden tarkastelu koheesiopolitiikasta käsin on raikas ja hyvin ajankohtainen näkökulma. Sen avulla meillä on mahdollisuus kannustaa paikallisia toimijoita kehittämään uusia vihreitä ratkaisuja ja innovaatioita, teknologiaa ja työpaikkoja. Samalla tuemme myös maaseudun elinvoimaa kestävällä tavalla.

Aluekehittämisellä on vauhditettu kiertotaloutta jo nyt merkittävästi. Paikalliset aluekehittämisen menestystarinat liittyvät muun muassa teollisten symbioosien hankkeisiin, joissa on hyödynnetty resursseja eri toimijoiden kesken. Samalla on luotu uutta yrittäjyyttä. Toinen päätavoite, vihreämpi hiiletön Eurooppa on hieno avaus ja luo puitteet kiertotalouden liittämiseksi vahvemmin osaksi eurooppalaista aluepolitiikkaa, mutta meidän on katsottava pidemmälle. Seuraavan komission agendalla onkin oltava kiertotalous 2.0, jossa kestävä metsäbiotalous, biokierrotalous sekä siirtyminen pois muun muassa meriämme saastuttavasta muovista otetaan nykyistä vakavammin.

Younous Omarjee (GUE/NGL). – Madame la Présidente, l'Union européenne, c'est 2,5 milliards de tonnes de déchets par an dont 25 millions de tonnes de déchets plastiques. L'économie circulaire est donc devenue un impératif urgent. Mais ne nous méprenons pas: la mise en œuvre d'une économie circulaire dans la politique de cohésion ne sera pas suffisante. C'est toutes les politiques de l'Union qui doivent être mises au pas de l'écologie et cela suppose une révolution copernicienne des esprits, cela suppose de sortir du consumérisme, de l'économie du jetable, de la société du déchet. Et mon collègue Lambert van Nistelrooij a raison: nous devons aussi soutenir la recherche pour favoriser les innovations technologiques afin de tendre vers cet objectif.

Piernicola Pedicini (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, io mi rivolgo principalmente a lei perché, se l'obiettivo delle politiche di coesione è quello di ridurre il divario a livello sociale, il divario economico e anche in termini di sviluppo fra le diverse aree dell'Unione europea, e questo obiettivo giustamente lo si vuole perseguire anche rispecchiando quelli che sono i principi cardine dell'economia circolare, allora io mi chiedo se lo strumento della procedura di infrazione, così come è stata concepita fino ad ora, è uno strumento utile per raggiungere questi obiettivi.

Io vengo dall'Italia. L'Italia, per colpa dei governi che ci hanno preceduto, è stata condannata a pagare sanzioni per 68 discariche abusive. Siamo stati condannati per l'emergenza rifiuti in Campania – è stata prima citata – e per l'inquinamento delle acque reflue urbane. Siamo stati recentemente deferiti alla Corte di giustizia europea per altre 44 discariche irregolari, per la mancata messa in sicurezza dei rifiuti radioattivi e per lo sfioramento dei limiti di emissioni di PM10 e DN.02. Siamo quindi molto lontani da quei principi virtuosi dell'economia circolare di cui stiamo parlando e pagheremo invece multe salatissime per una cifra complessiva che supera il miliardo di euro.

Allora io chiedo come pensate di ridurre il divario economico e sociale, se questi cittadini di serie B vedono ripetutamente prevaricare il loro diritto fondamentale alla salute e alla tutela ambientale e alla fine devono anche pagare le multe salatissime che gli scaricate addosso. Noi diciamo che, se queste multe debbono essere pagate, allora l'importo economico non deve finire nel budget dell'Unione europea, ma deve essere speso nello stesso Stato membro che le paga per affrontare le cause stesse che hanno determinato la multa.

Krzysztof Hetman (PPE). – Pani Przewodnicząca! Gospodarka o obiegu zamkniętym daje Unii Europejskiej szansę na szybszy wzrost oraz większą konkurencyjność i produktywność. Dlatego tak ważne jest pełne i skuteczne wdrożenie rozwiązań na tym polu. Nie ulega wątpliwości, że konieczne jest podejmowanie dalszych intensywnych działań w zakresie poprawy gospodarowania odpadami oraz położenie większego nacisku na podniesienie wydajności oraz ponowne użycie produktów.

Wykorzystanie w tym celu instrumentów polityki spójności może przynieść doskonałe rezultaty. Musimy jednak pamiętać, że ważne jest spełnienie kilku warunków. Po pierwsze, konieczne jest zapewnienie większej niezależności władzom regionalnym i lokalnym, które są w stanie najlepiej zidentyfikować właściwie dla danego obszaru problemy i zaproponować skuteczne rozwiązania. Po drugie, proponowane cele muszą być realne do osiągnięcia i odpowiednio rozłożone w czasie. Po trzecie, należy docenić rolę małych i średnich przedsiębiorstw w tworzeniu nowych rozwiązań i modeli opartych na obiegu zamkniętym i aktywnie wspierać te działania poprzez różnego rodzaju zachęty i atrakcyjne finansowanie. I dodać do tego jeszcze można kwestię środków finansowych wspierających badania naukowe w tej dziedzinie.

Ramón Luis Valcárcel Siso (PPE). – Señora presidenta, hablar de economía circular es hablar de aprovechar lo que tenemos, un concepto regenerador que permite ahorrar y también avanzar en protección medioambiental. Por eso, la transición hacia un modelo de economía circular debe ser, cada vez más, una prioridad. Es positivo que los fondos para potenciar la economía circular se integren en la política de cohesión, ya que la gestión de residuos es competencia municipal y regional.

Además, esto ayudará a que el dinero europeo llegue mejor a las pymes y a las empresas de la economía social. La Estrategia Europa 2020 ha contribuido a avanzar en este ámbito, fomentando la especialización inteligente, las ayudas a la innovación y las medidas para proteger el medio ambiente. Es mucho lo que se hace, pero queda mucho por hacer. Pensemos, por ejemplo, en el potencial de la bioeconomía o de la contratación pública ecológica. De esta forma se destinarán más fondos a la sostenibilidad, se gestionarán bastante mejor y, gracias a la Unión Europea, nuestros pueblos y ciudades podrán hacer realidad la transición hacia un modelo de economía circular.

Ahora bien, los Estados miembros tienen que hacer su parte. Es preciso elaborar una estrategia nacional de economía circular que complemente la estrategia europea con estos ejes: agroalimentación, turismo, industria y construcción. Porque hacer más sostenibles los sectores claves de nuestra economía es invertir en el futuro o, lo que es igual, es dejar un mundo mejor a las generaciones venideras.

Liliana Rodrigues (S&D). – Senhora Presidente, no período de programação 2014-2020 a economia circular não foi reconhecida como domínio de ação prioritário na União Europeia. Na proposta para o próximo quadro plurianual este objetivo foi incluído e congratulo a Comissão por essa decisão.

É o reconhecimento de que o uso pouco eficiente dos recursos leva a prejuízos ambientais, sociais e económicos. Em 2014 a União Europeia produzia 2,5 biliões de toneladas de lixo. Precisamos de reduzir, reciclar e reutilizar. É, portanto, urgente combater o desperdício. Se queremos uma Europa mais sustentável, a economia circular tem de ser um compromisso assumido, não só a longo prazo, mas como objetivo permanente. A economia circular enfrenta desafios que implicam a mudança de todo o sistema de produção e que precisa, de facto, do auxílio financeiro da política de coesão.

Temos, por isso, de proporcionar às autoridades locais e regionais, bem como às pequenas e médias empresas, aos investidores, às instituições educativas e de investigação, autonomia funcional e financeira adequada, permitindo-lhes preparar e implementar as estratégias que entendam ser as melhores para as suas regiões, nomeadamente o desenvolvimento local de base comunitária e os investimentos territoriais integrados.

É fundamental ainda combinar diferentes financiamentos, inclusive os da investigação, e não será demais relembrar o uso privilegiado do fundo ambiental que, por exemplo, irá suportar inteiramente a agenda para a economia circular de uma das regiões ultraperiféricas europeias, a Região Autónoma da Madeira.

Nos negócios circulares os modelos de desenvolvimento e de progresso já não assentam apenas no lucro, mas na proteção do ambiente. Para isso temos de reforçar e reabilitar os aterros, já aqui foi dito, em todo o território europeu. Todos os investimentos, diretos ou indiretos, na economia circular deixaram de ser uma opção, como diz o senhor relator, elas são uma necessidade para o bem da nossa espécie e de tudo o que é vivo neste mundo.

Nuno Melo (PPE). – Senhora Presidente, percebemos que a redução do orçamento da União Europeia por causa do Brexit implique cortes, mas o que não aceitamos é que quando a coesão existe para aproximar os países mais pobres dos mais ricos, alguns dos mais ricos têm um aumento nos fundos para a coesão e alguns dos mais pobres sofrem cortes.

Disse a Comissão, em conferência de imprensa com o Comissário Katainen presente, que se pretende continuar a orientar os recursos para as regiões que mais precisam de recuperar em relação ao resto da União Europeia e garantir um tratamento equitativo para todos.

Eu devo dizer que a declaração é, no mínimo, exótica. Portugal tem um PIB per capita de 77% da média da União Europeia, a Finlândia natal do Comissário Katainen um PIB per capita de 109% da média da União Europeia, tem por isso um PIB superior à média da União Europeia, a Finlândia terá aumentos de 5% e Portugal terá cortes de 7%.

Pior, países como o Luxemburgo, com um PIB per capita de 258% da média da União Europeia, ou a Áustria, a Holanda, a Bélgica, a Suécia, ou a Dinamarca, todos acima da média da União Europeia, não sofrem cortes, mas Portugal, até há pouco tempo intervencionado pela troika, terá cortes de 7%.

Pior, países como a Espanha ou a Itália, muito mais ricos do que Portugal, terão aumentos de 5 e de 6%, mas Portugal terá cortes de 7% nos fundos para a coesão.

Queria terminar dizendo, Senhora Presidente, que os cortes que a Comissão quer impor a Portugal são absolutamente injustos, inexplicáveis e, nesta medida que eu referi, até arbitrários.

Tenham disso a noção porque decisões assim e com decisões assim é toda a natureza do projeto europeu que é posto em causa.

John Howarth (S&D). – Madam President, I welcome the report and I support the development of the circular economy as one of the five cohesion policy goals post-2020. Even though I would treat some of the figures that are thrown around on job creation with caution, the potential for the creation of new jobs from circular markets is clear – as are, indeed, the sustainability benefits of moving from new materials in an extractive economy: they're also self-evident. But I have two observations. If viable circular markets are to develop, then a strategy for supporting those markets has to emerge, otherwise they will not be able to compete effectively against existing linear markets. Secondly, central and local government will be vital, within that strategy, in underpinning the development of mature circular markets through sustainable procurement, as it will in sustainable waste management processes on which the circular economy will depend.

Daniel Buda (PPE). – Doamna președintă, fără discuție, politica de coeziune reprezintă una dintre politicile europene fundamentale, iar aceasta oferă cele mai bune instrumente de punere în aplicare a economiei circulare. Creșterea economică durabilă necesită utilizarea resurselor de orice tip, cât mai eficient și responsabil, deoarece acestea sunt limitate. Implicarea autorităților locale și regionale, dar și a celorlalți parteneri în procesele de elaborare a strategiilor pentru economia circulară este esențială și trebuie să aibă în vedere consolidarea parteneriatelor pe orizontală.

În același timp, trebuie să se rețină faptul că regiunile mai puțin dezvoltate se confruntă, în general, cu probleme ce țin de lipsa capacității administrative. În acest sens, apreciez că programele de finanțare trebuie adaptate mai mult la profilul regiunilor care să urmărească exploatarea potențialului durabil al acestora, iar sprijinul acordat trebuie orientat către o tranziție cât mai lină către principiile economiei circulare. Iată, deci, că se impune astfel o creștere a cheltuielilor legate de economia circulară în politica de coeziune după 2020.

Elena Gentile (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, non vi è dubbio, oggi vi è una nuova consapevolezza, che la crisi non solo economica ma anche valoriale ha contribuito a rendere patrimonio condiviso, la consapevolezza che occorra consolidare la cifra dell'innovazione per sostenere un'altra idea di sviluppo.

Una vera e propria rivoluzione, dunque, quella dell'economia circolare e dell'innovazione, che restituisce dignità all'ambiente e al capitale umano e che non può essere vissuta solo come innovazione industriale di processo e di prodotto, ma che deve coinvolgere e valorizzare territori, comunità urbane, comunità rurali e capitale umano, anche per sconfiggere ogni resistenza al cambiamento.

Insomma, una nuova chiave di lettura per le politiche di coesione. Costruire dentro la visione di successo di questi anni una nuova connessione tra le politiche, la ricerca al servizio della sostenibilità, politiche attive per il lavoro, orientate ai processi di promozione del sistema di impresa, una visione sempre più inclusiva della comunità.

Λευτέρης Χριστοφόρου (PPE). – Κυρία Πρόεδρε, θεωρώ ότι οφείλουμε όλοι μας να υπερασπιστούμε την πολιτική συνοχής και την πολιτική της κυκλικής οικονομίας. Είναι πολιτικές οι οποίες πάνε μαζί και πρέπει να αποτελέσουν την ύψιστη προτεραιότητα όλων μας. Γι' αυτό συμφωνώ απόλυτα με τον αγαπητό συνάδελφο Nuno Melo, ο οποίος τόνισε ότι δεν μπορούν να υπάρξουν περικοπές στην πολιτική συνοχής, γιατί τούτο αποτελεί ουσιαστικά επίθεση προς την περιφέρεια, προς τις φτωχές χώρες που έχουν ανάγκη την πολιτική συνοχής. Αυτή η πολιτική που αποδείχθηκε επιτυχημένη για τόσο μεγάλο χρονικό διάστημα δεν μπορεί σήμερα να απειλείται από οποιονδήποτε.

Η στήριξη σε αυτές τις πολιτικές σημαίνει στήριξη των αγροτικών περιοχών, σημαίνει στήριξη των περιφερειών, σημαίνει πράσινη οικονομία, σημαίνει πράσινη ανάπτυξη, σημαίνει θέσεις εργασίας. Οφείλουμε να τις υπερασπιστούμε αυτές τις πολιτικές και είναι ώρα να το πράξουμε για να αναδείξουμε και την ίδια την Ευρωπαϊκή Ένωση. Μικρές χώρες και απομονωμένες, όπως είναι η πατρίδα μου η Κύπρος, έχουν ανάγκη αυτών των πολιτικών, γιατί βρίσκονται σε δεινή θέση, ιδιαίτερα ο αγροτικός τομέας, η περιφέρεια και η ύπαιθρος. Γι' αυτό στηρίζουμε αυτές τις πολιτικές και θα τις θωρακίσουμε με όλες μας τις δυνάμεις.

Emilian Pavel (S&D). – Doamna președintă, domnule comisar, în primul rând, vreau să felicit Comisia Europeană și vreau să îi transmiteti doamnei Crețu, mai ales să o felicit pe dânsa, pentru că printre primele cinci priorități a trecut și economia circulară pentru politica de coeziune. Este foarte important pentru că, atunci când vorbim de economia circulară, vorbim de o schimbare radicală față de modul în care gândim, realizăm și folosim produsele din viața noastră de zi cu zi.

Europa poartă povara responsabilității de a deveni lider global în acest domeniu, mai ales în privința unor decizii ale unor parteneri strategici de-ai noștri. Nu mai putem continua după principiile actuale, din moment ce resursele devin din ce în ce mai puține, fiind mai costisitor și mai dăunător de obținut pentru mediul înconjurător. Cercetarea și inovarea ne oferă astăzi alternative la procedee dăunătoare, dezvoltate în trecut, dar folosite astăzi. De ce nu folosim *best technology*, domnule comisar, atunci când vine vorba de fondurile de coeziune, când vine vorba de țări care astăzi nu au sisteme de colectare eficiente. Haideți să investim în ceea ce trebuie!

Sirpa Pietikäinen (PPE). – Madam President, in this Cohesion Fund period, the circular economy was indeed not embedded among the finance priorities, and because of that we have used quite a lot of the money on the wrong courses with good intentions, namely, funding the construction of landfill and incineration while we already have an overcapacity of waste incineration in Europe. Indeed, we are still financing waste incineration, which should be brought to an end as soon as possible.

We are creating a double benefit when we remove subsidies from the wrong courses that work against the circular economy and put those resources to work for the circular economy. The Cohesion Policy and the Committee of the Regions have a great role to play here because they gather together SME groups. They can develop the kind of hubs that serve as platforms for the development of new business models and new types of public procurement.

In the future, only the projects that support the circular economy, sustainability and social inclusion should be financed from the Cohesion Fund. Hopefully, with the Committee of the Regions, a sharing mechanism can be created where the best practices can be shared between different regions.

Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot

Czesław Adam Siekierski (PPE). – Pani Przewodnicząca! Polityka spójności zawsze odgrywała ważną rolę rozwojową. Była i jest polityką innowacyjną, kreującą nowoczesne formy działalności gospodarczej, a także nowe rozwiązania technologiczne, które sprzyjają dobru środowiska oraz przeciwdziałają zmianom klimatycznym i wykluczeniu społecznemu. Polityka spójności podejmowała zawsze ważne, strategiczne, ale i trudne wyzwania. Do nich należy zaliczyć gospodarkę o obiegu zamkniętym. Recykling odpadów prowadzi do zmniejszenia zanieczyszczenia środowiska i ograniczenia zużycia zasobów naturalnych. Choć to kosztuje dziś więcej, to w perspektywie długookresowej się opłaca. Te działania związane z biogospodarką są szczególnie widoczne na obszarach wiejskich, a także w rolnictwie, gdzie dobrze rozwijają się np. odnawialne źródła energii, służąc rozwojowi wsi i rolnictwa.

Julie Ward (S&D). – Cumbria Recycling in my North West constituency is an excellent best practice example of the circular economy. It operates in a deprived peripheral region that has benefited hugely from EU cohesion policy and financial support. Working within the parameters of EU waste directives and operating as a successful social enterprise, Cumbria Recycling diverts electronic waste away from landfill through the collection and sustainable reuse of electronics: waste that others may deem as useless. Cumbria Recycling processes over 2000 tons annually of waste and electrical and electronic equipment for the reuse and sorting for recycling of raw materials. In the post-Brexit world, it will be hugely important for the UK to maintain its commitment to the highest environmental standards and also to continue to provide support for enterprises like Cumbria Recycling, who fundamentally understand the social return on investment that comes with the circular economy.

Νότης Μαρίας (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, η κυκλική οικονομία επί της ουσίας αποτελεί ένα νέο μοντέλο το οποίο συμβάλλει στη δημιουργία εκατομμυρίων θέσεων εργασίας και αποσκοπεί στην προστασία του περιβάλλοντος. Πρόκειται λοιπόν για ένα λειτουργικό μοντέλο το οποίο μπορεί να δημιουργήσει πράσινες θέσεις εργασίας, ιδίως στον τομέα της ανακύκλωσης και της επαναχρησιμοποίησης των υλικών, πολύ δε περισσότερο στον τομέα της διαχείρισης των αποβλήτων, όπου σημαντικό ρόλο μπορεί να διαδραματίσει η τοπική αυτοδιοίκηση σε όλα τα επίπεδα, και σε επίπεδο δήμου και σε επίπεδο περιφέρειας. Θεωρώ ότι πρέπει να δοθούν κίνητρα και πρέπει να αναλάβει σημαντικό ρόλο και ο κλάδος των μικρομεσαίων επιχειρήσεων. Οι δήμοι μπορούν επίσης να διαδραματίσουν αποφασιστικό ρόλο και πρέπει να στηρίξουν και την καινοτομία. Για αυτό όμως πρέπει να λάβουν και τα ανάλογα κονδύλια.

Kateřina Konečná (GUE/NGL). – Paní předsedající, politika soudržnosti je klíčem k tomu, aby se oběhové hospodářství stalo realitou i v zemích, které pokulhávají s odpadovou infrastrukturou.

Pokud chceme dosáhnout zákazu skládkování komunálního odpadu tak, jak jsme si zde nedávno schválili, je potřeba chudším zemím dát možnost, jak toho docílit. V zemích jako Česko, Slovensko či Polsko dlouhodobě zaostáváme v budování infrastruktury pro třídění i recyklaci a energetické využití je u nás zatím v začátcích. I když se i tady situace pomalu mění. Víme, že zrušit skládkování a splnit cíl ve zvýšení recyklování nebude snadné.

Proto jsem velmi ráda, že se Evropská komise rozhodla finančně podpořit oběhové hospodářství nejen v rámci tohoto programového, již končícího období, ale i v novém programovém období, a tím jim umožnit hladší přechod na nízkouhlíkovou a oběhovou ekonomiku. Tato podpora je tak příkladným naplněním samotné podstaty politiky soudržnosti, která vychází z požadavku snižování rozdílů mezi úrovní rozvoje různých členských států.

(Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot päättyvät)

Julian King, Member of the Commission. – Madam President, thank you again for this report and for the debate that we've had this evening. I think we're all agreed that, if we get it right, the circular economy has the potential to support economic growth and regional development, while at the same time boosting environmental protection. We've discussed, this evening, a number of the potential gains and, from the Commission side, we agree with many of the points that have been made in the debate.

We have sought to target support during the current period, but, as many of you have stressed, it's also important that we integrate these objectives in our proposals for the next period – the post-2020 period.

The transition to a circular economy is now included in the policy objectives that we are earmarking. Although the circular economy strategies are not yet implemented widely enough to be a new enabling condition, we are excluding the least desirable waste management options from the scope of funding.

Again, the monitoring framework includes new indicators more closely linked to the circular economy and the objectives we've been discussing, such as the use of recycled waste as raw materials. Now we'll also have a tracking methodology that supports environmental objectives next to the tracking of climate objectives.

A number of other points have come up in discussion and, as we undertook at the beginning, we will make a careful report on all of those to Ms Crețu and her team.

The circular economy requires considerable changes to the way we live our lives and run our economies, and that requires the effort, support and engagement of a wide range of stakeholders who are trying to make the circular economy happen in all regions, local authorities and cities, but it is worth the effort. That is the main message that I take away from tonight's debate.

Davor Škrlec, Rapporteur. – Gospođa predsjedavajuća, zahvaljujem svim kolegicama i kolegama i povjereniku na doprinosima današnje diskusiji. Ja ću se osvrnuti na samo nekoliko detalja za koje smatram da su važni da ih možda istaknemo i da ih još jače zapravo objasnimo našim građanima.

Prvo je jako važno ojačati kapacitete naše lokalne i regionalne samouprave. Kao činjenicu tome, dajem podatak da je na prošlogodišnjem natječaju Europske komisije za konsultativnu pomoć jedinicama regionalne samouprave, upravo u državama središnje i istočne Europe bio vrlo slabi odaziv. Dakle, taj dio Europske unije nije prepoznao na vrijeme kružnu ekonomiju kao potencijal za razvoj svojeg gospodarstva.

Također, ulaganje u sektor poduzetništva je jako važno kako bismo ga osposobili za tranziciju prema kružnoj ekonomiji. Tu ću opet navesti jedan primjer – neki dan sam u jednom europskom trgovačkom lancu kupio drvene žlice, vilice, noževe, kao zamjenu za jednokratne plastične proizvode koje danas koristimo, ali ono što me je iznenadilo jest da je to bilo proizvedeno u Kini, a ne u Europskoj uniji. Dakle, Kina je prepoznala politiku Europske unije u kružnoj ekonomiji i primjenila zapravo biomaterijale koje danas prodaje nama na tržištu. Dakle, moramo naše poduzetništvo osposobiti da postane konkurentno onom na globalnoj razini.

Bila je spomenuta „pametna specijalizacija“, to je jako važno kako bi naše regije prepoznale svoje lokalne potencijale. Upravo kako bi, ja bih rekao, kroz novi Horizon Europe u istraživanju i razvoju novih materijala korištenjem biomaterijala zapravo razvile proizvode, odnosno one koji se danas baziraju na jednokratnoj plastici. Zato podržavam inicijativu Komisije za Prijedlog direktive o ograničenoj upotrebi jednokratne plastike i, naravno, Prijedlog direktive o izmjeni Direktive za pitku vodu.

I na kraju, htio bih samo istaknuti koje su zapravo naše najvažnije poruke, što je naša kolegica Pietikäinen već istaknula, a to je da u ovom programskom razdoblju imamo projekata, imamo novac iz europskih fondova koji je loše upotrebljen. Znači, ex ante uvjeti kojima se poštuje hierarhija gospodarenja otpadom zapravo su uvjeti za financiranje cirkularne ekonomije, odnosno tih projekata. Razvoj nacionalnih strategija koje će biti, zapravo, u skladu s europskom politikom cirkularne ekonomije i, ono što je povjerenik istaknuo, da imamo jasnu metodologiju praćenja indikatora ulaganja u projekte cirkularne ekonomije.

Puhemies. – Keskustelu on päättynyt.

Äänestys toimitetaan keskiviikkona 13. kesäkuuta 2018.

Kirjalliset lausumat (työjärjestyksen 162 artikla)

Tamás Deutsch (PPE), írásban. – A körforgásos gazdaság környezetbarát alternatívát kínál a jelenleg elterjedt „Vedd meg! – Használd! – Dobd ki!” modellel szemben, erősítéséhez a kohéziós politika támogatására is szükség van. A körforgásos gazdaság termékei és szolgáltatásai iránti kereslet nem elegendő, aminek oka sokszor abban rejlik, hogy drágábbak a lineáris termékeknél és szolgáltatásoknál, melyeknek azonban negatív velejáróit és az éghajlatváltozásra gyakorolt hatásokat nem veszik figyelembe.

A körforgásos gazdaság sokkal átfogóbb a hulladékgazdálkodásnál; felöleli a megújuló energia, az erőforrás-hatékonyság, a biogazdaság, az agrár- és a halászati politikák, az élelmiszer-pazarlás, a levegőtisztaság, a kutatás-fejlesztés, innováció területeit. A körforgásos gazdaság hatékonyan támogatja a fenntartható fejlődést és az éghajlat-változás elleni küzdelmet, a benne rejlő lehetőségek feltárása és kihasználása ezért fontos feladat.

Adam Gierek (S&D), na piśmie. – Struktura tworzyw używanych w wyrobach materialnych podlega w trakcie ich eksploatacji nieodwracalnym zmianom wskutek wzrostu entropii wewnętrznej. Powrót do stanu wyjściowego, tj. rozkład surowców wtórnych na składniki wyjściowe, choć teoretycznie możliwy, okupiony byłby większym nakładem energetycznym niż ten, który zachodził w przypadku korzystania z surowców pierwotnych.

Wychodząc z bilansu egzergetycznego, widzimy, że „prosty recykling” ma swoje ograniczenia energetyczne. Wielokrotny recykling termoplastycznych tworzyw sztucznych prowadzi do skrócenia łańcuchów polimerowych, tj. do gwałtownego spadku ich właściwości mechanicznych. Podobnie ma się rzecz z recyklingiem w przypadku wytwarzania stali na bazie złomu stopów żelaza. Im więcej cykli przetopu, tym większe prawdopodobieństwo, że w strukturze stali pojawią się trudne do usunięcia niskotopliwe, szlachetniejsze od żelaza składniki, np. miedź. Takie stale są kruche i mało plastyczne. Nie nadają się na karoserie samochodowe.

Gospodarka o obiegu zamkniętym winna uwzględniać egzergetyczne ograniczenia surowców wtórnych, opracowując nowe technologie ich wykorzystania. Za klasyczny przykład takiego podejścia może służyć wykorzystanie zużytych opon samochodowych do produkcji różnego rodzaju kształtek o strukturze gumowo-poliuretanowej (poliuretan jako spoiwo), które cechują się korzystnymi właściwościami tłumienia drgań. Nietrudno przewidzieć, że „prosty recykling” byłby w tym przypadku niesłychanie skomplikowany i energochłonny.

20. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll

21. Schluss der Sitzung

(Istunto päättyi klo 23.22.)

Legende der verwendeten Zeichen

*	Konsultationsverfahren
***	Zustimmungsverfahren
***I	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, erste Lesung
***II	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, zweite Lesung
***III	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, dritte Lesung

(Das angegebene Verfahren entspricht der von der Kommission vorgeschlagenen Rechtsgrundlage.)

Abkürzungen der Ausschüsse

AFET	Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten
DEVE	Entwicklungsausschuss
INTA	Ausschuss für internationalen Handel
BUDG	Haushaltsausschuss
CONT	Haushaltskontrollausschuss
ECON	Ausschuss für Wirtschaft und Währung
EMPL	Ausschuss für Beschäftigung und soziale Angelegenheiten
ENVI	Ausschuss für Umweltfragen, öffentliche Gesundheit und Lebensmittelsicherheit
ITRE	Ausschuss für Industrie, Forschung und Energie
IMCO	Ausschuss für Binnenmarkt und Verbraucherschutz
TRAN	Ausschuss für Verkehr und Fremdenverkehr
REGI	Ausschuss für regionale Entwicklung
AGRI	Ausschuss für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung
PECH	Fischereiausschuss
CULT	Ausschuss für Kultur und Bildung
JURI	Rechtsausschuss
LIBE	Ausschuss für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres
AFCO	Ausschuss für konstitutionelle Fragen
FEMM	Ausschuss für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter
PETI	Petitionsausschuss
DROI	Unterausschuss Menschenrechte
SEDE	Unterausschuss Sicherheit und Verteidigung

Abkürzungen der Fraktionen

PPE	Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten)
S&D	Fraktion der Progressiven Allianz der Sozialdemokraten im Europäischen Parlament
ECR	Fraktion der Europäischen Konservativen und Reformer
ALDE	Fraktion der Allianz der Liberalen und Demokraten für Europa
GUE/NGL	Konföderale Fraktion der Vereinigten Europäischen Linken/Nordische Grüne Linke
Vers/ALE	Fraktion der Grünen/Freie Europäische Allianz
EFDD	Fraktion Europa der Freiheit und der direkten Demokratie
ENF	Fraktion Europa der Nationen und der Freiheit
NI	Fraktionslos



AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 13. JUNI 2018

(C/2024/3375)

EUROPÄISCHES PARLAMENT

SITZUNGSPERIODE 2018-2019

Sitzungen vom 11. bis 14. Juni 2018

STRASSBURG

Inhalt	Seite
1. Eröffnung der Sitzung	4
2. Aussprache über Fälle von Verletzungen der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll	4
3. Verhandlungen vor der ersten Lesung des Parlaments (Billigung) (Artikel 69c GO): siehe Protokoll	4
4. Erster Jahrestag der Unterzeichnung des Übereinkommens von Istanbul: Sachstand (Aussprache)	4
5. Wiederaufnahme der Sitzung	18
6. Aussprache mit dem niederländischen Ministerpräsidenten Mark Rutte über die Zukunft Europas (Aussprache)	18
7. Wiederaufnahme der Sitzung	49
8. Abstimmungsstunde	50
8.1. Zusammensetzung des Europäischen Parlaments (A8-0207/2018 - Danuta Maria Hübner, Pedro Silva Pereira) (Abstimmung)	50
8.2. Insolvenzverfahren: aktualisierte Anhänge zu der Verordnung (A8-0174/2018 - Tadeusz Zwiefka) (Abstimmung)	51
8.3. Abkommen EU/Island über zusätzliche Regeln in Bezug auf Außengrenzen und Visa für 2014 bis 2020 (A8-0196/2018 - Anders Primdahl Vistisen) (Abstimmung)	51
8.4. Abkommen EU/Schweiz über zusätzliche Regeln in Bezug auf Außengrenzen und Visa für 2014 bis 2020 (A8-0195/2018 - Claude Moraes) (Abstimmung)	51

Inhalt	Seite
8.5. Umsetzung der übrigen Bestimmungen des Schengen-Besitzstands über das Schengener Informationssystem in Bulgarien und Rumänien (A8-0192/2018 - Monica Macovei) (Abstimmung)	51
8.6. Kohäsionspolitik und Kreislaufwirtschaft (A8-0184/2018 - Davor Škrlec) (Abstimmung)	51
8.7. Weitere Makrofinanzhilfe für die Ukraine (A8-0183/2018 - Jarosław Wałęsa) (Abstimmung) ...	51
8.8. Verhandlungen über die Neufassung des Assoziierungsabkommens EU/Chile (A8-0158/2018 - Charles Tannock) (Abstimmung)	51
8.9. Beziehungen zwischen der EU und der NATO (A8-0188/2018 - Ioan Mircea Pașcu) (Abstimmung)	52
8.10. Cyberabwehr (A8-0189/2018 - Urmas Paet) (Abstimmung)	52
9. Stimmerklärungen	52
9.1. Kohäsionspolitik und Kreislaufwirtschaft (A8-0184/2018 - Davor Škrlec)	52
9.2. Weitere Makrofinanzhilfe für die Ukraine (A8-0183/2018 - Jarosław Wałęsa)	55
9.3. Verhandlungen über die Neufassung des Assoziierungsabkommens EU/Chile (A8-0158/2018 - Charles Tannock)	57
9.4. Beziehungen zwischen der EU und der NATO (A8-0188/2018 - Ioan Mircea Pașcu)	58
9.5. Cyberabwehr (A8-0189/2018 - Urmas Paet)	60
10. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll	61
11. Wiederaufnahme der Sitzung	61
12. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll	61
13. Unabhängigkeit der Justiz in Polen (Aussprache)	61
14. Humanitäre Notlagen im Mittelmeer und Solidarität in der EU (Aussprache)	72
15. Zusammensetzung des Parlaments: siehe Protokoll	96
16. Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Erlass neuer Berufsreglementierungen (Aussprache)	96
17. Verhandlungen über ein neues Partnershipsabkommen EU/ AKP (Aussprache)	106
18. Umsetzung des EU-Rahmens für nationale Strategien zur Integration der Roma und Folgemaßnahmen (Aussprache)	120

Inhalt	Seite
19. Verbesserung des Spracherwerbs und gegenseitige Anerkennung von Sprachkenntnissen in der EU (Aussprache)	129
20. Zusammensetzung der Ausschüsse: siehe Protokoll	139
21. Schließung des EU-Elfenbeinmarktes zur Bekämpfung der Wilderei (Aussprache)	139
22. Strukturelle und finanzielle Hürden beim Zugang zu Kultur (Aussprache)	144
23. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll	151
24. Delegierte Rechtsakte (Artikel 105 Absatz 6 GO): siehe Protokoll	151
25. Durchführungsmaßnahmen (Artikel 106 GO): siehe Protokoll	151
26. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll	151
27. Schluss der Sitzung	151

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 13. JUNI 2018

PRZEWODNICTWO: BOGUSŁAW LIBERADZKI

Wiceprzewodniczący

1. Eröffnung der Sitzung

(Posiedzenie zostało otwarte o godz. 9.00)

2. Aussprache über Fälle von Verletzungen der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll

3. Verhandlungen vor der ersten Lesung des Parlaments (Billigung) (Artikel 69c GO): siehe Protokoll

4. Erster Jahrestag der Unterzeichnung des Übereinkommens von Istanbul: Sachstand (Aussprache)

Przewodniczący. –Kolejnym punktem porządku dziennego są oświadczenia Rady i Komisji w sprawie pierwszej rocznicy podpisania konwencji stambulskiej: obecna sytuacja (2018/2753(RSP)).

Wcześniej chciałbym zawrzeć z państwem pewne porozumienie, ponieważ o godz. 10.00 musimy zakończyć ten punkt porządku dziennego. Po nim nastąpi strategiczna, tradycyjna debata z udziałem premierów – tym razem jest to premier Holandii, dlatego będę bardzo chciał restrykcyjnie przestrzegać czasu wystąpień. Chciałbym również, mając na uwadze przewagę formuły zgłoszeń z sali, zaproponować, że nie będę udzielał zgody na wystąpienia w trybie niebieskiej kartki, natomiast zostawimy czas na formułę zgłoszeń z sali.

Na wystąpienie Komisji, wystąpienia w imieniu grup politycznych oraz wystąpienia posłów mamy w tej chwili 45 minut – 5 minut na wprowadzenie, a więc zostałoby 10 minut na zgłoszenia z sali, w związku z czym proszę o akceptację takiej formuły dzisiejszej debaty w tym punkcie porządku dziennego. Rozumiem, że jest akceptacja.

Wobec tego proszę bardzo o wystąpienie w imieniu Rady panią minister Monikę Panayotową.

Monika Panayotova, President-in-Office of the Council. – Mr President, thank you for having this important debate on the agenda today. Indeed this is not the first time I had the opportunity to discuss with you this very important topic. I would like to use the opportunity to reiterate the points which I have made previously. Combating all forms of violence against women and young girls is a core element of the respect for fundamental rights. These crimes have no place in the Union, and the Council is clear on zero tolerance of violence against women.

The Istanbul Convention is a comprehensive framework on violence against women and domestic violence. It constitutes a concrete tool to eradicate all forms of violence against women, protect its victims and prosecute the perpetrators. Finally, it contributes to the elimination of all forms of discrimination against women and promotes equality between women and men.

All 28 Member States have already signed this Convention, and 18 of them have already ratified it. The Council has, on several occasions, encouraged those Member States who have not done so yet to ratify the Istanbul Convention.

On 11 May 2017, the Council adopted the decisions on the signing of the Convention on behalf of the European Union. Our Presidency is carrying on the work on the conclusion of this important instrument. This includes reaching agreement on internal rules in the form of a code of conduct for the implementation of the Convention.

According to the EU-wide survey on violence against women conducted by the Fundamental Rights Agency in 2014, one-in-three women, which means 33%, has experienced physical and/or sexual violence since the age of 15. One-in-five women, which means 18%, has experienced stalking; every second woman has been confronted with one or more forms of sexual harassment. Violence against women cannot be seen as a marginal issue that touches only on some women's lives.

Last but not least, gender-based violence also has a significant impact on economies and societies as a whole, for example in terms of health, legal and social services. In 2014, the European Institute for Gender Equality has estimated that the cost of violence against women in the European Union could amount to billions, or to be more precise, EUR 109 billion per year.

As President Tajani strongly affirmed, 'the struggle for the elimination of violence against women is a fight that each and every one of us must take part in. It is our duty to stand up for women by drawing awareness to this injustice.'

The Council has repeatedly expressed its commitment to preventing and eliminating all forms of gender-based violence. We all know that only our joint efforts and a message of unity will help to improve the situation of all women and girls in Europe.

Frans Timmermans, *First Vice-President of the Commission*. – Mr President, one year ago, the European Union signed the Istanbul Convention, and since then we have seen women's marches and the '#Me Too' campaign confirm once again that violence against women is a global issue that continues to affect women and girls in every part of the world. We know that this violence is part of an effort to keep women in their place as lesser citizens and this is unacceptable.

The Convention is the first legally binding international instrument with enforceable provisions to prevent and combat violence against women. The Commission's intention is to conclude EU accession as soon as possible. Since the signature, we have been working intensively with the Member States and the Council to reach an agreement on a Code of Conduct that sets out the practical arrangements for implementing the Convention. The Code should accompany the Council's conclusion decision and describe the division of roles between the EU and the Member States in implementing the Convention. We have been discussing legal competence issues, as well as issues such as reporting and sharing information.

Some Member States, regrettably, are still reluctant to support EU accession to the Convention. Let me reiterate again that the EU will accede alongside the Member States and will not replace Member States. Substantial aspects of the Convention, such as those related to substantive criminal law, remain under Member States' exclusive competence.

However, the advantage is that, if the EU becomes a contracting party in its own name, alongside the Member States, certain obligations set out in the Convention will be legally binding for the EU's institutions, bodies and agencies and will therefore protect their staff. For example, the Convention requires that staff are protected through the internal rules of the institutions to prohibit violence and harassment in the workplace and provide for procedures and services to support victims and to sanction offenders.

The Commission is currently in the process of analysing the relevant obligations in the Convention, screening the existing internal rules, regulations and practices of all EU institutions, agencies and bodies, and determining whether there are any gaps in the current system. This is a task which will require the full engagement of all European institutions and bodies, and I warmly welcome the European Parliament's cooperation in this regard.

Unfortunately, achieving EU compliance with these international standards is not enough. Despite the fact that all EU Member States have signed the Convention and that 19 Member States have so far ratified it, we see strong opposition against the Convention in a few countries. A lot has been said about this Convention, some of which is frankly untrue. I would like to be very clear: this Convention is about protecting women against violence. Nothing more, nothing less. One-in-three women in Europe has experienced violence at least once in their life simply because she is a woman, and one-in-three women in Europe has experienced either physical and/or sexual violence. This is unacceptable.

The Istanbul Convention is the first binding and comprehensive international instrument in Europe that addresses violence against women. It is not about imposing new social standards. It is about banning violence. The misconceptions and misleading arguments voiced in the public debates about the Convention need to be confronted. The Commission is working on a communication strategy to rebut fears that the Convention would challenge conventional family or religious norms or introduce an obligation to allow same-sex marriage or a new refugee status for transgender or intersex persons. I would really like to know in which universe social conventions or religious norms would allow for violence against women. Which religion does that?

(Applause)

Gender equality is not a quick fix. We all know that. But unless we take concrete steps and move ahead together on this, we won't achieve the behavioural and cultural shifts that allow change. I say this: I'm a son, I'm a husband, and I'm a father of two girls. I find it completely unacceptable that my mother, my wife or my kids – my girls – would not be better protected against violence. This is a duty shared by men and women. It's not only up to women to make this happen, and this is a duty we should all take very seriously indeed.

Anna Maria Corazza Bildt, *on behalf of the PPE Group*. – Mr President, the signature of the EU on the Istanbul Convention was a historic step to strengthen our tools to prevent violence, combat impunity and protect victims. Since then, Estonia, Cyprus, Germany and now Croatia have ratified the Convention, but 10 Member States are missing, including the Presidency. I am asking them: how many women have to be harassed, beaten up and killed? How many girls have to be married away, mutilated or trafficked for prostitution before they ratify and enforce?

All women and girls should feel free and safe in Europe, and no tradition or culture can justify men's violence against women. The EU accession to the Convention strengthens accountability for Member States and external action of the EU in promoting women's rights globally. It is about building a culture of respect for women and girls involving men and boys. The Convention not only provides for sanctions, training, support for victims, but also measures to combat stereotypes and sexism.

So together today, let's call on the Presidency to put the Istanbul Convention on the agenda of the European Council for as long as it takes, and call on all countries – Bulgaria, Hungary, Slovakia and Ukraine – to engage with civil society, with religious leaders, across political parties based on facts. Thank you, Vice-President for what you said. Let's also call on the Commission to open a dialogue on the misleading interpretation of gender in the Convention. The Convention is not against family – Mr President, I'm finishing – it is against violence that is against families. As co-rapporteur of the Istanbul Convention, I will remain committed to zero tolerance to any violence against women and girls.

Christine Revault d'Allonnes Bonnefoy, *au nom du groupe S&D*. – Monsieur le Président, nous sommes réunis aujourd'hui pour célébrer un anniversaire, celui de la signature par l'Union européenne de la convention d'Istanbul, il y a un an jour pour jour. C'est agréable un anniversaire, on se félicite, on regarde dans le rétroviseur et on constate à quel point les femmes sont désormais mieux protégées, car la convention d'Istanbul est un traité juridiquement contraignant et le meilleur outil qui soit pour prévenir les violences, protéger les victimes et poursuivre en justice les responsables.

Mais cet anniversaire n'est en rien une célébration, car après un an de négociations entre la Commission et le Conseil, aucun progrès notable n'a été réalisé. Vous pouvez estimer que la négociation avance et qu'une partie des États membres est de bonne volonté, je les en remercie sincèrement. Mais nous avons ici besoin de l'unanimité. La Pologne ou la Hongrie – pour ne citer qu'elles – refusent toute avancée sur le dossier.

Ces gouvernements ont tourné le dos à la moitié de leur population, qui risque pourtant de devenir des victimes, niant ainsi notre droit de vivre à l'abri de la violence.

Et quelle force de conviction de la présidence bulgare du Conseil, qui a retiré un projet de loi pour la ratification de son propre pays. Pas étonnant que les négociations au niveau européen s'éternisent.

Le Conseil a déjà restreint la portée de l'adhésion de l'Union à la convention d'Istanbul. Il a choisi de la limiter à quelques domaines précis, alors que ce Parlement appelait à une adhésion la plus large possible. Les arguments juridiques pour justifier ces restrictions regrettables ont d'ailleurs été rejetés par notre Service juridique.

Alors arrêtez-vous là, arrêtez de vous opposer à ce qui peut réellement aider les femmes en Europe, à ce qui peut mettre fin à l'impunité des responsables. L'Union européenne doit ratifier au plus vite cette convention, ainsi que les dix États membres qui ne l'ont pas encore fait au niveau national.

Helga Stevens, *namens de ECR-Fractie*. – Voorzitter, beste collega's, ik wil vandaag een vurig pleidooi houden voor de ratificatie van het Verdrag van Istanbul. Elk instrument dat vrouwen een beetje meer beschermt tegen geweld, is van groot belang. Ik benadruk dat het hier gaat om de vreselijkste misdaden tegen vrouwen, zoals genitale verminking, gedwongen abortus en gedwongen sterilisatie, kindhuwelijken, verkrachting en eremoord.

Mensen kunnen en mogen religieuze overtuigingen hebben, maar dit mag de bescherming van vrouwen nooit in de weg staan. Ik kan niet begrijpen en aanvaarden dat cultuur, gewoonten, religie, traditie of de zogenaamde 'eer' een excuus kunnen zijn om vrouwen te onderdrukken en te misbruiken.

Ik vraag jullie allen: Wat is er eervol aan geweld tegen vrouwen? En hoe kan het bestrijden van geweld niet in overeenstemming zijn met traditionele waarden? Ik betreur het ontzettend dat het in de EU zo moeilijk blijkt om samen een krachtig signaal te geven tegen geweld. Geweld tegen vrouwen, en bij uitbreiding tegen alle genders, hoort niet thuis in onze Europese samenleving. We slaan onszelf zo graag op de borst voor onze Europese waarden en grondrechten, maar hebben het moeilijk de meest flagrante vorm van discriminatie te veroordelen. Ik vind dit de Europese Unie onwaardig.

Angelika Mlinar, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, dear Commissioner. All around the world, in every country, women and girls still struggle to exercise their full human rights.

Violence against women and girls is perhaps the most obvious manifestation of the deep imbalances empowering our societies and the vulnerabilities and limitations that follow them, especially for the most marginalised groups when vulnerabilities are at their peak and protections at their lowest point.

This year marks the first anniversary of the signing by the European Union of the Istanbul Convention, and it is an opportunity for us to reflect on the steps that have been taken so far. But it is also a possibility for a wake-up call. Only robust action can ensure women a life free from violence.

I welcome the steps that have been taken in the negotiations of the Code of Conduct, which lays down the rights and obligations of the EU and the Member States under the Convention. This gives me the opportunity to call on the next EU Council Presidency, Austria – my country – to conclude the Code of Conduct and to find a political agreement with the remaining problematic Member States who keep blocking the ratification by the European Union of the Istanbul Convention.

For those Member States I have a crystal clear message: I urge you to stop spreading outrageous misinformation about the Convention and its content. Gender is not a threat; domestic violence is.

Terry Reintke, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, the 13th of June will go down in history. It will go down in history as the day when the European Union truly stood up against violence against women and for the protection of women against violence. And fighting against violence should actually not even be a debate here, because, despite our political differences, shouldn't we all agree that all women in the European Union should be able to live a life free from violence? Still there is opposition to this Convention. There are politicians who are spreading lies in order to block the ratification of this very important Convention, and these politicians only have one pre-condition under which they actually care about violence against women, and that is when the perpetrator is a Muslim, when the perpetrator is a refugee, when the perpetrator is a stranger – when the perpetrator is somebody who they can politically instrumentalise. And I say to you today: stop these disgusting political campaigns. Start doing something for the protection of women against violence, start campaigning for the Istanbul Convention, because this is the real political tool that you should use in order to prevent violence from happening. Stand up for women in Europe: support the Istanbul Convention now!

Malin Björk, *för GUE/NGL-gruppen*. – Herr talman! Könsbaserat våld dödar. Det förminskar livsutrymmet och hotar. Sexualiserat våld, trakasserier, våld i nära relationer, hot på offentliga platser och utrymmen. De som utsätts är kvinnor och flickor men också de med normbrytande könsidentitet eller sexualitet såsom hbtq-personer.

Men jag tror att det ännu viktigare att synliggöra vem som utövar våldet. Det är män. Vi har en slags "toxic masculinity" som i värsta fall genererar våldsutövande män. De goda nyheterna är ju att det inte behöver vara så. Det är en konstruktion av manlighet som inte hör hemma i detta århundrade, och som vi kan ändra på. Det är det som är feminism och genus, det är det handlar om. Och i den bemärkelsen, visst, då välkomnar jag många fler feministiska män som tar avstånd från den typen av manlighet.

Vi som är här i dag, vi som följer arbetet med att ratificera Istanbulkonventionen, vi vet vilket viktigt verktyg det är. Vi vet vilket värdefullt politiskt och juridiskt instrument det är, och vi kommer inte att ge oss, för den här kampen är inte över förrän vi alla är skyddade mot våld mot kvinnor och flickor. Vi kommer inte att ge oss, vi har också mänskliga rättigheter.

Daniela Aiuto, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, già un anno è passato dalla firma della Convenzione di Istanbul da parte dell'Unione europea e siamo oggi qui a ricordarlo. Come in ogni anniversario che si rispetti, facciamo anche un primo bilancio per capire se abbiamo fatto abbastanza rispetto alle aspettative. La risposta è: no, non abbiamo fatto abbastanza.

Certo, lo sappiamo, non è con una firma che le cose possono cambiare. Una firma non ferma né le violenze né le discriminazioni che ogni giorno subiscono le donne in tutta Europa. Quindi facciamo di più, pressiamo i governi degli Stati membri a fare di più, a legiferare nella maniera più efficace e a mettere in campo tutte le forze necessarie perché le violenze contro le donne non si fermano e siamo francamente stanche di aspettare.

Mylène Troszczynski, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, il y a un peu plus d'un an, l'Union européenne signait la convention d'Istanbul. Vous avez réussi au Parlement, à grand renfort de démagogie, à faire accepter ce texte à une grande majorité de nos collègues. Soit.

Alors aujourd'hui, un an après, est venu le temps de faire les comptes. Vous prétendez sauver les femmes et les filles victimes de violences et vous avez mis en avant, lors de l'événement EYE consacré à la jeunesse européenne il y a quelques jours, des femmes défendant le voile islamique, symbole, je l'affirme, de la menace qui pèse réellement sur les femmes européennes aujourd'hui.

Vous prétendez défendre l'égalité entre les hommes et les femmes en favorisant ce que vous appelez l'égalité des genres. Pensez-vous réellement qu'imposer l'idéologie du genre, comme vous le faites, à tous et surtout à nos enfants, fera reculer les violences faites aux femmes?

Vous prétendez enfin apporter la lumière de la démocratie européenne à toutes les femmes et les filles d'Europe, et lorsque les gouvernements bulgares, hongrois et polonais, entre autres, refusent souverainement d'adhérer à votre petit livre rouge du genre, ils sont lynchés sur la place publique.

Ils sont surtout conscients que cette convention d'Istanbul ne protégera en rien les femmes européennes des réels dangers qui les menacent aujourd'hui.

Agnieszka Kozłowska-Rajewicz (PPE). –Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Szanowni Państwo! Chciałabym na początek przypomnieć, że rząd polski podpisał konwencję w 2012 r. i ratyfikował ją w 2015 r. I wyrażając uznanie dla Anny Marii Corrazzzy Bildt, która prowadzi ten temat w parlamencie z wielką determinacją, chciałabym również przypomnieć, że konwencja powstała w 2011 r. i w ciągu zaledwie kilku lat podpisały ją wszystkie kraje Rady Europy z wyjątkiem Rosji i Azerbejdżanu. Podpisały ją również wszystkie kraje, w tym Unii Europejskiej, i większość z nich ratyfikowała tę konwencję. Ostatnio zrobiła to Chorwacja, której należą się za to wielkie brawa. Konwencja stambulska jest uznana przez ONZ za złoty standard polityki antyprzemocowej. Zawiera rozdział o prewencji, który mówi, że promowanie równości kobiet i mężczyzn to najlepszy sposób zapobiegania przemocy. Konwencja uznaje, że nic nie może przemocy usprawiedliwiać: ani tradycja, ani religia, ani kultura. Wprost niektóre zwyczaje religijne, jak obrzezanie kobiet, uznaje za przemoc i czyn karalny. Ta konwencja to mapa drogowa dla krajowych polityk antyprzemocowych. Wyrażając uznanie dla faktu, że w 2017 r. Unia Europejska jako strona przystąpiła do konwencji, wzywam Komisję Europejską i Radę do rozszerzenia zakresu ratyfikacji unijnej oraz do przygotowania projektu dyrektywy antyprzemocowej, która jako prawo unijne miałaby moc wiążącą.

Iratxe García Pérez (S&D). –Señor presidente, una de cada tres mujeres en la Unión Europea ha sido víctima de algún tipo de violencia, y, por eso, celebrar hoy este debate, cuando hace un año que la Unión Europea firmó el Convenio de Estambul, creo que es una señal fundamental para trasladar la necesidad de seguir comprometiéndonos y seguir trabajando en la lucha contra la violencia contra las mujeres.

Quiero agradecer el discurso tan comprometido del señor Timmermans al respecto, porque es cierto que necesitamos muchas voces unidas en este sentido. También reconozco que me ha sorprendido escuchar la voz de la Presidencia al respecto de esta cuestión, cuando Bulgaria se encuentra dentro de los países que todavía no han asumido la necesidad de ratificar el Convenio de Estambul.

Es una obligación moral. Es una obligación de todos los Estados miembros de la Unión Europea luchar contra la violencia contra las mujeres, porque necesitamos medidas legislativas que nos comprometan, porque necesitamos poner en marcha todas y cada una de las acciones en los distintos niveles para acabar con la mayor lacra social que tiene en estos momentos el mundo.

Las mujeres están siendo asesinadas por el mero hecho de ser mujeres, y eso no merece la impasibilidad de nadie. Por lo tanto, asumamos nuestras obligaciones, asumamos nuestros compromisos y pongamos en marcha una lucha que es necesario comenzar ya desde la unidad de todos los demócratas y desde la unidad de aquellos que consideramos que es necesaria una Europa más igual.

Branislav Škripek (ECR). –Vážený pán predsedajúci, samozrejme, násilie na ženách nikto schvaľovať nechce, nikto si to neželá, ani to nie je správne. Ale zároveň je treba vidieť, že s týmto dokumentom má množstvo štátov problémy, a myslím si, že je dôležité, že toto je treba rešpektovať.

Výskumy ukazujú, že príčiny násilia voči ženám nie sú také, ako v tomto dokumente stále hovoríte: že muži útočia na ženy, lebo sú ženy. To predsa nie je pravda. Sú to alkohol, hazard, partnerské problémy a mnoho štátov vidí v tomto dokumente aj ideologický problém. Konkrétne v bode C sa uvádza, že chcete predefinovať porozumenie úlohy mužov a žien v spoločnosti. Lenže toto sa nedeje medzinárodným dokumentom. Takisto odstraňovanie tohto násilia sa nedeje reštrikciou a príkazmi, ale výchovou a úctou v rodinách, v školách, voči žene ako takej, k tej schopnosti, ktorú má – prinášať život.

V Turecku bol ratifikovaný dohovor, ale keď tam bol prípad muža, ktorý znásilnil ženu, stačilo zaviesť zákon, že keď sa s ňou ožení, už bude od trestu oslobodený.

Prosím vás, Istanbulský dohovor treba vytvoriť nový. Nový dokument, ktorý bude vyhovovať štátom.

Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE). –Señor presidente, señor vicepresidente, me gustaría que este aniversario de la firma del Convenio de Estambul por la Unión Europea fuera motivo de celebración, pero me temo que es motivo de denuncia.

En marzo, señora Panayotova, el Gobierno búlgaro revocó su decisión de presentar el Convenio de Estambul para su ratificación en plena Presidencia europea. El primer ministro eslovaco, Robert Fico, dijo en febrero que se negaba a ratificarlo. Según Viktor Orban, la forma de defender a las mujeres es impedir la inmigración en Hungría.

Diez Estados miembros aún no han ratificado el Convenio y algunos, como Polonia, llevan años amenazando con revertir esa ratificación. Incluso los países que lo han ratificado, como el mío, España, aún no han incorporado adecuadamente las disposiciones en su legislación nacional, de modo que se haga efectivo.

El Convenio de Estambul es la herramienta legal más completa e integrada de que nos hemos dotado para combatir de forma integral la violencia de género contra las niñas, contra las mujeres y también la violencia intrafamiliar, pero hace ya cuatro años que entró en vigor. Yo confío en que la Presidencia austriaca complete el compromiso que el Consejo adoptó hace un año.

Κωνσταντίνα Κούνεβα (GUE/NGL). –Κύριε Πρόεδρε, ένα χρόνο μετά την υπογραφή της Σύμβασης της Κωνσταντινούπολης από την Ευρωπαϊκή Ένωση δεν έχουμε καταφέρει ακόμα το αυτονόητο: να ισχύουν οι διατάξεις της Σύμβασης σε όλα τα κράτη μέλη. Και αυτό γιατί η Επιτροπή κάνει τα στραβά μάτια. Ενώ φροντίζει να απειλεί και ακόμα να επιβάλλει πρόστιμα στα κράτη μέλη, όταν παραβιάζουν το κοινοτικό δίκαιο, όπως συμβαίνει σε δημοσιονομικά, εμπορικά, περιβαλλοντικά θέματα, δεν κάνει το ίδιο, όταν πρόκειται για τα δικαιώματα των ανθρώπων, που είναι η βάση και ο πυρήνας της κοινωνίας. Και το χειρότερο: επιτρέπει να ανακυκλώνονται ψευδείς ειδήσεις για το κείμενο της Σύμβασης δαιμονοποιώντας το και στρέφοντας τον κόσμο εναντίον του.

Ερωτώ την Επιτροπή: πρώτον, τι μέτρα προτίθεται να λάβει για να ισχύει η Σύμβαση που η ίδια υπέγραψε; Δεύτερον, πώς θα αντικρούσει τις ψευδείς ειδήσεις γύρω από τη Σύμβαση;

Jörg Meuthen (EFDD). –Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren, sehr geehrte Angehörige der anderen über 60 künstlichen Geschlechter! Wir sprechen über „Ein Jahr Istanbul-Konvention“. Alle EU-Mitgliedstaaten verfügen über wirksame nationale Gesetze und Prozeduren, um Gewalt gegen Frauen und Männer zu bekämpfen – sonst wären sie nämlich nicht Mitglied der EU oder des Europarats geworden.

Deswegen ist die Istanbul-Konvention völlig überflüssig. Sie ist ein politisch korrekter Vorwand zur Vertiefung der absurden Gender-Ideologie und sonst nichts. Der Istanbul-Konvention schlägt zu Recht Ablehnung und Misstrauen entgegen. Deswegen denkt der Europarat sogar darüber nach, mit Steuergeldern viele bunte Broschüren zu drucken, um den Gender-Unsinn schönzureden. Die Istanbul-Konvention ist das falsche Instrument in der Hand der falschen Leute.

Fürs Protokoll: Wir stehen ganz klar gegen jede geschlechtsbezogene Gewalt sowohl gegen Frauen als auch gegen Männer. Doch das ist Aufgabe des nationalen Strafrechts, nicht dieser überflüssigen Gender-Konvention.

Herr Kommissar Timmermans, beklagen Sie sich hier doch bitte nicht über Gewalt gegen Frauen im Raum der EU! Sie sind einer der maßgeblichen Akteure, die mit ihrer Politik Gewalt gegen Frauen sogar massiv befördern. Mit Ihrer absurden Migrationspolitik holen Sie Scharen von frauenverachtenden und nicht selten zu massiver Gewalt gegen Frauen bereiten jungen Männern aus fremden Kulturkreisen in den Bereich der EU aktiv herein. Mehr Heuchelei war selten, Herr Kommissar. Das ist mit Naivität nicht zu entschuldigen!

Franz Obermayr (ENF). –Herr Präsident! Einerseits ist es bedauerlich, dass manche Mitgliedstaaten noch nicht die Istanbul-Konvention ratifiziert haben, aber andererseits zeigt es sich immer wieder, dass die Ratifizierung des Vertrages nicht einhergeht mit dem Schutz der Frau. Exemplarisch zu sehen, Herr Kommissar Timmermans, in der Türkei, wo beinahe jede zweite Frau unter häuslicher Gewalt leidet. Im Jahr 2017 wurden gar 409 Frauen in der Türkei unter diesen Umständen ermordet. Sie sind alle verstummte Zeugen eines archaischen Islams, wie der türkische Staatspräsident Erdoğan ihn offensichtlich gerne hätte.

Es wundert daher auch nicht, dass die staatliche türkische Religionsbehörde zu Beginn dieses Jahres vorschlug, die Ehe für Kinder zu erlauben, sobald diese in die Pubertät kämen. Für uns, meine Damen und Herren, ein Weckruf, islamistische Parallelgesellschaften mit ihrem archaischen Frauenbild in unserer Mitte zu verhindern.

Herr Kommissar Timmermans, Sie brauchen offensichtlich Nachhilfeunterricht in Religionswissenschaft, wenn Sie hier heute an dieser Stelle die Frage stellen, welche Religion offensichtlich Gewalt gegen Frauen erlaubt. Gewalt an Frauen zu verurteilen, ist richtig und wichtig. Diese aber präventiv zu bekämpfen, Herr Kommissar, ist in meinen Augen ungleich wichtiger.

Zgłoszenia z sali

Mairead McGuinness (PPE). –Mr President. I just want to say very clearly that if you ever have listened to a victim of domestic violence recalling their experience, you would have no doubt of the importance of this issue. And the tragedy is that in our so-called developed world, domestic violence is everywhere. And this is a frightening reality for women and indeed their children.

My country, Ireland, has signed the Istanbul Convention but has not ratified it yet; that needs to be done. I support the call made here in this debate on this very sensitive issue.

It is a shocking sight and a shocking reality. I listened very recently to a woman describe the circumstances of her experience and how difficult it was for her to extract herself from that. This House can only support this initiative absolutely.

Caterina Chinnici (S&D). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, la firma da parte dell'Unione europea della Convenzione di Istanbul è stata un passo fondamentale per offrire strumenti giuridici per prevenire le violenze, perseguire gli autori di reati e fornire sostegno alle vittime. A un anno dall'adesione dell'Unione, però, tocca constatare che non tutti gli Stati hanno dato effettiva applicazione alla Convenzione e che, anche laddove le disposizioni hanno trovato attuazione, la violenza è ancora una triste e drammatica realtà per molte donne.

Evidentemente la legislazione da sola, per quanto efficace e completa, non basta. Non basta per risolvere in maniera netta e definitiva i tanti problemi legati alla violenza di genere. Occorre un cambio di passo ancora più efficace, attraverso la previsione di strumenti preventivi di carattere educativo, per diffondere una nuova cultura incentrata sul rispetto delle donne, e occorre l'adozione a livello europeo di una nuova politica integrata contro qualsiasi forma di violenza nei confronti delle donne, che solleciti in tutti i paesi la cosiddetta tolleranza zero, per realizzare finalmente una società realmente paritaria.

Νότης Μαριάς (ECR). –Κύριε Πρόεδρε, έχουμε συζητήσει επανειλημμένα για τη Σύμβαση της Κωνσταντινούπολης και φυσικά είναι σημαντικό το γεγονός ότι έχει υπογραφεί. Τα κρούσματα της βίας κατά των γυναικών είναι στην ημερήσια διάταξη και θα πρέπει να ληφθούν μέτρα, προκειμένου να σταματήσει η βία κατά των γυναικών. Φυσικά υπάρχει και κοινωνική διάσταση σε όλα όσα συμβαίνουν, υπάρχουν διάφορα αίτια, το αλκοόλ, ο τζόγος, αλλά καθημερινά εντείνονται τα φαινόμενα ενδοοικογενειακής βίας λόγω και της οικονομικής κρίσης.

Το βασικό λοιπόν είναι να υλοποιηθεί η Σύμβαση της Κωνσταντινούπολης. Αλλά για να υλοποιηθεί, πρέπει να κυρωθεί από τα κράτη μέλη. Βλέπουμε ότι ακόμη και η Βουλγαρία, που έχει την Προεδρία της Ευρωπαϊκής Ένωσης αυτή τη στιγμή, δεν έχει προχωρήσει στην κύρωση. Απαιτείται λοιπόν να κυρωθεί η Σύμβαση, να εφαρμοστεί και να ληφθούν σκληρά μέτρα εναντίον όσων ασκούν βία κατά των γυναικών.

Ivan Jakovčić (ALDE). –Gospodine predsjedavajući, želim povući jednu paralelu. Možda će vam ona izgledati ekstremna, ali ja sam duboko uvjeren da je ona istinita. Oni koji ne žele ratificirati Istanbulsku konvenciju, oni nas žele vratiti u srednji vijek. Oni još uvijek misle da je zemlja ravna ploča, još uvijek misle da bi mnoge žene možda trebale biti na lomači. Želim tako govoriti o tome jer ono o čemu mi ovdje danas govorimo zaista jest nevjerovatno: da u ovoj Europskoj uniji još uvijek imamo zemlje, imamo političare koji su na vlasti, koji ne žele ratificirati Istanbulsku konvenciju. Albanija, Bosna i Hercegovina, Crna Gora, Makedonija i Srbija ratificirale su Istanbulsku konvenciju, a Češka, Slovačka, Mađarska i neke druge zemlje, i neke koje žele povući svoju ratifikaciju, na neki su način vještice Europske unije.

Νεοκλής Σουλικιώτης (GUE/NGL). –Κύριε Πρόεδρε, σήμερα συμπληρώνεται ένας χρόνος από την ημέρα υπογραφής της Σύμβασης της Κωνσταντινούπολης. Δυστυχώς όμως το φαινόμενο της βίας κατά των γυναικών συνεχίζει να οξύνεται και εκδηλώνεται σε πολλές μορφές, συμπεριλαμβανομένης της ψυχολογικής, σωματικής και σεξουαλικής παρενόχλησης, της αναγκαστικής άμβλωσης, της σωματεμπορίας και των εγκλημάτων τιμής.

Την ίδια στιγμή λόγω των νεοφιλελεύθερων πολιτικών λιτότητας εντείνονται και άλλες μορφές καταπίεσης, όπως η καταπίεση στην εργασία, οι αποκοπές μισθών και επιδομάτων, η κατάργηση κάθε είδους κρατικής πρόνοιας, οι απολύσεις εγκύων και η προσφυγοποίηση, όπου χιλιάδες γυναίκες καλούνται να επιβιώσουν σε αντίξοες συνθήκες και να προστατεύσουν τα παιδιά τους.

Απαιτείται λοιπόν να ληφθούν δραστικά μέτρα και να πραγματοποιηθούν αποφασιστικές ενέργειες, και σε επίπεδο Ένωσης και από κάθε κράτος μέλος. Στην κύρωση και εφαρμογή της Σύμβασης δεν χωρούν επιφυλάξεις, δεν χωρούν εξοικονομήσεις και δεν πρέπει να παρεμβάλλονται εμπόδια. Ως Ομάδα GUE θα συνεχίσουμε να παλεύουμε μέχρι τέλους για μια κοινωνία απαλλαγμένη από τη βία, την εκμετάλλευση, τις ανισότητες.

Florent Marcellesi (Verts/ALE). –Señor presidente, en España, gracias al movimiento feminista, no solo tenemos el Gobierno con más mujeres del mundo y de la historia de Europa, sino que la lucha contra la violencia de género es una prioridad social y política. Por eso, celebro que la Unión Europea haya firmado hace un año el Convenio de Estambul. Pero, al mismo tiempo, lamento que el proceso de ratificación siga estancado.

Ante los ataques machistas y homófobos en contra del Convenio, yo pregunto al Consejo y a la Comisión: ¿Qué están haciendo para desbloquear esta situación? ¿Cómo piensan contrarrestar las campañas de desinformación? ¿Hay alguna iniciativa encima de la mesa?

Exigimos que el proceso de ratificación concluya con éxito, pero también les quiero recordar alguna cosa más. Como este Parlamento ha manifestado, el Convenio es un paso necesario, pero no suficiente. Para acabar con la violencia contra la mujer necesitamos una directiva contra la violencia de género. Esto no lo pierdan de vista, por favor.

Csaba Sógor (PPE). –Mr President, it is of great significance that one year ago the Council approved the signature of the Istanbul Convention. But can we really celebrate today in terms of facts and figures?

Violence against women is an extremely serious crime and a serious breach of human rights. Still, it is a persistent issue in the Member States. The numbers are alarming, as every third woman has been a victim of physical or sexual violence in the EU.

In Romania there have been more than 20 000 reported cases in 2017, but we know that the majority of incidents do not even come to the attention of the police. There is still a long way to go until real practices follow ratification acts and the different forms of gender-based violence diminish in our societies.

The Istanbul Convention is not only about numbers but also about changing current attitudes in our households as well as shaping the future behaviour of the next generation. Member States can no longer tolerate abusive behaviour towards women and need to join forces to implement action to combat such violence.

Vilija Blinkevičiūtė (S&D). –Pažvelkime realybei į akis, tūkstančių moterų ir mergaičių Europos Sąjungos valstybėse patiria smurtą, ir ekonominį, ir psichologinį, ir seksualinį ir fizinį smurtą. Kas trečia, sako statistika. O jeigu pažvelgtume giliau, ko gero tūkstančių moterų net bijo pranešti apie tą patirtą smurtą. Vadinasi, realybė yra dar baisesnė, čia, Europos Sąjungoje. Ir todėl mes privalome nedelsiant imtis visų priemonių, kad situacija keistųsi, kad moterys, mergaitės nebūtų skriaudžiamos. Kreiptuosi į pirmininkaujančią Bulgariją, jūs pirmininkaujanti valstybė turite rodyti pavyzdį ir nedelsiant ratifikuoti Stambulo konvenciją. Kreiptuosi, pone Timmermansai, ir į Jus, prašydama, kad Komisija labai rimtai išnagrinėtų galimybę dėl direktyvos smurto pagrindu pateikimo, nes kitaip situacijos mes nepakeisime.

Marek Jurek (ECR). –Panie Przewodniczący! Panie i Panowie Posłowie! Konwencja stambulska to nie jest konwencja o zwalczaniu przemocy. To jest konwencja o aplikacji ideologii gender. Ona ignoruje kluczowe przyczyny przemocy domowej, przemocy wobec kobiet, takie na przykład jak panseksualizm naszej kultury (o czym wielokrotnie mówiliśmy na przykład w komisji na konkretnych przykładach tego, co się dzieje w internecie) albo kryzys rodziny – bo mamy dane, że zdecydowana większość przemocy wobec dzieci ma miejsce tam, gdzie dziecko nie żyje z obojgiem swoich naturalnych rodziców. Jest rzeczą charakterystyczną, że gdy weźmiemy na przykład przymusowe małżeństwa, to znacznie częściej do nich dochodzi w krajach, które ratyfikowały konwencję stambulską, niż w krajach, które jej nie ratyfikowały. Pan przewodniczący Timmermans zupełnie ignoruje kompetencje Komisji Europejskiej zawarte w art. 17. On mówi o koordynacji, a tymczasem słyszymy tylko ataki na jedną trzecią państw Unii Europejskiej, które tej ideologii podporządkować się nie chcą.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). –Señor presidente, en este aniversario quiero lanzar una reflexión: ningún Estado miembro de la Unión Europea puede negarse a ratificar el Convenio de Estambul, al menos, si cree en los valores que nos unen; al menos si aplica en su territorio los principios de la Carta de los Derechos Fundamentales de la Unión Europea. Es hora de preguntarse si un Estado que no firma este Convenio puede pertenecer a la Unión. Y, desde luego, es hora de plantear que ningún Estado que aspire a integrarse en la Unión pueda hacerlo sin haber firmado previamente este Convenio.

La expresión más dramática de la desigualdad es la violencia de género, y el Convenio de Estambul es el primer instrumento internacional efectivo para combatir de manera efectiva las agresiones machistas, que causan al año más víctimas, muertos y heridos que el terrorismo. Si hubiésemos guardado un minuto de silencio en este Pleno por cada víctima de la violencia machista registrada en la última década, tendríamos que haber estado callados cinco días completos, un silencio estruendoso que debería avergonzar a todos los que, a base de mentiras, buscan excusas para no enfrentar el problema de estereotipos y dominación en que se basan las agresiones sexistas.

João Pimenta Lopes (GUE/NGL). –Senhor Presidente, a evidência e a dimensão da violência contra as mulheres provavelmente nunca terá tido tanta projeção mediática e visibilidade. Somam-se variados instrumentos estratégicos de combate à violência, de que a Convenção de Istambul será, porventura, o de maior alcance.

Apesar disso, a tendência de agravamento da violência sobre as mulheres não parece mostrar sinais de ser invertida. Não por acaso: as políticas de austeridade, de desinvestimento económico e social, de ataque a direitos – promovidas com o beneplácito da União Europeia – e o consequente aumento das desigualdades, da pobreza, da exploração laboral, outras expressões de violência humana, foram acompanhados de maiores níveis de violência sobre as mulheres.

Será, porventura, a maior evidência de que é impossível dissociar violência do modelo socioeconómico e das opções políticas que o definem, e que não bastam diplomas, recomendações, leis, para alterar a realidade. Exigem-se outras políticas.

A talhe de foice, não se pode, como alguns pretendem agora em Portugal, ignorar outras ignóbeis formas de violência, como a prostituição, procurando legitimá-la a pretexto de falsas liberdades de escolha ou conceptualizações de trabalho, que rejeitamos.

Ana Miranda (Verts/ALE). –Senhor Presidente, que importante é esta ferramenta contra a violência contra as mulheres, contra a violência patriarcal e machista. Bem-vindo ao primeiro instrumento jurídico internacional que cobre todas as formas de violência contra todas as mulheres de todas as idades em tempo de guerra e de paz.

Cerca de nove milhões de mulheres na Europa foram violadas antes de completarem os quinze anos. É um número chocante. Igualmente alarmante é o facto de poucos países na Europa tratarem este crime com a devida seriedade. Nós, mulheres, queremos voltar para casa sem olhar para trás, queremos ser respeitadas no lar, no trabalho, na vida, queremos que as nossas filhas vivam sem medo e que existam meios económicos, porque a violência económica também existe. Por isso, tolerância zero relativamente à violência, tolerância zero relativamente aos Estados-Membros que não ratificaram a Convenção de Istambul e tolerância zero relativamente às deputadas e deputados machistas desta câmara que, infelizmente, há muitos.

Michaela Šojdřová (PPE). – Pane předsedající, z vyjádření pana komisaře, ale i mnohých z vás vyplývá, že pokud nepřijmeme úmluvu o prevenci a boji proti násilí na ženách a domácímu násilí, Istanbulskou úmluvu, pak nemáme nástroj, nemáme právní základ pro to, abychom bojovali proti násilí na ženách. Ale já se chci důrazně ohradit proti této nepravdě. Protože my tady přece máme Evropskou úmluvu o lidských právech, která jasně bojuje proti mučení, nelidskému zacházení, chrání důstojnost lidského života a respekt rodinného i soukromého života. Občané se mě ptají: „Co se stane, když nepřijmeme Istanbulskou úmluvu?“ A já jim říkám: „V České republice nic nového Istanbulská úmluva nepřináší.“ Česká republika má zákon proti domácímu násilí od roku 2006.

Dámy a pánové, já chápu, že v některých státech je to možná důležité, a já respektuji váš názor, ale prosím respektujte i subsidiaritu a rozhodování ostatních členských států.

Maria Grapini (S&D). – Domnule președinte, domnule comisar, stimați colegi, cred că – măcar cei de aici care am rămas, nu colegii care au plecat – suntem de acord că semnarea Convenției de la Istanbul a fost un prim pas. Ratificarea în alte state, de o parte dintre statele membre, a fost al doilea pas. Dar este foarte important dacă ținem cont de ce scrie în această Convenție de la Istanbul.

Trebuie să facem prevenție și mă miră că un coleg de aici spune că depinde de țară. Violența nu depinde de naționalitate, nu depinde de nimic. Violența este violență și trebuie să o combatem cu toate măsurile: prevenția – prin educație, pedepsele – trebuie să fie o pedeapsă aspră pentru cei care îndrăznesc să mai violeze femei, tinere, copile, pentru cazurile de căsătorii forțate. Avem foarte multe forme hidoase ale violenței și cred foarte tare că trebuie să fim uniți în acest demers și mă bucur că ieri, înainte de a aniversa semnarea Convenției, am avut un raport din proprie inițiativă pe educație. Cred că trebuie să corelăm educația și să cuprindem în educație și combaterea violenței.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Frans Timmermans, First Vice-President of the Commission. – Mr President, allow me to reflect very briefly on the nature of violence against women. Violence against women, sexual violence against women, is about power, it's not about sex. Violence against women is an instrument of submission of women, and those who belittle violence against women believe in a society where women are under submission.

What I find mind-boggling, of the extreme right, is that they would attack the Istanbul Convention and, at the same time, say that we should be doing more in attacking violence against women in the Islamic community. If you are serious about that, then the Istanbul Convention will give you additional instruments to do that.

I believe that if you oppose the Istanbul Convention with such force, it is based on an ideology that says that submission of women is part of our traditional values, and I refute that vision of our society. The Istanbul Convention, at the end of the day, is about equality between men and women. It is about making it clear that using violence, simply because you are stronger and because you can, to create the submission of women is unacceptable in a European society based on our common values, which demand equality of men and women.

Monika Panayotova, President-in-Office of the Council. – Mr President, honourable Members, I have to justify that I am here today in the capacity of the Presidency of the Council representing all EU Member States, therefore I am not in a position to enter into details about the current situation in Bulgaria. Nevertheless, I would like to underline that it is beyond any doubt that Bulgarian society is firmly opposed to any form of violence against women, as they had the opportunity to underline during the plenary debate on the stalking crimes on 2nd May. The fact that the Convention law was included as a priority in the programme of our Presidency is a clear demonstration that the Bulgarian Government is convinced of its importance.

The process of ratification of the Convention by the Member States requires respect of the procedures according to the specific national public debates and constitutional arrangements. We are currently still waiting for clarifications from the Constitutional Court concerning certain aspects of the Convention in relation to the Bulgarian Constitution, and I am convinced that this will contribute to a better-informed public debate on the topic. We will assess the situation in the light of the Court's ruling once it is available.

As the Presidency, I would like to underline that we are fulfilling our duties and investing our utmost efforts to achieve progress, and we will continue to work in closer cooperation with our Austrian colleagues to finalise the discussions on the code of conduct towards conclusion by the European Union.

I would like to conclude by stressing that we share the view that violence against women and young girls and the protection of its victims is an issue of common concern that touches upon the core values of the European Union. It needs to be addressed with a high level of commitment, both by the European Institutions and bodies and also by our Member States.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Soledad Cabezón Ruiz (S&D), por escrito. – Una de cada tres mujeres ha sufrido algún tipo de agresión física y/o sexual en la UE. Hace un año que la UE firmó el Convenio de Estambul. Aunque todos los Estados miembros lo han firmado, no podemos permitir que todavía haya once Estados miembros que no lo han ratificado. El Convenio de Estambul es el tratado internacional de mayor alcance para abordar la violencia contra las mujeres como una grave violación de los derechos humanos. Constituye el primer instrumento que hace jurídicamente vinculante la prevención y lucha contra la violencia de género y establece una tolerancia cero hacia la violencia contra las mujeres. Sorprende escuchar la voz de la Presidencia en esta cuestión, cuando Bulgaria se encuentra entre los países que todavía no han asumido la necesidad de ratificar el Convenio de Estambul. Es una obligación de todos los Estados miembros luchar contra la violencia de género, porque necesitamos medidas legislativas que nos comprometan, debemos poner en marcha todas las acciones en los distintos niveles para acabar con la mayor lacra social que tiene en estos momentos el mundo. Las mujeres están siendo asesinadas por el mero hecho de ser mujeres, y eso no merece la impasibilidad de nadie.

Nessa Childers (S&D), in writing. – 13 June marks one year from the signing of the Istanbul Convention by the EU. It is sad for me to say that my own country, Ireland, has yet to ratify this Convention. In Ireland today, some 15% of women have experienced abusive behaviour from a partner at some point, according to national statistics, while two out of five people know someone who has experienced domestic violence. Today, Parliament is sending a very strong political message on its commitment to end violence against women and girls, and I urge the Minister to sign the Istanbul Convention, and ensure its immediate ratification and implementation once this decision is made.

Ангел Джамбазки (ECR), в писмена форма. – Година след подписването на Истанбулската конвенция смело можем да заявим, че тя е политически акт, който е абсолютно ненужен. Аз подкрепям борбата с насилието над жени, но съм твърдо против използването на този предлог за прокарване на идеи за узаконяване на гей-бракове, навлизане на идеята за понятие „социален пол“ и най-вече съм против разглеждането на пола като социална роля. България е една от страните, които не ратифицира Истанбулската конвенция и смятам, че това е правилно решение. Този ненужен документ не спомага за борбата с домашното насилие, напротив измества фокуса и пречи за налагането на ефективна политика за борба с домашното насилие и подкрепа за семействата.

Enrique Guerrero Salom (S&D), por escrito. – Una de cada tres mujeres ha sufrido algún tipo de agresión física y/o sexual en la UE. Hace un año que la UE firmó el Convenio de Estambul. Aunque todos los Estados miembros lo han firmado, no podemos permitir que todavía haya once Estados miembros que no lo han ratificado. El Convenio de Estambul es el tratado internacional de mayor alcance para abordar la violencia contra las mujeres como una grave violación de los derechos humanos. Constituye el primer instrumento que hace jurídicamente vinculante la prevención y lucha contra la violencia de género y establece una tolerancia cero hacia la violencia contra las mujeres. Sorprende escuchar la voz de la Presidencia en esta cuestión, cuando Bulgaria se encuentra entre los países que todavía no han asumido la necesidad de ratificar el Convenio de Estambul. Es una obligación de todos los Estados miembros luchar contra la violencia de género, porque necesitamos medidas legislativas que nos comprometan, debemos poner en marcha todas las acciones en los distintos niveles para acabar con la mayor lacra social que tiene en estos momentos el mundo. Las mujeres están siendo asesinadas por el mero hecho de ser mujeres, y eso no merece la impasibilidad de nadie.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D), *por escrito*. – Una de cada tres mujeres ha sufrido algún tipo de agresión física y/o sexual en la UE. Hace un año que la UE firmó el Convenio de Estambul. Aunque todos los Estados miembros lo han firmado, no podemos permitir que todavía haya once Estados miembros que no lo han ratificado. El Convenio de Estambul es el tratado internacional de mayor alcance para abordar la violencia contra las mujeres como una grave violación de los derechos humanos. Constituye el primer instrumento que hace jurídicamente vinculante la prevención y lucha contra la violencia de género y establece una tolerancia cero hacia la violencia contra las mujeres. Sorprende escuchar la voz de la Presidencia en esta cuestión, cuando Bulgaria se encuentra entre los países que todavía no han asumido la necesidad de ratificar el Convenio de Estambul. Es una obligación de todos los Estados miembros luchar contra la violencia de género, porque necesitamos medidas legislativas que nos comprometan, debemos poner en marcha todas las acciones en los distintos niveles para acabar con la mayor lacra social que tiene en estos momentos el mundo. Las mujeres están siendo asesinadas por el mero hecho de ser mujeres, y eso no merece la impasibilidad de nadie.

Javi López (S&D), *por escrito*. – Una de cada tres mujeres ha sufrido algún tipo de agresión física y/o sexual en la UE. Hace un año que la UE firmó el Convenio de Estambul. Aunque todos los Estados miembros lo han firmado, no podemos permitir que todavía haya once Estados miembros que no lo han ratificado. El Convenio de Estambul es el tratado internacional de mayor alcance para abordar la violencia contra las mujeres como una grave violación de los derechos humanos. Constituye el primer instrumento que hace jurídicamente vinculante la prevención y lucha contra la violencia de género y establece una tolerancia cero hacia la violencia contra las mujeres. Sorprende escuchar la voz de la Presidencia en esta cuestión, cuando Bulgaria se encuentra entre los países que todavía no han asumido la necesidad de ratificar el Convenio de Estambul. Es una obligación de todos los Estados miembros luchar contra la violencia de género, porque necesitamos medidas legislativas que nos comprometan, debemos poner en marcha todas las acciones en los distintos niveles para acabar con la mayor lacra social que tiene en estos momentos el mundo. Las mujeres están siendo asesinadas por el mero hecho de ser mujeres, y eso no merece la impasibilidad de nadie.

Κώστας Μαυρίδης (S&D), *γραφτώς*. – Δυστυχώς υπάρχουν διάφορες εσφαλμένες αντιλήψεις και παρανοήσεις σχετικά με τη συγκεκριμένη Σύμβαση. Για αυτό, ξεκαθαρίζουμε ότι η Σύμβαση δεν εναντιώνεται στους ρόλους των φύλων ούτε καταπολεμά την οικογένεια και τις αξίες της. Η Σύμβαση καταπολεμά τη βία, και ιδιαίτερα τη βία εναντίον των γυναικών λόγω φυλετικής ανισότητας. Επιπλέον, η Σύμβαση καταπολεμά την αθέατη, συνήθως, αλλά ωμή ενδοοικογενειακή βία, τη «σιωπηλή» καταπίεση και ψυχολογική βία, όπου τα θύματα δεν έχουν επιλογές διαφυγής, αλλά υποτάσσονται λόγω της αδυναμίας τους στον ισχυρό θύτη. Στην Κύπρο έχουν γίνει σημαντικά βήματα για το νομοθετικό πλαίσιο και υπάρχει αυξημένη ευαισθησία για το θέμα με σκοπό την πρόληψη και καταπολέμηση της βίας κατά των γυναικών και της ενδοοικογενειακής βίας. Ωστόσο, πάσχουμε ακόμη στον έγκαιρο εντοπισμό των θυμάτων, ειδικά παιδιών, ηλικιωμένων και αναπήρων. Σε όποιον επιχειρεί να συγκαλύψει την οικογενειακή βία κατά των γυναικών με θρησκευτικό μανδύα ή με δήθεν παραδοσιακή συμπεριφορά, καταλήγω ως εξής: οποιαδήποτε κοινωνική συμπεριφορά ή θρησκεία συγκαλύπτει ή ευνοεί τέτοια βαναυσότητα δεν έχει χώρο στον σύγχρονο πολιτισμένο κόσμο. Στηρίζουμε λοιπόν την Σύμβαση, επειδή στηρίζουμε τον άνθρωπο και απεχθανόμαστε τη βία οποιασδήποτε μορφής.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. – Neosporno je da EU, baš kao i svaka država članica oštro osuđuje svaku vrstu nasilja te na njega primjenjuje nultu stopu tolerancije. Svaka država članica ima zakonsku regulativu i povezane mehanizme za borbu protiv nasilja nad ženama i obiteljskog nasilja. Država članica je ta koja donosi mjere i mehanizme koji sprječavaju nasilje, ona je ta koja promptno reagira u slučajevima nasilja jer kada se nasilje događa, nema vremena za čekanje, nema vremena za europske nadzorne mehanizme.

Mnoge države članice već imaju uspostavljene sustave borbe protiv nasilja. Među njima je i Hrvatska koja već ima sve mehanizme koje predviđa Istanbulska konvencija za borbu protiv nasilja ugrađene u svoje zakonodavstvo. Ključ rješavanja problema nasilja bilo koje vrste jest u prevenciji. Hrvatska je 13. travnja 2018. ratificirala Istanbulsku konvenciju, no građani Republike Hrvatske nedavno su prikupili 377.635 potpisa za referendum o deratifikaciji Konvencije. To nisu potpisi za nasilje, to su potpisi protiv ideologije koja se želi nametnuti pod krinkom borbe protiv nasilja.

Kada uzmemo u obzir da deset država članica nije ratificiralo Konvenciju, moramo se zapitati zašto i pokazati razumijevanje, a ne nametati našim građanima što ne žele te državama članicama određivati kako će postupati u područjima u kojima one imaju isključivu nadležnost.

Sirpa Pietikäinen (PPE), kirjallinen. – Vuosi sitten EU allekirjoitti Istanbulin sopimuksen naisiin kohdistuvan väkivallan ja perheväkivallan ehkäisemiseksi ja torjumiseksi. Tämä oli tärkeä askel. Työn täytyy jatkua sopimuksen toteuttamiseksi. Jäsenmaiden, jotka eivät vielä ole sopimusta ratifioineet, tulee tehdä se mahdollisimman pian. Sopimuksen täytäntöönpanoon jäsenmaissa on panostettava yhteistyössä eri hallinnonalojen kanssa. Muun muassa uhrien tukipalveluita ja turvakotipaikkoja on lisättävä, jotta palveluita riittää kaikille niitä tarvitseville. Uhrien suojelemista on vahvistettava. Tämä alkaa siitä, että uhrit kokevat voivansa turvallisesti kertoa kohtaamastaan väkivallasta. Tähän vaikuttaa ammattihenkilöstön laadukas koulutus ja osaaminen väkivallan uhreja kohdatessaan.

Evelyn Regner (S&D), schriftlich. – Wir begehen heute den ersten Jahrestag der Unterzeichnung des Übereinkommens des Europarats zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt. Nach wie vor haben zehn Mitgliedstaaten, darunter auch Bulgarien, das gerade noch den Ratsvorsitz innehat, die Konvention noch nicht ratifiziert. Es ist eine moralische Pflicht, mehr als Willensbekundungen für den Schutz von Frauen abzugeben. Auch bei allen Fortschritten, die wir in den letzten Jahrzehnten erzielt haben, gibt es nicht nur in Polen und Ungarn gefährliche Tendenzen eines frauenfeindlichen *backlash*. Das eigene Haus ist für viel zu viele Frauen immer noch die größte Bedrohung. In Österreich hat jede fünfte Frau einmal im Leben körperliche oder sexuelle Gewalt erfahren, in der EU sogar jede dritte Frau. Wir haben mit der Istanbul-Konvention einen ersten Schritt zum stärkeren Schutz der Frauen gemacht, nun müssen wir aber weitergehen und dafür kämpfen, dass der rechtliche Schutz von Frauen gegen Gewalt endlich verbindliche Wirkung in der EU hat. Da erwarte ich mir ein entschiedenes Vorgehen des österreichischen Ratsvorsitzes.

Tibor Szanyi (S&D), írásban. – Ma egy éve, hogy a nőkkel szembeni erőszak elleni nemzetközi fellépésben áttörést jelentő Isztambuli Egyezményt aláírásával látták el az Európai Unió képviselői, annak pedig kilenc hónapja, hogy az Európai Parlamentben nagy többséggel üdvözlöttük az Egyezményt és határozatban sürgettük az EU-t és tagállamait a mielőbbi ratifikálásra. Azóta is ez a Parlament az egyetlen az uniós intézmények közül, amelyik emlékeztetett rá: minden államhatalom, kormányzat nyilvánvaló és egyik legfontosabb politikai és emberi kötelessége a gyengék, a védtelenek óvása, biztonságuk garantálása.

Most, az első év eredménytelenségére, a tovább romló statisztikákra visszatekintve kénytelenek vagyunk figyelmeztetésünket megismételni. Elfogadhatatlan, hogy néhány, a ratifikálást makacsul megtagadó, vagy az egyezmény hatáskörét szűkíteni próbáló EU tagállami kormány blokkoló magatartását a Bizottság és a Tanács eltűri, sőt kiszolgálja azzal, hogy végtelen intézményi jogi egyeztetésekkel legitimálja a nyilvánvaló obstrukciót. Józan ésszel érthetetlennek tűnik az Egyezmény ellenzése mögött meghúzódó kormányzati, politikai érdek, de saját országom, az Orbán-kormány esetében látható, hogy ez is tükrözi a hatalmon lévő párt vezetőinek világlátását, ami politikai programmá emelte a nők lenézését, társadalmi elnyomását.

Az EU-ban még létező ilyen személetmód és politika veszélyei miatt is fontos, hogy az EP megerősítse a tagállamok és az európai intézmények felé: nőkkel szembeni erőszak esetében nincs helye toleranciának!

Miguel Viegas (GUE/NGL), por escrito. – A tendência de agravamento da violência sobre as mulheres não parece mostrar sinais de ser invertida. Não por acaso, as políticas de austeridade, de desinvestimento económico e social, de ataque a direitos, promovidas com o beneplácito da UE, e o consequente aumento das desigualdades, da pobreza, da exploração laboral, outras expressões de violência humana, foram acompanhados de maiores níveis de violência sobre as mulheres.

Será, porventura, a maior evidência de que é impossível dissociar violência do modelo socioeconómico e das opções políticas que o definem. E que não bastam diplomas, recomendações, leis para alterar a realidade. Exigem-se outras políticas! A talhe de foice, não se pode, como alguns pretendem em Portugal, ignorar outras ignóbeis formas de violência, como a prostituição, procurando legitimá-la a pretexto de falsas liberdades de escolha ou conceptualizações de trabalho que rejeitamos.

Ελισάβετ Βόζεμπεργκ-Βρυονίδη (PPE), γραπτώς. – Η Σύμβαση της Κωνσταντινούπολης, που δεν έχει κυρωθεί ακόμα από όλα τα κράτη μέλη, ακολουθεί συνολική και στοχευμένη προσέγγιση για την αντιμετώπιση της έμφυλης βίας. Η προσχώρηση της ΕΕ στη Σύμβαση εξασφαλίζει τη σύνδεση μεταξύ εθνικού και ευρωπαϊκού δικαίου και ενισχύει τον ρόλο της Ένωσης στα διεθνή φόρα. Παρά ταύτα, τα κράτη μέλη δεν απαλλάσσονται από την υποχρέωση να ενσωματώσουν τη Σύμβαση στην εθνική τους νομοθεσία. Παρά την πρόοδο που έχει συντελεστεί, ο δρόμος για την εξάλειψη των έμφυλων διακρίσεων είναι μακρύς. Τα στοιχεία είναι σαφή: το 1/3 του συνόλου των γυναικών στην Ευρώπη έχουν υποστεί σωματική ή σεξουαλική βία τουλάχιστον μια φορά στην ενήλικη ζωή τους, το 20% έχει υποστεί παρενόχληση μέσω διαδικτύου, μία στις είκοσι γυναίκες έχει πέσει θύμα βιασμού και ποσοστό μεγαλύτερο από το 1/10 έχει υποστεί σεξουαλική βία με χρήση σωματικής βίας. Βασικοί παράγοντες που ενισχύουν την εκδήλωση κρουσμάτων βίας κατά των γυναικών είναι ο φόβος του κοινωνικού διασυρμού και το έλλειμμα παιδείας. Η αποτελεσματική αντιμετώπιση όλων των μορφών έμφυλης βίας απαιτεί συντονισμένες δράσεις πρόληψης, ενημέρωσης και

ευαισθητοποίησης αλλά και ενθάρρυνση των θυμάτων να καταγγέλλουν κάθε πράξη βίας, μακριά από φόβο, ντροπή, κοινωνικά στερεότυπα και οικονομική ή συναισθηματική εξάρτηση από τους θύτες.

(Posiedzenie zostało zawieszono o godz. 9.58.)

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Presidente

5. Wiederaufnahme der Sitzung

(La seduta è ripresa alle 10.05)

6. Aussprache mit dem niederländischen Ministerpräsidenten Mark Rutte über die Zukunft Europas (Aussprache)

Presidente. –L'ordine del giorno reca la discussione con il Primo ministro dei Paesi Bassi Mark Rutte sul futuro dell'Europa (2018/2728(RSP)).

Ho il piacere di salutare il Primo ministro del Regno di Olanda, il signor Rutte. Lo ringrazio per aver accettato il nostro invito ad un dibattito con i deputati europei sul futuro dell'Europa.

A noi interessa conoscere le proposte del governo del Regno di Olanda. A noi interessa coinvolgere nel Parlamento, che è il cuore della democrazia europea, tutti i Primi ministri della nostra Unione, per avere un confronto sereno, franco e costruttivo sull'avvenire dell'Europa.

Quindi sono veramente lieto che il Primo ministro olandese abbia accettato il nostro invito e gli do immediatamente la parola.

Mark Rutte,*Prime Minister of the Netherlands.* – Mr President, ladies and gentlemen. Thank you, President Tajani, for your kind introduction, and thank you, the Members of the European Parliament, for giving me this opportunity to contribute to this series of debates with members of the European Council on the future of Europe. It is a pleasure and a privilege to be here.

Winston Churchill once said: 'Politics is the ability to foretell what is going to happen tomorrow, next week, next month and next year. And to have the ability afterwards to explain why it didn't happen.' Churchill was right, we can't predict the future. Unexpected events will always occur. But as politicians, it's our job to lead and to chart a course. It's our job to set goals and make choices that help achieve those goals. And looking at Europe and the world today, it's clear: the European Union needs to make choices. Choices about its course and its role in the years to come.

I must say, my personal views on the importance of the EU have evolved over the years. Yes, there is a transactional, 'bread and butter' element. Member States all benefit from the Single Market, the monetary union and the free movement of people. But it's just as important that the EU ensures security, stability and the rule of law. The mere fact that we work together, that we are embedded in this Union, makes us stronger, safer and more effective.

More and more, I've come to view the EU in this light. It's something we in the Netherlands felt in the aftermath of the downing of flight MH17 in 2014, and yet again after the decision to hold Russia accountable for its part in it.

The EU united behind us, jointly calling for Russia to accept responsibility and cooperate with efforts to establish the truth and achieve justice and accountability. We are grateful for the support and unity shown by this Union.

Russia has continued in its denial; its baseless criticism of the investigation and its obstruction of the truth are a stark reminder of how much we depend on all parties uniting to achieve justice for the victims and their loved ones, and of the importance of upholding an international, rules-based system aimed at fostering peace and justice.

So today, I stand before you with a real sense of urgency. Because recent developments make it very clear that we cannot take our way of life, our way of doing business, or our way of conducting international relations for granted. The multilateral order is being challenged in a way that we haven't seen in decades, and the geopolitical balance of power is shifting. This global dimension of Europe's future is the first thing I'd like to highlight today. Because if we want to be able to act, if we want to determine our own future, Europe must stand united. Now, more than ever.

We must deal with the fact that Russia has chosen to distance itself from its neighbours in the West. We must deal with the ongoing conflict in Syria, and the arc of instability around Europe. With countries like China and India, which are stepping up their presence on the world stage, projecting greater self-confidence and a clear agenda. And with all the challenges and opportunities this brings for the EU, as the world's biggest trading bloc and as a leading force for peace, stability and development.

Even the relationship with our most important ally is no longer self-evident. The USA has unilaterally pulled out of the Paris Climate Agreement and the Iran nuclear deal. It has imposed import duties on steel and aluminium, triggering a debate we thought was obsolete. But of course, we remain friends and allies. I personally have always been a strong believer in the transatlantic bond. We need to keep working as closely as possible with the USA. But we must also deal with the fact that the rules-based multilateral system is under severe pressure.

Since 1945, that system has greatly benefited Europe as a whole and the world around us. Indeed, the EU is the most successful example in world history of how multilateralism and the willingness to compromise can bring about unprecedented security, stability and prosperity. The EU is the ultimate example of the power of international cooperation and free trade. We know from experience that progress requires give and take. We know the value of seeking common ground, shared interests and sensible compromise.

So let us broadcast a strong message to the world: that Europe's belief in the power of multilateral cooperation and free trade is as firm as ever, and that the EU Member States stand united in this, however much pressure we face.

I like to compare it to the wagon trains in those John Wayne westerns that I watched as a boy. The settlers made a conscious decision to jointly undertake the difficult journey westwards. Before setting off, they agreed to stick to certain rules. Rules on conduct, speed of progress and care of the sick. And when evening fell, or danger threatened, the settlers circled their wagons. Their unity gave them strength, stability and security. It's the same with the EU. Unity is the bedrock of our strength. Unity defines our ability to act.

Sadly, Brexit will leave a big hole in our circle. The only positive effect is that it has made the other 27 Member States even more aware of the importance of unity and working together.

As a founding member, the Netherlands is committed to ensuring that our circle stays strong; that the EU remains successful and effective, that it continues to improve the lives of hundreds of millions of people. For the Netherlands, EU membership is self-evident. Because the Single Market has brought greater prosperity for more people than the founders of the EU could ever have imagined. Thanks to our shared values, most Europeans and more Europeans than ever before, enjoy legal certainty and protection.

But I must be frank. I firmly believe that a truly strong and unified Europe must embody that famous quote by Goethe: *'In der Beschränkung zeigt sich der Meister.'* 'Mastery is revealed in constraint.' Or, to put it another way, 'less is more.' More and more Europe isn't the answer to the many problems that people face in their daily lives. For some, 'ever closer union' is still a goal in itself. Not for me. 'Unity' and 'ever closer union' are not the same. You don't achieve unity by simply doing more in more areas. You achieve it by doing things really well in a few important areas.

So I believe we should be working towards a more perfect Union, which safeguards our way of life and delivers practical results. The EU needs to under-promise and over-deliver. Because focusing on our core tasks will promote the Union's effectiveness, strength and identity. And it will boost unity.

I believe that the future of Europe should essentially be about the original promise of Europe: the promise of sovereign Member States working together to help each other achieve greater prosperity, security and stability. But we can only deliver on this promise if a deal is a deal, and if the difficult compromises we have to make apply to everyone, and in full. Europe isn't a menu you can pick and choose from. That is – and always has been – the basic promise and the basic premise of our unity.

So let me be very clear: the debate about the future of the European Union should not be about more or less Europe. It should be about where the EU can add value. Where can cooperation achieve more than the Member States can achieve in isolation? Where does it make sense for sovereign Member States to make a positive and conscious choice to work together?

Originally, it was the Single Market and international trade policy. Then came EMU and the euro. Then, more recently, we added the common migration policy, joint control of our external borders and our collective security. Of course, there's climate policy – by definition a cross-border issue. These are the areas where the EU needs to focus, because here Europe can achieve more than the sum of its parts. The challenge is to ensure that we do confine ourselves to these areas. And that we actually deliver on them. A Europe that adds value, sticks to its core tasks and achieves visible results can count on public support. That is why, once again, we need to under-promise and over-deliver.

So for me, the debate on the EU's future starts with the questions: Is the EU still doing the right things? What new priorities are emerging? Where does the EU need to do things better, or differently? When it comes to new priorities, climate policy and climate policy is a case in point. The current EU target of reducing greenhouse gas emissions by 40 % by 2030 predates the Paris Climate Agreement. But it isn't enough. Not if we're to play our part in keeping global warming below two degrees. Let alone aim at one-and-a-half degrees, as we agreed in Paris.

So for a Paris-compatible EU target, we need to raise the bar. I am proposing a 55 % reduction in greenhouse gas emissions by 2030.

(Applause)

Not only to meet our obligations, but also because a competitive and forward-looking Europe is, by definition, a sustainable Europe. Can it be done? Absolutely! As long as we, the Member States, Commission and European Parliament, all make it our goal.

That's what I'm asking you today. Together with countries like France, the Netherlands wants to lead the way on this new climate ambition, and to work with you to achieve it. Exactly as we've done before.

I still have a very clear memory, dating from the Dutch Presidency in 2016, of how we tackled the refugee crisis in record time through a big, concerted effort. As co-legislator on border control measures, you played a major role. Let us show once again, in this other, more insidious crisis, that Europe can take responsibility, and that together we can achieve a great deal.

And this brings me to what we need to do better. It's an important question, because the EU has a tendency to make new agreements before existing agreements have been fully implemented. We all know the ultimate example: the Single Market. There is so much more we can achieve in the field of services and the Digital Single Market. According to this Parliament's estimate of the cost of non-Europe, we're missing out on over a trillion euros a year. So, with respect to the EU's original promise and its future: this is what it's all about.

Here, too, I have something to ask of you, especially the representatives of the larger Member States that are at this moment in no hurry to open up the market for services. I hope you won't hold it against me, as Prime Minister of a country with a smaller domestic market and a long history of international trade, for mentioning the elephant in the room. We need to team up to unleash the full potential of the Single Market. Because we can't pass up an extra trillion euros a year.

(Applause)

Another area where we could do better is the eurozone. We've come a long way, and the EU has shown that it can take action when it has to. But we are not sufficiently prepared for another crisis. The basic promise of the euro was that it would bring us all greater prosperity – not a redistribution of prosperity. That together we would achieve greater affluence. The pleas now being made to establish a transfer union fly in the face of this promise. Yes, I know that a currency union needs stabilisation mechanisms at times of crisis. But if the 19 eurozone countries were to put their own budgets and national debts in order, this would probably be stabilisation enough. That, too, is simply an existing agreement under the Stability and Growth Pact. A deal is a deal.

Of course, if – after putting its house in order – a country suffers a financial crisis and there's genuinely no alternative, we should help each other, as good neighbours. We created the ESM, our collective safety net, precisely for that purpose. But we need to do things in that order.

Let's not forget, we already have hundreds of billions of euros available in the EU budget to support structural reforms at national level. I strongly believe that we should use these resources, these existing resources, to fulfil the original promise of the euro, a higher level of convergence and competitiveness for all. Let's use the tools we already have in place. Let's make sure that the Commission and the Eurogroup work together to achieve this goal.

And yes, of course we must do better on migration. We must be prepared to tackle the next migration crisis. We must resist the unchecked influx of migrants and work harder on return. We really must take steps now to make the European asylum system fair and effective. If we fail to take these measures – collectively – we risk losing the advantages that Schengen has brought us. I applaud the work done by the Bulgarian Presidency on migration, and by the way, I congratulate Boyko Borisov on his birthday today!

Mr President, Members of the European Parliament, the debate about the future of Europe, about old and new priorities, is also at the heart of the debate on the next multi-annual budget. To the Netherlands, it is only logical that the budget should shrink after Brexit. And within that smaller budget, it is only logical that wealthy states should pay more – but not disproportionately so. The Netherlands is willing to pay its share, but countries with a comparable level of prosperity must make a comparable net contribution per capita. Member States' financial contributions need to be proportionate and reasonable: that's how we see it.

But figures aside, the Netherlands sees the next budget above all as a chance to show that the EU is serious about reform, by re-assigning funds to tomorrow's priorities. We can't solve today's problems with yesterday's solutions. We can't face the twenty-first century with a budget that reflects the realities of decades ago.

At present, agriculture and structural funds swallow up 70 % of the budget. Spending less in these areas will make room for new priorities. We also need to reform the very substance of these policy areas, to make them fit for the future. That, too, is only logical; and it's necessary. We must show the people of Europe that we practise what we preach. Because, as the old Dutch saying goes: trust arrives on foot and leaves on horseback.

In many countries, the EU's democratic legitimacy, as well as public trust and support, are under pressure. For the future of Europe, perhaps our most important task is to regain that trust one step at a time.

Of course, the democratic legitimacy of the EU has various dimensions. There's the formal, institutional dimension. And that centres on the fine balance between the members of national parliaments and you. I'm not giving away any secrets when I say that the Netherlands attaches great importance to the role of national parliaments. Because that is where we must address the question of what Member States can do better themselves, and what should be a matter for the EU as a whole. In other words, how taxpayers' money should be spent.

Here, in the European Parliament, proposals for European laws and rules are discussed, amended and adopted. Here, implementation is monitored. And here, plans and proposals by the Council and the Commission for the future of the EU are weighed and discussed. In this way, national parliaments and the European Parliament together provide the EU's democratic legitimacy.

But there's also a less institutional dimension. Because legitimacy and realism are extensions of each other. So the EU needs to listen to what the citizens of the Member States want from it. And especially, what they don't want. And it has to act on that.

I believe that delivering on the EU's basic promise is crucial if support for the EU and unity are to be preserved. Yes of course, there can be no democratic legitimacy without the rule of law. Let me be crystal clear on that point: ours is a union of laws and values. Membership of the EU is not a statement of intent. It means opting unconditionally for freedom of the press, an independent judiciary, legal certainty and all those other democratic achievements that bind us together as a community of values.

(Applause)

It's literally part of the deal. When you're in, you're in all the way.

This is a pressing issue for this Parliament too, I'm happy to say. Those who say that the rule of law is a purely national matter are wrong. The people of Europe can flourish only if the rule of law applies in all Member States.

(Applause)

Our citizens need to trust each other's legal systems. And businesses need to know that their investments are safe, and that any disputes will be resolved by an independent judiciary. That's why it's vital that countries do what they agreed when they signed up as members of the EU, and that the Commission monitors this rigorously and independently.

Ladies and gentlemen, friends, one of the founding fathers of the European Union was Johan Beyen, a post-war Dutch Minister of Foreign Affairs. In his memoirs, published in 1968, he refers to the story of the giraffe that Julius Caesar brought back to Rome from one of his campaigns. It's said that the Romans weren't sure what to call this strange animal.

Eventually they settled on 'camelopard', because it had a neck like a camel and spots like a leopard. Beyen wrote: 'Europe is like a giraffe: an animal difficult to define, but easy to recognise.' And fifty years on, that's still a good description. Because Europe's wealth lies in the diversity of its Member States and the regions, the histories, and all the different languages and cultures. That can't be summed up in a few words.

At the same time, Europe is easy to recognise as a community of values and as a united partnership. It's a circle of covered wagons that gives strength and protection, and that's my core message. We don't have to agree on everything – and we probably won't today – in order to recognise the value of unity in a fast-changing world. That unity, ladies and gentlemen, is the future of Europe: our future.

(Sustained applause)

President. – Thank you very much, Mr Rutte. The first reaction is positive. I think that a standing ovation is a good message from the European Parliament.

Frans Timmermans, *First Vice-President of the Commission.* – Mr President, I want to start by thanking Prime Minister Rutte for praising former Dutch Foreign Ministers. That's always a good thing to do.

Listening to Prime Minister Rutte, I was thinking about one of the most important contributions the Dutch nation has made to Europe, as it now stands. I have to take you back to 1581 when, after a long struggle with the Spanish King, the Dutch Parliament (if you could call it at the time the States General) declared that, since the King did not perform his duty vis-à-vis the Dutch population, he had in fact left the throne – vacated the throne. This 'Act of Verlatinghe' is the first document in European history where it said that sovereignty is in the hands of the people, and for them to give to the rulers.

I think this has later also been the inspiration for the Declaration of Independence in the United States and for the Declaration of the Rights of Man and of the Citizen in France, and therefore it constitutes, I believe, an essential element of today's Europe and our values.

I wanted to take you back briefly to the Dutch Republic because the Dutch Republic, once it had obtained its independence and freedom, flourished incredibly to become a world power. And the elements of that were openness; entrepreneurial attitudes; audacity (to try and sail all over the world), but also respect for diversity; curiosity about what is different; openness to other religions and other beliefs; putting an end to persecution of people who had different beliefs. It's interesting, if you follow Dutch history, that in those times when we were open towards what is different, we did well. And in those times when we became introspective, we became afraid of what is different, we set our backs to the outside world, we declined and we became irrelevant in world politics.

I think this applies to Europe today, and I really, on behalf of the European Commission, want to thank the Prime Minister for the sense of urgency he has expressed today before this Parliament.

This sense of urgency should be guiding what we do right now, because the unthinkable has become possible. Who would have said five years ago that the European Union can break up and disintegrate? Nobody. It was gratuitous to attack the European Union and its institutions, because they were unbreakable anyway. And now we've seen, as a consequence of the fourth industrial revolution, as a consequence of all these crises we've had, that the European Union is not unbreakable – which means that it's valuable. Something that is breakable and fragile can be extremely valuable, and that is the European Union. So this is the time for people who believe in the European Union to stand up and come together and show unity, and this is precisely what the Prime Minister has advocated today. And I warmly welcome that.

What is creating this brittle element in our Union? I believe, to sum it up, it is, arguably, moral hazard. The Union functions because Member States trust each other that they will do what we agreed collectively. This trust has been eroded over the last ten years: between north and south, east and west, within the west, within the east. If we do not confront the issue of moral hazard, if we do not take that away, if we do not take that out of our Union, how could we ask our Member States and our people to share their destinies? I can only share a destiny with someone I trust and can rely on when I'm in trouble. If that is not the case, I will withdraw, because it is too risky for me. I believe that is where it starts, and that's my own very urgent call upon the Prime Minister, as a Member of the European Council.

If I look back over the last couple of years, what is the issue that has brought the European Union to the brink? It's the issue of migration. The issue of migration has played a key role in all of our Member States, wherever we are, and only if we, as a European Union, can convince our citizens that we do have an answer to this – not denying migration, not pretending you can solve it by building fences and building walls, not pretending that you can solve it by just letting everybody in – if you understand that we need a comprehensive approach on the migration issue and that only at European level will this comprehensive approach be valuable and work – if we cannot convince our Member States and our citizens of that, then we will be in the same situation as the Dutch citizens were in 1581. You have vacated your seat because you are not capable to deliver to the citizens what they demand as your sovereign, namely security and management of a migration issue that will be with us for generations. And I would call on the Prime Minister to use everything he can during the upcoming European Council to try and help the Bulgarian Presidency bring the issue forward.

I feel strongly supported by what President Tajani said yesterday when he called upon the European Council to see what Parliament has done in this line of work, to see what Parliament and Commission have proposed together. I think this is a good basis for a solution of this problem. We cannot leave our Member States alone with the issue. This is something Europe needs to solve. That is being big on big things.

One of the challenges that is new to us, which comes from the outside, is the fact that, for the first time since 1945, we now have a President of the United States who apparently believes that a disunited Europe is more in the interest of the United States than a united Europe. This is completely new and a paradigm shift. Again, this calls for Europe to be united, and I, these days, remember very well John F. Kennedy going to Berlin and at Berlin's worst hour, saying to people in Berlin: 'I am one of you, I am one of you and I will make sure that you will continue to live in liberty'. That's an American President I am inspired by. Also by Ronald Reagan, going to Berlin again and saying to Mr Gorbachev: 'tear down that wall'. That is an American President I'm inspired by, and he helped the great European liberators Wojtyła and Wałęsa to do what was necessary to bring freedom to the whole of Europe. That is an American President one can be inspired by.

(Applause)

I would echo what the Prime Minister said: the foundations of our relations with the United States on the basis of our values are extremely strong and cannot be destroyed by one president and one administration. The more unity Europe has on the basis of international rules, on the basis of our values, the more chance we will have to help the Americans return to that same path. Because we are linked – our destinies are linked – with the Americans' because we share so many values.

In conclusion, I would also like to echo what the Prime Minister said on the nature of our unity. After 1945, our unity was built on a tripod of democracy, the rule of law and respect for human rights. This tripod is indispensable if we want to maintain and strengthen our Union. You cannot use democracy against the rule of law, nor can you use the rule of law against democracy, nor can you use those against respect for human rights. This is, by the way, how it worked in times of dictatorship in Eastern Europe: when we would criticise democracy, they would say: 'but our constitution describes it'. So they used their so-called rule of law (which was in fact rule by law) as justification for not having democracy. But you cannot do it the other way round either. You cannot say: 'because I've got a majority, I can do with the rule of law whatever I like. I am the rule of law!'

(Applause)

If that is your position, you return to the rule by law, which is at fundamental odds with the nature of our Union.

I want warmly to thank the Prime Minister for now saying very clearly, on behalf of the Dutch Government, that, yes, the instruments of the Union are important: our common market (and we need to perfect it – a lot to do); our common currency (which is not perfect yet – a lot still to do); finding a budget for the European Union (which is not perfect yet; we made a proposal; I think it does comply with some of the criteria set out by the Prime Minister, but that's all up for debate – we'll get there). But all these things have no importance and no value if they are not founded on the basic values that brought Europeans together after such a long period of strife and dictatorship. Our freedom is founded on our values, not on our markets, not on our currency, but on the values we share.

(Applause)

Presidente. –Ora procedo alla chiusura del sistema per la registrazione elettronica delle richieste per il «*catch-the-eye*».

Leaders of Groups, please, it is important to respect your speaking time now, because one minute more for you is one minute less for your Group.

(Applause)

Manfred Weber, on behalf of the PPE Group. – Mr President, I wish to welcome the Prime Minister to the European Parliament. It is good to have him here.

After the G7 weekend – or should I call it the G6 weekend – I want to focus on External Affairs in my contribution today. Some would probably say that after Donald Trump, in three or seven years' time, the old system of partnership with America will come back, but I don't think so. I think we are at a historical moment, at a crossroads, and I think we have to decide in which direction we want to go as the European Union, as you also said in your contribution. The alternatives are clear: national egoism – that the European Union is a community of those who are dreamers of the past, of the empires of our history or whether we are a real global power as Europeans. The positive thing is that the decision is in our hands; we decide about our future.

The need is obvious. You mentioned MH17. I want to underline that you have the full support of my group and I think of the whole House, that we have to find the persons responsible and that Russia has to contribute to an independent investigation. But having this concrete point in mind, Prime Minister, the key question is: how do we come to conclusions in external affairs in the European Union because today, foreign affairs policy is – frankly speaking – horse-trading in the European Union. A continent of 27 Member States with 500 million people can be blocked by only one country in this European Union and we are obviously weak in this regard. We have a friendship group of China inside the Council, we have a friendship group of Russia inside the Council, a friendship group of Iran in the European Council. You can buy countries at the moment to get influence in this European Union and you can block everything.

(Applause)

That is why you have to answer one concrete question. The Commission will come up with a proposal to use the Lisbon Treaty and change the unanimous decision-making process on external affairs, to switch to majority decision-making. If we don't do so, we will be weak. If we do so, we will be strong. We need your answer on this concrete question.

Another aspect is our priorities for our external affairs activities. I think the Middle East is key; the EU is the biggest donor but with the least impact in the region. Can we use our humanitarian power to create peace in Syria, yes or no? And on Africa, which is probably the biggest priority for all of us, we have to take an open market approach. Trade is key for creating development in Africa and a Marshall Plan is needed. There I want to reflect on the MFF discussion. You spoke about the MFF, and first let me underline that I do not think it is fair when you talk about the proportional burden-sharing in the European Union, because the mechanism of financing the European Union is clearly linked to GDP: so 1% is 1%, 1.1% is 1.1% and 1.3% – which is the idea of the European Parliament – is 1.3%. So it is proportional in every way, so don't tell the people that this is not proportional what we are doing here; the key question is whether we are ready to finance the strength of the European Union when we make new investments in the defence fund, when we make new investments on a Marshall Plan for Africa and when we want to have strong border control, with additional Frontex officers, then we have to finance this and you have to finance this.

I want to add, on the subject of external affairs, also some general ideas. We need a clear understanding about what is our role as Europeans in this global development. Today's world – and Frans mentioned this – is dominated by 'America first'; egoism against partnership. Our history was the same, the history of Europe: national egoism against partnership. Then we had a game-changer; we had the creation of the European Union as a game-changer – a way, a mechanism, to find solutions in a civilised way.

Having this in mind, dear friends, I think the European Union is probably a model for today's world – being less than a nation and more than an international organisation, and a key to solving problems and avoiding conflicts, today's European Union is probably the alternative to the Donald Trump approach.

Ladies and gentlemen, if we have this in mind, I think we also have to talk about the hard power of the European Union. We are talking about the military activities of our continent. We have done a lot with PESCO now in creating a headquarters. Please allow me on this aspect only to pick out one detail, because, Prime Minister, you talked about respecting agreements on a European level, so I want to ask you about the implementation of the PNR Agreement because this is also an important security aspect but it is not fully implemented in the Netherlands.

Coming back to military activities, I want to ask you what you think about creating common initiatives in this field. My group believes that in drones and in cyberwar, in new security challenges, we should from the beginning start with EU forces, with EU activities. In the long term, we have to work for a European army, but in the short term I think it would be much more cost efficient if we could do this together from the start.

Finally, if you allow, I want to say that the headline for our External Affairs Policy should be what Europe is all about. The European Union is a force for peace, is a power of peace. In Iran we showed that sanctions worked and the treaty works. It is better to have an agreement than to send troops. The same in North Korea. And even in Ukraine we told our friends that weapons will not create more peace. So Europe is a continent which stands on a global level for peace. That is a great image for the future.

Udo Bullmann, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, a warm welcome to the Prime Minister from the Social Democrats in the House as well. We listened to your speech and I have to admit I like the general idea of talking about urgencies. I like the general idea of talking about leadership, and if I got it right – and I am one of those you will find on the site, I also liked your metaphors, go west, because this is very familiar to this House: we are permanently detecting new ‘territoires’, new areas of our work, we are building Europe each and any day from scratch, in a new mode towards a new direction – and if I got it right, you were also talking about John Wayne’s spirit, which I like as well.

But what do you think about the organisers of a trek to the west where the organisers say to the farmers: ‘well, the “territoire” in front of you is dangerous, you will have bad weather, there is a multiplication on criminal gangs which you have to face, and to make you more efficient I provide you with less water, less food and less horses, and at the end of the day that makes you quicker, and you will with less resources get to the other side in a better way’. What do you think at the end of the day, how many of these farmers would have then ended up in California, and what do you think John Wayne would have said to the organisers, once the organisers would have tried to get him on board as a possible scout?

So I have questions to this narrative, and I don’t think that this narrative is in itself convincing. So please explain your position on the European budget, because this is my metaphor on that.

I would also join forces with you and hope that we can have a joint initiative in making clear to Mr Tusk that Dublin reform and that the situation of the refugees in the Mediterranean has to be the top priority at the next summit – the top priority. And I would like to echo the interest of the European Parliament that nothing is postponed any more.

My question is: can you support this position in the best interests of those people who are in danger of drowning in the Mediterranean, in the best interests of the dignity of the European Union and, to make it very concrete – talking to the experts in the house, for instance to my colleague, Liberal colleague in ’t Veld this morning – also in the concrete legislation? This moment we are discussing, the Coreper is discussing the Reception Directive – close to a compromise. The only potential deal-breaker I hear is the Council insisting on a by-principle detention of children. What would John Wayne have said to this question that you by principle have to organise the detention of children, to have a reception culture for foreigners and for migrants and for refugees? You could take the lead (talking about leadership immediately), ask one of your guys, of your colleagues, to phone up your ministers and your civil servants in the Coreper and clarify on that, so that we perhaps get a solution already today.

(Applause)

Again, talking about a joint spirit (John Wayne again, forgive me today but it was so close to my heart): what would he have said to the leaders of a country where he had to pay taxes for the coffee he buys, but those who sell the coffee do not need to pay taxes? It would have been potentially a dangerous conversation with him, because what would have been his position on tax havens and the defence of tax havens like you see in the Netherlands?

(Applause)

So it’s an interesting question.

Mein Schlusswort auf Deutsch. Man sagt ja zu Recht, dass wir uns gar nicht so unähnlich sind – was wir beide nicht so gerne hören, weder die Niederländer noch die Deutschen. Wir haben euch immer bewundert für die vielen Dinge, die Frans Timmermans aufgezählt hat. Wir geben es kaum zu: sogar beim Fußball, Fußball total. Es ist ja kaum einzugestehen, dass wir euch eigentlich sogar dabei gelegentlich bewundern.

Aber was ihr machen müsst – und das ist mein Appell als regionaler Nachbar –, Herr Premierminister: Bringen Sie die Niederländer, bringen Sie Ihren Staat, bringen Sie Ihre Gesellschaft in die erste Linie der Reform der Europäischen Union! Wir brauchen die Niederlande als einen Reformfaktor, einen aktiven Faktor, um die Zukunft Europas zu bauen gegen die Populisten, gegen diejenigen, die Europa kaputt machen wollen. Sind Sie in der ersten Linie, lassen Sie uns Klartext reden! Das entspricht beider Mentalitäten. Keine Ausreden mehr: Wir müssen es gemeinsam anpacken.

Peter van Dalen, namens de ECR-Fractie. – Heel hartelijk welkom, meneer Rutte. We kunnen hier gewoon Nederlands spreken hoor. We hebben uitstekende tolken. Die hebben het nu wel een beetje moeilijk, maar betere tolken vind je niet.

In de Europese Unie is het Verenigd Koninkrijk altijd opgetreden als constructieve oppositie, als tegenmacht tegen de te vaak overheersende as Duitsland-Frankrijk.

In Berlijn heerst echter een oud trauma: men wil nimmer meer opnieuw dominant worden. Dus uiteindelijk bepaalt binnen die Duits-Franse as Parijs wat er gaat gebeuren. Dat betekent, zeker nu met Macron, nog meer Europa.

Door de exit van het Verenigd Koninkrijk valt in de Europese Unie het land weg dat op een nuchtere en constructieve manier tegenwicht bood.

Hoog tijd dus voor Europa 2.0: enter Mark Rutte! Als een van de langstzittende Europese regeringsleiders is hij dé aangewezen persoon om dat tegenwicht te organiseren. Ook het moment is van groot belang. We zijn op weg naar 2019: Europese verkiezingen, een nieuwe Commissie, onderhandelingen over de meerjarenbegroting, en natuurlijk de brexit. Europese politici als Macron, Juncker en Verhofstadt staan te trappelen om door te pakken. Dus nú is het moment voor Mark Rutte om tegenwicht te bieden, de scepter van de Engelsen over te nemen en die tegenmacht te organiseren.

Ruttes toespraak in Berlijn dit voorjaar vormt een hele goede basis voor dat tegenwicht. Dat geldt ook voor de samenwerking binnen de eurozone, waarbij hij met een aantal noordelijke landen en Oostenrijk probeert die eurozone op een nuchtere manier op te bouwen.

Geen Verenigde Staten van Europa dus, maar een nuchtere benadering. Een bescheiden en vooral dienstbaar Europa dat afspraken nakomt en verbindt. Dus ook een bescheiden begroting, geen eurozone die transferunie wordt, en een Europese Unie die Italië en Griekenland helpt met het migrantenvraagstuk.

Het is nú tijd voor zo'n Europese Unie. Mark Rutte moet aan de bak. Gebeurt dat niet, dan zal de kloof tussen de burger en Brussel, die nu al groot is, onhoudbaar worden.

Guy Verhofstadt, namens de ALDE-Fractie. – Mijnheer de minister-president, beste Mark. Welkom in het Europees Parlement.

I have to tell you – I agree with you. The new world order needs a new Europe and it's completely useless and unproductive to continue a discussion now, 20 years on, about less and more and more and less. What we need is not more or less – it's new, it's something else, it's something different to the Europe we got in the past. I liked the word you used: a "more perfect" Union, because a more perfect Union is a sentence in the American constitution, and in the American constitution, they are not talking about a bigger union or a smaller union – they're talking about a more efficient union, a more united union, a more perfect union. It's good to look to the past of the Netherlands, as Frans Timmermans has done, to see where we have to go because the Netherlands in my opinion, were robbed a little bit *avant la lettre*. There were seven independent provinces who worked together and beat the Spanish Armada, with a little bit of help from the Brits, but we have forgotten that, naturally, for the moment. The bad weather also helped them a lot. Afterwards, in 1602, Mark, what did you do? What the Netherlands did was unite the fleets, in one fleet, in one confederation, in one nation, establishing the Dutch Golden Age. That is the example that you have given to Europe, and what we have to do is to copy that by creating a European golden age in a certain way, a European golden age in a time where we are surrounded, I should say, by a circle of evil, and by that, I mean Putin. I mean Erdogan. I also mean, on a bad day – and that's nearly every day – Mr Trump for the moment, for example, on trade matters.

We need a Europe that is also in solidarity with you, Mark, and with the Dutch people and the Dutch victims of MH17, and I ask the Commission, President Juncker and President Tusk to examine in what way in the international court case in The Hague we can be in full solidarity with the Dutch in that court case – because the Russians continuing to deny their responsibility is a scandal, and Europe has to be behind the Netherlands and far more outspoken on that issue.

(Applause)

But as we all know, Putin gets away with everything: the shooting down of flight MH17, the cyber-attacks against Baltic states, murders in the streets of London, killing of political opponents in Moscow, the illegal occupation of Ukraine and some regions in other Soviet republics. I think it's time to wake up, particularly at a time when we have an American president who is more comfortable with autocrats than with his old Western democratic allies. That's a wake-up call. That's the inconvenient truth. The inconvenient truth is that if there were to be an attack by somebody on European soil tomorrow, we could not be sure that the Americans would help us. We need to take responsibility, we need to build up our own European defence community, and I agreed with Manfred Weber when he said we need to get rid of the unanimity rule in all these matters as soon as possible. It doesn't make any sense to continue like that. Our problem is not only that we maybe have a different point of view on this issue. We have another problem, and it is that we have inside the European Union, inside the European family, a fifth column in our ranks. Let's be honest – I call them the cheerleaders of Putin: Farage, Le Pen, Wilders and others. Their friends are sitting here and they are, in fact, doing only one thing: they take the money from the Kremlin, they take the intelligence of the Kremlin, like Mr Arron Banks, the friend of Mr Farage, who colluded and even contributed, with the help of the Russians, to creating Brexit. These people work together, in fact, with Mr Orban, but Mr Weber said nothing about Mr Orban today. I'm a little bit disappointed. It's time that we stop this cooperation with people like Orban, Kaczyński and Salvini who are working with all these nationalists and populists.

(Applause)

I'm pleased that you talked about a Europe of values at the end of your speech and your introduction, as Macron did, as Bettel did, as Charles Michel did.

In fact, we as liberals can never accept the illiberal plot of these people, and we and you have to be at the forefront to fight against them. Thank you.

(Applause)

President. –Thank you very much, Mr Verhofstadt. I want to thank you for this.

Ska Keller, on behalf of the Verts/ALE Group. – Mr President, I would like to thank Prime Minister Rutte for coming to join this debate and also for bringing in a sense of urgency; I very much appreciate that. Thank you also for your very clear words on the rule of law, on the bad situation that we see in several countries in the European Union. My question directly on that would be what exactly are you – what exactly are the Netherlands – going to do in Council to support the Article 7 procedure on Poland but also, when it goes beyond Poland, what exactly are you going to do?

I really appreciated your words as well about how unity works and how we all depend on each other because I think this is really true. We do depend on each other. If we work together well then we can all benefit from that, but if we work apart, then we will all lose out. You mentioned climate change as the obvious example of that, and I very much agree with that and I can only applaud the proposal you made on further reducing CO₂ emissions to 55% in the European Union. This is a really good way forward because climate change is a threat to humanity and we need to act. We need to get our act together and we have to move first because if we don't, no one else will do so.

But of course in order to achieve that, you will also have to talk with your colleagues and your neighbours. You will have to make sure you get a majority in Council because we in Parliament are not actually the problem – the others are the problem! – and the problem is the Council, so please go ahead, put some pressure on your colleagues to make sure that we get to that aim.

Talking about dependency, I would also like to mention the fact that we are very much dependent on each other in economic terms. The economy is, I understand, a very central point in how you view the European Union, and even how you view the world. You have said that everyone needs to put their house in order. I think that's not the first time you have said that you; you have said that repeatedly. But putting your house in order doesn't work if you say everyone puts their house in order and everyone does their thing and then all will be well. This is because we have a common market, we have a current common currency, we are all interlinked and our economies are interlinked, so if one wants to export, someone else needs to import. This is how it works. We are all interdependent on that, and if everyone has to save and save and save, then who's going to drive demand?

You've been very critical again here today of others not getting their budget in order, but I would say one of the reasons other countries are not managing to put their budget in order is because of you – it's your government and previous Dutch Governments which, by being a tax haven, through a long history of blocking and frustrating and delaying European action against tax avoidance.

(Applause from certain quarters)

With that you are taking away other countries' income. Tax dodging by companies leads to costs of EUR 15 to 17 billion a year in the European Union. That's money missing from our taxpayers. You have just agreed in the Netherlands – to please, apparently, multinationals like Unilever and Shell – to give a tax break to companies that will cost the Dutch taxpayers 1.6 billion a year. Out of the 20 largest companies in Portugal, 19 used Dutch letterboxes to avoid paying taxes in the midst of the economic crisis. So while Portugal was attacked for not saving enough, while in Portugal there were severe austerity measures, it was actually your country that helped companies avoid pay the taxes that would have helped Portugal.

(Applause)

So how do you expect Portugal to get its house in order, and why do you not cooperate with your colleagues in the Council instead of competing with them? Less tax competition would actually be more in this case!

Promoting the single market might sound very pro-European in the context that we are all getting used to, but just sticking to free trade, deregulation, liberalisation, that is the recipe for a status quo. We need to get to a social union – we should not forget that the European Union is not just a market, it is a place where people live, work, experience inequalities, have social insecurities – and that's where we need to get. We need to get to a social union because if we're not having more social union, if we're not having more solidarity in the European Union, then we're not getting anywhere. The European Union should be more social, should have more solidarity or it will have difficulties being.

(Loud applause)

Dennis de Jong, namens de GUE/NGL-Fractie. – Dank u wel, Voorzitter, en een hartelijk welkom ook van Links Europa, mijn eigen fractie, aan de minister-president van Nederland, de heer Rutte. Zoals Peter van Dalen al zei: je kunt hier prima Nederlands praten. Dat komt doordat we hele goede tolken hebben. Die hebben het niet een beetje maar hartstikke moeilijk omdat hun arbeidsvoorwaarden verder worden uitgekleeft en ze niet eens het recht op staken krijgen. Onze fractie is daar solidair mee en ik hoop dat steeds meer fracties zich uitspreken voor de rechten van de tolken.

Want dit staat wel voor iets breders. Als zelfs in dit Parlement – dat toch het huis van de democratie in Europa zou moeten zijn – de arbeidsvoorwaarden en arbeidsrechten van mensen niet meer worden nageleefd, als concurrentie en marktdenken het enige is wat telt, dan kom ik uit bij Mark Rutte. Want in uw toespraak in Berlijn en in uw toespraak hier staat eveneens de markt centraal. Zelfs als het gaat om veiligheid en de rechtsstaat, wil u in de eerste plaats bedrijven ruimte geven.

Ik denk dat dat de foute ingang is. Kijken we maar eens waar de markt goed voor is geweest: in Nederland beschikt 10 % van de bevolking over twee derde van het inkomen. De overige 90 % moet de rest verdelen. Op wereldvlak bezit 1 % de helft van het vermogen. De overige 99 % moet de rest verdelen. Dat is wat de markt doet, in Nederland, in Europa en in de hele wereld. Daarover moeten we het hebben. Wat doet u voor die 90 %? Ook de Groenen zeiden het al. Waar is de sociale kant? Hoe zit het met eerlijkheid?

Belastingen spelen daarin een rol. We zien dat kinderen op dit moment minder kansen hebben dan hun ouders hadden, dat het toekomstbeeld voor mensen minder goed is. Dat zijn de dingen die we moeten aanpakken. Gelijk loon voor gelijk werk, zei u in Berlijn. U hebt dat nu niet herhaald, maar dat is een reëel probleem. We hebben weliswaar stappen vooruitgezet met gedetacheerden, maar nog steeds gelden voor hen de sociale premies en pensioenen van het land van herkomst. Dus er is niet echt gelijk loon voor gelijk werk. Deze week en bij de vorige Straatsburgzitting stonden hier vrachtwagen- en buschauffeurs voor de deur. Internationaal wegtransport heeft geen gelijk loon voor gelijk werk. Wat doet u voor die 90 %? Wat doet u voor hen?

En dan de culturele kant van de zaak. We hebben niks tegen ondernemingsgeest. Dat is goed. Maar waar we wel wat tegen hebben, is het tegen elkaar uitspelen van mensen. Wat doen we om mensen te verbinden? Gaan we naar een samenleving (zij het dan een rechtsstaat) waar iedereen tegen elkaar wordt opgezet? Of komen we bij een samenleving die verbindt? Gaan we verder dan het marktdenken?

Er wordt hier regelmatig verwezen naar Trump. Maar waar heeft die zijn populariteit aan te danken? Die heeft hij te danken aan de staalarbeiders in Detroit, die zich alleen gelaten voelen en vinden dat ze het slachtoffer van de globalisering zijn. Daar heeft ook de Commissie op gewezen. Als je dat niet aanpakt, dan krijg je het tegenovergestelde van wat waarschijnlijk ook u wil. Dan krijg je mensen die tegen elkaar opkomen. Dan krijg je onveiligheid. En daar komen we niet verder mee.

Nog één opmerking over die 1 %. U zit bij die één procent. Dat zijn ook de grote investeerders. Dat zijn de grote multinationals. Ik zou u willen aanraden eens te kijken naar Investigate Europe. Dat is een ngo die in beeld gebracht heeft wat BlackRock als investeringsmaatschappij voorstelt. BlackRock beheert 6,3 biljoen US-dollar. Op dit moment zet BlackRock de aanval in op de collectieve pensioenen in Europa. We moeten allemaal individuele pensioenen hebben. Daar kan BlackRock lekker op verdienen. Daarom wil het ook een pan-Europees pensioenproduct dat je per persoon onderschrijft. Dat gaat de verkeerde kant op. Ik wil een solidair Europa. En ik wil graag uw visie op een solidair Europa horen.

Ik doe één voorstel: als we die markt nou eens reguleren? Laten we aan het Europees verdrag een sociaal en groen protocol hechten. De vakbeweging heeft dat jaren geleden al voorgesteld voor het sociale aspect. Aangezien u nu Groen Rechts bent, wil u waarschijnlijk wel instemmen met de aanhechting van een groen protocol. Laten we dus alles toetsen op solidariteit en duurzaamheid en de markt beteugelen. Zou dat niet leiden tot een Europa dat echt verbindt, dat echt stabiel is en waarmee we voorkomen dat we hier straks ook met een Trump zitten?

Gerard Batten, on behalf of the EFDD Group. – Mr President, Mr Rutte, you spoke about listening to the people, but in Holland, of course, in 2005 you had a referendum on the constitution. That was ignored. We got the Lisbon Treaty, which was the Constitution in another form, in 2016. The Dutch voted against the Ukrainian Association Agreement, and that has been ignored. The EU rule is to pay and obey, so if you can change that, then good luck to you.

Now, Europe can have a great and prosperous future, but not if the European Union is planning it. The European Union is responsible for many of the problems that beset Europe, and your solution is always the same: to have more power. The European Union was always about creating an undemocratic state – a ‘united states of Europe’ – and it has always been about deconstructing nation states and transferring political power to Brussels. That would be bad enough in itself, but you have actually made a complete mess of governing the Member States.

There are two areas in which this is obvious to the ordinary citizen: the economy and security. The creation of the euro was a political project, not an economic project, and was an entirely predictable disaster and has brought about financial austerity and unemployment. The dead hand of European bureaucracy impedes business and makes it increasingly harder for small businesses to operate, to create new jobs and to grow prosperities. Your policies have blighted the lives of millions of people.

Meanwhile, our security is endangered because of the results of mass immigration. Under Mrs Merkel’s leadership you have brought in millions of people from Africa, the Middle East and beyond, and you intend to bring in millions more. You have turned many parts of Europe into foreign countries. You use the emotional blackmail argument of talking about helping defenceless refugee families, and yet the reality is that the vast majority of these migrants are young men from Islamic countries. This is not immigration, this is invasion.

(Shouted comments from the floor)

Traditionally, Europe resisted Islamic invasion. Heroic struggles in the Siege of Malta, at the Gates of Vienna, have now been replaced by abject surrender. Islam offers two options: submit or resist.

(Interjection from the floor: 'Rubbish')

You have decided to surrender and submit on behalf of your citizens. But some states are resisting. Rebellion is now stirring in Hungary, Poland, the Czech Republic, Austria and elsewhere. The tide is turning against the EU, and best of all, we have Brexit: a modern Peasants' Revolt against their out-of-touch overlords. When Britain leaves the European Union, we can point the way for a Europe of independent democratic nation states. Most people want a Europe of genuine trade, friendship and cooperation. They do not want rule from Brussels.

(Mixed reactions from the floor)

Presidente. –Ricordo al pubblico presente in quest'Aula che non è consentito a coloro che assistono al dibattito applaudire o dissentire nei confronti degli oratori.

Marcel de Graaff, on behalf of the ENF Group. – Mr President, I welcome Mr Rutte to this Parliament. I guess we will see him quite often in the future when he has accepted the position of Mr Tusk as President of the European Council.

When we discuss the future of the EU, we most certainly must address the situation of the rule of law in the Member States. The majority of this Parliament has serious concerns about the rule of law in Hungary, Poland, Malta and Slovakia. Therefore it has started the monitoring group on the rule of law. Your party is a member of the ALDE Group, and a colleague of yours in this Parliament, Ms in't Veld, presides over this monitoring group.

I advise this monitoring group to take the Netherlands as a reference case. In the Netherlands, the prosecution doesn't have the obligation to follow up on any reported offence. It is at the discretion of the Prosecutor's Office whether to take action. Therefore, millions of citizens in the Netherlands see prosecution as a political tool. This was recently confirmed in a report by WODC, a scientific institution that advises the Dutch Government. The report stated that over the last decade there has been no prosecution of extreme-left violence.

I will give you another example. Last month, a group of rejected asylum seekers looking for a place to stay broke into a house near Amsterdam, claimed the property as theirs and tried to chase away the inhabitants. Although this attempt failed, the state prosecution didn't want to take legal action, and they allowed this behaviour. To me it's absolutely clear that applying the law to one group and letting another off the hook creates legal inequality. It breaks the rule of law. These are the Netherlands of Mr Rutte and Ms in't Veld of today.

I have some serious advice for Mr Rutte with regard to his European ambitions. If you want an EU where the rule of law applies, start at home. And I quote: 'get your house in order', and have the prosecution take action against illegal activities in general, not just against so-called populists.

A second issue I would like to address is illegal migration. The EU is in a complete deadlock on how to deal with illegal migrants. The EU has no solutions. It doesn't close its borders; it doesn't expel rejected asylum seekers; it doesn't fight Islamisation and radicalisation. So I urge Mr Rutte to distance himself from Ms Merkel's 'refugees welcome' policies and endorse the Visegrad approach.

He could start by making it a criminal offence to help illegal migrants, rejecting asylum to migrants who enter via safe third countries, and making asylum seekers who go on holiday in their home country lose their right to stay. When you are President of the European Council, recommend the whole package that we proposed yesterday to the Member States.

(Applause)

Diane James (NI). –Mr President, good morning, Prime Minister, and thank you for coming to the Chamber and for taking questions. I've got three for you, sir.

The first one concerns trade. You've made the point that the Dutch economy depends on trade with the United Kingdom as a result of the Rotterdam effect. I do appreciate the point you made about the Single Market and why, therefore, you would want the United Kingdom to remain part of that, but you've also effectively admitted the issue of punitive tariffs post-Brexit making no economic sense for your own country. Can we ask, therefore, that you champion not only support for a free-trade deal for the United Kingdom post-Brexit, but that you also champion free trade change within the remaining European Union Member States?

My second question: you raise the issue of rule of law and electoral process. You, I hope, will be aware of billionaire George Soros, a fifth columnist, to use a phrase used this morning, interfering in a democratic referendum result on Brexit in the United Kingdom. Can I ask, how would you deal with that sort of political interference and how will you try and influence European Union policy to stop that degree of national affront to democracy and affront to national democratic process?

Mark Rutte, Prime Minister of the Netherlands. – Mr President, I'll continue in English if that is okay, but of course with all respect for the interpreters. First of all, to the First Vice-President of the European Commission, thank you very much for your gracious remarks, dear Frans. You made this point regarding moral hazard. That was exactly right, since there is a lack of trust which crept into the European Union over the last ten years because of moral hazard. I was very happy that you made this point and we have to work on that.

You also made a point regarding migration, and other speakers in this first round also made a point on migration. It is also crucial to come to an agreement at European Council level. We are very much pushing to make that happen at the European Council at the end of this month. But it is not easy, since, at the moment, there are still a lot of debates going on between the North and the South, as well as with the countries in the East. Regarding this whole notion of solidarity, of burden sharing, and of making sure that everyone is involved and that we find an acceptable compromise, I'm not very optimistic at the moment that we will reach conclusions at the end of June. We need your help there, and the European Parliament can push for this. Mr Bullmann also made this point in response to you on this issue.

On the situation with the United States, this was also a point made by Mr Weber, Guy Verhofstadt and others. I was always raised with the absolute conviction that the transatlantic bonds between Europe and the United States – anchored not only in a joint security imperative, in the fact that we share values across the Atlantic Ocean, and that we share the same type of history – make it crucial that together we keep working on the transatlantic bonds. It is not easy, but I cannot foresee us resolving any major crisis in the world without the United States. For our defence, it is crucial to keep the dialogue with the United States going, even if within that family relationship we have some serious quarrels at the moment.

And, yes, Frans, you can count on the Netherlands where rule of law is concerned. I know that you personally, within the Commission, are working very hard on this.

Ms Keller you made a point about Article 7. Let me assure you that the Netherlands and my government are squarely behind Frans Timmermans and the entire European Commission on this issue. There can be no doubt, and I am happy that I know that the whole Commission is behind it.

Mr Weber, on the issue of the Multiannual Financial Framework: yes, I agree that we have new priorities which we need to address. But at the same time – and this is also a point I would like to make to Mr Bullmann – we have to acknowledge that 70 % of the European budget at the moment is spent on the priorities of yesterday. Why not think about what we can do in terms of making savings there to free money up for new priorities?

Mr Bullmann, you made this analogy again with John Wayne. However, when John Wayne and his people were back in those days when that story played out, when the United States was working on pushing its frontiers westwards, there was no government to help them. There was no central system. It was the farmers themselves, making sure that, by putting their wagons in a circle, they could create safety.

Luckily, at the moment we have governments and we have collective security. Absolutely, we need to work with our members, but considering this budget and what you need to do, we cannot just discuss new money; we also have to look at where we can find the money. I am simply against the 1.3 %. If you really want to make the parties at the extremes much bigger than they are today, keep on pushing for 1.3 %. It's the best recipe.

On PNR, I completely agree with Mr Weber. The legislation to implement PNR has been submitted to our Parliament and is being discussed in our House. We have already set up our national organisation and notified the Commission. It is not yet through Parliament, but we are working on that. At the moment, I believe that 14 countries have implemented this legislation. Half still have to come, and we are in the second half and working on that.

On the military side, military mobility is one of the things the Netherlands is pushing at the moment within NATO and within the EU. We are very much behind the initiatives President Macron is making to get a more effective basis to organise defence within the European Union. At the same time, I would argue that we should not now push for new symbols like a European Army. These are symbols. We have to make sure that we get things done in practice and that we get, in that sense, a satisfactory result for our citizens. I am not in favour of these symbols like the European army. I am very much in favour of working in the next five to ten years on practical things like, for example, military mobility. I know that I can count on your Group on this important priority.

On the issue of taxation, we acknowledge the importance of combating tax avoidance, both for the Netherlands and at the EU level. Taxation is an important issue in this House, but particularly in the parliaments of the Member States. Taxation is a key element of the political systems in our democracies, and in the Treaty they are therefore part – and I believe rightly so – of the Member States' competencies. We are working at this moment on letterboxes and how to make sure that we take the necessary next steps in that regard. I was very happy to see that Commissioner Moscovici was very appreciative of the Dutch initiative in that regard. This is also in reaction to Ms Keller and Mr Bullmann.

It was Mr Peter van Dalen and Mr Udo Bullmann raising the issue of reform, and whether the Netherlands are pushing reform within the EU. Yes we are. We are pushing for radical reform. Yes, we are working on new alliances within the EU. The fact that the UK is leaving means that we in the Netherlands, which is the fifth-largest economy in the European Union, have to work on how we are going to organise our relationships with other countries.

Of course, our relationships with Germany and France will always be crucial. When I listened to President Emmanuel Macron's speech in the Sorbonne last September, I agreed with most of the points he made there. We have agreed to work together on issues like migration, the G5 Sahel, external borders, and in particular on climate change and pushing for this 55 % CO₂ emissions target.

At the same time, we are working with other countries to find a balance within the EU to make sure – with the UK leaving and therefore the power balance shifting – that we in the Netherlands also try to work on new alliances. Yes, indeed we are working closely together not only with the Baltic States and the Scandinavian countries, but also with Austria, Ireland, and Spain, as well as with Portugal on other issues; it can be bilateral, it can be multilateral. Within the EU, that helps to achieve sensible decision-making.

Therefore, it is much more nuanced, in response to Mr van Dalen, than saying it is a counterbalance to France and Germany. The moments they agree on a policy are very scarce. Sometimes it is good that they can agree on issues, because they are the two biggest Member States, but there is no automaticity that when they agree, things are pushed forward, and it is not an automaticity that they agree. In many cases, as we all know, they very much disagree, and that also helps the debate in those areas.

Ms Keller, you also have to do something. Yes, I have to work; I agree. The Dutch Government, together with France, has to work on this support for the 55%. But please don't leave it to me. You have this big House here. We had the applause, so please help. We have to do this collectively. That's exactly the plea I was making in my speech. I need the European Parliament, because without your pressure – including in your Member States – to push for that emissions target, we will never get there.

Mr de Jong, of course we disagree on many issues, not on the Dutch language, but on many other issues. But still, I would argue that you were bashing the free market. Thanks to the free market, hundreds of millions of people in the last ten to fifteen years have been lifted out of poverty worldwide. Thanks to the free market, let's not forget that.

(Applause)

On one thing we fully agree. I did not mention it in my speech, but the same pay for the same work in the same type of circumstances is at the core of the belief of the Dutch Government, and we will push for that. I know that collectively we are working to make that happen, including in the transportation sector.

Mr Batten, you addressed Brexit. I would like to remind you that the Governor of the Bank of England has calculated that the cost of the United Kingdom leaving the European Union is already GBP 900 per average British family. That is the cost that British families are already paying, and that will rise.

(Mixed heckling and applause from the floor)

Maybe not for you personally, but this is happening at the moment. What I found in the Netherlands is that this fact, as well as the fact that it is hurting our collective security, is the best argument why the others need to work more closely together. So in that sense, thank you for that, but I am still very sombre and pessimistic about the fact that you are leaving the European Union.

Finally, Ms James, on Brexit: let me assure you that the Dutch Government is squarely behind Michel Barnier and what he is doing as our negotiator in this process. Can you help to make sure that we get more clarity from the British side as soon as possible, particularly on the issue of the Irish border? I believe that it is crucial to move and push that subject, which is important for all of us, forward.

(Applause)

Procedura «catch the eye»

Esther de Lange (PPE). –Dank u wel, voorzitter. Meneer de minister-president, u hebt gezegd: de EU moet minder beloven en meer waarmaken. Daar ben ik het mee eens. Maar laten we het concreet maken. Een groot aantal voorstellen van dit Parlement zijn door de Commissie behandeld maar zitten nog vast in de Raad. Ik wil even terugkomen op het gebied van migratie. U zei: het is moeilijk, ik ben niet optimistisch. Maar denkt u eens een stukje mee. Angela Merkel heeft gesproken over flexibele solidariteit als oplossing voor dit probleem. Je moet toch komen tot een migratiebeleid met alle landen, dat begint in de landen van herkomst, dat een sterkere grensbescherming inhoudt en dat een land niet alleen laat op het moment dat er vele vluchtelingen komen. In mijn kantoor hangt een spreuk in het Fries, toch onze andere landstaal. Ik zal u het Fries besparen, maar in het Nederlands komt die hierop neer: als het niet kan zoals het moet, dan moet het maar zoals het kan. Ik denk dat dat nu speelt in de discussie over migratie. Angela Merkel noemt dat flexibele solidariteit. Denkt u eens mee. Hoe zou die eruit kunnen zien?

Ik wil nog twee andere punten aanstippen. Wat nationale parlementen betreft, ben ik het eens met uw pleidooi. We kunnen hele ingewikkelde constructies gaan verzinnen om die meer te betrekken. Maar laten we eens beginnen met de documenten in de Raad, die vaak onnodig als geheim bestempeld worden, waardoor nationale parlementen hun werk niet kunnen doen en wij ook minder. Dit parlement is open en transparant. Helpt u ons mee om ook de Raad open en transparant te maken.

Ten slotte kom ik bij mijn laatste pleidooi. U sprak terecht over een eerlijke interne markt, of over het vervolmaken van de interne markt, ook op digitaal gebied. Hoe zorgen we dat we die digitale interne markt ook eerlijk maken? En ja, daar hoort misschien ook een discussie over digitale belasting bij. Dank u wel.

Agnes Jongerius (S&D). –Dank u wel, Voorzitter. Dank u, minister-president, dat u hier bent. Ik heb geluisterd naar een toespraak die volgens sommigen die van een bekeerling was. Maar mag ik u vragen u ook nog op een ander punt te bekeren? Want als we onderwerpen noemen waar het 'beter' of 'meer' kan, dan verwacht ik dat op dat lijstje ook sociaal Europa staat.

U was erbij op de top in Göteborg. U was erbij toen aan de burgers van Europa beloofd werd dat Europa ook in sociaal opzicht AAA zou worden. Ik ben blij dat u steunt dat chauffeurs onder 'gelijk loon voor gelijk werk' moeten komen te vallen. Maar mag ik u, als aanvoerder van de 'zeven zuinige dwergen', ook zien als aanvoerder van de Sociale Alliantie onder de regeringsleiders? En mag ik uw steun voor voorstellen als een Europese arbeidsautoriteit en een evenwicht tussen werk en privéleven?

Amjad Bashir (ECR). –Mr President, I would like to thank the Prime Minister very much for addressing us today. I have a couple of quick questions. The first is about the migration crisis. Would you agree with me that, in order to address the migration problem, we need to get to the root causes, and that is the failed states – many of which we've interfered in – like Afghanistan, Iraq and Libya? Would you not say that we need to trade with these nations so that they can find themselves in a better place to help their citizens to remain where they are?

The second question is on human rights and the fact that economic power is going to the East, to China and India. These countries believe that economic development will, in the end, see that human rights are respected. Would you not agree, at a time when, in Myanmar, millions of people have had to seek refuge in neighbouring countries where ethnic cleansing and genocide is taking place, that we in Europe have to say that this is unacceptable and that human rights values have to be respected?

Johannes Cornelis van Baalen (ALDE). –Voorzitter, het is een eer hier te spreken nadat de heer Rutte zijn pleidooi heeft gehouden. Als wij willen luisteren naar de geschiedenis, kijk ik niet alleen naar de 'Republiek der Zeven Verenigde Provinciën', waarbij de provinciën hun soevereiniteit gingen delen. Een ander voorbeeld is het Verenigd Koninkrijk der Nederlanden van 1815-1830, waar wij in het noorden te weinig respect opbrachten voor onze landgenoten in het zuiden, zowel op religieus gebied als ook op ander gebied. Daardoor is dat project gefaald.

Kijken we nu naar de Europese Unie, dan moeten wij in het westen respect hebben voor onze collega's in het oosten en het zuiden en omgekeerd. In dit halfrond moeten wij van links tot rechts zonder boegeroep met elkaar debatteren. De parlementaire dimensie die de premier heeft genoemd, namelijk het Europees Parlement en de samenwerking met de nationale parlementen, is vitaal. Want zonder parlementaire dimensie is er geen draagvlak. Zonder draagvlak en met bestuurlijke arrogantie bouw je geen Europa. Dus we moeten samen voortgaan.

Presidente. –La parola all'on. Turmes. Lo saluto perché credo sia il suo ultimo intervento in quest'Aula, avendo assunto responsabilità di governo nel suo paese, e gli formulo i migliori auguri a nome di tutti quanti noi di buon lavoro in Lussemburgo.

Claude Turmes (Verts/ALE). –Mr President, thank you very much. Yes, I am leaving for the Luxembourgish Government. When Guy Verhofstadt says that we need a new golden age, I think he is right, but I think the golden age for a lot of Europeans was before Margaret Thatcher and neoliberalism. It was also before ten years of – I think for a lot of Europeans – brutal austerity politics. It was surely also before this kind of tax competition.

So when I go back to Luxembourg next week, Mr Rutte, I think I have the same job to do in my government as you. I do not think we can leave taxation policy in unanimity. We need at least to take energy and environment taxation out of unanimity, as well as corporate taxation and probably also taxation for the very wealthy, because otherwise we are undermining solidarity in Europe.

Colleagues, if you want to give me a big gift, we can build on your 55% climate. Today and next week we will be finalising, hopefully, the efficiency legislation, the renewables legislation and the energy and climate framework legislation. So what should be the target for 2030? 33, 33, 55: isn't that a good rhetoric? So that's where we have to get today and then, in addition, we need a vision. Society needs a vision, and this vision is net zero in 2050, and that is, hopefully, also where you can help me next week when we close it. Thanks a lot for these almost two decades of working together.

(Applause)

Anja Hazekamp (GUE/NGL). –Dank u wel, Voorzitter. Minister-president, vanmorgen zei u "minder beloven en meer waarmaken". Vervolgens zegt u dat de uitstoot van broeikasgassen niet met 30 % maar met 55 % zou moeten worden teruggedrongen.

Ik denk dat dat heel goed is. Alle lof en hulde daarvoor. Maar onze afhankelijkheid van aardgas zorgt niet alleen voor wekelijks aardbevingen in Groningen. Ze brengt ook de doelstellingen van het klimaatakkoord geen stap dichterbij.

Tegelijkertijd haalt Nederland veel van de ontwikkelingsdoelen van de Verenigde Naties niet. We hebben te veel armoede en te weinig hernieuwbare energie. Slechts een klein aandeel van de landbouw is biologisch. En de uitstoot van broeikasgassen is veel hoger dan die van onze Europese collega's.

Uw kabinet doet bitter weinig om dat aan te pakken. Onlangs drukte u er bij de Commissie nog een mestderogatie door. Voorzitter, onze bio-industrie brengt biologische en andere boeren in de verdrukking, houdt dierenleed en ernstige milieuvervuiling in stand en is funest voor het klimaat.

Graag hoor ik van de premier hoe hij ervoor gaat zorgen dat Nederland niet het vieste jongetje van de Europese klas blijft.

President. – We need to respect speaking time because more time means fewer Members of Parliament can speak.

Piernicola Pedicini (EFDD). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, grazie Primo ministro per essere qui. Lei viene dal nord Europa e io vengo dal sud Europa e dalle nostre parti si dice che «il sazio non capisce il digiuno». Oggi siamo qui a chiederle, ancora una volta, quale futuro per questa Unione europea.

Ma quale futuro ci può essere se permettiamo ancora una volta di importare olio tunisino senza dazi nel nostro territorio, facendo concorrenza sleale alle nostre imprese olivicole? Quale futuro ci può essere se importiamo il grano canadese trattato con il glifosato che, oltre a essere cancerogeno, distrugge anche le nostre piccole e medie imprese che producono il grano duro che serve per la pasta?

E quale futuro ci può essere se avete avuto il coraggio di lasciare sola l'Italia per dieci anni, di fronte alla crisi migratoria? Adesso avete il coraggio di chiudere le vostre frontiere e avete ancora il coraggio di dire che l'Italia e il governo italiano è xenofobo.

E lei, collega João Rodrigues che è qui davanti a me, come si permette di offendere il governo italiano e 17 milioni di cittadini italiani che l'hanno votato? Allora, se questa è l'Unione che voi volete, non c'è nessun futuro per questa Unione.

Λάμπρος Φουντούλης (NI). –Κύριε Πρόεδρε, κύριε Πρωθυπουργέ, οι ηγέτες της Ευρωπαϊκής Ενώσεως δηλώνουν σε κάθε ευκαιρία πως ένας από τους σημαντικότερους στόχους της είναι η συναδέλφωση των λαών και η εγκατάλειψη κάθε εχθρότητας που οδήγησε στο παρελθόν σε συγκρούσεις. Επιπλέον, μιας και το αντικείμενο της συζήτησης είναι το μέλλον της Ευρώπης, ένα σημαντικό τμήμα αυτού του μέλλοντος είναι και η περίφημη διεύρυνση με την ένταξη των χωρών των Δυτικών Βαλκανίων.

Δυστυχώς όμως ακόμη και μετά από όλα όσα έχουν συμβεί τα τελευταία χρόνια στην Ευρώπη, αδυνατούν να κατανοήσουν οι ηγέτες της Γερμανίας και των δορυφόρων της πως, εκμεταλλευόμενοι την ύπαρξη μιας αριστερής προδοτικής κυβερνήσεως στην Ελλάδα και προσπαθώντας να επιβάλουν μια λύση στο θέμα της ονομασίας των Σκοπίων, όχι απλά δεν προωθούν τη διεύρυνση, αλλά δημιουργούν εύλογα στη συντριπτική πλειοψηφία των Ελλήνων το συναίσθημα πως η Ευρώπη υιοθετεί ξεκάθαρα ανθελληνικές θέσεις για να εξυπηρετήσει τα συμφέροντά της.

Είμαι βέβαιος πως η συμφωνία για την ονομασία των Σκοπίων θα καταρρεύσει μαζί με την κατάρρευση της κυβέρνησης του ΣΥΡΙΖΑ, καθώς δεν εκφράζει πλέον τη βούληση της πλειοψηφίας του ελληνικού λαού. Τα Σκόπια δεν θα ενταχθούν στην Ένωση! Πρέπει πλέον να αναλογιστούμε όλοι οι Έλληνες εάν θέλουμε να συνεχίσουμε να ανήκουμε σε έναν εχθρικό για την πατρίδα μας Οργανισμό.

Elmar Brok (PPE). –Herr Präsident! Herr Ministerpräsident, ich bedanke mich sehr für Ihre Rede, die deutlich gemacht hat, dass Sie eine realistische, seriöse, aber auch zukunftsgerichtete Europapolitik betreiben wollen. Und ich glaube, dass das in guten Strukturen ist und dass es weitblickend ist, auch aufgrund der internationalen Situation, in der wir jetzt stehen. Aber dafür müssen Sie der Europäischen Union auch die notwendigen Instrumente geben. Ihre Haltung in den Haushaltsfragen steht im Widerspruch zu den richtigen politischen Zielen, die Sie zum Ausdruck gebracht haben. Ich bitte Sie, diesen Widerspruch aufzulösen.

Wenn wir gegenwärtig auch die Migrationsfrage diskutieren, wenn wir endlich einen wirkungsvollen Außengrenzschutz durchführen wollen, dann muss dafür das Geld zur Verfügung gestellt werden. Man kann nicht sagen: „Europa muss die Frage lösen“, und anschließend gibt man nicht das Geld dafür, anschließend gibt man nicht die Entscheidungsmechanismen dafür. Auf diese Art und Weise ist Europa in den Augen der Öffentlichkeit wieder schuld daran, dass es nicht vorangeht. Aber in Wirklichkeit haben die Nationalstaaten durch die Verweigerung der Instrumente eine Lösung unmöglich gemacht. Ich bitte um Ihre Stellungnahme dazu.

Salvatore Cicu (PPE). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, io credo che il populismo cresca nel momento in cui l'Unione europea non riesce a dare risposte concrete ai temi appunto dell'immigrazione, ai temi del lavoro, ai temi della disuguaglianza e della povertà. Credo che la posizione del governo italiano, che deve essere rispettata, è una sfida. È una sfida proprio alla concretezza e all'efficacia della risposta. Quindi io credo che non bisogna più tergiversare rispetto agli egoismi e ai pregiudizi, alla necessità cioè che la posizione del Parlamento europeo nel prossimo Consiglio venga assunta come una posizione da condividere, perché noi non possiamo più aspettare.

Oggi sono arrivati altri mille migranti nel porto di Catania e l'Italia sta facendo la sua parte rispetto a questa situazione, però non è più tollerabile che i paesi del Sud vengano lasciati soli. Allora, occorre una redistribuzione, occorrono regole precise, occorre che ciascuno faccia la sua parte, perché se l'Europa vuole esistere, credo che questo sia il momento di dimostrarlo.

Paul Tang (S&D). –Dank u wel, Voorzitter, en welkom aan de minister-president. De vraag is inderdaad: aan wie laten we de toekomst over? Aan Donald Trump, Vladimir Poetin, de techgiganten Google en Facebook, of oliemaatschappijen als Shell? Nee, zonder Europa geen toekomst van waarden. Europa zal de rug moeten rechte. Ik ben blij met de urgentie waarmee de minister-president hier vandaag heeft gestaan. Mijn complimenten daarvoor.

Maar er is wel werk aan de winkel. Waarom neemt het Nederlandse kabinet niet het voortouw bij het veranderen van de euro en lijkt het niks te willen veranderen? Wat is uw handtekening waard als u zegt dat de sociale pijler niet eens in uw boekenkast terechtkomt? En waarom wil het Nederlandse kabinet de winstbelasting niet hervormen? Want u kunt niet als het Zeeuwse meisje klagen over de Europese begroting en tegelijkertijd Nederland als een belastingpiraat laten optreden en winstbelasting stelen van andere landen. Meer dan 14 miljard euro kost Nederland de andere Europese lidstaten. Wees dus niet John Wayne die zichzelf in de voet schiet. Wees ook een partner. Er is werk aan de winkel voor het Nederlandse kabinet.

Charles Tannock (ECR). –Mr President, Prime Minister Rutte, you have made a strong case for the role of the EU in external security and foreign policy matters, and you rightly cited Russian expansionism as an example where we work better together in preventing it. But to me, Brexit is a destructive and selfish act, but at least Prime Minister May has requested that the UK and the EU have a very special and deep partnership in terms of external security and defence matters post-Brexit.

But as a third country, the UK's role, for instance with PESCO or over Justice and Home Affairs matters, will be very limited. Recently, for instance, the Commission refused to allow the UK to participate in the Galileo project. So how do you envisage keeping the UK, a P5 member and a nuclear power with serious armed forces, fully plugged in and actively engaged with the EU security and defence structures post-Brexit?

Sophia in 't Veld (ALDE). –Voorzitter. Welkom, meneer Rutte! Het is een genoegen u hier in het hart van de Europese democratie warme woorden te horen spreken over Europa. In de wereld van Trump, Kim Jong-un, brexit en vluchtelingstromen, Facebook en klimaatverandering biedt Europa ons bescherming.

U sprak bevoegen over de eenheid van Europa, maar tegelijkertijd ook over de Europese Unie als minimale technocratische samenwerking. Daar zit licht tussen, meneer Rutte. Natiestaten waren het antwoord op de uitdagingen van de 19e eeuw. Europese eenwording is het antwoord op de realiteit van de 21e eeuw. Want Europa heeft nu geen boekhouders nodig, maar leiderschap. Leiders die zich durven uitspreken voor een krachtig politiek Europa.

Bent u die leider, meneer Rutte? Maakt u, samen met Macron en Merkel, het pro-Europese, progressieve midden sterker? Ik ben in elk geval verheugd dat u inmiddels het idee van een eurozonebegroting omarmt. Meebuigen met populisme heeft het midden uitgehold. Maar een zwak Europa kunnen we ons niet permitteren. In 2019 vinden Europese verkiezingen plaats. D66 staat voor een sterk en solidair Europa. Meneer Rutte, vinden wij u aan onze zijde?

Helga Trüpel (Verts/ALE). –Mr President, Prime Minister, I agree with your sentiments that the European Union has to be a more perfect union. What does it mean, more perfect? From my point of view, it means we need a more common political interest all over the European Union in being stronger. We have to be more responsible, more ecological, more social, more effective, and we need a common asylum system in order to be better in all these questions of refugees and migrants. There we can do better. That would be a more – and better – perfect union.

And with that, I come to the MFF. I was very disappointed when I read in the newspaper that you, Prime Minister, said: oh, we have Brexit, the UK will be leaving; we will be a smaller union, so we will have a smaller budget. No, that is not true, because we have bigger challenges; we want to be more responsible; we want to perform well on the global stage. Therefore, we have to answer the question: where does the money come from? It must come, to a large extent, from new own resources and, in particular, environmental taxes and a digital tax. Be ready to make the new tech giants pay to the national and the European budget. That would be a wonderful solution and European citizens would profit from that.

Peter Lundgren (EFDD). –Herr talman! Välkommen hit, premiärminister Rutte. Det är nu väldigt många medborgare runt om i Europa som ser hur EU har blivit allt mer maktfullkomligt och allt mindre kapabelt att lösa stora problem, och alla vi som påpekar detta faktum stämplas som populist och möts med många andra tillmälen enbart för att vi påpekar detta faktum.

Den enda lösningen man har från EU:s sida är ju ständigt ökande budgetar och avgifter. Nederländerna betalar redan, precis som Sverige, mycket mer än man får tillbaka och har gjort så i många år. Nu föreslår Angela Merkel att alla nettobetalare ska betala ännu mer. Hur ska Nederländerna med sina 26 ledamöter mot Tysklands 96 ledamöter kunna stoppa det här? Ert folk kommer att få betala detta bland annat genom höjd pensionsålder i framtiden. Är det här vad det nederländska folket önskar, för det är deras talan ni för som premiärminister här i dag.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). –Κύριε Πρωθυπουργέ, ως γνωστόν η Τουρκία προωθεί κατά εκατοντάδες χιλιάδες τους παράνομους μετανάστες στα ελληνικά νησιά. Παράλληλα, απειλεί την Ευρωπαϊκή Ένωση ότι, αν δεν ικανοποιήσει τις παράλογες απαιτήσεις της, θα πλημμυρίσει την Ευρώπη με παράνομους μετανάστες. Πρόσφατα κατήγγειλε τη συμφωνία με την Ελλάδα για επαναφορά όσων λαθρομεταναστών δεν πληρούν τις προϋποθέσεις για χορήγηση ασύλου.

Συμφωνείτε ότι η Ευρωπαϊκή Ένωση πρέπει να σκληρύνει τη στάση της απέναντι στην Τουρκία, να διακόψει άμεσα τη χρηματοδότηση, καθώς επίσης και τις συζητήσεις για την ένταξη της στην Ευρωπαϊκή Ένωση; Δεύτερον, επειδή σωστά επισημάνατε ότι με το ευρώ έγινε απλώς ανακατανομή πλούτου, συμφωνείτε ότι, στα πλαίσια αυτά και για επίδειξη αλληλεγγύης, πρέπει να μειωθεί και να ελαφρυνθεί το χρέος της Ελλάδος, την οποία κατέστρεψε οικονομικά και η Ευρωπαϊκή Ένωση για να διασωθεί το ευρώ; Και τέλος, θεωρείτε ότι, αν εγκαταλείψουμε την αρχή της ομοφωνίας, θα εξυπηρετήσουμε την ανάγκη για ύπαρξη μιας Ευρώπης κυρίαρχων λαών;

Angelika Niebler (PPE). –Herr Präsident, Herr Vizepräsident, Herr Ministerpräsident, liebe Kolleginnen, liebe Kollegen! Sie sagten – und ich komme darauf gleich zu sprechen –: „less is more“ und „a deal is a deal“. Ich möchte mich für diese klaren Aussagen bei Ihnen, Herr Ministerpräsident, ganz, ganz herzlich bedanken. Ich unterstütze Sie vollumfänglich, möchte aber zum schlanken Europa nochmal nachfragen: In welchen Bereichen soll sich denn künftig die Europäische Union zurückziehen? Haben Sie da konkrete Vorschläge? Sie fragten ja zu Recht auch in unsere Runde: *Is the EU still doing the right thing?* Wenn ich Sie zurückfrage: Was ist denn Ihre Antwort darauf? Machen wir wirklich die richtigen Dinge, oder was würden Sie denn anders machen? Das wäre meine Frage.

Und natürlich erlaube ich mir auch, mit Blick auf die Debatten zum europäischen Haushalt diese Frage an Sie zurückzugeben. Ich möchte meinen Kollegen Elmar Brok nochmals ganz nachdrücklich unterstützen. Wir müssen über die Aufgaben diskutieren, die Europa hat. Aber die Aufgaben, für die wir in der Europäischen Union zuständig sind, müssen dann auch ordentlich finanziert werden. Nur dann können wir liefern, nur dann können wir das leisten, was wir den Bürgerinnen und Bürgern auch versprochen haben. Und da glaube ich, dass wir bei den vielen neuen Herausforderungen um eine moderate Erhöhung des europäischen Haushalts einfach nicht herumkommen werden. Also bitte: kein apodiktisches „Nein“, sondern ein bisschen mehr Flexibilität in dem Bereich.

Victor Boştinaru (S&D). –Mr President, I will refer to two of the Prime Minister's key words: unity and trust. I remember that we have to pay attention. If the gap between what we preach and what we practise is only getting larger then we are offering support to populism, Euroscepticism and even anti-euro cronyism. This is why I have two questions for you. What is your view on the future of the Schengen System and what role do you see for Romania and Bulgaria, knowing that your country systematically – and without any legal basis in the Treaties – opposed the integration of my country into Schengen? The second question is: what is your vision of the future of the eurozone, considering that a moment ago you referred to President Juncker's State of Union speech with some, should I say, offensive connotations? If you have a vision, you should go to the doctor. What is your vision of the future of the eurozone and how can the eurozone be enlarged to integrate new Member States?

Othmar Karas (PPE). –Herr Präsident, meine Damen und Herren! Ich möchte zuerst einmal dem Vizepräsidenten Timmermans für seine Antwortrede danken. Ich kann jeden einzelnen Satz unterstreichen, und er hat sich auch unterschieden von Ihnen, Herr Ministerpräsident, weil es keinen einzigen Widerspruch in den Formulierungen gegeben hat.

Daher muss ich nachfragen. Sie sprechen von der Einheit. Und ich frage Sie daher: Sind Sie bereit, die Einstimmigkeit zu reduzieren, damit die Europäische Union handlungsfähiger wird? Sind Sie für verstärkte Eigenmittel im europäischen Budget und für Eigenmittel zur Schaffung eines Euro-Budgets im EU-Haushalt? Sind Sie für gemeinsame Asylstandards? Sind Sie für eine gemeinsame Migrationspolitik? Sind Sie für den Europäischen Währungsfonds? Sind Sie für einen Sanktionsmechanismus bei Verletzungen des europäischen und internationalen Rechts und der europäischen Werte?

Und Sie sprechen von den Spannungen zwischen nationalen Parlamenten und Europäischem Parlament. Die haben wir nur dann, wenn wir keine klaren Zuständigkeiten haben. Die haben wir nur dann, wenn die Einstimmigkeit und der Intergouvernementalismus vorherrschen. Treten Sie dafür ein, dass das Europäische Parlament in allen Fragen die demokratische Legitimierung und Kontrolle vornimmt, wo auf europäischer Ebene entschieden wird!

Emilian Pavel (S&D). –Domnule preşedinte, domnule prim-ministru, aici în spatele dumneavoastră, dacă vă uitaţi... Sunt şi eu membru al Parlamentului European din România şi vreau să apreciez câteva cuvinte pe care le-aţi rostit. Da, Europa trebuie să ia anumite decizii. Da, toţi trebuie să beneficiem de libera mişcare. Da, trebuie să ne ocupăm de anumite urgenţe. Trebuie să fim uniţi, aţi vorbit de unitate. Aţi vorbit de competitivitate europeană, domnule prim-ministru, foarte frumos. Dar, haideţi, domnule prim-ministru, să folosim acest cuvânt pe care l-aţi folosit, sau această expresie, *team up*.

I will just express it: team up, team up and respect the laws, Prime Minister. Respect the laws and the requests that were made here in Parliament and in the Council, and bring Romania and Bulgaria into Schengen. Don't mix up corruption, because your ambassador had a meal for the New Year with a penal person from Romania who was convicted in the first instance. So please respect the law, Prime Minister.

Hans-Olaf Henkel (ECR). –Mr President, Prime Minister, you mentioned – and rightfully so – that with Brexit, Europe would be faced with a big hole, but you also talked about the things that Prime Minister Churchill said, that unexpected things can happen. Brexit will not only have a tremendous negative impact on Britain, but also on the European Union. We talked recently to the heads of the Port of Rotterdam, who confirmed that.

I would therefore like to ask you to take the initiative, because I have not met one person to the right of me in this Parliament, and to your left, who does not regret Brexit. Take the initiative and make Britain another offer for more autonomy in immigration, so as to avoid Brexit at the last minute. Without Britain, Europe will never be complete and will never be credible.

Annie Schreijer-Pierik (PPE). –Voorzitter, mijnheer Rutte, wij kennen elkaar goed, dus ik spreek u gewoon bij uw voornaam aan: Mark.

Heb ik het goed gehoord dat u net hebt gezegd dat landbouw- en structuurfondsen in Nederland tot de verleden tijd behoren? Dan kijk ik nu naar Frans Timmermans. Die heeft net gezegd dat de economische groei in Nederland dankzij Europa heel groot was en dat er een bedrag van 85 miljard euro mee gemoeid was als het gaat over export.

Wat de vermindering voor de landbouw betreft, weten we tot nu toe helemaal niet om welke cijfers het gaat. Gaat het om 15 procent of 30 procent? Daarnaast impliceert het klimaatakkoord een verhoging. Daarin moet heel Europa meedoen. Als dat niet gebeurt, dan zetten we uiteindelijk in heel Nederland de agrarische sector in de uitverkoop want dan hebben we te maken met een nog hogere kostprijs. In Nederland hebben we op milieugebied altijd gedaan wat Europa ons vroeg. Andere landen hebben dat niet gedaan. Ik wil er dus op aandringen om alles in Europa met elkaar gelijk te doen, want het gaat om de toekomst van onze gezinsbedrijven en onze verwerkende industrie. Het gaat om onze transportbedrijven en een leefbaar platteland, en uiteindelijk ook om artikel 2 van het klimaatakkoord. Daarbij moet voedselzekerheid niet alleen in Nederland, maar ook in Europa bovenaan staan. Ik hoop dat u daar met Carola Schouten hard aan meewerkt.

Liisa Jaakonsaari (S&D). –Arvoisa puhemies, pääministeri Rutte korosti aivan oikein Euroopan unionin legitimeettii ja samalla kansallisten parlamenttien asemaa. Se on aivan oikein. Jäi kuitenkin sellainen vaikutelma, että Te olette varmaassa Euroopan parlamentille ja unionille pienen roolin, jonkinlaisen mini-Euroopan, kun mainitsitte, että ehkä ilmastomuutoksessa olisi roolia yhteisille eurooppalaisille asioille. Mutta eikö ole aika vaikea erottaa tänä päivänä toisistaan eurooppalaista ja kansallista politiikkaa? Täällä moni meppi on jo painostanut Teitä veronkierron ja veroparatiisien sulkemiseen. Osittain Te vastasittekin jo siihen. Haluaisin kuitenkin vielä kysyä, että eikö tämä digivallankumous erityisesti edellytä, että verotuksessa voidaan tehdä uusia eurooppalaisia ja jopa maailmanlaajuisia ratkaisuja.

Andrey Kovatchev (PPE). –Mr President, Prime Minister Rutte, thank you for your speech on a united and stable Europe. Indeed, we are all facing global challenges, and as you say, we need to have a European Union which delivers an added value where the national sovereign state cannot be effective enough. Such areas are common migration policy, a fair and effective European asylum system, protection of the external borders but also preserving and extending the free Schengen area.

Thank you very much for the birthday wishes to Prime Minister Borisov, and congratulations to the Bulgarian Presidency. I am not asking you for a present for Prime Minister Borisov's birthday, but for fair treatment of all countries which fulfil all the criteria which are needed for the Schengen area. The same goes for ERM II – the exchange mechanism for the eurozone. I hope that you act only on behalf of the Netherlands and not some other Prime Ministers hiding behind your back. But when will the Netherlands give up this opposition and let Bulgaria and Romania join the Schengen area, at least as regards their international airports?

Karin Kadenbach (S&D). –Herr Präsident, Herr Ministerpräsident! Wenn im Bierzelt Populisten schreien: „Keinen Eurocent mehr nach Europa!“, dann ist das das Eine. Wenn aber ein seriöser Politiker – und als solchen schätze ich Sie ein – hier in diesem Haus behauptet, wir verlangen nur mehr und mehr und mehr statt uns inhaltlich mit der Zukunft Europas auseinanderzusetzen, dann empfinde ich das bis zu einem gewissen Grad als Affront.

Denn wir haben nicht einfach mehr und mehr gefordert. Wir haben ganz konkret eingefordert, dass das, worauf wir uns in der Vergangenheit schon verständigt und wozu wir uns verpflichtet haben, eingehalten wird, dass die Leistungen, die wir für dieses Europa schon zugesagt haben – sei es im Bereich der Kohäsionsfonds, sei es im Bereich der Landwirtschaft –, erbracht werden können.

Und wir haben uns gemeinsam mit der Kommission und dem Rat darauf verständigt, neue Aufgaben, die wir als gemeinsame Aufgaben definiert haben, zu übernehmen. Diese Aufgaben brauchen eine budgetäre Ausstattung. Und ich ersuche Sie: Bierzelt ist Bierzelt, aber das Parlament und die Zukunft Europas sind etwas, womit wir uns seriös auseinandersetzen wollen. Wir brauchen nicht generell mehr Europa – wir brauchen ein besseres, ein sozialeres, ein gerechteres Europa.

Sander Loones (ECR). –Voorzitter. Interessante toespraak, meneer Rutte. Wat jammer dat u ze niet minstens deels in het Nederlands hebt gegeven. Maar goed, dat kunt u goedmaken op het wereldkampioenschap voetbal. Oh nee, daaraan neemt u niet deel.

Serieuzer nu. Ik vind het altijd jammer wanneer Nederland niet kan meespelen. Dat maakt de competitie internationaal en Europees minder boeiend. Ik heb graag dat jullie wél op het veld staan. Als ik een aantal collega's hier in het Europees Parlement hoor, krijg ik trouwens de indruk dat zij liever een Europese ploeg zouden zien in plaats van die competitie tussen de verschillende lidstaten. Dat is niet mijn visie.

Over Europa nu. Die competitie moet er ook op Europees niveau zijn. En daarover gaat mijn vraag aan u. Hoe gaan wij die competitie organiseren? Laten we eerlijk zijn. We zien dat Frankrijk en Duitsland opnieuw het laken naar zich toe proberen te trekken, in een tegenreactie op de Visegrad- en de 'Club Med'-landen. Hoe gaan wij onze stem luider laten klinken? Dat is mijn vraag aan Nederland, Denemarken, Ierland en Finland, die kleinere landen uit Noord-Europa. Hoe zullen wij onze boodschap sterker brengen?

Pavel Svoboda (PPE). –Mr President, I would like to thank the Prime Minister for his realistic speech. Prime Minister, you spoke about the rule of law and said that this should apply to every state. Would you also agree that international law is part of the rule of law principle? If so, there are grave breaches of international law taking place, like the ones in Crimea and Georgia. If a Member State proposes to leave such grave breaches of international law unpunished and, for instance, to abolish sanctions, would you agree that such a state is working against the rule of law and thereby against the values of the European Union?

Richard Corbett (S&D). –Mr President, the Prime Minister quoted Winston Churchill in his speech, but the British Prime Minister he reminded me of the most when he spoke was, sadly, David Cameron. Like him, you, Prime Minister, railed against the treaty provision on ever-closer union without quoting the full sentence, which refers to closer union respecting the principle of subsidiarity: in other words, as decentralised as possible and only centralised where necessary. Like him, you spoke of a European Union that only acts on the big things and not the little things. But the biggest thing this union does is the single European market, where the devil is in the detail, hence all the detailed legislation that Ministers who like to attack Brussels subsequently rail against and denounce as interference.

You spoke of Europe inflicting legislation on Member States and doing too much, as if Member States were blissfully unaware of what was happening, yet no legislation is agreed without the approval of the Council of Ministers, composed of national ministers accountable to national parliaments. It's time that national politicians ceased to rail against Brussels as if it was something alien and started explaining it to citizens. Otherwise you might have the same thing happening in your country.

Elisabetta Gardini (PPE). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, caro Primo ministro, io sono un po' preoccupata perché penso che siamo qui a parlare del futuro dell'Europa, ma questa Europa non avrà futuro se noi non diamo risposta a quello di cui ha parlato con passione Timmermans. Io l'ho molto apprezzato, sia oggi che ieri, perché ho trovato in lui veramente un appello accorato, un appello accorato a dare una risposta a risolvere questa crisi che è una cosa seria. La crisi dell'emigrazione che l'Europa sta affrontando farà saltare l'Europa, se voi non vi rendete conto in Consiglio che quella è la priorità. Non ci sarà il futuro dell'Europa, se non lo fate.

Abbiamo bisogno di tornare ai fondamentali, caro Ministro. Lei ha citato un padre dell'Europa, io vorrei citarne un altro: De Gasperi. Sono andata a rivedermi un suo discorso. Lui diceva, già nel 1954, che noi abbiamo bisogno di un'architettura europea che sappia dominare dalla base alla cima, dove inglobiamo tutti i pensieri, e non, come dice tante volte Verhofstadt: tu sei buono, tu sei cattivo, tu sei incluso, tu sei fuori dalla porta, no! E guardi che allora la situazione non era semplice. Eravamo dopo la guerra, c'erano ancora tanti affascinati dal totalitarismo bolscevico. Oggi noi dobbiamo riprendere quella Europa per costruire una casa comune, dove i cittadini vogliono entrare, dal basso verso l'alto. Dall'alto verso il basso non funziona.

Ramón Jáuregui Atondo (S&D). –Señor presidente, señor primer ministro, yo aprecio, como muchos colegas, una enorme contradicción en su discurso, porque compartimos ese escenario geopolítico y geoeconómico preocupante sobre Europa. Hay una enorme cantidad de retos en materia defensiva, en materia de Agenda Digital, en materia migratoria.

Todo el mundo pone sobre la mesa enormes retos; usted también, pero usted dice que tiene que reducirse el presupuesto de la Unión Europea. Usted dice que, al irse el Reino Unido, tenemos que reducir el presupuesto y no tenemos dar ni un euro más desde los Estados que pueden hacerlo. Esto es una contradicción absoluta.

En mi opinión, usted tiene que respondernos si cree que es creíble, que es verosímil, que es posible afrontar el reto del futuro de Europa con todos estos grandes desafíos sin presupuesto y sin una mayor aportación económica. Y mi pregunta concreta es: ¿Cree usted en los recursos propios de la Unión Europea? ¿Usted cree posible que la Unión Europea establezca recursos propios para financiar el futuro de la Unión?

Joachim Starbatty (ECR). –Herr Präsident! Herr Ministerpräsident und Herr Vizepräsident, Sie haben beide das Prinzip des *rule of law* angesprochen. Man kann auch sagen, wenn es das *rule of law* nicht gibt, dann gibt es auf lange Zeit auch kein Europa.

Aber schauen wir uns doch einmal die Euro-Zone an. Frau Christine Lagarde hat gesagt, wir mussten die Verträge brechen, um den Euro zu retten. Und alles, was ich in der Euro-Zone sehe, ist nicht rechtsstaatlich. Die Frage ist ja immer: Was müssen wir tun, um die Euro-Zone zusammenzuhalten – auch gegen das Gesetz? Und jetzt wissen wir, wie fragil diese Institution ist, weil sie falsch konstruiert worden ist.

Und wir sagen jetzt nicht, wir müssen die falsche Konstruktion beseitigen, sondern wir führen jetzt Fonds ein. Wir führen Fonds ein, wenn Leute gegen Gesetze verstoßen haben, damit sie in Zukunft nicht mehr gegen Gesetze verstoßen. Ich kann nur sagen: Wer diese Euro-Zone so weiterentwickelt, wird dauernd, Herr Timmermans, *moral hazard* haben. Was soll ich mich anstrengen im eigenen Lande, wenn andere meine Fehler zudeckeln und mich dafür noch belohnen?

Tom Vandenkendelaere (PPE). –Minister-president, goedemiddag. Ik zit hier helemaal achteraan in de engelenbak van dit Parlement, recht voor u. Ja, u ziet me wel.

We hebben hier gisteren een debat gevoerd over de toekomst van de economische en monetaire Unie. En de consensus was eigenlijk best groot. De EMU was en is nog steeds een historisch project, maar is nog verre van afgewerkt. Dat wisten we, maar toch hebben we jaren aan een stuk de andere kant op gekeken, eigenlijk tot en met de financiële crisis van 2008. Herstelwerken aan die EMU zijn nu echt wel nodig. Maar de meningen daarover lopen nog erg uiteen.

Ik wil kort terugkeren naar de oprichting van de EMU. Vele economen en academici waren het er al bij aanvang over eens dat een monetaire Unie niet kan werken zonder een budgettaire capaciteit. Er is ook geen enkele andere monetaire Unie ter wereld zonder zo'n budgettaire en politieke link eraan gekoppeld. Toch zijn we met die wankel constructie gestart. Politieke belangen kregen de bovenhand, economische wetmatigheden moesten het onderspit delven.

Daarom deze vraag: Wat is er volgens u fout gelopen bij de creatie van de EMU? Indien u in 1989 zelf in het Delors-Comité gezeten zou hebben om de blauwdruk voor de EMU uit te tekenen, hoe zou u het dan aangepakt hebben om ervoor te zorgen dat we vandaag verder zouden staan?

Maria João Rodrigues (S&D). –Mr President, (*inaudible as the microphone is not switched on*) ... a more united Europe in the current world, but unity should be based on all Member States getting a sense of benefit from belonging to the European Union. And something is unbalanced now, because some Member States get a benefit from having a geographically-central position in Europe, combined with good exchange rates regarding the euro launch, plus using tax rates which are low to attract more resources. This creates unbalanced conditions in which to invest and to create jobs. So we need to rebalance the situation, and the minimum we need to do is to have a European budget keeping a strong commitment with cohesion and to equip our monetary zone with a fiscal capacity. I really agree that we can no longer continue with the situation of a monetary zone – the only one in the world – that does not have a fiscal capacity. These are decisions for the next European Council, so we count on you also to move in this direction.

Daniel Buda (PPE). –Domnule preşedinte, domnule prim-ministru, două sunt problemele pe care doresc să vi le supun atenţiei, şi anume: ţara dumneavoastră s-a opus permanent în Consiliu intrării României şi Bulgariei în spaţiul Schengen, deşi indeplineam toate condiţiile tehnice, fiind furnizori de securitate şi stabilitate în regiune. Aş dori să vă întreb în mod clar: care este poziţia dumneavoastră astăzi faţă de intrarea României şi Bulgariei în spaţiul Schengen, deoarece situaţia actuală mi se pare profund inacceptabilă şi incorectă faţă de poporul român.

A doua problemă este cea legată de bugetul Uniunii Europene. Olanda astăzi se opune creșterii contribuției naționale la bugetul Uniunii Europene până la un nivel la care să se permită finanțarea adecvată a politicii de coeziune, a politicii agricole comune, dar și să se facă față unor provocări cum ar fi migrația sau securitatea frontierelor. În acest context, vă întreb, domnule prim-ministru, cum credeți că putem face o Uniune Europeană puternică fără resursele financiare necesare în acest sens?

Tiemo Wölken (S&D). –Herr Präsident! Sehr geehrter Ministerpräsident, vielen Dank, dass Sie heute hier sind. Sie sprachen in Ihrer Rede von Solidarität und davon, das Leben in der Europäischen Union zu verbessern. Ich muss Sie fragen: Ist es solidarisch, dass 40 % der Konzerngewinne in Steueroasen versickern? Oder ist es solidarisch, dass wir das Geld in die Hand nehmen und innerhalb Europas für bessere Lebensbedingungen für Menschen sorgen? Ist es solidarisch, dass wir mehr Geld in ERASMUS investieren? Ist es solidarisch, dass wir mehr Geld in ein Interrail-Ticket investieren? Und ist es solidarisch, dass wir die Jugendarbeitslosigkeit in Europa beenden und nicht Konzerne in Steueroasen unterbringen?

Das ist meine Definition von Solidarität. Und deswegen meine klare Frage: Glauben Sie, dass es notwendig ist, Unternehmen in den Ländern überall in Europa gerecht zu besteuern, um den Europäerinnen und Europäern zu helfen?

Brian Hayes (PPE). –Mr President, I would like to welcome Prime Minister Rutte to the

European Parliament.

Prime Minister, I think if you were to answer all our questions, you'd be here for the next week, so can I give you just one reflection, as an Irish colleague? You said earlier that you need the support of the European Parliament. Can I say to you that the European Parliament and the pro-European forces in the European Parliament need the support of the European Council to get more of Europe working? There is a majority in this House for an ambitious European project. We come from the centre right and the centre left, from the centre ground, and we represent the majority of European citizens who are ambitious and want the European project to succeed across the 500 million citizens. That's the message I want you to bring back to the European Council: that, if you want our support, we look for your support as well.

On the EU budget, can I ask you this? Let's be ambitious for a change. Let's do something differently for a change. Let's agree the EU budget before next year. That would send out a strong message that we are serious about reform, serious about new contributions and serious about making sure that Europe works.

Eugen Freund (S&D). –Mr President, Mr Prime Minister – here. It's good to have you back in the Parliament, and I am referring to this, in particular, because I remember you were here in January of 2016, and at this point you said: 'we have two months more in order to settle the resettlement issue'. And now it's been, I think, 29 months since you said this, and we still haven't a solution for that problem.

So I ask you: why did you fail, and what kind of hopes do you have for the next presidency, which will also have to tackle that issue?

Cristian-Silviu Bușoi (PPE). –Domnule președinte, domnule prim-ministru, în calitate de membru al Consiliului European v-ați declarat un adversar al integrării României și Bulgariei în spațiul Schengen, în condițiile în care România deja acționează *de facto*, apărând peste 2 000 de kilometri de frontieră europeană estică. Opoziția dumneavoastră a consolidat și alimentat un discurs al unor eurosceptici în România, care leagă această decizie de anumite politici economice protecționiste și de întârzierea intrării în concurență a portului Constanța din România cu alte porturi din Uniunea Europeană. În sesiunea plenară precedentă, Parlamentul European a reiterat apelul ca România și Bulgaria să fie integrate imediat în spațiul Schengen și – cum bine ați menționat dând exemplul Imperiului Roman – marile imperii se destramă dacă nu reușesc să își securizeze granițele. La două săptămâni după decizia Parlamentului European, aș vrea să vă întreb: ce poziție aveți legat de intrarea României și Bulgariei în spațiul Schengen?

Ana Gomes (S&D). –*(inaudible as the microphone is not switched on)* ...the EU ensures security and the rule of law when Member States, including the one that you lead, function as laundromats to kleptocrats, oligarchs, the corrupt and criminals from around the world.

According to Europol, your country accounts for one fourth of actions reported as suspected instances of money laundering, mostly related to drug-trafficking.

Senhor Presidente, a Holanda é o principal paraíso fiscal para os evasores do meu país, Portugal. A sua desculpa de que a fiscalidade é matéria de soberania nacional não serve para dar cobertura ao papel holandês na corrida para o fundo na fiscalidade na União Europeia, que põe em causa a solidariedade, o mercado único, regras de concorrência, justiça, boa governação e a segurança de nós todos.

Qual é a sua posição sobre o CCCTB?

Why delay the VAT reform, and why delay an EU tax on digital platforms, financial transactions and polluting industries? Why obstruct these ways to increase the EU's own resources and favour economic convergence and political cohesion in the eurozone and in the European Union?

Ruža Tomašić (ECR). –Poštovani premijeru Rutte, dobrodošli i hvala Vam na doprinosu ovoj važnoj raspravi.

Kao i Vi, Uniju vidim kao zajednicu suverenih država koje međusobno surađuju u pitanjima na koja europska razina može dati bolje odgovore od nacionalne razine. No i Vi i ja znamo da je supsidijarnost princip kojega EU institucije prečesto zaborave.

Drago mi je da ste jedan od rijetkih lidera koji su jasno i glasno izrekli da ne trebamo više Europe. Trebamo bolju Europu koja će imati povjerenja u države članice, a intervenirati samo u ona područja u kojima može ponuditi dodatnu vrijednost.

Koja su to područja mora biti plod konsenzusa. Rekli ste da Unija nije meni s kojega svatko može uzeti samo ono što mu odgovara. Slažem se, uz dodatak da bismo pravila koja vrijede jednako za sve ipak trebali prihvatiti jednoglasno, a ne da ona bilo kome budu nametnuta.

Ova Unija mora biti utemeljena na dobroj vjeri inače nema budućnosti.

And by the way, John Wayne did what the scriptwriters told him to do, and so far the scriptwriters for the EU are not doing such a good job.

Norica Nicolai (ALDE). –Mr President, I would like to say to the Prime Minister that in my country there is still a lot of sympathy for his beautiful tulip country. But don't forget, Prime Minister, that these tulip flowers come from East Europe. We share the same values in our history and we ask you to share the same values in the European Union, to respect the Treaty of Schengen acquis and to respect all the Treaties, because for us the rule of law means respect for the Treaties of the European Union, including the Lisbon Treaty.

Bas Eickhout (Verts/ALE). –Minister-president Rutte, dank u wel. Ja, weer even in het Nederlands mag ook weer. Allereerst wil ik u complimenteren, want na vele jaren erkent u dat Europa meer is dan markt en munt. Volgens mij is dat al 20 jaar lang de slogan van GroenLinks. Maar dat maakt niet uit. Het is hartstikke goed dat die stap is gezet, dus gefeliciteerd. Ook op klimaatgebied zet u hele goede stappen. Ik kan u melden dat het Europees Parlement Nederland steunt om de uitstoot met 55 procent te verminderen. Dus wij staan al achter u. Nu nog wat meer landen in de Raad meekrijgen. Dat is nog een klus.

Maar wat we missen in het debat en in uw verhaal is de volgende stap in uw liefde voor Europa, namelijk een sociaal Europa. Waar is het verhaal van sociaal Europa? Zoals u weet, hebben we een interne markt en een Europa met één markt van werknemers gecreëerd, maar op belastinggebied zijn we nog nationale eilandjes waar de landen van kunnen profiteren.

Ik heb een hele simpele vraag: gaat u het initiatief steunen om binnen Europa een minimumtarief voor vennootschapsbelasting te krijgen om die nivellering naar beneden tegen te gaan?

Jiří Payne (EFDD). –Pane předsedající, pane premiére, EU nefunguje. Svět evropských institucí a rétorika, která všechno přelakovává na růžovo, to není svět, ve kterém žijí lidé. To je svět nekonečně se měnících regulací, stále přísnějších a brutálně bezohledných a přitom zbytečných. To je svět zákazů, příkazů, povinností a pokut. Svět, ve kterém neplatí zavedené tradice ani názvosloví. Pomazánkové máslo už je jen pomazánkové, žárovka nesmí mít žár a vysavače nevysávají.

Namísto demokracie máme demokratický deficit, namísto volného obchodu máme jednotný trh. Volný pohyb kapitálu je sice bezvadná věc, ale drtivá většina Evropanů žádný kapitál nemá.

Nevraživost vůči Velké Británii, která se rozhodla využít svého legitimního práva, je vidět na každém kroku. A migrace ukázala, že EU nezvládá svou vlastní existenci a své selhání chce řešit solidaritou členských států.

To je svět, ve kterém občané nemají vůbec žádný vliv na to, co se děje, a to musíme změnit. Musíme vytvořit alternativu, schůdnou cestu, která napraví evropský kontinent, plán, jak založit spolupráci na lepších základech.

Francisco José Millán Mon (PPE). –Señor presidente, gracias, primer ministro, por estar hoy con nosotros. Como este es un debate sobre el futuro de Europa, voy a referirme a los jóvenes. Todos conocemos la ventaja del programa Erasmus, pero yo creo que también es necesario que los jóvenes estudien en profundidad los antecedentes, objetivos y funcionamiento de las instituciones de la Unión Europea, ese «camelopardo» tan difícil de definir al que usted se refería hace un minuto.

Por ello, celebro que recientemente el Consejo aprobara la recomendación de la Comisión sobre la promoción de la educación en temas europeos en las escuelas europeas. Esta asignatura europea me parece muy conveniente, y espero que los Estados miembros pronto la implementen.

En segundo lugar, quisiera subrayar un grave problema que afecta hoy a toda Europa: la baja tasa de natalidad y, por consiguiente, un futuro con menos jóvenes. Me gustaría, o me habría gustado, que en el marco financiero plurianual este declive demográfico que afecta ya a toda Europa hubiera estado más presente a la hora de repartir fondos entre las regiones. En su país la tasa de natalidad ya es baja, está en 1,66 por mujer, aunque todavía es superior a la de otros países. Me gustaría conocer su valoración de estos hechos.

Mercedes Bresso (S&D). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Primo ministro, lei ci ha detto che l'Europa deve essere di meno nelle cose inutili – e io posso essere d'accordo che dobbiamo ridurre l'invasività di certe norme di dettaglio – però contemporaneamente ha chiaramente detto che serve un'Unione europea forte in politica estera, difesa, sicurezza e nelle politiche economiche e quindi nella difesa della zona euro.

Allora, non crede che su queste questioni sia necessaria una vera cessione di sovranità, e quindi più Europa? In secondo luogo, non crede che serva un bilancio adeguato? Lei certamente ha ragione quando dice che l'azzardo morale è sbagliato, ma vorrei vedere cosa farebbe lei se si trovasse con il 30, 40 o 50 % di giovani disoccupati o di disoccupati, se sceglierebbe prima di tutto l'austerità o se sceglierebbe invece di rispondere alle domande dei suoi cittadini.

Anna Maria Corazza Bildt (PPE). –Mr President, I would like to address the Prime Minister. Prime Minister, first I want to join the call from my colleagues for the Council to find a solution to the migration issue next week. Second, you said we need to regain the trust of citizens. Yes. Last week, Chancellor Angela Merkel and Prime Minister Kurz took a clear stand: the work of the European Parliament should be in one location. Don't you think that, as EU leaders engage in talks on key reforms and on the budget, the time has come to put the issue of the single seat on the European Council agenda? Are you willing to take a stand and to open a constructive dialogue with your colleagues and with us for a roadmap for treaty change; for a more effective, a less costly, a climate-friendly European Parliament close to citizens? You said, Prime Minister: 'Let's show the people that we practise what we preach'. Are you going to do it?

(Applause)

Răzvan Popa (S&D). –Domnule prim-ministru, România merită Schengen. Am ascultat cu atenție discursul dumneavoastră, iar în spiritul a ceea ce ați spus, mai ales despre solidaritate, vă cer să sprijiniți intrarea României și a Bulgariei în spațiul Schengen. Fac acest apel, deoarece pentru cetățenii români este de neînțeles opoziția Olandei față de intrarea României în Schengen. Există în țara mea un curent de opinie potrivit căruia Olanda se opune aderării României la spațiul Schengen pentru ca portul Constanța să nu devină un competitor direct al portului Rotterdam. Pentru că România a îndeplinit toate criteriile de aderare – și nu o spun numai eu, o spune și Comisia, o știe și Parlamentul European –, iar dacă ar fi alte motive, cu siguranță și alte state s-ar fi opus intrării României în spațiul Schengen. De

aceea, în concluzie, domnule prim-ministru, vă cer să sprijiniți intrarea României în spațiul Schengen, precum și a Bulgariei.

Paulo Rangel (PPE). –Mr President, dear Prime Minister, let me tell you very frankly: I was delighted to listen to the first part of your speech. You were in the line of the best Dutch tradition of Huig de Groot, pleading for a geopolitical global role for the European Union. But then you have to explain to us how this is compatible – this giant external European Union – with an internal dwarf European Union. Because you don't care about MFF, about eurozone reform. You plead for more subsidiarity, so how do you make compatible a very, very weak internal European Union with a giant in the global landscape? This is not sustainable. This is a major contradiction, Mr Rutte. And let me put a final question: do you really believe that one per cent of the budget, one per cent of GDP, is the fast track – the big way – for the big government of the European institutions? One per cent, Mr Rutte? Please, be reasonable. I would say, like Mr Verhofstadt: come on, Mr Rutte.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). –Mr President, Prime Minister Rutte, we got your message: focus on added value and what the European Union can do best by acting together. That is the case with external borders, migration and refugees. So, you take the floor in the next European Summit and state three principles. Number one: the situation of the Aquarius is not only immoral, it's against humanitarian law and European law. It's about time that the Council fingers point not at those who act like the new government in Spain but at those who do not act.

Number two: the question cannot be externalised and the answer cannot be simply repressive. It has to be holistic and preventive. And number three: it's got to be political. No country can be left alone; not Malta, or Spain, or Italy can be left alone. The question is political. You quoted Winston Churchill by saying that politics is about foretelling the future and explaining eventually why it didn't happen. But the best Churchill quote is that politics is first and foremost about action, and no action at all is the worst failure for the European Union.

(Fine della procedura «catch the eye»)

Mark Rutte, Prime Minister of the Netherlands. – Mr President, I am so happy that the whole Parliament has now come together to listen to my final reply. Thank you all for participating in this debate. I believe it is an excellent opportunity to discuss the big issues of the European Union and how we can work together.

There were so many questions, I cannot answer all of them but I have tried to bring them back to basically four key issues. The first of them, of course, is the Multiannual Financial Framework (MFF). Ms Schreijer-Pierik, I am of course in favour of the common agricultural policy. It has to stay, but it also has to modernise and the whole budget has to modernise. We, as politicians, have to make choices in scarcity. We have to make choices about what we are going to spend our money on.

I am absolutely convinced that we cannot just say there are new tasks which have to be funded and, at the same time, we cannot find savings in the existing budget. That is the plea I am making here. That is exactly what all the Member States have to do. I believe that simply saying we have to go to 1.3% again will only fuel the extremists who are saying that Europe is not making the necessary choices.

Secondly, on migration: here today I reach out my hand to Italy because I know that they have to deal with an extremely difficult situation. But I also eagerly await the Italian Government's national measures because they have to do a lot in order to manage the inflow of illegal migrants better, and then they know that we stand ready to show solidarity and, as the European Union, to work collectively to address this issue, which no doubt will be with us for years to come.

Ms de Lange rightly alluded to the Common European Asylum System, and we need, as part of that, to take out the root causes of migration. This is also my answer to Mr Bashir on this issue: better guarding of our borders and working on better return mechanisms for rejected asylum seekers. Again, I hope that I will be successful, with my colleagues at the European Council in June, in taking the necessary decisions although, looking at where the debate is now, it is not an absolute given that we will be successful on this.

Many of you alluded to or discussed Schengen and the accession of Bulgaria and Romania. Let me be very clear on this: I welcome the fact that both Bulgaria and Romania have the aspiration fully to join the Schengen acquis. We acknowledge the work which has been done in Bulgaria and Romania on this issue, but we also know the work is not yet finished. Romania and Bulgaria need to meet several conditions that stem from joining the EU, as defined in the Cooperation and Verification Mechanism, one of the benchmarks of which concerns corruption – and, here too, a deal is a deal. We cannot have countries entering the Schengen area if they do not fulfil all the criteria.

Another issue is that of which tasks the European Union should be working on. For example, one of the tasks raised by the S&D Group is the issue of a social Europe. I believe that social affairs have to stay at a national level, but when social affairs have a cross-border impact then Europe also needs to get involved. Therefore, for example, this issue of making sure that people get paid the same amount of money in the same circumstances for the same type of work is an issue where Europe has a role to play, as it does in the area of transportation.

I know that one of the speakers was the chair of the biggest Dutch union and I am absolutely convinced that, in those days, she would have fully agreed with what I have just stated. As I said in my speech, the European Union has to concentrate on its core tasks: those being, of course, the internal market, economic and monetary union (EMU), external borders, the issue of migration and, yes, the big issue of climate change.

Finally, regarding the eurozone and EMU: as you know, a particular subject on the agenda for the European Council meeting at the end of June is the banking union. I believe that we need to take the necessary next steps on the banking union. But let me also go back to what was the basic promise of the euro, namely that it was not a redistribution of wealth but that our cooperation makes the cake bigger for everyone. That was the basis of EMU.

I believe that EMU can deliver on this only if all the Member States get their house in order, which means aiming for sound and sustainable budgets and competitive economies through the implementation of structural reforms. When you do this, you will have not one big European mechanism to absorb macroeconomic shocks, but rather mechanisms at national level – 19 shock-absorption funds – and then you will not need additional stabilisation funds at European level.

We also have to remain focused – and this is crucial – on structural reforms. They are essential for competitive and shock-resistant economies, and here, as I said in my speech, already at the moment in the MMF, we are spending hundreds of billions of euros within the eurozone on cohesion funds, on a common agricultural policy and on structural funds. My plea would be that the eurozone countries, together with the Commission, would give much clearer guidance on how to make better use of that already existing money in order to ensure that it fuels and supports structural changes in our national economies, because that would mean we were making better use of the existing money.

The idea of the Commission proposals is to put some extra money in for the eurozone, but here I would say that we already have hundreds of billions of euros on the table and we can make better use of them. So, in terms of EMU reform, the main issue on the agenda at the end of June will be the banking union but also we will no doubt discuss some wider themes, and this will be part of my input to that debate.

Thank you again for hosting me and giving me this opportunity. I thank the whole Parliament for this wonderful initiative and I will tell all my colleagues – six have already been here, I was number seven – that they should all come because it is useful, it is invigorating and it is also great fun. So thank you.

(Applause)

President. – Thank you very much, Mr Rutte, for the timing.

The debate is closed.

Written statements (Rule 162)

Maria Grapini (S&D), *în scris*. – Sper, domnule prim-ministru, că nici dumneavoastră, nici Consiliul nu vă concentrați pe ultima parte a citatului! V-am ascultat cu atenție și am fost de acord cu o parte din afirmații, dar v-ați contrazis în multe puncte! Ați spus că doriți o Europă mai bună, dar nu doriți să susțineți un buget mai mare pentru coeziune. Ați spus că statele trebuie să lucreze între ele, că înțelegeți valoarea compromisurilor și a intereselor partajate, dar, în același timp, susțineți paradisurile fiscale în țara dumneavoastră și nu susțineți interesele pentru toți cetățenii europeni! Un exemplu elocvent este opoziția sistematică a intrării României și Bulgariei în Schengen, deși de șapte ani îndeplinesc toate condițiile tehnice! Ați spus că UE trebuie să țină seama de poziția parlamentelor naționale, dar în Consiliu țineți cont discreționar de acest lucru, deși spuneți că UE trebuie să-și asculte cetățenii! Toți cetățenii, domnule prim-ministru! Atunci, ascultați și milioanele de români și bulgari, dar și pe cetățenii din alte țări care cer admiterea României și Bulgariei în Schengen! Ați vorbit de unitate, dar adăugați și solidaritate! Ce Uniune poate fi aceea care ignoră coeziunea socială?

András Gyürk (PPE), *írásban*. – Tisztelt Elnök Úr, tisztelt Képviselőtársaim! Ez már a sokadik alkalom, amikor összeülünk, hogy az Unió egyik miniszterelnökével közösen megvitassuk Európa jövőjét. Általában szép és nemes elvekről vitatkozunk, de egyre inkább az a benyomásom, hogy folyamatosan szakadunk el a valóságtól. Felülről próbáljuk megmondani az európai polgároknak, hogy milyen is lesz a jövőjük és, hogy mi a fontos az életükben. Úgy gondolom, hogy ez éppen ellentétes a megbízatásunkkal. Mi azért ülünk itt, hogy képviseljük az embereket és nem pedig azért, hogy irányítsuk a gondolkodásukat.

Az Eurobarometer idén áprilisban végzet egy Unió szintű felmérést, amiben többek között azt is megkérdezték, hogy mik azok a témák, amik a legfontosabbak az Unió jövőjét tekintve, miről kéne a közelgő Európai Parlamenti választási kampánynak szólnia. A felmérésben világosan látszik, hogy a három legfontosabb téma, a migráció, a terrorizmus és a munkanélküliség. Úgy gondolom, hogy ezeket a témákat messze nem kezeljük a súlyuknak megfelelően, illetve amikor mégis beszélünk róluk, akkor a legritkábban nyújtunk valós megoldást. Nehezen tudom elképzelni, hogy azok az európai polgárok, akik végigkövetik ezt a vitát, elégedetten dőlnének hátra a székükben, mert megint egy kicsivel nagyobb biztonságban érzik a jövőjüket. Kérem Önöket, hogy beszéljünk valósan és konstruktívan ezekről a témákról, hiszen erről szól a demokrácia.

Ivan Štefanec (PPE), *písomne*. – V časoch ťažkých otázok a veľkých výziev nám holandský predseda vlády Marko Rutte pripomína dôležitosť Európskeho projektu a prečo sa oplatí zaň bojovať. EÚ je jeden z najúspešnejších projektov našej novodobej histórie, kde spleť odlišných národov, kultúr a jazykov sa snaží hľadať kompromisy a spoločne dosiahnuť ciele, ktoré by sme ako jednotlivci nevedeli uskutočniť. Samozrejme, naša Únia si prechádza náročným obdobím, či už je to odchod Británie, ťažká ekonomická situácia alebo komplexná utečenecká kríza, odpoveď ale určite nie je ľahostajnosť alebo uzavretosť. Súhlasím s Markom Ruttem, že musíme dôslednejšie hľadať, kde EÚ môže napomôcť k zlepšeniu našich životov, a takisto plne oceniť tú hodnotu jednoty v tomto rýchlo meniacom sa svete.

Romana Tomc (PPE), *pisno*. – Prav vsi predsedniki vlad so do zdaj v svojih govorih v Evropskem parlamentu poudarjali pomembnost sodelovanja in zaupanja. Na žalost pa tega sodelovanja in enotnosti ni čutiti.

Ko gre za ključna vprašanja naše prihodnosti, nekateri še vedno vztrajajo pri svojih idejah, čeprav se je pokazalo, da so za ostale nesprejemljive.

Danes smo slišali, da ni potrebe po sprejemanju novih sporazumov, če se niti stari ne izvajajo. Prav je, da gledamo v prihodnost, vendar je v tem trenutku bolj pomembno, da se poenotimo o rešitvah izzivov sedanjosti. Varnostna situacija, migrantska kriza, stanje v gospodarstvu, staranje prebivalstva, neenotna in neučinkovita zunanja politika, Brexit so teme, kjer bi morali najti skupni jezik in ukrepati takoj.

Odgovori na ta vprašanja bodo v veliki meri vplivali tudi na to, kakšna bo naša prihodnost. Ne želim si, da bi izgubili zaupanje v demokracijo, vladavino prava in človekove pravice. Prav tako pa si ne želim, da bi izgubili svojo identiteto.

Henna Virkkunen (PPE), *kirjallinen*. – Kiitos puheestanne, pääministeri Rutte. Hienoa, että nostitte esiin Euroopan unionin yhtenäisyyden kansainvälisissä suhteissa ja vapaakaupan tärkeyden. Nämä molemmat ovat maalleni Suomelle ja minulle tärkeitä. Yhtenäistä Eurooppaa tarvitaan tässä maailmanajassa enemmän kuin pitkään aikaan. Euroopan tulee toimia globaalina johtajana ja ottaa sille kuuluva painoarvo kansainvälisillä kentillä. Euroopan on edistettävä ja puolustettava yhteisiä arvoja: oikeusvaltioperiaatteen toteutumista, demokraattisia arvoja, kansanvaltaa, tasa-arvoa. EU:n toimittava rauhan ja vakauden eteen. Myös kauppapolitiikassa EU:lla on mahdollista ottaa johtajuus käsiinsä. Kun Yhdysvallat on vetäytymässä ja Kiina puolestaan vahvistamassa otettaan, on ehdottoman tärkeää, että Eurooppa maail-

man suurimpana kauppa-alueena näyttää suuntaa maailmankaupassa ja on aktiivinen kauppasopimusten laatimisessa.

Kristina Winberg (EFDD), skriftlig. – Europas framtid avgörs idag. Europa med sina olika kulturer och nationalstater är det vi européer kallar vårt hem, vi har inget annat hem. Om detta hem raderas eller förändras till oigenkännlighet genom att andra kulturella sedvänjor får ta över vart ska då vi, våra barn och barnbarn ta vägen? EU lanserades som en lösning för att stärka Europa genom fred, handel och samarbete. Detta har nu istället utvecklats till ett maskineri som bland annat försöker förmå medlemsländerna att ta emot enorma mängder illegala migranter, framförallt ekonomiska migranter, ofta från världens mest dysfunktionella och våldsamma stater och kulturer. Detta skeende omvandlar i grunden många av Europas länder i sådan rask takt att vi har förlorat kontrollen. Det finns inget utrymme, tid eller incitament för assimilering av dessa grupper och snart inget utrymme för de inhemska europeiska kulturerna. EU måste nu stoppa all migration förutom en begränsad andel kvotflyktingar, samt stoppa all expansion av EU. Detta är vad en majoritet av européerna vill och vad som krävs som ett första steg om vi skall fortsätta att förvalta det gemensamma europeiska kulturarvet samt de specifika nationella europeiska kulturerna och ge välmående, säkra samt demokratiska stater i arv till våra barn och barnbarn.

(The sitting was suspended for a short time)

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΠΑΠΑΔΗΜΟΥΛΗΣ

Αντιπρόεδρος

7. Wiederaufnahme der Sitzung

Πρόεδρος. – Θα ήθελα, πριν περάσω σε μερικά διαδικαστικά θέματα, να σας ανακοινώσω ότι πριν από λίγες ώρες ανακοινώθηκε από τους πρωθυπουργούς Αλέξη Τσίπρα και Zoran Zaev στην Αθήνα και στα Σκόπια μια συμφωνία σημαντική όχι μόνο για τις δύο γειτονικές χώρες, αλλά και για ολόκληρη την Ευρωπαϊκή Ένωση. Ήδη ο Πρόεδρος του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης κ. Tusk, η Επιτροπή καθώς και ο ΟΗΕ έχουν χαιρετίσει θερμά τη συμφωνία χαρακτηρίζοντάς την «ιστορική» και ως «μεγάλη νίκη της διπλωματίας».

Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, εμείς, σταθερά επιδιώξαμε όλα αυτά τα χρόνια μια τέτοια συμφωνία αμοιβαία αποδεκτή και από τις δύο χώρες. Το πιστοποιούν τα δεκάδες ψηφίσματα που έχουμε εγκρίνει με πολύ μεγάλη πλειοψηφία και συναίνεση όλων των πολιτικών ομάδων. Πρόκειται για μια σημαντική, θετική εξέλιξη, για την οποία εμείς στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο εργαζόμαστε εδώ και χρόνια και νομίζω ότι εκφράζω το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο χαιρετίζοντας αυτή τη συμφωνία και εκφράζοντας την ικανοποίησή μας.

Gabriele Zimmer, im Namen der GUE/NGL-Fraktion. – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Ich beziehe mich auf Artikel 158 Absatz 2 der Geschäftsordnung des Europäischen Parlaments, in dem es heißt: „Alle Mitglieder haben das Recht, im Parlament die Amtssprache ihrer Wahl zu sprechen. Die Ausführungen in einer der Amtssprachen werden simultan in alle anderen Amtssprachen sowie in jede weitere Sprache, die das Präsidium für erforderlich erachtet, verdolmetscht.“

Um dieses Grundrecht der Abgeordneten zu gewährleisten, um Dienstleistungen in höchster Qualität anbieten zu können, müssen die Dolmetscherinnen und Dolmetscher angemessene Arbeitsbedingungen vorfinden. Das Europäische Parlament muss dafür sorgen, dass diese Dienste an der europäischen Demokratie zu guten Bedingungen stattfinden, Beruf und Privatleben gut miteinander zu vereinbaren sind und körperliche und geistige Gesundheit der Bediensteten nicht aufs Spiel gesetzt werden.

Als Linksfraktion der GUE/NGL stehen wir deshalb hinter den Dolmetscherinnen und Dolmetschern, die sich gegen die Verschlechterung ihrer Arbeitsbedingungen zur Wehr setzen. Egal, wie schwierig Verhandlungen sind: Am Ende muss es ein Ergebnis geben, das von beiden Seiten getragen werden kann.

(Beifall)

Πρόεδρος. – Κυρία Πρόεδρε, σημειώνω την παρέμβασή σας, όπως και το χειροκρότημα που τη συνόδευσε. Το θέμα αυτό το έχουμε συζητήσει στο Προεδρείο του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου. Θα το ξανασυζητήσουμε επιδιώκοντας μια συναινετική λύση.

Patricia Lalonde (ALDE). –Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais attirer votre attention sur l'assaut qui vient d'être lancé par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite à Hodeïda, le principal port du Yémen. Ce port est la principale source d'acheminement de l'aide humanitaire. Nous risquons d'assister à une catastrophe humanitaire sans précédent et ceci sans témoin, puisque les personnels des Nations unies et des principales ONG ont été priés de partir.

L'Europe devrait faire jouer la diplomatie et appuyer les efforts de Martin Griffiths, l'envoyé spécial des Nations unies, pour parvenir à une solution négociée.

David Campbell Bannerman (ECR). –Mr President, under Rule 11(3), I wanted to point out we've had two unelected Commissioners come to this Parliament and insult elected Members of this Parliament, calling them 'extreme'. Under Rule 11(3), you are meant to show mutual respect and not be defamatory. This is a disgrace. We are the elected; they are the unelected. They should show us some respect.

(Applause and cheering from certain quarters)

Μανώλης Κεφαλογιάννης (PPE). –Κύριε Πρόεδρε, θέλω να κάνω μια δήλωση όσον αφορά την επίλυση του θέματος των Σκοπίων. Ποιος δεν θέλει την επίλυση ενός προβλήματος που εκκρεμεί για τριάντα χρόνια; Ασφαλώς και όλοι το επιθυμούμε. Αυτό όμως που πρέπει να γνωρίζει το Κοινοβούλιο είναι ότι πρόκειται για ένα μνημόνιο συνεργασίας, χωρίς καμία κυβερνητική απόφαση από καμία χώρα και ουσιαστικά αναφέρεται σε «μακεδονικό έθνος» και «μακεδονική γλώσσα», κάτι το οποίο πρέπει να διευκρινιστεί και δεν μπορεί να γίνει αποδεκτό από κανένα. Δεν θα λύσουμε το πρόβλημα των Σκοπίων για να δημιουργήσουμε πρόβλημα και διχασμό στη χώρα μου, την Ελλάδα.

Πρόεδρος. – Αρκετοί συνάδελφοι στην αίθουσα σημειώνουν, όπως και προηγούμενα, ότι το θέμα δεν είναι επί της διαδικασίας.

Σοφία Σακοράφα (GUE/NGL). –Κύριε Πρόεδρε, κύριοι συνάδελφοι, βρίσκομαι σε αυτή την αίθουσα τέσσερα ολόκληρα χρόνια και με πολύ μεγάλη υπομονή ακούω όλους τους συναδέλφους όταν ζητάνε τον λόγο. Σας παρακαλώ πολύ να με ακούσετε για τριάντα δευτερόλεπτα μόνο, γιατί για εσάς μπορεί να μην είναι θέμα σοβαρό, για εμάς τους Έλληνες όμως είναι κυρίαρχης σημασίας. Θα πω μόνο δύο λέξεις.

Κύριε Πρόεδρε, ξεχάσατε να πείτε στην ανακοίνωσή σας για ένα τόσο σοβαρό θέμα που αφορά την ελληνική κοινωνία, τον ελληνικό λαό, ότι η συμφωνία που επετεύχθη, όπως αναφέρατε, είναι κατά παράβαση κάθε κανόνα δημοκρατίας, ακριβώς γιατί το Ελληνικό Κοινοβούλιο δεν ενημερώθηκε ούτε και κανένας φορέας τον οποίον θα έπρεπε να ενημερώσετε σοβαρά.

8. Abstimmungsstunde

Πρόεδρος –Το επόμενο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η Ώρα των ψηφοφοριών.

(Για τα αποτελέσματα και άλλες πληροφορίες σχετικά με τις ψηφοφορίες: Βλέπε Συνοπτικά Πρακτικά).

8.1. Zusammensetzung des Europäischen Parlaments (A8-0207/2018 - Danuta Maria Hübner, Pedro Silva Pereira) (Abstimmung)

— Μετά από την ψηφοφορία:

Danuta Maria Hübner, Rapporteur. – Mr President, I would like to thank my colleagues for their patience. I would just like to thank you for this vote. I think we have just taken one more very important step toward the European elections of 2019. I also believe that we have found a good solution for the composition of the future Parliament that is fair and objective and also respects European law. It has also been agreed by unanimity by the European Council. This decision, I would like to remind you, comes on top of our earlier decisions on setting the dates for the European elections, amending the Regulation on the financing of European parties and also outlining Parliament's position on the Spitzenkandidaten process. I also hope that during our next plenary session, we will finalise our reform of European electoral law, also adopted by unanimity by the Council.

So now the challenge for all of us is to spare no efforts to increase citizens' participation in the elections to the European Parliament and strengthen the ownership of Europe.

Pedro Silva Pereira (S&D). –Senhor Presidente, caros Colegas, como correlator não vos tomarei muito tempo, mas quero também assinalar este momento em que o Parlamento toma uma decisão final sobre a sua futura composição.

Quero agradecer a colaboração de todos e, sobretudo, o apoio expressivo ao nosso relatório, porque não é todos os dias em que numa questão sensível é possível formar um consenso tão alargado neste Parlamento e também no Conselho.

E temos boas razões para estarmos satisfeitos: uma representação mais justa dos Estados neste Parlamento, cumprindo o Tratado de Lisboa, um parlamento mais pequeno com 705 lugares e com espaço para futuros alargamentos, e também a garantia de que nenhum Estado perde lugares.

Este é um bom dia para a democracia europeia e para o projeto europeu.

8.2. Insolvenzverfahren: aktualisierte Anhänge zu der Verordnung (A8-0174/2018 - Tadeusz Zwiefka) (Abstimmung)

8.3. Abkommen EU/Island über zusätzliche Regeln in Bezug auf Außengrenzen und Visa für 2014 bis 2020 (A8-0196/2018 - Anders Primdahl Vistisen) (Abstimmung)

8.4. Abkommen EU/Schweiz über zusätzliche Regeln in Bezug auf Außengrenzen und Visa für 2014 bis 2020 (A8-0195/2018 - Claude Moraes) (Abstimmung)

8.5. Umsetzung der übrigen Bestimmungen des Schengen-Besitzstands über das Schengener Informationssystem in Bulgarien und Rumänien (A8-0192/2018 - Monica Macovei) (Abstimmung)

8.6. Kohäsionspolitik und Kreislaufwirtschaft (A8-0184/2018 - Davor Škrlec) (Abstimmung)

8.7. Weitere Makrofinanzhilfe für die Ukraine (A8-0183/2018 - Jarosław Wałęsa) (Abstimmung)

— Μετά από την ψηφοφορία επί της αιτιολογικής σκέψης 18:

William (The Earl of) Dartmouth (EFDD). –Mr President, I have an oral amendment: 'the Finance Minister for Ukraine was dismissed on 7 June; the Finance Minister had objected to government payments on the grounds of corruption'.

(Η προφορική τροπολογία δεν κρατείται)

8.8. Verhandlungen über die Neufassung des Assoziierungsabkommens EU/Chile (A8-0158/2018 - Charles Tannock) (Abstimmung)

8.9. Beziehungen zwischen der EU und der NATO (A8-0188/2018 - Ioan Mircea Pașcu) (Abstimmung)

8.10. Cyberabwehr (A8-0189/2018 - Urmas Paet) (Abstimmung)

Πρόεδρος. - Η Ώρα των ψηφοφοριών έληξε.

9. Stimmerklärungen

Πρόεδρος. –Προχωρούμε τώρα στις αιτιολογήσεις ψήφου. Παρακαλώ όλους να είναι αυστηρά συνεπείς στο 1 λεπτό που διατίθεται σύμφωνα με το άρθρο 183 του Κανονισμού.

9.1. Kohäsionspolitik und Kreislaufwirtschaft (A8-0184/2018 - Davor Škrlec)

Προφορικές αιτιολογήσεις ψήφου

Estefanía Torres Martínez (GUE/NGL). –Señor presidente, una verdadera economía circular requiere un cambio sistémico, por lo que deberíamos preguntarnos si es posible una economía circular verdadera dentro de esta política comercial de la Unión Europea y de los tratados de libre comercio. Nosotros creemos que no, porque una economía que cierre los ciclos tiene que estructurarse alrededor, precisamente, de los circuitos cortos, y esta economía debe ser también diversa, ni hiperespecializada ni productivista.

Las economías solidarias, feministas o ecologistas tienen propuestas y prácticas de gran utilidad para este cambio sistémico hacia la economía circular, pero implican también cambios políticos. No hay economía circular sin reparto de la riqueza, sin democratización real.

Hablar de economía circular es hablar de soberanía energética y alimentaria, de equidad social y de la salud de las personas; es hablar de municipalismo transformador; de recuperar los aprendizajes del mundo rural, en el que nada se desperdiciaba; es volver a conectar campo y ciudad; es hablar de consumo de proximidad. Es, en definitiva, hablar de construir entre todas una Europa mucho más habitable.

Igor Šoltes (Verts/ALE). –Vprašanje krožnega gospodarstva in pa kohezijske politike je izjemno pomembno, zlasti seveda zato, ker ga je potrebno inkorporirati v pravzaprav celoten cikel tako imenovane kohezijske politike, ki pa mora biti ciljno usmerjena in en od teh pomembnih ciljev tudi krožnega gospodarstva mora biti usmerjen tudi v varovanje okolja, tudi zdravja in pa področja prehrane.

In tu pridemo do enega perečih problemov naše prihodnosti in to je ravnanje z odpadki, ravnanje s plastiko, ki predstavlja eden največjih izzivov, tudi za krožno gospodarstvo in če se tega lotimo z vso resnostjo in tudi z razpoložljivimi viri, ki jih imamo, lahko plastiko kot nevaren vir znižamo zelo močno in to pomeni tudi boljšo prihodnost za hrano, za zdravje in tudi okolje.

Zato je pomembno seveda tudi krožno gospodarstvo in tudi kohezijsko politiko razumeti skozi konkretne cilje.

Tibor Szanyi (S&D). –Elnök Úr! A jelentést szavazatommal támogattam, és gratulálok a jelentéstevőnek és mindazon kollégáknak, akik részt vettek ebben az igen fontos munkában. Mi, szocialisták elköteleztünk vagyunk a fenntartható és gazdaságos, körkörös gazdasággal kapcsolatban, és ezt Monika Smolková sikeresen képviselte a dosszié kapcsán is. Örülök annak, hogy a kohéziós politika felől is megközelítjük a körforgásos gazdaság kérdését, hisz a pénzügyi ciklus szempontjából egy új politikai prioritásról beszélünk.

A kohézió nem csak a városok és a régiók térségi különbségeit kell hogy csökkentse, nem elfelejtendő, hogy a vidéki térségek markáns részét képezik a kohéziós politikának, így a vidéki települések is. A régiós politikák alatt ismerjük az okos városokat, de az új okos falvak kezdeményezés is igen sok teendőt adnak ennek a politikának a vidékfejlesztési politika mellett.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). –Panie Przewodniczący! Polityka spójności jest jednym z najciekawszych i najcenniejszych instrumentów finansowych, jakie posiadamy. Bardzo się cieszę, że został on obroniony. Przede wszystkim dlatego, że jego głównym odbiorcą są samorządy.

Natomiast w tej kwestii, w której dziś głosowaliśmy, muszę powiedzieć, że nie jestem optymistą. Wydaje mi się, że nie nadążamy w żadnym elemencie za masową produkcją rozmaitych opakowań i widać to zwłaszcza w dużych miastach. Wydaje mi się, że ten instrument powinien być opatrzony dodatkowymi elementami, dzięki którym rzeczywiście będziemy mogli poradzić sobie z przyrastającą ilością śmieci. Widać to nie tylko w dużych miastach, ale przede wszystkim na składowiskach odpadów, gdzie selekcja śmieci wypada, krótko mówiąc, nie najciekawiej.

Jadwiga Wiśniewska (ECR). –Panie Przewodniczący! Szanowni Państwo! Ja przy tym głosowaniu wstrzymałam się od głosu, ponieważ niektóre zapisy sprawozdania budzą moje wątpliwości. Polski rząd jest zdania, że powinniśmy promować sprawiedliwy dostęp do rynku. Nie możemy więc zgodzić się z przyznaniem przewagi energii odnawialnej w postaci priorytetowej wysyłki. Oznaczałoby to, że nastąpi to kosztem energii produkowanej z węgla, gazu lub kogeneracji, która niestety w Parlamencie Europejskim wciąż jest niedoceniana. Uważam, że jest to sprzeczne z podejściem rynkowym i bezpieczeństwem dostaw naszej sieci. Wyczerpywanie się zasobów, wzrost ich cen i rosnąca zależność od dostawców z krajów trzecich stanowi poważne zagrożenie dla dalszego rozwoju Unii Europejskiej. Wprawdzie popieram transformację w kierunku modelu gospodarki o obiegu zamkniętym, ale uważam, że powinniśmy te działania podejmować bardzo rozważnie, tak by nie zakłóciły bezpieczeństwa energetycznego.

Mirosław Piotrowski (ECR). –Panie Przewodniczący! Przegłosowane sprawozdanie o gospodarce o obiegu zamkniętym w ramach polityki spójności, mimo wygłaszanych w trakcie wczorajszej debaty peanów, budzi wiele kontrowersji. Dotyczy recyklingu i to o szerszym niż dotychczas zasięgu. Po pierwsze, jego cele łączą się ze wsparciem finansowym ze środków w ramach polityki spójności, na którą obecnie Komisja Europejska przecież drastycznie zmniejsza środki. Skąd więc wezmą się pieniądze? W sprawozdaniu przewiduje się zwiększenie kosztów produktów bazowych, czyli naturalnych, aby pokryć koszty produktów z recyklingu. W jednym z najważniejszych zapisów zawartych w sprawozdaniu stwierdzono wprost, że projekt ten przynosi większe korzyści regionom bardziej rozwiniętym. Ja pochodzę z Lubelszczyzny, która nie należy do tej kategorii regionów, dlatego nie mogłem poprzeć tego sprawozdania.

Morten Messerschmidt (ECR). –Jeg tror, at alle grundlæggende synes, der er noget positivt over genbrug og genanvendelse. Det er godt for miljøet, det er godt for sundheden, ja det er godt for den måde, vi indretter vores samfund på. Men som vi kan høre på flere af de talere, der har debatteret her i dag, så går der umiddelbart nemt socialisme i det. Lige pludselig handler det ikke længere om miljø og sundhed og forbrugerbeskyttelse. Så handler det i stedet om, at man skal fordele værdierne i mellem folk. Det handler om at skabe et nyt skattesystem, en ny måde at indrette vores økonomi demokratisk på, som man kalder det. Det har man eksperimenteret med i Østeuropa igennem tiderne. Derfor må jeg sige, at jeg er meget forundret over, at man ikke kan holde sig på sporet og blot sige: Lad os gøre noget godt for miljøet, lad os gøre noget godt for folkesundheden. Al den snak om, at EU skal til at opkræve skatter fra nogle steder og nogle lande og distribuere til andre steder og andre lande og så videre – det er ikke nogen uden for dette hus, der ønsker! Derfor stemmer jeg selvfølgelig nej til denne betænkning.

Jiří Pospíšil (PPE). –Pane předsedající, já jsem podpořil tuto zprávu. Považuji ji za velmi kvalitní, protože na rozdíl od některých jiných zpráv obsahuje celou řadu konkrétních opatření, která mohou pomoci v boji za ochranu životního prostředí a v boji za obnovu zdrojů, které využíváme.

Otázka plastů je dnes obrovským ekologickým problémem a je zjevné, že žádná země sama tento problém není schopna vyřešit. Je to přesně podle mého názoru kompetence, kterou má řešit EU, a EU v této oblasti recyklace plastů, oběhového hospodářství má být světovým lídrem.

Jsem proto rád, že tato zpráva prošla, a i do budoucna bychom měli vést velkou debatu o tom, co udělat pro ochranu životního prostředí a jak řešit odpady, plastové odpady, které jsou podle mne dnes obrovskou ekologickou zátěží.

Seán Kelly (PPE). –A Uachtaráin, fáiltím roimh an tuarascáil seo, agus dar ndóigh vótálas ar a son mar tá a lán moltaí an-mhaith ann a dhéanfaidh maitheas dúinn amach anseo.

Mr President, the proposals themselves help to build the foundations of a separate economy at regional and at local level, with an investment potential of EUR 5.5 billion. This policy creates great potential for new forms of employment where it is needed most.

It is important that waste is dealt with at local level. This is for the best insights which are available to local challenges and opportunities while creating local value and sustainable jobs – and indeed, we have plenty of waste to be utilising. As a rapporteur for the Plastics Directive in the Committee on Fisheries, I think our proposal will help to reduce the amount of waste plastics over the years and, indeed, eliminate them. Indeed, also as rapporteur for the Renewable Energy Directive, I think again our proposals to increase sustainable and local energy production will help in this aim.

Daniel Hannan (ECR). –Mr President, I don't know if you're familiar with Orwell's concept of Duckspeak, which he introduces in 1984. He defines it as being able to 'make articulate speech issue from the larynx without involving the higher brain centres at all'. We've heard an awful lot of that in the debate about the circular economy. One after another the hackneyed phrases have been coming out, without thought or consideration: 'protecting the environment', 'social justice', 'building a better Europe' – as though anyone is against building a better Europe or as though anyone is against the environment!

What does this actually mean when we translate it into policy? Politicians have every right to cost externalities. They have every right to regulate final outcomes. If we think that there is environmental damage caused by waste or by pollution, it is absolutely our role to say 'this is the minimum level, now over to you to see how to meet it'. But that isn't what this debate is about. It's all about shovelling public money around as an exercise in a kind of massive collective virtue-signalling to show that we're nicer than the other guy. It's not the economy that circular, it's our ridiculous debates in this Chamber!

John Howarth (S&D). –Mr President, I welcome the report and I welcome the inclusion of the circular economy in cohesion policy post 2020. I was also interested in the debate and the reference by the Commissioner, Mr King, to the need to support the transition of communities reliant on linear economies and extractive economies to the new circumstances of a circular economy. I support that need for transition, but a need for transition requires money. It's a shame that specific budget lines concerning transition funding have not as yet been included in the post-2020 MFF. I, along with my colleagues, will continue pressing for that, because if you want a model of how not to do transition from one economy to another, it exists in the way the United Kingdom got out of producing coal.

Stanislav Polčák (PPE). –Pane předsedající, já jsem podpořil tento návrh zprávy, protože pokládám za velmi důležité, aby i kohezní politika reagovala na aktuální výzvy doby. Mimo jiné je to problém oběhového hospodářství a vracení surovin do oběhu.

Tato zpráva naplnila má očekávání i z toho důvodu, že se zabývá konkrétními projekty, které jsou důležité pro předcházení vzniku odpadů, jejich recyklaci, zvyšování energetické účinnosti, snižování spotřeby, opravdu vracení surovin do oběhu tak, aby nebyly jen jednorázově využity.

Jsem velmi rád, že na tato témata reaguje i konkrétní zpráva, která vyzývá města, obce zemědělce v případě bioodpadu ke spolupráci. To si myslím, že je velmi významné, a pro mne je také důležité, že se tímto ukazuje, že kohezní politika není nějaká Popelka, ale je dominantní politikou EU a má návaznost na další inovace a technologie, se kterými přicházíme.

José Inácio Faria (PPE). –Senhor Presidente, votei a favor desta moção por considerar que há uma urgência evidente em promover a economia circular como uma das principais medidas no combate às alterações climáticas.

Acresce que o desperdício de uns pode e deve ser aproveitado como matéria-prima de outros. Há imensos exemplos deste aproveitamento. Neste espírito, entendo que temos de dar incentivos claros aos Estados-Membros e aos poderes regionais e locais para o investimento na bioeconomia e na diminuição dos resíduos através de soluções amigas do ambiente.

Eu penso que este deve ser o percurso que os cidadãos europeus e os Estados-Membros devem trilhar, em uníssono, para o bem-estar, enfim, para termos um planeta mais sustentável e deixarmos aos nossos filhos um mundo melhor do que aquele que nos foi legado.

Dobromir Sośnierz (NI). –Panie Przewodniczący! W sprawozdaniu ubolewa się nad marnowaniem żywności. 183 kilogramy żywności na osobę rocznie to jest oczywiście godne ubolewania, natomiast chciałem przypomnieć Parlamentowi jego własne regulacje, na przykład nakaz wyładowywania wszystkich złowionych ryb, łącznie z niewymiarowymi, które potem się utylizuje i zabija po prostu, niszczenie upraw, które wynika z kwot narzuconych przez Unię Europejską na produkcję żywności, i ogromną nadprodukcję papieru, która wynika z nadprodukcji regulacji przez ten parlament. Sam ten parlament generuje tyle makulatury co niejedno miasto w Polsce, a produkcja przez niego nadmiernej ilości prawa prowadzi do tego, że wielu innych ludzi również marnuje czas, papier, środki i prąd na to, żeby się z tym zapoznać. Dlatego miarą szczerości byłoby wycofanie się z tych regulacji, a póki co nakazywanie czegoś innym, gdy nie robi się tego samemu... (Przewodniczący odebrał mówcy głos)

9.2. Weitere Makrofinanzhilfe für die Ukraine (A8-0183/2018 - Jarosław Wałęsa)

Προφορικές αιτιολογήσεις ψήφου

Jasenکو Selimovic (ALDE). –Mr President, I visited Kiev and Maidan in 2014 when the revolution was going on. I remember these people in the audience who were standing in front of the stage longing for peace, stability, democracy and the EU. They were longing to decide their own future by themselves and not have it imposed by some bigger players in the region.

Four years later we have to say: yes, we have delivered a bit. The agreement between the EU and Ukraine is in force. We have the mutual assistance, we have the reform that shows considerable progress in the country, and we have the Ukrainian citizens who have been granted visas for short visits to the EU. Some things might be better, of course. We have to help Ukraine get rid of the occupants in eastern Ukraine, in the Crimea. But these agreements and the cooperation have made us both stronger, and I believe that this new macro-assistance in Ukraine will be a further step on that path.

Monica Macovei (ECR). –Domnule președinte, în Ucraina, legea pentru înființarea tribunalului anticorupție a fost adoptată. Acest succes se datorează atitudinii ferme a Băncii Mondiale, a Fondului Monetar Internațional și a Uniunii Europene, care au refuzat să aloce fonduri până la adoptarea acestei legi privind tribunalul anticorupție. De asemenea, trebuie să menționăm eforturile societății civile și ale politicienilor responsabili din Ucraina.

Da, vedem că funcționează condiționalitatea. Prin urmare, Uniunea nu mai trebuie să dea bani până când nu vede rezultate. Astăzi am dat undă verde pentru ca încă un miliard de euro să fie transferați la Kiev. Cer politicienilor de acolo să îi folosească în mod responsabil pentru reforme, pentru oameni și împotriva corupției.

Miguel Viegas (GUE/NGL). –Senhor Presidente, nós estamos a falar do quarto programa de assistência à Ucrânia e está bem clara a dimensão da catástrofe que a União Europeia e a NATO provocaram a este país. Por razões geoestratégicas a União Europeia resolveu patrocinar um golpe de estado ilegal que destruiu laços históricos, comerciais e económicos entre a Ucrânia e a Rússia, desorganizando completamente aquela economia e criando uma situação de total dependência face à dita ajuda externa.

Mas pior, esta aventura diplomática prejudicou objetivamente setores importantíssimos da nossa agricultura que ainda hoje estão a pagar a fatura do embargo russo. Nós somos sensíveis à questão da corrupção, mas isto não apaga os atropelos aos direitos democráticos que acontecem todos os dias na Ucrânia e, em particular, a intenção do Governo de ilegalizar o Partido Comunista da Ucrânia.

Nós queremos que a paz e a democracia voltem àquele país, mas isto implica acabar com a ingerência externa e deixar que seja o povo da Ucrânia a decidir do seu futuro.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). –Panie Przewodniczący! Zabieram dziś głos przede wszystkim ze względu na nie najwyższą jakość wczorajszej debaty. Z jednej strony pojawiły się naiwne przekonania, że rozwiązania legislacyjne, które podjęto na Ukrainie, rozwiążą problem korupcji. Z drugiej strony były takie oczekiwania, by warunki postawione przez Unię Europejską były tak ściśle pilnowane, pod takim reżimem, aby Ukraina *de facto* środków finansowych i pomocy nie otrzymała.

Odrzucam te skrajności. Trzeba w tej materii wykazać się po pierwsze konsekwencją, po drugie zainteresowaniem, a po trzecie gotowością do udzielania pomocy w warunkach rzeczywiście realnych. Ukraina jest za dużym, za ważnym państwem, aby lekceważyć zadania, jakie jej stawiamy jako Unia Europejska, ale róbmy to z uwzględnieniem warunków, w jakich te zadania są na Ukrainie, a nie we Francji czy w Niemczech, realizowane.

Krótko mówiąc, domagam się przede wszystkim konsekwencji, daleko idącego zainteresowania, pewnej rzetelności, ale też realizmu w stosowaniu określonych instrumentów, przede wszystkim politycznych.

Tibor Szanyi (S&D). –Elnök Úr! A jelentést szavazatommal támogattam, és gratulálok a jelentéstevőnek, illetve mindazon kollégáknak, akik részt vettek ebben az igen fontos munkában. Egyetértek az Ukrajnának folyósított makrofinansciális segély további folyósításával, elsősorban azért, mert ez kulcsfontosságú eszköze a háborús nyomás alatt álló, változatlanul gyenge lábakon álló ukrán gazdaság stabilizálásához. Ugyanakkor folyamatosan figyelemmel kell lennünk arra is, hogy az uniós segítség valóban ösztönözze az ukrán reformfolyamatot, és az ukrán fél maradéktalanul teljesítse ezzel kapcsolatos vállalásait.

Az Európai Unió ukrán parlamenti társulási bizottságának alelnökeként a helyszínről is jól ismerem a korrupció elleni harc ellentmondásait és a reformok lassúsága kapcsán felmerülő számos problémát, és méltányolom az erről itt, az Európai Parlamentben is megfogalmazott aggályokat. Mindemellett a három uniós intézmény közös nyilatkozata az ukrán féllel szemben a kondicionalitás érvényesítéséről és szigorú ellenőrzéséről, valamint az ukrán partnereink folytatódó reformerőfeszítései – így legutóbb a Verhovna Rada régóta várt határozata a magas szintű korrupcióval foglalkozó törvényszék létrehozásáról – megítélésem szerint kellő garanciát nyújtanak az EU által nyújtott makrofinansciális segélyek hatékony és szabályszerű felhasználására.

Jadwiga Wiśniewska (ECR). –Panie Przewodniczący! Szanowni Państwo! Opowiadam się za udzielaniem dalszej pomocy makrofinansowej Ukrainie. W związku z kryzysem wywołanym rosyjską agresją na Wschodzie oraz aneksją Krymu taka pomoc jest Ukrainie bardzo potrzebna. Unia Europejska powinna pomagać Ukrainie w przezwyciężaniu słabości gospodarczych oraz zachęcać do jak najszybszego wprowadzenia niezbędnych reform. Popieram rozwiązanie polegające na tym, że nie jest to pomoc bezwarunkowa, a Ukraina musi podjąć konkretne działania w celu otrzymania kolejnej puli pieniędzy. Wsparcie finansowe musi być ukierunkowane i przynosić wymierne efekty. Mam nadzieję, że dzięki temu mechanizmowi zostaną wdrożone uzgodnione wcześniej z Unią Europejską warunki, takie jak reforma zarządzania finansami publicznymi, ograniczenie korupcji czy zniesienie na przykład zakazu eksportu drewna.

Νότης Μαριάς (ECR). –Κύριε Πρόεδρε, κατά τη χθεσινή συζήτηση για τη μακροοικονομική χρηματοδοτική συνδρομή στην Ουκρανία, ο κύριος Dombrovskis αναφέρθηκε στο δήθεν «success story» της ουκρανικής οικονομίας. Αυτό που παρέλειψε να αναφέρει είναι ότι η διεθνής κοινότητα, το Διεθνές Νομισματικό Ταμείο και η Ευρωπαϊκή Ένωση προχώρησαν σε αναδιάρθρωση του δημοσίου χρέους της Ουκρανίας. Έτσι είχαμε κούρεμα 20% και αποπληρωμή του υπολοίπου χρέους με ρήτρα ανάπτυξης. Δηλαδή η διεθνής κοινότητα ουσιαστικά δέχθηκε το μοντέλο του 1953 για τη διαγραφή του δημοσίου χρέους της τότε Δυτικής Γερμανίας.

Το ερώτημα είναι: γιατί η Ευρωπαϊκή Ένωση και το Διεθνές Νομισματικό Ταμείο αρνούνται την αναδιάρθρωση του δημοσίου χρέους στην Ελλάδα; Γιατί αρνούνται το κούρεμα του επονειδιστού χρέους το οποίο υπάρχει για την Ελλάδα; Γιατί, αντί για αυτό, επιβάλλουν τέταρτο μνημόνιο με περικοπές των συντάξεων, με υποθήκευση της δημόσιας περιουσίας; Αυτό το ερώτημα πρέπει να μας απαντήσει ο κύριος Dombrovskis.

Morten Messerschmidt (ECR). –Jeg tror de fleste – sådan har jeg det i hvert fald – har meget vanskeligt ved at gennemskue, hvad det egentlig er, der sker og foregår i Ukraine. Derfor har jeg også valgt og afstå – jeg stemte blankt om denne betænkning. På den ene side er det selvfølgelig rigtig fint, hvis vi kan bidrage til økonomisk stabilisering og strukturreformer, der kan modernisere økonomien, og så videre. På den anden side kan jeg ikke lade være med og sidde tilbage med det spørgsmål: Virker det egentlig? Jeg synes, vi har talt om Ukraine i utrolig lang tid, at vi har brugt ufattelige summer, og det er meget svært at spore, om der egentlig er value for money. Derfor er jeg også glad for, at der er kommet en såkaldt solnedgangsklausul ind i denne betænkning, så man simpelthen insisterer på at få efterprøvet programmerne – om skatteydernes penge bliver brugt på en ordentlig måde, eller om de er spildt. Det er et skridt i den rigtige retning, men stadigvæk ikke nok til at overbevise mig.

Jiří Pospíšil (PPE). –Pane předsedající, já jsem podpořil toto usnesení. Rozumím kolegům, kteří tu hovoří o tom, že peníze na Ukrajině nejsou vždy využívány efektivně. Rozumím tomu, že korupce je velký problém Ukrajiny. Na druhou stranu jsem přesvědčen, že my musíme geopoliticky Ukrajinu podpořit, tak aby alespoň nějaký funkční režim v této zemi fungoval, protože je to naše geopolitická potřeba, náš zájem vůči Rusku.

Na druhou stranu je třeba, aby peníze, které poskytneme do budoucna, byly mnohem lépe kontrolovány a opravdu byly využívány na podporu rozvoje ukrajinské společnosti, ukrajinského státu. Aby se ty peníze neztratily v kapsách oligarchů.

Takže je geopolitický zájem na podpoře této země, ale na druhou stranu měli bychom najít mechanismy, jak lépe kontrolovat peníze, které půjčujeme.

Monika Smolková (S&D). –Vážený pán predsedajúci, podporila som uznesenie, aby sme poskytli ďalšiu makrofinančnú pomoc Ukrajine, pretože ako Slovenka, ktorá žije v blízkosti Ukrajiny, si myslím, že obyvatelia Ukrajiny si zaslúžia našu pomoc pri budovaní spravodlivejšej, stabilnejšej a prosperujúcej krajiny.

Ale musím vysloviť aj veľké znepokojenie nad tým, že Komisia pozastavila financovanie modernizačného projektu pre spriechodnenie hraníc s Maďarskom, Rumunskom a Slovenskom v dôsledku veľkého časového sklzu výstavby modernizácie hraničných priechodov bez možnosti iných riešení.

Ak sme umožnili obyvateľom Ukrajiny cestovať do krajín EÚ bez víz s časovým obmedzením, potom musíme nájsť riešenia, ako zabezpečiť, aby hraničné priechody spĺňali aspoň základné normy, pretože dnes sú podmienky na ukrajinsko-slovenskom priechode alarmujúce. Domnievam sa, že práve Komisia má možnosti kontrolovať a usmerniť ukrajinské orgány, aby finančné prostriedky, ktoré dostávajú od Európskej únie, využívali efektívne a v prospech svojich obyvateľov.

José Inácio Faria (PPE). –Senhor Presidente, votei favoravelmente este relatório porque entendo que, além de impulsionar a estabilização econômica e superiores necessidades de financiamento neste biênio, esta assistência macrofinanceira constitui um poderoso incentivo para que a administração ucraniana reforçe a sua estrutura institucional de combate ao problema endêmico da corrupção dentro do quadro das recomendações da Comissão de Veneza e, principalmente, porque esta aprovação nesta casa consolida as relações como parceiro estratégico no quadro da parceria oriental e reforça o nosso apoio à sua trajetória europeia num momento crítico, político, de especial fragilidade e quando se tenta relançar o processo da paz.

Entendo ainda que, face às sucessivas e permanentes agressões territoriais à soberania ucraniana por parte da Rússia, esta assistência macrofinanceira servirá ainda como sinal claro de que a União Europeia não aceita este tipo de ingerências e de agressões e que apoia o povo na totalidade, o povo ucraniano.

9.3. Verhandlungen über die Neufassung des Assoziierungsabkommens EU/Chile (A8-0158/2018 - Charles Tannock)

Προφορικές αιτιολογήσεις ψήφου

Adam Szejnfeld (PPE). –Panie Przewodniczący! Sprawozdanie, o którym mówimy, na posiedzeniu komisji AFET przeszło stosunkiem głosów 45 do 0. Trudno się dziwić. Chile to jest, powiedziałbym, „kawał dobrej Europy” w Ameryce Południowej. To jest także bardzo ważne państwo członkowskie Unii Narodów Południowoamerykańskich oraz Wspólnoty Państw Ameryki Łacińskiej i Karaibów. Unię Europejską i Chile wiążą nie tylko historia i tradycja, ale również silne więzy społeczne i gospodarcze. Mamy także własne interesy i wspólne cele. Dlatego bardzo ważne jest dokonanie i realizacja projektu zmodernizowania układu o współpracy między Unią Europejską i Chile. Właściwie staje się to oczywistością, co widzimy po głosowaniu w komisji. Dlatego głosowałem za tym sprawozdaniem.

Morten Messerschmidt (ECR). –Må jeg ikke starte med – til protokollen – at spørge, hvorfor vi skal sidde og kigge på flag fra et territorium, der ligger i Mellemøsten? Der sidder ikke engang nogen medlemmer bag pultene. Kunne de ikke blive fjernet? Jeg troede ikke man på den måde måtte komme med visuelle markeringer her i salen.

Når det så er sagt, så i forhold til frihandel: Denne betænkning er bestemt et skridt i den rigtige retning. I de kommende 10-15 år vil 95 % af verdens vækst ske uden for EU. Derfor er det fuldstændig afgørende, at vi får lavet samhandelsaftaler, både med de vækstende økonomier i Mercosur, men sandelig også med USA og Asien og andre steder på kloden. Vi kan ikke – selvom man nogen gange tror det, når man hører taler her fra mødesalen – bare isolere os i den lille kerne af lande, som nu en gang er EU. Væksten og vejen frem kommer i fremtiden til at ske mange andre steder, end i EU. Derfor er det her et lille skridt i den rigtige retning.

9.4. Beziehungen zwischen der EU und der NATO (A8-0188/2018 - Ioan Mircea Paşcu)

Προφορικές αιτιολογήσεις ψήφου

Jasenکو Selimovic (ALDE). –Herr talman! Världen har de senaste åren onekligen blivit mycket osäkrare, oroligare och oförutsägbare. Den ryska aktiviteten i Östersjön ökar, aggressioner mot Georgien och östra Ukraina, Krim, har skett, aggressiva handlingar har noterats mot Moldavien och Armenien och tonläget mot oss i Norden har förändrats totalt.

Förra året sa president Putin att ett svenskt Nato-medlemskap skulle utgöra ett hot mot Ryssland. Vi svenskar förväntas alltså bete oss och välja vår framtid utifrån vad något annat land tycker om det, hur det påverkar något annat land. Det är helt otroligt, det är faktiskt helt otroligt. Utifrån det kan inte de som opponerar sig mot svenskt Nato-medlemskap längre hävda alliansfrihet. Det är omöjligt att vara alliansfritt när Ryssland beter sig som det gör. Vår oroliga värld kräver att vi söker oss till Nato och kräver att vi skaffar oss all säkerhet, som ingen annan garanterar. Vi bör inte ha några illusioner, för illusioner i säkerhetspolitiken betalas väldigt dyrt.

Monica Macovei (ECR). –Domnule preşedinte, un punct esenţial al summitului NATO de luna viitoare este apărarea contra atacurilor cibernetice, care sunt tot mai frecvente. Evenimentele recente arată că atacurile cibernetice fac parte din războiul hibrid, iar NATO trebuie să răspundă eficient şi rapid. În plus, trebuie să fim pregătiţi pentru situaţiile de criză. Infrastructura de transport, drumurile, podurile, căile ferate trebuie modernizate în toate statele membre. Iar barierele birocratice trebuie eliminate, pentru ca fluxul transportului de personal şi echipamente să meargă, nu să fie oprit de birocraţie. Trebuie să colaborăm definitiv şi foarte clar cu NATO în toate aceste aspecte care privesc apărarea noastră.

Tibor Szanyi (S&D). –Elnök Úr! Támogatom e fontos jelentés stratégiai megközelítését, mert ez nemcsak átfogó képet ad és őszinte szembenézést szorgalmaz az Európa előtt álló, minőségi és mennyiségi szempontból is rendkívüli biztonsági kihívásokra, hanem az ennek való megfelelés útját is jelzi az Európai Unió számára. A már a közeljövőben egységes döntést és EU-akciót igénylő változások sorából kiemelnék hármat: a hibrid jellegű biztonsági kockázatok, ezen belül a kiberhadviselés megjelenése, ami sürgetővé teszi az EU–NATO szinergiák kihasználását.

Kettő: a brexit nyomán az EU-tagok NATO-n belüli súlyának csökkenése, ami a következő években az Európai Unió stratégiai autonómiájának erősítése mellett a NATO-val való párbeszéd és együttműködés rugalmasabbá és hatékonyabbá tételével kompenzálendő. A folytatódó putyini orosz expanziós politika az a harmadik, ami az Unió közvetlen határán, Ukrajnából és másutt is rendszeresen teszteli a szövetség erejét, miközben minden eszközzel az EU megosztására törekszik, és ebben sajnos némely tagállam vezetőiben partnerre talál. A markánsabb, valóban közös EU...

(Az elnök megvonta a szót).

Mirosław Piotrowski (ECR). –Panie Przewodniczący! Pakt Północnoatlantycki jest gwarantem obrony i bezpieczeństwa nie tylko dla Europy, ale i innych krajów świata. Zdecydowana większość krajów Unii to członkowie NATO. Formułując w sprawozdaniu ambitne cele dotyczące relacji Unii z NATO, nie pomija się wielokrotnie powtarzanego apelu prezydenta Donalda Trumpa, dotyczącego obowiązku przeznaczania 2% PKB na obronność. Wiele krajów Unii się z tego wywiązuje, jak na przykład Polska, ale w tyle pozostają kraje takie jak na przykład Niemcy. Co do tego sprawozdania nasza grupa EKR wyrażała wątpliwości, które nie do końca zostały rozwiane. Jednakże zdecydowaliśmy się głosować za, mocno podkreślając, że NATO jest fundamentem europejskiej obrony i nie należy dublować jego roli.

Adam Szejnfeld (PPE). –Panie Przewodniczący! Debatujemy nie tylko na bardzo ważny temat, ale także w ważnym momencie. Już niedługo, 11 i 12 lipca, odbędzie się kolejny szczyt NATO w Brukseli – pierwszy po szczycie, który miał miejsce dwa lata temu w Polsce, w Warszawie. Minęły tylko dwa lata, a świat się bardzo pod względem bezpieczeństwa zmienił i to zmienił się na gorsze. Dlatego trzeba brać to pod uwagę.

Zagrożenia, które czyhały na pokój w Europie i na świecie, bardzo radykalnie się zmieniają. Mamy teraz do czynienia z działaniami, z zagrożeniami, które nazywamy zagrożeniami hybrydowymi. Mamy do czynienia z niekonwencjonalnymi zagrożeniami. To wszystko powoduje, że powinniśmy się zastanowić, po pierwsze, nad przyszłością NATO, a po drugie – nad przyszłością bezpieczeństwa Europy, Unii Europejskiej. Pamiętajmy, że sześć państw Unii Europejskiej nie należy do NATO, a siedem państw NATO nie należy do Unii Europejskiej. Nastąpiła kompletna zmiana sytuacji politycznej w Stanach Zjednoczonych i w Turcji. To musi wpływać na nasze stanowisko w tej sprawie.

Bruno Gollnisch (NI). –Monsieur le Président, j'étais partisan de l'OTAN quand 6 000 chars soviétiques campaient à une nuit de route de nos frontières, quand l'Union soviétique tenait sous la poigne démoniaque du communisme la moitié de l'Europe que les Américains lui avait livrée à Yalta, qu'elle était une puissance menaçante, que le communisme continuait sa progression impitoyable par la subversion ou par la conquête armée en Asie, en Amérique latine.

Mais aujourd'hui, qu'en est-il? Le communisme s'est effondré, l'Union soviétique s'est retirée de l'Europe orientale, d'anciens pays qui faisaient partie de l'Empire tsariste, elle a rendu sa liberté aux Baltes, aux pays du Caucase – même s'il subsiste un problème en Abkhazie –, à la Biélorussie, à l'Ukraine – même s'il subsiste un problème en Crimée.

L'OTAN ne se justifie plus, il est l'instrument de notre soumission stratégique et politique aux États-Unis...

(le Président retire la parole à l'orateur)

Younous Omarjee (GUE/NGL). –Monsieur le Président, êtes-vous aveugle, n'avez-vous pas vu ce qui vient de se jouer au G7? N'avez-vous pas vu le mépris affiché par Donald Trump pour tous ses alliés européens, y compris pour son proche voisin, le Canada? N'avez-vous pas perçu l'isolement des États-Unis? N'avez-vous pas compris que c'est une occasion unique, historique, pour l'Europe d'exister?

Quand Justin Trudeau, dans une réaction de dignité, dit non à Donald Trump, vous, vous nous proposez, dans votre rapport, de continuer à jouer les servants dans l'OTAN et à continuer de dangereuses politiques de tension avec la Russie. C'est désespérant, et c'est pourquoi j'ai voté contre ce rapport; au fond, ceux qui veulent l'Europe de la paix, c'est nous, quand vous, vous voulez l'Europe de la guerre à travers l'OTAN.

Stefano Maullu (PPE). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, questa relazione ripropone un cliché completamente vecchio e sbagliato. Un cliché che vede un atteggiamento revanscista da parte dell'Unione europea nei confronti della Federazione russa. Un atteggiamento che si scontra con quello che è il nuovo ordine mondiale, che fa a pugni in faccia con ciò che gli Stati Uniti stanno proponendo nei confronti dell'Europa, un atteggiamento contraddittorio e aggressivo dal punto di vista commerciale. Soprattutto io credo che non tenga conto dei nuovi equilibri mondiali, non tiene conto nello specifico di ciò che si muove nel Pacifico e di questa specie di isolazionismo che noi rischiamo di avere.

Credo che usare la NATO come schema per riproporre questo atteggiamento russofobico contro la Federazione russa non sia negli interessi dell'Europa, non sia negli interessi che rappresentiamo dei nostri cittadini, non sia neanche nell'interesse di una dimensione strategica che noi dobbiamo avere. Soprattutto io credo che non si possa continuare a non tener conto di ciò che accade nel resto del mondo, in una competizione sempre più ampia, sempre più globale. Ecco perché questa relazione non ha avuto il mio voto.

Νότης Μαρίας (ECR). –Κύριε Πρόεδρε, οι σχέσεις Ευρωπαϊκής Ένωσης–ΝΑΤΟ είναι σημαντικές, όπως επίσης και η μελλοντική διεύρυνση των δύο αυτών οργανισμών. Η χθεσινή κατάπυκτη και επαίσχυντη συμφωνία Τσίπρα- Ζαέν για το Σκοπιανό ανοίγει τον δρόμο στο μόρφωμα των Σκοπίων για ένταξη στην Ευρωπαϊκή Ένωση και στο ΝΑΤΟ. Πρόκειται για μια συμφωνία που ξεπουλά το όνομα της Μακεδονίας μας και της ιστορίας μας, γιατί η Μακεδονία είναι μία και ελληνική.

Δεν υφίσταται καμία δήθεν «Βόρεια Μακεδονία», δήθεν «μακεδονική γλώσσα» και δήθεν «μακεδονική υπηκοότητα». Η συμφωνία Τσίπρα- Ζαέν βλέπει το ελληνικό εθνικό συμφέρον, αποτελεί μια απαράδεκτη εθνική υποχώρηση στις ανιστόρητες και αλυτρωτικές απαιτήσεις των Σκοπίων. Γιατί η επιτομή του Σκοπιανού αλυτρωτισμού βρίσκεται στο όνομα «Μακεδονία». Ζητάμε δημοψήφισμα για το Σκοπιανό εδώ και τώρα, για να μιλήσει επιτέλους ο ελληνικός λαός που δεν ανέχεται την ταπείνωση! Το ποτάμι των συλλαλητηρίων δεν γυρίζει πίσω! Καμία υποχώρηση στο Σκοπιανό!

John Howarth (S&D). –Mr President, I believe support for today's report is important, and my party has always stood firmly behind the collective defence of Europe. And at this time, which is a dangerous time in our history, I believe that it's important that European nations step up to the plate and contribute that 2% that is essential to our future defence in the face of isolationism in the United States.

We can't have it both ways. We can't on the one hand suggest that we should be relying on the United States and on the other hand suggest that we shouldn't step up to the plate and contribute to our own defence. It is indeed a dangerous collection of forces that we face, and I find it remarkable that we have a very, very strange form of patriotism going on when people are prepared to sit behind the flag of their country and seek to demolish the structures that have defended their country over the last 70 years.

9.5. Cyberabwehr (A8-0189/2018 - Urmas Paet)

Προφορικές αιτιολογήσεις ψήφου

Monica Macovei (ECR). –Domnule președinte, amenințările cibernetice variază de la atacuri motivate politic și finanțate de state precum Federația Rusă până la forme de terorism. Moscova folosește miliarde de dolari pentru a plăti miile de experți care lansează atacuri asupra sistemelor informatice din statele membre și de peste ocean. Grupările teroriste folosesc spațiul cibernetic, care este o modalitate ieftină și accesibilă pentru recrutări și pentru radicalizare. În spațiul virtual, domeniul militar nu poate fi clar separat de cel civil, iar cei care vor să ne atace profită de ezitățile noastre.

Sunt soluții. Sper ca NATO, la următorul summit de luna viitoare, să găsească și mai multe. Dar noi este clar că avem nevoie ca bazele de date europene și cele internaționale să fie interoperabile, să comunice între ele și să avem o platformă coordonată, pentru ca informațiile să fie transmise și analizate rapid și eficient.

Adam Szejnfeld (PPE). –Panie Przewodniczący! Historycznie jesteśmy przyzwyczajeni do tego, że to ląd, morze, powietrze, od niedawna kosmos są teatrami działań wojennych. W ostatnich latach do tego katalogu na pewno dołączyła cyberprzestrzeń. Sprawa więc bardzo ważna. Pokazują to dowody, które mamy z wielu krajów, i nie tylko dotyczące konfliktów, ale także działań politycznych, także tych, które dotyczą spraw ważnych dla demokracji, jak wybory. Dlatego Europejska Unia Obrony musi bardzo poważnie traktować kwestię cyberprzestrzeni i obrony w tym zakresie, na tej przestrzeni. Do tego Europejska Agencja Obrony czy Agencja Unii Europejskiej do spraw Bezpieczeństwa Sieci i Informacji muszą przygotować określone projekty na rzecz bezpieczeństwa przyszłości Unii Europejskiej, Europy, a więc także świata, dlatego byłem za tym sprawozdaniem.

Jadwiga Wiśniewska (ECR). –Panie Przewodniczący! Opowiadam się za wzmocnieniem cyberobrony w Unii Europejskiej i za współpracą Unii Europejskiej z NATO. Przypadki cyberataków na infrastrukturę krytyczną, cyberszpiegostwo, kampanie dezinformacyjne są absolutnie realnym zagrożeniem. Państwa członkowskie powinny współpracować ze sobą w zakresie cyberbezpieczeństwa zarówno wewnątrz Unii, jak i z NATO. Położenie wyraźnego akcentu na poprawę tejże współpracy między Unią Europejską a NATO w zakresie cybernetycznym, a w szczególności na precyzyjne określenie priorytetów w zakresie komunikacji strategicznej, środków orientacji sytuacyjnej, wymiany informacji niejawnych, powstrzymania nielegalnej imigracji, usuwania przeszkód utrudniających szybkie i sprawne przemieszczanie personelu wojskowego i zasobów wojskowych w Unii jest bardzo dobrym kierunkiem. Uważam, że wszyscy powinniśmy podejmować działania, żeby wdrażać te rozwiązania.

Jiří Pospíšil (PPE). –Pane předsedající, já podporuji tuto zprávu, protože téma kyber útoků je v zásadě téma nové. Naše obranné složky dosud na takovéto útoky nebyly připraveny a my musíme s tímto problémem pracovat. Zvláště ze strany Ruska, již to zde zmiňovali někteří moji kolegové, lze do budoucna čekat, že kyber útoky spíše budou narůstat než klesat, a pokud EU na to nebude připravená, pak nás tyto útoky citelně mohou zasáhnout.

Já jsem přesvědčen a již to tu také bylo řečeno, že je nutné v této věci spolupracovat s NATO, pro NATO musí být kyber útoky jednou z klíčových priorit a my bychom v tomto směru měli maximálně s NATO jako naším partnerem koordinovat. NATO by mělo předložit konkrétní plán a konkrétní způsoby, jak na kyber útoky reagovat.

John Howarth (S&D). –Mr President, I am happy to support the report – this very timely report that we have today. During the debate I heard a really rather remarkably daft remark, and it was that nation states have to be given the means and equipment to defend their cyberspace – their cyberspace – something which by definition has no borders. And if we have something that by definition has no borders but is the public space, it is incumbent on cooperation and the economies of scale that we have through the European Union to contribute to that defence.

It's worth remembering that most military analysts regard a massive cyber-attack as the likely prelude to warfare, and it is in fact alternative warfare. Those who seek to exclude the United Kingdom from future security arrangements will in future be seen as what they are – Putin's useful idiots.

10. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll

(Η συνεδρίαση διακόπτεται στις 14.06)

PRESIDE: RAMÓN LUIS VALCÁRCEL SISO

Vicepresidente

11. Wiederaufnahme der Sitzung

(Se abre la sesión a las 15.00 horas)

12. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll

13. Unabhängigkeit der Justiz in Polen (Aussprache)

El presidente. –El primer punto del orden del día es el debate a partir de las declaraciones del Consejo y de la Comisión sobre la independencia del poder judicial en Polonia (2018/2761(RSP)).

Permítanme que informe a sus señorías, antes de nada, de que no se aplicará a este debate ni el procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra («catch the eye») ni el de la «tarjeta azul».

Monika Panayotova, President-in-Office of the Council. – Mr President, it is not the first time the Council has been asked to intervene in this House on the situation in Poland. This shows again that the protection and promotion of rule of law – including its core element, the independence of the judiciary – is a constant endeavour. It requires unwavering attention and efforts across different policy areas.

Common values, such as human dignity, freedom, democracy, equality, the rule of law and human rights, are the cornerstone of the European Union. Each Member State must therefore respect, protect and promote them. The Bulgarian Presidency, and indeed all of us, agree that the protection of the rule of law, democracy and fundamental rights in our Union cannot be taken for granted.

The Commission triggered, on 20 December 2017, the procedure foreseen by Article 7(1) of the Treaty on European Union. This procedure is designed to assess if there is a clear risk of serious breach by Poland of the values referred to in Article 2 of the Treaty.

The Council is regularly updated on the outcome of the dialogue between Poland and the European Commission. The dialogue is ongoing, and the final assessment has not yet been presented. The issue is on the agenda of the upcoming General Affairs Council meeting on 26 June. At this stage, I cannot prejudge and draw conclusions as regards the next step.

The Presidency has acted, and will continue to act, as an honest broker considering all circumstances and positions.

Let me conclude by saying that the issues raised in the debate go to the heart of our commitment to this Union. We therefore trust that all sides will act responsibly and constructively to reach an outcome that leaves no doubt about our core values.

Frans Timmermans, *(First Vice-President of the Commission)*. – Mr President, I will have to ask your indulgence because I cannot deliver my message in five minutes, because I want to give Parliament exactly the same information that I have given to Council. So might it take a bit longer, and I do apologise for that.

The last time we discussed the issue was on 12 February, and I thank the Parliament for the wide support for the Commission's actions expressed in the resolution adopted on 1 March. Let me now give you an update on the current situation and developments which took place during the last months.

First, a number of exchanges between the Commission and the Polish authorities took place at different levels. In particular, I travelled to Warsaw on 9 April, where I met the Polish authorities and members of the judiciary. On 3 May, I met with Foreign Minister Czaputowicz in Brussels. This meeting was followed by further technical exchanges on the new amendments by the Polish Parliament. On 16 May, President Juncker met with Prime Minister Morawiecki at the informal Leader's meeting in Sofia.

Now what about the concrete measures taken by the Polish authorities? Three laws were adopted in April amending the law on the Supreme Court, the law on ordinary courts organisation and the law on the National Council for the Judiciary. A fourth law was adopted by the same on 10 May. I welcome the change of the law, which provides now for a uniform retirement age for female and male judges, now fixed at 65. Also, the amendment on the assistant judges goes in the right direction. I also welcome the fact that there has been a willingness on the side of the Polish authorities to amend the laws on a number of other issues.

However, I regret to inform you that, overall, and despite all of these legislative changes, key concerns which the Commission identified in the Reasoned Proposal remain unaddressed. I can summarise the situation as follows. First, despite the new amendments, the discretionary power given to the authorities in charge of deciding on the prolongation of the judicial mandates of Supreme Court judges and of ordinary court judges remains a key concern from the point of view of upholding the principles of the separation of powers and judicial independence. The current judges still have no right to serve their full term as originally established. Judges affected by the lowered retirement age cannot simply notify their intention to continue to adjudicate, together with a health certificate, and continue to work.

The President of the Republic has wide discretion to decide on the prolongation of Supreme Court judges' mandates. There are no specific criteria and there is no judicial review of his decision. Whilst the transfer of the power to decide on the prolongation of ordinary courts judges to the National Council for the Judiciary is a step in the right direction, this is undermined by the politicisation of the National Council for the judiciary. In addition, there is a very wide discretion, and again – sadly – no judicial review.

Second, the risk of creating irreparable damage fully remains. On 3 July, 27 out of 72 Supreme Court judges will face the risk of being forced to retire. As you may know, the current Supreme Court judges were asked to declare their intention to remain in the court by 4 May. 13 judges reacted in one way or another to the new prolongation regime. Some judges submitted a formal declaration requesting prolongation of their mandate, whilst other judges made a general statement that they are fit and ready to continue to occupy their posts without making a formal declaration requesting prolongation, due to the unconstitutionality of such a procedure and its humiliating character. In its opinion, the Supreme Court explicitly stated that the lack of declarations of the other 14 judges cannot be identified with the lack of their will to further adjudicate.

The situation of the First President of the Supreme Court is also very worrying. She is affected by the new lowered retirement age, and her mandate of a six-year term of office would be prematurely terminated two years early, despite the fact that it is the Polish Constitution itself which sets the period of her term of office. A forced retirement of these Supreme Court judges would constitute an irreversible violation of the rule of law. The Commission is at present examining this issue.

Third, the reforms brought forward have only served to underline the crucial role of the new National Council for the Judiciary, yet there has been no corresponding increase in the judicial influence over the election regime of the judges' members of the Council, so it still does not comply with European standards. Also, no remedy is foreseen to address the premature termination of the mandates of the former judges' members established in the Constitution. The politicisation of this body that has occurred undermines its role as an effective safeguard of judicial independence.

Fourth, I would like to recall that the new legislation offers no solution for those judges who have already been concretely affected by the reform measures contested by the Commission. I am referring to the Court Presidents dismissed by the Minister of Justice. I am referring to ordinary court judges already forced to retire by the lowering of the retirement age, including female judges subject to the provisions that are in violation of EU anti-discrimination law – and by the way, now they have announced they will change that: no misunderstanding on that. I am also referring to judges' members of the former National Council for the Judiciary whose constitutional mandate was prematurely terminated.

Fifth, recent changes do not eliminate the broadness of the criteria governing extraordinary appeal. They remain almost the same. In particular, they still refer to social justice, albeit in a different wording. The Venice Commission explicitly criticised such references. Also, the 20-year reach of the extraordinary appeal has not been eliminated, which means that the extraordinary appeal could result in the repeal of final judgments dating back to October 1997. A new condition was introduced, which aims at avoiding the extraordinary appeal resulting in the repeal of judgments infringing international obligations. This condition lacks real impact, as such repeal is nevertheless possible if justified by principles or rights established in the Polish Constitution. This could even justify, for example, the repeal of final judgments by Polish courts applying EU law as interpreted by the case law of the Court of Justice of the EU.

Sixth, also other key issues underlined in the recent proposal and the fourth rule-of-law recommendation have not been addressed. As to the disciplinary regime, new provisions render it in practice highly possible for current Supreme Court judges to participate from the start as judges in the Disciplinary Chamber. The three Constitutional Tribunal judgments of 2016 remained to be published as such, without any additional qualifications about their legality from the legislative or executive powers. They have been published now, but with a disclaimer that they are, and I quote: 'findings delivered in breach of law'. No legislative changes were made to address the concerns expressed in the recent proposal in order to restore the independence and legitimacy of the Constitutional Tribunal.

Sadly, the Commission can only conclude that the four new laws adopted in April and May are not by themselves sufficient to remove the existing concerns and are not sufficient to eliminate the clear risk of a serious breach of the rule of law. The measures the Polish authorities have continued to implement over the past six months have already created damage and are continuing to do so. After the Constitutional Tribunal and the National Council for the Judiciary, it is now the Polish Supreme Court which is at risk of coming under political control.

Last week, the Commission therefore asked the Council to organise a formal hearing of Poland in the context of the Article 7(1) TEU procedure. Finding a solution urgently is a matter of common interest for all Member States and all EU institutions. It is the Commission's sincere hope that Poland will now urgently address the key concerns identified by us. In particular, it is indispensable that urgent action be taken by the Polish Government to address the situation of the Supreme Court judges before 3 July, because that is when the decisions about the retirements become final. I will travel to Moscow on Monday to continue the dialogue with the Polish Government in an attempt to find solutions for the issues I've just outlined.

(Interjection from the floor, off mic: 'You said Moscow' and other comments off mic, to which Timmermans reacts by saying: 'That is an incredible mistake – that has never happened to me before. I do apologise. Sir, if you knew anything of my personal history, you would not have made that remark.')

As I said, I will travel to Warsaw on Monday to talk to the Polish government.

You know the Commission is the guardian of the Treaties. That is our role. But we do this in a cooperative sphere. I continue to believe that it is through dialogue that we need to solve these problems. But I also continue to believe that dialogue needs to lead to concrete results so that we can remove the threat to the rule of law and restore the independence of the judiciary.

Janusz Lewandowski, w imieniu grupy PPE. – Panie Przewodniczący! Dziś Parlament Europejski, stając w obronie niezawisłego sądownictwa i konstytucji, staje po stronie polskich obywateli, a mój głos niech będzie przestrogą co do losu Polek i Polaków, jeżeli demontaż państwa prawa zostanie doprowadzony do końca. Bo chodzi o instytucje, które są gwarancją wolności, które chronią przed nadużyciami władzy, i jeśli ich brakuje, jest się bezbronnym wobec maszyny państwa. Wiedzą o tym Polki, których dane personalne były spisywane przez policjanta tylko dlatego, że zadały niewygodne pytania któremuś z ministrów. Wie o tym młody człowiek, który nieszczęśliwie pojawił się na trasie kolumny samochodów rządowych, a teraz jest obwiniany o katastrofę rządowej limuzyny. Dowie się o tym każdy, kto wejdzie w spór sądowy z sąsiadem, jeżeli ten sąsiad będzie należał do rządzącej partii. Wiemy także, jakim nieszczęściem może być ingerencja polityczna w system sądownictwa. Przypadek Tomasza Komendy. Ówczesny minister sprawiedliwości, dziś na pomnikach, z góry uznał go za winnego, za zbrodniarza. Szybki proces. Dożywocie. Po osiemnastu latach w więzieniu okazało się, że jest zupełnie niewinną osobą. Na szczęście jest na wolności. Ochrona niezawisłych sądów to jest ochrona zwykłego człowieka. Ale jest coś więcej, bo to także wiarygodność polskiego systemu sądownictwa w europejskiej przestrzeni prawnej, również na wspólnym rynku, gdzie trzeba mieć pewność inwestowania i pozyskiwania inwestycji. A prawda jest znana. Jest zawarta w dokumentach Komisji Weneckiej, Komitetu Praw Człowieka ONZ, we wszystkich ciałach i ekspertyzach, które zachodnia demokracja powołała do tego, żeby stwierdzić stan praworządności w danym kraju. Niestety Trybunał Konstytucyjny jest fasadą niezdolną do oceny konstytucyjności ustaw. Niestety w sądach jest coraz więcej prezesów spolegliwych, a coraz mniej niezawisłych. Niestety Krajowa Rada Sądownictwa powstała z klucza partyjnego. Ale jest ostatni bastion – Sąd Najwyższy. Tylko też już się chwieje, bo rzeczywiście już 3 i 4 lipca może być wymienione 40% składu tego sądu w wyniku wymuszonego przejścia na emeryturę. A jest to organ, który ocenia ważność wyborów, więc jest to egzystencjalny problem polskiej demokracji. Stąd dramatyczne apele o skierowanie skargi do Europejskiego Trybunału Sprawiedliwości lub chociażby zawieszenie tej ustawy, co pozwoliło na przykład ocalić przed dewastacją jedyną w Europie Puszcę Białowieską. Rozmawiamy o tym w stulecie polskiej niepodległości. Wtedy, po niezwykłym zwycięstwie, które zatrzymało bolszewicką nawałnicę na przedmieściach Warszawy (nazywamy to „cudem nad Wisłą”, rok 1920), marszałek Piłsudski, zwracając się do polskiej młodzieży, powiedział: „My Wam wywalczyliśmy niepodległość ojczyzny, a Wy będziecie w niej żyć, pracować i rządzić. Zapamiętajcie. Jeżeli zwróćcie się na Wschód, to minimum o jeden wiek cofniecie się z kulturą i ekonomią. Jeżeli zwróćcie się na Zachód, minimum o jeden wiek szybciej Polska będzie się rozwijać”. Więc pozostawił nam w testamencie definicję zdrady polskiej racji stanu. Zdradza polską rację stanu, tak jak kiedyś Targowica, ten, kto chce znowu Polskę cofać na Wschód, kto chce osłabiać więzi z Zachodem, kto chce osłabiać Unię Europejską. Mówienie prawdy nie może być zdradą. Ja się spodziewam fali hejtu, co tylko potwierdzi, że wypowiadam niewygodne prawdy. Obrona konstytucji jest obowiązkiem. Polska potrzebuje dzisiaj patriotyzmu konstytucyjnego, dlatego stając dzisiaj w obronie konstytucji, w obronie niezawisłości sądów, wstajemy i upominamy się o prawa Polek i Polaków.

(Poruszenie na sali)

El presidente. – Señor Lewandowski, perdone que le interrumpa, pero como hay quienes se empeñan esta tarde en interrumpirle... ya les advierto seriamente: respeten los turnos de palabra. No interrumpan.

Janusz Lewandowski, *w imieniu grupy PPE.* – Stając dzisiaj w obronie sądownictwa i konstytucji, upominamy się o prawa Polek i Polaków, i ich dobrą przyszłość w Unii Europejskiej.

Josef Weidenholzer, *on behalf of the S&D Group.* – Mr President, what I will say is also directed at the people of Poland. Let me be clear. Our political Group appreciates the substantial contribution of the Polish people to restoring democracy in the east of Europe. We see the enormous progress the country has made since. We are also aware that not all aspirations have been met and that many people feel left behind. We understand that some people are angry. We have to be concerned. And if we don't deliver, more and more people will turn their backs against democracy.

The current discussion on and in Poland is about the state of democracy. It is worrying to see the signs from your country. Democracy, which your nation was so admirably fighting for, is in danger. All of us have the right to insist that a Member State is adherent to its constitution. We have to know that our partners are predictable. In Poland, the Constitution is at stake. We are concerned about the independence of the judiciary – a key element of every democracy. We share this concern with relevant authorities such as the Human Rights Committee or the Venice Commission, renowned scholars and friends of Poland around the world.

Our Group was satisfied that the Commission has activated Article 7, and in March, Parliament explicitly welcomed this decision and urged the Council to take swift action. They acknowledged that this action put the Polish government in negotiation mode. But the results are poor and more or less cosmetic.

The recommendations of the Commission have not been fulfilled. The Polish government continued its so-called reform of the judiciary. Almost 40 per cent of the judges will be forced into early retirement, and procedural rules are fundamentally changed. In less than three weeks there could be no independent judiciary in Poland any more. If the measures enter into force as planned, a large number of sitting judges of the Supreme Court will see their tenure unconstitutionally extinguished, including the First President of the Court. In combination with an increase in the number of seats, this means that the government-controlled National Council of the Judiciary will be in a position to appoint a majority of the judges. This could mean the end of checks and balances in your country. We must not accept this. It is against the Polish Constitution and against the Treaties, and it is against the people of Poland, who gave their approval in referendums for this.

The situation is serious and urgent and we are obliged to act now – and not later, when democracy could be already severely damaged. This is not the moment for short-sighted political manoeuvres. After all the experiences with the Council (sorry), we must not expect that the summit at the end of June will deliver any clear results. Therefore, we appeal to the Members of the Commission to fully stand behind its Vice-President Timmermans. The Commission has to take strong action before July. It must refer this case to the Court of Justice. To make it clear, dear colleagues: if we give up Poland, we give up Europe.

Zdzisław Krasnodębski, *w imieniu grupy ECR.* – Panie Przewodniczący! Panie wiceprzewodniczący Komisji! Chciałem zacząć od czegoś innego, ale może zacznę od polemiki z moim kolegą Januszem Lewandowskim. Otóż, to nie jest tak, jak pan mówi – to nie są niewygodne prawdy i też nikt nie będzie pana za te niewygodne prawdy prześladował. Nad hejtem niestety nie panujemy, hejt się zdarza, spotyka każdego z nas. To nie są niewygodne prawdy. Pan, po prostu, z faktów wyolbrzymionych i pojedynczych buduje pewną narrację, która nie ma nic wspólnego z tym krajem, w którym obaj żyjemy.

Co do pana Weidenholzera – jedną rzecz chciałem powiedzieć. Ostatnio odwiedziłem pański piękny kraj i mogę powiedzieć tylko jedno: mogę pana zapewnić, że praworządność w Polsce, podział władzy i to wszystko, o czym mówimy, nie są gorsze niż w pana kraju. Tak że – chociaż doceniam pana troskę – zapewniam pana, że pod tym względem Polska nie różni się bardzo od Austrii.

Natomiast teraz zwracam się do pana przewodniczącego. Otóż w swoich wystąpieniach pod koniec tamtego roku (ja sam przysłuchiwałem się panu w komisji LIBE) wielokrotnie pan ubolewał, że rząd Polski odmawia dialogu z Komisją Europejską, sugerując brak dobrej woli i arogancję po polskiej stronie. Nie była to, moim zdaniem, sprawiedliwa ocena. Ale, jak wszyscy wiemy, rząd polski, po swej rekonstrukcji i zmianie premiera, od początku roku podjął kolejną próbę intensywnego dialogu, dążąc do porozumienia z Komisją i zakończenia tej, naszym zdaniem, nieszczęsnej i niepotrzebnej procedury sprawdzania praworządności w Polsce.

Ale nie tylko – i pan przewodniczący o tym mówił – ponieważ rząd polski wyszedł naprzeciwko wielu postulatów Komisji, nawet jeśli uważał je za niezbyt zasadne, np. były takie postulaty dotyczące różnicy wieku między kobietami i mężczyznami. Parlament polski dokonał w ostatnich czasach znaczących zmian i korekt w przyjętych regulacjach, między innymi osłabiając możliwość wpływu ministra sprawiedliwości na organizację sądów, wzmacniając rolę Krajowej Rady Sądownictwa oraz prezydenta, a nie ministra, publikując zaległe, mające jednak tylko archiwalne znaczenie, werdykty Trybunału Konstytucyjnego, zmieniając przepisy dotyczące asesorów, nakładając dodatkowe warunki na możliwość wniesienia skargi nadzwyczajnej, wyrównując, tak jak chciała Komisja, wiek przechodzenia na emeryturę sędziów obu płci itd. Moglibyśmy pana przemówienie skonstruować zupełnie inaczej, żeby pan mówił o tych osiągniętych kompromisach, a nie o różnicach. Polska zrobiła zatem bardzo wiele, by osiągnąć porozumienie i by uwzględnić zastrzeżenia Komisji.

Niestety, do porozumienia potrzeba dobrej woli i chęci zrozumienia z obu stron. Z przykrością należy stwierdzić, że reprezentowana przez pana Komisja nie chce tej dobrej woli i zrozumienia wykazać.

Sądzi pan zapewne, że kontaktując się z niektórymi środowiskami prawniczymi i opozycją w Polsce, ma w swych działaniach poparcie także polskiego społeczeństwa. Zdaje się, że pan Weidenholzer też tak sądzi, że przemawia w imieniu Polski, a nie tylko w imieniu skrajnie zideologizowanych sił w Polsce i poza nią, np. w tym parlamencie, co słychać w wypowiedziach. Nic bardziej błędnego. Wszystkie dane wskazują na to, że reformy podjęte przez Prawo i Sprawiedliwość mają ogromne poparcie społeczne. W sierpniu 2007 roku w badaniach 81 % Polaków powiedziało, że popiera reformę sądownictwa. Tak że proszę nie powoływać się tutaj na polskie społeczeństwo, na Polaków, jak państwo tu krytykują. Można krytykować szczegóły, ale nie można odrzucać konieczności reform. Polacy wiedzą, że nie chodzi bowiem o naruszenie praworządności, lecz o jej przywrócenie, wiedzą, jak dotąd działały sądy, jaka była ich sprawność oraz jaka była jakość i niezależność ich wyroków.

A teraz zacytuję nie-Polaka. Günter Verheugen, kiedyś komisarz Unii do spraw rozszerzenia, powiedział niedawno w wywiadzie dla jednego z polskich portali: „W moim przekonaniu Komisja Europejska nie ma odpowiednich kompetencji, by zajmować się tą sprawą. (...) Oczywiście, że ma do tego narzędzia i może się nimi posługiwać. Uważam jednak”, przepraszam, panie przewodniczący, to jest zdanie pana Verheugena, „że robi to nieudolnie. Komisarze nie wiedzą, co zrobić. Nie mają też pojęcia, co się stanie”, i to też powinniśmy brać pod uwagę: konsekwencje naszych działań. „Mam”, mówi Verheugen, „dla wszystkich stron sporu jedną prostą radę – załagodźcie ten spór (...) Nie jestem ekspertem w tych sprawach”, mówi dalej, „ale wiem to nie tylko ja”, polscy koledzy oczywiście tego nie wiedzieli, „że polski system sprawiedliwości wymaga reformy, bo nie odpowiada współczesnym standardom. Pytanie jest inne – czy opieramy się na podwójnych standardach, czy na tych samych regułach? W Europie”, mówi Verheugen, „panują podwójne standardy, bo polski rząd nie jest z tych tzw. głównego nurtu”. Koniec cytatu.

A na zakończenie dodał, bardzo charakterystycznie: „Europa żyje w epoce hipokryzji”. Bardzo trafnie, moim zdaniem. Rzeczywiście jest tajemnicą poliszynela to, że jest wiele krajów w Unii, które zasługiwałyby znacznie bardziej, panie przewodniczący, na pańską troskę i uwagę. Mogę panu kiedyś prywatnie o tym opowiedzieć, które by to były kraje. Rozwiązania przyjęte w Polsce są stosowane w innych krajach, jak pan wie. A jeżeli chodzi o wpływ polityczny na sędziów czy trójpodział władzy, to zachęcam kolegów z Parlamentu Europejskiego, by uważniej spojrzeli na swoje kraje, np. kolegów z Niemiec, widzę, że są tutaj obecni, prosiłbym o zwrócenie na to uwagi. Wtedy może i hipokryzji będzie trochę mniej. Trochę mniej hipokryzji na tej sali i trochę mniej hipokryzji w tej debacie.

Inny wybitny europejski polityk, przewodniczący Bundestagu Wolfgang Schäuble, powiedział niedawno: „Obserwując niektóre dyskusje między Brukselą a takimi krajami jak Polska czy Węgry, ale także Czechy i Słowacja, chciałbym poradzić: nie sprawiajmy wrażenia aroganckich. Rozumiem, że kraje Europy Wschodniej mogą czasami mieć wrażenie, że ich argumenty się nie liczą”.

Teraz konkludując: my ze swej strony uczyniliśmy wszystko, co możliwe, by zakończyć ten szkodliwy dla Unii spór. A teraz Polacy w swej znakomitej większości uważają, że czas naszych ustępstw się skończył. Z całym spokojem i stanowczością czekamy więc na ruch Komisji i Rady Europejskiej, gotowi oczywiście nadal informować i tłumaczyć nasze stanowisko.

Sophia in 't Veld, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, let me make three general remarks before I go into the issue of the complaint before the European Court of Justice.

First of all – and this has been said here before – we have no fight with the Polish people, because they are Europeans like us. We are all one, and we are just standing up for the principles that we have all signed up to. The interesting thing is that you just said that the eastern countries may have a view. Countries don't have a view. In a democracy, within a country there is pluralism, something that you have difficulty recognising.

My second general remark is that my group fully supports Commissioner Timmermans' efforts to redress the situation in Poland and bring it back into the fold.

My third general remark: you were all shouting when Commissioner Timmermans by accident or by mistake referred to Moscow rather than Warsaw. But isn't there a degree of hypocrisy there? Aren't you also working very closely, for example, with Mr Steve Bannon? This is all on the internet. It's all public knowledge. Mr Steve Bannon is clearly out to undermine the European Union and is also working with Mr Orban, who is one of the biggest supporters of Mr Putin. So this is all one big network. You all have the same agenda. So stop the hypocrisy because this is not about, let's say, the retirement age of judges. What this is about is your party creating an authoritarian regime in Poland, and the Polish people deserve better than that.

(Applause)

Maybe you could have the decency to hear me out just for once. It would be nice. The Treaties allow the Commission to bring a complaint against the reform law before the European Court of Justice – it has already been raised – and we would really urge the Commission to do that soon, before the deadline of 3 July. You have the power and the means to act, and you have the support of the majority of this House.

This is urgent. The new law on the Supreme Court will enter into force on 3 July, in less than three weeks' time. Everybody has already mentioned what the consequences will be. We have to avoid that, because otherwise we get what we saw in Hungary: the situation may have been redressed by Luxembourg, but by then a lot of judges had already been dismissed, and they never came back. That means that, in the end, there is still undue political influence on the judiciary.

Since there are only a few weeks left, we would also urge the Commission to ask the Court of Justice for an interim measure to suspend the law until the case is resolved. So time is almost up, and we would ask the Commission to act now. We would therefore join all the people in Poland – NGOs, political parties, civil society – who have been calling for the Commission to take this step before the European Court of Justice.

Why is this important? I am going to quote the President of the European Court of Justice, who in a speech said, 'Judicial independence is the bedrock of our democracies, be it at national or European level. I would go as far as to say that judicial independence is part of both our common heritage and of our very identity as Europeans'. The effective protection of EU rights requires that the competent national court is isolated from any political pressure, and if it's not, it means that the whole European judicial fabric no longer works and that there are big holes in there.

We have already seen the Celmer case, in which an Irish judge refused to extradite a Polish citizen and did not respond to a European arrest warrant, but this will go further. We are talking about more and more connection, for example, of databases; we are talking about e-evidence; and we are talking about the European evidence warrant. All those instruments will not work – not just in Poland, but in the whole European Union – because, if you remove one part of the chain, then the whole chain will fall. So this is essential.

But I would still like to urge the Commission not to focus only on the judiciary, but also to look at the rights of women and freedom of the media. I am also very concerned about the attempts of the government to exert control over the media. The integrity and independence of the advertising and measurement markets are crucial in this context.

Poland has actually dropped from number 18 to number 58 in the world press index out of 180 countries. That should tell you something. So, all in all – and to finally also respond to your accusation that we are applying double standards, that may or may not be the case – I think it is an argument, Commissioner Timmermans, to quickly come forward with this general mechanism for the rule of law that applies equally in all the Member States so that we can easily rebut the accusation that was just made.

Philippe Lamberts, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, chers collègues, l'Union européenne est d'abord et avant tout une union de valeurs, une communauté de valeurs centrée sur l'égalité dignité de chaque personne humaine.

Pour protéger au mieux ces valeurs, nous avons fait le choix d'un régime politique, la démocratie. Une démocratie aujourd'hui remise en cause au cœur même de l'Union. Car la démocratie ne se résume pas au suffrage universel. Encore faut-il que le système électoral permette une représentation juste de la société dans toute sa diversité. Encore faut-il que les citoyennes et les citoyens puissent être librement informés par une presse indépendante. Encore faut-il que tienne le rempart de la séparation des pouvoirs contre tous les abus.

C'est précisément sur ce front que le gouvernement polonais issu des élections de 2015 défie ouvertement nos valeurs communes. Il a pris le contrôle politique du pouvoir judiciaire et s'attaque aujourd'hui à la Cour suprême, la dernière qui restait indépendante.

Nous saluons l'action entreprise par la Commission, qui n'a pas hésité à déclencher la procédure de protection de l'état de droit à l'encontre de la Pologne. Mais nous devons reconnaître qu'à ce jour, les résultats sont maigres et que l'essentiel des mesures incriminées restent en place.

Le gouvernement polonais sait aussi qu'il peut compter sur ses alliés au Conseil, en particulier la Hongrie de M. Orbán. Et Madame Panayotova, la timidité absolue de la Bulgarie pose question: est-ce qu'elle relève de l'embarras ou d'une tacite complicité?

Toujours est-il que le temps presse. Si rien n'est fait, le 3 juillet prochain, une bonne partie des juges de la Cour suprême seront limogés, ouvrant la voie à la désignation par le gouvernement d'une majorité de juges à sa main.

Avec nos amis polonais, Monsieur Timmermans, nous vous avons écrit pour vous demander d'utiliser tous les moyens en votre possession pour empêcher ce fait accompli.

Au nom de toutes les Polonaises et de tous les Polonais attachés à nos valeurs communes, au nom de tous les démocrates, je vous réitère cet appel aujourd'hui: saisissez en urgence la Cour de justice de l'Union.

Au-delà du cas polonais, le pouvoir judiciaire est menacé dans son essence dans plusieurs États de l'Union. Il n'y a pas qu'en Pologne qu'il est l'objet de tentatives de soumission à l'exécutif, et une justice soumise ouvre la voie à tous les abus de pouvoir.

Ailleurs, des coupes budgétaires, brutales ou larvées, paralysent l'appareil judiciaire dans sa mission première, rendre la justice. Est-il encore question de justice lorsque des années s'écoulent entre un crime ou un délit et sa sanction? Est-il encore question de justice lorsque des citoyens ne se tournent plus vers la justice pour des raisons financières?

Enfin, au nom de la lutte antiterroriste, Monsieur Timmermans, il est devenu courant de mettre le pouvoir judiciaire hors-jeu. Alors qu'aucun attentat n'a jamais été commis parce qu'un juge n'aurait pas délivré à temps un mandat, là encore, la porte est ouverte à tous les abus.

Je vous invite, Monsieur le Président, à exercer votre mission de gardien des traités et de nos valeurs fondamentales sans faiblesse ni favoritisme.

Aucun gouvernement – et j'insiste là-dessus – aucun gouvernement n'est a priori suspect – je termine Monsieur le Président –, mais aucun ne peut être a priori épargné par votre surveillance. Ce qui se joue ici est un élément fondamental de nos démocraties et, vous le dites vous-même, la démocratie n'est jamais un acquis irréversible.

Barbara Spinelli, a nome del gruppo GUE/NGL. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il Parlamento ha approvato a marzo la decisione della Commissione di attivare l'articolo 7, paragrafo 1. Circolano ora voci insistenti secondo cui parte della Commissione, attenta a inquietudini nel Consiglio, sarebbe pronta a sospendere la decisione. Le stesse voci adombrano l'ipotesi di un passaggio del PiS al PPE, una mossa che garantirebbe a Varsavia l'ombrello di cui gode l'Ungheria.

Al Vicepresidente Timmermans, che ringrazio per la sua costanza, domanderei un chiarimento sulle intenzioni della Commissione, specie riguardo ai tempi d'azione. Il rischio, in caso di congelamento, è che l'Unione appaia disarmata di fronte a degenerazioni del *Rule of Law* al suo interno. In tal caso, meglio non attivare affatto l'articolo 7, piuttosto che ammettere così apertamente un'eventuale incapacità di agire.

Robert Jarosław Iwaszkiewicz, w imieniu grupy EFDD. – Panie Przewodniczący! Cieszę się z dzisiejszej kolejnej debaty o Polsce. Obnaża ona obłudę, hipokryzję, wielokrotnie już dzisiaj wspominaną, i zakłamanie. Słyszę, że tu gardzi się polską suwerennością i nie szanuje się polskiego państwa i Polaków. Według badań opinii publicznej połowa Polaków źle oceniała działania wymiaru sprawiedliwości. To były czasy, gdy sędziowie na usługach państwa Tuska tropili internautów krytykujących ówczesną władzę. Wtedy, Panie Timmermans, milczał Pan, gdy Polską rządził prounijny układ pod dyktando Brukseli, który przewodnią rolę sowieckiej Rosji zamienił na przewodnią rolę Unii Europejskiej. Martwicie się o demokrację i praworządność, a to w tej izbie bezprawnie ukarano posła, który realizował swoje prawo do wolności wypowiedzi. Możecie się z panem posłem Korwin-Mikkem nie zgadzać, ale okazało się, że to Wy nie respektujecie prawa do wolności wypowiedzi. To w Wielkiej Brytanii uwięziono prawicowego dziennikarza Tommy'ego Robinsona, który relacjonował rozprawy sądowe w sprawie masowych gwałtów, jakich dopuścili się imigranci. Nie będę przedłużał mego przemówienia cytowaniem przykładów. Są one dostatecznie znane wszystkim, co się sprawą Polski w jakikolwiek sposób zajmowali, ale z chwilą kiedy po tylokrotnych debatach nad Polską słyszę żądania, by pozbyła się swej suwerenności, to muszę sobie postawić pytanie, o co właściwie chodzi. Czy o demokrację i praworządność, która w Polsce nie jest zagrożona? Czy o sprawy prestiżowe? Czy też o pozbawienie Polski resztek wolności, której Polska pozbawić się nie da?

Michał Marusiak, w imieniu grupy ENF. – Panie Przewodniczący! Ta debata, jak kilka poprzednich podobnych, bardzo niewiele mówi o stanie spraw w Polsce. Natomiast bardzo wymownie i wiele mówi o stanie Parlamentu Europejskiego i Unii Europejskiej. Unia nadal koncentruje się na odbieraniu państwom narodowym kolejnych atrybutów suwerenności. Polacy, zresztą jak wszystkie inne narody, nie muszą wcale mieć najlepszych rządów i najlepszych sądów. Chciałbym, żeby tak było, ale tak być nie musi. Muszą natomiast mieć gwarancję, że nikt im z zewnątrz nie będzie narzucał czegoś, co w demokratycznym głosowaniu odrzucili.

Jak dalece nierówne, jak dalece niesprawiedliwe jest traktowanie Polski pokazał niedawno przypadek krytykowania polskiego Trybunału Konstytucyjnego. Padło tu bardzo wiele krytyk. A przecież przez całe lata nikt nie podniósł, na przykład, sprawy funkcjonowania Trybunału Konstytucyjnego w Wielkiej Brytanii. A tam w ogóle nie ma Trybunału Konstytucyjnego i Wielka Brytania może funkcjonować wedle własnych upodobań, a Polakom się tego prawa nie przyznaje! Co więcej, Wielka Brytania nie ma w ogóle konstytucji i jakoś Unii Europejskiej to nie przeszkadza, i pozwala się Brytyjczykom funkcjonować według własnych upodobań. A Polakom się tego prawa nie przyznaje!

Polacy chcą mieć prawo decydowania o funkcjonowaniu własnej ojczyzny bez ingerencji z zewnątrz. I tego prawa własnego narodu bronię. Krytykowanie Polski w ten sposób, że wspiera się jedne partie przeciwko innym, jest niedopuszczalną i skandaliczną ingerencją w wewnętrzne sprawy Polski. Dlatego też Unia coraz częściej jest postrzegana jako „Unia Antyeuropejska”. Trzeba z tego wyciągnąć wnioski, bo to jest naprawdę nieszczęście. To jest droga w bardzo złym kierunku.

El presidente. – Permítanme decirles que ha habido dos peticiones de palabra, una recientemente, una «tarjeta azul», y, por otra parte, una solicitud de «catch the eye», pero, al principio del debate, habíamos dicho que en este momento no se va a aplicar ni el procedimiento de solicitud incidental de uso de la palabra ni tampoco el de la «tarjeta azul». Lo digo para que sus señorías conozcan las razones por las cuales no se concede la palabra. Esto no conlleva debate alguno.

David Coburn (EFDD). – Mr President, on a point of order: it is not a debate, sir, if people aren't allowed to respond or speak. It's a declaration. It's a speaking to camera. And the problem, sir, is if the...

(Interruption shouted from the floor)

Madam, you don't believe in democracy because you're a socialist, madam. Socialists do not, by definition, believe in democracy.

(The President cut off the speaker)

El presidente. – Señoría, siéntese, no, no tiene usted la palabra porque, además, no tiene la razón. Esta es una decisión que toma el Parlamento en su momento y usted no la va a quebrar, como podrá comprender. No va, ni mucho menos a imponer su minoría sobre las decisiones de la mayoría. Se acabó el debate. Continuamos.

Dobromir Sośnierz (NI). –Panie Przewodniczący! Oczywiście, że Pan ma rację. Nie ma tu żadnej debaty, tylko seria wcześniej przygotowanych odczytów. Ale tu nie ma się co dziwić. Rządząca Unią Europejską lewica ma długą tradycję dyscyplinowania niepokornych narodów. Jak tylko wybory w jakimś kraju jej się nie podobają, jak tylko wyniki demokratycznych wyborów jej się nie podobają, to zawsze próbuje kopnąć w stolik i je podważać. Po prostu przegraliście w Polsce wybory i pogódźcie się z tym. Przestańcie się w końcu mazać, bo to, co tutaj robicie, jest żałosne.

Ale oczywiście nie tak się umawialiśmy przecież, prawda? Nie o taką demokrację walczyliśmy tutaj, żeby wygrywali nie ci, co mieli wygrać, tak? Więc umowa jest taka, że za każdym razem, kiedy jakieś państwo odchyli się od wyznaczonego z góry kursu, to pozostałe będą nim trzęsły, aż na ten kurs wróci. Bo ci, którzy teraz domagają się interwencji w Polsce, też się boją, że u siebie przegrają wybory, i oczekują, że wtedy wdzięczni koledzy z Platformy u nich będą destabilizować sytuację tak długo, aż wrócą do władzy. To jest układ wzajemnej adoracji, który w tej chwili wyżywa się na naszym kraju. Ja nie jestem zwolennikiem ani jednej partii, ani drugiej. Uważam, że to jeden kit dla nas, czy rządzi PiS, czy rządzi Platforma, ale nie pozwalam na taką ingerencję w sprawy mojego kraju.

Frans Timmermans,*(first Vice-President of the Commission).* – Mr President, part of democracy is letting other people speak when they have the floor.

The Polish people decided to join the European Union. The Polish Government signed the Treaty on European Union, it was ratified by the Polish Parliament, elected by the Polish people, and that Treaty comes with rights and obligations.

(Applause)

One of the obligations in the Treaty on European Union, described in Article 2, is to respect the values of the European Union and fundamental rights. One of these elements is the rule of law, and the rule of law cannot exist if you do not have a separation of powers and an independent judiciary.

(Applause)

This is not an obligation that has been thrust from the outside on the Polish people and Polish nation. This is an obligation that the Polish nation went into with their eyes open after a popular vote – I think there was a referendum, if I'm not mistaken – and this obligation was taken upon the shoulders of the Polish people and Government and they execute that obligation. The fact of the matter is that the Commission is the guardian of the Treaties, and if we believe that there is a problem with Member States executing their obligations, we have to speak up. The world championships will start tomorrow – you cannot play a game of football without a referee to make sure that the rules are applied. If the referee is ignored or doesn't apply the rules, you can no longer play football – the game will not happen – and that is the same with the European Union. We are a rule of law— and treaty-based organisation and we demand respect for the rule of law by all members of that organisation. That is not imposing – that is doing what was agreed and what was voted for, etc.

(Applause)

In that context, the European Commission absolutely does not dispute the right of the Polish Government to reform the judiciary, and there might be very good arguments to reform the judiciary if it is slow, for instance, or if it is not delivering the results people expect from it. But in reforming the judiciary, you still need to respect the independence of the judiciary. If you believe that through putting the judiciary under political control, you can make it a better judiciary, you are wrong and you are violating your own obligations under the EU Treaties, and that is the core element of our discussion with the Polish Government.

Let me be clear: we do not dispute the right of the Polish Government to reform its judiciary, but in doing so, it should not infringe upon the independence of the courts, upon the independence of the judiciary. I put before you today our very concrete concerns. I've been very specific – that is why it took me some time, and that is probably also why I made that mistake. But when we do this, we do this in good faith. We want to have this dialogue – that is why I am travelling on Monday to Warsaw. That is, in my opinion, very important because I hope we can find a solution. It is true what you have said, sir, that with the new prime minister, a new era started – because this prime minister is willing to at least talk to us and discuss with us and look for ways out. But where I do not agree with you, sir – this is not horse trading. We are not talking about 'you give a bit here' and then 'you give a bit there' – we're talking about the independence of the judiciary and the rule of law, and the Commission is just trying to maintain standards and wants to help Poland avoid a systemic risk to the rule of law. That is our duty, I am bound to that duty, I will do my utmost, and – frankly – I have been trying for two and half years. You can't fault the Commission for not trying to find a way out through dialogue. I've listened very carefully to Parliament today, I've taken careful note of your remarks, I will also inform the Prime Minister when I see him on Monday of your remarks, and I hope we can then find a solution together, but if we cannot find a solution, the Commission will have to stand firm on these issues.

Once again, it is not an imposition from the outside – it's just holding a Member State to the agreement they entered into in freedom and ratified in freedom in their Parliament. *Pacta sunt servanda* – this applies to all of us.

(Applause)

Monika Panayotova, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, let me assure you once again that the Presidency and the Council as a whole attach great importance to upholding the rule of law and the separation of powers. They are at the heart of our principles and values. We believe that the dialogue should continue and we very much hope for a positive outcome.

As I mentioned during my intervention, the issue will be on the agenda of the General Affairs Council on 26 June. I am not in a position to state more at this stage, because I speak as Presidency of the Council and therefore in the name of all its Member States. The Council will continue to follow this debate closely, and personally I can assure you that I paid particular attention to the views expressed here today during this debate.

El presidente. –Se cierra el debate.

Declaraciones por escrito (artículo 162 del Reglamento)

Anna Elżbieta Fotyga (ECR), *na piśmie*. – W dzisiejszych wypowiedziach parlamentarnych (Lewandowski, Verhofstadt) padały oskarżenia o rzekome związki Prawa i Sprawiedliwości z kremlowską Rosją. To kuriozalne. W pierwszym przypadku mamy do czynienia z byłym komisarzem UE, który aktywnie zaangażował się w 2011 r. w kampanię bliskiego mu obozu władzy w Polsce, w wielu aspektach blisko związanego z polityką Kremla. W pierwszych dniach rządów Platformy Obywatelskiej w 2007 r. nastąpił zwrot w polityce wobec Rosji, zniesienie uzasadnionego polskiego weta wobec umowy UE-Rosja, zawarcie niekorzystnej umowy z Gazpromem, dalsze pogłębienie relacji po katastrofie smoleńskiej prowadzące do zawarcia międzypaństwowej umowy z FSB, a także wizyta polskiej Państwowej Komisji Wyborczej w Moskwie w maju 2013 r. na konsultacje z rosyjską komisją wyborczą.

G. Verhofstadt ma swoją osobną historię współpracy z Kremlm, do której w pełni odniosę się w innym czasie. Chcę jednak stwierdzić wyraźnie, odpowiadając obydwu Panom: Moje poglądy na działania Kremla są znane, nie meandrują, jak w przypadku obydwu Panów. Jestem ujęta na czarnej liście Putina. Jestem współpracownicą obrażanego przez Lewandowskiego śp. prezydenta Lecha Kaczyńskiego i prezesa Jarosława Kaczyńskiego, w którego rządzie byłam ministrem. Nie życzę sobie obrażania ze strony osób, które powinny milczeć, wstydząc się swojego stosunku do Rosji z przeszłości. W tym kontekście anons Timmermansa o wyjeździe do Moskwy brzmi szczególnie ironicznie.

Benedek Jávor (Verts/ALE), írásban. – Az Európai Bizottság és az Unió demokratikus kormányzatai számára világossá kellett válnon: az „orbáni minta” fertőző. Ez nemcsak a hatalom visszaélészerű használatában, és az antidemokratikus reformokban mutatkozik meg, hanem a kommunikáció szintjén is. Lengyelországban a populista Jog és Igazságosság Párt hatalomra kerülésekor jogi adminisztratív eszközökkel vette át a hatalmat az Alkotmánybíróság fölött. Meglépték ezt alkotmányozó többség híján is. Ez volt a kulcs további reformjaik sikerére. Majd elkezdtek szisztematikusan átvenni a hatalmat a médiában. 2017-ben pedig bírák nyugdíjazásával és egyéb jogi eszközökkel elkezdtek az igazságszolgáltatás feletti hatalmat átvenni. Ne felejtjük el, hogy Magyarországon pont ilyen módszerekkel távolították el Baka Andrást a Legfelső Bíróság éléről, minden következmény nélkül.

Az első uniós hetes cikkely szerinti eljárás megindítása kicsit megtorpantotta a lengyel kormányt, de alapvetően nem tántorította el őket: Orbán mintáját követve kommunikációs trükkökkel és néhány álmódosítással próbálják az időt húzni. Ez azonban mind szemfényvesztés. Mialatt az EU a módosításokat emésztgeti és tárgyal a kormánnyal, addig egy sor új bírót választanak meg és rúgnak ki. Az Európai Bizottságnak, és a demokratikusan működő kormányoknak rá kell ébredniük, hogy a jogállamiság fokozatos csorbítási kísérletei és a tétlenség együtt halálos kombináció a demokratikus értékekre, s a Bizottságnak mielőbb Bírósághoz kell fordulnia és kérnie a lengyel intézkedések felfüggesztését, mielőtt jövétlen dolog történik.

Kati Piri (S&D), schriftelijk. – Ondanks het besluit van de Europese Commissie om artikel 7 in werking te laten treden tegen Polen, is de situatie met betrekking tot de rechtsstaat nog altijd zeer zorgwekkend. Als het namelijk aan de Poolse regering ligt, gaat in juli een wet van kracht waardoor tientallen rechters van het hooggerechtshof zomaar vervangen kunnen worden. Er is daarom niet veel tijd meer om te praten. De Europese Commissie en de Europese regeringen moeten nu daadkracht tonen om te voorkomen dat dergelijke ondemocratische maatregelen genomen worden door een lidstaat van de EU.

De Europese Commissie moet er geen politiek steekspel van maken, maar moet het bij de feiten laten en juridisch ingrijpen door middel van inbreukprocedures voor het Europees Hof van Justitie. Hoe dan ook, alle middelen moeten worden ingezet om het massaontslag aan het Pools hooggerechtshof te stoppen, aangezien het zeer moeilijk zal zijn om deze maatregel terug te draaien in de toekomst.

De justitiële systemen in Europa zijn zozeer met elkaar verbonden dat één zwakke schakel het hele systeem kan doen wankelen. Daarom is het niet alleen in het belang van de Polen dat deze maatregelen worden tegengehouden, maar van alle Europeanen die moeten kunnen vertrouwen op een eerlijk justitieapparaat.

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Presidente

14. Humanitäre Notlagen im Mittelmeer und Solidarität in der EU (Aussprache)

Presidente. –L'ordine del giorno reca la discussione sulle dichiarazioni del Consiglio e della Commissione sulle emergenze umanitarie nel Mediterraneo e la solidarietà all'interno dell'Unione europea (2018/2768(RSP)).

Onorevoli colleghi, questo dibattito capita in un momento particolarmente complicato. L'emergenza immigrazione richiede una reazione immediata da parte dell'Unione europea. Il problema non può essere risolto a livello nazionale, né può essere risolto da polemiche tra Stati membri. Polemiche, contrasti e confronti rischiano soltanto di allontanare la soluzione del problema.

Se noi guardiamo a ciò che accadrà nei prossimi anni, non possiamo non decidere in tempi rapidissimi il da farsi. Nel 2050 ci saranno due miliardi e mezzo di africani. Se non interverremo sul cambio climatico, contro il terrorismo, contro la povertà, contro la siccità, contro la carestia e contro la povertà in favore della pace, avremo migrazioni bibliche. Non ci saranno migliaia di persone che si sposteranno dall'Africa, ci saranno milioni di persone che si sposteranno dall'Africa. E noi continuiamo a perdere tempo, gli Stati membri continuano a discutere fra di loro senza trovare una soluzione.

Il Parlamento europeo, che rappresenta mezzo miliardo di cittadini europei, ha approvato una riforma delle regole di Dublino che può essere un'ottima base di confronto tra gli Stati membri, perché noi non abbiamo adottato una scelta debole, ma abbiamo coniugato fermezza e solidarietà. Quindi è una scelta positiva. Siamo disposti a compromessi e a trovare accordi, ma il prossimo Consiglio europeo non potrà rimanere senza decisioni, perché ne va dell'intero assetto dell'Unione europea. Qui non è in ballo il problema «immigrazione sì, immigrazione no, che tipo di immigrazione», è in ballo la sopravvivenza dell'intera Unione europea.

Dobbiamo essere molto chiari: gli Stati da soli non riescono a risolvere il problema. Quindi serve una strategia a breve, a medio e a lungo termine. Io credo che a breve sia quello di bloccare i flussi migratori, a medio dare vita ad uno Stato libico che possa essere un interlocutore dell'Europa e, a lungo termine, una strategia che dovrà essere parte importante anche del prossimo bilancio pluriennale dell'Unione europea per più investimenti nel continente africano.

Il Parlamento europeo non rinuncerà a giocare un ruolo da protagonista. Abbiamo lavorato intensamente – io ringrazio tutti i gruppi politici –, ci sono delle proposte concrete e pretendiamo che queste proposte siano esaminate dagli Stati membri.

Lunedì della prossima settimana saremo a Vienna per incontrare la prossima Presidenza austriaca. È mia intenzione far valere con il Primo ministro Kurz le posizioni del Parlamento europeo e ribadire questa posizione di fronte al Consiglio quando prenderò la parola. È mia intenzione andare in Niger per portare un messaggio positivo in quella parte di Africa sulle intenzioni dell'Europa. Se mi sarà autorizzato, andrò anche in Libia per dare seguito alla missione che c'è stata del Parlamento europeo e al documento approvato dal Parlamento europeo. Nessuno può dire che questo Parlamento non sia stato all'avanguardia nel tentativo di risolvere il problema dell'immigrazione, ma non possiamo rinunciare a risolvere il problema.

Ecco perché io chiedo fermamente alla Commissione e al Consiglio di agire. Le polemiche fra Stati – chi è più duro, chi è più responsabile – non servono a nulla. Sono soltanto piccole beghe che non contribuiscono a risolvere un problema storico, che crea grande allarme sociale e che rischia veramente di provocare effetti nefasti sull'intera Unione europea.

Ecco perché, signor Commissario, signora rappresentante del Consiglio, vi chiedo di prendere con grande serietà la richiesta che parte da questo Parlamento. Noi non intendiamo rimanere in silenzio, non intendiamo fare il ruolo del passacarte, intendiamo essere protagonisti nella soluzione di un problema storico per l'Unione europea.

Ora ascoltiamo le parole, a nome del Consiglio, della signora Monika Panayotova.

Monika Panayotova, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, over the past few days we have watched with great concern the developments in the central Mediterranean Sea and yesterday I heard your concerns on the situation. From a humanitarian point of view, it is extremely disconcerting to see the same scene repeated again and again in which hundreds of persons risk their lives in flimsy rubber boats setting out from the Libyan shores.

For many years Italy has received all migrants, regardless of where they were rescued, whether on the high seas or in the search-and-rescue zone of any neighbouring state. We should recognise the significant contribution by Italy, but Italy was not left alone. The EU has assisted Italy in terms of setting up the Frontex Joint Operation Triton, now Operation Themis, as well as Operation Sophia and a long list of measures to address the flow of migrants coming through North Africa. I refer here notably to the Malta Declaration of 3 February 2017, the implementation of which is ongoing and which was supplemented by the Commission Action Plan of 4 July last year.

Italy has been very active in implementation on the ground, whilst Member States have contributed with funding for projects under the EU Trust Fund for Africa and by seconding experts to the EU agencies engaged in the maritime operational 'hotspots' and other migration-related activities in Italy.

Our intensive efforts are reflected in the number of arrivals, which has decreased significantly. By 8 June this year the number of arrivals in Italy had gone down by 77% compared to the same period last year. However, the number of fatalities has not decreased to the same extent. This fact is a stark reminder of the desperation of migrants and the lack of opportunities they face in their countries of origin. Our strategy aims to address the root causes of migration by providing economic and social opportunities in the countries of transit and origin. I believe this is the right strategy.

Apart from existing instruments to that effect – namely the European Union Trust Fund, the Partnership Framework, the Valletta Action Plan and EU Member States' development assistance – more facilities have been developed such as the recently launched European Fund for Sustainable Development, which supports investment in Africa and in neighbourhood countries. The implementation of the European Investment Bank Economic Resilience Initiative is also very welcome.

In the short to medium term, we should continue and intensify all the measures we have already undertaken in Libya and neighbouring countries. I can name some here but there is a whole range of initiatives: equipment and capacity building to enhance border management; the establishment of platforms to combat human smuggling networks; and support for international organisations to improve the horrific conditions in detention centres in Libya and promote voluntary return.

We should also keep sustained pressure on the Libyan authorities and partners in the African Union to take a stance against the criminal activities that thrive in Libya and in the region, human smuggling and human trafficking of which migrants are so often victims. Our cooperation with the UN and the African Union has been very fruitful. Voluntary return of migrants from Libya was accelerated because of political engagement by African leaders and efficient ground-work by UN organisations.

We need more of this kind of engagement from the region itself. The European Union cannot and should not do this alone. The fate of migrants in the Mediterranean Sea, even though we are fully engaged at our level, is not solely an EU responsibility.

Coming back to the actual situation in the Mediterranean Sea, I believe that the different positions expressed by some Member States will need to be addressed in the Council. We need to find a solution that matches our common European values. We in the Council, in collaboration with all our partners, in particular Italy and the Commission, are pursuing this objective with vigilance.

Dimitris Avramopoulos, *Membro della Commissione*. – Signor Presidente, onorevoli deputati, volevo prima di tutto segnalare che sono d'accordo con Lei. Voglio anche ringraziare Lei e anche i gruppi politici di questo Parlamento per il loro sostegno. Il lavoro di questo Parlamento è importante per finire la riforma di Dublino in modo giusto ed efficiente per tutti gli Stati membri.

La Commissione e il Parlamento lavorano insieme mano nella mano come sempre.

— Mr President, the events of the last few days concerning the Aquarius boat remind us of the gravity of the migratory challenge in the central Mediterranean and of its humanitarian implications.

We cannot turn our eyes away from what is happening, even after three years of progress in managing flows. We cannot afford to become complacent. What matters most is that people in a desperate situation were saved and helped. That is what counts – ultimately and always. I want to be clear on that. I will not enter into any blame game today. Everybody needs to take up their responsibilities and play their role in solidarity. In the case of the Aquarius boat, I welcome that a solution was found and I commend the decision of the Government of Spain. I would also like to commend Italy and many other Member States that are upholding our values and taking up their share of European responsibility for many years now. Just remember where we were three years ago and where we are today.

We should not lose sight of the efforts these Member States have made in the past and continue to make. Indeed, while the Aquarius will disembark in Spain, more than 900 people were embarked this morning in Catania, Italy. So Italy is continuing to take up its responsibilities. Our central objective is – and I think we all agree on this – to avoid people fleeing from poverty, persecution or violence in the first place, putting their lives at risk by embarking on perilous journeys. It puts people's lives at risk. It creates tensions within our societies, as shown by the strong reactions on social media.

To this end, our action is much more effective if it starts before they embark on these journeys on the other side of the Mediterranean. On this we have already achieved results, and we have to continue strengthening our cooperation with countries of origin and transit in order to address root causes of migration and avoid people falling into the hands of smugglers' networks.

Let me give you a few examples. Thanks to our good cooperation with the International Organisation for Migration (IOM) and the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), we have helped more than 25 000 migrants to leave Libya and voluntarily return to their countries of origin, and we have supported the evacuation of 1 474 migrants in need of international protection from Libya to other countries, including Niger, in view of their resettlement as refugees. Resettlement should be the normal way to Europe for those who need protection.

Finally, we continue to train the staff of the Libyan coast guard in order to enhance its capacity to carry out search-and-rescue operations at sea, which has so far resulted in 16 000 migrants rescued. We are strengthening our monitoring after training in order to ensure full respect of human rights. We also financially support Egypt, Morocco and Tunisia so that they can better control their borders and fight smugglers' networks. Protecting the external borders is essential on both sides of the Mediterranean. Protecting our European external borders is and will remain among our top priorities. We have made significant progress since the establishment of the European Borders and Coast Guard, but we need to continue. We proposed yesterday to almost triple funding for migration and border management to EUR 34.9 billion for the period between 2021 and 2027, compared with EUR 13 billion in the previous period. This comprehensive approach delivers results.

The peak of arrivals over the past few days should not overshadow the progress that we have achieved in significantly reducing the migratory pressures in Italy. This year, arrivals to Italy have dropped by 78% compared with last year. So far, 13 000 have arrived this year, compared with 90 000 last year. But when migrants engage in dangerous, perilous journeys in the Mediterranean, our humanitarian imperative to help people in distress should come first.

To truly prevent that situations such as what happened with the Aquarius, we cannot be satisfied with ad hoc solidarity. We need a comprehensive approach and rules to ensure that the responsibility of assisting migrants does not fall on the shoulders of just a few Member States. The Commission has used – and will continue to facilitate – an open and frank dialogue and it will continue to find durable solutions based on solidarity and responsibility. Migration is definitely not a challenge for one or a handful of Member States, but for the European Union as a whole and all its Member States.

Our migration policy can only succeed if we work together in a spirit of solidarity and sincere cooperation and, most importantly, with trust. It will not succeed if each country proceeds with unilateral and uncoordinated initiatives or feels authorised to only look at its own national situation and interests. We are therefore looking forward to continuing to work closely with Italy and the new Italian Government so that we can continue to manage migration flows on the central Mediterranean route. But as I said before, this is not just an Italian issue – we expect all the Member States to join forces in sharing the solidarity and responsibility and addressing this truly common challenge. This is the essence of all our efforts, whether it is saving lives in the Mediterranean or better protecting our shared external borders or coming to an agreement on any formal common European asylum system as part of the comprehensive approach on managing migration better.

Only united will we stand. It is very important for us to understand that it is part of the legacy of this Parliament and of this Commission for the years to come because migration will be with us for many, many decades ahead. We have to be better prepared, more united and resolved to provide solutions, always having as a priority how to save lives and protect those who are in genuine need of protection.

(Applause)

Roberta Metsola, on behalf of the PPE Group. – Mr President, it is difficult not to be angry when we find ourselves in another summer, facing a situation that we warned would come. It is difficult not to be angry when we know that we can introduce laws on plastics and on litter, we can end roaming, we can even reform agriculture, but when it comes to migration, prime ministers remain stuck.

Our message to the Council must be clear: leave no space for more raised fists and banging on tables, no more victorious hashtags, no more children born on the high seas, no more lives used to prop up the wannabe strongmen of Europe. Things must change. Now, in the immediate term, we must reform our Dublin system to one that balances responsibility with solidarity. We need to ensure that our borders are secure and our coast guards have all the resources they need. We must break – as has just been said – traffickers' models. We must draw distinctions between those in need of protection and those seeking work. Those who need protection must be given it, but equally, those who do not must be returned quickly.

On migration and borders, the budget has been tripled. This is welcome, but in the medium term, we need to think outside the box and look seriously into having EU-run disembarkation locations in safe third countries, with EU standards, where anyone saved from the dark sea can be disembarked immediately, rescued, vetted, processed in full recognition of their rights – by EASO, for example – and either returned or resettled. We have the money to do it and we must find the will to do it. In the longer term, we must move from aid for Africa to investment which creates jobs and creates hope and allows for education and entrepreneurship to flourish.

Let's create a Union where Italy, Malta, Spain and Greece do not feel left alone to manage this; a system where desperate people in need of protection have a real chance, where children grow up to a future without fear. That is the Europe I want to see and that is the world I want my children to find.

Elena Valenciano, *en nombre del Grupo S&D*. – Señor presidente, usted recordará bien que antes de que el señor Salvini utilizara el sufrimiento humano para ganar algunos votos, el Gobierno del señor Renzi ya pidió socorro por la gestión de la migración. Italia pidió ayuda y nadie le dio ayuda a Italia. Esa es la verdad.

Grecia está recibiendo un gran número de migrantes. España está recibiendo un gran número de migrantes. Y los Estados miembros no pueden abandonar a Italia, a España, a Malta y a Grecia en la gestión de la migración, que debe ser común. Y debe serlo, primero, porque no se puede dejar a la gente sufrir de esta manera y porque, además, dejarles sufrir solamente alimenta la peor gasolina, incendia el populismo, la xenofobia y el racismo. Y porque la solución es europea y lo sabemos. Todo el tiempo que el Consejo está perdiendo, lo estamos perdiendo todos, todos los que aquí nos sentamos con una cierta dosis de responsabilidad.

La acción del Gobierno español, que es una acción inteligente, solidaria, humana y, por cierto, legal, no como la del señor Salvini. Esa acción tiene que servir de revulsivo para que el Consejo reaccione. ¡Reaccionen ustedes! Se lo ha dicho el presidente, se lo han dicho mis colegas. Aprueben de una vez por todas, como mínimo, el paquete de Dublín, escuchen a este Parlamento, resuelvan una situación que solamente está dando beneficios a aquellos que están en contra del proyecto europeo.

Estamos dejando sufrir a la gente. No estamos resolviendo el problema de la migración y estamos alimentando a los antieuropeos, xenófobos y racistas. Ese es el resultado, luego algo ustedes tienen que mover.

Raffaele Fitto, *a nome del gruppo ECR*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ho ascoltato con molta attenzione la relazione della rappresentante del Consiglio e del Commissario e devo dire che il mio convincimento è aumentato rispetto a tre punti fondamentali che sono evidenziati dopo gli episodi di queste ore.

Il primo è il tema della grande incapacità di affrontare in via definitiva e strutturale questo problema. Abbiamo ascoltato un elenco di tante misure, abbiamo anche ascoltato la moltiplicazione delle risorse, ma non abbiamo ascoltato e continuiamo a non ascoltare una sola parola rispetto alla volontà di ridistribuire la grande massa di flusso migratorio che arriva in pochi paesi.

Questo è il nodo di fronte al quale noi ci troviamo e fino a quando i paesi europei non entrano nell'ottica di idee che su questo terreno si deve affrontare e dare una risposta chiara, il rischio è quello collegato alla grande ipocrisia, la polemica di queste ore, che sinceramente è imbarazzante. Ascoltare da paesi che hanno schierato ai propri confini i soldati per evitare che potessero entrare donne e bambini una polemica nei confronti di altri paesi è sinceramente inopportuno e totalmente sbagliato.

Questo ci porta alla terza considerazione, che è un paradosso. Ascolto tanti discorsi contro i partiti antisistema in quest'Aula e non ci si rende conto che le istituzioni europee hanno avuto e stanno avendo la capacità di creare le condizioni per far crescere dei partiti antisistema in tutti i paesi, pur avendo loro delle posizioni di totale contrapposizione. Infatti, cresce chi chiede e ha un atteggiamento duro nei confronti degli immigrati, per poter avere la solidarietà della redistribuzione, e cresce chi, paradossalmente, contemporaneamente chiude i propri confini, avendo lo stesso analogo atteggiamento.

Io penso che l'Europa oggi si trovi di fronte ad un rischio evidente. Non è più in discussione l'opportunità di questo o di quello Stato, è in discussione la possibilità che l'Europa abbia un futuro. E la partita dell'immigrazione vale molto di più delle partite economiche, sociali ed istituzionali. Io mi auguro che ci si renda conto di questa enorme gravità.

Javier Nart, *en nombre del Grupo ALDE*. – Señor presidente, quiero darle las gracias por sus palabras, porque son enteramente lo que yo pienso también y lo que significa sentido común y conocimiento de la situación.

La tragedia del Aquarius no es un problema italiano ni una crítica francesa ni una solución española: es un problema integral de la Unión Europea. Tampoco es una solución falsa la que se ha establecido con Libia, y yo quisiera que pensáramos en algo: nuestra relación con el fantasmagórico Gobierno de Fayed al-Sarrach da como consecuencia que todos los inmigrantes que salen de Libia salen de las costas dominadas por Fayed al-Sarrach.

Creta está mucho más cerca de Libia que Pantelleria. No sale nadie del territorio del Gobierno de Tobruk, dirigido por Jalifa Haftar. Vale la pena que pensemos y salgamos de la idealidad a la realidad. Es preciso establecer una solución africana con las autoridades locales, nacionales, tribales, religiosas africanas, porque lo que ocurre en el Mediterráneo tampoco es un problema de rescate, es el último eslabón de una tragedia que empieza en África.

Y, en consecuencia, si no somos capaces de establecer una solución en origen —en origen— en África, lo único que haremos es una tarea humanitaria, yo diría para alivio de nuestras conciencias —de nuestras conciencias estéticas— cuando estemos comiendo y nos encontremos, a la hora del almuerzo, con algunos muertos en las playas de Grecia o en las aguas del Mediterráneo occidental o central. Y eso, sencillamente, me parece una aproximación filantrópica, más bien yo diría estética, pero no profunda, que es la que necesitamos.

Hace falta colaboración en África, hace falta acción integral en África y hace falta una responsabilidad verdadera europea.

Philippe Lamberts, *au nom du groupe Verts/ALE*. – Monsieur le Président, chers collègues, rien, rien ne peut justifier qu'un pays ferme ses ports à un navire chargé d'humains en détresse. M. Salvini s'est servi de vies humaines pour se livrer à un chantage politique et, accessoirement, à de la gesticulation électorale. Ceci est inqualifiable.

Pourtant, nous comprenons et nous partageons la colère des citoyennes et citoyens d'Italie, de Malte, de Grèce, ces pays de première ligne de l'accueil des migrants, trop souvent livrés à eux-mêmes par les autres États membres.

De l'Italie de Salvini à l'Autriche de Kurz, en passant par la Belgique de De Wever, la France de Macron, la Hongrie d'Orbán ou la Pologne de Kaczyński, l'Europe forteresse semble devenue l'alpha et l'oméga d'une majorité de dirigeants européens.

Sous couvert de fermeté et d'humanité, il s'agit pour eux de refouler et de contenir à distance, quitte à payer des dictateurs ou des bandes armées pour transformer leur pays en prison à ciel ouvert.

Mais regardons la réalité en face, le défi des migrations – vous l'avez dit, Monsieur le Commissaire – ne disparaîtra pas. Entre les guerres et les persécutions, la faim, le changement climatique et l'exploitation économique, les causes qui poussent des êtres humains sur le chemin de l'exil demeurent brûlantes.

Si les chefs d'États et de gouvernement – qui se gaussent souvent d'être des *leaders* – s'arc-boutent sur des réponses à la fois coûteuses, inhumaines et vouées à l'échec, le Parlement européen a pris une autre direction, et comme vous Monsieur le Président, je suis fier d'appartenir à une assemblée qui a su trouver une large majorité pour mettre fin au système inique de Dublin et le remplacer par une approche collective, responsable et solidaire.

Or, les responsables politiques qui siègent ici sont issus des mêmes pays et appartiennent aux mêmes partis que les chefs d'État et de gouvernement et leurs ministres. Alors dites-moi pourquoi ce qui est possible pour nous, ici, leur est impossible derrière les portes fermées du Conseil?

Si M. Salvini cherche vraiment la solidarité des Européens, il sait ce qu'il lui reste à faire: soutenir au sein du Conseil la position du Parlement.

Une chose est sûre, c'est qu'en déshumanisant les migrants pour justifier l'Europe forteresse, ce sont nos valeurs fondamentales que nous foulons aux pieds. Personne, personne ne demande à l'Union européenne d'accueillir les 65 millions de personnes déplacées à l'intérieur ou hors de leur pays! Mais l'Europe est très loin aujourd'hui de prendre sa juste part dans l'accueil.

Nous pouvons, nous devons faire plus, et mieux. C'est une question de justice, de solidarité et de responsabilité. C'est plus encore une question d'éthique et d'humanité.

Barbara Spinelli, *a nome del gruppo GUE/NGL*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, dal 2012 l'Italia è stata condannata tre volte dalla Corte di Strasburgo per respingimenti collettivi attuati da governi pro-establishment. Ricordiamocelo, evocando l'iniqua chiusura dei suoi porti ad Aquarius.

In Italia si discute delle colpe di Malta. È comprensibile, ma Malta, purtroppo non aderisce alle riforme delle Convenzioni SAR e SOLAS sui salvataggi in mare e considera di non avere gli obblighi di firmatari come l'Italia.

Ancora, Macron accusa Roma di cinismo, ma cinicamente chiude i confini con l'Italia. Nel criticare Roma teniamo conto di queste cose. Soprattutto teniamo conto della paralisi negoziale su Dublino IV. Il sonno della solidarietà genera mostri quasi ovunque nell'Unione.

Per questo appoggio la proposta di Verhofstadt: un ricorso del Parlamento, ai sensi dell'articolo 265, per inazione del Consiglio. Per questo approvo il no del governo italiano alle proposte della Presidenza bulgara su Dublino IV.

Laura Ferrara, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Italia non è mai venuta meno al suo dovere di salvare le vite in mare. Anche oggi è stata accolta a Catania una barca della Guardia Costiera italiana che ha messo in salvo più di 900 persone che sono state salvate nel Mediterraneo. A partire dal 2014 sono stati circa 640 000 gli sbarchi che sono avvenuti in Italia.

La vicenda Aquarius ha messo a nudo quanto stiamo denunciando da diverso tempo, possiamo dire da anni. L'Italia è lasciata sola non soltanto nella gestione dell'immigrazione una volta che i migranti arrivano sul suolo italiano, che è anche suolo europeo, ma anche nelle operazioni di ricerca e salvataggio.

Mi rivolgo alla rappresentante del Consiglio europeo, che dice che l'Unione europea ha dato sostegno all'Italia con l'operazione Triton. Parliamo proprio dell'operazione Triton, che prevedeva che l'Italia fosse l'unico paese ospitante di tutti gli sbarchi. Allora voi capite bene che, se parliamo di Dublino, che ancora oggi impone il principio in base al quale la responsabilità resta in capo ai paesi di primo arrivo, se facciamo ancora un passo indietro e vediamo le operazioni di ricerca e salvataggio che devono essere effettuate con sbarchi solo in Italia, allora poniamoci un interrogativo, che finora non ho ascoltato da parte di nessuno: perché chi ha diritto alla protezione internazionale, perché chi fugge da guerre e persecuzioni, perché chi è costretto ad abbandonare il proprio paese di origine deve arrivare in Italia o in Europa in maniera illegale?

La più grande contraddizione e la più grande ipocrisia che regna nell'Unione europea è il fatto di voler, da un lato, contrastare l'immigrazione irregolare e, dall'altro, non offrire un'alternativa legale. Il fatto che chi è costretto a lasciare il proprio paese per guerre e persecuzioni deve pagare i trafficanti e deve pagare gli scafisti.

Allora, se veramente vogliamo parlare di riforma del sistema comune europeo di asilo, se veramente vogliamo parlare di cooperazione, se veramente vogliamo rispettare quanto previsto dai trattati e dall'articolo 80 sul trattato del funzionamento dell'Unione europea, allora cominciamo a parlare di un vero diritto d'asilo europeo, cominciamo a parlare di vie legali di accesso all'Unione europea, cominciamo a dare la possibilità a chi fugge da guerre e persecuzioni di arrivare in via legale e sicura, senza essere costretti a imbarcarsi e attraversare il Mediterraneo in condizioni disumane, senza essere costretti a passare necessariamente dall'Italia come paese di transito. Allora in questo caso avremmo una solidarietà concreta e non a parole.

Mara Bizzotto, a nome del gruppo ENF. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sull'immigrazione avete fregato l'Italia per tanti anni ed è colpa vostra e dei governi Letta, Renzi e Gentiloni se l'Italia è diventata il campo profughi d'Europa. Negli ultimi cinque anni sono sbarcati in Italia 700 000 immigrati e l'80 % sono immigrati clandestini. Cosa ha fatto l'Europa per aiutare l'Italia? Niente! Cosa hanno fatto Malta, la Spagna e la Francia? Zero! Anzi, la Francia ha scatenato la guerra in Libia per il petrolio e ha lasciato all'Italia ondate di immigrati.

Il Presidente Macron e i bullettini francesi, che oggi accusano il ministro Salvini e gli italiani di essere responsabili e vomitevoli, si devono vergognare e chiedere scusa. Noi non accettiamo lezioni da nessuno, tanto meno dalla Francia di Macron che nel 2018 ha respinto 10 000 immigrati alla frontiera con l'Italia. La pazienza degli italiani è finita, finita! Il Ministro Salvini e il nuovo governo fermeranno il business dell'immigrazione clandestina. Noi chiuderemo i porti e difenderemo gli interessi degli italiani, non quelli di qualche petroliere francese o di qualche miliardario che finanzia le navi ONG per portare i clandestini in Italia.

L'Europa ha due possibilità davanti a sé: dare una mano all'Italia e difendere le frontiere esterne o continuare con la solita politica ipocrita di Macron e di questo Parlamento europeo e di questa Commissione. Il tempo è quasi finito. Se l'Europa esiste davvero, batta un colpo ora, immediatamente, altrimenti taccia per sempre.

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, η «βαρβαρότητα» των απελπισμένων προσφύγων και μεταναστών να αναζητούν λιμάνι αποτελεί υλοποίηση της πολιτικής της Ευρωπαϊκής Ένωσης και μέγιστη απόδειξη της υποκρισίας της. Αποτέλεσμα της σταθερότητας, που η Ευρωπαϊκή Ένωση κλίνει σε όλες τις πτώσεις, των δήθεν χειρουργικών πολέμων και επεμβάσεων της, αυτής και των συμμαχών της, αποτελούν αυτές οι κραυγές. Οι αρνήσεις ελλειμενισμού είναι συνέπεια της πολιτικής της συγκέντρωσης στην πρώτη χώρα υποδοχής, του «κανονισμού του Δουβλίνου», του εγκλωβισμού χιλιάδων σε άθλιες συνθήκες στα ελληνικά νησιά λόγω της απαράδεκτης συμφωνίας Ευρωπαϊκής Ένωσης – Τουρκίας. Αυτή η πολιτική θρέφει και αναπαράγει τα αντιδραστικά κυβερνητικά μέτρα, τους άθλιους ανταγωνισμούς των ποσοτώσεων από τις αστικές κυβερνήσεις, το εθνικιστικό ρατσιστικό δηλητήριο.

Σε σύγκρουση με την πολιτική της Ευρωπαϊκής Ένωσης και των κυβερνήσεων απαιτούμε ανθρώπινους χώρους υποδοχής και φιλοξενίας, απεγκλωβισμό από τα ελληνικά νησιά και τις άλλες πύλες εισόδου, για να ταξιδέψουν οι πρόσφυγες στις χώρες τελικού προορισμού τους. Να δυναμώσει η πάλη των λαών ενάντια στους ιμπεριαλιστικούς πολέμους και στον καπιταλισμό που τους γεννά, μαζί με την εκμετάλλευση και την προσφυγιά!

Paulo Rangel (PPE). – Senhor Presidente, antes de mais queria começar por dizer que em qualquer circunstância é inaceitável que nós tenhamos tragédias no Mar Mediterrâneo ou noutra região de acesso à Europa. E portanto a União Europeia tem de estar preparada, no seu todo, para resgatar os náufragos e para ajudar aqueles que estão em situação de necessidade, absolutamente necessário.

Depois, segundo ponto. Critico claramente a forma como o ministro Salvini se tem referido a este assunto, mas ninguém me verá condenar a Itália, porque não há dúvida de que a União Europeia tem responsabilidades ao ter abandonado a Grécia, a Itália, Malta, em menor medida Chipre, a Espanha, que são países que estão na frente da crise humanitária e que têm estado muito sós, quer do ponto de vista logístico, quer do ponto de vista financeiro, a enfrentar este problema.

E depois claro, temos as soluções de médio e longo prazo e, nas soluções de médio e longo prazo, temos, em primeiro lugar, a guarda costeira que devia ser bastante reforçada, a ajuda humanitária que poderia ser bastante reforçada e temos naturalmente que ter uma visão estratégica para África, e aqui eu devo dizer – e queria que fosse este no fundo o meu principal apelo para o médio prazo –, a Chanceler Merkel propôs ainda na semana passada um Plano Marshall para África que possa criar desenvolvimento na Bacia do Mediterrâneo e na África subsariana para os próximos 20 ou 30 anos.

Vamos levar esse plano para a frente.

(O orador aceita responder a uma pergunta «cartão azul» (n.º 8 do artigo 162.º)).

IN THE CHAIR: PAVEL TELIČKA

Vice-President

David Coburn (EFDD), *blue-card question*. – I have always voted for President Tajani. He is a humane and decent fellow and a lot of what he said made sense. What worries me is that, if we don't keep people out of Europe in general, we look weak. What will then happen is that more and more people will take the risk of dying crossing the Mediterranean to reach the rich European Union and – probably more so – the United Kingdom. People are queuing up in Calais to come across to England. They are not queuing up ...

(The President cut off the speaker)

Paulo Rangel (PPE), *blue-card answer*. – My dear colleague, I was totally convinced that you were one of the best supporters – the main supporters – of global Britain, a Britain open to receive people from all across the globe. No Europeans, but for people from the other continents the doors are open: that is global Britain. So I'm very surprised by your question.

Claude Moraes (S&D). – Mr President, recently I was in Libya with one Spanish colleague and one Italian colleague. I am very proud of the Members here today who are not running away from the problem, but are facing the problem.

The Commissioner said one thing which I think we should all keep at the forefront of our minds – and something which was said to me in Libya – which is that the number of sea arrivals in Italy is the lowest since 2013, but that migration will not stop. It is a simple equation. You can run away from the problem all you want – some of the arrivals will go down and they are going down, not up – and people will make a political football of migrants and people will play a game between Member States. But remember: migration will not stop.

At the forefront of our minds, we must retain the understanding that, here in this Chamber, we must show leadership. That requires us, in this window of opportunity, to go for Dublin IV, for all of those asylum files, and then to implement them and make them happen. This is not some sort of dream: it is the obvious imperative for this Chamber.

I would say this, colleagues: if we do not have Dublin, we cannot have this game playing in the Mediterranean and people dying in Niger and Libya, as we in our committee saw. We have a responsibility. Migrants cannot not become the footballs of the Mediterranean. Dublin IV has to work. We must pursue humanity and we must pursue the management of migration. If we do not do this, then what is actually the future of the European Union?

(Applause)

Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE). – Señor presidente, señor comisario, esta semana hemos visto cómo el nuevo Gobierno xenófobo de Italia, saltándose la ley internacional, cerraba sus puertos al buque Aquarius y a sus 629 pasajeros salvados del mar. Y, hemos visto cómo el nuevo Gobierno de España se ofrecía a acogerlos. Es un noble gesto, sin duda, pero todos sabemos que con gestos no solucionaremos el problema de fondo.

El peso de la crisis migratoria y de refugiados recae sobre los países del Sur. Necesitamos una política europea justa y generosa con los refugiados, eficaz en sus mecanismos y equitativa entre los países, que demuestre que la Unión respeta los valores sobre los que se funda.

Esta Cámara tiene que presionar al Consejo para que deje de bloquear la reforma del Reglamento de Dublín. Presionarlo con todos los medios legales a su alcance. Y digo con todos, todos, incluidos los que están previstos en los Tratados, porque están en juego miles de vidas y está en juego el honor de Europa.

(La oradora acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Piernicola Pedicini (EFDD), domanda «cartellino blu». – Io credo che all'articolo 165 del regolamento, primo paragrafo, ci sia scritto che non si può offendere in quest'Aula, non si può offendere il governo italiano con le parole come «xenofobo» che ha usato la nostra collega. Quindi io la prego di agire immediatamente nel rispetto dell'articolo 165, primo paragrafo, del regolamento.

Beatriz Becerra Basterrechea (ALDE), respuesta de «tarjeta azul». – No tengo ninguna intención de ir contra el Reglamento. Lo que estoy calificando son las acciones del Gobierno de Italia. Es lo que quiero decir. Es un Gobierno que se ha manifestado en boca de su presidente, y el ministro del Interior se ha manifestado con claras expresiones xenófobas. Eso es lo que he querido decir, en ningún caso quiero romper el Reglamento de la Cámara.

Marco Affronte (Verts/ALE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in questa discussione si sentono parole come «invasione», mentre i numeri ci dicono che in atto non c'è alcuna invasione, o come «business dei migranti», formula che poi chi la usa dovrebbe anche spiegare cosa significhi.

Intanto la proposta del Parlamento per riformare Dublino è lì, è molto ambiziosa, ma come al solito a bloccarla è l'egoismo degli Stati membri. È qui che c'è in gioco il concetto di Europa, che oggi è completamente tradito. Siamo nell'Europa degli egoismi dove se ognuno pensa per sé, sulle tasse, sul lavoro, sull'immigrazione e sulla politica estera, l'Europa stessa smette di esistere.

Serve un cambiamento, che però non si fa con altre prove di forza, sommando egoismo ad egoismo, come chi oggi canta vittoria dicendo che fare la voce grossa serve come un bulletto di quartiere. Ma quale vittoria? Ogni Stato dell'Europa di oggi ha perso e straperso se continuerà a farlo ogni giorno e se continuerà ad affrontare il tema dei migranti come un male necessario da ripartire in tutto il suo corpo. Non è un'emergenza, ma è un mondo che cambia e continuerà a cambiare.

Se invece vogliamo essere protagonisti di questo processo irreversibile, se vogliamo guidarlo e non finire schiacciati, allora dobbiamo cambiare anche noi. Serve una rivoluzione culturale – e spero che queste parole ricordino qualcosa ai miei amici del Movimento 5 Stelle –, dobbiamo cambiare le regole che non sono scolpite nella roccia, ma dobbiamo cambiare anche e soprattutto le idee.

President. – I will still return for a second to Mr Pedicini and his reference to Rule 165. I would say that I did not find the disruption to the session which is stipulated in the rule that you referred to.

Having said that, colleagues, Ladies and Gentlemen, I know that this is a difficult topic and a sensitive one. It can be heated, but I think that we should refrain from unnecessary strong language. That is a general comment without reference to anyone that has so far spoken, but the Chair would appreciate it if we would keep in the margins of solid European Parliament culture.

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, in primo luogo vorrei ringraziare le donne, gli uomini, i sindaci, a partire dal sindaco di Napoli, che sono scesi in piazza davanti ai porti per gridare: «porti aperti!». Vorrei ringraziarli perché mi hanno fatto vergognare un po' meno di essere italiana e di essere europea.

Chiedo ai colleghi del Movimento 5 Stelle, con molti dei quali ho tante volte lavorato insieme in questo Parlamento europeo: come lo definite se non xenofobo chi parla di «paccia» a proposito dei rifugiati che vengono in Italia? Come lo definite chi grida vittoria a proposito di una nave con 600 persone a bordo, che è costretta ad arrivare fino in Spagna? Come lo definite? Altro che regolamento del Parlamento europeo! Vorrei dire che Salvini è un'icona, è un'icona del razzismo che cresce in questa Unione europea. Ma noi non dimentichiamo la Libia e la Turchia, con cui l'Unione europea ha un accordo. Non dimentichiamo Bardonecchia e Ventimiglia, a cui Macron evidentemente non presta molta attenzione. Non dimentichiamo Ceuta...

(Il Presidente interrompe l'oratrice)

President. – Ms Forenza, you ran out of time. I would appreciate it if you would show respect both to the Chair and to your colleagues – once again, I think that this is difficult and sensitive and I can understand that there might also be domestic political aspects referred to, but I would really appreciate it if we could stay in the margins of a debate which is respectful for this House.

Ignazio Corrao (EFDD). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, la prima domanda che voglio rivolgere ai colleghi eurodeputati presenti in quest'Aula è: quante volte in questi anni abbiamo discusso esattamente della stessa cosa? Non me ne voglia il Commissario Avramopoulos, ma il suo discorso sembra esattamente riciclato sulle stesse parole dette tre-quattro anni fa, e non è cambiato assolutamente nulla. Anzi, oggi c'è la novità che, alle stesse cose che si dicono sempre, si aggiunge il *trend topic* del momento che è dire «governo italiano populista, governo italiano xenofobo», come qualcuno ha detto in maniera davvero irrispettosa.

Però cosa ha fatto il governo italiano? Il governo italiano ha fatto molto meno di quello che fanno tutti gli altri governi nell'Unione europea e non mi risulta che il governo francese, il governo di Macron europeista, sia stato additato da voi stessi come un governo nazista, xenofobo, per quello che ha fatto a Bardonecchia con blitz nel territorio italiano, dove c'erano donne incinta e bambini. Non mi risulta che sia stato considerato xenofobo Macron per avere chiuso i suoi porti o per quello che fa a Ventimiglia. E non mi risulta che il governo spagnolo, che faceva respingimenti a caldo, che non è quello che ha fatto l'Italia, sia stato additato come fascista, nazista, xenofobo, contrario ai diritti umani e genocida!

Non è successo, e allora incominciamo ad adottare lo stesso metro e la stessa misura. Quello che è successo in questi anni è che l'Italia è stata lasciata sola da tutti gli altri Stati dell'Unione europea. È stata lasciata sola ad affrontare un fenomeno epocale, un fenomeno globale di un continente che si sposta. Era logico che prima o poi qualcuno, che magari non fa business sulla pelle dei migranti avrebbe dovuto dire: basta non si può continuare avanti così! E allora cerchiamo di essere seri e pretendiamo da parte di tutti gli Stati europei di prendersi le loro responsabilità, a partire dalla Francia, che è stata la prima a causare quello che è successo in Libia...

(Il Presidente interrompe l'oratore)

(L'oratore accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

Andreas Schwab (PPE), Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“. – Herr Kollege Corrao, Sie haben ja gesagt, dass Italien von allen anderen Ländern der Europäischen Union alleingelassen wurde. Ist es richtig, dass Deutschland deutlich mehr Flüchtlinge aufgenommen hat als Italien? Und ist es richtig, dass Deutschland monatlich 50 Flüchtlinge außerhalb des Kontingents speziell aus Italien aufnimmt, um Ihnen zu helfen?

Ignazio Corrao (EFDD), risposta a una domanda «cartellino blu». – Caro collega Schwab, mi sa che facciamo un po' di confusione terminologica, perché quelli che tu chiami «migranti» in realtà si chiamano «rifugiati» e sono coloro che hanno già ottenuto lo status di protezione internazionale.

Quelli che arrivano in Italia sono migranti che, per via di Dublino, rimangono in Italia. Allora io dico: va bene la redistribuzione, facciamo che le navi delle ONG che fanno un lavoro straordinario di salvare vita, che battono bandiera tedesca, al posto di portare nei porti siciliani, che è la mia regione, e lasciarli lì dove rimangono bloccati per anni, in attesa di sapere quale sarà il loro destino, li portano in Germania e poi lo decidete voi se hanno diritto all'asilo o no. Va bene?

Gilles Lebreton (ENF). –Monsieur le Président, Matteo Salvini a eu raison de refouler l'Aquarius: l'Italie ne peut plus continuer à recevoir des bateaux de migrants illégaux. La submersion migratoire doit cesser. Ce refoulement a valeur d'avertissement. L'Union européenne doit arrêter d'être la fossoyeuse de l'identité des peuples d'Europe.

Le commissaire Avramopoulos a déclaré le 8 juin 2015 que son objectif était d'accueillir 50 millions de migrants à l'horizon 2060. Les peuples européens s'y opposent. Il est temps de lutter contre les réseaux de passeurs et contre les ONG qui sont objectivement leurs complices.

La solution ne consiste pas à instaurer des quotas obligatoires de relocalisation de migrants, comme le projet Dublin IV voudrait le faire. La solution consiste à passer des accords avec les pays de départ pour les persuader de retenir ou de récupérer les migrants qui tentent d'en partir.

C'est l'avenir de la civilisation européenne qui est en jeu. L'Afrique va doubler sa population: elle comptera 2,5 milliards d'habitants en 2050. Si nous ne faisons pas preuve de fermeté maintenant, notre modèle de société disparaîtra sous les coups de boutoir de l'immigration, du communautarisme et de l'Islam radical. Bravo Matteo Salvini pour être la vigie de l'avenir de l'Union européenne!

President. – I was looking at the timetable. We are behind schedule. We also have an extensive list for the catch-the-eye procedure, so from now on I am not in a position to bring in any blue card requests. I do appreciate your understanding.

Ελευθέριος Συναδινός (NI). –Κύριε Πρόεδρε, δεν θα καταχραστώ τον χρόνο σας. Θέλω να διαμαρτυρηθώ και θα αποχωρήσω εις ένδειξη διαμαρτυρίας για την προδοτική στάση της Ένωσης και της κυβέρνησης Τσίπρα στην παραχώρηση του ονόματος της πατρίδος μου Μακεδονίας στα Σκόπια.

David Casa (PPE). –Din it-traġedja li għandna fil-Mediterran Sur President qiegħda, iktar ma jgħaddi ż-żmien, iktar thalli l-pajjiżi tal-Unjoni Ewropea mifrudin. Sfortunatament, anke alleati kbar, bħal ma kienu, u għandhom jibqgħu, Malta u l-Italja. Jien niddejjaq nisma xi deputati, mill-Italja, pajjiż li jien tant inhobb, jgħidu affarijiet illi flok iressquna lejn xulxin biex naghmlu l-battalja tagħna fl-Unjoni Ewropea, iva kontra min mhux qiegħed jaghti dan il-kontribut biex insolvu darba għal dejjem din il-problema.

Mhuwiex sew, għandkom raġun, illi xi pajjiżi fl-Unjoni Ewropea ma għamlu assolutament xejn biex jgħinu lill-Italja, b'mod partikolari, naturalment lil Malta illi ilna issa s-snin kbar niffaccjaw wiċċna ma' din il-problema. Għandna diversi soluzzjonijiet, jien ngħid lill-Membri tal-Kunsill, għandna r-Regolament ta' Dublin illi rridu naraw kif jitranga. Ma jistax ikun illi nhallu r-regolamenti kif inhuma llum. Għandna bżonn li l-Istati Membri kollha jaqsmu din ir-responsabbiltà. Għandna bżonn li jkun hemm ċentri ta' applikazzjoni f'pajjiżi sikuri fl-Afrika qabel dawn jiddeċiedu li jithallew jitolqu biex jiġu fl-Ewropa. Imma ejja nahdmu din il-battalja flimkien għaliex jekk ma naghmlux hekk ha jerġa' jkollna d-dizastri illi kellna sfortunatament fil-passat.

Daniele Viotti (S&D). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, due osservazioni veloci. Io vorrei dire al Presidente Macron che se noi oggi abbiamo un governo che a lui non piace per nulla, e che peraltro non piace neanche a me, e vorrei dire agli altri membri del Consiglio che se abbiamo questo governo qua, forse è anche per le politiche che molti Stati hanno fatto contro l'Italia, non aiutando il nostro paese negli anni passati. Ricordo al Presidente Macron che tre mesi fa io lo invitai a venire a Bardonecchia e Ventimiglia a vedere qual era la situazione che si è creata e che ancora oggi vige.

Mentre ai colleghi del Movimento 5 Stelle vorrei chiedere: dove siete finiti? Dov'è finita la vostra umanità? Raccogliete i soldi per le ONG e oggi lasciate che le navi delle ONG stiano in mezzo al mare perché avete abdicato alle politiche fasciste del Ministro Salvini! E infine vorrei chiedere al Ministro Salvini: perché non è qua? Perché non è qua a prendere la proposta del Parlamento europeo sulla riforma del trattato di Dublino e a portarla in Consiglio? Questo dovrebbe fare il nostro paese, come ha fatto negli anni passati!

Ernest Urtasun (Verts/ALE). –Señor presidente, ningún Estado miembro está para dar lecciones a ningún otro, después de la catástrofe masiva que es esta crisis de refugiados. Ninguno. Pero hay cosas que hay que decir: un país de la Unión Europea no puede vulnerar el Derecho internacional. Y lo que ha hecho el Gobierno italiano es vulnerar el Derecho internacional y el Derecho marítimo. Y sí, las declaraciones del señor Salvini son xenofobia. Yo no sé si alguien nos va a sancionar por decir la verdad, pero esta es la verdad.

Dicho lo cual, ¿por qué está Salvini en el poder? Porque, evidentemente —y yo estoy de acuerdo—, se ha dejado a Italia sola; porque ha sido la política de la Unión Europea la que ha fomentado este tipo de personajes. Y no toda Italia es Salvini. Claro que lo sabemos. Yo estoy orgulloso del alcalde De Magistris, en Nápoles, que ha levantado la voz estos días, diciendo: «Nápoles sí os quiere acoger». Y, por lo tanto, sabemos que no toda Italia es Salvini, claro que sí.

Y sabemos que ha habido muchos gobiernos que han sido insolidarios. El Gobierno español anterior lo ha sido muchísimo, de los que más, y por eso estamos muy contentos de que el actual Gobierno español haya tomado una medida totalmente correcta y solidaria que celebramos, porque, durante muchos años en España, las ciudades también han estado solas reclamando esta cuestión.

Barcelona, en tres años: 11 000 refugiados atendidos, ante la indiferencia completa del Gobierno español. Por lo tanto, también sabemos en España lo que es tener un gobierno totalmente indiferente y contrario a las políticas de acogida.

Pero la pregunta que hay que hacer aquí es: ¿Hay que condenar las cosas que hace el Gobierno italiano, contraviniendo el Derecho internacional? Desde luego. Pero van venir más Aquarius. Y cuando vengan más, ¿qué haremos? ¿Vamos a seguir así? Por lo tanto, es muy importante decirle al Consejo Europeo a finales de junio, que desbloquee la reforma de Dublín, que ponga en marcha vías seguras de entrada, que termine con el blindaje de las fronteras y, sobre todo, que ponga en marcha una política de salvamento en el Mediterráneo.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL). –Señor presidente, 629 personas que huyen de la miseria y las guerras, a las que contribuye la Unión Europea, llegarán al puerto de Valencia por razones humanitarias. Pero aquí no termina todo. Reflexionemos.

¿Cómo es posible que desde hace tantos años que llevan muriendo miles de personas en el Mediterráneo no hayamos avanzado en materia de asilo? ¿Hasta cuándo se va a consentir la deplorable actuación del Consejo? ¿Cómo es posible que la Unión Europea consienta las violaciones constantes de la legislación internacional? ¿Alguien cree que estas personas serán las últimas que vivirán este calvario?

Los flujos migratorios son y seguirán siendo una constante en nuestro mundo global. Si permitimos que se vulnere impunemente el Derecho internacional, si nuestra política es cerrar las fronteras, abrir CIES, la Unión Europea quedará nuevamente deslegitimada y abrirá la puerta para que la xenofobia y el fascismo —sí, fascismo— siga extendiéndose. La historia, desde luego, no nos va a perdonar.

Raymond Finch (EFDD). –Mr President, there has been an awful lot of gum-flapping both in this Chamber and other places about humanitarianism and solidarity. As far as I can see, the only humanitarianism and solidarity shown has been from the Italian Government. The policies of Angela Merkel and the EU are the issues that have precipitated this crisis, first by the unfair EU trade policies that are impoverishing Africa, and then by the ridiculous measures and windbag virtue-signalling that are failing to secure the borders of our respective nation states.

Let us address the root causes of this problem. People are undertaking this hazardous journey and putting themselves in the hands of people-smuggling gangsters because of the policies I have mentioned that are both treating Africa as a dumping ground for European producers and refusing to allow true fair trade, to allow African nations to build working economies.

If you were about to see a friend put his hand in the fire, what would you do: stop him, or take him to the hospital after he had burned it? The NGOs that are working in partnership with the people-smuggling gangsters are enabling them to carry on this cruel and dangerous trade.

Britain stopped the slave trade in the world by stopping the people who transported the slaves. The world must now follow that example. Let us stop the people smugglers rather than making them richer. Have fair trading agreements with Africa and interdict the smugglers before they send all of those poor people off to die in the Mediterranean: that is solidarity, that is humanitarianism. Anything else is inviting tragedy and death.

Zoltán Balczó (NI). –Elnök úr! Az elmúlt években migránsok milliószámra érkeztek Európába, és a Földközi-tengeren átkelőik közül tízezres nagyságrendben haltak meg. Van-e ebben a tragédiában felelőssége az Európai Parlamentnek? Van, mert hamis illúziókat keltett. Ez a parlament fogadta el a többségével azt a jelentést, amelyben úgy beszél a migrációról, mint egy pozitív folyamatról, amit támogatni kell.

Azt deklarálta ennek a parlamentnek a többsége, hogy nem lehet különbséget tenni az üldöztetés elől menekülők és a jobb élet reményében ide jövő gazdasági menekültek között. Ez nem más, mint egy meghívólevél, a megoldás pedig nem a kötelező kvóta szerinti elosztás. Egyre több ország utasítja el, látja a példákat, nem akarják, hogy a saját országukban is párhuzamos társadalom épüljön ki. A megoldás: a gyökérénél, Afrikában kezelni a migrációt, erre fordítani energiát, és mivel ez nem egy rövid folyamat, addig pedig a határoknak mind a szárazföldön, mind a tengeren valódi határoként kell működni.

Alessandra Mussolini (PPE). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, basta ad insultare l'Italia, sia dentro quest'Aula che fuori, l'Italia che salva e ha salvato centinaia di migliaia di migranti! Peccato che non c'è Tajani. Bisogna chiedere scusa a quest'Italia e sì, bisogna difendere il nostro governo italiano. Io qui sono italiana e difendo questo governo, anche se non ne faccio parte.

Il governo ha chiuso i porti. Certo, è facile parlare da quei banchi di solidarietà dell'Europa con i porti degli altri, perché non si aprono i porti anche di fronte a donne, anche di fronte a bambini, come è stato fatto da parte della Francia, da parte della Spagna.

Allora, abbiamo un regolamento di Dublino – io avevo un intervento che ho eliminato, non lo voglio più fare – ma parliamo di un momento precedente, parliamo anche della creazione di *hotspot* nei paesi di transito, in Libia, in Tunisia, parliamo del coordinamento che ci deve essere a livello europeo degli sbarchi, e dare all'Europa, cosa che ancora non ha, una esatta valutazione degli strumenti per vedere se un paese è o no in forte pressione.

Questo si deve fare, perché Dublino, se vogliamo, già cade in un momento successivo. Quindi non facciamo degli insulti a paesi che si sono fatti carico del lavoro sporco dell'Europa! Sciacquatevi la bocca quando parlate dell'Italia.

President. – I can only second that. If we would refrain from any insults, indeed – not just in this Chamber.

Elly Schlein (S&D). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, la decisione del governo italiano sull'Aquarius è gravissima e viola il diritto internazionale del mare.

Salvini, chi fa il forte coi deboli e il debole coi forti è vigliacco. La battaglia per la solidarietà europea non si fa sulla pelle delle persone in mare, ma qui ai tavoli dove si cambiano le norme sbagliate come Dublino, come noi abbiamo fatto in questo Parlamento, ottenendo un voto storico dei due terzi, che cancella il criterio del primo paese di accesso e stabilisce il ricollocamento obbligatorio e la vera solidarietà europea. Dov'era la Lega che non vi abbiamo visto per 22 riunioni di negoziato? Vada al Consiglio, almeno ora che è al governo, a chiedere al suo amico Orban di fare la propria parte sull'accoglienza.

E voi governi europei non credetevi assolti. Le ONG che salvano le vite in mare stanno solo sopperendo alla vergognosa mancanza di una missione umanitaria europea di ricerca e soccorso in mare, degna di un'Europa civile. L'unico modo di mettere fine alle morti è aprire vie legali e sicure di accesso a tutti i paesi europei, altrimenti Italia e Grecia continueranno ad essere gli unici punti di accesso a un intero continente su rotte pericolosissime.

Yannick Jadot (Verts/ALE). –Monsieur le Président, oui, le chantage du gouvernement italien est inhumain et profondément choquant en plus d'être illégal.

Mais le gouvernement italien n'est pas arrivé au pouvoir par effraction. Le monstre Salvini n'est pas là par effraction. C'est l'absence de solidarité de l'Union européenne dans l'accueil des 700 000 réfugiés! C'est la lâcheté des dirigeants européens! Ce sont les égoïsmes nationaux qui ont nourri la bête! C'est la lâcheté des dirigeants européens quand ils délèguent nos obligations en matière d'accueil au dictateur Erdoğan! C'est la lâcheté des dirigeants européens aux mains pleines de sang quand ils livrent les réfugiés aux bandes armées libyennes en fermant les yeux sur les viols, sur les meurtres, sur les violences! C'est le cynisme et l'irresponsabilité du président Macron quand il maintient une frontière de fer contre les réfugiés à la frontière italienne!

Alors le Parlement européen a montré l'exemple: cassons Dublin, accueillons collectivement les réfugiés et que les dirigeants européens sortent la tête du sable pour nous écouter!

Miguel Urbán Crespo (GUE/NGL). –Señor presidente, lo primero es aplaudir el gesto de las ciudades del cambio y del Gobierno español. Pero si no hacemos nada, el bloqueo ilegal por parte del ultraderechista ministro de Interior italiano al Aquarius se puede convertir en una norma, en una forma de actuar que vulnere el Derecho internacional y de paso criminalice a las ONG. No seamos hipócritas. El caso del Aquarius demuestra que es imprescindible abrir rutas legales y seguras de entrada a Europa, y eso pasa también por eliminar las vallas con concertinas e impedir las devoluciones en caliente. Hay que darles la vuelta a las políticas xenófobas de la Europa fortaleza, instaurando nuevas políticas basadas en la justicia, la solidaridad y la cooperación, que conformen una nueva política migratoria común; una política que frene el ascenso de la extrema derecha de los Salvini y de los Le Pen, que rompa la trampa que pretende obligarnos a elegir entre neoliberalismo y xenofobia. No podemos sustituir los derechos...

(el presidente retira la palabra al orador).

Sophie Montel (EFDD). –Monsieur le Président, chers collègues, je vous entends depuis tout à l'heure condamner les uns après les autres la décision souveraine de l'Italie de ne pas accueillir 629 migrants. Cette décision ne serait donc pas humaine; l'humanité, selon vous, consisterait à encourager les ONG qui jouent au taxi pour migrants dans la Méditerranée pour le plus grand bonheur des passeurs, qui en ont fait un business et transforment la Méditerranée en cimetière.

L'année dernière, un policier italien infiltré au sein d'une ONG sur le bateau Juventa avait révélé les liens dégoûtants qui lient certaines ONG et les passeurs. Quand va-t-on enfin s'intéresser aux acteurs de ce business sordide?

Votre condamnation de l'Italie est indécente, car enfin qui êtes-vous pour donner des leçons de morale à un pays et à un peuple qui depuis 2013 ont subi l'arrivée de 700 000 clandestins? Dans un pays dont l'économie stagne depuis l'adoption de l'euro, où le chômage est endémique, comment ne pas réaliser le fardeau que représentent ces migrants économiques?

Avec l'arrivée de ces clandestins aux mœurs et aux modes de vie parfois si différents des nôtres, comment ne pas compatir avec les Italiens qui ont éprouvé tant de difficultés? Matteo Salvini et le gouvernement italien ont raison de dire «Stop», quoi qu'en pensent et quoi qu'en disent M. Macron et ses amis. Cette situation ne peut pas être durable.

Grâce à Schengen, les clandestins accueillis en Espagne pourront franchir les Pyrénées comme avant ils franchissaient les Alpes, et ils pourront choisir de s'installer où cela leur profite le plus une fois fait leur *benchmarking* des conditions d'asile en Europe.

Il est plus que temps que chaque pays retrouve sa souveraineté, que l'Espagne accueille tous les migrants du monde si elle le souhaite, mais que la France... *(le Président retire la parole à l'oratrice)*

Teresa Jiménez-Becerril Barrio (PPE). –Señor presidente, estoy orgullosa de que España ayer y hoy siga salvando vidas. Como andaluza, conozco bien la tragedia de los inmigrantes que ponen en riesgo sus vidas para llegar a nuestras costas. Solo en 2017 nuestra Armada, nuestra Guardia Civil y Salvamento Marítimo rescataron en el mar a miles de inmigrantes.

Que los refugiados del Aquarius lleguen a buen puerto sanos y salvos es siempre un alivio. Pero una medida puntual no es la única solución que esperan los ciudadanos, quienes saben que, sin una estrategia de futuro, eso es pan para hoy y hambre para mañana. Y los inmigrantes quedarán de nuevo a merced de los traficantes.

La responsabilidad es de Europa: ni España ni ningún país debe asumir este reto en solitario. Por eso exijo a la Comisión y al Consejo que aprueben urgentemente el nuevo Reglamento de Dublín, con reglas claras, pero, sobre todo, que se cumplan.

Las fronteras de Italia, Grecia y España son las de toda Europa, y hay que obligar a los países que no quieren hacerlo a que miren al sur. Porque otro fracaso en política migratoria hundiría en el Mediterráneo el proyecto europeo y daría alas a los populistas. En este drama humano nadie puede cantar victoria. Sería mezquino utilizar a los inmigrantes para alcanzar logros políticos a corto plazo.

Dejemos los signos de victoria para cuando logremos que el barco de la política migratoria, hoy encallado, vuelva a navegar. Y trabajemos con menos focos, más efectividad, por una Europa más libre y más segura y por relanzar el ...

(el presidente retira la palabra a la oradora).

Miriam Dalli (S&D). –Mr President, I just heard the Council saying that they are concerned to see the same scene over and over again of flimsy dinghies with people on board. So, with all due respect, Ms Panayotova, what are you waiting for? Because it is up to the governments in the Council to come together and act on this issue collectively, not letting certain members get away scot free – as they can do, as if nothing had happened.

And I would like to refer to something else that was mentioned in this Chamber. Some mentioned Malta, as though Malta was doing nothing. Malta has always respected and adhered to its obligations. Malta's resources are fully dedicated to saving lives at sea and Malta has the second highest number of refugees per capita, second only to Sweden.

With all due respect, by pointing fingers at one Member State or another we are not going to solve this issue because we are in this together, and only if we act as one can we truly make a difference and solve the problem. So let this Parliament come together and stand up – stand up to the Council – because we have the solution for a centralised system and if the Council doesn't want to hear that, then something needs to be done ASAP.

President. – For those of you who were not present when I made the announcement, we are well behind schedule and we have an extensive list for the catch-the-eye procedure, so a few minutes ago I said that I am not in a position to accept any blue cards.

Florent Marcellesi (Verts/ALE). – Señor presidente, desde esta Cámara quiero agradecer, primero, a todas las ciudades de refugio en España que están acogiendo a personas migrantes y refugiadas, especialmente a Valencia y a su alcalde, Joan Ribó, que va a acoger el Aquarius. Por supuesto, Valencia, Barcelona, Madrid, País Vasco, Navarra nos están dando un ejemplo desde hace años. También celebro la decisión del Gobierno español de acoger el Aquarius.

Frente a la extrema derecha, es el despertar de la Europa solidaria. Pero, señorías, señor comisario, Consejo, necesitamos mucho más.

Todos los Estados, empezando por Italia, tienen que cumplir con sus obligaciones europeas, con el Derecho europeo, con el Derecho internacional. Al mismo tiempo, ningún Estado puede hacer frente solo a la gestión migratoria. Las fronteras españolas, italianas o griegas son fronteras europeas. De forma coordinada con los Estados miembros, la Unión debe hacerse cargo de los rescates con más fondos y más competencias y, sobre todo, aprobar ya una reforma justa de Reglamento de Dublín.

Y espero del Gobierno español que siga por el buen camino. Le pido que retire las devoluciones en caliente y las cuchillas en Ceuta y Melilla. La solidaridad con los refugiados y entre países europeos es fundamental para salvar vidas y para devolver la dignidad a nuestro continente.

Carlos Coelho (PPE). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, Senhora Ministra, uma vez mais, o Mediterrâneo foi notícia. Jogou-se a vida de quase setecentas pessoas, das quais cento e vinte e três crianças sozinhas, onze bebés e sete grávidas. É um péssimo sinal quando vemos responsáveis políticos reagir com indiferença e até hostilidade.

Durante horas a fio assistimos a um triste inferno porque, uma vez mais, não fomos Europa, e muito menos União. Fomos 28 territórios, cada qual a olhar para o seu umbigo. Todos saímos derrotados. E porque se trata de vidas, devemos sentir-nos envergonhados.

A ferida ficou exposta novamente: o Sistema Comum Europeu de Asilo não funciona. Mas sejamos claros, reformar este sistema, reformar Dublin, é um apelo para que todos os Estados-Membros cumpram com a sua justa parte, para que exista verdadeira solidariedade europeia. Não significa portas abertas, mas também não pode significar apenas mais dinheiro do orçamento comunitário.

O Parlamento fez a sua parte: aceitámos fortalecer as nossas fronteiras e ainda ontem fechámos um acordo com o Conselho para reformar o Sistema de Informação de Schengen e aumentar a segurança. Mas apresentámos também a nossa posição para reformar o sistema de asilo. Estamos prontos para codecidir, mas os Estados-Membros tudo fazem para protelar.

Ontem um primeiro-ministro, lamentavelmente, ousou falar da força de vontade e de como esta teria regressado a Itália. Estaríamos todos muito melhor se a força de vontade tivesse regressado ao Conselho e a todos os Estados-Membros e pudéssemos finalmente reformar o sistema de asilo na Europa.

A solidariedade é o berço da Europa, mas está afundada no Mediterrâneo. Haja coragem de a resgatar.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). –Señor presidente, señores del Consejo, señores de la Comisión, ¿no son capaces ustedes de percibir la exasperación de este Parlamento Europeo, expresada en todas las lenguas de la Unión con este debate —y van cientos—, que desnuda la inoperancia y el fracaso de Europa ante las migraciones? El Gobierno de España ha adoptado una decisión humanitaria en relación con el Aquarius y es un símbolo que marca la diferencia, un símbolo del cambio político, pero también de cuánto puede la voluntad política cambiar las cosas.

Y voluntad en lo que se espera del Consejo, de la próxima Cumbre Europea sobre Migraciones, para decir, en primer lugar, que no tienen cabida en Europa los gobiernos de los Estados miembros que incumplan el Derecho internacional humanitario y el Derecho europeo cerrando las puertas a los desesperados como el caso del Aquarius.

En segundo lugar, que no existe ninguna solución que pueda basarse en la externalización y en la pura represión del problema; que hay que adoptar una política —como ha demandado este Parlamento Europeo— holística, comprensiva y preventiva, incrementando la ayuda humanitaria y el compromiso con los desesperados. Pero, en tercer lugar, hay que cambiar la legislación europea, desbloquear Dublín y esto les ... *(el presidente retira la palabra al orador).*

Jordi Solé (Verts/ALE). –Señor presidente, este no es un debate sobre Italia o sobre este o aquel Estado. Este es un debate sobre la respuesta europea al drama humanitario que se vive en el Mediterráneo. Pero el problema es que no hay una respuesta europea. El problema es que los Estados siguen sin reconocer que, para afrontar el reto de la gestión migratoria de los refugiados, hay que compartir responsabilidades, hay que actuar de manera solidaria, hay que avanzar en la reforma del sistema de Dublín y no afrontar esta situación de manera egoísta o cada uno por su cuenta.

No nos engañemos, señorías, el Aquarius es solo un síntoma de una realidad tan dura como inaceptable. El Mediterráneo es la frontera más desigual y más mortífera del mundo. Podemos entrenar a los guardacostas. Quizás tendremos un mar menos mortífero, pero no menos desigual, y esta es la causa por la cual seguiremos teniendo Aquarius.

Cécile Kashetu Kyenge (S&D). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, in questi giorni siamo stati testimoni della spregiudicatezza dei signori Salvini e Di Maio, che con le loro alleanze improbabili, ahimè sulla pelle dei più deboli, a discapito dei diritti umani, fanno credere all'Europa di poter fermare gli sbarchi chiudendo i porti.

Le regole si cambiano ai tavoli negoziali e non nei *social network*. In Europa, e lo chiedo a tutti gli Stati membri, si lavora per cercare alleanze costruttive per un'equa ripartizione delle responsabilità. Questo Parlamento lo ha fatto, modificando Dublino, eliminando il criterio del paese di primo ingresso e scegliendo il ricollocamento obbligatorio. Chi arriva in Italia, arriva in Europa.

Il sistema di ricerca e salvataggio resta la nostra priorità, fiore all'occhiello dell'Italia grazie allo straordinario lavoro della Marina Militare, della Guardia Costiera e delle ONG, sempre più spesso capri espiatori di politiche fallimentari europee e nazionali. A SOS Mediterranée, Medecins sans frontières, Sea Watch, Proactiva, Sea Eye, Mission Lifeline dico grazie per questa prova di grande umanità. Solidarietà a tutte le vittime del Mediterraneo.

Catch-the-eye procedure

Stefano Maullu (PPE). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, io credo che l'Aquarius abbia avuto il merito di rompere il velo dell'ipocrisia dietro a questo vero e grande problema epocale dell'immigrazione. Ha rotto il velo di una politica che non funziona, una politica europea che ha abbandonato l'Italia e l'ha lasciata da sola rispetto a questi flussi demografici, e ha reso ancora più evidente la politica neocolonialista fatta dalla Francia, che ha avuto l'ardire di definire in maniera improponibile il nostro paese, una politica fatta in Africa sulle baionette della Legione straniera, una politica di cui subiamo gli effetti ancora oggi per la disastrosa azione contro il governo libico dell'epoca.

Un'azione che continua ancora oggi, con il Presidente della Repubblica francese che, in barba a tutto e in barba soprattutto alla politica estera europea, continua a fare incontri con al-Sarraj e con il generale Haftar quasi come se fosse un ministro degli Esteri dell'Unione europea. Questo stiamo pagando: una dannosa politica europea fatta sulla pelle dei migranti, dando sei miliardi a un dittatore come Erdogan e non facendo lo stesso per un grande piano per il Mediterraneo.

Ελισσάβετ Βόζεμπεργκ-Βρυωνίδα (PPE). –Κύριε Πρόεδρε, η χώρα μου η Ελλάδα έχει επιδείξει αλληλεγγύη και υπευθυνότητα στη διαχείριση του μεταναστευτικού παρά τα οικονομικά προβλήματα. Βρισκόμαστε όμως ενώπιον μιας νέας ανθρωπιστικής κρίσης: κυκλώματα παράνομης διακίνησης με τζιρους δισεκατομμυρίων, που καταγγέλλονται και για συνεργασία με ΜΚΟ, συνεχίζουν την εγκληματική δράση τους στη Μεσόγειο.

Η ομαλή λειτουργία του χώρου Σένγκεν δεν έχει αποκατασταθεί, ενώ η αναθεώρηση του «κανονισμού του Δουβλίνου» προ-σक्रούει στην άρνηση συγκεκριμένων κρατών μελών να συνεργαστούν. Ξέρουμε ότι οι χώρες εδώ και καιρό, η μία μετά την άλλη, κλείνουν τα σύνορά τους. Πού θα πάνε τόσοι άνθρωποι; Συνάδελφοι, δεν είμαστε εδώ για να κατηγορεί ο ένας τον άλλον. Όμως σε λιγότερο από ένα χρόνο έχουμε εκλογές. Αν δεν αποδείξουμε αλληλεγγύη στην πράξη και συνεκτική ευρωπαϊκή μεταναστευτική πολιτική, δεν θα μπορέσουμε να υπερασπιστούμε τις αξίες μας, τις ευρωπαϊκές αξίες. Δεν έχουμε μόνο όλοι ίσα δικαιώματα, αλλά κυρίως ίσες υποχρεώσεις.

Marijana Petir (PPE). –Gospodine predsjedavajući, migracije predstavljaju izazov za Europsku uniju, no problem je trebalo rješavati na mjestu njegova nastanka, a ne u Europi. Bilo je nužno napraviti razliku između ratnih i ekonomskih migranata i pružiti pomoć onima koji spašavaju goli život. Tragično je da u potrazi za boljim životom ljudi na Mediteranu gube živote.

Upozoravala sam još 2014. godine da prije svega treba rješavati uzroke te da se Europska unija mora početi oštrije boriti protiv krijumčara i trgovaca ljudima koji su u crno zaveli tisuće obitelji obećavajući im bolji život. Također bilo je nužno pomoći u stabilizaciji uvjeta u zemljama iz kojih su ljudi mahom napuštali svoje domove i omogućiti im utočište u prvoj susjednoj zemlji. Na takve aktivnosti je Europska unija trebala potrošiti i svoju pažnju i svoj novac. Preko milijun migranata stiglo je brodovima, 35 tisuća kopnom dok je 3770 migranata poginulo prilikom prelaska Mediterana, što je zastrašujuće.

Moramo biti učinkovitiji i iskorijeniti uzroke migracija. Djelovati treba prije nego se ljudi ukrcaju na brodove.

Giovanni La Via (PPE). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, io sono stato fiero di un Presidente del Consiglio che ha detto «meglio perdere un voto che una vita nel Mediterraneo», e di questo ovviamente gliene sono grato. Ma, dall'altro lato, oggi non possiamo avere come imputata l'Italia, l'Italia che ha fatto un grande sforzo e ha dato un grande esempio di umanità nel Mediterraneo. Oggi non si può accusare l'Italia per ciò che è stato fatto.

L'Italia è stata lasciata sola e oggi è il Consiglio che ha questa responsabilità. Il Consiglio che alla fine di questo mese potrà, se vuole, trovare una soluzione. Il Consiglio che non può continuare a rinviare la soluzione, mentre il Parlamento ha una posizione definita, probabilmente non la migliore, ma sicuramente un gran passo avanti sul regolamento di Dublino. Oggi il mio appello è al Consiglio: fatevi un esame di coscienza, guardate quello che sta succedendo in Europa e nel Mediterraneo, non lasciate l'Italia sola, perché non è l'Italia l'unico responsabile di quello che sta accadendo. Le vostre mani sono sporche di sangue.

Julie Ward (S&D). –Mr President, Europe does not have a refugee crisis. We do have a crisis of solidarity, however. There is a refugee crisis in places like Jordan and Lebanon, where huge camps have been in existence for years, but here in Europe we've forgotten our fundamental values of solidarity and our moral responsibility to uphold human rights.

In the absence of governmental action in some Member States to provide humanitarian assistance for refugees and migrants, ordinary citizens have stepped in and saved lives. I have visited Calais and Paris many times and talked to people working on the ground. Organisations like Care4Calais in France and the refugee support platform in Belgium are great examples of how citizens' mobilisation can save lives.

At sea, however, the difficulties are much greater. Although a few organisations like SOS Méditerranée provide invaluable sea rescue work they cannot meet demand, so the EU and its Member States must make humanitarian assistance a priority of migratory policy, with sea rescue as a focus.

Flavio Zanonato (S&D). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Aquarius è l'evidente dimostrazione della conseguenza derivante dall'assenza di una politica europea sui temi dell'immigrazione e sui temi dei profughi, ma è anche, stiamo attenti, l'evidente dimostrazione che una politica europea è assolutamente necessaria, non può mancare. A meno che, nei prossimi mesi, non vedremo il governo italiano spostare l'Italia nei mari del Nord, l'Italia avrà il problema degli immigrati e dei profughi e dovrà affrontarlo assieme agli altri. Serve una politica europea.

Purtroppo, a forza di eludere i problemi, sono stati i problemi a metterci con le spalle al muro. Oggi è evidente che sono necessarie delle politiche anche per impedire che l'opinione pubblica italiana slitti tutta su una posizione antieuropea. È stata finora la gallina dalle uova d'oro la questione dell'immigrazione per la Lega e per Salvini e credo che bisogna dar voce all'opinione pubblica, facendo in modo che il Consiglio europeo del 28-29 giugno....

(Il Presidente interrompe l'oratore)

Giuseppe Ferrandino (S&D). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, la scellerata decisione del Ministro Salvini di chiudere i porti alle navi umanitarie deve allarmarci e spronare il prossimo Consiglio europeo a prendere seriamente in considerazione la proposta votata dal Parlamento per il superamento di Dublino.

Cari colleghi, c'è un dato che non può essere sottaciuto: l'Italia è stata lasciata sola ad affrontare l'emergenza umanitaria. È una realtà sancita dai fatti e dalle dichiarazioni di questi giorni, in ultimo quelle del Commissario Avramopoulos.

Nonostante gli sforzi degli ultimi anni per arginare e controllare con umanità il fenomeno, solo il 31 % dei migranti approdati in Italia e in Grecia è stato poi accolto da un altro paese dell'Unione. Francia e Germania hanno accolto appena il 25 % e il 37 % delle quote previste e conosciamo benissimo l'approccio alla politica migratoria dell'Austria e dei paesi dell'Est. Fino a quando esisterà un'Unione europea frammentata sul tema della migrazione, non esisterà davvero un progetto europeo, perché siamo europei solo se abbiamo il coraggio di costruire ponti e non muri.

Ruža Tomašić (ECR). –Gospodine predsjedavajući, nitko ne može ostati ravnodušan na tešku sudbinu migranata, među kojima je 120 djece, koji u teškim uvjetima na brodu čekaju da ih prime Italija ili Malta, koje to ne žele. Svi smo oko toga jako emotivni i u takvim je okolnostima najlakše upirati prstom u one koji su im zatvorili svoja vrata.

Ali ne smijemo zaboraviti da su države koje se sad olako demonizira dosad prihvale ogroman broj migranata i ne može ih se tek tako optužiti za manjak ljudskosti i solidarnosti. Moramo se odlučnije boriti protiv krijumčara koji svjesno i za profit dovode ljude u životnu opasnost. Ilegalna migracija potpuno je neprihvatljiva baš zato što ljude dovodi u pogibelj.

NGO-i koji spašavaju migrante na Sredozemlju trebaju to raditi u boljoj koordinaciji s državnim vlastima kako bi se izbjegle situacije u kojima brod sa spašenima nema gdje pristati. Za svakog spašenog migranta mora unaprijed biti osiguran smještaj u sigurnoj luci.

Νότης Μαρίας (ECR). –Κύριε Πρόεδρε, η κατάσταση με τα αυξημένα μεταναστευτικά ρεύματα «χτύπησε ταβάνι». Η Ελλάδα και η Ιταλία δεν αντέχουν άλλους πρόσφυγες και παράνομους μετανάστες. Κάποιοι λοιπόν ασκούν εκ του ασφαλούς κριτική στην Ιταλία γιατί έκλεισε τα λιμάνια της, την ώρα που η Γαλλία, η Γερμανία, το Βέλγιο, η Δανία και η Σουηδία έχουν αναστείλει τη λειτουργία της Συμφωνίας του Σένγκεν. Την ίδια στιγμή η Γαλλία και η Γερμανία εκτέλεσαν μόνο κατά 30% τις υποχρεώσεις τους σε σχέση με τις μετεγκαταστάσεις προσφύγων από την Ελλάδα. Πρέπει επιτέλους να εκφραστεί στην πράξη και να εφαρμοστεί η περίφημη αλληλεγγύη και να καταργηθεί το «Δουβλίνο III», που έχει μετατρέψει σε αποθήκες ψυχών τις χώρες υποδοχής, δηλαδή την Ελλάδα και την Ιταλία.

Το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο οφείλει να σταθεί προ των ευθυνών του, να διαθέσει κονδύλια για το προσφυγικό, να ενεργοποιήσει ξανά το σύστημα των μετεγκαταστάσεων και του επιμερισμού ευθυνών. Οι κάτοικοι των νησιών του Αιγαίου, που φιλοξενούν ακόμη και τώρα χιλιάδες πρόσφυγες και παράνομους μετανάστες, στέλνουν κραυγή αγωνίας και διαμαρτυρίας.

João Pimenta Lopes (GUE/NGL). –Senhor Presidente, os seiscentos e vinte e nove migrantes que, em vez de garantir o salvamento, se viram à deriva, empurrados entre Itália e Malta, são magra expressão das centenas de milhares de travessias nos últimos anos.

São ténue lembrança dos setecentos e noventa e dois mortos este ano ou dos dezasseis mil que morreram nos últimos quatro anos do Mediterrâneo, vala comum do esquecimento. São demonstração inequívoca da total ausência de solidariedade da UE e de suas potências para com os que não têm nada a perder e arriscam a vida por dias melhores.

Bem podem jogar o jogo do empurra entre a UE e Estados-Membros. As responsabilidades dos que hoje fecham portos não diferem dos que antes deles o fizeram, criminalizaram organizações de resgate, assinaram criminosos acordos com países terceiros para repelir e conter as migrações. Não diferem dos muros de Espanha, Áustria, Hungria ou Grécia, ou dos autênticos campos de concentração em solo europeu.

Tudo com a convivência da UE e das suas políticas xenófobas e racistas que violam grosseiramente os direitos humanos, o direito internacional.

Ana Miranda (Verts/ALE). –Señor presidente, miren este barco. Es un barco de papel, un barco de papel frente al transatlántico de la fortaleza europea. ¿Cómo es que no se ha convocado el Consejo de Ministros ante lo que está pasando? Estamos indignadas. Y nuestra sociedad, a la que representamos en este Parlamento —que, por cierto, hoy está vacío; que, por cierto, e insisto, no está ni el 10 % del Parlamento hoy aquí—, en un debate como este, está deshumanizada.

No se tiren la pelota entre unos y otros. No discutan entre el Consejo y la Comisión y el Parlamento, mientras el Mediterráneo es un cementerio de muertos. Porque esto va a seguir pasando. Esto ha sido un precedente del egoísmo. Esto ha sido un precedente de políticas fascistas. Y, además, no hace falta blindar las fronteras con guardacostas europeos, sino que hace falta poner recursos y poner la economía europea para evitar las causas que hacen que los emigrantes vengan aquí.

Tenemos que ser solidarios porque Europa sido emigrante. Y, sobre todo, el naufragio de Europa, el naufragio del transatlántico, frente a la dignidad de estas personas que vienen a salvar sus vidas.

Kristina Winberg (EFDD). –Herr talman! Talman Tajani sa tidigare här att vi måste hitta en lösning, och det snabbt, och där håller jag med honom. Lösningen är inte att EU ska medverka till att mer eller mindre locka migranter till våra medlemsstater genom generösa bidrag och uppehållstillstånd. Vi ska vara medvetna om att de som kommer nu är upp till 99 procent ekonomiska migranter som tror att EU är en stor bankomat.

Vi kommer inte att kunna lösa detta genom en reform av Dublin, och den här tvångsfördelningen man pratar om. Den diskussionen har vi haft i flera år utan att nå fram till någon lösning, och vi ser land efter land ta avstånd från detta nu. Det är hög tid att göra om och göra rätt i stället. Istället för att agera båt-taxi åt människosmugglare är det bättre att titta på andra lösningar. Teckna ett avtal med något afrikanskt land dit vi kan sända tillbaka migranterna. På så sätt så motarbetar vi det här med att de ger sig ut i farliga båtar, och så räddar vi liv.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). –Κύριε Πρόεδρε, Κύριε Επίτροπε, το πρόβλημα της παράνομης μεταναστεύσεως στη Μεσόγειο δεν πρόκειται να επιλυθεί, διότι η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν έχει τη θέληση να πραγματοποιήσει τις ενέργειες εκείνες που απαιτούνται για την επίλυσή του.

Επιπλέον δεν επιδεικνύει αλληλεγγύη προς τις χώρες εισόδου. Ποια αλληλεγγύη έχει επιδείξει προς την Ιταλία, την Ισπανία, τη Μάλτα; Το ότι ανέχεται τις γειτονικές χώρες να κλείσουν τα σύνορά τους και να καταργήσουν στην πράξη τη Συμφωνία του Σένγκεν; Το ότι διανέμει κάποια κονδύλια τα οποία, όπως συμβαίνει και στην Ελλάδα, ουσιαστικά τα καταχρώνται κάποιες διεφθαρμένες ΜΚΟ; Το ότι κατηγορεί την Ιταλία διότι αποφασίζει το αυτονόητο, δηλαδή να μην επιτρέψει άλλους λαθρομετανάστες να έρθουν στη χώρα της;

Ακόμη χειρότερα είναι τα πράγματα με την Ελλάδα. Επιδεικνύει αλληλεγγύη η Ευρωπαϊκή Ένωση όταν ανέχεται τον Ερντογάν να στέλνει κάθε μέρα χιλιάδες λαθρομεταναστών στην Ελλάδα, περισσότερους από όσους έχει κάθε άλλη χώρα της Ευρώπης; Ή όταν ανέχεται την Ευρωπαϊκή Ένωση να μετατρέψει την Ελλάδα σε ένα απέραντο στρατόπεδο δυστυχισμένων παρανόμων μεταναστών; Έχει το θάρρος η Ευρωπαϊκή Ένωση να φτιάξει hotspot στην Τουρκία ή να σταματήσει τη χρηματοδότηση και τις ενταξιακές συνομιλίες με την Τουρκία;

Λάμπρος Φουντούλης (NI). –Κύριε Πρόεδρε, επιτέλους μία ευρωπαϊκή κυβέρνηση, η κυβέρνηση της Ιταλίας, επιδεικνύει υποδειγματική στάση στο ζήτημα που προέκυψε με το Aquarius. Πάρα πολλά ερωτήματα όμως παραμένουν αναπάντητα. Με ποια εξουσιοδότηση μπορούν τα μέλη μιας οποιασδήποτε ΜΚΟ να μεταφέρουν ανθρώπους, δρώντας στην πράξη σαν λαθροδιακινητές και δουλέμποροι; Οι συγκεκριμένοι επιβάτες του πλοίου ούτε ναυαγοί ήταν ούτε διέτρεχε κίνδυνο η ζωή τους. Με την υποστήριξη κάποιων προσπάθησαν να εκμεταλλευτούν το διεθνές δίκαιο και να μεταφερθούν στην Ευρώπη. Όμως κανένα διεθνές δίκαιο δεν επιβάλλει στο οποιοδήποτε κράτος να παραβεί τους νόμους του.

Το σημαντικότερο όμως ερώτημα είναι: για ποιο λόγο τα μέλη αυτών των ΜΚΟ δεν έχουν ακόμα συλληφθεί για εμπορία ανθρώπων; Για ποιο λόγο δεν έχει απαγορευτεί η λειτουργία των εγκληματικών αυτών οργανώσεων; Πρέπει άμεσα να σταματήσει η ανοχή που επιδεικνύεται και να εφαρμοστούν οι νόμοι των κρατών μελών, οι δε παράνομοι διακινητές των ΜΚΟ να καταλήξουν στη φυλακή όπου και αν ανήκουν.

(End of catch-the-eye procedure)

Dimitris Avramopoulos, Member of the Commission. – Mr President, first of all, I would like to thank you for this very lively debate on the migratory situation in the Mediterranean. I take from this debate that we all share finally – or almost all of us – the same objectives, and that is very important for us. There cannot be one and only one answer. There is no single solution and we all know that. No Member State can do this alone. It is impossible. The only way is to adopt all the missing elements and to implement a comprehensive migration policy.

This policy starts with cooperation with third countries. It continues with the protection of our common European borders – our external borders. It is in line with a future-proof European asylum system based on solidarity and responsibility. It is very much relying on effective return of people that have no right to stay in Europe. It is completed by the creation of legal pathways to come to Europe and by effective integration policies for those legally living among us. We need to continue our common work and our joint efforts in all aspects in parallel.

As regards some of the points you raised – Mr Corrao and many of his colleagues here referred to the support given to Italy – we have worked continuously and relentlessly over the past three years to ensure that much greater solidarity is shown to all Member States facing disproportionate migration pressures due to their geographical situation. I want to commend the Herculean efforts made by Italy over these past years. The Commission – and you all know that it has stood and continues to stand by Italy politically, operationally and financially – has granted more than EUR 653 million to Italy under the EU migration and home affairs funds to date. On top of that, we have offered EUR 193 million in emergency assistance.

The European Borders and the Coastguard Agency Deployment is currently deploying 260 experts for Joint Operation Themis. Eighty asylum experts from Member States and interim staff have been deployed to support the operational activities. Europol guest officers are present in several hotspots and 12 963 persons in need of international protection have been relocated. We are also working closely with Italy to prevent departures from northern Africa. We have invested EUR 200 million in Libya to assist migrants, and EUR 46 million for border management. We will also grant Tunisia EUR 25 million for a border management project.

As I said, this approach has brought results. Arrivals in Italy have decreased significantly. I look forward to working with the new Italian Government to ensure that arrivals decrease even further.

As I said during my introductory remarks, I am not here to play any blame games, and anyway it doesn't help. The Aquarius incident shows that we need structural solutions and that solidarity cannot be an ad hoc or one-off thing. This is the essence of our discussions on Dublin, on stronger external borders, on cooperation with third countries and on our proposals today for more migration and borders funding.

These are European challenges which require genuine European solutions. This is not the responsibility of Italy alone or of Malta alone or of Spain alone. This is the responsibility of the European Union and its Member States as a whole.

Under these very pressing circumstances, and given the experience and the lessons we have learned over the last few years, we should reiterate our determination to safeguard the principles and unity of Europe in a spirit of responsibility. We should stand as one, guaranteeing a future-proof, balanced and fair European migration policy. All of us here have a great responsibility to show leadership and to ensure the unity and cohesion of our societies, avoiding divisive rhetoric. Migration has become a challenge for our unity. It is up to us to turn this into an opportunity, into a strong bond among EU institutions, among Member States and among our citizens.

Monika Panayotova, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, honourable Members, Commissioner, I have listened carefully to your views on the humanitarian situation in the Mediterranean Sea. The topic is of crucial importance, and it is my hope that we will be able to find a common solution quickly. The migrants certainly deserve that but so do our constituencies.

We shouldn't forget that most of the refugees and asylum seekers, particularly children and women, were affected by war and terror in their home countries. Migration is one of the major humanitarian challenges that the European Union is currently still facing and, as we discussed together yesterday and today, we need a holistic approach to migration management. The European Union response to this challenge has two main dimensions: strengthening the instruments for limiting irregular migration and addressing the root causes of migration.

Many of you referred today to the reform of the Dublin Regulation system and – sharing the common understanding that the European Union needs a properly functioning common asylum system – the Council has not stopped working to enhance the security of our citizens, to strengthen border control and to manage the migratory process more efficiently. The Council has listened to you carefully and we welcome Parliament's input in this debate.

The Bulgarian Presidency fully shares your concerns and the sense of urgency around the need for asylum system reform which is both effective and protective. So we are doing our best to advance. We have proposed a qualitatively new approach to the Dublin Regulation. We are working not just on general principles but on the legal text of the regulation, article by article, and on concrete solutions. So we have built into the Dublin Regulation a new crisis mechanism for managing the migration and asylum systems in the Union when under pressure. The Presidency proposal provides clear criteria defining levels of pressure, and lays down measures aimed at establishing a proportionate response in each phase, allowing for timely mitigation, based on common action, of the challenges faced in addressing the root causes of the pressure at the very beginning, thus preventing escalation of the situation.

The Presidency is trying to strike a balance between responsibility and solidarity. As I have already mentioned in relation to the preparation for the European Council meeting yesterday, the process of seeking consensus is now being led by the President of the European Council. It is up to him and the leaders to look for compromises and propose a way ahead. Any solution that will be found should take account of the interests of all Member States – the frontline Member States and also the Member States that have been destination countries for asylum seekers.

Any decision will need to provide sustainable solutions that will help the Union to cope with situations similar to the one we faced a couple days ago.

President. – Thank you, Madam Minister.

I would like to thank you, colleagues, Ladies and Gentlemen, for the discipline and mutual respect that you have shown. You made the chairing easier and it was a pleasure to chair this debate.

The debate is closed.

Written statements (Rule 162)

Francisco Assis (S&D), *por escrito*. – O caso do navio «Aquarius», que os governos de Itália e de Malta recusaram acolher, apesar de transportar 629 pessoas resgatadas ao mar, veio lembrar de forma eloquente como o drama dos migrantes no Mediterrâneo é também o drama da Europa, ao interpelar e ao colocar em causa os princípios civilizacionais e humanistas que são a sua herança mais valiosa e o seu principal legado. Alguns avanços alcançados na gestão das fronteiras externas, no socorro aos refugiados e na resposta às causas duradouras dos fluxos migratórios através da ajuda ao desenvolvimento, não são suficientes para esconder o fracasso das várias tentativas de repartição do esforço de acolhimento de refugiados, distribuindo-os de forma solidária e proporcional pelos Estados-Membros. É evidente que os governos italiano e maltês fizeram uma opção condenável e chocante no caso do «Aquarius», virando as costas a seres humanos em perigo, mas não deixa de ser verdade que o esforço exigido a esses países é injusto e que não basta aumentar as transferências financeiras para torná-lo justo. É lamentável que, três anos volvidos, a UE não tenha ainda

sido capaz de reformar o Regulamento de Dublin ou de impor consequências aos Estados-Membros relapsos ao acolhimento de refugiados.

Ivo Belet (PPE), *schriftelijk*. – De odyssee van de Aquarius is meer dan een wake-upcall. Dit geval wijst ons op het belang van duidelijke Europese afspraken. Laat dit het ultieme argument zijn om Europees eindelijk de doorbraak te forceren, die maakt dat de ministerraad de hervorming van het asielbeleid deblokkeert, en tekent voor een snelle, uniforme afhandeling van asielaanvragen én een akkoord over de verdere uitbouw van een doeltreffende Europese grens- en kustwacht, met 10 000 grenswachters (7 keer meer dan vandaag). Geen beleid van pushbacks, maar een beleid dat voorkomt dat mensen nog in gammele bootjes stappen, en uitgewezen migranten effectief, maar wel correct terugstuurt. Zonder ze aan het lijntje te houden of terug op gammele bootjes te duwen. Een akkoord dat migranten de kans geeft om een aanvraag in te dienen in hotspots in Afrika, maar bescherming biedt aan oorlogsvluchtelingen, en zeker de meest kwetsbaren onder hen.

Ik hoop hartgrondig dat de Aquarius ook de impuls geeft voor de lancering van een ingrijpend Marshallplan voor Afrika. Wij hebben er alle belang bij om in de regio te investeren, in de eerste plaats in hernieuwbare energie en duurzame landbouw. Het bestaande trustfonds voor Afrika moet dringend worden uitgebouwd tot een alomvattend investeringspact, om kansen en perspectief in de regio te genereren.

João Ferreira (GUE/NGL), *por escrito*. – Perante a fria desumanidade da UE, já morreram este ano cerca de 800 pessoas na travessia do Mediterrâneo. Nos últimos quatro anos foram mais de 16 mil os que pereceram, fazendo do Mediterrâneo uma gigantesca vala comum. Números oficiais que ocultam uma realidade muito provavelmente ainda mais sombria. Empurrados pela fome, pela miséria e pela guerra – fugindo de cenários de devastação nos quais a UE tem pesadas responsabilidades – chocam contra um muro de indiferença e desumanidade, erguido pela UE. O jogo do empurra a que assistimos, entre a UE e os Estados-Membros e dos Estados-Membros uns para os outros, é deplorável. Como deploráveis são as tentativas de criminalização das organizações de resgate e salvamento que atuam no terreno. Organizações cuja ação se torna necessária em face da omissão e negligência da UE e dos seus governos relativamente a ações humanitárias de resgate e salvamento. E deploráveis são ainda os acordos com países terceiros – com destaque para o assinado com a Turquia – para repelir, conter ou expulsar migrantes. As agências da UE no terreno, em lugar de ação humanitária, concentram-se na aplicação destes acordos. Os 629 migrantes à deriva no Aquarius, incluindo muitas crianças e mulheres grávidas, são uma eloquente expressão do que a UE se tornou.

Kinga Gál (PPE), *írásban*. – A Földközi-tengeren a mihamarabb fel kell számolni az embercsempész hálózatokat és útvonalakat, mert a most kialakult rendszerben az embercsempészek döntik el ki jöhet Európába. Számukra semmilyen emberélet nem számít, és sajnos ehhez asszisztálnak az európai NGO-k is, amikor még líbiai vizekből „mentik ki” a migránsokat majd szállítják őket Európába. Az Európai Határ- és Parti Őrsége szerint víz, élelem és mentőmellény nélkül engedik tengerre a zsúfolt gumicsónakokat, arra számítva, hogy az NGO-mentőhajók úgyis gyorsan megtalálják őket.

Ha valóban segíteni akarunk, akkor meg kell tudnunk akadályozni, hogy migránsok ezrei kockáztassák saját és gyermekeik életét azzal, hogy nyilvánvalóvá tesszük: illegálisan nem lehet belépni Európába. Fontos, hogy a gazdasági bevándorlók szétválasztása a valóban menekültstátuszra jogosultaktól már az Unió külső határain kívül megtörténjen, hiszen az Olaszországba érkező illegális migránsok kevesebb, mint 3% bizonyult valódi menekültnek. Mára végre eljutottunk oda, hogy egyre több uniós tagállami vezetőik közül elismeri és hangoztatja azt, amit a magyar miniszterelnök 2015 óta következetesen képvisel, hogy a külső határok védelme elsődleges kell legyen. Újra urai kell legyünk saját külső határainknak szárazföldön, tengeren egyaránt.

Ezért végre hatékony intézkedésekre lenne szükség, hiszen ma még az EU folyamatosan olyan helyzeteket menedzsel, amelyeket az embercsempészek kényszerítenek ki, ahelyett, hogy érvényt szerezne akaratának a külső tengeri határokon is.

Ana Gomes (S&D), *in writing*. – Salvini lies: it is not true that Italy is left alone with migration: last Friday I and other members of the Special Committee on Terrorism passed by the Aquarius, docked at Catania, and went all the way to the Pozzalo 'hotspot', which would not be equipped and able to articulate with European Law Enforcement Command structures to identify, screen and assist people arriving, if it were not for European funding, manning and organisation.

Salvini lies: portraying migrants and refugees as threats and omitting that inflows into Italy have dramatically decreased. And yes, maybe inflows are managed by mafias trafficking human beings, but only because other liars and fearmongers in European governments are fuelling their sordid business by refusing to open legal, controlled ways for migrants and refugees.

Italy and Malta violated international and European law by refusing 629 people rescued by the Aquarius. The Socialists now in power in Spain saved European decency and humanity. But that will not always work: we need governments to approve at the next European Council the Dublin Regulation reform and the full migration/asylum package, proposed by Parliament to ensure that the EU, in solidarity, manages migration, not the human traffickers.

Dietmar Köster (S&D), schriftlich. – Seit dem Jahr 2000 sind mehr als 35.000 Menschen auf der Flucht im Mittelmeer ertrunken. Die Unfähigkeit der Europäischen Union – und hier vor allem des Europäischen Rates –, diese von Menschen verursachte Katastrophe zu beenden, ist unerträglich. Das Europäische Parlament hat schon längst Vorschläge auf den Tisch gelegt, um dieses Desaster zu beenden. Doch der Rat ist politisch unwillig.

Nun hat diese menschenrechtsfeindliche Politik einen neuen Höhepunkt erreicht: Der italienische Innenminister Salvini, von der neofaschistischen Lega, hat dem Schiff Aquarius von SOS Mediterranee und Ärzten ohne Grenzen die Einfahrt in einen italienischen Hafen untersagt.

Auf dem Schiff waren 629 Menschen in Not. Salvini wäre nach internationalem Recht dazu verpflichtet gewesen, diese aufzunehmen. Mit seiner Hafenblockade stellt er sich gegen die Menschenrechte!

Ich freue mich als Sozialist darüber, dass die neue spanische Regierung sich bereiterklärt hat, die Menschen aufzunehmen. Es muss endlich Schluss damit sein, jene zu kriminalisieren, die durch ihr praktisches Handeln die Menschenrechte verteidigen. Ihnen gebührt unsere Solidarität.

Der Rat muss endlich seiner Verantwortung gerecht werden, damit das Sterben auf dem Mittelmeer beendet wird und eine menschenrechtsfundierte Flüchtlingspolitik umgesetzt wird! Der Rat ist gefordert: Die Dublin-Reform muss jetzt endlich auf den Weg gebracht werden!

Alfred Sant (S&D), in writing. – Unless we make a clear distinction between genuine asylum seekers and economic emigrants, European citizens will not understand our purpose on migration issues. Unless we have functioning policies and rules that deal fairly, strictly and effectively with such issues, on a European basis, populists and extremists will win the political challenge. Asylum seekers should be given all the protection they need. Economic migrants, unless they are needed by European economies, must be sent back. For this we need a strong and effective frontier control system that reaches out to neighbouring territories, inclusive of a security capability. But Europe should also have a functioning common policy to allow open and legal economic migration, matching migrants to needs identified and declared by Member States. It also should strengthen and widen its development aid outreach to sub-Saharan Africa, while streamlining the investment and operating activities of its own corporations in that zone – so as to promote job creation there. We have been declaring these objectives for a long while. There has been a lack of agreement and limp implementation. Whether via 'Dublin' or otherwise, the time has come for like-minded Member States to jointly consolidate and put into full effect these agreed policy directions.

László Tőkés (PPE), írásban. – Megkönnyebbüléssel üdvözölhetjük, hogy a spanyol kormány segítségére sietett az Aquarius hajó fedélzetére kimentett afrikai migránsoknak. A bajba jutottakon valakinek segítenie kellett. Emmanuel Macron francia miniszterelnökkel az élen sokan támadják Matteo Salvini olasz belügyminisztert, aki új migrációs politikájának megfelelően okkal és joggal kíván véget vetni az országában tetőző mediterrán migránsválságnak.

Valójában nem őt és nem Orbán Viktor miniszterelnököt kellene gyalázni a kialakult vészhelyzetért, hanem azokat, akik az évek óta tartó válságot Európára rászabadították. Első sorban is Angela Merkel kancellárnőt és az ő meghívásszámba menő „willkommenskultur”-ját, valamint Brüsszel elhibázott bevándorlási politikáját, mely egész Európát veszélybe sodorja. Az Aquarius „hajótöröttjeinek” humanitárius válsága csupán következmény, melyet az említett politikusok, velük együtt pedig a kapzsi embercsempészek és a felelőtlen migránsbarát civilszervezetek idéztek elő. Szolidárisnak kell lenni – de nem így!

Boulad atyának van igaza, aki a hajó metaforájával élve helyesen állapította meg: senkitől nem várható el, hogy a süllyedés kockázatával terhelje túl a hajót, mert akkor mindannyian odavesznek. Ez a hajó pedig a jelen helyzetben: maga Európa. Üdvözlöm az olasz belügyminiszter és német hivatali kollégája, Horst Seehofer Európa külső határainak védelmére irányuló törekvését. Magyarország és a Visegrádi négyek felfogásának megfelelően az Uniónak gyökeresen meg kell változtatnia bevándorlási politikáját.

Kathleen Van Brempt (S&D), *schriftelijk*. – Voorzitter, ik zou graag vertellen dat wat we de voorbije dagen gezien hebben schandelijk, ongezien en onwaardig is, maar de realiteit gebiedt mij om te zeggen dat er eigenlijk niets nieuws onder de zon is. Al sinds de inwerkingtreding van de Dublinverordening zien we dat migranten de speelbal zijn van Europese regeringen en administraties. Mensen worden niet geregistreerd en niet opgevangen, zodat ze stiltes onder de radar verdwijnen. Als migranten asiel aanvragen, hangt de onzekerheid van de Dublintransfer boven hun hoofd. En nu sluiten de havens zich voor kwetsbare mensen.

Dublin zorgt voor een 'zero sum game', en de democraten zijn de verliezers. Want vergis u niet, voor Salvini zit de winst hem niet in het feit dat Italië nu wel of niet 600 migranten moet opvangen. De winst zit er hem in dat hij kan scoren op de kap van kwetsbare mensen. Daarom richt ik me nu tot elke democraat die zich in de Raad bevindt: u moet nú handelen. Het spel moet ophouden. Hervorm Dublin nu, want met elk greintje waardigheid dat we van kwetsbare mensen afnemen, nemen we een beetje van onze eigen waardigheid weg. U moet nu handelen, omdat u de verantwoordelijkheid draagt voor wat de EU zal worden tijdens de komende verkiezingen.

Josef Weidenholzer (S&D), *schriftlich*. – Die Vorgänge um das Flüchtlingsboot Aquarius in dieser Woche zeigen uns deutlich, wie weit Europas rechte Parteien bereit sind, zu gehen. An einer wirklichen Lösung sind sie nicht im Mindesten interessiert, noch schlimmer: Sie nehmen das Sterben im Mittelmeer in Kauf, um weiter ihre Politik der Vorurteile und Angstmache zu betreiben. Von Orbán, Kickl und Salvini habe ich nichts anderes erwartet. Dass mit Seehofer und Kurz jetzt auch Europas Christdemokraten in den Chor der Rechtsextremen einstimmen, ist brandgefährlich für die EU. Vorschläge für die Reform des europäischen Asylwesens liegen schon lange vor und werden immer wieder verzögert. Die Menschen erwarten sich keine Rhetorik, sondern Lösungen. Das Europäische Parlament erneuert seine klare Position immer wieder: Wir brauchen legale Einreisemöglichkeiten, klar definierte Verteilungsquoten und finanzielle Unterstützung der Herkunftsländer.

15. Zusammensetzung des Parlaments: siehe Protokoll

16. Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Erlass neuer Berufsreglementierungen (Aussprache)

President. – The next item is the report by Andreas Schwab, on behalf of the Committee on the Internal Market and Consumer Protection, on a proportionality test before adoption of new regulation of professions (COM(2016)0822 – C8-0012/2017 – 2016/0404(COD))(A8-0395/2017).

Andreas Schwab, *Berichtersteller*. – Herr Präsident, Frau Kommissarin, liebe Kolleginnen und Kollegen! 50 Millionen Menschen, also 22 % der Erwerbstätigen in Europa, arbeiten in reglementierten Berufen, deren Ausübung an den Besitz bestimmter Qualifikationen gebunden ist oder in denen das Führen eines bestimmten Titels geschützt ist, zum Beispiel der Apothekerberuf oder der Beruf eines Architekten. Für eine ganze Reihe von Berufen, beispielsweise in den Bereichen Gesundheit oder Sicherheit, ist eine spezielle Reglementierung der berufsbezogenen Eintrittsbedingungen häufig gerechtfertigt. Es gibt jedoch auf europäischer Ebene in den 28 Mitgliedstaaten der Europäischen Union immer wieder Fälle, in denen durch übermäßige, umständliche und nicht mehr zeitgemäße Vorschriften qualifizierten Bewerberinnen und Bewerbern der Zugang zu Berufen unverhältnismäßig erschwert wird.

Die Mitgliedstaaten der Europäischen Union haben im regulären Gesetzgebungsverfahren darüber mitentschieden, dass das Verhältnismäßigkeitsprinzip als allgemeines Rechtsprinzip in der Europäischen Union anerkannt wird – nicht nur im Primärrecht, sondern auch in der Berufsanerkennungsrichtlinie. Auch der Europäische Gerichtshof hat das Verhältnismäßigkeitsprinzip auch im Bereich dieser Ausübung von Berufsrechten, die durch die Mitgliedstaaten eingeschränkt werden können, immer wieder bestätigt. Derzeit ist in der Richtlinie 2005/36, zuletzt geändert im Jahr 2013, festgelegt, dass die Mitgliedstaaten die Verhältnismäßigkeit der eigenen Anforderungen, die den Zugang zu reglementierten Berufen oder deren Ausübung beschränken, prüfen und der Kommission die Ergebnisse dieser Prüfung vorlegen. Die Mitgliedstaaten können insoweit nach wie vor selbst über diese Regelungen und Bestimmungen beschließen, sofern sie

die Grundsätze des Primärrechts und das Verhältnismäßigkeitsprinzip beachten.

Die Kommission hat auf Basis dieser Grundlage aber festgestellt, dass die Ausübung des Verhältnismäßigkeitsprinzips durch die Mitgliedstaaten in den vergangenen Jahren leider nicht so gelungen ist, wie das eigentlich die Mitgliedstaaten sich selbst und der Kommission versprochen hatten, und hat deswegen einen neuen Vorschlag unterbreitet, wie das Verhältnismäßigkeitsprinzip aus der Berufsqualifikationsanerkennungsrichtlinie künftig noch präziser und noch besser gefasst werden kann. Und auch wenn der europäische Gesetzgeber durchaus Zweifel daran hatte, ob die Wiederholung dieses Prinzips und die Präzisierung dieses Prinzips am Ende gesetzgeberisch wirklich sinnvoll ist, haben uns doch die vielen Beispiele überzeugt, die die Kommission vorgelegt hat. Deswegen haben wir uns im Binnenmarktausschuss am Ende mit großer Mehrheit dazu durchgerungen, diesen Gesetzgebungsvorschlag sehr engagiert und zügig auszuarbeiten. Ich bin allen Kolleginnen und Kollegen, gerade den Schattenberichterstatlern, dankbar, dass es gelungen ist, hier zu einer sehr einvernehmlichen Lösung zu gelangen.

Die neue Richtlinie legt deshalb nun einen europaweiten Maßstab für die Kriterien fest, die im Rahmen der Verhältnismäßigkeitsprüfung von den Behörden der Mitgliedstaaten analysiert und beachtet werden müssen, und damit wird künftig ganz klar geregelt, was Verhältnismäßigkeit in Bezug auf die Berufsreglementierungen bedeutet und welche Auswirkungen, Regelungen und Chancen dem Verhältnismäßigkeitsgrundsatz künftig angepasst werden müssen.

Aus meiner Sicht liegen die wesentlichen Fortschritte, die wir in diesem Bericht am Ende möglich machen konnten, darin, dass wir zum einen eine Klarstellung für die Gesundheitsberufe schaffen konnten, die gleichzeitig aber auch dem allgemeinen Verhältnismäßigkeitsprinzip unterworfen werden müssen, weil am Ende richterlich entschieden werden muss, welche Anforderungen an das Verhältnismäßigkeitsprinzip zu stellen sind. Zum Zweiten ist mir wichtig, dass in dieser Richtlinie auch die grenzüberschreitende Dienstleistungserbringung über die Berufsqualifikationsanerkennungsrichtlinie hinaus nur verhältnismäßige Anforderungen vorsehen darf, damit tatsächlich im europäischen Binnenmarkt die Berufsausübung nicht unverhältnismäßig eingeschränkt wird.

Zum Dritten war uns von Anfang an klar, dass diese Richtlinie nicht der Deregulierung dient, sondern einer Präzisierung des Verhältnismäßigkeitsgrundsatzes, und wir damit an vielen Stellen nicht dem gewissermaßen vermuteten Impetus der Deregulierung gehorcht haben, sondern sichergestellt haben, dass eine vernünftige Regulierung auf Basis der Gesetzgebung der Mitgliedstaaten künftig genauso möglich bleiben wird wie bisher.

Zuletzt ist mir wichtig, dass wir auch dem Handwerk, das an vielen Stellen für unsere Volkswirtschaft und Gesellschaft eine wichtige Leistung erbringt, hier nicht nur durch die Anerkennung der Pflichtmitgliedschaft in der Kammer, sondern auch an anderen Stellen Rechenschaft haben ablegen können darüber, dass wir die meisterbriefliche Ausbildung als besonders wichtigen Beitrag auch zur Ausbildung junger Menschen ansehen.

Und schließlich ist natürlich bedeutsam, auch im Rahmen dieses Gesetzgebungsvorhabens, dass die Subsidiarität, also die Sicherstellung des Gesetzgebungsauftrags auf der Basis der mitgliedstaatlichen Ebene, erhalten bleibt und wir uns alle gegenseitig versprochen haben, dass wir die Zuständigkeit der Mitgliedstaaten, sofern sie das Verhältnismäßigkeitsprinzip beachten, an keiner Stelle in Frage stellen.

Ich glaube, im Zusammenhang mit dem noch später zu beratenden Vorschlag zur Notifizierung, der die Mitgliedstaaten dann dazu bringt, entsprechende Maßnahmen der Berufsreglementierung zunächst der Europäischen Kommission zur Prüfung vorzulegen, wird es uns gelingen, den Ausübungsrahmen der reglementierten Berufe in der Europäischen Union, im europäischen Binnenmarkt, durch diesen Vorschlag zu verbessern. Deswegen hoffe ich, dass ihn am Ende auch alle Mitgliedstaaten beachten.

Abschließend nochmals ganz herzlichen Dank an alle Kolleginnen und Kollegen, die mitgearbeitet haben. Ich hoffe, dass wir damit einen kleinen, aber hoffentlich zielführenden Schritt für den europäischen Binnenmarkt gehen konnten.

Elżbieta Bieńkowska, *Member of the Commission*. – Mr President, I'm really happy to be here today for this debate on the Proportionality Test Directive ahead of tomorrow's final vote. With this proposal, we have jointly delivered on the first part of our services package of January 2017. I really welcome your cooperation and your support. What do we want to achieve with this directive? You know that negotiations were thorough, they were intense, but we reached an agreement in just over a year, so relatively shortly.

Let me briefly recall the goal of the directive. We want to improve the quality of the future regulation of professional services. As your rapporteur said, they are of utmost importance for our economies. Business services, including professional services such as accountants, lawyers, engineers and architects account for almost 13% of EU value added. Regulated professions all together make up nearly 22% of the European labour force, so almost 47 million people. And research shows that services inputs, including professional services, account for about 40% of the value added in manufacturing industries. So it's extremely important for our economies.

We also note that poorly-designed regulation creates obstacles, especially for young graduates trying to access these professions and for professionals when carrying out their professions. So we need to ensure that across the EU, the new regulation is really proportionate in order to protect public interests and that it does not create needless obstacles.

This directive will help Member States with devising their regulations. It will mean that we can minimise any negative effects on the single market, on competitiveness or on the mobility of professionals. It does not prevent Member States from adopting new requirements, but it does prevent unjustified ones. We are not losing sight of existing requirements either. We adopted reform recommendations on the existing regulation of professional services as part of the services package. You discussed these recommendations recently – I'm really grateful for that, and I want to thank Mr Danti for a report that really encourages us to pursue this important work together with the Member States, and we are doing exactly that.

The Proportionality Test Directive complements this by helping Member State authorities to fulfil their obligations under existing legislation, and of course, court judgments. It sets out very clear rules on how to determine whether planned legislation is really fit for purpose and makes sure that this is determined in advance of legislation being adopted.

We have insisted many times that the Commission should make enforcement of existing rules a priority, and we are doing exactly that. But we have to recognise that ex-post enforcement actions are definitely not enough. The new directive will help us provide clarity on the general obligation of the principle of proportionality.

As I said, I'm really grateful for the way that we have worked together on this proposal. The compromise, I think, strikes the right balance. The outcome of the negotiations maintains the overall objective of the proposed directive. It maintains legal certainty and coherence, while at the same time making sure that important public interests such as patient safety – which was raised many times – and our human health are really clearly acknowledged.

There were many moments where some doubted that this directive should cover all of the professions, but clearly, the principle of proportionality applies to all professions, so I am grateful that this House – you, honourable Members – has managed to find a good compromise. I also welcome the enhanced transparency and additional focus on the principle of non-discrimination. Transparency has to be ensured before and after a new regulation is adopted in the Member States. Relevant stakeholders shall now be involved before Member States adopt the new regulation on professional services. The reason why the regulation was found to be necessary will be available to all after its adoption.

You also have drawn attention to the obstacles that may hit professionals when they want to provide temporary or occasional services, so I welcome the addition that proportionality of requirements related specifically to this temporary or occasional provision of services must be assessed.

The Qualifications Directive already says that professionals must be able to provide their services in other Member States without unnecessary administrative hurdles. But of course, too often Member States demand plenty of information from professionals instead of just using direct cooperation with other Member States via our well-established internal market information tool, IMI. Let me be clear that this does not affect the posting of workers or the application of local working conditions.

I think that the adoption of this directive will not be the end of our work in this field; rather, it is the beginning. We will look closely into the implementation of this directive and will assist Member States. We will place special emphasis on the transparency that you introduced for the regulation and its rationale via our regulated professions database. This database has really become a reference tool for professional regulations in the EU.

I would especially like to thank the rapporteur, the shadow rapporteurs, the competent ministers and, of course, the Presidency for your cooperation.

Puhetta johti HEIDI HAUTALA

varapuhemies

Pascal Arimont, *im Namen der PPE-Fraktion.* – Sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Frau Kommissarin, werte Kolleginnen und Kollegen! Über 5500 Berufe sind in der EU zurzeit reglementiert. Und immer noch gibt es erhebliche Probleme bei der gegenseitigen Anerkennung von Berufsqualifikationen zwischen den Mitgliedstaaten. Wir erhalten nach wie vor sehr viele Beschwerden, wenn beispielsweise in einem Mitgliedstaat unsinnige Voraussetzungen verlangt werden, um seinen Beruf in einem anderen Mitgliedstaat auszuüben.

Das darf nicht sein. Aus diesem Grund ist diese Verhältnismäßigkeitsprüfung, wie sie jetzt hier über dieses Gesetz erlassen wird, ein wichtiger Schritt. Sie wird dazu beitragen, Berufsankennung grenzüberschreitend zu vereinfachen. Dies ist insbesondere für Menschen, die an einer Grenze wohnen, so wie ich sie vertritt, von größter Bedeutung. Denn viele Menschen verstehen zu Recht nicht, weshalb sie ihren Beruf, den sie in ihrem Land gut und qualifiziert ausüben, in einem anderen Land nicht ausüben sollen dürfen.

Ein anderer Bestandteil des sogenannten Dienstleistungspakets war die sogenannte elektronische Dienstleistungskarte, und ich komme ganz kurz auf sie zurück. Ich habe mich im Ausschuss ganz klar dagegen ausgesprochen und mit meinem Stimmverhalten sogar zu ihrer Ablehnung beigetragen. Weshalb war das auch wichtig? Diese Dienstleistungskarte hätte all die Probleme wieder heraufbeschworen, die wir mit der Entsenderichtlinie eigentlich bekämpfen wollten. Sie hätte effektive Kontrollen erschwert und dem Sozialdumping ein neues Einfallstor geboten. Wir müssen Sozialdumping aber effektiver bekämpfen, statt es noch zu vereinfachen. Natürlich bleibt es wichtig, dass Unternehmen ihre Dienstleistungen grenzüberschreitend anbieten können. Davon lebt unser Binnenmarkt. Es bleibt aber im gleichen Atemzug wichtig, die Unternehmen und die Arbeitnehmer vor unlauterer Konkurrenz zu schützen.

Sergio Gaetano Cofferati, *a nome del gruppo S&D.* – Signora Presidente, onorevoli colleghi, volevo ringraziare il relatore Schwab e gli altri colleghi relatori ombra per il lungo e impegnativo lavoro che abbiamo fatto insieme. L'obiettivo che ci eravamo dati era un obiettivo ambizioso. Si trattava di cambiare in parti consistenti il testo che ci era stato consegnato dalla Commissione. Dunque trovare equilibrio e convergenza su nuove formulazioni non era un'impresa di poco conto, ci siamo riusciti e questo è molto importante.

Avevamo come obiettivo questo e, insieme, quello di cercare soluzioni che non limitassero l'autonomia degli Stati membri. Doveva essere il nostro lavoro di supporto agli Stati membri, mantenendo la loro autonomia nel regolare le attività professionali e nel perseguire, attraverso questa regolazione, obiettivi di interesse pubblico, come è stato detto già nella discussione.

Ora abbiamo modificato quella proposta e siamo ad una conclusione, della quale mi piace sottolineare alcuni aspetti. Abbiamo assicurato che le modalità del test siano flessibili e proporzionate rispetto alle modifiche in esame. Non era così all'inizio. Abbiamo ribadito esplicitamente la competenza degli Stati membri nella regolamentazione delle professioni. Gli approcci diversi non sono da considerare come sbagliati o negativi, prima ancora che vengano prospettati, ma devono entrare in sinergia con la soluzione complessiva che stiamo qui valutando.

Abbiamo respinto – sì, perché non ci sono soltanto le cose positive che abbiamo aggiunto, ci sono anche quelle che abbiamo cancellato – la proposta della Commissione di creare organismi di supervisione indipendenti che potevano stravolgere il lavoro futuro, garantendo che la lista dei criteri da valutare sia proporzionata e meno pesante per gli Stati membri, anche attraverso l'eliminazione della valutazione di impatto economico che era nel testo iniziale.

Abbiamo rafforzato le misure di trasparenza e di consultazione degli *stakeholder*, a partire dalle parti sociali, e abbiamo infine mantenuto il riconoscimento esplicito nel testo della direttiva della specificità della regolamentazione delle professioni sanitarie, che tanto ha fatto discutere ma che tanta sensibilità aveva creato in tutti i paesi dell'Unione.

Abbiamo perciò l'autonomia degli Stati membri che evita la deregolamentazione e abbiamo contemporaneamente fatto crescere la trasparenza e il coinvolgimento delle parti sociali. Era un equilibrio necessario ma non semplice. Sono molto contento che ci siamo riusciti.

Richard Sulík, za skupinu ECR. – Vážená pani predsedajúca, test proporcionality sa snaží o odstránenie pretrvávajúcich bariér na jednotnom trhu. Dnes musia tí, ktorí chcú ponúkať odborné služby alebo zamestnať sa v inom členskom štáte, čeliť značnému počtu regulačných prekážok. Situácia je o to horšia v povolaniach, kde je potrebné preukázať odbornú kvalifikáciu, a 28 členských štátov má svoje vlastné pravidlá, ako by táto kvalifikácia mala vyzeráť.

Záujemcov o tieto profesie potom čaká pomalý a byrokratický proces takzvaného vzájomného uznávania kvalifikácií. Z tohto dôvodu považujem test proporcionality za správny, pretože jeho cieľom je predchádzať nadmerným profesijným reguláciám ešte skôr, ako ich štáty prijímú.

Proporcionalita je dlho známy a smutne nevyháňaný princíp, inak by sme dnes nemali štáty s viac ako 500 regulovanými povolaniami, kým iným štátom stačí 70. Test proporcionality by mal štáty odradiť od zbytočných predpisov a prínosom našich rokovaní s Radou bolo tiež zachovanie princípu väčšej transparentnosti pri prijímaní národných predpisov. Som rád, že sa snažíme odstraňovať prekážky a nie ich vytvárať, a táto smernica je jedna z mála, ktorá naozaj má potenciál znížiť počet regulácií.

Natíska sa ale otázka, prečo nemôžeme byť v tomto prístupe dôslední. Dnes odstraňujeme bariéry, ale dva týždne dozadu sme odhlasovali novú úpravu smernice o vysielaní pracovníkov, ktorá úmyselne obmedzuje poskytovateľov služieb z iných členských štátov. Rád by som vedel, ako môžeme podporovať naraz dve protichodné iniciatívy a ešte sa tváriť, že nám ide o spoločný cieľ.

Jasenko Selimovic, on behalf of the ALDE Group. – Madam President, the G7 Summit in Quebec brought many surprises. One of the biggest was the day after, when we realised that President Trump was not signing the final statement. The signal sent to the world was quite clear: the USA stands for protectionism, closeness and isolationism.

The question is what the EU answer should be, and I do strongly believe that our answer should be to stand by our beliefs. We do believe in openness, we do believe in trade, we do believe in mobility. These are not just instruments to boost growth; these are also our values we should stand by. And this is exactly what we are doing tomorrow. The vote tomorrow is about 5 500 professions that would be able to move freely in Europe. Almost 47 million citizens will be affected by that. In most cases they can move from one country to another, but there are still significant barriers. In some countries, you have to live in that country in order to be able to exercise the profession; in other countries, you have to exercise this continuously. I do believe that tomorrow we are not just creating an instrument to boost growth and job mobility; we are actually defining our values.

Thanks to the rapporteur and thank you to the co-rapporteurs for their very fruitful work. I hope that tomorrow we will have a clear vote on this subject.

Paloma López Bermejo, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora presidenta, desde el primer momento ya expresé mi rechazo a esta propuesta de proporcionalidad, y las razones son muy claras: los Estados miembros son los únicos competentes para regular los sistemas profesionales y de formación, por lo que dar a la Comisión potestad alguna para formar parte de este proceso implica una ruptura con el principio de subsidiariedad.

Además, existen profesiones delicadas, como las relacionadas con la salud, que no deberían incluirse en este test. A esto se suma que ya existe un control sobre la proporcionalidad en las regulaciones, y lo realiza *ex post* el Tribunal de Justicia de la Unión Europea, con la ventaja de que lo hace para cada caso concreto, para cada norma que —se cree— vulnera el principio de proporcionalidad. Es más, los criterios que existen en la propuesta del Parlamento se extraen precisamente de las sentencias del Tribunal.

La idea de un test común es, por tanto, problemática en materia de competencias a todos los niveles. Por ello, desde luego, se rechazó en la Comisión de Empleo.

Mylène Troszczyński, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, non, les décisions nationales en matière de restriction d'accès aux professions réglementées ne sont pas des fautes morales.

L'action nationale est vertueuse lorsqu'il s'agit de limiter les effets de l'action de l'Union européenne et de sa déréglementation permanente, et bien plus légitime pour défendre les intérêts des Européens.

L'action nationale s'impose par des impératifs de recherche du bien commun, elle vise la protection des professions stratégiques au service du citoyen et pour sa protection. La concurrence déloyale et sauvagement engendrée par la destruction de ces équilibres est le seul horizon que vous offrez à nos concitoyens.

Ce rapport force la main des pays membres par une censure de l'action nationale injustifiable et intolérable. Le contrôle de proportionnalité est une véritable mise sous tutelle, une autocensure assumée et un nouveau renoncement d'ailleurs de la France, puisque ses autorités viennent de recommander l'adoption de cette procédure. Ce concept de démocratie limitée menace de plus en plus la santé, la vigueur et la force de nos nations.

Soyez certains que le mépris du bon sens et l'ingérence toujours plus évidente de l'Union européenne seront les marqueurs des prochaines échéances électorales, et nous faisons confiance aux électeurs européens qui, eux, font preuve de bon sens. Nous l'avons récemment vu en Italie.

Cristian-Silviu Buşoi (PPE). –Madam President, thank you very much. I would like to congratulate my colleague Andreas Schwab for the work done on this dossier and for the compromise he reached in the negotiation. In the EU, qualification requirements can differ widely between Member States, resulting, among other things, in fragmentation of the single market. The proposed introduction of a proportionality test before adoption of a new regulation on professionals will on the one hand harmonise activities within the EU and on the other hand deepen the single market for services and foster growth.

I come from a country, Romania, and myself I studied medicine, where health professionals are very well trained but choose to leave the country for better jobs. Knowing the specificity of this profession, I think that the rapporteur is right to propose the creation of a specific status for healthcare professions. I fully agree that the Member States should take due account of the objective of ensuring a high level of requirements for healthcare professions, such as reserve activities, protected professional title, continuous professional development and rules relating to geographical distribution or the organisation of the profession, professional ethics and supervision, while respecting the minimal training conditions as laid down in Directive 2005/36/EC.

In conclusion, with all the improvements from the work in the Internal Market and Consumer Protection (IMCO) Committee and in other committees, this proposal will strengthen the internal market and will make our Union greater and stronger.

Elena Gentile (S&D). –Signora Presidente, onorevoli colleghi, pochissime riflessioni. La libertà di esercizio delle professioni, comprese quelle sanitarie, e la libertà di impresa sono prerequisiti fondamentali per valorizzare il capitale umano in un'Europa che punta alla crescita, tutelando i diritti sia dei consumatori sia dei lavoratori e dei professionisti e anche del sistema di impresa. Per raggiungere questo obiettivo è necessario impedire che vengano frapposti ostacoli sproporzionati e talvolta insormontabili che limitano l'esigibilità degli stessi.

Se è vero, come è vero, che, in mancanza di specifiche disposizioni finalizzate all'armonizzazione dei requisiti per l'accesso alle professioni regolamentate e al loro esercizio sono gli Stati membri ad assumersi la responsabilità della loro regolamentazione, la stessa però non può non essere incardinata nei principi inderogabili della non discriminazione e della proporzionalità, tendendo dunque alla omogeneizzazione anche in riferimento al meccanismo della valutazione reciproca. E dunque la valutazione ex ante di regolamenti già in vigore o di nuovi regolamenti ci sembra una scelta giusta e condivisibile per il corretto funzionamento del mercato, che noi vogliamo sempre più trasparente e sempre più a tutela dei consumatori.

Anneleen Van Bossuyt (ECR). –Regels rond gereguleerde beroepen moeten proportioneel maar ook doelgericht zijn. Zijn ze dat niet, dan worden ze met deze test meteen weggefilterd. Het gaat dus om een instrument voor slimme regelgeving waarmee we de uitbouw van de Europese dienstenmarkt een stevige duw in de rug bieden.

Ik lees in deze wetgeving vooral dat de veiligheid van de patiënt te allen tijde primeert en ook dat mijn eigen regio, Vlaanderen, een ruime vrijheid toekomt in de organisatie van haar gezondheidsberoepen. Verplichte Nederlandse taaltesten voor dokters die in Vlaanderen aan de slag gaan, passen in mijn ogen dus perfect in de beginselen die deze nieuwe richtlijn zo nadrukkelijk in de verf zet: kwalitatieve, toegankelijke en efficiënte gezondheidszorg.

Adam Szejnfeld (PPE). –Pani Przewodnicząca! Mówimy o bardzo ważnej sprawie. Świadczą o tym liczby, które tu były przytaczane: że chodzi o 50 mln osób wykonujących zawody regulowane. Ale w co drugim wystąpieniu słyszę jakby uzasadnienie odwołujące się do służby zdrowia, do lekarzy. I nie wiem, czy to jest brak wiedzy, czy to jest manipulacja, ponieważ musimy pamiętać, że my mówimy o tysiącach, tysiącach różnych zawodów: o ślusarzu, murarzu, malarzu, a nie tylko o lekarzu, adwokacie czy architekcie. I te tysiące zawodów, wykonywane przez dziesiątki milionów ludzi, są straszliwie w Unii Europejskiej, a szczególnie w niektórych państwach członkowskich zbiurokratyzowane, przeregulowane. Skutek jest taki, że jest ograniczenie dostępu młodych ludzi, młodych adeptów do tych zawodów, ograniczenie konkurencji, a ograniczenie konkurencji oczywiście zwiększa ceny, zmniejsza jakość. Dlatego podoba mi się kierunek tej dyrektywy, ale łącznie z nią, równolegle, powinny iść w Unii Europejskiej i państwach członkowskich prace na rzecz deregulacji, zmniejszenia biurokracji związanych z zawodami regulowanymi.

Christel Schaldemose (S&D). –Fru formand! Det er godt, at vi anerkender erhvervskompetencer på tværs af grænserne i EU. Derfor skal medlemslandene selvfølgelig også overholde nogle fælles regler. Det er helt fint for mig, at vi opdaterer disse regler i den nye proportionalitetstest, og at vi også styrker gennemsigtigheden. Men – og der er et men – for når det kommer til sundhedsrådet og reglerne for læger og sygeplejersker og social- og sundhedsassistenter osv., så er det efter min mening medlemslandene selv, der skal kunne bestemme over, hvordan de regulerer disse erhverv. Sundhed er noget helt særligt – det er en helt særlig sektor, og medlemslandene organiserer denne sektor på vidt forskellige måder. Derudover er der også sprogbarrieren. Derfor ærgrer det mig rigtigt meget, at vi i denne proportionalitetstestlovgivning ikke fik undtaget sundhed. Jeg synes ikke, det bør være en del af proportionalitetstesten. Sundhed bør stå over markedet. Jeg støtter forslaget i al almindelighed, fordi det er godt, at vi får opdateret reglerne.

Angelika Niebler (PPE). –Frau Präsidentin, verehrte Frau Kommissarin, verehrte Kolleginnen und Kollegen! Ich stehe dem Vorschlag der Kommission – wie bekannt – sehr kritisch gegenüber, und zwar aus zwei Gründen: Zum einen halte ich ihn für überflüssig, für unnötig, und zum anderen glaube ich, dass die Probleme, die wir sicher im europäischen Binnenmarkt haben, dadurch nicht gelöst werden.

Wir haben bereits Verhältnismäßigkeitskriterien in Artikel 59 Absatz 3 der Berufsqualifikationsrichtlinie, und es gibt eine Vielzahl von Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs, in denen diese Kriterien nochmal detailliert ausgelegt, dargelegt wurden. Es fehlt uns nicht am rechtlichen Rahmen, den gibt es bereits. Ich teile die Auffassung der Kommission, dass die Mitgliedstaaten in der Tat sehr erfinderisch sind, wenn es darum geht, ihren Markt abzuschotten, Markthindernisse aufzubauen – die Analyse teile ich vollumfänglich. Aber wir werden mit immer neuen Regeln das Problem nicht lösen, sondern es muss vollzogen werden; es muss dann auch mit Nachdruck, es muss schlagkräftig von der Kommission gegen bekannte Hindernisse vorgegangen werden, und daran fehlt es einfach.

Ich glaube, wir lösen mit der Neufassung dieser Verhältnismäßigkeitsprüfungsrichtlinie kein Problem. Im Gegenteil, wir schränken manche gute Regelung in den Mitgliedstaaten ein. Ich würde mir einfach wünschen, dass die Kommission da, wo sie Kenntnis davon erlangt hat, dass es entsprechende Beschränkungen, Hindernisse, Hemmnisse gibt, auch wirklich mit ganz großem Nachdruck gegen die Mitgliedstaaten vorgeht und die Hindernisse abbaut. Es wäre zehnmal sinnvoller und effizienter als wieder neue Regeln zu schaffen, wie das jetzt hier vorgesehen ist.

Virginie Rozière (S&D). –Madame la Présidente, je voudrais remercier le rapporteur et le rapporteur fictif pour la qualité de leur travail, travail qui était d'autant plus nécessaire que la proposition initiale de la Commission était d'une piètre qualité.

Cette critique, d'ailleurs, s'applique à tous les textes du paquet sur les services, qui répondent tous, en fait, à la même logique: sous couvert de revoir des aspects de procédure, que ce soit sur la proportionnalité, mais aussi sur les notifications ou sur la mise en place de la carte professionnelle pour les services, on veut priver les États membres de la possibilité de mettre en place des règles pour les professions réglementées, règles qui, faut-il le rappeler, n'existent que parce qu'elles correspondent à des raisons impérieuses d'intérêt général aussi importantes que la santé des Européens, la sécurité des consommateurs ou la sauvegarde de l'environnement.

Fort heureusement, le travail qui a été conduit par le Parlement permet de limiter, voire de supprimer les visées dérégulatrices de ce texte, en particulier en reconnaissant la spécificité des professions de santé ou en rappelant la primauté des règles sectorielles et le principe de *lex specialis*, qui doit continuer à s'appliquer.

Encore une fois, je voudrais féliciter ici le rapporteur et l'équipe de négociation, en particulier notre rapporteur fictif, Sergio Cofferati.

Danuta Jazłowiecka (PPE). –Pani Przewodnicząca! Szanowni Państwo! Jedną z podstawowych swobód w Unii Europejskiej jest swoboda podejmowania pracy oraz działalności gospodarczej. Aby to było możliwe, powinniśmy konsekwentnie usuwać wszelkie bariery stojące na drodze do mobilności, a przede wszystkim bariery administracyjne. O ich istnieniu świadczy chociażby fakt, że nadal w Unii Europejskiej tylko niewielki procent obywateli pracuje poza krajem pochodzenia. Jedną z barier stojących na drodze mobilności, nie tylko tej między państwami członkowskimi, ale także mobilności wewnętrznej są przeregulowane przepisy dotyczące dostępu do rozmaitych zawodów. Bardzo często są one przejawem protekcjonizmu, co w rzeczywistości zabija zdrową konkurencję i hamuje rozwój. Takie przeregulowanie zawodów, na przykład prawniczych, ma także negatywne skutki dla konsumentów, co ma swoje odzwierciedlenie w wysokich cenach usług prawniczych czy notarialnych.

Ocena zawodów regulowanych w krajach europejskich pokazała, że często regulacje krajowe nie są oparte na solidnej i obiektywnej analizie. Z tego też powodu wprowadzenie obowiązkowej analizy proporcjonalności jest niezwykle potrzebne. I z tego miejsca chciałabym wyrazić moje głębokie poparcie dla omawianej inicjatywy legislacyjnej. Ustanowienie wspólnych ram, przeprowadzanie testu proporcjonalności czy wprowadzenie nowych przepisów regulujących zawody pozwoli w większym stopniu wykorzystać możliwości tkwiące w jednolitym rynku i ułatwi dostęp do zawodów. Niestety propozycja ta spotkała się z krytyką wielu kolegów, między innymi z Komisji Zatrudnienia, dlatego chciałabym obalić kilka mitów na jej temat. Państwa członkowskie nadal będą samodzielnie decydowały o sposobie regulowania dostępu do zawodów. Nowa dyrektywa wprowadzi jedynie obowiązek przeprowadzenia testu, który ma pokazać, czy nowe regulacje są proporcjonalne. Dyrektywa w pełni respektuje zasadę pomocniczości i nie daje Komisji Europejskiej żadnych dodatkowych instrumentów zablokowania uregulowań na poziomie krajowym.

Sergio Gutiérrez Prieto (S&D). –Señor presidente, muchas gracias también al ponente y al ponente alternativo, Sergio Cofferati, por el gran trabajo que han realizado en relación con esta Directiva.

Es verdad que cada vez recibimos más quejas, especialmente de trabajadores jóvenes que se han formado, que han aprendido idiomas para mejorar su empleabilidad, aprovechándose de las ventajas del mercado único y de las ventajas que ofrece estar en la Unión Europea, y es verdad que muchas veces encuentran, después de ese gran proceso de formación, barreras burocráticas para poder acceder a esos trabajos en otros países distintos del suyo.

Por lo tanto, en esa dirección de mejorar la empleabilidad y la movilidad laboral, especialmente de la gente joven, está bien el avance que supone el test de proporcionalidad. Pero también es verdad que hay determinadas profesiones, especialmente las sanitarias, que ya tienen, en la Directiva de cualificaciones profesionales, un estatus especial que les permite esa movilidad sin que se pierda ni un ápice de la seguridad que tienen que garantizar a los ciudadanos en el ejercicio de esas profesiones.

Y es verdad, por eso, que pedimos la exclusión de las profesiones sanitarias del test de proporcionalidad, cosa que no hemos conseguido, pero hemos conseguido en el marco de las negociaciones de los trílogos un texto de transacción que puede mejorar ese punto intermedio en el que, dando la mayor seguridad a los ciudadanos, también mejoremos la empleabilidad del conjunto de los trabajadores en la Unión Europea.

Paul Rübig (PPE). –Frau Präsidentin! Recht herzlichen Dank auch der Kommissarin Bienkowska. Wir alle wissen – Angelika Niebler hat es schon gut auf den Punkt gebracht –, dass hier natürlich wieder die Gefahr besteht, so wie bei der Datenschutzgrundverordnung, dass eine enorme Bürokratie entsteht, und dass natürlich gerade diese unverhältnismäßige Bürokratieranwendung in den Mitgliedstaaten eine gewisse Gefährdung darstellt. Wir wissen, *gold plating* ist etwas, was sehr gut ankommt. Deshalb möchte ich anregen, dass man hier vor allem bessere Rechtsetzung anwendet in dem Sinne, dass jeder Mitgliedstaat wirklich den SME-Test durchführt und es dementsprechend für die Mitgliedsbetriebe so einfach und transparent wie möglich gestaltet.

Ich glaube, dass die Anerkennung der Pflichtmitgliedschaft ein positives Zeichen ist, dass natürlich die Anerkennung der Meisterprüfung – also dieses tradierte duale System – für uns von allergrößter Bedeutung ist und dass die Subsidiarität in diesem Bereich auch wirklich gelebt werden kann.

In diesem Sinne würde ich mich freuen, wenn die Mitgliedstaaten hier vor allem darauf achten, dass auch in den Gesundheitsberufen dementsprechende Regelungen geschaffen werden. Wir wissen, dass der Gesundheitstourismus auch in Europa eine wichtige Rolle spielt, und deshalb ist die Anerkennung der Berufsqualifikation in Verhältnismäßigkeit ein wichtiger und richtiger Schritt in die richtige Richtung.

In dem Sinne möchte ich mich bei allen beteiligten Kollegen bedanken. Wenn es vernünftig umgesetzt wird, ist es ein Schritt in die richtige Richtung.

Nicola Danti (S&D). –Signora Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, io penso che la direttiva sul test di proporzionalità, grazie al lavoro dei colleghi, in particolare modo del relatore e del relatore ombra, dovrà servire ad aiutare le autorità nazionali a legiferare meglio, non certo ad impedire i legittimi interventi normativi da parte degli Stati membri.

Professionisti competenti e pienamente inseriti nella nuova dimensione digitale saranno infatti determinanti perché l'Europa resti competitiva nel mondo e per tutelare il nostro modello sociale. Per preservare un'alta qualità dei servizi professionali abbiamo quindi bisogno di politiche a sostegno, ma soprattutto di un quadro normativo comune, efficace e proporzionato.

Con questo testo abbiamo corretto un'impostazione sbagliata della Commissione, che considerava ogni intervento legislativo come un ostacolo alla crescita economica. Al contrario, signora Presidente e Commissario, credo che occorra promuovere norme che da una parte sostengano la sana concorrenza, l'accesso dei giovani al mondo del lavoro, la crescita e l'innovazione, ma che al contempo tutelino la qualità dei servizi erogati, gli obiettivi di pubblico interesse e i consumatori finali.

Dariusz Rosati (PPE). –Madam President, we should be happy that we have come to the end of these negotiations on a very important piece of legislation. The Directive on the proportionality test before adoption, a new regulation of professions, because this is legislation which improves the functioning of the internal market for services. There are a number of other obstacles on this market, and we should be happy that at least one of them will be reduced.

I don't share the concerns of some of the colleagues here that this is going to undermine the competences of national states. This is a good step forward which should be followed by other initiatives, but for at least for this one I would like to express my thanks to the Commission, and of course to our rapporteur, Andreas Schwab. We are talking about the obligation now imposed on Member States, before they introduce a new regulation on regulated professions, to check to what extent these new proposals are effective, and whether they do not go too far in simply imposing restrictive conditions for provision of services.

This is a good day for the internal market for services, which has not been very lucky recently, and some of the initiatives have not been adopted by the Parliament. So for this reason, I express my joy and I would also like to express my thanks to all those who contributed to this final outcome.

Michaela Šojdrová (PPE). –Paní předsedající, já za tento návrh děkuji. Považuji ho za krok správným směrem pro otevřený vnitřní trh. Na půdě EP jsme v poslední době svědky spíše opačného postupu. Místo odbourávání administrativních bariér se tady budují nové překážky, např. při schvalování směrnice o vysílání pracovníků, to je skutečně ukázka.

Já se osobně domnívám, že Evropa potřebuje chránit především před protekcionistickými opatřeními členských států a před sociálním dumpingem ze třetích zemí. Výbor IMCO nedávno pohrbil návrhy o e-kartě. Ta mohla alespoň malým krůčkem přispět k funkčnějšímu trhu tím, že by zmírnila administrativní překážky. Ukázalo se však, že i odbourávání těchto překážek může být některými státy bráno jako útok na jejich trh práce.

Proto jsem ráda, že alespoň tomuto návrhu z balíčku služeb dáváme šanci, a věřím, že společný rámec pro provádění testu proporcionality pro všechna povolání, včetně zdravotnických, přispěje k odbourávání překážek pro větší mobilitu osob, ale zároveň také přispěje k posílení jistoty a kvality prováděných profesí na vnitřním trhu. Děkuji a doufám, že tento návrh bude schválen.

Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot

Csaba Sógor (PPE). –Madam President, while an occupational regulation can be a means to safeguard consumer interest, it can often turn into a rent-seeking activity for powerful occupational groups, with harmful effects on labour markets. Indeed, in most cases, there are valid policy reasons to justify the regulation of professions, such as the need to ensure good performance or for security or safety reasons. However, data shows that this is not always the case. According to Business Europe, many activities are regulated in only a few Member States and more than 25% of them are regulated in just one Member State. From the perspective of the internal market, mobile workers represent a mere 3.3% of the total workforce. Intra-European mobility is already made difficult by factors such as language, access to information, bureaucracy and social security provisions. Overregulation of some professions adds another layer of burden for mobile service providers. As a measure to prevent further fragmentation of the single market, the proposed proportionality test system is therefore very welcome.

Maria Grapini (S&D). –Doamna președintă, doamna comisar, vreau să felicit raportorii, colegii care au participat prin amendamente la îmbunătățirea propunerii Comisiei. Este foarte important raportul și sper să fie mâine votat. Sigur că sunt profesii – așa cum a fost arătat în dezbaterile de astăzi – care trebuiau reglementate.

Prin această reglementare, sunt convinsă că se va ușura munca transfrontalieră, recunoașterea calificărilor. Statele au libertatea prin acest raport să certifice, dar trebuie să și raporteze. În același timp, cum spunea raportorul Schwab, sunt meserii, cum ar fi meșteșugurile, care ar trebui să fie reglementate unitar, precum și alte meserii. Eu consider că raportul este echilibrat și poate fi votat și sper să aducă o îmbunătățire pentru piața internă. Toți ne-o dorim dezvoltată și cu profesii foarte bune și, sigur, cu un aport la creșterea competitivității în piața internă.

Νότης Μαριάς (ECR). –Κυρία Πρόεδρε, η οδηγία που συζητούμε είναι ιδιαίτερα σημαντική, καθώς αφορά τουλάχιστον 47 εκατομμύρια άτομα και 550 επαγγέλματα. Ο στόχος βεβαίως είναι η εφαρμογή της αρχής της αναλογικότητας στην αναγνώριση των προσόντων, σε μια φάση ιδιαίτερα ενδιαφέρουσα για την Ελλάδα, όπου πλέον 500.000 Έλληνες νέοι επιστήμονες βρίσκονται στο εξωτερικό (400.000 νέοι επιστήμονες από την Πορτογαλία επίσης στο εξωτερικό).

Όλοι αυτοί προφανώς θέλουν τη δυνατότητα να αναγνωριστούν τα προσόντα τους για να εργαστούν και αναγκάστηκαν να ξειντευτούν από τις πολιτικές της τρόικας. Είναι προφανές ότι χρειάζεται εναρμόνιση, χρειάζεται και ένα περιθώριο εκτίμησης που πρέπει να διαθέτουν τα κράτη μέλη, ειδικά στο καθεστώς των υπηρεσιών υγειονομικής περίθαλψης για την προστασία της υγείας.

Κυρία Bieńkowska, σας θέτω υπόψη το σοβαρό θέμα στην Ελλάδα με το Συμβούλιο Αναγνώρισης Επαγγελματικών Προσόντων, όπου προκειμένου να αποκτηθεί η ισοδυναμία στα επαγγέλματα χρειάζεται αναγνώριση. Δυστυχώς δεν λειτουργεί το σύστημα. Ζητούμε την παρέμβασή σας για να γίνει αναγνώριση των προσόντων. Χιλιάδες συμπολίτες μου αναμένουν τις αποφάσεις αυτού του περιφερικού Οργανισμού.

(Pyynnöstä myönnettävät puheenvuorot päättyvät)

Elżbieta Bieńkowska, *Member of the Commission*. – Madam President, I want to thank all the speakers who took the floor. Of course, I very much welcome the positive remarks. I listened carefully to the negative ones and to some concerns that honourable Members have. I would like once again to highlight the importance of this directive for the further improvement of the single market for services. This is one of the most important parts of our services package, and I am glad that, at least for now, we have this part of the package.

I want to add that professional mobility is a right of EU citizens and I will echo some of you in saying that the vote tomorrow will be about values and freedoms, not just about professional services. So I hope that, with that vote tomorrow, you will support the compromise that has been reached in the proposal. I think it is a good compromise and I want to thank everyone involved and everyone who cooperated with us and with whom we reached this outcome.

Puhemies. – Keskustelu on päättynyt.

Äänestys toimitetaan torstaina 14. kesäkuuta 2018.

Kirjalliset kannanotot (162 artikla)

Nicola Caputo (S&D), *per iscritto*. – Una regolamentazione intelligente delle professioni può rafforzare la crescita economica negli Stati membri e nell'UE nel suo insieme, purché questo non avvenga a discapito della stessa professionalità visto che non tutti gli Stati membri hanno gli stessi standard professionali. I test di proporzionalità della direttiva in questione non devono perciò concentrarsi solo sull'impatto economico quale criterio nella valutazione della proporzionalità dei provvedimenti, ma devono garantire la trasparenza, l'alta qualità dei servizi professionali forniti e un elevato livello di tutela dei consumatori, cercando di assicurare un equilibrio tra le restrizioni imposte a una libertà fondamentale e l'obiettivo di pubblico interesse. Gli Stati membri devono poter imporre diversi requisiti sull'accesso a determinate professioni, come l'appartenenza a organizzazioni professionali, la formazione continua e altri, che possono essere importanti per il conseguimento dell'obiettivo di interesse pubblico. I fornitori di servizi nell'ambito di professioni regolamentate sono già tenuti a soddisfare standard di qualità più elevati in termini di indipendenza professionale, istruzione o formazione permanente. Di conseguenza, tali professioni devono poter contare su provvedimenti proporzionati da parte degli Stati membri in cui forniscono i servizi.

Lidia Joanna Geringer de Oedenberg (S&D), *in writing*. – The European Union has managed to harmonise the requirements for various professions, such as brokers, auditors and others, in order to facilitate the free movement of workers across the EU and to unlock the full potential of the single market. Furthermore, the harmonisation of the professional services contributes to the higher protection of consumers. Although I support further unification, I believe a special status should apply to medical workers, due to the specificity of the healthcare system and a need to protect those services. The uniqueness of the public health system was confirmed by numerous rulings of the European Court of Justice, for example in the case Bressol and Others, dealing with the quotas for non-Belgian nationals in the francophone medical universities in Belgium. Therefore, such professions should be excluded from the scope of the proposal. Moreover, the directive sets the general obligations for Member States prior implementing additional restrictive measures. I welcome the addressing of this issue by the European Commission and an attempt to bring more clarity to the process. The Commission will be continuously assessing the national professional regulations and overview compliance with the existing EU legislation.

17. Verhandlungen über ein neues Partnerschaftsabkommen EU/AKP (Aussprache)

Puhemies. – Esityslistalla on seuraavana keskustelu

Linda McAvanin kehitysvaliokunnan puolesta komissiolle laatimasta suullisesti vastattavasta kysymyksestä (O-000044/2018 - B8-0026/2018) ja

Linda McAvanin kehitysvaliokunnan puolesta neuvostolle laatimasta suullisesti vastattavasta kysymyksestä (O-000043/2018 - B8-0025/2018).

Bogdan Brunon Wenta, *deputising for the author*. – Madam President, I would like to speak on behalf of the Chair of the Committee on Development, Linda McAvan, because she cannot be here this evening.

The Cotonou Agreement with the countries of Africa, the Caribbean and the Pacific concerns the Union's cooperation with 78 countries. One in five of the world's population lives in those countries, and the proportion is set to rise. No other EU partnership agreement has a similar geographic scope.

The Cotonou Agreement covers trade, development, cooperation and the political dimension. It provides a detailed list of human rights and democratic principles that the parties must comply with. The agreement expires in February 2020 and negotiation must be launched by August this year. Many stakeholders have been consulted over the past two years and the partnership has been completely evaluated. Also, in the ACP-EU Joint Parliamentary Assembly we have discussed the future of the cooperation beyond 2020.

Also, our Parliament contributed to the reflection by a resolution prepared by my colleague Norbert Neuser, which was adopted in October 2016. This resolution stressed that the next agreement should maintain the *acquis* of the Cotonou Agreement, notably the legally-binding nature of the agreement, the political dialogue and the essential elements of respect for human rights, fundamental freedoms, democratic principles, the rule of law and good governance.

Ahead of the adoption of the mandate, our Committee on Development thought it would be useful to present the EP priorities for the upcoming negotiations, taking into account the fact that Parliament needs to give its consent to the final agreement and that it should also be fully and regularly informed about the negotiations whilst they are ongoing. We understand that agreeing on the mandate within the Council is taking longer than expected and is proving difficult.

Commissioner, Minister, as you have seen in the questions addressed to you, Parliament has a number of concerns, relating notably to the consequences of the shift towards regional compacts for the preservation of strong, overarching ACP cooperation. The question of the balance between the three regional components is also important in view of the enhanced partnership with Africa.

Political dialogue is a fundamental part of the Cotonou Agreement and must remain a central and legal pillar of the overarching framework and at regional level. We believe that the effectiveness of the political dialogue should be improved, notably through better monitoring of the human rights situation in the partner countries.

The 2030 Agenda for Sustainable Development, in particular Sustainable Development Goal (SDG) 17, stresses the need for true multi-stakeholder partnerships. There is a need for a reinforced role for parliaments, civil society and regional and local authorities, starting right from the phase of negotiating the new agreement. The new partnership is perceived as one going beyond aid, and going further than a recipient-donor relationship. This is very welcome.

We insist on the need to put the 2030 Agenda, the SDGs and the European Consensus on Development at the heart of the future ACP-EU partnership. The eradication of poverty should remain a central element of this future agreement, and we should live up to the 2030 Agenda commitment 'to leave no one behind'.

With this debate, we would like to receive more information on the future institutional design and the future interplay between the Joint Council and the Joint Parliamentary Assembly (JPA). Let me take the opportunity to repeat the importance of strengthening the parliamentary dimension of the future agreement, guaranteeing real consultative power for the future overarching JPA and ensuring that it provides for open, democratic and comprehensive parliamentary dialogue. The ACP-EU Joint Parliamentary Assembly is an innovative institution, and we should take the opportunity of the future agreement to consolidate its legitimacy.

The European Parliament believes that the Assembly should be closely associated with the implementation of the agreement and that it should be regularly consulted on all matters of importance for the partnership.

Last but not least, the ACP side has decided to widely disseminate the negotiating mandate of the ACP Group of States. Can the Presidency promise that the Council will publish the negotiating directives? Also, will the Commission publish textual proposals during the negotiations? I look forward to your answers, and thank you very much for your attention.

Monika Panayotova, *President-in-Office of the Council*. – Madam President, I am grateful for the question, which gives us the opportunity to discuss this very important topic. ACP-EU relations after 2020 have been high on the agenda of all the Presidencies in the past four years and the Bulgarian Presidency has had the privilege of taking the lead at this crucial moment.

The Cotonou Agreement set a clear deadline for the start of the negotiations between the two parties and the Presidency spared no efforts to finalise the EU preparation process so that negotiations can open before the summer break.

Our relations with the ACP countries are at an important juncture. We have all witnessed the significant changes since the signing of the Cotonou Agreement. The world, the European Union and the ACP themselves are no longer the same. Our own reality has become much more complex. The European Union has 13 Member States more than in 2000 and the ACP countries have also developed in various ways.

Cooperation and interdependence at global level have gained even more importance in recent years, and relying on alliances is a key element of the European Union vision of multilateral values and principles on the international stage.

The Council took the upcoming negotiations with the ACP as a clear opportunity to strive for a new framework that responds most effectively to these new challenges. I am happy to note that the European Parliament has shared this approach since the beginning. There was also a convergence of views from early on with the ACP side that the new framework needs to be adapted to the new reality so that we can address global challenges more efficiently.

The 2030 sustainable development agenda will be the backbone of the new ACP-EU relationship. The EU position is therefore embedded in the European Consensus on Development and the new EU global strategy.

The Council is in the very final stage of an extremely intense discussion process to agree the negotiating mandate. Its slant is commensurate with the importance we give to our future relations with the ACP states. With only one outstanding issue, by far the major part of the negotiating mandate is agreed. The Presidency is confident that the last outstanding issue can be resolved in the coming days so that the negotiations with the ACP side can be opened shortly.

The vision of the European Union Member States is clear. We want to bring about a major change. Our aim is to leave behind the limitations of the donor-recipient relationship for good, and to open a new chapter with a bond between equal partners. Development, while an important part of our relations, should become one of the many areas of the complex, more political architecture.

The ACP group has great aspirations and we are convinced that the two parties together can become a driving force on important global issues. Let me give you an example: in the area of climate change, our joint efforts have been exceptionally fruitful. The ACP-EU Council of Ministers adopted the ACP-EU Joint Declaration on Climate Change on 1 June, ahead of the upcoming conference in December. With Poland taking over the chairmanship of the Pre-COP from Fiji, this allows us to maintain joint ACP-EU efforts over two terms of office and to steer our common agenda further ahead. This successful example needs to be replicated in other areas of global importance. On the EU side, we are convinced that we can do it, and are putting all our energy into achieving this.

The ACP-EU architecture is very complex and the different levels need to be readjusted to our new reality. The situation on the ground differs between the regions and countries, and regional and local players are gaining more and more importance. The EU intends to respond to this by shifting the centre of gravity and proposing tailor-made, action-orientated regional partnerships. We need to act at the most appropriate level, in line with the principle of subsidiarity, and to enhance the efficiency of the ACP-EU partnership. Our ambition is to agree on a more political framework with the ACP side. The new framework is intended to encompass all relevant matters of joint interest, such as human rights, fundamental freedoms, democracy, the rule of law and good governance, human development, sustainable and inclusive growth, peace, security and justice, as well as mobility and migration.

It includes a strong commitment to the principle of leaving no one behind, which is not at all in contradiction with the objective of a modernised political partnership that goes beyond the traditional development-aid approach. It's quite the opposite. Only a comprehensive political partnership will put us in a position to build peaceful, well-governed and prosperous states and societies by accelerating progress towards the attainment of the Sustainable Development Goals and thus to eradicate poverty and tackle discrimination and inequality.

I would like to thank the honourable Members for Parliament's valuable input and I count on your continued support as we pursue this important work.

Neven Mimica, *Member of the Commission*. – Madam President, I would like to thank Parliament and, in particular, Linda McAvan, Chair of the Committee on Development, and honourable Members Wenta and Neuser for their excellent work on this important matter. I welcome your resolution and the question on the upcoming negotiations of the partnership agreement between the European Union and the countries of the African, Caribbean and Pacific group of states.

Your position on the way forward and that of the Commission are broadly aligned. We share the conviction that we need a legally binding agreement that is based on the essential elements of our existing partnership, namely respect for human rights, democratic principles, the rule of law and good governance. They are all part of the *acquis* and must be strengthened in the new agreement. I also agree with your call to preserve a strong ACP identity.

Together, the European Union and ACP countries represent more than half of the UN membership. Such an alliance should be further exploited. Keeping the framework with 79 countries is fully compatible with having a tailored and strengthened approach to cooperation with the main regions.

Africa will remain very much in focus in the years to come. The future EU-Africa pillar should build on the existing joint Africa-European strategy and use its institutional set-up. At the same time, the importance of our Caribbean and Pacific partners will also be confirmed. The institutional and political architecture of the new EU-ACP partnership agreement will be key to this. Each region should have a distinct governance and a focus on regionally relevant priorities for dialogue and cooperation.

Political dialogue must be an integral part of the new partnership at all levels, including the ACP-wide level, the continental, regional and national levels, through the format most appropriate to the issues discussed. I also agree with your insistence that a core principle of the new partnership agreement should be a multi-stakeholder approach to dialogue and cooperation.

Let me also reassure you that the new partnership will fully confirm the commitment to implement the UN 2030 agenda and its Sustainable Development Goals. Eradicating poverty and leaving no one behind will remain core aspects of our relationship with the ACP countries, which will cover all topics on which there are mutual interests.

I also agree with you that the role of parliaments should be reinforced. Regional parliaments, in particular, should be stronger, matching the increased prominence of EU-Africa, EU-Caribbean and EU-Pacific regional councils in the future ACP-EU agreement.

As regards the rhythm of meetings, the Commission has proposed that the ACP-EU Council should be convened on an ad hoc basis. The Joint Parliamentary Assembly should work closely with the ACP Council of Ministers, according to those same principles.

Lastly, concerning publication of the negotiating directives, the Commission has suggested that the Council publish the final EU negotiating directive. It is ultimately up to Council itself to decide what it considers the most appropriate course to follow. Our counterparts in the ACP group adopted their negotiating mandate a few days ago at the ACP Ministerial Council in Lomé. Now it's up to the Council of the European Union to adopt ours.

I look forward to the debate on this important topic.

Frank Engel, *au nom du groupe PPE*. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, étant donné que le temps est compté, je voudrais dire essentiellement trois choses.

Tout d'abord, s'il y a une raison pour maintenir le cadre UE/ACP que nous connaissons actuellement, ce serait pour des raisons stratégiques, parce qu'entre les deux blocs – si j'ose dire –, nous représentons une majorité d'États membres des Nations unies, et je trouve qu'à l'heure actuelle et compte tenu des autres facteurs en présence, notamment dans les pays bénéficiaires de la coopération au développement, il pourrait valoir la peine de rappeler avec vigueur à ces pays qui sont nos partenaires que l'attitude vis-à-vis de l'Europe serait logiquement une attitude de partenariat privilégié.

Ensuite, je voudrais que nous ne nous perdions pas totalement dans les fioritures. L'implication de la société civile et tout cela, c'est très bien, mais en fin du compte, ce qui importe, c'est que notamment dans la partie africaine du partenariat, nous soyons en présence d'États stables, qui fonctionnent, et avec lesquels un partenariat pour le développement a du sens. Je ne peux rien développer, par exemple, en Centrafrique tant que l'État n'existe pas, et ce n'est pas la société civile à elle seule qui va m'y aider; malheureusement, j'aurais besoin de troupes, troupes que nous avons refusées, armes que nous avons refusées au gouvernement centrafricain.

Enfin, toujours pour ce qui concerne l'Afrique, il y a une dichotomie que nous devons résoudre. Le Parlement panafricain couvre tout le continent et il faudra que nous déterminions la manière d'insérer notre relation particulière avec l'Afrique dans la relation globale avec la région ACP. Le nord de l'Afrique constitue, non pas nécessairement un problème, mais un élément absent jusque-là et qui doit être d'une façon ou d'une autre intégré, ce qui m'amène à considérer que l'accent, à l'avenir, devra de toute façon être mis sur une relation stratégique avec l'ensemble de l'Afrique.

Enrique Guerrero Salom, *en nombre del Grupo S&D*. – Señora presidenta, señor comisario, desde que se adoptó el Acuerdo de Cotonú, en el año 2000, e incluso desde sus revisiones en 2005 y 2010, el mundo ha cambiado bastante. Nuevos actores han aparecido en un cierto desorden mundial y seguro que ahora, al revisar nuestra próxima etapa, debemos tener en cuenta tres objetivos fundamentales.

En primer lugar, fortalecer el diálogo político. Muchos de los actores del grupo ACP son hoy relevantes en el mundo multipolar, y la Unión Europea comparte con ellos objetivos estratégicos en esa ordenación del mundo.

En segundo lugar, contribuir al desarrollo económico de muchos de esos países, la mayoría de los cuales están en situación de pobreza y necesitan inversiones, necesitan capacidad de ofrecer oportunidades a sus ciudadanos.

En tercer lugar, cooperar con ellos para el cumplimiento de los objetivos sostenibles de desarrollo. Juntos somos más de la mitad de las Naciones Unidas y juntos podemos avanzar, reduciendo la pobreza y, si lo hacemos, habremos avanzado mucho en el conjunto del mundo.

Desde luego, nosotros pedimos una mayor presencia del control parlamentario en la implementación del nuevo Acuerdo de Cotonú; queremos mantener la estructura de la ACP, pero al mismo tiempo dar un relieve a la integración regional dentro de su campo; queremos incrementar la rendición de cuentas y hay dos puntos fundamentales a los que quiero referirme.

El más importante es que no podemos condicionar la cooperación con estos países a que cumplan nuestras exigencias respecto de las políticas de migración. Nosotros tenemos que luchar contra la pobreza, y eso significa no condicionar nuestra ayuda.

El segundo elemento, desde luego, es respetar los derechos humanos y convertirlos en el eje de nuestra cooperación.

Ελένη Θεοχάρους, εξ ονόματος της ομάδας ECR. – Κυρία Πρόεδρε, Κύριε Επίτροπε, ο μείζων στόχος μιας ισχυρής συνεργασίας μεταξύ της ΕΕ και των χωρών ΑΚΕ είναι η εξάλειψη της φτώχειας και η προαγωγή της βιώσιμης οικονομικής, πολιτισμικής και κοινωνικής ανάπτυξης των χωρών-εταίρων, με προοδευτική ένταξη της οικονομίας τους στην παγκόσμια οικονομία. Τόσο η ΕΕ όσο και οι χώρες ΑΚΕ θα πρέπει να επωφεληθούν από αυτή την ανταλλαγή εμπειριών μεταξύ τους.

Η διαπραγματευτική εντολή για τη μελλοντική συμφωνία μεταξύ της ΕΕ και των χωρών ΑΚΕ εγκρίθηκε πριν από 2 εβδομάδες στο Τόγκο. Στο πλαίσιο αυτής, οι θεμελιώδεις αρχές της συμφωνίας εταιρικής σχέσης του Κοτονού πρέπει να διατηρηθούν και να αποτελέσουν μέρος της μελλοντικής μας συνθήκης.

Η στήριξη και η προώθηση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και των δημοκρατικών αρχών, η ανάπτυξη πολιτικών για την οικοδόμηση της ειρήνης και την ενίσχυση της ασφάλειας στις ευάλωτες περιοχές, η προαγωγή της δημοκρατίας, η αντιμετώπιση της μετανάστευσης και της κλιματικής αλλαγής, η καταπολέμηση της τρομοκρατίας και, τέλος, η αντιμετώπιση της επισιτιστικής ανασφάλειας αποτελούν θεμελιώδη ζητήματα που πρέπει να αντιμετωπιστούν.

Ο πολιτικός διάλογος πρέπει να παραμείνει κεντρικός πυλώνας στο γενικότερο πλαίσιο της νέας συμφωνίας, ενώ οι αρχές της αποτελεσματικής αναπτυξιακής συνεργασίας πρέπει να ενσωματωθούν πλήρως στη νέα συμφωνία εταιρικής σχέσης ΑΚΕ-ΕΕ.

Τέλος, σε πρακτικό επίπεδο πιστεύω ακράδαντα ότι η ΕΕ πρέπει να διαδραματίσει κεντρικό ρόλο στην εκπαίδευση και στην καλλιέργεια δεξιοτήτων προς τους λαούς των χωρών ΑΚΕ, με παράλληλη στήριξή τους να παραμείνουν στις χώρες τους και να εργάζονται γι' αυτές.

Σας ευχαριστώ, κυρία Πρόεδρε, για την υπομονή σας. Ευχαριστώ επίσης και τους διερμηνείς που έχουν την υπομονή να μας υποστηρίξουν στο έργο μας παρά τα προβλήματα που αντιμετωπίζουν οι ίδιοι.

Louis Michel, *au nom du groupe ALDE*. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, Cotonou a eu l'immense mérite de combiner à la fois l'aide au développement, le commerce et le caractère politique de nos relations.

Ces éléments constitutifs de l'esprit de cet accord historique doivent évidemment non seulement être préservés, mais de mon point de vue, ambitieusement amplifiés dans un accord juridiquement contraignant. Nous n'avons pas le droit de manquer cette opportunité unique qui devrait nous permettre d'être enfin d'authentiques partenaires politiques.

Des partenaires dont les destins seraient irrémédiablement et pour le meilleur liés sur le plan économique, environnemental, industriel, éthique et politique. Je pense à de vraies politiques d'égalité hommes-femmes, à une politique migratoire humaine et légale, à la consolidation d'États régaliens dont l'autorité et la légitimité ne pourraient plus être remises en cause arbitrairement.

Alors Monsieur le Commissaire, je peux évidemment comprendre la proposition d'une structure en piliers chapeauté par une coupole de coordination. Dans le fond, c'est un petit peu poursuivre ce qui existe aujourd'hui. Mais moi, je ne peux m'empêcher d'y voir le risque de maintenir nos relations avec l'Afrique en particulier dans un carcan trop étroit. On pourrait très bien faire en sorte que le Pacifique et les Caraïbes aillent s'insérer dans leur réalité géographique, culturelle et historique naturelle.

Je suis de ceux qui pensent que la création d'une vaste zone de libre-échange couvrant les deux continents et dans le respect des accords d'association bilatéraux actuels serait une réponse efficace aux incertitudes qui défigurent le moral des Africains et des Européens.

La prospérité qui en découlerait, Monsieur le Commissaire, offrirait aux jeunes africaines et européennes une perspective d'épanouissement économique et démocratique sans précédent. Ce serait, de mon point de vue, la vraie et seule solution pour résoudre les difficultés que nous avons à gérer les phénomènes migratoires.

Moi, je ne vois pas de meilleur moyen de soutenir le pacte d'immigration initié par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Gutierrez. Au-delà, je partage totalement l'argument de notre collègue Engel: une telle alliance offrirait évidemment au monde une influence positive bien plus grande. Cette vision-là des accords de Cotonou priverait enfin les populistes sordides de tout poil de leurs arguments cyniques et de leur rhétorique... (*l'orateur est interrompu par la Présidente*) ... donc je termine, je termine, et je répète ce que j'ai à dire! Cette vision-là des accords de Cotonou priverait enfin les populistes sordides de tout poil de leurs arguments cyniques et de leur rhétorique mortifère.

Lola Sánchez Caldentey, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora presidenta, la Unión Europea va a renovar el Acuerdo de Cotonú. Este acuerdo es el que regula nuestras relaciones con unos ochenta países de África, el Caribe y el Pacífico, entre los que se encuentran los países más empobrecidos del mundo.

Cotonú es un acuerdo de grandísima envergadura, pero tras casi veinte años no ha revertido la situación de extrema vulnerabilidad de estos países ante la economía globalizada; más bien se sigue condenando a África a ser una mera proveedora de recursos naturales. La industria sigue sin desarrollarse a pesar de su riqueza en recursos naturales, la desigualdad sigue aumentando, la seguridad alimentaria es una quimera y las violaciones de derechos humanos y contra el medio ambiente por parte de nuestras empresas europeas siguen ocurriendo con total impunidad.

Por eso, el nuevo acuerdo debe abordar algunos principios que aseguren la coherencia necesaria entre unas relaciones comerciales justas y el derecho al desarrollo. Debemos situar el acuerdo en el marco de la Agenda 2030 y del Acuerdo de París sobre cambio climático. Debemos incorporar la perspectiva de género de forma transversal, acabar con la insostenible explotación de recursos naturales, desarrollar las Directivas de transparencia para nuestras empresas, que deben pagar impuestos donde les corresponda y ser responsables de todas sus acciones en el exterior. Debemos fomentar la pequeña industria y la agricultura familiar, que es la que da de comer al mundo, y no debemos condicionar nuestra ayuda a nuestros propios intereses.

Tenemos por delante —y ya termino— un reto precioso: convertir a la Unión Europea en una auténtica exportadora de derechos humanos, más aún en aquellas regiones donde hemos esquilado durante siglos. En ese camino, encontrarán el apoyo de mi Grupo.

Mireille D'Ornano, *au nom du groupe EFDD*. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, au sein du Conseil, les divergences entre États membres sont telles que l'accord de Cotonou pourrait être caduc en 2020 sans qu'un nouveau texte ait pu être négocié.

Les négociations en cours pour l'après-Cotonou sont symptomatiques de l'impasse que constitue l'Union européenne.

L'article 218 du TFUE est très clair sur la procédure de négociation d'accords. Je le cite: «le Conseil statue à l'unanimité pour les accords d'association». Voilà pourquoi, au Conseil, la Hongrie a bloqué le mandat de négociation le 22 mai dernier en raison d'un désaccord sur la question migratoire. Puis le 24 mai, ce sont plusieurs États membres qui se sont opposés au texte de compromis qui aurait permis de lever l'opposition de la Hongrie.

Ouvrons les yeux, chers collègues, et comprenez que c'est aussi parce que les traités européens ne sont modifiables qu'à l'unanimité, conformément à l'article 48 du TUE, que nous défendons le Frexit afin que notre pays puisse agir librement.

Jean-Luc Schaffhauser, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, chers collègues, notre résolution est très positive sur la coopération interparlementaire et vise cette coopération. Mais nous ne disons que des banalités sur les politiques d'aide – associer la société civile, la bonne gouvernance, lutte contre la corruption – en oubliant comment faire des États africains des acteurs de leur développement, comme cela s'est fait en Chine, à Singapour et autrefois dans nos pays.

Par la budgétisation du FED, nous supprimons le caractère intergouvernemental indispensable à l'efficacité et à la bonne coopération selon le principe de subsidiarité.

Ce qui est plus grave, l'esprit de Lomé axé sur le co-développement, qui demandait des accords privilégiés pour l'achat des matières premières, qui demandait un certain protectionnisme pour développer l'emploi et l'activité sur place, cet esprit, déjà en partie abandonné avec les accords de Cotonou, nous l'oublions et conditionnons même notre aide à l'ouverture des marchés; nous détruisons en cela l'économie locale africaine.

James Carver (NI). –Madam President, can I say to the Commissioner that what strikes me most about this issue is that it is certainly not an agreement between equals. This should be a policy towards a level playing field, but when you read the fine detail the ACP countries will be lucky to get the scraps from the EU's table, whilst the EU ensures continued access to cheap raw materials whilst holding ACP states to difficult high standards of behaviour if they wish to continue receiving foreign aid from Brussels.

Can you imagine what would happen to an ACP country for behaving like, say, Spain has done over the issue of Catalan independence? Substitute Catalonia for any other independence movement and suddenly the EU's hypocrisy becomes embarrassingly obvious. This report is nothing more than a form of blatant neo-colonialism. We should be supporting initiatives to enable ACP countries to prosper, not to make them further dependent on aid regimes that have never worked, nor ever will, in their long-term best interests.

Joachim Zeller (PPE). –Frau Präsidentin, Herr Kommissar! Mit dem Cotonou-Abkommen wurde die Beziehung der Europäischen Union und ihrer Mitgliedstaaten zu den 79 Staaten Afrikas, der Karibik und des pazifischen Raums auf eine umfassende Grundlage gestellt. In 18 Monaten läuft dieses Abkommen aus. Nicht mehr viel Zeit – so meine ich –, um über die Fortführung des jetzigen Abkommens oder über eine Neufassung zu verhandeln. Umso bedauerlicher ist es, dass der Rat im Mai der Kommission noch kein Verhandlungsmandat erteilt hat, die Verhandlungen nicht wie vorgesehen am 1. Juni beginnen konnten. Die Partner der AKP sind bereits vorbereitet.

Seit dem Beginn der Laufzeit des Cotonou-Abkommens im Jahre 2000 ist die Entwicklung nicht stehen geblieben. Längst hat zum Beispiel China in vielen AKP-Staaten Europa an Einfluss überholt. Dabei hat das Cotonou-Abkommen nicht nur die Handelsbeziehungen und die Entwicklungszusammenarbeit zum Inhalt, sondern soll auch den politischen Dialog und die Behandlung von Menschenrechtsfragen befördern.

Der Europäische Entwicklungsfonds als wichtigstes Finanzinstrument der Entwicklungszusammenarbeit mit den AKP-Staaten ist ebenfalls bis 2020 begrenzt. Das Parlament verlangt eine Fortführung des Fonds, allerdings als zweckbestimmter Teil des EU-Haushalts.

Der Fragen über die weitere Gestaltung der Beziehungen der EU zu den AKP-Staaten sind noch viele. Wir haben sie in unserer mündlichen Anfrage hier dargelegt. Sie gehören schnell beantwortet.

Ein Wort noch an die Kolleginnen und Kollegen: In der übernächsten Woche ist wieder die Paritätische Parlamentarische Versammlung AKP-EU. Ich hoffe, dass sich diesmal mehr Kollegen aus dem Europäischen Parlament daran beteiligen werden als bei den letzten Versammlungen. Wir sind es den Kolleginnen und Kollegen aus den AKP-Staaten schuldig.

Cécile Kashetu Kyenge (S&D). –Signora Presidente, onorevoli colleghi, l'apertura dei negoziati per il nuovo accordo di partenariato tra l'Unione europea e gli Stati dell'Africa, dei Caraibi e del Pacifico rappresenta una grande opportunità per migliorare le caratteristiche dell'accordo di Cotonou e contribuire al raggiungimento degli obiettivi di sviluppo sostenibile. L'eradicazione della povertà, il rispetto dei diritti umani, lo sviluppo economico e sociale e l'integrazione degli Stati ACP nell'economia globale devono rimanere fari nella nuova negoziazione.

Allo stesso tempo, è necessario che le sfide odierne incarnate dall'Agenda 2030 dell'ONU e dall'Agenda 2063 dell'Unione africana vengano messe in luce anche nel nuovo accordo: sviluppo sostenibile, lotta al cambiamento climatico, definizione di vie legali di immigrazione e promozione della pace.

Abbiamo sottolineato, anche oggi, il ruolo che l'immigrazione ha nel contesto europeo. Il nuovo accordo tra i paesi ACP e l'Europa non può trattare di immigrazione solo in termini di rimpatrio. Deve trovare posto un'ambiziosa politica olistica, che consenta di lavorare in direzione dell'eradicazione della povertà e delle cause profonde dell'immigrazione.

Sul futuro accordo, il rafforzamento della dimensione parlamentare risulta essere una necessità. Chiediamo con insistenza che venga consolidato il dialogo politico a garanzia del rilievo democratico delle nostre attività. Per questo vediamo di buon occhio la possibilità di coinvolgere nelle riunioni periodiche ACP-Unione europea l'opposizione e la società civile.

Dobbiamo infatti lavorare sempre più con la cittadinanza e in direzione della cittadinanza. Attuare e rafforzare le politiche giovanili e di genere, costruire un sistema che consenta un controllo sul rispetto dei diritti umani, che tenga conto delle segnalazioni della società civile. Il rispetto e la promozione dei diritti fondamentali dell'uomo sono stati il caposaldo dell'accordo di Cotonou e dovranno essere allo stesso modo le basi su cui costruire il futuro accordo.

Puhemies. – Kiitos jäsen Kyenge. Tarkoitus todellakin oli vain korostaa sitä, että tulkkien takia täytyy puhua hieman hitaammin ja toivon, että muutkin muistavat sen.

Arne Gericke (ECR). –Frau Präsidentin! Waren Sie einmal auf Kiribati im Pazifik? Kennen Sie die karibische Insel Samaná? Waren Sie schon mal in Bangui, Hauptstadt der Zentralafrikanischen Republik? Herr Kommissar Mimica, Sie wissen, dass Entwicklungsarbeit in diesen drei Regionen ungefähr so viel miteinander zu tun hat wie Äpfel, Reis und Süßkartoffeln. Damit sind wir auch bei einem Kernproblem unserer AKP-Politik, und ich erkenne leider auch im Post-Cotonou-Prozess keine grundlegende Änderung.

Wir brauchen eine starke Regionalisierung der AKP. Widmen wir uns intensiv Afrika, der Karibik und dem Pazifik – gemeinsam, aber trotzdem getrennt! Betreiben wir unsere Entwicklungspolitik pragmatisch, nicht ideologisch! Unterstützen wir Projekte vor Ort statt das Budget korrupter Regime in Palästen, und schaffen wir Mittel zur Finanzierung von Entwicklung, zur Verhinderung von Flucht! Wagen wir die Finanztransaktionssteuer! Haben wir mehr Mut als Macron und Scholz zusammen! Besteuern wir das Tun der Superreichen, um den Ärmsten zu helfen! Das ist mein Wunsch für die Zukunft der AKP.

Charles Goerens (ALDE). –Madame la Présidente, la semaine passée, à l'occasion des Journées européennes pour le développement, j'ai eu l'occasion de rencontrer le ministre guinéen des affaires étrangères, qui m'a confié qu'il sera le futur chef négociateur pour les ACP et que le groupe ACP a déjà adopté son mandat.

Puis, nous avons eu une discussion à plusieurs sur les raisons qui bloquent l'adoption d'un mandat dans l'Union européenne et j'ai dit que nous pouvions demander à la Commission de qui il s'agit. On obtient rarement une réponse parce que la Commission n'est pas une adepte du *blaming and shaming*.

C'est la raison pour laquelle je vous demande à vous, représentant de la Commission, si les États suivants sont bien d'accord avec le mandat tel que vous l'avez proposé, notamment le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la France, l'Espagne, Malte, Chypre, la Grèce, l'Italie, la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie, la Slovénie, l'Autriche, l'Allemagne, la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie et le Portugal.

Vous ne semblez pas me contredire, j'en déduis donc que c'est la Hongrie qui bloque ces négociations.

João Ferreira (GUE/NGL). –Senhora Presidente, Senhor Comissário, a relação futura com os países de África, Caraíbas e Pacífico deve assentar, antes de mais, no respeito pela independência e soberania dos Estados, no respeito pela vontade de cada povo. O lastro de séculos de opressão e dominação colonial não desapareceu. Ele está vivo nas relações atuais.

A interdependência assimétrica, o desenvolvimento desigual são realidades que nos devem fazer colocar no centro deste relacionamento, a cooperação para o desenvolvimento, o combate à pobreza, às desigualdades e as injustiças sociais. Em lugar de procurar exportar modelos de organização do Estado e da economia, a União Europeia deve respeitar as legítimas opções e prioridades dos países ACP.

Em lugar de procurar perpetuar as relações de domínio, para o que concorrem instrumentos como os chamados Acordos de Parceria Económica, a União Europeia deve reconhecer as necessidades específicas dos países ACP e o impacto negativo que neles têm as políticas de liberalização e desregulação do comércio internacional. Em lugar de tentar dividir para reinar, a União Europeia deve respeitar a unidade e a coesão dos países ACP.

Piernicola Pedicini (EFDD). –Signora Presidente, onorevoli colleghi, fino ad ora l'accordo di Cotonou si è basato su tre pilastri: la cooperazione allo sviluppo, la cooperazione politica ed economica e la cooperazione in ambito commerciale.

Sulla politica commerciale c'è stato un totale fallimento. Alcuni paesi dell'Unione hanno impostato accordi di natura neocolonialista, in cui solo a parole si puntava a misure sostenibili sui diritti umani, su nuove norme sociali e sulla protezione dell'ambiente, ma di fatto si è alimentata la liberalizzazione degli scambi, imponendo a caro prezzo i nostri prodotti, come i nuovi farmaci, come i prodotti trasformati o quelli di tecnologia avanzata come i telefonini.

Mentre questo succedeva, questi paesi, in particolare la Francia, hanno fatto razzia di materie prime, dai materiali rari in Congo ai prodotti della pesca nel Senegal, ai combustibili fossili in Nigeria, all'uranio in Niger, ai diamanti insanguinati in Serra Leone e al cacao in Costa d'Avorio. La cooperazione politica avrebbe dovuto essere uno dei cardini dell'accordo di Cotonou, ma fino ad oggi non ha portato neanche lontanamente a quella stabilità che tutti quanti cercavamo. Ci sembra anzi che l'insicurezza venga alimentata e addirittura incoraggiata in modo da finanziare il business della vendita delle armi e anche quello dei migranti.

Nei negoziati va ribadito che il dialogo politico è un aspetto fondamentale dell'accordo di Cotonou e che esso deve restare un pilastro centrale nel quadro giuridico generale. Se vogliamo fare solo politiche commerciali senza pensare alla situazione dei diritti e senza un coinvolgimento significativo della società civile nel dialogo a tutti i livelli, anche il nuovo accordo fallirà come quello precedente.

Sul piano della cooperazione e dello sviluppo non ho timore ad affermare che sono di fatto limitate alla sola dimensione intergovernativa, che sfugge al controllo dei parlamenti e della società civile. Le riunioni delle istituzioni congiunte ACP-UE, e in particolare del Consiglio congiunto dei Ministri, hanno prodotto pochissimi risultati concreti e sperimentato una partecipazione purtroppo minima e di scarso livello.

La cooperazione allo sviluppo avrebbe dovuto avere l'obiettivo primario di eliminare la povertà. Purtroppo tutto questo non è avvenuto. Noi auspichiamo che il nuovo accordo affermi seriamente la condizionalità relativa al rispetto dei diritti umani e rafforzi veramente il dialogo politico, dando strumenti concreti per difendere i valori comuni del partenariato ACP-UE.

György Hölvényi (PPE). –Elnök Asszony! Három konkrét pontot teszek hozzá a Parlament álláspontjához. Először is, valódi, többszereplős partnerséget sürgetünk a jövőben, de ezúttal sem hivatkozunk a különböző vallási közösségekre, holott nélkülük nyilvánvalóan nem létezik társadalmi stabilitás és szegénység elleni küzdelem a legtöbb ACP-országban. Gondoljunk konkrétan a katolikus püspöki konferencia nagyszerű közvetítő szerepére Kongóban, a világ egyik legsúlyosabb humanitárius válsághelyzetét segítik elő. A Tanács és a Bizottság számára is üzeni szeretném: az új megállapodásban nem hagyhatjuk ki az egyházakat az EU-ACP együttműködés felépítményéből.

Másodszor: javítani kell az emberi jogok helyzetét. Igen, így van, csak egyetérteni tudok. Zéró toleranciát kell tanúsítanunk az egyéni vagy kollektív szabadságot sárba tipró rendszerekkel szemben. A jövőben szóba sem jöhet üzleti lepakolás az ilyen rezsimekkel. Végül az EP-határozat 19. pontjával szeretnék vitatkozni, ami számomra nagyon problematikus. A migráció ideológiai megközelítése, a tervezett bevándorlás egyszerűen az emberek becsapása, a bajban lévő emberek helyben segítése abszolút elsőbbsége helyett hamis üzeneteket küldenek. Becsapás őket a befogadás, a munkalehetőség, az integráció ígéretével megtéveszteni. Becsapás végletesen összekeverni a menekültek és a migránsok helyzetét. Miért? Mert ezzel jelentősen hátráltatják az egész világon jelen lévő óriási menekültválság megoldását.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). –Señora presidenta, señor comisario, la relación de la Unión Europea con la Comunidad de Países de África, el Caribe y el Pacífico es seguramente la más estratégica, veterana y experimentada de las que mantiene la Unión Europea. Cuatro convenios de Lomé y el Acuerdo de Cotonú del año 2000, revisado en 2005 y 2010, son una experiencia más que suficiente como para aprender y extraer las consecuencias.

Quiero poner el acento en el refuerzo de la cooperación política, la capacitación institucional para el refuerzo de los poderes judiciales, la garantía de la separación de poderes y la garantía de los derechos humanos y también de la lucha contra la corrupción y, por supuesto, la dimensión parlamentaria, porque de eso va la Asamblea Parlamentaria Unión Europea y África, Caribe y Pacífico, exactamente para reforzar la dación de cuentas, la rendición de cuentas, y la responsabilidad de los países en sus prácticas políticas.

Pero quiero también señalar que no es aceptable la vinculación de este refuerzo de la cooperación a la cuestión migratoria, ni muchísimo menos su condicionalidad a la política de retornos. Sencillamente esto está fuera de la cuestión.

Jadwiga Wiśniewska (ECR). –Pani Przewodnicząca! Szanowni Państwo! Dziś pochylamy się nad odnowieniem porozumienia z Kotonu. Po osiemnastu latach jego funkcjonowania dziś połowa państw AKP nadal należy do najsłabiej rozwiniętych państw świata. Ich łączny udział w światowym handlu to mniej niż 5%, a udział w światowym PKB to tylko 2%. Dziś najpoważniejszym problemem jest niekontrolowana migracja, która jest ogromnym zagrożeniem dla rozwoju państw AKP, bowiem swoje ojczyzny opuszczają ludzie młodzi, silni i odważni, którzy mogliby wpływać na rozwój swoich ojczyzn. Zgadzam się z postulatem dotyczącym utworzenia skuteczniejszych mechanizmów na rzecz strategii z zakresu powrotów i readmisji. Unia Europejska powinna wspierać państwa AKP na miejscu i stymulować ich gospodarki.

Przedstawiciele państw AKP mówią tak do nas, przedstawicieli Unii Europejskiej: Czy chcecie doprowadzić do tego, żeby najsilniejsi, najmłodszy, najbardziej odważni opuścili Afrykę, żeby Afryka stała się tak naprawdę wymierającym kontynentem? Ta nieprzemyślana polityka migracyjna przynosi niestety złe owoce.

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID-MARIA SASSOLI

Vicepresidente

Željana Zovko (PPE). –Poštovani predsjedavajući, poštovani povjereniče, očekujem da današnja rasprava pridonese učinkovitijim pregovorima o novom sporazumu o partnerstvu između Europske unije i skupine afričkih, karipskih i pacifičkih država. Europska unija mora iskoristiti priliku koja joj se nudi u ovim pregovorima o novom sporazumu o partnerstvu nakon Cotonoua te razvoju pomoć staviti kao glavni instrument javne diplomacije.

Razvojna pomoć koju Europska unija pruža, mora imati veći vizibilitet i služiti kao alat učinkovitijoj vanjskoj politici. Time ćemo prevenirati sigurnosne ugroze koji su posljedica nepoznavanja solidarnosti koja se iz Europske unije iskazuje prema zemljama čije su demokracije u potrazi za konsolidacijom i stabilnošću. Obnovljena suradnja Europske unije sa skupinom zemalja afričkih, karipskih i pacifičkih država mora pridonijeti u postizanju mira i stabilnosti na globalnoj razini. Sa ovim zemljama Europska unija njeguje duboke povijesne veze kao i povlašteno partnerstvo.

Potrebno je zajednički djelovati na učinkovitijem upravljanju migracijom radne snage, povećati protok i mobilnost studenata, olakšati poslovne investicijske programe te intenzivnije djelovati protiv mreže krijumčara i trgovaca ljudima. U cilju prevencije, nužno je unaprijediti prikupljanje i razmjenu informacija, kao i jačati otpornosti društava i gospodarstava u državama koje su zahvaćene krizama.

Adam Szejnfeld (PPE). –Panie Przewodniczący! Wydaje się że, polityka Unii Europejskiej wobec państw AKP to jest jednak fiasko, na szczęście jedno z nielicznych niepowodzeń Unii Europejskiej w polityce zagranicznej.

Prawie dwadzieścia lat funkcjonowania umowy, około czterdziestu lat funkcjonowania grupy AKP i jakie mamy tam osiągnięcia? Pokój? Nie – to bardzo często miejsca krwawych wojen. Demokracja? Rzadko można byłoby się podpisać pod tezę, że tam panuje. Prawa człowieka? Często są tylko i wyłącznie na papierze. Rozwój gospodarczy? Na ten temat trudno w ogóle się wypowiadać.

Podkreślam to może zbyt dobitnie, ale właśnie po to, żeby sobie uświadomili wszyscy ci, którzy zajmują się tą umową, że nie można powielić błędów z tych prawie dwudziestu lat. Nie można w tej samej filozofii realizować nowej umowy. Moim zdaniem, jednym z powodów niepowodzenia naszej polityki wobec krajów AKP jest to, że była ona, jak tutaj niektórzy podnosili, oparta na celu, jakim jest pomoc. Więc jak się wyłącznie stosuje pomoc, to bardzo często – nie chcę powiedzieć wyłącznie, ale bardzo często – trwoni się tylko środki, kapitał, a więc nie tylko pieniądze, ale też energię, czas etc.

Moim zdaniem, nowa umowa powinna być tworzona na zasadzie budowania partnerstw na rzecz osiągnięcia określonych celów, nie powinna to być tylko pomoc. Proszę zwrócić uwagę, że przecież bardziej efektywne, chociaż w krótszym czasie osiągnięte, są działania na przykład Stanów Zjednoczonych czy ostatnio Chin. Ale te kraje nie są nastawione na pomoc, tylko na realizowanie określonych celów i, moim zdaniem, to jest schemat, który powinniśmy przyjąć w tych relacjach.

Elly Schlein (S&D). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, il nuovo accordo dovrà essere profondamente radicato nell'Agenda 2030, con un meccanismo che permetta di monitorare i progressi compiuti da ambo le parti nell'attuazione dei nuovi obiettivi per lo sviluppo sostenibile. Particolare attenzione deve essere rivolta a quelli che erano gli elementi essenziali di Cotonou: rispetto dei diritti umani e dei principi democratici e dello Stato di diritto, che devono rimanere alla base della cooperazione. Aggiungo il grande tema della lotta all'evasione ed elusione fiscale, di cui i paesi in via di sviluppo già pagano il prezzo più alto.

Sull'immigrazione chiediamo al Consiglio e alla Commissione di non continuare sulla vergognosa strada, intrapresa negli ultimi tempi, di condizionare gli aiuti a un maggior controllo delle frontiere. Purtroppo, la proposta ci sembra troppo squilibrata verso i rimpatri e dice poco o nulla sull'apertura di canali di immigrazione legale. Cerchiamo di lavorare affinché il nuovo partenariato non abbandoni l'impegno sulla lotta alla povertà e sia uno strumento per affrontare i bisogni e tutelare i diritti e per uno sviluppo sostenibile che davvero non lasci indietro nessuno.

Carlos Zorrinho (S&D). –Senhor Presidente, num mundo marcado pela incerteza e pela fluidez das relações geopolíticas, as negociações deste acordo de parceria EU-ACP constituem uma oportunidade de fixar uma matriz de cooperação baseada no respeito pela autonomia, pelos direitos humanos, pela participação da sociedade civil e pela sustentabilidade, princípios que são cruciais para uma globalização humanista e justa.

É também importante salvaguardar que os blocos mantenham uma posição global sem prejuízo da abordagem específica no plano da negociação.

A cooperação União Europeia-ACP tem de constituir uma referência para as múltiplas parcerias de que o mundo necessita, alocando recursos que promovam um desenvolvimento digno e sustentável, contribuindo para reduzir as migrações forçadas e os fenómenos de pobreza e desigualdade extrema que estão a corroer as cidades do século XXI. E a resolução que hoje aqui discutimos é um compromisso do Parlamento Europeu com esta agenda de futuro.

Julie Ward (S&D). –Mr President, as an active member of the ACP-EU Joint Parliamentary Assembly, I have witnessed the importance of this framework. For post-Cotonou, I trust the Council will negotiate an EU-ACP relationship anchored in upholding the values of democracy, human rights, gender equality and the rule of law; one which will enable a vibrant and active civil society, including the work of human rights defenders. For instance, in the Democratic Republic of Congo, all Lucha and Filimbi members should be released, as should detained human rights defenders. The focus of our work with our partners at governmental and parliamentary level should be to ensure human dignity is respected everywhere. A strong focus on culture and education is also crucial. We need to make sure that intercultural dialogue becomes a key component of the ACP framework in order to use people-to-people contact as a means of achieving peace and prosperity. I also believe it is crucial to include a strong parliamentary dimension in order to strengthen the democratic foundation of our unique partnership.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). –Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, les négociations dans l'accord de partenariat post-Cotonou représentent l'occasion de renouveler les relations UE et ACP afin de relever les défis communs auxquels nous sommes confrontés.

Tout en saluant l'architecture générale pour la future coopération entre le groupe des pays ACP et l'Union européenne proposée par la Commission, je tiens à souligner que le programme de développement durable à l'horizon 2030, les objectifs de développement durable, ainsi que le consensus européen pour le développement doivent constituer le noyau du futur partenariat.

En outre, il est essentiel que la lutte contre la pauvreté demeure un élément central du nouvel accord, tout comme des conditions liées au respect des droits de l'homme, y compris des références explicites à la responsabilité, au mécanisme de suivi et de révision en cas de non-respect.

De même, il est indispensable d'impliquer la société civile dans le dialogue politique et je réitère que sa pleine participation devrait constituer un élément contraignant du partenariat.

Pour conclure, j'insiste sur l'importance de renforcer la dimension parlementaire du futur accord en veillant à ce que la future Assemblée parlementaire paritaire (APP) assure un dialogue parlementaire ouvert, démocratique et global.

Maria Arena (S&D). –Monsieur le Président, l'accord de partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique-Caraïbes-Pacifique est extrêmement important, et aujourd'hui nous devons nous repositionner dans le cadre d'un accord européen Afrique-Caraïbes-Pacifique.

C'est vrai qu'aujourd'hui, si on interroge les citoyens européens sur le Cotonou, le post-Cotonou, je pense qu'il y aura peu de citoyens qui savent exactement de quoi nous parlons. Idem pour les citoyens africains ou des Caraïbes ou du Pacifique qui, si on les interroge, ne sauront pas exactement de quoi nous parlons. Le premier défi que nous devons donc relever, nous Européens mais aussi avec nos partenaires, c'est de faire en sorte que ce qu'il y a dans ces accords soit connu de tous; je rejoins mes prédécesseurs qui ont dit qu'il fallait que la société civile soit impliquée dans le cadre de ces accords, dans le cadre de la discussion de ces accords, qu'il y ait une appropriation du processus par la société civile pour la négociation de ces futurs accords. Il me semble important que les populations européennes et les populations africaines, des Caraïbes et du Pacifique soient correctement informées de ce que nous faisons.

Deuxièmement, le travail que nous avons à réaliser au niveau parlementaire est également important; peut-être, sans doute même, avons-nous des choses à améliorer sur ce plan pour faire en sorte qu'entre parlementaires, nous puissions aussi définir un certain nombre de priorités, parce que des priorités et des défis pour le continent européen et le continent africain, les Caraïbes et le Pacifique sont importants. Les défis environnementaux, les défis liés à la démographie et à la population, les défis de l'utilisation des richesses, de la transparence et de la gouvernance sont des défis que nous avons en commun avec ces différents pays et avec les pays de l'Union européenne.

Je suis un peu triste aujourd'hui de voir que quand on s'adresse à ces pays, on ne le fait qu'avec la préoccupation de la migration, alors que cette même migration est en réalité une richesse que nous devons partager avec ces pays.

Alors je pense que le futur de Cotonou, c'est aussi le fait de pouvoir se projeter dans un avenir commun avec l'ensemble de ces pays et j'espère que nous réussirons tous ensemble ce défi.

Procedura «catch the eye»

Νότης Μαρίας (ECR). –Κύριε Πρόεδρε, οι πολιτικές και οικονομικές σχέσεις της Ευρωπαϊκής Ένωσης με τις χώρες ΑΚΕ πρέπει να οικοδομηθούν στη βάση των αρχών του αμοιβαίου οφέλους. Όμως, από τη μια μεριά, στην Αφρική οι ευρωπαϊκές πολυεθνικές αρπάζουν τις πλουτοπαραγωγικές πηγές, αρπάζουν τη γη, εκμεταλλεύονται τη φθηνή εργασία εκατομμυρίων εργαζομένων και ανταγωνίζονται με τους Κινέζους για τη δημιουργία διατροφικών μονοπωλίων. Από την άλλη, η αθρόα εισαγωγή αγροτικών προϊόντων από την Αφρική στην Ευρωπαϊκή Ένωση διαλύει την ευρωπαϊκή αγροτική οικονομία, διαλύει την κάθε προστασία που υπάρχει στα προϊόντα ονομασίας προέλευσης, όπως είναι η φέτα, καθώς και στα προϊόντα με γεωγραφικό προσδιορισμό και προέλευση.

Το αποτυχημένο μοντέλο των βιομηχανικών ευρωπαϊκών εξαγωγών και των αγροτικών αφρικανικών εισαγωγών συμπληρώνεται με εκατομμύρια παράνομους πρόσφυγες και παράνομους μετανάστες, οι οποίοι εισέρχονται στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Πρέπει να ληφθούν συγκεκριμένα μέτρα για την προστασία των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, να απαγορευθεί η παιδική εργασία και η εκμετάλλευση των γυναικών και ταυτόχρονα να εφαρμοστούν οι αρχές της συμφωνίας του Κοτονού.

Maria Lidia Senra Rodríguez (GUE/NGL). –Señor presidente, señor comisario, si el objetivo de erradicar la pobreza en los países ACP es sincero, es necesario un nuevo marco de relaciones que ponga fin a la actual situación donde la Unión Europea impone acuerdos totalmente desiguales que permiten seguir saqueando sus riquezas, sus recursos naturales y sus bancos pesqueros y permiten continuar con el acaparamiento de tierras y también con sus mercados agrícolas.

Creo que los acuerdos que ha habido entre la Unión Europea y los países ACP no han contribuido al desarrollo de estos países porque perpetúan la situación de pobreza y miseria, porque buscan únicamente materia prima barata, costes laborales bajos y normativas ambientales laxas y abrir, eso sí, las fronteras para que las corporaciones multinacionales puedan comercializar estos productos con aranceles reducidos o aranceles cero.

Es urgente un nuevo marco de relación que realmente busque el desarrollo, busque el fin de la pobreza y se base en la soberanía y en el respeto de estos pueblos.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). –Panie Przewodniczący! Zajmuję się polityką obronności, polityką bezpieczeństwa i tak patrzę na Afrykę: z punktu widzenia konfliktów, zagrożeń, ale także – niestety – tych najdramatyczniejszych zdarzeń, których w Afryce nie brakuje. I muszę powiedzieć, że także uważam, tak jak mój kolega Joachim Zeller, że potrzebne są ramy prawne, ramy polityczne, aby można być rzeczywiście skutecznym w reagowaniu na zdarzenia, które w Afryce się dzieją. I popieram także tę diagnozę wyrażoną przez Adama Szejnfelda, że tak naprawdę dziś nie możemy mieć satysfakcji z tego, co uzyskujemy w Afryce, ani z punktu widzenia bezpieczeństwa, ani z punktu widzenia socjalnego, ani z punktu widzenia ekonomicznego, ani też stabilizowania sytuacji tam, gdzie coś uzyskaliśmy. Chciałbym bardzo, aby Parlament Europejski, Unia Europejska, przygotowując nowe ramy umowy, pamiętała o najważniejszych celach do osiągnięcia i zastosowała nowe techniki czy nowe metody stabilizowania i poprawiania sytuacji w Afryce. Inaczej pieniądze będziemy wydawać tylko na uspokojenie własnego sumienia.

Ignazio Corrao (EFDD). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, conosciamo tutti l'importanza cruciale del partenariato ACP-UE, i grandi passi avanti nella lotta alla povertà che sono stati fatti e le grandi ed enormi sfide che però abbiamo ancora davanti. In quest'ottica stiamo riflettendo sulle innumerevoli varianti che possono riguardare il nuovo partenariato, tutti aspetti rilevanti, però non dobbiamo dimenticare quello che secondo me è l'aspetto più cruciale, ossia il finanziamento.

La budgetarizzazione del Fondo europeo per lo sviluppo va accolta con favore, ma a patto che ne resti preservata la sua destinazione. Quello che trapela circa la nuova proposta di strumento di vicinato, sviluppo e cooperazione internazionale, tuttavia, non ci rassicura affatto, anzi. Traspare infatti che la destinazione vincolante di fondi allo sviluppo sarà sacrificata sull'altare della flessibilità e che la lotta alla povertà cederà il passo nella gerarchia delle priorità alla difesa degli interessi dell'Unione europea.

Possiamo disegnare il partenariato ACP-UE migliore tra quelli possibili, ma se non ci assicuriamo che i fondi destinati al suo finanziamento non vengano sviati, avremo perso la più importante partita in materia di sviluppo e le conseguenze purtroppo si faranno sentire ancora per decenni.

Sirpa Pietikäinen (PPE). –Uudet neuvottelut tarjoavat mahdollisuuden nykyaikaistaa EU:n ja AKT-valtioiden välistä kumppanuutta. Komission ehdotus kolmesta alueellista kumppanuudesta Afrikan, Karibian ja Tyynenmeren valtioiden kanssa onkin erittäin tervetullut ja kannatettava pohja ja se myös vahvistaa kummankin alueen strategia tavoitteita.

Euroopan parlamentti on omalta osaltaan peräänkuuluttanut ihmisoikeuksia yhtenä kulmakivenä ja myös korostanut tasa-arvon edistämistä ja ilmastonmuutoksen torjuntaa. Toivoisin, että tulevassa kumppanuussopimuksessa näkyisi voimakkaammin kolme asiaa. Ensinnäkin selvä viittaus uusiin kestävä kehityksen tavoitteisiin ja kumppanuussopimuksen linjaaminen yhteen niiden kanssa ja niiden mittaaminen sitä vasten. Toinen on vahvempi naisten oikeuksien ote. Kolmas on kiertotalouden edistäminen aloittaen ennen kaikkea jätteettömästä yhteiskunnasta.

(Fine della procedura «catch the eye»)

Neven Mimica, Member of the Commission. – Mr President, I would like to underline that what is at stake in the upcoming negotiations for a new partnership agreement with the African, Caribbean and Pacific countries is ultimately the role of the European Union as a global actor.

It is my hope that the Council will shortly adopt a decision to entrust the Commission and the High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy with the negotiation of objectives, strategic priorities and modalities whereby the EU can achieve such a global player's role with its ACP partners. Let me conclude by assuring you that Parliament will be immediately and fully informed at all stages of the negotiation procedure.

I am looking forward to continuing our fruitful collaboration, and I remain certain that Parliament will continue working to ensure that the European Union keeps on standing up for its values.

Monika Panayotova, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, I am grateful for this interesting exchange. It shows a convergence of views on our side that the future ACP-EU partnership needs to be adapted to the new needs. This convergence is also due to the work of the European Parliament and the regular exchanges between all of us in the process of preparing the EU negotiating mandate.

While we need to build on the achievements of the Cotonou framework, it is imperative that the future framework take better account of the interests, needs and challenges of the different regions on the ACP side.

Concerning the questions from Mr Wenta and some other honourable Members, I would like to say that the Presidency will continue its efforts to allow the Council to adopt its mandate as soon as possible, in order for the negotiations to start as envisaged. The Council will make its decision on publication of the negotiating directives after we have agreed on the final text.

The negotiation process will be crucial. The Council will contribute, within the limits of its role, to its successful progress and will continue its exchanges on this important topic with the European Parliament.

Presidente. – Comunico di aver ricevuto una proposta di risoluzione conformemente all'articolo 128, paragrafo 5, del regolamento.

La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà giovedì 14 giugno 2018.

18. Umsetzung des EU-Rahmens für nationale Strategien zur Integration der Roma und Folgemaßnahmen (Aussprache)

Presidente. – L'ordine del giorno reca la discussione sulle dichiarazioni del Consiglio e della Commissione sull'attuazione e seguito del quadro dell'UE per le strategie nazionali di integrazione dei rom (2018/2743(RSP)).

Monika Panayotova, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, thank you for this opportunity to address the situation of Europe's Roma, our largest ethnic minority. Many Roma still face deep poverty, social exclusion and racial discrimination. We have a common duty to ensure decent life chances for all our citizens and we must pay special heed to those who find themselves in the most vulnerable situations.

This is a topic that goes to the heart of our common European values. Equal treatment and equal opportunities should be enjoyed by all of us. Sadly, in Europe, in the 21st century, this is not yet the case. It has already been seven years since the Council, the Commission and Parliament joined their voices to call for action to improve the situation of the Roma. Back in 2011, we launched the EU Framework for National Roma Integration Strategies. Parliament and the Commission took the first steps and I'm glad to recall that the Council swiftly endorsed the framework and the European Council called for its rapid implementation. The Member States duly prepared their national strategies and began putting the framework into practice.

I'm also happy to note that, in its mid-term report published last year, the Commission was able to confirm the added value of the framework. It is particularly encouraging to read that the participation of Roma children in early childhood education is on the rise and that poverty is falling. There are definite signs that the implementation of the framework is bearing fruit.

But let us be honest, we have not yet managed to end the discrimination, the deep poverty and the long-term disadvantages that have weighed on Roma communities. There is no room for complacency. If anything, we must redouble the efforts to put things right and to offer the same life chances to all citizens, regardless of their ethnic origin.

This is why the Bulgarian Presidency has put an important emphasis on issues at the heart of advancing the agenda in this area. The Council is expected to adopt a set of conclusions on the early childhood development later this month. The focus has been put on promoting and protecting children's rights, combating child poverty and social exclusion and providing all children with equal opportunities, irrespective of their social, cultural, ethnic or other backgrounds.

Member States should continue to provide multi-disciplinary support to children and families from disadvantaged backgrounds, such as Roma children. Investing in early childhood education and care is of high importance, not only for reducing inequalities at a young age, but also for preventing the risk of poverty and exclusion in adulthood by laying the foundations for successful lifelong learning, social integration and employability.

The European Parliament has worked tirelessly to keep this topic on the agenda. In matters where our common values are clearly spelt out in the Treaty yet Union competences are limited, strong political voices are needed to motivate us and to move us forward, so I thank you for helping us to keep the momentum.

The framework focuses on four main areas: education, housing, health and jobs. These are the matters we must address. No one in Europe should be denied the basic prerequisites for a decent life. The Council has also made the point that racial discrimination is unacceptable because it is also a root cause of the social exclusion of the Roma.

May I also highlight just three other key issues. The Council has repeatedly stressed the importance of the gender dimension in this context and the need for gender-sensitive approaches. The Council also strongly believes that the Roma themselves should be allowed to participate in planning and implementing policies that concern them. Finally, we need an emphasis on the local level. It is the people on the ground who can make the greatest differences.

None of this is controversial. I believe there is a broad agreement between our institutions on the approach we should take. The tools and the strategic insights are already here. A strong and sustained political commitment is needed, along with more forceful implementation. The EU institutions have been playing a leading role in the campaign for Roma inclusion for some years now. This is most welcome. It's making a difference. Cooperation and funding at EU level can contribute significantly.

The framework we established in 2011 is due to expire in 2020. It is painful to admit that ten years have not been enough to significantly improve the situation of Europe's Roma. To make greater strides, we need both a sense of urgency and a long-term vision. For this reason, in 2016, the Council called on the Commission to propose a post-2020 strategy on Roma integration and the Council stands ready to work further on these vital subjects. I know Parliament will be a faithful ally in this process.

Neven Mimica, *Member of the Commission*. – Mr President, the debate on this topic is a timely contribution to the Commission's ongoing evaluation of the EU framework for national Roma integration strategies. We will publish the evaluation by the end of this year. It will analyse the achievements and challenges of the framework. These could then be the basis for reflections about possible policy suggestions for the post-2020 period.

Without prejudging the outcome of this process, it is already clear that we have not undone centuries of discrimination in the few years since the launch of the framework in 2011. However, we can see the first signs of progress in some areas, like education. Fewer Roma youths leave school early, dropping from 87% in 2011 to 68% in 2016. More Roma children participate in early childhood education, rising from 47% in 2011 to 53% in 2016.

Another important achievement is the development of necessary coordination and cooperation structures, such as national Roma contact points in all Member States and the annual European platform for Roma inclusion. The most important overarching challenge is the limited impact on improving the present situation of Roma. In several areas, there is still much to do. Less, although still way too many Roma are at risk of poverty: 86% in 2011 and 80% in 2016. Extreme forms of poverty such as hunger decreased slightly, but remain alarmingly high. Less, but still too many Roma have experienced discrimination when looking for work in the past five years.

In some aspects, the situation of Roma even worsened in past years. Segregation in education has persisted and even deteriorated. The Roma employment stagnates at low levels – 25% – and the rate of Roma youths not in education or in employment or training grew from 56% to 63%.

The housing situation of the Roma remains deplorable. Sadly, strong external factors such as the economic crisis, competing political priorities and the rise of anti-Gypsyism and nationalistic populist political movements have contributed to limit the progress. However, the Commission will strive to make the situation of Roma in Europe better, in concert with the Member States, which maintain the key competences in this area.

Livia Járóka, *a PPE képviselőcsoport nevében.* – Elnök Úr! A jelenlegi európai romastratégia talán nem hozta meg a hozzá fűzött reményeket. Ennek a legfőbb oka az, hogy az Európai Parlamenten egy nagyon erős dokumentum ment át, míg a Bizottság nem volt mindenben elkötelezett, hogy a Tanácsnak továbbvigye azokat a nagyon fontos pontokat, ami nélkül nem lehet ez a stratégia sikeres: célszámokat, a jogi alapot, büntetési lehetőségeket, és a legfontosabb probléma az, hogy igazándiból a romák nem tudnak részt venni ezekben a programokban, sem a tervezésükben, sem a kivitelezésükben. Ezért annyira nem hatékonyak.

Úgy érzem, hogy nagyon hiányzik a pénzügyi ellenőrzés, a pénzügyi ellenőrzés, mivel egy sokkal összetettebb helyzettel állunk szemben, mint 2011-ben. A romák foglalkoztatása még mindig elmarad a többségi nemzeti átlagoktól, miközben azt látjuk, hogy 2060-ra a munkaerőpiacon 30 millió ember fog hiányozni. Megengedhetetlen luxus Európának, hogy kiaknázatlanul hagyjuk az európai szegényeket. Az aktív munkahelyteremtés talán most a legfontosabb. Nagyon sok eredményt elértünk, és köszönöm Panayotova asszonynak, hogy ilyen részletesen beszámolt róla. Én is egyetértek, mind a korai gyerekfejlesztésben, a többi kérdésben is. Köszönöm a Bizottság hozzáállását, mégis tovább kell lépünk.

Az egyik nagy probléma az, úgy látom, hogy magában a parlamenti anyagokban egyre többször tűnnek fel a romákról, vagy tagállamok romapolitikájáról szóló hazug hírek. Ez nagyon-nagyon hátráltatja ugye az objektív képet, a jó gyakorlatokból nem tanulunk eleget, és úgy látom, hogy fel kell ezt a stratégiát nagyítani, százátíz millió legszegényebb európai emberre, amiből csak tízmillió roma.

Soraya Post, *on behalf of the S&D Group.* – Mr President, I want to start by thanking the Commission for launching the EU framework for national Roma integration strategies in 2011. Due to this, the Member States now have their national strategies and there are programmes and funds aimed at fighting anti-Gypsyism in its various forms. Although we are far from seeing the much-needed improvement in the lives of Roma in Europe, there has been some progress.

Now we need to up-scale the efforts following the clear and strong position of the European Parliament. This position was based on the concrete demands and proposals in the report entitled 'Fundamental rights aspects in Roma integration in the EU: fighting anti-Gypsyism' adopted by a threefold majority last year. In addition to addressing social inclusion, we need to situate anti-Gypsyism in the focus of the post-2020 EU framework and to introduce anti-discrimination indicators in all fields.

We need to set specific deadlines for measurable goals. There should be consultations with Roma representatives to avoid the creation of discriminatory programmes, or programmes that do not reach out to the Roma. We need close monitoring in order to identify quickly which actions can improve the situation on the ground and which do not. I therefore ask the Commission and the upcoming Presidencies to keep the fight against anti-Gypsyism on their agenda and support the continuation of the EU framework. The 10 million Roma in Europe must be equally entitled to enjoy the rights and opportunities established by our Treaties. Their situation depends on the continuation of the framework.

Last year we heard some hate speech, so let me just finish by expressing my hope that, during this debate, our colleagues will refrain from using hate speech.

Marek Jurek, *w imieniu grupy ECR.* – Panie Przewodniczący! Cieszę się, że mogę występować w tej debacie. W moim rodzinnym mieście, w Gorzowie Wielkopolskim, mamy pomnik wielkiej polskiej poetki języka romskiego Bronisławy Wajs (Papuszy), mamy jej ulicę, o tym się uczą dzieci w szkołach. Mam nadzieję, że w waszych miastach również możecie się tym pochwalić. Jeżeli są takie przykłady, no to można podnieść rękę, chętnie zobaczę.

Bo sprawa nie jest dobra – my mamy problemy w Europie. Tylko w ciągu ostatniej dekady z Francji, z Włoch, z Danii Romowie byli wydalani. Martin Schulz, Guy Verhofstadt protestowali... No i co? No i protestowali, bo w tej sprawie nie podejmowano żadnych energicznych działań. Ja myślę, że powinniśmy pójść tym tropem, o którym mówiła Livia Járóka i koleżanka, która występowała potem: po prostu powinniśmy pracować wspólnie z tą społecznością. Pracować tak, jak pracują Węgry, a nigdy nie wykorzystywać instrumentalnie tej sprawy do walk politycznych. Ludziom po prostu trzeba pomóc.

Cecilia Wikström, för ALDE-gruppen. – Herr talman! Vi glömmer ibland att EU faktiskt byggdes på värden som tolerans och jämlikhet. Också i dag måste alla EU:s medborgare få samma möjligheter till skolgång, fri rörlighet, sjukvård, sociala rättigheter och allt annat, men tyvärr är situationen i alldeles för många medlemsländer oacceptabel.

Minoriteter utsätts för diskriminering och hatbrott, och särskilt romerna utsätts för systematisk diskriminering, fördomar, marginalisering och utanförskap runt om i EU. Det finns faktiskt platser i EU där romer inte ens har tillgång till rent vatten och där 80 procent av alla romer uppges leva i fattigdom. Där barn inte får vaccination mot sjukdomar vi trodde vi hade utrotat för länge sedan.

Romer har faktiskt levt i EU i över 700 år. Då hette det Europa, nu heter det EU. Deras kultur och historia är en viktig del av vårt historiska arv. Trots steg i rätt riktning, som till exempel 2020-strategin, måste det till snabbare åtgärder och större satsningar från alla medlemsländer för att få slut på den systematiska utbredda och oacceptabla diskrimineringen. Jag vill lyfta fram Soraya Posts initiativbetänkande från i höstas, som poängterar vikten av utbildning kring romernas historia och kultur och större satsningar för att få slut på social exkludering.

Alla människor har rätt till ett värdigt liv och rätt att välja sitt liv och forma sin framtid. Därför måste vi nu kräva att medlemsländerna ökar insatserna för integrering av romer, och på så sätt få slut på fördomar, diskriminering och marginalisering. Bara på det sättet kan vi bygga EU starkt för att möta framtiden.

Bodil Valero, för Verts/ALE-gruppen. – Herr talman! Det är uppenbart att det är mycket långt kvar för att nå en godtagbar nivå i hela EU, trots strategierna för integrering av romer. Det skulle nog behövas en rejäl Marshallplan för att nå hela vägen, för århundraden av diskriminering försvinner inte på bara några få år av aktivt arbete.

Vi gröna har tidigare föreslagit att det skulle behövas en mer specifik EU-strategi för integrering av romer, för att skynda på genomförandet av de nationella strategierna och för att hantera de frågor som är gränsöverskridande. Det säger nämligen en hel del om takten i de nationella strategierna när många romer lättare försörjer sig och sina familjer genom att resa till andra EU-länder, där de många gånger bor i tältläger och tigger framför matbutikerna trots 20 minusgrader, än ges möjligheten att hitta jobb på hemmaplan. Den fria rörligheten gäller självklart för alla EU-medborgare och ändå höjs vissa röster, till exempel i mitt eget hemland, för att förbjuda tiggeri. Vi löser inte problemen på det sättet. En EU-strategi skulle behövas för att dels komma till rätta med länder som inte genomför sina nationella strategier och andra regelverk, dels se till att EU-migranternas rättigheter garanteras när de nyttjar sin rätt till fri rörlighet.

Cornelia Ernst, im Namen der GUE/NGL-Fraktion. – Herr Präsident! Schaut man sich die *public consultation* zur Umsetzung der Roma-Rahmenstrategie an, dann zeigt sich: Es gibt wirklich nur marginale Verbesserungen seit 2011, und fast ein Drittel der Befragten stellt fest, dass sich die Situation sogar verschlechtert hat. Insbesondere Gesundheit, Arbeit, *housing*, Bildung und die Bekämpfung der Diskriminierung sind absolute Fehlstellen in den Mitgliedstaaten – man könnte auch sagen: alles. Es gibt keine einzige relevante Maßnahme – und das waren ja unsere Bedenken 2011 – zur Bekämpfung der Diskriminierung von Roma-Gemeinschaften und zur Bekämpfung von Rassismus.

Was wir wirklich dringend brauchen, bevor irgendeine Maßnahme überhaupt greifen kann, sind verbindliche Maßnahmen dazu. Die nächste Strategie muss daher Diskriminierung und Rassismus in den Mittelpunkt stellen und für ein effektives Mainstreaming in den Politikbereichen sorgen, auf EU-Ebene und in den Mitgliedstaaten, und zwar verbindlich.

Letzter Satz: Wir wollen nicht, dass die kommende Roma-Strategie irgendwie in einer Armutsstrategie aufgeht. Wir brauchen eine gesonderte Strategie, wenn wir es damit wirklich ernst meinen.

Danilo Oscar Lancini, a nome del gruppo ENF. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, sento tante belle parole, qui in Aula. Si parla di inclusione sociale, uguaglianza, integrazione, *caring, sharing, peace and love*, eccetera, eccetera.

La Commissione sa di sbagliare finanziando questo progetto perché ad oggi i risultati di integrazione non esistono. Non esistono perché pretendete di integrare chi non vuole essere integrato. Basti pensare a quanti fondi sprecati in Italia. Cento milioni l'anno per gestire i campi rom di Milano, Roma e Napoli. Ventisette milioni buttati dal Comune di Roma per un progetto dai risultati scarsi per la scolarizzazione dei bambini nomadi.

L'UE mette a disposizione circa 26 miliardi e mezzo di euro dei contribuenti europei per finanziare questi progetti fallimentari che richiedono anche ingenti stanziamenti diretti nazionali, in parole povere quattrini degli italiani.

La dichiarazione della Commissione mi fa pensare che non sappia di cosa parla, perché in Italia, come testimonia l'ennesimo fatto di cronaca di ieri, si susseguono faide bellicose tra famiglie di nomadi che si contengono la proprietà, cari colleghi, di una minorenne segregata in schiavitù e costretta alla prostituzione. Regalare soldi a chi abitualmente commette questi reati significa esserne complici, anzi no, voi siete peggio, perché oggi volete continuare con questo pizzo disgustoso.

Σωτήριος Ζαριανόπουλος (NI). –Κύριε Πρόεδρε, παρά τα ευχολόγια της Ευρωπαϊκής Ένωσης και των κυβερνήσεων για τους Ρομά, τα κρατικά και τα ευρωπαϊκά κονδύλια που κατασπαταλήθηκαν χωρίς αποτέλεσμα για την κοινωνική ένταξή τους, μέσα σε ένα σύστημα που όχι απλά παράγει, αλλά ζει από τις ανισοτιμίες και την εκμετάλλευση, είναι επόμενο ευαίσθητες ομάδες, όπως οι Ρομά και ιδιαίτερα οι γυναίκες, να γίνονται θύματα ακόμα μεγαλύτερων διακρίσεων, αποκλεισμών και γκετοποίησης. Πέφτουν θύματα ρατσιστικών και ναζιστικών συμμοριών ή λόγω της ανέχειας και της περιθωριοποίησής τους εκτίθενται σε εγκληματικά κυκλώματα, ενοχοποιούνται συνολικά, δηλαδή άδικα, σαν θύλακες εγκληματικότητας, ενώ ταυτόχρονα αποκρύπτεται ότι οι κορυφές των εγκληματικών κυκλωμάτων δεν βρίσκονται μέσα στους καταυλισμούς των Ρομά.

Ουσιαστική κοινωνική ένταξη των Ρομά σημαίνει μόνιμη σταθερή εργασία με δικαιώματα, προστασία των ανέργων, δημόσιες υπηρεσίες υγείας, απλοποίηση των διαδικασιών νομιμοποίησης των εμπορικών δραστηριοτήτων τους, παιδικοί σταθμοί, τμήματα βοηθητικής διδασκαλίας, ξερίζωμα του αναλφαριθμητισμού, εξανθρωπισμός στις κατοικίες τους με δρόμους, αποχέτευση, ρεύμα, νερό, σχολεία, ιατρεία, δημόσια μέσα μεταφοράς και, τέλος βέβαια, όχι διακρίσεις και ρατσισμός, αλλά σεβασμός στην κουλτούρα και στον τρόπο ζωής τους.

Michaela Šojdrová (PPE). –Pane předsedající, myslím, že je správné, že EU monitoruje situaci etnických menšin, a pokud jsou problémy, tak požaduje jejich nápravu a samozřejmě také členské státy podporuje v tom, aby řešily jejich situaci.

Dovolte mi konkrétně zmínit situaci v ČR. ČR má vlastní strategii romské integrace do roku 2020. Jejím smyslem je zvrátit negativní trendy ve vývoji Romů v oblasti vzdělávání, zaměstnanosti, bydlení i sociální oblasti. V ČR žije 245 tisíc Romů, z nichž polovina je integrovaná a polovina žije stále ještě v ghettech. Tady mi dovolu zmnit to, že pokud chceme pomoci a zabránit ghettům, vyloučení, chudobě, musíme Romům pomoci, ale samotní Romové musejí chtít a musejí být aktivní.

Česká vláda, především samotné školy usilují o jejich začleňování do vzdělávání, protože to je základní podmínkou jejich dalšího úspěšného života. A zde také pomáhá EU, protože z fondů EU se daří připravit řadu programů k integraci romských dětí a ke zkvalitnění jejich vzdělávání.

Jsem hrdá na to, že konečně v ČR se podařilo napravit křivdu a pietně upravit pozemek na místě bývalého romského koncentračního tábora v Letech u Písku. Byl to ministr kultury mé politické strany, který tuto aktivitu završil, a to je podmínka pro to, aby se Romové cítili bezpeční, aby se aktivně zapojili do zlepšení jejich života. My jim v tom budeme pomáhat.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). –Señor presidente, señor comisario, la lucha por la igualdad no está nunca completada, porque tampoco lo está la lucha contra la discriminación, aunque ese sea un pilar permanente de la Unión Europea y, desde luego, crucial para este Parlamento Europeo. Por eso hacemos lo correcto debatiendo el funcionamiento de las estrategias nacionales para la inclusión de la población romaní, porque eso es exactamente lo que ordenan las Resoluciones de este Parlamento.

Pero creo que este debate pierde el foco si examina país por país aquellos donde existe una mayor historia de integración de la población romaní, allí donde está más arraigada, como pueda ser por ejemplo el caso de España, o aquellos países donde el balance sea más deficiente. Porque lo realmente importante es apuntar a la población más vulnerable — mujeres, niños—: escolarización, empleo, vivienda, acceso a la sanidad, acceso a la educación e igualdad de oportunidades. Pero algo que sí podemos hacer y debemos hacer es excluir de este Parlamento Europeo el lenguaje del odio y la discriminación contra los gitanos que tantas veces hemos escuchado, cargada de odio energúmeno en este Parlamento Europeo, porque eso es absolutamente intolerable.

Ese sí que es un mandato que podemos cumplir: ser vigilantes y absolutamente intransigentes con el lenguaje del odio y la discriminación contra la población romaní en este Parlamento Europeo.

(El orador acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento interno)).

Livia Járóka (PPE), blue-card question. – My dear colleague, you have helped me so much from the Socialist side to push this dossier and we have talked so many times about what sort of financial background there should be behind it. Would you be reconsidering your Socialist view on whether the multiannual financial framework (MFF) should have a bigger budget for the many more poor people in Europe, because when we started this dossier we had 43 million poor people in Europe and about six million were non-integrated Roma. Now if we grow the document because poverty has doubled, would you be considering mentioning this dossier in the MFF? With a loan budget line of course.

Juan Fernando López Aguilar (S&D), blue-card answer. – Thank you for your question, my respected colleague, Ms Járóka. Ever since the great recession got started, we Socialists have fought all along the way against the recessive austerity and in favour of a European budget in order to fight social exclusion. Inequality is on the rise and of course that goes precisely to those segments of the European social fabric which have been the victims of a long, protracted discrimination in history – the Roma community, of course, but not only them.

Let me say that making up the budget is not only a matter in this House for a single European political group and that of course I do favour an increase in those particular chapters of the social European budget.

The second thing I wanted to say to you is that, in the current dispensation of the European budget, there is 20% for social inclusion, including in the European Social Fund. And that is an absolute must when it comes to the integration of the Roma population in Europe.

Verónica Lope Fontagné (PPE). – Señor presidente, a pesar de los esfuerzos de la Unión Europea y de los Estados miembros todavía existe una fuerte discriminación hacia la comunidad roma que dificulta su integración y participación en la sociedad, en especial en el caso de las mujeres gitanas.

La Comisión ha dado un paso al frente al reconocer como uno de los objetivos específicos del Fondo Social Europeo Plus la integración social y económica de comunidades excluidas como la romaní, con su subsecuente apoyo financiero. Por ello, desde el Parlamento tenemos que reconocer la lucha contra el antigitanismo como una prioridad europea y apoyar, sin fisuras, a los Estados miembros en el desarrollo, la aplicación y la supervisión de las políticas dirigidas a erradicarlos.

Es cierto -y se ha dicho aquí- que se pueden mejorar en múltiples ámbitos, en particular en materia de educación, empleo, salud y vivienda. Sin embargo, pienso que la prioridad se la tenemos que dar a la educación y la formación. En primer lugar, garantizando la escolarización y, en segundo lugar, evitando el abandono escolar, mejorando así sus perspectivas laborales y su integración y participación en la sociedad.

Y, por último, quiero destacar que es importante que las medidas no sean genéricas sino que tienen que dirigirse de forma específica a la comunidad gitana, contando con la participación activa de las ONG especializadas, así como con las propias organizaciones de gitanos. En España funciona muy bien, y yo creo que tenemos que seguir en esta línea.

Anna Hedh (S&D). –Herr talman! Trots att vi har en EU-ram för nationella strategier vad gäller romers rättigheter, och trots att medlemsländerna haft egna nationella strategier för integrering av romer sedan 2012, är det hittills få saker som har förändrats till det bättre. Europas romer är fortfarande extremt marginaliserade. De utsätts för fördomar och diskriminering och har inte alltid tillgång till grundläggande rättigheter.

Antiziganismen är utspridd och mer socialt accepterad än annan rasism. Detta är förödande både för romernas levnadsvillkor och för deras förtroende för samhället. Vi kan inte låta det här fortgå; vi måste göra mer. Det är självklart att kommissionen inte ensam kan bära ansvaret; det är i våra medlemsstater som förändringar måste ske, men kommissionen har ett oerhört viktigt ansvar att övervaka och granska att medlemsstaterna verkligen genomför sina strategier. Tyvärr finns det brister här som behöver rättas till.

Det bästa vi kan göra nu är att fortsätta arbetet med EU-ramen för nationella strategier för integrering av romer. Utan press från er, herr kommissionär och de andra i kommissionen, tror jag inte att de nationella regeringarna kommer att prioritera frågan eller göra vad som krävs, så vi kräver att ni fortsätter trycka på medlemsstaterna om romers rättigheter, gärna med en romstrategi.

Monika Beňová (S&D). –Vážený pán predsedajúci, chcela by som povedať, že mám taký pocit, že sme trochu neféroví k členským štátom. Budem hovoriť za moju krajinu, za Slovenskú republiku. Slovenská republika má svoju stratégiu, ktorou sa snaží napomáhať riešeniu problematiky Rómov. Máme rómskeho splnomocnenca. A viem, že je to takto vo viacerých krajinách, pretože som viackrát bola členkou fact-finding mission, ktorá navštívila viaceré krajiny, kde je väčšia komunita Rómov, ktorých považujeme za vylúčených alebo za skupiny, ktoré majú problém sa integrovať.

Ale naviažem na to, čo hovorila Lívia Járóka: bez spolupráce so samotnou rómskou komunitou nebudeme v týchto stratégiách úspešní. To, že máme výborné stratégie, je jedna vec, ale to, že ich nedokážeme implementovať aj preto, že veľká časť rómskych komunít nespolupracuje pri týchto stratégiách, je vec druhá.

A keď sme hovorili o vzdelávaní, chcem len povedať za moju krajinu, že moja krajina vytvorila všetky podmienky na to, aby rómske deti boli vzdelávané už od predškolskej výchovy, cez školy. Žiaľbohu, v prostredí svojich rodín nepociťujú žiadnu oporu v tom, aby sa vzdelávali, preto potom ukončia skôr školskú dochádzku a ťažko sa umiestnia na trhu práce. Navyše väčšina Rómov na Slovensku vykonáva skôr manuálnu činnosť, pretože také školy ukončí, a veľmi dobre vieme, že technologický pokrok neumožňuje vytvárať až toľko pracovných miest, aby takúto pracovnú činnosť mohli vykonávať.

(Rečníčka súhlasila, že odpovie na otázku položenú zdvihnutím modrej karty (článok 162 ods. 8 rokovacieho poriadku)).

Soraya Post (S&D), blue-card question. – Mr President, I am happy that Member States are doing their best, but do you really mean, Monika, that the Slovak Government is doing their best when they are creating walls and when they are creating segregated schools for Roma children? Is that the way to do integration? You have to ask that. You also had a sanction from the Commission because of the segregated schools.

Monika Beňová (S&D), odpoveď na otázku položenú zdvihnutím modrej karty. – Nie je pravdou, že na Slovensku sú vytvárané špeciálne segregované školy pre rómske deti. Práve naopak, slovenské vlády, či už súčasné alebo minulé, sa snažili vytvárať priestor na to, aby rómske deti boli integrované do riadneho vyučovacieho systému v riadnych školách. Problémom je, že máme rómske osady regionálne umiestnené v niektorých oblastiach a žiaľbohu, keďže je tam vyšší výskyt detí z rómskych osád, tak nie všetky spĺňajú svojimi vlastnými schopnosťami možnosť byť súčasťou iných škôl, a preto sú nie len pre rómske deti vytvárané špeciálne školy.

Presidente. –È prevista una blue card per oratore, non due, tre o quattro, altrimenti non diventa più una domanda, diventa un'altra cosa.

Julie Ward (S&D). –Mr President, Roma across Europe face countless problems, such as unemployment, poor housing, poor access to public services, multiple forms of discrimination and social, cultural and economic exclusion. Too little progress is being made, not to mention the anti-Roma prejudices that are still being promulgated, including at the highest political level in some Member States.

The Commission's recent public consultation showed that only in the field of education has there been any progress, and I am grateful for the work of the Committee on Culture and Education in that regard. In almost all the other areas – employment, healthcare, housing and discrimination – a large number of respondents declared that they saw little or no improvement. I wish particularly to mention the issues faced by Roma women, who find themselves at the intersection between anti-Gypsyism and sexism.

Problems in relation to discrimination against Roma need to be addressed through a rights-based approach and the EU has a responsibility to lead the way.

Νότης Μαρίας (ECR). –Κύριε Πρόεδρε, οι Ρομά αποτελούν μια μειονότητα 10 έως 12 εκατομμυρίων, που επί αιώνες ζουν σε κοινωνική περιθωριοποίηση, αντιμετωπίζουν διακρίσεις και στερεότυπα που υπάρχουν εναντίον τους. Μην ξεχνούμε ότι εκατομμύρια Ρομά εκτελέστηκαν, δολοφονήθηκαν στα ναζιστικά στρατόπεδα συγκέντρωσης.

Εν τω μεταξύ έχουν περάσει τα χρόνια και όμως η φτώχεια και η κοινωνική περιθωριοποίηση συνεχίζεται για τους Ρομά. Φυσικά αυτό δεν μπορεί να αποτελεί άλλοθι για αντικοινωνική συμπεριφορά εκ μέρους τους. Απαιτείται η οικονομική ενίσχυση και η κοινωνική ένταξη τους. Πρέπει να διατεθούν κονδύλια και να ξεπεραστούν τα εμπόδια της γραφειοκρατίας.

Θα ήθελα να σας πω επ' αυτού, κύριε Επίτροπε, ότι πρέπει να στηρίξουμε την προσπάθεια που γίνεται για τους Ρομά στην περιοχή Καμηλόβρυσης της Φθιώτιδας έξω από τη Λαμία. Εκεί τα παιδιά πηγαίνουν σχολείο σε κοντέινερ, αντιμετωπίζονται προβλήματα ύδρευσης και φωτισμού. Πρέπει να ξεπεραστεί η γραφειοκρατία και να δοθούν κονδύλια για έργα μετεγκατάστασης στην περιοχή αυτή της Καμηλόβρυσης όπου υπάρχουν πάρα πολλοί Ρομά.

László Tóké (PPE). –Elnök Úr! Járóka Livia alelnök asszonnyal, az ügy jelentéstévőjével együtt büszke vagyok arra, hogy 2011-ben az EP a magyar elnökség égisze alatt fogadta el az európai romastratégiát. A Sargentini-jelentés vádaskódásaival ellentétben, Magyarország azóta is élen jár a stratégia életbe léptetése terén. Azt viszont szégyellem, hogy az EU és egyes érintett tagországok milyen keveset valósítottak meg stratégiai vállalásaikból.

Az EU sokszorosan több gondot fordít és pénzt költ az illegális bevándorlókra, mint saját európai cigány polgáira, s az ő integrációjukra. Az eddigiekből levonva a következtetéseket, nem szabad a polkorrekt verbalizmusnál megrekedni, hanem végre cselekednünk kell a mélyszegénységben élő romák millióinak a szociális, gazdasági, oktatási és egészségügyi integrációja érdekében! Az 1920 utáni stratégiánk erre kötelez bennünket.

José Inácio Faria (PPE). –Senhor Presidente, Senhor Comissário e Senhora Ministra, antes de começar gostava de dizer à senhora Beňová, nada do que a senhora disse é verdade e a senhora sabe bem disso.

As comunidades ciganas, a maior minoria étnica da União Europeia, são parte integrante da sociedade e economia europeias, mas continuam a ser privadas dos seus direitos fundamentais. Perseguidos ao longo de séculos, os cidadãos ciganos continuam hoje na Europa a ser vítimas de preconceito e discriminação na educação, no emprego, no acesso à habitação e às prestações sociais, tornando-os, por isso, especialmente vulneráveis à pobreza, exclusão social e ao tráfico de seres humanos.

São ainda frequentemente vítimas de despejos forçados, ataques racistas e maus tratos policiais e, nalguns Estados-Membros, impedidos de obter a cidadania e os documentos necessários para os serviços de saúde e de segurança social. Isto mostra que, apesar de algumas melhorias no domínio da educação, os Estados-Membros estão a faltar no seu combate à discriminação e torna urgente assegurar que o quadro da União para as estratégias nacionais de integração dos ciganos no período pós 2020 seja mais ambicioso e mais integrado, numa lógica de empoderamento e de fomento da participação das próprias comunidades ciganas – termino, Senhor Presidente – para que finalmente deixem de existir na União *romani* apátridas ou tratados como cidadãos de segunda.

Sirpa Pietikäinen (PPE). –Arvoisa puhemies, romanien asema ei tämän strategian myötä ole juurikaan jäsenmaissa parantunut. Se on parantunut konkreettisesti jonkin verran koulutuksen osa-alueella mutta syrjäytyminen sekä myös suhteellisesti huonompi asema työmarkkinoilla, julkisessa päätöksenteossa, palvelujen saannissa tai omaan elämään vaikuttamisessa ovat jatkuneet joutuinkin entisellään.

Samaan aikaan myöskään yleiset asenteet – rasistiset ja romaneja syrjivät asenteet – eivät ole juuri korjaantuneet Euroopassa. Tämä kaikki puhuu sen puolesta, että tarvitsemme EU:n uuden puiteohjelman, jossa on nykyistä tiukempi seuranta ja myös korjaavat toimenpiteet jokaisen jäsenmaan osalta silloin, kun tavoitteisiin ei päästä. Se tarkoittaa, että tarvitaan erityinen osuus, joka puuttuu suoraan yleisiin asenteisiin, rasismiin ja syrjintään, joka on valitettavan yleistä eri jäsenmaissa. Sinänsä tämä on hyvä muistutus siitä, miksi tarvitsisimme myös syrjinnän vastaisen direktiivin.

Tarvitsemme myös vahvempaa romanien omaa osallistamista päätöksentekoon sekä julkisella että yksityisellä puolella ja lopuksi tarvitsemme sellaista koulutusta, joka vahvistaa romanien asemaa työmarkkinoilla suhteellisesti, eli ei siis halpa-työvoimaksi vaan niille osa-alueille, joilla tulevaisuuden työelämässä on kysyntää.

Csaba Sógor (PPE). –Elnök Úr! A romaintegrációs stratégiák megalkotása önmagában a roma közösségek speciális helyzetének elismerését jelentette, és azt a szándékot az EU részéről, hogy a tagállamokkal közösen szeretne tevékenyen részt venni a problémák megoldásában. Rendkívül fontosnak tartom, hogy az EU megpróbálja a tagállami hatóságok munkáját nyomon követni, de ezzel együtt látnunk kell, hogy a leginkább a kormányok tudnak érdemben tenni a stratégiák megvalósításáért.

A kérdéskör rendkívül komplex, legfontosabbnak mégis a szociális és oktatási dimenziót érzem, a roma közösségek felzárkózása ugyanis akkor lehet sikeres, ha tagjai azt érzik: van lehetőség kitörni a nyomorból, és az oktatás révén érdemben javulhat a helyzetük. Ha a kelet-közép-európai térség munkaerőpiaci folyamatait nézzük, akkor észre kell vennünk: óriási szükség van azokra a romákra, akik jelenleg az alacsony képzettségi szintjük miatt nem tudnak belépni a munkaerőpiacra. A romaintegráció tehát nem csak a romák számára fontos, hanem minden tagállam és minden helyi közösség sokszorosan profitálhat belőle.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). –Panie Przewodniczący! W Komisji Kultury w jakimś sensie zajmuję się taką opieką finansową nad programami w ramach Erasmus+. Z tego też powodu śledzę losy różnych mniejszości – także narodowych – funkcjonujących w tym programie. I muszę powiedzieć, że społeczność Romów tam nie funkcjonuje. To jest na granicy błędu statystycznego. Natomiast rzeczywiście leciutko – ale podkreślam – zaledwie lekko poprawiono sytuację najmłodszego pokolenia Romów, czyli krótko mówiąc – dzieci. O rok później opuszczają one szkołę, najczęściej jednak podstawowego poziomu. Zwracam na to uwagę, bo musimy niestety przyjąć do wiadomości tę zgodność opinii Rady i Komisji, że jest źle, ale do wiadomości akceptującej, jeżeli chodzi o realność oceny, natomiast – nieakceptującej, jeżeli chodzi o perspektywę. Potrzebny jest program zdecydowanie bardziej skuteczny, zdecydowanie lepiej adresowany i zdecydowanie lepiej koordynowany, także na poziomie krajowym. Tu są największe kłopoty.

(Fine della procedura «catch the eye»)

Neven Mimica, Member of the Commission. – Mr President, thank you for your clear and strong contributions, engagement and guidance on this important matter. It is obvious that, together, we need to continue an EU-level commitment. Roma strategies must be part of a broader narrative of inclusive structural reform that benefits all groups suffering discrimination and exclusion. In addition, hand-in-hand with socioeconomic inclusion, we will need an increased focus on fighting racism, in particular anti-Gypsyism, as well as clearer, measurable Roma integration goals, backed by robust transparent and inclusive monitoring.

The results of the EU framework evaluation will feed into reflection on the needs and directions of the post-2020 EU approach. I count on your strong support along the way.

Monika Panayotova, President-in-Office of the Council. – Mr President, thank you once again for the opportunity to address this important subject in Parliament. The Council welcomes your determination to keep Roma inclusion on the agenda and to provide continuity.

Let me repeat that the Council has already called on the Commission to propose the post-2020 strategy. It has not yet been decided how exactly the work on this subject will be continued after 2020, but we are quite confident that – with the proposal for the Multiannual Financial Framework and the 25% guarantee financing under the European Social Fund + for social inclusion – the national Roma strategies will have the financing needed to implement them after 2020.

We believe the EU framework for National Roma integration strategies is a major achievement, a manifestation of our common commitment to social justice, so let us overcome our divisions and affirm our common humanity.

Presidente. –Ringraziamo la signora Ministra, che resterà con noi anche per la discussione successiva, mentre salutiamo e ringraziamo della sua presenza il Commissario Mimica.

La discussione è chiusa.

19. Verbesserung des Spracherwerbs und gegenseitige Anerkennung von Sprachkenntnissen in der EU (Aussprache)

Presidente. –L'ordine del giorno reca la discussione su:

— l'interrogazione con richiesta di risposta orale al Consiglio sul miglioramento dell'apprendimento delle lingue e riconoscimento reciproco delle competenze linguistiche nell'Unione europea presentata da Cecilia Wikström, a nome della commissione per le petizioni (O-000055/2018 - B8-0029/2018) (2018/2707(RSP)) e

— l'interrogazione con richiesta di risposta orale alla Commissione sul miglioramento dell'apprendimento delle lingue e riconoscimento reciproco delle competenze linguistiche nell'Unione europea presentata da Cecilia Wikström, a nome della commissione per le petizioni (O-000056/2018 - B8-0030/2018) (2018/2707(RSP)).

Cecilia Wikström, author. – Mr President, in the name of my committee, the Committee on Petitions, I have the pleasure of presenting the oral question to both the Council and the Commission on improving language learning and the mutual recognition of language competences in the European Union.

In my Committee, we have received a number of petitions asking to improve language learning and the mutual recognition of language competences in the European Union. The petitioners claim that the existing differences in the teaching, evaluation and recognition of language skills in different Member States undermine the freedom of movement, which is very serious. They also claim that it discriminates against children in school whose mother tongue is one of the smaller languages of the 24 official languages of the European Union.

My Committee decided therefore to table this oral question to both the Council and the Commission on this issue, and both these questions were unanimously – and I underline, unanimously – adopted by the Committee on Petitions. According to Article 165 of the Treaty, Member States are exclusively competent for the content and the organisation of education and training systems. So in this sense, the offer of languages for secondary school exams is the decision of the Member State's Ministry of Education on the organisation of their educational system. However, proficiency in very much more than only one language is considered essential to strengthen employability within the European Union. It is also a critical key competence for active citizenship.

The EU therefore supports and supplements the actions of the Member States, with the aim to improve the efficiency of language teaching and learning. The oral questions to the institutions therefore tabled by my Committee are in line with the Commission's initiative on the creation of the European education agenda. I'm proud of that. We are completely (*inaudible*) within that scope, and in particular the concerned package of measures presented by the Commission in May this year suggesting, among other things, a Council recommendation for improving language learning.

The Committee on Petitions wanted to have a debate on these oral questions in this plenary, taking into account the adoption by plenary of the own initiative report by the Cultural Committee on modernisation of education in the European Union. The EU has long promoted language learning with an aim to increase mutual understanding and mobility, this by supporting supplementing actions and cooperation between national educational systems.

Parliament is taking serious note of these petitions that we have received, in which EU citizens do raise their severe concerns about the lack of teaching and recognition of language skills in their mother tongue.

Every EU citizen should be able to take advantage of their freedom to live in a Member State other than his or her own, and unfortunately this problem is today making it difficult to do so. Therefore, we ask and call upon the Council and the Commission to elaborate on the following issues – and I have them, there are four:

Firstly, what actions have you taken to support Member States in order to improve the mutual recognition of language competences in all the official EU languages, based on the levels existing under the common European framework of reference for languages?

Secondly, how does the Council and the Commission assess the added value of teaching official EU languages and particularly the recommendation for 'mother tongue plus two' in the context of modernisation of education in the EU, and more particularly for stimulating entrepreneurship, job opportunities and preservation of cultural diversities within the European Union?

Thirdly, does the Council and the Commission have recent and accurate data available concerning language assessment opportunities and the recognition of language exams, diplomas or certificates in the official EU languages other than English, French, German, Spanish and Italian – the big five? How can the European Union further support educational institutions that do provide classes in the official EU languages for EU citizens living in a Member State other than their own?

And lastly, what measures does the Council and the Commission intend to put in place in the European education area to develop an online system for the cross-border recognition and validation of EU language certificates for the purposes of school-leaving diplomas in order to facilitate accessibility to higher education across the EU?

Those are our four questions. They conclude my Committee's oral question to the two institutions.

Monika Panayotova, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, at the Gothenburg summit in November 2017 the EU Heads of State and Government chose education and culture as the first subject to be addressed under the new Leaders' Agenda, underlining their willingness to do more in these areas. The results of the Gothenburg discussions were formalised in the conclusions of the European Council meeting on 14 December last year, which emphasised that education and culture are key to building inclusive and cohesive societies. But the European Council didn't limit itself to such general statements: it also set out a number of specific areas for work to be taken forward.

I would like to mention two such areas, which are specifically relevant to the question posed today. The first is language learning, where the Heads of State and Government called for action so that more young people will speak at least two European languages in addition to their mother tongue. The second area is the mutual recognition of higher education and school leaving diplomas, and here Member States' cooperation is key. The benefits of multilingual competences impact upon all aspects of life. They contribute to mutual understanding and mobility within the Union. They increase our productivity, competitiveness and economic resilience. The lack of multilingual competences hampers the mobility of our citizens within the European Union and beyond and limits access to education, training and the labour market. At a time when Europe is looking to the future and seeking to re-engage, especially with young people, around an agenda of shared values, we believe multilingual and multicultural competences are crucial to creating a sense of belonging among Europeans.

Here, I would like to remind you that multilingualism was one of the core elements of the modernised Key Competence Framework adopted by the Council in May and the Council recommendation on promoting common values. The Council recommendation on key competences for lifelong learning is particularly relevant because multilingual competence is identified as one of the eight key competences which should be developed by the Member States' education systems. This update was not just a single act by the Council to address the common challenge in the European Union of the modernisation of educational institutions, but also part of the Member States' overall ambition to keep working on the New Skills Agenda for Europe.

The Council's recent extensive work on that matter, including the provision of a quality framework for language learning and recognition, started with the revision of the European Qualifications Framework. The revised European Qualifications Framework recommendation provided better understanding of qualifications and enabled better use of the skills available on the European labour market. The new Europass Framework, agreed recently, builds on the successful formula with easy-to-use tools to help people identify and communicate their skills and qualifications in all EU languages, which is a major boost for the recognition of all EU languages.

In addition, many other initiatives in Europe have supported the definition and development of language competences. The Council supports in a sustainable manner the use of the Common European Framework of Reference for Languages and recognises the impact of the European Language Label Award for excellence and innovation in language teaching.

Allow me to remind you that the Council held an education ministerial debate in February this year, when it called for a stronger Erasmus+ programme building on current successful instruments and further boosting participation. The call for an inclusive Erasmus+ programme, providing more and new participants with mobility opportunities, will increase the opportunities for young people both to learn more languages and to promote their own mother tongue with the European Union and beyond.

In May the Council adopted important strategic conclusions on moving towards the vision a European Education Area, which recognised multilingual competence as an important building block of such an area. In the meantime, the Commission has issued a package of three further proposals for Council recommendations, including a proposal on the mutual recognition of higher education and school leaving diplomas and the proposal on improving language learning. The two proposed recommendations are particularly relevant to today's discussion. The recommendation on improving language learning focuses on language teaching and learning in compulsory education, covering both general and vocational schools, as well as multilingual competences in a lifelong perspective.

Both recommendations will be examined in detail by the Council. This process has only just begun and it is therefore too early at this point to comment on the substance. However, there is already broad consensus that these are the key areas to be addressed in seeking to build a European education area and it is my understanding that the ambition of the forthcoming Austrian Presidency is to seek agreement at least on the first proposal, on mutual recognition of diplomas, before the end of this year.

Therefore, on the issue of language learning, as well as mutual recognition of diplomas, it is clear that the work is progressing quite quickly. These issues are a priority for the Council, and Parliament can expect quality results during the upcoming Presidencies.

Presidente. –Ringrazio la signora Ministra e do il benvenuto al Commissario Navracsics, che ricorderà questa serata perché oggi è il suo compleanno e gli rivolgo gli auguri di buon compleanno.

Tibor Navracsics, *Member of the Commission.* – Mr President, thank you for this oral question which reflects Parliament's strong commitment to multilingualism. Just three weeks ago, the Commission adopted a proposal for a Council recommendation on the teaching and learning of languages. In fact, this proposal's recommendation is a response to the European Council which last December called on us, I quote, 'to enhance the learning of languages so that more young people will speak at least two European languages in addition to their mother tongue'.

Language learning and multilingualism have never been higher on the political agenda. We should use this momentum.

Let me now answer your questions. First, the mutual recognition of language competence is based on the Common European Framework of Reference for Languages. The Commission supports and encourages Member States to use this Council of Europe framework. It facilitates the assessment of language competences and helps to create mutual understanding and transparency for the recognition of such competences. In recent years, the Commission has reinforced its cooperation with the Council of Europe and its European Centre for Modern Languages, situated in Graz, Austria. We have supported several joint projects, including on the assessment of language competences.

Two practical tools have also been developed. First, the European language Portfolio, a document that helps language learners, at and beyond school, to record and reflect on their language learning and cultural experiences. The second instrument is the Europass Language Passport, which is part of the Europass online tool. These two instruments help validate language competences in a transparent and comparable manner. Countries can use them to move towards the recognition of different language competences.

On your second question, on teaching languages in the context of the modernisation of education in the EU: language competences are at the heart of our ambitious vision to create a European Education Area. Being able to speak foreign languages is a key condition for studying and working abroad. It provides valuable and much-demanded skills on the labour market, strengthens a sense of European identity and enable learners fully to discover Europe's cultural diversity.

The Commission proposal for a Council recommendation on a comprehensive approach to the teaching and learning of languages stresses that young people need to be able to express themselves in three languages. First is the language of schooling, which is generally the national language; second is a language of international communication; and also a third language, which is most often relevant to their personal context. It is a priority for the Commission to support Member States in making language teaching and learning more effective.

Now, on your third question on language assessment and the recognition of language certificates, as well as support to educational institutions: in the 2014 Council conclusions on multilingualism the Commission was invited to explore the feasibility of assessing language competences across all Member States by using existing national language tests. In 2015, two studies were launched. The aim was to map national tests and compare the tests used across Europe to assess the language competences of secondary school pupils. However, these studies concluded that the data available at national level were not comparable.

The Erasmus+ programme supports language learning. In fact, this is one of its specific objectives. Opportunities for pupils to learn abroad, which we intend to boost in the future Erasmus programme, will also support the learning of languages. Moreover, teachers will benefit from continuous professional development and mobility schemes. We want to ensure that by 2025 every newly graduated language teacher will have spent at least six months learning or teaching abroad. Online training projects are also valuable for developing language competences.

Finally, to your fourth question on the recognition of language competencies in school-leaving diplomas: in May the Commission proposed the Council recommendation on a comprehensive approach to the teaching and learning of languages. It stresses the importance of acquiring and developing adequate language competences in one's mother tongue plus two additional languages. To help people reach adequate competence levels, the recommendation promotes the concept of language-aware schools that embed language learning – the learning of both of foreign languages and the language of schooling – across curricula. This enables a focus on pupils' respective needs, circumstances, abilities and interests.

Language-aware schools value linguistic diversity and enable students to maintain their entire linguistic repertoire, including their home language or mother tongue when this is not the language of schooling. As a consequence, the prior learning and knowledge of languages which are not part of the curriculum can be formally recognised and can be added to school-leaving certificates. Currently it is not possible to acquire recognised qualifications in all European languages. Therefore, the Commission encourages Member States to step up their efforts to make language certificates more widely available.

PRZEWODNICTWO: ZDZISŁAW KRASNODĘBSKI*Wiceprzewodniczący*

Светослав Христов Малинов, *от името на групата PPE*. – Бих искал да погледнем на днешния дебат като чудесна победа на каузата на малките официални езици. Наистина малките официални езици си заслужаваха един дебат в голямата зала в Страсбург.

Измежду петициите, които бяха в основата на днешния дебат, имаше и една българска петиция, особено впечатляваща петиция на Асоциацията на българските училища в чужбина. И макар да тръгна въпросът и дебатът под петиция на български учители, много бързо темата беше припозната като голяма общоевропейска тема, а именно защита на малките официални езици и най-вече на техните най-уязвими носители – децата, учениците.

Защото става дума за защита на онези млади хора, чиито родители са се възползвали от фундаменталното право на свободно придвижване или пък чиито родители, ако става дума за смесени бракове, и чието естествено владение на майчиния език не е оценено по достойнство, особено когато става дума за майчин език, който е официален на Европейския съюз.

Този дебат, тръгнал от комисията по петиции показва, че когато имаш кауза, когато имаш аргументи, гласът ти ще бъде чул от Европейския парламент, а както стана видно от отговора на комисар Наврачич, ще бъде чул дори от Европейската комисия. Защото става дума за принцип – принципът на равнопоставеността на всички официални езици. Няма връщане назад. Нещо повече, от чутото досега мисля, че Комисията и Европейският парламент ще изпреварят държавите членки в тази посока.

Петър Курумбашев, *от името на групата S&D*. – Основната цел на тази петиция, за която говори г-н Малинов и за която Асоциацията на българските училища заслужава поздравление, е в определени училища във всички държави членки да се предлагат изпити в края на средното образование на всички официални езици на Европейския съюз. Няма логика този въпрос да бъде решаван на ниво двустранни отношения между две отделни държави членки. Именно това е смисълът на Европейския съюз и на европейското право – този въпрос да бъде решен за всички официални езици във всички държави членки.

Всеки човек би искал децата му, независимо от това къде живеят или колко езика знаят, да говорят на неговия собствен език, на официалния език на неговата държава. Всеки език е врата към една култура. Твоят собствен език е врата към твоята собствена култура. Ние много се гордеем, че като българи дадохме третата азбука в Европейския съюз след латиницата и гръцката азбука, и аз много се надявам, че българските деца ще могат да четат и да пишат на кирилица навсякъде, във всяка държава-членка на Европейския съюз.

Νότης Μαρτιάς, *εξ ονόματος της ομάδας ECR*. – Κύριε Πρόεδρε, η Επιτροπή Αναφορών είναι η επιτροπή στην οποία απευθύνονται οι πολίτες και έχουν τη δυνατότητα να θέσουν τα θέματα που τους απασχολούν. Το θέμα το οποίο εξετάζουμε σήμερα υπό μορφή ερώτησης είναι πραγματικά καθοριστικό, διότι η δυνατότητα των πολιτών να έχουν γλωσσικές ικανότητες, να μπορούν να μιλούν δύο επιπλέον γλώσσες εκτός από τη μητρική τους γλώσσα, είναι κάτι πολύ σημαντικό και καθοριστικό, ιδίως σε μια φάση όπου χιλιάδες νέοι από τον ευρωπαϊκό Νότο και την ευρωπαϊκή περιφέρεια, ακριβώς λόγω των πολιτικών λιτότητας και φτώχειας που υπάρχουν στις περιοχές αυτές, αναγκάζονται να έρχονται προς τις χώρες του σκληρού πυρήνα.

Είναι λοιπόν βασικό να δοθεί η δυνατότητα στη νεολαία, μέσω του Erasmus και των ευρωπαϊκών κονδυλίων, να έχει αυτές τις γλωσσικές ικανότητες, αλλά φυσικά πρέπει να υπάρχουν και διαδικασίες αναγνώρισης των γλωσσικών ικανοτήτων τις οποίες αποκτούν οι νέοι μας. Θεωρούμε σημαντικές τόσο αυτές τις πρωτοβουλίες όσο και τη στήριξη των καθηγητών ξένων γλωσσών.

Илхан Кючюк, *от името на групата ALDE*. – Искам да благодаря на всички, които работиха по темата, но преди всичко бих искал да благодаря и на Асоциацията на българските училища в чужбина, чиято петиция положи основите на този устен въпрос, който дискутираме тази вечер.

Знам, че Европейската комисия в такива случаи казва: „Въпросът е в компетенциите на държавите членки.“ И ние това го знаем много добре. В държавите членки се осъществяват специфичните езикови политики. В случая обаче не става въпрос само за образование, а за мобилност. За мобилност и свободно движение на най-ценния ни капитал – знанието. И наистина, какъв по-ценен капитал има от уменията и знанията на подрастващите поколения? Езиковата компетентност е част от този капитал. Придобиването ѝ се насърчава като ключова компетентност.

Оказва се, че при мобилност може да се обезцени и загуби вече езиковата компетентност. Давам ви пример. Ученик от България с два чужди езика, английски и френски, пристига във Франция и остава само с един чужд език. Българският му вече не се брои, не се вписва никъде, не се признава, не се оценява. Това обезценяване води до неподдържането му и до загуба. Местната система всъщност казва: „Този език ти е излишен.“ Така казват много администрации за много езици, а излишни ли са наистина те? Не им ли трябва на държавите членки с тези редки познания, за да станат именно хората на още по-тесната интеграция на пазари и култури.

Тук не говорим за хармонизация, нито за образователни системи, нито за изпитни системи, нито за езикови политики. Необходим е механизъм, който да предаде стойност на придобитите езикови познания, независимо на кой език, как и къде са придобити. Не хармонизация, а механизъм по избор на държавите – дали с национални изпити, дали с признаване на сертификати или по друг начин. Подобен механизъм ще се яви като административна мярка, а не като образователна.

В заключение бих казал, че въпросът не стои само пред българските ученици и родители, а пред стотици хиляди европейски граждани. Мобилността означава отворени врати, а загубата на език затваря врати.

Liadh Ní Riada, *thar ceann an Ghrúpa GUE/NGL*. – A Uachtarán, cuirim fáilte gan dabht roimh an díospóireacht seo mar ceapaim gur maith an rud é aitheantas a thabhairt dár n-éagsúlacht teanga. Is díospóireacht bheo leanúnach í cearta teanga san Eoraip agus sa bhaile in Éirinn. Mar shampla, tá ár rialtas féin ag déanamh faillí ar ár bpobal Gaeilge le heaspa seirbhísí agus easpa aitheantais, easpa múinteoirí agus easpa tacaíochta, go háirithe dúinne atá inár gcónaí sa Ghaeltacht.

Tá dearcadh rialtas na Breataine scannalach i dtaobh ár dteanga dhúchasach agus nílid toilteanach comhaontú Chill Rímhinn a chomhlíonadh maidir le hAcht na Gaeilge. Tá sé tábhachtach mar sin go seasfaimid mar Fheisirí go láidir ar son cearta teanga agus son cearta daonna i ngach gné dár saol. Tá ár dteangacha tábhachtach, ní hamháin dár bhféiniúlacht ach dár bhféinmhuinín, dár n-éiceolaíocht, dár gcultúr agus níos mó ná san.

Ach mar fhocal scoir, agus samhláim go bhfuil sé tábhachtach é seo a ardú agus sinn ag caint ar chúrsaí teanga ar ndóigh: tá deacrachtaí ag na hateangairí le riarachán sa Pharlaimint seo agus táim ag labhairt go díreach leis na hateangairí atá anseo trathnóna chun a rá libh go bhfuilimid in éineacht libh, táimid ag éisteacht libh, táimid in éineacht in bhur dtroid ar son cearta agus ar son bhur gcearta oibriúcháin. Beirig bua, seasfaimid an fód libh.

Dominique Bilde, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, dernièrement des voix s'élevaient aux Pays-Bas, pourtant chantre de la mondialisation heureuse, contre la suprématie de l'anglais dans l'enseignement supérieur. Un réveil tardif à l'heure où pour l'étudiant international lambda, les journées sont rythmées par des cours en anglais et des conversations sur Skype dans la langue maternelle.

Les objectifs de Barcelone de maîtrise de deux langues étrangères comme gage de diversité auront fait long feu tant, de Bologne à Maastricht, le globish règne sans partage.

Comment s'en étonner alors que les institutions européennes entretiennent elles-mêmes un double discours permanent entre éloge du multilinguisme et une hégémonie de l'anglais disproportionnée au regard de son poids démographique au lendemain du Brexit.

Derrière la question de principe se profile celle de la considération accordée à des nations comme la France, État fondateur et contributeur net, alors que le renouveau des patriotismes essaime les ferments d'un printemps des peuples européens. De la réponse à cette question dépend la légitimité de l'Europe mais également sa survie.

Pál Csáky (PPE). –Elnök Úr, Biztos Úr! A Petíció Bizottságot a nyelvhasználatot illetően számos európai polgár kereste meg, ennek alapján kérdezzük ma a Bizottságot és a Tanácsot a felvetett kérdésekről. Előrelátó elgondolásnak tartom a két intézményhez címzett kérdésben megfogalmazottakat, ugyanis ha egy nyitott, egymás megértésére és megismerésére képes Európát akarunk, akkor azt a fiatalok oktatásával kell kezdenünk. Nyelvtudás nélkül nehezebb kultúránk megismerése, bonyolultabb az utazás és bonyolultabb a külföldi tanulás is.

Ezért is fontos, hogy erőteljes uniós támogatást kapjon minél több olyan kezdeményezés, amely a nyelvi sokszínűség erősítése céljából születik. Az Európai Unió sokat segíthet a tanulóknak, például a más tagállami nyelvvizsgák és bizonyítványok gyorsabb és rugalmasabb elfogadásával, vagy a más tagállami nyelvek oktatására specializálódott intézmények jobb támogatásával. Itt megállnék egy pillanatra, mert úgy gondolom, hogy hasonló, vagy talán még nagyobb támogatásra van szükségük a kisebbségi, vagy regionális nyelveket beszélő tanulóknak és diákoknak is. Ezért kérem a Bizottságot és a Tanácsot, hogy jövőbeli intézkedéseikben ne feledkezzenek meg az európai kisebbségi nyelveket beszélő fiatalokról sem.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D). –Señor presidente, me parece de una gran oportunidad este debate sobre esta pregunta oral de la Comisión de Peticiones.

Creo que la mejora del aprendizaje de lenguas es una obligación y, aunque se han referido otros colegas a que, efectivamente, es una competencia de los Estados, yo creo que desde la Unión Europea, desde el Consejo y de la Comisión se pueden hacer más cosas. Somos el mayor espacio político común con mayor número de idiomas. Tenemos ahí países como Rusia o Estados Unidos con un único idioma, prácticamente. Es decir, por lo tanto, nosotros somos un gran espacio político con un gran número de idiomas, y eso es un valor compartido. Por tanto, hay que tomar iniciativas. Me han parecido interesantes las del Consejo, también las que ha anunciado la Comisión.

Yo soy de un país -España- con una lengua oficial pero con tres lenguas más oficiales en su territorio, y creo que eso es una riqueza. Hay que proseguir esas iniciativas y que las competencias de los Estados sean generosas con el hecho de que la Unión Europea favorezca el lenguaje y el aprendizaje de estos idiomas.

Michaela Šojdrová (PPE). –Pane předsedající, děkuji také panu komisaři za jeho zprávu a pozornost, kterou věnuje otázce jazykového vzdělávání. Myslím, že zájem EU je, aby se lidé mezi sebou domluvili. K tomu potřebují nepochybně *lingua franca*, to je dnes angličtina, a pokud jsou nadaní, určitě zvládnou ještě další cizí jazyk.

EU musí také podporovat vzdělávání v mateřském jazyce. Samozřejmě, že to je v zájmu členských států, aby byly aktivní, podporovaly jazykovou gramotnost svých občanů, ale vzhledem k mobilitě je právě i na EU, aby jim pomohla, aby koordinovala jazykové vzdělávání, a proto navrhujeme mechanismus pravidelného transparentního hodnocení jazykových kompetencí napříč členskými zeměmi. EU by měla podporovat vzdělávací instituce, které zajišťují výuku v úředních jazycích EU pro občany, kteří žijí mimo svůj vlastní členský stát.

V neposlední řadě také bychom měli pomoci k dostupnosti univerzitního vzdělávání prostřednictvím on-line systému přeshraničního uznávání a potvrzování jazykových osvědčení pro účely osvědčení o ukončení školní docházky. Měli bychom k tomu také využít kompetenci, kapacity, které má třeba OECD. Chci v této chvíli poděkovat kolegovi Malinovovi za jeho iniciativu a panu komisaři za jeho spolupráci.

Csaba Sógor (PPE). –Elnök Úr! Az anyanyelvünk által meghatározott kereten való túllépés és az idegen nyelvek elsajátítása számos kulturális, szociális és nem utolsó sorban, gazdasági előnnyel jár. Ugyanakkor az idegen nyelvek ismerete, és ebből kifolyólag a minőségi nyelvoktatás egyre inkább szükségszerűséggé válik a mai multikulturális világunkban. Seholy sem nyilvánvaló annyira ez, mint az Európai Unióban. Ezáltal adódik lehetőség egymás kultúrájának megismerésére, az egyes nemzetek közötti kapcsolatok elmélyítésére, de ezáltal valósul meg az EU egyik alapelve: a munkaerő szabad áramlása is, amely idegen nyelv gyakorlásának hiányában nem lenne lehetséges hatékonyan.

Ebből adódóan fontos, hogy az EU minden intézkedésével támogassa a nyelvoktatás korszerűsítését célzó elképzeléseket, hogy biztosítani tudjuk a korszerű nyelvoktatáshoz szükséges körülményeket. Fontosnak tartom azt is, hogy az alapnyelveken kívül nagyobb hangsúlyt fektessünk a szomszédos országok közötti kapcsolatok nyelvoktatás általi szorosabbá fűzésére is. Hasznosnak bizonyulhat, ha egy adott országban az alap idegen nyelven kívül oktatott idegen nyelv az adott ország valamelyik szomszédos országának a nyelve. Ezáltal a szomszédos országok közötti kommunikáció, és a kölcsönös gazdasági előnyökkel járó mobilitás is hatékonyabbá válhat.

Момчил Неков (S&D). –На територията на Съюза има редица семейства, чиито членове живеят, работят и учат в друга държава членка. Изборът да живееш, работиш или учиш на друго място не трябва да става за сметка на връзката с родния език и култура, а напротив, точно обратното. За съжаление, децата в тези семейства често губят връзката си с родния език. Това се дължи отчасти на факта, че повечето държави-членки на Европейския съюз, не предвиждат възможност за явяване на матуриретен изпит по така наречените малки европейски езици като българския, което е чиста проба дискриминация.

Културната и езиковата идентичност на всеки гражданин на Европейския съюз, независимо от това дали е роден в България или Англия, е нещо, което трябва да браним, и Европейският съюз трябва да играе ключова роля в този процес. Достъпът до равни възможности е нещо, с което не можем да правим компромис. След като имаме взаимно признаване на дипломи, смятам, че трябва да имаме и взаимно признаване на езикови компетентности.

Асим Адемов (PPE). –Една от политиките на Европейския съюз е да стимулира изучаването и разпространението на официалните езици в Съюза. В този смисъл, всеки един език извън основните като английски, френски, немски и испански, заслужава да бъде признат в образователните системи на страните-членки на Съюза. Но повечето от страните членки не признават изпити, дипломи и сертификати за езици, различни от изброените, което е дискриминация срещу учениците, владеещи т.нар. малки езици.

Все повече семейства с деца вече се установяват в друга страна-членка на Съюза, и за тях е важно децата да запазят връзката си с родния език. Стимул за тях ще е, ако знанията им по родния език се оценяват и оценките или сертификатът се признава при кандидатстване във висше учебно заведение. Трябва да се даде възможност на учениците, които говорят т. нар. малки езици и чиито родители са извън родната си страна, да изучават майчиния си език.

По статистически данни само от България има над 200 хиляди ученици в чужбина, но само 15 хиляди от тях са обхванати от български училища. Необходимо е да се осигури правна възможност за полагане на матура или друг изпит по всеки един от официалните езици на Европейския съюз. В това число и на българския език и резултатът от такъв изпит да се вписва в дипломата за завършен етап от обучение на съответната образователна система на държавата-членка на Европейския съюз.

Това, например, се прави вече в Съединените американски щати. Нормално е да се прави и в страните-членки на Съюза. Този проблем засяга не само българските ученици, но и учениците на всички страни членки. Владеещото на още един език ще е плюс за развитието на личността, за да бъде тя конкурентоспособна на пазара на труда.

Anna Záborská (PPE). –Vážený pán predsedajúci, Európska únia prispieva k rozvoju kvalitného vzdelávania podporovaním spolupráce medzi členskými štátmi. Ak je to potrebné, podporuje a dopĺňa činnosti členských štátov. Pritom by mala plne rešpektovať ich zodpovednosť za obsah výučby, organizáciu vzdelávacích systémov a kultúrnu a jazykovú rozmanitosť. Programy ako Erasmus sú dobrým príkladom šírenia tejto rozmanitosti a porozumenia naprieč celou Úniou.

Znepokojuje ma však, že jazykové skúšky nie sú rovnocenne uznávané všetkými štátmi Únie. Bežnou praxou je, že ak študent získa štátnu skúšku alebo iný ekvivalent certifikátu z anglického jazyka napríklad na Slovensku, má následný problém s jeho uznávaním v rámci ostatných krajín EÚ.

Tento týždeň sme hovorili o stratégii vzdelávania v Európskej únii. V rámci tejto stratégie je nutné prelínanie sa vysokškolského vzdelávania za predpokladu vzájomného uznávania jazykových certifikátov. Je to práve mobilita študentov v EÚ, ktorá pomáha zvyšovať odbornú prípravu mladých ľudí a v konečnom dôsledku ich zamestnanosť na trhu práce.

Každý členský štát má jedinečnú kultúrno-jazykovú identitu, ktorú by sme mali rešpektovať. Všetky štáty sú si podľa práva Únie rovné, a preto by aj prax uznávania jazykových kompetencií mala byť v tomto zmysle zosúladená.

Zgłoszenia z sali

Sirpa Pietikäinen (PPE). –Arvoisa puhemies, kielillä ja kielitaidolla on aivan erityinen merkitys osana eurooppalaisen identiteetin muodostumista ja myöskin ihmisten vuorovaikutusten parantamista ja eurooppalaisen politiikan ja dialogin kehittämistä sekä luonnollisesti myöskin edellytyksenä muuttaa työmarkkinoilla toisiin jäsenmaihiin.

Siksi osana tätä eurooppalaista koulutusalueetta olisikin aivan erityisesti panostettava kieltenopetuksen lisäämiseen kaikilla koulutusasteilla. Kun puhun kielten, tarkoitan kahta kolmea erilaista kieltä. Samassa yhteydessä olisi myöskin tarpeen edistää näiden standardoitujen eurooppalaisten kielitestien leviämistä eri jäsenmaihiin ja eri koulutusmuotoihin niin, että voimme osoittaa kielitaidon tason yhteismitallisesti eri jäsenmaissa. Nämä ovat toivomukset komissiolle kielialueen vahvistamisen ja kielitaidon vahvistamisen osalta.

Julie Ward (S&D). –Mr President, I welcome the initiative for further promoting language learning, including ‘the mother tongue plus two’ ambition. Being able to speak several languages improves one’s employability and increases the likelihood of getting a qualified job. It is also a way to internationalise one’s career, which is very useful in a globalised world. Learning another language is also an incredibly enriching cultural experience which provides learners with social skills – in particular intercultural skills – and the ability to adapt to different social and cultural environments.

When you learn a language, you do not only learn about grammar and vocabulary, you begin to understand someone else’s vision of the world. Learning openness to other perspectives and being willing to learn a language yourself are amongst the most transferable skills that young people will need in a fast-changing globalised and diverse world.

Finally, as a disability rights champion and as a qualified BSL signer, I also want to mention the need to promote sign-language learning for a true and inclusive language diversity.

Ангел Джамбазки (ECR). –Един език не може да бъде голям или малък. В тази връзка не може, не е редно и не трябва да бъдат разделяни езиците в Европейския съюз на големи и на малки, защото езикът не се измерва с големината на територията. Територията се е променяла и се променя. Ако един език има поезия на него, ако един език може да прави изкуство, значи той е голям. Моят език има 1300 години история само на Балканите в Европа. Това е българският език. А азбуката, която сме създали и запазили, е създала, запазила и пренася хилядолетно културно наследство.

Ние сме част от Европейския съюз, всеки един то нас е различен, всеки един от нас носи част от своята култура, от своята памет. Затова езиците трябва да бъдат пазени и затова идентичността, самосъзнанието и самочувствието трябва да бъде запазено през запазването на езика, което става, когато даваме възможност на всеки един гражданин на държава от Европейския съюз да полага своите матуритетни изпити и да пази езика си. Това трябва да направим в Европейски съюз.

Ana Miranda (Verts/ALE). –Senhor Presidente, como falamos de línguas quero dar o meu apoio aos intérpretes das 24 cabines desta câmara europeia para reivindicar o seu direito à greve e como falamos de línguas explicar que não há línguas grandes nem línguas pequenas, há línguas vivas ou línguas mortas.

O multilinguismo, o reconhecimento das competências linguísticas tem muita importância. Acabámos de aprovar uma iniciativa da cidadania europeia sobre as línguas minoritárias.

E quero chamar a atenção para que se apoie também as línguas minoritárias, as línguas maternas, línguas como a minha, a língua galega, que perde falantes, em especial nas crianças. Não se esqueçam, Comissão Europeia e Conselho, das línguas co-oficiais, co-oficiais de muitos povos europeus.

Przewodniczący. – Ja bym się jeszcze upomniał o takie języki tzw. martwe jak łacina.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). –Panie Przewodniczący! W Komisji Kultury jesteśmy wszyscy zgodni: uznawalność kompetencji językowych to jest cel, to jest pewne wyzwanie i to jest pewne dobro, do którego powinniśmy dążyć. Zgodni jesteśmy także z panem komisarzem. Notabene jakbym wiedział, co pan komisarz powie, może nie zabierałbym głosu. Ale jeden element nam ucieka cały czas: my mówimy tak, jakby nie było adresata tego postulatu. Ponieważ wiemy, że przynależy to do kompetencji poszczególnych państw, warto wymienić te państwa, z którymi mamy największy problem, gdzie nie uznaje się dyplomów, gdzie nie kategoryzuje się także uznawalności tego wszystkiego, co mieści się w obszarze kompetencji. Powinniśmy o tym mówić.

Byłem ministrem kultury przez siedem lat i wiem, że to jest niezwykle mobilizujące – wskazywanie wad, błędów, pokazywanie dokładnie adresu, który powinien zreformować albo zrealizować określone przedsięwzięcie, jest efektywne. Dlatego też mam prośbę do pana komisarza: mówmy, gdzie mamy największe problemy.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Tibor Navracsics, *Member of the Commission*. – Mr President, thank you for having this debate here in the Parliament, because it's reinforced our fundamental message that education is really probably the most powerful vehicle of social integration and social inclusion, and the language aspect of this vehicle is even more important in the European Union, which is a multi-lingual community. So it has its own social role, and the education of languages, both majority official languages and also the minority languages for the minority communities, is of utmost importance from the point of view of the future of Europe. But it is also the economic aspects of the education of languages. The more languages we know, the more competitive we are, and it can be one of the most important underpinning of the single market and the economic aspects of the European Union and also the future competitiveness of the European Union. So thank you for this very fruitful debate. I rely on you in the future when we encourage the Member States for closer cooperation to have the mutual recognition of diplomas and school papers and language certificates and working towards a European education area.

Monika Panayotova, *President-in-Office of the Council*. – Mr President, I would like to thank the honourable Members for this important and enriching debate. I believe that there is a very wide consensus regarding the importance not only of learning foreign languages, but also of preserving the so-called smaller languages. This is not only key to the ambition of creating a European education area, but even more crucial to the task of building Europe for the future, based on common values and mutual understanding of our diverse traditions. Parliament can be sure that the Council will advance quickly on this agenda. Now please allow me to say a few words in my mother tongue.

— Бих искала да се обърна на български към всички Вас, тъй като това е последното ми участие в пленарна зала, последният дебат в качеството ми на министър за българското председателство, вземащ участие от името на Съвета.

Бих искала сърдечно да благодаря през изминалите шест месеца за изключително добрия дух и диалог на сътрудничество, който имаме; за привилегиата и честта да участвам в наистина важни дебати от европейския дневен ред, важни както за бъдещето на европейските политики, които са важни най-вече за бъдещето на европейските граждани. Така че за мен бе наистина чест да говоря от името на Съвета и да бъда с Вас в пленарна зала и с радост ще предадем шафетата от юни месец на колегите от Австрия.

Удоволствие е, че имам възможност именно последния дебат, в който взимам участие, да бъде посветен на младите хора, на образованието, на културното и езиковото многообразие, които са основата всъщност за изграждането на обща европейска идентичност на всички нас. И показваме, че всъщност, когато трите институции работят заедно в една посока, наистина съединението прави силата, което е и девизът на българското председателство. Благодаря Ви, наистина бе удоволствие за мен. Надявам се да е взаимно.

Przewodniczący. – To zawsze miło jest odczuć wspólnotę językową języków słowiańskich.

Zamykam debatę.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Andrea Bocskor (PPE), *írásban*. – Először is szeretném megköszönni Malinov kollégámnak, hogy felkarolta ezt a kezdeményezést. Mint az EP Kulturális és Oktatási Bizottságának alelnöke nagyon fontosnak tartom, hogy a nyelvekről, a nyelvtanulásról, a nyelvek és diplomák elismeréséről az Európai Unió szintjén is beszéljünk. A nyelv a gyermek kognitív és szociális fejlődésének alapja, ezért elsődlegesen az anyanyelven való tanulás fontos. E mellett a többnyelvűség kompetenciájának is vannak előnyei az élet valamennyi területén.

A kisebbségi és többségi nyelvek és kultúrák egyaránt hozzájárulnak Európa sokszínűségéhez, erről konszenzus van. A kisebbségek védelme hozzájárul Európa etnikai, kulturális és nyelvi sokszínűségéhez. A demokratikus társadalmakban az anyanyelv oktatása, illetve az anyanyelven történő tanulás minden ember alapjoga, beleértve az őshonos nemzeti kisebbségeket is. Ezen jogot az államnak biztosítani kell. Annál is inkább, hogy az anyanyelv a legjobb eszköz az oktatásban, hisz a diákok saját nyelvükön tudják legeredményesebben teljesíteni az iskolai követelményeket. Nemrégiben az Európai Bizottság által közzétett A nyelvtanítás és a nyelvtanulás megközelítéséről c. javaslatban sajnos nem kaptak kellő figyelmet a kisebbségi és regionális nyelvek.

A szubszidiaritás elvével összhangban kérem az Európai Bizottságot és a Tanácsot, hogy dolgozzon ki javaslatokat a nyelvvizsgák és diplomák kölcsönös elismerésére, ezáltal is támogatva nem csak a nagyobb európai nyelvek terjedését, de a kisebb, regionális vagy őshonos kisebbségek által beszélt nyelveket is Európában.

Krystyna Łybacka (S&D), na piśmie. – W kontekście debaty nt. poprawy sytuacji w zakresie nauczania języków i wzajemnego uznawania kompetencji językowych w Unii Europejskiej podkreślam znaczenie umiejętności językowych dla zwiększenia mobilności w UE. W tym aspekcie zwracam się do Komisji, aby w ramach programu Erasmus umożliwić wszystkim beneficjentom programów dostęp do testów i kursów językowych. Takie rozwiązanie mogłoby przyczynić się zarówno do zwiększenia mobilności kadry naukowej i administracyjnej w ramach tego programu, jak również do poprawy kompetencji językowych wszystkich jego uczestników. Umożliwienie wszystkim nauki języków w ramach Erasmusu stanowiłoby istotny wkład Unii na rzecz promowania wielojęzyczności i nauki języków obcych.

Ponadto w nawiązaniu do przygotowanego przeze mnie sprawozdania nt. modernizacji edukacji w Unii podkreślam konieczność większego włączenia nauki języków obcych do programów kształcenia i szkolenia zawodowego.

20. Zusammensetzung der Ausschüsse: siehe Protokoll

21. Schließung des EU-Elfenbeinmarktes zur Bekämpfung der Wilderei (Aussprache)

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest oświadczenie Komisji w sprawie zamknięcia unijnego rynku kości słoniowej w celu zwalczania kłusownictwa (2018/2750(RSP)).

Tibor Navracsics, Member of the Commission. – Mr President, thank you for putting this important matter on the agenda. It is a very timely debate, given the developments in relevant international forums, in particular the CITES Convention on International Trade in Endangered Species, and also in some of the EU Member States and, of course, at EU level.

A number of measures have been taken since we learned about the latest increase in elephant poaching in several African countries. We have seen some encouraging signs since then, but many elephant populations are still at risk. The greatest danger certainly comes from the trafficking of ivory from source countries in Africa to consumer markets in East Asia.

Some EU Member States are unfortunately used as transit hubs by the traffickers. Of all the ivory that is being seized by national customs authorities, by far the biggest share concerns such transit shipments from Africa to Asia. Under the EU Action Plan against Wildlife Trafficking, we have worked with Member States since 2016 towards the tightening of controls and increasing of relevant capacities.

We are also working with third countries at both ends of the trade flow: to help them fight poaching on the ground in Africa and to reduce demand for ivory in Asia. In addition, we have increased the development cooperation budget to fight elephant poaching and with contributions to the African Elephant Fund.

The current discussion about domestic ivory markets in the EU and elsewhere must be set against this broader global background. The Conference of the Parties to the CITES Convention adopted a resolution on this at its last meeting in 2016. The resolution calls on countries to close their domestic markets for commercial ivory trade if there is a legal market that is contributing to poaching or illegal trade. Already we have in place strict rules on ivory trade in the European Union: imports of ivory into the EU and exports from the EU have been banned since 1975 in respect of Asian elephants, and since 1990 in respect of African elephants. For ivory items that have been in Europe for a long time, domestic trade is strictly regulated with a system of certificates and demonstration of legal origin by traders.

The rules were tightened further in May 2017 with the adoption of a specific Commission guidance document. Since then, the export of old raw ivory from the EU has no longer been possible. EU Member States have unanimously supported this additional tightening of the rules and are following the guidance very closely, thereby ensuring uniform application of the rules. With this measure, the risk that ivory exported from Europe could fuel the demand in destination markets, and indirectly also the poaching in Africa, has been significantly reduced.

But we did not stop there. Towards the end of last year the Commission organised a public consultation to gather relevant data and to consult widely on possible additional measures regarding exports and sales of 'Old World' ivory items. The consultation attracted many responses and a clear majority of respondents called for far-reaching measures against domestic ivory trade. Those calls are often based on the precautionary principle, rather than on any specific evidence for systematic links between the legal ivory trade in the EU and elephant poaching in Africa.

On the other hand, EU stakeholders, such as makers of musical instruments or antique dealers, used the consultation to highlight the impact of any additional restrictive measures on their sources of livelihood.

The Commission is currently reflecting on the way forward and it will report to Parliament and the Council in the context of its progress report on the Wildlife Trafficking Action Plan.

Sirpa Pietikäinen, *on behalf of the PPE Group*. – Mr President, Africa's elephant population is drastically declining and, at the same time, globally the legal ivory trade is – and remains – at the same level that it was at six years ago, even though different kinds of attempts have been made globally. The record for seizures of illegal ivory was, actually, in 2016. We have fewer than 440 000 elephants today and poachers kill an estimated 55 elephants per day. So we need drastic and good actions.

I would like to thank the EU Member States and the Commission for taking these steps forward, but this is not yet adequate. Illegal poaching and the illegal ivory trade will not stop as long as legal trade in any form is open. We need to close the domestic markets. The EU is still the largest domestic market for ivory in the world and, by the way, we are also a major transit point for illegal trading in wildlife goods.

China has banned the ivory trade domestically, the UK has one of the most stringent bans and the same goes for the USA and Hong Kong. What is actually needed now is for the EU to close its domestic markets totally. Exclusion through special permits would be allowed for some antique instruments or issues like that, but normal domestic trade should not continue anymore.

Jacqueline Foster, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, I echo the remarks made by our former speaker, well done.

In April 2015, I sponsored an exhibition in the Brussels Parliament for the Born Free Foundation. The actress Virginia McKenna spoke passionately for an end to wildlife trafficking and a ban on the ivory trade. Prince William's speech in China endorsed our position, and last week in the British House of Commons, they voted for what will soon be one of the toughest bans on the trade of ivory in the world. This UK ban will be tougher than America's and China's, but nations acting alone cannot succeed in closing the market. Only global action can stamp out the trade in ivory and turn back the tide towards elephant extinction, and not forgetting the rhinoceros. We in the UK have consistently taken the lead; we were the first country to ban cosmetics testing on animals in 1998, but it took the European Union six years. With 20 000 animals slaughtered annually, waiting six years is not an option, Commissioner.

As long as Europe has a large market for ivory, the poaching of elephants will continue. I want future generations to be able to enjoy our world's diverse wildlife, not just read about it in history books. So if we act together now and close down this European ivory market, we can make a huge contribution towards saving these magnificent animals and stop the criminals who currently profit from the trade.

I therefore implore you Commissioner, to do something and act now and follow Britain's lead in abolishing this abhorrent practice.

Catherine Bearder, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, the slaughter of elephants for their ivory continues, and it's abhorrent. We all know that, the public knows it, and it has to stop. But the EU is sitting still while others are taking real action. China and Hong Kong have closed their ivory markets, and even the UK, as we have just heard, is now coming forward with a total ban on all ivory. Yet the EU is still the largest exporter of so-called 'legal ivory' in the world.

That's the problem. We all assume the ivory we are exporting is legal. We assume that if an ivory carving, a knife handle or a snooker ball has paperwork saying it is pre-1947, it is legal and can be sold as antique – but that's not always the case. An Oxford University study to be released later this month shows that over two thirds of ivory sold legally on the EU market is in fact not pre-1947. It's clear that illegally-poached ivory is getting into the legal markets, and it's the marketplace that's driving demand, and that is driving the killing. Criminal gangs control this profitable trade. They forge paperwork and they get their new or reworked ivory onto the market. The only place where ivory belongs or should have any value is on the front of a live elephant.

So Commissioner, no half measures. All ivory trade is driving slaughter. Thousands of tonnes of ivory representing thousands of elephants – for what? Trinkets and criminality. We need a full and comprehensive EU-wide ban on ivory, with appropriate exemptions, now. I will not stand by while elephants die. The Members of this House support this position, as do the citizens of Europe. The Commission and its Member States must send this clear message to the rangers who protect and to the customers who buy: ivory has no monetary value any longer. Ivory in Europe is not for sale.

Benedek Jávor, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, elephants are under huge pressure, and poaching is the leading cause for that. While we are having this discussion here in the European Parliament, two elephants are being killed out there in Africa. They may be extinct within ten years in the wild.

Poaching is fuelled by the illegal ivory trade, which has increased dramatically recently, and the illegal trade in ivory is also closely connected to legal trade. Our current regulation is not sufficient and not effective. There are the problems of documentation, the green zone, on-line trade, and so on and so forth. As a sign, in 2016 two tonnes of illegal ivory was seized in the EU. Organised crime networks are closely related to wildlife crimes and the illegal trade in ivory.

Drastic steps are needed, and Parliament called on the Commission to make them. This is a popular cause; almost 70 % of European citizens support a complete ban on the ivory trade in the EU. We must listen to them; we must act.

Anja Hazekamp, *namens de GUE/NGL-Fractie*. – Dank u wel, Voorzitter. Ivoorstroppers zijn gewelddadige criminelen die ervoor gezorgd hebben dat de olifantenpopulaties in de afgelopen eeuw zijn gedecimeerd. De ivoorhandel heeft de olifanten aan de rand van de afgrond gebracht. Het is bijna onvoorstelbaar, maar nog elke dag worden 55 olifanten gedood.

Europa speelt hierbij een dubieuze rol. Handel in ivoor is al bijna 30 jaar verboden. Toch staat Brussel nog steeds uitzonderingen toe voor zogenaamd oud ivoor. Daardoor kunnen bijvoorbeeld nog sieraden, schaakstukken en biljartballen hier op de markt komen en blijft de vraag naar ivoor bestaan. Europa vormt een heuse spil in de illegale ivoorhandel. De stroppers opereren in georganiseerd verband en deinen er niet voor terug om de olifanten uit te roeien.

Commissaris, wees duidelijk. Laat geen enkele twijfel bestaan en verbied alle handel in ivoor. Als u dat niet doet, dan kunnen we samen bekijken hoe olifanten op brute wijze worden uitgemoord.

En voorts ben ik van mening dat de Europese landbouwsubsidies moeten worden afgeschaft. Dank u wel.

Cécile Kashetu Kyenge (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, il numero degli elefanti vittime di bracconaggio è aberrante. Si stima infatti che per soddisfare la domanda mondiale di avorio vengano uccisi circa 30 000 elefanti africani all'anno. Questo fa di certe fasce territoriali africane un vero e proprio cimitero degli elefanti.

Certo, il bracconaggio non riguarda solo gli elefanti, ma tutta una serie di animali. Di fronte a un tale disastro riconosciamo il fatto che il piano d'azione dell'Unione europea contro il traffico di fauna selvatica, entrato in vigore lo scorso anno, costituisce un primo passo verso il contenimento della piaga del traffico d'avorio.

Tuttavia, le misure più restrittive adottate da Stati Uniti, Cina e Hong Kong risultano molto più efficaci. L'Unione europea dovrebbe alzare il livello di guardia adottando misure altrettanto severe. Occorre interrompere il ciclo di morte che coinvolge non solo gli elefanti ma anche le guardie forestali che dedicano la vita alla loro protezione.

Dall'Africa e dai cittadini europei ci è giunto un appello a cui dobbiamo rispondere. La lotta per la salvaguardia della biodiversità e della conservazione faunistica passa anche dalla fermezza nel combattere il mercato illegale dell'avorio.

Mark Demesmaeker (ECR). –In 2016 werkte ik als schaduwrapporteur mee aan de resolutie over de bestrijding van illegale handel in wilde dieren en planten. Ik pleitte toen voor een Europees verbod op ivoorhandel, zónder achterpoortjes. Want illegaal ivoor vindt altijd wel zijn weg naar het legale circuit.

Ik herhaal vandaag mijn pleidooi. Ivoorhandel is dodelijk voor de biodiversiteit en dreigt van olifanten en neushoorns 'levende dinosaurussen' te maken. Maar de ivoorhandel heeft nog andere desastreuze en vaak dodelijke gevolgen. De handel brengt jaarlijks miljarden euro's in handen van criminelen, milities en terroristische organisaties en creëert dus onveiligheid en instabiliteit. Bovendien neemt de handel in ivoor spectaculair toe en zijn we als Europese Unie betrokken partij als afzetmarkt en als draaischijf.

Een forse bestrijding van deze criminele activiteiten en het sluiten van onze ivoormarkt zijn nodig om de bescherming van de soorten en onze veiligheid te garanderen. De Europese Unie kan en moet het verschil maken.

Stefan Eck (GUE/NGL). –Herr Präsident, Herr Kommissar! Alle zwanzig Minuten wird ein Elefant von Wilderern ermordet. Die EU ist der größte Exporteur von Elfenbeinprodukten, obwohl wir doch alle wissen, dass jeglicher Handel massiv dazu beiträgt, dass das grausame Abschlachten weitergeht. Nur ein ausnahmsloses EU-Handelsverbot für Elfenbein könnte die Elefanten vor dem Aussterben retten. Keine Ausnahmen, sage ich!

Oder wollen Sie Ihren Kindern und Enkelkindern irgendwann einmal sagen, dass es keine Elefanten mehr gibt, weil unsere Entscheidungen nicht konsequent genug waren? Haben Sie den Mut, Ihren Kindern und Enkelkindern auch die ganze Wahrheit zu sagen, dass nämlich das politische Establishment sich aus wirtschaftlichen Überlegungen zu Mittätern dieser abscheulichen Verbrechen gemacht hat? Elefanten leben seit zehn Millionen Jahren auf diesem Planeten. Wir dürfen einfach nicht zulassen, dass diese wunderbare Tierart für den Profit ausgerottet wird. Es ist höchste Zeit, den planetaren Vernichtungsfeldzug unserer Spezies zu stoppen.

Wir haben nur eine Erde. Sie zu bewahren, ist unsere oberste Pflicht, nicht der Wirtschaft zu dienen! Jetzt erwarten die Bürgerinnen und Bürger eine klare politische Antwort. Da gibt es nichts mehr, aber auch gar nichts mehr zu verhandeln, denn uns läuft die Zeit davon. Machen Sie endlich Nägel mit Köpfen! Ich sage Ihnen: keine Ausnahmen!

Zgłoszenia z sali

Νότης Μαριάς (ECR). –Κύριε Πρόεδρε, η αγορά του ελεφαντοστού είναι μια αγορά τεράστια. Εκατομμύρια παίζονται γύρω από αυτή την υπόθεση. Όπως αναφέρθηκε, 55 ελέφαντες την ημέρα σκοτώνονται, ουσιαστικά δολοφονούνται, προκειμένου να υπάρξει στήριξη στο παράνομο εμπόριο ελεφαντοστού. Αυτή η τεράστια λαθροθηρία έχει σημαντικές συνέπειες στο οικοσύστημα, στην ανάπτυξη, ταυτόχρονα δε οδηγεί σε διαφθορά και στηρίζει το οργανωμένο έγκλημα. Και, ενώ οι Ηνωμένες Πολιτείες, η Κίνα, το Ηνωμένο Βασίλειο έχουν λάβει σκληρά μέτρα, εδώ στην Ευρώπη αφήνουμε τα πράγματα να τρέχουν.

Πρώτα από όλα πρέπει να ληφθούν πολύ σκληρά μέτρα και να σταματήσει το ενδοενοσιακό εμπόριο ελεφαντοστού. Δεύτερον, πρέπει να γίνει έλεγχος για τα διερχόμενα είδη που υπάρχουν εδώ στην Ευρωπαϊκή Ένωση. Επομένως χρειάζεται αποφασιστικότητα, χρειάζονται μέτρα τα οποία πρέπει να ληφθούν εδώ και τώρα.

Kateřina Konečná (GUE/NGL). –Pane předsedající, i přes mezinárodní platný zákaz vývozu slonoviny dosáhl nezákonný lov slonů a obchod se slonovinou rekordních úrovní. Odhaduje se, že obětí pytláků se každoročně stane 20 až 30 tisíc afrických slonů.

Jednou z hlavních příčin tohoto vzestupu nezákonného obchodu je rostoucí poptávka po produktech ze slonoviny v Asii. Musíme si však přiznat i my, že stejně tak roste poptávka po slonovině v EU.

Během své práce na zprávě o palmovém oleji jsem mohla sama zjistit, jak EU až příliš často přihlíží tomu, kterak se podílíme na ničení přírody a biodiverzity. Tady se ovšem nevyplácí dívat se na druhou stranu, když to může zavinit vyhynutí živočišných druhů.

EU má své závazky a musí je dodržovat. Není jiné cesty, pokud si vážíme přírodního bohatství, není jiné cesty, pokud si chceme vážit sami sebe.

Eleonora Evi (EFDD). –Signor Presidente, onorevoli colleghi, il commercio illegale di avorio minaccia l'esistenza di elefanti e rinoceronti selvatici e alimenta inevitabilmente quella domanda di manufatti di avorio ottenuti per vie illegali che mina ogni tentativo di controllo e riduzione degli scambi.

Ci siamo già rivolti alla Commissione su questo tema, in ultimo con una lettera il 3 maggio scorso, e torniamo qui a chiedervi – e lo faccio anche io insieme ai colleghi – come state valutando questo problema e questo aspetto in particolare del problema, quindi del commercio legale e di quanto appunto impatti su quello illegale. La comunità scientifica è unanime nel riconoscere che l'abbattimento illegale degli elefanti per mano dei bracconieri a caccia di avorio è la prima causa del loro declino e in Africa sono uccisi al ritmo allucinante di 30 000 esemplari all'anno.

Signor Commissario, la triste realtà è che fino a quando ci sarà il mercato dell'avorio, ci saranno anche il bracconaggio e i traffici illeciti. Per questo motivo, sono d'accordo con quanto richiesto dai colleghi: è necessario vietare totalmente le importazioni nell'Unione. Non c'è altro tempo da perdere, i tempi sono maturi e dobbiamo agire.

Bogdan Andrzej Zdrojewski (PPE). –Panie Przewodniczący! Nie spodziewałem się obecności pana komisarza Navracsicsa przy tym punkcie. To jest inne portfolio. Dlatego też zwrócę się do pana komisarza z jednym problemem, ale żeby nie było nieporozumień, zacznę od elementu dla mnie najważniejszego.

Nie jestem w stanie zaakceptować obecnej sytuacji, w której świat traci na handlu nielegalnymi elementami pochodzenia zwierzęcego od 8 do 20 mld euro rocznie. Nie jestem w stanie zaakceptować sytuacji, w której o 7000% wzrosła ilość polowań na nosorożce i co roku zabija się do 30 tys. słoni w Afryce – to niebywałe. Tu nie jesteśmy skuteczni. Ale muszę powiedzieć, że skuteczni jesteśmy gdzie indziej: w ściganiu albo utrudnianiu artystom przemieszczania się między kontynentami, wtedy kiedy posługują się instrumentami historycznymi, które są zrealizowane z palisandru brazylijskiego, z drzewa różanego z Madagaskaru lub zawierają inne elementy pochodzenia zwierzęcego. Zwracam uwagę na tę rozpiętość pomiędzy walką z patologią a utrudnianiem – w tym wypadku artystom – przemieszczania się między kontynentami.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Tibor Navracsics, Member of the Commission. – Mr President, honourable Members, thank you for those valuable contributions to the debate. We have taken good note of your views and Mr Zdrojewski's remarks as well.

We are very much aware that the EU is expected to continue playing a leading international role in the fight against ivory trafficking. We are, of course, also aware of the measures taken by the United States, China and by some of the EU Member States. We are looking closely at those measures in our reflection on the EU regime on the ivory trade.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Pavel Poc (S&D), písemně. – Jednoznačně podporuji uzavření trhu EU se slonovinou. USA, Čína, Hongkong a Velká Británie již přijaly opatření k uzavření svých domácích trhů, která jsou mnohem přísnější než ta, která v současnosti platí v EU. Slon africký *Loxodonta africana* i slon indický *Elephas maximus* jsou uvedeni v přílohách Úmluvy o mezinárodním obchodu ohroženými druhy volně žijících živočichů a planě rostoucích rostlin (CITES). Podle stávajícího režimu úmluvy CITES je sice mezinárodní obchod se slonovinou zakázán, vnitrostátní obchod se slonovinou nicméně úmluva CITES neupravuje. Proto Evropský parlament opětovně požaduje uzavření trhu EU se slonovinou EU. Je potřeba si uvědomit, že nezákonný obchod se slonovinou se od roku 2007 více než zdvojnásobil. Nezákonný lov dosáhl v posledních letech vysoké úrovně. Uvádí se, že pytláci denně zabijí 55 slonů. Od roku 2011 bylo každý rok usmrčeno 20 000 až 30 000 slonů afrických. Přestože je obchod se slonovinou v EU přísně regulován prostřednictvím nařízení EU o obchodu s volně žijícími a planě rostoucími druhy a dovoz slonoviny do EU a obchod s ní uvnitř EU a její vývoz z EU není pro obchodní účely obecně povolen, má EU na celé situaci zásadní podíl. Pokud nedojde k uzavření trhu EU se slonovinou, nemůžeme čekat žádné zlepšení.

22. Strukturelle und finanzielle Hürden beim Zugang zu Kultur (Aussprache)

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest sprawozdanie sporządzone przez Bogdana Zdrojewskiego w imieniu Komisji Kultury i Edukacji w sprawie barier strukturalnych i finansowych w dostępie do kultury (2017/2255(INI)) (A8-0169/2018).

Bogdan Andrzej Zdrojewski, Sprawozdawca. – Panie Przewodniczący! Po raz pierwszy w Parlamencie Europejskim pojawia się sprawozdanie obejmujące całość problematyki uczestnictwa w kulturze, dokładnie barier w dostępie do niej.

Sam tytuł sprawozdania może nieco mylić, gdyż z badań poprzedzających ten dokument wynika, że największą barierą nie jest ubogość infrastruktury ani też cena dostępności, lecz braki edukacyjne. Oczywiście dla świata kultury, możliwości tworzenia nowych dóbr najważniejsze są: talent, praca, ale także oczywiście możliwości finansowe. Niemniej jednak kluczową barierą w odbiorze kultury są liczne zaniedbania edukacyjne.

Odpowiedzialność za rozwój kultury spada oczywiście na rządy państw i samorządy wszystkich szczebli. Powinna obejmować ona trzy elementy jednocześnie: kształcenie artystów, kształcenie publiczności i budowę infrastruktury dla spotkań pierwszych z drugimi.

Co w sprawozdaniu szczególnie warte jest podkreślenia? Po pierwsze, katalog praw człowieka do kultury (istniejących podstaw prawnych w tym dokumencie mamy 47), uznanie kultury za kluczowy obszar aktywności, docenienie znaczenia przemysłów kreatywnych, także dla pomyślności ekonomicznej Europy, uznanie roli dialogu kulturowego, odrzucenie zjawisk wykluczeń kulturowych, docenienie znaczenia dziedzictwa kulturowego, konieczności ochrony i promocji, także konieczność uwzględnienia zmian technologicznych, cywilizacyjnych dla uczestnictwa w kulturze.

Warto w tym miejscu przytoczyć art. 27 Powszechnej deklaracji praw człowieka o prawie każdego człowieka do swobodnego uczestnictwa w kulturze. Co kultura nam daje? Szansę na lepsze rozumienie świata. Pomaga budować społeczeństwo oparte na wiedzy. Jest najważniejszym źródłem procesów inkluzywnych, źródłem bogactwa, tworzy obszar szczególnych wartości, także pozytywnych emocji.

Które zapisy sprawozdania powinny zostać uznane za kluczowe? Jest ich 70, nie licząc preambuły i punktów uzasadnienia. Przytoczę raczej te, które są ilustracyjne, by pokazać skalę odniesień. Po pierwsze, niezbędność budowania strategii kulturowych na rzecz dzieci i młodzieży. To jest także zalecenie dla państw członkowskich. Uznanie dostępu do kultury za jeden z priorytetów agendy politycznej Unii Europejskiej. Konieczność upraszczania przepisów, rygorów, systemów podatkowych obejmujących przede wszystkim artystów. Ścisłejsze wiązanie uczestnictwa w kulturze z dostępnością do niej – przede wszystkim chodzi o bogactwo infrastruktury. Konieczność zapewnienia gwarancji finansowych, środków publicznych na rzecz kultury (tu mamy wezwanie do ochrony finansowej także w czasie kryzysu). Zwrócenie uwagi, że finansowanie aktywności w obszarze kultury to nie tylko wydatek, to także inwestycja. Jakość dostępu do kultury to źródło wzmacniania gospodarki kreatywnej. Konieczność redukcji obciążeń podatkowych w wymiarze transgranicznym. Uspójnienie polityki podatkowej w obszarze Unii Europejskiej, zwłaszcza w odniesieniu do podatku VAT. Oprócz wykluczeń ze względu na wiek, stan zdrowia, brak infrastruktury, zwłaszcza w miejscu zamieszkania, pojawia się nowe wykluczenie – wykluczenie cyfrowe.

Chcę bardzo serdecznie podziękować osobom pracującym przy zdobywaniu danych (Eurostat i Eurobarometr). To są główne, kluczowe lata 2011-2016. Przypomnę: sektor kultury to ponad 8 milionów zatrudnionych, to jest 3,7% pracujących. Aż 36% Europejczyków nie wzięło udziału w żadnym wydarzeniu kulturalnym w 2015 roku, ale aż 83% młodych ludzi z kolei brało udział w takim wydarzeniu artystycznym, na co też chcę zwrócić uwagę.

Tibor Navracsics, *Member of the Commission*. – Mr President, I would like to start by thanking the Committee on Culture and Education (CULT) and in particular the rapporteur, Bogdan Zdrojewski, for his work on this report. It raises the crucial issue of structural and financial barriers preventing access to culture.

Culture is not a side issue or an added extra. On the contrary, it is at the heart of the European project. This was confirmed by the Heads of State and Government in their conclusions last December. Culture is part of our identity. It gives meaning to historical events and feelings, and it helps us to communicate across languages and nationalities.

Culture and creativity are also important engines for economic growth, yet figures show that more than one third of Europeans do not participate in cultural activities at all. I share your analysis regarding the obstacles preventing wider cultural participation, both on the demand and supply sides. More efforts are needed to promote interest in culture, starting with children at a young age. At the same time, we need to ensure a market for cultural and creative professionals that is less fragmented, and where they have sufficient access to finance and enjoy viable contractual conditions.

Your valuable recommendations fed into the preparation of the proposal for a new European Agenda for Culture that the Commission presented in May. The new agenda intends to exploit synergies between culture and education, to strengthen links with other policy areas, and to help the cultural and creative sectors to grasp the opportunities of the digital shift. The Commission will play its part to help Member States achieve these goals.

Let me give you a few concrete examples. First, under the Creative Europe programme, the Commission will launch a project on cultural and creative spaces and cities to promote cultural participation and social and urban regeneration. Second, we will support regions in focusing their smart specialisation and macro-regional strategies on culture. Here the Commission is already promoting sustainable cultural tourism through a dedicated European initiative as part of the European Year of Cultural Heritage. Third, we will organise regular dialogue with the cultural and creative sectors in the context of the renewed industrial policy strategy. This will identify policy needs and support a comprehensive policy framework at EU level. Finally, the Commission will propose a mobility scheme for professionals in the cultural and creative sectors under Creative Europe.

We cannot have this discussion without mentioning the important role of the European Year of Cultural Heritage. One of the objectives of the year is to make cultural heritage accessible to all by removing social, cultural and physical barriers. I am grateful for the continued enthusiasm of the Parliament for the European Year, and I would like to use this opportunity to warmly thank President Antonio Tajani for organising a high-level event dedicated to the year in the European Parliament on 26 June. I hope that many of you will be able to take part. Let us keep up the momentum of the year and work together to ensure its legacy.

Turning again to Mr Zdrojewski's report: you stress the importance of proper financing and public support. This is indeed critical. The current Creative Europe programme already helps by promoting the circulation of cultural and creative works and of artists across borders – but we have to do more. This is why, in our proposal for the future Creative Europe programme published two weeks ago, we propose a funding increase of around 34%. This will enable us to reinforce support across the board, to add specific sectoral activities, to support the mobility of cultural and creative people and to encourage the activities of the European cultural and creative sectors on the world scene.

I would ask you to support our proposal for the future Creative Europe in the tough negotiations ahead. We have a great opportunity to create an ambitious framework for culture: a framework that will enable more Europeans from all backgrounds to take part in cultural activities, and a framework that will boost the circulation of European artworks and help cultural professionals and artists perform or work in other countries. Let's use this opportunity.

Bogdan Brunon Wenta, w imieniu grupy PPE. – Panie Przewodniczący! Panie komisarzu! Ja także gratuluję koledze Zdrojewskiemu bardzo dobrego sprawozdania dotyczącego zagadnienia dostępu do kultury. Jest to temat leżący u podstaw polityki kulturalnej, rozpatrywany zarówno z perspektywy narodowej, jak i wspólnotowej, ale przede wszystkim kluczowy z perspektywy obywateli. Zwracam uwagę na wykorzystywanie nowych technologii do celów kulturalnych, co jest szczególnie ważne, gdyż umożliwia dotarcie do nowych, trudno dostępnych lub nietradycyjnych odbiorców. Mówimy tu o narzędziach cyfrowych. Właściwie stosowane i wdrażane oraz poparte umiejętnościami cyfrowymi na odpowiednim poziomie mogą umożliwić pokonywanie barier w dostępie do kultury uwarunkowanych takimi czynnikami jak niekorzystne położenie geograficzne, niepełnosprawność, pochodzenie społeczne, język, brak czasu czy środków finansowych. Uważam, że narzędzia cyfrowe mogą być środkiem służącym pokonywaniu barier społecznych i w tym kontekście edukacja cyfrowa powinna być częścią procesu uczenia się już od najmłodszych lat w celu rozwoju odpowiednich kompetencji i wiedzy. Podstawowym środkiem finansowania działalności kulturalnej pozostaje publiczne wsparcie. Także i ja zwracam uwagę, że w finansowaniu sektora kultury i sektora kreatywnego ważną rolę może odegrać polityka fiskalna poprzez wprowadzenie obniżonych stawek VAT. W tym kontekście ważna jest lepsza koordynacja krajowych polityk kulturalnych oraz polityki fiskalnej jako narzędzia stymulującego udział w kulturze. Panie ministrze, jeszcze raz gratulacje.

Liliana Rodrigues, em nome do Grupo S&D. – Senhor Presidente, Senhor Comissário, antes de mais agradecer ao senhor relator a forma construtiva como trabalhamos e, de facto, chegamos a bons compromissos.

O primeiro compromisso, garantir um maior investimento e a mobilidade cultural diferenciada para as regiões ultra periféricas, montanhosas e remotas. Pedimos ainda financiamento para que as escolas possam visitar instituições culturais, bem como também pedimos bolsas de estudo de estágio nas instituições de cultura.

Defendemos, ainda, neste relatório a generalização do *European Student Card* e o acesso gratuito às instituições culturais da União Europeia, precisamente através desse cartão. Por outro lado, não menos importante, precisando, já aqui foi dito, de justiça fiscal na área da cultura para que não haja dupla tributação e que haja uma redução de impostos particularmente para a parte privada que financia a cultura.

O presidente da Comissão Europeia, Jean-Claude Juncker, afirmou que os artistas e os criadores eram as joias da coroa. Mais recentemente, o presidente deste Parlamento afirmou, e cito, «que a cultura mais do que a economia é que nos une». Ora, se a cultura tem de ser uma aposta, então porque é que temos apenas 0,15% do orçamento atual da União Europeia para o programa Europa Criativa? Porque é que no futuro também não vemos um maior destaque no financiamento dedicado à cultura?

Eu gostava, Senhor Comissário, de ver esta União tão preocupada com as décimas da cultura como se preocupa com as décimas do sistema bancário e financeiro. Gostava de ver como seria essa outra Europa que optasse por investir mais na cultura. Investir na cultura é investir na democracia, é investir na dignidade humana e na memória, a nossa memória.

Isto implica, insisto, a coragem política de descentralizar geograficamente o investimento feito na cultura e de apostar na mobilidade cultural. A mobilidade dos artistas europeus e de países terceiros é uma forma de promoção da paz, da partilha e divisões que implicam a desconstrução, perdão, de representações sociais e culturais estereotipadas. E quem não investe na cultura é porque não sabe de que é feito este mundo.

Bronis Ropė, *Verts/ALE frakcijos vardu*. – Iš tikrųjų aš irgi sveikinu kolegą B. A. Zdrojewski, parengusį tikrai gerą pranešimą ir noriu pasakyti, kad, nors jau tapo aksioma teiginys, kad gyvename skaitmeniniame amžiuje, kai viskas yra prieinama internete, visgi gyvenimas yra sudėtingesnis nei viena frazė. Kultūros paveldo prieinamumas yra kaip tik tai įrodantis pavyzdys. Neretai kultūros paveldas yra fiziškai sunkiai pasiekiamas, pavyzdžiui, kai jis yra atokiuose regionuose. Arba, kai skurdžiai gyvenantys žmonės paprasčiausiai yra per daug užsiėmę išgyvenimo klausimais ir nelabai turi galimybės domėtis kultūra. Arba, kai kultūros paveldas yra sukurtas retai naudojamomis kalbomis. Dar dažniau kultūros paveldas lieka nežinomam dėl jo menko išreklamavimo. Todėl reikia pasveikinti kolegą B. A. Zdrojewskio pranešimą, jame tikrai gerai aptartos struktūrinės kliūtys kultūros prieinamumui ir ieškoma jų sprendimų.

Martina Michels, *im Namen der GUE/NGL-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Im kulturellen Dialog prägen wir unsere Werte und unser Geschichtsverständnis, verhandeln, wie wir globalen Problemen menschlich begegnen – ob das in einem Film oder in einem Comic passiert, literarisch oder musikalisch, ist egal.

Der kulturelle Dialog ist ein Lebensmittel. Der Zugang für alle ist entscheidend. Entscheidend ist mehr interkulturelle Bildung in und außerhalb von Schulen. Entscheidend ist auch eine öffentliche kulturelle Infrastruktur mit einer verlässlichen Unterstützung durch europäische Förderpolitik für Innovationen und für das kulturelle Erbe.

Der Berichtersteller hat gute Arbeit geleistet und kooperativ ergänzt. Im Bericht sind deshalb die Nöte der Kultur- und Kreativindustrie deutlich erwähnt. Diese wachsende Branche darf kein Vorbild für eine Arbeitswelt sein, in der soziale Absicherungen unbekannt sind. Außerdem werden Künstler, die über die Grenzen hinweg arbeiten, mit Mehrfachsteuern belastet. Das muss sich schleunigst ändern.

Was noch nicht konkret im Bericht steht, sind moderatere Urheberrechtsregelungen und damit auch erweiterte Ausnahmen für unsere kulturellen Gedächtnisinstitutionen wie Museen, Archive, Bibliotheken. Da werde ich weiter bohren und abschließend festhalten, dass wir alle eines beherzigen sollten: Kultur für alle kostet, doch Unkultur kostet uns alle mehr.

Michaela Šojdrová (PPE). –Pane předsedající, dovoluji, abych na úvod poděkovala za tuto zprávu kolegovi Zdrojewskému. Je tak skvělá, že bylo velmi obtížné k ní připravit nějaký pozměňovací návrh.

Kultura, to jsou památky, to je divadlo, film, ale je to také to, jak se k sobě chováme, jaké prostředí kolem sebe vytváříme. Kulturní politika bývá často podceňovaná, podhodnocená, a to i finančně, přitom kultura je největší evropské bohatství ve srovnání se světem. Evropský tvůrčí průmysl, kulturní dědictví jsou největší na světě a mají obrovský ekonomický potenciál, přispívají k evropské soudržnosti a k jednotě v naší rozmanitosti. Současně v této době i kultura prochází digitalizací. Bavíme se právě o autorských právech, a to je také o dostupnosti autorských děl na internetu. Nejen o dostupnosti, ale také o kvalitě, a to bych chtěla zdůraznit.

Zpráva pana kolegy Zdrojewského reaguje na digitalizaci, a to velmi podrobně. Akcentuje nutnost dostupnosti pro znevýhodněné skupiny. Kultura nesmí být jen exkluzivní, proto také vítám pilotní projekt pro 18leté *Discover Europe*, při kterém na jízdenku zdarma tito mladí lidé mají objevit evropskou kulturu. Zkrátka musíme hledat efektivní řešení, podporovat kulturu z veřejných i soukromých zdrojů jako investici a začíná to u dětí v potřebě kvalitního vzdělání a výchovy pro budoucnost.

Julie Ward (S&D). –Mr President, access to culture and opportunities for creative expression are vital to enable democratic freedom and peaceful, equal societies. Member States must ensure that the socio-economic, personal or cultural background of citizens does not prevent them from participating in the cultural life of their local, national or international community. Cultural participation should be cross-cutting and be embedded within multiple policy areas if it is to truly have an impact.

Digital innovations have opened up new ways for people to access, produce and disseminate cultural content, but we need to do more to ensure that people have the digital skills and infrastructure in order to participate. Many rural areas, including those in my constituency in North West England, are still left behind without adequate broadband coverage.

In the United Kingdom, the Conservative Party has chosen to place austerity at the centre of its ideologically-driven political agenda. Civic spaces such as libraries, museums, galleries and swimming pools have closed down at an alarming rate, preventing citizens from accessing information, activities and opportunities to develop skills. For minority groups and those with multiple barriers, the effects have been profound.

So as this report eloquently outlines, access to culture in school is vitally important to encourage lifelong cultural participation. But despite this, the UK Government has introduced policies which actively prevent large numbers of secondary school children from studying any creative and cultural subjects. But working together as a union of Member States, we can always better fight for progressive, inclusive societies where access to culture is seen as the right of the many, not just for the privileged few.

Момчил Неков (S&D). –Вярвам, че няма политическа сила, която да не смята, че досегът до култура и участието в културни прояви е важно за личното израстване и обогатяване. Няма спор по този въпрос. Проблемът е, че въпреки че привидно има политически и обществен консенсус по въпроса и всички са съгласни за това колко е важна културата, когато се изработват националните и европейският бюджет, се оказва, че други сфери са по-приоритетни.

Днес в пленарна зала на Европейския парламент отново ще дебатираме колко е важно хората да имат достъп до различни културни мероприятия. В следващия момент обаче, когато изготвяме следващата многогодишна финансова рамка, европейските средства, заделени за култура, отново ще бъдат по всяка вероятност по-малко от 0,5% от общия бюджет на Европейския съюз.

Що се отнася до пречките пред достъпа до културата, ясно се очертават две. Едната е финансова, а другата е географски принцип. Голяма част от хората не посещават културни събития, просто защото не могат да си го позволят финансово. Тези от тях пък, които живеят в по-малките населени места, няма къде да отидат. Вярвам, че една нация, която не се грижи за културното развитие на своите граждани е обречена на гибел.

Zgłoszenia z sali

Sirpa Pietikäinen (PPE). –Arvoisa puhemies, kulttuurin ja taiteen lukutaito on lukutaitoon verrattava kyky ymmärtää yhteiskuntaa ja muutoksia ympärillä. Itse asiassa kulttuurin ja taiteen tekemisen ja lukemisen taito on tieteesen verrattava kyky selittää, ymmärtää ja hahmottaa uusia asioita ympärillämme.

Se on keskeinen osa meidän sivilisaatiotamme ja sivistystämme sillä erotuksella, että jos varhaislapsuudesta puuttuvat edellytykset kulttuuri- ja taideilmaisun ymmärtämiseen, sen oppiminen myöhemmässä elämänvaiheessa kestää huomattavasti pidempään ja on hankalampaa. Siksi meidän yhteinen tehtävämme niin jäsenmaissa kuin Euroopan unionissa on painostaa ja panostaa siihen, että saamme myös kulttuurikasvatukseen kouluissa samanlaisen rahoituksen kuin luonnon-tieteille, teknologialle, insinööritieteelle ja matematiikalle ja että kulttuurikasvatus kuuluisi myös varhaiskasvatukseen jo päiväkodeissa. Erityisesti tämä on tarpeen niille lapsille ja nuorille, joiden kotitausta ei anna edellytyksiä eikä mahdollisuuksia laajaan kulttuuriin ja taiteeseen tutustumiseen.

Νότης Μαριάς (ECR). –Κύριε Πρόεδρε, η πολιτιστική πολυμορφία προστατεύεται από τις συνθήκες της Ευρωπαϊκής Ένωσης, ενώ το δικαίωμα στην πολιτιστική κληρονομιά καθορίζεται στη Σύμβαση του Φάρο. Και πολιτιστική κληρονομιά σημαίνει και προστασία των πολιτιστικών αγαθών. Και εδώ ερχόμαστε στο θέμα των κλαπέντων αρχαιολογικών θησαυρών. Ένα σοβαρό θέμα το οποίο δεν θίγει η έκθεση. Και αναφέρομαι ειδικά στους κλαπέντες αρχαιολογικούς θησαυρούς από τα ναζιστικά στρατεύματα κατοχής στην Ελλάδα την περίοδο 1941-1944. Ακόμα περιμένουμε να επιστραφούν αυτοί οι αρχαιολογικοί θησαυροί!

Πέραν αυτού, είναι προφανές ότι θα πρέπει να υπάρχει προσβασιμότητα στον πολιτισμό. Κανείς δεν αμφισβητεί ότι πρέπει να επενδυθούν κονδύλια. Κανείς δεν αμφισβητεί ότι πρέπει να αξιοποιηθεί η ψηφιοποίηση και ότι πρέπει να στηριχθούν οι απόμακρες περιοχές, τα νησιά, εκεί όπου είναι δύσκολη η πρόσβαση στον πολιτισμό και στα πολιτιστικά αγαθά.

Αλλά επανέρχομαι στο ζήτημα της επιστροφής των κλαπέντων αρχαιολογικών θησαυρών από τα ναζιστικά στρατεύματα κατοχής στην Ελλάδα. Κάτι πρέπει να γίνει για το ζήτημα αυτό, κύριε Navracsics. Σας έχω θέσει το ζήτημα αυτό επανειλημμένα, σας το είχα θέσει μάλιστα και την ημέρα που ήρθατε στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο να εγκριθείτε ως Επίτροπος. Δεν πρέπει να κωφεύουμε στο ζήτημα αυτό.

Kateřina Konečná (GUE/NGL). –Pane předsedající, domnívám se, že strukturální a finanční překážky v přístupu ke kultuře představují velký problém. Ano, asi ne ten největší, ale přesto rozhodně významný. Přístup ke kultuře totiž patří mezi základní práva všech občanů a zasluhuje tak naši pozornost.

Slavný český herec Jan Werich kdysi prohlásil: „Já myslím, že civilizace není dobrá, když je bez kultury. Člověk potřebuje ke štěstí a spokojenosti nejenom pohodlí tělesné, ale i duševní. Kultura a civilizace musí jít ruku v ruce.“ S tímto citátem zcela souhlasím.

V době po ekonomické krizi bychom měli dbát na to, aby byla kultura dostupná všem, a nikoli pouze vybraným. Kultura není záležitostí elit, ale všech bez rozdílu. Kultura je záležitostí natolik lidskou, že když o ni nebudeme pečovat, riskujeme mnohem více, než si myslíme.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Tibor Navracsics, Member of the Commission. – Mr President, let me once more thank Mr Zdrojewski for this report, which very eloquently identifies all the barriers – structural and financial barriers – to access to culture. This is very important for us because, if we think of culture not only as a leisure-time activity or as a hobby, we have to acknowledge that culture plays a very important role in establishing and creating communities and also in keeping those communities alive, not only in urban areas but also in rural and remote areas. In some areas, culture is the only link of belonging, of community, which can keep the people there and keep people interested in living there.

That is why access to culture is a very important aspect of developing cultural policy at European level for the future. The report is a significant contribution in mapping out all these problems and we can design our road map for the future on the basis of your comments and contributions.

I would like to thank Parliament for this fruitful debate and for the report. We will work on overcoming all the barriers and difficulties in culture.

Bogdan Andrzej Zdrojewski, sprawozdawca. – Panie Przewodniczący! Bardzo dziękuję za komplementy, także komplementy ze strony pana komisarza. Przyjmuję je też jako podziękowanie dla pracy tych wszystkich, którzy przygotowywali dane do tego sprawozdania, bo to trwało najdłużej. Natomiast jeżeli chodzi o konkluzje, przypomnę, że to właśnie edukacja może być dziś uznana za najważniejszy element decydujący o jakości uczestnictwa w kulturze. Owszem, o wielkości tego uczestnictwa decydują także inne elementy, w tym materialne, infrastrukturalne etc., natomiast edukacja, braki, wady, błędy w procesach edukacyjnych są absolutnie kluczowe i decydujące o jakości życia i uczestnictwa w kulturze.

Druga konkluzja, bardzo ważna, troszkę zaskakująca: dziś ważniejszy jest popyt niż podaż w obszarze kultury. Tak się stało, że na skutek rozmaitych barier, o których mówię w tym sprawozdaniu, podaż mamy bardzo, bardzo atrakcyjną i – można powiedzieć – ciekawą także z punktu widzenia różnorodności, ilości i wielkości etc., etc., natomiast mamy kłopoty z popytem. Aż 40% Europejczyków nie uznaje uczestnictwa w kulturze za istotne, kluczowe, w niektórych wypadkach nawet potrzebne.

Trzeci element: rudymenarna rola w przysposabianiu do uczestnictwa w kulturze przynależy rodzinie i szkole. Te dwa elementy, te dwa adresy są szczególnie ważne. Zwracam na to uwagę w swoim sprawozdaniu.

Kolejna rzecz: konieczność usunięcia przeszkód fiskalnych w mobilności artystów i specjalistów w dziedzinie kultury.

I ostatnia: niezbędna nowa spójna strategia cyfrowa ukierunkowana na działalność kultury. Czego chcę życzyć nam wszystkim? Abyśmy w kolejnej kadencji Parlamentu Europejskiego rozmawiając o tak ważnych kwestiach, rozmawiali w lepszym czasie, w *prime time*, może już nie w nocy. Tego życzę i panu komisarzowi, i nam wszystkim. Wtedy będziemy czuli, że kultura jest rzeczywiście jeszcze ważniejsza.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się w czwartek 14 czerwca 2018 r.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Dominique Bilde (ENF), *par écrit*. – Sur la place du village, le dernier café a fermé il y a quelques mois, le buraliste, échaudé par la hausse du tabac et la délinquance, s'apprête à plier bagage. Quant au cinéma, suspendu aux subventions municipales qui tariront bientôt, c'est peu de dire que ses films projetés avec un retard de plusieurs semaines peinent à drainer les foules.

Tel est, brossé avec un brin de lyrisme, le sort de tant de communes rurales françaises, où l'indigence de l'offre culturelle est le reflet d'une désertification dramatique, qui voit mettre la clef sous la porte 7 000 cafés par an et le taux de vacance commerciale culminer à 10 %.

Loin d'être accessoire, l'accès à la culture conditionne les perspectives de ces villes, car pourquoi une entreprise y investirait-elle demain si elle ne peut proposer à ses employés le cadre de vie qu'ils prisent ? Au regard de la persistance de « zones blanches », la numérisation seule n'y suffira pas. Mais, la grande tradition d'un théâtre véritablement populaire et itinérant nous rappelle que ces territoires ne sont pas voués à l'oubli et que, face à leur agonie, une action nationale résolue est urgente et nécessaire.

Agnes Jongerius (S&D), *schriftelijk*. – Voorzitter, de toegang tot cultuur is niet vanzelfsprekend. Meedoen aan cultuur ook niet. In Nederland werd in 2011 een kaalslag aan bezuinigingen uitgevoerd in de cultuursector. Er werd 200 miljoen euro bezuinigd op de culturele sector. Subsidies werden geschrapt, want staatssecretaris Halbe Zijlstra vond dat particulieren ook zelf voor kunst en cultuur konden betalen. Kunst en Cultuur werden daarmee een zaak van de elite. Sterker nog: fiscale regelingen in Nederland maken het voor de elite mogelijk om te investeren in kunst en cultuur. Dit terwijl beide een verrijking zijn voor de gehele samenleving.

Deze bezuinigingen zijn nog steeds niet helemaal teruggedraaid. Dat moet wat mij betreft anders: de toegang tot cultuur vanuit scholen, buurthuizen en bibliotheken moet hersteld worden. Daarom pleit ik voor een Europese aanpak om cultuur voor iedereen toegankelijk te maken. De structurele en financiële barrières voor cultuur moeten opgeheven worden.

Europa roept de lidstaten op om cultuur niet kaal te plukken op momenten van krapte. Publieke toegang tot kunst en cultuur zorgt voor meer betrokkenheid van mensen bij de (Europese) samenleving. Gelijke kansen voor iedereen, dat is waar mijn Europa voor staat.

Karol Karski (ECR), *na piśmie*. – Problem barier w dostępie do kultury dotyczy instytucji kulturalnych, państw członkowskich i władz regionalnych. Swobodne uczestnictwo w kulturze winno być jednym z podstawowych zagadnień polityki narodowej, ale także wspólnotowej, zgodnie z zasadą pomocniczości. Aktywny i dostępny sektor kultury ma znaczenie dla wzmacniania aktywności i wiedzy obywatelskiej przy jednoczesnym propagowaniu dziedzictwa kulturowego oraz rozwijaniu różnorodności kulturowej. Konieczne jest ułatwienie inwestycji oraz dywersyfikacji finansowania sektora kultury i sektora kreatywnego, co pozwoli na uwolnienie potencjału tych sektorów w zakresie generowania wzrostu gospodarczego i zatrudnienia. Mają one przełożenie na działalność artystyczną, rozwój umiejętności, cyfryzację, innowację oraz formułowanie nowych modeli biznesowych, a także wzmocnienie konkurencyjności europejskiego sektora kultury i sektora kreatywnego. Raport przytacza pożyteczne rozwiązania, wzywając do włączenia aspektu dostępu do kultury oraz uczestnictwa w kulturze do głównego nurtu innych obszarów polityki. Raport podkreśla przekrojowość zagadnień związanych z kulturą oraz ich wpływ na inne dziedziny życia społecznego, w tym znaczenie dla wzrostu gospodarczego, dostrzegając konieczność dbania przez państwa członkowskie o odpowiednie kształcenie artystów i publiczności, a także o stan infrastruktury artystycznej oraz materialnego dziedzictwa kulturowego.

Valdemar Tomaševski (ECR), *raštu*. – Vienas iš ES ir jos valstybių narių tikslų turėtų būti socialinės ir ekonominės nelygybės mažinimas. Dalyvavimas kultūrinėje veikloje yra vienas iš būdų, kurio dėka yra kuriamas priklausomumo visuomenei jausmas. Diskutuojant apie kultūros prieinamumą atmintume, kad kultūros veikla gali padėti stiprinti pasitikėjimą savimi ir gerinti gyvenimo kokybę, visų pirma tiems asmenims, kurie dėl nedarbo, ligos ar kitų priežasčių patiria tam tikrą marginalizaciją. Naudojantis proga, verta apgalvoti pranešėjo pasiūlymą dėl integracinio kultūros sektoriaus rėmimo, kuriame kiekvienas gali turėti vienodas galimybes dalyvauti ir vystyti savo kūrybinius igūdžius, neatsižvelgiant į jų socialinį ir ekonominį, kultūrinį ar religinį kontekstą arba į negalią. Kalbant apie kultūrą turime atsižvelgti į tai, kad Europos kultūros paveldas yra unikalus pasaulyje savo įvairove ir krikščioniškosios kultūros turtingumu. Naudojantis proga verta plėsti kultūrinį bei religinį turizmą, kuris gali būti vienas iš esminių faktorių lemiančių ekonomikos vystymąsi, taip pat paskatinti socialinę sanglaudą bei įtrauktį. Deja, finansiniai aspektai visada yra vieni iš esminių kultūros prieinamumo ir kultūros veiklos dalyvavimo kliūčių. Todėl yra būtinas pastovus kultūros sektoriaus rėmimas. Svarbus yra kultūros suinteresuotumo propagavimas ir jos supratimas per švietimo sistemą.

23. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll

24. Delegierte Rechtsakte (Artikel 105 Absatz 6 GO): siehe Protokoll

25. Durchführungsmaßnahmen (Artikel 106 GO): siehe Protokoll

26. Tagesordnung der nächsten Sitzung: siehe Protokoll

27. Schluss der Sitzung

(Posiedzenie zostało zamknięte o godz. 22.36)

Legende der verwendeten Zeichen

*	Konsultationsverfahren
***	Zustimmungsverfahren
***I	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, erste Lesung
***II	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, zweite Lesung
***III	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, dritte Lesung

(Das angegebene Verfahren entspricht der von der Kommission vorgeschlagenen Rechtsgrundlage.)

Abkürzungen der Ausschüsse

AFET	Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten
DEVE	Entwicklungsausschuss
INTA	Ausschuss für internationalen Handel
BUDG	Haushaltsausschuss
CONT	Haushaltskontrollausschuss
ECON	Ausschuss für Wirtschaft und Währung
EMPL	Ausschuss für Beschäftigung und soziale Angelegenheiten
ENVI	Ausschuss für Umweltfragen, öffentliche Gesundheit und Lebensmittelsicherheit
ITRE	Ausschuss für Industrie, Forschung und Energie
IMCO	Ausschuss für Binnenmarkt und Verbraucherschutz
TRAN	Ausschuss für Verkehr und Fremdenverkehr
REGI	Ausschuss für regionale Entwicklung
AGRI	Ausschuss für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung
PECH	Fischereiausschuss
CULT	Ausschuss für Kultur und Bildung
JURI	Rechtsausschuss
LIBE	Ausschuss für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres
AFCO	Ausschuss für konstitutionelle Fragen
FEMM	Ausschuss für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter
PETI	Petitionsausschuss
DROI	Unterausschuss Menschenrechte
SEDE	Unterausschuss Sicherheit und Verteidigung

Abkürzungen der Fraktionen

PPE	Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten)
S&D	Fraktion der Progressiven Allianz der Sozialdemokraten im Europäischen Parlament
ECR	Fraktion der Europäischen Konservativen und Reformer
ALDE	Fraktion der Allianz der Liberalen und Demokraten für Europa
GUE/NGL	Konföderale Fraktion der Vereinigten Europäischen Linken/Nordische Grüne Linke
Vers/ALE	Fraktion der Grünen/Freie Europäische Allianz
EFDD	Fraktion Europa der Freiheit und der direkten Demokratie
ENF	Fraktion Europa der Nationen und der Freiheit
NI	Fraktionslos



C/2024/3376

30.5.2024

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 14. JUNI 2018

(C/2024/3376)

EUROPÄISCHES PARLAMENT

SITZUNGSPERIODE 2018-2019

Sitzungen vom 11. bis 14. Juni 2018

STRASSBURG

Inhalt	Seite
1. Eröffnung der Sitzung	4
2. Besetzte Gebiete in Georgien zehn Jahre nach der Invasion durch Russland (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll	4
3. Korruptionsbekämpfung (Aussprache)	4
4. Aussprache über Fälle von Verletzungen der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit (Aussprache)	19
4.1. Russland, insbesondere der Fall des ukrainischen politischen Gefangenen Oleh Senzow	20
4.2. Menschenrechtslage in Bahrain, insbesondere der Fall Nabil Radschab	25
4.3. Lage der Rohingya-Flüchtlinge, insbesondere die Not der Kinder	32
5. Wiederaufnahme der Sitzung	40
6. Zusammensetzung der Ausschüsse und Delegationen: siehe Protokoll	40
7. Abstimmungsstunde	41
7.1. Russland, insbesondere der Fall des ukrainischen politischen Gefangenen Oleh Senzow (RC-B8-0288/2018, B8-0288/2018, B8-0289/2018, B8-0290/2018, B8-0291/2018, B8-0296/2018) (Abstimmung)	41
7.2. Menschenrechtslage in Bahrain, insbesondere der Fall Nabil Radschab (RC-B8-0280/2018, B8-0280/2018, RC-B8-0281/2018, B8-0281/2018, B8-0282/2018, B8-0283/2018, B8-0284/2018, B8-0286/2018, B8-0287/2018) (Abstimmung)	41

Inhalt	Seite
7.3. Lage der Rohingya-Flüchtlinge, insbesondere die Not der Kinder (RC-B8-0292/2018, B8-0292/2018, B8-0293/2018, B8-0294/2018, B8-0295/2018, B8-0297/2018, B8-0298/2018) (Abstimmung)	41
7.4. Strukturelle und finanzielle Hürden beim Zugang zu Kultur (A8-0169/2018 - Bogdan Andrzej Zdrojewski) (Abstimmung)	41
7.5. Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Erlass neuer Berufsreglementierungen (A8-0395/2017 - Andreas Schwab) (Abstimmung)	41
7.6. Verwendung von ohne Fahrer gemieteten Fahrzeugen im Güterkraftverkehr (A8-0193/2018 - Cláudia Monteiro de Aguiar) (Abstimmung)	42
7.7. Beschluss über die Aufnahme von interinstitutionellen Verhandlungen: Durchsetzungsanforderungen und spezifische Regeln für die Entsendung von Kraftfahrern im Straßenverkehrssektor (A8-0206/2018 - Merja Kyllönen) (Abstimmung)	42
7.8. Beschluss über die Aufnahme von interinstitutionellen Verhandlungen: Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006 hinsichtlich der Mindestanforderungen in Bezug auf die maximalen täglichen und wöchentlichen Lenkzeiten, Mindestfahrtunterbrechungen sowie täglichen und wöchentlichen Ruhezeiten und der Verordnung (EU) Nr. 165/2014 in Bezug auf die Positionsbestimmung mittels Fahrtenschreibern (A8-0205/2018 - Wim van de Camp) (Abstimmung)	43
7.9. Beschluss über die Aufnahme von interinstitutionellen Verhandlungen: Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 und der Verordnung (EG) Nr. 1072/2009 im Hinblick auf ihre Anpassung an die Entwicklungen im Kraftverkehrssektor (A8-0204/2018 - Ismail Ertug) (Abstimmung) ...	43
7.10. Einwände gegen die Delegierte Verordnung der Kommission zur Änderung der Delegierten Verordnung (EU) 2017/118 zur Festlegung von Bestandserhaltungsmaßnahmen zum Schutz der Meeresumwelt der Nordsee (B8-0299/2018) (Abstimmung)	44
7.11. Besetzte Gebiete in Georgien zehn Jahre nach der Invasion durch Russland (RC-B8-0275/2018, B8-0275/2018, B8-0276/2018, B8-0277/2018, B8-0278/2018, B8-0279/2018, B8-0285/2018) (Abstimmung)	44
7.12. Verhandlungen über ein neues Partnerschaftsabkommen EU/AKP (B8-0274/2018) (Abstimmung)	44
7.13. Kontrolle der Anwendung des EU-Rechts im Jahr 2016 (A8-0197/2018 - Kostas Chrysogonos) (Abstimmung)	44
8. Stimmerklärungen	44
8.1. Strukturelle und finanzielle Hürden beim Zugang zu Kultur (A8-0169/2018 - Bogdan Andrzej Zdrojewski)	44
8.2. Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Erlass neuer Berufsreglementierungen (A8-0395/2017 - Andreas Schwab)	46
8.3. Besetzte Gebiete in Georgien zehn Jahre nach der Invasion durch Russland (RC-B8-0275/2018, B8-0275/2018, B8-0276/2018, B8-0277/2018, B8-0278/2018, B8-0279/2018, B8-0285/2018)	47
8.4. Verhandlungen über ein neues Partnerschaftsabkommen EU/AKP (B8-0274/2018)	48
9. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll	48
10. Wiederaufnahme der Sitzung	48
11. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll	48
12. Zusammensetzung des Parlaments: siehe Protokoll	48
13. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll	48

Inhalt	Seite
14. Große Anfragen (Aussprache)	48
14.1. Beteiligung Israels an Projekten, die über das Programm Horizont 2020 finanziert werden	48
15. Beschlüsse über bestimmte Dokumente: siehe Protokoll	53
16. Petitionen: siehe Protokoll	53
17. Übermittlung der in dieser Sitzung angenommenen Texte: siehe Protokoll	53
18. Zeitpunkt der nächsten Sitzungen: siehe Protokoll	53
19. Schluss der Sitzung	53
20. Unterbrechung der Sitzungsperiode	53

AUSFÜHRLICHE SITZUNGSBERICHTE VOM 14. JUNI 2018

PRÉSIDENCE: Sylvie GUILLAUME

Vice-présidente

1. Eröffnung der Sitzung

(La séance est ouverte à 9 h 01)

2. Besetzte Gebiete in Georgien zehn Jahre nach der Invasion durch Russland (eingereichte Entschließungsanträge): siehe Protokoll

3. Korruptionsbekämpfung (Aussprache)

La Présidente. – L'ordre du jour appelle le débat sur la question avec demande de réponse orale à la Commission sur la lutte contre la corruption posée par Ingeborg Gräßle, au nom de la commission du contrôle budgétaire (O-000021/2018 — B8-0024/2018) (2018/2735(RSP)).

Benedek Jávör, *deputising for the author.* – Madam President, corruption is like a disease that you can't always see, but it systemically undermines the well-functioning of our societies, degenerates our democracies and decays citizens' trust in politics and in the European Union.

Transparency International's Corruption Perception Index shows that there are serious problems all over the EU. But also there are huge differences among the Member States.

We also have to speak about our losses: the cost of corruption. A study commissioned by the European Parliament estimates that the cost of corruption could go up to EUR 900 billion annually. Just for comparison, the EU's annual budget for 2018 is EUR 160 billion. Theoretically speaking, if we took a tough stance against corruption, the functioning of the EU would be free or almost free for the European taxpayers for the next five years.

Scandals related to the misuse of EU funds are revealed on a daily basis. According to OLAF reports, the highest number of investigations have for years been related to Structural Funds, with most of the cases concentrated in a few Member States, which are mostly the recipients of those funds.

In some of the Member States, like in my own country – Hungary – there is systemic political corruption related to the EU funds. In others, such as Slovakia, for example, it seems that organised crime groups are benefiting from EU funds. And these are only the tip of the iceberg. As the Azerbaijani Laundromat case showed, there are serious problems related to corruption even in countries like Denmark. So there is an urgent need for action, and the EU should take an important role in rooting out corruption in all its forms.

The European Commission, however, has failed to move forward over the past four years and has even taken a step backwards from its 2011 anti-corruption package by abolishing the biannual Anti-corruption Report. This was a capable tool to analyse the European landscape and provided the European citizens with credible, comprehensive and comparative data and assessment on corruption, as well as highlighting the weaknesses and also the good practices of the Member States. Therefore, we regret very much in this house that the Commission decided to abolish this exercise. Anti-corruption recommendations in the European Semester are good additional tools but do not substitute the overall picture given by the report.

But to credibly pointing out to Member States, we need stronger anti-corruption activity and control in the EU institutions as well. The 2011 package has also foreseen the EU's participation in the Council of Europe's anti-corruption group, GRECO, which could facilitate the independent evaluation of the EU institutions as well. But the negotiations on that are stalled. Still, there are a few promising steps.

First is the European Public Prosecutor's Office (EPPO). The EPPO, hopefully, will help in fighting fraud and corruption in relation to EU Funds. But it is not a sufficient tool alone. A couple of prosecutors will not be able to fight fraud and corruption fully and in a systematic way, and in fact some of the main beneficiary Member States of EU funds are not willing to participate.

The second is the Regulation on the Rule of Law proposed for the new Multiannual Financial Framework. This instrument could actually play an important role in incentivising the Member States to play by the rules. But this proposal is still waiting for approval by the co-legislators.

All in all, the balance is rather negative. Therefore, with my colleagues in the Committee on Budgetary Control (CONT), we ask the following questions:

What was the reason behind the abolishment of the EU anti-corruption report and why did the Commission not present the already-prepared second report?

Secondly, the anti-corruption report and the European Semester recommendations are not alternatives of each other. How does the Commission intend to complement the Semester recommendation in order to tackle other aspects of corruption?

And last but not least, to improve the independent scrutiny of the EU institutions, shouldn't they participate in the cooperation of GRECO?

Tibor Navracsics, *Member of the Commission*. – Madam President, the 2014 EU Anti-Corruption Report provided a useful overview of the situation in each Member State: measures in place, outstanding issues, policies that are working and areas that could be improved. The report showed that the nature and scope of corruption varies from one Member State to another and that the effectiveness of anti-corruption policies is quite different. It also showed that corruption deserved attention in all EU Member States. In the past years the Commission has increasingly prioritised integrity and anti-corruption, also in the European Semester of economic governance.

Corruption is still a key issue in a number of states, hampering investment, efficient resource allocation, economic performance and growth. The situation calls for continued, persistent and coherent action. It is against this background, in line with the general approach of this Commission to streamline processes and focus on key issues in the relevant fora, that we considered that the European Semester, which is the main economic policy dialogue with Member States, is the most appropriate policy instrument for systematically engaging with the Member States in this area of major common interest.

In March 2018, the issue of corruption was included in 14 country reports. For several Member States, the Commission underlined the need to strengthen the effective investigation and prosecution of corruption and enhance prevention. Other areas requiring improvement are whistle-blower protection, lobbying legislation, assets and interest disclosure and verifications, adequate resourcing for anti-corruption bodies, as well as transparency and public access to information. In the country-specific recommendations published on 23 May 2018, recommendations focusing on these aspects were proposed for six countries. Facilitating experience-sharing among Member States in the fight against corruption is a key aspect of anti-corruption efforts at EU level.

In 2015 the Commission launched the EU Anti-Corruption Experience-Sharing Programme. It offers anti-corruption practitioners from Member States a forum for exchanging views on topics of common interest and on legislative and institutional reforms and policy initiatives in other Member States. These workshops cover topics such as corruption in the private sector, political immunities, public procurement at local level, asset disclosure, whistle-blower protection, corruption in health care, conflicts of interest, and measuring corruption and its economic and social impact. More than 300 experts have participated in the programme since 2015.

These efforts go hand in hand with our legislative activity. The Commission has taken action to ensure that anti-corruption provisions are an integral part of all relevant legislative instruments. Such is the case for the recent initiative on the protection of whistle-blowers. Adequate whistle-blowing mechanisms that codify processes within public administration to allow officials channels for reporting what they may perceive as irregularities or even illegal acts can help overcome detection problems inherent to corruption.

The Commission has also recently proposed a package of measures enabling the national competent authorities to access and exchange financial and other information in a timely manner. The measures aim to grant law enforcement authorities, asset recovery offices and anti-corruption authorities direct access to the information contained in the centralised bank account registers. The measures also aim at improving cooperation between law enforcement authorities and financial intelligence units (FIUs), as well as between FIUs. These recent initiatives complement other measures in areas ranging from public procurement and the protection of EU financial interests to asset recovery and anti-money laundering.

The Commission also provides financial support for a wide range of projects in the field of anti-corruption under a variety of financial instruments, for example in the Internal Security Fund for Police, European social and investment funds, Horizon 2020 and Hercule II and III programmes, to promote activities designed to boost EU action to prevent and combat fraud undermining the EU's financial interests. The European institutions have put in place a comprehensive framework of rules on ethics and mechanisms to deter, investigate and punish misconduct, including corruption and associated wrongdoings. These rules are fully integrated inter alia in the Staff Regulations and the rules on financial management and internal control. They include enforcement mechanisms and proportionate, effective and dissuasive sanctions for possible breaches.

Transparency and accountability are key principles of the Commission's decision-making process. President Juncker has established greater transparency as a top priority since the beginning of his mandate. As part of the Commission's commitment to transparency, the Commissioners, their Cabinet members and Directors-General publish information on meetings held with organisations and self-employed individuals on the EU Transparency Register. Furthermore, on 1 February 2018, a new Code of Conduct for Commissioners entered into force, significantly enhancing the ethics framework at the political level. The modernised rules set new standards for ethics rules in Europe, for example by extending the cooling-off period from 18 months to two years for former Commissioners and to three years for the President of the Commission.

As regards the potential participation of the EU in the Implementation Review Mechanism to the UN Convention against Corruption (UNCAC), to which the EU is a party, the Commission is now in the process of assessing the extent of the modifications of the Union's competence with regard to all the matters governed by the UNCAC after the entry into force of the Lisbon Treaty, as well as the legal and institutional implications of this modification of competences. It is to be recalled that the EU is a unique regional economic integration organisation and, as such, this raises specific and complex legal and institutional questions.

Julia Pitera, w imieniu grupy PPE. – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! W 2011 r. Komisja opublikowała dane, z których wynikało, że aż czterech na pięciu obywateli Unii Europejskiej postrzegało korupcję jako poważny problem w ich państwie. W tym samym roku więc Komisja wprowadziła pakiet antykorupcyjny, uznając, że obywatele zasługują na dostęp do wiarygodnej oceny stanu korupcji w państwach członkowskich. Komisarz do spraw wewnętrznych stwierdziła dodatkowo, że politycy i decydenci nie są wystarczająco zdeterminowani, aby podjąć działania zwalczające to zjawisko, i że sprawozdanie o zwalczaniu korupcji może stać się czynnikiem pobudzającym wolę polityczną do podjęcia stosownych działań. W konsekwencji pierwsze sprawozdanie opublikowano w 2014 r. Niestety w 2017 r. Komisja uznała, że sprawozdanie takie nie jest najlepszym postępowaniem.

Panie Komisarzu! Od tego czasu w jednym z państw członkowskich wstrzymano reformy antykorupcyjne, w innym podjęto próbę liberalizacji istniejących przepisów, co wywołało masowe uliczne demonstracje w wielu miastach. Opinią publiczną wstrząsnęły też dwa dramatyczne przypadki zabójstw dziennikarzy śledczych tropiących wyprowadzanie funduszy europejskich przez zorganizowane grupy przestępcze, podobnie jak ujawnienie powiązań polityków z aferą *Panama papers*. Do dziś nie posiadamy zapewne pełnej wiedzy na temat ingerencji kraju trzeciego w przekupywanie europejskich polityków, mimo że proceder opisano w sprawozdaniu niezależnego organu dochodzeniowego opublikowanym przez Radę Europy w kwietniu tego roku.

Panie Komisarzu! Proszę o informację, czy nadal Komisja podtrzymuje stanowisko, że sprawozdanie antykorupcyjne nie jest najlepszym sposobem postępowania, czy może jednak komisarz Malmström miała rację, że sprawozdanie antykorupcyjne może stać się czynnikiem pobudzającym wolę polityczną do walki z korupcją.

Caterina Chinnici, *a nome del gruppo S&D*. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, l'interrogazione parlamentare di cui oggi discutiamo affronta il tema della lotta alla corruzione, che è un vero e proprio freno a mano della crescita economica dell'Unione europea.

Già nel 2013 la risoluzione della commissione CRIM stimava che la corruzione e la criminalità organizzata impongono alle imprese dell'Unione un costo annuo di oltre 650 miliardi di euro. La corruzione non rappresenta solamente un reato contro la pubblica amministrazione, ma costituisce direi quasi un attentato all'economia pubblica e privata, poiché altera la libera concorrenza fra le imprese, peggiora la qualità dei servizi pubblici e sottrae indebitamente fondi al prelievo fiscale.

In ambito europeo, malgrado la recente adozione di provvedimenti legislativi importanti quali la direttiva PIF o il regolamento sulla procura europea, non si è fatto però abbastanza, neanche in termini di prevenzione, delegando di fatto la repressione del fenomeno ai soli sistemi penali degli Stati membri.

Desta perplessità la mancata pubblicazione da parte della Commissione della seconda relazione sulla corruzione, soprattutto in vista dell'elaborazione di nuove necessarie misure in materia. Fra le misure più urgenti, considerato che è stato accertato che sono circa 3 600 le organizzazioni criminali operanti nell'Unione e che la loro interferenza illecita nuoce gravemente all'economia, io citerei l'elaborazione di una definizione comune di criminalità organizzata a livello europeo, così come l'introduzione di norme comuni per la protezione dei testimoni degli informatori e dei collaboratori di giustizia a livello europeo.

L'Unione, in conclusione, deve prendere una posizione ferma e autorevole nella lotta contro la corruzione per garantire che tutti gli Stati membri dispongano di più efficaci politiche anticorruzione, ma anche per effettuare un'attenta valutazione circa la conformità delle proprie istituzioni alle disposizioni della Convenzione dell'ONU contro la corruzione, alle quali non è stata data ancora piena attuazione.

Νότης Μαρίας, *εξ ονόματος της ομάδας ECR*. – Κυρία Πρόεδρε, η διαφθορά αποτελεί μάστιγα στην παγκόσμια κοινωνία και οικονομία. Γι' αυτό άλλωστε και ο ΟΗΕ έχει συνάψει Σύμβαση για την καταπολέμηση της διαφθοράς, στην οποία έχει προσχωρήσει από το 2008 και η Ευρωπαϊκή Ένωση.

Σε επίπεδο Ευρωπαϊκής Ένωσης έχουμε πολύ συχνές καταγγελίες για διαφθορά. Εκτιμάται ότι το ετήσιο κόστος φθάνει στα 120 δισεκατομμύρια ευρώ, ενώ υπάρχουν και ορισμένοι που λένε ότι το κόστος της διαφθοράς φθάνει στα 900 δισεκατομμύρια ευρώ. Αντιλαμβάνεστε λοιπόν ότι το οργανωμένο έγκλημα αξιοποιεί πολλές φορές τη λειτουργία των διαρθρωτικών ταμείων. Έχουμε επίσης δολοφονίες, εκτελέσεις μαρτύρων, δημοσιογράφων. Είναι προφανές ότι χρειάζεται να διασφαλιστεί η προστασία των μαρτύρων δημοσίου συμφέροντος.

Έχω επισημάνει πολλές φορές ένα ζήτημα που έχει σχέση και με την Ελλάδα. Πρέπει, κύριε Επίτροπε, να υπάρξει έλεγχος των κονδυλίων τα οποία διαχειρίζονται οι περιφέρειες ΜΚΟ για το προσφυγικό και μεταναστευτικό στην Ελλάδα. Κυριολεκτικά «γίνεται πάρτι» και θα πρέπει να υπάρξει παρέμβαση της OLAF για το ζήτημα αυτό. Πρόκειται για ένα πολύ σημαντικό ζήτημα!

Wolf Klinz, *im Namen der ALDE-Fraktion*. – Frau Präsidentin, Kollegen! Die Korruption ist ein Krebsgeschwür, das unsere Demokratie zu zerstören und die Europäische Union ins Mark zu treffen droht. Wir haben eben von der Kommission gehört, für wie wichtig sie die Korruptionsbekämpfung hält, aber gleichzeitig, dass sie darauf verzichtet, diese Berichte in Zukunft regelmäßig zu veröffentlichen. Der Beschluss, das Europäische Semester herzunehmen und die Korruptionssituation im Rahmen der Länderberichte zu veröffentlichen, ist nicht ausreichend.

Die Mitgliedstaaten wollen natürlich nicht angeprangert werden; das verstehe ich. Aber die Bürger wollen, dass etwas passiert. Sie sehen, wie groß der Schaden ist, der ihnen letzten Endes als Steuerzahler zugemutet wird, und sie wollen, dass hier Abhilfe geschaffen wird. Die Populisten haben leichtes Spiel. Sie können viel versprechen, sie können mit Geld großzügig umgehen. Aber wenn es darum geht, konkrete Probleme zu lösen, dann versagen sie.

Wir wissen alle, dass die EU noch Schwächen hat. Aber wir wissen auch, dass die Korruption eine der größten Schwächen ist, mit denen wir es zu tun haben. Wir müssen dagegen etwas tun. Die Mitgliedstaaten dürfen nicht die Möglichkeit haben, den Europäischen Staatsanwalt daran zu hindern, in ihren Regionen ganz gezielt und systematisch Korruptionsfällen nachzugehen. Wir sehen ja gerade, dass das passiert, in Malta. Die Journalistin, die Korruptionsfälle aufgedeckt hat, ist vor wenigen Wochen ermordet worden. Weder werden systematisch die Korruptionsfälle untersucht, noch wird der Mord selber gezielt untersucht. Man hat fast den Eindruck, als ob hier alles unter dem Mantel des Schweigens zugedeckt werden soll. So kann es nicht gehen.

In einem Jahr haben wir Europawahlen. Wir wissen, dass diese Europawahlen in gewisser Weise Schicksalswahlen sein werden, die für uns alle von entscheidender Bedeutung sind. Wir müssen sehen, dass Europa für die meisten Bürger tatsächlich gleichgesetzt wird mit ihrer Zukunft. Europa ist unsere Zukunft, wir haben keine andere. Und deshalb ist es wichtig, dass wir Europa in die Köpfe und Herzen der Bürger und vor allem der Jugend wieder hineinbringen. Die Zeit für Ausreden ist vorbei. Das gilt auch für die Kommission. Wir dürfen nicht Wasser predigen und Wein trinken. Ich kann nur appellieren: Fangen Sie wieder an, die Antikorruptionsberichte systematisch zu publizieren!

(Der Redner ist damit einverstanden, eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“ gemäß Artikel 162 Absatz 8 der Geschäftsordnung zu beantworten.)

Paul Rübig (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Herr Kollege Klinz! Ich hätte eine Frage: In den Medien gibt es immer wieder Berichte, dass terroristische Netzwerke von außerhalb Europas unterstützt werden, insbesondere im Nahen Osten. Man liest in den Zeitungen, dass die Türkei, Iran, Katar und verschiedene Länder derartige Netzwerke unterstützen. Glauben Sie, dass im Bereich der Finanzmärkte auf europäischer Ebene auch hier Untersuchungen stattfinden sollten, von wem die Finanzierung kommt, ob das islamische Gruppen sind oder wer hinter derartigen Einflussnahmen steht?

Wolf Klinz (ALDE), *Antwort auf eine Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – In der Tat halte ich das für sehr sinnvoll und sehr nützlich. Wir wissen ja – seit der islamische Terrorismus die ganzen Regionen überzieht –, dass die sich nicht nur aus Eigenmitteln, durch besetzte Ölquellen etc., finanzieren, sondern auch von manchen Staaten systematisch finanziert werden, die ein Interesse daran haben, dass der forcierte Islamismus an Boden gewinnt.

Deshalb ist es wichtig, dass wir auch hier mehr Erkenntnisse gewinnen und sicherstellen, dass unser Finanzsystem durch solche Vorgänge nicht geschwächt und irgendwann sogar in die Knie gezwungen wird.

Ernest Urteasu, *en nombre del Grupo Verts/ALE*. – Señora presidenta, la corrupción nos cuesta un porcentaje del PIB inmenso a los europeos a lo largo del año y es verdad que si esta pregunta oral se ha realizado también es porque no hemos tenido una Comisión muy valiente en esta cuestión.

Como han dicho mis compañeros, se suspendió la elaboración del informe bianual sobre la corrupción; tampoco se participa en el Grupo de lucha contra la corrupción del Consejo de Europa, ni se ha llevado a cabo una evaluación sobre el cumplimiento de los requisitos de la Convención de las Naciones Unidas contra la corrupción y, además, por ejemplo, en las recomendaciones del Semestre Europeo esta cuestión aparece de una forma muy tímida.

El caso paradigmático se ha producido en España, donde acaba de caer un gobierno por un caso de corrupción gravísimo, y pocos días antes se habían publicado las recomendaciones específicas por país, en las que este tema solo se mencionaba brevísimamente.

Hemos estado años obsesionados con la reforma del mercado de trabajo, con la reforma de las pensiones, y el tema más grave sobre el funcionamiento del Estado de Derecho en España, que era la corrupción, apenas merecía una breve mención. Creo que hay que cambiar eso y tomarse más en serio este problema.

Dennis de Jong, *namens de GUE/NGL-Fractie*. – Dank u wel, mevrouw de Voorzitter. Ik moet zeggen dat, vanmorgen, ik was wel wakker, maar dat ik weer bijna in slaap gevallen was, toen ik de eurocommissaris hoorde, want ik heb zelden zo'n saai verhaal gehoord. Al die maatregelen die u noemt, die kennen we natuurlijk. We hebben dit bestudeerd. Ik ben zelf covoorzitter van een netwerk van de Europarlementariërs van de Intergroep voor transparantie en tegen corruptie. Dus we kennen dat.

Waar het ons om gaat is een goede discussie over precies wat alle collega's hier noemen 'de ontwikkelingen in Europa', die veel erger zijn dan wat we lezen in het economisch semester, de berichten daarvan, wat niet bij elkaar komt en ook de complexiteit van corruptie. Corruptie gaat niet alleen maar over een goed functionerende rechtsstaat. Het gaat ook om toegang tot voorzieningen als gezondheidszorg, onderwijs. Het treft mensen in het hart en het verdient echt een apart verslag van de Commissie. En dan hoor ik: 'Ja, we hebben nu gestroomlijnd en het zit nu in het economisch semester'. Nou, misschien zit het daar wel helemaal fout. En als u hoort dat van Links tot Rechts in dit Parlement we er allemaal hetzelfde over denken, dat we een apart verslag willen, en we zeggen dat al jaar op jaar, kom dan niet aan met een lijstje dingen die de Commissie al doet.

Met de VN en de Raad van Europa heb ik eigenlijk hetzelfde verhaal. Ik heb regelmatig contact met het secretariaat van UNODC, van de VN, in Wenen, met het secretariaat van GRECO van de Raad van Europa. En beide secretariaten zeggen: we hebben allerlei praktische middelen in de aanbieding om het voor de Commissie makkelijk te maken om mee te doen aan de *peer reviews*. We zouden ook graag wat financiële steun hebben – de VN zegt dat met name – zodat de Commissie het mogelijk maakt dat wij ons werk doen. En iedere keer opnieuw is het antwoord van de Commissie: ja, we zijn het aan het onderzoeken en er zijn allemaal juridische problemen.

Ja, u komt er echt niet mee weg, ook niet op een vroege donderdagmorgen in Straatsburg. We willen een echt debat met een duidelijk antwoord.

David Coburn, *on behalf of the EFDD Group*. – Madam President, in principle, I support the questions which the Committee on Budgetary Control (CONT) has put forward to the Commission. Corruption, both political and economic, puts a huge drain on our respective countries' resources, and we must take every effort to plug the leaks.

I cannot, however, support any calls for the EU to make recommendations to harmonise laws at EU level or interfere with Member States' internal affairs. It should only be our elected and accountable national governments that take measures and propose actions to root it out, not unaccountable EU institutions in Brussels. It is also rather laughable that the EU should lecture Member States on corruption. The irony, I am sure, ladies and gentlemen, is not lost on me, or on other honourable Members in this House. The fact that the Commission discontinued its own anti-corruption report on itself shows how seriously they take this issue. However, even then, the report did not include corruption in EU institutions. There must be more light shone down the dark and mucky corridors of power in the EU.

Transparency International shows that corruption perceptions in Bulgaria rank them 71 out of 180, which is not much better than China. This again highlights why the UK voted to leave the EU. We have had enough of corrupt institutions wasting billions of taxpayers' money at home in the UK without another tranche of it at European level. Why should the United Kingdom be in political union with these countries sending billions of our hard-earned taxpayers' money abroad while they have lower legal standards and a frightening lack of audit and accountability over their own affairs? This, I'm sure, is quite beyond me and beyond many of you, I should imagine.

We should all be working as sovereign independent states to help each other to root out corruption in our own back yards and not be forced to comply with EU laws which do not have proper democratic controls.

I will listen intently to what the Commission has to say about the Budgetary Control Committee's questions and I do hope that, even though we are leaving, the vast improvements of transparency and accountability are made. There is certainly room for improvement.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Benedek Jávor (Verts/ALE), *blue-card question*. – Mr Coburn, you mentioned that you do not support law harmonisation and European level actions against corruption, but what would you like to do with those corruption cases which have a cross-border nature where corruption activities are happening in different Member States, and organised crime groups are playing the game between the gaps of the independent national Member States' authorities, and they always win this game? How do you manage this problem when the individual Member States' authorities are not able to effectively step against those international organised crime activities?

David Coburn (EFDD), *blue-card answer*. – That's a very good question. I believe that individual countries within the European Union should work with each other. I do not believe we should have an overarching government of Europe making these sort of decisions. I think we should work with each other. We always have in the past, we can in the future.

As you say, there are cracks through which things fall. Well, that's for us to sort out. It's not beyond the wit of man or woman. It's not a complicated problem. I think that an overarching Federal Bureau of Investigations, as some people want to have it (as they have in America), is not a good thing. I think we must retain our independence. We are not a unitary country, we are many countries working together, and I think that's much better.

Olaf Stuger, *namens de ENF-Fractie*. – Voorzitter, dank u wel. Zoals collega Dennis de Jong al heeft gezegd, het is een saai verhaal van de commissaris, maar dat gaat al 30 jaar zo door. Het is 30 jaar hetzelfde saaie verhaal en er verandert geen ene moer. En meneer de Jong zit hier al zo'n tien jaar en die zegt het ook elk jaar – zeer terecht overigens – en er verandert ook niets. Mijn enige conclusie kan zijn: het zal nooit veranderen. Mensen, dit is 'the way of the dodo', dit Parlement, de EU.

Nee, twee dingen die mij te binnen schieten als het gaat om anticorruptie: het debat dat we hebben gehad over de heer Selmayr. Kijk dat is nou echt corruptie op en top, onder onze ogen, zonder dat we er iets aan doen. We laten het gaan en de daders komen met de schrik, nog niet eens met de schrik, vrij. Een ander voorbeeld dat me in het hoofd schiet, Voorzitter, is een collega van de PPE, de Christendemocraten, de heer Bidegain uit Spanje, die op een verborgen camera van Britse journalisten die zich voordeden als lobbyisten, 100 000 euro vraagt om een amendement in te dienen. Dat laten we ook gaan, ongestraft. Deze meneer zit hier nog steeds.

Dus, Voorzitter, wij hebben helemaal geen mandaat, helemaal geen recht van spreken over anticorruptie. Dank u wel en een fijne dag nog.

(De spreker stemt ermee in een "blauwe kaart"-vraag te beantwoorden (artikel 162, lid 8, van het Reglement))

Tomáš Zdechovský (PPE), *otázka položená zvednutím modré karty*. – Děkuji vám za váš výčet toho, kdo byl kde zkorumpován. I já bojuji proti korupci, ale mně v tom vašem příspěvku trošku chybí to, jak vy byste bojoval proti korupci. Jak vy sám jste přispěl tady po celou dobu, co jste součástí EP, k boji proti tomuto zločinu? Co vy jste tady udělal? Kolikrát jste byl na výborech, které tuto problematiku řeší? Můžete nám to konkrétně vyjmenovat?

Olaf Stuger (ENF), *"blauwe kaart"-antwoord*. – Ja, dank u wel. Goede vraag. Toen u bij die commissievergaderingen zat, was ik in mijn land aan het praten met de kiezers, daar, mijn eigen kiezers in Nederland, daar waar het mandaat hoort. Ik ben hier bezig, de afgelopen vier jaar, om dit circus op te heffen. En als dit circus opgeheven is, dan zijn we ook van die corruptie af.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κυρία Πρόεδρε, η καταπολέμηση της διαφθοράς αποτελεί βασική προϋπόθεση όχι μόνο για τη διατήρηση του κύρους της Ευρωπαϊκής Ενώσεως, αλλά για να μπορέσει και η ίδια η ΕΕ να λειτουργήσει. Ήδη έγινε αναφορά στην τεράστια απώλεια πολλών δισεκατομμυρίων τα οποία θα μπορούσαν να διατεθούν για την οικονομική ανάπτυξη και τη δημιουργία θέσεων εργασίας στον κοινωνικό τομέα και σε άλλους τομείς. Είναι βεβαίως βασική υπευθυνότητα κάθε κράτους να αντιμετωπίσει το ίδιο τη διαφθορά που υπάρχει, αλλά και η Ευρωπαϊκή Ένωση, επειδή διαθέτει κονδύλια στα κράτη αλλά και στις ΜΚΟ, οφείλει να ελέγχει και να έχει ευαισθησία στην αντιμετώπιση αυτού του σοβαρού προβλήματος. Πρέπει να μην περιμένει να αναφερθούν φαινόμενα διαφθοράς στον Τύπο και μετά να προσπαθεί να αντιδράσει, κυρίως με ευχολόγια και γενικότητες.

Κλείνω την παρέμβασή μου εκφράζοντας και εγώ τη συμπαράστασή μου προς τον αγώνα των διερμηνέων και θέλω να ευχαριστήσω τους Έλληνες διερμηνείς για την αμέριστη συμπαράστασή τους και την προσπάθεια που καταβάλλουν να υποστηρίξουν το έργο μας. Εάν όμως η Ευρωπαϊκή Ένωση δεν έχει το θάρρος να αντιμετωπίσει το πρόβλημα αυτό το μικρό που έχουν οι διερμηνείς, θα έχει άραγε το θάρρος να αντιμετωπίσει το μεγάλο πρόβλημα της διαφθοράς;

Claudia Schmidt (PPE). – Frau Präsidentin! Ich möchte heute mal mit dem Positiven anfangen. Herr Kommissar, das Antikorruptionspaket 2011 ist etwas sehr Sinnvolles. Da gibt es Maßnahmen für die Mitgliedstaaten; es gibt Strategien, gegen die Korruption vorzugehen; es gibt hohe Standards für die Bekämpfung der Korruption, die gefördert werden sollen; es sollen Schwächen hervorgehoben und Empfehlungen abgegeben werden.

Und jetzt erzählen Sie uns: Das, was die Kommission macht, ist, mit den Mitgliedstaaten zu sprechen und den Austausch zwischen den Antikorruptionsstellen in den Mitgliedstaaten zu fördern. Wenn ich Ihnen jetzt sage – etwas, das Sie gewiss wissen –, dass wir einen Mitgliedstaat haben, in dem in den letzten zehn Jahren 1000 Anklagen wegen Korruption erhoben worden sind und wo die Leiterin der Antikorruptionsstelle entlassen werden soll, weil sie angeblich dem Ruf des Landes nach außen schadet, dann möchte ich sehr wohl wissen, wie Ihre Stellungnahme zu diesem Thema lautet.

Es ist so, dass wir von Geldern reden, die von den Mitgliedstaaten locker als Ko-Finanzierungsgelder für Förderungen der EU verwendet werden könnten. Da habe ich jetzt noch keinen Aufschrei der Kommission gehört. Ich glaube, es ist wirklich Ihre Verpflichtung, die Antikorruption zu fördern, den Korruptionsbericht 2016, der in irgendeiner Schublade vermodert, einmal herauszugeben, ihn zu relaunchen, einen neuen Bericht herauszugeben und endlich die Augen aufzumachen und sich nicht darauf zu beschränken, Mitgliedstaaten vielleicht zu beraten oder einen Austausch zu fördern, sondern ganz massiv und vehement gegen Korruption in den Mitgliedstaaten vorzugehen. Es ist unser aller Geld und auch das Geld, das zugunsten der EU eingesetzt werden kann.

Inés Ayala Sender (S&D). – Señora presidenta, en el Eurobarómetro de octubre de 2017 la percepción de dos tercios de los ciudadanos europeos era que su país estaba absolutamente corrompido, que la corrupción estaba muy extendida.

Además, si a eso le añadimos los asesinatos de periodistas de investigación y las dificultades que encuentra cada día la judicatura por unos crímenes más sofisticados y por la lentitud y la falta de medios que tienen, eso lleva a la impunidad y el cinismo, que también suponen un terreno abonado para la quiebra de confianza, para la subida del populismo y la respuesta radical, que apunta desde luego a nuestros partidos políticos, a las personas políticas en todos los niveles, a funcionarios, a las compañías privadas; en fin, a lo que es la base del Estado de Derecho y de nuestra democracia.

Sin embargo, sabemos que hay sociedad civil absolutamente entregada a luchar contra la corrupción: los periodistas, policías, jueces y fiscales, y también funcionarios y gobiernos en todos los niveles que luchan día a día; y por ello —por los riesgos, pero también por la esperanza— necesitamos ese informe que la Comisión nos prometió aquí en 2011, que podamos hacer ese seguimiento de observatorio, de tendencias, como el que hacemos sobre los derechos humanos en el seno de la Unión anualmente; de modo que, para luchar precisamente contra la impunidad y el cinismo imperante en la sociedad, que cada vez se cree menos que seamos capaces de dar solución a esa corrupción que genera no solamente pérdidas económicas sino sobre todo un gran daño a nuestra democracia, esperamos, señor comisario, y de toda la Comisión, que nos dé la oportunidad de al menos cada dos años un debate parlamentario, aquí, sobre ese informe que ustedes nos prometieron y que no nos han dado, porque es el único medio de fiscalización democrática.

Y no queremos ninguna alternativa, señor comisario. La Comisión se comprometió y queremos ese informe y lo queremos ya, y cualquier otra derivada nos resultará sospechosa e inaceptable.

Zbigniew Kuźmiuk (ECR). – Pani Przewodnicząca! Panie komisarzu! Walka z korupcją to nie tylko ściganie przestępstw korupcyjnych, to nie tylko OLAF czy prokuratura, ale to również, a nawet przede wszystkim, zapobieganie przez stworzenie jasnego prawa, przejrzystość podejmowania decyzji, skuteczne mechanizmy kontroli. Z tym niestety bywa źle. Liczne kontrole Trybunału Obrachunkowego dowodzą, że w działaniach nie tylko państw członkowskich, ale także Komisji i podległych jej agencji często brakuje przejrzystości, nawet w tak oczywistych sprawach jak zamówienia publiczne.

Źle się stało, że Komisja zaniechała przedstawiania raportów o działaniach antykorupcyjnych, bo to wskazuje, że Komisja bagatelizuje problem przeciwdziałania korupcji oraz kwestię przejrzystości własnych działań. W październiku 2016 r. wiceprzewodniczący Komisji pan Timmermans obiecał, że drugi raport w tej sprawie pojawi się bardzo szybko. Niestety tak się nie stało. Może więc lepiej byłoby, żeby pan komisarz Timmermans przestał zajmować się praworządnością w Polsce, a przypilnował, by drugi raport antykorupcyjny dotyczący Unii Europejskiej się jednak ukazał.

Jordi Solé (Verts/ALE). – Madam President, corruption is still a disease in many Member States. We have just seen the Spanish Government fall because of massive corruption in the governing party, the Partido Popular. Spain had its worst rating in Transparency International's latest Corruption Perception Index, coming in at 42nd place out of 176 countries. Similar perceptions can be found in other Member States' public opinions.

Against this background, the EU should take a more ambitious role in rooting out corruption in all forms and everywhere. However, the Commission has failed to move forward on this over the last four years. We need continuity in the EU Anti-Corruption Report. The European Semester recommendations do not go into details. Zero corruption across the European Union must be our goal. We need strict controls from institutions and we need our citizens to make governments accountable.

Paloma López Bermejo (GUE/NGL). – Señora presidenta, el problema de la corrupción tiene una dimensión claramente europea. Así lo reconoció la Comisión en el año 2011, y las cifras que dan cuenta del impacto de esta lacra superan el presupuesto anual de la Unión.

Es difícil seguir pensando que la corrupción puede ser tratada como un asunto al margen de la economía real. Siendo así, no puede entenderse la laxitud con la que la Comisión está abordando sus responsabilidades en este tema. ¿Para cuándo el segundo informe sobre la corrupción? Dejen de hablarnos del Semestre Europeo. Ya se ha mostrado claramente insuficiente.

La lucha contra la corrupción debería ser una política pública de la Unión, un compromiso con los principios democráticos que decimos defender y que debe contribuir a disminuir la desconfianza creciente hacia la política. Las lágrimas de cocodrilo de una parte del *establishment* contra el ascenso de los llamados populismos es un ejercicio de hipocresía intolerable.

Lamentablemente, vengo de un país donde los corruptores y los corruptos han considerado al Estado como un botín a su disposición. España -ya se ha dicho- ha sacado las peores notas registradas en el Índice de Percepción de la Corrupción. Y en el último informe GRECO mi país solo cumplía parcialmente siete de las once recomendaciones de este organismo internacional para combatir la corrupción. En ambos casos, una clasificación inaceptable, pero tristemente no es el único país de Europa que suspende estrepitosamente.

Sabemos el daño inmenso que esta colonización privada de lo público le hace a la democracia, no solo a la economía. Una parte de la clase política ha sido protegida por las leyes, por algunos jueces, por algunos medios de comunicación y por los poderes económicos en su uso delictivo de los recursos públicos. Sin embargo, los denunciantes no han sido nunca suficientemente protegidos.

Llegados a este punto, la cuestión en este hemicycle hace referencia a la importancia que le queremos dar a la lucha contra la corrupción y lo que podemos afirmar es que la Comisión está muy por debajo de las exigencias del momento.

Mario Borghezio (ENF). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, ci sono molti temi che la Commissione deve affrontare e indicazioni che deve dare ai paesi membri: l'inasprimento delle pene, l'eliminazione di sconti di pena per i colpevoli di reati di corruzione, il Daspo per corrotti e corruttori, l'attuazione della Convenzione Merida del 2003, maggiore protezione degli agenti sotto copertura e tutele per i *whistleblower*.

Ma io mi permetto di indicare una via immediata da seguire. Il Commissario conosce il fatto, più volte denunciato da questi banchi, che in certi paesi come nel mio paese, per esempio nelle regioni di maggiore presenza di mafia, ndrangheta, camorra e delle organizzazioni mafiose, i fondi europei sono stati il bancomat delle organizzazioni criminali, e questo non può essere avvenuto senza complicità politiche molto precise.

Vuole aprire un'indagine ex post per capire, anche perché questo sia di insegnamento ai paesi di nuova adesione, con quale capacità di infiltrazione le organizzazioni criminali, attraverso agganci e protezioni politiche, anche nelle istituzioni europee e forse anche nel Parlamento, hanno approfittato di miliardi dei contribuenti italiani e quindi europei per finanziare...

(Il Presidente toglie la parola all'oratore)

Tomáš Zdechovský (PPE). – Paní předsedající, jak již bylo zmíněno mými předřečníky, tak korupce vlastně postihuje celý systém jednotlivých států, ale i Unii jako celek. Jak můžeme kritizovat korupci v některých státech třeba Blízkého východu nebo v Rusku nebo v dalších zemích, když sami proti korupci systematicky nebojujeme?

Evropská zpráva o boji proti korupci byla pro mě osobně zklamáním. Vidíme, že se situace v mnohých státech zhoršuje a v mnohých státech, které tady byly jmenovány, bohužel ten systém, jak je u evropských dotací nastaven, ukazuje, že korupci může i podpořit. Máme tady i premiéry, kteří jsou obviněni z toho, že ukradli evropské dotace, a EU se tváří, jako by tady ten problém nebyl. Protikorupční politika dlouhodobě nefunguje, to je i ten důvod, proč jsme dnes otevřeli tuto otázku. Korupce je také příčinou mnoha finančních a sociálních problémů. Byla tady zmíněna Itálie, zde se můžeme podívat třeba na Sicílii, jakým způsobem jsou směřovány některé fondy. Korupce je také příčinou toho, že řada občanů EU už nevěří orgánům EU.

Pokud totiž nebude, pane komisaři, tady fungovat tzv. vymahatelnost práva, pokud EU nebude dostatečně chránit své zájmy, pokud nebude tvrdá ve svém postupu a sama bude porušovat nastavená pravidla, pak EU tady nebude nikdo věřit. Pane komisaři, vy to víte lépe než já, pokud Evropská komise bude v některých projektech netransparentní a pokud sama nebude vyžadovat to, co na začátku nastavila, pak nebude existovat. Já se tohoto scénáře opravdu dožít nechci. Já si nemyslím, že je potřeba zpřísnit věci ohledně korupce, je potřeba zvýšit vymahatelnost práva.

Bogusław Liberadzki (S&D). – Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Odnoszę wrażenie, że nasza dyskusja jest prowadzona w takim głębokim przekonaniu o słuszności sprawy, aczkolwiek w sposób nie do końca precyzyjny. Otóż każdy przypadek korupcji jest niewątpliwie przestępstwem, ale nie każde przestępstwo, zwłaszcza przestępstwo gospodarcze, jest korupcją. Te dwie rzeczy powinniśmy rozdzielić.

Po drugie, nie powinniśmy się koncentrować tylko na sprawach nadużyć związanych ze środkami płynącymi z budżetu Unii Europejskiej, ale na korupcji w ogóle jako takiej.

Kolejna uwaga. Korupcja to nie jest tylko problem gospodarczy, jak próbujemy ją przedstawić, to nie jest tylko utrata dochodów budżetowych. Korupcja to jest demolowanie systemu społecznego, korupcja to jest podkopywanie wartości. Ludzie chcą wiedzieć, że żyją w społeczeństwie, we wspólnocie, gdzie obowiązują wartości. I korupcja jest oczywiście, niewątpliwie wbrew tym wartościom. Słowa, które wypowiadam, chcę skierować w takim kierunku, iż powinniśmy mieć mechanizmy, że przypadki korupcji są wykrywalne. I dwa: kara jest nieunikniona. To są dwa bardzo ważne momenty: wykrywalność i nieuniknione kary.

Panie Komisarzu! Ja muszę przyznać, że mnie tą prezentacją Pan rozczarował. Pan powiedział w taki bardzo urzędniczy sposób: wymaga to wspólnych działań, nawiązujemy kontakty z państwami członkowskimi i mamy program wymiany doświadczeń. No i co? No i Pan widział atmosferę na tej sali: dosyć duże takie rozczarowanie, że opóźnienia, nieskuteczność, nieefektywność. Chcemy czegoś więcej od Komisji i o to prosimy. Pokażcie, że jest nas stać na coś więcej.

Bronis Ropé (Verts/ALE). – Stebiuosi šios Komisijos požiūriu į korupciją. Viešai girdime mantras apie tai, koks blogis yra korupcija ir kaip svarbu yra viešųjų finansų skaidrumas. O praktikoje sustojo ankstesniosios Komisijos dar 2011 m. parengto kovai su korupcija skirtų priemonių paketo įgyvendinimo priežiūra, nustotos rengti padėties šitoje srityje ataskaitos. Netgi baigėsi kalbos apie Europos Sąjungos dalyvavimą GRECO struktūroje. Noriu atkreipti dėmesį į tai, kad net ir kukliausiais paskaičiavimais dėl korupcijos Europos Sąjunga kasmet netenka apie 120 mlrd. eurų. Tai beveik dvi „Brexito“ sąskaitos. Nekalbant jau apie kitus duomenis, pagal kuriuos dėl korupcijos kasmet europiečiai netenka vos ne 900 mlrd. eurų. Užduosiu retorinį klausimą Komisijai: „Ar kas nors pagalvoja, kad tęsiant pradėtas kovos su korupcija priemones, nebūtų reikėję taip drastiškai mažinti gyvybiškai svarbių Sanglaudos ir BŽŪP programų?“.

Barbara Kappel (ENF). – Frau Präsidentin, Herr Kommissar! Der aktuelle Korruptionsindex von Transparency International wirft ein Schlaglicht auf einige Mitgliedstaaten der Europäischen Union. Denn während sich die skandinavischen Länder im Spitzenfeld befinden und Länder wie Deutschland, Österreich, Belgien, die Niederlande oder Luxemburg zu den Top Ten gehören, findet sich auch eine beachtliche Anzahl von Mitgliedstaaten im unteren Mittelfeld. Bulgarien bildet hier das Schlusslicht hinter Ungarn, Griechenland, Italien und Malta.

Transparency International zeigt auch auf, dass die Korruption in den letzten Jahren angestiegen ist. Umso unverständlicher ist, dass die Kommission ihren Korruptionsbericht eingestellt hat. Immerhin geht es hier um richtig viel Geld. Es gibt unterschiedliche Schätzungen dazu, aber die Kosten, die den Institutionen der EU durch Korruption entstehen, belaufen sich auf bis zu 900 Milliarden Euro pro Jahr. Und da reichen das Europäische Semester und die länderspezifischen Empfehlungen alleine nicht aus, um die Korruptionsbekämpfung entschieden zu betreiben. Nein!

Ich fordere deshalb die Kommission auf, mit gutem Beispiel voranzugehen, den Korruptionsbericht – die Veröffentlichung des Berichts – wieder aufzunehmen und eine glaubwürdige und umfassende Strategie zur Korruptionsbekämpfung zu verfolgen.

Vladimír Maňka (S&D). – Vážená pani predsedajúca, keby každý človek korupčné správanie odmietol, korupcia by nebola. Ale to je utópia. Preto treba na každej úrovni vytvoriť systém, ktorý korupciu neumožní.

Keď som bol primátor mesta a neskôr predseda samosprávneho kraja, takýto systém sme vytvorili. Stali sme sa najlepšie hospodáriace mesto v krajine a Transparency International nás opakovane vyhodnotil ako najtransparentnejší kraj v krajine. Ale pozor! Stanete sa terčom útokov tých, ktorí z korupcie žili. Oni majú peniaze, a preto majú aj silu.

Som tieňový spravodajca pre nové finančné nariadenie. Vo výboroch sme sa zhodli, že firmy so sídlom v daňových rajoch sa nemôžu uchádzať o čerpanie európskych financií z európskeho rozpočtu a nemôžu byť ani dodávateľmi pri takýchto zákazkách.

Rada v trialógoch nesúhlasila.

Pritom je jasné, že firmy, ktoré nezaplatia dane, poctivú konkurenciu porazia. Ako môže byť morálne a aj právne, ak niekto neplatí dane, a potom vyhráva zákazky, na ktoré sa skladajú tí, ktorí dane poctivo platia?

Holandský predseda vlády Mark Rutte včera ako dôvod, prečo Rumunsko a Bulharsko nemôžu byť v Schengenskom priestore povedal, že je tam vysoká korupcia.

A to nemá s korupciou nič spoločné, ak s požehnaním vlády existuje systém, ktorý žije z daňových únikov a z vyhýbania sa daňovým povinnosťami? Takýto systém postihuje a okráda všetkých poctivých daňovníkov, verejné financie a sociálne výdavky. Ohrozuje makroekonomickú stabilitu, sociálnu súdržnosť a dôveru verejnosti v európske inštitúcie.

Jediná cesta, vážený pán komisár, milí priatelia, je vytvoriť systém na všetkých úrovniach, ktorý takéto praktiky neumožní.

Benedek Jávor (Verts/ALE). – Elnök Asszony, tisztelt Biztos Úr! Szervezett bűnözői csoportok fosztogatják az európai uniós forrásokat, hogy aztán befolyásra tegyenek szert a döntéshozatalban, létrehozzák a foglyul ejtett államot, a „state capture”-t. Vannak olyan pártok ebben a Parlamentben is, amelyek szabálytalanul használják föl az uniós forrásokat, hogy aztán az EU-ellenes hangulatkeltésre használják a lehetőségeket.

Magyarországon az EU által biztosított forrásokat korrupt módon, kormány közeli oligarchák szerzik meg, hogy aztán ezekből a forrásokból független sajtótermékeket vásároljanak föl, amely sajtótermékeket az EU-ellenes kormánypropaganda szolgálatába állítsák. Értsék meg, hogy a korupció nem pusztán pénzügyi veszteséget jelent az Európai Uniónak és az adófizetőknek, hanem közvetlenül bontja le körülöttünk a demokratikus jogállamot és az Európai Uniót, az Európai Unió intézményeit. Ha nem lép föl a Bizottság határozottan a tagállamokban és az Unióban is tapasztalható korupcióval szemben, el fogunk veszíteni mindent, amit a demokratikus jogállamnak és az Európai Uniónak köszönhetünk.

Georgi Pirinski (S&D). – Madam President, turning to the Commissioner, let me say that the one and only report so far defines corruption in a broad sense as any ‘abuse of power for private gain’. Now, this is the point of departure, on which Commissioner Malmström, when introducing that report in February 2014, said: ‘We are simply not doing enough. That is true of all Member States. Existing laws and policies are not enforced enough.’

Bulgaria was mentioned yesterday by Prime Minister Rutte; but in that report it says that the Netherlands lacks transparency in the financing of political parties, no evidence is forthcoming of foreign bribery being tackled adequately and there is not a focus on prosecuting corruption in international business transactions. So, instead of depending on perceptions, the Commission should provide us with a clear, analytical report stating the facts, so that there is no such totally unacceptable shaming of one or another country.

Maria Grapini (S&D). – Doamna președintă, domnule comisar, întrebarea adresată Comisiei este pertinentă. Toți vrem să nu mai avem corupție. Spun toți, cred în buna credință a colegilor mei din Parlamentul European. Dar, domnule comisar, înainte de a arăta cu degetul o țară sau alta, nu credeți că ar trebui să avem – așa cum s-a spus aici – o definiție comună a criminalității, instrumente comune pentru măsurarea criminalității, pentru control, pentru informare, pentru informații corecte, pentru că nu putem să luăm decizii pe niște informații despre care noi nu știm cum le colectați.

Domnule comisar, ați spus că trebuie să protejăm denunțatorii. Sunt de acord. Dar ce spuneți de ce se întâmplă în țara mea, în care, după ce anumiți denunțatori, fără teme, au denunțat, procurorii au chinuit zeci de persoane, care acum au fost achitate după procese. Eu cred că soluția este, domnule comisar, să nu stigmatizăm o țară, ci să stabilim aceste măsuri.

Și mai spun un lucru. Comisia, de multe ori, spune – și s-a discutat și astăzi – că veți avea condiționalitate pentru fonduri europene. Dar n-a răspuns domnul Juncker, n-ați răspuns nici dumneavoastră, care sunt instrumentele cu care măsurați statul de drept, pentru a nu face subiectiv această apreciere în acordarea fondurilor europene.

Ignazio Corrao (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la corruzione continua a essere una delle più ardue sfide per l'Europa, un fenomeno che costa all'economia europea circa 120 miliardi di euro l'anno. Sebbene gli Stati membri abbiano preso molta iniziativa negli ultimi quattro anni, i risultati ottenuti sembrano essere disomogenei e fallaci, e molto di più dovrebbe esser fatto per prevenire e punire la corruzione.

La relazione anticorruzione che la Commissione ha pubblicato nel 2014 poteva essere un ottimo strumento per garantire il monitoraggio dello stato della corruzione in Unione europea. Purtroppo però la Commissione non ha ritenuto opportuno dare seguito a questa iniziativa. Abbiamo chiesto pertanto, senza ricevere risposta, una definizione comune del reato di corruzione, una definizione orizzontale di pubblico ufficiale e delle proposte legislative più coraggiose in materia.

Ritengo infine ancora troppo debole la protezione della categoria dei giornalisti investigativi, i quali costituiscono un'arma potenzialmente devastante per arrivare alla verità. In quanto tali, questi giornalisti vanno maggiormente tutelati, rappresentando una categoria a rischio, come già tristemente dimostrato dagli omicidi di Caruana Galizia e

Jan Kuciak.

José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra (PPE). – Señora presidenta, efectivamente, la corrupción no solo detrae recursos importantes de los ciudadanos, sino que socava la confianza, erosiona la democracia y las instituciones. Es importante movilizar y encontrar recursos para luchar contra la corrupción, identificarla y sancionarla. Entendemos, como ha dicho el comisario, que la transparencia y la rendición de cuentas son herramientas fundamentales en la lucha contra la corrupción, así como el establecimiento de juicios justos, sentencias disuasorias y protección de los denunciantes.

En su último informe, el Grupo de Estados contra la Corrupción del Consejo de Europa dice que no solo no se han producido avances, sino que hemos tenido retrocesos. Se ha evocado aquí el caso de mi país, donde, por cierto, ayer ha dimitido un ministro del nuevo Gobierno solamente tras cinco días de estar en el ejercicio de su mandato.

Sin embargo, este Grupo y este informe del Grupo de Estados contra la Corrupción, dice que en el ámbito jurídico-penal de la lucha contra la corrupción se han producido avances significativos en mi país, a través de la ley que se ocupa de los aspectos económicos y financieros de los partidos políticos, de la ley que establece el estatuto del alto cargo, de la reforma del Código Penal o de la ley integral de lucha contra la corrupción y protección de los informantes.

En este sentido, señor comisario, nosotros le animamos a que la Comisión participe en los trabajos de este Grupo del Consejo de Europa, le animamos también a que presente el informe que venía haciendo la Comisión y entendemos que la labor de la Comisión es también la de presentar iniciativas, plantear y poner en evidencia las insuficiencias que existen y, al mismo tiempo, promover recomendaciones que vayan dirigidas a luchar contra este flagelo y esta lacra que es la corrupción.

Interventions à la demande

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señora presidenta, señor comisario, en la legislatura 2009-2014 tuve el honor de presidir la Comisión de Libertades Civiles, Justicia y Asuntos de Interior. Entraba en vigor el Tratado de Lisboa. Y desde esa comisión urgimos a la entonces comisaria Malmström la puesta en marcha de una estrategia contra la corrupción, pero también de un informe que debatiéramos aquí cada dos años. Incumplido desde 2011. Y las razones no han hecho sino crecer. Ahí está la base penal del artículo 83 del Tratado de Lisboa, que es el que determina que hay una criminalidad transnacional grave, la corrupción, en la que este Parlamento es legislador.

En segundo lugar, el volumen estratosférico. Importa el presupuesto de la Unión Europea, pero necesita un mapa, porque en cada país hay modalidades específicas de corrupción que tienen que ser combatidas también con instrumentos singulares.

Pero, finalmente, y lo más importante, porque tiene un impacto político, porque hay un hartazgo y malestar en la sociedad europea. Ha determinado nada menos que, por primera vez en España, una moción de censura fundada en el hartazgo contra la corrupción haya resultado vencedora. Cambia el mapa político. Por tanto, señor comisario, ponga a la Unión Europea a la cabeza del Grupo europeo contra la corrupción, el GRECO, y del cumplimiento de la Convención de las Naciones Unidas contra la Corrupción.

Marek Jurek (ECR). – Pani Przewodnicząca! Panie i panowie posłowie! Kilka miesięcy temu opinią publiczną Europy wstrząsnęła wiadomość o zarzutach postawionych byłemu prezydentowi Francji w związku z objęciem władzy w 2007 r. dzięki finansowaniu przez zagraniczne, nielegalnie zdobyte środki. Oczywiście wymiar sprawiedliwości we Francji weryfikuje te zarzuty. Ale ja mam konkretne pytanie do Komisji Europejskiej i bardzo proszę o jasną odpowiedź. Brak odpowiedzi będę traktował jak odpowiedź przeczącą, jako proste stwierdzenie – nie. Czy Komisja Europejska zainteresowała się tymi zarzutami? Bo tu chodzi o samą esencję demokracji, nie o takie czy inne naganne i gorszące korzyści prywatne, ale o konfiskatę władzy publicznej. Co więcej chodzi o jednego z konstruktorów tej Unii, która dzisiaj funkcjonuje, jednego z promotorów traktatu lizbońskiego.

António Marinho e Pinto (ALDE). – Senhor Comissário, alguns colegas meus neste Parlamento criticaram a Comissão pelo seu suposto desinteresse no combate à corrupção. Não sei se essas críticas são justas ou injustas. Mas há uma que é justa fazê-la aqui e agora. Este Parlamento está desinteressado do combate à corrupção. Basta ver o número de deputados que compareceu a este debate, basta ver as primeiras filas das diferentes bancadas políticas.

Posto isto, cumpre-me dizer-lhe o seguinte: a pior forma de corrupção é a corrupção política. Há sinais claros em muitos Estados-Membros, e até nas instituições da União, de que muitas decisões políticas são tomadas não pelo seu interesse público, mas por servirem interesses privados de quem as toma. Muitas decisões políticas são tomadas para que o decisor possa ter bons empregos depois de sair, de abandonar, esses cargos.

Em muitos países, Senhor Comissário, Senhora Presidente, é mais perigoso denunciar a corrupção do que praticá-la.

Ana Miranda (Verts/ALE). – Señora presidenta, la corrupción es la cara B de la falta de democracia. Señor comisario, ¿sabe usted quién era M. Rajoy? Aparece en los papeles del caso Gürtel sobre la corrupción del Partido Popular. Por cierto, solo uno de sus diputados está hoy presente —ya se ve lo que les interesa la corrupción—, y me refiero al Partido Popular español. Era el presidente, que ha caído por una moción de censura. No hizo falta saber lo que decía la sentencia del caso Gürtel para saber que el PP era corrupto en España. Y, mientras, la Comisión Europea miraba para otro lado.

En el año 2017 el Estado español obtuvo el peor resultado en el índice de percepción de la corrupción de Transparencia Internacional y, en estos días, sabemos que también va a ir a la cárcel un miembro de la familia real. 1 700 causas, 500 imputados y solo 20 en la cárcel.

Y qué decir del uso de los fondos europeos, señor comisario. La Comisión ya advirtió en 2014, en 2015 y en 2016 de que los procesos de contratación pública tenían un sobrecoste de 13 000 millones de euros. Precisamos más control europeo, pero también proteger a los denunciantes de la corrupción.

(La oradora acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento interno)).

José Ignacio Salafraña Sánchez-Neyra (PPE), *pregunta de tarjeta azul*. – Señora presidenta, señora Miranda, me parecen lamentables las afirmaciones que ha hecho usted aquí. Creo que el traer los asuntos de nuestro país y ventilarlos en el Parlamento Europeo no dignifica los debates de esta Cámara. Hay una comisión de investigación en el Congreso de los Diputados, otra en el Senado y los tribunales de nuestro país hacen su trabajo.

Aquí podríamos poner la política del ventilador y trasladar otros casos de corrupción que se han producido en el país. Me parece que su actitud, señora Miranda, pone en evidencia, claramente, una manipulación sectaria de las instituciones.

Ana Miranda (Verts/ALE), *respuesta de «tarjeta azul»*. – Mire, cualquier asunto europeo relacionado con la corrupción se puede traer a esta Cámara. Nosotros somos representantes de nuestros pueblos y, por lo tanto, si en la preocupación de la ciudadanía de nuestros pueblos está el caso de la corrupción, se puede traer. Y, además, ustedes no son ejemplo de nada, no son adalid de nada, están siendo la vergüenza de Europa. Entonces, traer un tema de este calibre aquí, pues es lo que corresponde, porque es la preocupación en el barómetro del CIS de los ciudadanos españoles y, por lo tanto, yo —que represento al pueblo gallego, pero también a muchos ciudadanos españoles que nos han votado en el resto del Estado— tengo la obligación de traerlo aquí.

Nicola Caputo (S&D). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, la lotta alla criminalità organizzata e alla corruzione non può essere condotta efficacemente senza strumenti adeguati a livello internazionale. A livello europeo ci si muove con troppa lentezza e si fa fatica ad adeguarsi con rapidità alle nuove tecnologie, che invece la criminalità riesce a sfruttare appieno.

Va implementata, sotto la guida di Europol, la rete operativa per lo scambio di informazioni tra le forze dell'ordine. Va valorizzata la cooperazione amministrativa, giudiziaria e di polizia su tutto il territorio dell'Unione, puntando ad una sinergia efficace tra la Rete giudiziaria europea, Europol e Eurojust, e dovremo aspettare ancora tre anni per capire il ruolo che riuscirà a ritagliarsi la Procura europea di recente istituzione.

In questo quadro appare perciò scandaloso che la Commissione interrompa, nonostante la dichiarazione del Commissario Timmermans dell'ottobre 2016, la relazione dell'Unione europea in materia di lotta alla corruzione, l'unico strumento in grado di fornire ai cittadini europei una valutazione comparativa credibile e di promuovere norme elevate in materia di lotta alla corruzione.

Tibor Szanyi (S&D). – Elnök Asszony! Ideje alkalmazkodnunk az elkövetők új módszereihez is, és gátlástalanságához. Az Európai Uniónak már most szembe kell nézni egy olyan új típusú, minden korábbinál gátlástalanabb, és immár rendszerszerű korrupció kihívásával, mint az Orbán-kormányzat gyakorlatában, a hatalmon lévők személyes gazdagodását szolgáló, adott esetben jogszabályokkal körülbástyázott visszaélések.

Az egyre szemérmetlenebb kormányzati korrupcióval, a magyar és a többi európai adófizető érdekében kötelessége foglalkozni a Bizottságnak, de még inkább az Európai Tanácsnak, amelynek végre teljes politikai súlyával fel kellene lépnie a korrumpált kormányok és politikusok ellen. A magyar és más európai adófizető ezt joggal várja el, és fogja számon kérni az európai intézményektől.

Carlos Iturgaiz (PPE). – Señora presidenta, algunos, como la señora Miranda, vienen aquí y se les llena la boca hablando de la corrupción de los otros. Podría usted explicarnos, señora Miranda, el caso Melide -el caso de su partido, el Bloque Nacionalista Gallego-, donde una alcaldesa de su partido estaba inmersa en la corrupción, caso vergonzoso en su región, que no país, Galicia, de lo que es su partido político, señora Miranda.

Eso a usted no le importa, usted mira la corrupción de los demás. Mírese dentro de usted para hablar de los demás, no se le llene... Para hablar del Partido Popular, del Gobierno del Partido Popular, que ha sido modélico, se tiene que lavar la boca, señora Miranda.

(Fin des interventions à la demande)

Tibor Navracsics, *Member of the Commission*. – Madam President, first, as a general message, let me convey to you that the European Commission is still committed to fight corruption and corruption activities and wrong-doings at European level.

Let me reflect on the probably three most frequently asked questions during the debate. The first was on the self-standing EU anti-corruption report. While the EU anti-corruption report provided a useful overview of the situation, streamlined coverage in the European semester of economic governance, which is the main economic policy dialogue between the Member States and the European Union institutions, appears to be an equally efficient way to address the matter and is in line with the general approach of this Commission to streamline processes and focus on key issues in the relevant fora.

Others raised the question about OLAF activities and the fight against corruption at a practical level. Let me say that the OLAF management will enter into detail of their achievements for the year, where I am pleased to see the office has once again delivered tangible results for taxpayers.

197 investigations concluded, over 300 recommendations issued and significant recoveries recommended to the EU budget, stemming in particular from the conclusion of major under-valuation fraud cases. The money we get back in this context can be used to serve European citizens and to promote growth and jobs.

OLAF was also able to further reduce the duration of its investigation to 17.6 months on average, despite its limited resources. This speaks for the commitment of OLAF staff to getting the job done. In 2017, OLAF activities brought a significant contribution to protecting the revenue side of the EU budget, with a string of large cases concerning the under-valuation of goods at import. This is important work; any gaps in the legislative setting or operational capacity of customs administrations to function across borders are quickly exploited by organised criminal groups. In this context, due to its ability to operate transnationally and to gather and share information, OLAF plays a crucial role in preventing and tackling revenue fraud, as well as in assisting national customs administrations in their challenging work.

Last but not least, the European Commission's participation in UNCAC. The review of implementation of the United Nations Convention on Anti-Corruption (UNCAC) plays an important role in the global fight against corruption. The review helps us assess where we stand globally and what gaps need to be addressed. While being fully committed and active in fighting corruption at EU and global level, the European Union is in the process of assessing the full extent of the modifications of the Union's competence with regard to all the matters governed by UNCAC after entry into force of the Lisbon Treaty. One aspect that needs to be kept in mind is that the Convention is binding on all EU institutions, and therefore the scope of the UNCAC review would not be limited to the Commission but would extend to the other institutions as well.

La Présidente. – Le débat est clos.

Déclarations écrites (article 162)

Laura Ferrara (EFDD), *per iscritto*. – Sono lieta che sia giunta in plenaria questa interrogazione, che ribadisce quanto il Parlamento europeo ha già denunciato con la risoluzione sulla lotta contro la corruzione, del 25 ottobre 2016, di cui sono stata relatrice. Non si comprendono bene le ragioni per le quali il negoziato sull'adesione al GRECO sia bloccato, né tantomeno, la decisione della Commissione, di non presentare la relazione sulla lotta alla corruzione. Sorge il dubbio che gli attuali vertici delle istituzioni europee, non siano granché interessati al tema. Vorrei ricordare, però, che i costi della corruzione sono altissimi e non sono quantificabili solo in termini economici. La corruzione mina la fiducia dei cittadini nelle istituzioni democratiche e nello stato di diritto e, sottraendo risorse, ha un impatto negativo sulla qualità dei servizi pubblici. Fenomeni di corruzione sono stati denunciati persino nella gestione della crisi migratoria nel Mediterraneo, al punto di richiedere soluzioni autorevoli ed efficaci, per contrastare sul campo, comportamenti che hanno messo in discussione la credibilità delle politiche di accoglienza, fin qui sostenute, con esito fallimentare, dall'Unione europea.

Pirkko Ruohonen-Lerner (ECR), *kirjallinen*. – Korruptio on vakava ongelma EU:ssa. Erilaisten arvioiden mukaan taloudelliset menetykset ovat 120-990 miljardia euroa vuodessa. Perinteisesti Pohjoismaat ovat pärjänneet hyvin eri korruptiovertailuissa, mutta korruption riskiä näissäkään maissa ei tule aliarvioida. Rakenteellinen piilokorruptio ja erityisesti vastapalveluksille perustuvat hyvä veli -verkostot ovat ongelmallisia. Lisäksi poliitikkojen ja virkamiesten liian läheiset suhteet liike-elämään sekä näihin liittyvä pyörövi-ilmiö ovat vahingollista toimintaa. Myös poliittisin perustein tehdyt virkanimitykset ovat yhteiskuntaa tuhoavia korruption muotoja siinä missä avoin lahjontakin. Tällainen toiminta rapauttaa kansalaisten luottamusta poliittiseen järjestelmään, mikä johtaa osaltaan alhaiseen äänestysaktiivisuuteen eri vaaleissa. Epäselvyydet vaalirahoituksessa lisäävät myös korruption riskiä. Suurilla rahalahjoituksilla puolueille ja ehdokkaille pyritään vaikuttamaan politiikan suuntaan ja mahdollisesti jopa ostamaan haluttuja päätöksiä.

Esimerkiksi Suomen vaalirahoituslainsäädännön mukaan eurovaaliehdokkaan kampanjaan voi tehdä rahallisia lahjoituksia aina 1499 euroon asti ilman että lahjoittajan nimeä tarvitsee kertoa vaalirahoitusilmoituksessa. Tämä on nähdäkseni jonkinlaisessa ristiriidassa Euroopan parlamentin jäsenten menettelytapasääntöjen kanssa, joiden nojalla ilmoitus on tehtävä kaikista 150 euroa ylittävistä lahjoista. Viranomaisten toiminnan avoimuus ja tietojen julkisuus ovat tärkeitä korruption puuttumisessa. Väärinkäytösten ilmoittajia on suojeltava tehokkaasti, ja heillä on oltava käytössään asianmukaiset anonymiyden takaavat raportointikanavat. Lisäksi puolueettoman, taloudellisesti riippumattoman ja vapaan median vahvistaminen sekä laadukkaan tutkivan journalismin tukeminen ovat merkittäviä tekijöitä korruption kaikkiin muotoihin puuttumisessa.

Monika Smolková (S&D), *pisomne*. – Aj keď EÚ a členské štáty už doteraz prijali viaceré opatrení a nástrojov s účelom zabránenia a šírenia korupcie a nelegálnych peňažných tokov, myslím si, že korupcia naďalej negatívne zasahuje do všetkých oblastí nášho verejného života. Často hovoríme o korupcii pri čerpaní eurofondov, o korupcii vo verejnej správe, dokonca sú správy o korupčnom správaní sa najvyšších štátnych predstaviteľov. Pred niekoľkými rokmi sme v pléne EP hovorili o korupcii, ktorá zasiahla do športu, do odvetvia, ktorý by mal byť najviac fair play. Korupcia je všade okolo nás a na mnohé korupčné prejavy sme si zvykli. Preto je dôležité, aby Komisia každý rok do EP, voleným predstaviteľom obyvateľov EÚ, predkladala správu o stave korupcie v EÚ, ale aj o opatreniach na jej elimináciu. Odhaľovanie jednotlivcov, ale aj organizovaných zločineckých skupín pri nelegálnom získavaní finančných zdrojov nie je ľahké, ale spoluprácou orgánov činných v trestnom konaní a vzájomnou informovanosťou je možnosť vytvoriť také kontrolné mechanizmy, ktoré by korupciu odhaľovali, aj dôsledne trestali. Pretože korupcia nás oberá nielen o značné finančné prostriedky, ale musíme si uvedomiť, že korupcia podkopáva základy demokracie a právneho štátu.

4. Aussprache über Fälle von Verletzungen der Menschenrechte, der Demokratie und der Rechtsstaatlichkeit (Aussprache)

4.1. Russland, insbesondere der Fall des ukrainischen politischen Gefangenen Oleh Senzow

La Présidente. – L'ordre du jour appelle le débat sur cinq propositions de résolution concernant la Russie (2018/2754(RSP))

Charles Tannock, author. – Madam President, today marks one month since Oleg Sentsov, a Ukrainian national and a filmmaker, and also a Russian political prisoner, began a hunger strike together with his fellow political prisoners Olexandr Kolchenko, Alexander Shumkov, and Volodymyr Balukh. These brave men are protesting against Russia's persecution and arbitrary imprisonment of opposition voices, including especially those within annexed Crimea. They further demand the release of as many as 70 other Ukrainians and Crimean Tatars who have been arrested by Moscow on political grounds.

Today is also the kick-off of the 2018 FIFA World Cup in Russia. The country will be in the global spotlight for the next month or so, but my Group today demands the immediate and unconditional release of Sentsov and his fellow prisoners, sentenced by a country that has no legitimate jurisdiction over them on political grounds.

I also urge European political leaders to refrain from attending the 2018 World Cup in condemnation of Russia's continued disrespecting of the multilateral, rules-based world order, be it in Crimea, eastern Ukraine, the European Union or US political processes – not to mention the poisoning, within my country, the United Kingdom, of its own citizens.

I sincerely hope that the violations of human rights and international law that have become the norm for Moscow will not be lost from sight in the momentary cheering, comradeship and celebration that rightly accompanies every World Cup event.

Rebecca Harms, Verfasserin. – Frau Präsidentin, sehr geehrte Kollegen! Liebe Fußballfans, liebe Fußballer auf der ganzen Welt! Wir wissen, dass Fußball die schönste Nebensache der Welt ist. Aber auf dieser Fußballweltmeisterschaft in Russland liegt ein großer und tiefer Schatten. Als Oleh Senzow, der Filmmacher von der ukrainischen Krim, vor einem Monat in den Hungerstreik getreten ist, hat er gesagt: *„If I die before or during the World Cup, there will be a resonance in favour of the other political prisoners of Vladimir Putin.“*

Unsere Entschliebung ist ein Versuch, die Verzweiflung von Oleh Senzow ernstzunehmen und seine Forderungen zu unterstützen. Es sind Hunderte, die in russischen Gefängnissen, in Straf- und Arbeitslagern im Archipel Gulag von heute verbannt sind. Minderheiten in Russland, die Opposition werden verfolgt, unterdrückt und kriminalisiert. In den vier Jahren, seit die Olympischen Spiele in Sotschi zu Ende gegangen sind, hat Wladimir Putin nichts dazu beigetragen, die Welt friedlicher zu machen. Er hat sie unfriedlicher gemacht.

Es kann für Politiker aus dem Westen keine unbefangenen Besuche, keine unbefangenen Abende mit Wladimir Putin auf den Stadien-Tribünen in Russland geben. Das ist traurig, aber das ist so. Ich verstehe nicht, was die Aufregung über Treffen von deutschen Fußballern mit Präsident Erdoğan wert sein soll, wenn westliche Politiker sich von Wladimir Putins Ruhmesshow in den nächsten Tagen instrumentalisieren lassen. Der Weg der Politiker aus dem Westen sollte nach Sibirien führen, und sie sollten Oleh Senzow und andere in diesen brutalen Strafkolonien besuchen.

Soraya Post, author. – Madam President, it is about time that we in the EU and the international community raised our voice and supported economically and morally the courage of Russian human rights defenders who work tirelessly for democracy and justice in the shadow of Putin's propaganda machine. Also now, during the World Cup, we will speak out loudly and show that we clearly condemn the state propaganda and repressive laws that undermine Russian civil society.

Human rights organisations are labelled as spies if they receive funding from abroad, and one person was convicted under the so-called gay propaganda law for sharing an article from 'The Guardian' on Facebook. These are two examples of the serious situation of human rights in Russia right now.

We must support, including financially, the democratic work in Russia. It is only through free and democratic societies that stand firm on the fulfilment of human rights that we will build long-term security in Europe and in the world.

Jaromír Štětina, Autor. – Paní předsedající, zvykli jsme si na svobodu stejně jako na fakt, že už neznáme pocit hladu. Po sedmi desítkách let v období míru jsme si zvykli na komfort nepřemýšlet o vlastní svobodě.

Tři dny jízdy autem od Štrasburku leží anektovaný a okupovaný poloostrov Krym, odkud pochází režisér ukrajinského původu Oleh Sencov. Krym je domovem Krymských Tatarů, lidí pokorných a statečných. Krymští Tataři jsou národ, který má úctu k hodnotám a ke svobodě. Dennodenně svobodu znovu ztrácí, poté co Krym v roce 2014 okupovala ruská armáda.

Sencov dnes sedí za mřížemi na dalekém severu Ruska, v proslulém městě lágrů a věznic Salechard. Byl odsouzen za údajný terorismus na dvacet let do vězení poté, co protestoval proti ruské okupaci Krymu. Salechard už před válkou, za Josefa Vissarionoviče Stalina, byl jedním z nejslavnějších symbolů gulagu. Zůstal jím dodnes a je důkazem, že dnešní Kreml gulag znovu a znovu obnovuje. Pochybná sláva gulagu pokračovala po válce. V roce 1947 začal Stalin budovat železnici na Dálném severu mezi ústím Obu a ústím Jeniseje. Tento salechardský gulag měl číslo 501 a 503. Zahynuly zde tisíce lidí, trať nebyla nikdy dostavěna. I na přelomu 2. a 3. tisíciletí Salechard sloužil Kremlu. Stovky zmučených čečenských bojovníků za svobodu v prvních letech 21. století zmizely v salechardském gulagu. Dnes nikdo neví, kolik zde zmizelo Krymských Tatarů. Sencov zde drží hladovku za všechny, co se ničím neprovinili a přesto byli zbaveni svobody. Za ty, kteří byli porobeni, uneseni a mučeni.

Sencov a jeho spoluvězni potřebují naši pomoc. Potřebují naši pozornost. Potřebují, abychom uplatnili sankce vůči původci bezpráví, představitelům Ruské federace. Ti, co volají po zrušení sankcí proti Ruské federaci, prodávají moji i vaši svobodu, dámy a pánové. Prodávají svět, kde má místo spravedlnost a respekt k právu.

Pomozte osvobodit Sencova a ostatní! Zastavme gulag.

Marietje Schaake, author. – Madam President, Oleg Sentsov, who spoke out against the illegal annexation of Crimea, was arrested and is serving a 20 year sentence in the gulag. Let's not forget that this is the reality of Russia as people watch the World Cup. It is steps like these in which Putin's regime reveals itself most clearly. Sentsov is one of 158 political prisoners, a number that has been rising sharply. Memorial, a Sakharov Prize-winning human rights organisation, has kept this list and now Oyub Titiev of Memorial in Chechnya was also arrested. This worrying trend of repression is underlined by the fact that Russia loses most cases before the European Court of Human Rights.

We call for the unconditional release of all political prisoners and human rights defenders and urge Russian authorities to respect people's rights, including when they're in detention. It means fair trials, an end to torture and confessions extracted under torture, access to lawyers and doctors, etcetera.

It is, first and foremost, in the interests of the Russian people that civil society organisations and media can do their work without intimidation and in freedom.

Róza Gräfin von Thun und Hohenstein, w imieniu grupy PPE. – Pani Przewodnicząca! Wielu mnichów dokonało samospaleń w proteście przeciwko chińskiej okupacji w Tybecie, Piotr Szczęsny dokonał samospalenia w centrum Warszawy w proteście przeciwko niszczeniu demokracji przez aktualnie rządzącą ekipę w Polsce. Ludzie rozumiejący rozpaczliwą sytuację polityczną swojego kraju dokonują czasem czynów rozpaczliwych, żeby nas obudzić. Oleg Sencow głoduje już od miesiąca na zesłaniu w więzieniu w dalekiej Jakucji, a Putin, który go tam zesłał (i wielu innych więźniów politycznych, którzy ośmielili się krytykować reżim w Rosji, wojnę na Ukrainie i okupację Krymu), ten Putin zaprasza dziś na święto sportu. Niech sport łączy, ale póki Sencow i ci, za których on głoduje, nie są na wolności, apeluję: przedstawiciele rządów Unii, oglądajcie te mistrzostwa podczas szczytu razem z Donaldem Tuskiem w Brukseli, ale nie róbcie za tło do triumfalnych zdjęć Putina! Wolność dla Sencowa!

Tibor Szanyi, on behalf of the S&D Group. – Madam President, it is a coincidence, or rather the force of destiny, that we are launching this important resolution on the very same day that Putin indulges in the international spotlight of the opening of the World Cup.

So let us remind him that spotlights cast dark shadows, and hidden in the deepest shadow of his ruthless regime we find dozens of innocent victims: Oleg Sentsov and many more; illegally detained, tortured, harassed and humiliated, Ukraine's Tatars and other patriots whose only crime is to oppose the occupation of their homeland.

So with today's resolution we aim to fulfil our moral and political duty as European Democrats by trying to save Mr Sentsov's life and help regain his freedom as well as that of all the other names in the resolution held in Russian captivity, deprived of freedom and human dignity, and even of legal and medical assistance.

We must not cherish the illusion that we can halt Moscow's illegal actions overnight, but today we can urge Putin to read this strong appeal by the European Parliament also as an opportunity, an undeserved chance to use the spotlight of the World Cup to improve his record by immediately releasing Mr Sentsov and all other political prisoners.

Anna Elżbieta Fotyga, *on behalf of the ECR Group*. – Madam President, four years after the illegal occupation of Crimea, we raise our voice in the European Parliament in solidarity with political prisoners of Russia – civilians who are persecuted because of their loyalty and love for this state and their homeland. That includes Oleg Sentsov, but also dozens of others, not to mention the long-standing imprisonment of Bekir Dehermendzhi.

We raise our voices, because in this case the Geneva Convention on the persecution of civilian populations during war time has been brutally violated. We condemn, constantly, the illegal annexation of integral Ukrainian territories and we urge all politicians of the European Union to raise this issue with Russia while celebrating the World Cup.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

PRZEWODNICTWO: BOGUSŁAW LIBERADZKI

Wiceprzewodniczący

Doru-Claudian Frunzulică (S&D), *question «carton bleu»*. – Je remercie mon collègue d'accepter ma question.

Il a mentionné qu'il était nécessaire de lancer des négociations avec la Russie. Ne pensez-vous pas que le moment est venu que la Haute représentante de l'Union européenne, M^{me} Mogherini, engage un processus sérieux avec la Russie pour établir un système de négociation entre l'Ukraine et la Russie en ce qui concerne les prisonniers politiques de Crimée détenus par la Russie?

Anna Elżbieta Fotyga (ECR), *blue-card answer*. – I did not say anything about us negotiating with Russia. I talked about raising a loud voice in defence of prisoners and I know that numerous European leaders have meetings with Vladimir Putin. I hope that this topic is also raised. Of course I share your view that Ms Mogherini should be very firm in putting this issue also in any encounters she may have with Russia.

Petras Auštrevičius, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, Oleg Sentsov will turn 42 next month. An active participant of the Maidan in Ukraine, there was no way he could stay silent once the 'little green men' appeared in his native Crimea. What price does Putin make people like Sentsov pay for defending his homeland's freedom? 20 years imprisonment four thousand kilometres away from Moscow to the far north, where the temperature falls to -50 degrees, where the snow still stands in June, in a prison called 'Polar Bear' – what a symbolic name for the place where bears run freely and people normally do not live.

Today, we all hope that Oleg will be strong enough to withstand the hunger strike. We all hope – and we demand – that his two children can see their father immediately, at home and in good health. Finally, I expect that those who will take part in World Cup matches in Moscow will not become a shameful part of Putin's team.

Heidi Hautala, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, Oleg Sentsov's case illuminates the terrible lawlessness and repressive measures and climate of impunity that permeates the illegally-occupied Crimea today, and we should not spare our words calling for the release of Oleg Sentsov and the other 158 Russian political prisoners.

We cannot watch this idly, and we have to notice that today President Putin is celebrating the opening of the World Cup. And we have to remember what happened after the Sochi Olympics in 2014 — just some moments after these celebrations closing the Sochi Olympics, the illegal occupation of Crimea started.

We have to now pay all of our attention to the people who are suffering in the prisons for politically-motivated charges, and I would like to particularly mention Oyub Titiev, the director of 'Memorial' in Chechnya.

Kazimierz Michał Ujazdowski (NI). – Panie Przewodniczący! Jestem posłem niezależnym i wypowiadam się jako niezależny. Bardzo chcę serdecznie podziękować koleżankom i kolegom za bardzo wyraźny głos w obronie pana Sencowa i innych więźniów politycznych więzionych w Rosji oraz głos przeciwko systemowemu naruszaniu praw człowieka na Krymie. Bardzo dobrze, że ten głos jest taki wyraźny i jednoznaczny oraz że do tej pory nie usłyszeliśmy w tej debacie głosów hańbiących, głosów wsparcia i pomocy dla Putina, bo to nieraz miało miejsce w siedzibie Parlamentu Europejskiego. Chodzi o to, żebyśmy w czasie mundialu byli jednoznacznie i szczególnie konsekwentni. Nie możemy pozwolić Putinowi na posłużenie się, na zawładnięcie futbolem, a więc nasz głos powinien być o wiele bardziej konsekwentny i silniejszy niż dotąd, co oznacza także ponowienie naszego apelu i ponowne zajęcie stanowczej postawy na lipcowej sesji w Strasburgu.

Pavel Svoboda (PPE). – Pane předsedající, dnes v Rusku začíná mistrovství světa ve fotbale a my budeme obdivovat novodobé Potěmkinovy vesnice v podobě naleštěných fotbalových stadionů. V jejich stínu jsou ale vězňice s politickými vězni, a to jak vlastními, tak cizími státními příslušníky, jako je Oleg Sencov.

Rusko je autoritářský režim porušující mezinárodní právo. Je to režim, kterému základní práva nic neříkají. Tady nemluvím jen o protiprávním zatýkání, ale také o mučení. Seznam těch, kteří jsou jen kvůli snaze uplatnit své základní právo na svobodu projevu či shromažďování vystaveni zastrasování, fyzickým útokům nebo falešným obviněním, je dlouhý a jejich počet neustále roste. Stejně protiprávně a imperialisticky se Rusko chová při okupaci Krymu nebo části Gruzie. Je naší povinností zachránit Olega Sencova. Proto mu dnes se světem fotbalu řekneme „*Oleg, you will never walk alone.*“.

Mark Demesmaeker (ECR). – Vandaag start in Moskou het Wereldkampioenschap voetbal met de openingswedstrijd tussen het Russische en het Saoedische elftal. Beiden geen voetbalreuzen en ook op de 'democratie-index' van *The Economist* bengelen de twee landen achteraan.

In de lijst met gaststeden voor het WK zie ik klinkende namen: Moskou, Sint-Petersburg, Sotsji, maar geen Labytnangi. En dat hoeft niet te verbazen, want dat is een kleine stad net boven de noordpoolcirkel. Daar voert filmmaker Oleg Sentsov vanuit zijn cel een eenzame strijd, een hongerstaking die nu al een maand duurt. Met dat laatste middel dat hem rest vraagt hij aandacht voor alle Oekraïense politieke gevangenen in het land. Hijzelf is veroordeeld voor zijn kritiek op de illegale annexatie van de Krim, een buitensporige propagandastunt van Poetin.

Collega's, binnen enkele weken verlaat het voetbalcircus Rusland en keert het land terug naar het duister. Ik roep alle Europese leiders op om tijdens dit WK de opsluiting van Oleg Sentsov en alle andere Oekraïense politieke gevangenen scherp te veroordelen. Vandaag ben ik alvast supporter van Oleg Sentsov!

Jasenko Selimovic (ALDE). – Mr President, Oleg Sentsov opposed Russian annexation of Crimea. He was active in the Maidan revolution and helped deliver food to the Ukrainian servicemen blocked in their Crimean bases during the deadlock imposed by Russia.

Mr Sentsov is a man who exercised nothing more than his freedom of expression and his freedom of thought. That can send you all the way to jail in Russia. He was tried in a military court, and his trial had numerous grave procedural violations. He's now serving his jail sentence in Labytnangi, that is to say 7 000 kilometres from here in the far north of Russia. For what? Well because he publicly opposed President Putin.

I urge the Russian Federation to do the only thing possible – to immediately release Mr Sentsov and to respect its international commitments. This should be done immediately.

Zgłoszenia z sali

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, já bych se chtěl dnes zastat pana Olega Sencova, ale samozřejmě i dalších, kteří jsou nespravedlivě, neoprávněně vězněni a jsou potírána jejich lidská práva. Kdy jindy bychom měli zvednout náš hlas než právě dnes, kdy začíná v Rusku světový šampionát.

Myslím si, že bychom měli do záře reflektorů postavit právě ty další osoby, možná Rusku nepohodlné. Ty, kteří čelí svévolnému zatýkání, jejichž základní lidská práva jsou porušována, potíranou opozici. Myslím si, že právě dnes bychom skutečně měli zvednout náš hlas a do záře těch reflektorů postavit právě tyto osoby.

Zatímco pan Trump chce pozvat Rusko k jednacímu stolu, my bychom podle mého názoru neměli uhnout. Neměli uhnout a být důslední, protože Rusko rozumí pouze síle tlaku.

Julie Ward (S&D). – Mr President, Crimea's illegal annexation was a disaster for international law, and still this illegal occupation continues to undermine the pre-eminence of the rule of law and international relations.

The situation has concrete consequences on the lives of those who live in Crimea. Cultural heritage continues to be destroyed, and Crimea is set to lose invaluable historical sites. As a cultural activist, this perspective worries me. The destruction of cultural heritage is a form of ethno-genocide and a crime against humanity.

I am extremely worried about the more urgent situation of Oleg Sentsov. As the days go by, his hunger strike becomes more and more alarming. I am increasingly worried, as are many. The European Union should do everything in its power to call for his immediate and unconditional release and provide for humanitarian assistance to him and all the other political prisoners held in custody in Russia and the occupied territories.

Let my people go.

José Inácio Faria (PPE). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, caros Colegas, um dos pilares de sobrevivência dos regimes iliberais é a sua capacidade de controlar a oposição política e a sociedade civil. No caso do putinismo (peço desculpa ... vim a correr ... tentar manter o ritmo) esse controlo extravasa as fronteiras do seu país e testemunho vivo disso são os 64 presos políticos ucranianos que, nas cadeias russas e nos territórios ocupados da Crimeia, pagam caro o preço da sua coragem.

Entre eles está Oleg Sentsov, o cineasta ucraniano condenado ilegalmente a 20 anos de prisão na Rússia por alegadas atividades terroristas na Crimeia, cuja saúde começa preocupadamente a deteriorar-se depois de ter iniciado, há precisamente um mês, uma greve de fome para exigir a libertação imediata dos seus compatriotas.

Caros Colegas, no dia em que começa também o campeonato mundial de futebol na Rússia – evento que o senhor Putin tem usado como instrumento de propaganda para projetar o seu poder -, a União Europeia deve, uma vez mais, afirmar que os direitos humanos são uma componente essencial da sua política externa e exigir, por isso, a libertação imediata dos cidadãos ucranianos detidos ilegalmente na Rússia em condições indignas e desumanas.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Miguel Arias Cañete, Member of the Commission. – Mr President, the illegal annexation of the Crimean peninsula by Russia has entailed a marked deterioration of the human rights situation on the peninsula and the jailing of people whose sole crime is to reject the illegal annexation. Oleg Sentsov is one of them.

Shortly after the illegal annexation, Oleg Sentsov was arrested in Crimea. After a trial which lacked all guarantees of fairness, and in which he was judged as a Russian citizen and denied the consular assistance of the Ukrainian authorities despite clearly be in Ukrainian, Mr Sentsov was sentenced to 20 years in prison, accused of plotting terrorist acts for which the investigators could not find any evidence.

As many Members have highlighted, he has been serving this prison sentence in remote regions of the Russian Federation, currently in Russia's northernmost prison on the Yamal peninsula, often in solitary confinement. Exactly one month ago, he started a hunger strike to protest at the incarceration of all his fellow Ukrainian political prisoners in Russia and demand their release.

Oleg Sentsov's case is no longer just a judicial or political one. It is now a matter of human compassion. His health is at risk of rapid deterioration. He should be immediately and unconditionally released on humanitarian grounds.

The European Union has closely followed the situation of Mr Sentsov and fellow Ukrainian prisoners. It has regularly urged Russia to release all of them, both those who are in Russia and those on the Crimean peninsula. Diplomats from the European Union delegation and Member States' embassies in Moscow have been present at court hearings related to these cases and are in contact with the lawyers.

In addition to the case of Mr Sentsov, we have often raised other cases – such as those of Olexandr Kolchenko, Stanislas Klykh and Mykola Karpyuk – in bilateral meetings with Russian representatives as well as in public statements, including in international forums such as the Council of Europe and the Organisation for Security and Cooperation of Europe.

We are also following with concern the case of Ukrainian journalist Roman Sushchenko who was sentenced on 4 June in Moscow to 12 years in prison for alleged acts of espionage in what appears to be another attack on the freedom of the press.

Our statement on 25 May, focusing on Oleg Sentsov, Volodymyr Balukh, Server Mustafayev and Edem Smailov, reiterated that the European Union expects international human rights standards to be upheld on the Crimean peninsula and that all illegally detained Ukrainian citizens, in Russia and on the Crimean peninsula, should be released without delay.

I would also like to recall President Tusk's call to the G7 leaders last week to show their support for and solidarity with Oleg Sentsov. This is a message that we will continue to repeat to the Russian authorities.

Lastly, let me restate that the European Union remains committed to implementing in full its policy of non-recognition of the illegal annexation of Crimea and Sevastopol and we fully support the sovereignty, independence and territorial integrity of Ukraine.

Przewodniczący. – Panie Komisarzu! Jak Pan widzi, jest chyba wysoki poziom zgodności poglądów Parlamentu i Komisji.

Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się po zakończeniu debat o godz. 12.00.

4.2. Menschenrechtslage in Bahrain, insbesondere der Fall Nabil Radschab

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest debata nad siedmioma projektami rezolucji w sprawie sytuacji w zakresie praw człowieka w Bahrajnie, w szczególności sytuacji Nabila Radżaba (2018/2755(RSP)).

David Campbell Bannerman, author. – Mr President, here we go again: yet another motion attacking Bahrain – probably influenced by Iran, who claim Bahrain as their own and are intent on destabilising the whole Middle East.

Bahrain is a key ally of EU Member States. Our friendship is of vital importance in political and economic relations, energy and security. Bahrain is also of strategic interest to NATO, and the UK has opened a military base there staffed by 500 military personnel.

Whilst we should have an open and frank dialogue with our Bahraini friends on human rights, welcome reforms are taking place now. Over 8 000 police officers have received human rights training and also 100 members of the judiciary.

Furthermore, the independent Special Investigations Unit, which I have visited, now vigorously investigates any allegation of mistreatment, and this is the first of its kind in the Middle East.

On the matter of Mr Nabeel Rajab: he was found guilty of spreading false information designed to undermine national security, and he does continue to be afforded his full legal rights. It would be better to focus on extreme states such as Iran and the worst execution rate in the world.

Barbara Lochbihler, *Verfasserin*. – Herr Präsident! Die fünfjährige Haftstrafe der letzten Woche gegen den Menschenrechtsaktivisten Nabil Radschab in Bahrain, die dort verhängt wurde, spricht für sich selbst. Die Verantwortlichen in Bahrain sind nicht willens, grundlegende Freiheitsrechte zu respektieren. Daher fordern wir in unserer Entschließung die bedingungslose Freilassung von Nabil Radschab und aller anderen gewaltlosen politischen Gefangenen.

Wir fordern die Vertreter des Europäischen Auswärtigen Dienstes, des Europäischen Rates und die Mitgliedstaaten auf, Menschenrechtsverletzungen in Bahrain regelmäßig anzusprechen. Dabei muss auch die Durchsetzung gezielter Strafmaßnahmen gegen die Verantwortlichen in Erwägung gezogen werden. Und es ist inakzeptabel, dass europäische Firmen weiterhin Überwachungstechnologien an die bahrainische Regierung liefern und damit zur Unterdrückung zivilgesellschaftlicher Akteure beitragen. Alle Mitgliedstaaten der EU müssen die strikte Einhaltung der Exportbeschränkungen von Waffen und Überwachungstechnologie garantieren.

Und ich bitte den Vorredner, Herrn Bannerman, doch zu überprüfen, wo er seine Informationen her hat. Unsere Informationen sind nicht über den Iran gekommen, sondern über wirklich gesicherte Quellen.

Soraya Post, *author*. – Mr President, it is time for the Government of Bahrain to free Nabeel Rajab. He is in prison right now simply for standing up for human rights. Nabeel Rajab is one of many human rights defenders, political activists, opposition leaders and journalists that the authorities have unjustly imprisoned in the past years as the human rights situation has got increasingly worse, including for female human rights defenders. It is time for the EU to act and react.

I am also very concerned by the dramatic increase in the use of the death penalty and the new laws allowing civilians to be tried in military courts. We call on Bahrain immediately and unconditionally to release Nabeel Rajab, as well as Abdulhadi al-Khawaja and all imprisoned human rights defenders, and stop the use of the death penalty.

Ignazio Corrao, *autore*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'inarrestabile repressione in corso in Bahrein imbavaglia l'intera società civile, eliminando qualsiasi forma di opposizione possibile. La tracotanza di questo governo è tale che, per ben due volte, ha rifiutato di ricevere una delegazione della sottocommissione per i diritti dell'uomo di questo Parlamento, la seconda volta addirittura ritirando un precedente invito formale. Questa è la chiara dimostrazione dell'atteggiamento del Bahrein verso i diritti umani e verso coloro i quali osano anche solo menzionarli.

La recente conferma della condanna in appello di Nabeel Rajab è solo una delle tante prove del feroce accanimento del potere verso qualsiasi forma di dissidenza, di libertà di pensiero e di informazione. Nabeel Rajab, un uomo libero e coraggioso, spogliato di ogni diritto, lasciato in condizioni di detenzione disumane e in precarie condizioni di salute, costituisce il simbolo della lotta contro questa repressione. Se falliremo nel difendere il simbolo di questa lotta, se lasceremo solo un uomo che in quel paese incarna i principi di cui noi ci facciamo garanti, saranno i diritti umani stessi ad aver fallito in Bahrein. Nabeel Rajab va immediatamente ed incondizionatamente rilasciato.

Tomáš Zdechovský, *Autor*. – Pane předsedající, dovolu mi, abych i já vyjádřil svůj názor právě k rezoluci, která se týká Nabíla Radžába.

Rezoluce PPE a ECR je rezolucí, která skutečně reflektuje tento případ a další případy, kdy jsou věznění lidé v Bahrajnu za své politické názory a za svoji činnost. V tomto smyslu EU prostřednictvím této rezoluce vyjadřuje názor a obavy ohledně tohoto případu, jehož dosah je daleko širší.

Od roku 2011 bylo v Bahrajnu zatčeno více než 13 aktivistů, přičemž všechny případy byly poměrně nejasné. Bohužel dochází k omezování lidských práv a svobod, což je v rozporu s našimi evropskými hodnotami. Právo na spravedlivý proces, právo na přístup k zákonnému soudu, právo na obhajobu a další práva musí být vždy dodržována.

Aktivisté a bojovníci za lidská práva jsou důležitou složkou jakékoliv demokracie a je nezbytné, aby měli v demokracii své místo. Touto rezolucí to proto nekončí. Chceme vést otevřený dialog s Bahrajnem a doufáme, že se nám to podaří.

Cristian Dan Preda (PPE). – Monsieur le Président, c'est un «carton bleu» pour vous, parce que notre groupe politique a deux minutes pour M. Zdechovský. Veuillez donc vérifier avec votre secrétariat, car nous ne voulons pas être pénalisés. Je parle ici en tant que coordinateur PPE.

Przewodniczący. – Sprawdzamy to, a ja mogę pokazać wydruk, którym się posługuję – tu jest jedna minuta.

Marie-Christine Vergiat, auteure. – Monsieur le Président, une nouvelle fois nous discutons du Bahreïn.

Depuis 2011 et l'écrasement des contestations populaires avec l'aide des armées saoudiennes et émiraties, le pays s'enfonce dans la répression et un déni croissant des droits de l'homme. Les défenseurs des droits de l'homme en sont les premières victimes, souvent arrêtés et condamnés sur la base d'aveux obtenus sous la torture. Beaucoup ont l'interdiction de voyager, les déchéances de nationalité sont nombreuses et de plus en plus de procès civils se font devant des tribunaux militaires.

L'ONU et les grandes ONG dénoncent aussi le harcèlement de la population chiite, qui constitue, rappelons-le, la majorité de la population. Accusée – bien évidemment, comme d'autres ici nous accusent – de faire le jeu du grand voisin iranien.

La lutte contre le terrorisme a bon dos et l'Agence nationale de sécurité a quasiment les mains libres pour mener arrestations et interrogatoires dans ce cadre. Après 7 ans de moratoire, les exécutions ont effectivement repris et les condamnations à la peine de mort se multiplient.

Nabil Rajab est devenu un symbole de cette lutte pour les droits de l'homme. Il devait être libéré ce mois-ci après avoir purgé une nouvelle peine de 2 ans dans des conditions carcérales épouvantables, mais vient d'être condamné à 5 ans de prison supplémentaires.

Monsieur le Commissaire, je voudrais me faire la porte-parole ici d'Adam, son fils de 21 ans, qui s'inquiète de la détérioration de la santé de son père et souhaiterait qu'un de nos ambassadeurs lui rende visite. Je vous demande de vous faire la porte-parole de cette demande.

Le citoyen dano-bahreïnien Abdulhadi al-Khawaja est lui aussi détenu depuis avril 2011, condamné à la prison à perpétuité pour des activités pacifiques, ou encore le blogueur Abduljalil al-Singace, et il y en a de nombreux autres. Tout cela en soi augurerait déjà mal des prochaines élections annoncées pour octobre prochain, alors que les deux principaux partis d'opposition ont été dissous, Al Wefaq, le principal parti chiite, et Waad, le parti laïc. Mais leurs membres viennent même d'être interdits de se présenter aux élections, comme tout citoyen reconnu coupable de crimes.

Comment peut-on avoir des relations commerciales et vendre des armes et du matériel de surveillance à un pays tel que celui-ci?

Marietje Schaake, author. – Mr President, with any human rights resolution we seek to speak with one voice, as representatives of the European people and of different political parties. This strong, united message shows that our support for human rights binds us, no matter where in the world those rights are violated and no matter the other differences of opinion and political colour between us here in the Parliament. In negotiations we seek compromise to ensure broad support.

How tragic is it then that, after we had successfully negotiated a text taking on board all views, the EPP and the ECR decided to propose an alternative resolution. Not only is it a clear breach of trust, it also shows division on the importance of human rights in Bahrain. Our group is clear: it believes human rights should be addressed, no matter the political relations, trade interests and security or other shared areas of cooperation, because respect for universal human rights needs defending and, if the EU or this Parliament together do not defend them, who will?

I have a question for my colleague, Mr Campbell Bannerman. Following your logic, are you suggesting that the spreading of false information on Brexit should have led to prison sentences?

Cristian Dan Preda, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, nous avons tenté d'avoir un dialogue...

(le Président retire la parole à l'orateur).

President. – Excuse me, I will explain this two-minute case to clarify the situation. It was the following: Tomáš should get one minute as author. You asked for one minute and, instead of adding it together to make two minutes, the note was one minute. It was a kind of misinformation. So please accept it as an explanation. The floor is yours on behalf of your political group.

Cristian Dan Preda, *au nom du groupe PPE*. – Mr President, unbelievable these Socialists!

Monsieur le Président, nous avons toujours tenté d'avoir un dialogue avec le Bahreïn sur la question des droits. Malheureusement, ce dialogue n'est pas possible vu le refus des autorités, à deux reprises, de recevoir une délégation du Parlement européen. Cette demande de dialogue est une initiative du PPE, Madame Schaake.

Cette visite aurait été l'occasion d'échanger ouvertement sur les défis que le pays doit relever en matière de respect des droits, je pense notamment au respect de la liberté d'expression, que ce soit pour les défenseurs des droits ou pour la participation des partis d'opposition au jeu politique, particulièrement dans le contexte des élections prévues cet automne.

Le cas de Nabil Rajab, que le Parlement européen a déjà soulevé à plusieurs reprises, est très inquiétant et nous attendons un signal fort de la part des autorités du pays, à savoir sa libération immédiate.

Monsieur le Président, j'espère que la prochaine fois, sous votre présidence, le PPE ne sera pas pénalisé suite à la mauvaise gestion du temps de parole.

Przewodniczący. – Nigdy PPE ani żadna grupa polityczna nie ucierpi, natomiast jeszcze raz proszę przyjąć do wiadomości, że ze strony sekretariatu była pilna reakcja, natychmiast wyjaśniono okoliczności, w jakich to się zdarzyło. I moją pierwszą reakcją było też oczywiście rozszerzenie czasu. Tak że bardzo proszę o przyjęcie tego i uważajmy, że mamy sprawę zamkniętą.

Julie Ward, *on behalf of the S&D Group*. – Mr President, the cases of Nabeel Rajab Abdulhadi al-Khawaja and many others demonstrate Bahrain's complete disregard for freedom of expression.

I am also very concerned by the situation of Syed Ahmed al-Badawi, whose family has been judicially harassed and detained with allegations of torture, simply because of his peaceful human rights activities.

The Bahraini government's attacks on democracy become more serious every day. Ahead of elections set to take place in the autumn, the authorities have passed a bill banning members of dissolved opposition groups from running for elections – depriving more than one hundred people of their citizenship, and increased their use of the death penalty.

I'm horrified by the state of affairs in Bahrain, particularly in light of the involvement of several European governments, including my own. The British Government's complicity in grave and systematic human rights violations in Bahrain is unacceptable and needs to be called out. I call on the Bahraini authorities to immediately and unconditionally release Nabeel and all political prisoners.

Fabio Massimo Castaldo, a nome del gruppo EFDD. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ancora prima che la nostra risoluzione comune, o per meglio dire parzialmente comune, fosse pubblicamente disponibile, l'ambasciatore del Bahrein, contattando i parlamentari, si è esibito in un clamoroso caso di quella che i miei antenati latini chiamavano *excusatio non petita, accusatio manifesta*.

Secondo i documenti inviatici, infatti, nel paese ci sarebbero nient'altro che un vivace clima di dibattito politico e culturale, un sistema giudiziario indipendente e trasparente e meccanismi di tutela dei diritti umani adeguati, e Nabeel Rajab starebbe benissimo e starebbe giustamente subendo un processo, ovviamente un processo con tutte le garanzie del caso. Un quadro interessante, peccato che non corrisponda alla realtà, cari colleghi, una realtà che è ben diversa ed è in costante peggioramento. I gruppi di opposizione al-Wefaq e Waad sono stati sciolti e ai loro membri sarà impedito di partecipare alle elezioni. I difensori dei diritti umani sono stati arrestati, torturati e viene tolta loro la cittadinanza, e i giornali indipendenti vengono chiusi.

Nabeel Rajab ha perso l'appello della sua causa e andrà in prigione per dei *tweet*. Avete capito bene, colleghi, per dei *tweet* nel 2018. Mi rincresce constatare che alcuni gruppi del Parlamento sembrano condividere maggiormente le posizioni delle autorità del Bahrein e hanno presentato una risoluzione alternativa ben più *soft* di quello che dovrebbe.

Colleghi, le parole non bastano più, oggi servono i fatti. Gli Stati membri devono sospendere le licenze di export per apparati di sorveglianza, armi e qualunque dispositivo possa essere usato dal governo per la repressione. Se veramente crediamo in tutti quei valori di cui spesso parliamo in quest'Aula, è arrivato il momento di dimostrarlo.

(L'oratore accetta di rispondere a una domanda «cartellino blu» (articolo 162, paragrafo 8, del regolamento))

Tomáš Zdechovský (PPE), otázka položená zvednutím modré karty. – Vážený kolego, Itálie je jedním z největších vývozců sledovacích zařízení právě do Bahrajnu. Vy jste v současné době ve vládě. Můžete nám říci, jaké konkrétní kroky jste už udělali pro to, aby Itálie přestala do Bahrajnu tato sledovací zařízení vyvážet? Děkuji za konkrétní odpověď.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD), risposta a una domanda «cartellino blu». – Caro collega, coerentemente con quanto fatto nel corso di questi anni, noi daremo lo stesso identico messaggio anche al nostro governo. Le faccio presente che i sottosegretari dell'attuale esecutivo sono stati nominati l'altro ieri. Quindi questo governo sta prendendo adesso le funzioni e sarà ovviamente nostro dovere e nostra volontà portare questo messaggio e pretendere quindi che il nostro paese dia l'esempio. Auguriamoci però che lo stesso venga da tutti gli altri 27 Stati membri, perché altrimenti, se lo fa uno solo e gli altri si girano dall'altra parte, ci stiamo prendendo in giro, come molte volte avviene in quest'Aula.

Jacques Colombier, au nom du groupe ENF. – Monsieur le Président, le cas de Nabil Rajab à Bahreïn nous interpelle naturellement et nous inquiète.

Si nous soutenons les minorités victimes de discriminations et d'exactions, nous pensons en premier lieu, au Proche-Orient, aux populations chrétiennes, dont le projet islamiste vise à éradiquer la présence, bien antérieure, à celle de l'Islam. Peu de consciences s'élèvent ici contre ce drame majeur. À Bahreïn, ce n'est pas une minorité, mais la majorité de la population chiite qui est discriminée par un émirat sunnite.

L'Union européenne, qui soutient des pays aussi peu recommandables que le Qatar ou l'Arabie saoudite, qui maltraite sa minorité chiite, est mal placée – je le pense – pour intervenir sur cette question, comme sur bien d'autres.

C'est en tenant une position d'équilibre, sans choisir Riyad contre Téhéran ni même l'inverse, que les pays européens pourraient jouer un rôle de médiateur. Mais c'est avant tout en reprenant chacune de leur souveraineté diplomatique que les nations européennes retrouveront une politique conforme à leurs intérêts. Elles pourraient donc intervenir de façon bien plus crédible dans des questions comme celles évoquées ici.

Pavel Svoboda (PPE). – Pane předsedající, chceme dnes podpořit bahrajnského obhájce lidských práv Nabíla Radžába především proto, že věříme, že svoboda slova je jedním ze základních lidských práv a její uplatnění přispívá k dobrému fungování společnosti.

Nabílu Radžábovi dnes hrozí celkem 7 let vězení za to, že vyjádřil na Twitteru svůj názor mimo jiné na bombardování Jemenu Saúdskou Arábií, a tím měl dle bahrajnského zákona spáchat trestný čin urážky sousedního státu. Soudní řízení s panem Radžábem bylo několikrát vedeno způsobem odporující bahrajnským zákonům. Existuje však šance, že pan Radžáb bude omilostněn. Žádáme nyní Bahrajn, aby nebyl pan Radžáb vystaven žádnému ponižujícímu zacházení, mučení a aby jeho proces splňoval mezinárodní standardy spravedlivého procesu.

Neena Gill (S&D). – Mr President, the Bahraini Government has been trying its best to paint a picture of the country in which there is respect for fundamental values and human rights, but no amount of PR effort can gloss over the human rights violations and the repression, which continue to increase.

This is the fourth consecutive year in which this House has adopted a resolution on Bahrain calling for the release of those who are detained simply because they exercise their freedom of expression, including Nabeel Rajab and Abdulhadi al-Khawaja and many, many others. It is time we put Bahrain on notice that failure to respect fundamental rights will be met with consequences.

As for those on the other side of the House who are trying to water down the resolution, I ask you to consider: history has shown that appeasement does not work with an authoritarian regime.

My questions to the Commissioner are: will the EU consider imposing targeted measures against those responsible for human rights violations, and when will the Member States, including the UK, halt transfers of weapons, surveillance and intelligence equipment that can be used by Bahrain in this unacceptable crackdown ...

(The President cut off the speaker)

Zgłoszenia z sali

José Inácio Faria (PPE). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, neste preciso momento, a escassos meses das eleições legislativas, a Assembleia Nacional do Barém está em vias de aprovar uma lei cujo efeito prático será banir e calar para sempre a oposição ao atual governo.

Caros Colegas, a verdade é que, desde junho de 2016, o regime do Barém endureceu radicalmente a repressão contra a dissidência e os ativistas dos direitos humanos, multiplicando as detenções arbitrárias, as torturas e os julgamentos civis por tribunais militares e aprovando leis que ameaçam limitar gravemente os direitos políticos dos seus cidadãos.

Esta repressão voltou a atingir Nabeel Rajab, *blogger* e presidente do Centro de Direitos Humanos do Barém que, detido pela sexta vez desde 2011, viu agora ratificada a condenação a cinco anos de prisão imposta em fevereiro passado.

O que o regime criminaliza chama-se, na União Europeia, *livre exercício do direito de liberdade de expressão*. O Barém deve respeitar os compromissos assumidos com a ratificação do Pacto Internacional sobre os Direitos Civis e Políticos e libertar incondicionalmente, imediatamente, um cidadão que apenas pretende exercer, corajosa e pacificamente, a sua liberdade de expressão.

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η παραβίαση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων στο Μπαχρέιν είναι στην ημερήσια διάταξη. Ήδη από το 2011 είναι γνωστό ότι οι αρχές καταπιέζουν πάρα πολλούς ακτιβιστές. Το δικαίωμα στη δίκαιη δίκη και το δικαίωμα πρόσβασης δικηγόρων σε κατηγορουμένους έχουν ουσιαστικά καταργηθεί, ενώ υπάρχει πλήρης καταστολή των ανθρωπίνων δικαιωμάτων. Το γεγονός ότι γίνεται πώληση όπλων από τη Δύση προς το Μπαχρέιν καθώς και το γεγονός ότι υπάρχουν αυξημένα εμπορικά συμφέροντα δεν πρέπει να οδηγούν το Κοινοβούλιό μας στο να κλείνει τα μάτια στην παραβίαση των ανθρωπίνων δικαιωμάτων στο Μπαχρέιν.

Εν προκειμένω, πρέπει να υπάρξει άμεση απελευθέρωση του Nabeel Rajab, ο οποίος κατήγγειλε τον Συνασπισμό της Σαουδικής Αραβίας που βομβάρδιζε συνεχώς στην Υεμένη και έχει προκαλέσει εκατοντάδες θύματα. Ο Nabeel Rajab έχει καταδικαστεί και βρίσκεται στις φυλακές. Απαιτούμε την άμεση απελευθέρωσή του!

Dobromir Sośnierz (NI). – Panie Przewodniczący! Mimo zasadniczo słusznych intencji obrony praw człowieka w Bahrajnie wydaje mi się, że Państwo robicie to źle. Po pierwsze, wczoraj upominaliście Polskę za wywieranie politycznej presji na sądy, a teraz robicie to samo, tylko w stosunku do obcego państwa. Próbujecie wywrzeć polityczny nacisk na proces sądowy w Bahrajnie. Jedyne, o co można apelować, to o skorzystanie przez króla z prawa łaski, a nie naciskać na sądy.

Po drugie, jest to rażąca niekonsekwencja, bo tolerujemy w Wielkiej Brytanii to, że człowiek – Tommy Robinson – zostaje bezpodstawnie zatrzymany, że sąd zakazuje informowania o jego procesie, właśnie w imię niewywierania na niego presji politycznej, ale nie reagujemy na to u siebie, a pouczamy inne kraje.

A po trzecie, wypisywanie takich deklaracji nic nie daje. Jak już Państwo słusznie powiedzieli, czwarty rok z rządu to pisać, no to pora wyciągnąć wnioski. Tak się nie załatwia takich spraw. Poproście Trumpa, on umie takie rzeczy załatwiać. Niech tam pojedzie i coś załatwi.

Seán Kelly (PPE). – Mr President, and good morning, Commissioner Arias Cañete. We were together from 6 o'clock yesterday evening until 4 o'clock this morning as we were finalising the renewable energy file, and it is good to see you back here. We must both be running on renewable energy.

Maidir leis an gcás seo, ba mhaith liom a rá ar dtús, mar a dúirt an Feisire Campbell Bannerman, tá gaol cairdiúil againn leis an tír seo, Bairéin, agus caithfidh aitheantas a thabhairt don dul chun cinn atá déanta maidir leis na saoránaigh i gcoitinne chun a saol a fheabhsú. Ach ag an am céanna, ní hé sin le rá gur cheart dúinn súil dhall a thabhairt ar na droch-rudaí atá ag tarlu sa tír, go háirithe mar a bhaineann le Nabeel Rajab. Chaith sé bliain i bpríosún ag fanacht lena thriail a cuireadh ar ceall fiche uair. Deirtear anois go bhfuil sé ina chillín ar feadh trí uair an chloig is fiche gach uile lá. Níl sé seo féaráilte in aon chor agus is ceart dúinn é sin a thaispeáint dóibh agus gach iarracht a dhéanamh chun é a ligean saor.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Miguel Arias Cañete, Member of the Commission. – Mr President, as you will know, the European Union has followed developments in Bahrain for many years now. While in the past we have been encouraged by progress made, recently our worries have increased with the shrinking of political space in the country. As a result, we have sought to engage Bahrain in a comprehensive dialogue on human rights. This is why we are working hard to establish an informal human rights dialogue, with the third meeting taking place on 15 May in Manama. We have strongly supported the request of the European Parliament's Subcommittee on Human Rights to visit Bahrain, and we hope that the authorities will soon give their agreement to permit the visit to go ahead.

2018 is a particularly important year because of the upcoming parliamentary elections this autumn, but unfortunately the adoption on 11 June of an amendment to the electoral law, which bans opposition members from running in elections, is not a step in the right direction. Freedom of expression and association, the right to a fair trial and respect for human rights defenders are among the points which we stress in our contact with Bahrain.

The specific case of Nabeel Rajab has become symbolic of the difficulties being experienced by human rights defenders and by whoever expresses political dissent in Bahrain. This is a case on which the High Representative / Vice-President has repeatedly spoken publicly, including very recently, on 6 June, in reaction to the news that the Bahrain Court of Appeal had upheld a five-year prison sentence against Mr Rajab for comments posted on social media. We call on Bahrain to grant Mr Rajab's release, including on humanitarian grounds, given the reported deterioration of his health.

The European Union will continue to use all available means to further address the human rights situation in Bahrain and hopes that Bahrain will find again the path of dialogue and reconciliation, which it had started to follow so well at the end of 2011 in line with the recommendations of the Bahrain Independent Commission of Inquiry. The European Union remains supportive of Bahrain's long-term stability and is convinced that it can only be sustained if peaceful political grievances can be expressed freely. We have consistently encouraged all parties to move forward with democratic reforms in a peaceful and constructive manner.

Finally, regarding Ms Gill's question, I would like to say that targeted measures are an essential tool of the European Union's common foreign and security policy and are used by the European Union as part of an integrated and comprehensive policy approach involving political dialogue, complementary efforts and the use of other instruments at its disposal. The European Union continues to have dialogue with the Bahraini authorities in a frank manner, including on human rights. The European Union will continue to closely follow the human rights situation on the ground, and on that basis, it will decide on possible measures.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się po zakończeniu debat o godz. 12.00.

4.3. Lage der Rohingya-Flüchtlinge, insbesondere die Not der Kinder

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dziennego jest debata nad sześcioma projektami rezolucji w sprawie sytuacji uchodźców należących do mniejszości Rohingja, w szczególności trudnej sytuacji dzieci (2018/2756(RSP)).

Barbara Lochbihler, Verfasserin. – Herr Präsident! Im Februar gewannen wir Abgeordneten im Flüchtlingslager Cox's Bazar einen realistischen Eindruck von den Bemühungen internationaler Hilfsorganisationen, die geflüchteten oder vertriebenen Rohingya mit dem Notwendigsten zu versorgen. Uns wurde schnell klar, dass der Bedarf deutlich höher ist. Für Kinder ist die Situation besonders schwierig, denn es fehlt am Zugang zu adäquater psychologischer und medizinischer Betreuung sowie am Zugang zu Bildung und am Schutz vor Ausbeutung.

Die internationale Gemeinschaft muss dringend Gelder für humanitäre Hilfe zur Verfügung stellen, gerade auch im Hinblick auf den nahenden Monsun. Die Rohingya leben in dieser erbärmlichen Situation, weil sie durch extreme Gewalt vertrieben wurden. Die Straflosigkeit der dafür Verantwortlichen muss ein Ende haben, auch um eine Rückkehr der Rohingya nach Myanmar längerfristig wieder möglich zu machen.

Die EU und ihre Mitgliedstaaten sollten Prozesse zur Aufarbeitung von Verbrechen in Myanmar – beispielsweise durch den Internationalen Strafgerichtshof – aktiv unterstützen. Ein internationaler, unparteiischer und unabhängiger Mechanismus auf UN-Ebene sollte eingerichtet werden, um Beweismaterial schwerwiegender Verbrechen im *Rakhine State* zu sammeln und auszuwerten. In diesem Zusammenhang muss die Regierung in Myanmar endlich auch unabhängigen Beobachtern, vor allem der *UN-fact-finding-mission*, Zugang gewähren, um den Anschuldigungen schwerer Menschenrechtsverletzungen nachzugehen.

Amjad Bashir, author. – Mr President and fellow MEPs, I want to tell a story and make a plea.

I was in Bangladesh in September and witnessed at the border burning villages in neighbouring Myanmar. I heard harrowing stories of murder and rape, ethnic cleansing and genocide.

I was fortunate to return to Bangladesh just a couple of weeks ago, accompanied by two amazing businessmen, Aneel Mussarat and Iqbal Ahmed. We took across six trucks of food and medicine and distributed 33 000 family packs of food and medicine.

But I'm sad to say that I am ashamed to look these two gentlemen in the eye and look in the eye of the refugees, because in spite of passing three resolutions and in spite of the fact that we are about to pass a fourth, nothing has been achieved.

I'm sad to say that we now need to implement these resolutions. We need to get these refugees returned voluntarily to their ancestral homes in safety and dignity guaranteed by the UN in white helmets.

We need independent investigation of crimes against humanity and the perpetrators brought to justice. We need restoration of citizenship and equal rights to the Rohingyas back in Myanmar. Until that is achieved, we've achieved nothing.

Soraya Post, author. – Mr President, I have seen the devastating situation in Cox's Bazaar, the world's largest refugee camp, where 1.2 million Rohingya refugees are seeking protection from ethnic cleansing in Myanmar.

The majority are women who have fled along with their children, many being victims of violence and sexual assaults. Not only do these children lack food, clean water, health care, trauma therapy, education and security, but they are also victims of trafficking, violence, sexual exploitation and child marriage. During the monsoon season, they will also be at high risk of deadly disease outbreaks and landslides.

The international community has to place the personal safety of every individual on the top of their security agendas. To keep these women and children safe, and to put pressure on Myanmar to end the persecution of the Rohingya, there is a need for an independent investigation.

Joachim Zeller, Verfasser. – Herr Präsident! Das, was wir befürchtet haben, ist leider eingetreten. An der Lage der Rohingya, die vor einem Jahr vor den gewalttätigen Ausschreitungen des Militärs und der Polizei von Myanmar aus ihrer Heimat nach Bangladesch fliehen mussten, hat sich nichts geändert. Keiner konnte bisher in seine Heimat zurückkehren, trotz bereits beschlossener Übereinkommen zwischen Myanmar und Bangladesch unter Assistenz der Vereinten Nationen.

Im Gegenteil: Die Situation in dem größten Flüchtlingslager der Welt hat sich mit dem Einsetzen des Monsuns noch verschärft. Erste Todesopfer sind in Bangladesch bereits zu beklagen. Auch in den Flüchtlingslagern der Rohingya sind bereits Menschen zu Tode gekommen. Erdrutsche haben die eh schon wenigen Sanitäreinrichtungen und die Trinkwasserversorgung zerstört, und die kümmerlichen Behausungen sind die Hügel hinuntergespült worden. Der Ausbruch von Seuchen droht. Am schlimmsten trifft es wieder die Schwächsten: die Kinder, die nunmehr seit einem Jahr so gut wie ohne Schulbildung sind und von Missbrauch und Menschenhandel bedroht werden.

Die internationale Gemeinschaft muss ihre Hilfszusagen für die Flüchtlinge einlösen. Gleichzeitig muss aber insbesondere auf die militärischen Machthaber in Myanmar der Druck erhöht werden, auch durch Sanktionen gegen einzelne ihrer Vertreter, damit sie sich zu einer Lösung des Konflikts bereit erklären. Auf China, das einen großen Einfluss auf die Militärs in Myanmar hat, sollte eingewirkt werden, damit es zur Lösung des Problems beiträgt.

Die Situation ist noch dadurch weiter verschärft worden, dass in Myanmar im Shan- und im Kachin-Staat auch wieder der Bürgerkrieg ausgebrochen ist. Auch dort mussten wieder Menschen ihre Dörfer verlassen, wurden zu Tausenden vertrieben, und es sind auch bereits etliche Hundert umgekommen. Myanmar bleibt ein Problemfall, und wir sollten es weiter unter Beobachtung halten.

Miguel Urbán Crespo, autor. – Señor presidente, los rohinyás son una de las minorías más perseguidas y hasta hace poco de las más olvidadas. Ha sido un genocidio lo que los ha puesto otra vez sobre el mapa. Todos hemos escuchado las cifras: 900 000 personas —de las que más de 500 000 eran niños y niñas— huyeron de torturas, de detenciones arbitrarias, del incendio de pueblos enteros.

Sabemos que el ejército de Myanmar violó a mujeres como parte de la estrategia de expulsión y que, nueve meses después, 48 000 de esas mujeres esperan a dar a luz en Bangladés en condiciones totalmente insalubres. Las Naciones Unidas y Myanmar firmaron otro memorándum para el retorno voluntario de los rohinyás bajo unas condiciones: el reconocimiento de la ciudadanía y el fin de la violencia. Por desgracia, queda mucho para que estas condiciones se den, porque la expulsión de los rohinyás de su territorio no solo responde a un conflicto religioso o étnico, sino, sobre todo, a grandes negocios de los que nadie habla.

Es el ejército quien tiene el control sobre la gestión de la tierra y es, a la vez, el responsable del genocidio rohinyá y de su desplazamiento. La Ley de tierras y la de inversiones extranjeras está permitiendo la entrada masiva de capital transnacional, promoviendo el extractivismo, la agroindustria y el acaparamiento de agua justamente en territorio rohinyá. Entre 2010 y 2013 más de un millón de hectáreas habitadas por los rohinyás fueron concedidas a proyectos agroindustriales de multinacionales. En las tierras de donde fueron desplazados, sobre sus casas quemadas, se están construyendo ahora bases militares para controlar el territorio.

La comunidad internacional debe garantizar que sus inversiones nunca amparen violaciones de derechos humanos ni que sirvan para afianzar un sistema que discrimina sistemáticamente a la población rohinyá y reduce aún más las posibilidades del regreso. Porque, si no tomamos medidas contundentes para asegurar el fin de la violencia, el acceso a la justicia y el retorno y las medidas de no repetición, seremos cómplices indirectos de estos crímenes de lesa humanidad. Toca actuar.

Urmas Paet, author. – Mr President, there are more than 720 000 Rohingya children in Bangladesh and Myanmar in dire need of assistance and protection. More than 43 000 of them have lost at least one, if not two, parents. All of them have witnessed atrocities, and many of them are suffering from malnutrition, physical abuse and illnesses. Rape is used as a tool by Myanmar soldiers in their campaign of ethnic cleansing.

Rohingya women and children are extremely exposed to the risk of being trafficked into prostitution and to the risk of sexual harassment, and the situation of the Rohingyas is already getting worse due to the monsoon. The international community must do its utmost to find a sustainable approach to the tragic situation, but the Myanmar authorities should bear in mind that ethnic cleansing does not go without punishment.

The European Union should seek accountability for those responsible in Myanmar and work towards referring the situation in Myanmar to the International Criminal Court.

Teresa Jiménez-Becerril Barrio, en nombre del Grupo PPE. – Señor presidente, esta es la cuarta Resolución que presentamos aquí sobre la dramática situación de los rohinyás y, ¡ojalá sea la última!, aunque me temo que no lo será porque la violación de los derechos humanos de la minoría más perseguida del mundo no cesa.

El objetivo es llevar a cabo una limpieza étnica a través de matanzas y desplazamientos de quienes reciben el odio de una buena parte de la población de Myanmar, apoyados por los militares y un gobierno que da la espalda al pueblo rohinyá. 900 000 inocentes, de los cuales más de medio millón son niños, han tenido que huir a Bangladés para salvar sus vidas.

La violencia sexual y las violaciones son usadas contra mujeres y niñas como arma de guerra. Las niñas y las mujeres son víctimas de trata dentro de los campos de refugiados, donde tienen que prostituirse. La situación de los niños es dramática, y espero que el acuerdo entre las Naciones Unidas y Myanmar se cumpla y el gobierno permita la vuelta de los desplazados en condiciones de seguridad.

La Unión Europea debe tener un rol predominante en la investigación y en la persecución de los crímenes de lesa humanidad cometidos contra este pueblo indefenso.

Wajid Khan, on behalf of the S&D Group. – Mr President, tomorrow is the festival of Eid, a time to feast and celebrate with family and friends. Sadly, this will be an Eid to forget for Myanmar's Rohingya community. Rohingyas are going from crisis to crisis. The next four months threaten catastrophic risk for the refugees, especially children. Now heavy rains mark the start of the monsoon season, which is predicted to bring with it disease, landslides, flash flooding and death.

There is a dire need to step up the international support during this critical time, to address the humanitarian needs of both the refugees and the whole community.

Sadly, only one fifth of the UN Joint Response Plan's appeal for funding has been met. We need a comprehensive and sustainable approach to this humanitarian crisis because there is no realistic prospect of safe and voluntary return. Furthermore, we also cannot forget the root cause of this tragedy. I urge the Vice-President / High Representative to lead the call for justice and explore all avenues to hold perpetrators to account, whilst ensuring that evidence of atrocities is collected and preserved for future legal proceedings. But the monsoon season is now, so saving lives must be our priority.

Jadwiga Wiśniewska, w imieniu grupy ECR. – Panie Przewodniczący! Szanowni państwo! Lud Rohingja stanowi jedną z najbardziej prześladowanych mniejszości na świecie. Przemoc, której dopuszcza się birmańska armia, jest klasycznym przykładem czystek etnicznych: morderstwa, palenie wiosek, masowe gwałty. Mimo że Rohingja żyją w Birmie od pokoleń, uznawani są za intruzów, którym odmawia się obywatelstwa, dostępu do służby zdrowia czy edukacji. W trosce o swoje zdrowie uciekają głównie do Bangladeszu. Jak podaje UNICEF, od sierpnia 2017 r. do kwietnia tego roku uciekło tam 693 tys. ludzi, z czego ponad połowa to dzieci. A w 2018 r. 48 tys. kobiet i dziewcząt w obozach dla uchodźców urodziły dzieci, głównie poczęte w wyniku gwałtów popełnionych przez birmańską armię. Ze względu na ograniczony dostęp do opieki medycznej wiele z nich umrze zaraz po porodzie. Te dzieci, którym uda się przeżyć, będą narażone na niedożywienie, przemoc, wykorzystywanie seksualne lub padną ofiarą handlarzy ludźmi. Należy położyć kres temu koszmarowi i jednoznacznie potępić wszelkie podżegania do nienawiści. Konieczna jest pomoc humanitarna i

o taką pomoc apeluję.

Hilde Vautmans, *namens de ALDE-Fractie*. – Voorzitter, commissaris, 48 000 baby's, dat is het aantal dat hulporganisaties schatten van het aantal baby's dat geboren gaat worden de komende dagen en weken in de kampen. Baby's verwekt met haat en geweld, niet uit liefde. Moeders die al leven in zeer erbarmelijke omstandigheden, met vaak al kinderen die geen onderwijs genieten en die ondervoed zijn.

Collega's, ik wil hier speciaal de aandacht vragen voor het lot van de mama's en de kinderen. Hoe wil je dat een mama kan houden van een kind dat ontstaan is na een brute verkrachting? We moeten die ouders bijstaan. We moeten die mama's bijstaan. We moeten die kinderen opvangen. En dat is de taak van Europa. Het leven in die kampen is erbarmelijk. En vandaag moet Europa een signaal geven, moeten we daders straffen. Maar we moeten vooral inzetten op begeleiding van de moeders die gaan bevallen, zodanig dat die kinderen tenminste eerlijke kansen krijgen in die kampen. Dat zijn we verplicht. Dankjewel.

Seán Kelly (PPE). – A Uachtaráin, pléimid a lán cásanna truamhéalacha sa Pharlaimint seo agus is dóigh liom gurb é seo an cás is truamhéalaí ar fad mar nílimid ag caint faoi dhuine aonaránach. Táimid ag caint faoi suas le milliún duine nach bhfuil aon chearta acu i ndáiríre. Tá saol i bhfad níos fearr ag na hainmhithe fiáine trasna an domhain ná mar atá ag muintir Rohingya. Tá siad i mbaol gach saghas fogha – fogha gnéasach, fogha fisiciúil – tá siad i gcampaí na dteifeach agus i mbaol ocrais, i mbaol galar, agus i mbaol báis. Agus níl a dhóthain airde á tabhairt orthu. Agus mar a dúirt mo chara, Zeller, caithfidh comhoibriú, go háirithe leis an tSín agus na Náisiúin Aontaithe, chun cabhrú leo. Agus go háirithe, is truamhéalach ar fad go bhfuil an méid sin leanaí agus gan a ndóthain le n-ithe acu, nach bhfuil seans acu oideachas a fháil agus nach bhfuil aon todhchaí ann i ndáiríre dóibh. Mura dtógaimid ceannaireacht ar an scéal seo, mura gcuirimid brú ar an tSín, agus mura gcomhoibrímid leis na Náisiúin Aontaithe chun an scéal seo a fheabhsú agus a cheartú go luath, leanfaidh sé ar aghaidh agus ní dhéanfaidh aon duine eile é.

Caterina Chinnici (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, la situazione dei Rohingya in Myanmar rappresenta una fra le peggiori crisi umanitarie di cui oggi siamo testimoni. Ancora una volta i bambini sono fra i più colpiti da quella che è stata definita, in più occasioni, una vera e propria pulizia etnica. Secondo l'Unicef, lo scorso anno 534 000 bambini Rohingya si trovavano rifugiati in Bangladesh, in condizioni igienico-sanitarie disastrose, esposti al rischio di violenze, sfruttamento e abusi di ogni genere.

Molti bambini Rohingya nati in Myanmar non hanno mai ricevuto alcun certificato di nascita, in piena contraddizione con la Convenzione ONU sui diritti del fanciullo di cui pure il Myanmar è firmatario. Una negazione dei diritti civili per questi bambini che comincia sin dalla nascita, con conseguenze gravissime, quali l'impossibilità di ottenere documenti d'identità e di avere accesso all'assistenza sanitaria o all'istruzione, bambini che, in una parola, possiamo definire *ghost children*.

L'Unione deve intervenire nelle sedi competenti, con voce ferma per garantire ai Rohingya il pieno rispetto dei loro diritti fondamentali e civili, con particolare attenzione ai bambini.

Sajjad Karim (ECR). – Mr President, honourable Commissioner, our international community's response, I am afraid, can at the very best be described as lacking. Identification of the Rohingya as Rohingya itself has been shied away from. Citizenship has not been addressed adequately at all. Meanwhile the military's ethnic cleansing of the Muslim and non-Buddhists continues, the aim ultimately being to create a Buddhist state. Without citizenship being addressed, ultimately that ethnic cleansing will succeed, and without consequences there are no costs to Myanmar for that ethnic cleansing.

Honourable Commissioner, if this House was to put a question to you and ask, what would your response be if we asked that trade measures to include investigative mechanism under the 'Everything but Arms' principles should now be invoked? Is it not time that we made consequences to all of the words that we have spoken on this issue over many years?

Dita Charanzová (ALDE). – Mr President, the Rohingya are being persecuted and are suffering a severe humanitarian crisis, and children are the most vulnerable. UNICEF states that 720 000 Rohingya children need assistance and protection now. That is 720 000 children being denied a chance for a future: being subject to rape, violence and trauma, being orphaned, being trafficked, being hungry, being denied an education, being forced to give birth to their rapists' children, and without proper healthcare. These are children who have been suffering far too long and enduring beyond what anyone should have to endure in a lifetime. No child deserves this.

It is the duty of the Myanmar Government and that of Bangladesh to do everything they can to safeguard the rights of all children affected by the crisis and to guarantee their safety. The EU must continue working to stop the crisis and it must look into other measures if Myanmar refuses to uphold the rights of the Rohingya.

Josef Weidenholzer (S&D). – Mr President, it is important that we do not close our eyes to the situation of the Rohingya refugees. We know that our voice is heard, and today's resolution should contribute to improving the situation of the most vulnerable, the children.

We should also be grateful to Bangladesh for its support for the refugees. Europe has an obligation substantially to increase its financial contributions for humanitarian aid and lifesaving support. We should also be concerned about the political stability of the country. The situation is tense and elections are scheduled for the end of the year. It is important that they will be fair and transparent. Human rights violations, enforced disappearances and riots are happening on a daily basis, and the leader of the opposition, Khaleda Zia, is in prison under questionable conditions. It is in our interest that the forthcoming elections meet democratic standards and guarantee stability in this country.

Frédérique Ries (ALDE). – Monsieur le Président, beaucoup a été dit déjà ce matin sur la tragédie des Rohingyas et leur exil forcé au Bangladesh: 900 000 réfugiés, dont plus d'un demi-million d'enfants, qui vivent, qui survivent – qui ne survivent pas en réalité – dans le camp de Cox's Bazar, dans des conditions de vie épouvantables; on attend la naissance de 50 000 bébés dans ces camps de fortune, un véritable défi humanitaire et sanitaire.

Notre Parlement vise juste en mettant l'accent, justement, sur le sort des enfants. Ils sont les premières victimes de l'épidémie de diphtérie, notamment, qui a sévi au mois de décembre. Médecins sans frontières tire le signal d'alarme aussi sur l'absence totale, pour eux, d'accès à l'éducation.

Et pardon de toucher ici aux icônes, mais le silence d'Aung San Suu Kyi, le prix Nobel de la paix et l'actuel ministre des affaires étrangères, est assourdissant! Nettoyage ethnique, meurtres, cette génération perdue, les viols, la prostitution... Son gouvernement doit comprendre que nous ne lâcherons pas la pression.

Zgłoszenia z sali

José Inácio Faria (PPE). – Senhor Presidente, Senhor Comissário, não estive em Myanmar ou no Bangladesh, mas sei bem a dimensão da tragédia que ali existe. Os 700 mil deslocados Rohingya que, neste momento, estão no Bangladesh – mais de metade dos quais crianças – vivem em acampamentos superlotados, sem condições de higiene, saneamento e segurança e o milhão que permanece ainda em Myanmar – muitos deles em centros de detenção – está ainda em piores condições depois da expulsão das ONG daquele país.

Além das condições insalubres, de desnutrição e do stress pós-traumático, enfrentam agora, em plena época de monções, o risco de derrocadas, inundações e de propagação de doenças transmitidas através da água, como o tifo, a difteria ou a hepatite.

Se a verdadeira extensão das atrocidades cometidas pelos militares de Myanmar só será conhecida depois de permitido o acesso total e irrestrito ao estado raquise de organizações independentes de direitos humanos, é hoje evidente a duríssima situação destes deslocados, a quem o seu país nega a cidadania e que no Bangladesh nem o estatuto de refugiado têm.

A União – que disponibilizou mais de quarenta milhões de euros de ajuda humanitária – não pode, perante este drama, deixar de instar as autoridades birmanesas a permitirem a entrada de organizações humanitárias internacionais e a apoiarem os esforços para a aplicação do acordo de repatriação assinado.

Juan Fernando López Aguilar (S&D). – Señor presidente, señor comisario, sabe que en cada Pleno del Parlamento Europeo dedicamos un tiempo a debatir urgencias relativas a violaciones masivas y flagrantes de los derechos humanos, que tanto importan al Parlamento Europeo porque deben importarle a la Unión Europea. Y, por tercera vez consecutiva, regresa a este Parlamento la cuestión de los rohinyá, una comunidad de 1 100 000 personas, de la cual 650 000 han sido violentamente desplazadas en los últimos tiempos, la mitad de ellos mujeres y niños vulnerables, hacinados en campamentos superpoblados, en condiciones dramáticas que han sido explicadas en todas las lenguas de la Unión.

Se esperan 50 000 nacimientos producto de violaciones, en condiciones imposibles, absolutamente intolerables desde el punto de vista humanitario. Por tanto, lo que cuenta aquí es la Resolución que vamos a aprobar de inmediato, y que vincule a la Comisión y que la Comisión acentúe su compromiso con los derechos humanos en su relación con Myanmar y con Bangladés, para, sobre todo, atender a esta población extremadamente vulnerable, que está siendo perseguida por su pertenencia a una comunidad religiosa, uno de los motivos más vinculantes y más prohibidos por el Derecho internacional humanitario: ser discriminados por su pertenencia a una comunidad.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η τραγωδία των Ροχίνγκια συνεχίζεται. Τουλάχιστον επτά φορές έχουμε συζητήσει την ανθρωπιστική κρίση που πλήττει αυτούς τους ανθρώπους. Πρόκειται για μια ξεκάθαρη εθνοκάθαρση. Έχει οικονομικές βάσεις, διότι ουσιαστικά τους εκτόπισαν, προκειμένου να αρπάξουν τη Γη τους όπου υπάρχουν πλουτοπαραγωγικές πηγές. Εμφανίζεται ως μια θρησκευτική διαμάχη Βουδιστών εναντίον Μουσουλμάνων, όπως είχαμε σε άλλες περιπτώσεις Μουσουλμάνους εναντίον Χριστιανών. Στη βάση τους τα αίτια είναι οικονομικά και αυτό πρέπει να το καταστήσουμε σαφές.

Πέραν αυτού όμως, αυτή τη στιγμή πάνω από 200.000 άτομα βρίσκονται σε στρατόπεδα και κινδυνεύουν, καθώς βρισκόμαστε στην εποχή των Μουσώνων, στις δε εγκαταστάσεις που μένουν υπάρχει πλέον τεράστια πίεση και κυριαρχούν φαινόμενα, όπως καταπίεση, πορνεία, αναγκαστικοί γάμοι. Πρέπει να σταματήσει αυτή η κατάσταση και η Ευρωπαϊκή Ένωση πρέπει να πιέσει την Μιανμάρ.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, hanno buttato per aria mio figlio e l'hanno tagliato in due con un machete. Lo racconta Aisha, 19 anni, Rohingya, il cui figlio di sette anni è stato ucciso dai militari buddisti birmani mentre lei e la sua famiglia scappavano dal loro villaggio in Myanmar.

Ma Aisha e il suo bambino non sono gli unici in questa situazione, almeno mille sono i Rohingya al di sotto dei 5 anni brutalmente uccisi dall'agosto scorso. Ventottomila e trecento sono i bambini che hanno perso almeno un genitore. Queste vittime innocenti, arrivate nei campi al confine con il Bangladesh, rischiano ogni giorno di subire abusi sessuali da parte di quelle stesse milizie che hanno ucciso i loro genitori. Neanche andare in bagno o raccogliere la legna è sicuro per loro. A ciò si aggiunge la mancanza di cibo e di acqua, servizi igienico-sanitari e abitazioni resistenti alle piogge monsoniche, aumentando il rischio di epidemie e rendendo i bambini malnutriti particolarmente vulnerabili.

Chiediamo quindi a tutte le autorità competenti di garantire a bambini e donne spazi protetti nei campi profughi e di autorizzare l'accesso a Rakhine agli osservatori indipendenti e alla missione di accertamento dell'ONU. All'Europa invece chiedo: come possiamo continuare a cooperare con un regime responsabile di un apartheid?

Krzysztof Hetman (PPE). – Panie Przewodniczący! Szanowni państwo! Kryzys dotyczący ludu Rohingja jest sytuacją ekstremalną. Z dnia na dzień przybywa nowych uchodźców, wśród których rośnie odsetek kobiet i dzieci. Przeludnione obozy uchodźców nie mają wystarczającej ilości jedzenia, wody ani środków higieny, a zażęgnięcie tej sytuacji wydaje się trudno osiągalne. Wszystko to spowodowane jest niechęcią Myanmaru do lokalnej społeczności, co objawiło się czystką na tle etnicznym, która jest określana jako „podręcznikowa” przez Wysokiego Komisarza Narodów Zjednoczonych do Spraw Praw Człowieka. Unia Europejska powinna zawsze interweniować w obronie podstawowych praw człowieka, które są ewidentnie gwałcone w przypadku ludności Rohingja. Dlatego potrzebna jest natychmiastowa i mocniejsza reakcja międzynarodowego środowiska i jak najszybsze zakończenie prześladowania tego ludu. Uważam, że wywarcie presji dyplomatycznej, a nawet ekonomicznej na władze Myanmaru może rozpocząć proces bezpiecznego powrotu ludności Rohingja.

Julie Ward (S&D). – Mr President, the EU is a powerful actor for human rights around the world: it is extraordinary, therefore, to see Brexiteers such as Mr Bashir and Mr Campbell Bannerman speaking from a platform they do not believe in.

As a child rights campaigner, I'm appalled at the conditions in which Rohingya children are living. Their most basic rights are not respected and they suffer grave physical and psychological distress, as they have witnessed crimes against humanity.

The situation of girls, in particular, is terrible: they face specific risks such as sexual violence and child marriage. Organisations present on the ground should adopt a gendered approach and take particular care of girls and women present in the refugee camps.

I'm very grateful for the work that the UN, the NGOs and the EU do on the ground to provide these children with appropriate care and access to education, and I call on the High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy to lead diplomatic efforts to find a peaceful solution, in order to bring an end to the violent discrimination against the Rohingya.

Ignazio Corrao (EFDD). – Mr President, the situation of the world's most persecuted community is going way beyond any boundaries in a context of ethnic cleansing. In a situation of refugee camps where sexual violence and rape is prevalent, newborns are another extension of the Rohingya crisis which accelerates the vicious cycle of the current nightmare.

Indeed, 10 months since military violence forced hundreds of thousands of Rohingya to flee to Bangladesh, about 60 babies are being born every day in squalid refugee camps with greater health risks. A refugee camp is no place for a child to be born. Such camps have very poor sanitation and are a breeding ground for diseases like diphtheria, measles and cholera, to which newborns are particularly vulnerable. I strongly hope that the International Criminal Court's Chief Prosecutor will confirm its jurisdiction over the crime of deportation of Rohingya people from Myanmar into Bangladesh, as its prosecutor has requested.

Csaba Sógor (PPE). – Mr President, the agreement of 6 June with the UN agencies on the repatriation of some of the Rohingya who fled from Myanmar into Bangladesh will not lead to a significant number of safe returns. Meanwhile, despite the very commendable efforts of Bangladesh, hundreds of thousands of people, including children, will continue to suffer. Most worryingly, just as the monsoon rains are coming, thousands of babies conceived in rape are expected to be born soon in the camps.

Sexual violence was an integral tool of the Burmese military in its effort to inflict terror on the Rohingyas. Months after the height of the Burmese army's atrocities, the suffering of these women continues, as they have to face not just a lack of access to healthcare services in the camps, but also exclusion from their deeply conservative families.

The absolute priority is to save lives and to shelter these women and babies from the rains.

(Koniec zgłoszeń z sali)

Miguel Arias Cañete, Member of the Commission. – Mr President, let me start by stressing that the European Union remains fully mobilised, politically and through extensive humanitarian and development assistance, to help to address the Rohingya refugee crisis.

The European Union response to this crisis has consisted of five main components. First, immediate and unconditional humanitarian assistance to all displaced persons. Second, condemnation of all forms of violence. Third, continuous constructive engagement with the civilian Government of Myanmar on the basis of an ambitious development agenda, including with a view to addressing the root causes of conflict in accordance with the Annan report. Fourth, the promotion of conditions allowing the eventual voluntary and dignified return of displaced persons to their homes in Rakhine State in safety. And fifth, exploring assistance which goes beyond short-term aid.

In all of this, due account has been taken of the relevant resolutions adopted by the European Parliament on the Rohingya crisis. This applies firstly in respect of action on the political front. As you know, the European Union has co-sponsored UN Human Rights Council resolutions to promote accountability and to invite Myanmar to cooperate with a UN fact-finding mission. We regret that Myanmar is not cooperating with this fact-finding mission. There is also continuing cooperation with the UN Special Rapporteur Ms Lee.

In April 2018, in the light of the disproportionate use of force by the Myanmar army, the European Union adopted a strengthened arms embargo and put in place a framework for targeted restricted measures against Myanmar military officers.

This being said, let me attend to the major issues of today's debate: the situation of the Rohingya refugees and, in particular, the plight of children. As regards humanitarian and development aid, the European Union co-hosted – and pledged the highest contribution among all the donors at – the United Nations pledging conference on 23 October 2017. Our dialogue with Bangladesh authorities and the United Nations is constant in an effort to address the tremendous challenges faced by Bangladesh in welcoming the refugees generously.

The monsoon season, which has just started, brings additional challenges and we are increasing our humanitarian aid in Bangladesh and continuing to provide aid in Rakhine State, but lack of access remains a key problem. Given the fact that the refugees' return process will be difficult and long, and that the conditions for voluntary and safe return to the Rakhine State are not yet in place, the European Union and the international donor community must be prepared to work further on their humanitarian and development nexus, both for the refugees and for the 11 host communities in Bangladesh.

Our humanitarian aid and development system does not specifically focus on children but, given the very high number of children and women in the camps, our aid actually does focus on these vulnerable groups of the refugee population.

Let me highlight a couple of specific objectives that we are currently trying to achieve in cooperation with the Bangladesh Government and relevant stakeholders in Cox's Bazar.

The registration of newborn Rohingya babies should be pursued, as per the Memorandum of Understanding signed between Bangladesh and the UNCHR. And we are focusing on protection issues, including a security presence and security controls in the camps by law-enforcement authorities at all times. We are seeking authorisation to provide secondary education; we are looking into possibilities to support severely reliant families through local opportunities in order to avoid relations based on vulnerability; and we are pursuing preparedness initiatives in the context of the current monsoon and cyclone season, with a view to relocating the most vulnerable population to safer areas.

The European Union will continue to provide support to the Rohingya people in Bangladesh in order to alleviate this major refugee crisis and to contribute to stabilisation in the region.

Przewodniczący. – Zamykam debatę.

Głosowanie odbędzie się po zakończeniu debat o godz. 12.00.

Oświadczenia pisemne (art. 162)

Mario Borghesio (ENF), *per iscritto*. – Nello Stato Kachin, a nord-est della Birmania, sono ripresi gli scontri tra il Tatmadaw – il potente esercito birmano – e il Kachin Independence Army (Kia), la milizia che per decenni ha salvaguardato l'identità, la terra e le tradizioni della popolazione, a maggioranza cristiana. Per chiedere la fine di quello che ormai è un genocidio dei cristiani, nonché una crisi umanitaria dimenticata, migliaia di cattolici Kachin, hanno sfilato per le strade di Myitkyina. A guidare la marcia è stato il vescovo della città Francis Daw Tang. Molte organizzazioni in difesa dei diritti umani hanno denunciato, che l'escalation delle operazioni militari delle truppe birmane, contro i gruppi che popolano il paese, sta avvenendo, anche grazie al fatto che l'attenzione internazionale è focalizzata sulla minoranza musulmana Rohingya, nello Stato Rakhine. L'Alto Rappresentante, come intende intervenire a tutela della minoranza cristiana a Kachin? Intende inoltre sollevare questa situazione con il Consigliere di Stato ed ex Premio Nobel per la Pace, Aung San Suu Kyi?

Rolandas Paksas (EFDD), raštu. – Pabrėžiu kiekvienos valstybės pareigą užkirsti kelią smurtui ir nestabilumui, tvarkos pažeidimams šalies viduje. Migracijos ir gyvenamosios vietos suteikimo klausimai turėtų būti reguliuojami teisėtais, taikiais būdais, be smurto, agresijos ir žmonių žudymo, sveikatos žalojimo. Bet kokia situacija, kai masiškai žudomi ar žalojami žmonės, ypač vaikai, yra smerktina. Raginu Mianmarą imtis neatidėliotinų veiksmų rohinjų apsaugos kontekste: suteikti žmonėms būtinas higienos ir sveikatos apsaugos priemonės, pabėgėlių stovyklose turi būti teikiama medicininė ir psichologinė pagalba, specialiai pritaikyta pažeidžiamoms grupėms. Būtina užtikrinti vaikų teisę į tinkamą, reguliarią švietimą ir mokymą, sudaryti vystymuisi palankias sąlygas, aktyviai kovoti su smurtu, užkirsti kelią nusikalstamumo plitimui.

(Posiedzenie zostało na chwilę zawieszone w oczekiwaniu na głosowania.)

VORSITZ: EVELYNE GEBHARDT

Vizepräsidentin

5. Wiederaufnahme der Sitzung

(Die Sitzung wird um 12.04 Uhr wieder aufgenommen.)

6. Zusammensetzung der Ausschüsse und Delegationen: siehe Protokoll

Die Präsidentin. – Der Präsident hat einen Antrag der ALDE-Fraktion erhalten, wonach Frau Mirja Vehkaperä als Mitglied in den Entwicklungsausschuss und in die Delegation im Ausschuss für parlamentarische Kooperation EU-Russland benannt werden soll.

Keine Bemerkungen?

Diese Benennungen sind somit bestätigt.

Ich habe einen Antrag zur Geschäftsordnung von Herrn Bullmann. Bitte schön!

Udo Bullmann (S&D). – Madam President, this Saturday is the second anniversary of the horrific murder of British Member of Parliament Jo Cox. Jo was a former staff member here in the European Parliament and colleagues remember her for her compassion, her openness and her determination to campaign for progressive change. Hatred, xenophobia and extremism have extinguished a bright spark in our political life.

While Jo was a member of our political family, she would work across the political spectrum, and so we should all take a moment to remember Jo Cox and the ideals for which she stood. As she told us, in her words, I quote: ‘We have far more in common with each other than things that divide us.’

Thank you President, thank you colleagues and thank you to Jo Cox, who will never be forgotten where European citizens meet.

(Loud applause)

Die Präsidentin. – Danke schön, Herr Bullmann! Wir werden nie all die Menschen vergessen, die für Demokratie, Freiheit und Gerechtigkeit kämpfen und sich engagieren und dabei ihr Leben gelassen haben oder andere Leiden erdulden müssen. Es ist gut, daran immer wieder zu erinnern.

(Das Parlament erhebt sich, um das Andenken an Frau Jo Cox zu ehren.)

Frau Atkinson hat sich noch zu Wort gemeldet.

Janice Atkinson (ENF). – Madam President, I would like to raise an urgent human rights violation regarding the concerns for the safety of British citizen Tommy Robinson. Whether you agree with Tommy Robinson or his actions outside that court, he was jailed. He was safely serving his sentence in Hull prison. Yesterday, he was moved by the British Conservatives into a jail which has a high number of Muslim inmates.

Die Präsidentin. – Danke schön, Frau Atkinson! Das ist kein Antrag zur Geschäftsordnung.

Ich habe noch einen Antrag zur Geschäftsordnung von Frau Spinelli.

(Zwischenrufe und Unruhe im Saal)

Ich bitte um Ruhe, und lassen Sie Frau Spinelli sprechen!

Barbara Spinelli (GUE/NGL). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, abbiamo avuto notizia che la nave militare USA Trenton ha salvato quarantuno persone da un naufragio presso la Libia. Ho detto, ascoltatevi è una questione di vita...

(Il Presidente toglie la parola all'oratrice)

Die Präsidentin. – Liebe Kollegen, liebe Kolleginnen! Ab jetzt werde ich, wenn ein Antrag zur Geschäftsordnung gestellt wird, darum bitten, dass als allererstes der Artikel der Geschäftsordnung genannt wird.

(Beifall)

7. Abstimmungsstunde

Die Präsidentin. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Abstimmung.

7.1. Russland, insbesondere der Fall des ukrainischen politischen Gefangenen Oleh Senzow (RC-B8-0288/2018, B8-0288/2018, B8-0289/2018, B8-0290/2018, B8-0291/2018, B8-0296/2018) (Abstimmung)

7.2. Menschenrechtslage in Bahrain, insbesondere der Fall Nabil Radschab (RC-B8-0280/2018, B8-0280/2018, RC-B8-0281/2018, B8-0281/2018, B8-0282/2018, B8-0283/2018, B8-0284/2018, B8-0286/2018, B8-0287/2018) (Abstimmung)

7.3. Lage der Rohingya-Flüchtlinge, insbesondere die Not der Kinder (RC-B8-0292/2018, B8-0292/2018, B8-0293/2018, B8-0294/2018, B8-0295/2018, B8-0297/2018, B8-0298/2018) (Abstimmung)

7.4. Strukturelle und finanzielle Hürden beim Zugang zu Kultur (A8-0169/2018 - Bogdan Andrzej Zdrojewski) (Abstimmung)

7.5. Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Erlass neuer Berufsreglementierungen (A8-0395/2017 - Andreas Schwab) (Abstimmung)

7.6. Verwendung von ohne Fahrer gemieteten Fahrzeugen im Güterkraftverkehr (A8-0193/2018 - Cláudia Monteiro de Aguiar) (Abstimmung)

— Nach der Abstimmung:

Wim van de Camp (PPE). – Madam President, according to Rule 59a of the Rules of Procedure, I ask Parliament to refer this proposal back to the Committee on Transport and Tourism for interinstitutional negotiations.

(Der Antrag auf Rücküberweisung an den Ausschuss wird angenommen.)

7.7. Beschluss über die Aufnahme von interinstitutionellen Verhandlungen: Durchsetzungsanforderungen und spezifische Regeln für die Entsendung von Kraftfahrern im Straßenverkehrssektor (A8-0206/2018 - Merja Kyllönen) (Abstimmung)

— Vor der Abstimmung:

Merja Kyllönen, Rapporteur. – Madam President, addressing myself to my colleagues and especially those MEPs who want to challenge the mandate: it is always easy to punish all for the crimes of some. Not all transport companies are misusing their workers. Not all transport companies are doing illegal or unfair market access. Sadly, our usual solution is a collective penalty but in Mobility Package I we have, together, been able to find solutions to the biggest social and unfair competition problems, without a huge bureaucratic burden and without major collective penalties and still keeping a balance in the internal market.

Cabotage caused problems inside Member States in national transport. Now, we are limiting it to two days per Member State and it will be posting from day one. Nomadic driving: drivers have a new right to go back home by the end of a maximum of three weeks. We are ending driver misuse and letter box companies. For the first time, common strong enforcement is possible by using the latest technology available. If the national transport is posting from day one, colleagues voting against can go back home and tell drivers that in the future they might not drive for their national salaries anymore. Instead, they could be paid a final country destination minimum wage.

This is a two-way street. You need to understand what it means for the universally applicable collective agreements if you oppose the mandate. Minimum wages might become the new norm and you should all be aware of that. Currently, we do not have a common EU minimum wage level in transport and the posting of the Drivers Directive is not the right tool to do that. That is totally another discussion.

I urge you to take a responsible decision and vote in favour of the mandates of all three files.

Dieter-Lebrecht Koch (PPE). – Frau Präsidentin, liebe Kolleginnen und Kollegen! Worum geht es? Um nicht mehr und nicht weniger, als dass dieser Teil des Mobilitätspakets nicht nur im Ausschuss, sondern im Plenum behandelt werden soll. Wovor haben wir eigentlich Angst? Ist es so ungewöhnlich, dass strittige Themen im Plenum behandelt werden? Wenn wir das nicht mehr wollen, wenn wir nicht mehr wollen, dass alle gewählten MdEP ein Mitspracherecht haben, dann lasst uns doch das Plenum ganz abschaffen und nur noch Ausschussvoten als Verhandlungsbasis benutzen!

Zur Entsendung von Arbeitnehmern im internationalen Transportbereich gab es neben zwei extremen Vorschlägen – immer drinnen und immer draußen – auch echte Kompromisse, und genau die will ich im Plenum behandelt haben. Nicht mehr und nicht weniger.

Die Präsidentin. – Ein Antrag zur Geschäftsordnung – auf welcher Grundlage bitte?

Marian-Jean Marinescu (PPE). – Madam President, I want to ask Mr Koch why he voted in favour in the committee.

Die Präsidentin. – Wir sind nicht mehr in der Debatte, Herr Marinescu, sondern in der Abstimmung. Wir können die Debatte nicht noch einmal neu eröffnen. Wir haben jetzt jemanden dafür und jemanden dagegen gehört und gehen zur namentlichen Abstimmung über.

(Der Antrag zur Aufnahme von interinstitutionellen Verhandlungen wird abgelehnt.)

7.8. Beschluss über die Aufnahme von interinstitutionellen Verhandlungen: Änderung der Verordnung (EG) Nr. 561/2006 hinsichtlich der Mindestanforderungen in Bezug auf die maximalen täglichen und wöchentlichen Lenkzeiten, Mindestfahrtunterbrechungen sowie täglichen und wöchentlichen Ruhezeiten und der Verordnung (EU) Nr. 165/2014 in Bezug auf die Positionsbestimmung mittels Fahrtenschreibern (A8-0205/2018 - Wim van de Camp) (Abstimmung)

— *Vor der Abstimmung:*

Wim van de Camp, Rapporteur. – Madam President, this is the second part of Mobility Package I. After the posting of Ms Merja Kyllönen, we will have now driving and rest times for the drivers. To be honest, I have to fight today against fake news.

In this proposal, the actual driving and rest times of the drivers are not being changed. Everybody is giving us information that we are changing the driving and rest times, which is fake news. We are improving the labour and working circumstances and conditions of the drivers, and with our proposal a driver has to go home after the second week – so he goes home in the third week.

If you look at what is happening now with nomadic drivers, who stay away from home for seven or eight weeks, this is really an improvement in the drivers' labour circumstances.

We will also give drivers the opportunity to spend their weekly and their daily rest times in proper parking places where there are toilets, the possibility to take a shower and possibilities to eat. This is not a small detail, this is the truth. And in addition to this, the enforcement of this regulation by the smart tachograph will be improved in 2024.

Kathleen Van Brempt (S&D). – Madam President, I would like to say to Mr van der Camp that that was a very interesting speech for next plenary but Mr van der Camp, let me just give you the arguments why our Group will oppose the mandate, and it has nothing to do with the work of the people in the Committee on Transport and Tourism – Mr van der Camp and the other shadow rapporteurs. It has to do with a very important argument on democracy.

This is about the working conditions of more than one and a half million truckers in our Europe and the Committee on Employment and Social Affairs has had a vote as well and it was a different vote. So it is important that we can express ourselves as a plenary, all together, and that is why we will oppose this mandate.

(Applause)

(Der Antrag zur Aufnahme von interinstitutionellen Verhandlungen wird abgelehnt.)

7.9. Beschluss über die Aufnahme von interinstitutionellen Verhandlungen: Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1071/2009 und der Verordnung (EG) Nr. 1072/2009 im Hinblick auf ihre Anpassung an die Entwicklungen im Kraftverkehrssektor (A8-0204/2018 - Ismail Ertug) (Abstimmung)

— *Vor der Abstimmung:*

Karima Delli (Verts/ALE). – Madame la Présidente, mes chers collègues, on le voit, le sujet du transport routier de marchandises est un sujet extrêmement sensible sur lequel se sont exprimées la commission de l'emploi et des affaires sociales et la commission des transports et du tourisme au sein de ce Parlement. Et force est de constater qu'aujourd'hui, l'une et l'autre ont exprimé, sur ces trois dossiers, des avis fortement divergents.

Pour des raisons pratiques bien compréhensibles, nous pensons qu'il est grand temps et de la plus haute importance que la plénière, c'est-à-dire l'ensemble d'entre vous, puisse se prononcer sur l'ensemble de ces dossiers, mais aussi sur la question du cabotage. Nous avons besoin d'adopter une position qui reflète l'entière diversité de notre assemblée sur la réforme sociale du transport routier de marchandises et en particulier sur la question du cabotage.

Je vous demande donc d'être au-dessus de la mêlée et de voter contre ce mandat et d'ouvrir la possibilité à notre assemblée de se prononcer lors de la prochaine plénière en juillet.

Ismail Ertug, Rapporteur. – Madam President, I have to say that I like Karima very much – she is our Chair – but in that sense she is not right – I have to say that. Why? Because we have found a good compromise, a compromise between most of the Groups within Parliament. We have worked for weeks on this compromise, and when you look at the signature and also at the decision which has been taken in the shadow meetings and in the Committee on Transport and Tourism, we found a big majority, and this is the difference with the two dossiers which we have voted on before. On cabotage there is a big majority within Parliament and also within the Committee, therefore it wouldn't make any sense to challenge this dossier also. This is totally different. We have a balanced approach and we have been successful, therefore I support it and I would like to invite you to vote in favour and not send it back.

(Der Antrag zur Aufnahme von interinstitutionellen Verhandlungen wird abgelehnt.)

7.10. Einwände gegen die Delegierte Verordnung der Kommission zur Änderung der Delegierten Verordnung (EU) 2017/118 zur Festlegung von Bestandserhaltungsmaßnahmen zum Schutz der Meeresumwelt der Nordsee (B8-0299/2018) (Abstimmung)

7.11. Besetzte Gebiete in Georgien zehn Jahre nach der Invasion durch Russland (RC-B8-0275/2018, B8-0275/2018, B8-0276/2018, B8-0277/2018, B8-0278/2018, B8-0279/2018, B8-0285/2018) (Abstimmung)

7.12. Verhandlungen über ein neues Partnerschaftsabkommen EU/AKP (B8-0274/2018) (Abstimmung)

7.13. Kontrolle der Anwendung des EU-Rechts im Jahr 2016 (A8-0197/2018 - Kostas Chrysogonos) (Abstimmung)

Die Präsidentin. – Damit ist die Abstimmungsstunde geschlossen.

8. Stimmerklärungen

8.1. Strukturelle und finanzielle Hürden beim Zugang zu Kultur (A8-0169/2018 - Bogdan Andrzej Zdrojewski)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Rory Palmer (S&D). – Madam President, this report concerns itself with financial barriers to culture, and for me, culture includes football. There are many financial barriers to people who want to go and watch football, particularly children and young people. So I believe it's time more was done by the football authorities to make ticket prices affordable both at club and international level. We should not see international matches in national stadiums like Wembley in qualifying rounds and friendlies being played when the crowd is only filling half the stadium or less. The Football Association and our national football associations should do more to fill those seats and give those tickets away to young people through schools.

And at club level, let me congratulate two of the most famous football clubs in the world in my region, who are leading the way in this: Notts County, who made tickets available for GBP 2 to people a few months ago, and to Nottingham Forest, who are making season tickets available for GBP 10 to young people for the coming season.

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, zprávu výboru CULT z vlastní iniciativy jsem podpořila a děkuji kolegovi Zdrojewskému za její výborné zpracování.

Východiskem je Všeobecná deklarace lidských práv, která obsahuje právo na přístup ke kultuře, a to považuji za důležitou hodnotu. Zpráva se správně zabývá tím, co brání většímu přístupu ke kultuře, zejména znevýhodněným skupinám. Také hledá řešení pro kulturu v době postupující digitalizace, pro dostupnost a kvalitu. Zvláštní oblast je věnována financování kultury, které leží primárně na bedrech členských států. EU ale může výrazně pomoci svými fondy a programy.

Brzy budeme diskutovat o programu Kreativní Evropa pro další finanční období do roku 2027. Pro tento program Komise navrhuje navýšení prostředků na 1,85 miliardy EUR na 7 let. Myslím, že toto navýšení musíme podpořit. Kreativní odvětví v Evropě je velmi silné a znamená velkou zaměstnanost a růst pro Evropu.

Момчил Неков (S&D). – Важно е да се постави темата за структурните и финансови пречки пред достъпа до култура в момента, в който започват преговорите за следващата многогодишна финансова рамка.

В сегашния програмен период Европейският съюз отделя за култура едва 0,15% от своя бюджет. Въпреки че Европа е известна със своята богата култура и културно-историческо наследство, адекватно финансиране за сектора на култура на този етап няма на ниво Европейски съюз.

Нещата стоят по същия начин и в национален план. За култура се говори единствено по време на избори. След това настъпва мълчание, а една от основните причини хората да не посещават културни мероприятия е липсата на средства. Въпреки че управляващите са наясно с тази пречка в България, все пак сметнаха, че на младите хора не им е нужен културен чек, а ако ние сами нямаме стойностна национална политика в сферата на културата, Европейското финансиране няма как да ни помогне.

Monika Smolková (S&D). – Vážená pani predsedajúca, podporila som správu, pretože ju považujem za veľmi dôležitú. Prístup ku kultúre je jedným zo základných práv, ktoré je zaručené v mnohých právnych dokumentoch, ale aj napriek tomu existujú mnohé bariéry, ktoré bránia prístupu ku kultúre a účasti na nej. Štruktúrne prekážky, ktoré môžu byť definované ako zemepisné, čo je vzdialenosť od centier kultúrneho života, ako sú divadlá, múzeá, knižnice, kiná či kultúrne strediská, už dnes vieme prekonať. Ani digitálne prekážky už nie sú akútnym problémom, pretože digitálna gramotnosť ide výrazne dopredu.

Najdôležitejšia prekážka je finančná. Prispieva k tomu aj rozpočet Európskej únie, ktorý je ku kultúre veľmi skúpy. Ale aj jednotlivé členské štáty vo svojich rozpočtoch by mali viac prispievať na kultúru, ktorá ľudí spája, vychováva, vzdeláva, zabraňuje sociálnemu vylúčeniu a v neposlednej miere vytvára aj nové pracovné príležitosti. Kultúra sa musí stať súčasťou života od útleho detstva každého obyvateľa. Zvlášť by som upozornila na opatrenia pre zlepšenie prístupu ku kultúre pre ľudí so zdravotným postihnutím.

Daniel Hannan (ECR). – Madam President, inclusivity and diversity have become our obsession. Everything is measured against this one yardstick, so that it becomes the primary purpose of every institution. A university isn't there to teach; it is there to have a representative intake. A company board isn't there to defend the interests of shareholders; it's there to look like the rest of society. A parliament isn't there to represent the opinions of the voters, but to resemble them physically. And of course, it's no surprise that we're extending our thinking into the field of culture.

Even so, isn't there something just a little bit redolent of an insecure dictatorship that we're now making culture the business of politicians? Wasn't European culture in full flower for centuries before the state started trying to regulate it? In fact, wasn't every attempt at state patronage a repression of the truly creative instinct? I wonder whether we're aware of how this comes across? Surely we should hold ourselves to a higher standard than some tin-pot country that defines its national greatness in terms of state-controlled cultural activity?

Seán Kelly (PPE). – A Uachtaráin, vótáil mé i bhfabhar na tuarascála seo mar is dóigh liom go bhfuil na moltaí atá inti an-mhaith ar fad. Dar leis na Náisiúin Aontaithe is ceart daonna é go mbeadh teacht ar chultúr – ceann de na cearta go mba chóir a bheith ag chuile duine ar domhan.

Ach, feicimid gurb iad na daoine is saibhre is mó a bhfuil teacht acu ar shaol cultúrtha. Agus is trua sin, mar a lán de na tairgí cultúrtha is luachmhaire ar domhan tháinig siad ó dhaoine bochta, a bhí an-bhocht agus a bhí thíos leis ar ais nó ar éigean. Mar shampla, dar leis an Eorabharaiméadar agus Eurostat, ní théann 25% de dhaoine go dtí ceolchoirmeacha de bharr easpa airgid; 22% de bharr easpa airgid, ní théann siad go dtí an phictiúrlann; an amharclann 20%, agus *ballet* agus damhsaí 14%. Agus labhair an tUasal Palmer ar chúrsaí peile.

Dá bhrí sin is cabhair an-mhór í an tuarascáil seo.

Andrejs Mamikins (S&D). – Madam President, culture is one of the primary goods, and cultural access and participation are considered a priority issue at EU level. The current work plan for culture for the period 2015–2018 adopted by the European Council in 2014 mentions assessable and inclusive culture as our top priority. However, nowadays we face several obstacles to cultural access and participation. There are not only structural and financial barriers to access, but also social and digital barriers, and by far the most important problem of educational barriers.

To overcome these hurdles it is necessary to develop firstly public funding, then sustainable and long-term cultural tourism policy, then coordination of national cultural policies (I have to say), and digital education. And therefore I call, after the vote, on the European Union within the sphere of its competence to develop and implement specific measures in order to guarantee access and participation in cultural life.

Dobromir Sośnierz (NI). – Pani Przewodnicząca! Głosowałem przeciwko. Jest to kolejna zbędna regulacja. Nie ma żadnego powodu, żeby państwo wtrącało się w dziedzinę kultury. Przed chwilą któryś z uzasadniających przede mną posłów doprowadził sytuację do absurdu, domagając się finansowania piłki nożnej w ramach pomocy kulturze. No naprawdę, czego jeszcze więcej potrzeba? To może finansujemy wyścigi rydwanów, ten zapomniany sport, który u nas w tej chwili kuleje, a dla kogoś może striptiz będzie formą kultury, może finansujemy bary ze striptizem.

Prawo do kultury oznacza prawo wydawania swoich pieniędzy tak, jak ktoś chce, na taką formę kultury, jaką on uważa za stosowną. Produkowanie na zamówienie państwa przez artystów jakichś gniotów tylko dlatego, żeby przypadobać się urzędnikom, jest wypaczeniem kultury, jest uzależnianiem twórców od finansowania państwowego i niszczeniem kreatywności. Bo urzędnicy, gdyby byli dobrymi znawcami kultury, to zajęliby się tworzeniem kultury, a nie przekładaniem papierków. W związku z tym protestuję przeciwko wtrącaniu się Unii w kolejne obszary życia zupełnie bez potrzeby.

8.2. Verhältnismäßigkeitsprüfung vor Erlass neuer Berufsreglementierungen (A8-0395/2017 - Andreas Schwab)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, dohodu z trialogu o návrhu směrnice o testu přiměřenosti před přijetím nové právní úpravy povolání jsem svým hlasem podpořila. Společný rámec pro posuzování proporcionality zvýší transparentnost a předvídatelnost národních regulací. Zároveň musí zůstat zajištěna kvalita a standard bezpečnosti pro výkon konkrétních profesí. Transparentnější pravidla pak usnadní možnost občanů EU vykonávat regulovaná povolání v jiném členském státě. Rámec pro provádění testu proporcionality bude tak vymezen jasně a zároveň nebude příliš komplikovaný po procesní stránce a nepřinese tak zbytečnou administrativní zátěž.

Považuji proto za správné, aby členské státy měly určitou volnost uvážení při posuzování toho, zda je před zavedením nových pravidel vhodné konzultovat zúčastněné strany.

Monika Smolková (S&D). – Vážená pani predsedajúca, regulácia prístupu k vykonávaniu povolání je stále v kompetencii členských štátov, a teda je na národných orgánoch, aby stanovili ich podmienky. Ale zároveň musia členské štáty dodržiavať princípy nediskriminácie a proporcionality.

Správou, ktorú sme dnes schválili, upresňujeme kritériá, ktoré musí členský štát pri hodnotení svojich opatrení dodržiavať. Chceme, aby mali všetky členské štáty porovnateľné podmienky a aby bolo hodnotenie transparentnejšie a zahŕňalo do rozhodovacieho procesu všetky zainteresované strany.

Kedže regulované povolania ako doktori, inžinieri, architekti zohrávajú kľúčovú rolu pre európsku ekonomiku, je dôležité, aby mali pri výkone svojej činnosti jasné a transparentné podmienky. Spôsob, akým členské štáty upravujú tieto podmienky, musí byť transparentný a predvídateľný naprieč celou Európou. Preto som rada, že touto správou, ktorú som podporila, zadefinujeme jasné pravidlá, ktoré takto prispievajú k ochrane verejného zdravia, ochrane spotrebiteľov, prijímateľov týchto služieb, ako aj pracovníkov v jednotlivých sektoroch.

Seán Kelly (PPE). – Madam President, I fully support this proposal to create a standard framework for professional qualification requirements across the European Union. By creating a pan-European framework, it will make it much easier for professional qualifications awarded by one Member State to be recognised in another Member State, thus creating free movement across the European Union.

It is my opinion that this introduction will strengthen the reliability, transparency and compatibility of professional requirements between Member States across the Union. A proportionality test is important to gain insight into the effect that this new regulation could have in professions across the European Union. I support this introduction, as it is fundamental that we must safeguard the professions and those who have undertaken an enormous amount of work to reach their qualification. Although I agree that an expansion of this great single market is important, and indeed desirable, I also understand it must be done in a measured and sensible manner, and then we will do it right.

8.3. Besetzte Gebiete in Georgien zehn Jahre nach der Invasion durch Russland (RC-B8-0275/2018, B8-0275/2018, B8-0276/2018, B8-0277/2018, B8-0278/2018, B8-0279/2018, B8-0285/2018)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Jasenko Selimovic (ALDE). – Madam President, in August it will be ten years since Russia's aggression towards Georgia. We all know what happened then. Lives were claimed; Russia seized part of Georgia's territory; many became internally-displaced persons. And now, ten years after the conflict, there is still only limited hope that we will soon reach an agreement and a resolution to that conflict. Quite the opposite: Russia continues contracting new bases, bringing in new troops, putting fences and barbed wire across new parts of the region, and we let it happen.

The EU should never forget Georgia, because what is at stake is the belief that the international community should respect the territorial integrity of all states and should respect international law. This is why the EU must do the utmost to urge Russia to implement its commitments undertaken under the six-point peace plan and stop violating the sovereignty of Georgia.

Michaela Šojdrová (PPE). – Paní předsedající, letos si připomínáme 10 let od vpádu Ruska do Gruzie a trvající okupaci gruzínských regionů Abcházie a Jižní Osetie.

Vedli jsme tady o tom velmi podrobnou diskuzi. Podpořila jsem a podepsala jsem tuto rezoluci a vyzývám k podpoře Gruzie a její suverenity. Také vyzývám politiky zemí EU, aby podpořili bojkot Mistrovství světa ve fotbale v Rusku, které začíná právě dnes, ze strany politiků, je to velmi symbolické. Samozřejmě sportovci ani fanoušci nemohou za špatné rozhodnutí organizace.

Připomeňme si, že to bylo ani ne dva týdny po skončení olympiády v Soči, co Rusko vtrhlo na Krym. Můžeme si klást otázku, co bude následovat po skončení šampionátu.

Andrejs Mamikins (S&D). – Cienītā sēdes vadītāja! Godātie kolēģi! Kā ziņotājs šeit, Ārlietu komitejā, par Gruziju, es gribu pateikt, ka, protams, šī rezolūcija ir ļoti svarīgs politisks solis – zīme ne tikai Gruzijai, bet arī visai pasaulei, tas ir skaidrs.

Bet kas man ārkārtīgi nepatīk no rezolūcijas teksta un no tā, kā gāja pārrunās, ko es īstenībā arī pateicu debašu laikā, ir tas, ka mēs aizmirstam cilvēkus. Tas ir pats galvenais. Priekš kam eksistē mūsu rezolūcijas, ja ne priekš cilvēkiem, kā saka, "on the ground" — uz zemes. Piemēram, teritoriāla nedalāmība, integritāte ir oficiāla pozīcija Eiropas Parlamentam, Eiropas Komisijai, Eiropas Savienībai. Bet, ja Abhāzija un Dienvidosetija legāli ir Gruzijas sastāvdaļa, tad mums obligāti jādomā par cilvēkiem, kas dzīvo Abhāzijā un Dienvidosetijā, jo viņi ir Gruzijas valsts pilsoņi.

Tas ir tas, ko dažreiz mēs neredzam šeit, debatējot par rezolūcijām. Svarīgs dokuments, bet mums jāiet tālāk.

8.4. Verhandlungen über ein neues Partnerschaftsabkommen EU/AKP (B8-0274/2018)

Mündliche Erklärungen zur Abstimmung

Andrejs Mamikins (S&D). – Madam President, I would like to stress that our main task as representatives of the European Union is not to preach and sermonise to the African, Caribbean and Pacific group of states about how to build and govern their states, but to give them reliable support. In order to build strong partnership relations and bonds between the EU and the ACP, we need to gain their trust and ensure that European companies do not violate the rights of the indigenous population of the ACP. Our political dialogue must be balanced and based on mutual respect and trust first of all. Moreover, the renewed EU and ACP cooperation and partnership should ensure more effective joint action to tackle the various challenges facing the world today, such as combating terrorism and, first of all, organised crime. I voted in favour, of course.

9. Berichtigungen des Stimmverhaltens und beabsichtigtes Stimmverhalten: siehe Protokoll

(Die Sitzung wird um 13.00 Uhr unterbrochen.)

VORSITZ: RAINER WIELAND

Vizepräsident

10. Wiederaufnahme der Sitzung

(Die Sitzung wird um 15.09 Uhr wieder aufgenommen.)

11. Genehmigung des Protokolls der vorangegangenen Sitzung: siehe Protokoll

12. Zusammensetzung des Parlaments: siehe Protokoll

13. Vorlage von Dokumenten: siehe Protokoll

14. Große Anfragen (Aussprache)

14.1. Beteiligung Israels an Projekten, die über das Programm Horizont 2020 finanziert werden

Der Präsident. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die große Anfrage zur schriftlichen Beantwortung mit Aussprache von Patrick Le Hyaric, Martina Michels, Paloma López Bermejo, Ángela Vallina, Tania González Peñas, Sofia Sakorafa, Marisa Matias, Josu Juaristi Abaunz, Martina Anderson, Matt Carthy, Lynn Boylan, Liadh Ní Riada, Eleonora Forenza, João Ferreira, João Pimenta Lopes, Miguel Viegas, Younous Omarjee, Xabier Benito Ziluaga, Javier Couso Permuy, Curzio Maltese, Lola Sánchez Caldentey, Luke Ming Flanagan, Barbara Spinelli, Nikolaos Chountis, Takis Hadjigeorgiou, Marina Albiol Guzmán, Marie-Christine Vergiat, Neoklis Sylikiotis, Merja Kyllönen, Kostadinka Kuneva, Maria Lidia Senra Rodríguez, Miguel Urbán Crespo, Helmut Scholz, Marie-Pierre Vieu, Dimitrios Papadimoulis, Stelios Kouloglou, Estefanía Torres Martínez und Sabine Lösing an die Kommission: Beteiligung Israels an Projekten, die über das Programm Horizont 2020 finanziert werden (O-000014/2018 – B8-0028/2018) (2018/2721(RSP)).

Bedauerlicherweise hat sich der Herr Kommissar durch Verkehrsschwierigkeiten verspätet, wir können jetzt aber leider nicht länger warten. Ich denke, dass er in einigen Minuten eintreffen wird. Ich darf dem Verfasser der großen Anfrage, Herrn Le Hyaric, für fünf Minuten das Wort erteilen.

Patrick Le Hyaric, auteur. – Monsieur le Président, notre interpellation vise à demander une évaluation précise de la conformité non seulement à nos valeurs, mais aussi au droit européen des coopérations avec le gouvernement israélien dans le cadre du programme Horizon 2020.

Le comité des Nations unies contre la torture a dénoncé le recours par Israël à la torture et à des technologies illégales et abusives lors d'interrogatoires menés par la police et le personnel pénitentiaire israéliens; du reste, la cour constitutionnelle israélienne avait, elle aussi, soulevé cette question.

Or, le projet dit Lawtrain, qui bénéficie d'un financement européen de plus de 5 millions d'euros, implique le ministère israélien de la sécurité publique, qui gère les prisons et décide des entrées et sorties du territoire. Ce projet vise à améliorer les techniques d'interrogatoire policier. Cela nous place donc, au choix, dans l'illégalité ou dans une insupportable complicité. C'est du reste l'analyse du ministère portugais et de l'université belge Leuven, qui se sont retirés du projet. Il faut sortir désormais du voile clair-obscur qui cache ce qui, dans les recherches, relève du civil et ce qui relève du militaire, quand il est connu que les applications dites civiles incluent des domaines liés à la sécurité, à la police nationale, aux gardes-frontières, à la cybersécurité ou à la sécurité dans les aéroports.

Il faut clarifier le rôle de plusieurs sociétés israéliennes qui bénéficient des financements, comme MellanoX, qui expérimente avec l'occupation, Elbit Systems, l'une des plus importantes usines d'armement d'Israël fabriquant des bombes à fragmentation interdites, ou IsraTeam, client de l'armée israélienne.

D'autre part, le règlement financier de l'Union demande d'exclure les candidats de tout financement européen – je cite – «s'il a été établi par un jugement définitif ou une décision administrative définitive que l'opérateur économique a commis une faute professionnelle grave, en ayant violé des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle il appartient»; je fais référence ici à l'article 106, paragraphe 1. Or, le ministère israélien de la sécurité publique, qui contrôle les prisons, procède à la déportation et à la détention de prisonniers palestiniens sur le territoire israélien, donc hors des territoires de la Palestine occupés, en violation de l'article 76 de la quatrième convention de Genève, pourtant ratifiée par Israël en 1951.

Nous demandons que la Commission européenne évalue les infractions graves et répétées du ministère israélien de la sécurité aux dispositions de l'article 106 du règlement financier de l'Union européenne, de la convention internationale contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, du statut de la Cour pénale internationale, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de la quatrième Convention de Genève, avant de poursuivre ce projet. Compte tenu des conditions de détention des prisonniers palestiniens, de l'occupation de la Palestine, de la destruction des infrastructures humanitaires et éducatives financées par l'Union européenne, du non-respect des résolutions de l'ONU, la Commission doit décider une suspension de tous nos projets de partenariat.

J'attends une réponse de la Commission à cet égard.

Andrejs Mamikins, on behalf of the S&D Group. – Mr President, Israel is an excellent example of the successful implementation of Horizon 2020. It certainly has its own big scientific and technical potential, and our programme may play a secondary role in the development of Israeli knowledge-based industry.

But for other countries in the European Neighbourhood Policy (ENP), this programme may be essential. It can help to develop life-saving technologies and substances that the countries of the southern Mediterranean especially need. I am happy that Horizon was included in November 2017 as one of the parts of the 'ENP plus' strategy. This will allow us to extend the areas where the interests of the EU and those of the ENP countries overlap.

In the case of Israel, this programme enables it to, firstly, integrate with the European academic research community; secondly, cooperate with key players in Europe; and thirdly, have access to research infrastructure and attention in order to have an influence on European norms. This is very attractive for our neighbours and profitable to us. Certainly I find it one of the best successes of the EU's normative power. We cooperate with our neighbours and allow them to have a say in development inside the EU. This is a unique situation. No other power in the world does it. I will continue in Latvian, the language of my country.

Dažreiz mēs nereti dzirdam kritiskas atziņas pret Izraēlu, par ko arī minēja godātais iztaujāšanas jautājuma autors, bet īstenībā Izraēla ir viena no valstīm, kura varbūt ģeogrāfiski nav tā tuvākā Eiropas Savienībai, bet tuvākā mums, pēc mūsu vērtībām spriežot. Jo Izraēlā ir un Izraēla balstās uz tām pašām demokrātijas vērtībām, uz ko balstās Eiropas Savienība. Nevaru piekrist, ka cilvēktiesību pārkāpumi ir tik milzīgi, kā to minēja autors, īpaši attiecībā uz cietumniekiem.

Ko es ar to gribu teikt — Izraēla ir valsts, kur ļoti uzmanīgi tiek ievēroti cilvēktiesību jautājumi. Ņemot vērā konfliktu, kurš ilgst jau tik ilgi mūsdienu vēsturē, Izraēla tomēr izmanto faktiski mūsu Eiropas sistēmu, kā ievērot cilvēktiesības. Dažreiz, runājot par manu politisko grupu — sociālistiem un demokrātiem, rodas iespaids, ka mums ir 'pro-palestīniešu' pozīcija. Daļēji tas ir fakts, jo mēs sadarbojamies aktīvi ar palestīniešu partijām, bet no otras puses, es gribu teikt, ka mēs ļoti augstu vērtējam to, ko Izraēla dara, it īpaši — atkārtotšu vēlreiz un vēlreiz — cilvēktiesību jomā.

Varu pieminēt, ka arī arābu valodai ir oficiālas valodas statuss Izraēlā. Tas ir svarīgi, runājot par manu valsti, Latviju, kur dzīvo vēsturiski daudz nacionālo minoritāšu. Un Izraēlas piemērs, ne tikai runājot par *Horizon 2020*, bet vispār, vērtējot to demokrātijas līmeni Izraēlā, mēs daudz ko varam pamācīties no valsts iekārtas, no demokrātijas līmeņa, no parlamentārās demokrātijas, kas ir Izraēlā. Šī fona informācija mums jāņem vērā, kad runājam par tālāku sadarbību un it īpaši kaimiņattiecību politikas jomā.

Rezumējot manis iepriekš sacīto, es gribu teikt, ka mums ir lieliskas perspektīvas sadarbībai ar Izraēlu ne tikai šajā jomā. Izraēla ir valsts, kurai ir pietiekami ilgas demokrātijas tradīcijas, un pietiekami daudz bagāžas, ko Izraēla ir sakrāvisi, runājot par demokrātiju un cilvēktiesībām. Un es tiešām saredzu ļoti lielu perspektīvu šai sadarbībā.

Ryszard Czarnecki, w imieniu grupy ECR. – Panie Przewodniczący! Ubolewam, że nie ma komisarza. To jest ważna debata, Izrael jest naszym istotnym partnerem, jest liderem, jeśli chodzi o innowacyjność na świecie, według Bloomberga jest na pierwszym miejscu, no i komisarz tu powinien być. No ja rozumiem korki, ale one są przewidywalne w Strasburgu.

Zostawmy komisarza. Ja mam takie wrażenie (a jestem w Parlamencie Europejskim od czternastu lat), że jest taka pewna moda tutaj wśród niektórych środowisk. Ta moda polega na tym, żeby krytykować Izrael, często w oderwaniu od pewnych faktów. Ja uważam, że z Izraelem trzeba prowadzić dialog. Można mieć różne opinie – i trzeba mieć różne opinie czasami – natomiast zachowujmy pewien obiektywizm. Mówimy tutaj o pewnych regulacjach, które są korzystne dla Unii Europejskiej, a także dla obszaru europejskich innowacji i technologii. To jest pewna korzyść.

Co do kwestii praw człowieka, ja powiem bardzo szczerze: wydaje mi się, że Izrael kilkanaście lat temu miał taką samą politykę, jaką ma obecnie, i wtedy nie był tak krytykowany, także tutaj, w Parlamencie Europejskim, a teraz krytykowany jest często bardzo ostro. Czy coś się zmieniło w Unii Europejskiej przez ten czas? Chyba tak, ale mam wrażenie, że to nie Izrael się zmienił, tylko to Unia Europejska się zmienia w zakresie swojego stosunku do Izraela. I nie wiem, czy jest to zmiana na korzyść. Wydaje mi się, że nie. Mówimy tutaj o prawach człowieka w Izraelu i dobrze. Oczywiście możemy mówić o wszystkim. Natomiast zwracam uwagę, że policja w Izraelu jest pod nadzorem sądowym, to nie jest jakieś państwo w państwie. Warto o tym mówić, a nie przedstawiać pewnej – jak mi się wydaje – jednostronnej narracji czy wizji tej sytuacji.

Kończąc, apeluję o to, żebyśmy zachowali tutaj umiar i zdrowy rozsądek, aby te relacje dalej kontynuować. To jest korzystne dla naszej strony, dla strony unijnej. I to jest bardzo ważne.

(Mówca zgodził się odpowiedzieć na pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki (art. 162 ust. 8 Regulaminu))

Andrejs Mamikins (S&D), *zilās kartītes jautājums*. – Paldies Ryszard Czarnecki, ka pieņēmt manu zilās kartītes jautājumu. Mēs zinām to grūto vēsturi, kas bija Polijā, runājot par ebreju komūnu jūsu valstī. Mēs zinām “neskaistas” lappuses vēsturē, kas ir manas valsts vēstures grāmatā Latvijā, un to, ko jūs teicāt, ka mēs maināmies šeit, Eiropas Savienībā, attiecībā uz Izraēlu. Vai jūs saskatāt antisemitisma elementu dažreiz uzbrukumos pret Izraēlu?

Ryszard Czarnecki (ECR), *odpowiedź na pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki*. – Pamiętam spotkanie premiera Izraela – to było w Knesecie w grudniu 2016 roku – z delegacją kolegów z Parlamentu Europejskiego. Takie samo pytanie padło, dotyczące antysemityzmu w Europie, i pan premier Netanjahu powiedział, że głównie antysemityzm dostrzega, rzeczywiście, ale w Europie Zachodniej, a nie w naszym regionie. Tutaj powiem szczerze: Mam taki wątek osobisty, ponieważ moja babcia była osobą, która ratowała Żydów w czasie II wojny światowej, i zawsze w czasie takiej dyskusji o niej będę pamiętał.

Ivan Jakovčić, *u ime kluba ALDE*. – Gospodine predsjedavajući, imao sam prilike u niz navrata posjetiti Izrael, imao sam prilike surađivati s tvrtkama koje su imale visoku tehnologiju, s tvrtkama koje se bave avioindustrijom i, stjecajem okolnosti, zbog avioindustrije, naravno, imao sam priliku upoznati i druge vrlo sofisticirane tvrtke i osobno se uvjerio u to što Izrael znači kada govorimo o istraživanjima, kada govorimo o razvoju i kada govorimo o suradnji sa zemljama članicama Europske unije.

Mislim da trebamo uzeti u obzir puno toga prije nego donesemo naše definitivne odluke, jer sigurno je jedno – ja nisam oduševljen sa svim onim što radi izraelska vlada, da budem potpuno jasan. S druge strane sigurno je da ne možemo ići u prekid suradnje naglo i na ovakav način kao što je predloženo. Ja se slažem i želim i tražim od komisije da preispita svu regulativu, da li su sve odluke koje su donesene temeljene na našim propisima koje smo sami donijeli; nikada dovoljno kontrole, dapače – hajmo još jednom pregledati sve, da li činimo sve kako treba, ali nisam za to da na taj način i s argumentima koji su ovdje izneseni idemo u prekid suradnje. Mislim da bismo tu mogli možda napraviti više štete nama samima, upravo zbog činjenice što postoji odlična znanstvena suradnja između sveučilišta, između znanstvenika, što postoji također i odlična gospodarska suradnja, o tome moramo vrlo jasno i otvoreno govoriti.

Zato ja vjerujem da ovako postaviti stvari nije rješenje. Rješenje svakako je razgovarati s izraelskom vladom, s političarima u Izraelu, upozoravati ih na one stvari koje se i nama ne sviđaju, ali ne možemo pobjeći od toga da Izrael nije pravna država, da ne poštuje ljudska prava, pa ima ekstrema i ekstremista i ovdje, u ovom Parlamentu, ako hoćete. I tamo i tamo, jer ih slušam i ja, kao i vi ovdje i zato ne bih htio, da kažem tako, od šume ne vidjeti drvo.

Mislim da tu moramo biti zaista mudri, pametni i oprezni, uz zahtjev Komisiji da odradi još jednom posao, poštujući naravno vašu političku grupaciju, jer to je zahtjev jedne političke grupacije. Ako je to tako, Komisija mora odraditi svoj posao, ali pozivam na ozbiljnost i odgovornost u ovakvim trenucima.

Jean-Luc Schaffhauser, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, chers collègues, si nous remettons en cause la participation d'Israël au programme Horizon 2020, nous commettrions trois fautes.

Une faute contre la science: Israël, petit pays par la taille, seule démocratie de sa région, a réussi à se développer avec brio au sein d'un environnement hostile. Comme l'a déclaré récemment Elon Musk, magnat des nouvelles technologies, Israël a dépassé le stade de la «start-up nation» pour devenir une véritable puissance technologique à l'égal des États-Unis.

Cette volonté de survivre, d'innover et de maîtriser son destin est un exemple pour les Européens, pour nos États et une chance pour nos chercheurs et nos entreprises. Par idéologie, souhaiterions-nous les en priver?

On n'arrête pas la progression scientifique avec de bons sentiments obscurs. Cet obscurantisme qui nous conduit à refuser des coopérations scientifiques qui vont dans le sens de nos intérêts.

Est-ce parce qu'Israël est un exemple de réussite de technologies et de synergies civilo-militaires? Sachant que 80 % des innovations civiles viennent de la défense – le système RDS, la recherche des stations, l'internet, l'ABS – je pourrais vous citer toute une foule de technologies qui viennent uniquement de la défense.

Nous commettrions aussi une faute contre la paix. En isolant Israël et en reprenant le discours des radicaux palestiniens, nous ne servirons pas la paix. Nous irions dans le sens d'intérêts palestiniens sectaires et les pousserions dans leur radicalité. Avons-nous ces mêmes scrupules quand il s'agit des fonds alloués par l'Union européenne à l'Autorité palestinienne, qui servent aussi, il faut le dire, à fabriquer des bombes et des missiles contre Israël? Comment peut-on dresser le parallèle entre Israël et l'Afrique du Sud de l'apartheid?

Nous commettrions une troisième faute contre les États membres. Dois-je vous rappeler que ce n'est pas à l'Europe de nous dire avec qui les États doivent coopérer, avec quels projets? L'Europe sortirait une fois de plus de son rôle de coordination européenne pour prendre des compétences qu'elle n'a pas, qui ne lui appartiennent pas. L'Union est un coup d'État, trop souvent, pour affaiblir les États membres.

Par ailleurs, en jouant avec le conflit israélo-palestinien, nous risquons d'attiser le feu dans les banlieues de nos États membres à forte immigration musulmane où l'antisionisme est souvent le masque de l'antisémitisme et de la haine de nos pays d'accueil.

Est-ce parce qu'Israël est un modèle d'État-nation si honni dans cette enceinte que nous nous permettons de lui donner des leçons?

Notre irresponsabilité conduirait l'Europe à l'isolement diplomatique et technologique.

(L'orateur accepte de répondre à une question «carton bleu» (article 162, paragraphe 8, du règlement).)

Ivan Jakovčić (ALDE). – Herr Mamikins hat eine Frage gehabt. Ich habe keine Frage. Ich möchte Sie nur um etwas bitten Herr Präsident. Das ist nicht möglich, dass der Kommissar nicht hier ist. Herr Moedas muss eine rote Karte bekommen, nicht eine blaue Karte, eine rote Karte für Kommissar Moedas. Ich bitte Sie, machen Sie das. Die Frage hat wahrscheinlich Herr Mamikins. Entschuldigung noch einmal.

Der Präsident. – Ich werte das jetzt mal als Stellungnahme zur Geschäftsordnung. Und ich nehme an, dass Herr Schaffhauser genauso eine Frage von Herrn Mamikins akzeptieren wird, wie er sie von Herrn Jakovčić akzeptiert hätte.

Andrejs Mamikins (S&D), *zilās kartītes jautājums.* – Paldies jums, Schaffhauser kungs, ka pieņēmt manu zilās kartītes jautājumu. Man jāsaaka, ka viena lieta, ka komisārs negrib nākt uz darbu, otra lieta, ka transporta un citu problēmu dēļ cilvēks nevar tikt uz Eiropas Parlamentu laicīgi, bet nu tas tā. Jūs teicāt Schaffhauser kungs par sadarbību zinātnē. Man bija lieliska izdevība, kad es biju žurnālists, jautāt Šimonam Peresam, Izraēlas prezidentam, un viņš teica, ka zinātnei robežu nav. Kur jūs saskatāt iespējas zinātniski sadarbīties ar Eiropas Savienību un Izraēlu dotajā brīdī?

Jean-Luc Schaffhauser (ENF), *réponse «carton bleu».* – Je suis évidemment très favorable à cette coopération, non seulement avec les États de l'Union européenne mais aussi avec l'Union en tant que telle.

Je crois que le programme que l'Union a mené dans l'accord-cadre de recherche qui a été lancé en 1996 a été fructueux pour les deux parties, puisque si je lis bien mes notes, Israël a, grâce à cela, investi 1,3 milliard d'euros et a reçu 1,7 milliard d'euros.

Der Präsident. – Meine Damen und Herren! Ich habe keine Wortmeldungen zum Verfahren der spontanen Wortmeldungen.

Ich werde den Präsidenten informieren und ihm die Frage stellen, wie wir in dieser Sache weiter verfahren.

15. Beschlüsse über bestimmte Dokumente: siehe Protokoll

16. Petitionen: siehe Protokoll

17. Übermittlung der in dieser Sitzung angenommenen Texte: siehe Protokoll

18. Zeitpunkt der nächsten Sitzungen: siehe Protokoll

19. Schluss der Sitzung

(Die Sitzung wird um 15.32 Uhr geschlossen.)

20. Unterbrechung der Sitzungsperiode

Der Präsident. – Ich erkläre die Sitzungsperiode des Europäischen Parlaments für unterbrochen.

Legende der verwendeten Zeichen

*	Konsultationsverfahren
***	Zustimmungsverfahren
***I	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, erste Lesung
***II	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, zweite Lesung
***III	Ordentliches Gesetzgebungsverfahren, dritte Lesung

(Das angegebene Verfahren entspricht der von der Kommission vorgeschlagenen Rechtsgrundlage.)

Abkürzungen der Ausschüsse

AFET	Ausschuss für auswärtige Angelegenheiten
DEVE	Entwicklungsausschuss
INTA	Ausschuss für internationalen Handel
BUDG	Haushaltsausschuss
CONT	Haushaltskontrollausschuss
ECON	Ausschuss für Wirtschaft und Währung
EMPL	Ausschuss für Beschäftigung und soziale Angelegenheiten
ENVI	Ausschuss für Umweltfragen, öffentliche Gesundheit und Lebensmittelsicherheit
ITRE	Ausschuss für Industrie, Forschung und Energie
IMCO	Ausschuss für Binnenmarkt und Verbraucherschutz
TRAN	Ausschuss für Verkehr und Fremdenverkehr
REGI	Ausschuss für regionale Entwicklung
AGRI	Ausschuss für Landwirtschaft und ländliche Entwicklung
PECH	Fischereiausschuss
CULT	Ausschuss für Kultur und Bildung
JURI	Rechtsausschuss
LIBE	Ausschuss für bürgerliche Freiheiten, Justiz und Inneres
AFCO	Ausschuss für konstitutionelle Fragen
FEMM	Ausschuss für die Rechte der Frau und die Gleichstellung der Geschlechter
PETI	Petitionsausschuss
DROI	Unterausschuss Menschenrechte
SEDE	Unterausschuss Sicherheit und Verteidigung

Abkürzungen der Fraktionen

PPE	Fraktion der Europäischen Volkspartei (Christdemokraten)
S&D	Fraktion der Progressiven Allianz der Sozialdemokraten im Europäischen Parlament
ECR	Fraktion der Europäischen Konservativen und Reformer
ALDE	Fraktion der Allianz der Liberalen und Demokraten für Europa
GUE/NGL	Konföderale Fraktion der Vereinigten Europäischen Linken/Nordische Grüne Linke
Vers/ALE	Fraktion der Grünen/Freie Europäische Allianz
EFDD	Fraktion Europa der Freiheit und der direkten Demokratie
ENF	Fraktion Europa der Nationen und der Freiheit
NI	Fraktionslos



C/2024/3398

30.5.2024

**Genehmigung staatlicher Beihilfen nach den Artikeln 107 und 108 des Vertrags über die
Arbeitsweise der Europäischen Union**

Vorhaben, gegen die von der Kommission keine Einwände erhoben werden

SA.112540

(C/2024/3398)

Datum der Annahme der Entscheidung	8.4.2024	
Nummer der Beihilfe	SA.112540	
Mitgliedstaat	Niederlande	
Region		
Titel (und/oder Name des Begünstigten)	Amendments to national cessation scheme for peak-load livestock sites (LBV Plus)	
Rechtsgrundlage	artikel 3 van de Kaderwet EZK- en LNV-subsidies;	
Art der Beihilfe	Regelung	
Ziel	Umweltschutz	
Form der Beihilfe	Zuschuss	
Haushaltsmittel	Haushaltsmittel insgesamt: 1 820 000 000 EUR Jährliche Mittel: 364 000 000 EUR	
Beihilfehöchstintensität	100,0 %	
Laufzeit	bis zum 27.2.2028	
Wirtschaftssektoren	Haltung von Milchkühen, Haltung von Schweinen, Haltung von Geflügel, Sonstige Tierhaltung	
Name und Anschrift der Bewilligungsbehörde	Minister voor Natuur en Stikstof Postbus 20401 2500EK Den Haag	
Sonstige Angaben		

Die rechtsverbindliche(n) Sprachfassung(en) der Entscheidung, aus der/denen alle vertraulichen Angaben gestrichen sind,
finden Sie unter:

<https://competition-cases.ec.europa.eu/search?caseInstrument=SA>



C/2024/3505

30.5.2024

Keine Einwände gegen einen angemeldeten Zusammenschluss
(Sache M.11540 — GAMMA / KARL ROYER / RHO / HEKTAR MEDIA)

(Text von Bedeutung für den EWR)

(C/2024/3505)

Am 22.5.2024 hat die Kommission nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b der Verordnung (EG) Nr. 139/2004 des Rates ⁽¹⁾ entschieden, keine Einwände gegen den oben genannten angemeldeten Zusammenschluss zu erheben und ihn für mit dem Binnenmarkt vereinbar zu erklären. Der vollständige Wortlaut der Entscheidung ist nur auf Deutsch verfügbar und wird in einer um etwaige Geschäftsgeheimnisse bereinigten Fassung auf den folgenden EU-Websites veröffentlicht:

- der Website der GD Wettbewerb zur Fusionskontrolle (<https://competition-cases.ec.europa.eu/search>). Auf dieser Website können Fusionsentscheidungen anhand verschiedener Angaben wie Unternehmensname, Nummer der Sache, Datum der Entscheidung oder Wirtschaftszweig abgerufen werden,
- der Website EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/homepage.html?locale=de>). Hier kann diese Entscheidung anhand der Celex-Nummer 32024M11540 abgerufen werden. EUR-Lex ist das Internetportal zum Gemeinschaftsrecht.

⁽¹⁾ ABl. L 24 vom 29.1.2004, S. 1.



C/2024/3506

30.5.2024

Keine Einwände gegen einen angemeldeten Zusammenschluss
(Sache M.11398 — OAKLEY CAPITAL / 21 INVEST GROUP / PLG)

(Text von Bedeutung für den EWR)

(C/2024/3506)

Am 29.1.2024 hat die Kommission nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b der Verordnung (EG) Nr. 139/2004 des Rates ⁽¹⁾ entschieden, keine Einwände gegen den oben genannten angemeldeten Zusammenschluss zu erheben und ihn für mit dem Binnenmarkt vereinbar zu erklären. Der vollständige Wortlaut der Entscheidung ist nur auf Englisch verfügbar und wird in einer um etwaige Geschäftsgeheimnisse bereinigten Fassung auf den folgenden EU-Websites veröffentlicht:

- der Website der GD Wettbewerb zur Fusionskontrolle (<https://competition-cases.ec.europa.eu/search>). Auf dieser Website können Fusionsentscheidungen anhand verschiedener Angaben wie Unternehmensname, Nummer der Sache, Datum der Entscheidung oder Wirtschaftszweig abgerufen werden,
- der Website EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/homepage.html?locale=de>). Hier kann diese Entscheidung anhand der Celex-Nummer 32024M11398 abgerufen werden. EUR-Lex ist das Internetportal zum Gemeinschaftsrecht.

⁽¹⁾ ABl. L 24 vom 29.1.2004, S. 1.



C/2024/3510

30.5.2024

EMPFEHLUNG DES RATES

vom 23. Mai 2024

zur Stärkung der Forschungssicherheit

(C/2024/3510)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN UNION —

gestützt auf den Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union, insbesondere auf Artikel 292 in Verbindung mit Artikel 182 Absatz 5,

auf Vorschlag der Europäischen Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

- (1) Offenheit, internationale Zusammenarbeit und akademische Freiheit sind für Forschung und Innovation von Weltrang von zentraler Bedeutung. Angesichts der zunehmenden internationalen Spannungen und der immer größeren geopolitischen Bedeutung von Forschung und Innovation sind Forschenden und Wissenschaftler in der Union bei der Zusammenarbeit auf internationaler Ebene jedoch vermehrt Risiken für die Forschungssicherheit ausgesetzt, sodass die europäische Forschung und Innovation mit böswilliger Einflussnahme konfrontiert ist und in einer Weise missbraucht wird, die die Sicherheit der Union beeinträchtigt oder gegen die im Vertrag über die Europäische Union (EUV) und in der Charta der Grundrechte der Europäischen Union (Charta) verankerten Werte und Grundrechte der Union verstößt. Daher ist es von entscheidender Bedeutung, dass der Forschungs- und Innovationssektor der Union Unterstützung erhält und dazu befähigt wird, mit diesen Risiken umzugehen. Damit die internationale Zusammenarbeit auch weiterhin offen und sicher ist, bedarf es präziser und verhältnismäßiger Schutzmaßnahmen.
- (2) Der sich verändernde geopolitische Kontext erfordert dringend eine gemeinsame Reaktion aller Mitgliedstaaten und der Kommission, um das Forschungs- und Innovationspotenzial in der gesamten Union zu stärken und auszuschöpfen. Nur durch gemeinsame Anstrengungen kann sichergestellt werden, dass die Forschungssicherheit gestärkt wird. In diesem Zusammenhang ist auch eine Neuauslegung der internationalen Zusammenarbeit im Bereich der Forschung und Innovation im Lichte der Interessen, Werte und Grundsätze der Union erforderlich, um die strategische Autonomie der Union zu entwickeln und zu wahren und zugleich eine offene Wirtschaft zu bewahren⁽¹⁾ und gleiche Wettbewerbsbedingungen und eine ausgewogene gegenseitige Offenheit zu gewährleisten.
- (3) Durch die offene Wissenschaft wird sichergestellt, dass die wissenschaftliche Forschung zum Nutzen der Wissenschaft, der Wirtschaft und der Gesellschaft insgesamt möglichst umfassend zugänglich gemacht wird. Die internationale Zusammenarbeit im Bereich Forschung und Innovation ist unerlässlich, wenn es darum geht, Lösungen für dringende globale Herausforderungen zum Nutzen unserer Gesellschaften zu finden, und fördert wissenschaftliche Spitzenleistungen, wobei die internationale Mobilität von Forschungstalenten die wissenschaftliche Forschung bereichert und für die Förderung von Innovation und wissenschaftlichen Durchbrüchen von entscheidender Bedeutung ist. Akademische Freiheit bedeutet, dass Forschende ungehindert ihre Forschung betreiben sowie Forschungsmethoden und Forschungspartner weltweit frei wählen können, wobei zu berücksichtigen ist, dass die akademische Freiheit mit akademischer Verantwortung Hand in Hand geht.
- (4) Der immer stärkere strategische Wettbewerb und die Rückkehr zur Machtpolitik führen zu zunehmend internationalen Beziehungen. Diese Verschiebung hat Bedrohungen mit sich gebracht, die vielfältig, unvorhersehbar und oftmals hybrider Natur⁽²⁾ sind. Angesichts der zentralen Rolle, die kritische Kenntnisse und Technologien für die politische, wirtschaftliche, nachrichtendienstliche und militärische Vorherrschaft spielt, bauen einige Wettbewerber der Union ihre Fähigkeiten in diesem Zusammenhang zunehmend aus oder verfolgen aktiv Strategien einer zivil-militärischen Fusion.

⁽¹⁾ Außerordentliche Tagung des Europäischen Rates (1. und 2. Oktober 2020) — Schlussfolgerungen, 13/20, Absatz 3.

⁽²⁾ Gemeinsamer Rahmen für die Abwehr hybrider Bedrohungen — eine Antwort der Europäischen Union, JOIN(2016) 18.

- (5) Hybride Bedrohungen können alle relevanten Sektoren betreffen; jedoch ist der Forschungs- und Innovationssektor aufgrund seiner Offenheit, der akademischen Freiheit, der institutionellen Autonomie und der weltweiten Zusammenarbeit besonders anfällig. In der Union ansässige Forschende und Innovatoren können ins Visier genommen werden, um an dem neuesten Stand entsprechende Kenntnisse und Technologien zu gelangen, zuweilen durch irreführende und verdeckte Methoden oder schlichtweg Diebstahl oder Nötigung, jedoch häufiger durch Ausnutzung einer scheinbar in gutem Glauben betriebenen internationalen akademischen Zusammenarbeit. Abgesehen von einer Gefährdung der Sicherheit und des Wohlstands könnten diese hybriden Bedrohungen die akademische Freiheit und die Integrität der Forschung in der Union beeinträchtigen.
- (6) Der Forschungs- und Innovationssektor bewegt sich somit in einem für Kooperationen zunehmend herausfordernden internationalen Kontext und ist dem Risiko eines unerwünschten Transfers von kritischen Kenntnissen und Technologien in Drittländer ausgesetzt, die zur Stärkung der militärischen Fähigkeiten und Nachrichtendienste dieser Länder, die die Sicherheit der Union und seiner Mitgliedstaaten beeinträchtigt, oder zu Zwecken, die den Werten und Grundrechten der Union zuwiderlaufen, eingesetzt werden können. Diese — zwar nicht immer gesetzlich verbotenen — Kooperationen können erhebliche sicherheitsbezogene und ethische Bedenken aufwerfen.
- (7) Forschung betreibende Organisationen und Forschungsförderorganisationen sind im Einklang mit der institutionellen Autonomie und der akademischen Freiheit primär für die Entwicklung und Verwaltung ihrer internationalen Zusammenarbeit verantwortlich. Die Behörden auf allen Ebenen sollten in Erwägung ziehen, ihnen Hilfestellung und Unterstützung zuteilwerden zu lassen und sie in die Lage zu versetzen, fundierte Entscheidungen zu treffen und die damit verbundenen Risiken für die Forschungssicherheit zu beherrschen.
- (8) Seit einigen Jahren sind Gespräche über die Stärkung der Forschungssicherheit in mehreren Mitgliedstaaten und auf Unionsebene im Gange, wo verschiedene Initiativen eingeleitet wurden:
- Im Mai 2021 veröffentlichte die Kommission ihre Mitteilung über den globalen Ansatz für Forschung und Innovation, in der eine neue europäische Strategie für die internationale Forschungs- und Innovationspolitik dargelegt wird. Der Rat nahm daraufhin im September 2021 Schlussfolgerungen an, in denen er betonte, dass sich die Union und die Mitgliedstaaten dafür einsetzen, sich verstärkt gegen Einflussnahme aus dem Ausland zu wehren;
 - in das Rahmenprogramm der Union für Forschung und Innovation 2021-2027 („Horizont Europa“) wurden mehrere Schutzvorkehrungen aufgenommen, mit denen der besonderen Verantwortung der Union als einer der größten Forschungsförderer in Europa Rechnung getragen wird;
 - im November 2021 nahm der Rat die politische Agenda 2022-2024 des Europäischen Forschungsraums (EFR) als Teil seiner Schlussfolgerungen zur künftigen Governance des EFR an, in der die Bekämpfung ausländischer Einflussnahme als eine der vorrangigen Maßnahmen aufgenommen wurde;
 - im Januar 2022 veröffentlichte die Kommission — anknüpfend an ihre sich sowohl aus dem globalen Ansatz als auch aus der politischen EFR-Agenda für den EFR ergebenden Verpflichtungen — eine Arbeitsunterlage zur Bekämpfung ausländischer Einflussnahme auf Forschung und Innovation. Zur Erleichterung des Peer-Learning zwischen den Mitgliedstaaten wurde im Laufe des Jahres 2023 ein Projekt zum wechselseitigen Lernen durchgeführt;
 - am 9. März 2022 nahm das Europäische Parlament eine Entschließung zur Einflussnahme aus dem Ausland auf alle demokratischen Prozesse in der Union, einschließlich Desinformation, an, in der es dazu auffordert, die akademische Freiheit zu stärken, die Transparenz der ausländischen Finanzierung zu verbessern sowie die die Einflussnahme aus dem Ausland auf den kulturellen, wissenschaftlichen und religiösen Bereich zu identifizieren und zu überwachen;
 - im April 2022 nahm der Rat Schlussfolgerungen zu einer europäischen Strategie zur Stärkung der Hochschuleinrichtungen für die Zukunft Europas an, in denen er betonte, dass eine vertiefte Zusammenarbeit innerhalb der Union vorteilhaft sein kann, um die Hochschuleinrichtungen zu unterstützen und Forschenden, Lehrkräften, Studierenden und dem Hochschulpersonal die notwendigen Instrumente an die Hand zu geben, um die Herausforderungen einer fairen globalen Zusammenarbeit zu bewältigen, wie Ungleichheit, Einflussnahme aus dem Ausland und Hindernisse für eine offene Wissenschaft. Zudem hob der Rat hervor, dass es erforderlich ist, ein sachkundiges und unabhängiges Verständnis der Partner in Drittländern zu fördern;
 - am 10. Juni 2022 nahm der Rat Schlussfolgerungen zu den Werten und Grundsätzen für die internationale Zusammenarbeit im Bereich der Forschung und Innovation an, in denen er die Bedeutung von Risikomanagement und Sicherheit herausstellte und die Kommission und die Mitgliedstaaten ersuchte, bewährte Verfahren auszubauen;

- ausgehend von einer breiter gefassten Sicherheits- und Verteidigungsperspektive sind im Rahmen der EU-Strategie für eine Sicherheitsunion ⁽³⁾ und des Strategischen Kompasses für Sicherheit und Verteidigung derzeit Arbeiten im Gange, die auf eine gemeinsame Bewertung der Bedrohungen und Herausforderungen sowie auf ein kohärenteres Vorgehen im Bereich Sicherheit und Verteidigung abzielen, indem u. a. ein Instrumentarium der Union gegen hybride Bedrohungen eingesetzt wird, bei dem verschiedene Instrumente zusammengeführt werden, um diese Bedrohungen zu erkennen und darauf reagieren zu können;
 - im Bereich der Ausfuhrkontrollvorschriften der Union für Güter und Technologien mit doppeltem Verwendungszweck ist die Verordnung (EU) 2021/821 des Europäischen Parlaments und des Rates ⁽⁴⁾ von erheblicher Bedeutung für die Forschungssicherheit. Zur Unterstützung von Forschungsorganisationen veröffentlichte die Kommission im September 2021 eine Empfehlung zu Compliance-Programmen für die Kontrolle der Forschung im Zusammenhang mit Gütern mit doppeltem Verwendungszweck ⁽⁵⁾.
- (9) Die Kommission und der Hohe Vertreter haben eine gemeinsame Mitteilung über eine Europäische Strategie für wirtschaftliche Sicherheit ⁽⁶⁾ angenommen, mit der sichergestellt werden soll, dass die Union weiterhin von wirtschaftlicher Offenheit bei gleichzeitiger Minimierung der Risiken für ihre wirtschaftliche Sicherheit profitiert. Mit der Strategie wird ein Drei-Säulen-Ansatz vorgeschlagen: Stärkung der wirtschaftlichen Basis und der Wettbewerbsfähigkeit der Union, Schutz vor Risiken und Zusammenarbeit mit einem möglichst breiten Spektrum von Ländern, um gemeinsame Anliegen und Interessen zu verfolgen. Forschung und Innovation spielen für jede Säule eine Schlüsselrolle.
- (10) Im Anschluss an diese gemeinsame Mitteilung wurden die Technologiebereiche, die für die wirtschaftliche Sicherheit der Union zwecks weiterer Risikobewertung mit den Mitgliedstaaten von entscheidender Bedeutung sind, im Rahmen der Empfehlung (EU) 2023/2113 der Kommission ⁽⁷⁾ ermittelt. Für vier der zehn ermittelten kritischen Technologiebereiche (fortschrittliche Halbleiter, künstliche Intelligenz, Quantentechnologie und Biotechnologie) wurden Risikobewertungen bereits vorrangig eingeleitet. Das Ergebnis dieser Risikobewertungen könnte, sobald es vorliegt, in andere mögliche Maßnahmen zur Umsetzung der Europäischen Strategie für wirtschaftliche Sicherheit, auch in Maßnahmen zur Stärkung der Forschungssicherheit, einfließen.
- (11) In der gemeinsamen Mitteilung über eine Europäische Strategie für wirtschaftliche Sicherheit wurde überdies angekündigt, dass die Kommission Maßnahmen zur Stärkung der Forschungssicherheit vorschlagen und dafür den Einsatz der bestehenden Instrumente gewährleisten, verbleibende Lücken ermitteln und schließen sowie zugleich die Offenheit des Innovationssystems wahren wird. Diese Empfehlung ist Teil eines Pakets, das von der Kommission im Januar 2024 als Folgemaßnahme der gemeinsamen Mitteilung vorgelegt wurde.
- (12) Was die vorstehend erwähnte Ermittlung von Lücken betrifft, so zeigt sich bei den Gesprächen mit den Mitgliedstaaten und Interessenverbänden, dass politische Entscheidungsträger und alle anderen betroffenen Akteure dringend mehr konzeptionelle Klarheit benötigen und zu einem einheitlichen Verständnis der anstehenden Probleme sowie der Frage, welche Antwort der Politik sowohl verhältnismäßig als auch wirksam ist, gelangen müssen.
- (13) Immer mehr Mitgliedstaaten haben Strategien zur Stärkung der Forschungssicherheit entwickelt oder arbeiten diese gerade aus. Auch wenn diese Bemühungen im Allgemeinen zur Bewusstseinsbildung und zur Steigerung der Resilienz beitragen, sollten Schutzvorkehrungen auf allen Ebenen — auf der Ebene der Union, der Mitgliedstaaten, der Regionen sowie auf der Ebene der Forschung betreibender Organisationen und der Forschungsförderorganisationen — konsequent angewandt werden, damit sie wirklich greifen. Die Koordinierung auf Unionsebene und die Unterstützung der Kommission für den Kapazitätsaufbau und den Austausch von Verfahren sind daher erforderlich, um die Integrität des EFR zu schützen, wobei die Zuständigkeiten der Mitgliedstaaten für weitere Schritte, z. B. die Entwicklung von Regelungsrahmen, zu achten sind.
- (14) Hybride Bedrohungen für das Forschungs- und Innovationssystem müssen unbedingt strukturell bewertet werden, damit die Lageerfassung auf der Ebene der politischen Entscheidungsträger verbessert wird, indem auf die Einheitliche Analysekapazität, insbesondere auf die Analyseeinheit für hybride Bedrohungen, zurückgegriffen wird und die Arbeiten des Europäischen Kompetenzzentrums für die Abwehr hybrider Bedrohungen, der Agentur der Europäischen Union für Cybersicherheit und des von Europol eingerichteten Europäischen Zentrums zur Bekämpfung der Cyberkriminalität bei Bedrohungen für die Cybersicherheit berücksichtigt werden.

⁽³⁾ COM(2020) 605.

⁽⁴⁾ Verordnung (EU) 2021/821 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Mai 2021 über eine Unionsregelung für die Kontrolle der Ausfuhr, der Vermittlung, der technischen Unterstützung der Durchfuhr und der Verbringung betreffend Güter mit doppeltem Verwendungszweck (ABl. L 206 vom 11.6.2021, S. 1).

⁽⁵⁾ Empfehlung (EU) 2021/1700 der Kommission vom 15. September 2021 zu internen Compliance-Programmen für die Kontrolle von Forschung im Zusammenhang mit Gütern mit doppeltem Verwendungszweck gemäß der Verordnung (EU) 2021/821 des Europäischen Parlaments und des Rates über eine Unionsregelung für die Kontrolle der Ausfuhr, der Vermittlung, der technischen Unterstützung, der Durchfuhr und der Verbringung betreffend Güter mit doppeltem Verwendungszweck (ABl. L 338 vom 23.9.2021, S. 1).

⁽⁶⁾ JOIN(2023) 20.

⁽⁷⁾ Empfehlung (EU) 2023/2113 der Kommission vom 3. Oktober 2023 zu Technologiebereichen, die für die wirtschaftliche Sicherheit der EU von entscheidender Bedeutung sind, zwecks weiterer Risikobewertung mit den Mitgliedstaaten (ABl. L, 2023/2113, vom 11.10.2023, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reco/2023/2113/oj>).

- (15) Angesichts der Tatsache, dass Forschung und Innovation zu einem erheblichen Teil im Privatsektor stattfinden, sollte betont werden, dass Unternehmen mitunter ähnlichen Risiken ausgesetzt sind, sie sich jedoch in ihrer Art, ihren Bedürfnissen und ihren Kapazitäten von jenen der Forschung betreibenden Organisationen unterscheiden.
- (16) Den politischen Erfahrungen der Mitgliedstaaten und wichtigen internationalen Partner sollte gebührende Aufmerksamkeit zukommen, wobei zu betonen ist, dass ein Ansatz konzipiert werden sollte, der dem einzigartigen europäischen Kontext gerecht wird. Bewährte Verfahren werden beispielsweise im Rahmen des multilateralen Dialogs über Werte und Grundsätze der internationalen Zusammenarbeit im Bereich Forschung und Innovation bei Assoziierungsverhandlungen und in Sitzungen des Gemeinsamen Lenkungsausschusses für Wissenschaft und Technologie im Zusammenhang mit internationalen Wissenschafts- und Technologieabkommen sowie in multilateralen Foren wie der G7 und einschlägigen multilateralen Ausfuhrkontrollvereinbarungen ausgetauscht.
- (17) Die Forschungssicherheit ist eine Thematik, die zunehmende Aufmerksamkeit erhält, und die laufende Debatte über die damit einhergehenden Risiken und die Art und Weise, wie diese am besten beherrscht werden können, wird immer intensiver geführt. Daher ist es notwendig, weiterhin Bewusstseinsbildung zu betreiben, das Peer-Learning zwischen den Mitgliedstaaten und den relevanten Interessenverbänden zu fördern und zu erleichtern und einen Beitrag zu einem Ansatz für das Lernen zu leisten, der Flexibilität und Anpassungsfähigkeit verbindet.
- (18) Für die Zwecke dieser Empfehlung bezeichnet der Ausdruck
1. „Forschungssicherheit“ die Antizipation und das Management von Risiken im Zusammenhang mit Folgendem: a) dem unerwünschten Transfer von kritischen Kenntnissen und Technologien, die die Sicherheit der Union und ihrer Mitgliedstaaten beeinträchtigen können, wenn sie beispielsweise in den Dienst militärischer oder nachrichtendienstlicher Zwecke in Drittländern gestellt werden; b) böswilliger Einflussnahme auf die Forschung, bei der die Forschung durch Drittländer oder von diesen aus dazu instrumentalisiert werden kann, unter anderem Desinformation zu erzeugen oder Studierende und Forschende zur Selbstzensur anzustiften und damit gegen die akademische Freiheit und die Integrität der Forschung in der Union zu verstoßen; c) Verletzungen ethischer Grundsätze oder der Integrität, bei denen Wissen und Technologien dafür eingesetzt werden, die in den Verträgen festgelegten Werte und Grundrechte der Union zu unterdrücken, zu verletzen oder zu untergraben;
 2. „Forschungs- und Innovationssektor“ alle Forschung betreibenden Organisationen, einschließlich Hochschuleinrichtungen, soweit sie Forschung betreiben, Forschungsförderorganisationen und Forschungsinfrastrukturen in der gesamten Union sowie alle sonstigen Akteure des Forschungs- und Innovationsökosystems der Union. Da Elemente dieser Empfehlung können für Unternehmen gleichermaßen relevant sein können, ist die Zusammenarbeit mit Akteuren des Privatsektors erforderlich, um ihre Forschungssicherheit zu gewährleisten;
 3. „Forschung betreibende Organisation“ jede Organisation ohne Erwerbszweck, die wissenschaftliche Forschung betreibt;
 4. „internationale Zusammenarbeit“ die Zusammenarbeit zwischen zum einen Forschung betreibenden Organisationen und Forschungsförderorganisationen mit Sitz in der Union oder einzelnen Forschenden, die von diesen Organisationen finanziert werden, und zum anderen Einrichtungen, einschließlich Unternehmen, mit Sitz außerhalb der Union oder einzelnen Forschern, die von diesen Einrichtungen finanziert werden. Die Zusammenarbeit mit Forschung betreibenden Organisationen und Unternehmen mit Sitz in der Union, deren Eigentümer aber außerhalb der Union ansässig sind bzw. über die die Kontrolle von außerhalb der Union ausgeübt wird, sollten auf der Grundlage einer Risikobewertung eingeschätzt werden;
 5. „Risikobewertung“ einen sich auf die internationale Zusammenarbeit im Bereich Forschung und Innovation beziehenden Prozess, bei dem eine Kombination der wichtigsten Risikofaktoren berücksichtigt wird. Die Kombination dieser Faktoren ist für das Risikoniveau ausschlaggebend. Die zu bewertenden Schlüsselemente lassen sich in vier Kategorien einteilen: a) Das Risikoprofil der in der Union ansässigen Organisation, die die internationale Zusammenarbeit aufnimmt: es gilt, die für das Forschungsprojekt relevanten Stärken und Schwachstellen der Organisation, einschließlich finanzieller Abhängigkeiten, zu berücksichtigen; b) das Gebiet im Bereich Forschung und Innovation, auf dem die internationale Zusammenarbeit stattfinden soll: es gilt zu berücksichtigen, ob das Projekt Forschungsgebieten gewidmet ist, das kritische Kenntnisse und Technologien, Methoden, Daten oder Forschungsinfrastrukturen umfasst, die aus dem Blickwinkel von Sicherheit oder der Werte und Grundrechte der Union als besonders sensibel gelten; c) das Risikoprofil des Drittlands, in dem der internationale Partner seinen Sitz hat oder in dem der Eigentümer ansässig ist oder von dem aus die Kontrolle ausgeübt wird (handelt es sich beispielsweise um ein Land, das restriktiven Maßnahmen unterliegt, dessen Bilanz in Bezug auf den Schutz von Rechtsstaatlichkeit oder Menschenrechten zu wünschen übrig lässt, in dem eine aggressive Strategie einer zivil-militärischen Fusion verfolgt wird oder die akademische Freiheit eingeschränkt ist); d) das Risikoprofil der internationalen Partnerorganisation: es gilt nämlich, mit gebotener Sorgfalt bei der Organisation, mit der eine Zusammenarbeit stattfinden soll, Erkundigungen darüber einzuziehen, ob sie u. a. restriktiven Maßnahmen unterliegt oder Verbindungen zum Militär pflegt, welche Zugehörigkeiten beteiligte Forschende oder Bedienstete besitzen oder welche Absichten der Partner in Bezug auf die Endverwendung oder Anwendung der Forschungsergebnisse hegt;

6. „kritische Kenntnisse und Technologien“ Kenntnisse und Technologien, einschließlich Know-how, in neu entstehenden und disruptiven Bereichen und in Gebieten, die für die wirtschaftliche Wettbewerbsfähigkeit, das soziale Wohlergehen und die Sicherheit der Union und ihrer Mitgliedstaaten von entscheidender Bedeutung sind und in denen daher eine übermäßige Abhängigkeit von Drittländern nicht wünschenswert sind, wobei dem dynamischen Charakter der Forschungssicherheit und der sich weiterentwickelnden Risiken Rechnung zu tragen ist. Dies schließt unter anderem Forschung und Innovation mit potenziell doppeltem Verwendungszweck ein.
7. „Drittländer“ alle Länder außerhalb der Union —

EMPFIEHLT DEN MITGLIEDSTAATEN UND DER EUROPÄISCHEN KOMMISSION,

1. bei der Konzeption und Durchführung politischer Maßnahmen zur Stärkung der Forschungssicherheit die folgenden Grundsätze für eine verantwortungsvolle Internationalisierung zu berücksichtigen:
 - a) Die akademische Freiheit und die institutionelle Autonomie werden weiterhin gefördert und verteidigt, wobei berücksichtigt wird, dass die Forschung betreibenden Organisationen selbst in erster Linie für ihre internationale Forschungs- und Innovationszusammenarbeit verantwortlich sind;
 - b) die internationale Zusammenarbeit im Bereich Forschung und Innovation, die sowohl offen als auch sicher ist, wird im Einklang mit dem Grundsatz „so offen wie möglich, so geschlossen wie nötig“ weiter gefördert und unterstützt, wobei gewährleistet wird, dass Forschungsergebnisse auffindbar, zugänglich, interoperabel und wiederverwendbar (findable, accessible, interoperable and reusable — FAIR) sind und geltende Beschränkungen, einschließlich Sicherheitsbedenken, gebührend berücksichtigt werden;
 - c) die Verhältnismäßigkeit der Maßnahmen wird gewährleistet: Werden Schutzvorkehrungen eingeführt, sollten diese nicht über das zur Verminderung der jeweiligen Risiken und zur Vermeidung unnötigen Verwaltungsaufwands erforderliche Maß hinausgehen. Das Ziel ist das Risikomanagement und weniger die Risikovermeidung;
 - d) die Forschungssicherheitsmaßnahmen werden so ausgerichtet, dass durch sie die wirtschaftliche Sicherheit, die Sicherheit der Union und die nationale Sicherheit geschützt und die Werte und Grundrechte der Union, die akademische Freiheit und die Integrität der Forschung verteidigt und gefördert werden, wobei Protektionismus und eine politische Instrumentalisierung von Forschung und Innovation zu vermeiden sind;
 - e) die Selbstverwaltung im Forschungs- und Innovationssektor wird innerhalb des geltenden Regelungsrahmens gefördert, sodass seine Akteure in die Lage versetzt werden, fundierte Entscheidungen zu treffen, wobei die gesellschaftliche Verantwortung von Forschung betreibenden Organisationen herausgestellt werden muss und dabei zu berücksichtigen ist, dass die akademische Freiheit mit akademischer Verantwortung Hand in Hand geht;
 - f) es wird ein ressortübergreifender Ansatz verfolgt, der relevante Fachkenntnisse und Kompetenzen zusammenführt, ein umfassendes Konzept für die Forschungssicherheit gewährleistet, die Kohärenz der staatlichen Maßnahmen und der an den Forschungs- und Innovationssektor vermittelten Botschaften fördert sowie die erforderlichen Schritte zur Weiterbildung und Umschulung der relevanten Arbeitskräfte umfasst;
 - g) nach Maßgabe eines risikobasierten Ansatzes werden Strategien festgelegt, die länderunabhängig sind, um Risiken für die Forschungssicherheit dort zu ermitteln und anzugehen, wo sie ihren Ausgang nehmen, da dies die beste Garantie dafür ist, dass weiterhin ein ausgewogener Ansatz in Bezug auf Chancen und Risiken in der Forschungs- und Innovationszusammenarbeit angewendet wird und dass sich in der Bedrohungslandschaft abzeichnende Entwicklungen, einschließlich auf den Plan tretender neuer Bedrohungsakteure, nicht übersehen werden;
 - h) es wird sichergestellt, dass keine Anstrengungen gescheut werden, um jegliche Form von direkter wie auch indirekter Diskriminierung und Stigmatisierung von Gruppen oder Einzelpersonen, die als unbeabsichtigte Folge von Schutzmaßnahmen auftreten könnte, zu vermeiden und um die uneingeschränkte Achtung der in der Charta verankerten Grundrechte zu gewährleisten;
 - i) es wird der dynamische Charakter der Forschungssicherheit anerkannt, die von neuen Erkenntnissen, sich weiterentwickelnden Risiken und dem geopolitischen Kontext geprägt ist, was einen Lernansatz erfordert, bei dem im Zuge regelmäßiger Überprüfungen und Aktualisierungen sichergestellt wird, dass die Strategien im Bereich der Forschungssicherheit und die damit verbundenen Anstrengungen zum Kapazitätsaufbau aktuell, wirksam und verhältnismäßig bleiben und weiterhin im Einklang mit den oben genannten Grundsätzen stehen;

EMPFIEHLT DEN MITGLIEDSTAATEN, unter uneingeschränkter Wahrung der Subsidiarität, der Verhältnismäßigkeit, der institutionellen Autonomie und der akademischen Freiheit und im Einklang mit den nationalen Besonderheiten der Mitgliedstaaten, ihren unterschiedlichen Ausgangspunkten und ihrer ausschließlichen Zuständigkeit für die nationale Sicherheit unbeschadet der Möglichkeit der Mitgliedstaaten zu weiteren Schritten;

2. auf die Entwicklung und Umsetzung eines kohärenten Pakets von Maßnahmen zur Stärkung der Forschungssicherheit hinarbeiten, wobei die in diesem Abschnitt aufgeführten Elemente bestmöglich genutzt werden;
3. in einen Dialog mit dem Forschungs- und Innovationssektor einzutreten, um die Zuständigkeiten und Rollen festzulegen sowie — falls nicht bereits vorhanden — einen nationalen Ansatz auszuarbeiten, beispielsweise in Form von Leitlinien oder einer Liste einschlägiger Maßnahmen und Initiativen zur Erhöhung der Forschungssicherheit mit einem klaren Verfahren für Umsetzung, wobei Orientierungshilfen der Kommission und die verfügbare Unterstützungsinstrumente zu berücksichtigen sind;

4. gegebenenfalls eine neue Unterstützungsstruktur oder einen neuen Unterstützungsdienst zu schaffen oder die bereits bestehenden zu stärken, um den Akteuren im Forschungs- und Innovationssektor bei der Bewältigung von Risiken im Zusammenhang mit der internationalen Zusammenarbeit im Bereich Forschung und Innovation Hilfestellung zu bieten. Durch die Zusammenführung von sektorübergreifenden Fachkenntnissen und Kompetenzen könnte eine solche Unterstützungsstruktur oder ein solcher Unterstützungsdienst Informationen und Beratungsleistungen bereitstellen, die Forschung betreibende Organisationen und Forschungsförderorganisationen für fundierte Entscheidungen zur Abwägung von Chancen und Risiken einer potenziellen internationalen Zusammenarbeit nutzen können, sowie andere im Forschungs- und Innovationssektor eindeutig nachgefragte Dienstleistungen, einschließlich Sensibilisierungsmaßnahmen und Schulungen, anbieten;
5. die Evidenzbasis für die Politikgestaltung im Bereich der Forschungssicherheit durch eine Analyse der Bedrohungslandschaft, auch unter dem Gesichtspunkt der Cybersicherheit, zu stärken;
6. den Informationsaustausch zwischen Forschung betreibende Organisationen und Forschungsförderorganisationen einerseits und Nachrichtendiensten andererseits zu erleichtern, beispielsweise durch als vertraulich bzw. nicht vertraulich eingestufte Briefings oder mithilfe spezieller Verbindungsbeamter;
7. die sektorübergreifende Zusammenarbeit zwischen staatlichen Behörden zu entwickeln oder zu stärken, insbesondere indem politische Entscheidungsträger, die für Hochschulbildung, Forschung und Innovation, Handel, auswärtige Angelegenheiten, Nachrichtendienste und Sicherheit zuständig sind, miteinander in Kontakt gebracht werden;
8. Einblicke in die Resilienz des Sektors sowie die Wirksamkeit und Verhältnismäßigkeit der geltenden Sicherheitsstrategien in der Forschung, auch durch regelmäßige Resilienztests und Simulationen von Vorfällen, zu gewinnen, wobei gegebenenfalls die Unterstützung der Kommission in Erwägung zu ziehen ist;
9. besonderes Augenmerk auf die internationale Zusammenarbeit in Bereichen, die kritische Kenntnisse und Technologien umfassen, einschließlich der in der Empfehlung (EU) 2023/2113 der Kommission aufgeführten Technologiebereiche, sowie auf die Ergebnisse derartiger kollektiver Risikobewertungen zu legen;
10. zur Gewährleistung der Einhaltung der geltenden Ausfuhrkontrollvorschriften der Union für Güter mit doppeltem Verwendungszweck und der gemäß Artikel 29 EUV und den Artikeln 207 und 215 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union verhängten restriktiven Maßnahmen nationale Maßnahmen in Bezug auf den immateriellen Technologietransfer zu ergreifen sowie die Umsetzung und Durchsetzung von für Forschung und Innovation relevanten restriktiven Maßnahmen zu stärken;
11. proaktiv einen Beitrag zur einzigen Anlaufstelle der Union zur Bekämpfung ausländischer Einflussnahme auf Forschung und Innovation zu leisten, indem mit öffentlichen Mitteln entwickelte Instrumente und Ressourcen gemeinsam genutzt werden, um die grenzüberschreitende Einführung dieser Instrumente und Ressourcen zu erleichtern und sie in benutzerfreundlicher, zugänglicher und sicherer Weise bereitzustellen;
12. mit dem privaten Sektor zusammenzuarbeiten, um Orientierungshilfen für an Forschung und Innovation beteiligte Unternehmen, auch für forschungsintensive Start-ups, Spin-offs sowie kleine und mittlere Unternehmen, zu entwickeln. In diesem Zusammenhang sollte auf die bestehenden Vorschriften, einschließlich jener über die Kontrolle der Ausfuhr von Gütern mit doppeltem Verwendungszweck, auf die Überprüfung ausländischer Investitionen und die laufenden Arbeiten zur Überwachung von Investitionen in Drittstaaten, hingewiesen werden;
13. auf der Grundlage einer Risikobewertung, sofern dies angebracht ist, die Anwendung der in dieser Empfehlung enthaltenen Maßnahmen der internationalen Zusammenarbeit im Bereich der Mobilität von Forschenden in Betracht zu ziehen;

Rolle von Forschungsförderorganisationen

14. mit Forschungsförderorganisationen zusammenzuarbeiten, um sie dazu zu ermutigen dafür Sorge zu tragen, dass
 - a) Forschungssicherheit ein integraler Bestandteil des Antragsverfahrens ist, bei dem die verschiedenen Faktoren berücksichtigt werden, die zusammen genommen für das Risikoprofil des Projekts bestimmend sind. Ziel ist es, die Begünstigten dazu zu ermutigen, den Kontext zu berücksichtigen, in dem die Forschungs- und Innovationszusammenarbeit stattfindet, und sich mit der Frage zu befassen, welche Gründe und (heimlichen) Absichten eine Rolle spielen könnten, und auf diese Weise sicherzustellen, dass potenzielle Risiken und Bedrohungen im Vorfeld ermittelt werden;
 - b) für eine Finanzierung ausgewählte Forschungsprojekte, die Anlass zu Bedenken geben, einer ihrem Risikoprofil angemessenen Risikobewertung unterzogen werden, woraufhin ein geeignete Risikomanagement vereinbart und dabei sichergestellt wird, dass es bei der Gewährung von Finanzhilfen zu keinen unnötigen Verzögerungen kommt und unnötiger Verwaltungsaufwand vermieden wird;
 - c) beim Abschluss von Forschungspartnerschaftsvereinbarungen mit ausländischen Einrichtungen, auch im Rahmen von Absichtserklärungen, mögliche Risiken im Zusammenhang mit der internationalen Zusammenarbeit berücksichtigt werden, wichtige Rahmenbedingungen wie die Achtung der Werte und Grundrecht der Union, die akademische Freiheit, die Gegenseitigkeit und die Modalitäten der Verwaltung geistiger Vermögenswerte, einschließlich der Verbreitung und Verwertung von Ergebnissen, der Vergabe von Lizenzen oder des Transfers von Ergebnissen und der Gründung von Spin-offs, einbezogen werden und für den Fall der Nichteinhaltung der in den Vereinbarungen festgelegten Bedingungen eine Ausstiegsstrategie vorgesehen ist;

- d) bei der Anwendung von Schutzmaßnahmen im Rahmen von nationalen Förderprogrammen die in einschlägigen Förderprogrammen der Union angewandten Maßnahmen berücksichtigt werden;
- e) Antragsteller sich bei zukünftigen Partnern im Fall von Projekten mit hohem Risikoprofil — beispielsweise durch Eingehen einer Partnerschaftvereinbarung — Zusicherungen einholen, wobei wichtige Rahmenbedingungen wie die unter Nummer 15 Buchstabe c genannten Rahmenbedingungen berücksichtigt werden;
- f) in der Forschungsförderorganisation angemessene Fachkenntnisse und Kompetenzen vorhanden sind, um Bedenken hinsichtlich der Forschungssicherheit auszuräumen, und die Forschungssicherheit in die bestehenden Monitoring- und Bewertungsmaßnahmen integriert ist, wozu auch die Nachverfolgung von Vorfällen und die rechtzeitige Umsetzung von glaubwürdigen Maßnahmen im Falle der Nichteinhaltung gehören;

Unterstützung von Forschung betreibenden Organisationen

15. Forschung betreibende Organisationen zu ermutigen und dabei zu unterstützen:

- a) sich an dem Informationsaustausch, dem Peer-Learning, der Entwicklung von Instrumenten und Leitlinien sowie der Meldung von Vorfällen an Fachkollegen zu beteiligen sowie die Bündelung von Ressourcen sollte für eine bestmögliche Nutzung knapper und verstreuter Ressourcen und von Expertenwissen in Betracht gezogen werden;
- b) interne Verfahren für das Risikomanagement systematisch umzusetzen, indem eine Risikobewertung vorgenommen wird, mit gebotener Sorgfalt Erkundigungen über zukünftige Partner eingezogen werden und die interne Entscheidungsfindung an höhere Ebenen abgegeben wird, falls Probleme Anlass zu Bedenken geben, wobei unnötiger Verwaltungsaufwand vermieden werden soll;
- c) beim Abschluss von Forschungspartnerschaftsvereinbarungen mit ausländischen Einrichtungen, auch im Rahmen von Absichtserklärungen, mögliche Risiken im Zusammenhang mit der internationalen Zusammenarbeit berücksichtigt werden, wichtige Rahmenbedingungen wie die Achtung der Werte und Grundrechte der Union, die akademische Freiheit, die Gegenseitigkeit und die Modalitäten der Verwaltung geistiger Vermögenswerte, einschließlich der Verbreitung und Verwertung von Ergebnissen, der Vergabe von Lizenzen oder des Transfers von Ergebnissen und der Gründung von Spin-offs, einbezogen werden und für den Fall der Nichteinhaltung der in den Vereinbarungen festgelegten Bedingungen eine Ausstiegsstrategie vorgesehen ist;
- d) Risiken im Zusammenhang mit von ausländischen Regierungen geförderten Talentprogrammen im Bereich Forschung und Innovation zu bewerten und dabei insbesondere etwaige den Begünstigten auferlegte unerwünschte Verpflichtungen im Blick zu haben, und zu garantieren, dass von ausländischen Regierungen geförderte Anbieter von vor Ort stattfindenden Kursen und Schulungen sich an den Auftrag und die Vorschriften der Gasteinrichtung halten;
- e) in spezielle interne Fachkenntnisse und Kompetenzen im Bereich der Forschungssicherheit zu investieren, die Verantwortung für die Forschungssicherheit auf die adäquaten Organisationsebenen zu übertragen und in Cyberhygiene zu investieren sowie eine Kultur zu schaffen, in der Offenheit und Sicherheit in einem ausgewogenen Verhältnis stehen;
- f) den Zugang zu Schulungsprogrammen, einschließlich Online-Kursen, für neu eingestelltes und vorhandenes Forschungspersonal zu erleichtern und Aus- und Weiterbildungsprogramme zur Schulung von Sicherheitsberatern und anderen relevanten Akteuren sowie zur Schulung von Einstellern und mit der Internationalisierung befasstem Personal zu entwickeln, sodass sie darin geschult werden, im Rahmen eines strukturellen Überprüfungsverfahrens zu Bedenken Anlass gebende Elemente in Bewerbungen für Forschungspositionen — insbesondere in Forschungsbereichen, die kritische Kenntnisse und Technologien umfassen — zu prüfen und aufzudecken;
- g) in wissenschaftlichen Veröffentlichungen und allen anderen Formen der Verbreitung von Forschungsergebnissen für vollständige Transparenz in Bezug auf die Finanzierungsquellen und die Zugehörigkeiten von Forschungspersonal zu sorgen und zu vermeiden, dass Qualität und Inhalt der Forschung durch ausländische Abhängigkeiten und Interessenkonflikte oder Verpflichtungen beeinträchtigt werden;
- h) eine sowohl physische als auch virtuelle Kompartimentierung einzuführen, durch die sichergestellt wird, dass in Bereichen wie Labors und Forschungsinfrastruktur, Daten und Systeme, die besonders sensibel sind, der Zugang strikt nach dem Grundsatz „Kenntnis nur, wenn nötig“ gewährt wird und für Online-Systeme belastbare Cybersicherheitsregelungen bestehen;
- i) die Risiken im Zusammenhang mit Ausrüstung, Labors und Forschungsinfrastrukturen zu bewerten, die von Einrichtungen finanziert werden oder erworben wurden, die in Drittländern ansässig sind oder von Drittländern kontrolliert werden, wobei insbesondere etwaige den Aufnahmeorganisationen auferlegte unerwünschte Verpflichtungen in den Blick zu nehmen sind;
- j) dafür Sorge zu tragen, dass jegliche Form von direkter wie auch indirekter Diskriminierung und Stigmatisierung verhindert wird, dass die Sicherheit des Einzelnen geschützt ist und besonderes Augenmerk auf vom Herkunftsstaat gegenüber der Diaspora ausgeübten Zwang und andere Formen böswilliger Einflussnahme gelegt wird, die zu Selbstzensur führen und Auswirkungen auf die Sicherheit der beteiligten ausländischen Forschenden, Doktoranden und Studierenden haben können, und dass Vorfälle gemeldet werden;

EMMPFIEHLT DER KOMMISSION,

16. die offene Methode der Koordinierung, vor allem die EFR-Governancestrukturen, umfassend zu nutzen und die Umsetzung dieser Empfehlung zu unterstützen, indem sie Bewusstseinsbildung betreibt, Peer-Learning erleichtert und fördert, den Kapazitätsausbau ermöglicht und die Kohärenz der Strategien begünstigt; den Inhalt dieser Empfehlung auch in die Agenden der einschlägigen strategischen Plattformen und Gremien aufzunehmen;
17. eine zentrale Anlaufstelle der Union zur Bekämpfung ausländischer Einflussnahme auf Forschung und Innovation einzurichten und zu betreiben, die alle einschlägigen Daten, Instrumente, Berichte und sonstigen Ressourcen, die auf Unionsebene und nationaler, regionaler und organisatorischer Ebene oder außerhalb der Union entwickelt wurden, konsolidieren soll, und gleichzeitig dafür zu sorgen, dass sie in benutzerfreundlicher, zugänglicher und sicherer Form zur Verfügung stehen;
18. die Erfassung von Erkenntnissen für die Politikgestaltung im Bereich der Forschungssicherheit zu unterstützen und einschlägiges Fachwissen aus den Mitgliedstaaten und von Interessenträgern zusammenzuführen sowie die Möglichkeit einer stärker strukturellen Unterstützung in diesem Zusammenhang z. B. vom Europäischen Kompetenzzentrum für Forschungssicherheit analysieren und bewerten zu lassen, wobei bestehende Strukturen zu berücksichtigen sind und das Zentrum mit der zentralen Anlaufstelle zu verknüpfen ist; darüber hinaus könnten zusätzliche Funktionen zur Unterstützung der Mitgliedstaaten und des Forschungs- und Innovationssektors zu gegebener Zeit hinzugefügt werden;
19. die Lageerfassung seitens der politischen Entscheidungsträger in Zusammenarbeit mit dem Hohen Vertreter der Union für Außen- und Sicherheitspolitik durch eine strukturelle Bewertung hybrider Bedrohungen für das Forschungs- und Innovationssystem zu verbessern;
20. eine Methodik zur Prüfung der Resilienz von Forschung betreibenden Organisationen zu entwickeln, die von den Mitgliedstaaten und ihren Forschung betreibenden Organisationen auf freiwilliger Basis genutzt werden kann;
21. unter Mitwirkung der Mitgliedstaaten und unter Einbeziehung der Interessenträger die Arbeiten zur Bewertung der Risiken kritischer Technologien fortzusetzen sowie in einen Dialog einzutreten, um den Informationsaustausch und die Kohärenz des Ansatzes in Bezug auf die Risikobewertung und die zum Schutz der Forschungssicherheit in den nationalen Förderprogrammen und den relevanten Förderprogrammen der Union vorgesehenen Vorkehrungen sicherzustellen;
22. sowohl länderunabhängige als auch länderspezifische Instrumente und Ressourcen zu entwickeln, um Forschung betreibende Organisationen dabei zu unterstützen, mit gebotener Sorgfalt Erkundigungen über zukünftige Partner in Drittländern einzuziehen;
23. gemeinsam mit Interessenverbänden auf Unionsebene eine alle zwei Jahre stattfindende zentrale Veranstaltung zur Forschungssicherheit zu organisieren, um Informationen auszutauschen und lösungsorientierte Diskussionen zu führen;
24. erforderlichenfalls Auslegungsleitlinien zur Entwicklung von Risikobewertungsverfahren und zur Anwendung der einschlägigen Rechtsvorschriften der Union auszuarbeiten; Dies gilt insbesondere für Ausfuhrkontrollvorschriften, vor allem für den immateriellen Technologietransfer (ITT), die Visumpflicht für ausländische Forschende sowie für die Auslegung bestimmter Anforderungen an die offene Wissenschaft und die Verwaltung geistiger Vermögenswerte aus dem Blickwinkel der Forschungssicherheit.
25. in Kooperation mit dem Forschungs- und Innovationssektor und den Mitgliedstaaten zu bewerten, wie sich die Transparenz in Bezug auf die Quellen der Forschungsfinanzierung und die Zugehörigkeiten von Forschenden am besten erhöhen lässt;
26. den Dialog und die Zusammenarbeit mit internationalen Partnern im Bereich der Forschungssicherheit zu stärken, indem Informationen und Erfahrungen sowie bewährte Verfahren ausgetauscht werden und nach Wegen zur Angleichung der Schutzmaßnahmen gesucht wird, und zu prüfen, ob erreicht werden kann, dass die Union in multilateralen Foren zu diesem Thema mit einer Stimme spricht.

Überwachung der Fortschritte

27. Die Kommission wird ersucht, die bei der Umsetzung dieser Empfehlung erzielten Fortschritte in transparenter Weise und auf der Grundlage eindeutiger Indikatoren mithilfe der Plattform für EFR-Politik in enger Zusammenarbeit mit den Mitgliedstaaten und nach Konsultation der betroffenen Interessenträger zu überwachen und dem Rat im Zuge ihrer zweijährlichen Berichterstattung über den globalen Ansatz für Forschung und Innovation und ihrer bestehenden Berichterstattung über das Rahmenprogramm für Forschung und Innovation alle zwei Jahre mitzuteilen.
28. Angesichts einer dringend erforderlichen gemeinsamen Reaktion werden die Mitgliedstaaten ersucht, diese Empfehlung umzusetzen und der Kommission Informationen über ihren nationalen Ansatz (gemäß Empfehlung 3 an die Mitgliedstaaten) als Beitrag zu den genannten Überwachungs- und Berichterstattungstätigkeiten der Kommission zu übermitteln.
29. Nach einer eingehenden Bewertung können im Lichte der künftigen Entwicklung der geopolitischen Lage weitere Schritte und Maßnahmen vorgeschlagen werden.

Geschehen zu Brüssel am 23. Mai 2024.

Im Namen des Rates

Der Präsident

J. BROUNS



C/2024/3511

30.5.2024

Keine Einwände gegen einen angemeldeten Zusammenschluss
(Sache M.11461 — KUWAIT PETROLEUM ITALIA / FOX PETROLI / ECO FOX)

(Text von Bedeutung für den EWR)

(C/2024/3511)

Am 24. Mai 2024 hat die Kommission nach Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b der Verordnung (EG) Nr. 139/2004 des Rates ⁽¹⁾ entschieden, keine Einwände gegen den oben genannten angemeldeten Zusammenschluss zu erheben und ihn für mit dem Binnenmarkt vereinbar zu erklären. Der vollständige Wortlaut der Entscheidung ist nur auf Englisch verfügbar und wird in einer um etwaige Geschäftsgeheimnisse bereinigten Fassung auf den folgenden EU-Websites veröffentlicht:

- der Website der GD Wettbewerb zur Fusionskontrolle (<https://competition-cases.ec.europa.eu/search>). Auf dieser Website können Fusionsentscheidungen anhand verschiedener Angaben wie Unternehmensname, Nummer der Sache, Datum der Entscheidung oder Wirtschaftszweig abgerufen werden,
- der Website EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu/homepage.html?locale=de>). Hier kann diese Entscheidung anhand der Celex-Nummer 32024M11461 abgerufen werden. EUR-Lex ist das Internetportal zum Gemeinschaftsrecht.

⁽¹⁾ ABl. L 24 vom 29.1.2004, S. 1.